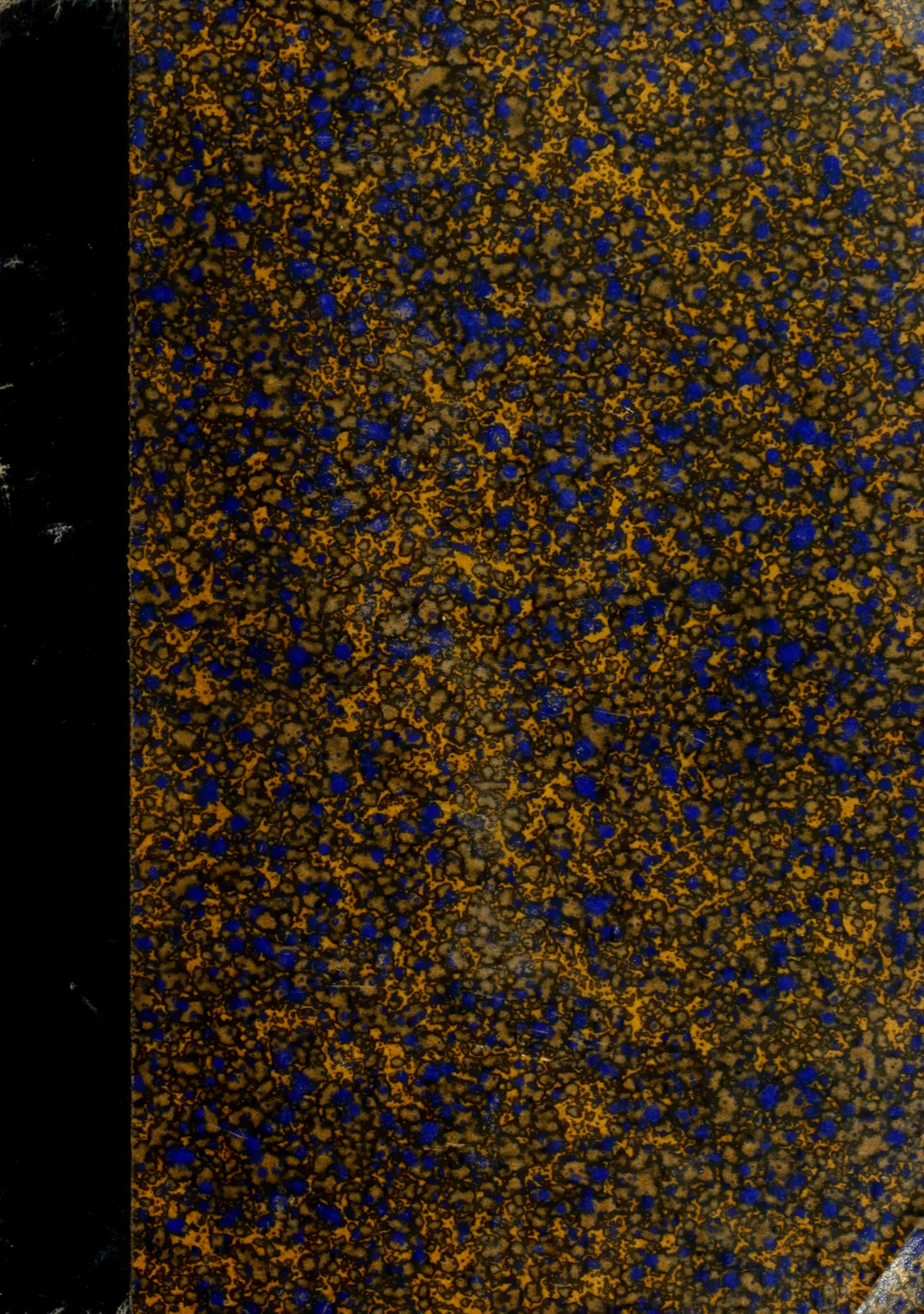
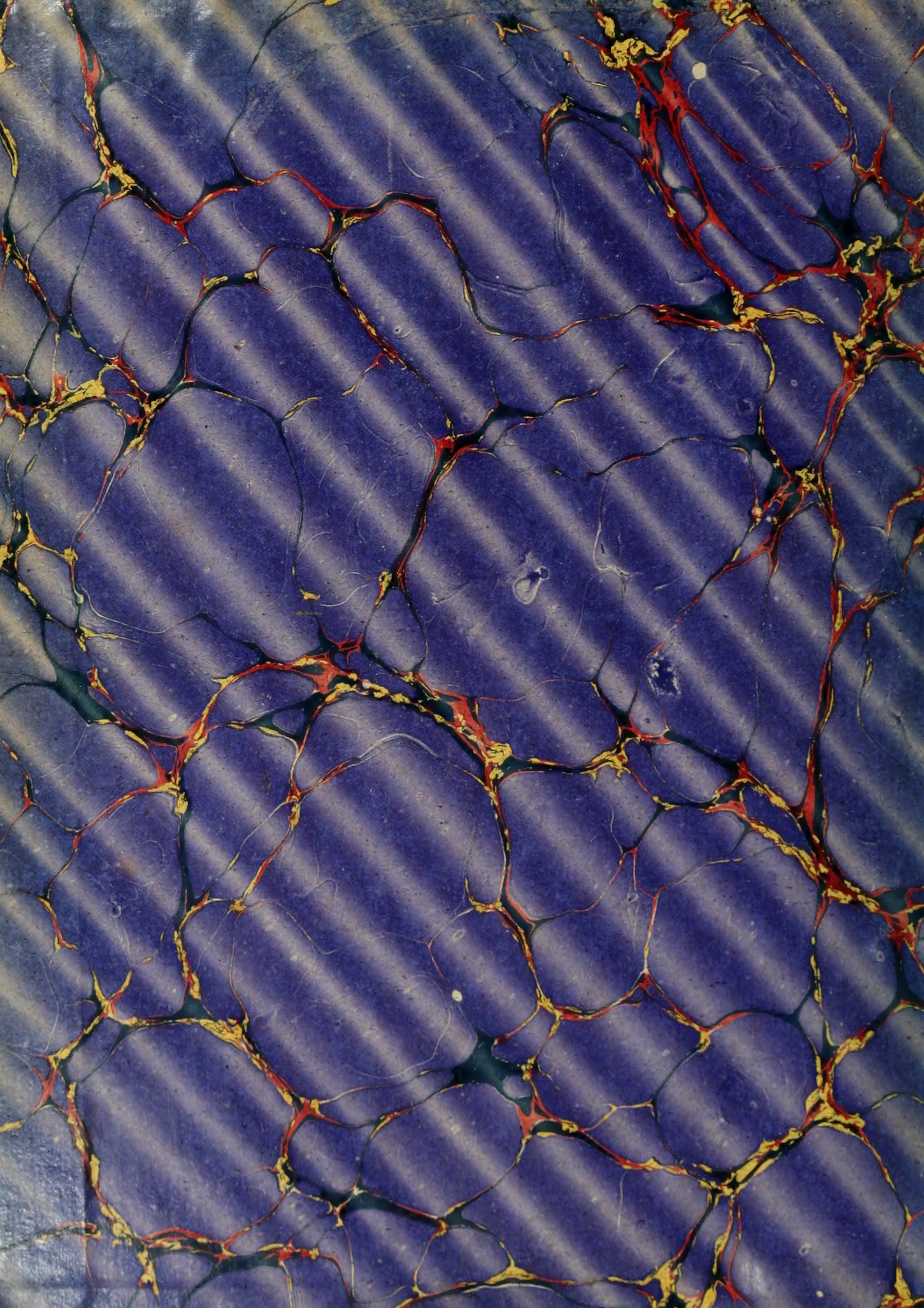
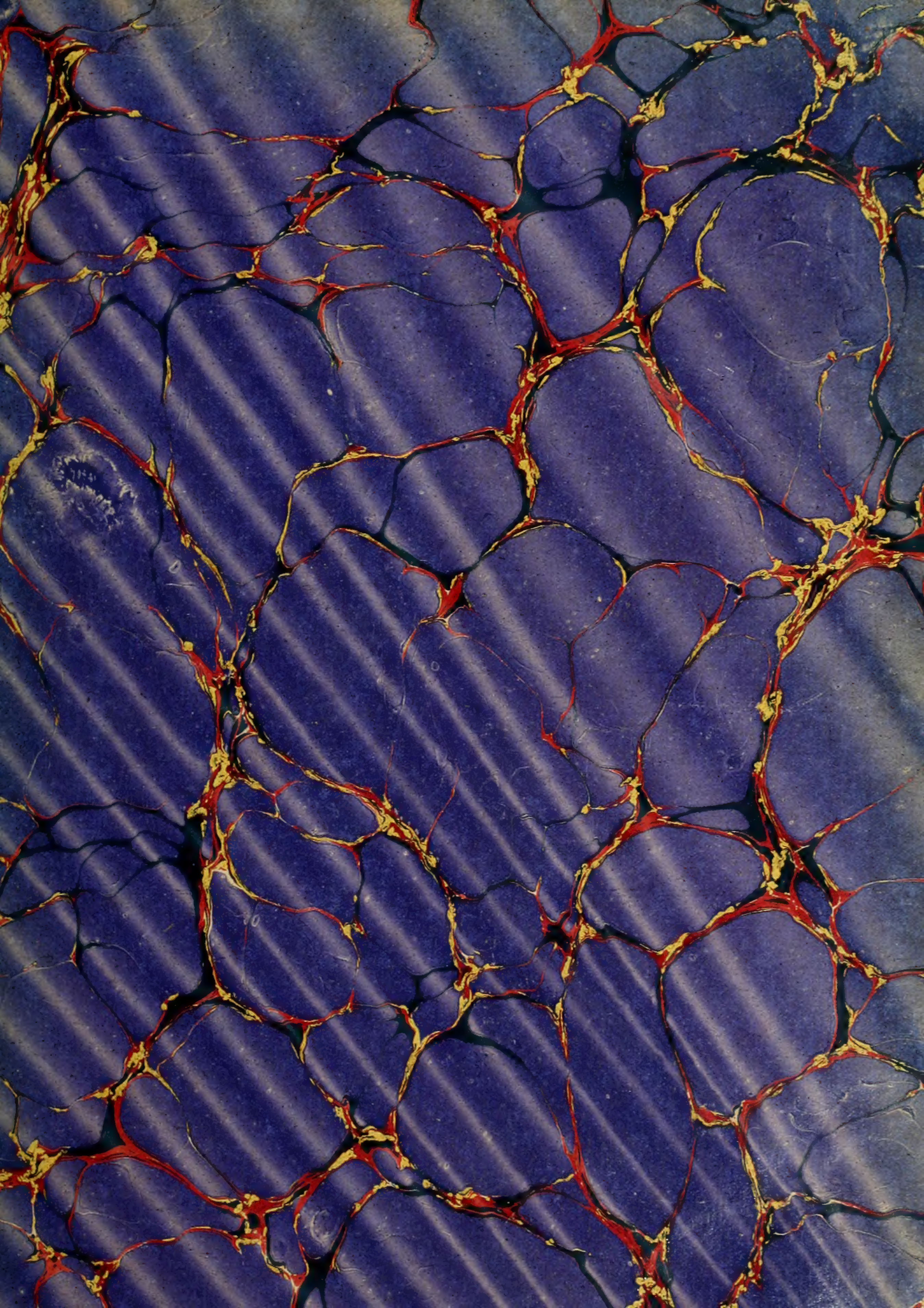








REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

PARIS. — A. DAVY IMP. DE LA REVUE BLEUE ET DE LA REVUE SCIENTIFIQUE
52, rue Madame, 52

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

Fondée en 1863

46e ANNÉE — 2e SEMESTRE

Du 1er Juillet au 31 Décembre 1907

PARIS

BUREAUX DE LA *REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE* (*REVUE BLEUE*)
ET DE LA *REVUE SCIENTIFIQUE*

41 *bis*, RUE DE CHATEAUDUN, 41 *bis*

—

1914

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 1 5e SÉRIE — TOME VIII 6 JUILLET 1907

LES PREMIÈRES EXPÉDITIONS DES FRANÇAIS EN ÉGYPTE

Il est incontestable que les guerres entreprises au moyen âge par les Français en Syrie et en Afrique appartiennent à notre passé, et pourtant les histoires de France n'ont jamais donné au roi de Jérusalem Amaury Ier et à ses campagnes en Égypte la place qui leur revient. Cet oubli était, à vrai dire, peu excusable, puisque les premières expéditions des Français sur les bords du Nil, au milieu du XIIe siècle, ont été racontées il y a plus de sept cents ans par un de nos plus illustres chroniqueurs, Guillaume de Tyr. Elles sont à nous, elles nous font honneur, et l'on se demande pourquoi le public instruit et lettré en a si longtemps ignoré l'existence. On les trouve résumées, tant bien que mal, dans les histoires des croisades; à notre époque, un savant allemand fort distingué, M. Rœhricht, en a fait entrer le récit abrégé dans son Histoire du royaume de Jérusalem, et malgré tout, sans le volume que vient de leur consacrer M. Gustave Schlumberger, elles seraient restées, peut-être longtemps encore, en dehors de notre patrimoine historique. Il y avait là une lacune des plus regrettables ; Amaury était Angevin, ses armées étaient françaises; la terre pour la conquête de laquelle il a lutté nous appartient par l'histoire. L'Égypte, illustrée au XIIIe siècle par le glorieux désastre de saint Louis, avait été le champ de bataille des Français de 1162 à 1169 ; jamais, avant l'épopée de Bonaparte et de Kléber, nos armées n'y ont fait plus belle figure ; il était bon qu'on nous en fît souvenir, et qu'on nous révélât en même temps ce fait inattendu, tout à fait nouveau pour nous, d'ententes réalisées en pleine époque des croisades entre les Francs et les Musulmans. L'alliance d'un roi de Jérusalem recherchée avec persistance, obtenue, exploitée pendant plusieurs années par les représentants d'une des grandes monarchies de l'Islam, voilà ce que nous apprend le récit vivant et documenté de faits glorieux pour nous et trop longtemps négligés.

Nous n'avons pas à résumer le livre de M. Schlumberger; — ceux qui le liront y trouveront de nouvelles preuves d'un talent et d'une érudition qui leur sont depuis longtemps connus ; — il s'agit ici d'une question qu'on ne doit pas laisser plus longtemps dans l'ombre. Si cet Amaury, dont nos professeurs et nos écoliers ne savent pas le nom, était un Saxon ou un Souabe, il aurait sa statue chez nos voisins, et toutes les histoires d'Allemagne parleraient de lui.

Les chroniqueurs français et orientaux nous ont laissé d'Amaury le portrait le plus flatteur. Agé de vingt-six ans lorsqu'il monta sur le trône, il était d'un visage agréable et d'une taille élevée, aussi vaillant qu'instruit et non moins prudent qu'audacieux; Ibn al Athir, l'historien de ses ennemis, a dit qu'il fut le plus grand des rois de Jérusalem « par sa bravoure, sa prudence, son esprit fin et avisé ». Comte de Jaffa et d'Ascalon sous son frère Baudouin III, il était depuis quelques années, lorsqu'il monta sur le trône, le premier défenseur de la Terre Sainte du côté du Sud; en face de lui, au delà des solitudes brûlantes et désolées qu'il voyait de sa dernière forteresse, l'Égypte, naguère si redoutable, était en proie aux intrigues et aux révolutions. La laisser reconstituer sa puissance, c'était condamner le

royaume franc à périr écrasé entre les khalifes fatémides, qui régnaient au Caire, et le grand Atabek Nour-ed-Din, qui dominait à Damas. Amaury n'eut qu'une pensée, se rendre maître de cette terre si belle et si riche, mais qui pouvait devenir si dangereuse entre les mains de ses ennemis; c'est à l'exécution de ce projet, alors réalisable, qu'il a travaillé, pendant les douze années de son règne, avec une incroyable tenacité. Plus tard, quand Innocent III, Jean de Brienne et saint Louis renouvelèrent cette entreprise, dont la première idée ne leur appartient pas, le moment favorable était passé.

Dans la période de troubles qui précéda l'élévation de Saladin, les vizirs qui dominaient sous le nom du khalife fatémide, trop faibles pour se maintenir sans l'appui d'une puissance étrangère, en étaient arrivés à invoquer tour à tour l'alliance des Francs; Amaury fut sans cesse sollicité par eux, surtout par l'habile et astucieux Schawer; de là ses premières expéditions en Égypte, sur lesquelles les textes contemporains ne nous fournissent que des données sèches et peu sûres. Il avait déjà pénétré, au moins une fois, jusqu'au Nil, et assiégé Belbéis, lorsqu'en 1164 un appel de Schawer lui fit entreprendre une campagne dont les détails nous sont mieux connus. Brouillé avec Asad ed-Din Schirkouh, le général de Nour ed-Din, qui l'avait aidé à prendre le pouvoir, le vizir d'Égypte invoque le secours du roi « Morri ». Partis d'Ascalon, les Francs, vêtus de leurs lourds hauberts en mailles de fer, s'avancent à travers un pays brûlant; à partir de Daron, leur dernier poste avancé sur la route de l'Égypte, ils s'enfoncent dans l'immensité sablonneuse; c'est « la route de la soif, de la chaleur suffocante, de l'aveuglante poussière. » Ils passent devant El-Arisch, où Baudouin I[er] est mort autrefois, au retour de la première incursion faite par les Chrétiens vers la vallée du Nil, et attaquent de nouveau Belbeis; mais Shirkouh s'y est jeté avec son neveu Salah-ed-Din, si célèbre chez nous sous le nom de Saladin; trente mille Syriens défendent avec acharnement cette ville mal fortifiée, et pendant qu'Amaury en fait le siège, le vieux Nourd ed-Din, comprenant le danger de l'Islam, fait en Syrie une diversion terrible, prend Harim et Banias, bat et fait prisonnier le prince d'Antioche. Le roi de Jérusalem, peu sûr de son allié, s'arrange avec Schirkouh, et les deux armées, en vertu de cet accord, se retirent, l'une par la route d'Ascalon, l'autre en longeant la mer Morte.

La campagne de 1167 est bien autrement intéressante. Cette fois, l'alliance avec Schawer est formelle; Amaury s'avance d'un coup au cœur de l'Égypte, rejoint ses alliés musulmans, dépasse le Caire, et tandis qu'il fait des efforts surhumains pour forcer le passage du Nil, sur la rive gauche duquel évolue l'armée syrienne, ses envoyés, Hugues de Césarée et le grand maître du Temple, sont reçus en audience solennelle par le jeune khalife Al-Adid, qui, domptant ses répugnances, jure les conditions du traité. Le Nil est franchi; le roi de Jérusalem se lance vers la haute Égypte, à la poursuite de Schirkouh, qui, pour se retirer plus vite, a dû abandonner ses tentes et ses bagages. Obligé d'accepter la bataille, le général syrien attend les Francs à El-Babein, non loin de Daldjah, sur un terrain couvert de dunes escarpées où il dispose son armée.

La bataille d'El-Babein est certainement une des rencontres les plus mémorables dont l'histoire des croisades nous ait laissé le souvenir. Au premier choc, Amaury refoula le centre de l'armée syrienne, qui se retira sous les ordres de Saladin; mais ce mouvement de recul était prévu par le vieux Schirkouh, qui au même instant tomba sur l'aile gauche des Francs et la mit en déroute. Alors s'engagea, entre les dunes, une foule de combats isolés où des deux parts on déploya pendant toute la journée le plus grand acharnement. A la nuit, Amaury rassembla du mieux qu'il put les restes de son armée, et loin de se décourager, il se porta vers le Nord; rejoint successivement par son infanterie, par des corps de cavalerie qu'il avait laissés en arrière et par les contingents égyptiens, il marcha sur le Caire.

L'Égypte entière était pour lui; seule, Alexandrie s'était déclarée en faveur de Schirkouh. Assiégée par terre et par mer, cette grande ville commerçante, dont la population n'était guère belliqueuse, aurait certainement succombé sans l'indomptable énergie de Saladin, qui repoussa toutes les attaques, jusqu'au moment où le roi franc dut entrer en pourparlers. Il fut convenu que la ville ouvrirait ses portes, mais resterait en définitive aux Égyptiens. On vit ce jour-là flotter sur le Phare d'Alexandrie la bannière du royaume de Jérusalem; fidèle à sa parole, Amaury contraignit son allié musulman à respecter les conditions du traité. Puis les deux armées, celle des Francs et celle des Syriens, battirent en retraite; mais l'Égypte, restée indépendante, devenait notre alliée, et le roi de Jérusalem laissait au Caire un petit corps de troupes, chargé de surveiller la levée du tribut au paiement duquel les Égyptiens s'étaient astreints.

La faute d'Amaury fut de ne pas s'en tenir à cet arrangement, en somme avantageux, qui, sans lui donner l'Égypte, la laissait sous son influence. Grisé par son alliance avec le Basileus Manuel Comnène, qui lui avait donné sa nièce en mariage, séduit par de mauvais conseils, il reprit, dès l'automne de 1168, le chemin de l'Égypte. Schawer, qui cette fois avait rempli ses obligations, eut beau lui envoyer message sur message; le roi poussa droit à Belbéis, s'en

empara sans peine, la livra au pillage et au massacre. Mais quand il parut devant le Caire, la population épouvantée lui fit une résistance à laquelle sans doute il ne s'était pas attendu. Schawer fit mettre le feu au Vieux Caire, qui brûla pendant cinquante-quatre jours ; en même temps il invoqua l'appui de Nour ed-Din, et bientôt on apprit que Schirkouh, appelé en hâte par son ancien adversaire, s'avançait à marches forcées vers l'Égypte ; le 2 janvier 1169, Amaury dut se résoudre à battre en retraite.

Quand il revint, l'automne suivant, assiéger Damiette avec le concours d'une armée grecque, la situation avait changé. Schawer, arrêté et livré à Schirkouh par Saladin, avait été mis à mort ; Schirkouh lui-même, élevé aussitôt à la dignité de vizir, n'avait pas tardé à mourir, et le gouvernement effectif de l'Égypte, avec le vizirat, avait passé à son neveu Saladin ; c'était l'arrivée au pouvoir d'un des plus grands hommes que le monde musulman ait produits ; l'Égypte, naguère alliée aux Francs, devenait leur ennemie la plus redoutable. Pour arrêter dans son nouvel essor cette puissance désormais menaçante, il aurait fallu, entre les Francs et les Grecs, une entente absolue. Mais devant Damiette, ils ne surent pas concerter leurs efforts ; les Grecs accusèrent Amaury de les avoir laissés sans vivres, d'avoir entravé leur action ; il fallut se retirer. Cette campagne avait été moins intelligente, moins bien menée que les autres. D'ailleurs Amaury n'eut pas le temps de mettre à profit son rapprochement avec l'empire d'Orient ; le voyage qu'il fit deux ans plus tard à Constantinople pour resserrer cette alliance aurait peut-être eu d'heureux effets, s'il n'était mort prématurément le 11 juillet 1174. Son illustre ennemi, le vieux Nour ed-Din, l'avait précédé dans la tombe ; mais Saladin était là, et les Francs avaient perdu le seul homme qui pût s'opposer à lui avec quelque chance de succès.

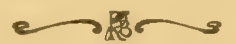
Amaury, dans ses nombreuses campagnes, a rencontré sur les champs de bataille des adversaires dignes de lui. La victoire définitive des musulmans sur les chrétiens d'Orient, que tant de causes ont amenée, ne nous étonne pas, quand nous voyons l'ardente conviction, la noblesse de sentiments, le dévouement héroïque dont leurs chefs leur donnaient l'exemple. Quelle énergie dans ces paroles adressées par Nour ed-Din à son frère, éborgné au siège de Banias : « Si tu voyais quelle récompense t'est destinée dans l'autre monde, tu désirerais perdre ton autre œil. » Lors de l'évacuation de Belbéis, Schirkouh se retire le dernier, une masse d'armes à la main ; un chevalier franc, récemment arrivé d'Occident, l'accoste et lui demande s'il ne craint pas que les Égyptiens et les Francs, au mépris de la capitulation, ne se jettent sur lui : « Plût à Dieu qu'ils le fissent, répond Schirkouh, tu verrais de quelle façon je les recevrais. » Cet orgueil, si légitime qu'il soit, n'empêche pas les musulmans de rendre justice aux vertus guerrières des Francs. Il faut voir en quels termes Ousâma le Mounkhidite en parle dans ces mémoires si vivants que les savantes publications de M. Derenbourg nous ont révélés ; il leur reconnaît « la supériorité du courage et de l'ardeur au combat », mais surtout il admire leur habile et prudente tactique, et déclare qu'ils sont « les premiers hommes pour se tenir en garde dans la guerre ». Ces Arabes et ces Turcs, si nobles, si braves, si fiers de leur loyauté, ont eux aussi leurs faiblesses ; que de fois on les voit, dans leurs querelles de partis, appeler à leur aide le roi « Morri » et ses chevaliers. Il arrive aussi aux plus généreux de se laisser prendre en flagrant délit de cruauté, même de fourberie. Le plus grand de tous, Saladin, se jette en trahison sur Schawer, et l'entraîne dans la misérable tente où il doit attendre son exécution. L'Islam nous apparaît, dans ces luttes épiques, avec son singulier mélange de sagesse et de violence, d'honneur militaire et de duplicité.

Ne dirait-on pas qu'à force de se mesurer avec leurs adversaires, les Français de la Terre Sainte ont fini par leur emprunter quelque chose de leurs qualités et de leurs défauts? Amaury de Jérusalem, tout Français qu'il est, n'est déjà plus en tout semblable aux rois de l'Occident. Il sait charger à la tête de sa chevalerie, comme Richard ou saint Louis, mais il a des plans de campagne et une stratégie. Il se retire souvent, mais il n'est jamais tout à fait vaincu, et toujours il revient ; il bat en retraite quand il le faut, mais à temps, et sans se laisser prendre. Il ne se gêne pas de faire campagne côte à côte avec les musulmans, et les alliances dans lesquelles il s'engage avec eux sont pratiques. Il lui arrive même de trop les imiter ; sachant que Schawer serait bien capable de ne pas tenir ses engagements, il le trompe lui-même, et en attendant de perdre, par son manquement à la parole donnée, l'Égypte, qui était presque à lui, il s'attire d'un musulman une belle leçon de franchise : au moment où Chems-el-Khilafah entre dans sa tente, pour lui rappeler qu'il est l'allié du vizir égyptien, il le reconnait et s'écrie : « Salut à Chems-el-Khilafah ! » — « Salut au roi perfide », riposte l'émir. La ruine de Schawer est la punition d'Amaury, et selon la parole du Coran, « Dieu est le plus fort de ceux qui emploient la ruse ». — Les Égyptiens préféreraient peut-être l'alliance d'un roi chrétien ou sa domination déguisée à l'autorité des Syriens et des Kurdes, mais le massacre de Belbéis les effraye, et plutôt que de s'exposer à tomber entre

les mains des Francs, ils laissent brûler Fostat, se défendent en désespérés dans le Caire contre leurs alliés de la veille.

Malgré tout, les nobles qualités d'Amaury Ier l'emportent de beaucoup sur ses défauts et sur les erreurs qu'on a pu lui reprocher. Tel que les anciens auteurs et son dernier historien, M. Schlumberger, nous le font connaître, il se présente à nous comme une des figures les plus originales et les plus séduisantes du moyen-âge; son règne est celui d'un politique aux conceptions hardies et d'un grand soldat; sa tentative pour mettre la main sur l'Égypte mérite d'être connue et admirée; elle doit, dès aujourd'hui, lui valoir une place d'honneur dans toutes les histoires de France.

Élie Berger,
de l'Institut.



Questions Universitaires

—

DISCIPLINE ET LIBERTÉ

Je vais traiter d'une question aiguë, irritante. Je voudrais essayer d'en parler, si je puis dire, *historiquement*, non pas en militant, mais en homme qui tâche de voir tous les faits, sans se soucier de conclure pour ou contre aucune thèse, aucun groupe.

Dans la crise générale de la société française, il y a une crise de l'Université, et dans la crise de l'Université, il y a une crise de la discipline. Inutile d'essayer de fermer les yeux. Jusqu'à ces derniers temps, les explosions d'indiscipline partaient du côté des élèves. Les maitres de tous ordres étaient dociles, courbés, respectueux, timides, un peu veules. C'est bien changé aujourd'hui. Tel chef d'établissement n'ose plus donner d'ordres à certains subordonnés, de peur d'un net refus d'obéissance. De divers côtés, des individus, des collectivités se dressent, résistant à l'autorité, la bravant, signifiant ou préparant la révolte. Et l'autorité, désemparée, piteuse, oscille, selon le tempérament de ses détenteurs provisoires et selon les pressions du dehors, de l'aveuglement indulgent, de l'inertie tant bien que mal masquée de phrases, à la répression sévère et même excessive, aggravant par ces spasmes d'énergie le mal que fait sa faiblesse : des rigueurs capricieuses intermittentes irritent plus qu'elles ne contiennent.

On m'accusera de voir les choses en noir. On regrettera que je les dise crument comme je les vois. Il ne faut pas avoir peur de la vérité pour la démocratie : si quelques journaux réactionnaires, si quelques pédagogues cléricaux triomphent de l'aveu que tout n'y est pas pour le mieux, laissons le dire; c'est eux, en fin de compte, qui seront attrapés, si, n'ayant pas peur de regarder nos plaies, nous acquérons la connaissance et la volonté qui les guériront.

Je ne m'exagère pas d'ailleurs la gravité du mal : je le tiens pour très curable, et je suis persuadé qu'il finira par céder, si nous voulons. Seuls peuvent désespérer ceux qui croient que la morale a été révélée à l'homme une fois pour toutes, et tout d'un coup, ou qu'elle est inscrite dès le premier jour de la vie dans la conscience. Ceux qui pensent que la moralité est le produit tardif d'une longue et douloureuse expérience peuvent être optimistes : la moralité sociale est rudimentaire chez nous, mais combien y a-t-il de temps que nous formons une société libre? Combien y a-t-il de temps que la morale sociale ne se réduit pas chez nous à la peur du gendarme? C'est une absurdité de croire qu'un peuple doive acquérir les mœurs de la liberté avant d'être mis en possession de la liberté. Un peuple, une fois libre, se fait, par une suite plus ou moins lente et pénible d'expériences, la conscience sociale qui correspond à la liberté. L'Angleterre nous est supérieure actuellement en moralité politique : mais elle a depuis 1688 les institutions que nous avons essayé de nous donner en 1789, que nous avons repris incomplètement de 1815 à 1851, et dont nous ne sommes rentrés en jouissance complète que depuis 1871. Faut-il donc s'étonner de l'avance de l'Angleterre? Voyez-la au XVIIIe siècle; et dites si sa conscience politique d'alors était supérieure à celle que nous avons aujourd'hui?

N'interprétons donc jamais lâchement le spectacle de nos misères : n'en tirons pas l'envie découragée de nous réfugier dans les régimes abolis, dont les misères furent pires incomparablement. Mais de tous les bouillons de notre liberté récente, tirons, comme, dans la vie individuelle, l'homme jeune encore qui fait l'examen de ses erreurs, la leçon qui nous mûrira, et l'énergie de nous créer une moralité plus ferme.

* * *

Quoique les communications que m'ont values mes précédents articles m'aient averti qu'en ces matières, les vérités les plus élémentaires sont souvent ignorées ou niées, je tiendrai cependant pour démontré qu'il n'y a point de société, de vie collective, corporative ou politique, sans discipline, subordination et hiérarchie. Dès qu'il faut agir en commun, il faut une différenciation et une conver-

gence des efforts qui supposent des relations d'obéissance et de direction. Il faut du commandement, un commandement supérieur, et des commandements intermédiaires qui s'échelonnent. Ce sera donc une des tâches essentielles de l'école de former l'esprit de discipline : ce sera, avec le respect de la loi, une des bases de l'éducation civique.

Mais il y a discipline et discipline. Le temps n'est plus où toute la morale civique pouvait se résumer en un mot : *obéir au roi*, et aux représentants du pouvoir royal. Des institutions libres supposent la formation de l'esprit de liberté, et la discipline compatible avec cet esprit n'est plus celle que réclamait autrefois la monarchie despotique. Elle doit être moins contrainte, moins passive, plus « intérieure », plus libre. Elle n'a pas le caractère machinal, automatique de l'obéissance d'autrefois. Elle est intelligente, elle résulte d'un consentement sans cesse renouvelé aux fins que poursuit la société, elle suppose un acte incessamment réitéré de confiance dans les chefs choisis pour la diriger vers ces fins.

Sans doute une certaine somme de discipline, de contrainte sera encore longtemps, peut-être toujours nécessaire : mais il faut introduire le plus qu'on peut de discipline intelligente et volontaire. C'est difficile, je le reconnais. Le problème est délicat en démocratie, pour des citoyens qui ont la capacité et le droit d'examiner, de comprendre, de discuter : cesser à un moment d'examiner, de discuter pour se réduire à obéir, et ne comprendre que pour mieux servir une volonté étrangère, c'est un mouvement que tout le monde n'opère pas aisément. Mais la difficulté est plus grande encore pour les chefs : car la discipline de contrainte ne commande qu'aux subordonnés ; la discipline libre commande d'abord aux chefs. Ils n'obtiendront la soumission des esprits à leur esprit, des volontés à leur volonté, le renoncement des individus à leur tendance propre, à leurs lumières propres, que s'il n'y a jamais un doute dans les consciences sur le but où ils mènent les hommes qui leur obéissent, sur l'usage qu'ils veulent faire de l'autorité à eux déléguée. En fait comme en droit, la discipline a pour base le désintéressement, l'abnégation, le dévouement du chef : dès que la conscience des subordonnés ne s'accorde plus avec la conscience du chef sur la fin de l'action commune, dès que ceux qui obéissent n'ont plus le sentiment qu'ils obéissent pour leur bien, pour un bien général et public, il n'y a plus de discipline possible : j'entends de discipline intelligente. Il faut revenir à la discipline de contrainte, abrutir et terrifier les hommes.

L'ancienne discipline de l'école était conforme à l'ancienne discipline de la société. L'autorité scolaire parlait impérieusement, impérialement. Les châtiments assuraient l'obéissance. On ne cultivait pas le respect dans les cœurs : on l'inscrivait dans le règlement, c'était l'article 1 ou l'article 2. La discipline qui s'établissait ainsi était une indiscipline contenue, qui éclatait dès qu'un agent de l'autorité était faible ou négligent, ou bien dès qu'une rigueur maladroite faisait jaillir l'étincelle qui mettait le feu aux colères accumulées. La haine du *pion*, c'est-à-dire la haine de l'autorité, le désir de faire toutes les niches possibles à l'autorité, l'idée de regarder tous les rapports de subordination comme un duel sournois où la malignité d'en bas répondait à la brutalité d'en haut, voilà l'esprit « social » que sécrétait l'ancienne discipline des collèges, et qui s'écoulait plus tard dans la vie professionnelle ou politique, selon les cas et les temps, en obéissances stupides, en résistances inertes, en taquineries forcées, ou en révoltes convulsives. Une disposition se créait au collège à admirer quiconque bravait une autorité. On se faisait un point d'honneur d'être toujours — au moins tout bas — du côté de l'indiscipline. La masse des modérés s'habituait à s'effacer, à se réfugier dans l'abstention, à ne jamais contredire, à laisser faire, à suivre même, préférant toute folie, toute faute, à l'ignominie de donner raison aux supérieurs, même justes, contre un camarade, même égaré ou malfaisant.

Cette funeste discipline extérieure, créatrice d'indiscipline intérieure, est bien affaiblie aujourd'hui. Ne la regrettons pas. Le progrès de la démocratie, et, il faut le dire, aussi le progrès de la faiblesse des pères et des mères pour leurs enfants l'ont fort entamée.

Mais par quoi l'a-t-on remplacée? Par rien, ou à peu près. L'administration, assiégée à la fois par les pédagogues et les familles, intimidée, s'est désarmée. Les maîtres se sont partagés selon leurs tempéraments en diverses catégories : les uns « font de la discipline », ce sont ceux qu'on appelle « rosses », qui maintiennent la vieille tradition de répression rigoureuse ; d'autres sont bons garçons, se laissent monter sur le dos, ce sont ceux chez qui on « chahute » ferme ; d'autres savent imposer leur autorité sans châtiment ; on les sait capables de sévérité, et à cause de cela ils sont dispensés d'être sévères : ils obtiennent la confiance, le respect, souvent l'affection. Ce sont ces derniers — et heureusement, ils ne sont pas rares dans les écoles et les lycées — qui maintiennent l'éducation universitaire. Mais créent-ils autre chose qu'un lien personnel entre eux et leurs élèves? Créent-ils une habitude de discipline qui puisse s'étendre sur toute la vie ?

On a écrit dans les instructions ministérielles de fort belles pages sur la discipline nouvelle. Dans la pratique, encore trop souvent, on s'est contenté de

relâcher l'ancienne. Puis une erreur a été commise. On n'a regardé que les individus. On n'a cru avoir à régler que des rapports individuels. Recommander d'être indulgent à la vie bouillonnante de la jeunesse, de l'enfance, de ne plus faire du silence et de l'alignement les symboles de l'ordre, de la discipline, de traiter l'écolier comme une personne et de lui inspirer à lui-même, en la respectant, le respect de sa personne : tout cela est excellent.

Mais on oublie que l'administration, les maitres n'ont pas en face d'eux, dans une école primaire ou secondaire, des individus : ils ont affaire à des collectivités. Dès qu'un bambin vit avec des camarades, la « classe », pour lui, c'est le monde : des mœurs, une opinion publique s'imposent à lui. Un lycée, une école, si l'on ne tolère pas que ce soient des sociétés, ce seront des foules. Si on ne les organise pas, elles vivront d'une vie tumultueuse et anarchique. Un esprit y circule qui entraîne la masse, réprime ou assimile les individualités. Il serait bon qu'on ne méconnût pas ces faits et qu'on en tirât parti pour l'éducation. Cela conduirait à développer la vie d'association dans l'école et au lycée : associations philanthropiques, ligues d'utilité morale ou sociale, sociétés de jeu ou d'étude, toutes les institutions de ce genre seraient à encourager.

Il n'y aurait pas de meilleure préparation à la discipline sociale que d'entraîner l'individu, dès l'école, à la vie d'association, où il ferait ses règlements, élirait ses chefs, obéirait aux règlements et aux chefs qu'il aurait faits, s'habituerait, par l'impitoyable répression des enfants qui ne tolèrent pas entre eux l'injustice, la tricherie ou la négligence, à être à son poste, à faire sa fonction, à coopérer loyalement au bien général. Les autorités scolaires, toujours bourgeoisement effarées à l'idée des « coalitions », devraient s'habituer à traiter avec des collectivités, à gouverner moins directement l'individu en réglant la marche des associations, à prendre les groupements de toute nature comme intermédiaires pour transmettre l'impulsion à leurs membres.

Il faudrait dans ce régime de la fermeté, c'est certain. Le relâchement bonasse et soi-disant paternel, si fréquent aujourd'hui, est mauvais. Mais le retour à la discipline de contrainte serait pire. Il faut créer autour de l'écolier — en commençant par les petits, et d'année en année gagnant vers les grands — il faut créer une sphère de liberté, et surtout remettre en sa puissance de l'élargir ou de la diminuer par sa conduite. Il faut abandonner à l'initiative individuelle mainte chose jadis réglementée, supprimer une foule de délits que la tracasserie minutieuse des règlements créait, et réduire ainsi, autant que possible, les occasions de sévir : on a déjà fait quelque chose dans ce sens. Il faut abolir les menues pénalités qui exaspèrent et ne matent pas l'indocilité, et qui, bien vite, sont reçues avec indifférence et moquerie. Un petit nombre de délits, un petit nombre de châtiments : rien que des délits sérieux, rien que des châtiments sévères. Et, dans l'enseignement secondaire, un usage résolu de l'exclusion, qui, en même temps qu'elle frappe le coupable, élimine de la collectivité un ferment mauvais. On l'a souvent dit, il ne faut pas laisser nos administrateurs s'obséder de la pensée que si l'effectif de leur établissement diminue de quelques unités, une mauvaise note s'introduira dans leur dossier. Le code scolaire doit être bref et net : que l'enfant sache bien ses obligations. Donnez-lui la certitude que le code qui commande ou défend peu de choses, ne sera jamais violé impunément. La certitude de la répression, quand d'ailleurs la loi n'est ni injuste ni taquine, éloigne souvent les tentations de la transgresser.

Mais d'autre part, cette sévérité doit placer la barrière assez loin de l'enfant pour qu'à tous ses mouvements il ne s'y heurte pas, pour qu'il ait de larges espaces, au moral comme au physique, où sa jeune pétulance puisse galoper en liberté, pour qu'elle ne le provoque pas à ruer en arrêtant tous ses élans. On favorisera ainsi à la fois le développement de la personnalité et le développement de l'esprit social. Moins comprimé d'en haut, l'enfant sera moins tassé contre ses compagnons, moins amalgamé à la foule : il pourra se détacher du troupeau, se former peu à peu une vie et un caractère personnels. En même temps, il pourra associer sa petite individualité à d'autres embryons de libertés, et prendre les habitudes de subordination, de coopération et de solidarité sans lesquelles nulle association, même pour le plus frivole sport, ne peut durer. Il deviendra tout à la fois plus indépendant et plus discipliné, plus autonome et plus social.

*
* *

Cependant — et ici la question s'aigrit — comment l'école, le lycée nous formeront-ils des libertés capables de se discipliner, si l'esprit de discipline a disparu chez les maitres? Et il y a lieu, il est temps de s'inquiéter.

On n'a pas oublié le temps où une association de répétiteurs menait dans son journal des campagnes d'intimidation et de diffamation contre les supérieurs dont elle était mécontente. Depuis on a vu çà et là des universitaires qui avaient maille à partir avec l'administration épancher leur bile dans les journaux, employer le ton des polémiques de presse et les personnalités injurieuses contre certains de leurs chefs, se dresser sur leurs ergots pour dire son fait au ministre dont ils dépendaient. On a vu

des associations et des syndicats tenir des meetings violents et publier des comptes rendus de séances, des résolutions où l'autorité était prise à partie, où la résistance, la révolte, étaient promises hautement, arrogamment. On s'est flatté de faire marcher l'administration à coups de cravache. Et parfois, on a eu raison de s'en flatter. Dans certaines écoles le directeur a peur de ses adjoints. Dans plus d'un lycée, le proviseur a peur de ses répétiteurs. Il n'a pas encore peur de ses professeurs ; mais en attendant que cela vienne, il file doux avec un président d'une association de professeurs. En plus d'un lieu les manières polies, le chapeau bas, le geste humble, la résignation patiente, ont passé des subordonnés aux chefs :

Juste retour, Monsieur, des choses d'ici-bas.

Beaucoup de concessions ont été obtenues par la roideur et la menace. Et le pis, le plus lamentable, c'est que les concessions ainsi arrachées étaient souvent justes, légitimes, et telles qu'on n'eût pas dû attendre l'insolence des mises en demeure pour les offrir. Il est désastreux, pour la discipline, qu'on puisse se dire, dans les capitulations de l'autorité, qu'elle a abandonné ce qu'elle n'avait au fond pas le droit de retenir.

Et voici justement où j'en veux venir. Il n'est pas vrai que l'indiscipline soit créée par les excitations de quelques meneurs turbulents ou ambitieux, ou des politiciens de parti. La cause du mal est plus profonde.

La longue inertie du corps universitaire a été vaincue par la longue indifférence des pouvoirs publics qui, avec toutes sortes de belles phrases sur l'instruction et l'éducation, laissaient la misère ronger les instituteurs, et refusaient aux secondaires les améliorations de traitement que le renchérissement de la vie et l'élévation générale de salaires justifiaient (1).

La longue inertie du corps universitaire a été vaincue par l'arbitraire de l'administration (2), qui, en démocratie, a prétendu, par routine souvent plus que par doctrine, maintenir les procédés autoritaires d'autrefois, refuser au personnel et les libertés et les garanties nécessaires.

Enfin la longue inertie du corps universitaire a été vaincue par l'intervention réitérée des politiciens qui, mettant à profit les complaisances d'une administration timorée, ont distribué les faveurs et les disgrâces selon leurs intérêts électoraux et leurs passions de parti, déplaçant l'un, donnant à l'autre un avancement scandaleux, établissant leurs créatures dans les meilleurs postes et les plus gros traitements.

A la fin, dans cette Université honnête, docile et timide, on s'est fâché, on s'est réveillé, et comme on a cru voir que tout ce monde-là ne marchait que quand il avait peur, on a voulu lui faire peur. On s'est fait une habitude de crier haut et de tendre le poing.

Dans la considération des sources de l'indiscipline, on peut aisément trouver les bases du rétablissement de la discipline.

Ici comme ailleurs, la révolution ne peut se vaincre qu'à coups de réformes. C'est-à-dire qu'il faut faire la révolution pacifiquement, pendant qu'il en est temps, pour qu'elle ne se fasse pas violemment.

Il faut cesser d'encourager l'indiscipline en capitulant devant elle, il faut ôter l'idée que l'intimidation arrachera ce que la demande respectueuse n'obtient pas. Pour cela il faut que d'elle-même, spontanément, l'autorité donne satisfaction aux revendications légitimes qui sont nombreuses. Il faut qu'on la sente de cœur avec le personnel, qu'on la voie à sa tête, et qu'elle cesse d'être regardée comme la première fortification à enlever. Opposer toujours les difficultés budgétaires ne sert plus à rien ; la Chambre et le Sénat nous ont édifiés sur la valeur de l'objection ; elle signifie ou bien qu'on n'a pas assez d'appui dans les sphères politiques ou qu'on n'a pas cassé assez de vitres. Voilà la première condition.

La seconde est de ne pas garder les apparences de la « poigne », quand en effet on n'a plus la « poigne », ni du « bon plaisir », quand en effet le temps du « bon plaisir » est passé. Cela veut dire extension et confirmation de garanties accordées au personnel ; réforme des juridictions universitaires pour assurer une représentation plus complète et plus équitable des diverses catégories du personnel ; admission des professeurs dans les conseils d'administration des lycées ;, etc., etc... Et surtout acceptation loyale et sans arrière-pensée de la vie d'association nouvellement développée dans l'Université.

C'est là le plus dur pour beaucoup d'administrateurs, même excellents et profondément libéraux. Une association de leurs subordonnés, c'est pour eux une « coalition », donc, avant tout autre acte, un acte d'indiscipline. Cet esprit-là doit changer. Ils ne voient pas que leur hostilité ne détourne que les modérés et les politiques, et aboutit à laisser les violents sans contrepoids dans les associations.

(1) On a récemment fait quelque chose pour les primaires, quand on a vu leurs associations se dresser. Les secondaires ont peu obtenu encore.

(2) Il faudrait faire ici, comme dans tout l'article, bien des restrictions individuelles. Je parle des institutions plus que des hommes. J'ai connu des administrateurs qui ont pu garder leur autorité entière, leur despotisme, si l'on veut, parce qu'ils l'ont exercé humainement, honnêtement, justement.

Puis on ne saurait prétendre que l'Université reste étrangère au vaste phénomène d'activité associationniste qui se produit en France aujourd'hui, et qui est en soi une chose excellente. Instituteurs et professeurs n'ont pratiqué l'association que poussés à bout : il serait injuste de le leur reprocher. Ils ne peuvent plus être retenus : il serait puéril de l'essayer. Mais on aurait tort de l'essayer : car c'est un progrès pour eux que de s'être éveillés à la conscience associationniste. Il y a donc pour les administrateurs universitaires une habitude à prendre, qui est de ne pas traiter ces associations comme de simples *Doumas*, de dépouiller l'esprit bureaucratique pour assister sans hostilité et sans scandale au développement de leur activité, pour collaborer avec elles, et au besoin s'appuyer sur elles. Et ceci me conduit à la troisième condition.

L'administration doit mener une lutte vigoureuse contre le favoritisme. Il faut abandonner le point de vue où d'excellents et honnêtes administrateurs se sont tenus longtemps, qu'on pouvait céder aux hommes politiques sur les questions de personne pour obtenir leur concours dans les questions d'intérêt général et d'organisation. Cela ne se peut plus : les hommes politiques ont été trop gourmands. Aujourd'hui, du haut en bas, l'Université se mobilise contre le favoritisme. On n'aura la soumission, la confiance, le respect du personnel que si on se range nettement de son côté sur cette question. Et les associations de fonctionnaires, ces coalitions si redoutées, si suspectes, pourraient prêter beaucoup de force aux administrateurs pour résister aux sollicitations. Quel député ne restreindrait ses appétits devant l'annonce d'une opposition collective du personnel ? D'autant qu'ici nulle loi de hiérarchie n'intervient, et rien n'empêcherait les associations de pousser la guerre à fond contre le politicien qui exploiterait trop cyniquement son crédit.

Si l'administration se décidait à marcher dans cette voie, elle séparerait bien vite la masse du personnel universitaire, qui ne veut que la justice, du petit nombre des agités, qui se donnent de l'importance en prêchant la révolution. Mais la chose nécessaire par dessus tout, c'est que l'autorité sache ce qu'elle veut, qu'elle ait une attitude franche et ferme, que ce qui n'est pas défendu soit permis, et que ce qui n'est pas permis soit défendu. Les ministères ici et la Chambre sont coupables. Une liberté doit se donner ou se refuser : la pire méthode est de la laisser « chiper ». Comme pour les enfants, il faut étendre aussi loin que possible la sphère de la liberté des fonctionnaires, mais il faut dire où sont les limites et les faire respecter. Il est plus facile d'ôter aux gens l'idée d'avancer que de les faire reculer quand ils se sont avancés, et qu'ils croient leur amour-propre engagé.

La discipline ne peut se fonder, en démocratie, que sur la confiance mutuelle des chefs et des subordonnés : je viens de dire ce que les chefs ont à donner. Et voici ce qui doit venir du côté des subordonnés.

Ils doivent éviter de se comporter en enfants turbulents, en écoliers qui « chahutent » le « pion ». Il ne suffit pas qu'une chose soit désagréable à l'administration pour qu'elle soit légitime, ou désirable. Je ne crois pas que le mouvement syndicaliste chez les fonctionnaires puisse être réprimé : on a laissé passer le moment. Je ne le crois ni plus dangereux, ni plus mauvais en soi que le mouvement associationniste : c'est au fond le même élan. Puisqu'il est inadmissible que les instituteurs se mettent en grève, puisqu'ils déclarent n'en avoir pas la pensée, puisqu'ils affirment que *syndicat* et *grève* ne sont pas deux termes nécessairement liés, que n'inscrivent-ils eux-mêmes, dans leurs statuts, par un acte de libre discipline, une interdiction absolue de recourir à la grève? Si leur volonté est réellement de ne pas la faire, il ne doit rien leur coûter d'en prendre publiquement l'engagement. Devrait-il leur coûter davantage d'inscrire dans leurs statuts que les instituteurs délégués par la société à l'éducation de la jeunesse n'admettront ni dans leur action collective, ni dans leur enseignement individuel, l'emploi des moyens révolutionnaires, illégaux, violents, anarchiques? Quand cela ne servirait qu'à apaiser des défiances, serait-ce un mal? et tient-on tant à ne pas les apaiser ?

Comme l'administration doit prendre l'initiative des réformes et améliorations nécessaires, les fonctionnaires de leur côté doivent prévenir l'administration, et, au lieu de se laisser imposer certaines défenses légitimes comme des limitations, comme des barrières posées du dehors autour d'eux, prendre les devants pour s'interdire à eux-mêmes ce qui est contraire à leur obligation professionnelle, et faire de ces interdictions, en les proclamant eux-mêmes, des manifestations de liberté.

Ils doivent aussi élargir leur esprit au-delà des groupements professionnels, l'élever au-dessus des intérêts particuliers. Trop souvent les associations universitaires se jalousent entre elles, se font la guerre, perdent de vue les intérêts généraux de l'Université, de l'éducation, de la nation : un étroit esprit corporatif a fait dévier plusieurs d'entre elles. Sans doute, on a trop joué de l'appel au dévouement des instituteurs, des professeurs. On les a trop nourris de dithyrambes sur le don qu'ils faisaient d'eux-mêmes sans compter. Ils ne veulent plus être

dupes. Ce n'est pas une raison pour aller d'un coup à cette férocité d'égoïsme collectif dont certains membres de ces sociétés fournissent de jolis échantillons.

- Dans les tribunaux universitaires, dans les *meetings* universitaires, dans les séances des groupes, il faut avoir souci d'être juste et non pas d'être avec sa bande. Le personnel n'est pas assez représenté dans les conseils universitaires; mais ses représentants ne donnent pas toujours envie de l'y voir plus largement représenté. Ils se regardent trop souvent comme des défenseurs de leur classe plutôt que comme des juges. On ne pourra établir la justice universitaire sur ses vraies bases que lorsque les délinquants seront condamnés par leurs pairs, lorsque les membres élus par le personnel auront le courage de se prononcer contre un des leurs. Rien n'est plus rare et difficile aujourd'hui. On excite l'administration à l'arbitraire quand on lui refuse des exécutions justes. Peut-être cet esprit de justice s'éveillerait-il, si les représentants du personnel se sentaient une responsabilité de juges, et s'ils ne se voyaient pas noyés dans le flot des représentants de l'administration et de la politique. Aujourd'hui la petite place qui leur est faite dans bien des conseils ne les invite que trop à couvrir plutôt qu'à juger leurs pairs.

Un point très délicat est la manière dont les associations peuvent discuter les affaires de l'Université sans nuire à la discipline. Tant qu'il ne s'agit que de programmes d'études, d'organisation d'examens et même du statut, des traitements des fonctionnaires, on conçoit encore assez bien l'exercice d'une pleine liberté de discussion. Critique des abus actuels, critique des projets de réforme, cela ne fait guère de difficulté pour le fond. Pour la forme, il y a des ménagements à prendre dont malheureusement certains fonctionnaires se croient en droit, et même affectent de se dispenser. Jamais on ne devrait oublier qu'un lien professionnel, hiérarchique, unit à nous les supérieurs dont nous discutons les idées. Même le ministre, il n'est pas inutile de le rappeler, a droit au respect public des fonctionnaires de son administration. Il faut toujours respecter la fonction, quel que soit celui qui l'occupe. Vraiment, ce serait mal placer la dignité que de la mettre dans l'insolence, individuelle ou collective.

Il y a des gens qui n'auraient pas de plaisir à gagner leur cause, s'ils ne la gagnaient désagréablement pour quelqu'un; et pour qu'une amélioration ait du prix à leurs yeux, il faut qu'elle soit arrachée, qu'elle soit une défaite de l'administration. Aussi demandent-ils avec toutes les manières qu'il faut pour ne pas obtenir ; il y a des sommations qui appellent le refus. Ce sont là des mœurs et des pratiques détestables. Il ne suffit pas que des subordonnés soient associés, parlent collectivement, pour qu'ils soient autorisés à prendre avec leurs supérieurs un langage dont ceux ci, aujourd'hui, n'useraient plus envers eux. Cette question des formes a plus d'importance qu'on ne pense. Les mots irritent et exaspèrent plus que les choses même. Des professeurs, des instituteurs ne peuvent plaider l'inculture ; ils n'ont pas le droit de plaider l'entraînement. La raison et la modération sont pour eux des obligations de métier.

Si les associations universitaires veulent se développer, elles doivent imposer à leurs membres, à leurs comités, présidents, délégués, la plus grande discrétion d'attitude et de langage. Elles doivent faire elles-même leur police à cet égard, si elles ne veulent pas que l'autorité viennent la faire, à un certain moment, avec une indiscrète brutalité.

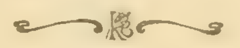
Le cas le plus scabreux est celui où l'on prétendra discuter un acte particulier de l'administration ou du ministre, et non pas une mesure d'organisation scolaire, mais un acte d'autorité touchant un individu, ou un nombre limité d'individus, disgrâces, nominations, etc. D'espérer interdire aux associations ces discussions, c'est illusoire, surtout si l'on songe que l'arbitraire et le favoritisme les ont créées. Mais où conduiront ces discussions? Quelles en peuvent être les sanctions? Il est inadmissible que les associations de fonctionnaires deviennent de petits Parlements, où les ministres, les recteurs soient interpellés sur leurs actes. Il est inadmissible qu'elles publient dans les journaux des discours ou des résolutions où les décisions légales de l'administration seront condamnées. Ce serait l'anarchie. Elles peuvent, comme le pourrait un individu, mais plus efficacement, apporter leurs remontrances à l'autorité dont l'acte les blessera, élever un appel en révision à l'autorité supérieure. Elles auront dans certains cas le recours au Conseil supérieur, dans d'autres le recours au Conseil d'État, qui a bien montré qu'il n'hésiterait pas à leur faire droit. Elles pourront exclure le membre qui aurait provoqué en sa faveur un acte d'injustice ou de favoritisme, rompre les relations avec lui, etc. Les moyens d'action légaux et modérés ne manquent pas à une association nombreuse, et qui sera toujours puissante par la force du nombre.

Mais il faut, je le répéterai encore, de la douceur, des manières, une grande possession de soi-même. On ne peut changer en un jour les hommes ni les choses. Il faut se rendre compte de la complexité des situations, de l'embarras où sont souvent les hommes les mieux intentionnés, qui, ayant charge d'intérêts multiples, ne réussissent pas à les concilier ou à les préserver tous comme ils voudraient. Il faut enfin ne pas faire de chaque incident un *casus*

belli, ni pour chaque semaine un *ultimatum*. Même aux ministres, il est permis de se tromper, ou d'être trompés, et il faut leur passer quelque chose : sait-on ce que l'on ferait à leur place ? L'énergie de résistance ne doit pas se gaspiller : il faut la réserver pour les cas graves qui intéressent profondément la liberté ou la justice, et le bien de la collectivité. Il faut éviter ces ripostes du *tac* au *tac*, ces engagements directs où la galerie s'égaye des bottes portées par les subordonnés à leurs supérieurs.

Voilà comment m'apparaît cette question de la discipline dans l'Université. J'ai voulu la traiter dans son ensemble, et je me suis obligé ainsi à être bref et sec sur bien des points qui auraient eu besoin d'éclaircissement. Mais je crois qu'il importe surtout en cette matière de ne résoudre aucun problème particulier sans prendre tout l'ensemble en considération. Pour tout le monde, administrateurs et personnel, les solutions s'apercevraient mieux, si l'on songeait toujours que les instituteurs et les professeurs doivent former la jeunesse à la discipline de la liberté, aux habitudes que cette fonction implique chez ceux qui l'exercent ; et l'on tirerait de là, je pense, une vue assez exacte de ce que doivent obtenir et de ce que doivent s'interdire les hommes chargés d'une pareille mission.

GUSTAVE LANSON.



L'EDERA

—

(Le Lierre)

C'était un samedi soir, la veille de la fête de saint Basile, patron du pays de Barunei. Des bruits confus résonnaient au loin : fusées qui éclataient, roulement de tambour, cris d'enfants; mais dans la ruelle en pente, grossièrement pavée, encore éclairée par le crépuscule rose, on entendait la voix nasillarde de Dom Simone Decherchi.

— Cependant l'enfant a disparu — disait le vieux noble, qui était assis devant la porte de sa maison, et discutait avec un autre vieillard, Zio Cosimu Damianu, beau-père d'un petit-fils de Dom Simone — qui l'a vu? Où est-il allé? Personne ne le sait. On soupçonne son père de l'avoir tué... Et tout cela parce qu'il n'y a plus la crainte de Dieu, plus de religion, plus d'honnêteté... De mon temps, on n'osait même pas se figurer qu'un père fût capable de tuer son enfant.

— La crainte de Dieu, non certes, les gens ne l'ont plus — répliqua Zio Cosimu, dont la voix ressemblait à celle de Dom Simone ; — mais cela ne prouve rien. Même dans l'Histoire sainte, il y a des exemples de calomnies terribles contre de pauvres innocents. Le gamin a disparu, c'est vrai, mais le fils de Santus le pasteur était un vrai petit diable. A treize ans, il volait comme un filou de profession, et Santus était à bout de patience. Il l'a battu, et l'enfant s'est sauvé pour courir le monde. On raconte qu'avant de partir, il a parlé au vieux berger, le camarade de son père, et qu'il lui a dit : « Je m'en irai n'importe où et vous ne me reverrez plus. »

Dom Simone hochait la tête d'un air incrédule, et regardait au loin vers l'extrémité de la rue. Une silhouette noire s'avançait en rasant les murs des maisons basses, grises et noires.

Un autre profil se dessinait sur le fond jaunâtre d'une petite porte éclairée, profil d'une jeune paysanne, qui semblait écouter avec attention la causerie des deux vieillards.

A travers la porte grande ouverte de la maison de Dom Simone, on voyait un corridor au fond duquel une autre porte, puis un bois.

La maison Decherchi était ancienne, peut-être du moyen âge ; la porte ogivale, grande et noire, la corniche, les deux petits balcons de fer qui menaçaient ruine, la distinguaient des autres maisonnettes du village. Elle apparaissait délabrée, chancelante, mais elle gardait un air de grandeur altière. Ses murs décrépits qui laissaient apercevoir les pierres effritées, cette porte sombre vermoulue, abritée sous son arc, cette corniche sur laquelle poussait l'euphorbe, cette couverture de lit luisante et usée, en ancien damas verdâtre, qui pendait mélancoliquement à un balcon de l'étage supérieur, avaient quelque chose de triste, de fier et aussi de mystérieux, et faisaient l'admiration des paysans habitués à considérer la famille Decherchi comme la plus ancienne et la plus noble du pays.

Dom Simone ressemblait à sa maison : il portait un costume bourgeois, mais conservait le bonnet sarde et les boutons d'or au col de sa chemise ; lui aussi était fier et chancelant, grand et voûté, sans dents et avec des yeux noirs, brillants; son épaisse chevelure argentée, sa barbe courte et blanche donnaient un relief caractéristique à son visage olivâtre au nez fort et aux pommettes saillantes.

Et Zio Cosimu Damianu, qui vivait avec les Decherchi, ressemblait à Dom Simone. Il avait la même taille, les mêmes cheveux blancs, les mêmes traits, la même voix ; mais un je ne sais quoi de vulgaire, de primitif et son costume de paysan révélaient en lui le vieux roturier, le travailleur humble et patient, sur qui la longue intimité avec un homme supérieur comme Dom Simone avait exercé une espèce d'influence physique et morale.

— Dix jours se passèrent et le garçon ne revint pas — continuait à narrer Zio Cosimu — alors le père se mit en route, alla jusqu'à Ozieri, jusqu'à Gallura. Il rencontra un pâtre et lui demanda : « Tu n'as pas vu, par hasard, un garçon avec des yeux bleus et une verrue au front? » — « Par Dieu si, je l'ai vu : il est domestique dans une ferme de Gallura », répondit le pâtre. Alors Santus, rassuré, s'en revint au pays. Et voilà qu'aujourd'hui, les imbéciles vont raconter des choses horribles, la justice écoute les bavardages des femmes, et le pauvre père est persécuté par tout le monde. On dit maintenant qu'il est reparti à la recherche de son fils. Y a-t-il rien de plus bête?

Dom Simone hochait toujours la tête et souriait, un peu narquois. Il avait même l'air de se moquer du bon vieux Zio Cosimu, qui avait toujours été un homme naïf.

— Mais, fils de saint Antoine — dit celui-ci en s'animant — pourquoi t'obstines-tu à toujours mal juger ton prochain?

Dom Simone cessa de sourire; il devint sérieux, presque sombre.

— Les temps sont changés! Il n'y a plus la crainte de Dieu et tout est possible à présent. Les jeunes ne croient plus en Dieu, et nous, les vieux... nous sommes usés, ramollis, tiens, comme cela... — et il faisait le geste de tirer quelque chose de flasque — nous prenons les choses telles qu'elles sont... et tout va mal.

— C'est peut-être vrai, s'écria l'autre vieillard, puis il se mit à frapper sur un pavé avec sa canne et il ne parla plus.

— Vois-tu, fit Dom Simone, souriant encore, moi, je suis comme la justice, je suppose toujours le pire et je me trompe rarement... Qui vivra, verra.

L'autre continua à cogner par terre avec sa canne; et tous les deux, l'un triste, l'autre enjoué, pensèrent à la même chose ou plutôt à la même personne.

Sur ces entrefaites, une femme d'un certain âge, vêtue de noir, enveloppée dans un long châle noir à franges et brodé, avait monté la rue en pente et s'était arrêtée près des deux hommes :

— Où est Rose? demanda-t-elle en entr'ouvrant son châle.

— Elle doit être dans la cour avec Annesa, répondit Zio Cosimu.

— Dieu! quelle chaleur! On étouffait à l'église, reprit la femme, qui était grande et pâle, avec un nez mince, les yeux cernés, les tempes couvertes par deux bandeaux de cheveux pareils à du satin gris.

Zio Cosimu la regarda et hocha la tête. Si grande et si blanche avec son châle noir, sa fille chérie lui faisait l'effet de la Vierge aux Sept Douleurs.

— On étouffait à l'église? répéta-t-il avec un léger reproche. C'est pour cela que tu ne revenais plus? Qu'est-ce que tu fabriquais encore là-bas?

— Je me confessais : demain, il y aura la communion générale, répondit simplement la femme. Puis elle se dirigea vers l'entrée; mais, arrivée sur le seuil, elle se retourna encore et dit :

— Paul n'est pas rentré?... Il n'est pas rentré à cette heure-ci... Il n'arrivera plus ce soir. Nous allons préparer le dîner.

— Qu'avons-nous à manger, Rachel? demanda le beau-père en bâillant.

— Nous avons encore des truites, *babbaï* (1), et puis, on fera frire des œufs. Heureusement, nous n'avons pas de convives.

— Eh, il peut en venir encore, s'écria Zio Cosimu, non sans amertume, l'hôtel n'est pas fameux et il est plutôt cher.

— Nous avons des truites, et je ne me le rappelais pas! s'exclama Dom Simone, heureux comme un enfant à l'idée d'un bon petit dîner. S'il arrive des convives, il y en aura aussi pour eux! Oui, je m'en souviens; pour les fêtes, il arrivait toujours beaucoup de monde. Certaine année nous eûmes jusqu'à dix ou douze personnes. Maintenant on ne va plus aux fêtes, on ne veut plus entendre parler des saints.

— Aujourd'hui les gens sont pauvres, mon cher Simone, on vit bien sans fêtes.

— Le lièvre aussi court toujours, bien qu'il n'aille pas à l'église, répliqua le vieux noble, en commençant à s'irriter des contradictions de Zio Cosimu.

Et tandis que les deux hommes continuaient leur discussion, Donna Rachel traversa le corridor et entra dans la chambre du fond, contiguë à la cuisine, laquelle donnait sur une cour qui longeait la maison.

Après la cour et la maison, il y avait un potager, puis un bois qui s'étendait jusqu'au flanc de la montagne voisine.

Les dernières lueurs du crépuscule pénétraient encore dans la chambre, où Donna Rachel s'arrêta pour ôter son châle, qu'elle plia et jeta sur le dos d'une chaise.

— Rachel, murmura aussitôt une voix rageuse, tu pourrais m'allumer une lampe. Vous me laissez tout seul dans l'obscurité comme un mort...

— Zio, il fait encore jour et on est mieux sans lumière, observa Donna Rachel avec sa voix douce et sa façon lente de parler. Mais, je vais allumer tout de suite. Annesa, dit-elle en se montrant à la porte de la cuisine, comment, tu tamises encore de la farine? Cesse, il est tard. Et Rose, où est-elle?

— Elle est là dans la cour, répondit une voix

(1) Papa.

enrouée et presque larmoyante. Je vais avoir fini.

Donna Rachel alluma la lampe et la posa sur la table de chêne qui était au fond de la salle, entre la porte du corridor et la fenêtre. Et la vaste pièce, un peu basse et enfumée, avec son plafond de bois soutenu par de grosses poutres, parut encore plus triste à la lueur jaune de la lampe à huile. Dans cette chambre aussi, tout était vieux et délabré; mais le canapé vétuste, à l'étoffe déchirée, la table de chêne, le buffet vermoulu, la crédence, le coffre sculpté, en somme tous les meubles conservaient dans leur misère, dans leur vieillesse, quelque chose de noble et de distingué. Dans un petit lit, au fond de la pièce, était assis, appuyé sur des oreillers couverts de cotonnade à carreaux blancs et rouges, un vieillard qui respirait péniblement.

— On est mieux, oui, on est mieux, se reprit-il à grommeler, en haletant, même après que Donna Rachel eut allumé la lampe; si je pouvais seulement rester dehors! Annesa, fille du diable, si au moins tu m'apportais un peu d'eau.

— Annesa, apporte un peu d'eau à Zio Zua, pria Donna Rachel en traversant la cuisine encore plus vaste et plus enfumée que la chambre.

La domestique, qui avait mis près de la porte sa corbeille de farine, se leva, secoua ses jupes, s'approcha de la cruche d'eau et remplit un verre.

— Annesa, me l'apporteras-tu oui ou non, cette eau, répétait le vieil asthmatique d'une voix stridente.

Annesa entra, s'avança près du lit. Le vieillard but, la femme le regarda. Jamais figures humaines ne s'étaient moins ressemblées que ces deux-là.

Elle était petite et frêle; elle avait l'air d'une enfant. La lumière de la lampe donnait une nuance de bronze doré à son visage rond et olivâtre, dont une fossette au menton ajoutait à la grâce presque enfantine. Mais la bouche un peu grande, aux dents très blanches, régulières et serrées, avait une légère expression d'ironie cruelle. Ses yeux bleus, au contraire, sous les grandes paupières livides, étaient doux et tristes. Il y avait quelque chose de suave et de narquois, un sourire de vieille femme mauvaise et un regard d'enfant mélancolique dans ce visage de servante maladive et taciturne, dont la tête se penchait en arrière, comme si elle cédait au poids d'une énorme tresse blonde tordue sur la nuque. Son cou long et moins brun que la figure sortait nu de sa chemise décolletée : son corsage de paysanne se fermait sur une maigre poitrine; et tout était gracieux, jeune et séduisant dans cette femme dont les mains longues et décharnées révélaient seules l'âge mûr.

La figure du vieil asthmatique rappelait, au contraire, celle d'un ermite agonisant dans une caverne. Une forte souffrance crispait son visage qui faisait penser à un masque de carton. Tout était d'une couleur terreuse dans cette figure sombre et lugubre; sa poitrine velue et haletante, que la chemise déboutonnée laissait à découvert, ses cheveux ébouriffés, sa barbe jaunâtre, ses mains noueuses et tous ses membres osseux qui se dessinaient sous le drap avaient un frisson d'angoisse.

Il le disait toujours :

— Moi, je ne vis que pour trembler de douleur.

Tout lui causait de l'ennui et lui-même ennuyait tout le monde; on aurait cru qu'il vivait uniquement pour faire supporter aux autres le poids de ses maux.

— Annesa, gémit-il, pendant que la bonne s'éloignait en emportant le verre vide, ferme la fenêtre. Tu ne vois pas comme il y a des moustiques? Je voudrais que tu sois piquée par tous les diables, comme je le suis par ces vilains insectes.

Mais Annesa ne répondit rien et ne ferma pas la fenêtre; elle retourna dans la cuisine, posa le verre à côté de la cruche, puis elle sortit dans la cour et alluma le feu dans un coin sous le hangar. En été, pour que la chaleur et la fumée ne pénétrassent pas dans la chambre où était couché le vieil asthmatique, Annesa préparait les repas dehors dans ce coin de hangar transformé en cuisine.

Il régnait une morne tranquillité dans la cour longue et étroite, en grande partie encombrée par un tas de bois à brûler. La nouvelle lune qui descendait sur le ciel encore blanchâtre au-delà du mur décrépit de la cour éclairait le coin du hangar. On entendait des voies lointaines, des fusées qui éclataient et le son vague et rauque d'un cornet à piston qui essayait de jouer un motif solennel :

Va pensiero sull'ali dorate.

Annesa mit le trépied sur le feu et, pendant que Donna Rachel allait dans la dépense pour remplir d'huile la poêle, une enfant de six ou sept ans, à l'énorme tête couverte de rares cheveux blondasses, se montra devant la porte entrebâillée du jardin.

— Annesa, Annesa, viens; d'ici, on voit bien les fusées — cria une petite voix vieillote.

— Tu ferais mieux de rentrer, Rose : il est tard. Les lézards vont te grimper aux jambes.....

— Ce n'est pas vrai, reprit la petite voix un peu tremblante. Viens, Annesa, viens.....

— Je t'ai dit que non. Rentre. Il y a aussi les grenouilles, tu le sais bien.

La petite fille entra, s'avança timidement jusqu'au hangar. Une petite robe rouge mal ajustée, garnie de dentelle jaune, rendait plus disgracieux son corps difforme et plus laid son visage pâlot de petite vieille sans dents, écrasé par un front démesuré et proéminent d'hydrocéphale.

— Assieds-toi là, dit Annesa, on voit aussi les fusées en restant là.

En effet, quelques fusées traversaient comme un ruban d'or le ciel pâle et semblaient vouloir monter jusqu'à la lune ; puis, tout d'un coup, elles éclataient en mille étincelles rouges, bleues, violettes.

Rose, assise sur une charrette qui était dans la cour, frémissait de joie et courbait la tête en craignant et espérant que cette pluie merveilleuse tomberait sur elle.

— Au moins une de ces étincelles, cria-t-elle en penchant son front énorme et en étendant sa petite main, j'en voudrais bien une! Celle-là qui est d'or : ce doit être une étoile.

— Mâtine! fit la grand'mère qui rentrait avec la poële pleine d'huile.

Annesa mit la poële sur le trépied et la Dame (1) rentra pour dresser le couvert.

— Elle tombe loin?... reprit l'enfant. Oui?... Dans le bois? Où il y a les lézards?

— Oh, plus loin encore, répondit la bonne, qui avait commencé à faire frire les truites.

— Où cela, plus loin? Sur la grand'route?... Tu penses qu'il en tombe à côté de papa? Et s'il en tombe une sur lui, puisqu'il est en route?

— On ne sait pas, dit Annesa, pensive. Crois-tu, Rose, qu'il puisse revenir ce soir?

— Moi, oui, je le crois, s'écria vivement la fillette. Et toi, Annesa?

— Je n'en sais rien — murmura la femme, regrettant déjà d'avoir parlé. Il reviendra quand il voudra.

— Il est le maître, n'est-ce pas? Il est très fort, il peut commander à tout le monde, n'est-ce pas? interrogea Rose, mais d'un ton qui n'admettait pas de réponse négative. Il peut faire ce qu'il veut; il peut même être méchant, personne ne le punira, n'est-ce pas?

— Mais oui, mais oui, admit la femme d'une voix grave.

Puis, toutes les deux, l'enfant sur la charrette, Annesa devant le feu, restèrent pensives et silencieuses.

— Annesa, cria tout à coup Rose, le voilà! Il vient. J'entends le pas de son cheval.

Mais l'autre secoua la tête.

Non, ce n'était point le pas du cheval de Paulu Decherchi. Elle le connaissait bien ce pas cadencé du cheval, qui revenait fourbu, après un long voyage. Et pourtant, le pas du cheval entendu par Rose s'arrêta devant le portail.

— Je crois que c'est un convive, dit Annesa avec dépit. Espérons que ce sera le premier et le dernier.

Mais Donna Rachel revint dans la cour, tendit à Annesa des œufs qu'elle avait dans son tablier et, d'un ton joyeux :

— Je le disais bien qu'il ne fallait pas désespérer. Voici un convive.

— Belle nouvelle! répliqua l'autre.

— Ouvre la grande porte, Annesa. Une fête n'est pas belle quand on n'a pas d'invités.

La domestique posa les œufs près du feu et s'en fut ouvrir.

Un paysan court et trapu, ayant une épaisse barbe brune, était descendu de cheval et saluait les vieillards encore assis devant la porte.

— Vous allez bien? Que sainte Anne vous protège.

— Très bien, répondit Dom Simone. Tu ne vois pas que nous avons l'air de deux jouvenceaux.

— Et Paulu? Paulu, où est-il?

— Paulu reviendra peut-être demain matin. Il est allé à Nuoro pour affaires.

— Comment allez-vous, Donna Rachel. Tiens, c'est toi, Annesa, dit le paysan en entrant dans la cour et passant derrière son cheval. Comment, tu n'es pas encore mariée?... Où faut-il attacher le cheval? Ici, sous le hangar?

— Oui, à ton aise, répondit Donna Rachel. Ne te gêne pas; fais comme chez toi. Attache ton cheval ici, sous le hangar. L'écurie est pleine de sacs de paille.

Annesa éprouva un certain plaisir en entendant mentir Donna Rachel.

« Oui », pensa-t-elle avec amertume. « La fête n'est pas belle sans invités, mais, en attendant, les saints sont obligés de débiter quelques mensonges, parce que le toit de l'écurie est en mauvais état, et qu'on ne trouve pas d'argent pour le réparer... »

— Tes sœurs vont bien? demanda ensuite Donna Rachel en aidant l'homme à attacher son cheval. Et ta mère?

— Elles vont toutes bien; elles sont fraîches comme des roses, s'écria l'homme en tirant de sa besace un petit panier. Voici justement ce que ma mère vous envoie.

— Oh, il ne fallait pas vous donner cette peine, dit la Dame en prenant le panier. Et elle rentra dans la cuisine, suivie de son hôte, tandis qu'Annesa, triste et narquoise, se penchait devant le feu et heurtait légèrement un œuf sur la pierre qui servait de foyer.

Rose descendit brusquement de la charrette et rentra aussi, curieuse de savoir ce qu'il y avait dans le panier.

Dans la chambre du vieil asthmatique, qui servait également de salle à manger, la table était préparée pour quatre personnes : Donna Rachel mit un autre couvert et l'hôte s'approcha de Zio Zua.

(1) Dame et chevalier — titres qu'on donne aux nobles sardes.

— Comment allez-vous? demanda-t-il, en le regardant drôlement.

Le vieillard haletait et, d'une main, se palpait la poitrine, sur laquelle pendait à un cordon graisseux la médaille militaire qu'il avait gagnée à la guerre de Crimée.

— Mal, mal, répondit-il en fixant le nouveau venu qu'il n'avait pas reconnu tout de suite. Ah, c'est toi, Ballore Spanu! Je te reconnais bien maintenant. Et tes sœurs sont-elles mariées?

— Jusqu'ici, non, répondit l'homme, un peu ennuyé à cette question.

A ce moment, les deux vieillards rentrèrent en traînant leurs chaises derrière eux et se mirent à table ainsi que leur convive, Donna Rachel et l'enfant.

— C'est la fille de Paulu? s'informa l'homme en examinant Rose. Il n'a pas d'autres enfants? Il n'a pas l'idée de se remarier.

— Oh, non, répondit Donna Rachel avec un sourire triste. Il a été trop malheureux la première fois et, pour l'instant, il ne pense pas du tout au mariage. Oui, c'est sa fille unique. Mais, sers-toi, Ballore, tu ne manges rien. Prends cette truite, celle-ci, tiens.

— Et votre curé? Ce vieux prêtre qui a été mis jadis à rançon. Est-ce qu'il est toujours vivant? demanda Zio Cosimu.

— Certainement, il est vivant, et robuste encore!

Pendant qu'ils causaient ainsi, on entendit frapper à la grande porte.

— Ce doit être un autre convive, dit Donna Rachel, j'ai entendu le pas d'un cheval.

— C'est peut-être papa, cria Rose, et elle descendit de sa chaise et courut voir.

Un nouvel hôte parlementait avec Annesa debout devant la porte.

C'était un homme maigre et noir, misérablement vêtu. La femme ne le connaissait pas et le considérait avec une hostilité évidente.

— C'est ici la maison de Simone Decherchi, disait l'homme. Je suis d'Aritzu. Je m'appelle Melchior Obrim et je suis le filleul de Pasquale Soli, grand ami de Dom Simone. Mon parrain m'a donné une lettre pour son ami.

— L'auberge est ouverte, grommela Annesa, mais elle alla prévenir Dom Simone que le filleul de son ami demandait l'hospitalité, et le vieux noble, pour toute réponse, ordonna d'ajouter un couvert.

Mais le nouvel hôte voulut rester à la cuisine et à peine Annesa eut-elle posé devant lui une corbeille avec du pain, du fromage et du lard, qu'il se mit à manger avec avidité. Il devait être fort pauvre : il était presque en haillons et ses grands yeux tristes ressemblaient aux yeux las d'un malade. Annesa l'observait et sentait tomber sa colère. Après tout, puisque les Decherchi s'obstinaient à ouvrir leur porte à tout le monde, mieux valait donner à manger aux pauvres qu'aux riches aigrefins comme ce Ballore Spanu.

— Tiens, mange cette truite-là, dit-elle en offrant au pauvre diable une part de son dîner. Maintenant, je vais te donner à boire.

— Dieu te le rende, ma sœur! répondit-il tout en mangeant.

— Tu es venu pour la fête?

— Oui, je suis venu pour vendre des éperons et des brides.

Elle lui versa à boire.

— Dieu te le rende, ma sœur! Il but, fixa les yeux sur elle et parut seulement alors la voir; ses cheveux surtout attirèrent ses regards.

— C'est toi la servante? demanda-t-il.

— Oui.

— Mais... es-tu du pays. Il me semble que non.

— En effet, je n'en suis pas.

— Tu es étrangère?

— Je suis étrangère.

— D'où es-tu?

— D'un pays...

Elle alla dans la chambre voisine, puis sortit dans la cour, et rentra.

Le malheureux profita de son absence pour se verser un autre verre de vin, et, devint gai, presque insolent.

— Tu es fiancée? demanda-t-il à la femme quand elle revint. Si tu ne l'es pas, regarde si je te conviens. Je suis venu pour vendre des éperons et des brides et aussi pour me chercher une femme.

Mais cette plaisanterie ne fut pas du goût d'Annesa, qui reprit son air triste et moqueur.

— Tu peux mettre une de tes brides au cou de quelque femme et l'emmener jusqu'à ton pays...

— Non, ma foi, insista l'autre. Dis-moi si tu as, oui ou non, un fiancé! A ton aigre façon de parler, on croirait que non, ou il est très laid.

— Eh bien, tu te trompes, mon cher frère: mon fiancé est beaucoup plus beau que toi.

— Fais-le moi connaître.

— Pourquoi pas? Attends.

Elle rentra dans la salle à manger et, après les truites, elle servit les œufs frits avec de l'oignon, et en dernier lieu, une galette de farine et du fromage frais.

— Nous n'attendions pas d'hôtes, s'excusait Donna Rachel, en s'adressant avec une évidente humiliation à Ballore Spanu. Pardonne nous donc, Ballore, si nous te recevons si mal.

— Vous me recevez comme un prince, répondait l'hôte et il mangeait et buvait gaiement.

Les deux vieillards plaisantaient aussi. Dom Simone était, ou semblait au moins, gai et tranquille comme Ballore l'avait toujours connu ; dans le rire de Zio Cosimu, on remarquait au contraire quelque chose de triste ; le vieil asthmatique, qui savourait lentement la chair grasse et rose d'une truite prenait aussi part à la conversation et ricanait quand l'hôte parlait de Paulu.

— Il n'y a pas à dire, nous étions deux écervelés : votre fils et moi, Donna Rachel, disait Ballore Spanu. Vous rappelez-vous, un jour, Paulu est venu me voir à mon pays. Nous sommes partis tous les deux et, pendant un mois, nos familles sont restées sans nouvelles de nous. Nous allions de fête en fête, de village en village, toujours à cheval. Quelles têtes, mon Dieu ! Comme on est fou quand on est jeune.

— Sacripants ! murmura l'asthmatique.

— Oui, je m'en souviens, soupira Donna Rachel, et quels tourments ! Nous croyions qu'on vous avait arrêtés.

— Pourquoi, arrêtés ? cria l'hôte offensé. Oh, cela non ; nous étions deux têtes folles, oui, mais d'honnêtes garçons. Je puis le proclamer bien haut. Il faut avouer pourtant que nous avons gaspillé pas mal d'argent.

— C'est pour cela... commença l'asthmatique avec sa voix rageuse ; mais à ce moment Annesa lui offrit à boire en le regardant fixement et il n'osa pas continuer. D'ailleurs Ballore Spanu savait bien que les folies de jeunesse de Paulu avaient fini de ruiner la famille : il ne fallait pas le répéter.

Une ombre passa sur le visage de cire de Donna Rachel et Zio Cosimu déclara :

— Paulu est bon comme le bon pain, mais il a toujours été trop léger de caractère. Il n'a jamais eu la crainte de Dieu. Il n'a pensé qu'à s'amuser de toutes les façons.

— On voit bien qu'il n'était pas destiné à se faire moine, s'écria l'hôte, et puis, il faut s'amuser tant qu'on est jeune.

— Mais je m'amuse encore maintenant que je suis vieux, observa Dom Simone d'un air narquois. Il n'aimait pas entendre mal parler de son petit-fils par les étrangers et il tâcha de changer de conversation.

— Zua Déchè, — s'écria-t-il en s'adressant au malade, n'est-ce pas que les jeunes doivent être plus sages que les vieux ?

Le vieillard, respirant avec peine, essaya de se relever, hurla, en se fâchant :

— La jeunesse ? J'ai été jeune, mais j'ai toujours été sérieux. J'ai connu en Crimée un capitaine français qui me disait toujours : « Vous avez cent ans, mon petit Sarde »... et... la Marmora, après la bataille... et... et...

Un accès de toux l'empêcha de continuer : Donna Rachel courut près de lui, lui releva la tête, lui fit signe de se calmer.

— Fils de Saint Antoine ! dit Zio Cosimu en levant les mains, pourquoi te mettre en colère comme cela ? Tu vois bien que tu te fais du mal.

Mais l'asthmatique s'obstinait à parler et ne le pouvait pas ; on distinguait seulement quelques mots parmi ses plaintes sifflantes :

— Moi... Victor-Emmanuel... la médaille... Balaklava... J'ai toujours travaillé... moi... tandis que les autres...

Annesa allait et venait. Elle était devenue toute pâle et lançait au malade des regards haineux, mais elle pinçait les lèvres pour ne pas crier après lui.

Quand elle revint à la cuisine, le miséreux chercha en vain à plaisanter et à la faire causer : elle se tut et tout à coup, elle s'enfuit dans la cour et resta quelque temps dehors. Melchior se versa, alors, un autre verre de vin et regarda autour de lui s'il n'y aurait pas une natte où il pourrait se coucher ; il lui sembla qu'Annesa parlait avec un homme dans la cour et il tendit l'oreille.

— Il dénigre Dom Paulu, grondait la servante, et les autres le laissent faire... Ah ! si je le pouvais, je le jetterais en bas du lit.

— Mais ne te tourmente pas, répondait une voix d'homme. On sait bien qu'il est tombé en enfance.

Puis les voix se turent. L'hôte crut entendre le bruit d'un baiser et il frémit en pensant à la jolie bouche d'Annesa. Il allait se lever, curieux et jaloux, quand il vit entrer dans la cuisine un jeune domestique aux cheveux noirs séparés sur le front, le visage sombre, imberbe, les yeux doux, et la bouche délicate.

— Bonjour, l'hôte, lui dit-il en s'asseyant devant la corbeille de vivres.

— Bonjour, répondit l'autre en le regardant malicieusement. C'est toi, le domestique ?

— Oui, je suis le domestique. Annesa, veux-tu me donner à manger. Je rentre tard parce que je suis allé voir le feu d'artifice. Que c'était beau ! On aurait dit que toutes les étoiles du ciel tombaient sur la terre. Si seulement elles avaient été bonnes à manger.

Et il riait comme un enfant, en clignant ses beaux yeux bruns et en montrant deux rangées de petites dents blanches. Mais Annesa était de mauvaise humeur : elle lui donna à manger et retourna dehors.

— Quelle fille sérieuse ! murmura l'hôte en la suivant des yeux. Belle, mais sérieuse.

— Oh, ce n'est pas la peine que tu la regardes, s'écria le domestique, qui était un peu gris. Elle n'est pas pour toi.

— Je le sais bien ; elle est ta fiancée.

— Comment le sais-tu?

— C'est elle qui me l'a dit.

— Ah! c'est elle qui te l'a dit? demanda avec bonheur le jeune domestique. C'est vrai, nous sommes fiancés. Elle et moi, nous sommes, ici, comme les enfants de la maison plutôt que comme des domestiques. Et même Annesa est *figlia d'anima* (1) de la famille Decherchi.

Et comme Melchior s'intéressait vivement au bavardage du domestique, celui-ci poursuivit avec fierté :

— Tu sauras que dom Simone a presque toujours été maire de ce pays. On ne compte pas les bonnes œuvres qu'il a faites. Tous les pauvres pouvaient se dire ses enfants, tant il les secourait et les aimait. Or il y a des années (j'étais encore à la mamelle), il vint à la fête un mendiant très vieux accompagné d'une petite fille de trois ans. A un moment, on trouva cet homme mort derrière l'église. La fillette pleurait, mais était incapable de dire qui elle était. Alors, Dom Simone la prit avec lui, l'amena ici, et la fit élever en famille. Bien des gens prétendent qu'Annesa est du continent, d'autres croient que le vieux mendiant l'avait volée.

L'hôte écoutait avec curiosité, mais les derniers mots du domestique le firent sourire.

— Qui sait? dit-il d'un air narquois. Elle est peut-être la fille d'un roi.

— Tais-toi, pria alors Gantine, on appelle mes trois vieux maîtres les Trois Rois.

— Pourquoi?

— Dame parce qu'ils sont trois et qu'ils sont âgés.

— Il y en a un de malade, n'est-ce pas? C'est le frère de Dom Simone?

— Oh, non, protesta Gantine en allongeant les lèvres avec mépris. C'est un parent, un homme qui a été à la guerre et qui est très riche. Mais avare! tiens, il mourra comme cela en serrant les poings. Il est ici depuis deux ans et il a fait son testament en faveur de Rose, la fille de Dom Paulu.

— Dom Paulu est le fils de Dom Simone?

— Non, son petit-fils : il est le fils de Dom Priamu, qui est mort maintenant.

— Tes maîtres sont très riches, n'est-ce pas?

— Oui, mentit le domestique. Ils le sont encore; jadis ils l'étaient bien plus.

Mais à ce moment, Annesa rentra et le jeune bavard changea de conversation.

— Annesa, *pili brundu* (2), celui-là ne veut pas croire que toi et moi nous nous marierons l'année prochaine. N'est-ce pas que nous avons été élevés ensemble dans cette maison comme des parents?

— Alors, buvons un coup à votre bonne chance, dit l'hôte en avalant ce qui restait de vin dans son verre.

— Veux-tu nous donner une autre bouteille, Annesa? Oui, apporte-la nous, supplia Gantine, en tendant à la servante la bouteille vide; mais Annesa lui tourna le dos et voulut rentrer dans la chambre où ses maîtres et l'hôte riche devisaient en riant.

Mais tandis qu'elle descendait la marche de la porte, elle s'arrêta pour écouter.

On entendait le pas cadencé d'un cheval résonner dans la ruelle déserte.

— C'est Dom Paulu, s'écria Annesa, et elle traversa la cuisine en courant, sans penser à déposer une assiette qu'elle tenait. Un instant après entra dans la cuisine un homme encore jeune, grand et svelte, tout de noir vêtu, comme un bourgeois, avec un chapeau melon.

Gantine bondit sur ses pieds.

— Non, dit Paulu, après avoir salué l'hôte d'un signe de tête, ne desselle pas mon cheval, qui est baigné de sueur. Laisse-le souffler un instant; puis tu le conduiras chez Zio Castigu et demain matin au jour, tu le mèneras au pâturage.

Et il mit un pied sur un escabeau et se baissa pour ôter ses éperons.

Melchior regardait avec curiosité : il trouvait que le maître et le domestique se ressemblaient. La même figure brune, les yeux grands et doux, la même bouche aux lèvres saillantes et la fossette au menton.

Mais Paulu dépassait de toute la tête le domestique et avait un air triste et préoccupé, tandis que Gantine paraissait gai et insouciant. Et la bouche du jeune domestique était rouge et souriante, tandis que les lèvres de Paulu, sous les moustaches noires, étaient pâles et presque grises.

« Oui », pensait le marchand de brides, « je me rappelle que mon parrain m'a raconté un jour que les Decherchi avaient pris chez eux comme domestique le fils naturel de l'un deux. Dom Paulu et Gantine doivent être frères. »

— Tiens, dit le veuf en donnant ses éperons à Gantine, accroche-les au mur.

Et il entra dans la chambre voisine où l'hôte riche l'accueillit avec un cri de joie. Paulu lui serra la main et parut se réjouir de revoir son ancien compagnon d'aventures; mais Donna Rachel et les grand-pères regardèrent le veuf et s'aperçurent aussitôt qu'il ne rapportait pas de bonnes nouvelles.

(*A suivre.*) GRAZIA DELEDDA.

[illegible] M. ALBERT LECUYER.

(1) [illegible]

(2) [illegible]

LETTRES A STENDHAL

Beyle était à Paris; il envoyait à sa sœur des lettres tendres, et des plans de travail. Il lui disait en ce mois de floréal : « Je suis très persuadé qu'on ne peut s'aimer qu'autant qu'on se ressemble, et je voudrais que nous nous ressemblassions (*sic*) le plus possible. » Elle lui répond (1) :

Grenoble dimanche 8 flor[éal] XII.

Mon bon Henri, tu as reçu ma lettre d'hier. Dans ce moment ma tête est un peu plus tranquille. Il me semble qu'elle était pleine de bêtises ; je me suis presque repentie de l'avoir fait partir : elle t'aura sans doute impatienté. Mais mon silence t'étonnait. J'avais déjà écrit cinq ou six lettres, ensuite jetées au feu, je te disais toujours les mêmes choses.

Je vais te donner le détail des occupations de ma journée : tu verras comme je m'amuse. Je me lève à 5 ou 5 h. 1/2 ; à 6 heures moins un quart je prends ma leçon de dessin jusqu'à 6 h. 1/2 ; depuis 6 h. 1/2 jusqu'à 8 h. 1/2 qui est l'heure où M. David arrive, je travaille aux Mat. A 9 heures nous déjeunons. Lorsque mon P. [Père] est à G[renoble], il nous parle tout au long spéculations d'agriculture ou bâtisse ; lorsque je puis sans malhonnêteté décamper avant 10 heures, je vais lire pour me désennuyer, car je le suis déjà ; à 11 heures jusqu'à 1 h. 1/2 je m'exerce ou je prends ma leçon de piano ; ensuite je lis jusqu'à 2 heures. A 3 heures je vais lire encore un peu pour effacer de ma tête toutes les bêtises que j'ai entendu dire pendant le dîner. Lorsque mon P[ère] n'y est pas, ce qui arrive souvent dans ce moment, la conversation coule toujours sur les sermons, prêtres, messe : je conçois que cela peut les intéresser ; — mais sur les cuisinières, les servantes, les événements de la rue Vieux J[ésuites], je comprends pas [*sic*] ce que cela peut leur faire.

Depuis 4 heures jusqu'à la nuit, je dessine, je lis... (?), ensuite je vais chez mon G[rand]'P[ère] ; je suis contente lorsqu'il demeure à la partie, et, depuis qu'il a eu une fluxion, il y demeure toujours. Alors je me promène seule, je puis penser à toi, regretter de n'être pas avec toi. Si seulement je te voyais une heure tous les soirs, j'oublierais l'ennui de la journée. Lorsque la partie se retire, je vais voir ma tatan (2), et ordinairement assister aux sermons que la tatan ou le G[rand]'p[ère] m'adressent, car je ne sais jamais ce qu'ils me disent. Anciennement, je faisais la duperie de faire attention, et quelquefois d'y répondre : depuis que j'ai réfléchi que c'était du temps perdu, je pense à autre chose.

Je me retire à 10 h. 1/2, après avoir reçu un nouveau sermon. Ils prétendent que je n'ai pas de sensibilité et que je ne les aime point, parce que je me retire de bonne heure. Mais à cette heure-là je me vais coucher pour oublier l'ennui de la journée.

Voilà ma journée, mon cher ami. J'ai 18 [ans] et demi; il y a plusieurs années que je vis dans un ennui toujours le même. Les dernières années, j'espérais que cela finirait ; ça me donnait du courage pour le supporter ; mais à présent je n'ai plus d'espérance ; la vie m'est à charge, si elle est toujours la même chose pour moi.

Pendant les deux heures que je passe chez ma tatan, tu ne peux pas te figurer le nombre d'absurdités que j'entends débiter, tu ne peux pas te l'imaginer, des nouvelles si singulières. Il y a quelque temps que, d'après ton conseil (1), j'écrivais une partie de ce que j'entendais, mais je suis si ennuyée que je ne continue plus.

Tu comprends bien que tous les jours ne sont pas tout à fait de même ; les jours par exemple où je reçois tes lettres, je suis bien moins ennuyée. Je les relis si souvent que je les sais par cœur, et c'est le seul plaisir que j'éprouve....

... Je n'ai plus de livres. F. n'a pas Shakes[peare] (2). J'avais prié mon G[randpère] de le demander à M. Gattel (3). C'était bien facile. Mais, depuis que j'ai refusé de lire le Jeune Anacharsis, parce que je l'avais déjà commencé et qu'il m'ennuyait, toutes les fois que je lui en parle, il me gronde ; il me dit avant-hier qu'il ne pouvait souffrir Shakespeare.

Ne parlons plus de moi, je dois t'ennuyer. Je viens de recevoir ta lettre : l'état dont tu me parles, je l'éprouve bien : je n'ai même personne qui joue la sensibilité ; tout est sec autour de moi. Lorsque ma sœur quitte ce ton sec pour quelques instants, je suis sûre qu'elle a besoin de moi pour quelque chose dont elle ne peut pas se passer. Tu ne peux pas t'imaginer combien cette idée me serre le cœur (4).

(1) Voir *La Sœur de Stendhal, Pauline Beyle*, par M. Paul Arbelet, dans la *Revue Bleue* du 8 juin. — Les notes qui accompagnent les présentes lettres sont également de M. Paul Arbelet.

(2) La sœur de son grand-père, Mlle Elisabeth Gagnon. Elle habitait la même maison que son frère, donnant sur la place Grenette.

(1) C'est un conseil, bien stendhalien, qu'il lui donnera encore l'année suivante : (*Let. int.*, 29 germinal, an XIII) « Tu es destinée à passer encore deux ans de ta vie avec des sots. Prends l'habitude de les considérer du côté comique... étudie l'homme... L'étude est désagréable ; mais... il est excellent que l'ennui te force à cette étude dégoûtante et nécessaire... Fais donc des caractères sur les illustres qui font la partie... »

(2) Beyle lui répondra en Thermidor (*Lit. int.*, 103) : « Pousse ferme pour faire abonner chez Falcon ; s'il a Shakespeare, c'est un coup de maître ; s'il ne l'a pas, d'autres l'auront. Lis les tragédies de Shakespeare... »

(3) Professeur de Beyle à l'Ecole Centrale. V. H. Brulard, 106.

(4) Adresse : M. Henri Beyle, rue de Lille, n° 500, faubourg Saint-Germain, Paris.

*
* *

Mercredi 1

Mon cher ami, tu dois avoir reçu ta lettre de crédit... Excepté ma bonne tatan G. [agnon], ils ont tous mauvais cœur. Avant-hier nous dinions chez le grand-père. Je venais de recevoir ta lettre. En rentrant dans le salon, je les trouvai tous occupés à admirer la tendresse de mon papa pour ses enfants. Le grand-père disait qu'il sacrifiait toutes ses jouissances pour que nous fussions riches et mon père faisait le modeste. Cette vue me remplit d'indignation. Je tenais ta lettre dans mon sein. Je me sentais prête à leur lire cette preuve de son amour pour toi. Je ne pouvais plus tenir. J'allai sur la terrasse ; mon grand-père me suivit ; je lui remis ta lettre, et je sortis de chez lui. Mais, mon ami, n'en parlons plus. Depuis toi j'ai mille preuves de leur mauvais cœur.

Je t'écrirai souvent ; n'aie pas d'inquiétudes sur moi ; lorsque je ne puis plus rester à Grenoble, je vais à Claix. Depuis ton départ, j'ai fait une découverte charmante. Tu connais peut-être la Cascade d'Allières (2) ; il est inutile de t'en faire la description. J'y passe ma vie. Il m'est impossible de te dire quel plaisir j'éprouve en lisant Shakespeare ou Ossian dans ce lieu tranquille. Je n'y ai encore vu personne. M. Bigillion (3) a la bonté de m'apporter souvent des livres ; il est si complaisant que je ne sais comment le remercier.

Puisque mes lettres ne t'ennuient pas, lorsque je serai à Claix je t'écrirai tout ce que je pense ; ici je ne suis pas libre.

Si tu savais comme je désire de connaître M. L., (4) comme je serais heureuse de pouvoir vivre avec elle toute ma vie. Les personnes qui m'entourent me font juger ce bonheur inappréciable ..

Adieu, mon unique ami ; écris-moi souvent ; ne sois pas inquiet sur moi, car lorsque je suis à Claix toutes les bêtises qui m'attristent ici me font rire. Je suis allée il y a trois jours à une séance anacréontique où j'ai ri de tout mon cœur. Je n'avais rien vu de si plaisant en ma vie. M. Morel, président de cette auguste assemblée, commença par nous lire d'un ton pédant un chef-d'œuvre de sa façon par lequel il nous prouvait modestement que le vieux Corneille ne l'égalait pas. Adieu. Midi sonne (5).

*
* *

Le 30 fructidor an XIII, Henri Beyle avait écrit de Marseille à sa sœur une lettre de tendresses et de confidences (*Souv. d'Egot.*, 192-194). Elle se terminait ainsi :

« Je suis heureux ici, ma bonne amie, je suis tendrement aimé d'une femme que j'adore avec fureur. Elle a une belle âme ; belle n'est pas le mot, c'est sublime !... Comme elle est moins riche que toi et que même elle n'a presque rien, je vais acheter une feuille de papier timbré pour faire mon testament et lui donner tout, après elle à ma fille. Si tout cela ne produisait rien, que je vinsse à mourir, qu'un jour tu fusses riche, je te recommande cette âme tendre, qui n'a pour seul défaut que de se laisser accabler par le malheur... quand même tu ne serais pas riche, donne pour larme à ma cendre une tendre amitié pour M[élanie] G[uilbert] et pour ma fille... »

Pauline fut émue ; elle comprit l'âme sensible de son frère ; elle conçut le projet touchant de faire elle aussi son testament en faveur de l'amie d'Henri Beyle. Elle lui écrivit (1) :

J'ai reçu ta lettre du 30, aujourd'hui samedi. Je l'ouvre pour la première fois en revenant de souper chez le Grand-Père ; il est près de minuit. Mon Henri, ne crains pas que j'oublie ma promesse : mon testament est fait. J'ai 19 [ans] et 6 mois ; je ne sais pas si je suis assez âgée pour qu'il soit sûr. J'avais envie de demander à M. Bigi[llion] à quel âge on peut le faire ; mais à quoi cela eût-il servi ? Mon projet est de le recopier tous les 6 mois. Je te dis cela pour te tranquilliser, et parce que je désire que tu n'aies point d'inquiétude et que tu sois heureux. Si je te survivais, je diviserais tout ce que je possède en trois parties égales ; je ferais mon possible pour rendre deux tiers indépendants, qui appartiendront à ton amie et à ta fille.

Mardi.

Grâce aux ennuyeux et à leurs visites éternelles, je continue ma lettre aujourd'hui après-midi. Nous habitons depuis dix jours la maison neuve (2). Nous n'irons pas de quelque temps à Claix ; les ouvriers retiennent m[on] P[ère] ici.

Je crois, mon ami, que tu l'as bien jugé. Depuis qu'il a des fonds, il ne parle que de ses dettes. Il m'a fait ce matin une farce. J'étais occupée à t'écrire, lorsque Z[énaïde] est entrée dans ma chambre ; elle avait pris son air important, et m'a dit d'un air

(1) [illegible]

(2) [illegible]

(3) [illegible]

(4) [illegible]

(5) [illegible]

(1) [illegible]

(2) [illegible] Henri Beyle [illegible] rue Saint-Jacques [illegible] subsiste encore aujourd'hui.

mystérieux de me rendre à l'instant dans la chambre de mon P[ère] pour tenir un conseil secret. J'ai ri de cette emphase, et j'y suis allée. Après que toutes les portes ont été fermées : « Je t'ai envoyé chercher, m'a-t-il dit, pour te demander un conseil. Je veux envoyer en Italie pour chercher des mérinos. » — « Ah ! apparemment il faut que nous décidions par quelle route ils passeront? Mais je ne connais guère l'Italie ; il vaut mieux écrire à Henri... »

Il m'a tenue deux heures. Il reçoit dans ce moment les 20.000 francs du cousin. Je lui ai parlé des 1.000 écus qu'il m'avait fait espérer pour toi, mais il m'a sorti un petit papier qu'il porte toujours sur lui : il contient le nom de tous ses créanciers. Il est entré quelqu'un ; le conseil a fini ; et j'ai conclu qu'il chérissait bien plus les mérinos que toi.

N'aie point d'inquiétude sur nos lettres (1) ; c'est moi qui reçois toutes celles qui arrivent ; le courrier passe sous nos fenêtres, et je vois entrer le facteur. Juge de mon bonheur lorsque j'en vois une pour moi. Bonsoir, je meurs de sommeil, il est 1 heure, je vais me coucher.

. . . .

... Les pièces de Shakespeare que j'ai lues ces jours derniers m'ont intéressée moins que les autres; ce sont les deux parties d'Henri VI. Je n'ai pas l'*Idéologie* (2) ; à qui l'as-tu prêtée? Je voudrais bien l'avoir à Claix; là, je suis tranquille et libre, je comprends facilement ce que je lis. Je voudrais te parler de la cascade d'Allières. Mais comment te décrire un lieu si simple et si paisible, lorsque tout ce qui m'environne gronde et que j'entends pleurer des petits enfants.

... Depuis que je t'ai écrit (il y a bien longtemps), je suis allée à Millau chez M. Ducros. Nous y dînâmes. Je voudrais que tu connusses toutes les actions de cette journée, les petites vanités triomphantes,... un curé bien bête, bien hypocrite, vaniteux, qui conduisit l'honorable société en grande pompe visiter ses beaux ornements des dimanches... toutes ces honnêtes personnes parlant de leur ménage, de leur culture, de leur fumier... Il y avait de quoi étouffer. Le père Marmion avait fait des vers à mon Grand-Père (depuis Esculape jusqu'aux Grâces et Vénus, tout cela y brillait et lui était comparé) Jusqu'à ce jour, le Grand-Père méprisait M. Marmion comme étant une bête; à présent, il l'admire (3).

Mais d'en parler, cela ennuie. Écris-moi, mon cher Henri, mon unique ami, et parle-moi de toi.....

Mon ami, je deviens toujours plus bête et plus triste, je m'en aperçois depuis longtemps. Souvent la lecture m'ennuie. Lorsque je suis avec quelques personnes, je ne pense presque pas... L'habitude de la tristesse me rend sauvage ; je ne suis libre qu'à Claix.

Midi sonne. Adieu. Ne sois plus triste... Ton amie, que je brûle de connaître, et ta fille ne manqueront de rien. Il me semble que je ne devrais pas te dire cela. N'en parle pas à Mme M[élanie]. Elle ne me connaît pas; cela pourrait lui faire de la peine. Cependant je l'aime. Ma tête n'est pas trop bonne ; il me semble que c'est un chaos. Adieu. Écris-moi souvent.

Mon Papa te prie de lui écrire le prix de la cassonade et de la mélasse ; les vins seront mauvais cette année, il veut y mettre du sucre (1).

*
* *

Jeudi (2)

Il est une heure. Il fait un clair de lune superbe. Depuis quelques jours il tombe beaucoup de neige. Tout est paisible autour de moi. Ce calme n'est interrompu que par le bruit de la fontaine et la voix de quelques chiens éloignés. J'ai pris la résolution de t'écrire cette nuit ; je ne serai pas interrompue. Mon âme est tranquille comme tout ce qui m'entoure. Ah, mon ami, qu'il y a longtemps que je souffrais. N'en parlons plus.

Mon cher Henri, tu as cru que je ne t'aimais plus, et je n'avais pas la force de te détromper. Je t'aime autant que jamais, et si je n'avais pas au moins toi à aimer, que ferais-je dans ce monde.

Depuis que je ne t'ai écrit, je suis convaincue que R [son père] est tartuffe. Je crois qu'il a beaucoup perdu dans l'esprit du grand-père et de mon oncle. Le Cheylas est presque tout vendu ; à moins de se brouiller avec une partie de la famille, R. sera forcé de te donner les premiers fonds qu'il retirera de cette vente. Je te dirais bien qu'il m'a fait les plus belles promesses pour toi, afin de faire réussir l'af-

(1) Beyle lui avait récemment écrit : « Est-tu bien sûre qu'on n'ouvre pas mes lettres? J'en reviens sans cesse là... » (*Souv. d'Egot.*, 190.)

(2) De Destutt de Tracy. Il lui avait écrit, le 22 fructidor : « Lis-tu l'*Idéologie*? — Sinon, fais-le bien vite. » (*Souv. d'Egot.*, 191.)

(3) Sur la médiocrité et la bêtise de la Société dauphinoise, voir les lettres de Berlioz, qui n'est pas plus indulgent à ses compatriotes que Pauline Beyle. (Tissot, II. *Berlioz et la société de son temps.*)

(1) Adresse :

M. Beyle,
chez M. Charles [illegible],
rue du Vieux-Concert,
Marseille.

En tête de la lettre cette note :

« Reçue et répondu le 9 vendémiaire XIV, 11 pages. »

La lettre du 9 vendémiaire [illegible] *d'Eg.*, 194. Il lui recommande, pour se consoler, d'acquérir de l'expérience et de lire les Mémoires de Retz et de Saint-Simon.

(2) Cette lettre n'est pas datée. Elle devait se placer dans l'hiver 1805-1806.

faire Flo., mais il m'a trompée si souvent que, s'il n'y était pas forcé, je ne le croirais pas..... R... m'a promis que lorsqu'il serait à Gr[enoble], il t'enverrait 142 francs; il a vendu 40 charges de vin, dont il recevra le prix ; il ne pourra plus me dire qu'il n'a point d'argent.

Je voudrais pourtant te donner une raison de mon silence. Mon ami, je n'en ai point. Je suis dans un ennui si horrible que je ne fais presque rien. Depuis quatre jours, je me suis juré de sortir de cette léthargie d'une manière ou d'autre ; j'ai le choix entre un pistolet ou la lecture ; mon ami, comme je sens les vers d'André Chénier! vingt fois en maniant des pistolets j'éprouvais un violent désir de les décharger dans mon cœur. Je me délivrerais du fardeau qui m'oppresse. Je suis entourée d'âmes sèches qui me tuent. Depuis deux mois j'ai été forcée de vivre avec des vaniteux si bêtes! dans tout autre temps, j'en aurais beaucoup ri; dans ce moment, cela me tue.

Mon cher Henri, la correspondance dont tu me parles me fait un extrême plaisir (1). Plusieurs fois j'avais eu le désir de lui écrire. Mille craintes m'en avaient empêchée. Juge du plaisir que tu m'as fait. Je lui écris quelques lignes ; si cela ne convient pas, je t'en prie, renvoie sur-le-champ ; j'en écrirai une autre. Mon ami, je suis si triste que j'ai peur de communiquer mon ennui à tout ce qui a quelques rapports avec moi..... (2).

Je songe à présent que tu m'as demandé les vers d'André Chénier (3).

Souvent las d'être esclave et de boire la lie
De ce calice amer que l'on nomme la vie,
Las du mépris des sots qui suit la pauvreté,
Je regarde la tombe, asile souhaité;
Je souris à la mort volontaire et prochaine;
Je me prie en pleurant d'oser rompre ma chaîne.

. . . .

Et puis mon cœur s'écoute et s'ouvre à la faiblesse.

Mes parents, mes amis, l'avenir, ma jeunesse,
Mes écrits imparfaits... car à ses propres yeux
L'homme sait se cacher d'un voile spécieux.
A quelque noir destin qu'elle soit asservie,
D'une étreinte invincible il embrasse la vie.
Il va chercher bien loin, plutôt que de mourir,
Quelque prétexte ami, pour vivre et pour souffrir.

(1) [illegible] Mélanie. Il [illegible] à Pauline le [illegible] septembre précédent : « Le ton de ta lettre [illegible] »

(2) [illegible] que son frère lui avait demandés ; par économie, il était resté [illegible]

(3) [illegible] touchants que j'aie encore lus dans aucune langue. »

Il a souffert, il souffre; aveugle d'espérance,
Il se traîne au tombeau de souffrance en souffrance,
Et la mort, de nos maux le remède si doux,
Lui semble un nouveau mal, le plus cruel de tous.

J'ai trois volumes de Shakespeare à M. Bigi[llion] que je ne lui ai pas encore rendus..... Je n'ai pas encore l'*Idéologie*. Tu me ferais bien plaisir si tu pouvais m'envoyer la *Logique*, mais lorsque tu n'en auras plus besoin.

. . . .

Je reçois dans ce moment ta petite lettre... Ici, lorsqu'on n'a point de raisons à me donner, on me gronde. Je ferai de même avec toi. Je n'ai point d'aveu à te faire, petit scélérat; tu es toujours mon unique ami, et je serais aussi heureuse que possible si j'épouse... [?] et que nous habitions la même maison avec toi et... ta fille aussi. Ta lettre est cause que je ne te dis plus rien. Il est midi. Je voudrais bien pourtant te gronder encore. Mais adieu.



DANS LES HOPITAUX PARISIENS

LE RÉGIME DU PERSONNEL INFIRMIER (1)

Le Français a l'amour du panache, la superstition de l'uniforme. Tel se priverait de confort pour quelques galons dorés sur la manche, ou quelques boutons d'argent sur la veste !

L'infirmière n'a point d'écharpe, ni de parement, mais elle a un bonnet! Et ce bonnet a toutes les vertus. Suivant sa couleur, il est l'insigne du commandement ou de l'obéissance : noir, il coiffe la surveillante ; noir et blanc, la première infirmière ; tout blanc, l'infirmière ou la fille de service. L'étoile d'or distingue le personnel soignant ; l'étoile d'argent, le personnel administratif. Sur toutes les coiffes, fièrement s'accroche la cocarde aux deux couleurs, symbole de l'autorité et du devoir !

Ce bonnet est l'objet de nombreuses convoitises, il reçoit les plus fervents hommages. Il n'est pas jusqu'au Directeur général qui ne lui voue une tendre sollicitude :

« La coiffure du personnel féminin est la question la plus délicate de la réglementation de son costume, déclare-t-il dans un texte officiel... J'ai décidé que les bonnets noirs des surveillantes et les bonnets blancs des infirmières seraient confectionnés d'après un modèle-type que j'ai arrêté et qui satisfait à toutes les questions de commodité et d'esthétique, auxquelles il doit répondre. La constitution de la personnalité morale de

(1) [illegible] juin [illegible]

notre personnel laïque, sa dignité professionnelle ne sauraient exister qu'en se traduisant extérieurement, aux yeux de tous, par un signe distinctif; une coiffure uniforme marquant la fonction, le grade et le rôle de celle qui la porte, me paraît réaliser cette conception. Quant à la cocarde, elle crée pour le personnel à l'égard de tous, du public, des malades et du corps médical, plus de responsabilité, mais elle est de nature à lui attirer aussi de la part de tous plus de respect et d'estime ! »

Le bonnet trouve ainsi son épopée dans les circulaires, son chantre officiel dans le chef de l'administration. Peut-être cependant celles qui le portent préféreraient-elles, aux vertus que celui-ci lui prête, les avantages plus matériels, mais plus aisément appréciables, d'une nourriture confortable et d'un logis propret.

Elles reçoivent d'ailleurs, en entrant à l'hôpital, outre le précieux bonnet, tout un trousseau : linge de corps, linge de lit, une robe d'été par an, une robe d'hiver tous les deux ans. Les hommes n'ont qu'une prosaïque casquette, et un uniforme en beau drap bleu.

De plus, les uns et les autres sont chaussés en partie par les soins de l'Administration; en partie, disons-nous, car, par suite d'errements étranges, on alloue aux hommes une indemnité de chaussures de 7 francs par an, de 6 francs pour les femmes; et cette subvention est, paraît-il, trop importante pour faire l'objet d'un unique versement. Elle est fractionnée en deux paiements semestriels. A chaque pied sa saison !...

*
* *

La discipline de l'hôpital est sévère. A lire les règlements, on se convainc aisément que l'empreinte monastique n'a pu encore être entièrement effacée. Les infirmiers ont obtenu cependant la réglementation de leur travail. Ils doivent au service douze heures un quart par jour, repas compris, soit en moyenne onze heures de travail effectif. On leur accorde une demi-journée de repos hebdomadaire, qui s'étendra bientôt jusqu'à la journée entière, et vingt et un jours de congé annuel (vingt-cinq pour les gradés).

Mais le labeur achevé, les infirmières recouvrent-elles leur indépendance ? La règle, qui apparaît comme nécessaire pendant le travail, se continue pour elles, même après qu'il a pris fin. Elles peuvent sortir de 7 heures à 11 heures du soir. Mais à 11 heures, elles doivent, comme des pensionnaires en permission, avoir réintégré l'établissement.

L'Administration considère « qu'elle a le devoir d'assurer, la nuit, dans chaque hôpital, la présence d'un personnel suffisant pour porter secours aux malades, en cas de sinistre ; elle n'admet pas que l'hôpital soit assimilé à un hôtel meublé où les agents rentrent à leur heure, dans le dortoir commun, au risque de troubler le repos de leurs collègues ». (Circulaire du 23 avril 1907).

Mais sont-ce alors les garçons de salle qui sont tenus de rester à l'hôpital, pour opérer, lors d'un incendie, les transports de malades ? — Tout au contraire : les hommes, depuis deux ans, peuvent aller et venir sans permission. Ils ont conquis le droit de ne point réintégrer l'établissement le soir même, ils ne reprennent souvent leur service que le lendemain matin. — Est-ce donc aux femmes que, dans les éventualités prévues, on demanderait de porter les brancards et de déplacer les lits ? Craint-on qu'en rentrant à minuit, elles fassent du bruit et rompent le silence réparateur des nuits ? — Que dire alors pour celles qui ont l'heureuse fortune de posséder une chambrette isolée ? Et pour les autres, la servitude du dortoir les suit-elle ainsi hors du logis ?

La vérité est que longtemps l'administration a cru à son infaillibilité tutélaire, et qu'elle imposait à ses serviteurs sa surveillance tracassière comme une protection de leur vertu. Le préjugé demeure encore. Serait-ce donc après onze heures du soir que la moralité des femmes deviendrait vulnérable, et dans la promiscuité de l'hôpital peut-on garantir qu'elle soit tout à fait à l'abri ? « Il faut disait un chirurgien célèbre, qu'une infirmière soit laïque, jolie, coquette... et amoureuse ! » Certains, qui n'ont ni sa délicatesse, ni son esprit, se plaisent à confondre parfois la femme amoureuse et... la femme galante !

Ce demi-internement de l'infirmière garde de toutes manières un caractère humiliant, et l'on conçoit qu'il pèse aux plus vertueuses, qui sont souvent les plus fières et les plus libres !

*
* *

Les nouvelles venues payent souvent leur écot, sous la forme de veillées. Le règlement et la logique prescrivent d'établir un roulement parmi les infirmières les plus expérimentées, pour assurer le service de veille. La pratique s'en accommode plus malaisément. On en arrive en fait à constituer un cadre spécial de veilleurs et de veilleuses, et c'est aux débutants qu'on fait appel pour le renouveler.

Les malades en souffrent, car ils sont ainsi abandonnés à des mains inexpertes sans surveillance administrative, sans contrôle médical réguliers. Dans le long silence des nuits, il advient ainsi que des plaintes restent sans écho, que des patients sont privés des soins urgents que leur état comporte. Sur deux veilleuses chargées d'un service d'enfants, un interne nous a rapporté qu'il avait, à l'improviste,

vers une heure du matin, surpris l'une endormie, tandis que l'autre était absente, cependant qu'un pauvre bébé opéré de la veille geignait dans son berceau, attendant un nouveau pansement! Que d'adultes qui n'osent même pas se lamenter, de peur de brusques rodomontades, ni réclamer contre l'apathie des veilleuses, de peur de représailles!

Et ainsi l'organisation actuelle des veillées, qui nuit à la santé des malades, impose en même temps une charge trop lourde aux nouvelles infirmières, que rebute cette pénible corvée.

* * *

Dans la discipline, encore, que d'inutiles sévérités, que de survivances choquantes! Certes, il n'est point d'administration qui puisse se passer de règles précises, obligatoirement sanctionnées. Pour que l'harmonie subsiste entre les divers organes d'un même service, il faut que toute infraction capable de la troubler soit réprimée. Mais il est des répressions qui répugnent à nos conceptions modernes.

Or, pour les agents de l'Assistance publique, deux pénalités considérées comme les moins élevées dans l'échelle réglementaire, affectent la liberté individuelle de chacun d'eux : consigne; — privation de la sortie hebdomadaire. Ne sont-ce point les mêmes vocables dont on désigne les punitions en usage dans les établissements scolaires? Et ne confond-on pas ainsi étrangement avec les petits écoliers et les jeunes soldats, des hommes de quarante et cinquante ans, des mères de famille respectables, des agents salariés, mais indépendants, d'une administration publique? Ne perpétue-t-on pas un anachronisme dans notre démocratie, et une survivance monastique dans notre organisation laïque?

Voyez d'ailleurs à quels avatars on est conduit! Tandis qu'on a sagement constitué un conseil de discipline, où siègent, à côté des hauts fonctionnaires, des délégués du personnel, gradé et non gradé, pour apprécier les fautes des délinquants et appliquer les peines, les deux sanctions, que nous rappelons, sont soustraites à sa compétence, parce qu'elles sont considérées comme légères ; et le Directeur de chaque hôpital peut ainsi, sans consultation préalable, frapper une infirmière dans son droit le plus cher, dans sa liberté.

La consigne ne peut être pratiquement imposée au personnel délogé ; ce sont donc les agents assez peu favorisés déjà pour se voir privés d'un foyer, qui seuls doivent redouter cette disgrâce!

[illegible] pénalités sont-elles vraiment compatibles avec le souci nécessaire de l'hygiène, et avec les principes tutélaires de l'indépendance individuelle? Il ne peut y avoir sur ce sujet d'autre jugement sincère que celui du Président de la Ligue des droits de l'homme, qui, récemment, écrivait au Directeur de l'Assistance Publique : « Une telle punition est aussi bien contraire à l'humanité qu'à la morale. » Elle est contraire encore à l'intérêt même de l'administration, qui doit se montrer soucieuse de la santé de ses agents, puisqu'elle en est moralement et pécuniairement responsable, et qu'aussi elle y trouve une garantie nécessaire au bon accomplissement de leurs fonctions. Comment, dès lors, accepter l'internement obligatoire, — tandis que les sorties quotidiennes sont, de l'autre côté de la Manche, non pas seulement facilitées, mais imposées par hygiène au personnel?

N'était-ce pas au surplus la pensée de M. Mourier, quand, en 1902, en qualité de Directeur général, il déclarait au Conseil de surveillance que ces peines devaient être appliquées aussi rarement que possible, car « elles privent les agents de la promenade et de l'exercice au grand air qui sont indispensables à ceux qui vivent confinés dans les salles de malades. »

* * *

Or, à lire les statistiques et les documents officiels, il est aisé de s'apercevoir que la santé des infirmières est loin d'être satisfaisante, et la tuberculose apparaît chez elles comme une véritable maladie professionnelle. De 1886 à 1895, la moyenne des maladies respiratoires et tuberculeuses du personnel est de 43,55 p. 100 du nombre total des maladies et pour la période 1898-1903, de 36 p. 100. La mortalité tuberculeuse atteint 36,22 p. 100, puis 49,36 p. 100 de la mortalité totale.

En 1905, 205 agents sont reconnus atteints du terrible fléau; et 662 sont soignés pour affections des voies respiratoires. Pour 67 agents qui meurent, 36 décès, plus de la moitié, sont dus à la tuberculose.

Il n'est pas de profession qui soumette les travailleurs à de plus rudes épreuves. Les risques de la contagion, les périls épidémiques, les contacts délétères, les attouchements pernicieux menacent chaque jour la vie des infirmières. Leur dévouement intrépide, souvent héroïque, n'est pas fait pour leur épargner ces dangers.

Encore apparaît-il comme indispensable que tous les efforts soient tentés pour en restreindre les cas et en atténuer les effets. C'est en améliorant de plus en plus les conditions de leur hygiène qu'on y pourra parvenir. A cet égard, il faut hautement proclamer la sollicitude constante de leurs chefs, et les sacrifices de l'administration. On a organisé pour les agents malades un service médical et pharmaceutique. On leur alloue trois mois de salaire intégral et

trois mois de demi-traitement, s'ils sont soignés à domicile; la moitié de ces payes, s'ils sont soignés à l'hôpital; encore cette dernière distinction sera-t-elle bientôt effacée à leur profit.

On leur réserve des lits à Hendaye, Brévannes et Angicourt. On a même édifié à leur usage exclusif un asile spécial à Forges-les-Bains. Ce sont là de généreuses mesures. Mais comment s'empêcher de remarquer qu'elles sont curatives plutôt que préventives? Comment oublier que le dortoir, qu'on impose encore, nous l'avons vu, à la majorité des infirmiers, favorise la contagion et multiplie les ravages de la tuberculose? Sur les 205 agents atteints par le mal, en 1905, 107 ne logeaient-ils pas dans des chambres communes?

Comment nier l'influence d'une nourriture insuffisante, ou mal accommodée, et d'une discipline trop peu libérale, sur l'état sanitaire d'une population naturellement éprouvée?

*
* *

Tout se tient. L'administration se heurte à des difficultés, le personnel multiplie ses plaintes, le public se lamente, parce que de vieux errements entraînent la continuation d'errements nouveaux. La promiscuité délétère de l'habitat, l'insuffisance des repas imposés, l'excessive rigueur de certaines sanctions, la modicité dérisoire des salaires font des infirmiers et infirmières des déshérités de l'administration. Comment une telle perspective attirerait-elle des candidats en nombre et de choix suffisants? Et si le recrutement ne peut s'opérer avec discernement, comment ne rencontrerait-on pas, à côté de dévouements admirables, de coupables défaillances?

Les Directeurs qui se sont succédé à la tête de cette merveilleuse organisation, leurs collaborateurs immédiats, le Conseil qui les assiste ont multiplié les efforts pour remédier à cette situation. Le Conseil municipal y a apporté sa généreuse contribution. Ces réformes restent insuffisamment efficaces. Il faut rompre résolument avec le préjugé et la routine; il faut aussi, par un appel particulièrement pressant, associer la population parisienne tout entière aux sacrifices importants que, sans tarder, il est indispensable de consentir!

Encore faut-il que le devis en soit dressé dans son ensemble, pour que le public, averti des besoins à satisfaire, informé du but à réaliser, en pleine connaissance de cause, y donne son adhésion! Qu'on le mette face à face avec la vérité, son bon vouloir ne saurait faire défaut!

Georges Cahen.

EDGAR QUINET ET L'ITALIE

(1832-1851)

Parmi les écrivains ou publicistes français qui ont le plus travaillé à émouvoir l'opinion en faveur de l'Italie nouvelle, Edgar Quinet mérite d'être cité au premier rang. Le professeur du Collège de France, amené par la Révolution de 1848 à jouer un rôle public et à donner son avis sur la politique étrangère de la République française, prend nettement position en faveur de la Révolution romaine, et revendique énergiquement contre le pouvoir temporel du Saint-Siège les droits de la nationalité italienne. On connaissait déjà Quinet comme un adversaire passionné de l'ultramontanisme et des Jésuites : aussi, bien des gens ne virent en lui que l'homme de parti, foncièrement hostile à l'Église romaine, et n'apportèrent qu'une attention distraite aux leçons de l'historien. Ses auditeurs du Collège de France devaient se souvenir de ses belles leçons sur Dante, Pétrarque ou Machiavel. Mais quel lien y avait-il entre ces études sur les chefs-d'œuvre de la littérature italienne et la vie présente de l'Italie? Quinet n'avait fait dans la péninsule qu'un seul voyage en 1832. Voyageur solitaire et inconnu, il ne semble point qu'il ait gardé avec des Italiens d'Italie aucune relation personnelle (1). C'est en Allemagne surtout qu'il avait fait de longs séjours; c'est en Allemagne qu'il devait se marier; c'est aux philosophes et aux écrivains d'Allemagne qu'il semblait s'être attaché de préférence. Tandis que son ami Michelet (2) avait inauguré ses travaux d'historien par la traduction de Vico, c'est un essai sur Herder qui fut la première œuvre de Quinet. Il fallut la publication des *Révolutions d'Italie* pour s'apercevoir que Quinet, lorsqu'il parlait des affaires italiennes, fondait ses opinions et ses jugements sur une connaissance approfondie de l'histoire. Ce n'était pas seulement un critique littéraire, c'était vraiment un historien de premier ordre; cet homme, d'une imagination puissante, était aussi un observateur d'une singulière clairvoyance : il y avait longtemps qu'il cherchait dans le passé de l'Italie, dans l'étude de ses transformations politiques et sociales, le secret de ses infortunes. Mais ce livre, si riche d'idées nouvelles, presque achevé à la veille de la Révolution de 1848, ne devait être entièrement

(1) Cependant, il a connu à Milan « l'excellent et séduisant Manzoni » (Correspondance, éd. G. Buchner, t. II, p. [illegible]). A Heidelberg, en 1827, il rencontre des proscrits italiens, Arconati et Berchet. A Paris, il va aux soirées de la princesse Belgiojoso et dîne plusieurs fois chez elle (lettres de 1838).

(2) Michelet a visité l'Italie plus souvent que Quinet, et y a fait plusieurs séjours (à Rome en 1830, à Nervi, près de Gènes, en 1853-54, à Florence en 1870-71).

publié qu'après le coup d'État de décembre 1851, lorsque Quinet avait pris le chemin de l'exil. Cette œuvre d'un proscrit resta pour ainsi dire inconnue pendant plusieurs années, en dehors d'un cercle assez restreint d'amis. Elle ne put donc exercer sur l'opinion française qu'une assez faible influence, au moment même où les événements venaient de lui donner une valeur et une portée singulières. Pour comprendre comment Quinet devint, par le travail de sa pensée, plus que par ses relations, un apôtre passionné de la cause italienne, il suffit de rappeler par quelle suite de lectures, d'études et de réflexions, il en vint à écrire les *Révolutions d'Italie*. Il est facile de montrer la genèse de ce livre par le témoignage même de l'auteur.

Edgar Quinet était élève au collège royal de Lyon, lorsqu'il fit connaissance avec les chefs-d'œuvre de la littérature italienne. Il avait quatorze ans quand il arriva au collège, où il devait rester trois ans; un directeur tolérant et plein de confiance lui donna la clef d'une petite chambre, véritable taudis, où il passait une grande partie de ses journées. « C'est là, a-t-il écrit, que je naquis à l'intelligence, à l'amour des beaux livres, des belles idées immortelles, de tout qui n'avait fait jusque-là qu'effleurer ma vie. » C'est là qu'il entreprit d'immenses lectures et qu'il apprit l'italien. La dernière année de son séjour au collège, la nuit, pour se délasser des mathématiques, il allumait une petite lampe sourde et revenait aux poètes.

« Dans le profond silence de minuit à quatre heures du matin, je lus, pour la première fois, dans l'original, Dante, Pétrarque, Arioste, le Tasse ; j'entrevis Machiavel. Il m'est toujours resté depuis, en relisant ces grands hommes, l'impression matinale de ces moments pris au sommeil. La solennité des heures qui sonnaient aux horloges de la ville m'est restée présente... Dès lors, j'aimai l'Italie ; je me jurai de ne pas mourir sans la voir, et je n'ai plus cessé de m'occuper d'elle. Ces heures nocturnes sont des plus douces de ma vie. »

Avant d'aller en Italie, il visita la Grèce : il réussit, en 1829, à faire partie de la mission scientifique envoyée en Morée, au lendemain des luttes pour l'indépendance. Il n'est pas indifférent d'observer ici avec quelle ardeur enthousiaste Quinet, dès sa jeunesse, s'intéresse au réveil des nations nouvelles. Dès 1825, à peine arrivé à Paris, il écrivait à sa mère : « Me voici riche pour longtemps : mon premier écu a été pour les Grecs; tu verras mes initiales dans le *Constitutionnel*. Il y avait longtemps que c'était un poids sur mon cœur. » Comme il saluait avec joie l'émancipation des Grecs, il allait sentir, mieux que personne, les souffrances de l'Italie, au moment où la domination autrichienne pesait de tout son poids sur les Lombards et les Vénitiens.

En juin 1832, il visite Milan, puis Venise, où « il dévore dans son âme toutes les pierres, et prend des volumes de notes. » Mais le contraste de l'ancienne grandeur et de la servitude présente l'émeut profondément.

« Le canon des Autrichiens en batterie sur la Piazzetta, le grand drapeau de Vienne arboré nuit et jour en face de Saint-Marc, puis, en perspective, l'hospitalité paterne du Spielberg, ce sont là, après tout, de tristes sujets de fête. Les petits théâtres forains sont les seuls endroits où la haine du joug tudesque puisse se montrer avec quelque liberté. Dans ces pièces jouées en plein air, il y a toujours un caporal allemand qui estropie, de la manière la plus burlesque, quelques mots italiens. Polichinelle est le vengeur des Dandolo, des Foscari, et des Barbanegro. »

De Venise il se rend à Rome par Padoue, Bologne et Florence. A Bologne, il retrouve les Autrichiens bivouaquant sur la place, des patrouilles gardant les principaux débouchés de la ville.

« Cette image d'asservissement, qui me poursuivait depuis mon entrée en Lombardie, me fit horreur, et vraiment rien n'est plus laid que ces blonds lansknechts sous le soleil du Midi... Je connus alors la vieille haine cimentée par Dante, par Pétrarque, par Machiavel : je désirai avec ardeur voir un jour l'Italie marcher sur le cou de ces blêmes Tudesques... Non! non! cela ne peut durer. Il faut que les manteaux blancs disparaissent et que les cavaliers frileux repassent les monts. ... Aujourd'hui, de cette terre d'amour, ils ont fait une terre de haine. L'enfant qui commence à balbutier, la jeune fille sous son voile, l'ermite dans sa chapelle, tout ce qui a un cœur pour aimer ou pour haïr, les maudit en même temps. La vertu de l'Italie est de les détester; c'est par là qu'elle réunit ses peuples, qu'aucune autre puissance n'avait pu rallier. Eh bien! qu'elle la nourrisse, cette haine sacrée, son seul et dernier refuge. Qu'elle adore la madone de la colère, puisque la madone de la pitié n'a pu la sauver! »

Il reviendra encore sur la même idée dans la conclusion générale qui termine ses notes de voyage, écrites en 1836.

« Aujourd'hui le sentiment que l'on éprouve partout en Italie est celui d'un sol depuis longtemps foulé et obsédé par l'étranger. Cette terre a perdu la possession d'elle-même, non le désir de la recouvrer; et c'est ce noble tourment et cette impuissance affreuse, qui la rendent si tragique et si belle... J'ai lu en Lombardie le livre de Silvio Pellico. J'ai admiré autant qu'un autre la sainteté de cette âme de martyr. Mais Dieu éloigne à jamais de nous le règne de semblables vertus! Elles sont de celles qu'il faudrait souhaiter à nos plus grands ennemis. Si cette résignation sublime, si ce désistement de la volonté humaine était le dernier mot de l'Italie, rien ne resterait qu'à verser sur elle d'éternelles larmes; car elle aurait justement toutes les vertus des morts. Au contraire, tant qu'il reste un espoir et un souffle dans ce

grand corps, je trouve qu'il est convenable de ne point se guérir trop tôt de la haine enracinée par Pétrarque et par Machiavel; seule passion, après tout, qui empêche les morts de se dissoudre. Il ne faut pas que les peuples tendent les deux joues à leurs ennemis. Cela n'est ni chrétien, ni païen, ni divin, ni humain. »

On le voit par ces extraits des premières pages (1) que Quinet ait publiées sur l'Italie : si le jeune voyageur sentait, mieux que personne, tout le charme de la terre italienne, s'il éprouvait à contempler son ciel et ses monuments les joies les plus profondes, d'autres émotions l'occupaient aussi. Nul n'était mieux fait pour comprendre la puissance et la sincérité du sentiment national qui devait, tôt ou tard, briser les cadres factices, où les diplomates de 1815 avaient enfermé l'Italie. Au reste n'était-il pas de ces « libéraux », gardiens jaloux de la tradition révolutionnaire et impériale, qui reprochaient amèrement à la monarchie constitutionnelle l'acceptation résignée des traités de 1815 ? Quand il visitait aux environs de Venise le champ de bataille d'Arcole, c'était pour évoquer, avec tristesse, les temps glorieux où la France, « peuple prophète », marchait à l'assaut de la vieille Europe.

Après s'être arrêté une semaine à Florence, E. Quinet, dans les premiers jours de juillet 1832, s'acheminait vers Rome par Foligno et l'Ombrie. C'est de Rome qu'il écrit à sa mère : « La Grèce m'a rendu un peu difficile sur l'Italie, et j'aime bien mieux l'Italie moderne, de Raphaël, cela s'entend, que celle des Romains. » Il y aurait beaucoup à citer dans ses notes de voyage : ne retenons ici, pour mieux le connaître, que les impressions éprouvées par lui en présence des grandes cérémonies catholiques. Il ne dissimule point son émotion, lorsqu'il assiste à la bénédiction solennelle de la ville par le pape.

« Heureux ceux qui croient, si ce sont là les sentiments de ceux qui doutent! Se peut-il qu'une institution semblable vienne à mourir ? est-ce fait de la foi des aïeux ? O ville grande et glorieuse ! puisque tu renfermes encore la seule question qui occupe l'univers et qui mérite d'être débattue, ton chef restera-t-il le chef du monde, et toi resteras-tu la reine des reines ? »

Avec une sincérité intransigeante, qui le met à part, au milieu des hommes de sa génération, lecteurs et admirateurs de Chateaubriand, il proteste contre la religiosité superficielle du romantisme.

« J'aurais pu, comme un autre, prendre pour une marque de foi les amusements de ma fantaisie et les ébranlements de mon imagination. Mais ce leurre, à mon avis plus impie que le blasphème, ne m'a point séduit. Entre le poète qui rêve et le fidèle qui croit, il y a, quoi qu'on en dise, tout un abîme. Je préfère ne rien croire, je préfère ne rien aimer, plutôt que de croire ou d'aimer quelque chose à demi. Je ne crois pas en toi, reine de toute croyance, et s'il en était autrement, je le confesserais de même, mais je t'adore, mère de toute beauté. Tu es pour moi l'éternelle madone assise sur tes ruines et pleurant dans ta campagne au pied de la croix du monde. »

Quinet, incertain de sa propre destinée, n'a point encore tourné contre l'Église romaine l'ardente passion qui est en lui. Mais il observe déjà que la principale cause de la faiblesse de l'Italie, comme nation, ce fut l'établissement de la papauté au centre de la péninsule; et dans ces réflexions écrites, peu après son voyage d'Italie (1836), on trouve quelques-unes des idées essentielles qu'il développera plus tard dans ses *Révolutions* :

« Le règne de l'esprit fut concédé à l'Italie en compensation de sa faiblesse matérielle..... Elle fut martyre comme le christianisme, crucifiée comme lui par les Pilates francs et tudesques. Mais c'est des reliques de son sépulcre que sortit le miracle de la civilisation moderne... l'Italie a revécu plusieurs fois. Elle a produit des civilisations non seulement différentes les unes des autres, mais contraires les unes aux autres... Au xve siècle, lorsqu'elle fut près de périr, c'est encore elle qui, par Christophe Colomb, découvrit le Nouveau Monde. »

Près de dix ans s'écoulent entre le voyage de 1832 et les premiers cours sur la littérature italienne. E. Quinet se livre à d'autres travaux, qui semblent le destiner surtout à l'enseignement de la littérature allemande. Mais l'homme d'opposition, qui juge avec une rigueur extrême la politique étrangère de Louis-Philippe, et qui vient de signaler avec une clairvoyance prophétique le danger de l'ambition prussienne, s'est trop compromis par ses brochures et ses articles, pour qu'on ose lui confier, au lendemain de la crise de 1840, un enseignement, où il risquerait de faire entendre, à propos de l'Allemagne, des vérités désagréables. Sur les instances de son ami Michelet, le ministre Villemain lui confie, en 1841, la chaire de « Langues et littératures de l'Europe méridionale », nouvellement créée au Collège de France. C'est ainsi que Quinet est ramené vers l'Italie : il étudie les grands écrivains dans leurs rapports avec la société du temps ; deux de ses premières leçons formeront plus tard deux chapitres de la première partie des *Révolutions*. Lorsque le professeur, se transformant en polémiste, parle des Jésuites et de l'ultramontanisme, il prétend ne point s'écarter du sujet essentiel de son cours, auquel il donne d'ailleurs un titre plus large « Littératures et *institutions comparées* du Midi de l'Europe. » En fait, comme il l'a dit plus tard (avertissement de 1857 aux « Révolutions d'Italie »), ce sont « les phases principales de l'Italie depuis la chute de l'Empire romain » qui

(1) *Allemagne et Italie*, id., p. 345-47.

font la matière de son enseignement. Mais lorsque Quinet voulut, de ces leçons détachées, faire un livre, il s'aperçut qu'entre elles le lien n'existait pas.

« Le corps de l'histoire générale m'échappait, quelque effort que je fisse pour le saisir. Je trouvais des municipalités, des républiques, des seigneuries, et point d'ensemble. C'était un fil qui se rompait à chaque pas. »

Il se décide alors, laissant de côté tous les ouvrages modernes, à entrer plus profondément dans l'étude unique des chroniqueurs lombards, vénitiens, florentins, pisans, etc. Il « dévore avec une curiosité insatiable » les *Scriptores* de Muratori et ses *Antiquités*. C'est seulement après cette lente préparation, qu'il met la main à son ouvrage. Il s'est convaincu que « le nœud des choses modernes » se trouve à l'origine même du moyen âge. C'est alors qu'à ses yeux les événements se débrouillent et qu'il s'explique, par des raisons nouvelles, bien des anomalies de l'histoire italienne.

Cependant Quinet devait hésiter, jusqu'à la veille de l'impression, sur le titre de son livre. Le 13 septembre 1847, il écrivait à Michelet : « J'achève la conclusion de l'Italie. Je ne vois pas encore d'autre titre : la vie et la mort du peuple italien. Ne serait-ce pas trop funèbre ? » Est-ce sur le conseil de Michelet ou de sa propre inspiration que Quinet se décida, deux mois plus tard, à intituler l'ouvrage *Les Révolutions d'Italie*? Nous l'ignorons. En tout cas, ce titre lui-même ne donne du livre qu'une idée fort vague et peu exacte. A ne voir que la table des matières et les têtes de chapitres, « le cosmopolitisme — l'art de bien mourir — Machiavel — l'Invasion — le Nouveau Monde », le lecteur moderne est déconcerté par le désordre apparent de la composition, comme par l'immensité du sujet traité. A de magistrales études sur Dante, Pétrarque, Boccace, fait suite un chapitre sur la révolution des Ciompi, un autre sur la révolution fiscale à Florence. C'est bien toute une synthèse de l'histoire d'Italie que l'auteur a voulu nous présenter. Mais en se refusant à séparer l'histoire intellectuelle de l'histoire politique et sociale, nul ne donne mieux le sens de la vie italienne. Il arrive vraiment à ressusciter d'une certaine manière, par une suite de méditations lumineuses, plutôt que par une narration pittoresque, l'Italie du passé, celle du moyen âge et de la Renaissance. Son ambition, c'est de raconter, non les agitations des communes, mais « le mouvement non interrompu de l'âme italienne ». S'il parle des grands poètes, ou des grands artistes, il s'attachera « moins à leurs œuvres qu'à la disposition intérieure où ils étaient en les créant » ; il montrera « dans le fond de leur cœur le travail continu d'une nation qui se cherche ». Il se proposera surtout de mettre en lumière les raisons profondes, qui ont empêché le peuple italien de constituer une patrie, les illusions séculaires, dont il a été victime : fascination des souvenirs antiques, rêves de domination cosmopolite par l'Empire ou le Saint-Siège. Les conclusions qui se dégagent de cette étude ne peuvent nous laisser indifférents ; « c'est pour ainsi dire un de nos membres que nous voyons se dessécher depuis trois siècles », et l'exemple de l'Italie doit être médité par toutes les nations latines. Ce n'est pas une œuvre de science désintéressée que poursuit l'auteur : il y a, dans la logique de l'histoire, un enseignement, dont les peuples modernes doivent tirer profit; et pour l'Italie elle-même, l'aider à retrouver son histoire, n'est-ce pas le premier degré de son affranchissement? Mais il peut arriver que les souvenirs d'un passé mal compris réveillent d'antiques chimères : c'est le danger que Quinet crut voir et qu'il voulut signaler aux Italiens, au moment où l'Italie toute entière acclamait avec enthousiasme l'avènement de Pie IX. Il achevait son livre dans cet automne de 1847, où il semblait qu'un immense espoir soulevât les patriotes italiens, d'un bout à l'autre de la péninsule. Le chapitre, qu'il écrivit alors sur « les espérances de l'Italie » n'est qu'une longue et ardente critique de l'illusion néo-guelfe, où le mouvement national se laisse entraîner. « Je supplie les Italiens de faire attention à ceci. Il ne s'agit pas seulement de ressusciter une nation, mais bien *d'en créer une*... Ne vous retournez donc pas vers le passé; je le répète, l'Italie que vous demandez, que vous cherchez n'a jamais existé. » Il ne faut pas plus de guelfes que de gibelins, « ce sont là des formules ruinées, des tombes ouvertes qui ne contiennent plus un seul germe de vie ; il faut sortir de ces leurres ». Prétendre fonder la nationalité italienne sur le Saint-Siège, étranger à toute nationalité, c'est se proposer un problème insoluble. Si les Italiens veulent se conquérir une patrie, qu'ils renoncent à ce qui en exclut l'idée, c'est-à-dire à la domination du Saint-Siège. Quinet, dans ce chapitre, ne parle point expressément de l'*unité* italienne, mais au fond, c'est bien la cause de l'unité qu'il plaide contre les partisans d'une confédération. S'il pose avec une clarté saisissante le dilemme, qui devait, quelques mois plus tard, torturer la conscience de Pie IX, la logique de son système l'emporte au delà de la critique précise du pouvoir temporel : c'est l'avenir même de l'Église qu'il met en question, et derrière la destruction du pouvoir temporel, c'est la ruine du pouvoir spirituel qu'il entrevoit. En conviant les Italiens à opérer dans l'Église une réforme radicale, il ne cache point qu'à ses yeux, l'Église

catholique, en son état actuel, « est arrivée à un degré de décrépitude où il lui est impossible de se corriger sans se briser. »

Ce n'est pas ici le lieu d'examiner tout ce qu'il y avait de parti pris dans les jugements de Quinet sur le rôle des papes. Mais vouloir persuader aux Italiens, contre le sentiment et la conscience d'un grand nombre d'entre eux, qu'ils devaient choisir entre leur foi et leur patriotisme, n'était-ce pas aggraver d'avance un conflit peut-être inévitable, et fournir imprudemment des armes aux défenseurs obstinés du pouvoir temporel? A des affirmations contestables, Quinet joignait cependant d'admirables conseils, que tous les patriotes de la péninsule, s'ils avaient pu connaître ce livre, auraient eu avantage à méditer. Il montrait, avec une clairvoyante franchise, le péril de cet optimisme qui, en dissimulant les difficultés, endort la conscience et la volonté d'un peuple :

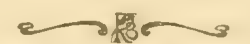
« Ce qui m'effraye, est d'entendre répéter aux Italiens qu'ils auront besoin de peu d'efforts pour renaître, que l'Autriche ou le monde leur fera don de l'indépendance... Oh! que ce n'est pas ainsi que l'on sauve un peuple!... J'aimerais mieux qu'on aguerrît les esprits par la grandeur même du sacrifice à consommer; car les sacrifices seront immenses ou le résultat sera nul. »

Mais ces lignes, écrites en septembre 1847, ne devaient être publiées que cinq ans plus tard, après l'écrasement de la Révolution. En février 1848, Quinet avait trouvé le titre de son livre, et fait imprimer les onze premiers chapitres, lorsqu'il fut interrompu « par le tocsin du 24 février » (1). Il se décida, quelques mois plus tard, à publier un premier volume, qui ne comprenait que ces onze chapitres. Mais avant de livrer au public la suite de l'ouvrage, les événements lui donnèrent l'occasion de développer, à la tribune de l'Assemblée Constituante, les thèses essentielles, par où devait se terminer son livre. Le 30 novembre 1848, au lendemain de la fuite de Pie IX à Gaëte, il adjure le gouvernement de la République Française de ne pas servir en même temps le pontife et le prince en fournissant des armes au pouvoir temporel contre la Révolution romaine. « Comprimer par la menace cette Révolution, c'est attenter dans son principe à la nationalité italienne, et frapper du même coup la Révolution du 24 février » (2). En avril 1849, il s'abstient dans le vote sur l'expédition de Civita Vecchia. Mais par une lettre au *Moniteur*, il donne à cette abstention le sens d'une protestation. « Je me suis abstenu, parce que j'ai vu dans le projet du gouvernement un renversement de la Constitution, un attentat contre l'humanité ; parce que cette expédition autrichienne, entreprise sous le masque de la République, est la restauration des traités de 1815, qu'elle empire... » Il publie sous ce titre *la Croisade autrichienne, française, napolitaine, espagnole, contre la République Romaine* un pamphlet violent, dont voici la conclusion :

« Malgré nous, le sang italien, que nous avons versé à flots, est la source désormais intarissable de l'indépendance et de la patrie italiennes... En tenant tête aux troupes les plus braves de l'Europe, ce peuple a montré qu'il existe. Les Italiens ont su mourir, l'Italie vit pour jamais.

Enfin, le 7 août 1849, dans un nouveau discours à l'Assemblée législative, il dénonce les résultats de l'expédition romaine : replonger l'Italie dans l'ancienne servitude, la pousser au désespoir, et livrer les portes de la France à la domination de l'influence autrichienne.

JULES GAY.



PSYCHÉ

La vie est une tâche, ingrate à la plupart,
Ecrasante à beaucoup, à quelques-uns légère,
Mais quittée à regret de tous, quand le départ
Est prêt, pour l'inconnu d'une rive étrangère.

Pour la mieux accepter, on voudrait que le sens
En fût clair, à travers les pleurs mêmes qu'on verse
Dans la rébellion de la chair et des sens,
Lorsque l'âme n'a plus de chanson qui les berce.

Mais nous n'en saurons pas le mot, car à quoi bon ?
Dès lors que l'esclavage est si cher à l'esclave,
L'œuvre qu'il accomplit importe, mais lui, non :
Qu'il reproche à lui seul le soin dont il l'aggrave !

Faut-il donc envier la paix de l'animal
Qui va vers son destin dans sa nuit sans étoiles ?
Ou faut-il, convulsé de la haine du mal,
Blasphémer contre Isis qui rira sous ses voiles ?

O Psyché ! ce serait te chasser de nos cœurs :
Une larme, un sourire, ont formé ton essence,
Et chaque espoir nouveau qui [illegible]
Nous a fait adorer ta divine [illegible].

EUGÈNE HOLLANDE.

(1) Avertissement de la 1re édition, 16 juillet 1848.

(2) *Discours et manifestes avant et pendant la République de 18[illegible]*, t. XXVI.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

ALBERT CASSAGNE, *La théorie de l'art pour l'art en France chez les derniers romantiques et les premiers réalistes.* — PAUL GAULTIER, *Le sens de l'art, sa nature, son rôle, sa valeur.* — MARCEL REYMOND, *Verrocchio.* — ANTON SPRINGER, *Handbuch der Kunstgeschichte. I Das Altertum*; *achte auflage bearbeitet von Adolf Michaelis.*

Ce qu'il y a tout d'abord de remarquable en cette théorie de l'*Art pour l'art*, c'est qu'elle n'est point véritablement une théorie : non, il n'y eût point une doctrine systématiquement élaborée, reconnue et pratiquée par un groupe d'écrivains, il n'y eût point une école d'artistes unanimes, travaillant d'un effort concerté au perfectionnement d'une discipline esthétique; il suffit de citer ces noms, Th. Gautier, Flaubert, Leconte de Lisle, Baudelaire, Bouilhet, les Goncourt, Renan, Banville, pour qu'aussitôt nous assaille le souvenir de très notables divergences d'idées, et d'irréductibles oppositions de tempéraments. Il n'y eût point à proprement parler d'école, il y eût un petit nombre « d'individualités souvent très distinctes, rapprochées seulement par certaines tendances communes, très importantes, il est vrai, quelquefois incapables de tomber d'accord sur tout autre point que la question de l'indépendance de l'art ». Ces écrivains se mettent d'accord sur le principe de l'indépendance de l'art; ce n'est entre eux qu'un lien très vague; ils ne s'empressent point à tirer de ce principe ses conséquences logiques; raisonnent-ils? se hasardent-ils aux déductions précises? leurs contradictions nous étonnent... Leur temps toutefois les domine, les opprime; ils ont des haines, des dégoûts, des intérêts communs; l'*Art pour l'Art* est une formule de protestation commode; ils la développent dans la mesure où elle semble légitimer leurs rancunes; s'il nous plaît aujourd'hui de rechercher sur quels points ils se rencontrèrent, n'allons donc point exagérer leur entente ni lui attribuer un sens qu'elle n'eût point! Poursuivons nos recherches en historiens prudents, n'ayons d'autre ambition que d'apporter une utile contribution à l'histoire d'une époque, un complément indispensable aux biographies psychologiques d'écrivains célèbres... Et que les philosophes de profession discutent entre eux de l'*Art pour l'art*.

Si le dessein de M. A. Cassagne fut tel — et je ne pense point travestir ses intentions, ni trahir l'esprit dont son livre est tout entier animé, — pourquoi ce titre, l'*Art pour l'art?*... Ce titre n'est point exact, il n'est point heureux; puisse-t-il n'éloigner point le public de cette vivante étude!

*
* *

Voici donc des séries de faits méthodiquement classés, et qui, de se compléter et de s'éclairer les uns les autres, prennent une signification nouvelle.

Érudit, M. Albert Cassagne manifeste en ce livre la plus sereine impartialité. Th. Gautier, Flaubert, Leconte de Lisle, Baudelaire, Bouilhet, les Goncourt, Renan sont des maîtres qu'il admire; son admiration, qui ne va point jusqu'à l'enthousiasme, ne l'aveugle jamais : ces maîtres, il les classe « au-dessous des génies ». Mais il ne permet point que l'on réédite contre eux les critiques accoutumées : que parlez-vous de froideur, d'impassibilité hautaine et impitoyable? Soutiendrez-vous que les œuvres de ces poètes, de ces romanciers, de ces artistes-érudits et de ces érudits-artistes sont vides de contenu, sans chaleur, sans émotion, sans rapport avec l'homme? Albert Cassagne proteste : qui donc ne lui donnerait raison? Les jugements d'Albert Cassagne sont remarquables par leur modération et cette modération ne saurait déplaire en un ouvrage d'érudition.

Mais d'autres viendront qui seront plus hardis; leur audace s'autorisera des imperturbables constatations de Albert Cassagne : sans le vouloir sans doute, Albert Cassagne facilite singulièrement la tâche de quiconque entreprendrait d'instruire le procès des néo-romantiques.

Et d'abord c'est le piédestal sur lequel ils crurent se hisser eux-mêmes qui s'écroule : on sait de quelle hauteur il leur plut de contempler leur temps; ils le méprisèrent, c'était leur droit; ils le méprisèrent avec exagération, ce fut une faute. Ils crurent s'en affranchir par le mépris; ils proclamèrent l'éminente dignité de l'art et de l'artiste soustraits à l'influence avilissante du milieu social. Stupéfiante apothéose qui méconnaissait les nécessités les plus élémentaires de toute existence et de toute activité humaine! Erreur flagrante et depuis longtemps dénoncée. Voyons toutefois les faits. Ah! que ces présomptueux artistes furent en réalité dociles aux influences sociales! Indépendants, quand donc le furent-ils? Serait-ce à l'époque où ils partageaient les enthousiasmes et les passions de tout un peuple? Leconte de Lisle, admirateur de George Sand passée au socialisme, collabore à la *Démocratie pacifique*, journal fouriériste dirigé par Victor Considérant, ou encore à *la Phalange*, de doctrine analogue; on le vit délégué par le comité central des Clubs parisiens à Rennes, où il dut préparer des élections. Flaubert, qui plus tard maudira les utopistes, les faiseurs de rêves sociaux, et raillera sans trêve les « Micheletteries et les Quinetteries », Flaubert sait par cœur *Ahasverus*;

il accepterait — à Rome ou à Athènes — un poste de secrétaire d'ambassade. Bouilhet se présente à la députation dans la Seine inférieure. Renan écrit au lendemain des grandes journées de 1848 : « Je n'avais jamais réfléchi jusque là aux problèmes socialistes. Ces problèmes, sortant en quelque sorte de terre et venant effrayer le monde, s'emparèrent de mon esprit et devinrent une partie intégrante de ma philosophie. » Baudelaire raille le « rococo du romantisme, le plus insupportable de tous » ; il fonde avec Champfleury un journal révolutionnaire, *le Salut public* ; il proclame que « l'art est désormais inséparable de la morale et de l'utilité », condamne sans appel la « puérile utopie de l'école de l'art pour l'art. — Le goût immodéré de la forme pousse à des désordres monstrueux et inconnus... les notions du juste et du vrai disparaissent. La passion frénétique de l'art est un chancre qui dévore le reste... Je comprends les fureurs des iconoclastes et des musulmans contre les images... La folie de l'art est égale à l'abus de l'esprit. La création d'une de ces deux suprématies engendre la sottise, la dureté du cœur et une immensité d'orgueil et d'égoïsme »....

Sainte Beuve a écrit : « il y a deux manières de ne point penser par soi-même, c'est de répéter ce que disent les autres, ou bien aussi c'est de vouloir se faire un genre à part en disant tout le contraire des autres. » Il y a deux façons de subir l'influence de son temps, c'est de l'accueillir ouvertement, ou encore de la redouter au point de la combattre systématiquement ; les néo-romantiques pratiquèrent l'une et l'autre. Quand donc s'affirme leur indépendance? Ce n'est certes pas lorsqu'ils paraissent se désintéresser du mouvement social, lorsqu'ils défendent si jalousement leur art contre toute intrusion d'éléments étrangers. Qui ne voit que la dureté des temps commande leur intransigeance? A plusieurs les excès révolutionnaires inspirèrent la terreur et le dégout de la démocratie : à ceux qui eussent ambitionné d'exercer une direction politique, morale, intellectuelle, l'empire impose une véritable abdication ; tous protestent contre l'art bourgeois, la morale bourgeoise, l'industrialisme triomphant ; successivement Flaubert, les Goncourt, Baudelaire sont poursuivis en police correctionnelle ; ces procès les rapprochent, fortifiant « leurs haines de purs lettrés pour ce gouvernement ennemi et envieux des lettres » (Journal des Goncourt, 1869) ; ils désavouent l'évolution des maîtres de la génération précédente, les Lamartine, les Hugo... et revendiquent les droits de l'art pur. Baudelaire, oubliant ses anciennes professions de foi, devient le plus ardent defenseur de l'art pour l'art. Nécessité, cruelle nécessité ! L'art pour l'art est un pis-aller. Leconte de Lisle ne s'y résigne pas sans douleur : « dans un siècle ou deux, si toutefois l'élaboration des temps nouveaux n'implique pas une gestation plus lente, peut-être la poésie redeviendra-t-elle le verbe inspiré et immédiat de l'âme humaine... »

Quand donc l'art mutilé parut-il plus dépendant des circonstances sociales? Quand donc fut-il plus impuissant à s'évader des prises de ce monde pour vivre en une cité idéale une vie de rêve et d'absolue liberté ?

La complète indépendance de l'art et de l'artiste? chimère, non-sens ! L'expérience inflige aux prétentions des néo-romantiques le plus éclatant démenti ; nous constatons entre leurs emphatiques déclarations de principe et la réalité une disproportion qui prête à sourire, nous découvrons entre leur langage et leur vie un contraste qui ne va pas sans quelque ridicule. Existences de labeur, certes, existences de bourgeois médiocres. Ces écrivains méprisent leur temps, ils haïssent les bourgeois ; ils appartiennent eux-mêmes à cette classe exécrée : Flaubert, les Goncourt, Baudelaire, Th. Gautier, Th. de Banville sont de familles aisées, Leconte de Lisle, Louis Ménard, Bouilhet connurent des heures difficiles mais n'abandonnèrent point leurs traditions bourgeoises. Bourgeois ils le sont tous, ils s'efforcent de le demeurer : « Je soutiens, dit Flaubert, et ceci doit être un dogme pratique de la vie d'artiste, qu'il faut faire de son existence deux parties : vivre en bourgeois et penser en demi-Dieu. Les satisfactions du corps et de la tête n'ont rien de commun... » En réalité ils ne sauraient s'affranchir du milieu où ils vivent ; ils en acceptent les mœurs ; ils font de la pratique des vertus bourgeoises la condition essentielle de la création artistique ; ils injurient la masse bourgeoise qui ne les comprend pas « brute hyperboréenne des anciens jours, éternel Esquimau porte-lunettes, ou plutôt porte-écailles, que toutes les visions de Damas, tous les tonnerres et les éclairs ne sauraient éclairer », mais ils portent en eux l'hérédité de cette brute hyperboréenne, ils n'ont point secoué tous les préjugés, ni renié tous les instincts que cette hérédité leur impose, ils sont accessibles aux timidités, aux frayeurs de l'éternel Esquimau..... ils sont la fleur suprême de la bourgoisie intellectuelle ; il se pourrait qu'ils eussent clôs le dernier chapitre résolument bourgeois de notre littérature. Bourgeois excités, déçus, aigris, qui prennent des attitudes, et se drapent et raillent, mais qui ne sauraient nous dissimuler l'étroitesse de leur horizon, l'incohérence de leur esthétique, la perpétuelle contradiction de leurs gestes et de leurs paroles.....

On fera le procès des néo-romantiques..... et c'est avec une entière sécurité et sans la moindre hésitation que nous continuerons de manifester notre

estime ou notre admiration fervente pour *Emaux et Camées*, ou *Salammbô*, ou les *Poèmes antiques*, ou les *Fleurs du mal*, ou *Festons et Astragales*, ou encore la *Faustin*, ou *Manette Salomon*, ou la *Prière sur l'Acropole*, ou les *Cariatides*, ou les *Odes funambulesques*; et c'est sans hésiter que nous demanderons aux auteurs de ces poèmes et de ces romans le réconfort d'un grand exemple, si d'aventure nous craignons de voir faiblir notre foi en l'avenir des lettres et de l'art. Leur culte de l'art ne nous satisfait plus : leur foi demeure contagieuse. Et nous leur demanderons des leçons d'orgueil, et aussi d'utiles préceptes, puisqu'enfin ils furent d'incomparables ouvriers de Lettres.

L'art pour l'art, les crinolines, fragilité des modes et des formules littéraires ! La formule ne survécut pas à la mode. C'est la guerre de 1870 ! c'est le 4 septembre ! c'est la Commune ! Les vers de Lamartine s'éveillent dans les mémoires :

Honte à qui peut chanter pendant que Rome brûle,
S'il n'a l'âme et la lyre et les yeux de Néron.

Th. Gautier s'écrie : « jamais je ne me serais cru si chauvin ». Renan écrit la *Lettre à Strauss*, la *Réforme intellectuelle et morale*, Théodore de Banville, ses *Idylles prussiennes*, Leconte de Lisle, le *Sacre de Paris* : une ère nouvelle commence :

Ce siècle autre en ses mœurs demande un autre style !
Cueillons des fruicts amers desquels il est fertile
Non, il n'est plus permis sa veine desguiser;
. . . .
Mais où se trouvera qui a langue desclose
Qui à fer esmoulu, à front descouvert, ose
Venir aux mains, toucher, faire sentir aux grands
Combien ils sont petits, et faibles et sanglants ?

*
* *

Certes l'art est éminemment social, c'est M. Paul Gaultier qui le démontre : l'œuvre d'art est sociale, elle l'est tout d'abord de nature et de constitution, elle l'est par ses origines, dans ses effets, sur l'individu, sur la collectivité; l'émotion esthétique est sociale en soi, l'art est social en soi..... Et vous m'entendez bien : l'œuvre d'art est sociale de nature et de constitution : qu'est-elle, en effet, sinon la synthèse de deux sensibilités, celle de l'auteur et celle du modèle ? « L'artiste est celui qui aime, celui qui est ouvert à tous les souffles, accueillant à toutes les manifestations de la vie », celui qui est capable de « sortir de soi » pour s'identifier à autrui ; l'artiste est éminemment social, son œuvre aussi : « il n'y a pas en définitive d'œuvre d'art qui ne soit une société, une société d'âme, au pied de la lettre, parce qu'il n'y en a pas qui ne vienne de la sympathie ou de la tendresse, par l'intermédiaire de l'émotion esthétique, si, outre..... »

L'œuvre d'art est sociale par ses origines : l'artiste ne peut se retrancher de la société qui l'entoure : aspirations, rêves idéaux, l'œuvre d'art reflète tout du milieu et de l'époque où elle naît : « Qu'y a-t-dès lors de plus social que l'œuvre d'art, qui, parce qu'elle relève principalement de la sensibilité, conserve, plus que quoi que ce soit, le parfum des sentiments qui ont flotté autour d'elle ? » Et l'œuvre d'art emprunte à la société une part de sa matière ou de ses matériaux et jusqu'à sa technique : le chef-d'œuvre naît de la collaboration de l'homme de génie et de la foule.....

L'œuvre d'art est sociale dans ses effets...

Charme de ces analyses qu'il faut conseiller de lire tout entières et n'essayer point de résumer ! Séduction des idées rangées en bel ordre, des aperçus ingénieux, des citations heureuses ! Attrait de la précision, de la force, de la limpide clarté de ces exposés... Clarté ? Je ne me dédis point. Ce philosophe, soyons-lui reconnaissants, est merveilleusement clair; il le serait toujours, s'il n'était pris parfois d'étranges remords qui font que son style se contorsionne sans grâce. Quand Paul Gaultier consent à écrire simplement, il intéresse et retient. Il est ennemi des opinions extrêmes ; il condamne l'art pour l'art, mais ne consent point que l'on subordonne « l'art, et par conséquent, la poursuite du beau à une fin extérieure à lui » ; au reste il nous découvre de radieuses perspectives :

« En unissant les hommes les plus divers sous l'empire d'un sentiment partagé ; en supprimant provisoirement, les distinctions qui les divisent, lorsqu'elles ne les arment pas les uns contre les autres, l'art, somme toute, prépare ses adeptes à l'union définitive et intégrale. Il leur donne, non par le raisonnement, mais par l'ébauche qu'il en essaie sur eux, un avant-goût des joies de l'entente universelle, il éblouit leurs yeux aux splendeurs entrevues de la cité future, promise aux hommes de bonne volonté. »

Paul Gaultier pencherait-il vers un nouvel éclectisme ? Il eut de nombreux maîtres, il eut tous les maîtres : MM. Henri Bergson, Maurice Blondel, Emile Boutroux, René Doumic, Emile Gebhart, Levy-Brühl, Théodule Ribot, Gabriel Séailles et Sully Prudhomme possèdent des droits égaux à sa « reconnaissance attendrie. » Nous aurions tort de croire qu'il leur doit tout, ainsi qu'il l'affirme avec une excessive modestie : il leur doit beaucoup ; il ne doit qu'à lui-même les idées neuves et ingénieuses qu'il a sur la nature de l'art, ou la moralité de l'art, ou la critique d'art...

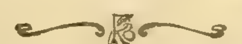
*
* *

L'art est éminemment social ; ouvrez plutôt les récentes œuvres des historiens de l'art : M. Anton Springer étudie l'art antique : ce sont les mœurs et les sociétés de l'Orient, de la Grèce et de l'Italie qu'il évoque — et son érudition informée n'est point pour nous surprendre, mais il n'est point superflu de

louer son goût et les mérites littéraires de ce livre. — M. Marcel Reymond étudie Verrocchio : l'Italie du xvᵉ siècle revit en son volume, cette Italie voluptueuse et raffinée, où l'art se dérobe aux inspirations chrétiennes et prépare le triomphe de l'influence antique. Verrocchio représente la transition, « son œuvre est un compromis entre ces deux influences. Il n'est pas encore un disciple de l'Antiquité, mais il n'est déjà plus un maître chrétien ». Étonnante perfection des œuvres de Verrocchio ! perfection un peu méconnue jusqu'ici, et que devait nous révéler l'autorité de Marcel Reymond :

« Sans être aussi grand que Donatello et Ghiberti, les illustres maîtres de l'âge précédent, il doit être classé immédiatement après eux. Il continue leur œuvre, mais il la transforme, et les idées nouvelles qui régnaient au temps de Laurent de Médicis, trouvent en lui leur plus fidèle interprète. Comme Politien, il a chanté les joies de la vie et le bonheur d'aimer; et son œuvre, toute pleine de sourires, suffit à nous dire que jamais Florence ne vécut des jours plus heureux que sous le gouvernement du Magnifique. »

LUCIEN MAURY.



NOS DEUX ÉLOQUENCES JUDICIAIRES

Dans une pénétrante étude qu'il consacrait récemment à Waldeck-Rousseau, M. Raymond Poincaré exprimait ainsi son appréciation sur l'éloquence judiciaire : De nos jours elle « est, en général, un peu raide et un peu sèche ». Ce défaut tient à ce qu'elle a mission de convaincre un auditoire des plus restreints de faits d'importance simplement privée.

« Lors même, expliquait-il, que, par exception, une affaire criminelle ou mondaine aura procuré à l'avocat un public nombreux et attentif, ce ne sera pas à cet auditoire qu'il devra s'adresser directement ; ce ne sera pas cette foule élégante et curieuse qu'il aura charge de convaincre ; son action utile se concentrera sur trois juges ou sur douze jurés ; et il trahirait son mandat s'il avait autre chose en vue que l'effet à produire sur ce petit nombre de cerveaux. »

Je ne suis pas assuré que l'observation de M. Raymond Poincaré soit d'une parfaite justesse, appliquée à l'éloquence criminelle. Car le moyen de persuader de braves gens de jurés, sans esprit critique, décidant en équité, c'est bien, semble-t-il, d'engager l'auditoire dans un mouvement passionné, qui les entraîne. Mais les arguments de sentiment, l'émotion, l'action propres à échauffer la foule, dont les jurés font en quelque sorte partie, sont évidemment de peu de poids auprès d'esprits avertis, de magistrats de carrière. Au civil, donc, il est exact que la plaidoirie se résoud en une discussion juridique, d'autant plus efficace qu'elle est plus serrée.

Discussion où manquent, la plupart du temps, les aperçus d'une réelle ampleur. Comme le remarque M. Raymond Poincaré, « la première règle de l'éloquence est, en tout genre, que l'orateur s'efface pour laisser parler son sujet. Un avocat éloquent laisse parler sa cause, mais la fatalité veut que, quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, sa cause soit tout à fait dénuée d'éloquence. » De gré ou de force, il devra renoncer aux accents d'une dialectique élevée, plus encore à ceux d'une rhétorique pompeuse.

Il n'en fut certes pas toujours ainsi. Sous les régimes d'autorité, les partis d'opposition, empêchés d'agir, empêchés même, par le suffrage restreint ou la pression officielle, d'entrer au Parlement, portaient leur cause à la barre. Les grands avocats étaient les interprètes autorisés de l'opinion. L'éloquence judiciaire pouvait être vibrante et magnifique, car elle accomplissait une haute mission dans l'État.

La voix des maîtres du barreau n'a plus cette importance, ni ce retentissement, les meilleurs d'entre eux le reconnaissent. Waldeck-Rousseau fut des premiers, brisant avec les errements traditionnels, à instaurer une élocution précise, dépouillée, appropriée à la cause, cette éloquence d'affaires, dont toute l'élégance réside en la souple correction, qui est celle des grands avocats d'aujourd'hui, tels MM. Raymond Poincaré et Millerand, et qu'adoptent les jeunes.

Les maîtres dont l'ambition est de déployer leur talent au service d'une grande cause se font élire au Parlement. Chacun les pourrait nommer, parmi nos plus experts *Debaters* politiques.

Cependant le barreau se pique d'être de culture classique. Il est éminemment traditionnaliste. Il lui eût été douloureux de désavouer complètement des pratiques oratoires, qui découlent de l'éloquence antique, et qui lui rappellent un passé glorieux.

Les procédés d'amplification, les comparaisons fleuries, les adjurations pathétiques, la mimique véhémente sont encore chers aux avocats d'assises. Et il est plus d'un civiliste qui recherche les occasions d'y recourir. Ne croyez pas qu'il en soit ainsi dans les seuls barreaux obscurs de sous-préfectures reculées : ces tendances surannées sont encore très en honneur parmi certains maîtres de la capitale, témoin l'amusante anecdote que voici.

On sait que Mᵉ Barboux, inscrit depuis près d'un demi-siècle au barreau de Paris, a toujours conservé la foi en la vieille esthétique. L'Académie française, dévote à toutes les traditions littéraires, a récompensé cette fidélité en cooptant, après la mort de Mᵉ Rousse, l'éminent avocat. Ses confrères lui offrirent, à ce propos, une fête, les jours derniers. Le bâtonnier, Mᵉ Chenu, dont on prise la diction vive et sans apprêt, la verve spirituelle et piquante, qui, dès 1880, ne craignait point de railler « l'exagération » habituelle à ses devanciers, leur « manie » de « chausser le cothurne tragique », et les « effets dont ils se gonflaient les joues », — Mᵉ Chenu crut opportun, en ce jour solennel, de sacrifier aux préférence secrètes de ses Pairs. Et il prononça une allocution vraiment réjouissante par son emphase vieillotte :

« Vous avez illuminé, dit-il à Mᵉ Barboux, votre pro-

fession d'un *éclat qui fut une splendeur continue* ; du moment où *votre astre* s'est levé à l'horizon, il est monté d'une seule course et en ligne droite au *Zénith* ; chaque jour, nous le pensions au plus haut, et le lendemain, il montait encore ! et *par un défi permanent à toutes les lois connues de la gravitation universelle, nous le voyons s'élever toujours*, sans que son rayonnement ait rien perdu de son intensité. »

Le premier président, M. Forichon, tint à montrer que la magistrature pouvait aussi se hausser jusqu'à l'enflure lyrique et, faisant allusion à une précédente fête, il s'écria : « Je saluais, il y a quelque temps, un cinquantenaire : aujourd'hui je salue *une immortalité* ! »

Enfin Me Barboux prit la parole. Et il prononça un chef-d'œuvre de grandiloquence, digne des temps les plus empanachés du barreau. Il faut convenir que le sujet y prêtait : c'est sa propre carrière que l'éminent avocat entendait retracer. Aussi prodigua-t-il les couleurs éblouissantes en des périodes qu'eût louangées Quintilien :

« Et puis, encore un long espace de vingt-cinq ans, tout rempli de grands labeurs, de gros procès, de plaidoiries et de discours ; la présidence pendant onze années de l'Union libérale républicaine ; le plaisir de sentir son esprit s'élargir en étendant ses regards, de se jeter dans la mêlée des partis, de s'efforcer d'y faire germer un peu de tolérance et de liberté ; de se sentir aidé par des collaborateurs comme notre éloquent bâtonnier et soutenu par des amis sûrs, par des hommes incomparables, qui n'ont jamais connu ni découragement, ni défaillance, quelque sombres qu'aient été les heures... »

« Convenons-en, Messieurs, que d'événements imprévus ! Que de circonstances heureuses ! « etc., etc.

Puis, ce cri de sublime orgueil :

« Et quand la mort nous a enlevé le maître vénéré qui était à l'Académie française, le représentant le plus éclatant des meilleures qualités du barreau, *un mouvement unanime de la magistrature et du barreau, qui, par une sorte de suffrage universel, m'élève jusqu'au choix de l'Académie* ! »

La superbe de Me Barboux n'est pas moindre, reconnaissons-le, lorsqu'il parle de l'éloquence judiciaire :

« *L'enchanteresse, s'écrie-t-il, nous a-t-elle quittés pour* [illegible] ? »

Erreur ! Les grandes causes — celles qu'a plaidées Me Barboux — sont plus nombreuses et plus considérables encore que par le passé :

« Ces *grands orages*, qui bouleversent les conditions et la fortune des hommes et *les précipitent aux pieds de* [illegible], ces grands orages nous sont-ils épargnés ? — Nullement ! »

Les avocats feraient-ils défaut ? Ou plutôt, car ce commun langage n'est pas dans la manière noble de Me Barboux :

« La Gaule, cette Gaule devenue romaine avant même que Tibère eut pris *les rênes de l'Empire*, cette Gaule, qui pendant les trois premiers siècles de l'ère chrétienne [illegible] de ses avocats toute l'Italie, [illegible] ! »

« Il ne me paraît pas, répond le splendide orateur, qu'il en soit ainsi. Jamais nos rangs n'ont été plus pressés. » — « Et si parfois il sort *des bas-fonds de la plèbe politicienne* quelque grossière attaque », contre l'Ordre vénéré, personne n'y daigne prendre garde.

Nos avocats sont de la lignée des célèbres orateurs de l'Antiquité : « On dit que Cicéron n'est plus à la mode. Eh bien ! je n'en suis pas sûr » — Ici un salut à « l'auteur des *Catilinaires*, des *Verrines* et des *Philippiques* »..... « qui sut faire verser des larmes à César et lui arracher la grâce de Ligarius et de Marcellus ! »

Et puis, le serait-il ?

« *Eh bien ! Messieurs, il vous reste Démosthène* ! »

De Démosthène, par de savantes transitions, Me Barboux en vient à d'autres « confrères » illustres : Berryer, Dufaure, Bethmont, Jules Favre, Gambetta : « *Le vent de leur parole* passait sur la France entière... »

Puis, les cieux, les orages, les vents, le soleil, la Gaule, l'Empire romain, Henri IV, Napoléon, Cicéron, Démosthène, Berryer dûment évoqués, disposés en une sorte de cortège triomphal, Me Barboux revient au héros de l'épopée : à lui-même :

« Voilà, messieurs, ce que, il y a huit mois, vous avez tous parfaitement aperçu et compris ; et tous alors, avec un zèle, une bienveillance, un empressement dont je ne saurais jamais vous marquer assez de reconnaissance, *vous vous êtes mis en tête de me servir !* »

« Messieurs, quand je regarde avec exactitude
L'inconstance du monde et sa vicissitude ;
Lorsque je vois, parmi tant d'hommes différents,
Pas une étoile fixe, et tant d'astres errants ;
Quand je vois les Césars, quand je vois leur fortune ;
Quand je vois le soleil et quand je vois la lune ;
Quand je vois les Etats des Babiboniens
Transférés des Serpents aux Nacédoniens ;
Quand je vois les Lorrains, de l'état dépotique,
Passer au démocrite, et puis au monarchique ;
Quand je vois le Japon... »

Est-ce la péroraison de Me Barboux ? Mais non, c'est l'exorde de Petit-Jean dans *les Plaideurs*. Avouons que si notre célèbre contemporain est l'authentique descendant de Cicéron, il rappelle étrangement aussi les robins de Racine et..... même de Courteline !

N'est-il pas singulier qu'après tant de railleries prodiguées sur nos scènes depuis des siècles, après quarante ans de littérature réaliste, la rhétorique, deux fois millénaire, ait conservé pour des esprits cultivés sa séduction et sa fraîcheur ? — Car chacun rend hommage à la haute culture, aux goûts d'art de Me Barboux, qui, de l'aveu de ses confrères, est une des « illustrations » de la barre française.

L'avocat, dit M. Raymond Poincaré, « n'a pas le temps de laisser vagabonder son éloquence, et c'est tant mieux ; mais il est gêné pour la laisser s'émouvoir et s'échauffer, et c'est tant pis ». — Confessons qu'il est deux manières dans l'éloquence judiciaire contemporaine : la manière moderne, d'élégante simplicité, de convenance et de vérité, et la manière ancienne, toute de pompe traditionnelle et de vaine ostentation.

Jacques Lux.

Le [illegible] Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 2 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 13 JUILLET 1907

UNE LACUNE SCOLAIRE

C'est en fortifiant l'enseignement primaire obligatoire et en lui donnant ses prolongements indispensables que la République détournera des jeunes générations le péril vicieux. On ne fera rien d'efficace contre la criminalité juvénile tant que subsistera l'école buissonnière, dissolvante et perfide. La complexité du problème d'éducation morale n'en laisse pas moins une part très grande à la responsabilité du législateur et surtout de l'administrateur scolaire.

La survivance d'un trop grand nombre de réfractaires et d'illettrés tient à des causes que nous avons essayé d'analyser, en démontrant la nécessité d'organiser sur de fortes bases l'assistance infantile et l'aide familiale avant de recourir à aucun moyen de contrainte légale (1). Si trop d'enfants parviennent à se soustraire, en totalité ou en partie, aux bienfaits de l'instruction primaire, un grand nombre aussi traversent pour ainsi dire l'école en courant, n'y séjournent qu'un temps trop court et ne gardent pas une empreinte durable d'une scolarité trop rapide et insuffisante.

Le législateur de 1882 a procédé avec d'infinis ménagements ; il avait le très légitime scrupule de sauvegarder, dans la mesure du possible, les convenances des familles en abrégeant, sans amoindrir la valeur des études, la période de scolarité obligatoire. La délivrance du certificat d'études primaires donna dès lors droit à une dispense et libère l'élève de l'obligation commune.

On conçoit fort bien les motifs qui ont guidé le gouvernement et les Chambres, à l'heure où a été institué l'enseignement gratuit, laïque et obligatoire. Guizot d'abord, Victor Duruy ensuite, avaient attaché le plus haut prix à cette « sorte de diplôme qui, attestant les connaissances acquises des jeunes gens, leur rendrait plus facile l'accès de diverses professions et deviendrait même, pour des emplois salariés dans l'agriculture, l'industrie ou le commerce, *un titre de préférence* ».

Cet acheminement de l'école vers l'atelier ou le magasin, ou le labeur agricole, devait être préparé et facilité par le certificat d'études primaires élémentaires. La loi de 1882 a voulu donner une prime aux titulaires de ce certificat, en les déliant des obligations imposées à leurs camarades de classe ; leur libération anticipée de l'école fut fixée à onze ans.

L'interprétation administrative de l'article 6 de la loi du 28 mars 1882 a même eu pour effet, à partir de 1889, d'autoriser l'admission aux épreuves du certificat d'études, de candidats qui auront onze ans révolus à la fin de l'année scolaire, c'est-à-dire le 30 septembre au plus tard. A dix ans et demi, l'écolier primaire peut ainsi quitter l'école, interrompre ses études qui auront à peine duré cinq ans.

Au point de vue pédagogique, la sortie prématurée de l'école primaire a été souvent critiquée par les meilleurs juges. « C'est, a écrit Michel Bréal, méconnaître le lien qui existe entre l'âge et l'instruction, car les connaissances, pour être sûrement acquises et pleinement possédées, ont besoin que

(1) La fréquentation scolaire, par M. Paul Strauss, *in Revue Bleue* du 2 mars 1907.

l'esprit ait une consistance qui ne vient qu'avec les années. » Dans son remarquable rapport au Congrès international de l'enseignement primaire de 1900, M. Cazes a porté un jugement sévère sur une telle abréviation de la durée des études élémentaires : « Il est attristant de voir que, sur les six années de scolarité obligatoire, les deux dernières, les meilleures et les plus profitables, en raison d'une plus grande maturité d'esprit, sont perdues par la majorité des enfants du peuple. » Allant au fond des choses, avec sa grande expérience professionnelle, l'honorable inspecteur général allait jusqu'à dire qu'avec un temps trop mesuré, *on en vient à sacrifier la culture de l'esprit à la préparation mécanique ou mnémotechnique.* Grave reproche, s'il en fût, et réquisitoire accablant, corroboré par de nombreuses critiques émanant des maîtres les plus consciencieux et les plus clairvoyants. Mlle Dufour, professeur à l'École Normale de Nevers, qui a étudié avec beaucoup de soin la fréquentation scolaire dans la province rhénane, a résumé l'opinion d'un grand nombre d'éducateurs et d'éducatrices : « L'élève, même le mieux doué, a-t-elle écrit, qui abandonne l'école à 11 ans, après avoir obtenu le certificat d'études, n'a en somme reçu qu'un vernis d'éducation. Il se laissera bien vite entraîner par les influences autres que celles de l'école ».

Au point de vue moral, le péril résulte du défaut de concordance entre l'âge requis pour l'obtention du certificat d'études primaires et l'âge d'admission au travail. En principe et théoriquement, les deux lois sur l'enseignement obligatoire et sur le travail des enfants dans les manufactures sont en parfait accord. La limite d'âge de 13 ans met l'école et l'atelier de plain-pied, sauf dans le cas où les anciens élèves sont pourvus du certificat ; leur admissibilité au travail s'abaisse alors à 12 ans, sous réserve d'un certificat spécial d'aptitude physique.

Qu'advient-il avec la délivrance du certificat d'études primaires à onze ans, voire même à dix ans et demi? La scolarité a cessé, l'âge légal d'admission au travail n'a pas commencé.

Un des lecteurs de la *Revue Bleue*, ingénieur des arts et manufactures, allant au-devant de nos constatations et les formulant avec son expérience technique, a excellemment décrit, dans une lettre qu'il nous a fait l'honneur de nous écrire, cette situation navrante : « Que fait l'enfant s'il n'est plus à l'école et s'il n'est pas encore à l'atelier? La réponse est douloureuse mais vraie : — *Il est dans la rue.* En deux ou trois mois, il suffit pour cela de bien peu de temps, il va perdre les quelques principes de morale, qui n'ont pu lui être inculqués que superficiellement pendant son trop court séjour à l'école; *le vice en exemple triomphera facilement de la morale en leçon*, et, l'oisiveté aidant, ce sera la destruction complète de tout ce qu'aura pu semer dans ces jeunes cœurs le labeur aride de très dévoués instituteurs. »

Mon honorable correspondant, comme d'autres patrons qui m'ont fait part de leurs angoisses, ont dû résister à de pressantes instances de parents redoutant pour les enfants livrés à eux-mêmes les conséquences de l'oisiveté et du vagabondage. On peut avancer, sans crainte d'exagération, que l'entr'acte résultant de la sortie prématurée de l'école est gravement préjudiciable à la santé morale des enfants, des adolescents. De toutes parts les témoignages abondent, et si nous avions en France un bedeau des enfants, comme en Angleterre, chargé d'arrêter les gamins errants, la part serait exactement faite des lacunes de notre législation scolaire.

Le désaccord entre les deux lois destinées à s'emboîter, celle qui régit l'école et celle qui ouvre les portes de l'atelier, s'aggrave encore de leur inégale application. Non-seulement l'inspection du travail fonctionne régulièrement et s'acquitte consciencieusement de sa tâche, mais encore les industriels et les employeurs ont une tendance croissante à réduire l'emploi de la main-d'œuvre enfantine. La loi du 30 mars 1900 sur les ateliers mixtes, où travaillent côte à côte des femmes, des adolescents de moins de dix-huit ans et des adultes hommes, a eu pour conséquence certaine d'amoindrir dans des proportions considérables l'apprentissage et l'emploi des jeunes gens dans l'industrie. Les rapports de l'inspection du travail ont divulgué des faits inquiétants, qui ont ému la Commission supérieure du travail, le Sénat, le Gouvernement. Les renvois du personnel enfantin dans l'industrie ne portent pas seulement un très grave préjudice à l'enseignement technique des ouvriers, ils influent d'une manière désastreuse sur la moralité juvénile.

Le fait et la loi concourent ainsi, de plus en plus, à placer des enfants, des adolescents dans des conditions inquiétantes d'insécurité morale. La révision des deux chartes de l'enseignement et du travail enfantin s'impose avec une urgence absolue, afin de mettre un terme à des abus pernicieux qui risquent d'engendrer, en se prolongeant, d'une part, la faillite de l'apprentissage, et, de l'autre, un accroissement de la criminalité juvénile.

Et plus, dans la réalité, l'admissibilité ou l'admission des enfants au labeur industriel est retardée ou contrariée, plus la libération anticipée de l'école, désormais sans objet utilitaire pour les parents, tout au moins dans les villes et pour les professions industrielles, devient funeste aux enfants, livrés à eux-mêmes, désœuvrés, jetés pour ainsi dire par force à

la rue et automatiquement prédisposés au vagabondage, aux fréquentations mauvaises, aux habitudes vicieuses.

*
* *

On ne remédiera pas à tous les maux en revisant la loi de 1882, soit en celles de ses dispositions qui ont trait à la fréquentation scolaire, soit à l'article 6 relatif à l'obtention du certificat d'études primaires, pas plus que la révision nécessaire de la loi de 1900 ne fera disparaître tous les obstacles qui se dressent devant la préparation professionnelle des ouvriers et des employés. Mais ces deux réformes législatives, et notamment la première, auront une efficacité immédiate et lointaine.

Si l'on jette les yeux sur les statistiques de l'inspection du travail, on constate que, pour 1905, 1.518 garçons de douze à treize ans munis du certificat d'études et 3.745 filles, se trouvant dans les mêmes conditions, faisaient partie du personnel industriel. 434 enfants en sous-âge, c'est-à-dire n'ayant pas atteint l'âge de douze ou de treize ans, suivant les cas, ont été découverts par les inspecteurs dans des établissements industriels soumis au contrôle. Ces chiffres, dans la mesure où ils peuvent le faire, pour une partie seulement des établissements visités et surveillés, sont de nature à montrer que, pour l'heure, le danger ne paraît pas être du côté de la violation des lois de réglementation du travail enfantin.

Le péril est ailleurs; il est à l'école ou, si l'on préfère, pour être plus exact, aux portes de l'école. La fréquentation obligatoire n'est pas observée fidèlement, ainsi que chacun s'accorde à le reconnaître, et on n'a que trop tardé à remettre sur le chantier, pour les modifier et les compléter, les articles y relatifs de la loi du 28 mars 1882. L'heure est venue enfin de tenir toutes les promesses du réformateur républicain et de rendre partout les Caisses des écoles obligatoires.

Un effort complémentaire n'est pas moins urgent. Encore qu'elles s'adaptent théoriquement, les deux lois de l'enseignement et du travail enfantin ne s'harmonisent pas complètement dans la réalité. La tolérance accordée pour la délivrance du certificat d'études ne concorde pas avec l'âge d'admissibilité à l'atelier.

L'opinion est depuis longtemps acquise, parmi les instituteurs et les inspecteurs, dans tous les milieux compétents, à un report à douze ans de l'âge d'admission au certificat d'études primaires. Le Congrès de l'enseignement primaire de 1900 a été formel sur ce point et le rapporteur, M. Cazes, a mis nettement le doigt sur la plaie. La Ligue de l'enseignement, de son côté, en ses réunions annuelles, a énoncé une réclamation identique. Au Congrès de Tunis, en 1903, sur le rapport précis de M. Rocheron, le vœu a été émis que la loi scolaire du 28 mars 1882 et la loi sur le travail des enfants dans les manufactures du 2 novembre 1892 soient mises en harmonie dans le sens de la plus humaine des deux. C'est le départ prématuré de l'école qui est visé et que l'on se propose d'éviter par des mesures appropriées.

Le Conseil municipal de Paris, sur un substantiel rapport de M. Chausse, s'est également prononcé avec une netteté parfaite pour que l'âge auquel sont inscrits les aspirants au certificat d'études primaires soit élevé d'au moins un an et qu'en aucun cas l'obtention du certificat ne soit une dispense de scolarité.

Aussi l'opinion entière était-elle préparée à accueillir favorablement une disposition similaire du projet de loi déposé par M. A. Briand sur la fréquentation scolaire. Aux termes de l'article 6 du projet de loi du 18 janvier 1907, le certificat d'études primaires élémentaires sera décerné après un examen public auquel pourront se présenter les enfants ayant atteint au moins l'âge de douze ans avant le 1er octobre de l'année où ils subissent l'examen. Toutefois, des dispenses exceptionnelles, qui n'excèderont pas six mois, pourront être accordées par le recteur, sur l'avis motivé de l'inspecteur d'Académie. Comme par le passé, le certificat entraînera dispense du temps de scolarité obligatoire.

Le mieux est l'ennemi du bien et le Parlement y regardera à deux fois avant de surenchérir sur le texte ministériel. Toutefois, le projet de loi gouvernemental reste en deçà d'une proposition très claire déposée par M. Ferdinand Buisson et quelques-uns de ses collègues à la séance de la Chambre du 28 décembre 1906. M. Buisson, avec sa haute compétence, considère que la mesure la plus pressante de réfection de l'œuvre scolaire consiste à fixer invariablement à douze ans l'âge d'inscription au certificat d'études. « Cette faculté d'arrêter la scolarité un an avant l'entrée en apprentissage, lit-on dans l'exposé des motifs de la proposition, permet donc de gaspiller plusieurs mois qui eussent été précieux pour affermir l'instruction élémentaire de l'enfant. Elle a un autre inconvénient : c'est d'amener, presque de force, le maître à une rapidité d'enseignement superficiel et à des procédés de préparation hâtive en vue de l'examen. »

L'accord unanime sur le but à atteindre est seulement rompu pour partie en ce qui concerne les dérogations éventuelles à la règle des douze ans. Le premier Congrès des Amicales d'instituteurs et d'institutrices publics, tenu à Paris les 6, 7 et 8 août 1900, a précisé ces éventualités de dispense d'âge de trois

mois, en prévoyant certains cas à déterminer, notamment en faveur des futurs candidats aux écoles d'Arts et Métiers.

Le point important est incontestablement d'harmoniser les deux lois de 1882 et de 1892, afin de ne pas ouvrir un entr'acte d'oisiveté et de flânerie périlleuse entre la sortie de l'école et l'entrée à l'atelier. Au point de vue de la préservation morale de l'adolescence et de la lutte contre la criminalité juvénile, cette concordance des deux lois est d'une importance essentielle, surtout dans les villes, dans tous les centres industriels et miniers.

A la campagne, à la rigueur, en raison de la diversité des conditions du travail, une abréviation de scolarité n'offre pas les mêmes inconvénients ni les mêmes dangers. La délivrance prématurée du certificat d'études primaires élémentaires n'est pas en contradiction avec le régime légal, puisque jusqu'à ce jour les enfants employés dans l'agriculture ne sont pas assujettis à la loi du 2 novembre 1892, et que, dès lors, les élèves libérés de l'école sont sans interruption dommageable occupés aux travaux des champs.

On se trouve ainsi amené à admettre que l'action administrative puisse assouplir dans les campagnes une disposition réglementaire dont la stricte uniformité ne répondrait pas à toutes les convenances locales. Mieux vaut une loi adaptée aux milieux, si elle est observée, qu'une législation de façade méconnue parce qu'elle ne tient pas un compte suffisant des réalités et des contingences.

Il convient de formuler ces réserves, pour ne pas s'exposer à des mécomptes et pour doser aussi exactement que possible la réforme de la loi scolaire. Ce n'est pas à dire que cette première révision de la charte d'enseignement primaire sera suffisante et définitive. D'excellents esprits critiquent la loi du 28 mars 1882 comme n'ayant pas assigné un âge plus avancé pour la limite de la fréquentation primaire. Au Congrès de la Ligue de l'enseignement d'Angers en 1906, un des propagandistes les plus clairvoyants de l'instruction populaire, M. Rotival, exprimait le vœu que l'obligation scolaire fût prolongée jusqu'à quatorze ans. Ce sont assurément des vues et des vœux d'avenir, en connexité avec la refonte de notre organisation d'enseignement professionnel.

En Allemagne, dans le Danemark, en Suède, en Norvège, la période de scolarité dépasse l'âge de treize ans et va jusqu'à quatorze ans. Les pédagogues anglais, *L'union nationale des instituteurs*, sont d'avis de rendre la fréquentation assidue de l'école élémentaire obligatoire jusqu'à quatorze ans.

L'éducation post scolaire, les cours d'adolescents et d'apprentis, surtout lorsque ceux-ci auront été légalement institués et auront dans une certaine mesure un caractère obligatoire, offriront les moyens de concilier les exigences de l'instruction primaire avec les nécessités familiales et économiques. On peut raisonnablement accepter que la limite de scolarité primaire s'arrête à treize ans, si, dans les années suivantes, les études ne s'interrompent pas, si les cours de demi-temps sont organisés, si l'apprentissage méthodique tire parti des facultés intellectuelles de l'adolescent de treize à dix-huit ans.

Deux députés, MM. Bénazet et Pierre Dupuy, ont eu l'ingénieuse pensée de proposer à la Chambre la création d'un certificat d'études complémentaires destiné à constater les connaissances intellectuelles des jeunes gens sur le point de devenir soldats et à conférer aux titulaires de ce diplôme un certain nombre d'avantages. D'après cette proposition, seuls les jeunes gens qui auront obtenu, au moment de leur départ pour le régiment, le certificat d'études complémentaires, pourront être nommés soldats de première classe deux mois après leur incorporation, les trois quarts des caporaux devront être choisis parmi les premiers soldats ainsi désignés, un certain nombre d'emplois civils devront être réservés à ces soldats instruits.

De plus en plus, la tendance s'accuse de ne pas interrompre brutalement, à la sortie de l'école primaire, l'enseignement et l'éducation. Une vaste œuvre de prolongement de l'instruction et de patronage se poursuit sous nos yeux, grâce au ministère de l'Instruction publique et à son principal missionnaire M. Edouard Petit, grâce à la Ligue de l'enseignement et à toutes les sociétés d'éducation populaire, grâce aux instituteurs et à tous les membres de l'Université.

C'est à la base et en ses fondements que la construction scolaire manque de solidité. Les propositions et les projets, qui ont pour objet d'assurer réellement la fréquentation de l'école et d'en prolonger la durée, dépassent les frontières de la pédagogie; elles sont d'intérêt national. Il est nécessaire que le Parlement statue à bref délai sur les modifications importantes qui auront principalement pour résultat de rendre l'enseignement plus efficace, l'école plus tutélaire et de tarir les sources du vagabondage précoce dont les conséquences sont si lamentables pour l'avenir des jeunes générations et les destinées de la patrie.

PAUL STRAUSS,
Sénateur.



BERTHELOT ÉTAIT-IL MATÉRIALISTE?

On a mené certain bruit, dans la presse libre-penseuse, autour des obsèques civiles de Berthelot et on a salué cet évènement, comme le triomphe de l'athéisme et du matérialisme.

Certains journaux catholiques font riposte en publiant un mémoire de lui sur les preuves de l'existence de Dieu.

Maintenant que cette agitation est calmée, il nous paraît intéressant d'examiner, sans parti pris, et à l'aide des déclarations même de l'auteur, la question de savoir si l'illustre chimiste a été ou est devenu réellement matérialiste?

Écartons d'abord la preuve tirée de ses obsèques civiles. Le fait d'un enterrement civil ne marque pas du tout l'absence de croyance religieuse, ni de convictions spiritualistes, pas plus, d'ailleurs, que le fait d'obsèques religieuses n'est un témoignage probant de l'orthodoxie du défunt. Victor Hugo croyait, certes, en Dieu et à l'immortalité de l'âme, et pourtant, il n'a pas voulu de prêtre à son lit de mort, et ses funérailles ont été civiles. Il est constant que Mme Berthelot était protestante et très attachée au culte réformé; elle n'a pourtant eu que des obsèques civiles.

Et par contre, Taine, qui était agnostique, et Littré qui, toute sa vie avait été positiviste, ont désiré, à leur dernière heure, avoir les prières d'un pasteur ou d'un prêtre. Le caractère extérieur des obsèques ne prouve donc rien.

Mais, revenons au fond de la question : Berthelot, qui avait été élevé dans le catholicisme, de même que Victor Hugo et Renan, est-il resté déiste comme le premier, ou est-il devenu panthéiste comme le second, ou bien est-il devenu réellement matérialiste comme on le prétend?

Il est certain que tous les esprits préoccupés des problèmes de l'au-delà, tous ceux qui n'acceptent pas, là-dessus, des dogmes tout faits, mais qui veulent se former une conviction personnelle, ont varié dans leur attitude vis-à-vis des questions de Dieu et de la destinée humaine. Les plus grands esprits : un Saint-Augustin, un Lamennais ont évolué; il n'y a que les esprits indifférents à la question religieuse ou les intelligences bornées qui n'aient jamais changé.

Berthelot, qui ne fut pas seulement un chimiste de génie, mais une des intelligences les plus encyclopédiques et, en même temps, les plus nettes et rapides que j'aie connues, Berthelot qui avait été l'intime de Renan, d'Alfred Maury, de Clamageran, s'était initié par leurs entretiens à toutes les questions d'histoire biblique et de philosophie religieuse.

Nous n'avons pas la prétention, dans un article, de retracer en détail l'évolution de sa pensée métaphysique. Notre dessein est plus modeste : nous voudrions esquisser la courbe de ses opinions sur Dieu et la destinée, d'après ses propres compositions, articles divers et sa correspondance entre les années 1846 et 1904.

La première occasion d'exprimer sa pensée, sur ce point, lui fut fournie par le sujet donné au Concours général des lycées et collèges de Paris (1846) pour le prix d'honneur de philosophie. Il était ainsi conçu : *Réunir les preuves les plus solides, sur lesquelles les plus grands philosophes ont établi l'existence de la divine Providence.* Berthelot, alors âgé de dix-sept ans, obtint le prix d'honneur, avec une composition courte, mais qui révèle une étendue de lectures et une maturité de jugement, vraiment extraordinaires.

Après avoir exposé les preuves données par Platon, Bossuet, Fénelon et, en dernier lieu, Dugald Stewart, il en faisait la critique et en démontrait l'insuffisance, à quelques égards. Puis, s'appuyant sur la théodicée de Leibnitz, le grand géomètre philosophe, il s'efforçait à son tour de déduire la doctrine de la Providence de l'idée de Dieu :

« Dieu, disait-il, en vertu du souverain bien et de l'amour qui sont en lui, a dû produire le monde le plus parfait possible. D'ailleurs, il ne pouvait produire un monde absolument parfait, car alors la créature eût été adéquate au Créateur et il y aurait eu deux infinis, chose contradictoire.

« Dieu conserve, en vertu de sa sagesse, ce monde qu'il a créé, en y maintenant l'ordre qu'il y a établi. Cet ordre est réglé par des lois, car Dieu agit toujours par les voies les plus simples. Non seulement, il le conserve en maintenant les lois qu'il a posées, mais encore il veille sur chaque être en particulier... Le monde, ensemble d'êtres concourant vers une fin commune, n'est pas semblable à une machine humaine, où chaque rouage n'a de valeur que comme partie de l'ensemble; mais ici les parties sont des êtres spéciaux et distincts, qui ont aussi leur fin privée à remplir... la Providence de Dieu est donc à la fois générale et spéciale et c'est par le concours des fins de tous les êtres, que s'établit l'ordre universel. »

Sans doute, il ne faut pas attacher trop d'importance à un travail de concours : à cet âge, Berthelot était plus ou moins l'écho du professeur de philosophie, qu'il avait eu à Henri IV. Néanmoins, n'est-on pas frappé de l'importance que le jeune étudiant accorde aux lois établies dans l'univers? C'est cette harmonie des êtres concourant à une fin commune, qui lui révèle l'existence d'une pensée suprême et prévoyante.

Soixante ans plus tard, revenant sur cette question des causes finales, il avancera que cette théorie

de la Providence lui paraît aussi insuffisante, que l'idée darwinienne d'une double accommodation. Mais il reconnaîtra encore que, dans la régularité des phénomènes de la nature, par exemple, le retour des siasons et l'éclosion des fleurs qu'elle ramène :

« *il y a une tendance manifeste vers une fin*... Il ne paraît guère douteux, pour tout observateur attentif du fait, que chaque être vivant ne poursuive son développement vital *conformément à l'apparence d'une idée fondamentale* (1). »

Seulement, il n'ose plus attribuer cette tendance à la volonté divine ; il ne la nie pas, il déclare seulement que la raison humaine est impuissante à en déterminer l'auteur.

En 1863, Berthelot a déjà fait des découvertes qui l'ont placé au premier rang des chimistes européens ; son ouvrage sur la Synthèse chimique est de 1859 ; mais il n'a eu garde de se cantonner dans sa spécialité ; il a suivi d'un regard attentif les progrès des sciences morales. Il est entré en relations avec l'élite des historiens, des philosophes et des penseurs religieux. Il a applaudi à la première leçon de Renan au Collège de France, sur le « rôle d'Israël dans l'Histoire du monde » et, plus tard, à la « Vie de Jésus » :

« Vous avez voulu, lui écrit-il (2), faire un Jésus vivant, c'est ce qui fait la grandeur et le succès de votre œuvre, mais cette action appelle une réaction, à laquelle vous ne pouvez prétendre échapper. Vous n'êtes pas dans la science pure, mais, comme Voltaire, dans le combat. »

Et deux mois après, il lui adressait une lettre sur la *Science idéale et la Science positive*, qui marque bien son attitude vis-à-vis du problème religieux.

A côté de la science positive, qui ne s'applique qu'aux objets matériels, palpables, Berthelot distingue et met à part la sphère de la science idéale, qui a trait aux rapports du fini avec l'infini :

« Les sentiments, dit-il, qui nous portent à étudier les problèmes de fin et d'origine sont légitimes, et ne doivent pas être bannis de la science. Il faut seulement les distinguer des constructions échafaudées pour les satisfaire, c'est-à-dire des dogmes. »

Ensuite, il constate qu'un résultat certain de l'étude de l'histoire est le fait du progrès dans les conditions matérielles d'existence, dans les sciences, dans la moralité.

« La somme des erreurs et des méchancetés décroit, tandis qu'augmente celle des vérités et des vertus. Enfin, dit-il, au sommet de la pyramide des sciences idéales, se placent les grands sentiments moraux de l'humanité : le sentiment du beau, du vrai, du bien dont l'ensemble constitue l'idéal. »

Et il ajoute ces paroles remarquables :

« Derrière le vrai, le beau, le bien, l'humanité a toujours senti, sans le connaître, *qu'il existe une réalité souveraine en qui réside cet idéal, c'est-à-dire Dieu*, le centre et l'unité mystérieuse et inaccessible, vers qui converge l'ordre universel. »

Ainsi, à cette époque, Berthelot traçait nettement une frontière entre les sciences physiques et les sciences morales ou métaphysiques. A côté de la raison, instrument de la connaissance dans le premier domaine, il reconnaissait les droits du sentiment religieux, aspirant au souverain bien qui est, en même temps, le centre de l'harmonie, et de l'union.

Dix ans après il établit d'autre part la séparation entre la croyance populaire et le clergé, qui l'exploite trop souvent à son profit :

« Il faut bien distinguer les pélérinages, les superstitions populaires, *qui représentent pour les pauvres gens l'art et l'idéal*, de l'adhésion aux prétentions dominatrices du clergé. J'ai pris sur le fait cette opposition entre la superstition et le cléricalisme dans les montagnes du Haut-Velay (1). »

Vers la même époque Berthelot avait été mis en relations suivies, par son ami Clamageran, avec quelques pasteurs modernes, Albert Réville, Athanase Coquerel, C. Foutanès et il sympathisait avec leurs efforts, pour transformer le protestantisme dans le sens libéral, en mettant l'accent sur les idées morales communes à tous.

« Un certain nombre de personnages les plus distingués de ce temps — et Berthelot se comptait sans aucun doute de ce nombre — étaient disposés à se rallier au protestantisme ainsi entendu. Si cette alliance (entre la science et le protestantisme libéral) avait pu se constituer, elle aurait singulièrement accru la puissance de ce groupe et peut être arrêté ou ralenti l'évolution, qui eut lieu depuis, vers des solutions sociales et philosophiques plus absolues (2). »

L'échec momentané de cette tentative, pour affranchir l'Église réformée de France du joug des dogmes du XVIe siècle, pourrait avoir fait douter Berthelot du rôle social et de l'avenir du christianisme, du moins dans notre pays.

D'autre part il était indigné de l'opposition obstinée que les chefs du parti catholique faisaient à la République et aux lois sur l'enseignement.

« La lutte, écrivait il à propos de l'article VII de la loi Ferry, était nécessaire pour attribuer à la République son vrai caractère moderne et de libre pensée, vis-à-vis de l'intérieur comme de l'extérieur. Bien des gens s'ima-

(1) [illegible] *et* [illegible], p. [illegible].
(2) Lettre du 11 septembre 1863.

(1) *Lettre à Renan*, datée d'Aubenas, 2 septembre 187[illegible].
(2) *Lettre à Renan*, 26 août 188[illegible].

ginent que l'accident de l'article VII forme le fond du débat. Erreur! Le parti clérical est du même avis, comme le montre sa résistance désespérée contre l'établissement de la République en 1848-51 et depuis 1871... Il s'agit d'arrêter la décadence imminente de l'esprit français et d'empêcher la destruction de notre unité morale; si nous avons assez d'énergie et de prudence, nous vaincrons » (1).

Dès lors, Berthelot prêta l'appui de son autorité morale au mouvement de laïcisation des écoles, des hôpitaux, des services municipaux, qui devait aboutir à la séparation de l'État et des Églises.

C'est dans son article nécrologique sur F. Hérold alors préfet de la Seine (1882), qu'on rencontre cette nouvelle attitude. Il constate d'abord que les croyances religieuses ne sont plus comme autrefois, la base de l'ordre social et de la moralité humaine. Il va même jusqu'à soutenir que :

« Le dévouement, le désintéressement, l'élévation sociale, dans la plus haute expression, loin d'accompagner les partisans des anciennes croyances, sont de jour en jour plus rares parmi eux, pour devenir le patrimoine des amis du progrès. L'amour du bien, l'honneur, le goût des devoirs de famille, aussi bien que le respect des devoirs publics ne sont pas moins répandus dans les masses, depuis qu'elles se sont détachés des vieux dogmes. Les pratiques des vieilles religions semblent plutôt diminuer la moralité que la fortifier (2). »

Pour quiconque a fréquenté la population des faubourgs de Paris et de nos grands centres industriels, et y a observé le relâchement du lien conjugal et, par suite, la démoralisation des enfants, ce jugement paraîtra d'une sévérité injuste pour les croyants et d'un optimisme aveugle pour les libres-penseurs.

Sur quoi donc fonder l'ordre social? Berthelot répond : sur la morale laïque, à l'exclusion de toute sanction religieuse. Mais du moins, mettra-t-on à la base de la morale les principes du théisme spiritualiste, comme l'ont fait les auteurs des lois scolaires de 1880, les rédacteurs des programmes ou des manuels d'instruction morale et civique d'alors?

Notre savant a répondu à cette question, dans son article sur « *Science et morale* » en réponse à celui de Brunetière, qui avait proclamé la faillite de la science.

« Il ne s'agit pas, dit-il, après avoir éliminé les dogmes fondamentaux, de maintenir à la base de l'éducation morale je ne sais quel résidu vaporeux de religion. Les religions se sont approprié la morale, elles ne l'ont pas créée, elles l'ont mêlée à des fantaisies souvent impures et elles ont inventé des sanctions pour les besoins de la domination cléricale (3). »

Donc, à ses yeux, la morale doit-être radicalement séparée de toute idée religieuse; elle est la résultante

(1) *Science et libre pensée*, p. 135-136. Art. Clamageran.
(2) *Revue Bleue*, 28 janvier 1882.
(3) *Revue de Paris*, 1er fevrier 1898.

de la raison, qui éclaire tout homme venant au monde, combinée avec les lois de la Science sociale.

Dans son discours à la Fête de la Raison (8 novembre 1903) et dans sa lettre au Congrès de la libre-pensée, tenu à Rome (22 septembre 1904), Berthelot s'est maintenu sur ce terrain de la morale, fondée exclusivement sur la science positive.

« Nous établirons ainsi, dans le monde, disait-il en conclusion de cette lettre, le règne d'une raison affranchie des anciens préjugés et systèmes dogmatiques, c'est-à-dire un idéal supérieur, une morale plus haute que celle des temps passés, parce qu'elle est fondée sur la connaissance de la nature humaine et sur la solidarité » (1).

On peut, d'après ces citations, mesurer le chemin parcouru par le grand chimiste, depuis sa célèbre lettre à Renan, de novembre 1863. A cette époque, il admettait encore la légitimité du sentiment, qui porte l'homme à étudier les rapports du fini avec l'infini, et il saluait du nom de Dieu la réalité mystérieuse, en qui réside l'idéal suprême du beau, du vrai et du bien. Quarante ans après, entraîné par le mouvement anti-clérical, il adhère à la libre-pensée irréligieuse; il traite le théisme spiritualiste de « résidu vaporeux de la religion », et il en vient même à nier l'influence de la croyance sur les mœurs.

Toutefois il resté jusqu'à la fin un ferme partisan de la tolérance et de la liberté des opinions, même religieuses, fidèle en cela à la doctrine des « Droits de l'homme et du citoyen » :

« On doit veiller avec le plus grand soin, écrivait-il à propos de F. Hérold, à ce que l'exclusion des pratiques religieuses obligatoires, dans la série des actes de la vie civile ne dégénère pas en provocation ou en persécution contre des sentiments sincères, dont on ne saurait méconnaître ni la légitimité, ni la grandeur morale (1882). »

Il désapprouvait, par exemple, l'enlèvement des crucifix dans les écoles. Vingt ans après, il adresse aux libres-penseurs ces conseils, trop souvent méconnus :

« La voix de la science n'est ni une voix de violents, ni une voix de doctrinaires. Quels qu'aient été les crimes de la théocratie, nous ne saurions méconnaitre les bienfaits, que la culture chrétienne a répandus autrefois sur le monde. Elle a représenté une phase de la civilisation aujourd'hui dépassée... Il serait contraire à nos principes d'opprimer à notre tour nos anciens oppresseurs... Nous devons toujours maintenir ce principe fondamental, qu'il s'agit de convaincre les hommes, en nous appuyant uniquement sur leur adhésion volontaire sans persécuter personne, sans jamais prétendre à l'infaillibilité, sans imposer au nom de la raison le monopole de dogmes immuables (2). »

(1) *Science et Libre pensée*, p. 33.
(2) *Science et Libre pensée*, p. 21 et 32.

En somme, dans les vingt-six dernières années de sa vie, Berthelot avait singulièrement évolué du côté de la libre-pensée irreligieuse. Abandonnant le terrain du théisme, où il s'était placé dans sa lettre de 1863 à Renan, il a proclamé la faillite des religions et il a contribué de toutes ses forces à la laïcisation de tous les services publics, tout en réclamant d'ailleurs le respect de la liberté de conscience. Mais est-ce à dire, pour cela, qu'il soit devenu matérialiste?

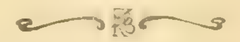
Peut-on soutenir qu'il a été un ennemi de toute religion, du christianisme, en particulier? Nous ne le pensons pas ; car, comme on peut s'en convaincre par plusieurs de nos citations, il n'a jamais méconnu les services rendus, par le christianisme entr'autres, à la cause de la civilisation. Il a éprouvé de vives sympathies pour le protestantisme libéral, dont il a eu près de lui un témoin fidèle. Il est resté un idéaliste.

Ce qu'on peut dire, c'est qu'il était devenu agnostique, c'est-à-dire que, tout en reconnaissant une finalité, un ordre intelligent dans la nature, il voulait en ignorer la cause suprême ; c'est qu'il en était venu à douter de l'action morale des religions sous leur forme actuelle.

Mais, si c'est une forme de la religion que de croire à un idéal suprême de vérité, de justice et de bonté et de consacrer de persévérants efforts au progrès de ces causes dans le monde, nous sommes convaincu que Berthelot a eu ce culte-là. On ne saurait donc taxer de matérialisme celui qui a écrit, en parlant de son amitié pour Renan, ces lignes :

« Il y avait entre nous un sentiment profond qui nous a rapprochés dès le premier jour. Nous étions enflammés par une ardeur continue et désintéressée, qui nous portait à aimer, par-dessus tout et avant tout, le bien, l'art et la vérité (1). »

G. Bonet-Maury.



EN ALLEMAGNE :

L'OPPOSITION ET LE « BLOC NATIONAL »

Le Reichstag est en vacances : il ne rentrera que le 19 novembre. Les députés se sont enfuis vers leurs circonscriptions, ou sont allés détendre leurs nerfs dans une ville d'eaux. L'Empereur a quitté Berlin pour faire sa croisière annuelle, et la vie politique de la nation semble suspendue.

Il ne faudrait pas trop se fier à ces apparences. La trêve est loin d'être scrupuleusement observée. Il n'est en réalité guère de pays où, sous une surface paisible, les intrigues des factions et les manœuvres des partis maintiennent une agitation aussi continue. Autour du souverain, dont la haute intelligence ne s'appuie pas toujours sur une connaissance suffisante de la vie et sur une expérience personnelle, les coteries des favoris et des grands seigneurs se disputent la faveur de l'entourer et de le dominer sans pouvoir toujours prévenir les brusques écarts de sa volonté. Ces « camarillas » n'ont pas cessé, ne cesseront pas de sitôt de jouer, dans l'histoire de la Prusse, un rôle plus ou moins visible, toujours important, quelquefois décisif : Bismarck fut, à tout moment, obligé de compter avec elles. Au-dessous de la cour, agissent les bureaux de la chancellerie et des ministères, rouages par lesquels doit passer l'impulsion d'en haut, mais où elle s'atténue et parfois se déforme jusqu'à en sortir méconnaissable, car cette bureaucratie ne s'astreint en aucune manière à suivre aveuglément les instructions du maître et ne se gêne pas, dans beaucoup de cas, pour entraver ou même contrarier sa politique. Quant au Reichstag, il ne limite guère, assurément la puissance de l'exécutif en matière de politique étrangère, et dans la politique intérieure l'Allemagne ne possède pas le régime parlementaire, c'est-à dire où les conflits entraînent des changements de ministres ; bien au contraire, ces conflits amènent souvent le maintien aux affaires d'hommes qui seraient impossibles dans un autre pays, car la Couronne n'aime pas à recevoir des conseils, et ne se gêne en rien pour contredire les décisions de la « représentation nationale ». Toutefois, aujourd'hui que les États ne sont plus guère, dans cet Empire fédéral, que des provinces largement décentralisées, les partis tendent à prendre une importance, sinon une influence grandissante ; s'ils ne sont pas encore en situation d'imposer leur volonté, ils n'en représentent pas moins, de façon assez exacte, les tendances multiples et souvent opposées de la nation. Et le pouvoir central se voit obligé, bon gré mal gré, de compter, quelquefois même de composer avec eux.

*
* *

Quand on apprit, le 13 décembre dernier, la dissolution du Reichstag, l'étonnement fut grand, en Allemagne même. Grâce à une politique de prudence et de conciliation, le gouvernement et l'assemblée avaient vécu en assez bons termes, et le premier avait même remporté de vrais succès : la loi d'augmentation de la marine de guerre avait passé sans conflits ; les questions des traités de commerce, des pensions militaires, et même la réforme financière, malgré la délicate question de l'impôt sur les successions, n'avaient pas donné lieu à de sérieuses

(1) [illegible] Introduction (*in fine*).

difficultés. En Prusse même, les nouvelles lois sur les mines et sur les écoles avaient passé sans encombre. La mince question des crédits coloniaux ne semblait pas suffisante pour justifier une mesure qui venait troubler toute la vie de la nation; toute l'Allemagne empruntait le mot du poète Scheffel et répétait : « Un aérolithe doit être tombé dans la soupe du gouvernement impérial. »

Il n'y était pas tombé, il y était depuis longtemps, et son volume risquait de faire déborder le vase. Les tenants du « régime personnel » estimaient que l'Assemblée, depuis des années, élevait le ton de façon intolérable, et dans les sphères gouvernementales, personne ne voulait l'extension d'un parlementarisme que l'on jugeait dangereux pour un État monarchique et de fondation récente; d'autant plus que les groupes les plus puissants affichaient des tendances soit démocratiques, soit cléricales, difficiles à concilier avec les traditions des Hohenzollern. Même l'autonomie, ou tout au moins la liberté d'allures des pouvoirs publics se trouvait limitée vis-à-vis d'un de ces groupes, celui du Centre. Si l'on exagère en parlant de la tyrannie du Centre, de gouvernement occulte, il faut reconnaître que ce parti obtenait à peu près tout ce qu'il voulait en matière économique et sociale. De là, dans la masse protestante de la nation, une mauvaise humeur voisine de l'irritation. La question coloniale fut simplement l'occasion qui décida le gouvernement à donner satisfaction à une partie de l'opinion publique, et à lancer son bruyant appel « au sentiment national. »

On sait le reste. La campagne contre le Centre ne fut pas, d'ailleurs, menée avec la vigueur que l'on aurait pu croire, et le fameux mot d'ordre : « Contre les rouges et les noirs » n'eut guère d'effet que contre les socialistes. Les catholiques, très habilement, déclaraient vouloir faire respecter les droits du Reichstag sur le budget et défendre ses attributions constitutionnelles. Dans certains endroits, le Centre agita même à nouveau le fantôme du conflit politico-religieux à la faveur des événements qui se déroulaient en France; et grâce à sa puissante organisation électorale, qui pénètre jusqu'aux villages les plus reculés, il sortit indemne de la lutte; bien mieux, il y gagna près de 300.000 voix.

Néanmoins, à l'heure actuelle, le sentiment, inavoué mais certain, des chefs du parti, est celui sinon d'une défaite, du moins d'une diminution. Leur situation n'est plus, en effet, ce qu'elle était aux jours bénis où ils continuaient la politique de Windthorst vis-à-vis de l'exécutif, et lui donnaient leurs voix moyennant de larges concessions en matière religieuse, sociale ou financière. Aujourd'hui, même avec l'appoint des socialistes, des Polonais, des Alsaciens, de quelques « sauvages », ils ne peuvent arriver à constituer une majorité d'opposition. Leurs adversaires exploitent contre eux certaines ententes locales conclues avec les socialistes dans l'ouest et le sud de l'Allemagne. Dans les rangs mêmes du parti, quelques flottements se manifestent. Les éléments modérés trouvent que vraiment certains « jeunes » ont donné un peu trop dans la politique de scandale; et même une poignée de dissidents a tenté, sans succès jusqu'ici, un schisme dans la province du Rhin, en constituant le groupe des « catholiques nationaux ». Quelques divergences se manifestent aussi sur le terrain social où cependant la majorité du parti semble très résolue à s'inspirer de l'esprit démocratique, à abandonner les derniers vestiges des conceptions féodales ou patriarcales dont certains attendaient naguère la solution des problèmes les plus épineux, à lutter tout à la fois contre l'indifférence des classes dirigeantes et contre les chimères socialistes, et à présenter aux prolétaires un programme précis qui concilie la liberté des ascensions humaines avec le respect des droits acquis et de l'ordre établi. L'indécision est plus grande sur la tactique à tenir au Parlement. Le Centre manque aujourd'hui de diplomates capables d'amener une réconciliation avec le pouvoir, et de chefs qui soient de taille à conduire vaillamment le parti dans l'opposition. De là certaines contradictions et peut-être certaines défaillances : sur la fameuse question des crédits coloniaux, lorsqu'elle est revenue devant le Reichstag, le Centre n'a fait qu'une résistance de pure forme; et dans la discussion du budget de la guerre, il a même renchéri sur certains crédits demandés par le gouvernement! Quelques catholiques déplorent cette attitude boudeuse, et qu'ils accusent de manquer de dignité. « Il serait à souhaiter, disent-ils, que le Centre restât dans l'opposition un an ou deux. Cela lui rendrait une certaine cohésion et relèverait peut être les caractères. Il était vraiment trop commode d'être un parti de gouvernement ». Mais ces sages ne sont qu'une poignée. Le 14 mai dernier, le Centre s'est abstenu en masse de figurer à la soirée parlementaire offerte par le prince de Bülow à la veille de la clôture de la session; et, le chancelier en fût réduit à masquer les vides en recevant ses invités non dans les brillants salons de la Wilhelmstrasse mais sous les ombrages obscurs du parc. Il en serait de même le jour où les catholiques franchiraient à nouveau la porte de la chancellerie, et la réconciliation, si elle doit se faire, sera certes moins bruyante que ne le fut la rupture.

En 1903, 750.000 électeurs des classes moyennes avaient marché avec les socialistes : en 1907, ils ont préféré faire route avec des partis moins bruyants

et moins querelleurs, et ce furent les partis « bourgeois » qui se partagèrent les trente-six mandats enlevés à leurs adversaires. La démocratie socialiste a bien gagné 250.000 suffrages ; mais cet accroissement même n'était pas celui qu'espéraient les dirigeants du groupe. Quand ils se virent réduits de soixante-dix-neuf sièges à quarante-trois, leur déception fut grande. Ils avaient en effet escompté un gain d'au moins dix à vingt sièges ; et, se rappelant le bond prodigieux de 1903, ils se trouvaient déconcertés et inquiets. Leurs adversaires eux-mêmes paraissaient étonnés : le comte de Posadowsky n'avait-il pas prédit que les socialistes reviendraient au nombre de cent-seize ? Toutefois, la première stupeur passée, les chefs ont regardé la situation en face. Avec beaucoup de crânerie, ils n'ont pas hésité à reconnaître leurs torts et à faire leur *mea culpa*.

Sans aucun doute, la première cause de ce retentissant échec fut que le socialisme, s'il avait une ligne de conduite assez nette, n'a plus, en revanche, de programme scientifique. Sa *magna chàrta*, le marxisme, n'a pu résister au contact des faits : ni le dogme de la concentration dans l'agriculture, ni la théorie de la « prolétarisation » des masses, ni celle des crises économiques ne semblent aujourd'hui justifiées par l'évolution sociale. Il ne restait que le principe de la lutte des classes, nécessaire pour conduire à la victoire les forces productrices, lisez : les classes laborieuses. Or, précisément ici de graves désaccords se manifestaient. La masse des ouvriers trouvait que le fameux État de l'avenir tant de fois annoncé, le *zukunftstaat*, n'approchait pas de sa réalisation, ils réclamaient des réformes plus modestes, mais plus tangibles, et commençaient à se lasser du « romantisme révolutionnaire » formulé en ces termes par Bebel à Iéna : « Je demeure, et resterai jusqu'à la mort, l'ennemi de la société bourgeoise et je veux la détruire de fond en comble. » En regard de ces déclamations, le travail positif des syndicats et des coopératives, peu curieux de politique, mais soucieux d'améliorer la situation de la classe ouvrière en l'organisant, devait sembler autrement efficace. Et le choix des ouvriers, à l'exception des anarchistes, entêtés à l'idée d'émeutes, de barricades et grève générale, n'était guère douteux.

Aussi le résultat du scrutin a-t-il donné à réfléchir aux promoteurs du socialisme. « Cette consultation est une leçon de choses » écrivait naguère le *Vorwärts*. Elle a souligné, en effet, que les idées conservatrices sont encore fort répandues en Allemagne, et que ce n'est pas une opposition parlementaire entêtée, aveugle, systématique, qui peut regagner la confiance des masses. Il faudrait, et les représentants les plus autorisés du « socialisme parlementaire », s'en rendent fort bien compte, renoncer à toutes les querelles qui divisent les intellectuels du parti, les Bebel, Kautsky, Mehring, von Elm, Huë Legien, Calwer, Schippel, Bernstein... (ce qui est plus facile à dire qu'à réaliser), en second lieu, se mêler plus étroitement qu'autrefois à la vie politique de la nation, éclairer les esprits de façon à grossir, même au prix de certaines concessions, le chiffre des adhérents ; enfin, accepter les réformes législatives qui tendent à l'amélioration du sort des ouvriers, quitte à proclamer qu'on les regarde comme des simples « à compte » et à faire remarquer que de pareils votes n'impliquent jamais une marque de confiance à l'égard du gouvernement. Bref, dit la *Sozialrevisionistische Demokratie*, « tâcher d'obtenir ce qui peut être obtenu avec la majorité actuelle ». D'autre part, comme le mouvement national a de profondes racines dans le pays, il serait nécessaire de renoncer de plus en plus à l'attitude du parti sur les questions patriotiques et militaires, attitude que la situation extérieure de l'Empire rendrait d'ailleurs fort dangereuse. En cas de conflit, on reconnaît qu'aucun parti n'a plus d'intérêt que la classe ouvrière à défendre le prestige et l'intégrité de l'Allemagne contre une ou plusieurs puissances étrangères. On peut combattre les abus du militarisme sans être antipatriote. « Cette idée de patrie, dit Bernstein, c'est la bourgeoisie égoïste et capitaliste qui l'a rapetissée ; c'est sous des apparences de patriotisme qu'elle essaie de dissimuler sa peur d'une transformation sociale. » Et le « farouche » Bebel, visitant avec quelques membres du Reichstag un casino d'officiers, s'est extasié sur la simplicité du régime imposée par le métier des armes et s'est fait remarquer par son extrême politesse. Il a formulé lui-même sa pensée actuelle dans ces termes :

« Si la sociale démocratie approuve toutes les initiatives loyales qui ont pour but d'assurer la paix, elle considère cependant une organisation militaire comme indispensable aussi longtemps qu'existe encore le danger d'une guerre. C'est pourquoi les idées et la propagande antimilitaristes d'Hervé sont, pour nous, impossibles. Et par conséquent, si un membre du parti socialiste propageait des revendications analogues à celles que Hervé défend, nous serions en droit de nous demander en vertu de notre programme : ce membre appartient-il encore au parti ? »

Grâce à cette tactique de concessions, les chefs augurent favorablement de l'avenir. Il est incontestable qu'il n'y a pas, en Allemagne, un recul de l'idée socialiste ; tout au moins, il serait puéril de croire que la marche du mouvement ouvrier soit arrêtée et la force de la démocratie, définitivement brisée. Le triomphe des socialistes d'Autriche a fait naître de nouveaux espoirs et le récent succès obtenu aux élections bavaroises, où le

nombre des socialistes qui siègent au Landtag de Munich a passé de 12 à 20, ne permet pas de considérer comme sans appel le verdict du mois de janvier. Verdict rendu, d'ailleurs, dans des conditions très spéciales : les élections de 1903 avaient eu lieu en pleine période de crise, la situation monétaire était mauvaise, le marché industriel et le marché du travail étaient profondément ébranlés. Mais, depuis 1903, une amélioration est intervenue et s'est maintenue jusqu'à l'heure présente. L'agriculture s'est relevée, grâce aux tarifs protectionnistes ; les transactions commerciales ont repris un nouvel essor ; et grâce à la consommation de plus en plus élevée dans toutes les classes sociales, l'industrie a été jusqu'ici prospère. Certes, les prix ont augmenté ; mais ce fait apparaît comme compensé par l'augmentation des salaires. Rien d'étonnant si cette situation favorable a agi, en janvier dernier, sur l'opinion publique déjà fortement influencée par le « mot d'ordre national. » Mais ce serait folie d'escompter l'éternité de ce prodigieux essor. La saturation du marché intérieur, la surpopulation de l'Allemagne, les difficultés financières sont autant de points noirs qui grossissent à l'horizon. Que la « fièvre industrielle » vienne à se calmer, qu'un simple ralentissement se produise, qui sait si ces immenses agglomérations ouvrières, tranquilles, aujourd'hui que le râtelier est bien garni, se résigneront de bon cœur à une situation amoindrie ? D'autant plus que la civilisation allemande, pour brillante qu'elle paraisse, a presque exclusivement orienté les esprits vers les préoccupations d'ordre matériel, qu'un immense désir de jouir s'est emparé de la nation et que la résignation est une vertu dont les adhérents se font de plus en plus rares, en Allemagne peut-être plus qu'ailleurs.

En face du Centre et des socialistes, conservateurs et libéraux constituent le « bloc national », sur lequel, jusqu'ici, M. de Bülow a fait reposer ses espérances. Il a indiqué à plusieurs reprises, cette combinaison indispensable entre l'esprit conservateur et les tendances libérales, et à laquelle l'Allemagne a dû les périodes les plus fécondes de son histoire, comme le but auquel il s'efforcerait de parvenir dans sa politique intérieure. La tâche n'est pas aisée. Les points de « friction » sont nombreux entre les deux groupes. Les plus graves proviennent de l'opposition des intérêts : les conservateurs sont pour la plupart défenseurs intraitables des intérêts agricoles, les libéraux, champions non moins ardents de l'industrie et du commerce. Mais tant que le Centre est éliminé, ce sont les libéraux qui doivent prendre sa place, et lorsque M. von Mühlberg, dans son discours aux journalistes anglais, vante les tendances libérales du gouvernement impérial, il est très probablement l'interprète fidèle du chancelier.

Reste à savoir si le parti « national-libéral » peut tenir le rôle qu'on veut lui faire jouer. On l'a beaucoup plaisanté, avec plus d'esprit peut-être que de justice ; on a raillé ses contradictions pendant les dix ans qu'il fut le pivot de la politique allemande et sa servilité légendaire vis-à-vis de Bismarck. C'est un peu oublier que ce parti représente une grande idée, et que, s'il dut faire des sacrifices à la réalisation de l'unité allemande, la plupart de ses membres agissaient plus par conviction que par ambition. Leur influence dans le gouvernement n'a été nullement négligeable. Recrutés en général parmi les représentants de l'industrie et du commerce, ils tenaient moins encore à des garanties constitutionnelles qu'à la disparition du régime féodal qui entravait l'essor économique du pays. Ce sont eux qui ont obtenu de Bismarck des réformes considérables dans cet ordre d'idées, et c'est cette bourgeoisie capitaliste qui a fait, en définitive, la grandeur matérielle de l'Allemagne moderne.

Son rôle a bien diminué depuis l'époque (1877), où il comptait 140 représentants au Reichstag. Je sais beaucoup d'Allemands qui le regrettent, et qui souhaiteraient le voir reprendre un nouvel essor. Ce parti apparaît sans doute quelquefois de vue un peu courte : il s'entête à des revendications abstraites, poursuit la réalisation d'un parlementarisme dont il ne saisit pas toujours la portée, ni s'il peut fonctionner dans l'état actuel de l'Empire. Mais les principes qu'il défend, il serait regrettable de les voir disparaître. Or, précisément parce qu'il s'appuie sur des principes spéculatifs, il trouve moins d'écho chez un peuple que la civilisation moderne a orienté vers des préoccupations matérielles, il se heurte à des adversaires qui offrent à leurs électeurs des programmes précis, concrets, et substantiels. Son œuvre d'antan commence à travailler contre lui.

Il lui reste de sa puissance disparue une influence occulte, mais considérable, les bureaux et les administrations étant peuplés de ses créatures. Il fait d'ailleurs des efforts méritoires pour se ressaisir, pour prêcher aux masses l'évangile du libéralisme. Il a profité de la rupture avec le Centre pour donner libre carrière à son anticléricalisme voltairien, pour s'en faire un argument auprès des populations protestantes de l'Empire. Si jamais un nouveau Kulturkampf éclate, c'est de ce camp que partira l'étincelle.

Son entente avec les conservateurs n'a pas été rompue jusqu'à l'heure actuelle. Les deux partis ont marché d'accord dans les questions de politique coloniale, qu'ils regardent non comme un caprice impérialiste, mais comme une nécessité. Ils ont, à la vérité, des tendances diamétralement opposées au

point de vue économique, les agrariens affichent un protectionnisme décidé, les libéraux sont partisans modérés du libre-échange. Et l'on se demande si cette tension en quelque sorte traditionnelle permettra de réaliser un travail effectif. Depuis les dernières élections, le Reichstag n'a à peu près rien fait; il est presque permis de dire qu'il n'a rien voulu faire. Ne va-t-on pas entrer dans une période d'inaction, peut-être même de réaction dans les réformes sociales, si la minorité des conservateurs, des agrariens et des fabricants féodaux réussit à se faire entendre de ce « pouvoir fort » qu'elle est toujours prête à invoquer dès que ses intérêts lui paraissent menacés?

C'est là le problème le plus grave qui s'impose à l'attention du gouvernement. Sur le terrain économique, en effet, l'entente n'est pas impossible; les intérêts de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et du travail peuvent aller de concert, et ni le protectionnisme ni le libre-échange ne sont des dogmes absolus qui excluent la possibilité d'une transaction raisonnable. Mais les revendications essentielles de la politique libérale auxquelles ce parti ne saurait renoncer sans se suicider, c'est-à-dire le respect des droits de l'individu, l'égalité devant la loi, une administration impartiale de la justice, un système d'impôts équitable et le développement de l'autonomie administrative, elles, se trouvent en conflit direct avec les intérêts du clan conservateur, et il est permis de douter que celui-ci consente de bonne grâce à des réformes destructives de ses privilèges : l'Allemagne ne connaîtra jamais une nuit du 4 août. En particulier, il ne renoncera jamais volontairement, en Prusse, au fameux système électoral des trois classes dont l'abolition est à l'ordre du jour des autres partis. Quoi qu'il en soit d'ailleurs de ces difficultés, si cet « accouplement libéro-conservateur » doit durer, le prince de Bülow apparaît comme l'homme le plus capable de le prolonger. Au fond de son âme, ce grand seigneur ne répugnerait pas, dit-on, à une entente avec des groupes libéraux, même les plus avancés, et sa légendaire habileté diplomatique trouvera là un beau champ d'activité. Des conflits ne sont à prévoir, à l'intérieur de la majorité, qu'à l'entrée en scène de questions capitales pour l'avenir du pays. Dans les circonstances actuelles, pour dissoudre la communauté d'intérêts imposées à la droite et à la gauche par la lutte contre le Centre et la démocratie socialiste, il faudrait une perturbation profonde dans la prospérité économique de l'Empire, dans sa situation religieuse ou dans sa politique internationale. Pour le repos de l'Allemagne et la paix du monde, il est à désirer qu'aucune de ces hypothèses [illegible]

[illegible]

L'EDERA

—

(**Le Lierre**) (1)

Annesa était devenue plus triste et plus taciturne que d'habitude.

Après dîner Gantine invita le marchand à sortir avec lui et dit à la servante.

— Nous allons conduire le cheval chez Zio Castigu et puis nous ferons un tour dans le pays. Laisse la porte ouverte.

— Non, ma foi, répondit vivement Annesa, tu resteras peut-être dehors toute la nuit. Je fermerai la grande porte. Tu peux bien prendre la clef.

— C'est bon, adieu, répartit Gantine en lui passant un bras autour de la taille. Je rentrerai de bonne heure, sois-en sûre.

— Fais ce que tu voudras — répliqua-t-elle en le repoussant avec rudesse.

En outre du cheval de Paulu, les deux jeunes gens emmenèrent aussi la jument du marchand de brides, parce qu'il n'y avait de place que pour un cheval sous le hangar. Ils conduisirent les deux bêtes chez un pasteur qui avait été de longues années domestique chez les Decherchi, puis ils allèrent dans un débit de vins où ils achevèrent de s'enivrer.

Paulu sortit aussi avec son ami; Donna Rachel et la petite fille s'en furent coucher; les deux grands-pères causèrent encore un peu; Annesa finit de ranger la chambre et la cuisine et prépara son lit.

Elle dormait sur le canapé dans la salle à manger afin de soigner le vieil asthmatique : quand Gantine était au pays, Donna Rachel, pour éviter aux deux fiancés l'occasion d'une dangereuse entrevue nocturne, priait Paulu ou Zio Cosimu de remplacer Annesa et celle-ci montait dans une des chambres supérieures; mais cette nuit-là le marchand de brides devait coucher à la cuisine avec Gantine et le danger était évité.

La bonne prépara les deux paillasses pour le domestique et pour l'hôte, ferma le portail, puis la petite porte qui donnait sur le jardin, mit les clefs dans sa poche et le verrou à la porte de sa chambre. Si Gantine revenait, il ne pourrait pénétrer que dans la cour et dans la cuisine.

Les deux grand-pères se retirèrent; Zio Zua s'assoupit Alors, Annesa éteignit la lampe, alluma la veilleuse, mais ne se coucha pas. Elle n'avait pas sommeil; elle paraissait même très surexcitée et ses yeux, maintenant que personne ne l'observait, brillaient d'une flamme sombre, avides et cernés.

Elle sortit dans le corridor, ouvrit la porte qui

(1) [illegible]

donnait sur le jardin et s'assit sur la marche de pierre.

La nuit était chaude et tranquille, à peine éclairée par le voile blanchâtre de la Voie Lactée et par les étoiles étincelantes.

Devant Annesa s'étendait le potager sombre et muet, d'où montait une senteur âpre de tomates et de plantes aromatiques : l'odeur du romarin rappelait la montagne, les solitudes sauvages, la vallée primordiale couverte de broussailles et d'arbustes qui entouraient le pays.

Et la montagne était là avec son profil énorme d'échine humaine et semblait dormir, près de l'horizon étoilé.

Les grands arbres noirs, au fond du jardin, étaient si graves et immobiles, qu'on les aurait pris pour de sombres rochers ; mais la paix, le silence de la nuit, l'inertie des choses pesaient comme un mystère sur le cœur d'Annesa. Par moment, elle croyait étouffer et respirait péniblement comme le vieil asthmatique. Elle aussi avait deviné : Paulu revenait de Nuoro sans l'argent que, depuis trois mois, il cherchait dans toutes les parties de la province. La ruine était imminente et peut-être quelque chose de pire que la ruine.

« La maison et le jardin, la *tanca*, le cheval, les meubles, tout sera vendu aux enchères... » gémissait intérieurement la pauvre fille, le corps penché en avant jusque sur les genoux ; « on les chassera comme des chiens affamés et la famille Decherchi deviendra la plus malheureuse du pays. Il faudra s'en aller comme des mendiants qui vont de pays en pays... de fête en fête... Ah ! »

Elle poussa un profond soupir en se rappelant son origine.

« Il aurait mieux valu qu'ils me laissent continuer mon chemin... Ah ! je n'aurais pas souffert autant, je n'aurais pas vu ce que j'ai vu, ce que je verrai. Qu'arrivera-t-il ? que deviendrons-nous ? Donna Rachel en mourra de chagrin... *lui*... *lui* ?... sa fin... il l'a déjà dit comment il finirait... Non, non, j'aimerais mieux... »

Elle se releva en frissonnant.

Paulu avait menacé de se suicider et cette obsession, et l'idée que le vieil asthmatique gardait sous son oreiller un tas d'obligations et, que par avarice, par rancœur contre le jeune veuf, il s'entêtait à ne pas lâcher un sou pour sauver sa famille de la ruine complète, donnait à Annesa une fièvre d'angoisse et de haine.

« Vieux scorpion », reprit-elle en menaçant à part soi le vieux ladre, « je te ferai mourir de rage ; je te ferai mourir de faim et de soif, gare à toi si ce que je prévois se réalise..... Gare à toi, gare à toi, tu nous laisses agoniser, mais moi... »

Elle ne finit pas d'exprimer sa pensée : quelqu'un ouvrait la porte de la rue. Elle bondit sur ses pieds, se retourna, et attendit, anxieuse. Paulu entra, la vit, ferma la porte, puis s'avança sur la pointe des pieds et regarda, sur le seuil, dans la chambre à peine éclairée par la veilleuse. Le vieillard, toujours adossé à ses oreillers, avait les yeux clos, la tête penchée et, même en dormant, respirait avec peine. Paulu, s'étant assuré que Zio Zua dormait, s'approcha d'Annesa, lui passa un bras autour des épaules et l'étreignit avec un élan passionné.

Elle trembla de tout son corps : les bras ballants, les yeux fermés, elle parût prête à s'évanouir et se laissa entraîner par Paulu au fond du jardin, vers le bois. Mais quand ils furent là-bas dans l'ombre qui protégeait leurs amours, sous un arbre noir et immobile dont les branches semblaient pétrifiées, Annesa se ressaisit, releva les bras et se cramponna nerveusement à Paulu.

— Je croyais que tu ne reviendrais pas, lui murmura-t-elle en pleine figure ; je t'ai vu si sombre, si triste... Mais tu es revenu... tu es revenu... te voilà ! Je crois rêver... Dis-moi... dis moi... dis-moi...

— Je me suis débarrassé de l'hôte : je l'ai laissé chez l'abbé Virdis où j'irai le reprendre... Gantine a la clef ?

— Oui ; j'ai fermé partout, dit Annesa d'une voix sourde, parle... parle...

— Rien encore, répliqua-t-il, mais ne pensons pas à cela.

Et il l'embrassa. Ses lèvres brûlaient, mais il y avait dans son baiser une ardeur amère, le désespoir de l'homme qui cherche sur les lèvres de la femme l'oubli de ses tracas et de ses chagrins. Annesa était intelligente et comprenait les sentiments de Paulu : elle se laissa embrasser sans insister dans ses questions, mais elle se mit à pleurer en silence.

Pas le moindre bruit autour d'eux. Un parfum comme de poires mûres se mêlait à l'odeur humide du jardin ; au loin, dans la profondeur du bois sombre, une pointe de feu brillait par moments et avait l'air d'un œil qui s'ouvrait de temps en temps pour guetter les amants. Et une voix lointaine, jeune et sonore, mais un peu avinée — peut être la voix de Gantine — chantait une *battorina* (1) d'amour.

Bona notte, donosa,
« Comente ti la passos, riccu mare !... »

Mais Annesa n'entendait rien, ne voyait rien : elle avait seulement conscience d'être près de Paulu et elle pleurait d'angoisse et de plaisir.

— Annesa, lui dit-il enfin, presque fâché, en

(1) Un quatrain.

voilà assez. Tu sais que je n'aime pas à voir les gens tristes.

— Et toi est-ce que tu es gai ?

— Je ne suis pas gai, c'est possible. Mais je ne désespère pas. Après tout, si nos biens sont vendus comme ceux d'un pendu, la honte retombera sur lui plus que sur nous. Tout le monde sait qu'il pourrait nous sauver. Vieux scorpion, maudit avare. Quand je le vois, le sang me monte à la tête. Si j'étais un autre homme, je l'étoufferais.

Dans l'obscurité Paulu s'anima, s'agita, lui serra les mains comme pour étouffer quelqu'un. Annesa tressaillit, essuya ses larmes et murmura d'une voix plaintive.

— Si seulement il mourait une bonne fois, mais il ne meurt pas, il ne meurt pas. Il a la vie dure comme les chats...

— Je suis allé à Nuoro, raconta le jeune homme, répondant à la question d'Annesa. J'ai cherché de l'argent partout. On m'avait indiqué un usurier, un vieux type gros comme une outre. Je me suis humilié, j'ai prié, je me suis abaissé, moi, oui, je me suis abaissé jusqu'à prier comme un saint ce vieillard immonde, cet ignoble ruffian. Rien ! Il m'a demandé la signature de Zua Decherchi... comme si je pouvais obtenir la signature de ce vieux grigou ! Puis j'ai été chez un propriétaire qui m'a regardé en souriant et m'a dit : « Je me rappelle quand tu étais au séminaire de Nuoro, tu étais un garçon qui promettait beaucoup. » Et il m'a renvoyé sans argent ! Ensuite... Mais à quoi bon rappeler ces choses-là ? J'ai subi en vain toutes les humiliations, moi, moi, Paulu Decherchi... moi... et j'ai dû courber le front comme un mendiant.

Annesa baissa la tête, humiliée et consternée, elle aussi.

— On n'a plus confiance en toi, murmura-t-elle timidement — Zio Zua t'a discrédité en répandant le bruit que tu avais été cause de la ruine de la famille. Mais, si Dom Simone... y allait... peut-être trouverait-il de l'argent...

Paulu ne la laissa pas continuer. Il lui serra la main avec violence et lui déclara bien haut :

— Annesa, je te pardonne, parce que tu ne sais pas ce que tu dis ! Tant que je vivrai, moi, personne autre de la famille ne devra s'abaisser.

Annesa garda encore le silence; elle chercha l'autre main de Paulu, la porta à ses lèvres et la baisa.

— Pourquoi... soupira-t-elle, comme en parlant à cette main froide et inerte, pourquoi, ne cherches-tu pas encore une fois à convaincre Zio Zua.

— C'est inutile, répondit Paulu d'un ton découragé, il ne ferait que m'insulter encore. Tu sais ce qu'il répète sans cesse... tu le sais bien, Annesa. Il dit que nous voulons le ruiner, que nous voulons l'assassiner.

— Ah ! soupira-t-elle, j'ai été bien souvent tentée de lui prendre les titres de rente qu'il cache sous son oreiller : il faudra en venir là...

— Il serait capable de nous faire arrêter tous, Annesa. Et puis, je ne suis pas un voleur... je me tuerai plutôt.

Annesa, saisie de frayeur et de chagrin, s'agrippa désespérément à Paulu :

— Voilà que tu recommences ! Paulu, Paulu, tu ne vois pas combien tu me fais peur. Ne dis pas cela; ne parle pas comme les fous. Voilà comme tu es, toi ! Laisse-moi parler; j'en ai le droit aussi... Rappelle-toi, Paulu, tu as causé tant d'ennuis à tes grands-pères et à ta sainte mère, et maintenant, tu veux les faire mourir de honte et de douleur... Ne répète jamais cette chose horrible, n'en parle plus.

— Soit, n'en parlons plus...

— Écoute-moi bien, poursuivit-elle, toujours plus agitée. Je dois te dire une chose. Rappelle-toi, Paulu, rappelle-toi, quand tes parents voulaient te faire épouser Caderina Maiule. Elle était riche, elle était de bonne famille; et tu ne l'as pas voulu parce qu'elle n'était pas belle. Il y a des années de cela; tu n'es plus un enfant capricieux. Et Caderina Maiule ne s'est pas mariée et voudra encore de toi. Épouse-la, Paulu, tout s'arrangera... Épouse-la, Paulu... si j'étais à ta place, moi, je l'épouserais.

Elle parlait comme dans le délire, lui soufflant sur la figure son haleine fiévreuse; et c'était lui, maintenant, qui se tenait les bras ballants, le front courbé, les yeux baissés.

Il se sentait défaillir, il étouffait, il croyait ne devoir plus jamais sortir de l'ombre noire et lourde qui l'entourait.

— Réponds-moi, continua-t-elle en le secouant avec ses maigres bras nerveux ; dis-moi : oui ; tu y as pensé n'est-ce pas? N'aie pas peur de moi, Paulu... Moi, j'épouserai Gantine, si tu veux ; nous nous en irons bien loin, lui et moi, et tu ne nous verras plus jamais. Oh, je le sais bien, vois-tu, je suis née pour mener une triste existence : le sort est contre moi ; il m'a jeté en ce monde comme on jette une loque dans la rue. Que suis-je, moi ? Une loque, une chose qui ne sert à rien... Ne te préoccupe pas de moi, Paulu... Que suis-je?

Paulu l'écoutait, et se taisait. Elle éveillait en lui compassion et dépit. Tout à coup, il la repoussa et murmura des paroles cruelles.

— Je n'ai jamais cru que j'étais à vendre, Annesa ! Mais peut-être aujourd'hui, est-il temps d'y penser puisqu'il n'y a pas d'autre remède. Qui sait? Il peut se faire que je suive ton conseil.

Alors, elle se tut, épouvantée. Il la repoussait;

mais elle se cramponnait à lui, et seulement quand il eut prononcé les derniers mots, elle ouvrit les bras, et tomba par terre, comme une plante grimpante privée de soutien.

— Que fais-tu, Annesa? murmura-t-il en se penchant et la croyant évanouie.

Elle gémit.

— Tu vois? dit Paulu d'un ton de reproche et de sarcasme en la relevant et lui caressant les joues comme à une enfant. Tu le vois toi-même, comme tu es sotte de me dire certaines choses. Tu m'humilies toujours. Et si ce n'était pas toi qui me parles ainsi, je ne sais pas ce que je ferais...

— Tais-toi, tais-toi, reprit-elle en sanglotant. Je ne devrais être que ton esclave et t'écouter à genoux. Tu as raison, Paulu : je suis sotte... je suis sotte... je suis folle. J'ai parfois des idées bizarres comme lorsqu'on a la fièvre; je voudrais courir le monde, pieds nus, en mendiant, en quête de la fortune pour toi... pour vous. Ne me gronde pas, Paulu, mon cher cœur... Tu l'as déjà dit que je suis comme le lierre; comme le lierre qui s'attache au mur et ne s'en détache plus tant qu'il n'est pas desséché.

— Ou tant que le mur ne croule pas, murmura l'homme avec un accent douloureux et ironique. Assez, n'en parlons plus, que Caderina Maiule épouse quelque vieux marchand de porcs, puisqu'elle n'a pas pu trouver mieux... Quant à moi, je garde ma petite Annesa et... voilà tout... A présent, je vais chercher Ballore Spanu. C'est un richard, tu le sais : peut-être me prêtera-t-il l'argent pour empêcher qu'on ne vende nos biens. J'ai envie d'essayer. Donne-moi encore un baiser et reprends ta bonne humeur.

Elle lui tendit ses lèvres tremblantes, mouillées de larmes, et il les reçut entre les siennes comme un fruit humide de rosée et, pour un instant encore, tous deux, ils oublièrent toutes les peines, les misères et les erreurs qui les séparaient, puis il partit et elle s'assit de nouveau sur le pas de la porte.

Elle n'avait pas sommeil, et l'idée d'être obligée de s'enfermer dans la chambre où l'on entendait à chaque instant gémir le vieil asthmatique l'effrayait presque. Mais à son inquiétude, à son chagrin se mêlait à présent une vague ivresse : elle sentait encore la saveur des lèvres de Paulu et elle n'avait devant les yeux que sa figure triste et narquoise, narquoise et voluptueuse. D'ailleurs cette figure ne la quittait jamais, la précédait partout comme son ombre. Depuis des années elle vivait en compagnie de ce fantôme que seule la présence réelle de Paulu faisait dissiper.

Annesa n'était pas une femme ignorante et inconsciente : elle avait étudié jusqu'à la quatrième élémentaire et ensuite elle avait lu beaucoup de livres; tous les livres que possédait Paulu. Lui-même avait été son meilleur maître et le plus suggestif. Il lui avait enseigné tout ce qu'il savait ou croyait savoir. Il lui avait indiqué les constellations, expliqué l'origine de l'homme et le mystère de l'éclair et de la foudre; et il l'avait excitée en lui donnant à lire des romans d'amour et il finit par la convaincre que Dieu n'existait pas.

Elle conservait deux ou trois des romans qu'elle avait lus dans sa prime jeunesse; elle les gardait précieusement, jaunis et froissés comme des livres saints lus et relus par plusieurs générations. Elle savait presque par cœur ces histoires d'amour et d'angoisse, comme des légendes familières.

Alors, au temps lointain de son adolescence, la famille était riche et puissante. Des valets et des servantes, des mendiants, des enfants pauvres, des hôtes des pays voisins, des chevaux, des chiens, des marcassins et des mouflons apprivoisés animaient la maison. Un pêcheur de truites venait tous les jours apporter sa pêche. On envoyait et on recevait des cadeaux : quelques hôtes restaient jusqu'à cinq et six jours et la table était mise en permanence. Et tandis que la cour était toujours pleine de mendiants, à la cuisine se cachait quelque pauvre honteux, c'est-à-dire quelque individu demandant l'aumône en cachette et auquel Donna Rachel était heureuse de faire la charité.

Annesa était alors servie et respectée comme une demoiselle par les domestiques : on la considérait moins comme la fille adoptive que comme la vraie fille de Donna Rachel et c'était elle qui avait les clefs et qui ouvrait même le meuble où Dom Simone renfermait l'argent dont il était pourvu à cette époque.

Elle s'en souvenait bien. Et que de fois elle avait regretté de n'avoir pas mis de côté quelques sommes qui lui auraient permis d'aider aujourd'hui ses « bienfaiteurs », tombés dans la misère. Elle avait passé par toutes les vicissitudes de la famille dans cette maison où le sort l'avait jetée comme le vent de mars jette les semences sur le sol auprès de l'arbre mourant. Et elle avait grandi comme le lierre en s'enlaçant au vieux tronc, se laissant emporter par la même rafale qui brisait l'arbre séculaire.

*
* *

Assise sur le pas de la porte, ombre dans l'ombre, Annesa se laissait entraîner par ses souvenirs; et ses souvenirs étaient tristes et avaient un fond vague et mélancolique comme ce ciel nocturne qui finissait devant elle sur la montagne endormie.

Parmi tous ces souvenirs, quelques-uns seulement se distinguaient et brillaient sur ce fond à la

manière des étoiles filantes qui semblent se détacher du ciel, fatiguées de se tenir à une telle hauteur sereine, pour descendre sur la terre où l'on aime et l'on meurt.

Ainsi une fois Paulu revint de Nuoro, et Annesa ne le reconnut pas, tant il était devenu grand et beau en un an.

Durant les vacances, pendant qu'un orage était déchaîné, il lui expliqua, mieux que ne l'aurait fait la maîtresse de troisième élémentaire, pourquoi l'air retentit après que la foudre l'a traversé.

— Je croyais que le tonnerre était la voix de Dieu, dit-elle, moitié riant, moitié sérieuse.

— Que tu es bête, il n'y a pas de Dieu, déclara-t-il, en regardant autour de lui dans la crainte d'être entendu par ses grands-pères.

— Qu'est-ce que tu dis, Paulu? murmura Annesa avec terreur, si Dom Simone t'entendait, si l'abbé Virdis t'entendait.

— L'abbé Virdis est un blagueur, un pécheur comme tous les autres hommes. Non, Annesa, il n'y a pas de Dieu. Si Dieu existait, reprit Paulu, il ne permettrait pas qu'il arrivât certaines choses en ce monde. A part l'histoire habituelle des riches et des pauvres, qui naissent tels que, sans que ce soit par leur mérite ou leur faute, il y a bien d'autres injustices, toi, par exemple..... pourquoi n'as-tu ni père ni mère, pourquoi ne sais-tu même pas qui tu es. Regarde, si je voulais t'épouser, je ne pourrais pas.....

Annesa pâlit, quoiqu'elle n'ait jamais pensé, même en rêve, à épouser le fils de ses bienfaiteurs. Puis les années passèrent. Un jour il arriva une chose épouvantable chez les Decherchi. Le père de Dom Paulu tomba, dans la cour, comme s'il avait buté et il ne se releva plus. Il adressa ces derniers mots à sa femme :

— Rachel, je te recommande *cet enfant-là*.

Et Gantine, le petit garçon que le bruit public disait être le fils du défunt, fut pris comme domestique à la maison. Comme Gantine était encore presque un enfant et n'était même pas capable de dépouiller un agneau, les autres serviteurs le taquinaient et le rudoyaient; il s'en plaignait à Donna Rachel.

— Enfant du Bon Dieu, lui disait la sainte femme, aies un peu de patience. Dis-leur que tu grandiras et que tu deviendras plus habile qu'eux.

Et Zio Cosimu Damianu, le père de Donna Rachel, ajoutait :

— Fils de Saint Antoine dis-leur : « Frati vanno e frati vengono », « e il convento fermo resta ».

Des moines partent et d'autres viennent, et l'abbaye demeure toujours.

Donna Rachel grondait son père parce que « fils de saint Antoine » signifie bâtard, et elle ne voulait pas que les domestiques aient à murmurer à cause de la réponse significative qu'il conseillait à Gantine. Mais Dom Simone intervenait, calme et souriant comme toujours.

— Ne te tourmente pas, laisse dire ce qu'on voudra, les gens ne sont jamais contents.

Et la paix régnait dans la famille.

Mais à cette époque justement commença le départ des domestiques; d'abord un, puis un autre, puis tous. Il ne resta que Gantine et un berger appelé Zio Castigu, parce qu'il était un peu simple d'esprit. La famille dégringolait de plus en plus. Les dettes de trois générations, les trois cents écus que Dom Simone avait empruntés à la Banque agricole, les billets souscrits par Dom Pilimu, les intérêts à 200 p. 100 de Paulu dévorèrent en quelques années les tanca, les vignes, les troupeaux et les chevaux de la famille entière.

Donna Rachel gémissait :

— Vous le voyez, c'est comme les feuilles de cactus : une feuille en engendre mille.

Au commencement, Dom Simone et Zio Cosimu Damianu geignaient et se disputaient, mais avec le temps ils s'habituèrent à la pauvreté et Dom Simone redevint calme et souriant et répéta son refrain philosophique :

— Ce n'est pas la peine de se tourmenter.

Laissons l'eau couler à la rivière.

*
* *

Annesa se rappelait.

Paulu, après avoir été chassé du séminaire de Nuoro, n'avait pas voulu continuer ses études, il s'amusait comme beaucoup de petits propriétaires sardes à courir de village en village pour les fêtes champêtres. Tous les mendiants de la Sardaigne qui vont justement de fête en fête le connaissaient. Les aveugles eux-mêmes disaient : « C'est ce chevalier de Barunei, Dom Paulu, un riche *ispassiosu* (1).

Dans les villages il empruntait aux usuriers de de l'argent qu'il gaspillait dans les fêtes. Il avait l'air d'aimer follement la vie. Certains jours il était bon et gai, certains autres méchant et violent.

Annesa se rappelait. Maintenant Paulu était devenu docile et doux, les années et les malheurs l'avaient dompté comme un poulain; mais alors ! que de fois l'avait-il battue parce qu'elle se laissait courtiser par Gantine.

— Tu devrais rougir ! C'est un domestique ! C'est un bâtard !

— Et moi ne suis-je pas une domestique? répon-

(1) Rambocheur.

dait-elle en pleurant, ne suis-je pas aussi l'enfant de personne.

— Il a dix ans de moins que toi.

— Les années ne comptent pas. L'arbrisseau mêle ses branches à celles du vieil arbre...

Les yeux de Paulu brillaient comme ceux d'un chat sauvage :

— Ingrate ! Effrontée ! *mantenuta par l'anima* (1).

Elle qui aimait Gantine parce qu'il ressemblait à Paulu, comme on aime le feu parce qu'il ressemble au soleil, elle pleurait, se taisait et travaillait. Elle était devenue réellement la servante de la maison, mais donna Rachel aussi pleurait, se taisait et travaillait.

*
* *

A cette époque Paulu se maria. La fiancée était une jeune fille noble, belle, mais pauvre et maladive. Pendant un an les deux époux vécurent heureux ; donna Kallina était bonne et rendait bons tous ceux qui l'approchaient. Son mari devint un autre homme ; mais après la naissance d'une enfant à la tête énorme, la jeune femme tomba gravement malade.

Dom Paulu la conduisit à Cagliari, à Sassari, sur le continent ; mais donna Kallina mourut et l'on vendit une autre tanca.

La maison devint triste, solitaire : les mendiants n'insistaient plus comme avant pour obtenir l'aumône ; les hôtes devinrent rares.

Dom Simone souriait toujours, mais avec tristesse ; il répétait qu'il faut se résigner et ne pas se tourmenter ; mais il grommelait parce que les gens ne croyaient plus en Dieu et par cela même commettaient le mal. Zio Cosimu Damianu, portant la petite Rose sur son bras, convenait que la crainte de Dieu est un grand frein contre le mal ; mais il excusait les fautes et les faiblesses humaines : les hommes sont nés pour le péché. Et la petite fille, vivant résultat de nombreuses faiblesses et de nombreuses fautes humaines, penchait son énorme tête sur l'épaule du vieillard et ne protestait pas.

Cependant Annesa s'était fiancée avec Gantine, après avoir demandé le consentement de ses bienfaiteurs. Elle avait dépassé trente ans Qu'attendait-elle encore ? Gantine était pauvre, mais travailleur. Ils se marieraient aussitôt que les Decherchi pourraient donner à Gantine un peu d'argent. Mais le temps passait et l'argent ne venait pas. Le fiancé était bon, calme et enjoué comme dom Simone. Il appelait Annesa de deux surnoms' *pili brundu* (cheveux blonds) quand elle se montrait tendre et gaie, chose très rare et *mudore* (la muette) quand elle restait silencieuse, triste et sombre pendant des journées entières.

— Fils de Saint-Antoine, disait Zio Cosimu Damianu, tu connais le proverbe sarde : « *Ribu mudu tiradore.* (1) »

En ce temps là, Annesa commença à ne plus croire en Dieu, parce que la famille de ses bienfaiteurs tombait de plus en plus dans la ruine. Etait-ce possible qu'il y eut un Dieu si mauvais. Les Decherchi n'avaient fait toute leur vie que le craindre, l'adorer et suivre ses préceptes, et lui les récompensait en les accablant des plus grands malheurs.

*
* *

Mais un beau jour, le Seigneur parut avoir pitié de la famille, si longtemps et si durement éprouvée.

Zio Zua, un vieux parent avare qui avait été à la guerre de Crimée, où il avait perdu une jambe, et qui, depuis, avàit toujours vécu seul, entassant l'argent de sa pension, proposa aux Decherchi de le prendre chez eux. Il leur donnerait tant par mois et ferait son testament en faveur de Rose.

Zio Zua était âgé, souffrait d'un asthme et avait peur d'être volé. Paulu n'aimait pas le vieil asthmatique, auquel il avait eu souvent recours pour se faire prêter de l'argent, mais il ne s'opposa pas à ce que Zio Zua vint chez eux. Et le vieillard vint ; il prit place à côté des deux grands-pères qui avaient coutume de prendre le frais assis devant la porte de la rue, pareils à deux lions vigilants à l'entrée d'un palais enchanté en ruines. Les gens écoutaient, en passant, les discussions et le bavardage des trois vieillards, qu'on avait baptisés « les Trois Rois Mages avec cinq jambes ».

Zio Zua haletait et disait pis que pendre « des jours d'aujourd'hui » en faisant allusion à Paulu ; Dom Simone convenait que son fils s'était ruiné parce qu'il n'avait jamais eu la crainte de Dieu ; mais Zio Cosimu Damianu, tenant Rose sur ses genoux, défendait « les jours d'aujourd'hui ».

— Nous avons tous été jeunes et nous avons commis nos erreurs. Le Seigneur a dit : « Que celui qui est sans péché lui jette la première pierre... »

— Pour qui dis-tu cela ? criait le vieil asthmatique en sortant de sa poitrine velue sa médaille militaire : tiens, regarde, la vois-tu, oui ou non, cette médaille, tu peux te mirer dedans comme dans un miroir.

Dom Simone feignait de se mirer, rajustait son bonnet, puis déclarait :

— Ma foi, il n'est pas très propre ce miroir.

Et Zio Cosimu Damianu s'exclamait :

(1) Elevée par charité.

(1) Il n'est pire eau que l'eau qui dort.

— Mais, fils de Saint-Antoine, qui est-ce qui parle de toi ; Zio Dechè. Pourtant, tu vois, c'est justement celui qui est sans péché qui jette la première pierre au pécheur. Celui qui est sans péché n'a pas de pitié!...

Puis Zio Zua racontait ses souvenirs de guerre. Sa voix rageuse se radoucissait et souvent il pleurait en se rappelant que la Marmora lui avait serré la main. Mais ses souvenirs étaient confus : entre autres choses, il s'obstinait à affirmer que les Sardes avaient pris part à la bataille de Balaklava, et c'est en vain que Dom Simone lui répétait :

— Non, c'était à la bataille de la Tchernaïa.

— Non, non, c'était à *Balaklava*. Je m'en souviens ; c'était en été, au mois d'août, mais il y avait un brouillard comme en hiver. Dès la nuit nous étions sur la montagne, sous les ordres de ce diable de major *Corpo Grandi* (1). Retenez-le ce nom-là Cor-po-gran-di, il ne faut pas se tromper d'une syllabe. Ce serait une offense comme de se tromper dans le nom de Dieu.

*
* *

Un jour Zio Zua tomba par terre comme était tombé Dom Pilimu. Il ne mourut pas, mais, quand on le releva, sa jambe droite était aussi raide et inerte que le morceau de bois qui remplaçait son autre jambe. On le mit au lit et il ne se leva plus. Il devint insupportable : il cacha sous son oreiller ses titres de rente et il ne les confiait même pas à ses parents pour toucher les coupons. La nuit il se réveillait en criant qu'on voulait le voler et il exigeait qu'Annesa dormît dans la même chambre que lui. Paulu commença à le détester ; et Annesa le haïssait parce que Paulu le haïssait. Et Gantine le haïssait parce qu'eux le haïssaient.

*
* *

Parmi ceux qui étaient restés fidèles et attachés à la malheureuse famille, il y avait Zio Castigu, le vieux serviteur qui s'était fait pâtre à Solus, c'est-à-dire qui avait acheté un certain nombre de brebis et qui les menait au pâturage pour son propre compte.

— Faites le tour du monde, disait-il avec admiration en parlant de la famille qu'il avait servie quarante ans, faites-en le tour si vous voulez, vous ne trouverez pas une famille meilleure et plus noble. Dom Simone? Mais si le bon Dieu mourait, les anges du ciel éliraient Dom Simone pour leur Seigneur et le nôtre.

(1) [illegible]

Dans le pays on se moquait de lui pour son fétichisme : chaque fois que le crieur public le rencontrait, il lui demandait :

— Eh bien! est-il mort le Bon Dieu?

Quand Zio Castigu alla se confesser, l'abbé Virdis, le recteur, le malmena aussi :

— *Anghelos santos* (1)! l'abbé Virdis employait cette interjection, même avec ses pénitents, ne dis plus jamais de ces choses-là, mon cher frère. Il n'y a qu'un seul Dieu et jamais Il ne mourra, pas même après nous avoir fait mourir tous.

Mais Zio Castigu ne cessait de louer la famille « la plus noble du monde ». Annesa aussi jouissait de toute l'admiration et de toute la confiance de Zio Castigu. Un jour, il lui confia qu'il était amoureux d'une riche et belle jeune fille du pays et il la pria de lui rendre un service.

— Je voudrais lui envoyer une lettre, écris-la-moi, toi, pili brundu. Pourquoi ris-tu?

— Parce que je ne sais pas écrire de lettres.

— N'importe : tu n'es pas un avocat ; il suffit de lui mettre comme cela : « Maria Pasquala, ma chère âme, je t'aime et si tu veux de moi, je te mettrai dans une niche comme un saint. » Voyons Annesa, fais-moi ce plaisir ; pour écrire la lettre je t'apporterai une feuille de *carta d'amore* qu'on pourrait envoyer même à la cour du roi.

Annesa lui promit d'écrire la lettre et Zio Castigu lui apporta cette fameuse *carta d'amore*, qui était une de ces feuilles de papier à dentelle ornée d'un cœur percé d'une flèche, employées par les collégiens pour leurs premières déclarations amoureuses.

Mais la déclaration n'eut pas le résultat désiré ; un frère de Maria Pasquala, voyant un jour Zio Castigu passer devant sa maison, le poursuivit avec son aiguillon et le pâtre s'enfuit « comme un chien à qui on aurait mis du feu sur le museau. »

*
* *

Annesa se rappelait.

Un jour Zio Castigu invita ses amis et ses anciens maîtres à venir dans sa bergerie. Zio Cosimu Damianu, Paulu et Annesa acceptèrent l'invitation. La bergerie était presque tout en haut du mont Santu Juanne, une espèce de contrefort au-delà duquel le Gennargentu fermait l'horizon avec ses crêtes et ses pics argentés.

D'énormes roches de granit, sur lesquels la mousse dessinait une bizarre mosaïque noire et verte, s'échelonnaient d'une manière étrange, formant des pyramides, des obélisques, des édifices cyclopéens et mystérieux. On aurait dit qu'à une époque très

(1) Saints Anges.

reculée, au temps du chaos, il y avait eu lutte entre ces roches, que les unes étaient parvenues à écraser les autres et se dressaient maintenant victorieuses sur le fond bleu du ciel. Et la lutte entre les pierres ayant cessé, les chênes et les broussailles à leur tour avaient silencieusement envahi les précipices, grimpé sur les roches et cherché aussi à monter les uns sur les autres. Dans ce lieu plein de grandeur et de mystère, toutes les choses assumaient des apparences étranges et les hommes solitaires qui devaient vivre en contact avec les roches — dont quelques-unes avaient réellement la forme de monstres, de poissons gigantesques, d'animaux antédiluviens — et communiquaient avec l'âme de la montagne murmurant dans les bois, et comprenaient ce que disait le gémissement du vent et le bruissement des feuilles sèches, ces hommes avaient naturellement recueilli mille légendes et les avaient situées dans les endroits les plus horribles et les plus poétiques de la montagne.

Près de la bergerie de Zio Castigu, par exemple, non loin d'une petite église moyenâgeuse, on apercevait sur une cime une longue pierre, en forme de cercueil, placée de biais sur un énorme rocher carré. Eh bien, là, dans cette tombe haute et solennelle qu'un empereur poète n'aurait pas dédaignée, l'imagination populaire enfermait un géant, traîtreusement occis par des nains rusés qui peuplaient jadis la montagne.

Pendant la collation, les invités de Zio Castigu, assis à l'ombre d'arbres millénaires, qui, avec leurs longues touffes de lianes grisâtres, paraissaient des vieillards barbus, ne causèrent pas d'autres choses que de ces légendes.

Deux vieux époux qui, depuis le jour de leur mariage, avaient mangé dans la même assiette, rappelèrent le voyage de noces d'un aïeul de Paulu :

— Il épousa une dame d'Aritzu. D'Aritzu à Barunei, les mariés furent accompagnés par vingt-sept parents montés sur de magnifiques chevaux bai ; seuls, les mariés chevauchaient une jument blanche. Ils traversèrent une montagne, et arrivés ici, ils montèrent sur la tombe du géant d'où l'on aperçoit le pays et tous tirèrent des coups de fusil... On aurait dit une bataille...

*
* *

— J'ai envie de grimper là-haut. Qui est-ce qui vient ? demanda Paulu qui avait bien bu et qui semblait gai et rajeuni. Mais les autres étaient presque tous âgés ou las et préférèrent se coucher à l'ombre des arbres.

Seule Annesa suivit le jeune veuf et personne ne murmura : on était habitué à considérer Paulu et Annesa comme frère et sœur. Ils partirent : c'était le mois de mai, le soleil de midi frappait sur les roches autour desquelles fleurissaient les églantiers; les feuilles des arbres étincelaient. Soudain le bois s'éclaircit et, entre les deux chênes aux branches entrelacées, apparut, comme au fond d'un arc grandiose, la pyramide lointaine du mont Gonare, bleue sur le ciel lumineux.

A droite du bois se dressait la cime rocheuse sur laquelle le géant reposait dans sa tombe de pierre que la mousse couvrait d'un tapis de velours vert La montée était difficile : il fallait sauter de roche en roche. Paulu marchait devant, Annesa le suivait; ce qu'elle désirait le plus, c'était de voir au loin son village. A un moment elle se trouva sur des pierres qui oscillaient; elle eut peur de tomber et poussa un cri. Paulu se retourna, revint en arrière et lui tendit la main. Ils montèrent plus haut, s'assirent sur la partie saillante au-dessous de la roche du géant; à leurs pieds le bois descendait comme une magnifique cascade de verdure se continuant jusqu'à la crête jaune sur laquelle les maisons du village apparaissaient grises et noirâtres, pareilles à un tas de braises éteintes. Des vallées et des montagnes se succédaient jusqu'à l'horizon : tout était vert, jaune et bleu.

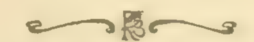
Les vautours en rut poussaient des cris stridents et se poursuivaient sous le ciel serein, dans le soleil et le vent.

Annesa et Paulu n'échangèrent pas une parole ; il était redevenu triste, mais ses yeux ardents se fixaient sur les vautours au lieu de contempler le panorama. Il se leva brusquement et Annesa le suivit. A l'endroit où les pierres branlaient, il s'arrêta, lui tendit encore la main et la regarda.

Annesa sentit ce regard insolite l'envelopper comme une flamme et il lui sembla qu'elle tombait et que toutes les roches s'écroulaient sous elle. Mais Paulu la tenait entre ses bras et avait uni ses lèvres aux siennes comme si elles ne devaient plus jamais s'en séparer. Annesa qui n'était plus une enfant, ni même une toute jeune fille, ne se demandait pas pourquoi tout cela était arrivé en ce moment, ce jour-là, et non plus tôt ou plus tard. Elle comprenait fort bien que le fruit tombe quand il est mûr et que la rose s'ouvre quand le bouton est à point.

A suivre. GRAZIA DELEDDA.

(*Traduit de l'italien par* M. ALBERT LÉCUYER.)



LA LANGUE CATALANE

La langue catalane a été, au moyen âge, la langue officielle de la chancellerie d'Aragon; elle a été parlée à la Cour de Sicile, à Athènes, à la Cour d'Alphonse le-Magnanime, roi d'Aragon et conquérant du royaume de Naples. Elle est encore en usage dans les provinces espagnoles de Girone, Barcelone, Lérida, Tarragone, Castellon de la Plana, Valence, Alicante et dans une partie des provinces de Huesca, Teruel et Saragosse. On la parle aux Baléares, dans le département français des Pyrénées-Orientales, et dans le petit pays de l'Alguer dans la Sardaigne italienne. On compte en tout environ quatre millions d'hommes parlant le catalan.

Oubliée pendant trois siècles et tombée à l'état de patois, la langue catalane a suivi au XIXe siècle la fortune de la Catalogne, elle est ressuscitée avec le pays même, elle a profité de la renaissance économique et artistique dont Barcelone a été l'ardent foyer; elle est redevenue aujourd'hui une langue littéraire, instrument naturel et nécessaire de la culture catalane, instrument de propagande des idées libérales et autonomistes du peuple catalan.

Il est inutile d'ajouter qu'à ce double titre elle est fort mal vue des politiques castillans, aussi férus que les nôtres de centralisation et « d'unité morale » et très désireux de maintenir par toute la péninsule le joug tracassier de la bureaucratie madrilène.

Un Castillan nous avouait, il n'y a pas longtemps, qu'il a l'impression d'être à l'étranger quand il est à Barcelone. Cependant tous les noms des rues, toutes les enseignes doivent être en castillan, c'est le castillan qu'on enseigne dans les écoles, c'est en castillan que sont rédigés les actes de l'autorité publique.

La langue catalane demande à être officiellement reconnue comme langue légitime des Catalans, et voilà le premier but du Congrès de 1906.

Au premier rang des organisateurs figurèrent quelques hommes, connus du pays tout entier, respectés et aimés par tous comme les représentants fidèles du pays et de ses aspirations : Mossen Antoni Maria Alcover, vicaire général de Majorque, D. Antoni Rubio y Lluch, professeur de littérature espagnole à l'Université de Barcelone, D. Jaume Massó y Torrents, érudit et publiciste barcelonais, l'architecte D. Joseph Pijoan, l'avocat et publiciste D. Joáquin Cases Carbó.

Le Congrès, décidé dès le mois de décembre 1905, s'est ouvert à Barcelone le 13 octobre 1906, et a réuni toutes les illustrations de la terre catalane et des [illegible] des lettres catalanes venus d'Italie, de [illegible] de France et de Portugal. Citons parmi les Catalans le poète Valencien Llorente, le poète Mallorquin Costa y Llobera, le grammairien Pompeu Fabra, professeur à l'École technique de Bilbao, l'archiviste de la députation de Palma, D. Mateu Obrador y Benassar, D. Joan Torrendell romancier et journaliste mallorquin.

Du canton d'Alguer étaient venus D. Joan Palomba, et l'écrivain D. A. Cuiffo, bien connu là-bas sous le pseudonyme de Ramon Clavellet.

L'Espagne castillane était représentée par un de ses plus doctes professeurs D. Adolfo Bonilla y San Martin de l'Université centrale, l'Italie par M. Guarneiro, professeur à l'Université de Pavie, la Belgique par M. Albert Counzon, le Portugal par D. A. de Lima. Les Français étaient venus en nombre : D'abord les catalans de France, les Roussillonnais : M. Père Vidal, archiviste des Pyrénées-Orientales, Mossén Esteve Casapons, recteur d'Arles-sur-Tech, Mossén Blazy, recteur de Nohèdes en Conflant, M. Jules Delpont, écrivain perpignanais, M. Brutails, archiviste de la Gironde, puis des universitaires : M. Soraihanday, professeur au lycée de Versailles, M. Amédée Pages, professeur dans un des lycées de Paris, M. J. Calmette, professeur à la Faculté des Lettres de Dijon, enfin le savant directeur de la *Revue hispanique*, M. Raymond Foulché-Delbosc, aussi connu et estimé à Barcelone qu'à Madrid et à Lisbonne.

Les journaux barcelonais avaient en termes enflammés souhaité la bienvenue aux congressistes :

« Vous trouverez ici, disait *El poble Catala*, un peuple enthousiaste qui a pleine conscience que la langue est l'âme de la patrie, un peuple disposé à la servir, à l'enrichir, à la propager, et disposé aussi à la défendre de toute sa force vitale contre qui l'attaque. Elle doit être, elle sera le verbe qui conduira la patrie à son avenir de gloire. Affinez-le, philologues, ce précieux instrument de notre action future, faites-en le riche et ductile métal qui recevra l'empreinte des émotions de nos artistes et des pensées de nos hommes de science... Ici, dans le cœur de cette grande cité, dont vous êtes les hôtes, se précise chaque jour davantage la vision des grandeurs futures, il nous semble déjà marcher à leur réalisation. »

L'inauguration du Congrès eut lieu le samedi soir 13 octobre, au grand théâtre de Barcelone. Toutes les places avaient été prises, les loges remplies de dames en toilette de gala — *les nostres dònes hermosíssimes!* — L'entrée de la Commission fut saluée d'applaudissements, puis un cri éclata : « *Vive la langue Catalane!* » et ce fut un tonnerre prolongé d'acclamations et de hurrahs!

Acclamé, lui aussi, par toute la salle, Mossén Antoni Alcover plaça tout de suite la question sur le terrain du droit et protesta contre toute mauvaise interprétation du mouvement catalan :

« Non! s'écria-t-il, ce n'est pas la haine qui nous pousse, nous ne sommes pas une négation, ce qui nous pousse, c'est l'amour. Nous sommes une affirmation, et non pas une affirmation irréfléchie et en l'air, mais consciente, catégorique, radicale, irréfutable!... L'affirmation de l'existence de notre langue, de son droit inviolable, incoercible, imprescriptible à vivre, comme n'importe laquelle des grandes langues néo-latines, ses sœurs; de son droit à vivre et à régner pacifiquement dans tout son territoire avec les honneurs, toutes les prérogatives, toutes les prééminences qui lui appartiennent. »

D. Antoni Rubio y Lluch parla dans le même sens, avec la même correction politique et la même fermeté catalane :

« Nous aimons sincèrement tous les autres idiomes, mais nous voulons le droit de parler le nôtre, que nous ne pouvons trahir pour aucun autre que ce soit, nous voulons qu'on respecte notre langue, ce qui n'est qu'une manière de respecter en nous la dignité humaine! »

Dans ce milieu si particulariste, M. Bonilla y san Martin trouva le moyen, à force de tact et de raison, de faire applaudir un Castillan. Il se présenta :

« comme le dernier de tous pour les mérites, mais l'un des premiers par son amour de la Catalogne, de sa littérature et de sa langue et par sa sympathie pour les justes revendications du peuple catalan ».

Et sa courte allocution fut saluée par les unanimes applaudissements de l'assistance.

Les jours suivants appartinrent au travail. Divisé en trois sections : philologique, littéraire et juridique, le Congrès se réunissait au Palais des Beaux-Arts, à l'entrée du merveilleux parc de la Citadelle. Ce serait une tâche difficile, et un peu ingrate, de résumer les travaux techniques du Congrès. Il y en eut de très intéressants, et parmi les plus appréciés, nous pouvons citer ceux de nos compatriotes ; M. Foulché Delbosc parla des traductions catalanes de la Bible antérieures au XVI[e] siècle, et vient de publier une magnifique édition catalane du Cantique des Cantiques, d'après un manuscrit de la Bibliothèque nationale de Paris. M. Amédée Pagès lut une étude sur le grand poète valencien du XV[e] siècle, Ausias March. M. Calmette montra l'importance des documents épistolaires, conservés dans les archives, pour arriver à la connaissance de la langue courante des siècles passés ; idée excellente, dont nos études personnelles nous ont fait maintes fois sentir toute la justesse, mais qui n'avait pas encore été mise en lumière avec cette précision. Grâce aux lettres missives, on se trouve en face du langage même du passé.

Les travaux des Espagnols ont porté en grande partie sur l'histoire de la langue. M. Bonilla y San Martin a étudié le roman catalan de *Tirant le Blanc*. M. Rubió y Lluch a fait l'histoire du catalan en Grèce, et cité la charte municipale de Thèbes, datée de 1328, et rédigée en langue catalane. M. Massó Torrents a présenté des traductions catalanes des XIV[e], XV[e] et XVI[e] siècles, et s'est attaché à prouver que, de toutes les langues néo-latines, le catalan est celle qui a le moins varié depuis le moyen-âge. Les écrivains modernes peuvent donc s'inspirer des modèles classiques du siècle d'or catalan, sans tomber dans l'archaïsme et dans l'incompréhensible. Mossén Antoni Alcover a protesté avec grande raison contre la création d'un dialecte littéraire, artificiel et factice, et a revendiqué les droits de tous les dialectes catalans, qui par l'usage et la culture se fondront les uns dans les autres et s'enrichiront réciproquement. Il a proposé l'édition d'une bibliothèque classique catalane et renvoyé à plus tard la publication du dictionnaire, par laquelle d'autres catalans, moins raisonnables assurément, voulaient commencer. Le catalan est d'après lui « l'instrument indispensable d'expression artistique » pour tous ceux qui ont appris cette langue dès leur enfance et qui pensent en catalan. La section juridique du Congrès a émis un vœu pour que le catalan prenne à l'école la place que le castillan y occupe aujourd'hui. Le vœu général des Catalans est que leur langue maternelle devienne langue principale dans toutes les écoles de Catalogne, et que le castillan et le français y soient enseignés comme langues auxiliaires, le premier à cause de son importance politique, le second, à cause de son intérêt scientifique et comme instrument de contact avec la culture européenne.

La dernière session du Congrès eut lieu au Salon de Saint-Georges, au Palais de la députation provinciale de Barcelone, et fut suivie d'une réception à l'Hôtel-de-Ville où l'alcalde de la Cité comtale, M. Sanlléhy, ouvrit aux congressistes l'antique salle du Conseil des Cent et les félicita de leurs courageuses et fécondes initiatives. Causant tour à tour en castillan et en catalan, en français et en italien, M. Sanlléhy montrait à tous que les autorités barcelonaises ne se désintéressaient pas de ce qui venait de se passer et que Barcelone devient de plus en plus consciente de ses droits de capitale.

A côté du Congrès, les lettrés visitaient avec une curiosité passionnée la belle exposition bibliographique, organisée au Palais des Beaux-Arts par D. Joseph Triadó. Le *Centre excursionniste catalan*, l'*Association wagnérienne de Barcelone*, l'*Académie des Belles-Lettres*, l'*Association artistique et archéologique*, la *Société des Bibliophiles catalans*, l'*imprimerie « l'Avenç »*, la *typographie « l'Académique »*, l'*Athénée Barcelonais*, la *Bibliothèque Arús* de Barcelone, la *Bibliothèque Balaguer* de Vilanova y Geltru avaient envoyé les plus belles pièces de leurs collections. Il était venu des livres de Vich, de

Manresa, de Tarragone, de Girone, de San Feliú de Guixols, de Sitges, de Badalona, des Baléares, du Roussillon. La librairie J. D. Batlle exposait plus de 800 volumes; parmi eux les œuvres complètes de Rubio y Lluch, de Bulbena, d'Élias de Molins, de Massó Torrents. Le grand poète catalan, Jacinto Verdaguer, celui qu'on appelle familièrement à Barcelone « Mossén Cinto » avait les honneurs d'une exposition particulière où figuraient toutes les éditions de ses œuvres. M. Almirall y Foraste exposait 174 volumes de théâtre catalan.

Pas de vrai Congrès sans excursions et sans fêtes. Les Barcelonais l'avaient compris et le *Centre excursionniste* avait organisé des voyages de plaisir à Ripoll, à Pablet et à Vich. Les organisateurs du Congrès avaient préparé une *garden-party* au parc Guell, un banquet au Tibidabo, des soirées dramatiques et musicales dans les deux principaux théâtres de Barcelone.

Qui ne connaît pas le parc Guell ne sait pas ce que veut dire le mot fantastique. On s'y croit transporté à bord d'une planète éloignée, tant l'art prestigieux de Gaudi s'y est fait original et hardi : des châlets écaillés de porcelaines multicolores, des architectures rustiques, des arcades d'un dessin inouï, déjà à demi-cachées sous les plantes grimpantes, des grottes, un théâtre grec, des hôtels en construction, et au dessous de tout cela l'immense ville et ses longs faubourgs, Montjuich, la mer!... C'est une vision enchantée, un paradis étrange, presque choquant à force de nouveauté, attirant et charmant, malgré tout, et dont l'obsédant souvenir ne quitte plus celui qui l'a vu une fois. M. Guell, le richissime patricien barcelonais, a ouvert son parc aux congressistes, et par une après-midi, malheureusement embrumée, les promeneurs et les voitures se sont croisés dans les allées, les *Sardanes* ont déroulé leurs anneaux au pied des terrasses, tandis que l'excellente chorale *Catalonia Nova*, l'*Orfeó barcelónes* et l'*Orfeó Canigó* se faisaient entendre sur la plate-forme du théâtre grec.

La soirée de gala donnée au Grand Théâtre a offert aux congressistes un résumé de l'art dramatique catalan, avec le premier acte du *Ferrer del Tall* de Frédérich Soler, *Lladres* d'Ignasi Iglesias, la *Baldiróna* de Guimera et la *Nit de reys*, conte lyrique d'Apeles Mestres et de Morera. Le théâtre Romea a donné aussi une soirée catalane avec œuvres de Rusiñol, de Crehuet et de Puig y Ferrater. L'*Orfeó catala* a initié les hôtes de Barcelone aux mélodies populaires du pays, à la musique de Clavé, et leur a fait connaître les chefs-d'œuvre de Brudieu, le vieux maître du XVIe siècle, le Palestrina de la Catalogne.

La fête finale du Tibidabo favorisée par un temps splendide fut un véritable éblouissement. Amenés en voiture jusqu'au funiculaire, les congressistes atteignirent sans peine la haute cîme qui sert d'acropole à la grande cité catalane. L'*Ode à Barcelone* de Verdaguer ne pouvait être récitée dans un plus beau cadre et n'obtint jamais plus vif, plus franc succès. Une inscription à la gloire du grand poète rappellera le souvenir de cette soirée inoubliable.

Tandis que le Congrès battait son plein, un Castillan illustre, M. de Unamuno, recteur de l'Université de Salamanque, eut le courage de venir, à Barcelone même, faire une Conférence unitaire, qui n'a pas été l'incident le moins curieux de ces fêtes.

M. de Unamuno est un des hommes les plus instruits et l'un des meilleurs orateurs d'Espagne. Parfaitement maître de lui-même, l'imagination et la passion toujours tenues en bride par un sens critique toujours en éveil, il a su se faire écouter d'un public, à la vérité choisi, mais qu'il a dû conquérir à force de tact et de sang-froid. Il reconnaît de prime abord l'intensité de la vie barcelonaise; mais il fait remarquer finement que cette activité est plutôt le fait d'une ville que d'un pays, qu'elle est plutôt barcelonaise que catalane. Il parle des peuples qui se renferment en eux-mêmes et qui s'étiolent. Il dit qu'il ne faut point se séparer mais s'unir, il cite l'exemple du Portugal, dont l'autonomie n'a pas assuré la fortune. Il comprend le culte de la langue maternelle, mais il ne veut pas que ce culte dégénère en idolâtrie. S'excusant habilement de parler du catalan, qu'il connaît peu, il parle du basque et le montre en pleine retraite devant le castillan « intégration des dialectes provinciaux ». Il connaît les faiblesses et les vices de l'Espagne, il oppose à la vie intense des régions industrielles, telles que la Biscaye et la Catalogne, l'indolente vie pastorale des plateaux castillans. Il attribue l'émigration à la sottise des grands propriétaires qui laissent croupir leurs capitaux dans les banques, et croient faire de bonnes affaires en convertissant les labours abandonnés en pacages et en réserves de chasse.

« L'homme, dit-il, énergiquement, recule devant le mouton et le lièvre. »

La mendicité gagne tout ce que perd le travail. L'Église, alliée à l'État, impose les sacrements par la force (question des mariages civils) et ne voit pas que de terribles luttes religieuses s'annoncent. Mais si la Castille reste trop fermée aux idées modernes et à l'activité féconde, la Catalogne va peut-être trop loin de son côté. La démocratie ne peut se faire exclusive sous peine de périr. Il faut qu'à côté des ouvriers, elle fasse place à tous les citoyens. La démocratie ne doit pas plus renier la patrie qu'elle ne doit renier la liberté. La patrie est aussi une religion. Le culte de la patrie n'est pas le culte des morts,

mais le culte de l'avenir. L'Espagne qu'il faut aimer n'est pas l'Espagne morte, mais l'Espagne vivante, celle qui a failli se constituer en 1808 et en 1868, et qui trouvera sa voie un jour ou l'autre. La Castille a jadis conquis le Nouveau-Monde — pour les Catalans comme pour tous les Espagnols — que la Catalagne s'enrichisse, s'instruise, travaille et elle fera la conquête économique et morale de l'Espagne entière, au grand profit des Castillans tous les premiers.

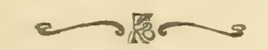
Ce beau discours a trouvé plus d'un contradicteur. M. Pous y Pages a déclaré plaisamment :

« que M. de Unamuno, dans ses plaines mortes de là-bas, a remarqué que l'on voit tout de travers ; il en a conclu qu'il suffisait pour avoir raison de dire le contraire de ce que tout le monde pense. »

D'autres ont trouvé l'éminent recteur de Salamanque peu au courant de la question catalane, plus poète que politique, plus rhéteur que concluant.

Il y a cependant de bonnes et très bonnes choses dans ce discours d'un patriote libéral et clairvoyant. Ce qu'il en faut retenir surtout, croyons-nous, c'est que le séparatisme serait pour la Catalogne la plus fâcheuse des méprises, tandis que l'autonomie administrative dans l'unité espagnole serait la plus désirable des conquêtes. Que nos amis catalans se rappellent le mot si profond de Thiers, que nous avons trop oublié : « La victoire sera au plus sage. »

G. DESDEVISES DU DÉZERT.



LE GASPILLAGE DES BIENS ECCLÉSIASTIQUES

Il y a des gens qui bruleraient volontiers du sucre là ou leur nez s'offusque d'une odeur d'encens et pour qui laïciser signifie purifier : ce sont des fanatiques.

Leur originalité consiste en ce point qu'ils manquent totalement de foi : la déesse Raison, *Aliàs* la Sophia gnostique, leur paraît un anthropomorphisme grossier. Quel nom leur donner ? La Bruyère les appela « esprits forts » et Bossuet « libertins ». A vrai dire, leur entendement est mal développé et on peut tout leur accorder sauf le sens de la liberté. Ils manifestent une vérité fort importante pour la psychologie, à savoir que l'intolérance ne vient pas de la foi, mais de l'homme et que la négation se manifeste, comme l'affirmation, d'une manière inexorable et sombre.

A la dernière reprise de *Polyeucte*, Néarque a déplu et seule la majesté de Corneille a sauvé l'incivilité de Polyeucte :

Allons briser ces dieux de pierre et de métal !

La salle eût protesté, pour un rien : et ce frisson, qui a couru de l'orchestre aux troisièmes galeries, m'a rendu joyeux : ce public témoignait en l'honneur de la civilisation. Vraiment le temps des mouvements iconoclastes est passé : le fidèle collectionnerait les bijoux maçonniques, si c'étaient des bijoux et l'homme qui a le plus travaillé, en France, contre le catholicisme maintient à la place d'honneur de son cabinet le Saint-François d'Alonzo Cano.

Les dieux aujourd'hui ont des amateurs, sinon des fidèles. Et la loi qui ne reconnaît pas à l'église le caractère de musée contredit à l'opinion des irreligieux eux-mêmes.

Un autre concept s'impose aux partis, celui de l'utilisation. L'État s'arroge les droits les plus étendus, du consentement général, pourvu qu'il tire de ses annexions et confiscations un rendement pratique et raisonnable.

Le milliard des congrégations ne doit pas être considéré comme un thème politique : il appartient à la critique philosophique, comme exemple des lois votées passionnellement et appliquées sans réflexion.

Le gouvernement, lorsqu'il laïcisa les immeubles congréganistes, avança aux liquidateurs six millions. Aujourd'hui, il ne reste plus un sol de cette somme absorbée par la procédure. Nous allons étudier comment un fait pareil s'est produit et un seul exemple suffira.

A Picquigny (145 kilomètres de Paris sur la ligne d'Abbeville) s'élève une ancienne abbaye cistercienne, la Chartreuse du Gard, fondée en 1137, donnée en commande à Mazarin, en 1657, et qui était occupée ces derniers temps par des Chartreusines. Il n'y a là que des vestiges pour l'archéologue, mais, au point de vue pratique, ce moutier représente une valeur considérable.

Il comprend d'abord, outre des communs, la maison des étrangers, un grand jardin avec allées pavées en croix, le quartier des Pères, le cloître, le bâtiment de l'ancienne église, la petite chapelle du chapitre avec vitraux, boiserie de pourtour et parquet en chêne.

La chapelle proprement dite et la chapelle des sœurs séparée du chœur par une grille en fer forgé avec volet de fermeture. A l'extrémité, une autre grille en fer forgé ferme la chapelle. A la salle du grand chapitre, les lambris en chêne ont 2 mètres de haut. Je n'émunère pas les cellules et passe à la grande abbaye. Une rampe en fer forgé orne le grand escalier d'honneur.

La salle à manger offre un pourtour complet en chêne sculpté, un parquet assemblé à onglet, une cheminée monumentale en marbre gris sculpté.

Le salon aû pourtour en chêne sculpté et au parquet en point de Hongrie a sept fenêtres. J'omets réfectoire, chambres, cellules, réduits, dégagements.

Ces bâtiments couvrent une surface de 4 hectares, 94 ares, 62 centiares. Il faut y ajouter une pièce de terre labourable de 2 hectares, 8 ares, 16 centiares.

Cette énumération ne tire son intérêt que du prix. L'abbaye du Gard a été adjugée au prix de *treize mille cent francs*, au tribunal civil d'Amiens, le 20 mars 1907.

Quatre hectares de bâtiments en parfait état pour 13 mille francs! Le fer forgé et le chêne sculpté valent déjà cette somme! Les arbres seuls la dépassent. Et enfin, un fruitier, un légumier, un potager avec puits, pompe et manège ne sont pas des non-valeurs à 145 kilomètres de Paris!

Si on défalque de ces 13.100 francs les frais de procédure et les honoraires des gens de loi, je me demande à combien de centimes ou peut-être de francs se réduit le produit de cette vente? *Ab uno disce omnes* : le milliard des congrégations fut un rêve, sauf pour la basoche. Or, on ne peut croire que le dessein du législateur se soit borné àlivrer tant d'immeubles à un tel gaspillage.

Ces édifices construits pour une communauté résistent aux tentatives d'appropriation à la vie privée. En outre, les gens d'un certain monde ne peuvent les acquérir sans se voir fermer la porte des châteaux, sans s'exposer à un discrédit très pénible à supporter dans un bourg. Un mien ami voulut acquérir un de ces moustiers vendus par autorité de justice et le maire du lieu, quoique gouvernemental, le lui déconseilla : « Vous serez mal vu même de ceux qui ne vont pas à la messe : c'est inexplicable, mais cela est. »

Pourquoi l'Assistance publique n'a-t-elle pas acheté ces sanatoriums tout prêts, ces asiles où il n'y avait qu'à entrer?

L'article V du nouveau projet de loi sur les biens du culte intéresse les esthètes.

« Les documents, livres, manuscrits et objets d'art ayant appartenu aux établissements ecclésiastiques seront attribués à l'État, s'il les réclame ». Et si l'État ne les réclame pas? Ils seront brocantés comme les immeubles et dans les mêmes prix. La bande noire verra encore de beaux jours.

La Révolution fondit l'ostensoir en argent de quatre pieds de haut qui ornait la Sainte Chapelle, qui elle-même était à louer au prix de trois cents livres. Cependant faudra-t-il refaire l'ouvrage de Jacquemart, an VII, *sur les Ruines depuis la Révolution de 1789* ou celui de Thierry, la *France telle qu'elle était avant la laïcisation ?*

Une nuée d'irresponsabilité enveloppe toutes ces opérations. Les députés, en votant, ne pensèrent qu'à leurs électeurs. Les exécuteurs de la loi ne pensent à rien qu'à leur papier timbré. Et il arrivera une heure où tout le monde sera étonné de tant de ruines que nul n'a voulues.

Quand la machine administrative se met en mouvement, elle opère en vraie machine, en bonne machine, qu'elle est, aveuglément.

On nous a annoncé, dernièrement, que l'abbaye de Solesmes ne serait pas vendue, et que les fameux saints resteraient à leur place : la presse a poussé un soupir de soulagement.

J'avoue que je n'entends ni cette annonce, ni ce beau soupir. A la seule idée qu'on pourrait toucher aux huit personnages de la *Sépulture du Christ*, aux quinze autres de la *Sépulture de la Vierge*, on ne se croirait plus en France, ni même en Occident. Nul n'a oublié la tentative anglaise pour obtenir le tombeau des Plantagenets. Sait-on qu'un milliardaire américain a obtenu de mouler le portail de Saint-Trophime d'Arles, sans daigner en donner un exemplaire au Musée du Trocadéro, sans que notre admiration l'ait réclamé.

Un ironiste a poussé l'hyperbole jusqu'à dire que la séparation de l'Église et de l'État n'était qu'une opération de marchands d'antiquités. Elle leur offre une proie facile.

Combien d'objets intéressants ou précieux ont disparu à l'annonce des inventaires, confiés en hâte à des particuliers ou vendus à vil prix? Combien de copies prennent journellement la place des originaux? Que de fuites dans les chapelles des églises de campagnes?

Le marteau du minéralogiste détache incessamment des fragments de sculpture, le couteau du touriste fait sortir le vitrail de ses gencives de plomb, le blason disparaît avec la peu coûteuse connivence du bedeau.

Tous, croyants qui s'estiment spoliés, esprits forts qui croient travailler à l'avénement du progrès et qui saluent l'abolition d'un préjugé dans chaque figure de saint qui quitte son lieu; tous, du député qui n'en a cure, à l'antiquaire qui vendrait les os de ses pères s'il trouvait preneur; ici les iconoclastes et là les collectionneurs, tous pillent et brocantent.

Ceux qui en doutent ne sont pas sortis des grandes villes. Que peut l'individu contre ce grand méfait de lèse-patrie, sinon d'éveiller l'opinion et de crier « au brocanteur! » comme on crie « au voleur! »

PÉLADAN.

Un épisode de la vie de Marat

—

MARAT ET L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE MADRID

Au lendemain de l'assassinat de Marat, le 15 juillet 1793, un ancien commissaire national civil de Saint-Domingue, Roume de Saint-Laurent, alors prisonnier à la Conciergerie, écrivait à Danton :

« Ce fut moi qui, chez les Espagnols, fondai une brillante colonie, d'où je fis bannir jusqu'au nom de l'inquisition, et pour laquelle j'obtins des privilèges inouïs jusqu'alors dans cette monarchie ; — qui avais obtenu pour Marat la place de directeur d'une Académie des sciences à Madrid, académie dont j'avais donné le projet et plan, au nom de laquelle Marat n'aurait pas manqué de mûrir les Espagnols et de les préparer pour la grande entreprise de la régénération du genre humain ; cette place lui fut ravie par des manœuvres perfides de ses ennemis. »

Roume résumait ainsi, en quelques lignes, un des épisodes les moins connus et les plus curieux de la vie de Marat. Les seuls détails précis que nous connaissions, c'est à Marat lui-même que nous les devons, et ce sont les lettres qu'il écrivit à Roume qui nous les révèlent.

Les faits remontent à l'année 1783. Marat était alors dans tout l'éclat de sa renommée de médecin et de savant ; mais il était aussi en butte aux persécutions des savants officiels, ligués contre lui. Vers la fin d'avril ou le commencement de mai de cette année, Roume de Saint-Laurent avait quitté Paris pour Madrid. A la date du 2 juin, Marat lui écrivait :

« ... L'almanach me dit, Monsieur, qu'il n'y a que cinq semaines que vous nous avez quittés, et il me paraît qu'il y a déjà plusieurs années. Je ne sais si ceux qui ont su vous apprécier peuvent jamais vous oublier ; mais je trouve que le vide que vous laissez après vous n'est pas facile à remplir. Je le sentirais plus vivement encore, si je n'avais l'espoir de vous revoir bientôt... »

Quelques jours après, le 19 juin, Marat écrit une nouvelle lettre à Roume de Saint-Laurent. A ce moment, les propositions de Roume, relatives à la direction de l'Académie des sciences de Madrid, devaient être déjà formelles, car Marat annonce à son correspondant qu'il consacre une partie de son temps à l'étude de la langue espagnole, et qu'il fait ses préparatifs de départ.

Mais les pourparlers se prolongent. Les lettres de Marat à Roume se multiplient et se succèdent fièvreusement. Au début de juillet, il se plaint que les négociations ne soient point demeurées secrètes, car la charge qu'il occupe à la cour de France (1) pourrait lui être retirée, si l'on connaissait ses intentions de passer au service de l'Espagne. Et, après avoir affirmé une fois de plus qu'il accepterait avec joie les propositions qui lui viendraient de Madrid, il manifeste son étonnement de toutes les précautions que l'on prend à son égard :

« ... Les personnes qui me connaissent particulièrement, dit-il, savent bien qu'il y a peu de précautions à prendre avec un homme qui a toujours respecté le gouvernement, les lois, les mœurs des pays qu'il a parcourus, qui ne désire que de devenir le bienfaiteur de la jeunesse, et qui ne fera jamais rien qui puisse ternir une réputation à laquelle il a tout sacrifié... »

Le 20 juillet, il écrit à Roume cette autre lettre, que nous citons tout entière, parce qu'elle est encore inédite :

« Monsieur,

« Rien de plus vif, sans doute, que votre zèle pour la gloire de l'Espagne, votre nouvelle patrie. Je vois avec un plaisir extrême que je pourrais aussi consacrer mes talents aux progrès des arts et des sciences, au milieu d'une nation que je vénère. Mais, Monsieur, ma joie n'est pas tout à fait sans mélange, lorsque je pense que M. l'ambassadeur, chargé de prendre des informations sur mon compte, entendra peut-être les clameurs de nos philosophes, pour qui c'est un crime que de croire en Dieu. Vous savez combien ils en veulent à ceux qui, comme moi, ont refusé de grossir leur criminelle secte, ont osé combattre avec courage leurs pernicieuses erreurs. Et vous savez aussi avec quel art ils savent dénigrer leurs adversaires. Je me flatte, il est vrai, que M. l'ambassadeur saura bien les pénétrer, s'il ne les a pas déjà jugés. Mais rien ne me rassure autant que le profond discernement de M. le comte de Florida-Blanca. Heureux si, pour connaître les mœurs d'un homme de lettres qui a passé sa vie à voyager, dans son cabinet, et n'a fréquenté que des amis distingués par leur piété et leur vertu, cet illustre ministre avait ordonné qu'on allât aux informations à de pareilles sources. Que de respectables ecclésiastiques je pourrais donner pour garants ! Les deux lettres incluses ont été remises à leurs adresses et très bien reçues.

« Quoique je ne sois pas encore attaché à l'Espagne, j'ai cru cependant devoir lui donner une marque de mon dévouement. Voici le fait. Plusieurs membres de la Société royale de Londres, qui sont venus faire un cours de mes expériences dans le cabinet de mon élève, m'ont appris que le bureau des longitudes anglais propose un prix de 24.000 livres pour la méthode de faire de bon flingt. Ils savent que mes recherches m'ont conduit à d'heureux résultats ; en conséquence ils m'ont proposé de passer à Londres pour quelques semaines. Vous sentez bien que j'ai été sourd à leur proposition.

« J'espère que la première lettre que je recevrai de vous m'apprendra la conclusion de mon [affaire]. J'attends sa réception pour me décider sur [les] partis qui me sont proposés. Mon cœur m'appelle en Espagne, vous le savez, car indépendamment des raisons tirées de mon inclina-

(1) Il était médecin des gardes-du-corps du comte d'Artois.

tion naturelle, il est doux de cultiver des hommes dont le riche naturel est capable des plus belles productions de l'esprit humain.

« Adieu, monsieur, soyez assuré de tout le plaisir que j'aurai de pouvoir bientôt vous renouveler de bouche l'assurance de ma vénération et de mon dévouement.

MARAT. »

Paris, le 20 juillet 1783. »

Mais la solution, que Marat attend avec tant d'impatience, tarde toujours à venir. Peu à peu la confiance fait place à un morne découragement. A la date du 8 septembre 1783, Marat écrit à Roume une lettre où il semble ne plus compter sur l'avenir qu'on a fait briller à ses yeux. Il se contente de complimenter son correspondant sur la colonie qu'il a fondée à Madrid, et déclare qu'en ce qui le concerne il attend avec résignation la lettre ministérielle. Mais il a perdu toute espérance, et ne songe plus guère à l'Académie de Madrid, car il ajoute :

« ... Dans les concessions que l'on vous fera, n'oubliez pas d'y faire inscrire pour un petit coin un philosophe qui aime la campagne; qui sait si son goût ne le portera pas un jour à se retirer dans un coin de la terre où il trouvera un ciel riant... Je suis parmi mes fourneaux du matin au soir, je dérobe un instant à mes creusets pour goûter le plaisir de m'entretenir avec vous... »

Cependant, le 26 septembre, tout est changé. Sans doute, Marat a reçu, dans l'intervalle, une lettre de Roume qui a ranimé ses espérances, car à cette date tout paraît indiquer son départ prochain. Il demande à Roume de faire les dernières démarches nécessaires pour hâter son établissement en Espagne. Il demande un versement de 20.000 livres du roi d'Espagne afin de passer à Londres et d'y recruter des ouvriers en cuivre et en verre pour les emmener avec lui à Madrid. Il raconte ensuite à Roume deux cures médicales qu'il a obtenues grâce à son traitement par l'électricité. Entre autres, il a rendu la vue à un M. de l'Isle qui l'avait perdue depuis trente-trois ans. « Mais, ajoute-t-il, c'est en Espagne que je désire déployer les ressources de ce remède admirable lorsqu'il est administré par un médecin physicien. »

Le temps s'écoule dans ces alternatives d'espoir et de découragement. La question demeure irrésolue; et, au moment où il se croit à la veille de son départ, Marat s'aperçoit que rien encore n'est définitivement conclu. Le 6 novembre 1783, il écrit à son ami :

« Je croyais, mon cher ami, vos affaires et les miennes terminées, et je vois pour mon compte que j'ai encore besoin de patience. Je désire que la vôtre ne soit pas longtemps à l'épreuve. Vous m'annoncez de nouvelles informations. Je ne saurais imaginer sur quoi elles peuvent porter. Quoi qu'il en soit, je me flatte de pouvoir soutenir le plus strict examen. J'aurais pensé toutefois être assez avantageusement connu du public pour que l'on m'en eût dispensé. Au surplus, vous me marquez de la part de M. le comte de Florida-Blanca qu'avant le 15 de ce mois mon affaire serait terminée, et nous voilà au six sans que M. le C. d'Aranda m'ait communiqué un seul mot. Peut-être le voyage de Fontainebleau a-t-il causé ce retard. Vous m'exhortez à la patience, mon cher ami, en considération de l'importance de l'affaire pour la gloire de l'Espagne et la mienne. Quant à mon triomphe, il ne saurait me manquer; mais j'ai mis mon bonheur à porter les sciences exactes et utiles au plus haut point qu'elles peuvent atteindre. J'ai besoin pour réussir de la protection d'un grand roi, et je serais au comble de mes vœux si je puis consacrer mes talents au bien d'une nation que j'aime et respecte. — Poursuivez donc comme vous avez commencé, et ne laissez pas la tâche imparfaite... »

Mais, à ce moment même, le secret de toutes ces lenteurs se dévoile. Les ennemis de Marat mettaient tout en œuvre pour paralyser les efforts de Roume. Leur influence s'exerçait tant à Madrid, auprès de la cour d'Espagne, qu'à Paris, auprès de l'ambassadeur espagnol. Roume en informa Marat. Celui-ci prit alors le parti d'écrire à son ami une longue lettre justificative, sorte d'autobiographie du plus haut intérêt, où il racontait les principales étapes de sa vie scientifique, les persécutions qu'il avait subies, les découvertes dont il se glorifiait. Cette lettre, destinée à être mise sous les yeux du comte de Florida-Blanca, est une sorte de plaidoyer ardent, auquel se trouve jointe une série de documents complémentaires.

« Il est donc vrai, mon ami, écrit Marat, que la calomnie a volé de Paris à l'Escurial pour me noircir dans l'esprit d'un grand roi et d'un illustre Mécène. Vingt lettres, dites-vous, m'ont peint sous les couleurs les plus noires.

« Mais qui sont mes détracteurs? Faut-il le demander? De lâches envieux, dont la tourbe nombreuse ne cesse de s'acharner à ma perte; des philosophes modernes, cachés sous l'anonyme ou de faux noms pour me diffamer. Serai-je donc toujours en butte à leurs traits pour avoir renoncé aux honneurs académiques par amour de la vérité, pour avoir avancé les connaissances utiles, pour avoir rappelé à la vie un grand nombre de mes frères déclarés incurables, pour avoir défendu la cause de la vertu? A cette idée mon cœur se révolte. Mais non, je ne murmurerai point contre les saints décrets de la Providence; et à quelques excès que se portent mes adversaires, jamais ils ne me forceront à me repentir d'avoir été homme de bien... »

Marat s'attache ensuite à réfuter méthodiquement les accusations dont il est l'objet. Ses ennemis le représentent comme un *ignorant*, un *incapable*, un *charlatan*, comme *un homme qui promet de grandes choses et qui est incapable de remplir aucun de ses engagements*; ils ajoutent que *le plus grand malheur qui*

pourrait arriver à l'Espagne serait de le recevoir. A ces calomnies, Marat oppose sa vie laborieuse de savant, les travaux qu'il a accomplis, l'estime qu'il a su conquérir.

« Jusqu'à moi, dit-il, tout ce qui avait paru sur l'électricité se réduisait à un ramas d'expériences isolées, compliquées, rentrant les unes dans les autres, et éparses en cinq cents volumes. Il s'agissait de tirer la science de cet affreux chaos ; je me renferme dans ma chambre obscure, j'ai recours à ma méthode d'observer, je rends visible le fluide électrique, je le compare au fluide du feu et au fluide de la lumière, avec lesquels on l'a confondu ; j'observe ses propriétés, ses manières d'agir, les phénomènes qui résultent du concours de l'air, de la lumière, du feu, à son action ; dès lors plus d'hypothèses, plus de conjectures, plus de probabilités, tout devient intuitif, la science se forme. Et ce serait encore un ignorant qui aurait mis au jour le seul ouvrage méthodique, la seule théorie connue sur l'électricité?... »

Enfin, après avoir rappelé ses succès devant l'Académie de Rouen, et les résultats heureux de ses méthodes médicales, Marat conclut ainsi :

« Je me lasse à combattre des chimères. Mais, mon ami, à la malignité des imputations que mes adversaires m'ont faites, je dois m'attendre aux dernières noirceurs. Il est possible qu'ils aient aussi calomnié en moi l'honnête homme ; qu'ils me calomnient, à la bonne heure : c'est leurs plus douces occupations ; mais c'est aux personnes respectables, dans l'intimité desquelles j'ai vécu, à rendre justice à mes sentiments religieux, à mes mœurs, à ma conduite.

« Je vous fais donc passer des témoignages qui ne seront certainement pas suspects. J'en aurais grossi la liste, si la plupart de mes connaissances n'étaient encore à la campagne ; mais j'espère qu'elle sera jugée plus que suffisante pour démontrer que je suis un homme de bien dans la plus rigoureuse acception du terme.

« Je vais remettre de pareils témoignages à M. le comte d'Aranda, en le priant de vouloir bien prendre lui-même de plus amples informations auprès de ces personnes respectables, et de les adresser à M. le comte de Florida-Blanca.

« Voilà enfin ma tâche faite. Pour couronner la vôtre, il ne vous reste qu'à présenter ma justification à ce sage ministre en le suppliant de ma part de la mettre sous les yeux du roi, heureux, trop heureux d'avoir à être jugé au tribunal de sa sagesse et de sa justice. »

Les pourparlers se prolongèrent pendant deux mois encore. Le 20 janvier 1784, Roume de Saint-Laurent remit au comte de Florida-Blanca une copie de cette longue et minutieuse justification de Marat. Cette démarche de Roume fut vraisemblablement la dernière, et ne put triompher de l'hostilité de la cour d'Espagne. La candidature de Marat pour la direction de l'Académie des sciences de Madrid fut définitivement écartée.

CHARLES VELLAY.

JAMAIS !

I. — L'Horloge de Nuit.

L'horloge tinte et dit : « Jamais ! » Elle retinte
Et dit : « Jamais !... Jamais !... » C'est la nuit.. Je
[suis seul...
La lune, tous volets ouverts et lampe éteinte,
Jette mes rideaux blancs sur moi comme un lin-
[ceul.

« Jamais !... Jamais !... Jamais !... » Au timbre
[qui sanglote,
Sous chaque coup frappé, revient le mot fatal...
« Pleure ton cœur esclave et ton destin d'ilote ! »
Semble gémir la compassion du métal...

Le suaire de lune est écarté... L'horloge
Sonne les quatre coups de l'aube, et l'aube point...
Un jour de plus à vivre !... Et mon œil interroge
Un ciel déconstellé qui ne répondra point !...

J'arrête ton pendule, horloge de détresse !...
...Mais voici les oiseaux qui gazouillent, railleurs.
Leur gazouillis me parle : « Elle fut ta maî-
[tresse !...
Comme nous elle avait des ailes !... Aime ail-
[leurs ! »

II. — L'Horloge de Jour.

Aimer ailleurs?... Aimer ailleurs?... Quelle folie!...
Demandez aux torrents de remonter leur cours,
Aux astres inversés de faire nuits les jours,
Ne me demandez pas, à moi, que je l'oublie !...

Solitaire, j'entends encor, de l'aube au soir,
La voix d'une autre horloge où l'heure se martèle :
— « Jamais tu ne pourras, — jamais ! jamais ! —
[dit-elle,
« Arracher ta pensée aux tortures d'espoir...

« En vain la déserteuse aviverait ses haines,
« En vain d'autres, plus tard, — douces, — vou-
[draient venir
« Étancher sur ton cœur le sang du souvenir,
« Tu resteras — damné ! — captif de tes géhen-
[nes !...

« En l'attente de quelque impossible retour,
« Pourquoi toujours passer devant la même porte?...
« Affirme-toi plutôt : « La fugitive est morte ! »
« Et meurs toi-même, enseveli dans ton amour ! »

RÉMY SAINT-MAURICE.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

PHILIPPE MONNIER : *Venise au* XVIII[e] *siècle*. — E. RODOCANACHI : *La femme italienne à l'époque de la Renaissance*.

Serait-il possible d'écrire sur Venise un livre dénué de lyrisme ? Venise a si souvent inspiré les poètes, Venise a fourni aux artistes des derniers siècles un thème si riche — et sans doute inépuisable — le seul nom de Venise nous rappelle tant d'autres noms de maîtres du verbe et de la couleur, tant d'œuvres, tant de pages, de toiles éclatantes, nous sommes si accoutumés aux tirades éperdues par où se manifeste l'admiration de nos contemporains — lettrés ou non — pour Venise, que l'on hésite à répondre ; on hésite ; on ne sait plus ; ou plutôt l'on demeure convaincu qu'aucun écrivain n'échappera au sortilège, que Venise sera toujours la plus forte, que nul, s'il a seulement des yeux, des sens ouverts, un cerveau, ne saurait résister au délire dont elle énivre depuis si longtemps ses hôtes : un livre sur Venise sera étincelant, éblouissant, il nous révèlera un mode nouveau de l'enthousiasme ; nous y goûterons une certaine exaltation de pensée, un particulier accent de lyrisme... tel sera ce livre, où il ne sera pas ! et c'est avec une curiosité un peu inquiète, et la crainte de quelque lassitude que nous ouvrons une œuvre nouvelle sur Venise.

Nous ouvrons le livre de M. Philippe Monnier ; nous constatons aussitôt que nos inquiétudes sont justifiées : M. Philippe Monnier affirme dès le début ses intentions lyriques : M. Philippe Monnier écrit des pages brillantes ; M. Philippe Monnier veut nous éblouir ; nous ne résistons guère ; pourtant le dessein de M. Philippe Monnier est trop évident : M. Philippe Monnier veut nous éblouir : il y travaille avec une louable ardeur ; il écrit des pages brillantes, puis d'autres qui ne le cèdent pas en éclat aux précédentes : son livre est brillant du commencement à la fin ; et cela ne laisse pas que d'être fâcheux ; un éclat aussi soutenu fatigue et l'on souhaiterait quelques ombres, quelques ombres qui eussent fait paraître plus intense une lumière moins uniformément épandue... M. Philippe Monnier écrit un livre à la gloire de Venise ; son lyrisme est sincère ; cette sincérité cependant use et abuse de l'artifice : poète ? rhéteur ? Rhéteur un peu lourd, et qui serait plus habile si un goût plus discret modérait d'aventure son élan : écoutez comme il parle de Casanova :

« Casanova a vingt ans : et c'est Venise. . . Il jette sa gourme et répand le feu qui l'embrase. Il se permet les fredaines les plus risquées. Il se rue à travers tous les déduits de la cité clandestine dont il soulève le dernier voile, et que ses Mémoires peignent à nu. Sa jeunesse ressemble à un conte badin contemporain, et comme un conte badin de l'époque, elle est illustrée à chaque page de la grâce de petites estampes libertines. Ce n'est que nuits blanches, parties de jeu, soupers aux bougies, bouquets à Chloris, vers impromptus, voluptés légères, mythologies court-vêtues, oarystis polissonnes. Ce n'est que jolis minois, bouches rieuses, yeux d'escarboucle, déshabillés piquants, corsages dégrafés. Les bonnets s'envolent par-dessus les moulins ; les chemises s'écroulent autour des jambes espiègles ; de sveltes nudités montrent un peu de rose au bout des doigts, au bout des seins et au rond des genoux. Fols exploits de Cythère ! Sous les promptes caresses et les vives étreintes, l'heure se pame. Éros sourit. »

Chute malencontreuse, mais surtout quelle insistance, et vers la fin quel alourdissement du trait !

Et combien ce poète nous séduirait plus sûrement, s'il avait un souci plus constant de la pureté de la langue : il écrit : « une Arcadie sourieuse..., des folliculistes..., notre globe terraqueux..., une empiâtre... » Il écrit : « le doux rien faire..., évidemment que c'est un homme à femmes..., il enlève d'un coup de balle de pistolet une boucle de cheveux à un médecin... » Et qu'est-ce donc qu'une « âme de comicité »?..... Provincialismes, négligences, fautes de français, francs barbarismes !

Çà et là de réjouissants coq à l'âne :

« Sa fille Mariana est plus enceinte un jour que l'autre ; il y (?) reconnaît la marque de ce sang des Gozzi, si merveilleusement prolifique que lui-même s'étonnait qu'une de ses sœurs, religieuse, n'eût jamais accouché, et que, dans la rue, il ne faisait jamais l'aumône qu'aux mendiantes en chemin de famille » (p. 138).

. . . .

« De même qu'il (Casanova) a rencontré à Ancône une fille de théâtre habillée en garçon, et se donnant pour castrat, il apprécie la distinction de d'Alembert « la personne la plus véritablement modeste » qu'il ait jamais connue... » (p. 302).

Ce poète, s'il écrivait plus purement, s'il ne nous déconcertait par la fréquence de ses incorrections et de ses lapsus, nous séduirait plus sûrement. Notez bien que son livre brillant et imparfait, émouvant avec des longueurs, tout vibrant d'une émotion sincère en dépit du ton déclamatoire, notez que son livre varié, érudit et brillant, ah ! brillant ! nous retient, nous émerveille, et parfois nous satisfait ; ce livre justifie nos inquiétudes préalables ; nous ne pouvons pas dire, après l'avoir lu, que nous éprouvions un sentiment de déception ; nous ne pouvons pas le dire : toute cette rhétorique, tout ce lyrisme spontané ou artificiel, cette abondance et cette verbosité parfois laborieuse n'empêchent point qu'au total Venise, une Venise oubliée, fantômale, ne surgisse de ces pages.

Et si nous ne concevons guère qu'un écrivain se puisse, devant la Venise de nos jours, défendre d'une sorte de vertige d'admiration, que sera-ce lorsqu'il évoquera la Venise d'autrefois? Animez le décor ruineux dont nous aimons la somptueuse mélancolie du frémissement de la vie, faites mouvoir des cortèges, ressuscitez la foule la plus diverse, l'aristocratie la plus voluptueuse, — et ce monde d'artistes, de poètes, de lettrés, ces salons, ces cours patriciennes et cosmopolites, c'est Venise au XVIIIe siècle, une Venise en décomposition, et qui touche à l'agonie, mais cette « agonie est sans râle; mais cette heure dernière est un moment de grâce, mais son dernier soupir se résout en musique ». Venise au XVIIIe siècle « c'est, déclare Théophile Gautier, le XVIIIe siècle avec ses mille corruptions, ses élégances, son esprit et son insouciance du lendemain, dans le cadre le plus luxueux sur le fond le plus féerique qui se soit jamais présenté à l'imagination d'un poète, qui ait défié la palette d'un coloriste ».

Le XVIIIe siècle ! Mais avec une ardeur de passion, une exaspération des facultés de jouissance, un perfectionnement de toutes les voluptés que l'on ne connut point ailleurs. Tout le long de l'année s'échelonnent les fêtes « comme sur une voie triomphale les arcs de triomphe et les mâts à oriflammes » : ce sont chaque jour de glorieux anniversaires qu'il importe de célébrer; ou bien c'est un prieur que l'on élit, un magistrat que l'on congratule, une relique que l'on vénère : aucun événement de la vie publique ou privée qui ne soit l'occasion de réjouissances prolongées : « Tout est fête, jusqu'aux prises de voile de l'enfant patricienne, qui, ayant à prononcer les vœux graves, s'achemine sur un tapis d'azur jonché de pétales, entre les blancs orangers et les blanches statues, parmi les révérences des sénateurs pourprés, au bruit de musiques légères, tandis qu'au fond de la galerie, par la grande baie ouverte, étincelle la mer. » Et les entrées d'ambassadeurs, et les régates et les solennelles démarches du doge... : lorsque, le jeudi de l'Ascension, le doge rentre à Venise sur le Bucentaure après avoir jeté à la mer l'anneau des fiançailles :

« ... on ne voit plus l'eau. L'eau infinie, l'eau mystérieuse, l'eau qui coule et flue et file entre les doigts, l'eau couleur de mousse et couleur d'émeraude et couleur de feuille d'aloès, l'eau qui berce des algues et mire des images, l'eau qui cercle Venise de son étreinte souple et sûre, a disparu. Elle est toute recouverte de galères, de péotes, de bissones, de barques, de palanques, de gondoles, d'embarcations pavoisées et fleuries, qui, se soudant bord à bord, lui mettent une robe plus belle que les reflets. Des brocarts y traînent, des franges d'or y trempent; vêtus de rose, vêtus d'azur lisérés d'argent, les gondoliers, déliés comme des pages, suspendent en l'air leurs corps agiles. Le Grand Canal n'est plus qu'un tapis chamarré et mouvant de soies, de satins, de lampas, de velours, de pierreries et de fleurs, qu'un rythme de beauté qui se balance, qu'une allégresse qui danse sur le flot : les parterres de bals n'offrent pas de gestes plus gracieux, costumes brodés, ombrelles ouvertes, rames dorées, gazes légères, écharpes qui se soulèvent, et rubans qui s'enroulent : et les femmes sont étendues sur les coussins comme sur des lits d'amour : et les mélodies des musiciens, et les cris des gondoliers, et les mouchoirs qui s'agitent, et les éventails qui frissonnent, et les sourires sur les bouches; et sur les gorges nues les fanfreluches de lumière, les étincelles des bijoux, les feux des diamants, le doux éclat des perles : sans s'interrompre jamais, cela monte, descend, remonte, coule et passe. Et les palais immobiles regardent cette splendeur passer. »

Et le carnaval qui dure six mois, et les villégiatures au bord de la Brenta... grelots et masques la moitié de l'année, et l'autre moitié, à visage découvert, l'aveu de la plus déconcertante folie. L'amour, en connaît-on les souffrances? Point d'angoisses, ni pudeur, ni remords; amours faciles, et qui durent ce que dure le plaisir; et pour ceux et celles qui ne sauraient se priver de délicates jouissances sentimentales, les platoniques complications du sigisbéïsme... Le travail, en recherche-t-on les satisfactions austères? Il n'est de labeur qu'intermittent, aisé, distraction entre mille autres : tout le monde a du génie ou du talent, et quelle facilité! Da Ponte compose en soixante-trois jours trois livrets d'opéra, dont le *Don Juan* de Mozart; huit jours suffisent en moyenne à Goldoni pour achever une comédie en trois actes. Nulle contention d'esprit, ni peines, ni effort : *omo studioso, magro moroso*, dit le proverbe; et il importe de se tenir en joie, de participer à la joie universelle, de rire puisque tout le monde rit, de rire toujours, de tout, de tous et de soi-même... Et nul événement n'interrompt la régulière succession des fêtes annoncées et des liesses improvisées : il n'y a plus d'événements : bénin, inerte, le gouvernement gouverne à peine; on compterait les empoisonnements qu'il ordonna pendant la seconde moitié du XVIIIe siècle; nous ne nous souviendrions plus qu'il existait des Plombs, si Casanova n'avait jugé spirituel de s'en évader et de nous laisser de son évasion un récit pittoresque : la sournoise terreur qui si longtemps maintint la discipline parmi les citoyens de la sérénissime république s'est enfin évanouie; le drame s'achève en comédie galante... Le dénouement est proche : l'Europe ne le hâte point, princes et rois se donnent rendez-vous à l'auberge de Candide; survienne l'élève de Pangloss : « Messieurs, s'écriera-t-il en s'attablant, voilà une singulière plaisanterie. Pourquoi êtes-vous tous rois? Pour moi, je vous assure que ni moi, ni Martin nous

ne le sommes. » Venise est « la Cosmopolis du plaisir », Venise est « le caravansérail de la fête. »

C'est proprement la fête vénitienne que peint Philippe Monnier ; il ne permet point qu'aucun détail, aucune péripétie de cette fête nous échappe : fête merveilleuse où l'esprit eut autant de part que les sens : Venise au XVIIIe siècle, c'est Gasparo Gozzi et Goldoni et Carlo Gozzi et Tiepolo, et ces peintres, ces poètes, ces musiciens dont Philippe Monnier interprète la vie et les œuvres. Fête merveilleuse, dont tous les contemporains reconnurent le prestigieux éclat, tel Gœthe, qui n'oublia jamais « cette riche, cette étrange, cette unique image... » Philippe Monnier la restitue en poète épris avant tout de la beauté du spectacle ; son livre est comme vibrant d'allégresse. Mais pourquoi, ah ! pourquoi Philippe Monnier se défie-t-il de son sujet ? Il en sait la richesse ; à cette opulence qu'espère-t-il ajouter ?... Redoutons la manière, l'artifice vain, le verbalisme indiscret...

*
* *

Est-ce point Fontenelle qui soupçonnait que si l'on donnait aux Parisiennes le choix ou d'être diverties sans être aimées, ou d'être aimées sans être diverties, elles préféreraient le divertissement à l'amour ? Que voilà bien, dira-t-on, la frivolité des femmes françaises, et, plus particulièrement des Parisiennes, et, entre toutes les Françaises de tous les temps, des Parisiennes du XVIIIe siècle ! Mais voici les femmes les plus savantes et les plus passionnées, les Italiennes de la Renaissance : eussent-elle sacrifié à l'amour les joies mondaines et le divertissement que leur procurait la conversation d'une société galante et polie ? Il suffit que la question puisse être posée... Le livre de M. E. Rodocanachi la suggère : toute puissante séduction du monde, des modes, attrait tout puissant des jardins, des académies, des salons où l'on cause ! Les Italiennes de la Renaissance veulent être diverties : les hommes font les lois, les femmes font les mœurs ; les hommes de la Renaissance inclinèrent à penser « qu'il n'était pas de plus grand charme dans la vie, ni d'emploi plus profitable de leurs loisirs que de discourir abondamment devant les dames sur de pointilleuses questions ». L'Italie connut des causeurs brillants, subtils, infatigables : Fierenzuola parlait de beauté, Castiglione de courtoisie, le cardinal Bembo d'amour. L'Italie connut des conférenciers à succès ; les professeurs d'esthétique se virent reconnaître de surprenants privilèges : tel Fierenzuola, qui, vers 1540, entreprit à Prato une série de conférences sur la beauté féminine : « il est à croire que ces conférences durent être d'autant plus assidûment suivies des dames qu'il choisissait toujours l'une des assistantes pour exemple des perfections dont il dissertait ». Croyons-en M. E. Rodocanachi et parcourons une ancienne traduction de ces savoureuses conférences : « La main veut estre blanche, principalement au-dessus, grande, un peu potelée, la paume cave... La taille doibt estre semblable à celle de Mad. Sauvag. Regardez-la tous, et vous la verrez en toute perfection, grâce, honesteté et beauté infinie. Mlle Sauvagine nous donnera sa jambe, longue, estroite et sèche en la partie d'en bas, mais en haut grossette, tant qu'il est besoing, blanche plus que la neige et bien ovalée et non tant garnie de chair, ne aussi trop remplie... » Et c'est ainsi que le bénédictin Fierenzuola détermina le canon de la beauté féminine... Beauté un peu froide et inexpressive ! Longtemps les poètes se plurent à parer leurs amantes de charmes impersonnels : peu à peu ils s'enhardirent : leur art se précisa : leurs descriptions, les œuvres des peintres nous révèlent la véritable beauté des Italiennes du XVe siècle. Très belles, ces Italiennes furent très savantes : nous ne l'ignorions point ; étions-nous renseignés sur leur vie au foyer, leur éducation, leurs droits, leur rôle dans la famille ? L'érudition de E. Rodocanachi est d'autant plus pénétrante et plus heureusement novatrice qu'elle s'attache davantage au détail de la vie domestique.

Très belles, très savantes, les Italiennes de la Renaissance furent-elles vertueuses ?

« On ne saurait attribuer aux femmes italiennes une part dans cette perversité profonde qui semble la caractéristique de l'époque, et dont Machiavel lui-même s'étonnait..... Les femmes contribuèrent au contraire à rendre le vice plus discret et plus élégant ; elles tinrent en une certaine mesure aux bienséances. Si le parler fut parfois autour d'elles d'une liberté extrême, il n'en alla pas de même de leurs mœurs, Elles ne furent ni pires, ni meilleures qu'en d'autres temps... »

Et cela est bien possible, mais est-il en vérité prudent d'ajouter que « même il n'y eut pas de grandes et fameuses pécheresses ? On en pourrait citer qui péchèrent grandement et qui eussent mérité quelque détestable renom... Qu'importe d'ailleurs ? Ce qui importe, c'est de définir l'influence sociale de la femme ; la précision informée, le goût, la délicate intuition psychologique de E. Rodocanachi nous sont ici bien utiles : la femme fut l'inspiratrice et un peu la créatrice de la Renaissance italienne : mœurs, art, littérature, son omniprésence est certaine, manifeste son heureuse activité... La femme fut l'égale de l'homme ; égalité inquiétante, mais qui ne dura pas : ... *et il y a peut-être là un enseignement.* » Eh ! eh ! cela vaut qu'on y réfléchisse !

LUCIEN MAURY.

LE DÉCLIN DES POLITICIENS

Vous souvenez-vous de la petite ville, si joliment décrite par Flaubert, où M. Homais cultivait à la fois la libre-pensée et la pharmacie? Elle est singulièrement représentative de la province française. Dans nos cités, en effet, toute l'activité se trouve orientée vers la politique. Les habitants sont rangés en partis ennemis. Et nul n'a licence de frayer avec une personne, fût-elle sympathique, affiliée au clan adverse.

Un notable républicain, si sa cuisinière se rendait chez tel épicier, dont la foi politique paraît entachée de conservatisme, serait discrédité, voué aux pires injures. Il est tenu de fréquenter tel café, de bon teint, et de se faire raser par tel coiffeur, qui ne pérore qu'en bon radical. Il doit acheter son vin à ce gros marchand, d'allures démocratiques et éviter d'avoir recours à cet important entrepreneur, qui construit bien et à bon marché, mais qui ne se pose point en ennemi personnel de Dieu. S'il a des cousins, des camarades d'enfance, hostiles à sa manière de voir sur la nature du pouvoir exécutif, il est contraint de rompre avec eux, sous peine d'encourir une véritable déchéance.

La politique divise les familles, empêche les gens de métier de se créer des relations d'affaires étendues et un homme d'esprit de voir qui il lui plaît. En province, on a les relations de son clan. C'est le politicien qui régente la vie privée de chacun.

Naguère, il est vrai, ce politicien semblait représenter une grande idée : l'émancipation républicaine, ou la tradition monarchique, ou la domination cléricale. Mais de nos jours, la République est devenue, d'un principe, un fait. Par le lent progrès des idées, elle s'est imposée à tous les esprits. Elle leur a inculqué le même idéal de liberté et de solidarité. Par suite, semble-t-il, la politique devrait être simplifiée et se résoudre au choix d'élus expérimentés, distingués par le caractère et l'intelligence?

Erreur. Les politiciens veillent. Ils égarent les populations par des promesses insensées. Ils provoquent des querelles superficielles qu'ils savent à merveille envenimer. Représentent-ils une grande cause? Bien plutôt une simple ambition, encline à se satisfaire par tous les moyens. Moins fondée, leur domination se fait plus éhontée. Ils s'entourent des gens sans aveu, qui négocient leurs faveurs, et qui, dénonçant l'un, favorisant l'autre, inspirent la terreur à toute une ville.

Dans cette atmosphère de division et de suspicion, toute œuvre d'intérêt collectif, exigeant quelque entente, devient impossible. Les initiatives fécondes sont découragées. Les grands travaux publics, les organisations coopératives, les entreprises industrielles, nécessaires au développement économique, ne s'accomplissent pas. L'essentiel n'est pas que la ville soit sagement administrée, pourvue d'aménagements modernes, ce n'est point que la région ait des moyens de communication faciles, un essor assuré, c'est que tel personnage de passé douteux, qui s'entremet dans la répartition des sinécures et des palmes académiques, soit lui-même, au détriment d'un homme de mérite et de progrès, pourvu d'une fonction élective..... ou d'un poste lucratif!

Voici que dans quatre départements parmi les plus acharnés à cette basse politique, les habitants se soulèvent, dans une heure de lucidité et de dégoût. Ils oublient leurs dissenssions, et toutes les mesquines questions qui les armaient les uns contre les autres, eux, républicains de longue date. Propriétaires et ouvriers, progressistes, démocrates, radicaux, socialistes, ils s'alarment de la commune misère qui les menace. Ils s'unissent pour la conjurer. Ils clament ce péril à l'État. D'une voix unanime, ils exigent que le gouvernement, oublieux de son devoir, prenne souci de leur intérêt collectif, de cette industrie viticole dont ils vivent.

Fait invraisemblable, ils excluent de leurs rangs, comme d'éternels dupeurs, propres à semer la discorde, ces politiciens, hier les rois du pays.

Et parmi ces politiciens, il en est de notoires, qui disposent d'une influence utile, qui sont aptes à dispenser des distinctions honorifiques et des bureaux de tabac. Il y a M. Ruau, ministre de l'agriculture ; il y a M. Sarraut, sous-secrétaire d'État à l'Intérieur ; il y a M. Lafferre, grand maître de la maçonnerie. Le premier se tient obstinément éloigné de sa circonscription. Le second a quitté le pouvoir pour sauvegarder une situation électorale bien compromise. Le dernier a voulu — un peu tard — se rendre auprès de ses électeurs : Ils l'ont prié de reprendre le train pour une autre destination ; ce que, de gré ou de force, il a fait incontinent.

Il se peut que d'habiles agents réussissent à détruire l'entente réalisée en vue de l'œuvre commune, à désarmer les coalisés. Le fait n'en existera pas moins, que, soudainement, une population d'environ deux millions d'âmes, d'un républicanisme démocratique indéniable, s'est soulevée dans un mouvement d'unanime reprobation contre les politiciens, et a décidé de veiller elle-même à ses propres destinées.

Cet événement est d'ailleurs moins exceptionnel qu'il ne le paraît au premier abord. Bien aveugle qui ne discernerait point les signes de désaffection et de protestation affleurant partout à l'encontre, non point d'un régime dont tous au contraire s'accordent à reconnaître la légitimité et la nécessité — mais des imposteurs qui le mettent en coupe réglée. Les premiers, les syndicats ouvriers se sont groupés en une confédération pour chasser les politiciens — d'extrême gauche, cependant, c'est-à-dire accoutumés aux plus séduisantes surenchères. Ils sont maintenant très attentifs à se diriger eux-mêmes. Puis, ce sont les fonctionnaires qui se sont associés, pour se défendre contre les abus du favoritisme et du népotisme instaurés par les ministres eux-mêmes. Enfin des coalitions de petits patrons se sont formées pour obliger le Parlement à amender une loi défectueuse sur le repos hebdomadaire. De plus en plus, devant l'impéritie de leurs « représentants », les citoyens s'organisent pour pourvoir eux-mêmes à leurs intérêts généraux. Et par là, ce n'est pas seulement le prestige des politiciens qui est atteint, c'est leur pouvoir qui est amoindri.

Le succès des premières tentatives incite à en entreprendre de nouvelles. Déjà, le cri de « A bas les politiciens ! », lancé dans les départements rébellés, a été entendu d'autres régions. Elles pourraient secouer le joug

de ces charlatans, qui vivent de leur candeur. Et en vérité, l'on ne saurait trop souhaiter qu'elles fussent moins indulgentes à leurs parades et plus attentives aux réalités économiques, qui font la grandeur — ou la détresse — d'un pays.

Car, il faut bien l'avouer, le règne des politiciens est devenu haïssable. Leur insincérité n'a d'égale que leur nuisance. Non contents, par leurs basses intrigues, de désorganiser les services publics, ou de détourner une population de la poursuite de ses intérêts profonds, ils répandent parfois, de propos délibéré, par leurs assertions mensongères, la haine et la ruine. On pourrait citer des députés qui promirent aux fermiers l'imminent partage des terres, et qui ainsi arrêtèrent toutes transactions immobilières dans leur circonscription. D'autres se livrent aux mêmes excitations, auprès d'ouvriers, au risque d'enrayer le développement industriel d'une région.

On sait qu'aux États-Unis, les politiciens — sénateurs et députés des États fédérés, et même de l'Union et leur clientèle — forment une caste isolée et décriée. Tout à leurs professions, les citoyens ne se soucient pas de ces prétendus représentants. Lorsqu'ils ont besoin de leur concours législatif, ils l'achètent à deniers comptants.

Nos parlementaires, Dieu merci, sont fort éloignés d'une telle abjection. Ne tendent-ils pas, cependant, à devenir eux aussi une caste à part, uniquement préoccupée de ses ambitions, soucieuse de paroles sonores, et non d'actes utiles, et d'ailleurs incapable de discerner le sentiment et l'intérêt vrais de la nation? Un ancien ministre, d'une rare pénétration, M. Raymond Poincaré, n'hésitait point à dénoncer hautement les jours derniers ce péril :

« Dans les heures troubles où nous sommes, le devoir des hommes politiques, disait-il, est plutôt d'écouter que de parler. L'une des principales causes du malaise actuel est même, à mon avis, que sénateurs et députés se sont trop souvent déshabitués d'entendre la voix du pays. Ils vivent repliés sur eux-mêmes dans un monde factice, dont les frontières ne dépassent guère le jardin du Luxembourg et le pont de la Concorde. Au lieu de garder avec la nation qu'ils représentent un contact ininterrompu, ils s'isolent peu à peu dans une atmosphère condensée où se réfracte et s'altère l'image de tous les objets.

« Ils se considèrent eux mêmes comme les détenteurs de la souveraineté ; ils transforment le mandat qu'ils ont reçu en une sorte de profession sacrée, et ils se croient dotés, par je ne sais quelle puissance supérieure, de la faculté magique de dispenser au peuple, par une promulgation incessante de lois bien intentionnées, toutes les satisfactions matérielles et toutes les joies humaines ».

Dans une démocratie, l'obéissance ne saurait être imposée; elle est librement accordée aux autorités dont la mission semble respectable. Qu'ils soient à la Chambre ou au Ministère, nos politiciens ne pourront donc recouvrer d'autorité qu'en s'attachant à leur devoir, à la recherche et à la défense des intérêts généraux.

Pour ce faire, ils devront consulter, par delà leurs comités et leurs délégués, plus ou moins corrompus, le pays lui-même, ses travailleurs de tous métiers, et de tous ordres. Il est las de ce que d'incessantes agitations politiciennes, superficielles et désastreuses, le distrayent du labeur et des initiatives, d'où découle le bien-être. Il souhaite une salutaire discipline, qui l'orienterait, non vers la discorde et le désordre, mais vers des fins d'utilité pratique, de prospérité nationale.

Comme le déclarait M. Raymond Poincaré « ce n'est point un changement de ministère » — le Cabinet actuel comprenant des hommes de valeur et perspicaces — « qui nous tirera d'affaire ; ce qu'il faudrait obtenir de la sagesse des Chambres et du pays, ce serait un *changement profond et radical des mœurs et des méthodes.* »

« Changement de mœurs et de méthodes dans le gouvernement quelqu'il soit, car tous les cabinets, dominés par les préoccupations quotidiennes, se laissent aller à ne jamais voir les questions que sous l'aspect parlementaire, à considérer des ordres du jour comme des solutions ; à trancher les difficultés par des expédients ingénieux et momentanés, au risque de faire naître, pour le lendemain, des difficultés plus grandes; à encourager par des demi-refus, qui équivalent trop souvent à des demi-promesses, les prétentions les plus dangereuses et les exigences les plus déraisonnables.

« Changement de mœurs et de méthodes dans le Parlement, dans la Chambre des députés surtout, issue d'un système électoral qu'il faudra bien élargir par le scrutin de liste et corriger par la représentation proportionnelle, mais qui, dans l'état actuel des choses, a été encore empiré par les tyrannies locales et faussé par le jeu des surenchères. »

Il n'est pas impossible que cette réforme se produise, que la prévoyance dans la conception et la fermeté dans l'exécution soient remises en honneur, chez nos hommes d'État.

Nos Chambres comprennent beaucoup de politiques éclairés, expérimentés, doués même d'une droite volonté. Peut-être sauront-ils faire prévaloir leur sagesse, sur les surenchères des démagogues. Peut-être sauront-ils évincer tels leaders bruyants et néfastes, auxquels ils n'accordent aucun crédit, et qui cependant, auprès de l'opinion mal informée, et indignée, passent pour leurs vrais chefs.

Si le Parlement et le gouvernement étaient impuissants à réagir contre l'incohérence et le découragement, à instaurer une politique de relèvement, l'état de sourde colère ou de flagrante rebellion irait s'aggravant. Les hommes du passé reprendraient espoir et chercheraient à tirer parti de cette anarchie latente au profit d'une réaction dictatoriale. Nous irions à une terrible crise intérieure... ou à une désastreuse guerre extérieure.

Jacques Lux.

Le Propriétaire Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 3 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 20 JUILLET 1907

L'IDÉE DE RESPONSABILITÉ
DISPARAITRA-T-ELLE DEVANT LA SCIENCE?

L'idée de la responsabilité morale est-elle battue en brèche par la science, comme le croient volontiers quelques savants et comme le croient aussi ceux qui s'inquiètent pour la morale des progrès de la science? Ne peut-on, en d'autres termes, se faire de la responsabilité une idée scientifique, je veux dire confirmée, et non infirmée par la science? Ce problème, un des plus difficiles de la philosophie morale, est d'une importance théorique et pratique que l'on ne saurait nier. Nous voyons cependant bien des hommes de science le trancher à la légère. Il appartient au philosophe de rechercher ce qui, parmi les grandes idées directrices de la conduite, résiste à une critique attentive et impartiale.

« Le sens de la responsabilité décline de nos jours et, avec lui, le sens du *péché* », disent avec mélancolie les théologiens. — Tout dépend, répondrons-nous, de la manière plus ou moins exacte dont on interprète la responsabilité. Le sens du péché proprement dit est la croyance métaphysique et religieuse à une faute dont l'individu serait le seul auteur responsable, à un acte de liberté échappant absolument, sur un certain point, au déterminisme des raisons. Une faute de ce genre est représentée par la théologie comme celle d'un premier homme, devenue mystérieusement la nôtre par transmission ou héréditaire ou mystique : nous avons péché en Adam. Cette faute est conçue en même temps par les théologiens comme notre faute personnelle et actuelle : nous péchons en nous-mêmes et pour notre propre compte. La croyance aux deux mystères de la faute originelle et du péché actuel, mystères liés à celui du libre arbitre absolu, s'affaiblit certainement de nos jours par les progrès simultanés de la science et de la philosophie. En même temps s'affaiblit l'idée d'une responsabilité personnelle absolue et d'une expiation absolue, avec le *dam* éternel pour pendant au salut éternel. Est-ce à dire, comme on le prétend, que notre sens moral soit pour cela amoindri? Au contraire, si nous avons moins la haine du pécheur, le dégoût et l'horreur vont croissant à l'égard du vice qui brutalise et dégrade. Ce dégoût n'est pas seulement esthétique et contemplatif, car il tend *activement* à supprimer, par une éducation mieux appropriée et par un ordre social mieux organisé, toutes les difformités et monstruosités humaines. L'imperfection intérieure de l'individu nous choque comme si elle était la nôtre : et nous voulons la voir disparaître. Dans les rapports entre individus, le manque de justice ou de bonté nous choque davantage encore : il provoque un esprit actif de réforme sociale, qui contraste avec l'ancienne « résignation » des théologiens. La vue d'un mal individuel ou collectif qui pourrait être prévenu ou guéri nous blesse comme un reproche et un remords. Qu'est-ce à dire, sinon que l'idée morale a pris une forme de plus en plus sociale? Les notions de vice, de responsabilité, de sanction, au lieu de rester confinées dans le for intérieur d'une volonté indépendante, nous paraissent les résultats d'un déterminisme en partie sociologique. Au *sens du péché* et de l'absolue imputabilité individuelle se substitue le sens de la responsabilité collective et solidaire. Au lieu de condamner et de damner les

individus pour leurs actes, nous cherchons en eux et hors d'eux la raison de ces actes, pour agir sur leurs causes et, par les causes, sur les effets. Au nombre de ces causes, le milieu social joue un rôle de plus en plus manifeste, si bien que la question morale est, en partie, une question sociale.

Dès lors, ce qui doit disparaître de plus en plus par les progrès de la science, c'est ce sentiment aveugle et antiscientifique qu'on nomme la haine pour un individu. Guyau a dit, en des vers souvent cités, mais qu'il faut citer encore :

On ne peut plus haïr l'être qu'on a compris.
Je tâche donc toujours d'aller au fond des âmes
Nous nous ressemblons tant ! Je retrouve, surpris,
Un peu du bien que j'aime au cœur des plus infâmes
Et quelque chose d'eux jusqu'en mon dur mépris (1).

Non seulement l'idée d'une malignité radicale et volontairement diabolique s'évanouit pour qui *comprend autrui*, mais encore et surtout des raisons d'aimer se substituent aux raisons de haïr dont on a pénétré la déraison. Quel est le savant naturaliste, qui, après avoir bien étudié l'organisation de la vipère et déterminé ses conditions de vie, la nécessité de ses moyens de défense, les causes productrices de son venin et les réflexes qui président au mouvement de ses crochets, va se mettre à haïr la vipère, même si, au cours d'une de ses expériences, elle le mord ? Il commencera peut-être par un mouvement animal de colère : maudite bête ! A la réflexion, il dira : pauvre bête ! C'est moi qui suis un maladroit, cautérisons-nous et, un autre jour, soyons plus attentif ! C'est ainsi qu'un Claude Bernard résoudrait la question de la responsabilité. Un François d'Assise irait plus loin encore et, pénétrant dans la vie intérieure de l'animal, dans les tristes difficultés de cette existence monotone, dans les nombreux périls auxquels elle est exposée, découvrant en cet être prétendu méchant l'amour maternel, le pouvoir de se dévouer pour ses petits, de se faire tuer pour eux, il finirait, après avoir dit : « Ma sœur la colombe », par dire aussi : « Ma sœur la vipère ». Et il ne serait pas alors seulement chrétien, il serait platonicien, il serait leibnitzien, il serait philosophe. Le chrétien, lui, n'est blâmable que de n'être pas assez chrétien : il *damne* ! au lieu de dire : Mes frères les prétendus damnés, que je veux sauver !

Si nous admettons que, sous certains rapports, le sentiment de la responsabilité individuelle diminue, ce n'est pourtant là qu'une moitié de la vérité. Nous croyons qu'il faut, selon notre méthode habituelle, concilier cette première thèse avec la thèse contraire ; responsabilité croissante de l'individu sous d'autres rapports, encore plus essentiels que les précédents. Le mouvement même de l'histoire, ici comme sur tant d'autres points, nous montre, à côté de la socialisation progressive, ce qu'on pourrait appeler l'individualisation progressive. Avec le développement de la liberté individuelle dans les sociétés modernes grandit nécessairement l'idée de responsabilité. L'individu voit augmenter, d'une part, l'intensité de sa puissance propre et de son action propre au sein du milieu social ; d'autre part, l'extension de cette puissance et les multiples effets de son action. Nous apercevons mieux tous les contre-coups de ce que nous voulons et faisons.

Le progrès de la conception scientifique des causes, c'est-à-dire de la doctrine déterministe rationnellement entendue, n'entraîne donc pas le sentiment d'impuissance personnelle et d'irresponsabilité personnelle. Pour notre part, nous avons lutté toute notre vie contre la fausse interprétation de la rationalité universelle, mal à propos confondue avec l'inertie universelle. Oui, il y a toujours des raisons à nos actes, mais des raisons dont nous avons la conscience et sur lesquelles nous pouvons réagir, des raisons qui deviennent pour nous des forces, non des faiblesses. C'est pourquoi, avec la part du tout en nous, notre intelligence voit s'augmenter simultanément la part de nous-mêmes dans le tout.

La morale des idées-forces admettra donc, en opposition avec les systèmes incomplets, le caractère indivisiblement psychologique et sociologique, personnel et social, de la responsabilité. Les doctrines qui absorbent l'individu dans la société ou la société dans l'individu sont également inexactes.

La responsabilité pratique, dont nous venons de voir les progrès par le fait même de la science, recouvre-t-elle une véritable irresponsabilité théorique, au point de vue de la psychologie ? Nous ne le croyons pas. Quelque opinion que l'on conserve sur le fond même de la volonté, il demeure certain, pour la morale des idées-forces, que la responsabilité est une idée qui se réalise en se concevant : penser au mal des autres, c'est y « prendre part », c'est aussi, dès que nous y pouvons quelque chose, prendre notre part des responsabilités. Dès que je conçois ma responsabilité possible dans un événement, responsabilité résultant de mon intervention possible, cette seule idée me rend déjà responsable : je commence de fait à assumer sur moi une partie de ce qui va arriver. S'il s'agit d'un être humain qu'un effort de moi pourrait sauver d'un danger et si je me croise les bras, l'idée que j'avais de mon action possible m'a rendu responsable de mon abstention réelle. Celui qui a vu ce qu'il faut faire et ne l'a pas fait sentira toujours que ce qui s'est passé lui est en partie imputable : « voir, c'est savoir et savoir c'est

(1) Guyau, *Vers d'un philosophe*.

pouvoir ». Voir le fardeau d'autrui, c'est déjà prendre sur soi la charge de l'alléger. Se penser sous l'idée de responsabilité, c'est prendre sur soi, en théorie comme en pratique, une responsabilité véritable.

L'auteur d'un livre intéressant et hardi sur la morale scientifique, a dit : « Dès l'instant qu'on admet dans le monde social l'existence de lois *en tous points semblables* à celles qui régissent la *chute d'une pierre*, il est aussi puéril de rendre un individu, quel qu'il soit, responsable de ses actes, que de blâmer l'arbre chétif ou de féliciter l'arbre vigoureux. Toute tentative en vue d'atténuer la rigueur de cette conséquence est *antiscientifique* (1). » Selon nous, ce sont les assertions contenues dans ces lignes qui sont contredites par la science. Il n'est pas conforme à la science de prétendre que l'acte d'un homme qui trahit sa patrie pour une somme d'argent est « *en tous points* semblable » à la chute d'une pierre. La pierre *sait-elle* qu'elle tombe, a-t-elle l'*idée* de sa chute et peut-elle se rejeter en arrière pour reprendre son équilibre? L'homme a-t-il, lui, l'idée de sa chute morale et de sa dégradation, qui le fait réagir contre cette chute? Assimiler l'homme à la pierre, c'est, croyons-nous, manquer à la rigueur de la science. Ajouter que, l'arbre chétif ne pouvant être blâmé, l'homme injuste et méchant ne doit pas l'être davantage, c'est oublier de nouveau que l'arbre n'a pas conscience de son mauvais état et ne peut réagir pour le modifier, tandis que l'homme a la conscience de ses états et de ses actes, de leur valeur, de leurs modifications *possibles* et *désirables*. Prenons garde, tout en invoquant le nom de la science moderne, de retomber dans les antiques « sophismes paresseux » des musulmans.

Les positivistes, eux-mêmes, considèrent comme contraires à la science les doctrines d'irresponsabilité universelle. Leur argumentation est ingénieuse, mais incomplète. Selon l'école de Littré, la responsabilité aurait sa vraie source dans le monde *inorganique*, d'où, par voie de conséquence, elle s'étendrait au monde vivant. Elle consisterait primitivement dans l'action et la réaction que tous les phénomènes exercent les uns sur les autres, sorte d'appel et de *réponse*. La cloche frappée *répond* par des vibrations et, à son tour, ébranle l'air; c'est la responsabilité matérielle de la cloche. Tous les êtres, surtout vivants, surtout doués d'intelligence et de volonté, sont à l'état de « responsabilité perpétuelle ». Prêcher, au nom de la science, l'irresponsabilité universelle, c'est donc, selon les positivistes, adultérer la science et prendre un système particulier de métaphysique, le fatalisme, pour une thèse scientifiquement établie.

(1) M. Bayet : *La Morale scientifique*, 1905.

Nous admettons ce qu'il y a de vrai dans cette théorie, mais nous y ajoutons la nôtre, c'est-à-dire la réaction du déterminisme sur lui-même, la force de l'idée pour sa propre réalisation.

La cloche n'a pas de *moi*; la responsabilité physique qu'on lui attribue sous prétexte qu'elle répond au choc par le son est pure métaphore. La vraie responsabilité est la causalité personnelle. Conscience de soi et direction de soi, c'est valeur intrinsèque, mérite intrinsèque, donc responsabilité intrinsèque, réaction de soi sur soi et par soi.

Quant à la responsabilité devant autrui, avec toutes les réactions sociales qu'elle implique, elle n'est qu'une traduction extérieure de ce fait intérieur. Aussi, au lieu d'admettre avec l'école anglaise que la responsabilité intime est un reflet des réactions sociales, nous admettons que les sanctions sociales sont un reflet de la réaction grâce à laquelle le moi se connaît, s'évalue, modifie sa valeur par l'évaluation qu'il en fait. A plus forte raison n'admettons nous pas, avec les positivistes, que la responsabilité morale ou sociale soit une simple réverbération des phénomènes physiques; elle est essentiellement, selon nous, une réaction de l'intelligence et de la volonté, qui s'ajoute aux réactions matérielles pour les dominer et les diriger.

L'idée-force de liberté ou de pouvoir sur soi, conséquemment de responsabilité envers soi, fait partie des conditions normales de la pratique. On peut en donner une preuve entre bien d'autres. Chez les hypnotisés, les anormalités de la conduite sont proportionnelles à l'affaiblissement des idées de choix et d'imputabilité. Le grand danger de l'hypnotisme, c'est l'affaissement progressif de la volonté s'abandonnant de plus en plus, puis de l'idée-force de responsabilité propre ; en un mot, c'est la descente vers la passivité nerveuse et cérébrale. Et ce n'est pas seulement l'hypnotisme qui entraîne ce péril, c'est tout « monoïdéisme » produit par la passion ou même par l'esprit de système. Voilà ce qui fait l'immoralité réelle des doctrines immoralistes, de ces théories qui veulent nier toute responsabilité de l'être intelligent et absoudre tout mal au nom d'un déterminisme mécanique, d'où est exclu le pouvoir automoteur des idées, y compris l'idée même de liberté responsable. Ces doctrines confondent les actes dérivant d'un mécanisme tout à fait extérieur à l'agent avec les actes qui dérivent : 1° du caractère même de l'agent, 2° de sa conscience et de sa réflexion actuelle sur ses idées et désirs. Tirer un mauvais numéro, par exemple, c'est être victime de circonstances entièrement étrangères, sur lesquelles aucune réaction n'est possible du fait même que nous les concevons; mais il n'en est plus ainsi quand

c'est le mauvais numéro qui se fait et se tire lui-même. Assassiner, malgré l'idée qu'on a de l'injustice et du pouvoir de la volonté sur la passion, c'est introduire le désordre en soi, c'est être ou se faire soi-même ce désordre, c'est en devenir responsable et se faire victime de soi. Qu'on soit encore à plaindre, je l'accorde, mais la pitié ici est mêlée d'horreur morale ; de plus, le crime excite un juste sentiment de défense sociale, joint au désir d'amendement pour le monstre dont la passion animale l'emporte sur les idées les plus hautes de l'humanité. Si ce monstre est déterminé par son *caractère* et par tout ce qui constitue sa personne à choisir le mal dans des circonstances où d'autres choisiront le bien, n'y a-t-il pas là, une *condamnation* complète et entière de ce *caractère* et de cette *personnalité* avec toutes ses déterminations?

De plus, la morale des idées-forces n'admet pas que le caractère soit seul cause de l'action ; elle introduit la *conscience* et surtout la *réflexion* parmi les facteurs psychiques déterminants. Or ma conscience, surtout réfléchie, est ce qu'il y a de plus *moi* ; elle est mon *moi intelligent* et *autonome* : je puis donc, d'après la nature de mon action, me condamner ou m'absoudre *moi-même*. Par là, je condamne ou absous l'idée directrice de mon action, idée-force qui a vécu en moi, qui y vit au moment de l'acte, confondue avec moi.

Telle est, en dehors des considérations métaphysiques sur la responsabilité absolue, la base de l'imputabilité relative exigée par la science et par la morale scientifiquement entendue. Si une idée-force mauvaise et nuisible à la société est incarnée en moi, c'est en moi que se trouve le point d'application pour la réaction morale et sociale provoquée par cette idée. Aucun système métaphysique ne peut nous enlever le sentiment intérieur par lequel, en nous identifiant de fait avec une idée bonne ou mauvaise, nous devenons la réalisation vivante de cette idée ; nous assumons donc toutes les conséquences d'approbation ou de blâme que cette réalisation entraine, soit dans notre propre conscience, soit dans la conscience de nos semblables et de la société entière.

L'idée-force de responsabilité a pour conséquence la sanction intérieure : remords et satisfaction. Le remords vient de l'impossibilité du bonheur complet dans une vie où la volonté du tout, notamment du tout social, n'est pas satisfaite en même temps que la volonté individuelle. Il y a alors lutte entre les idées-forces, lutte entre les tendances corrélatives aux idées, donc déchirement intérieur, puis prédominance finale de la tendance universelle sur les poussées passagères de la passion. De là une souffrance d'un genre particulier, qui a pour caractère essentiel de se produire et de s'entretenir elle-même par l'idée qu'on aurait pu et dû se l'épargner dans le passé, qu'on peut et doit se l'épargner à l'avenir. Le remords n'est nullement une illusion : il transforme la conscience où il se produit et la place dans des conditions favorables à une conduite meilleure dans l'avenir. Spinoza, en condamnant le repentir, est victime de son mécanisme géométrique; il considère un acte humain du même œil que le mouvement de l'aiguille aimantée. De même pour les paradoxes de Nietzsche, qui explique le remords par « l'instinct de cruauté ». Ce n'est nullement par une tendance à nous faire souffrir et à « déprimer » notre vie, c'est par un secret instinct de guérir et de hausser notre vie, que nous nous abandonnons au remords. Nietzsche, comme d'habitude, se laisse séduire aux contre-vérités. Guyau, lui, ramène le remords à un regret, « le regret d'être inférieur à son propre idéal, d'être anormal et plus ou moins monstrueux. » On ne peut pas, ajoute-t il, sentir quelque imperfection intérieure sans éprouver quelque honte; « cette honte est indépendante du sentiment de la liberté, et cependant elle est déjà le germe du remords. » On pourrait objecter à Guyau que le remords proprement dit commence avec le sentiment plus ou moins exact de notre liberté, avec l'idée même que notre moi supérieur aurait pu se réaliser en nous et par nous, par une activité inhérente à cette idée qui est nous-mêmes. On peut, du reste, accorder à Guyau ce qu'il ajoute sur le jugement intérieur par lequel nous nous évaluons : — « Je réponds devant ma *pensée*, en une certaine mesure, de tout ce qu'il y a de mauvais en moi, même quand ce n'est pas moi qui l'y ai mis, parce que ma pensée *me juge.* » Nous ajouterons, nous : — Parce que ma pensée, en me jugeant, rend possible une action conforme à ce jugement et, en fait, *me transforme par sa sentence*. Comme la responsabilité, le remords est une idée-force qui, en se concevant elle-même, se réalise dans le domaine de la sensibilité et de la volonté.

Le sentiment de responsabilité personnelle entraîne une approbation de soi et une censure de soi qui précèdent toute estime d'autrui, tout blâme d'autrui. Cette approbation et cette censure intimes, selon nous, iront croissant avec le progrès social. Elles sont les vraies manifestations de ce qu'on nomme la conscience, et la première tâche de l'individu est d'avoir une conscience qui soit vraiment la sienne.

L'histoire nous montre les progrès de cette conscience personnelle, en même temps que de la responsabilité personnelle qui en est insépa-

table. Au premier stade de l'évolution, qui était cependant celui du moindre degré de réflexion consciente, on approuvait déjà les qualités qui donnent à l'individu un sentiment plus vif de sa puissance propre et de son importance propre. C'est ce que Nietzsche a appelé les valeurs *nobles*, parce qu'il a cru les reconnaître au plus haut degré chez le noble, fier de son pouvoir et de son importance. En réalité, ce sont avant tout des valeurs barbares, qu'on retrouve encore de nos jours chez le sauvage : y a-t-il rien de plus fier qu'un Iroquois paré de ses plumes et ayant des anneaux dans le nez? Il est encore voisin de l'animal qui fait montre de sa force ou des ornements de son corps. Le type des « valeurs nobles », c'est le paon faisant la roue. Si Nietzsche eût été un peu moins poète, il eût vu, dans cet orgueil de la force et dans cette prétention à l'importance, le plus bas degré de l'individualisation. Ce n'était là que le germe lointain de ce qui devait être plus tard la dignité personnelle. De même, Nietzsche n'aurait pas dû placer les prétendues valeurs *nobles* au-dessus des valeurs *sociales*. Ces dernières, d'ailleurs, se montraient déjà dès le premier stade de l'évolution, où elles coïncidaient avec les autres en une synthèse confuse. C'était précisément devant la tribu, c'était devant le « troupeau », que le sauvage paradait. De même, c'est devant la société de son temps que le « noble » accomplit ses prouesses, rompt des lances, frappe, pille, tue. Le *moi* du barbare ou du noble serait bien déçu s'il n'avait *autrui* pour se donner en spectacle. Mais c'est surtout au second stade du progrès que les valeurs sociales se séparent des autres et deviennent dominantes, surtout les valeurs d'utilité sociale, tant méprisées par Stirner et Nietzsche sous prétexte qu'elles sont « grégaires ». Nous sommes encore aujourd'hui à ce second stade. Pourtant, il nous est déjà possible d'entrevoir les valeurs du troisième, qui sera celui de l'avenir. Certains croient, avec M. Barrès, avec les libertaires de toute sorte, que ces valeurs consisteront dans le plus haut développement de l'individualité, dans la détermination de soi par soi et en vue de son vrai moi. Ils ont raison sous un rapport ; seulement, n'oublions pas que l'individualisme n'est que la moitié de la vérité et appelle, comme nécessaire complément, la vie sociale la plus intense et la plus large. Aussi le troisième stade de l'évolution sera-t-il, selon nous, l'intime union de la plus haute individualité et de la plus haute sociabilité. D'où cette conséquence, que la responsabilité individuelle et la responsabilité sociale, indûment opposées l'une à l'autre, avanceront du même pas.

Concluons que la vraie liberté, germe de la vraie imputabilité, est le pouvoir de s'universaliser, en quelque sorte, de vouloir une fin universelle, de vouloir universellement. Loin d'être une nécessité brute et une contrainte, un tel pouvoir apparaîtra de plus en plus aux générations à venir comme une délivrance des nécessités physiques et des contraintes résultant de la lutte pour la vie. Il ne s'agit plus ici, encore une fois, d'un libre arbitre indéterminé, prêt à tout, suspendu entre les contraires comme l'âne de Buridan ; il s'agit d'une volonté positive, non ambiguë, qui va au tout et à l'unité du tout, qui est libre par cela même qu'elle n'est restreinte à aucune partie et que, se portant au tout, elle n'a plus rien à demander au delà. Une telle volonté, malgré les paralogismes de certains savants mal éclairés sur les problèmes philosophiques, *répond* d'elle-même à elle-même et crée sa propre imputabilité en la concevant comme possible, en se l'attribuant comme réelle. Mieux la science approfondira la causalité individuelle et collective, mieux elle fera remonter les actions à leurs diverses sources, soit individuelles, soit sociales. Le progrès de la science est un progrès dans la connaissance des causes; donc, il en est un aussi dans l'attribution des effets. *Causalité intelligente et imputabilité sont un seul et même principe.*

Georges Eliot a dit avec profondeur dans *Romolo* ; « Nos actions sont comme nos enfants qui vivent et agissent en dehors de notre propre volonté. Bien plus, on peut étrangler des enfants : des actions, jamais ; elles possèdent une vitalité indestructible, à la fois en nous et hors de nous. » Ces actions dont nous sommes les pères, le progrès de l'intelligence et de la science nous permet de les connaître de plus en plus par anticipation, de les prévoir et de prévoir la longue chaîne de leurs conséquences; nous sommes alors, par rapport à nos actions, comme un père de famille qui aurait la charge d'une multitude d'enfants. Comment donc, par le « progrès des lumières », sentirions-nous diminuer notre responsabilité? Mêlés de plus en plus à la vie montante des peuples, qui s'ouvre de toutes parts sur toutes choses, ayant nous-mêmes des ouvertures sur tout et sur tous, nous nous sentons de plus en plus « comme un empire dans un empire », comme un souverain parmi des souverains; nous avons de plus en plus charge d'âmes et charge de choses; ne pouvant vivre seuls et pour nous seuls, nous voyons notre vie toujours envahissante et toujours envahie. Quand nous avons entre les mains les fils de tant de séries causales, vaste réseau électrique aux répercussions à la fois intenses et étendues, comment ne nous sentirions-nous pas de plus en plus responsables à mesure que nous nous sentons plus puissants?

ALFRED FOUILLÉE,
de l'Institut.

LA CULTUELLE DU QUARTIER LATIN (1795-1802)

Le régime de la séparation des églises et de l'État ne date pas d'aujourd'hui, puisque la Convention l'a inauguré au commencement de 1795, et l'on sait qu'il s'est alors constitué, à Paris et dans toute la France, des associations de citoyens, des cultuelles, comme on dit aujourd'hui en style barbare, pour administrer le temporel des paroisses. On aimerait à bien connaître l'histoire de ces associations, et les registres de quelques-unes d'entre elles ont été conservés; mais la presque totalité de ces précieux documents a disparu au lendemain même du Concordat, parce que le clergé concordataire, composé surtout d'insermentés et de royalistes, a traité les administrateurs de 1795 avec le dernier mépris. Il leur avait de grandes obligations, et il leur a témoigné la plus noire ingratitude. Il a congédié comme de simples laquais les braves gens qui avaient fait tant de sacrifices pour arracher les églises à la destruction, pour relever les autels, pour assurer le libre exercice du culte, pour empêcher les prêtres de mourir de faim. Il a même laissé croire à la postérité que Bonaparte avait rouvert en 1802 les temples fermés depuis le mois de novembre 1793. La vérité commence pourtant à se faire jour, et tout le monde sait aujourd'hui que depuis le milieu de l'année 1795 les catholiques entraient librement dans les trente mille églises où l'on chantait chaque dimanche la grand'messe et les vêpres, où l'on administrait les sacrements, où des prêtres soumis aux lois, assermentés ou réfractaires, exerçaient publiquement leur ministère. Toutes ces églises avaient leur administration particulière, et l'histoire de ces cultuelles se fait peu à peu. Elle est on ne peut plus instructive, et elle servirait à prouver de quelle utilité sont les leçons du passé quand il s'agit d'éclairer le présent et de préparer l'avenir.

Mais si les faits sont connus en gros, les détails d'une organisation si curieuse ne le sont pas toujours, et c'est une grave lacune que les historiens déplorent avec raison. D'autre part les hommes d'action qui mettent volontiers à profit les enseignements de l'histoire ont encore plus sujet de se plaindre. Ils ont des dispositions à prendre, des règlements à élaborer, et ils voudraient bien savoir ce qu'ont fait leurs prédécesseurs, ce qu'il convient de leur emprunter, ce qu'il faut à tout prix éviter de leur prendre. Ce serait donc pour nos contemporains une bonne fortune si l'on pouvait retrouver les règlements de ces associations, du moins les plus importants d'entre eux. Mais si les registres conservés sont peu nombreux, les règlements manuscrits ou imprimés sont de toute rareté ; les savants qui connaissent le mieux l'histoire religieuse de la Révolution déclarent qu'ils n'en ont jamais vu. Leur patience et leur sagacité les ont pourtant amenés à en découvrir un dans les collections de la Bibliothèque nationale, mais il est malheureusement incomplet, il manque quatre pages sur dix, quinze articles sur trente-sept ! Or ce règlement est peut-être le plus important de ceux qui furent mis en vigueur en 1795 ; c'est celui de Saint-Etienne-du-Mont, l'unique paroisse de la montagne Sainte-Geneviève et du vieux Quartier latin. Les membres de cette cultuelle étaient bien ce qu'on appelle aujourd'hui des intellectuels, et le magistrat qui a présidé à la rédaction du règlement était un jurisconsulte éminent.

La perte du règlement de Saint-Etienne-du-Mont serait donc infiniment regrettable à tous égards, mais il n'est pas perdu. Grégoire, qui en connaissait la valeur, l'a inséré dans ses Recueils de pièces que j'ai entre les mains. Le moment est venu de le présenter dans son intégralité à ceux qui voudraient le connaître, historiens, prêtres ou laïcs : ce document de 1795 est tout à fait d'actualité.

En vertu de la loi de prairial an III, un certain nombre d'édifices antérieurement consacrés au culte furent mis à la disposition des citoyens qui en feraient la demande et qui se chargeraient de les entretenir et de les réparer. C'est donc à des associations laïques, et non pas à des prêtres, que la transmission se faisait, et les clefs de Saint-Étienne-du-Mont, de ce charmant reliquaire qui conserve les restes de Pascal, de Racine, et de Le Sueur, furent remises dans ces conditions aux citoyens qui les demandèrent. Saint-Étienne, Saint-Médard et Saint-Jacques du Haut-Pas furent les seules paroisses ouvertes dans ce qui est aujourd'hui le Ve arrondissement : Saint-André-des-Arts ne devait jamais être rendu au culte ; Saint-Séverin et Saint-Nicolas-du-Chardonnet ne rouvrirent leurs portes qu'après le Concordat, et les vieilles paroisses de Saint-Côme, de Saint Benoit et de Saint-Hilaire avaient été supprimées en 1790.

La cultuelle de Saint-Étienne-du-Mont comptait parmi ses membres des hommes très distingués, et si l'on retrouve jamais le procès-verbal de tradition de cette église, comme on a retrouvé celui de Notre-Dame, on y verra les noms et adresses de personnages très connus. Chose tout à fait digne de remarque, il y avait parmi eux des fonctionnaires, et leur cléricalisme notoire ne leur portait aucun préjudice. Le président se nommait Pierre-Jean Agier : c'était un homme de 57 ans, né à Paris le 28 décembre 1748; il était alors commissaire national du tribunal du Ve arrondissement ; il avait été, quelques semaines auparavant, président du Tribunal révolutionnaire,

— de celui qui avait jugé Fouquier Tinville; il devait être, en 1797, un des hauts jurés du procès de Babeuf. Agier habitait alors rue des Bernardins, paroisse Saint-Nicolas-du-Chardonnet; c'était un catholique de l'école de Port-Royal, et si les circonstances l'obligèrent à gravir chaque dimanche la rue si escarpée de la montagne Sainte-Geneviève, il s'en consola sans doute en songeant que l'auteur des *Provinciales* avait été avant lui paroissien de Saint-Étienne-du-Mont.

La réouverture de cette église eut lieu le dimanche 14 juin 1795, et ce fut le clergé de Saint-Séverin, composé entièrement de prêtres assermentés, qui exerça les fonctions du ministère sacerdotal. Quinze jours plus tard, les paroissiens de Saint-Étienne-du-Mont et ceux de Saint-Séverin organisèrent une réunion plénière, et ils nommèrent curé de Saint-Étienne le citoyen Le Blanc [de] Beaulieu, curé de Saint-Séverin. Deux délégués, savoir les citoyens Postel et Audran, firent part de cette nomination à l'autorité diocésaine, c'est-à-dire au presbytère qui gouvernait « durant la vacance du Siège et en attendant l'élection d'un nouvel évêque de Paris. » La nomination de Le Blanc de Beaulieu fut confirmée le 6 et le 20 juillet; le procès-verbal manuscrit, que j'ai sous les yeux, porte la signature du nouveau pasteur, qui s'intitule toujours curé de Saint-Séverin.

Le Blanc de Beaulieu, dont nous n'avons pas à raconter ici la curieuse histoire, était en 1795 un personnage très en vue. Ancien génovéfain, appelant de la bulle *Unigenitus* et janséniste militant, il avait bravé l'échafaud en protestant au nom de la morale chrétienne contre le mariage du prêtre Aubert, et il était considéré comme un homme à principes. Ses paroissiens, anciens et nouveaux, avaient en lui la plus entière confiance; ils l'aimaient comme un père, et leur désolation fut grande en 1800 lorsque Le Blanc de Beaulieu les quitta, les abandonna, disaient-ils, pour occuper le siège métropolitain de Rouen, d'où le Concordat le fit passer à l'évêché de Soissons. L'évêque de Soissons ne ressemblera guère au curé de Saint-Étienne-du-Mont; mais ses paroissiens, qui n'avaient pas le don de la prophétie, ne voyaient en lui, à la date de 1795, que le prêtre pieux, charitable, zélé et intrépide.

Nommé curé de Saint-Étienne-du-Mont et par conséquent de toutes les églises du quartier latin, il avait de 80 à 100.000 paroissiens, et jamais il ne se serait tiré d'affaire, avec les dix ou douze prêtres qui ne tardèrent pas à le seconder, si les administrateurs temporels, les membres de la cultuelle de 1795, n'étaient venus bien vite à son secours. Ils s'entendirent avec lui, et ce fut chose facile, puisqu'il ne prétendait pas dominer, et les autres non plus. Il n'y avait ici et là ni morgue, ni jalousie, ni cupidité; le curé se disait qu'il était fait pour les paroissiens, et non les paroissiens pour lui, et les administrateurs ne se départissaient jamais du profond respect qu'ils avaient voué à leur pasteur. Il les conduisait dans les voies du salut; ils aplanissaient la route, et l'accord était parfait. On ne voit pas que cet accord ait été troublé un seul instant jusqu'à la mise en vigueur du Concordat, car Le Blanc de Beaulieu, élu évêque de la Seine-Inférieure, fut aussitôt remplacé, d'accord avec l'évêque de Paris, Royer, par un de ses vicaires, Paul Baillet, que les administrateurs de Saint-Étienne-du-Mont élurent le 26 janvier 1800 par 88 suffrages sur 113 votants. La seule différence à noter, c'est que la paroisse ne se nomme plus Saint-Étienne, mais Sainte-Geneviève, les administrateurs ne désespérant pas de prendre un jour possession du Panthéon.

Pour mieux cimenter l'accord de la cultuelle et du clergé, peut-être aussi pour bien montrer quels étaient les devoirs et les droits de chacun, les paroissiens de Saint-Étienne-du-Mont se réunirent en Assemblée générale le 23 août, six semaines après l'entrée en fonctions de Le Blanc de Beaulieu et de ses coopérateurs; un règlement fut rédigé, discuté, adopté, et l'unanimité des assistants en proposa l'impression; ils se disaient sans doute, et peut-être n'avaient-ils pas tort, que ce règlement pourrait bien être considéré comme le code des paroisses sous le régime de la séparation définitive de l'Église et de l'État. Il y a tout lieu de croire que le règlement de Saint-Étienne fut appliqué ailleurs; on pourra juger, en lisant l'un après l'autre ses XXXVII articles, s'il ne pourrait pas, aujourd'hui encore, être adopté dans ses grandes lignes.

RÈGLEMENT

DE LA

SOCIÉTÉ RELIGIEUSE

Établie en l'Église de Saint-Étienne-du-Mont pour l'exercice du Culte catholique.

I. — La Société est composée de citoyens catholiques présents au procès-verbal de tradition ou mise en possession de l'Eglise, qui l'ont signé, ensemble de tous les fidèles des deux sexes qui, n'ayant pas été présents au dit procès-verbal, ont déclaré ou déclareront par écrit vouloir en partager l'effet, et accéder aux engagements y contractés.

II. — Conformément à l'usage invariable de l'Église, et même aux lois actuelles de la République, les citoyennes, membres de la Société, se contenteront de participer à ses avantages, en [illegible] à en supporter les charges; elles ne prendront personnellement aucune part à son gouvernement; leurs maris, pères, frères et autres parents étant à cet égard leurs délégués naturels.

III. — Personne ne pourra voter dans les assemblées de la Société, s'il n'est âgé de vingt et un ans accomplis, et ne réunit d'ailleurs toutes les qualités requises pour exercer les droits de citoyen.

IV. — L'objet final de la Société est l'exercice du culte catholique dans le temple mis à son usage; son objet immédiat est d'abord l'entretien de ce temple, dont elle se trouve grevée, ensuite tout ce qui est nécessaire à la célébration du culte et est du ressort des simples fidèles.

V. — Aucun ministre du culte ne sera admis par la Société s'il ne justifie préalablement de son acte de soumission aux lois de la République, conformément à l'article 5 de la loi du 11 prairial dernier.

VI. — L'Assemblée générale se réserve le droit d'élire le pasteur en chef, d'agréer ou refuser, sur sa présentation, les vicaires qui devront être portés sur l'état de la Société et d'en déterminer le nombre; d'instituer et destituer les différentes personnes attachées au service de l'Église, telles que chantres, serpent, sacristain, concierge, fournisseur de chaises, etc.; de fixer le traitement de chacun, de statuer sur toute espèce de dépenses, hors celles indiquées ci-après article XXIII, de nommer les administrateurs, d'arrêter les comptes, de disposer des meubles et effets de la Société, de faire pour la police de l'église, et en se concertant avec le pasteur en chef, tous les réglements qu'elle jugera convenables.

VII. — L'administration est déléguée à un comité.

Les fonctions des administrateurs sont :

1° De veiller avec soin à l'entretien du temple, de le visiter souvent, et faire visiter à cet effet; d'avertir la Société des réparations à faire en ce qui excède leur compétence, déterminée ci-après, de prendre ses décisions à cet égard, de les exécuter, et de lui en rendre compte.

2° De veiller également à la conservation du mobilier qui appartient à la Société.

3° De maintenir la police de l'église.

4° D'avoir l'œil à ce que les chantres, concierge, et autres laïcs attachés au service de l'église, s'acquittent de leurs devoirs avec exactitude. Au cas qu'ils y manquent, il y sera statué par le Comité qui, dans les cas graves, devra en référer à l'Assemblée générale.

5° De proposer à l'Assemblée les dépenses qu'ils croiront nécessaires, ainsi que leurs vues sur les moyens d'y subvenir; et, lorsqu'elles auront été arrêtées, de les faire avec économie.

6° D'éclairer en tout la marche de l'Assemblée, de lui présenter des projets d'arrêté dans les affaires importantes; et, après que les délibérations auront été prises, d'en suivre l'effet.

VIII. — Les administrateurs seront au nombre de sept. Ils seront élus pour trois ans, et renouvelés par tiers chaque année; c'est-à-dire que, tous les ans, il en sortira deux, excepté la troisième année, où il en sera nommé trois. Ils ne pourront être réélus qu'après un intervalle d'un an.

Celui qui dans l'élection aura réuni le plus de voix, entre les deux ou trois administrateurs, fera la fonction de trésorier pendant sa première année d'exercice. Il lui sera permis, pour la commodité des fidèles, et sous sa responsabilité, de commettre, dans les quartiers trop éloignés de son domicile, un ou plusieurs receveurs qui, tous les quinze jours ou plus souvent, verseront entre ses mains le montant de leurs recettes.

La présente année, quoique incomplète, comptera comme entière pour le renouvellement de l'Administration. Le sort décidera entre les administrateurs actuels quels seront ceux qui devront sortir de charge les deux premières années.

IX. — Le Comité s'assemblera tous les dimanches après l'office du soir, à moins que l'état des affaires ne lui permette de s'ajourner à plus long terme.

X. — Les administrateurs éliront entre eux, et pour le temps qui sera par eux déterminé, un président et un secrétaire.

XI. — Les délibérations seront prises au nombre de trois membres au moins.

XII. — Le comité tiendra ses séances dans la salle ci-devant des marguilliers; et là se tiendront aussi les assemblées générales, à moins qu'elles ne jugent à propos, soit à raison de l'affluence, soit pour d'autres causes, de transporter leur séance dans l'église.

XIII. — Il y aura six assemblées générales fixes par chacun an; une le premier dimanche de l'Avent, pour l'élection des administrateurs qui devront entrer en fonctions le premier de l'année suivante; une seconde, le jour de la Chandeleur, pour arrêter le compte du trésorier sorti d'exercice; et les quatre autres, le premier dimanche de chaque trimestre, pour entendre le compte de situation qui sera rendu par les administrateurs.

Indépendamment de ces assemblées fixes, l'Assemblée générale pourra être convoquée par le Comité, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire, à la charge que l'annonce en sera faite au prône dès le dimanche précédent.

Dix sociétaires, en s'inscrivant au Comité, pourront aussi requérir et forcer la convocation, qui sera de même annoncée huitaine à l'avance.

XIV. — Les président et secrétaire du Comité seront de droit président et secrétaire de l'Assemblée générale; et s'il y a des élections à faire par voie de scrutin, les autres membres du Comité feront fonction de scrutateurs.

XV. — L'Assemblée générale ne pourra prendre aucun arrêté, si elle n'est composée de trente membres au moins, dont les noms seront écrits dans la délibération.

XVI. — Les délibérations, tant du Comité que de l'Assemblée générale, seront rédigées sur-le-champ, et inscrites sur un registre distinct pour l'une et l'autre assemblée. Il suffira, par rapport aux délibérations de l'Assemblée générale, qu'elles soient signées du président et du secrétaire. Celles du Comité seront signées de tous les membres présents.

XVII. — L'élection du pasteur en chef sera faite au scrutin, et à la pluralité absolue des suffrages.

La délibération sur l'acceptation ou le refus des vicaires se fera pareillement au scrutin, et individuellement, par oui ou par non.

Le choix des personnes attachées au service de l'église, sera fait par appel nominal, et à la simple pluralité relative.

XVIII. — Les membres de l'administration seront nommés en un seul scrutin, contenant autant de noms qu'il y aura de personnes à nommer, et à la pluralité relative.

XIX. — Le trésorier, à partir du mois prochain, ouvrira un registre de souscription, sur lequel tout fidèle de l'un et de l'autre sexe pourra se faire inscrire, pour la somme qu'il destinera aux frais du culte, le trésorier en délivrera sa reconnaissance.

Les souscriptions seront faites pour l'année, payables par trimestre. Aucune somme n'est limitée ; le denier du pauvre sera reçu avec le même plaisir que l'offrande du riche.

Comme ces souscriptions sont purement volontaires, le trésorier se contentera de les rappeler à l'échéance aux souscripteurs en retard. La décharge du trésorier résultera du rapport qu'il fera à l'Assemblée générale des souscriptions non acquittées et de l'arrêté qui en ordonnera la radiation sur le registre.

Les sociétaires sont particulièrement invités à donner l'exemple, en souscrivant chacun pour la somme à laquelle ils croiront devoir se taxer, et en payant exactement leur souscription tous les trois mois par avance ; ils regarderont cet engagement et leur fidélité à l'acquitter comme l'exécution indispensable de la charge qu'ils se sont volontairement imposée.

XX. — Indépendamment des souscriptions, il sera établi plusieurs troncs dans les endroits les plus apparents de l'église, avec cette étiquette : *Tronc pour les frais du culte.*

XXI. — Le trésorier présentera au Comité, à la séance du troisième dimanche de chaque mois, le bordereau de la recette résultante tant des souscriptions que de ce qui aura été mis dans les troncs, et de toutes les sommes qu'il aura pu recevoir d'ailleurs, ensemble le tableau de la dépense à effectuer pour le mois courant. Si la recette ne couvre pas la dépense, on en fera l'annonce au prône du dimanche suivant, en marquant précisément la quotité du déficit ; et, le jour même, on quêtera pour y subvenir. C'est le seul cas où on aura recours à la quête.

La quête est un appel à la piété des fidèles, mais en même temps un reproche de leur indifférence qui n'a pas su prévenir le besoin. La quête ne doit donc être employée que lorsque les contributions offertes spontanément se trouvent véritablement insuffisantes.

XXII. — Le trésorier, en sus du bordereau dont il vient d'être parlé, en fournira un autre au Comité à la fin du mois, avec le tableau des dépenses acquittées ; ces bordereaux signés de lui, et certifiés véritables, seront également signés des administrateurs qui auront assisté à la séance, et déposés dans l'armoire contenant des papiers de la Société, pour être représentés lors de la reddition du compte.

XXIII. — Il sera dressé un état des dépenses fixes et ordinaires, calculées pour chaque mois ; cet état, après avoir été arrêté dans l'Assemblée générale, signé par le président et le secrétaire, sera remis au trésorier, lors de son entrée en exercice pour régler sa comptabilité ; il payera à chaque partie prenante, sur simple quittance ou émargement, la somme portée audit état.

Quant aux dépenses casuelles ou extraordinaires, elles ne seront acquittées par le trésorier que sur une délibération en forme de l'Assemblée générale, dûment ordonnancée par le Comité d'administration ; et néanmoins pourra le Comité, sans consulter l'Assemblée générale, statuer sur chaque objet particulier desdites dépenses, jusqu'à concurrence seulement de la somme de 150 livres.

XXIV. — Le compte du trésorier sera rendu régulièrement chaque année, tant en recette que dépense et reprise, s'il y échet ; et, après que ledit compte, avec les pièces justificatives, aura été vu dans le courant de janvier par le Comité d'administration, sur le rapport qui y sera fait par deux des administrateurs, précédemment nommés commissaires à cet effet, il sera examiné, calculé, clos et arrêté le jour de la Chandeleur, dans l'Assemblée générale.

XXV. — L'ordre des chapitres, tant de recette que de dépense, sera toujours uniforme dans tous les comptes, ainsi que l'ordre des articles de chaque chapitre, autant que faire se pourra ; il sera dressé à cet effet, par le Comité d'administration, un modèle de compte, lequel sera soumis à l'approbation de l'Assemblée générale, et les trésoriers s'y conformeront.

XXVI. — Lors de la visite du compte au Comité d'administration, toutes les pièces justificatives, tant de la recette que de la dépense et reprise, seront paraphées par les deux commissaires, et seront ensuite, après l'examen, arrêté et clôture faite en l'Assemblée générale, lesdites pièces, autres que les registres courants, déposées avec un double du compte signé et arrêté, dans l'armoire destinée à y enfermer les papiers de la Société, l'autre double restant au comptable pour sa décharge.

XXVII. — Le reliquat du compte du trésorier sera par lui remis à son successeur, lequel sera tenu, lors du compte suivant, de s'en charger dans le premier chapitre de recette.

XXVIII. — Le Comité d'administration nommera tous les ans, parmi ses membres, deux commissaires, qui seront chargés spécialement d'inspecter le bâtiment de l'église et d'avertir des réparations qu'ils verront être à faire.

XXIX. — Sera fait un état ou inventaire de tous les ornements, linges, vases sacrés, livres et autres effets servant à la sacristie, dont il y aura deux doubles signés du sacristain et des administrateurs, pour être, l'un déposé dans l'armoire destinée à renfermer les papiers de la Société, et l'autre remis entre les mains du sacristain ; et en sera fait tous les ans un récolement qui sera signé de même et déposé, à l'effet d'être statué par délibération de l'Assemblée générale, après avoir entendu le Comité, sur les nouveaux ornements, linges, vases, livres et autres effets qu'il faudrait acheter, changer ou raccommoder, dont il sera fait mention sur le récolement, pour en charger ou décharger le sacristain ; sera tenu ledit sacristain, s'il se trouve quelques-uns desdits ornements, linges, vases et autres effets, qui, pendant le cours de

l'année, ne puissent être d'usage par vétusté ou autrement, d'en donner avis au Comité d'administration, pour y être statué, et sans que ledit sacristain puisse prêter aucun ornement qu'avec la permission des administrateurs.

XXX. — Sera dressé pareillement un état ou inventaire de tous les meubles et ustensiles, soit de la salle d'assemblée, soit de l'église, et généralement de tout ce qui appartient à la Société, qui ne fait point partie de la sacristie ; il y aura deux doubles de cet état, signé du concierge et des administrateurs, dont l'un sera déposé dans l'armoire où sont les papiers de la Société, et l'autre remis entre les mains du concierge, et il en sera fait tous les ans un récolement, qui sera signé de même et [illegible].

XXXI. — La Société, quant à ce qu'elle possède ou possédera, forme un établissement tel qu'aucun membre, en la quittant, ni ses héritiers ou ayant-cause, ne peuvent jamais revendiquer aucune portion de l'actif ; la masse appartiendra tout entière aux individus qui se trouveraient composer la Société à l'instant où elle cesserait d'exister.

XXXII. — Les laïcs attachés au service de l'église, se conformeront en tout aux ordres qui leur seront donnés, soit par les administrateurs, soit par le pasteur en chef et ses vicaires, chacuns en ce qui les concernent.

XXXIII. — Les administrateurs feront en sorte que tous les fidèles puissent être assis dans l'église ; ils veilleront en conséquence à ce qu'elle soit garnie du nombre de chaises convenu avec le fournisseur, et si ce nombre se trouve insuffisant, ils proposeront à l'Assemblée telle augmentation qu'ils jugeront nécessaire.

XXXIV. — Les chaises ne seront jamais affermées par la Société, ni le loyer exigé de personne, soit dans l'église, soit ailleurs.

Il ne sera fait pareillement aucune quête dans l'Eglise ; celles qui pourraient être indispensables pour les besoins du culte continueront d'être faites à la porte, au moment de la sortie des offices.

XXXV. — Le fournisseur des chaises est chargé du balayage de l'église ; il aura soin qu'elle soit tenue dans la plus grande propreté.

XXXVI. — Le concierge veillera à ce qu'aucun mendiant ne s'introduise dans l'église ; ils se tiendront à la porte en dehors, tant que le gouvernement croira devoir les souffrir.

Il est également recommandé au concierge d'empêcher que les chiens n'entrent dans l'église, ou n'y soient amenés.

Une consigne sera dressée, conforme au présent article, et affichée à la porte extérieure de l'église en gros caractères.

XXXVII. — Pour assurer plus particulièrement le [illegible], les administrateurs nommeront tous les mois, soit parmi eux soit parmi les autres membres de la Société, deux censeurs qui [illegible] se promèneront dans l'église, s'il est besoin, l'un à droite, l'autre à gauche, et veilleront à ce qu'il ne s'y fasse rien de contraire au bon ordre et à la sainteté du lieu.

Fait et arrêté en l'Assemblée générale des citoyens catholiques, réunis en l'église de Saint-Etienne-du-Mont, le 23 août 1795, treizième dimanche après la Pentecôte (6 fructidor, an troisième de la République Française, une et indivisible), signé Agier, président, Jacquinot, secrétaire.

Pour copie conforme :

Signé : Jacquinot, Secrétaire.

Extrait du Procès-verbal de ladite Assemblée générale.

Un citoyen de l'Assemblée demande qu'on arrête que le règlement qui vient d'être adopté, soit imprimé ; cette proposition est adoptée à l'unanimité.

L'Assemblée entend la lecture de plusieurs projets de préambule à mettre en tête du règlement.

Consultée sur la question de savoir si le règlement sera précédé d'un préambule, elle arrête que le règlement ne sera pas précédé d'un préambule.

Pour extrait conforme :

Signé : Jacquinot [1].

S'il y a dans ce règlement des choses qui ne seraient plus de mise aujourd'hui, d'autres pourraient être renouvelées avec avantage, car les jurisconsultes qui l'ont rédigé et signé, Pierre Agier, mort en 1823 doyen des présidents de la cour royale, et maître Jacquinot, avoué de Paris, mort en 1827 ou 1828, étaient des hommes essentiellement pratiques. Ils avaient en outre, on peut le voir en lisant leur règlement, une grande élévation d'esprit : l'article relatif aux quêtes, qui sont un reproche à l'indifférence des fidèles, est d'une beauté frappante. Aussi bien ce règlement de 1795 a donné la paix religieuse aux paroissiens de Saint-Étienne-du-Mont, qui n'ont pas cessé de l'appliquer jusqu'en 1802. La tranquillité était si parfaite que le Concordat ayant rouvert Saint-Séverin, le curé concordataire de cette paroisse fut le citoyen Paul Baillet, prêtre assermenté, successeur de Le Blanc de Beaulieu à la cure de Saint-Étienne-du-Mont.

Voici d'ailleurs, pour finir, un détail que j'emprunte aux précieux procès-verbaux du presbytère de Paris. En 1798, les fidèles de Saint-Étienne-du-Mont eurent à se réunir en assemblée plénière pour contribuer à l'élection d'un évêque de Paris. L'Assemblée se tint « le dimanche de la Trinité, 3 juin de l'an de J. C. 1789, 15 prairial an VI de la République française. »

« Les citoyens catholiques de la paroisse de Saint-

1. [illegible] 1795 [illegible] paroissiens de Saint-Étienne-du-Mont.

Etienne-du-Mont se sont réunis, ajoute le procès-verbal, après l'office des vêpres, sur l'invitation à eux faite le matin, au prône, par le citoyen Le Blanc Beaulieu, curé de la dite paroisse. L'assemblée s'est tenue dans le chœur de l'église de la dite paroisse, sous la présidence du citoyen curé, assisté des ecclésiastiques ses coopérateurs, tous en habit de chœur, et en présence du commissaire de police de l'arrondissement, lequel a été prié de se placer auprès du président. Après avoir invoqué le Saint Esprit par la récitation de l'hymne *Veni Creator*, le dit citoyen curé expose le sujet de l'assemblée... »

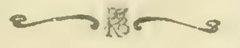
Ensuite la discussion s'ouvre, divers membres de l'Assemblée présentent des observations ; on procède au scrutin après avoir compté les votants et privé de vote les jeunes gens au dessous de vingt et un ans, — le réglement l'exigeait, — et on prend une résolution à la majorité de 83 voix sur 86 votants. Finalement le citoyen Royer, proposé pour évêque par le clergé de Paris, est accepté par les paroissiens de Saint-Etienne-du-Mont.

« Le citoyen curé, dit en finissant notre procès-verbal, félicite l'assemblée de l'esprit de paix et de charité qui a présidé à cette délibération importante, où tous les membres, même en discutant des opinions contraires, n'ont laissé apercevoir ni aigreur ni animosité, mais le seul désir d'opérer le bien. Il en bénit le Seigneur, et lui rend les plus vives actions de grâces. Il témoigne au nom de toute l'assemblée ses remerciements au citoyen commissaire qui l'a honorée de sa présence, et après avoir souhaité à tous les membres ces bénédictions abondantes que le Seigneur promet pour l'éternité aux frères qui vivent dans une sincère union, il fait la prière et lève la séance

« Avant que de se retirer, le commissaire de police s'est exprimé en ces termes : Citoyens, je m'attendais bien, en paraissant au milieu de vous comme autorité constituée, que vous me considéreriez comme votre concitoyen. J'emporte avec moi la vive satisfaction que m'a fait éprouver la vue de l'union et de la fraternité qui règnent parmi vous, et de votre respect pour les lois; ce sera avec un vrai plaisir que j'en rendrai compte au gouvernement. »

Quand nous sera-t-il donné de voir, grâce à des réglements comme celui de Saint-Etienne-du-Mont, des commissaires de police qui entendent dévotement le *Veni Creator* et, qui fraternisent avec les curés dans le chœur d'une église? Cela s'est vu, mais il y a cent dix ans, sous le Directoire, en l'an VI de la République française.

A. GAZIER.



LES THÉORIES DE JOSEPH JOUBERT

Parmi les initiateurs du Romantisme au commencement du dernier siècle, Joseph Joubert doit être placé au premier rang, au dessous de Chateaubriand, auprès de Benjamin Constant, de Charles Nodier, de Sénancour. De son vivant, ignoré du public, mais recherché par l'élite, il fut un des promoteurs de la transformation littéraire. Depuis ses débuts jusqu'à sa mort il insinua des théories, il fit circuler des idées. Il put jouer aisément ce rôle, étant l'un des deux conseillers littéraires de Chateaubriand, l'un des inspirateurs de la poétique qui se révéla dans *Atala*, dans *René*, qui se promulgua dans *le Génie du Christianisme*.

La vie de Joubert, sommairement retracée, est intéressante, parce qu'elle explique son attitude auprès de Chateaubriand et commente sa suggestive doctrine.

Périgourdin comme Montaigne, né le 6 mai 1754, huit ans avant André Chénier, dont il fut comme le continuateur esthétique, il avait fini ses études de bonne heure. Il fit ensuite, sans prononcer de vœux, une sorte de noviciat dans l'Ordre des Doctrinaires qui formaient une congrégation à l'esprit à la fois large et religieux. En 1778, il vint à Paris et rechercha la société des grands lettrés. Il fut reçu dans le monde où prévalaient alors les philosophes encyclopédistes. Il y connut La Harpe, d'Alembert, l'abbé Morellet, Diderot, le roi des causeurs. Il fut particulièrement admis dans la familiarité de Diderot, l'homme au cœur chaud, à la nature expansive.

Presque en même temps, Joubert se liait avec un débutant, un jeune écrivain, plein de promesses, Fontanes, futur Grand Maître de l'Université, qui n'était pas engagé dans les voies de la philosophie sensualiste, quoique très répandu dans la société du XVIIIe siècle finissant. Beaucoup d'idées communes les rapprochaient. Pourtant leurs goûts en littérature étaient opposés. Fontanes, conscient de la déchéance contemporaine, eût voulu déterminer un retour pur et simple au XVIIe siècle.

Joubert désirait l'innovation. D'aucun temps, il n'aima ni l'initiation écolière, ni la routine pseudo-classique, ni comme eût dit Montaigne « le style livrier ».

Personne n'a mieux compris que lui la vraie tradition. Il ne demandait pas cependant que l'on s'y confinât.

Après Diderot, après Fontanes, Joubert connut par circonstance une troisième personne d'une individualité peu commune qui ne fut pas sans influence sur sa destinée. Ce fut une des femmes les plus distinguées de la fin du XVIIIe siècle et de l'exorde du XIXe, la comtesse Pauline de Beaumont, dont notre

cher et regretté Bardoux a été l'historien attachant et pénétré.

D'une grande famille d'Auvergne, Pauline de Montmorin Saint-Hérem avait été liée de bonne heure avec les esprits les plus remarquables de cette époque, François de Pange, les Trudaine, André Chénier lui-même et les femmes exquises, inspiratrices de ce même André, Mme Pourrat, ses deux filles Mme Hocquard et Mme Laurent Lecouteulx, enfin Mme de Gouy d'Arsy, monde charmant où la vie s'ouvrait sur des jardins embaumés vers de larges perspectives.

Un vent d'orage suffit pour faucher un champ de roses. Tout ce monde aristocratique, lettré, libéral, sera dispersé par le souffle tumultueux de la Révolution française. Ceux qui en avaient été les précurseurs les plus désintéressés en devinrent successivement les plus innocentes, les plus douloureuses victimes.

Après avoir vu son père massacré par la Terreur jacobine, sa mère, ses plus proches parentes immolées sur l'échafaud, Mme de Beaumont presque mourante, sans autre asile que la chaumière d'un vigneron, trouva un appui chez Joubert qui résidait à Villeneuve-sur-Yonne où il s'était marié à quarante ans. Il lui offrit son hospitalité sûre et dévouée. En la compagnie de cette visiteuse imprévue, il goûta un grand charme intellectuel. Quand Mme de Beaumont put revenir à Paris et recueillir les débris de sa grande fortune, elle prit un modeste appartement rue Neuve-du-Luxembourg. Ce fut là que se réunirent les survivants de la société la plus délicate qu'ait connue la France, des femmes charmantes et d'autre part les jeunes hommes de la génération du Consulat, Pasquier, Molé, Guéneau de Mussy. Ce fut dans ce salon, refuge pour l'esprit de modération et pour le goût, que Joubert, ami de la maison, présenta d'abord Fontanes, ensuite un jeune Breton, émigré de la veille, à peine de retour d'Angleterre, François-René de Chateaubriand.

Ce fut là que devant Mme de Beaumont, Fontanes et Joubert, Chateaubriand lut les pages frémissantes d'*Atala* et de *René*.

Près de Pauline de Beaumont, auditrice passionnée, de Fontanes modérateur, Joubert qui, sanctionnant bien des audaces, remplit son rôle de critique d'impulsion et d'encouragement. Il fit croire Chateaubriand à son génie naissant et le poussa de la sorte à prendre la voie royale de la hardiesse et de la création. En même temps il lui communiquait sous forme d'entretiens les principes de son esthétique que nous devions retrouver dans les « Pensées » recueillies après sa mort.

Toute une poétique se dégage en effet des *Pensées* de Joubert. Cette poétique a été d'abord celle de l'auteur des *Martyrs*, et, par suite, celle des grands écrivains du XIXe siècle. Joubert veut qu'on innove, mais que l'innovation soit avouée par le goût, comme l'ont stipulé, dans leurs préfaces, Victor Hugo, Vigny, Sainte-Beuve, Émile Deschamps. Il répudie, comme les novateurs successifs, toute rupture avec l'antiquité maternelle. De plus il sacrifie les faux classiques pour préserver les vrais. C'est ce qu'a fait en dernier lieu le XIXe siècle.

Dans ses conseils et ses préceptes, Joubert vise surtout la poésie, cette forme suprême de la littérature. Mais de 1800 à 1824, il avait en face de lui deux sortes de poètes, d'une part, des réformateurs timides, d'autre part, des faux classiques maîtres du terrain, également dénués de ce qui fait la Poésie, l'Art.

Or, sans art, il ne peut y avoir que des rimeurs, des versificateurs, il n'y a pas de poètes. Telle est la théorie de Joubert, inflexible comme toute orthodoxie. C'était déjà la théorie de Ronsard et de Joachim du Bellay, contre l'école marotique et les derniers « rhétoriqueurs ». Ce sera, après Joubert, la théorie de Sainte-Beuve et de ses compagnons du Cénacle, de Gautier, de Banville, de Leconte de Lisle, des Parnassiens. C'était aussi, dans l'intervalle, la théorie de Racine et de Boileau :

> Sans le style en un mot, l'auteur le plus divin,
> Est toujours, quoiqu'il fasse, un méchant écrivain.

Remarquez que Boileau reprochait à la plupart des poètes de son temps, tous académiciens et déjà pseudo-classiques, non pas tant les excès d'originalité, ni les vices de goût que l'absence d'art et de style. Son principal grief contre les vers de ses contemporains, repose sur leur indigence de vraie poésie.

Dans ses « observations sur Longin » il préfère les défauts saillants de Théophile, de Cyrano, de Saint-Amand, à la plate correction, à l'insignifiante faiblesse de ceux qui se croyaient, n'en doutez pas, les défenseurs du goût, les héritiers authentiques de Malherbe.

En d'autres termes, Joubert eut raison de proclamer, avec les meilleurs esprits des temps antérieurs, sa doctrine qui fait de l'art une condition indispensable de la poésie. Cette doctrine est éparpillée dans les quatre derniers chapitres des *Pensées* de Joubert, On peut en réunir, comme dans un faisceau, tous les rayon épars.

Inspiration et *Exécution*, voilà les deux termes où nous ramènera la synthèse des *Pensées* sur la littérature.

Le poète pour Joubert doit être un inspiré, un enthousiaste. En fait d'inspiration, il n'admet pas

les complaisances de la vanité littéraire, l'infatuation de la paresse qui se permet de regarder les fantaisies passagères du cerveau comme dignes d'être toutes fixées par la plume. Bref, à son avis, l'inspiration est un état de grâce où se trouve le poète à un moment donné, surtout après une longue attention de l'esprit sur le rêve qui le sollicite. Ainsi viennent de loin, des hautes montagnes et de la mer, les brises qui nous rafraîchissent; elles ont parcouru de larges espaces et elles ne sont que plus odorantes et plus délicieuses. Tel est le secret des vrais poètes et des vrais inspirés. Racine méditait pendant trois mois une tragédie, il l'écrivait en vers souverains. Le souffle était venu, le souffle qui naît sur les hauteurs!

L'enthousiasme est un phénomène plus intime, plus personnel que l'inspiration. Il comporte quelque chose de divin comme l'indique son étymologie. Il a un dieu en lui, quand il est ému par une énergie éloquente, emporté par un élan de sensibilité, ravi par une vision grandiose. Les beaux vers recèlent quelque chose de mystérieux, d'indéfinissable. « Ils s'exhalent comme des sons ou des parfums ».

L'enthousiasme nous représente donc la première moitié du poète. A partir de Joubert et de son action sur Chateaubriand, il n'y eut plus de poète sans enthousiasme. La seconde moitié c'est le style; c'est-à-dire l'expression et l'élocution. Pour être un écrivain dans le sens complet de ce mot, il faut encore disposer d'un style, c'est-à-dire d'une façon personnelle de revêtir ses idées. Il faut être maître d'un abondant vocabulaire. La langue périssait alors d'appauvrissement, Joubert conseilla de l'enrichir de mots familiers, de « petits mots ». Il prescrivit les termes techniques et l'archaïsme, disant avec son autorité : « L'idée ne s'achève que par le mot ». On sut tenir compte de son conseil. Flaubert et Saint Victor en portent témoignage.

Ce même Joubert enseigna l'importance du détail. « La perfection se compose de minuties ». Et plus loin il nous dit excellemment : « La force n'est pas l'énergie. Où il n'y a point de délicatesse, il n'y a pas de littérature. » Ce sont de tels préceptes mis en action par Chateaubriand et remis en circulation par Sainte-Beuve, qui ont formé les artistes que nous avons admirés, depuis Théophile Gautier, jusqu'au mort d'hier, Hérédia.

Nous ne nous arrêterons pas aux jugements littéraires du subtil esthéticien. Il nous suffira de dire qu'il a rendu le sentiment et l'intelligence de l'antiquité d'abord à l'auteur des *Martyrs*, ensuite à tous les Romantiques et par descendance aux Parnassiens. Là pareillement il fut un rénovateur. Il a introduit dans le Romantisme le sens et le goût de la perfection.

EMMANUEL DES ESSARTS.

L'EDERA

—

(Le Lierre) (1)

— Annesa, Annesa, appelait le vieil asthmatique; et sa voix lointaine, accompagnée d'un gémissement, semblait sortir du tombeau.

Elle se secoua, oublia ses souvenirs et rentra dans la chambre.

Zio Zua, pris d'un de ses fréquents accès d'étouffement, cherchait à se relever et ne le pouvait pas, ses mains décharnées s'agitaient comme s'il luttait péniblement contre un fantôme invisible.

Annesa s'approcha sans trop d'empressement, releva le vieillard et lui mit un autre oreiller derrière les épaules : peu à peu, il se remit à respirer moins difficilement et demanda à boire. Et après avoir bu, dès qu'il fut en état de parler, il recommença à gémir, à grommeler et à blasphémer.

— Tu me laisses toujours seul, insistait-il d'une voix haletante, et les moustiques me piquent, la lampe s'éteint, que le diable t'emporte ! Appelle-moi l'abbé Virdis au moins; je veux me confesser, je ne veux pas mourir excommunié comme un mécréant. Vous me donnez du poison; vous m'en donnez tous... pour me faire mourir lentement. Soyez maudits! Mais il arrivera bientôt le moment que vous désirez: oui, oui,... bientôt,... bientôt. Vous me trouverez mort comme un chien, et alors vous serez méchant...

— Mais taisez-vous donc une bonne fois! gronda Annesa d'un ton menaçant ; vous n'êtes pas honteux de dire des choses pareilles? vieil ingrat! vieux mauvais!...

Néanmoins il continua à bougonner même après qu'Annesa eut éteint la lumière et se fut couchée. Dans l'obscurité elle entendait cette voix sifflante et il semblait qu'une scie lui partageait le cœur en deux. Une partie de ce cœur restait bonne et pure et brûlait d'amour, de pitié et de gratitude, et l'autre partie saignait et brûlait aussi, mais comme un morceau de bois vert, d'une flamme livide et âcre. La douceur et la tristesse de ses souvenirs avaient disparu : cette voix de fantôme rappelait la femme à la réalité accablante et lui opprimait la respiration. Il lui semblait qu'elle était asthmatique, elle aussi, et au lieu de compatir aux douleurs du malade, elle se répétait intérieurement les imprécations et les mauvais propos du vieillard.

Enfin tous les deux se calmèrent et s'assoupirent. Une voix sonore et douce chanta au loin une suave battorina d'amour, puis se rapprocha, résonna dans

1) Voir la *Revue Bleue* des 6 et 13 juillet [illegible].

le silence de la ruelle, accompagnée par un chœur mélancolique de voix jeunes.

... Sos ojos, sa cara bella,
Su pilu brundu dechidu.
Pro me non bi tarrat mai
Luddu reposu perdidu... (1)

— C'est Gantine, pauvre rossignol, se dit Annesa qui, dans son demi-sommeil, commençait déjà à rêver de Paulu.

Et comme d'habitude elle pensa avec tendresse et avec regret à son jeune fiancé ; mais quand le chanteur se tut, elle s'assoupit encore et la figure de Paulu lui revint à l'esprit.

*
* *

Le lendemain matin Donna Rachel se rendit à la messe basse et communia : et les autres femmes âgées du village qui assistaient à la messe la virent pleurer et prier avec ferveur, enveloppée dans son châle noir comme dans un manteau de deuil.

Annesa, au contraire, alla avec Rose à la grand'-messe de neuf heures, avec son beau costume à la jupe plissée et bordée de vert, son corsage noir et rouge, son tablier garni de broderies primitives, un bandeau jaune autour de la tête ; elle ressemblait à une petite madone byzantine tandis qu'auprès d'elle la fillette difforme, mal accoutrée avec sa petite robe bourgeoise en cotonnade rouge, était comme la caricature d'une civilisation dégénérée. La femme et l'enfant descendirent la ruelle en pente, débouchèrent sur la route communale poudreuse qui traversait le pays, et se dirigèrent vers l'église.

D'autres femmes, vêtues comme Annesa, les suivaient et les précédaient; des groupes d'enfants misérablement habillés, mais beaux et robustes, avec de grands yeux noirs, jouaient çà et là sous les arcs des portes, sur les escaliers extérieurs, dans les petites cours qui, par extraordinaire, étaient balayées et arrosées.

L'église de Saint-Basile, quoique ce saint fut le patron du pays, se trouvait à l'écart, à une centaine de mètres de la dernière maisonnette, où habitait une parente des Decherchi.

Une espèce de cour très vaste, remplie de pierres, couverte de foin et de paille piétinés, entourait la petite église contre laquelle étaient adossés plusieurs chambres et un hangar où se réunissaient les personnes chargées de l'organisation des fêtes. Près de l'église, se dressait aussi une sorte de tour carrée avec un grossier belvédère auquel on montait par un escalier extérieur. L'église, les chambres, la tour étaient construites d'une façon primitive, en pierres brutes et en terre, et elles avaient pris la couleur de rouille des roches environnantes. A gauche de l'église, au pied du village, s'enfonçait la vallée granitique au delà de laquelle s'étendait un panorama grandiose de montagnes vertes et bleues s'estompant sur le ciel très clair ; à droite, commençait la montagne avec ses bois, ses bruyères et ses rochers aux profils fantastiques.

Quatre chênes séculaires croissaient devant l'église, dont la façade entrevue parmi les branches de ces arbres géants paraissait taillée dans la roche. Des hommes grands et robustes, vêtus de rouge et de noir, des habitants d'autres villages, des pasteurs et des paysans se groupaient autour des comptoirs des liquoristes sous les hangars de branchage adossés aux rochers sur la place. C'était la foule habituelle des fêtes sardes : des hommes de joyeuse humeur qui pensaient à boire, des femmes endimanchées qui allaient à l'église pour prier et se montrer. Annesa et Rose descendirent lentement l'étroit sentier conduisant à l'église ; devant la dernière maison du pays, elles s'arrêtèrent pour dire bonjour à Zia Anna, la cousine de Donna Rachel.

Cette cousine était une femme d'un certain âge, grande, maigre et pâle comme un fantôme ; elle ressemblait un peu à Donna Rachel, mais elle prétendait être plus jeune et beaucoup plus belle que sa noble cousine. Elle racontait qu'elle avait eu et qu'elle avait encore beaucoup d'adorateurs et de soupirants, qu'elle avait évincés pour rester libre et pouvoir se consacrer tout entière à trois petites nièces orphelines de père et de mère. Ces nièces vivaient en effet avec elle et l'une d'elle était déjà d'âge à se marier. Zia Anna les aimait comme ses filles, car c'était une femme affectueuse et sage qui n'avait aucune faiblesse en dehors de l'idée fixe de sa beauté et de ses prétendants.

Une petite cour sans grille, entourée d'un mur bas, précédait sa maison ; une bonne odeur de café s'exhalait par la porte grande ouverte. Annesa cria :

— Zia Anna, vous ne venez pas à la messe ?

— J'attends un hôte, répondit la femme en se montrant à la porte, une cafetière à la main. Rose, ma chérie, comme tu es belle aujourd'hui. Entrez donc, je vous offrirai du café. Tu es toujours vieille, Rose ? Tes petites dents ne veulent pas pousser ? Non ?

Rose sourit en montrant ses gencives dégarnies ; et Annesa répartit pour l'enfant.

— Elles repousseront les dents et elles tomberont encore. Les vôtres aussi tomberont, Zia Anna, mais elles ne repousseront plus.

— Peut-être, répliqua la femme qui avait de très jolies dents, mais venez donc, mes belles, je vous donnerai du café ; il est encore de bonne heure

(1) ... [illegible] son beau visage — [illegible] cheveux blonds — [illegible] — le repos perdu.

pour la messe. J'ai vu l'abbé Virdis se promener devant l'église ; il était avec un monsieur qui nous a fait l'effet d'être Paulu.

Alors Annesa, qui s'apprêtait à entrer chez Zia Anna, changea d'avis et se dirigea vers l'église.

— Au revoir, au revoir, portez-vous bien. Souhaitez le bonjour à vos nièces. Nous partons, il est tard.

— J'avais quelque chose à vous raconter, mais j'irai vous voir demain, dit Zia Anna en lui faisant adieu avec la main. Au revoir, Rose, ne mange pas trop de gâteaux. Tu ne m'as seulement pas dit ce que la souris t'a donné en échange de tes petites dents. Les lui avais-tu mises dans le trou derrière la porte.

— Oui, cria la petite en se retournant, elle m'a laissé des noisettes.

— A quoi te serviront-elles les noisettes, puisque tu ne peux pas les casser ?

— Eh, je les ai cassées avec un caillou.

— Adieu.

— Adieu.

Annesa entraînait Rose et pressait le pas, les yeux fixés devant elle, comme fascinée. Rose s'écria :

— Oui, papa est là devant l'église et il se promène avec l'abbé Virdis.

Le vieux prêtre paraissait enflé, tant son ventre était gros; sa figure était d'un rouge brique, joufflue et ridée en même temps. Et sa laideur était rendue plus ridicule par une perruque rousse à longs poils qui se mêlaient sur la nuque à quelques mèches argentées de cheveux naturels. Tout le monde disait que l'abbé Virdis était l'homme le plus laid du village et Annesa faisait une petite grimace chaque fois qu'elle le rencontrait.

Ce matin là, pourtant, quand elle fut près de l'église elle baissa les yeux et feignit de ne pas voir le prêtre et le jeune veuf.

— Ne t'arrête pas, Rose, murmura-t-elle ; mais l'abbé Virdis leva une de ses grosses mains rouges et appela la fillette.

Annesa dut s'arrêter.

— Rose, dit l'abbé Virdis, en s'avançant jusqu'à couvrir avec son ventre la figure de l'enfant — je suis heureux que tu viennes à la messe. A ce qu'il paraît, les chèvres y viennent aussi aujourd'hui, et les juives et les négresses. Annesa qui allait rarement à la messe comprit l'allusion, mais elle ne rougit pas et ne se troubla pas. Avec ses doux yeux bleus, elle regardait au loin et faisait semblant de s'intéresser à ce que criait le *messo* (1) debout au milieu de la place.

Paulu aussi regardait là-bas. Le messo, un homme grand, à la mine sauvage, se détachait en noir au soleil. Avec son tambour étincelant, son costume moitié de chasseur, moitié de paysan, son bonnet de fourrure qui paraissait la coiffure naturelle de cette tête énergique, le messo donnait l'idée d'un héraut primitif descendu des bois de la montagne pour annoncer quelque chose de terrible aux paisibles buveurs d'eau-de-vie et d'anisette réunis devant les comptoirs des débitants de la place. Ils le regardaient tous, et lui criait d'une voix de stentor :

— Jeunes gens et jeunes filles, allez faire faire votre portrait chez le photographe qui habite auprès du menuisier Francisco Lesu. Ceux qui veulent de l'orge à une lire le quarteau n'ont qu'à aller chez M. Ballentine Virdis ; et chez Maria dite la santissima, on vend du raisin frais et des sorbets faits avec de la glace.

— Oui, même les négresses, répéta l'abbé Virdis, celles qui se lèvent le matin avec le diable et qui se couchent le soir avec le démon. Va, va Rose, prie pour ces pauvres gens là, pour qu'ils se convertissent. Tu me raconteras la passion de Notre-Seigneur. Tu la sais encore.

— Oui, monsieur.

— Tant mieux. Tu ne seras pas une juive. Va, va.

Et il se remit à marcher en soufflant. Paulu le suivit, mais auparavant il échangea avec Annesa un regard rapide et ardent qui la remplit de joie.

— *Anghelos Santos*, dit-elle tout bas avec ironie, en répétant l'interjection favorite du prêtre. Et la petite Rose, qui n'aimait guère le vieux curé, se mit à rire de son rire triste de petite vieille Elles entrèrent ainsi dans l'église.

Annesa écouta la messe en pensant à Paulu et en se rappelant son regard passionné. Elle éprouvait toujours un sentiment d'allégresse, quand le jeune homme lui donnait ces rapides signes d'amour; il lui semblait qu'un coup d'œil échangé ainsi en plein jour, au milieu des gens qui les séparaient plus que n'aurait pu le faire un mur de granit, était préférable à tous leurs embrassements nocturnes. Et les mots piquants de l'abbé Virdis étaient pour elle semblables au bruit du vent : un regard de Paulu la récompensait de tout affront et de toute humiliation.

Après la messe il l'attendit sous les chênes et prit Rose par la main.

— Allons chez le marchand de gâteaux, dit-il à haute voix, puis il ajouta tout bas : l'abbé Virdis est furieux de ce que tu ne communies pas. Je t'ai excusée en lui observant que tu avais beaucoup à faire. Il n'est pas méchant; tant s'en faut. Il est comme la ruche : laid en apparence, mais rempli de miel. Il m'a promis d'intercéder encore pour moi auprès de Zio Zua. Il viendra nous voir aujourd'hui,

(1) Crieur public.

ne sois pas désagréable avec lui, je t'en prie. Si on n'arrive à rien avec Zio Zua, dans quelques jours j'irai au pays de Ballore Spanu. Il m'a promis de me présenter à une de ses parentes, la sœur du curé de son pays, une vieille richarde qui me prêtera quelques milliers de lire. Veux-tu boire un verre de liqueur, Annesa.

— Ah! espérons donc, soupira Annesa. Où est-il ton ami?

— Je ne sais pas. Il m'a promis de venir me rejoindre ici, répondit Paulu en regardant à la ronde sur la place.

Cependant il s'était approché de l'étalage du marchand de gâteaux.

Après avoir été à l'église, les hommes se pressaient de nouveau chez les débitants et ne se contentaient plus d'absorber un petit verre, mais achetaient des bouteilles entières et faisaient boire leurs amis et leurs hôtes jusqu'à ce que la bouteille fut vide. Ces hommes de haute taille et à demi-nus, vêtus de peaux de bêtes, avec leurs longs cheveux gras, avaient l'aspect d'hommes primitifs sortant de la forêt de leur montagne; ils étaient avides de boissons alcooliques et sucrées et se léchaient les lèvres avec une volupté enfantine.

Annesa accepta de Paulu un petit verre de menthe, et s'apercevant qu'elle était observée par un groupe d'amis de Gantine, elle restait grave et compassée comme d'ailleurs étaient graves et presque tristes toutes les femmes qui traversaient en ce moment la cour de l'église.

Tout à coup elle se sentit prise par la taille par un bras d'homme, et elle vit devant elle le petit Zio Castigu, habillé de neuf, propre et gai comme un enfant.

— Comment, s'écria-t-il en tenant Annesa par le bras, mais en s'adressant à Paulu, vous vous en allez comme cela, sans faire visite aux prieurs de la fête. Vous croyez que c'est bien, cela, mon petit Dom Paulu. Non, non, vous ne voudrez pas offenser saint Basile en partant sans visiter les prieurs. J'en suis et je tiens à votre visite. Allons, Rose, ma mignonne, veux-tu que Zio Castigu te porte sur son bras ou sur ses épaules comme un petit agneau?

— Il faut que je rentre à la maison, protesta Annesa, Donna Rachel m'attend.

— Tu viendras, *pilibrundu* : je te porterai aussi sur mon dos, si tu veux. Allons, Gantine est venu chez moi ce matin de bonne heure et il a pris le cheval pour le conduire au pâturage. Il n'est pas encore rentré?

— Non. Il devient paresseux, ce garçon là, dit Paulu. Il en prend toujours à son aise.

— Chut... murmura Zio Castigu, en indiquant Annesa.

Mais celle-ci ne paraissait guère s'occuper de ce que disait Paulu : elle avait repris Rose par la main et retournait vers l'église en marchant devant les deux hommes.

— Dans quelques jours j'enverrai Gantine travailler aux écorces dans la forêt de Lula, reprit le veuf. On m'a offert de le garder là haut jusqu'à l'époque des semailles : comme cela au moins, il gagnera quelque chose.

— Oui, c'est un garçon qui aime à s'amuser, convint Zio Castigu, mais nous avons tous été comme lui, quand nous étions jeunes...

— Tous, oui, répéta Paulu.

— Et vous aussi, mon cher Dom Paulu. Vous vous amusiez de bon cœur. Maintenant, plus.

— Les oiseaux sont envolés, soupira Paulu en regardant en l'air et faisant un signe d'adieu avec la main, envolés, envolés!

— Que diable. Il en restera bien quelques-uns, dit le pâtre, avec son rire caractéristique un peu niais, un peu narquois. Tenez, passons par ici, entrons dans la grande cuisine.

Ils entrèrent dans la grande cuisine où les promoteurs de la fête préparaient un banquet homérique.

— Ohé! Miale Corbu, nous voici! cria avec orgueil Zio Castigu en s'avançant à côté de Paulu.

Le *priore Maggiore*, c'est-à-dire le président du comité des fêtes, parut sortir d'un nuage de fumée grasse et épaisse qui couvrait comme un voile le fond de la cuisine. C'était un homme digne d'être entouré de nuées comme un dieu sauvage : une espèce de géant vêtu d'une casaque rouge et de culottes de drap léger, si larges qu'elles avaient l'air d'une jupe courte retombant sur les guêtres de laine noire. Sous le bonnet long replié sur le sommet de la tête et entre deux bandeaux de longs cheveux noirs gras de pommade, son visage d'un rouge terreux, au nez aquilin, au menton saillant, à la barbe rousse, ondulée, semblait sculpté dans la terre glaise.

En voyant que Paulu Decherchi honorait de sa visite cette réunion de pasteurs simples et pauvres, le priore sourit avec déférence et conduisit le jeune homme à travers les cuisines et les chambres en lui faisant remarquer tout en détail comme à un étranger.

— La fête est bonne cette année? demandait Paulu en regardant autour de lui.

— Pas mauvaise. Nous sommes cinquante promoteurs; et cent autres pasteurs ont concouru à la fête en apportan chacun un mouton et une mesure de blé.

Dans les grandes cheminées brûlaient des troncs de chêne et des brebis entières cuisaient dans les chaudrons de cuivre. Quelques hommes assis par terre, la figure en feu et les yeux larmoyants à cause

de la fumée, faisaient tourner lentement sur les braises des gigots de mouton embrochés avec des morceaux de bois. Une énorme quantité de viande rougeoyait sur les bancs disposés le long des murs; dans des récipients de bois et de liège fumaient encore les entrailles, et çà et là s'entassaient les peaux noirs et jaunes de tous les moutons égorgés pour fêter dignement le petit Saint Basile, patron de Barunei.

Tandis que Miale Corbu conduisait Paulu dans une espèce de Loggia couverte, où une femme servait du café et des liqueurs aux personnes qui honoraient le priore de leur visite, Zio Castigu introduisait Rose et Annesa dans les chambres attenant à la cuisine. Les hommes devaient dîner dans l'une de ces pièces, les femmes et les enfants dans une autre; dans une troisième appelée *la stanza dei confetti* se trouvaient les gâteaux, dans une autre le pain.

Et dans toutes ces chambres basses et enfumées s'agitaient d'étranges figures d'hommes barbus qui préparaient les tailloirs et les couteaux pour le banquet.

— Que de pain ! Il y en a pour cent ans ! dit Rose avec sa voix grêle, en s'arrêtant devant les larges corbeilles remplies de fouaces blanches et luisantes.

— Tu trouves, ma petite Rose, répondit Zio Castigu, qui écoutait religieusement la fillette.

— Qui mangera tout ce pain-là ? L'ogre ? demanda Rose en penchant son énorme tête sur une corbeille.

Zio Castigu se mit à rire, puis expliqua à l'enfant qu'une bonne partie du pain était consommée durant le banquet et qu'on distribuait le reste aux mendiants et aux fidèles qui visitaient le priore.

— Si tu reviens dans deux heures, ma petite Rose, tu verras que les hommes mangent mieux que l'ogre. En voici un par exemple qui défierait l'ogre de manger plus que lui.

Un homme gros et trapu, avec une forte barbe rousse, entrait à ce moment dans la chambre au pain. Il tenait une tranche de viande bouillie toute chaude et un couteau à virole : de temps en temps il arrachait une bouchée avec les dents et, si quelque tendon résistait, il le coupait avec son couteau sans ôter la viande de sa bouche et il mâchait avec avidité tandis que ses yeux, d'un bleu sombre, froids et brillants, exprimaient une volupté de bête fauve.

— Oui, je me rappelle, dit Annesa, l'année dernière je suis passée pendant que vous dîniez et vous ressembliez à des loups. Chacun de vous tenait sur ses genoux un tailloir chargé de viande et pendant qu'il en mangeait une tranche, il guignait déjà l'autre. On aurait cru que vous aviez jeûné pendant huit jours.

— C'est la fête : il faut manger... répliqua Zio Castigu, sans se froisser, nous mangeons et nous donnons à manger aux autres.

Un autre pasteur, jeune et beau, la casaque délacée et ornée de rubans bleus, s'avança en tenant un de ces fameux tailloirs remarqués par Annesa. Ces tailloirs sont carrés en forme de plateaux, avec un manche, et un trou pour le sel.

— Ma jolie, dit galamment le jeune homme offrant le tailloir à Annesa, voici pour toi.

— *Santus, Basile meu !* s'exclama-t-elle en levant les mains et en se reculant épouvantée, tout cela ? Qu'est-ce que je ferai de toute cette viande-là ?

— Tu la mangeras, fit l'autre d'une voix grave.

Elle comprit qu'en n'acceptant pas, elle blesserait le jeune homme et dit courtoisement :

— Eh bien, enveloppe cela dans un morceau de papier : je l'emporterai à la maison.

— Pour qui ? Pour ton Gantine ?

— Son Gantine ? Le voilà, s'écria Zio Castigu.

Le jeune domestique entrait alors dans la chambre au pain. Endimanché, sa casaque rouge bordée de bleue, la figure propre et ses cheveux lissés et pommadés, retombant sur ses oreilles comme un bonnet de satin noir, Gantine paraissait plus gracieux que d'ordinaire et Annesa le regarda avec une tendresse presque maternelle.

— J'ai appris que tu étais ici, lui dit-il avec une jalousie mal dissimulée, allons, viens. Donna Rachel t'attend. Elle a besoin de toi.

Les paroles étaient simples, mais le ton excessivement amer. Qu'avait Gantine ? Il paraissait un peu triste et méfiant, et Annesa se troubla, mais comme toujours elle sut feindre et se montra même froissée.

— Donna Rachel sait bien quand je dois revenir, fit-elle lentement. Je rentrerai quand il me plaira.

— Tu vas venir tout de suite avec moi, répéta Gantine en pâlissant, Zio Castigu, dites-le-lui, vous.

— Gantine est jaloux, s'écria d'un air gouailleur le jeune homme au tailloir. Va, ma jolie, va ; il t'achètera un gâteau. D'ailleurs, tu as tort, Gantine. Nous sommes tous frères ici, nous ne sommes pas des étrangers et personne n'essaye de te l'enlever, ta colombe.

— Des frères. Le diable vous emporte... riposta Gantine, puis il parut regretter ce qu'il avait dit et se mit à rire d'un rire forcé.

Annesa tressaillit, mais fit semblant de ne pas avoir entendu les paroles de son fiancé.

— Allons, Rose, donne-moi la main ; Zio Castigu, si Dom Paulu demande Rose, dites-lui que nous sommes parties.

Elle sortit par une petite porte au fond de la chambre au pain et Gantine la suivit. De ce côté la rue était à peu près déserte ; seuls quelques men-

diants accroupis parmi les roches et les broussailles dévoraient le pain et la viande que le priore leur avait fait distribuer. C'est précisément à cet endroit, où commençait le sentier de la montagne, qu'était mort le vieil aveugle qui avait amené Annesa dans le village. Elle ne se rappelait rien de cet événement mystérieux, mais chaque fois qu'elle était obligée de passer par là, elle croyait revoir le vieux mendiant mort, elle éprouvait un vague sentiment d'angoisse et d'humiliation et se disait : « Il m'a amenée ici et m'y a laissée, tandis qu'il pouvait me conduire ailleurs... J'aurais été une mendiante, une vraie servante, mais j'aurais moins souffert. Et pourtant... »

Et pourtant, au fond, elle ne concevait pas la vie autrement, sans Paulu, sans douleurs et sans passion. « J'étais née pour cela... »

Ce jour-là, en passant avec Rose et Gantine à l'endroit où le vieillard était mort, elle se sentit plus que jamais triste et humiliée ; elle pressa le pas et regarda au loin avec des yeux voilés et la figure couverte de son masque habituel de tristesse dédaigneuse.

Gantine la rejoignit, il se mit à son côté et la regarda fixement.

— Annesa, lui dit-il d'une voix suppliante, ne sois pas fâchée. Pardonne-moi, Annesa, je l'ai fait pour ton bien. Tu sais que les femmes n'entrent pas dans la salle des hommes, ou qu'elles y entrent avec leurs maris, avec leurs frères...

— Je suis entrée avec Dom Paulu.

— Eh bien, justement il n'est pas ton mari, ni ton frère, reprit le jeune homme en soupirant, mes amis vous ont vus ensemble et ont murmuré. Le monde est méchant, Annesa.

— C'est trop fort ! s'écria-t-elle avec sarcasme. Et elle pressa de nouveau le pas en tirant la fillette qui se faisait traîner. Ils tournèrent le coin de la route, et se retrouvèrent près du marchand de gâteaux. Un peu plus loin, était l'hôte pauvre avec ses brides et ses éperons étalés sur un sac étendu par terre comme un tapis. En voyant Gantine, Melchior lui sourit et lui adressa un geste amical.

— Eh ! dit le jeune domestique en s'approchant, aurais-tu par hasard une bride pour pouliche rétive.

Et tous les deux ils regardèrent Annesa en riant.

— Annesa, pria Gantine, me permets-tu de t'offrir un gâteau

— Les pouliches ne mangent pas de gâteau, répondit-elle rassurée.

Gantine prononça encore quelques paroles, mais sa voix fut couverte pas le bruit assourdissant du tambour, qui résonna presque lugubre dans le silence subit de la foule.

Le messo annonçait, avec sa voix rauque et son ton de prédicateur, que la course des chevaux commencerait à cinq heures.

— Premier prix : vingt francs en argent et une couverture de brocard fin ; deuxième prix : dix francs en argent et un foulard de soie...

Une bande de gamins entouraient et taquinaient le messo.

L'un d'eux poussait la hardiesse jusqu'à battre le tambour avec un bâton.

— Troisième prix, un écu d'argent et un bonnet sarde, flambant neuf. Allons les gamins, ôtez-vous de là, si vous ne voulez pas recevoir une volée de coups de pied.

L'après-midi, vers trois heures, en traversant le corridor, Annesa vit, près de la porte entrebâillée, le gros ventre de l'abbé Virdis. De son pas léger et silencieux, elle courut au-devant du curé, ouvrit la porte et sourit au vieux prêtre comme elle ne l'avait jamais fait.

Le soleil, qui frappait sur la façade de la maison et illuminait toute la ruelle déserte, pénétra dans le vestibule et dora la figure pâle d'Annesa.

L'abbé la regarda d'une manière intense et lui donna une tape sur le bras avec un mouchoir rouge et bleu qu'il tenait toujours à la main.

— Eh bien à quoi pensons-nous, lui demanda-t-il, je te trouve pâlotte. Serais-tu malade ?

— Moi ? Je n'ai jamais été si bien portante, monsieur le curé. Entrez ! entrez !

Elle se retourna et courut ouvrir la chambre du vieil asthmatique. Le prêtre s'avança en soufflant, entra et promena les yeux autour de lui.

Le malade paraissait assoupi ; mais dès qu'il aperçut le prêtre, il s'anima et s'agita.

— Bonjour, compère Zua, comment allez-vous ?... et les autres où sont-ils ?

— Dom Simone est sorti, Zio Cosimu et Donna Rachel sont dans le jardin. Faut-il que je les appelle, monsieur le curé ? s'empressa de répondre Annesa. Mais elle vit que Zio Zua s'était alarmé de la visite du prêtre et elle regretta sa question.

— Je vais les appeler. Asseyez-vous.

— Annesa, remonte-moi cet oreiller, lui ordonna l'asthmatique.

Elle s'approcha et arrangea les oreillers, pendant que le prêtre s'asseyait à côté du lit et s'épongeait le cou et la figure avec son fameux mouchoir bleu et rouge.

— Je suis éreinté ! Avez-vous des hôtes, Annesa ?

— Oui, monsieur le curé, deux. Un riche propriétaire et un marchand de brides... Ils sont bien comme cela vos oreillers, Zio Zua ?

— C'est bien. Va-t'en, répondit durement le vieillard. Elle s'éloigna et le prêtre s'aperçut que la figure

de Zio Zua était devenue sombre, plus méfiante et plus laide que d'habitude.

— Ouf, ouf, que de mouches vous avez. Annesa pourquoi ne fermes-tu pas les volets, dit le prêtre en s'agitant et en secouant son mouchoir en l'air.

Annesa tira un peu les volets, sortit et s'appuya contre la porte, écoutant anxieusement ce que les hommes disaient.

Mais pendant quelques instants, elle n'entendit que la respiration du prêtre et les soupirs haletants du vieillard. Mauvais signe quand Zio Zua soupirait ainsi d'une manière exagérée. L'abbé Virdis le savait, et lui-même soufflait plus fort qu'à l'ordinaire.

Enfin le vieil asthmatique demanda :

— Pourquoi cette visite à cette heure? Avez-vous fait une bonne fête, compère Virdis?

— La fête n'est pas encore terminée, compère Zua. Il y a encore la procession, la course des chevaux, la bénédiction.

— Ah! reprit le vieillard avec une voix mélancolique, qui m'aurait dit, il y a trois ans, que je ne prendrais plus part à la fête. Je suis vivant et je suis mort... pour moi, tout est fini.

Il soupira, et laissa retomber sur les oreillers sa tête de cadavre. Deux larmes apparurent aux coins ridés de ses yeux, comme deux gouttes de rosée entre les plis d'une feuille morte.

— Non, dit une voix grave et douce, qu'Annesa trouva différente de la voix habituelle de l'abbé Virdis. Rien n'est fini, Zua Déchè. Tout doit commencer, au contraire.

— Je suis un homme mort, compère Virdis.

— Qu'est-ce que notre vie, en comparaison de l'éternité, Zua Déchè? Un grain de sable au bord de la mer, une plume dans l'infinité du ciel. Et nos peines les plus graves, notre existence tout entière, nos passions et nos erreurs ne sont qu'un souffle de vent. Aujourd'hui nous sommes vivants, demain nous serons morts; et alors seulement nous pourrons dire : tout commence, et rien ne finira...

Le vieil asthmatique soupira encore :

— Que la volonté de Dieu soit faite, compère Virdis, qu'il me prenne ou qu'il me laisse, pour moi c'est la même chose. Les hommes comme moi feraient mieux de mourir bien vite. A quoi suis-je bon sur terre. Je suis à charge à moi et aux autres; du reste, quelqu'un l'a déjà fort bien compris et cherche à me balayer du monde comme on balaye les immondices d'une chambre ou de la rue... Derrière la porte, Annesa sursauta; elle se mit une main sur le front et retint sa respiration pour mieux écouter.

Et la voix de l'abbé Virdis résonna de nouveau, grave et rauque.

— Oh! oh! que me contez-vous là, compère Zua. Pourquoi parlez-vous ainsi? Si on vous entendait.

— Croyez-vous donc qu'il n'y ait pas quelque oreille ouverte pour m'entendre, compère Virdis? Ici, il y a à chaque porte, à chaque fenêtre, à chaque trou, des oreilles aux aguets, de même que chaque main est prête à me frapper. Eh bien, qu'on m'écoute, est-ce que je ne parle pas ouvertement devant tout le monde.

L'éternité, ajouta le vieillard toujours plus haletant et plus agité, vous me parlez de l'éternité, compère Virdis. L'éternité est en ce monde pour ceux qui souffrent, chaque heure est une année, chaque jour est un siècle d'agonie. Enfin! que la volonté de Dieu soit faite.

— Vous déraisonnez, reprit l'abbé Virdis. Je vous l'ai déjà dit cent fois. Vous avez la manie de la persécution. Qui pense à vous faire du mal? Et pourquoi? Si vous avez cette idée-là pourquoi restez-vous ici?

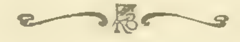
— Et où voulez-vous que j'aille, pleurnicha le vieillard. Je n'ai pas de famille, pas d'amis. Personne n'a d'affection pour moi. N'importe où j'irai, il y aura toujours quelqu'un qui aura l'intention de me voler. Tout le monde me déteste et me jalouse, parce que j'ai quelques sous. L'air même ne m'est pas favorable et ne se laisse pas respirer par moi...

— Mais alors, Zua Déchè, débarrassez-vous-en de ces quelques sous : faites une œuvre de charité... quand vous n'aurez plus rien...

— Quand je n'aurai plus rien, ce sera encore pis; on me considérera comme un vieux chien, comme un vieux cheval et...

(*A suivre.*) GRAZIA DELEDDA.

(*Traduit de l'italien par* M. ALBERT LÉCUYER.)



DANS LES HOPITAUX PARISIENS (1)

LE PERSONNEL INFIRMIER. SES REVENDICATIONS ET SES MENACES.

A certains égards, infirmiers et infirmières ont été des précurseurs. Agents d'un service public, voici bien près de huit ans qu'ils ont fondé une association professionnelle, et plus de trois ans déjà qu'ils ont constitué un syndicat. On doit à la vérité de reconnaître qu'avec l'organisation et la prospérité de ces groupements a coïncidé pour eux l'ère heureuse des réformes. Mais ces succès ont multiplié leurs exigences et exalté leur ambition.

(1) Voir la *Revue Bleue* des 22, 29 juin et 6 juillet 1907.

Après la sollicitation commence à poindre la menace. La situation ne laisse pas d'être grave ; et ce n'est pas par l'indifférence, qu'on en écartera les périls.

*
* *

Le personnel infirmier s'était, au cours de l'année 1899-1900, groupé en une Amicale où, côte à côte confondus, se retrouvaient gradés et non-gradés. Mais l'entente n'a guère duré : à l'heure présente, la Société amicale ne comprend plus que des surveillants, — tandis que les infirmiers ont préféré la forme syndicale. Ce syndicat siège à la Bourse du Travail, et groupe près de 2.000 membres. Dans ses débuts, il fut mis à l'index par l'administration supérieure, qui affecta de l'ignorer. Comme cependant cette malveillance n'entravait point son développement progressif, et risquait en outre de provoquer un conflit, un jour vint où, après avoir boudé, on conversa. Des pourparlers s'engagèrent, et, en septembre 1906, M. Mesureur, officiellement, recevait le bureau du syndicat.

L'Amicale des surveillants publie un bulletin mensuel ; — c'est un « organe de défense », l' « Action », qu'entretient le syndicat des infirmiers. L'Amicale tient des assemblées, offre des banquets et des fêtes ; — ce sont des meetings et réunions publiques qu'organise le syndicat. Ici et là, on réclame des réformes. Mais le ton sensiblement diffère. Bien opposée est l'attitude des postulants.

Les gradés aspirent à conquérir leur indépendance matérielle ; ils désirent un salaire qui leur permette de vivre convenablement, de se loger et de se nourrir à leur gré. Mais ils connaissent les contingences humaines, et ne se leurrent point de l'illusion des métamorphoses improvisées. En attendant cette libération intégrale, qu'ils savent ne point pouvoir être immédiate, ils se contentent d'améliorations progressives, spécialement dans leurs repas et dans leur habitat.

A leurs revendications, ils cherchent à gagner leurs chefs, qui les peuvent soutenir, — et le Conseil municipal, qui vote les subsides indispensables. Mais jamais ils n'ont songé à l'intimidation. « Vous avez pu voir s'étaler sur les murs de Paris, déclare leur Président, des affiches où des gens, qui se disaient infirmiers, ne craignaient pas de réclamer, en termes violents, suivis de menaces de grève, des améliorations qu'ils jugent nécessaires. Demander ces améliorations, c'est leur droit; les exiger en termes violents, c'est une faute grave; la grève serait un crime. — La maladie et la souffrance ne font pas grève, elles; et ceux qui ont pour mission de soulager ces misères doivent mettre autant d'opiniâtreté et de constance à le faire, que le fléau en met, de son côté, à s'attaquer aux déshérités... Il est nécessaire que les surveillants affirment bien haut leur intention fermement arrêtée de ne jamais se solidariser avec les fauteurs de grève, et de rester à leur poste, même si l'Administration leur refusait les améliorations qu'ils sont en droit d'attendre d'elle ». De cette attitude calme, avisée, ils ne se sont jamais départis.

Le syndicat des non-gradés formule à peu près les mêmes vœux ; mais chez lui, les vœux deviennent des exigences. Il les faudrait satisfaire sans rémission. Les infirmiers veulent être traités comme les autres salariés de la Ville, avec une solde minima de 5 francs par jour. Qu'on supprime, en outre, les règlements qui les entravent; qu'on leur rende la vie de famille dont on les prive, les joies du monde qu'on leur refuse arbitrairement ! — Et certes, nous ne saurions méconnaître la légitimité de ces demandes. — Mais de quelles menaces ne sont-elles point accompagnées! A quelles violences ne se laisse-t-on pas entraîner, sous le détestable prétexte de les mieux faire valoir ! On ne recule même plus devant l'éventualité de la grève! Et, en croyant servir ainsi leurs intérêts, les infirmiers, victimes de quelques meneurs, les vont lamentablement compromettre ! Qu'on juge plutôt de faits récents :

Les honorables rapporteurs du budget de l'Assistance publique au Conseil municipal, MM. Heppenheimer (services généraux et matériel) Henri Rousselle (personnel), et Ranson (rapport général) s'étaient préoccupés cette année de faire plus large que de coutume la part des satisfactions données au personnel. Ils préconisaient, après de minutieuses recherches, un certain nombre d'économies dans certains services spéciaux, et proposaient d'affecter la somme de 650.000 francs, ainsi rendue disponible, à l'amélioration exclusive du sort des infirmiers. — Après un retard inusité dans le dépôt du rapport général, provoqué par ces longues études, la discussion s'ouvrit à l'Hôtel de Ville en mars dernier. Elle y fut exceptionnellement ardente. L'opinion publique commença à en manifester quelque émotion. Mais l'Administration, par l'organe du Directeur et du Préfet de la Seine, vint contester la réalité des économies, ainsi que l'urgence des modifications demandées, et réclamer, avant toute autre innovation, les moyens d'assurer l'application de la loi sur le repos hebdomadaire. Après une chaude bataille, sa thèse l'emporta : par 37 voix contre 35, on ajourna les réformes.

Ce fut chez les intéressés une déception profonde ; sur la foi des promesses, ils avaient escompté un vote favorable. La longue attente avait surexcité leur espoir. Aussitôt le résultat connu, les passions se donnèrent libre carrière. L'approche du 1er mai favorisa toute cette agitation.

Réunis en grand nombre le 22 avril à la Bourse du travail, les infirmiers, d'enthousiasme, décident d'ouvrir les hostilités contre l'Administration. Ils veulent marcher à la « conquête » de leur liberté. Le directeur a refusé ou négligé de modifier les règles disciplinaires en usage; ils décrètent, de leur propre chef, leur abolition. A partir du 1er mai, on n'acceptera plus l'application du règlement! Le syndicat organise la lutte ; ses chefs prêchent la révolte ; et pour être mieux écoutés, ils appellent à leur aide les délégués de la Confédération générale du travail! « Que votre révolte s'affirme vigoureusement contre l'Administration, leur déclare le citoyen Pouget; que votre résistance aux stupidités réglementaires soit unanime! — Agissez dans cette voie, la victoire est à vous! »

Par le bulletin, on communique à tous les adhérents le mot d'ordre. « En prenant notre liberté le 1er mai, nous nous débarrasserons d'une tare! Pas de règlement en dehors des heures de travail! » Et comme le discours ne paraît pas assez expressif, on y joint la caricature, avec cette devise suggestive : « La liberté ne se demande pas ; elle se prend! »

On décide en outre de réclamer des réformes immédiates au Directeur; pour donner plus de poids à la démarche, on la fait faire par un « Comité de grève ». En cas de refus, ce comité décrétera et organisera la suspension simultanée du travail dans tous les hôpitaux.

Enfin, comme il faut tout prévoir, on envisage l'éventualité d'une répression. D'ores et déjà, on avertit des représailles futures : « Si malgré nos précautions, le zèle des policiers déterminait une bagarre quelconque, nous n'aurions qu'à nous tourner vers l'Administration, 3, avenue Victoria, où l'on trouvera les véritables responsables ». C'est la révolte qui s'organise!

*
* *

Les faits ont démenti les prévisions. Le 1er mai a passé, sans heurt, sans encombre. Il n'y a eu ni rébellion, ni désordre. Quelques infirmiers ont cru manifester, en ne rentrant pas le soir à l'hôpital, et en ne reprenant leur service que le lendemain matin. Le règlement même les y autorisait. Quelques défections isolées se sont produites. On s'est montré à leur égard tantôt indulgent, et tantôt sévère. Ici on a accueilli les coupables repentants; là on les a immédiatement congédiés et remplacés. Mais, à aucun moment, dans aucun établissement, le service n'en a pâti. Il faut donc le proclamer bien haut : le bon sens, la raison, la conscience professionnelle, le sentiment du devoir ont détruit tout l'effet des déclamations de quelques égarés!

Mais est-il certain qu'il en sera toujours ainsi? Peut-on être assuré qu'une agitation aussi grave n'aura pas de lendemains! — La tourmente a passé; mais n'a-t-elle point derrière elle laissé des ravages? Bien aveugle qui l'oserait affirmer; bien imprudent, qui se refuserait à faire son profit des leçons de l'expérience!

*
* *

Deux conclusions, selon nous, s'en dégagent: l'urgence des réformes profondes, dont une étude attentive de la condition des infirmiers nous avait déjà convaincu; la nécessité de ramener l'harmonie là où est apparue la discorde, et de rappeler à l'observation de la discipline propre à tout organisme démocratique, ceux qui en méconnaissent les inéluctables fondements.

Comment, sans parti-pris, se leurrer sur la légitimité des revendications du personnel infirmier? Pour ceux qui n'ont pas, comme nous l'avons pu faire, étudié sa situation lamentable, pour ceux qui ignorent ses salaires dérisoires, son demi-internement dans les établissements hospitaliers, les règles archaïques auxquelles on le soumet, les défectuosités de son régime alimentaire et de son habitat —, comment un mouvement d'opinion aussi profond ne suffirait-il pas à les convaincre? Qu'on fasse la part de l'exagération, de la violence: il n'en subsiste pas moins un état d'esprit général, qui se retrouve chez les plus dévoués, les plus expérimentés, les meilleurs des agents, et qui dénote un malaise certain. Un mécontentement, qui s'accuse avec une telle unanimité et une telle force, a des causes graves, dont il serait vain de contester la valeur. Pourquoi dès lors différer davantage? Pourquoi promettre et ne point tenir? Pourquoi constater le mal et ne pas apporter le remède? La temporisation a-t-elle jamais apaisé un conflit? Elle en retarde parfois l'éclosion; plus souvent elle l'aggrave! Le personnel infirmier réclame à juste titre des changements à sa situation, qui est déplorable. Qu'on ne joue pas le jeu facile, mais dangereux, qui consiste à l'abuser de vaines promesses, pour se refuser ensuite à les tenir! Ses revendications sont justes, il faut y faire droit; mieux encore, qu'on les prévienne, en assurant à ces parias de l'administration parisienne une condition convenable et digne.

*
* *

Ceci dit, nous n'en serons que plus à l'aise pour réclamer en revanche une impartiale fermeté dans le maintien de la discipline!

Insensés ou criminels, suivant qu'ils sont ou non de bonne foi, apparaissent ceux qui rêvent d'organi-

sations sans ordre, et d'administrations sans règles!

Dans une démocratie libre, les fonctionnaires les plus humbles apparaissent comme les collaborateurs des plus élevés. Leur obéissance cesse d'être aveugle; elle devient réfléchie et voulue. Mais pour être associés à l'œuvre collective, s'en doivent-ils faire les détracteurs irresponsables?

Comment admettre que des agents décrètent, de leur exclusive autorité, la suppression d'un règlement qui les gêne, et menacent, si on ne leur donne d'immédiates satisfactions, de suspendre l'accomplissement d'un service de première nécessité? — L'anarchie est la pire ennemie du gouvernement des hommes par eux-mêmes; elle est essentiellement contraire au régime démocratique, qui suppose la soumission consciente, délibérément acceptée, de tous à la loi commune.

Abandonnons résolument les errements du césarisme, dont nos institutions administratives portent trop souvent l'empreinte. Mais résolument aussi réprimons les velléités de désorganisation sociale! C'est la cause même des agents qu'ainsi nous servirons. Car leurs violences provoquent l'effroi; et la sympathie publique, qui leur est justement acquise, risquerait, par la témérité de certains meneurs, de leur être irrémédiablement aliénée! Leurs meilleurs amis leur ont déjà d'ailleurs donné de salutaires conseils, que la plupart ont sans hésitation suivis.

« Si je leur ai souvent répété qu'ils avaient des droits, déclarait M. Heppenheimer à la tribune du Conseil municipal, et que nous étions prêts à faire les plus grand efforts pour les faire triompher, je ne me suis pas gêné non plus pour leur rappeler également qu'ils avaient des devoirs impérieux à remplir, d'autant plus impérieux que de leur accomplissement dépend le sort de nos malades... »

Et M. Henri Rousselle d'ajouter dans le même sens : « La bienveillance n'exclut pas la fermeté, surtout quand celle-ci est basée sur la stricte justice. Il faut que le personnel hospitalier soit à l'abri de toute critique et qu'il fasse en sorte de justifier les sympathies dont il est l'objet! »

Non seulement la bienveillance et la justice n'excluent pas la fermeté, ajouterons-nous, mais elles l'appellent. L'Administration a le devoir de parler haut, de parler clair, et d'agir sans faiblesse. Plus elle témoignera de sollicitude pour la corporation, — moins elle devra hésiter dans la répression des fautes individuelles et capituler devant les menaces. Son inertie compromettrait les intérêts bien entendus du personnel infirmier, elle serait irrémédiablement funeste à la chose publique.

[illegible]

LES DÉBUTS DE PARIS CAPITALE

L'immense Paris de nos jours, qui déborde de toutes parts son enceinte fortifiée, a mis de longs siècles à accomplir l'évolution, qui a transformé une petite bourgade enfermée dans une île de la Seine en la formidable capitale de deux millions et demi d'habitants, qui absorbe en elle toute la substance de la France.

Cette évolution ne s'est pas effectuée sans heurts ni sans reculs. Après une période de prospérité relative, à l'époque gallo-romaine, pendant laquelle la ville commença à s'étendre sur les deux rives du fleuve, les invasions barbares, depuis celle des Huns, au ve siècle, jusqu'à celle des Normands, au IXe, vinrent forcer les Parisiens à se replier dans leur île.

Délaissé par les Carolingiens au profit de Laon, Paris dut à la royauté capétienne le retour d'une ère meilleure. Le souverain y fit des séjours de plus en plus fréquents, ses libéralités allèrent de plus en plus aux églises et aux abbayes qui s'élevaient de tous côtés sur le sol de la capitale et il s'intéressa directement aux progrès d'une ville dont la prospérité était désormais liée à la sienne propre.

Le règne de Philippe Auguste (1180-1223) marque dans l'histoire de cette royauté capétienne le moment où elle perd définitivement le caractère d'une baronnie féodale, investie d'une couronne à demi élective et dont le domaine est administré à la façon d'une terre patrimoniale, pour devenir une véritable monarchie héréditaire, qui organise pour ses vastes possessions, décuplées en vingt ans, une administration compliquée et régulière. C'est pendant le règne de Philippe Auguste qu'on voit le Parlement de Paris prendre corps et devenir sédentaire, que l'Université se constitue et obtient ses premiers privilèges. C'est aussi sous ce règne que Paris, pourvu d'une vaste enceinte fortifiée, de rues plus propres et pavées, prend vraiment figure de capitale.

* *
*

De ce nouveau Paris, à la fin du règne de Philippe Auguste, l'île de la « Cité » restait l'âme : c'est là (1) que s'élevait le palais royal, ce palais qui, comme l'écrit un clerc de l'époque en un style un peu trop imagé, « dressait audacieusement ses épaules au-dessus de toutes les têtes de la ville ».

A l'autre bout de l'île, s'achevait lentement la nouvelle cathédrale Notre-Dame, deux fois grande comme l'ancienne, symbole de la puissance du chapitre et de l'évêque : car, si la pointe occidentale appartenait au souverain, l'extrémité opposée, avec

(1) Sur l'emplacement du Palais de Justice actuel.

le palais épiscopal et l'énorme cloître canonial, jusqu'à l'église Saint-Aignan, au nord, était sous l'autorité du clergé.

Aux approches de Notre-Dame se déroulait d'ailleurs tout un chapelet d'églises et d'oratoires : Saint-Jean-le-Rond, à gauche de l'entrée; Saint-Denis-du-Pas, au chevet; Saint-Pierre-aux-Bœufs, Sainte-Marine, Saint-Landri, Saint-Aignan, sur le pourtour du cloître; Sainte-Geneviève-la-Petite et Saint-Christophe, en avant du parvis; plus loin, Sainte-Madeleine, établie dans l'ancienne synagogue des juifs expulsés; Saint-Denis et Saint-Symphorien de la Chartre; puis, en traversant la rue du Petit Pont (1), Saint-Germain-le-Vieux, Sainte-Croix, Saint-Martial, Saint-Pierre-des-Arcis, l'église monastique Saint-Éloi et, tout contre le palais royal, celle des Saints-Barthélemi et Magloire.

De toutes parts enfin, autour de Notre-Dame, se pressaient maîtres et écoliers de l'Université parisienne naissante. L'exode du corps enseignant sur la rive gauche ne devait commencer que tout à la fin du règne de Philippe Auguste, et l'île était toujours ce que Gui de Basoches l'avait vue quelques années plus tôt, « la demeure de la Science » et « le sanctuaire des Muses ».

*
* *

Deux ponts de pierre, le Grand Pont (2), au nord, le Petit Pont, au sud, reliaient l'île aux deux rives. Il faut nous représenter ces ponts tout chargés de maisons ; sous presque toutes les arches, des roues de moulins, maintenues entre deux files de pieux ; au-dessus, tout un bâti de perches, sur lesquelles les maisons souvent débordent en encorbellement ; enfin, au milieu de tout cela, des instruments de pêche : il faut faire rendre tout ce qu'on peut à l'eau qui fait tourner le moulin.

Entre les files de maisons, se presse, au Grand Pont, la foule des bourgeois, car c'est là, dans les boutiques qui s'ouvrent de chaque côté, que se tiennent les changeurs. Le roi, au milieu du XIIe siècle, les a astreints à venir tous se grouper en ce lieu.

La tête du pont est barrée par une solide forteresse, le Grand Châtelet, qui sert de prison royale et qui marque ce qu'on continue à appeler la « Porte de Paris ». C'est devant cette « porte » que s'entassent les étaux des bouchers, des marchands de poissons, des boulangers. Jusqu'au milieu du XIIe siècle les bouchers n'ont pu vendre leur viande ailleurs, et si les règlements se sont relâchés depuis lors, si quelques membres de la corporation ont pu, à la faveur de cette liberté, aller s'établir à la tête du Petit Pont, la Porte de Paris est restée le siège de la « grande boucherie ».

Plus au nord, à côté de l'église et du cimetière des Saints-Innocents, récemment assaini et entouré d'un mur, s'élèvent les halles, bâties par Philippe Auguste et qui comprennent deux grands bâtiments couverts, ceints d'une muraille dont on ferme les portes à la tombée de la nuit. Dans le voisinage, presque toutes les corporations de métiers sont venues se grouper : les tonneliers, les chanvriers, les potiers; les corroyeurs, dans la rue Troussevache (1); les cordonniers, au chevet de l'église Saint-Magloire; puis, plus à l'est, les verriers, à côté de Saint-Merri. Les boulangers, dont les fours sont surtout établis rue de la Juiverie (2), auprès de la halle au blé, sont peut-être les seuls qui soient restés dans la Cité.

Le long de la Seine, aux abords du Grand Pont, c'est tout un mouvement de bateaux, qui amènent le sel et les harengs de Normandie, les vins et les bois de Bourgogne, les foins et les blés, nécessaires à la consommation de la capitale. Le surplus fait matière de commerce : car Paris, grâce à sa situation exceptionnelle, est devenu le grand entrepôt de la France du nord. Ses marchands vont jusqu'à Auxerre revendre le sel apporté de Rouen. Par toute une série de monopoles, ils se sont assurés le trafic de la Seine moyenne; eux seuls ont le droit de vendre dans la ville le vin apporté par les Bourguignons; la vente du sel est soumis à leur contrôle : leurs « mesureurs » sont là, qui attendent au port l'arrivée des bateaux.

Le déchargement se fait surtout en aval du Grand Pont. Quelques établissements religieux ont leurs ports particuliers : les Templiers, derrière Saint-Gervais; Sainte-Geneviève, sur l'autre rive, au Chardonnet; les chanoines de Notre-Dame, à la pointe orientale de la Cité; mais c'est qu'ils ont chacun à proximité leurs moulins qui moudront les grains débarqués, leurs boulangers, qui pétriront la pâte et la feront cuire dans leurs fours, leurs charpentiers, qui tailleront les bois, de vastes caves pour enfermer les vins. C'est, au contraire, à côté du quartier commerçant que sont déchargées les marchandises des bourgeois, et le nombre en va croissant dans de telles proportions qu'en 1213 le roi a dû autoriser la « hanse parisienne » à frapper d'une taxe tous les bateaux qui arriveraient dorénavant à Paris, afin de subvenir aux frais d'aménagement d'un nouveau port.

*
* *

Au Petit Pont, le spectacle est tout autre. Là,

(1) Aujourd'hui rue de la Cité.
(2) Aujourd'hui Pont-au-Change.

(1) Aujourd'hui rue de La Reynie.
(2) Aujourd'hui rue de la Cité.

disait Gui de Basoches vers la fin du règne de Louis VII, vont flâner les promeneurs; là vont discuter les logiciens. Les maisons sont moins serrées qu'au Grand Pont : entre elles, écrit vers la même époque Geoffroi de Saint-Victor, on a ménagé « des exèdres, d'où l'on peut regarder le fleuve. » Pas de navires se pressant aux abords des arches : les baigneurs peuvent goûter en toute tranquillité « les plaisirs de la natation ».

Il est vrai que, depuis lors, le développement du faubourg de la rive gauche, la turbulence des écoliers qui, de Notre-Dame, tendent à émigrer vers Saint Julien-le-Pauvre, ont dû apporter ici un peu d'animation. Depuis lors aussi, la construction par le roi Philippe, à la tête du pont, d'un châtelet imposant, destiné sans doute à en remplacer un plus petit, à demi ruiné, a dû faire disparaître une partie de ce charme idyllique. Nous avons conservé le devis dressé pour la construction de ce châtelet :

« Le mur, y est-il dit, aura 6 pieds d'épaisseur et 8 toises de hauteur du pavé de la chaussée au chemin de ronde et il y aura deux murs percés de portes. Le tout sera fourni de passages et de deux paires de portes et d'une poterne pour entrer dans la forteresse. Le tout sera aussi fourni de solives et de merrain et couvert de tuiles. Une prison à trois étages sera ménagée : le premier étage sera garni de barreaux de fer et il y aura au-dessus de chaque étage un dallage et deux réduits. Cela fera un total de 71 toises de murailles, qui seront payées 500 livres parisis. »

Quand on avait passé le seuil de cette forteresse, on se trouvait au « bourg du Petit Pont ». A la fin du règne de Philippe-Auguste, ce quartier était en passe de devenir un des coins les plus vivants de Paris: maîtres et écoliers avaient commencé à s'y installer depuis les conflits qui, de 1219 à 1222, les avaient mis aux prises avec le chancelier de Notre-Dame. Mais cette animation cessait bientôt : le caractère rural, de ce côté de la Seine, ne s'effaçait que lentement. Les grands clos de vignes qui, au milieu du XIIe siècle, couvraient encore presque toutes les pentes septentrionales de la montagne Sainte-Geneviève n'avaient point, au début du XIIIe, entièrement disparu pour faire place aux maisons. A mi-côte, l'ancien palais des Thermes avait toutes les apparences d'une grande ferme, avec son pressoir au milieu de la cour et ses vignobles tout autour; sur le versant oriental de la colline, c'est d'un massif de vignes qu'émergeaient les ruines des arènes romaines; les vignes couvraient encore, au Chardonnet les rives du canal de Bièvre (1); et il fallait, à l'ouest, franchir le rempart pour retrouver, autour de Saint-Germain-des-Prés, l'animation de la ville.

(1) Canal établi au XIIe siècle par les chanoines de Saint-Victor et aboutissant dans la Seine à peu près à la rue de Bièvre.



Si nous voulons nous faire une idée de ce que sont alors les rues de Paris, c'est donc surtout vers la Cité et la rive droite qu'il nous faut aller.

De ces rues, nous ne savons d'ailleurs pas grand'-chose. Celles qui empruntaient le tracé des grandes voies romaines, comme la rue Saint-Martin, sur la rive droite, ou la Grand' rue (1), sur la rive gauche, en avaient conservé la rectitude et peut-être aussi à peu près la largeur, c'est-à-dire de huit à neuf mètres. Mais c'étaient là, en tout cas, des dimensions exceptionnelles : même un chemin important, comme celui de Chaillot (2), n'avait à la sortie de Paris que dix-huit « pieds mains » de large, ce qui ne correspond certainement pas à plus de 5 mètres à 5 m. 50, et dans l'intérieur de la ville, dans la Cité surtout, les rues étaient beaucoup plus étroites. Celles de l'époque gallo-romaine qui y ont été retrouvées mesuraient d'ordinaire 3 mètres de large; l'une d'elles n'avait même que 1 m. 50. On peut, d'après ces données, juger de la largeur maxima des rues du XIIIe siècle.

De ces rues, aucune n'a pu être exactement repérée : des fouilles exécutées en 1847 aux abords de l'Hôtel-Dieu actuel n'ont révélé que très imparfaitement quelques traces de la rue Neuve Notre-Dame, percée par les chanoines au XIIe siècle en face de la cathédrale, et l'on ne peut guère espérer que de nouvelles fouilles apportent sur ce point des précisions suffisantes.

Les rues principales étaient pavées. Dès l'époque romaine, il en avait été ainsi; mais presque partout, tant dans la Cité que sur les deux rives du fleuve, le sol s'était exhaussé et les dalles de grès s'étaient trouvées recouvertes de terre et de détritus par dessus lesquels, au bas Empire, on avait souvent tant bien que mal réaménagé des rues nouvelles, grossièrement empierrées de fragments d'édifices, de vieilles meules et de cailloux. Cet empierrement même, qui, dans la Cité, se retrouve d'ordinaire à plus d'un mètre au-dessous du sol moderne, avait été, à son tour, recouvert par de nouvelles terres et de nouveaux détritus. Les rues étaient souvent devenues de véritables bourbiers, et les contemporains de Philippe Auguste, en quête d'étymologies, pouvaient croire sans peine que Lutèce était « la cité de la boue ». On se rappelle l'anecdote rapportée par Rigord : le roi Philippe s'approchant un jour des fenêtres de son palais, dans la Cité, pour se distraire en regardant couler la Seine; des chariots viennent à passer, dont les roues, remuant la boue, soulèvent « une odeur intolérable ». Le roi, incom-

(1) Aujourd'hui rue Saint-Jacques.
(2) Le long de la Seine, au Sud du Louvre.

modé, décide de remédier à cet inconvénient, convoque son prévôt et les bourgeois, et ordonne « de paver toutes les routes et toutes les rues de la ville de grandes et fortes pierres ».

Toutes les rues en étaient-elles pourvues au début de XIIIe siècle? En dépit de l'assertion de Rigord, il est permis de penser le contraire : car Guillaume le Breton, qui écrivait vers 1220, ou tout au moins un de ses contemporains, revoyant sa chronique, a pris soin de préciser que la mesure prise par le roi ne s'appliquait qu'aux rues les plus fréquentées, à celles qui, au moment où il écrivait, menaient aux portes de la ville.

Ces rues n'avaient pas de noms officiels ni absolument immuables : suivant qu'on en considérait un tronçon, plutôt qu'un autre, on pouvait préférer une appellation à une autre, appelant, par exemple, la chaussée Saint-Lazare (rue Saint-Denis) chaussée Saint-Magloire dans un acte relatif à des fours voisins de cette église. Mais, en général, on avait atteint à une certaine fixité. Beaucoup de noms de rues provenaient des métiers qui y étaient exercés ou de la classe d'habitants qui y demeuraient : rue de la Chanvrerie, rue de la Tonnellerie, rue de la Mortellerie, rue des Ménétriers, rue de la Juiverie, rue de la Truanderie. D'autres rues portaient le nom d'un des propriétaires qui y avait quelque bien : la rue Aubri-le-Boucher, la rue Thibaud-aux-Dés, la rue Perrin Gasselin, la rue Garlande, la place Maubert. D'autres, en grand nombre, devaient leur nom à un édifice auquel elles menaient, à une particularité du terrain, à leur tracé : la rue des Thermes, la rue Saint-Séverin, la rue Saint-Landri, la rue Saint-Pierre-aux-Bœufs, la rue Sainte-Marine, la rue Neuve-Notre-Dame, la rue Saint-Germain-l'Auxerrois, la rue Saint-Martin, la rue Maudétour, la rue du Sable ou des Sablons. Certains noms enfin, comme ceux des rues du Cerf, du Cygne, du Serpent (rue Serpente), provenaient sans doute de quelque enseigne.

Il y en avait, en effet, dès cette époque : en 1210, on trouve mention d'une maison dite du Chien, rue Saint-Germain-l'Auxerrois; en 1217, d'une autre, « anciennement dite de l'Aigle », près le cloître Notre-Dame; en 1222, d'une seconde maison dite de l'Aigle, près de la place Baudoyer. Ces enseignes devaient être, comme presque toutes celles qu'on a retrouvées ailleurs, sculptées ou peintes sur la façade ou au tympan de la porte d'entrée. Mais, pas plus que les maisons mêmes, aucune d'entre elles ne nous a été conservée.

*
* *

Seules, quelques églises sont là, avec les débris de l'enceinte, pour rappeler les temps disparus : c'est Notre-Dame, dont la façade commençait alors à s'élever; c'est la petite église Saint-Aignan, dont l'édifice ruiné, de l'époque romane, se voit encore dans une maison de la rue des Ursins; c'est, sur la rive gauche, Saint-Julien-le-Pauvre, bâti vers la fin du règne de Louis VII, et, dans les faubourgs, Saint-Germain-des-Prés, commencé au temps du roi Robert, et Saint-Martin-des-Champs, avec sa tour et son abside du XIIe siècle.

La ville est enserrée dans une solide muraille, bien appareillée, de deux mètres et demi d'épaisseur, flanquée tous les soixante mètres d'une de ces tours circulaires dont quelques coins du Paris moderne réservent encore la surprise au promeneur.

A l'ouest enfin, près de la porte Saint-Honoré, s'élève le château du Louvre. Quelques vestiges en ont été retrouvés dans le sol : un grand donjon, entouré d'un fossé et d'une « chemise » de pierre et de quatre corps de bâtiments défendus par des tours. C'en est assez pour se figurer cette redoutable forteresse qui, avant de devenir la résidence du souverain, était destinée, avec la muraille contre laquelle elle était presque adossée, à tenir l'ennemi en respect et à protéger contre toute surprise la ville qui, de plus en plus, s'affirmait comme la vraie capitale de la France.

LOUIS HALPHEN.



PHYSIONOMIE ACTUELLE DE L'ÉVOLUTION MUSICALE

Avancés d'une quinzaine, sous un ciel d'hiver, les concours publics du Conservatoire datent la fin d'une année d'art et d'études, la conclusion de la saison musicale. Aucun règlement n'interdit de refaire en pensée l'histoire de la musique ancienne et moderne, en écoutant la jeunesse des deux sexes qui, demain, sera l'interprète du vieux répertoire qui se meurt ou d'une incertaine évolution qui s'annonce... Aube ou crépuscule? Il est toujours difficile à des contemporains de se prononcer! Prudemment, nos jeunes gens chantent du classique : à les entendre, on dirait que Haendel et Gluck sont les maîtres de la scène, que le vieux Bach va se montrer auprès du vieux Rameau, dans le fond d'une loge; à voir la foule parfumée qui se presse rue de Sèze, on pourrait croire aussi que Fragonard et Chardin sont les professeurs encore vivants de M. Renoir, moins correct, et de feu Carrière, plus tragique... Un air splendide des *Indes galantes* (1736) apparaît jeune comme le soleil qu'il invoque; et voici qu'une faible

femme s'empare de la contre-basse : antithèse ignorée du décorateur mélomane des *Noces de Cana!* Nos programmes associent volontiers nos aïeux emperruqués à nos plus radicaux Debussystes : auditeurs, compositeurs, interprètes semblent friands de tels rapprochements. Jamais notre éducation musicale ne fut plus sévère, jamais l'évolution de notre goût ne se manifesta plus audacieuse ou plus riche; et, pourtant, l'âme artiste éprouve un certain malaise : une sorte d'impressionnisme harmonique est venu se greffer au renouveau de la tradition.

La vie musicale en France, — en quoi reflète-t-elle à son tour, inconscient miroir, la physionomie particulière de notre temps, avec ses grandes qualités et ses petits défauts? A cette question, peut-être indiscrète, auraient mal répondu les concerts, grands et petits, d'un hiver déjà lointain, quoique prolongé, qui ne nous ont rien appris de nouveau : quelques symphonies exceptées, et sans interroger les recettes, le bilan se solderait ici par un déficit. Écoutons ailleurs, et voyons plus haut. Quelle est l'orientation de la musique? Elle est savamment troublante. Et, comme l'oracle d'*Alceste*, une réponse nous parvient du fond du théâtre où les concours raniment un instant le silence de la clôture annuelle : instructive entre toutes s'est montrée la fin d'une saison d'abord stagnante; et, depuis deux grands mois, le printemps, en musique du moins, s'est rattrapé.

Aussi bien n'est ce pas aux feux de la rampe que la musique française (autrefois synonyme d'opérette) a jeté le défi de sa science récente aux musiques étrangères et souvent étranges? Si le théâtre au concert, et même à l'église, florissait au temps déjà rétrospectif des fragments wagnériens, voici, dorénavant, le règne de la symphonie au théâtre ; tout l'art nouveau de l'évolution musicale est un théâtre de symphoniste : Richard Wagner a fait école ; et la critique orthodoxe, ou qui se croyait telle, ne définissait-elle pas Wagner « un symphoniste », avant son Tristan révolutionnaire, et dès le Vénusberg qui préludait aux cantilènes italiennes de *Tannhäuser* avec ses dissonances et ses timbres?

Au théâtre donc, depuis *Louise* et *Pelléas*, les deux *succès* étrangement contrastés de la jeune école, notre vie musicale s'est affirmée ; et c'est au théâtre que la France musicienne vient de rivaliser avec l'Allemagne néo-wagnérienne et la Russie coloriste (les cinq concerts russes ayant élu l'Opéra pour cadre officiel). S'il y a d'instinct des partis en art comme en politique et si la musique a ses couleurs comme la peinture, la France actuelle oppose la hautaine intransigeance de M. Paul Dukas à l'aimable opportunisme de M. André Messager; et c'est à l'Opéra-Comique, notre seul théâtre lyrique sous son étiquette surannée, que s'exprime le contraste. *Ariane et Barbe Bleue*, c'est, en trois actes, la symphonie la plus classique chargée des plus modernes joyaux ; *Fortunio*, c'est l'opéra-comique qui vise à devenir la comédie musicale; et les snobs, qui n'osent pas applaudir ce vieux jeu rajeuni qui les délecte en secret, se pâment de confiance aux nébuleux symboles de M. Mæterlinck, poète en prose, moins clair que Musset; de part et d'autre, c'est la tradition qui se modernise. Et voilà pour la France, comme diraient les *Mille et une Nuits*.

Épuisée par ses richesses, l'Allemagne, qui régenta l'univers musical au siècle dernier, ne possède même plus cette monnaie de Turenne dont nous paraissons aujourd'hui si fiers. Qu'elle soit donc reconnaissante à son seul poète de l'orchestre, à son volcanique Richard Strauss, qui voudrait dépasser le génie flamboyant de Richard Wagner : la *Salomé*, qui, sept fois, révolutionna le Châtelet, semble un immense « poème symphonique » dont l'hypertrophie sonore illumine trois ou quatre moments souverains; et quelle antithèse encore avec la reprise printanière de *Pelléas* et *Mélisande*, ce « mystère » sentimental!

Sincère et colorée, la vie musicale en Russie ne nous était pas inconnue; et les cinq grands concerts russes ont évoqué du passé, de l'histoire déjà, mais si vivante en sa poésie primesautière! Le plus vivant du groupe est un mort, l'étrange Moussorgski, ce paisible anarchiste de la mélodie vocale, un intimiste émouvant qui s'est révélé dramaturge et précurseur dans son *Boris Godounoff* que notre Opéra-Comique aurait dû monter; de l'émotion faite avec rien, des touches discrètes, du nihilisme musical, une sorte de nudité singulière et neuve; et l'on entend les paroles! — Mais c'est le Debussysme avant Debussy... — Pourquoi pas? Rien ne s'invente; on est toujours fils de quelqu'un; songez au *Convive de pierre* de Dargomijsky, *Don Juan* slave daté de 1872! Donc, nous recevons des concerts russes une triple et salutaire leçon : 1° la confirmation d'une parenté, car nous n'étions pas sans savoir ce que l'auteur français de *la Mer* et du *Prélude à l'Après-midi d'un faune* devait à la palette plus opulente de M. Rimsky-Khorsakow, à sa mélancolie pittoresque ; 2° l'originalité de l'idée sous le raffinement du coloris ; 3° l'écueil de l'imitation : dès que la lignée de feu Tschaïkowsky se met à la remorque de l'école allemande, elle perd toute saveur. Ne reprochons plus à la Société française des Grandes Auditions de nous avoir servi de la musique allemande, italienne, slave, anglaise même, avec le *Songe de Gérontius* du classique Elgar : ces comparaisons sont des suggestions. Et voici le *vérisme* italien sous les espèces de *la Catalane* de M. Le Borne, pour opposer la vie criante aux chuchotements du merveilleux...

Loin des réalistes méridionaux que regarde avec

indulgence la *Thérèse* de M. Massenet, la France musicienne reflète aujourd'hui deux influences correspondantes à ses deux ambitions d'avant-garde : le *germanisme* et l'*orientalisme*.

Nous disons le germanisme, vocable aussi barbare, mais plus étendu que le wagnérisme ; car l'influence wagnérienne, aperçue depuis un demi-siècle dans tout l'art français, dans Gounod lui-même et dans M. Saint-Saëns qui l'ont reniée tour à tour, puis dans Chabrier, dans César Franck et dans tous ses disciples, immédiats ou posthumes, de la *Société Nationale* et de la *Schola Cantorum*, a restauré parmi nous le goût de la grande musique allemande, de Bach et de Beethoven, sans oublier Mozart; et c'est au germanisme omnipotent que la moderne symphonie francaise doit cette savante complication qui florissait, à la fin du moyen-âge, dans les productions vocales de l'école flamande; c'est le génie de Wagner qui ramena la science : et quelle lourde responsabilité devant l'avenir de nous avoir imposé bon gré mal gré la polyphonie !

Presque orientale, l'école russe était le trait d'union désigné pour introduire l'exotisme et l'archaïsme dans notre art occidental, fatigué de cavatines ou d'algèbre : de là, le Debussysme, dont la tristesse épicurienne préfère aux architectures compliquées le plaisir musical, les harmonies rares, une vague volupté sans profondeur. Cependant que la tradition développe énergiquement les austères richesses du contre-point dans le IIe quatuor de M. Malherbe, dans la IIIe symphonie de M. Guy Ropartz, dans le théâtre symphonique de M. Paul Dukas, l'impressionnisme harmonique égrène nonchalamment sa subtile incohérence dans les petits poèmes amorphes que M. Debussy, continué par M. Ravel, compose avec une poétique ironie pour la voix ou pour le piano : deux courants parallèles, et très reconnaissables sous l'apparente uniformité de la technique nouvelle. Il en est des formes comme des idées : à la même heure, certaines dissonances sont dans l'air; vous trouverez des harmonies *debussystes* dans nos symphonies les mieux développées; dans l'entouragé de M. Vincent d'Indy, *Pelléas* est sacré « chef-d'œuvre »; et, par un traité secret, la santé de M. Dukas ne craint pas de s'unir à l'idéal dolent de M. Mæterlinck.

« La musique n'est que mélodie », affirmait l'italianisme latent du génial Richard Wagner; mais, de part et d'autre, on dédaigne maintenant ce *mélos* fondamental que la vitalité de l'école russe extrait de ses veines populaires et de son cœur violent ; même en ses contes de fées, la France érudite ne songe plus à ses mélodies primitives: leur parfum ne touche pas nos âmes ; la voix négligée réduira bientôt le drame musical à la pantomime; le développement polyphonique ou les voluptés d'un accord ont effarouché le cri joyeux de l'alouette française. Est-ce pour toujours ?

De part et d'autre, ici robuste et là délicate, une indéniable richesse d'orchestration : c'est partout le triomphe de la palette, l'héritage romantique d'Hector Berlioz et de Franz Liszt, également réparti sur la féerie slave et la magie wagnérienne. Oui, nos musiciens sont devenus coloristes : floraison que l'Allemagne jalouse oublie dans la conspiration du silence... Écoutez l'*Apprenti sorcier !* Vous savez ses maîtres.

Auprès de ces qualités acquises, notre musique ne peut taire certains défauts. De peur d'être injuste, il est commode d'admirer tout sur parole, en invoquant l'éternelle évolution qui justifie tout ; de peur d'être dupe, il est adroit de crier à la décadence en dénigrant tout nouvel effort. Mais, en réconciliant la fugue de Bach avec la *rosalie* wagnérienne, nos polyphonistes n'échappent pas toujours à la monotonie; en se libérant de toute règle et de toute forme, nos Debussystes respirent une atmosphère de fantômes; ne mêlent-ils pas quelques laideurs à leurs raffinements? Nous ne leur ferons jamais l'injure d'évoquer ici l'enfantillage d'un Cézanne; et la musique est un art trop sérieux pour s'accommoder d'un pareil « retour au style ». Mais sa passion pour la quinte moyen-âgeuse et la gamme chinoise devient grave :

C'est du faux presque juste et des accords souffrants...

Et ce n'est pas seulement une question technique. A force de chercher la sensation rare aux confins éblouissants ou brumeux du réalisme ou du rêve, l'art et l'âme modernes ont négligé le sentiment; même en son aspiration la plus loyale au grand art, notre musique manque de naïveté; didactique ou dilettante, puritaine ou voluptueuse, elle manque, comme la gamme nouvelle, de *note sensible* : elle a trop peur de sourire ou de s'émouvoir. Est-ce pour trouver des exemples de contre-point double ou triple que nous écoutons encore les premiers quatuors beethovéniens, candides orgies de sentiments tendres? Par ce temps de statues sans tête et de tableaux sans forme, ne sentons-nous point notre mal, quand nous rendons hommage à l'humanité de Beethoven, dont la douleur chanta religieusement la joie, et qui tirait ses plus hautes inspirations de l'accord parfait? Et quel symbole imprévu dans le geste d'*Ariane* brisant les carreaux, cassant les vitres, pour inonder le souterrain moyen-âgeux du soleil qu'invoquait Rameau, remontant vers la clarté parmi l'ombre inquiétante et les lourds piliers romans !

RAYMOND BOUYER.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

Romans

LOUIS DE ROMEUF, *L'Aile brisée*; avec préface D'ÉDOUARD SCHURÉ. — LOUIS LEFEBVRE (JEAN DEUZÈLE), *L'Ile héroïque*.

Voici un roman et une préface : la préface n'est pas superflue, oh, non !

Un bon roman n'a pas besoin de préface : c'est le roman qu'on lit; si l'on s'arrête aux pages liminaires, si l'on y revient, c'est donc que le roman est languissant... M. Louis de Romeuf n'a pas redouté de faire précéder son roman d'une préface ; on lira cet avertissement qui est de M. Édouard Schuré, et qui n'est point superflu : j'en suis bien fâché pour M. Louis de Romeuf.

Édouard Schuré nous révèle quelques-unes des intentions de Louis de Romeuf : intentions, velléités? Édouard Schuré s'efforce d'analyser quelques idées que Louis de Romeuf résolut peut-être d'introduire en son roman; je dis peut-être, car je vous défie bien d'extraire de l'*Aile brisée* une idée claire qui eût quelque mérite de profondeur ou de nouveauté; et si Louis de Romeuf possède une conception originale de la vie et de l'art, n'en cherchez point la trace en son œuvre hâtive, nébuleuse, et qui témoigne cruellement de l'inexpérience de l'auteur... Édouard Schuré cependant, qu'une sympathie « spontanée et en quelque sorte électrique dans le monde des idées », rapprocha de son jeune ami, Édouard Schuré écrit une préface : les idées qu'il expose, Louis de Romeuf ne les désavoue pas : quant à nous, nous les connaissons bien, et s'il nous plaît de les reconnaître, c'est qu'Édouard Schuré, dont l'œuvre entière les glorifie, en donne ici des formules d'une définitive netteté.

Édouard Schuré cessa-t-il jamais d'exalter et d'enrichir de prestigieuses imaginations une conception idéaliste de l'amour? jamais l'amour n'apparut en son œuvre que magnifié, épuré, quasi surhumain, tant il y mêlait de rêves cosmiques, mystiques, que sais-je? Voici enfin une théorie de cet amour fait de toutes les sortes d'amour les plus nobles et les plus hautes dont s'enchantèrent les poètes et les philosophes de tous les pays...

Avouez que nos pères se firent souvent de l'amour une idée assez pauvre, encore que charmante en sa naïve simplicité : au XVIIe siècle l'attrait sexuel n'est qu' « une passion troublante », au XVIIIe « une source de plaisir ». C'est seulement au XIXe siècle que l'individu s'avise d'attribuer une importance « illimitée et transcendante... à sa propre âme et à ses aspirations personnelles ». De là le romantisme, dont « la découverte inouïe, l'innovation splendide et bouleversante, fut de mettre dans l'amour le sentiment de l'infini ». Étonnantes conséquences de cette découverte qui fait soudain jaillir « une fontaine de sensations inconnues, de pensées complexes et de rêves infinis ». L'amour romantique ne s'enferme point en lui-même ; il déborde sur le monde qu'il surprend par l'étendue de ses ambitions et la foudroyante rapidité de ses conquêtes; l'amour romantique est « une nouvelle façon de voir la nature et la vie, de s'élancer vers tous les au-delà. Au lieu de s'enfermer dans un boudoir, il avait la prétention d'élargir l'âme de l'homme à l'âme de l'univers. C'était presque une religion ». Religion dont Rousseau et Chateaubriand furent les premiers prophètes et qui prodigieusement s'épanouit dans les œuvres de Balzac et de George Sand, et de Lamartine, et de Hugo, et de Vigny, de Musset, et de leurs épigones.

Edouard Schuré, qui rend justice aux romantiques et qui reprend et s'efforce de faire revivre quelques-unes de leurs traditions, Édouard Schuré n'est point aveugle aux erreurs de ses dangereux maîtres Et comment ne verrait-il point les défauts de l'amour romantique? Comment ne le condamnerait-il pas de ne point s'étayer sur un concept social? Comment ne l'estimerait-il pas « chimérique et stérile..... forcément en guerre avec la société ». Surprenante faiblesse de ce conquérant « condamné à ce dilemne : ou une issue tragique ou une capitulation humiliante. »..... En réaction surgit l'amour naturaliste; Édouard Schuré le juge sans indulgence : quel soudain recul ! l'amour réduit à « une fonction physique, ordonnée par la nature, mais qui se trouve presque toujours en contradiction avec les besoins intellectuels et moraux des deux parties, en sorte que les mariages, comme les unions libres, sont condamnés par la force des choses à la discorde, si l'on y cherche autre chose que la reproduction de l'espèce et la fondation raisonnable de la famille. » Du *Lys dans la vallée* à *Madame Bovary*, quelle chute profonde ! Qui donc ne déplorerait la disparition de l'âme sacrifiée au corps, du sentiment et du rêve niés au profit de la sensation et du fait matériel? Qui donc ne s'affligerait de voir substituer à « l'intuition profonde et directe des choses de l'âme..... une prétendue psychologie qui n'est ordinairement que de la physiologie mal digérée ». Après Bourget et ses planches anatomiques, hélas ! après Zola et son épopée du matérialisme abject, holà !... Depuis quand ces protestations nous sont-elles familières? Édouard Schuré les reprend en des formules d'une éloquente concision; d'autres après lui les répéteront..... Cependant le roman oscille « entre le schéma romantique sensiblement affaibli et le schéma naturaliste qui forme le fond de toutes ses conceptions ». Constatation en vérité décourageante!

mais Édouard Schuré est rebelle au découragement : Édouard Schuré a une âme généreuse de croyant, Édouard Schuré croit au prochain triomphe d'un idéal régénéré. Cet idéal sera une synthèse : il y aura « à la base de l'amour le principe physique représenté par le génie de l'espèce » ; mais on affirmera hautement la valeur psychique de l'amour ; on s'efforcera de ne le plus séparer de ce sentiment de l'infini qui fut la grande découverte romantique ; on l'approfondira « en découvrant sa source dans la nature divine de l'âme et dans sa destinée supraterrestre ». Sublime élan de l'idéal futur !

« Après avoir fait leur place au côté physique et au côté psychique de l'amour, il les synthétisera au nom d'un principe d'évolution et de fécondation mutuelle de la femme par l'homme et de l'homme par la femme. A l'homme actif et à la femme du foyer, qui représentent la base sociale indispensable, il ajoutera à un degré supérieur, cette chose encore inconnue : le couple rayonnant dans l'ordre des sentiments et des idées. En un mot, la fusion complète de l'homme et de la femme, différenciés, mais joints en un tout organique, constituera un être nouveau et une puissance sociale d'une force incalculable.

« L'amour futur sera donc essentiellement l'amour créateur.

« Ce couple créateur, cet amour intellectuellement et spirituellement fécond, où est-il ? Il n'existe pas, me direz-vous. Peut-être. Mais il sera, parce qu'il tressaille dans notre désir, parce qu'il surgit, lumineux et fulgurant, de quelques consciences en travail. Et tout ce qui surgit avec force dans l'âme s'incarne tôt ou tard dans la vie. Or, puisque la science myope nie, puisque la philosophie apeurée se tait, puisque la société aveulie défaille, puisque l'exemple du héros manque à l'homme sans volonté, pourquoi l'art ne commencerait-il pas ?

L'amour ainsi conçu sera le privilège d'une élite : Édouard Schuré ne le nie pas, qui appelle de ses vœux ardents la constitution de cette élite « plus consciente du fond des choses et du but supérieur de la vie ». Notre société devra subir une transformation profonde ; sommes-nous point las des « prêcheurs de traditions mortes qui ne produisent que des impuissants, et des cyniques professeurs d'énergie qui ne forment que des hommes de proie ? » Il est temps, il est grand temps qu'un « esprit nouveau descendît des hauteurs sociales sur le peuple ».

Telles sont les idées, tels sont les rêves de Édouard Schuré ; ce sont de beaux rêves généreux ; à maintes reprises Édouard Schuré les revêtit de symboles éclatants : qu'était son dernier livre, cette *Prêtresse d'Isis*, sinon la transposition selon un mode antique de la théorie du couple élu ? Voyant, croyant, Édouard Schuré s'efforça de nous entraîner par delà les horizons humains ; nous fîmes en sa compagnie des songes merveilleusement colorés... et puis, et puis, nous ne retenons guère de ses doctrines que d'imprécises aspirations et sans doute un goût affermi de la perfection morale, mais aussi quelque déception mélancolique... S'il vous séduisit, qu'iriez-vous invoquer contre lui la froide raison, dénoncer sa métaphysique aventureuse, les exigences de son credo, les formes surannées d'un spiritualisme un peu simple...

Louis de Romeuf ambitionne-t-il de continuer Édouard Schuré ? Son art est encore hésitant ; une certaine chaleur d'âme, une impétuosité qui n'excuse pas l'irréflexion, une abondance facile, facile, une prolixité juvénile qui s'attarde aux descriptions les plus aisées et les plus inutiles... Lucien Daynaud, fils d'un notaire de Clermont-Ferrand, a fui l'étouffante atmosphère de l'étude familiale. Lucien Daynaud a du génie, Paris acclame ses premiers drames ; Lucien aime Faustine Manige. Où l'a-t-il rencontrée ? les deux amants villégiaturent loin d'un mari brutal en quelque haute vallée d'Auvergne ; amour, lyrisme, idylle à laquelle les astres et la nature entière sont associés : l'auteur vise au sublime ; d'autant plus choquantes les puérilités, les vulgarités, les longueurs... Lucien, rappelé auprès des siens, hésite entre le devoir et l'amour ; à Clermont, son père s'enlise dans la mélancolie : Lucien lui arrache l'aveu d'une longue série de faux qui précipite la ruine de l'étude : le livre s'achève sur une odieuse scène de mélodrame, où Lucien condamne à mort le vieillard déchu... Pour un roman manqué, c'est un roman manqué ; ajouterai-je qu'il contient çà et là d'assez fortes pages, qu'il témoigne de nobles ambitions, qu'une fougue ardente s'y déploie, qui peut-être annonce ou permet d'espérer un puissant et heureux effort ?...

Louis Lefebvre n'est pas un débutant ; on connaît de lui deux romans dont le succès, discret, fut durable et légitime. Louis Lefebvre s'efforce, lui aussi, d'élever et d'ennoblir notre conception de l'amour, mais une irrésistible imagination ne l'entraîne pas parmi des mondes lointains : Louis Lefebvre demeure parmi nous, Louis Lefebvre vit de notre vie, Louis Lefebvre ne connaît que l'humanité contemporaine dont il ne se lasse pas de nous dire les joies et les souffrances sentimentales en des livres émus, graves, profondément humains. Ses héros, ses héroïnes sont des gens que nous avons connus ou que nous aurions pu connaître ; leurs aventures ne sont ni rares ni compliquées ; elles suffisent à Louis Lefebvre, elles nous suffisent ; elles sont révélatrices d'émotions, de doutes, d'enthousiasmes. Louis Lefebvre est un psychologue et un moraliste : les conséquences et non point seulement les motifs d'un acte humain l'intéressent. En vérité Louis Lefebvre s'afflige des vices de notre temps ; Louis Lefebvre

s'indigne de la bassesse de nos appétits ; Louis Lefebvre démontre que le véritable amour est une école de vertu, et que, sans une grande vertu, il n'est point de véritable amour.....

Au fait le démontre-t-il ? Ses récits sont simples, sa psychologie est pénétrante sans excès de subtilité ; ses romans reproduisent le mouvement de la vie ; aucun arbitraire dans les séries d'événements qu'il nous conte : si de ces romans une conclusion précise se dégage, ne criez pas à la thèse, n'accusez point l'auteur d'excessive habileté... ou bien rendez hommage à cette habileté grande qui sut extraire du spectacle prodigieusement incohérent de la réalité contemporaine des scènes de significative harmonie... Ah ! si Louis Lefebvre composait ses romans d'un effort égal, s'il s'inquiétait davantage du plan, de la mise en relief des parties essentielles, s'il consentait à perfectionner, à achever.....

Avec, je pense, un léger surcroît d'effort, Louis Lefebvre eût fait de l'*Ile héroïque* une œuvre très forte : tel quel ce roman manque d'homogénéité ; j'y aperçois une crise d'âme, violente, émouvante et qui concentre ou devrait concentrer l'intérêt sur l'artiste François Mélié ; toutefois les agitations d'un groupe de comparses font par instant qu'on oublie François Mélié ; leur présence n'était peut-être pas inutile ; Louis Lefebvre ne prit pas le temps de subordonner leurs gestes, accessoires, à l'action principale.

François Mélié, sculpteur, doit à son maître et protecteur Lorémy la première orientation de son talent naissant ; il lui doit ses premiers succès, une précoce réputation. François Mélié, qui vénère Lorémy, aime la fille du vieux sculpteur ; il l'aime secrètement. Pauline se marie. — Pauline, veuve, retrouve à Paris son camarade d'enfance, se laisse aimer : douceur des premiers aveux et des solennelles promesses échangées au bord des lacs d'Italie : Pauline sera la femme de François Mélié. Pauline suivra de près François Mélié, qui réintègre, fou de joie, son atelier parisien. Soudain le drame : une lettre mystérieuse de Pauline rompt les fiançailles ; supplice de François Mélié, qui se condamne à l'isolement, tombe au désespoir, à une quasi-démence. La gravité du péril l'effraie enfin ; il se ressaisit, se remet au travail, par hygiène d'abord, puis bientôt avec un sombre enthousiasme : il avait connu « l'épouvante de vivre dans une île de solitude et de désolation où jamais nulle barque n'aborderait ». L'île de solitude devient l'île héroïque ; la douleur mûrit son génie. Pauline revient :

« — Il faut que je vous explique, dit Pauline, pourquoi je vous ai écrit ma lettre... .

« Mon père...

« Ce qui manque à ces jeunes gens, disait-il, c'est la douleur : les belles qualités qu'ils ont risquent de s'étioler dans la jouissance de leur talent. Ils mèneront une vie facile et vaine... aucun d'entre eux — sauf Mélié ? se demandait-il parfois — aucun d'entre eux ne sera un caractère, ni ne pétrira le chef-d'œuvre qui ne prend une âme qu'à l'âme exaspérée de son créateur. Plus tard, ils souffriront comme tous les hommes, mais quand ils auront fini de vivre ; la douleur ne tombe que dans des cœurs séchés... Alors moi qui vous aimais...

« Alors, moi qui vous aimais, j'ai résolu de vous donner cette douleur par quoi s'exhausserait votre âme... »

François Mélié d'abord en demeura stupide, puis il comprit l'héroïsme de Pauline, et enfin jugea ce discours admirable, parce que l'ancien amour vivait en lui.

François Mélié va épouser l'héroïque Pauline : hélas ! « Mélié, dans la solitude, s'était élevé au-dessus des hommes ; rentré dans la vie, il redevenait semblable aux hommes, égoïste et faible. » Menues compromissions, petites lâchetés profitables, insupportable déchéance ! Mélié ne consent point à déchoir aux yeux de Pauline : il s'éloigne ; à peine a-t-il retrouvé la solitude qu'il en ressent toute l'horreur :

« Ah ! les joies de la chair, il les avait connues, et ses ivresses, et ses folies ; mais ce n'était pas d'elles que, pour vivre, il sentait l'impérieux besoin. Ce n'était pas d'elles ; c'était d'une pauvre petite chose toute simple : c'était de la présence d'une tendresse... »

François Mélié épousera Pauline ; ils vivront seuls :

« ... Seuls au milieu du monde. Seuls...

— Oui, nous vivrons ainsi, dit gravement Mélié... Et la leçon de la solitude, nous ne l'oublierons plus ; nous sentirons toujours présente en nous cette vérité que les hommes ne perçoivent pas, à cause de leurs agitations, mais dont on entend la voix distincte dans le silence et dans la douleur. »

Pauline existe à peine ; on aimerait que le portrait de François Mélie fût plus poussé : tel personnage secondaire ressort avec plus de vigueur sur le fond du roman ; il est en ce livre d'alertes silhouettes, Mournat, ex-parlementaire, homme d'affaires véreux, directeur d'une revue pornographique, Perruchet-Vilain, Me Perruchet-Vilain, secrétaire de Mournat, amant de l'horrible Mme Mournat, et proxénète, Fernand Bargenac, poète romancier aux gages de Mournat, Zaffiri modèle... Louis Lefèvre trouve sans effort le trait rapide et juste : il anime ses silhouettes plus sûrement que ses portraits..... Ce roman vaut par quelques pages de vérité douloureuse. Il faut attendre beaucoup de Louis Lefebvre s'il consent à discipliner son effort, s'il consent à parfaire, à achever enfin une œuvre.....

LUCIEN MAURY.

LA VILLE FORTE

Heureux qui s'est bâti dans soi-même un asile
Où veille sa pensée avec sa volonté,
Garde sûre qui siège au sommet de la ville !

Heureux qui s'est bâti son altière cité
Que n'emporte l'assaut ni ne réduit la ruse
Et dont rien ne salit la vierge majesté ;

Nid de vivant granit que vainement l'heure use
Et que seule, à l'instant suprême, faux en main,
Forcera la funèbre et formidable intruse !

Celui-là, dût la mort venir à lui demain,
Sous chaque jour éclos s'en va dans sa journée,
Sachant quelle est son œuvre et quel est son chemin.

D'un bras ferme à la tâche et d'une âme obstinée,
Il s'efforce à son humble ou noble mission,
Calme ou fougueux lutteur prêt pour sa destinée ;

Et tout, regret, désir, intérêt, passion,
Tout ce qui brûle en lui, fermentant sous la sève,
Mûrit pour son dessein l'idée ou l'action.

Qu'il ait la plume aux doigts, le compas ou le glaive,
D'une tendresse lente ou d'un élan soudain,
Sous l'ombre ou le soleil, il s'attache à son rêve.

Et qu'importe l'outrage ou le rire badin ?
Celui-là, c'est le fort ! celui-là, c'est le sage !
Heureux est-il, heureux, jusque sous le dédain !

Mais celui qui se rend dès le premier message,
Celui qui n'est pour soi qu'un lieu mal abrité
Dont la muraille croule et s'offre à tout passage,

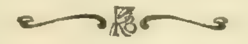
Malheur à celui-là ! malheur en vérité !
Lors même qu'un beau songe a germé dans sa vie,
Toujours se creuse en lui sa sourde lâcheté.

Chaque souffle qui vient le heurte ou le dévie ;
Chaque homme ou chaque instant le piétine au hasard ;
Il hésite, rongé d'une impuissante envie ;

Et, quand son rêve ancien renaît dans son regard,
Baissant d'effroi ses yeux comme devant un juge,
Il se sent dériver dans le vague brouillard.

Heureux qui s'est bâti dans soi-même un refuge !

HENRI ROUGER.



L'INUTILITÉ D'ÉCRIRE

On se souvient — pour l'avoir refaite soi-même — de l'épreuve si convaincante tentée, certain jour, par Dominique, le héros de Fromentin : « Je pris, dit-il, dans ma bibliothèque, un certain nombre de livres tous contemporains, et, procédant à peu près comme la postérité procédera certainement avant la fin du siècle, je demandai compte à chacun de ses titres à la durée, et surtout du droit qu'il avait de se dire utile. Je m'aperçus que bien peu remplissaient la première condition qui fait vivre une œuvre, bien peu étaient nécessaires. Beaucoup avaient fait l'amusement passager de leurs contemporains, sans autre résultat que de plaire et d'être oubliés. Quelques-uns avaient un faux air de nécessité qui trompait, vus de près, mais que l'avenir se chargera de définir. Un tout petit nombre, et j'en fus effrayé, possédaient ce rare, absolu et indubitable caractère auquel on reconnaît toute création divine et humaine, de pouvoir être imitée, mais non suppléée, et de manquer aux besoins du monde, si on la suppose absente. » — Faisant un retour sur soi, Dominique, qui écrit avec succès des études politiques, renonce à les poursuivre, car il en a découvert la vanité.

Les jours derniers, dans la préface d'un recueil où il réunissait des articles de critique et ses discours académiques, M. d'Haussonville, dont on sait la manière entre toutes élégante, se résignait — ou presque — au même renoncement :

« Je fais aujourd'hui, j'ai fait toute ma vie, confessait-il, juste le contraire de Dominique, puisque je n'ai jamais cessé d'écrire et puisque je rassemble des discours et des articles épars, que personne n'éprouvait le besoin de relire. Ce n'est pas que je n'eusse d'aussi bonnes raisons que lui pour agir comme lui. C'est que l'homme est inconséquent et fait souvent le contraire de ce qu'il approuve. »

Sans doute de tels aveux — qui décèlent la fragilité d'une œuvre et la mélancolie désabusée de son auteur — prêtent un peu à la raillerie. Cependant quel littérateur, aujourd'hui, ne pourrait les faire siens ! A combien d'esprits pénétrants n'est point apparue déjà l'inutilité d'écrire ?

Elle était moins manifeste au temps de Fromentin. Les ouvrages de pure littérature, les travaux d'érudition étaient encore peu nombreux. Le public lettré les consultait avec plaisir. Une vogue, au moins momentanée, récompensait l'effort distingué. Mais de nos jours, c'est par centaines, presque par milliers, chaque année, que les livres de ce genre sont composés et édités. Quelle naïveté de croire que de nouvelles pages ajoutées à ces innombrables pages auront une utilité. Quelle prétention de s'imaginer que dans le monde surmené et distrait où nous vivons un tel fragment sera lu !

Un écrivain, s'il s'astreint à une régulière discipline, à une recherche laborieuse d'idées exactes et d'expressions justes, possède une ambition. La moindre qu'on puisse lui supposer — amour du lucre, fringale de gloire écartés — c'est de viser à l'estime de ses contemporains ; c'est de vouloir paraître à leurs suffrages un esprit de

mérite, capable de fines notations, d'aperçus personnels. A-t-il chance d'y parvenir?

Voilà fort longtemps que La Bruyère observait : « Tout est dit, et l'on vient trop tard, depuis plus de sept mille ans qu'il y a des hommes, et qui pensent. » Le fonds commun de sentiments, de réflexions, d'aspirations, qui hantait inévitablement « l'honnète homme » du XVIIe et du XVIIIe siècle s'est singulièrement enrichi. Depuis les merveilleuses trouvailles des chercheurs scientifiques, philosophiques, littéraires, artistiques du XIXe siècle, tout un monde d'idées, d'émotions, a été mis à jour, où se meut maintenant l'esprit émancipé de l'homme moderne. C'est sur ce fonds commun que nous vivons tous, littérateurs et politiques. Il suffit d'y puiser avec discernement pour être tour à tour, à son gré, ingénieux ou profond. Mais quel créateur inconnu des générations présentes aura le génie de le renouveler?

Ce qui est vrai du commun esprit de nos œuvres l'est bien davantage de leur forme. Lisez attentivement un roman, tout plein de subtiles complications sentimentales, ou une pièce de théâtre, toute émaillée de mots piquants, ailés, puis ouvrez un autre roman, un autre drame contemporains : vous aurez l'impression du « déjà vu ». Analysez une étude d'érudition : vous connaîtrez le moule où toutes sont fondues. C'est que nos productions sont conformes aux nuances de notre goût et surtout aux règles de notre technique. Et la méthode, comme la mode, implique une certaine uniformité.

Des genres de style si divers et si achevés ont été modelés par les écrivains du XIXe siècle, de Chateaubriand à Zola, de Balzac à Anatole France, de Paul-Louis Courier aux Goncourt et à Barrès, une telle profusion d'images, de couleurs, ont ébloui nos yeux et frappé notre imagination, que l'initiation à une « écriture » assez experte est presque inconsciente. On sait la façon de sertir l'épithète rare, et celle de suggérer un assentiment atténué d'ironie ; de tant d'opulentes dépouilles, chacun se fait un petit trésor. Et il en est de ces manières littéraires comme des toilettes féminines : chacune est séduisante, vue à part. Mais, comparées, elles trahissent assez peu de diversité.

Il serait plus rapide de désigner les gens qui n'écrivent point, que d'énumérer ceux qui écrivent.

Il existait jadis des hommes de lettres adonnés à l'art de composer, à l'exclusion des gens de métier, voués aux occupations politiques ou administratives, militaires ou mercantiles. Depuis Vigny, quel officier ne se lamente ou ne s'exalte, dans des livres, sur les devoirs de sa charge ? Depuis Loti, quel marin ne prétend livrer à la postérité ses impressions devant la splendeur des mers ? Le comédien et le médecin, le politique et l'ingénieur nous dépeignent avec le même zèle leur état d'âme, ou celui du milieu social. Et s'ils savent ne nous entretenir que de leurs expériences vécues, ce sont eux qui ont le plus de chance d'éveiller notre intérêt !

Mme de Noailles et Mme Marcelle Tinayre ont amené aux Muses une longue théorie de nouveaux dévots : celle des femmes du monde curieuses ou lassées, en quête de ce jouet nouveau : une vogue littéraire ; celle aussi de jeunes femmes ou d'aïeules sans nombre, qui, avec une ferveur touchante, attendent de leurs productions hâtives un double succès, de vanité et d'argent.

Enfin, bien avant l'âge du recrutement militaire, les enfants entrent dans les cohortes des gens de lettres. Les jeunes filles et les jeunes garçons rivalisent d'ardeur à écrire des livres candides, sceptiques..... ou pervers. Nous avions les jeunes virtuoses de quatre ans, qui exécutaient au piano des variations plus savantes qu'autrefois Mozart. Nos revues les plus solennelles s'enorgueillissent maintenant de poètesses de douze à quatorze ans !

Il n'est pas rare que dans une famille tous se livrent aux joies de la rédaction. Selon leur goût et leur âge, ils écrivent les Confidences d'une petite fille ou les exhortations d'un grand homme, — un poème ou une comédie.

Des esprits chagrins avanceront que ces élans lyriques, ces relations sentimentales de nos contemporaines sont dénués de perfection et de force. Ils nieront l'attrait de ces œuvres de gamins. N'en croyez point leurs dires. Parmi ces écrivains spontanés, beaucoup possèdent la souplesse, la finesse, l'éclat. Tel même est spirituel, éblouissant, à vingt ans, qui, dix ans plus tard, définitivement usé, terminera obscurément sa carrière. Ni l'expérience, ni le sexe ne nous soustraient à la contagion d'écrire. Et l'une des caractéristiques de notre âge, c'est bien, par l'extension de la culture, par la vertu nouvelle « d'assimilation », la diffusion du talent.

Il est à prévoir qu'en vertu de la loi de sélection, le petit nombre de Français et de Françaises qui s'obstinent à ne point écrire seront éliminés. Ne sont-ils pas mal « adaptés au milieu » moderne ? — A son certificat d'études, ou à son doctorat, bientôt tout citoyen voudra ajouter, sur son curriculum, le titre d'un recueil de vers, d'une pièce de théâtre, et d'un ouvrage sociologique. — Et pourquoi ces travaux ne deviendraient-ils point obligatoires, tels des devoirs de rhéthorique ?

Peut-être, cependant, stimulés par l'exemple de Dominique, de M. D'Haussonville... et d'autres aussi, des hommes d'esprit protesteront-ils contre cette nouvelle « formalité » et le mandarinat qu'elle tend à créer. Ils diront :

Écrire ? Que sert d'écrire ? Naguère, on pensait par là donner un lustre nouveau à un nom honorablement connu dans l'épicerie. Un bourgeois oisif obtenait ainsi une légitime réputation de lettré, un snob quelques suffrages. Mais de nos jours ? où le fonds d'idées et le magasin de décors sont ouverts à tous ? où tout le monde écrit, où personne ne lit ses émules ? — L'originalité ne consiste-t-elle point dans une indulgente abstention ?

Composer d'expertes études, des romans distingués, qui n'auront pas même le privilège de s'effriter sur les rangs poudreux d'une bibliothèque délaissée, mais qui périront sous le pilon : Qu'est-ce sinon une douce manie, moins coûteuse que l'automobilisme, plus inoffensive que le jeu ? — Plutôt que de narrer la vie, tâchez d'en éprouver les émois, de vous y livrer avec une prudente passion : Et demandez à l'action cette réputation que les lettres ne peuvent plus vous donner.

JACQUES LUX.

Le Propriétaire Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG
DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 4 5e SÉRIE — TOME VIII 27 JUILLET 1907

ARLEQUIN DIOGÈNE

Comédie inédite en un acte et en vers

PAR

SAINT-JUST.

L'œuvre poétique de Saint-Just ne consiste pas seulement dans *Organt*. Ce long poème est le seul, il est vrai, qui ait jusqu'à présent vu le jour. Mais, à l'époque où la Révolution ne l'avait point encore saisi tout entier, Saint-Just se plaisait à des essais littéraires, qui, pour être moins volumineux qu'*Organt*, ne sont cependant point négligeables. Dans les papiers de jeunesse qu'il avait laissés à Blérancourt, on retrouva quelques-unes de ces premières œuvres, qui semblent dater de 1789 ou de 1790. La plus importante d'entre elles est, sans aucun doute, cette petite comédie en un acte, *Arlequin Diogène*, qui ne fut longtemps connue que des collectionneurs d'autographes.

Le manuscrit de Saint-Just, qui forme un ensemble de 28 pages in-4, fut conservé jusqu'en 1877 dans la collection de Benjamin Fillon. Il passa ensuite en d'autres mains. Quelques années plus tard, il figurait encore dans une vente publique. Mais depuis lors, il a cessé sa course errante. Celui qui le conserve pieusement depuis plus de vingt années a bien voulu me le communiquer. Grâce à lui, ce précieux essai, d'autant plus précieux qu'il est le seul essai dramatique de Saint-Just que l'on connaisse, sort de l'ombre des collections. D'ailleurs, s'il n'est point un chef-d'œuvre, on ne peut dire non plus qu'il soit sans mérite. L'auteur y paraît plus maître de son rythme que dans *Organt*, ce qui permet de penser qu'il l'écrivit à une date plus récente.

Outre le manuscrit de Saint-Just, on connaît une copie de la première scène de cette comédie, copie qui n'est pas de la main de Saint-Just, mais qui est évidemment contemporaine de l'original. Il n'y aurait d'ailleurs aucun intérêt à la mentionner, si elle ne présentait quelques légères variantes, qu'il est bon de signaler. Le personnage qui se nomme *Perette* dans le manuscrit de Saint-Just se nomme *Ninette* dans la copie, ce qui n'est point une erreur involontaire, car le nom est répété à plusieurs reprises. Le personnage désigné sous le nom de *financier* dans l'original est désigné sous celui d'*agioteur* dans la copie. Mais ces différences, comme on voit, n'altèrent en rien le texte lui-même.

CHARLES VELLAY.

PERSONNAGES

ARLEQUIN.
PERETTE.
UN AMBASSADEUR.
UN PETIT MAITRE.
UN FINANCIER.
UN COMMISSAIRE.
SOLDATS.

La scène représente le bord d'un bois :
Arlequin est dans un tonneau.

SCÈNE PREMIÈRE

ARLEQUIN, seul, la tête hors du tonneau.

Oh! qu'une prude est un sot animal !
Eh ! comment prendre un plaisir infernal
A déguiser le penchant qui nous flatte
Sous les dehors d'une froideur ingrate,
Et de vertu se colorer le front
Lorsque le cœur est faible dans le fond.
Pauvres nigauds, et simples que nous sommes,
Nous nous laissons conduire par le nez ;
Et cependant, vous qui nous lutinez,

L'empire sot dont vous vous pavanez
Est tout au plus la faiblesse des hommes.
Soyons aussi prudes à notre tour,
Jouons l'honneur, jouons l'indifférence,
D'un cœur léger redoutons l'inconstance
Et de grands airs effarouchons l'amour.
Qu'à notre front le seul mot de tendresse
Fasse monter une rougeur traîtresse.
Jouons la crainte et jouons les vapeurs,
Le sentiment, les larmes, les fureurs;
Eh ! quel plaisir de voir une femelle
Fléchir en pleurs notre fierté rebelle,
De savourer son dépit redoublé
Et l'abandon de son esprit troublé !
Depuis six mois Perette me promène
Par les langueurs d'une flamme incertaine.
Or, je prétends lui faire ressentir
Tous les tourments qu'elle me fait subir,
Tous les dédains de sa vertu postiche
Et de l'honneur qu'à grands frais elle affiche.
De ce travers je puis la corriger,
Et pour venir à bout de l'entreprise
Dans ce tonneau je m'en vais me loger.
Là, d'un cynique arborant la sottise,
Je foule aux pieds l'amour et les plaisirs.
Fou par sagesse et sage par folie,
Je jouirai de sa fierté trahie.
Mais la voici qui pousse des soupirs.

SCÈNE II

ARLEQUIN, caché dans le tonneau.
PERETTE, à part.

Arlequin lève quelquefois la tête et examine Perette en faisant des arlequinades.

PERETTE

Pauvre Arlequin ! Quelle étoile ennemie
Vient dans sa fleur empoisonner sa vie ?
Par ma rigueur j'ai troublé son esprit
Et sa folie est l'effet du dépit.
Aurais-je cru qu'une flamme naissante
Pût allumer cette fièvre brûlante,
Qu'il devînt fou pour mes faibles attraits !
Mais, juste Ciel, est-il fou pour jamais ?
Pauvre Arlequin !... Je suis bien malheureuse
En vérité d'être si vertueuse.
Pauvre Arlequin !... C'est là que ma rigueur
A relégué tes beaux jours, et ton cœur;
Et cette tonne, où, nouveau Diogène,
Il passe un temps à l'amour enlevé,
Renferme, hélas ! et ma vie et la tienne,
Et le bonheur dont mon cœur est privé.

Elle s'approche du tonneau, et prend un air de persiflage.
Elle continue :

Sire Arlequin, quelle mouche vous pique
Pour endosser cette maison gothique
Et dépouiller votre joyeuse humeur
Pour le métier de maussade rêveur ?
Pour moi, je crois qu'une telle folie
Est le ragoût de votre espièglerie.

ARLEQUIN, dans le tonneau, prenant un air misanthrope.

Ah ! que mon cœur n'a-t-il connu plus tôt
Le ridicule et la honte d'un sot.
Ciel, j'ai vécu trente ans pour la bassesse
Et n'ai vécu qu'un jour pour la sagesse !

PERETTE

En vérité, vous ne badinez pas ?

ARLEQUIN

Jusqu'à présent je n'ai fait que faux pas;
J'ai promené ma course sans voir goutte.
Mais la raison vient éclairer ma route.
Tout ici bas n'est que déloyauté,
Aveuglement, sottise, fausseté.
Pour être heureux que faut-il sur la terre ?
De l'or ? Crésus en regorge et se plaint.
L'autorité ? César craint le tonnerre.
Il est puissant, il est tout... César craint.

PERETTE

Aimer.

ARLEQUIN

L'amour enfante tous les crimes.
Vivre à la cour? Ce lot n'est pas le mien.
Régner? Le trône est l'autel des victimes.

PERETTE, en riant.

Pour être heureux, mais que faut-il donc?

ARLEQUIN

Rien !
Tout est folie, égarement, chimère,
Et je bénis le rayon qui m'éclaire.

PERETTE

Vous pourriez bien le maudire plutôt
Car le présent qu'il vous fait est bien sot.
Vous renoncez aux douceurs de la vie
Aux agréments de la société
Pour cette tonne où siège la folie!
La raison est bien sotte en vérité.

ARLEQUIN

Oui, j'y renonce, et je ne me réserve
Que le plaisir et que la liberté
De bien honnir tous les sots que j'observe
Et d'épancher le fiel que je conserve
Contre le monde et sa malignité.

PERETTE, en riant.

En vérité, votre âme est possédée
D'une bien sage et bien plaisante idée.
Bas.
Il est fou.

Haut.

Je vous plains de bon cœur.

Bas, à part.

L'amour, hélas! a brouillé sa cervelle.

Haut.

Et la raison est un don bien trompeur.

ARLEQUIN, sombre.

Je sens qu'ici mon cœur se renouvelle.
J'ai déposé dans mon tonneau céans
Les passions et les erreurs des sens.
Mon cœur est libre, il a rompu ses chaînes,
Et, dégagé des sottises humaines,
Je foule aux pieds les plaisirs, les amours...
Et le dessein en est pris pour toujours.

PERETTE

Bas.

Hélas!

Haut.

Je suis votre servante.
Ce bonheur-là n'offre rien qui me tente.
Mais votre cœur, dans sa contrition,
N'est plus flatté d'aucune passion?

ARLEQUIN

D'aucune, non! L'homme est la girouette
Au gré de l'air qui change et pirouette.
A la même heure il veut et ne veut pas,
Et son esprit est toujours haut ou bas.
J'ai promené ma mobile fortune,
Bourgeois, seigneur, à la ville, à la cour,
Par mer, par terre, au diable, dans la lune!
Caméléon, on m'a vu tour à tour,
Pour le bureau planter là le service,
Et le laissant, par un nouveau caprice,
Quitter Paris pour courir au Congo,
Et sur les mers traîner mon vertigo.
En vérité, tout est bien peu de chose.
Il me souvient qu'un jour on me fit roi.
Je n'étais pas plus heureux par ma foi.
Dût-on gloser sur la métamorphose,
C'est trop de peine ici-bas me donner.
Je ne veux plus [ni] servir ni régner.
De mal en pis j'ai parcouru le monde,
Et pour fixer mon âme vagabonde.
Monarque ou rien, tout cela m'est égal,
Et désormais, je suis... original.
Original, oui, morbleu! c'est-à-dire
Que je veux vivre à mon sens désormais,
Narguer, flatter, parler, me taire, rire,
Aimer, haïr! Sans craindre les caquets,
Dès aujourd'hui je veux faire l'épreuve
De ma façon de vivre toute neuve
Et persifler Messieurs les importants
Qui, dans ce lieu, vont survenir...
Voici quelqu'un. Son air de suffisance
Annonce ici quelque homme de finance.

SCÈNE III

PERETTE, qui se désespère de sa folie; LE FINANCIER; ARLEQUIN

ARLEQUIN, brusquement.

Où va Monsieur?

LE FINANCIER, surpris.

A l'endroit qu'il me plaît,
Je ne vois pas ce que cela te fait.

ARLEQUIN, regardant Perette de côté.

Cela me fait, maraud, que ta figure
A la vertu me semble faire injure.
Que cet habit tout doré de forfaits
Porte en écrit tous les maux que tu fais,
Et que tu viens dans cet endroit champêtre
Pour méditer quelque crime peut-être.
Voilà, maraud, ce qu'on voulait savoir.
Va maintenant où tu voudras. Bonsoir!

LE FINANCIER

J'admire bien qu'on n'ait pas pris main forte
Pour réprimer un fou de cette sorte.
On en a mis pour de moindres raisons
Plus d'une fois aux Petites Maisons.

PERETTE

Hélas!

ARLEQUIN, examinant toujours Perette.

Je suis bien plus surpris encore,
Fat, que, malgré l'éclat qui te décore,
Un bon arrêt n'ait vengé la vertu
De tout le sang dont tu parais vêtu.

LE FINANCIER

Cet homme est fou. Quelle étrange manie!

ARLEQUIN

Fat, je suis sage, et voilà ma folie.
Prends en passant cet avis de ma main :
Sois moins corsaire, et passe ton chemin.

Le financier se retire d'un air menaçant.

SCÈNE IV

PERETTE, ARLEQUIN

PERETTE, désolée.

Que mes rigueurs coûtent cher à mon âme
Et vengent bien le malheur de sa flamme!
Quelle folie! Il sera renfermé,
Et par ma faute et pour avoir aimé!
Le ciel jaloux va combler ma misère.

ARLEQUIN, dans le tonneau.

Qui que tu sois, porte tes pas ailleurs
Laisse en repos un sage solitaire
Dont la raison ne croit pas aux malheurs.

PERETTE

L'amour y croit.

ARLEQUIN

L'amour cause ta peine.
Quand il nous blesse, il faut rompre sa chaîne.
N'imite pas ces débiles amants
Dont la raison, asservie à leurs sens,
D'un lâche amour subit l'humble faiblesse
Et s'engourdit au sein de la mollesse.
L'amour n'est rien qu'un frivole besoin
Et d'un grand cœur il doit être bien loin.
Enveloppé dans mon indifférence,
Du sort trompé je brave l'inconstance.
Je n'aime rien, je ne hais rien aussi,
Je vis content, et tu peux l'être ainsi.
Prends un tonneau, fuis une ombre incertaine.
Fuir le plaisir, c'est fuir aussi la peine.
Ne te plains pas du destin et du ciel;
Tout ici-bas suit un ordre éternel.

PERETTE

Pauvre Arlequin!

ARLEQUIN

Prends un tonneau, te dis-je.
A ce parti la sagesse t'oblige.
Oui, tout est bien, mais tout serait bien mieux
Si tu voulais t'éloigner de ces lieux.

PERETTE

Je suis Perette.

ARLEQUIN

Eh! Perette, Perette...
Ton sot caquet me fait tourner la tête.
Eh! que veux-tu?

PERETTE

Rassurer un amant
Dont ma pudeur a causé le tourment,
Le rappeler à l'amour, à lui-même,
Le rendre heureux, lui jurer que je l'aime
Et réparer par mes pleurs à mon tour
Le malheur dont j'ai payé son amour.
Cher Arlequin, c'est toi que je déplore,
Toi qui m'aimais, et que mon cœur adore.

ARLEQUIN, brusquement.

Moi, vous aimer! Vous badinez, je crois.
De mon soleil ôtez-vous toutefois.

PERETTE

Cher Arlequin!

ARLEQUIN

Arlequin dans sa tonne
Dort, et ne veut être cher à personne.
Retirez-vous.

PERETTE

Je ne puis vous quitter.

ARLEQUIN

Je ne veux plus, morbleu! vous écouter.
Retirez-vous.

PERETTE

Vous n'aimez plus Perette.

ARLEQUIN

Je n'aimerai jamais que mon tonneau
Et je vous hais! Êtes-vous satisfaite?

PERETTE

Ingrat, tu veux m'envoyer au tombeau.
Ah! j'en mourrai!

ARLEQUIN, montrant le nez.

L'aventure est plaisante
Que vous soyez malgré moi mon amante.
Non, mangrebleu, ne vous abusez pas.
Je ne suis point friand de vos appas.
Il fut un temps, avant que la sagesse
Des sens fougueux eût amorti l'ivresse,
Où j'aurais pu profiter par malheur
De la folie où se perd votre cœur.
J'aimais alors, et j'aimais une prude,
Laide beauté, malheureuse Gertrude,
A qui je dois la paix et mon tonneau.
Jeune, sensible, et sans expérience,
Sa pruderie allumait mon cerveau
Et jouissait de mon impatience.
Désespéré de ses fausses rigueurs,
Mon fol amour se nourrissait de pleurs;
Elle savait toucher avec adresse
Tous les ressorts de ma sotte faiblesse,
Semblait céder parfois à mon dépit,
Payait mon cœur de tout son bel esprit,
Du nom d'honneur se pavanait sans cesse.
Tendre avec art, naïve avec adresse,
Elle fit tant enfin que le malheur
Me rendit sage et rebuta mon cœur.
Indifférent, j'écoule ici la vie,
Claquemuré de ma philosophie.
C'en est assez. Profitez du conseil;
Et maintenant sortez de mon soleil.

PERETTE

Hélas!

SCÈNE V

PERETTE, triste; UN AMBASSADEUR; UN PETIT MAITRE; ARLEQUIN, sa tête hors du tonneau.

Le petit maître cause à part avec Perette.

L'AMBASSADEUR

Seigneur, une heureuse fortune
Vous avait fait empereur dans la lune.
Du choix du sort votre empire flatté
Se promettait un règne mémorable,
Règne d'un sage et de la vérité.
Mais le destin, d'abord si favorable,
Ravit bientôt à vos sujets épris
Le siècle d'or que l'on s'était promis.
Un deuil profond couvrit toute la lune.
Depuis ce temps la détresse commune
Vous redemande à la pitié des cieux.
Nos députés parcourent les planètes
Et je bénis la sagesse des Dieux
Qui m'a conduit vers le bord où vous êtes.
Je viens offrir à Votre Majesté
Le sceptre heureux qu'elle a déjà porté.
N'accablez point un peuple qui vous aime,
Et reprenez ce triste diadème.

ARLEQUIN

J'ai renoncé pour toujours aux grandeurs.
Le plus beau trône est assis dans les pleurs;
Et c'est bien moins le ciel que la sagesse
Qui m'a tiré du trône... que je laisse.
Ainsi partez, Monsieur l'ambassadeur,
Et votre prince est votre serviteur.

LE PETIT MAITRE, pendant que l'ambassadeur aborde Perette, avec surprise.

Mon cher ami, je te vois avec peine
Dans ce tonneau faire le Diogène.
Ce rôle-là, c'est le rôle d'un sot,
Et d'Arlequin ce n'est point là le lot.
Fripon, expert en fine espièglerie,
Et maître ès arts dans la forfanterie,
Coquin, reclus, tu prives bien des gens
Du fruit perdu de tes rares talents.
Çà, ventrebleu, laissons ces badinages.
Je viens t'offrir deux cents écus de gages,
Car j'ai besoin ici de ton esquif
Pour attraper dix mille francs d'un juif,
Pour un faux seing, pour séduire une abbesse,
Pour dérober l'écrin d'une comtesse,
Pour enlever une riche beauté
Des bras jaloux d'un tuteur emporté,
Pour arracher un contrat de mon père
Depuis deux mois laissé chez un notaire,
Et pour te battre à ma place en duel
Contre un quidam dont voici le cartel.
Laisse ta tonne et ta philosophie.
A ce métier l'on gagne mal sa vie.

ARLEQUIN, s'oubliant un instant.

Mais on la perd au vôtre, mangrebleu!
Tuer, voler, c'est un fort joli jeu,

Il se renfrogne.

Et tout du moins tranchant le persiflage,
Si l'on méprise, on ne prend pas le sage.

L'AMBASSADEUR, tandis que le petit maître revient à Perette.

O le meilleur et le plus grand des rois,
Un peuple entier vous parle par ma voix.
Ne rompez point la trame fortunée
Qu'à vos talents promet la destinée,
Et rendez-vous aux désirs inquiets
De vos jaloux et malheureux sujets.

ARLEQUIN, sombre.

Je ne veux point, et je vous le répète,
Du fardeau dont vous ornez ma tête.
Assurément c'est un mauvais métier
Que le métier de prince et de régner.
Je ne suis pas resté dans votre lune
Beaucoup de temps, mais la pompe importune
De l'esclavage et de la vanité,
Du crime adroit que le luxe environne
Et des serpents qui rampent sous le trône
De ce métier m'ont assez dégoûté.

LE PETIT MAITRE

Eh! bien, maraud, laisses-tu ta sagesse?

L'AMBASSADEUR, à genoux.

Que la pitié, Seigneur, vous intéresse!

PERETTE

Cher Arlequin, tu ne m'aimes donc plus?

L'AMBASSADEUR

Nos vœux, Seigneur, seront-ils superflus?

LE PETIT MAITRE

Eh! bien, fripon qu'à bon droit on renomme,
Deux cents écus ne tentent point ton cœur?

ARLEQUIN

Perette, et vous, Monsieur l'Ambassadeur,
Et vous, Monsieur l'honnête gentilhomme,
Je vous réponds pour la dernière fois :
Que l'univers vous confonde tous trois!

A l'Ambassadeur.

Je ne veux point gouverner votre empire.

Au petit maître.

Je ne veux point point pour vous me faire cuire.

A Perette.

Je ne veux point de votre sot amour.
Et tous les trois retirez-vous...

D'un air concentré et brusque.

Bonjour!

PERETTE

O juste ciel!

LE PETIT MAITRE

O bélître!

L'AMBASSADEUR

O grand homme!

LE PETIT MAITRE

A quoi tient-il que mon pied ne l'assomme!

L'AMBASSADEUR

Monsieur pourrait être moins bilieux
Et dans les rois reconnaître les dieux.

LE PETIT MAITRE

En vérité, je crois que la cervelle
Tourne à la fin à l'engeance mortelle.
Je n'aurais pu jamais me figurer
Que pareils fous se pussent rencontrer.
Celui-ci tient une bonne marotte :
Il veut trouver un roi dans Arlequin,
Comme autrefois le brave Don Quichotte
Prit un château pour un fier paladin.
Bonsoir, Messieurs. Diogène moderne,
Tu ne veux point de mes deux cents écus.
Je t'abandonne et consens qu'on te berne.
Va-t-en régner. Je ne reviendrai plus.

SCÈNE VI

L'AMBASSADEUR, ARLEQUIN

L'AMBASSADEUR

Si le décret d'une austère sagesse
De la grandeur dégoûte Votre Altesse,
Souffrez au moins que j'apporte à vos pieds
Quelques présents qui vous sont envoyés :
Un casque d'or, une robe, une épée,
Une médaille en votre honneur frappée,
Trois diamants de cinquante karas.

ARLEQUIN

Apportez tout... Mais non, je n'en veux pas.

L'AMBASSADEUR

Daignez, Seigneur!... Ah! c'est le seul hommage
Que la fortune ait jamais fait au sage.

ARLEQUIN

Vous paraissez un assez bon sujet....
De mon soleil ôtez-vous, s'il vous plaît.

SCÈNE VII

ARLEQUIN, qui a aperçu Perette; PERETTE

ARLEQUIN

De ces fâcheux la cohorte m'ennuie.
Un beau matin je pars pour l'Arabie.
Pour l'Arabie... oui... Par là je vivrai
Indépendant et du monde sevré.
Quelque rocher ou quelque antre terrible
Accueillera ma sagesse paisible,
Et j'aime mieux quelques ours mal léchés
Que l'animal qui marche sur deux pieds.

PERETTE

Est-ce trop peu d'être devenu sage?
Vous voulez fuir encor de ce rivage.
Votre chagrin a donc juré ma mort?...
Je vous suivrai; mon sort est votre sort.
Mon cœur... le vôtre, et je ne saurais vivre
Sans vous aimer, sans mourir ou vous suivre.

ARLEQUIN

Vous n'êtes point de ces prudes beautés
Dont les discours sont toujours frelatés,
Et vous devez abhorrer la sottise
De leur touchante et sainte mignardise.

PERETTE

Oh! je la hais!

ARLEQUIN

Votre cœur innocent
Laisse parler tout pur le sentiment?

PERETTE

Oui.

ARLEQUIN

Vous m'aimez comme vous me le dites?

PERETTE

Oui.

ARLEQUIN

Je vous hais, perle des chattemites.
J'irai si loin que vous ne pourrez pas
Y promener vos faciles appas;
Et, pour tromper votre feu ridicule,
Je passerais les colonnes d'Hercule,
Le Groënland, le Monomotapa,
L'île Minorque et Majorque, et Cuba,
O Taïti, le Cap Vert et les Sables
De l'Hircassie; enfin, j'irais aux diables.

PERETTE

Je vous suivrai.

ARLEQUIN

J'irai chez le Tartare.

PERETTE

Je vous suivrai.

ARLEQUIN

J'irai dans le Ténare.

PERETTE

Je me tuerai !

ARLEQUIN

Je ne me tuerai pas.

PERETTE

Jusqu'aux enfers j'accompagne vos pas.
Mais est-il dit, hélas ! que votre bouche
Ne s'ouvrira qu'avec cet air farouche,
Et qu'un souris ne m'apprendra jamais
Que votre cœur, sensible à mes regrets,
Plaint un moment la douleur qui m'oppresse
Et par pitié partage ma faiblesse.

ARLEQUIN, avec un air mignard.

Ah ! vous pourriez respecter mon honneur,
Et de mon sexe épargner la pudeur.
Mon air farouche est la seule décence,
Et mes combats ceux de mon innocence.
En vérité... Mon Dieu... Quelles vapeurs...
En vérité... Madame... Je me meurs.

Perette va le retenir et veut l'embrasser.

ARLEQUIN

Vous abusez... de mes vapeurs soudaines
Holà !... Madame... épargnez-vous ces peines
Et si quelqu'un... arrivait... dans ces lieux
De ma vertu... que dirait-on... grands dieux !

D'un air véhément.

Retirez-vous, Madame, je vous prie.
Je crains de vous quelque supercherie.
Retirez-vous ; je crains vos attentats.
Je vais crier... Je ne vous aime pas...
Voici quelqu'un ; un homme noir s'avance ;
Et près de lui mon homme de finance.
Que veulent-ils ?

Il saute hors du tonneau.

SCÈNE VIII

LE FINANCIER, UN COMMISSAIRE, PERETTE, ARLEQUIN, RECORS.

LE FINANCIER, au commissaire.

Monsieur, voici le fou
Que l'on devrait mettre vous savez où.
Cet enragé, que Dieu veuille confondre !
Plein des vapeurs d'une bile hypocondre
Dans ce tonneau gourmande les passants,
Et ce faquin, entiché de bon sens,
Mérite enfin qu'au donjon de Vincenne
Vous l'envoyez faire le Diogène
Et le Caton.

ARLEQUIN, au commissaire.

Monsieur, voici le sot
Qui, sous cet or, m'a bien l'air d'un escroc.
C'est un coquin que la vérité blesse,
Qui craint le jour où luirait sa bassesse.
De sang humain il paraît engraissé ;
Et, par dessus, c'est un lourd insensé.
Vous devriez au donjon de Vincenne
Nous l'envoyer faire le Démosthène
Et l'honnête homme.

LE FINANCIER

Holà ! maitre maraud.

LE COMMISSAIRE, à Arlequin.

Que faites-vous, Monsieur, de ce tonneau ?
Ceci n'est pas d'une tête bien saine.

ARLEQUIN

C'est un tonneau qu'à ma cave je mène.

LE FINANCIER

Mais nieras-tu que tu m'as insulté ?

ARLEQUIN, ironiquement.

Ah ! Monseigneur trahit la vérité.

LE FINANCIER, montrant Perette.

Madame fut témoin de sa folie.

PERETTE

Je suis témoin que vous mentez, Monsieur.

ARLEQUIN

Holà ! voici Monsieur l'ambassadeur.

SCÈNE IX

L'AMBASSADEUR, ARLEQUIN, LE FINANCIER, PERETTE, LES RECORS

L'AMBASSADEUR, avec des présents.

Puisque le sort refuse à ma patrie
Le règne heureux qu'elle se promettait,
N'ajoutez point, grand prince, à son regret,
De rejeter le don qu'elle vous fait.

ARLEQUIN, prenant tout, le met dans son ton[neau]

Souhaitez bien le bonjour, je vous prie,
Aux habitants de votre silphirie,
Et présentez mes baise-mains à tous.

SCÈNE X

ARLEQUIN, LE COMMISSAIRE, LE FINANCIER, PERETTE, RECORS

Arlequin parle bas au commissaire et lui glisse un diamant dans la main.

LE COMMISSAIRE, au financier.

Hom ! Hom ! Monsieur, comment vous nommez-vous ?

LE FINANCIER, fièrement.

Jacques-Remi-Luc de la Dindonnière.

LE COMMISSAIRE

Et qu'êtes-vous ?

LE FINANCIER, fièrement.

Je suis un secrétaire,
Seigneur de Var, Saint-Alban, autres lieux,
Et ma femme eut des nobles pour aïeux.

LE COMMISSAIRE, gravement.

Nous, Pierre-André Barbaron, commissaire
Au Châtelet de Paris, condamnons,
Pour cas fort grave et pour bonnes raisons,
Jacques-Remi-Paul de la Dindonnière,
Seigneur de Var, Saint-Alban, autres lieux,
Dont l'épouse a des nobles pour aïeux,
A cent écus d'amende envers...

LE FINANCIER

Ah ! dieux !

LE COMMISSAIRE, montrant Arlequin.

Envers Monsieur, pour insulte et litige
Par ledit sieur faite audit sieur, que dis-je,
Faite à l'honneur, et que dis-je, à la loi,
Faite, que dis-je, au commissaire, au roi.

LE FINANCIER

Mor...!

LE COMMISSAIRE, aux recors.

Qu'on l'emmène, au travers de la rue,
Au Châtelet!

A Arlequin.

Monsieur, je vous salue.

SCÈNE XI

PERETTE, ARLEQUIN

PERETTE

Cher Arlequin!

ARLEQUIN

Ah! Ah! cher Arlequin...
Vous voilà donc moins cruelle à la fin.
Qu'est devenue et la fierté sauvage,
Et ce mépris et ces âpres vertus,
Et cet honneur, et tous ces froids rebuts,
Dont vous faisiez un si fier étalage?
Vous savez donc ce qu'en vaut l'aune enfin,
Et qu'il est dur de soupirer en vain?
J'ai triomphé d'une indigne faiblesse,
Et la raison a glacé ma tendresse.
Voilà le fruit de vos sages refus.

PERETTE

Je rougissais; que vouliez-vous de plus?

ARLEQUIN

Vous rougissiez, oui; mais, la belle dame,
Un rire amer insultait à ma flamme.
Vous appeliez cette fausse rougeur
L'effet soudain d'une sombre vapeur.
Vous affectiez à ma vue abusée
Un cœur distrait par quelque autre pensée.
Vous aviez l'air, dans votre émotion,
De regarder ma très sotte personne
Pour lui servir d'ombre et de illusion...
Ah! Ah! Ah! Ah! C'est assez me contraindre...
Embrassons-nous, et je ne puis plus feindre.

PERETTE, s'approchant du tonneau.

Tu m'as donné du goût pour la raison,
Et je veux mettre à profit la leçon.
Ah! je renais. Douce philosophie,
Sois désormais le flambeau de ma vie.
J'ai vu le rêve, et voici le réveil.
Retirez-vous, Monsieur, de mon soleil.

ARLEQUIN, à part.

Me voilà bien! Je crois que toute belle
Est un démon sous une peau femelle...
Mais tu m'aimais tout à l'heure.

PERETTE

Ma foi,
Je le disais pour me moquer de toi.
Que la sagesse est une belle chose!

ARLEQUIN

J'admire fort cette métamorphose.

PERETTE

Jusqu'aujourd'hui j'ai promené mon cœur
De songe en songe et d'erreur en erreur
Et je conçois comme vous la sottise
De ce néant dont notre âme est éprise.
De mon soleil ôtez-vous, s'il vous plaît.

ARLEQUIN

J'approuve fort ce conseil, en effet.
Madame, adieu. Sagesse et pruderie
Sont toutes deux une étrange manie.
Je me repens du temps que j'ai perdu
A mériter un cœur qui m'était dû,
Adieu, madame, et gardez pour vous-même
Ce chien de cœur qui ne veut pas qu'on l'aime.
J'étais bien sot, morbleu, de soupirer,
De larmoyer, de me désespérer.
Madame, adieu. Ma foi, j'étais bien bête
De me creuser et la verve et la tête
Pour distiller mes feux extravagants
En madrigaux tendres et languissants
Je ne veux plus rien aimer de ma vie
Que le bon vin et la philosophie.

Adieu, madame, et n'allez pas penser
Que tout ici n'est que pour s'amuser.
Je suis bien sot d'avoir eu le courage
De vous aimer et de faire le sage.

Il s'en va.

PERETTE

Tu n'étais donc pas fou?

ARLEQUIN

Je ne l'étais
Que de chérir vos perfides attraits.

PERETTE

Tu m'aimes donc, Arlequin?

ARLEQUIN

Mallapeste!
Oui, je vous aime... Enfin, je vous déteste.

PERETTE

Quoi! tu n'étais pas fou?

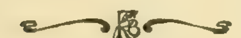
ARLEQUIN

J'ai combattu
Contre mon cœur.

PERETTE

Ah! si je l'avais su!

SAINT-JUST.



PACIFISMES

L'ouverture de la deuxième conférence de La Haye a remis le pacifisme à l'ordre du jour. Ses protagonistes s'agitent, pour agiter l'opinion. « Pèlerins de la paix », ils avaient annoncé qu'ils iraient de capitale en capitale, grossissant leur troupe à chaque étape, porter leurs doléances et leurs remontrances aux souverains. Ils invitaient en même temps les masses, les premières intéressées, à « descendre dans la rue », trop souvent laissée aux violents : il est temps, disaient-ils, que le peuple lui-même signifie, par des processions grandioses, sa ferme volonté d'en finir avec la guerre.

Ces projets de manifestations ont eu au moins l'avantage de faire parler les journalistes. L'attention générale est ainsi ramenée, en effet, vers les doctrines pacifistes. Sur leurs principes et leurs conséquences, on recommence à réfléchir en commun.

*
* *

Une première déception attend le néophyte, s'il dépouille avec quelque conscience la « littérature » du sujet. Il ne devrait y avoir, pensait-il sans doute, qu'un pacifisme, pour régner sur la terre. Or les documents lui révèlent vite qu'il y en a plusieurs, et qui sont loin d'être d'accord. En particulier on voit clairement se dresser aujourd'hui, contre le « pacifisme bourgeois », un « pacifisme ouvrier ». Et s'ils ne se battent pas encore, ils discutent ferme.

La querelle, à vrai dire, date de loin. On sait que notre pacifisme n'est qu'un revenant, ou un ressuscité. La guerre de 1870, si elle ne l'avait pas condamné à mort, lui imposait une espèce de léthargie. Mais avant 1870 il vivait, il parlait, il faisait parler de lui. La *Ligue de la Paix et de la Liberté* réunissait en Suisse des Congrès imposants.

Entre elle et l'*Internationale* les relations furent d'abord très cordiales. Le Congrès socialiste de Lausanne décidait d'adhérer « pleinement et entièrement » au Congrès pacifiste de Genève. Mais le mariage ne fut pas de longue durée. Le Congrès de Bruxelles se montra, pour le Congrès de Berne, beaucoup moins aimable. L'*Internationale* n'envoya pas dire à la *Ligue de la Paix* qu'elle n'avait pas de raison d'être : en dehors du socialisme, point de pacifisme qui tienne.

C'est le même refrain que recommencent à entendre les Congrès récents des sociétés de la paix. Elles retrouvent, en voulant s'étendre, les mêmes alliés-adversaires. A Nîmes, en 1904, elles décidèrent d'ouvrir les portes de leur assemblée aux divers groupements démocratiques, entre autres aux syndicats et aux Bourses du Travail. Les nouveaux venus ne manquèrent pas de railler cette « action d'en haut », à laquelle les pacifistes bourgeois paraissent faire confiance. Que ne se tournent-ils bien plutôt vers le syndicalisme ! Que ne consacrent-ils tous leurs efforts à seconder son mouvement émancipateur! C'est à quoi les exhortait la formule que le citoyen Niel, de la Bourse du Travail de Montpellier, fit acclamer.

Depuis, la question reste à l'ordre du jour. Le Congrès international de la Paix, à Lucerne, sur un rapport de M. Prudhommeaux, décida la création d'une commission spéciale : elle aurait pour mission « de s'informer avec soin des conceptions pacifiques du parti des travailleurs et d'en retenir les points susceptibles d'être incorporés à notre programme ». Mais le « parti des travailleurs », au moins en France, semble peu disposé à répondre à ces avances. Le Congrès des travailleurs de la terre, à Avignon, refusa nettement d'adresser aux pacifistes le témoignage de sa sympathie. A l'*Appel aux militants du prolétariat international*, lancé à propos du nouveau Congrès des sociétés de la Paix à Milan, la *Revue syndicaliste* répond par un feu roulant d'ironies. Et M. Léon Vignols, délégué de la Fédération nationale des syndicats maritimes, établit par $a + b$ qu'il est décidément impossible au pacifisme non

socialiste et au socialisme de faire même un bout de chemin ensemble.

Comment s'explique cette opposition ? Quelle est donc la doctrine et quelle est la tactique par lesquelles le pacifisme traditionnel, désormais classé comme « bourgeois », s'attire ces rebuffades des ouvriers — ou du moins de ceux qui parlent en leur nom?

* * *

La tradition pacifiste a trois tiroirs : celui des objurgations morales, celui des prédictions scientifiques, celui enfin des constructions juridiques.

Le pacifiste travaille d'abord, selon le mot fameux, à « déshonorer la guerre ». Il amène l'humanité devant les champs de carnage, et de toutes les manières cherche à lui faire pitié ou à lui faire honte. Trop longtemps la puissance de l'imagination n'a été utilisée que par les violents : il faut la faire servir enfin à la cause de la douceur. Pour cette œuvre d'adoucissement, le pacifisme invoque le secours de la poésie. La Revue de *la Paix par le Droit* collectionne depuis quelques années déjà, pour en faire une anthologie, des fragments des « Poètes de la Paix ». D'autres arts, naturellement, peuvent contribuer à la même propagande. Regardez au dernier Salon, le *Piédestal*, de W. Laparra : sur un monceau de cadavres, le conquérant se dresse dans la lumière, pendant que, dans l'ombre, les femmes pleurent. Ce sont des tableaux de ce genre que les pacifistes rassembleront, dans leurs *Musées de la Paix*, pour agir au profit de leur cause sur la sensibilité publique.

Hâtons-nous d'ajouter que les pacifistes se vantent de ne pas compter sur le seul sentiment. Leur ferez-vous remarquer que la morale publique devient de plus en plus utilitaire, et qu'il faut, pour les décider à changer leurs habitudes, parler intérêt aux hommes d'aujourd'hui? Ils mobiliseront alors non plus les poètes ou les peintres, mais les statisticiens et les économistes. Ouvrez, diront-ils, les énormes volumes de M. de Block. Comptez toutes les richesses qui s'en vont en fumée en un jour de bataille. Mesurez combien de temps non seulement les vaincus, mais les vainqueurs eux-mêmes mettent à guérir leurs plaies d'argent. Vous comprendrez alors que la guerre n'est pas seulement une mauvaise action, c'est encore et surtout une mauvaise affaire.

Ainsi, pour alimenter sa propagande, le pacifisme tient en réserve plusieurs espèces d'arguments. Vous lui reprochez de ne s'adresser qu'aux « femmes sensibles »? Il vous prouve qu'il a quelque chose à dire aussi aux hommes positifs. Il escompte, pour le succès des idées qui lui sont chères, non seulement les impulsions de sensibilités exaspérées, mais les calculs même d'une raison mieux informée.

* * *

Mais si pressantes que puissent être les objurgations, si claires que doivent être les démonstrations de ses propagandistes, l'idée pacifiste aurait sans doute peu de chances de succès, si elle n'apparaissait comme portée par la force des choses.

On reconnaît le pacifiste, disait récemment Ch. Guiyesse, à l'intensité avec laquelle il affirme que l'évolution des sociétés conduit nécessairement à la paix universelle. C'est là, ajoutait-il, le *dogme* du pacifisme. Il y a du vrai dans cette boutade. Les partisans de la paix sont visiblement préoccupés de retourner en quelque sorte le fatalisme des apologistes de la guerre. Mettez-vous bien dans la tête, nous répètent-ils, que ce n'est pas la guerre, c'est bien plutôt la paix qui est fatale. Ils veulent dire que, pour aboutir aux conciliations finales, les nations n'auront qu'à prolonger la courbe d'une évolution dès longtemps commencée.

Pour appuyer leur démonstration, les pacifistes iront quérir leurs arguments plus ou moins loin. Tandis que les uns se contenteront d'alléguer les tendances de l'histoire, les autres remonteront aux lois les plus générales de la nature. C'est ainsi que M. Molenaer, de Munich, fondateur de la Ligue franco-allemande, invoque l'autorité de Spencer et de Comte : ils auraient démontré l'un et l'autre que l'évolution générale tend vers la fédération et par suite vers la paix. De même M. Novicow, naguère, dans les *Luttes entre sociétés humaines*, partait non seulement des lois de l'organisation vitale, mais des lois de la gravitation astronomique pour prouver que, si les conflits entre nations ne doivent pas disparaître, du moins les procédés « économiques » y doivent prendre le pas sur les procédés dispendieux : c'est pourquoi la lutte intellectuelle se substituera à la lutte brutale, la discussion à l'agression, l'arbitrage à la bataille.

Sans chercher si haut, on vous fera lire, dans l'histoire générale de la civilisation, que si les guerres vont s'amplifiant, elles vont du même coup se raréfiant. M. Élie Halévy fait remarquer à ce propos, en répondant à l'enquête organisée par la *Paix par le Droit*, que tout compte fait, « jusqu'en 1815, l'état normal d'existence d'une nation européenne, c'était l'état de guerre; depuis 1815, au contraire, l'état de guerre est devenu l'exception ». Et sans doute, dans la même période où les nations européennes entretenaient les unes avec les autres des relations pacifiques, elles étaient généralement occupées à diriger des expéditions coloniales. Et il vient un moment où les conquérants risquent de s'entreheurter : la flamme de la guerre peut remonter ainsi des colonies aux métropoles. Mais du moins ne voit-on pas de raisons pour que ces guerres, comme

c'était la règle autrefois, se prolongent et s'étendent. Il y a des chances plus nombreuses pour que l'incendie soit plus étroitement circonscrit et plus vite éteint...

Ainsi, que ce soit par d'orgueilleuses prophéties philosophiques ou par de modestes présomptions historiques, toujours le pacifisme cherche à se donner du cœur en affirmant que les choses travaillent d'elles-mêmes pour lui, et qu'un irrésistible courant porte sa barque.

*
* *

Mais pour qu'elle arrive à bon port, encore faut-il que le mouvement des institutions seconde l'élan de l'opinion. L'espacement des guerres prouve sans doute l'apparition, dans la conscience publique, de besoins nouveaux : il importe qu'il leur soit donné satisfaction par de nouvelles formes juridiques. De plus en plus on acquiert le sentiment qu'il est à la fois imprudent et immoral de chercher à se faire justice soi-même. Il faut donc qu'un tribunal se constitue, devant lequel les différends des nations pourraient être portés. Il faut du moins qu'elles s'engagent à les soumettre à des arbitres. C'est tout un droit international inédit dont il s'agit de définir les prescriptions et de chercher les sanctions. C'est à quoi doivent principalement servir les conférences de la Haye.

Et ici encore, si l'on s'étonne devant l'audace de ces constructions juridiques, les pacifistes observeront que les assises en sont posées déjà, dans la réalité historique. Déjà, et de plus en plus, les guerres sont enveloppées, limitées et réglées par un système complexe de conventions. « Le droit de la guerre est devenu, dans les temps modernes, a pu écrire M. De Martens, un fait juridique positif. » Bien plus, la guerre ne s'est-elle pas elle-même présentée, presque dans tous les temps, comme une « voie de droit », comme une « quasi-procédure ? » Le génie de Proudhon avait déjà souligné d'un trait de feu ce caractère paradoxal. M. Ruyssen en déroule méthodiquement les conséquences, lorsqu'il nous rappelle que les relations de la guerre et du droit ont toujours été beaucoup plus intimes qu'on pourrait le croire. Ces conventions qui se font respecter jusque dans le tumulte des invasions, c'est autant de pris sur l'ennemi commun, c'est-à-dire sur la brutalité impulsive. Le terrain qu'elles gagnent est autant de gagné pour la réflexion, qui limite, en attendant qu'elle le maîtrise, l'instinct belliqueux. « L'histoire de la guerre nous permet de constater les empiètements graduels du droit sur la violence internationale. Or qui oserait assigner un terme à cette évolution ? Déjà, de toutes parts, le droit enserre et pénètre la guerre : ne peut-il la supprimer ? »

Ainsi s'explique la formule préférée par beaucoup de pacifistes : *La Paix par le Droit*. Un progrès des institutions juridiques en même temps que de l'esprit légalitaire leur paraît indispensable pour organiser enfin ce règne de la paix appelé par l'accord des consciences et préparé par la force des choses.

*
* *

Si telle est dans ses trois grands traits la philosophie du pacifisme, on comprend que sur plus d'un point, en effet, on puisse leur opposer la philosophie du socialisme.

Elles sont loin, d'abord, de concevoir de la même manière la direction et les ressorts de l'évolution. Les pacifistes s'efforcent de démontrer que, spontanément, le cours des choses aboutit à la paix. Erreur, répondent les socialistes ; c'est le mode de production qui gouverne tout, c'est l'économie qui mène la politique. Or, tant que subsiste le régime de l'appropriation privée, la concurrence anarchique est la loi de votre monde. Et la concurrence est l'annonciatrice de la guerre. Tôt ou tard l'or appelle le fer. Il vient un moment où l'industrie capitaliste, condamnée à la surproduction, veut se réserver des débouchés anciens, ou s'ouvrir des débouchés nouveaux. Le canon est prêt à parler.

On se trompait donc lorsqu'on répétait que les relations tissées par les navettes de l'industrie constituent comme des filets préservateurs de la guerre. La prétendue « solidarité économique » (c'est un des points qui fut bien mis en lumière, dans les Entretiens sur l'Internationalisme de l'*Union pour la vérité*) est un principe de division aussi bien que d'union. C'est pourquoi l'homme d'affaires est loin d'être le pacifiste à tout prix que l'on imaginait naguère. M. Leroy-Beaulieu ne rappelait-il pas, dans son *Art de gérer sa fortune*, que la guerre est pour le capitaliste avisé « le temps des moissons »? En fait, nous dit M. Delaisi, demandons-nous à quoi est dû l'accroissement ininterrompu des armements. C'est avant tout à la pression des gros industriels, eux-mêmes pressés par la nécessité de trouver des débouchés. Les financiers sont devenus belliqueux. Nous ne faisons plus de « guerres de magnificence ». Mais nous faisons, et nous ferons de plus en plus, des « guerres d'affaires ».

Capitalisme et militarisme ont donc partie liée. Celui-ci n'est que le drogman de celui-là. C'est en conséquence toute l'organisation économique des États qu'il faut modifier, tant dans ses tendances anarchiques que dans son caractère oligarchique, si l'on veut que s'oriente autrement leur politique extérieure. C'est dire que la Paix internationale ne peut faire son entrée dans le monde que comme portée sur les

épaules du socialisme vainqueur. De Paepe avait donc raison de le rappeler en 1868 : se préoccuper d'établir l'équilibre politique avant d'avoir rétabli l'équilibre économique, c'est mettre la charrue avant les bœufs. M. Jules Guesde renvoyait ces jours-ci aux pacifistes lillois le même avertissement : « La première condition, la condition essentielle de la paix entre les nations est la destruction du capitalisme, qui fait de l'homme un loup pour l'homme et engendre la lutte de un contre tous. La grande paix humaine que vous poursuivez contre nous ne peut pas précéder, elle ne peut que suivre la révolution sociale que les socialistes sont seuls à poursuivre, et c'est au parti socialiste, par suite, que doivent venir tous ceux qui veulent « tuer la guerre », selon l'expression de Victor Hugo. » En bref, le pacifisme mérite, en effet, la qualification de pacifisme bourgeois, parce qu'il « s'attaque à l'effet sans vouloir connaître et supprimer la cause ».

*
* *

Devant cette philosophie matérialiste, on sent le peu que doit peser la propagande des amis de la paix. Ils feront à nos réalistes l'effet d'idéologues, qui comptent, pour barrer ou dévier un fleuve, sur la magie des mots, sur la force des raisonnements, ou pis encore, sur celle du sentiment.

Vous pensez agir en démontrant mathématiquement que les guerres coûtent plus qu'elles ne rapportent. La guerre apparaîtrait ainsi comme une mauvaise affaire. Mauvaise pour la majorité, sans doute. Mais souvent excellente, vous dit-on, pour une minorité. Tant que notre organisation de la propriété et de la production subsiste, les « intérêts sinistres » de l'oligarchie financière priment trop aisément l'intérêt général. Elle vous répondra donc que votre calcul pèche par la base et passera outre.

Escomptiez-vous plutôt les bouillonnements de la sensibilité, la protestation des consciences, le rappel à l'idéal? Mais relisez, dans son *Discours à la jeunesse*, l'admirable commentaire de Jaurès sur les vers de Virgile : « *Ferit aurea sidera clamor* ». Depuis vingt siècles et de période en période toutes les fois qu'une étoile d'unité et de paix s'est levée sur les hommes, la terre déchirée et sombre a répondu par des clameurs de guerre ». Et Jaurès conclut, sans doute parce qu'il garde un fond d'idéalisme optimiste, qu'il faut continuer à lever les yeux vers les étoiles.

Mais l'expérience paraît prouver que c'est là une attitude plus nuisible qu'utile. La « chanson pacifiste » est encore une endormeuse. En détournant les masses des besognes plus urgentes, elle seconde les gouvernements dans leurs manœuvres les plus machiavéliques. Elle fait le jeu de ceux-là mêmes auxquels elle a l'air de résister. Et c'est pourquoi l'on constate que les gouvernements les plus militaristes, n'ont plus aujourd'hui, selon M. Delaisi, que sourires et que faveurs pour le « pacifisme officiel ». « Et c'est justice. Les gouvernements sont obligés d'obtenir des représentants du peuple l'accroissement incessant des dépenses de guerre. Cette tâche ne serait pas facile, si près d'eux n'apparaissait l'annonciateur de paix, le consolateur, l'homme qui sait détourner l'attention de la foule des tristesses de l'heure présente, et faire entrevoir par dessus les noires fumées des cuirassés de 18 000 tonnes l'aurore délicieuse de la fraternité des peuples. » Conclusion : « Qu'il le veuille ou non, le pacifiste est pour l'impérialisme belliqueux le plus précieux des auxiliaires. » Tant, en cette matière comme en toutes les autres, il faut se défier des méfaits de l'idéalisme. Illusion décevante, ce n'est pas assez dire : l'idéalisme est encore et surtout un mensonge profitable aux pires ennemis du progrès.

*
* *

Mais ce n'est pas seulement par les prêches qu'il ressasse, c'est par les Codes qu'il rumine, que le pacifisme semble répugner à nos révolutionnaires. Vous faites crédit à la puissance des États : bien plus, vous tablez sur la soumission des masses. Vous escomptez qu'elles plieront leurs instincts aux lois que vous formulerez. Or, nous ne voulons plus nous laisser prendre à cet engrenage. Le socialisme syndicaliste, écrivait M. Léon Vignols, est *alégalitaire* aussi bien qu'*antigouvernemental*. Pour qu'il puisse finalement substituer l'administration des choses au gouvernement des personnes, il importe qu'il commence par détruire « l'idolâtrie du légalitarisme et de l'étatisme ». En ce sens, les méthodes du syndicalisme révolutionnaire et celles du pacifisme juridique ne seraient pas seulement différentes, elles seraient contradictoires et vraiment irréconciliables.

Et c'est peut-être là, en effet, le point vif de la querelle. C'est une affaire vitale, pour le pacifisme, que le progrès de ce que M. Lanson appelait, ici même, le « sens de la loi ». Il est comme le ciment nécessaire aux constructions futures ; sans lui, elles sont ruinées d'avance. Dans un monde où, avec le goût de se faire justice soi-même, l'impulsion anarchiste reprendrait le pas sur l'instinct légalitaire si chèrement acquis, le pacifisme n'aurait plus rien à espérer. C'est pourquoi les pacifistes logiques ne laissent passer aucune occasion d'affirmer leur souci d'obéir aux lois existantes. C'est pour affirmer non seulement leur patriotisme, mais leur légalitarisme que les membres de telle Société pour la paix rappellent, dans leurs statuts, qu'ils n'admettent per-

sonne qui n'ait satisfait ou qui ne prenne l'engagement moral de satisfaire aux obligations militaires actuellement imposées à tous. Les individus ont le droit de faire tous leurs efforts pour réformer le système juridique existant ; mais tant qu'il a force de loi, ils ont le devoir de se conformer à ses prescriptions. Les lois d'argile, modifiables à merci par la volonté des démocraties, sont aussi respectables ; que disons-nous, elles sont beaucoup plus respectables que les lois d'airain des théocraties d'autrefois. C'est peut-être ce qu'il est assez malaisé de faire comprendre à une humanité, que ses religions n'ont guère habituée à s'incliner, jusqu'ici, que devant ce qui paraît immobile. Et pourtant, sans ce loyalisme nouveau, le pacifisme a cause perdue. C'est son avenir qu'il défend en s'efforçant de sauvegarder, dans la société présente, la flamme vacillante du sentiment juridique.

Mais tant qu'on ne s'éclaire, tant qu'on ne s'échauffe qu'à cette flamme, peut-on obtenir autre chose que des améliorations insensibles ? Bonne peut-être pour nous donner des « réformettes », cette méthode ne permet pas les transformations organiques que nous réclamons. Il y faut, diront nos syndicalistes, une tactique singulièrement plus énergique. Et l'on sait jusqu'où ce culte de l'énergie entraîne quelques-uns d'entre eux. Ne s'en est-il pas trouvé pour déclarer que l'heure la plus propice, pour les opérations qu'ils escomptent, serait l'heure d'une invasion ? « Si la Révolution sociale est réalisable, elle ne peut l'être que le jour où les forces gouvernementales seront occupées contre les forces gouvernementales d'un pays voisin, dans une guerre internationale. » Quand M. Gustave Hervé tient ce raisonnement, n'est-il pas bien près de crier à son tour le « Vive la guerre » que lançait autrefois M. Jules Guesde ?

Il est trop clair qu'un socialisme ainsi compris se trouve aux antipodes du pacifisme, et qu'on n'entrevoit plus le moyen de les faire conspirer pour quelque action commune.

*
* *

Ne nous hâtons pas pour autant de jeter le manche après la cognée. On n'obtient l'antithèse à laquelle nous aboutissons qu'en poussant chacune des thèses à l'extrême. Mais nous savons bien par expérience que la vie est capable de tenir longtemps unis des éléments que la logique tendrait à séparer. Il y suffit ordinairement de la pression d'un ennemi commun. Or, ce ne sont pas des ennemis communs qui manquent pour le moment aux pacifistes tant ouvriers que bourgeois. Ils se battront entre eux plus tard, peut-être. Mais ils en ont pour un long laps encore à combattre côte à côte...

C. Bouglé.

LA FEMME DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE

Tout récemment, la Chambre des députés adoptait une motion de principe, en faveur de la création d'un Office du travail féminin. L'idée est excellente, et je ne puis qu'y souscrire, mais encore conviendra-t-il d'associer directement les syndicats à l'œuvre qui sera poursuivie : œuvre toute entière d'étude et d'investigation. On est stupéfait, dès qu'on veut procéder à une recherche quelconque, en matière économico-sociale, de la médiocrité, de l'insignifiance des documents qu'on possède. Nos statistiques, en tous domaines, sont d'une déplorable pauvreté ; les lacunes les plus étranges s'y révèlent à chaque pas, mais elles s'accusent plus spécialement lorsque le travail de la femme est en jeu. Comme les ouvrières et employées n'ont marqué qu'une très mince tendance à se grouper, elles n'ont pu suppléer, ainsi que l'ont fait leurs camarades du sexe fort, à l'indifférence ou à la lenteur administratives. Ainsi, n'ayant point ces exposés syndicaux qui rendent parfois des services si précieux, nous ignorons presque tout des conditions du labeur féminin dans la France contemporaine, ou du moins les éléments existants ne sauraient satisfaire à notre curiosité, et voilà pourquoi la fondation d'un office du travail nouveau, et de fonctions délimitées, semble s'imposer à l'heure actuelle. Il n'aura certes pas à régenter le mouvement syndical naissant chez les ouvrières, ni à porter l'action gouvernementale où elle serait abusive. Son devoir consistera simplement à noter les variations des salaires, à constater la durée de la journée dans les ateliers, à s'inspirer des desiderata des intéressées pour élaborer des projets de loi appropriés.

Nos lecteurs et surtout nos lectrices s'imaginent peut-être que la femme salariée est particulièrement bien traitée en France, et que chez nous la réglementation du travail est beaucoup plus avancée qu'ailleurs. Ils ne connaissent sans doute pas toutes les difficultés d'existence qui pèsent sur l'ouvrière, car on est trop sollicité à croire que les salaires ont régulièrement augmenté, et dans tous les métiers, depuis cinquante ans. On ignore aussi trop souvent l'étendue croissante du rôle, que joue le labeur féminin dans l'ensemble de l'industrie et du commerce. En m'armant des quelques documents que nous avons, et qui, puisés dans les grandes villes, présentent la situation des salariées sous un jour encore trop favorable, je voudrais, comme par avance, en termes succincts, esquisser la tâche du futur Office. J'essaierai d'abord de recenser approximativement les ouvrières et employées par

grandes divisions, puis d'établir ce qu'elles gagnent et au prix de quels efforts, enfin de comparer nos textes de législation sociale à ceux des États étrangers : Allemagne, Angleterre, Autriche, Amérique.

L'augmentation de la main-d'œuvre féminine, dans tous les domaines de la production, est une des caractéristiques essentielles de notre époque : le phénomène n'est pas spécial à la France, car il se retrouve dans tous les pays qui nous entourent. Dès le début du XIX[e] siècle, lorsque la grande industrie s'empara de l'Europe occidentale, et que les vastes usines se substituèrent aux petits ateliers d'autrefois, le sexe dit faible fut convié au labeur manufacturier. En Angleterre, à l'heure où les ruraux refluèrent vers les villes bourdonnantes et fumantes, ce ne furent point les hommes seulement, qui désertèrent les champs. Les tissages, les filatures, firent une large place à leurs femmes et à leurs filles. La France suivit, et quand Villermé procéda, au milieu du règne de Louis-Philippe, à la vaste enquête que l'on sait, et qui dénonça tant d'abus navrants et scandaleux, près de 250.000 femmes étaient déjà employées dans l'industrie textile, autour de Reims et de Lille, d'Amiens et de Louviers, de Lyon et de Saint-Étienne. Mais depuis 1840, leur effectif s'est augmenté notablement dans le textile, tandis qu'elles pénétraient dans tous les métiers. On ne les trouve pas uniquement dans la grande industrie, où le remplacement de la vigueur humaine par le métier mécanique a facilité leur accès ; elles se sont créé un marché d'offres, de jour en jour plus considérable, dans l'alimentation, dans le commerce, dans la banque, dans la manutention, dans les administrations même, et elles ont si bien réussi à conquérir des emplois de toute nature, qu'elles se heurtent souvent à la malveillance des salariés, des travailleurs de l'autre sexe, auxquels elles font une rude concurrence. Ne condamnons pas certains actes de défense syndicale, avant de les avoir étudiés consciencieusement, comme il convient. Si l'on ne peut avoir que respect pour la mère de famille ou pour la jeune fille qui peine dix, douze, quinze heures durant, afin de gagner des sommes dérisoires, il ne faut pas oublier par ailleurs qu'elle donne des armes au grand capitalisme contre les revendications corporatives les plus élémentaires. Si elle s'est engagée dans l'usine, si elle se verse dans l'armée formidable et douloureuse du travail à domicile, c'est ou bien qu'elle veut gagner un salaire d'appoint pour compléter les ressources du ménage, ou bien qu'elle entend se suffire à elle-même. Mais, dans les deux cas, elle se contentera d'une rétribution que l'homme répudiera : elle a moins de dépenses ou moins de besoins. Satisfaite d'une moindre rémunération, elle sera substituée fatalement à l'homme, dans tel domaine où la force physique n'est plus requise, et elle contribuera à accroître le chômage qui pèse sur l'ancienne population ouvrière. L'intrusion de la main-d'œuvre féminine dans tel métier pose le même problème que l'intrusion de la main-d'œuvre belge dans la région du Nord ou de la main-d'œuvre italienne dans nos départements provençaux ou languedociens. Mais le lecteur saisit tout de suite les raisons qui font preférer souvent l'ouvrière à l'ouvrier : elle coûte moins cher et n'étant pas organisée, nous le verrons plus loin, elle n'est pas outillée pour formuler ses revendications.

Dans un ouvrage récent, et dont je suis heureux de dire tout l'intérêt, M[lle] Caroline Milhaud établissait la répartition des femmes dans les diverses catégories de la production et de l'échange. J'avoue que le recensement professionnel publié par le *Bulletin de l'Office du Travail* m'agrée davantage. Il y aurait 1.544.000 femmes dans l'industrie proprement dite; 419.000 autres formeraient le contingent des ateliers à domicile; 331.000 celui du commerce. Bon nombre des domestiques, qui sont plus de 800.000, font une besogne proprement industrielle ou commerciale, puisqu'elles sont au service de cafés, restaurants, hôtels, etc., en sorte que plus de 2 millions et demi de salariées rentreraient dans le cadre de cette étude. Nous sommes loin à coup sûr, des chiffres qu'on eût pu produire au temps de Louis-Philippe. Pour les textiles seuls, en soixante ans, l'effectif est monté de 242.000 à 331.000, mais c'est l'industrie de la filature et du tissage qui a fait appel le plus anciennement au bras féminin. On compte 30.000 ouvrières dans les cuirs et peaux, 30.000 dans les métaux, 25.000 dans le bois, 15.000 dans la céramique, 12.000 dans l'industrie chimique, 5.000 dans la typographie, 23.000 aux chemins de fer, 34.000 à la navigation, 700.000 à la couture.

En son remarquable ouvrage sur la *Belgique ouvrière*, le grand socialiste belge Vandervelde nous offre un tableau de comparaison fort suggestif. Contre 597.000 salariés dans l'industrie du royaume, il signale 176.000 salariées. La féminisation de l'usine est donc encore moins accentuée là-bas que chez nous : c'est que les catégories du textile et du vêtement n'y ont pas — même toutes proportions gardées — pris une égale extension.

Que reçoit l'ouvrière française et peut-on établir des moyennes pour son gain d'un côté, pour la durée de son labeur de l'autre? Je tiens, qu'en la matière, la moyenne — même s'il était loisible de la fixer, n'offrirait qu'un médiocre intérêt. Il y a trop de différence entre la salariée des manufactures de l'État et la brodeuse à domicile; il y a trop de différence aussi, en d'autres catégories, entre la sténographe de certains grands établissements financiers

et les vendeuses du petit commerce. La moyenne doit être éliminée avec soin, dans les investigations de l'économie sociale, car elle aboutit nécessairement à fausser les idées, et à pallier, ou à voiler certains abus scandaleux, qui n'en subsistent pas moins.

Mieux vaut signaler quelques salaires, qui permettront, au lecteur, de se faire une conception d'ensemble de la condition de l'ouvrière.

Il serait puéril de croire que les tristes constatations que recueillait Villermé, il y a soixante-huit ans, ne se retrouvent nulle part aujourd'hui. A ce moment-là, les dévideuses touchaient quotidiennement de 0 fr. 75 à 1 fr. 10 autour de Mulhouse, et 280 francs constituaient une rémunération annuelle courante pour le personnel féminin de la région textile du Haut-Rhin. A Lille, le personnel était payé 1 franc dans les tissages, de 0 fr. 60 à 1 fr. 25 dans les fabriques de dentelles. A Elbeuf, à Rouen, son gain oscillait entre 0 fr. 70 et 1 fr. 50, ce dernier chiffre étant très rarement atteint. A Lyon, le salaire variait de 0 fr. 55 à 0 fr. 90.

Mais si nous nous reportons à nos dernières statistiques, nous remarquons qu'un énorme contingent de femmes sont réduites encore à des rémunérations de misère. L'enquête textile qui a été poursuivie par le Parlement, au lendemain de la grande grève d'Armentières, atteste que les rétributions hebdomadaires de 9 francs ne sont pas inconnues dans notre région du Nord, 2 francs, 2 fr. 25 par jour constituent déjà un tarif appréciable autour de Roubaix et de Tourcoing. Tout en haut de la hiérarchie du travail féminin — je m'en tiens aux ouvrières proprement dite — les femmes des manufactures d'allumettes et de tabac se font des journées honorables, et j'en dirai autant des typographes; mais insistera-t-on jamais assez sur le sort pénible des innombrables couturières accablées par la longueur des mortes-saisons ? Chaque fois qu'on a essayé de dresser le budget de ces infortunées « midinettes », on a établi que le déficit y régnait en permanence. Combien d'entre elles gagnent 400 à 500 francs dans une année ! Encore sont-elles plus favorisées que les centaines de milliers de brodeuses, de confectionneuses, de dentellières à domicile. Celles-ci n'atteignent pas toujours aux résultats qu'obtenaient les tisseuses de Mulhouse ou d'Elbeuf en 1840. Alors même que les salaires haussent dans l'industrie usinière, ils tendent à se déprécier dans les ateliers de famille, et il semble que ces deux phénomènes contradictoires aient un lien logique. Les entrepreneurs ont d'autant plus de propension à recourir au labeur disséminé, que le labeur concentré leur est plus onéreux, — et ils n'ont jamais de peine à trouver des bras. Voulez-vous quelques chiffres encore ?

Des milliers et des milliers de femmes qui font chez elles des culottes, des pantalons, des gilets, des tabliers accusent, à Paris, des salaires de 0 fr. 90, de 1 fr. 20, de 1 fr. 50. 2 francs sont déjà tenus dans ce milieu pour un gain élevé. Mais si vous quittez la capitale pour la province, pour les départements du centre surtout, où l'usine n'a pas encore surgi, vous rencontrez des rétributions quotidiennes de 0 fr. 60, de 0 fr. 50, et même de 0 fr. 40.

Dans la grande industrie, la femme reçoit la moitié ou les trois cinquièmes de ce que l'on donne à l'homme. Or c'est surtout dans le travail à domicile, que s'affirme son infériorité, et elle ne se manifeste pas seulement dans l'exiguïté du salaire ; elle est non moins marquée dans la durée de la journée.

Il existe, en effet, chez nous (comme dans d'autres pays), des textes législatifs, qui ramènent à dix heures le maximum du labeur quotidien dans l'usine ou dans l'atelier, mais d'abord ces textes ne s'appliquent pas à toute l'industrie ; puisqu'ils laissent indemne celle qui s'exerce à domicile ; ils ne visent point le commerce ; en dernier lieu, ils sont mal exécutés, mal obéis, à raison de l'insuffisance de l'inspection.

C'est encore l'industrie à domicile qui nous offre le spectacle le plus douloureux. Villermé nous apprend qu'en 1839, les femmes faisaient 14, 15, 16 heures par jour à Elbeuf, à Tarare, à Sedan, à Amiens, et nous nous imaginons que ce surmenage a été complètement supprimé par notre législation ! Il n'en est rien. Mettons à l'écart, les typographes qui bénéficient de l'action syndicale du Livre et qui ont obtenu les neuf heures, les ouvrières des tabacs et des allumettes dont le statut a été amélioré, et certaines catégories de la grande industrie, où la loi de 1900 sur les dix heures est à peu près respectée; il reste les grandes maisons de couture où, grâce aux tolérances légales, la journée est souvent portée à douze heures et plus, où, grâce à des fraudes que nul ne conteste, elle monte parfois à quinze et seize heures. Mais il reste surtout les petits ateliers à domicile, où les femmes s'exténuent jusqu'à dix-sept et dix-huit heures dans une atmosphère viciée. Le phénomène n'est pas non plus spécial à la France : les grandes enquêtes britanniques et américaines nous révèlent les mêmes constatations ; et les investigations officielles, qui ont été conduites par le gouvernement belge, et achevées en 1902, sont pleines de détails suggestifs. Les dentellières de Flandre, entre autres, demeurent à l'ouvrage jusqu'à seize heures et plus.

Ainsi la journée de l'ouvrière française, comme celle de l'ouvrière anglo-saxonne, belge, suisse, allemande, est extrêmement variable. Mais nous allons voir que la femme salariée de France est, à beaucoup d'égards, moins bien traitée que celle d'au-

tres grands pays industriels; et cette comparaison se dégagera d'elle-même au fur et à mesure que nous étudierons les desiderata de nos syndicats féminins.

Ils sont bien faibles encore ces groupements, puisqu'ils ne comprennent que 70.000 adhérentes, et que bon nombre de celles-ci se recrutent dans les manufactures de l'État. Les couturières, les modistes, les confectionneuses, les dames vendeuses, les professionnelles les plus mal rétribuées ne sont point organisées. J'ajouterai que nulle part, le syndicalisme n'a réussi à conquérir fortement les ouvrières ou employées. 75.000 salariées sont associées en Allemagne (sur un total de 1.400.000 syndiqués), et 125.000 en Angleterre (sur 1.950.000). En Belgique, le contingent n'est que de 4.000 (sur 110.000). Je dois me borner aujourd'hui à noter le fait, quitte à l'analyser et à le commenter une autre fois. D'ailleurs dans toutes les contrées, les syndicats, si mince que soit leur personnel, sont les véritables interprètes des revendications corporatives.

Les revendications de nos femmes ouvrières et employées ne sauraient être taxées d'excessives et d'anarchiques. Quelque regression qui se manifeste depuis le vote et l'inapplication de la loi du repos hebdomadaire, il faudra bien que le Parlement les examine d'un peu près et leur donne satisfaction. Je vais les énumérer, en montrant qu'on ne saurait leur dénier le caractère pratique, puisqu'au dehors, des prétentions analogues ont, de longue date parfois, été consacrées par la loi.

1° Les Syndicats d'ouvrières réclament un repos, un congé légal pour la femme en couches. La France est bien le seul grand État industriel, qui ne se soit pas encore préoccupé de cette grave question. Non point que la Chambre n'ait été saisie de propositions étudiées, mais l'intérêt n'en a pas été compris et le *statu quo* a été maintenu par indolence.

La législation britannique, depuis 1891, interdit le travail quatre semaines après l'accouchement. La législation belge sanctionne le même principe, depuis 1889. Nous retrouvons des dispositions similaires en Danemark (loi de 1901), en Suède (loi de 1900), en Allemagne (loi de 1891), en Autriche (loi de 1885), en Hongrie (loi de 1884). Le délai est de trois semaines en Espagne (loi de 1900), et en Italie (loi de 1902). Il est de six semaines en Suisse (loi de 1877), et en Norvège (loi de 1892). Remarquons — ceci est un détail qui a son importance, — qu'en Italie et en Espagne les Chambres ont édicté des dispositions particulières, pour que les ouvrières puissent allaiter leurs enfants, dans ou hors la fabrique, de jour.

2° Nos associations professionnelles de femmes protestent contre les trop larges tolérances de la loi de 1900, sur les dix heures dans l'industrie, et aussi contre l'inexécution de cette loi. D'une part, en effet, on a prévu des dérogations nombreuses, qui donnent des armes aux employeurs désireux de prolonger le labeur; d'autre part, il est reconnu, de par les rapports des fonctionnaires du ministère du Travail, que les prescriptions les plus impératives demeurent souvent lettre morte. En combinant le recours aux tolérances légales et les violations de textes, on aboutit à restaurer précisément le surmenage, contre lequel le Parlement, sous la pression du mouvement ouvrier, avait entendu réagir. En fait, les dix heures ne sont encore qu'une exception dans l'industrie française, alors que certaines catégories de salariées, outre-Manche, ne doivent que 55 heures et demie par semaine, et qu'aux États-Unis, les 60 heures effectives sont devenues rares dans la grande manufacture.

3° Mais si platonique que soit la fixation de la durée à dix heures par jour, la loi française ne l'a pas étendue au commerce. Si l'on excepte le texte de 1900 sur les sièges, le Parlement chez nous n'a rien fait pour les dames employées. Il est loisible de les retenir douze, quatorze, quinze heures au magasin ou au bureau! Sans doute, on admettra que rien ne justifie une distinction, dans la population féminine, entre ouvrières et employées, car celles-ci peuvent, tout aussi bien que celles-là, connaître la fatigue. Les syndicats demandent une règlementation du travail dans toutes les professions, et ici encore les exemples étrangers interviennent à l'appui de leur thèse. Plusieurs États américains ont limité à dix heures la journée, dans les boutiques, pour le sexe faible; la semaine ne compte que pour 52 heures dans l'État australien de la Nouvelle-Galles du Sud, le maximum quotidien étant de 9 h. 1/2, sauf le samedi où il peut s'élever à 11 h. 1/2. Le canton suisse de Neufchatel (loi de 1901) a interdit d'employer les femmes plus de 11 heures dans les magasins, hôtels et cafés. En Allemagne, un repos ininterrompu de 10 heures dans les villes de moins de 20.000 âmes, de 11 heures dans les autres, est prévu pour le commerce, de par un texte de 1900.

4° Les ouvrières françaises revendiquent un renforcement de l'inspection du travail, l'adjonction à ses effectifs d'inspectrices prises parmi elles. Il est évident que les femmes sont aujourd'hui trop peu nombreuses dans ce cadre, et que les hommes, si experts soient-ils, ne peuvent entrer dans tous les détails des professions féminines.

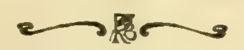
5° En dernier lieu, il s'agirait de lutter contre le labeur à domicile, en le circonscrivant, en prenant des mesures contre le surmenage, contre l'avilissement des salaires et le manque d'hygiène.

A coup sûr, c'est là la question la plus intéressante, la plus passionnante que pose en France le travail féminin, car c'est lui surtout qui est atteint

par la multiplication des petits ateliers. Mais aucune tâche n'est plus malaisée que celle de la résoudre pratiquement. Les lois qu'on a votées dans certains pays, en Angleterre tout d'abord, n'ont abouti à aucun résultat. Il semble que le labeur à domicile ne puisse être extirpé en régime capitaliste, qu'il échappe à toute prescription, et que, loin de reculer, il doive s'étendre toujours, au fur et à mesure qu'on règlementera davantage la grande industrie. Encore donc qu'il faille chercher des palliatifs, et certains syndicats, celui des plumassières entre autres, s'y emploient, l'on ne saurait beaucoup compter sur leur efficacité.

L'activité parlementaire peut cependant, — et au total, — s'exercer dans un champ assez vaste. Il appartiendrait aux groupements professionnels de provoquer un peu plus directement les décisions des Chambres, en englobant des contingents croissants de femmes, et en concentrant leurs desiderata. Le syndicat demeure le maître de la législation ouvrière.

Paul Louis.



L'EDERA

—

(**Le Lierre**) (1)

— C'est bien. On vous tuera quand même, s'écria le prêtre en se fâchant. Zio Zua, votre maladie est réellement incurable... C'est vous qui n'avez pas la crainte de Dieu. C'est vous qui n'aimez personne, qui n'avez jamais aimé personne...

— Moi ?... moi ?

— Oui, vous, compère Zua. Qui avez-vous jamais aimé, vous ? Rien que l'argent. Combien de fois vous ai-je répété depuis des années : mon compère, créez-vous une famille, mon compère, suivez les préceptes de Dieu...

— Personne n'a suivi mieux que moi les préceptes de Dieu. Je n'ai jamais tué, ni volé. Je n'ai pas fait de faux témoignages, je n'ai jamais désiré la femme d'autrui. Mais Dieu est injuste...

— Que dites-vous, *anghelos santos*, cria le prêtre, de plus en plus irrité, en se frappant les mains. Maintenant il n y a qu'un Dieu méchant et injuste. Les vieux, les jeunes, les hommes et les femmes, tous s'en prennent à Dieu. C'est bien commode d'accuser le Seigneur du mal que nous commettons nous-même. Bravo, Zua Dèchè, vous aussi, espèce d'âne ; laissez-moi parler, autrement j'éclate. Je ne me fâcherais pas si vous m'insultiez, si vous me calomniiez, si même vous me donniez des coups de bâton ; mais je ne peux pas supporter qu'on offense Dieu, cela non ! Ah ! c'est Dieu qui vous dit de ne pas aider votre prochain, de ne pas l'aimer, de ne pas faire à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit à vous-même ? C'est Dieu qui vous a dit de vivre toujours seul, pour n'avoir pas d'ennuis, pour entasser de l'argent, pour n'avoir pas de responsabilités ? Eh bien, vous êtes servi, mon compère ! Restez seul toute la vie, seul, oui, tout seul comme un vieux chien.

Zio Zua soupirait et gémissait, mais n'osait plus protester. Peut-être intérieurement donnait-il raison à son vieil ami. Et le vieil ami continua.

— Oui, c'est Dieu qui vous conseille l'avarice et qui vous dit : cache-les bien, tes sous, Zua, cache-les et aime-les par-dessus tout, plus que toi-même. Et ne secours pas celui qui est sur le point de faire naufrage, et qui te tend les mains avec désespoir...

— Oh, j'ai compris, dit alors le vieillard en se relevant, j'ai compris.

— Vous n'avez rien compris du tout.

— J'ai compris... j'ai compris... répéta l'autre, qui voulut encore changer de conversation. Tout le mal, c'est nous qui nous le faisons. J'ai eu aussi une jambe cassée...

— Est-ce Dieu qui vous l'a cassée ?... Si vous n'aviez pas été à la guerre...

Mais l'abbé Virdis s'arrêta, comprenant qu'il pouvait considérer désormais sa visite comme inutile ; non seulement inutile, mais même dangereuse.

— A la guerre ! A la guerre ! criait le vieillard en se démenant, haletant, tremblant. Ah ! ah ! Vous pouvez me reprocher tout ce que vous voudrez, mais pas cela ! A la guerre, oui, j'y suis allé... à la guerre... parce que le roi m'y a envoyé, parce que tous les hommes courageux, les hommes consciencieux y vont, à la guerre... et moi, moi... j'y suis allé et j'irais encore, moi... et La Marmora et Balaklava et la médaille. Tenez, mirez-vous dedans... la voilà... la médaille... mirez-vous. »

Sa voix rageuse s'affaiblit, et ses paroles moururent dans un râle.

« C'est fini. L'abbé Virdis ne peut pas se vanter d'être un malin », pensa Annesa derrière la porte. Dès le commencement elle avait deviné que Zio Zua détournait la conversation et poussait le prêtre à se fâcher pour ne pas lui laisser le moyen d'expliquer le motif de sa visite.

Mais l'abbé Virdis était allé trop loin et avait touché son vieil ami trop au vif ; et Annesa l'entendait marcher et souffler, incapable de réparer le mal qu'il avait fait, et elle grinçait les dents, plus furieux contre lui que contre Zio Zua.

(1) Voir la *Revue Bleue* du 6 juillet 1907 et suiv.

*
* *

Cette nuit là, le vieillard eut un violent accès d'asthme. A un moment Annesa crut qu'il allait trépasser, et elle éprouva un étrange sentiment de joie et de terreur.

« Ah! s'il mourait, le vieux! Lui, mort, tout s'arrangerait ». Mais la mort est toujours un évènement mystérieux et terrible, et malgré son courage et son désir cruel, Annesa fut saisie d'épouvante à l'idée que le vieillard mourrait entre ses bras d'un instant à l'autre. Elle ouvrit la porte de la cuisine et appela Gantine. L'hôte pauvre n'était pas rentré encore; le domestique dormait profondément et ronflait même comme un sourd, chose qui déplut beaucoup à Annesa.

Elle dut l'appeler deux fois; il se réveilla en sursaut et eut de la peine à comprendre ce qu'Annesa disait. Puis, il entra dans la chambre et s'approcha du lit, mais au lieu de s'occuper du vieillard, il se mit à pincer Annesa, si bien qu'elle le rabroua :

— Ah ça, qu'est-ce qui te prend, Gantine. Est-ce pour ça que je t'ai appelé.

— Pourquoi donc m'as-tu appelé, murmura-t-il en soupirant, tu ne vois pas que Zio Zua se porte mieux que moi? Parce qu'il respire un peu mal? Tu verras que cela passera tout de suite... Eh, Zio Zua, cria-t-il en se penchant sur le malade. Qu'est-ce qu'il y a? Comment cela va-t-il? Voulez-vous que j'aille chercher le médecin?

Le vieillard ouvrait de grands yeux, agitait les mains comme s'il voulait mettre l'air en mouvement autour de lui. Mais au bout d'un instant il se calma et son visage congestionné reprit son teint jaune habituel.

— Compère Virdis..., murmura-t-il,

— Voulez-vous qu'on l'appelle? demanda Annesa.

Il la regarda, mais ne répondit rien.

— Cela va-t-il mieux? Voulez vous le médecin? insista Gantine, qui s'était assis au pied du lit et n'avait pas l'intention de s'en aller.

— Le médecin... le médecin... quand est-ce que vous avez appelé le médecin pour moi?... Donnez-moi au moins un peu d'eau... grommela le vieillard, de l'eau fraiche.

— En voilà.

Annesa lui approcha le verre des lèvres, mais il goûta à peine l'eau et la cracha dans le verre.

— Elle est chaude... est-ce qu'il n'y en a pas dans le puits? Apporte-moi un peu d'eau fraiche.

Pour conserver l'eau fraiche, Annesa accrochait la cruche à une corde et la descendait dans le puits. Elle s'en fut alors dans la cour et remonta la cruche; elle remplit un verre d'eau et s'avançait pour rentrer quand elle s'aperçut que Gantine venait à sa rencontre.

— Que veux-tu? dit-elle à haute voix.

Il la prit dans ses bras et la couvrit de baisers. Elle renversa l'eau.

— Laisse-moi, s'écria-t-elle irritée en cherchant à se dégager, mais il l'étreignit et l'embrassa plus fort.

— Es-tu ma fiancée oui ou non, lui murmurait-il à court d'haleine et ivre de désir. Pourquoi me fuis-tu continuellement, pourquoi ne veux-tu plus me voir jamais? Avant tu n'étais pas comme cela, Annesa. On dirait que tu ne m'aimes plus.

— Lâche-moi, le vieux attend.

— Laisse-le attendre, il vaudrait mieux qu'il meure une bonne fois, s'il meurt les maîtres pourront enfin me donner l'argent qu'ils me doivent et nous pourrons nous marier. Mais en attendant Annesa, reste un peu ici avec moi. Tu te sauves toujours, on croirait que tu as peur.

— J'ai peur, oui, répondit-elle, un peu ironique.

— Tu es honnête, je le sais et cela me plaît, mais tu peux bien rester quelquefois avec moi.

— Laisse-moi, répliqua-t-elle d'une voix âpre.

— Reviens, Annesa; je t'attends, supplia-t-il. Je dois partir dans deux ou trois jours et je serai absent jusqu'au mois d'octobre. Si nous ne nous voyons pas ce soir, nous ne le pourrons plus. Viens, Annesa.

— Laisse-moi, je verrai.

Il la laissa, mais elle ne sortit plus; elle se hâta même de refermer la porte au verrou et ne répondit pas aux plaintes et aux imprécations du vieillard.

Le lendemain matin, les hôtes partirent de bonne heure et le domestique dut aller sur la montagne pour ramener le cheval de Paulu.

La fête passée, la vie chez les Decherchi reprit son cours triste et monotone. Les deux grand-pères allaient à l'église, puis s'arrêtaient longtemps avec leurs amis assis sur les bancs de pierre devant la porte de la mairie. Le soir, ils s'asseyaient devant leur porte et quelquefois, l'abbé Virdis leur tenait compagnie.

Paulu aussi avait ses amis, ses affaires et ses intrigues, et quand il restait au pays, il ne rentrait à la maison qu'à midi et au soir.

Les deux femmes travaillaient et Donna Rachel priait continuellement. A table, les hommes médisaient du prochain et s'occupaient rarement de leurs affaires. Et pourtant ces affaires allaient très mal. Trois jours après la fête, le messo qui remplissait aussi les fonctions d'huissier, notifia aux Decherchi les actes pour la saisie de la maison et de la tanca.

Deux semaines encore et tout serait vendu. Néanmoins les grands pères et Donna Rachel ne sem-

blaient pas très inquiets; ils attendaient peut-être l'intervention de la divine Providence ou ils se fiaient complètement à Paulu. D'ailleurs lui aussi espérait encore. Ballore Spanu lui avait dit avant de partir :

— Je suis toujours comme un petit garçon, tu le sais. Je ne peux pas disposer d'un centime. Mais si tu viens dans mon pays, je te présenterai à la sœur du curé, une vieille richarde, qui consentira sans doute à te prêter quelques milliers de francs. Dans huit jours nous aurons aussi la fête, je t'engage à venir.

Il était décidé à tenter encore ce moyen. Et s'il ne réussissait pas...

— Je ne sais pas pourquoi, dit-il à Annesa, le soir avant son départ, mais je suis sûr que je trouverai... je ne reviendrai pas à la maison sans argent... je me tuerai plutôt.

Ce n'était pas la première fois qu'il menaçait de se suicider, mais Annesa n'avait jamais été aussi effrayée que cette fois.

Il partit. Gantine aussi était parti pour la forêt de Lula où il resterait jusqu'à l'époque des semailles.

Le vieil asthmatique voulut se confesser. L'abbé Virdis resta plus d'une heure avec lui, et quand il sortit de la chambre et qu'il s'assit près de la porte avec les deux grands-pères Annesa remarqua en lui une gaieté inaccoutumée.

— L'abbé Virdis est gai, dit-elle à Donna Rachel, il doit avoir décidé Zio Zua à nous aider.

— Dieu le veuille! soupira l'autre. J'irais à pied faire un pélerinage à la Madone de Gonare.

Mais Annesa eut beau écouter, le prêtre ne donna pas la bonne nouvelle aux vieillards. Il appela Rose et lui fit raconter la Passion de Notre-Seigneur et discuta longtemps avec l'enfant sur les détails de cette histoire. Puis il causa avec Zio Cosimu et Dom Simone à propos de Santus, le pâtre accusé d'infanticide, et il affirma, lui aussi, que le pauvre homme était innocent.

— Il est encore parti : il a appris que son fils était dans une bergerie à côté d'Osieri.

— Ce serait le cas de le pendre réellement s'il le trouve, déclara Zio Cosimu avec une âpreté extraordinaire.

L'abbé Virdis, scandalisé, se mit à souffler et à gesticuler :

— Cosimu Damianu! Que dis-tu? Que dis-tu? Est-ce le langage d'un chrétien? Es-tu devenu pire qu'une bête fauve?

Alors, Rose raconta un rêve terrible qu'elle avait eu la nuit précédente :

— Il y avait un grand, grand loup avec une queue toute petite. Et il courait après une autre bête féroce dans un désert. A un moment apparut un homme, armé d'un fusil et d'un épieu...

— Quel rêve, mon Dieu! s'écria Zio Cosimu en faisant des gestes d'épouvante. J'ai peur, moi...

Rose se mit à rire, puis redevint sérieuse et ouvrit les mains.

— Oh, n'aies pas peur, c'est un rêve.

— Et l'homme avec son épieu?

— L'homme courut, courut. Et il y avait près de là un autre désert, puis encore un autre...

— En somme, il y en avait une provision de déserts, s'exclama l'abbé Virdis.

— Écoutez, écoutez, dit Rose avec impatience.

Et les trois vieillards restèrent attentifs, et ils eurent l'air de s'amuser en écoutant le bavardage fantastique de l'enfant, tandis que dans le corridor Annesa et Donna Rachel se taisaient; et la première attendait avec angoisse un moment de paix et d'espérance, et la seconde priait vainement un Dieu que rien n'émouvait.

*
* *

Paulu était partit le matin à l'aube. Depuis des années, il ne faisait que voyager ainsi, à la recherche d'argent, comme le chevalier antique à la recherche de trésors. Un peu du sang d'un chevalier espagnol coulait certainement dans les veines du noble sarde sans le sou. Mais les temps sont changés : on ne trouve plus de trésors parmi les roches, ni de gens prêts à ouvrir leur bourse. Toutefois, Dom Paulu Decherchi marchait et espérait arriver enfin dans un pays habité par des personnes moins sordides et moins rapaces que les usuriers à qui, malheureusement, il avait toujours eu à faire. Il espérait, et il était presque sûr d'avoir finalement un peu de chance.

« La sœur du curé est une femme consciencieuse, pensait-il; elle me donnera l'argent, et n'exigera pas de trop gros intérêts. Comme cela, nous pourrons payer ce que nous devons à la banque, et puis, avec le temps, Zio Zua mourra et nous arrangerons nos affaires. »

Il continua son chemin. Tout d'un coup son petit cheval bai portant, attachée à la selle, la besace à fleurs blanches et rouges qui paraissait taillée dans une vieille tapisserie, s'arrêta et releva sa tête fine et nerveuse. Un sentier s'ouvrit à droite de la route poudreuse et mal entretenue, mais deux buissons de pruniers sauvages en fermaient presque entièrement l'entrée.

— Tu as raison, dit à haute voix Paulu, en caressant la tête de l'intelligent animal, il vaut mieux passer par ici. Le sentier n'est pas beau, mais il y a moins de poussière et plus d'ombre.

Et il rendit la main au cheval qui passa avec précaution entre les deux buissons. Le sentier mal tracé serpentait au flanc de la grande vallée qui

s'étendait au-dessous du village. La lueur rose-orangé de l'aurore éclairait doucement le paysage.

La vallée tout entière était creusée dans le granit; des murailles de roches, des édifices étranges, des colonnes naturelles et des monuments préhistoriques, surgissant çà et là, étaient rendus plus pittoresques par la verdure des buissons qui l'entouraient; le lit d'un torrent gris clair sillonnait la vallée, et les lauriers en fleurs qui poussaient sur les rives entre les roches lissées par l'eau, paraissaient plantés dans de gigantesques vases de pierre.

Le laurier aux feuilles luisantes, le myrte aux fruits noirs, le génévrier odorant, les touffes encore fraîches de la pivoine rose et les plantes les plus rares de la flore sarde garnissaient toute la vallée, entouraient les rochers et grimpaient jusqu'aux plus hautes cimes.

Des montagnes blanches et bleues, quelques-unes encore voilées par des vapeurs flottantes, que le reflet de l'aurore teignait d'un rose doré, fermaient l'horizon.

Au loin, au pied de la montagne brisée d'où la vallée descendait directement, on apercevait encore le village blanc et noir parmi la verdure; et en deçà, dans une conque grisâtre, on distinguait les ruines d'un petit pays dont les habitants — disait la légende populaire — étaient tous morts durant une peste mystérieuse, avaient été exterminés en une seule nuit par les habitants du village voisin qui voulaient agrandir leur territoire.

Paulu subissait l'influence de la poésie du matin et de la beauté de l'endroit. Il y avait longtemps qu'il ne s'était pas trouvé si gai, ni si heureux. Il se croyait redevenu jeune comme lorsqu'il partait de chez lui, insouciant et joyeux comme un oiseau, et cherchait à s'amuser, sans prévoir l'avenir. Par moments, il allait jusqu'à chanter:

« Sas aes chi olades in s'aera
Mi azes a jucher un 'imbassida » (1)

Et sa voix, fraiche et légère comme celle d'une femme, résonnait dans le silence du sentier et le cheval secouait ses oreilles comme agacé par la gaieté inaccoutumée de son maître. Mais, celui-ci l'éperonnait et continuait à fredonner. Certes, il était gai: le souvenir d'Annesa, l'espoir de trouver de l'argent et la beauté du matin le stimulaient agréablement.

« Au diable les tristes souvenirs et les tristes figures, surtout celles de Zio Zua et du messo avec son papier timbré. »

Et il continua son chemin. Paulu descendit et remonta toute la vallée, traversa un plateau, arriva dans un village et s'arrêta dans une auberge pour donner à manger à son cheval.

(1) Oiseau qui volez dans l'air. M'apporterez-vous une nouvelle...

Son intention était de repartir tout de suite, mais une femme le reconnut et alla bien vite chez Pietro Corbu, un riche propriétaire de l'endroit, pour le prévenir que Paulu Decherchi était descendu à l'auberge de Zana, la veuve du brigadier. Dom Peu Corbu courut alors chez la veuve Zana et dès qu'il vit Paulu, il l'accabla de reproches parce qu'il lui avait fait l'injure de ne pas se rendre immédiatement chez lui.

Quoi? Est-ce qu'il y a la peste chez moi? Depuis quand Paulu Decherchi va-t-il à l'auberge au lieu d'aller chez des amis?

Paulu avait déjà voulu emprunter de l'argent à Dom Peu qui, naturellement, le lui avait refusé. Il demandait de l'argent à toutes ses connaissances, mais il ne recommençait pas après un échec, et il gardait rancune à ceux qui ne consentaient pas à lui rendre service. Néanmoins, il feignit de voir Dom Peu avec plaisir, lui adressa mille compliments, mais ne voulut pas le suivre.

— Je suis pressé, dit-il, je m'arrête seulement quelques minutes. Je vais à la fête de Saint-Isidore.

— La fête n'est qu'après demain. Tu resteras ici toute la journée, foi de Peu Corbu!

— Inutile de jurer, je ne resterai pas, répondit Paulu.

Il resta, au contraire. Dom Peu était un de ces nobles sardes qui, s'il le faut, ne dédaignent pas de cultiver la terre, mais qui, en général, vivent dans l'oisiveté, attendant un ami ou un autre avec lequel ils pourront boire et bavarder tout à leur aise.

Il s'empara de Paulu comme d'une proie et le promena d'auberge en auberge. Ils burent beaucoup tous les deux, et Paulu continua à se montrer gai, disant que ses affaires allaient très bien, que le vieil asthmatique lui avait remis ses titres de rente pour qu'il s'en servît à son gré et il se vanta de bien d'autres choses.

— Tiens, dit-il, en regardant son vêtement d'étoffe anglaise, très fine, mais mal taillé, c'est Zio Zua, qui m'a fait cadeau de ce costume; c'est-à-dire, il m'a donné cent francs en me disant d'acheter un vêtement.

— Vous avez bien fait de le prendre chez vous cet homme, observa Dom Peu en palpant l'étoffe du veston, après tout, vous l'aimez bien aussi: s'il était tombé dans une autre famille on l'aurait tué. Zana *ocri madura* (1) apporte-nous encore une bouteille de ce diable de muscat.

Zana, une belle veuve, aux grands yeux noirs, quitta le comptoir de sa boutique, dans laquelle étaient amoncelées les marchandises les plus dispa-

(1) Grands yeux.

rates et entra dans la petite arrière-boutique, où s'étaient réfugiés les deux nobles amis. Cette arrière-boutique, qui recevait la lumière par une fenêtre pratiquée sur le toit de chaume, servait aussi de salle à manger et il y avait une table d'hôte avec une corbeille pleine de ce dur pain sarde appelé *carta di muovea* (1) et un morceau de fromage rongé par les vers. Les murs peints en rouge étaient ornés de calendriers, d'images religieuses, et une grande photographie reproduisait les traits d'un gras et pacifique gendarme, qui avait l'air d'un prêtre déguisé en soldat.

Zana *ojos de istella* (2), dit Dom Peu, tandis que la veuve très sérieuse, pinçant les lèvres et baissant les yeux, leur versait à boire, ce noble Monsieur que tu vois, ce chevalier est veuf et cherche des consolations. Toi aussi tu en cherches, m'a-t-on dit. Ne pourriez-vous pas vous consoler tous les deux.

— Dom Peu, grand fou, répliqua la veuve un peu gênée, si ce n'était pas par respect pour votre hôte, je vous répondrais comme vous le méritez.

— Laisse-le dire, ma mignonne, pria Paulu.

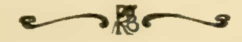
Toutefois la veuve regarda le veuf, qui la regardait aussi.

Que voulez-vous, tous les deux ils avaient de beaux yeux, et les beaux yeux sont faits pour se regarder, même s'ils ont déjà versé bien des larmes sur la tombe de personnes aimées.

(*A suivre.*) GRAZIA DELEDDA.

(*Traduit de l'Italien par* M. ALBERT LÉCUYER.)

(1) Papier à musique.
(2) Un sou de mèche.



LES DISTRIBUTIONS DE PRIX

Les distributions de prix, qui sont l'actualité de cette fin de juillet, ont, depuis quelques années, une mauvaise presse. C'est dans l'ordre. Voilà environ deux siècles que le peuple le plus raisonneur de la terre poursuit infatigablement la critique de ses institutions. Les petites devaient y passer, comme les grandes. Il a discuté et discute encore les formes anciennes de gouvernement et les nouvelles, les idées, les mœurs, les coutumes, les lois, la science, la morale, la religion, l'internat, le baccalauréat, le mariage, le capital, mille autres choses encore et toutes choses, notamment. La réalité se lasserait plutôt de fournir que lui d'examiner, de raisonner et de critiquer. C'est ce qu'il appelle faire usage de sa raison. Il applique à tout une dialectique ambitieuse qui fait penser au cercle fameux « dont le centre est partout et la circonférence nulle part ». Les distributions de prix ne pouvaient lui échapper. Il est en train d'instruire leur procès. Son verdict aura, n'en doutons pas, la sévérité des jugements qui tombent de haut.

Les considérants sont déjà connus. Ils se partagent en deux groupes. Les uns sont inspirés par le scepticisme et les autres par la morale.

Les sceptiques ont beau jeu, et je ne m'attarderai pas à refaire après eux le tableau caricatural de cette solennité scolaire où, après les longueurs fastidieuses du « discours d'usage », les forts en thème — entendez l'expression dans son sens le plus large, qui signifie aussi forts en version ou en mathématiques — viennent chercher leur couronne de papier sous l'œil attendri des parents et le regard ennuyé des camarades. Pauvres forts en thème! Ils ne se doutent pas que d'être le premier de sa classe équivaut à peu près, pour beaucoup de leurs contemporains, à un brevet d'imbécillité. Regrettable exagération contre l'opinion, également excessive — mais prévalut-elle jamais? — que ce soit un brevet de génie. Exagération très regrettable où ne se portent pas, heureusement, tous les sceptiques. Et d'ailleurs, il est des gens graves sur qui la *blague* ne prend pas.

Ceux-là, la morale les guette; et voici alors des arguments de poids. Pourquoi des distributions de prix? Ces cérémonies entretiennent des illusions fâcheuses, voire des erreurs néfastes. Vous substituez aux sanctions naturelles du travail des sanctions artificielles. Vous habituez l'enfant à se repaître d'une vaine gloriole. Vous détournez sa conscience des austères satisfactions du devoir accompli, en agitant un hochet devant elle, etc., etc. Que de fois nous les avons entendues, ces diatribes dont l'effet invariable est d'amener sur les lèvres d'un auditeur mélancolique cette réflexion : « Il y a du vrai tout de même. »

* * *

Eh! oui, il y a toujours du vrai dans n'importe quelle théorie, et pour peu qu'un raisonnement n'enferme pas de contradiction, il contient sa part de vérité logique. Elle n'implique ni la vérité des prémisses, ni celle de la conclusion.

Les adversaires des prix m'ont paru souvent poser ou supposer une certaine définition d'où ils tirent toutes leurs critiques. Si l'on considère les prix comme des primes offertes à la vanité de l'écolier, ou comme un terme idéal proposé à ses efforts, il ne sera pas difficile de trouver de bons arguments contre eux. Mais ces arguments ne porteront que contre une façon absurde de les concevoir et, dès

lors, que prouveront-ils, sinon qu'il ne faut pas les concevoir ainsi?

En réalité, les maîtres et les familles unissent leurs efforts pour essayer d'inspirer aux enfants le goût de l'étude, l'amour du travail et le sentiment de sa nécessité. Ils s'y prennent par tous les moyens, et la « distribution solennelle des prix » en est un parmi bien d'autres. Un long usage l'a consacré. Si ce n'est pas une raison nécessaire pour qu'il soit bon, ce n'est peut-être pas une raison suffisante pour qu'il soit mauvais.

*
* *

A ceux qui ne cherchent pas le fin du fin et prennent les choses tout bonnement, comme on les leur donne ou comme ils les trouvent, la cérémonie des prix apparaît ce qu'elle est réellement : une fête, la fête du travail achevé et du repos qui commence. C'est la dernière réunion de l'année ; elle rapproche les professeurs, les élèves et les familles ; elle permet aux amis de l'école, du collège ou du lycée, de lui apporter une marque de sympathie et d'intérêt. Devant cette assemblée cordiale et bienveillante, imposante quelquefois, on proclame les résultats des dix mois de labeur, les succès aux examens et aux concours, les noms des premiers en chaque classe et en chaque enseignement. Ce témoignage rendu publiquement à leurs efforts ou à leurs mérites est accompagné d'un souvenir, un livre le plus souvent, quelquefois une médaille. Une vieille tradition, qui se plaisait à renouer la chaîne des temps et à évoquer l'antiquité, y joignait une couronne symbolique.

Cette couronne attira les premiers sarcasmes. Elle était surannée et ridicule. Quelques établissements la sacrifièrent. Ils ne savaient pas, dans leur candeur naïve, qu'on ne fait pas au scepticisme sa part. La médaille et le livre furent attaqués à leur tour : Voyez-vous un grand garçon de seize ou dix-sept ans, qui vient chercher son prix, parce qu'il a bien travaillé? Bébé a été bien sage. C'est grotesque en vérité. Une simple lecture de palmarès, sans distribution, ne serait-ce pas plus sérieux, plus digne? Mais, à vrai dire, il vaudrait mieux ne garder que la réunion, la fête scolaire. Encore conviendrait-il de la rajeunir et d'en manifester aux yeux de tous le caractère entièrement neuf en l'avançant au début de l'année. La vraie fête du travail ne doit pas être célébrée quand il finit, mais quand il commence. Ce ne sont pas les vacances qu'il faut faire saluer par la joie des écoliers : c'est la rentrée.

Ainsi glissait sur une pente insensible et fatale la logique du raisonnement, entraînant avec elle tous ceux qui ne se raccrochaient pas aux faits, à la simple, à l'humble réalité des faits...

Couronne, médaille ou livre, le prix, disons-nous, est un *témoignage*. Nous n'avons pas dit : une *récompense*. Car ce ne sont point les livres, même bien choisis, ni les feuillages, même dorés, qui peuvent ni doivent être la rétribution promise, désirée ou voulue. La vraie récompense, ce sont les progrès de l'élève, la satisfaction de sa conscience, son perfectionnement et tout le bien qu'il en tirera plus tard. C'est indiscutable et c'est entendu. Il ne s'agit donc que d'un témoignage, aussi légitime, aussi raisonnable et plus respectable que la plupart de ceux dont les hommes se montrent si avides. Il ne peut être obtenu que par le seul mérite, sans qu'il soit possible à celui-ci, je ne dis pas de se faire remplacer, mais même de se faire aider par l'intrigue ou la faveur. De combien d'autres en pourrait-on dire autant? L'argument des moralistes se retourne contre eux et les distinctions du palmarès sont une leçon de moralité : à chacun selon ses œuvres.

Si vous reprochez aux prix de ne pas correspondre au vrai mérite, c'est que vous les donnez mal. Choisissez les sujets de composition de manière qu'ils ne favorisent pas exclusivement l'heureuse facilité de l'un ou la mémoire mécanique de l'autre. Tenez compte de l'application, du travail, des progrès. Faites entrer dans le calcul des points les moyennes du trimestre. Arrangez-vous. Mais ne raisonnez pas comme les réformateurs qui voudraient supprimer le régime parlementaire pour éviter l'abus des interpellations. Ce qui importe dans une institution, comme chez une personne, comme chez un peuple, ce sont moins ses *défauts* que ses qualités. Les qualités seules font la valeur, que dis-je? la réalité des êtres et des choses, car nous n'existons pas et nous ne subsistons point par *ce qui nous manque*, mais par ce que nous avons. Les distributions de prix ont des avantages qui justifient amplement leur existence et qui devraient suffire à désarmer leurs adversaires.

* *

Aussi bien, j'aurais mauvaise grâce à suivre ceux-ci sur leur terrain et à discuter avec eux, à raisonner *pour*, comme je leur reproche de raisonner *contre*. La vérité est qu'on met trop de raisonnement dans cette affaire. Il ne s'agit pas de savoir ce que valent ces cérémonies au point de vue de la pure raison. L'enfance, l'adolescence même — je ne veux rien dire des hommes — ne sont elles donc que raison pure? Et devons-nous négliger, dédaigner, repousser les moyens d'agir sur les sentiments, sur l'imagination? Pour faire comprendre les choses, le plus sûr est d'abord de les faire sentir. Il serait excellent qu'un enfant pût sentir l'importance de ses études avant de l'avoir comprise.

Le bambin de neuf ans qui débutait en huitième était pénétré de respect pour son lycée, il croyait à la mission de ses maîtres, quand il les avait vus en toge, entourés des grands corps de l'État, sur l'estrade où s'alignaient les couleurs vives et les dorures des prix. Des drapeaux s'éployaient, un régiment prêtait ses héroïques fanfares. Le petit écolier avait là une première révélation saisissante, parce qu'elle était sensible et concrète, de la dignité du savoir. Son coin de province, son chef-lieu de département ou d'arrondissement, ne lui avait jamais montré les funérailles nationales d'un glorieux savant ou d'un grand artiste ; mais aujourd'hui il voyait des sénateurs, des députés, des magistrats, des officiers, M. le préfet, M. le maire, tous les notables de la ville assemblés pour entendre proclamer qu'un tel s'était distingué en histoire et que tel autre était le premier en discours français. Et la musique saluait les prix d'excellence et les prix d'honneur. Il apprenait du même coup à estimer ses camarades pour leur intelligence ou leurs efforts, ce qui vaut mieux que de les estimer pour leur automobile. Supposons même qu'en attendant des raisons plus sérieuses de travailler, il se soit dit : « Moi aussi, je veux avoir des prix l'année prochaine », était-ce donc un si grand mal ? Jamais aucun professeur n'assigna ce but au travail. Si néanmoins, par cette sanction, le travail trouva une prise de plus sur l'esprit d'un élève, louée soit-elle, *quoi qu'on die*, comme il est écrit dans Molière.

*
* *

A mesure que l'écolier grandit, il comprend mieux la nécessité et l'intérêt de ses études ; il se préoccupe de sanctions plus positives, devant lesquelles les premières perdent nécessairement de leur prestige. C'est fort bien ainsi et c'est la loi du progrès. Il se fera de lui-même. Nous n'avons pas besoin de le hâter. Prenons garde plutôt qu'il n'aille trop vite. J'ai connu le collégien qui « croyait » aux prix. J'espère qu'il existe encore. Mais nous sommes déjà devant celui qui ne croit plus au baccalauréat. Un pas de plus, et vous rencontrerez le médecin qui a jugé la médecine, le magistrat qui sait, au fond, ce que vaut la loi. On n'est pas des dupes. Il se peut que ce détachement soit une supériorité ; mais il faut être rudement fort. Pour les gens ordinaires, c'est plutôt dangereux...

Sans compter que ceux qui ne croient à rien croient au succès et le recherchent par tous les moyens et le poursuivent avec frénésie à travers toutes les voies. Ceux-là ne pardonnent pas aux distributions de prix de symboliser, à leur manière plus ou moins naïve, l'honnête triomphe du mérite personnel.

FIRMIN ROZ.

EDGAR QUINET ET L'ITALIE

Pendant l'exil (1)

La suite des *Révolutions d'Italie* paraît en octobre 1851 : ce nouveau volume comprend seulement, outre la fin du livre 1er, le livre II, qui se termine par un chapitre sur Michel-Ange. Quelques mois plus tard, le coup d'État du 2 décembre fait de Quinet un proscrit : le lien d'une commune épreuve fortifie son ardente sympathie pour ces exilés italiens, auxquels il vient de dédier son œuvre. Réfugié à Bruxelles, il ajoute à son manuscrit, en guise de conclusion, un dernier chapitre, intitulé « Résurrection sociale », où il commente les événements récents, et y montre l'éclatante confirmation de ses principes. Le 7 janvier 1852, il écrit à la fille et au gendre de Michelet, qui ont promis de s'occuper de l'impression de son livre :

« Vous n'oubliez pas le troisième volume de l'interminable ouvrage que vous savez : ce volume est achevé, et c'est aussi la fin du livre. Sauf quelques pages de conclusion, tout y est antérieur à 1848. Je serai très heureux d'en finir et je suis prêt. »

Mais était-il possible de publier sans obstacle l'œuvre d'un proscrit, quelques semaines à peine après le coup d'État ? Les amis de Quinet imaginèrent un stratagème : on réédita, en tête du troisième volume, la dernière feuille du tome II, publié l'année précédente. On se donna l'air d'achever une publication commencée, et on put éviter une demande d'autorisation dont le sort semblait assuré d'avance (2). Le tome III des *Révolutions* ne parut ainsi, en juillet 1852, qu'à un petit nombre d'exemplaires. Dans une lettre du 17 septembre, Quinet s'étonne et s'attriste qu'aucun de ses amis ne lui en ait encore parlé. Il écrit à Michelet : « Je me console du gouffre d'oubli où mon livre est tombé en m'obstinant à un autre. » Mais il apprend bientôt que le *Siècle* lui a consacré deux articles : c'est le seul journal qui en rende compte. Cependant l'œuvre entière se réimprime à Bruxelles, en un petit volume, précédé d'une introduction de Marc Dufraisse, l'un des amis du proscrit, et Quinet s'étonne du succès de vente que trouve son livre chez les libraires belges. S'il fut connu bientôt en Italie, ce fut plutôt par l'édition belge que par l'édition française. On peut dire qu'en France le livre de Quinet resta pour ainsi dire inconnu, jusqu'au moment où fut publiée la pre-

(1) Voir *Edgar Quinet et l'Italie* [illegible] dans la *Revue bleue* du 6 juillet 1907.

(2) *Lettres d'exil*, t. I, p. 127, notes de Mme Quinet. — M. Albert Vales, qui prépare une importante biographie d'Edgar Quinet, a bien voulu me signaler ces détails.

mière édition complète des œuvres de l'auteur, en 1858. Cependant Quinet se plaignait encore en 1860 que la critique française ignorât complètement un livre, trop nouveau pour elle.

C'est en Italie surtout qu'on devait lui rendre justice, et c'est par cette œuvre que Quinet conquit dans la péninsule, sans y être jamais retourné, de nombreux amis. Une profonde sympathie de sentiments et de pensées devait le rapprocher de Mazzini, qui ne pouvait ignorer son intervention courageuse en faveur de la République romaine, lors des événements de 1848-49. Il ne semble pas cependant qu'ils aient été en relations directes l'un avec l'autre, avant l'année 1853. Une brève allusion faite par Quinet à une formule de Mazzini dans un petit livre, *L'enseignement du peuple*, paru en 1850, prouve qu'à cette date l'écrivain français connaissait assez superficiellement les idées du grand apôtre de l'unité italienne. C'est par une lettre du 17 mai 1853 que Mazzini proteste contre la fausse interprétation de sa brochure *Du Pape au Concile*, où Quinet avait cru voir, à tort, une tentative de transaction avec le catholicisme. Depuis cette époque les deux proscrits, qui avaient entre eux tant de points communs, échangèrent plus d'une fois des lettres. On peut être surpris cependant que leurs relations n'aient pas été plus fréquentes ni plus intimes. L'un et l'autre eurent l'ambition d'exercer, en faveur de la démocratie, un véritable apostolat; l'un et l'autre voulurent être ses éducateurs, l'un et l'autre avaient la même horreur pour les compromis politiques, l'un et l'autre, esprits supérieurs et d'une rare culture, furent des hommes de foi profonde, et, en dépit de leur hostilité farouche contre l'Église, des âmes foncièrement religieuses.

C'est dans le groupe des républicains unitaires, irréductibles adversaires du Saint-Siège, que Quinet trouvera, comme il est naturel, ses plus ardents admirateurs. Il est facile de prévoir en quel sens seront orientés ses jugements et ses opinions, au cours des événements qui vont amener la formation de l'unité. Quoi qu'on pense de ces jugements, il faut reconnaître qu'ils furent l'expression sincère d'une pensée toujours fidèle à elle-même, et d'une conscience, impitoyable dans sa franchise. Après la guerre de Crimée et le Congrès de Paris, Quinet dénonce les dangers de ce qu'il appelle « la paix autrichienne », et déplore « l'aveuglement » des Italiens. Malgré tout, il remarque les signes précurseurs du réveil, et se félicite, en écrivant à Mazzini, que « tous les regards et les cœurs soient tournés du côté de l'Italie ». Dans les premiers mois de 1859, il refuse de croire à la sincérité de l'Empereur, et adjure ses amis italiens de ne pas se laisser tromper par de menteuses promesses. Lorsque la guerre éclate, il rappelle à Buloz qu'il avait proposé une guerre de ce genre aux gouvernements précédents, mais qu'il n'avait jamais désiré que cette guerre fût entreprise par le gouvernement actuel. « Au reste, ajoute-t-il, je veux bien que l'Italie y gagne quelque chose et même beaucoup; cela ne peut manquer, l'Italie le mérite et travaille à conquérir elle-même un meilleur sort. Elle est telle que je l'ai espérée. » Après la paix de Villafranca, il écrit d'Aix-les-Bains à Michelet : « Je ne vois que gens désespérés; et comment a-t-on pu espérer autre chose d'une pareille origine? » Les événements de Naples et de Sicile, l'épopée garibaldienne le remplissent d'enthousiasme. Le 20 septembre 1860, il écrit à Georges Pallavicino, dont il avait fait la connaissance à Aix-les-Bains :

« S'il est vrai que vous avez accepté la pro-dictature de Naples, j'en félicite l'Italie... Ce point unique de Rome, pressé par le Nord et le Midi, devra nécessairement céder, et vous, Italiens, vous aurez affranchi le monde d'une servitude universelle... Je suis décidé à servir votre sublime cause par tous les moyens qui s'ouvriront à moi... Mes hommages à votre libérateur, à votre Machabée, Garibaldi! »

Cependant l'Italie se repose, une partie de sa tâche accomplie, et les ministres qui dirigent le nouveau royaume cherchent à éviter toute rupture avec l'Empereur des Français. Quinet s'indigne, il se plaint du machiavélisme des Italiens : la plupart de ceux qu'il a connus lui tournent le dos; ceux qu'il rencontre ne peuvent s'abstenir de faire l'éloge de son proscripteur. Quinet aurait voulu, malgré son âge et sa santé, servir l'Italie autrement que par la plume : « Ah! que j'envie, écrivait-il en octobre 1860, ceux qui là-bas ont le fusil à la main! » Mais ses offres sont repoussées : « les Italiens ont jugé qu'un proscrit n'est bon à rien, et ils ont évité de me répondre ». On peut s'étonner, du moins, que Quinet, établi depuis 1858 sur les bords du lac de Genève, n'ait point passé les Alpes pour aller revoir un pays, auquel l'unissaient tant de liens et tant de souvenirs. Mais il craint de trouver « trop de bonapartisme dans l'air ». En février 1864, il écrivait à M. de Boni, à Florence : « Il y a longtemps que vous m'auriez vu en Italie, si je n'avais craint d'y trouver trop souvent l'écho de notre césarisme byzantin. » Quinet constate aussi que l'Italie semble fort peu disposée à suivre le conseil qu'il lui donnait, dès 1849, de « rompre son lien spirituel avec la nef de Saint-Pierre ». Au contraire, on veut « retremper » le catholicisme; « il est de fait que si le pape faisait la moindre concession, vous verriez encore une fois toute l'Italie aux pieds de *Pio nono* ». Sur les questions essentielles de la politique italienne, Quinet se sent en désaccord

avec beaucoup de patriotes italiens : de là, dans plusieurs de ses lettres, une certaine amertume.

Malgré tout, le nom et la réputation du républicain français pénètrent de plus en plus dans les groupes les plus avancés de la démocratie italienne. Il voit venir à lui des admirateurs, des lecteurs de ses livres, de nouveaux amis, dont l'affection le touche profondément. Le 20 août 1862, il reçoit de Naples une lettre d'un jeune écrivain de la Pouille, Nicolas Montenegro, qui lui propose de traduire et de publier en italien *Les Révolutions d'Italie*. Quinet accepte avec empressement, et dès lors une correspondance assez suivie s'engage entre lui et son traducteur, dont l'œuvre achève de paraître en 1864. Quinet lui écrit trois ans plus tard : « J'aime à reporter une partie de la bienveillance de vos compatriotes à votre excellente traduction. » En mai 1870, il demande à son ami Marc Dufraisse d'envoyer à M. Montenegro, pour une nouvelle édition de sa traduction, un exemplaire de l'Introduction, qui avait paru en tête de la première édition belge. M. Tamburini, proviseur du lycée de Brescia, consacre un livre à l'œuvre d'Edgar Quinet, et travaille avec une ardeur touchante à faire connaître son héros.

« Cher et bien cher ami, lui écrit Quinet le 2 janvier 1867, vous m'envoyez de belles étrennes... Tant de fidélité, tant de persévérance de votre part, c'est ce qui me touche infiniment... Le feu sacré vit chez vous. On sent dans chaque ligne ce qui fait ressusciter les peuples, je veux dire l'espérance, l'enthousiasme, la possession anticipée de l'avenir. »

Et ailleurs : « Ah ! mes chers Italiens, que vous me consolez du reste de l'Europe ! Vous avez conservé l'étincelle. » En juin 1870, Quinet apprend avec désolation la mort de son ami. Il écrit à M. Aldisio Sammito, philosophe et poète sicilien :

« Vous savez combien j'aimais votre ami ! Je vous en prie, écrivez-moi tous les détails que vous pourrez sur sa maladie, sur sa fin... C'est par lui que j'étais en correspondance intime avec le cœur de l'Italie. »

Plus on avance dans la lecture des *Lettres d'exil*, plus on voit s'accroître le nombre des amis italiens d'Edgar Quinet. D'un bout à l'autre de la péninsule, de la Sicile comme de la Lombardie, lui arrivent sans cesse de nouveaux témoignages de sympathie. Plusieurs patriotes milanais, lors du vingtième anniversaire des journées de mars 1848, envoient un souvenir à l'ardent défenseur de la cause italienne.

« Quoi ! Madame, écrit-il à Mme Joséphine Appiani, vous m'avez accordé une pensée à pareil jour ! Ah ! les Italiens ont la mémoire profonde et généreuse... C'est toujours d'eux que m'est venu le rayon de lumière dans les heures qui semblaient désespérées. »

Tandis que de jeunes écrivains, en prose ou en vers, lui envoient leurs œuvres, des sociétés ouvrières de Pouille et de Sicile lui confèrent le titre de membre honoraire.

C'est en 1862, après Aspromonte, qu'Edgar Quinet écrit pour la première fois à Garibaldi, par l'entremise de Georges Pallavicino. En 1865, il lui envoie à Caprera son livre nouveau sur la Révolution, qu'il adresse également à Mazzini. Il rencontre Garibaldi au premier Congrès de la paix, tenu à Genève, en septembre 1867. Il écrit à Nicolas Montenegro, quelques jours après :

« J'ai vu notre héros, j'ai embrassé Garibaldi. Honneur à l'Italie qui a produit une si grande âme. Elle est faite pour servir de modèle et d'idéal à quiconque prend la vie au sérieux... On ne se figure pas la réaction de peur folle que ces deux ou trois jours de liberté à Genève ont déchaînée, surtout en France. »

A la suite de cette grande manifestation républicaine, Quinet entretient des relations plus étroites avec Garibaldi et avec son chef d'état-major le colonel Frigyesi. Après l'affaire de Mentana, il proteste avec indignation contre la politique officielle de la France, réussit à faire insérer dans le *Temps* un important article « France et Italie », et adresse de nombreuses lettres à ses amis d'outre-monts.

« J'ai fait ce que j'ai pu, écrit-il à un ami de France, pour empêcher les Italiens de nous prendre en exécration, et la tâche n'est pas facile. Garibaldi vient de m'adresser à ce sujet une longue et importante lettre qui fait en ce moment le tour de la presse italienne et européenne. »

Quinet est décidément sorti de sa solitude, pour prendre une part de plus en plus active à la polémique des partis. Les fondateurs d'un nouveau journal démocratique de Prato, en Toscane, s'adressent à lui et lui demandent une parole d'encouragement. Sa réponse est un véritable manifeste en faveur de l'union des deux peuples « dans la liberté et par la liberté. »

« En maintenant le principe de la liberté, anéantie presque partout ailleurs, l'Italie maintiendra le seul terrain, où sont rendues possibles les réconciliations, les alliances et les amitiés solides entre les peuples, dans le présent et dans l'avenir. »

Si l'on voulait étudier les idées de Quinet sur la guerre, le militarisme et les réformes militaires, il faudrait citer aussi une importante lettre à M. Castiglia, député, qui venait de proposer un projet de loi sur la réorganisation de l'armée.

Ainsi, dans les dernières années avant 1870, Quinet avait acquis, en Italie, une réelle popularité. En France, l'action de sa parole et de ses écrits restait, par la force des choses, limitée dans un cercle assez restreint. Dans certains milieux le polémiste et l'homme de parti faisait tort à l'observateur poli-

tique, et pourtant les avertissements qu'il donnait à ses compatriotes méritaient un meilleur sort. En restant fidèle à la cause italienne, il entendait servir, mieux que personne, le véritable intérêt moral de la France. Au reste, son ardent idéalisme ne l'empêchait point de connaître et de comprendre, mieux que beaucoup de ses amis, l'état réel de l'Europe, ni de pressentir les conséquences dangereuses que certains hommes d'État pouvaient tirer, contre la France, du principe des nationalités.

Le rôle de Quinet comme publiciste, après 1860, touche à trop de questions délicates et complexes pour qu'il soit possible de l'apprécier ici impartialement en quelques lignes. En tout cas, il avait le droit de rappeler à ses amis comme à ses adversaires qu'il avait défendu la cause italienne, à une époque où presque personne ne s'en occupait en France, et où, en Italie même, le réveil de la nation semblait encore fort éloigné. Entre les premières pages écrites par Quinet, au retour de son voyage de 1832, et ses derniers articles sur l'Italie, il y a une unité profonde. C'est le développement logique de quelques idées très simples, appuyées sur un fond, singulièrement riche, de lectures et de méditations, comme le prouve, mieux que tout autre, ce livre magistral : *Les Révolutions d'Italie*.

L'apôtre de la nationalité italienne est inséparable de l'historien philosophe, qui a eu l'ambition d'écrire une synthèse de l'histoire d'Italie. Si nous ne voulons pas juger le polémiste des dernières années, il nous est plus facile de montrer quelle valeur garde encore aujourd'hui le livre de Quinet sur les Révolutions d'Italie. Sans doute, on retrouve dans bien des passages de ce livre, et surtout dans les derniers chapitres, tout le feu des passions de 1848, toute la fougue d'un démocrate français, qui d'ailleurs se distingue entre tous par sa connaissance des peuples étrangers. Mais en même temps qu'une œuvre d'actualité, c'était aussi une œuvre d'histoire, aujourd'hui peut-être trop oubliée.

Sur beaucoup de points, assurément, nous connaissons mieux l'histoire d'Italie que ne pouvait la connaître Quinet. Il serait trop facile de relever les inévitables lacunes de cette vaste enquête sur le passé du peuple italien. Et pourtant, que d'aperçus ingénieux, que de remarques, justes et profondes, sur les républiques du moyen âge, sur les sentiments et les idées qui dominent l'Italien du XIIe siècle ou celui du XVe ! Nul n'a mieux montré — et c'était alors une vue singulièrement nouvelle — le rôle des luttes de classe dans la société italienne du moyen âge, l'importance politique des corps de métiers, le système de terreur, fort éloigné de la liberté, qui pesait si souvent sur ces petites Républiques. Que de pages brillantes, et d'un intérêt toujours vivant, sur l'œuvre de Machiavel ou le rôle de Savonarole! C'est l'effort le plus original et le plus puissant qui ait été tenté en France, au cours du XIXe siècle, pour marquer la place de l'Italie dans l'histoire générale de la civilisation européenne, depuis les premiers siècles du moyen âge.

En éclairant ainsi le passé, Quinet préparait ses lecteurs à mieux comprendre la situation présente de la nation. Il est manifeste que les événements semblèrent apporter plus d'une fois, aux principes qu'il avait prétendu dégager de cette histoire, une éclatante confirmation. Faut-il en conclure que la méthode de l'historien fût toujours irréprochable? Quinet procède par intuition, plutôt que par une rigoureuse analyse des faits ou des textes Souvent admirable de pénétration et de clairvoyance, il dédaigne trop le détail exact et minutieux pour ne pas risquer bien des erreurs; et ses conclusions sont résumées en formules trop simples et trop générales pour ne pas soulever bien des critiques.

D'autres réserves s'imposent : il est dangereux d'appliquer à toutes les époques de l'histoire d'un pays une idée unique, à laquelle on prétend ramener l'ensemble des faits. En poursuivant, à travers l'histoire, cette idée de *nationalité*, que seul le XIXe siècle pouvait clairement concevoir, que seul, peut-être, il pouvait réaliser, Quinet courait le risque d'altérer, dans une certaine mesure, la physionomie des époques plus anciennes. Voir le peuple italien depuis les temps barbares jusqu'à nos jours à travers le prisme de l'idée nationale, entendue au sens moderne, c'était peut-être un moyen de mettre en lumière certains faits inaperçus, mais en négligeant d'autres faits, et en donnant de l'ensemble une image peu exacte. Parmi les causes qui ont empêché l'Italie de former un État unique, avant de former une nation, la présence, au centre de la péninsule, d'un pouvoir universel a été la principale; elle n'a pas été la seule; et croire que, sans le pape, les Lombards auraient pu réaliser, il y a dix ou douze siècles, l'unité italienne, c'est confondre singulièrement les temps. Par la rigueur même de son système, Quinet exagère les différences qui, au début du moyen âge, séparent l'Italie des autres pays. Nulle part, dans l'Europe des temps barbares ou de l'époque féodale, les circonstances n'étaient favorables à la formation de grandes unités politiques. Au contraire, le morcellement en petits États était partout la loi. C'est pour échapper à l'étroite enceinte de ces petits États que les hommes du moyen âge forment entre eux, par dessus les frontières féodales, des groupes cosmopolites, de plus en plus variés. L'esprit cosmopolite des Italiens du moyen âge ne s'explique pas seulement par l'influence de l'Église et du saint Empire, mais aussi par les inté-

rêts opposés des grandes républiques marchandes, dont les comptoirs et les colonies se répandent sur toutes les rives de la Méditerranée. Si les divisions de l'Italie lui ont été fatales, à partir du XVIe siècle, il ne faut pas méconnaître les avantages que les villes italiennes, centres uniques de civilisation, avaient longtemps tirés de ce morcellement. Le philosophe italien Ferrari, qui fut d'ailleurs un ami de Quinet, a mis en lumière ces avantages dans une œuvre, postérieure à celle de Quinet, moins brillante et plus chargée de menus faits.

De même, lorsque l'historien français veut déterminer les causes de la décadence et de la ruine de l'Italie, les raisons qu'il en donne sont trop simples, trop rigoureusement logiques pour être conformes à la réalité complexe de l'histoire. Il néglige beaucoup trop les faits économiques, qui résultent des grandes découvertes et du changement des routes commerciales. Ses jugements sur le catholicisme sont exprimés en formules impérieuses et tranchantes, qui, sur le seul terrain de la critique, appellent de nombreuses objections : ce sont des formules de combat, et non des conclusions tirées de l'examen impartial des faits. Quinet n'a pas vu quels germes de vie, quelle puissance de renouvellement se cachaient sous des apparences surannées. Il considère le catholicisme tout entier, dogmes, rites, institutions, comme un système immuable, rigide, incapable de se transformer : opinion trop sommaire et démentie par une observation plus objective. Il a mal connu et mal compris le rôle des papes, même au moyen âge : mais surtout quand il apprécie l'œuvre du catholicisme depuis le concile de Trente, c'est la passion d'un huguenot du XVIe siècle qui parle en lui.

Dans sa méfiance contre le Saint-Siège, il a justement pressenti que les bonnes intentions de Pie IX ne pourraient prévaloir contre la politique traditionnelle de l'Église, et que tôt ou tard il y aurait conflit entre les vues du Saint-Siège et les aspirations nationales. Mais si les événements ont semblé lui donner raison, rien ne prouve que d'autres hommes et d'autres circonstances n'eussent pas modifié, dans une certaine mesure, le cours des choses. Quinet a méconnu la force d'expansion populaire que le mouvement national tirait de son alliance momentanée avec l'enthousiasme religieux. Qui peut savoir ce qui serait arrivé, si, dans la grande crise que traversait l'Église, le pontife avait eu le génie et l'audace de certains papes du moyen âge, assez hardis pour rompre avec un passé mort et lancer la barque de Saint Pierre sur un nouvel Océan? L'histoire ne sera jamais plus sévère pour Pie IX que ne le fut pour lui-même ce pape pieux et bon, le jour où il disait :

« Ils veulent faire de moi un Napoléon, et je ne suis qu'un pauvre curé de campagne.

Si Quinet ne se trompait pas, en pressentant l'inétable disparition du pouvoir temporel, ne se faisait-il pas illusion, d'autre part, lorsqu'il croyait voir dans la République romaine de 1848 le noyau lumineux autour duquel allait se former l'Italie nouvelle? Il était de ces idéalistes, enfermés dans leur système et qui, jugeant la réalité du haut d'un principe absolu, se montrent impitoyables pour les diplomates et les politiques. Mais souvent les politiques prennent leur revanche et arrivent au même but par des moyens plus sûrs. De même aussi le temps et la réalité se chargent de concilier des prétentions contradictoires et de faire surgir un *modus vivendi* imprévu entre des forces opposées. Il est facile de dénoncer l'opposition irréductible entre la Révolution et l'Église, mais il faut bien faire vivre ensemble, dans une même société, les fils de la Révolution et les enfants de l'Église : de là des transactions nécessaires, contre lesquelles protestent vainement les idéalistes de l'école de Quinet.

La faiblesse de son système historique c'est d'aboutir à une sorte de fatalisme idéaliste, qui considère tous les événements comme des conséquences inéluctables de certains principes généraux — contradiction singulière de la part d'un homme qui fut le défenseur passionné de la liberté, de la dignité et de la responsabilité humaines! Ces graves défauts n'ont point empêché Quinet d'être un historien pénétrant et profond. Mais il fut, en même temps, un homme de foi et un homme de combat : c'est à la fois sa force et sa faiblesse. Il est facile d oublier les parties caduques de son œuvre, pour nous souvenir des services qu'il a rendus à l'histoire, à la cause de de l'indépendance italienne, inséparable, dans sa pensée, d'une entente plus étroite et plus intime entre l'Italie et la France.

JULES GAY.



BRUMES D'ÉTÉ

La plaine dort paisiblement.
La nuit couvre tout de ses ombres.
Les pâtres, sans un mouvement,
Rêvent sous leurs grands m[illegible] sombres.

C'est l'heure où, quittant leurs vallons,
Leurs sous-bois aux sentes fleuries,
Les Brumes aux longs cheveux blonds
Viennent danser par les prairies.

Et jusqu'au jour, à la façon
Des nymphes des eaux et des fées,
Elles glissent sur le gazon,
D'un rayon de lune coiffées.

Elles connaissent mille jeux,
Se quittent, s'attrapent, [illegible],

Et l'on perçoit leurs seins neigeux
Quand leurs voiles au vent s'agitent.

Et, sans fin, dans la tiède nuit,
Si mystérieuse et si douce,
Elles flottent, sans poids, sans bruit,
Vapeurs légères sur la mousse.

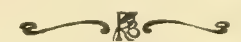
Mais voici qu'un peu de clarté
Blanchit le faîte des collines,
Et les Brumes ont palpité
Sous leurs tremblantes mousselines.

« Ah ! disent-elles ; est-ce toi
Qui déjà reviens, pâle aurore ?
Pourquoi nous chasses-tu ?... Pourquoi ?...
Accorde-nous une heure encore... »

Mais c'est bien le jour qui paraît.
Le ciel s'ouvre. Le soleil perce.
Alors, s'éloignant à regret,
La troupe alerte se disperse.

Et les pâtres sous leurs manteaux,
Perdus en de vagues pensées,
Regardent aux flancs des coteaux
S'enfuir les Brumes enlacées.

ANDRÉ DUMAS.



LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

ALBERT VANDAL : *L'Avènement de Bonaparte.*
II. *La République consulaire.*

Est-ce point Sainte-Beuve qui l'affirmait : « La vérité sur les hommes comme sur les choses est difficile à trouver, et quand elle est trouvée une fois, elle n'est pas moins difficile à conserver » ?

Quand elle est trouvée ! Mais qui donc nous avertira de cette découverte ? Nous ne connaissons que des vérités provisoires, ou, si vous voulez, notre vérité évolue sans que nous soyons maîtres jamais d'imposer un terme à cette évolution. Et de quel droit, à quel instant précis pourrions-nous intervenir ? Qui donc, quel critérium nous seront garants que nous possédons sur les hommes ou sur les choses la vérité vraie, définitive, l'immuable vérité ? Combien, depuis Sainte Beuve, s'est assouplie, diversifiée, enrichie notre notion du vrai ! Et qu'il est donc séduisant de penser que le legs des vérités anciennes ne saurait nous opprimer, que tôt ou tard nous possèderons *notre* vérité, que *notre* vérité grandit en nous, avec nous, que nous recréons perpétuellement le passé, et le faisons renaître sous des figures infiniment diverses... Et voyez comme la science, loin de stabiliser ces fuyantes images, en accélère l'incessant défilé. L'histoire nous offre de nos jours le spectacle le plus varié, le plus émouvant, le plus surprenant par la multiplicité de ses changements à vue et de ses transformations de décors. Grâce au perfectionnement de sa secrète machinerie, l'histoire le dispute en intérêt à la vie même, l'histoire dépasse le roman... Oui c'est bien cela, si l'histoire domine à ce point l'imagination contemporaine, c'est qu'elle possède le secret d'extraordinaires métamorphoses.

Voici M. Albert Vandal qui étudie en deux gros volumes l'Avènement de Bonaparte : ampleur des recherches, minutie de l'information, sévérité de la méthode, M. Albert Vandal est un historien scientifique ; harmonieuse ordonnance du sujet le plus complexe, vigueur et souplesse de la langue, sens de la vie, M. Albert Vandal est un historien artiste. Je ne sais s'il est le plus scientifique de nos historiens, il est à coup sûr le plus artiste... Avec un luxe de preuves et une puissance d'évocation en vérité admirables, Albert Vandal nous fait de Bonaparte un portrait qui diffère sensiblement des effigies connues : un physique plus chétif, un aspect plus minable, un esprit moins formé, un caractère moins absolu en sa violence ; moins de connaissances, mais non moins de génie : le génie demeure impénétrable, les qualités et les défauts de l'esprit et du caractère se nuancent en contrastes plus nombreux et plus délicats ; au total, l'homme est plus près de nous ; nous le comprenons mieux sans l'admirer moins : le Bonaparte de Albert Vandal est plus humain — sinon plus accessible à la pitié et au sentiment — que ceux de ses prédécesseurs ; il n'est point diminué... Il n'est point diminué, mais nous découvre une physionomie que nous ne connaissions point : ce dictateur a des hésitations insoupçonnées ; il craint d'outrepasser ses droits : redoute-t-il les responsabilités ? il manifeste une tendance remarquable à se couvrir du vote d'une assemblée ou d'un conseil : « Il se montrait à cet égard scrupuleux, presque timoré, et faisait preuve d'un formalisme que ses collègues jugeaient excessif : il était d'une si grande circonspection, a dit Cambacérès, qu'on avait peine à le déterminer à signer des arrêtés de pure exécution, sans les avoir soumis au conseil d'État. » Cet apprenti despote sollicite l'avis des hommes qui l'entourent : de qui apprendrait-il l'administration si ce n'est des deux collègues qu'il s'est lui-même choisis ? car il n'est point encore omniscient.

On le voit fort embarrassé de distinguer les affaires qui devaient être réglées par arrêté des consuls de celles qui devaient faire l'objet d'une loi : Cambacérès prononce : « Le règlement (ou arrêté) n'est qu'une application particulière de la loi : la loi est la règle générale faite par ceux qui en ont le droit et le pouvoir. » Bonaparte, au dire du trop habile conseiller, « sourit, n'insista plus et ne perdit pas de vue cette définition. » Ou bien il mande les techniciens,

les chefs de service qu'il presse de questions et de qui il exige des réponses précises, immédiates. Il a une prodigieuse mémoire, une force d'attention, une puissance de travail qui déconcertent ses contemporains : il est tout réceptivité, il supporte certaines oppositions, s'incline devant une contradiction vigoureuse : telle scène où on le voit aux prises avec Fouché est à cet égard significative : Bonaparte méditait ses premières mesures contre les Jacobins. Fouché accourt aux Tuileries, et en présence du consul, de ministres et de conseillers d'État, prend audacieusement la défense de ses anciens amis : « Général, je vous réponds d'eux. » Bonaparte était très monté, et Fouché eut à essuyer une bordée de paroles furibondes contre les *septembriseurs* : tous les assistants faisaient chorus. Fouché cria plus fort qu'eux « avec des b... et des f... » qui scandalisaient Rœderer. Il eut une altercation avec Lucien. Le plus étonnant fut que, devant la révolte de l'étonnant personnage, devant les arguments très adroits qu'il produisit en termes grossiers, Bonaparte se sentit ébranlé dans ses résolutions » Bonaparte obéit à certaines pressions ; il cède ; il ruse ; avec un « mélange de rouerie et de grandeur » il cajole, stimule, pique l'amour-propre ou la vanité des hommes dont il a besoin : parcourez la correspondance qu'il expédie d'Italie au cours de la campagne de Marengo ; écrit-il aux consuls, il est « affectueux » — au gouverneur militaire de Paris, il assaisonne sa lettre d'une flatterie — à Talleyrand, il est plein de sollicitude pour une santé un instant menacée ; « à l'adresse de Fouché, ce ne sont que compliments, flatteries et douceurs ». En vérité est-ce là le langage de Bonaparte ? Bonaparte ménage les hommes, il ne brusque pas les événements, mais temporise, tâtonne, essaie de solutions diverses : la question des émigrés le préoccupe longuement. Albert Vandal note ses « oscillations de pensée, — ces dispositions embarrassées, ces mesures dilatoires, dont parle Cambacérès. » Et n'allez pas croire que Bonaparte est infaillible ; il commet des fautes : il se trompe lourdement sur certains caractères : ainsi méconnut-il Georges Cadoudal.

« Bonaparte ne sut pas le prendre. Après l'avoir vu il le jugea sommairement « un gros Breton dont peut-être « il sera possible de tirer parti pour les intérêts même de « la patrie. » C'était se méprendre étrangement sur la force conspiratrice et guerrière qui se cachait sous une rustique écorce. Cette erreur de jugement s'explique par l'un des côtés faibles du caractère de Bonaparte. Ce glorieux parvenu subissait le prestige des noms et de la naissance. C'était pour lui un orgueilleux plaisir que de se rattacher un fin gentilhomme ; il savourait délicieusement cette joie ; pour une conquête de ce genre, il se mettait en frais de séduction. Le fruste Georges ne lui parut pas valoir cette peine ; il semble bien l'avoir traité avec une sorte de désinvolture et ne lui avoir offert que des avantages vulgaires... Georges lui jura guerre à mort. »

Bonaparte consul, c'est l'heureux général s'improvisant homme d'État, et certes la transformation fut prodigieusement rapide ; encore en peut-on saisir les divers moments que les contemporains n'aperçurent point, séduits par l'évidence des services rendus, et l'universelle bienfaisance du régime. Albert Vandal étudie la crise d'où surgira l'autocrate ; Bonaparte n'est point Napoléon ; il est un opportuniste de génie dont les circonstances favorisent le prodigieux instinct ; il est un « modéré autoritaire », « le grand modérateur à poigne » ; il impose la paix civile, rétablit l'ordre, se fait l'arbitre des partis ; ce n'est que peu à peu qu'il découvre la toute-puissance de sa volonté, l'ascendant presque surnaturel de son gouvernement, qu'il développe sa politique, perfectionne ses moyens de domination, entrevoit l'empire.

Bonaparte ainsi expliqué, c'est toute une époque dont l'aspect subitement est autre ; voilà bien les surprises de l'histoire : tout se tient dans une société humaine ; à peine modifiez-vous l'idée que l'on s'était faite de l'un de ses éléments essentiels, toute la série des rappports sociaux en apparait bouleversée : si Bonaparte hésite, c'est apparemment que des résistances se dressent devant lui ; s'il flatte ses subordonnés, c'est qu'il n'a pas les moyens de les contraindre à obéir ; s'il temporise, s'il se contente parfois de demi mesures, c'est qu'il n'est point sûr de l'assentiment populaire, ni même du loyalisme des masses ; en effet, ce gouvernement que l'on crut longtemps si fort ne le fut point tout d'abord ; ce régime qui devait acquérir un si singulier prestige n'en avait presque aucun à ses débuts ; le Consulat est subi avant d'être accepté par une France infiniment lasse ; il vit d'une vie précaire jusqu'à Marengo ; ses succès militaires bien plus que ses efforts de réorganisation intérieure lui valent un soudain affermissement... Au lendemain de Brumaire, Bonaparte possède le pouvoir, il détient l'imagination des Français, il n'est pas maître de la France ; et ce ne sont pas seulement les lointaines provinces qui se dérobent à sa discipline, c'est son entourage même qui intrigue, sa famille, ses frères qui d'avance se partagent ses dépouilles, ses ministres qui n'exécutent point ses volontés, et souvent en contrarient sournoisement les effets ; c'est Lucien qui s'efforce de se créer un parti, espère s'imposer comme co-partageant ou héritier du pouvoir ; c'est Joseph qui flatte les hommes de lettres, cultive l'opposition, et tente de provoquer en sa faveur une sorte de testament politique ; c'est Talleyrand qui complote, et noue par-delà les frontières de louches relations :

« Talleyrand était encore loin de ses grandes trahisons d'Erfurt et de la période subséquente. Tout au plus fournissait-il à l'étranger quelques arrhes sur ses futurs services. Une connivence, dont on découvrira peut-être un jour les conséquences lointaines, lie Fouché à Bernadotte. Fouché, dont les rapports avec Bonaparte « tenaient à la fois d'une collaboration et d'une lutte », Fouché est le plus indépendant des ministres de la police : il n'inquiète les Chouans qu'au gré de ses intérêts propres : Bonaparte ayant envoyé des ordres impitoyables contre Georges débarqué dans le Morbihan, Fouché « par félonie caractérisée... fit avertir Georges indirectement et lui conseilla de se mettre en sûreté. » L'armée même, Bonaparte n'en serait point obéi s'il n'avait recours à d'étranges procédés de diplomatie militaire : « Il avait à négocier avec les généraux comme avec tout le monde, à négocier autant qu'à commander. » Avec quelle prudence, quelles circonlocutions Bonaparte tâte Moreau à la veille de la campagne d'Allemagne ! et au cours même des opérations quel enchevêtrement de la politique et de la guerre ! Avant de partir pour l'Italie, Bonaparte négocie par l'intermédiaire de Berthier un véritable traité avec Moreau...

C'est ainsi : Bonaparte règne, mais ses auxiliaires immédiats sont travaillés par des jalousies, des avidités, des haines prêtes à la révolte ; s'il gouverne, c'est à force d'habileté ; s'il triomphe — sans ostentation — c'est par la ruse plus que par la violence, et par la persuasion bien plus encore que par la force.

Et sans doute les frères, les ministres et tout l'entourage de Bonaparte le serviraient mieux s'ils n'étaient sollicités par les partis, encouragés dans la poursuite de leurs desseins personnels par le spectacle de l'universelle anarchie. En vérité, Albert Vandal n'eût point accumulé de plus sombres couleurs si son but eût été de nous faire détester le désordre social : quel effrayant tableau de la France ! et quel art dans la peinture de ce sanglant chaos ! Le massacre endémique, le pillage, le vol partout organisés : parcourez les départements : dans l'un c'est « une flambée de guerre civile », dans un autre la tyrannie rouge existe avec la terreur blanche, et dans tous c'est le banditisme à peine réprimé par des troupes insuffisantes et qui souvent pour vivre s'associent aux brigands : la Chouannerie couvre de ruines la Normandie et l'Ouest et persiste bien après la pacification officielle :

« La Vendée et ses entours montraient d'horribles blessures : villes saccagées, bourgades détruites, métairies incendiées, ruines noircies, masures crevées ; çà et là, les haies qui faisaient aux chemins une épaisse bordure systématiquement arrachées ; le pays rasé, tondu ; des districts entièrement dépeuplés ; par endroits sous les rayons du soleil printanier, une puanteur s'exhalait du sol gonflé de cadavre.

Le Midi est-il plus heureux ?

« En dehors des villes, il n'est question que de tumultes ruraux ; de diligences attaquées, de brigands à face barbouillée de suie, ou masquée d'un crêpe, figures fantastiques, terrifiantes, larves qui rôdent le soir le long des chemins et hantent les campagnes... la réaction armée se prolonge jusqu'au bout de ces profondes et multiples Cévennes qui surplombent le littoral languedocien.

« A travers l'épaisseur de la chaîne, depuis les rampes méridionales où croissent l'olivier et la vigne jusqu'aux âpres monts de l'Aveyron, la guerre de partisans circule...

« Les confins de la Gironde restaient rongées de banditisme...

« Il y a infiltration de banditisme dans les sinuosités verdoyantes de la Corrèze, jusque dans la Creuse où une vingtaine de malandrins terrorisent le département... .

Sur les deux rives de la basse Loire, la guerre civile, en se retirant, a laissé derrière elle comme un limon, infect, un résidu de meurtres et de rapines... »

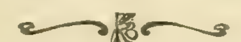
Et l'Est ? et le Nord ? Effroyable communauté de misères ! Chouans, jacobins dépossédés et factieux, acquéreurs de biens nationaux que guette la vengeance, prêtres réfractaires, prêtres jureurs, soldats déserteurs, proscrits, suspects de tout âge et de toutes classes, que de passions, que d'intérêts, quel déchaînement d'appétits, quel vertige de brutalité et de sanguinaire folie !

A Paris même où cinq polices croisent leurs intrigues l'insécurité est flagrante ; une population interlope s'y agite, tout un Paris grimé, une bohème politique où se recrutent les conspirateurs de tous les partis, les femmes — le *furet*, le *petit matelot* — qui assurent la transmission des correspondances clandestines, les agents des princes qui jurent de « frapper le tyran au milieu de Paris », les simples assassins, tout un Paris qui n'est point troublé dans ses projets, ses entreprises, la perpétration de crimes quotidiens par les décharges des pelotons d'exécution rassemblés chaque matin dans les fossés de Grenelle.

La tâche du gouvernement consulaire est immense ; il l'accomplit avec des à-coup, des hésitations, des arrêts... il l'accomplit au total avec une rapidité quasi miraculeuse : gouvernement central que l'on crée, administrations que l'on institue, lois que l'on vote, codes que l'on promulgue, fonctionnaires que l'on nomme, préfets, juges, commandants militaires à qui l'on expédie les instructions les plus circonstanciées.. ; peu de mesures générales : sévérité envers les chefs, clémence à l'égard des simples agents ; ici répression impitoyable, ailleurs tolé-

rances qui se prolongent et permettent de gagner du temps ; peu à peu la paix consulaire imposée, le ralliement de toutes les forces de la nation opéré, l'arbitrage suprême de Bonaparte croissant en force et en autorité ; soudain la péripétie qui met fin aux dernières résistances, l'écrasement des Autrichiens à Marengo : Paris de frondeur devient idolâtre et accueille le vainqueur avec une frénésie d'enthousiasme ; dans les départements les clubs se ferment, les bandes se dispersent, les brigands se terrent ; l'Angleterre rappelle ses émissaires. Bonaparte enfin se sent le maître ; il change de ton ; dans sa pensée l'empire est né...

C'est le mérite d'Albert Vandal de nous faire pour ainsi dire assister à cette transformation de la France, de nous montrer simultanément l'atroce anarchie du début et les vices, la faiblesse initiale, les fautes du gouvernement consulaire, puis le graduel apaisement du mal et les progrès concomitants du régime, et enfin la convalescence d'un pays rasséréné, confiant, mûr pour de nouvelles illusions... Un prodigieux mouvement anime ce livre : on y suit pas à pas la marche rapide d'une grande nation : c'est bien, en face de Bonaparte, lui-même en pleine crise, la France qui s'avance, la France, ses villes, ses provinces, ses armées, la France qui s'exprime par la bouche de ses paysans, de ses ouvriers, de ses soldats, et non point seulement de ses orateurs et péroreurs officiels ; et voici « la voix d'abord indécise et bientôt approbative des foules... puis la clameur des grands enthousiasmes... et ces sonorités puissantes » que dans la préface de son premier volume Albert Vandal s'était engagé à « réveiller... autour des événements de guerre qui ont été longtemps seuls à retentir dans l'histoire. » Cette évolution de Bonaparte, cette marche rapide et comme haletante de la France, ces voix, ces clameurs, ces sonorités puissantes, Albert Vandal est le premier à nous les révéler en une œuvre d'ensemble. — Pensez-vous point que Albert Vandal nous ait donné un étonnant chef-d'œuvre ? LUCIEN MAURY.



LA CARRIÈRE LITTÉRAIRE

Il n'y eut jamais autant de vocations littéraires qu'à notre époque, où l'inutilité, la vanité d'écrire est flagrante. Comment s'en étonner dans un pays de vieille culture, où les bons esprits de tous temps se piquèrent d'être familiers d'Horace, Rabelais, Montaigne, Molière, Saint-Simon, Voltaire ; où le goût des lettres fait partie de l'éducation de l'honnête homme ; où certain penchant vers les livres est héréditaire ? Lorsque surtout la haute instruction est répandue plus qu'elle ne le fut jamais ?

Il faut avouer aussi que l'écrivain apparut comme le prince du XIX[e] siècle. Louis-Philippe rendait visite à l'auteur des *Orientales*. Lamartine était chef d'État, Sainte-Beuve et Mérimée sénateurs. Dans la démocratie naissante, l'écriture ne devait-elle point devenir, comme la parole, l'irrésistible moyen d'action ? Songez à l'influence de Michelet et Quinet, de Taine et Renan. Rappelez-vous l'étonnante popularité échue à Victor Hugo, plus tard à Émile Zola, et même à Anatole France ! Ces exemples prestigieux devaient susciter, dans toutes les classes de la société, des légions d'imitateurs.

Rien ne s'opposait à leur tentative. Des concours défendent l'entrée des filières administratives ; ici, rien de tel. Et voilà qui convient aux esprits indépendants, pourvus d'initiative plus que de passive patience, et mal enclins à se plier à la fastidieuse préparation des examens. Forts de leur prédisposition et de leur énergie, ils s'estiment assurés d'atteindre au succès, à la gloire.

Il est malséant de décourager les juvéniles audaces. La vie se charge suffisamment d'éprouver ceux qui lui accordèrent trop de crédit. Et elle le fait en suscitant lentement en eux une résignation, qui ne leur est point sans charme. Mais il est bon d'éclairer, et ainsi de prémunir, des zèles trop aveugles.

Or, la carrière littéraire ne doit plus apparaître nimbée de l'auréole dont l'avaient illuminée les confessions romantiques. Elle ne conduit ni à la gloire, ni à la misère. Il ne sied plus qu'elle excite l'enthousiasme des jeunes hommes, et l'effroi des familles. Elle ne mérite ni cet excès d'honneurs, ni cet excès d'indignités. Car son caractère le plus frappant, c'est d'être, de nos jours, d'une facile et banale médiocrité.

* * *

Il est trop certain que le succès immédiat, foudroyant, celui auquel rêvent nos vingt ans, et qui, selon la vieille image, fait voltiger un nom hier inconnu sur les plus jolies lèvres, est un leurre. Dans la nuée de publications estimables que composent, chaque saison, des auteurs consacrés, l'essai du débutant reste inaperçu. De même, il est évincé des grandes revues, où affluent les études les plus distinguées de la nation entière et de l'étranger. Les « jeunes » n'ont point de lecteurs ; ils n'ont pas de valeur marchande. Et il y a beau temps que les plus habiles éditeurs ont renoncé à imposer à leur clientèle lettrée, réfractaire, cette littérature printanière.

Les écrivains ont donc des débuts obscurs : ce n'est pas à dire qu'ils soient malaisés. Chaque automne, de petites feuilles littéraires éclosent, par les soins de quelques jeunes oisifs, flattés de jouer — aux dépens de la caisse paternelle — au directeur, au rédacteur en chef ou au secrétaire. Les convenances exigent que ces feuilles soient noircies. Les essais des débutants y trouvent donc une hospitalité cordiale. Parfois même, on les édite. L'auteur, s'il a de l'esprit, se pousse de cénacle en cénacle. A mesure qu'il avance en âge, il croît en relations. Un jour vient, assez tardif, où il s'élève jusqu'aux maisons de lettres qui ont pignon sur rue, et qu'entoure une ancienne et juste renommée.

Sans doute, ces premières collaborations ne sont point lucratives. Mais il en est d'autres, dont l'unique raison d'être est dans la rémunération. Des publications didac-

tiques ou amusantes sont lancées en effet en grand nombre, chaque année, par les plus importants éditeurs : Le mets n'est point subtil, mais il est substantiel, il est préparé pour l'immense France primaire. Les jeunes écrivains, un peu dégourdis, sont les fournisseurs attitrés de ces « utilités »; il ne leur est point impossible d'en vivre.

Il est, à cette tactique, un danger bien connu des littérateurs, et dénoncé par eux avec véhémence.

La noblesse est louable, d'une renonciation à la fortune, d'une limitation de ses besoins matériels, d'une accommodation à un sort modeste, pour faire plus grande, dans la vie, le part de l'art, de l'idée. Mais une telle preuve de caractère est rare. Nous connaissons des hommes de lettres âgés, dont l'unique souci fut de parfaire à loisir leur œuvre, qui, pour elle, firent vœu de pauvreté. Et nous les admirons. Combien les imitent ?

Bien plus souvent se rencontre le poète dont parle Bourget dans le *Luxe des autres*, qui sacrifia son art au métier. Il s'y refusait, mais les exigences coûteuses de la vie contemporaine l'y contraignirent. Chef de famille, il dut pourvoir aux élégances de sa femme, de sa fille. Pour elles, il allongeait sans cesse « la copie », ajournait « l'œuvre ». Que d'écrivains font de même ! Ils s'orientent vers le journalisme, qui offre des avantages plus immédiats, plus palpables. Ils apprennent à vite accomplir la banale besogne quotidienne. Ils s'accoutument à une manière trop lâche. Et peu à peu s'en vont leurs scrupules de forme, leur ferveur littéraire : ils sont perdus pour l'art.

D'autres s'obstinent à chercher par le livre, par l'étude, le gain nécessaire. Chaque jour, ils s'astreignent à écrire un chapitre ou un article de fond. Ils entretiennent des collaborations méritoires et font paraître un ouvrage à toute saison. Mais quel épuisant métier, que de vivre ainsi de sa propre substance, d'en extraire, chaque heure, une parcelle ! A forcer leur talent, ils en arrêtent l'essor. Leur pensée, qu'ils ne renouvellent pas suffisamment par la lecture, par l'observation et la méditation, s'épuise. L'aisance et l'éclat de leur forme s'atténuent. Des signes de lassitude, d'exécution hâtive, se décèlent dans leurs œuvres, qui, jamais, n'auront ce je ne sais quoi, ce consciencieux, ce fini, qui marque la suprême maîtrise.

Et pourquoi ne point oser rappeler les entreprises indignes d'eux-mêmes, où sont entraînés un trop grand nombre d'écrivains ? Les uns composent des livres où l'art est simple prétexte au libertinage le plus osé. D'autres consentent à imaginer, deux ou trois fois par semaine, des contes grossiers, tels, disait l'un d'eux, que sa plume se refusait à les écrire... *et qu'il les faisait rédiger par sa femme !*

Est-il rien de plus contraire à l'estime des lettres, au culte du beau, que cette fabrication d'odieuse « copie » ? Quel médiocre métier que celui qui ne pourvoit à notre entretien qu'en diminuant notre mérite. Et comment des littérateurs convaincus peuvent-ils consentir à un surmenage sans gloire et sans profits, qui les prive des nécessaires loisirs, et de tout commerce avec les esprits d'élite de leur temps et de tous les temps ?

Un autre danger, moins apparent, quoique aussi grave, menace les jeunes littérateurs qui réussissent à conserver intacte leur conscience d'artiste.

Les petites chapelles où ils sont tenus de servir au début peuvent être de fréquentation agréable : l'horizon qu'on aperçoit de leur seuil est singulièrement borné. Un culte exclusif tend à y prédominer : celui d'une formule littéraire, d'une idée. L'adulation, l'excitation mutuelles font que l'écrivain s'y confine ; dans le désir de se créer une originalité, il pousse cette manière jusqu'à ses conséquences dernières. Son art devient étrangement factice et quintessencié.

Or l'unique méthode de préparer des livres de mérite, et qui frappent, ce n'est pas de s'isoler dans une tour, fût-elle d'ivoire, c'est de se placer au milieu des hommes ; c'est de contempler leurs heurts infinis ; c'est de se mêler à la vie, de s'y jeter. Comment, sans avoir éprouvé soi-même les grandes émotions, les meurtrissures et les haines, que provoque le contact des quotidiennes injustices, écrire un livre d'une humanité frémissante et passionnée ? Et quels nouveaux Balzacs pouvons-nous espérer de gens qui se détournent de la comédie humaine, qui s'enferment dans une minuscule coterie, qui s'abstraient dans leur chimère ?

Rien n'est plus néfaste aux Lettres que ce divorce entre les écrivains et la société.

Les lecteurs s'écartent d'auteurs qui ne se plaisent qu'aux jeux d'une fantaisie livresque, et les auteurs pâtissent bientôt de leur isolement. Les uns et les autres sont privés d'un stimulant intellectuel et d'un précieux commerce.

*
* *

La carrière littéraire produit ainsi beaucoup d'esprits souples, informés, mais déshabitués d'écrire, et ce sont les journalistes. Et d'autres, qui savent écrire avec élégance, mais qui demeurent étrangers à la vie moderne, hors d'état d'en saisir la signification vraie : ils se piquent d'être des esthètes.

Elle permet aussi, il est équitable de le reconnaître, à bien des tempéraments littéraires de se développer, à des talents de s'épanouir. Leur assure-t-elle des satisfactions proportionnées à leur effort ?

Dans chaque genre, sur chaque piste, les écrivains se jettent nombreux, telle une meute dont il est fort difficile de distinguer le premier arrivant. Ou, si l'on préfère, ils se suivent et rivalisent, comme les premiers élèves d'une classe, dont une simple nuance détermine le rang. Comment, dans ce tumultueux concours, l'opinion discernera-t-elle l'écrivain d'élite ?

Ce n'est qu'à force de persévérantes manifestations, que son individualité s'affirmera. Dans la carrière littéraire, comme dans toutes autres, on arrive surtout, de nos jours, par la patience, par le temps.

L'écrivain qui s'est assujetti à une carrière si médiocre atteindra-t-il enfin à ce succès littéraire, qui éblouit tant d'esprits ?

JACQUES LUX.

Le Propriétaire Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG
DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 5 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 3 AOUT 1907

LES BIBLIOTHÈQUES DES ÉCOLES PUBLIQUES

I

Il ne s'agit pas ici des bibliothèques scolaires, au sens strict de cette expression.

Une bibliothèque d'école peut appartenir à l'un ou à l'autre des deux types suivants. Ou bien c'est une collection de livres scolaires, instruments de travail scolaire, à l'usage des élèves. Ou bien c'est une collection de livres de lecture, propres à instruire, mais aussi à distraire et à consoler, instruments de culture générale et de récréation spirituelle. Dans le premier cas, c'est une bibliothèque scolaire au sens strict : il est excellent qu'il en existe, dans l'intérêt des parents pour qui l'acquisition des livres de classe est une charge assez lourde, et à d'autres points de vue encore ; de bons esprits se déclarent convaincus que la gratuité de l'enseignement devrait s'étendre jusqu'à la fourniture des livres nécessaires : cette théorie s'est fait jour dès le temps de la Révolution française et elle est mise en pratique, maintenant, en plusieurs endroits des États-Unis. Mais il ne s'agit pas ici de ces bibliothèques-là.

Je me propose de ne considérer que les bibliothèques — « scolaires » en tant qu'elles sont déposées dans des écoles, à la garde des maîtres — qui sont destinées à servir d'instruments de culture générale et de récréation, non seulement aux élèves-enfants, ou à leurs familles, ou aux auditeurs des cours d'adultes annexés à l'école, mais à toute la population. C'est, n'est-ce pas ? une belle idée, simple et juste, que celle-ci : l'homme ne vit pas seulement de pain ; il a besoin d'une nourriture intellectuelle ; jusqu'au fond du dernier village, il a trouvé, pendant des siècles, de quoi tromper ce besoin, tant bien que mal, à l'église ; il faut que, dans le monde moderne, il trouve à le satisfaire quelque part. J'ai sous les yeux un livre de Morale civique publié (par M. Burdeau) en 1884. On y voit, à la p. 137, une image qui représente la place publique d'un village : d'un côté, l'église et des gens qui y entrent ; de l'autre une maison décorée d'un drapeau et de l'inscription : « Bibliothèque publique », et des gens qui y entrent ; au milieu, deux hommes qui se serrent la main avant de se séparer pour aller l'un à droite, l'autre à gauche. Et on lit sous cette image : « Tu vas à l'Église ; moi, je vais à la Bibliothèque ; à chacun ses convictions. » Très bien. Mais alors il faut qu'il y ait partout une bibliothèque, comme il y a une église. Or, de grandes bibliothèques pour le peuple, il y en a, par la force des choses, très peu, et seulement dans les villes. La petite bibliothèque pour le peuple, si nécessaire dans chaque village, où la placer, sinon à l'école ? Et à qui en confier la gestion, sinon à l'instituteur, qui est le représentant naturel de la culture intellectuelle ? De là, la pensée d'installer dans chaque école une collection de livres de lecture, dont l'instituteur serait le bibliothécaire, c'est-à-dire, en même temps que le gardien, le dispensateur intelligent.

Cette pensée est déjà assez ancienne, puisque, dès le 31 mai 1861, le ministre de l'Instruction publique Rouland exprimait quelque chose d'analogue dans une circulaire aux préfets. Il fut décidé en principe, sous le ministère Rouland, qu'on distribuerait à

chaque commune un lot de livres de lecture qui seraient déposés à l'école. Lot calculé au prorata de la population, mais dont le minimum serait de 80 volumes. En quelques années, le gouvernement acheta, à cet effet, près de cinq cent mille volumes.

C'est le 1er juin 1862 que fut publié l'arrêté qui est resté, jusqu'à présent, la charte des bibliothèques d'écoles en France. En voici les principales dispositions : dans chaque école, une armoire-bibliothèque (à défaut d'une pièce spéciale), dont l'instituteur a la clé; trois registres (catalogue, recettes et dépenses, prêts). L'inspecteur primaire doit s'assurer, dans ses tournées, que les registres réglementaires sont à jour. Comment la collection est-elle formée et entretenue? 1° Par des dons ou « concessions » de l'État; 2° par des dons ou legs de particuliers; 3° par des acquisitions faites au moyen de fonds spéciaux votés soit par le département, soit par le conseil municipal. Il est à noter que l'instituteur-bibliothécaire n'est pas libre de faire les acquisitions qui lui plaisent avec les ressources disponibles, sans contrôle; aux termes de l'art. 6, c'est à l'inspecteur d'Académie qu'il appartient d'autoriser l'admission des ouvrages offerts en don, ou que l'on se propose d'acheter.

Il n'a été apporté d'innovations au régime institué en 1862 que dix-huit ans plus tard. En 1880 les bibliothèques d'écoles ont reçu le titre de « Bibliothèques populaires des écoles publiques », plus explicite et plus correct que celui de Bibliothèques scolaires, qui leur avait été donné jusque-là. C'est aussi de cette année que date, sous la forme qu'il a encore aujourd'hui, le « Comité des bibliothèques de l'enseignement primaire » près du Ministère de l'Instruction publique. Ce Comité, composé d'hommes de lettres, de professeurs, d'administrateurs, etc., a été créé pour examiner les livres nouveaux, indiquer ceux qui conviennent aux bibliothèques des écoles, et simplifier par là le contrôle des acquisitions; on s'est dit : les instituteurs-bibliothécaires n'auront plus qu'à choisir sur le catalogue des ouvrages acceptés par le Comité; tous leurs choix seront ainsi approuvés d'avance.

Tels sont tous les règlements sur la matière. Reste à savoir comment ce régime a fonctionné, en fait, depuis quarante ans.

*
* *

Pour s'en rendre compte, le premier mouvement, instinctif, est de consulter les statistiques officielles, qui ont une grande apparence de précision.

A la fin du second Empire, les premières statistiques recueillies au sujet des bibliothèques d'écoles comblaient d'aise le ministre Duruy. Nous avons déjà, déclarait-il en 1867, près de dix mille bibliothèques d'école; elles ont fait 180.000 prêts en 1865 et 450.000 en 1866.

En 1889, nouvelle explosion d'optimisme dans un document publié à l'occasion de l'Exposition universelle : « Nous avons maintenant 36.326 bibliothèques d'écoles, avec 5.576.586 prêts ».

La dernière statistique publiée est de 1902. A cette date, 43.411 bibliothèques avec près de 7 millions de volumes et plus de 8 millions de prêts par an.

On peut, on doit citer encore quelques chiffres. Le Parlement a voté pour la première fois un crédit pour les Bibliothèques populaires des écoles publiques (alors Bibliothèques scolaires), en 1868 : 100.000 fr. Ce crédit a été porté jusqu'à 250.000 francs pendant la période 1882-1884. Il a été réduit depuis : il est tombé en 1904 à 93.000 francs. Il a été l'an dernier (1906) de 113.000 francs. Notons du reste, à ce propos, que, depuis l'origine, ces crédits n'ont jamais été distribués aux Bibliothèques populaires des écoles publiques sous forme de subventions en argent. On les emploie, au Ministère, à acheter des livres (choisis d'ordinaire parmi ceux que le Comité précité a « inscrits sur son catalogue »), et c'est exclusivement sous forme d'envois en nature que les bibliothèques favorisées en bénéficient.

De toutes ces données brutes quelques conclusions paraissent se dégager au premier abord: progrès continu du nombre des bibliothèques d'écoles (plus de bibliothèques que de communes, d'après les derniers relevés); des millions de volumes et des millions de prêts. Mais ce qui frappe le plus, sans contredit, c'est le taux infime de la cotisation de l'État à cette œuvre sociale de premier ordre. Par une anomalie singulière, alors que la libéralité des pouvoirs publics a tant fait, sous la troisième République, pour tous les services de l'instruction publique, la dotation de celui-là est restée dérisoire, et à peu près ce qu'elle était il y a trente ou quarante ans.

En l'absence d'encouragements énergiques de l'État, la situation des bibliothèques d'écoles en France est-elle donc aussi favorable qu'elle a l'air de l'être d'après les statistiques? Il est permis d'en douter quand on sait combien le problème de l'organisation des bibliothèques publiques, quelles qu'elles soient, est difficile. Mais l'autorité compétente a voulu, cette année, s'en assurer une fois pour toutes. Or, un seul procédé rationnel s'offrait, semble-t-il, à cet effet : interroger les instituteurs bibliothécaires eux-mêmes, et leurs chefs directs. C'est pourquoi, en avril 1907, un questionnaire détaillé a été adressé à tous les instituteurs de France par les soins de la direction de l'Enseignement primaire au Ministère de l'Instruction publique. Les réponses, centralisées dans chaque circonscription par les inspecteurs primaires

et les inspecteurs d'Académie, qui les ont résumées, annotées et appréciées, sont maintenant entre nos mains. Patiemment dépouillées, elles fournissent, comme c'était probable, les lumières qui manquaient jusqu'à présent, non seulement pour révéler au public la nécessité d'une réforme, mais pour diriger convenablement, sur ce point, l'action réformatrice.

*
* *

Et d'abord, il apparaît clairement que les statistiques sont menteuses. Les chiffres mêmes n'en sont pas sûrs (1) ; et l'immense majorité des bibliothèques d'écoles qui figurent dans les relevés comme si elles existaient sont en réalité fictives, mortes, ou n'en valent guère mieux. — Pourquoi?

Est-ce la faute du public? Le public français est-il, intellectuellement, si inerte que tous les efforts pour lui faire goûter le plaisir de lire soient condamnés à échouer contre son apathie? Quelques-uns des administrateurs qui ont répondu au questionnaire le croient ou s'expriment comme s'ils le croyaient: « Comment remédier au mal? dit l'un d'eux; je ne pense pas qu'on y parvienne en favorisant l'accroissement des bibliothèques ; à quoi bon doubler les rations si l'appétit reste nul ou dépravé? » L'inspecteur d'Académie de l'Oise parle de « l'inaptitude du public à la lecture sérieuse » ; « il convient de remarquer aussi, ajoute-t-il, que les livres présentant une réelle valeur littéraire ou scientifique ne sont pas lus parce qu'ils ne sont pas compris : la culture du public n'est pas suffisante pour les goûter ». « Les goûts des lecteurs, déclare l'inspecteur de la Manche, sont fort peu élevés. » L'inspecteur de la Haute-Saône parle de « l'indifférence des populations » et insiste sur ce fait que « la presse quotidienne tend à supplanter les livres » (2). Ce dernier trait est souligné dans une foule de rapports : « La lecture du journal quotidien à cinq centimes a remplacé celle des livres qui exige un effort plus sérieux » (Var); « Le journal à un sou, qui pénètre dans les hameaux les plus reculés, est considéré par beaucoup comme une nourriture intellectuelle suffisante » (Hérault); « Le nombre des prêts tend à diminuer : le fléchissement est dû sans doute à la concurrence faite par les journaux à bon marché que des vendeurs répandent maintenant dans toutes les communes » (Soissons). Il y a là, certainement, quelque chose de vrai. L'homme qui n'est pas tout à fait une brute a besoin de lire, mais il est à craindre que le journal suffise pour rassasier ses appétits en ce genre. Qu'est-ce qui se vend dans les villages et les faubourgs, en fait de papier imprimé? Rien que des journaux, et quelques illustrés à bon marché, pour la plupart obscènes et corrupteurs. Nul doute que les livres, et par conséquent les bibliothèques, ont là, en tout état de cause, une concurrence formidable.

Est-ce la faute des instituteurs-bibliothécaires? Des voix s'élèvent pour le prétendre. — Comment les instituteurs sauraient-ils inspirer autour d'eux le goût des lectures bienfaisantes, s'ils ne l'ont pas eux-mêmes? Ils ne l'ont guère, disent quelques-uns de leurs chefs. Il est vrai que l'instituteur est dans son milieu le représentant naturel de la culture intellectuelle, mais il en est souvent le représentant indigne. Accablé de travail matériel, épuisé par ce travail, engagé dans les inévitables querelles locales, il ne lit guère, lui non plus, que le journal, avec quelqu'une de ces publications professionnelles, soi-disant pédagogiques, qui cherchent à se faire ou à retenir une clientèle par de grossières polémiques contre les personnes. Et la preuve, dit-on, que la nullité ou la médiocrité de l'action des bibliothèques d'école leur est en partie imputable, c'est que, partout où l'instituteur-bibliothécaire a, par exception, un vrai zèle, sa propagande réussit presque toujours. « Partout où l'instituteur fait preuve d'initiative, la bibliothèque est suivie » (Haute-Saône). On écrit de Lunéville : « Les instituteurs qui aiment la lecture réussissent presque toujours à faire partager leurs idées ; malheureusement la plupart n'ont ni le loisir ni le goût de lire : la bibliothèque les intéresse peu; ils ne dirigent pas les lecteurs, prêtant au hasard le premier ouvrage qui leur tombe sous la main, et lassant ainsi rapidement les bonnes volontés ». Et de Boulogne-sur-Mer : « La bibliothèque fonctionne très bien quand elle est confiée à un instituteur actif et intelligent, capable de donner au lecteur le livre qui lui convient; il n'est pas de commune, l'expérience le prouve, où l'initiative du maître ne puisse faire de la bibliothèque un organe de vie intellectuelle ». Un inspecteur primaire de l'Indre énonce cet aphorisme : « Là où l'instituteur veut, il est rare que les lecteurs ne soient pas assidus. » Parole grave, si elle était vraie; car, comme les lecteurs ne sont assidus presque nulle part, il s'ensuivrait que, presque partout, les instituteurs ne veulent pas.

Est-ce la faute des bibliothèques elles-mêmes, c'est-à-dire de la manière dont elles sont composées? Oui, sans doute. Car, ici, les dénonciations sont

(1) « Il y a lieu de faire des réserves sur le nombre des prêts. Un assez grand nombre d'instituteurs-bibliothécaires tiennent très irrégulièrement le registre des prêts et quelques-uns ne le tiennent pas du tout. Ils envoient des relevés de fantaisie. » (Caen)

(2) Il y a du reste des témoignages en sens contraire, comme celui-ci : « Les conseils municipaux se désintéressent trop des bibliothèques ; certains instituteurs aussi. Mais les familles aiment à lire : chaque fois qu'une souscription publique est organisée pour créer une bibliothèque, elle réussit » (La Tour du Pin).

unanimes, concordantes et pleinement démonstratives.

Il ne suffit pas que, dans une bibliothèque, il y ait des livres; encore faut-il que ces livres soient de nature à être lus et bons à lire. Or les trois quarts, au bas mot, des livres qui figurent dans les bibliothèques d'écoles ne sont pas lisibles, et il n'est même pas désirable qu'ils soient lus, pour diverses raisons.

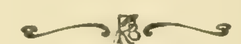
Le premier fonds de beaucoup de bibliothèques d'école a été constitué par des dons du Gouvernement impérial, avant 1870. Dans quel esprit les livres étaient alors choisis, c'est ce que laisse entrevoir une circulaire du ministre Rouland, le fondateur des bibliothèques d'école (28 février 1863), destinée à recommander aux recteurs la « Bibliothèque des campagnes » : « Cette publication, dit la circulaire, qui tend à populariser en France le dévouement et les services de la dynastie... » Quoi d'étonnant, dans ces conditions, à ce que nombre de fonctionnaires remarquent aujourd'hui qu'il se trouve, dans leurs dépôts, « bien des ouvrages conçus dans un esprit tout autre que celui dont l'éducation actuelle doit s'inspirer » (Meuse, Dordogne, etc.)? Presque toutes les bibliothèques d'écoles sont encombrées, d'autre part, de dons faits par des particuliers. Or, en règle générale, qui donne des livres à la bibliothèque de son village, c'est qu'il n'a pas pu les vendre ni s'en débarrasser autrement. Vieux livres insipides, dépenaillés, dépareillés, en français ou en latin, en grec ou en polonais, de théologie ou de n'importe quoi, tout est assez bon pour être « donné ». — Tristes rossignols, épaves des régimes passés ou échos de préoccupations abolies, c'est par centaines de mille que les livres de ce genre sont à déduire des millions dont se glorifient les statistiques.

Ce n'est pas tout. S'il faut ajouter foi au referendum d'avril dernier, les dons récents de l'État ne valent pas beaucoup mieux que ceux d'autrefois. Non pas, certes, que l'État cède maintenant à la tentation de faire de la propagande en faveur de certaines causes; la République est au-dessus des misérables soucis de réclame dynastique dont les régimes précédents ne pouvaient pas s'abstraire : elle n'a, elle ne peut avoir en vue que le bien public et l'intérêt général. Mais les choix du Ministère pèchent, paraît-il, à d'autres égards. « Les concessions de l'État ne conviennent que trop rarement à la clientèle », écrit-on de Saône-et-Loire. « Les livres envoyés du Ministère n'offrent pas un intérêt suffisant » (Côte-d'Or). « Les livres qui proviennent de concessions ministérielles ne conviennent généralement pas aux lecteurs. » (Indre). « C'est à peine si la moitié des volumes qui proviennent des concessions ministérielles sont utilisables » (Haute-Savoie)... Et pour quelles raisons? On les indique. Les livres envoyés sont trop médiocres (de ceux dont on semble s'être dit qu'ils sont toujours assez bons pour le peuple); ou bien ils sont, au contraire, hors de la portée du public villageois, trop techniques, ou totalement étrangers aux besoins locaux. L'inspecteur primaire de Pontivy (Morbihan) dit : « Les trois quarts des ouvrages contenus dans nos bibliothèques ne peuvent être lus ni par les enfants, ni par les adultes, ni par le public en général. La plupart proviennent de concessions ministérielles, comme : *Histoires choisies de Tite-Live*, *La Marine des anciens*, *Les Irrigations dans le Var*. Tout cela tient de la place, fait nombre et moisit (1). »

Des livres qui composent les bibliothèques populaires des écoles publiques, il y en a donc beaucoup dont personne ne veut. Pour les autres, ceux dont on voudrait bien, ce n'est qu'une voix d'un bout à l'autre de la France : lus et relus, la collection en est vite épuisée, et, comme elle ne se renouvelle pas, le goût de lire, à peine éveillé, se refroidit et se perd. On ne peut pas lire toujours la même chose. De plus, ces volumes très usagés ne tardent pas à devenir sordides, déplaisants à voir et à manier, véhicules à contagion. Bientôt, on s'en désintéresse aussi. Et alors la bibliothèque locale est réduite à l'état de tant d'autres, qui ne sont que des apparences.

Il est certain que nous sommes ici en présence de la cause principale du phénomène constaté. Et, d'ailleurs, tout s'enchaîne. Le zèle des instituteurs-bibliothécaires, comment résisterait-il à de si déplorables conditions matérielles? La bonne volonté du public, comment n'en serait-elle pas rebutée? De là, la conclusion : avant d'incriminer décidément les instituteurs-bibliothécaires ou le public, il convient de porter remède à l'organisation des dépôts.

(*A suivre.*) CH.-V. LANGLOIS.



(1) Il est à noter que plusieurs inspecteurs, même d'Académie, classent les ouvrages de vulgarisation scientifique (tant les bons que les mauvais) parmi les livres inutilisables et seraient d'avis de les exclure tout à fait : « Souvent les livres concédés sont des ouvrages de vulgarisation scientifique, totalement dépourvus d'intérêt pour les enfants, et même pour les grandes personnes, qui cherchent plutôt dans la lecture un délassement qu'un moyen de s'instruire. » (Orange). Cf. le rapport de M. l'inspecteur d'Académie de la Mayenne : « J'exprime le vœu que l'on ne soit pas exposé à trouver dans une bibliothèque rurale des livres de la *Bibliothèque scientifique internationale*, comme celui-ci : BERTHELOT, *La philosophie chimique*... » Sans se prononcer lui-même, l'inspecteur de la Manche constate le même sentiment dans sa circonscription : « D'une enquête que j'ai faite il y a une dizaine de mois, il résulte qu'en dehors des romans, des récits, on ne lit absolument rien et ne désire rien lire. »

LES INTÉRÊTS AMÉRICAINS ET LA DOMINATION DU PACIFIQUE

Les difficultés entre les États-Unis et le Japon, au sujet de l'émigration japonaise, que les Américains voudraient interdire, comme ils l'ont fait pour l'émigration chinoise, ne sont pas encore aplanies. L'enthousiasme que les Américains témoignaient pour les Nippons au moment de leur lutte contre la Russie a fait place à une sorte de méfiance générale, que des circonstances locales ont transformée en Californie en hostilité déclarée. Les affirmations répétées par les gouvernements des deux pays de leurs désirs pacifiques ne suffisent pas à calmer les appréhensions que cause la mésintelligence apparente entre les peuples. La décision du gouvernement américain d'envoyer à l'automne dans le Pacifique la flotte puissante de cuirassés maintenus jusqu'ici dans l'Atlantique a, naturellement, causé un sérieux émoi. L'opinion se demande si l'on ne se trouve pas à la veille d'un nouveau conflit. Quelles sont donc la nature et l'importance des intérêts américains dans le Pacifique, les ambitions qu'ils ont conçues pour leur influence dans cette région, et la situation où ils se trouvent actuellement pour les faire triompher ou les défendre le cas échéant?

*
* *

Jusqu'aux annexions qui ont été le résultat de la guerre contre l'Espagne, on ne considérait guère en Europe les États-Unis comme une puissance du Pacifique. Les Américains ont eu, cependant, de longue date des intérêts importants dans cette région et il y a près d'un siècle déjà qu'ils sont riverains de cet océan. C'est presque au lendemain de la reconnaissance par la Grande-Bretagne de l'indépendance de ses colonies, le 30 août 1784, qu'entrait à Canton l'« Empress of China », le premier navire américain qui abordait aux côtes chinoises. Ce fut le début de rapports suivis et fructueux entre les ports de la Nouvelle-Angleterre et de l'Extrême-Orient. Les marins américains doublaient le cap Horn, remontaient le long de la côte occidentale du Nouveau-Monde, jusqu'aux territoires presque inconnus alors du Nord-Ouest, où ils échangeaient avec les indigènes leur pacotille contre des fourrures. Puis, traversant l'Océan, après un repos pendant la mauvaise saison dans les îles Hawaï, ils se dirigeaient sur Canton, où ils échangeaient leurs fourrures contre les thés, les soieries et les porcelaines de Chine. Leur absence était généralement de deux années, parfois de trois. Les risques courus étaient grands. Mais les bénéfices réalisés dans un heureux voyage faisaient passer sur les ennuis et les dangers. On cite des voyages où un capital de 40.000 et 50.000 dollars produisit au retour 150.000 et 284.000 dollars. C'est un de ces marins, le capitaine Gray, de Boston, qui découvrit, en 1792, la rivière Columbia et fournit à son pays ses premiers titres à l'occupation du territoire de l'Oregon sur la côte du Pacifique.

Les pêcheurs avaient devancé les marins trafiquants. En 1775, 4.000 marins américains, montant 309 navires, se livraient à la pêche à la baleine dans cette région. En 1847, quand cette industrie atteignait son plein développement, sur 900 navires de toutes nationalités qui y étaient engagés, plus de 800 battaient pavillon étoilé. Pour ces pêcheurs aussi, les Hawaï, dotées d'un climat délicieux, habitées par des indigènes d'un caractère hospitalier, devinrent une escale favorite. Vers 1830, on estimait à une centaine le nombre de navires américains qui s'arrêtaient chaque année à Honolulu, capitale de l'Archipel. Dès 1820, des missionnaires américains s'étaient établis dans ces îles pour évangéliser les indigènes.

En 1810, une petite colonie américaine avait été fondée sur la côte méridionale de la rivière Columbia, en vue de faire le commerce des fourrures dans cette région. Pendant plus de trente ans, l'Angleterre et les États-Unis se disputèrent le territoire de l'Orégon, situé entre les Rocheuses et le Pacifique. En 1846, enfin, l'Angleterre en abandonnait formellement la propriété aux États-Unis. Deux ans après, le traité de Guadeloupe Hidalgo, qui terminait la guerre du Mexique, leur donnait les riches territoires de la Californie et la rade merveilleuse où devait s'édifier San Francisco. L'achat à la Russie, en 1867, du territoire de l'Alaska, compléta leurs possessions continentales sur les rives du Pacifique, dont ils devenaient, par l'étendue de leur littoral, une des puissances les plus importantes. La marine américaine faisait des explorations scientifiques dans cet océan. L'Extrême-Orient fascinait les États-Unis comme l'Europe: riverains des mêmes mers, il leur semblait que, plus que cette dernière, ils étaient appelés à un contact étroit avec lui. L'action d'un marin américain, le commandant Perry, qui, en 1854, contraignit le Japon à conclure un traité avec les États-Unis et à entamer des relations avec le monde occidental, vint les confirmer dans ces idées. A cette époque, déjà, Seward, le futur secrétaire d'État de Lincoln pendant la guerre civile, proclamait que l'Europe verrait fatalement diminuer son importance, tandis que l'océan Pacifique, ses îles, les pays qu'il baigne deviendraient le principal théâtre des événements du monde, pour le plus grand avantage des États-Unis, destinés à être la puissance prédominante sur cet océan.

Leur littoral étendu sur le Pacifique les obligeait

à veiller étroitement sur le sort politique des îles Hawaï. Situées à 2.000 milles seulement de cette côte, elles pouvaient fournir à une puissance navale une utile base d'opérations contre eux. Pour éviter ce danger, ils signaient en 1875, avec le souverain de ces îles, un traité par lequel celui-ci s'engageait à ne céder aucune partie de son territoire à une puissance étrangère. Puis, en 1887, ils se faisaient donner le droit exclusif d'y établir une station navale. En 1879, par un traité avec un chef de l'archipel des Samoa, ils avaient acquis le privilège de créer une base navale à Pago-Pago, dans l'île de Tutuila.

La marine réclamait une station navale sur les côtes de Chine. La guerre de 1898 lui permit de réaliser et au-delà ses ambitions. L'Espagne dut céder aux États-Unis ses colonies du Pacifique : les Philippines et l'île de Guam, à mi-chemin entre cet archipel et les Hawaï. La même année, les Hawaï étaient annexées à leur tour. L'année suivante, un accord avec l'Angleterre et l'Allemagne pour le partage des Samoa, reconnaissait aux États-Unis la propriété de Tutuila. En 1900, enfin, les États-Unis obtenaient de l'Angleterre l'abrogation du fameux traité Clayton-Bulwer, qui prévoyait l'établissement d'un condominium sur le futur canal interocéanique. Ils assuraient ainsi leur domination exclusive sur le canal de Panama, indispensable pour leur garantir des communications faciles entre leur littoral de l'Atlantique et celui du Pacifique, et avec leurs nouvelles colonies.

Depuis 1903, un câble américain relie San Francisco, par Honolulu et Guam, à Manille et Hongkong ; un second câble, posé en 1906, relie Guam à Tokio.

* *

« La riches[illegible] américaines, appuyées sur les Hawaï et les Philippines qui nous appartiennent, aidées par le canal interocéanique que nous construirons certainement, et par [illegible] marine marchande que nous développerons, — [illegible] à Pittsburg, il y a quatre ans, M. L. M. S[illegible], [illegible] secrétaire du Trésor, — feront passer la souveraineté du Pacifique de l'Union Jack au pavillon étoilé ».

Ce langage grandiloquent ne faisait que traduire l'opinion publique, à laquelle le Pacifique apparait depuis longtemps déjà comme un lac américain. Quel champ merveilleux d'expansion pour l'industrie nationale, si elle réussit à établir sa suprématie dans ce domaine. La population des pays riverains de cet océan dépasse un demi-milliard d'individus, le tiers de la population du globe. Leur importation totale atteint déjà 6 milliards de francs. Les États-Unis, il est vrai, ne leur fournissent encore que 13 p. 100 de cette masse considérable de produits alimentaires, de matières premières et surtout d'articles manufacturés qu'ils demandent à l'étranger. Mais, lorsque sera ouvert le canal de Panama, les États manufacturiers de l'Est seront considérablement rapprochés des marchés de l'Amérique occidentale et de l'Australie orientale, de la Chine septentrionale et du Japon. Les avantages que le canal de Suez assure actuellement à leurs concurrents européens se trouveront annulés :

Distance actuelle en milles	A Iquique	A Sydney	A Shanghai	A Yokohama
De New-York...	9.231	13.658	12.514	13.564
De Liverpool...	9.591	12.234	10.580	11.640
Par le canal de Panama				
De New-York...	4.021	9.814	10 885	9.835

Le canal de Panama paraissait aussi l'instrument capable d'assurer la prédominance navale des États-Unis dans le Pacifique. La jonction rendue aisée et rapide de leurs flottes de l'Atlantique et du Pacifique leur permettrait de grouper, en tout temps, une force capable de leur assurer la suprématie sur cet océan, où ils possèdent seuls les escales nécessaires d'une rive à l'autre.

L'entrée en scène du Japon, qui fait tous ses efforts pour devenir une nation industrielle, et qui est déjà une grande puissance navale, est un obstacle imprévu à la réalisation du rêve où se plaisaient les Américains.

Quelle arme employer contre ce nouveau concurrent, surtout s'il parvient, d'une manière directe ou déguisée, à se créer sur les marchés de la Chine du Nord une situation privilégiée ? Les cotonnades américaines ont réussi à supplanter en partie les cotonnades anglaises en Mandchourie, mais voilà qu'y paraissent déjà les cotonnades japonaises. Malgré le perfectionnement de leur outillage, les industriels américains pourront-ils lutter contre les avantages du bon marché de la main-d'œuvre et surtout de la proximité dont bénéficient ces rivaux.

La concurrence du Japon dans le Pacifique-nord se fait vivement sentir déjà dans l'industrie des transports maritimes. Quatre lignes américaines mettent en relations régulières et rapides les ports du Pacifique : Seattle, Tacoma, Portland, San Francisco, et l'Extrême Orient. Mais les lignes japonaises subventionnées rendent la lutte dificile aux Compagnies américaines, que leurs dépenses élevées d'exploitation, en grande partie à cause des exigences de leurs équipages, semblent mettre dans un état d'irrémédiable infériorité.

« Le rêve d'un vaste commerce oriental fait par des vaisseaux américains, — disait récemment la *Post* de Washington, — ayant pour résultat la domination du Pacifique par les États-Unis, est une conception grandiose, mais elle ne pourra se réaliser tant que les Japonais dé-

ploieront pour capturer le commerce une ambition et une capacité qui, jusqu'ici, avaient paru n'appartenir qu'aux Américains. »

L'ostracisme dont fait preuve la population américaine à l'égard des immigrants chinois et japonais n'est pas faite, non plus, pour faciliter les rapports commerciaux des États-Unis avec l'Extrême-Orient. Le boycottage que les Chinois ont fait subir pendant les deux dernières années aux marchandises américaines a montré que ceux-ci sauraient recourir, le cas échéant, à des armes efficaces, quoique pacifiques, et leur exemple pourrait être imité par les Japonais.

*
* *

Les récentes victoires navales du Japon ont posé aux États-Unis un problème plus inquiétant encore que la concurrence économique. Il concerne la sécurité même de leurs nouvelles acquisitions.

La flotte japonaise, forte de 16 cuirassés, dont 10 modernes, et 2 de 16.400 tonneaux, 9 croiseurs-cuirassés et 17 croiseurs-protégés, et montée par des équipages entraînés, très homogènes, conduits par des chefs qui ont l'expérience du combat, serait dans les eaux d'Extrême-Orient un dangereux adversaire. Qu'auraient à lui opposer les Américains dans le cas où un conflit, rendu tentant pour le Japon par les dépouilles fructueuses auxquelles il pourrait prétendre, éclaterait entre les deux pays?

Depuis la guerre contre l'Espagne, les États-Unis ont donné une impulsion considérable aux constructions navales. Dans les huit dernières années, 15 cuirassés de gros tonnage et 11 croiseurs cuirassés, qui comptent parmi les plus beaux des marines existantes, ont été construits.

Actuellement, 3 cuirassés de 16.000 tonneaux et 2 croiseurs cuirassés de 14.500 tonneaux sont sur chantiers, et l'on a mis en adjudication, il y a peu de temps, la construction de 2 cuirassés monstres de 20.000 tonneaux (1).

La marine américaine possède donc, ou aura en service dans quelques mois, 24 cuirassés, dont 20 ne remontent pas à plus de dix ans, et 5 jaugent 16.000 tonneaux; — 13 croiseurs-cuirassés, dont 6 jaugent 13.400 tonneaux, et 2, les plus récents, 14.500 tonneaux — et 19 croiseurs protégés. C'est une puissance formidable, qui assure déjà aux États-Unis, en comparant la puissance relative, et non le seul nombre des unités, le second rang en ce qui concerne les cuirassés, bien en avant de la France, et le second aussi, presque à égalité avec elle, pour les croiseurs-cuirassés, dans l'échelle des puissances navales.

Mais les États-Unis doivent diviser cette force : en tenir partie dans l'Atlantique, partie dans le Pacifique. Actuellement, tous les cuirassés, sauf 3, sont dans l'Atlantique. La flotte du Pacifique se compose de 4 croiseurs-cuirassés de 13.000 tonneaux et de 5 croiseurs protégés de 3.000 tonneaux. On avait décidé, il y a un an, de rappeler dans l'Atlantique 2 cuirassés de 10.000 tonneaux, actuellement en réparations à l'arsenal de San Francisco, et un de 14.900 tonneaux, récemment mis en service à Seattle. Par contre, on devait envoyer dans le Pacifique 4 croiseurs de construction récente : 2 croiseurs-protégés de 9.700 tonneaux et 2 croiseurs-cuirassés de 14.500 tonneaux, qui sont déjà partis ou vont bientôt partir.

Cette division inévitable de la flotte américaine n'est pas sa seule faiblesse. Elle en a une autre dans la composition de ses équipages. Ceux-ci manquent d'homogénéité : 75 p. 100 seulement des 30.000 marins qui la montent sont des Américains d'origine; un quart se compose, par parties à peu près égales, de naturalisés de fraîche date ou d'hommes ayant simplement déclaré l'intention de se faire naturaliser. L'amirauté rencontre de très grandes difficultés à assurer le recrutement : les occupations à terre sont plus attrayantes et plus rémunératrices; aussi, le chiffre de 37.000 hommes prévu par la loi pour le total des équipages n'a encore pu être atteint. Enfin, la désertion est un mal qui frappe durement cette marine : chaque année, 15 p. 100 environ des équipages abandonnent le bord, avant l'achèvement de leur contrat.

S'ils ont poussé activement dans les cinq dernières années les constructions navales, les États-Unis ont négligé la mise en état de défense de leurs côtes et l'aménagement de leurs arsenaux, au moins ceux de la côte du Pacifique, et de leurs bases navales. L'année dernière, le directeur du génie, dans un rapport au secrétaire de la guerre, déclarait qu'il faudrait plus de 80 millions de francs pour compléter les travaux de fortifications reconnus nécessaires par une commission réunie en 1904. Il y a 68 forts le long des côtes des États-Unis, et 27 ports fortifiés. Des 1.200 canons montés dans ces forts, il n'y en a que 390 au service desquels des troupes soient régulièrement assignées. La défense exigerait une force de 42.000 hommes; il n'y en a à l'heure actuelle que 14.000. En outre, les mines et les hommes nécessaires pour assurer la défense sous-marine des ports sont tout à fait insuffisants. Ce sont là des choses qui ne peuvent s'improviser. Cette situation imposerait à une partie au moins de la flotte un rôle défensif qui ne lui appartient pas.

Enfin, chose plus grave, et qui témoigne d'une singulière imprévoyance, aucuns travaux n'ont été entrepris pour mettre en état de défense les stations navales de Pearl-Harbor, aux Hawaï, de

(1) Le Japon a mis sur chantier, en 1905, 2 cuirassés de 19.000 tonneaux, et il a décidé la construction d'un cuirassé de 21.000 tonneaux.

Guam, et de Cavite, aux Philippines. Quant à l'outillage des arsenaux du Pacifique, il est encore incomplet : celui de Mare Island, près de San Francisco, n'a que deux cales sèches; et celui de Bremerton, au nord, dans le Pudget-Sound, n'en a qu'une. La construction d'une quatrième cale sèche à Bremerton a été autorisée par le Congrès l'an dernier. Dans les possessions nouvelles, l'arsenal de Cavite, seul, possède un dock flottant : le Dewey. Les dépôts de charbon dans ces îles ne paraissent même pas être pourvus de tous les engins nécessaires pour une manipulation rapide.

L'inconvénient le plus sérieux que les Etats-Unis rencontreront jusqu'à l'achèvement du canal de Panama, qu'on ne saurait prévoir avant une douzaine d'années, c'est la répartition de leur flotte entre les deux océans. Lors de la guerre d'Espagne, le cuirassé « Oregon », qui se trouvait alors à San-Francisco, fut subitement rappelé dans l'Atlantique. Il fit un raid jugé magnifique : parti le 19 mars, il arrivait sur la côte de Floride, le 25 mai ; il lui avait fallu soixante-sept jours pour accomplir le périple de l'Amérique du Sud. Une flotte entière faisant ce voyage, accompagnée de vaisseaux auxiliaires, mettrait nécessairement un temps beaucoup plus long.

On peut se demander, dans ces conditions, si la nouvelle sensationnelle de l'envoi à l'automne des 16 cuirassés de l'Atlantique dans le Pacifique se réalisera. Peut-être se réduira-t-elle simplement à une modification dans la répartition des forces navales américaines. La force de cette flotte considérable, cuirassés et croiseurs réunis dans le Pacifique, serait plus apparente que réelle. Les États-Unis, le voudraient-ils, ne sont pas en situation à l'heure actuelle d'engager sans imprudence un duel avec le Japon. Il leur faut auparavant assurer la défense et la mise en état de leurs stations navales.

Le Japon pourrait, d'ailleurs, sans les attaquer, leur causer de très graves ennuis dans leurs colonies nouvelles : aux Hawaï, ses nationaux sont nombreux ; aux Philippines, il lui serait facile de provoquer chez les indigènes un soulèvement qui mettrait dans une situation dangereuse les Américains. Pas plus que les États-Unis, le Japon ne semble cependant avoir intérêt actuellement à la guerre. Il lui faut avant d'y songer remettre ses finances en état, et assurer sa transformation économique. Mais la situation pourra devenir critique si, d'ici quelques années, rencontrant des difficultés du côté de la Chine, le Japon décidait un mouvement d'expansion vers le sud. Alors, peut-être, se résoudrait-il à l'attaque avant que l'ouverture du canal de Panama vienne donner aux Américains un avantage important.

ACHILLE VIALLATE.

DANS LES HOPITAUX PARISIENS

LES INFIRMIERS ET LEURS BESOINS (1)

Nos conceptions administratives trop souvent gardent l'empreinte d'antiques préjugés. Par crainte du désordre, nous nous assujettissons à la centralisation ; pour assurer l'unité des services, nous nous plaisons à maintenir leur uniformité. Les règlements subissent des modifications incessantes, qui y introduisent des formules nouvelles, sans en renouveler l'esprit.

Qu'il paraisse utile, pour contraindre les infirmières à une présence continue, de les nourrir à l'hôpital, concédons-le pour un instant. En résulte-t-il qu'on doive leur imposer à toutes un régime identique? Apparaît-il comme nécessaire à une bonne gestion, que, pour les 6.000 agents, indistinctement, invariablement, simultanément, les menus soient arrêtés chaque mois dans les bureaux de l'avenue Victoria?

Nous entendons bien les raisons qu'on invoque : les crédits budgétaires limitent le choix des vivres. Et comme le cours des denrées varie chaque semaine, chaque jour, des raisons d'économie commandent de passer des marchés de fournitures, qui ne sont avantageux que s'ils portent sur des quantités considérables. Ces précautions entraînent la fixité des menus; elles garantissent par contre la bonne qualité des produits

Mais tous les régiments d'une même garnison, tous les collèges d'une même ville sont-ils astreints à une nourriture identique? Est-il indispensable que l'on dose pour tous les établissements hospitaliers, avec une uniformité rigide, la quantité respective des légumes frais et des légumes secs, le poids des viandes de mouton, de bœuf ou de porc?

Qu'on répartisse proportionnellement entre les divers hôpitaux les crédits disponibles, fort bien! Mais du moins qu'on y laisse à chaque direction quelque liberté, pour régler l'agencement des repas! Aux directeurs et économes incombe la mission de fixer le détail des menus, d'en adapter la composition au goût de leur personnel, aux nécessités financières de leur budget, ainsi qu'aux variations des prix du marché. L'autonomie des établissements ne peut que servir les intérêts communs, et, par une légitime émulation, provoquer d'utiles initiatives.

Pourquoi d'ailleurs ne pas associer à ces préoccupations le personnel lui-même? Quelle difficulté verrait-on à instituer, dans chaque hôpital, un comité, modeste, mais actif, où, sous la présidence

(1) Voir la *Revue Bleue* des 22, 29 juin, 6 et 20 juillet 1907.

de l'économe par exemple, une surveillante et deux infirmières, un surveillant et un infirmier, désignés par leurs camarades, seraient chargés de l'administration de cette cantine ? Le conseil de gestion arrêterait de concert la composition des menus, surveillerait les approvisionnements, la livraison et la conservation des vivres, assurerait l'inspection des réfectoires et des cuisines. Il serait tout qualifié pour accueillir les réclamations et les transmettre.

Une telle réforme libérerait du même coup le Directeur général des préoccupations qui lui devraient être étrangères. Elle pourrait être réalisée sans sacrifices et sans efforts.

*
* *

Mais elle ne serait, à notre gré, qu'une première étape. Après avoir institué l'autonomie de chaque établissement, pourquoi ne pas prévoir l'organisation d'un régime qui assurerait plus d'indépendance à chaque infirmier?

Si cette vue était, comme d'aucuns le prétendent, chimérique ou téméraire, reconnaîtrait-on, dès aujourd'hui, en vertu même des prescriptions réglementaires, le droit pour certains agents de se nourrir au dehors; leur allouerait-on des indemnités représentatives de 650 et 750 francs? La vérité est qu'on estime superflue la présence continue de tous les infirmiers à l'intérieur de l'hôpital, même durant le jour. Est-il une raison décisive pour imposer dès lors à certains d'eux, seulement, la nourriture de l'Administration?

On fait valoir les exigences du service, l'intérêt du personnel, les nécessités financières. Les infirmières, dit-on, si on les autorisait à prendre leurs repas en ville, seraient les premières à regretter le régime ancien ; jamais elles ne pourraient, à peu de frais, se procurer une alimentation aussi saine et aussi substantielle. — Comment, d'autre part, s'absenter, sans négliger les malades? — On a cru remarquer en outre que celles-là mêmes qui touchent une indemnité de nourriture, goûtent cependant aux plats qu'on sert à leurs camarades. « Comment pourra-t-on interdire à une surveillante ou à une infirmière, qui est censée prendre ses repas en famille, de prélever, sur les aliments destinés aux malades, une portion qu'elle mangera en cachette ? » demande le plus autorisé des Inspecteurs de l'Assistance publique. En tout cas, l'externement complet n'entraînerait-il pas à une augmentation de dépenses considérable?

Ces objections ne laissent pas d'impressionner vivement l'esprit. Encore convient-il de n'en pas exagérer la valeur. L'Administration, prévoyant les regrets éventuels des infirmiers, en veut tarir la source. Pourquoi donc substitue-t-elle ainsi à leur volonté clairement manifestée, des impressions confuses et des croyances imaginaires? Pourquoi apprécierait-elle mieux que les intéressés eux-mêmes ce qui leur convient, ce qui leur plaît? S'ils réclament une réforme, est-ce caprice ou ignorance? Sans doute, il adviendra que, dans le nombre, plusieurs infirmières renonceront à la faculté qu'on leur offrira : d'aucunes se soucieront peu de faire leur cuisine, ou d'affronter le restaurant. Nous le croyons volontiers : mais pour ces isolées, que n'instituerait-on, soit, des coopératives à l'intérieur de l'établissement, soit, comme dans certaines écoles supérieures, une cuisine à frais communs? Ne peut-on même les autoriser à traiter avec l'Administration pour être nourries par elle, moyennant une allocation déterminée? — On conçoit toute la différence qui sépare un système de contrainte d'un régime de libre choix !

Si les malades en devaient réellement pâtir, il faudrait sans hésitation repousser toute amélioration de ce genre. Mais comment le laisser supposer un instant? Le réfectoire comporte actuellement deux services successifs. L'externement alimentaire serait pareillement organisé par roulement : de 10 h. 1/2 à 11 h. 1/2, puis de midi à 1 heure ; ce seraient deux séries différentes ; à aucun moment, pas plus qu'aujourd'hui, les salles ne seraient dégarnies. On se contenterait d'adopter un système qui fonctionne dans bien d'autres établissements publics et privés.

Quant à la suspicion que d'aucuns vont jeter sur l'honnêteté du personnel, n'est-elle pas inconsidérée? Avec un recrutement de hasard, on peut s'attendre à des actes d'indélicatesse. Mais est on en droit d'invoquer les vices de l'organisation présente, qu'on juge défectueuse, pour condamner le régime futur, qui y pourra être substitué? Si les réformes que nous préconisons ont pour effet d'assurer une heureuse sélection, pourquoi redouter pareille éventualité? Aujourd'hui même, comment les chefs de l'administration peuvent-ils accuser les infirmières de larcins et continuer cependant à leur confier la plus délicate des missions? Est-il d'ailleurs légitime d'invoquer, pour refuser certains droits, la crainte des abus dont les bénéficiaires pourraient éventuellement se rendre coupables?

On ajoute, il est vrai, qu'en généralisant les indemnités de nourriture, on grèverait le budget hospitalier d'une charge trop lourde. C'est dire, il faut bien le reconnaître, que l'administration fait des économies en nourrissant ses agents. Peut-être ne convient-il pas de se prévaloir à l'excès d'un tel avantage. Tenons-le cependant pour justifié. Quelles

en seraient les conséquences? On a souvent prétendu, dans des rapports officiels, que la nourriture de chaque agent ne coûtait moyennement que 1 fr. 25 par jour. De renseignements précis et concordants que nous ont donnés plusieurs directeurs et économes, il résulte qu'actuellement les débours quotidiens ressortent en réalité à 1 fr. 70; soit pour l'année à 620 fr. 50. Est-ce pour 30 fr., d'économie annuelle, par agent, que l'on peut se refuser à accomplir une réforme si vivement et universellement réclamée. Allons plus loin, et reconnaissons que, pour se nourrir convenablement, il faut à chaque agent un minimum de 2 francs par jour. C'est pour les 6.000 infirmières et surveillants, 30 centimes de supplément à solder, soit de 6 à 700.000 francs annuellement. La charge est loin d'être négligeable; mais elle est nettement limitée. Si on peut espérer ainsi simplifier la tâche de l'administration, libérer le personnel d'un joug pesant: si on assure par là une indépendance réciproque, utile à la bonne harmonie du service, est-ce là vraiment un sacrifice auquel on se puisse refuser!

*
* *

D'aucuns ont affirmé, sans être contredits, que si on exigeait de l'Assistance l'observation stricte de la loi sur la santé publique, on la condamnerait à démolir la moitié des locaux qu'elle réserve à son personnel. L'Administration préposée au soin des malades, en violant les règles de l'hygiène, donne le plus pernicieux exemple.

Depuis quelques années, hâtons-nous de le dire, le conseil de surveillance, le Directeur général et ses collaborateurs immédiats se préoccupent de cette lamentable situation et s'efforcent d'y remédier. Mais à l'aide de quels moyens? Par des reconstructions, des réparations, des réfections.

Est-il donc indispensable de loger les agents à l'intérieur de l'hôpital? Pourquoi se refuser à les rendre, après les heures de service, à la liberté de leur « home »? En se désintéressant du choix de leur domicile, que de soucis évités, que de vœux exaucés!

Mais à une si opportune indifférence l'Administration ne se veut résoudre: elle l'estimerait funeste à la vertu des infirmières, que l'internement protège: dangereuse aussi pour les malades, car en dégarnissant l'hôpital la nuit, on risquerait de manquer de bras en cas de sinistre.

Mais quels titres l'Administration peut-elle invoquer pour s'ériger ainsi en matrone? Prétend-elle exercer semblable magistrature, à l'égard des institutrices, des inspectrices du travail ou des enfants assistés, des femmes dactylographes ou sténographes qu'elle emploie? Ne peut-on soigner avec intelligence et douceur les malades sans être munie d'un brevet de chasteté? Et dans les murs de l'hôpital, les infirmières ne sont-elles pas exposées à des promiscuités blessantes, à des tentations qui peuvent être fatales? Elles ne sauraient être traitées comme des lycéennes, ni comme des nonnes. Ce sont des femmes, qui ont la responsabilité de leur conduite, et doivent jouir de la liberté de leurs actes. Pourquoi leur contester la faculté de se loger où il leur plaît?

On redoute des sinistres nocturnes. Il ne s'en est, à notre connaissance, jamais produit. Mais on a raison de les prévoir. Quelles précautions faut-il prendre? Certains agents, comme les concierges et quelques autres, à raison de leur emploi, habitent nécessairement l'établissement. Des veilleurs et veilleuses sont spécialement préposés à la garde des salles. Si, par surcroît de prudence, on croit utile de s'assurer la présence de quelques infirmières en plus, que ne recourt-on au système du roulement? Il fonctionne à merveille parmi les internes; il serait appliqué avec le même succès à leurs collaboratrices. Tour à tour, chacune d'elles s'acquitterait du devoir commun. Mais en dehors des nuits de garde, chacune librement pourrait vivre à son foyer.

Malgré ses réticences, l'Administration a dû subir l'entraînement des mœurs nouvelles. Depuis quelques années, elle autorise le délogement: on ne compte cependant que 1.280 bénéficiaires de cette mesure; plus de 500 agents mariés ou chargés de famille n'ont pu, faute de crédits, obtenir l'indemnité prévue. En sus des 400.000 francs annuellement dépensés, il faudrait 1.200.000 francs environ, pour donner à tous l'allocation représentative fixée par le règlement. Qu'on compare à cette charge celle qui résulte de toutes les reconstructions et réfections entreprises!

A l'Hôtel-Dieu, la transformation de 5 dortoirs, pour 85 agents, a coûté en 1905, 43.800 francs. A la Salpêtrière, on dépense 1.100.000 francs pour la réparation et l'agrandissement des logements. A Ivry, 229.697 francs. A Brévannes, 200.000 francs. En 1904, c'est à Tenon, 51.600 francs pour la conversion des dortoirs en chambres, et à Saint-Louis, 530.000 francs. Voici donc, en deux années, 2.155.000 francs, dépensés pour des améliorations partielles dans six établissements. A combien s'élèveront les nouveaux bâtiments de la Pitié, réservés au personnel, et quelle sera la somme nécessaire à la transformation qui s'impose dans presque tous les établissements parisiens? Sera-t-on bien loin des 35 à 40 millions, dont les indemnités d'externe-

ment n'absorberaient finalement que les intérêts annuels ?

Il n'est plus personne pour contester sérieusement la nécessité de réserver aux infirmières des chambres proprettes, hygiéniques, confortables, où elles puissent jouir d'un repos réparateur, et, comme le déclarait récemment M. l'Inspecteur Ogier dans un rapport officiel, « vivre un peu d'une vie personnelle dans leurs heures de loisir. »

Voici longtemps déjà qu'on assure un home aux nurses anglaises. Et il suffit de parcourir quelques-unes des admirables institutions suédoises et danoises pour juger de notre infériorité sur ce point. Dans des pièces claires, spacieuses et gaies, les infirmières, là-bas, se meublent à leur gré. De menus souvenirs personnels : ici des photographies de parents et amis; là, les livres favoris, presque partout des fleurs. Chacune sait y trouver une retraite paisible, où, suivant son goût, elle peut écrire et lire, rêver, converser et recevoir ! Une telle indépendance accroît déjà la « respectabilité » de celles qui en jouissent. Et les femmes de la meilleure éducation recherchent dès lors une situation où elles trouvent à employer leur activité selon leurs aptitudes, sans renoncer à la culture de leur esprit et à la liberté de leur vie !

Mais pour réaliser une telle organisation dans nos hôpitaux, que de temps à attendre, que de dépenses à faire ! Pourquoi dès lors ne pas envisager la réforme dans toute son ampleur, pourquoi se résigner à des demi-mesures, dont l'exécution sera lente, coûteuse et ne contentera personne ? Serons-nous indéfiniment les prisonniers des vieilles formules, nous condamnerons-nous à suivre, par faiblesse ou timidité, les antiques errements ?

*
* *

Quand ces transformations auront été accomplies, nous pourrons être assurés d'un personnel de choix. Nous devrons en écarter les filles maladroites et insubordonnées, les hommes grossiers et prévaricateurs.

Un mauvais vent a soufflé, en ces temps derniers, dans les rangs des infirmiers. Nous avons reçu, à cet égard, d'inquiétantes confidences, et nous connaissons des faits précis qui ne laissent pas d'être tristement symptomatiques. Le syndicat, par un esprit de solidarité mal compris, se croit obligé de soutenir ses adhérents dans toutes leurs réclamations, sans se préoccuper de leur légitimité. Certains Directeurs redoutent son influence, au point qu'ils aiment mieux capituler que de soulever des résistances et de provoquer des conflits. Il est des surveillantes qui, mal obéies par leurs subordonnées et mal soutenues par leurs chefs, se trouvent réduites à l'impuissance ; sentant leur autorité compromise, elles renoncent à donner des ordres. Le service en pâtit.

Un tel relâchement dans la discipline, provoqué par le mécontentement, entretenu par la faiblesse, ne se peut prolonger sans périls.

*
* *

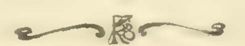
On est en droit d'exiger des infirmiers, à qui on assurera une situation convenable, plus de docilité et de dévouement. Ils doivent, en outre, avoir une tenue morale irréprochable.

En principe, le pourboire est interdit dans les hôpitaux. Mais, en fait, il y sévit universellement. Pour gagner la sollicitude d'une infirmière, pour obtenir quelque faveur d'un garçon de salle, le malade, sa famille, ses amis les gratifient d'oboles. On veut avoir un lit mieux placé, un morceau de viande plus maigre, une ration mieux servie : quelque argent, donné en cachette, assurera au patient ces petits privilèges. Les plus pauvres, par crainte de vexations ou de représailles, se croient obligés de se soumettre à cette pratique. Comment s'y soustraire, quand le voisin la remplit, ou que parfois l'infirmier l'exige ? Comment se plaindre ? Et ainsi s'est généralisé l'usage, au su et vu de tous. On n'ose enlever à des femmes qui gagnent vingt sous par jour le bénéfice de ce petit profit. Certaines se sont habituées à solliciter un don. D'autres n'ont pas le courage de refuser des offres tentantes. La complicité du silence jette un voile discret sur ces abus.

Ce ne sont pas seulement les règlements administratifs qui se trouvent ainsi violés ; le cas est plus grave : il intéresse la morale publique. Il est inadmissible que, dans des établissements gratuits, les soins soient proportionnés à la quotité de ces allocations presque forcées. A l'administration incombe le soin de rémunérer ses agents du travail qu'elle leur demande. En acceptant un pourboire, ceux-ci avilissent leurs fonctions ; à l'interdiction d'en recevoir, on ne saurait édicter de sanction trop sévère.

Mais comment exiger ce désintéressement, comment rétablir le respect de la discipline, si on ne libère du même coup les agents des contraintes qui continuent à peser sur eux, si on ne leur assure une indépendance, matérielle et morale, qui, en leur restituant leurs droits d'êtres libres, leur en impose la responsabilité et les devoirs ?

Georges Cahen.



L'EDERA

—

(Le Lierre) (1)

Zana resta encore un peu avec ses clients, puis retourna dans sa boutique, où un enfant demandait pour « *unu sisinu de lughinzos* ».

Paulu ne savait pas pourquoi il était devenu triste. Jusqu'à ce moment, il s'était monté la tête avec ses fanfaronnades et s'était figuré que ses affaires allaient réellement bien, et que les cent francs qu'il avait dans sa poche ne lui avaient pas été prêtés par ce naïf saint homme d'abbé Virdis. Mais dans l'ombre qui épaississait dans l'arrière-boutique, il revoyait comme en rêve certains visages lugubres : la figure noire et sauvage du messo se montrait derrière la face cadavéreuse du vieil asthmatique.

— C'est encore une jolie petite femme, remarqua Dom Peu, faisant allusion à la veuve, et on prétend qu'elle a de l'argent, et on dit... moi, je n'affirme rien, foi de Dom Peu, je ne sais pas... mais on dit... bois donc, Paulu Decherchi, à quoi penses-tu?

— Je ne bois plus. Que dit-on donc?

— Il faut que tu boives, ma parole! Ah, tu tiens à savoir ce que l'on dit, on ne peut pas le répéter ici, il y a le brigadier qui nous écoute. Ah, ah, bonjour.

Dom Peu fit un signe de bonjour à la photographie, et Paulu se remit à boire. Le muscat de la veuve du brigadier chassa encore une fois la figure de l'huissier.

— Qu'est-ce qu'on dit, Peu, qu'est-ce qu'on dit?

Dom Peu baissa la voix et raconta plusieurs histoires sur le compte de Zana; de temps en temps il relevait ses yeux malins et regardait la tête débonnaire du brigadier défunt qui, dans la pénombre, paraissait revenir d'un autre monde pour écouter avec indulgence les aventures de sa veuve. Paulu le regardait aussi et riait, oubliant que dans huit jours la banque agricole serait inexorable et ferait vendre aux enchères la vieille maison et la dernière tanca de la famille Decherchi.

Il repartit le lendemain au petit jour et vers les dix heures il arriva au pays de Ballore.

Le temps s'était rafraîchi subitement; on aurait cru être en automne. Paulu n'était plus gai comme la veille; l'ivresse lui avait laissé la bouche âcre et la gorge sèche. Il se rappelait comme un rêve excitant les deux heures qu'il avait passées dans l'arrière boutique de la belle Zana : le vin, les historiettes de son ami et la présence de Zana, qui entrait par instants et s'arrêtait près de la table sous un prétexte quelconque, l'avaient rendu fou et inconscient comme au bienheureux temps de sa prime jeunesse. Malgré les protestations de Dom Peu, il avait tenu à payer une bouteille, et pour la payer, il avait sorti un louis d'or; comme la veuve n'avait pas assez de monnaie, il lui avait dit :

— Bon, tu me donneras le reste quand je repasserai dans trois jours.

Zana voulait lui faire crédit, Dom Peu voulait lui prêter de la monnaie, il feignit de se fâcher. Son ami crut qu'il faisait le généreux pour captiver les bonnes grâces de Zana et guigna en riant la photographie. Puis... puis le jeune veuf ne se souvenait plus de rien, seulement, il revoyait sans cesse la grande et belle veuve, son visage rose, ses lèvres voluptueuses, et il pensait à la petite Annesa, au lierre tenace dont il était seul à connaître les étreintes et dont il ne pourrait jamais se délivrer même s'il le voulait.

« Zana est une belle femme, mais quand même elle serait honnête on ne pourrait pas l'aimer longtemps » se disait-il.

« Annesa est un trésor caché, inépuisable : chacun de ses baisers me paraît être le premier. »

Il ne se disait pas que, tout le secret amour d'Annesa consistait dans la passion tragique qu'il lui inspirait; il ne l'avouait pas, mais il en avait conscience, et il se laissait prendre et enlacer par cette passion, comme le rameau par le lierre. Il se laissait aimer plus qu'il n'aimait et, sans être délibérément infidèle, il reluquait et convoitait les autres femmes et cédait avec un plaisir infini à leurs séductions.

C'est ainsi que, sans oublier Annesa, mais en songeant à la belle veuve, il arrivait au village. De grands nuages roses masquaient le soleil; une lumière pareille dorait les collines couvertes d'éteules au-delà desquelles se dressait une montagne crayeuse semblable à du marbre rose. C'était le classique paysage sarde, gris et jaune avec des files de buissons verts qui ressortaient sur l'or des éteules; de petites vaches noires s'abreuvaient dans le ruisseau et les silhouettes des pâtres vêtus de rouge et de noir se dessinaient vivement sur le jaune de la colline. Mais, à l'approche du village tout devenait triste; la route était poudreuse et l'air irrespirable à cause des immondices. L'église était à une centaine de mètres en avant et s'élevait au milieu d'un champ aride parsemé de tas de pierres, de roches superposées, de massifs qui formaient des cercles, des cônes, des pyramides. Il semblait qu'un peuple primitif fut passé dans ce champ et qu'il eut abandonné des constructions laissées inachevées; tout était silence et désolation.

(1) Voir la *Revue Bleue* n° du 6 juillet 1907 et suiv.

En passant derrière l'église, Paulu vit quelques paysans occupés à installer des baraques de branchages pour la fête du lendemain et il les salua, sans façon, comme devaient saluer deux siècles auparavant les petits seigneurs féodaux.

Il entra dans le village traversé par la route communale ; les pieds de son cheval enfonçaient dans la poussière et dans les ordures. Des maisonnettes en pierre bâties sur le rocher se groupaient autour de quelques constructions neuves ; des femmes pieds nus et en bonnet, des enfants en haillons, des gamins débraillés animaient la rue; tous chuchotaient en voyant Dom Paulu Decherchi, qui continuait à distribuer des saluts du haut de son cheval.

En passant devant une ancienne habitation moins pauvre que les autres, il se redressa, fit caracoler sa monture et regarda les petites fenêtres grillées; c'était là que demeurait la sœur du Recteur, une vieille très riche qui devait justement lui prêter de l'argent. Mais personne ne parut à la fenêtre et Paulu s'éloigna. Son ami habitait au bout de la ruelle et sa maison bâtie au fond d'une cour ouverte avait plutôt l'aspect misérable.

Ballore Spanu était absent, mais sa famille composée de la mère et de sept sœurs bonnes à marier, dont la plus jeune avait dépassé la trentaine, accueillit l'hôte avec des manifestations de sympathie.

— Ballore est aux champs, dit la mère, une vieille femme petite et grosse, à la figure jaune presque entièrement cachée par un bandeau noir. Le feu a pris dans un bois voisin de nos métairies et Ballore est allé aider à l'éteindre. Mais il rentrera sûrement vers le soir. Et vos parents, Dom Paulu, comment vont-ils? Et Donna Rachel... Ah! je me rappelle encore le jour où elle est venue à notre fête ; c'était aussi après son mariage, elle était belle comme un œillet.

Les sept *Bajànas* (1) se pressaient autour de Paulu et l'une lui servait du café, l'autre lui tendait la cuvette pour se laver. Elles se ressemblaient d'une manière étonnante : petites, grosses, avec une figure longue et jaune et d'épais sourcils noirs se réunissant au-dessus du nez aquilin.

De grands coffres sculptés avec un art primitif, un lit à baldaquin et un vieux banc noir meublaient la chambre où la lumière pénétrait par la porte, des poules entraient et sortaient librement.

Paulu but son café, se lava et écouta le bavardage de la vieille; celle ci raconta qu'elle était en procès depuis sept ans avec un voisin pour un droit de passage dans une tanca.

— Sept ans, mon garçon. Rien que les avocats m'ont déjà mangé plus de deux mille trois cents écus, mais c'est une question d'amour-propre, vous comprenez. Je consentirais à demander l'aumône, à condition de gagner mon procès.

Ensuite Paulu sortit. Mais les histoires de la vieille, l'absence de son ami et les regards des sept vieilles filles l'avaient rendu mortellement triste. Il erra dans le pays, se demandant s'il devait faire une visite au Recteur qu'il ne connaissait pas encore. Le ciel se couvrait de nuages; le pays, en comparaison duquel Barunei était une jolie petite ville aux yeux de Paulu, faisait l'effet d'un repaire de mendiants, sombre sous le ciel sombre.

Silencieux et harassés de fatigue, les hommes, montés sur de petits chevaux blancs ou noirs, rentraient des champs et des pâturages.

Peu à peu le désespoir s'empara de Paulu : « Où suis-je venu chercher fortune, dans un dépôt d'ordures » pensait-il en se dirigeant vers l'église. « Est-il jamais possible que je trouve de l'argent ici. »

Les hommes avaient fini de construire les baraques, on allait à l'église où le recteur chantait les vêpres. Paulu s'arrêta pour regarder les femmes dont quelques unes étaient très belles, malgré leurs costumes grossiers et baroques, puis, il entra aussi à l'église et se mit près d'une chose étrange qui représentait la Vierge assise sur les nuages. Les nuages étaient en bois, noirs et ronds comme des balles; la Vierge, en bonnet et en tablier, était monstrueuse et informe, pareille à une idole préhistorique. Paulu connaissait les saints des petites églises sardes et ne fut pas impressionné. Mais tout-à-coup cette vierge lui rappela les images religieuses de l'arrière boutique de Zana et une idée lui passa par la tête. Mais il la repoussa aussitôt avec dégoût. Non, il pouvait s'abaisser à tout, il pouvait s'humilier devant les plus ignobles usuriers, il pouvait même laisser vendre la maison et voir son vieux grand père, la pauvre Donna Rachel et la malheureuse Rose chassés brutalement de l'antique demeure; mais s'avilir jusqu'à demander de l'argent à une femme équivoque, jamais.

— Plutôt mourir, se dit-il en courbant la tête. L'idée du suicide ne l'effrayait pas. « Si je me tue, Zio Zua sauvera la famille. Il me déteste et c'est pour me faire enrager, moi, qu'il ne veut pas nous aider; mais si je meurs... »

La figure d'Annesa surgit dans son esprit; il pensa moins à la douleur de ses grands-pères et à l'angoisse de sa mère qu'au désespoir de la jeune femme et il résolut de la prévenir de son funeste projet « de cette façon elle se préparera et *après*, elle ne se trahira pas ; on ignorera qu'elle était ma maîtresse et elle pourra épouser Gantine. Non, je ne veux pas faire son malheur, pauvre Annesa, ma chère âme... »

Des larmes sincères lui coulèrent sur les joues ;

(1) Vieilles filles.

pour cacher son chagrin il s'agenouilla, posa son chapeau par terre, s'appuya un coude sur une main et avec l'autre main s'étreignit les tempes.

Un chœur d'une tristesse sauvage et indescriptible bourdonnait dans l'église comme un grondement de tonnerre, mêlé de coups de cloches mélancoliques, de gémissements et de sanglots enfantins. Les hommes agenouillés près de l'autel entonnaient une cantilène plaintive et nostalgique : leurs voix basses, égales, suppliantes semblaient venir de loin et les femmes, assises par terre dans le bas de l'église, répondaient d'une voix sombre et éclatante. Et une voix métallique, celle de la directrice du chœur probablement, dominait toutes les autres.

Le jour baissait : les quelques cierges de l'autel éclairaient à peine le groupe des hommes qu'on apercevait, noir et blanc, dans un clair obscur lugubre. Paulu n'oublia jamais cette heure tragique de sa vie. Ce chant triste et sauvage lui rappelait toute sa jeunesse triste et sauvage. Des figures oubliées lui revenaient à l'esprit, se dressaient dans l'ombre de l'église et l'étreignaient et lui criaient des choses étranges. Il revoyait certains profils de domestiques qui étaient restés de longues années dans sa famille ; il entendait sa nourrice qui, tout en peignant la petite Annesa, chantait une filastrocca (complainte) pour faire tenir l'enfant tranquille.

Isperta, isperta, pilu,
Pilu brundu che seda
Su bené sia mela,
Che a Donna Lughia
Chine' a furriadu s'ozu.
In s'intrada 'e su furru...
Isperta, isperta, pilu
Pilu brundu che seda. [1]

Puis la voix changeait, la nourrice disparaissait ; à sa place s'asseyait le gros curé Virdis tenant son mouchoir, et Rose passait lentement au fond de la cour. Donna Kallina, la pauvre morte, blanche et transparente comme un fantôme, s'asseyait au soleil, cherchant vainement à se réchauffer.

Et les fidèles dans l'église, toujours plus mystérieux, continuaient à psalmodier les laudes : on aurait dit qu'un peuple nomade passait au dehors dans la campagne rocheuse en chantant un adieu à la patrie perdue.

Paulu éprouvait cette inexplicable nostalgie qui est dans le caractère du peuple sarde ; lui aussi avait souvent rêvé vaguement une patrie encore lointaine, un séjour paisible et joyeux où il sentait qu'il n'arriverait plus jamais. La soif des plaisirs, des aventures, l'avait, peut-être par atavisme, poussé dans *une voie* qui n'était pas la sienne.

Les sept sœurs de Ballore furent édifiées par l'attitude de Paulu durant la neuvaine. Mais Ballore, qui était revenu de la tanca incendiée couvert de brûlures, las et de mauvaise humeur, regarda Paulu et, le voyant très abattu, se dit : « Il doit être dans une terrible position : il ne croit pas en Dieu et il a fait mine de prier pour attendrir la sœur du Recteur. »

Et il se demanda s'il n'avait pas eu tort d'inviter Paulu.

« Comment remboursera-t-il, puisqu'il n'a plus rien ? Je ferai une belle figure auprès du Recteur et de sa sœur. »

Restés seuls dans la chambre où était le lit à baldaquin et dans laquelle on avait aussi préparé la table pour l'hôte, les deux amis se regardèrent en face.

— Veux-tu que nous sortions ? demanda Ballore.

Mais Paulu, comprenant que son ami était las et de mauvaise humeur, lui dit :

— Où veux-tu aller ? Chez la personne à qui tu m'as promis de me présenter ? Il est peut-être bien tard. On n'emprunte pas d'argent à une heure pareille...

— S'il le faut, pourquoi pas ? mais il vaudra peut-être mieux y aller demain. Dieu que je suis las ! un peu plus je restais dans le feu et je grillais comme une fève, mais nous sommes venus à bout de l'incendie, il fuyait devant nous comme un diable et nous l'avons éteint à coups de bâtons. Fort heureusement, il n'a pas gagné le bois, mais je t'assure qu'il m'a bien arrangé. Tiens, regarde.

Il montra ses bras rouges et ses mains enflammées ; sa barbe, et ses épais sourcils étaient brûlés.

Quelle différence entre ce type rude et fort de travailleur énergique et avare, prêt à tout, même à lutter contre le feu, et Paulu, au visage fin et pâle, aux yeux mélancoliques de femme, encore cernés d'angoisse. Par moment Ballore l'observait, avait pitié de lui, mais que pouvait-il faire ? Non, il n'était pas en état de l'aider ; il avait tant d'ennemis, tant de procès, tant d'avocats à payer ; il suffisait de prodiguer les bonnes paroles, s'il fallait encore donner de l'argent à ses amis que deviendrait-on ?

« Nous serions tous ruinés », pensa-t-il « des bonnes paroles, oui, tant que Paulu en voudra. »

Celui-ci finit par s'attendrir et par se montrer avec Ballore aussi humble et découragé qu'il avait été arrogant avec Dom Peu.

— Je te l'ai déjà dit, Ballore, je suis perdu ; si tu ne m'aides pas, je ne sais pas ce que je deviendrai... Le mieux c'est d'en finir ; si je meurs, peut-être ma famille aura-t-elle un meilleur sort ; je suis son mau-

1 Peigne, peigne, cheveu — cheveu blond comme la soie — aie beaucoup du bonheur — comme Donna Lucia — qui a versé l'huile — à l'entrée du jour... — peigne, peigne, cheveu — cheveu blond comme la soie.

vais génie, vois-tu; elle a commencé à déchoir aussitôt après ma naissance. Elle a été de mal en pis...

— Ah! ne dis pas cela, s'écria Ballore. Tu es jeune et bien portant. Tu peux tout au moins faire un bon mariage; cela m'étonne même que tu n'en aies pas l'idée. Donna Kallina était une sainte, mais je crois que sa bonne âme se réjouirait si, si...

— Tais-toi, supplia Paulu, qu'elle ne t'entende pas. Je ne me remarierai jamais.

— Cependant, c'est peut-être le seul moyen...

Paulu crut que Ballore insistait peut-être pour lui proposer une de ses sœurs, et il éprouva un sentiment de dégoût. Les femmes lui plaisaient, même laides, pourvu qu'elles fussent aimables, mais ces sept vieilles filles aux sourcils menaçants lui faisaient l'effet d'êtres hybrides, moitié femmes et moitié oiseaux, et lui inspiraient une répugnance invincible.

— Ballore, déclara-t-il en pensant à la douce et blonde Annesa, nous sommes des hommes et tu auras compassion de moi. Je t'avouerai une chose. J'ai une liaison secrète avec une femme. Je suis un malheureux, mais non un malhonnête homme. Je n'épouserai peut-être jamais cette femme-là, mais je ne l'abandonnerai pas non plus.

— Pourquoi ne peux-tu pas l'épouser? Elle est pauvre?

— Elle est mariée, expliqua Paulu, pour ne pas faire soupçonner Annesa. Je l'ai toujours aimée, dès mon enfance, mais la fatalité nous a séparés. Je me suis marié, puis, quand je suis resté veuf, j'ai revu cette femme. Dans ce temps-là, mon deuil m'obligeait à une vie triste et chaste. Je ne pouvais pas m'amuser. Je ne fréquentais pas de femmes. Un jour, je me trouvai seul avec mon amie à la campagne. Je l'avais toujours respectée et j'espérais ne jamais succomber à ma passion, mais le désir fut plus fort que moi et me rendit aveugle. Qui pis est, la femme n'attendait qu'un signe de moi pour se donner entièrement. Elle aussi m'avait toujours aimé. Elle m'enlaça dans ses bras, s'attacha à moi comme le lierre à l'arbre. Je ne la quitterai jamais tant que je vivrai.

— Ah! Paulu, Paulu, soupira Ballore, tu as toujours été faible; voilà le malheur.

— Crois-tu que je ne le sache pas. Je ne le sais que trop, continua Paulu, surexcité, se rappelant encore les larmes qu'il avait versées pendant l'heure de la neuvaine. Je suis un enfant et je comprends que ma faiblesse et mon impuissance ont été la cause de tous nos malheurs; et ce qui me chagrine le plus, c'est de me voir ainsi toujours faible et toujours enfant. J'ai fait fausse route, Ballore, et nul ne pourrait plus m'indiquer la bonne voie. Si j'avais continué mes études, je serais devenu quelqu'un, mais mon père, ma mère et mes grands-pères ont tous commis une grave erreur en me fourrant au séminaire. J'aimais la liberté, moi! La porte fermée, j'ai essayé de me sauver par la fenêtre. Alors on m'a renvoyé et c'est à partir de ce jour-là que je me suis égaré. Personne ne m'a dit que je devais travailler et j'ai fait comme ces mendiants qui vont de fête en fête. Moi aussi, j'allais dans les fêtes, cherchant quelque chose que je ne trouvais jamais. Cependant, je ne suis pas méchant, vois-tu, je n'ai jamais fait de bien, mais pas de mal non plus. Je n'ai fait de mal qu'à moi.

Maintes fois, j'ai désiré pouvoir au moins faire du mal comme tant d'autres, par la force et l'adresse; non, je ne suis même pas capable de cela. Je te le répète, je suis resté un enfant. Mon intelligence et mon instruction et tout, tout en moi s'est arrêté dans le meilleur de son développement; je suis comme ces fruits qui se dessèchent avant de mûrir.

L'autre écoutait et n'arrivait pas à comprendre toute la finesse et la désolation du langage de Paulu; tout ce qu'il comprenait, c'est que son noble ami ne se relèverait plus jamais de sa ruine morale et matérielle et il regrettait bien plus de l'avoir imité.

Ils causèrent encore, puis allèrent se coucher. Paulu se réveilla au petit jour et s'aperçut que Ballore sortait; mais quand il se leva, son ami était déjà rentré et buvait un verre d'eau-de-vie.

— Comme j'ai dormi longtemps! dit Ballore, je viens seulement de me réveiller. Bois.

Ils sortirent et allèrent à l'église. La fête était misérable. Les habitants, presque tous laboureurs, qui fêtaient Saint-Isidore comme les riches pasteurs du pays de Paulu fêtaient en hiver Saint-Antoine et son petit cochon, avaient fait une maigre récolte. Ballore commença à se plaindre.

— Cet hiver, il y a des gens qui mourront de faim dans le pays: la misère est grande. *Mussiù Giuanne* (1) s'en donnera à cœur joie. Ah! les temps sont changés, mon Paulu. Aujourd'hui, nous avons tous plus ou moins de peine à gagner notre vie, tandis que, je m'en souviens, quand j'étais enfant, tout le monde était dans l'aisance. Que de gens riches il y avait alors. Tiens, le recteur et sa sœur avaient de l'argent à remuer à la pelle?

— Et, rappela Paulu, c'est pour cela qu'on les a volés, n'est-ce pas?

— Cela n'a pas été un vol ordinaire: quarante individus armés et masqués (on dit qu'il y en avait plusieurs de ton pays, eh, Paulu, ne t'en froisse pas) envahirent la maison du recteur, déshabillèrent le pauvre prêtre et sa sœur, les lièrent ensemble et les jetèrent sur un lit; puis ils firent main basse sur

(1) La faim.

tout ce qui était dans la maison... On prétend qu'ils ont emporté plus de dix mille écus.

* * *

Quand Paulu et Ballore s'en furent chez le recteur, la sœur, une petite vieille en bonnet de brocart, se mit justement à rappeler l'histoire du vol. Il est probable que, depuis quarante ans, elle ne faisait que raconter cette histoire. Sa bouche grande ouverte, ses petits yeux noirs fixes et vitreux paraissaient encore tout effrayés de cette heure abominable.

— Il y en avait un de ces démons qui était grand et noir avec un long paletot en peau de mouton lui tombant presque jusqu'à la cheville : on aurait cru voir un énorme bélier debout sur ses pattes de derrière. Ah ! mes enfants, j'en rêve encore toutes les nuits avec terreur de ce démon noir et poilu... Ils nous ont ruinés, ils ne nous ont même pas laissé les cendres du foyer.

La conclusion fut que ni le recteur, ni la vieille n'avaient d'argent disponible. Paulu sortit de cette maison avec le désespoir dans l'âme.

« Ce matin, Ballore doit avoir conseillé à la vieille de refuser l'emprunt », pensa-t-il. La douleur et l'humiliation réveillèrent son orgueil, et, comme avec Dom Peu, il feignit avec Ballore, une insouciance et une gaieté excessives. Il resta toute la journée dans le village, dépensa le reste des cent francs en cadeaux pour ses hôtes et se mit à rire et à boire.

Il repartit le lendemain matin; il ne savait où se diriger, mais ne voulait absolument pas rentrer sans argent.

« Je m'étendrai plutôt sous un arbre et je me laisserai mourir de faim. »

Il continua sa route; le ciel était triste, nuageux; et la terre assoiffée, les arbres, poudreux, attendaient patiemment la pluie promise. Pas une feuille ne remuait dans le paysage livide et jaune; on n'entendait pas une voix d'homme, pas un cri. Où aller, si tout l'univers était pour Paulu semblable à ce lieu désert? C'était fini, fini réellement.

Il poursuivit sa route; son cheval trottait, docile et pensif, et quand il voyait une ouverture dans les petits murs des tancas, il n'hésitait pas à y passer pour chercher un raccourci.

Tout à coup, tandis qu'il traversait justement une de ces ouvertures dans le voisinage du pays de Dom Peu, Paulu s'entendit appeler par une voix qu'il crut reconnaître. Le cheval s'arrêta.

Un homme grand et gros, avec une longue barbe rousse, et un jeune garçon en guenilles et à l'air sauvage qu'on aurait pris pour un bohémien, s'avançaient rapidement.

— Dom Paulu! Dom Paulu! criait l'homme essoufflé et éreinté.

Paulu regarda et vit Santus que la voix publique accusait d'infanticide; le garçon était son fils.

— Eh bien? tu as fini par le retrouver ce brigand-là, demanda Paulu?

Santus prit le gamin par les épaules et le secoua rudement. Puis il dit :

— J'ai fait deux fois le tour de la Sardaigne à pied, mais j'espère mourir sans être déshonoré. Le voilà, cet oiseau du diable; je vais le conduire au brigadier et je dirai à tout le monde : « Vous voyez si un père est capable de tuer son enfant. » A présent, je m'en lave les mains, Dom Paulu...

L'homme lançait des jurons, mais malgré la fatigue, l'angoisse et les souffrances qu'on lisait sur sa figure, il montrait une joie sauvage; le gamin, au contraire, était sombre et regardait au loin et ses grands yeux bleus, qui ressortaient étrangement sur son visage de bohémien, étaient comme les yeux d'un prisonnier qui songe à la fuite.

— Vous rentrez directement au pays, demanda Paulu sans s'intéresser beaucoup aux affaires de Santus et de son garçon.

— Directement, avez-vous besoin de quelque chose?

— Alors, dit lentement Paulu en pesant ses paroles avant de les prononcer, je vous donnerai un mot que vous remettrez à Annesa, mais à elle seule, vous entendez. En outre, vous la prierez de dire à ma mère qu'on ne m'attende pas ce soir.

— C'est bien, Dom Paulu.

Alors Paulu prit son carnet et écrivit quelques lignes au crayon :

« Je reviens de O.... Je passerai la nuit ici chez Dom Peu Corbu. Voyage inutile. Pas de chance, aucun espoir. Je ne sais quand je rentrerai. Rappelle-toi ce que je t'ai dit avant mon départ. Ne t'effraye pas. »

Santus ne savait pas lire. Paulu lui tendit le billet à peine plié, et l'autre le prit, le glissa dans la poche de sa ceinture et promit de ne le donner qu'à Annesa.

Et il continua son voyage en poussant devant lui l'enfant taciturne, s'arrêtant avec tous ceux qu'il rencontrait pour leur raconter son histoire; et il ne pensait pas que, dans la poche de sa ceinture, il portait le germe d'un drame bien plus terrible que le sien.

* * *

Malgré les remontrances que Dom Peu lui avait déjà faites, Paulu descendit encore chez la veuve du brigadier. Il n'était guidé par aucun projet, mais après avoir écrit le billet pour Annesa, il s'était

trouvé encore plus triste, plus inquiet. Sa résolution de ne pas rentrer sans argent lui donnait comme une obsession.

« J'ai encore cinq jours devant moi » pensait-il « dussé-je battre la campagne comme ce malheureux Santus, je ne retournerai pas à la maison les mains vides, c'est pour moi une question d'honneur. »

Mais où aller? Il se rappela les usuriers de Nuoro et entre autres une femme qui lui avait prêté, quelques années auparavant, mille francs à trois cents pour cent.

« Quelle différence y a-t-il entre une usurière pareille et une veuve qui ne jouit pas d'une très bonne réputation? » se demanda-t-il.

Mais quand il descendit devant la boutique de Zana et qu'il vit la femme accourir à la porte et lui sourire avec familiarité, comme si elle l'avait attendu avec la certitude qu'il reviendrait, il fut pris de dégoût. Non, non, il ne lui demanderait jamais d'argent.

— Ah ! dit Zana en prenant le cheval par la bride, vous n'avez pas oublié le reste à ce que je vois.

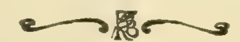
Elle poussa la porte contiguë à la boutique et conduisit le cheval dans la cour ; Paulu la laissa faire ; il la suivit, ôta son éperon, mais ne parut pas disposé à la plaisanterie.

Zana, au contraire, paraissait joyeuse : ce n'était plus la veuve grave et compassée qui débitait sa marchandise dans la boutique ou servait sans rire les clients. C'était une femme jeune et belle qui, depuis trois jours, pensait aux yeux doux et aux regards langoureux du noble ami de Dom Peu.

— Je suis seule, expliqua-t-elle après avoir attaché le cheval, la bonne est allée au lavoir. Je n'ai rien de prêt, il faudra que vous attendiez un peu.

(*A suivre.*) GRAZIA DELEDDA.

(*Traduit de l'Italien par* M. ALBERT LÉCUYER.)



L'ÉTRANGER A PARIS

C'est le temps où l'étranger, le Baedeker à la main, envahit Paris. Depuis des siècles, la grande ville exerce son attraction. Sous Louis XIV, on y signale déjà un « nombre incroïable d'étrangers de toutes les nations d'Europe », et l'Allemand Nemeitz, à la fin de ce règne, y coudoie, dans une grande hôtellerie où il est logé, des personnes de dix nationalités différentes. Mais à cette époque, ce n'est pas en simple visiteur qu'on vient : c'est « principalement pour les exercices et pour la conversation », et en hiver autant et plus même qu'en été.

Certes, les moyens de transport n'incitent pas comme aujourd'hui à se déplacer pour l'unique plaisir du voyage. Voyez le, ce coche :

« C'est presque un village roulant
Qui n'avance que d'un pas lent ».
« Par la fenestre des portières
Qui sont de cuir et de lanières,
Vois-tu déjà trois Allemans,
Qui jargonnent entre leurs dents? »

Ils découvrent Paris et « un commencement de la confusion qui accompagne cette grande ville ». « Ce n'estoit qu'une continuelle suite de charettes, de chevaux et de monde », ajoutent les frères de Villiers arrivant en décembre 1656 par la route de Saint-Denis, que bordaient, « toutes les cent toises, de belles croix en pierre fleurdelysées ». Ou bien, comme le prêtre bolonais Locatelli, pénétrant à Paris par le faubourg Saint-Germain, le 10 novembre 1664, on est frappé de la quantité de moulins à vent qui précèdent d'une lieue cette cité. Il n'y a pas toutefois que le coche par terre, le carrosse de route, la messagerie ou les chevaux de poste pour atteindre Paris ; il y a également le coche d'eau. Le voici qui apparaît, du côté de l'Arsenal, au long de chantiers de bois essaimés sur les rives, dans l'escorte des barques qui sillonnent la Seine : il côtoie, en face de l'île Louviers, les bateaux chargés de fruits qui tous les jours abordent en cet endroit durant la belle saison, atteint le Pont Marie au bout duquel, sur la rive droite, la Place aux veaux avoisine le Port au foin, puis dans l'anse du Port de Saint-Paul s'arrête, livrant Paris aux voyageurs que l'on voit se hâter du côté de l'Hôtel de Sens, près de l'Ave Maria, où, dans des auberges de coches et de messageries, ils peuvent trouver gîte et nourriture, en attendant qu'ils aient choisi leur hôtellerie définitive.

Ces hôtelleries sont répandues en divers lieux, particulièrement au faubourg Saint-Germain qui est le rendez-vous des étrangers. C'est pourquoi les plus habiles maîtres de langue et d'exercice y ont établi leur demeure. On y trouve les Académies ou Manèges, sans parler du jardin du Luxembourg et, pour les mois de février et mars, de cette grande attraction : la foire Saint-Germain. Les Comédiens français y sont fixés rue des Fossés Saint-Germain-des-Prés et l'Opéra, installé au Palais-Royal, n'en est pas trop éloigné, « surtout si on traverse la Seine dans un esquif ». Aussi les hôtels garnis les plus renommés sont-ils au faubourg Saint-Germain : tels ceux d'Antragues et de Tréville, rue de Tournon, celui de la Reine-Marguerite, rue de Seine. Des portefaix attachés aux hôtelleries se rencontrent dans les rues, comme de nos jours dans des gares. C'est le portefaix de l'hôtel de Mayence, rue de Seine, qui

conduit Locatelli et ses compagnons à cette demeure, où il leur est donné « une bonne chambre tendue de tapisseries, avec deux fenêtres sur la rue, garnie de trois lits, deux tables, quatre chaises, un lave-main ». On mange habituellement à « table d'auberge » ou d'hôte. Le prix de pension peut comporter un maître à danser et un maître d'armes fournis par l'hôtelier.

Si l'étranger veut mener à Paris un train convenable, il lui faut carrosse et laquais. Qu'il aille, par exemple, rues de Seine, Mazarine, du Four Saint-Germain, des Vieux-Augustins, des Boucheries Saint-Germain, il verra, chez divers fournisseurs, de beaux carrosses de louage, à moins qu'il ne préfère s'adresser à des courtiers qui s'entremettent pour vendre et acheter toutes sortes d'équipages. Quant aux serviteurs et laquais, les valets de Molière ! il en trouvera au bureau d'adresse du Marché-Neuf, devant Saint-Germain-le-Vieil, ou encore, le matin, « sur les degrez de la vieille Cour et près la petite porte du Palais. » Plus modeste, il se contentera des services de la servante d'auberge et, comme véhicules, de la chaise à porteurs qu'on rencontre à chaque coin de rue, ou de la chaise à ressorts montée sur deux roues et tirée par un homme, ou des fiacres qui, toujours chargés du foin destiné à leurs misérables chevaux, stationnent en divers endroits, notamment quai des Augustins, place du Palais-Royal, Croix du Tiroir, rue de la Ferronnerie, rue Mazarine et rue Saint-Antoine devant les Jésuites, — voire même du carrosse public à 5 sols la place, ancêtre de nos omnibus.

Son costume ne devra pas lui être indifférent. La mode à Paris est tyrannique. L'étranger qui ne s'y plie pas en pâtit : il se voit fermer des portes ou tourner en ridicule, se désigne comme une cible aux importunités des marchands, cochers, décrotteurs et mendiants, peut même, en temps d'édit somptuaire, courir des risques sérieux ; tels des Allemands qui, ne s'étant pas conformés à la déclaration royale de 1656 contre l'abus des rubans et des passements d'or et d'argent, furent dépouillés et maltraités par des soldats des Gardes. Aussi les frères de Villiers, qui n'avaient à leur arrivée à Paris que des habits de voyage et de vieille mode, eurent-ils bien soin d'attendre, pour sortir de leur hôtellerie, de nouveaux vêtements. Certes, il ne manque pas à Paris de tailleurs en renom, à commencer par les « tailleurs ordinaires du corps du roi » et des princes. Mais si l'on est peu fortuné, qu'on se dirige vers les Piliers des Halles, où abondent « les habits de rencontre » et où d'industrieux fripiers se chargent d'entretenir un homme « bourgeoisement et honnêtement d'habits » pour quatre pistoles par an. Seuls parmi les étrangers, les Anglais ne s'accommodent pas des modes de Paris et gardent leur costume : on les aperçoit, vers la fin du règne de Louis XIV, qui circulent avec de courts justaucorps, des cravates réduites, des chapeaux de petite taille et des perruques bizarrement façonnées.

Habillé comme il convient, l'étranger quitte son hôtellerie. Et la rue s'ouvre devant lui, étroite, le ruisseau au milieu, dépourvue de trottoirs, trop souvent boueuse, avec ici, des hôtels de grands seigneurs ou de bourgeois puissants, là une succession pittoresque d'auvents et d'étalages de marchands, toute bruyante de circulation et de cris, la rue où passe la Parisienne que vient chercher aussi l'étranger. Ecoutons Locatelli :

« Moins de quinze jours après nous être fixés à Paris, nous commençâmes à courir la ville pendant bien des journées, car nous désirions fort trouver des amies pour nous faire accompagner par elles à la promenade, aux leçons de danse, et pour avoir en somme avec qui nous exercer agréablement dans la langue française. »

Et l'excellent abbé ajoute :

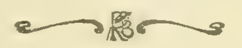
« On s'entretient toujours en effet plus volontiers avec de belles femmes qu'avec de braves cavaliers. »

Nos Italiens remarquent « de ces femmes qui se tiennent fréquemment aux fenêtres ou aux portes » et il en est, parmi elles, d'une remarquable beauté. Mais ils sont plus difficiles et poursuivent leurs recherches. Sans doute, franchissant les ponts bordés de maisons, vont-ils se promener dans les galeries du Palais, au long des boutiques de toutes sortes où de jolies vendeuses supplient le client, lui prennent les mains et ne les lâchent qu'après achat effectué. Le jardin des Tuileries doit également attirer leurs pas : dans la verdure, des femmes passent, qui vous invitent à la promenade, à la conversation ou à quelque collation légère ; d'autres sont assises sur l'herbe ou devisent gaiement en mangeant et buvant autour de tables de marbre, sous des tonnelles.

Quoi qu'il en soit, un jour, entrant chez un orfèvre, pour y faire des emplettes, ils rencontrent l'objet de leurs rêves : la femme du marchand et son amie habitant la même maison. Les deux compagnons de Locatelli s'en arrangent. « Je dus parler plus qu'eux, avoue ce dernier, car ils n'avaient pas encore la langue bien déliée ». Désormais, c'est, pour eux, avec la femme et par la femme, l'initiation à la vie parisienne. A la promenade des Tuileries, du Cours-la-Reine, du Luxembourg, du Palais-Royal, aux leçons de danse, aux jeux de paume, au théâtre, à la foire, ils vont charmés, mais inquiets, car leur bourse diminue. Ne faut-il pas offrir, en chemin, des confitures avec des eaux rafraîchissantes, aux leçons de danse des collations, à la foire des cadeaux ?

Que deviennent, d'autre part, les études, les simples visites sérieuses dans la capitale, les entretiens avec les hommes doctes ou en situation ? Que devient un programme du genre de celui tracé par le bon Nemeitz, avec une ingénuité de pédagogue, à l'usage de l'étranger à Paris et où se trouve savamment dosé le temps à donner aux maîtres de langue, de mathématique, de dessin, de musique, à la danse, à la salle d'armes, au manège, à la société, aux promenades et spectacles, aux visites de bibliothèques, de manufactures, de cabinets de curiosités? Du moins, ont-ils sans doute mieux goûté Paris et son charme prenant, ceux qui, comme nos Italiens, l'ont vu dans l'enveloppement de la grâce de la Parisienne. Et c'est le cœur en deuil que le 8 mai de l'année 1665, un matin, Locatelli s'embarque au port de Saint-Paul pour regagner sa patrie. Lentement, le coche, chargé, monte vers l'Arsenal et sort de Paris, qui fuit aux yeux attristés du voyageur assis sur des ballots de marchandises.

MARCEL POËTE.



L'ALERTE

Bien peu de gens ont connu l'évènement qui affola, le 19 août 1906, pendant une vingtaine d'heures, la famille impériale et le haut personnel de Péterhof. Le seul fait certain est que nul ne fut admis à pénétrer auprès du souverain pendant cet intervalle ; et il n'a pas fallu moins que l'indiscrétion d'un acteur du drame pour nous permettre de publier le curieux récit qui suit.

* * *

Le clair de lune baignait les jardins de Péterhof d'une lumière si douce et si pure que le tsar ne put résister à l'envie de faire une courte promenade après dîner. Son chambellan prévint la garde habituelle, puis, congédié, se retira. Le tsar désirait se promener seul.

Dehors, la senteur exquise des fleurs, épanouies par la chaude journée qui venait de s'achever, embaumait l'atmosphère silencieuse. A petits pas, le tsar jouissait du calme environnant, et méditait sur la situation de la Russie.

Après la tourmente soulevée par la guerre désastreuse, revenait aujourd'hui une réelle tranquillité. Les éléments de désordre, les fauteurs de troubles, qui avaient un instant cru triompher au moyen d'une Douma révolutionnaire, avaient succombé grâce au dévouement et à la fidélité des conseillers du tsar. Quand sa bonté impériale s'égarait en l'imprudent octroi de libertés prématurées, eux seuls avaient vu clair, et lui avaient montré le droit chemin. Aujourd'hui, l'exacte justice des cours martiales savait discerner l'innocent du coupable, et leur influence avait rapidement dissipé les orages. Il n'y avait plus d'émeute, presque plus d'attentats. La sainte Russie, pacifiée, pouvait respirer. Et lui, le tsar autocrate, savourait la satisfaction du devoir accompli, tandis qu'il allait lentement parmi les allées de ses parterres.

Les attentats ! C'était la seule ombre du tableau. Ils étaient de plus en plus rares, à la vérité. Mais parfois encore un loyal serviteur tombait pour la cause impériale, et le tsar s'en montrait affecté pendant quelque temps. A Péterhof seulement la sécurité régnait et le souverain pouvait se fier à la vigilance de sa police. Sur lui veillaient sans cesse des yeux attentifs. En ce moment même, quand il s'arrêtait, il discernait autour de lui l'invisible présence de ses veilleurs habituels. La paix de son âme, la conscience de sa sauvegarde, la sérénité du ciel, entretenaient le tsar dans des sentiments de bien-être profond.

Un kiosque s'élevait au milieu de la verdure. Le tsar s'y rendit, fit jaillir la lumière en appuyant sur un bouton électrique, et s'étendit mollement sur un sofa. Les émanations parfumées des fleurs imprégnaient le petit pavillon, plus pénétrantes même, semblait-il, qu'à l'ordinaire. Mais loin de s'en étonner, le souverain les aspirait avec délices. Bientôt même, se renversant franchement sur les coussins, il ferma les yeux et s'endormit.

Alors, s'avançant avec précautions, entrèrent les agents du service de sûreté particulier de Sa Majesté, qui l'avaient jusque-là si discrètement accompagnée. Sortant un petit flacon de sa poche, l'un d'eux le déboucha sous les narines du tzar, dont l'inertie s'accentua encore. Une odeur caractéristique de chloroforme dominait maintenant les parfums des fleurs. Rapidement, les autres gardes attaquaient le parquet, à l'aide de pinces. Ils l'eurent bientôt éventré ; sous les planches, à la place du hourdis maçonné, l'ouverture béante d'un souterrain apparut. Successivement, tous les hommes s'y engagèrent, transportant avec précaution l'impérial prisonnier, si simplement et si audacieusement enlevé par ceux-là mêmes qu'il avait chargés de sa garde. Quelques instants après, une puissante automobile emportait à toute vitesse, à travers la campagne déserte, le souverain toujours endormi.

* * *

La sensation irritante de sels qu'on lui faisait respirer tira le tsar de sa torpeur. Entr'ouvrant péni-

blement les paupières, il se sentit couché sur une planche dure, tandis qu'il apercevait deux hommes masqués penchés sur lui : une légitime stupeur le secoua soudain et il tenta de se redresser; mais il s'aperçut alors qu'il était entravé.

Cependant les deux hommes s'écartaient, et le tsar pouvait parcourir d'un œil encore trouble l'espace restreint mal éclairé par un falot. Autour de lui, des murs nus, en pierres épaisses. En face, une porte massive, semblable à celle d'une cellule; tournant péniblement la tête, le tsar vit encore une étroite fenêtre, munie de forts barreaux. Reportant les yeux sur les hommes masqués, le tsar découvrit qu'ils étaient revêtus de l'uniforme de gardien de prison.

L'un d'eux, galonné comme un gardien-chef, s'adressait au prisonnier.

— Vous êtes réveillé, Sire?

Encore tout étourdi, le tsar se demandait s'il rêvait.

— Il est trois heures du matin, reprit le gardien; à cinq heures, Votre Majesté passera en jugement. D'ici là, il lui est loisible de préparer sa défense.

Et l'homme se dirigeant vers la porte, ajouta :

— Votre Majesté est ici par les ordres du Comité Terroriste ! »

Le tsar comprit soudain. Bondissant sous l'outrage, il essaya en vain de se relever, mais retomba, maintenu par ses liens. Tout au moins sa fierté se révolta dans une brève réplique :

— Jugé ! Vous voulez dire assassiné ! On ne juge pas le Tsar !

— Jugé ! affirma l'homme revenant sur ses pas. Jugé par *ta* justice, — et une haine sauvage illuminait son regard, — par tes juges, devant lesquels tu te défendras si tu veux.

— Mes juges ?

— Oui, tes juges. Tu pourra leur clamer que tu es le tsar !... C'est dans deux heures !

Et ouvrant la lourde porte, qu'ils refermèrent derrière eux, les hommes s'en allèrent, emportant la lumière.

Après quelques détours, ils enlevèrent leur masque, et atteignirent la loge du gardien de service. Vautré sur une couchette, celui-ci dormait profondément. A côté de lui, un second gardien semblait attendre anxieusement.

— C'est fait ?... interrogea ce dernier vivement, en apercevant les nouveaux venus.

— C'est fait. Et de ce côté ? répondit son interlocuteur en montrant le portier endormi.

— Oh ! il dort bien. Il en a encore pour une bonne heure.

— C'est bien, filons !

Les trois conjurés se dirigèrent vers la grande porte. Répondant au salut du chef de poste, ils firent mouvoir le lourd battant, refermèrent, et, passant devant la sentinelle qui rectifiait la position, ils disparurent rapidement dans l'obscurité.

* * *

Cependant, le prisonnier avait entendu le jeu des verrous et de la serrure, le pas décroissant dans les couloirs, les portes lointaines ; puis un silence lourd et froid régna seul dans la cellule.

Atterré, le tsar envisageait la situation ; il en croyait à peine le témoignage de ses sens. Mais après un examen plus approfondi, les événements lui apparurent sous un meilleur aspect. L'aube découpait maintenant en clair la fenêtre grillée, et la cellule où était renfermé le tsar lui semblait réellement faire partie d'une prison d'État, ce dont il avait douté jusqu'alors.

« Ces révolutionnaires, se dit-il, ont voulu m'impressionner. Mais je vais appeler le véritable gardien, et ce cauchemar prendra fin. »

Le tsar se mit à crier, longtemps. Enfin, un pas pesant résonne sur les dalles; il s'approche, il s'arrête à la porte de la cellule. Un panneau glisse, et dans le judas s'encadre la face épaisse et stupide d'un geôlier.

— Que veux-tu ? dit-il d'un ton rogue.

— Délivrez-moi ! Je suis le tsar.

— Le tsar ?... et l'homme se signe respectueusement. — Mais, mon garçon, notre petit père le tsar est autrement mieux habillé que toi. . et il a de la barbe ! »

Et, dans un éclat de rire, le geôlier referme le judas d'un mouvement sec.

Alors seulement l'empereur s'aperçoit avec dégoût qu'on a remplacé ses vêtements par des hardes grossières de moujik, et que sa barbe soyeuse a disparu. Pendant son sommeil on l'avait rasé. Évidemment, il fallait renoncer à se faire comprendre de ce subalterne, de cette brute dont on entendait le pas s'éloigner. Mais l'heure du jugement était proche sans doute, et d'ailleurs on avait dû s'apercevoir de sa disparition à Péterhof. Le tsar se résigna à attendre.

* * *

Une certaine animation vivifiait la petite salle nue où siégeait la cour martiale de Pskov. Le Conseil venait de prendre place; des soldats et des gardes occupaient étroitement les alentours du tribunal. Au fond de la salle, quelques rares curieux, et surtout des agents en civil, assuraient tant bien que mal la publicité de l'audience.

— Introduisez l'accusé, ordonna le colonel président.

Une porte s'ouvrit. Entre deux gardes le tsar, enchaîné, apparut, pâle, les traits tirés par les effets du chloroforme autant que par l'angoisse ; mais une expression de défi se lisait dans ses yeux clairs.

Tout de suite, le colonel, — il avait un nouveau cheval à essayer, — brusqua l'interrogatoire :

— Accusé, vos noms, prénoms...

— Je suis le tsar...

— Vos noms, prénoms, vous dis-je ?

— Je suis le tsar, Nicolas Alexandrovitch Romanoff !

Le président leva la tête ; son regard foudroya le prévenu.

— Il est inutile de nous faire perdre notre temps par des réponses ridicules. Vous êtes Ivan Fédor Fédorovitch, du faubourg de Tverchnaia !

— Je suis votre tsar, répéta l'accusé d'une voix plus élevée. J'ai été enlevé par des révolutionnaires et substitué à votre Fédor. Colonel, je vous ordonne de préparer mon retour immédiat à Péterhof!

— Il doit être fou, susurra un jeune lieutenant à l'oreille d'un gros major, son voisin, qui venait d'être réveillé en sursaut par la vibrante déclaration de l'accusé.

— Mais non, mais non, il simule... Ces conseils ont lieu beaucoup trop tôt. Figurez-vous que j'étais encore à deux heures chez la petite...

— Ivan Fédor Fédorovitch, reprit le colonel d'un ton cassant, le tribunal ne peut pas admettre de telles allégations, qui, par leur invraisemblance achevée, sont un défi à notre bon sens. En outre, vous devez respecter la personnalité de notre souverain...

— Mais puisque c'est moi..., cria le tzar !

— Taisez-vous !... Vous avez été arrêté avant-hier soir, pour port d'armes prohibées, rébellion, tentative de meurtre sur un agent de police.

— Mais non, il y a erreur.

— Taisez-vous !... Faites entrer les témoins, reprit le colonel en se tournant vers l'huissier.

Deux agents de police s'approchèrent de la barre.

— Vous avez bien été attaqués et malmenés par cet individu, avant-hier, au faubourg de Tverchnaia ? leur demanda le président de la cour martiale.

— Oui, mon colonel !

— Bien. Vous le reconnaissez, n'est-ce pas ?

— Oui, mon colonel ! répondirent les agents d'une seule voix, sans même se tourner vers l'accusé.

— Mais ce n'est pas possible, interrompit le tsar. Vous ne pouvez pas me reconnaître. Ce n'est pas moi que vous avez arrêté !

— Regardez l'accusé, ordonna le président aux témoins.

Mécaniquement les deux gardes tournèrent la tête vers l'empereur.

— Oui, oui, fit l'un, il était rasé !

— Parfaitement, dit l'autre ; mal habillé, et une chemise rouge.

— C'est bien lui ! reprirent-ils en chœur. Tout à fait lui !

Le colonel compulsait des notes. Les agents se retirèrent.

— Toutes ces formalités sont bien inutiles, confiait au capitaine Terkoff le commandant Mannsky. Ne serait-il pas plus simple de les fusiller tout de suite. On se tromperait si rarement !...

— ... Il y avait un champagne, mon cher, continuait le gros major...

Le président se pencha à droite et à gauche, eut l'air de consulter ses voisins, qui opinèrent.

— Accusé, reprit-il, vos antécédents ne sont pas mauvais. Dans sa mansuétude, le conseil sera indulgent, suivant en cela les préceptes de notre souverain bien-aimé.

Il passa un papier au greffier qui lut ; l'inculpé était condamné à dix ans de Sibérie.

— Mais c'est infâme, c'est grotesque, interrompit violemment le tsar. Je suis l'Empereur ! Télégraphiez à Péterhof, où l'on aura certainement constaté mon absence. Informez-vous. On ne condamne pas les gens ainsi. J'ai droit à un avocat, qui cherchera...

— La sagesse des cours martiales rend inutile la présence d'un défenseur. Taisez-vous ! Gardes, emmenez le coupable ?

— Non, non, cela ne se passera pas ainsi... Colonel, vous serez cassé de votre grade. Je vous apprendrai à rendre ainsi la justice.

Le tsar se débattait furieusement entre ses gardiens... Aux derniers mots, le colonel qui s'en allait se retourna brusquement :

— Mais c'est un révolutionnaire dangereux !

Hors de lui, le tsar hurlait.

— C'est bon.

Le président se rasseyait.

— Tentative d'usurpation de la personnalité sacrée du tsar, insultes au tribunal, violences contre les gardes! Ivan Fédor Fédorovitch, la Cour vous condamne à mort.

Quelques mots échangés entre les membres de la Cour, quelques lignes griffonnées, puis :

— Greffier, lisez l'arrêt ! ordonna le colonel-président.

L'officier d'administration se leva et lut :

« Aujourd'hui, 19 août 1906, devant la Cour martiale de Pskov, régulièrement instituée, autorisée et convoquée suivant l'oukase spécial de notre bienveillant tsar autocrate Nicolas II ;

« Attendu que le nommé Ivan Fédor Fédorovitch a été convaincu de port d'armes prohibées, de rébellion et de violences sur les agents;

« Attendu qu'il s'est en outre rendu coupable d'injures graves et de menaces envers le tribunal;

« Attendu enfin qu'il a tenté d'usurper la qualité de tsar, insultant ainsi à la majesté impériale et à la dignité du tribunal;

« Pour ces motifs :

« La Cour arrête qu'Ivan Fédor Fédorovitch est condamné à mort : l'exécution aura lieu ce jour même, au coucher du soleil, suivant les voies et moyens ordinaires. »

— Est-ce qu'on n'aurait pas dû commencer par là? ronchonnait le commandant.

— ... Elle jouait une nouvelle valse, insistait le gros major, tandis que la Cour se retirait.

— La séance n'a duré que dix-sept minutes, remarquait le petit lieutenant en se frottant les mains avec satisfaction. C'est un record!

*
* *

Reconduit dans sa cellule, le tsar se calmait peu à peu. A la fureur qui l'avait emporté tout à l'heure succédait maintenant un profond abattement, qu'interrompaient par instants de vaines résolutions abandonnées aussitôt que conçues. Que pouvait Ivan Fédor Fédorovitch contre la justice du district de Pskov? D'abord, l'Empereur avait espéré un dénouement proche. Son absence de Péterhof devait être découverte; on allait le chercher, le trouver et l'horrible cauchemar prendrait fin. Mais la brièveté du temps laissé entre le jugement et l'exécution lui avait bien vite rappelé tous les aléas d'une telle hypothèse; s'astreignant à raisonner, le tsar se représentait la marche probable des recherches. La découverte de l'enlèvement avait-elle pu avoir lieu dès la veille? C'était incertain. Le tsar s'était endormi dans un kiosque, veillé par sa garde habituelle. Ensuite il ignorait tout. A quelle heure avait-il été enlevé? et comment? Autant de points qu'il devait renoncer à élucider pour l'instant. Quoi qu'il en fût, il s'était retrouvé vers le lendemain matin, la date du jugement l'indiquait, dans la prison de Pskov, à 300 kilomètres de Péterhof.

Si, comme il était probable, les ministres ne laissaient pas tout de suite s'ébruiter l'affaire, les recherches de la haute police pouvaient durer longtemps avant d'aboutir à une piste. Même dans les circonstances les plus favorables, la nouvelle du rapt arriverait-elle à la petite ville de Pskov avant le coucher du soleil, c'est-à-dire avant l'exécution du jugement?

Cela, le tsar n'osait l'espérer. Il serait fusillé à sept heures du soir, et déjà midi approchait. Sans doute les membres de la trop expéditive cour martiale de Pskov apprendraient-ils la disparition de l'empereur le lendemain matin par les journaux! Il serait bien temps! l'irrémédiable serait consommé!

Mais aussi, à quel simulacre de justice le tsar avait-il eu affaire?

Depuis le colonel pressé, faisant les demandes et les réponses, enjoignant brutalement à l'accusé un silence aussitôt imposé par les bourrades des gardiens, jusqu'aux agents de police bornés et mécaniques, approuvant par discipline, reconnaissant par ordre, en passant par ce conseil distrait, grognon, frivole, — ce n'étaient là que pantins dont l'âme était absente, et bien incapables de prêter la moindre attention à la vie d'un homme. Qu'est-ce que cela valait, la vie d'un homme? Pas un kopeck, assurément!

Le tsar était d'un tout autre avis, en ce moment. La vie humaine, la liberté individuelle, les droits sacrés de la défense, tous ces mots dédaignés autrefois lui paraissaient offrir maintenant un sens redoutable et profond.

Qui sait même si la justice expéditive des cours martiales convenait bien à la situation actuelle de la Russie? Les juges de Pskov étaient-ils vraiment coupables de l'erreur qui condamnait le tsar? N'était-ce pas, plutôt, le système qui était à rejeter, et les lentes formalités des tribunaux civils ne présentaient-elles pas l'avantage d'une justice plus exacte? Déjà, le souverain songeait à quelque réforme radicale, accordant au pays plus d'équité, plus de liberté, plus de douceur dans le gouvernement. Ne serait-ce pas là le vrai moyen de supprimer les attentats, manifestations isolées dont le bruit était à peine jusqu'alors parvenu à l'Empereur, et qui n'étaient peut-être pas l'œuvre de fanatiques, mais plutôt l'indice éruptif de quelque trop violente compression interne? Réellement, n'y avait-il pas là quelqu'important sujet de doutes et de méditations?

Fou qu'il était; il n'y avait plus à méditer sur le sort de l'Empire. Le sien seul, désormais, était en cause et pour peu de temps. Implacablement, l'heure de la mort approchait.

La mort... Pour la première fois, le tsar l'envisageait avec certitude; ainsi, il allait mourir. Quand l'erreur serait reconnue, qu'importe ce qui se passerait... Pour l'instant, ne restait-il aucune branche de salut? Hélas, les exécutions n'étaient pas publiques : qui reconnaîtrait son tsar, des gardiens, des soldats ou des officiers qui l'avaient condamné le matin même?

Soudain, une flambée d'espoir illumina la cellule :

la porte s'était ouverte, et un pope apparaissait. Un pope! C'était le sauveur! Celui-là croirait, celui-là agirait.

— Je suis venu vers vous, mon fils, faisait le pope d'une voix sourde, pour vous aider à supporter l'épreuve dernière...

— Ecoutez-moi, mon père; je ne suis pas ce que vous croyez. Je suis votre tsar...

— Le tsar, mon fils, est le chef bien aimé de notre religion orthodoxe. Par ma voix, il vous accordera sa bénédiction si vous vous repentez de vos fautes...

— Non, mon père. Je suis très calme, vous voyez. Ecoutez bien. Je suis moi-même Nicolas, le tsar de toutes les Russies... J'ai été enlevé...

— Voyons, mon fils, regrettez-vous vos péchés?... La miséricorde de Dieu est infinie.

— Mais il ne s'agit pas de cela. J'ai été condamné par erreur, vous dis-je.

— Je comprends et j'excuse le trouble où je vous vois, mon fils. Mais plus l'heure vous semble cruelle, plus il faut montrer de repentir afin que votre âme, délivrée...

— Mais je ne suis pas fou. Je ne veux pas mourir. Je suis le tsar...

Le pope levait les yeux au ciel.

— Enfin, mon fils, êtes-vous décidé à recevoir les secours de notre sainte religion !

— Mais je n'ai pas besoin de ces secours; c'est autrement que vous pouvez et devez me servir.

— Alors, mon fils, je vous reverrai au moment de l'exécution. Puisse d'ici là l'esprit de Dieu vous visiter et vous ramener à des sentiments plus orthodoxes.

Se signant, le pope se retirait, laissant le tsar encore plus effondré qu'auparavant,...

... La réforme de la justice militaire! Ce n'était pas un sujet de doutes et de méditations. C'était un sujet d'action, d'action décisive, personnelle, énergique. Mais c'était avant, c'était hier encore qu'il aurait fallu agir. Aujourd'hui il était trop tard.

Le temps passait. Encore une fois, la porte s'ouvrit et quatre gardiens rébarbatifs s'emparèrent du prisonnier, le garrotèrent et, l'encadrant solidement, l'entrainèrent dans les couloirs obscurs.

Après plusieurs détours, on se trouva dans une cour, près d'une porte grillée. Un lieutenant s'approcha. L'un des gardiens lui tendit un papier, sur lequel l'officier déchiffra à haute voix :

« Transfert à la prison militaire... lieu d'exécution... C'est bien... allez ! »

La grille fut franchie et la petite troupe se mit en marche par des ruelles étroites.

Dans l'une d'elles, une automobile à carrosserie fermée stationnait le long du trottoir; un chauffeur, enfoui sous d'épaisses fourrures, le visage hermétiquement masqué, semblait somnoler sur le siège. Au moment où le prisonnier passait à sa hauteur, un gardien ouvrit rapidement la portière, déposa dans la voiture le tsar toujours ligotté et referma. Presque aussitôt la voiture démarrait, le tsar sentait s'accélérer la vitesse. Quelques instants après, les cahots allongés d'une route remplaçaient la trépidation du pavé. On était sorti de Pskov.

Alors le tsar chercha à se reconnaître. Mais d'épais volets masquaient la fenêtre à l'intérieur. Aucune poignée ne permettait d'ouvrir les portières. Le tsar n'avait fait que changer de cellule. Il était de nouveau le jouet des Terroristes. Ceux-ci avaient-ils craint quelque reconnaissance à la dernière minute — reconnaissance bien extraordinaire avec des fonctionnaires appliquant aussi aveuglément les prescriptions impériales, — ou trouvaient ils trop douce l'exécution militaire par les balles? Désiraient-ils la faire précéder de quelque torture morale? Voulaient-ils se repaître de leur vengeance avant d'anéantir le prisonnier? Ou bien était-il destiné à quelque supplice plus infâmant encore, au knout, dont — il s'en souvenait maintenant, — ses Cosaques usaient si libéralement sur le dos des misérables?

L'obscurité, les secousses de la route, la faiblesse physique, — le tsar n'avait rien pris depuis la veille — n'étaient pas pour affermir sa volonté. Parfois, il tâchait de se ressaisir, de reposer ses nerfs ébranlés.

« Parbleu, songeait-il, ils verront comment meurt un tsar! » Mais, en réalité, il avait peur, peur atrocement. La chute était trop brusque, de la toute-puissance à l'incertitude affreuse. Nicolas fléchissait sous le choc.

Plusieurs heures se passèrent ainsi en des alternatives de confiance et de désespoir. Soudain, la voiture s'arrêta, et la portière s'ouvrit. Le chauffeur de l'auto s'y tenait, accompagné d'un autre personnage masqué comme lui.

— « Sire, dit celui-ci, après s'être incliné profondément, le Parti Terroriste a été acculé aux moyens qu'il emploie par les procédés barbares de votre bureaucratie. Nous le regrettons, et nous disparaîtrons du jour où la Sainte Russie pourra légalement prendre part à son gouvernement. Même en ce moment, nous ne sommes pas les ennemis de Votre Majesté, que nous croyons bonne, et égarée seulement par les conseils perfides de son entourage. Aussi cet entourage n'a-t-il à attendre nulle pitié. Il faut qu'il cède. Mais la personne de Votre Majesté est sacrée pour nous; nous sommes désolés de la façon dont nous venons de la traiter; nous n'avions pas d'autre moyen pour lui montrer l'exacte justice qu'on rend au nom de sa bonté !

« Sire, vous êtes à une demi-verste de Peterhof. Il serait dangereux pour nous de vous raccompagner en plein jour, jusqu'à votre palais. Mais la voiture reste à votre disposition, et vous saurez la reconduire. Souvenez-vous. Nous souhaitons que cet attentat soit le dernier. »

Les deux hommes firent sortir le tsar, dénouèrent ses liens, l'installèrent sur le siège, puis, après un respectueux salut, ils sautèrent sur une autre voiture arrêtée à côté de la première et disparurent bientôt dans un nuage de poussière. De loin un spectateur aurait cru au secours banal que tout automobiliste accorde à un camarade en panne.

* * *

Le soir même, deux oukases, écrits de la main du Maître, étaient promulgués dans toutes les Russies.

« Les membres du Tribunal militaire de Pskov sont déportés en Sibérie. »

« La propagande révolutionnaire et principalement les menées terroristes ayant acquis dans l'Etat une insupportable audace, nous recommandons à tous nos tribunaux la vigilance la plus attentive et la répression la plus impitoyable. » NICOLAS.

JEAN JAUBERT.



Les jolies vallées d'Ile de France

—

LES VALLÉES DE L'ORGE ET DE LA REMARDE

Ces petites vallées de l'Orge et de la Remarde, elles sont à peu près parallèles. La Remarde est la fille de l'Orge ; elle en a le mouvement et la vivacité, l'onduleuse grâce, le charme champêtre et doux ; elle en a aussi l'abondance : les eaux que lui amènent la Rabette, la Gloriette, le Briis grossi de La Prédecelles descendent des fourrés de Rambouillet, de la forêt des Yvelines, des bois de Rochefort et de Limours. Les dix-cors, les chevreuils, les faons, quittant le mystère des régalis, des retraites calmes ménagées à l'ombre, sont venus s'abreuver aux sources de ces eaux et celles-ci, en coulant, comme autant de lignes bleues vers la vallée de l'Orge, ont porté partout ces senteurs giboyeuses, ces parfums grisants, mêlée d'odeurs de pins, de mûres et de genièvre, vers les bords plus calmes de la lente rivière.

L'Orge — elle — est moins forestière ; elle est plus paysanne ; elle est comme une fille des champs, qui va dans le val en claquant ses sabots, bras nus et la gorge au vent ; elle est hardie et vive. Son nom, son joli nom de grain, d'abord de blond orge mondé, puis — à mesure qu'elle est plus rapide — de fluant orge perlé, il est pareil à un nom des plaines, à un nom des moissons, à celui d'une coquette demoiselle de village. Écoutez-le chanter ce nom agréable ; écoutez-la couler, la rivière : entre les cailloux clairs, au bord des prairies, au creux des vaux et des combes, fluctuante et fine, arrosant les blés mûrs, les avoines déjà folles, la luzerne, le trèfle et l'orge sa sœur, elle va, couronnée de naïas et d'iris et, d'autres fois coupée d'ajoncs et de roseaux, vers ses autres affluents : la Saillemouille, l'Yvette et, comme elles, ressemble à une fille mutine et un peu provocante. Si délicieuse, elle est une enfant d'églogue ; ses talons semblent danser parmi le sable et les cressonnières. Dès Montlhéry, toutefois, elle est moins paysanne ; elle se pare moins modestement, elle côtoie de beaux et grands parcs, elle reflète les façades de pierre des châteaux ; ceux de Villiers-sur-Orge, de Savigny, d'Athis, les bois de Sainte-Geneviève et de Séquigny l'incitent à plus de recherche et à plus de parure : dès le château de Lormoy, un peu après Longpont, l'Orge prend cet air de volupté, de tendresse agréable, d'enlaçante fièvre qu'eurent, dans ces lieux mêmes : Agnès Sorel, puis — plus tard — Mmes de Mailly, de Châteauroux et de Vintimille, châtelaines de Savigny, Mme du Barry, châtelaine de Villiers, Mlle de Fontanges chasseresse, qui coiffa d'un ruban ses cheveux dénoués dans les allées de Séquigny, Mlle de Charolais hôtesse du château d'Athis, toutes filles jeunes et belles, portées au plaisir ! Ces bords animés de galants souvenirs, où les peupliers tremblent, où les saules miroitent, où se mirent les aspects changeants des villages, maintenant comme autrefois, se montrent plus amples à mesure que la Seine est proche. Quelques pierres seules sont tombées, quelques murs sont abattus ; d'Athis, incliné sur une pente agréable, le poète Corbeillon n'apercevrait plus, de nos jours comme jadis :

> Hablon qui se découvre
> Et mire dans l'eau qui le bat
> Les quatre tours d'un petit Louvre...

car, du château d'Ablon, une seule tour à peine est debout ! Mais ce qui a peu varié, ce que Conrart, hôte de ces lieux, Pellisson et la Scudéry reconnaîtraient aisément encore, c'est le frais paysage, c'est la petite rivière auprès du large fleuve, la vue sur les vergers et sur les cultures, au-delà les masses vertes de la forêt de Sénart, enfin, le frais vallon où coule l'Orge et qu'on dirait toujours — selon la

Clélie — composé « exprès pour les dames modestes qui se voudraient baigner à l'ombre ».

*
* *

Comme l'Epte est la rivière du Vexin, l'Oise la rivière du Valois, l'Yerre la rivière de la Brie, l'Orge est la rivière du Hurepoix; un peu plus, comme la Juine, de qui elle s'approche si près vers Janville, elle naîtrait dans l'Orléanais, elle toucherait la Beauce, serait tout ondoyante de blés et de moissons; mais les forêts jumelles de l'Ouye et de Dourdan, d'où elle jaillit d'abord en venant de Brétencourt, sont bien l'Ile-de-France; elles en ont l'expression fluide, enveloppée, heureuse et, dès Saint-Mesme, au lieu où la menue Gironde lui vient de Ponthévrard, l'Orge, déjà fluette, entre les filatures et les blanchisseries, se montre curieusement ombragée des chênes, roule en murmurant dans un lit déjà creux et, comme impatiente, avance vers la plus ancienne capitale du Hurepoix français. Dourdan, cité sommeillante et qui n'a presque pas changé dans les âges, s'offre à l'orée des deux forêts sœurs, comme une vieille bûcheronne couronnée de branches et dont l'accueil serait toujours amène et simple. Mais, que sont donc, entre Saint-Mesme et Dourdan, ces vieux murs feuillus, ce clair pavillon de briques coiffé d'ardoises lisses? C'est la vieille habitation que Regnard avait à Grillon (1).

Dourdan est un point au milieu du Hurepoix; on y aboutit de toutes parts : de Rambouillet et de Limours, d'Auneau et d'Etampes; l'église Saint-Germain, le massif donjon y sont encore visibles. La ville a toujours ses foires, ses marchés périodiques, ses vieilles coutumes comme celle de la rosière noire et de la rosière blanche; et, elle a conservé trois pots de fleurs rustiques dans ses armes! L'Orge, en quittant Dourdan, passe à Roinville, au Mesnil, à Sermaise. La voici bientôt, dès Saint-Evroult, dans cette région charmante peuplée de bois et de fontaines, coupée de rus sonores, parée de prairies vertes, hérissée de buttes couronnées de sapins et de bruyères, escarpée à la fois et limpide, où les châteaux s'ouvrent, où les moulins chantent, où les riants villages s'inclinent au-dessus d'un val agréable, où, du Petit-Baville à la Petite-Beauce et, de la Charpenterie à la Butte Sainte-Catherine, s'offre tout le gracieux pays de Saint-Chéron.

De cette butte Sainte-Catherine et de celle Saint-Nicolas, le regard, aussi charmé qu'en aucun des lieux les plus ravissants des campagnes de Chevreuse et d'Ermenonville, s'étend sur les trois agréables vallées de la Remarde, de l'Orge et de la Renarde. Les trois lents cours d'eau, comme trois fils d'argent, serpentent et se poursuivent en se joignant l'un l'autre. Le premier : la Renarde, vient de Villeconin et de Souzy-la-Brèche; il a miré, dans ses eaux tremblantes, ce joyau de pierre ajourée cette merveille du gothique français : l'église paroissiale de Saint-Sulpice-de-Favières. De Saint-Sulpice, la Renarde avance, au mouvement placide de ses eaux, au long des bois de Baville, berce au cliquetis musical de ses flots le beau et grand domaine où M. de Lamoignon invita jadis à ses divertissements, Racine et Santeul, Bourdaloue et Molière; là elle incline à droite, salue au passage la maison de Segrès qui fut à d'Argenson comme Baville fut à Lamoignon et où La Condamine et Condillac vinrent goûter tous deux au bonheur des campagnes. Après quoi la Renarde frôle, en passant, Saint-Yon, touche Breux ensuite, et un peu plus loin, va se joindre à l'Orge. Du sommet de la butte Saint-Nicolas, la ligne de celle-ci apparaît, cachée, puis, par endroits, visible au creux des collines. La vue d'ici, porte extrêmement loin, embrasse, en remontant l'Orge, Saint-Chéron, Saint-Évroult, et avant Sermaise, cette fontaine rurale de la Rachée, que Boileau, qui y vint boire, nomma Polycrène, et qui ne paraît plus être aujourd'hui, non loin de l'Orge, qu'une cuve où viennent laver les paysannes. Bien au-delà, en un val plus vaste, parmi les ravenelles et les aspérules, sous le couvert des cimes épaisses des grands bois, se devine le cours exquis de la Remarde.

*
* *

Ah ! celle-ci! Elle est une forestière, une bûcheronne allant, au chant des linots et des rossignols, depuis le bois de Sonchamp, ceux de Bréau et de Saint-Benoît jusqu'aux sites agrestes du Val Saint-Germain! Couronnée de laurelle et de bois-gentil, argentine et vive, elle pose son baiser humide au village de Sonchamp, à Saint-Arnoult, de qui les pierres féodales croulent jusqu'à ses eaux, à Longvilliers, à Saint-Cyr-sur-Dourdan; elle se hâte avec prestesse et grâce, devant Saint-Maurice, devant Bruyères, passe entre les files d'arbres, côtoie des prés, des champs, des châteaux, des fermes, de petites vignes et de beaux pacages, où les moutons broutent. Bientôt, après Bruyères, entre Égly et Ollainville, avant Arpajon, elle touchera l'Orge! Mais, depuis sa source jusque-là, de verdoyantes dryades dévalent des pentes claires, gambadent en chantant du haut des collines jusqu'à son vallon : la Rabette qui passe à Rochefort-en-Yvelines, paisible et charmante retraite dans la verdure; l'Aulne grossie de la Gloriette, amenant, l'une de la Celle-les-Bordes et de Bullion, l'autre du château de Bon-

(1) Contrairement à ce qu'on a cru très longtemps Jean de La Bruyère n'est pas né à Dourdan, mais dans la Cité de Paris, entre l'Hôtel-Dieu et Notre-Dame.

nelles les riants mirages de leurs calmes bords; enfin, le Briis que joint la Prédecelles en chantant et de qui les eaux vives ont baigné Limours. Limours n'a plus son château; mais ses petites places herbues, ses rues tièdes et douces, la vieille auberge du *Sabot rouge*, et surtout les actifs marchés aux volailles lui donnent un aspect extrêmement rural, vieillot et monotone. A Briis sous-Forges, à Forges-les-Bains, le mouvement des cultures, l'animation des thermes font vivre les campagnes. De jolies chasseresses ont hanté ces lieux. Diane de Poitiers, le croissant au front et l'arc à la main, le sein nu comme une dame de Jean Goujon, a chassé jadis à Limours et l'on montre, à Briis, une belle et grande tour où cette fleur fragile, touchante et fatale : la pauvre et petite Anne de Boleyn aurait vécu, dit-on, avant de devenir la femme d'Henri Barbe Bleue...

Toutes chantantes et sonores, ces dryades adolescentes, ces fines et jolies rivières mêlent leurs eaux à celles que roule la Remarde. C'est en enflant ses ondes de leur menus flots, en se grossissant d'eux que l'Orge, à pleins bords, entre dans Arpajon.

Arpajon, qui est tout pépiant de volailles et de qui les marchés aux bêtes dépassent ceux de Limours, s'anime — tous les vendredis — d'un bruit de carrioles, de celui des troupeaux et des paysans. Des lavoirs de laine, des brasseries, des tanneries et des mégisseries y penchent leurs visages de vieilles pierres face à l'Orge.

Entre Leuville à gauche et Brétigny à droite, baignés tous deux de ruisseaux qui arrivent à l'Orge, la rivière étale une eau argentine; la vallée, ici, s'élargit; à l'horizon, la tour de Montlhéry, le vieux donjon féodal demantelé, dressé entre Dourdan et Paris — telle une borne géante — au milieu du Hurepoix, jaillit au dessus du damier des champs, des bois verts de Linas et des petits villages étagés auprès.

Ce donjon, alentour, étend une ombre douce; et sur l'antique village de Thibaud-File-Etoupe, sur Notre-Dame de la Trinité, le vieil Hôtel-Dieu, l'auberge du *Chat botté*, sur le sol mêlé des os des Bourguignons et de tant d'hommes de guerre, les pierres usées des siècles dressent avec le même orgueil que jadis leur défi

Mont-le Héry (comme le nommaient nos pères), éloigné de l'Orge d'une demi-lieue, est plus proche de la petite Saillemouille, son enfant espiègle. Ah ! celle-ci, quoi de plus délicieux que de la voir et de l'entendre, de la suivre à pas lents, à travers les gentianes et les renoncules, depuis sa source sylvestre jusqu'aux bords de l'Orge ! Rivière gamine et à peine pubère, elle sort du bois des Charmeaux vers Saint-Jean-de-Beauregard, abreuve des garennes et de petits vallons, puis de son cours léger, murmurant, de jeune nymphe humide vient toucher Marcoussis. Marcoussis est maintenant un gros bourg rustique, dominé de collines qu'envahit l'odeur des fraises et des violettes et où se fabriquent encore de ces gros sabots qui claquent sur les routes, aux pieds des paysans. Linas, adossé à Montlhéry même, ses vieilles petites places, son église ancienne un peu janséniste, ses rues et ses maisons empruntent un peu d'animation, de joie et de vivacité à la grêle Saillemouille qui y passe avant d'aller rejoindre l'Orge au vallon...

* *
*

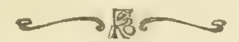
Dès Saint-Michel, l'Orge qui va se faire moins rustique, un peu plus hardie, plus rapide dans son cours, de qui l'expression devient — si j'ose dire — un peu plus mondaine, commence à Lormoy, à se montrer ornée de parcs et de terrasses, de châteaux et de maisons de plaisance. Le domaine de Lormoy franchi sur un quart de lieue, l'Orge arrive à Longpont. Il n'y a pas, depuis celle de Saint-Sulpice de Favières que nous connaissons déjà, de plus jolie, de plus vieillotte et de plus fine église que celle qui se voit ici. De l'antique abbaye c'est tout ce qui demeure; mais le portail et la tour sont encore debout; le pèlerinage de Notre-Dame n'est pas aboli, et c'est par un jour de cloches argentines, de chants d'orgues et de premières communiantes, qu'il importe, pour le mieux aimer, de venir visiter Longpont...

La droite de l'Orge, bordée des bois de Séquigny, offre à nouveau de beaux aspects forestiers; une odeur résineuse emplit l'air, et, c'est dans le parfum des bruyères et des menthes, sous le couvert des saules au long de pâturages d'aspect un peu normand que la petite rivière, de son cours chantant, vient bercer l'âme morte des déments de Vaucluse et, sur l'autre rive, baigner Villiers-sur-Orge, tiède et charmant village hanté encore des ombres disparates, et si surprises de se trouver ensemble, de la Brinvilliers, de Grimod de la Reynière et de Mme du Barry. L'Orge ici, recommence à courir dans la plaine, à frôler de ses perles humides les blés, les avoines et le trèfle incarnat piqué de fleurs, frôlé de mouches, bourdonnant d'abeilles. A Villemoisson elle a une vive allure; mais, après Épinay elle a reçu l'Yvette, elle en acquiert une grâce et une beauté neuves, elle en offre une plus douce expression heureuse. C'est grossie des eaux de cette compagne si française que l'Orge entre, au murmure enchanteur de ses eaux, à Savigny même. Là se voit un château à façade de briques, entouré d'un parc, dominé, au milieu, par un pavillon, entouré de fossés d'eau et servi par un pont. Asile de volupté fine, de galants souvenirs d'élégantes dames, le château de Savigny a gardé les mémoires de maintes amoureuses. Agnès Sorel

y vint qui fut dame de Beauté et qui aimait, autant que son petit Nogent-sur-Marne, son Savigny-sur-Orge. Mmes de Mailly, de Vintimille et de Châteauroux — les trois sœurs! — y furent, le sein nu et la rose à la lèvre, trois grâces tendrement enlacées tour à tour. Mais Mme de Beaumont, qui habita plus tard sinon le château au moins une demeure encore visible Vieille-Rue, y fut, vers 1801, la muse moins frivole à qui un pieux ami, M. de Chateaubriand, vint demander asile. « La maison, a dit René lui-même qui y fut composer le *Génie du Christianisme*, était située à l'entrée du village, du côté de Paris, près d'un vieux grand chemin qu'on appelle, dans le pays, le *Chemin d'Henri IV*; elle était adossée à un coteau de vignes et avait, en face le parc de Savigny, terminé par un rideau de bois et traversé par la petite rivière de l'Orge; sur la gauche s'étendait la plaine de Viry, jusqu'aux fontaines de Juvisy. » « Tout autour de ce pays, ajoute Chateaubriand dans ses *Mémoires*, on trouve des vallées où nous allions à la découverte de quelques promenades nouvelles... » Mme de Beaumont, Mme Joubert étaient de ces promenades; leurs écharpes étaient aériennes, leurs pas légers sur l'herbe et leur beau sein haletant palpitait aux mâles récits que M. de Chateaubriand leur faisait de l'Amérique. Ombres vaporeuses, délicates et si attentives, elles ont fondu, depuis, dans le ciel du soir; leurs pas tremblants ne frôlent plus la petite berge humide; elles sont chez les ombres et René aussi...

Au pont des Belles-Fontaines, l'Orge étroitement serrée, battue des lavandières, restreint un moment son cours; mais c'est pour s'épanouir au-delà, à Juvisy même, dans sa plénitude. A Juvisy, à Chaige, à Athis, devant les façades Louis XIV des châteaux, elle redevient la belle Précieuse que le prudent Conrard aimait, que vanta la *Clélie* et dont le cours fleuri, harmonieux, léger, en « un croissant plein de grâce » venait se confondre — devant Mons — à la Seine.

EDMOND PILON.



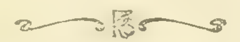
LA STÉRILE AMBITION

Ah ! tous ces pauvres gens qui, penchés sur la [Gloire,
Tentent d'interroger son visage d'ivoire
Et de scruter l'obscur langage de ses yeux.
Tous ces infortunés qui cherchent, anxieux,
Le mot Sésame ouvrant les huis des tabernacles
Où la déesse clôt, jalouse, ses oracles.
Tous ces jeunes désirs pour elle, chaque jour,
Consumés de tendresse et négligeant l'amour,
Puis prétendant, au cours de leur petite vie,
A la couronne d'or dont leur espoir envie
L'orbe échappant sans cesse à leurs fragiles doigts!

Tous ces gestes touchants d'aëdes maladroits
Tendus vers le mystère où dort la Renommée ;
Ces implorations afin que soit nommée
Par sa bouche leur œuvre, et ce cuisant souci
D'attirer à leur art un public endurci ;
Ces vaines oraisons, et ces belles louanges,
Et ces simplicités habiles ; ces mélanges
De pudiques émois, de mesquines candeurs,
De calme cachant mal l'ambition, d'ardeurs
A peine se voilant sous l'humilité feinte ;
Ce rêve d'approcher et d'enfourcher sans crainte
O Pégase, tes flancs, pour ravir le laurier
Qui garde le poète à jamais le premier
Entre tous les servants fidèles de la Muse !

Ah ! tous ces grands fatras de rêves dont s'abuse
L'âme ; tous ces pensers qui n'ont pas d'autres buts
Que de magnifier leurs auteurs ; ce confus
Amas de desseins bas qu'on pare de prestige ;
Ces cris vers Apollon passant sur son quadrige ;
Cette fausse part prise au désespoir humain
Et ces pleurs sur la plèbe en repoussant la main
Qu'elle tend ; ce prurit de succès ; ces prétextes
A chants d'enthousiasme, à magnifiques textes ;
Ce besoin d'être Homère, ou Sophocle ou Ronsard,
Et par la foule lus aridement plus tard ;
Ces appels à Vigny, Racine, Hugo, Virgile ;
Cette fièvre de voir répétés dans l'argile
Ses traits que l'on adore et qu'on trouve si beaux ,
Cette hâte d'orner d'avance son tombeau
Et de se préparer quelque culte notoire...
Tous ces pauvres esprits s'invitant chez la Gloire !

PIERRE DE BOUCHAUD.



LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

PAUL BOURGET. — *L'Émigré.*

Valentine Olier aimait Landri de Claviers-Granchamp.

« Elle l'aimait, à travers des complications sur lesquelles il faut de nouveau insister, pour éviter aux illogismes de cette nature, loyale même dans ses subtilités, jusqu'à la plus légère apparence de coquetterie... »

Et allez donc! Dites-nous ces complications, sans en omettre aucune. Analysez, en développements antithétiques, ces « illogismes », ne nous faites grâce d'aucun détail. Révélez-nous les séduisantes

« subtilités » (!) de cette loyale « nature ». Surtout ne vous hâtez point ! Fouillez, disséquez, analysez ; analysez, commentez ! commentez les gestes, les paroles, — les pensées et les sentiments qui se manifestent en actes, et celles et ceux qu'aucun signe extérieur ne trahit. Sondez les cœurs ; explorez les cerveaux ; il vous appartient de découvrir et de traduire en formules raisonnées l'activité mentale et la vie affective : raisonnez, déduisez, commentez à perdre haleine ! Commentez ce qui peut-être importe, ce qui importe moins, ce qui n'importe guère... Ah ! insistez ! insistez ! soulignez cette insistance...

Fidèle à sa méthode, M. Paul Bourget demeure le plus « psychologue » de nos romanciers : psychologue dissertant, psychologue impénitent ! Cette impénitence a quelque chose d'héroïque. Héroïquement Paul Bourget expose, développe, amplifie sa psychologie; quel poids effroyable ! Paul Bourget n'en est pas écrasé ; cette masse n'écrase pas Paul Bourget, il en jongle avec quelque grâce lourde, et je ne sais quelle élégance d'athlète forain. Quel poids effroyable ! Encore cet athlète ne mérite-t-il point tous les applaudissements que certains lui prodiguent.

Toute cette psychologie est suprêmement encombrante : elle ne pèse guère ; elle ne pèse rien... elle n'ajoute ni une idée, ni une observation au mélodramatique récit que Paul Bourget nous conte dans l'*Émigré* : conventionnelle, banale, banale, encombrante, et, pour le moins, superflue, elle est comme extérieure au récit ; elle l'accompagne, refrain monotone, mélopée naïve, bavardage médiocre, prolixe, intarissable ; on assure que cette indigente musique n'est point sans charme pour certaines oreilles ; qu'elle flatte certains lecteurs, les endort dans la douce illusion de suivre une pensée agissante, de penser par eux-mêmes : ô fervents de Bourget, dévotes de province, douairières, cercleux au chef branlant !...

*
* *

Valentine Olier aime Landri de Claviers-Grandchamp : elle l'aime « à travers des complications... » Au fait c'est très simple : Landri de Claviers-Grandchamp, lieutenant de dragons à Saint-Mihiel, s'est épris de la grâce délicate de Valentine, femme, bientôt veuve du capitaine Olier. Landri, après une cour prolongée deux années, demande la main de Valentine : Valentine se refuse à son ami... C'est très simple ! n'importe quelle jeune femme eût à sa place agi comme elle : Valentine, d'origine bourgeoise, accoutumée, sans plus, à une large aisance, bourgeoise d'éducation, d'instinct et de caractère, Valentine ne peut accepter de devenir la comtesse de Claviers-Grandchamp ; du moins comprend-on qu'elle hésite : et sans doute lui importerait-il assez peu que le nom de son ami ait été mêlé à toute l'histoire de France, qu'il y ait eu un maréchal de Claviers-Grandchamp compagnon de Bayard, un cardinal de Claviers-Grandchamp ami de Bossuet, des Claviers-Gandchamp ambassadeurs, gouverneurs de provinces, commandeurs du Saint-Esprit, pairs de France ; et que son ami fût cousin de ducs anglais, de princes allemands ou italiens ne serait point autrement inquiétant ; mais les Claviers-Grandchamp jouent encore au premier rang de l'aristocratie française un rôle de parade ; mais le père de Landri, le vieux marquis de Claviers-Grandchamp, défenseur intraitable de la tradition, n'agréerait point une bru roturière ; passât-on outre à la résistance de l'*Émigré*, quel accueil serait fait à l'intruse dans la société hautainement intransigeante où elle devrait vivre ?... Valentine repousse la demande du lieutenant : Valentine qui aime Landri, et s'afflige d'une séparation désormais nécessaire, Valentine est une petite femme sensée, courageuse et pratique.

Landri lui-même est tout le contraire d'un esprit chimérique : il a des ambitions précises : officier contre le gré de son père, il entend demeurer dans l'armée, « servir » : il rougirait d'être « un oisif et un inutile... un homme riche avec un blason plus (?) authentique sur ses voitures... » ; il rougirait, et plus encore souffrirait d'être, lui aussi, un « émigré », étranger à son temps, aux préoccupations et aux devoirs de la vie sociale ; le régiment est son « refuge » ; son peloton va être appelé à concourir à l'exécution d'un inventaire d'église : Landri marchera ; ainsi rompra-t-il avec son père, avec son monde : il expose avec quelque véhémence et une extraordinaire verbosité son plan à Valentine, qui demande à réfléchir.

Or voici que Landri apprend coup sur coup deux nouvelles en vérité désagréables : son père est quasi ruiné, à la merci d'une bande noire qui veut s'emparer des trésors d'art accumulés au château de Grandchamp ; Landri n'est pas le fils du marquis ; il tient la première nouvelle de Chaffin, son ancien précepteur devenu secrétaire, puis intendant — malhonnête — des Grandchamp ; la seconde, il en reçoit avec terreur la révélation au lit de mort de Jaubourg, qui fut autrefois l'amant de la marquise, et dans son délire avoue, proclame, une paternité clandestine. Cela se complique ; cela si complique si bien qu'un instant cela s'embrouille, et c'est ici que se manifeste le vrai génie de Paul Bourget ; il excelle à compliquer une action ; il enchevêtre des intrigues doubles, triples, multiplie les épisodes, joue la difficulté ; il en triomphe, il est sûr d'en triompher ; il est un surprenant constructeur de romans. Effrayante virtuosité qui explique et n'excuse pas sa fécondité,

virtuosité lamentable et qui rappelle celle de certains dramaturges... Ceci est du théâtre, et cela n'en est point : telle complication convient au roman... voici le romanesque en formules, le romanesque réduit à n'être qu'une méthode. Paul Bourget possède ces formules, applique cette méthode : ne lui demandez point de modifier les unes et d'abandonner l'autre ; il ne saurait ; il est le prisonnier de son art, ou si vous voulez de son « métier » ; il est le Sardou du roman... il édifie des romans, il les édifie solidement, et vous entendez bien que la charpente est d'un maître ouvrier ; et ce sont des bâtisses amples et vides, robustes et grossières, et dont la vulgarité — en vérité déplaisante — manifeste brutalement que leur auteur s'intéresse médiocrement au noble et pur art architectural. Au reste, ces bâtisses sont accueillantes ; elles abritent aisément de vagues théories, ces systèmes douteux, fourbus, errants, que nul ne consent plus à héberger, et qui disparaîtraient si Paul Bourget ne leur accordait une évangélique hospitalité ; quand je vous disais que tout cela était vide...

Il procède comme un dramaturge ; il médite la « scène à faire » ; il la fait ; l'*Émigré* se compose d'une série de « tableaux » et de scènes à effet : Ces tableaux sont médiocrement dessinés, exagérément incolores : les scènes, habilement enchaînées, savamment « filées » encore que trop complaisamment développées — mais Paul Bourget ignora toujours cette vertu des forts, la concision — se succèdent et ne se ressemblent pas trop : scène entre Landri et Valentine : aveux d'amour, demande en mariage, lamentations de Landri qui annonce de fermes résolutions avec la prolixité d'un faible ; — scène de la chasse : qu'est-ce qu'un « grand seigneur » ? présentation du marquis de Claviers-Grandchamp dans l'exercice de ses fastueuses prérogatives de maître d'équipage ; tête à tête du père et du fils interrompu par une visite à une famile paysanne où l'on entend des paysans d'opérette crier en chœur « Vive Monsieur le comte ! » « Et vive Monsieur le marquis ! » : bien entendu le marquis refuse de connaître Mme Olier : — scène de la trahison où le félon Chaffin révèle à Landri la ruine imminente et s'efforce de faire approuver par son ancien élève les offres désastreuses de la bande noire ; — scène de l'hôtel Jaubourg, effroyable confession, incohérente et poignante d'un père à son fils — scène des fiançailles : Valentine, à demi renseignée déjà, est renseignée tout à fait par le désespoir de Landri : « Valentine, voulez-vous être ma femme ? — Oui... » — scène de l'inventaire de Hugueville-en-Plaine, discrète : paysans ameutés, dragons, commissaire spécial, sous-préfet : Landri, soudain retourné, refuse le concours de ses sapeurs — scène du premier dénouement : le marquis, ayant reçu une lettre anonyme accompagnée de fragments de la correspondance amoureuse de Jaubourg et de la marquise, impose à Landri sa volonté : après une série de réceptions au cours desquelles l'attitude des deux Grandchamp démentira les bruits fâcheux, Landri rompra ouvertement avec le marquis pour se mésallier : Landri n'habitera jamais la même ville que le chef de sa soi-disant « Maison ». — Série de scènes qui préparent le second dénouement, car un drame parallèle au premier se joue entre Chaffin père, qui est une canaille sournoise, et Chaffin fils, qui est médecin et fort honnête homme : qui est l'auteur de la lettre anonyme ? Landri fait une enquête : tableau final : les quatre protagonistes, marquis de Claviers-Grandchamp, comte de Claviers-Grandchamp, Chaffin père, Chaffin fils, se trouvent réunis dans le cabinet du comte : coups de théâtre divers : c'est très bien fait : Landri vient d'arracher à Chaffin père un aveu écrit, lorsque surviennent le marquis et le docteur : une enveloppe est sur la table : le marquis s'en empare, l'ouvre, lit :

« Le malheureux qui, dans une heure d'égarement, a envoyé une lettre anonyme à M. le marquis de Claviers-Grandchamp, lui restitue les autres pièces dont parlait cettre lettre, et, en lui demandant pardon, il s'en remet à sa générosité pour ne pas le déshonorer aux yeux de son fils..... »

Le marquis lut ce billet. Il reconnut sur les autres feuilles l'écriture haïe de l'amant de sa femme, de l'ami félon. Il regarda Chaffin et dit : « C'était donc vous !..... » Puis il fit deux pas vers lui avec un visage si redoutable que le malheureux — oh ! il méritait bien ce nom dans ce cruel moment ! — tomba sur ses genoux, en criant : « Pardon » ! Le médecin s'était précipité entre son père et M. de Claviers, qui s'arrêta. Visiblement il luttait contre lui-même pour ne pas se faire justice de ses mains. Enfin, montrant la porte, il ordonna : « Sortez ! Mais sortez donc !.... » d'un accent si impérieux que l'ancien secrétaire se traîna, toujours à genoux, vers la porte. Ses doigts défaillants eurent de la peine à l'ouvrir. Il s'échappa enfin, tandis que Landri disait à Pierre épouvanté, et qui n'avait plus besoin de personne, maintenant, pour savoir la vérité sur son père :

— Suivez-le. Ne le laissez pas seul !..... »

Imaginez cela à l'Ambigu !

Scènes des adieux : une chambre d'hôtel à Liverpool : M. et Mme de Saint-Clet — alias Landri et Valentine — attendent l'heure du départ du transatlantique, la *Cambria* ; ils vont fonder au Canada une grande exploitation agricole ; voici venir — nous l'attendions — l'orgueilleux marquis..... et lorsque la *Cambria* démarre, une « altière silhouette » est sur le quai ; elle y demeure immobile, jusqu'à l'ins-

tant où le vaisseau disparaît dans les brumes de la Mersey.

*
* *

Et voilà l'essentiel de ce roman, l'essentiel, je vous assure ! l'essentiel, c'est-à-dire une série d'événements sans portée et auxquels l'auteur ne prétend que très timidement accorder une signification sociale, un imbroglio si habilement machiné qu'ayant lu les premières pages, vous lirez les suivantes « pour voir comment cela finit », à moins que vous ne soyez excédé des intempérances d'une fastidieuse psychologie, à moins que la grisaille du style monotone, imprécis, souvent incorrect, ne vous décourage, à moins que vous ne vous rebelliez contre tant de platitude, à moins que vous n'estimiez tout de suite parfaitement insupportable cet art conventionnel, cette littérature poncive, où jamais ne passe un frisson de vie sentie, vécue ou observée.....

Paul Bourget est un grand bâtisseur de romans, et après ? Il y eut à toutes les époques des hommes qui possédèrent parfaitement bien une technique ; et les Pixérécourt, les Scribe... Paul Bourget est le maître d'une science funeste, ah ! funeste, puisqu'elle le détourne de la vie.

Ses personnages sont de surprenants fantoches : ses aristocrates... je crains que ses aristocrates ne soient que des caricatures ; il est des caricatures ressemblantes ; celles de Paul Bourget ne ressemblent à rien ni à personne et n'en sont pas meilleures. L'aristocratie française n'a pas de chance : après tant d'infortunes, infortune suprême, Paul Bourget entreprend de la portraicturer. Paul Bourget peint l'aristocratie française, il la peint avec bienveillance ; il la ridiculise avec sérénité, qu'il évoque « le type animalement et moralement (*sic*) supérieur de l'aristocrate », ou « ces femmes... aux cheveux d'un blond pâle, presque cendré, aux pieds et aux mains fragiles, à la taille élancée, aux gestes menus... » (et l'on fut sévère à Georges Ohnet !), qu'il s'apitoie sur un gentilhomme « ruiné par les cartes et les créatures (*sic*) » et réduit, pour vivre, aux plus louches industries, mais bien sympathique par « la plus impeccable tenue et le plus viril courage », ou s'émerveille d'une supériorité inattendue, et par exemple de la sûreté de main d'un très noble automobiliste : « Il commença donc de revêtir le manteau, la casquette, les lunettes et les goûts de l'emploi, et Auguste ne l'eût pas plus tôt rejoint qu'il lança sa lourde machine *avec autant de précision que s'il n'eût pas porté le nom de Landri* — qui indiquait dans la famille de Claviers-Grandchamp une prétention, plus ou moins justifiée — mais elle *remonte* au XIIe siècle, de *descendre* des rois de la première race. » (Cette phrase est un chef-d'œuvre !) Seigneur, gardez-nous de nos amis !

Paul Bourget crible de bienveillants pavés ses chers aristocrates : il a la bienveillance aveugle ; il n'a point la malveillance clairvoyante ; car il n'est point indulgent aux Chaffin ; et le père mérite quelque sévérité, mais le fils ne mérite point les dédains de Paul Bourget : « ce garçon..... » Quant aux très humbles, Paul Bourget les ignora toujours ; il les ignore plus que jamais ; voici le dragon Baudoin, une forte tête du peloton de Landri : Baudoin conduit au manège la jument de Landri, Panthère :

« Rien qu'à la manière dont son képi était cassé, on devinait la gouape insolente, et, au geste brusque, dont il y porta la main, pour saluer l'officier, la sourde révolte, la brute prête à chanter et à penser l'immonde couplet... » (Suit le couplet de l'*Internationale* ».)

« La charmante bête, conduite par cet homme à face d'apache faubourien, faisait avec lui un contraste saisissant par l'élégance aristocratique de toute sa construction. Elle était très près du sang. Elle avait la queue détachée, le rein... »

La charmante bête à trois reprises désarçonne rudement le dragon-apache, qui refuse de tenter une quatrième expérience : Landri saute en selle, mâte Panthère, la remet frémissante et soumise aux mains de Baudoin, qui « rougit », reprend les exercices interrompus, et salue le départ du lieutenant de cette exclamation : « ... Celui-là, c'est vrai, il m'en a bouché un coin ! » Et c'est ainsi qu'en l'an 1907 un Berquin psychologue caricature les dragons apaches. J'ai signalé les paysans d'opérette...

Il y a dans l'*Emigré* des caricatures vaguement sympathiques, telle celle du marquis de Claviers-Grandchamp, espèce de Prudhomme aristocrate, l'aristocrate animalement et moralement .., mais Paul Bourget nous le gâte par certains traits qui sentent leur parvenu, et par exemple cette manie de vanter sa fortune et l'authenticité de ses titres : le croirait-on, ce descendant des rois de la première race, ses amis, presque aussi nobles que lui, parlent de leur noblesse et de leur luxe comme de simples barons du pape. Il y a dans l'*Emigré* des caricatures moins sympathiques... Au fond, aucun des personnages du roman ne nous intéresse ni ne nous émeut : que nous importent le marquis de Claviers-Grandchamp qui plaide la cause de la noblesse en bavard éperdu, Landri hésitant, faible, partagé entre les influences contradictoires de l'éducation et de l'hérédité, Valentine, les Chaffin, Bressieux, Jaubourg, de Charlus...

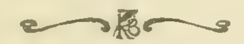
*
* *

Que nous importe la thèse esquissée au début de

l'*Emigré*, développée çà et là au cours du roman, leit-motiv des conversations entre le marquis et Landri jusqu'à la passerelle de la *Cambria*! Thèse en vérité si fatiguée et si peu conforme aux faits que Paul Bourget, la reprenant, ne la reprend point sans hésitation : ses personnages la formulent : Paul Bourget s'en lave les mains. Paul Bourget ne fait rien pour confirmer cette thèse que l'on peut résumer en deux lignes : la noblesse chassée des emplois publics, expulsée par la démocratie des administrations, de la politique, de l'armée, est condamnée à l'oisiveté ou à l'exil; deux solutions : être un émigré à l'intérieur ou renoncer à sa patrie... Le roman ne confirme point la thèse, et c'est tant mieux. — Landri, ayant quitté l'armée et sacrifié sa carrière dans un élan de pitié pour le marquis, n'émigre point pour fuir une démocratie hostile ; il émigre « pour ne pas porter un nom qui n'était pas le sien, et cependant sauver la mémoire de sa mère », et l'on voit de reste que, n'était la crainte du scandale, il emploierait aussi utilement son activité en France qu'au Canada ; et si le marquis ruiné est enfin obligé d'abandonner Grandchamp aux mains de la bande noire, c'est peut-être parce que la démocratie néglige de restaurer les blasons dédorés, c'est surtout parce que le marquis fut un incapable, et qu'il eût dilapidé sous n'importe quel régime la fortune de ses pères... Ce roman ne veut rien prouver.

Et c'est tant mieux. Mais alors ?... Alors l'*Emigré* est un mélodrame délayé en neuf chapitres, un épilogue et un erratum — une espèce de roman-feuilleton avec beaucoup de ce qu'on appelait il y a vingt ans de la psychologie : je vous laisse à juger si un authentique roman-feuilleton serait point préférable.

LUCIEN MAURY.



Chronique

—

LE SUCCÈS LITTÉRAIRE

Il suffit d'une brève expérience pour constater que la justice est étrangère au monde social, comme au monde physique, qu'elle est un idéal en voie de laborieuse réalisation, une idée-force. Si le labeur est, pour l'homme, une cause sérieuse de réussite, l'adresse dénuée de scrupules, les hasardeuses conjonctures que l'on désigne de cette vague expression « la chance », en sont de non moins efficaces. Dès lors, comment la « République des Lettres » aurait-elle le privilège d'être régie d'après l'équité, de voir le mérite personnel triompher toujours et triompher seul ? Énoncer cette prétention, c'est en montrer le ridicule.

Le succès littéraire, c'est-à-dire l'appréciation flatteuse des autres, leur adhésion à notre manière d'écrire et de penser, ne dépend pas uniquement de notre heureux effort ; elle dépend tout autant d'eux-mêmes, de leur état d'esprit. Il suppose donc, en principe, des écrivains qui soient bons, et une classe de lecteurs éclairés.

Or, dans notre démocratie elle-même, férue d'instruction, il existe bien moins d'esprits cultivés, se plaisant aux lectures élevées, que de gens enclins à rechercher dans le livre un délassement... ou pis, une excitation sensuelle. M. Georges Ohnet est abondamment récompensé d'écrire des romans honnêtes et médiocres, d'une forme banale et d'une observation factice. Et des écrivains sans honneur ont écrit des contes, des romans d'une ignominie, distillée, il est vrai, avec un art délié, auxquels échut un scandaleux succès.

Des écoles, soi-disant littéraires, ou mieux des entreprises de librairie, travaillent, en vue de telle tendance, romanesque, vaniteuse ou faisandée du public, pour telle « clientèle ». C'est une firme qui ne publie que des œuvres équivoques, à l'usage des lecteurs d'un journal adonné à la littérature érotique. C'est une fabrique de romans populaires, qui, par centaines, vend les meurtres, les enlèvements et les exploits héroïques. C'est une grande maison d'éditions, qui se pique de relations aristocratiques, et qui fait écrire sur un ton aimable et salonnier les revues et les livres qu'elle édite, même les ouvrages d'histoire. Ainsi, le XVIIIe siècle étant en vogue, elle le débite en agréables récits, au détail. Les auteurs attachés à ces entreprises acquièrent une réputation, agrémentée de bons revenus ; ils ne les doivent certes point à leur originalité littéraire !

C'est un fait, que les classes libérales n'ont point une vive curiosité d'esprit. Distraites par les sports, blasées par l'oisiveté, ou au contraire accaparées par le surmenage professionnel, elles ne lisent point de livres nouveaux et en achètent moins encore. Si vous signalez à cette opulente mondaine un ouvrage de haut style, poliment elle le fera quérir chez vous par son chauffeur ou son valet : il ne lui viendra point à la pensée de le faire demander au libraire. L'écrivain qui désire piquer un instant ce scepticisme las devra user d'un excitant — rosserie d'une Gyp, perversité d'un Hermant. Et le succès sera pour lui le prix d'une habileté fort distincte de la beauté littéraire. M. Paul Bourget n'eut jamais d'aussi gros « tirages », que depuis qu'il compose des romans vides d'idées, tout emplis de gauches adulations à l'égard d'une vaine aristocratie.

Et qui ne discerne, dans les fluctuations du goût public, les raisons fugitives d'éclatants succès ? Se souvient-on de la gloire posthume, accordée, voici quinze ans, aux mémorialistes de l'Empire ? de l'éphémère renaissance de l'idéalisme tentée par MM. Brunetière et de Vogué ? ou, après *Cyrano de Bergerac*, qui, lui, méritait sa gloire, de l'engouement pour les anecdotes héroïques et galantes, pour les guerres en dentelles ? Se rappelle-t-on *Quo Vadis* et sa propagation foudroyante ? Voici qu'une vogue élégante, inspirée d'outre-Rhin, est décernée à M. de Gobineau, qui ne fut pas lu de son vivant. Demain, spéculant sur un revirement de l'opi-

nion, un habile éditeur lancera un auteur persan, ou lapon, comme un grand couturier imagine une nouvelle mode. L'indéfinissable chance, non le mérite, fait et défait les fortunes littéraires.

*
* *

Il existe toujours, cependant, objectera-t-on, une classe de lettrés, désireux de lire de belles œuvres et capables de les apprécier? D'accord, et leur nombre a certainement augmenté, bien qu'insuffisamment si l'on songe à la généralisation de l'instruction. Mais comment, dans l'incroyable multiplicité d'ouvrages contemporains, dont beaucoup ne sont point négligeables, démêleront-ils les pages d'élection? Il y faudra une persévérance, une vigilance, dont tous n'ont point le loisir. Ils devront s'enquérir des conseils d'un critique pénétrant et impartial — et l'espèce en est rare, à une époque où la critique elle-même succombe sous le faix des « livres à lire » — quand elle ne sacrifie point à la camaraderie — et lorsqu'elle n'est pas une publicité déguisée, et payée, ainsi qu'elle l'est devenue dans la plupart des quotidiens! Ils seront contraints de s'en fier à quelque sélection officielle.

— Pourquoi je me présente aux suffrages de l'Académie française, disait M. Maurice Barrès? parce que le titre d'académicien possède encore du prestige, au moins en province et à l'étranger. Voyagez-vous, c'est une recommandation, un passe-port. C'est aussi pour les familles une garantie. Les jours derniers, un magazine consultait les jeunes filles, sur leurs auteurs préférés. Elles ont indiqué des écrivains consacrés, quelques-uns d'une médiocrité notoire. Aucune d'elles ne m'a cité : N'est-ce point attristant? Si j'avais appartenu à l'Académie, croyez-le, elles auraient connu mes livres! — M. Maurice Barrès, à sa seconde candidature, fut élu, et le lendemain, à tous les étalages de libraires, ses ouvrages montraient une couverture neuve, où flamboyaient ces mots magiques : « de l'Académie française ». Avec cette estampille de l'État, l'œuvre du précieux styliste et du subtil penseur pénétrera, souhaitons-le, dans les plus prudents intérieurs!

Le détour, toutefois, ne réussit pas toujours. On peut entrer à l'Académie française sans avoir écrit d'ouvrages, il est plus fréquent d'y demeurer sans avoir de lecteurs. Il est même, hélas! des littérateurs d'élite, qu'à son honneur la célèbre compagnie coopta pour adoucir en eux l'amertume d'une injuste impopularité.

C'est que les lecteurs distingués, qui parviennent à former une bibliothèque de choix, sont juste assez nombreux pour déterminer des « succès d'estime », sans que le succès pécuniaire soit acquis aux écrivains.

Sait-on que le plus illustre de nos poètes contemporains, membre de l'Académie française, ne perçut pendant les trente-six ou trente-huit années de sa carrière active que d'infimes droits d'auteur? Ce n'est que depuis quelques années, — à la suite d'une vaste publicité due à une distinction internationale — qu'il tire de son œuvre, promise à la postérité, un revenu modique encore, mais appréciable. Et ce cas n'est pas anormal, il est bien plutôt représentatif. Les frères de Goncourt ne l'ignoraient point, qui voulurent léguer une rente à une dizaine d'écrivains, pris parmi les plus éminents. Que de sacrifices insoupçonnés dans la vie de l'artiste que nous venons de perdre, Huysmans, ou d'un admirable poète comme Léon Dierx?

Peut-être, en un jour éloigné, leur nom sera-t-il vengé des injurieuses indifférences, ainsi qu'il advient maintenant pour Stendhal et Alfred de Vigny — tardive revanche!

Les hommes de lettres discernent les difficultés présentes du succès littéraire. Découragés, beaucoup d'entre eux s'orientent vers le théâtre, qui procure une renommée soudaine et des avantages plus étendus. Mais n'est-il pas manifeste qu'ici encore les applaudissements vont souvent à des œuvres faciles et agréables, et ne soutiennent pas les pièces d'une audacieuse et belle venue? Un directeur s'interpose nécessairement entre le public et les auteurs. Hanté de soucis pécuniaires, il n'introduit que les pièces propres à « faire recette », à l'exclusion des œuvres de pure beauté. Les auteurs qui occupent la scène sont les adroits qui excellent à flatter notre préjugé, non les créateurs, qui veulent l'éclairer, ce sont les Capus, plutôt que les François de Curel.

*
* *

Le génie peut toujours prétendre à la gloire. Mais, par définition même, le génie est rare, exceptionnel. Peut être même le deviendra-t-il plus encore, en raison de la complexité croissante des connaissances, qui accablent l'esprit, au détriment de sa spontanéité et de son élan.

Les lettres contemporaines sont remarquables par l'absence d'inspirations de génie, et, en retour, par la diffusion du talent. Entre une telle nuée d'écrivains délicats, brillants, l'opinion hésite, partagée. Elle accorde ses suffrages moins à ceux qui recherchent la difficile vérité, l'éternelle beauté, qu'à ceux qui amusent le penchant du jour, qui prétendent à l'intérêt actuel.

Pour fixer sa changeante faveur, nos écrivains les plus notoires écrivent sans relâche. A ce surmenage, bien vite, ils se fatiguent, et ils déclinent.

Un critique, qui étudiait récemment quelques réputations littéraires, M. Gaston Rageot, concluait : « L'homme de lettres, par lui-même ou par l'entremise de son éditeur, de son directeur, est devenu un homme d'affaires. Il lui arrive de gagner beaucoup d'argent. Mais, dans un temps de grande production, *il demeure tout de même l'un des plus petits enrichis*, et il est à craindre que son ancienne autorité morale, il ne puisse la remplacer par la considération qui s'attache à l'extrême richesse. » Paroles d'une affligeante exactitude!

La carrière littéraire est médiocre, le succès qu'elle promet non moins médiocre. Décidément, que sert d'écrire?

JACQUES LUX.

Le Propriétaire Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 6 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 10 AOUT 1907

LES BIBLIOTHÈQUES DES ÉCOLES PUBLIQUES

II (1)

On est ainsi amené à la considération des remèdes.

Rien de plus simple que le remède, au sentiment de la plupart des fonctionnaires consultés. Pas de bibliothèque vivante sans livres nouveaux, continuellement renouvelés. Pas de nouveautés sans argent, puisque les « concessions » du Ministère sont insuffisantes à tous les points de vue. Le remède, c'est donc de l'argent, des recettes régulières.

Dans l'état actuel des choses, les bibliothèques d'école ont déjà quelques ressources : subventions en argent des Conseils généraux, des Conseils municipaux, de Sociétés privées. Mais ces ressources sont très faibles. Le Conseil général des Alpes-Maritimes et celui des Bouches-du-Rhône se croient très généreux, et sont, en effet, parmi les plus larges, en votant 1.000 francs par an à répartir entre toutes les bibliothèques des écoles de leur département. Celui du Calvados vote 980 francs ; à ce taux, chaque bibliothèque du Calvados peut compter sur un revenu de 12 à 15 francs tous les dix ans. Quant aux communes, elles votent parfois aux bibliothèques de leurs écoles des allocations intermittentes, du reste très modiques ; mais les crédits annuels sont l'exception. Dans un département comme la Loire-Inférieure, une trentaine de communes seulement votent chaque année de 10 à 50 francs pour cet objet. Les allocations de tous les Conseils municipaux de l'Ariège réunis ont atteint 1.600 francs en 1905 ; et ce chiffre a paru honorable. Bref, on peut dire que les écoles communales qui obtiennent de ce chef, pour leur bibliothèque, une pièce de 20 francs tous les deux ou trois ans sont parmi les favorisées. Les seules recettes sérieuses sont donc celles qui proviennent de l'initiative privée : Sou des bibliothèques, Sociétés d'anciens élèves, Cercles de lecture affiliés à l'école. Ces Sociétés auxiliaires, particulièrement nombreuses et florissantes dans le Midi, « sont formées, le plus souvent, par des élèves des cours d'adultes et les habitants les plus instruits ; elles perçoivent des cotisations régulières ; elles font aussi des quêtes à l'occasion des fêtes scolaires, etc. ».

Il faut évidemment donner de l'élasticité à ces misérables budgets. Et la quasi-unanimité des participants au referendum estiment que c'est là un devoir de l'État. Le résultat cherché sera obtenu, pense-t-on, si : 1° les concessions en nature du Ministère sont remplacées par des subsides en espèces ; 2° si le crédit prévu, au budget de l'État, pour les bibliothèques d'école, est convenablement relevé. « La concession ministérielle, telle que nous la voyons fonctionner, dit nettement l'inspecteur de la Seine-Inférieure, doit disparaître : elle est aléatoire, arbitraire, aveugle, tout le monde est d'accord là-dessus. Le crédit inscrit au budget de l'État, équitablement réparti entre les départements, s'ajouterait aux subsides votés par les Conseils (généraux, municipaux) pour le même objet... » Dans cette hypothèse, puisque l'État consacre tous les ans, nous l'avons vu, 100.000 francs environ aux Bibliothèques

(1) Voir la *Revue Bleue* du 3 août 1907.

populaires des écoles publiques, chaque département recevrait pour sa part un peu plus de 1.000 francs; la subvention des Conseils généraux les plus larges se trouverait ainsi plus que doublée. Quelques fonctionnaires, très persuadés de l'importance capitale d'une œuvre si négligée jusqu'à ce jour, souhaiteraient même que l'État fît encore davantage. « La plus grande partie des sommes consacrées par l'État aux œuvres post-scolaires devrait être appliquée aux bibliothèques d'écoles » (1) (Hérault). Diverses combinaisons sont d'ailleurs proposées. Plusieurs remarquent qu'il serait juste qu'une plus large contribution de l'État fût subordonnée à un nouvel effort des intéressés : supposé que les 36.000 communes de France fussent amenées à voter chacune 10 francs en moyenne, l'État prendrait à sa charge de bonifier leurs subventions d'autant (360.000 francs). Ou bien l'État accorderait une subvention annuelle de 50 fr. à cent bibliothèques par département, à condition que chacune reçût déjà 30 francs au moins de son Conseil municipal; un calcul très simple fait voir que la dépense ainsi engagée s'élèverait, pour l'État, à 430.000 francs par an (Finistère). Etc. (2).

Mais, quelle que soit la valeur de ces combinaisons — dont le but commun est certainement méritoire et qui paraissent, presque toutes, raisonnables — il est difficile de croire, avec la majorité des fonctionnaires entendus, que, la question d'argent réglée, tout le serait du même coup. L'argent est, en effet, une condition nécessaire; ce n'est pas une condition suffisante. On peut en mésuser. Bien l'employer est un art dont la pratique est très peu répandue. Si le Ministère emploie médiocrement les sommes dont il dispose, malgré les précautions dont il s'entoure, est-il certain que les instituteurs-bibliothécaires, en possession du droit qu'ils revendiquent (ou qu'on revendique pour eux) de disposer à leur gré de sommes relativement importantes, en feraient tous le meilleur usage? Des optimistes se le figurent. On écrit de Château-Thierry : « Les bons livres se trouvent toujours quand on veut bien les chercher. » Mais non ; les bons livres (et tout le monde est-il d'accord sur ce que c'est qu'un bon livre?) ne se trouvent pas toujours, même quand on sait les chercher, ce que très peu de gens savent. Diriger le service des acquisitions d'une bibliothèque quelle qu'elle soit, et en particulier celui des acquisitions d'une de ces bibliothèques « pour le peuple » (dont la notion même est encore si mal définie dans notre pays), c'est une besogne très délicate, qui réclame, avec infiniment de tact, des informations très étendues. Tout le monde n'en est pas capable ; et j'ajoute que personne n'en serait capable dans certaines conditions d'isolement intellectuel qui sont précisément celles où se trouvent la plupart des instituteurs ruraux. — J'ai plaisir à citer à ce propos les réflexions hautement dignes d'attention de M. l'inspecteur d'Académie du Loir-et-Cher : « Qu'attendre, comme bibliothécaire, de l'instituteur absorbé par trois métiers, dont un seul suffirait à l'occuper utilement : l'école du jour, l'école du soir et le secrétariat de la mairie?... Eût-il les loisirs qui lui manquent, le temps de lire lui-même et de choisir pour les autres en tenant compte des besoins, des aptitudes, des goûts locaux, cela ne suffirait pas encore : il resterait perdu dans le champ trop vaste du savoir humain. Je suis chaque jour témoin de cette incertitude, modestement confessée et qu'accompagne une bonne volonté touchante. Hélas! la tâche est si compliquée! Si je fais un retour sur moi-même, je sens combien je serais embarrassé à la place de nos maîtres et combien il me serait nécessaire de m'informer, de recourir à des conseils étrangers, de m'adresser à des compétences spéciales dans tel ou tel ordre de connaissances. J'aurais du moins conscience de mes limites, et mon choix arrêté, la bibliothèque plus ou moins richement pourvue, je ne serais peut-être pas incapable de mettre chaque lecteur en relations avec les livres qui particulièrement lui conviennent... Mais cela, je l'ai appris peu à peu, au cours d'une vie déjà longue. Comment un jeune instituteur posséderait-il cette expérience? S'il lui est malaisé de l'acquérir par son propre effort, l'École normale devrait tâcher de le lui communiquer. Il appartient à l'École normale de former dans le futur maître le futur directeur de lectures dans la commune rurale. Il y a peut-être là une lacune dans ses programmes et dans sa pratique ordinaire... »

Un grand nombre d'instituteurs voudraient qu'il leur fût permis d'acheter ce qui leur plaît avec les ressources disponibles : « Qu'on donne à l'instituteur la liberté de choisir les livres qui lui paraissent convenir le mieux à la population à laquelle ils sont destinés »... (Villefranche-du-Rhône). Mais la plupart des administrateurs plus haut placés dans la hiérarchie frémissent, comme M. l'inspecteur du Loir-et-Cher, à la pensée des acquisitions qui seraient faites en ce cas par ignorance, ou par mauvais goût,

(1) On sait que, depuis 1904, le crédit des Œuvres post-scolaires s'élève à 600.000 francs.

(2) Le remède extrême de l'inscription obligatoire au budget de chaque commune, en vertu d'une loi spéciale, d'une certaine somme pour la bibliothèque d'école est suggéré par quelques inspecteurs : « Qu'un crédit minimum de 25 francs soit inscrit obligatoirement chaque année au budget de toutes les communes et que l'État accorde à chaque commune une subvention égale à celle qu'elle aura votée » (Oise) ; « Il serait à souhaiter que le Parlement rendît obligatoire le vote d'un crédit minimum pour les bibliothèques sur le budget communal » (Cher).

ou simplement au hasard (1). Et ils cherchent des palliatifs. Le plus pratique est, à l'avis du plus grand nombre, de s'en tenir au régime de la liberté limitée par l'obligation de choisir sur le Catalogue du Comité qui fonctionne près du Ministère, *pourvu que* ce Catalogue soit mieux fait, revisé, mis à jour, et régulièrement servi à tous les intéressés. Quels que soient, en effet, le mérite et la conscience des membres de ce Comité, leur Catalogue est présentement très imparfait; la cause en est aux conditions où ils opèrent : en prenant connaissance, non pas de tous les livres nouveaux, ni même des principaux, mais seulement de ceux qui leur sont communiqués, d'office, par les éditeurs (et les éditeurs ont tendance à communiquer surtout des spécimens de leurs bouillons, en vue de les écouler). En admettant qu'il ne figure que de bons livres dans le Catalogue en question, tous les bons livres n'y sont pas, et beaucoup des meilleurs y manquent. Ajoutez que la dernière édition de cette liste officielle est datée de 1899 (2). Elle ne contient, du reste, aucun autre renseignement sur les ouvrages approuvés que leur titre (souvent insignifiant ou trompeur). Bref, tout le monde se plaint de l'insuffisance d'un pareil guide ; mais, s'il était ce qu'il devrait être, on accepterait volontiers qu'il restât obligatoire (3).

Ainsi l'argent ne suffit point pour régénérer les bibliothèques d'école : il faut encore que ceux qui sont chargés de les administrer apprennent à l'employer. Mais il y a lieu d'aller plus loin : faire des acquisitions sensées n'est qu'une partie du métier de bibliothécaire. On croit trop en général que ce métier est de ceux (s'il en est) que chacun peut exercer au pied levé; c'est une erreur : si modeste que soit la bibliothèque, pas de bibliothécaire digne de ce nom sans apprentissage préalable, ni même sans vocation.

Cela posé, il est peu probable, *a priori*, que tous les instituteurs aient la vocation du métier de bibliothécaire, alors même qu'ils en auraient reçu, comme on le propose, quelque apprentissage à l'École normale. N'oublions pas, du reste, que « l'instituteur est absorbé par trois métiers », en dehors de celui-là, « dont un seul l'occuperait utilement. » A supposer que la bonne volonté ne fasse pas défaut, le temps et les forces manquent. Voilà la difficulté capitale. Est-il possible de la résoudre?

Une solution se présente naturellement à l'esprit. On a souvent pensé à organiser chez nous, comme ailleurs, des bibliothèques circulantes, intercommunales. Vingt ou trente bibliothèques populaires, minuscules, végètent dans les écoles de vingt ou trente communes. Qu'elles se fédèrent autour de l'une d'elles, celle de l'une des principales écoles du canton, qui dispose de locaux convenables. Cette Bibliothèque centrale (1) est administrée par un instituteur choisi, dès l'École normale, parmi les sujets qui ont la vocation de ce service spécial, entraîné en conséquence, et dont la compétence a été vérifiée par qui de droit (2). Cet instituteur-bibliothécaire breveté est, naturellement, dispensé d'une partie au moins des fonctions ordinaires de ses collègues et spécialement rémunéré. Il expédie réguliè-

(1) « Le malheur est que les instituteurs achètent trop souvent au hasard, sur la foi d'un titre, d'une réputation, d'un article de journal : et les journaux pédagogiques sont parfois des conseillers bien étranges » (Loir-et-Cher). « Les instituteurs dressent parfois leurs listes de livres à acheter un peu au hasard... » (Côte-d'Or). Etc.

(2) Il est vrai que la nomenclature des livres adoptés par le Comité, à chacune de ses séances hebdomadaires, paraît au fur et à mesure dans le *Bulletin administratif du Ministère de l'Instruction publique*. Mais ce *Bulletin* n'est pas et ne saurait être servi à toutes les écoles. « Les dernières listes d'ensemble que je puis communiquer au personnel, dit un inspecteur, sont datées de 1891 et de 1899 ; » et tous les inspecteurs en sont là.

(3) On demande de divers côtés que le guide officiel donne, sur les livres qu'il mentionne, d'autres renseignements que leur titre. M. l'inspecteur du Pas-de-Calais rêve « un comité de gens instruits, qui liraient les livres nouveaux, les analyseraient et publieraient... des indications de nature à exciter l'intérêt des lecteurs, à diriger leurs recherches ». Mais un Comité de ce genre nouveau existe déjà depuis deux ans, à la Bibliothèque de l'Enseignement public (41, rue Gay-Lussac, à Paris); il publie, un *Bulletin des bibliothèques populaires*, consciencieusement rédigé, qui s'adresse à toutes les bibliothèques générales de vulgarisation. M. l'inspecteur de la Côte-d'Or ne l'ignore pas, lui : « Ce serait une mesure des plus utiles et des plus efficaces, dit-il, que de faire à toutes les bibliothèques... le service du *Bulletin des bibliothèques populaires*. Les maîtres y trouveraient de précieuses indications pour le bon emploi des crédits mis à leur disposition. » Encore faudrait-il cependant que les instituteurs-bibliothécaires fussent autorisés à choisir les livres, analysés dans ce *Bulletin*, qui ne sont pas compris dans les listes très sommaires du Comité ministériel : « On se plaint, dit M. l'inspecteur de la Meuse, que les listes officielles ne renferment pas des œuvres bien connues dont la réputation est méritée... Le *Bulletin des bibliothèques populaires* a recommandé beaucoup d'œuvres qui ne figurent pas aux Catalogues officiels *et qu'on ne peut guère acquérir tant qu'elles n'y seront pas comprises.* »

(1) Disons « centrale » ou « intercommunale » et non pas cantonale, puisque la Bibliothèque commune ne sera pas nécessairement placée au chef-lieu de canton. Voir à ce sujet les réflexions excellentes qui sont venues de Saône-et-Loire : « Les localités où l'on établira les nouvelles bibliothèques devront être en communications faciles avec les écoles desservies. On pourrait réunir plusieurs communes jusqu'à concurrence de 5 à 6.000 habitants. Ce chiffre ne peut être le même partout. Il importe que la réglementation ne soit pas uniforme, et qu'on laisse une grande latitude aux municipalités intéressées. Dans telle région, le chef-lieu du canton paraît tout indiqué. Dans telle autre, il faudra deux ou trois bibliothèques par canton... » (Louhans). Et encore : « Il y aurait lieu d'essayer des bibliothèques cantonales, en laissant aux communes qui forment un groupe naturel la possibilité de se grouper suivant les convenances locales. » (Angers).

(2) Il serait aisé de trouver, dans chaque groupe naturel de départements, les éléments d'un jury compétent : bibliothécaires, archivistes départementaux, chargés de cours de Bibliographie dans les Facultés.

rement aux écoles des communes affiliées, sur leur demande, des caisses de livres nouveaux, ainsi que cela se pratique déjà, couramment, en Angleterre et aux États-Unis, et même en quelques régions de France (par exemple à Pont-à-Mousson, à Arras, à Saint-Omer, dans le Loiret, etc...) (1). Il aurait toujours des provisions fraîches à expédier, car la Bibliothèque centrale recevant seule, désormais, les subventions de l'État et du département, disposerait de sommes convenables, sans compter que les communes affiliées seraient invitées à l'aider et l'aideraient probablement (2). — Toutes ces réformes, si faciles, opérées, les choses n'en iraient-elles pas mieux? Leur avis a été demandé, là-dessus, en avril dernier, à tous les instituteurs et à tous les inspecteurs de France, en ces termes :

Estime-t-on qu'il serait avantageux d'organiser, dans une école de la circonscription convenablement aménagée à cet effet, une Bibliothèque populaire centrale, qui desservirait les écoles des environs en leur faisant des prêts temporaires, régulièrement renouvelés?

Les résultats du *referendum* sur ce point particulier ont été assez curieux. La majorité des instituteurs s'est prononcée pour le projet de bibliothèques ambulantes intercommunales dans beaucoup de départements (Aude, Doubs, Eure, Eure-et-Loir, Ille-et-Vilaine, Lot-et-Garonne, Haute-Marne, Vosges, etc.). Dans l'Aisne, l'Indre, les Deux-Sèvres, le Tarn-et-Garonne, etc., les *non*, plus les abstentions, ont été plus nombreux que les *oui*. Mais, nulle part, il n'a été émis plus de *non* que de *oui*. D'un autre côté, la grande majorité des inspecteurs primaires et d'Académie s'est prononcée contre, dans toutes les régions. Plusieurs de ces messieurs essaient même d'expliquer le vote favorable de leurs subordonnés, qu'ils désapprouvent, comme il suit : « La majorité des instituteurs est nettement pour le régime de la bibliothèque centrale; mais n'est-ce pas surtout pour qu'on les débarrasse de la gestion d'une bibliothèque locale? » (Pas-de-Calais); « Les instituteurs se rallient au système de la bibliothèque centrale, mais surtout, c'est triste à avouer, pour se débarrasser du service des prêts; ceux qui sont vraiment sérieux demandent le maintien du *statu quo*... » (Mayenne). Si cette dernière affirmation était fondée, comme la plupart des instituteurs de France n'est pas pour le *statu quo*, il en faudrait tirer cette conclusion désolante que ceux qui sont « vraiment sérieux » se trouvent en minorité.

Il importe, d'ailleurs, de remarquer, pour interpréter correctement ces réponses contradictoires, que la plupart des votants (dans les deux sens), n'ont visiblement pas très bien compris la question qui leur était posée. Cela résulte avec évidence des objections qui sont faites. Presque tous ceux qui ont voté négativement (et les autres aussi, peut-être), ont cru, en effet, qu'il s'agissait de *supprimer* du jour au lendemain les petites bibliothèques communales et de *confisquer* leurs livres pour les verser à la Bibliothèque centrale, intercommunale, qui les ferait circuler. Les communes, disent-ils, ne se laisseront pas dépouiller sans protester, sachez-le! Assurément; mais nul n'a jamais médité de semblables violences : les Bibliothèques centrales seraient superposées aux autres; elles ne leur seraient pas substituées; elles s'y substitueraient peut-être, par la suite des temps, mais insensiblement, et de plein gré. — On ne trouvera pas, dit-on encore, d'instituteurs qui assument bénévolement la lourde tâche d'administrer la Bibliothèque centrale. Sans doute; mais on ne demandera à personne de travailler gratis. — La manutention des livres, dans une bibliothèque circulante, serait une source permanente d'embarras insurmontables. Mon Dieu! non, puis-

(1) L'enquête d'avril 1907 contient d'intéressants renseignements sur les bibliothèques circulantes qui existent, dès maintenant, en France. Citons-en quelques-uns. — « Le canton de Pont-à-Mousson compte 27 communes; 27 caisses de livres, changeant de direction chaque année, vont compléter les collections communales. Cette bibliothèque circulante, organisée par la Société d'encouragement aux écoles laïques, possède 3.522 volumes et a effectué cette année 11.283 prêts ». — « L'arrondissement d'Arras est pourvu d'une Bibliothèque centrale qui prête pour la durée de chaque hiver des livres aux instituteurs-bibliothécaires qui en désirent; elle rend des services très appréciés ». — « Il y a, dans l'arrondissement de Saint-Omer, une bibliothèque dite « des communes de « l'arrondissement de Saint-Omer », qui est établie dans une des salles de l'école de la place Sainte-Marguerite, à Saint-Omer, et qui, fondée en 1898, compte plus de 4.000 volumes. Elle fait des prêts collectifs et temporaires dans toutes les communes de l'arrondissement, par l'intermédiaire des instituteurs, qui alimentent ainsi leurs bibliothèques scolaires. Le nombre des prêts collectifs s'élève annuellement à 10.000 environ. La Société de la Bibliothèque des communes de l'arrondissement de Saint-Omer comprend plus de 450 membres qui versent une cotisation minima de 3 francs. Un assez grand nombre de communes paient cette cotisation ou un peu plus ». — « Il existe, dans le canton de Bellegarde (Loiret), une bibliothèque cantonale circulante, fondée il y a trois ans par souscription publique. Elle compte environ 900 volumes de choix qui circulent constamment entre les communes rurales... Il y a, à Montargis, une autre bibliothèque circulante, fondée par les instituteurs il y a quatre ans, alimentée par des cotisations annuelles de 2 francs que paient la plupart des écoles de l'arrondissement sur les fonds des fournitures scolaires; les 300 volumes qu'elle possède sont prêtés aux écoles adhérentes, dont ils complètent ainsi quelque peu la collection de livres de lecture. »

(2) M. l'inspecteur de la Vienne écrit : « On pourrait demander à chaque commune une petite subvention annuelle, en retour des avantages que leur procurerait cette organisation. Peu d'entre elles le refuseraient. On pourrait du reste faire de cette subvention une condition nécessaire pour que la commune reçût des livres en dépôt... » — « Il serait assez facile, au moins dans cette région, d'obtenir des municipalités quelques ressources (et même des particuliers), si la bibliothèque devenait véritablement intéressante. » (Falaise). — On mande, au contraire, des Landes : « Il faut ne pas connaître l'esprit des municipalités pour se figurer qu'elles s'entendraient afin de constituer des ressources en commun. »

qu'on en vient à bout, le plus aisément du monde, dans tous les pays où prospèrent, en fait, des bibliothèques circulantes. — Il est impossible de ne pas être persuadé que le nombre des opposants aurait été considérablement réduit si le corps consultant avait été mieux informé de toutes les conditions de l'hypothèse que le questionnaire lui soumettait en un raccourci trop sommaire, et de ce qui se passe à l'étranger (1).

On n'a peut être pas aperçu non plus, avant de voter, toutes les conséquences favorables du changement proposé. Des centaines de participants au scrutin ont exprimé leur dégoût des vieilleries et des superfluités dont les bibliothèques d'école sont submergées, et le vœu qu'il leur fût permis de s'en débarrasser. Il est clair, pourtant, qu'autoriser les instituteurs-bibliothécaires à pratiquer des coupes sombres dans leurs dépôts ne serait pas raisonnable. Mais, s'il existait des Bibliothèques intercommunales, administrées par quelqu'un du métier, sous une surveillance technique, rien ne s'opposerait à ce que les livres, considérés comme inutiles par les communes mêmes qui les possèdent, leur fussent versés; là, il serait procédé à un triage qui offrirait des garanties certaines. Ainsi serait liquidé sans difficulté un passé dont le moindre inconvénient est de vicier à fond les statistiques et qui pèse lourdement sur le présent.

En résumé, voici les grandes lignes du projet qui paraît assuré des meilleures chances de succès. Ne pas toucher aux bibliothèques d'école qui existent. Leur superposer des bibliothèques intercommunales (une ou plusieurs par canton, suivant les circonstances et les convenances géographiques ou autres), installées dans des écoles qui disposent de locaux convenables. Cours élémentaires de bibliothéconomie dans les Écoles normales primaires, pour former « dans le futur instituteur, le futur directeur de lectures », et, en outre, quelques sujets au courant de tout ce qui concerne la profession de bibliothécaire; lesquels, après avoir été dûment brevetés, seront appelés un jour à gérer les bibliothèques centrales. Les Bibliothèques centrales ou intercommunales reçoivent seules, désormais, les libéralités de l'État et des départements, sous forme de subventions en argent plutôt que de concessions en nature. Elles sont aussi aidées par les communes qui leur sont affiliées, sans qu'il soit nécessaire, à notre avis, que la quotité, ni même le principe de cette contribution soit imposé par la loi (c'est-à-dire par l'inscription légalement obligatoire au budget communal). Liberté des acquisitions, sous certaines conditions, destinées plus encore à éclairer le choix des acquéreurs qu'à empêcher les choix absurdes. Liquidation volontaire des rossignols par le mécanisme indiqué plus haut. Circulation réglée comme cela se pratique dans les pays qui ont déjà une longue expérience de la bibliothèque circulante.

La réalisation intégrale de ce programme, par toute la France, coûterait fort peu d'argent, car il s'agit surtout, au fond, d'une meilleure répartition de ressources qui existent déjà; et elle ne risque de rencontrer aucune résistance (si ce n'est la résistance passive de l'indifférence, qui est, à la vérité, la plus redoutable de toutes). Mais il y a moyen de réduire encore la dépense et les chances d'échec en procédant, non par voie de réforme générale, comme l'on fait trop souvent, mais par une série graduée d'expériences régionales. Le referendum d'avril 1907 a fait connaître qu'il y a çà et là, en des régions de notre pays aussi diverses que l'Ille-et-Vilaine, la Vienne, la Meuse, la Côte-d'Or, la Manche, le Pas-de-Calais, l'Isère, la Haute-Savoie, le Tarn, la Dordogne, l'Indre-et-Loire, le Gers, etc., des bonnes volontés toutes prêtes à s'employer pour le succès d'expériences bien conduites. Elles s'offrent; il serait dommage de ne pas les utiliser.

Les lectures du peuple, il n'est pas beaucoup d'œuvres sociales plus importantes que celle-là, prinpalement en un temps où l'on se préoccupe de procurer, à tout le monde, des loisirs. Or, la France est loin d'occuper, sous ce rapport, un rang honorable parmi les nations. L'avenir considérera probablement comme à demi barbare une civilisation comme la nôtre où les plaisirs intellectuels, les meilleurs et les moins coûteux des plaisirs, sont encore le privilège de quelques-uns. Mais la réforme progressive des Bibliothèques d'école sera demain, si l'on veut, l'instrument silencieux d'un changement à cet égard, dont les bienfaits immédiats et les répercussions lointaines ne sauraient être exagérés.

Ch.-V. Langlois.

(1) Il y aurait eu, pourtant, en tout état de cause, un noyau d'opposants irréductibles, formé des fonctionnaires qui estiment, à tort ou à raison, que la récente expérience des Bibliothèques pédagogiques cantonales n'a pas réussi. On sait que les Bibliothèques pédagogiques (qui sont des espèces de bibliothèques populaires de récréation et de culture, à l'usage particulier des maîtres de l'Enseignement primaire), jadis trop nombreuses, ont été centralisées, il y a quelques années, aux chefs-lieux de canton. Avec quel succès? Les plus étranges contradictions se sont fait jour, là dessus, au cours du referendum. Premier son de cloche: «L'expérience des bibliothèques pédagogiques me paraît avoir réussi. » (Vienne); elle « a donné de bons résultats. » (Haute-Savoie). Autre son : « Nos bibliothèques pédagogiques ne sont pas très suivies » (Hérault); « Il y a, en somme, peu de prêts et les ouvrages s'égarent facilement » (Alpes-Maritimes), « Les bibliothèques pédagogiques aujourd'hui défuntes..... » (Condom); « Les bibliothèques pédagogiques cantonales ont réalisé, non un progrès, mais un recul. » (Orléans); « Le mauvais souvenir des bibliothèques pédagogiques cantonales .... » (Angers).

BISMARCK ET LES COLONIES FRANÇAISES

Au lendemain de la grande guerre, la puissance française semblait anéantie pour de longues années. Tout était à refaire dans le pays vaincu : le territoire était amputé de trois départements ; une dizaine d'autres étaient encore occupés par l'ennemi, jusqu'au paiement d'une rançon qui semblait impayable ; la frontière était ouverte sans défense, menacée maintenant par les forteresses enlevées à la mère patrie ; les finances publiques, épuisées par la saignée des cinq milliards, avaient encore à reconstituer l'armement national et le sol bouleversé des régions orientales ; la nation était divisée en elle-même, morcelée en partis de forces égales, et l'Assemblée était la carte politique du pays avec ses groupes, ses jalousies et ses incertitudes ; la Commune avait marqué la rivalité de Paris et de la province ; et les débats parlementaires montraient les rivalités des provinces entre elles. Ce n'était plus la France, mais une nouvelle Pologne, et les prophètes ne manquaient point pour prédire de nouveaux cataclysmes où disparaîtraient l'unité, l'existence même de notre pays.

Quatre années après, tout était changé. Un petit homme s'était levé, têtu, spirituel, actif, volontaire ; il avait ramassé les « membres épars » de la nation, payé la rançon, restauré l'armée, rétabli l'ordre dans le pays, libéré le territoire, et l'Assemblée le contraignit à la retraite, parce qu'il voulait assurer à la France, avec la République, une organisation définitive. Mais, au moment de sa démission, l'impulsion était donnée ; les énergies françaises étaient ranimées, et, en 1875, la France affirmait dans sa nouvelle constitution son droit à la vie normale, féconde et fière.

Bismarck fut étonné de la rapidité de cette convalescence, qui déroutait ses prévisions et ses projets (1). Sa surprise, son mécontentement et ses craintes prirent corps dans l'« alerte » de 1875. Il sonda l'opinion européenne, — c'est la cause probable de l'alerte, — et constata que le tête à tête de 1870 serait rompu par de fâcheuses interventions. Prudent et sage, il ne se risqua point dans une aventure où il y avait plus à perdre qu'à gagner. Et la France continua son travail de restauration, bientôt arrivé à ce point que l'immobilité ne lui suffisait plus ; il était nécessaire à la jeune République d'exercer ses forces hors de ses frontières comme pour y répandre le « trop plein de son énergie ». Ainsi s'engagea sa politique coloniale.

Le chancelier allemand fut un des premiers à percevoir ces nouvelles visées et à s'en réjouir. Il voyait à cette poussée de la France vers des colonies lointaines des avantages très particuliers pour l'Allemagne. Absorbés par leurs expéditions outre-mer, les Français, pensait-il, perdraient leurs espérances profondes, celles dont « on ne devait jamais parler, mais y penser toujours ». Et Bismarck désirait que la France se détournât des Vosges vers les colonies, comme lui-même avait détourné l'Autriche de l'Allemagne vers l'Orient. « Pendant que les Français seront occupés à Tunis, disait-il plus tard, ils ne regarderont pas du côté de la frontière du Rhin (1) ». Dans ces terres lointaines, l'Allemagne n'avait alors aucun intérêt, partant rien à craindre de la France ; elle avait, au contraire, beaucoup à attendre des conflits de son « ennemi héréditaire » avec d'autres pays colonisateurs, l'Angleterre ou l'Italie, car des rivalités naîtraient qu'elle-même pourrait envenimer pour isoler encore la blessée récalcitrante. Pour cette double raison, il se montra toujours favorable à l'expansion coloniale de notre pays.

*
* *

Dans les premières années de l'empire allemand, tout écartait Bismarck d'une politique coloniale. Il était de cette vieille race prussienne qui eut assez à conquérir en Europe pour ne point se lancer dans des expéditions chez les « infidèles », et parmi ses aïeux, dont tant furent guerriers, nul ne s'illustra dans des combats contre les païens. La formation de la nouvelle Allemagne avait absorbé l'attention et les forces combatives de Bismarck, non sans succès ; il estimait que le gouvernement impérial se devait tout à son œuvre de renaissance nationale et qu'il eût été dangereux pour lui de disperser à l'extérieur des forces trop nécessaires à l'intérieur. D'ailleurs, sur ses frontières mêmes, l'Allemagne avait fondé des colonies, en Pologne, en Schleswig, en Alsace-Lorraine, et elle devait consacrer tous ses soins à assimiler ou évincer les populations annexées. Le chancelier ne croyait donc de fécond que le travail dans le territoire impérial.

« Je n'étais pas à l'origine un homme colonial », confessait-il plus tard (2) ; et, en 1880, il ne « voulait rien savoir des colonies. Nous n'avons pas une flotte suffisante pour les protéger, déclarait-il, et notre bureaucratie n'est pas assez souple pour diriger l'administration de tels pays (3). »

(1) Marquis de Gabriac, *Souvenirs diplomatiques*, p. 112. — Vicomte de Gontaut-Biron, *Mon ambassade en Allemagne*, p. 182.

(1) Busch, *Tagebuchblätter*, 3 mai 1881.

(2) Bismarck, au Reichstag allemand, 22 janvier 1889.

(3) Prince Clovis de Hohenlohe-Schillingsfürst, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 291.

Il est assez curieux de constater que cet homme de longue vue ne prévit pas le rapide partage de la planète entre des puissances rivales, l'émigration allemande rendue inévitable par le surcroît de population, l'avantage pour l'empire de conserver ses fils dans des colonies au lieu de les perdre dans des pays étrangers. L'homme, même de génie, a ses idées arrêtées, et Bismarck ne voulut point entendre parler d'annexions tropicales lors de la grande guerre.

L'idée lui fut pourtant suggérée, tant par les vaincus que par les vainqueurs. Il en fut question, et à plusieurs reprises, dans les négociations qui suivirent la prise de Sedan et de Metz. Il était assez naturel, en effet, que la France payât sa rançon en monnaie de terres coloniales, qui manquaient à l'Allemagne, et ses représentants ne manquèrent point de les offrir pour prix du sang. La proposition la plus nette et la plus forte vint d'un négociateur officieux, M. Théophile Gautier fils. L'ex-impératrice Eugénie avait envoyé à Versailles cet homme aimable et conciliant, ancien sous-préfet de l'Empire, avec une lettre pour le roi Guillaume et une mission auprès du chancelier (1); M. Th. Gautier parvint à Versailles le 23 octobre 1870, et il offrit au vainqueur des conditions de paix : Strasbourg et son territoire, la Cochinchine et deux milliards ; sur le refus du chancelier, M. Gautier proposa de constituer l'Alsace en territoire neutre, sorte d'État-tampon ; M. de Bismarck répondit qu'il préférait garder l'Alsace pour l'Allemagne, sans conditions ni réserves. « Si le Roi et moi rentrions chez nous sans la rapporter, disait-il, nous serions reçus à coups de pierres. » Et il ne discuta même pas l'offre de la Cochinchine.

Quelques semaines après, cette idée fut reprise, et par des Allemands. Des négociants de Hambourg avaient été frappés des avantages que le commerce germanique pourrait tirer de l'acquisition de colonies tout organisées, prêtes à l'importation de leurs produits. Ils adressèrent donc à Bismarck un « projet colonial » où l'on demandait que le traité de paix assurât à l'Allemagne la possession de la Cochinchine, de la Martinique, de Saint-Pierre-et-Miquelon. Ils trouvèrent dans la famille royale de Prusse un habile et ardent défenseur, le prince Adalbert, qui exposa avec force l'intérêt de la nouvelle Allemagne à acquérir quelques terres tropicales ; le prince avait pour la Guadeloupe un attachement spécial, et son enthousiasme était tel qu'il gagna le ministre de la Guerre, général de Roon (2). Mais Bismarck resta froid : il répondit aux négociants de Hambourg que tout « projet colonial » était prématuré, le jeune empire devait assurer sa propre formation avant de s'étendre hors d'Europe, la possession de bonnes frontières, prises en terres de France, était préférable à l'acquisition de lointaines colonies. Delbrück, premier lieutenant du chancelier, qui s'entretint avec le prince royal de Prusse, du projet du prince Adalbert, développa des considérations non moins décourageantes. Ainsi advint-il que l'Alsace devint allemande et que la Cochinchine resta française : on peut croire que si Bismarck avait pris Saïgon, il n'aurait pas moins gardé Strasbourg et Metz.

Douze années devaient s'écouler, avant que l'Allemagne se créât un empire colonial. La France allait la devancer, et à son avantage.

*
* *

Le Congrès de Berlin eut des conséquences singulières. Au fur et à mesure que la Russie perdait quelque avantage obtenu à San Stephano, une puissance neutre s'assurait quelque territoire musulman : l'Angleterre, Chypre, et l'Autriche, la Bosnie-Herzégovine. L'heure était venue, pour le gouvernement français, de préparer l'accroissement de ses colonies, et il sut profiter de cette occasion. Déjà, son empire colonial était vaste, mais dispersé, disloqué, et sans liens entre ses divers morceaux. La part la plus belle, l'Algérie, était sans cesse exposée aux incursions des populations pillardes qui avoisinaient ses frontières de l'est et de l'ouest.

C'est à l'amélioration du sort de l'Algérie que se résout le cabinet de Paris, et, à Berlin même, des conversations s'engagent entre les plénipotentiaires français et anglais (1), pour préparer la mise de la Tunisie sous l'influence française; ces entretiens sont constatés dans des dépêches officielles (2), qui seront utilement rappelées lors du traité du Bardo. Le prince de Bismarck, arbitre supérieur du Congrès, ou, comme il l'a dit lui-même, « honnête courtier », n'ignore rien de ces négociations secrètes qu'il approuve et encourage; il y voit le double avantage pour la politique allemande, de détourner loin des Vosges l'activité française, et de préparer dans la Méditerranée, entre l'Italie et la France, une difficulté qui brouillera ces deux puissances et amènera la première à l'alliance avec l'Allemagne. Il acquiesce donc « avec satisfaction » aux pourparlers de M. Waddington avec lord Salisbury.

Ces projets ne furent point mis à exécution avant plusieurs années, et, pendant qu'ils sommeillaient, d'autres les remplacèrent, que le prince de Bismarck

(1) Théophile Gautier fils. *Une visite au comte de Bismarck. Octobre 1870.*

(2) O. Lorenz. *Kaiser Wilhelm I und die Begründung des Reichs*, p. 508.

(1) P. H. X. d'Estournelles de Constant. *La politique française en Tunisie*, p. 78 et suiv.

(2) Lord Salisbury à lord Lyons, 7 août 1878.

approuva non moins chaleureusement. Sur la frontière occidentale de l'Algérie, des razzias de tribus marocaines avaient obligé le gouvernement français à prendre des mesures de police et de protection pendant l'hiver de 1880 à 1881. Le bruit se répandit que la France se proposait d'annexer le Maroc, et le subtil ambassadeur d'Allemagne, prince de Hohenlohe-Schillingsfürst, ne manqua point d'en aviser son gouvernement. Le chancelier impérial en fut fort satisfait et s'en expliqua quelques jours plus tard devant le prince de Hohenlohe qui lui rendait visite à Berlin : « Nous ne pouvons, dit-il, que nous réjouir si la France annexe le Maroc. Cela lui donnera beaucoup à faire, et nous pouvons lui souhaiter un accroissement de son territoire en Afrique, comme compensation de la perte de l'Alsace-Lorraine. » Le grand homme considérait comme secondaires les intérêts de l'Allemagne dans un pays où ses affaires ne montaient qu'à un chiffre dérisoire, et naturelle l'influence de la France, qui y faisait la moitié des importations. Peut-être pensait-il, comme l'un de ses anciens collaborateurs l'annonçait, que l'Angleterre s'opposerait à cette annexion, à cause de Gibraltar, et ceci encore lui plaisait. Le prince de Hohenlohe entra dans ces vues et demanda au chancelier s'il devait en parler au ministre du quai d'Orsay, M. de Freycinet : « Non, répliqua Bismarck, ce serait trop (1). »

Cependant les déprédations des Kroumirs et l'inaction du bey rendaient indispensable une action de la France en Tunisie. Certain du consentement de l'Angleterre, mais redoutant l'opposition de l'Italie et ses manœuvres hostiles, le gouvernement français résolut de s'assurer l'acquiescement de l'Allemagne, et le comte de Saint-Vallier, son ambassadeur à Berlin, se rendit le 26 novembre 1880 chez Bismarck à Friedrichsruh où il rencontra le prince de Hohenlohe (2). L'habile négociateur avait tout une liste de « points diplomatiques » à traiter, et l'on en doit détacher celui-ci :

« On désire, à Paris, que l'Allemagne use de son influence en Italie, pour inviter les Italiens à une attitude moins agressive à Tunis. Les Italiens veulent déposer le bey, et mettre à sa place son premier ministre, une créature du gouvernement italien. La France s'y opposera par tous les moyens (3). »

La réponse de Bismarck n'est point connue officiellement, mais on la peut deviner. Il s'abstint bien de détourner la France d'une expédition en Tunisie, mais se garda d'intervenir en sa faveur à Rome et d'apaiser un conflit qui lui était profitable.

Six mois plus tard, la Tunisie était placée sous le protectorat de la France. La plupart des puissances étrangères acceptèrent sans protestation le traité du Bardo, et, lorsque le ministre-résident de France, M. Roustan, avisa leurs représentants à Tunis qu'il était délégué par le bey pour entretenir les relations entre eux et le gouvernement tunisien, le consul d'Allemagne répondit immédiatement, sans élever la moindre objection. En Italie, au contraire, l'action française souleva une vive colère; bien qu'avisé, dès le Congrès de Berlin, « de l'existence de certains accords secrets et intimes, au sujet de la Tunisie (1) », le Quirinal ne dissimula point son dépit; et le peuple italien, en pleine expansion commerciale, s'indigna de l'annexion d'un pays qu'il tenait pour une suite naturelle de la Sicile. Les regrettables incidents de Marseille déterminèrent la brouille définitive entre les deux sœurs latines; pour elles, commença la période des « années troubles (2) ». Les hommes d'État de Rome se tournèrent résolument vers l'Allemagne, « pour offrir leur alliance à ceux qui la désiraient (3) ». A la fin de 1881, les ambassadeurs d'Italie en Allemagne et en Autriche faisaient discrètement connaître aux deux gouvernements impériaux que l'Italie s'engagerait volontiers avec eux dans un pacte d'alliance défensive pour la garantie de leurs territoires respectifs.

Bismarck n'eut garde de refuser : il tirait bénéfice de sa bienveillance envers les desseins coloniaux de la France.

*
* *

Progressivement, le chancelier allemand avait été amené à la politique coloniale qu'il avait d'abord écartée. Pendant plusieurs années, le terroir colonial de l'empire se borna à l'une des îles Fidji, où des négociants allemands avaient acquis des terres et fondé des comptoirs; à partir de 1874, le gouvernement de Berlin prétendit sur cette île à des droits contestés par l'Angleterre et qui ne furent définitifs qu'en 1885 (4). C'était le début dans l'engrenage. L'esprit aventureux des marins hanséatiques, le développement du commerce et de l'industrie, la pléthore de la population déterminèrent naturellement la création d'établissements lointains. La plupart des colonies allemandes se firent ainsi d'initiative privée : des marchands de Hambourg ou de Brême installèrent au Togo ou au Cameroun, dans

(1) Prince de Hohenlohe, *Denkwürdigkeiten*, 22 février 1880, t. II, p. 291.
(2) H. Kohl, *Bismarck-Regesten*, t. II, p. 217.
(3) Prince de Hohenlohe, *Denkwürdigkeiten*, 27 novembre 1880, t. II, p. 307.

(1) M. Mancini, ministre des Affaires étrangères, au Sénat italien, 11 avril 1883.
(2) Billot, *La France et l'Italie. Histoire des Années troubles, 1881-1899* (2 vol., 1905).
(3) M. Mancini à la Chambre des députés, 13 mars 1883.
(4) H. Blum, *Das deutsche Reich zur Zeit Bismarcks*, p. 603.

les îles du Pacifique, au Sud-Ouest ou à l'Est de l'Afrique, leurs plantations de cacao ou de café, de caoutchouc ou d'épices; des Compagnies se créèrent pour développer ces installations rudimentaires, et s'organisèrent elles-même comme les *Sociétés à chartes* du XVIIIe siècle. Le bruit de leurs victoires pacifiques ou sanglantes, l'orgueil patriotique flatté par le déploiement du drapeau national aux rives de pays inconnus, leurs succès ou même leurs défaites, suscitèrent dans le pays un mouvement d'enthousiasme et de solidarité; vers 1880, un parti colonial naquit; deux sociétés de colonisation, rivales d'abord, fusionnèrent ensuite pour former la puissante *deutsche Kolonialgesellschaft*. Le gouvernement dut suivre ce mouvement, pour protéger ses nationaux d'abord, pour aider leurs efforts ensuite, et en quelques années l'Allemagne acquit un domaine de deux millions et demi de kilomètres carrés, habité par plus de seize millions d'habitants.

Entraîné dans ce mouvement par la force même des choses, Bismarck apporta ici comme partout des idées pratiques, d'homme d'affaires. « Je ne veux point, répétait-il à la tribune du Reichstag, des colonies à la française, des colonies de fonctionnaires. » Il se défend fort de conquérir des provinces nouvelles, mais il proclame son devoir « de prêter certains secours à des tentatives privées, de seconder et garantir des créations nées des excédents de sève de tout le corps allemand ». Ces créations, il ne les protégera que si elles ne l'entraînent pas à des conflits avec d'autres puissances, si elles répondent véritablement aux besoins économiques de l'Allemagne, si elles tendent « au développement de l'équipement allemand, de la marine allemande, de la vie économique de l'Allemagne (1) ». Ainsi les théories coloniales de Bismarck procèdent exactement des mêmes idées que le système protecteur auquel il se rallie à partir de 1879.

Ces préoccupations nouvelles ne détournent pas le chancelier allemand de sa bienveillance envers les colonies françaises, car, nulle part sur le globe, les négociants de son pays n'ont de rivalité avec les planteurs français. Dans sa politique coloniale, la France s'est heurtée successivement à l'Italie en Tunisie et à l'Angleterre un peu partout. Il en est résulté pour elle une longue brouille avec le premier État, une gêne temporaire avec le second. Bismarck a tiré parti de la première querelle pour fonder la Triple Alliance, il tente d'obtenir un résultat analogue avec ce qu'il appelle « le choc des locomotives anglaise et française ». Il est vrai, les voies britanniques et allemandes risquent également de se heurter en Afrique; John Bull s'étonne « de voir les rats de terre du cousin aller, eux aussi, sur mer », il en marque quelque dépit et parfois ses notes diplomatiques prennent « un ton plus tranchant et moins amical (1) »; mais le chancelier allemand manœuvre habilement, cède ici pour obtenir mieux ailleurs, et proclame que les rivalités de commerce n'étouffent point une vieille affection de famille. Il s'évertue à démontrer au Cabinet de Saint-James que l'adversaire véritable, unique, c'est le Français; et il tente d'entraîner l'Angleterre dans l'orbe de la Triple Alliance ; déjà le gouvernement britannique a lié partie avec l'Italie dans le bassin de la Méditerranée, la prépondérance du premier en Égypte, l'occupation de Massouah par l'autre, ont été les conditions de cette entente. Le gouvernement italien désirait davantage : il eût voulu que l'Angleterre accédât à la Triple Alliance pour former autour de la France cette « ligue du bien public », désirée par Bismarck. Mais l'Angleterre est une dame prudente ; si elle était en médiocres termes avec la France et ne redoutait pas de se rapprocher des adversaires de celle-ci, elle voulait réserver l'avenir comme le fait un commerçant avisé. Elle ne consentit donc à passer avec les trois ligueurs des « accords spéciaux (2) », que s'ils lui permettaient de les abandonner à l'heure voulue, et les dépêches qui les mentionnaient étaient assez formelles pour qu'on les invoquât au besoin, assez imprécises pour qu'on s'en dégageât, s'il convenait (3).

En même temps Bismarck faisait riant visage à la France, et précisément sur la question coloniale; car les intérêts des gouvernements de Paris et Berlin étaient communs à maints égards. Cette analogie parut nettement, lorsqu'en février 1884 l'Angleterre conclut avec le Portugal un traité qui mettait le Congo sous sa surveillance; déjà en possession des bouches du Nil, l'Angleterre était ainsi maîtresse des deux grands fleuves africains. Cet acte atteignait directement les possessions françaises, mais ce fut l'Allemagne qui éleva contre lui la première protestation ; d'accord avec le gouvernement français, elle réunit en octobre 1884 une conférence internationale à Berlin et elle y agit sans cesse de concert avec la France; la liberté de commerce, sur le Congo, résultat de la conférence de Berlin, est due à l'entente des deux puissances, adversaires sur tant d'autres points (4).

A cette époque, d'ailleurs, les relations de la France et de l'Allemagne paraissaient s'améliorer :

(1) Bismarck au Reichstag, 26 juin 1884, 10 janvier et 14 mars 1885, etc.

(1) Bismarck au Reichstag, 2 mars 1885.
(2) CHIALA. *Pagine di storia contemporanea*, p. 18[illegible].
(3) HANSEN. *Ambassade de M. de Mohrenheim*, p. 8[illegible] et suiv.
(4) MAX LENZ. *Geschichte Bismarcks*, p. 117.

la communauté d'intérêts dans les terres lointaines avait sa grande part dans cette amélioration. Sans perdre de vue « la ligne bleue des Vosges», Jules Ferry avait compris qu'il fallait à la France de nouveaux travaux et de nouvelles gloires ; résolument il avait engagé son pays dans la politique coloniale : sa patrie l'appellera glorieusement le « Tunisien » et le « Tonkinois ». Satisfait de ces préoccupations nouvelles (où il croyait que le Français, l' « homme léger », trouverait l'oubli du passé), Bismarck prêtait son appui au Cabinet de Paris dans les questions coloniales ; à la tribune du Reichstag, il proclamait hautement « la pleine confiance des deux gouvernements dans la loyauté et la sincérité de leurs relations mutuelles » (1). Des négociations très secrètes étaient engagées pour une entente politique. « Ce ne sera pas un traité d'alliance, écrivait le plus fin des diplomates allemands, c'est en tout cas un grand rapprochement (2) ».

Rapprochement de la France et de l'Allemagne, brouille de la France avec l'Angleterre et l'Italie, tel était le but de Bismarck dans cette bienveillance envers la politique coloniale du gouvernement de Paris.

* *

Ce rapprochement n'eut point de durée. La chute de Jules Ferry et l'épopée du boulangisme en France, les nécessités de la politique intérieure de l'Allemagne, la fidélité des Alsaciens proclamée dans leurs élections de 1887, le rapprochement des nations russe et française, ces causes nombreuses tendirent à nouveau les relations des deux États voisins. Les incidents se multiplièrent, d'où la guerre faillit sortir. Enervé par l'âge, ne possédant plus sa sûreté de parole, Bismarck prononça au Reichstag les discours des 11 janvier 1887 et 8 février 1888, où, sous prétexte de justifier la nécessité d'armer fortement l'Allemagne, il glissa de l'orgueil patriotique aux insultes envers des nations en paix : « On ne fait pas toujours la guerre par haine, disait-il. Car s'il en est ainsi, la France devrait être incessamment en guerre, non seulement avec nous, mais aussi avec l'Angleterre et l'Italie ; elle hait tous ses voisins. » Paroles abominables, d'outrages et de haine, semant le vent pour récolter la tempête, que le Bismarck de la grande période n'eût point prononcées. On doit le reconnaître, jamais homme d'État ne les a renouvelées en Allemagne, et un proche avenir leur a opposé un éclatant démenti en entourant la France d'un cercle d'alliances et d'amitiés, toutes faites de courtoisie et de cordialité (3).

(1) [illegible] Reichstag [illegible]
(2) [illegible] de Hohen[illegible] [illegible], t. II, p. 291.
(3) M. Pichon, [illegible] des Affaires Étrangères, discours au [illegible] de Paris, 21 février 19[illegible].

Mais, à l'époque même où il prononçait ces paroles, Bismarck se gardait de tout conflit avec la France dans les pays exotiques. Car il resta fidèle jusqu'à sa chûte aux idées qui le guidaient depuis de longues années, et qui l'avaient amené à encourager et même aider la France dans ses installations coloniales.

Cette politique n'a point toujours été suivie en Allemagne, et son abandon ne semble point avoir été heureux pour le gouvernement de Berlin. Car, au moment où il menaçait l'expansion pacifique de la France, dans le nord de l'Afrique, il devait constater que sa voisine « ne haïssait pas tous ses voisins », et qu'elle se rapprochait de deux puissances que Bismarck proclamait comme les objets de la haine gauloise, l'Angleterre et l'Italie. Et la politique coloniale de la France a eu ce résultat, heureux pour notre pays, mais que Bismarck eût déploré, de l'amener à des accords amicaux avec les nations même qui eussent pu devenir ses rivales dans les terres nouvelles.

PAUL MATTER.



AU JAPON

A Vancouver, sur l'un des grands transpacifiques du *Canadian Pacific*. Nous nous étions embarqués pour Shanghaï. C'était l'hiver ; le navire, frangé de stalactites de glaces, ballotté par la houle, avait navigué pendant quinze jours en plein océan, sans qu'une voile, sans qu'un goëland vînt jamais animer l'horizon voilé d'embruns et de neige. Nous avions longé les îles Aléoutiennes, invisibles dans le lointain ; au sein d'un silence de mort, sur le pont déserté par les passagers, nous avions eu l'impression d'errer, suspendus entre les deux bouts du monde !

Nous venions du Far-West ; Nous avions laissé derrière nous le sol vierge, couvert de son manteau de neige immaculée, lourd d'humus et de germes impatients d'éclore, à peine éveillé sous l'essor des populations aryennes, d'implantation récente. Le coureur des bois à la haute stature, à la barbe touffue et au regard limpide, avait incarné, dans sa rusticité fière, la physionomie de cette civilisation à son aurore. Là, dans les solitudes grandioses, l'homme apprend à se mesurer et cherche à se grandir ; il ne reconnaît d'autre maître que lui-même, ni d'autre appui devant les cas difficiles ; avec l'accroissement de sa vigueur physique, son esprit se dilate, une source insoupçonnée de facultés latentes y jaillit et prend d'emblée son cours. La légende d'Antée, se redressant vainqueur chaque fois qu'il touche le sol, retrouve sa signification saisissante pour l'être cons-

cient et clairvoyant, livré à sa seule ingéniosité en face des éléments.

Par un long séjour dans les régions désertes, nous nous étions identifié à cette existence primitive; nous allions maintenant vers l'endroit le plus peuplé du globe, vers une zone fouillée sans répit, ressassée par les souches les plus anciennes, au milieu d'une humanité vieille comme le temps, rapetissée, dépréciée, reléguée (1), singulièrement vivace et résistante, cependant, forte de toute l'expérience et de tous les efforts laborieux des siècles. Ainsi entre les deux rives opposées du Grand Océan, entre les limites immuables du Nouveau et du Vieux-Monde, le voyageur entrevoit deux antithèses irréductibles, défiant à jamais la pensée.

*
* *

Au milieu des flots nous avions franchi la méridienne et passé d'un hémisphère dans l'autre. C'est le Japon qui tout d'abord se dresse aux portes de l'Orient! Comme une île enchantée flottant au-devant de l'Asie, il se révèle aux yeux du voyageur. Ses hautes falaises dentelées, ses pins noueux, ses montagnes lui font un cadre splendide; bientôt à notre approche, le mont sacré *Fuji-Yama* s'éclaire; cône de nacre, délicatement illuminé dans l'orbe des nuages, il brille d'un éclat presque surnaturel; autour de nous de grands oiseaux au cou trapu, aux ailes mouchetées, décrivent dans les airs des courbes capricieuses et nous avons devant les yeux un véritable écran japonais.

Des jonques se détachent de la rive; sans bruit elles glissent, manœuvrées par de petits êtres à la tête noire comme la fourrure de taupe, aux membres couleur de safran, aux vêtements sommaires, flottants et colorés. A peine en rade à Yokohama, notre steamer est entouré d'embarcations de ce genre; dans un bourdonnement confus de voix sourdes et gutturales, nous subissons l'assaut d'une foule de petits hommes jaunes, lesquels, avec l'agilité du singe, escaladent notre pont et nous environnent. Nous prenons place à notre tour dans les jonques pour attérir; descendus du Septentrion rigide, il nous semble tomber sur quelque scène de féerie comique et ravissante à la fois. L'atmosphère irradiée qui nous enveloppe répand sur le décor des gazes translucides, le soleil brûle, des odeurs poivrées, aromatiques, sortent de terre et rappellent les objets de laque que l'importation nous a fait connaître.

Maintenant nous foulons le sol, nous regardons autour de nous. Tout fait tableau; les rues, les maisonnettes aux toitures dessinées en accents circonflexes, les pins aux branches torses et les magots d'étagère qui, bien vivants, se meuvent à l'envi, tout s'anime et s'éclaire et se renouvelle, comme en un kaléidoscope!

Comment traduire l'impression du voyageur débarqué en une terre très éloignée? Ne fait-il point un rêve? Voit-il bien réellement le mirage qui le fascinait lorsqu'il se plongeait par la lecture dans d'inconnu? Sur les quais, des chariots déambulaient, traînés par de jeunes gas demi-nus, dont les corps bronzés et fins reluisaient au soleil; des coolies emportaient au trot leur client, mollement assis dans les *jinrikishaws*, ces voiturettes à bras partout en usage au Japon; de petites Japonaises allaient et venaient à pas menus, au bruit sautillant des cothurnes; leurs grands chignons noirs, piqués de fleurs et d'ornements d'écaille, leurs kimonos voyants, leurs manches en forme d'ailes tombantes, leurs parasols multicolores les faisaient ressembler à des papillons butinant dans la lumière; tandis que les petits enfants, absolument pareils aux poupons en carton des bazars, prenaient leurs ébats avec la douceur tranquille des enfants jaunes. Et tous, jeunes et vieux, avaient aux lèvres un inexpressif sourire qui ne s'effaçait pas.

Dans les maisons de bambous, ouvertes à tous les vents et fragiles comme des jouets, les scènes journalières de la vie se devinaient dans l'ombre ambrée des stores. On voyait des jeunes femmes étendues paresseusement, la nuque soutenue par un socle de bois pour préserver l'échafaudage de la coiffure, et les vêtements rejetés avec une indifférence inattentive. Ici, dans une robe zébrée, le nez surmonté de lunettes rondes, un petit homme les genoux repliés décorait d'une main légère des urnes et des lampions en peau de vessie; plus loin, d'autres bonshommes cousaient, le dé au pouce, une fillette vaquait aux soins du ménage en éparpillant sur une natte, à même le sol, les ustensiles et la victuaille; un groupe de personnages respectables, assis en rond, toujours par terre, ou agenouillés sur des coussinets, fumaient de minces pipes qu'ils allumaient à un réchaud de braise; l'un des convives faisait circuler celui-ci avec force sourires de politesse en le présentant du bout de l'orteil, geste familier à tout Japonais dont les bas sont faits comme des mitaines; on ne se présente au logis que déchaussé, les convenances l'exigent!

Au bord d'une vasque de granit, des porteurs d'eau emplissaient des seaux de bois qu'ils suspendaient aux deux extrémités d'un bâton flexible: ils s'en allaient ensuite, guillerets les jarrets ployés, un rire béat figé sur leurs traits simiesques; des enfants jouaient au volant dans la rue, les petites filles se mêlant au jeu, sans souci du nouveau-

(1) Nous étions en 1899 lorsque je constatai ces choses; le *Pays Jaune* dormait encore...

né habilement ligotté à leur dos par leur mère; un cycliste indigène les effleurait comme une hirondelle, le kimono au vent, le crâne surmonté d'un chapeau de feutre ; des prisonniers passaient, tête basse, tenus en laisse par des policiers en uniforme européen, coiffés de paniers renversés pour dérober leur visage. Et ainsi, sous cette latitude éloignée, l'existence s'ébauchait ou mille traits bizarres.

L'éclat des costumes, la souplesse des attitudes, la mignardise des mouvements et des gestes donnaient aux êtres des aspects de bibelots gentils et drôles qui incitaient à la gaîté. Ils apparaissaient comme l'ornement, frivole et léger, non comme l'âme de la contrée magnifique où ils vivent. En somme, ils sont insouciants, ils trouvent du temps de reste pour la flânerie, l'heure ne leur est rien ; mais le rire stéréotypé sur leurs traits signifie l'acceptation résignée des vicissitudes de ce bas monde. Infatigables au travail, lorsqu'il le faut, ils se soumettent sans révolte à la nécessité si dure qu'elle soit. Sans doute, ignorant le mouvement des idées dans les classes supérieures, n'ayant sous les yeux que des types populaires, ne peut-on se rendre compte du travail opiniâtre de ces insulaires, stimulés par leur ambition et conscients de leur pouvoir. Nous étions à la fin du dernier siècle; rien ne faisait prévoir en ce temps le rôle que les Nippons allaient bientôt jouer ; leur île, véritable oasis des mers, émergée sur la limite extrême du monde oriental, paraissait dormir et prolonger, à l'écart du mouvement moderne, un vague et futile songe. Souvent, la pensée cherche à établir quelque corrélation entre ce que l'on vit et ce que les événements ont depuis révélé ; nul pressentiment des destinées futures ne se dessine devant ce doute ! Nous voici dans la vallée de Nunobiki, dans un sentier durci par les pas, suivant sur une crête les méandres d'un fleuve desséché. Depuis longtemps le lit du vieux fleuve donne asile à des pins rabougris par l'âge ; ce qui reste du torrent, un ruisselet frêle, serpente entre les pierres et tombe de très haut venant de la montagne. Le volume d'eau fut important naguère, à en juger par la hauteur du parapet qui, lui-même, a l'aspect d'une ruine très ancienne, bien qu'en état de conservation remarquable. Au bout du sentier, dans un fond de verdure opaque, une maisonnette en bambous profile ses lignes gracieuses et sur le seuil une petite fille nous regarde; ses jolis yeux bridés se retroussent aux coins, sa robe éclipse les fleurs, sa joue prend le poli de l'ivoire, sa bouche l'éclat du corail. Cette mignonne créature en cet endroit imprégné de mélancolie si profonde établit une oppotion déconcertante entre le paysage et les habitants. L'enfant est si fraîche, si puérile et la nature si sévère!... Quel calme au flanc des monts tranquilles ! Quelle impassibilité en face des agitations terrestres! Ils supportent la lassitude de tant de siècles ; l'esprit de tant de générations y a flotté sans avoir modifié rien! Le recueillement s'impose à leur vue comme au pied d'une demeure hantée de souvenirs ; on sent peser lourdement le poids du Temps; sur le sentier, sur les cailloux, sur les herbes ternies, de fines poussières se sont de longue date amoncelées, telles des cendres ! Et soudain, en notre pensée impressionnée, une trouée des forêts d'Amérique s'entrouvre sous un fouillis de végétations luxuriantes arrosées d'eaux vives, couvrant par leurs murmures les frôlements furtifs de la faune sauvage ! Cette vision spontanée fait ressortir alors, par un contraste inoubliable, d'un côté l'effervescence de la terre intacte et de l'autre l'accablement invincible de celle qui a longuement porté les hommes!... Et elle semble dire qu'en leurs évolutions, bien des races passeront avant d'avoir accompli tout le cycle.

En redescendant vers la ville, nous avions passé devant le temple de *Ikuta*. Sur un gravier uni, après une série de *toru* (1) de diverses hauteurs, une vaste terrasse servait de base à l'édifice ; il trônait en son achitecture fantasque tout agrémentée d'enjolivures; ses portes étaient closes, gardées par de grandes figures d'animaux chimériques dont la grimace exprimait un hurlement effroyable et féroce. La toiture ouvragée, les colonnes torses, les courbures infléchies des clochetons, les lourdes balustrades se veloutaient sous ces mousses imperceptibles que le temps seul dépose; aux quatre extrémités de la terrasse quatre édifices plus petits rappelaient la structure du monument principal et le regard saisissait entre leurs arcades l'espace intérieur, obscur et vide.

Un air d'insouciance entourait ces monuments du culte ; ils paraissaient délaissés et négligés. Quelle voix à nous inconnue renfermaient-ils en leurs sanctuaires ? On apercevait dans l'une des arcades un magot de pierre habillé d'un vêtement déteint, dans un autre un cheval de bois, de grandeur naturelle, peint en laque blanche et harnaché. Incapable de pénétrer le sens de ces effigies, arrêté au fond du jardin sacré, auprès d'une mare notre esprit s'était pris à rêvasser, à évoquer le mystère .. Tout faisait silence ; vers le couchant la nue se déchirait, un rayon poudré d'or jaillissait, caressant les moulures du temple et le talus de la mare ; parmi les roseaux, deux cigognes s'ébattaient; une étoile doucement s'allumait dans le ciel empourpré. Notre méditation n'aboutissait toutefois à aucune conclusion. Où rési-

(1) Sortes de portiques de pierres ou de bois.

de-t-elle, la divinité asiatique? l'âme du grand Bouddha visite-t-elle encore l'île qu'elle a pénétrée? Ces mânes inquiétants, dont le peuple redoute la colère, en s'efforçant de l'apaiser sans nulle aspiration d'amour, que réclament-ils, hélas, de quel obsédant masque poursuivent-ils les fidèles? Et faut-il que le souffle immortel enfoui au cœur de l'homme s'enlise dans le limon et que l'Esprit Divin se dérobe toujours, pour que la Vérité demeure inaccessible et pour que le symbole redevienne si impitoyablement grossier!

* * *

En cours de route vers l'Ancien Continent, le transpacifique fait au Japon trois escales : Yokohama, Kobe, Nagasaki et navigue pendant deux jours dans la mer intérieure. Comme décors sans cesse mouvants les îlots et les côtes s'interposent, confondus aux cieux, hérissés de pins, dentelés de falaises fantastiques. De toute part les rocs se dressent, sortis du sein voilé de la mer ; des vapeurs moites s'argentent entre les divers plans, le ciel s'anime du vol d'oiseaux aux corps blancs, aux ailes noires, la mer devient une nappe d'opale, un resplendissement inconnu inonde nos regards ; parfois l'horizon se dénude jusqu'aux confins des espaces et parfois les roches nous encerclent, abruptes et hautes ; nous pénétrons alors entre deux récifs dont les parois verticales nous surplombent ; le flot s'assombrit à leur pied, la brise tombe et, poursuivant notre course que rien n'arrête, nous passons, enveloppés de pénombre.....

Le crépuscule arrive, la mer et les cieux s'embrasent, des écharpes flamboyantes s'éploient dans le dôme céleste ; elles roulent leurs cent replis, elles s'entassent et s'affaissent et répandent sur l'occident leurs pierreries scintillantes. Les flots s'en emparent et aussitôt les éparpillent, réverbérant au loin leur vive incandescence ; par centaines les jonques s'entrecroisent, montées par les bateliers aux corps de bronze, glissant sous un souffle invisible, en balançant leurs voiles pliantes comme des éventails, pendant que les montagnes et les eaux et les nuées et l'immensité toute entière entonnent la symphonie des pourpres et des ors.

Plus tard, c'est la nuit bleue, languide et silencieuse ; les flots endormis dans le songe bruissent à peine ; chaque esquif allume ses fanaux, prolongeant en zig-zag sa note voyante et vive. Dans les hauteurs, l'astre nocturne rayonne!...

Tout est surprenant autour de nous et fantasmagorique! et tout explique cet art inimitable en lequel les Japonais ont excellé, depuis la nuit des temps. Vus dans la réalité, les figurines peintes sur les vases et les écrans, les ciels nacrés et roses, les lacs dormants, l'éparpillement délicat des feuillages, les oiseaux et les fleurs de convention prennent un sens ; ces prestigieuses japonaiseries qui nous éblouissent ont trouvé, au sein d'une nature merveilleuse, leur véritable inspiration.

Puisque nous sommes dans le domaine des arts en ce concert mélodieux des couleurs, cédons au désir d'éveiller celui que nous avons négligé jusqu'ici ; il doit nous donner sa note. Avant de quitter Nagasaki, avant de reprendre la mer, attardons-nous derrière une maisonnette, dont les stores de perle dissimulent l'intérieur; des voix murmurent, des vibrations de cordes finement pincées résonnent. Que disent-ils, ces sons épars? Leur fragilité plaintive et triste nous enveloppe sans s'imprimer en notre mémoire. Nous n'avons jamais fait grand cas de la musique nipponne ; nous l'avons traitée de cacophonie, nous l'avons comparée à un miaulement, et peut-être avons-nous eu tort ; assurément elle n'a pas trouvé nos puissantes expressions instrumentales ; les *samsins*, les *gottos*, les *biwas* (1) et les *gongs* sont très rudimentaires à côté des harpes, des violons et des grandes orgues que nous possédons ; au surplus les voix, mal posées, manquent d'ampleur, le larynx humain étant relativement faible à cette latitude; ceci cependant serait de médiocre importance ; la singularité de cette forme d'art réside dans son système harmonique basé sur d'autres lois que le nôtre et resté inconnu.

En un mélange de tonalités inattendues les demi-tons abondent et semblent effleurer à tout instant des intervalles moindres, qui ne se fixent pas et demeurent imprécis comme dans l'envolée aérienne des chants d'oiseaux ; nulle orchestration ne pourrait rendre ce complexe ramage, nul thème ne le pourrait traduire ; c'est incohérent, c'est imprenable, mais ce n'est pas discord et l'on se demande si, pour un certain état d'âme, ce ne serait pas le *summum* de l'expression douloureuse. On y pressent des appels désespérés, des aspirations inassouvies, des cris abreuvés d'amertume. Si l'on prête l'oreille, si l'on cherche à deviner l'intention, bientôt la phrase se dessine, traversée avec fulgurance d'accents impétueux et déchirants, obtenus par des sauts brusques sur la note sensible et par des écarts démesurés, impossibles à prévoir, capables de bouleverser totalement ceux qui en subissent l'effet.

Il est néanmoins singulier qu'une race, sensible au plus haut point à la chanson des couleurs, possède une musique plus heurtée, plus âpre qu'harmonieuse et parle une langue fort peu musicale. Celle des

(1) Sortes de guitares, harpes et violes.

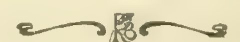
Japonais est imagée, riche en termes pittoresques, mais le débit en reste haché, uniforme, incolore et les voix ne modulent aucune inflexion. Une opposition s'établit au souvenir du parler et des chants de certaines tribus de Peaux-Rouges dont le langage s'épanche en sonorités chantantes, pleines de caresse et de charme et si suaves qu'à les entendre on serait tenté d'appliquer l'inverse de la réalité pour donner aux souples Asiatiques l'organe des farouches Indiens du Nouveau-Monde! La nature affirme peut-être à dessein ces anomalies apparentes.

On ne saurait apprécier le caractère de la musique nipponne, que dans un théâtre : une seule et même cantilène incessamment répétée par des chanteurs et des guitaristes invisibles s'adapte aux scènes parlées et soutient les périodes déclamatoires, versifiées sur divers rythmes selon l'émotion des interlocuteurs. Les mouvements de la cantilène se prêtent, avec une intensité ensorcelante, au tumulte des sentiments mis en jeu et il semble, lorsqu'on écoute cette langue incomprise, que l'on perçoive particulièrement ses effets euphoniques; l'oreille retient tout spécialement certaines prosodies, dont l'accompagnement accentua la cadence; le premier temps se souligna toujours; aux temps faibles, dans les passages émouvants, les notes se multiplient, le mouvement s'accélère, devient enfiévré, haletant, et la chute de la phrase se martelle sur la dominante; enfin, dans les mimiques muettes, les musiciens soutiennent l'effet en entonnant le même éternel refrain vocalisé d'une voix blanche et nasillarde. Joignez-y la suggestion du décor, le chatoiement des costumes, les attitudes graciles ou contournées, tantôt mièvres et tantôt sournoises, recherches savantes, dilettantisme, — bien que fort opposé à la noble et sereine plastique de nos maîtres grecs, — et certains rapports indéniables entre la mélodie et la forme vous dévoileront le sens d'une esthétique absolument étrangère à notre conception.

Sada-Yako a montré en Europe ce que font les comédiens de son pays : leur fougue, l'ardeur de leur jeu, la force de leur geste, le réalisme de leur mimique. Toutefois, pour les comprendre, il faut les voir chez eux. Nous avions eu la curiosité d'aller dans un théâtre populaire; on n'y est admis qu'après avoir enlevé sa chaussure... moins encombrante cependant qu'un chapeau! et l'on prend place, dans une case; — il faut savoir qu'ici les salles sont divisées en petites cases carrées dans lesquelles on s'assied sur des nattes; — les spectateurs sont, pour le moins aussi intéressants que le spectable; parqués par familles, ils se partagent du thé, des fruits, des poissons secs qu'ils se procurent à un buffet dressé à l'entrée; ils circulent comme des chats ou des danseurs de cordes sur les balustrades qui les entourent; des mères allaitent leurs nourrissons, des bambins gambadent au beau milieu des groupes et se conduisent comme au logis. Dans le bouquet des vêtements colorés, sous le reflet des banderoles et des lampions les faces rutilent, les cheveux noirs reluisent, toutes les gammes de l'arc-en-ciel s'éparpillent joyeusement et animent l'ensemble de cette réunon populaire, proprette, douce, folâtre et, malgré tout, attentive au spectacle. Celui-ci se déroule tout le long de la journée pour se reprendre le lendemain et les jours suivants et mener l'action, à travers un fatras de détails, jusqu'au dénoûment qui, d'ordinaire, ne mène à aucune conclusion et ne trahit aucune intention de la part de l'auteur. On y peut suivre les épisodes de la vie, la lutte des passions et les péripéties qu'elles entraînent; ce sont des documents intéressants, non des œuvres pensées.

Nous avons eu l'occasion, par la suite, de comparer le théâtre populaire japonais à celui, plus aristocratique. de Shang-Haï. En Chine l'art scénique, essentiellement allégorique, dédaigne la mise en scène si perfectionnée au Japon et les rôles de femme y sont tenus par des hommes. Il symbolise, par quelque figure légendaire, une idée abstraite que les nobles mandarins méditent et savourent en silence, assis sur des tabourets incrustés d'ivoire devant des tables chargées de friandises. L'ignorance des langues orientales enlève malheureusement le sens mystique et lointain qui se rattache à ces légendes. L'existence tout entière d'une race à la fois menue et formidable y est inscrite; mais elle nous reste impénétrable.

H. DE HARVEN.



L'EDERA

—

(Le Lierre) (1)

Il était près de midi : le morne silence des jours heureux regnait sur le pays, sur la cour et la maison de la veuve. Paulu entra et s'assit devant la table sur laquelle on voyait encore le pain dur et le fromage; le brigadier regardait, encore plus pacifique dans la pénombre silencieuse de cette pièce chaude.

Paulu mangea peu et se mit à boire; et plus il buvait, plus il lui semblait que ses idées s'éclaircissaient et que des problèmes arrivaient à se résoudre.

(1) Voir la *Revue Bleue* n° du 6 juillet 1907 et suiv.

« Quelle différence y a-t-il entre une usurière et une veuve comme Zana? Aucune. L'une vaut l'autre. »

Zana entrait et sortait. Elle lui servait une boîte de sardines, puis deux œufs, puis un plat de friture.

— Comment, tu disais que tu n'avais rien. Pourvu que tu ne me comptes pas cela trop cher...

Zana le regardait en souriant.

— C'était mon modeste déjeuner, Dom Paulu. Ne vous moquez pas de moi !

— Comment? s'écria-t-il en se levant, ton déjeuner? Et toi ? qu'est-ce que tu mangeras ?

— Ne vous occupez pas de moi, Dom Paulu.

Mais il était déjà à moitié gris. Il resta un moment debout, un peu mortifié d'avoir absorbé le déjeuner de Zana. Mais il se mit à rire et dit :

— Quand je pense qu'aujourd'hui chez moi, on donne à déjeuner à six pauvres et que ma mère elle-même doit les servir ; il y a sur la table notre plus beau linge et les couverts d'argent. Et moi je suis ici à manger le repas de la veuve !

— Votre mère doit les servir. Est-ce un vœu? demanda Zana en s'approchant.

— Non, c'est un legs ou plutôt une charge dont est grevée une de nos tancas.

Et aussitôt Paulu réfléchit *que ce repas des pauvres* auquel Donna Rachel tenait beaucoup était peut-être le dernier que sa sainte mère servirait et sa figure devint sombre et livide ; et l'idée de se faire prêter de l'argent par Zana lui revint avec insistance.

*
* *

Tous les ans Donna Rachel faisait appeler quelque femme du voisinage pour aider Annesa à préparer le déjeuner des pauvres.

Mais cette année, Annesa déclara qu'elle ne voulait aucun aide. On dépensait déjà trop pour les provisions, une trentaine de francs, qu'elle disait « jetés aux chiens et aux corbeaux ».

Chaque année Paulu protestait aussi, et le jour du « repas des pauvres », il ne rentrait jamais à la maison pour ne pas se fâcher en voyant sa mère se donner tant de peine et s'abaisser à servir six misérables gueux. Mais Donna Rachel, avec sa sainte patience, laissait maugréer « les enfants » et attendait avec anxiété ce jour béni pour elle. Elle pensait : « Notre Seigneur Jésus lavait les pieds aux pauvres. Je voudrais en faire autant pour les pauvres assis à ma table. »

Depuis des années, une dame Decherchi accomplissait le devoir sacré de servir de ses propres mains « six pauvres modestes dont l'indigence était cachée autant que possible ». Depuis des années, peut-être même depuis des siècles. Et Donna Rachel s'était toujours opposée à la vente de la tanca grevée de cette charge, précisément parce qu'elle tenait à cette pieuse obligation.

Donc cette tanca était restée la dernière et maintenant il fallait se résigner à la volonté du destin. D'ailleurs Paulu n'était pas encore rentré et le suprême espoir de Donna Rachel et des grands-pères reposait sur lui.

— Enfin, l'année prochaine, je serai peut-être morte. Songeons à faire notre devoir cette année, disait la pieuse femme à Annesa inquiète et nerveuse

Presque tous les ans c'étaient les mêmes pauvres honteux qui venaient discrètement au déjeuner et, malgré tout le mystère qui les entourait, la majeure partie des habitants de Barunei savait que tel jour et à telle heure, les six ainsi nommés étaient servis par une dame et mangeaient avec des couverts d'argent.

Tous les ans, le soir du repas, le messo, qui était à moitié fou, s'amusait à passer devant les maisons des six pauvres, en les appelant et en leur adressant quelque plaisanterie humiliante.

— Chircu Pira, sors un peu, dis-moi est-ce que tu manges encore ce soir avec des couverts d'argent ?

— Matteu Bette ! A ton avis la soupe est-elle meilleure avec une cuillère d'argent ou avec une cuillère de bois ?

— Tu te lèches encore les doigts, Miale Casoleitta ?

La veille du déjeuner, Zia Anna, la vieille cousine de Donna Rachel, s'offrit pour aider Annesa.

— Comme cela, je pourrai me choisir un mari parmi vos riches invités, dit-elle en riant.

— Viens, répondit la veuve, mais n'oublie pas que c'est moi seule qui dois servir à table. Je ne veux pas que tu t'en mêles.

— Comment faire alors ? Je ne pourrai pas regarder les invités, répartit la cousine.

Le lendemain matin, de bonne heure, celle-ci revint et se remit aussitôt à plaisanter.

Elle raconta qu'un des convives, un nommé Matteu Corbu, surnommé *Brente e leone* (1), l'avait demandée un jour en mariage.

— Je n'ai pas voulu de lui, parce que c'était un dévorant ; tant il est vrai qu'il a mangé tout son bien ; il aurait fini par manger même sa femme.

Mais Annesa n'écoutait pas Zia Anna. Elle faisait la cuisine et pensait avec angoisse à Paulu qui était absent depuis trois jours. Où était-il ? Pourquoi ne revenait-il pas? Elle se rappelait sa menace et en était très tourmentée :

1 Ventre de lion.

— « Cette fois, c'est le dernier voyage : ou je trouverai ou .. je ne reviendrai pas. »

De temps en temps, quand le pas d'un cheval résonnait dans la ruelle, la pauvre fille avait des palpitations. Mais ce n'était point le cheval bai; l'espoir s'évanouissait, l'inquiétude augmentait.

Zia Anna bavardait ; Annesa restait silencieuse et suivait ses tristes pensées.

Comme toujours, elle était proprement vêtue et peignée avec soin. Mais Donna Rachel, qui allait et venait de la chambre à la cuisine, et de la cuisine à la cour où Anna avait allumé le feu pour cuire les pâtes et rôtir la viande, remarquait dans la jeune femme quelque chose d'étrange et d'inaccoutumé.

— Par moments, tu es toute pâle et par moments toute rouge, lui dit-elle en lui passant la main sur le front. Qu'est-ce que tu as? Es-tu lasse? Es-tu malade?

— Je n'ai rien. C'est la chaleur du feu, répondit Annesa d'un ton bourru

Zia Anna la regarda aussi et s'arrêta de jacasser.

La mansuétude habituelle avait disparu des yeux doux et tristes d'Annesa. Ils brillaient parfois d'un éclat sauvage et étaient fixes et vagues comme ceux d'un halluciné.

— La pauvre fille est de mauvaise humeur aujourd'hui, laissons-la tranquille. Elle est en colère parce qu'elle ne voulait pas nous voir donner le repas cette année, confia Donna Rachel à sa cousine.

En vérité, Zia Anna ne donnait pas tort à Annesa. Du moment que dans quelques jours la tanca devait être mise en vente, c'était bête de remplir cette obligation. Mais elle garda cette réflexion pour elle, et continua à tourner le rôti.

Dans la chambre du vieil asthmatique, la table était déjà mise; les six derniers couverts d'argent étaient à côté des assiettes blanches sur la nappe parsemée de petites fleurs rouges. Déjà deux invités d'un certain âge, les frères Chircu et Predu Pira, étaient assis devant le lit du malade. C'étaient deux malheureux de bonne famille, qui avaient toujours tenté quelques affaires et n'avaient jamais réussi. Ils étaient décemment vêtus, en bourgeois, mais leurs visages pâles et affaissés, leurs mains décharnées, leurs yeux pleins de tristesse racontaient une longue histoire de souffrances et d'efforts.

C'étaient vraiment deux *pauvres modestes*, dont l'indigence était pourtant bien connue, et Donna Rachel les avait invités pour faire plaisir à Zio Zua dont le moins âgé des frères Pira, Chircu, avait été l'ami intime. Pendant qu'on attendait les autres invités et que Donna Rachel était avec Annesa sous le hangar dans la cour, Zio Zua déblatérait contre ses parents. Sa voix basse et haletante se répandait comme un gémissement dans la chambre triste et peu éclairée. Un filet de lumière grise, une odeur de feuilles humides pénétraient par la fenêtre à moitié close. Tout était morne là-dedans, le vieillard malade, la table mise avec cette nappe jaunâtre, les deux frères en habits de futaine et leurs figures blêmes.

Zio Zua disait du mal de tout le monde, même de Rose « *conca è malune* » (1).

— Cosimu Damianu est allé aux champs aujourd'hui! Il veut travailler, le vieux fainéant! Maintenant! Maintenant qu'il a un pied au bord de la fosse! Il veut travailler maintenant, après avoir vécu toute sa vie aux dépens des autres! Et Dom Simone est allé se promener; il a besoin de marcher pour gagner de l'appétit, le vieux chevalier! Promène-toi, mon bonhomme, promène-toi, l'année prochaine c'est toi qui seras l'invité au déjeuner des pauvres, invité par le nouveau propriétaire de ta tanca.

Les deux vieillards sourirent tristement, mais le plus âgé, qui n'aimait guère l'asthmatique, lui dit pour le faire enrager:

— Paulu va rapporter beaucoup d'argent : il paraît qu'il est allé à Nuoro où...

— Tais-toi, interrompit Zio Zua en essayant de se relever sur son oreiller et en s'animant au souvenir de Paulu. Il ne rapportera rien, ce vagabond ; qui est-ce qui lui ferait crédit? Tout le monde se moque de lui... Ah ! oui. . tout le monde... ah !

La colère l'étouffait. Le vieux Pira se leva et lui arrangea son oreiller.

— Ne te fâche pas comme cela, Zua, tu te fais du mal.

— Si, je me fâche, parce que, vois-tu, ils croient tous qu'il est en voyage pour ses affaires, pour... tandis que... Ah! ah!...

— Tandis qu'il est parti pour s'amuser ; nous le savons, dit Chircu Pira, en tâchant de calmer son ami. Nous le savons.

— Oui, il est allé à la fête de Saint-Isidore et il s'est fait prêter de l'argent; ah! il ne pense pas que dans cinq jours on mettra en vente la maison et la tanca. Il n'y pense pas, comme d'ailleurs personne n'y pense... ici.. Oh ! ils sont tous gais ; ils se moquent bien de cela, eux! Voyez, Dom Simone, il va se promener pour gagner de l'appétit! Ils espèrent peut-être que je mourrai dans ces cinq jours, mais j'ai la peau dure et l'âme chevillée au corps! Je ne mourrai pas, mes amis, et si je meurs... il y a quelqu'un qui viendra... qui viendra voir... ah...

— Qu'est-ce qu'on viendra voir? Ne te fâche pas, Zua, répéta le vieux Pira, tu te feras du mal.

Mais l'autre frère insista :

(1) Dont la tête est un récipient de liège.

— Qu'est-ce qu'on viendra voir ?

Mais l'asthmatique regrettait déjà ce qu'il avait dit et ne voulut pas s'expliquer davantage.

— Que de mouches ! soupira-t-il, en secouant lentement la main autour de laquelle était enroulé son chapelet. Quelle vilaine journée ! Quand on a cette chaleur lourde, je souffre beaucoup ; cette nuit je croyais étouffer réellement. Et cette imbécile d'Annesa... En voilà encore une bonne, celle-là!... *Mala fata la jucat* (1)... elle me regardait comme si avait voulu... Ah ! les voici qui viennent...

Quelqu'un entra ; on entendit dans le corridor le rire mélancolique de Rose. Et l'on vit paraître la tête énorme, les yeux vifs et la petite robe rouge et bleue de l'enfant ; et derrière elle le costume noir, la canne et le bonnet de Dom Simone.

Le vieux noble paraissait plus gai que de coutume ; il riait avec la fillette en tirant le coin du foulard qui lui enveloppait la tête et en lui disant d'un ton enfantin.

— Entre, ma pouliche, marche.

Zio Zua lui lança un regard méprisant.

Puis arrivèrent les autres invités dont un seul, très jeune, était aveugle et sourd depuis son enfance. Dom Simone se mit à table avec les pauvres, chose qu'il n'avait jamais faite, et voulut que Rose s'assit à côté de lui.

— Donna Rachel ! cria-t-il en plaisantant. Nous sommes prêts, mais vous avez mal compté cette année : au lieu de six pauvres, vous en avez sept et même sept et demi.

Donna Rachel entra, raide et pâle dans son costume noir. Elle portait un grand plat de macaroni et souriait ; mais quand elle vit son beau-père assis parmi les convives, ses yeux se mouillèrent de larmes. Quant à lui, il la regardait en souriant avec des yeux pleins de joie et elle pensa : « On croirait qu'il a quelque chose à me dire. Une bonne nouvelle peut-être. Paulu lui aurait-il écrit ? »

Pendant le repas Dom Simone plaisanta, mais sa présence intimidait un peu les invités ; il s'adressa tour à tour à chacun d'eux avec bonhomie.

Matteu brente é leone,
Chi pares una balena,
O de notte duas chenas
E una collassione (2).

dit-il à Matteu Corbu, un petit vieux, gros mangeur, qui se vantait un jour d'avoir dévoré un agneau tout entier.

Cette allusion égaya les convives ; ceux-ci, croyant faire plaisir au maître de la maison, poursuivaient de leurs quolibets le vieillard.

(1) Qu'une mauvaise fée la guide.

(2) Matteu, ventre de lion — qui ressembles à une baleine — la nuit tu fais deux dîners et une collation.

— Quelle était donc la chanson favorite quand tu étais jeune, Matteu ? demanda Chircu. Rappelle-toi bien.

Le vieillard, qui ressemblait à un petit Saint-Pierre, avec son crâne chauve et ses cheveux longs sur la nuque, mangeait tranquillement et se taisait. A côté de lui, Niculinu, l'aveugle, palpait la nappe et souriait.

— Tu ne te rappelles pas. Eh bien ! Matteu, es-tu sourd ? Moi, je me la rappelle ta chanson :

Si sar muntagnas fiu de maccarrone
Ei sor baddes de casu frottadu... » (1)

Rose écoutait avidement : sondain elle éclata de rire et chuchota quelque chose à l'oreille de Dom Simone.

— Mais que veux-tu ? Je ne t'entends pas, Rose.

— Allons, allons à la cuisine, je vous le dirai.

Elle descendit de sa chaise et tira son grand-père par son paletot, jusqu'à ce qu'il se levât pour la suivre à la cuisine.

— Faites-lui répéter la chanson des macaroni, grand-père, pria-t-elle.

— Petite diablesse ! c'est pour cela que tu m'as dérangé ? Ah ! la petite diablesse ?

Elle se sauva : il la poursuivit jusque dans la cour. Zia Anna était à la cuisine ; Annesa était entrée dans la chambre du vieil asthmatique et le servait ; donna Rachel sortit dans la cour et se baissa pour débrocher le rôti. Dom Simone s'approcha d'elle et lui glissa rapidement :

— L'abbé Virdis m'a confié une chose, mais en grand secret. Il a décidé Zua à racheter la maison et la tanca ; ainsi tout s'arrangera. Mais, pour l'amour de Dieu, n'en parle à personne, pas même à Annesa.

— Allons, Rose, dit-il ensuite à la fillette, nous ferons répéter la chanson.

Quand la veuve entra, en portant le rôti, ils s'aperçurent tous qu'elle avait changé de mine : Ses yeux brillaient d'une joie fiévreuse, des paroles aimables sortaient de ses lèvres légèrement pourprées. Annesa s'aperçut aussi de l'animation de donna Rachel, mais elle l'attribua au plaisir quasi mystique que la sainte femme éprouvait à servir les pauvres : et cela ne fit qu'augmenter sa colère et sa tristesse. Comme le vieillard malade, elle avait, par instants, mauvaise opinion de ses bienfaiteurs. Oui, ma foi, c'était enrageant de les voir si inconscients et si gais à la veille de la ruine complète. Et Paulu qui ne revenait pas ! Où était-il ? Annesa le cherchait par la pensée, le devinait, le suivait dans l'étendue déserte des tancas, à travers les sentiers mélancoliques, sous le

(1) Si les montagnes étaient de macaroni et les vallées de fromage râpé.

ciel sombre et menaçant qui semblait aussi peser lourdement sur elle, sur son âme endolorie.

Les convives parlaient de Niculinu l'aveugle.

— Il dit que depuis quelque temps, il lui semble, dans certains jours, voir comme une lueur lointaine. Jusqu'à l'âge de trois ans, il n'a pas été aveugle ; il l'est devenu après une grave maladie. Dernièrement, il est allé à Nuoro, à la fête du Rédempteur, et il croit recouvrer lentement la vue. N'est-ce pas, Niculinu?

Pour toute réponse, l'aveugle fit le signe de la croix.

— Au nom du Père, et du Fils et du Saint-Esprit, s'écria donna Rachel, se signant aussi. Dieu est tout puissant, rien ne lui est impossible : rendons toujours gloire au Seigneur.

Et elle frappa sur l'épaule de Niculinu, comme pour lui signifier qu'elle aussi, jusqu'à ce moment, elle avait été bien longtemps comme aveugle, et que maintenant elle commençait à voir une lointaine lueur d'espoir. Ah! oui, elle recommençait à espérer dans la bonté humaine, et cet espoir était la cause de sa joie : elle aurait voulu s'approcher du lit de l'asthmatique, et dire :

— Zua Decherchi, je te remercie, non de ce que tu nous conserves la maison et notre dernier lopin de terre, mais, parce que tu te montres bon, alors que nous te croyions si méchant.

Mais Dom Simone la suivait des yeux, et elle comprenait qu'elle devait garder le secret.

Et elle le garda; mais d'après les attentions qu'elle prodigua, tout l'après-midi, à Zio Zua, le vieux malin devina qu'elle devait savoir quelque chose et devint plus acariâtre. Et son irritation exaspéra celle d'Annesa.

Le temps s'obscurcissait de plus en plus; le tonnerre grondait au loin derrière la montagne livide et noire. Il y avait dans l'air quelque chose de tragique et d'angoissant.

Le déjeuner fini, les pauvres s'en étaient allés : tout était rentré dans l'ordre et le silence habituels : mais, de temps en temps, Zio Zua gémissait, et si Annesa traversait la chambre, ce gémissement devenait pareil à un grognement.

Elle travaillait sans rien dire : elle rangea la nappe et les couverts, balaya la cuisine et la cour. Elle alla ensuite à la fontaine, sa cruche sur la tête, et s'arrêta longtemps devant le parapet, en regardant au loin dans la vallée. Sous le ciel gris, sillonné de nuages d'un jaune terreux, tout était triste : la vallée se creusait comme un énorme précipice, les rochers semblaient prêts à s'écrouler, le bois de la montagne, noir et immobile, se confondait avec les nuages toujours plus bas.

Et Paulu ne revenait pas. Annesa souffrait d'un violent mal de tête : sa cruche était comme un de ces rochers que, dans son vertige, elle voyait remuer et tomber ; le tonnerre grondait continuellement dans ses oreilles. Elle se disposait à rentrer, quand elle vit Santus le pâtre, trois hommes et un enfant s'avancer au détour de la route. Avait-elle la fièvre comme elle le craignait, ou l'enfant qui s'approchait, précédé de deux vieux et suivi par son père et un autre habitant du pays, était-il vraiment le fils disparu de Santus? La curiosité lui fit oublier un instant ses souffrances; elle enleva la cruche de sa tête, la posa sur le parapet et attendit. Le groupe s'approchait, et la voix haute et gaie de Santus lui arrivait plus distincte.

— Pardieu, je le conduis tout de suite au brigadier; après cela, s'il veut se sauver, libre à lui, et qu'il aille au diable...

L'enfant se taisait. Annesa regardait attentivement; et elle ne fut pas étonnée, quand Santus cria, en la reconnaissant :

— Annesa, ohé, Annesa! Le voilà l'oiseau qui s'était envolé. Tu le vois? Regarde-le bien : toi aussi, tu peux assurer que c'est lui ?

— Où as-tu été, tout ce temps-là? demanda Annesa, quand les paysans furent près d'elle. Le gamin la fixa avec ses yeux mauvais, mais ne répondit rien.

— Nous avons rencontré dom Paulu, lui annonça le pâtre. Il ne rentrera pas cette nuit; ne l'attendez pas.

Annesa, qui se remettait la cruche sur la tête, frissonna de tout son corps, et pour cacher son trouble, elle laissa les hommes passer leur chemin, avant de s'en aller aussi. Mais il lui sembla que Santus se retournait et s'arrêtait pour l'attendre.

— Il doit avoir quelque chose à me dire, pensa-t-elle, en le rejoignant. Les autres le précédaient de quelques pas.

— Où as-tu rencontré Paulu? demanda Annesa, en regardant devant elle, vers les premières maisons du village.

— Dans les *Salti* de Magudas; il allait à ce pays-là. Il m'a donné un billet pour toi... peut-être pour que tu le remettes à dom Simone... ajouta le pâtre, qui était un brave homme, mais non sans malice. Pourtant, il m'a recommandé de ne le remettre qu'à toi... Voilà.... Et il lui tendit le papier qu'il avait adroitement tiré de la poche de sa ceinture. Annesa serra le billet dans sa main : une braise ardente ne l'aurait pas brûlée davantage.

Quelques minutes s'écoulèrent; Santus parlait, mais elle n'entendait rien, tant elle avait l'esprit à la torture à cause de ce billet. Qu'était-il advenu? Paulu ne lui avait jamais écrit. Pourquoi lui écrivait-il aujourd'hui? Une bonne ou une mauvaise

nouvelle? Elle ne douta pas un instant : la nouvelle devait être mauvaise. Et elle eut peur de l'apprendre trop tôt. Une femme à califourchon sur un petit cheval blanc les rejoignit, et, en reconnaissant le fils de Santus, se mit à pousser des cris de surprise et de joie :

— Le voilà : oui, c'est lui ! Ah ! que je suis contente ! Non, ce n'était pas possible qu'un habitant de Barunei ait tué son enfant : notre pays aurait été déshonoré : on l'aurait déclaré infâme jusque dans les chansons, notre Barunei.

— Tais-toi, Anna Pica ! lui cria Santus. Tu me fais plus de mal que si tu me donnais un coup de couteau.

Annesa s'arrêta machinalemeut, comme les autres, mais elle n'entendait que le roulement du tonnerre, et sentait dans sa main le fatal papier, rien autre chose n'existait pour elle.

Les autres se remirent en marche ; ils traversèrent le village. Elle les suivit, se trouva au milieu de la foule qui s'était rassemblée autour du pâtre, resta à écouter, sourit. Un éclair subit, un violent coup de tonnerre, quelques gouttes de pluie et les gens se sauvèrent de tous côtés ; Annesa, presque seule au bout de la ruelle qui conduisait chez ses bienfaiteurs, partit en courant.

La nuit tombait. Donna Rachel, comptant qu'Annesa ne tarderait pas à revenir de la fontaine, était allée avec Rose à la neuvaine. La maison déserte n'était animée que par le gémissement du vieil asthmatique, qui était plus morose encore et plus agité ce jour-là. La lumière métallique des éclairs inondait par instants la chambre ténébreuse, le corridor silencieux. Annesa posa la cruche, en serrant toujours le billet dans sa main ; puis elle sortit dans la cour et lut avec peine le triste message :

« Rappelle-toi ce que je t'ai dit avant de partir... »

— Il n'a pas trouvé... Il se tuera, gémit-elle. Cette fois... cette fois, c'est réel. Dans deux jours, dans trois jours, quand il n'y aura plus d'espoir, il se tuera. C'est ainsi...

Un coup de tonnerre formidable, la lueur bleuâtre d'un éclair immédiatement suivi d'un autre coup sec, remplirent la cour de lumière et d'horreur : une pluie torrentielle se mit à tomber. Annesa rentra dans la cuisine et s'appuya le front contre la porte, en pensant que si Paulu voyageait à cette heure-là, il devait être mouillé jusqu'aux os ; et, pendant quelque temps, cette idée l'inquiéta plus que la menace du billet ; il lui semblait qu'elle était elle-même exposée à la pluie et trempée de la tête aux pieds.

Elle était incapable de crier, ni de pleurer : un nœud hystérique lui serrait la gorge. La tempête faisait rage ; la pluie fouettait contre la porte : le tonnerre grondait sans discontinuer. Et Annesa, toujours dans la même posture, songeait à Paulu égaré dans les champs par cette triste soirée d'orage, en proie aux intempéries, et elle se disait que la nature elle-même s'unissait au sort et aux hommes pour s'acharner contre le malheuréux. Dehors, dedans, autour de la maison, partout enfin une armée de forces ennemies s'amusait cruellement à persécuter un homme seul, un être faible et infortuné. Nul ne l'aidait, nul ne le défendait : même pas sa mère, qui ne se tourmentait pas de son absence, et qui souriait parce que les pauvres s'asseyaient à sa table pendant que son fils, plus pauvre et plus misérable que le dernier des mendiants, errait de pays en pays pour chercher de l'argent.

— Personne ! personne ! gémissait Annesa, en se frottant le front sur la porte, comme les brebis galeuses contre les arbres. Il n'y a que la servante qui pense à toi, Paulu Decherchi, malheureux enfant. Mais que peut une servante contre la maitresse de toutes les créatures humaines? contre la destinée?

— Annesa fille du diable ! cria Zio Zua, qui appelait en vain depuis un quart d'heure. Annesa, maudite, allume la lampe.

Annesa entra dans la chambre, mais n'alluma pas la lampe. Un jour blafard pénétrait par la fenêtre, décrivant un cercle de lumière grisâtre qui arrivait à peine au lit de Zio Zua ; mais de temps en temps la lueur d'un éclair illuminait la chambre, et l'on aurait cru alors que la figure du vieillard se redressait, puis retombait dans l'ombre et le mystère. Annesa le regarda longtemps avec des yeux hallucinés : il lui sembla que cet être odieux était déjà mort, mais qu'il continuait à hurler et à blasphémer. A partir de ce moment, elle fut prise d'une espèce d'obsession : s'approcher du vieillard et l'étrangler, le faire taire enfin, le replonger pour toujours dans l'ombre d'où il sortait par moments en hurlant.

Debout sur le seuil de la chambre, elle étendit un peu les bras, en crispant les poings : un gémissement s'échappa de ses lèvres. Alors le malade crut qu'elle avait peur de l'orage et baissa la voix.

— Annesa, supplia-t-il, mais allume donc cette lampe. Tu vois bien que tu as peur aussi. Regarde comme ils m'ont laissé seul... Qui sait où ils peuvent être. Rose aussi est sortie. Ils seront tous mouillés.

Annesa retourna dans la cuisine et alluma la lampe : elle se souvint que Paulu avait dû emporter son manteau, et l'idée qu'il pouvait s'abriter la réconforta. Avant de porter la lumière dans la chambre, elle alla voir si le long manteau de gros drap, toujours accroché dans le corridor, y était encore Dieu merci, le manteau n'y était pas. Elle soupira, elle éprouva un soulagement pareil à celui des enfants, quand ils apprennent que le héros de la fable, surpris par l'orage, a trouvé une cabane

dans le bois. Et elle rentra avec la lampe dans la chambre du vieillard.

*
* *

L'orage persista jusqu'à une heure assez avancée de la soirée ; puis, tout à coup, le ciel se rasséréna : les derniers nuages, comme déchirés par le dernier coup de tonnerre, s'ouvrirent, se dispersèrent, descendirent derrière la montagne. La lune apparut dans son plein au-dessus du bois, et régna seule dans le silence subit et dans la mélancolie de la nuit humide.

Donna Rachel, Rose et les grands-pères, qui étaient restés à l'église depuis que la pluie avait commencé, rentrèrent et allèrent se coucher aussitôt après avoir dîné.

Annesa resta seule dans la cuisine où elle avait fait du feu, parce que la pluie torrentielle avait inondé le hangar. On se serait cru en hiver. La flamme éclairait les murs brunis, tremblottait sur le carrelage sur lequel dom Simone et Zio Cosimu avaient laissé l'empreinte de leurs chaussures boueuses. Annesa frissonnait de froid et bâillait nerveusement.

Après avoir tout rangé dans la cuisine, elle rentra dans la chambre, alluma la veilleuse et la posa dans un coin derrière la porte. Et voici de nouveau que la figure de Zio Zua assoupi, mais plus haletant et plus agité que d'habitude, parut s'enfoncer dans la pénombre. Annesa, marchant sans bruit, s'approcha plusieurs fois du lit, prépara la couverture sur le canapé, mais ne se coucha pas.

Elle avait encore quelque chose à faire. Quoi? Quoi? Elle n'en savait rien, elle ne se rappelait pas, ou plutôt elle cherchait à fuir l'idée monstrueuse qui, depuis quelque temps, bourdonnait dans sa tête, comme un fracas de cuivres.

Elle retourna près de la cheminée, s'assit, se pencha vers la flamme et relut le billet de Paulu; puis elle le brûla. Et pendant de longues heures, elle resta immobile, les coudes aux genoux, le visage entre les mains, fixant les yeux sur les braises où le papier, devenu noir et recroquevillé comme une feuille sèche, se transformait lentement en cendre. Il semblait à Annesa que quelque chose en son âme se consumait ainsi. La conscience et la raison l'abandonnaient : un voile descendait autour d'elle, la séparait de la réalité, de la vie, et l'environnait d'ombre et de terreur. Elle ne se rappela jamais combien de temps elle resta ainsi, plongée dans un état de demi-inconscience.

Elle rêvait et luttait pour se réveiller, mais le cauchemar persistait quand même.

A un moment, elle se levait et s'approchait de la porte de la chambre. Le vieux dormait toujours; mais les six pauvres étaient assis autour de la table, et tous fixaient les yeux sur elle. Surtout Niculinu, l'aveugle, la regardait d'une façon intense, avec ses grands yeux blanchâtres aux paupières grosses et livides. Elle retournait s'asseoir et fermait les yeux, mais elle voyait sans cesse les yeux laiteux et les paupières bouffies du pauvre aveugle.

Oui, toute la journée elle avait pensé à Niculinu, saisie d'apprendre qu'il recouvrait la vue. « Les aveugles peuvent revoir la lumière, se disait-elle. Moi seule je verrai toujours les ténèbres autour de moi. »

Toujours, toujours les ténèbres. Dans le passé et dans l'avenir. Moins heureuse que Niculinu, qui disait se rappeler la lumière et les couleurs comme un rêve lointain de son enfance, elle ne se rappelait rien de ses premières années : pas une voix ne montait de la profondeur obscure de son origine, pas une figure ne se dessinait dans le passé.

— Je n'ai ni père, ni mère, ni parents. Mes bienfaiteurs ont été mes ennemis, sans le vouloir. Nul ne pleurera pour moi, songeait-elle dans son délire. Je n'ai que *lui*, comme lui n'a que moi. Nous sommes deux aveugles qui nous soutenons réciproquement; il est plus fort que moi, et si je tombe, il ne tombera pas.

Et il lui semblait qu'elle et Paulu, ils étaient réellement aveugles : elle avait les yeux blancs, et les paupières lourdes comme celles de Niculinu; par moments, elle ne voyait devant elle qu'une étendue rougeâtre, une espèce de fond embrasé dont la réverbération la brûlait.

Des bruits mystérieux résonnaient dans ses oreilles; elle croyait encore entendre la pluie fouetter contre la porte et le tonnerre remplir la nuit d'un fracas épouvantable; l'ouragan se déchaînait sur la maison, voulait y pénétrer, comme une bande de voleurs et tout détruire, tout dévaster.

Puis une silhouette sortit de la chambre du vieillard, se glissa le long du mur, s'assit près du foyer. Annesa ne pouvait se retourner, mais elle devinait le fantôme à côté d'elle. Elle crut d'abord que c'était l'aveugle, mais tout d'un coup elle se sentit effleurer la main par une main rude et chaude, et il lui sembla que c'était celle de Gantine. La main monta jusqu'au visage, le lui caressa, lui prit le menton, lui étreignit la gorge... Devant elle surgit une figure jaune, avec des yeux ardents, et une barbe grise entre les poils humides de laquelle s'ouvrait une bouche noire et tordue... C'était Zio Zua. Il l'étranglait...

(*A suivre.*) GRAZIA DELEDDA.

(*Traduit de l'italien par* M. ALBERT LÉCUYER.)

LE PROPRE DU TEMPS

—

Méditation pour conseiller municipal.

Il n'est pas permis de supposer que des hommes, baptisés ou non, mais chargés par leurs concitoyens d'un mandat, manquent tout à fait de conscience, et sacrifient les intérêts du ciel aux leurs.

Le mot « ciel » déplaira à quelques-uns : je l'ai choisi pour en éviter d'autres plus horrifiants tels qu'Idéal, Providence, Divinité, Postérité.

Ciel est acceptable même pour les matérialistes, puisque l'auteur de la *Mécanique céleste* n'avait jamais éprouvé le besoin de l'hypothèse Dieu, et qu'il y a un observatoire. Ciel fait honnêtement antithèse à terre, d'autant qu'il comprend tout ce qui s'élève au-dessus du sol, tels les arbres et les monuments.

Il faut plus d'un siècle pour faire un bel arbre ; mais pour élever un monument le temps ne suffit pas. Depuis le seizième siècle, on n'a pas mis pierre sur pierre, selon la beauté : et nous sommes au vingtième.

Combien cette constatation me paraît extraordinaire à moi-même, je ne saurais l'exprimer! On peut attribuer la mort de l'architecture sacrée à l'appauvrissement de la foi, mais outre que le XVIIe siècle fut dévot et favorisa la religion, l'architecture civile n'a pas vécu plus longtemps que sa sœur sacrée ; et les mairies ne sont pas moins laides que les églises : cependant la vie municipale existe, active et régulière.

Qui ne connaît, au Cours la-Reine, la petite maison dite de François Ier, qui fut apportée, pierre par pierre, pour un particulier. Aucun sentiment transcendantal ne présida à cette construction, elle fut inventée comme rendez-vous de chasse ou d'amour ; or la chasse fait partie des exercices nationaux, et obligatoires pour le chef de l'État, et l'amour malgré Plutus, reste assis sur le crâne de l'humanité, comme dit Baudelaire.

Les derniers édifices de la France furent de grandes « petites maisons » aux bords de la Loire : on aimait et on buvait sur le rythme que nous a conservé François Rabelais. L'ultime style pourrait s'appeler le galant. Pourquoi la galanterie, qui n'a point diminué, n'infante-t-elle plus de chefs-d'œuvre ? C'est un mystère et malgré qu'un professeur du Muséum ait déclaré qu'il n'y en avait plus, je pense qu'il a oublié celui de l'architecture.

Vous allez m'objecter que, depuis la Renaissance, nous avons eu de beaux tableaux, d'admirables statues, d'incomparables estampes, que Carpeaux est mort depuis peu et qu'Hébert est vivant : enfin que vous ne comprenez pas que l'architecture soit morte quand les autres arts ont survécu ! Moi non plus, je ne comprends pas ; mais, ayant étudié beaucoup et non sans fruit, je suis arrivé à trouver tout à fait folle cette prétention qu'ont tant de gens d'expliquer les faits. Laissons « le pourquoi » aux enfants et dans les yeux étonnants des bêtes : un homme cultivé ne se flatte pas de si exorbitantes ambitions : seuls les ignorants questionnent et seuls les hallucinés répondent : nous autres, nous constatons.

Il n'y a point de monument, digne de ce nom, postérieur à 1600 : voilà le fait, net et nu.

Vous savez comme moi que le mobilier survécut comme art, de deux siècles à l'architecture et que tel fauteuil Louis XVI est un chef-d'œuvre ; que le costume des femmes fut beau sous le Directoire et au commencement de l'Empire ; mais vous ne me parlerez ni de la colonnade de Perrault, ni du Val-de-Grâce, ni de Versailles, ni même de la colonnade du Bernin.

Je devine que vous ne me suivez plus, tellement vous avez l'habitude d'entendre des explications. En voici une, je vous avertis qu'elle ne me satisfait pas : peut-être vous agréera-t-elle ?

L'architecture est d'essence collective et objective ; elle n'exprime qu'une communion et qu'une abstraction. L'individu ne peut rien en ce domaine : et le génie d'un architecte n'est que celui de son temps et de son milieu.

Tous les temps et tous les milieux ont-ils du génie ?

La Réforme protestante a conquis le nord de l'Europe, sans pouvoir dessiner une porte ou un pied-droit ? — Cependant, il y avait un collectif animique innombrable. L'on a beaucoup prêché, on prêche encore sans qu'on ait su élever une chaire, ni même sculpter congrûment une Bible au fronton ?

Quelle nouveauté plus colossale que notre actuelle locomotion : la gare a, dans chaque ville, l'ancienne importance du Dôme et dans l'univers, nul n'a inventé pour elle, je ne dis pas un style, mais un modillon. Même si nous devons posséder des gares pour l'aviation rien ne se produira d'aussi capital que ce qui existe : un train électrique sera toujours un train. Raisonnablement on ne peut attendre aucun événement qui fasse renaître l'architecture, puisque la locomotive sur route et sur rue et sans rail n'a pas modifié d'une ligne la carrosserie.

Les formes ne se renouvelleront plus : l'architecture est morte. Or les autres arts sont petits, puérils à côté du monument dont ils naquirent. Ce qu'on appelle décoration et art mineur n'a jamais été que la monnaie, le billon de l'édifice.

Les politiciens qui ne savent rien, ce qui leur permet de toucher à tout, essayent ridiculement de favoriser l'industrie d'art et la Ville Lumière entre-

tient des écoles de ferronnerie, d'ébénisterie et se flatte d'obtenir de belles clés pour d'affreuses portes et des meubles de style pour casinos.

Quand le tronc est mort, les branches ne reverdissent plus, les arts décoratifs ont sombré dans la tourmente révolutionnaire.

La beauté des formes fut : elle n'est plus que dans les œuvres du passé. La conservation de ces œuvres se présente comme le plus impérieux devoir de tout homme. Leur destruction dépasse le délit de droit commun et pourrait s'appeler un crime de droit universel.

L'État actuel se figure que l'instruction obligatoire suffit à civiliser la masse. Celui qui sait lire, écrire et compter, peut en effet tout acquérir dans le sens où un morceau de charbon de bois suffit pour tracer un chef-d'œuvre sur le mur : Michel-Ange seul, le fit, une fois! Que lit donc le jeune Occidental? Des manuels, en attendant de lire le journal. A quel âge et à quel degré de culture, faut-il mener un adolescent pour qu'il se plaise au *Paradis* de Dante? Catholique ou jacobin, chaque parti monopolise l'enseignement dès qu'il le peut; mais le catholique ouvre le ciel à la sensibilité, tandis que le jacobin n'emploie que des motifs terrestres. Quand Robespierre tenta d'instituer la Fête de l'Être suprême, il agit en politicien éclairé.

Il faut que l'homme entende une autre voix que celle de la politique, sous peine de s'avilir. Or, le monument fut la forme la plus générale de la sublimité, le grand et permanent sermon sur les fins dernières. Les pierres tinrent un langage transcendantal avant les caractères; et ceux-ci ne peuvent remplacer celles-là. — Rien ne manifeste, si aisément, et à tous, une telle idéalité que le monument. Cette proposition s'impose.

Que sont les statues et les vitrines du Musée d'Athènes à côté de la splendeur du Parthénon ; le moindre pylone l'emporte en signification sur le Musée de Boulacq et la seule vue de Notre-Dame exprime mieux le Moyen Age que tous les numéros de Cluny.

On est d'accord entre esthètes et politiciens que les grandes cathédrales seront conservées; mais l'église de village, la chapelle des faubourgs, le château isolé, le cloître désert, la vieille porte, le coin de remparts, c'est-à-dire le vestige et la ruine dépendent d'un vote municipal.

L'aubergiste et le mécanicien savent qu'on ne s'arrête dans un lieu que s'il y a quelque chose à voir : les autres édiles, qui ne bénéficient pas du passage, ont besoin qu'on leur montre un devoir là où ils ne voient qu'une économie sordide ou une stupide violence contre les restes d'un passé qu'ils détestent sur la foi du politicien.

Il y a encore des niais qui regardent la motte féodale d'un œil torve et qui appellent leur clocher « une bastille de superstition ». Personne ne prendra soin d'avertir ces pauvres cervelles de leur erreur : car l'idée de progrès implique la détestation du passé et de ses œuvres. Aucune terre au monde ne porte autant d'édifices que la France : en partant de n'importe quel point on ne fait jamais deux lieues sans rencontrer un monument, église ou château, d'un véritable intérêt.

Si on dressait la carte monumentale de notre pays, l'univers serait stupéfait : toutes nos routes ont, pour milliaires, des chefs-d'œuvre.

Actuellement, l'architecture nationale dépend de trois puissances anonymes et irresponsables : l'État, le département et la commune. L'État se trouve contraint à quelque réserve : ses actes tombent sous les commentaires de l'opinion; le département agit avec un certain discernement. Mais la commune, représentée par des primaires, peut pécher par ignorance et voter des démolitions et des ventes, sans se douter quel attentat elle commet contre la Patrie et l'humanité même.

Il conviendrait d'éclairer ces hommes à demi barbares sur le sens de la civilisation et les persuader de conserver l'église, même s'ils ne gardent pas le curé. — Il conviendrait d'adresser aux instituteurs une circulaire les exhortant à enseigner aux enfants le respect des vieilles pierres.

Puisque le sort des plus pures merveilles dépend aujourd'hui du nombre et de ses élus, il faut esthétiser le nombre comme autrefois on l'évangélisait : et à une certaine profondeur ce sont là des actes similaires. Déjà le musée a conquis l'âme de la foule ; et le Louvre peut compter pour sa défense sur des mains de travailleurs « aux saints calus du travail honnête ». Déjà, des ouvriers s'indignent que l'homme qui *a assassiné* (*sic*) le Déluge de Poussin ne soit passible que de deux ans de prison ; déjà, on rencontre, au hasard d'une promenade en mer, un marsouin qui crache sur l'Angleterre, parce qu'elle a noyé l'île féerique de Philœ, et aboli la cataracte d'Assouan ; déjà, le cantonnier dit au touriste qui interroge sur un bourg : « il n'y a *rien* », lorsqu'il n'y a pas de monument. — Cette parole du casseur de pierres serait le texte de l'homélie municipale. Où il n'y a pas de monument, il n'y a rien, en effet.

Si on ne révèle pas aux édiles inconscients l'importance des vieux édifices, si on ne les éclaire pas sur le devoir nouveau que leur crée la nouvelle légalité, un jour est proche où on fera vingt lieues sans trouver trace d'humanité, où les bourgs ne seront plus marqués, suivant la forte expression de Léonard de Vinci, que par « albergo et latrina » ; et en dehors des grandes villes, il n'y aura plus rien, en France.

PÉLADAN.

DANS LES HOPITAUX PARISIENS

Les écoles d'Infirmières (1)

Il n'est guère de fonctions sociales qui n'exigent quelque apprentissage. Pour exercer certaines d'entre elles, l'expérience acquise ne suffit même point : il y faut joindre des aptitudes naturelles que l'éducation développe, sans les pouvoir créer. De ce nombre est la profession de l'infirmière ; elle exige tout à la fois des qualités innées et une préparation technique ; elle constitue l'exercice d'un métier, mais réclame aussi la pratique de solides vertus.

A des femmes de vingt ans les vertus ne s'enseignent guère ; mais le métier s'apprend. Ce n'est cependant que depuis quelques années à peine qu'on a songé en France à organiser cette instruction professionnelle.

*
* *

L'Angleterre nous montra l'exemple. A Miss Florence Nightingale revient l'honneur d'avoir créé une œuvre, qui a régénéré les hôpitaux de son pays et essaimé ensuite de par le monde.

Cette héroïne avait trente ans, quand la guerre de Crimée éclata. Elle s'était déjà consacrée aux soins des malades ; et préoccupée des améliorations nécessaires à apporter aux services hospitaliers, elle avait entrepris en Europe de longs voyages d'observations. Après l'étude, elle se voue à l'action. Elle groupe une quarantaine de femmes et jeunes filles et s'embarque avec elles pour l'Orient. Le Ministre de la Guerre la charge bientôt de la direction des ambulances à Scutari. Son énergie inlassable, sa bonté intrépide, son génie d'organisation y ont raison de toutes les difficultés. Elle obtient des résultats inespérés. A son retour à Londres, elle reçoit un accueil enthousiaste, et d'innombrables hommages de l'admiration et de la reconnaissance publiques. En son honneur, une souscription est ouverte, qui produit rapidement 1.250.000 francs. La destination en est tout indiquée : Miss Nightingale consacre son produit à la création d'institutions hospitalières modèles. C'est en 1857 qu'elle fonde alors à l'hôpital Saint-Thomas la première école d'infirmières. Bientôt le succès de ses efforts lui permet de les multiplier : elle va successivement doter Liverpool, Édimbourg, Manchester, d'institutions du même genre. Son activité ne connaît ni obstacles ni trêve. A l'heure présente, il n'est plus guère dans le Royaume-Uni d'établissement important qui n'ait son école d'infirmières.

Ces institutions sont presque toutes organisées sur le même modèle. La direction en est confiée à une « matron » : élue par le conseil d'administration, investie par lui d'une autorité presque absolue, elle assume la responsabilité exclusive du service ; elle choisit, surveille, conseille les élèves-infirmières ; elle s'en fait à la fois la maîtresse et l'amie.

Les postulantes, qui doivent avoir plus de vingt-trois et moins de trente-cinq ans, sont, avant leur entrée, soumises à un examen médical, qui garantit leurs aptitudes physiques. Leur admission est de plus subordonnée aux résultats de l'enquête que l'on fait sur leur éducation, leur situation de famille, leurs occupations antérieures et leur conduite. On leur impose un stage de quatre à six semaines, durant lequel elles restent en observation. Ce n'est qu'après cette épreuve, qu'on les accepte définitivement. Elles signent alors un véritable contrat, en vertu duquel elles s'engagent à venir à l'hôpital pendant une période fixée généralement à trois années, en échange de l'instruction professionnelle qu'on leur y assure. Quelques-unes sont accueillies comme élèves payantes et libres.

L'enseignement qu'on leur donne est à la fois théorique et pratique. Tous les trois mois, on les change de service ; à tour de rôle, elles font les veillées. Leur tâche est souvent dure ; et quelles que soient les conditions de leur admission, à quelque catégorie sociale qu'elles appartiennent, elles sont soumises indistinctement au même régime, aux mêmes corvées.

Par contre, toutes sont assurées d'un large confort : elles logent dans des chambres indépendantes, généralement pourvues de baignoires ; on leur réserve bibliothèque, salle à manger et salon spéciaux. Elles jouissent des agréments de la vie en commun, sans renoncer à leur indépendance individuelle. Elles ont droit en effet à des sorties quotidiennes de deux heures au moins, et à une journée de vacances par semaine. Elles peuvent donc à l'hôpital s'organiser un home ; mais elles continuent à fréquenter au dehors et à entretenir leurs relations familiales et sociales.

Dès qu'elles ont conquis le diplôme, elles reçoivent le titre de « nurses », qui leur confère fonctions et appointements. Quelques-unes s'attachent définitivement à l'établissement où elles ont été instruites, y deviennent « sisters », puis « matrons ». D'autres quittent les hôpitaux, et comme gardes-malades,

1. Voir la *Revue Bleue* des 22, 29 juin, 6 et 20 juillet et 3 août 1907.

vont mettre leurs connaissances au service des particuliers ou d'institutions privées. Il en est enfin qui, au bout de quelques années, se marient, et contraintes alors par les règlements d'abandonner l'hôpital, se contentent de seconder leur mari dans son travail, quand il exerce, lui-même, la profession médicale.

Parmi les jeunes infirmières anglaises, il n'est pas rare de rencontrer des filles de pasteurs, de professeurs ou d'avocats. M[lle] Gladstone, une fille de lord Dufferin se sont illustrées dans leurs rangs. Loin de sembler déroger, en se vouant à cet apostolat, elles y acquièrent, aux yeux de nos voisins, des titres à la « respectabilité ». Comme de toutes les nurses sont exigées une instruction sérieuse et une tenue irréprochable, la sécurité des relations atténue les différences de caste et d'origine; la communauté de leurs aspirations et de leurs efforts achève de les effacer.

*
* *

Cette organisation admirable a dû se développer en Grande-Bretagne, prospérer aux États-Unis, pénétrer aux Pays-Bas et en Suède, recevoir la consécration de l'expérience des deux mondes, avant de trouver accueil sur le territoire français.

Nos premiers essais d'éducation hospitalière ne datent que de 1878. — L'école municipale qui, à l'instar des institutions anglaises, donnera asile à des élèves-pensionnaires, ne s'ouvrira qu'à l'automne prochain. Que d'efforts, de discussions, d'hésitations, avant d'atteindre aux résultats que nos voisins ont depuis cinquante ans recueillis! Que de bonnes volontés perdues, que de retards accumulés!

Avec la laïcisation des hôpitaux parisiens, la question du recrutement du personnel infirmier se devait tout naturellement poser. On expulsait les sœurs; il les fallait immédiatement remplacer. On para d'abord au plus pressé; pour combler les vides, on accueillit indistinctement tous les postulants. Mais vite on s'aperçut que les servantes d'auberge, les gardeuses de vaches, ou les ouvrières en chômage faisaient de très médiocres infirmières. Le Conseil municipal, dès 1877, émit le vœu que « par la Société médicale des hôpitaux, il fût organisé un enseignement professionnel de petite chirurgie, de pharmacie et d'hygiène, dans lequel les personnes qui voudraient se dévouer au service des malades, pourraient recevoir l'instruction théorique et pratique, propre à en faire les auxiliaires utiles dont le corps médical a besoin ».

Le D[r] Bourneville se consacra à cette œuvre, il en fut l'intrépide pionnier. Avec le concours de la Ville, la collaboration d'hommes dévoués, de maîtres éminents, il organisa des écoles d'infirmiers, où se devait éduquer le personnel qu'on réclamait. Dès 1878, il ouvrait les premières à Bicêtre et à la Salpêtrière. En 1881, la Pitié; en 1894, Lariboisière leur donnaient une nouvelle hospitalité.

Les garçons de salle, les filles de service, les stagiaires, quand leur travail est achevé, y viennent écouter des leçons, et suivre des exercices. Deux ou trois fois par semaine, de 8 à 9 heures du soir, on leur inculque des notions élémentaires d'anatomie, physiologie, chirurgie, pharmacie, massage, hygiène et administration. De 7 à 8 heures du soir, — quelquefois aussi durant le jour, — dans les salles, à l'infirmerie, on leur apprend à manier les instruments, à reconnaître les médicaments, à préparer les opérations, à panser les malades. C'est à des médecins, chirurgiens ou pharmaciens des hôpitaux, à d'anciens internes, c'est aux surveillantes les plus expertes que l'on confie cet enseignement à la fois théorique et pratique.

Il a fallu y joindre une sorte d'école primaire, où les illettrés puissent, avant de fréquenter les cours professionnels, recevoir l'instruction première qui leur fait trop souvent défaut; des instituteurs et institutrices se consacrent généreusement à cette tâche.

En fin d'année, sur toutes les matières du programme, on passe des examens, dont le succès assure l'octroi du précieux diplôme. Les efforts qu'à l'envi y déployent maîtres et élèves ne laissent pas d'être touchants. Le public, ingrat, les méconnaît, — ou les ignore. Quoi de plus impressionnant pourtant que d'assister, comme nous l'avons pu faire, à l'interrogation de tous ces braves gens, de trente et quarante ans, qui ont pris sur leur sommeil, durant deux ou trois années consécutives, pour se rendre dignes de la mission qui leur est confiée? Comment n'être pas sensible à l'obstination courageuse de ce vieil infirmier de cinquante-deux ans, depuis vingt-trois ans en service, qui, quatre années de suite, renouvelle l'épreuve? Invariablement fidèle aux cours du soir, attentif, scrupuleux, mais de mémoire courte, et d'intelligence débile, il n'a pu à trois reprises s'assurer un nombre de points suffisant pour fléchir l'indulgence de ses juges. Il ne s'est point lassé, — et on l'a vu, le mois dernier, recueillir enfin le fruit de sa noble et ambitieuse tenacité.

Une telle organisation a rendu des services signalés. A l'homme éminent, qui en a été tout à la fois l'apôtre et l'ouvrier, est due la reconnaissance publique. Mais aujourd'hui que l'expérience a fait connaître les défauts du système, le temps est venu de l'améliorer.

Actuellement, les malheureuses infirmières sont astreintes, après une journée de douze heures de travail, à venir, à la lumière des lampes, écouter des explications que le talent des maîtres ne peut réussir à rendre toujours attrayantes. Quand elles n'habitent pas l'établissement où se font les cours, elles doivent effectuer un double trajet, souvent long, et parfois coûteux : à Lariboisière, il en est qui viennent de Bretonneau, de Beaujon ou d'Hérold; à la Pitié, fréquentent des agents de Laennec, de Cochin ou de Baudelocque.

Aussi combien en voit-on qui, en dépit des plus méritoires efforts, courbées sur leurs chaises, s'assoupissent et s'endorment !

Comment instituer aussi un enseignement efficace, avec les déplacements incessants que le personnel subit — ou réclame ? Dans les quatre établissements-écoles, on n'a pas compté, durant l'année 1906, moins de 590 mutations parmi un personnel de 1.360 infirmiers.

Quelle portée attribuer enfin à cette éducation, tant qu'elle ne sera ni obligatoire, ni pratiquement sanctionnée? En 1906, 226 candidats avaient seuls réussi à passer l'examen, desquels il faut déduire encore les élèves bénévoles, étrangers à l'Administration. En principe, les infirmières, pour être titularisées, doivent préalablement être munies de leur diplôme. En fait, les fonctions en sont souvent conférées à celles qui n'ont suivi aucun cours; elles les exercent plusieurs années sans justifier du certificat de leur aptitude. Et il est des cas, trop nombreux encore, où des postulantes, qui savent faire valoir l'influence de hautes protections, obtiennent leur nomination définitive sans parchemin.

Si on a donc amélioré l'instruction professionnelle d'une partie du personnel hospitalier, les conditions dans lesquelles on la forme et les garanties dont on l'entoure sont notoirement insuffisantes. L'œuvre doit être complétée et amendée. Ce n'est que d'hier qu'on y songe.

*
* *

Aux cours, on va substituer une école; toutes les infirmières la devront dorénavant fréquenter.

L'édifice qui l'abritera s'achève. Dans l'immense dédale de pierres qu'enferment les murs de la Salpêtrière, se dresse son élégante silhouette. Bientôt un jardinet le viendra coquettement parer. Les aménagements qu'on y prépare répondront à toutes les exigences du confort moderne. Au centre, un large vestibule donne accès à l'amphithéâtre et aux salles de cours. Dans chaque aile, les pièces communes : salle de jeux, bibliothèque, salle à manger et salon. Aux étages supérieurs, les pièces d'habitation : le logement des directrices qu'encadrent les chambres indépendantes des 60 élèves, les toilettes et les salles de bain.

Le nid sera chaud et plaisant. Il faut dire qu'on a sacrifié plus d'un million pour le bâtir. Mais quels hôtes y chercheront abri ; à quel régime les voudra-t-on soumettre ? On en est réduit encore aux conjectures.

Dans ses grandes lignes, on semble près d'adopter le système anglais : l'admissibilité réservée aux femmes célibataires de 18 à 25 ans, bien portantes et instruites ; l'obligation d'un stage de deux mois ; puis l'internat durant deux années, avec une rémunération mensuelle de 10 et 20 francs ; l'engagement enfin de servir trois ans dans les établissements publics, en échange des avantages ainsi recueillis.

Mais les détails de l'organisation ne sont pas arrêtés, et pour les fixer, plusieurs conceptions opposées se heurtent. D'aucuns, imbus des vieux préjugés, prétendent rétablir, pour l'y appliquer, une discipline toute monastique : ne proposait-on pas récemment de soumettre la correspondance des futures élèves à l'examen préalable de la directrice ? D'autres songent à transformer l'école en une Faculté au petit-pied, où les plus doctes professeurs trouveraient de nouvelles chaires doctrinales, et des auditrices obligatoirement fidèles. Que d'erreurs ainsi à éviter dans la double rédaction du règlement et du programme !

Confondre avec les pensionnaires d'un couvent, les femmes de vingt ans qui viennent apprendre le métier, auquel leur vocation les prépare ! Assimiler à la discipline d'une organisation administrative, le régime inquisitorial d'une maison de correction ! N'est-ce pas vouer l'organisation future au plus lamentable échec ? Que gagnerait-on aussi à augmenter l'armée du prolétariat intellectuel, à inciter les infirmières à un pédantisme prétentieux et décevant ? Pourquoi leur inculquer le faux orgueil d'une science tronquée ? Elles sont et doivent rester les simples auxiliaires des médecins; pourquoi leur donner l'illusion d'en devenir les remplaçantes ?

Ne sont-ce pas d'ailleurs ces ambitions inconsidérées qui provoquent l'appréhension des infirmières elles-mêmes ? « L'école, déclare l'organe du syndicat des non-gradés, est réservée aux petites dames à mains blanches ! » C'est là une profondeur erreur. « Rassurez-vous, répond avec raison M. Mesureur, sur la portée de l'école que nous allons ouvrir ; c'est une sorte d'émulation que nous voulons par elle introduire dans notre personnel ; nous ne voulons créer de privilèges pour personne ; pour un mérite égal, nous voulons que la récompense soit la même ! »

Mais est-ce à dire qu'il faille abaisser l'institution

nouvelle au niveau de l'ancienne? Pourquoi dès lors la voudrait-on fonder? Qu'on ne crée pas d'aristocratie au sein de la corporation, fort bien ! Mais à la condition qu'on l'aristocratise en quelque sorte tout entière ! C'est-à-dire qu'à toutes les infirmières, dans l'avenir, on impose cette initiation progressive ; que de toutes on exige une instruction professionnelle et des mœurs irréprochables; et qu'on se refuse dorénavant à admettre en faveur de quelques-unes, et au détriment de toutes les autres, indulgences, faveurs ou passe-droits !

Les situations acquises seront ménagées; aucun intérêt respectable ne sera lésé ; mais il faudra renoncer irrévocablement au recrutement actuellement pratiqué, si on veut assurer quelque efficacité à la réforme ! En attendant que les futures diplômées remplissent, quelque jour, tous les cadres, on les pourra grouper, au fur et à mesure de leur disponibilité, dans un même service, dans un même établissement; on les isolera ainsi des anciennes, et, en évitant d'inutiles susceptibilités, on assurera dès le début au nouveau système sa complète efficacité.

*
* *

Ce n'est pas au surplus la seule expérience de l'étranger, qui nous peut instruire. L'initiative privée a su créer d'admirables écoles de gardes-malades : les institutions du Dr Hamilton, à Bordeaux, — de Mme Alphen-Salvador, de Mlle Chaptal, à Paris, pour ne citer que les plus justement célèbres, fournissent chaque année des infirmières instruites et vigilantes, aux familles et aux établissements privés.

Quant aux administrations, elles ont été, en province plus entreprenantes que dans la capitale : Le Havre, Rouen, Lyon, Bordeaux, recrutent leurs infirmières dans des écoles fondées et entretenues par les municipalités ou par les bureaux hospitaliers, et qui ont partout donné les plus féconds résultats.

L'Assistance publique de Paris se devait de donner l'exemple; elle va le suivre. Qu'elle le fasse du moins sans timidité et sans nouveau délai. L'institution qu'elle est en passe de fonder, peut contribuer à améliorer un recrutement défectueux; elle n'y pourra parvenir, si d'autres réformes urgentes ne sont du même coup entreprises. Mais du moins qu'elle ne tarde plus à se hâter ! L'instrument qu'elle essaye de créer, était devenu indispensable. Attendons à l'œuvre ceux qui, avec une habile et prudente audace, le devront manier !

Georges Cahen.

LES POURSUITES CONTRE " ORGANT "

Lorsque parut *Organt*, au mois de mai 1789, personne ne put se méprendre sur les véritables intentions de l'auteur. Derrière la fantaisie poétique, transparaît une satire politique d'une âpre violence, et, pour en préciser toute la portée, Saint-Just lui-même, dans une clef placée à la fin du second volume, met des noms contemporains sur les personnages du poème. Le roi, la reine, le comte d'Artois, le duc de Bourbon, Mme Dubarry, Mme de Polignac, nul n'est épargné. Au chant VIII, c'est l'affaire du Collier, au chant XVII les aventures du duc de Brissac et de Mme Dubarry, au chant XIX le duel du comte d'Artois avec le duc de Bourbon. Pouvait-on attaquer plus directement Marie-Antoinette que dans ces vers :

« Dans ses écarts la Reine forcenée
Foule, mon fils, d'un pied indifférent,
Et la nature et tout le peuple Franc.
Son avarice, et cruelle et prodigue,
Pour amasser, partout cabale, intrigue,
Dissipe ensuite, et sans s'embarrasser,
Crache le sang qu'elle vient de sucer !
Cruel vautour dont la faim irritée
Du peuple entier fait un vrai Prométhée ! » (1)

Barère raconte, dans ses *Mémoires*, que, dès l'apparition d'*Organt*, la police s'émut et rechercha son auteur.

« Saint-Just, dit-il, n'était âgé que de dix-sept ans, lorsque le public en France s'occupait de l'arrestation du cardinal de Rohan, à l'occasion de l'affaire scandaleuse du *Collier*. Le jeune poète sentit sa verve s'enflammer d'indignation en entendant raconter la dissolution de mœurs et les anecdotes de la cour de Marie-Antoinette. A cet âge, le sentiment des convenances n'est pas toujours ce qui guide un esprit ardent. A peine sorti du collège, Saint-Just composa donc un poème en huit chants, sur l'histoire du collier de diamants. Il fut imprimé sous le titre d'*Organt*. A peine ce poème satirique eut-il paru, qu'un ordre ministériel ordonna de rechercher l'auteur pour le mettre à la Bastille. Saint-Just fut dénoncé et poursuivi en Picardie où il habitait ; mais il vint se cacher à Paris chez un négociant de son pays nommé M. Dupey, et y demeura jusqu'à l'époque des Etats Généraux. Le 14 juillet 1789, en démolissant la Bastille, mit un terme à ses embarras (2). »

Il y a, dans les *Mémoires* de Barère, tant de contradictions et de mensonges, que bien des historiens ont mis en doute ce récit. Il faut reconnaître, pourtant, que cette fois, Barère n'a pas menti. Deux au moins de ces documents de police relatifs aux poursuites contre *Organt* existent encore aux Archives Nationales.

(1) Chant XVI.
(2) Barère, *Mémoires*, t. IV, p. 406.

C'est d'abord une lettre du lieutenant de police, M. de Crosne, adressée au commissaire Chénon, pour lui donner ordre de perquisitionner chez les libraires. En voici le texte :

Paris, ce 10 juin 1789.

En exécution des ordres du Roy, je vous prie, Monsieur, de vous transporter, accompagné du sieur Henry, inspecteur de police et de la librairie, chez la veuve Guillaume, marchande de livres, rue Saint-Honoré, les sieurs Desenne, Gattey, Dencré, Cussac, Debray, Devaux, Petit, femme Vaufleury, et autres libraires et marchands de livres qui seront indiqués, à l'effet de saisir tous les exemplaires d'une brochure ayant pour titre : *Organt, poème en vingt chants*, ainsi que tous les autres ouvrages et imprimés suspects, de quoi vous voudrez bien dresser procès-verbal et m'en envoyer copie.

Je suis, Monsieur, votre très humble serviteur.

De Crosne.

M. le commissaire Chénon (1).

Le même jour, le commissaire Chénon, accompagné de l'inspecteur de police Henry, accomplit la mission dont on l'a chargé. Voici le texte des procès-verbaux, qui constatent le résultat négatif des recherches :

Procès-verbaux de perquisition chez différents libraires, notamment la veuve Guillaume.

L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf, le mercredi dix juin, neuf heures de relevée, nous, Marie-Joseph Chénon fils, avocat en Parlement, conseiller du Roy, commissaire au Châtelet de Paris, en vertu des ordres à nous adressés à l'effet de faire perquisition chez la veuve Guillaume, libraire, d'une brochure ayant pour titre : *Organt, poème en vingt chants*, et autres ouvrages suspects, nous sommes transporté avec le sieur Henry, inspecteur de police, rue Saint-Honoré, chez la veuve Guillaume. Nous l'y avons trouvée. Nous lui avons fait entendre le sujet de notre transport, avons fait en sa présence... Il s'est trouvé dans le comptoir de la boutique douze brochures intitulées : *L'orateur aux États-Généraux*, cinq de *Diogène aux États-Généraux*, deux du *Nouvel aperçu sur le discours de M. Necker*, deux des *Sept péchés capitaux*, neuf du *Secret découvert ou troisième correctif à l'opinion publique sur M. Necker*.

Avons interrogé la veuve Guillaume, s'il est vrai qu'elle a vendu une brochure en deux petits volumes intitulée : *Organt, poème en vingt chants*.

A répondu qu'elle a bien entendu parler de cette brochure, que plusieurs personnes sont venues la lui demander, mais qu'elle n'en a point eu, et qu'on ne lui en est même pas venu proposer.

Interrogée s'il est vrai qu'elle a envoyé un jeune particulier qui lui sert de garçon, porter cette brochure à différents libraires du Palais-Royal.

A répondu que non, que son garçon se nomme Despinasse, qu'elle n'a que luy, et qu'il est cy présent.

Avons sommé le nommé Despinasse de nous déclarer s'il n'est pas vrai que la dame Guillaume, sa maîtresse, l'a envoyé aujourd'hui porter chez différents marchands du Palais-Royal, une brochure intitulée : *Organt, poème en vingt chants*, en deux petits volumes.

A répondu qu'il n'a pas été aujourd'hui au Palais-Royal.

Lecture faite à la dame Guillaume et au nommé Despinasse de leur interrogatoire et de leurs réponses, ont dit leurs réponses contenir vérité, et ont signé :

Veuve Guillaume,
Delespinasse junior.

Après quoi, le sieur Henry s'est chargé des brochures ci-dessus décrites pour les remettre à M. le lieutenant général de police et a signé :

Henry Chénon fils.

Et de suite, en vertu des mêmes ordres, nous sommes transporté avec le sieur Henry au Palais-Royal, chez les sieurs Desenne, Gattey, Cussac, Debray, Devaux, Petit, Dencré, et femme Vaufleury, libraires ou marchands de livres, à l'effet d'y continuer la perquisition du livre intitulé : *Organt*, et autres brochures suspectes, et, perquisition faite chez les susnommés et en leur présence, il ne s'est trouvé chez aucun d'eux aucun exemplaire de l'ouvrage intitulé : *Organt*, et tous nous ont déclaré que cet ouvrage leur a été offert, il y a environ six semaines et qu'ils n'ont pas voulu en acheter, parce qu'on a voulu le leur vendre à raison de sept livres dix sols l'exemplaire, ce qui leur a paru trop cher.

Il ne s'est au surplus trouvé chez aucun desdits susnommés aucuns ouvrages suspects.

Dont et de quoi avons fait et dressé le présent procès-verbal. Chénon fils (1).

Pendant ce temps, où était Saint-Just ? Était-il resté à Blérancourt, ou, comme le dit Barère, s'était-il réfugié à Paris ? Là encore, c'est la version de Barère qui paraît être la plus exacte. En effet, si nous n'avons point de preuve certaine de la présence de Saint-Just à Paris à la date du 10 juin, nous savons du moins, sans doute possible, qu'il s'y trouvait dans les premiers jours de juillet, puisque lui-même nous apprend qu'il assista aux manifestations qui accompagnèrent la prise de la Bastille (2). D'autre part, on trouve, dans la nomenclature des autographes de Saint-Just que possédait Benjamin Fillon, un manuscrit dont le texte n'a pas été publié et qui a pour titre : *Dialogue entre M. D... et l'auteur du poème d'Organt* (3). A en juger par le sujet, ces lignes datent évidemment de 1789, et l'initiale mystérieuse D cache peut-être le nom de ce compatriote de Saint-Just dont parle Barère, et qui se nommait M. Dupey.

Charles Vellay.

(1) Archives nationales Y 11518.

(1) Archives Nationales, *ibid.*

(2) *Esprit de la Révolution et de la Constitution de France*, première partie, chap. III.

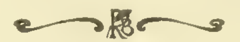
(3) *Inventaire des autographes et des documents historiques composant la collection de M. Benjamin Fillon*, n° 621.

L'IMPUISSANTE BONTÉ

A quel moment du temps? En quel lieu de l'espace?
Un homme, sous le ciel, fut la fleur de sa race,
Si beau, que la beauté des dieux lui ressemblait,
Si bon, que leur bonté même le contemplait.
Et son cœur dans son sein était comme une rose,
Tant de suavité parfumait toute chose
Venant de lui, parole, action, ou désir.
Son âme merveilleuse était un élixir
Qu'avaient exquisement composé, d'âge en âge,
Les rêves du rêveur et les vertus du sage.
Et son cœur odorant s'exhalait pour chacun,
Et son âme sublime était le bien commun.
La joie irradiait dans sa prunelle ardente ;
L'aube de son regard se levait si charmante
Qu'en la voyant, le soucieux était pareil
Au nuage frappé des flèches du soleil.
La douleur s'apaisait au rythme de son geste.
Et comment, affrontant son sourire céleste,
La haine eût-elle pu garder son poing levé ?

Ainsi vivait ce Juste, en ce monde sauvé
Par l'effet rédempteur de sa douce présence.
Mais un soir qu'il goûtait, seul dans son innocence,
L'accord harmonieux de son âme à ces nuits
Dont la calme splendeur astrale tait les bruits
Que mêlèrent, le jour, les êtres de la terre,
Un cri bouleversa son rêve solitaire.
Une voix gémissait son nom dans des sanglots,
Etouffée et semblable à l'appel que les flots
Entendent, au moment d'engloutir leur victime.
Et quand mourut enfin cette voix anonyme
D'une femme clamant un amour ignoré,
Le bien qu'il avait fait fut si vain, à son gré,
Et toute sa vertu tellement inféconde
Auprès du mal commis dans l'infini du monde,
Que flétri dans son cœur à jamais attristé,
Il pleura longuement, avec humilité.

EUGÈNE HOLLANDE.



LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

GABRIEL SARRAZIN : *Les grands poètes romantiques de la Pologne* : *Mickiewicz, Slowacki, Krasinski.*

... Et je ne prétends pas que M. Gabriel Sarrazin soit incapable de motiver fortement, ingénieusement, ou même raisonnablement ses admirations; et sans doute, Mickiewicz, dont le nom nous est plus familier que les œuvres, Slowacki et Krasinski, dont ni les œuvres, ni peut-être les noms ne nous sont aussi familiers qu'il serait bon qu'ils le fussent, sont en vérité très dignes d'admiration. M. Gabriel Sarrazin les admire en trois cents et quelques pages; il a bien raison... non, ce n'est point son enthousiasme louangeur que j'incrimine, ce sont ses louanges mêmes : certes, il en est de très heureusement formulées; pourtant M. Gabriel Sarrazin manie l'hyperbole d'une façon inquiétante : il la prodigue sans s'apercevoir que la constante outrance de l'éloge nous met en défiance; il en use et en abuse sans façons; en des gloses familières, il décerne des brevets de sublimité : nul écrivain qui nous surprenne davantage par un fréquent contraste entre l'exaltation de la pensée et le placide terre à terre de l'expression... Mais ceci est plus grave : Gabriel Sarrazin, qui n'est jamais las d'admirer, et ne saurait admirer qu'en termes hyperboliques, s'excite follement là où il n'y a point lieu de seulement s'arrêter : écoutez-le : « Tous les *Sonnets de Crimée* sont d'une poésie *inouïe*. Ils foisonnent de ces images grandioses et fraîches qu'on ne trouve que dans les bardes primitifs, et au XIXe siècle chez deux ou trois rivaux de Mickiewicz, Shelley entre autres... » et Gabriel Sarrasin s'empresse de citer une de ces images « qu'on croirait de nos ancêtres aryens »; voici : « Je dépassai le tonnerre assoupi dans son berceau de nuées... » En vérité... Il suffit et l'on voit bien quelle sorte de réserve il faut faire, et l'on voit aussi que si d'une façon générale l'enthousiasme de Gabriel Sarrazin est justifié, les manifestations de cet enthousiasme peuvent être dans le particulier singulièrement intempestives, exagérées, imprudentes : Gabriel Sarrazin pourrait bien ne point obtenir le résultat qu'il souhaite, qui serait de nous faire partager son enthousiasme et de nous déterminer à lire enfin les œuvres de Mickiewicz, Slowacki et Krasinski.

Nous aurions grand tort de ne point les lire, et si, jugeant tout d'abord que le livre de Gabriel Sarrazin, insuffisamment critique, pourrait bien être superficiel, nous n'accordions à ce livre qu'une attention distraite, notre tort serait plus grave encore. Gabriel Sarrazin ne tempère point ses enthousiasmes : Gabriel Sarrazin s'abandonne aux élans de son âme généreuse, il ne s'abandonne jamais à demi; il a un ami écrivain; son ami est « l'un des rares hommes de génie de notre littérature contemporaine »; on aimerait que Gabriel Sarrazin désignât les autres; quant à son ami, ah! nous faisons la part de l'amitié...; il faut toujours faire très large la part de l'amitié dans les livres de Gabriel Sarrazin, j'entends de cette amitié très sincère et très noble que lui inspirent le plus naturellement du monde le génie, le talent, une certaine sorte de génie ou de talent. Cela dit, reconnaissons qu'une amitié véritable comporte de singuliers privilèges : Gabriel Sarrazin pénètre sans effort dans l'intimité des grands poètes romantiques de la Pologne : leur fulgurant génie l'éblouit bien un peu, mais pas au point de l'empêcher de

discerner assez nettement quelques-uns de leurs vrais mérites. Gabriel Sarrazin est un poète idéaliste; tous les poètes idéalistes ont droit à son impétueuse sympathie : ainsi le vit-on fréquenter chez les poètes anglais, qui sont, comme l'on sait, les plus éthérés des idéalistes; il leur consacra des études que l'Académie française distingua pour leurs qualités, et non point seulement parce qu'elles glorifiaient l'idéalisme le plus noblement forcené. Mickiewicz, Slowacki, Krasinski sont de grands poètes idéalistes : Gabriel Sarrazin les comprend; mieux, il communie avec eux...

La pénétration sympathique, la parfaite communion, l'enthousiasme... c'est une façon de comprendre la critique littéraire : la meilleure, a-t-on dit. Que d'objections!... Enfin c'est une façon de critique...

*
* *

Ce fut un âge héroïque ; ce fut le temps des héros; nous sommes trop tentés de l'oublier, quand nous lisons les œuvres des poètes romantiques ; les poètes n'inventèrent point ces personnages grandiloquents dont les stupéfiantes aventures et les discours prodigieux semblent invraisemblables, pis, désobligeants à notre époque d'universelle et plate médiocrité ; ces personnages, les poètes, les connurent; ils furent témoins de leur furieuse agitation : l'esprit des contemporains est tout rempli des faits et gestes de ces aventuriers, qui, de toute part, surgissent en Europe, épris d'éloquence, affamés d'action, capables de soulever les nations et de les précipiter dans les plus audacieuses équipées et les plus folles : la liberté, l'affranchissement des peuples, l'indépendance de l'individu, que de causes saintes, et dignes de susciter les plus frénétiques efforts! Que de héros! de toutes parts, ils surgissent, heureux ici, et triomphants, ailleurs persécutés, victimes étonnées de réalités écrasantes : Français, Anglais, Italiens, Allemands, Grecs, Russes, Polonais... ils sont frères par le rêve : connaissent-ils des frontières? leur sang coule sur tous les champs de bataille... Ils sont nombreux dans les armées ; ils envahissent la politique, les Lettres; ils dominent leur époque, s'ils ne la conduisent pas toujours ; ils donnent le ton...

Entre tous, ceux de Pologne furent d'une effrénée turbulence, hardis et remplis de vertus, pittoresques, héroïques enfin, dignes de respect et aussi de commisération parce que leur héroïsme ne connut guère que d'atroces défaites; c'est Dembinski, dont l'Europe s'éprenait en 1848, c'est Chrzanowski, c'est Mieralowski, ce sont Hauke-Bosak, Marian Langiewicz, Bem, l'étonnant Bem dont Michelet nous a laissé le portrait le plus caractéristique.

« Nous l'avons connu ici, cet homme terrible, cet homme-fée qui, sans armes, chassait les escadrons, les blessait du regard, celui sur qui mollissaient les balles, celui devant qui reculaient les boulets effrayés; nous l'avons connu, le général Bem.

Ici, il nous parut un homme doux et bon, rien de plus. Sa figure, très peu militaire, était triste. Pour être gai, il lui fallait la guerre, des combats, et terribles.

Là, au milieu des balles, il devenait aimable, d'une bonhomie joviale. La pluie de fer, de feu, était son élément : alors, il avait l'air de nager dans les roses....

Sa légende est fondée au cœur des peuples..... Naguère encore quand les volontaires de Silésie, que leur cœur poussait au Midi, s'en allaient malgré eux au Nord, sous le bâton des Prussiens : « Vous avez beau faire, disaient-ils, Bem aura raison de vous tous. Il vit et il vivra. Les cloches, depuis mille ans, ne font que l'annoncer. Ecoutez-les; n'entendez-vous pas qu'elles disent : Bem, Bem, Bem!.... Elles sonnent et sonneront son nom éternellement. »

C'est Sigismond Milkoswki, Iez en littérature ; « en créant cet homme et cette existence, la réalité traça la page la plus incroyable, une page vraiment effarante par l'interminable série de vicissitudes qu'elle déroule »; ah! lisez, de cette vie, le résumé justificatif qu'en écrit Gabriel Sarrazin. Et voici des « profils..... presque trop aventurés dans le pittoresque » ; nous n'avons que l'embarras du choix; je vous recommande celui d'Ilinski, sabreur sublime, qui, sur la fin de sa vie, se trouva pacha, et très ardent sectateur du Koran : « il emportait partout un Koran superbement relié et qu'on le voyait embrasser avec fureur; l'intérieur du saint livre contenait d'excellente eau-de-vie... »

L'aventure romantique, eh, oui! c'est en Pologne qu'on s'entendit le mieux à la vivre, et non point seulement à l'imaginer. Débauche énorme d'activité, vertige d'une nation exaspérée par les plus inouïs désastres! Débauche généreuse! ces vaincus héroïques se répandent à travers le monde; l'émigration polonaise collabore à toutes les révolutions du XIXe siècle...



De cette émigration Mickiewicz est le conseiller, l'oracle et l'interprète magnifiquement inspiré; en lui s'affirment triomphalement les deux tendances du romantisme polonais, car le romantisme polonais n'est point seulement littérature, il est instigateur d'action : qu'est-il, au fond, sinon un appel à toutes les énergies humaines? et sans doute le romantisme fut cela ailleurs qu'en Pologne, et l'on citerait les exemples de Byron, et de Mazzini, et de Kossuth, et de Petœfi Sandor, et d'Almeida Garrett, sans oublier ceux de Michelet, Quinet, Lamennais...; c'est commettre une erreur que de définir le romantisme « un retour à

l'enivrement du chant et de la pensée par fatigue de l'action »; c'est commettre une erreur s'il agit du romantisme français ou anglais ou allemand...; c'est compromettre un non-sens si c'est du romantisme polonais que l'on entend parler. Ici l'action est véritablement la sœur du rêve : du rêve à l'action et de l'action au rêve, ainsi se résume la vie de ces héros; ils sont à la fois guerriers, conspirateurs, écrivains, artistes... ils continuent dans leurs œuvres le drame, l'épopée où il leur fut donné de figurer comme acteurs; avec allégresse ils reprendront le rôle interrompu : écoutez Iez, l'auteur des *Mémoires d'un vagabond* : « J'écris parce que, ne pouvant travailler avec un sabre, je travaille avec une plume, et pour remplacer l'œuvre du sabre... car mon travail m'attend et j'attends mon travail. » Poète célèbre et fêté dans toute l'Europe, Mickiewicz s'écriera au Collège de France : « Chez les Grecs mêmes, la véritable poésie ne signifiait autre chose que l'action. Malheur aux poètes, s'ils se bornaient seulement à parler; c'est alors que la poésie leur jetterait cette guirlande de feuilles mortes dont ils seraient condamnés à s'amuser pendant toute leur vie. » Mickiewicz est poète; il court le monde en conspirateur, il est soldat, il organise en 1848 les légions polonaises d'Italie; c'est pour visiter le camp de son compatriote Sadyk-Pacha (Ilinski) et participer à une fiévreuse veillée d'armes qu'il se rend en 1855 en Orient où il meurt. Mickiewicz est le héros romantique par excellence, il est le type achevé du romantique polonais.

Il est le poète national de la Pologne; l'est-il à cause ou en dépit de son romantisme? Gabriel Sarrazin ne nous le dit point; je lui soumets la question. Au reste, nous voyons bien par quels liens étroits Mickiewicz tient à son pays : il naît en Lithuanie, « cette Bretagne polonaise », étrange région où s'épanouit la plus luxuriante végétation de légendes et de superstitions; de vastes forêts, des lacs, des marais; une atmosphère de vague tristesse et d'inquiétante rêverie. Mickiewicz commencera par donner une forme personnelle au chant populaire qui berça son enfance. Mickiewicz — le voilà bien le poète national! — surprend et fixe les flottantes productions du génie lithuanien. Mickiewicz tire de la Lithuanie toute sa poésie; il est, dit Renan, « une sorte de géant lithuanien, plein de la sève primitive des grandes races au lendemain de leur éveil. » Il n'oubliera jamais ce sol, ces lacs, ces forêts, ces mœurs primitives, cette tristesse partout épandue; émigré, après de longues années d'exil, il élèvera un ample monument à la Lithuanie : ce sera ce somptueux poème, *Thadée Soplitza*, l'une des rares épopées du XIXe siècle, non la seule, ainsi que l'affirme Gabriel Sarrazin sur la foi de Georges Brandès, — et l'on s'étonne que le Danois Brandès ait pu oublier deux ou trois œuvres scandinaves qui ne sont point si méprisables.

« Lithuanie, tes forêts bruissantes me chantaient plus harmonieusement que les rossignols de Baïdar, que les vierges du Salghir, et je foulais plus gaiement tes fondrières que les mûriers de rubis et les ananas d'or..... »

(J'emprunte cette citation aux *Sonnets de Crimée* qui sont très antérieurs à Thadée Soplitza; il a plu à Gabriel Sarrazin de ne nous faire connaître qu'une très faible traduction *en vers* de Thadée Soplitza; quand donc les traducteurs se lasseront-ils de défigurer en plats alexandrins les plus beaux poèmes étrangers?)

En 1812 la Lithuanie, la Pologne tout entière tressaillent d'un soudain sursaut d'espoir : Napoléon lance l'Europe contre la Russie : six cent mille hommes vont attaquer l'héréditaire oppresseur : Mickiewicz est témoin de l'explosion d'enthousiasme qui accueille l'interminable défilé de la grande armée : aux côtés de l'empereur Dombrowski, Kniaziewicz, Giedroycz, Malachowski! quelle vision! quels espoirs! quelle fièvre!

« Année 1812! Oh! qui a pu te voir dans notre pays? Le peuple t'appelle encore l'année d'abondance, le soldat, l'année des combats; les vieillards aiment à s'entretenir, les poètes à rêver de toi...

Des bandes de panaches et de bannières étincellent sur les coteaux, se déroulent sur les prairies. C'est la cavalerie. Etranges costumes. Armures nouvelles pour les yeux; comme des torrents de neige fondue se précipitent par les chemins les escadrons bardés de fer; les shakos scintillent dans les forêts, les baïonnettes étincellent; ce sont les innombrables fourmilières de l'infanterie qui s'avancent.

Tous s'élancent vers le Nord : chevaux, hommes, canons, aigles défilent nuit et jour : dans le ciel des lueurs flamboient, la terre tremble, on entend comme des bruits de tonnerre.

La guerre, la guerre! Il n'est pas un coin en Lithuanie où sa rumeur n'ait pénétré! La bataille! Où? De quel côté? demandent les jeunes gens. Ils saisissent leurs armes : les femmes élèvent les mains au ciel. Tous, sûrs de vaincre, s'écrient en pleurant : « Dieu est avec Napoléon, Napoléon est avec nous.

O printemps, heureux qui t'a vu dans notre pays, printemps mémorable de la guerre, printemps de l'abondance! O printemps! heureux qui t'a vu riche en blés, en verdure, étincelant d'hommes, plein d'événements, et gros d'espérances! Je te vois encore, admirable rêve. Né dans l'esclavage, enchaîné dès le berceau, je n'ai connu qu'un tel printemps dans ma vie. »

Mickiewicz aime Maryla : il est aimé d'elle : amours malheureuses! Maryla épouse un riche hobereau. Mickiewicz découvre la souffrance, mais il reçoit de bien jolis conseils, et dont il tire parti : Maryla, à qui

un pêcheur vient de narrer un conte, s'adresse au poète : « Voilà de la poésie. Écrivez donc quelque chose de pareil. » Mickiewicz assure que ce simple avis décida de son orientation poétique.

Et c'est après tout bien possible. Pour nous, nous constatons que ce jeune homme, nourri de poésie populaire, profondément remué d'émotions patriotiques, éprouvé par la souffrance et l'amour, n'a plus rien à apprendre en Pologne. Vienne la déportation en Russie suivie du long exil : Mickiewicz emporte en lui-même le trésor dont il vivra, poète lithuanien, poète polonais, poète national de la Pologne.

*
* *

Gabriel Sarrazin ne consentit point à écrire sur Mickiewicz une étude méthodique : Gabriel Sarrazin est le moins méthodique des critiques, le moins méthodique — allons, tant mieux ! — mais aussi le plus inégal, et le plus déconcertant : Gabriel Sarrazin me séduit ; il m'irrite ; il m'irrite plus qu'il ne me séduit : il ne m'irriterait guère s'il me séduisait moins. Critique, devrait-il point approfondir le tempérament de Mickiewicz, caractériser l'art de ce poète, définir les idées de cet agitateur et de ce « tribun lyrique » ? Critique, Gabriel Sarrazin l'est par intermittence : il entreprend une analyse, une esquisse, une définition ; il entreprend, il n'achève point : voici les fragments épars d'une étude sur Mickiewicz : débrouillez-vous.

Prenez cette peine ; dégagez, juxtaposez les pages essentielles : voici bien quelques traits rigoureusement dessinés, sinon un portrait complet ; voici le poète inspiré, le voyant qu'un don d'extraordinaire divination désigne à la supertitieuse admiration de tous ceux qui l'approchent — l'improvisateur spontané, si puissant que « certains de ceux qui l'écoutent pleurent, d'autres ont des spasmes nerveux, d'autres tombent évanouis » — l'orateur, le professeur au Collège de France ; et voici le mystique, l'« émule de Dieu », le prophète du plus surprenant messianisme ; Gabriel Sarrazin s'est peu soucié de caractériser l'art de Mickiewicz ; il éclaire bien le tovianisme, le messianisme de la Pologne obstinée à ne point mourir. De conclusion, aucune... De vives lumières, des ombres, des ombres épaisses ; qui donc nous aidera à dissiper ces ombres ? Qui donc refera ce livre, ce livre séduisant et irritant, irritant parce que séduisant, ce livre qui eût pu être un beau livre ? Car il y a Slowacki et Krasinski dont je n'ai rien dit, et dont Gabriel Sarrazin étudie la vie et les œuvres en des pages inégales, brillantes, profondes, superficielles, et qui séduisent et excitent notre curiosité bien plus qu'elles ne la satisfont : au fait, c'est un éloge...

LUCIEN MAURY.

NOS ATTACHÉS DE CABINET

MM. les attachés de cabinet sont exigeants : ils tiennent à ce que l'attention publique soit toujours fixée sur eux. Sans relâche, ils occupent la presse de leurs faits et gestes.

Faits et gestes dénués de grandeur, cependant ! et dont la relation n'a rien de flatteur pour ces jeunes gens. Elle commence, en l'an 1891, par les prodigalités de ce chef de cabinet, qui, pour frais de voitures, préléva sur le budget 1.200 à 1.300 francs par mois, à la véhémente indignation de la Chambre d'alors, point encore blasée. Elle continue par les exploits de cet autre chef de cabinet, qui, pour grossir ses appointements, s'allouait des indemnités sur le fonds de secours aux hommes de lettres dans la gêne. Elle s'achève aujourd'hui par la condamnation à quelques mois d'emprisonnement d'un attaché, qui, trafiquant de sa prétendue influence, extorqua quelques milliers de francs à un solliciteur naïf, et par les compromissions de ce neveu de M. Chaumié, bien peu propres en vérité à rehausser le prestige des familles de « l'aristocratie républicaine ».

Cette relation ni héroïque, ni comique, dont on pourrait allonger sans fin les incidents, comporte hélas une morale : la vanité des attaques, des indignations, des multiples efforts dirigés contre les abus.

Car, est-il scandale plus flagrant, plus dénoncé, plus réprouvé, que celui qu'offre cette jeune bourgeoisie, encombrant les antichambres ministérielles pour se ruer à la curée ?

L'ancien Régime conférait des prérogatives exorbitantes aux gens de cour. Il leur réservait les grades les plus élevés, les plus grosses prébendes. Et ainsi, quand il eût fallu un calculateur, il désignait un danseur. Démocratique et égalitaire, la troisième république ne reconnaît de tels privilèges qu'aux jeunes bourgeois de l'entourage ministériel. Elle leur décerne les postes les plus avantageux, elle leur confère les décorations les plus recherchées. Et si l'on ne voit plus des colonels de quatre ans, on compte en retour de nombreux chefs de service de vingt-cinq à trente ans.

Ce favoritisme éhonté est profondément démoralisateur. Comment les jeunes gens qui formeront plus tard les cadres du régime conserveraient-ils un idéal d'initiative et d'indépendance, quand ils voient l'inutilité, ou mieux le ridicule de l'effort ? Car, pour devenir leurs chefs, il suffira à des camarades moins scrupuleux et plus roués de courtiser un parlementaire distingué, et de figurer au cabinet d'un ministre. C'est pourquoi un arrivisme sans conviction et sans générosité se substitue au civisme, si nécessaire cependant à la classe dirigeante, surtout dans une démocratie.

Ce népotisme, qui corrompt la bourgeoisie, décourage le labeur des modestes, des humbles, qui voient, dans toutes les administrations, le commandement échoir à l'incompétence, dès qu'elle a obtenu l'estampille ministérielle. Le respect hiérarchique s'efface, et bientôt après disparaît aussi le sentiment de la discipline. C'est à l'insuffisance des chefs qu'est due, en grande partie, l'affili-

geante désorganisation dont pâtissent, à l'heure actuelle, les plus importants services.

L'opinion est édifiée sur les méfaits de cette institution parasitaire, sans prétexte légal, sans statut autre que le bon plaisir ministériel : les attachés et chefs de cabinet.

Quand, dans un salon, un jeune attaché parade, en faisant valoir les immenses services qu'il a rendus à l'État, l'étendue de son influence... et comme quoi il gouverna la France, dans telle conjoncture où son ministre, chargé par intérim de plusieurs portefeuilles, dut quitter la capitale, les auditeurs amusés sourient indulgemment.

Lorsqu'un ministre prétend se faire représenter par un jeune fat de cabinet dans une cérémonie officielle qui assemble les notables de toute une ville, ou, à Paris, les délégués éminents d'un art, ou d'une industrie, l'usage se répand de remercier poliment l'Excellence, en la priant de conserver pour elle son précieux collaborateur.

On en a tant vu, de ces directeurs, chefs, chefs adjoints, sous-chefs de cabinet, de ces chefs, chefs-adjoints, sous-chefs de secrétariat particulier — car ici, comme dans telle armée sud-américaine, il n'est presque que des gradés — on a si souvent constaté leur vanité, faite d'incompétence, et leurs appétits sans limites, que personne ne leur accorde plus le moindre prestige. Il faudrait se rendre dans un village bien arriéré, pour que M. L'Attaché y « fasse sensation ».

Cependant ces messieurs se rient de l'opinion : ils continuent leurs jeux, dont les journaux nous apportent l'écho.

Il faut dire et redire l'iniquité criante de leur carrière, et le mal social qui en résulte. Le 8 mai dernier, à la Chambre des Députés, M. Steeg signalait précisément, ces pratiques néfastes et leur déplorable répercussion. Il constatait que les premiers des corps constitués sont, au détriment des travailleurs, peuplés de ces jeunes arrivistes dépourvus de titres.

« Au *Conseil d'État* il est avantageux de ne point passer par les concours. On peut alors, à vingt-sept ou vingt-huit ans, occuper la situation de maître de requêtes au conseil d'État. Ceux qui ont consacré des efforts réels à subir des épreuves difficiles ne peuvent y arriver avant trente-cinq ou quarante ans, à moins qu'ils n'aient fait un profitable séjour dans cette région bénie des cabinets ministériels ».

« Voulez-vous parcourir la liste des dernières nominations de conseillers à la *Cour de Cassation ?* Vous verrez que sur sept nominations, cinq ont été accordées à d'anciens directeurs des cabinets ministériels. Ceux qui arrivent par l'antichambre du ministre entrent à la Cour de Cassation à l'âge de quarante-deux, de quarante-neuf ou de cinquante ans, ceux qui, au contraire, ont suivi étape par étape la carrière de la magistrature, sont nommés à soixante et un ans, soixante cinq ans ou soixante-sept ans ».

« *La Cour des Comptes* est le refuge accueillant, on peut le dire, de l'élite élégante des cabinets ministériels. »

« C'est ainsi que l'on assiste à ce spectacle étrange — je le soumets à la bonne foi de tous — d'un candidat refusé à l'examen de l'auditoriat à la Cour des Comptes et nommé quelques années après conseiller référendaire à cette même cour, avec dix ans d'avance sur celui qui a été reçu 1er au concours où lui-même était refusé. »

Dans l'administration active, même spectacle : ceux qui occupent les postes les plus importants sont ceux qui, passant par un cabinet ministériel, ont évité la filière hiérarchique.

« Tous les directeurs généraux ou directeurs du ministère des Finances, depuis quelques années, ont été nommés à l'âge de trente ans, de trente-deux ans et demi, de trente-quatre ans. »

« Au ministère des Colonies, nous voyons des nominations de secrétaires généraux à moins de trente ans, alors que ceux qui ont passé les concours de l'École coloniale, quand les circonstances leur ont été très favorables, quand ils ont séjourné pendant quinze ou vingt ans dans les colonies, n'arrivent aux mêmes emplois qu'à trente-huit ou trente-neuf ans. »

Il en est de même dans les autres départements. Ce favoritisme éhonté sévit jusque dans les corps à constitution démocratique, qui s'en sont le mieux défendus jusqu'ici : l'université, l'armée.

M. Steeg cite quelques exemples très récents de ces promotions, si « grossièrement irrégulières » que le Conseil d'Etat dut en casser plusieurs. Ainsi celui-ci :

« Il y a quelques mois, on nommait comme inspecteur adjoint des monuments historiques un jeune homme qui n'est pas encore majeur. »

L'autorité du gouvernement elle-même est compromise par de semblables abus et la croyance en la sincérité démocratique du régime est atteinte.

Il faut donc espérer que des ministres résolus mettront fin à ces errements. Le projet de loi qui fixe le statut des fonctionnaires et que voteront prochainement les Chambres leur donnera à cet égard des moyens de résistance et de répression.

Les collaborateurs de mérite qu'ils ont dans leurs cabinets seront les premiers à s'en réjouir, car l'espèce en existe heureusement, et ils souffrent des écarts de leurs camarades.

Il est naturel qu'un ministre choisisse quelques collaborateurs personnels, habitués à sa méthode de travail, capables de faire les recherches dont il a besoin, ou de s'occuper particulièrement des intérêts de sa circonscription ; il est naturel que ces collaborateurs soient pris parmi les jeunes gens qui se destinent aux carrières de l'État, et il est légitime que les services de ces secrétaires soient récompensés.

Mais il est révoltant de voir une nuée de jeunes oisifs, ignorant tout du département où le hasard des relations les a appelés, faire les importants dans les ministères, tancer les fonctionnaires les plus éminents ; ou bien, toujours absents, se targuer de leur titre ; et ceci uniquement en vue d'obtenir une avance, considérable autant qu'injustifiée, au détriment de la probité intelligente et laborieuse.

JACQUES LUX.

Le Propriétaire Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 7 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 17 AOUT 1907

Souvenirs Parisiens

LA MORT DE MARIE PELLEGRIN

En 1880, l'année de *Nana* et des *Soirées de Médan*, un des auteurs de ce recueil où se manifestait bruyamment le « naturalisme », M. Paul Alexis, publiait *La fin de Lucie Pellegrin*. Dans ses *Memoires de ma vie morte*, qui viennent de paraitre à Londres, le célèbre romancier George Moore nous apprend qu'il a connu l'héroïne, dont Paul Alexis s'était fait raconter l'histoire. En dehors de l'intérêt littéraire que peut offrir la comparaison des deux récits, il est curieux de voir cette scène de mœurs parisiennes traitée par un compatriote de Dickens et de George Eliot. F R.

Octave Briot aimait recevoir ses amis dans son atelier. Quelques-uns, qui croyaient à son talent, avaient pris l'habitude de venir sans façon, l'après-midi, et c'est ainsi que, peu à peu, j'en arrivai à connaître tous ses tableaux et ses ébauches. Mais on ne connait jamais tout ce qu'a fait un peintre, et, un jour, en entrant dans l'atelier, je fus frappé par un portrait en pied que je n'avais jamais vu sur le chevalet.

« Il était dans la chambre du fond, retourné contre le mur, me dit-il. Je l'ai retiré, pensant que le prince russe, qui a commandé le panneau décoratif de Pégase, pourrait l'acheter ». Et il le retourna comme pour esquiver mes éloges, car les peintres n'aiment guère mieux entendre louer que débiner leurs premières œuvres.

« J'ai peint cela avant de savoir peindre. » Et debout devant moi, sa palette à la main, il m'exposa sa nouvelle esthétique...

Jusqu'au commencement du XIXe siècle, toute peinture a été faite d'abord en monochrome ; on passait ensuite un glacis. C'est Greuze qui a inventé ce que nous appelons aujourd'hui la peinture solide. Un jour, au Louvre, Briot aperçut dans Delacroix quelque chose qui l'intéressait, quelque chose qui ne le satisfit pas entièrement, mais qui l'entraîna à réfléchir. C'était Rubens, pourtant, qui lui avait révélé le secret ; c'était Rubens qui lui avait appris à peindre. Il reconnaissait le danger de revenir sur ses pas, de recommencer son éducation ; mais que voulez-vous? Il n'y avait pas autre chose à faire, puisqu'on n'apprenait pas à peindre dans les écoles.

J'avais déjà entendu tout cela; mais je ne pouvais m'empêcher de croire que l'on doit vivre d'après les idées de son temps, bonnes ou mauvaises. C'est très facile de dire qu'il ne faut prendre que la méthode du maître, sans la laisser mordre si peu que ce soit sur notre personnalité. En art, notre personnalité est déterminée par les méthodes que nous employons, et le portrait en question m'intéressait plus que le Pégase décoratif ou les trois Vénus roses soutenant un panier de fleurs au-dessus de leurs têtes. Le portrait était cru et violent, mais tel était l'homme qui l'avait peint; il l'avait exécuté quand il était un des disciples de Manet et les méthodes de Manet s'accordaient avec le tempérament de mon ami. Nous sommes tous des impressionnistes aujourd'hui, avides de noter avec ferveur ce que nous sentons et ce que nous voyons, et la rhétorique savante de Rubens était aussi incompatible avec le tempérament d'Octave Briot que l'était la manière poétique de John Milton avec la mienne. Un souvenir de Goya s'était glissé dans le fond du tableau.

un joli contraste entre le gris et le noir. Et il y avait aussi des simplifications à la Manet, mais ce n'étaient que de faibles échos, sans aucune importance, car ils étaient de notre temps. En regardant son modèle, il avait bien vu et senti quelque chose et ce quelque chose il l'avait noté avec violence peut-être, mais il l'avait noté, et c'est, après tout, la grande affaire.

Son modèle l'avait inspiré. Le mot l'offusqua; je le retirai; je lui dis qu'il avait été très heureux dans le choix de son modèle et il en convint. Avoir devant les yeux cette mince jeune fille ambrée, avec ses beaux traits délicats et sa chevelure d'un noir bleuâtre serrée autour de la tête comme des plumes — elle portait ses cheveux comme un merle son aile — c'était une invitation à peindre. Après avoir admiré la figure, j'admirai la robe de soie noire dans laquelle il l'avait peinte, une robe de soie noire couverte de dentelle noire. Elle avait des perles grises aux oreilles et des perles au cou.

Je m'intéressais à la qualité de cette peinture, si différente de ce que faisait Octave à présent; mais je m'intéressais encore davantage à la femme elle-même. Le tableau me révélait un aspect de la nature humaine que je n'avais jamais vu auparavant, quelque chose à quoi je n'avais point pensé. L'âme dans ce portrait était si intense que j'en oubliai la peinture, pour songer à la femme. Elle ne rappelait aucune de celles que j'avais vues dans l'atelier de Briot. Il en venait pourtant de toutes sortes, en fait toutes les mêmes. Le défilé commençait vers quatre heures de l'après-midi et elles ne s'en allaient que lorsqu'il les mettait à la porte. Il leur permettait de jouer du piano et de l'égayer de leurs chansons ; il les laissait, comme il aimait à dire, *grouiller* dans l'appartement, et elles parlaient des peintres devant lesquels elles avaient posé, de leurs robes; elles nous montraient leurs bottines et leurs jarretières. Il ne s'occupait guère d'elles, marchant de long en large, pensant à sa peinture, à sa peinture archaïque. Je me suis souvent demandé si son aspect était pour quelque chose dans sa renonciation aux méthodes modernes, et certes son extérieur évoquait le passé. Il ne ressemblait pas à un homme moderne, mais à un baron du XVIe siècle : sa barbe, son nez cassé, son air hiérarchique contribuaient à la ressemblance ; le jersey qu'il portait faisait songer à une cuirasse, à une cotte de mailles. Même dans le choix de sa demeure, il semblait instinctivement fuir le moderne : il avait trouvé un atelier dans une rue dont on n'avait jamais entendu prononcer le nom auparavant et que l'on ne trouvait qu'avec difficulté. L'atelier lui-même était caché derrière de grands murs croulants, au milieu d'un terrain où l'on cultivait des choux. Octave était toujours, selon son expression, *dans une dèche épouvantable*, mais il trouvait moyen d'entretenir un pur-sang dans l'écurie au bout du jardin, et il se faisait amener la bête dès que le jour baissait. *Mes amis et amies, je regrette, mais mon cheval m'attend.* Les femmes aimaient le voir sauter en selle et plus d'une, j'en suis sûr, lui trouvait la mine d'un centaure, en le suivant des yeux.

Mais qui était cette précieuse jeune fille, cette jeune fille au teint d'ambre — un tableau dit des choses intraduisibles en paroles — qui aurait pu poser pour les madones devant Raphaël? Elle ressemblait si peu aux habituées de l'atelier d'Octave! En toutes, on reconnaissait Montmartre. Celle-ci aurait pu être une princesse espagnole. Je me rappelai ce qu'avait dit Octave : un Russe, qui avait commandé le Pégase, achèterait peut-être ce portrait. L'idée me vint qu'elle était probablement la maîtresse du prince. Sa maîtresse! oh, fortune fabuleuse! Quelle pouvait bien être son histoire? Je brûlais de l'entendre, et me fatiguais de l'interminable bavardage d'Octave sur sa méthode en peinture. Je ne laissai pas pourtant d'écouter, et afin de me concilier l'artiste, j'exprimai le regret que le portrait ne fût pas peint d'après sa manière actuelle « car il y a de bonnes choses là-dedans », lui dis-je, « et le modèle.... Vous semblez avoir eu de la chance avec votre modèle. »

« Oui, elle était agréable à peindre, mais il n'était pas facile d'obtenir des séances. Une fille de concierge — vous ne l'auriez pas cru, n'est-ce pas ? » Il s'amusa de mon étonnement et se mit à rire. « Vous ne la connaissez pas? C'est Marie Pellegrin. » Je lui demandai où il avait fait sa connaissance : il me répondit que c'était chez Alphonsine.

« Je vais y dîner ce soir. Je l'y rencontrerai. Elle retourne en Russie avec le prince ; elle a passé ses vacances au quartier Bréda. *Sacré nom!* cinq heures et demie, et je n'ai pas encore nettoyé mes pinceaux! »

En réponse à ma question sur ce qu'il entendait par passer ses vacances au quartier Bréda, il dit : — « Je vous raconterai tout cela en voiture. »

A peine y étions-nous, qu'il se souvint qu'il aurait dû laisser un mot pour une femme qui lui avait promis une séance de pose. Passer chez elle serait l'affaire de quelques minutes : il donna l'adresse au cocher.

On nous introduisit dans un salon. La dame accourut en se drapant dans un peignoir. Cette question réglée, nous revînmes à notre véhicule. Nous n'étions pas assis qu'il se rappela un autre rendez-vous. Il griffonna quelques billets dans les loges des concierges. Entre temps, il me raconta tout ce qu'il savait de l'histoire de Marie Pellegrin. Cette femme délicate, que j'avais jugée ne pouvoir être de Montmartre, était la fille d'un concierge des boulevards

extérieurs. Elle s'était enfuie de la maison à quinze ans, avait dansé à l'Élysée Montmartre.

Sa jupe avait des trous :
Elle aimait des voyous :
Ils ont des yeux si doux.

Un jour, un prince russe l'avait remarquée et lui avait fait construire un palais aux Champs-Élysées ; mais le prince russe et son palais l'ennuyaient.

L'arrêt de la voiture interrompit le récit d'Octave. « Nous y voici », dit-il, en agitant une sonnette suspendue à un fil de fer criard.

La porte verte, pratiquée dans le mur croulant, s'ouvrit et je vis une femme de taille au-dessous de la moyenne. Alphonsine était devant mes yeux! Son portrait, caricature de grandeur naturelle, dessiné par Octave, se détachait sur le mur blanchi à la chaux du poulailler.

Il l'avait dessinée en compagnie de ses deux chats faisant ron-ron autour de ses jambes, avec cette légende au-dessous : *Ils viennent après le mou*!

Le jardin consistait en un espace recouvert de gravier; je crois qu'il y poussait un arbre unique. Une tente avait été tendue d'un mur à l'autre, et un garçon aux vêtements râpés préparait les tables (il y en avait deux), plaçant les bouteilles de vin devant chaque couvert et de longs pains à intervalles réguliers. Il était constamment dérangé par le bruit de la sonnette et devait courir à la porte pour faire entrer les hôtes. Çà et là je reconnus des visages que j'avais déjà vus à l'atelier : Clémentine qui, l'année précédente, étudiait le rôle d'Elsa, et cette année chantait : *La femme de feu*, *la cui*, *la cui*, *la cuisinière*, dans un café chantant; puis Margaret Byron qui venait d'opérer sa retraite de Russie, désastreuse campagne pour elle à ce que l'on disait. La plupart étaient hors concours, car la maison d'Alphonsine était pour la courtisane d'âge ce que l'hôpital de Chelsea est pour les vieux soldats. Dans cette espèce de jardin humain, on ne percevait que des rumeurs et des teintes d'octobre.

J'examinai la foule. Comment aucune de ces femmes pouvait-elle intéresser celle dont j'avais vu le portrait dans l'atelier de Briot? Celle-là, par exemple, que je voyais tous les matins rue des Martyrs en peignoir blanc, crasseux, aller au marché, un panier au bras. J'avais beau chercher, je ne pouvais trouver une amie pour Marie parmi les femmes, ni un amant parmi les hommes : — ce ne pouvait être ni l'un ni l'autre de ces deux gros individus d'âge mûr, aux énormes favoris, qui avaient probablement été autrefois courtiers à la bourse, ni ce journaliste fané en train de raconter à Octave les incidents d'un duel qu'il avait eu récemment, ni le petit Écossais aux cheveux roux, dont les femmes ne comprenaient pas le français et dont l'anglais était presque inintelligible pour moi; ni l'homme qui ressemblait à un chef des garçons — l'amant d'Alphonsine.

Il avait été garçon de café, et il vous disait, de l'air de Napoléon racontant Waterloo, qu'il avait « créé » un certain café à la mode, sur le boulevard. Je ne pouvais attribuer aucun de ces hommes à Marie; Octave en parlait avec indifférence : elle lui avait paru un sujet intéressant à peindre, et en ce moment il espérait que, grâce à elle, le Russe achèterait son portrait.

« Mais elle n'est pas ici », dis-je.

« Elle ne va pas tarder », répondit Octave, et il continua sa conversation avec Clémentine, une jolie blonde que l'on voyait chaque nuit au *Rat Mort*. On enlevait les assiettes à soupe, quand je vis une jeune femme, en robe noire, traverser le jardin.

C'était elle, Marie Pellegrin.

Elle avait une robe semblable à celle de son portrait, une robe de soie noire couverte de dentelle ; sa chevelure noire enveloppait étroitement sa petite tête de forme parfaite. C'était son portrait avec quelque chose en plus. Son sourire lui était particulier, un triste petit sourire, qui semblait sortir des profondeurs de son être. Sa voix était une petite voix musicale, irresponsable comme le chant d'un oiseau, et pendant le dîner je remarquai qu'elle prenait la parole aussi soudainement que l'oiseau attaque sa chanson, pour s'arrêter aussi court. Tout s'accordait en elle; quelquefois sa beauté faisait monter un léger brouillard dans mes yeux, je ne la voyais plus ou presque plus et je continuais de manger machinalement. Il me sembla que le dîner se terminait tout à coup, et avant que je me rendisse compte qu'il était fini, nous nous levâmes de table.

Comme nous rentrions pour le café, Marie me demanda si je jouais aux cartes ; je m'excusai en disant que je préférais m'asseoir et la regarder. Juste à ce moment on me présenta une femme maigre, à la chevelure rouge, arrivée en même temps que Marie et qui était assise à côté d'elle pendant le dîner. J'appris que c'était l'amie intime de Marie et qu'elles demeuraient ensemble toutes les fois que celle-ci revenait à Montmartre. Elle était connue sous le nom de *La Glu*. Son nom véritable était Victorine. Elle avait posé pour l'Olympe de Manet, il y avait bien des années de cela. Le visage était plus mince, mais je reconnus les cheveux rouges, les yeux bruns, de petits yeux rapprochés qui faisaient penser à des petits verres de cognac. Elle n'avait pas de corset et portait une vieille robe de laine grise. Elle allumait cigarette sur cigarette, penchée vers Marie, le bras autour de son épaule, lui conseillant les cartes qu'il fallait jouer. C'était une partie d'écarté et bientôt je m'aperçus que Marie

perdait beaucoup d'argent; peu de temps après je vis que *La Glu* s'efforçait, par des paroles persuasives, de l'arracher à la salle de jeu.

« Encore une partie ! » Elle perdit le dernier louis qu'elle avait posé sur la table. « Il faudra que quelqu'un me paye ma voiture », dit-elle.

Nous devions aller à l'Élysée Montmartre. Alphonsine lui prêta deux louis pour passer sa soirée, et nous voilà tous partis dans des fiacres. Les petits chevaux montaient à grand'peine les rues escarpées, les plumes des chapeaux des dames flottaient au vent par-dessus les capotes des voitures. Marie était dans une des premières voitures ; elle nous attendit en haut des marches.

« C'est ma dernière nuit, dit-elle ; je ne verrai plus l'Elysée d'ici de longs mois. »

« Vous reviendrez bientôt ? »

« Voyez-vous, on m'a offert cinq cent mille francs pour passer trois ans en Russie. Vous figurez-vous ça, trois ans sans voir l'Élysée ! » et elle regardait autour d'elle, comme un ange regarderait le Paradis d'où il va être chassé.

« Les arbres sont beaux, dit-elle, c'est comme dans un conte de fée ». Et ils en donnaient l'illusion en effet, dressant dans la nuit d'été leur verdure irréelle au-dessus des lumières électriques. Au milieu d'un cercle de globes éclatants, l'orchestre jouait sur une estrade et chacun faisait tourner sa danseuse comme une toupie.

« Je me tiens toujours assise là-bas, sous les arbres, dans ce coin », dit-elle, et elle allait m'inviter à venir m'asseoir près d'elle, quand son attention fut détournée de ma personne. Des groupes s'étaient formés et j'entendais tout le monde chuchoter : « C'est Marie Pellegrin. »

La voyant venir, le garçon qui avait l'habitude de la servir s'empressa avec ostentation d'écarter les tables et les chaises ; quelques minutes plus tard elle était assise sous l'arbre avec *La Glu* et le cercle de leurs amis ; Marie leur distribuait de l'absinthe, de l'eau-de-vie et des cigarettes. Un petit cortège se forma soudain sous les arbres et se dirigea de son côté. On offrit à Marie une grande corbeille de fleurs, et des bouquets à toute son escorte. Une discrète acclamation s'éleva de différentes parties de la salle : *Vive Marie Pellegrin, reine de l'Élysée* !

La musique recommença ; on se précipita pour voir un quadrille où deux femmes, avec aisance, décoiffaient les hommes d'un coup de pied. Pendant que je les regardais, j'appris qu'on allait faire partir un feu d'artifice, spécialement préparé en l'honneur de Marie, la nouvelle s'étant répandue que c'était sa dernière nuit à l'Élysée. Un bruit strident se fit entendre, une fusée allongea sa courbe dans le soir calme, puis retomba ; l'étoile descendit un peu et fit explosion, pour se dissoudre en bleu turquoise, transformé en rouge rubis aussi splendide que la couleur des fleurs, roses ou tulipes : la chute de feu déployait ses métamorphoses. Marie sur sa chaise regarda jusqu'à ce que les dernières étincelles se fussent évanouies.

« Ne ressemble-t-elle pas à mon tableau en ce moment ? » dit Octave.

« Vous semblez avoir deviné son âme. »

Il haussa dédaigneusement les épaules : « Je ne suis pas psychologue, je suis peintre. Mais il faut que je lui dise un mot », et d'un air détaché qui était presque de l'insolence, il se fraya un chemin à travers la foule et l'interpella, disant qu'il voulait lui parler ; ils firent ensemble le tour du bal. Je ne pouvais comprendre l'indifférence qu'il affectait pour son charme et je me demandais s'il avait toujours été aussi indifférent. Au bout d'un instant, ils revinrent.

« Je ferai de mon mieux », disait-elle ; et elle se hâta de rejoindre ses compagnons.

« Je suppose, dis-je au peintre, que vous en avez assez de l'Élysée ? »

« Ah ! qu'elle est jolie ce soir ; et elle fera joliment marcher le Russe. »

Nous continuâmes notre promenade en silence. Octave ne remarqua pas qu'il eût dit un mot discordant; il pensait à son tableau et bientôt il ajouta qu'il était fâché de son départ.

« Je voudrais bien faire d'elle un autre portrait, maintenant que j'ai appris à peindre. »

« Pensez-vous qu'elle ira en Russie ? »

« Oui, elle ira, mais elle en reviendra un de ces jours, et je la ferai encore poser pour son portrait. C'est extraordinaire comme on connaît peu l'art de la peinture ; c'est un art oublié. Les vieux maîtres faisaient avec perfection en deux jours ce que nous passons des semaines à retoucher.

« En deux jours Rubens avait fini sa grisaille et le glacis était posé avec certitude, adresse et facilité en une demi-heure ! Il pouvait obtenir plus de profondeur de couleur avec un vernis que n'importe quel artiste de nos jours, quelle que soit la quantité de couleur répandue sur la toile. Les vieux maîtres avaient de la méthode, maintenant il n'y en a pas. Un pinceau en vaut un autre : frottez de la couleur en haut ou en bas, peu importe, pourvu que la toile en soit couverte. C'est la faillite de la peinture. »

Je l'écoutais, l'air un peu las, car j'avais entendu tout ce qu'il me disait là bien des fois auparavant, mais Octave parlait toujours comme il avait envie de parler, et ce soir il avait envie de parler de peinture et non de Marie. Je fus content quand nous parvînmes à l'endroit où nous devions nous séparer.

« Vous savez que le Russe doit venir à l'atelier demain ; j'espère qu'il achètera le portrait. »

« Je l'espère aussi, lui dis-je, je l'achèterais moi-même, si mes moyens me le permettaient. »

« J'aimerais mieux vous voir entre les mains quelque chose de plus récent, à moins que ce ne soit la femme qui vous intéresse... Mais une minute. Vous viendrez poser chez moi après-demain ? »

« Oui, lui dis-je, je viendrai ».

« Et alors, je pourrai vous dire s'il a acheté le tableau. »

Trois jours après, je demandai à Octave, sur le seuil de la porte, si le Russe avait acheté le portrait; il me répondit que rien de définitif n'avait encore été réglé.

*
* *

Marie était partie pour Saint-Pétersbourg avec le prince. Durant bien des mois, je n'en eus plus de nouvelles ; mais il se passait rarement une semaine, que quelque événement ne me rappelât son souvenir. Un jour, un volume de voyages en Sibérie s'ouvrit sur un passage racontant les aventures d'un garçon appartenant à une tribu de sauvages asiatiques. On l'avait rencontré dans son désert, seul, mourant; on l'avait emmené bien loin et transporté à Moscou. Un des voyageurs l'adopta, le fit instruire et le sauvage apprivoisé devint avec le temps un élégant jeune homme en qui rien ne trahissait son origine, jusqu'au jour où le hasard lui fit rencontrer un homme de sa tribu.

L'homme était venu à Moscou pour y vendre des peaux et l'odeur de ces peaux réveilla en lui une aspiration au désert. Le sauvage, gagné à la civilisation, devint mélancolique; son père adoptif fit de vains efforts pour dompter l'instinct originel; de riches présents furent impuissants à adoucir sa nostalgie. Il disparut et on n'en entendit plus parler pendant des années. Un jour, une caravane rapporta des nouvelles d'un homme vivant au milieu des sauvages et qui s'était trahi en parlant français. Interrogé, il nia avoir aucune connaissance du français, dit qu'il n'avait jamais été à Saint-Pétersbourg et ne désirait pas y aller. Qu'était cette histoire, sinon celle de Marie Pellegrin, qui, lorsqu'elle en avait assez des princes russes et de leurs palais, revenait passer ses vacances au quartier Bréda?

Quelques jours plus tard, j'appris à l'atelier de Briot qu'elle s'était échappée de Russie. Ce soir-là j'allai dîner chez Alphonsine, dans l'espoir de l'y rencontrer; mais elle n'y était pas. Il n'y avait là que Clémentine et les deux coulissiers ; j'attendis avec anxiété pour avoir de ses nouvelles. Je ne voulais pas prononcer son nom ; le lugubre dîner était presque fini quand on se mit à parler d'elle.

J'appris qu'elle était malade, non pas mourante, mais très malade.

Alphonsine me donna son adresse : un peu plus haut, du même côté que le Cirque Fernando, presque en face de l'Élysée Montmartre.

Mon fiacre gravit le pavage escarpé de la rue des Martyrs : je remarquai en route le café, puis la brasserie, et, un peu plus haut, le fruitier et le photographe. Quand on a l'esprit tendu par l'anxiété, on remarque les menus incidents, et le mien était trop tendu et agité pour penser. Le hasard voulut que la première maison à laquelle nous nous arrêtâmes fut celle que je cherchais. La concierge dit : « au quatrième ». Tout en montant, je pensais à *La Glu*, à sa tenue débraillée, à ses cheveux rouges ; ce fut elle qui répondit à l'appel de la sonnette et me fit entrer dans un salon sans meubles où nous restâmes debout près du manteau de la cheminée.

« Elle parle d'aller à l'Élysée ce soir. Ne voulez-vous pas entrer? Elle sera heureuse de vous voir. Vous trouverez là trois ou quatre d'entre nous. Vous les connaissez : Clémentine, Margaret Byron ? » Elle cita d'autres noms, dont je ne me souviens pas, puis ouvrant une porte s'écria : « Marie, voici une visite pour vous, un monsieur de chez Alphonsine. Vous savez, ma chère, l'Anglais, l'ami d'Octave Briot. »

Marie me tendit sa main, que je retins longtemps dans la mienne. « Comme les Anglais sont gentils. Dès qu'on est malade... » Je ne crois pas qu'elle termina la phrase; si elle le fit, je n'entendis pas, mais je me souviens très bien qu'elle parla de mon peu de goût pour les cartes.

« Vous n'avez pas joué chez Alphonsine, la nuit où j'ai perdu mon argent. Vous préfériez regarder les dessins de Victorine. Elle en a fait de meilleurs. Allez les voir pendant que nous finissons notre partie. Alors nous causerons. Ainsi vous avez entendu parler de moi chez Alphonsine? On dit que je suis bien malade, n'est-ce pas ? Mais maintenant que me voilà revenue je vais vite me rétablir. Je me porte toujours bien à Montmartre, n'est-ce pas Victorine ?» Elle ajouta. « Nous ne sommes pas installées encore », faisant allusion à la rareté des meubles, à la pendule et aux candélabres posés sur le plancher. Mais s'il y avait trop peu de chaises, il y avait beaucoup de bijoux et de l'argent, étalés sur les couvertures du lit ; Marie s'amusait avec ses bijoux pendant les parties. Elle avait de grandes manches de dentelle et les bras menus révélaient leur délicatesse et leur faiblesse, quand elle les levait pour arranger ses boucles d'oreille. Sa beauté mignonne, ciselée comme un ivoire, formait un étrange contraste avec les traits grossiers des femmes qui l'entouraient, son petit nez aux narines merveilleusement dessinées, surtout sa bouche, aux commissures indécises. De temps en

temps, une tendresse se répandait sur son visage. Octave, quoi qu'il en dît, avait vu l'essentiel en elle ; c'est bien elle qu'il avait peinte — son âme ; et l'âme de Marie montait à ses yeux comme une fleur des eaux. Puis cette âme s'éclipsa et je vis une autre Marie, une grue, qui jouait aux cartes avec cinq autres de chez Alphonsine, perdant à la fois sa santé et son argent. Une bouteille d'absinthe était posée sur une magnifique table empire que son prince lui avait donnée, et Bijou, la petite chienne de Clémentine, dormait sur un coussin brodé. Bijou était de la race de ces petits épagneuls japonais ou chinois, qui ressemblent aux King-Charles. Elle allait avoir des petits et je caressais son poil soyeux, songeant à son épreuve prochaine, quand tout à coup j'entendis la voix de Clémentine dominer celle des autres ; en levant les yeux je vis une grande animation sur son visage. Il y avait eu maldonne. Alors les femmes rejetèrent leurs cartes et *La Glu* dit à Clémentine qu'on n'avait pas besoin d'elle, qu'elle ferait bien de débarrasser les planches : c'est l'expression dont elle se servit.

J'entendis d'autres accusations ; Marie, d'une voix plaintive, me pria de ne pas croire un mot de tout cela. Les femmes se prirent aux cheveux, s'égratignèrent la figure ; Marie se souleva sur son lit, les suppliant de cesser, puis elle retomba en pleurant. Pendant un moment, il sembla qu'elles allaient se rasseoir pour jouer de nouveau aux cartes ; mais soudain chacune d'elles s'empara de l'argent qui lui appartenait, puis se jeta sur l'argent qui était à sa portée. Elles se traitèrent de voleuses et sortirent en se bousculant.

Je les entendis qui se disputaient jusqu'au bas de l'escalier. Bijou avait sauté de sa chaise pour suivre sa maîtresse.

« Aidez-moi à regarder », dit Marie, et en regardant, je vis les faibles mains qui cherchaient dans les couvertures. Des bijoux manquaient, un bracelet, quelques perles et aussi tout son argent. Marie s'affaissa sur les oreillers, incapable de parler ; à chaque instant, je redoutais une hémorragie. Elle se mit à pleurer, et le petit mouchoir de dentelle fut bientôt trempé. Il me fallut lui en trouver un autre. L'argent qu'on lui avait dérobé lui avait été remis par un fournisseur du quartier qui lui avait donné deux mille francs de sa garniture de cheminée. Nous trouvâmes quelques francs parmi les couvertures, et ces quelques francs lui suffiraient, dit-elle, pour passer sa soirée. Elle me pria d'aller chez sa couturière m'informer de la robe que l'on avait promise pour dix heures.

« Je serai à l'Elysée vers onze heures. Au revoir, au revoir ! Laissez-moi prendre un peu de repos. Je vous verrai ce soir. Vous savez où je m'assieds toujours, dans le coin à gauche ; on me réserve toujours ces chaises-là. »

Ses yeux se fermèrent, je vis qu'elle était déjà endormie ; son sommeil calme et raisonnable me faisait songer à sa vie agitée et absurde, et je m'attardai à la contempler, pauvre petit papillon étendu là tout seul, dépouillé par ses amies et ses camarades. Mais elle dormait d'un air satisfait, ayant trouvé quelques francs qui avaient échappé au pillage parmi les couvertures du lit, de quoi passer sa soirée à l'Élysée. Elle aurait pu s'adresser au prince ; mais, sans doute, lui aussi, en avait assez de son incapacité à mener une vie respectable ; il savait que s'il lui envoyait de l'argent, il serait gaspillé comme l'avaient été ses dernières largesses. Si la mort l'épargnait, Marie en serait réduite un jour à vendre des pommes de terre frites dans la rue. Cette décadence, était-ce sa faute ? Octave dirait : « Qu'est-ce que cela peut nous faire, une fille plus ou moins fichue... si je pouvais réussir un peu dans ce sacré métier ! » C'est comme ça qu'il parlait, mais il pensait plus profondément quand il peignait ; le portrait qu'il avait fait d'elle était quelque chose de plus qu'un simple sarcasme.

Elle devait aller à l'Élysée ce soir-là. Il était alors six heures ; elle voulait avoir sa robe vers dix heures. Il fallait donc passer en hâte chez la couturière ; il aurait mieux valu ne pas le faire : elle était dans son lit, si calme et si belle. A l'Élysée elle boirait de l'absinthe et fumerait des cigarettes jusqu'à trois heures du matin. Mais j'avais promis ; elle ne me pardonnerait pas d'avoir manqué à ma promesse, et j'y allai.

La couturière me dit que Mme Pellegrin aurait sa robe vers neuf heures, et à dix heures et demie j'étais à l'Élysée attendant son arrivée.

Combien de fois fis-je le tour du kiosque sur l'allée recouverte de gravier ? Tout cela me fatiguait : le vert factice des marronniers, les jambes haut levées dans les quadrilles.

De temps en temps, la foule déferlait comme une marée ; puis le flot humain s'éparpillait de nouveau sous les arbres parmi les chaises et les tables de zinc, dans la joie des bocks et des cigares. Je remarquai que les amies de Marie passèrent la soirée dans le coin à gauche ; mais elles ne m'invitèrent pas à boire avec elles, sachant bien que je n'ignorais pas d'où venait l'argent qu'elles étaient en train de dépenser, cet argent volé.

Je quittai l'Élysée mécontent et fatigué, heureux, dans un sens, que Marie ne fût pas venue. Sans doute la couturière lui avait manqué de parole, ou peut-être elle s'était sentie trop souffrante. Je n'eus pas

le temps d'aller aux nouvelles dans la matinée, car je déjeunais avec Octave, et l'après-midi je devais lui donner une séance pour mon portrait.

Nous étions au milieu de la séance, il venait d'esquisser la tête, quand nous entendîmes des bruits de pas dans l'escalier.

« Ce ne sont que des femmes, dit-il ; j'ai bien envie de ne pas leur ouvrir. »

« Ouvrez donc », lui dis-je, avec le pressentiment que ces femmes étaient les amies de Marie et qu'elles apportaient de ses nouvelles. C'était vrai. On l'avait trouvée morte sur son balcon, vêtue de la robe qui venait d'arriver de chez la couturière.

Je comptais bien qu'Octave n'accueillerait pas l'événement par une grivoiserie ou une pantalonnade : je fus surpris de sa gravité.

« Même Octave, dis-je, s'abstient de faire des réflexions malséantes : on ne blague pas avec la mort. »

« Que faisait-elle donc sur le balcon ? » demanda-t-il. « Ce que je ne comprends pas, c'est le balcon. »

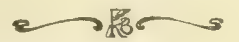
Nous étions tous debout devant son portrait, essayant de déchiffrer le visage.

« Je suppose qu'elle y était allée pour voir le feu d'artifice : il commence vers onze heures. »

C'était une des femmes qui avait parlé, et sa remarque semblait expliquer le portrait.

GEORGE MOORE.

Traduction de FIRMIN ROZ *et* EMM. FENARD.



LE PARLEMENTARISME

et

LE POUVOIR PERSONNEL EN BELGIQUE

A propos de la question du Congo.

Le régime parlementaire a subi, dans toute l'Europe occidentale, à la fin du XIXe siècle, une crise qui s'est manifestée diversement selon les pays, mais qui, partout, n'a cessé de s'aggraver dans le sens où elle s'était d'abord dirigée. La Belgique n'y a pas échappé, malgré le triple correctif de la représentation proportionnelle, du scrutin de liste et du vote plural, qui lui donnent une relative stabilité politique, et qui entravent, dans une certaine mesure, le règne néfaste de la surenchère électorale. Mais ce malaise universel y a revêtu un aspect assez singulier et qui mérite d'autant plus d'attirer l'attention, qu'il réédite, sous une forme nouvelle, la vieille querelle entre deux pouvoirs qui, selon nos conceptions modernes du droit public, doivent se partager le gouvernement : le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.

Extrêmement libérale dans sa forme et dans son esprit, la constitution belge laisse pourtant à la personne royale une certaine initiative, dont les deux souverains qui se sont succédé sur le trône depuis 1830 ont usé jusqu'ici avec une discrétion qui paraît excessive à certains, insuffisante à d'autres, et que les nouvelles conjonctures de la politique nationale et de la politique internationale remettent en question. Au travers de tous les débats politiques, dans tous les problèmes de plus en plus compliqués que le gouvernement catholique a à résoudre, cette querelle importante reparaît plus ou moins nettement. On a cru pouvoir attribuer la chute récente du cabinet De Smet de Naeyer à ce que son chef subissait trop aveuglément les impulsions de la couronne, et dédaignait l'opinion de la Majorité. Une divergence de vues entre le premier ministre et certains chefs de son parti, au sujet de la loi sur les mines, n'aurait été qu'un prétexte.

Il serait assez vain de rechercher à quel point cette version est exacte. Il suffit qu'elle ait été formulée dans une partie du Parlement et de la Presse pour montrer que le fantôme du pouvoir personnel obsède un grand nombre d'esprits.

Le pouvoir personnel ! Ces mots reviennent périodiquement dans les discours, dans les articles de certains leaders et de certains propagandistes du parti libéral et du parti socialiste. L'extrême gauche tout entière et, secrètement du moins, une partie de la droite, voient là un péril redoutable contre lequel ils se préparent à lutter à l'occasion du débat qui va s'ouvrir au Parlement sur l'annexion du Congo.

La question, alors, sera posée avec précision, et la discussion sera extrêmement passionnante, non seulement à cause des intérêts internationaux que le problème colonial soulève, mais aussi à cause de la valeur doctrinale d'une querelle qui opposera nécessairement le pouvoir royal et le pouvoir parlementaire.

*
* *

Il s'agit, comme on sait, pour la Belgique, de refuser ou d'accepter le legs par lequel le roi Léopold lui transfert ses droits souverains sur la colonie qu'il a fondée dans l'Afrique centrale et dont le statut le fait en quelque sorte propriétaire. Retardée pendant des années sous divers prétextes, une solution s'impose aujourd'hui devant une campagne anglaise dont le caractère intéressé n'échappe à personne.

Ce legs, dans le principe, est conditionnel, le roi

l'ayant subordonné au maintien des institutions léopoldiennes au Congo.

Or, celles-ci, dans leurs bizarreries juridiques, paraissent avoir pour but d'assurer au souverain de la Belgique et du Congo des ressources et des pouvoirs qui puissent échapper au contrôle parlementaire. Il y aura, et il y a déjà eu des reculs, des concessions, des marchandages, mais on ne peut contester que tel est le fond de la politique royale. C'est pourquoi les radicaux et les socialistes veulent refuser ce qu'ils considèrent comme les présents d'Artaxercès. Le parti des affaires, au contraire, dans lequel on voit figurer certains libéraux modérés ainsi que les soutiens du gouvernement catholique, considère que ce serait une véritable déchéance nationale, d'abandonner une colonie fondée par des Belges, rendue prospère par des méthodes belges et qui assurera des débouchés à l'industrie belge menacée dans son expansion nécessaire par les tendances protectionnistes des grandes puissances. La masse de la nation, elle, demeure indécise. Le problème est trop compliqué pour que le grand public en puisse aisément distinguer les divers aspects. L'orgueil national, très vivement surexcité pourtant par les fêtes du jubilé de 1905, n'est pas assez puissant pour étouffer la voix d'un « bon sens » timide et trotte-menu, qui craint les aventures où des intérêts coloniaux pourraient engager le pays, ni même pour faire taire ces mystiques des Droits de l'homme, qui considèrent toutes les colonies comme contraires aux principes de l'humanité, à « l'évolution normale des peuples primitifs vers la civilisation, » pour employer la phraséologie socialiste.

D'autre part, les arguments économiques des « coloniaux » qui prétendent que des possessions lointaines sont nécessaires à un peuple industriel paraissent suspects au petit électeur, qui distingue très nettement l'intérêt que les syndicats financiers ont à conserver l'immense territoire dont ils ont jusqu'ici dirigé l'exploitation, mais qui ne voit pas que l'intérêt général peut être lié en quelque façon à la prospérité de ces « entreprises capitalistes ». Aussi, ce qui détermine les divers courants d'opinion manifestés jusqu'à ce jour, ce sont les tendances politiques qui gouvernent chacun des deux partis, et il est très probable que la querelle de la Couronne et du parti parlementaire fera dévier un débat qui, logiquement, devrait être purement économique, et où, seul, l'intérêt supérieur de la nation devrait déterminer les arguments. Au reste, ceux qui estiment que le parlementarisme demeure le meilleur des régimes sont parfaitement dans leur rôle, quand ils mettent leur idéal politique au-dessus de préoccupations économiques qu'ils considèrent comme éphémères, et l'on peut dire que c'était un instinct très sûr qui, dès les commencements de l'entreprise congolaise, poussait les radicaux de la nuance de M. Georges Lorand à la combattre de toutes leurs forces. Ils avaient deviné ce qu'on n'aperçut nettement que plus tard : le but véritable et peut-être à demi inconscient que le roi poursuivait dans son œuvre coloniale.

*
* *

Au lendemain même du Congrès de Berlin d'où sortit l'État indépendant du Congo, il apparut à tous les esprits clairvoyants que l'idéalisme humanitaire dont s'était décorée d'abord l'Association internationale africaine, n'était qu'un prétexte ou du moins un but fort accessoire, et devant l'évidence d'un génie mercantile dont on ne se lasse pas d'admirer les ressources, ils ont voulu voir en Léopold II un roi-marchand, passionné pour les grandes affaires internationales, à la fois par dilettantisme et par cupidité. Cette image était séduisante aux yeux des démocrates, parce qu'elle était simple et qu'elle rabaissait la conception de la royauté. Mais quand on considère que le roi des Belges est, depuis longtemps, un des princes les plus riches de l'Europe, quand on examine d'autre part l'emploi qu'il fait de ses immenses revenus, on est bien forcé d'admettre qu'il y a, chez ce souverain financier, des ambitions plus hautes et plus lointaines. Quelque méfiance qu'ils aient de sa personne et de ses méthodes, ceux de ses sujets qui craignent le plus son influence sont obligés de s'incliner devant la générosité de ses donations et de ses entreprises. Peut-être même, aux heures d'impartialité, conviendront-ils que le but d'intérêt personnel et mesquin qu'ils avaient cru d'abord discerner dans l'œuvre congolaise échappe à un examen sérieux. C'est bien à la nation belge que le Roi a voulu laisser le magnifique héritage d'une colonie organisée et prospère, mais s'il a voulu prendre le rôle de bienfaiteur de son peuple, il a tenu à l'exercer à sa manière, sans contrôle ni surveillance, et à la façon dont il accorde son bienfait, on distingue un dédain suprême pour ceux qui en sont l'objet, ou plus exactement pour les institutions qui les gouvernent et pour la psychologie politique dont ils sont imbus.

A bien examiner la physionomie et la carrière de Léopold II, on voit que, chez lui, la finesse opportuniste des d'Orléans, auxquels il tient par sa mère, n'a influé sur l'humeur autoritaire et despotique des Cobourg que pour l'adapter aux circonstances et aux nécessités contemporaines. Une intelligence vive et prompte, exclusivement positive, un incommensurable mépris des hommes, un extraordinaire besoin

d'activité, le goût, la passion des affaires, et surtout des affaires difficiles, et peut-être aussi, après tout, sous une forme nouvelle, l'amour de la gloire, complètent un caractère que l'on peut haïr, mais que l'on doit admirer comme un type excellent du dominateur, du « Maître », tel qu'il peut se développer dans une société économique. Un tel homme devait étouffer dans les limites constitutionnelles où le maintenaient les lois du pays et la situation dans laquelle il se trouvait; un tel homme ne pouvait se contenter de vivoter tranquillement entre son palais de Laeken et sa villa d'Ostende; il devait se fatiguer promptement de sa tâche officielle, qui consiste à tenir la balance égale entre les deux partis historiques qui, jusqu'à 1890, s'étaient partagé les provinces belges : le parti libéral et le parti catholique. D'autre part, son esprit merveilleusement clairvoyant avait compris, dès l'avènement au trône, quels étaient, à la fois, les avantages et les faiblesses de la Belgique dans la compétition industrielle et commerciale qui se dessinait dans le monde européen. Il entrevit alors un grand rôle à jouer, qui satisfaisait à la fois son besoin d'activité, ses instincts dominateurs, et ce qu'il pouvait considérer comme son devoir royal. Ayant distingué un des premiers qu'un pays actif et surpeuplé, comme la Belgique, bien outillé géographiquement, géologiquement et socialement pour la grande industrie, ne pourrait vivre et prospérer qu'en s'assurant une large expansion économique, il conçut le projet de la lui imposer par la seule autorité de sa diplomatie et de sa volonté. Les résistances qu'il rencontra, dès l'abord, dans ses projets coloniaux, le confirmèrent dans sa confiance aux seules méthodes autoritaires.

Le tempérament du peuple belge en effet, aussi bien que son passé, ont donné à l'esprit public dans ce pays une timidité singulière. Il y a vingt-cinq ans, le vieux particularisme des provinces belges était encore très vivant. La grande industrie ne s'était pas suffisamment développée pour délivrer les âmes de cette psychologie boutiquière qui ne distingue jamais que l'intérêt immédiat et qui tient pour hasardeuses toutes les entreprises lointaines ou même toutes les entreprises à bénéfice lointain. Le pays ne croyait pas à lui-même, aussi l'entreprise coloniale du roi ne fut-elle accueillie qu'avec de l'ironie, et quand d'abord le souverain tenta d'y associer la nation par un emprunt, il rencontra dans le monde politique et parlementaire une résistance qui le confirma dans la méfiance qu'il tenait de nature pour un régime qu'il considère à part soi comme le triomphe des brouillons. Il avait l'intelligence trop nette des situations pour essayer de lutter ouvertement et toute sa politique consista dès lors à placer le Parlement et la nation devant des faits accomplis. C'est pourquoi son œuvre coloniale a quelque chose de silencieux et de mystérieux. Tout, dans l'administration congolaise, est anonyme, secret, et ses ennemis ont beau jeu à prétendre que le mystère n'est si bien organisé que parce qu'il y a quelque chose à cacher. A bien examiner, il y a simplement cette horreur du roi pour les entraves qu'un Parlement tatillon apporterait à une œuvre qui n'a vécu et prospéré que grâce à la fermeté d'une autorité centrale toute-puissante. Dans quelle mesure cette prospérité a été achetée aux dépens des droits de l'indigène et du respect des conventions internationales, ce n'est pas ici le lieu de l'examiner. Qu'il me suffise d'indiquer que, dès l'abord, le Congo fut édifié dans la méfiance du Parlement belge. Par la force même des choses, il est devenu une arme contre le Parlement.

*
* *

C'est du moins ce que soutiennent les parlementaires radicaux et socialistes. Et en effet, la création du domaine de la Couronne est bien de nature à inspirer de terribles méfiances à ceux qui considèrent qu'une nation n'est jamais trop bien armée contre le pouvoir personnel de son souverain.

Cette étrange création juridique, administrée par un Conseil dont les premiers membres ont été nommés par le roi (1), n'est pas, d'après l'acte constitutif, une propriété personnelle du roi. Elle ne se rattache pas non plus à la liste civile. Ce n'est pas un domaine de l'État indépendant, transmissible à la nation belge avec tous les droits dudit État.

C'est une sorte de personne morale instituée par décret, une fondation dont les revenus doivent être consacrés à « des buts *scientifiques*, *philanthropiques* et d'*utilité générale* ». Mais jamais ces destinations n'ont été publiquement précisées. Elles sont énoncées dans un règlement décrété le 22 juillet 1904 annoncé (mais non publié) dans le *Bulletin officiel* de 1905. Les ressources de cette fondation sont constituées par d'immenses territoires situés au Congo et par des biens immobiliers sis en Belgique même.

« C'est parfait, disent les adversaires de la politique royale, mais pourquoi ces biens, ces domaines, ne seraient-ils pas administrés par l'État belge, qui, en somme, doit en être le bénéficiaire? Qu'est-ce que ce conseil d'administration disposant d'une fondation assez riche pour aider l État.... et au besoin pour le

1 En cas de vacance d'une place d'administrateur par décès, démission ou empêchement durable, les administrateurs restants présentent une liste de deux candidats. Le fondateur et, après lui, le chef de la maison royale actuelle de Belgique agissant comme représentant de l'auteur de la Fondation, nomme l'un d'eux (*Bulletin officiel* de l'Etat indépendant du Congo, 1906).

combattre? La vérité, c'est que le domaine de la Couronne est destiné à former le trésor de guerre de la couronne contre le Parlement, c'est-à-dire contre la nation. »

Les porte-parole autorisés du Roi et de l'État du Congo ont dédaigné de répondre à une accusation aussi précise, mais quelques enfants perdus du parti colonial ont relevé le défi : « Et quand cela serait ? » disent-ils.

« La Belgique est un petit pays militairement très faible et d'ailleurs neutre de par les traités, mais sa population est nombreuse, énergique, laborieuse, son territoire a d'appréciables richesses naturelles, et dans la grande bataille économique qui se livre sur toute la surface de la terre, il peut parfaitement jouer un rôle, un très grand rôle. Mieux encore ; il doit le jouer sous peine de décroître et de périr, car s'il est vrai pour tous les peuples que ne pas prospérer économiquement, c'est décroître économiquement, cette vérité est particulièrement impérieuse quand il s'agit d'un pays dont le territoire ne pourrait nourrir la population et qui, par conséquent, vit de son commerce et de son industrie. Que cette industrie cesse de trouver des débouchés, et la nation périra de pléthore. Or, la compétition économique internationale devient de plus en plus âpre et l'on ne peut y triompher ou s'y maintenir que par la force ou par l'adresse, c'est-à-dire que par une politique ferme, prompte et continue, une politique qui ne soit pas conditionnée par les variations d'un Parlement brouillon. Donc, il est utile que la couronne dispose de quelques moyens d'action qui lui permettent de faire de la politique nationale et de se mettre au-dessus des vieilles querelles de partis dans lesquelles s'enlise le Parlement. Quant aux menaces du pouvoir personnel, ce sont de vains fantômes. L'état de nos mœurs, et les dispositions de la constitution sont des garanties plus que suffisantes. La balance penche du côté de l'anarchie : renforçons le principe d'autorité. »

*
* *

Jamais, si dévoué qu'il soit au trône ou à la personne même du Roi, un ministre ou un chef parlementaire n'oserait tenir un pareil langage. Mais, dans la nouvelle génération, un parti — non pas encore un parti, mais un groupe — s'est formé, qui défend avec beaucoup d'activité et de talent ce nationalisme impérialiste. Les politiciens de carrière affectent de le dédaigner, mais comme il répond très bien aux intérêts de la grande industrie, il a plus d'avenir qu'on ne se l'imagine, et il apporte à la cause coloniale l'appoint d'une force singulière, ardente et juvénile.

Il a dans tous les cas le mérite de nettoyer la querelle de ses hypocrisies officielles. Elle n'est pas nouvelle dans l'histoire, cette querelle : elle s'est produite chaque fois qu'un souverain intelligent, énergique, passionné pour la gloire ou pour le bien public, s'est trouvé en présence d'une constitution qui n'est historiquement qu'un système de garanties dirigé contre de mauvais rois. C'est du moins ainsi qu'un prince ataviquement imbu de l'esprit monarchique doit concevoir le régime constitutionnel, même quand, d'origine étrangère, il n'est, en réalité, qu'un fonctionnaire de la nation.

Mais il ne s'agit pas aujourd'hui de disserter sur la métaphysique de la royauté constitutionnelle. Ce régime, au propre, est un équilibre : pour bien fonctionner, il doit tenir la balance égale entre la force évolutive et toujours un peu anarchique du Parlement et la force active, continue, autoritaire, du pouvoir royal. Quelle est celle qu'il convient de renforcer présentement en Belgique? Toute la question est là. Et chacun de la résoudre selon sa nature d'esprit ou la direction de ses intérêts.

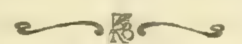
De quel côté ira cette masse flottante qui constitue la force de l'opinion? Il serait téméraire de chercher à le prévoir. Le peuple belge jouit d'une grande liberté politique, il en est extrêmement jaloux, et s'il la sentait menacée, il est évident que toute autre considération cesserait devant l'urgence de la défendre. Mais les attaques dirigées de l'étranger, et particulièrement de l'Angleterre, contre l'œuvre congolaise, fournissent aux coloniaux belges de précieux arguments. On a beau dire : la grande colonie africaine n'a, avec la Belgique, d'autre lien officiel que la personne de Léopold II, il n'en est pas moins vrai, que l'État indépendant a été organisé par des Belges, qu'il est défendu et administré par des Belges, et que la nation toute entière a fait, pour cette terre lointaine, d'importants sacrifices d'hommes et d'argent. Dès lors, les accusations portées contre le Congo et l'administration coloniale retombent, dans une certaine mesure, sur la Belgique.

Du moins, l'équivoque est facile à faire naître. Le parti colonial n'y a pas manqué, et il met tout son effort à formuler une sorte de nationalisme positiviste, qui représente la prospérité matérielle du pays comme solidaire de son courage moral et de la vaillance qu'il mettra à accepter une situation qui n'est pas sans péril, mais qui peut lui ménager autant d'avantages positifs que de gloire universelle. Il soutient que, dans le monde politique actuel comme dans le monde politique d'autrefois, la seule garantie du droit, c'est la force, et que la force d'un peuple n'est pas constituée par l'étendue de son territoire, mais par la confiance qu'il a en soi, et par les res-

sources économiques qu'il s'est assurées. On conçoit à quel point ce raisonnement est suspect à ceux qui, toujours, ne voient dans la politique que la lutte séculaire du peuple, riche de ses droits imprescriptibles, contre les aristocraties ou les ploutocraties, armées de leurs privilèges, comme à ceux à qui l'évangile marxiste a enseigné à distinguer d'abord et partout la lutte des classes, la guerre du capitalisme et du prolétariat. « Périsse la colonie plutôt qu'un principe! disent les uns; les Droits de l'homme avant tout, et les Droits de l'homme, ce sont les Droits du Parlement ». « Que nous importe une colonie qui ne profite qu'aux capitalistes, disent les autres : internationalisons. » « Dans tous les cas, poursuivent les uns et les autres, quelques problématiques avantages financiers ne nous valent pas le péril que peut causer à nos libertés un régime qui renforcerait le pouvoir de la Couronne, soit par la teneur de la Charte coloniale, soit par la force même des choses, et par suite des aventures internationales où pourrait nous entraîner le Congo ».

Tel est l'aspect politique de la question congolaise; il aura une importance considérable au point de vue de la solution que le Parlement belge lui donnera, car les Parlements, comme les hommes, peut-être plus encore que les hommes, se laissent guider par des sentiments plutôt que par des raisons.

L. Dumont-Wilden.



PROBLÈMES DU SOCIALISME INTERNATIONAL

C'est demain que le VII[e] Congrès international socialiste ouvrira ses séances à Stuttgart, la capitale du Wurtemberg. Pour la première fois, depuis que s'est reconstituée l'Internationale, l'Allemagne offrira un siège à ces importantes assises, et l'on se demande, avec une réelle curiosité, comment le gouvernement impérial en usera avec certains délégués.

Le socialisme est devenu partout un élément normal de la vie des peuples. Il a forcé la porte de presque tous les Parlements, avec des chances diverses au surplus; il a affirmé son existence, sa puissance, sa propagande jusque dans l'Empire russe qui lui semblait interdit à jamais, jusqu'au Japon et au Chili, et c'est pourquoi les délibérations que prendront cette semaine ses délégués, venus des quatre points de l'horizon, ne peuvent manquer de présenter un saisissant intérêt, pour ceux-là mêmes qui combattent la poussée historique du prolétariat. Ces discussions de Stuttgart porteront d'ailleurs — et pour une large part — sur un problème essentiel à l'heure actuelle, et qui en matière sociale domine tous les autres : celui des relations des organisations social-démocratiques avec les organisations corporatives et syndicalistes, qui se placent de plus en plus au premier plan de l'horizon.

Lorsqu'on parcourt les rapports, qui ont été coordonnés par le Bureau International de Bruxelles, et qui résument l'activité déployée par les différentes sections nationales, on s'aperçoit que, de 1904 à 1907, le socialisme proprement dit a surtout progressé dans les pays neufs. Il a beaucoup moins gagné de terrain dans les contrées de vieille industrie, que dans celles où le capitalisme venait de faire brusquement son apparition triomphante. Ni en Allemagne, ni en Belgique, ni en Suisse, les victoires du parti n'ont donné l'impression d'une soudaine évolution des esprits. Les élections de 1906, en France, si elles ont grossi et le contingent parlementaire et l'effectif des cotisants, [ceux-ci sont passés de 27.000 en 1905 à 55.000 en 1907], n'ont point marqué, en vérité, une date décisive; et en Angleterre, si le récent renouvellement des Communes a fait pénétrer à Westminster un fort groupe du Labour Party, les deux sections qui se réclament du collectivisme pur, la Social Democratic Fédération, et l'Indépendant Labour Party, n'ont saisi qu'un total minime de mandats. Quant aux Etats-Unis, ils sont encore loin de fournir aux fractions, fondées sur les principes communs du marxisme, des masses aussi considérables que le développement industrialiste de l'Amérique du Nord le laisserait supposer; et le Socialist Party, le plus important par le nombre des deux groupements constitués là-bas, n'accuse que 35.000 adhérents.

S'il n'y a pas eu stagnation de 1904 à 1907, s'il est encore moins légitime de parler de recul, — car la Social-Democratie allemande elle-même n'a pas rétrogradé aux dernières élections, — la poussée apparaît comme légèrement affaiblie. Je dirai que ce ralentissement n'a rien qui doive surprendre, puisque les mouvements du socialisme sont liés et de très près à l'état du marché économique, dont ils suivent et traduisent toutes les fluctuations. C'est dans les périodes de crise, lorsque la surproduction et la sous-consommation viennent confondre et multiplier leurs effets, que l'attaque prolétarienne contre le régime capitaliste atteint à son maximum de résultats. L'ouvrier, réduit au chômage ou ramené à des salaires insoutenables, se trouve entraîné à combattre plus véhémentement les rouages de l'État, le mécanisme politico-social tout entier. A l'inverse, sa vigueur de lutte s'émousse, il ajourne ses désirs de régénération intégrale, de subversion et de conquête, lorsque la demande croissante de bras, sti-

mulée elle-même par la prospérité des affaires, lui vaut une rémunération plus élevée. La phase d'expansion industrielle et commerciale, que le monde a traversée, depuis 1904, explique justement le phénomène que l'on note dans les vieux pays, c'est-à-dire une sorte de contraction, de repliement sur soi-même, du socialisme politique. Mais elle explique aussi le phénomène, que l'on constate dans les pays neufs ou plus jeunes: la formation de nouveaux partis socialistes. C'est que les bénéfices mêmes, que les capitalistes retiraient des régions, adaptées de longue date à l'industrialisme, les incitaient à révolutionner les régions restées purement agricoles du globe, à les couvrir d'usines, à les embrasser dans le système de la production contemporaine. Par là même, ils y façonnaient un prolétariat, et ce prolétariat, à peine né, y revendiquait ses droits et s'affiliait à l'Internationalisme. Le parti socialiste canadien remonte à 1904, le bolivien à 1905, le serbe à 1903, et celui-ci compte déjà 23 sections et 1.400 membres. Sous l'effet de la transformation économique que nous signalons, la Hongrie, la Bulgarie, le Chili, la Norvège, le Japon renforcent sensiblement leurs groupes, tandis que la propagande s'y manifeste par l'expansion continue de la presse.

Si d'ailleurs la prospérité industrielle enrayait quelque peu, dans les anciennes contrées manufacturières, le recrutement du socialisme politique, elle surexcitait l'organisation corporative. C'est une remarque bien souvent vérifiée que les crises disloquent ou restreignent les formations syndicales, tandis que les périodes de richesse et d'activité accroissent leurs effectifs. Le syndicat, avec les services souvent nombreux auxquels il doit pourvoir, est tenu d'exiger des cotisations, que les travailleurs ne peuvent acquitter en phase de bas salaires. Mais d'autre part, les ouvriers sont beaucoup mieux armés pour revendiquer des conditions de labeur plus avantageuses, lorsque la demande de bras s'accentue et que la main-d'œuvre fait prime sur le marché; — et la fédération de métier ou d'industrie est l'organe nécessaire de cette revendication. On comprend très bien, par suite, que, dans les trois dernières années écoulées, le mouvement syndicaliste pur ait cheminé plus vite que le mouvement socialiste politique. De ce phénomène, on pourrait d'ailleurs fournir encore quelques explications accessoires, qui n'ont qu'une importance relative ici. Il nous a suffi d'établir deux faits précis, en corrélation directe, et auxquels se lie étroitement le programme posé devant le Congrès de Stuttgart.

Ce programme comprend quatre articles différents: d'abord la question du militarisme, qui sans doute mettra aux prises des concepts divergents et que nous traiterons plus utilement après la clôture des débats: puis le problème colonial, celui de l'émigration et de l'immigration, celui des rapports des syndicats avec la Social-Democratie.

Le colonialisme, c'est-à-dire l'expansion des vieilles contrées manufacturières sur les continents africain et asiatique ou encore américain, et en Océanie, constitue à coup sûr une caractéristique du dernier quart de siècle. Non point qu'on n'ait colonisé dans le passé et avant l'ère proprement capitaliste, puisque l'Angleterre a occupé l'Inde au XVIII[e] siècle, et que, bien auparavant, déjà, les Français, les Hollandais, les Espagnols et les Portugais s'étaient emparés des terres neuves. Mais c'est surtout depuis 1880, que cette occupation des régions lointaines a pris un tour méthodique, en présentant tous les indices d'un véritable système. La colonisation du passé était en quelque sorte libre, dominée par les initiatives individuelles, subordonnée à l'exploitation agricole ou minière des zones conquises. La colonisation de nos jours est une colonisation d'État, préparée par des expéditions officielles, et qui tend avant tout à pourvoir de débouchés la grande industrie. De plus, il n'est plus guère une nation, un peu vivace et active, qui n'ait tenté de se doter de ces marchés extérieurs en mobilisant des armées, et les exemples récents de l'Allemagne, de l'Italie, de la Belgique même, puisqu'en somme elle s'est intéressée à l'affaire congolaise, attestent que l'appropriation des dépendances exotiques résulte fatalement du mécanisme économico-social.

Le parti socialiste ne peut se désintéresser de ce colonialisme, d'abord parce que, fondé sur la violence, il entraîne de fortes dépenses pour les États: ensuite parce qu'il tend à aggraver la concurrence mondiale, la guerre économique, en suscitant à côté de débouchés nouveaux, des foyers de production qui concourent aux crises périodiques. Les syndicats ouvriers dénoncent un peu partout le péril que crée, pour les travailleurs d'Europe, l'utilisation de la main-d'œuvre indigène dans les possessions lointaines. La filature hindoue a voué au chômage des milliers de prolétaires du Lancashire. Or, si les Congrès socialistes se sont déjà préoccupés du problème dans le passé, ils ne lui ont jamais accordé de longs débats, et se sont toujours bornés à émettre de brèves résolutions. A Amsterdam, en 1904, on décida de s'opposer aux expéditions coloniales, de combattre tout monopole, de flétrir les actes d'oppression dont les indigènes pourraient être victimes, de réclamer pour eux la plus large somme de liberté, et, de fait, les diverses fractions socialistes n'y ont jamais manqué. Chez nous, plusieurs interpellations ont été discutées, au cours des dernières années, sur des faits criminels que la justice même avait relevés. Au Reischtag, Bebel et ses

amis ont refusé tout crédit pour l'expédition des Herreros, en Angleterre, Hyndman a publié de nombreuses brochures en faveur de l'émancipation de l'Inde. Mais il semble que cette fois, à Stuttgart, on veuille examiner de beaucoup plus près le mouvement colonialiste, dont la portée est si considérable et qui, par lui-même, exerce une action subversive sur l'ancien équilibre des forces. Qu'on envisage les conflits, que l'appropriation des terres africaines peut soulever entre les États européens devenus voisins sur le Continent Noir ; — ou les bouleversements, que l'adaptation de ces dépendances au régime industrialiste doit déterminer dans l'économie générale, le problème est un des plus amples qui soient. On conçoit donc que de nombreux rapports aient été adressés au bureau international de Bruxelles. Il ne serait point étonnant qu'au congrès fût soulevé le débat si passionnant, à l'heure présente, de la reprise du Congo par la Belgique, et ce débat serait d'autant plus digne d'intérêt qu'il substituerait un thème de valeur pratique immédiate à une thèse doctrinale et à une controverse abstraite.

La question de l'émigration et de l'immigration s'impose de même aujourd'hui à l'examen du prolétariat international, et l'on peut considérer tout de suite qu'elle sort du cadre des matières d'école. De toutes parts, les organisations corporatives dénoncent et déplorent la rivalité désastreuse qui surgit entre les travailleurs établis dans un pays et ceux qui y affluent du dehors, avec des besoins plus restreints, des exigences amoindries, des forces de combat moins trempées. Le marché des bras s'est internationalisé comme celui des capitaux et celui des produits. Chaque année, des centaines de milliers, des millions d'hommes se transportent à travers le Vieux et le Nouveau Monde, en quête d'emplois. Qu'une crise politique ou économique éclate dans un État, les travailleurs de cet État se précipitent vers d'autres terres, espérant y trouver un régime plus clément, une offre de labeur plus abondante. Mais d'ordinaire, ils n'aboutissent qu'à aggraver les conditions d'existence des prolétaires qui y peinent déjà, en augmentant ce qu'on appelle l'armée de réserve des sans-travail, en provoquant l'avilissement des salaires.

Aucun pays n'échappe à ces migrations d'ouvriers. La France contient des centaines de milliers d'étrangers; l'Allemagne est ouverte aux Russes, aux Polonais, aux Italiens, l'Angleterre à toutes les victimes du tsarisme, — mais c'est surtout aux États Unis que les organisations professionnelles du prolétariat se sont émues de l'intrusion continue d'éléments moins éduqués techniquement et socialement. Nul n'ignore que la Fédération américaine du travail a provoqué des lois d'exclusion, non seulement contre les Asiatiques, mais encore contre certaines catégories d'Européens. Les documents présentés au Congrès de Stuttgart attestent que les immigrants accueillis en ces dernières années par l'Union ne venaient plus de l'Angleterre, de l'Allemagne ou de la France, mais des contrées slaves et des districts de l'Italie méridionale, où les illettrés constituent la majorité et où la propagande syndicale n'a pas pénétré. Ces immigrants, que les grands industriels employaient de préférence aux travailleurs américains, que certaines entreprises de transports maritimes allaient solliciter jusque dans leurs villages des Pouilles ou de la Lithuanie, qu'on louait parfois temporairement, dès leur arrivée sur le sol de l'Union, pour en faire des briseurs de grèves, développaient nécessairement le chômage et détérioraient les conditions du labeur.

Si l'on peut condamner, au nom de la fraternité ouvrière, les mesures que les ouvriers californiens ont dictées contre les Jaunes ou encore celles qu'ont revendiquées les Unions australiennes et néo-zélandaises, il ne faut pas oublier que cette matière des migrations offre plusieurs aspects. A chaque instant les conquêtes des syndicats d'une contrée peuvent être annulées par l'introduction en masse de travailleurs inorganisés, et de longs efforts peuvent être stérilisés par la concurrence de Hongrois, de Serbes, de Petits-Russes, encore réfractaires à toute solidarité. Les socialistes américains ou australiens déclarent que si leurs revendications, si leurs campagnes contre une certaine immigration semblent inspirées par l'égoïsme — en réalité, ils luttent pour le prolétariat mondial, dont ces déplacements, souvent artificiels, d'hommes gênent le progrès régulier.

Peut-être ce problème prendra-t-il moins de place encore, dans les débats, que celui des rapports des fractions socialistes politiques avec les organisations corporatives nationales. Aussi longtemps que la propagande syndicale était lente et incertaine, que les associations professionnelles le cédaient en importance aux sections social-démocratiques, que les forces de lutte de la classe ouvrière se concentraient principalement dans ces dernières, la matière pouvait être différée. Il n'en est plus de même aujourd'hui, alors que les rôles apparaissent renversés, et que le syndicalisme se développe sans relâche à côté et parfois au détriment du socialisme politique.

Comparez les effectifs de l'un et de l'autre dans les divers pays. La France nous donne 55.000 cotisants d'une part, près de 900.000 de l'autre ; l'Amérique en signale respectivement 45.000 et 3 millions ; l'Allemagne 400.000 et 2 millions ; la Hollande 7.500 et 29.000 ; le Danemark 35.000 et 100.000, etc. Et il arrive que les effectifs des grandes fédérations, des confédérations centrales, se fondant sur leurs

chiffres de beaucoup supérieurs, prétendent représenter exclusivement le mouvement ouvrier, et dénient aux partis socialistes toute initiative, tout mandat et toute valeur.

Dans quelques contrées, le Danemark en première ligne, les groupements politiques et les groupements corporatifs ont gardé une entente parfaite. Mais il est loin d'en être de même partout. Tantôt, comme en France ou en Italie, les syndicats s'élèvent contre la timidité du « parti » dont ils dénoncent les déviations parlementaires. Tantôt à l'inverse, comme en Allemagne et aux États-Unis, la majorité de ces syndicats s'attachent au réformisme et s'interdisent toute manifestation. On a vu la Social-Democratie allemande, après avoir admis la grève générale comme un mode d'action, au moins accessoire, à son Congrès de 1905, réduire encore sa vertu tactique au Congrès de 1906 : c'est que, dans l'intervalle, la commission générale des organismes corporatifs avait opiné pour la prudence.

Par ces quelques exemples, on saisit toutes les difficultés du problème. Si, dans le monde entier, ou dans une large étendue de ce monde, les agrégats de métiers, les agglomérations professionnelles étaient d'accord sur la marche à suivre, sur les méthodes de combat à adopter, ce problème serait simplifié, car il ne s'agirait plus que de confronter deux tendances. Mais en réalité, les tendances sont déjà diverses dans le syndicalisme, au point que les Trade Unions britanniques, la Fédération américaine du travail, l'Union générale des travailleurs espagnols et notre Confédération du travail n'entretiennent que des relations précaires ou nulles.

Ce qui fait justement la faiblesse du mouvement ouvrier, à cette heure, où il a pourtant accompli d'énormes progrès déjà, c'est qu'il est divisé en plusieurs courants et sous-courants. Les particularités nationales, dominées par les traditions, par les tempéraments, s'exercent plus activement qu'il ne semblerait au premier coup d'œil. Si le socialisme politique a réalisé, dans la partie du globe conquise par l'industrialisme, une unité de programme qui n'est point niable, l'on ne saurait encore en dire autant du syndicalisme, quelque étonnante vitalité qu'il ait marquée depuis 1904; et c'est pourquoi la question posée devant le Congrès de Stuttgart, si urgente, si capitale soit-elle, ne comporte point une solution pratique immédiate. En l'examinant sous toutes ses faces, en appréciant ses éléments divers, en montrant, à la poussée corporative, une sympathie sans mélange, et en restituant à cette poussée tout son rôle dans la transformation économico-sociale, le Congrès aura déjà consommé une œuvre féconde.

PAUL LOUIS.

NOS ENNEMIS DU MAROC : LES MARABOUTS

Point de pays islamique où l'idée religieuse soit plus puissante qu'au Maroc. Elle seule peut encore secouer la torpeur fataliste des masses populaires. Mais elle s'est diversifiée, et, en perdant de son unité première, elle a perdu de sa force. L'Islam y agonise dans la superstition. Son faisceau de croyances s'y est rompu. Cet astre mourant se décompose et s'éparpille en rayons qui vont se dégradant et qui colorent d'une lumière inégale la vieille terre du Maghreb. Non seulement la hiérarchie ecclésiastique a sombré, mais le Maroc est couvert d'un réseau de dissidences et de schismes, qui en rendent la pénétration singulièrement épineuse, Toutes ces influences hostiles ou rivales nous en défendent l'accès ou nous y combattent. Nous ne voyons pas nos ennemis et nous voyons encore moins les armes dont ils nous déchirent.

D'ailleurs, son éloignement avait toujours soustrait le Maroc à la suprématie religieuse du Commandeur des Croyants. Il a son Église nationale et considère son Sultan comme investi de la sainteté suprême conférée par Mahomet à ses descendants. Mais cette tradition s'est déformée au cours des siècles. Si, pour une partie de ses sujets, le sultan Abdul-Aziz continue d'incarner la loi divine, que d'hérétiques et de sectaires!

Et d'abord, le Maroc est divisé en deux grands courants religieux : les Fatimites et les Alites. Les premiers se rattachent à Mahomet par Lalla-Fatma, sa fille; les seconds par son gendre, Ali.

Ces derniers renchérissent encore sur l'anti-féminisme musulman, car ils n'admettent pas qu'une femme ait eu le privilège de recevoir et de transmettre la *baraka*, qui est à la fois une bénédiction et une investiture. Et ces deux drapeaux représentent aussi deux politiques : le sultan est Fatimite et le prétendant est Alite.

Mais l'organisation du Maroc étant une sorte de féodalité religieuse, le sultan ni le prétendant, en dehors de leur voisinage immédiat, n'ont guère d'influence sur leurs partisans eux-mêmes. La seule protection utile y est celle des chérifs — cheurfas — chefs respectés du clergé orthodoxe.

Les chérifs sont des personnages considérables, sortes d'évêques, à la tête des confréries marocaines. Ils dirigent ces associations politico-religieuses qui étendent leurs ramifications à travers toute l'Afrique septentrionale, et qui rivalisent entre elles d'importance et de richesse. Non seulement les Marocains, mais les Musulmans d'Algérie, envoient scrupuleu-

sement leur tribut — la ziara — à ces centres religieux.

L'hostilité de ces chérifs n'est pas à craindre. Comme tout clergé reconnu et régulier, ils ont besoin de l'autorité pour étayer leur pouvoir. Le souci de leurs intérêts matériels ne permet pas à leur fanatisme de s'exaspérer. Ce sont des gens d'ordre. Ils ne se préoccupent que d'administrer avantageusement les affaires de leurs sociétés, qui sont aussi les leurs.

La paix leur assure la sécurité dans leurs quêtes lointaines. Ne parlez pas de guerre ni de rebellion à ces pieux quémandeurs qui, partis sur leur bourricot, reviennent de leurs saintes expéditions avec toute une caravane de présents et de victuailles, et qui, de retour chez eux, attendent qu'on leur rende visite sous forme de pèlerinages. La tranquillité du pays est absolument nécessaire à leurs profits et à leur gloire. Quiconque se propose de pénétrer dans ces contrées mystérieuses ne peut le faire sans leur concours.

Cependant ces confréries, bien que fondées sur des croyances communes, se jalousent et souvent se haïssent. L'affiliation à l'une d'elles n'est pas toujours pour les musulmans un viatique très sûr; et à plus forte raison leur protection ne saurait garantir le chrétien aventureux de ces *malheurs* ou de ces *accidents*, aussi imprévus qu'inexpliqués.

Mais si l'église musulmane orthodoxe n'est point au Maroc notre véritable ennemie, que dire des chapelles, que dire des saints locaux, de ces *marabouts* qu'entoure une renommée redoutable et vague? Ce sont là nos ennemis, nos vrais ennemis, des ennemis pittoresques, amusants et terribles, des fanatiques roués, et si Arabes que l'âme arabe dont ils vivent et dont ils jouent n'a plus aucun secret pour eux.

Le marabout est un saint dont la sainteté proclamée par la voix populaire équivaut à une grasse prébende. La vertu maraboutique a ceci de remarquable qu'elle est héréditaire. Quand elle s'est mise dans une famille, elle n'en déloge plus. Ainsi s'est constituée au sein du mahométisme égalitaire une noblesse religieuse et de droit divin, avec ses privilèges, ses fiefs et ses vassaux bénévoles.

L'heureuse smala qui a possédé un saint parmi ses ancêtres hérite de sa baraka et de son tombeau. Et ce tombeau est d'un bon rendement, car il devient un lieu de pèlerinage. On y apporte des offrandes : du grain, de la laine, des bêtes, de l'huile pour les lampes, même de l'argent. On y implore des faveurs. Les descendants du bienheureux entretiennent et cultivent sa tombe sacrée. Ils racontent aux dévots ses belles actions et ses miracles dont le nombre va sans cesse grossissant. Ils poussent même le respect de la tradition jusqu'à pratiquer les mêmes vertus.

Mais à côté des marabouts qui ont hérité de leur prestige comme d'un patrimoine, il y a les marabouts que leurs propres mérites béatifient. Ce sont les plus intéressants et les plus redoutables. Car n'ont-ils pas leur gloire à fonder? N'ont-ils pas une clientèle à se faire au milieu et aux dépens de tant d'autres saints? Les plus secrètes ambitions trouvent à se contenter dans ce bel islam ami de l'égalité, mais où l'influence, voire la richesse, sont à la portée du savoir faire, de l'habileté, quelquefois même de la vertu. C'est bien encourageant, quand on y pense! Un miracle opportun ; une guérison ; la trouvaille d'un objet perdu ; un aveu arraché par persuasion à un criminel récalcitrant ; quelques coïncidences heureuses ; des aumônes habilement distribuées ; de bons conseils ; un séjour dans ces cellules creusées en plein roc, où l'aspirant marabout assailli d'animaux fantastiques que nourrit son long jeûne, en triomphe par la force de sa sainteté, voilà d'excellentes mises de fonds pour s'établir marabout avec toutes les chances de succès.

La voix populaire exalte et propage la gloire des marabouts, voix reconnaissantes des misérables secourus, ou voix empressées et flatteuses de dévots fainéants, clients habituels de la zaouïya et thuriféraires du saint. Bien des renommées se sont ainsi solidement édifiées. Le clergé musulman orthodoxe n'ose pas y toucher. En Algérie le gouvernement français reconnaît leur importance en sollicitant parfois leur concours. Et les pèlerins ne cessent d'y affluer. Il en est dont une courte visite ne satisfait pas la ferveur. Pour ceux-là, il convient d'élargir la maison, ou mieux, de construire auprès de la *kouba*, une sorte d'hôtellerie. Quelques fidèles d'une piété plus ardente — peut-être las de l'effort de vivre — abandonnent leurs biens au saint, et ne lui demandent en échange que le vivre et le couvert jusqu'à leur mort. C'est ainsi que se fondèrent de petits États autonomes et indépendants de l'autorité religieuse régulière, de petites villes closes dont le cœur est un tombeau. On les appelle des *zaouïyas*. Leurs écoles jouissent parfois d'une célébrité lointaine, soit qu'un *hodja* connu y ait cherché la paix et y professe, ou que le renom du saint rejaillisse en honneur sur le jeune étudiant, *taleb*, instruit à l'ombre de son sépulcre.

Ces communautés musulmanes sont une des curiosités de l'Afrique. La vie monastique et la vie familiale s'y côtoient sans se mêler. L'Islam n'impose pas la continence à ses saints. Dans les maisons qui entourent la zaouïya proprement dite, vivent cachés les femmes et les enfants. On n'aperçoit jamais les femmes.

La zaouïya, enveloppée de silence et de paix, hantée d'ombres blanches, au parler rare, à la démarche

grave, donne l'impression d'un respectable monastère.

J'ai visité la plus célèbre zaouïya de l'Algérie, une petite ville sainte, isolée du reste de l'Univers par son atmosphère de recueillement. *Sidi Mohamed-ben-Aouda* est une très ancienne cité purement arabe. On n'y rencontre pas une tête de chrétien.

Cette sainte petite ville étage autour de sa mosquée ses maisons en terre foulée, aux murs ininterrompus, ses maisons aveugles, muettes et sourdes, comme de vieux fours abandonnés. Aride, sèche, serré à craquer dans son enceinte de murs bas et gris, c'est un îlot de tristesse et de mort au-dessus d'une plaine de fleurs dont les parfums sauvages ne montent pas jusqu'à elle. Jadis, un grand marabout lui donna son nom.

Les miracles de sa vie avaient eu pour témoins les montagnes voisines et les torrents aujourd'hui desséchés, et toute cette nature riante, si riche en couleurs. Car les fleurs naissaient, paraît-il, sous ses pas. Car sa pensée, plus puissante que nos inventions modernes, le transportait à son gré sur des sommets inaccessibles, que sa prière sanctifiait. Son geste faisait jaillir les sources des profondeurs où elles dormaient. A sa voix, sous son regard, les animaux les plus farouches devenaient pareils à des agneaux. Il avait contraint un jour un lion à le suivre.

Après la mort du saint, le fauve fut un des pèlerins les plus assidus de son tombeau ; il y amena sa femelle et toute sa famille. Ce miracle posthume du marabout consacra la fortune de la zaouïya. Durant un ou deux siècles, on y entretint quatre lions. Tous les ans les *mokadems* partaient en tournée pour recueillir la ziara au nom de saint Sidi Mohamed, et chacun d'eux se faisait accompagner d'un lion dressé à mendier. On pouvait encore rencontrer ces deux quêteurs, il y quatre ans. Puis on s'avisa que les lions étaient des hôtes dangereux et coûteux. La foi des fidèles ne subvenait plus à leur entretien. Bref, la « mosquée des lions » ne garde aujour d'hui que le souvenir de ces étranges pèlerins. Les imans y montrent avec un mélancolique orgueil les lits de pierre où ils aimaient à s'étendre en mêlant au murmure des prières un grondement très doux.

Une ou deux fois l'an, les pèlerinages amènent des milliers de visiteurs à Sidi Mohamed-ben-Aouda. Ils apportent au marabout, successeur et descendant du saint, les offrandes dont se ravitaille la petite cité. Le reste de l'année, elle dort au milieu du Tell en fleurs. Les touristes sont rares qui ont entendu vanter les mosaïques et les faïences de la « mosquée des lions », et que la curiosité de ces œuvres d'art détourne de leur route.

Il est plus difficile de pénétrer dans les zaouïyas de l'intérieur du Maroc. Ce sont des antres fermés.

Les sorciers qui en font leur repaire, profondément hostiles à une civilisation qu'ils ignorent, et dont ils craignent qu'elle ne ruine leur crédit, nous détestent et ne se lassent point d'exciter leurs fidèles contre nous.

Mais ces marabouts ne sont pas seulement des saints populaires ou des charlatans mystiques : ce sont aussi des chefs de bandes, des prêcheurs de croisades. Les plus fameux, on les connaît de nom : l'un est *Bou Amama*, au Nord ; l'autre, *Maa-el-Aïnine*, au Sud.

La zaouïya de ce Bou Amama est, si l'on peut dire, une zaouïya nomade : simple campement environné de tribus qui lui sont soumises et absolument dévouées. Il y a quelques années, il s'était fixé à Oued Bouredinne, à cinquante-quatre kilomètres d'Oujda. Un musulman algérien, que je rencontrai sur la frontière du Maroc, se joignit à une troupe de pèlerins qui se dirigeaient vers les tentes du marabout et qui lui apportaient la ziara d'une tribu. Ils chassaient devant eux un troupeau de moutons et des ânes chargés de laine, et le chef tenait à la main un sac d'argent. Dès qu'ils aperçurent le campement sacré, ils se placèrent sur deux files et commencèrent à chanter : *La ilalah illa Allah Mohamed rassoul Allah* (il n'y a de Dieu que Dieu et Mohamed est son prophète). Puis les tentes apparurent. Quand les pèlerins n'en furent plus éloignés que de quelques pas, ils se prosternèrent la main droite sur la poitrine, en criant : *Allah ibark fi amer Sidna* (Dieu bénisse les ordres de notre Seigneur). Puis les uns criaient : *Ahna inen ettaibine* (Nous sommes de ceux qui se convertissent). Et les autres criaient : *Ahna inen ettaïyine* (Nous sommes de ceux qui font leur soumission).

Alors, au seuil d'une tente entourée de lauriers roses, un vieillard se dressa. Il pouvait avoir de soixante à soixante-cinq ans, et commençait à trembler. De taille moyenne, l'œil gauche recouvert d'une paupière tombante, la barbe longue et grise, il était vêtu d'un burnous et de draperies également sales, et ses pieds nus s'enfonçaient dans la boue, car cet homme extraordinaire et paradoxal ne met de babouches que par les temps secs.

Il éleva au-dessus de sa tête ses mains tremblantes et entonna la prière : « louange à Dieu ». Le chef du pèlerinage s'avança et lui présenta la ziara. Bou Amama abaissa un regard paterne sur les moutons qui défilaient et sur les ballots de laine que portaient les bourricots. Mais son œil, l'œil droit, pétilla à la vue du sac d'argent. Puis il donna l'ordre de préparer des abris pour les arrivants et rentra sous sa tente.

Un peu plus tard les pèlerins furent introduits

dans la *Msalla* ou salle d'audience. C'est, au centre même du campement, un espace carré clos d'un mur de pierres sèches. Le marabout y occupait un petit trône en terre, sous une tonnelle de lauriers roses protégée par une natte d'alpha.

Les visiteurs s'accroupirent sur le sol détrempé. L'Arabe était tout yeux et tout oreilles. Il avait devant lui ce terrible faiseur de miracles dont ses fidèles assurent qu'il lit dans les cœurs, et que, du plus loin qu'il aperçoit des étrangers, il annonce d'où ils viennent, ce qu'ils veulent, et où ils vont. Bien qu'il fût très frotté de civilisation algérienne, mon Arabe n'en était pas moins fort ému.

Bou Amama parla d'une voix naturellement douce, et avec une très grande douceur ; il maudit les chrétiens. Il les maudit longuement, continûment, infatigablement. Les visiteurs le front incliné murmuraient : *Amen*. Et Bou Amama, d'une voix de plus en plus douce, les exhorta à combattre les infidèles partout où ils les rencontreraient, et à en tuer le plus possible. « Amen ! Amen ! » répliquaient les pèlerins, et parmi eux mon Arabe, qui tremblait de voir s'éveiller un soupçon dans l'œil droit du marabout. Le tout se termina par une bénédiction et un souper.

Quant à Maa-el-Aïnine, ce marabout de Chinghit, adversaire forcené de la France et des chrétiens, il est plus farouche et redoutable aux Marocains eux-mêmes, qu'épouvante sa réputation de sorcier et davantage encore sa fureur de pillage. Il terrorise toute la région du sud avec son escorte de fanatiques, connus sous le nom d'*hommes bleus*, à cause de la couleur de leurs vêtements ; mais qui sont souvent des hommes rouges... Mon Arabe l'avait rencontré comme il rentrait dans son fief, chargé des cadeaux du Sultan. Il n'en razziait pas moins tout ce qu'il trouvait de bon sur sa route. Il faisait aussi du commerce et vendait des esclaves noirs. Partout où il passait, on se prosternait, on lui baisait les genoux, on lui offrait une ziara, on adorait ce saint conquérant, condottière et négrier.

Tous les marabouts n'ont pas une telle envergure, quelques-uns même se sont adoucis envers la civilisation chrétienne, et l'on peut, jusqu'à nouvel ordre, les considérer comme des « ralliés » ou des « demi-ralliés ». Nous avons connu l'un d'eux : Sidi Brahim, le grand marabout aveugle de Kenadsa, la ville sainte de la frontière marocaine à l'extrême Sud Oranais, dont les palmiers saluent les premières dunes du désert.

Sur la recommandation du chérif d'Ouazzan, le marabout nous fit un accueil courtois. Avec sa haute stature, sa corpulence, ses amples draperies blanches, il était monumental et majestueux. Ce colosse à demi nègre n'a rien d'ascétique, ni d'inspiré. Malgré sa cécité, il circulait sans hésitation à travers le dédale des rues de la Zaouïya. Il nous conduisit à sa maison dont les murs crénelés et les tourelles en terre foulée font une petite forteresse. On nous y servit le café dans une salle fraîche, qui ouvrait sur une cour ombreuse où murmurait un filet d'eau. Sidi Brahim était entouré, comme un évêque, de son chapitre, d'autres marabouts, dignitaires inférieurs de cette importante zaouïya, la plus riche peut-être du Maroc. Tous se montrèrent affables et empressés. A l'heure du repas, le grand marabout se retira, car sa sainteté lui interdisait de manger avec des chrétiens, et la politesse orientale ne lui eût pas permis d'assister sans y prendre part au repas de ses hôtes. Mais il revint pour nous faire les honneurs de son domaine.

On m'a dit que le voisinage des officiers français de Béchar et du camp de Bel-Hadi, et surtout des médecins militaires, avait singulièrement apprivoisé ce vénéré marabout. Il a fait vacciner ses enfants et quelques-unes de ses femmes. Ses superstitions fléchissent devant les bienfaits de la science, de cette science dont il attendrait des miracles plus grands encore que ceux qui lui ont valu sa sainteté, puisqu'il va, paraît-il, jusqu'à espérer d'elle une inépuisable jeunesse.

Mais de tous les marabouts, s'il en est un que nous aurions voulu voir, c'est le marabout femme, la fameuse marabouta d'El Hamel, dans la province de Constantine. Ses mérites me furent abondamment célébrés par les Arabes de son pays.

Lalla Zineb était fille d'un marabout renommé qui s'appelait Mohamed-ben Belkacem. Contrairement aux coutumes mahométanes, elle ne se maria jamais. Tant que son père vécut, elle resta cloîtrée, invisible ; mais elle étudiait les saints livres, répartissait les aumônes et administrait les biens de cette puissante communauté. Sa réputation de sagesse s'était répandue au dehors et nul ne songea à protester lorsqu'après la mort du marabout, Lalla Zineb apparut soudain et prit de haute main le gouvernement de la zaouïya. Elle avait alors environ trente-cinq ans.

La zaouïya d El Hamel possède des biens considérables : terres cultivées, troupeaux de chameaux et de moutons disséminés à travers une vaste région. La marabouta savait allier au mysticisme l'entendement des affaires, et ses intendants lui obéissaient sans broncher.

Des revenus de ces biens vivait autour de la zaouïya une petite ville de deux mille âmes ; une véritable cour des miracles où s'entassaient les miséreux, les éclopés, les incapables. Lalla Zineb nourrissait tout ce monde.

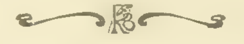
A l'heure du repas, entrait qui voulait dans la

grande cour. On y apportait des cuisines une cinquantaine de larges plats remplis de couscous. Les pères de famille recevaient un panier de nourriture qu'ils emportaient chez eux.

Lalla Zineb présidait elle-même à cette distribution, assise sur un trône de pierre d'où elle rendait la justice. Car on venait des alentours lui soumettre les différends. Le bureau arabe recourait volontiers à son influence. Elle y voyait clair dans les affaires les plus obscures, et les coupables, cédant à son prestige, se confessaient à elle et se soumettaient aux peines qu'il lui plaisait de leur imposer.

Les marabouts d'El Hamel jouissaient d'une telle considération que des pères confièrent en mourant leurs enfants et leurs biens à Mohamed-ben-Belkacem et à sa fille. Les orphelins furent élevés par la zaouïya et reçurent plus tard leur fortune intacte. Il en fut ainsi jusqu'en 1903, époque à laquelle mourut Lalla Zineb, une des figures les plus originales de l'Islam moderne. On ne parle point de ses miracles; mais dans ce pays où la femme est méprisée, sa vie en fut un. Elle ne détestait pas la France. Cette bonne ménagère était amie de l'ordre et des autorités. Mais Lalla Zineb est exceptionnelle et les Sidi Brahim sont rares; et l'on ne peut encore prévoir le moment où la gloire des marabouts pâlira. Le Maroc, si corrompu, restera longtemps gardé par ces hommes énigmatiques et sacro-saints, qui en défendent l'agonie comme font de leur charnier les grands oiseaux de proie.

MARC HÉLYS.



L'EDERA

—

(Le Lierre) (1)

Elle se réveilla, terrifiée, resta longtemps immobile, accablée d'une frayeur indicible. Puis elle se leva et alla encore épier derrière la porte.

Les figures des pauvres convives avaient disparu; le vieillard dormait avec un calme extraordinaire, et paraissait mort. La seule chose vivante, dans cette chambre sépulcrale, c'était la flamme de la veilleuse, qui semblait s'être cachée toute seule derrière la porte pour épier, comme Annesa.

Celle-ci entra, s'approcha du lit, regarda le vieillard. Comme toujours, il était assis, les épaules et la tête abandonnées sur les oreillers, les mains sur le drap.

Un moment, un peu de force, un peu de courage, et tout serait fini...

Mais la force et le courage manquèrent à Annesa : elle devint glacée, fut prise d'un tremblement, ses doigts se crispèrent...

Non, elle ne pouvait pas, elle ne pouvait pas. En une seconde, mille pensées lui revinrent à l'esprit : du fond de sa conscience montèrent mille voix oubliées, une petite flamme brilla dans son âme morte, pareille à la veilleuse qui éclairait la grande chambre lugubre.

— Ne tue pas. Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît à toi-même.

Elle retourna dans la cuisine, ouvrit la porte et sortit dans la cour. Elle s'aperçut alors avec étonnement que l'orage avait cessé.

La lune montait, limpide, sur le ciel bleu, clair comme un cristal; les carreaux des fenêtres, les pavés de la cour, les tuiles du hangar avaient un reflet argenté. Et dans le profond silence, on n'entendait même plus le chant des grillons, ni la voix du rossignol qui, toutes les nuits, chantait comme en rêve, dans le bois à l'extrémité du jardin.

La furie dévastatrice de l'ouragan avait éteint même les voix des choses. On aurait dit que les habitants du village, noir et humide sous la lune, avaient tous disparu comme leurs voisins légendaires du pays en ruines.

Mais ce silence, cette mort de toutes choses, loin de calmer Annesa, l'excitèrent de nouveau.

Personne ne pouvait l'épier, personne ne pouvait voir ce qu'elle faisait. Le monde extérieur, avec ses admonitions et ses dangers, n'existait plus; et dans son monde intérieur, tout était de nouveau ténèbres.

L'obsession la reprit, la replongea dans un état de semi-inconscience fébrile. Mais elle lutta un certain temps contre l'aveugle impulsion qui la dirigeait.

Elle rentra dans la chambre, sortit de nouveau dans la cour. Elle allait et venait, comme une navette, tissant une trame épouvantable, un filet dans lequel elle sentait instinctivement qu'elle resterait enfermée d'une façon horrible.

Pendant longtemps, l'instinct de la conservation fut plus fort que la manie du sacrifice, et, à un moment, parut la sauver.

Elle referma la porte, éteignit la lampe, s'assit au bord de son lit et se pencha pour ôter ses chaussures.

Mais le vieillard soupira, s'agita. Elle resta un instant courbée pour écouter. L'asthmatique soupira encore, puis se calma, et Annesa se redressa lentement.

Mieux valait ne pas se déshabiller. Les crises d'asthme qui, depuis quelques nuits, tourmentaient

(1) Voir la *Revue Bleue* n° du 6 juillet 1907 et suiv.

le vieillard, pouvaient recommencer d'un moment à l'autre. Puisqu'il fallait se lever pour le soigner, il était préférable de se coucher tout habillée.

Elle se couche donc, et tire la couverture jusque sur sa tête. Un frisson de froid la secoue de la tête aux pieds. L'horrible vérité lui revient à l'esprit, lui serre le cœur comme dans un étau. Elle s'est mise au lit tout habillée, non pour être prête à soigner le vieillard, mais pour aider la Mort, si l'accès revient... Un faible effort, une main sur la bouche du malade, la potion calmante renversée sur la table... Et tout sera fini, et nul ne saura jamais que la Mort a eu sous ses ordres une servante courageuse...

Annesa avait le cœur palpitant, elle cherchait à repousser encore la tentation diabolique, et cependant elle attendait...

Elle attendait comme le bandit au coin d'un bois; et l'incertitude, la peur, l'espérance, toutes les perfidies humaines vibraient dans les angoissantes palpitations de son cœur.

Elle revoyait la figure du vieux telle qu'elle lui était apparue la nuit précédente, pendant l'accès. Il agonisait, il avait les yeux hors des orbites, la bouche ouverte, avide d'air, de vie.

— Il suffit peut-être que je ne l'aide pas à se relever; il mourra, il faut qu'il meure, pensait-elle, avec un désir féroce. Il suffit que je ne lui donne pas la potion... Il faut qu'il meure cette nuit, sans quoi l'*autre* mourra. Il faut que Paulu sache demain que le vieux est mort. Il est temps! Il est temps!

Son désir était si fort qu'il lui semblait impossible qu'il ne dût pas se réaliser. Puisque le vieux devait mourir, c'était tout de suite. Dans quelques heures peut-être serait-il trop tard. La nouvelle de sa mort devait parvenir le plus tôt possible à Paulu. L'un ou l'autre! L'un ou l'autre!

Il lui semblait que le sort de la malheureuse famille était entre ses mains; dans son délire, elle en arrivait à se dire qu'elle commettrait un crime plus grand que celui qu'elle méditait, si elle ne réussissait pas à empêcher la mort de Paulu, la ruine complète de ses bienfaiteurs.

« L'un ou l'autre! L'un ou l'autre! » C'était comme si un être invisible lui frappait les tempes à coups de marteau, en lui répétant ces paroles.

Son attente devenait atroce...

Le vieillard dormait, plus tranquille qu'à l'ordinaire, et ne murmurait pas en rêvant, comme il le faisait souvent. De temps en temps, le pas d'un cheval résonnait dans la rue; puis le silence régnait de plus belle.

L'heure passait. La fatigue, la fièvre, le trouble, l'attente recommencèrent à la faire délirer. Les figures des six pauvres reprirent leurs places autour de la table; les yeux blancs et lourds de l'aveugle se fixaient sur le lit de l'asthmatique; la tête énorme de Rose se mit à osciller sur le cou frêle de l'enfant. Donna Rachel s'avançait, portant un plateau, et riait comme on ne l'avait jamais vue rire depuis des années; cette gaieté inaccoutumée exaspérait Annesa. Dans son rêve, elle regardait le va-et-vient et se disait : « Même si l'accès revient, comment pourrai-je faire, avec tout ce monde-là? Ils ne me quittent pas des yeux : jusqu'à Niculinu qui me voit... Ils ne s'en iront donc pas? »

Ils restaient là parce que l'orage durait encore : les éclairs emplissaient la chambre d'une lueur violacée; le tonnerre ébranlait la maison. Un filet d'eau coulait du plafond sur les épaules d'Annesa et lui donnait un frisson nerveux. Et elle attendait toujours, et son attente devenait pleine de mystère, de frayeur et d'angoisse. Qui devait arriver? Que se passerait-il? Elle se rappelait très bien : elle savait que la Mort devait arriver et qu'elle devait l'aider, comme la servante aide sa maîtresse : mais de plus, elle attendait d'autres fantômes plus terribles encore, et elle devinait qu'il se passerait d'autres choses plus épouvantables... Et une douleur plus forte que toutes celles qu'elle avait déjà souffertes, plus grande que l'humiliation de sa position, plus grave que la dissimulation dont elle s'était toujours couverte comme d'un masque, plus intense que sa pitié pour la famille qui l'avait bien traitée, plus aiguë que la peur de voir Paulu mourir de male mort, lui déchirait l'âme enfouie dans les ténèbres du mal. C'était une douleur sans nom; l'angoisse du naufragé, qui enfonce dans l'eau, et qui se remémore les douleurs de la vie, belles et agréables en comparaison des affres de la mort.

*
* *

Un autre pas de cheval retentit dans la ruelle.

Annesa sortit de son assoupissement, éloigna la couverture, et écouta. Etait ce donc possible, oh mon Dieu? Le pas résonnait fort et tranquille, se rapprochait, semblait être le pas du cheval de Paulu.

Elle sauta à bas du canapé, entraînant la couverture derrière elle, se lança comme une folle vers la porte; mais le cheval passa outre.

Le vieillard se réveilla en sursaut; il vit la couverture par terre au milieu de la chambre, il vit Annesa tout habillée et la peur le saisit.

— Annesa! appela-t-il à voix basse; puis il cria : Annesa! Anna, qu'est-ce qu'il y a?

Ce cri rappela Annesa à la réalité; la mémoire lui revint, et elle éprouva le besoin de s'excuser :

— Je croyais que c'était Dom Paulu, dit-elle d'une

voix rauque, ensommeillée, je pensais qu'il reviendrait et je ne me suis pas déshabillée. Voulez-vous quelque chose ?

Elle s'approcha du lit, regarda le vieillard, et fut reprise par la tentation, par l'anxiété, la terreur. Et elle crut que, dans la pénombre, le malade, ayant deviné sa pensée, s'était effrayé et veillait.

— Donne-moi un peu d'eau.

Annesa prit le verre qui était sur la chaise et le tendit au vieillard ; sa main tremblait.

— Je rêvais... je croyais qu'on m'avait pris ma médaille : la voilà... dit Zio Zua, en cherchant sa médaille et la sortant de sa chemise.

— Oui, répondit avec dépit Annesa, aujourd'hui, les voleurs viennent tout prendre, jusqu'à cette saleté-là.

— Oh, oh ! ma fille, prends garde à ce que tu dis ! S'ils ne me prennent pas ma médaille, ils prendront la vermine de tes maîtres.

— Moi, je n'ai pas de maîtres ! Dormez, dormez, vous ferez bien. Vous ne laissez personne tranquille, pas même la nuit.

— Tu n'as pas de maîtres ?...Ah ! c'est vrai,demain vous serez tous domestiques, reprit le vieillard, toujours plus irrité. Domestiques, domestiques ! Et ton beau *giramondo*, s'il veut vivre, il ira, lui aussi, avec la pelle et la pioche sur l'épaule...

Ce n'était pas la première fois qu'étant provoqué, il reprochait à Annesa la pauvreté de « ses maîtres ». Tous les deux, ils savaient où ils pouvaient mieux se frapper réciproquement, et ils ne manquaient jamais de le faire. Mais en ce moment, les sarcasmes du vieillard la blessaient aussi douloureusement qu'une pointe de fer rouge.

Instinctivement, elle s'écarta du lit, reprise d'un tremblement convulsif : elle ramassa la couverture, s'assit sur le canapé et bâilla.

Le vieux continuait à grommeler :

— Ah ! je ne vous laisse pas tranquilles, même la nuit ? Je vous conseille de vous plaindre. Est-ce que je t'ai appelée, vipère ? C'est toi qui m'as réveillé; tu ferais bien mieux de te déshabiller et de te coucher. Ton *giramondo* ne reviendra pas, sois-en sûre, il ne reviendra pas. C'est inutile de l'attendre, va, ma belle. A l'heure qu'il est, il ne pense pas à toi.

Annesa redressa la tête, cessa de bâiller et de trembler.

— Hein ?... Quoi ?... Qu'est-ce que vous dites ?

— Rien. Je disais.... que ma médaille, on peut me l'enlever, ma médaille... mais les yeux, non... mais les oreilles, non...

— Continuez ! s'écria-t-elle, menaçante.

— Non, j'ai fini. Couche-toi, je te répète, et ne t'en prends pas à moi si le *giramondo* ne revient pas. Je t'ai dit qu'il ne pensait pas à toi... cette nuit.

C'en était trop. Sa vue se brouilla; elle se leva, inconsciente, entraînant derrière elle la couverture qui tomba encore au milieu de la chambre ; elle se précipita contre le vieux, se jeta sur lui, le saisit par le cou. Une espèce de râle sortait de sa bouche grande ouverte : tout était sombre et bourdonnait autour d'elle. Mais le malade eut la force de s'arracher du cou les mains qui voulaient l'étrangler, et il se mit à crier !

— Au secours ! au secours !...

Elle n'essaya pas de lui faire plus de mal, mais à son tour, elle se dégagea de l'étreinte désespérée de ce vieux, et elle dit à haute voix :

— Si vous ne vous taisez pas, je vous étrangle, pour sûr. Essayez un peu de crier encore ! Essayez un peu !

Il eut peur de la menace et n'osa plus recommencer, mais il porta les mains à son cou, par manière instinctive de se défendre, et il courba la tête, il courba le dos et, saisi d'une frayeur enfantine, se mit à grelotter de tout son corps.

Sa barbe touchait le drap sous lequel ses vieux membres s'agitaient violemment.

La malheureuse ne distinguait rien ; elle comprenait seulement que le vieillard avait peur d'elle ; et elle aussi, maintenant, elle avait peur de lui.

— Demain, il me dénoncera, pensait-elle, en fixant sur lui des yeux qui n'avaient plus rien d'humain. Je suis perdue. Il me dénoncera et se fera transporter ailleurs ; et tout sera fini...

— Que moi, je sois perdue, n'importe, se disait-elle avec désespoir. Mais les autres, non, pas les autres.

Et un marteau inexorable frappait à ses tempes, comme à une porte qu'il faut enfoncer :

« Lui ou les autres ! Lui ou les autres ! »

Mais elle ne pouvait pas, elle ne pouvait pas. Ses mains se refusaient à cette œuvre abominable. Elle essaya de calmer le vieillard, elle se pencha sur lui, en lui disant des choses sans suite, mais sa voix était rauque, menaçante, et paraissait venir de loin, d'un monde ténébreux peuplé d'êtres monstrueux, de démons, de bêtes parlantes.

Replié sur lui-même, comme courbé sur sa tombe et participant déjà aux mystères de l'éternité, peut-être le vieillard ne reconnaissait-il pas cette voix si différente; peut-être ne l'entendait-il même pas et n'écoutait-il que sa frayeur. Annesa avait beau faire, il ne bougeait pas, gardait toujours les mains à son cou et la figure sur le drap.

Annesa finit par se lasser; elle se releva et alla de nouveau ramasser la couverture. Un hurlement retentit dans la chambre :

— Au secours ! Au secours !

Ce cri de désespoir fut pis qu'un coup de fouet

pour Annesa. Elle se redressa, se retourna, vit que, comme le renard, qui, après avoir été blessé et avoir fait le mort, se lève et cherche à fuir, le vieillard secouait les mains et continuait à crier :

— Au secours! Au secours!

Alors elle perdit la dernière lueur de raison. D'un bond elle fut sur le vieux, lui jeta la couverture sur la tête, appuya sur lui de tout son poids.

Un gémissement sourd et lointain, une agitation désespérée des membres sous la couverture ; puis le gémissement s'affaiblit peu à peu, sembla venir de très loin, du fond d'un abîme ; et sous sa poitrine convulsée, entre ses bras contractés, Annesa ne sentit que quelques sursauts, un léger mouvement, plus rien...

Combien de temps s'était-il passé? Il lui sembla que cela avait duré deux ou trois minutes à peine, et elle s'étonna du peu de résistance de sa victime. Elle craignit que le vieux matois ne feignit encore, et elle lui pressa la figure avec les mains, lui poussa la tête contre l'oreiller.

D'autres minutes s'écoulèrent.

Elle recouvrait graduellement ce peu de demi-inconscience fiévreuse qu'elle avait eue jusqu'au moment du crime ; elle s'apercevait maintenant de ce qu'elle faisait, et elle avait peur d'être surprise dans son œuvre néfaste. Quelqu'un pouvait avoir entendu les cris de la victime ; d'un moment à l'autre, Zio Cosimu, Dom Simone ou Donna Rachel pouvaient paraître sur le seuil, et demander ce qu'il y avait...

Elle écoutait et tournait de temps en temps sa figure effrayée, en regardant vers la porte. Mais le silence de la mort régnait désormais dans la chambre : tout restait immobile dans la pénombre ; seule, la veilleuse continuait à brûler tranquillement dans un coin, comme un témoin qui veut voir sans être vu. Il semblait à Annesa que tous les objets environnants, dissimulés par l'ombre, avaient peur d'elle, et c'était elle au contraire qui avait peur d'eux : si un meuble avait craqué en ce moment, elle se serait sauvée en hurlant.

Et cependant, elle pressait et poussait la tête de sa victime, et elle avait l'impression de pousser avec une force désespérée une porte derrière laquelle était un fantôme épouvantable.

Enfin elle s'éloigna du lit.

Elle entendit un bruit et crut qu'il venait des chambres au-dessus. Elle courut fermer la porte à clef ; elle resta un instant aux écoutes, puis, n'entendant plus rien, elle rouvrit et sortit dans le corridor.

Que faire? Un instant, elle se dit qu'elle devait crier, appeler au secours, annoncer que le vieillard mourait ; mais après, elle monta la première rampe de l'escalier, décidée à frapper à la porte de Donna Rachel. Elle arriva jusqu'à la porte, mais au moment de cogner, elle se rappela qu'elle avait laissé la couverture sur le cadavre, et elle fut reprise de la crainte que le vieux ne fut pas mort.

Elle redescendit, et une nouvelle impression maladive s'empara d'elle. Elle eut peur d'enlever la couverture, de voir la figure de sa victime.

Il fallait pourtant faire quelque chose : appeler, dissimuler, dire que le vieillard était mort à la suite d'un accès.

— Mon Dieu! mon Dieu! murmura-t-elle en se lissant les cheveux avec les deux mains.

Et elle alla s'asseoir sur le canapé. Son cœur ne battait plus, mais elle se sentait lasse, si lasse qu'elle croyait qu'elle ne pourrait plus se lever ni marcher. Elle aurait voulu se coucher et dormir : tout était fini ; il ne lui restait plus désormais qu'à dormir, à dormir profondément.

— Je dirai qu'il est mort pendant que je dormais. Pourquoi les réveiller maintenant? On a le temps... on a le temps...

Elle baissa la tête, ferma les yeux : et aussitôt, elle *vit* la figure du vieillard qui tournait vertigineusement autour d'elle.

Mais alors un pas résonna dans le silence de la nuit claire, sur les pavés humides de la ruelle, et Annesa éprouva une terreur nouvelle, en croyant reconnaître le pas de Paulu. Le visage disparut, et elle ne pensa plus à autre chose qu'à la terrible possibilité de revoir le veuf dans quelques minutes, et d'être surprise par lui...

Le pas se rapprochait.

Elle bondit sur ses pieds, prit la veilleuse, et resta à écouter avec une frayeur croissante. Ce ne pouvait pas être Paulu ; de toute façon, il reviendrait à cheval. Et pourtant, ce pas indolent ressemblait au sien...

La petite flamme s'allongea un instant autour de la mèche, parut lui communiquer un secret, puis se rapetissa, devint encore plus calme et timide. Et la lumière se répandit, jaune et triste ; fouilla tous les coins de la chambre lugubre, éclaira la masse ronde et immobile qui surgissait comme une tombe sur le lit. L'esprit d'Annesa parut s'éclaircir : elle comprit nettement ce qu'elle avait fait, et elle eut peur d'elle-même.

— J'ai tué un homme, moi, Annesa, j'ai tué! Mon Dieu, qu'ai-je fait?

Le pas se rapprochait : la peur d'Annesa augmentait. Peur de tout et de tous ; peur que le vieux, n'étant pas encore mort, n'aille remuer et sortir de dessous la couverture comme d'un tas de terre : peur d'aller près du lit et de s'assurer que tout était fini ; peur du pas qu'elle entendait; peur de remuer ;

peur de rester à côté de la veilleuse qui semblait la regarder avec un œil vivant.

Le pas s'arrêta. On frappa à la porte. Annesa ne douta pas un instant. Celui qui frappait, c'était Paulu.

Que faire? Que faire? Appeler, raconter que le vieillard venait d'expirer à l'instant? Elle s'avança jusqu'à l'entrée du corridor, mais elle fut incapable de crier, ni d'appeler.

*
* *

— Annesa, ouvre; c'est moi, dit Paulu en frappant de nouveau à la porte.

Elle dut se décider, aussi par crainte que donna Rachel ou Zio Cosimu ne vinssent ouvrir. Elle ferma la porte, mais elle eut peur que Paulu ne voulût traverser la chambre pour aller dans la cuisine, et elle rentra, s'approcha du lit, enleva la couverture.

La tête abandonnée sur les oreillers, le vieillard avait les poings serrés, les yeux grands ouverts, la bouche béante; son visage était rouge, d'un rouge un peu livide et semblait rire follement. Annesa, ayant l'idée fixe que sa victime respirait encore, fut plus impressionnée par ce visage coloré, par cette bouche qui laissait apercevoir quatre dents noires et gâtées, par ces yeux qui reflétaient la petite flamme de la veilleuse qu'elle tenait à la main, et qui paraissaient vivants, narquois, riants.

Paulu frappa encore.

Elle jeta la couverture sur le lit, l'étendit jusqu'au cou du vieillard, puis sortit, posa la lumière sur l'escalier et ouvrit.

— Annesa, que fais-tu donc? demandait Paulu derrière la porte.

— Je m'habillais. Comment, c'est toi, Paulu? Et ton cheval?

Paulu entra, enveloppé dans son grand manteau tout mouillé, et tenant son sac. Il était pâle, mais souriant, et ses yeux étincelaient d'une joie enfantine. Et Annesa, après avoir rêvé qu'il était à l'agonie, éprouva une angoisse mortelle en voyant cette gaieté inaccoutumée.

Il dit en plaisantant :

— Mon cheval? je l'ai vendu. Puis il ajouta d'un ton sérieux. Tu ne m'as pas entendu passer tout à l'heure? J'ai pensé que l'orage avait inondé le hangar et j'ai laissé mon cheval chez Zio Castigu pour qu'il le conduise demain au pâturage.

Ce n'était pas la première fois que cela arrivait. Mais elle s'en étonna comme d'une chose extraordinaire, surtout en s'imaginant qu'il s'était écoulé des heures depuis qu'elle avait entendu le pas du cheval.

Paulu ôta son manteau : elle se hâta de le lui prendre, et le sentant lourd et humide, elle se rappela combien elle avait été préoccupée duran l'orage.

— Mon cœur me disait que tu étais en route, murmura-t-elle tout bas, comme si le vieillard pouvait encore entendre. Mais nous ne t'attendions pas... J'ai reçu ton billet, Quelle frayeur!... j'en ai eu la fièvre...

— Je le vois, tu trembles, répondit Paulu. Tu sais, j'ai trouvé de l'argent. Attends-moi un instant, je ne fais que monter et redescendre.

Annesa fit un mouvement rapide vers lui, le regarda avec de grands yeux. Il la prit dans ses bras, la serra sur sa poitrine, lui mit un baiser sur les lèvres, en ajoutant tout bas: — Oui, j'ai trouvé, j'ai trouvé. Attends-moi.

Il la quitta, prit la lumière et monta dans sa chambre. Annesa ne sentit pas l'étreinte, ne sentit pas le baiser, ne comprit que deux choses horribles, horribles... Il avait trouvé l'argent, il était passé avant qu'elle commît le crime, et il n'avait pas frappé à la porte.

Elle s'assit sur une marche, dans l'obscurité, le lourd manteau sur les genoux et il lui sembla qu'un poids énorme l'écrasait.

Il était passé et ne l'avait pas avertie; il était sauvé, et elle était perdue. Mais en ce moment suprême de désespoir, elle eut l'intuition que la force mystérieuse de la fatalité la guidait, et, instinctivement, elle se révolta contre la douleur, contre le remords, contre la peur et toutes les choses terribles qui l'étouffaient, comme la couverture avait étouffé le vieillard.

Elle se leva, laissa tomber le manteau, traversa le corridor et ouvrit la porte qui donnait sur le jardin. Elle vit le fond lunaire du ciel, argenté au-dessus du bois, et elle respira.

— J'ai fait tout pour lui, se dit-elle, en croisant les mains d'un geste convulsif. J'étais aveugle, je ne voyais rien, je n'entendais rien. Et il est passé et il ne m'a pas avertie! Il m'a écrit qu'il voulait mourir... et au lieu de cela il espérait encore... Il m'a trompée... Il m'a trompée...

Paulu la surprit à côté de la porte et pensa qu'elle l'avait ouverte pour aller avec lui dans le jardin comme ils faisaient d'habitude. Il s'approcha d'elle, la saisit par la taille et l'entraîna. Le sol était humide, la nuit fraîche : l'eau du fossé au bout du jardin, grossie et troublée par l'orage, brillait au clair de la lune avec un reflet jaunâtre; du bois venait une odeur d'herbes et de terre mouillées. Annesa ne s'apercevait de rien. Mais Paulu, malgré la fatigue du voyage, éprouvait une excitation fiévreuse, goûtait le charme de la nuit, voulait communiquer sa joie à sa maîtresse. Il aurait voulu aussi la communiquer aux autres, mais il désirait encore plus rester

seul un moment avec Annesa. Il trouvait cela juste, puisqu'il avait des torts à se faire pardonner par elle. Ils ne s'avancèrent pas jusqu'au bois ; ils rasèrent la maison et s'arrêtèrent près de la petite porte de la cour.

— Tu as dû t'alarmer, dit Paulu, en la tenant toujours serrée contre lui. — Je l'ai bien regretté ce billet : mais j'étais désespéré. Je vais te raconter cela. Tu t'es effrayée, n'est-ce pas?

Annesa ne répondit rien ; elle avait l'air fâché.

— Allons, pardonne-moi. Sois gaie, maintenant, écoute ce qui m'est arrivé.

— Il vaut mieux que je ferme la porte de la maison et que je fasse le tour pour ouvrir ici : nous serons mieux dans la cour. Il est tard, bien tard, murmura-t-elle en cherchant à se dégager.

— Attends un peu, Annesa... Tu ne m'as pas encore donné un baiser.

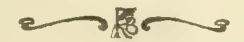
Il l'embrassa avec plus d'ardeur que d'habitude; on aurait dit qu'il avait couru quelque danger, qu'il avait craint de ne plus la revoir, et qu'en la retrouvant il l'aimait plus qu'il ne croyait.

Elle était brûlante, elle tremblait, mais non à cause de ses baisers : elle voyait toujours devant elle le visage coloré et le sourire macabre du vieillard, et elle pensait encore qu'il pourrait revenir à la vie. « Peut-être qu'en appelant le médecin... »

— Qu'as-tu, Annesa ? tu as la fièvre ? lui demanda Paulu. Oui, tu vas aller te coucher. Je voulais seulement t'expliquer comment j'ai fait après t'avoir écrit ce billet. Je suis retourné au pays de dom Peu ; il m'avait conduit chez la veuve d'un brigadier, une nommée Zana, qui prête de l'argent à gros intérêts. La première fois elle m'avait refusé ; poussé par le désespoir, je suis retourné chez cette veuve et je lui ai dit... non, je ne lui ai rien dit tout de suite...

(*A suivre.*) Grazia Deledda.

(*Traduit de l'Italien par* M. Albert Lécuyer.)



DANS LES HOPITAUX PARISIENS

L'Infirmière de l'Avenir (1)

La bonté et la foi furent longtemps les seuls titres exigés du personnel infirmier. L'histoire retrace les sacrifices émouvants des Frères hospitaliers, les sublimes vertus des Sœurs de charité. La France entière se sent honorée par le pieux et bienfaisant génie d'un Saint-Vincent de Paul.

Ce n'est pas à dire d'ailleurs que dans les ordres et congrégations qui, durant des siècles, assurèrent le service des hôpitaux de Paris, les mœurs fussent universellement et invariablement pures. Les registres de l'Hôtel-Dieu nous révèlent, par exemple, qu'en 1559 des plaintes nombreuses se sont élevées contre « les mauvais traitements que font les Religieuses, Prieure et sous-Prieure, aux pauvres malades, y affluant tellement qu'à raison de ce, plusieurs malades ne veulent aller au dit Hôtel-Dieu, qui est un grand scandale ». Cent ans plus tard, on signalait encore que « les malades étaient abandonnés et délaissés des religieuses qui sont en trop grand nombre, et qu'elles ne s'occupaient qu'à leurs méditations, au lieu de faire leur devoir et s'assujettir auprès des pauvres languissants ».

Mais ces défaillances ne sauraient restreindre la valeur des services rendus par les sœurs Augustines, ou la grandeur du dévouement des frères Saint Jean de Dieu, non plus que les négligences ou les fautes de certaines de nos infirmières ne diminuent les titres que la grande majorité d'entre elles gardent à l'estime et à la reconnaissance publiques.

Un moment vint cependant où, pour assurer le soin des malades, l'abnégation, la charité, le dévoûment même semblèrent des vertus insuffisantes, et où on aperçut les dangers de l'ardeur religieuse. Les progrès de la science exigeaient, qu'aux maîtres fussent attachés des auxiliaires, capables de comprendre leurs prescriptions, dociles à les suivre, aptes à les appliquer. La liberté de conscience, qu'ont proclamée nos pères et dont nous avons trop longtemps oublié d'assurer le respect, devait s'opposer à ce que des établissements publics, indistinctement ouverts à tous, continuassent à n'être desservis que par les zélés serviteurs de la foi. On fit appel à un personnel nouveau.

*
* *

Ce changement date d'hier. Est-il besoin de dire qu'on ne bouleverse pas des habitudes, des traditions, des mœurs séculaires, sans heurts, et tout d'une pièce? L'œuvre a été laborieuse; elle est restée incomplète. On doit honorer ses initiateurs ; mais il la faut achever.

D'aucuns, froissés à tort dans leurs convictions, qui sont éminemment respectables, mais qu'ils ne sauraient imposer à autrui, proclament la faillite de la laïcisation. Ils se leurrent, ou ils nous trompent. — D'autres feignent de croire, et réussissent parfois à faire admettre, que quelques améliorations de détail suffiront à doter les hôpitaux parisiens du personnel qui leur convient. Ils se trompent, et ils nous leurrent.

Nous comptons dans nos établissements des femmes d'élite. Quoiqu'indifférentes aux pratiques

(1) Voir la *Revue Bleue* des 22, 29 juin, 6 et 20 juillet, 3 et 10 août 1907.

pieuses, il en est qui, sans hésitation, sans forfanterie, avec une sereine simplicité, accomplissent des actes de courage civique. Il en est qui sont de véritables héroïnes, — et celles-là cependant n'espèrent point de récompense céleste. Elles n'ont pas le souci de sauver leur âme ; détachées de toute foi, elles ignorent les joies d'un autre monde. Elles agissent pour le bien de ceux qui souffrent, par passion du devoir.

Mais envers ces admirables serviteurs l'Administration n'acquitte point sa dette. Elle leur crée une vie misérable, elle les prive de foyer, les nourrit mal, elle leur impose une discipline rétrograde. Et ce qui est pis encore pour ces victimes du devoir professionnel, elle les oblige professionnellement à des promiscuités, qui, sans altérer leur vertu, blessent leur dignité.

Il faut donc résolument libérer les infirmiers des contraintes qui les oppriment, et écarter de leurs rangs les brebis galeuses qui s'y peuvent glisser. Avec les éléments dont on dispose, on aura vite achevé de s'assurer un personnel de choix.

*
* *

Où le faudra-t-il recruter ?

D'aucuns ont songé à une répartition égale entre les deux sexes. Des infirmiers dans les services d'hommes, des infirmières dans les services de femmes, tel est le mot d'ordre du syndicat. Et on mène une active campagne pour l'imposer à l'administration. Il faut lutter à tout prix contre cette conception. Elle s'inspire d'un égoïsme masculin, aveugle et tyrannique. Elle est contraire aux intérêts du service.

Le temps n'est plus où les religieuses refusaient de soigner les maladies vénériennes. Nos infirmières ne répugnent à aucune besogne : les plus délicates, les plus pénibles sont accomplies par elles, avec conscience, sans fausse pudeur.

Réservons encore, nous y consentons, quelques-uns de ces services spéciaux aux infirmiers. Ce ne sera qu'une infime exception. Pour tous les soins, la femme se montre supérieure à l'homme. Il n'est personne qui, désintéressé, le conteste. La sensibilité de son cœur, la douceur de ses mouvements, l'habileté de ses doigts, le charme de sa nature, parfois même la séduction de sa personne la désignent pour une telle fonction ; elle est tout naturellement apte à la remplir. Sans parler des inconvénients qu'offre la présence simultanée d'un personnel mixte dans un même établissement, il semble que, à ce seul titre l'infirmière se doive à peu près exclusivement recruter parmi les femmes.

*
* *

Mais faut-il exiger d'elles le célibat ? Beaucoup le prétendent. Mlle le Dr Hamilton, la directrice de l'école professionnelle de Bordeaux, dont la compétence est appréciée de tous, en fait une indispensable condition. « Comment établir une discipline réelle, utile, si le personnel devient une vaste famille ? On aura beau faire des règlements, instituer des feuilles de présence, surveiller les surveillantes, la femme trouvera toujours moyen d'accomplir avant tout le devoir qui lui tient le plus à cœur... Seule la femme non mariée ou veuve devrait être acceptée pour ce genre de fonctions, où toutes ses préoccupations et ses forces doivent pouvoir se concentrer. »

N'est-ce pas là au surplus la pratique suivie dans la Grande-Bretagne ? — On a songé à l'introduire en France ; l'internat à l'école et même à l'hôpital se serait ainsi trouvé partiellement justifié.

Nous ne saurions souscrire à un tel jugement : pourquoi, si on est sincèrement détaché de toute foi religieuse, songer à reconstituer ainsi de véritables congrégations? Napoléon crut jadis que l'Université ne recruterait de maîtres dévoués que si on leur imposait le célibat. L'expérience en est faite : nos instituteurs, nos professeurs, remplissent-ils avec moins de conscience leur mission, parce que, contrairement à la conception césarienne, ils se peuvent constituer un foyer, parce qu'ils se mêlent à la vie sociale, parce qu'avec les enfants de leurs concitoyens, ils songent à éduquer les leurs ? Le pasteur protestant, le prêtre mahométan sont-ils moins dévoués à leur culte et à leurs fidèles, parce qu'ils connaissent les joies de la famille et les tristesses du monde ?

Interrogez nos surveillantes, nos internes, nos médecins; demandez-leur si, dans le service, on peut discerner le zèle de l'infirmière mariée du dévouement de celle qui ne l'est pas. Célibataire ou non, elle manifestera, suivant son tempérament, les mêmes qualités ou les mêmes travers. Et si quelque préférence se devait marquer, peut-être s'exprimerait-elle en faveur des mères de famille ! L'amour maternel, loin de rétrécir le cœur, l'ouvre à de plus large tendresse. Souvent la vieille fille devient égoïste ; son âme se replie, se recroqueville. La femme qui devient mère, moralement aussi bien que physiquement, s'épanouit; sa sympathie se fait plus expansive, sa bonté plus indulgente.

Pourquoi donc, chez l'infirmière, préférer aux paisibles jouissances ou aux devoirs élevés de la vie familiale, l'hypocrisie de quelque aventure galante ou la rigide sécheresse de mœurs austères, que la nature condamne ?

Tous les dévouements qui veulent s'utiliser dans nos services hospitaliers, sans parti-pris, y doivent trouver place. Aucun n'en saurait être exclu.

*
* *

Mais, tandis que jusqu'alors, de par les défectuosités du régime, les personnes de condition modeste seules songeaient à se faire infirmières, pour gagner leur pain, il faut délibérément faire appel aux jeunes filles et jeunes femmes de toutes les classes sociales. Une bourgeoise intelligente conquiert ses brevets et devient professeur ; telle autre cultive la musique ou le dessin et s'en va courir le cachet. Une jeune veuve deviendra courtière en diamants, dactylographe dans un bureau, caissière dans une administration. A aucune ne viendrait l'idée de se vouer au soin des malades. Et cependant, quelle plus belle mission pour une femme, quel moyen plus digne de se rendre utile à la société, tout en gagnant sa vie? Quand l'école d'infirmières fonctionnera, quand on aura, grâce à un traitement différent, créé une atmosphère de respectabilité autour de notre personnel, qu'on refusera d'y admettre toute personne indigne, grossière, illettrée, qu'on lui aura organisé une vie libre, et attribué un salaire convenable, — l'accès de la plus noble carrière aura été ouvert aux femmes de la meilleure éducation, et nous sommes convaincu que l'appel qu'on leur adressera alors pourra être entendu. Ne voit-on pas d'anciennes sœurs de charité qui, après avoir suivi les cours du Dr Bourneville, abjurent leurs vœux pour s'engager dans ce personnel laïque? Ne compte-t-on pas un certain nombre de dames et jeunes filles qui, en guise de visites mondaines, fréquentent les cours et les salles des hôpitaux? De là à recruter parmi elles les infirmières, il n'y a qu'un pas ; il peut être aisément franchi.

*
* *

Mais il faut, pour y parvenir, ne confier aux infirmières que les soins des malades et réserver le gros ouvrage à un personnel subalterne. Pourquoi ne pas abandonner le balayage, le nettoyage, le lavage, le récurage, toutes les besognes secondaires à des femmes de ménage, ou à des hommes de peine? Pourquoi fixer dans des cadres administratifs un personnel, dont il n'est nécessaire d'exiger aucune connaissance spéciale? Ce qui importe d'eux, c'est une irréprochable moralité. Chaque directeur d'hôpital ne serait-il pas mieux en mesure de s'en enquérir, et chacun ne devrait-il pas avoir, seul, le choix et la responsabilité de ces auxiliaires qui, hormis quelques serviteurs attachés à demeure à l'établissement, devraient être temporaires, payés à la tâche, sans recevoir ni nourriture, ni logement?

*
* *

Pour rehausser encore la dignité de la fonction d'infirmière, et lui attribuer toute sa valeur, que n'associe-t-on enfin les femmes éclairées, dévouées et instruites qui soignent les malades, à l'administration même de l'hôpital? Pourquoi se renfermer dans les limites surannées d'une centralisation néfaste, ainsi que dans le cercle étroit d'une bureaucratie routinière? On a bien tenté quelque essai d'autonomie. Il est insuffisant, et mal pratiqué.

Voici trente ans que le Dr Bourneville réclamait la création de comités hospitaliers. En 1903 seulement, M. Mesureur a institué des réunions mensuelles dans chaque établissement. « Il s'agit, disait-il pour expliquer ses intentions, d'éveiller les initiatives, de décentraliser les efforts pour les multiplier, et par là même de créer une responsabilité plus étendue pour les directeurs. » Un membre du conseil de surveillance, un Inspecteur, — le Directeur, les médecins, chirurgiens et pharmaciens de l'hôpital s'y doivent rencontrer. Le principe de la réforme apparaît excellent ; mais son application ne devait-elle pas nécessairement conduire à un échec?

Comment un directeur isolé peut-il jouir de quelque autorité dans un conseil qui groupe les maîtres de la science, — et quelles réformes y peut-on étudier, autres que l'installation de nouveaux services, le vote d'une réfection de salle, l'achat d'instruments opératoires? A tel comité, les médecins ne viennent plus ; à tel autre le conseiller municipal ou député, délégué par le comité de surveillance, n'a jamais fait figure. L'indifférence des uns, la condescendance des autres enlèvent à ces réunions toute efficacité.

Pourquoi n'y pas appeler d'honorables citoyens du quartier, sortes de délégués hospitaliers, qui y apporteraient un concours impartial et dévoué, et y représenteraient l'intérêt public, en même temps qu'ils y feraient entendre l'opinion, trop peu sollicitée, des contribuables parisiens?

Pourquoi surtout n'y pas réclamer la collaboration du personnel infirmier, qui connaissant mieux que quiconque le fonctionnement des services, pourrait révéler des abus, et provoquer des réformes? Les infirmières ne seraient plus seulement les auxiliaires du corps médical, elles deviendraient les collaboratrices de l'Administration, pour le plus grand bien de l'Assistance publique.

*
* *

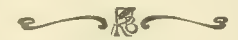
La tâche dévolue à l'infirmière moderne est lourde, mais il n'en est pas de plus noble.

Prodiguer aux malades les soins éclairés que

prescrit le médecin, et seconder ainsi par une collaboration attentive les efforts de la science ; — réconforter les patients, en prenant part à leurs souffrances, en allégeant leurs peines, sans leur imposer des croyances ou des pratiques que leur conscience peut se refuser à admettre ; — se dévouer à la douleur, sans autre récompense que le sentiment du devoir accompli ; — exposer sa vie pour sauver celle des autres, sans renonciation surhumaine, — n'est-ce pas en vérité la plus sublime des missions ?

Pour la remplir, nous avons des réserves d'énergie, dont certaines se dépensent sans compter, dont d'autres ne demandent qu'à se pouvoir manifester ! — C'est au peuple de Paris à imposer à ses mandataires et à s'imposer à lui-même les sacrifices nécessaires, qui assureront enfin à nos infirmières une carrière et un foyer.

GEORGES CAHEN.



L'INQUIÉTUDE DANS LA GARENNE

D'après une œuvre de Jean-Baptiste Siméon Chardin, exposée récemment, j'évoque cette vue giboyeuse : un lièvre, tué à la chasse, pend par les pattes, au mur ; son museau a du sang caillé dans les barbelettes et les feuilles de l'automne ne sont pas plus blondes que ses oreilles mortes ; non loin est une perdrix figée dans la pose d'une petite victime et tous deux, au milieu des pommes et des châtaignes, semblent les hôtes sacrifiés de la prairie. La perdrix, de son vol rapide, ne frôlera plus les blés, elle ne planera plus au-dessus des vignobles, des taillis, des cultures. Et le lièvre ne frisera plus son poil dans la garenne ; il ne lustrera plus son nez dans la rosée ; il ne mesurera plus, de ses longues pattes souples, la plaine infinie. Les voilà morts tous deux, fixés sur la toile par les traits d'un grand peintre et je ne peux pas les voir sans songer à tous les autres lièvres et perdrix, bécasses et lapins, chevreuils et cerfs, faisans et cailles, dont les tièdes dépouilles, duvetées ou velues, vont lamentablement marquer la chasse ouverte !



On ne peut pas penser à Jean de La Fontaine sans penser, en même temps, comme l'a fait Sainte-Beuve, à « ces jolies garennes dont les hôtes étourdis font la cour à l'aurore dans la rosée et parfument de thym leur banquet ». « C'est, a-t-il écrit, la Beauce, la Sologne, la Champagne, la Picardie ». C'est aussi la Flandre, l'Artois, pays de moulins tournant sur les plaines, un peu l'Ile de France, enfin toutes les terres courtes, friables, un peu sablonneuses, propices aux retraites et aux terriers. La garenne est une plaine longue et vaste, bornée par les bois ; les bruyères y tremblent sous l'aile des cétoines ; les abeilles y vont butiner sur les fleurs ; là le trèfle et le fenouil, le serpolet et la marjolaine offrent leur plus fine provende. Les lapins, les lièvres y ont une nourriture exquise et la succulence de leur chair s'accroît de ces herbes tendres et aromatiques. Là, les perdrix volent et les alouettes planent ; là, les grives s'élèvent au-dessus des sillons et se portent jusqu'aux vignes et aux toits des hommes. La garenne n'a que des hôtes coquets et paisibles, des habitants simples, idylliques et doux ; les mœurs farouches des fauves, l'appétit des grands loups, l'audace des sangliers ne troublent jamais la vaste assemblée des lapins naïfs et des lièvres tremblants ; une brise odorante, toute chargée des senteurs des bois, vient, au seuil des terriers mystérieux, caresser l'échine des vieux routiers de la prairie ; le clairon sonore des coqs, la musique des lentes clarines des troupeaux, le tintement de l'Angelus sont les seules voix qui montent des villages vers les gentils compagnons de la garenne. Çà et là la colonne de fumée d'un toit de chaume, une meule qui s'élève sur le ciel d'azur, un chaland qui passe au long d'un canal, une charrette traînée de bœufs liés au joug, chargée de foin et qui laisse une odeur enivrante dans l'air, voilà les rares et neufs spectacles quotidiens qui s'offrent à ces êtres heureux, propres et délicats, de qui le poil lustré a le ton de la paille et des feuilles, de qui le museau mobile est une petite truffe et de qui la queue blonde et les pattes agiles froissent à peine les herbes ou courbent les bruyères. Peuplée d'habitants si coquets, si tendres, la garenne est un beau paradis terrestre ; tout n'y est que tiédeur, parfum et lumière ; tout y scintille, tout y étincelle et murmure ; tout y paraît heureux sous le soleil. Seul, le vieux lapin de Jean de La Fontaine, celui à qui parlait poliment le Prince de Ligne son chapeau à la main, veille avec défiance. Celui-là possède la dure expérience des âges. Il connaît l'esprit fourbe et subtil des hommes ; il connaît les chiens. Il n'est pas, comme ces lièvres qui perdent la mémoire en courant ; il sait que, vers le temps où les blés blondissent, où l'orge et l'avoine ne sont plus que des plaines d'or à l'infini, commence aussi le massacre sauvage dans la garenne. Le soir, aux rayons de lune, quand tout n'est plus partout qu'apaisement et calme, un cercle tremblant de lapereaux s'assemble autour de l'aïeul. Et lui, à menus gestes, levant sa patte comme un bâton de magister, commente, devant un jeune auditoire frissonnant, la grande loi du 3 mai 1844.

*
* *

La saison giboyeuse commence. Ah ! grandes et belles chasses tissées par Van Orley, meutes, cavaliers en armes, dames en haquenées suivant à l'amble ! Héros de vénerie, Nemrods royaux qu'a peints Vandermeulen, et vous gibiers nombreux, hures et venaisons, dépouilles fauves que Synders, Oudry et Chardin suspendaient dans leurs toiles auprès du fusil, vous n'éclatez plus aussi luxueusement que dans les vieux âges, vous ne vous assemblez plus, en curées si vastes, après l'hallali. Mais cependant — ô chasses ! — vous troublez encore, de l'été à l'automne, les grandes solitudes.

Lentement, à l'aurore, le valet a promené son limier au bois ; le chien attentif a flairé les taillis, inspecté les boqueteaux, percé les futaies ; soudain il s'est tenu en arrêt, le cou tendu, l'oreille droite ; il a tiré sur la *botte* ; le voilà dans la voie du cerf. Bientôt, au rapport, les veneurs l'apprennent ; les piqueurs pointent avec les chiens. Le cerf a bondi : on sonne la vue de la bête ; mais elle, affolée, s'enfuit, bondit à nouveau, puis ruse et enfin s'échappe. Les chasseurs crient : *taïaut ! taïaut !* à la meute ardente. Et le dix-cors donne de l'andouiller tout droit en avant ; le voilà à présent dans l'étang, il bat l'eau, s'éloigne en nageant. Enfin, il est pris ; les cors sonnent l'hallali final. Le grand œil tendre et doux, voilé d'azur étrange, du bel animal, se clôt, comme une anémone qui se referme au soir, sur le ciel et la terre, sur les grandes cimes vertes, sur la limpidité de l'azur, sur les nuages et sur la forêt. Son sang s'écoule par son flanc ouvert. Enfin, il est mort ! Le renard roux et fauve, le sanglier surpris dans sa bauge ont été tués à leur tour ; pour eux, on a crié : *vlôo ! vlôo !* dans les bois. Et le chevreuil aussi, atteint d'une bonne décharge de plomb dans les reins, a roulé au détour d'un sentier ; son museau est venu buter sur les mousses ; une rosée rouge y est apparu ; ses yeux ressemblent à de beaux et transparents raisins mûrs de la proche vendange.

Le plomb partout a fait feu ; le n° 7 est le meilleur et le plus meurtrier. Le bon et vieux lapin de Jean de La Fontaine s'en est rendu compte en en suivant les traces sur les troncs des arbres. Déjà, il sait que le cerf et le sanglier, le chevreuil et le renard sont tombés, dès l'aube. La clameur des cors, l'aboiement des bassets et des braques parviennent jusqu'à lui. Mais il n'est pas que les meutes et les équipages ! Il est de simples chasseurs avec des carnassières et qui marchent, suivis de Brifaut et de Miraut, le long des fourrés. Ceux-là ne sont pas les moins effrayants : leurs bottes de cuir foulent durement la bruyère. La garenne entière va trembler devant eux. L'ami de M. le prince de Ligne le sait bien. Il accourt, sa longue oreille un peu penchée de côté à la façon d'un vieux bicorne militaire. Il a senti la poudre ; il a donné l'alarme. Déjà il est temps : un crépitement de feu, une décharge, un aboiement, et les jeunes lapereaux voient avec épouvante s'abattre devant le seuil du terrier, le corps sanguinolent d'une petite perdrix, les deux pattes crispées et les ailes ouvertes.

*
* *

Voici la mi-août ; les chasseurs apprêtent leurs carniers et leurs cartouchières ; ils visitent leurs fusils, ils parlent doucement à leurs chiens. M. le Préfet va délivrer les permis. Dès lors la terreur est dans les halliers, le long des sillons ; elle tombe sur la prairie, envahit la garenne ; il y a un grand frisson de plumes, de poils et d'ailes dans les fourrés sombres, au long des haies vives, près des champs et des vignes ; les étangs eux-mêmes tremblent du vol inquiet, diapré, d'un beau reflet d'émeraude, si joli, des canards et des pluviers. Les chemins, les sentiers, les sous-bois, les petites pentes gazonnées des champs ne sont plus qu'embûches, trappes, pièges et trébuchets. Aux chasseurs se joignent les braconniers. La mort des bêtes épouvante de sa frénésie toute la terre des hommes. Il n'y a pas une ombre, une retraite, un bois ou un trou sous terre qui soient désormais sûrs. La folie de Saint-Julien avant sa vision excite les porteurs de fusils et de carabines...

Loup Guillot ne viens plus aux portes des villages. Thibault l'Agnelet et Robin Mouton peuvent bêler, n'en aies cures ; passe ton chemin et rentre. Cerfs, daims, chevreuils, ne quittez point le frais ombrage des régalis. Gardez vos marcassins, sangliers ! Et vous, renards, gardez vos petits ! Jean Lapin prends garde à tes pattes ; et, toi, lièvre, garde tes oreilles ! Alouettes, évitez les miroirs ! Craignez la tirasse, ô cailles ! O bécasses fuyez la chanterelle et vous, perdrix, jolies perdrix couleur de chaume, vous qui hantez les vignes et les bois taillis, méfiez-vous des collets ! L'homme en tend d'admirables, plus ténus, plus fins et plus ingénieux que tout ce que vous pouvez croire. Ses ruses sont nombreuses. Il est de tels appeaux et de tels gluaux que les fusils mêmes sont, auprès d'eux, moins mortels ! O bêtes, douces et gentilles, fortes et terribles, craignez les ruses des hardis chasseurs. Il en est d'infinies ; et il ne faut pas trop de la vieille expérience d'un lapin de fabuliste pour en déjouer le nombre et la perfection !

Edmond Pilon.

LES ÉTOILES FILANTES

A l'heure où Dieu sur l'homme incline
Le rideau constellé du soir,
Je sais des fous qui vont s'asseoir
Sur la colline.

Là, l'œil perdu dans le ciel bleu,
Les bras levés, les mains tremblantes,
Chacun aux étoiles filantes
Confie un vœu.

L'étoile monte, glisse et tombe.
Le vœu téméraire du fou
Ne l'atteint qu'au bord du gouffre où
Sera sa tombe.

O fous ! ignorez-vous encor
Que ces belles dévergondées
Ne sont que des mortes fardées
De flamme et d'or ?

Ces bolides vers la débâcle
Dans leur trajectoire lancés,
Les fiers soleils les ont chassés
De leur cénacle.

Combien d'âmes pourtant — ô deuils ! —
Par le feu mobile attirées,
Jettent leurs vœux, mers éthérées,
Sur vos écueils !

Combien, étincelle qui voles,
Aura séduits ton cours trompeur.
Les foyers trop fixes font peur
Aux yeux frivoles.

L'astre où va mon appel secret
Plane, immuable, dans sa sphère,
Aux éclats fuyants je préfère
Son feu discret.

L'étoile est si loin qu'elle semble
Un ver luisant au paradis ;
Et cependant elle vaut dix
Soleils ensemble.

Elle est si haut qu'il faut cent ans
A sa lumière pour descendre.
Cependant elle peut m'entendre
Et je l'entends.

Chaque soir, sa lente caresse
Revient à moi du firmament ;
Nous sommes bien tous deux l'amant
Et la maîtresse.

Et, pour l'atteindre au zénith bleu,
Mes vœux aussi montent sans doute,
Mais tout droit, tout droit, — par la route
Qui mène à Dieu !

Rémy Saint-Maurice.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

Mémoires de la comtesse de Boigne, née d'Osmond, publiés d'après le manuscrit original, par M. Charles Nicoullaud. — II, 1815-1819.

Épouse d'un mari déplaisant, mais discret, et généreux, et qui achève au loin une existence d'aventurier heureux, la jeune comtesse de Boigne, volontaire, frondeuse, spirituelle, observatrice amusée, point trop indulgente du monde et de la politique, court l'Europe dans le carrosse de son père, le marquis d'Osmond, ambassadeur de France... Elle est en 1815 à Turin où le marquis représente Louis XVIII auprès de Victor-Emmanuel Ier. Turin est une ville triste, « le séjour le plus triste et le plus ennuyeux qui existe dans tout l'univers » ; les rues de Turin, tirées au cordeau, sont désertes ; de mornes façades s'y alignent en trompe-l'œil, dissimulant d'affreuses masures : « Un Vénitien disait que chez lui les personnes portaient des masques, et qu'ici c'était la ville. » Turin est une ville triste ; la comtesse de Boigne s'y ennuie ; plus elle s'ennuie, plus elle devient spirituelle, spirituellement impitoyable. Turin est une ville morne ! Ah ! Sa Majesté sarde est un falot personnage aux ignorances, aux bévues, aux caprices réjouissants, et voici son portrait : « Le physique de ce pauvre prince rendait ses rodomontades encore plus ridicules. Il ressemblait en laid à M. le duc d'Angoulême. Il était encore plus petit, encore plus chétif, ses bras étaient plus longs, ses jambes plus grêles, ses pieds plus plats, sa figure plus grimaçante, enfin il atteignait davantage le type du singe auquel tous deux aspiraient... » — La vie à Turin est d'une fastidieuse monotonie !... Ah ! Connaissez-vous les faits et gestes du comte de Roburent, grand écuyer, favori de la reine, et tout-puissant à la cour ? Deux nobles piémontais ayant plaidé à Casal, le perdant s'en vint tourner M. de Roburent et lui représenta que le jugement était inique « attendu qu'il était son cousin. M. de Roburent comprit toute la force de cet argument et obtint facilement un *Biglietto regio* en faveur du cousin. Trois jours après arrive l'autre partie apportant pour toute pièce à consulter une généalogie prouvant qu'il était aussi cousin de M. de Roburent, et d'un degré plus rapproché. Celui-ci l'examine avec grand soin, convient de l'injustice qu'il a commise, descend chez le Roi, et rapporte un second *Biglietto regio* qui rétablit le jugement du tribunal. Tout cela se passait sans mystère : il ne fallait en mettre un peu que pour en rire quand on était dans une position officielle comme la nôtre »... Turin est une détestable bourgade : la cour est ridicule, la « masse

dansante et visitante » d'une excessive niaiserie... Oh! ce n'est point que les mœurs à Turin soient exemplaires : la conduite des dames piémontaises est « peu régulière »; elles affichent leurs liaisons avec une « effronterie naïve »; les maris ne s'en offensent point; débonnaires, ils pratiquent la philosophie conjugale qui fut celle de l'illustre Vestris : Vestris tançait un jour un de ses compatriotes amoureux et jaloux : « Et pouis, vois-tou, ami, dans noutre état les cournes, c'est comme les dents : quand elles poussent, cela fait oun mal dou diavolo... pou à pou on s'accoutume, et pouis... et pouis... on finit par manger avec ». — Mme de Boigne s'ennuie à Turin! Quelle verve vengeresse! Quel feu roulant de vives réparties, d'anecdotes et de piquants souvenirs!

Elle s'ennuie! songez qu'elle a vécu à Londres, puis à Paris, qu'à Londres et à Paris elle a connu la société la plus agissante et la plus turbulente : à Turin, il n'arrive rien : est-ce donc un événement que l'ouverture de l'Opéra? un sujet de conversation que l'affaire du lustre? Le prince Borghèse, gouverneur du Piémont du temps que régnait Napoléon, avait fait placer un lustre au grand théâtre : Borghèse, privé de son poste à la chute de l'empereur, se montra libéral en ne réclamant point son lustre : « il offrit de le donner, il offrit de le vendre, il offrit de le faire ôter à ses frais, il offrit d'être censé le vendre sans en réclamer le prix, il offrit d'accepter tout ce que le roi en voudrait donner, il offrit enfin qu'il n'en fût fait aucune mention. Je me serais volontiers accommodée de ce dernier moyen... » Il n'arrive rien : l'affaire du lustre passionne la ville et la cour... soudain la plus terrifiante nouvelle arrache à leur torpeur la cour, la ville, et Sa Majesté sarde elle-même : Mme de Boigne assistait avec le marquis et la marquise d'Osmond à un concert : un courrier apporte à l'ambassadeur une dépêche du consul français de Livourne : Bonaparte s'est embarqué la veille à Porto-Ferrajo! Péripétie prodigieuse! la face du monde est changée! Bonaparte déjouant la surveillance de ses ennemis s'est enfui, Bonaparte va débarquer en Italie, rejoindre les forces de Murat... Le marquis d'Osmond expédie une estafette à Vienne à M. de Talleyrand, une autre à Paris; un secrétaire de légation se rendra auprès de Masséna, préviendra en cours de route les autorités de la côte... Mme de Boigne toute une nuit copie des lettres, des instructions, des dépêches. En dépit de cette hâte, les courriers de l'ambassadeur seront devancés par l'Empereur; son secrétaire arrivant à Cannes, y traversera le bivouac impérial abandonné depuis plusieurs heures..... Grands événements, potins de salons, ragots de cour! La comtesse de Boigne écrit une étrange « macédoine »; « chroniqueur des petites circonstances », mémorialiste au ton familier, elle observe et note et se souvient; malheur aux cités, aux cours, où s'ennuya cette Parisienne déracinée, demi-anglicisée, Européenne d'esprit, Française de cœur, Française d'instinct, Française au clair bon sens, sévère à son parti, aux princes, en guerre ouverte avec les ultras, les traîtres, les importants, les fats, les sots, les raseurs...

Elle rentre en France peu après Waterloo, en pleine terreur blanche : La Bédoyère vient d'être fusillé : La Bédoyère était un traître : la comtesse de Boigne éprouve un « mouvement d'horrible joie». Mais elle a du bon sens, un esprit prompt, une âme généreuse; elle se repent aussitôt de sa joie, et résolument abjure « les passions de l'esprit de parti et surtout ses vengeances. » On fusille Ney : le maréchal était un traître. Ah! la comtesse de Boigne ne se réjouit point; c'est avec un frisson de dégoût qu'elle relate les faits hélas! trop certains : ces « hommes de la société » qui se relaient à la porte de la prison dans la crainte d'une évasion, qui s'offrent volontairement à conduire au supplice l'illustre condamné, ces gardes du corps que l'on vit « solliciter comme une faveur, et obtenir comme récompense, la permission de revêtir l'uniforme de gendarme pour le garder plus étroitement, et ne lui laisser aucune chance de découvrir sur le visage d'un vieux soldat un regard de sympathie »... Ce furent des heures affreuses : la comtesse de Boigne n'est fière ni de son parti qui se venge avec férocité, ni du roi, de courage incertain et « trop exclusivement prince pour faire entrer dans la balance des intérêts la vie d'un homme comme d'un grand poids. » Elle a du bon sens; elle est très inquiète : « La sagesse populaire a dit : il n'y a que les morts qui ne reviennent pas, j'établirais plus volontiers qu'en temps de révolution les morts seuls reviennent. » Abominable époque! à Paris, dans les provinces, on assassine, on exécute; sans risques on se venge : l'occupation étrangère garantit un régime de meurtre et de violence légale; peut-être que Louis XVIII n'est point trop satisfait à la longue de rencontrer à toutes les issues des Tuileries des habits blancs d'Autrichiens, mais Monsieur et ses amis contrarient à grand bruit l'œuvre de la libération du territoire : à Wellington, qui parfois regrettait l'Angleterre, le plus patriote des princes héritiers dit un jour : « Si vous vous en allez, je veux m'en aller aussi », à quoi le vainqueur de Waterloo répondit : « Oh! que non, monseigneur; vous y penserez mieux. » Monsieur y pensa si bien qu'il finit par rédiger avec la collaboration de Vitrolle la fameuse « note secrète » destinée aux cabinets étrangers.

La comtesse de Boigne s'indigne; elle est royaliste avec modération, avec sagesse, avec clairvoyance;

elle pense ah ! pardon ! « comme un cochon », telle est la langue des salons ; « ne riez pas, mes neveux, c'est l'expression textuelle de fort grandes dames, et elles la distribuaient largement. La comtesse de Boigne est suspecte : tenez pour certain qu'elle riposte sans mollesse aux méchants propos des ultras ; elle raille congrûment ces écervelés qui d'emblée « s'enrôlent dans les colonels » ou encore ces vieux gentilshommes qui réclament le rétablissement de la potence et les « anciens supplices ». A l'un d'eux quelqu'un répond en soupirant : « Allons, mon ami, vous avez peut-être raison, remettons la potence à des temps plus heureux. » Il faut bien rire un peu. La comtesse de Boigne consent, elle aussi, à sourire ; le plus souvent sa raillerie est âpre : elle dénonce avec quelque colère les vices de son temps ; il y a des traits d'assez forte satire dans les portraits qu'elle trace de « Jules » (Jules de Polignac) — la suffisance jointe à l'incapacité — de Vaublanc, d'une « sottise délicieusement ridicule », de Wellington, — « il ne faut pourtant pas croire que le duc de Wellington fût un homme nul » — de Monsieur, qui cultive diligemment une impopularité méritée, de Mme de Krudener, de Benjamin Constant, de Talleyrand.....

En Angleterre où la comtesse de Boigne rejoint son père au commencement de l'année 1816, les mœurs ne l'intéressent guère moins que la politique : de tout temps les moralistes français durent à l'observation des mœurs anglaises de profitables surprises : la comtesse de Boigne observe, s'étonne, raisonne : elle est tout près d'être un moraliste, un moraliste indulgent ; elle a connu lord et lady Beresford ; lady Beresford étant devenue folle, la correspondance qu'elle entretenait avec son amant lord Bectine tomba aux mains du mari ; procès : lord Bectine est condamné à douze mille louis de dommage envers lord George. Aventure banale, et fort commune en Angleterre où l'on se flatte de n'ignorer point le prix de l'honneur conjugal. Ah ! la fréquence du fait donne du prix aux observations de la comtesse de Boigne ; elle note une conversation : on discute sur la quotité des dommages attribués à lord Beresford : la somme est-elle proportionnée au mérite de lady George ? « Elle était si blanche, si gracieuse, d'une si belle tournure, elle avait tant de talents. — Pas tant, et puis elle n'était plus très jeune. — Elle lui avait donné de si beaux enfants. — Sa santé s'altérait, son teint se gâtait. — Elle avait tant d'esprit. — Elle devenait triste et assez maussade depuis quelques mois... » La maîtresse de maison mit fin à la discussion : « Je vous accorde que douze mille louis est bien une grosse somme, mais le pauvre lord George l'aimait tant. » Irrésistible argument ! Ecoutez maintenant le commentaire d'une Française :

« J'écoutais avec étonnement, je me sentais froissée d'entendre les femmes de la plus haute volée énumérer et discuter les mérites d'une de leurs compagnes comme on aurait pu faire des qualités d'un cheval. Et ensuite apprécier en écus le chagrin que sa perte avait dû causer à son mari, qui, déjà, me paraissait odieux en poursuivant devant les tribunaux la mère de ses enfants, frappée par la main de Dieu de la plus grande calamité à laquelle un être humain puisse être condamné. »

Cependant, cette Française ne se hâte point d'affirmer que la haute société en Angleterre manque de délicatesse : très prompte à censurer ses compatriotes, la comtesse de Boigne ne se hâte point de juger les Anglais : elle étudie avec une vive curiosité les mœurs anglaises, elle les étudie à Londres, à Paris ; elle ne se hâte point de juger, elle est indulgente ; elle serait un fort aimable moraliste si elle ambitionnait d'être quelque chose ; il faut bien le dire, pour qu'on ne soit point tenté de ne voir en ses mémoires qu'un spirituel recueil d'anecdotes, de traits et de menus souvenirs...

Et sans doute les mœurs britanniques se sont modifiées depuis 1816 : voici toutefois une peinture de la vie des Anglaises qui vaut par la fine notation de traits éternels : la comtesse de Boigne retrouve à Londres ses amies en âge de marier leurs filles : âge ingrat ! « La vie des Anglaises est mal arrangée pour l'âge mûr. » Et sans doute les mères de tous pays connaissent les angoisses de la quête au mari. Mais jugez de l'infortune d'une mère anglaise privée de sa fille ! Cette mère eut une heureuse enfance, une adolescence librement épanouie ; mariée, elle souffrit vite de l'indifférence de son mari ; elle souffrit en silence jusqu'au jour où elle dut produire dans le monde ses enfants : « C'est là le moment de la coquetterie pour les femmes anglaises, et celui où elles succombent quelquefois... » La mère cependant n'a-t-elle point « succombé » ? elle devra vivre dans le plus cruel abandon dès qu'elle a marié sa fille :

« Que fera-t-elle ?... Elle ira augmenter le nombre des vieilles femmes qui peuplent les assemblées de Londres, se parant chaque jour, veillant chaque nuit jusqu'à ce que les infirmités la forcent à s'enfermer dans sa chambre, où personne n'est admis et à mourir dans la solitude. »

Plaignons la femme anglaise qui possède un home mais non pas un foyer, qui a un rôle temporaire, une mission brève à remplir et n'a point d'avenir social : la comtesse de Boigne l'a bien dit :

« S'il est permis de se servir de cette expression, les Anglaises me semblent avoir un nid plutôt qu'un intérieur ; des petits plutôt que des enfants.

Il ne nous déplaît point de penser que la comtesse de Boigne scandalisa de son bon sens et de

son esprit aiguisé un assez grand nombre de ses contemporains ; mais voici bien une autre aventure ! Les écrits de la comtesse de Boigne scandalisent de nos jours l'éditeur qui entreprit de nous les faire connaître ; c'est ainsi : M. Charles Nicoullaud est saisi de scrupules : les scrupules de M. Charles Nicoullaud ne sont point redoutables tant qu'ils se manifestent en notes soi-disant explicatives et d'ailleurs fréquemment superflues — car la comtesse de Boigne commet peu d'erreurs, M. Charles Nicoullaud n'a qu'un très petit nombre de rectifications à présenter, et, s'il se donne l'air d'excuser discrètement une verve un peu vive, je crains que ses lecteurs ne lui en sachent aucun gré, au contraire, — mais les scrupules de M. Charles Nicoullaud s'enhardissent à l'excès : que cela devient donc regrettable ! Jugez plutôt :

Je lis dans les *Mémoires* :

« ... J'avais une grande vénération spéculative pour cette jeune Louise de Condé.....

« Je m'en était fait un roman ; mais il fallait éviter d'en apercevoir l'héroïne. Commune, vulgaire, ignorante, banale dans ses pensées, dans ses sentiments, dans ses actions, dans ses paroles, dans sa personne. On était tenté de plaindre le bon Dieu d'être si constamment importuné par elle ; elle l'appelait en aide dans toutes les circonstances les plus futiles de sa puérile existence ! Je lui ai vu dire une oraison pour retrouver un peloton de laine tombé sous une chaise. C'était la caricature d'une religieuse de comédie. » (p. 211).

Et en note :

« Chaque fois que Mme de Boigne se trouve en présence d'une âme sainte, vivant en dehors des conditions mondaines, elle formule ses jugements en des termes tels qu'il a été nécessaire d'en atténuer l'expression déplacée. Le fait s'est déjà produit pour la reine d'Etrurie, Marie-Louise de Bourbon. » (p. 48, 49)

M. Charles Nicoullaud qui ne nous avait point averti, p. 48-49, nous met en garde p. 211 contre sa propre méthode : vous m'en voyez fort heureux, mais je le suis beaucoup moins d'apprendre que le texte de la comtesse de Boigne a été « atténué » ou expurgé. Tenez pour certain que M. Charles Nicoullaud fut un peu bien prompt à s'effaroucher. Que voilà donc un éditeur indiscret, qui entreprend de rappeler aux règles d'une honnête convenance un auteur de Mémoires ! Tant d'autres ne publient des mémoires que pour mettre en lumière des pages audacieuses ! peut-être ont-ils parfois tort, mais il est plus coupable encore celui qui ne craint pas de dénaturer un texte. Que M. Charles Nicoullaud multiplie — le moins possible — les notes édifiantes, mais qu'il nous donne les authentiques Mémoires de la comtesse de Boigne !

LUCIEN MAURY.

LES LAIDEURS DE PARIS

Nous voici à l'époque des grandes migrations : par dizaines de milliers, par centaines de milliers, les Parisiens s'évadent de la vaste enceinte et s'éparpillent par le monde, sur les rivages de la mer ou au flanc des montagnes, aux lacs italiens ou aux fjords de Norvège ; en retour, les habitants de la province et de l'étranger, en rangs pressés, s'acheminent vers la capitale.

C'est le moment de demander aux voyageurs qui fuient la métropole quelles sont les incommodités dont ils souffrirent le plus toute l'année, celles auxquelles ils sont heureux de se soustraire ; aux visiteurs qui accourent, quel changement, depuis leur dernier séjour, les frappe dans la physionomie de la capitale.

Posez cette question : les réponses concorderont. Car un phénomène nouveau modifie l'aspect des rues de Paris — tout en les rendant pour les habitués d'un assez vif désagrément. C'est l'affluence des automobiles. Naguère, l'allure des voitures était peu rapide — point assez peut-être. Maintenant, les attelages les plus prestes sont dépassés par des nuées de coupés électriques, de confortables limousines, d'automobiles de courses, allongées. Car il n'est plus guère de famille d'aisance modeste qui ne se saigne aux quatre veines pour posséder une « auto » et entretenir un chauffeur. Toutes ces calèches, fiacres landaus, etc., rivalisent de vitesse, sans souci de l'humble passant, dont la moindre inattention est punie d'une chute et d'un écrasement. Finis, la tranquillité des rues et le charme des flâneries, à pied ou en voiture. M. Sylvestre Bonnard agit sagement en quittant Paris, car il ne pourrait plus continuer sur la rive gauche, bruyante et trépidante, ses méditations péripatéticiennes. Paris appartient aux machines.

Déjà il se distinguait assez désavantageusement, entre toutes les grandes villes, par le type préhistorique de ses omnibus ; énormes, rares et lents, en trois mots, c'est leur portrait.. comme dit la vieille chanson. Et cependant quelle douceur de roulement, quelle légèreté n'ont-ils point, comparés aux nouveaux « autobus ». Ceux-ci sont invraisemblables de pesanteur et de vacarme. Ils constituent un insolent défi à la double prétention de la capitale française d'être la patrie du goût — et la première fabrique du monde pour la solide élégance de ses automobiles. Entendez-vous cet infernal grondement, cette avalanche de ferraille qui fond sur vous ? Ressentez-vous une violente trépidation qui secoue les murailles et fait résonner toutes les vitres ? C'est un autobus qui passe. Il file à toute vitesse, au milieu des piétons et des fiacres effarés, empressés à lui frayer un chemin, sous peine d'être culbutés et réduits en bouillie ; machine informe, énorme, chef-d'œuvre de laideur.

Vous n'imaginez rien de pire, et cependant, on voit, dans les rues de Paris, une machine plus affreuse encore : c'est le fardier automobile. On le reconnaît de loin à un halètement formidable, à un noir panache de fumée, au tremblement du sol et au sursaut des maisons. C'est une masse effrayante, qui empeste l'astmosphère

et trouble passants, habitants et voitures à trois cents mètres à la ronde. Ces monstres se multiplient dans les rues de Paris, qu'ils rendent vraiment dangereuses.

Il faut souhaiter qu'à une heure laborieuse, où ses locataires seront au loin, l'un de ces hôtels de six étages, que le passage des machines de ce genre condamne à une démolition graduelle, s'écroule bien vite. Ce sinistre inquiètera peut-être l'incurie de l'autorité, et l'incitera à une tardive prévoyance. Elle découvrira que les rues de Paris sont faites pour la commodité des riverains ou des passants, non pour la circulation de colossaux wagons de marchandises. Car alors, il conviendrait d'y laisser s'avancer les trains qui, roulant sur rail, causent moins d'ébranlement et de vacarme.

Il devient extrêmement pénible d'habiter sur des voies où passent ces mastodontes de l'industrie contemporaine. Les mouvements convulsifs des maisons, le tapage assourdissant, interrompant tout travail, tout repos, surmènent dangereusement l'organisme. On se demande avec inquiétude à quelle neurasthénie aiguë de tels voisinages et de telles commotions voueront les générations de l'avenir.

* * *

Cependant le moteur mécanique ne s'est point substitué au trait. Paris demeure, selon le proverbe, l'enfer des chevaux. Ses boulevards sont encore déshonorés par les pitoyables haridelles qui, l'échine basse, traînent les fiacres. Aux évolutions de cette cavalerie toujours famélique, préside le cocher, immuable, soustrait hélas à la morsure du progrès! Son orgueil de prolétaire, entraîné aux grèves, s'est plutôt accru. Et comme l'Autorité n'ose plus guère « faire de répression » il traite volontiers ses clients à l'égal de sa bête : par l'injure et la menace.

Il n'est pas de ville, ni de village, où, autant que dans cette capitale des sentiments généreux, les chevaux soient maltraités. Le veut-on vérifier : il suffit de se rendre à certains carrefours, bien connus des Parisiens de Paris. Allez ainsi, de préférence par une matinée humide, à la porte de la gare des marchandises de la Compagnie des chemins de fer de l'ouest (1). Des camions lourdement chargés en sortent incessamment. Devant ceux — la plupart — qui se dirigent vers le centre de Paris, une montée se présente. Là, les malheureux percherons ont beau s'essouffler, tendre leurs muscles, la fatigue les arrête. Alors on les roue de coups de lanières, de coups de pied, de coups de bâtons. C'est un tumulte d'injures, de claquements de fouet. Les pauvres bêtes écument, tombent : ce sont des scènes d'une indescriptible barbarie. Un commissariat de police se trouve à moins de cent mètres de cet endroit, jamais un agent de police ne vient constater et réprimer ces atrocités.

Il serait si simple — sinon d'aplanir le terrain — au moins d'installer dans la vaste cour de la gare un poste de chevaux de renfort, qu'on prêterait ou qu'on louerait moyennant une faible redevance. — Nul ne s'en soucie, hélas!

(1) Rue Cardinet.



Mais il semble qu'il suffise d'une forte dose d'audace pour accomplir sans risques ses caprices.

Descendez aux grandes gares de Paris, ou mieux, parcourez ses brillants boulevards. Vous verrez d'encombrantes enfilades de kiosques ; qu'apercevez-vous à leurs étalages? Une nuée de petites feuilles scandaleuses, d'ouvrages innommables, exhibant les devises et les images les plus grossièrement indécentes. Sous l'œil indifférent des rares policiers, la pornographie s'épanouit. Les Parisiens sont écœurés d'un tel déploiement de basses ignominies. Les étrangers s'en indignent, et prêtent à la population qui les tolère les plus mauvaises mœurs. Il semble que la capitale veuille s'avilir à plaisir. Par la faute de qui? D'une police incapable ou impuissante. Car une énergique direction provoquerait un rapide nettoyage.

* * *

Il est un autre genre de laideur dont l'administration parisienne est peut être moins responsable, bien qu'une véritable vigilance lui eût peut-être permis de l'atténuer : c'est l'enlaidissement de certaines perspectives admirables, historiques, de la capitale.

De vieux et sévères règlements imposent une hauteur discrète aux maisons qui entourent la place de l'Etoile. Ainsi l'arène apparaît plus étendue, et l'Arc-de-Triomphe se dresse, vers le ciel, majestueux. Mais voici qu'en arrière de cette première rangée d'élégants hôtels, s'élèvent des édifices de six à huit étages. Leur gigantesque cube domine le rond-point, écrase jusqu'au portique célèbre. D'ici quelques années cette place d'un si noble aspect ressemblera à un cirque à gradins, à moins que ce ne soit à un puits.

De même la place de la Concorde s'enorgueillissait des plus harmonieux alentours. Du côté du fleuve, le regard reposait sur de beaux ombrages, en arrière desquels s'entrevoyaient les façades vétustes du quai d'Orsay. Mais l'hôtel de Croy a été rasé ; à sa place s'élèvent des architectures d'un prétentieux et d'un ridicule achevés. Les arbres ne masquent plus ces horreurs de l'art nouveau. Par ces toitures, l'horizon est borné de façon offusquante.

Paris, qui possède tant de lamentables quartiers, où la fantaisie la plus folle pourrait démolir et construire sans dommage, devrait s'attacher à conserver ses trop rares ensembles décoratifs.

Est-il une évocation de mélancolie historique et de grandeur laborieuse plus impressionnante qu'à la place du Panthéon, avec le gros pavé disjoint, les austères murailles du Panthéon et de Sainte-Geneviève, le fronton de Saint-Etienne-du-Mont et l'antique tour de Clovis? Qu'une maison de style saugrenu surgisse : cette merveilleuse suggestion est détruite.

Puisse la défense de Paris susciter des zèles fervents. Que du moins une police moins oublieuse de sa mission mette fin aux scandales de la rue : scandales que l'on voit... ou scandales que l'on sait, sans les vouloir décrire.

Jacques Lux.

Le Propriétaire-Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 8 — 5ᵉ SÉRIE — TOME VIII — 24 AOUT 1907

LA LETTRE DE BLAISE PASCAL A FLORIN PÉRIER

I

Les articles de M. Félix Mathieu contre Pascal ont soulevé une émotion profonde. Ils s'imposent à l'attention non seulement par la nouveauté et la hardiesse de la thèse, mais par la science et par l'art de l'auteur. En M. Mathieu, le lecteur admire la connaissance familière des documents, la puissance de combinaison, l'habileté à parer d'avance les objections ou à y répondre, la vigueur du style. Cet érudit passionné, et pourtant patient, a un don qui fait de lui un polémiste de premier ordre, j'entends une rudesse excessive peut-être, mais toujours aisée et toujours sérieuse. Je pourrais lui appliquer, en n'y changeant qu'un mot, trois lignes de lui-même sur Pascal écrivain : « Disons aussi, cette virulente âpreté, cette ingénieuse perfidie [*mettons : animosité*], cette virtuosité de pamphlétaire, et, comme dira Voltaire, cet art terrible de donner un air criminel aux choses les plus innocentes ». Ai-je tout dit ? non pas ; M. Mathieu a encore un mérite, celui de n'avoir, comme on dit, pas peur des coups.

Tout cela ne fait pas que M. Mathieu ait nécessairement raison, mais cela fait qu'il convient de le lire de près. On ne réfuterait pas son effrayant réquisitoire par une protestation sommaire. Protester, d'ailleurs, même en faveur d'un Pascal, c'est manquer au sang-froid. Si la passion comporte un digne objet, ne sera-ce pas la vérité plutôt que la personnalité d'un grand homme? Pour ma part, je serai certes fort heureux si Pascal accusé est reconnu innocent; seulement c'est à la condition que son innocence soit vraie.

Je viens donc d'étudier longuement les anciens articles de M. Mathieu dans la *Revue de Paris* (1ᵉʳ et 15 avril et 1ᵉʳ mai 1906) ainsi que les nouveaux articles où il répond à ses contradicteurs (1ᵉʳ et 15 mars et 15 avril 1907). Je me suis témoin que j'avais réussi à me faire une âme parfaitement indifférente. J'ai mis tous mes efforts non à me défendre de M. Mathieu, mais à le comprendre aussi pleinement qu'il m'a été possible.

Les faits sont complexes et j'étais sans préparation. On n'a pas à attendre de moi que je verse au débat des éléments nouveaux. Ceux dont je me sers sont tirés soit de M. Mathieu lui-même, dont l'information est si riche et si sûre, soit de ceux de ses contradicteurs auxquels il n'a pu répondre encore : M. Léon Brunschvicg, dans le *Journal des Débats* du 1ᵉʳ mai ; M. Elie Jaloustre, dans le *Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne* d'avril-mai ; enfin M. G. Milhaud, dans la *Revue scientifique* du 22 juin.

Aussi n'ai-je pas la prétention de dire un « dernier mot » ; — je borne mon ambition à aider l'effort des gens de bonne foi par une mise en ordre des idées. L'exposition de M. Mathieu est en effet synthétique et enchevêtrée, comme il doit arriver quand on a la peine et le mérite de tirer d'un chaos les éléments d'un petit monde. Chacun des points traités se trouve, chez M. Mathieu, comme dit Pascal à propos d'un adversaire scientifique, « épars dans tout le corps de son discours, et couché presque en toutes ses parties ».

J'écris près de Tours. Bien que la Bibliothèque municipale soit en plein déménagement, le conservateur, M. Collon, a eu l'extrême obligeance de me procurer le Pascal de Bossut (il contient les lettres du P. Noel et son ouvrage le *Plein du vide*). Pour les textes autres que ceux de Pascal et de Noel, mes citations reposent sur celles de M. Mathieu. Je n'ai pu me procurer la réimpression en fac-similé de l'opuscule de Pascal, donné par M. Hellmann, Berlin, 1893; elle est en effet épuisée. Le présent travail a été terminé le 11 août 1907.

L'objet en est d'examiner l'authenticité de la *Lettre* que Blaise Pascal est censé avoir écrite à Florin Périer, mari de sa sœur Gilberte, et par laquelle il est censé avoir obtenu de Périer qu'il fît, avec ce que nous appelons un tube barométrique, la célèbre expérience du Puy-de-Dôme. Selon M. Mathieu, Pascal aurait forgé sa *Lettre* après coup.

Accessoirement, j'aurai à discuter, d'une façon générale, la véracité de Pascal dans la *Lettre* même et dans plusieurs de ses écrits scientifiques.

II

La *Lettre* de Pascal à Périer n'existe qu'en imprimé, dans un opuscule typographiquement et orthographiquement non homogène, qui a visiblement été imprimé en deux fois. La première partie de l'opuscule est seule soupçonnée de fraude par M. Mathieu ; c'est cette partie qui contient, comme morceau principal, la *Lettre*. Celle-ci est datée là, à deux reprises, du 15 novembre 1647 ; l'autre partie de l'opuscule la date du 16.

La seconde partie n'est pas suspectée (à moins que Pascal n'ait prêté à Périer son style) ; elle contient, comme morceau principal, la *Relation* de Périer sur son expérience du Puy-de-Dôme. Celle-ci avait été faite le 19 septembre 1648 ; la date de 1648 figure sur cette partie d'opuscule à côté de l'adresse du libraire ; l'impression de la partie non suspectée est donc enfermée dans les limites d'octobre-décembre 1648.

La partie suspectée de l'opuscule, celle où figure la *Lettre* de Pascal, ne peut pas non plus avoir été imprimée avant octobre ; l'expérience du 19 septembre, en effet y est mentionnée dans le titre : *Récit de la grande expérience... faite par le sieur F. P. en une des plus hautes montagnes d'Auvergne...* Quant à une date-limite dans l'autre sens, il est peu facile d'en indiquer une tant que la question d'authenticité n'est pas tranchée ; si, en effet, la *Lettre* était ou fausse ou falsifiée, la partie frauduleuse de l'opuscule pourrait avoir été substituée après coup à un morceau sincère ; elle pourrait l'avoir remplacé à une époque inconnue.

En tout cas, l'opuscule actuel a nécessairement été imprimé en deux fois, ou bien la partie contenant la *Lettre* contestée avant la partie contenant la *Relation*, ou bien inversement. La reproduction du titre par Louis Jacob, dans la *Bibliotheca Parisina* de 1648, ne prouve rien à l'égard de la *Lettre*, que le titre ne mentionne pas.

III

L'opuscule qui contenait ainsi la *Lettre* suspecte de Pascal d'une part, la *Relation* de Périer d'autre part, semble n'avoir pas été ce qui s'appelle publié. Dans les bibliothèques d'Europe un érudit allemand, M. Hellmann, a eu grand'peine à en trouver trois exemplaires ; un quatrième a été découvert à la Bibliothèque de l'Arsenal par M. Lefranc. Ces quatre exemplaires, à en juger par leur aspect, ont dû être destinés à quelques personnes choisies ; ils portent les mêmes corrections à la plume, sur l'une desquelles un *papillon* imprimé a été ou est encore collé ; ils ont, en outre, un *grand papillon*, portant lui-même un troisième *papillon* collé sur les deux lignes finales. Sans chercher d'autres indices, on a le droit de douter que de pareils imprimés aient jamais été mis en vente. Il n'est même pas croyable qu'ils aient été l'objet d'une distribution un peu large ; il ne reste d'une telle distribution aucune des traces qu'on en devrait attendre.

Les quatre exemplaires sont « sans couverture, sans dédicace, *sans privilège ni permission*, sans nom d'imprimeur ».

Le libraire dont l'adresse est donnée à la fin, « Charles Savreux, *relieur* ordinaire du Chapitre, rue Neuve-Notre-Dame », n'avait pas (en 1648, car il faut distinguer les époques) le droit de vendre autre chose que des heures et petits livres de piété. Si malgré cette situation Savreux eût mis l'opuscule de Pascal en vente, l'absence d'un *privilège* ou d'une *permission* eût constitué une irrégularité de plus. Parmi les publications de Savreux, l'opuscule de Pascal n'est pas mentionné par La Caille (*Histoire de l'imprimerie et de la librairie*, 1689).

D'une façon plus générale, le silence sur l'opuscule de Pascal est ordinaire chez les écrivains ses contemporains. Maignan, en 1653, parle de la lettre de Périer à Pascal (non pas de la *Lettre* suspecte de Pascal) comme publiée, *edita*, à Paris en 1648, mais il ne donne pas le titre de l'opuscule ; il ne fait d'allusion à aucun des éléments que M. Mathieu a mis en discussion. Pecquet, en 1651, parle de quatre expériences sur la pression atmosphérique, et parmi elles l'expérience du Puy-de-Dôme (la « grande expérience » qui est l'objet même de l'opuscule de Pascal, et qui y figure seule dans le titre) ; de toutes

quatre il parle comme n'étant pas encore imprimées à sa connaissance.

La doctrine d'après laquelle Pascal ne publia pas son opuscule n'est pas seulement la doctrine de M. Mathieu ; c'est celle des parents et amis de Pascal. A sa mort, ils trouvèrent parmi ses papiers « *un imprimé*, de l'année 1648, de l'expérience célèbre faite en ce temps-là sur la montagne du Puy-de-Dôme » ; c'est bien l'opuscule en question. Ils le publièrent en 1663 (de même, en 1665, ils publièrent plusieurs petits traités qu'on avait « trouvés *tous imprimés* » [en français d'aujourd'hui, *tout imprimés*] parmi les papiers de Pascal). Republiant l'opuscule en 1664, ils mirent dans le titre : *seconde* édition (non pas : *troisième*).

En somme, la *Lettre* de Pascal à Périer est restée inconnue du public jusqu'après la mort de Pascal. Cela semble bizarre d'emblée; dans la suite, cela paraîtra plus bizarre encore.

IV

Ce qui rend la *Lettre* suspecte à M. Mathieu, c'est le fait d'une expérience, fort différente de celle du Puy-de-Dôme, que Pascal y raconte comme exécutée récemment devant Périer : « ... vous remettre dans la mémoire l'expérience que je fis, ces jours passés, en votre présence avec deux tuyaux, l'un dans l'autre, *qui montre apparemment le vide dans le vide* ». Une expérience dite du vide dans le vide est connue, mais elle n'est pas de Blaise Pascal. Elle est d'Adrien Auzout, comme en fait foi le témoignage du physiologiste Jean Pecquet dans sa *Dissertatio anatomica de circulatione sanguinis et chyli motu*. Au moment où écrit Pecquet (le *Privilège* de sa *Dissertatio* est du 17 mars 1651), l'expérience du vide dans le vide est encore inédite ; c'est l'une des quatre expériences sur la pression atmosphérique dont Pecquet dit : *nondum typis concessa quod sciam*. Faut-il donc supposer deux expériences du vide dans le vide ? Pour M. Mathieu, il n'en a existé qu'une, celle d'Auzout ; Pascal se l'attribuerait mensongèrement dans sa *Lettre* forgée après coup.

Voilà une accusation précise. Il y a mensonge, et même il y a faux, car, à la date prétendue de la *Lettre*, le 15 novembre 1647, l'expérience d'Auzout n'était pas faite encore ; Pascal n'a donc pas pu écrire la *Lettre* qui la décrit. Toutefois, comme la *Lettre* est restée inédite, M. Mathieu concède qu'il n'y a pas usage de faux.

Sur le double chef de mensonge et de faux, il semble qu'on devra condamner Pascal tout net, ou l'acquitter tout net, selon qu'on reconnaîtra, avec M. Mathieu, une expérience unique du vide dans le vide ou qu'on admettra deux expériences distinctes, l'une d'Auzout, l'autre de Pascal. « S'il pouvait y avoir deux expériences du vide dans le vide, dit M. Mathieu lui-même, l'une étant de juin 1648, l'autre pourrait être de novembre 1647, *et la discussion serait vidée à mes dépens* ».

Une telle solution risque d'être trop simple ; n'y a-t-il pas des degrés divers de faux ou de mensonge? Pascal ne pourrait-il pas avoir déguisé la vérité, avoir même imprimé une fausse lettre de lui-même, sans pour cela s'approprier sans vergogne une invention d'autrui? Je me refuse à formuler d'abord une proposition historique précise, — proposition d'accusateur ou proposition de défenseur, — puis à chercher si quelque argument la confirme ou l'infirme. Formuler, ce serait prétendre déjà que je vois un peu clair. Je veux agir tout au rebours. Je ferai patiemment la critique des données que M. Mathieu me met sous les yeux, et je me laisserai mener où elles me mèneront.

Non seulement je rechercherai s'il y a eu une expérience ou deux, mais je ferai porter l'enquête sur tous les aspects de la vérité. Toutefois, l'essentiel étant la distinction entre les deux expériences et la réalité de celle de Pascal, c'est par là que je commencerai.

V

D'abord les deux expériences prétendues, celle que Pecquet attribue à Auzout et celle que raconte Pascal, doivent être examinées dans leur description et définition, indépendamment de toute considération, soit de chronologie, soit d'histoire des doctrines. Il semble bien qu'elles soient distinctes.

Leur discordance saute même aux yeux; cela naturellement n'a pas échappé à M. Mathieu, qui est aussi attentif que pénétrant. Il dit en effet : « Pascal, dans sa description, a *modifié et déformé* l'expérience d'Auzout ; il en a fait non seulement un anachronisme, mais *une absurdité* ». En s'exprimant ainsi, M. Mathieu a confessé un point faible de sa théorie; va pour une *modification* et une *déformation*, mais une *absurdité*, une absurdité en matière scientifique, mise au compte de Pascal ! Et le faussaire Pascal ne fabrique pas de l'absurdité purement imaginaire, comme fit Ligorio quand il créa de toutes pièces d'antiques inscriptions qu'aucun ancien n'aurait pu rédiger. Le faussaire Pascal a ceci de particulier, qu'il fait son absurde avec du raisonnable.

Le dispositif diffère, quoique chacune des deux expériences requière deux tubes dissemblables. Pascal opère avec *deux tuyaux l'un dans l'autre*, dont l'un est dit *le tuyau intérieur*. D'après Pecquet, dont je regrette de n'avoir pas le texte latin Auzout

opère avec un *long tube* (terminé en haut par un ballon) et un *petit tube;* ce petit tube n'est pas dans le grand ; rien ne dit même qu'il soit moins large. Le petit tube, si je comprends bien, traverse la membrane qui ferme en haut le ballon ; il est en partie dans le ballon, en partie en dehors non seulement de l'autre tube, mais du ballon même. D'autre part, l'extrémité inférieure dudit petit tube plonge dans une cuvette à fond rectangulaire, placée au-dessus du grand tube dans le ballon qui le surmonte ; par conséquent, elle ne pénètre aucunement dans le grand tube. Une expression de Pascal, d'ailleurs approximative, marque la même différence sous une autre forme. Du « vif-argent du tuyau intérieur » (ce devrait être du tuyau lui-même) il dit : « lorsque par le moyen *du vide dont il fut environné*, il ne fut plus du tout pressé ni contrebalancé d'aucun air, en ayant été destitué de tous côtés ». Or, dans l'expérience d'Auzout, le petit tube plonge dans l'air libre par sa partie supérieure ; personne n'eût pu songer à dire, même improprement, que son mercure est *environné de vide*. En fait, il n'y a aucune apparence qu'Auzout ait employé comme long tube un tube large, de taille à pouvoir contenir l'autre tube ; sans aucune utilité, Auzout eût rendu son expérience incommode à cause du grands poids de mercure. Dans son dispositif, ce qui touche les tubes a tout l'air de n'être qu'un allègement du dispositif de Pascal.

Les phases des deux expériences, là où elles sont comparables, diffèrent par l'ordre. Dans l'expérience d'Auzout, le mercure du petit tube est d'abord au niveau de celui de la cuvette rectangulaire ; ensuite on le voit suspendu, quand l'air a pénétré dans le ballon qui surmonte le grand tube. Dans l'expérience de Pascal, le mercure du tuyau intérieur est d'abord suspendu, puis il tombe.

Le nombre même des phases diffère. L'expérience d'Auzout comporte deux phases, ni plus ni moins ; après les deux premières phases, l'expérience de Pascal en comporte d'autres en nombre indéfini. « Vous vîtes ensuite que cette hauteur ou suspension du vif-argent *augmentait ou diminuait à mesure que la pression de l'air augmentait ou diminuait* et qu'enfin *toutes* ces *diverses* hauteurs ou suspensions du vif argent se trouvaient *toujours* proportionnées à la pression de l'air ».

Le même passage montre que les pressions mises en jeu sont plus variées dans l'expérience de Pascal. Auzout n'emploie que ce que nous appellerions la pression d'une atmosphère et la pression zéro ; Pascal emploie aussi des fractions d'atmosphère, ce qui rappelle les expériences de Roberval sur diverses quantités d'air introduites dans le tube à mercure. Pascal, lui aussi, paraît bien o érer dans les hases tierces de l'expérience, avec une ou plusieurs quantités d'air limitées ; c'est par opposition à cette ou ces quantités limitées qu'il dit, quand il décrit la phase initiale, que le mercure est alors contrebalancé et pressé « par la pesanteur de la *masse entière* de l'air ».

La physionomie des deux expériences est disparate. Dans l'expérience d'Auzout, le mercure est à bas dans le petit tube ; soudain, une membrane étant crevée d'un coup d'épingle, l'introduction de l'air fait monter le mercure ; il y a coup de théâtre immédiat. Or, l'action immédiate est impossible dans l'expérience inverse de Pascal, où le mercure est suspendu, grâce à la présence de l'air, puis tombe. Rien, en effet, même aujourd'hui, ne peut ôter un gaz purement et simplement ; la machine pneumatique, qui n'aboutit n'ailleurs qu'à une élimination incomplète, la réalise par étapes ; une chute de mercure procure un succès brusque, mais après un instant où le métal fluide, qui doit nécessairement avoir envahi tout l'espace clos, absorbe et par conséquent détruit la colonne en suspension. L'impossibilité tenant à l'état gazeux de l'air, le seul connu au temps de Pascal, il n'y a pas d'artifice imaginable qui ait pu permettre de la surmonter. D'où il suit que l'œil, pour qui la montée instantanée du mercure était directement visible dans l'expérience d'Auzout, n'en pouvait voir de même la chute soudaine dans une expérience symétrique. Tout ce que Pascal a pu obtenir, c'est de constater à un certain moment que la suspension avait lieu, puis, à un moment postérieur, de constater de même qu'elle avait cessé. Un tel fait est un fait négatif ; tout à l'heure une force à déterminer (horreur du vide ? pression atmosphérique ?) agissait pour soutenir le mercure ; maintenant aucune force n'agit plus, et on ne voit que l'absence d'un effet.

L'expérience d'Auzout se recommande par une extrême élégance expérimentale, grâce à la trouvaille de la membrane qu'on crève ; l'air, qui se précipite soudain au point qu'on lui désigne, et dont l'action est aussitôt visible, semble ne plus échapper à nos sens. Rien d'aussi saisissant n'a pu exister dans l'expérience de Pascal.

Moins piquante, l'expérience de Pascal (ou du moins la partie de cette expérience qui comporte une comparaison) est aussi de moindre portée. Le seul enseignement théorique que donne la seconde phase, c'est que dans des vases communiquants, au-dessus d'un liquide qui tend à y prendre son niveau, un vide unique se décompose en des vides distincts. En autres termes, si l'on tient comme Piérius pour la *philosophie*, c'est-à-dire pour l'horreur du vide, on saura que le sentiment éprouvé par la nature se fractionne sous l'influence de la pesanteur. Les es-

prits de tournure profane, qui préfèrent à la *philosophie* des *principes mécaniques et étrangers*, sauront que, là où il *ne peut y avoir* pression atmosphérique, il *n'y a pas* suspension du mercure ; c'est quelque chose, mais peu de chose.

Aussi, ce que M. Mathieu ne semble pas avoir assez médité, la phase de la chute du mercure, ce n'est pas l'essentiel dans l'expérience de Pascal ; au contraire, la phase de la montée est l'essentiel, ou plutôt le tout, dans l'autre expérience. La phase pascalienne de la chute n'est qu'une préparation des phases suivantes. Elles ne sont pas, comme M. Mathieu semble partout le supposer, une rallonge de l'expérience; elles sont l'expérience même.

On peut déterminer laquelle des deux expériences a l'antériorité logique. C'est celle de Pascal; il *supprime* la pression atmosphérique, sur laquelle on expérimente depuis Torricelli. Auzout *rétablit* ce que Pascal a supprimé. Quant à l'antériorité au sens vulgaire, l'expérience d'Auzout (à en juger par ses mérites mêmes) a chance d'être la plus récente; Auzout n'a probablement que perfectionné ce qui venait de Pascal. Ainsi, il devrait son idée fondamentale à plus grand que lui.

L'expérience d'Auzout a sa supériorité, mais celle de Pascal a la sienne, puisque seule elle prend en considération les pressions fractionnaires. On pourrait énoncer cette supériorité en se souvenant d'une phrase de M. Mathieu qui, chez lui, est applicable à l'expérience du Puy-de-Dôme : « Il ne suffisait plus, comme avait fait Auzout, de *supprimer* et de *reproduire* la cause ; il fallait *la faire varier* ». Ç'a été une supériorité peu durable, l'invention de la machine pneumatique ayant permis d'étudier la variation des pressions dans des conditions merveilleuses ; aussi Pascal a-t il supprimé l'expérience dans son *Traité de la pesanteur de la masse de l'air*, ce dont Périer, en 1663, donna une autre raison, peut-être moins valable.

J'ai supposé implicitement que l'expérience exécutée devant Périer appartient à Pascal ; ce n'est pas douteux, mais, pour l'exactitude, je note qu'il ne le dit pas. Peu importe, d'ailleurs ; tout ce qu'on va lire subsisterait, si l'expérience que raconte Pascal était, en réalité, une expérience de X, par exemple, si c'était une première expérience d'Auzout.

Quoi qu'il en soit de l'invention, l'expérience décrite dans la *Lettre* à Périer semble impossible à confondre avec celle qu'a décrite Pecquet.

VI

M. Mathieu nie l'expérience de Pascal. A la date où le récit en a été imprimé (1648) personne n'était en état de la faire c'était une expérience « *impossible* à cette époque » ; Périer lui-même dirait cela à sa façon (à moi Périer paraît dire tout autre chose). Il faudrait que, plusieurs années avant Otto de Guericke, Pascal eût inventé la machine pneumatique ; car, sans machine pneumatique, M. Mathieu ne veut pas que Pascal puisse faire *sortir et rentrer l'air quand il veut*.

C'est *sortir* qui est ici le verbe essentiel. L'entrée de l'air, en quantités graduées, n'était pas chose difficile ; vers le temps même où Pascal est censé écrire à Périer (15 nov. 1647), Roberval s'exerçait à l'art de faire monter des bulles dans le tube barométrique (lettre à Desnoyers, du 20 septembre 1647, sur laquelle insiste avec raison M. Brunschvicg). Une sortie de l'air sans machine pneumatique serait certes déconcertante, sauf dans la seconde phase de l'expérience, où l'on peut, comme Torricelli, chasser l'air au moyen d'une chute de mercure ; mais, cette phase passée, pourquoi supposer que l'air sorte ? Dans la *Lettre* à Périer, rien ne le dit. La *Lettre* mentionne simplement des diminutions de pression ; or, ces diminutions pouvaient être déterminées non par la diminution de la quantité d'air enfermée, mais, la quantité d'air étant supposée constante, par l'agrandissement de l'espace clos où on lui permettait de se répandre. Malgré sa précision habituelle, M. Mathieu n'a certainement pas serré d'assez près le texte de Pascal.

Il eût dû être averti par la contradiction qu'impliquent ses appréciations à lui-même. Pascal, suivant lui, gâte l'expérience d'Auzout. Or, en la gâtant, voici que Pascal se trouve prophète ; il imprime mensongèrement, en 1648, la description des phénomènes que la machine d'Otto de Guericke devait révéler avec vérité en 1655. Prophètes sans doute sont les occultistes du XVI[e] siècle, qui ont l'air d'avoir inventé la télégraphie sans fil, et qui ne sont que d'effrontés menteurs ; c'est ce que M. Mathieu m'a fait remarquer jadis dans une lettre privée. Oui, mais Pascal n'est pas un occultiste, et il est tout au moins un écrivain de génie, et il a passé à vingt-quatre ans pour un nouvel Archimède, et quand un prétendu mensonge de lui se rencontre avec la réalité à venir, l'écart des dates ne se compte pas par siècles. Le signe du réel, c'est le *non facit saltus*.

VII

On vient de voir que l'expérience de Pascal n'est pas du tout impossible théoriquement. Est-elle réalisable en pratique ?

C'est là, dans le débat soulevé si violemment et si crânement par M. Mathieu, la question essentielle. Elle doit être vidée à fond, sans quoi la discussion sera fatalement une discussion à côté. Me voici con-

damné à me faire physicien pour un moment. On m'en excusera, si on veut que la vérité se dégage ; comment se dégagera-t-elle, en effet, si ceux qui ont l'habitude de la critique historique se dérobent devant le côté expérimental du problème? ceux qui savent expérimenter, devant le côté historique? Je serai donc sans fausse pudeur, et la question fondamentale ne sera pas laissée en souffrance.

Un dispositif précis a été proposé par MM. G. Milhaud et Georges Meslin. Il m'avait d'abord séduit, parce qu'il semblait propre à montrer élégamment les deux premières phases de l'expérience, montée du mercure, puis chute totale, dans le tube intérieur. Sans toucher à ce tube lui-même (c'est sur le tube extérieur qu'on opérerait), on devait voir deux niveaux, à l'origine distants de 27 pouces, s'effacer d'abord, les deux tubes étant remplis jusqu'en haut, puis être remplacés par un seul et même niveau. L'apparence était trompeuse. Il y a simplement deux baromètres enclavés l'un dans l'autre. Le tube intérieur ne sert qu'à répéter Torricelli; le mercure y est toujours à 27 pouces (au-dessus, il est vrai, de deux cuves successives, ce qui a trompé ces messieurs). L'autre tube ne sert qu'à répéter Roberval.

A priori, on doit écarter toute disposition où le mercure du tube intérieur communiquerait avec le mercure de la cuve, soit directement, soit par l'intermédiaire du mercure du tube extérieur. Le texte de Pascal est formel : « Lorsque par le moyen du vide dont il fut environné, il ne fut *plus du tout* pressé ni contrebalancé d'*aucun* air, en ayant été destitué *de tous côtés* ». S'il y a communication quelconque avec le mercure qui touche l'air, l'influence de la pression atmosphérique se fera toujours sentir dans le tube intérieur, et il n'y aura jamais chute du mercure; celui-ci, dans le tube intérieur, sera toujours suspendu à 27 pouces au-dessus du niveau de la cuve. Conclusion : le mercure du tube intérieur doit former une masse distincte; par conséquent, le tube intérieur ne peut pas ne pas être soit recourbé, soit, ce qui semble plus simple, muni d'un godet lui servant de cuve spéciale (ainsi Auzout fait plonger son petit tube dans une cuvette spéciale, placée dans le ballon au-dessus du grand tube). Et il faut que le tube intérieur, avec son godet, tienne tout entier dans le vide du tube extérieur.

MM. Meslin et Milhaud supposent que le tube extérieur se bouche et se débouche à volonté par les deux bouts ; cela est historiquement inadmissible. Si le haut avait été clos, soit par une membrane, comme le ballon d'Auzout, soit par un bouchon quelconque déplaçable, l'air serait rentré à chaque débouchage. Pascal donc, même sans y penser, eût constaté alors la montée soudaine des 27 pouces de mercure, c'est-à-dire ce qui donne tant de prix à l'expérience d'Auzout ; il n'eût pas manqué d'en dire quelque chose. J'ai donc considéré comme assuré que le tube extérieur n'avait qu'une ouverture ; il était immuablement clos par en haut.

En conséquence, l'air nécessaire aux phases tierces de l'expérience ne pouvait pénétrer dans le tube que par le procédé de Roberval. Pascal a dû faire entrer successivement des bulles par le bas.

D'après la *Lettre*, les variations de pression avaient lieu dans les deux sens. Les augmentations pouvaient résulter d'une introduction d'air nouvelle, mais les diminutions ne pouvaient être obtenues que si l'opérateur exécutait un va-et-vient vertical, lequel enfonçait le tube extérieur, avec son contenu, plus ou moins profondément dans la cuve. Mais, ici, une question se pose. La *Lettre* employant deux fois le terme de *pression de l'air*, M. Milhaud, à bon droit, s'est demandé si Pascal avait d'un tel mot une notion aussi claire que la nôtre ; ce scrupule l'a induit à supposer que les augmentations et diminutions de la *pression* étaient obtenues non par des augmentations et diminutions d'espace, mais plutôt par des augmentations et diminutions de la quantité d'air enfermée (de là l'hypothèse du tube débouchable). Je crois le scrupule exagéré et la conclusion inexacte. Une vessie gonflée, un piston de pompe ou de seringue, suffisaient à donner à Pascal (et à bien d'autres) la notion d'un effort variable (si l'on voulait, mesurable avec des poids) portant sur une même masse gazeuse, et par conséquent la notion d'une résistance variable aussi ; la résistance, c'est ce que nous appelons la pression, et que Pascal appelle déjà ainsi. Réfléchissons d'ailleurs : plus le terme de *pression* risquait effectivement d'être confus dans la pensée d'un homme de 1648, moins un écrivain aussi précis que Pascal devait être tenté de le choisir arbitrairement, surtout si un terme plus clair lui était suggéré par les circonstances mêmes. Dans l'hypothèse du dispositif Meslin-Milhaud, Pascal n'aurait apprécié directement qu'une série de *quantités* d'air, mesurées par une série de *hauteurs* prises dans un même cylindre ; il eût donc dû parler, si l'hypothèse Meslin-Milhaud est exacte, soit des hauteurs (c'est ainsi que Roberval compte les *pouces* d'air), soit des quantités ; il eût dû exclure de sa lettre le mot *pression* ; or, il s'en est servi exclusivement.

On opèrera nécessairement sur une cuve profonde au moins en un point, comme celle qui sert à étudier la loi de Mariotte. Telle est sans doute la « cuve à mercure *en tube* de Torricelli », que veulent employer MM. Meslin et Milhaud.

Pour que le va-et-vient vertical n'amène pas le godet du tube intérieur à baigner dans le mercure du tube extérieur, il faut qu'à la longueur des deux

colonnes mercurielles à superposer s'ajoute l'amplitude du va-et-vient. Supposons-la d'un pied et demi, la hauteur du vide dans lequel sera plongé le tube intérieur variera de trois pieds trois quarts à deux pieds un quart, et les deux mesures extrêmes de cette hauteur seront entre elles dans le rapport de 5 à 3; à cause de l'espace occupé par le tube intérieur avec son godet, les volumes extrêmes différeront encore davantage; cela suffira pour une étude sommaire des variations de pression. La hauteur totale du tube extérieur serait de six pieds.

Dans ce long tube doit évoluer sans peine, et sans gêner le mercure, le godet de l'autre tube. Le long tube sera donc d'un diamètre notable. Il y aura avantage à réduire le diamètre autant qu'on le pourra, pour n'avoir pas à remuer un poids énorme de mercure; avec un rayon d'un pouce, le mercure pèserait une soixantaine de kilogrammes. En tout cas, l'incommodité du maniement n'est pas ce qui pouvait arrêter Pascal; peu commode était l'expérience qu'il fit à Rouen, en 1646, avec un tuyau de verre de quarante-six pieds rempli de vin, ou l'expérience du siphon de cinquante pieds qu'on penche et qu'on redresse. Voici comment j'imagine celle du vide dans le vide.

Première phase. — On traite le petit tube comme un tube ordinaire de Torricelli; sous le mercure de la cuve, on le garnit de son godet; on retire le tout. Le mercure reste suspendu à vingt-sept pouces; il est, comme le dit la *Lettre*, « contrebalancé et pressé par la masse entière de l'air ».

Seconde phase. — On introduit le petit tube avec son godet tout en haut du vide du grand tube et on les soutient là au moyen de n'importe quel instrument. Le mercure descend dans le godet : « Vous vîtes, dit la *Lettre*, qu'il « *tomba entièrement*, sans qu'il lui restât aucune hauteur ni suspension, lorsque, *par le moyen du vide dont il fut environné*, il ne fut plus du tout pressé ni contrebalancé d'aucun air... »

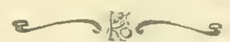
Phases tierces. — Par le bas du tube extérieur on fait pénétrer de l'air; une petite colonne mercurielle se forme dans le tube intérieur. Alors on enfonce lentement le tube extérieur; la colonne du tube intérieur s'accroît. On relève avec la même lenteur; elle diminue. — On fait entrer une nouvelle quantité d'air; la colonne est maintenant plus haute. Si on enfonce, elle monte; si on relève, elle descend. — On introduit une troisième quantité d'air, une quatrième...; la colonne devient de plus en plus haute; elle continue, chaque fois, à varier avec le degré d'enfoncement. — « Vous vîtes ensuite, dit la *Lettre*, que cette hauteur ou suspension du vif-argent *augmentait ou diminuait à mesure que la pression de l'air augmentait ou diminuait*, et qu'enfin toutes ces diverses hauteurs ou suspensions du vif-argent se trouvaient toujours *proportionnées à la pression de l'air* ».

La somme des hauteurs mercurielles dans les deux tubes est nécessairement constante et égale à 27 pouces; la colonne du baromètre ordinaire n'est que coupée en deux. Pascal n'en fait pas la remarque. Les hauteurs ou suspensions du vif-argent sont, dit-il, *proportionnées à la pression de l'air*; il ne dit pas, ce qui eût été plus précis, *égales à la diminution de l'autre colonne de vif-argent*. Ce silence de Pascal sur la somme des hauteurs ne me paraît pas indiquer que son dispositif ait été différent de celui que je suppose; ce dernier, permettant à l'œil de suivre directement le mouvement du mercure dans le petit tube, dispense l'opérateur, au moins provisoirement, de noter des chiffres sur un papier. Le même silence de Pascal pourrait, au contraire, fournir une objection contre l'hypothèse d'un tube extérieur débouchable par le haut. Chaque réouverture, en dérangeant tout chaque fois, obligerait l'opérateur à procéder par comparaison de chiffres écrits et, par conséquent, le mènerait à chercher la loi numérique et à la découvrir.

Avec le dispositif proposé ou avec un autre, l'expérience dont la *Lettre* fait connaître les résultats a pu être réalisée sans machine pneumatique, et elle était profondément différente de l'expérience d'Auzout. Ainsi, vu en lui-même, le contenu de la *Lettre* à Périer peut être sincère.

La discussion physique est terminée. Ce sont les dates qui doivent maintenant être prises en considération.

Louis Havet,
de l'Institut.



LA CRISE POSTALE

Ce qui a été fait. — Ce qui reste à faire.

Conséquences de la réforme du tarif des lettres. — Dans de précédents articles (1) nous avons indiqué quelles avaient été les principales causes de la crise postale de 1906 : disproportion entre l'accroissement du trafic et les moyens d'action accordés pour y faire face, augmentation subite du nombre des cartes illustrées et mécontentement général du personnel.

Nous avons fait connaître également les mesures que le Gouvernement avait été amené à prendre, en 1906, sous la pression de l'opinion publique, pour essayer de remédier à cette situation : renforts importants de personnel, installations de nouveaux bureaux de tri dans les gares importantes, construction de wagons-poste de grandes dimensions destinés à remplacer les wagons de 7 mètres, etc...

(1) Voir la *Revue Bleue* des 28 juillet, 4 août, 25 août et 1er septembre 1906.

Mais le service postal était si tendu à cette époque que les améliorations réalisées furent insuffisantes pour satisfaire aux besoins de la clientèle postale et aux desiderata bien légitimes des agents et des sous-agents des postes

Il faut tenir compte, en effet, qu'en 1906 le service de plus de 1.300 facteurs des grandes villes excédait 10 heures par jour, que des tournées rurales atteignaient 40 kilomètres, que les guichets de la plupart des bureaux de poste étaient toujours encombrés et que les agents de ces bureaux n'arrivaient plus à expédier aux heures normales les objets déposés dans les boîtes. Si l'on ajoute à cela que, par leur exiguité, les wagons-poste ne permettaient pas d'effectuer le tri des correspondances dans de bonnes conditions, on aura un tableau des difficultés qui s'opposaient à un bon fonctionnement du service.

La réforme de 1906 vint encore augmenter les difficultés que rencontrait l'Administration des postes pour dénouer la crise.

Se basant sur les résultats de la réforme de 1878 qui avait abaissé de 25 à 15 centimes le tarif des lettres, l'Administration avait pensé que les recettes postales diminueraient brusquement après une nouvelle réduction de ce tarif de 15 à 10 centimes et qu'elles ne reviendraient au chiffre de 1905 qu'après une période de sept ans. Or, fait extraordinaire et que les optimistes n'osaient espérer, les recettes provenant de l'affranchissement des correspondances sont actuellement presque aussi élevées qu'en 1904 et 1905.

Produits des postes en 1905 et 1906. — Dans le département de la Seine notamment, les produits postaux n'ont fléchi de 1905 à 1906 que de 82 millions à 79 millions (1). La situation est presque aussi favorable dans les autres départements.

Nous n'en voulons d'ailleurs pour preuves que les chiffres suivants qui indiquent la comparaison des produits de 1905 avec ceux de 1906.

Mois	Recouvrements de 1905	Evaluations budgétaires de 1906	Recouvrements de 1906	Différences par rapport	
				aux évaluations budgétaires	aux recouvrements de 1905
Janvier	17.406.800	[illegible]	[illegible]	+ 2.071.400	+ 826.500
Février	[illegible]	17.711.900	18.642.200	+ 2.930.300	+ 1.450.700
Mars...	[illegible]	17.831.900	16.368.200	— 1.463.700	— 2.199.100
Avril...	19.853.700	21.127.800	19.974.500	— 1.153.300	+ [illegible]
Mai....	19.625.300	14.769.400	16.818.200	+ 2.048.800	— 2.807.100
Juin....	19.188.700	[illegible]	17.414.000	+ [illegible]	— 1.774.700
Juillet..	19.710.300	14.726.700	17.423.800	+ 2.697.100	— 2.286.500
Août...	20.329.100	14.742.000	18.080.400	+ 3.338.400	— 2.248.700
Sept....	20.749.000	17.558.200	19.376.300	+ 1.818.100	— 1.372.700
Octobre.	20.906.100	16.680.500	18.346.400	+ 1.665.900	— 2.559.700
Nov....	21.380.300	18.131.800	21.517.300	+ 3.385.500	+ 137.000
Déc....	[illegible]	28.029.500	30.344.000	+ 2.314.500	[illegible] 4.204.000
Totaux..	249.456.100	210.522.800	232.438.600	+21.915.800	—17.017.500

(1) Soit de 3 millions seulement.

Les résultats indiqués ci-dessus se rapportent à l'ensemble des correspondances postales, une ventilation exacte ne pouvant être établie entre les produits des lettres et ceux des autres objets.

L'Administration qui n'escomptait pas un accroissement aussi considérable du nombre des lettres à transporter, avait cru pouvoir échelonner sur une période de sept années, les moyens d'action à mettre en œuvre pour accomplir la réforme postale; aussi cet accroissement énorme de trafic eût-il pour effet d'apporter un trouble profond dans l'organisation du service et de mettre une fois de plus la Poste aux prises avec de grandes difficultés.

Conséquence de la modification du tarif des imprimés. — Enfin, la loi de finances de 1907, mise en vigueur le 1er février dernier, contient de nouvelles modifications aux tarifs postaux, modifications qui ont eu une répercussion très importante sur les conditions d'exécution du service.

Les imprimés dont le poids est de 5 grammes et au-dessous ont été frappés d'une augmentation de taxe, mais le tarif des autres — et c'est le plus grand nombre — a subi une diminution de 50 à 100 p. 100.

Une autre disposition très importante est celle qui vise l'élévation de 350 à 500 grammes du poids maximum des échantillons.

Si l'application de ces nouvelles mesures a occasionné une diminution très sensible dans le nombre des imprimés qui circulaient autrefois au tarif de 1 centime, par contre les imprimés lourds et volumineux sont plus nombreux. En outre, beaucoup de paquets pesant de 350 à 500 grammes sont maintenant confiés à la poste et rien qu'à l'Hôtel de la rue du Louvre, on a constaté le dépôt de 8.000 de ces objets dans l'espace d'un mois.

Moyens d'action actuels. — Nous allons donc examiner de quels moyens d'action l'Administration dispose pour faire face à l'augmentation énorme de trafic qui s'est produite depuis la réforme des tarifs des lettres, des imprimés et des échantillons.

Le nombre des établissements de poste de toutes catégories est peu élevé en France, puisqu'il n'est que de 12.403 et ne représente que la moitié du chiffre des bureaux anglais et le quart seulement du chiffre des bureaux allemands. Il y a intérêt pour faciliter au public l'exécution de ses opérations postales à ouvrir de nouveaux bureaux, surtout des établissements de facteur-receveur qui sont très économiques, leur titulaire étant en même temps ou plutôt successivement facteur et receveur.

La question des effectifs mérite aussi d'être envisagée.

Pour faire face à la réforme postale, le Parlement a accordé, en 1906, première année de cette réforme :

Pour le service sédentaire, 2.145 emplois d'agents (commis principaux, commis, dames) et de sous-agents (gardiens de bureau et facteurs); et pour le service ambulant 451 emplois d'agents (chefs de brigade, commis principaux, commis) et de sous-agents (gardiens de bureau, chargeurs, courriers-convoyeurs).

Pour le même objet, le budget de 1907 a prévu seulement :

134 emplois d'agents et de sous-agents pour le service sédentaire et 21 emplois d'agents et de sous-agents pour le service ambulant; soit, au total, pour 1906 et 1907, 2.279 emplois pour le premier service et 472 pour le second.

Emplois demandés pour la réforme des tarifs. — Or, l'Administration avait évalué à 4.900 pour le service sédentaire et à 1.137 pour le service ambulant le nombre des emplois que nécessiterait la réalisation de la réforme postale et dans l'hypothèse où le chiffre des recettes reviendrait à celui de 1905.

Les recettes de cette année 1905 se sont élevées à 249.456.100 francs et celles de 1906 à 232.438.600 fr. soit 93 p. 100 du chiffre de 1905; par conséquent les emplois accordés auraient dû représenter les 93 p. 100 du nombre des emplois indiqués ci-dessus (4.900 et 1.137), soit 4.557 pour le service sédentaire et 1.057 pour le service ambulant.

Il est loin d'en être ainsi puisque, comme nous venons de le voir, l'Administration n'a pu disposer respectivement pour chacun de ces services que de 2.279 et 472 emplois. Elle devrait donc obtenir un complément immédiat de 2.863 emplois : 2.278 pour le service sédentaire et 585 pour le service ambulant.

Le nombre des unités préposées à l'exécution du service est notoirement insuffisant et cette situation provoque des plaintes incessantes et donne lieu à des inconvénients nombreux. Nous citerons notamment l'impossibilité d'ouvrir en nombre convenable de nouveaux guichets qui dégageraient les guichets actuels et éviteraient au public des attentes prolongées dans les salles d'attente; puis c'est le timbrage et le tri des correspondances qui ne sont point effectués avec tout le soin voulu; enfin c'est le service de la distribution qui n'est pas assuré avec toute la célérité désirable.

C'est pour tous ces motifs que les effectifs du personnel ne devraient pas être accordés avec autant de parcimonie puisque les intérêts du public sont en jeu.

L'organisation postale à Paris ne correspond plus aux besoins actuels. Un seul bureau, l'Hôtel des Postes de la rue du Louvre, reçoit toutes les correspondances à distribuer dans les 11 arrondissements du centre et, par suite de l'augmentation constante du trafic, il est devenu tout à fait insuffisant pour que le tri et le classement de ces correspondance puissent avoir lieu avec toute la diligence nécessaire.

Premières améliorations à réaliser. — Le remède à cette situation est connu, il est très simple, mais il est onéreux : il consiste à installer dans chaque arrondissement du centre sauf dans les Ier, IIme, IIIme et IVme qui continueraient à être desservis par l'Hôtel des Postes, un bureau central analogue à ceux qui fonctionnent depuis quelques années dans les arrondissements de la périphérie.

Parmi les améliorations à réaliser également à Paris, nous citerons l'augmentation du nombre des boîtes-bornes qui est bien inférieur à celui des boîtes-bornes des capitales anglaise et belge; puis la substitution au relevage à la main des boîtes aux lettres à relevage mécanique adopté par plusieurs pays voisins, notamment par l'Italie et l'Allemagne.

Pour en terminer avec le service de la distribution, nous dirons un mot de la remise des correspondances dans les campagnes.

Sur les 11.000 bureaux de poste qui existent actuellement, 1.700 environ, soit le 1/6, ne reçoivent qu'un seul courrier quotidien. Pour développer l'activité épistolaire, on doit émettre le vœu que deux courriers quotidiens au moins parviennent à tous les bureaux de poste de quelque importance et que les communes rurales dont l'agglomération principale est assez dense bénéficient de deux distributions par jour.

En vue d'accélérer la remise des correspondances dans les mêmes communes, il est nécessaire de réduire au-dessous de 32 kilomètres beaucoup de tournées qui dépassent actuellement ce chiffre.

Si, comme nous venons de le voir, le service de la distribution laisse à désirer, il en est de même du matériel servant au transport des objets de correspondance.

La plupart des wagons-poste utilisés actuellement sont de petite dimension et il n'existe à l'heure actuelle qu'une centaine de wagons de 18 ou de 14 mètres. Il faut espérer que sur toutes les lignes principales, des grands wagons seront substitués aux petits et faciliteront ainsi le tri des correspondances par les agents ambulants.

Conséquences de la situation actuelle. — Après avoir examiné dans quelles conditions est effectué le service postal, il nous reste à envisager les conséquences de son fonctionnement défectueux.

Les renforts importants de personnel qui avaient été accordés en 1906 avaient permis de conjurer momentanément la crise postale; mais, pour que cet effort ne fût pas stérile, il aurait fallu les années suivantes continuer à améliorer le service.

Or, en 1907, alors que l'Administration avait à

faire face à un accroissement de trafic considérable résultant, d'une part, de l'abaissement du tarif des lettres et, d'autre part, d'une augmentation des imprimés lourds et volumineux, nous avons vu que 134 emplois seulement avaient été accordés pour le service sédentaire et 21 emplois seulement pour le service ambulant, c'est-à-dire une augmentation de 4/1.000e pour le premier service et de 5/1.000e pour le second.

Ces proportions indiquent suffisamment l'insignifiance des renforts accordés. Il est donc permis de se demander si très prochainement la situation ne sera pas aussi tendue qu'en 1906. Déjà, en effet, le personnel n'arrive à faire face qu'avec beaucoup de peine au travail écrasant qui lui incombe. Que sera-ce lorsque, pendant l'été, les cartes postales illustrées afflueront dans les bureaux de poste et seront déversées en monceaux énormes dans les bureaux ambulants?

Crédits demandés au budget de 1908. — Le sous-secrétaire d'État des Postes et Télégraphes M. Simyan s'est déjà préoccupé de cette situation et, en présence des renforts infimes accordés par le budget de 1907, il a aussitôt pris des mesures pour assurer, avec des moyens de fortune il est vrai, le service postal pendant l'été prochain. Des surnuméraires ont été affectés hors cadres aux bureaux les plus importants, de façon qu'ils puissent se mettre au courant du service et prêter une aide sérieuse aux effectifs normaux durant la saison estivale.

En outre, de nombreuses améliorations ont été prévues au budget de 1908 notamment :

1° Un bureau central de tri et de distribution dans un des 11 arrondissements de Paris d'où partiront tous les facteurs desservant cet arrondissement. Les facteurs pourront, dès leur sortie du bureau, commencer à distribuer les correspondances, ce qui permettra d'en avancer sensiblement la remise.

La décentralisation du service de la distribution dans l'ancien Paris dont nous avons parlé plus haut sera ainsi commencée;

2° 185 nouveaux emplois de facteurs dans le département de la Seine qui ont pour objet de dédoubler les tournées trop longues des facteurs actuels, et par cela même d'accélérer la remise des correspondances surtout à la première distribution;

3° La création de 50 recettes simples; de 250 établissements de facteur-receveur et de 65 recettes auxiliaires faciliteront au public l'exécution des opérations postales;

4° 1.119 nouveaux emplois de facteurs permettront, dans les départements autres que la Seine, de réduire les tournées les plus longues, d'avancer la distribution des correspondances dans un grand nombre de communes rurales ainsi que de concéder de nouvelles distributions et de nouvelles levées de boîtes. Dans le même but, 555 nouvelles tournées rurales seront effectuées à bicyclette en 1908.

Des crédits sont aussi demandés en vue de la création de nouveaux bureaux ambulants et de bureaux de tri qui allègeront la tâche de quelques bureaux ambulants qui circulent sur les grandes lignes.

La construction de wagons de grande dimension est également prévue.

Le personnel a été aussi l'objet de la sollicitude éclairée du sous-secrétaire d'État. Les agents et les sous-agents du département de la Seine, notamment, verront leur situation pécuniaire améliorée par une augmentation des frais de séjour.

L'importance des améliorations proposées témoigne du désir du Gouvernement de donner au service postal un nouvel essor et d'atténuer la différence qui existe entre l'organisation postale française et celle des pays voisins.

Toutefois malgré l'effort qui sera accompli en 1908, il ne faut pas se dissimuler que beaucoup d'améliorations resteront encore à réaliser.

C'est ainsi que la plupart des agents et des sous-agents des Postes ne bénéficient pas du repos hebdomadaire. Il est vrai que l'application de cette mesure à tout le personnel postal entraînerait une dépense annuelle de 7 millions et demi, dont 2 millions et demi pour les agents et 5 millions pour les sous-agents. Cette considération financière a été jusqu'à présent un obstacle à la concession au personnel des Postes du bénéfice des dispositions de la loi du 13 juillet 1906.

Toutes les améliorations que nous venons d'indiquer nécessiteront évidemment des sacrifices financiers assez considérables, mais il ne faudrait pas en conclure que l'effort qui devra ainsi être fait sera stérile.

Budget annexe des Postes et des Télégraphes. — En effet, autrefois, les bénéfices provenant de l'exploitation postale s'élevaient à une vingtaine de millions seulement et il en était fait état pour l'équilibre budgétaire. Ces bénéfices ont augmenté progressivement et ils dépassent maintenant 60 millions (1).

(1) En effet, si l'on envisage le dernier exercice, celui de 1906, on constate que les dépenses votées pour les Postes et Télégraphes se sont élevées au chiffre de..... 272.079.263 défalcation faite des dépenses, des exercices clos et périmés:

Les recettes sont évaluées au chiffre de....... 332.780.163

D'où un excédent de........................ 60.700.900

Ces chiffres sont provisoires attendu que les comptes de l'exercice 1906 ne sont pas encore définitivement arrêtés; mais ils ne seront pas modifiés d'une manière sensible.

L'augmentation des recettes aurait donc dû avoir comme contre partie une augmentation croissante des moyens d'action. Il n'en a pas été ainsi, et c'est ce qui explique les conditions défectueuses du fonctionnement de l'organisation postale.

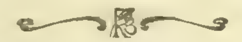
Il n'est pas possible de déterminer mathématiquement à l'avance les recettes et les dépenses de l'Administration des Postes qui est une vaste exploitation industrielle et commerciale et qui, comme toutes les entreprises peut subir des fluctuations; aussi faut-il lui enlever ce caractère de régie financière qu'elle a actuellement et qui offre tant d'inconvénients.

Les économistes, les rapporteurs du budget demandent depuis longtemps la création d'un budget annexe pour les postes, télégraphes et téléphones et, tout récemment encore, M. Steeg dans son rapport sur le budget déclarait que

« l'autonomie du budget des Postes, Télégraphes et Téléphones entraînerait les transformations que nous jugeons nécessaires et si elle privait le Trésor public de bénéfices apparents, nous serions assuré qu'elle lui assurerait un profit certain par l'influence que le bon fonctionnement des services exercerait sur le progrès de la richesse générale (1) ».

Pour le développement du service postal, pour une meilleure organisation de ses rouages, il faut souhaiter que l'ensemble des services postaux, télégraphiques et téléphoniques fasse comme les chemins de fer de l'État l'objet d'un budget annexe.

D. BOUGUET.



LES ÉTATS-UNIS AUX ROCHEUSES ET SUR LES RIVES DU PACIFIQUE (2)

Les grandes plaines de la rive droite du Mississipi vont buter à l'ouest contre les contreforts des Rocheuses, qui semblent élever de ce côté une barrière infranchissable à l'expansion des États-Unis. Dès 1804, au lendemain de l'acquisition de la Louisiane à la France, deux jeunes officiers, Lewis et Clark, après avoir remonté le Missouri, franchissaient ces montagnes et, rencontrant sur le versant occidental la Columbia, descendaient cette rivière jusqu'à l'Océan Pacifique. Ils avaient ainsi acquis à leur pays de nouveaux droits sur le territoire de l'Orégon. Celui-ci devait cependant, durant près d'un demi-siècle, rester contesté et indivis entre l'Angleterre et les États-Unis. En 1846, seulement, la Grande-Bretagne abandonna ses prétentions sur cette région, qui n'était guère à cette époque qu'un territoire de chasse. Deux ans après le règlement de question de l'Orégon, les États-Unis annexaient la Californie, que leur cédait le Mexique, par le traité de paix de Guadalupe-Hidalgo.

Ces immenses territoires, dont l'acquisition faisait des États-Unis une puissance du Pacifique et complétait leur domaine continental, ont une superficie égale à plus de six fois celle de la France. Ils ont une physionomie particulière. A l'ouest de la longue et haute chaîne des Rocheuses, qui décrit un arc de cercle dont la courbe est opposée à celle de la côte du Pacifique, renflée vers l'ouest, s'étend un immense plateau, en partie désertique, où courent, entre des rives profondément encaissées, au nord la rivière Snake, qui va se jeter dans la Columbia, au sud, le Colorado, qui a son embouchure dans le golfe de Californie. Presque au centre, se trouve le grand lac Salé, sur les bords duquel les Mormons, sous la conduite de leur prophète, Joseph Smith et de Brigham Young, vinrent s'établir en 1847. Le plateau est limité à l'ouest par le Sierra-Nevada, que continuent au nord les monts des Cascades. Une troisième chaîne, le Coast roage, court parallèlement à la côte, ne laissant entre elle et l'océan qu'une étroite frange de terres basses. Entre ces deux dernières chaînes, s'étendent au sud, les vallées du San Joaquin et du Sacramento, et, au nord, les vallées de la Willamette et de la Columbia.

Cette région montagneuse, si elle est la plus pittoresque de l'Union, est loin, malgré les richesses minérales qu'elle renferme, de posséder les mêmes sources de développement que les autres régions. Elle est partagée entre neuf États et deux territoires, les États de Montana, d'Idaho, du Wyoming, du Colorado, de l'Utah et du Nevada, et les territoires de New-Mexico et d'Arizona, entièrement situés sur le plateau, et les États de Californie, d'Oregon et de Washington, riverains du Pacifique. L'ensemble de leur population dépasse à peine 4 millions et demi d'habitants : le vingtième de la population totale des États-Unis, alors que leur superficie est égale au tiers de celle de l'Union. La Californie, le plus peuplé et le plus riche, ne compte que seize cent mille habitants, pour une étendue de territoire sensiblement égale à celle de la France.

Qu'est-ce, en regard de la population asiatique qui fait face au littoral américain : les 49 millions de Japonais et la population grouillante des provinces chinoises que baigne le Pacifique?

Ces États ont rencontré dans leur configuration et leurs conditions climatériques, et aussi dans leur éloignement de la région colonisée la première, des obstacles qui ont entravé beaucoup et retarderont longtemps encore leur essor. Ils en triompheront,

(1) Voir aussi la *Revue Bleue* du 17 novembre 1906.

(2) Voir *les Intérêts Américains et la domination du Pacifique* dans la *Revue Bleue* du 3 août.

assurément, à la longue, au moins en partie, mais jamais, sans doute, ils ne pourront prétendre à un développement analogue à celui des États de l'Est et de la vallée du Mississipi.

Leur isolement n'a pris fin que depuis la construction, toute récente, des chemins de fer transcontinentaux. Le premier transcontinental, l'Union et Central Pacific, reliant San Francisco au Mississipi, par Salt Lake City, n'a été achevé qu'en 1869. Jusqu'alors, le moyen le plus aisé d'atteindre la côte du Pacifique était de s'y rendre par mer, soit en doublant le cap Horn, soit par le golfe du Mexique, en traversant l'isthme de Panama. Quant à la traversée des immenses plaines à l'ouest du Mississipi, du massif des Rocheuses et du plateau désertique qui lui fait suite, seuls, les nouveaux argonautes qui se lancèrent vers 1850 à la conquête de l'or, fascinés par l'espoir d'une fortune rapide, étaient capables d'en affronter les fatigues et les dangers. Combien, d'ailleurs, restèrent en chemin. En 1885, seulement, le second transcontinental, le Northern Pacific, qui relie Portland, sur la Columbia, à Saint-Paul et Chicago, a été mis en exploitation. Peu après, le Southern Pacific reliait San Francisco à la Nouvelle-Orléans. Depuis, trois autres lignes ont été ouvertes, dont la plus importante, le Great Northern Pacific va de Seattle et Tacoma, sur le Puget Sound, à Duluth, à l'extrémité occidentale des Grands Lacs.

Les États du Pacifique ont donc cessé d'être comme des colonies lointaines, à l'extrémité du territoire de l'Union. Pourtant, San Francisco reste à cinq jours de chemin de fer de New-York. Cet éloignement explique pourquoi ces États n'ont pu faire dériver jusqu'à eux une part de ce formidable courant d'immigration qui, dans les vingt-cinq dernières années, a apporté plus de 14 millions d'individus aux États-Unis. Pour l'immigrant qui débarque à New-York, la traversée du Continent apparaît comme un voyage trop long, trop onéreux surtout, pour son maigre pécule. Il préfère rester dans les régions industrielles de l'Est, où la demande de main-d'œuvre est toujours abondante.

Cette question de la main-d'œuvre, une des plus importantes pour le développement de ces États, eût pu être aisément résolue par l'importation de travailleurs chinois et japonais, si le sentiment populaire n'y était si violemment opposé. Il y a deux ans, la Chambre de commerce de Portland, dans une lettre au président des États-Unis, indiquait l'intérêt qu'il y aurait pour ces États à autoriser de nouveau, dans des proportions limitées, l'immigration chinoise :

« De vastes étendues de territoire, sur la côte du Pacifique, sont incultes, et demeureront ainsi tant que les conditions actuelles du travail ne seront pas modifiées ; tandis que si une faible partie seulement de l'immigration qui arrive sur les côtes de l'Atlantique venait jusque dans ces États, des terres seraient mises en culture, des routes pourraient être construites dans des régions où elles font complètement défaut, et la construction des chemins de fer prendrait une nouvelle activité. »

A défaut de cette immigration blanche, elle croyait nécessaire d'atténuer les mesures d'exclusion qui frappent les coolies chinois. Elle voyait également dans cette mesure amicale à l'égard de la Chine, le moyen de développer les relations commerciales avec ce pays. Les embarras qu'a causés aux États-Unis le traitement infligé récemment aux Japonais établis en Californie (1), l'hostilité soulevée par le développement de l'immigration de ces derniers temps, ont montré l'impossibilité de résoudre cette question en faisant appel à la main-d'œuvre jaune.

*
* *

Dans ces régions montagneuses, la nature a répandu à profusion les richesses minières : l'or, l'argent et le cuivre, dont la valeur, par suite du développement de l'industrie électrique s'est tellement accru dans ces dernières années. La production de l'or en Californie, depuis les premières découvertes en 1848, est évaluée à 7 milliards de francs. Elle ne vient plus aujourd'hui, comme productrice de ce métal, qu'au second rang, bien que sa production annuelle avoisine le chiffre de 100 millions de francs. Le premier rang appartient maintenant au Colorado, avec une production de 125 millions. L'Utah et le Nevada en produisent chacun 25 à 26 millions, le Montana 22 millions, et l'Arizona 13 millions environ. L'argent, malgré sa dépréciation, reste encore une production importante. Le Colorado en extrait pour 80 millions, le Montana 35 millions, l'Utah 30 millions, l'Idaho 25 millions, le Nevada une vingtaine. Mais le cuivre dépasse de beaucoup la valeur des métaux précieux eux-mêmes. Le gros État producteur de ce métal est le Montana, où la valeur du cuivre extrait en 1905 a dépassé 300 millions de francs. L'Arizona en a extrait pour 180 millions, et l'Utah pour 45 millions.

Cette contrée est devenue aussi la région pastorale par excellence de l'Union. C'est sur les pentes des Rocheuses que se sont réfugiés les moutons, chassés peu à peu, par le développement de la culture, des plaines de Mississipi. Le groupe des États de Montana, Wyoming, Idaho et Oregon, en compte dix-sept millions de têtes, et celui du Colorado, de l'Utah et de New-Mexico, dix millions : c'est près de moitié de l'effectif total de ces animaux.

(1) Voir notre article : *Américains, Californiens et Japonais*, dans la *Revue* du 15 décembre 1906.

Le développement agricole a été entravé par la sécheresse, dont souffre la plus grande partie de ce territoire, à l'Est de la Sierra Nevada et des montagnes des Cascades. La Californie, dont le nom éveille l'idée d'un climat enchanteur, d'une terre bénie où viennent en abondance les fruits et les fleurs, et qui a mérité le nom, à la fois, de verger et jardin de l'Union, n'a pourtant qu'une faible partie de ses terres dans des conditions favorables. Le désert de Colorado occupe, au Sud-Est, une étendue importante de l'État, et dans les vallées mêmes du San Joaquin et du Sacramento, les terres qui ne sont pas directement arrosées par ces rivières ou leurs affluents n'ont pas toujours une quantité d'eau suffisante.

Ces circonstances défavorables à la culture ont eu pour conséquence le maintien de la grande propriété et de la grande culture. La Californie est au nombre des États où la moyenne de l'étendue des fermes est le plus élevée. Il y a encore de grands *estates* où l'on se livre à la monoculture du blé, de la vigne, ou de certaines espèces de fruits. Mode de culture singulièrement aléatoire, où une bonne année peut donner de merveilleux résultats, mais qui fait courir, par contre, de dangereux aléas.

Les vallées de la Willamette et de la Columbia, et la région côtière de l'État de Washington, grâce au climat humide dont elles jouissent, sont, au contraire, de fort belles régions agricoles. Et ce dernier État, pour la même cause, possède une richesse forestière incomparable : c'est la réserve de bois de l'Union. On évalue à plus de 100.000 kilomètres carrés l'étendue de ses forêts.

L'aridité, qui a tellement retardé jusqu'ici le développement de ces États, peut être cependant victorieusement combattue. L'irrigation est le remède à ce mal : les tentatives déjà faites sont concluantes. La pratique de l'irrigation aux États-Unis était connue par les peuples qui y ont précédé les Espagnols et les Américains. Mais les Mormons furent les premiers de ceux-ci qui l'appliquèrent dans la région des terres arides. Lorsqu'ils s'arrêtèrent sur les rives du Grand Lac Salé, leurs ressources étaient à peu près épuisées : leur petite caravane n'avait plus qu'un stock limité de provisions pour subsister. De toute nécessité, il fallait obtenir des récoltes du sol. Celui-ci était si dur, dit-on, que la pointe de la charrue parvenait à peine à l'égratigner. Une dérivation fut faite du lac, et les résultats prouvèrent à ces pèlerins, désireux de constituer une société nouvelle, loin du monde où ils avaient vécu jusqu'alors, la possibilité de réaliser leur désir. L'irrigation leur a permis de transformer ce coin du désert et d'édifier dans cette région qui semblait à leur arrivée une vraie terre maudite, une société d'une richesse telle que, dit-on, elle domine de sa puissance financière les entreprises économiques des États du Pacifique.

Dans la Californie méridionale, la vallée de San Bernardino est aussi un merveilleux exemple des résultats que peut donner l'irrigation. Elle est remplie de fleurs et d'arbres fruitiers, et expédie une grande partie des fruits que la Californie envoie aux autres États de l'Union et jusqu'en Europe.

Ces exemples ont été imités. En 1902, la superficie des terres irriguées dans ces 11 États et territoires était de 8 millions et demi d'acres, et on évaluait à 400 millions de francs le coût des travaux effectués. La Californie et le Colorado avaient plus de 1 million et demi d'acres irrigués, le Montana 1 million, l'Utah, le Wyoming et l'Idaho, plus de 700.000 chacun. Car ce n'est là que le commencement d'une vaste entreprise, à la tête de laquelle s'est mis le gouvernement fédéral, qui joint maintenant ses efforts pour ces travaux d'utilité générale à ceux de l'entreprise privée. Une loi de 1902 a décidé d'appliquer à des travaux d'irrigation dans ces États le produit de la vente des terres publiques. Le fonds constitué dans ce but dépasse déjà 100 millions de francs, et les travaux sont commencés sur un ensemble de projets couvrant une superficie de plus d'un million d'acres. C'est une œuvre gigantesque, qui apportera de profondes transformations dans ces États. La plus importante, après l'étendue des terres conquises sur le désert, sera la substitution de la petite à la grande propriété, de la culture variée à la monoculture. Mais les progrès seront nécessairement lents.

*
* *

Une des caractéristiques de cette région, conséquence de la difficulté rencontrée par la constitution d'une société rurale, est l'importance de la population urbaine. Celle-ci réunit dans sept villes seulement, de plus de 50.000 habitants, le quart de la population totale. L'agglomération de San Francisco, avec ses faubourgs autour de la baie, groupe près d'un demi-million d'individus ; celle de Los Angeles en compte plus de 100.000 ; Seattle est une ville de près de 200.000 habitants.

L'industrie manufacturière n'est pas encore developpée, et si la Californie occupe le onzième rang des États industriels de l'Union, elle le doit à ses conserves de fruits et de légumes, dont la production en 1905 était évaluée à plus de 100 milions de francs, à l'importance de la meunerie, et à ses industries du bois. Ces dernières font la richesse de l'État de Washington, où la valeur de leurs produits dépasse 250 millions. La production du charbon est peu abondante sur la côte du Pacifique, mais la Californie possède des gisements de pétrole considé-

rables. Tout le long de cette côte, d'ailleurs, les chutes d'eau nombreuses et importantes rendent facile l'emploi de la houille blanche, et seront d'un secours considérable pour l'industrie manufacturière. Celle-ci l'utilise déjà, en Californie notamment, où elle fournit une force de 50.000 chevaux, le quart de l'énergie totale employée par les industries de l'État.

Les ports du Pacifique ont fondé de grandes espérances sur le développement des relations commerciales avec l'Extrême-Orient. Elles ne seront réalisées qu'en partie. San Francisco, si merveilleusement situé, semblait destiné à devenir l'emporium du commerce avec la Chine et le Japon. Il reste encore le premier port de cette côte, et son mouvement d'entrées et de sorties, l'année dernière, a dépassé 400 millions de francs; il a rencontré dans les ports de Seattle et de Tacoma, sur le Pudget Sound, des rivaux dangereux. Le mouvement de ceux-ci a atteint 300 millions. Mais les uns et les autres subissent une très forte concurrence de la part des ports de l'Atlantique, en particulier de New-York, qui, rien qu'avec l'Extrême-Orient, a un mouvement qui s'élève à 250 millions. Le fait que les ports du Pacifique doivent demander aux régions industrielles de l'Est la plus grosse partie des produits manufacturés qu'ils exportent les place, en effet, dans une situation difficile. Ils ne pourront voir croître leur importance que si l'industrie s'établit sur la côte même du Pacifique. L'ouverture du canal de Panama leur rendra plus difficile encore, d'ailleurs, la concurrence avec les ports de l'Est et le port de la Nouvelle-Orléans, appelé, peut-être, à tirer le plus grand profit de cette nouvelle voie de communication.

*
* *

En 1867, les États-Unis ont acheté à la Russie l'Alaska, situé à l'extrémité nord-occidentale du continent, et séparé de l'état de Washington par la Colombie britannique. L'acquisition en fut alors fortement critiquée : ce territoire glacé ne semblait offrir aucune ressource, et le prix de 37 millions de francs qu'on en avait donné paraissait une dépense inutile. Pendant longtemps, l'Alaska n'a été réputé que par ses pêcheries. La découverte de l'or au cap Nome et sur la rivière du Yukon lui a donné la célébrité. Depuis 1900, il a produit plus de 360 millions de francs d'or. Sa population est aujourd'hui de 63.000 habitants, dont plus de 30.000 blancs, et l'on y construit des chemins de fer pour mettre en communication rapide la côte avec les placers.

ACHILLE VIALLATE.

LE MÉRITE DES ARABES

La première fois que, monté sur le cap de Carthage, nous avons aperçu la bourgade musulmane de Sidi-Bou-Saïd, exquise par son harmonie avec le paysage, le mérite des Arabes que nous avions soupçonné à Tunis et à Kairouan, s'affirma à notre esprit avec une certitude qui nous donne aujourd'hui la confiance d'écrire nos impressions.

Lorsque les ardents musulmans du premier siècle de l'hégire sortirent de leur Arabie et envahirent l'Afrique du Nord, ils trouvèrent, sur son sol, les monuments en pierre meulière dorée des Romains, leurs villas à mosaïques multicolores et quelques ruines puniques, bronzées par l'âge et la nature de leurs matériaux.

Paresseux et maçons médiocres, les Arabes eurent alors une trouvaille de génie : l'emploi de la chaux. Aujourd'hui encore, si l'Orient s'illumine à nos yeux, c'est grâce à cette idée profonde, qu'en pays de lumière, il faut offrir à la décomposition du prisme, au soleil de l'aube et du couchant, une page blanche : la muraille chaulée.

Les Arabes construisirent donc des maisons enduites d'un crépi, afin que la lumière y trouvât son miroir.

La ligne et la forme importent donc peu. Les monuments les plus importants de l'Islam, les mosquées, sont presque toujours des maçonneries vulgaires. Cependant le ciel les fait divines parce qu'elles ont la blancheur.

Jamais émotion, plus religieuse, dans le sens de communion avec l'univers, ne nous fût donnée qu'à la vue de la mosquée de Sidi-Bou-Saïd. Pourtant sa simplicité touche au dénûment. Une cour dallée est entourée, sur trois côtés, d'un cloître à colonnes. Trois coupoles laiteuses à boutons de faîtière en poteries recouvrent ces allées.

A travers cette mosquée en plein air, — simple toiture sur piliers, — édifiée dans l'un des sites les plus évocateurs de la terre, les fidèles en djebba de soie, assis sur leur tapis de prière, aperçoivent devant eux la Méditerranée brillante et la montagne aux deux cornes, le Bou-Kornine vénéré des Carthaginois. Des musulmans en habits clairs prient, accroupis dans ce cadre de marbre, de chaux, de mer et de ciel. La vertigineuse lumière d'Afrique s'ébat, vibre et remplit l'air autour d'eux. Ils adorent en union avec le paysage dans lequel ils baignent. La religion de ces croyants devient une contemplation qui se satisfait avec elle-même. Ils n'implorent pas. Quelle autre demande sauraient-ils adresser que celle d'éterniser leur bonheur ?

Parfois des felouques, aux voiles arquées comme les ailes des flamants roses du lac El Bahira, s'inscrivent entre les colonnettes. A leur apparition les Fidèles, distraits, maintiennent un instant leurs mains levées à la hauteur de leurs turbans argentés. C'est la délectation musulmane!

Ce spectacle nous renforça dans cette idée que le beau est relatif. Le soleil peut faire à lui seul la beauté des choses. La mauvaise architecture de Sidi-Bou-Saïd nous extasiait à l'égal d'une cathédrale, parce que cette mosquée contenait à ce moment toute la certitude humaine. La lumière se suffit à elle-même. Elle est tout. Elle est la vie. Il faut habiter l'Orient pour savoir qu'elle fait des chefs-d'œuvre avec des tas de mortier. Les Arabes le comprennent et lui fournissent la matière rêvée pour ses transformations. Cette intuition fut leur honneur.

Que penser aussi de ces hommes qui se firent, eux-mêmes, blancs comme la neige, afin de porter sur leurs épaules toute la joie de l'existence : le soleil? Depuis deux mille ans ils savent que les lainages clairs jouissent des propriétés les plus nécessaires à des vêtements journaliers. Ils garantissent du froid et reverbèrent les rayons chauds. D'autre part, le bournous unique du bédouin lui compose toute une garde-robe de couleur, suivant les heures de la journée. A l'aube, une foule arabe se rose et s'orange. Quand vient le crépuscule, les musulmans s'empourprent magnifiquement avant de dormir.

En Europe, nous sommes habitués à la laideur monotone de nos multitudes. La dominante, chez nous, c'est la nuance feuille morte, la couleur des choses finissantes. Tous nos vieux habits tournent invariablement au brun de la terre qui bientôt les consumera. On ne peut guère s'imaginer la splendeur d'un peuple blanc.

Les burnous lavables facilitent aux musulmans les plus indigents la dignité de leur mise et de leur attitude. Ces burnous égalitaires, résultat plus remarquable encore, nivellent extérieurement les classes. Aussi, à la mosquée, le « meskine » s'accroupit fièrement devant l'homme le plus riche de la cité. Prend-il place au café, un mendiant s'assied aux côtés d'un négociant aisé et lui tient tête aisément. Le caractère social de la blancheur chez les musulmans est évident. Le modèle presque immuable de leurs maisons, un cube badigeonné, permet la fraternité entre voisins très inégaux en situation.

Les mœurs du peuple mahométan ont transporté des économistes comme Le Play. Pourquoi donc n'y chercherions-nous pas quelques vérités supérieures?

Mais le génie arabe devait s'exercer avec une bien autre profondeur.

Lorsqu'il nous fut donné de contempler les stalactiques dans les plafonds à caissons rehaussés d'or du palais du Bardo, et, surtout, lorsque au Dar-el-Bey et dans la mosquée du Barbier à Kairouan nous pûmes admirer les prodigieuses arabesques, les polygonies et les entrelacs de bois et de stuc, notre émerveillement apaisé, nous cherchâmes les sources de cet art, le plus élevé et le plus immatériel de tous, car il est délivré de toute reproduction charnelle.

On connaît assez, par les photographies, l'Alhambra. Les Arabes accomplirent en Andalousie cette féerie de transformer la pierre en dentelle et de remplir les ajours de carreaux de couleurs. Ils obtinrent ainsi des coupoles et des murailles prodigieusement frêles, quoique durables, puisque les palais andalous atteignent aujourd'hui six à huit siècles.

Quels principes guidèrent alors les musulmans? Car, ne l'oublions pas, l'Islam seul fit surgir les artistes parmi des Arabes sans doute bien doués, mais demeurés des génies à l'état latent, s'il est permis de s'exprimer ainsi.

On le sait, les Indous avaient emprunté à la flore et à la faune de leur pays la décoration de leurs palais. Il nous semble que la conception ou l'intuition des Arabes a remonté, plus loin encore, jusqu'à la genèse de la terre. L'examen des stucs fouillés nous a prouvé que les stalactites, comme les diverses polygonies de leur menuiserie et de leur architecture, reflètent, très exactement, l'image des cristaux polyèdres. L'esprit islamique, qui, plus tard, devait se cristalliser lui même dans sa pensée et sa vie sociale, utilisa d'enthousiasme les cristallisations polyédriques de la nature.

Les Arabes, suivant le goût de leur race, construisirent en pierre et en bois, les formes géométriques naturellement produites par les eaux-mères. Puis des dessinateurs survinrent qui utilisèrent les spirales des coquilles en les compliquant. Et qu'on ne croie pas à un petit mérite d'invention lorsqu'on considère la signification de l'arabesque, cet enroulement sans commencement et sans fin. Polygonies ou arabesques reflètent la pensée insaisissable des Arabes, ces nomades en perpétuel mouvement qui continuent à parcourir l'Orient.

De même, aussi, que les Arabes ne peuvent conclure un marché sans un débat interminable où les deux parties essaient de s'enrouler dans les spires et les volutes de leur discussion, de même leurs artistes, en composant leurs panneaux, enchevêtrent si habilement leurs traits, qu'il est impossible d'y apercevoir un commencement et une fin.

Nous avons vu travailler les *nakachs* tunisiens,

ces sculpteurs descendants des Andalous, et dans leurs gravures sur plâtre nous avons pu constater qu'ils dessinaient sans plan préconçu. Le génie de leur espèce parlait en eux, et ils avançaient à l'aveuglette, sans savoir comment ils termineraient leur ouvrage. Au musée Alaoui, le conservateur M. Pradères remit à des sculpteurs des surfaces de plâtre mort, soit plan, soit sphérique, soit concave.

Le nakach, sans dessin préalable, fouillait la matière avec son ciseau et la recouvrait d'un réseau mystérieux. Fait encore plus extraordinaire, une fois ces panneaux mis en place, la pente des entailles dans les ajourages polyédriques se trouvait calculée pour l'effet perspectif.

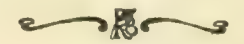
Ces hommes recèlent pleinement le génie arabe, le moins prévoyant de tous, le plus inimitable pour les autres races. A l'un de ces artistes, Sadok, nous demandions quel temps approximatif exigeait un mètre carré de sculpture murale ? Il nous répondit : « Je continue à travailler aussi longtemps que l'on me paie. » Il voulait signifier par là que ses arabesques pouvaient se multiplierà l'infini sur la surface à graver. Cet art reflète entièrement la mentalité arabe.

A ce peuple contemplatif il fallait une formule de beauté nouvelle et insondable. L'arabesque, c'est de l'éternité. L'œil du Croyant peut suivre sur les voûtes les dessins entrelacés sans jamais s'arrêter, car leurs nervures se promènent à travers mille et mille méandres, et il n'y a aucune raison de reposer ses regards au centre plutôt que dans les coins du panneau.

Les musulmans devaient imaginer une littérature équivalente. Et qu'est-ce, en effet, que ce monument le plus typique de leur pensée « Les mille nuits et une nuit », sinon un entrelac de contes qui peuvent aussi bien durer cent mille nuits et une nuit, car dans cet ouvrage, aucun plan n'existe. Les nouvelles y sont cousues les unes aux autres par le seul artifice du conteur, épuisé le soir, et repris d'haleine le jour suivant. Aucune conclusion ne se dégage de cette bibliothèque d'anecdotes. Cependant, jamais l'Arabe, gracieux, rêveur, chevaleresque, trompeur et individualiste, ne fut peint par un procédé plus conforme à son tempérament.

Si nous voulions trouver une faiblesse capitale au mérite des musulmans, nous dirions que, malheureusement, leurs arabesques, en art et en littérature, prouve une pensée qui s'est cherchée, qui ne s'est pas trouvée et qui n'a pas abouti. D'où la décadence de ce peuple cristallisé.

CHARLES GÉNIAUX.



L'EDERA

—

(**Le Lierre**) (1)

Il mentait, et il sentait qu'il mentait mal, mais Annesa ne s'en apercevait pas. L'histoire qu'il lui racontait l'intéressait jusqu'à un certain point : d'autres idées lui passaient par la tête. Et pourtant elle éprouvait une certaine colère contre cette veuve qui, au dire de Paulu, s'était laissé émouvoir et lui avait prêté, de but en blanc, six cents écus à dix pour cent;

— Est-elle jeune, ou vieille ? demanda-t-elle !

— On ne sait pas. Elle a l'air jeune. Mais en la regardant bien... Enfin, se hâta de corriger Paulu, cela n'a pas d'importance. L'essentiel...

— Lâche-moi que j'aille fermer, supplia-t-elle, épouvantée. Il m'a semblé entendre un bruit. Donna Rachel peut s'être éveillée. Tu as fait tant de tapage...

— Tout le monde dort, sois tranquille.

— Laisse-moi aller, Paulu. J'ai peur. Si on nous trouve dans la cour, il n'y a pas grand mal. Nous ferons semblant de prendre du bois pour allumer le feu et sécher ton manteau. Mais ici... il est tard...

Paulu lui rendit sa liberté : légère et silencieuse, elle courut fermer. Paulu avait laissé la lumière dans le corridor : elle la prit, entra sur la pointe des pieds dans la chambre et s'approcha du lit, attirée par une suggestion mystérieuse.

Le vieillard était toujours là, immobile et livide sous la couverture. Et il riait encore de son rire épouvantable, la tête abandonnée sur l'oreiller, avec les quatre dents noires dans la bouche béante...

Annesa le regarda; il lui semblait impossible qu'il fût mort. Et elle aurait voulu le secouer, l'appeler, mais elle avait peur. Marchant toujours sur la pointe des pieds, elle passa dans la cuisine, rouvrit la porte et se retrouva avec Paulu qui lui demanda tout bas :

— Il ne s'est pas réveillé ?

— Non, non, répondit-elle. Il dort; il ne s'est même pas réveillé quand tu as frappé. Il a eu un accès d'asthme ; puis il s'est endormi... on croirait qu'il est mort... j'ai peur...

— Si au moins il l'était ! dit Paulu avec indifférence. D'ailleurs, nous n'avons plus besoin de lui... Cependant, s'il mourait, cela me ferait plaisir : je ne resterais pas le débiteur d'une femme comme la veuve du brigadier... Du reste...

Annesa aurait voulu insister, prier Paulu d'aller chercher le médecin; mais elle craignait que l'on

(1) Voir la *Revue Bleue* n° du 6 juillet 1907 et suiv.

découvrît la terrible vérité, et regrettait même ses paroles. Paulu, de son côté, se hâta de changer de conversation. Ils avaient, tous les deux, quelque chose à se cacher, et, dans leur préoccupation, ils ne s'apercevaient pas de leurs mensonges réciproques. Cependant Annesa comprenait qu'elle devait se montrer plus gaie, et elle fit un effort sur elle-même.

— Je suis contente que tu aies trouvé, dit-elle, en se pendant au cou de Paulu. Maintenant, tu ne repartiras pas de sitôt, j'espère. Ton billet m'a bien effrayée, va. Je croyais que tu voulais te tuer...

— N'en parlons plus. Me voilà, et j'espère en effet que je ne repartirai pas de sitôt... j'ai toujours pensé à toi, Annesa. Je me suis dit : A présent, nous pourrons respirer un peu ; je pourrai travailler; je pourrai... Oui, je veux faire quelque chose; il est temps d'être sérieux. Dom Peu m'a proposé une affaire : il est propriétaire d'une mine dans les montagnes de Lula, et il a l'intention de l'exploiter. Je lui ai demandé en riant s'il voulait me prendre comme surveillant et comme cantinier; je lui ai dit que je désirais m'éloigner pour quelque temps de ce pays où tout m'est odieux. Il a accepté.....

— Toi, cantinier, toi?, s'écria Annesa avec douleur.

— Moi, oui. Quel mal y a-t-il? Il n'y a pas de honte à travailler. Et puis mon ouvrage se bornerait à peu de chose. Avec un millier de francs, je monterais la cantine, c'est-à-dire une espèce d'auberge où les mineurs se procureraient la nourriture et tout ce dont ils auraient besoin. Je gagnerais mille pour cent, vois-tu. Oui, oui, cela me convient. J'y ai bien réfléchi. Je suis plus content de cela que d'avoir trouvé de l'argent. Qui sait, Annesa? Peut-être que la malchance est lasse de me poursuivre. N'en dis rien à personne, même pas à ma mère. Il faut d'abord que je règle nos affaires..... Ah! je suis vraiment content, répéta-t-il, et je le suis aussi à cause de ce vieux maudit. Je lui ferai voir que nous n'avons nullement besoin de lui; et s'il continue à nous tourmenter, je le chasserai d'ici..... Non, nous n'avons plus besoin de lui .... Mais tu trembles, ma chérie. Pourquoi ne prends-tu pas quelque chose? As-tu essayé de boire un peu de café? Ecoute, moi aussi je prendrai quelque chose; j'ai un peu froid.

— Veux-tu manger? il y a des restes. Aujourd'hui nous avions le repas des pauvres.

— Manger, non : boire. Je vais descendre à la cave. Je voudrais aussi parler à ma mère, pour lui annoncer que j'ai trouvé de l'argent. Mais j'irai après......

— Tu veux passer par la chambre? demanda Annesa.

— Eh bien, s'il se réveille, qu'importe? Est-ce que je n'ai pas le droit de faire ce qui me plaît chez moi? Je n'ai plus peur de lui.

— Non, attends : je t'apporterai à boire ici; ne passe pas, ne réveille pas donna Rachel, elle est si lasse, elle a tant travaillé.

Et comme elle voulait de nouveau s'éloigner, Paulu la retint.

— Attends un instant. J'avais une chose à te dire... je ne m'en souviens plus... Ne te dérange pas : je ne veux pas boire. Je ne boirai plus, va. Hier soir encore, j'ai bu, aujourd'hui aussi... un petit peu...

— Et tu recommenceras demain, murmura Annesa, qui savait ce que valaient les promesses de Paulu, y compris celle de se chercher un emploi et de travailler.

— Ah! tu ne me crois pas, protesta-t-il, mais tu verras, tu verras : à partir de demain, je serai un autre homme.

« Demain, pensa Annesa, en tressaillant. Qu'arrivera-t-il demain? »

Paulu la sentit frissonner et l'engagea à se mettre au lit; mais elle insistait :

— Je vais t'apporter à boire. Attends, moi aussi, j'ai quelque chose à te dire.

— Dis-le-moi tout de suite. Je te répète que je ne veux plus boire, répondit-il presque fâché. Ah! tu me crois incapable de tenir une promesse? Je ne suis plus un enfant : j'ai bien réfléchi, ces jours-ci, et j'ai résolu d'en finir avec toutes les bêtises.

— Avec moi aussi?... alors.

— Oui, avec toi aussi, reprit-il d'une voix grave. Ecoute, Annesa, j'avais envie d'en parler d'abord à ma mère et de lui demander conseil; mais comme je suis sûr qu'elle ne pourra me conseiller que de faire mon devoir... je te dirai... Eh bien, oui, tu dois l'avoir deviné...

— Moi? je ne devine pas, murmura-t-elle en relevant les yeux qu'elle avait toujours tenus baissés, comme si elle était accablée de sommeil.

— Tu ne devines pas? Je veux me marier avec toi, Annesa. Je t'emmènerai, nous irons dans les mines; personne ne se mettra plus entre nous...

Il ne lui dit pas, peut-être parce qu'il ne se l'avouait pas à lui-même, qu'il entrait un peu de calcul dans cette décision. Il avait besoin de compagnie, pour résister à la solitude et à la désolation du séjour dans les montagnes arides de Lula, et il lui fallait une femme pour l'aider dans son infime besogne de cantinier. A vrai dire, l'idée d'épouser ou simplement d'emmener avec lui Annesa l'encourageait dans son projet de partir dans les mines. En tout cas, il s'attendait, de sa part, à une vive manifestation de joie. Mais Annesa eut l'air de ne pas

comprendre, ou plutôt de ne pas croire à ses paroles. Pour la seconde fois, elle eut une étrange impression d'étouffement, de vertige : la même qu'elle avait éprouvée en apprenant que Paulu était passé sans l'avertir quelques minutes avant le crime. Cela ne dura qu'un instant. Elle revit devant elle, dans la pénombre du hangar, la figure de Paulu, elle respira l'air frais de la nuit, et elle crut entendre au loin un éclat de rire mystérieux, triste et narquois.

— Pourquoi ris-tu? lui demanda Paulu surpris. Qu'y a-t-il de risible? Tu ne me crois plus? C'est bon. Je me tairai; mais je te le répète, tu verras si je suis un menteur ou non. Nous causerons demain plus à notre aise. Maintenant, je vais me coucher, moi aussi; je suis fatigué, il fait froid ici et tu as la fièvre. Nous causerons demain.

Il fit un pas, puis s'arrêta encore et dit avec un peu d'ironie :

— Cela ne te plairait pas de venir avec moi dans les mines?

Annesa ne répondit rien, mais elle s'agrippa de nouveau à son cou, et fondit en larmes; et dans ses larmes vibra tout ce qu'il y a de plus amer et de plus douloureux, le désespoir, le remords, la haine contre le destin qui se plaît à nous tourmenter.

Paulu était habitué à voir pleurer sa peu joyeuse amie, quelquefois il s'émouvait aussi, quelquefois il se fâchait; maintenant, ne trouvant pas de meilleure explication, il attribua cet état d'énervement au bonheur, à l'espérance, à l'amour qu'elle devait avoir pour lui en ce moment. Mais quand il était gai, il aimait que tout le monde fût gai.

— En voilà assez, Annesa, déclara-t-il. Cela m'agace de te voir pleurer, tu le sais bien. Nous avons assez pleuré, il est temps d'en finir. Allons, dis-moi quelque chose avant de nous quitter, car, en vérité, tu n'as ouvert la bouche que pour m'adresser quelque parole désagréable. Quand tu le veux, pourtant, tu sais causer gentiment; dis-moi une bonne parole, et puis allons dormir. Aujourd'hui a été une journée bien longue et bien fatigante; à présent tout est fini. Pourquoi continuer, ma fillette? Crois-moi, tout est fini désormais; il arrive un moment de repos pour tout le monde.

Annesa pleurait, la figure cachée sur la poitrine de Paulu. Elle aurait voulu mourir comme cela, s'endormir pour toujours. Une lassitude mortelle pesait sur ses épaules, lui faisait courber la tête : chaque mot de Paulu la frappait, lui était doux et pénible en même temps. Il continua à parler, répétant toujours les mêmes choses; puis il chercha à se détacher d'elle, mais ne put y réussir.

Elle avait une peur terrible qu'en passant par la chambre, il ne découvrît le crime; et elle craignait aussi de rester seule, quoique étant brisée de sommeil. Comme les fiévreux et les personnes environnées de dangers, elle ne voulait pas s'endormir : déjà mille fantômes lui apparaissaient au loin; tout devenait plus sombre et plus effrayant autour d'elle.

Mais Paulu était las et tenait à rentrer. Il l'entraîna tout doucement jusqu'à la porte de la cuisine. Mais quand elle vit la veilleuse posée par terre au coin de la cheminée, elle se remit à trembler, à claquer des dents et se cramponna plus fort à Paulu.

— Ne m'étouffe pas, lui dit-il à l'oreille, en plaisantant.

Elle le lâcha aussitôt et se raidit; mais pour qu'il ne s'en aille pas, elle se mit à parler; on aurait cru qu'elle délirait.

— Attends, j'ai une chose à te dire. Il n'est pas nécessaire d'attendre à demain pour en causer; j'irai à la mine. Oui, si tu veux, je puis y aller dès demain, cette nuit. J'irai... Comment peux-tu avoir pensé le contraire? Cela prouve que tu ne me connais pas; sinon tu saurais qu'avec toi, j'irais en exil, dans n'importe quel pays, au bout du monde. Si tu commettais un crime, j'irais avec toi en prison, c'est moi qui porterais les chaînes, je ne te quitterais jamais, je mettrais ma main entre ta chair et les chaînes.

— Espérons que cela n'arrivera pas, observa Paulu, sans grande émotion.

— Écoute, Paulu, écoute. Je devais te dire une chose... attends... poursuivit-elle, en se passant une main sur la figure. Ah! voilà... je ne veux pas que tu parles à ta mère à propos de notre mariage; n'en parle à personne.

— Tu as peur de Gantine?

Elle n'y pensait même pas, et elle fit simplement signe que non.

— Tu lui diras seulement que tu veux aller dans les mines, qu'elle me laisse partir avec toi... comme servante, parce que tu ne pourrais pas vivre, là haut, tout seul. Elle me le permettra, oui; après, s'il le faut, nous nous marierons. Moi, je ne l'exige pas, tu le sais : que m'importe, pourvu que tu ne me quittes pas? S'il y a un Dieu, il nous pardonnera : les prêtres absolvent tous les péchés, n'est-ce pas? Qu'en dis-tu? L'abbé Virdis me donnera l'absolution... j'en suis sûre... il me la donnera...

— Ma mère consentira plutôt à nous laisser marier, qu'à partir ensemble, seuls, pour un pays éloigné.

— Tant pis, mais j'irai, quand même elle ne voudrait pas. Je baise la main de mes bienfaiteurs, mais... j'irai avec toi, Paulu... je me sauverai, si tu t'en vas, continua Annesa, en lui prenant un bras et en le serrant avec force. Tu ne me laisseras pas ici, n'est-ce pas? N'oublie pas que tu me l'as promis. Je ne veux pas que tu m'épouses, mais je veux que

tu m'emmènes avec toi. Tu me l'as promis, Paulu. Tu sais, tu me l'as promis.... Ah !... Ah !... Paulu...

— Qu'as-tu, Annesa ? lui demanda-t-il, inquiet. Oui, je tiendrai ma promesse. Et maintenant va te mettre au lit. Prends quelque chose ; tu ne vois pas que tu as la fièvre ? Bois un peu de café. Va. Si j'avais su, je ne t'aurais rien dit ce soir.

— C'est loin, la mine ? demanda Annesa, sans se préoccuper des recommandations de Paulu.

— Non, ce n'est pas loin. Il faut passer par Nuoro, et après cinq ou six heures de voyage à cheval, on arrive là-haut. Mais va te reposer, nous causerons de cela demain. Je vais passer par la chambre, en marchant sur la pointe des pieds : le porc-épic ne se réveillera pas. Toi, ferme et va vite dans ton lit. Allons, Annesa, ne me mets pas en colère.

Il l'embrassa encore ; mais, sur ses lèvres, il ne sentit que le goût salé des larmes, puis il traversa la cuisine sans faire de bruit, et Annesa eut presque un accès de joie en voyant qu'il ne prenait pas la veilleuse.

Ouvrant de grands yeux et retenant sa respiration, elle écouta : mais après que Paulu fut entré dans la chambre, elle n'entendit plus rien, et, dans le silence de la nuit limpide, il lui sembla qu'elle était seule, abandonnée de tous, au seuil d'une porte qui conduisait à un lieu de terreur et de mort.

Après un moment d'hésitation, elle rentra et ferma la porte. Mais elle n'eut plus le courage de retourner dans la chambre, quoiqu'une inspiration malsaine l'y attirât. Elle s'assit au coin de la cheminée, à l'endroit où elle était restée quelques heures auparavant et fouilla les cendres avec un brin de bois. Le feu s'était complètement éteint. Elle avait froid, mais elle n'osa plus remuer, ou elle n'en eut pas la force.

Elle se remit les coudes sur les genoux, la figure entre les mains, et crut sentir sa tête tourner vertigineusement sur son cou ; mais cette impression ne lui était pas désagréable. Il lui semblait qu'elle n'avait pas bougé de cette place, de toute la nuit. Tout avait été un rêve, horrible d'abord, triste et doux ensuite. Le vieillard dormait encore, Paulu voyageait, enveloppé dans son manteau trempé. Les visions de la fièvre lui revenaient, paraissaient et disparaissaient comme des fantômes dans la brume : par moments, elle reconnaissait ces fantômes, elle voyait Zio Castigu, l'abbé Virdis, Rose, Gautine ; puis, dans le mystère de la brume, il se produisait d'étranges métamorphoses : Zio Castigu lui souriait avec la bouche enfantine de son jeune fiancé ; sur la soutane de l'abbé Virdis apparaissait le visage triste de Rose ; et la silhouette encapuchonnée qui voyageait au loin sur un cheval fantastique, et se détachait en noir sur le fond de la nuit vaporeuse, n'était pas Paulu : c'était un inconnu, un vieux mendiant qui se dirigeait vers les mines de Lula, pour chercher une fillette égarée... Annesa aurait voulu voir la figure de ce voyageur, et elle s'agitait, gémissait, en tâchant d'attirer l'attention de ce vieux qui ne s'arrêtait jamais.

Dans son sommeil, elle entendait ses gémissements et elle avait conscience de rêver ; mais en dépit de tous ses efforts, elle n'arrivait pas à se réveiller.

Elle dormit ainsi plusieurs heures, tourmentée par des rêves bizarres dans lesquels ne se montra pas une fois la figure de Zio Zua.

Pourtant, lorsqu'elle se réveilla, sa première pensée fut pour le vieillard. En un clin d'œil elle se souvint de tout, et, avec une subite lucidité d'esprit, elle réfléchit à ce qui lui restait à faire.

La fièvre paraissait avoir cessé. Maintenant Annesa ne sentait plus ni terreur, ni peur, ni indécision. Elle redevenait la créature silencieuse et dissimulée en lutte contre le mauvais destin. Pourquoi trembler, pourquoi se démoraliser ? Elle n'avait rien à perdre, pourvu qu'il n'advienne aucun mal à ses bienfaiteurs. Elle n'espérait rien pour elle en ce monde : elle ne croyait pas en l'autre.

Elle se leva, bâilla et frissonna de froid. La nuit était encore haute, mais on entendait les coqs chanter et le roulement de quelque carriole résonnait, au loin, dans le silence des ruelles humides éclairées par la lune. La lampe brûlait encore, mais la mèche avait formé un bourrelet qui dégageait une fumée noire et âcre. Comme un criminel de profession, Annesa pensa à tout *préparer* avant d'appeler ses bienfaiteurs. Elle prit la lampe, la remplit d'huile à moitié, coupa la mèche avec les ciseaux.

Alors, elle entra dans la chambre avec précaution, et, avant tout, regarda si le canapé était suffisamment en désordre, puis enleva la couverture de dessus le mort. Et elle resta en contemplation devant sa victime. Le vieillard continuait à rire de son rire affreux, mais le visage avait pris une teinte grise et les yeux étaient ternis. C'est ainsi du moins que le vit Annesa qui ne cessait de le regarder, en se demandant si ce visage d'une horreur macabre montrait ou non les signes d'une mort violente. Elle aurait voulu secouer le cadavre, lui faire prendre une autre posture, mais elle n'eut pas le courage d'y toucher : il lui inspirait une invincible répulsion, il lui semblait qu'en le touchant, ses doigts resteraient collés à ces chairs mortes.

Enfin, elle put s'éloigner ; elle ôta son corsage et son tablier, les posa sur une chaise, ébouriffa ses cheveux, se passa les mains sur la figure, sur les yeux, comme pour se composer un masque d'indifférence, puis elle monta au premier étage et frappa à la porte de Donna Rachel. Les hommes couchaient

au dernier étage ; Zio Cosimu s'était même fait un lit au grenier, entre les tas de blé et les tas de légumes.

Donna Rachel s'enfermait à clef ; elle dormait seulement quelques heures, mais elle avait le sommeil lourd, et Annesa dut frapper trois fois pour la réveiller.

— Donna Rachel, ouvrez. Zio Zua est très malade... il va mourir...

— Jésus, Marie ! appelle mon père et va tout de suite chercher l'abbé Virdis, cria la veuve en courant ouvrir.

Rose, qui couchait avec sa grand-mère, se réveilla et se mit à pleurer. Annesa entra dans la chambre, en tenant sa lampe, et tandis que Donna Rachel nouait en tremblant ses jupes, elle dit tranquillement :

— Ne vous effrayez pas. Je crois que Zio Zua est mort.

— Comme tu me dis cela ! s'écria Donna Rachel en se précipitant pieds nus vers la porte. Mort comme cela, sans sacrements, sans rien ! Que dira-t-on, Seigneur mon Dieu ! que nous l'avons laissé mourir ainsi ! Mais pourquoi n'as-tu pas appelé ?

— Je ne me suis aperçue de rien... je viens de me réveiller, il y a quelques minutes, et je...

Donna Rachel ne l'entendait plus. Nu pieds, en jupon, elle dégringolait l'escalier, sans lumière, en gémissant et s'exclamant :

— Sans sacrements ! Seigneur, mon Dieu, sans sacrements !

Rose pleurait toujours. Dom Simone cognait sa canne sur le plancher de sa chambre ; Paulu ouvrit sa porte et demanda :

— Qu'y a-t-il, Annesa ? Maman...

Annesa était reprise de peur, mais elle avait désormais pleine conscience de ce qu'elle avait fait, de ce qui pouvait arriver, et elle se dominait énergiquement. Elle tâcha de faire taire la fillette et répondit à Paulu :

— Descendez vite. Appelez vos grands-pères. Zio Zua est mort.

Aussitôt Paulu s'habilla et courut près de dom Simone qui frappait tant qu'il pouvait sur le plancher pour que Rose se taise.

Annesa alluma la bougie de donna Rachel et dit à Rose :

— Tais-toi ; je descends et je reviens tout de suite. Zio Zua est malade, il a mal au ventre ; je vais lui donner sa potion. Ne bouge pas...

Mais Rose avait entendu sa grand'mère et répétait comme elle, en sanglotant :

— Il est mort sans sacrements !... Il est mort : que dira-t-on?... Tu n'as pas appelé...

— Mais tais-toi donc ! cria Annesa, en se fâchant. Si tu n'es pas sage, gare à toi.

Et elle se hâta de descendre, toujours plus troublée, mais toujours plus décidée à ne pas se trahir. De la porte, elle vit donna Rachel penchée sur le mort, à qui elle avait relevé la tête et secouait les bras.

— C'est fini, c'est bien fini ! Il est réellement mort ! Comment cela s'est-il donc fait, Annesa? Seigneur, mon Dieu, que dira-t-on ?

Annesa s'approcha avec la lampe, et elle éprouva un soulagement véritable, en constatant que le mort avait changé de physionomie. Le cadavre n'était plus effrayant : il avait cessé de rire et de montrer ses dents : ce n'était plus le cadavre qu'elle avait vu dans son rêve terrible ; c'était un mort quelconque, et elle pouvait le toucher.

Elle le toucha, en effet ; elle repoussa donna Rachel anéantie, et lui conseilla même d'aller se chausser.

— Vous attraperez du mal à rester comme cela, pieds nus. Il est mort, vous ne le voyez pas ? Il est déjà froid. Cette nuit, il a eu encore une crise comme la nuit dernière ; il a même crié beaucoup. Je croyais que vous l'auriez entendu. Puis il s'est calmé, et s'est endormi : moi, j'étais lasse, et je me suis aussi endormie profondément. En me réveillant, j'ai écouté, je n'ai rien entendu. J'allais me rendormir ; mais j'ai eu comme un pressentiment : j'ai allumé la bougie, j'ai regardé...

— Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi n'as-tu pas appelé cette nuit? Il faut se taire, maintenant ; il faut dire qu'il est mort tranquillement, sans qu'on s'en aperçoive.....

— Oui, oui, nous dirons que nous étions tous là, répartit vivement Annesa. Ah ! voici dom Paulu.

En entendant les pas du jeune homme, elle fut reprise d'un tremblement nerveux ; elle claqua des dents et se mordit les lèvres. Mais Paulu n'y fit pas attention. Lui aussi tenait sa bougie et alla regarder le mort ; il se pencha sur lui, l'examina, le tâta. Sa figure endormie n'exprimait ni douleur ni joie.

— C'est bien fini. Il est tout froid. Comment cela s'est fait, Annesa? demanda-t-il, en allant poser sa bougie sur la table.

— Cette nuit, il a encore eu une crise comme celle de la nuit dernière, recommença Annesa, et elle répéta ce qu'elle avait dit à donna Rachel, pendant que celle-ci allait et venait par la chambre, en cherchant quelque chose.

(*A suivre.*) GRAZIA DELEDDA.

(*Traduit de l'Italien par* M. ALBERT LÉCUYER.)

BIQUETTE

NOUVELLE

Dans tout le pays entre Tarn et Vézère, l'abbé Mirassou a la réputation du meilleur homme qui soit, mais aussi du plus distrait.

Ses étourderies sont citées, commentées, d'une paroisse à l'autre, comme des épisodes héroïques, déjà entrés dans l'histoire. Après le pousse-café, dans les déjeuners de presbytères, il est rare qu'un convive n'amène pas la conversation sur les distractions de l'abbé Mirassou.

L'abbé Mirassou dut à ces inadvertances trop manifestes et trop notoires quelques désagréments de carrière, plusieurs déplacements, voire un changement de diocèse.

Présentement, il est curé à Saint-Jean-les-Porcheries (Corrèze), après l'avoir été à Lunan (Lot).

Sur les causes qui l'obligèrent à quitter Lunan, la gouaillerie provinciale colporte des récits tellement dénaturés qu'ils côtoient sans doute la fantaisie.

Un jour de Fête-Dieu, comme la procession longeait le verger de la cure, l'abbé Mirassou, qui tenait le Saint-Sacrement, aurait commandé brusquement aux porte-dais de s'arrêter. Par dessus la haie du presbytère, il venait d'apercevoir une bande de gamins qui pillaient ses cerisiers. « Ah ! boun diou ! se serait-il alors écrié... Polissons ! Chenapans ! Voleurs !... Que je vous attrape !... » Et passant l'ostensoir à un séculier qui l'assistait, il serait allé, la chape aux épaules, jusque dans son clos, distribuer des taloches aux garnements. Telle est la légende accréditée depuis dix ans, sourdement grossie. Le grand vicaire de Cahors qui enquêta, dès la semaine suivante, à Lunan, consigne en effet dans son rapport ceci seulement : que l'abbé Mirassou, « au cours de la procession, prononça sur un ton de colère des paroles non liturgiques, entendues d'un grand nombre de fidèles et qui, sans gravité par elles-mêmes, prenaient cependant de l'heure et des circonstances un caractère scandaleux, appelant la sanction épiscopale. »

A la suite de ce rapport, l'abbé Mirassou dut émigrer dans la Corrèze.

La paroisse de Saint-Jean-les-Porcheries est une des plus misérables du diocèse de Tulle, quoique la plus importante en superficie, avec ses trente-huit kilomètres de tour.

L'éloignement de certains hameaux oblige le desservant, déjà peu avantagé sur le casuel, à entretenir cheval et cabriolet.

Le cabriolet de l'abbé Mirassou ne connut jamais la brosse ni l'éponge. Sa capote et ses roues avaient pris peu à peu une teinte uniforme sous les couches de boue séchée.

La jument, qui comptait vingt-cinq hivers, se nommait Biquette. Son poil était de couleur isabelle, terne, long, rude, ignorant l'étrille. Nourrie seulement de paille hachée ou d'herbages grossiers, Biquette, avec sa croupe en pointe, son poitrail efflanqué, ses salières au-dessus de l'œil, atteignait à l'extrême limite de la maigreur et du dépérissement. Aux brancarts, quoique douce et docile, elle cornait, tiquait, buttait tous les dix pas.

— Il faudra nous séparer de Biquette, dit un jour mélancoliquement l'abbé Mirassou à sa gouvernante qui lui servait aussi de palefrenier. Elle est à bout. Ce matin, en me ramenant de l'Abbaye-aux-Frênes, elle a bronché plus que jamais et s'est abattue trois fois. Il y a demain foire à Masseret. J'y conduirai Biquette Quelque équarisseur me donnera bien encore dix écus de sa carcasse : si j'ajoute ensuite de ma bourse six pistoles que j'économisai à cette intention, je pourrai acheter en remplacement une bête plus jeune, plus vigoureuse, ayant de l'allure, et qui me fasse usage dix ans.

* * *

Le lendemain matin, l'abbé Mirassou mit dans la poche de sa douillette un jeu de piquet qu'il emportait toujours en prévision de certaines rencontres, et, ayant attelé Biquette, partit pour Masseret.

A deux kilomètres de son église il rencontra un de ses paroissiens, le père Luchelèbre, qui, malgré son âge d'aïeul, se rendait pédestrement à la foire. Comme il était d'âme charitable et prévenant de nature, le prêtre offrit place au vieux dans son cabriolet.

— De grand cœur, Monsieur le curé ! J'accepte !... Les quatre lieues déjà me tardaient... Alors, comme ça, vous roulez sur Masseret, Monsieur le curé ! Pas pour la foire, bien sûr?...

— Si... si... papa Luchelèbre... pour la foire...

— J'ai croyance plutôt que le vent negro vous aura soufflé dans l'écoutoir que votre ami M. Crumeyrolles, le marchand de bois, s'en va tout à l'heure *ad patres*.

— Que me dites-vous là, papa Luchelèbre ?... J'ignorais... Ohé ! Biquette ! ohé !... hue !

Et par quelques coups de fouet cinglants dans l'épaule et dans les oreilles qu'elle avait longues comme celles d'une mule, l'abbé Mirassou relevait sa haridelle qui venait encore une fois de s'agenouiller.

— Oui, reprit le papa Luchelèbre... c'est le Vergnaud du Mas-André qui m'apprit la chose à cet hier.

Ayant allumé sa pipe, le vieux corrézien continua :

— Le bonhomme Crumeyrolles a ramassé une mauvaise paralysie. Il ne quitte plus son fauteuil. La moitié du jour il s'ensommeille quasiment comme qui voudrait rendre l'âme.

— Je me proposais de le visiter... Vous me chagrinez, papa Luchelèbre. (Ohé! Biquette... ohé! debout!... hue donc, flemmarde!...) Ce Crumeyrolles est un des plus merveilleux joueurs de piquet de la contrée... La dernière fois que nous liâmes partie ensemble, il me fit pic, repic et capot sur un coup invraisemblable (hue! Biquette! lève donc les pattes, momie!) avec deux quintes et le quatorze de dames, ayant écarté trois as et deux rois... Ah! c'est un rude homme!... Mais j'aurai ma revanche sur lui... papa Luchelèbre!... J'aurai ma revanche!

*
* *

Arrivé à Masseret, l'abbé Mirassou remisa son cabriolet, puis présenta Biquette sur le foirail... Il en demanda, pour commencer, douze écus... Personne ne bougea... Dix écus... neuf... huit... Même indifférence narquoise. Finalement, un maquignon roux, ventru et sanguin, le béret en abat-jour au-dessus du nez, s'approcha, palpa les boulets, le garrot, la croupe, examina la mâchoire qui ne marquait plus, offrit un prix, marchanda, s'éloigna, revint et acquit Biquette pour quatorze francs.

— J'aviserai à la remplaçante en fin de foire, pensait le curé de Saint-Jean-lès-Porcheries. J'y aurai meilleur compte. Et puis, tout à l'heure, je ne vois pas encore poil à mon choix.

Il quitta le foirail.

— J'ai le temps de prendre une revanche à Crumeyrolles avant déjeuner.

Il oubliait déjà la paralysie du septuagénaire. Il le trouva emmitouflé dans des couvertes, au coin de son feu. Un bonnet de coton bleu enfermait la tête jusqu'au-dessous des tempes. Le visage était livide, émacié, presque cadavéreux déjà.

— Ah! ah! papa Crumeyrolles! vous m'attendiez,... je gage! fit l'abbé Mirassou en remarquant à côté du vieillard une petite table ronde qui servait jadis à leurs parties et qui supportait aujourd'hui des bols et des fioles de médicaments.

L'ancien marchand de bois signifia d'un regard au visiteur qu'il ne pouvait remuer le bras droit ni parler.

— Ne vous inquiétez pas!... J'ai les cartes et les marques, dit l'abbé en plongeant une main dans sa douillette.

Et, ayant poussé tasses et flacons à un bout du guéridon, il s'installa en face de son partner, battit les cartes.

— Tirons qui donnera... C'est moi... Coupez!...

L'impotent toujours muet, souleva péniblement quelques cartes de la main gauche, puis, la tête tournée vers le dossier de cuir, s'assoupit.

— Vous faites le paresseux, papa Crumeyrolles... Est-ce le froid vraiment ou la peur de perdre?... Allons!... Je tiendrai les deux jeux. J'écarte pour vous un as... Ces audaces-là vous réussissent... Non, pas cette fois... Tout de même vous avez une seizième, mais mon point est bon... et je ferai la carte... Trente-trois pour moi et dix neuf pour vous... Je rebats, recoupe et redonne...

Après cinq minutes de ces mimiques rapides, l'abbé Mirassou s'écria en se frottant les mains :

— Deux cent vingt et un... Et je vous laisse à soixante-dix-sept... C'est perdu... perdu... perdu!...

Au mot « perdu », le paralytique souleva ses paupières et fixa sur l'abbé deux yeux effarés, anxieux, interrogateurs.

— Midi moins cinq! fit l'abbé, après avoir consulté sa montre... J'ai l'estomac vide... Nous disputerons la belle une autre fois... Au revoir et bonne santé!...

Il rempaqueta les cartes, secoua la main inerte du vieillard et sortit.

*
* *

Vers trois heures, il retourna au foirail, volta et revolta dans le quartier aux chevaux, s'arrêtant devant les bêtes demi-dépréciées parmi lesquelles il espérait trouver achat.

Il vit des éparvins, des vessigons, des suros, des malandres, des rognes, des javarts, toutes les variétés de tares chevalines. Celui-ci avait des dartres; celui-là, rouvieux, perdait sa crinière sous la gale. Tel était panard, tel autre boitait du grasset. Mais les prix encore, quoiqu'il débattit, excédaient ses prévisions budgétaires. Il vit des alezans, des bais, des zains, des rouans, des rubicans, des tourdilles, des pommelés, des pies; l'abbé Mirassou passait négligemment devant ces robes comme s'il eût gardé dans sa prunelle quelque nuance de prédilection, vainement cherchée.

Tout à coup, à l'extrémité du marché, dans un retrait isolé, il aperçut une jument à l'attache, sous un noyer. Le poil, fraîchement tondu, était de couleur isabelle. La queue, raccourcie à l'anglaise, s'agitait dans une vivacité de bon augure, la crinière, coupée en brosse, donnait à la bête, malgré l'excessive maigreur, un air de vigueur et de jeunesse.

— Voici, pensa l'abbé en s'arrêtant, une ponette plaisante!...

La jument, la moitié du chanfrein enfoui dans une poche pleine d'avoine, mangeait de bon appétit et, de ses sabots ferrés à neuf, creusait gaillardement le sol. L'abbé Mirassou remarqua qu'elle portait quatre balsanes, comme Biquette, ce qui acheva de décider son sentiment.

Un gros homme rougeaud, à large béret, qui, d'un groupe voisin, surveillait l'isabelle, ayant observé la station prolongée du prêtre sous le noyer, murmura quelques mots dont tous ses compagnons s'égaudirent, puis dépêcha l'un d'eux près de la jument.

— Combien, cette ponette? demanda aussitôt l'abbé Mirassou.

— Douze pistoles, répondit le gars avec aplomb. Une occasion que vous retrouverez difficilement. La bête saine et nette. Tâtez-moi ces boulets... ce garrot. Elle vient de mettre bas un produit mort-né,... c'est pourquoi elle peut sembler maigre tout à l'heure. Mais, après quelques jours d'avoine et de repos, il n'y paraîtra plus ..

— Elle a quinze ans pour le moins!... hasarda l'abbé qui voulait poser au connaisseur.

— Quinze ans?... Vous riez!... Douze à peine!... Et du sang!... De l'allure!... Croyez-moi! vous n'aurez jamais plus de contentement qu'avec elle.

Le gars, en même temps, détachait le licol, et faisait trotter la bête autour du noyer, en lui stimulant les jarrets d'un coup de badine à chaque mouvement.

L'action relevée de la jument émerveilla le prêtre... Mais douze pistoles! Cent vingt francs!... C'était une somme! C'était tout le pauvre modique budget déséquilibré pour un an au moins!... D'ailleurs, en fouillant jusqu'au fond de son porte-monnaie, l'abbé ne trouvait que cent seize francs. Pourtant l'affaire le tentait! La cloche de Masseret tinta un glas.

— Onze pistoles!... proposa l'abbé, craignant qu'un plus fort rabais ne détournât le vendeur.

— Partageons la différence. Cent quinze francs.

— Tope pour cent quinze... Conclu!

*
* *

L'abbé Mirassou reçut livraison de la bête dans l'auberge où il avait remisé son cabriolet. Le vieux Luchelèbre l'y guettait, espérant se faire voiturer au retour.

— Que pensez-vous de ma nouvelle acquisition? lui demanda l'abbé Mirassou en poussant dans les brancards la ponette isabelle qui s'était laissée harnacher avec une étonnante docilité.

— M'est avis qu'elle ressemble à votre ancienne bête, comme un sou frotté à un sou crasseux.

L'abbé sourit indulgemment à cette simplicité d'esprit.

— Pour qui sonna-t-on le glas tout à l'heure?...

— Pour le vieux Crumeyrolles qui vient de trépasser?...

— Pas possible?... Nous fîmes partie encore ce matin... Il était alerte et vaillant et m'opposa une belle défense... Les décrets de la Providence sont brusques et inattendus.

Luchelèbre monta dans le cabriolet à côté du prêtre, et, avant même d'être sollicité d'un coup de fouet, la ponette isabelle se mit en marche.

— Je la baptiserai Biquette, comme l'autre, à cause de la couleur pareille de leur robe... Mais celle-ci a plus de sang et de meilleures formes... Voyez comme elle trotte haut et bon train... Hé Biquette! butteriez-vous ainsi que votre aînée?... Hue! hue! Biquette!...

Au nom de Biquette, la bête tiquait des oreilles à la façon de la première jument.

— Les animaux de même robe sont souvent sujets aux mêmes tics, affirmait le curé, qui lisait sur la physionomie de son paroissien un doute accru.

Dans la première partie du trajet, la ponette alla passablement. Mais, dans les raidillons qui précèdent Saint-Jean-les-Porcheries, elle commença soudain à corner et multiplia les bronchades.

— La route est longue et les pentes sont dures! répétait l'abbé sans se décontenancer.

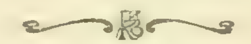
Enfin, on atteignit le presbytère.

— C'est Biquette que vous avez fait tondre, et que vous ramenez, s'écria la gouvernante, à la vue de la bête.

— Ta! ta! ta! Êtes-vous myope, bonne femme? Celle-ci est baptisée semblablement Biquette, mais elle a treize ans de moins et vaut cent francs de plus.

Quand l'abbé et sa gouvernante eurent débouclé les traits et enlevé le collier, la jument, sans plus attendre, en soufflant et traînant le sabot, se dirigea toute seule vers l'écurie. Elle trouva le battant de porte à demi-fermé et l'écarta de la joue pour entrer.

RÉMY SAINT-MAURICE.



EN CHINE

Ayant quitté la terre des chrysanthèmes (1), notre navire cingla par le détroit de Corée, dans la mer Jaune et, deux jours plus tard, nous accostions enfin le continent asiatique.

Il était devant nous, le vaste Empire du Milieu qui domine les Temps! Toute plates, ses rives semblaient, de loin se dissimuler dans les eaux cependant que les têtes de ses bois de bambous se levaient à notre approche. Bientôt, ayant mis pied à terre, nous prenions contact avec lui. Pendant que nos régions occidentales subissaient tant de modifications et passaient par des évolutions si diverses, rien ici n'avait marché d'une façon ostensible! D'un bout à l'autre de l'énorme territoire,

(1) Voir *Au Japon* dans la *Revue Bleue* du 10 août 1907.

l'humanité avait sommeillé en prolongeant la vie des premiers âges. Nous retrouvions les caravanes, les chameaux portant les palanquins, les mules chargées de ballots et les esclaves demi-nus le fardeau sur l'épaule, ainsi qu'on les imagine aux périodes les plus reculées de l'histoire. Et les miséreux; et les lépreux en guenilles; et la hutte en terre battue d'où sortent des êtres en guenilles ; et la pagode aux clochetons et aux murailles de porcelaine ; et la demeure du mandarin aux kiosques reliés entre eux par des corridors à détours (vous savez que l'on évite ici les chambres contiguës), aux jardins fignolés, plantés d'arbres d'essence exotique, agrémentés de bassins remplis de poissons rouges, aux chemins sinueux, aux ponts étrangement arqués et aux rochers artificiels, tout cela encerclé de clôtures sinueuses rappelant à s'y méprendre un paysage de paravent... Et voici, sur l'herbe rousse, le pâtre et son troupeau! Tel il fut dans l'ère de Confucius, tel il est aujourd'hui. Pour tout vêtement, un chiffon de cotonnade bleue lui ceint les reins, un morceau du même chiffon s'enroule en turban sur sa tête ; il a la face plate, l'œil chassieux, la lèvre épaisse mais, en sa pose immobile, il est très pictural, et le soleil ardent qui fait de la terre une étuve et baigne son corps lisse et musclé, en éternise la silhouette.

Aux abords de la ville, l'animation s'accroît; quelle vie, quel encombrement sur les routes où circulent, en un pêle-mêle confus, les piétons et les véhicules! Un bourdonnement de ruche sort de cette multitude de corps cuivrés et de vêtements bleus qui s'agitent avec plus d'affairement que de rapidité réelle. Ruisselants de sueur, les porteurs vont cependant sans relâche ; ne remplissent-ils l'office de trains de marchandises et ne ressemblent-ils pas à des légions de fourmis travailleuses? Les légumes, les conserves, les volailles, les œufs, les pierres, la terre, l'eau, la fange!... tout se transporte en des sceaux de bois ou en des corbeilles suspendus aux deux extrémités d'un bambou étayé sur l'épaule. Du gosier de ces infimes bêtes de somme une sorte de soupir, toujours le même, s'exhale en cadence et facilite le trot que longtemps les jarrets soutiennent; et l'effort musculaire et le but à atteindre se poursuivent, de par cette houle humaine, comme sous la poussée machinale, inlassable de la fatalité en marche.

Tandis que se prolonge ainsi l'effort de la plèbe un gong résonne, deux coureurs fraient la voie, écartant devant eux chariots, bêtes et gens et un cortège se déroule : des cavaliers richement vêtus ; des valets de pied à la livrée chamarrée et au chapeau pointu, des hampes, des bannières flottantes portées par des enseignes, des palanquins, précédés d'un dais écarlate. C'est un mandarin en promenade ! Paré comme une châsse, les mains à plat sur les genoux, il jette un regard méprisant sur le commun des mortels; ses insignes honorifiques sont pompeusement étalés à ses côtés, inscrits dans les banderoles et les étendards ; ses femmes sont portées à sa suite. Il passe, au son prolongé du gong, au bruit argentin des clochettes, son convoi s'éclipse, trottant menu par les flots refermés de la foule; cependant, on aperçoit une femme dans un des palanquins ; sous sa tunique de brocard et sa tiare de perles, son pâle et fin visage fardé, ses pieds atrophiés, toute sa fluette forme font penser à une poupée de cire pétrie sur un modèle réduit de la nature ; jolie toutefois en sa langueur morbide!

On sait que la mutilation du pied vient d'être interdite en Chine par un décret de l'impératrice douairière. Cette coutume barbare, donnait au membre inférieur la forme d'un fuseau terminé par un soulier minuscule. Au prix de quelle souffrance dénaturait-elle ainsi la structure humaine! et à quelles fins, grand Dieu!

Au rebord de la route, sous un vieux parasol effiloché, un bonze et deux ou trois jeunes gens d'allure distinguée sont assis par terre sans souci du va et vient des promeneurs. On ne voit que le crâne ras du bonze et son dos souple moulé dans sa robe mauve ; mais on distingue les visages de ses interlocuteurs ; ils reflètent une attention si absorbée, un rayonnement de douceur et d'intelligence si supérieures, il est si évident qu'ils devisent sur un sujet élevé que ce petit tableau arrête le regard. A quelques pas plus loin, un corps gît dans la poussière, c'est un lépreux ! il agonise, il est décomposé déjà !... et il râle d'une façon lamentable! Les passants le heurtent du pied sans y prendre garde ; ils enjambent cette dépouille qui obstrue le passage ; quelques-uns jettent bien inutilement à sa portée, une poignée de sapèques...

*
* *

Comment dépeindre cette Chine pompeuse, fastueuse, encombrée, grouillante, sale, sinistre? Par quelles images rendre tous ses aspects? Lorsqu'on pénètre dans la cité chinoise de Shang-haï où les Européens ne s'aventurent pas sans un guide, on a des impressions singulièrement complexes. Aussi vieille qu'arriérée, cette société décrépite déroute nos esprits ; la cité chinoise, enclavée dans la grande agglomération cosmopolite de Shanghaï est encerclée de hautes murailles et entourée de canaux boueux ; on s'y engage par des ponts vermoulus donnant accès aux portes voûtées et basses ; dans leur ombre, les mendiants nus, loqueteux, estropiés, affamés, rongés par la maladie, sont postés sur deux rangs et vous guettent ; spectres affreux, ils viennent à vous, l'œil hagard, la voix suppliante ! Vous hésitez à vous

avancer et, malheur à vous si vous semez l'obole ! l'horrible cohorte s'accroche à vos habits en redoublant ses plaintes et ne vous lâche plus !

On a fondé des hospices et des hôpitaux aux environs de Shang-haï ; bien des Européens se vouent au métier d'infirmiers et d'infirmières ; ils reconnaissent la patience inaltérable des malades auxquels ils prodiguent leurs soins. Toutefois que peuvent-ils pour tant de malheureux ! Le gouvernement chinois ne fait rien pour soulager l'indigence ; la misère déborde et règne sans merci !

Une fois entré dans l'enceinte proprement dite de la cité, vous vous glissez en des ruelles dont vous effleurez à la fois les deux murs ! Au dessus de la tête l'air et la lumière sont interceptés par des hardes suspendues à des perches ; d'écœurantes odeurs vous prennent à la gorge ; ici, la rue est dallée ; plus loin elle n'est que terre battue, poussière ou fange ; partout d'informes détritus trainent sur le sol. Les canaux, où dorment des eaux croupissantes, entremêlent leur réseau au labyrinthe des ruelles, empoisonnant l'atmosphère déjà si lourde sous le soleil de plomb ; le long de ces talus infestés, les échopes étalent leur marchandise, tandis que la populace pullule en baguenaudant autour des boutiques et des fritures en plein vent. Au milieu de ces carrefours insalubres, leur servant pour ainsi dire de noyau, une maison de thé, chef d'œuvre d'architecture, se dresse dans les eaux glauques d'un étang tout entouré de riches constructions aux balcons de laque rouge agrémentés de dorures et d'astragales, aux pignons ajourés, aux toitures infléchies. Partout, le faste ostensible côtoie le dénument sordide ; et pour peu que l'on s'attarde en ces lieux, on voit passer et repasser d'élégants mandarins jouant de l'éventail, on entend sussurer confusément des bruits de fête, et l'on se sent envahir d'un sentiment d'obsession et de tristesse, et l'on s'étonne qu'en cette partie de la terre les grands du monde demeurent à ce point insensibles au dégoût et à la pitié !

*
* *

De tous les concessions européennes du littoral Shang-haï la métropole est la plus importante ; elle abrite *cinq mille Blancs* de tout pays, appartenant presque tous au monde de la finance et des affaires ou au corps diplomatique, en un mot à la bonne société. Elle donne l'impression d'une belle et grande ville, tant par l'assemblage de ses édifices modernes que par l'opulence orientale appliquée aux goûts de notre race. Les grandes artères, dont le *Bund* et le *Malou*, bordées d'arbres et de plantes semi-tropicales, peuvent rivaliser, par leur animation et leur luxe, avec les boulevards de nos capitales les plus brillantes ; on y assiste chaque jour aux heures de promenade, à un grand défilé de cavaliers et d'équipages cossus. Toutes les races du globe s'y coudoient, tous les costumes y défilent ; parmi les Chinois à la tresse pendante et à la tunique soyeuse ; l'Anglais en complet de tussor, le matelot français au col bleu, le volontaire Américain, le mulâtre de Manille, l'Indou au grand turban, le Coréen à la robe blanche ; mais point de Japonais.

Une langue, le *pidjin english*, y sert de véhicule aux idées communes, et a réalisé par la force des choses ce que l'*Esperanto* espère entre nations civilisées ; il ne faut pas, pour la parler une initiation bien longue ; cependant elle a ses formules dont l'anglais fait la base, et elle est indispensable pour communiquer avec les fournisseurs, avec les serviteurs, avec tous ceux que leur trafic mettent en contact permanent les uns avec les autres.

Si nous n'entrons en relation avec les Célestes que par les classes laborieuses, si les grands dignitaires se refusent à fraterniser avec les *Barbares d'Occident*, si l'écart se maintient infranchissable de part et d'autre, nous n'avons guère à nous en plaindre. Les métiers sont exercés avec soin, les marchands se montrent probes et de bonne foi, les domestiques sont intelligents, adroits et serviables et travaillent volontiers pour nous qui les payons bien et les traitons avec moins de rigueur que les mandarins.

Dans la Société Européenne, assez peu soucieuse de l'hostilité sourdes des hautes classes indigènes, un sentiment de solidarité se noue spontanément et rassemble en un seul essaim les Blancs de toute langue. N'était le climat étouffant et humide et les miasmes délétères (contre lesquels une hygiène savante s'interpose d'ailleurs avec succès,) les gens mondains s'y complairaient particulièrement. Ils organisent des fêtes et des réunions, voire des courses et des parties de chasse ; ils montent les solides poneys du pays ou les jolis chevaux australiens, les seuls qui s'acclimatent là-bas, et qui rappellent les purs-sangs arabes ; leurs demeures spacieuses, entourées de galeries et de terrasses, sont décorées à profusion de fleurs, de soieries chatoyantes, de meubles de Malabar et d'argenteries finement ciselées, et vraiment, à observer ce monde cosmopolite avide de distraction et d'opulence, on se croirait bien plutôt en quelque grande ville balnéaire qu'exilé sur la limite du continent Jaune.

*
* *

En juillet, la chaleur étant devenue intolérable nous nous installâmes à Chéfou. Ce port, dont le nom évoque des réminiscences de péril et de guerre, possède quelques habitations européennes. La fraîcheur relative des brises marines y attire les coloniaux désireux de s'accorder une villégiature ; sur

la grève, le flot azuré roule un sable d'or en caressant mollement la falaise ; celle-ci sert de base à une série de mammelons montagneux dont les angles s'effacent, usés dirait-on par le temps mais leurs crêtes, surmontées d'une muraille hérissée de créneaux prennent l'aspect menaçant des remparts et semblent dire au navigateur : Si la grève est à toi, la terre te reste inaccessible !

L'envie nous prit un jour de gravir la falaise et d'arriver au faîte de la montagne au pied du mur ; il était si peu élevé, les blocs de granit qui le constituaient offraient des aspérités si propices que ç'eût été un jeu d'en faire l'escalade.

Lorsque l'époque du départ eut sonné, il s'en fallut de peu que nous ne fussions retenus bien malgré nous en ces lieux. Nous devions nous embarquer sur un des steamers qui font le service régulier entre Tien-Tsin et Woozung et font escale en cours de route à Chéfou : cependant, un retard inusité retint, dans le golfe de Petchili les navires annoncés et nous attendîmes longtemps, au risque de manquer le paquebot qui devait nous ramener en Amérique ; enfin un steamer ayant mouillé dans le port, en partance pour Woozung le soir même, il nous fut possible de partir ; non sans l'appréhension d'un retard, les typhons contrariant souvent en ces paragas la marche des navires... effectivement, à peine au large, nous étions surpris par l'un d'eux.

Que dire de l'étrange malaise dont on se sent accablé avant de soupçonner l'approche du fléau. Ce fut une sensation d'étouffement ; la chaleur, malgré la nuit tombée devint plus suffocante qu'en plein jour ; des souffles insaisissables coururent dans l'air opaque et, quoi qu'il fit calme plat, le roulis par instants nous fit osciller fortement. Cette lourdeur de l'atmosphère, ce bercement insolite sur la mer d'huile prirent une signification sinistre. Le capitaine avait compris ! Il pensa pouvoir échapper par la tangeante au tourbillon dont nous ressentions le remous, mais nulle prévision humaine ne pare aux attaques du typhon ; l'idole méchante au rictus cruel et aux bras multiples, *Taï-fong* était sorti de la pagode ! Tapi dans les ténèbres, il guettait une proie ; bientôt, sous les hurlements affolés de la tempête, notre navire se débattait éperdument ; au plus fort de la tourmente le capitaine était arraché de sa passerelle par une lame et sans un hasard providentiel qui le rejeta contre un bastingage, il était emporté ! Revenu à son poste quoique blessé il tint tête aux éléments en fureur et enfin après trois jours de lutte il nous tira du mauvais pas ; non sans avoir perdu sa route. Dans ce désarroi nous eûmes l'occasion de sauver la vie à des naufragés japonais ; leur bâtiment avait sombré au début du cyclone avec la plus grande partie de l'équipage ; depuis ce temps ils erraient, dénués de tout, dans une chaloupe désemparée.

Nous prodiguâmes des soins à ces infortunés ; ils revinrent à eux et promptement se rétablirent ! Ne gardaient-ils pas en leurs yeux la lugubre vision du vaisseau englouti ? N'entendaient-ils pas en leur cœur le cri d'agonie des compagnons disparus ? En vain cependant une trace d'émotion fut-elle épiée sur leurs visages. Impénétrables, ils demeurèrent fort peu expansifs avec leurs sauveteurs !

Et l'on pourrait se demander si, de leur prunelle fuyante à leur cœur, la sonde du regard pénètre autre chose que le vide ou la pierre ? On a des preuves de l'élévation de sentiment, de la délicatesse raffinée des Nippons, de leur puissance de volonté, supérieure à la nôtre en mainte circonstance. Leur froideur apparente est-elle seulement empire sur soi-même et respect humain ? Ont-ils comme nous, des fibres trop douloureuses qu'il faut comprimer lorsqu'elles vibrent ? et le mépris de la mort aidé de la longue accoutumance atavique s'appuient-ils seulement sur la grandeur du shintoïsme ? Nous n'avions sous les yeux, il est vrai, que de pauvres matelots ; — l'humble, dans nos régions est plus démonstratif, car il n'a pas de fausse honte et ne sait pas se contenir ; dès qu'il ne manifeste rien, c'est qu'il ne sent rien !

Pour clore l'incident, ajoutons que nous arrivâmes sans avarie sérieuse à l'embouchure du Yang-Tsé où le paquebot attendait, retardé lui-même par le malencontreux typhon.

*
* *

Il serait téméraire de terminer ce rapide aperçu, en essayant de faire la psychologie de l'âme orientale. Il faut avoir vécu longtemps en Orient ; il faut être initié suffisamment aux us et coutumes pour en pénétrer l'esprit, et nous ne pouvons que retracer quelques images superficielles comme il nous fut donné de les saisir au passage. Certes, le sens de ce que nous avons vu nous a échappé maintes fois ; l'œil inaverti reçoit des impressions fugaces, empreintes vives autant qu'irraisonnées ; et si le monde visible nous parle dès l'abord, si les physionomies, les expressions, les attitudes nous donnent éloquemment les caractéristiques de la mentalité d'un peuple, notre opinion sur lui se forme plus tard.

Quoi qu'il en soit, elle est bien difficile à formuler. Tout, en Extrême Orient, se montre à l'opposé de ce qui est en Occident, et plus nous allons vers les limites extrêmes des deux hémisphères, plus la démarcation s'accentue. On dirait qu'aux confins du Nouveau Monde, le type aryen atteint son expression la plus neuve et la plus puissante, tandis qu'aux

bords de la mer Jaune, le sang Mongol épanouit ses floraisons les plus vivaces.

Il faut tenir compte des différences qui se maintiennent entre le Japon et la Chine, leurs origines ethniques étant tout autres. Sans relever ici la stupéfiante et prompte assimilation des esprits aux applications de nos conquêtes sur la matière, les Japonais se montrent plus remuants, plus hardis, plus impulsifs que les Chinois ; le Japon est séduisant, frais, coquet, les costumes sont flatteurs, les jeunes femmes souriantes, l'ensemble décoratif ; le Japon est avant tout le pays des artistes. Et cependant l'Européen s'acclimate de préférence en Chine ; les Chinois consciencieux, scrupuleux en affaires, dociles, appliqués passivement à leur tâche ont toute la préférence. — Du moins, cette opinion s'acrédite-t-elle dans les milieux Européens dont l'expérience fait foi.

Quoi qu'il en soit, la source des sentiments s'y place à des distances incalculées des nôtres; en voici encore un exemple :

Je connus à Siccaweï une pauvre petite vieille femme ; elle était veuve ; sa fille, son unique enfant, avait été donnée en mariage à un homme habitant une autre province ; la vieille chinoise, restée seule au logis, attendait ; elle savait qu'elle reverrait sa fille, au moins une fois et qu'elle recevrait un présent, — c'était promis, — pour l'acquisition duquel de persévérantes économies étaient faites. Or, un jour, au bout de plusieurs années, la fille arriva ; on la vit descendre d'un chariot attelé de bœufs et saluer sa mère (on ne s'embrasse pas en ce pays), tandis que les coolies retiraient du chariot le fameux présent et le déposaient avec respect aux pieds de la bonne vieille; ce présent était... un cercueil ! La mère pleura de reconnaissance. Elle recevait une preuve très grande de sollicitude filiale ; tranquille désormais sur le sort de sa dépouille, elle déclara qu'elle n'avait plus rien à désirer sur la terre.

Les plus petits détails dans la vie des hommes Jaunes sont, pour nous matière à réflexion et font ressortir d'étranges oppositions entre eux et nous. Alors que le Blanc a le goût inné de la symétrie, des lignes larges et claires et du grandiose, le Jaune a l'amour du compliqué, du contourné, de la réduction, du dédale, et il affectionne la miniature. Chez nous la franchise est appréciée (jusqu'à un certain point), dans le langage, chez le Jaune toute vérité se voile intentionnellement sous des phrases fallacieuses à travers lesquelles l'esprit s'entortille à plaisir. Chez nous l'activité fiévreuse est devenue indispensable dans la lutte quotidienne de l'existence cependant que les sujets du Mikado et du Fils du Ciel se montrent en tout patients et mesurés ; ils prônent la lenteur, la placidité, l'inertie, le silence et ils s'efforcent de cacher les mouvements de leur âme sous le masque d'une indifférence imperturbable.

Et il est avéré que les Blancs et les Jaunes ont beaucoup de préjugés contraires et agissent souvent d'une façon différente : Les Jaunes orientent la boussole vers le pôle austral. Ils écrivent de droite à gauche par lignes verticales. Ils commencent leurs repas par les dragées pour les finir par les potages. Ils accordent à l'âne plus d'importance qu'au cheval et plus de valeur ; ils chaussent l'étrier à gauche et habituent leurs montures à trotter l'amble. Leurs traits se contractent en un large rire muet lorsqu'ils sont affligés. S'ils s'abordent et se saluent, ils étreignent leurs propres mains au lieu de serrer celle de leur ami. Et si l'Empereur se montre en public, aussitôt tout le monde tourne le dos et baisse la tête en signe de respect. Durant les cérémonies nuptiales, la mariée est entourée de matrones rébarbatives en robes noires alors que les convois funèbres s'acheminent à pas pressés, drapés de blanc, pareils à des fantômes. Les bonnes actions honorent les mânes des ancêtres ; ceux-ci reçoivent en grande pompe sur leur tombeau des hommages posthumes dès qu'une gloire échoit à un membre de la famille, tandis que les fils ne bénéficient nullement des titres du père et doivent à leur tour subir victorieusement les examens ès-sciences pour maintenir leur rang ! (Voilà bien l'opposé du favoritisme). Ils tirent une grande vanité des ans qui s'accumulent sur leur tête, ils se pâment d'aise, au déclin de la jeunesse, lorsqu'on les traite de vénérables vieillards et l'on sait l'importance et la complication des formules de leur politesse et les pompeuses épithètes qui s'échangent entre gens comme il faut.

A l'encontre de notre jeunesse dorée, glorieuse de la vigueur et apte à tous les sports, les jeunes mandarins s'épargnent tout effort physique, celui-ci portant atteinte à la dignité d'un homme bien né. Sans songer à puiser la science dans le grand livre ouvert de la Nature, ils s'efforcent de se détacher de la vile matière et ils consacrent toutes leurs facultés intellectuelles à déchiffrer et à interpréter les textes des anciens sages.

Enfin, à l'encontre des occidentaux qui, fort courtois, voient dans la femme un être digne d'égards et responsable de ses actes, les Jaunes affectent de mépriser leurs femmes, leur dénient toute initiative et confinent au fond du logis, leur vie durant, les dames de qualité.

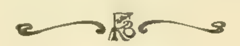
Et par toutes ces bizarreries, par ces mélanges déconcertants de douceur et d'insensibilité, d'indulgence et de cruauté, d'élégance et de délabrement, de stoïcisme et de veulerie, de philosophie profonde et de superstions puériles, qui ressortent des plus

infimes traits de mœurs le dédaigneux Orient demeure, devant l'Occident orgueilleux, une énigme indéchiffrable.

Si les régions inexplorées du Nouveau Monde raniment nos forces militantes, nous redonnent de juvéniles enthousiasmes et nous ramènent plus près du créateur par le contact de la terre vierge, l'Extrême-Orient, accablé de conventions et d'usages déprimants excite notre curiosité mais il nous décourage. Avons-nous placé sur lui le point de mire dans l'axe voulu? Notre œil fut captivé par la pompe fastueuse, par les haillons pittoresques, par l'aménité des manières, cependant nous ne sommes pas entrés en relation intime avec les êtres. Des siècles de civilisation se sont déroulés entre nous et la race Jaune! Des siècles, durant lesquels la glorieuse Chine des Mandchoux s'est repliée sur elle-même et s'est ridée, tandis que le joyeux Japon, mieux dirigé, nous a observés et nous a pris ce qui lui convenait. Le travail irréductible du temps a creusé entre lui et nous une brèche béante que jamais d'un saut nous ne pourrons franchir et qui nous sépare, bien plus encore que tout une hémisphère de plaine liquide. Il a vu beaucoup de choses, passé par bien des phases; il a subi des transformations lentes dont nous n'avons nulle expérience; il est notre aîné de beaucoup. Son âme nous reste fermée.

En cherchant à faire revivre, par bribes renouées, ce que nous avons vu lorsque nous traversions ces contrées mises en relief par de tragiques événements, nous avons simplemennt retracé quelques croquis d'après nature et notre unique souci fut de faire une peinture fidèle.

HÉLÈNE DE HARVEN.



LE SPHINX

Bien des jours l'homme a fui; sa fatigue l'accable.
Il est plus loin qu'Ombos et plus loin que Philé ;
Sur le désert sans fin qui s'offre à l'exilé
La nuit descend limpide et luit partout semblable.

Nul vivant; pas un toit de maison ni d'étable;
L'espace immense est nu sous le soir étoilé.
Seul, à sa droite, un sphinx, le cou presque ensablé,
Surgit, face de pierre émergeant hors du sable.

Et ce banni dont nul ne connaîtra le nom,
Contemporain perdu d'un fabuleux Memnon,
S'affaisse et râle auprès du monstrueux génie;

Et, tourné vers le sphinx, son visage hagard
Interroge, à travers les frissons d'agonie,
La bouche sans parole et les yeux sans regard.

HENRI ROUGER.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

J. GRASSET. *Demifous et demiresponsables.*

Depuis Molière, depuis toujours, les écrivains raillent les médecins : qu'ils raillent! les médecins tiennent leur vengeance Les uns raillent : les autres accumulent des dossiers, toute une « littérature » accusatrice, effroyablement accusatrice, et, je vous prie de le croire, objective, scientifique, donc irréfutable... Les écrivains raillent : pardonnez-leur, Seigneur! ils ne savent ce qu'ils font : ils sont fous, demifous... est-il un intellectuel absolument sain d'esprit? en est-il un qui ose affronter un jury d'aliénistes? L'exemple des morts n'est guère encourageant; parmi nos glorieux auteurs et nos illustres artistes, combien en est-il dont on ose encore affirmer qu'ils manifestèrent une parfaite intégrité d'entendement? Voici le livre d'un spécialiste dont vous n'ignorez point la considérable autorité : la modération d'esprit, la relative prudence de M. J. Grasset sont notoires : il donne une liste d'intellectuels atteints de tares psychiques : les gens atteints de tares psychiques sont des demifous, tels : Pascal, Descartes, Molière, Bossuet, Bourdaloue, Malherbe, J.-J. Rousseau, Bernardin de Saint-Pierre, Voltaire, Diderot, Salomon de Caus, Condillac, Montesquieu, Buffon, Santeuil, Crébillon, Ampère, d'Alembert, Lagrange, Chateaubriand, Enfantin, Villiers de l'Isle-Adam, Barbey d'Aurevilly, le Sar Péladan, Napoléon, Zola, les Goncourt, Arthur Rimbaud, René Ghil, Mallarmé, Huysmans, Balzac — Mmes de Staël, Récamier, du Deffand, de Lespinasse... — Victor Hugo, Charles Nodier, Alexandre Dumas fils, Guy de Maupassant, Villemain, Gérard de Nerval, Flaubert, Baudelaire, Alfred de Musset, André Gill, Charles Bataille, Jean Duboys.

Et voilà pour la littérature française! et l'on admire, n'est-il pas vrai, la discrétion de ce savant : un autre eût considérablement allongé la liste; à vrai dire, je crois fermement que cette liste, pour être complète, devrait comprendre les noms de tous les écrivains inscrits au dictionnaire biographique.

La liste des « supérieurs intellectuels » étrangers que nous serions fort empêchés de ne point classer parmi les demifous est très réduite : débordé par l'affluence, M. J. Grasset a fait un choix : distinguons avec lui parmi l'innombrable cohue des demifous de tous les pays : Le Tasse, Nietzsche, Schopenhauer, Swift, Hoffmann, Edgar Poë, Thomas de Quincey, lord Erskine, William Wilberforce, Coleridge, Haller, Jérôme Cardan, Newton, Zimmermann, O'Connell, Munkaczy, Watt, Manzoni, Olivier Cromwell, Gœthe,

van Helmont, Weber, Fechner, Frédéric II, Schiller, Paisiello, Byron, Swedenborg, Darwin, Fries.

Les musiciens ne sauraient être négligés; demi-fous Schumann, Donizetti, Chopin, Wagner, Mozart, Beethoven, Rossini, Berlioz.

Tous demifous! On est d'abord tenté de penser que c'est dire trop ou trop peu! il est parmi les cas que cite J. Grasset des demi-folies imperceptibles — nous parlerions volontiers de quarts, de dizièmes, de millièmes de folie ; ce serait le « grain » qu'Anatole France, et avec lui tous les gens raisonnables, souhaitent aux écrivains, aux artistes et généralement à tous les ambitieux — il est par contre des demi-folies exorbitantes, et qui, dépassant de beaucoup la demi-mesure, sont tout près d'être des démences parfaites. Simple querelle de mots! Retenons plutôt que ce terme de demifou prend dans le livre de J. Grasset un sens extrêmement étendu : ainsi compris, ce terme perd toute signification désobligeante ; c'est, n'en doutez pas, un mot nouveau dont il convient de saluer l'incorporation à notre langue : c'est un mot commode et qui fera fortune : « fou » est injurieux ; « demifou » est aimable, quasi flatteur.

Heureuse innovation! les hommes de génie en bénéficient les premiers : Lombroso et, avec lui, toute une école de psychiâtres, soutenaient que la « création géniale » est « une forme de psychose dégénérative appartenant à la famille des épilepsies », que le génie est « une véritable psychose dégénérative, du groupe des folies morales... » J. Grasset réfute Lombroso : il est faux que les hommes de génie soient des fous et des épileptoïdes ; ils sont — presque toujours — des demifous : fous, demifous, la nuance est appréciable, le progrès certain, d'autant que la demi-folie, si fréquente, infiniment diverse en ses manifestations le plus souvent anodines, cesse tout à fait d'être inquiétante.

La demi-folie n'est point nécessairement inquiétante; Érasme, s'il eût vécu de nos jours, eût écrit l'*Éloge de la demi-folie* : la demi-folie serait infiniment séduisante, si elle n'était... un simple accident de la vie psychique.

*
* *

Nous allions nous éprendre de la demi-folie. J. Grasset s'empresse d'en ruiner le prestige : la demi-folie n'est point le génie : le génie ni le talent ne sont des demi-folies. Étrange histoire d'une erreur fameuse! Les hommes se transmettaient l'antique adage : « *Nullum magnum ingenium sine mixtura dementiæ.* » Diderot le commente : « Oh! que le génie et la folie se touchent de bien près! Ceux que le Ciel a signés en bien ou en mal sont sujets plus ou moins à ces symptômes; ils les ont plus ou moins fréquents, plus ou moins violents. On les enferme et on les enchaîne ou on leur élève des statues. » Il ajoute, et voici poindre la plus arbitraire hypothèse : « Les hommes d'un tempérament pensif et mélancolique ne doivent qu'à un dérangement de leur machine cette pénétration extraordinaire et presque divine que l'on remarque chez eux par intervalles, et qui les porte à des idées, tantôt sublimes, tantôt folles. » Un médecin, Moreau de Tours, érige l'hypothèse en doctrine : « Le génie, c'est-à dire la plus haute expression, le *nec plus ultra* de l'activité intellectuelle, une névrose! Pourquoi non? On peut très bien, ce nous semble, accepter cette définition. » Lombroso reprend les idées de Moreau de Tours, en tire les conséquences extrêmes sous le poids desquelles le système tout entier s'écroule. Les erreurs de la science n'ont qu'un temps : les savants s'aperçoivent un jour que nombre de leurs contemporains, névrosés comme Pascal, n'ont point son génie; de même « on peut avoir le nez de Cyrano sans en avoir l'esprit, ou être grêlé comme Mirabeau et Danton sans avoir leur éloquence ». Décidément, la supériorité intellectuelle n'est point une conséquence de la névrose.

Serait-ce point l'inverse qui serait vrai? Réveillé Parise l'affirma : Wechniakoff déclare : « Les penseurs et les savants qui, dans un temps donné, se sont livrés à l'exercice complexe, plus ou moins coordonné, des éléments divers et nombreux de leur système mental, tels que les synthétiques et les philosophes généraux et spéciaux d'une originalité prononcée, ont succombé à une décadence biologique prématurée. » Tardieu proclame : « Tandis que les équilibrés, ou équilibristes, de la sagesse ou de la médiocrité, esquivent nombre de périls où succombent les téméraires, l'épuisement, facteur d'ennui, est le fait des émotionnels, des sensitifs à usure rapide, des passionnés, des excessifs, qui vivent de gageures et de surenchères, d'aventures et de folies, accumulent ivresses sur ivresses, exigent de leurs nerfs des tours périlleux qui frôlent la mort. » Arvède Barine montrait naguère « les flots humains poussés » sur les traces de Gérard de Nerval « par l'alcool, la morphine, le harassement d'une vie trop dure et trop pressante, le poids d'une civilisation trop compliquée. » Et Sainte-Beuve avait dit avant elle : l'écrivain n'écrit pas seulement « avec sa pure pensée, mais avec son sang et ses muscles ». — Eh! sans doute! il est des névroses acquises, parfois provoquées, cultivées, dont une supériorité intellectuelle fut la cause indirecte..... Mais que dire des névroses évidentes dès l'enfance ou l'adolescence et des tares névropathiques héréditaires?

Ne précipitons pas notre jugement : un fait est constaté, « la coexistence fréquente chez les mêmes sujets de la supériorité intellectuelle et de la névrose »; un fait, c'est tout : coexistence ne signifie pas filiation. J. Grasset précise le fait, nous contraint à distinguer ce « tronc commun dont la supériorité intellectuelle et la psychonévrose sont des branches différentes et distinctes », et à conclure : « Ce tronc commun... est un tempérament, mais n'est pas une maladie. »

Au total la demi-folie est fort rabaissée : la demi-folie n'explique pas le génie, la demi-folie n'explique rien si ce n'est les extravagances, les excentricités, les manies, et certains vices que la supériorité de l'intelligence et du caractère sembleraient devoir exclure : c'est la demi-folie qu'il faut soigner, et non le génie. J. Grasset, dont on ne se lasse pas de citer les formules, parce que ses formules sont, en vérité, admirables, écrit : « le génie n'est pas une névrose : la névrose est plutôt la rançon du génie »; il écrit : « médicalement, le génie et la supériorité ne sont plus des maladies à combattre et à guérir. » Telle est la pensée de J. Grasset; cette pensée est réconfortante. J. Grasset ne décourage personne d'avoir du génie, au contraire : ce médecin est un professeur d'énergie, un conseiller d'optimisme; c'est un attrait de plus dont il eut l'habileté de parer ses séduisantes théories.

Tout cela est fort bien, et la précision catégorique des propositions médicales est tout à fait surprenante : J. Grasset n'est et ne veut être que médecin; — qui donc lui en tiendrait rigueur? — il affirme hautement sa résolution de n'étudier qu'au point de vue strictement médical le problème des rapports de la demi-folie et du génie; il y insiste, et c'est là sans doute une façon de récuser par avance le jugement des profanes à qui cependant le livre s'adresse : c'est aussi une façon fort honnête de nous ouvrir les yeux sur un ordre de questions qu'il n'aborde pas.

Voici Pascal : « Si on avait pu le guérir de sa névrose, assure J. Grasset, son génie n'y aurait rien perdu : au contraire. » Il n'est qu'un psychiâtre pour formuler une telle affirmation; le psychiâtre n'envisage que le fonctionnement des névroses psychiques; les neurones de Pascal guéri de sa névrose eussent-elles été moins saines et moins actives?... Pour nous, nous n'avons aucune idée de ce qu'eût été le génie d'un Pascal bien portant : nous hésitons; nous mesurons tout ce que Pascal, éprouvé par la souffrance, dut à cette souffrance même. Pascal bien portant eût manifesté, c'est probable, un vigoureux génie, non point celui que nous sommes accoutumés de vénérer en lui qui nous émeut et nous trouble si profondément : ce génie, tel que nous le connaissons, c'est une merveilleuse intelligence et c'est une sensibilité exaspérée, douloureuse. Pour nous, le génie est un fait complexe que l'on n'explique pas en le décomposant en éléments divers : le génie, a-t-on dit, est non point un total, mais une résultante... Mais nous abandonnons le solide terrain médical! Mais J. Grasset est médecin...



Enfin, direz-vous, qu'est-ce donc que la demi-folie? Une bonne définition serait ici fort utile : il n'en est guère en psychiâtrie : voici des théories.

Il y a la théorie *des deux blocs*, qui est celle des gens du monde, de quelques magistrats et d'un très petit nombre de médecins : J. Grasset la juge barbare en sa simplicité grossière; nous voyons bien pourquoi elle plaît tant au vulgaire; il est très séduisant de penser que l'humanité se divise en deux groupes bien distincts : « dans cette théorie idéalement simple, tout est facile : il y a, d'un côté, le bloc des gens raisonnables, de l'autre, le bloc des gens fous; entre les deux, il y a un large fossé et une muraille à peine percée de quelques ouvertures, qui, de temps en temps, donnent passage à ceux qui changent de blocs. » Eh! oui, il est des gens qui changent de blocs, mais enfin cela se voit. Pour tous les autres quelle sécurité! — Cette théorie est parfaitement insoutenable.

Il y a la théorie du bloc unique : cette théorie, que J. Grasset juge spécieuse, est extrêmement inquiétante : un seul bloc! « il n'y a ni fous, ni raisonnables; il n'y a que des gens plus ou moins raisonnables; tout revient à une question de degré. Tous les hommes s'échelonnent en une longue série continue, dans laquelle il est impossible de trouver une ligne de démarcation entre les fous et ceux qui ne le sont pas. » Cette théorie est professée par la plupart des médecins et des philosophes : J. Grasset eût pu ajouter qu'elle prend un vif relief dans les œuvres des poètes, des écrivains psychologues et des moralistes. J. Grasset la combat de toutes ses forces, et nous en propose une nouvelle qu'il eût aussi bien pu dénommer la théorie des trois blocs.

Il y a le bloc dont la majorité du genre humain se flatte fort inconsidérément de faire partie, c'est-à-dire le bloc des raisonnables; il y a le bloc dont il n'est point douteux que la majorité du genre humain ne fasse réellement partie : c'est celui des demifous; il y a enfin le bloc des purs aliénés qui n'est point, assure-t-on négligeable... Ces demifous sont les « fous lucides » parmi lesquels Trélat rangeait les imbéciles et faibles d'intelligence, les satyres et nymphomanes, les monomanes, érotomanes, jaloux, dipsomanes, dissipateurs et aventuriers, orgueil-

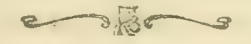
leux, méchants, kleptomanes, amateurs de suicide, inertes, maniaques lucides. Il va sans dire que J. Grasset propose une classification beaucoup plus détaillée, si détaillée qu'il devient fort difficile de croire à l'existence des non demifous. Au reste, on ne saurait trop conseiller aux écrivains et moralistes de profession d'étudier de près les classifications de Trélat et de J. Grasset : voici, par exemple, un portrait de l'imbécile dont il n'est point douteux qu'un psychologue ironiste ne puisse tirer quelque parti :

« Les imbéciles ne possèdent qu'une somme plus ou moins restreinte d'intelligence ; c'est à peine s'ils peuvent arriver à apprendre à lire, à écrire, à compter ; susceptibles d'acquérir une teinte légère et superficielle en toutes choses, ils sont incapables d'une ligne de conduite correcte et suivie, de rien faire de sérieux. Cependant, certains d'entre eux se font remarquer, comme les faibles d'esprit, mais à un degré moindre, par des aptitudes artistiques plus ou moins brillantes, de grandes qualités de mémoire ou d'imitation, et souvent aussi par une certaine vivacité d'esprit, une promptitude et une finesse de repartie qui font qu'ils ont toujours le dernier mot, et mettent les rieurs de leur côté... Au point de vue moral, les lacunes sont peut-être plus profondes encore... et si ces malades sont susceptibles de présenter, à divers degrés des sentiments et des affections d'ordre un peu élevé, ce sont surtout les sentiments inférieurs et les mauvais instincts qui dominent en eux. La plupart sont vaniteux, gourmands, poltrons, crédules, paresseux, irascibles, enclins aux excès vénériens ou alcooliques et aux actes de violence... »

Chaque ligne de ce morceau est à méditer !

Donc les demifous sont extrêmement nombreux ; j'en suis sûr, ils constituent la grande majorité de cette partie du genre humain qui n'est point absolument démente ; mais les demifous sont des demi-responsables, et voici que surgit un grave problème social : quelle conduite tiendra-t-on à leur égard ? Le Code les ignore ; il importe que le Code soit modifié. Les demifous sont guérissables : il importe d'instituer une thérapeutique et une prophylaxie appropriées. Le livre de J. Grasset n'élude aucun de ces graves problèmes ; il les pose avec force, avec la plus impressionnante netteté. J. Grasset ne se contente point de définir les problèmes ; il les approfondit, propose des solutions. On ne résume ni n'analyse un pareil livre... Il faut le lire.

LUCIEN MAURY.



LA CARRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE

Voici de très longues années, M. Jules Lemaître publia sur les avantages d'une conviction socialiste — si je ne m'abuse — un article qui fit s'esquisser bien des sourires, et dont la vogue dura plus qu'il n'est coutume. Avec une fine ironie, il y relevait les agréments que l'opposition irréconciliable procurait aux leaders d'extrême gauche. La véhémente dénonciation des abus, la promesse d'un régime idyllique, telle était leur tâche, facile, bien propre à soulever les applaudissements et à rallier les suffrages d'une humanité toujours dolente !

Cet aimable pamphlet dépeignait d'exacte et amusante façon les mœurs politiques d'alors — mœurs assez bénignes semble-t-il, et qui de nos jours, se sont singulièrement accentuées. Ce ne sont plus de modiques avantages que présente une conviction socialiste, c'est une véritable carrière qu'ouvre maintenant la foi révolutionnaire.

Prenez un ouvrier doué de tempérament, c'est-à-dire d'initiative audacieuse, d'élans passionnés vers une vie plus large. S'il appartient à une industrie agencée en grandes exploitations, il pourra être nommé contremaître. Mais seul, son fils, à condition qu'il lui fasse suivre les études scientifiques, aura le droit d'ambitionner un poste d'ingénieur, une direction technique. Si cet ouvrier se trouve engagé dans une fabrication qui n'exige point un puissant outillage, il aura chance de devenir lui-même petit patron. Mais cette ascension ne se réalisera qu'au prix d'une discipline de tous les instants, d'efforts constamment tendus vers le but.

Que cet ouvrier, au contraire, s'adonne à l'action révolutionnaire, son succès sera infiniment plus rapide. Il lui suffira de se soumettre au système d'éducation imaginé pour les candidats à l'agitation, système autrement étroit et rigide que ne le fut jamais la formation, « le moule » universitaire.

Il s'inscrira dans une parlotte populaire. Car le peuple a ses « Conférences Molé », moins brillantes, mais plus pratiques peut-être. Là on lui apprendra une singulière rhétorique, faite d'affirmations violentes, grossières même, qui impressionnent les esprits frustes, et de formules pseudo-scientifiques, tenant lieu d'arguments.

Il s'initiera aux quelques thèmes, sur lesquels il lui suffira, par la suite, d'exécuter des variations : « L'ouvrier est l'unique producteur, le patron est un parasite. Le gouvernement a pour rôle unique de maintenir les prolétaires en esclavage, etc... »

Ainsi entraîné à affronter un auditoire populaire, à dire les mots qui réveillent les colères, il se fera remarquer dans le syndicat de sa corporation par une perpétuelle exaspération. Bientôt on le connaît. Avec quelque entregent, il se fait secrétaire : dès lors, il est sauvé.

Il possède un mandat, une influence, qu'il lui est aisé de monnayer — non point certes en acceptant, comme tel maladroit, des subsides du patronat, ce qui répugnerait à sa droiture, et ce qui ne lui procurerait pas grand avenir — mais en acquérant l'aide de ses devan-

ciers, plus élevés dans la hiérarchie syndicaliste ou politicienne. Avec leur concours, il peut être promu secrétaire de sa fédération ou secrétaire d'une Bourse. Il obtient ainsi l'indépendance matérielle, le loisir de se consacrer entièrement à la propagande révolutionnaire.

Dotée d'une double organisation, économique, corporative d'une part, électorale et politique d'autre part, l'opposition révolutionnaire dispose, en effet, de cadres permanents, étendus, qui comprennent de nombreux postes, convenablement rémunérés, et déjà même des sinécures. De sorte, qu'entrer dans ses rangs, ce n'est plus se condamner à des alternatives de détresse et de péril, d'exil et de prison, à une vie de sacrifices et de persécutions. C'est se ménager une situation confortable, sans risques, avec de grandes chances d'avenir.

Songez en effet à la facile popularité que conquiert un meneur belliqueux. Qu'il conduise habilement une grève, il est adulé des ouvriers, redouté des patrons, consulté par les autorités, interviewé, discuté, louangé par la presse : il est un homme célèbre.

C'est le moment de troquer cette célébrité contre un poste avantageux. Il est diverses manières de le faire. Les uns continuent avec honneur dans la filière révolutionnaire, jusqu'aux plus hauts grades : ils sont principaux rédacteurs de journaux, chefs de groupe, députés, etc. D'autres — chacun en pourrait nommer — versent dans les affaires. D'autres enfin, nantis d'une copieuse prébende, entreront carrément dans la maison d'en face, dans le tchin officiel. Qui dira le nombre des « gréviculteurs » repentis, des secrétaires syndicalistes assagis, transformés en chefs de cabinet de ministre, en percepteurs... à l'exemple de ces socialistes bruyants, subitement anoblis des titres de gouverneurs coloniaux, consuls généraux... ou ministres !

Car la carrière révolutionnaire n'est point accessible aux seuls praticiens du travail manuel. Sans doute, des origines ouvrières y sont précieuses. Il convient même de les revendiquer avec zèle. Car il est loisible d'en tirer un profit égal à celui que confère aux « Victimes du Deux Décembre », ou encore aux « Blessés de la guerre de Sécession », l'incident qui marqua leur existence — ou celle de leur père. Dans un milieu enclin aux suspicions et aux exécutions, elles semblent la garantie d'un loyalisme sincère.

Mais d'autres prérogatives échoient aux simples bourgeois qui possèdent le prestige d'une grosse fortune ou la supériorité d'une éducation raffinée.

Un parti de gueux inspire toujours quelque méfiance à l'opinion. Que des personnages notoires par leur situation sociale y adhèrent, il rassure les esprits et grossit sa clientèle. D'ailleurs, quelle que soit la passion égalitaire qui anime un groupement, quelle que soit la haine qu'il témoigne contre l'argent, il ne peut se passer de subsides, ni de théories. Et, bon gré mal gré, il adopte complaisamment les capitalistes et les intellectuels qui lui apportent ces forces.

En fait, les intellectuels ont, entre tous les révolutionnaires, un privilège. Nul n'excelle à manier comme eux la surenchère, la promesse effrénée. Ils le font avec une parfaite sincérité. Eloignés du contact des réalités, ils ont une croyance intransigeante en l'idée, une inflexible logique dans les déductions, qui les amènent très naturellement à être d'affreux sectaires. Songez aux paroxysmes de M. Hervé, universitaire de formation et de profession, frère d'un excellent officier... et à sa merveilleuse grimpée dans la hiérarchie révolutionnaire !

Les millionnaires, si nombreux dans les partis d'extrême gauche, de Volmar et Vandervelde au pâle M. Berteaux, le richissime agent de change, simple socialisant, ont d'autres atouts en main, d'autres motifs de conviction. Dans le parti de conservation, où les grosses fortunes ne sont point rares, ils resteraient effacés. Or, ne sont-ils pas désabusés de la richesse et de ses pompes ? N'est-il point plus piquant pour eux, d'essayer d'autres jeux, de briguer la faveur populaire ? Ils abandonnent donc le groupe politique où les portaient leurs affinités. Et cette renonciation n'entraîne aucun sacrifice gênant. Les pauvres diables sont gens assez désintéressés ; à frayer avec « quelqu'un de la haute », à leur insu, leur vanité se satisfait. Le geste du millionnaire qui vient à eux les émeut. Ils supposent à cet habile homme un sentiment généreux, un esprit audacieux ; ils le portent aux premiers rangs.

En somme, à tous les Français, quelles que soient leur origine et leur pécune, la carrière révolutionnaire s'offre, séduisante. Parée à souhait de certaine couleur romantique, et prudemment dépouillée de tout danger, elle gratifie d'avantages plus certains que ceux, par exemple, de l'aléatoire carrière préfectorale !

Que la révolte soit ainsi devenue une institution, une profession ; que les deux voies — légalitaire et révolutionnaire — soient aussi fréquentées, aussi fructueuses, et tenues en semblable estime ; que l'État laisse se développer librement des services hostiles, prêts à se substituer à lui ; que loin de contraindre les agitateurs au respect des lois, il choisisse volontiers parmi eux ses agents et ses dignitaires, voilà un phénomène singulier et nouveau.

Il montre l'absence complète de convictions qui caractérise la société actuelle. Car si cette société croyait à la légitimité de ses institutions et de ses principes, elle mettrait quelque énergie à se défendre contre les entreprises de ses adversaires. Il marque aussi l'affaiblissement présent des caractères. On considère comme normale la conduite du politicien qui répudie sa foi ; et qu'un révolutionnaire devenu ministre soit le plus ardent à châtier ses amis de la veille. Toujours, pour éviter la résistance, raison est donnée au plus audacieux. Et ce régime, si prompt à s'accommoder de ses adversaires, est parfaitement débonnaire.

Il serait à souhaiter cependant qu'un civisme nouveau vînt donner à ses dirigeants — et aussi à ses adversaires — un peu plus de fermeté et par suite de dignité.

Jacques Lux.

Le Propriétaire-Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 9 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 31 AOUT 1907

LA LETTRE DE BLAISE PASCAL A FLORIN PÉRIER

VIII (1)

Avant de discuter les dates, il convient de rectifier sur plusieurs points les indications de M. Mathieu, et avec elles ses raisonnements et sa polémique, d'après les renseignements chronologiques nouveaux qu'a publiés M. Élie Jaloustre. Celui-ci les emprunte aux archives municipales de Clermont, où Périer faisait partie de la cour des Aides et était d'ailleurs échevin de la ville.

Je ferai la plupart des rectifications implicitement, car il est sans intérêt de discuter ce qu'on sait désormais de science certaine.

En 1647, Périer était à Clermont le 2 août; le 12 août, les gens de Clermont le croyaient à Paris; le 19 septembre, il était de nouveau à Clermont. C'est donc de Paris qu'il venait quand Le Tenneur écrivit de Clermont au minime parisien Mersenne, le 13 septembre : « M. Périer *n'est pas encore arrivé*, mais je sais qu'on l'attend impatiemment à Gergovie ». Le 3 octobre, Périer assiste à Clermont à l'assemblée du tiers-état, qui le *nomme* et *depute* pour une affaire, sur quoi il fait connaître qu'une commission du roi l'oblige d'*aller presantement en la province de Bourbonnois*; il est encore à Clermont le 11 octobre; il y est même le 21, jour où il fait « l'expérience du vide » devant Le Tenneur. Il n'est plus à Clermont le 26 octobre (on rappelle, ce jour-là, *une commission qu'il a dans le Bourbonnois*, ni le 13 novembre. En 1648, le 1er janvier, les gens de Clermont le croient *à Molins*; son absence de Clermont est indiquée indirectement, par des procès-verbaux, les 15 et 29 janvier, 17 mars, 24 avril, 23 mai, 5 juin; fait-il des tournées dans le Bourbonnais tout entier? Le 19 juin, il est à Paris, d'où Jacqueline Pascal écrit : « *M. Périer*, mon frère et ma fidèle [Mme Périer] vous baisent très humblement les mains »; il passa, en effet, à Paris, une partie de l'été (témoignage de Baillet). Périer est encore absent de Clermont le 16 juillet 1648; le 30, on le retrouve à Clermont.

En somme, avant l'expérience du Puy-de-Dôme, Périer a dû passer d'abord à Paris à peu près quatre semaines (trois semaines en août 1647, une en septembre); puis à Clermont cinq semaines (deux en septembre, trois en octobre), puis dans le Bourbonnais, et ensuite à Paris, neuf mois, puis enfin, à Clermont sept à huit semaines (à partir de la fin de juillet 1648).

L'expérience du Puy-de-Dôme est donnée par Périer lui-même comme ayant été faite le samedi 19 septembre 1648 (c'était bien un samedi) M. Mathieu annonce l'intention de discuter cette date du 19 septembre; ce qui est sûr c'est que, le 19 septembre, Périer n'assistait pas à la séance du conseil de ville de Clermont.

IX

La date donnée par Pascal à sa lettre, le 15 (ou 16) novembre 1647, se concilie-t-elle avec le tableau

(1) Voir la *Revue Bleue* du 24 août 1907.

chronologique qui vient d'être dressé? Oui, pour l'essentiel. Pascal déclare qu'il écrit à la mi-novembre; alors son beau-frère était effectivement loin de lui. Pressant Périer de monter sur le Puy-de-Dôme, il lui écrit à Clermont; il devait le croire à Clermont, car on n'a aucune raison de supposer que Périer, partant de Paris aux environs du 10 septembre, se fût douté qu'il allait être envoyé à Moulins (c'est une surprise, le 3 octobre, pour l'assemblée du tiers-état). Périer n'avait donc pas pu informer Pascal. M. Mathieu s'étonne que Pascal ait ignoré le départ pour Moulins, mais le fait même d'écrire suppose qu'il l'ignore; s'il avait su Périer à Moulins, Pascal eût attendu qu'il revînt à Clermont pour lui parler Puy-de-Dôme. On remarquera d'ailleurs que Périer « a une commission du roy *avec M. Phelipeaux, intendant de la justice en Bourbonnois* »; c'est par Phelipeaux sans doute qu'il en a reçu avis, de sorte que l'information lui sera venue directement de Moulins à Clermont. Il fut, dit sa fille Marguerite, employé dans la province de Bourbonnais, par l'intendant *qui le demanda*.

Pascal donc écrit à Clermont le 15 (ou 16) novembre; Périer a déjà quitté Clermont le 26 octobre; la *Lettre* de Pascal ne peut évidemment lui parvenir qu'à Moulins. Or, l'opuscule de Pascal nous dit justement : « M. Périer *reçut cette lettre à Moulins*, où il était dans un emploi qui lui ôtait la liberté de disposer de soi-même ».

Sur un point secondaire, il faut reconnaître qu'un détail d'expression étonne. « L'expérience, dit Pascal dans la *Lettre* du 15 novembre, que je fis *ces jours passés* en votre présence ». Périer devait avoir quitté Paris dès le premier tiers de septembre, puisque le 13 Le Tenneur écrit, à Clermont : « M. Périer *n'est pas encore arrivé* ». En tous cas, Périer était à Clermont le 3 octobre. Pouvait-on dire, au milieu du XVIIe siècle, *ces jours passés* à propos d'un intervalle d'au moins sept semaines? Ou bien Pascal, préoccupé de quelque idée plus importante, n'a-t-il plus du temps écoulé qu'une notion confuse? M. Mathieu a beau jeu pour nous convier à la méfiance.

Le « ces jours passés », pourtant, ne peut guère appuyer l'hypothèse d'un faux pur et simple. Le faussaire attentif au détail, qui s'est aperçu que sa fabrication a dû être reçue à Moulins, est-il donc en même temps un étourdi, pour que, bien inutilement, il ait été donner prise par une inadvertance de langage?

Un avocat résolu de Pascal pourrait construire une autre théorie, et elle serait au moins aussi vraisemblable. Voici cette autre théorie; je l'expose sans la prendre à mon compte, uniquement pour montrer qu'on peut échapper à l'hypothèse du faux. Pascal, selon son avocat, aurait commencé sa lettre dès le mois de septembre, puis l'aurait laissé dormir pour un motif quelconque. Ce motif pourrait être un accident de santé. Le 22 septembre au soir, Pascal avait été saigné au pied. Le 24, Descartes vint chez lui en partie pour parler physique, en partie aussi pour « consulter » son mal; il lui conseilla le lit et des bouillons; Jacqueline Pascal, ce jour-là encore, eut à s'occuper de son frère comme d'un malade : « nous fûmes embarrassés toute la journée à lui faire prendre son premier bain ». — Que, dès la fin de septembre, Pascal ait songé à solliciter de son beau-frère l'expérience que celui-ci exécuta un an plus tard, on serait assez fondé à l'imaginer. C'est en effet le lundi 23 septembre 1647 et le mardi 24 que Pascal reçut de Descartes deux célèbres visites, connues par une lettre de Jacqueline, où il fut amplement causé du vide. Or, on sait par une lettre de Descartes, du 13 décembre 1647, qu'avant cette date il avait avisé Pascal de faire l'expérience; deux autres lettres de Descartes, toutes deux de 1649 (la première est du 11 juin), disent que c'est *il y a deux ans*, c'est-à-dire, évidemment, lors des deux visites de septembre. Pascal avait-il pensé à l'expérience de son côté? peut-être; en tout cas il est clair que Descartes avait insisté fortement. C'est donc tout chaud de sa parole que Pascal aurait pris la plume, quand il commença d'écrire à Périer. Ayant interrompu sa lettre, dira son avocat, Pascal l'aurait reprise; il l'aurait achevée le 15 novembre, en négligeant d'y retoucher l'expression *ces jours passés*, devenue inexacte, mais qui n'offrait aucun intérêt. En somme, la lettre aurait à la fois deux dates, la fin de septembre et la mi-novembre.

Cette explication, compliquée, mais non arbitraire, est de nature à ôter à M. Mathieu un argument; elle a une valeur polémique. Elle laisse subsister une inquiétude et il n'est pas sûr qu'il faille l'admettre. On verra plus loin (XIX) quelle idée je me fais du « ces jours passés »; je prie le lecteur de graver dans sa mémoire la locution et l'embarras dont elle est l'objet.

X

On sait maintenant que le départ de Périer pour Clermont est antérieur aux visites de Descartes (23-24 septembre). Ceci a son importance.

Avant qu'on vît clair là-dessus, M. Mathieu écrivait : « Il n'est guère vraisemblable qu'on écrive à un homme *pour lui répéter ce qu'on lui a dit récemment*. Nous sentons que cette lettre est un morceau littéraire qui s'adresse non à Périer, mais au public ». Si dans la *Lettre* il ne s'agissait que de l'expérience faite à Paris en présence de Périer, et d'une autre expérience sur laquelle Périer et Pascal se seraient

entendus verbalement, rien de plus juste que ces paroles ; elles perdent en justesse, du moment que Pascal a en tête une idée nouvelle, et qu'il va en parler à son beau-frère pour la première fois.

Sur l'expérience du Puy-de-Dôme, selon toute vraisemblance, Pascal n'avait rien pu dire à Périer avant que celui-ci quittât Paris (premier tiers de septembre). Si Pascal n'a pensé à l'expérience du Puy-de-Dôme (ou s'il n'y a pensé pratiquement) que grâce au langage tenu chez lui par Descartes les 23 et 24 septembre, ce qu'il va demander à Périer est pour celui-ci chose absolument neuve. Une lettre a donc dû, de toute nécessité, porter à Périer et la requête elle-même et les indications nécessaires pour l'exécuter. Et, en outre, la lettre devait contenir autre chose. Comme l'échevin *noble Florin Périer, général conseiller en la cour des Aydes*, n'est pas un homme aux gages de Pascal, comme d'ailleurs son âge, sa qualité de père de famille, peut-être sa naissance, en tout cas ses fonctions municipales et royales, font de lui un personnage plus considérable que son jeune beau-frère, garçon de vingt-quatre ans, les plus simples convenances exigent que Pascal daigne lui faire comprendre à quoi il l'emploie. Il faut absolument qu'il lui ouvre tout entière sa pensée scientifique.

Il est tenu à plus encore. Le jour où l'expérience sera communiquée au public, le public doit savoir de Pascal que Périer est capable d'apprécier la valeur des peines qu'il a prises. La *Lettre* sera donc rédigée en vue de l'impression future. Ce n'est pas pour son beau-frère seul, c'est pour les contemporains et pour la postérité que Pascal, dans sa *Lettre*, commence par noter l'intérêt que Périer lui-même va prendre à l'expérience : « Je n'interromprais pas le travail continuel où vos emplois vous engagent pour vous entretenir de *méditations physiques*, si je ne savais qu'elles serviront à vous délasser en vos heures de relâche, et qu'au lieu que d'autres en seraient embarrassés, *vous en aurez du divertissement*. J'en fais d'autant moins de difficulté, que je sais *le plaisir que vous recevez* en cette sorte d'entretien. Celui-ci ne sera qu'une continuation de *ceux que nous avons eus ensemble* touchant le vide. *Vous savez* quel sentiment les philosophes ont eu sur ce sujet ». Après un tel exorde, il est évidemment concevable, sinon très naturel et très attendu, que Pascal rappelle au collaborateur par lui choisi une ancienne expérience que celui-ci a vue et comprise. Ce n'était pas la première ; en 1646, à Rouen, Périer avait assisté à l'expérience du tuyau de 46 pieds rempli de vin. Périer expérimentait lui-même ; à Clermont, il avait à domicile sa provision de mercure, puisque, le 21 octobre 1647, il répéta l'expérience du vide devant Le Tenneur.

Pourtant, qu'on relise la *Lettre* dans son ensemble, et qu'on fixe particulièrement son attention sur le paragraphe qui raconte l'expérience du vide dans le vide. On sera invinciblement amené, je le crois, à concéder à M. Mathieu que ce récit d'une expérience faite n'est pas indispensable dans une lettre sur une expérience à faire. A propos d'un détail dudit récit, l'expression « ces jours passés », j'ai dû renvoyer à ce qui sera dit plus tard. Je renvoie au même passage (XIX) pour le récit tout entier (et, jusque là, j'évite toute allusion à ce morceau) ; on verra que je fais à la théorie de M. Mathieu sa part. Une fois le soupçon éveillé sur la *Lettre*, je ne vois pas que la critique soit tenue de la traiter comme indivisible.

M. Mathieu, lui aussi, a eu l'idée d'un moyen terme. Dans son plus récent article (15 avril 1907), il admet que la *Lettre* serait antidatée, mais non complètement supposée ; « *rien n'empêche* qu'il [Périer] ait reçu un *papier analogue* après juin 1648 ». Je prends acte de l'idée, mais je constate que M. Mathieu détruit l'argumentation qu'il avait tirée du contenu de la *Lettre*. Si ce contenu était intéressant après juin 1648, il n'était pas sans intérêt en novembre 1647. Et si à l'une des deux dates Pascal a pu destiner la *Lettre* au public, il a pu la destiner au public à l'autre date aussi.

XI

Je passe à la question des retards de Périer. M. Mathieu s'étonne, si Périer avait réellement été requis de faire l'expérience par une lettre du 15 novembre 1647, qu'il ne l'ait exécutée qu'en septembre 1648. Suspectes sont à M. Mathieu les justifications du retard données par Périer lui-même ; si suspectes... que M. Mathieu en vient à s'imaginer qu'il reconnaît dans le texte de Périer « la main de Pascal ».

En réalité, les explications de Périer cadrent avec le tableau chronologique tiré des archives de Clermont. « J'en ai été empêché, dit Périer, autant par les emplois que j'ai eus en Bourbonnais qu'à cause que, *depuis mon arrivée*, les neiges ou les brouillards ont tellement couvert la montagne du Puy-de-Dôme... » *Depuis mon arrivée*, c'est depuis le 17 juillet au plus tôt, depuis le 29 au plus tard. De là au 19 septembre, l'intervalle n'est pas énorme. Les premiers jours, d'ailleurs, ne peuvent raisonnablement compter ; Périer a dû les employer à s'occuper du matériel et du personnel dont il avait besoin. Ce n'est sans doute pas sans négociations préalables qu'il put être assisté, au Puy-de-Dôme, d'un médecin, d'un chanoine de la cathédrale, de deux de ses collègues à la cour des Aides, d'un minime qui avait été plusieurs fois *correcteur* ou

supérieur de son couvent, sans compter l'autre minime qui, au pied du mont, observa toute la journée le baromètre témoin. Il lui fallait des porteurs et peut-être des guides. Il lui fallait ou se procurer ou mettre en état les objets qu'énumère Pascal : *les vaisseaux*, *le vif-argent*, *les tuyaux* [deux tuyaux de verre *de pareille grosseur* et longs de quatre pieds chacun, dit Périer lui-même], *et beaucoup d'autres choses nécessaires.* Il fallait que le mercure fût « rectifié », ce que Périer fit *durant les trois jours précédents.* Rentrant d'ailleurs à Clermont après une absence de neuf mois, Périer ne pouvait-il y trouver des affaires à régler? Et, à coup sûr, il était obligé, comme conseiller et comme échevin, à des visites de cérémonie.

A part ce qui ne dépendait pas de lui, Périer entendait bien faire passer l'expérience avant tout. Pour l'exécuter le 19 septembre, il manqua ce jour-là une séance du conseil de ville.

Je n'insiste pas. Après la publication de M. Jaloustre, je serais surpris que M. Mathieu persistât à tirer argument des lenteurs de Périer.

Sans force est aussi l'argument du séjour à Paris, où Périer était le 19 juin 1648 : « Si Périer est à Paris, *c'est qu'il a un congé* ; il peut donc disposer de lui-même. Comment n'a-t-il pas profité du premier jour de ce congé pour monter au Puy-de-Dôme? » Le congé est hypothétique; c'est l'hypothèse contraire qui me tenterait, car, quand Périer vient à Paris, il arrive non pas de Clermont, mais du Bourbonnais, où il fait une besogne officielle depuis novembre. S'il est à Paris, c'est peut être *qu'il n'a pas de congé.* Peut-être rend-il compte, à Paris, de la longue mission qu'il a remplie dans le Bourbonnais. Peut-être achève-t-il, à Paris, le travail épineux qui l'a retenu tant de mois dans une province autre que la sienne. Mais va pour le congé. Ce congé, si Périer l'a eu réellement, n'était pas fait pour monter au Puy-de-Dôme, quand même Périer serait d'abord retourné de Moulins à Clermont, ce qui était contre-indiqué. La raison d'être du congé, c'est M. Mathieu lui-même qui nous l'enseigne. « En juin 1648, Périer est à Paris *et nous savons pourquoi. Il vient chercher sa femme*, qui... quitte définitivement Rouen .. C'est l'époque des querelles de Blaise avec son père au sujet de l'entrée de Jacqueline à Port-Royal; dans cette situation troublée de la famille, la présence de Gilberte est utile, et *Périer prolonge son séjour à Paris* ».

XII

Contre Pascal sont certaines apparences graves, tirées de la correspondance du célèbre minime de Paris, Marin Mersenne.

Pascal, ayant dit à Périer qu'il attend de lui de faire l'expérience, ajoute : « Je l'ai fait espérer à tous nos curieux de Paris, et entre autres au R. P. Mersenne, *qui s'est déjà engagé par les lettres qu'il en a écrites en Italie*, *en Pologne*, *en Suède*, *en Hollande*, etc., d'en faire part aux amis qu'il s'y est acquis par son mérite ». Or, il n'y a trace de ce à quoi Mersenne se serait *déjà engagé* ni dans les lettres conservées de Mersenne lui-même, ni dans les réponses conservées de ses correspondants. Il n'y a rien même dans les lettres à Huygens ou à Hevelius, d'habitude soigneusement classées.

Il y a pis. Ce que les lettres conservées ne disent pas est moins terrible pour Pascal que ce qu'avait dit une lettre perdue.

Mersenne, au commencement de janvier 1648, avait écrit à Le Tenneur, qu'il croyait à Clermont, pour le prier de faire l'expérience sur le Puy-de-Dôme. Le Tenneur était, en réalité, à Tours; dans sa réponse, « nulle part Le Tenneur n'ajoute qu'il n'est pas utile qu'il s'en mêle, puisque Pascal et Périer ont pris l'affaire en mains. *C'est donc que Mersenne ne lui en avait rien dit* ». Et pourquoi Mersenne songe-t-il à employer Le Tenneur, si réellement il a été informé par Pascal de ce que fera Périer? Il est faux que Pascal ait parlé à Mersenne; Pascal, qui a pour objet d'antidater sa conversion à la doctrine de la pression atmosphérique, invoque mensongèrement un témoignage que Mersenne serait censé pouvoir lui donner. Pascal, d'ailleurs, ne craint pas un démenti de Mersenne; quand il compose son faux et qu'il imprime son opuscule, en octobre, novembre ou décembre 1648, Mersenne est mort. Telle est l'argumentation très cohérente de M. Mathieu ; j'ai fait mon possible pour n'en pas dissimule la force.

Maintenant, je raisonne à mon tour, et me reportant au tableau chronologique donné ci-dessus, je vois que je puis remplacer le mensonge supposé de Pascal par un peu de légèreté, ou peut-être, un peu de hâblerie.

A la fin de 1647, et dès octobre, Mersenne fut malade, si bien qu'il ne subsiste aucune lettre de lui écrite pendant les deux derniers mois. C'est sans doute sous l'impression fraîche des visites de Descartes (23-24 septembre) que Pascal a dû causer avec Mersenne, qui, soit spontanément, soit sur demande, lui aura promis d'écrire dans toute l'Europe. Ce serait donc aux environs du 1er octobre; on ne voit pas ou on ne voit plus pourquoi les lettres de Mersenne auraient dû être écrites *dans la première quinzaine de novembre*, comme le veut M. Mathieu. La promesse ainsi faite Pascal, plein d'une confiance d'ailleurs bien fondée en Mersenne, l'a cru tenue; il va être amené à écrire sans mauvaise foi

son *déjà engagé*, qui piquera le zèle de Périer. Mersenne, malade, ajourne, c'est-à-dire manque involontairement de parole, et Pascal l'ignore. Pascal lui-même perd du temps, pour des raisons que nous devinons en partie; le 8 octobre, il obtient le *Privilège* pour ses *Expériences nouvelles touchant le vide*; en octobre, il reçoit du jésuite Noel une lettre à propos de cette publication, et le 29 il envoie une longue réponse (seize pages dans Bossut). Sept semaines et demie ont passé depuis les visites de Descartes, quand, le 15 ou le 16 novembre, Pascal enfin écrit à son beau-frère. Sa lettre, envoyée à Clermont, rejoint Périer à Moulins. Que peut-il s'être passé alors? Périer, évidemment, s'empresse de répondre à Pascal qu'il a une mission de longue durée dans le Bourbonnais, et qu'il lui faudra ou renoncer à l'expérience du Puy-de-Dôme, ou la remettre à beaucoup plus tard.

Cependant Mersenne va mieux; il reçoit de Descartes une lettre datée du 13 décembre; dans cette lettre, Descartes lui demande si Pascal a fait l'expérience qu'il lui avait conseillée. C'est justement l'expérience du Puy-de-Dôme; Descartes dit qu'il s'agissait de voir « si le vif-argent montait aussi haut *lorsqu'on est au-dessus d'une montagne* que lorsqu'on est tout au bas ». Il va de soi que Mersenne se sera immédiatement enquis auprès de Pascal; cela devait lui permettre d'abord de répondre à Descartes, ensuite d'écrire, comme il l'a promis, en Suède et ailleurs. Donc, Mersenne apprend nécessairement la fâcheuse réponse que les circonstances ont imposée à Périer. Donc, il se garde bien de tenir rétrospectivement une promesse qui n'a plus de sens; il se garde d'écrire, à faux, que Pascal se charge de l'expérience sur la montagne, pour la même raison; il se demande si Périer ne pourrait pas être suppléé à Clermont par une autre personne. Ainsi la lettre écrite le 13 décembre par Descartes provoque de la façon la plus logique, et en peu de temps, la lettre où Mersenne requiert l'intervention de Le Tenneur. La lettre à Le Tenneur est du 4 janvier ou du 8 (M. Mathieu donne les deux dates, et je ne puis vérifier). Mersenne a dû dire à Le Tenneur : Je m'adresse à vous, parce que M. Périer est empêché; Le Tenneur n'a donc pas à répondre : Mais vous avez M. Périer sous la main.

Avant de songer à Le Tenneur, Mersenne semble avoir eu un moment de découragement quant au Puy-de-Dôme. De là une lettre du 4 janvier adressée à Huygens, où ce Manceau de Paris rêve bizarrement du *pic Téneriffe*.

Mersenne, quand il renonce à inonder de lettres spéciales les quatre coins de l'Europe, ne songe même pas à dire à Pascal qu'il y renonce; cela lui semble aller de soi, et d'ailleurs il ignore que Pascal, dans une lettre privée, a écrit un texte qui, si on le publie un jour, aura besoin d'un *erratum*. Mersenne enfin, le 27 juillet, se met au lit pour ne plus se relever; il meurt le 1er septembre, et plus tard Pascal, sans se douter qu'il a fait erreur (s'il s'en doutait, sans pouvoir vérifier) envoie à l'imprimeur son manuscrit tel quel.

Est-ce un roman que je viens de raconter? peut-être, mais il vaut l'autre. A l'accusation la charge de la preuve.

XIII

L'expérience du vide dans le vide eut la vertu de convertir définitivement le P. Mersenne à la pression atmosphérique. L'expérience du vide dans le vide, pour M. Mathieu, c'est celle d'Auzout; cela demande examen.

Les termes latins de Mersenne, si on les serre de près, semblent s'appliquer mieux à l'expérience de Pascal, et M. Mathieu aurait dû s'en étonner. Traduction de M. Mathieu : « Si on *enferme* un petit tube dans le vide d'un *gros* tube, le mercure y tombe complètement, mais il monte aussitôt que l'air pénètre dans le *gros* tube ». Un ami m'ayant envoyé le texte, je constate que les termes ici soulignés sont exacts : *tubus gracilior in crassiore vacuo conclusus..., aer in crassiorem ingreditur*. Mersenne est-il donc complice du faussaire Pascal? a-t-il, lui aussi, et dans le même sens que Pascal, « modifié » et « déformé » l'expérience d'Auzout dans son *Liber novus praelusorius*? Il faudrait même qu'il eût récidivé dans une lettre perdue à son correspondant Haak, car celui-ci lui répond : « Votre dernier expériment *d'un tuyau dans l'autre*, qui doit vider tout ».

Dans la réponse de Haak, on relèvera un détail : « Aussi ne sais-je pas bien encore la façon de faire..., *l'essai ne nous ayant pas encore réussi* ». Haak a donc essayé de reproduire l'expérience; or, il répond de Londres, le 3 juillet, à une lettre écrite à Paris le 12 juin. En seize ou dix-sept jours, car il n'a pas eu à lui davantage, a-t-il pu se procurer à Londres l'appareil compliqué d'Auzout? *le long tube terminé par un ballon largement ouvert*, lequel ballon doit être *muni d'un goulot latéral? la membrane qui soutient un petit tube ouvert par les deux bouts?* Oui, à la rigueur; mais l'expérience de Pascal, telle que je l'ai reconstituée, requiert simplement deux tubes de section inégale et un godet. Dans le latin de Mersenne lui-même, on sera frappé d'un *mox* (bientôt) qui serait singulièrement languissant, s'il s'agissait de peindre la soudaine montée du mercure

au moment du coup d'épingle d'Auzout : *moxque regreditur* le mercure *in eum, cum aer in crassiorem ingreditur*. *Subito* ou *repente* eût été le vrai mot, s'il s'agissait de l'expérience d'Auzout ; s'il s'agit de celle de Pascal, *mox* est le mot juste. Je note encore que Mersenne annonce qu'il reviendra sur le sujet plus amplement et plus clairement, *fusius et clarius* ; on comprend, en effet, que les phases tierces de l'expérience de Pascal ne pouvaient être expédiées en deux lignes.

Avant de rendre à Auzout l'expérience dont parle Mersenne, on aura à expliquer un document mis en lumière par M. Brunschvicg ; c'est une lettre où l'abbé de Monflaines, le 17 juillet 1648, écrit à Mersenne : « *M. Auzoult ne m'ayant quasi fait part* de pas une de vos expériences, *je vous supplie de me mander celle que vous dites du vide dans le vide* pour prouver la colonne d'air ». Monflaines est lié personnellement avec Pascal et avec Auzout ; avec eux il a travaillé, à Rouen, à une œuvre de fanatisme et à une œuvre de science. Il vient d'être en rapport avec Auzout, et il ignore visiblement quel est l'auteur de l'expérience dont il s'enquiert. Auzout, sans doute, a pu à la rigueur se taire sur lui-même, mais où est le commencement de preuve ?

L'opinion de Mersenne sur la force en action avait longtemps flotté. Quant à Roberval, qui avait été un adversaire déterminé de la théorie de la « colonne d'air », et qui pourtant fut convaincu aussi par *le vide dans le vide*, M. Mathieu ne cite aucun texte qui permette directement de faire honneur de sa conversion plutôt à l'une des deux expériences qu'à l'autre. Je n'en opine pas moins pour l'expérience de Pascal, car, outre qu'il serait hasardeux de séparer Roberval de Mersenne, les dates concordent.

La date de la conversion de Mersenne est fournie avec précision par les remarques de M. Mathieu. Le 31 mai 1648, Mersenne désespère encore de connaître la cause qui tient le mercure suspendu ; il écrit à Hevelius que la solution est sans doute réservée au siècle prochain. Douze jours après, le 12 juin, Mersenne voit clair, car c'est ce jour-là qu'il écrit à Haak la lettre perdue où il était question de l' « expériment » d'un tuyau dans l'autre, *qui doit vider tout*. Le 31 mai, le 12 juin, ces deux limites, peu distantes l'une de l'autre, sont toutes deux très nettes.

Plus vague est la délimitation pour la conversion de Roberval. Celui ci adhéra à la théorie de la « colonne d'air » dans une séance publique ; il fit là, avec de l'eau, une expérience prouvant que la pression d'un fluide varie avec sa hauteur. Piérius, qui était l'un des assistants, répondit aussitôt (il parle de la séance comme ayant eu lieu *his diebus*) par un opuscule en l'honneur de l'horreur du vide ; or, dans cet opuscule, il dit que Roberval manie quantité de tubes depuis huit mois, *jam ab octo mensibus*. Le compte des huit mois, selon M. Mathieu, doit partir de novembre 1647, date où Roberval, ayant fait l'expérience de la vessie de carpe dégonflée, qui se regonfle dans le vide barométrique, soutint que ce vide n'en était pas un ; c'est entre les deux attitudes de Roberval que Piérius aurait mesuré l'intervalle de temps. Si M. Mathieu n'a pas fait erreur, le huitième mois commence en juin et finit en juillet. L'opuscule de Piérius est donc postérieur de peu à la conversion de Mersenne ; la profession de foi publique de Roberval et son expérience, d'un peu moins encore ; la conviction de Mersenne et celle de Roberval ont chance de s'être formées toutes deux au début de juin, de sorte qu'elles doivent reposer sur la même expérience.

Cette même expérience, ce n'est plus l'expérience d'Auzout. Rien n'empêche que celle-ci soit supposée postérieure aux deux conversions, c'est-à-dire à juin 1648, et même postérieure à la fin de juillet, date où Mersenne a cessé d'écrire, ou enfin à l'expérience du Puy-de-Dôme et à l'impression de l'opuscule de Pascal ; on se rappelle qu'elle n'est connue que par le livre de Pecquet, imprimé en 1651. Auzout aurait perfectionné le dispositif de Pascal ; c'est ainsi que Rohaut, en 1656, perfectionna le dispositif d'Auzout.

Quoi qu'il en soit, si c'est réellement Pascal qui a mené Mersenne et contraint Roberval à confesser la vraie théorie, une singularité doit nous frapper. Pascal avait fait l'expérience du vide dans le vide, devant son beau-frère, avant que celui-ci partît pour Clermont, c'est-à-dire dès le commencement de septembre 1647 ; or, l'expérience resta cachée à Roberval et à Mersenne jusqu'en juin 1648 : pourquoi Pascal ne voulait-il pas qu'ils la connussent ?

Est-il même croyable qu'ils ne l'aient pas connue tout de suite, en même temps que Périer ? La difficulté paraît grosse à la réflexion ; d'autant plus grosse, que la comparaison des dates ramène l'attention sur l'énigmatique locution « ces jours passés ». Une fois de plus, je renvoie le lecteur à la suite de ce travail (XIX) ; je laisse ici la question chronologique en suspens.

J'en ai d'ailleurs fini avec la chronologie des faits ; j'arrive à celles des doctrines. Le problème capital est le suivant : Pascal, dans son for intérieur, a-t-il cru, dès 1647, comme le suppose le texte, imprimé en 1648, de la *Lettre* à Périer, à la doctrine de la pression atmosphérique ?

LOUIS HAVET,
de l'Institut.



LES OFFICIERS DE FINANCE AU XVIIe SIÈCLE [1]

Dans la société bourgeoise du XVIIe siècle, d'Henri IV à Louis XIV, les gens de finance forment un monde spécial, né en dehors de la règle et qu'on ne sait où classer. Par leur argent, ils appartiennent de droit à la haute bourgeoisie ; par l'estime qu'on fait d'eux, ils sont à peine au niveau de la petite, et ils marchent de pair avec les procureurs, les huissiers et autres requins du palais. Ils ont du crédit, de l'influence à la cour, l'oreille des ministres et quelquefois celle du roi : ils serrent la main des grands, surtout quand ils ont de quoi la remplir. On ne sait pas se passer d'eux : on supporte leurs pillages et leur comptabilité de haut vol. Les hommes d'État les plus sérieux les considèrent comme indispensables au bon fonctionnement des affaires. Mais en même temps, on les prise à leur juste valeur. Ils sont décriés, tarés, et à l'occasion honnis, conspués et pis encore. On les emploie et on les méprise : on les flatte et on les brutalise : on les craint et on le assomme. C'est un mal qu'on traine avec soi, abcès ou ulcère, mais dont on menace à chaque instans de se débarrasser par une opération énergique. Sit riches qu'ils soient, ils ne sont jamais en sûreté : ceux mêmes qui se pavanent dans les antichambres du Roi sont plus près de la potence que de sa majesté. Trop heureux quand on daigne se contenter d'une ponction faite à leur bourse. Le pire de tout pour leur amour-propre, dans une société hiérarchisée à l'excès, c'est qu'ils n'ont pas de rang. Ils en souffrent parce qu'ils sont de leur temps et qu'ils en ont les préjugés. Après la fortune, c'est à la considération qu'ils aspirent de toutes les forces de leur être. Avec l'argent, il leur faut, comme aux femmes galantes qui ont réussi, une situation, un nom, une place marquée et étiquetée dans la société. Les plus hardis se glissent dans la noblesse : mais leur refuge préféré, c'est le monde judiciaire. La Paulette, en établissant d'une manière quasi-définitive, en 1604, la vénalité des charges, leur fournit les moyens de forcer les portes du prétoire. Pensez s'ils y manquent. Quel rêve, passer de la sellette de l'accusé au siège du juge. Les voleurs n'en font pas de plus beau. Une fois dans la place, ils y portent leur avidité, leur cynisme, leurs habitudes de gains énormes et illicites, mais ils ne sont pas moins enragés que les autres pour la défense des droits du corps dans lequel ils ont eu la chance d'entrer. Ils le font même quelquefois sans calcul, avec une parfaite sincérité, et une indignation vertueuse de néophytes. Ils ont la grâce : c'est un effet de leur peau neuve. Je plains seulement les financiers qui comparaissent devant eux.

Ces gens d'affaires, ces coupeurs adroits de bourses qui s'agitaient tous les jours, à l'heure de l'audience sur la place Dauphine, en attendant d'aller s'asseoir dans le temple de Thémis, sur la sellette ou sur le siège, d'où venaient-ils pour la plupart? Plutôt du peuple que de la bourgeoisie, et dans le peuple des bas-fonds où grouillait la race impure, insolente et prête à tout des laquais. L'histoire des financiers que nous connaissons est presque partout la même.

On naissait dans les antichambres et dans les cuisines des grands : on attirait l'œil du maître ou tout au moins de son intendant par de la vivacité, de l'entregent, une absence précoce de niaiserie et de scrupules. On débutait saute-ruisseau, gratte-papier, bas commis, on avait pour soi les râclures des affaires sérieuses, en attendant mieux, et de marche en marche on s'élevait à des entreprises personnelles qui aboutissaient à la fortune. Pour la bourgeoisie du temps si méthodique, si rangée, si curieuse de son rang et de sa naissance, cette classe spéciale est une sorte d'épouvantail. Tout y diffère de ce qui est admis et honoré ailleurs. Les appétits n'y sont pas circonscrits, honteux et piteux comme dans le reste du monde bourgeois. N'ayant rien, on convoite tout et on l'attrape quelquefois. Sans doute ce monde est vulgaire, grossier et cynique : son inconscience attriste et son impudence révolte : il a l'énorme vanité et l'ostentation encombrante des parvenus ; mais on y trouve aussi de l'esprit, de l'invention, de l'originalité, du flair, une nette compréhension des besoins nouveaux d'une société qui se transforme, une dépense d'argent qui, pour être fastueuse, n'en est pas moins plus utile que le bas de laine du petit bourgeois, et c'est par là, après tout, ne pouvant s'échapper par ailleurs, que se manifestent la volonté, l'activité intellectuelle, le besoin d'expansion, et les autres forces vitales qui couvent dans le peuple et que comprime encore pour plus d'un siècle l'organisation politique.

La poussée de l'argent au commencement du XVIIe siècle est énorme. C'est à cette époque que ce métal maudit devient vraiment l'armature de la société. Les anciennes distinctions sociales n'ont pas disparu ; mais il est bien clair qu'elles sont malades. Une autre force apparaît qui restera seule quand la Révolution aura déblayé le terrain. Un signe du temps, c'est l'importance que les questions financières prennent dans les révolutions. La Fronde est en apparence un soulèvement parlementaire aristocratique et même national contre un Italien et une Espagnole, mais son point de départ nous en donne la véritable signification. C'est une révolution faite

(1) Extrait de *la Bourgeoisie française au XVIIe siècle*, qui paraitra prochainement à la librairie Félix Alcan.

par des rentiers, si paradoxale que la chose puisse paraître. Ce sont eux au moins qui la commencent, dans la juste fureur où ils sont de ne pas toucher leurs revenus. La bourgeoisie parisienne fait de l'opposition à Mazarin moins parce qu'il est étranger que parce qu'il détourne à son profit les sommes auxquelles elle a droit. A qui en veut-on aussitôt que la Révolution éclate? Aux financiers. Contre qui les pamphlets les plus virulents et les plus haineux sont-ils dirigés? Contre les financiers. Ce sont les financiers que l'on arrête d'abord et que l'on jette à la Bastille. On les accuse non sans motif de l'aggravation des impôts : on dénonce leur élévation scandaleuse, leurs rapines, leur faste insolent qui écrase la misère de l'honnête homme; on engage le peuple à piller et à démolir leurs hôtels, les pamphlets en donnent la situation exacte afin qu'au moins on ne s'y trompe pas, et le peuple va docilement à l'adresse accomplir sa besogne. Plus tard il les fera sauter, mais c'est toute la différence. La haine bourgeoise et populaire est clairvoyante quand elle attaque les financiers : elle le sera moins le jour où elle détruira les forces traditionnelles qui soutiennent l'État pour laisser seul debout et sans contrepoids l'argent cynique et démoralisateur.

Il y a deux catégories dans les gens de finance, à l'époque dont nous nous occupons : 1° Les officiers royaux, chargés de la gestion directe des deniers de Sa Majesté, trésoriers généraux, receveurs généraux et particuliers, contrôleurs, receveurs du domaine, des tailles, du taillon; 2° Les particuliers, donneurs d'avis, partisans, sous-partisans et traitants, qui se substituent à la royauté pour la perception de certains impôts, anciens ou créés sur leur initiative et qui réalisent de ce fait d'importants bénéfices. Parlons d'abord des premiers (1). Comme les gens de justice, depuis l'établissement du bail de la Paulette, ils achètent leur charge et peuvent la transmettre à leurs ayants-droit : comme et plus que les gens de justice, ils s'appliquent à reprendre en détail au Roi l'argent qu'il lui a plu de leur extorquer en gros, avec cette aggravation qu'ils lui font payer en plus un intérêt considérable. Rien n'est plus simple, et c'est là tout le mécanisme de la Paulette. On ne peut pas dire qu'elle ait beaucoup ajouté à la considération, déjà très mince, dont jouissaient avant les officiers de finances :

« Depuis que la vénalité des offices est venue en usage, il n'y a si petit exercice de finance dont on n'ait fait un office. Et pour ce qu'il y a ordinairement peu d'honneur et peu de pouvoir aussi en ces offices, on leur a attribué beaucoup de gages, joint qu'il est raisonnable que, comme celui qui manie la poix en retienne quelque chose en ses doigts, aussi ceux qui manient les finances en prennent par leur main leur part : à quoi ils ne s'oublient guère (1). »

Là-dessus le consentement était universel. Pas d'officiers de finances sans gabegie ou sans maquignonnage, comme dit le président La Barre. Une bonne partie des sommes levées pour le trésor royal restait dans leurs mains; le reste s'écoulait péniblement jusqu'au trésor. C'était l'usage. Le gâchis d'ailleurs était tel qu'il eût fallu être un saint pour ne pas tripatouiller l'argent du roi.

L'administration centrale, qui n'avait jamais su établir une comptabilité régulière, était la première coupable. Chaque receveur général était à la fois collecteur et payeur. A ce double titre, il était chargé d'un budget considérable, et rien ne l'empêchait de subtiliser à sa fantaisie les écus de Sa Majesté. La confusion que la royauté mettait elle-même dans ses comptes financiers devait naturellement tenter plus d'une âme indélicate. Songez que la perception des impôts était le chaos le plus extraordinaire qu'on pût imaginer. Le roi la donnait en gage à ses créanciers : non seulement un nombre considérable de princes et de seigneurs français, mais encore des banquiers italiens, la reine d'Angleterre, les cantons suisses, quelques principicules d'Allemagne, les Provinces Unies, la République de Venise se mêlaient de percevoir en France les impôts qui représentaient l'intérêt de leurs créances ou qui servaient à rémunérer leurs services. Dans cette pêche à l'eau trouble, le pauvre officier de finances, qui s'était endetté pour payer sa charge, eût été bien naïf de ne pas donner lui-même de temps à autre un petit coup d'épervier.

Au reste l'exemple venait de haut : quand la bourse du roi était vide, cas qui n'avait rien de miraculeux, il se permettait, avec l'argent de ses sujets, les virements les plus fantastiques. C'est ainsi que l'assemblée des notables en 1567, sur les cris de famine que poussait Henri IV, décida qu'on reculerait d'une année le paiement des officiers de justice et que le roi serait mis en possession des fonds destinés à leur traitement. On fit, aussitôt après le vote, partir des commissaires qui se transportèrent dans les provinces, examinèrent les états des receveurs et empochèrent les deniers en réserve pour les gages des officiers. Ces procédés à la Turque avaient le résultat qu'on peut penser. Ils mettaient à l'aise les consciences les plus timorées en un temps où l'hon-

(1) L'histoire de l'administration financière à cette époque est furieusement embrouillée. D'après le président La Barre, *Formulaire des Elus*, 1622, p. 314. Il y avait dix trésoriers généraux par généralité, deux fois autant de receveurs généraux avec pareil nombre de contrôleurs, de nombreux receveurs particuliers, 110 anciens, 110 alternatifs, 110 triennaux avec autant de collecteurs; « tous ces gens ont acheté leurs offices et s'en remboursent comme ils peuvent. »

(1) LOYSEAU. *Traité des Ordres*, ch. VIII, p. 33-34.

nêteté et la délicatesse administratives trouvaient facilement leurs limites. Il semblait admis que l'argent du Roi était à tout le monde — et par préférence à ses officiers, — et ceux-ci ne faisaient pas plus de difficultés pour l'emprunter à Sa Majesté qu'on n'en fait aujourd'hui pour passer en fraude des dentelles ou du tabac de contrebande. Cela s'appelait plumer l'oie du Roi : les plus délicats lui prenaient seulement quelques brins de duvet, le plus grand nombre écorchait à le faire crier le malheureux volatile.

*
* *

Si encore tous ces fripons avaient eu la pudeur de vivre de leurs vols dans un coin et de ne pas les étaler au grand jour! Mais leur vanité d'anciens laquais n'était satisfaite que par une ostentation plus imprudente encore que grossière. Les bons bourgeois gémissaient en les voyant passer dans les rues avec un train de maison qui dépassait celui des princes : quand Hotoman, trésorier de l'épargne sous Henri IV, allait à sa maison des champs, il avait avec lui quarante à cinquante cavaliers qui lui faisaient cortège et le fracas mettait tout le monde aux fenêtres. On entend d'ici les commentaires. Un autre trésorier de l'épargne à la même époque était encore plus riche et plus fastueux que Hotoman : c'était Puget, le fameux Puget dont les bonnes femmes ne parlaient qu'en joignant les mains : son luxe, ses débauches, ses maitresses — les plus relevées de France, comme on disait alors — ses séances au jeu dans les brelans les plus mal famés étaient la fable de tout Paris. Il menait la vie d'Antonius et de Cléopâtre, dit avec indignation un pamphlet du temps. Ce fut une joie universelle, quand on apprit qu'il était compris dans une recherche de financiers faites en 1607, bien avant la grande chasse aux larrons qui eut lieu sous Louis XIII. On lui donna vingt jours pour rendre ses comptes et il eût été emprisonné, séance tenante, sans l'intervention de M. de Vendôme. Puget ne manquait ni d'intelligence ni d'énergie : fort des appuis qu'il avait à la cour et dont il savait le prix, il alla trouver M. de Turin, le rapporteur de l'enquête. Financiers et parlementaires faisaient alors mauvais ménage. La Paulette n'avait pas encore produit toutes ses conséquences et les robins ne se tenaient pas de joie d'avoir une aussi grosse pièce sous la dent. M. de Turin reçut Puget du haut de son honnêteté. Il parla à ce gros sac d'écus, en le tutoyant, avec moins d'égards qu'à son valet, et rien ne marque mieux la place réelle que l'opinion assignait alors aux financiers dans la société. « Comment t'appelles-tu, qui es-tu, d'où viens-tu, quels parents as-tu, quels moyens avais-tu en commençant : quand tu es venu premièrement à Paris, étais-tu à cheval ou à pied? » Puget essaya de faire bonne contenance, mais il avait affaire à un terrible rabroueur.

— N'est-ce pas toi qui as acheté l'hôtel d'O, demanda M. de Turin.

Et sur réponse affirmative :

— Tu es donc un larron.

— Monsieur, répliqua Puget, je suis homme de bien et n'ai pas peur qu'en me faisant justice on me trouve autre qu'innocent.

— C'est tout ce que tu pourras faire, riposta l'autre. Si on te trouve innocent, on te laissera aller. Sinon tu seras pendu. »

Puget fit la nique à la corde, mais il avait eu une fière peur. Un autre financier, appelé Largentier et connu avantageusement sur la place passa par les mêmes angoisses. C'était une sorte de personnage commun et prétentieux, auquel ses friponneries n'avaient pas appris la connaissance des hommes (1) : dans une affaire où il restait débiteur envers le Trésor d'une somme de six cent mille livres qu'il entendait garder, il le prit de haut avec Sully et refusa avec autant de maladresse que de suffisance le terme qu'on lui offrait pour s'acquitter. Le surintendant n'aimait pas qu'on lui échauffât les oreilles : il se fâcha tout net.

— « Puisque, fit-il, vous ne voulez dire autre chose, devant qu'il soit quatre jours, je vous enverrai de mes nouvelles. »

Largentier n'attendit pas si longtemps : les nouvelles lui vinrent deux jours après sous la forme de six sergents qui lui mirent la main au collet et le malmenèrent fort rudement. Le bruit de son arrestation, porté à la place du Change, à l'heure du marché, y produisit l'effet d'un coup de fusil dans un vol de corbeaux. Il fallut quelque temps à ces honnêtes trafiquants pour se remettre de leur émotion.

A part ses complices, personne ne plaignit Largentier. Il avait la vanité du paon et la bouffissure du dindon. Ses airs de parvenu n'avaient même pas épargné le roi. Henri IV s'en vengea par un mot cruel. A l'un de ses derniers voyages à Fontainebleau, Largentier était venu prendre congé de lui et lui avait annoncé qu'il le rejoindrait là-bas : mais, ajouta-t-il négligemment, ce voyage me coûtera dix mille écus.

— « Ventre Saint-Gris, dit le Roi, c'est trop pour un voyage de Paris à Fontainebleau ! »

---

(1) Ce Largentier, si bien nommé, fit souche de nobles. Il acheta la terre de Chapelaine en Champagne, son fils aîné Henry fut baron de Chapelaine et son fils cadet vicomte de Neufchâtel. Voilà un exemple entre mille du recrutement de la noblesse par la bourgeoisie financière au XVIIe siècle.

— « Oui, Sire, répondit-il, mais j'y ai aussi autre chose à faire sous le bon plaisir et permission de Votre Majesté, s'il vous plaît me l'octroyer, qui est que je puisse prendre le modèle des frontispices de votre maison pour en accommoder une des miennes que j'ai en Champagne. »

La lourde suffisance des financiers du temps est là tout entière. Henri IV s'en souvint, et quand on mena Largentier au Châtelet :

— « Comment, dit-il, veut-il prendre le modèle des frontispices du Châtelet comme il a fait ceux de Fontainebleau (1) ? »

Il eût fallu autre chose qu'une plaisanterie pour arrêter le mal. Il s'aggrava sous Louis XIII. Parmi les agents financiers du Roi, y a-t-il encore des officiers honnêtes, c'est possible, mais le public n'y croit guère. Un vigoureux pamphlet du temps, *la Chasse aux Larrons* (2), traduit bien cette impression générale dans sa dédicace adressée au Roi et qui commence ainsi :

« Sire,

« — De tout temps ceux qui manient les finances n'ont pas été seulement soupçonnés d'y malverser, mais convaincus de les voler, ouvertement, artistement. Dont est venu ce vieil proverbe qui roule encore entre le vulgaire : « L'argent du Roi est sujet à la pince. » Toutefois jamais la convoitise n'a été tant effrénée, jamais la friandise si grande, jamais l'attouchement si plaisant et jamais les abus si fertiles et cultivés qu'en nos jours où l'on dit à bouche ouverte que c'est gloire et honneur à de petits potirons de faire leur fortune aux dépens du Roi, vertu et gentillesse à de pourris champignons d'attirer à eux le bien public et manque de bon esprit, à de pauvres compagnons de s'enrichir à bis et à blanc de la substance des particuliers pour s'élever au-dessus du vent, trancher des roitelets et faire chère lie. »

Le plus triste, c'est que les documents officiels, plaintes, rapports, enquêtes ne parlent pas autrement. Là même où il n'y a pas malversations, au sens précis du mot, il y a des roueries de métier qui ne valent guère mieux. En 1626, l'Asssemblée des Notables, réunie cette année-là, présenta au Roi une remontrance sur le fait de l'Épargne. Cette remontrance fut attribuée au premier président de la Chambre des Comptes (3). Elle signalait pour les officiers de finance l'augmentation des états, des gages et des appointements, puis aussi l'excès des taxes et des cahiers de frais des trésoriers et comptables, « lesquels, dit la remontrance, ne voudraient pas cheminer, prendre la plume ou le jeton sans se faire payer de leurs peines par Votre Majesté, tant ces personnes-là sont attachées au gain. Aussi on les voit devenir riches et opulents en peu d'années. » Naturellement les clercs et les commis font comme leurs maîtres : ces jeunes gratte-papiers y mettent un entrain qui fait bien augurer de leur avenir. Le mal sévit partout : il faut que l'oie du Roi ait la vie bien dure pour résister à toutes ces mains qui la tiraillent. Mais c'est aux armées que ses souffrances sont les plus vives. Les officiers de finances, chargés de passer les marchés avec les fournisseurs, commettent plus de dégâts que Mansfeld ou Jean de Weest, ces indignes chapardeurs du temps. Ils ont autant de tours que Panurge, dans leur gibecière, et leur ingéniosité n'a d'égale que l'impudence sereine avec laquelle ils travaillent. Tout le monde le sait, le roi tout le premier, et personne n'y peut rien : on en rit et on en pleure ; et cela fait un sujet de conversation toujours neuf et toujours piquant pour les ruelles bourgeoises, à l'heure des visites entre une et deux de l'après-midi.

— « Il y a de la tromperie partout, dit la femme d'un courrier extraordinaire de la rue aux Ours.

— Tromperie, dit une sculptrice de la rue Saint-Martin, mercy de ma vie. Je vois là tous les jours devant ma porte mille sortes d'inventions pour attraper l'argent du Roi. Il ne suffit pas aux trésoriers de gagner cent mille écus en un an. Ils veulent faire leurs commis et partisans aussi riches qu'eux : s'il faut mener une voie d'argent à Sa Majesté, on prendra quatre cents hommes à qui l'on baillera tous les jours un écu ou deux pour gages, de sorte que devant que l'argent soit à l'armée, on trouvera si l'on veut compter, qu'il coûte quinze ou seize mille écus à le mener. Et cela se fait tous les mois. Encore si ceux qui conduisent les chariots se contentaient de cela, mais par où ils passent ils ruinent et gâtent tout. Je ne dis pas qu'il ne faille accompagner l'argent qu'on envoie à Sa Majesté par bon nombre de soldats, mais il y a moyen de les trouver à meilleur marché (1). »

Ne nous faisons pas illusion. Ces éclats de voix de la dame de la rue aux Ours et de sa commère de la rue Saint-Martin, ne signifient pas grand'chose. Dans ses jugements sur les officiers de finance, la bourgeoisie, au moins la marchande, flotte entre l'indignation, l'envie et une sorte d'indulgence pro-

(1) *Mémoires-Journaux de l'Estoile*, t. IX, p. 292 et suiv.

(2) *La Chasse aux Larrons* ou avant-coureur de l'histoire de la Chambre de justice, des livres du bien public et autres œuvres faits pour la recherche des financiers et de leurs fauteurs, par J. Bourgoin, Paris, 1618. La Chasse aux Larrons est précédée d'une vignette représentant Louis XIII enfant, tenant la foudre, trois juges et un greffier assis à un tribunal auquel Bourgoin tend son pamphlet et dans le fond des cavaliers qui donnent la chasse à des partisans. Tout au dernier plan, deux potences, avec deux cadavres et l'inscription : *[illegible]*.

(3) *Mercure de France*, t. XII, p. 762 et suiv., année 1626.

(1) *Les Caquets de l'Accouchée*, collection Jeannet-Picard, 2e journée, p. 50-51.

fessionnelle pour les gens qui font aller le commerce.

— « Il est aujourd'hui venu à notre boutique un nombre de bourgeoises conduisant une fiancée pour acheter des étoffes, le fiancé present, qui menait la fiancée par dessous le bras, et comme je leur ai demande quelles étoffes, ils se regardaient l'un l'autre et se disaient : Parlez, Madame. — Moi, je m'en rapporte aux parents les plus proches. — Et comme je ne pouvais avoir raison d'aucun d'eux de le dire, je demande quel état avait le fiancé. Une bonne vieille répond : Il est d'un grand état, il est trésorier et receveur, et payeur des gages des conseillers et juges présidiaux de Montfort. — Trésorier, ce dis-je alors, il faut donc des plus belles étoffes. Incontinent je déploie un velours à la turque, un satin à fleurs, un velours à ramage, un damas mêlé et autres grandes étoffes : puis je demande au fiancé si ces étoffes lui plaisaient. Il n'osait répondre. « Je m'en rapporte, dit-il, à ma maitresse ». La fiancée dit que c'était bien son cas, lui au contraire se hasarde de parler et dit que ces étoffes étaient de trop grand prix pour sa qualité, qu'il n'avait que cent livres de gages à son office et qu'il ne pourrait pas entretenir si grande vogue. — Mais la mère de la fille, qui n'a nul égard à cela, dit qu'elle veut que sa fille soit brave et partant que l'on coupe, si bien que j'ai délivré pour douze cents livres à M. le Trésorier (1). »

Voilà un gendre bien loti. Sa belle-mère en fera sans tarder un concussionnaire. Qui sait d'ailleurs s'il aura même besoin de cette excuse. Pour se justifier à ses propres yeux des détournements qu'il pourra commettre, il n'aura qu'à regarder au-dessus de lui. Dans cette armée de chiens faméliques qui pillent le panier de provisions qu'on leur a confié, les dogues se font la meilleure part, et le surintendant des finances lui-même n'est pas le dernier à se servir. La Vieuville, qui exerçait cette charge en 1623, ne dédaignait pas, dit-on, les plus humbles profits. Il était d'usage, quand on avait obtenu l'adjudication d'une ferme, de remettre au greffier un pot de vin contre la délivrance de l'arrêt. Dans une affaire semblable, La Vieuville, apprenant ce qui s'était passé, fit venir le greffier et s'appropria le pourboire. Ce ministre intègre, qui fut disgracié l'année suivante, était né insolent et bouffon. Il laissait les solliciteurs mugueter pendant de longues heures à la porte de son cabinet et accueillait ensuite leurs réclamations par des plaisanteries d'un goût douteux. A un capitaine qui demandait l'argent des montres (revue d'effectif) qui lui était dû de l'année précédente, il répondait : « Je m'appelle 1623 et non 1622. » A un homme de qualité qui lui présentait une ordonnance à signer : « J'ai la goutte aux mains, je ne puis écrire. » A un autre qui voulait aussi être payé, il répliquait en remuant les bras, comme une personne qui nage et en criant : « Je n'ai pas de fonds, je n'ai pas de fonds (1) ». *Habemus consulem facetum*, pouvaient se dire en guise de consolation les quémandeurs éconduits.

La Vieuville était le gendre de Beaumarchais, aussi fameux dans son genre que Puget, et auquel on prêtait une fortune de dix millions, acquise dans les fonctions de trésorier de l'Epargne. Le beau-père valait encore moins que le gendre, c'était un être cynique et corrompu que ses scrupules n'empêchaient pas de dormir, mais il parait que ses commis, naturellement associés à ses fraudes, n'avaient pas autant d'inconscience que leur patron. L'un d'eux, Bardin, tomba un jour gravement malade. Dans les ardeurs de sa fièvre, il eut une vision. Il crut voir la Vierge Marie qui lui disait : « Mon enfant, si tu veux être guéri et sauvé, dis à ton maitre qu'il fasse restitution de ce qu'il a volé. » Beaumarchais étant venu rendre visite à Barbin, celui ci ne manqua pas de l'exhorter à la pénitence et à la restitution, comme le commandait la mère de Dieu. Mais le financier n'avait pas la fièvre : « Allons, mon ami, dit-il, vous êtes un badin : sachez que la Vierge Marie ne se mêle pas de nos affaires. Pensez à vous guérir et ne rêvez plus (2). »

Si l'histoire n'est pas vraie, elle mérite de l'être. C'est ainsi que des gens honnêtes et médiocres se consolaient par des contes, en attendant qu'un tour de roue fit choir le financier du pinacle. Et quels cris de joie vengeurs, quand survenait la culbute ! En particulier la Vieuville, disgracié par son attitude politique plus que pour ses méfaits financiers, prit bientôt le chemin du château d'Amboise, pendant que son beau-père était pendu... en effigie seulement. Supplice platonique, auquel les gens de sa trempe se résignaient assez facilement. Gourville alla plus tard se voir pendre lui-même de cette manière et ne s'en porta pas plus mal.

La Vieuville était un pingre : Bullion, un de ses successeurs, plutôt un ladre. Il entassa, comme les fourmis, à la muette : pas de table ouverte, un équipage fort médiocre, beaucoup de terres achetées loin de Paris et peu de bâtiments. Le maître, le cardinal de Richelieu, n'avait point la tolérance ironique d'Henri IV : il n'aimait point à être ébloui, et avait plutôt la main un peu dure avec ses subalternes. Bullion se le tint pour dit et fit sa pelote en tapinois.

(1) *Les Caquets de l'Accouchée*, éd. citée 1re journée, p. 16-17.

(1) *Mercure [illegible]*, t. IX, année 1624, p. [illegible]

(2) *Mercure françois*, t. IX, p. 662, année 1624.

On disait, en 1622, qu'il avait déjà soixante mille écus de rente : il ne fut fait surintendant que dix ans après, et, quand il mourut, en 1640, son inventaire accusait sept cent milles livres de rentes. Jusque dans son opulence, il avait toujours gardé par goût et par tactique un certain semblant de médiocrité, d'ailleurs toute relative (1).

De pareilles fortunes, faites par des officiers royaux, — de simples fonctionnaires, comme nous dirions aujourd'hui — attestent le prodigieux gâchis où se débattait le gouvernement; mais elles ont aussi l'avantage de nous marquer exactement le point où était parvenue la bourgeoisie financière de la France dès la première moitié du XVIIe siècle. La classe qui pouvait aligner de pareils chiffres était déjà à cette époque maîtresse de la situation. Elle tenait presque tous les grands emplois, achetait les titres et les terres des nobles ruinés et profitait de la Paulette pour envahir les Palais de justice dont elle altérait gravement les mœurs et la tradition. Tallemant des Reaux ne tarit pas sur le compte de ces parvenus qui n'avaient pas tous le bon sens un peu cauteleux de Bullion. Il sait leur histoire point par point, d'où ils sont venus, la couleur de leurs sabots quand ils sont arrivés à Paris, l'état de leurs proches et comment d'un quart d'écu ils se sont poussés jusqu'aux plus hautes charges du royaume. Commérages et cancans de ruelles soit, mais ces racontars, à condition de choisir dans le tas, ont leur valeur. Ils montrent comment à Paris un garçon de basse naissance, point sot et point scrupuleux, pouvait sortir de la foule et prendre avec la fortune un nom et un rang dans le monde : c'est par l'argent que dans les sociétés fermées les mérites d'en bas parviennent à se faire jour, et c'est bien le moins qu'après avoir dit les méfaits de ce vil métal, nous en proclamions aussi les services. Voici par exemple un des types de Tallemant, la Bazinière, trésorier de l'épargne. Il se nommait en réalité Massé Bertrand et était fils d'un paysan de l'Anjou. Il vint à Paris, fut laquais chez le président Gayan, clerc chez un procureur — excellente école pour les fonctions de financier telles qu'on les comprenait alors — puis commis et enfin trésorier. Sa fortune était faite. Un autre, Bordier, était fils d'un chandelier de la place Maubert. Lui a-t-on assez reproché plus tard les chandelles paternelles! Il devint intendant des finances et fut un instant disgracié sous Richelieu pour lui avoir refusé une avance de dix mille livres destinée au pavage du faubourg Saint-Antoine. Il rentra en grâce par le crédit de Mlle de Rambouillet. Bordier mourut en 1660. Il avait bâti aux Raincys un château qui lui avait coûté plus de quatre millions; son second fils en prit le titre et s'appela pompeusement M. des Raincys. L'aîné avait acheté une charge de conseiller au Parlement et fut plus tard président de la cour des Aides. Les deux gendres de Bordier, Morain et Gallard, étaient tous deux maîtres des requêtes. Nous saisissons là sur un point précis la manière dont les financiers dépouillaient le vieil homme et créaient par alliance ou autrement une nouvelle famille, qui avait cette fois place marquée dans la société régulière.

Les Bordier avaient des armes : ils mettaient des couronnes à leurs carrosses. La Bazinière en avait autant. M. des Raincys, dans un voyage à Rome, avait orné ses chevaux de houppes rouges, une énormité paraît-il, les houppes étant réservées aux hommes de grande qualité ou plutôt à leurs bêtes. Comme on lui en faisait l'observation, il ouvrit une cassette pleine de louis et répondit : « Qui a cela à dépenser dans un voyage à Rome peut mettre telles houppes qu'il lui plaira à ses chevaux. » A part la cassette, ce n'était pas si ridicule. C'était commencer la révolution par les houppes en attendant le reste. Ce petit-fils d'épicier connaissait bien son époque. A la première génération, on faisait des gorges chaudes de la vanité outrecuidante des parvenus : on les mettait en chansons au Pont-Neuf et en ballets à la cour. Sous Louis XIII il y eut un ballet des *Bons Partis* qui fut tout au moins original. On y représenta les financiers, leurs immenses fortunes, les offices qu'ils achetaient à leurs fils, les dots presque royales qu'ils donnaient à leurs filles. Il y avait aussi un personnage vertueux et pauvre qui brûlait d'amour pour une jeune demoiselle, parée de toutes les grâces et qui témoignait par gestes appropriés son désir de la conduire à l'autel : mais de noirs ennemis se jetaient à la traverse de cette union si désirable et une bonne femme des champs, toute triste de cet insuccès, chantait les vers suivants à la pitoyable maîtresse :

« — Ma fille, prenez-moi ces fils de financiers
Dont depuis cinquante ans les pères usuriers
Volans à toutes mains ont mis en leur famille
Plus d'argent que le roi n'en a dans la Bastille (1). »

La Cour pouvait chanter et danser sa honte : sans les épingles, les pots de vin et les mariages faits à propos, la banqueroute eût emporté en moins d'un demi-siècle les trois quarts des grandes familles aristocratiques de France. Le peuple, lui, prenait moins gaiement la chose. Il ne pardonnait pas aux

(1) *Hist. de Tallemant des Réaux*, t. III, p. 72. Ed. Monmerqué. Claude de Bullion, seigneur de Bonnelles, était fils d'un maître des requêtes. Lui-même fut conseiller au Parlement, puis président aux enquêtes. Il maria sa fille à M. de Bellièvre, qui fut premier président du Parlement de Paris.

(1) *La Chasse aux Larrons*, p. 71.

financiers ou à leurs fils leur déguisement à la seconde génération en hommes de robe et d'épée. En 1648, le fils de Particelli d'Emery, M. de Thoré, qui était conseiller au Parlement, pensa être écharpé par la foule. Fureurs inutiles et qui n'arrêtaient pas l'ascension des gens d'argent vers la considération et la qualité. En moins de quarante ans la famille du paysan ou du petit boutiquier d'autrefois devenait une famille bourgeoise, sinon plus, bien apparentée et aussi orgueilleuse que les autres. La pioche ou les chandelles du grand-papa étaient loin.

Auprès de Fouquet tous les financiers dont j'ai parlé plus haut étaient de petits garçons. L'homme est trop connu pour que je veuille en parler avec détail : mais je crois qu'il personnifie admirablement la fin de cette période financière où les officiers de l'État s'en donnèrent à cœur joie avant l'arrivée de Colbert aux affaires. En lui aussi c'était faite l'union des gens de justice et des gens d'argent. Longtemps hostile, le Parlement s'était enfin laissé pénétrer par l'invasion des hommes de bourse. Le place du Change était montée jusqu'au Palais et les marchands, au lieu de rester sur les degrés du Temple, en avaient enfoncé l'huis sacré. Fouquet, qui était fils d'un simple marchand de Nantes, fut en même temps surintendant des finances et procureur général au Parlement de Paris. Avec lui on est loin des vanités mesquines et des calculs sordides de ses prédécesseurs. Il élargit et il exagère si bien les défauts des financiers de son temps qu'il en fait des supériorités. Il est le véritable patricien bourgeois, si rare chez nous où cette classe de la nation a toujours eu de petits instincts et de petits goûts. Venise ou Florence eût été un cadre mieux approprié à ce somptueux et incomparable dissipateur. Son mépris de l'argent est le point par où il se relève de ses fautes et en obtient le pardon. On connaît les splendeurs du château de Vaux, les pensions servies aux gens de lettres, aux artistes et aux savants, les théories de flatteurs et de courtisans, les opposants réduits au silence et les belles réduites à la capitulation. A Vaux, la dépense du maître d'hôtel était de cinq cents livres par jour. Six cents personnes étaient constamment nourries par Fouquet. Ce fils de petits bourgeois avait l'âme d'un grand seigneur. Mettez en regard l'existence piteuse de nos milliardaires, américains ou autres. On conçoit que Louis XIV ait pris ombrage de ce luxe princier qu'il copia plus tard à Versailles : mais il faut reconnaître que la bourgeoisie française, qui n'avait su jusque-là que lésiner sans profit ou gaspiller sans art, se montra cette fois royalement dépensière. Fouquet fut une exception éclatante et sans doute unique dans notre histoire.

Ch. Normand.

LE PROPRE DU TEMPS

Méditation pour spectateur parisien

La langue est vraiment l'âme immortelle d'un peuple ; elle survit aux cités et aux races. La ville médiocre que fut Jérusalem n'a compté parmi les métropoles que par son prestige littéraire, et longtemps après sa destruction, sous Titus.

Un jour viendra où il n'y aura plus de France ni de Français, mais la langue française durera autant que l'espèce humaine.

Sa survie dépassera en splendeur celle de tout autre idiome : car, formée par une confluence merveilleuse du génie hellénique et du génie latin, elle sera l'unique langue classique : le développement scientifique et la fièvre croissante de la réalisation interdisant aux races prochaines de faire remonter leur culture aux sources d'Athènes et de Rome.

Paris, qui ne s'en doute guère, synthétisera les humanités pour des générations pratiques et pressées. La nôtre ne sait pas prévoir les honneurs de si loin et le *carpe Diem*, semble la devise des égrégores et du troupeau.

Cependant, tout le monde s'accorde, sur la nécessité de compenser la défaillance de notre prestige, en portant notre effort aux points qui demeurent intacts; comme aussi, sur l'urgence de raviver l'orgueil national et de déterminer un état plus vif de communion patriotique. Au moins par hypocrisie, les politiciens eux-mêmes multiplient les homélies sur ce thème.

Je voudrais montrer que notre langue ne constitue pas seulement notre garantie dans la durée ; mais qu'elle peut être l'arme invincible des plus pures conquêtes. Ce sont les écrivains qui terrassent le temps comme Alcide la mort et rendent au jour nouveau l'Alceste littéraire ; une langue survit par ses auteurs, elle ne vit que par ceux qui la parlent.

L'éloquence a trois lieux : la chaire, la barre et la tribune. Où est le Massillon qui fera dire à Mounet Sully ce que Baron déclara à l'auteur du *Carême*, à la sortie d'un sermon ? Quant à l'avocat et au député, ils ne débattent que des questions d'intérêt ; leur mérite correspond à des utilités si immédiates, que la beauté paraîtrait caricaturale dans des conflits aussi bas. Enfin, il ne viendra à l'idée de personne d'envoyer un étranger au sermon ni à une plaidoirie. Existe-t-il une éloquence professorale ? En ce cas l'individu rehausse son office d'une qualité toute personnelle. Les salons contiennent trop de chauffeurs et de chauffeuses, et surtout d'asiatiques, pour qu'on y parle bien. Où donc notre langue tient-elle

ses assises ? Au théâtre, quelquefois, quand on joue certaines œuvres avec certains acteurs.

*
* *

Je supplie qu'on veuille rester sur le terrain où je conduis, et ce n'est point celui de la question dramatique : je ne considère que notre langue et je dis qu'on lui rend trop peu d'honneurs par les quelques soirées où la Comédie-Française redevient un théâtre classique.

Une circonstance donne de l'actualité au sujet. Il est question d'un théâtre municipal à prix très réduits ; et comme les mêmes groupes qui ont fait le trust de la peinture, tentent d'opérer celui de la musique, je propose au spectateur parisien d'examiner l'idée d'une scène populaire.

Cette épithète implique, comme corollaire, un dessein d'éducation. Le peuple, en art, comprend ceux que la nécessité force à un travail manuel et dont les heures de culture sont courtes et comptées.

Il faut donc que la nature du spectacle s'adapte au public. Aujourd'hui, la notion esthétique s'est assez élevée pour qu'on demande aux muses un peu plus que du délassement : et les moins lettrés distinguent, entre les amusements, ceux qui sont nobles des autres qui sont niais ou indifférents.

Soit au point de vue civique, soit à celui de l'esthétique, le spectacle populaire doit être une initiation à la langue nationale, surtout quand elle offre autant de difficultés et de beautés que la nôtre.

Il y a si peu de gens qui sachent prononcer, qu'un Coquelin aîné se révèle, à travers une cloison, par sa seule articulation.

Certes l'esprit court nos rues, mais il parle argot et avec un accent canaille. Où voulez-vous que le peuple prenne une leçon ? A l'église, ou à l'école ! Non, les quelques comédiens qui savent dire ne s'élèvent pas à la douzaine.

De même que le labeur journalier, monotone et banal, façonne l'allure du manouvrier, de même la parole brusque ou traînante qu'il échange, timbre son langage de vulgarité. Or, tout se tient ; et un peu de panache, un peu d'emphase vaudrait mieux que le ton veule ou rosse du faubourien. Vous voulez donner au peuple le goût de la musique et qu'il chante ? Apprenez-lui plutôt à parler ; ainsi vous le civilisez, ainsi vous lui enseignez à diminuer la distance qui le sépare du monsieur et dont il souffre : car notre pays à l'entête égalitaire tend sans cesse à niveler les castes, et la façon est meilleure de hausser les inférieurs que de ravaler l'élite.

La forme du vêtement ayant été unifiée, un homme des classes dirigeantes ne diffère le dimanche d'un autre, des classes dirigées, que par les manières et l'élocution. Or, l'instinct imitatif agit si fortement sur l'être un peu ingénu, qu'il se modèle, littéralement, sur ses spectacles. Les acteurs-artisans d'Oberammergau se révèlent, dans la rue, par une manière de gravité et manifestent une sorte de respect d'eux-mêmes.

Regardez les estampes du temps romantique et lisez les légendes ; comme elles sont littéraires : beaucoup avoisinent le trait de Chamfort.

Aujourd'hui les enfants jouent aux apaches ; il y a un demi-siècle, ils jouaient aux mousquetaires. Chacun a remarqué que les écrivains actuels, même s'ils écrivent bien, parlent mal, parce qu'on n'a jamais bien parlé individuellement, et que le bien dire engage la question, la réplique et la galerie.

L'internationalisme de la vie mondaine, qui n'a plus de centre et à peine des lieux coutumiers, par saisons, abolira ce qui reste d'élocution honnête ; notre actrice la plus célèbre a perdu, par trop de contact avec des publics étrangers, l'accent français.

Au reste, l'époque qui introduit le maître de danse à la caserne peut bien ouvrir au peuple un théâtre de tenue et de diction ; et comme déjà tel ouvrier a plus de lecture que son patron, l'industriel notable et décoré, on verrait la salopette recouvrir plus de courtoisie que la redingote du fonctionnaire.

L'homme, aussi méchant que le singe, possède l'instinct d'imitation. Mais si vous lui montrez Rose Caron dans *Iphigénie* ou dans *Orphée*, vous ne lui offrez rien d'assimilable. Le Français n'a compris Wagner que grâce à la beauté du drame, les mots seuls lui ont permis d'entendre les notes. Au reste, existe-t-il une musique comparable à celle de notre langue ? A ceux qui ne l'entendent pas, il faut la révéler : tel doit être l'office d'un théâtre municipal.

L'Allemagne, l'Italie, la Russie nous ont envoyé leur musique et nous l'enverront, de plus en plus, avec d'excellents interprètes : car c'est là tout ce que ces pays peuvent nous envoyer. « Paris n'est qu'un porte-voix, mais ce porte-voix porte au monde », écrivait Lamartine à mon père : et cela ne cesse pas d'être vrai. Le Titan de Bayreuth rêva toujours le succès parisien et le Kayser commandite les Strauss qui tentent l'invasion de nos scènes. Que les musicolatres soient sans inquiétude, Paris ne manquera jamais de pifferari, de tziganes et de capellmeisters ; mais Paris manque d'un théâtre de drame où des héros en peplos ou en casaque, par la rapière ou la harpé, frappent le traître et sauvent l'innocence. De tous les noms de l'idéal, celui que les foules prononcent avec le plus d'ardeur, c'est « justice » ! En effet, aucune fiction

ne s'élève pareillement au dessus de la vie et ne contredit autant à l'expérience ; mais combien elle assainit ! La bourgeoisie, dépossédée et à la veille de sa ruine, rêve du surhomme ; le peuple, fidèle à l'antique vision, veut contempler de nobles âmes et entendre de grands mots. Or, le peuple a tout obtenu, des courtisans aussi plats que ceux du roi, la simagrée de la toute-puissance, tout, sauf des spectacles : ses flatteurs ont trop d'intérêt à le confiner au café-concert et à l'abrutir. Rien au monde de plus gênant, pour des avides, qu'une foule idéaliste : il faudrait changer de langage, d'attitude et peut-être même de conduite. « Éteignons les étoiles », cette exclamation équivaut à un programme : mais quand la nuit sera trop noire et les mauvais coups accomplis, il faudra bien les rallumer, si on ne veut périr.

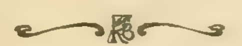
La seule leçon patriotique qui peut être accueillie, à cette heure, est la leçon de français. Nous avons besoin de fierté ; il nous faut porter beau, pour nous porter bien : humiliés, nous ne sommes plus nous-mêmes. Vanité? Qu'importe! Notre tempérament ainsi se comporte. Le panache nous tient la tête chaude et haute.

Voilà pourquoi un théâtre municipal, à Paris, doit avoir pour protagoniste notre langue. Tragédie, drame, comédie, féerie, classique ou romantique, le genre n'importe pas : même le chef-d'œuvre n'est point obligatoire, pourvu que la diction soit belle.

Ce point de vue, il conviendrait de l'imposer aux acteurs : les plus notables s'inquiètent trop du personnage.

Mounet-Sully, incomparablement, manifeste, à certains passages, le génie musical appliqué à l'exaltation d'un idiome. Sa lamentation du dernier acte d'*Œdipe*, dépasse toute la musique écrite, par éclairs, et l'oreille note ses accents comme des airs. Initier le peuple aux merveilles de la langue, lui apprendre à sentir l'harmonie prodigieuse qui sort des mots, lui révéler son honneur de pouvoir manier un si bel instrument, voilà l'œuvre vraiment nationale qui appartient au théâtre et à lui seul. Que le spectateur parisien daigne y réfléchir ; la langue est cette Patrie qui défie l'invasion ; la langue est cette victoire plus forte que les armées qui soumet les intelligences, en les séduisant ; la langue est la spiritualité d'une race : et le peuple de Paris n'a pas besoin d'une autre musique que de celle du français !

PELADAN.



A propos de la crise viticole

—

LA REPRÉSENTATION DES INTÉRÊTS RÉGIONAUX

Les viticulteurs du Midi ont enfin réussi à attirer sur leurs misères l'attention du pays et des pouvoirs publics. Les imposantes manifestations du début, les douloureux événements qui ont suivi l'indispensable intervention du gouvernement, sans parler des faits incontestables révélés par la Commission d'enquête parlementaire, ne peuvent laisser aucun doute, même aux plus prévenus : il existe bien une question viticole. Que les ennemis du régime aient voulu profiter des embarras du gouvernement et utiliser au profit de leur cause le formidable mouvement qu'ils n'avaient pas réussi à provoquer, cela est infiniment probable. Mais c'est l'éternelle tactique du parti, et ce sont là pures contingences. La vérité, c'est qu'il y a dans le Midi viticole un état de malaise et des souffrances trop réelles. Le mieux est d'en convenir, de dégager, s'il se peut, la cause essentielle des circonstances accidentelles, et de reconnaître ce qui est le fond même de l'affaire : une crise économique.

Quelles sont les causes de cette crise ? Nous laissons à d'autres, mieux informés ou plus compétents, le soin de les exposer... s'ils le peuvent. Nous remarquerons seulement une chose : c'est que, pour les uns, la crise est imputable à notre législation fiscale ; et ceux-là mettent en cause l'État lui-même. Pour les autres, elle est la conséquence de la spécialisation à outrance et de la surproduction ; et ceux-ci considèrent que les seuls responsables sont les viticulteurs. Ainsi se pose une fois de plus — mais cette fois avec une acuité sans précédent — l'éternelle question du rôle respectif de l'État et des particuliers dans la vie économique du pays. Ce débat, plus ou moins obscurément, domine toute cette douloureuse affaire. Et peut-être, les émeutes calmées, les lois fiscales votées et le Midi rentré dans l'ordre légal, peut-être s'apercevra-t-on que la cause essentielle de la crise est l'absence de toute organisation régionale efficace, et que la grande réforme à faire, c'est précisément de la créer.

*
* *

On reproche beaucoup aux viticulteurs du Midi d'avoir manqué de prévoyance dans le passé et d'initiative dans le présent, en un mot de ne pas savoir diriger leurs affaires, et de toujours s'adresser à l'État. Il faudrait s'entendre.

Que les méridionaux aient manqué de prévoyance en se spécialisant dans une culture unique; qu'ils aient eu tort de planter partout de la vigne, en plaines et en coteaux, sans se préoccuper de mesurer les frais de reconstitution du vignoble à la valeur de la terre et au produit probable de la récolte, — cela ne peut faire aucun doute. Mais n'ont-ils pas été poussés dans cette voie par l'État lui-même? Il fut un temps, qui n'est pas loin, où il était de mode d'exalter le courage, la ténacité et l'esprit de suite des vignerons du Midi luttant pied à pied contre le phylloxéra. Il n'est peut-être pas très juste de leur reprocher, aujourd'hui, de produire trop de vin.

Que, dans le présent, ils manquent d'initiative et qu'ils en témoignent en demandant à l'État de les tirer d'affaire, c'est également évident. Mais sont-ils seuls à encourir ce reproche? Qu'ont fait les cultivateurs et raffineurs du Nord quand ils ont voulu vendre leur sucre? Ils ont obtenu de l'État ces fameuses primes à l'exportation, une des créations les plus étonnantes, avouons-le, des étatistes. A qui les éleveurs de Normandie, de Vendée ou des Pyrénées s'adressent-ils? A l'État encore, pour qu'avec leurs chevaux il remonte ses régiments de cavalerie. Vers qui se tournent les métallurgistes de l'Est, les tisseurs de soie de Lyon, les producteurs de blé de partout? Vers l'État toujours, pour qu'il les protège par des tarifs douaniers. Convenons-en franchement. Tout le monde sollicite l'intervention de l'État, au Nord comme au Midi, dans les régions d'intense activité économique comme dans les centres de moindre productivité. Tous les Français (et pas les Français seulement, croyons-le bien), agissent de même.

C'est une tendance générale que de s'adresser à la puissance publique. Il reste à savoir s'il est possible, dans l'état actuel des choses, de faire autrement. Les viticulteurs du Midi ont eu tort, dans le passé, de ne savoir pas se « débrouiller », de planter de la vigne partout, de ne pas faire de blé ou d'herbe, de ne savoir ni s'associer, ni créer des coopératives, ni assurer la vente de leurs récoltes? Mais qui les a conseillés et dirigés? Qui pouvait faire les frais des travaux d'irrigation indispensables que l'État promet et ne fait pas? Et comment reprocher aux paysans français de n'avoir pas ces habitudes de libre discussion et cette pratique des affaires qui assurent aujourd'hui le succès des éleveurs suisses ou danois, alors que notre État bureaucratique et jaloux nous a depuis si longtemps déshabitués de tout effort vraiment spontané?

Et, dans le présent, les méridionaux n'ont pas d'initiative? Mais où cette initiative pourrait-elle se manifester? Quelle est l'assemblée, quel est le corps élu représentant régulièrement la région viticole qui aurait pu faire l'enquête que l'on réclame et rédiger un cahier des doléances de la viticulture?

Il est vrai, les méridionaux ont eu tort de n'avoir pas su prévoir. Ils ont tort de ne savoir pas vouloir seuls. Il faut se demander sincèrement s'il dépend d'eux de prévoir et de vouloir et si nos institutions n'ont pas leur part de responsabilité dans la crise actuelle.

*
* *

La vérité, c'est que les intérêts régionaux, et en particulier les intérêts économiques, ne trouvent à s'exprimer dans aucun corps organisé qui leur soit propre, qu'ils ne sont ni représentés ni défendus, et que, chose plus fâcheuse encore, le plus souvent ils s'ignorent eux-mêmes.

Le chef de l'administration régionale, c'est actuellement le préfet. Mais le préfet est beaucoup plus un agent politique que le directeur d'un organisme d'ordre économique. Il est noté sur les services électoraux qu'il rend, et non sur l'influence qu'il peut avoir sur la prospérité matérielle du département. D'ailleurs, il reste peu de temps en fonctions dans le même pays. Il connaît mal les intérêts, l'esprit, les besoins des populations auprès desquelles le gouvernement l'a délégué. Il vient et il passe. Absorbé par sa mission politique, il ne cherche guère à mettre en valeur son domaine, à en développer les ressources agricoles et industrielles. Dans la crise actuelle, il serait intéressant de savoir dans quelle mesure s'est trouvée efficace l'action des agents du pouvoir central, tant pour renseigner le gouvernement que pour intervenir dans le conflit auprès de leurs administrés.

Le département, il est vrai, a son assemblée élue : le Conseil général, défenseur naturel des intérêts régionaux. Mais combien cette assemblée est éloignée de l'idée que l'on doit se faire d'un véritable conseil régional! Sa compétence est restreinte, son intervention limitée à certaines affaires, son budget modeste. Ses sessions sont rares et courtes. Elles lui suffisent cependant pour écouter les rapports, sanctionner les mesures des chefs des divers services administratifs que le préfet lui soumet, accomplir en un mot la médiocre besogne qui lui incombe. En dépit des quelques progrès que comporte la loi de 1871, le Conseil général n'est encore qu'une Chambre d'enregistrement des décisions de l'administration. Sans initiative, sans véritable responsabilité, il n'apparaît nulle part comme une assemblée active et vivante, s'efforçant de chercher le mieux toujours, et de gérer avec sagacité et prévoyance le domaine qui lui est confié. Et le public le sent si bien qu'il

ne s'intéresse pas à ses réunions et les ignore le plus souvent. Il n'y a pas une vie régionale comme il y a une vie municipale.

Les Chambres de commerce, au moins dans certains départements, ont plus d'activité, une initiative plus libre et plus spontanée que le Conseil général. Elles rendent des services incontestables. Mais elles sont, elles aussi, entravées par toutes sortes de formalités administratives. Elles n'ont pas la direction autonome des ports qui relèvent d'elles. D'autre part, elles ne représentent qu'une partie des intérêts économiques des départements et un nombre d'affaires limité. Leur gestion suffit cependant à prouver quels services on pourrait attendre d'assemblées investies de fonctions élargies et d'une véritable initiative.

Les Chambres d'agriculture, que l'on réclame depuis si longtemps, n'existent pas. Et d'ailleurs, les créât-on, qu'elles ne représenteraient encore qu'une face de la vie économique du pays. Leur activité serait étroitement limitée.

On dira que les intérêts régionaux sont défendus par les Chambres. C'est vrai. Mais ils y sont généralement très mal défendus. D'abord parce que les députés sont élus au scrutin d'arrondissement, et qu'ils représentent, non pas des régions naturelles vivantes, mais une poussière de circonscriptions artificielles; — ensuite et surtout, parce que leur mission est de s'occuper des affaires générales du pays, non des affaires particulières de leur province respective. Ils s'unissent, comme il convient, suivant leurs affinités politiques, non suivant leur origine. — Il est vrai, des groupements tout différents, par grandes régions, se forment le jour où l'on discute telle ou telle question économique, et alors l'opposition entre ces groupes se montre d'autant plus vive que les intérêts particuliers ont eu moins d'occasions de s'exprimer dans chaque région. Ainsi font aujourd'hui les députés du Nord sucrier, et les représentants du Midi viticole. Mais cette méthode n'est pas sans dangers : l'harmonie nationale en souffre. Il se fait des marchandages et des concessions qui influent fâcheusement sur le vote des lois générales et les faussent. Et les intérêts généraux de la collectivité se trouvent aussi mal défendus que les intérêts particuliers de chaque groupe géographique. Au total, c'est l'impuissance du Parlement. Au cours des événements qui ont si fort ému l'opinion, quelle a été l'attitude des députés du Midi ? Quelle influence ont-ils eue à la Chambre ? et quelle figure font-ils aujourd'hui devant leurs électeurs? Peut-être, par charité, vaut-il mieux ne pas insister.

Les intérêts régionaux ne sont donc, solidairement, ni représentés, ni défendus. Les Conseils généraux s'occupent des impôts, des routes, des tramways, des bâtiments départementaux, des asiles d'aliénés. Les Chambres de commerce et les Chambres consultatives des arts et manufactures s'intéressent aux ports, aux téléphones, aux mines. Les Conseils municipaux retiennent nombre d'affaires qui sont régionales autant que communales. Et l'activité de tous ces corps délibérants est elle-même subordonnée au bon plaisir de l'administration centrale. Mais il n'existe aucune assemblée qui représente solidairement tous les intérêts d'un département ou d'une région, qui soit libre d'étendre son activité à toutes les manifestations de la vie économique, sociale ou intellectuelle du domaine qui lui est confié, qui puisse, en un mot, s'attacher à mettre ce domaine en pleine valeur. Et il n'est pas indifférent de remarquer que, de tous, les plus sacrifiés sont les intérêts agricoles, qui n'ont aucun moyen régulier et officiel de s'exprimer et de se défendre.

*
* *

L'absence de toute organisation régionale véritablement vivante est, sans aucun doute, la lacune la plus fâcheuse de toutes nos institutions politiques. Elle est d'autant plus grave en présence de l'incontestable réveil de la vie provinciale. Il n'est plus possible de le nier : la province s'est, depuis quarante ans, accoutumée à penser, à agir et à vivre par elle-même. Cette activité nouvelle se manifeste de mille manières. L'initiative des individus et des municipalités ; les sociétés innombrables qui se fondent et qui se groupent par grandes régions (comme font les sociétés de secours mutuels aujourd'hui fédérées), les syndicats d'initiative isolés ou groupés régionalement, les innombrables Congrès (et parmi eux les Congrès des Chambres de commerce), de puissantes associations comme la Loire navigable ou le Sud-Ouest navigable, les progrès si rapides de la grande presse régionale, sont d'incontestables manifestations de cette renaissance de la vie provinciale. L'initiative existe, avec le désir et le besoin de traiter soi-même ses propres affaires....

La vie provinciale n'ayant, dans l'état actuel des choses, presque aucun moyen régulier et légal de se manifester, reste inorganique et éparse. Elle se révèle par des mouvements confus et désordonnés, et, dans les affaires du Midi, par des mouvements anarchiques. Ici on a pu voir un Comité d'individualités sans mandat et sans responsabilité, soulever trois départements, interrompre la vie municipale, désorganiser par leur exemple des régiments, poser au gouvernement un véritable ultimatum et prendre un

moment toutes les apparences d'un mouvement fédéraliste dirigé contre l'État et contre l'unité nationale.

Pour détestable qu'il soit, le mouvement viticole du Midi n'en est pas moins extrêmement intéressant et digne de la plus vive attention. Si nous le dégageons des intrigues politiques qui s'y mêlent (et dont le gouvernement a raison de se préoccuper), il nous apparaît comme une manifestation très ardente, très générale sinon unanime, et très imposante de la vie publique dans une grande région naturelle, ayant une incontestable unité géographique et économique. Anarchique au début, le mouvement s'est organisé par la suite, avec des Comités cantonaux, départementaux, et un Comité central siégeant à Argeliers. Plus tard s'est fondé un Syndicat régional de la viticulture chargé de poursuivre les fraudeurs et de donner au commerce des vins les moyens d'action qui lui ont jusqu'ici fait défaut. Sous des formes diverses, c'est l'esprit d'initiative qui s'affirme et qui tend à se discipliner.

Il faut reconnaître ce qui est : les viticulteurs du Midi ont été méconnus. Ils donnent la preuve éclatante qu'ils peuvent vouloir et qu'ils savent agir... Si leur action se manifeste sous une forme qu'aucun bon Français ne peut approuver, n'est-on pas forcé d'admettre qu'il y a à cela des raisons puissantes et nombreuses, mais qu'il y en a d'abord une, presque suffisante : c'est qu'elle n'a guère d'autre moyen efficace de se manifester? S'il y avait eu un corps quelconque représentant régulièrement cette vaste région, une assemblée compétente, autorisée et agissante, croit-on qu'elle n'aurait pu, dans le passé, diriger la culture, conseiller les cultivateurs, pousser peut-être à l'organisation de coopératives et à la création de débouchés, éclairer les populations et le gouvernement à la fois, peut-être éviter la crise? Et si la crise s'était produite quand même, croit-on que cette assemblée n'aurait pas eu plus d'autorité que le Comité d'Argeliers pour parler au gouvernement et pour obtenir l'aide et le secours de l'État? Qui en pourrait douter?

Il y a ainsi, dans cette déplorable affaire, un intérêt plus grand et plus général que la seule question viticole (dont nous ne nions pas la gravité). Brutalement, et en présence d'une situation économique difficile, le Midi a posé la question de l'organisation régionale, et il l'a résolue à sa manière. D'autre part, la violence qu'a présentée le mouvement et l'émotion qu'il a suscitée ont montré, une fois de plus, le danger qu'il y a, pour un pays de liberté politique et de délibération, à maintenir, en face l'un de l'autre, un État tout-puissant et une poussière d'individus ou d'infimes municipalités, — l'un étant toujours enclin à tout attirer à lui et à tout absorber, — les autres pouvant être amenés pour se défendre à former des coalitions illégales ou à suivre les mauvais conseils des ennemis du régime. Toute l'histoire de notre pays depuis un siècle ne le prouve que trop : tant que la vie régionale restera inorganique, l'État républicain sera exposé aux entreprises du césarisme et de la démagogie. Pourquoi la simple transformation d'une république parlementaire en une république plébiscitaire serait-elle avec raison considérée comme un retour à la monarchie, sinon parce que nous avons toute la machine administrative d'un État monarchique? Et comment expliquer les progrès indéniables des doctrines collectivistes, sinon parce qu'elles sont, hélas! trop faciles à comprendre dans un pays de centralisation et de monopoles?

*
* *

C'est donc, aujourd'hui, la question constitutionnelle qui se pose une fois de plus et qui se posera encore si on tarde davantage à la résoudre. Sans être aussi grave que les gens intéressés voudraient le faire croire, la situation de notre pays est sérieuse, et des réformes profondes s'imposent, qu'on ne pourra guère différer plus longtemps sans dangers. Il suffit de voir quels médecins nous offrent leurs remèdes. Voilà M. Jaurès qui vient — enfin! — avec son grand projet : le monopole du sucre et de l'alcool et la nationalisation du vignoble. Et voici apparaître l'habituelle solution des moments difficiles : celle de M. Déroulède et de M. Barrès, le grand sabre libérateur qui fera tout, miraculeusement, rentrer dans l'ordre.

Le remède, ce n'est ni celui de M. Jaurès, ni celui de M. Déroulède. C'est dans la liberté organisée qu'il faut le chercher et nulle part ailleurs. Que l'ordre soit rétabli d'abord. Il le faut pour la sécurité, pour l'honneur du pays et de la République. Que des lois fiscales, conciliant au mieux les intérêts opposés, soient élaborées le plus tôt possible. Et alors que l'on se mette résolument à l'œuvre : ce qu'il faut à notre pays, ce sont des institutions vivantes et agissantes; ce sont des assemblées régionales où l'on fera peu de politique et beaucoup d'affaires, des assemblées qui auront une large activité et des ressources abondantes, et qui seront des instruments de recherche et de progrès. Ce qu'il faut, c'est nous enseigner à compter sur nous-mêmes et non sur l'État, et dans ce but nous donner des moyens de délibérer, de nous entendre et de travailler ensemble en hommes libres, non en sujets d'un État resté monarchique dans ses institutions. Et, par dessus tout, ce qu'il importe d'affirmer, c'est cette élémentaire vérité (trop méconnue, hélas!) que

nul n'est digne d'être un citoyen libre qui n'a, avec l'orgueil de son droit, le sentiment très vif de ses devoirs et de sa responsabilité.

Il y a dix ans, l'Algérie était en pleine crise; ses affaires étaient paralysées; l'émeute était dans la rue, le mécontentement et le malaise partout. Elle criait misère et demandait l'aumône à la Métropole. Il a suffi qu'on mît à sa tête un homme actif et compétent; il a suffi surtout qu'on lui confiât, avec les *Délégations financières*, la gestion de ses propres intérêts régionaux, et qu'on la traitât comme une personne adulte, pour que la situation changeât du tout au tout. Aujourd'hui, elle marche par ses propres forces. Elle réussit parce qu'il dépend d'elle de réussir. Et elle n'en est pas moins fidèlement française.

Comprenons-nous : il ne s'agit pas de donner aux diverses régions françaises l'autonomie fiscale que l'on a assurée à l'Algérie, mais, par d'efficaces réformes administratives, de les intéresser plus directement à la gestion de leurs propres intérêts. Nous sommes convaincu qu'en dépit de toutes les différences de milieu, ce qui a été salutaire à l'Algérie le serait aussi au Midi et au reste de la France. Et nous sommes aussi fermement persuadé que là est le sens et le véritable enseignement de la crise méridionale. Elle traduit d'une façon aiguë un état de malaise chronique et qui existe un peu partout. Si elle a éclaté ici, c'est sans doute un effet du soleil et de la latitude. C'est surtout un effet de l'unité économique et de la spécialisation exagérée que cette région présente (1). Mais partout le besoin est le même : il faut organiser la vie régionale.

Le moment est venu de se décider. Entre la solution collectiviste et la solution plébiscitaire, — qui d'ailleurs ne diffèrent pas tant qu'on le pourrait croire, — il y a place pour la liberté. Réunissez-vous, délibérez, agissez; soyez libres et vivants, disait à peu près M. Clémenceau aux Vendéens. Voilà la pure doctrine républicaine. Encore nous faut-il assurer les institutions qui nous permettront de délibérer, de nous entendre et d'être des hommes libres. Vous voulez que la France reste unie, forte et prospère? Eh bien! faites-nous une République d'initiative, de sincérité et de liberté!

HENRI CAVAILLÈS.



(1) Le Gard est resté à peu près en dehors du mouvement, sans doute parce qu'il possède des ressources beaucoup plus variées (vigne, soie, mines, industrie).

L'EDERA

—

(Le Lierre) (1)

— Maman, va te chausser. Qu'est-ce que tu cherches? Y a-t-il besoin de se désoler comme cela? Il est mort : nous n'y pouvons rien, observa Paulu, ayant tout à coup l'idée que le vieux avait pu succomber pendant que lui et Annesa étaient dans la cour.

Donna Rachel n'entendait rien, saisie de remords d'avoir laissé mourir le vieillard sans sacrements. Elle croyait le voir dans les flammes du Purgatoire, les bras levés, avide de lumière et de repos.

Elle finit par trouver ce qu'elle cherchait : un petit crucifix noir, qu'elle décrocha du mur et qu'elle mit sur la poitrine du défunt.

— Il faut le laver et le changer, dit-elle, en se calmant. Annesa, va allumer le feu pour chauffer de l'eau. Qu'est-ce que tu fais là, comme une ahurie? Annesa, Annesa, qu'as-tu fait?

Ce reproche, quoique sur un ton doux, frappa Annesa; désormais, chaque parole pour elle avait un double sens. Elle s'en fut à la cuisine et alluma le feu, en se répétant qu'il fallait être forte, prête à toutes les surprises.

Tandis qu'elle enlevait la barre de la porte, elle entendit la voix de Dom Simone :

— Qu'est-il donc arrivé? Est-ce qu'il est mort? Que dit Annesa? Pourquoi n'a-t-elle pas appelé?

— Est-ce sa faute? Laissez-la tranquille, s'écria Paulu, s'irritant parce que Donna Rachel recommençait à se lamenter. Il est mort, que son âme soit en paix...

— Mais c'est cela... reprit sa mère.

— Ne vous tourmentez donc pas, maman. Croyez-vous qu'il irait en paradis, quand même il se serait confessé?

— Paulu! gronda le grand-père d'une voix grave et triste. Respecte au moins la mort.

Paulu ne répliqua rien. On entendit Rose pleurer, et Zio Cosimu, s'avançant avec l'enfant sur les bras, demanda :

— Et Annesa? dites-lui de faire attention à Rose... Qu'est-il donc arrivé? Et Annesa, qu'a-t-elle fait?

Annesa, toujours Annesa. Tout le monde s'en prenait à elle, et elle était décidée à lutter contre tout le monde. Dans la cour, tandis qu'elle puisait l'eau qui devait servir à laver le cadavre, elle regarda avec une nouvelle peur le ciel qui n'était pas encore blanc, mais de cette clarté vague, annonçant l'aurore.

La lune descendait, grande et triste, derrière le

(1) Voir la *Revue Bleue*, nº du 6 juillet 1907 et suiv.

mur de la cour, les étoiles clignotaient, en se voilant, comme impatientes de disparaître; l'air était frais. Et Annesa aurait souhaité que la nuit ne finisse pas encore; elle avait peur de la lumière, du monde qui se réveille et pense avec malignité aux affaires d'autrui. Le monde? Elle haïssait le monde, cette cruelle vipère à laquelle il fallait donner à sucer son propre sang. Pour le monde, elle avait renoncé au rêve de toutes les femmes honnêtes; au rêve d'épouser celui qu'elle aimait. Pour le monde, à cause de ses murmures, du martyre qu'il aurait infligé à Paulu s'il laissait chasser de la maison des aïeux, ses grands-pères et sa mère, elle avait commis un crime. Et voilà que bientôt le monde se réveillerait, envahirait la maison où gisait le cadavre, le découvrirait, l'examinerait, et peut-être devinerait la terrible vérité.

Plus tard, pendant que donna Rachel et Annesa lavaient le corps, dom Simone, Zio Cosimu et Paulu, assis devant le feu, se mirent à parler des ennuis qu'infligent les voisins dans certaines circonstances.

Zio Cosimu pleurait, en cherchant à cacher sa figure derrière la grosse tête de Rose. L'enfant s'était endormie sur les genoux du vieillard, mais de temps en temps elle avait un frémissement et sa petite main serrait fort un doigt de Zio Cosimu.

— Oui, disait dom Simone, ils vont venir nous importuner. Dans ces occasions-là, quand on aurait besoin de plus de tranquillité, les gens se mêlent toujours de vos affaires. Les anciens ensevelissaient chez eux leurs morts, sans que tout le monde restât là pour les funérailles... Dans les *nuraghes*, qui servaient d'habitations, l'on retrouve les os des morts... C'est du moins ce que l'on raconte.

— Ah, non, par exemple, s'écria Paulu, je ne voudrais pas que Zio Zua fût enterré dans la maison! La paix soit à son âme, mais il nous a trop tourmentés...

— Ne te fais pas de bile pour rien, Paulu, reprit dom Simone, mesure tes paroles; ne tiens pas ce langage devant le monde, qui, précisément dans ces occasions-là, observe tout...

— Moi, je suis franc. Je vous assure, papa Decherchi, que je regrette la mort de ce vieux, mais je ne peux pas le pleurer.

— Tu es trop attaché à la vie, mon garçon, gronda Zio Cosimu, et le spectacle de la mort ne t'impose même pas de respect.

C'était peut-être la première fois que Zio Cosimu parlait d'une manière si âpre à son petit-fils; Paulu fut plus troublé par cette simple observation de son grand-père maternel que par les reproches continuels de dom Simone.

— Attaché à la vie! répartit amèrement Paulu, se rappelant que la veille il avait pensé à se tuer. Si c'était comme vous dites, je n'aurais pas... Enfin! ce n'est pas le moment de parler de ces choses-là.

— Alors, tais-toi! Il y a là un mort; pense plutôt que nous devons tous mourir. Zua Decherchi n'était pas un lâche, et il n'est pas permis de rire devant son cadavre. C'était un homme courageux, honnête et juste. Les souffrances physiques l'avaient aigri, et souvent, c'est quand on souffre qu'on dit la vérité. Et l'on n'aime guère la vérité.

Paulu ne répondit pas immédiatement. Après tout, c'était un fils et un petit-fils respectueux; et il n'avait jamais discuté avec ses parents, et il le jugeait inutile. Il n'avait jamais discuté, mais il avait toujours agi à sa guise, se jugeant, pour l'intelligence et la volonté, supérieur à ses grands-pères qui étaient simples et ignorants. Le langage inaccoutumé de Zio Cosimu, à cette heure funèbre, le frappa vivement et même lui déplut. Mais il réfléchit aussitôt que son grand-père avait raison, et voilà sans doute pourquoi il répliqua :

— Un juste? Il n'est pourtant pas mort comme un juste!

— Mais tais-toi donc, grommela Dom Simone, qui s'était mis à prier presque à haute voix. Tu ne sais pas ce que tu dis. Pourquoi n'est-il pas mort comme un juste? N'est-il pas mort dans son lit, de mort naturelle? Parce qu'il ne s'est pas confessé? Mais le Seigneur est miséricordieux, et il pèse dans sa balance les bonnes et les mauvaises actions mieux que nous ne pouvons les peser, nous...

Annesa entrait et sortait, et elle entendit les paroles du vieux « chevalier ». Si elle avait pu sourire, elle qui ne croyait pas en Dieu, elle aurait souri : mais elle pensait à autre chose.

— Avez-vous fini? demanda Zio Cosimu pendant qu'elle versait dehors l'eau qui avait servi à laver le corps.

Annesa s'approcha de la cheminée et fit signe que non. Elle ne parlait plus : ses lèvres étaient comme scellées.

Paulu reprit :

— Je ne pèse pas les actions du mort, mais je crois que la balance éternelle aura besoin de toute la miséricorde du Seigneur pour...

— Fils de Saint-Antoine! éclata de nouveau Zio Cosimu, tu ne comprends donc pas que ce n'est pas à toi de parler ainsi? Fais attention...

— Mais enfin, qu'ai-je à craindre? s'écria Paulu, j'espère bien qu'on ne m'accusera pas de l'avoir fait mourir.

— Eh, si, on le peut! répondit le vieillard, en baissant la voix. Et puis, il ne s'agit pas de cela; pour l'instant, il s'agit de prier et... de se taire.

— Et puis! et puis!... ajouta dom Simone, agitant la main en l'air. Et après un moment de silence, il

continua : Il n'était pas si méchant que cela. Il voulait nous faire du bien. Peut-être n'avons nous pas su l'apprécier et le traiter comme nous aurions dû. Nous l'abandonnions tous les jours de plus en plus, nous pensions à lui quand nous en avions besoin... Oui, poursuivit-il à voix basse, nous ne l'aimions peut-être pas comme il le méritait. Et lui... je puis vous l'affirmer, il voulait nous faire du bien... Il avait chargé l'abbé Virdis d'acheter la maison et la *tanca*...

Paulu releva vivement la tête, et il vit qu'Annesa, au fond de la cuisine, regardait fixement dom Simone. Elle avait l'air épouvanté.

— En voilà assez, prions, conclut le vieux noble, et ne jugeons jamais notre prochain sur les apparences.

Mais Paulu détestait Zio Zua, même après que celui-ci était mort et il crut bon d'apprendre à ses grands pères qu'il n'aurait pas eu besoin de l'aide du vieil avare.

— Laissons-le en paix, dit-il, mais s'il voulait vraiment nous faire du bien, il pouvait nous épargner une foule d'ennuis, il pouvait m'éviter de courir toute la province, par tous les temps... et de m'abaisser en ayant recours à tous les usuriers, à toutes les gourgandines, à tous les grossiers personnages que je rencontrais... Vous me défendez de parler, mais je ne peux pas me taire... Quelques mots encore. Cette nuit je suis rentré tard; je n'ai pas voulu vous réveiller. J'ai trouvé de l'argent, mais à quel prix! J'ai dû l'emprunter à une veuve de réputation équivoque... et c'est elle qui me l'a procuré. Comment faire? ajouta-t-il, se défendant des reproches que les deux vieillards ne songeaient pas à lui adresser. J'avais de l'eau jusqu'au cou... Un peu plus je me noyais.

— Mais on ne te dit rien. Puisque tu le rendras, cet argent, que t'importe la réputation de la veuve?

— Oui, certes, je le rendrai. Et ne croyez pas que je paierai avec l'héritage du mort... Non; sachez encore ceci : j'ai trouvé un emploi, je travaillerai; j'irai dans les mines...

Les deux grands-pères le regardaient; Dom Simone hocha la tête, et Zio Cosimu, malgré sa bonté habituelle, son indulgence, sa tendresse, pinça les lèvres et fit un signe de dénégation. Non, non, il ne croyait pas aux paroles de son petit-fils.

Mais Paulu ne souffla pas mot : il avait dit tout ce qu'il tenait à apprendre à ses grands-pères. Le reste, il l'expliquerait à sa mère, plus tard; maintenant il n'y pensait même pas.

Les vieillards se remirent à prier, et il s'appuya la tête sur la main et se plongea dans ses réflexions; au fond, le spectacle de la mort l'attristait, bien qu'il lui fût connu, et il lui ramenait à l'esprit mille questions vieilles comme le monde, mais toujours nouvelles et toujours difficiles à résoudre.

Tout finit-il avec la mort? Avons-nous vraiment une âme immortelle? Où va cette âme après la mort? Où était l'âme du vieil asthmatique? Existait-il réellement le Dieu de nos pères, assis sur les nuages, ce Dieu barbu, juste et redoutable, ce Dieu tenant la balance, que ses grands-pères aimaient et vénéraient tant?

Paulu n'en savait rien : il se rappelait la mort de son père, celle de sa femme, et il se rappelait qu'*alors* le désespoir et la douleur ne lui avaient pas permis de répondre à ces terribles questions qui lui revenaient à la pensée.

Maintenant il se trouvait dans un état d'esprit bien différent : il était presque heureux, il se sentait jeune, robuste, plein de bonne volonté : l'avenir lui apparaissait couleur de rose. Il était donc porté à croire à l'existence de Dieu et de sa balance, et, par conséquent, de sa justice.

Annesa, au contraire, en apprenant que le défunt voulait « faire du bien à la famille » était devenue encore plus sombre et plus silencieuse.

Pendant ce temps-là, donna Rachel accomplissait les rites funèbres avec une sorte d'exaltation religieuse, priait, soupirait, et elle murmurait par instants.

— Mort comme cela! Annesa, mort comme cela!

Mais ce reproche ne touchait pas Annesa; elle se taisait, et lorsque le cadavre fut habillé et recouvert d'une courtepointe en damas jaune, et que la lumière glauque de l'aube, pénétrant par la fenêtre sur le jardin, se confondit avec la clarté rougeâtre des cierges qui brûlaient dans les candélabres dorés, son visage immobile, encadré par son foulard noir, apparut comme un masque de cire.

Dès qu'il fit jour, Annesa alla chercher l'abbé Virdis. Celui-ci retarda sa première messe pour courir à la maison visitée par la mort. Il entra dans la chambre où Zio Cosimu veillait le corps, puis s'en alla familièrement à la cuisine et s'assit près de la table. Il resta quelques minutes silencieux, plus rouge et plus gonflé que de coutume. Il se frappa sur les genoux plusieurs fois avec son mouchoir, baissa et releva la tête, souffla.

— Annesa m'a raconté que vous étiez tous là quand Zio Zua est mort. Ah! pourquoi ne m'avez-vous pas appelé, *Anghelos santos*? Quel tort vous avez eu!

Donna Rachel posa un paquet sur la table et soupira. Et, bien qu'avec répugnance, elle soutint le mensonge d'Annesa :

— Il avait de ces crises presque tous les soirs. Le médecin lui avait ordonné une potion calmante qui réussissait toujours. Mais cette nuit la crise a

été si forte et si subite, qu'Annesa n'a pas eu le temps de donner la potion. Nous avons trouvé ce paquet entre les matelas, et nous n'avons pas voulu l'ouvrir avant que vous soyez là.

— Ouvrez-le, dit l'abbé Virdis. L'autre jour il m'avait remis ses titres et son testament...

— Tout cela est en bonnes mains, murmura donna Rachel, en développant le paquet.

Mais Paulu, qui s'était approché pour regarder, poussa un cri de rage, se prit la tête à deux mains, et, s'agitant vivement.

— Il avait fait enlever de chez nous son testament? Alors il me croyait capable de le falsifier! Me juge-t-on donc si misérable? Et vous aussi, Monsieur Virdis, avez-vous si mauvaise opinion de moi?

— Pensons à autre chose, répondit le prêtre, en secouant son mouchoir. J'ai exécuté sa volonté, voilà tout. Pensons à l'ensevelir, puis nous parlerons du reste. Toi, Paulu, tu iras déclarer le décès à la mairie. Moi, je m'occuperai des funérailles.

— Moi? cria Paulu, en se frappant la poitrine. Je m'en vais tout de suite à la campagne. Personne ne m'a vu rentrer hier soir : mon cheval doit être encore chez Zio Castigu. Non, ajouta-t-il en se calmant, je ne peux pas rester ici aujourd'hui. Je suis trop furieux, Monsieur Virdis. Il me blesse, même après sa mort. Je n'aurais qu'à laisser échapper certains mots, et l'on éplucherait tout ce que je dirais. Donne-moi mon sac, Annesa, et mets un morceau de pain dedans...

— Paulu, nous avons autre chose à penser, lui reprocha donna Rachel, et Annesa ne bougea point.

Mais Paulu avait été réellement froissé par cette affaire des titres et du testament : l'idée d'être obligé de rester à la maison toute la journée, et de feindre, devant les étrangers, une douleur qu'il n'avait pas, augmentait son agitation ; il grommela :

— Je m'en irai dans la bergerie de Zio Castigu.

— Va, mauvais chrétien, va. Le renard change de poil, mais ne change pas de cœur. Va! va! s'écria le prêtre, en agitant son mouchoir comme pour chasser les mouches.

Et Paulu se dirigea vers la porte. Donna Rachel et dom Simone qui, au fond, trouvaient juste la colère du jeune homme, s'approchèrent du curé pour s'entendre avec lui au sujet de l'enterrement. Annesa courut après Paulu, et lui dit d'une voix suppliante :

— Tu ne feras pas cela, Paulu! Tu ne partiras pas! Que dirait-on?

— Si quelqu'un me rencontre, je reviendrai, promit-il. Laisse-moi partir. Il est encore de bonne heure; personne ne me verra.

Il sortit, et ne revint pas.

(*A suivre.*) GRAZIA DELEDDA.

(*Traduit de l'Italien par* M. ALBERT LÉCUYER.)

L'ARCHITECTURE DU FER

Nous la voyons naître. Elle est inusitée, elle nous étonne, et cependant elle nous donne la sensation d'avoir été vue, elle éveille en nous de confus souvenirs. Elle garde, dans sa nouveauté nette et brutale, un aspect préhistorique. Ses armatures surgissent du sol des chantiers comme des squelettes de monstres, et nous retrouvons en les regardant la stupeur confuse de notre enfance devant les ossements des baleines au Muséum. C'est quelque chose de primitif, d'inachevable et de grand qui nous rebute, nous inquiète et nous attire. Il nous semble vaguement, devant cette dernière audace du modernisme, que nous retournons en arrière, au fond des siècles. Cette architecture est barbare, et au vrai sens du mot; elle fait penser aux caprices des rois barbares, aux fastes babyloniens.

Cette sensation blessante, anachronique, obsédante et singulière, je l'ai éprouvée à l'époque où la tour Eiffel, dans les décombres du Champ de Mars, s'édifiait. Nous avons vu bien autre chose depuis; mais à ce moment-là, vers 1887, c'était comme un ouvrage des Martiens décrit par Wells, dans la *Guerre des Mondes*, une merveille antipathique et redoutable, faite pour frapper et contredire l'imagination. Cela naissait au sein d'un quartier ouvrier, mal famé, à la fois populeux et désert, comme un démenti puissant et grossier à toute une capitale d'art. Et maintenant encore nous n'avons pas pris notre parti de cet objet intrus, énorme et fruste; il ne fait pas corps avec la ville, le passé est encore trop vivant et l'avenir encore trop nébuleux pour qu'on le situe à sa vraie place. C'est un phénomène incontestable et inaccepté, le premier gage public d'un style qui n'a pas conquis son droit de cité.

Au vrai, si l'emploi du fer comme élément de construction, admis depuis longtemps d'ailleurs n'a soulevé aucune objection, une répugnance séculaire nous engage à dénier au fer le droit de constituer une architecture. Nous sommes enclins à considérer l'édifice métallique comme un schisme dans cette religion qui s'appelle l'architecture, art mystique et primordial, art des sanctuaires, dont le prototype est le temple dorique et dont le chef-d'œuvre moderne est la cathédrale. Qu'à cette matière soient confiés les soutènements, rien de plus naturel, et dans tout le domaine inférieur de l'architecture, la construction immobilière, nous trouvons simple et profitable son utilisation. Mais nous ne pouvons pas encore admettre que le fer compose la beauté linéaire d'un édifice tout entier, qu'il en délimite noblement la silhouette sur le ciel. Nous le concevons utile, nous ne le pensons pas esthétique.

La raison de cette antipathie instinctive, c'est que l'architecture métallique, apparemment nouvelle, replace en réalité cet art admirable et mystérieux dans son état primitif et schématique. L'architecture est, avec la musique et comme elle, le plus scientifique des arts. Elles sont l'une et l'autre des joies nées de la mathématique pure. Tout le monde sait que la mathématique musicale propage dans l'âme et les sens, par le jeu des harmonies, par la concordance ou la discordance des relativités, une émotion délicieuse, une extase troublante. Mais pour l'homme qui a le sens intime de l'architecture, devant un temple grec ou une cathédrale gothique, une pagode hindoue, une basilique romane, un palais ninivite, une hypogée égyptienne, cette émotion et cette extase ne naissent pas moins. Celui-là entend aussi la musique des pierres; et les relativités des plans, des silhouettes, des proportions, des volumes, lui donnent des joies que le vulgaire ne soupçonne pas, et qu'il trouverait fort sévères, s'il pouvait les comprendre. Il existe énormément d'amateurs de musique qui, capables d'aimer une étude de Chopin, une pièce de Schumann, un lied de Schubert, écoutent avec ennui une fugue de Bach, sans soupçonner qu'elle est plus essentiellement musicale encore. Ils ne voient qu'aridité là où Chopin, Schumann ou Schubert voyaient leur modèle harmonique. De même, il existe une foule d'hommes capables d'examiner avec intérêt les détails d'une cathédrale gothique, son fouillis de figures et d'ornements, ses caprices et ses hardiesses, mais incapables de comprendre la beauté muette d'un arc roman, la fière sévérité d'un temple dorique. On pourrait soutenir la comparaison en disant que l'arc roman et le temple dorique sont au gothique ou au palais Renaissance ce que la fugue de Bach est à l'étude de Chopin ou, si l'on veut encore, à la rapsodie de Liszt, c'est-à-dire l'armature relativement à l'ornement, la mathématique relativement à son prolongement en harmoniques émouvantes ou capricieuses. Les techniciens savent combien cette armature est essentielle et ils révèrent la beauté : le public ne la connaît plus.

Cependant cette beauté, qui lui semble nue et sévère, a été comprise par les races primitives. Elles avaient à résoudre, avec des connaissances imparfaites et des outils grossiers, des problèmes terribles, et pourtant elles voulaient faire grand. L'énormité de la construction était le premier signe par quoi les despotes voulussent manifester leur puissance. Ce n'est que plus tard que les hommes conçurent la beauté comme une harmonie indépendante de la dimension, et le temple grec fut très petit auprès des monuments assyriens ou égyptiens. Quand ceux-ci furent exhumés, on pensa d'abord que leur énormité était leur seul mérite. On a compris un peu plus tard que leurs constructeurs avaient été également sensibles aux délicatesses de l'harmonie et on a su que leurs mœurs étaient raffinées au degré des nôtres. Ils trouvaient dans la pure combinaison géométrique des émotions profondes. L'angle, le triangle, le rectangle, l'oblique, la verticale, les combinaisons polyédriques suffisaient à leur suggérer par leurs rapports les jouissances esthétiques que le choral et la fugue donnent à nos musiciens. L'ornement sculpté, la céramique, la peinture décorative ne se juxtaposaient aux surfaces qu'à titre accessoire. La ligne les ravissait et les émouvait dès l'abord : plus tard vint la courbe, et la voûte, l'arc, le cintre, l'ogive enfin firent entrevoir de nouveaux et infinis motifs.

L'architecture du fer, par son dessin inhérent à sa matière même, se réfère à ces origines primitives, et c'est pourquoi elle éveille en nous la sensation bizarre d'avoir été déjà pensée dans une vie antérieure. Elle est essentiellement schématique, comme les squelettes fossiles des grands monstres disparus, dans lesquels Eugène Carrière voyait les prototypes des monuments, géantes images d'animaux dans lesquelles l'homme s'enferme comme Jonas, obéissant à son instinct éternel de se fabriquer des prisons, maisons, navires ou cercueils. Elle est un squelette. Elle met à découvert le secret des formes architecturales, caché dans l'architecture de pierre par les revêtements de cette pierre elle-même, compacte comme la chair sur les os. Elle prétend se justifier esthétiquement par cette seule beauté du squelette, par les seules inflexions de la ligne. Elle trace dans l'air la silhouette des volumes, mais elle n'a pas de volumes. Ses lignes n'enferment que de l'espace. Elle est interstitielle. C'est pourquoi elle nous paraît inachevée.

L'architecture du fer a de la puissance, et non de la masse. C'est ce qui nous déçoit par exemple quand nous regardons la tour Eiffel en nous plaçant entre ses quatre arceaux. Si la tour même est ridicule, et ressemble par trop à un chandelier, il est difficile de nier l'émotion de beauté qu'on éprouve en se plaçant sous sa base et en voyant le quadruple jet des piliers, l'harmonieuse réunion de leurs courbures obliques. Ce sont là des lignes superbes et imposantes. Mais si nous raisonnons le mécontentement qui nous demeure quand même, nous découvrirons que nos yeux sont choqués de voir partout des trous de ciel dans la contexture de ces arcs, dans l'enchevêtrement de ces croisillons métalliques bossués de boulons innombrables. C'est une charpente qui attend son revêtement. Depuis que l'homme a inventé de se bâtir des maisons bien fermées pour se garantir des intempéries, il a trop pris l'habitude de ne plus voir des trous de ciel dans ses demeures

de se murer dans le chaud et obscur vêtement de la pierre. De pareils arceaux lui semblent les débris d'un incendie énorme ayant rongé un édifice et n'en ayant respecté que la carcasse. Et en réalité les architectes du fer n'ont encore construit que des carcasses.

Ils ont eu recours aux vitrages, aux ornements céramiques, sans pouvoir réfuter cette objection ni détruire cette sensation de vacuité. Ils l'ont fortifiée au contraire. Le vitrage clôt mais ne remplit pas, l'ornement est mesquin, et la charpente de fer n'est plus qu'un risible assemblage de tirebouchons si l'on altère le jet rigide ou courbe de ses membrures en les chantournant comme des rampes d'escaliers ou des motifs de balcons. La flore, merveilleuse sur les cathédrales, est absurde sur la muraille métallique, qui ne peut être que nue. On ne peut guère concevoir qu'une ornementation irréelle, c'est-à-dire celle que donnerait la lumière elle-même, pénétrant par des vitrages colorés et se jouant sur le fer peint, si l'on pensait à combiner là des harmonies chromatiques, au lieu des éternels gris, rouges, verts ou bruns communément employés. Il est même assez curieux qu'ayant conçu l'édifice de fer comme une cloche légère et solide devant concentrer, dans sa bâtisse intersticielle, un maximum de lumière, on n'ait pas encore songé à utiliser décorativement cette lumière recueillie.

Les architectes du fer ont été jusqu'ici des constructeurs audacieux, plutôt que des esthéticiens. Ce n'est pas, certes, qu'ils n'aient songé à l'esthétique. Mais d'abord on ne leur a guère demandé que des conceptions utilitaires, pont, gares, halls d'exposition — et ensuite ils trouvent, techniquement, une satisfaction suffisante dans la hardiesse géométrique, dans la beauté linéaire de leurs œuvres. L'arc du pont Mirabeau, par exemple, par sa minceur à la clef de voûte, par la subtilité de ses proportions, par la gracieuse négligence avec laquelle il semble posé sur les rives, est un modèle de « solution élégante » d'un problème très difficile, et c'est sa courbure seule qui en assure la beauté. Le public est plus frappé par la puissance et l'ingéniosité avec laquelle les obstacles furent vaincus, que par le charme inhérent à la forme de cet arceau, forme aussi cherchée, aussi « voulue » esthétiquement que l'ogive. Mais ses yeux devraient d'abord être déshabitués du style de la pierre. Et quelle que soit l'audace de la construction métallique, elle est trop géotrique, trop soumise à la sévérité des calculs, trop passionnée de l'exact, pour jamais se permettre ces témérités charmantes, ces maladresses savoureuses, ces paradoxes surprenants que les constructeurs gothiques ont révélés souvent dans leurs œuvres, pour le seul plaisir d'ajouter un élément de beauté. Le fer, c'est le positivisme d'un art que la religion avait élevé jadis à la pure métaphysique. Et il est imprévisible que la foule soit jamais émue par un art purement géométrique.

Quelque admiration conventionnelle que prétexte l'art grec dans le public moyen, il n'en est pas moins certain qu'il ne ressent aucune émotion devant le schéma d'un temple dorique; un triangle sur un alignement de verticales est insuffisant à lui suggérer la satisfaction de l'harmonie. L'architecture du fer revient à ce primitivisme, mais notre foule n'est plus la foule grecque. Il viendra peut-être un homme de génie qui inventera et rendra tangible une symbolique du fer comme les gothiques, par la flèche et l'arceau, ont rendu perceptible aux foules la symbolique des pierres. Il n'est pas défendu de penser que le fer pourra servir à édifier des témoignages monstrueux d'un paganisme futur, des œuvres dont la forme et le galbe restent à prévoir, mais qui seraient les obélisques, les pyramides ou les cromlechs d'une humanité de nouveau satisfaite de la géométrie pure et simple en matière d'esthétique de la construction. Mais, pour l'instant, nous n'en sommes encore qu'à l'expérimentation de la force ou de la ductilité du métal, et nous n'avons que des charpentes. Le seul monument que la métallurgie ait encore achevé, c'est sur l'eau qu'il le faut découvrir : c'est le sombre temple de la guerre, la nef mouvante de la mort, le cuirassé. Lui donne une solution, il a les lignes et la masse, les arêtes et les volumes. Tout en lui est nouveau, et cependant préhistorique, car c'est un monstre marin, le squelette du rorqual revêtu d'un impénétrable épiderme d'acier.

Sur terre, tout reste à prévoir. L'effort des constructeurs n'a encore porté que sur les formes inédites des coupoles, les courbures imprévues des ponts : et là le fer, avec toutes ses qualités de souplesse et d'élan, n'a pas même dépassé les merveilles de l'art gothique, obtenues de la pierre par des architectes inspirés. Il n'a pas encore rencontré la vraie route de l'originalité et de l'émotion linéaire. Le style du fer, comme le style de la pierre, naîtra non d'un calcul, mais d'un acte de foi. Et quand on voit des matérialistes comme M. Hœckel rêver de désaffecter les cathédrales pour y installer le culte du monisme, on se demande pourquoi, au lieu d'emprunter humblement ces asiles, les croyants du matérialisme n'espéreraient pas obtenir de l'architecture du fer un sanctuaire inusité, synthèse des formes géométriques dignes de ravir un prince de Babylone — une tour de Babel enfin finie.

Camille Mauclair.

A LONGCHAMP

Aux Champs-Élysées et au Bois, quand passe l'animation du Grand Prix ou la foule expansive du 14 Juillet, avez-vous ressenti le charme des choses mortes du passé éparses dans l'avenue triomphale ou sous les allées qui fuient vers la pelouse de Longchamp? Derrière la cité tumultueuse et toujours grandissante, il y a le Paris d'antan qui repose, de longs siècles d'efforts et de vie ardente tempérée par la grâce. Ce Paris endormi, essayons de l'éveiller un instant, sur le chemin de Longchamp.

Une vaste forêt marécageuse, emmi laquelle serpente la Seine que traversent de grands vols d'oiseaux, voilà l'antique physionomie des lieux où le défrichement fait ensuitre apparaître, sur la rive droite, la terre de Passy, celle d'Auteuil avec quelques maisons, toutes deux sur des collines, la grange de Billancourt, le Mesnil ou Menus (plus tard Boulogne), enfin, en face de Suresnes, le Long Champ. Entre ces divers lieux, c'est toujours la forêt — la forêt royale de Rouvray : l'abbesse et les sœurs de Montmartre y ont droit, chaque semaine, à deux voitures de bois et leurs hommes du Mesnil, à coups de maillets ou avec des crochets, y font moisson de branches mortes; ils récoltent aussi bruyères et genêts, tandis qu'à leurs côtés, en des coins à l'abri des bêtes qui peuplent ces parages, s'allonge le cou des bœufs et des vaches à la pâture.

Dans ce cadre une femme apparaît, gracieuse et toute sainte, Madame Isabeau de France, sœur du roi Louis IX. Son père et sa mère merveilleusement l'aimaient; on la tenait pour la plus noble dame qui fût en terre, rapporte le vieux texte qui nous a pieusement gardé les souvenirs de son existence. Très simple pourtant, elle s'en allait dans la vie comme le bon ouvrier au travail et la fleur du bien naissait sous ses pas.

A Longchamp, entre la forêt de Rouvray et la Seine où passaient, au large du petit port de Suresnes, les bateaux chargés de sel, de harengs, de foin, de bois, de blé ou de vin à destination de Paris ou venant de cette ville, elle fonda un monastère : l'abbaye de l'Humilité Notre-Dame des sœurs recluses près Saint-Cloud. Un bâtiment claustral qu'une fine église protège, des dépendances et communs tels qu'une « lavanderie » avec fontaine, et, tache animée dans l'horizon, vers le sud, un moulin à vent, à l'endroit même où se dresse aujourd'hui celui du champ de courses : ce sont les lieux où s'écoulent, dans la pratique familière de la vertu, les jours d'Isabelle. Or, une nuit d'août, il advint qu'une religieuse ouvrit la fenêtre qui se trouvait près de son lit et regarda dans la cour : c'était, sous le ciel « très serain », l'enchantement des choses baignant dans la lumière voilée, et une voix se fit entendre d'une grande douceur, une mélodie qui passa sur la maison où l'abbesse gisait malade. La sœur mit la tête hors de la fenêtre pour mieux savoir ce que c'était, et après, ajoute la compagne et biographe d'Isabelle, Agnès d'Harcourt, on sonna matines et on nous apporta la nouvelle que Madame notre sainte mère était trépassée. Quand elle eût été pendant neuf jours en terre, on l'exhuma pour la mettre dans un autre cercueil. Cela eut lieu en présence de diverses personnes réunies dans l'enclos de l'église; au dehors, il y avait foule : dames, chevaliers, bourgeois et menu peuple. « Nous ouvrimes la fenêtre du moûtier, poursuit Agnès d'Harcourt, et levâmes le coffre et leur montrâmes la sainte dame, comme un enfant en son berceau : ils s'efforçaient à qui mieux mieux de tendre chapeaux, anneaux, agrafes, ceintures, aumônières, pour toucher au saint corps par grande dévotion et ils tenaient à reliques ce qui y avait touché. »

*
* *

Des siècles ont suivi et un autre tableau va s'offrir à nos yeux. Le monastère de Longchamp est toujours debout, en une plaine bien aérée et fort plaisante, borné, du côté de Paris, par un petit bois dit de Boulogne, rapporte un auteur du XVIIe siècle. C'est l'ancienne forêt de Rouvray, où le roi continue à aller chasser : les « bêtes fauves », bestiaux, moutons et lapins, hôtes habituels de ces lieux, y ont, en maints endroits, ruiné les taillis; ailleurs, ce sont des éclaircies de terre labourable, de friches, de bruyères. Mais des châteaux s'y sont élevés : Madrid que François Ier, en souvenir de sa captivité d'Espagne, a fait construire entre le port de Neuilly et Longchamp; en outre, le pavillon de chasse de la Meute devenu la Muette; au XVIIIe siècle, s'ajoute « une espèce de vide-bouteilles appelé Bagatelle ». Le bois est sillonné de routes ou avenues dont la plus spacieuse mène de la Muette à Boulogne. Il est clos et l'on y compte huit portes.

Notre monastère s'est lui aussi transformé. Ce n'est plus le pieux asile, d'où s'était envolée, une nuit d'été, l'âme sainte d'Isabelle de France. C'est un lieu mondain et dissipé, sorte de point de mire pour la chronique galante, en ce temps de grâces légères et de vie facile que fut le XVIIIe siècle. On y rencontre de jeunes pensionnaires qui attendent un mari, de vieilles dames à la retraite de l'amour, des femmes sensibles qui ont à se repentir, d'autres prêtes à s'embarquer pour Cythère. L'amoureux, fertile en ruses, ne s'arrête pas devant les murs du monastère : on en voit un, par exemple, qui se

couvre d'une peau d'ours et se fait museler; un ami, déguisé en bateleur, le tient par une chaîne et se présente à la porte de l'abbaye; il vante la douceur de l'animal, ses tours d'adresse; l'ours est admis dans le couvent, déploie son savoir; on le caresse et l'une des religieuses l'emmène dans sa chambre pour lui donner des bonbons.

Mais tels jours dans l'année, Longchamp s'ouvrait largement à tous, véritable lieu de pèlerinage de la vie mondaine. L'usage s'était introduit d'y célébrer, durant la Semaine sainte, l'office des Ténèbres, avec une pompe musicale extraordinaire. Des artistes de l'Opéra prêtaient, en cette circonstance, leur concours aux sœurs. Il n'en avait pas fallu davantage, les spectacles se trouvant alors fermés, pour attirer la foule élégante vers le monastère. On y accourait comme à un succès de théâtre qui n'aurait bénéficié que de rares représentations. Des femmes parées qui regardent et écoutent dans une harmonie parfaite de la ligne, du vêtement et du sourire, des petits-maîtres empressés, des quêteuses engageantes, de gracieuses religieuses, car à cette époque la grâce enveloppe tout : c'est l'assemblée dans une église. Elle est jugée déplacée par l'archevêque qui la supprime. Mais il reste la promenade charmante dans l'éveil de la nature et c'est aussi le moment de lancer les modes nouvelles. On continue donc à aller à Longchamp : on se borne seulement à ne plus pénétrer dans l'abbaye. Et en de petits almanachs, cette sortie printanière symbolise l'avril. Suivons le défilé.

Il part de l'esplanade du Pont tournant des Tuileries transformée, vers le milieu du siècle, sur les dessins de Gabriel, en une place admirable que domine la statue équestre de Louis XV par Bouchardon, avec les quatre Vertus de Pigalle. Entourée de fossés ornés d'un revêtement de pierres et que surmontent des balustrades, décorée aux quatre angles de pavillons accouplés, la Place Louis XV, que tache harmonieusement la verdure des pelouses, donne accès au Grand Cours ou Champs-Élysées dont les lignes d'arbres fuient en droite ligne jusqu'à Neuilly. D'un côté, l'avenue prolonge en quelque sorte les jardins des superbes hôtels du faubourg Saint-Honoré, de l'autre, elle rejoint le Petit Cours ou Cours-la-Reine, puis, parmi des cultures diverses ou des espaces déserts, monte la Butte de l'Étoile, d'où l'on jouit « de la plus belle vue possible », et là descend jusqu'à la Porte Maillot où elle atteint le bois de Boulogne, tandis qu'à droite commence la plaine des Sablons.

Sur ce parcours et dans les allées de la forêt qui mènent à Longchamp, c'est, le mercredi, le jeudi et le vendredi saints, l'après-midi et jusqu'à la chute du jour, une suite d'équipages, de cavaliers et de piétons : on vient pour voir et pour être vu. Les voitures surtout sont l'objet d'un déploiement de luxe inouï et les femmes légères, les actrices accaparent l'attention. « Jamais, dit d'Argenson, l'on n'a poussé si loin la magnificence de la débauche. » Voulez-vous des instantanés, pris à diverses dates? En 1742, c'est le triomphe de la Leduc, qui venait de remplacer la Camargo dans les faveurs du comte de Clermont, abbé de Saint-Germain : on la voit, couverte de diamants, conduire une calèche de canne peinte en bleu, avec ferrures en argent et attelée de six chevaux nains. D'autres actrices, portant ses couleurs, lui font cortège au milieu de la foule qui suit et admire. En 1768, c'est la Guimard qui attire tous les regards par un char d'une élégance exquise et où se remarquent ses armes parlantes : un marc d'or d'où sort une branche de gui. L'année 1777 voit le succès d'une des plus jolies femmes de la cour, Mme de Valentinois, dont le carrosse de porcelaine, attelé de quatre chevaux gris, avec des harnais de soie brodée d'argent, ose le disputer à la voiture d' « une débutante dans la carrière appelée Beaupré ». En 1785, c'est le tour de la Carline, de l'Opéra, et l'année suivante, d'une autre actrice, Adeline, du Théâtre-Italien, dont « le Longchamp » coûte 70.000 livres à son amant, le sieur de Weimeranges, intendant des postes et relais de France.

*
* *

Deux ans après, nous assistons à un léger déplacement de la promenade : son centre n'est plus l'allée qui va de la Muette à l'abbaye, mais celle qui, du même château, conduit à Madrid. Toutefois, le concours des promeneurs ne diminue pas. On voit, entre autres grands personnages, le futur Philippe Égalité, escortant à la tête d'une soixantaine de cavaliers « six brillantes calèches des plus élevées, remplies de femmes de qualité parées très élégamment et panachées suivant le costume moderne », rapporte le bon libraire Hardy en son copieux Journal manuscrit.

La toilette, voilà, avec le luxe des équipages, la grande affaire de cette sortie. C'est l'heure propice à l'exhibition de la mode. En écrire, ce serait faire l'historique des variations du costume au XVIIIe siècle. Que d'ingénieuses combinaisons, ou de simples lancements de circonstance, tel cet avis inséré dans le *Journal de Paris*, du mardi saint 14 avril 1778 : « La demoiselle Saint-Quentin, marchande de modes, rue Saint-Honoré, bâtiment neuf des Feuillans, à l'enseigne du Magnifique, a imaginé pour la promenade de Longchamp des chapeaux et bonnets appelés *à la Ténèbre* ; ils sont noirs et leur guirlande est blanche ; cette guirlande est en plumes façonnées

en fleurs de différentes espèces et singulièrement bien imitées... »

Anxieuse, agitée, la Parisienne fait ses préparatifs. On doit penser qu'elle regarde le ciel ou consulte sur le temps. S'il s'est voilé du deuil des jours saints, elle a « des vapeurs et des maux de nerfs », mais vite elle se ressaisit et n'en part pas moins pour Longchamp. Dans les allées fangeuses, sous le froid piquant et la neige comme en 1785, sous la pluie comme en 1788, s'en vont les carrosses en files accoutumées et glaces baissées au moins d'un côté. L'ardeur est si grande que, cette dernière année, Hardy remarque la foule des piétons crottés, mouillés, et... admiratifs.

Parade mondaine, la promenade de Longchamp est aussi une fête populaire. « Les fiacres délabrés servent à rehausser les voitures neuves et élégantes », dit Mercier, et il ajoute : « L'ouvrier sort ces jours-là, met son habit des dimanches, se mêle dans la foule, regarde toutes les jolies femmes », puis remplit les cabarets, tandis qu'en de petits soupers les élégants terminent la journée. C'est un vaste théâtre qui excite les esprits imaginatifs. Blanchard n'a-t-il pas eu l'idée, en 1782, « de faire une voiture allant sans chevaux et de la montrer à Longchamp » ? Voilà qui eût certes relégué bien loin les calèches de canne ou les carrosses de porcelaine !

Une semblable cohue n'allait pas sans tumulte ni accidents. Aussi en était-on venu à un déploiement de forces de police : le guet faisait la haie depuis la place Louis XV jusqu'à la porte Maillot ; dans l'intérieur du bois, la maréchaussée remplissait le même office. L'ordre résultant de ces mesures fut en particulier remarqué au Longchamp de 1789 « qui se faisoit, cette année, de la porte Maillot au château de Madrid » : les carrosses de place, auxquels les circonstances avaient fait donner le sobriquet de *Tiers-Etat*, durent s'arrêter à la porte Maillot, s'y ranger, pour rentrer ensuite à Paris du côté du faubourg Saint-Honoré, laissant le Bois et l'avenue des Champs-Élysées aux voitures particulières. Ce Longchamp qui se déroule au seuil de grands événements fut aussi brillant que les précédents : on y vit de nouveaux modèles de chars, plusieurs princes du sang et beaucoup de grands seigneurs. Et la fête elle-même a survécu à la Révolution. Après des fortunes diverses, ne la retrouvons-nous pas dans le Grand Prix ? Elle a seulement perdu de cette exubérance de vie qui jetait sur elle les notes vives d'une fête païenne, à la fois triomphe de la femme et du printemps.

MARCEL POËTE.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

La Littérature canadienne française

CHARLES AB DER HALDEN : *Nouvelles études de littérature canadienne française*. — ALBERT LOZEAU : *L'âme solitaire. Poésies.*

Périodiquement l'Académie française, couronnant un romancier ou un poète canadien, nous rappelle que notre langue continue de vivre et de se développer par delà l'Océan ; rappel discret, qui flatte notre vanité, tel un hommage rendu à la constante vitalité de notre race. L'Académie distingue dans la cohue des livres les *Fleurs boréales* de Louis-Honoré Fréchette, ou les *Aspirations* de William Chapman, ou l'*Oublié* de Mme Laure Conan : nous sommes flattés — et reconnaissants à l'Académie d'avoir accordé à Mme Laure Conan, à William Chapman, à Louis-Honoré Fréchette une consécration qu'ils n'eussent point due à l'initiative du public. Avez-vous lu les *Fleurs boréales*, ou les *Aspirations*, ou encore l'*Oublié* ? Connaissez-vous les œuvres de Garneau, de Crémazie, de Philippe Aubert de Gaspé, de Arthur Buies — pour ne citer que des morts ? Est-il un nom, une œuvre qui résument, aux yeux du grand public, l'effort littéraire de la nationalité canadienne-française ?

Cet effort depuis plus d'un demi-siècle ne fut jamais méprisable, mais nous ne lui devons rien : les écrivains canadiens ont fait à ceux de France des emprunts fréquents et gratuits ; notre patrimoine littéraire ne s'est enrichi d'aucune importation canadienne : l'Amérique anglaise a produit Longfellow, Washington Irving, Cooper, Edgar Poë... ; l'Amérique française... l'Amérique française, dont les écrivains n'ont jamais requis l'attention des deux mondes, connaît enfin de plus fières ambitions, et voici que M. Charles ab der Halden, historiographe diligent et très judicieux critique des lettres canadiennes, nous signifie de radieuses espérances : « Il y a en ce moment au Canada des symptômes évidents de réveil littéraire. Une sorte de trouble agite de fort bons esprits et nous pouvons espérer que bientôt les conditions extérieures de la production littéraire seront plus favorables à la naissance et à l'éducation d'un grand écrivain. Pour être juste avec les jeunes gens de 1900 qui atteignent à peine l'âge de la toute première maturité..., disons qu'ils ont entrepris une œuvre si noble que le seul courage de leur tentative suffit à désarmer la raillerie... sachons-lui gré, à cette jeunesse vaillante, d'avoir honoré le travail littéraire, tourné les yeux vers la France moderne, et un peu élargi le clavier sur lequel l'âme canadienne exprimait son rêve mono-

tone. » Certes, ne ménageons à cette jeunesse ardente ni les critiques bienveillantes ni les encouragements : où donc, si ce n'est en France, suivrait-on avec un intérêt passionné ses luttes, ses progrès? où donc, si ce n'est parmi nous, cette jeunesse rencontrerait-elle ces sympathies qui réconfortent, ces amitiés qui entretiennent une heureuse émulation, et parfois déterminent le succès?

*
* *

Et l'on ne nous dit point avec une suffisante netteté quels obstacles ces jeunes gens rencontrent sur leur route. Du moins le passé, si imparfaitement que nous le connaissions — nous ne possédons point d'histoire vraiment critique de la littérature canadienne française — éclaire-t-il le présent : ah! ne négligeons point de constater que le sort des lettres canadiennes fut longtemps précaire ! *primo vivere*... le peuple canadien français vécut ; ce fut un assez beau triomphe : nous célébrons volontiers les exploits des Champlain, des Frontenac, des Montcalm, des Lévis, des Talon : soyons justes; glorifions l'héroïsme obscur des colons abandonnés qui *maintinrent* la tradition française. Ils vécurent. En 1837, le Haut Commissaire de la couronne britannique, lord Durham, s'écriait : « Les Canadiens Français ne sont pas un peuple, ils n'ont pas de littérature. » Ils n'avaient pas de littérature en 1837. Ils s'efforcèrent d'en créer une, et, isolés de la France, ne songèrent qu'à tirer d'eux-mêmes la substance de leurs œuvres. Effort admirable d'un Garneau, qui retrouve les titres de noblesse du Canada français et venge ses concitoyens des dédains britanniques en popularisant l'histoire de cette poignée de vaincus : effort admirable d'un vieillard, Philippe Aubert de Gaspé, qui se révèle écrivain pour conter les récits « du temps de nos gens », et faire revivre la falote et charmante image de mœurs oubliées; effort méritoire du libraire Crémazie, qui met en vers la prose de Garneau et de Gaspé..... Canada, France, religion — religion, France, Canada, connaissent-ils d'autres sujets d'inspiration ces fondateurs des lettres canadiennes? La vieille tradition pseudo-classique, monarchiste, catholique, revit en eux et par eux ; hors cette tradition il n'est point de salut : hors cette tradition, les Canadiens Français se dispersent et s'égarent parmi les foules anglo-saxonnes. La littérature canadienne est d'abord un instrument d'action au service d'une étroite orthodoxie nationale.

Et cela est fort bien, et l'œuvre de Garneau, de Gaspé et de Crémazie est bonne. La littérature canadienne française est créée : vivra-t-elle?

Elle vit petitement, lente à se renouveler : le poète Fréchette chante la terre canadienne :

Ses grands bois ténébreux tous pleins d'oiseaux chanteurs.

et la France :

Tu seras — et c'est Dieu lui-même qui t'y pousse
La pacificatrice irrésistible et douce.
Tu prendras par la main la pauvre humanité
Trop longtemps asservie à la haine, à la crainte,
Et tu la sauveras par la concorde sainte
Et la sainte fraternité.

et tous les poètes de toutes les paroisses du Canada français composent des Odes au Pape ! Pamphile le May s'efforce de rapetisser la poésie biblique à la mesure de ses sonnets ; il esquisse des peintures canadiennes en vers que n'eût pas désavoués l'abbé Delille :

Lorsqu'il ne chassait pas, loin de tout importun,
L'Indien paresseux fumait l'âcre pétun.
A la brise, livrant ses longs cheveux d'ébène,
La jeune squaw tressait des corbeilles de frêne,
Et près d'elle l'enfant que l'oiseau caressait
Dans sa nagane souple aux rameaux se berçait.

William Chapman reprend tous ces thèmes rebattus avec une laborieuse application : il est tout près de se voir proclamer poète national. — Et sans doute parmi tant de vers s'en rencontre-t-il quelques-uns dont on aimerait garder le souvenir, vers de mélancolie aimable de William Chapman

..... Nos mères nous ont bercés sur leurs genoux
Aux vieux refrains dolents des ballades normandes.

ou de Pamphile le May :

O vieil arbre tremblant dans ton écorce grise
Sens-tu couler encore une sève qui grise ?
Les oiseaux chantent-ils sur tes rameaux gercés?

Moi je suis un vieil arbre oublié dans la plaine,
Et pour tromper l'ennui dont ma pauvre âme est pleine,
J'aime à me souvenir des nids que j'ai bercés.

Çà et là, — combien rares ! — quelques notes d'une couleur assez franche. Au total, le ronronnement de toute cette poésie est infiniment monotone. Et l'on ne voit point que les romanciers soient beaucoup plus jaloux de nouveautés : poètes et romanciers canadiens français vivent sur leur propre fonds — et c'est tant mieux — mais ils ne sont point assez maîtres de leur art pour creuser profondément leur domaine : leurs œuvres se reconnaissent à un trait commun, la faiblesse de l'expression : ils imitent le « style » de nos écrivains — qui donc n'imitent-ils point? — ils imitent... et perdent ainsi le bénéfice de leur observation personnelle — ils imitent... et ce sont de simples procédés de style qu'ils s'assimilent : nos grands combats d'idées ne les attirent point : leurs théories retardent d'un quart de siècle

et parfois de cinquante ans sur les nôtres... Littérature de reflets et d'échos, littérature d'amateurs appliqués et timides; romans, poèmes de séminaristes et de clercs, inexpérimentés, prodigieusement impersonnels ! cette littérature est-elle viable ?

De l'air, voilà d'abord ce qu'il lui faut : elle a besoin de fenêtres grandes ouvertes sur l'Europe et sur le monde; elle a besoin d'idées, de ferments, d'excitants intellectuels : un aventurier de lettres, Arthur Buies, semble s'en aviser : il court la France, l'Italie, les États-Unis; à Québec sa verve détonne, son audace scandalise; il s'assagit bientôt : encore demeure-t-il — pamphlétaire, chroniqueur, journaliste famélique, journaliste impénitent — l'esprit le plus curieux, le plus ouvert, le plus actif qui ait encore paru au Canada. Il sait que de graves périls menacent l'existence même de la jeune littérature canadienne française; il les dénonce et, sans répit, les combat : « Ce qui est absolument français, écrit-il, dans la province de Québec, ce sont les traditions, le type, l'individualité, la tournure d'esprit, et une manière de sentir, d'agir et d'exprimer qui est propre aux vieux Gaulois. Ce qu'il y a de moins français, c'est la langue. Je mets en fait que la plupart des hommes publics, des hommes de profession, de tous ceux qui appartiennent à une carrière active quelconque, savent bien moins le français que l'anglais; qu'ils emploient régulièrement, à leur insu, quantité de tours de phrases, de membres de phrases anglais. Je dirai plus, et dût le barreau tout entier se ruer sur moi... je dirai qu'en général nos avocats... ne parlent ni l'anglais ni le français, mais un jargon coriace qu'on ne peut comprendre que parce qu'on y est habitué... Ici le commerce, la finance, les arts, les métiers, et jusqu'à l'éducation, jusqu'aux habitudes de dire bonjour et de se moucher, tout est anglais. Comment notre langage résisterait-il à toutes ces influences extérieures, qui agissent continuellement sur lui, l'enveloppent et l'étreignent? » Plaintes véhémentes, mais justifiées : voulez-vous un exemple de cette langue adultérée, corrompue par l'afflux des vocables et des tours étrangers, mi-française, mi anglaise? Voici le témoignage, peu suspect, d'un Canadien.

« Un homme très bien noté dans le monde financier, disait, en ma présence, il y a quelque temps : Vous savez que B, *vient de l'avant* pour le comité de R... Il est bien *qualifié pour faire un membre*. Malheureusement, *il n'est pas de la place*. Il a *adressé* une assemblée où se trouvait N. qui l'a accusé de s'entendre avec les deux partis. B. a nié *emphatiquement* et N. *a fait apologie*. X., dont le fils a *envoyé une application à l'orateur* pour avoir une place de *clerc sessionnel*, a publié ce matin un *article éditorial* contre B., mais vous verrez qu'il finira par le *supporter*. Le *Courrier ne se donnera* pas le *trouble* de lui répondre. *L'émanation des brefs* est fixée à lundi. *L'officier rapporteur a été notifié*. L'*Événement* et l'*Électeur* seront *corrects*.

Isolement intellectuel, stagnation de la pensée, corruption de la langue, tels étaient, hier encore, les périls, périls graves, maux chroniques, qu'il importe de vaincre chaque jour en renouvelant perpétuellement la victoire de la veille et sans que l'on puisse espérer jamais les anéantir. La vie est un combat. Combien âpre lorsque tant d'hostilités complices la menacent! Depuis plus d'un siècle notre langue, investie de toutes part, subit dans l'Amérique du Nord un incessant assaut : elle le repousse; nous n'en sommes point surpris; peut-être serions-nous plus enclins à tirer de son triomphe quelque motif d'orgueil si nous pouvions concevoir des doutes sur l'issue de la lutte; peut-être, aussi, serions-nous plus attentifs aux péripéties de cette lutte émouvante si nous admettions que la langue et la culture françaises pussent être un jour extirpées du Canada. Ah ! sans perdre notre belle confiance, enorgueillissons-nous davantage .. et soyons plus curieux.

Soyons curieux des œuvres les plus récentes des écrivains canadiens : ces œuvres prouvent l'efficacité d'un long effort collectif; depuis longtemps, on s'est efforcé de restaurer et de sauvegarder la pureté de la langue : admirable collaboration des érudits et des plus humbles descendants des colons français; l'érudition historique et philologique est le plus ferme soutien de la littérature canadienne française; les jeunes poètes savent-ils tout ce qu'ils doivent à cette Société du *Parler Français*, qui groupe les patients chercheurs de l'Université Laval de Québec? Tous proclament que le génie de l'ancienne France habite les campagnes canadiennes, et revit dans la langue des forestiers, des laboureurs et des pâtres : le trésor des réminiscences populaires semble inépuisable : la fillette qui habille une *catin*, achète du *candi* avec des *sous*, et chante *Sur le Pont d'Avignon* avec une mimique oubliée de nos enfants, parle un français plus authentique que les avocats de Montréal et de Québec si vivement dénoncés par Buies. Relations développées avec les Lettres de France : le Canada eut son école symboliste que Buies combattit; étrange aveuglement : les « jeunes barbares » renouvelaient fort utilement l'insipide atmosphère de cloître et de couvent où avaient trop longtemps vécu leurs aînés. Puis ce fut l' « École littéraire de Montréal », surgie en opposition au groupement des écrivains traditionnalistes de Québec : les jeunes de Montréal, relativement audacieux, vont-ils enfin doter leur pays d'un art original? L'un d'eux, Émile Nelligan, avait publié quelques vers qui semblaient

annoncer un vraiment grand poète, quand il sombra dans la folie.

*
* *

Et voici le dernier venu : « Je suis, déclare Albert Lozeau, un ignorant. Je ne sais pas ma langue. Je balbutie en vers assez harmonieux... » N'en croyez rien : Albert Lozeau sait sa langue, et il sait son métier de poète : sa science surprend agréablement ; on ne rencontre en son volume aucune de ces taches dont ceux de ses plus scrupuleux compatriotes ne sont jamais exempts. Pureté, souplesse de la forme, que voilà donc de précieuses qualités, et nouvelles ! — Dès l'adolescence, ce poète, immobilisé par une longue maladie, a connu la souffrance : « Je suis resté neuf ans les pieds à la même hauteur que la tête : ça m'a enseigné l'humilité. J'ai rimé pour tuer le temps, qui me tuait... » ; il dira ses rêveries, ses mélancolies de reclus ; il analysera de chers souvenirs :

Nous avions commencé, lorsque nous nous aimions,
Par nous conter sans fin toutes nos actions,
Nos rêves les plus fous, et nos moindres pensées ;
Puis, des choses se sont dans le vague effacées...
Sans jamais nous mentir, nous ne disions pas tout.
Nous ne nous contions plus nos désirs jusqu'au bout.
Et la prudente peur vint des choses écrites.
Nous nous sentions tout près, tout près d'être hypocrites.
Puis, nous primes parfois un air indifférent,
Comme un masque divers qu'on quitte et qu'on reprend.
Et depuis, sans savoir, comme on se laisse vivre,
Notre âme à peine lue est close comme un livre.

ou nuancera de précieux tableautins :

Ma vitre est noire avec des étoiles dedans,
Et semble un tout petit morceau de ciel infime
Détaché pour moi seul du firmament sublime,
Du ciel prodigieux plein de soleils ardents.

Dehors, j'entends marcher la nuit aux pas prudents,
Sur le silencieux tapis fourré d'hermine...
C'est toujours à ma vitre un petit ciel intime,
Un infini réduit d'astres d'or ascendants.

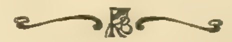
Mais voici qu'un vent froid s'élève. Une buée
Suinte à ma fenêtre, et, comme diluée,
Ma claire vision se brouille, et puis s'efface...

Et lentement ma vitre au beau ciel reflété,
Qui renfermait tant d'étoiles et tant d'espace,
Se fleurit de frimas fantastique et lacté.

Frissons légers, menus émois, troubles involontaires du cœur et de l'imagination, et qui, soudain, éveillent en nous d'infinies résonnances ! Albert Lozeau inaugure au Canada la poésie purement élégiaque.

De Crémazie à Albert Lozeau, voit-on le chemin parcouru ? La littérature canadienne française s'affirme en des œuvres de plus en plus parfaites : elle brise une tradition surannée, vise à la sincérité, à la profondeur : convenons que « bientôt les conditions extérieures de la production littéraire seront plus favorables à la naissance et à l'éducation d'un grand écrivain. » Ce grand écrivain naîtra-t-il ? L'Amérique française l'appelle de ses vœux, et nous, nous l'attendons.

LUCIEN MAURY.



LA RÊVERIE DU VIEILLARD

C'est peut-être demain qu'elle ouvrira ma porte !...
Comme j'ai veillé tard !... Oui ! ce feu va mourir...
Comme en hâte à son but l'heure a l'air de courir,
Dès qu'un vieillard s'oublie au songe qui l'emporte !
Mes yeux, clos dans l'effroi du suprême sommeil,
S'ouvriront-ils, Aurore, à ton instant vermeil ?...

Tout dort ! Est-ce qu'ils ont pensé, dans la journée,
A celle qui viendra ?... C'est ainsi que j'étais !...
Ils n'apercevraient pas, si demain je partais,
Que c'est aussi vers eux que sa face est tournée !...
Et toi, ne vois-tu pas, flamme obstinée encor,
Dans la cendre crouler ton triomphant décor ?...

C'était hier, c'était — le passé n'a point d'âge ! —
Dans un même moment, que je crois ressaisir,
Ma jeunesse, l'ardeur de son puissant désir,
Puis les ascensions de ma volonté sage,
Et le rayonnement, enfin, sur la hauteur,
De mon irréprochable et tranquille bonheur !...

Ils se réveilleront pleins de la force immense
Dont le tumulte, hier, faisait battre mon cœur
Et qu'épuisa si tôt l'invisible vainqueur
Qui va livrer sa proie à celle qui s'avance ;
Et la mère tendra l'enfant rose, au cou blanc,
A l'adoration de mon baiser tremblant.

O cher fils de mon fils, innocent petit être !
Toi qui vois toute chose avec l'extase aux yeux,
Seras-tu tel que moi, lorsque tu seras vieux ?
Est-ce pour un regret affreux qu'on t'a fait naître ?
O Mort ! quand vas-tu dire à notre humanité
Le secret de la tombe et de l'éternité ?

EUGÈNE HOLLANDE.



Chronique

—

NOS CONSEILS GÉNÉRAUX

La session d'été des Conseils généraux vient d'avoir lieu. D'utile besogne s'y est accomplie sans tumulte... non sans joutes oratoires, toutefois, ni sans discussions de presse. Car l'on se pique de bien parler dans ces petits Parlements; et, fiers de les posséder, nos chefs-lieux en suivent attentivement les débats : les notables les vont entendre, les uns, chefs de service, par devoir professionnel, d'autres par goût, d'autres, fort empressés, afin d'obtenir d'un conseiller qu'il soutienne leurs vœux. Les journaux reproduisent cette saine éloquence d'affaires. Une vive animation apparait dans la ville. Elle éclate aux alentours de la préfecture, sur le boulevard... et jusque dans les grands cafés! Le dîner du Conseil général est la grande solennité, attendue et commentée. — Au fait, cette Assemblée n'a-t-elle point la charge des intérêts collectifs de la région?

Qu'il soit monarchiste ou impérialiste, d'origine démocratique ou de visées révolutionnaires, le Gouvernement est avant tout parisien d'esprit. Il s'efforce assurément de satisfaire aux besoins vitaux des populations; mais c'est la politique générale qui l'intéresse vraiment, qui l'absorbe. Son ambition, l'idée dont il entend parer son règne, c'est d'orienter la nation vers telle philosophie religieuse ou sociale. Son souci pratique, c'est d'installer dans la hiérarchie officielle un personnel dont la fidélité soit acquise à ses conceptions... et à lui-même. Lisez les déclarations ministérielles, elles semblent de petites rallonges à la fameuse déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen; les grandes questions économiques dont dépend l'avenir de nos provinces y sont omises. Allez aux séances des Chambres : vous serez frappé de l'indifférence parlementaire à l'égard des lois d'intérêt régional, laissées en souffrances ou votées sans étude. La rébellion récente de quatre départements du Midi n'a-t-elle point souligné, récemment, cette ignorance, cette inertie du pouvoir, quant aux revendications de nos provinces?

L'Assemblée nationale ne prévoyait guère, en 1871, à qui incomberait en définitive l'honneur de gouverner la France, et elle n'entendait créer que des institutions politiques faibles et provisoires. Elle voulut au contraire donner aussitôt aux départements une véritable charte d'organisation et d'action. Elle réorganisa les Conseils généraux en leur déférant une importance, une liberté, qu'aucun de nos régimes, depuis le début du XIX[e] siècle, ne leur avait accordées. Et, après trente-huit ans, cette charte n'aurait besoin que de retouches pour attribuer en fait aux assemblées départementales toutes les prérogatives que leur reconnait en principe le droit démocratique.

Les Conseils généraux n'ont point trompé cette confiance. Ils ont énergiquement travaillé depuis 1871. Il suffit, pour être édifié, de parcourir quelques-uns des nombreux et gros recueils de leurs délibérations. L'aide qu'ils ont apportée à l'État et aux communes, dans tous les grands services publics, leur effort en matière d'enseignement, d'encouragement à l'agriculture, etc.., s'y trouvent relatés, considérables.

Surtout ce sont eux qui ont doté nos campagnes de ces innombrables petites routes, étroites, rapides, bien sablées, qui vont par monts et par vaux, conduisant à tous les villages, à tous les sites, et dont le lacis enchevêtré complète si heureusement le célèbre réseau des vieilles routes de France. Ces chemins ont été extrêmement appréciés des paysans, dont ils facilitaient les transactions, la vente à la ville, l'apport aux chemins de fer. Et voici que l'automobilisme leur confère une utilité, un agrément nouveau! Par eux, les touristes, sur leurs rapides machines, apportent dans les régions les plus arriérées, avec de l'argent, des habitudes et des idées nouvelles. Eux encore vont rendre possible un important roulage à moteur mécanique. Curieux retour des choses, les chemins de fer vont-ils être victimes de l'abandon où leur invention jeta jadis d'autres moyens de transport? Après 1830, de vastes projets de canalisation — ainsi l'ouverture d'un canal maritime de Paris au Havre, avec prolongation, par la Marne, jusqu'au Rhin — furent rejetés, remplacés par des projets de voie ferrée. Maintenant les Conseils généraux hésitent à établir des tramways départementaux, dans l'attente de prochains services automobiles.

*
* *

Ce qui préoccupe, à l'heure présente, nos assemblées départementales, ce qui complique leur tâche financière, c'est le développement des institutions nouvelles qu'exige notre moderne compréhension de la solidarité. Service de protection des enfants du premier âge; service d'entretien des enfants abandonnés; assistance médicale gratuite; service d'hygiène et de santé publique; assistance aux vieillards, etc... demain retraites ouvrières... quel vaste domaine, à peu près inconnu, il y a quinze ans, ouvert à leur activité! Sans doute, l'État et les Communes ont, dans cette entreprise de réorganisation sociale, une part de charges considérable, mais bien grande aussi est celle qui incombe aux Conseils généraux. Et ils disposent de ressources si peu élastiques et si peu diverses! On conçoit que leurs aspirations démocratiques soient satisfaites, mais que leur conscience de sages administrateurs soit inquiète.

Le Pouvoir ne montre point, à l'égard des Conseils généraux, la défiance invétérée qu'il conserve vis-à-vis des municipalités. Il redoute les audaces socialistes ou rétrogrades des autorités électives des centres révolutionnaires ou des villages de chouans. Chaque loi sociale impose aux municipalités de nouvelles obligations, et le gouvernement y ajoute encore. Sait-on, par exemple, que le ministère prétend contraindre les villes à choisir, sur une liste dressée par lui, les chefs de leur service sanitaire? et qu'il exige pour ces protégés un traitement élevé, 5.000 francs en moyenne? Les villes ne peuvent ainsi faire appel, au dévouement — moins onéreux —

de leurs citoyens (médecins ou autres) les plus compétents. A chaque instant nos ministères imaginent des exigences de ce genre, moins défendables encore. Aux Conseils Généraux, ils témoignent plus de bienveillance. C'est ainsi qu'un nouveau type de budget départemental vient d'être établi, mieux ordonné, et qui laisse à l'assemblée plus de latitude fiscale.

*
* *

Si les conseils généraux ont acquis cette autorité, c'est qu'ils manifestèrent une sérieuse compétence. Tandis que les ambitieux sans profession réelle, et sans plus de scrupules, se faisaient élire au Parlement, par le jeu de la surenchère à outrance, c'étaient des hommes de poids qui briguaient le mandat de conseiller général. Beaucoup de propriétaires ruraux, d'industriels, d'avocats influents, de notaires expérimentés, de médecins à clientèle étendue, de négociants, entraient ainsi dans les assemblées départementales. Les populations élisaient volontiers des hommes instruits des intérêts de la région, capables de les soutenir. Nos conseils généraux réunissaient, auprès d'inévitables figurants, des vocations, des talents variés, d'autant plus réels qu'ils mettaient moins d'ardeur à se faire valoir.

Il n'en est plus tout à fait de même à l'heure présente. Les renouvellements triennaux de moitié témoignent d'une heureuse évolution, au point de vue politique : le dernier, en juillet 1907, a encore été marqué par la substitution d'un certain nombre d'élus de gauche à des conseillers conservateurs. Mais ils amènent aussi des changements regrettables. Des gens qui font métier de politique, mais qu'une trop grossière inaptitude écarte du Parlement, remplacent les hommes de mérite qu'éloigne leur âge. Ils abaissent de fâcheuse façon la valeur et l'ascendant des conseils généraux.

Le phénomène n'est point ignoré, et ses causes ne sont nullement mystérieuses. C'est d'abord l'impéritie, si souvent dénoncée, de la bourgeoisie, qui n'a point su montrer du caractère, ni de la clairvoyance, aucun zèle civique. Dès qu'il a acquis quelque opulence, le bourgeois se jette dans les partis d'obscurantisme et de réaction, perdant ainsi toute prise sur le peuple, tout prestige. Demeure-t-il peu riche ? Il consent aux pires platitudes vis-à-vis des députés, ou des électeurs, pour obtenir un poste avantageux dans l'administration ou la politique. Il n'existe plus de classe éclairée, indépendante, vouant ses loisirs au bien public, capable de tenir, dans notre démocratie, le rôle d'éducation et d'initiative, que remplit si bien, dans la monarchie anglaise, une forte aristocratie.

C'est, par suite, l'avènement exclusif des primaires, qui défendent les idées d'avenir, mais avec trop d'arrière-pensées personnelles, avec trop d'amertume et d'intransigeance. Ils sont peu accoutumés à l'administration des grands intérêts. Et ils ont souvent une invicible difficulté à se détacher des préoccupations étroites, pour s'élever à une vue harmonique des intérêts profonds, totaux, de la nation.

C'est, autre conséquence, la déplorable initiation électorale donnée aux populations, corrompues par la promesse ou par l'argent, toujours par l'appel à l'intérêt privé, et point entraînées à considérer l'intérêt de la cité, de la région ou de l'État.

Ici, comme dans toutes les orientations néfastes de notre démocratie, les parlementaires ont leur part de responsabilité. Des députés sans valeur ne voient point d'un œil amène des hommes de sens et d'énergie être promus, dans les cantons de leurs circonscriptions, au Conseil général. Il leur est trop malaisé de les manier, et ils redoutent ce juste crédit, qui peut un jour les faire élire à leur place au Parlement. Ils s'efforcent de peupler les assemblées locales d'incapables à leur solde, dont ils récompensent la fidélité intéressée de quelque avantage arraché à l'État : cabaretiers, à qui ils font donner une recette buraliste, boutiquiers malheureux en affaires, dont ils relèvent le prestige par les palmes académiques.

Il y a une douzaine d'années, dans un département du centre, un parlementaire de haute distinction, ancien ministre et ancien vice-président du Sénat, M. Bardoux, fut évincé du Conseil général. Un brave homme vint siéger à sa place, dont l'honorable profession — il était vétérinaire — n'avait point eu pour effet de délier l'esprit. A l'ouverture de la session, le président (ou l'un des conseillers) dit quelques mots de louanges et de regrets, à l'adresse du personnage qui quittait l'assemblée. Furieux, notre élu de s'écrier : *Mais, moi aussi, je suis un honnête homme !* Comme si la probité — quelque rare et quelque estimable qu'elle soit — pouvait suffire à tout et dispenser toutes les clartés désirables !

*
* *

Cette décadence intellectuelle des conseils généraux est particulièrement inquiétante au moment où les nouveaux services de solidarité prennent une extension considérable, qui appellerait une habileté plus vigilante... et de gros sacrifices pécuniaires. Craignons que les dettes départementales ne s'enflent outre mesure !

Elle tient à la crise de notre démocratie, qui se manifeste par tant de symptômes, mais qui ne deviendrait vraiment dangereuse que si elle ne provoquait point d'efforts de régénération.

Or ces efforts tendent à se produire, et peut-être seront-ils plus prompts dans le domaine régional. Les départements du Midi n'établirent-ils point une trêve politique, pour se consacrer à leur relèvement économique ? La réforme décentralisatrice promise par le cabinet Clémenceau ramènerait l'attention vers des intérêts trop méconnus.

Reconnaissons du moins l'importance prise depuis 1871 par nos Conseils généraux, et souhaitons qu'ils demeurent à la hauteur de l'œuvre, de plus en plus complexe et difficultueuse, qui leur incombe.

JACQUES LUX.

Le Propriétaire-Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG
DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 10 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 7 SEPTEMBRE 1907

UNE ŒUVRE PRÉSERVATRICE

La lutte contre la tuberculose est nécessairement multiforme ; elle se décompose en une série d'opérations et d'interventions variées. On a tenté parfois, soit dans un sens, soit dans l'autre, de reléguer à l'arrière-plan telle ou telle méthode, et l'exclusivisme s'est donné carrière en Allemagne, en Angleterre, en France. Des controverses retentissantes ont semé le doute dans les esprits. Le sanatorium a été tour à tour exalté et vilipendé. La préservation a été opposée à la thérapeutique. Ces querelles d'école ont trop souvent dépassé la mesure et manqué leur but ; la trêve médicale a été conclue en 1905, au Congrès international de la tuberculose, sous les auspices d'arbitres impartiaux tels que MM. Casimir-Périer et Léon Bourgeois ; elle n'a pas été dénoncée jusqu'à ce jour, au plus grand profit de l'action antituberculeuse, qui, pour être efficace, a besoin de concours multiples et de collaborateurs dissemblables.

La logique pure et le bon sens assignent, sans aucun doute, le premier rang à tous les moyens préventifs. Un milieu assaini est plus difficilement accessible à la contagion, il est comme stérilisé. La préparation de l'avenir repose pour la plus grande part sur l'hygiène généralisée, élargie, portée à son maximum de développement. L'assistance et la médecine n'en ont pas moins un rôle essentiel à jouer, soit au profit des contemporains, soit dans l'intérêt des générations futures.

C'est sans la moindre arrière-pensée d'exclusivisme et en ne méconnaissant aucun des termes du problème, qu'un des plus remarquables collaborateurs de Pasteur, le professeur Grancher, s'est approprié une idée favorite de son illustre maître, que *pour sauver une race menacée par une maladie contagieuse, le mieux est de préserver* LA GRAINE. Une telle formule, applicable aux vers à soie, n'est pas complètement adéquate à l'humanité et Grancher ne l'a point prise à la lettre pour s'en inspirer ; il a lui-même eu soin d'écarter tout soupçon de néo-darwinisme : « Si donc, a-t-il écrit, une œuvre, laissant à d'autres œuvres le soin du malade, s'occupait de soustraire, pour le temps nécessaire, les enfants encore sains d'une famille tuberculeuse au danger de la contagion, en envoyant ces enfants à la campagne, dans des familles saines, elle ferait, à coup sûr, beaucoup de bien. »

Rien de plus ; la famille tuberculeuse n'est, ne doit pas être délaissée pour autant. D'autres institutions en prennent charge : dispensaires, bureaux de bienfaisance, hôpitaux, hospices, sanatoriums, sociétés secourables, et à aucun moment le médecin ne se désintéresse des souffrances individuelles, il s'efforce de lutter jusqu'au bout contre la maladie, ne fût-ce que pour en adoucir les atteintes.

Aucune de ces réserves n'est superflue, en raison de la tendance trop légitime qu'éprouvent les adhérents des œuvres, les adeptes d'une méthode, à préférer passionnément l'œuvre et la méthode de leur choix. Chacun s'imagine, en creusant son sillon, qu'il laboure plus profondément le sol que son voisin. L'émulation pour le bien est profitable, à la condition de ne pas avoir pour conséquence une intolérance présomptueuse, un isolement hautain et pour ainsi dire un séparatisme de clocher et d'école.

*
* *

Sauveteur de graine, Joseph Grancher s'est assigné pour but de venir spécialement au secours des enfants plus particulièrement menacés, de ceux que la contagion guette et sur qui planent des germes de mort. Il n'est pas de pire destin que celui de ces groupements familiaux dont un des membres a contracté la tuberculose et qui n'en sont pas moins obligés de vivre dans la plus étroite promiscuité. Le logis est exigu, le plus souvent malsain ; il est par surcroît encombré. Toutes les conditions d'insalubrité sont habituellement réunies. Les grandes cités ont leurs maisons maudites, marquées d'une croix noire par le casier sanitaire des immeubles. La mesure radicale qui s'impose aux municipalités est de démolir ces repaires de microbes. Ce devoir ne sera pas malheureusement rempli, tant que les moyens légaux feront défaut pour faciliter l'assainissement des villes. Même après la promulgation d'une loi convenable sur l'expropriation pour cause d'insalubrité publique, le séjour à la ville des enfants de familles tuberculeuses n'en sera pas moins périlleux. Sans doute le danger de contagion sera considérablement atténué par la désinfection du logis, par le déménagement et le relogement des anciens habitants des taudis ; il sera loin d'avoir complètement disparu. Seul un milieu régénérateur pourra dissiper toutes les craintes et surtout fortifier des tempéraments débilités.

La cure d'air, envisagée au point de vue préventif, est pleinement efficace. On a souvent cité — et le professeur Grancher n'a pas manqué de le faire — les heureux effets du séjour à la campagne des enfants assistés et moralement abandonnés des grandes villes. La vie rurale transforme des sujets débiles, leur donne la santé, leur confère un brevet de longévité.

Si, sans rompre le lien familial, le même résultat était obtenu, l'émigration urbaine de l'enfance souffreteuse ou malheureuse serait exempte d'inconvénients ; elle apparaîtrait dès lors comme un moyen décisif de préservation infantile. Telle est l'idée éminemment simple qui a inspiré le professeur Grancher et qu'il s'est efforcé de réaliser par les moyens les plus économiques.

De longue date, le placement familial à la campagne des enfants abandonnés, confiés à l'Assistance publique et adoptés par elle, a fait ses preuves. Plus on se rapproche de ce type d'assistance et mieux cela vaut à tous égards. S'il s'agissait de petits malades, de porteurs de tares transmissibles, des raisons médicales s'opposeraient à l'emploi de ce mode hospitalier. Aucune objection ne surgit, si les enfants à placer sont uniquement de constitution délicate. La première condition exigée pour la qualité de pupille de l'œuvre de préservation est un certificat de santé, tout au moins en ce qui concerne la tuberculose ; la seconde est le choix d'une famille adoptive n'offrant et ne recélant aucun risque de contagion. « Sans doute, a écrit Grancher, quelques bacilles tuberculeux immobilisés dans un ganglion ou un viscère pourront échapper à l'examen le plus attentif du médecin le plus instruit ; mais, outre que l'enfant porteur de ces bacilles latents n'est pas dangereux, qu'il ne peut contagionner personne, la vie à la campagne sera le remède efficace de cette tuberculose silencieuse. »

Le bon recrutement des familles nourricières, d'une part, et de l'autre la surveillance permanente des pupilles de l'œuvre exigent une collaboration médicale. Le professeur Grancher a donc fait appel à des médecins de campagne en les chargeant de constituer autour d'eux, dans une région intelligemment choisie, des foyers de placement placés sous leur contrôle. Le médecin, comme dans les services des enfants assistés et protégés, est la clé de voûte de l'édifice. Il est impossible de se passer de son concours effectif. La sécurité des placements repose entièrement sur lui. « Le foyer de campagne, a dit Grancher, pour être bon, fécond et utile, et pour donner son rendement maximum, doit être dirigé par des médecins attachés de cœur à cette nouvelle tâche. » Le corps médical est assez riche en dévouements pour que l'espoir du fondateur de la préservation de l'enfance contre la tuberculose ne soit pas déçu.

A peine constituée, l'œuvre nouvelle a montré sa vitalité. Le nombre des enfants placés à ce jour, au bout de trois années de fonctionnement, s'élève à 270, répartis dans les différents foyers (une douzaine). Chaque placement revient à 20 ou à 25 francs par mois, soit en réalité, tous frais compris, une dépense d'un franc par jour par tête de pupille.

Avec cette faible charge, un énorme résultat est atteint. Le mal insidieux, qui aurait, sans nul doute, envahi de frêles organismes, a été évité. La contagion familiale, si redoutable et dont l'enfant est la principale victime, est enrayée dans sa marche meurtrière. Que de bien obtenu à peu de frais et avec le minimum d'inconvénients, puisque la famille n'est pas définitivement dissociée et que, l'adolescence venue, le pupille rentre à la ville, si les siens le désirent ! L'expatriation ne persiste qu'avec l'assentiment des parents.

Une brève expérience ne suffirait pas à apprécier les conséquences de cette méthode de placement, si elle n'était corroborée par les observations sûres et concordantes des médecins et des administrateurs,

notamment en ce qui concerne les pupilles de l'Assistance publique. Les présomptions et les chances de sauvetage physiologique sont des plus fortes. Le changement de milieu fait son œuvre, la cure permanente d'air agit puissamment, les prédispositions morbides sont victorieusement combattues, et, non seulement le germe mauvais est comme écrasé dans l'œuf, mais encore, suivant l'expression médicale, le terrain est assez fortifié pour résister désormais à tous les assauts de la contagion et de la consomption.

*
* *

D'autres avantages découlent de ce mode d'assistance familiale. Le logis contaminé est en partie désencombré. La famille est allégée et peut mieux se consacrer au soulagement, au traitement du malade. L'acquisition d'un nouveau logement se trouve ainsi facilitée et l'aide indirecte des patrons de l'enfance menacée peut contribuer à la guérison de l'un des parents atteints, à la préservation de l'autre.

Les familles nourricières, qui reçoivent un subside mensuel de 20 ou 25 francs par mois, bénéficient d'une aide dont elles tirent un réel profit. L'entrée d'un petit pensionnaire, recherchée tout d'abord pour la rémunération qu'elle entraîne, ne tarde pas à susciter des sentiments moins intéressés. Les détracteurs du paysan se départiront de leur sévérité, lorsqu'ils auront sous les yeux les innombrables témoignages de dévouement et de désintéressement recueillis par les inspecteurs des services des Enfants-Assistés de France. M. Henri Monod a rassemblé une gerbe de ces témoignages qui font grand honneur aux populations rurales, dont l'âpreté au gain n'exclut nullement la générosité, la bonté.

Un lien adoptif se noue entre les parents nourriciers, lorsqu'ils sont bien choisis, et leurs petits pensionnaires. En sa courte existence, l'œuvre Grancher a déjà vérifié la justesse de cette observation. Une fois rentrés à la ville, les pupilles conservent un pied-à-terre au village où ils ont été élevés, ils font désormais partie de la famille qui n'hésitera pas à leur offrir, en cas de besoin, une hospitalité gratuite et fraternelle. A mesure que le nombre des pupilles augmentera et que les années passeront, les foyers de campagne, constitués par les médecins, auront plus de rayonnement et de vitalité.

Il est en outre excellent, ne fût-ce que pour la propagande et pour l'exemple, d'accréditer cette opinion que les médecins ne sont pas uniquement des guérisseurs, qu'ils ont en plus un rôle sanitaire et que leur ministère est surtout fait pour éloigner les maladies, pour les dépister avant qu'elles n'éclatent, pour veiller à l'assainissement des habitations non moins qu'à l'état de santé des personnes.

Ces vues nouvelles sur la transformation et l'agrandissement du mandat dévolu aux médecins se propageront naturellement, grâce aux consultations de nourrissons, aux consultations d'écoliers, grâce aux foyers de campagne abritant des petits citadins soustraits à la contagion urbaine et familiale.

Il est un autre aspect de l'œuvre fondée par Grancher que l'éminent vice-recteur de l'Académie de Paris, M. Liard, aura plus que tout autre contribué à éclairer. « Voulez-vous, écrivait-il dans une circulaire mémorable aux élèves des lycées de garçons et de filles de Paris, avoir votre part dans cette œuvre vraiment nationale, sociale et humaine? Voulez-vous, dès le lycée, pratiquer la solidarité entre enfants d'un même pays? Voulez-vous apprendre la fraternité sociale autrement qu'en paroles? Rien ne vous sera plus facile. »

La jeunesse a répondu avec enthousiasme à cet appel vibrant. Chaque lycée a voulu participer, sous la forme qui a eu ses préférences, à la fondation de bourses de pupilles, et ce bel élan de générosité juvénile n'est pas près de se ralentir, si l'on constate qu'à ce jour, sur 290 bourses de pupilles, 90 appartiennent aux élèves des lycées et collèges de l'Académie de Paris. Cette fraternité en action n'a pas un caractère abstrait. Lycéens et lycéennes, collégiens et collégiennes prennent part au recrutement de leurs pupilles, à leur placement; ils sont tenus au courant des péripéties et des incidents de la transplantation rurale, et leurs délégués vont sur place, une fois l'an, visiter les foyers de campagne. Aucune leçon de solidarité n'est à la fois plus touchante et plus forte, et les collaborateurs les plus actifs du professeur Grancher, les docteurs Faisans, Méry, Granjux ont été bien inspirés d'associer les jeunes protecteurs à la vie intime de leurs protégés.

L'œuvre de la préservation de l'enfance contre la tuberculose n'est pas exclusivement parisienne ; elle a des sections, des filiales dans un certain nombre de grandes villes ; elle décentralise à sa manière, en vue de provoquer sur tous les points du territoire urbain des manifestations identiques, une activité similaire.

Assurément le sauvetage de graines, enfermé dans une formule trop étroite, uniquement pratiqué dans le cercle restreint des foyers tuberculeux, ne résout pas intégralement le problème de la préservation. Grancher n'avait pas cette prétention; il a été le premier à signaler avec force, à la suite de ses investigations dans plusieurs écoles primaires, la nécessité d'organiser le dépistage précoce de la tuberculose et de créer des écoles de plein air, des écoles de santé pour les écoliers prétuberculeux ; il a préconisé les mesures indispensables de prophylaxie et

de prévention scolaires. Le compartiment qu'il a choisi est hélas! assez peuplé pour qu'une œuvre ainsi spécialisée ait sa raison d'être et son extrême utilité.

On ne voit pas pourquoi, dans cet ordre d'idées, l'exemple de Grancher ne serait point suivi. Il est à souhaiter que chaque famille tuberculeuse ou menacée de tuberculose soit placée sous un protectorat bienfaisant, non seulement pour les enfants à préserver, mais encore pour tous ses membres à soigner, à aider, à assister. Une institution qui se donnerait pour tâche le relogement de ces familles, placées dans un milieu pernicieux, ne serait pas moins utile pour limiter les effets de la contagion, et même pour l'enrayer complètement que pour le placement en sûreté de la graine.

Grancher a donné une belle leçon d'hygiène sociale, en montrant par le fait la simplicité des moyens de sauvegarde et de préservation. L'assainissement de l'habitation, l'acquisition du logement économique, l'élevage rationnel des enfants se complètent et se suivent. Nul ne voudrait délaisser une partie de la famille malheureuse, tandis que l'autre est efficacement secourue. C'est par la spécialisation des efforts bienfaisants et prévoyants que l'ensemble de la famille en danger physiologique sera protégé effectivement et victorieusement.

Rien n'est plus beau, rien n'est plus réconfortant que de voir avec quelle patiente ténacité les plus illustres représentants de la science médicale s'adonnent au sauvetage de leurs semblables, en fondant sur de nouvelles bases la médecine préventive. L'œuvre de la préservation de l'enfance contre la tuberculose, créée par Grancher, aujourd'hui présidée par le Dr Roux, a été méthodiquement conçue comme un des moyens propres à circonscrire la tuberculose, à lui enlever d'innocentes victimes, à la priver de matériaux inflammables; elle se propose rationnellement de placer dans des conditions de sécurité, aussi parfaites que possible, des enfants menacés, débilités, à qui la vie rurale assure un avenir amélioré, une restauration de santé, comme un réconfort vital.

A lui seul, un tel résultat, limité à une catégorie hélas! trop abondante de jeunes clients, caractérise l'œuvre favorite et suprême du professeur Grancher, et lui assigne une place d'honneur parmi les institutions de prévoyance sanitaire et d'hygiène sociale du vingtième siècle.

PAUL STRAUSS,
Sénateur.



LA LETTRE DE BLAISE PASCAL A FLORIN PÉRIER (1)

VII (*Post-scriptum*).

L'expérience dont le plan est énoncé dans le nº VII a été exécutée le 20 août 1907, dans le laboratoire de M. le Dr Paul Carnot, par le docteur lui-même et M. Georges Guadet, ancien élève de l'École polytechnique, aidés des avis de M. Lemoine, professeur de physique au lycée Louis-le-Grand. Ces messieurs ont employé : 1° un grand tube ayant 1 m. 68 de longueur, 18 millimètres de diamètre intérieur; 2° un petit tube de 0 m. 81 de longueur, 4 millimètres de diamètre intérieur, 2 millimètres d'épaisseur; 3° une éprouvette (jouant le rôle de godet du petit tube) de 0 m. 10 de longueur, 12 millimètres de diamètre intérieur, 1 millimètre d'épaisseur; 4° une baguette-soutien de 0 m. 83, soudée à l'éprouvette.

Le petit tube a été introduit, plein et renversé, dans le grand tube, également plein et renversé. Il a ensuite été coiffé de l'éprouvette, remplie, recouverte d'une peau de gant, et renversée; cela dans un élargissement provisoire en glaise ajouté à l'orifice du grand tube. Malgré toutes les précautions, il s'est introduit alors de l'air, qui n'a pu être entièrement chassé par des balancements successifs; dans le petit tube, le mercure est resté suspendu à une hauteur d'un centimètre environ.

Cette imperfection de détail ne peut rendre douteuse la réalité de l'expérience de Pascal. D'autres procédés sont d'ailleurs imaginables. Il a pu faire fabriquer une cuve tubulaire plus longue que le petit tube, y noyer celui-ci avec son godet, et amener le grand tube au-dessus du petit. Il a pu employer un grand tube ouvert par en haut, avec étranglement voisin du bout, introduire dessous le petit baromètre tout monté, boucher provisoirement en bas, remplir par en haut jusqu'au-dessus de l'étranglement, et, coupant le mercure en deux, souder l'étranglement par un jet de flamme (procédé, peut-être trop moderne, suggéré par M. G. Revault d'Allonnes). M. Georges Guadet m'a indiqué un autre moyen très élégant, mais qui suppose que le grand tube se déboucherait par en haut à volonté. Plus on inventera de méthodes pratiques différentes, et moins paraîtra fondée la négation de M. Mathieu.

XIV

L'adhésion de Pascal à ce que nous appelons la pression atmosphérique est exprimée, en un endroit

(1) Voir la *Revue Bleue* des 21 août et 7 septembre 1907. — Page 229, colonne 1, ligne 35, lire : dans des conditions *meilleures*.

de la *Lettre*, avec une réserve de forme (« *j'incline bien plus* à imputer tous ces effets... »), mais là-même elle est formulée en termes très nets, et dont on se sert encore aujourd'hui : « à imputer tous ces effets à la pesanteur et *pression de l'air* ». Si réellement Pascal a écrit ces mots le 15 novembre 1647, le public d'alors n'en a rien su (ni même les « curieux » de Clermont, puisque Périer reçut la *Lettre* à Moulins); donc, point de contrôle par le témoignage des tiers. M. Mathieu nous dit : Non, Pascal n'a rien pu écrire de tel en 1647; à cette date, il ne croyait pas encore à la pression atmosphérique; la prétendue expérience qu'il commente est imaginaire; la *Lettre* où il la commente est un faux.

Si on laisse de côté la *Lettre* en litige, c'est en juin 1648 que Pascal se prononça pour la théorie de la pression atmosphérique. Il le fit brièvement dans une longue lettre à un ami anonyme; d'après un document dont il sera parlé bientôt (la *Lettre de M. Pascal le père* au P. Noel), la lettre à l'ami fut communiquée à beaucoup de personnes (à Paris, par Blaise Pascal; à Rouen, par Etienne), bien que manuscrite encore. En fait, elle resta inconnue du public pendant cent trente ans ; la première impression en fut donnée en 1779 par Bossut, qui probablement la tenait, avec d'autres pièces, du maître des requêtes Guerrier de Bezance, lequel était apparenté à Pascal; selon Bossut, l'ami anonyme est Le Pailleur. La lettre à un ami, où Pascal attend encore l'expérience à faire « sur une de nos hautes montagnes », est antérieure au 19 septembre 1648, jour où Périer monta enfin au Puy-de-Dôme. Des raisons que M. Mathieu ne détaille pas ont permis à Thurot de la dater, avec certitude, du mois de juin.

La profession de foi scientifique que contient la lettre à un ami est indirecte et circonspecte. Pascal y dit du jésuite Noel, dont toute sa lettre discute les idées : « Pour la suspension de la liqueur, il l'attribue au poids de l'air extérieur. *J'ai été ravi* de le voir entrer dans le sentiment de *ceux qui ont examiné ces expériences avec le plus de pénétration*; car vous savez que la lettre du grand Torricelli, écrite au seigneur Ricci il y a plus de quatre ans, montre qu'il était dès lors dans cette pensée, et que *tous nos savants* s'y accordent et s'y confirment de plus en plus. *Nous en attendons néanmoins l'assurance* de l'expérience qui doit s'en faire sur une de nos hautes montagnes... » *Tous nos savants* : ces mots semblent viser particulièrement Roberval, qui s'est prononcé ou va se prononcer en public, et avec lui Mersenne; Auzout, peut-être, qui va s'ingénier à rendre la vérité évidente?

L'adhésion de Pascal à la pression atmosphérique tient peu de place, et elle a l'allure d'une simple parenthèse. La faute n'en est pas au janséniste ; elle est au jésuite que Pascal combat. Car le jésuite, soit par politique, soit par obscurité d'intelligence, avait noyé le peu qu'il avait dit d'excellent dans un abominable galimatias (*scolastique, si cartésien qu'il soit*, dit excellemment M. Milhaud), pour lequel M. Mathieu, qui se montre sévère pour Pascal jusque dans sa physique, a des trésors d'indulgence.

La lettre à un ami et la profession de foi qu'elle renferme sont de juin. Pascal donc se prononça en même temps que Roberval et Mersenne. La coïncidence est digne de remarque, et il faut savoir gré à M. Mathieu de l'avoir reconnue et signalée; mais en donne-t-il l'explication véritable? L'expérience d'Auzout, selon lui, a forcé la main à Pascal, jusque-là adversaire de la pression atmosphérique comme Roberval, et qui se trouvait *en même posture, ou peu s'en faut*. « Il s'en tirera, comme Roberval, moins franchement peut-être..., moins brillamment aussi... » Les choses semblent un peu plus simples, si on se reporte à ce qui a été dit plus haut. En juin 1648, ce n'est pas l'expérience d'Auzout qui a fixé l'opinion de Roberval et de Mersenne, c'est l'expérience de Pascal. Du moment qu'en juin, il la fait connaître ou la laisse connaître, il est bien aise de prendre acte de la conclusion qu'elle impose; c'est le seul moyen de n'être pas devancé par ses propres convertis.

XX

Pour étudier la pensée scientifique de Pascal à l'époque qui nous intéresse, c'est-à-dire entre le moment où l'expérience du vide dans le vide put être faite devant Périer (commencement de septembre 1647) et l'impression de la *Lettre* suspectée de faux (fin de 1648), on a deux sources importantes.

L'une des deux sources est la plaquette de 32 pages intitulée *Expériences nouvelles touchant le vide*, mais que Pascal appelle lui-même son Abrégé, par opposition au traité complet qu'il se proposait de publier plus tard; le *Privilège* est daté du 8 octobre 1647.

L'autre source est la série des documents concernant une controverse avec le jésuite nommé tout à l'heure, le P. Noel, ancien maître de Descartes à La Flèche, qui avait écrit à Blaise Pascal au sujet des *Expériences nouvelles touchant le vide*. La réponse de Blaise à Noel est du 29 octobre 1647. A la réponse de Blaise, Noel se hâta de répliquer par une nouvelle lettre. Blaise n'y répondit pas; en mars ou avril 1648 Noel lui envoya sa *Gravitas comparata*. La lettre, déjà mentionnée, de juin 1648 à un ami (Le Pailleur) constitue une réponse aussi indirecte que tardive à la seconde lettre de Noel; Blaise y

explique pourquoi il s'était volontairement abstenu de s'adresser une seconde fois au P. Noel lui-même. Pendant que Blaise écrivait à l'ami anonyme, il reçut du P. Noel d'abord un nouveau livre, très agressif à son égard, intitulé *Le plein du vide*, puis un feuillet supplémentaire. Non content de répondre au triple envoi de l'ancienne lettre, du livre et du feuillet sous la forme indirecte de sa lettre à un ami, Blaise fit écrire à Noel par son père, Étienne Pascal, qui releva violemment les attaques contenues dans le *Plein du vide*. La longue lettre d'Étienne (20 p. in-8 en petit caractère) a été probablement rédigée par Blaise. Cela fait trois écrits émanant de Blaise et relatifs à Noel : 1° lettre du 29 octobre à Noel, signée de Blaise ; 2° lettre sur Noel adressée à un ami, écrite en juin, signée de Blaise ; 3° lettre postérieure, adressée à Noel lui-même, signée d'Étienne.

Si on ajoute les *Expériences nouvelles touchant le vide*, qui donnèrent occasion à la polémique avec Noel, il y a en tout quatre documents distincts. Deux sont plus anciens que la date de la *Lettre* à Périer (15 novembre ; deux sont postérieurs à cette date.

Les deux plus récents des quatre documents ont suggéré à M. Mathieu des suspicions extrêmement subtiles. A ces suspicions, je répondrai sommairement ; un avantage du sang-froid, c'est de pouvoir garder la mesure.

La lettre à un ami et la lettre d'Étienne Pascal, d'après M. Mathieu, font partie d'un *dossier* que Blaise se prépare. Ces deux lettres sont ingénieusement combinées pour authentiquer un jour le faux futur que Pascal médite déjà, la *Lettre* à Périer. Par exemple, quand on doutera de la lettre de novembre, Pascal n'aura qu'à citer celle de juin. Voyez, dira-t-il, « *j'annonçais déjà que* depuis plus de six mois *j'avais écrit à mon beau-frère* ». Ici, il me faut interrompre M. Mathieu ; il a trop lu entre les lignes. La lettre à l'ami anonyme dit simplement : « Je n'espère la recevoir [l'expérience] que dans quelque temps, parce que, sur les *lettres* que j'en ai écrites il y a plus de six mois, on m'a *toujours* mandé que les neiges rendent leurs sommets inaccessibles ». Il n'y a ni *mon beau-frère* ni *M. Périer*, et il y a *lettres* au pluriel. Ce n'est pas un latinisme (*litterae* « l'épître ») car le pluriel est corroboré par l'adverbe *toujours*. Ce qui me parait résulter de ce passage, pourvu qu'on le prenne dans son sens naturel, c'est que, sachant que Périer avait pour longtemps quitté Clermont, Pascal s'est informé de temps en temps auprès d'un Clermontois quelconque. Périer lui-même ne l'aurait-il pas engagé à obtenir d'un autre l'expérience qu'il n'espérait plus faire ? Comparer la démarche que Mersenne, en janvier 1648, tenta auprès de Le Tenneur.

M. Mathieu s'étonne que Pascal, dans la lettre à un ami, ne compte sur le résultat de l'expérience que *dans quelque temps*. C'est *d'un jour à l'autre*, dit-il, que Pascal devrait attendre la réponse de son beau-frère ; et il trouve suspecte la prévision d'un nouveau retard. Elle n'a plus rien qui puisse inquiéter le lecteur, car celui-ci sait maintenant que le beau-frère n'avait pas à répondre à ce moment. Périer était le 19 juin à Paris, venant probablement non de Clermont, mais de Moulins ; il ne rentra à Clermont que dans la seconde moitié de juillet, peut-être tout à fait à la fin du mois ; enfin la durée du séjour à Paris, on a vu cela exposé par M. Mathieu lui-même, pouvait dépendre de certains dissentiments dans la famille Pascal.

La lettre à un ami est visée dans la lettre d'Étienne Pascal en plusieurs passages ; parmi ceux-ci, il en est un où il s'agit de la personne de l'ami anonyme : Blaise « ajouta ensuite qu'*un de mes intimes amis depuis trente ans et plus*, plein d'honneur, de doctrine et de vertus, lui avait, quelques jours avant ma lettre, *fait les deux mêmes questions* ; que cela lui avait donné lieu de faire réponse à cet ami, par laquelle il ne s'est pas contenté de satisfaire à sa curiosité *sur les deux demandes*, mais qu'il y a de plus, *par la même pièce*, réparti à votre seconde lettre... » Le signalement de l'inconnu, ami d'Étienne depuis trente ans et qui a fait à Blaise deux questions définies, semble assez précis pour qu'il se reconnaisse lui-même ; d'ailleurs la longue lettre (30 p. in-8°) que Blaise lui a écrite, et qui n'a certainement pas de jumelle, étant déterminée par l'indication de son contenu, tous les doutes seraient levés si l'ami en pouvait avoir. Mais, dans le plan machiavélique que M. Mathieu combine pour l'imputer à Blaise, il faut que l'ami se taise ; il sera un témoin par son silence. Voilà pour quels motifs l'honnête Le Pailleur n'est pas nommé ; voilà pourquoi, pour comble d'astuce, il est qualifié de *plein d'honneur, de doctrine et de vertus* ; un si bel éloge servira de bâillon à sa modestie. La passion a emporté ici M. Mathieu hors du bon sens. Un exemple si topique me paraissant suffire, je m'abstiendrai de démolir pièce à pièce la « construction à trois étages » que M. Mathieu décrit avec une étonnante précision, celle de l'architecte qui l'a échafaudée.

XVI

Adhérant à la théorie de la pression atmosphérique dans la lettre à un ami, Pascal, on l'a vu, le fit avec une réserve assez prudente : « *Nous en attendons l'assurance* de l'expérience qui doit s'en faire... » Il y a aussi une réserve de forme, on l'a vu également, dans la *Lettre* à Périer du 15 novembre 1647. Pourquoi cette circonspection ?

Étienne Pascal, dans la lettre que son fils obtint

de lui, annonce l'intention de discuter lui-même, avec des amis, « l'opinion touchant l'explication de la suspension du vif-argent dans le tube *par la pesanteur de la colonne d'air* » ; il proposera *ses difficultés*, qui l'*empêchent d'acquiescer* à cette opinion, après quoi il ne fera plus d'obstacle à la publication de la lettre de Blaise à l'ami anonyme. Ainsi Blaise est retenu, ou, tout ou moins, feint d'être retenu, par l'autorité paternelle. Est-ce bien pour son père qu'il évite une profession de foi trop tranchante ?

Ce pouvait être aussi par un scrupule de méthode. Tant que des hommes comme Roberval rejetaient la vraie doctrine, Pascal pouvait nourrir en lui-même un sentiment de conviction absolue, sans croire que ce sentiment fût de nature à pouvoir être imposé à autrui.

Même en dedans, il avait le droit (le devoir peut-être) de ne considérer la théorie de la pression atmosphérique que comme provisoire ; en bonne logique, en effet, aucune preuve n'est décisive tant qu'on imagine une autre vérification. Il restait en novembre 1647, il restait aussi en juin 1648, à faire l'expérience du Puy-de-Dôme ; donc la situation logique est la même, d'une part dans la *Lettre* à Périer, d'autre part dans la lettre à un ami et dans la lettre d'Étienne Pascal. Aussi l'attitude personnelle de Blaise est-elle la même de part et d'autre ; il fait à la doctrine de la pression atmosphérique, en novembre comme en juin, une adhésion nette, mais provisoire.

Il en est autrement dans les deux écrits antérieurs au 15 novembre, les *Expériences nouvelles touchant le vide* (privilège du 8 octobre 1647) et la lettre de Blaise à Noel (29 novembre) ; là, Pascal tient pour l'horreur (limitée) du vide. A-t-il donc, entre le 29 octobre et le 15 novembre, trouvé un « chemin de Damas » ? L'intervalle est serré ; la contradiction de Pascal avec lui-même semble bien embarrassante. De la façon la plus simple, M. Mathieu la résout par son hypothèse du faux. Il n'y a pas de *Lettre* du 15 novembre. La *Lettre* à Périer a été fabriquée après que Pascal, en juin 1648, avait eu les yeux ouverts par l'expérience d'Auzout ; peut-être même est-elle postérieure à l'expérience du Puy-de-Dôme. Si elle cadre si bien avec la lettre à un ami et avec la lettre d'Étienne Pascal, c'est que c'est un document de la même période.

Blaise Pascal, lui aussi, s'est aperçu de sa contradiction ; avec lui-même ; naturellement, il en donne une explication différente. *Lettre* à Périer : « Ce n'est pas que je n'eusse ces mêmes pensées lors de la production de mon Abrégé [les *Expériences nouvelles touchant le vide*] ; et toutefois, faute d'expériences convaincantes, je n'osai pas alors (et je n'ose pas encore) me départir de la maxime de l'horreur du vide, et je l'ai même employée pour maxime dans mon Abrégé, *n'ayant alors d'autre dessein que de combattre l'opinion de ceux qui soutiennent que le vide est absolument impossible*, et que la nature souffrirait plutôt sa destruction que le moindre espace vide. En effet, je n'estime pas qu'il nous soit permis de nous départir légèrement des maximes que nous tenons de l'antiquité, si nous n'y sommes obligés par des preuves indubitables et invincibles. Mais, en ce cas, je tiens que ce serait une extrême faiblesse d'en faire le moindre scrupule, et qu'enfin nous devons avoir plus de vénération pour les vérités évidentes que d'obstination pour ces opinions reçues ». Si la *Lettre* est un faux, tout ceci a chance d'être un mensonge effronté ; tout ceci au contraire est nécessairement véridique, si Pascal l'a écrit le 15 novembre 1647. Les deux accusations, celle de faux et celle de mensonge, sont liées.

Que penser des déclarations de Pascal sur sa façon d'agir dans les *Expériences nouvelles touchant le vide* ? Je sens très bien que, si j'étais physicien, je ne réserverais et ne dissimulerais pas ma pensée ; je ne ferais pas vu l'absolue liberté d'aujourd'hui, ce que Pascal dit avoir fait en 1647. Si net pourtant que soit ce témoignage de ma conscience, il ne me suggère, en ce qui touche l'attitude scientifique que s'attribue Pascal, ni une tentation de mésestime, ni même une tentation d'étonnement. Cette absence de surprise tient à ce que j'ai lu M. Mathieu.

Par M. Mathieu, j'ai appris que le jésuite Noel avait donné à son élève Descartes des conseils de prudence scientifique, et que le grand Descartes les avait écoutés. « Tous deux s'étaient mis d'accord sur cette tactique : ne rien nier, ne rien réfuter, n'attaquer personne, juxtaposer aux explications verbales de l'ancienne philosophie les théories mécanistes de la nouvelle science, et laisser faire le temps. C'était déjà la pédagogie d'opportunisme progressiste que les jésuites pratiquèrent pendant deux siècles et dont Gaspard Schott donnera, un peu après, de curieux exemples : il expliquera, par exemple, l'ascension de l'eau dans les pompes par l'horreur du Vide... [*Les points de suspension sont de M. Mathieu*] et la pesanteur de l'air ». La prudence de Pascal est autre sans doute. Au lieu de juxtaposer les inconciliables, il ajourne le prématuré ; c'est peut-être de l'opportunisme janséniste et non de l'opportunisme jésuite, mais c'est un opportunisme tout de même. Le procédé est-il lâche ? ni moins que l'autre, ni plus. Il n'est pas même lâche du tout, si j'en crois M. Mathieu : « Avant d'ouvrir l'Abrégé, on trouvait dans le titre *tout ce qu'il fallait pour irriter* ceux qui étaient aveuglément attachés à l'enseignement de l'École, c'est-à dire presque tout le monde, et *pour inquiéter* ceux qui, dans l'intérêt de la science naissante, auraient voulu qu'on n'irritât personne ». Et M. Mathieu, interprétant l'impression

du P. Noel, dit encore : « Affirmer le Vide aussi violemment que le faisait Pascal, *c'était dangereux et inutile* ».

Affirmer le *vide*, c'était ébranler l'idée, alors quasi religieuse, de l'*horreur* que le vide inspire à la Nature. Malgré tous les compromis momentanés, l'une des deux idées devait éliminer l'autre. Je ne vois donc pas pourquoi Pascal n'en aurait pas pensé plus qu'il n'en a voulu dire. Il se pourrait, selon une expression ironique de M. Mathieu, que les *Expériences nouvelles touchant le vide* fussent « pleines de pression atmosphérique à l'état latent ».

La tactique de Pascal vis-à-vis du public, la feinte, fut d'abord celle que Noel employa vis-à-vis de Pascal. Dans sa première lettre, écrite entre le 8 et le 29 octobre 1647, il feint d'expliquer encore la suspension du mercure par la *continuité des éléments*, ce qui est un nom décent de l'horreur du vide. Pascal lui répond le 29 ; dans sa réplique, à quelques jours de distance, Noel met en avant l'action de l'air, qui pèse et charge la cuvette. Donc Noel avait d'abord caché sa *pensée de derrière la tête*. Plus tard, la tactique de Noel fut modifiée ; il renonça à feindre clairement. Pascal, pendant qu'il écrivait sa lettre de juin à un ami, reçut coup sur coup de Noel son livre le *Plein du vide* et un feuillet supplémentaire. Le feuillet parlait de la pression de l'air sur la cuvette, mais le livre ne parlait que de la *légèreté mouvante de l'éther*. La *légèreté mouvante de l'éther*, ce n'est plus l'absurde horreur du vide ; non, cela n'est pas absurde, ni non plus raisonnable, car cela ne veut rien dire ; il y a obscurité cherchée, pêche en eau trouble, équivoque. M. Mathieu, qui a raison, à mon sens, ne se scandalise nullement de ces artifices. « Le feuillet supplémentaire est peut-être une communication confidentielle, destinée seulement aux esprits émancipés... Dans cette hypothèse, *Noel ne trompe pas le public* [sauf en mettant ses contradictions au compte de l'imprimeur] : *il lui présente la dose de vérité et de nouveauté qu'il le croit capable d'accepter* ; il ne combat pas la vérité, comme le prétend Pascal ; il la sert, maladroitement peut-être, mais sincèrement ; pour faire avancer la science *sans inquiéter l'esprit conservateur et sans provoquer de réaction*, il lui donne des expressions graduelles qu'il essaie d'adapter à l'état des divers esprits qu'il veut atteindre. *Ce jésuitisme-là, il faut reconnaître que les savants ont dû le pratiquer dans tous les siècles d'intolérance* ». Fort bien, et il n'y a rien à reprendre dans cette interprétation, peut-être trop favorable à Noel, dit M. Mathieu, « mais conforme à ce que nous savons de lui *et des coutumes de son temps* » ; seulement, si l'intolérance légitime l'équivoque de l'un, pourquoi ne légitimerait-elle pas la feinte nette de l'autre ?

Entre l'équivoque et la feinte, la différence me paraît moins morale qu'intellectuelle. La simple feinte est supportable à un implacable logicien comme Pascal, qui rêve de modeler toute méthode sur la méthode géométrique ; l'équivoque répugne invinciblement à sa tournure d'esprit. Mais, puisque les temps lui ont imposé de tricher avec le vrai, je ne veux pas esquiver la question morale.

En morale comme en logique, je comprends mieux Pascal feignant sur la doctrine que fabriquant un faux. Je comprends d'ailleurs sa feinte mieux que telle autre, parce qu'elle est négative ; elle consiste à *ne pas se départir* des maximes des anciens ; au lieu d'introduire dans le monde une erreur nouvelle, elle ne fait qu'entretenir l'erreur consacrée. Je la comprends enfin, parce que Pascal est un jeune homme. L'âge des grands hommes, pour la postérité, paraît irréel comme celui des statues ; il a pourtant été une réalité. Descartes, qui a passé sa vie dans des précautions matérielles contre l'intolérance, a pourtant attendu d'avoir quarante ans pour publier le *Discours de la méthode*. Un laïc de vingt-quatre ans, en 1647, pouvait-il sûrement (et pouvait-il utilement) s'attaquer sans arrière-pensée à un préjugé mystique comme l'*horreur du vide* ? On a vu la timidité de Noel, qui était âgé d'environ soixante-dix ans, et que sa robe défendait. M. Mathieu ne blâme pas Noel quand celui-ci, en suggérant à Pascal d'aller le voir, tâche de « ne laisser aucune preuve écrite de ses hardiesses ».

Noel a une justification : c'est que, pour dissiper l'équivoque de son livre, il compte sur son feuillet annexe. Pascal aussi a une justification pour la feinte des *Expériences nouvelles* d'octobre, Abrégé qui n'est qu'une simple plaquette et un simple échantillon d'un Traité futur. La justification des *Expériences nouvelles*, c'est la *Lettre* du 15 novembre, écrite non seulement pour Périer, mais pour le public, *Lettre* qui dévoilera la feinte et qui lui substituera la vérité pure, aussitôt que Périer sera monté sur le Puy-de-Dôme. Car, en écrivant, Pascal n'a aucune raison de prévoir ni que Périer va le faire attendre dix mois, ni que lui-même, en 1648, va laisser son imprimé inédit, ni que le Traité que l'Abrégé annonce ne paraîtra jamais.

Jusqu'à démonstration contraire, je croirai à la feinte que Pascal lui-même expose si clairement dans sa *Lettre*. Il ne ment donc point en exposant sa feinte ; or, s'il ne ment point, rien n'indique que la *Lettre* soit un faux.

XVII

La pression atmosphérique suppose que l'air est un corps pondérable. Ainsi pense Noel dans son feuillet supplémentaire, c'est-à-dire là où il sort de

l'équivoque : « Que l'air commun que nous respirons, et qui est sur la surface du vif-argent qui est dans la cuvette, soit pesant, on n'en doute pas après avoir pesé la canne à vent devant et après l'avoir chargée ».

Pascal aussi croit l'air pesant quand il écrit dans sa *Lettre* du 15 novembre 1647 : « J'incline bien plus à imputer tous ces effets à la *pesanteur* et pression de l'air ». M. Mathieu, convaincu que la *Lettre* est un faux, pense que Pascal y antidate sa pensée. En 1647, comme en fait foi le silence des *Expériences nouvelles touchant le vide* (je rappelle que le *Privilège* est du 8 octobre), Pascal n'admettait pas que l'air eût un poids. Il pensait peut-être, comme Guiffart, médecin de Rouen, dont il reçut l'imprimé en août 1647, que l'air n'est *ni pesant ni léger* [je me figure mal une telle expression sous la plume de Pascal, qui aime à user de termes définis], et que, comme tous les corps célestes, l'air ne peut *ni monter ni descendre*, *mais seulement tourner*.

Le silence des *Expériences nouvelles* ne prouve évidemment rien si, dans les *Expériences nouvelles*, on accepte en bloc la feinte systématique déclarée par Pascal et discutée tout à l'heure. M. Mathieu a mis en avant un argument plus grave, une erreur de doctrine que Pascal a laissé échapper.

Il s'agit de l'expérience de la seringue-baromètre contenant successivement des espaces vides inégaux, et qui, pesée chaque fois sur le mercure (non pas *en expérience dans le mercure*, comme dit négligemment M. Mathieu) garde un poids constant ; cela, dans l'air, gaz pondérable. En vertu du principe d'Archimède, à chaque volume différent de la seringue doit correspondre une déperdition de poids différente, due au volume différent de l'air déplacé. Si donc Pascal a été satisfait de trouver toujours le même poids, c'est qu'il fait abstraction du principe d'Archimède ; c'est donc qu'il nie la pesanteur de l'air.

En soi, le raisonnement est irréfutable, et j'avoue qu'il m'a fait l'impression la plus vive, aussitôt que j'ai pu examiner dans l'original l'expérience obscurément exposée par M. Mathieu. L'expérience pourtant a une certaine valeur négative. Si à l'augmentation du volume du vide avait correspondu un accroissement de poids, cela aurait prouvé que le vide cachait un corps, par exemple des vapeurs de mercure. Mais le raisonnement de M. Mathieu, si excellent qu'il soit *in abstracto*, est-il applicable à un savant de 1647 ? C'est ce que je ne crois pas démontré.

Le P. Noel qui, en théorie et dans son feuillet annexe, est si net sur la pesanteur de l'air, l'ignore pratiquement dans le corps de son ouvrage. Il cite en effet, sans broncher, la page entière de Pascal relative à l'expérience de la seringue. Et il la commente en ces termes : « Cette expérience est une confirmation de ce qui a été dit jusqu'à présent, et n'a rien de nouveau que *le même poids* de la seringue, avec un petit et grand espace d'éther, qui ne pèse point *et ne change pas le poids*. Sa légèreté ne paraît qu'au mouvement, et n'est pas sensible en ce poids qu'on fait de la seringue ». Noel, lui aussi, oublie absolument le principe d'Archimède.

Archimède en personne, dans sa baignoire, s'était-il rendu compte que l'air nous allège aussi effectivement que l'eau ? Quelqu'un, avant 1647, a-t-il écrit ou enseigné que le principe d'Archimède est valable pour l'air ? Il manque, dans les articles si nourris de M. Mathieu, une histoire sommaire du *Principe* quant à son application aux gaz. Postérieures aux *Expériences nouvelles* paraissent être les expériences de Roberval dont M. Mathieu parle ainsi : « Au moyen d'un appareil, que la description de Mersenne a rendu inintelligible, il pèse successivement à l'air libre et dans le tube des objets de faible poids et de grand volume, de la moelle de sureau et des vessies de poissons ».

Dans le chapitre V du *Traité de l'équilibre des liqueurs*, il est dit que deux corps, en équilibre dans *l'air sec*, cessent de l'être dans *l'air humide*. Mais, là même, Pascal ne songe pas à examiner, d'une façon générale, si un corps a dans l'air tout son poids. Dans *l'air humide*, ce qui semble l'intéresser est l'action de l'eau ; la voit-il par l'imagination comme si elle restait à l'état liquide ?

XVIII

Le moment est venu de regarder en arrière. Que subsiste-t-il de l'imputation de faux, lancée avec une vigueur non méconnaissable contre Blaise Pascal, et relative à un texte bien déterminé, la *Lettre* à Périer du 15 (ou 16) novembre 1647 ?

La preuve fondamentale de M. Mathieu, celle qui lui paraît avoir une importance telle que, si elle disparaissait, *la discussion serait vidée à ses dépens*, la preuve tirée de la prétendue impossibilité d'une certaine expérience, a été ruinée de fond en comble, et j'estime qu'il n'en reste rien.

D'autres arguments précis ont été détruits grâce aux informations nouvelles recueillies dans les archives par M. Jaloustre. Ainsi l'intervention d'un document inconnu infirme au lieu de confirmer ; il y a là une grave présomption d'erreur.

Peu décisifs, pour les raisons qui ont été minutieusement exposées, sont les indices indirects tirés des trois faits suivants :

1° La *Lettre* dit inexactement que Mersenne *s'est déjà engagé* par des lettres nombreuses ; 2° l'authenticité de la *Lettre* implique, de la part de Pascal, et comme lui-même le dit, une dissimulation volon-

taire de sa pensée scientifique; 3° il semble y avoir contradiction doctrinale entre la *Lettre* et l'expérience de la seringue-baromètre.

Or l'accusation de faux est trop grave, fût-ce au seul point de vue de la simplicité des hypothèses, pour être admise légèrement à l'égard de qui que ce soit. Quant à Pascal, à supposer qu'il ait été moralement et intellectuellement capable de fabriquer de toutes pièces une fausse lettre de lui-même, on ne comprend pas à quel calcul il aurait obéi; il n'a tiré aucun profit, ni matériel, ni abstrait, de la *Lettre* arguée de faux, puisqu'il l'a laissée inédite. Si d'ailleurs elle avait été fausse, il ne pouvait songer à la publier; ç'eût été escompter la complicité de son beau-frère, et, de la part de Périer, il eût encouru le risque d'un démenti, ou tout au moins d'une brouille.

Et Périer, au fait? C'est lui qui a publié, en 1663, la *Lettre* inédite, vieille alors de seize à dix-sept ans. Ce serait une complicité, quoi qu'en dise M. Mathieu, si toute la *Lettre* était de pure imagination; tout ce qu'on peut accorder, c'est qu'une publication posthume, faite après un pareil intervalle, n'engage pas Périer quant à chaque détail du texte. Elle l'engagerait encore moins si l'autographe avait été réclamé par Pascal, pour servir à l'impression, puis détruit ou perdu. Toutefois, sur un point capital, il se trouve que Périer nous a laissé indirectement un certificat personnel. Je veux parler du passage où il explique pourquoi l'expérience du vide dans le vide n'a pas été admise dans le *Traité de la pesanteur de la masse de l'air*. Rien ne l'obligeait à fournir une telle explication; en la donnant, il atteste librement que l'expérience a bien été faite devant lui.

Je n'hésite pas à conclure : *La théorie qui fait de la* Lettre *un faux pur et simple est une imagination contraire à la vérité.*

XIX

Un malaise, néanmoins, continue de peser sur l'esprit. Il tient à des faits étranges, sur lesquels il est difficile de raisonner avec précision, et qui n'en sont que plus importuns à la pensée.

D'abord, il est surprenant que l'opuscule contenant la *Lettre*, et que Pascal avait pris la peine de faire imprimer, n'ait été ni sérieusement distribué ni mis dans le commerce. L'étonnement redouble, quand on lit la fin du morceau intitulé *Au lecteur*. Pascal s'exprime ainsi sur l'expérience du Puy-de-Dôme : « Et, comme par un avantage particulier, ce souhait universel l'avait rendue *fameuse avant que de paraître*, je m'assure qu'elle ne deviendra pas moins illustre après sa production, et qu'*elle donnera autant de satisfaction que son attente a causé d'impatience. Il n'était pas à propos d'y laisser languir plus longtemps ceux qui la désirent*; et c'est pour cette raison que *je n'ai pu m'empêcher de la donner par avance*, contre le dessein que j'avais de ne le faire que dans le Traité entier (que je vous ai promis dans mon Abrégé), dans lequel je déduirai... Mais comme il ne peut pas sitôt paraître, *je n'ai pas voulu la retenir davantage*, autant pour mériter de vous plus de reconnaissance par ma *précipitation*, que pour éviter le reproche du tort que je croirais vous faire par un plus long retardement ». Que penser de cette *précipitation* qui aboutit à s'abstenir? cache-t-elle quelque dessous louche? Faut-il, au contraire, se tranquilliser en considérant la non-publication de l'opuscule comme un cas d'un parti-pris plus général? Car d'autres imprimés de peu d'étendue sont restés inédits comme l'opuscule; le *Traité de l'équilibre des liqueurs* et le *Traité de la pesanteur de la masse de l'air* n'ont paru qu'après la mort de Pascal; le Traité détaillé promis dans les *Expériences nouvelles touchant le vide*, et de nouveau promis par l'opuscule, n'a pas été retrouvé... Pour voir clair dans cet ensemble de faits, il faudrait avoir passé en revue toute la biographie scientifique de Pascal et aussi toute l'histoire de toutes ses idées, à commencer par ses idées religieuses; il faudrait, en particulier, avoir fait la psychologie de sa grande crise. En attendant, la non-publication de l'opuscule reste un premier motif d'inquiétude. Inquiétude d'autant plus vive que; dans un document de 1651, qui sera cité plus loin (XX), Pascal affirme que des exemplaires de l'opuscule ont été *envoyés de toutes parts*. Le fait est faux, et l'écrit où Pascal l'énonce, destiné aux Clermontois, qui ne peuvent vérifier, n'a certainement pas été communiqué aux savants de Paris.

Un second motif d'inquiétude, c'est le fait de l'impression en deux fois. On ne peut chasser l'idée que la première partie de l'opuscule, celle qui contient la *Lettre*, et qui consiste en deux feuilles de quatre pages, a chance de représenter une réimpression et un remaniement. Cette partie d'opuscule a été imprimée avec des caractères frais; l'autre, avec des caractères fatigués; les caractères frais semblent se retrouver dans un *papillon* de la seconde partie. Toutes les disparates typographiques et orthographiques s'expliqueraient d'elles-mêmes. De même le vide qui occupe un tiers de la huitième page, la dernière de cette partie d'opuscule.

Enfin un troisième motif d'inquiétude est le mystère où Pascal aurait tenu longtemps son expérience du vide dans le vide. Ayant parlé de cette expérience le 15 ou 16 novembre 1647, l'ayant même exécutée devant Périer à une date qui ne peut être postérieure au premier tiers de septembre, il aurait attendu juin 1648 pour la laisser connaître à Roberval et à

Mersenne. Cela est si-surprenant qu'autant vaut dire : Cela est incroyable.

Faudrait-il, par hasard, substituer à l'hypothèse du faux pur et simple l'hypothèse moins grave d'une interpolation d'auteur? On se rappelle que, le 19 juin 1648, Périer était à Paris. C'est du 1er au 11 juin que l'expérience fut communiquée à Mersenne; c'est vers la même date que Périer y aurait assisté; plus tard l'expérience de juin aurait été racontée dans une addition à la *Lettre* de novembre 1647 : cette addition n'aurait pas été faite dès l'impression de l'opuscule, mais Pascal l'aurait insérée, à une date postérieure, en remaniant et réimprimant la première partie. Cela arrangerait bien des choses. Voilà pourquoi, dans la *Lettre*, le récit de l'expérience semble inutile. Voilà qui fera voir sous un nouvel aspect la locution « ces jours passés ».

Matériellement, il est probable que l'expérience de Pascal ne pouvait pas être exécutée au commencement de septembre 1647. Le 20 du même mois, en effet, Roberval écrit encore : « *Nous attendons* des tubes où nous puissions introduire certains animaux ». En juin 1648, Roberval et ses amis devaient avoir depuis longtemps leurs gros tubes à animaux ; c'est avec un de ces gros tubes que Pascal aura fait son expérience des *deux tuyaux l'un dans l'autre.*

Sous une forme atténuée, le lecteur voit renaître l'accusation énorme de M. Mathieu. Ceux qui ont lu ses articles n'en seront pas surpris, car ils n'auront pu en méconnaître le sérieux et la force. Pour moi, qui viens de le combattre, j'ai eu plus d'une fois le sentiment que je lui portais certains coups décisifs ; jamais il ne m'a semblé que je fusse venu à bout de lui. Sa thèse excessive peut avoir été ruinée, quant à la lettre ; c'est elle, pourtant, sauf l'excès, qui triomphe quant à l'esprit.

Aux arguments de fait s'ajoutent des arguments littéraires. Dans la *Lettre*, Pascal expose deux fois qu'il opine pour la pression atmosphérique, et deux fois il conclut pourtant à ne pas se départir de l'ancienne maxime de l'horreur du vide. Or, la première fois, ses réflexions ont un caractère général ; la seconde fois, elles portent plus particulièrement sur la conséquence à tirer de l'expérience décrite, et elles sont inséparables du récit. Ainsi, dans ce récit qui est un hors-d'œuvre, on trouve une redite La *Lettre* gagnera donc littérairement, bien loin de perdre, si on ôte tout ce qui concerne l'expérience. L'ablation faite, les tronçons restant auront besoin d'un raccord grammatical, ce qui revient à dire que Pascal, comme il est naturel s'il y a interpolation d'auteur, en a pris à son aise avec sa rédaction primitive.

Une objection est possible. Roberval lui-même ayant été forcé, par l'expérience de juin, de confesser la pression atmosphérique, comment se fait-il qu'à son auteur l'expérience ne paraisse pas décisive? « Il y avait lieu, dit la *Lettre*, de se persuader que ce n'est pas l'horreur du vide, comme nous estimons, qui cause la suspension du vif-argent dans l'expérience ordinaire, mais bien la pesanteur et pression de l'air, qui contrebalance la pesanteur du vif-argent. Mais, *parce que tous les effets de cette dernière expérience des deux tuyaux*, qui s'expliquent si naturellement par la seule pression et pesanteur de l'air, *peuvent encore être expliqués assez probablement par l'horreur du vide*, je me tiens dans cette ancienne maxime... » Il faut répondre, je crois, que Pascal est un logicien absolu, qui ne règle pas sa méthode sur la résistance ou l'adhésion d'autrui. Vu abstraitement et sans considération des personnes, ce qu'il dit n'est pas une phrase en l'air. Puisque Roberval, qui, avant le 20 septembre 1647, (lettre à Desnoyers), avait introduit de l'air et de l'eau, par en bas, dans le tube barométrique et constaté la baisse du mercure, en rendait compte sans se départir de ses anciennes doctrines, c'est qu'à ce moment sa pensée parvenait à combiner l'action de l'horreur du vide (déguisée sous le nom d'attraction) avec celle d'une autre force; après juin, une combinaison analogue ne pouvait elle être appliquée par un autre Roberval aux phases tierces de l'expérience du vide dans le vide? Quant à la seconde phase, la chute du mercure y prouvait simplement que l'*horreur* totale est décomposable en *horreurs* partielles. Pascal donc raisonne bien en démêlant lui-même ce qui manque encore à l'expérience passée. Le reconnaître, d'ailleurs, ne doit pas lui coûter ; moins la vieille expérience de juin 1648 sera glorifiée, et plus la nouvelle expérience du 19 septembre aura de prix. Par là est levée l'unique difficulté que semblait comporter l'hypothèse de l'interpolation tardive.

Si le récit de l'expérience n'est pas de novembre, les mots si embarrassants *ces jours passés* ne sont plus et ne peuvent plus être qu'une expression en l'air, mise au hasard pour arrondir la phrase ; en fait, il était impossible de joindre au prétérit *je fis* une expression de temps qui fût juste, puisque, par hypothèse, le fait raconté est postérieur au récit.

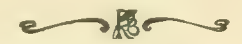
S'interpoler soi-même, c'est faire un petit mensonge. La fiction pouvait paraître innocente à Pascal; il pouvait même espérer qu'elle ne choquerait pas Périer, le seul contemporain qui fût à même de la démêler. Aujourd'hui même, je me figure que beaucoup de lecteurs la jugeront sans assez de sévérité. Elle ne fait de mal à personne ; la *Lettre*, d'ailleurs, n'est pas seulement une missive personnelle, c'est aussi un écrit destiné au public ; dans un tel écrit, l'auteur

n'est-il pas maître de la rédaction jusqu'au moment où il publie?

La vérité abstraite, il est vrai, est blessée. Cette considération eût touché peut-être et retenu un érudit, qui sait par métier que, hors des sciences du permanent, tout germe d'inexactitude croît comme le grain de sénevé et comme le levain dans la pâte; l'érudit eût pu voir au delà de l'artifice du moment, et deviner qu'après des siècles il serait traité de faussaire. Mais Pascal? Pascal, parmi les hommes supérieurs de son temps, est un des plus étrangers au sentiment historique; c'est lui qui s'imagine que, pour savoir l'histoire, il suffit de savoir ce que les historiens ont écrit. A sa décharge donc, on pourrait invoquer une certaine variété d'inconscience. Cela permettrait de donner à l'altération de la vérité un nom clément; on sortirait à bon compte du malaise dont j'ai parlé.

Malheureusement, l'altération de la vérité n'est pas bornée à ce seul exemple. J'ai dit que je m'étais fait une âme indifférente; j'ai dit que j'irais où les faits me mèneraient. Ils m'ont mené, sur plusieurs points graves, à me trouver d'accord avec l'ardent écrivain que j'ai combattu. J'admire et j'envie son courage et sa précision lumineuse; je lui laisse sans effort son allégresse.

LOUIS HAVET,
de l'Institut.



UNE
TENTATIVE MESSIANIQUE EN FRANCE AU XIXe SIÈCLE

Au village de Fareins, situé dans le département de l'Ain (1), entre le Rhône, l'Ain et la Saône, fleurit, pendant la Révolution et, depuis, une secte dérivée du jansénisme, et qui eut des prophètes, des prophétesses, des miracles, un prêtre-christ et un enfant-dieu. La politique se mêla de l'affaire; il y eut à Fareins une majorité jacobine affiliée à ce nouveau messianisme; et quoique le nombre des sectateurs soit toujours allé en diminuant, ils étaient encore trois ou quatre cents en 1873 (2), sur une population de 1.300 habitants. A Château-du-Loir et à Nantes subsistaient aussi des adeptes il y a peu d'années (3).

Des jansénistes exaltés, saisis de l'esprit divin sur une tombe miraculeuse, avaient donné, en plein Paris, le spectacle de leurs convulsions. Après l'interdiction de ces manifestations contagieuses, et la fermeture du cimetière Saint-Médard, le convulsionnisme se réfugia au fond de quelques provinces, en particulier dans le Forez et dans les Dombes, sous le nom de *secourisme*. Les *secours* consistaient en des pratiques telles que jeûnes, flagellations, crucifixions, pour réveiller l'exaltation mystique, guérir de maladies les patients volontaires, et leur conférer des dons merveilleux. On annonçait que le prophète Élie, précurseur du règne de Dieu, venait de renaître à Saint-Galmier; à Montbrison, il y eut des « miracles »; à Marcilly-sur-Loire, le curé Fialin crucifia sa servante, qui sortit de l'épreuve « sans douleurs ni blessures ». A Fareins, les frères Bonjour, dont l'aîné Claude, est curé, et le cadet, François, vicaire, pratiquent le secourisme. En 1773, ils constatent un miracle : la femme Laurent est guérie d'une tumeur au sein par l'application « d'un linge qu'elle avait fait toucher à l'image du bienheureux diacre » (1). Claude, par humilité, démissionne, pour se faire goujat, valet de maçons :

« *Bientôt*, dit Jolyclerc, *une bande de démoniaques est formée dans la paroisse... Des moines fanatiques accourent...* On frappe les possédées « *à coups redoublés avec la Bible; on verse l'eau bénite à grands flots... Elle les brûle comme un charbon ardent... On les dépouille, on les bat de verges: des moines se prêtent à cette besogne.* »

François Bonjour, devenu curé à la place de son frère, passe une nuit à exorciser Marguerite Bernard, dite Gouton, et Étiennette Thomasson, dite Tiennon. La jeune Jeanneton, nouvellement sortie du couvent de la Charité, à Lyon, et un groupe de prophétesses, tiennent de secrètes séances nocturnes.

« Elles se rassemblaient dans une grange pendant la nuit, sans lumière, et le prêtre s'y rendait par la fenêtre. Là il distribuait la discipline à droite, à gauche, à tort et à travers; et les pénitentes, loin de pousser des cris de douleur, exprimaient leur satisfaction par des cris de joie, appelant le fustigateur *mon petit papa* (2). »

Tiennon Thomasson demande au bon curé de la crucifier comme Fialin a crucifié sa servante.

Tour à tour possédée par Dieu et par Satan, qui se livrent combat en son corps, elle a des alternatives de sainteté et de diabolisme. Sainte après un carême (1787) passé sans boire ni manger, elle voit un bois sec reverdir en ses mains, et les fidèles ont

(1) Arrondissement de Trévoux.
(2) PERROUD, *Documents sur l'Histoire du Fareinisme*.
(3) JARRIN, *Le Fareinisme*, p. 19.

(1) Lettre du vicaire général du diocèse, Jolyclerc : imprimée à Lyon, chez A. de la Roche, aux Halles de la Grenesse, 1789. Citations dans les ouvrages de Perroud et de Jarrin.
(2) OZANAM, *Bonjour*, art. dans la *Biographie Didot*, 1855, p. 519.

défilé devant ce rameau mystique. Mais à la Fête-Dieu, la grâce est épuisée, et en pleine procession, Tiennon, comme une bête mauvaise, se jette sur le curé portant l'ostensoir. Par trois fois, François Bonjour la bénit avec l'hostie, mais la démoniaque se roule par terre, proférant de furieuses injures; le vicaire Farlay la charge sur ses épaules et l'emporte hurlante. Voilà les représailles de Satan contre le progrès de la sainte. Pour la libération définitive de Tiennon et l'investissement triomphal de ses dons célestes, les prêtres consentent à l'épreuve suprême de la croix.

Voici comment le curé François Bonjour lui-même, en un procès-verbal officiel, signé aussi par les autres acteurs de la scène, a narré cette crucifixion à son supérieur Jolyclerc, que l'archevêque de Lyon, M. de Montazet, janséniste, envoya enquêter.

Le vendredi, 12 octobre 1787, à trois heures après-midi, en la chapelle de la Vierge, attenante à l'église de Fareins, en présence des frères Bonjour, du vicaire Farlay, du P. Caffe, dominicain, de quelques autres ecclésiastiques et de dix à douze fidèles des deux sexes, Tiennon, consentante, et vêtue comme à son ordinaire, est adossée à la muraille, les bras en croix. Le curé tient sa main droite, le vicaire sa main gauche. A coups de marteau, ils fixent au mur les mains de la patiente avec des clous de quatre pouces et demi de long. Puis ils enfoncent des clous dans les pieds, et ces clous se recourbent sur la dalle de pierre. Tiennon ne pousse qu'un cri : « O mon Dieu! »; elle reste ainsi, en extase, un temps qui n'est pas indiqué. Quand on la décloue, les mains saignent un peu, et les pieds assez fort La crucifiée tombe sur le sol, et y demeure quelque temps les bras en croix. Sur ses pieds et sur ses mains transpercés les assistants marchent. Enfin, la suppliciée se releva :

« en parfaite santé et put continuer de suite, soit ses exercices de piété, soit son travail ordinaire (1). »

Marguerite Bernard, dite Gouton, veut avoir aussi son sanglant « secours ». Elle croit s'être cassé un os de la jambe; pendant quatre mois, elle souffre de douleurs et d'enflures. Or, dans une vision, raconte-t-elle, un personnage mystérieux lui a révélé qu'elle sera guérie par un petit couteau à manche rouge que le bon curé consentira à lui enfoncer dans la jambe. L'opération est faite; François Bonjour plonge jusqu'au manche un petit couteau dans le membre malade; Gouton se relève guérie.

Mais des protestations s'élèvent; des plaintes sont adressées à l'archevêque et aux magistrats de Trévoux. C'est alors qu'a lieu l'enquête de Jolyclerc. L'archevêque obtient trois lettres de cachet : Claude Bonjour et Farlay sont exilés, François Bonjour est enfermé au couvent de Taulay, en Bourgogne. Des amendes, en outre, sont distribuées.

En dépit de la persécution, les *secouristes* de Fareins, parmi lesquels sept prêtres, treize possédées, nombre de prophétesses et de miraculées, refusent, encouragées par des lettres de François Bonjour, de reconnaître l'autorité du nouveau curé, nommé Comte. Ils continuent leurs exercices secrets, ils chantent leur recueil de cantiques, en voici un échantillon :

Venez, fils de Marie,
Secourir vos prédestinés,
Ils sont à l'agonie,
Venez, venez, venez!
Quand vous viendrez dans ces bas lieux,
Nous vous verrons victorieux,
Fermer l'enfer, ouvrir les cieux.
Nous l'attendons sans cesse :
Vos prophètes l'ont annoncé;
Tenez votre promesse,
Venez, venez, venez! (1)

Prisonnier sur parole, François Bonjour s'enfuit du couvent de Taulay pendant l'office. Ses adeptes vont répétant qu'il a, comme Saint Pierre emprisonné, été délivré par un ange. Il se réfugie à Paris, et loge chez Desaint, imprimeur du Châtelet, rue Saint-Jacques. Gouton va le rejoindre, accompagnée d'une autre disciple. Elle réclame de nouveaux supplices, et le *Bon Bon* — c'est ainsi qu'on appelait aussi le *petit papa* — la conduit à Saint-Médard, et lui ordonne des actes d'automutilation, qu'elle accomplit pieusement. Elle se fait au côté gauche une plaie *longue d'un doigt*, *trouée jusqu'aux os*, et pendant huit jours, elle boit tous les matins un verre d'urine mêlée de vin. Au tombeau de la mère Angélique, elle a une vision : la sainte religieuse lui prescrit de manger pendant neuf jours, pour déjeuner, du pain recouvert d'excréments humains; et, pour obtenir la conversion de son frère, de se faire, comme Tiennon, transpercer les deux pieds. François Bonjour ajoute au supplice un verre de fiel tous les matins pendant neuf jours, et, toutes les quelques heures, le passage d'aiguilles à travers la langue. L'hiver venu :

« dans la rigueur du froid, Bonjour, après avoir planté cinq clous dans chaque talon de la fille Bernard, la fit aller de Paris à Port-Royal, pieds nus. Elle souffrit d'horribles douleurs : on lui dit que c'était par manque d'humilité, parce que, craignant de passer pour folle en traversant une petite ville, elle avait mis des chaussons

(1) Procès-verbal. Jarrin, p. 11.

(1) Jarrin.

de toile à ses pieds... Marguerite Bernard est morte à Paris, cet hiver, des suites de ses épreuves (1) » (1789).

Pendant la Révolution, les frères Bonjour rentrent à Fareins. Secouristes et catholiques en viennent aux mains. Claude, comme Jésus, est traîné en dérision, et peu s'en faut qu'il ne soit massacré par la foule. Avec François, il est incarcéré à Trévoux.

C'est alors qu'apparaît une femme qui va désormais conduire la secte secouriste fareiniste : Claudine Dauphan. Elle était née à Boen, sur les bords du romanesque Lignon, dans le même village que le vicaire Farlay et que Françoise, dite Fanfan, servante de Bonjour cadet. Veuve d'un nommé Larèche, dont elle avait une fille, elle était femme de chambre chez Mlle Pontis de Boen, qui eut la visite du thaumaturge. L'imagination de la jolie Claudine resta occupée du secourisme et de son héros. Et voici comment, par une Visitation et une Annonciation, elle reçut une mission associée à celle de François Bonjour.

« Le jeudi saint 1791, étant dans l'église d'Ainai, où elle demeura trois ou quatre heures sans s'en apercevoir, Jésus-Christ se rendit présent à son cœur, à qui il parla de la manière la plus claire : il luy dit qu'il vouloit retracer en elle ses différents mystères ; qu'après avoir été uni à elle par le cœur, il vouloit encore luy être uni par la nature, et que, désormais, elle serait son épouse.

Depuis ce moment, elle a été occupée de différentes vues si fortement imprimées dans son esprit et dans son cœur qu'il luy étoit impossible d'en détourner les yeux, et elle a marché dans une voie qui luy étoit tout-à-fait inconnue. D'abord elle fut forcée, dans ses prières qui étaient continuelles, et qui n'avaient plus d'interruption que la respiration, de demander avec la plus vive insistance et avec les cris les plus forts, la réunion du divin époux avec son épouse (2). »

Elle comprit que Dieu la prédestinait à donner le jour à un enfant divin, qui serait le Paraclet :

« cet envoyé promis depuis si longtemps, celui qui doit réunir les cœurs des pères avec les enfants, rétablir toutes choses, former des esprits et des cœurs nouveaux, renouveler la face de la terre... »

Elle va visiter François Bonjour dans sa prison, lui déclare qu'il est le Fils de Dieu, le Christ ressuscité, qu'elle est son épouse, et que c'est d'eux que doit naître l'enfant divin, le Paraclet, incarnation du Saint-Esprit, dont le Christ n'est que le précurseur. En quarante et une lettres dévotes et sensuelles, qu'a résumées Jarrin, elle achève de convaincre le prisonnier et le décide, quand il sera libre, à se retirer, avec elle et Fanfan, en quelque retraite où s'accomplira la miraculeuse nativité.

François Bonjour finit par s'avouer fils de Dieu :

« *Tu sais*, écrivait-il en s'adressant à Dieu, *ô mon tendre père, que tu as fait de moi, tout indigne que je fusse, ton fils, ton propre et bienaimé fils. Je ne me suis pas rendu indigne de cette auguste qualité...* (1). »

Voici comment ce Fils de Dieu explique qu'il accepta d'être l'amant de Claudine :

« Celui qui la faisoit crier se rend aux désirs que luy-même formoit dans son cœur, et luy fait sentir qu'elle est exaucée, qu'il la prend pour son épouse et que jamais elle ne sera séparée de luy, qu'elle vivra de sa vie même, mais aussi qu'il faudra qu'elle boive le même calice que luy, calice d'ignominie, d'opprobre, de souffrance et de mort...

Après deux mois de prières les plus ardentes, elle reçoit de son divin époux la promesse de ce fruit, sans fixer le moment où elle le possédera. Et ce divin sauveur lui annonce que ce fruit sera saint et la sainteté même (2)... »

Avec le consentement et même l'encouragement de Claudine, François Bonjour, dans sa prison, est aussi l'époux de Fanfan.

Leur divin sauveur étant encore en prison, les deux amoureuses eurent l'espérance d'être mères, Fanfan au mois de mai 1790, Claudine en novembre 1791. Le *petit papa* prophétisait que les deux enfants seraient des garçons, que le fils de Claudine ne serait autre que le messager biblique Élie, et que le fils de Fanfan serait le précurseur d'Élie. La maternité prochaine de Claudine se confirme :

« Plusieurs fois cette promesse lui est renouvelée, et enfin, depuis deux mois et demi, ou trois mois environ après la Pentecôte, son divin époux lui assure, en lui faisant vivement sentir sa présence, qu'elle reçoit dans ce moment ce fruit précieux, qu'il le lui donne, qu'il est en elle, qu'elle le possède.

Et en effet, depuis ce moment, elle a toujours vu son ventre enfler et son sein se remplir. Et elle et d'autres ont senti sept ou huit fois ce fruit d'amour tressaillir dans ses entrailles. Moi-même l'ai senti, étant à Lyon, et ne l'ai plus senti depuis, selon qu'elle me l'avait annoncé (3). »

Toujours Claudine assura avoir conçu sans commerce d'homme : François Bonjour était, en effet, à ses yeux, un être divin.

Libéré, le nouveau Christ, avec ses deux ferventes

(1) JOLYCLERC. *Nota* à la suite du procès-verbal de la crucifixion.

(2) Lettre de François Bonjour, 20 janvier 1792, publiée par Jarrin, p. 51. En tête : « *Copie précieuse d'une lettre du Ch.* [J.-Christ] *et pré.* [précurseur] *p. pp.* [petit papa] *en R.* [en réponse] *d'une q.* [question] *q. l. a. c.* [que lui a communiquée] *le P. B.* [le Papa Brachet (?)]. » Jarrin n'a déchiffré que quelques mots de cet en-tête, dont je propose l'explication qu'on vient de lire.

(1) Cité par Jarrin, p. 40.

(2) *Copie précieuse...*, Jarrin, p. 53.

(3) Lettre de F. Bonjour, *ibid.*, p. 51.

compagnes, s'établit à Paris, en décembre 1791. Rien n'ébranle la conviction des fidèles de Fareins. Claude Bonjour la consolide par un beau miracle : de la ferme de Grélonge il chasse un démon, qui, la nuit, par des bruits infernaux, terrorisait les paysans. François écrit des lettres apologétiques. Aux disciples de Lyon, un peu inquiets, le prêtre bigame fait remarquer qu'il a pour lui les textes sacrés :

« Ici, c'est un Abraham qui a deux femmes à la fois... Là, c'est un Jacob qui vit avec quatre femmes à la fois et qui a des enfants de toutes... C'est un Osée à qui le Seigneur ordonne d'avoir, d'une prostituée, des enfants de prostitution (1). »

Saint, en dépit des apparences humaines, Bonjour prêche le dogme de l'impeccabilité des parfaits. Dieu peut ordonner à ses élus des actions, ordinairement blâmables parce qu'elles sont ordinairement jointes à la cupidité, mais exceptionnellement saintes chez eux, parce que, chez eux, elles sont jointes à l'amour de Dieu, à la charité. Il rappelle et prend pour principe la célèbre maxime de Saint-Augustin : *Aimez, et faites tout ce que vous voudrez.*

Le 29 janvier 1792, Fanfan est en couches. Bonjour prophétisait un garçon : une fille naît. Mais il y a deux jumeaux. Le second est un garçon ; et la fille ne peut vivre. A son tour Claudine met au monde un garçon, le 18 août 1792, quatorze mois après sa Visitation dans l'église d'Ainai, et neuf mois après ses visites au divin prisonnier. Cette coïncidence, explique Bonjour, est destinée par Dieu à *aveugler ceux qui méritent de l'être* (*Jean. XII, 40*).

C'est l'Esprit saint qui est incarné dans le petit Élie, ou *Lili*, tandis que le Fils est réincarné en François Bonjour. Trois miracles illustrent cette nativité : une main invisible a fait sonner toutes les cloches : la journée révolutionnaire du 10 août n'est autre chose que la tribulation qui, selon l'Apocalypse, doit précéder la seconde venue; enfin, le nouveau-né, qui ordinairement criait fort, s'est montré calme le soir du 2 septembre, pendant le massacre des prêtres. Ses cris montaient vers Dieu comme des prières, et Dieu les exauçait par ces terribles châtiments. Toutes les grandes scènes de la Révolution furent interprétées de même. La divinité de Lili fut acceptée par toute la secte, ainsi que l'attestent de nombreux cantiques. L'un d'eux est composé sur la musique du *Dernier chant des Girondins*; il présente :

« Ses disciples, soumis
Malgré les sens et la nature,
Comme des scélérats honnis
Supportant des maux inouïs
Et, vêtus de cette parure,
Chantant parmi leurs ennemis :
« Mourir avec Elie,
Mourir avec Elie
Est le sort le plus beau, le plus digne d'envie ! »

En attendant la majorité de l'enfant-dieu, la régence est exercée par François Bonjour, *Recteur de l'œuvre divine*. Il prépare les voies et expose les dogmes de la religion nouvelle :

« Un Dieu parmi nous règnera.
Comme un Ciel la Terre sera.
Dans l'amour on se plongera.
Alleluia !
Et l'amour tout rétablira... » (1).

La sainte famille prospéra longtemps à Paris ; des quêtes régulières et productives furent instituées ; des croyants et des croyantes vinrent former autour d'elle une communauté d'amoureux mystiques. En 1803 François Bonjour est prote dans une imprimerie, Farlay habite avec lui, Claude Bonjour est fabricant de chaussures à Corbeil, une quinzaine de disciples travaillent dans sa manufacture. Des réunions ont lieu régulièrement dans une maison du faubourg Saint-Marceau, non loin de l'église Saint-Médard. Le nombre des assistants s'est élevé une fois jusqu'à cent quatre. La police de Napoléon surveille le groupe de Paris et celui de Fareins. M. Peroud a retrouvé des rapports et documents allant jusqu'en 1816. Un couplet surtout est suspect :

« Braves soldats de Jésus-Christ,
Elie au combat vous appelle...
Le sein gonflé d'un noir poison,
La Bête a monté sur son trône ;
Du crime et de la trahison
Le voile sanglant l'environne ;
Devenus prêtres de Baal,
De Jésus les lâches ministres
Presque tous du monstre infernal -
Ont suivi les ordres sinistres.
Marchons, marchons ! dans nos transports
Bravons et le fer et la flamme.
A l'ennemi livrons nos corps :
Elie aura soin de nos âmes » (2).

En 1805, la police fait une descente lors d'une réunion au faubourg Saint-Marceau. Les hommes sont mis à la Force, les femmes à Saint-Lazare, et Lili, âgé de douze ans, dans un collège. La tradition orale des adeptes veut qu'à l'interrogatoire Lili ait répondu comme son précurseur Jésus : « Êtes-vous le prophète Élie ? — On le dit. — Êtes-vous Dieu ? — C'est vous qui l'avez dit ».

Toute la secte dut quitter la France. Elle s'établit

(1) *Copie précieuse d'une lettre de Ch. F.*, etc., dans Jarrin, p. 56-57.

(1) Cité par Jarrin.
(2) Jarrin.

sur les bords du lac Léman, à Ouchy, le petit port de Lausanne, et continua à entretenir des rapports avec ses affiliés secrets de Fareins.

Claude Bonjour est mort en Suisse ; Claudine donna encore à François six enfants ; Elie se maria à Paris en 1812 à l'âge de vingt ans ; Claudine mourut à Paris le 11 mai 1834. Fanfan est morte en 1841 et le fils, précurseur d'Elie, qu'elle avait donné à son maître, est mort à Ribemont, près de Saint-Quentin, en 1868.

Elie eut onze enfants, qu'il éleva dans la croyance secouriste et dans la foi en sa propre divinité. Pourtant il vécut en paisible bourgeois, et fit le commerce des laines au boulevard du Temple ; il fonda une importante manufacture à Ribemont et une succursale en Amérique, et, sous Louis-Philippe, ce ci-devant dieu, comme l'appelle Jarrin, fut colonel de la garde nationale de Paris. Il est mort le 4 septembre 1866. Un de ses fils Jules Bonjour, qui dès 1854 avait cessé de croire en lui, a, en 1874, écrit sur la secte fareiniste une lettre qui fut exploitée et rendue publique par les dominicains de Fareins.

J'ai fait la connaissance d'un neveu de Jules Bonjour. Il n'a pu me donner que bien peu de renseignements nouveaux, car l'histoire qu'on vient de lire est tenue secrète dans sa famille. Elie, dit-il, a eu, avant son mariage, un enfant de sa cousine germaine. Il s'est fait adorer comme dieu par ses fils et ses filles et leur a défendu de se marier : Jules est le seul qui se soit affranchi et de cette foi et de ce commandement. Elie a laissé une importante fortune et l'a répartie également entre les descendants de François.

Un point qu'il ne m'a pas été jusqu'ici possible d'éclaircir, c'est s'il subsiste à Paris ou ailleurs des disciples qui croient encore au Christ François Bonjour et au Paraclet Lili.

G. Revault d'Allonnes.



SOCIALISME FRANÇAIS ET SOCIALISME ALLEMAND

Je crois que jamais congrès socialiste international n'a inspiré autant d'intérêt à la grande presse de toute nuance, que celui dont Stuttgart vient d'être le siège. Ce n'est pas uniquement parce qu'on attendait des décisions administratives rigoureuses (seul le cas Quelch est venu rappeler que le commissaire de police était là) ou parce que le problème de l'antimilitarisme l'emporte en passionnante actualité sur tout autre ; c'est parce que le socialisme renforce partout son influence directe ou indirecte et qu'il se heurte, avec une vigueur croissante, au régime existant.

Le Congrès d'Amsterdam, en 1904, avait déjà mis aux prises les Allemands et une fraction des Français, celle dont Jaurès était le leader. Il s'agissait alors de savoir si le socialisme adopterait une règle internationale en matière de tactique politique, et si le réformisme, la coopération avec les fractions bourgeoises démocratiques, l'action qui abandonne le but final pour les améliorations transitoires prévaudrait sur la doctrine traditionnelle de l'autonomie stricte, de l'intransigeance, de la transformation intégrale. Ce fut là doctrine traditionnelle qui l'emporta. La Social-Démocratie qui avait condamné le réformisme chez elle, par sa motion de Dresde, en déterminait le condamnation pour tout le reste du monde.

Or, à Stuttgard, il semble que les positions aient été renversées. Le socialisme allemand et le socialisme français — une fraction de celui-ci, à tout le moins, se sont de nouveau rencontrés en de multiples passes d'armes, mais si l'on fait même abstraction de ce détail que la fraction française de 1907, n'était plus exactement celle de 1904 — on doit dire tout de suite que les Allemands ont figuré ici le modérantisme ou le réformisme, et que les Français ont défendu les thèses les plus audacieuses et les plus révolutionnaires. Je laisserai forcément à part le point de rechercher de quel côté était la fidélité aux enseignements de Marx, et la chose en soi a d'ailleurs peu de valeur, puisque le Manifeste des communistes est de 1848, le *Capital* de 1867 et que Marx ne s'est, à coup sûr, jamais préoccupé d'arrêter à titre définitif ses concepts.

Alors que Guesde chez nous demeurait inébranlable dans les idées qu'il a toujours affirmées (et si l'on peut lui reprocher cette tenacité qui ne cède pas aux faits, elle ne manque pourtant point de grandeur), alors que Vaillant et la fraction blanquiste, toujours ouverte à tous les modes d'action, ne manquaient pas à leur passé en accueillant plus ou moins les méthodes nouvelles de la Confédération du travail, Jaurès accomplissait une volte-face rapide. On n'a pas oublié que jadis il avait marqué, pour certaines organisations syndicales, une méfiance, une suspicion — qu'il avait souvent portées à la tribune, — et que, sous le ministère Combes, il s'était élevé contre les tendances syndicalistes. Mais suivant de près les épisodes de la vie prolétarienne, doté d'une merveilleuse souplesse, d'une faculté d'assimilation et d'adaptation qui est le principe caractéristique de son esprit, il n'avait pas tardé à apprécier la profondeur même de ce courant dans la masse ouvrière. Et après avoir démontré les impossibilités, les défauts tactiques de la grève générale, il en était

venu à l'admettre comme une hypothèse très réalisable. A Amsterdam, Jaurès défendait contre Guesde, Vaillant et le socialisme allemand, le réformisme, sans atténuation ; à Stuttgard, il a soutenu, de concert avec Vaillant, contre Guesde allié à la Social-Democratie, une doctrine de plus en plus teintée de syndicalisme.

Est-ce à dire qu'une moitié seulement du socialisme français soit en désaccord — mettons théorique, avec le socialisme allemand? la grande presse française, qui a été frappée de l'entente de Guesde et de Bebel sur deux des problèmes fondamentaux posés à Stuttgard, n'a peut-être vu — ou regardé — que la surface des choses. Au fond, l'opposition du socialisme français et du socialisme allemand se développe sur un front plus large qu'on ne le pense communément, et si je l'écris ici — ce n'est point que je croie l'Internationale en péril et que j'aperçoive la scission possible — c'est que cette opposition élargie illustre la thèse, ou la notation essentielle, qu'on lira plus bas.

On ne peut point ne pas être frappé du nombre et de l'autorité des orateurs allemands, qui ont parlé à Stuttgard au nom du réformisme. David et surtout Vaillant et Bernstein ont tenu des propos qui naguère, dans la Social-Démocratie, eussent suscité un tumulte de protestations. Ce qui marque surtout cette évolution intellectuelle outre-Rhin, évolution qui ne date pas des élections de 1907, comme on le dit à tort et par malveillance, mais du début de l'année 1906, — c'est la conception défendue par Bernstein en matière de colonialisme.

Jadis, cet écrivain, dont le carrière faite de luttes est des plus honorables, fut condamné, pour ses livres et ses articles, par plusieurs congrès successifs. On lui reprochait de déserter la révolution proprement dite pour s'accommoder d'un régime de démocratie petite-bourgeoise qui ne différerait pas entièrement du statut de l'état capitaliste. Lorsqu'il y a quelques années, il prévit que les socialistes pourraient s'occuper de colonisation, admettre l'expansion exotique comme un facteur de civilisation et de progrès économique, il subit de vigoureuses et innombrables critiques. Or, à Stuttgard, il a pu aller bien plus loin qu'il n'avait jamais été dans ses études antérieures, sans provoquer la colère de l'auditoire, et si finalement le congrès a répudié tout colonialisme, il n'est pas douteux que Bernstein n'ait rencontré de nombreux adeptes dans la section allemande. Le colonialisme étant l'une des manifestations spécifiques de l'État contemporain et concentrant en soi tous les traits essentiels de la domination capitaliste — conquête violente, répression par la force, dépenses budgétaires considérables au profit d'une minorité, asservissement des populations, — le débat qui a eu lieu à ce sujet au congrès de Stuttgard a permis de mesurer toute l'ampleur du courant réformiste dans la Social-démocratie.

Mais ce courant n'apparaît à aucun degré dans cette fraction du socialisme français qui reçoit les inspirations de Jules Guesde. Voilà donc une opposition très nette entre la Social Démocratie et cette fraction, en sorte qu'il n'est point exagéré de soutenir que les dissidences doctrinales se sont accusées sur toute la ligne entre les socialistes de ce côté du Rhin et ceux de l'autre. Ce qui ne signifie point que ces dissidences ne doivent s'évanouir sous la pression même des phénomènes économico-sociaux. Les thèses adverses se sont surtout choquées sur les deux problèmes primordiaux des conflits internationaux et des rapports avec le syndicalisme.

Le Congrès socialiste de Nancy avait admis, sur le premier point et à une majorité d'ailleurs peu notable, une double proposition qui peut se résumer ainsi : si une nation est attaquée, le prolétariat de cette nation doit se défendre; si un gouvernement veut proclamer une guerre offensive, le prolétariat doit y résister par tous les moyens, y compris la grève générale et l'insurrection. Bebel et la Social-Démocratie se refusaient à toute affirmation de principe qui pût trop lier l'avenir par une formule retentissante, mais leur attitude était précisée encore moins peut-être par ce refus, qui s'atténua dans le vote final d'une motion intermédiaire, que par le discours du citoyen Vollmar, député de Munich, chef de l'extrême droite socialiste allemande et ancien officier. Si on l'eût écouté, aucune action positive, de quelque nature qu'elle fût, n'eût été engagée contre la guerre, ce qui ne l'empêchait point pourtant de célébrer la propagande pacifiste que son parti avait toujours menée dans le passé.

Sur le deuxième point, rapports avec les syndicats et en l'espèce, pour la France, avec la Confédération générale du travail, le Congrès de Nancy avait consacré la doctrine de l'autonomie des deux organisations, mais ce faisant, il accueillait la grève générale comme une arme de libération prolétarienne. Les Allemands, à Stuttgard, ont fait voter une motion autrichienne, qui aboutit à la condamnation des méthodes de la C. G. T. et qui préconise l'entente étroite du socialisme et des syndicats, c'est-à-dire que la liberté d'allures des groupements d'industrie n'apparaît plus que comme un détail accessoire et négligeable. Si l'on comprend bien les termes de la motion, elle tend avant tout à répudier la grève générale. On conçoit l'antagonisme des deux systèmes qui étaient en présence. En somme, pour les deux problèmes posés, la Social-Démocratie a manifesté un traditionnalisme rigide. De tout temps, elle

a déclaré que l'antimilitarisme devait se restreindre en son objet, et que seul la ruine du capitalisme par les moyens parlementaires ferait disparaître la guerre : de tout temps, elle a assigné aux syndicats, qui, du reste, outre-Rhin, n'ont jamais demandé davantage, un rôle purement réformateur dans les cadres du régime contemporain. En soutenant ces propositions, elle n'était pas seulement d'accord avec son passé : elle restait d'accord avec les fractions social-démocratiques de nombre de contrées, grandies sous son inspiration, et guidées par ses propres vues. C'est le socialisme français qui, aujourd'hui, sous l'aiguillon des faits, devient novateur.

Comment expliquer cette attitude incertaine, timorée, routinière, de la Social-Démocratie? Il est à remarquer qu'on ne la critique pas seulement du dehors, mais qu'elle trouve aussi des censeurs au dedans. Un de ses membres d'extrême gauche, Robert Michels, publiait récemment un long article dans les *Archiv fur Socialwissenschaft*, une revue scientifique, pour lui reprocher de ne pas évoluer avec l'époque. Il lui demandait compte justement de la conduite qu'elle avait tenue lors du conflit marocain et de son peu d'audace à refouler le chauvinisme militariste. D'aucuns ont comparé ce grand parti à la garde du grand électeur, qui était composée de soldats gigantesques, les plus beaux du monde, mais qui ne servait qu'à la parade : leur maître n'entendait point qu'ils s'exposassent sur un champ de bataille.

Je ne voudrais pas me livrer ici à un réquisitoire injuste et que les réformistes français ont tenté, à un tout autre point de vue, lorsque le Socialisme allemand combattait la collaboration des classes à Amsterdam. La Social-Démocratie est le plus puissant groupement prolétarien qui soit au monde, et son influence rayonnant autour d'elle a engendré partout d'autres groupements prolétariens. Elle a été, même en son immobilité voulue ou involontaire, un des facteurs de paix essentiels sur notre sol européen, car les Hohenzollern en déchaînant une guerre nouvelle, craignaient de faire son jeu et de servir la révolution. Elle a produit des chefs valeureux et qui ont payé une propagande inlassable de multiples années de prison. Un parti qui a compté Bebel et Liebknecht, et qui a applaudi à l'initiative de ses chefs, quand ils ont, au péril de leur liberté, et peut-être de leur vie, protesté contre l'annexion violente de l'Alsace-Lorraine, se soustrait de lui-même aux épigrammes.

Ce n'est point le défaut de courage, c'est la lourdeur même de sa masse, c'est la perfection et la complexité de son organisation, qui ralentissent la marche de la Social-Démocratie. Avec son effectif de 530.000 cotisants qui alimentent un budget de 1.700.000 francs pour la seule caisse centrale, avec ses fonctionnaires rétribués pour qui le socialisme devient une carrière, où l'avancement se fait à l'ancienneté et aussi au choix, avec ses publications de toute espèce, soumises à un contrôle étroit, ce grand parti doit nécessairement s'interdire certaines hardiesses, ou, pour qu'il les accueillît, il faudrait qu'il y fût poussé du dehors, ce qui n'est point, comme nous le verrons, son cas à l'heure actuelle.

État dans l'État, nation dans la nation, pourvue de rouages administratifs fort bien conçus, tournée essentiellement, sinon totalement, vers la conquête électorale et la méthode parlementaire, la Social-Démocratie a constitué, peu à peu, une bureaucratie qui pèse sur elle et qui énerve sa vigueur de combat. Elle offrait un champ tout neuf et infiniment séduisant au réformisme, à cette doctrine qui voudrait ramener l'action prolétarienne à une pure action démocratique, substituer les améliorations partielles, anodines et successives à la transformation intégrale, effacer le but final pour mettre en lumière des objectifs proches et accessibles sans péril. Bebel parle, évoquant la vieille phraséologie héroïque des premiers temps. Mais Bernstein, David et d'autres rassemblent peu à peu, dans le parti socialiste, les éléments d'un parti petit bourgeois radicalisant et socialisant, qui paralyse déjà ce grand corps et qui le tient soigneusement à l'écart de toute innovation. Leur tactique, c'est de paraître les champions dévoués de la tradition marxiste, alors qu'en niant les évolutions nécessaires, ils manquent à la doctrine fondamentale du marxisme. Ce qui fait leur force, c'est qu'ils peuvent, à cette heure, attester leur profond accord intellectuel avec les syndicats.

En réalité, l'opposition présente du socialisme français et du socialisme allemand se ramène à la divergence des thèses syndicalistes, qui dominent dans les deux pays. Elle manifeste au suprême degré l'influence grandissante que les formations corporatives exercent sur l'ensemble du mouvement prolétarien.

De même que le réformisme, en France, a été refoulé, avant et après 1904, par l'expansion de la Confédération du travail, de même outre-Rhin, l'aile gauche de la social-démocratie a été temporairement réduite au silence par la croissance des syndicats « révisionnistes ». On sait que c'est ce terme qui est appliqué aux théories de Bernstein, de Vollmar, de Schippel, de David. Alors que le syndicalisme chez nous prenait une allure surtout, sinon exclusivement révolutionnaire, prêchant les grandes agitations de masses, recommandant la grève générale comme l'arme la plus efficace, rejetant ou con-

testant l'action parlementaire, répudiant la conquête des pouvoirs publics entendue selon la légalité, le syndicalisme allemand se rapprochait du trade-unionisme anglais. Il aspirait en première ligne à grossir ses adhérents (plus de 1.600.000 en 1907 pour les groupements à orientation socialiste), en leur offrant des avantages matériels appréciables : viaticum, secours de grève, retraites, etc. ; en même temps, et comme il était nécessaire, il prélevait de fortes cotisations et accumulait d'abondantes réserves. A l'aide d'un trésor sans cesse renouvelé, il alimentait, lui aussi, une véritable bureaucratie. Mais soucieux de ne point gaspiller sa fortune, sa caisse de guerre dans des grèves réitérées et hasardeuses, il considérait la prudence comme le premier de ses devoirs, il mettait sa confiance en l'activité des députés, comme en l'effort incessant des travailleurs pour améliorer leurs salaires. Il n'aime guère contempler les vastes horizons dont la vision enchante et exalte le syndicalisme français et italien. Il se préoccupe beaucoup plus de prolonger, de poursuivre méthodiquement sa route, jour par jour, que de savoir où cette route aboutira. On perçoit la différence, par ces quelques mots : l'opposition, pour l'instant, ne saurait être plus tranchée.

J'ajoute que le gouvernement allemand a entretenu — non sans habileté — cet état d'esprit dans les Gewerkschaften. Tandis qu'en France, les rigueurs du pouvoir s'abattent sans relâche sur les syndicats, outre-Rhin, elles sont réservées aux membres de la Social-Democratie. Tandis qu'en France, la moindre loi ouvrière, celle du repos hebdomadaire, suscite des tumultes de protestations dans le monde patronal, outre-Rhin, l'État affecte de vouloir perfectionner toujours la législation sociale. Il a introduit l'assurance-maladie, l'assurance-vieillesse et invalidité que nous attendons encore ; il a contribué de ses deniers à ces coûteuses institutions, désireux de rester fidèle à la théorie bismarckienne de l'Empire protecteur du travail. Sans doute il est inutile de signaler ce qu'il y a d'insidieux, de trompeur dans cette théorie, qui achemine le prolétariat au sommeil, et affaiblit sa vigueur de lutte, mais jointe à d'autres considérations, elle explique l'attitude des groupements corporatifs. Ceux-ci, d'ailleurs, tiennent compte dans leur tactique de la phase d'extrême prospérité que l'Allemagne industrielle traverse, et qui autorise la conquête de salaires relevés, avec un minimum d'efforts.

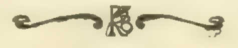
C'est la prédominance des Fédérations d'industrie, c'est la concurrence ou si l'on veut, la critique permanente de la C. G. T. qui a arraché le socialisme français au réformisme et déterminé l'évolution de la fraction jadis la plus modérée de ce parti. Or la première revendication de la C. G. T. est la reconnaissance de son autonomie, et rien ne suscite plus de méfiance que les propositions d'entente étroite que la section française de l'Internationale a autrefois prodiguées.

C'est l'influence des syndicats socialistes ou socialisants, d'effectif triple du sien, ce sont leurs reproches continuels à l'adresse des « intellectuels » ou Academiker, intransigeants et doctrinaux, qui ont rejeté la Social-Democratie germanique vers le réformisme. Après avoir accueilli la grève générale, à son Congrès de 1906, comme un moyen éventuel, elle a dû faire un pas en arrière, au Congrès de 1907, pour déférer aux volontés corporatives. Le syndicalisme a donné, en quelque sorte, le coup de fouet au socialisme français : il a versé un narcotique, si l'on peut ainsi dire, au socialisme allemand.

Ceci est le fait d'aujourd'hui. Or, l'opposition subsistera-t-elle demain ? A raison même des conditions politiques de la France, les Fédérations d'Industries, loin d'atténuer leur programme, seront amenées à l'affirmer de plus en plus, parce que le radicalisme, conformément à ses tendances innées, opte pour la pure conservation sociale. Mais les Fédérations d'outre-Rhin par la pression même des événements, par la crise économique qui suit toutes les étapes de prospérité, par le développement de l'offensive patronale et l'extension du système des lock-out seront, elles aussi, jetées hors des voies du réformisme. La période, qui dure en Allemagne depuis quelques années, est unique dans l'histoire industrielle, et ne peut se prolonger indéfiniment. Déjà le Trade-Unionisme anglais lui-même rompt avec sa routine de modérantisme systématique et de circonspection concertée. Le Congrès de Stuttgard a subi les influences de l'heure où il s'est tenu. Le jour où les syndicats marqueront d'autres velléités chez nos voisins, la Social-Démocratie ne sera point lente à se retourner, et aussi n'attacherons-nous qu'une valeur transitoire à l'antagonisme que nous avons relevé et signalé entre les socialismes de France et d'Allemagne.

Mais déjà la Social-Démocratie, naguère omnipotente dans les Congrès Internationaux, a senti décroître son prestige, et le vote de la motion intermédiaire qui fut rédigée sur la résistance à la guerre, et qui débordait de beaucoup ses propres aspirations, a mesuré le déclin de son autorité exclusive, la vigueur des courants nouveaux. Cette déconcentration de l'influence socialiste n'est pas le trait le moins intéressant des assises de Stuttgard.

PAUL LOUIS.



L'EDERA

—

(**Le Lierre**) (1)

Dans la cuisine, l'abbé Virdis et dom Simone conversèrent longtemps ; puis le prêtre s'en alla, en promettant de s'occuper de tout ce qui regardait les funérailles.

Plus tard, la maison se remplit de voisins, de parents, d'amis. Les deux vieux frères, qui avaient assisté la veille au dîner des pauvres, vinrent aussi. Et l'ami du défunt murmurait :

— Comme on a vite fait de mourir! Hier encore Zua était plein de vie...

— Oui, il courait et il sautait, comme le lièvre qui pressent la pluie, observa ironiquement l'autre frère.

Puis le menuisier apporta la bière, dans laquelle on déposa le mort avec sa médaille et le crucifix noir.

Une vieille parente proposa de chanter une complainte funèbre en l'honneur du trépassé, mais Dom Simone s'y opposa : c'était un homme aux idées antiques, soit, et il approuvait même les anciens usages, mais il comprenait que certaines cérémonies barbares ont fait leur temps. Ainsi, il ordonna à Annesa de préparer le déjeuner, tandis que d'habitude on n'allume pas de feu dans une maison où il y a un mort ; et Annesa se retira dans son coin, sous le hangar, contente d'échapper aux regards des curieux qui allaient et venaient sous prétexte d'offrir leurs condoléances à Donna Rachel et aux deux grands-pères.

La cour était déserte. La petite Rose avait été envoyée chez Zia Anna et ne devait rentrer que dans la soirée.

Les heures s'écoulaient, et Annesa se sentait de plus en plus tranquille : encore un peu de temps, et la terre s'ouvrirait pour engloutir le terrible secret...

Mais tandis qu'elle traversait la cuisine pour aller chercher quelque chose dans l'armoire, elle entendit un profond soupir, et se retourna, inquiète. Dans le coin derrière la porte, Niculinu, l'aveugle, se tenait immobile, raide; il fixait dans le vide ses yeux blancs aux paupières lourdes, et il paraissait décidé à ne pas s'éloigner de sitôt.

— Qu'est ce que tu fais là? demanda Annesa. Tout le monde est par là, dans la chambre en haut. Vas-y.

— Et toi, que fais-tu?

— Je prépare le déjeuner, répondit-elle, en prenant un plat dans l'armoire.

— Ah! Les morts ne mangent plus, mais les vivants mangent encore.

— Pour sûr, du moment qu'ils le peuvent, que t'importe? répliqua-t-elle agacée. Et toi, hier, n'as-tu pas mangé ici? Et ton père n'est-il pas mort?

— Oui, j'ai bu et mangé, reprit l'autre, avec sa voix lente et douce. C'est pour cela... Mais, où est Gantine? Est-ce qu'il ne reviendra pas aujourd'hui?

— Ni aujourd'hui ni demain. Il est loin : dans la ferme du Salto de San Matteo.

— Et dom Paulu, où est-il?

— Mais que t'importe? s'écria-t-elle, irritée, je n'ai pas envie de bavarder avec toi, Niculinu. Fais-moi le plaisir de t'en aller.

— Annesa, répéta-t-il, sans faire attention aux mots aigres de la femme. Où est dom Paulu? tous ceux qui étaient hier ici ne sont pas reconnaissants du bien qu'on leur fait. Il y a de mauvaises gens dans le monde. Beaucoup de mauvaises gens!

— Eh! Laisse les! Je sais que les frères Pira ont dit du mal de nous, après avoir bu et mangé ici. Mais nous n'avons pas le temps de penser à cela aujourd'hui...

— Il faudrait avertir dom Paulu, insista l'aveugle.

— Il n'a pas besoin d'avertissements; laisse-moi la paix, Niculinu.

Elle retourna dans la cour, mais fut reprise d'inquiétude.

Avertir Paulu? De quoi? des médisances de ces vieux imprudents? Paulu en rirait : il n'aimait pas les potins.

Un instant après, elle rentra dans la cuisine, décidée à demander à Niculinu ce qu'avaient dit les frères Pira; mais Niculinu n'était plus là.

Dans la chambre on entendait le menuisier qui finissait de clouer les galons d'argent sur le drap noir du cercueil : ce bruit lugubre de marteau fut presque agréable à Annesa. Désormais personne ne voyait plus le mort; elle seule le voyait encore, tel qu'il s'était gravé dans son esprit, livide et grimaçant, avec la bouche ouverte et les yeux vitreux... Mais à présent, le cercueil noir, avec ses galons et ses clous, gardait le secret comme elle le gardait...

Puis le marteau s'arrêta : une voix dit, derrière la porte :

— Voilà qui est fait. Allons déjeuner.

Et peu à peu, le monde s'en alla. Les grands-pères et Donna Rachel mangèrent, peu il est vrai, mais tranquillement, comme des personnes qui ont la conscience calme et la certitude d'avoir accompli leur devoir.

***

A trois heures on emporta la bière. Annesa refit le lit, remit tout en ordre, et les grands-pères et

(1) Voir la *Revue Bleue* n° du 6 juillet 1907 et suiv.

Donna Rachel reçurent dans la chambre où le vieillard était décédé.

Après les funérailles, l'abbé Virdis revint et s'assit à côté de Donna Rachel, en s'informant si Paulu était de retour.

— Ce matin, on l'a vu sortir, continua le gros prêtre qui tenait toujours à la main son grand mouchoir bleu et rouge. Faute sur faute. Oui, mes chers amis, depuis hier vous avez édifié un monceau d'erreurs. Espérons qu'il ne croulera pas.

— Que voulez-vous dire par là? demanda Dom Simone; mais l'abbé Virdis agita son mouchoir et ne s'expliqua pas davantage.

Annesa remarqua avec inquiétude que l'abbé Virdis tournait vivement la tête chaque fois que la porte s'ouvrait. Il avait l'air d'attendre quelqu'un; mais quand les personnes entraient, il penchait la tête et secouait son mouchoir sans prononcer un mot. A la brune seulement, il se leva et souhaita le bonsoir en ajoutant :

— Si vous avez besoin de moi, ne vous gênez pas pour m'envoyer chercher.

Enfin la maison retrouva son calme, les deux vieillards allèrent dans le jardin, Donna Rachel fut libre de se mouvoir.

Annesa s'assit sur la marche de la porte qui donnait sur le jardin et regarda vers la montagne : le soir tombait, tiède et lumineux. Les bois muets et immobiles, qui grimpaient depuis le fond du potager jusqu'aux cimes de la montagne, prenaient une teinte rose, comme s'ils étaient éclairés par un incendie lointain, les branches des derniers hêtres se dessinaient très nettes sur le ciel gris violacé. Tout était paix et silence.

Mais Annesa était lasse, et bien qu'elle crût entendre encore, dans la chambre voisine, la respiration haletante du vieil asthmatique, elle avait l'impression que des années s'étaient écoulées depuis le violent orage de la nuit précédente. Elle ne pouvait pas se convaincre qu'il s'était passé tant de choses en un jour et une nuit. Et il lui semblait qu'elle était vieille et qu'un poids invisible pesait sur ses épaules et l'obligeait à se courber jusqu'à terre.

— Tout est fini, pensait-elle. A présent il faut s'en aller. Si je reste ici, je ne serai plus capable de rire, de parler, de travailler. J'ai délivré les autres de ce vieux qui était un supplice, mais je me suis chargée d'un grand poids.., Oui, je le sens sur mes épaules; c'est le vieux et il gémit encore...

Elle tressaillit et pâlit.

— Ah! voici la fièvre qui recommence; le soleil est déjà couché, j'en aurai pour toute la nuit.

Elle resta quelque temps là, immobile, sur la marche, mais au lieu de se reposer, elle se sentait de plus en plus lasse, et comme le ciel s'obscurcissait, ses idées se brouillaient aussi. Elle regardait vers le point de la montagne où elle croyait située la bergerie de Zio Castigu et elle se disait :

— Paulu doit déjà être en route; il descendra à pied pour laisser son cheval au pâturage, il arrivera las et voudra dîner. Il faut se remuer. Je dois aller à la fontaine...

Mais elle était harassée de fatigue. A un moment elle bâilla et frissonna de froid :

— Ah! dit-elle à haute voix, il ne manquerait plus que cela, que je tombe malade...

Et une pénible réflexion la secoua :

— Si le délire me prend, et si je parle?

Ah non! Maintenant que la terre a englouti le secret, est-ce moi qui devrais le révéler?

Elle bâilla encore et porta ses mains à sa bouche; puis elle se leva pour tâcher de se donner du mouvement et de dissiper cette torpeur qui l'envahissait; elle alluma le feu et prépara le dîner; elle chercha sa cruche pour aller à la fontaine, mais, tandis qu'elle tortillait un linge en forme de bourrelet, elle eut un vertige et fut obligée de s'appuyer au mur pour ne pas tomber. Avec les ombres du soir, la fièvre lui revenait aggravée de fantômes et de terreurs. Donna Rachel s'aperçut qu'Annesa était malade et lui retirant la cruche :

— Écoute-moi, ma fille; tu feras mieux d'aller te coucher.

Mais Annesa indiqua un point éloigné et dit avec une voix voilée :

— Il faut aller...

— Il faut aller dans ton lit, mon enfant. Tu ne vois pas que tu as la fièvre?

— Eh bien, je vais chercher Rose et je me ferai prêter un broc d'eau; laissez-moi aller, insista Annesa.

Elle prit un broc et partit.

Le soir tombait, doux et limpide; au-delà des maisons noires du village, les étoiles de la grande ourse brillaient sur le ciel encore bleuté; les paysans rentraient, montés sur leurs petits chevaux fourbus, et à travers les portes ouvertes on voyait les femmes souffler le feu et préparer le maigre souper de leurs hommes.

Arrivée près de la maison de Zia Anna, Annesa, qui commençait à s'inquiéter de l'absence prolongée de Paulu, s'arrêta pour regarder si quelque pâtre descendait par le sentier de la montagne. Mais elle ne vit personne et elle entra chez les parents de Donna Rachel.

C'était un pauvre logis : dans la cuisine, au-dessus de la porte, s'étendait une espèce de galerie sur laquelle Zia Anna mettait la provision de bois, de paille, d'orge.

— Tiens, c'est toi, Annesa! Rose est allée à la fontaine avec Ballora et les petites, dit la femme, longue et maigre, en se penchant hors de la galerie où elle était montée chercher un peu de bois. Attends une minute.

Elle descendit lentement par une échelle, et s'approcha d'Annesa qui versait dans son broc un peu d'eau de la cruche posée sur une pierre.

— Je vous prends un peu d'eau; je vous la rendrai demain, Zia Anna.

— Et avec intérêt, s'écria Zia Anna, en riant. Ballora reconduira Rose, tout à l'heure chez vous, quand elle reviendra de la fontaine. A-t-on ouvert le testament, demanda-t-elle ensuite. Est-ce vrai qu'il l'avait confié à l'abbé Virdis? Ah! quel vieux porc-épic! Je ne veux pas médire de lui, mais il il était rudement pingre et méfiant... Aujourd'hui le bruit courait que Paulu lui avait donné des coups de bâton jusqu'à le faire mourir...

— Ah! s'exclama Annesa, se rappelant les paroles l'aveugle. On dit cela?

— Des cancans, ma chère. Mais qu'est-ce que tu as?

Annesa tremblait de peur et de fièvre : toutefois elle réfléchissait qu'elle ne devait pas se trahir et elle répondit avec calme :

— Depuis quelque temps, j'ai la fièvre tous les soirs. Je vais aller me coucher; je n'en peux plus de fatigue; j'ai les reins brisés comme si j'avais reçu des coups de bâton, moi aussi... Au revoir, Zia Anna, pardon de vous quitter, nous causerons un autre jour.

— J'irai chez vous plus tard, dit Zia Anna, en reconduisant Annesa jusqu'au sentier qui traversait la pente rocheuse au-delà de laquelle se dressait la petite église qui se découpait en noir sur le ciel étoilé. Si tu rencontres Ballora, dis-lui de se dépêcher : il est tard, ajouta-t-elle, en quittant Annesa devant l'église. Il faut que j'aille chez Marta Corbu pour acheter un peu d'huile.

Annesa pressa le pas, dans l'espoir de trouver Paulu déjà rentré; mais à mi-chemin, dans une ruelle solitaire, elle crut entendre la voix de Ballora et les pleurs de Rose. Elle se mit à courir, et elle rencontra en effet au bout de la ruelle la nièce de Zia Anna qui courait aussi, tenant Rose dans ses bras et suivie des deux autres fillettes apeurées.

— Tais-toi, ma mignonne, tais-toi, disait Ballora, mais sa voix tremblait.

— Rose! Rose! cria Annesa, en posant son broc par terre, et s'élançant à la rencontre de Ballora. Qu'est-ce qu'il y a? qu'est-ce qu'il y a?

Rose s'agrippa à son cou, laissa tomber sa tête sur son épaule; tout son petit corps était secoué par un tremblement nerveux.

— Retourne en arrière, dit la petite fille d'une voix haletante. Les gendarmes te cherchent : ils sont là, dans votre maison et ils les arrêtent tous. Tous, même Zia Rachel...

— Même Zia Rachel... balbutia Annesa, sans savoir ce qu'elle disait.

Ballora et les enfants couraient, saisies d'une frayeur panique, comme si elles fuyaient d'un lieu dangereux.

Annesa reprit machinalement son broc et suivit les fillettes.

— Comment cela?... Comment cela? demandait-elle, d'une voix entrecoupée.

— Je ne sais pas... Nous sommes arrivées devant votre porte : nous voulions reconduire Rose... Mais devant la maison, il y avait du monde... beaucoup de monde... et une femme m'a dit : les gendarmes sont là : ils les arrêtent tous... tous, et ils cherchent Annesa. Alors, j'ai posé ma cruche par terre et je me suis sauvée. Il faut prévenir Zia Anna. Et toi, Annesa, cache-toi... cache-toi...

Annesa ne pensait pas à autre chose; et elle pensait à se cacher dans l'espèce de grenier de Zia Anna. Dans sa frayeur, dominée par le seul instinct de la conservation, elle se disait qu'elle seule, étant coupable, elle seule était en danger. Les autres étaient innocents et n'avaient rien à craindre. Elle ne prononça plus un mot, il ne lui vint même pas à l'idée de retourner sur ses pas et de s'assurer que Ballora ne s'était pas trompée. L'instinct la poussait, l'obligeait à courir, à se sauver. Ballora et les enfants continuèrent aussi leur course effrénée; on aurait cru qu'elles étaient toutes poursuivies par les gendarmes. Plusieurs femmes se montrèrent sur leurs portes; l'une dit :

— Ce sont des gamines qui jouent.

Les fugitives purent arriver sans encombre devant la maison de Zia Anna. Celle-ci était absente, tout était tranquille.

Annesa entra dans la cuisine, mais les paroles de Ballora l'empêchèrent de monter dans la galerie.

— Ne reste pas ici, Annesa, n'y reste pas... Ils viendront te chercher... Cache-toi ailleurs...

— Où donc? où donc?

— Va-t'en, Annesa, insista l'autre, va-t'en : il me semble qu'ils arrivent.

Alors Annesa, aveugle de peur et d'égoïsme, ne chercha pas à en savoir davantage, ne vit plus rien. Elle se débarrassa de Rose, se l'arracha du cou, des bras, comme une branche de roses qui ne voudrait pas se détacher. Et elle reprit sa course.

Heureusement, l'endroit était désert : personne ne vit la fugitive, ou plutôt elle ne vit personne, et elle put se réfugier sur la place de l'église, et de là, en grimpant l'escalier de pierre, sur le belvédère pri-

mitif où les prieurs se réunissaient les jours de fête, pour goûter le frais et jouer aux cartes. C'était une espèce de loggia à trois arcades, couverte d'un toit de roseaux et entourée d'un parapet de pierre. Annesa s'agenouilla devant la balustrade et se pencha entre deux pierres : les étoiles brillaient au-dessus de sa tête : tout était silencieux, calme et sombre.

Son cœur battait à se rompre ; la fièvre augmentait sa frayeur. Elle s'imaginait que de monstrueux fantômes la poursuivaient pour la saisir et la jeter dans un endroit plus mystérieux et plus épouvantable que l'enfer auquel elle ne croyait point. Autour d'elle, c'était le chaos : l'ombre, le brouillard, une nuit de tortures sans fin.

Ce fut vraiment une nuit de tortures, plus terrible encore que la nuit passée.

De sa cachette, Annesa pouvait apercevoir la place, la pente rocheuse, et la maison de Zia Anna. Une petite lumière brilla longtemps dans l'ouverture de la porte, et Annesa crut voir des ombres marcher, entendre les sanglots de Rose, et d'autres cris vagues, indistincts ; puis tout redevint silencieux. Un homme à cheval traversa la place ; le ciel blanchit à l'orient.

Un peu rassurée, elle se releva, se secoua, raisonna.

Où était Paulu ? Était-il rentré ? L'avait-on arrêté, lui aussi ? Et les autres ? Si Ballora s'était trompée ?

— Tout cela est un rêve, se dit-elle, Ballora doit avoir fait erreur. Non, on n'arrête pas les gens à l'improviste, en un instant. Je délire ; c'est la fièvre qui me tourmente.

Mais elle se rappela que, la nuit précédente, elle avait cru aussi rêver, tandis que tout, tout avait été une triste réalité.

— C'est moi, moi qui suis la cause de tout. C'est moi, maudite ! Que dois-je faire maintenant ? Pourquoi me suis-je sauvée ? De quoi ai-je peur ? La prison m'attend : je le savais même avant de faire ce que j'ai fait. Pourquoi fuir à présent ? Mon Dieu ! Mon Dieu ! Tout est perdu.

Elle s'assit sur la première marche de l'escalier, et tâcha de mieux examiner sa position. Peu à peu ses craintes et sa douleur diminuèrent, et son esprit s'éclaircit. Elle redevint ce qu'elle avait toujours été : le lierre qui ne pouvait vivre sans s'attacher à l'arbre.

— Il faut les sauver, décida-t-elle en se levant et en redescendant sur la place. J'irai me constituer prisonnière, et, s'il le faut, j'avouerai tout.

Elle retourna vers la maison de Zia Anna : elle n'avait plus peur, on pouvait l'empoigner, la lier, la jeter au fond d'un cachot, elle ne dirait pas un mot, si ce n'est en faveur de ses « bienfaiteurs ».

Elle frappa à la porte : Zia Anna ouvrit aussitôt.

— C'est toi ! s'écria-t-elle, en levant les bras, épouvantée. Que viens-tu faire ? On te cherche, tu sais ; on a fouillé toutes les maisons de votre voisinage, et je m'attends à ce que les gendarmes viennent ici d'un moment à l'autre. Je ne me suis pas couchée parce que je suis sûre qu'ils viendront.

— Mais c'est donc vrai ? demanda Annesa, d'une voix sourde. Et Paulu ?

— Paulu n'est pas rentré ; du moins il ne l'était pas tout à l'heure. Les autres sont tous arrêtés, tous, même Rachel.

— Elle aussi ? gémit Annesa. Et elle se jeta par terre, comme foudroyée par cette horrible nouvelle.

Sur le premier moment, Zia Anna la crut évanouie, et elle se baissa pour la relever ; mais Annesa la repoussa, se redressa, se frappa un poing sur la bouche, comme pour s'empêcher de parler. Puis elle tourna le dos, mais l'autre la retint :

— Écoute, ma fille, où iras-tu ?

— Où voulez-vous que j'aille ? Je retourne à la maison ; qui est-ce qui y est ?

— Il y a un gendarme qui attend le retour de Paulu. Mais Paulu ne reviendra certainement pas : quelque brave homme aura bien sûr couru l'avertir. Écoute-moi, Annesa. Je devine ton intention. Tu veux te faire arrêter. Garde-t-en bien, si tu sais quelque chose : tu es une femme et on finira par te faire parler.

— Mais vous... vous aussi, vous croyez ?...

— Moi, je ne sais rien. Dans tout le pays, on raconte que Paulu a battu le vieux jusqu'à ce qu'il soit mort, et que toi et les autres vous êtes complices. Si ce n'est pas vrai, pourquoi veux-tu te faire arrêter ? Cache-toi, si tu connais un endroit sûr. Tu verras, ce ne sera rien. Peut-être que demain tout s'arrangera...

— C'est justement pour cela que je veux me constituer prisonnière. Où voulez-vous que j'aille, Zia Anna ? Je ne suis pas un homme, pour courir les bois. Puisqu'ils doivent venir, laissez-moi plutôt les attendre ici. Oh, je n'entrerai pas dans la maison, je ne veux pas effrayer les enfants. J'attendrai là.

Et elle s'assit sur le petit mur de la cour. Autour d'elle régnait toujours le profond silence de la nuit pure ; la lune se levait, grande et jaune, sur la montagne, et répandait sa lumière pâle et mélancolique sur la place et les maisons adossées à l'église. Zia Anna écoutait et regardait ; elle s'approcha d'Annesa et lui posa une main sur la tête.

— Écoute, lui dit-elle à mi-voix, je connais mieux que toi Paulu, et je sais ce qu'il vaut. Il a été la ruine de sa famille. Crois bien que si la justice s'en mêle, c'est qu'il doit y avoir eu quelque chose.

Annesa commença impétueusement :

— Taisez-vous...

Mais elle secoua la tête et ne continua pas. A quoi bon? Non, elle ne voulait pas prononcer des paroles inutiles; elle voulait seulement agir, sauver ses bienfaiteurs.

Zia Anna lui appuya sur la tête et reprit d'un ton grave, mystérieux :

— Ecoute-moi : tu dois savoir ce qui s'est passé, et la justice te cherche précisément parce qu'elle espère que tu parleras. Garde-toi bien de te laisser prendre, si tu as de l'affection pour Paulu. Il est comme un frère pour toi, tu le sais. Ne le perds pas, ne parle pas. Tout s'arrangera peut-être, mais il faut que vous soyez tous muets comme des pierres.

— S'il le faut, je dirai que c'est moi la coupable... moi seule... murmura timidement Annesa.

Mais Zia Anna lui mit la main sur les lèvres :

— Tu vois? Tu causes déjà. Silence, silence. Sois comme l'escargot dans sa coquille. Tu ne dois pas parler, tu ne dois accuser personne, tu ne dois pas t'accuser. On ne te croirait pas, quand même tu t'accuserais, et on t'obligerait à dire ce que tu as vu réellement. Et tu les perdras, ma fille, tu les perdras.

— Ah ! non, non, ne dites pas cela, supplia Annesa, en joignant les mains. Vous me rendriez folle.

— Chut !... fit Zia Anna, en relevant la tête.

Annesa se tut pour écouter ; elle entendit des pas lourds et bruyants dans la ruelle, au-delà de la place, et, quoique prête à tout, elle frémit d'épouvante et bondit sur ses pieds.

Mais les pas s'arrêtèrent ; tout redevint silencieux sous le grand œil jaune de la lune.

— Vous croyez donc que Paulu est resté là-haut ? demanda Annesa, les yeux tournés vers la montagne.

— Je le crois. Dès ce matin on prétendait que le vieux était mort par suite des mauvais traitements de Paulu et que Paulu serait arrêté avant ce soir. Quelque bonne âme aura tâché d'en informer Paulu qui, dans ce cas-là, aura quitté la bergerie de Zio Castigu. Ce n'est pas ton avis ?

— Si, je le crois ! je le crois ! s'écria Annesa avec ferveur. Et s'il est libre, tout s'arrangera.

« Si je pouvais le voir ! pensa-t-elle. Si je pouvais causer avec lui ! »

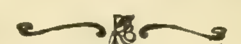
Que lui aurait-elle dit ? Pas la vérité, à coup sûr. Mais le désir, le besoin de voir Paulu, de lui raconter ce qui était arrivé, de combiner avec lui le meilleur moyen de se défendre, de se sauver, la poussèrent vers le sentier de la montagne. Elle marcha comme une somnambule, sans dire à Zia Anna où elle allait.

— Où vas-tu ? Où vas-tu ? demanda celle-ci en la suivant des yeux.

Annesa ne répondit rien. Elle se rappelait les paroles de l'aveugle, l'attitude de l'abbé Virdis, le regard narquois des frères Pira. Oui, certes, on savait dès le matin qu'une calomnie infâme circulait sur le compte de Paulu ; et quelque *bonne âme*, comme disait Zia Anna, peut-être même Niculinu, avait envoyé prévenir le veuf.

(*A suivre.*) GRAZIA DELEDDA.

(*Traduit de l'Italien par* M. ALBERT LÉCUYER.)



LE CHARME DES MAISONS ARABES

Tandis que nos architectes ouvrent, de plus en plus, nos constructions modernes au moyen de larges fenêtres, grands yeux écarquillés à l'air et au soleil, les Arabes bâtissent des maisons aveugles. Pas un carreau ne brille sur leurs murailles blanches. Ces logis, à l'exemple de la fameuse Kasbah de la Mecque, semblent toujours couverts d'un voile. Comme les femmes qu'elles renferment, les demeures musulmanes n'auraient-elles pas le droit de montrer leur visage aux hommes? Les Arabes ont réalisé ce paradoxe de construire des villes avec des rues sans façades. Car, ne nous y trompons pas, tous ces cubes hermétiques nous montrent leur dos. Sur l'autre côté, ils possèdent des figures émaillées de faïences, tournées vers des cours intérieures où frissonnent des jets d'eau.

Ces ruelles, interminables couloirs chaulés, ne sont pourtant pas monotones. L'harmonie des lumières et des ombres charme l'enfilade de leurs maisons identiques. Mais une saveur profonde leur vient surtout de cet inconnu qui remue, s'agite, jouit ou souffre derrière leurs murs clos.

Si l'on appuie son regard sur les moucharabyés à entrelacs, espèces de masques posés sur les petites baies du premier étage, leur mystère vous saisit. Derrière ces menuiseries, on imagine l'amour voluptueux, la jalousie, la songerie, la gourmandise, sentiments et occupations ordinaires d'une famille arabe. L'inquiétude du harem rend les venelles chuchotantes, et la marche des passants, sur la chaussée, semble toujours furtive. Parfois l'on entend, derrière les treillages, des pépiements puérils. La tête relevée, l'on cherche alors ces femmes invisibles, qu'on se représente belles d'une beauté parfaite, car tout l'effort de leur vie tend vers ce but unique : l'amour.

..... Un matin je me suis assis de longues heures, rue Souki bel Khir afin de participer à la vie musulmane et essayer de pénétrer, intuitivement, dans ces intérieurs défendus aux Européens. Paisible

passage d'un faubourg tunisois, ses maisons pâles projetaient des ombres bleues sur la moitié de la chaussée. L'autre côté de la rue éblouissait. Aux faîtes des maisons, les anthémis et les résédas, nés spontanément de la communion des crépis délités, de la pluie et du soleil, dressaient leurs plates-bandes d'or et d'argent sur le ciel d'un bleu doux. D'un bout à l'autre, cette rue est bordée par ces jardins suspendus. A droite et à gauche du Souki bel Khir s'ouvrent des impasses quiètes, charmantes, mystérieuses. Au fond de ces vestibules de blancheur brillent des portes cintrées, peintes d'ogives rouges et vertes. Les trois anneaux traditionnels, disposés en heurtoirs, les décorent.

Dans une de ces impasses chères aux musulmans, car elles dissimulent davantage leur vie familiale, un huis s'entr'ouvre sur une fillette au corps souple. Une *foutah* de soie rose moule ses formes déjà cambrées. Une *takrita* à franges écarlates serre sa chevelure. Ses pieds nus sont chaussés de kobkabs, doubles semelles de bois en forme de petit violon. Frappés sur le pavé ces kobkabs vibrent comme des sonnettes. Cette fillette porte sur la tête, avec un geste archaïque qui ploie ses bras ronds en anses, une poterie de Nabeul décorée d'arabesques. Elle s'éloigne avec une démarche de Tanagra et ses minces soieries drapent ses jambes de petite danseuse.

Mais voici un philosophe épicurien. Il avance sous les apparences d'un vieil Arabe en djebba vert tendre, couleur des bourgeons. Cet homme au grand nez et aux yeux de jais a rejeté sur son épaule son burnous. Tandis qu'il marche, ses longs doigts bronzés maintiennent sous ses narines une rose épanouie. Il la respire et sa délectation rajeunit son visage. Je le vois tourner la venelle. Il s'évente avec sa fleur. Puis, d'un pas lent, il s'engage sous une voûte. Sa djebba se fonce, disparaît.

De temps à autre, des ponts de maisons enjambent ainsi les rues.

Au milieu du Souki bel Khir, un koutab ou école coranique est suspendu par ce procédé au-dessus de la chaussée. Une coupole chaulée recouvre cette construction qui ressemble à un grand arabe à tête enturbannée. Ce géant écarte les jambes afin de laisser passer sous lui les piétons. Une fenêtre géminée, en fer à cheval, est percée dans le corps du bâtiment. Elle laisse apercevoir le moueddeb, l'instituteur, et ses écoliers multicolores comme des oiseaux de paradis. Ils balançent la tête à la mesure de leur professeur et ils piaillent en cadence. Les sons s'envolent à tire-d'ailes comme des moineaux. Soudain, le maître frappe ses élèves avec son roseau. Tous se taisent.

Maintenant ils vont écrire sur leurs tablettes de bois enduites d'argile, une sourate. Ensuite, pieusement, ils iront laver leur planchette devenue sacrée, puisqu'elle contient les noms d'Allah et de Mohamed son Prophète, et ils enterreront l'eau boueuse dans un jardin ou dans un cimetière.

Les sonnailles d'un équipage de mules troublent à nouveau le silence de la rue. Ces bêtes passent, pomponnées de laines et caparaçonnées de cuivre brillant. Un nègre en cafetan bleu brodé d'or les conduit. Il les arrête devant une porte ornée d'arabesques en clous noirs. Deux serviteurs accourent. Ils ouvrent leurs burnous et, par ce moyen, improvisent une sorte de couloir de laine entre le seuil et la voiture.

Sur la marche de sa maison une musulmane voilée de soie blanche apparaît. Elle hésite. Une servante au visage masqué de noir la pousse vers le landeau aux stores baissés. La voiture fermée repart et, lorsque le bruit des grelots s'est éteint au loin, la rue, redevenue quiète, parait plus blanche. Sur ses terrasses les plates-bandes d'or et d'argent des anthémis et des résédas sourient au firmament.

Privés d'ouvertures, les logis sont obscurs, aussi, chaque matin, les musulmans qui aiment presque autant les oiseaux que les fleurs sortent-ils leurs serins d'Espagne et leurs chardonnerets de l'ombre. Ils suspendent les cages en forme de zaouias (chapelle de confrérie) au soleil, afin que leurs prisonniers soient heureux et qu'ils chantent. D'un bout à l'autre des venelles, les oiseaux enfermés dans leurs petites mosquées en fil de fer doré clament éperdûment la joie de vivre, tandis qu'accroupis sur leurs portes, les Arabes, un bouquet de jasmin à l'oreille, les écoutent dans une immobilité ravie.

Pour bien comprendre le paradoxe des constructions musulmanes, ces maisons retournées, il faut monter sur un monument élevé et plonger sur leurs terrasses. Les demeures, ainsi aperçues, ne forment pas des cubes réguliers. De forme unique, en apparence, ces bâtiments offrent une infinie variété dans la disposition de leurs dès, creusés par un patio intérieur, seul lieu d'où les femmes puissent apercevoir le ciel à travers les grilles encastrées dans la maçonnerie. Car, même dans ces cours secrètes, la jalousie du mari redoute l'amant aux pieds ailés. Ces précautions n'empêchent d'ailleurs pas les voleurs d'amour de se glisser dans les appartements des femmes.

Les pièces donnent sur chacune des faces de cette cour. Leur forme longue contient invariablement un lit pour l'homme en vis-à-vis de la couche pour la femme. Le Croyant amoureux ne doit pas être surpris par le jour dans le lit de son épouse.

Quelquefois, quatre puits sont disposés en forme d'armoires dans les murs aux quatre coins du patio. Revêtus de faïence et encadrés de linteaux sculptés de fleurs et d'arabesques, ces puits délicieux et minuscules laissent passer, par une étroite ouverture pratiquée dans le marbre blanc, un grand gobelet, le seau. Ces cours versicolores avec leurs céramiques, sont dallées de marbre. De gracieuses ferron-

neries défendent les fenêtres et, souvent, un oranger ou un néflier du Japon, entouré de rosiers, représente pour les femmes toute la nature végétale qu'elles ne connaîtront pas. L'apparente joie de ces logis ne les empêche pas d'être de véritables cages grillées, sur toutes leurs faces, par des barreaux ou des entrelacs de menuiserie. Quelques maisons, plus discrètes encore, ne possèdent point de patio. Un lanterneau polygonal et vitré éclaire un vestibule intérieur. Si les femmes lèvent leurs yeux maquillés d'antimoine, elles voient un ciel à dessins d'or sur poutrelles rouges.

Quelques architectes parisiens, s'inspirant des palais musulmans, ont essayé de créer un style franco-arabe. Cette renaissance n'aboutira guère, car notre genre de vie contredit absolument aux logis qu'on voudrait nous faire accepter. Nous voulons notre cour devant la façade et nos plus larges baies sur la rue ou le paysage. Nous souffririons un ennui intolérable dans une demeure orientale, et, de même, un mahométan trouve insensé des appartements à claire-voie qui livrent notre intérieur aux regards des passants.

En considérant l'ensemble de la cité tunisoise, on remarque qu'il n'y a eu d'autre limite à la fantaisie des constructeurs que l'utilité. En Orient, l'organe architectural est bien né du besoin et des mœurs de l'Islam.

Ces constructions à façades internes renseignent mieux sur l'état d'âme d'un musulman que les plus longues observations. L'oriental vit, en dedans de lui-même, d'un rêve personnel. Il méprise la promiscuité de notre vie sociale. Sur toutes les villes arabes il semble qu'un grand burnous soit étendu et préserve chacun du voisin. Ces hommes ont réalisé ce prodige d'enfermer tout ce que nous étalons de nos sentiments. Leur civilisation est tellement contradictoire de la nôtre que jamais aucune fusion, aucune assimilation, aucune collaboration ne se peut espérer, tant que le Coran sera leur livre.

Maintenant, jusqu'à quel point avons-nous le droit d'empêcher ces Arabes de vivre leur existence dans le mystère de leurs patios où se promènent leurs épouses fardées autour des vasques de marbre parcourues par les poissons rouges ?

Laissons donc les musulmanes accroupies sur leurs tapis et penchées sur des tables basses trier pendant des semaines, et une à une, les graines infiniment petites du mil, tandis que dans un patio voisin, une darbouka frappée par les doigts d'une captive retentit comme le rythme d'un cœur las.

Au zénith, le grand œil fixe du soleil de l'Islam distribue son implacable lumière sur toutes les maisons. Et ce soleil, c'est Mahomet lui-même. Il regarde son peuple immobile. CHARLES GÉNIAUX.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

JULES HURET : *En Allemagne, Rhin et Westphalie*. — UN PESSIMISTE : *Guillaume II et son peuple.* (Traduit de l'allemand.)

Aventure de voyage :

M. Jules Huret parcourt l'Allemagne : il visite à Offenbach une couperie mécanique de poil de lapin : nous possédons en France un grand nombre de ces couperies, ainsi que M. Jules Huret devait s'en convaincre par la suite : cette industrie est « nonobstant curieuse ... On met une peau sur le bord d'une petite machine devant laquelle est assise une ouvrière comme devant une machine à coudre, et, en quelques secondes, une série de rasoirs tournants ont coupé, sans perdre un seul poil, et jusqu'à la racine, la fourrure du lapin. Le poil... c'est ce poil, nettoyé et préparé qu'on emploie à la fabrication des chapeaux... » Cent peaux de lapin de garenne fournissent trois kilogrammes, cent peaux de lièvre de cinq à sept kilogrammes de poil. Les peaux de lapin valent de cinq à dix sous, les peaux de lièvre, un franc... Voilà des documents...

Jules Huret résolut intrépidement d'approfondir la psychologie du peuple allemand ; il s'initie aux mécanismes d'une couperie de poil de lapin ; il mène une double enquête : la seconde ne lui fait point oublier la première, ou plutôt c'est la première qu'il poursuit sans défaillance à travers la seconde : il décrit des machines, cite des chiffres — telle maison tond annuellement quatre millions de lapins et 1.250.000 lièvres, mais Jules Huret nous met en défiance contre les hâbleries de certains israélites allemands — des statistiques ; c'est la psychologie du peuple allemand, des grands industriels, des ingénieurs, des ouvriers allemands que Jules Huret prétend découvrir par delà tous ces chiffres, ces machines, ces procédés, ces méthodes. Entreprise malaisée : Jules Huret psychologue m'inspire une confiance légitime : Jules Huret critique des procédés, des méthodes, des chiffres même des coupeurs de poil de lapin germaniques m'inquiète, tout en forçant, en quelque mesure, mon admiration. Et le psychologue est à la merci du critique des procédés, des méthodes... Je prévois que le premier devra au second de médiocres lumières. — Le second toutefois a bien l'air de se prendre au sérieux : apprenez de lui que si la France fournit à l'Allemagne plusieurs millions de peaux de lapins domestiques, la spécialité des lapins de garenne appartient à l'Angleterre, à l'Australie, que la France, autrefois maîtresse quasi absolue du commerce des chapeaux de feutre de poil pour hommes, a perdu sa prépondérance ici comme ailleurs, en sorte que la victorieuse concur-

rence des chapeliers d'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche, d'Italie, voire de Grèce et de Turquie prouve une fois de plus notre irrémédiable décadence... Les industriels d'Offenbach voulurent bien assurer à Jules Huret que la disgrâce de notre industrie chapelière était due à l'impéritie de nos chefs d'usines, à l'insuffisance de notre outillage...

Cependant Jules Huret qui, je pense, ne garda point pour lui la conclusion de ses informateurs d'outre-Rhin, reçoit une protestation du Syndicat général de la chapellerie française : il court au siège du syndicat, 10, rue de Lancry ; il y apprend des choses fort intéressantes : oui, lui dit-on, la France exportait encore en 1870 ses chapeaux dans le monde entier : puis l'industrie chapelière naquit en Angleterre, en Allemagne, en Autriche, en Italie... ; les chapeaux anglais furent aussitôt préférés aux Indes et dans les nombreuses colonies britanniques, les chapeaux allemands furent appréciés sans retard par les milliers de Germains disséminés à travers le monde, les chapeaux autrichiens triomphèrent dans les Balkans, les chapeaux italiens... La France, dépossédée d'un monopole par l'évolution économique du monde, ne perdit point toutefois sa clientèle : l'industrie chapelière française n'est point en décadence ; ses trois cent millions de francs d'affaires annuels prouvent sa vitalité — Jules Huret apprit du même coup l'existence de couperies mécaniques de poil de lapin françaises, fort perfectionnées, assure-t-on, et dignes d'être comparées au très remarquable établissement d'Offenbach.

Et voilà ! Jules Huret visite une usine allemande : il n'y surprend aucun secret, se contente — et pour cause — d'une rapide et très superficielle description ; il est trop prudent pour tirer d'observations insuffisantes et d'informations fragmentaires et d'ailleurs incontrôlables une conclusion un peu générale. S'il s'agit de notre industrie, dont Jules Huret ambitionne de défendre les intérêts, convenez qu'il se fût épargné bien des peines superflues en allant, sans autre formalité, interroger les secrétaires du syndicat de la rue de Lancry.

A quoi servent les voyages?

Jules Huret vous répondrait sans doute que les voyages sont fort utiles, que des notes de voyage abondantes, variées, aussi variées que possible, ne sont point nécessairement destinées à accroître notre bagage de connaissances positives, et ne doivent pas être tenues pour infaillibles, mais que de pareilles notes sont très propres à nous suggérer des doutes, des sujets de réflexion, des curiosités.

Les notes de Jules Huret sont abondantes, variées ; elles sont sincères, rapides, de prime-saut, aimablement spirituelles...

*
* *

Jules Huret visite des couperies mécaniques, des brasseries, des chocolateries, des tanneries, des filatures, des fonderies, des fabriques de produits chimiques, couleurs, parfums, engrais, des fabriques de câbles sous-marins, de rails, de machines, des mines, des gares, des ports... Jules Huret étudie l'Allemagne moderne : est-ce point dans les usines, les ateliers, les entrepôts, les laboratoires de l'Empire partout multipliés, colossaux, envahisseurs, qu'il faut chercher le secret de sa force et de ses surprenants progrès? — Jules Huret visite des écoles, des hôpitaux, des asiles d'enfants anormaux, d'ouvriers invalides, des villages modèles, des jardins populaires, des cuisines, des dortoirs, des magasins coopératifs, des bibliothèques, des crèches, des chapelles... est-ce point le perfectionnement méthodique d'une complexe organisation sociale qui rend possible l'extraordinaire triomphe économique de l'Allemagne contemporaine? — Jules Huret, qui entend nous révéler le secret de la puissance allemande, multiplie ses enquêtes avec une curiosité, une souplesse d'esprit en vérité admirable; ainsi compris, le métier d'enquêteur est une invention perpétuelle : Jules Huret multiplie les enquêtes, les visites, les expériences; il les veut efficaces; il apprend la chimie industrielle, découvre l'art du fondeur, pénètre les techniques les plus diverses, se fait initier aux formules, aux inventions, aux procédés de fabrication, de publicité, de réclame et de vente; il est ouvrier, ingénieur, directeur d'usine, producteur, vendeur, commis-voyageur, banquier ; il est médecin, il est économiste ; il entend n'ignorer ni la pédagogie, ni la politique, ni la religion, ni les mœurs... Nous sommes inquiets : Jules Huret qui, au cours de son voyage, apprit, découvrit, pénétra sans les approfondir tant de choses et tant d'hommes, eût-il le loisir de découvrir l'Allemagne? J'entends de discerner les traits spécifiquement germaniques qui caractérisent les hommes, les institutions, les mœurs de l'Allemagne et les différencient des nôtres? Qu'en pensent nos ouvriers, nos chimistes, nos constructeurs, nos ingénieurs, nos fabricants, tanneurs, fondeurs, filateurs..., nos exportateurs, nos financiers, nos économistes, nos médecins, nos professeurs? — A ce compte qui donc oserait publier des notes de voyage? Témoignons plutôt de notre gratitude à ce globe-trotter si souple, si insinuant, si ingénieux à recueillir tant d'informations, d'avis, de chiffres, de documents, moisson mêlée, mais précieuse s'il n'est guère de Français qui n'en puisse extraire un fait, une idée, un principe de saine et profitable émulation.

Jules Huret d'ailleurs n'est point inhabile à rele-

ver certains traits spécifiquement germaniques, ou si vous voulez prussiens, puisqu'aussi bien l'initiative, la méthode, la volonté de puissance du peuple prussien animent l'Allemagne tout entière. Dans les usines, les entrepôts, les laboratoires, les écoles, les exploitations, les entreprises les plus diverses, il observe une méticuleuse ordonnance : étonnante spécialisation des hommes et des outils, application laborieuse, obstination « de bœuf au labour » des chefs, des subordonnés, des plus humbles manœuvres, perfection des machines, du matériel, netteté hygiénique des locaux, au total *discipline*, discipline acceptée, *sollicitée* de bas en haut, plus encore qu'imposée de haut en bas : l'ingénieur allemand est le plus méthodique et le plus patient, sinon le plus savant des chercheurs, l'ouvrier allemand est le plus docile, le plus attaché à sa besogne obscure et le moins exigeant des travailleurs manuels ; le peuple allemand est le plus laborieux de tous les peuples ; l'usine, l'industrie, le commerce, la science de l'Allemagne sont les plus parfaitement *organisés*... Nous nous en doutions : les mille exemples concrets que Jules Huret cite, développe, fait vivre devant nos yeux, illustrent fort utilement la connaissance que nous avons, ou croyons avoir, de cette extraordinaire méthode et de cette invraisemblable discipline. — Voici un trait moins connu de la vie industrielle allemande : Jules Huret, qui revient d'Amérique, a bien vu que l'activité germanique est assez différente de la fièvre yankee : moins de trépidation, d'à-coups, d'élan furieux : la méthode proscrit l'emballement vertigineux, les audaces excessives ; le rythme même des machines se modère à la placidité allemande ; Jules Huret, qui a vu des laminoirs américains, déclare à un maître de forge westphalien : « Il me semble que vos laminoirs continus n'ont pas l'allure aussi franche que ceux des Américains ; les cylindres m'ont paru *hésiter* dans leur rotation, ne pas avoir l'impétuosité de ceux de Pittsburg qui roulent sans s'arrêter, d'un train d'enfer, entraînant les blocs d'acier pour les broyer sans pitié ; les vôtres ont l'air de réfléchir. C'est un peu aussi la différence qu'on peut observer dans la vie des deux pays. » Le Westphalien acquiesce. — Ajoutez que le machinisme, si parfait qu'il soit en Allemagne, y est moins développé qu'aux États-Unis : Jules Huret, qui en vérité n'est point si novice en métallurgie, se souvient qu'à Pittsburg les blocs allongés par les laminoirs étaient retournés automatiquement après chaque aplatissement : à Bruckhausen, ce sont des hommes munis de lourdes pinces qui amènent les blocs : Jules Huret sait pourquoi :

« Si vous voyez, lui dit-on, plus d'ouvriers chez nous qu'en Amérique, c'est que chez nos concurrents un ouvrier coûte quatre ou cinq dollars par jour, et qu'en Allemagne il coûte quatre marks. Les Américains ont donc intérêt à supprimer la main-d'œuvre affreusement chère et à construire des machines même coûteuses ; ici, c'est le contraire : des machines trop compliquées ne « payeraient pas ».

« Une deuxième raison : c'est que le charbon coûte en Amérique trois fois moins cher qu'en Allemagne. On a donc avantage à faire travailler des machines qu'on nourrit à si bon marché.

« Troisième raison : dans le même temps que met un ouvrier allemand à extraire une tonne, un ouvrier américain en produit trois, pour la raison que le charbon, là-bas, se trouve à fleur de terre, et que les couches sont plus hautes. »

Jules Huret qui, si ingénieusement, s'efforce de caractériser l'usine, la vie industrielle allemande et nous fait connaître les chefs de cette industrie, les Thyssen, les Krupp, les Balin, les Platté, les Kirdoff, et nous révèle les *dessous* des grands syndicats, syndicats de l'acier, de la houille, Jules Huret nous renseigne avec la même abondance informée sur la vie municipale en Allemagne : la cité allemande est très bien administrée : je serais pour ma part tentée de croire qu'elle l'est trop bien, avec trop de minutie pédante et tracassière : allez à Nuremberg, et dites si cette ville-musée, ce vaste et merveilleux encore que trop vanté musée, sans cesse peint, repeint, vernis, aseptisé, ne témoigne point avec éloquence des excès interventionnistes d'une édilité à la prussienne... Du moins la cité allemande est-elle d'aspect très accueillant, du moins la plupart des villes et des bourgades allemandes manifestent-elles une *tenue* que l'on ne retrouve pas toujours en France. Jules Huret sait que cette belle ordonnance des rues, de la police et de tous les services municipaux est l'œuvre d'une administration assez différente de la nôtre : un bourgmestre n'est point comme notre maire un mandataire élu par la population, mais un fonctionnaire nommé à temps et dépendant du gouvernement autant que de la municipalité : « un bourgmestre comme celui de Mayence gagne quinze mille marks par an, soit près de dix-neuf mille francs. C'est un homme sérieux et intelligent, parlant français et anglais, connaissant tous les ressorts de son administration sur le bout des ongles et aussi dévoué à sa ville d'adoption que les conseillers municipaux dont la fonction est gratuite. Son autorité est respectée, et son avis écouté avec déférence : il a un peu la position d'un préfet devant un Conseil général... » Ce système a des inconvénients : Jules Huret les signale avec trop de brièveté : Ah ! n'exigez donc point d'un voyageur la critique de tous les faits et de toutes les institutions ! Étudiez à votre tour cette vie municipale allemande dont il suffit que Jules Huret vous signale les caractères essen-

tiels. Étudiez, critiquez : Jules Huret lui-même vous invite à ne vous point fier aux apparences : il sait que la merveilleuse machinerie allemande a des défauts : il les découvre parfois, il vous met sur la voie de découvertes plus intéressantes : pour lui, en hâte, il court ailleurs. C'est ainsi qu'il décrit les œuvres patronales dont s'enorgueillit un Thyssen, maisons ouvrières, jardins, salles de bain, casinos, mais voici, ayant poussé la porte de l'une de ces maisons ouvrières, ce qu'il vit :

«... Les parents n'étaient pas là, une petite fille gardait la maison : dans une chambre fermée que nous ouvrîmes, un taudis s'offrit à nos yeux : au milieu de ce taudis, un gros enfant dans un berceau, nu comme un ver, et sale, sale inconcevablement. De la tête aux pieds, cet enfant, gras comme un véritable pourceau, n'était que crasse et ordure. Il nous regardait en silence, l'air abruti, suçant je ne sais quel rogaton. Nous refermâmes la porte de cette étable, et l'enfant resta seul. Mon compagnon paraissait un peu gêné de ce spectacle. Il adressa quelques mots à la jeune sœur gardienne, et me dit :

— C'est un Polonais. Les Polonais sont sales. »

Francfort possède les plus somptueuses institutions d'assistance et les plus richement dotées : parcourez les orphelinats, les asiles, admirez le dévouement de ces cent sociétés privées qui se sont donné mission de secourir et d'aider les indigents : n'oubliez point toutefois de visiter les effroyables bouges qui avoisinent la cathédrale et le Rœmer : une population de scrofuleux et d'anémiés s'y entasse.

Pensiez-vous donc que l'administration prussienne eût supprimé toutes les tares et les misères sociales ? Jules Huret vous détromperait. Jules Huret a de singuliers doutes :

« Quand j'eus bien pérégriné à travers ces misères physiques et morales, je me dis qu'en somme l'Allemagne, avec ses airs de santé grasse et plantureuse, n'est pas plus saine que les autres pays, ni si solide qu'elle paraît. Les Allemands ont du poids, c'est vrai, mais ces gros enfants roses sont souvent malades. La visite des établissements charitables et des hôpitaux fait réfléchir. Et par analogie on ne peut se défendre de se demander : l'Empire lui-même est-il donc si fort qu'il en a l'air?... »

Répondre à cette question, ce serait entreprendre la critique de tous les faits sociaux, de toutes les institutions; il y faudrait cent spécialistes. Jules Huret, sagement, s'abstient de conclure.

Il reprend son avantage quand il étudie les mœurs, les détails de la vie courante, ce qui se voit, ce qu'un psychologue devine, aux gestes, aux paroles, au vêtement, aux coutumes. Quelle belle ardeur de jugement! Jules Huret juge les mœurs allemandes ainsi que les jugeront toujours la très grande majorité des Français; il a bien vu la bonhomie, la naïve simplicité, la cordialité confiante, qui font le charme de la vie sociale en Allemagne ; il a noté la lourdeur, l'apathie, le pharisaïsme, la barbarie du goût, la vulgarité des modes, des habitudes, et dans le Nord, la morgue, l'insolence et la servilité... Il vante les qualités : les défauts lui inspirent quelque répugnance et parfois un dégoût violent. Nous sommes ainsi... et nous prenons notre revanche. Avez-vous remarqué qu'un Français qui a de l'esprit en a deux fois plus quand il revient d'Allemagne? Je ne voudrais point désobliger Jules Huret, en affirmant que tel est son cas ; mais assurément sa verve ne décrût point en Allemagne : qu'importe que ses jugements ne soient pas très neufs : c'est une monnaie, courante en France, qu'il refrappe à son chiffre, avec entrain.

« Rencontré à Berlin un savant italien qui me dit :

— Oui, les Allemands sont sérieux, sérieux à faire mourir d'ennui ; moins, pourtant, que les Anglais qui, eux, en meurent eux-mêmes; mais le sérieux allemand est plus pénible parce qu'il est en même temps puéril, débordant, agressif et tyrannique : il s'est fait loi, Bible, il s'est fait Empereur, il s'est fait nation, il est Dieu lui-même. Et c'est exagéré. »

. . . .

« Un Allemand me disait ingénument :

— J'aime me remplir l'estomac, c'est mon bonheur. Et je n'envie qu'une sorte de gens au monde, ceux qui peuvent manger plus que moi.

. . . .

« Pour juger de la liberté en Allemagne, se souvenir de ce triptyque de Henri Heine, qu'on pourrait facilement peindre :

L'Allemand aime la liberté comme il aime sa vieille grand'mère ; l'Anglais, comme sa femme légitime; le Français, comme la fiancée de son choix.

. . . .

« Un ancien contremaître devenu patron, et dont les affaires prospèrent, quarante ans, haut en couleur, plein de santé et d'optimisme, père de nombreux enfants, actifs, unis, solidaires et soumis à l'autorité paternelle, sans fortune et dépensant largement ses bénéfices pour améliorer son outillage et augmenter le bien-être et le confort des siens, s'endettant même un peu sachant qu'il payera...

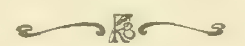
Telle m'apparaît l'Allemagne au cours de mon voyage. »

***

Et si quelqu'un — bien à tort — estime sévères les jugements de Jules Huret, puisse-t-il lire ces propos d'un *pessimiste* qui nous viennent d'outre-Rhin : ce livre n'est point un pamphlet encore que la critique y soit âpre, et rude la satire ; et sans doute convient-il de faire la part de quelque injuste irritation, mais il convient aussi de ne point négliger les conclusions d'un écrivain qui semble singulièrement informé : une sorte d'inquiétude et de

sourd malaise se répand parmi les classes cultivées d'Allemagne ; ce livre résume avec assez de force lumineuse les raisons des inquiets et des mécontents ; ce pessimiste n'est point dupe des « façades » ; par delà le décor à demi-féodal dont le régime se pare orgueilleusement, « la vanité, la cupidité, l'esprit de rivalité et de corruption exhalent une odeur de mort. » L'empereur lui-même, dilettante agité, capricieux, mal instruit des hommes et des réalités sociales, est suspect ; « la volonté personnelle du maître devenant commencement et fin ! Le chancelier réduit au rôle de concurrent de la camarilla de cour, et cela seulement pour pouvoir empêcher les pires extravagances ! Et par dessus sa tête le fonctionnaire visant constamment à atteindre le monarque. La bureaucratie corrompue et en partie désagrégée ! Le Parlement frappé de nullité jusqu'à l'anéantissement. Nulle part, un contrepoids à la camarilla et à la coterie du cabinet. Tel est le gouvernement de l'Allemagne au premier lustre du xxe siècle. » Voilà ce que l'on dit en Allemagne : demandons-nous avec Jules Huret si l'Empire est aussi « fort qu'il en a l'air ». Étudions l'Allemagne.

Lucien Maury.



L'ENFANT MORTE

> « Ce que je sens, là, au fond de moi, plus haut... cette flamme d'amour qui me brûle les yeux quand je te regarde, tout cela va-t-il s'éteindre pour toujours dans les ténèbres?... Père, toi et moi, est-ce que nous ne nous retrouverons jamais ? »
>
> (*Les Ames Ennemies*, acte IV.)

Il m'arrêta devant la porte de l'absente
Comme au seuil interdit du plus saint souvenir.
Puis j'entendis la clef entre ses doigts frémir
Et la porte s'ouvrit sur la chambre dormante.

Les persiennes tombaient sur un filet de jour
Comme sur des yeux las des paupières baissées,
Dans l'air fade flottaient des tristesses passées
Sur de pâles couleurs et de vagues contours...

Ici le temps un soir n'avait plus eu de suite,
La pendule marquait cet immobile deuil,
Un peignoir nonchalant pendait sur un fauteuil,
Le lit perdait ses draps comme après une fuite...

« Son portrait que voici, c'est le meilleur, dit-il,
Je venais pour la pose et je guidais l'artiste.
Elle adressait à moi ce beau sourire triste
Qui s'éclaire à demi de son rêve subtil...

« Au moins j'aurai sauvé ce reflet de sa forme,
Cette perfection d'un éphémère instant,
Pour que son souvenir soit exact et constant,
Pour que jamais en moi sa douceur ne s'endorme !

« Voyez, on sent encor le toucher de ses doigts
Sur cette page intacte où flâna sa lecture ;
Là, ce mouchoir glissé à terre, d'aventure,
Traîne poudreusement pareil depuis des mois...

« Hélas ! c'est elle ici que je mendie aux choses,
Car ma mémoire a d'insensibles trahisons !
Je m'exerce à la voir partout dans la maison
Et j'ai d'amers trésors dans des cachettes closes.

« Mais de l'émotion dont brûlait son regard,
Du frisson de sa voix dont le passé résonne,
De ce charme vivant qui faisait sa personne
Rien, absolument rien, n'est resté nulle part !

« Quand je fuirais d'angoisse au-delà des tropiques,
Je n'en serais pas plus éloigné qu'en ce lieu ;
Je n'en serais pas plus rapproché si mes yeux
Osaient sur sa dépouille un regard frénétique !

« Je ne peux même point parler de son néant,
Car le néant encore est une ombre de l'être :
Et quand mon souvenir veut la faire apparaître,
Je dis : elle... et soudain c'est un vide effrayant

« Où mon deuil se disperse en un vaste délire...
Sais-je si ma douleur est à moi seulement ?
Le lieu, le temps, le nom, le sens de mon tourment,
Tout cela n'est plus rien que du vent qui soupire...

« Ma fille a replongé dans la grande eau sans bord
Et sa cendre est plus vaine ayant perdu la vie,
Plus désespérément au gouffre ensevelie
Que les larves à naître incertaines du sort... »

Et comme il brisait là sous l'angoisse trop forte
Cet implacable aveu du plus sûr désespoir,
Moi qui dans la grisaille imprécise du soir
Penchais ma piété sur les traits de la morte,

Moi qui l'instant d'avant n'aurais pas dit son nom,
Moi dont jamais les pas n'avaient croisé sa route,
Je la ressuscitai minutieuse et toute
En sa pose d'intime et pensif abandon...

Pour elle je tiédis d'une ferveur secrète,
Je l'aimai d'un amour dès longtemps familier.
D'un instinctif amour qui me fit m'écrier
Vers le père stoïque en son âpre défaite :

Père, ce n'est pas vrai que tout d'elle ait péri !
L'horrible arrachement, qui de nous le conteste ?
La corolle a sombré dans la mer, mais il reste
Le parfum, sur les flots, de la fleur de l'esprit...

Oh ! ne recherchons pas comment elle subsiste !
Laissons les séraphins et les paradis bleus !
Mais que la jeune lune en un ciel nébuleux
Te soit une lueur d'elle, suave et triste...

Que le chuchotement des mystères amis
Te rappelle qu'un jour toute rencontre est sûre,
Que la mort un instant peut fausser la mesure,
Mais que vivants et morts sont du même Infini !

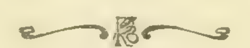
— Par la chère douceur de la morte inconnue
Qui du passé profond s'est exhalée en moi
Et qui souffle en ces vers, comme le long des bois
Le feuillage, la nuit, rêveusement remue ;

— Par le sanglot sacré de protestation
Que la douleur humaine en ses mornes abîmes
Jette invinciblement vers d'éternelles cimes,
Lumineux rendez-vous des suprêmes rayons :

Oh ! ne pactise point avec la mort infâme !
N'admets point l'univers où n'est pas ton enfant !
Viens en aide, en nous tous, au dieu qui se défend
Pour assurer quand même une victoire à l'âme !

Père deux fois trahi que l'enfant a quitté,
Puis que sa dernière ombre infidèle déserte,
Moi le passant du soir devant ta porte ouverte,
Je t'adjure de croire à son éternité !

PAUL-HYACINTHE LOYSON.



Chronique

—

PLAGES DE FRANCE

Si les Français, nos contemporains, semblent réfractaires à une discipline politique rationnelle, s'ils ne se manifestent point par une expansion économique étonnante, il est juste de reconnaître qu'en retour ils se distinguent par une aimable et agréable entente de la vie. Ils avaient, à cet égard, des aptitudes ataviques, et ils ont su les parfaire en s'inspirant des leçons de l'étranger, de l'Angleterre entre autres, pays des existences confortables et bien ordonnées.

Nos plus fervents travailleurs n'ignorent plus que l'effort implique le repos, et qu'une carrière laborieuse doit être agrémentée d'attrayantes distractions. Ainsi, l'habitude des villégiatures et des voyages, admise seulement dans l'aristocratie opulente, il y a un demi-siècle, est maintenant chère à la petite bourgeoisie, et se répand dans le peuple.

L'ère des villes tentaculaires, où l'homme est emprisonné dans une vaste enceinte urbaine, loin des sains et beaux aspects de la nature, et assujetti à une besogne spécialisée, astreignante, devait rendre plus nécessaire cet exode estival.

La montagne et la mer sont les deux attractions puissantes qui se disputent, aux grandes vacances, le choix des citadins. Il semble que, jusqu'aux dix dernières années, la montagne, chantée par Michelet, illustrée par Tartarin, l'emportait en prestige. C'est vers la sublime témérité de ses pics neigeux, vers les profondes retraites de ses gorges sauvages, que s'acheminaient les plus denses cohortes de touristes. L'étoile des glaciers pâlirait-elle ? Beaucoup de stations thermales subissent un léger déclin. Ce sont sur les cités balnéaires que les chemins de fer précipitent maintenant le gros flot des citadins.

* * *

Sous toutes les latitudes, à toutes les heures, la mer présente le spectacle d'une eurythmie merveilleuse de grâce ou de terreur. La poésie, le lyrisme naturel qui fuit devant nos civilisations mercantiles et qui abandonne nos villes soumises à la dure loi de la concurrence économique, trop peu soucieuses de beauté, se réfugie sur ses eaux.

Mais comment ne point distinguer l'enchantement distinct, et cependant divers des plages de France ! Grèves plates et sablonneuses du pays flamand, battues par une mer volontiers grise ou sombre,... d'une immensité simple si impressionnante, sous la teinte ardente de midi, ou la nuance pâlie des soirs. — Hautes falaises de la Normandie, pittoresquement ajourées et sculptées, qui protègent un riant arrière-pays, et d'où le regard embrasse la moire illimitée de la nappe océanique... falaises où de loin en loin les rivières creusent des brèches qui deviennent de petites plages ombragées et toutes bruissantes du perpétuel roulement des galets. — Rochers abrupts de Bretagne, jetés en chaos pour protéger, semble-t-il, contre l'attaque de dehors, le pays de la lande et de la mélancolie, vagues en furie qui ensevelirent, dit la légende si joliment contée par Renan, le pays d'Ys, et qui bercent maintenant de leur rude harmonie les cendres de Chateaubriand. — Baies aux agréments nouveaux de l'herbeuse Vendée, de la Gironde, littoral boisé des Landes. — Décor romantique de Biarritz où un flux tumultueux frange d'écumes la plus pittoresque orgie de bruns et rouges rochers. — Anses délicieuses du pays Basque où la mer de Biscaye vient expirer contre les derniers contreforts des majestueuses Pyrénées. — Et cette radieuse féerie, en plein hiver, de la lumineuse et parfumée Côte d'Azur !

Sites d'une âpre désolation ou d'une grâce insinuante, d'une rudesse granitique ou d'une idyllique fraîcheur, marqués par l'outrage ou la caresse du flot, tous se rencontrent sur cette longue, sinueuse, admirable frontière maritime, l'un des joyaux de la « doulce France ».

*
* *

Il est cependant quelqu'une de ses vertus que cette côte, si propre à séduire tous les goûts, à fasciner toutes les imaginations, tend à perdre.

Jadis presque solitaire, elle se pare de nos jours d'un diadème de blanches cités, plusieurs renommées déjà par leur élégance et leur opulence. Là se renouvelle le miracle qui nous étonne, effectué par l'audace américaine, dans les solitudes du Far-West : celui de la multiplication des villes ! Les plus notoires, les plus connues de ces « stations » sont moins vieilles que beaucoup d'entre nous : c'est Biarritz, création, sous le second empire, du faste impérial ; c'est Trouville, de vogue plus récente encore.

Vous aimez une tranquille arène, entre deux collines, connue des seuls pêcheurs et fréquentée des seuls oiseaux de mer? Un homme d'affaires la découvre. Il y trace le plan d'un bourg chimérique... qui, un an, deux ans plus tard, se dresse là tout pimpant, tout animé des joies bruyantes des enfants en vacances! En ce bref délai il a ménagé des moyens d'accès et tracé des rues, édifié un casino et un hôtel, fait construire des villas .. Pleurez, nymphes agrestes!

Donnons de justes éloges à l'initiative de cet homme, qui, de champs baignés par l'onde amère, a fait surgir, pour notre loisir, une coquette petite ville. Voyons dans cette création le témoignage de l'intelligente activité de nos capitalistes — et de l'aisance de toute cette menue bourgeoisie bien vite accourue ici.

Mais songeons aussi : Avec leur belliqueux passé de frontière, assaillie par tous les conquérants de la mer, avec, aussi, l'alacrité de leur atmosphère, et grâce au concours d'une infinité d'autres circonstances, nos côtes de France ont façonné les races les plus accusées, les plus résistantes de notre nation, races bretonne, vendéenne, normande, flamande, etc... Chacune d'elles avait élevé, en face de la mer, sa ville expressive, sa citadelle : ici Dunkerque, tout replié sur soi, avec ses ruelles étroites et ses petites maisons ; là, Dieppe, plus épanoui à l'ombre de ses vieux clochers... A la variété des aspects naturels, répondait la diversité ethnique, très prononcée, des mœurs, des habitations, etc...

Que va devenir cette succession de contrastes et de nuances, si précieuse au visiteur, plus précieuse encore aux familles cotières, par ce qu'elle engendrait chez elles d'originalité, d'esprit distinct et pénétrant, de vocations?

Sans doute, c'est une exigence du temps, qu'à la sévère ligne des bastions succède, près du flot immense, une luxuriante éclosion de villas. Encore faudrait-il que cette parure fût inspirée des suggestions, des traits même des régions. Or elle demeure trop uniforme dans son afféterie. Toujours, partout, elle s'inspire de la mode parisienne. Elle devient ainsi d'une affligeante banalité. « C'est un des bienfaits du siècle, dit avec une ironie attristée Pierre Loti, que, dans une ville balnéaire, il soit impossible de dire à première vue si l'on se trouve à Ostende, à Trouville, ou encore à Saint-Sébastien. »

Notre côte océanique ne va-t-elle point perdre, par cette artificielle monotonie, l'un de ses attraits les plus attachants? Quelle déception, pour les pèlerins de la beauté, qui se plaisent aux formes propres qu'elle revêt suivant les régions! Déjà ils élèvent des cris de colère. C'est Richepin qui stigmatise dans ses rudes poèmes de *la Mer* les « hideux ouistitis », venus de Paris enlaidir les grèves. Combien d'autres s'indignent avec lui, pieusement accoutumés à la physionomie de leur contrée ou simples passants, en quête d'originale séduction. Écoutez le délicat évocateur des *Figures et Choses qui passaient* rappeler le charme agonisant de l'antique pays basque : « Saint Jean-de-Luz conserve encore quelques recoins charmants, quelques tranquilles et honnêtes petites rues, empreintes du cachet local... Mais l'horreur des constructions modernes va se multipliant chaque jour. Pas un bout de plage, pas une gentille colline que ne déshonore à présent quelque grande bâtisse coûteuse, conçue par des rastaquouères extravagants, par des snobs en délire... Quand ce serait si simple, mon Dieu, pour ne pas défigurer ce pays, de bâtir des maisons basques, comme certains rares artistes ont eu le bon goût de le faire !... Hélas ! hélas ! qui nous sauvera de la pacotille moderne, du faux luxe, de l'uniformité et des imbéciles! »

Entendez les lamentations des poètes, Spéculateurs qui édifiez les villes de demain, car ils sont les interprètes émus de légions de gens de goût. Croyez que les Parisiens ne voyagent point pour retrouver les ridicules petites villas de leur banlieue, conçues la plupart en vue de capter la préférence peu esthétique d'un boutiquier enrichi. Imitez la piété des étrangers — Bâlois, Bernois et autres — si habiles à conserver le cachet de vétusté, d'originalité, de leur cité. C'est la dissemblance des lignes et des couleurs, comme des coutumes, qui incite aux pérégrinations.

Si beaucoup de nos contemporains ont délaissé la montagne pour la mer, moins encombrée jusqu'ici, c'est qu'au moindre repli de la pente escaladée, apparaît le même casino, le même caravansérail, la même ville, le même snobisme! Détestable uniformité des stations thermales, qui les fait ressembler, elles aussi, à des prisons fleuries.

L'assaut d'innombrables villas menace le littoral. On peut prévoir le jour où un unique quai, interminable, flanquera, sur l'Océan, la terre de France. Craignez qu'à mesure qu'il s'avance la poésie de la côte ne s'évade.

Construisez des bourgades flamandes et des cottages normands, des hameaux bretons et des métairies vendéennes, des châlets basques. Ainsi, sur chaque point du littoral, vous élèverez les maisons les mieux appropriées aux intempéries, et les plus seyantes à l'aspect décoratif du lieu. Vous attirerez des nuées de visiteurs. Et cependant vous sauverez ce qu'il est possible de garder de l'originalité si vive de nos provinces maritimes, de l'admirable et ondoyante beauté de la côte française!

JACQUES LUX.

Le Propriétaire Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 11 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 14 SEPTEMBRE 1907

LA LETTRE DE BLAISE PASCAL A FLORIN PÉRIER (1)

XX

En matière scientifique, le premier qui ait signalé l'insincérité de Pascal est probablement Baillet, le biographe de Descartes : « L'expérience du Puy-de-Dôme fut faite sur les avis de M. Descartes, *quoique M. Pascal l'ait dissimulé.* » Pascal était mort depuis près de trente ans; les défenseurs posthumes ne lui ont manqué ni au XVIIIe siècle ni de nos jours. Parfois on a essayé de retourner contre Descartes l'insinuation de la mauvaise foi ; mais les faits sont là, et Baillet avait raison, et M. Mathieu après lui.

Pascal, qui, en septembre 1647, âgé de vingt-quatre ans, avait reçu deux longues visites de Descartes quinquagénaire, et qui, peu après, par l'intermédiaire de Huygens, avait fait tenir à Descartes ses *Expériences nouvelles touchant le vide*, ne lui envoya pas son opuscule sur l'expérience du Puy-de-Dôme. A cela, rien d'étonnant, puisque l'opuscule ne fut pas publié, mais Descartes fut laissé sans information quelconque sur l'expérience faite; Mersenne n'était plus là pour le tenir au courant. L'expérience était vieille de plus de huit mois, quand Descartes (11 juin 1649), demanda des nouvelles à Carcavi, ami de Pascal. « J'aurais droit, disait-il, d'attendre cela de lui plutôt que de vous, *parce que c'est moi qui l'ai avisé*, il y a deux ans, de faire cette expérience, *et qui l'ai assuré que*, bien que je ne l'eusse pas faite, *je ne doutais point du succès.* » Carcavi l'ayant renseigné (bien entendu, sans lui envoyer l'opuscule ; il dit seulement que l'expérience est *imprimée il y a déja quelques mois*), Descartes répéta, en le remerciant : « *C'est moi qui l'avais prié*, il y a deux ans, de la vouloir faire » ; il ajoutait, cette fois, une remarque caractéristique : « Sans quoi il n'eût eu garde d'y songer, *à cause qu'il était d'opinion contraire* ». En écrivant ses deux lettres à Carcavi, en 1649, Descartes ne savait pas et ne pouvait pas savoir si jamais Pascal avait prétendu à l'honneur de l'invention. Sa double réclamation contre le procédé de Pascal vise un manque d'égards, rendu particulièrement choquant par la différence d'âge, mais non une usurpation de priorité; désintéressé par conséquent, Descartes parle nécessairement avec une bonne foi absolue. Bien plus tôt d'ailleurs, le 13 décembre 1647, moins de trois mois après avoir vu Pascal, peu de temps après avoir reçu de lui ses *Expériences nouvelles touchant le vide*, Descartes avait dit la même chose à Mersenne, cela dans des conditions encore plus innocentes s'il est possible ; il avait demandé à Mersenne si Pascal avait fait l'expérience qu'il lui avait conseillée, pour voir *si le vif-argent montait aussi haut lorsqu'on est au-dessus d'une montagne que lorsqu'on est tout au bas.* Et trois fois, en 1648, Descartes avait posé cette même question à Mersenne. Il est donc assuré que, lors de ses visites, le 23 ou le 24 septembre 1647, Descartes avait exposé à Pascal ses idées sur l'utilité de l'expérience de la montagne.

L'assertion répétée et si peu suspecte de Descartes est d'ailleurs confirmée par la conduite de Pascal Car avant les visites de Descartes, Pascal avait laissé

(1) Voir la *Revue Bleue* des 24, 31 août et 7 septembre 1907.

Périer partir pour l'Auvergne, sans lui demander de monter au Puy-de-Dôme; il ne le fit qu'après les visites dans la *Lettre* de la mi-novembre.

Pascal, dans la *Lettre* à Périer, s'attribue la paternité de l'expérience : « Lorsque je mis au jour mon Abrégé sous ce titre, *Expériences nouvelles touchant le vide... Je méditai dès lors* l'expérience dont je fais voir ici le récit ». Et plus loin : « *J'en ai imaginé une*, qui pourra seule suffire pour nous donner la lumière que nous cherchons, si elle peut être exécutée avec justesse ». *J'en ai imaginé une* : a-t-il donc oublié la conversation toute récente avec Descartes? Ce n'est pas possible. En tout cas, la mémoire de Pascal dut être rafraîchie par Mersenne, quand celui-ci eût reçu la lettre de Descartes du 13 décembre 1647. Plus tard, elle fut certainement rafraîchie par Carcavi; car, en réponse à la seconde lettre de Descartes, Carcavi dit à celui-ci, le 24 septembre 1649 : « *J'ai écrit à M. Pascal...* ce que vous avez désiré que je lui fisse savoir touchant l'expérience du vif-argent ». Pascal ne tenait pas à avoir la mémoire fraîche. Deux ans après l'intervention de Carcavi, le 12 juillet 1651, dans une lettre à M. de Ribeyre, premier président de la cour des aides de Clermont, il s'exprimait ainsi : « Je vous dirai que dès l'année 1647 nous fûmes avertis d'une très belle pensée qu'eut Torricelli touchant la cause de tous les effets qu'on a jusqu'à présent attribués à l'horreur du vide. Mais comme ce n'était qu'une simple conjecture, et dont on n'avait aucune preuve, pour en reconnaître ou la vérité ou la fausseté, *je méditai dès lors* [tournure déjà vue dans la *Lettre* à Périer] une expérience que vous savez avoir été faite en 1648 par M. Périer au haut et au bas du Puy-de-Dôme... *Il est véritable*, Monsieur, *et je vous le dis hardiment, que cette expérience est de mon invention ; et partant je puis dire que la nouvelle connaissance qu'elle nous a découverte est entièrement de moi.* » Mersenne, qui devait savoir le détail des choses très exactement, était mort le 1er septembre 1648; Descartes était mort le 11 février 1650. La vérité pourtant avait filtré; puisque Pascal éprouvait le besoin de la démentir en public.

Dans l'extrait donné tout à l'heure de la lettre à Ribeyre, j'ai laissé de côté, après le mot *Puy-de-Dôme*, l'incidente que voici : « *dont on a* aussi *envoyé des exemplaires de toutes parts*, où elle a été reçue avec joie, comme elle avait été attendue avec impatience ». En réalité, il est certain que l'opuscule de Pascal n'a été ni mis en vente, ni abondamment distribué. L'incidente contient donc une contre-vérité volontaire de plus, en soi inintéressante, car elle ne lèse personne, mais qui a la regrettable valeur d'un symptôme, et qui oblige à rappeler que la non-publication de l'opuscule est par elle-même un indice fâcheux.

On a essayé (encore tout récemment M. Milhaud) de concilier le témoignage de Descartes et l'affirmation de Pascal par l'hypothèse d'un malentendu. « En 1691, dans son *Voyage du monde de Descartes*, dit M. Mathieu, le jésuite Daniel montre le philosophe s'étonnant d'entendre appeler *expérience de Pascal* une expérience que Pascal n'avait ni conçue, ni exécutée. *Le P. Daniel*, s'écrie Sainte-Beuve, *s'empare de ces* discords *entre grands hommes, et fai son métier* ». « Discords » est une heureuse trouvaille; il suppose que Descartes et Pascal se sont mal compris.

J'ai moi-même essayé de me persuader que Pascal n'altère la vérité qu'en ce qu'il en tait une part. Il aurait eu réellement, de son chef, la même idée que Descartes; il aurait évité, lors des visites qu'il reçut, de le laisser voir à Descartes lui-même, et pour lui donner le change, il aurait affecté de le contredire, ce qui expliquerait les mots de Descartes à Carcavi, *à cause qu'il était d'opinion contraire*. Sa faiblesse aurait été celle d'un écolier, qui est importuné de se rencontrer avec la pensée du maître, et qui, justement parce qu'il se sent « petit garçon », tient à avoir eu l'idée tout seul. Cette insincérité d'enfant aurait été vénielle. La réticence, la prétérition sont-elles de vrais mensonges?

Je faisais donc des efforts méritoires, quand j'ai rencontré dans la *Lettre* à Périer ce passage, que je ne me rappelle pas avoir vu cité par M. Mathieu : « Vous voyez déjà, sans doute, que cette expérience est décisive de la question, et que s'il arrive que la hauteur du vif-argent soit moindre au haut qu'au bas de la montagne (comme j'ai beaucoup de raisons pour le croire, *quoique tous ceux qui ont médité sur cette matière soient contraires à ce sentiment*, il s'ensuivra nécessairement... » Quand Pascal écrivait cette généralisation audacieuse, il y avait moins de deux mois que Descartes lui avait proposé de vérifier, ainsi que Descartes lui-même l'écrit à Mersenne, « si le vif-argent montait aussi haut lorsqu'on est au-dessus d'une montagne que lorsqu'on est tout au bas ». Le *tous ceux qui ont médité sur cette matière*, comprend Descartes, je suppose. Il comprend aussi Auzout, à qui Pascal n'a certes pas volé son expérience, mais à qui il a pris son idée. Car, dit Baillet en marge : « M. Auzout prétend avoir donné le même avis à M. Pascal dans le même temps. »

Il faut bien se résoudre à conclure. Pascal lui-même fournit une formule dans sa réplique (8 août 1651) à la réponse de Ribeyre : « Je vous conjure, Monsieur, de considérer, pour ce qui me regarde, que, parmi toutes les personnes qui font profession des lettres, *ce n'est pas un moindre crime de s'attribuer une invention étrangère, qu'en la société d'usurper les possessions d'autrui*; et qu'encore que personne

ne soit obligé d'être savant non plus que d'être riche, *personne n'est dispensé d'être sincère.* »

XXI

L'imprimé adressé au premier président de Ribeyre manque de sincérité dans l'affaire des conseils de Descartes. Il est insincère sur d'autres points encore. Ces points n'ont aucune connexité avec la *Lettre* à Périer, mais l'indivisibilité de la question morale m'oblige à en dire un mot.

M. Brunschvicg écrivait, entre la première série des articles de M. Mathieu et la série nouvelle : « La lettre du 12 juillet 1651 à M. de Ribeyre est *un tissu d'inexactitudes*. Je sais que ces inexactitudes sont étonnantes; *quelques jours avant que le premier article de M. Mathieu eût paru*, j'en parlais à l'un des directeurs des *Annales de psychologie*, M. Ed. Claparède, comme d'un document plus important pour la « psychologie du témoignage » que le mémoire de Pascal, qui passait jusqu'ici pour extraordinaire... *Pour M. Mathieu, ces inexactitudes sont autant de mensonges conscients et volontaires.* Je n'insiste pas sur la difficulté d'une pareille hypothèse. Je me représente sans trop de peine Pascal, au récit, exact ou non, d'une séance où il est accusé d'avoir plagié Valeriano Magni, sentant se réveiller l'indignation qu'avaient partagée naguère Roberval et Auzout, entrant dans une de ces colères dont le troisième recueil du P. Guerrier laisse percer le secret, et *sans prendre le temps de vérifier les dates*, écrivant l'histoire dont il fut un des héros. » Ces lignes de M. Brunschvicg posent clairement la question ; la réponse, j'en ai peur, devra avoir la même clarté. Il s'agit de *dates* non vérifiées, il s'agit aussi d'autre chose.

En 1651, Pascal apprit que tout récemment, au collège de Montferrand, un jésuite qui passait sa thèse l'avait diffamé dans un « prologue » oral. Ce jésuite n'est pas connu de son nom, et les faits que lui attribua Pascal sont peu assurés; pour simplifier, j'adopte, en ce qui touche le jésuite, le récit de Pascal tel quel.

La decouverte de Torricelli avait été refaite par Valérien Magni en 1647. En 1651 le jésuite de Montferrand, sans nommer Pascal, avait insinué que c'était un plagiaire, et qu'il avait voulu s'approprier l'expérience commune de Torricelli et de Magni. La thèse du jésuite étant dédiée à Ribeyre, c'est à Ribeyre que Pascal adressa sa défense. Dans sa lettre, il se justifie d'avoir usurpé sur Torricelli, et cela lui est aisé. Il n'a qu'à citer les propres paroles, imprimés en 1647 dans ses *Expériences nouvelles touchant le vide*; elles sont probantes, bien qu'elles ne nomment pas Torricelli lui-même : « Il y a environ quatre ans qu'*en Italie on éprouva* qu'un tuyau de verre... » Mais Pascal ne s'en tient pas là. D'une part il essaie de justifier sa formule impersonnelle *en Italie on éprouva*, où ne figure pas le nom de Torricelli, d'autre part, il prétend que, loin qu'il ait plagié Magni (ceci encore serait vrai et facile à prouver), c'est Magni qui l'a plagié lui-même. Sur les deux points, son plaidoyer est loin d'être satisfaisant.

Question du plagiat imputé à Magni. — Voici le précis des données. L'expérience de Torricelli, la suspension du mercure dans le tube de verre, fut réalisée en France, pour la première fois, à la suite d'une communication faite par Mersenne à Petit, intendant des fortifications; Petit fit l'expérience à Rouen ; il était assisté d'Étienne Pascal et de son fils Blaise; il raconte l'expérience dans une lettre du 10 novembre 1646. En 1647, la même expérience fut faite à Varsovie par le capucin italien Valérien Magni ; il la publia dans un opuscule, daté par lui-même du 12 juillet; en juillet, en présence du roi de Pologne, il fit sur sa découverte une conférence. Cette conférence fut connue des savants de Paris par une lettre de Desnoyers, secrétaire des commandements de la reine de Pologne, à qui Roberval répondit le 20 septembre. Vers le milieu de septembre, selon l'estimation de M. Mathieu, était arrivé à Paris l'imprimé même de Magni. En somme l'expérience de Varsovie (juillet 1647) est notablement postérieure à celle de Rouen (novembre 1646) ; à ne voir que les dates, il serait très possible qu'elle fût un plagiat.

La thèse du plagiat fut soutenue une première fois, longtemps avant la lettre à Ribeyre, par un certain « Dominicy ». Ce Dominicy semble avoir agi à l'instigation de Blaise Pascal (si ce ne fut Blaise lui-même sous un pseudonyme) ; Dominicy écrivit à une date qui, selon M. Mathieu, serait le milieu de novembre 1647; il reproduisait textuellement deux documents, d'abord la lettre de Petit, d'après une copie provenant de Pascal, ensuite l'opuscule de Magni. Le titre même de Dominicy faisait connaître la date de l'imprimé polonais : « Le discours qui a été imprimé en Pologne sur le même sujet *en juillet 1647* ». Selon Dominicy, le plagiaire Magni aurait opéré d'après les indications d'un gentilhomme français (ce gentilhomme n'était pas nommé, et plus tard il ne fut plus question de lui), qui était parti pour la Pologne après avoir assisté aux expériences de Rouen.

Il y a des raisons de croire que Magni était innocent de tout plagiat, soit à l'égard des Rouennais, soit à l'égard de Torricelli ; des réparations lui furent faites plus tard par certains savants. Magni pouvait avoir ignoré Torricelli; en Italie même, à Savone, Baliano ne connut la découverte de Torricelli, laquelle est de 1643, que par une lettre de Mersenne,

de juillet 1647 ; Descartes n'en fut informé, toujours par Mersenne, qu'en septembre. A plus forte raison Magni pouvait avoir ignoré l'expérience faite à Rouen en novembre 1646. Il se peut néanmoins que l'accusation initiale contre Magni ait été lancée de bonne foi. Auzout écrivait à Mersenne, le 21 août 1648: « Obligez-moi de me mander quelles nouvelles M. Roberval a eues du *voleur de Pologne* » ; Pascal et Dominicy n'étaient donc pas seuls à croire au plagiat. Il est seulement inquiétant que Dominicy, sans preuves, ait mis en avant la prétendue entremise du gentilhomme anonyme.

Entre l'opuscule de Magni (écrit en juillet 1647, arrivé à Paris en septembre) et la réimpression de Dominicy (publiée en novembre) avaient paru les *Expériences nouvelles touchant le vide* (privilège du 8 octobre). L'imprimé de Pascal est nettement postérieur à celui de Magni.

En 1651, le jésuite de Montferrand retourna insidieusement l'accusation de plagiat, donnant à croire que Pascal s'était dit l'inventeur « d'une certaine expérience dont Torricelli est l'auteur, *qui a été faite en Pologne* ». Pascal avait beau jeu pour répondre : L'expérience à laquelle j'ai pris part à Rouen est de novembre 1646, et l'expérience de Varsovie est de juillet 1647 ; si donc il y a plagiat, le plagiat n'est pas de mon côté. Mais telle n'est pas la réponse que contient la lettre à Ribeyre ; le vrai y est mêlé de faux. Pascal s'y exprime ainsi, parlant de son diffamateur le jésuite :

« Il saura, en troisième lieu, qu'il [*Magni*] n'a fait en Pologne cette expérience que longtemps après moi [*ceci est exact*] ; et pour lui dire combien de temps après, il saura que je fis cette expérience en l'année 1646 [*exact*], que cette même année j'y en ajoutai beaucoup d'autres [*exact*], qu'en 1647 je fis imprimer le récit de toutes [*exact*], *que mon imprimé fut envoyé en Pologne comme ailleurs en la même année* 1647, *et qu'un an après mon écrit imprimé le P. Valérien fit en Pologne cette expérience de Torricelli* ». On remarquera qu'il n'est plus question du « gentilhomme » anonyme qui, suivant Dominicy, aurait porté la recette de l'expérience en Pologne, et dont l'intervention eût été la meilleure preuve du plagiat. On remarquera surtout que la chronologie, d'abord exacte, est ensuite faussée de la façon la plus grave, car, avant que Pascal eût seulement le *Privilège* pour son imprimé, l'imprimé de Magni était parvenu de Varsovie à Paris. Et Pascal appuie sur son affirmation fausse d'une façon étrange : « Si ce bon père jésuite a la connaissance de mon écrit et de celui du père capucin (ce que je ne crois pas), *qu'il prenne la peine de les confronter* ; il verra la vérité de ce que je dis. » Le conseil donné au jésuite auvergnat est une dérision, car le jésuite, à Montferrand, n'a certainement pas sous la main l'imprimé de Varsovie. Pascal, lui, peut voir à Paris l'opuscule original, et, plus facilement, la réimpression donnée par Dominicy, avec la mention de la date de l'original, *juillet* 1647, dans le titre même... Si donc il a *pris la peine de confronter*, ce à quoi on est tenu quand on affirme, et encore plus quand on accuse, et encore plus, quand en outre on prétend que d'autres confrontent, il sait qu'il dit le contraire de ce qui est vrai.

Pascal continue. Il cesse de parler pour son compte; il devient un simple citateur, qui rapporte avec force détails les paroles d'autrui : « Le bon père jésuite saura, en dernier lieu, que la prétention du P. Valérien fut incontinent repoussée par chacun de nous, *et particulièrement par M. de Roberval*, professeur aux mathématiques, *qui se servit de mon imprimé comme d'une preuve indubitable* pour le convaincre, comme il fit par une belle lettre latine imprimée qu'il lui adressa, par laquelle il lui fit passer cette démangeaison, en lui mandant... [*Ici, qu'on écoute bien non plus Pascal, mais Roberval*] en lui mandant qu'il ne réussirait pas dans sa prétention, que dès l'année 1644 on savait en France que cette expérience avait été faite en Italie, qu'en 1646 elle avait été faite en France par plusieurs personnes et en plusieurs lieux, qu'en la même année j'y en avais ajouté plusieurs autres, qu'en 1647 [c'est toujours l'analyse prétendue de Roberval] *j'en avais fait imprimer le récit*, dans lequel j'avais énoncé cette même expérience comme faite en Italie quatre ans auparavant, *que mes imprimés avaient été vus* dans la même année 1647 en toute l'Europe et même en Pologne, *qu'enfin il était indubitable* [ici, c'est Roberval qui raisonne et conclut] *qu'il ne l'avait faite que sur l'énonciation qu'il en avait vue dans mon imprimé* envoyé en Pologne, et qu'ainsi, *si longtemps après mon écrit*, il n'était pas supportable de s'en dire l'auteur. » La *belle lettre latine imprimée*, qu'on croirait que Pascal vient de relire par le menu, c'est celle que Roberval écrivit à Desnoyers. Elle fut écrite le 20 septembre 1647, avant que Pascal eût son *Privilège*. Il est donc parfaitement faux que l'imprimé de Pascal y soit visé. « Nulle part, dit M. Mathieu, ni dans l'exemplaire imprimé, *ni dans l'original*, nous ne trouvons la moindre allusion... » Ainsi le résumé détaillé qu'ose donner Pascal est une invention pure.

Les lecteurs qui ont l'habitude de la précision poseront une question particulière : quelle a été, suivant ce Roberval qui confond Magni, la source des informations du plagiaire?

Roberval, dans sa lettre de septembre, est censé avoir opté contre la thèse que Dominicy soutint vers novembre (Magni renseigné par un gentilhomme venu de Rouen), et pour la thèse toute différente

que devait soutenir, en 1651, Pascal lui-même (Magni renseigné par les *Expériences nouvelles touchant le vide*). Cela est absurde et incroyable pour nous ; pour Pascal, ce devait être plus incroyable encore. Si jadis Pascal, au moment où il documentait Dominicy, a cru naïvement à la théorie du *gentilhomme*, et si plus tard, mieux informé, il a abandonné cette théorie, comment, quand il écrit à Ribeyre, n'a-t-il plus la mémoire de son changement d'opinion? il a peut-être été fait une enquête probante auprès du gentilhomme lui-même ; en tout cas, il a fallu des raisons définies pour redresser l'erreur relative au gentilhomme ; cette erreur qui a été rendu publique et à laquelle Pascal a renoncé à bon escient, peut-elle s'être effacée simplement de son souvenir? Plus on supposera la bonne foi dans les premières accusations contre Magni, à l'époque où son opuscule fut réimprimé par Dominicy, et moins il est possible qu'il y ait de bonne foi dans l'analyse prétendue que Pascal, quatre ans après, donne de la lettre de Roberval.

La lettre à Ribeyre fut imprimée par les soins de Périer à Clermont ; elle était destinée à un public local. Il y a gros à parier que Roberval n'en reçut pas d'exemplaire, et que Pascal évita même toute distribution dans Paris. Par là, ce fut dans une certaine mesure un imprimé clandestin comme l'est en réalité l'opuscule, prétendûment envoyé de *toutes parts*, qui contient la *Lettre* du 15 novembre.

Question du nom de Torricelli. — « En l'année 1644, dit Pascal à Ribeyre, on écrivit d'Italie au R. P. Mersenne, minime à Paris, que l'expérience... y avait été faite *sans spécifier en aucune sorte qui en était l'auteur, si bien que cela demeura inconnu entre nous* ». Comment l'information vint de Mersenne, c'est ce que précisent les *Expériences nouvelles touchant le vide* : « Je l'appris [*l'expérience*] de M. Petit, intendant des fortifications, et très versé en toutes les belles-lettres, qui l'avait apprise du R. P. Mersenne même ». Dans la lettre à Ribeyre, un peu plus loin, Pascal s'exprima ainsi : « Que si vous désirez savoir pourquoi je n'ai pas déclaré dans mon petit livre le nom de l'auteur de cette expérience, je vous dirai, Monsieur, que la raison en est que *nous n'en avions pas alors eu connaissance* »... Mais comme nous étions tous dans l'impatience de savoir qui en était l'inventeur, nous en écrivîmes à Rome au cavalier del Posso, *lequel nous manda longtemps après mon imprimé*, qu'elle est véritablement du grand Torricelli, professeur du duc de Florence aux mathématiques. *Nous fûmes ravis d'apprendre* qu'elle venait d'un génie si illustre... »

Tout cela est inexact. « La lettre de Ricci à Mersenne existe encore, dit M. Mathieu ; le nom de Torricelli s'y trouve en toutes lettres. » Mersenne n'a pas caché le nom à celui qui fut l'intermédiaire entre lui et Pascal, l'intendant des fortifications Petit ; celui-ci écrit le 10 novembre 1646, dans une lettre dont l'autographe subsiste : « C'est de l'expérience *de Torricelli* touchant le vide dont je veux vous entretenir. » La lettre de Petit fut connue de Pascal au plus tard un an après, en novembre 1647, car c'est à cette date, selon M. Mathieu, qu'elle fut publiée d'après une copie que Pascal avait fournie. Mais comment Pascal n'aurait-il pas connu la lettre de Petit tout de suite ? Lui-même parle constamment comme si tous les curieux de Paris et de Rouen ne faisaient qu'un : *cela demeura inconnu entre nous...*, *nous étions tous dans l'impatience de savoir...*, *nous écrivîmes...*, *lequel nous manda...*, *nous fûmes ravis...* Il dit encore, dans la lettre à Ribeyre : « Depuis que *nous avons* eu cette connaissance, *nous avons tous* publié, et moi comme les autres, que Torricelli en est l'auteur. » *Nous*, puisque *Nous* est une manière de personnage, *Nous* dans son *impatience de savoir*, a dû s'enquérir de vive voix auprès de Petit, à Rouen, avant de relancer par lettre, à Rome, le cavalier del Posso. Mais supposons pourtant que Petit ait quitté Rouen et laissé *Nous* tout seul aussitôt après l'expérience. Pascal, lui, quitta Rouen à la fin de mai 1647 et s'établit à Paris. Dès lors, il eut toute facilité de se renseigner sans écrire à Rome.

A partir de mai, Pascal dut pouvoir connaître le nom de Torricelli par Mersenne, qui, le premier en France, avait été informé par Michel-Ange Ricci. Pascal, en tout cas, put s'adresser à Roberval. Roberval était un vieil ami de son père. C'est Roberval, d'ailleurs, qu'on pouvait déranger *tous les matins après huit heures et les samedis toute l'après-dînée*, quand on voulait prendre connaissance « succinctement et gratuitement » de la machine arithmétique de Blaise. Le 23 septembre 1647, Roberval assista chez Blaise à la visite de Descartes. En 1649 encore la liaison entre Roberval et Blaise était intime ; Blaise ayant eu l'inconvenance de ne pas renseigner Descartes sur l'expérience du Puy-de-Dôme, Descartes suppose que c'est « *parce qu'il est ami de M. R.*, qui fait profession de n'être pas le mien. » Or Roberval ne faisait pas partie du *Nous* qui ignorait le nom de Torricelli. Il écrit lui-même ce nom, le 20 septembre 1647, dans sa lettre à Desnoyers, — j'entends la vraie lettre, — où il insinue que Magni a manqué de délicatesse en ne citant pas Torricelli comme son devancier. En ce jour du 20 septembre, Roberval avait entre les mains la lettre de Torricelli à Ricci.

Le *Privilège* des *Expériences nouvelles touchant le vide* est daté du 8 octobre 1647 ; comment la réponse du cavalier del Posso ne parvint-elle que

« longtemps après » cet imprimé, si on lui avait écrit de Rouen ? pourquoi fut-il même écrit au cavalier del Posso, si ce fut de Paris qu'on lui écrivit ?

L'existence d'une lettre reçue de del Posso est-elle réelle ? c'est probable. Est-ce au moins par cette lettre que, selon les termes de la lettre à Ribeyre, « dès l'année 1647, nous fûmes avertis d'*une très belle pensée qu'eut Torricelli*, touchant la cause de tout les effets qu'on a jusqu'à présent attribués à l'horreur du vide » ? L'idée peut séduire, mais ce n'est pas la lettre de del Posso que Pascal met en avant dans un autre de ses écrits, la lettre de juin 1648, à un ami (Le Pailleur). Là il cite « *la lettre du grand Torricelli*, écrite au seigneur Ricci, il y a plus de quatre ans » ; cette lettre du grand Torricelli, c'est la lettre du 11 juin 1644, que Michel-Ange Ricci communiqua à Mersenne la même année ; il y était dit : « La force vient du dehors ; sur la surface du liquide qui est dans le bassin pèse *une colonne d'air* qui a cinquante milles de hauteur ». La colonne d'air, c'est ainsi que tout le monde, après Torricelli, appela la pression atmosphérique. Pascal n'eut pas besoin du cavalier del Posso pour connaître l*a très belle pensée*.

La lettre à un ami (elle ne fut pas imprimée), et la lettre à Ribeyre (elle ne fut distribuée qu'à Clermont), sont les deux seuls écrits où Pascal prononce le nom de Torricelli. Ce nom ne figure ni dans le *Traité de la pesanteur de la masse de l'air*, ni dans le *Traité de l'équilibre des liqueurs*, que Pascal laissa inédits. La forme de l'exposition explique assez bien ce silence ; rien ne prouve que Pascal ait été importuné du nom de son devancier, et, s'il feint de l'avoir longtemps ignoré, on ne voit pas à quoi cela lui sert ; c'est le seul argument qui tendrait à établir qu'il est de bonne foi. Toutes les apparences de fait sont contre lui ; il manque seulement une démonstration en règle.

A la rigueur, on pourra soutenir la bonne foi de Pascal, mais ce sera à la condition de construire des hypothèses bien compliquées. Ainsi, celle de M. Milhaud ; dans l'esprit de Pascal, il y aurait eu « pour ainsi dire deux Torricelli ».

XXII

Pascal n'a été véridique ni très probablement en ce qui touche Torricelli, ni en tout cas en ce qui touche Magni, ni non plus en ce qui touche Descartes. *Inexactitude*, dit M. Brunschwicg, *mensonges*, dit M. Mathieu. M. Milhaud est d'accord avec M. Brunschvicg : « Je n'hésite pas, pour ma part, à manquer de respect à la légende de l'*extraordinaire mémoire*. » Et M. Milhaud fait remarquer, très justement, que Pascal n'a pas besoin de mentir, et que, s'il ment dans la question Magni, la *confrontation* proposée par lui-même le perdra. Certes, pourtant, tout le monde dirait *mensonges*, s'il ne s'agissait pas de Blaise Pascal. La seule question légitime est peut-être celle-ci : Quel genre de mensonges? Mensonges d'un malade, puisque Pascal a été sujet à des hallucinations? Mensonges d'une personnalité instable, puisque une crise soudaine devait faire de l'ancien Pascal un autre homme? Le problème est posé désormais, grâce à la netteté brutale de M. Mathieu, et désormais il devra être examiné avec indépendance.

Pratiquement, en tous cas, il reste acquis qu'en 1651, dans la lettre à Ribeyre, comme en 1647, dans les *Expériences nouvelles* et dans la *Lettre* à Périer, à vingt-huit ans comme à vingt-quatre, la parole de Blaise Pascal ne compte pas.

Le 11 juin 1644, Torricelli avait écrit, dans une lettre dont Mersenne rapporta la copie de Rome en 1645, et qu'il donna à Roberval, quelques lignes que M. Mathieu traduit ainsi : « Beaucoup de gens ont dit qu'il est impossible de produire le vide, d'autres qu'on peut en produire, mais non sans résistance de la nature et sans peine. Je ne sache pas que personne ait jamais dit qu'on peut le produire sans peine et sans aucune résistance de la nature. » L'opuscule qui contient la *Lettre* de Pascal à Périer contient aussi le passage suivant, qui a dû être écrit en 1648 après l'expérience du 19 septembre : « Le consentement universel des peuples et la foule des philosophes concourent à l'établissement de ce principe, que la nature souffrirait plutôt sa destruction propre que le moindre espace vide Quelques esprits des plus élevés en ont pris un plus modéré, car, encore qu'ils aient cru que la nature a de l'horreur pour le vide, ils ont néanmoins estimé que cette répugnance avait des limites et qu'elle pouvait être surmontée par quelque violence; *mais il ne s'est encore trouvé personne* qui ait avancé ce troisième : Que la nature n'a aucune répugnance pour le vide, qu'elle ne fait aucun effort pour l'éviter, et qu'elle l'admet sans peine et sans résistance. » Si Pascal a connu par Roberval la lettre de Torricelli, ce qui est bien probable, il *dissimule* ici ce qu'il doit à Torricelli comme, dans la *Lettre* à Périer, il a dissimulé ce qu'il doit à Descartes. Il y a pis : Pascal semble ne faire que paraphraser et par conséquent plagier Torricelli, s'appropriant non seulement le fond de la pensée, mais la forme même de l'énonciation. Je dis : Pascal *semble*. M. Mathieu n'ose pas affirmer; moi, je n'ose pas nier, hésitant par scrupule d'esprit, mais ne pouvant plus être retenu par une révolte du cœur.

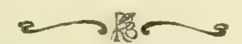
Dans la *Lettre* elle-même, l'insincérité est flagrante là où Pascal accapare l'invention de l'expérience du Puy-de-Dôme, encore plus lorsqu'il exclut

positivement Descartes. Véniel en comparaison est l'aplomb du *s'est déjà engagé* relatif à Mersenne, car qui doutera maintenant que l'aplomb n'ait sa part à côté de la légèreté? Vénielle aussi, pour des raisons qui ont été dites, est l'intercalation dans la *Lettre* d'une page apocryphe, mais tout excusable qu'elle est peut-être, elle donne raison, elle aussi, à l'esprit de suspicion qui a inspiré au juge implacable de Pascal ses savants articles outranciers.

Les recherches de M. Mathieu n'ont pas été vaines, bien qu'il se soit égaré dans sa thèse principale. Quiconque étudiera désormais Pascal devra à M. Mathieu ce que la passion lui ôte parfois, la liberté du jugement.

Pour moi, je sens que mon étude chagrinera plus d'un lecteur; elle m'a été pénible à moi-même; j'ai mis mon effort à ne pas faiblir devant le vrai. Je n'ai touché qu'à quelques années de la jeunesse de Pascal; la vérité d'ensemble, j'aime encore à l'espérer, est plus belle que la vérité partielle; la vérité, en tout cas, est tout ce que la postérité doit aux très grands.

Louis Havet,
de l'Institut.



LES AMÉRICAINS AUX HAWAI (1)

L'archipel des Hawaï, situé sous un climat enchanteur, oasis de verdure et de fleurs au milieu de l'Océan, dominé par l'altitude imposante de ses volcans, habité par une jolie population, accueillante et douce, a mérité d'être appelé le « Paradis du Pacifique ». Mais ces qualités et sa situation même, qui fait de ces îles une station presque obligée pour les navires traversant cet océan, et leur donne une importance stratégique considérable, ont causé leur perte. Quelle puissance maritime, désireuse de jouer un rôle dans ces régions, n'eût désiré les annexer? L'Angleterre, la France ont porté sur elles leur attention jalouse. Elles y ont tour à tour débarqué leurs marins, déployé un moment leur drapeau. Les États-Unis ne leur ont pas permis de s'y installer. Depuis plus d'un demi-siècle, ils s'étaient faits les protecteurs intéressés de l'indépendance de l'Archipel, devenu aujourd'hui un membre puiné de l'Union américaine.

Les missionnaires protestants venus des États-Unis dès 1820 acquérirent très vite un grand ascendant sur le souverain et les chefs secondaires. Leurs descendants et quelques nouveaux arrivants formèrent une petite aristocratie blanche, qui eût bientôt une situation prédominante. La proximité de la côte américaine : les Hawaï sont à 2.000 milles de San Francisco, et à 3.440 milles de Yokohama, 5.000 milles environ de Hong-Kong, Manille, Sidney, faisait des États-Unis leur marché naturel. Dès 1860, les 4/5 de leur commerce étaient avec ce pays. La culture de la canne à sucre, à laquelle le sol et le climat des îles se prêtent merveilleusement, fut la cause d'un rapprochement plus étroit. En 1875, les États-Unis signaient avec le souverain des Hawaï un traité de réciprocité commerciale, qui ouvrait l'accès en franchise du marché américain au sucre des îles (1). La culture sucrière s'accrut rapidement : les Hawaï sont devenues une vaste plantation et *King Sugar* y est roi. Comme les terres à sucre furent accaparées par les blancs, en grande partie américains, ce sont eux qui profitèrent des avantages du traité.

Ceux-ci, d'ailleurs, s'ils toléraient la dynastie hawaïenne, entendaient la gouverner. Ils avaient obtenu du souverain l'octroi d'une constitution. Œuvre artificielle, qui n'avait pour but que de permettre la domination, sous une apparence légale, de la petite oligarchie blanche qui s'était superposée aux indigènes. Mais c'était là une situation incertaine. Et, à mesure qu'augmentèrent les liens d'intérêts avec les États-Unis, l'idée d'une annexion fit peu à peu du chemin. Ce serait le moyen pour les blancs d'assurer leur puissance et leurs intérêts. L'avènement de la reine Liliuokalani en 1891 précipita le mouvement. Son prédécesseur avait accordé en 1887 une constitution qu'elle trouvait trop libérale. Elle rêvait de rétablir la royauté hawaïenne dans ses droits historiques. Ses adversaires ne lui laissèrent pas le temps d'abroger la constitution. Le 16 janvier 1893, un gouvernement provisoire était formé. Il avait à sa tête un juge de la Cour Suprême, Sandford B. Dole, né aux États-Unis. Pour l'aider à maintenir l'ordre, le ministre américain lui prêta le concours des marins du croiseur *Le Boston*, qui se trouvait dans le port d'Honolulu. Peu après, à la demande de ce gouvernement, un traité d'annexion était signé à Washington. Il n'était pas encore ratifié par le Sénat quand M. Grover Cleveland prit les fonctions de président. Jugeant incorrecte l'intervention du ministre et des marins américains, celui-ci retira le traité. Mais la reine ne put remonter sur son trône, et la République des Hawaï fut, peu après, reconnue

(1) Voir *les Intérêts américains au Pacifique et des États-Unis aux Rocheuses* dans la *Revue Bleue* des 3 et 24 août 1907.

(1) Par le traité de 1875, le souverain des Hawaï s'engageait à ne louer ou disposer de quelque autre façon d'aucun port ou d'aucune partie de son territoire en faveur d'une autre puissance que les États-Unis. Cette convention fut renouvelée en 1884; les États-Unis reçurent alors le droit d'établir un dépôt de charbon à l'embouchure de la Pearl River, dans l'Ile d'Ohau.

par les États-Unis. Elle ne vécut que cinq ans. Au moment de la guerre contre l'Espagne, l'importance des îles comme base navale pour l'escadre américaine, dans son action contre les Philippines, éclata à tous les yeux. Cela décida de leur sort : le 7 juillet 1898, le Congrès votait leur annexion.

Les Hawaï étaient admises comme un territoire, à l'égal des territoires continentaux, destinés à devenir des états. Les Américains établis dans l'archipel eussent refusé l'annexion à titre de colonie, comme Porto Rico. La condescendance du Congrès peut avoir, nous le verrons bientôt, de curieuses et dangereuses conséquences.

Territoire américain, l'archipel a un gouverneur nommé par le président, et un corps législatif formé de deux Chambres. Le Sénat est composé de 15 membres élus pour quatre ans, renouvelables par moitié; la Chambre a 30 membres élus pour deux ans. Les électeurs doivent être citoyens américains, âgés de 21 ans et parler, lire et écrire l'anglais ou le hawaïen. Ces exigences limitent fort l'électorat : pour une population de 154.000 individus, en 1900, il n'y avait que 12.000 électeurs, qui sont, pour la plupart, dans la main des seigneurs-barons des îles, les sucriers. Le territoire a un représentant au Congrès. C'est actuellement un canaque, prince de l'ancienne monarchie, qui, dans les îles éloignées de l'archipel, est encore adoré et servi à genoux, comme un demi-dieu.

La population, répartie presque tout entière dans les quatre grandes îles : Hawaï, Maui, Kaui, Oahu, où est la capitale Honolulu, offre une étrange bigarrure de couleurs et de nationalités : une trentaine de mille Canaques, 7 à 8.000 Métis, 86 000 Asiatiques, 28.000 blancs, dont 15 000 Portugais originaires des Açores et 4 à 5.000 habitants au plus originaires des États-Unis.

Les Hawaï présentent à leurs nouveaux possesseurs un problème embarrassant. Le drapeau étoilé flotte sur elles; il leur est permis d'aspirer à devenir un État de l'Union, l'égal des vieux États qui l'ont fondée, et la question se pose de savoir si, au lieu de s'américaniser, les Hawaï ne s'orientaliseront pas.

Le sort des indigènes n'est plus douteux. Leur disparition est fatale. Singulière destinée de cette population, qui a accepté docilement la civilisation occidentale, s'y est conformée de son mieux et semble avoir trouvé en elle le germe de la mort. En 1832, on évaluait à 132.000 le nombre des indigènes. Depuis, il n'a cessé d'aller diminuant : en 1853, ils étaient réduits à 73.000; en 1872, à 56.000. En 1900, on ne comptait plus que 30.000 Canaques : pas même le 1/5 de la population. Ils ne seront même pas remplacés par des Métis, dont le nombre ne s'est élevé que de 1487 à 7.857, de 1872 à 1900.

La place des indigènes est prise par des Asiatiques. Ne trouvant pas dans les îles mêmes la main-d'œuvre nécessaire, les planteurs en ont appelé du dehors. John Chinaman, toujours prêt à partir, leur a aussitôt répondu. En 1882, les Chinois étaient 5.000 sur les plantations, 10.000 dans les îles. Les Hawaïens et les planteurs appréhendèrent cette prédominance d'une même nationalité. D'ailleurs, à l'expiration de leur contrat, les Chinois abandonnaient les plantations de cannes pour les rizières, dont la culture leur agrée davantage. On chercha d'autres émigrants : on trouva aux Açores des Portugais décidés à s'expatrier. Quelques milliers consentirent, mais ce recrutement fut vite tari. On se tourna alors vers le Japon. Les Japonais vinrent sans se faire prier; en 1893, ils étaient déjà 15.000. Leur nombre servit de prétexte au mikado pour adresser en 1878 une protestation aux États-Unis contre le projet d'annexion des îles; protestation qui n'eut aucun résultat.

L'annexion, en étendant aux Hawaï les lois américaines, priva définitivement les planteurs de la main-d'œuvre chinoise. En 1900, les Japonais étaient 60.000, contre 26.000 Chinois. En 1905, sur 48.000 travailleurs employés sur les plantations, 31.700 étaient Japonais; il n'y avait plus que 4.000 Chinois et 3.000 Portugais. On comptait en outre 4.000 Coréens, à qui les planteurs ont fait récemment appel. Les Japonais ne donnent plus, en effet, la main-d'œuvre docile, effacée, qui est l'idéal pour le planteur. Conscients de leur nombre, enorgueillis des victoires récentes de leur pays, ils se groupent, s'organisent, et n'hésitent pas à recourir à la grève pour faire triompher leurs revendications.

Mais, cette émigration japonaise est instable. Dans ces dernières années, les Hawaï n'ont été pour elle qu'une étape. Le nombre des Japonais n'aurait que peu augmenté, dit-on, depuis 1900, bien que 38.000, pendant ces sept années, soient entrés dans les îles. Un certain nombre sont retournés dans leur pays ; la grande majorité, 25 à 30.000, sont allés s'établir dans les États du Pacifique, en Californie principalement, où leur venue a causé tant d'émoi, et où ils s'emploient dans des métiers plus attrayants et plus rémunérateurs.

Malgré ce phénomène récent, l'élément asiatique s'accroît : en 1896, les jaunes étaient 45.000; en 1906, on évalue leur nombre à 90.000. Et l'élément blanc, comme partout où ces deux éléments se sont trouvés jusqu'ici en présence, semble devoir reculer devant lui. Les asiatiques ne travaillent pas que sur les plantations : 50 p. 100 seulement des travailleurs mâles y sont employés. Plus de 8.000 déjà font concurrence aux blancs dans le petit commerce et les métiers. Dans le premier, on rencontre principa-

lement des Chinois. Les Japonais envahissent les seconds.

Au lendemain de l'annexion, un certain nombre de petits commerçants, de petits entrepreneurs, d'ouvriers américains étaient venus tenter la fortune dans les îles. La plupart sont repartis. Placé à côté des jaunes, le blanc, si modeste que soit sa condition, se regarde comme leur supérieur, il entend conserver vis-à-vis d'eux la supériorité sociale qu'il tire de son teint. A Honolulu, la femme d'un ouvrier charpentier ou d'un ouvrier peintre a souvent un domestique japonais. Les dépenses d'un blanc sont doubles ou triples de celles d'un jaune. Comment dans ces conditions pourrait-il lutter avec un Chinois ou un Japonais, qui se contentent de si peu? Ceux-ci peuvent demander des salaires bien moins élevés, et le blanc doit leur céder la place. L'industrie des vêtements est presque déjà entièrement entre les mains des asiatiques ; ils envahissent rapidement les industries de la construction. Et si, dans cette lutte, les Japonais sont les plus redoutés, c'est que, plus que les Chinois, ils se montrent ardents à concurrencer les blancs dans les métiers regardés comme supérieurs. Ils sont habiles à saisir toute occasion d'apprendre : ils s'engagent comme aides, et ils font toute la besogne de l'ouvrier blanc, flatté dans sa paresse et son orgueil de faire travailler un jaune. Un beau jour, l'auxiliaire est apte à faire seul le travail ; le blanc n'a qu'à s'en aller.

Dans tous les champs d'activité économique, l'expérience est la même : la concurrence asiatique, par son influence déprimante sur les salaires, rend la concurrence impossible à l'élément blanc.

Partout, cette prise de possession des îles par les asiatiques se manifeste. Dans les écoles publiques, ils forment le tiers de la population scolaire : les Japonais à eux seuls en font le quart. Les enfants hawaïens n'y comptent que pour 25 p. 100, les métis 15 p. 100, les portugais 13 p. 100. Devant cette affluence d'enfants asiatiques, les rares américains des îles se refusent à envoyer leurs enfants dans ces écoles. En sorte que l'école, l'instrument d'assimilation par excellence, ne remplit plus son rôle : elle cesse d'américaniser ; c'est elle qui s'orientalise. Et elle peut avoir d'autant moins d'influence sur les enfants Japonais que la plupart de ceux-ci, en dehors des heures de classes, reçoivent de prêtres bouddhistes des leçons de langue japonaise et de patriotisme.

Quel sera le résultat de ces faits au point de vue politique? La domination du territoire n'échappera-t-elle pas aux blancs pour passer à une population américaine de nom, asiatique de fait ?

La menace est réelle ; le danger n'est pas immédiat. Les citoyens américains, auxquels est réservé l'électorat, ne se composent encore que de hawaïens, devenus tels par suite de l'annexion, et des américains établis dans l'île. La loi américaine, qui limite le droit de naturalisation aux personnes blanches et aux personnes d'origine ou de descendance africaine, empêche les Chinois et les Japonais d'aspirer à ce titre. Mais leurs enfants nés dans l'île sont citoyens de droits : c'est une pépinière de futurs électeurs. La diminution fatale des hawaiens, l'accroissement à peu près nul des blancs, laissent aux descendants des Japonais, les plus prolifiques des étrangers établis dans l'archipel, la possibilité, d'ici un temps relativement court, de jouer dans le corps politique un rôle important.

Et le fait que, dans ces dernières années, les Japonais ont commencé à s'établir dans les îles comme petits commerçants, petits industriels, qu'ils ont passé, pour la culture, des contrats à long terme, donne à cette éventualité un fort degré de probabilité. Tandis que les Chinois ont accaparé la culture des rizières, les Japonais commencent la même opération à l'égard de la culture du café, qui était regardée jusqu'ici comme une des rares cultures convenant aux blancs. Quelques grands planteurs de café ont même loué leurs terres à des associations de Japonais, qui entreprennent la culture, se chargent de la cueillette des grains et préparent la récolte pour le marché : l'ancien planteur n'est plus qu'un marchand. Cette pratique semble même devoir gagner la culture du sucre. Récemment, une association japonaise de 55 membres a fait un contrat de cinq années pour la culture d'une petite plantation. Ces faits présagent une installation définitive.

Il serait piquant de voir un territoire américain dominé un jour par des jaunes, une législature de jaunes délibérant à l'ombre du pavillon étoilé, et envoyant un des leurs comme délégué au Congrès.

Mais ces asiatiques s'assimileront-ils assez pour que leur changement d'allégeance ne soit pas qu'apparent? Leurs liens de race ne primeront-ils pas leur fidélité à leur pays d'adoption ? C'est d'autant plus douteux que le milieu même où ils devraient s'américaniser s'orientalise.

Le nombre actuel des Japonais dans les îles cause déjà aux Américains une certaine appréhension pour la sécurité de l'archipel. L'importance stratégique de celui-ci leur fait une obligation de se garantir contre toute aventure. On comprend l'intérêt qu'offre pour eux le problème en présence duquel ils se trouvent, et l'inquiétude que leur cause une situation dont les conséquences logiques, si l'on ne parvient à y porter remède, paraissent presque fatales.

Achille Viallate.

VOYAGEURS DE JADIS

Voici l'époque des voyages : nombre de nos contemporains s'estimeraient diminués s'ils ne voyaient leurs noms figurer maintenant dans les colonnes des journaux mondains, sous la rubrique : *Déplacements et villégiatures*. Le premier mot est surtout vrai : on se déplace beaucoup et, selon sa bourse, on court au bout du monde ou bien on effectue quelque modeste voyage circulaire. Est-ce bien la meilleure manière de villégiaturer, c'est-à-dire, en somme, de se reposer au grand air pendant la belle saison? Nos bons aïeux ne le pensaient pas, eux qui n'étaient pas atteints comme nous de la manie déambulatoire et que leur genre de vie n'y prédisposait pas. Leurs poumons, comme les nôtres, avaient besoin d'oxygène et leurs nerfs, quoique moins tendus, s'accommodaient fort bien du repos.

Mais ils n'allaient pas le chercher loin : ils voulaient l'avoir sous la main, au sortir de la ville, et s'ils étaient forcés de s'éloigner davantage, ils demeuraient cependant dans les environs immédiats. Ainsi faisait-on sous le Grand Roi : Boileau se fixait à Auteuil, Perrault à Viry, proche Juvisy, et leurs amis les y venaient voir, en carrosse, comme nous allons maintenant visiter en automobile nos relations de Lorraine ou du Poitou. Jamais peut-être le goût des champs ne fût plus vif chez les Parisiens que sous Louis XIV ; il persista au siècle suivant, mais bien des raisons s'y mêlèrent qui n'avaient rien de commun avec la poésie bucolique. Perrault remarque :

« La passion des maisons des champs est une des plus fortes qu'il y ait. Tout homme veut avoir un jardin : il tient cela d'Adam. Du moins a-t-il un pot à œillets sur sa fenêtre, et sitôt que la fortune lui donne des biens, il commence par acheter une maison de campagne, qui d'ordinaire le ruine et le remet dans son premier état. Cela arrive ordinairement aux marchands et aux gens d'affaires. »

Tout ceci ne semble nullement exagéré si l'on songe de quel œil attendri Boileau, le moins idyllique des hommes, suivait à Auteuil le travail de son jardinier et le progrès de ses arbustes.

C'étaient là des plaisirs de tout repos et d'autant meilleurs qu'ils étaient plus calmes. Les autres, ceux des longs voyages, trop fatigants et trop onéreux, ne venaient que rarement et pour des raisons mémorables, affaires ou procès, pèlerinage parfois et aussi désir de déambuler et de voir du pays. Les pèlerinages étaient un legs du moyen âge qui avait promené les gens de sanctuaire en sanctuaire. La Renaissance, elle, les amena plutôt de foire en foire, mais on savait encore alors à l'occasion faire visite aux lieux fameux de dévotion. Le roi lui-même s'y rendait parfois et avec lui sa cour, qui l'accompagnait dans ses pérégrinations à travers le royaume.

Car, sur ce point, notre siècle n'a rien innové. Ce ne sont pas nos contemporains qui ont imaginé les déplacements officiels des pouvoirs publics, et le Président de la République, en venant maintenant promener à travers la province sa personne et son escorte, continue une tradition vieille de plusieurs siècles. Le décor change, voilà tout : le chemin de fer a remplacé les carrosses d'antan, l'habit noir a chassé les robes pittoresques des jurats et il n'est plus d'usage de saluer l'hôte en vers latins. On est venu en droiture, par les voies les plus rapides, le plus souvent la nuit, pour débarquer au matin dans la ville désignée, et on repart presque aussitôt, par le même chemin et de la même façon. Nos aïeux allaient plus lentement, et pour cause. Le roi se déplaçait beaucoup, mais à petites journées, car il traînait avec lui tout un monde de courtisans, d'officiers et de serviteurs qu'il fallait héberger et nourrir. Les villes elles-mêmes ne parvenaient pas toujours à loger tout ce monde et on devait s'installer en partie dans les villages environnants. Dans ces déplacements plusieurs lieues de pays étaient couvertes, et si on ne demeurait jamais longtemps au même endroit, c'était autant par besoin que par plaisir, car les vivres auraient manqué bien vite.

Cette foule aussi pittoresque que nombreuse amusait le pays en l'agitant et donnait une haute idée de la puissance royale servie par tant de gens importants, affairés, insolents. Quand le piéton ou le cavalier solitaire croisait sur la route l'équipage de quelque seigneur, il en admirait le luxe au passage et concevait de la considération pour le riche voyageur. Voyez Marguerite de Valois, la raffinée reine de Navarre, traversant la France à petites journées pour se rendre dans le Midi, et voyageant dans sa :

« litière à piliers doublés de velours incarnadin d'Espagne, en broderie d'or et de soie nuée à devises; suivie des litières de ses dames d'honneur, de six filles à cheval avec leur gouvernante, et de six carrosses ou chariots où va le reste des femmes. »

Sans compter, bien entendu, l'escorte masculine qui veille sur le voyage de la princesse.

A ce train magnifique on sent vite une fille de France et la bonne grâce de Marguerite, son charme provocant, ne fait qu'ajouter à l'impression première. Le roulier arrête son attelage et laisse le milieu de la route à la suite de la princesse. Le compagnon qui fait son tour de France, le marchand qui va à la foire, le pèlerin, l'artiste, l'étudiant qui gagne à pied, en chantant, la ville et l'Université, a tout le loisir de considérer la vision de luxe royal qui défile lentement sous ses yeux, tandis que le conseiller de

justice, le bourgeois trottinant au pas de sa monture ôte son bonnet à la reine qui passe ainsi.

Le spectacle a disparu, mais l'impression demeure, d'autant plus vivace qu'elle fut plus profonde sur l'esprit des villageois qui l'aperçurent. Il est rare, d'ailleurs, car les princes se déplacent trop malaisément pour pouvoir repasser souvent au même endroit. Mais les villes qui bordent les routes voient défiler sans cesse des cortèges plus ou moins importants de seigneurs ou de bourgeois cossus. S'il déploient moins d'apparat, ceux-ci voyagent commodément : l'hiver, en litière fermée de tous côtés par des fenêtres vitrées et chauffée au moyen de boules combustibles parfumées; l'été, à cheval ou en chariot monté sur des roues très grandes, ce qui amortit les cahots. Chacun a sa physionomie propre, ses habitudes particulières. Le soudard, toujours terrible d'apparence, chevauche avec une cotte de maille sur le dos, de grosses bottes aux jambes et l'escopette au poing. Au contraire, le conseiller de justice chemine gravement sur sa monture, « botté et éperonné, suivi de son clerc, ayant devant lui son manteau, son bonnet en son sein et l'écritoire au côté », remplaçant la rapière.

Autant que possible, on voyage par groupes, soit que les individus s'assemblent pour aller en commun, soit qu'on prenne les coches publics institués par Charles IX qui rayonnent de Paris dans diverses directions, pour y revenir. Les routes ne sont guère bonnes, mais elles sont sûres, relativement du moins à celles des autres pays. Partout on trouve des chevaux de louage, excepté dans les endroits où il y a des ordinaires, c'est-à-dire des courriers partant à des jours réglés, et ces ordinaires sont de deux sortes, les *postes* qui sont rapides, et les *relais* qui sont plus lents. Au surplus, on peut aussi parfois prendre la voie d'eau, le coche d'eau, comme on disait alors. Le moyen était très employé à l'entour de Paris, en amont ou en aval de la Seine, vers Rouen et vers Auxerre. C'était plus lent, mais plus économique. Les Parisiens nommaient *le Corbillard* le bateau qui allait vers Corbeil et en usaient volontiers. C'était une énorme péniche, qui pouvait contenir jusqu'à trois cents personnes de toutes conditions, qui s'entassaient sur le pont au milieu des messageries et des ballots. On dormait ou on chantait et cette promiscuité n'était, d'ordinaire, qu'incommode. Parfois cependant elle pouvait devenir tragique : Mme de Mornay fuyant Paris ainsi, au lendemain de la Saint-Barthélemy, courut grand risque d'être reconnue comme huguenote par ses compagnons de route et jetée à l'eau.

C'étaient là menus incidents du chemin, heureux si, à l'arrivée, on trouvait bonne table et bon gîte. Importante question dont la solution est toujours problématique, car rien ne varie plus que la tenue des auberges où il faut demeurer. En général, ce que nous nommons le confort y manque absolument, et même la propreté, l'hygiène. Pour une ville qui a des auberges renommées, comme Lyon, à cause de leur agrément et de leur commodité, la plupart possédaient des hôtelleries qui nous répugneraient fort maintenant et qui ne plaisaient guère alors aux voyageurs délicats ou soucieux de leurs aises. Presque toujours les chambres avaient plusieurs lits et les lits plusieurs places occupées en même temps par des gens inconnus les uns aux autres. Le moins qu'on risquât à un pareil voisinage, c'était d'être détroussé. Qui ne se souvient de la plaisante aventure du comédien errant La Rancune, contée dans le *Roman comique*? Venu pour se coucher dans une chambre où un voyageur était déjà au lit, il aperçoit une excellente paire de bottes appartenant à celui-ci et qui feraient bien meilleur usage que les vieilles bottes que le pauvre artiste traîne aux pieds. Son dessein est de s'approprier ces chaussures enviables et, pour l'exécuter, il s'avise de les mettre tout à cru et de se coucher ainsi, en cachant son larcin sous les couvertures. Le lendemain, l'autre voyageur cherche en vain ses chaussures et La Rancune, qui assiste à la scène sans sortir du lit, finit par autoriser généreusement le volé à emporter ses propres bottes éculées, afin d'avoir la paix. Des aventures de même genre devaient évidemment se produire parfois. Mais les dangers de cette promiscuité étaient souvent bien autres. Au sortir des émotions auxquelles nous avons fait allusion et que Mme de Mornay éprouva sur le coche d'eau de Corbeil, il lui fallut coucher dans une hôtellerie, où il n'y avait qu'une chambre à trois lits : dans l'un se mirent deux moines et un prêtre, dans l'autre deux marchands, et dans le troisième Mme de Mornay dut se coucher entre deux femmes qu'elle ne connaissait pas. Les appréhensions de la fugitive recommencèrent, car elle redoutait que sa fine chemise de toile de Hollande, accommodée de point coupé, ne trahit sa condition. Par bonheur, il n'en fut rien.

En dépit de ces déboires et de ces dangers, de la lenteur du chemin et de la certitude des mauvais gîtes, on voyageait pas mal, non seulement pour affaires, mais encore par plaisir. Comme toutes les autres, la passion des voyages est tenace et sait, pour se satisfaire, surmonter les difficultés. Toute une littérature naquit, avec la Renaissance, destinée à informer les voyageurs — nous serions tentés de dire les touristes — des principales conditions du trajet qu'ils voulaient effectuer. En 1552, un esprit très ingénieux et très averti, Charles Estienne, publiait un petit livre, *la Guide des chemins de France*, qui est bien l'ancêtre de nos modernes Joanne et

Baedeker, et qui eut du succès, car plusieurs éditions s'en succédèrent en peu de temps. C'est un itinéraire un peu sec et qui ne nous satisferait pas maintenant, mais qui donnait alors une véritable nouveauté : la nomenclature des endroits qui se trouvaient sur les routes de France dans la direction qu'on voulait prendre et la distance qui les séparait. Il n'y faudrait pas chercher d'observations personnelles : à peine y trouve-t-on quelques renseignements historiques et de brèves indications sur l'état des routes, l'aspect du pays et la physionomie des villes,

Au contraire, Grataroli, qui publiait dix ans après Charles Estienne un nouveau guide des voyageurs, en latin, *De regimine iter agentium* (Bâle, 1561), donnait force conseils à ceux qui voulaient se mettre en route et les prémunissait de son mieux contre les embûches du trajet et des gîtes. Nous les avons assez énumérées pour qu'il ne soit plus besoin d'y revenir. Veut-on plutôt connaître l'équipage ordinaire d'un voyageur de condition moyenne? Jean-Jacques Bouchard, qui fit le voyage de Paris à Rome à la fin de 1630, va nous décrire la tenue qu'il crut devoir prendre en montant à cheval. « Pour la tête, il faut être très soigneux de se munir ou d'un capuchon ou d'une coiffe, qui soit attachée au chapeau même, et qui, descendant jusque sur le col, se vienne lier sous la gorge. Pour le vent et la pluie, les jambes doivent être munies, outre les bottes, de ganaches (guêtres) ou au moins de bonnes galoches (chaussures à semelles de bois), n'y ayant rien de plus délicat et de plus exposé à toutes les injures que le pied. J'aimerais mieux porter mon épée à la ceinture qu'avec un baudrier, pour ce que le poids de l'épée, pour légère qu'elle soit, blesse à la longue l'épaule droite, là où pose le baudrier. Dessous l'habit, entre chair et chemise, Oreste — c'est Bouchard lui-même qui se désigne ainsi — se mit un brayer feint (caleçon) de toile, dont la ceinture était par dedans de cuir double cousu en diverses bougettes (pochettes) qui se fermaient toutes avec un lacet commun : là dedans il mit quarante-six pistoles — c'est-à-dire environ 500 francs de notre monnaie actuelle, somme qui avait alors une valeur fiduciaire bien supérieure — qui étaient de son pécule, et en cousit dans sa camisole sous les aisselles, vingt autres; il les répartit ainsi, afin que si l'on les lui trouvait en un endroit, les autres au moins lui restassent. De plus, il munit ses poches de tablettes, d'écritoire, d'une montre, d'un étui et d'un couteau, choses étrangement nécessaires par voyage à cette heure. Pour ses hardes, il prit une valise de cuir fermant avec une chaîne de fer et cadenas, longue de cinq palmes (travers de main) et haute de deux : en quoi il faillit, car ou il la faut prendre plus petite, qui tienne quelques vingt-cinq ou trente livres pesant, de sorte que l'on la puisse porter commodément sur la croupe de son cheval, ce qui épargne beaucoup d'argent et de peine, les chevaux étant difficiles à trouver et très chers; ou bien, il faut prendre une grande malle qui soit la juste charge d'un cheval, il faut qu'elle soit de bois, résistant plus à l'eau et conservant mieux les habits, qui se gâtent entièrement dans celles de cuir. Dans cette valise il mit son linge, six de chaque sorte ; un pourpoint de satin et un manteau de panne (étoffe imitant le velours) et des souliers pour se vêtir civilement aux villes de séjour. Il ne se chargea point de livres, fors d'un petit Sénèque et d'un Épictète, n'y ayant marchandise plus fâcheuse à porter en lieux d'inquisition, pour ce qu'étant d'abord saisie, ou il la faut perdre ou il faut attendre deux ou trois jours pour la ravoir. »

Tel était l'équipement du cavalier soucieux de chevaucher le moins malaisément possible. Quant au modeste piéton, il devait, lui aussi, se prémunir par des dispositions appropriées contre les inconvénients de la route. Pour lui, le guide des voyageurs de Gratarolí recommande « une ceinture large de six ou sept doigts et de cinq coudées au moins, enroulée autour du corps pour protéger les reins, le ventre et la poitrine. Il aura un bâton sur lequel le corps s'appuie utilement dans les descentes et les montées, et des lunettes de verre ou de cristal pour garantir les yeux de la neige ; les colporteurs vendent ces lunettes à petits prix... Pour passer les montagnes et les glaciers, on attachera aux semelles des lames de fer ; on les trouve aujourd'hui presque partout dans le commerce. Dans les chemins pierreux et boueux, rien ne vaut les semelles de bois dont on se sert en France (galoches) ; elles se mouillent difficilement et sèchent vite ; on les garnit d'étoupes afin de ne pas se blesser le pied. S'il faut traverser des rochers, mettez sous vos chaussures des semelles fines de fer, à la mode turque. »

Voilà bien des conseils. Je doute que les piétons d'alors aient jamais pu emporter avec eux tout ce qu'on leur recommande sans risque de succomber sous le faix. Et, équipés de la sorte, quelle silhouette devaient-ils avoir ? Pourtant ne nous hâtons pas de sourire. N'apercevons-nous pas chaque jour des gens aussi étranges, non pas à pied, il est vrai, mais montés sur des véhicules rapides ? Et si j'en juge par l'abondance des accidents d'automobiles, les siècles passés avec leurs coches embourbés, leurs cavaliers désarçonnés, leurs bateaux ensablés, n'auraient rien à envier, au point de vue des *pannes*, aux émotions du siècle qui court.

PAUL BONNEFON.

LE MARQUIS DE PEZAY [1]

Alexandre-Frédéric-Jacques Masson, dit plus tard marquis de Pezay, était fils de Jacques Masson, citoyen genevois, et de Marie Boesnier, fille d'un négociant de la ville de Blois, et veuve de M. Babaud, fournisseur de la Marine. Ce M. Babaud, ainsi que M. Boesnier le père, paraît avoir fait commerce de légumes secs et de denrées coloniales. On en conclut aisément que Pezay avait vu le jour dans une épicerie. Ce n'est pas qu'une telle naissance fût tenue alors pour particulièrement ignoble. Il était réservé aux messieurs du Seize-Mai de la reprocher comme une injure au fameux Gambetta, ainsi qu'à l'illustre M. Renan.

Jacques Masson, le père, nous dit un biographe renseigné sur « l'honnêteté » de la famille, s'était attaché au duc Léopold de Lorraine dont il obtint les places de conseiller d'Etat et de directeur général de ses finances. Il avait dû, comme Necker, débuter par être commis dans une maison de banque à Genève et cela explique ses fonctions auprès de Léopold. Cependant, la Lorraine ayant été réunie à la France, il conserva son emploi avec le titre de premier commis des finances, indiqué qu'il était au cardinal de Fleury « comme l'homme le plus capable de diriger cette grande opération ». Il vint demeurer à Versailles et y mourut en juillet 1741, jeune encore, regretté de tous les gens de bien, et laissant, outre sa veuve, une fille et le jeune Pezay, âgé de six semaines.

Sénac de Meilhan, qui avait ses raisons de haïr Pezay, dit que Masson, en mourant, ne laissa qu'une très petite fortune. La terre de Pezay, qu'il possédait près de Blois, était en effet d'assez mince valeur. Mme Masson, nonobstant, eut de quoi doter sa fille suffisamment pour la faire épouser au comte de Cassini, officier aux gardes, tandis qu'elle donnait à son fils une éducation des plus soignées. Après l'avoir gardé auprès d'elle jusqu'à l'âge de douze ans, elle le plaça jusqu'à quinze au collège d'Harcourt, où il eut pour condisciple La Harpe, et reçut les leçons du célèbre Dumarsais. De là, il fut admis aux mousquetaires ; et aussitôt il fit la campagne de 1756 dans les carrosses du prince de Rohan, dont il était aide-de-camp. On voit que Pezay, dès l'âge le plus tendre, et malgré l'épicerie, était promis aux brillantes destinées. Il faut dire que sa figure était belle, son air doucereux, ses manières complaisantes, qu'il avait de l'esprit et faisait le vers assez joliment. On le priait volontiers à souper. « Là, dit Besenval, il récitait ses productions, et surtout des élégies qu'il avait faites sur la préférence que Mme Miton, femme d'un capitaine aux gardes, avait donnée au prince de Marsan sur lui. » L'avenir devait le consoler, et lui donner occasion de marcher, à son tour, sur les brisées d'un autre prince.

A la paix, Pezay s'établit dans une petite maison du faubourg Saint-Germain, et entreprit décidement la carrière de bel-esprit comme étant la plus propre à pousser son homme. Il s'enticha de Dorat, autre mousquetaire, autre bel-esprit ; il imita sa manière, lui communiqua ses essais ; celui-ci, flatté de trouver un disciple, ne ménagea pas le compliment ; et on les vit bientôt amis intimes, vivant ensemble, fatiguant leurs connaissances des petits vers qu'ils leur déclamaient, et le public des petites éditions qu'ils lançaient à grands frais, avec des gravures d'Eisen, de Marillier et de Cochin, lesquelles, heureusement, valaient mieux que le texte. C'est d'alors que date le poème de *Lélis au bain*, dont l'apparition fut diversement accueillie. « M. de Pezay, dit Bachaumont, est un jeune homme qui a de l'aisance, de la versification, du coloris, mais qui rate les jouissances. » — « Ce poème, dit Grimm, est froid, insipide et sans invention ; c'est un gazouillage de zéphyrs, d'oiseaux, de fleurs, de ruisseaux et d'autres mots réputés lyriques, mais au milieu de ces pauvretés, se trouve pourtant une tournure de vers assez élégante, un bon ton et quelques tirades qui ne manquent pas de charme. Il faut aussi savoir gré à un poète de cet âge de la décence qui règne dans tout son poème, dont le sujet, voluptueux par lui-même, pouvait devenir très indécent sous la plume d'un capitaine de dragons. Cette réserve suppose des mœurs honnêtes. » Vers le même temps (1764) Dorat et Pezay publièrent ensemble leur *Pot-Pourri* suivi de l'*Épître à mon ami*, par Pezay, laquelle, en effet, marquait des mœurs honnêtes, et se terminait ainsi :

> « Va, nos liens sont affermis,
> Va, nos chaînes sont plus chères,
> C'est le hasard qui fait les frères
> Et la vertu fait les amis. »

La même réserve se trouve dans l'*Epître à la maîtresse que j'aurai*, publiée cette même année. On y voit que Pezay savait mieux l'art de taire que celui, plus essentiel, de faire.

En même temps que son frère se faisait connaître dans les lettres et dans la société, Mme de Cassini devenait une femme à la mode. Elle était d'une très

(1) *Correspondances* de Voltaire, de Mme du Deffand, du prince de Ligne. — *Mémoires secrets*, *Correspondance secrète* (Métra). — *Correspondances littéraires* (Grimm et La Harpe). — Notices des *Œuvres de Pezay*, de la *Biographie Michaud* (Wagnières). — *Mémoires* de Besenval, de Lauzun, *Mélanges* du Prince de Ligne; Sénac de Meilhan, *le Gouvernement et les mœurs*. — Chamfort, *Caractères et anecdotes*. — Comte d'Haussonville, *Le Salon de Madame Necker*, etc.

jolie figure, avait de la voix, de l'esprit, de l'élégance, et possédait au souverain degré l'esprit d'intrigue. Ayant débuté dans le monde par être coquette, elle eut bientôt pour amants des personnes considérables, et, comme ils avaient autant de plaisir par sa beauté que de profit par ses talents pour l'intrigue, on comprend qu'elle se les attachait. M. le comte de Maillebois, avec qui elle finit par vivre, la perfectionna dans le dernier genre. Elle ouvrit à Paris un bureau d'esprit, mais d'esprit léger, sémillant, persifleur, analogue au ton de la cour. A Versailles, on la vit s'insinuer au cabinet du ministre, montrer ses chevilles aux premiers commis, s'associer au besoin à des femmes plus jeunes, et partout joindre à son adresse l'activité la mieux soutenue. C'est dans cette situation qu'elle conçut l'idée de porter son frère aux plus hautes places.

M. le comte de Maillebois, qui aima toujours à s'entourer d'espèces, s'intéressa au jeune homme, puis se lia étroitement avec lui. Il lui donna des conseils dans le militaire, et Pezay, qui avait l'âme ardente, embrassa ces études arides avec le même feu que les bouquets à Glycère. On raconte qu'un soir, Dorat, rentrant tard pour coucher, trouva Pezay occupé à des matières d'administration. « Que diable fais-tu là ? Es-tu fou? dit Dorat ; prends ton violon, fais un couplet, et laisse-moi tout ce fatras. — Mon ami, répond Pezay, je veux être lieutenant général et ministre à quarante ans ; ainsi je n'ai pas de temps à perdre. » Néanmoins, le savoir ne sert pas de grand'chose, tant que l'on n'y joint pas le savoir faire. Suivant l'exemple de sa sœur, Pezay vécut publiquement avec Mme de Montbarrey, depuis princesse du Saint-Empire. On sent combien cette liaison facilita les choses. Mme de Montbarrey était de la maison de Mailly, qui, comme on sait, a fourni des cardinaux, des maréchaux de France, et, en moins de dix ans, quatre maîtresses royales. M. de Maurepas lui tenant par alliance, se faisait honneur d'être ainsi le cousin du Roi : il protégeait M. de Montbarrey qui, selon l'usage, devint le meilleur ami de Pezay. Assurément la faveur du vieux ministre, alors disgracié, ne pouvait être que stérile. Mais elle donnait une part dans les intrigues de la Cour permettait de s'assouplir au manège, exercice indispensable à qui veut s'élever.

Cependant Pezay vivait toujours avec Dorat, et tous les jours, c'étaient de nouvelles héroïdes, des épitres à Églé, des vers sur des bonnes fortunes, sur des jouissances, moyen infaillible pour les deux amis de rappeler à l'esprit les vers du *Pauvre Diable*.

« Je célébrais les faveurs de Glycère
De qui jamais n'approcha ma misère. »

« On a beau, disait Grimm, lire la prose et les vers de Pezay, il n'en reste rien, absolument rien : autant vaudrait perdre son temps à étudier le sifflement d'un serin. » Dalembert l'appelait plaisamment *le bémol de M. Dorat*. Voltaire, par contre, que Pezay visita à Ferney en 1765, se déclara enchanté par le poète. L'année suivante, il le prit pour son truchement auprès de Dorat, dont l'*Avis aux sages* l'avait tout à fait encoléré. Ce mousquetaire ne s'était-il pas permis de l'associer à Jean-Jacques? Quelle impudence ! « L'amitié que vous me témoignâtes, monsieur, pendant votre voyage à Ferney, et les sentiments que vous m'inspirâtes, me mettent en droit de me plaindre à vous de M. Dorat. » Diderot, enfin, se laissait volontiers étourdir par le babil de Pezay, et l'on dit même qu'il alla, dans une circonstance, jusqu'à lui prêter sa plume.

Enfin, l'occasion s'offrit à Pezay de montrer ses talents sur un plus vaste théâtre. Louis XVI étant Dauphin pria le ministre de la Guerre, alors M. de Monteynard, de lui procurer un officier de mérite, mais qui ne marquât point, et pût le mettre au fait de l'art de la guerre, sans que son grand-papa le sût. Effarouché de la proposition, M. de Monteynard vint à se consulter avec M. de Maillebois. Celui-ci rassura d'abord le ministre, accorda qu'il y avait des difficultés, et finalement, dit avoir un homme, mais là, excellent, pour remplir l'office. Cet homme était M. Pezay. Introduit à la Cour, le petit-maître, aussitôt, mit en œuvre les ressources de son art. Il avait la prétention de réunir sans cesse les extrêmes, le sérieux et le plaisant, le léger et l'appliqué. Des façons si brillantes éblouirent le Dauphin : M. de Beaumarchais, harpiste de Mesdames, était seul jusqu'alors à en déployer de pareilles. Mais ce qui valait mieux que l'admiration de Louis, qui, du reste, ne voyait pas plus loin que sa forge, ce fut sa confiance, que Pezay s'acquit en très peu de temps. On dit que ce fut au sujet de M. de Maurepas. Dans une occasion où le zèle de la reconnaissance l'emporta sur tout calcul, Pezay se serait adressé ouvertement au prince, qui lui aurait su gré de sa franchise. J'avoue n'avoir su retrouver quelle fut cette occasion. Mais, de tous les ennemis de Mme de Pompadour, M. de Maurepas était à peu près le seul qui ne se fût pas rapproché de Mme Dubarry. C'était là, pour un avocat habile, un beau motif à tirades sur le désintéressement, sur la vertu du vieux sire de Pontchartrain.

Le préceptorat n'occupait pas tellement Pezay qu'il ne continuât de briller dans les cercles littéraires. Il obtenait, pour un *Eloge de Fénelon*, la collaboration secrète de Diderot, et ce fut là, sans nul doute, ce qui le fit échouer au concours de l'Académie. Il avait l'oreille de Jean-Jacques, qui, en retour, lui lut plusieurs livres des *Confessions*. Surtout, il

trônait chez sa sœur, un peu fanée désormais, et de qui les soirées, malheureusement, n'étaient pas toujours gaies. En 1774, il eut l'idée de tenter le succès des tréteaux. La *Rosière de Salency* était un sujet qui, quoique rebattu, convenait assez à son génie. « Il l'a traité, dit Grimm, à peu près comme M. de Matignon son couteau. Il voulait bien y faire mettre une autre lame, et puis un autre manche, mais il voulait cependant que ce fût toujours le même couteau pour lequel il avait pris une affection si singulière. » Pezay, alors, se retourna sur les cartons du comte de Maillebois, d'où il tira ses *Campagnes de Maillebois*, trois volumes in-folio des presses de l'Imprimerie royale, ouvrage estimé des militaires pour ses planches, nous disent les bibliographes. Mais la mort de Louis XV ouvrit alors un champ sans limite à son ambition.

*
* *

On sait qu'un des principes de l'ancien régime était la concurrence des administrations. Non content de voir rivaliser d'intrigue ses ministres en titre, dont les attributions étaient, comme à dessein, indivises, S. M. très chrétienne avait des ministres secrets, chargés de faire obstacle à chacun d'eux. Pezay sentit le parti que l'on pouvait tirer de cet usage sous un roi jeune, et dont la naïveté lui était notoire. Il était homme de lettres : il écrivit. Des connaissances superficielles, mais assez détaillées pour faire illusion, une réelle netteté d'exposition, une éloquence langoureuse, et aussi quelques pointes à l'adresse des uns et des autres, voilà quel fut son passeport. Dans l'un de ces mémoires, il proposait, dit-on, la création d'une caisse d'assistance publique : nul doute qu'il n'espérât être le premier assisté dans le poste de directeur. Louis, dans son zèle novice pour le bien des peuples, prit en admiration l'auteur de ce noble projet. M. de Maurepas qui, jusqu'alors, n'avait vu dans le jeune homme que l'ami de sa parente, le tint désormais dans la plus haute considération. Il faut dire que le vieux ministre avait le goût immodéré des farceurs. Le sieur de Beaumarchais faisait présentement ses délices, et lui-même s'occupait à rimer en couplets les affaires de l'État, de la même façon que Mascarille mettait l'histoire romaine en rondeaux.

Le secret de la correspondance ne tarda pas à s'ébruiter. On racontait que Pezay allait dans ses lettres jusqu'à souffler au Roi ce qu'il devait dire. « Vous ne pouvez pas régner par la grâce, Sire, lui écrivait-il. La nature vous en a refusé ; imposez-en par une grande sévérité de principes. Votre Majesté va tantôt à une course de chevaux ; elle trouvera un notaire qui écrira les paris de M. le comte d'Artois et de M. le duc d'Orléans. Dites en le voyant : Pourquoi cet homme ? Faut-il écrire entre gentilhommes ? La parole suffit. » Cela arriva. Le prince de Ligne, qui raconte l'anecdote, y était. On s'écria : « Quelle justesse ! et quel grand mot du Roi ! Voilà son genre. »

Besenval, alors, vieil intrigant qui tablait gros sur le gouvernement de l'Autrichienne, fit avertir la Reine sur le danger que courait sa puissance. Celle-ci interrogea son gros mari ; mais il répondit avec dédain : « Croyez-vous que je me compromette avec de pareilles espèces ? » Ce désaveu, l'on s'en doute, n'empêcha point l'espèce de prendre du relief. Lorsque le prince de Montbarrey fut adjoint au ministre de la Guerre, chacun crut qu'il touchait de Pezay le prix de sa complaisance. Il n'en était rien, Maurepas ayant conclu l'affaire. Pezay, cependant, laissait dire, et l'on assure que le vieux Saint-Germain faisait semblant d'être persuadé. Un jour qu'il y avait foule de grands seigneurs à l'audience de ce ministre, celui-ci fit entrer M. de Pezay avant tout le monde. Le baron de Wimpfen, ami de Saint-Germain, croyant devoir lui exprimer l'étonnement général. « Je sais ce que je fais, répondit l'autre en lui riant au nez. M. de Pezay est l'homme qui a le plus de crédit et qui ira le plus loin. »

Il est glorieux d'être flatté des grands, doux d'être chéri des belles, mais il est amer, au milieu de tout cela, de n'avoir pas le gousset bondé d'or. Employé dans l'état-major comme aide-maréchal des logis, colonel à trente-deux ans, Pezay se plaignait à tout venant de ce qu'on ne faisait rien pour lui. Sans doute la solde de son grade, tout augmentée qu'elle fût de frais de route, ne soutenait pas un homme de sa sorte. Heureusement, il avait rapporté de ses tournées un petit recueil de poésies, les *Soirées Helvétiennes*. Sur ce titre, il fut embauché d'enthousiasme dans un bureau d'esprit tenu par une genevoise, femme d'un banquier, la dame Necker. C'était une espèce d'érudite, qui, dans le temps, avait eu besoin de s'instruire pour subsister, et qui, son mari s'agitant pour devenir ministre, travaillait à lui faire un parti parmi les gens de lettres. Pezay vit tout de suite combien Necker et lui se complétaient : il mit l'homme de la banque au fait de la correspondance, et, de ce jour, trouva guichet ouvert.

Un pied à la Cour, un pied à la Bourse, Pezay se complaisait à soi-même, et se demandait, comme Fouquet, où ne monterait-il pas. Il prévoyait que, le comte de Saint-Germain renvoyé, M. de Montbarrey serait fait ministre de la Guerre et lui-même adjoint à ce département. De là à penser supplanter le prince dans sa place, comme il l'avait fait auprès de sa femme, il n'y avait qu'un pas. Pezay le franchit et dressa des batteries à longue portée. On accordera

qu'une des plus efficaces était d'avoir au Contrôle un homme à soi. Pezay, qui, dit-on, en avait, par ses lettres, chassé Terray, et y avait fait nommer Clugny, s'occupa très certainement d'y installer Necker. Il représentait au Roi la probité du Suisse ; il portait à Maurepas les mémoires de Necker; il en envoyait d'autres à Sa Majesté, rédigés par lui-même, mais sur les plans « de l'homme le plus instruit dans cette partie, et qui connaissait à fond, par la théorie et l'expérience, les éléments et le mécanisme du crédit public. » Cependant, le banquier témoignait à Pezay sa sensibilité ; sa table, son savoir, sa caisse étaient aux ordres du colonel ; Mme Necker par ses caresses, et la demoiselle Necker, par ses agaceries, rendaient encore l'union plus intime. On raconte que le superbe Necker, enveloppé d'une redingote, venait attendre Pezay retour de Versailles, au fond de la remise d'un cabriolet. Si c'est vrai, cela ne laisse pas d'être assez plaisant, lorsqu'on pense que le même homme a si souvent dit et imprimé : « Un homme de mon caractère ! » Enfin, Necker parvint directeur du Trésor. Les méchants ne manquèrent pas de rappeler, pour faire tomber l'enthousiasme qui s'élevait dans le public, que cet homme sévère était l'ouvrage de Pezay.

L'on se doit de tenir maison, lorsqu'on est en passe d'aller au ministère. En 1773, à Londres, Pezay avait fait sa cour aux demoiselles Harland, qu'il croyait immensément riches ; il parla mariage à l'aînée, qui le rabroua ; et la seconde ne lui fit pas meilleur accueil. Il est vrai que le cœur de ces belles était occupé par le jeune Lauzun. Mais en 1776, Pezay découvrit au fond du Dauphiné une fille de qualité de la plus jolie figure, Mlle de Murat. Elle était peu riche, à la vérité ; à quoi M. de Maurepas remédia en lui faisant donner par le roi une dot considérable. C'est alors qu'à force d'imprudences, l'étoile de Pezay commença de décliner. Ayant acquis une maison près des boulevards, et fait graver des inscriptions de sa façon en divers endroits du jardin, il pria La Harpe de les reproduire dans le *Mercure de France*. Ce La Harpe n'était pas rieur : il déchira son ancien condisciple ; les parodies les plus plates circulèrent sur les médiocres vers de Pezay. Ce n'est pas tout. A l'occasion de son mariage, Pezay émit la prétention de voir présenter sa femme à la cour, et cela se fit, mais à la clabauderie générale. Je dis la clabauderie, car Pezay avait produit une généalogie pompeuse, où il descendait des Massoni d'Italie, et pris, dans la *Gazette*, le titre de marquis, lequel convenait apparemment. De toutes les épigrammes qui furent faites alors, la meilleure est de Rulhières. Elle disait :

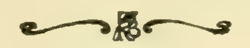
« Ce jeune homme a beaucoup acquis,
Beaucoup acquis, je vous assure
Car en dépit de la nature,
Il s'est fait poète et marquis. »

On voit que, malgré son crédit, Pezay était loin de la considération. Ses manières légères, sa fatuité, le préservaient, il est vrai, de l'envie ; la faveur, dit Sénac, ne paraissait en lui qu'un ridicule. Mais à peine se crut-il ancré que ses démarches présomptueuses lui attirèrent des ennemis. Il avait fait de Necker un ministre des Finances, de Montbarrey, un secrétaire d'État à la Guerre ; il lui tardait d'entrer au Conseil à son tour. Dans son impatience, n'écrivit-il pas au Roi que M. de Sartines gaspillait les fonds immenses à lui confiés pour la Marine? Louis, qui avait vu Sartines, un des premiers, témoigner de la déférence à Pezay, et qui, de plus avait suivi lui-même l'emploi de ces fonds, fut plutôt choqué de l'avis ; il le négligea. Pezay, alors, pour atteindre Montbarrey, se retourna contre son bienfaiteur. Il en avait quelque motif. Mme de Maurepas, toute puissante sur son mari, protégeait le prince et n'aimait point Pezay : un revirement du vieux ministre était à craindre. Notre homme pensa le prévenir en dénonçant au Roi la nullité du Premier. Le peu de bien qu'il faisait, disait Pezay, ne l'était qu'à son instigation, à lui, marquis de Pezay. Instruit par son maître, le Premier ne se vengea d'abord que par un bon mot. Comme à un souper dans un hôtel, une étrangère, connaissant pas le marquis, demandait quel était ce jeune homme, M. de Maurepas répondit. « Quoi ! vous ne connaissez pas M. le marquis de Pezay? C'est un monsieur qui me fait faire tout ce qu'il veut ! »

Il fut enfin résolu qu'on éloignerait Pezay, et c'est ici que le génie de Necker éclate. Son ami lui demanda la direction des Ponts et Chaussées, vacante par le décès de M. de Trudaine : Necker, non content de la lui refuser, aida Maurepas dans son projet d'envoyer Pezay en tournée d'inspection sur les côtes. Les fonctions de maréchal de France, et 60.000 livres d'appointements à l'âge de trente-six ans, écartaient du marquis le sentiment de sa disgrâce. Quoique sa carrière, à l'avenir, dût être parsemée d'écueils, il n'y vit que des horizons infinis. Précédé d'une circulaire de Necker, où ce ministre le nommait *son intime ami*, il partit, et, dit Senac, parut partout en ministre tout puissant et impérieux, en Louvois. C'est ainsi que M. de la Bove, intendant de Bretagne, ne s'étant pas trouvé exact à un rendez-vous, Pezay lui écrivit la lettre la plus hautaine, la plus dure, et la plus cavalière. Gens de robe, on le sait, ne se laissent point sabouler par les militaires. M. l'intendant envoya la lettre au Roi, et il fut avéré, quand on la lut à Versailles, que l'inspecteur avait perdu la tête. On l'exila dans sa terre près de Blois, où il mourut, un mois après, le 6 décembre 1777,

d'ambition rentrée, maladie assez commune dans ce temps-là. Mme la marquise, sa veuve, dans sa désolation, se retira dans un couvent avec 8.000 livres de pension, et deux ans plus tard, Grimm nous montre cette femme sensible s'évanouir à la lecture de l'*Ode à Buffon*, de Le Brun, au moment où Mme de Buffon s'adresse à la Parque; beau sujet d'élégie que le poète ne manqua pas de mettre en vers. Quant à Mme de Cassini, elle fit encore une affaire du trépas de son frère; possédant la correspondance que Pezay avait eue tant avec le Roi qu'avec Necker, elle se la fit payer, et comme elle eut l'adresse de mettre M. de Mailleboïs dans la négociation, elle attira sur celui-ci la bienveillance de M. de Maurepas.

FERNAND CAUSSY.



CHEMINEAU

NOUVELLE

La lampe, accrochée à la grosse poutre, ne versait qu'une lumière avare; mais l'âtre, s'éveillant par éclairs, fouillait les coins d'ombre et faisait palpiter l'immense pièce qui servait de cuisine et de salle à manger et où maîtres et serviteurs s'asseyaient, chacun à un bout de la table.

Le repas terminé, la vieille mère Rénier avait repris son poste au coin du feu et s'était remise à son tricot. Aussitôt les enfants, — un garçon, deux filles — vinrent jouer et se rouler à ses pieds. Pendant ce temps, Laurette, sa bru, aidait la servante à enlever le couvert; le domestique allumait sa lanterne et se dirigeait vers les écuries.

Il ne restait plus, échoué au bas bout de la table, une loque de feutre sur les yeux, dont, par humilité peut-être, — peut-être aussi par défiance, — il cachait ses traits, il ne restait plus qu'un pauvre vieux chemineau. Il avait, à la nuit, frappé à la porte de la ferme; on l'avait assis sur ce banc, régalé de soupe fumante et de petit salé.

— Approchez-vous, mon brave homme, dit la vieille, et chauffez-vous. Quand vous vous serez bien chauffé, vous irez au grenier vous étendre sur la paille, où vous dormirez votre saoûl. Nous ne sommes pas riches, — nous l'avons été! — mais nous savons qu'il en est de plus pauvres, nous faisons ce que nous pouvons... Mon Dieu! dit-elle en se tournant vers la jeune femme, Rénier tarde bien! Et à cette heure, par la neige...

— Ne vous inquiétez pas, mère, dit gaiement Laurette. Sans doute a-t-il voulu, avant de revenir, arranger cette affaire : il l'aura arrangée.

— Dieu t'entende, ma fille! soupira la vieille.

Et, tout à coup, regardant le vieux, elle poussa une exclamation :

— Ah! mon Dieu!

Péniblement il s'était levé, et s'approchant de la cheminée, rabaissait un peu plus son feutre sur le visage; ce qui s'expliquait, car ce visage n'était pas beau : mille cicatrices le couturaient, et ce que la barbe hirsute ne voilait pas se pourprait violemment à la chaleur de la salle succédant à l'air froid du dehors.

Pitoyable fantôme, que la vieillesse cassait, que les infirmités accablaient! Près de l'âtre, il se courba et, passant la main entre les genoux, tira l'escabeau à lui pour s'asseoir. C'est alors que la grand'mère Rénier avait jeté son cri.

— Qu'est-ce? grommela-t-il embarrassé et craintif.

— C'est ce geste que vous venez de faire! Tant de fois, à cette même place... Mais vous ne lui ressemblez guère, dit-elle en riant.

Puis, par crainte de l'avoir blessé, tout de suite elle voulut montrer de l'intérêt :

— D'où êtes-vous, mon brave?

— De par là, dit-il, avec un geste vague, je ne sais plus... J'ai tout oublié, même mon nom... Ce coup de sabre...

— Oui, vous avez servi, vous l'avez dit; mais d'ou venez-vous à présent?

— De loin, très loin... de Poméranie.

— Toujours à pied?

— A pied.

— De Poméranie!

Ce devait être un bourg très éloigné, dont elle n'avait aucune idée. Elle poursuivit :

— Le frère de mon pauvre mari — le grand-oncle de ces petits — servait, lui aussi, pendant la guerre, voilà... Ma foi! oui, voilà trente ans passés : il en aurait plus de soixante. Et nous ne l'avons plus revu... Il s'appelait François Rénier, l'auriez-vous connu?

— On ne se connaît pas, on est trop!

— Quel temps, quand on y pense! Moi, j'avais vingt ans, j'étais fiancée... fiancée à ce pauvre François Rénier disparu.

Elle ne s'arrêta plus. Laurette était venue s'asseoir près d'elle, avec sa corbeille à ouvrage pleine de menus objets qu'elle avait fort à faire à disputer aux enfants. Et la vieille passait d'un souvenir à un autre, que le chemineau écoutait avec grande attention.

— J'aurais dû commencer par l'histoire de Paulin. C'était le plus jeune des deux frères, qui plus tard, à défaut de François, devait devenir mon mari. Celui-là, comme l'enfant prodigue, fut d'abord un vrai mange-tout. Il partit, courut l'étranger, puis revint, pauvre, en guenilles, crevant la faim, mé-

connaissable. Mais on ne tua pas le veau gras. De veaux, il n'y en avait plus! ni de vaches, ni rien, ni personne pour le recevoir. Où il avait laissé une belle ferme, en plein rapport, il retrouvait la maison vide; tout avait disparu. Et d'abord mon pauvre et cher François...

Ici, le vieux se pencha, dissimulant de plus en plus son visage sous l'ombre du chapeau.

— Ah! le brave cœur! Son père, le vieux père Rénier le voulait avantager comme l'aîné. Mais François ne l'entendit pas ainsi; et même, au départ de Paulin, il lui glissa encore dans la main un gros sac d'écus. Je vous dis qu'il y avait de l'argent ici à le remuer à la pelle! De tout cela, j'étais instruite; j'habitais, proche des Amblays, une grosse ferme; le soir venu, sa journée faite, François me rejoignait sous les saules, près du pont que vous avez passé pour gagner ici. Il me racontait ses affaires, et j'approuvais tout, vous devinez bien; j'aurais, moi aussi, tout donné à Paulin! Je l'aimais, parce que François l'aimait, je pleurai autant que François quand il nous quitta. Hélas! lui, mon cher François, ne devait plus le revoir. L'an d'après, à la guerre, il fut des premiers appelé. Il avait déjà fait ses sept ans, servi dans les cuirassiers; mais on avait besoin de tout le monde. Et il partit. A la grande bataille, il fut porté comme disparu. Disparu! nous ne savons rien de plus. Pendant ce temps, le malheur s'abattait ici. A l'approche des Prussiens, à l'entrée des Amblays, un coup de feu était parti des fourrés, l'un d'eux tomba. Ils s'emparèrent de tout ce qui restait d'hommes dans le village, une trentaine environ, et les enfermèrent à la mairie pour être décimés. On leur fit passer un casque rempli de billets pour tirer au sort; mais nul n'osait plonger la main dans l'urne. Alors le plus vieux — qui était précisément le père Rénier — s'offrit en sacrifice; son exemple en décida deux autres. On les mena à la butte, à cent pas du hameau, où l'on a planté une croix. Nous ne pouvions approcher, mais nous entendîmes la fusillade... Vous pleurez, mon brave homme, il y a de quoi!

— C'est la fumée, dit-il vivement en essuyant une larme sur sa joue, j'ai les yeux un peu tendres.

Le feu flambait clair et ne fumait pas. Mais personne ne s'en avisa. Et la vieille achevait :

— Ils passèrent six grands mois ici, pillant, saccageant tout, brisant les meubles, vidant la cave, les greniers, jusqu'à ce que la paix, la bienheureuse paix survint. Et c'est là-dessus que nous revîmes Paulin. Alors, que voulez-vous? nous étions tous deux orphelins, lui seul, moi toute seule; nous ne fûmes pas longs à nous entendre, il prit dans mon cœur la place de François. Il était tout désigné pour la prendre, puisque, le malheur l'ayant changé, il lui ressemblait à présent, laborieux comme lui et sobre et sérieux. Dès que nous fûmes mariés, il voulut remettre en état la ferme et les terres; mais, si peu de jours suffisent pour gaspiller un grand bien, il en faut pour le relever! Vingt ans et plus, il s'y est épuisé, on peut dire qu'il est mort à la peine; tout ce que nous avons pu faire, c'est de vivre, de faire vivre les nôtres, de marier notre fils, de voir naître ces trois enfants...

— Voici le maître! s'écria la jeune servante, devant l'évier où elle était en train de récurer.

— Mon cher garçon... Qu'apporte-t-il, mon Dieu?

La porte du vestibule s'ouvrait, on entendait un bruit de chaussures secouant la neige sur le seuil. Laurette d'un bond s'était levée, elle disparut. Il y eut une minute d'attente. Puis maître Jean et sa femme reparurent, et tout de suite, à leur air grave, au visage soucieux de la jeune femme, on put deviner que les nouvelles n'étaient pas bonnes.

Les nouvelles étaient mauvaises. Jean, depuis des années, — depuis la mort de son père, — se débattait dans une situation inextricable. Pour remettre la ferme sur pied, il avait fallu emprunter, hypothéquer, tous les plus grands efforts n'avaient pu éteindre cette dette, que les intérêts, d'année en année, grossissaient. A la fin, la saisie le prenait à la gorge; il était allé à la ville solliciter un dernier délai, qui lui était refusé.

C'était un beau gaillard, brun et robuste, de trente ans au plus, mi-monsieur, mi-paysan, de la taille à peu près du chemineau, un peu plus grand encore. Il l'avisa au coin du feu, pendant qu'il se débarrassait de sa houppelande, mais sans s'étonner : Laurette, en quelques mots, l'avait mis au courant.

Comme les enfants accourus furetaient dans ses poches, il les repoussa un peu brusquement.

— Ne cherchez pas! il n'y a rien pour vous, je n'avais guère la tête à ça... Où est la soupe?

Il s'attabla et se mit à manger voracement, se versant de grands coups de vin. On sentait, avec le désir d'apaiser sa faim, la rage de l'homme qui prétend s'étourdir sur sa misère. A un moment, il interpella le chemineau, s'informant, non sans bonté, de ce qu'il était, d'où il venait; mais celui-ci s'expliquait mal, et ce furent les deux femmes qui le renseignèrent, lui rapportant ce qu'à grand'peine elles venaient d'arracher à l'inconnu.

Et alors voici : c'était un survivant de la dernière guerre. A la dernière charge, au Calvaire d'Illy (il avait retenu ce nom) les Prussiens l'avaient mis dans ce bel état. Le crâne fendu, la figure en bouillie, il était resté sur le champ de bataille; lentement il s'était guéri, avait été gardé prisonnier, mais il avait perdu la mémoire. Un seul instinct subsistait en lui, celui d'être libre, de s'évader. Du

fort où il était détenu, il s'était enfui une première fois; on l'avait rattrapé, enfermé dans une forteresse plus éloignée; il s'était échappé à nouveau, on l'avait repris encore, jusqu'à ce que, plus heureux dans une dernière tentative, il eût franchi la frontière. Mais il était loin de France, à l'opposé de la France. Pour vivre, il s'était employé dans des fermes, en des pays dont il ne savait plus les noms. Puis, la vieillesse, les maladies survenant, une dernière pensée, un dernier désir lui avait tenu au cœur : l'envie de revoir la patrie, de laisser ses os à la terre natale. Et, à petites journées, s'aidant d'un bâton, se traînant par les longues routes, il s'était acheminé vers la France.

Jean, remis d'aplomb par le repas, se tenait maintenant debout, le dos au feu, les enfants grouillant entre ses jambes. Tout à coup, glissant un regard au bonhomme, il s'écria d'un ton gai :

— Vrai, mon vieux! les Prussiens ont fait là une sale besogne, tu n'es pas beau !

L'étranger, qui ne le perdait pas de vue depuis qu'il s'était rapproché, dit doucement :

— J'ai été beau dans le temps, aussi beau que vous, mon cher Monsieur, je vous ressemblais!

Il y eut un étonnement, puis un rire général. Le contraste était risible, en effet, du superbe Jean, planté sur ses jambes et dans toute la verdeur de l'âge, à cette épave roulée par la vie et qui n'avait plus figure humaine.

— Jean, dit la grand'-mère, ne ressemble pas à son père, il ressemblerait plutôt à son oncle François, celui que je devais épouser, dont l'image ne m'a pas quittée. J'ai tant pensé à lui! Ces choses influent, dit-on.

— Elles influent! dit le vieux, qui la regarda avec tendresse.

Laurette, le front penché sur son aiguille, commença :

— En somme, cet oncle François, on n'a jamais dit qu'il fût mort, il était disparu, voilà tout. Disparu, cela ne veut pas dire mort! Disparu, il pourrait revenir! Ah! s'il revenait, en voilà une surprise! Et dont nous serions tous ravis.

Et, apercevant son jeune fils près d'elle :

— Dis, mon petit Francis, tu serais content de voir ton oncle François? Cet oncle que tu n'as jamais vu?

L'enfant regardait le chemineau. Celui-ci souriait, mais le sourire, passant sur ses traits ravagés, les contournait en grimace horrible et le rendait un peu plus affreux.

— Non! s'écria-t-il, oh! non! Il me ferait peur, j'ai peur des revenants... Et puis, quand on revient, on est pauvre, on n'a rien, comme grand-père Paulin : il me volerait mes affaires!

Tout le monde sourit de cet égoïsme enfantin; la mère toutefois gourmanda doucement :

— Voyons! Francis, tu n'y songes pas, tu n'as donc pas de cœur? Si l'oncle revenait très malheureux, c'est bien alors qu'il faudrait lui faire fête! s'il revenait malade, souffrant...

La grand'mère interrompit avec un peu d'irritation :

— Que chantes-tu là, ma fille? Es-tu folle? En voilà des imaginations!... François revenir! Et quelle figure ferais-je, je te prie, moi qui lui avais promis de l'attendre, de ne pas l'oublier? Je ne saurais où me fourrer. Et puis, y penses-tu? François a hérité de tout à la mort de son père, puisque Paulin avait eu sa part, plus que sa part, et qu'il avait tout mangé. Si François revenait, tout lui appartiendrait ici, il faudrait tout lui rendre; ton mari et toi, vous n'auriez plus rien, ces pauvres petits n'auraient plus rien... Ah! mon Dieu! qu'il ne revienne pas!

Laurette courbait un front plein de confusion sous la semonce.

— Je ne pensais pas à tant de choses! dit-elle en levant vers son mari un regard timide; c'est vrai, ma foi, je suis sotte.

Jean s'était assis confortablement devant l'âtre, les deux bottes allongées vers la flamme. Avec une philosophie souriante que provoquait le bien-être physique, il déclara :

— Certes, il prendrait mal son temps pour revenir, le cher oncle! Il y a assez de bouches ici, une de plus serait de trop, ce serait la grêle après l'averse... Laissons les absents, laissons les morts tranquilles! Ils sont bien où ils sont, ils seraient, s'ils revenaient, incommodes et encombrants. Depuis qu'ils ne sont plus ici, les places sont prises, on s'est fait ses habitudes; tout serait remis en question, on ne saurait plus où l'on en est, on ne serait jamais sûr de rien. On ne peut, après tant d'années, recommencer à chaque instant sa vie; ils viendraient troubler les ménages, désorganiser la famille, tout déranger : il y a conscience à rien déranger... Mère l'a dit, elle a raison : François de retour, nous serions tous pauvres, dépouillés et nus comme de petits Saint-Jean... Nous dirait-il seulement ce qu'est devenu l'argent? Car il y en avait ici! Il y en avait avant les Prussiens, Paulin n'avait pas tout emporté... des masses d'argent, des valeurs, des titres et des bijoux, les bijoux de grand'mère! des plats d'argent, — nous mangions dans l'argent! de grands plats de toute sorte, que mon père voyait encore, dont il m'a cent fois fait la description! Comment cela a-t-il pu se fondre, disparaître du jour au lendemain?

Pendant qu'il parlait, l'inconnu, rencogné dans l'ombre et laissant ses regards vaguer par la salle,

semblait suivre et compter les dalles, s'intéresser au dessin du carrelage.

— Au surplus, conclut Jean, j'y pense! il y a plus de trente ans, il y a prescription. Rassurez-vous, braves gens! le pauvre homme ne nous pourrait rien.

Cette parole rasséréna les esprits et produisit une détente heureuse.

Là-dessus, dans le silence, une claque retentit. Une des petites avait dérobé à la corbeille une jolie collerette et gravement en attifait un morceau de brèche charbonneuse. La lui arracher des mains et laisser en place une calotte, un seul geste avait suffi à Laurette. La petite se mit à hurler.

— Ces enfants devraient être couchés. Aidez-moi, dit-elle à la bonne.

Et, pendant que celle-ci s'emparait d'un des enfants, Laurette entraînait les deux autres et disparaissait.

Quand le calme se fut rétabli, le chemineau demanda :

— Vous avez fait des recherches?

— Sans doute, nous avons cherché! Nous avons, mon père et moi, retourné la cave en tous sens, bouleversé les étables, les écuries, le jardin et ses alentours. Nous avons dû y renoncer. L'argent est quelque part pourtant : François nous le dirait, s'il était là! Les Prussiens s'avançaient, son père et lui ont dû prendre leurs précautions. Peut-être l'ont-ils porté à la ville, confié à quelque banquier, qui, après les désastres, tous les témoins disparus, s'est gardé de souffler mot. Que voulez-vous? il faut en faire son deuil.

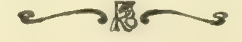
Il porta les mains à ses yeux, les frotta, bâilla longuement, puis s'étira et se leva.

— Allons dormir! Il y en a que les soucis excitent et enfièvrent; moi, ils m'assomment, ils m'endorment... Vous, le vieux, n'oubliez pas d'avaler la soupe avant de partir, vous y joindrez un bon coup d'eau-de-vie. Et bonnes jambes! bon voyage!

Il disparut, et on entendit l'escalier de bois gémir sous ses pas alourdis.

Alors le chemineau et la grand'mère demeurèrent seuls de chaque côté de la cheminée, dans la salle faiblement éclairée par la lampe qui, à bout d'huile, amincissait sa flamme. Dans ces demi-ténèbres, à cette heure avancée, le tête à tête de ces deux vieilles gens, venus de si loin à la rencontre l'un de l'autre, avait quelque chose de solennel et d'impressionnant.

(*A suivre.*) LÉON BARRACAND.



LES " GRIMPEURS " OU L'ATTRAIT DES MONTAGNES

Il est un mot que Michelet a trouvé pour désigner ceux qui s'en vont, chaque été, à la conquête des cimes; il les appelle des *grimpeurs*. Les *grimpeurs!* Ce ne sont pas, pour lui, que les guides expérimentés qui connaissent la montagne aussi bien que leur mère. Ce sont aussi les simples touristes entreprenants, qu'aucun danger n'effraye, que la fascination des grandes Alpes attire et qui vont vers elles avec cette passion froide, contenue mais sublime, d'amants déterminés qu'aucune force n'arrête. Les grimpeurs! chaque année il en vient d'Écosse et d'Irlande, d'Espagne et d'Amérique, de France et d'Allemagne vers le froid tombeau. La plupart sont des hommes assez jeunes encore; beaucoup sortent à peine de l'adolescence; presque tous occupent, dans de lointaines patries, une situation qui les fait heureux; certains sont des hommes de plaines, des habitants des villes, des marchands ou des professeurs, des rentiers ou des étudiants. Un jour la vierge blanche, le sorcier des neiges ont parlé en eux; les grandes voix de la Jungfrau, du Mont Blanc, du Mont Rose, du Finsteraarhorn les ont appelés vers les solitudes. Et voici que ces hommes, jusque-là paisibles, qui comptaient des chiffres derrière un comptoir ou penchaient leurs fronts sur les phrases des livres se sont levés soudain. N'écoutant que l'attrait de l'appel insidieux, ils ont laissé la paix et le repos du foyer, la sécurité du négoce et de l'étude et, vêtus d'étoffes de la couleur des mousses, coiffés de feutres de chasseurs, l'alpenstock en main, accourus par les chemins d'Italie, de Suisse ou de Savoie, ils ont commencé de gravir les pentes; ils se sont acharnés à la conquête blanche et lentement, âprement, avec une sorte d'énergie sombre, ils se sont élevés, au prix de mille périls, de la base aux sommets...

Une fois le pied de l'un a glissé dans les séracs; un autre est tombé du névé dans un gouffre; un troisième a roulé sous une avalanche: et il en est d'autres qui sont restés, des heures, suspendus par le pan d'un roc ou le tronc d'un sapin au-dessus de l'abîme, puis qui, sous le poids d'une invincible fatigue, ont roulé sans plainte dans le lit d'un torrent. Ah! fous! dira-t-on, pauvres fous! Fous dont se moquait Taine quand il écrivait, à son retour des Pyrénées : « Qu'est-ce qu'un homme qui revient de voyage avec tous ses membres, aussi peu héros que possible et qui l'avoue? » Fous, certes! ces hommes le sont; mais leur folie n'est ni basse ni méprisable; elle a une sublimité que n'ont pas bien des raisons. Au surplus qui peut percer toujours le secret de ces

grands drames? Qui peut, sans avoir été soi-même un *grimpeur*, oser venir juger le destin de ces victimes. N'ont-elles pas choisi le lieu, le moment et l'heure? Jamais je ne puis lire, sans un serrement de cœur et sans un grand respect, dans les journaux d'été, les faits de cette banale rubrique : *les victimes de l'alpinisme*, sans penser au mot si poignant de Senancour, un sublime *grimpeur*, celui-là aussi : « Les Alpes, a-t-il, dit sont le seul lieu qui convienne à la manière dont je voudrais m'éteindre. » Mais les Alpes, seules, sont maîtresses; elles ne choisissent pas précisément ceux qui s'offrent. Senancour survécut au vertige qu'il avait gardé d'elles et vint mourir lentement, tel Jean-Jacques Rousseau, un autre amant des monts, dans notre Ile de France; Michelet, Ruskin, Elisée Reclus, s'étaient enivrés d'elles; ils gardèrent longtemps le parfum des saxifrages et des gentianes des cimes à leurs doigts émus; mais le linceul blanc n'ouvrit jamais ses pans de cristal devant eux. L'Alpe a de tels caprices qu'elle dédaigne souvent ceux qui la provoquent, les repousse tout en les séduisant. Il en est d'autres qu'elle ne prend pas d'abord aussi vite; elle ruse avec eux, elle se les réserve. Voyez Balmat, le vainqueur du Mont Blanc avant M. de Saussure ; elle ne le prit qu'à soixante-dix ans, alors qu'il avait pu pénétrer son mystère, exploré ses flancs, conquis ses secrets; à la fin, quand il crut qu'il était son maître et la possédait, l'Alpe insidieuse mina le glacier sous ses pas, elle amollit la neige, et le grand vieillard vint heurter du front dans les précipices. Ainsi, dans la plupart de ces drames des monts, ce n'est pas le *grimpeur* qui s'offre au destin fatal qui l'attend; c'est l'Alpe qui choisit ses morts...

*
* *

Le bonheur, l'ivresse — en montagne — c'est de monter, c'est de s'élever de plus en plus haut chaque jour; la grande joie c'est de grimper. Qui n'a subi cet attrait fascinant de l'altitude ne saura jamais le mystère que réservent à l'homme ces dominatrices. L'attrait le plus captivant — pour un alpiniste — ce n'est point le but lui-même, le sommet difficile où il faut atteindre; mais c'est beaucoup plus le chemin qui y mène; l'attrait est dans l'ascension. Cet attrait, tous ceux qui ont parcouru les montagnes autrement qu'en snobs ou en hygiénistes, l'ont subi à un point que leur sensibilité faisait plus ou moins vif. Parcourez les vallées les plus belles de la France et de la Suisse, celle de Chamonix et de Lauterbrunnen, étendez-vous sur une herbe fraîche, au bord d'un lac limpide; contemplez le magnifique domaine des pâturages; vos yeux éblouis admireront les chutes à l'écume légère, les sinueux cours d'eau, les rives pleines d'éloignement et de perspective et, sur les pentes légères, les châlets des pâtres. Puis, dans le clair silence une clarine tintera, une autre au loin sonnera de sa voix d'argent; vous lèverez vos regards; vous verrez les troupeaux qui grimpent en broutant parmi les chemins d'émeraude. Alors vous voudrez grimper à votre tour; le désir, d'abord hésitant, puis de plus en plus formel, de plus en plus tenace de vous élever aussi, grandira en vous. « D'abord, pensez-vous, je n'irai que jusqu'à ce sapin qui penche; j'aurai toute la grande vallée sous mes pas; je verrai jusqu'aux limites de l'horizon. » Lentement vous montez par un chemin de pierres, d'abord facile, puis étroit de plus en plus. Vous voici au sapin. Au sapin vous êtes un peu plus élevé que dans la vallée même; mais si vos regards s'étendent à un plus grand cercle ils se limitent à d'autres pans de montagnes voisins. A cent mètres au-dessus de vous le chemin, devenu sentier, se perd et serpente à l'ombre des mélèzes. « Là, je verrai mieux, pensez-vous! » Déjà vous avez hâte, déjà l'altitude vous gagne, les hauteurs vous attirent! Des mélèzes vous voudrez vous hausser aux aroles; là vous penserez aux cimes des rhododendrons; à mesure que vous gravirez un étage nouveau la ligne bleutée des neiges se verra plus brillante, des fleurs que vous n'auriez pas connues dans la vallée : des daphnés, des bardanes, des hépatiques commenceront de semer les roches; le vol des fauvettes se fera de plus en plus rare, des oiseaux plus mâles planeront sur l'abîme. Le désir d'aller, de monter quand même deviendra intense; plus vous serez haut plus vous voudrez vous élever encore : « là-haut, encore plus haut, penserez-vous, sont les chardons bleus et les edelweiss, là-haut le chamois, le bouquetin et le grand lammergeier habitent seuls les cimes, là-haut sont des glaciers, l'étendue pâle et toujours silencieuse. Ah! se hausser, monter, monter encore, atteindre aux cimes, là où ne pousse plus l'herbe, où ne vivent plus les bêtes, où le paysage est blanc, opalin, étincelant et blême! » Grimper jusqu'au faîte! C'est là le vœu secret, c'est là le souhait unique et dominateur. La fatigue maintenant peut vous prendre et vaincre votre courage; vous pouvez redescendre ce soir, dans la vallée; demain vous recommencerez à souffrir du désir sublime; demain vous reviendrez au point que vous avez laissé, là où le tintement clair des clarines ne descend plus des hauteurs vers vous, mais monte au contraire des pentes inférieures où vous l'avez laissé. Le sortilège commence à agir en vous. C'en est fait! le mal des montagnes vous gagne : vous subissez l'attrait irrésistible; vous allez devenir un grimpeur passionné. Prenez garde! Un pas de plus peut-être, un mouvement brusque, un geste, et le sol cristallin de la

neige peut soudain s'ouvrir, le rocher céder et vous montrer, béants, des gouffres insoupçonnés pleins de nuit et d'horreur!... Grimpeurs soyez prudents! n'avancez le pied droit que quand le gauche est solide; fouillez le sol de votre piolet; si vous êtes plusieurs ne lâchez pas, sous aucun prétexte, la cordée commune! Mais que dire aux *grimpeurs?* Entendent-ils seulement? N'ont-ils point pitié de nos paroles? Il est de telles hauteurs que les voix humaines n'y peuvent plus proférer que des sons dérisoires!

*
* *

La montagne, autant que la mer, plus que la mer souvent, saisit l'homme, l'étreint et le fascine. L'homme qui grimpe éprouve mieux que du plaisir (on ne rit pas en montagne, on se recueille); il subit une domination; il est maîtrisé; et pourtant il marche avec une grande ardeur devant lui; il a une volonté singulière, un âpre désir d'avancer, de monter, de gravir et de gravir encore des cimes et des cimes. Bientôt, dès qu'il est las, il se révolte; s'il n'y a point d'issue, s'il faut revenir, il est furieux; sa colère gronde contre la montagne; s'il est des obstacles il veut les franchir. Et c'est ainsi que commence le combat fatal, cette lutte sans merci de l'homme et des pierres, du grimpeur contre les roches, les torrents, les neiges et les glaces. « Cela n'a rien de gai! » dit Michelet qui a aimé la montagne mieux que personne. Il y a là une grande force sauvage et aveugle qu'il s'agit de mâter, une magnifique puissance qu'il faut vaincre. La lutte de l'homme et de l'Alpe s'aiguise d'autant plus que les obstacles sont plus grands, le danger plus inévitable. Un jour, dit Senancour :

« J'allais à la cité d'Aoste, et j'étais déjà dans le Valais lorsque j'entendis un étranger dire dans l'auberge qu'il ne se hasarderait point à passer sans guide le Saint-Bernard. Je résolus aussitôt de le passer seul. »

Il y avait là une grande audace. Sorti de Martigny par un temps très beau, Senancour arriva au village de Saint-Pierre au moment où la neige « tombait en abondance ». D'autres eussent cédé, fussent retournés aussitôt en arrière. Lui ne céda point, marcha en avant quand même. La nuit vint qui le perdit. Il ne fallait point compter avancer sans périr dans la nuit, la neige et l'abîme. C'était effrayant. Enfin le bruit des flots de la Drance le guida. Mourir pour mourir, Senancour préféra tenter la seule chance qu'il avait de regagner Saint Pierre par le lit du Gave.

« J'entrai dans le courant bruyant et inégal — écrit-il alors — avec la résolution de le suivre jusqu'à ce que cette tentative hasardeuse se terminât ou par quelque accident tout à fait grave, ou par la vue d'une lumière au village... Alors, dit-il (et c'est ici qu'il faut l'entendre!) s'établit la lutte contre les obstacles; *alors commença la jouissance toute particulière que suscitait la grandeur du péril...* Je me livrai ainsi au cours de cette onde glaciale. Quand elle tombait de haut, je tombais avec elle. Une fois la chute fut si forte que je croyais le terme arrivé, mais un bassin assez profond me reçut. Je ne sais comment j'en sortis; il me semble que les dents, à défaut des mains, saisirent quelque avance de roche. Quant aux yeux, ils n'étaient guère utiles, et je les laissais, je crois, se fermer lorsque j'attendais un choc trop violent. J'avançais avec une ardeur que nulle lassitude ne paraissait devoir suspendre, heureux apparemment de suivre une impulsion fixe, de continuer un effort sans incertitude. Commençant à me faire à ces mouvements brusques, à cette sorte d'audace, j'oubliais le village de Saint-Pierre, seul asile auquel je pusse atteindre, lorsqu'une clarté me l'indiqua. »

Quoi de plus âpre, quoi de plus farouche que cette lutte; mais aussi, comme l'écrit l'auteur d'*Obermann*, quelle jouissance, quel mâle plaisir à en tenter le combat!

*
* *

Et puis aussi, quel triomphe! Quand, au lieu de descendre comme Senancour faisait à Saint-Pierre, on monte, on atteint aux cimes ainsi qu'il advint à Saussure! Oh! alors, quelle victoire!

« Au moment, dit Saussure narrant sa première ascension au Mont-Blanc, où j'eus atteint le point le plus élevé de la neige qui couronne cette cime, je la foulai aux pieds avec une sorte de colère... »

L'homme, parvenu au sommet, prend une dure revanche; un moment il est le maître; il foule la montagne terrible sous ses talons. Et puis quelle récompense magnifique l'attend! Le paysage n'est plus que cristal et lumière, que nacre et que givre; la pureté de ces cimes a quelque chose de tendre et de scintillant : « Là plus rien, dit Saussure, c'est le séjour du froid et du silence. » Pourtant les étoiles luisent (Saussure du Mont-Blanc les voyait en plein jour!); l'homme sent un flot limpide gonfler ses poumons, entrer dans sa poitrine; il chancelle sous l'afflux de l'air si limpide des crêtes où Manfred buvait ainsi qu'à une source suave. Le voilà enfin dans le séjour féerique, dans le séjour des anges; le tintement un peu grêle des dernières clarines ne peut pas même atteindre à l'espace où il est. Le grimpeur exulte. Quel orgueil l'anime et le transfigure! Mais aussi quels périls nouveaux vont naître, à la descente, sous ses pas trop fiers! Alors, dit Michelet, il est un grand « marmot ivre », un enfant exalté; il faut que les guides le tiennent lié solidement, sinon il expierait, dans une chute effroyable,

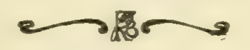
au creux des séracs, l'orgueil d'avoir dompté la montagne une heure...

Ah ! grimpeurs ! conquérants d'espace et de sommets, vous que soumet l'attrait irrésistible des monts, allez, allez vers la montagne haute, allez, d'un cœur ivre, vers sa folle conquête ; mais, au moins, méditez sur votre entreprise. Imitez le grand Saussure, qui, sans présomption, écoutait les conseils du plus humble de ses guides ; entendez Whymper, le vainqueur du Cervin, Whymper qui vous crie :

« Gravissez les montagnes, mais souvenez-vous que le courage et la vigueur ne sont rien sans la prudence. Souvenez-vous que la négligence d'un seul instant peut détruire le bonheur de toute une vie. Ne faites rien avec précipitation ; donnez de l'attention à chacun de vos pas... »

Chacun des pas que vous faites, c'est un peu plus de conquis sur la mort, c'est un peu plus de gagné pour la vie. Ah ! Grimpeurs, ne grimpez que si le pas est sûr !

EDMOND PILON.



L'EDERA

—

(**Le Lierre**) (1)

Là-haut, dans les rochers et les bois millénaires, s'ouvraient des grottes et des cachettes inaccessibles à tous, excepté aux pâtres qui en connaissaient les labyrinthes. Zio Castigu avait tellement la pratique de ces parages, que lui-même se vantait parfois d'être le roi des grottes (*su re de sas concheddas*). Puisque Paulu n'était pas revenu au pays, sans doute qu'il restait là-haut, en attendant que se dissipât le bruit calomnieux mis en circulation par les amis du défunt. Et Annesa partit pour le chercher.

En repassant derrière l'église, où commençait le sentier de la montagne, elle s'arrêta encore pour écouter et regarder du côté du village. Elle s'imaginait qu'on la poursuivait ; mais elle n'entendit rien, ne vit personne.

La lune, très limpide, éclairait les maisons noires et grises qu'on aurait cru faites de charbon et de cendre ; le vaste horizon était tout entier d'un bleu laiteux, et donnait l'impression d'une mer lointaine, endormie. Les ombres des rochers et des buissons se dessinaient nettement sur le sol. Tout apparaissait bleu et noir, doux et mystérieux, dans le grand silence de la nuit tiède. Et Annesa se rassura. La nuit, la lune, les ombres, le silence lui faisaient l'effet d'être ses amis. Toutes les choses tristes et équivoques lui donnaient désormais du courage, parce que tout était triste et équivoque dans son âme.

En route, en route : elle commença à gravir la montée juste à partir de l'endroit où était mort le mendiant, son premier compagnon de voyage, qui l'avait amenée là, dans ce coin du monde, comme le vent emporte la graine sur le bord de l'abîme. Elle ne se souvint pas du mendiant ; la fatalité s'acharnait contre elle, un vent de mort la poussait. En avant, en avant ! elle allait, ne sachant où elle arriverait, pas plus qu'elle ne savait d'où elle était venue.

Elle grimpe, elle grimpe, de pierre en pierre, de buisson en buisson.

A un moment le sentier s'insinua dans les fougères et les broussailles qui couvrent les flancs de la montagne, puis entre les touffes de genévriers, puis dans le bois haut et profond. Çà et là brillaient des flaques d'eau verdâtre, qui, sous les joncs noirs, semblaient être les yeux mélancoliques de la montagne non encore endormie, mais déjà somnolente et plongée dans un songe vague.

La lune poursuivait sa course, pénétrait dans le bois, inondait les pentes de sa clarté laiteuse ; mais souvent les rochers la masquaient, et l'ombre épaississait dans le sentier. Des fantômes monstrueux barraient alors le fond du chemin. Au loin surgissaient de sombres et mystérieux édifices ; des murailles fantastiques apparaissaient à droite et à gauche du sentier. Les buissons prenaient l'aspect de bêtes accroupies, et des branches des hêtres s'allongeaient des bras noirs et des têtes de serpents ; et tout un monde de rêve, où les choses incolores et informes provoquaient la peur à cause de leur immobilité et de leur indécision, s'étendait sous le bois, dans l'ombre silencieuse. La femme marchait ; et il lui semblait être passée d'autres fois à travers ces ténèbres et ces fantômes immobiles et les connaître, et n'avoir plus à redouter les dangers inconnus qui la précédaient et qui la suivaient ; et néanmoins, de temps en temps, le bruit de ses pas sur les feuilles sèches suffisait pour la faire tressaillir.

Tout à coup, elle aperçut en haut d'une pente une étrange silhouette qui se mouvait réellement : on aurait dit une forme humaine, mais avec une énorme tête de méduse, noire au clair de la lune...

Annesa se jeta derrière un rocher ; et elle vit passer et disparaître à longs pas silencieux, une fillette pieds-nus portant un fagot sur la tête. Ce devait être Rosa Bitta, une enfant qui volait du bois pour gagner sa vie. Et Annesa reprit son chemin, en enviant la petite voleuse dont les pieds boueux semblaient chaussés légèrement pour favoriser sa fuite.

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° du 6 juillet 1907 et suiv.

Elle monte, elle monte. Une autre figure, noire sur la blancheur lointaine d'un plateau : un centaure qui sifflait et galopait vers l'horizon vaporeux, puis plus rien : la mer apparut, comme un nuage argenté, sur la dernière ligne du ciel laiteux; et la petite église noire se dessina à droite du sentier sur le sol pierreux.

Annesa s'arrêta un instant pour regarder et écouter. On entendait le bruit monotone et argentin des clochettes des brebis au pâturage. Ce devait être le troupeau de Zio Castigu. Guidée par ce tintement mélancolique, elle traversa le plateau situé au-dessous de la crête, et arriva enfin à la cabane du vieux pasteur.

Il n'y avait personne. Mais le chien se mit à aboyer, et un homme ne tarda pas à s'avancer rapidement vers Annesa qui avait repris sa course dans la direction du bois. Le pasteur et la femme se reconnurent de loin, tous les deux.

— C'est toi, Annesa? qu'est-ce qu'il y a? cria Zio Castigu avec épouvante. Qu'est-il arrivé?

Mais Annesa n'ouvrit pas la bouche tant qu'ils ne furent pas à côté l'un de l'autre.

— Où est-il? s'informa-t-elle, d'une voix basse et haletante. Où est-il?

Le pasteur la regarda de près; il lui trouva une figure livide, qui paraissait vieillie de cinquante ans. Il la crut folle.

— Qui? demanda-t-il.

— Qui?... Paulu! déclara-t-elle avec dépit.

— Paulu! dit le vieillard tout ahuri. Je ne l'ai pas vu.

Tout d'abord, Annesa s'imagina qu'il mentait.

— Où est-il? Où est-il? vous pouvez bien me le dire, à moi. Je suis venue à cause de lui : il faut que je lui parle.

— Mais qu'est-il arrivé? Je te jure que je n'ai pas vu Dom Paulu.

Alors Annesa chancela, parut devenir positivement folle.

— Où peut-il être? gémit-elle à haute voix, comme si elle adressait sa question au ciel, à la nuit, à l'invisible et fatal destin qui la poussait, en la trompant toujours et en se jouant d'elle cruellement. Ah, quel malheur! Je le croyais ici : on le cherche, et on me cherche aussi. On les a tous arrêtés : on nous accuse d'avoir fait mourir Zio Zua... Où est Paulu? où est-il? où est-il?

— Qu'est-ce que tu chantes? s'écria Zio Castigu. Mon neveu Ballore est venu ici ce matin et m'a raconté que dom Paulu avait repris son cheval, en annonçant qu'il devait aller dans la campagne. Je ne l'ai pas vu.

— Mon Dieu, quelle erreur! Comment faire maintenant?... Où le chercher?... où peut-il être allé?

— Raconte-moi tout, pria le vieillard, je crois rêver. Est-ce jamais possible, ce que tu dis? N'es-tu pas... malade?

— Non, je ne suis pas folle, Zio Castigu. Je voudrais l'être, mais je ne le suis pas, fit-elle avec désespoir. Et elle raconta ce qu'elle savait de l'arrestation de ses « bienfaiteurs ».

— Donna Rachel aussi! Et dom Simone!... dans quel monde vivons-nous?... Mais la justice s'égare! Et toi, Annesa, tu ne sais rien de plus? interrogea le pâtre, en la regardant avec une douleur intense.

Annesa protesta encore; mais soudain elle fut reprise par l'idée qu'elle seule était réellement en danger, tandis que les autres, étant innocents, trouveraient moyen de se sauver, et elle s'agrippa au vieillard, en l'implorant à voix basse.

— *Cuademi! cuademi* (1)! par l'âme de vos morts, cachez-moi. Conduisez-moi dans les grottes. Où sont-elles? Il faut que je me cache... que personne ne m'entende jusqu'à ce qu'ils soient sauvés... *Cuademi... Cuademi...*

Elle lui serra le bras, puis se jeta par terre, lui étreignit les genoux, en se pelotonnant comme si elle voulait se cacher sous ses pieds.

Il la regarda, de toute sa hauteur, et il lui vint subitement une idée, sinistre et lumineuse, comme un éclair :

— Tu sais... tu sais... Tu as fait, ou tu as vu... murmura-t-il.

Annesa feignit de n'avoir pas entendu.

— Cachez-moi, reprit-elle. Ils m'ont tous conseillé de ne pas me laisser arrêter. Cachez-moi, cachez-moi, Zio Castigu.

— Tous... grommela-t-il. Qui, tous?

— Tous... tous... mon bon Zio Castigu! Et vous non plus, vous ne permettrez pas... non!.. non... cachez-moi...

— Je vais te fourrer dans ma poche, dit-il avec impatience, en se penchant et lui touchant l'épaule.

A ce contact, elle trembla de tout son corps. Le vieillard sentit en lui comme la répercussion de ce frémissement, et il soupçonna encore la vérité. Il éprouva plus de tristesse que d'horreur; et son âme simple et timide d'homme solitaire devint compatissante et héroïque devant cette douleur peureuse de la femme coupable, accroupie à ses pieds comme un agneau blessé.

Il ne chercha pas plus loin, ne songea pas au mal qu'il pouvait faire à ses chers maîtres en protégeant Annesa, ne se demanda pas si ce qu'il croyait la vérité n'était pas une supposition méchante de sa part. Il dit simplement :

(1) Cachez-moi.

— Relève-toi, et viens avec moi. Si tu n'es pas coupable, tu n'as rien à craindre.

Elle se leva, regarda autour d'elle et recouvra toute sa conscience et sa volonté, mais elle éprouva le besoin de demander conseil à l'homme simple que bien des gens tournaient en dérision : un cœur charitable, dans cet endroit si solitaire, en cette misérable conjoncture, valait mieux que tous les avocats du monde.

— Zio Castigu, dites-moi ce que je dois faire.

— Te taire, ma fille, répondit-il, en portant un doigt à ses lèvres. Te taire, pour l'instant. Je vais te cacher, selon ton désir. Tu resteras où je te conduirai, et tu seras muette comme les pierres tant que je ne reviendrai pas. Je te mènerai dans les rochers, ajouta-t-il, en se dirigeant vers la cabane. Je te cacherai de telle sorte que tu seras aussi difficile à trouver qu'une épingle au fond de la mer. Je te porterai à boire et à manger : je ferai comme le corbeau qui portait le pain à Élie.

Il bavardait ainsi, mais sa voix se perdait dans le silence de la nuit claire, et Annesa ne l'entendait plus.

« Paulu... Paulu... où peut-il être? L'a-t-on arrêté?... » Elle ne pensait pas à autre chose.

Zio Castigu entra dans la cabane, et prit un vase de liège et un pain d'orge : il obligea Annesa à boire un peu de lait, puis se remit en route vers le bois. La femme le suivit, et il lui semblait encore avoir parcouru d'autres fois cette clairière couverte de chardons et d'herbes sèches ; avoir vu d'autres fois cette ligne de bois qui étendait un rideau noir sur le ciel argenté...

La lune brillait de tout son éclat : mais au loin commençaient à monter de larges bandes de vapeurs lumineuses. Et quand le pasteur et Annesa eurent dépassé la clairière, ils virent à travers les troncs d'arbres un océan de brume d'où émergeait très loin un écueil bleuâtre en forme de pyramide.

Annesa tressaillit. Oui, elle avait parcouru la même route avec Paulu *ce jour-là*, le premier de leur amour...

Et pour la première fois, elle eut une idée religieuse.

« Nous étions en état de péché mortel, et la main de Dieu s'appesantit sur nos têtes et nous punit. »

*
* *

Ils arrivaient à une éclaircie : à droite apparut la *tombe du géant*, grande et mystérieuse dans le silence lunaire.

Comme guidé par la fatalité qui poussait Annesa, il se mit à grimper de pierre en pierre, en entraînant la femme aveuglée par les larmes.

— Pourquoi pleures-tu encore? N'aie pas peur, je te dis : Tu verras. Marche doucement. Tâche de ne pas tomber. Tu as des yeux, et des bons, hein ?...

Annesa baissa la tête et ne vit plus rien, mais elle sentit les pierres osciller sous ses pieds, comme *ce jour-là*, et elle crut qu'elle allait tomber, d'un moment à l'autre, dans un abîme.

Ils côtoyaient, en effet, un précipice ; ils montèrent jusqu'au rocher qui, d'en bas et de loin, ressemblait à une bière ; ils redescendirent l'autre versant de la cime, s'enfoncèrent entre deux murailles abruptes. La lune, au zénith, éclairait l'étroit passage ; toutefois, le pâtre marchait avec prudence, en rasant la muraille. Tout à coup le chemin s'élargit ; on découvrit tout l'autre versant de la montagne, et une suite de vallées et toute une chaîne de montagnes : des ombres, des vapeurs et le clair de lune rendaient plus fantastique le panorama.

Annesa s'essuya les yeux et regarda d'en haut ; Zio Castigu sauta sur un rocher en contre-bas, et l'aida à descendre ; ils longèrent de nouveau une espèce de gradin au bas d'un précipice et s'arrêtèrent enfin devant l'ouverture basse et large d'une grotte.

— Ici, vois-tu, après que tu seras entrée, je mettrai une pierre et des branchages, dit le pâtre. Personne ne pourra te dénicher.

— J'ai peur, murmura Annesa.

— De quoi as-tu peur? Le diable seul pourrait te dénicher.

Il se baissa et disparut. Annesa se pencha à son tour, se mit à quatre pattes : le pâtre l'aida, la prit par le bras, l'attira à l'intérieur.

Elle vit alors, non pas une grotte basse et ténébreuse comme sont presque toutes les grottes de la montagne, mais une espèce de petite chambre carrée, formée de pierres admirablement disposées.

En plus du trou d'entrée, un soupirail assez large pour laisser passer une tête d'homme, s'ouvrait entre deux roches, et aussitôt relevée, Annesa s'en approcha avec méfiance. Mais elle vit au-dessous d'elle une épouvantable cascade de rochers qui descendait presque jusqu'à la vallée ; çà et là surgissaient, entre les crevasses, des touffes de hêtres, pareilles à des chevelures sauvages de monstres pétrifiés.

Un jour vague pénétrait par l'ouverture ; néanmoins Zio Castigu frotta une allumette, la promena en haut et en bas, puis la jeta. Annesa se recula et vit que l'allumette était tombée sur des cendres noirâtres ; et à côté de cette trace de passage laissée par des hommes, elle remarqua une pierre adossée au rocher. D'autres créatures étaient donc passées dans cet endroit mystérieux, y laissant quelque chose de leurs peines et de leurs craintes.

Elle s'assit sur cette pierre, comme sur un trône d'expiation, et quand le pâtre s'en fut allé, elle ne se considéra pas comme étant complètement seule, puisqu'elle effleurait du pied le reste d'un feu qui avait éclairé une douleur ou une faute pareille à la sienne.

Les heures s'écoulèrent. Annesa se disait :

« Oui, oui, je suis seule coupable. Combien d'autres, hommes et femmes, ont péché, ont commis des crimes, ont fait du mal ! Et tous n'ont pas été punis comme moi et comme je le serai. Pourquoi pareil sort m'est-il réservé ? Pourquoi ? »

Elle ne pensait plus à ce qu'il lui restait à faire. Attendre, et pas l'autre chose. Zio Castigu lui donnerait un conseil. Et s'il lui fallait se présenter devant la justice, elle s'y présenterait. Et puis... et puis... ? Elle était incapable de songer à la suite, elle était excessivement lasse, accablée de sommeil. Mais elle avait l'idée qu'elle ne pourrait pas dormir, et elle s'apercevait qu'elle était assise sur cette pierre, dans cette cachette où d'autres assassins, d'autres criminels, d'autres malfaiteurs avaient apporté leurs angoisses, leurs halètements de bêtes fauves poursuivies par des chasseurs implacables.

« Comment pourrai-je dormir ici... pendant que mes bienfaiteurs sont enfermés dans une tanière pire que celle-ci ? » se demandait-elle, puis elle oubliait aussitôt cette question, et il lui semblait que la pierre remuait, que la grotte s'ouvrait, et qu'une figure barbue se montrait derrière le rocher...

Elle cherchait à se mouvoir, mais il n'y avait pas moyen ; puis elle oubliait tout, elle revoyait la brume argentée au fond du bois, la pyramide de Gonare, la tombe du géant...

Elle crut donc ne pas dormir, mais tout à coup, après avoir eu mille visions étranges, et erré péniblement dans la montagne, elle ouvrit de grands yeux et frissonna.

L'aube violacée éclairait la grotte. Annesa se leva et regarda par le soupirail. Silence profond. Le ciel était couvert ; de longs nuages blancs, pareils à des fleuves, barraient par places les vallées et les montagnes. Du fond du ravin monta un cri lamentable. Annesa se recula épouvantée.

D'autres heures s'écoulèrent. Elle s'assit de nouveau sur la pierre et attendit, immobile ; elle avait encore la fièvre, et, de même que dans son rêve elle avait cru marcher, et voir des choses réelles, malgré leur apparence effrayante, maintenant elle croyait rêver. Des visions confuses passaient devant ses yeux égarés. Dans un profil de la pierre bouchant l'ouverture, elle s'imaginait reconnaître le profil grisâtre du vieil asthmatique... Oui il était encore vivant, bien portant, et il était sur une chaise, devant la porte avec dom Simone et Zio Cosimu.

« ... Tout à coup il y eut un roulement de tambour, puis un autre, puis mille... On aurait cru la fin du monde, le jour du jugement dernier, quand Jésus-Christ descendra *à pied sur la terre* et que les montagnes voleront en éclats. Tous furent debout, comme des âmes prêtes pour le jugement... »

Assise sur le seuil de la porte, Annesa écoutait et éprouvait un vague sentiment de terreur. Elle ne croyait pas en Dieu, elle ne croyait pas au jugement universel, mais les paroles du vieillard l'épouvantaient.

Finalement Zio Castigu revint.

— Eh ! brigande, fit-il, en riant, tandis qu'il se glissait à plat ventre dans la caverne, en poussant devant lui une jatte fermée. Voilà les soldats !

— Zio Castigu, répondit Annesa, se comprimant à deux mains la poitrine, ne parlez pas de cette façon-là ; ce n'est pas le moment de plaisanter ! Dites-moi... dites moi...

Une fois entré, il se releva et lui tendit la jatte pleine de lait caillé.

— Dites-moi... dites-moi...

— Dom Pàulu n'a pas encore été arrêté, mais on le cherche partout... Et toi aussi, on te cherche ; on a fouillé toutes les maisons du voisinage, celle de Zia Anna, celle de l'abbé Virdis, celle de Franchisca Perra.

Annesa écoutait, les yeux tout grands ouverts, comme si elle était brusquement réveillée d'un rêve profond.

— Ou peut-il être, ou croyez-vous qu'il soit ?

— Eh, ma belle, je l'ai dans ma bourse, dit le pâtre, en mettant une main dans sa poche. Est-ce que je peux savoir, moi ? Bois un peu de lait ; mange ce morceau de pain.

— Racontez-moi, insista-t-elle, êtes-vous allé là-bas ?

— J'y suis allé ; j'ai causé avec l'abbé Virdis. Il croit qu'il n'y aura rien, puisqu'il *vous* considère tous comme innocents. Aujourd'hui deux médecins arriveront de Nuoro pour examiner l'état du cadavre. S'il ne s'est rien passé d'extraordinaire, il ne résultera rien. Dans quelques heures, mon neveu Ballore montera m'apporter des nouvelles. Je reviendrai.

*
* *

Elle mit le pain et le lait sur la pierre et ne mangea point.

Les mains sur les genoux, les yeux fixés au loin, elle resta de nouveau immobile, mais ne rêva plus.

« S'il ne s'est rien passé d'extraordinaire, il ne résultera rien... »

Les autres pouvaient avoir bon espoir ; elle n'espérait plus.

« *Ils* me cherchent, ils me cherchent, pensait-elle en frissonnant, et ils finiront par me trouver, ici ou ailleurs... Il vaut peut-être mieux que je m'en aille. Qu'est-ce que j'attends? *Lui*, le vieux, il parlera maintenant; il révèlera le secret aux médecins... C'est pour cela qu'on l'a déterré. Il parlera... il parlera... »

Et il lui semblait encore l'entendre.

« Ils me cherchent, ils me cherchent... On m'a cherchée jusque chez la vieille Zia Franchisca. Pauvre femme, que pensera-t-elle de moi? »

Elle revoyait alors une vieille femme malade, à qui elle portait souvent à manger et dont elle nettoyait le misérable taudis.

Autant le vieil asthmatique était irascible et mauvais, autant Zia Franchisca était bonne et patiente : chaque fois qu'Annesa lui portait quelque chose, la vieille lui baisait la main et versait des larmes de reconnaissance.

« S'il avait été comme elle? pensait la malheureuse. A présent que dira Zia Franchisca? Elle pleurera en se rappelant avec horreur qu'elle m'a baisé la main. »

Plus tard, dévorée de soif, elle but un peu de lait, et encouragée par le profond silence de cet endroit désert, elle passa la tête au dehors du soupirail et regarda longtemps au-dessus du précipice.

C'était une journée chaude : les falaises crayeuses de la côte paraissaient rapprochées, et dans toute la vallée on distinguait nettement chaque route, chaque buisson, chaque filet d'eau. Le long du versant de la montagne où elle se trouvait, on voyait seulement des ombres vagues, comme des voiles étendus sur les rochers; et le cri lamentable qu'elle avait entendu dès l'aube montait maintenant plus aigu et plus distinct; on aurait dit un cri humain.

Elle commençait à croire vraiment qu'il était poussé par quelque pâtre, quand elle aperçut deux hiboux qui avaient fait leur nid dans le creux d'un rocher. Les deux oiseaux se poursuivaient, en volant d'arbre en arbre; mais soudain, le plus gros hibou s'élevant dans l'air, fit comme un tour d'exploration, puis retomba et se remit à voleter autour de sa compagne qui l'appelait par son hululement plaintif, d'une tendresse sauvage. Puis les deux oiseaux montèrent jusqu'au hêtre le plus près de la grotte, et leur cri d'amour et de plaisir parut animer toute la solitude du vaste paysage endormi sous le ciel vaporeux.

Et Annesa repensa à son amant caché comme elle dans un lieu ignoré, et elle eut toutes les angoisses du bonheur perdu.

— On me condamnera... on m'emmènera bien loin, dans une prison obscure!

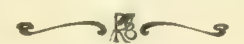
Là, elle se rappellerait son Paulu, comme les anges maudits se rappellent le Seigneur. Et plus rien, rien de lui, peut-être même pas sa pensée ne viendrait l'effleurer. Car il ne pouvait certainement pas penser à elle... assassine....

— Pourquoi ai-je fait cela? se demanda-t-elle, en tombant à genoux. Dieu a dit : « Tu ne tueras pas, tu ne forniqueras pas »... Moi, j'ai fermé les yeux à la lumière de Dieu, et je suis tombée comme tous ceux qui ne regardent pas où ils marchent...

Alors elle fondit en larmes et se frappa le front sur la pierre; mais déjà une lumière vague la rappelait vers un point éloigné, de même que la lumière du phare rappelle et guide le navigateur à travers les ténèbres et la colère farouche de la mer en furie.

A suivre. GRAZIA DELEDDA.

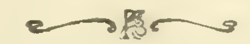
Traduit de l'Italien par M. ALBERT LÉCUYER.



LE VENT SEC

Oh! le grand vent du Nord dans la saison d'été!
Le vent, qui court sans trève, et boit l'humidité,
En tourbillons sans fin soulève la poussière,
Et, sous l'azur cruel, aveuglante lumière,
Déploie à tout essor son âpre cruauté!
Oh, le vent que l'on sent, même étant abrité,
Nous rendre, malgré nous, irrités et moroses!
Le vent dur, qui, passant sur tant de fleurs écloses,
En tarit les parfums et souffle sans odeur!
Ce vent que l'on déteste autant que la splendeur
Du grand ciel éclatant sans nuage et sans vie!
Je contemple, énervé, sur la route suivie,
Les herbes des chemins qui penchent leurs fronts [lourds,
Où la poussière a mis des couches de velours;
Et le soir, quand, là-bas, le soleil d'or se couche,
Et glisse lentement, moins clair et moins farouche,
Quand on attend le souffle embaumé de la nuit,
Le même vent rapide et glacé nous poursuit,
Et fait bruire au loin les moissons encor vertes;
Les fleurs, les pauvres fleurs qui s'étaient entr'ou- [vertes,
Pour laisser s'envoler leur âme, tendrement,
Dans la sérénité tiède d'un air clément,
Semblent vouloir fermer leurs corolles trop frêles;
Tels, des oiseaux frileux, qui replieraient leurs ailes!

CHARLES GRANDMOUGIN.



LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

JACQUES BARDOUX : *Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine. Les crises politiques.*

La discipline, une discipline acceptée, sollicitée, une discipline universelle, dominatrice des âmes, des corps, des institutions sociales, de l'État, une discipline tyrannique, et dont l'excès nous paraîtrait, n'est-il pas vrai, intolérable, tel est, au dire de Jules Huret, le trait qui caractérise l'Allemagne contemporaine. Voici maintenant que M. Jacques Bardoux nous le déclare : « De l'autre côté de la Manche, tout dans la société et dans l'individu est sacrifié à l'activité du vouloir discipliné. » Ces deux disciplines, l'allemande et l'anglaise, s'opposent l'une à l'autre et tirent de leur opposition comme une perfection nouvelle : conflit latent depuis les grands triomphes des armées germaniques, bientôt avoué, déclaré comme une autre guerre, barbare, impitoyable ; duel acharné dont il ne nous est point permis d'ignorer les passionnantes péripéties...

Jules Huret voit l'Allemagne sous l'aspect d' « un ancien contre-maître devenu patron, et dont les affaires prospèrent, quarante ans, haut en couleur, plein de santé et d'optimisme, père de nombreux enfants, actifs, unis, solidaires et soumis à l'autorité paternelle, sans fortune, et dépensant largement ses bénéfices pour améliorer son outillage et augmenter le bien-être et le confort des siens, s'endettant même un peu, sachant qu'il payera... ». Pourrait-on point dépeindre l'Angleterre sous la figure d'un opulent patron qui ne se souvient plus d'avoir été contre-maître, sexagénaire apoplectique, fier, orgueilleux excessivement, père d'une famille nombreuse, mais trop dispersée, fort de ses héritages et de ses réserves accumulées, menant grand train, inquiet cependant, inquiet parce que ses forces, qui ne déclinent pas encore, ne s'accroissent plus, parce que la concurrence manifeste une heureuse audace, inquiet parfois jusqu'à l'énervement, parce qu'il n'est pas sûr du lendemain... Tel est en effet le personnage que l'on découvre par delà les pages de Jacques Bardoux, tel le personnage dont Jacques Bardoux, praticien méthodique, observe les gestes, les paroles, les habitudes, mesure l'énergie, suppute les chances de survie...

Ces chances sont grandes : soupçonnait-on la souplesse de ce vigoureux sexagénaire ? le savait-on si prompt à lâcher ses encombrantes traditions, à inaugurer de nouvelles méthodes ? Sa maturité, proche, disaient ses rivaux, de la vieillesse, semble reverdir ; en lui nous discernons des symptômes de rajeunissement ; et son évolution s'accommode de tendances libérales, généreuses, et qui commandent, avec la confiance, la sympathie.

Le livre de Jacques Bardoux est clair, précis, d'une concision louable encore que surabondant de faits et d'idées. Heureux privilège de quiconque ose un persévérant effort ! Un historien entreprend une œuvre un peu vaste : la multitude des faits l'éblouit d'abord ; sa méthode hésite, son style, incertain, se dérobe ; peu à peu cependant la précision s'introduit en son œuvre ; une impérieuse ordonnance s'affirme, que met en relief l'exacte adaptation de la forme... Jacques Bardoux analyse les *Crises belliqueuses*, puis les *Crises politiques* de l'Angleterre contemporaine : son premier volume n'était point négligeable ; le second allégé, clair, précis, concis, respire une force alerte, sûre d'elle-même... Pourquoi donc Jacques Bardoux écrit-il encore :

> « Au milieu de l'année 1901 les couronnes de fleurs échangées entre l'Allemagne et l'Angleterre étaient singulièrement défraîchies et du tombeau qui allait se fermer, provisoirement du moins, sur les admirations défuntes, sortait timidement la pousse fragile d'une autre sympathie naissante. »

De pareilles phrases sont rares en ce livre : Jacques Bardoux se défie des images, de l'affectation, des pompes académiques ; il écrit avec justesse, avec simplicité ; il nous donne un livre un peu austère mais attrayant, convaincant, d'un extrême intérêt.

* * *

Certes l'Angleterre contemporaine — ne considérons avec Jacques Bardoux que l'Angleterre politique — manifeste une surprenante faculté de renouvellement ; elle y a quelque mérite : on pouvait craindre les effets de l'exemple et des menaces allemandes, redouter le renforcement des tendances ataviques les plus hostiles au progrès, prévoir une politique de surenchère réactionnaire et guerrière... c'est l'écrasement de l'impérialisme agressif que signifient les élections fameuses de 1906. Certes, le peuple anglais fit preuve d'une sagesse admirable : il sortait d'une crise où ses instincts combattifs avaient été rudement provoqués, ses inquiétudes les plus légitimes surexcitées — Jacques Bardoux ne nous signale-t-il point une véritable panique ? — Nous ne savons point assez en France quelles fibres profondes du peuple anglais la rivalité allemande atteint et blesse : violences des intellectuels : depuis que Treitschke se fit une retentissante popularité en préconisant une offensive résolue — « Nous avons réglé, assurait-il, nos comptes avec la France et l'Autriche. Le règlement de comptes avec l'Angleterre est encore à trancher : ce sera le plus long et le plus difficile ». — Une armée de professeurs et

de publicistes élabore les arguments de l'anglophobie germanique, aiguillonne les rancunes, les jalousies, exalte l'orgueil national : « La Grande-Bretagne, écrit l'un, s'est révélée comme un ennemi systématique et plus persistant pour l'Allemagne que tous les Huns, Français, et Pandours impériaux réunis ; que dis-je ? pire même que la peste. Car la peste n'emporte qu'une génération ; tandis que la Grande-Bretagne a lâché sa meute contre le peuple allemand, à plusieurs reprises, toutes les fois que nous avons essayé de nous ressaisir et de reprendre le souffle. » — « Sans aucun doute, proclame un autre, le peuple allemand tient le premier rang dans les arts et dans les sciences. » — « Nous sommes certainement, affirme un troisième, le meilleur peuple guerrier du monde. Nous sommes les meilleurs émigrants, les meilleurs marins, même les meilleurs marchands. Le monde moderne nous doit, à nous autres Allemands, à peu près tous les grands succès qu'il peut étaler. L'avenir est à nous, car nous sommes la jeunesse... » La presse anglaise riposte, avec quelle acrimonie indignée ! Ah ! parcourez les collections des *Macmillan's Magazine*, *Pall Mall Magazine*, *Contemporary Review*, *Fortnightly Review*, *National Review*, *Monthly Review*, *Quarterly Review*, *Nineteenth Century*, du *Times* enfin ! Affligeantes, inquiétantes polémiques, qui sont comme la rançon de notre civilisation superficielle et précaire ! Parade brutale, qui ne doit point nous détourner d'apercevoir le drame réel.

Les ingénieurs, les inventeurs, les commerçants, les armateurs, les financiers guident à l'assaut les forces allemandes ardentes, patientes, résolues, sûres de vaincre : l'obstination méthodique de l'Allemagne l'emporte sur la volonté disciplinée de l'Angleterre : le triomphe économique de l'Allemagne, rapide, décisif, surprend, affole l'Angleterre : clientèles conquises, marchés inondés de produits germaniques, flottes improvisées, qui envahissent les mers et jusqu'aux ports anglais, stagnation des exportations britanniques, progrès inouï des exportations allemandes, où s'arrêtera la marche victorieuse des uns, le recul des autres ? Étudiez dans le détail la défaillance anglaise, approfondissez l'état des industries qui firent la puissance de l'Angleterre, industries métallurgiques, industries textiles, le coton, le charbon, les constructions et transports maritimes ; voyez les chiffres : les statistiques éclairent de surprenantes lueurs ces drames gigantesques qui dominent désormais la vie des peuples. Jacques Bardoux multiplie les chiffres ; il interprète en les multipliant, les statistiques : concluez avec lui : « Il est possible maintenant d'envisager dans toute son ampleur cette bataille formidable. Tous ses plans apparaissent successivement devant les yeux : les lignes déjà enfoncées par l'ennemi, d'autres déjà atteintes, toutes menacées... »

Sera-ce la déroute ? la débâcle économique, présage d'un sanglant écrasement, que déjà la presse d'outre-Rhin annonce, et d'avance glorifie ?

Orgueil blessé, prospérité compromise, pertes matérielles sensibles non seulement aux chefs d'industries et aux exploiteurs du négoce international, mais aux masses ouvrières décimées au profit de l'armée grossissante des sans travail, impôts dont le poids s'alourdit sans mesure, armements, demain peut-être le service militaire obligatoire — irritation, colère grandissante, comprenez-vous la furieuse « poussée germanophobe » qui ébranle l'Angleterre tout entière ?

Et voici la tentation ; l'impérialisme britannique relève le défi du pangermanisme : les prophètes de l'impérialisme — quel étrange mysticisme enveloppe leurs discours ! — parlent la langue la plus propre à séduire l'imagination anglaise, à l'émouvoir, à lui suggérer les images instigatrices d'action : l'empire ! l'empire unifié ! quelle vision de gloire ! quel rêve d'irrésistible puissance ! de quels sacrifices l'Angleterre ne paierait-elle point le définitif avénement de sa suprématie mondiale ! Un poète, un homme d'État, l'un et l'autre éloquent, hardi, populaire exaltent ce rêve : l'Angleterre vaincra par les armes : une barrière de douanes l'isolera du reste du monde.....

Pourtant ni l'impérialisme, ni les tendances guerrières, ni le protectionnisme ne triomphent : la coalition d'intérêts et de sentiments imaginée par Chamberlain échoue piteusement ; et sans doute certaines de ses théories renaîtront, et peut-être un jour prochain détermineront les votes des électeurs anglais : l'échec — provisoire — du programme total est le sûr indice d'une orientation nouvelle de l'opinion et du mouvement social britannique.

Et voici en effet une Angleterre que nous ne connaissions point, qu'il est urgent que nous connaissions, une Angleterre qui force, non plus notre admiration défiante, mais notre curiosité sympathique.

Germanophobie — gallophilie, les deux termes, qui ne s'appellent point nécessairement — et les Anglais longtemps nous le firent bien voir — se rencontrent souvent : une attraction réciproque les rapproche dans la pensée et les discours des hommes. Ennemis des Allemands, les Anglais découvrent la France ; ils lui témoignent — c'est ainsi — des égards, une tendresse qu'on n'attendait point d'eux..... S'il est banal de louer l'entente cordiale, il ne l'est point d'en rechercher les origines, et de signaler et de prouver l'initiative de l'opinion anglaise : Jacques Bardoux nous apporte cette preuve. Jacques Bardoux, qui ne se contente point de compulser des livres, des journaux, des statistiques, mais pratique les

hommes et recourt à l'observation directe, nous conte des anecdotes ; il a raison : qu'elle est donc significative cette curiosité d'étudiants, de professeurs, hier encore ignorants de notre littérature, de notre politique et de nos aspirations sociales, et qui s'éprennent de nos écrivains, de nos idées, de nos programmes ! Cela est nouveau, tout autant que cet irrésistible mouvement d'opinion qui empêche un ministère unioniste de conclure une entente avec Berlin et avec la France.....

Ceci ne l'est pas moins : un radicalisme démocratique, véritablement, résolument démocratique paraît en Angleterre, et dès son apparition, emporte l'immense majorité des suffrages : fait capital, dont le premier en France, Jacques Bardoux s'efforce d'expliquer la genèse et d'établir les conséquences ; éteinte l'ardeur réformatrice du vieux parti conservateur ; absorbée par les lois scolaires, militaires, douanières, l'attention de la coalition économiste, il sembla que l'Angleterre se désintéressait des réformes sociales ; mais voici que les libéraux évoluent brusquement ; à la doctrine conciliante et aristocratique des Whigs, à la raideur abstraite et bourgeoise des économistes « libéraux », une gauche nombreuse substitue tout un programme de revendications humanitaires : la foule suit, car « il est impossible et inutile de résister à l'évolution intellectuelle et sociale, qui, sous l'action des Carlyle et des Ruskin, des Dickens et des George Éliott a détaché l'Angleterre de l'idéal individualiste, et a constitué, avec les coopératives, les trade-unions et les municipalités socialistes, les lignes générales d'une société nouvelle, où l'harmonie des forces groupées remplacera l'impuissance des agitations individuelles ». On ne résiste pas à l'évolution : l'évolution, en 1906, donne la majorité aux radicaux ; l'évolution leur assure le concours d'un fort contingent de députés ouvriers ; radicaux-démocrates, socialistes, la question de l'organisation de la propriété les sépare, ou plutôt les séparera.,. un jour : pour l'instant, ils collaborent avec ce sens des réformes pratiques, cette entente des nécessités immédiates qui distinguent entre tous le politicien anglais, fût-il collectiviste. Ils collaborent, ils sont l'Angleterre officielle : leur avènement déplairait-il aux démocrates de ce pays-ci ?

*
* *

Jacques Bardoux, qui tient peut-être de ses maîtres et de ses amis anglais son goût de la réalité concrète, évoque les incidents notoires de la propagande libérale : imaginez, dans la banlieue de Londres, par-delà les derniers alignements de maisonnettes roses et noires, toutes semblables, si tristement semblables, si monotonement roses et noires, l'afflux de douze mille électeurs ouvriers ; cette foule envahit le hall vitré d'Alexandra Palace et s'y entasse : l'état-major du parti est bien représenté : auprès de sir Henry Campbell-Bannerman, la fille de lord Rosebery, qui est un Reynolds vivant : sir Henry parle avec la rondeur joviale d'un gentleman militaire et l'autorité d'un soldat qui a fait ses preuves. M. Winston Churchill improvise avec le joyeux entrain d'un politicien novice à qui les plus hautes charges sont promises. M. Lloyd-George escalade la tribune et épand sur l'auditoire attentif les périodes ampoulées de sa brutale éloquence. M. Chas. Fenwick, un rude ouvrier mineur, se fait écouter en commentant des chiffres... Tout cela est bel et bien ; l'événement de la journée est le discours du docteur Clifford, « le grand pasteur baptiste ». L'admirable discours ! l'étonnante éloquence ! « éloquence prophétique d'un visionnaire » ! éloquence vengeresse, et qui soulève contre le Parlement des clameurs irritées : lutter contre la majorité unioniste, c'est lutter « pour la vérité, pour *la vieille Angleterre*, pour *Dieu* ! »... Avec quel enthousiasme ces ouvriers entonnent à l'appel du docteur les vieux hymnes libre-échangistes :

Dieu bénisse notre terre natale !
Puisse la main protectrice du ciel
Encore garder notre rive !
L'ennemi être transformé en ami,
Et les droits de la Grande-Bretagne
Ne plus dépendre de la guerre !
Puissent des lois justes et charitables

Soutenir la cause publique
Et bénir notre île !
Demeure des hommes braves et libres,
Terre de la liberté,
Nous prions pour que sur toi encore
Le ciel leur puisse sourire.

Ou encore :

Quand sauveras-tu ton peuple
O Dieu de pitié, quand ?
Le peuple, Dieu, le peuple
Non pas des trônes et des couronnes, mais des hommes !
Ils sont, ô Dieu, les fleurs de ton cœur ;
Ne les laisse pas, comme des herbes,
Passer pour toujours ;
Ne laisse pas leur héritage passer
Comme un jour sans soleil ;
Dieu sauve le peuple !

Marseillaise résignée, internationale, idéaliste, pleurarde, lamentablement cléricale... qu'en pensent nos socialistes ? Les douze mille ouvriers londoniens chantent, avec quelle ardeur sombre et lente ! « Sous ce hall de verre, la vieille âme puritaine, qui a donné à la nation anglaise toute sa grandeur et

toute sa force, chantait dans ces milliers de voix, avec l'éternelle jeunesse des choses immortelles ! »

La vieille âme puritaine ! ne nous y trompons point, c'est elle qui anime les masses radicales et socialistes de l'Angleterre contemporaine : leur évolution — et ce double caractère prouve combien elle est décisive — est à la fois religieuse et politique : la doctrine démocratique est l'évangile nouveau que vivifie l'antique besoin de croire. L'élan démocratique coïncide avec le « revival » gallois, le soudain réveil des ferveurs non conformistes, les croisades « anti-romanistes » et anti-catholiques.

Angleterre nouvelle, dont nous saluons avec espoir l'apparition, hommes nouveaux, surgis du sol à l'instant précis où le gouvernement aristocratique hésite et faiblit, démocrates à qui nous devons l'entente cordiale, combien de liens vous rattachent à la vieille Angleterre, aux hommes d'autrefois, aux puritains fanatiques ennemis-nés des Français incroyants et légers !

*
* *

Les innovations du présent, les survivances du passé, les courants complexes et souvent contradictoires de l'opinion, les colères, les enthousiasmes, les partis-pris, les crises d'inquiétude, les paniques, les volontés arrêtées du peuple le plus politique, le plus religieux, le plus résolu, quel ample sujet ! Jacques Bardoux en est enfin maître ; il domine son sujet, il l'organise, le fait vivre à nos yeux, et sans doute n'a-t-il pas la prétention d'en épuiser toute la profondeur ; ce n'est point une histoire complète de l'Angleterre contemporaine qu'il compose ; mais il prétend ne rien négliger de ce qui éclaire la transformation de la vie et de la mentalité britanniques ; il ne néglige ni un fait, ni une idée, ni un homme... ainsi se justifie le titre un peu ambitieux de ses études ; c'est bien la psychologie du peuple anglais contemporain dont il dessine avec une application heureuse, avec une sûreté, une aisance, un talent croissants les lignes essentielles ! c'est bien la psychologie du peuple anglais... Puisse toutefois Jacques Bardoux n'abuser point de ce terme d' « histoire psychologique », que sa préface ne parvient point à élucider : cet adjectif joint à ce substantif demeure obscur, inquiétant, et l'on voit de reste à quelles chicanes s'expose l'écrivain qui les prend pour devise.

Lucien Maury.



LA RANÇON

L'occupation de Casablanca, les infatigables agressions des Marocains contre les troupes de débarquement émeuvent singulièrement l'opinion. C'est que de si graves événements se produisent dans cette Afrique du Nord, où, depuis Prévost-Paradol, nous sommes accoutumés à voir le champ d'expansion de la race française. C'est ensuite que, malgré ses débuts anodins, cette expédition peut amener de terribles complications.

La politique coloniale n'a cessé d'être l'entreprise aventureuse de la troisième République, qui, à l'exemple de la monarchie de juillet, demanda aux incursions lointaines quelque lustre militaire. La légitimité, comme l'utilité, de ces conquêtes a fait l'objet de vives discussions, jamais closes. Voici que le Congrès socialiste international de Stuttgard vient de renouveler ces débats, en condamnant l'action des gouvernements européens dans les continents noir et jaune.

On conçoit que ces tentatives exotiques s'expliquent par l'intérêt des vieilles nations, contraintes de s'agrandir pour tenir tête aux jeunes États abondants en population et en territoires, Russie, États-Unis, etc., et conserver leur prestige traditionnel. Mais, dans le désir de justifier l'emploi de la force, c'est l'intérêt même des peuples assujettis que l'on invoque ; ils ont besoin, dit-on, de tuteurs, pour s'engager dans la voie du bien-être et de la civilisation. Cette thèse, évidemment, est contestable.

Les Européens savent à merveille instaurer la loi du travail dans les possessions qu'ils annexent. Ils y font pénétrer peu à peu l'idée, peut-être le goût, de la science. Mais oseraient-ils prétendre qu'ils procurent aux indigènes un sort plus heureux, une plus grande somme de bonheur ?

*
* *

Le propre de notre civilisation, c'est de ne reconnaître le droit de vivre qu'à ceux qui, par leur travail (ou par le travail accumulé, dénommé capital) participent à l'œuvre de production.

Mais à quels labeurs pénibles, ingrats, odieux, n'assujettit-elle point des milliers de pauvres diables ? La condition de l'ouvrier des mines est-elle préférable à celle de l'Arabe, soucieux seulement de l'éclat du soleil et de la fraîcheur de l'oasis ?

Les Orientaux, les Asiatiques les plus instruits de nos mœurs n'envient en rien notre régime. Ils ne comprennent pas que nous consentions à vouer à l'effort acharné, incessant, une vie éphémère. Ils jugent le bien-être auquel nous visons tout à fait disproportionné avec la peine prise pour l'acquérir. Ils estiment que nous nous illusionnons, que nous sommes dupes.

Et, en vérité, l'homme d'affaires qu'est, par excellence, le contemporain civilisé, vit accablé de responsabilités, de préoccupations, d'un surmenage qui rendent sa carrière peu attrayante. Non moins décevante semble l'existence de l'intellectuel, dont les instants se passent à charger sa mémoire, ou à tendre et forcer son intelligence.

L'effort excessif auquel se laissent entraîner la plupart d'entre nous les expose à un affaiblissement prématuré. De sorte que les carrières les plus laborieuses, les plus dignes de respect, sont parfois celles qui se terminent de la plus affligeante façon.

Il est bien vrai que les peuples contents de vivre au jour le jour encourent de terribles châtiments : famines épidémies, etc... Mais la civilisation ne nous préserve pas des grands fléaux naturels; elle en suscite qui lui sont propres : guerres nationales, neurasthénies et tuberculoses nouvelles, etc... Et à quelle détresse effroyable ne réduit-elle point ceux qu'elle prive de travail, les inévitables et innombrables chômeurs !

*
* *

Le bonheur n'est nullement en proportion de l'effort. Voilà l'une de ces vérités qui, pour n'être point scientifiques, établies par de sûrs raisonnements et expériences, pour être empiriques, n'en sont pas moins assurées d'une créance générale. Car la sagesse des nations, dit-on, les atteste. Un lot congru de bonheur paraît dévolu à l'homme, qu'il ne lui est guère loisible d'accroître.

Le parallèle est banal des humbles, possesseurs d'une tranquille sécurité, et des puissants de la terre, menacés des pires catastrophes, tels ces rois de notre époque, que guette à toute heure le poignard ou la balle. La roche tarpéienne est toujours auprès du Capitole. On objectera sans doute que la position sociale non plus n'est point une résultante du travail, et qu'un artisan peut avoir montré plus de mérite à acquérir sa petite aisance qu'un souverain son trône.

Mais considérez un paysan de faible développement intellectuel. Il ne connaît point, au cours de son existence, de joies très intenses. En retour, les épreuves inévitables lui échoient fort atténuées. Une paisible médiocrité, tel est son destin.

Voici au contraire un esprit de forte trempe, qui s'est évertué sans relâche à l'exercice de sa pénétration, à l'affinement de sa sensibilité. Il découvre un ordre de jouissances ignoré du commun des hommes : compréhension de la beauté éparse dans les formes et les couleurs, de l'œuvre réalisée par les siècles passés et les grands hommes de tous les âges, élévation aux grandes conceptions qui président à l'évolution des peuples... Mais, plus vulnérable que le vulgaire, il est enclin à des souffrances autrement aiguës et nombreuses.

C'est pourquoi le génie est un don si dangereux, et qui frappait, dit la légende, d'une sorte de religieux effroi les familles chez lesquelles il apparaissait, les parents du jeune prodige. Songez à la fin expiatoire des Césars, jusqu'à Napoléon, ou de penseurs d'élite, depuis Socrate. Voyez par leurs mémoires ou leurs pensées à quels excès de désespoir passionné s'emportèrent un Benvenuto Cellini, un Berlioz, à quel amer désenchantement succombèrent un Pascal, un Lamennais, et combien d'autres, dont la puissante intellectualité impliqua le privilège de boire jusqu'à la lie le calice de la douleur humaine.

« Laisse-la s'élargir cette sainte blessure
Que les noirs séraphins t'ont faite au fond du cœur.
Rien ne nous rend si grand qu'une grande douleur. »



Il est bien vrai qu'aucun effort ne peut procurer un bonheur durable, qu'une faveur imprévue semble appeler la rigueur du sort. Qui n'a ouï cette explication, donnée à une infortune : « Il était trop heureux, cela ne pouvait se prolonger. » Qui n'a ressenti ce genre d'inquiétude, que donne un bonheur inattendu ?

Il semble qu'une dure alternance soit la loi de la vie. De même que, dans le règne physique, toute action détermine une réaction, dans les sphères sociales tout événement heureux semble avoir un contre-coup fâcheux, et dans le domaine psychologique, tout état affectif satisfaisant paraît provoquer un état douloureux.

« La joie a pour symbole une plante brisée,
Humide de rosée et couverte de fleurs. »

Cette conviction est si répandue que bien peu s'indigneront des coups du sort, s'ils succèdent à un essor de prospérité ; et que, si la fortune leur sourit, ils se demanderont quelle sera, le lendemain, la rançon.

Bien des sages, depuis Épicure, ont inféré de semblables constatations qu'il était vain d'agir, vain de s'émouvoir. Puisque l'expansion du moi, dans un monde naturel et humain étranger à la loi de justice, multiplie les occasions de friction, de heurt, de douleur, pratiquons une modération qui confine à l'apathie. Puisque la faculté de s'émouvoir est avant tout la faculté de souffrir, dressons-nous à une souriante indifférence, à une savante insensibilité.



Mais si l'effort, si la civilisation, qui n'est que la somme des innombrables initiatives individuelles passées et présentes, ne conduisent pas au bonheur, est-ce une raison de les réprouver, de les taxer de folie ?

Chaque être, dit le philosophe, a pour irréductible tendance, pour devoir, de persévérer dans son être. La conscience de son imperfection, la volonté d'atteindre à une vie plus intense, c'est là toute sa dignité.

Le temps n'est plus où l'on prisait un homme d'après son rang, que lui assignait sa naissance. De nos jours nous accordons plus d'estime à l'humble qui travaille, qu'à l'oisif, qui jouit de son confort. Nous jugeons néfaste, digne de toutes les déchéances, une classe qui se contente du bien-être, sans se plier à l'effort en vue d'ambitions, gênantes peut-être, mais généreuses.

La logique demande, qu'à moins de s'anéantir dans le nirvanâ, l'on tende à une vie plus frémissante : et alors se trouvent exaltées, avec les puissances de comprendre, d'agir et d'admirer, celles de souffrir.

Dans cette inefficacité pratique, dans cette inaptitude à procurer le bonheur, réside la rançon de l'effort, la grandeur de notre civilisation aussi, et par là son droit — si droit il y a — à l'expansion.

Jacques Lux.

Le Propriétaire Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 12 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 21 SEPTEMBRE 1907

PAUL-FRANÇOIS DUBOIS

Les portraits littéraires et politiques dont nous commençons aujourd'hui la publication sont extraits des *Souvenirs inédits* qu'a laissés M. Dubois de la Loire-Inférieure.

C'est à peine si la génération actuelle connaît ce nom, et pourtant, il ne faut pas craindre de le dire, M. Dubois a été l'un des esprits les plus riches et l'un des caractères les plus intrépides du dernier siècle. Il y a marqué sa place dans la politique et dans les lettres, et, si cette place n'a pas été plus haute, s'il n'y a pas brillé tout à fait au premier rang, il ne l'a dû qu'aux scrupules de son esprit, et à une certaine défaillance de sa volonté.

« Dubois, dit son éminent collaborateur et ami, M. Vacherot, n'a pas donné toute sa mesure. Il n'a pu montrer que par des improvisations de parole et de style ce qu'il était capable de faire en œuvres de longue haleine, s'il n'eût pas dépensé les ressources, on peut dire les trésors de son esprit en conversations fugitives et en méditations solitaires, dont bien d'autres auraient fait des livres (1). »

Né à Rennes, le 2 juin 1793, dans une famille modeste et presque pauvre, mais dans laquelle une sévère discipline morale et un profond sentiment du devoir s'alliaient au plus ardent patriotisme, Paul-François Dubois montra, dès sa jeunesse, une rare intelligence et une aptitude presque égale pour les sciences et pour les lettres.

Admis comme élève boursier au lycée de Rennes, il en sortit chargé de couronnes. Après une certaine hésitation, ce fut dans la section des lettres qu'il se présenta à l'École normale que l'empereur venait d'organiser, et il fit partie de la première promotion provisoirement installée dans les combles du lycée Louis-le-Grand. Ce fut là qu'il reçut les leçons de Cousin et de Villemain, qui, à peine plus âgés que leurs élèves, y enseignaient déjà avec autorité.

Nommé, au sortir de l'École, régent de troisième et de mathématiques au Collège de Guérande, puis, bientôt après, professeur de rhétorique à Falaise, il eut pour collègue, dans cette dernière ville, Philibert Damiron, avec lequel il se lia d'une étroite amitié, et qui devint, comme il le dit lui-même, « sa seconde conscience. » Damiron le mit en rapport avec Jouffroy, qui, comme il le dit encore, fut bientôt pour lui « un frère d'affection ». Ce furent les deux souveraines amitiés de sa vie.

Professeur de seconde à Limoges, de rhétorique à Besançon et bientôt à Paris, au lycée Charlemagne, il y eut pour élève Sainte-Beuve, et ne fut pas sans influence sur l'esprit de l'illustre critique. Un brillant avenir s'ouvrait pour lui dans l'enseignement, lorsqu'il fut victime de la réaction politique et religieuse qui supprima l'École normale et frappa, en même temps que lui, Cousin et tant d'autres excellents maîtres. Il fallait vivre : la persécution le fit journaliste, et avec le concours de son compatriote Pierre Leroux, il fonda le *Globe*. On sait quelle influence cette feuille a exercée sur les jeunes générations qui arrivaient alors à la vie littéraire et politique. M. Dubois avait su grouper dans sa rédaction l'élite des esprits. En France, le *Globe* fut « l'organe nécessaire d'un sentiment qui attendait sa

(1) VACHEROT. *Notice sur Paul-François Dubois*. Paris, 1875.

sérieuse expression ». Son action s'étendait jusqu'à l'étranger. Goëthe, en Allemagne, Manzoni en Italie, ne lui ménageaient pas les éloges, et applaudissaient à son succès. Purement littéraire d'abord, puis bientôt politique, le *Globe* influa réellement sur le sort de la dynastie, et prépara la Révolution de 1830. A la veille des journées de juillet, un procès retentissant valut à M. Dubois une condamnation à trois mois de prison. Mieux eut valu l'écouter que le frapper : il n'avait pas achevé sa peine, que Charles X avait pris le chemin de l'exil.

La Révolution, que, malgré la vivacité de ses attaques, M. Dubois ne souhaitait pas, fit du journaliste un député. Appelé par les électeurs de la Loire-Inférieure à les représenter à la Chambre, il y vint siéger au centre gauche, près de Dufaure et de Vivien, qu'il avait en particulière estime, et ce mandat lui fut constamment renouvelé par ses électeurs pendant le règne de Louis-Philippe. Longtemps secrétaire de la Chambre, influent et écouté dans les Commissions et dans les groupes, abordant de temps à autre la tribune pour y développer des idées profondes ou y donner des avertissements salutaires et parfois prophétiques, il ne rechercha pas le pouvoir, et sans jamais attaquer la dynastie, ne cessa de combattre avec indépendance et mesure une politique qu'il jugeait trop peu libérale à l'intérieur, et trop effacée au dehors.

En même temps, il avait été élevé aux plus hautes fonctions universitaires, nommé inspecteur général de l'Instruction publique, membre du Conseil supérieur, professeur de littérature à l'École polytechnique, et quand Cousin dut quitter la direction de l'Ecole normale pour entrer au ministère, ce fut M. Dubois qu'il appela à lui succéder.

L'éducation était la vocation véritable de M. Dubois. Il aimait passionnément la jeunesse, et sa grande érudition, son vigoureux esprit et son âme élevée semaient à pleines mains parmi elle les germes des idées fécondes et des généreux sentiments.

Combien de ses anciens élèves et des plus distingués, Taine, Gréard, le cardinal Perraud et tant d'autres aimaient à rappeler tout ce qu'ils devaient à leur maître !

« Nul, dit encore M. Vacherot, n'a laissé dans le cœur de l'Université, maîtres et élèves, un souvenir aussi cher et aussi profond (1). »

M. Dubois n'était pas rentré à la Chambre après la Révolution de février. Le pouvoir régulier, qui succéda au gouvernement provisoire, crut devoir lui enlever, avec l'inspection générale, la direction de sa chère école. Le 2 décembre le chassa du Conseil supérieur de l'Instruction publique. Après avoir occupé tant de hautes fonctions, il était ainsi presque subitement condamné à une retraite absolue.

(1) Vacherot, *Ibid.*

Il s'y renferma avec dignité et résignation et n'en sortit plus pendant les vingt-cinq années qu'il vécut encore. Ce fut seulement en avril 1870, peu de temps avant sa mort, que l'Académie des Sciences morales et politiques alla l'y chercher, pour l'appeler dans son sein comme membre libre.

Mais si M. Dubois était désormais privé de toute fonction, il n'avait rien perdu de l'activité de son esprit; la sève féconde qui fermentait dans cette nature à la fois puissante et sensible ne tarit jamais.

Il lisait et écrivait beaucoup; il recueillait ses souvenirs et revoyait par la pensée tous les grands événements qu'il avait traversés, tous les hommes illustres qu'il avait rencontrés sur son chemin et combien n'en avait-il pas connus ! *Le Globe* l'avait mis en relations avec toute la brillante jeunesse, poétique, philosophique et littéraire de la Restauration, Victor Hugo et Lamartine, Cousin, Jouffroy et Damiron, Benjamin Constant, Thiers et Guizot, Sainte-Beuve, Rémusat, Vitet, etc. Il lui avait ouvert les salons les plus brillants de la société parisienne, ceux de Mme de Chatenay, de la duchesse de Broglie, de Mme Récamier.

Lié avec son illustre compatriote Chateaubriand, il avait assisté, à l'Abbaye au Bois, à la lecture des *Mémoires d'Outre-Tombe.* Il avait beaucoup connu Lamennais et une étroite amitié l'unissait à Beranger. Ses fonctions de député lui avaient permis de voir et de juger tous les hommes politiques de la première moitié du XIXe siècle. Le duc d'Orléans l'avait en haute estime ; et la duchesse d'Orléans n'avait pas dédaigné de prendre ses conseils pour l'éducation des jeunes princes.

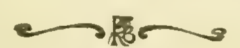
« Mêlé à toutes les grandes ou intéressantes choses de son temps, connaissant à fond tous les hommes qui ont joué un rôle sur la scène de ce monde si agité et si brillant, avec ce coup d'œil pénétrant et sûr dont l'imagination redoublait l'intuition sans la fausser, avec ce tact naturel aux âmes sympathiques qui sentent au premier contact ce qu'il y a de sincère et de faux, de noble ou de bas, de délicat ou de grossier au fond des personnages que l'on rencontre, Dubois était certainement un des esprits du XIXe siècle qui connaissait le mieux les hommes et les choses. Il pouvait parler de tout et de tous, de manière à intéresser ou à instruire (1) ».

Il eût pu aisément écrire de curieux mémoires; il n'a laissé que des souvenirs détachés. Quelqu'un des hommes illustres qu'il avait connus venait-il à

(1) Vacherot, *Ibidem.*

mourir, un livre nouveau rappelait-il l'attention sur l'un d'entre eux, immédiatement il prenait la plume et écrivait ce qu'il savait de lui, avec une verve toujours incisive, une connaissance des hommes où la malice se mêle à la finesse. C'est ainsi qu'il a laissé un grand nombre de portraits ressemblants et vivants. Sans doute, ce sont plutôt des improvisations et des ébauches que des œuvres achevées, mais j'oserai dire que cela même ajoute à leur valeur, car l'auteur ne les écrivait que pour lui-même, sans aucune arrière-pensée de publicité, et se laissait aller sans réserve à toute la sincérité de sa pensée et à toute l'indépendance de son jugement. Ils apportent certainement sur les hommes illustres du dernier siècle le témoignage impartial de l'un des esprits les mieux informés et les plus avisés que ce siècle ait produits.

Adolphe Lair,
Correspondant de l'Institut.



BÉRANGER

18 juillet 1857. — Avant hier, à 5 heures du soir, Béranger est mort, après trois mois de vives souffrances. Sa fidèle et bonne Judith l'avait précédé, à peu près d'autant de mois. Le coup qu'il a reçu de cette séparation a achevé de briser une vie déjà chancelante depuis plus de deux ans environ. Aux prévenantes attentions de l'Impératrice, s'informant chaque jour de la santé du malade par son secrétaire des commandements, Damas-Hinard, à l'affectation que mettait Billault à se faire inscrire à la porte du malade, il était facile de prévoir que l'Empereur songeait à s'emparer du mouvement populaire que causerait cette mort pour l'étouffer par prévoyance, et, si possible, la détourner à son profit. A peine, en effet, la mort était-elle annoncée, qu'une note adressée à tous les journaux, avec ordre de la publier, déclarait que les obsèques du *poète national* (*sic*) seraient célébrées aux frais de la liste civile, l'Empereur tenant à honorer d'un témoignage à la fois public et privé la mémoire du chantre inspiré des gloires impériales, qui avait si fort contribué à entretenir le souvenir et le culte de Napoléon Ier, et par là (on ne le dit pas, mais cela se déduit des paroles mêmes) préparé l'avènement du second Empire. En même temps, les murs se couvraient (le mot est juste, à la lettre) d'une proclamation du préfet de police *Piétri*, lequel prévenait la population de Paris, qu'il était instruit que des hommes de désordre avaient formé le dessein de transformer le deuil public en une manifestation coupable. En conséquence, le cortège se bornerait aux *députations officielles* et aux personnages appelés par lettre de convocation. Dès le matin 8 heures, la garde de Paris, infanterie et cavalerie, quittait ses casernes; d'autres troupes, ligne, chasseurs de Vincennes, carabiniers, chasseurs à cheval, allaient également prendre position, les uns à la place de la Bastille, autour de la colonne de Juillet, les autres sur le boulevard, aux abords de la maison, du cimetière, et sur divers points des rues qui y conduisent. Le reste de la garnison était consigné dans les quartiers, et pas un soldat, et en particulier pas un garde de Paris ne se montrait dans les rues. Y avait-il, en effet, quelque dessein d'une manifestation hostile? Le poète des grandeurs et des infortunes de l'Empire était aussi le chantre de la Liberté, le railleur impitoyable des superstitions, le courtisan ingénieux du peuple et le consolateur de ses misères. On pouvait aisément réveiller à la fois tous ces souvenirs autour de son cercueil, et dans le cortège immense qui se formerait en colonne serrée derrière le char, comme aux grandes funérailles sous la Restauration et sous Louis-Philippe, faire sortir l'expression énergique de ces divers sentiments, faire ainsi, pour ainsi dire, une revue de l'armée libérale, écoles, ateliers, peuple, bourgeoisie.

J'intercale ici un paragraphe d'un article inséré dans le *Pays* et reproduit dans l'*Univers*, hier tout à fait silencieux, pour expliquer évidemment l'admission à l'Église et à l'honneur des cérémonies catholiques, du poète du *Dieu des bonnes gens* et de tant d'autres chansons irrespectueuses et satiriques.

Je puiserai moi-même à des sources sûres pour savoir la vérité, et si réellement sa soumission a eu lieu, j'en éclairerai les causes par des faits à moi connus et des confidences tout intimes, à diverses époques de la vie de Béranger, consignées déjà par moi dans diverses parties de mes notes et souvenirs, et surtout à l'aide d'une longue conversation au sujet de la mort de Lamennais.

Voici le passage de l'article répété par l'*Univers*:

« On sait que Béranger est mort chrétiennement. Le curé de Sainte-Élisabeth, son ami, (l'abbé Jousselin) était venu le voir plusieurs fois pendant sa maladie. Trois semaines avant sa mort, Béranger lui témoigna le désir de recevoir les secours de la religion. Sept ou huit personnes étaient en ce moment autour du lit de l'illustre poète : « Monsieur le curé, lui dit-il, je suis bien aise de vous voir ; j'ai besoin de vos services. Je veux vous demander votre bénédiction. Nous avons suivi, ajouta-t-il, une voie bien différente. » Le vénérable ecclésiastique l'interrompit en lui disant : « Il y en a une dans laquelle nous pouvons marcher ensemble maintenant. C'est celle de la miséricorde de Dieu, qui mesure le mérite des hommes

à leurs bonnes œuvres et à leur repentir. Ce n'est pas ma bénédiction que je veux vous donner, c'est l'absolution. » Et il l'embrassa avec effusion.

« Tous les témoins de cette scène versaient des larmes d'attendrissement. Il y a quelques jours, Béranger, sentant ses forces faiblir, a renouvelé l'expression de ses sentiments religieux au vénérable ecclésiastique, qui n'a pas cessé de le visiter jusqu'à ses derniers moments. »

Il est à remarquer que, de même que pour Thierry, on ne parle pas expressément de confession, ou de rétractation ou de sacrements conférés. S'il ne s'est passé rien de plus, la présomption charitable du pasteur a suffi à l'autorité ecclésiastique pour accorder les honneurs du service divin, et satisfaire aux désirs du chef de l'État, jaloux sans doute de concilier les hommages publics de sa reconnaissance envers le poète, et les convenances de son rôle constant jusqu'ici de croyant et de pratiquant soumis à l'autorité de l'Église.

Nous verrons si plus tard le récit des derniers jours et des dernières pensées de Béranger ne sera pas, comme la fin d'Augustin Thierry, le texte de réclamations amères et ambiguës de la part du parti catholique, qui choisissait précisément hier l'à propos pour contester la sincérité de la conversion de l'historien, et insinuer avec réserve, mais avec clarté suffisante, une acceptation de confiance trop facile combinée entre M. le curé de Saint-Sulpice et l'abbé Gratry.

Je sais à n'en pas douter, de son frère Amédée, peu suspect puisqu'il est lui-même rentré dans le sein de l'Église catholique, et de M. Paul Tiby, ami intime, témoin de la dernière heure, et faisant aussi profession de foi catholique, qu'en effet Thierry n'a jamais fait d'autre profession qu'un retour intérieur, objet de méditations et d'études nouvelles, de lectures pieuses, mais sans aucun acte de culte ou de confession, pas plus qu'aucun désaveu de son principal ouvrage, la *Conquête de l'Angleterre par les Normands*, où il a indiqué, il est vrai, quelques corrections légères et incapables d'en altérer l'esprit et les principes, en recommandant, au contraire, l'intégrité de cette grande œuvre, à la piété de ses jeunes neveux. C'est précisément sur le défaut de désaveu que se fondait hier le fervent et sévère *Aubineau*, pour faire à la fois le procès à l'indulgence des deux prêtres cités plus haut, et au livre dont il retraçait les erreurs et la science perverse.

Béranger a-t-il désavoué ses chansons, et livré au feu celles qu'il n'avait osé publier lui-même et un grand nombre d'autres complètement nouvelles et inédites, laissées, dit-on, dans son portefeuille; ou bien les derniers fruits de sa verve seraient-ils tous empreints de l'esprit qui a dicté l'*Ode admirable sur Saint Paul*? Alors tout serait expliqué à l'honneur de l'église comme du poète. Ce n'en était pas moins là un spectacle et un problème pénibles, que cette pompe où l'église semblait, faute de notoriété, rangée comme la police et de concert avec elle, autour du cercueil, et accomplissant un office de scandale plus que d'édification.

*
* *

20 juillet. — La conversion de Béranger continue à être la question à l'ordre du jour dans le parti religieux et dans le parti philosophique. Celui-ci garde toutefois dans les journaux un silence prudent, et dans l'autre, il y a division. Les rigides croient qu'on a eu la manche trop large et qu'il y a un pacte avec le gouvernement; les charitables et les politiques approuvent. Enfin l'*Univers*, par l'organe de *Louis Veuillot* lui-même, donne aujourd'hui des détails qu'il a recueillis, dit-il, avec le plus grand soin et choisis entre beaucoup d'autres, comme ce qu'il y a de plus positif et qu'il ne publie évidemment que pour justifier l'autorité ecclésiastique. L'article est grave, simple, discret : il y respire un sentiment de bienveillance remarquable dans celui qui, naguère avec M. de Pontmartin, exerçait une si impitoyable critique sur les chansons du poète. Pour la première fois, que je sache, il est parlé au public de cette sœur, religieuse, si aimée et si respectée du trop libre-penseur, *Sœur Marie des Anges*, dont il a été tant de fois question entre lui et moi dans nos entretiens; on raconte les visites fréquentes au couvent, les longues confidences de charité et de bonnes œuvres, entre le frère et la sœur, les respectueux épanchements du déisme un peu vague et de piété pour le Christ, mais toujours considéré comme le type le plus élevé et le plus parfait de l'humanité. Mais il y a environ un an, sœur Marie des Anges fut agréablement surprise en recevant une lettre dans laquelle son frère la priait de ne pas l'oublier dans ses prières comme il se souvenait d'elle dans les siennes. « Nous n'avons pas le droit, dit Louis Veuillot, de dire quelle âme choisie l'aima assez et fut assez aimée de lui pour le ramener à cette habitude de la prière; l'humble vertu chrétienne est déjà récompensée, quand elle a obtenu de tels résultats. »

Dans le cours de cette année, une personne de la plus ancienne intimité de Béranger tomba gravement malade et, avant qu'elle ne mourût, il s'employa pour la décider à recevoir un prêtre. Elle refusa et la douleur qu'il ressentit donne à penser qu'il était résolu pour lui-même à ne pas suivre cet exemple.

En venant se fixer rue de Vendôme, sur la paroisse de Sainte-Elisabeth, sa première visite fut pour M. le Curé, l'abbé Jousselin, qu'il avait connu long-

temps auparavant, et de lui remettre une petite somme pour aumône annuelle, en regrettant de ne pouvoir faire davantage. Les relations s'établirent et devinrent fréquentes. Enfin dans ces derniers temps, *après un entretien confidentiel*, c'est le mot dont on se sert, dit M. Veuillot, il demanda le *pardon*, c'est le terme qu'il employait : il récita une profession de foi et fit l'*acte de contrition*. Le prêtre alors donna sa bénédiction. Plus récemment, en présence de ses amis, M. Jousselin étant revenu : *Encore le pardon*, s'écria le malade, et le prêtre, pensant qu'il demandait l'absolution sacramentelle, la lui conféra. Durant ses longues souffrances et dans les heures lucides qu'elles lui laissaient, on le voyait, on l'entendait prier, et il répétait souvent. *Mon Dieu qui êtes si grand et moi si petit ayez pitié de moi.*

Je réunis tous ces détails avant de recueillir mes propres souvenirs et des conversations dont plusieurs sont consignées à leurs dates et où la question religieuse a été entre nous le sujet de libres, sincères et profondes réflexions et il y en a une, notamment sur la mort de Lamennais, que je veux rechercher et qui est tout à fait d'accord avec le jugement que lui prête M. Veuillot: *Lamennais suivait une belle ligne*, *il a eu tort de la quitter*.

*
* *

20 juillet. — L'église et la police ont fait tous les honneurs aux obsèques, avec une assistance de 600.000 personnes et une armée de 50.000 hommes, consignée dans les casernes sac au dos, ou disposée çà et là en ordre de bataille. Le conseil des ministres en permanence; soit conviction réelle, soit affectation pour légitimer la confiscation des obsèques au profit de l'Empire, on n'a rien épargné pour protéger l'ordre et pour prévenir la moindre explosion. Des personnes, qui se prétendent et qui peuvent être bien informées, affirment que les inquiétudes étaient fondées et qu'il s'agissait au moins d'une manifestation organisée de manière à passer en revue l'armée démocratique. Les journaux ont raconté avec quel succès l'escamotage a été opéré. Comme c'est le ministre d'État qui a envoyé les lettres de convocation, toutes officielles, aux membres des académies ou à quelques illustres inévitables, je n'en ai point reçu bien entendu, ni ne me suis exposé à être repoussé par les soldats ou les gardes de police qui cernaient la maison. Je me suis borné à voir passer le cortège au coin de la rue des Filles-du-Calvaire dans sa courte traversée du boulevard, avant qu'il s'enfournât dans les étroites rues de Ménilmontant, Saint-Maur, etc. C'était quelque chose de triste que ce char entre quatre lignes triples de sergents de ville, que suivaient 100 ou 150 habits noirs perdus au milieu de l'infanterie et de la cavalerie marchant en tête et en queue, coupant tous les abords à la foule collée aux murs, cantonnée aux fenêtres ou sur les toits et criant moitié indignée, moitié respectueuse, les cris de : *vive Béranger* ! *Honneur à Béranger* ! Pauvre ami ! ce n'est pas cette paix de la servitude qu'il désirait; si, comme on l'a dit, il redouta toujours pour ses restes les ovations tumultueuses et les harangues tribunitiennes, il aurait bien plus souffert de cette pompe froidement et politiquement officielle, de ces voitures impériales, se substituant au pieux hommage et au deuil de quelques amis et de deux ou trois membres de sa famille, seuls témoins qu'il eût voulus dans un rapide et court voyage à la tombe de *Manuel*, asile dès longtemps désigné. Que de fois je l'ai entendu me dire : « Mourir aux champs ! et être rapporté furtivement par quelques cœurs fidèles ou bien dans un gîte ignoré tout auprès du cimetière et de là jeté dans la fosse pour éviter tout tapage et toute vaine phrase ». Eh bien point ! Il a été conduit à sa dernière demeure, comme un prince prisonnier d'État, sous le bénéfice d'un ordre du jour de M. Piétri et d'un ordre de bataille préventif de M. le maréchal Vaillant. Mais telle est la nécessité de nos temps orageux ou de nos calculs de parti; l'homme le plus populaire de France pouvait-il y échapper ?

Hélas, oui, libres-penseurs ou non, nous sommes hypothéqués par l'église, et pourquoi s'en étonner ! La société est ainsi faite, on ne vit alors et on ne meurt que pour les siens, et il faut s'en aller en leur faisant le moins de peine, et en laissant après soi le moins de bruit et d'embarras possible. Béranger était plus libre que qui que ce soit au monde, excepté toutefois sa sœur, cette sainte fille que ses refrains ont plus d'une fois scandalisée; mais il avait cette autre famille, le peuple, qu'il aimait, et dont il tremblait de prévoir les agitations et peut-être la répression sanglante autour de son cercueil. Une autre sagesse d'ailleurs a prêté secours à la sienne, et le voilà bien et dûment dans le tombeau commun avec son cher Manuel.

Le curé a gagné à cela la croix de la Légion d'honneur, c'est le cachet du temps. Je reviens malgré moi sur ce sujet qui m'obsède, parce que j'aimais sincèrement et profondément ce vieil et affectueux ami de ma jeunesse politique, et j'aurais préféré pour lui la fin cachée dans quelque asile champêtre, entre Dieu et la nature et une obscure évasion sans ovation populaire ou officielle, ni pompes d'église. Cela eût mieux terminé le poème de sa vie modeste et libre ; mais il est dit que rien ne va au gré des désirs et des convenances de nos rêves. Un de ces jours, je suis allé visiter ce tombeau que je n'avais

pas revu depuis bien des années; accoudé sur la balustrade qui l'enclôt, il me semblait que je revoyais les deux amis, comme je les rencontrai pour la première fois dans leur petit salon de la rue des Martyrs, à l'ombre des acacias qui défendaient leurs croisées ouvertes contre les ardeurs du soleil; nonchalamment couchés chacun sur leur ottomane d'étoffe perse, devisant de patriotisme, de poésie, de plaisirs dérobés; deux bons compères et deux héros chacun à sa manière, de la meilleure pâte de la Révolution. L'altier Casimir Périer et le soldat orateur qui ne vit pas le triomphe de 1830, ont eu, en retournant, ma visite. Le premier ne m'a réveillé que de pénibles souvenirs ; il est mort malheureux, et je crois funeste à ce pays du salut duquel on lui a fait hommage. L'autre s'est enseveli paisiblement et à propos dans sa double gloire; il n'eût point les mécomptes qui attristèrent les derniers moments de Manuel, mort aussi avant notre victoire, mais délaissé de la faveur populaire qui ne se réveilla qu'autour de son cercueil, encore plus par calcul des partis que par véritable sentiment de justice et par besoin de réparer une odieuse ingratitude. Je me laisse aller malgré moi à ces souvenirs ; ils m'attristent; mais les souvenirs, que nous reste-t-il d'autre à notre âge et dans le temps où s'achève la course de notre pauvre génération si fière de ses espérances à vingt ans et aujourd'hui si détrompée ou du moins si cruellement ajournée à un avenir qu'elle ne verra pas.

Laurent Pichat dans un article prétentieux de style, musqué, et de vertu républicaine empâtée, cite une lettre inédite qui exprime le jugement du poète sur la Révolution de 1848, et qui traduit en formes plus directes mais moins expressives, la même opinion échappée toute vive dans ce mot familier : « *on nous fait dégringoler un escalier qu'il eût fallu descendre* ».

Cette lettre était adressée à M. Morin, avocat, ancien commissaire de la République dans le département d'Eure-et-Loir.

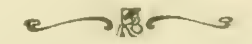
« Je vous remercie, Monsieur, des très spirituelles et très piquantes fables que vous avez bien voulu me communiquer. Elles m'ont fait trop de plaisir pour que, en ma qualité de vieux rimeur, je ne me hasarde pas à vous reprocher un peu trop de laisser-aller de style. Une plus grande attention donnée au travail des vers ajouterait à tout ce qu'ils ont de mérite.

Je ne puis répondre à ce que contient votre lettre. Ce sont là des questions graves qui exigeraient bien des pages de réfutation quoique nous soyons d'accord sur le fond de la discussion. Je me contenterai de vous demander pourquoi, si j'ai eu tant d'influence sur la popularité conservée au nom de l'Empereur, j'en ai eu si peu en prêchant la République, comme je n'ai cessé de le faire depuis plus de quarante ans, et comme je le ferais encore, si, à 62 ans, il m'était possible de retrouver ma verve de 30 ans. Convenez-en, Monsieur, vous qui méconnaissez trop les services réels rendus à la France par Napoléon, tous les partis ont fait des fautes; mais celles dont nous devons le plus gémir, *ce sont les fautes énormes commises par les Républicains : je les avais prévues, aussi aurais-je désiré que la République nous vînt un peu plus tard.* La Providence en a décidé autrement. Toutefois, je mourrai avec l'assurance qu'un jour ou l'autre, nos vœux seront exaucés. Recevez avec mes remerciements... »

Laurent Pichat remarque avec raison que c'était bien là la pensée de Béranger, et qu'il en était toujours à ce mot rappelé par Bérard dans ses souvenirs de 1830. *Pas Encore* ! J'ajouterai que cet amour de la République était, chez Béranger, platonique et contemplatif, plutôt qu'épris d'un vif désir de jouissance. Il voyait de trop près le peuple et la jeunesse, on s'échappait devant lui en trop de confidences insensées, pour qu'il ne fût pas éclairé sur le péril et sur l'issue hélas, presque certaine, de toute tentative d'établissement d'un régime à peine encore étudié par ceux qui le voulaient fonder, qui est le vœu des imaginations et que nos mœurs du moins ne peuvent accepter tel qu'il a été improvisé deux fois à cinquante-six ans de distance sans aucun examen par une société qui est un problème pour elle-même, et roule emportée malgré elle dans un tourbillon de ruines morales en même temps que de créations merveilleuses dans le domaine de la science et de l'industrie, sans passé qui tienne à sa mémoire, et ivre d'un avenir qu'il lui est impossible même de pressentir. Ce ne sont pas, je le crois du moins comme le poète, les utopies que nous avons vu tomber décrépites au premier soir d'un triomphe inespéré, qui ont en elles le secret d'un régime réglé et fécond; elles ne vivraient quelques mois ou quelques années que par un despotisme mille fois plus oppresseur que celui qui pèse sur le pays depuis leur chute, et que le pays ne souffre que par effroi de se voir soumis de nouveau à leurs expériences.

Béranger sentait profondément cette impuissance de rien garder de durable sur un sol aussi mouvant, et s'il s'est retiré de l'Assemblée constituante où on l'avait fait apparaître un jour malgré lui, c'est qu'il n'avait ni la foi, ni la lumière nécessaires à l'action ; le fond d'ailleurs de son esprit, c'était l'épicurisme de l'espérance, comme la charité était le besoin et la paix de son cœur.

(*A suivre.*) PAUL-FRANÇOIS DUBOIS.



M. SCHIEMANN ET LA FRANCE

M. Théodore Schiemann, professeur à l'Université de Berlin, rédacteur à la *Gazette de la Croix* pour la politique étrangère, est un des Allemands dont le nom, au cours des derniers mois, a été le plus souvent prononcé. Cette notoriété s'explique par des raisons d'ordre divers.

Tout d'abord M. Schiemann ne porte pas dans le journalisme un esprit de modestie. Il a le soin de sa renommée. D'autres, qui le valent — par exemple les rédacteurs de la *Gazette de Cologne* ou du *Berliner Tageblatt*, — ne pensent pas qu'il soit utile de réunir en forme de livre des articles d'appréciation courante sur les événements qui passent. M. Schiemann, au contraire, veut que rien ne se perde de son activité féconde. Et, l'année finie, il rassemble en un fort in-octavo que publie l'éditeur Georges Reimer, ce que douze mois durant il a donné à la *Gazette de la Croix*. Comme M. Schiemann a commencé ce recueil en 1901, nous avons déjà six gros volumes qui, sous le titre l'*Allemagne et la grande politique*, reproduisent purement et simplement trois ou quatre cents articles de l'auteur. On a donc deux raisons pour une de connaître M. Schiemann, puisque le livre et le journal publient tour à tour ce qu'il écrit.

M. Schiemann a des lecteurs. Car M. Schiemann a du talent. Il est vif, ironique, amer, a la dent dure et l'esprit méchant. C'est un polémiste distingué. Et ses polémiques sont pour des Français d'autant plus intéressantes qu'elles sont neuf fois sur dix dirigées contre la France. Il n'est pas d'écrivain allemand qui déteste et méprise notre pays plus que M. Schiemann. Quand on lit ses volumes, on a l'impression d'assister à une farce de Guignol où la France jouerait le rôle du commissaire, — le personnage que tout le monde rosse. Les affaires des dernières années ont, comme on pense, fourni ample matière à sa verve. Mais ce serait faire tort à l'unité de sa pensée de croire qu'il ait attendu, pour haïr la France, l'incident marocain. Je sais qu'il s'irrite fort qu'on parle de cette haine. Mais un des objets de cette étude est précisément de montrer comment la passion nationale dévoyée peut, d'un homme cultivé, faire un diffamateur.

M. Schiemann a aussi des relations et des relations brillantes. Il a souvent l'honneur de s'asseoir à la table de l'empereur Guillaume II. Il l'accompagne parfois dans ses croisières. Vous jugez de l'écho mondial que doit trouver un journaliste qui, dans l'instant qu'il prend la plume, vient de quitter le plus redouté des souverains et peut passer pour le reflet d'une pensée impériale. M. Schiemann, cela est naturel, tire profit de cette intimité, — d'autant plus étroite au regard du public qu'elle est plus loin de lui. Quand il parle dans sa chaire de l'Université de Berlin, son ton d'une simplicité affectée, sa lente façon de marteler les phrases le font ressembler à quelque oracle qui, de très haut, dirait la loi aux nations. Et il vaticine aussi dans la *Gazette de la Croix*. Ses arrêts écrits ou parlés n'admettent pas la contradiction.

Enfin M. Schiemann, qui a des lecteurs, du talent et des relations, a aussi des ambitions. Il lui plairait de jouer un rôle politique. Et c'est pour cela que, au printemps dernier, il fit le voyage de Paris. Il assure, il est vrai, que la politique qui l'intéressait alors était de la politique ancienne ; qu'il venait puiser dans nos archives des renseignements sur la guerre de Crimée, ou quelque autre sujet russe... Mais pourquoi, s'il en est ainsi, chercha-t-il à voir M. Eugène Étienne, qui, pour éviter cette rencontre inutile, hâta de quelques jours un voyage arrêté en principe? Pourquoi vit-il M. René Millet qui, bien que sans fonctions officielles, trouve dans son titre d'ambassadeur une occasion légitime de s'occuper encore de la diplomatie à laquelle il n'appartient plus? Pourquoi désira-t-il voir M. Pichon, qui le rencontra à l'heure du thé chez le prince de Radolin, et ne se prêta pas, d'ailleurs, à remanier avec lui la carte d'Europe? En réalité, M. Schiemann aurait volontiers joué le rôle de précurseur. Mais saint Jean-Baptiste, avant de prêcher les Gentils, ne les avait pas injuriés.

Si tout cela explique que M. Schiemann soit très connu, cela rend d'autant plus regrettable qu'il le soit mal. Le prince de Bülow disait récemment que Français et Allemands ont intérêt à se mieux connaître. Rien de plus juste. Il faut qu'on sache quels sont ceux qui, dans les deux pays, sont qualifiés pour participer, selon leurs moyens, aux négociations et aux arrangements possibles ; quels sont ceux, au contraire, que la passion obsède, que le parti-pris domine, de qui est absent tout esprit de justice et d'impartialité, dont la parole, par conséquent, ne doit pas être retenue et dont l'action doit être suspecte aux hommes de bonne volonté. On verra tout à l'heure dans lesquel de ces deux groupes il convient de placer M. Théodore Schiemann.

*
* *

M. Schiemann, dans son cours de l'Université, a eu l'occasion de parler de la France contemporaine. Pendant le premier semestre de l'année universitaire 1905-1906, dans une série de leçons sur « les problèmes historiques du temps présent commentés

historiquement » (*Die politischen Probleme der Gegenwart historisch erlaeutert*), il consacra deux leçons à notre pays. Et il le fit dans des termes qui surprirent tout son auditoire. Voici comment, quelques heures après la fin de la leçon, un étudiant français des plus distingués qui y avait assisté résumait ses notes de cours dans une lettre privée que je reproduis textuellement :

Berlin, 30 janvier 1906.

« Schiemann, le confident de l'empereur Guillaume, son compagnon de voyage en Palestine et à Tanger, admis, il y a quinze jours, à l'honneur de partager seul la table impériale, traite de la politique contemporaine et fait à peu près le cours d'Anatole Leroy-Beaulieu aux Sciences Politiques. Il parle justement de la France.

L'évolution des idées et des partis est indiquée à traits sommaires et incomplets. Mais tous nos scandales sont exposés avec force détails, et comme les *axes* autour desquels se meut toute notre vie politique.

C'est d'abord et surtout, l'affaire du Panama, « très dégoûtante affaire » (*sehr schmutzige Affaere*). Et Schiemann raconte avec une infinie complaisance la condamnation de Baïhaut et de Lesseps, comment Cornelius Herz a échappé à la prison par la fuite, Jacques de Reinach par un suicide auquel il s'est décidé « sur les instances des chefs républicains », comment ceux-là même qui sont maintenant « à la tête de la France », (*an der Spitze Frankreichs*) sont, « à juste titre suspects », même sans avoir été accusés ou condamnés.

Le Panama, aux yeux de Schiemann, domine notre histoire et l'explique. Il discrédite le vieux parti républicain, qui meurt en donnant naissance à deux frères ennemis le radicalisme et le progressisme (*Rechtsrepublikanismus*). Ce dernier a la majorité et se trouve consolidé par la réaction que provoquent les menées anarchistes. Mais l'affaire Dreyfus éclate et amène une désagrégation du parti modéré dont la retraite de Casimir-Périer avait été le premier symptôme.

Du Panama, Schiemann passe à l'affaire Dreyfus. Il a sa version à lui. La voici. Dreyfus n'a eu aucun rapport avec l'Allemagne. Le Kaiser l'a solennellement affirmé. La vérité est la suivante : La Russie voulut connaître le plan de mobilisation français. Le gouvernement de la République, jugeant cette communication inopportune, mais craignant de mécontenter son alliée, fabriqua pour la circonstance un plan de fantaisie. Dreyfus, peut-être de bonne foi et « par patriotisme franco-russe », rétablit la vérité. Pour l'en punir et éviter en même temps toute indiscrétion, le gouvernement français résolut de « condamner Dreyfus à un silence éternel ».

L'affaire Dreyfus est pour Schiemann l'occasion d'attaques violentes non seulement contre l'état-major, mais contre l'armée française en général. Il ajoute que cette armée, mal défendue par le gouvernement, n'en sent que plus vivement « le besoin d'un chef permanent » (*Das Bedürfniss nach einem dauernden Oberhaupt*). Des factions royalistes se forment dans l'armée. C'est le complot, la haute cour. Puis arrive une digression sur le fort Chabrol, « qui brave pendant deux semaines la vaillante armée française. » Et cette ironie, soulignée par le ton de l'orateur, est saluée par l'auditoire de trépignements prolongés.

Après cette digression, Schiemann explique que le parti républicain, par suite de l'affaire Dreyfus, a été amené à poursuivre :

1° Une politique anticléricale parce que la religion était la bannière sous laquelle se formaient, comme sous une raison sociale, les « groupements d'officiers royalistes » ;

2° L'épuration du corps des fonctionnaires en général et de l'armée en particulier, grâce aux renseignements fournis par la franc maçonnerie : d'où l'affaire des fiches « qui a sali l'honneur de la France ».

Enfin comme couronnement de ce tableau, l'hervéisme : Schiemann dit pourtant ne pas croire que cette doctrine ait des racines bien profondes. »

Quelques jours après, nouvelle leçon sur la France. De nouveau, je laisse la parole au témoignage immédiat et vibrant que je viens de citer déjà.

« Schiemann a été extrêmement dur pour la France. Il a qualifié violemment les procédés de conquête employés par elle en Algérie depuis la lutte contre Abd-el Kader jusqu'à l'occupation du Touat, cette « iniquité » (*Unberechtigkeit*).

L'œuvre d'expansion française dans l'Afrique du Nord serait, dit-il, remarquable, si elle ne s'était accomplie, « avec tant de perfidie et de si mauvais moyens (*Mit soviel Trug und so schlechten Mitteln*).

Schiemann reste fidèle à son procédé : faire la collection de nos scandales pour la présenter comme le tableau de la France contemporaine. S'adressant à un auditoire que rien n'avertit des réserves que comporte ce jugement haineux, ce procédé est inexcusable.

Il y avait là des Russes, des Japonais qui écoutaient bouche bée, allant de la stupéfaction à l'indignation.

Des Allemands eux-mêmes, étudiants comme moi et que je connais personnellement, m'ont marqué leur étonnement. Ils ne croyaient pas, m'ont-ils dit, que « nous fussions si bas ».

On éprouve quelque surprise à trouver dans la bouche d'un professeur d'Université le langage que relatent les notes qu'on vient de lire. La France que M. Schiemann révèle aux étudiants de Berlin est singulièrement défigurée. Et ce n'est pas un tel enseignement qui, selon le vœu du prince de Bülow, permettra aux deux peuples de se mieux connaître.

Ne croyez pas du reste que cette leçon soit un accident isolé : M. Schiemann ne peut parler de la France sans faire d'elle un objet de dérision ou d'outrage. Professeur ou journaliste, il a une méthode invariable qui n'a rien à voir avec la précision scientifique dont se flattent les Universités, avec l'objectivité impartiale dont se targuent les journaux d'Allemagne : l'histoire, pour lui, n'est qu'un masque sous lequel se cache le pamphlet.

*
* *

Prenez les six gros volumes sur l'*Allemagne et la grande politique*. Quelle que soit pour M. Schiemann l'occasion de parler de la France, il en présente à ses lecteurs non le tableau, mais la caricature. Pour lui, la France est un pays fini. Raconte-t-il une séance parlementaire agitée, — moins violente cependant que celle des Parlements de Budapest, de Vienne ou même de Berlin à certaines heures : il passe du particulier au général et il écrit :

On ne nous racontera plus que la France est le pays des belles manières et de la liberté. La Russie exceptée, il n'y a pas de pays en Europe où il y ait moins de liberté de conscience et de liberté politique (IV. 276).

Le 2 mai 1906, M. Schiemann a une grande joie. Il découvre dans une feuille russe de dixième ordre et totalement inconnue, le *Duadzati Wiek*, un inepte article d'outrages contre la France signé *Homo Novus*. Il veut bien reconnaître que le morceau est quelque peu exagéré. Mais il le découpe, il le cite, il le commente amoureusement, il y mire complaisamment sa propre pensée. On y lit :

La glorieuse France est, sans aucun doute, pire que sa réputation... Ce sont les couturiers et les dessous qui dictent la morale sociale et politique.

Que de poètes français ont mis toute la force et la beauté de leurs vers au service des petites femmes qui assurent le chiffre d'affaires du Louvre, tout à fait comme notre Nékrassof se laissait arracher des vers qui ressemblaient à un soupir et qui étaient consacrés au paysan qui nourrit et abreuve la terre russe. Car chez nous, c'est la moisson qui est souveraine; chez eux (les Français), c'est « Mme Dessous » qui règne.

La France est absolument le pays de la bourgeoisie, de la bourgeoisie entièrement pétrifiée. D'un beau passé, il ne lui reste que le costume théâtral et romanesque. Tout comme les « dessous » des dames, l'histoire de France est un objet de commerce, d'importation, d'exportation, de réclame...

La France a fait de ses femmes des mannequins servant à la réclame de la production nationale...

Faire fortune, vivre de ses rentes, épouser une dot, déjeuner et dîner, oui, ainsi vivent tous les Français, aussi bien Clémenceau, le radical, qui nous donne maintenant de l'argent, que Ribot, l'opportuniste et Faure, le nationaliste, qui nous en ont donné précédemment (VI, 155).

L'article russe a frappé M. Schiemann : car parlant, quinze jours plus tard, d'un incident de notre politique intérieure, il écrit dédaigneusement :

Ce sont là *querelles françaises*... Nous pensons à *Homo novus* (l'auteur de l'article russe) et nous avons peine à retenir un sourire (VI, 170).

La France, pour lui, est le pays de « l'hypocrisie officielle » (I, 416). Elle est « moralement asservie. » Son patriotisme n'est que du « pathos patriotique » (IV, 56). Le patriotisme allemand est autrement « calme et viril » (I, 285). Si M. Loubet, parlant en Algérie devant les Alsaciens-Lorrains, fait une allusion, d'ailleurs très discrète et très digne, à nos provinces perdues, M. Schiemann trouve que ces sortes d' « excitations » sont « bien comiques » (III, 140). Il se refuse à comprendre ce patriotisme du souvenir, auquel le prince de Bülow, qui évidemment a le cœur mieux placé, rendait hommage le 14 novembre 1906. M. Jaurès, qui a les renonciations faciles, est couvert de fleurs. Il est « très digne d'éloges et très réjouissant » (V, 322). Par contre :

Personne en France ne se soustrait à la pression de ce patriotisme officiel qui veut qu'on ne parle de l'Alsace qu'avec le geste de saisir l'épée et la larme à l'œil (I, 179).

Ou encore :

Voilà plus d'une génération qu'on nous le répète sur tous les tons (que la France pense toujours à l'Alsace-Lorraine), — mais avec cette nuance devenue caractéristique : « Retenez-moi, ou je vais faire un malheur » (III, 348).

En un mot, il ne faut jamais prendre au sérieux le patriotisme français. La France elle-même est une nation précaire, qui peut s'anéantir à bref délai. M. Schiemann parle du traité franco-anglais du 8 avril 1904, où il voit une « fantaisie d'avenir » et il ajoute.

Ce que sera dans trente ans la position de la France au Maroc est aussi incertain que la question de savoir s'il y aura encore à ce moment une République française. Qui peut prévoir si loin ? Peut-être d'ici là la France radicale socialiste sera-t-elle devenue une France radicalement anarchiste. Et alors, comme contraires aux principes de l'anarchie, tous les traités de la France s'écrouleront d'eux-mêmes (IV, 287).

M. Schiemann n'est d'ailleurs pas plus indulgent pour les hommes que pour le pays :

Si M. Millerand était en Russie, il serait depuis longtemps en Sibérie (I, 112).

M. Félix Faure?

M. Félix Faure n'est considéré en Russie que comme un simple bouche-trou (I, 37).

M. Loubet?

Sous un Président de la République conscient de lui-même, la politique de M. Delcassé n'eût pas été concevable (V, 233).

Notre honorable collaborateur, M. Dubief, remplace M. Étienne au ministère de l'Intérieur, pour lequel il était particulièrement désigné : M. Schiemann écrit :

C'est là un nouveau progrès de cette décomposition interne de l'État qui se manifeste de tant de façons (V, 338).

M. Clémenceau voit sa carrière singulièrement simplifiée : Il est :

Un médecin... infidèle à la médecine pour la politique, orateur et journaliste,... que M. Sarrien a pris dans les bureaux de rédaction de la *Justice* pour en faire un ministre de l'Intérieur (IV, 322).

Voici maintenant pour M. Berteaux :

L'agent de change Berteaux, trente fois millionnaire, député de Versailles, entrepreneur de journaux, a pris la place du général André. Il paraît qu'il s'est intéressé depuis quelque temps au budget de la Guerre. C'est un socialiste ardent. Il désavoue la politique de délation de son ami André. Et il est pour la politique de Combes. Pourquoi donc n'en ferait-on pas un ministre de la Guerre ? (IV, 291).

Toutes les fois qu'un scandale éclate, M. Schiemann, « historien », fait comme M. Schiemann, professeur : il s'en saisit comme d'un produit exclusivement français et généralise hardiment un phénomène isolé pour le transformer en loi.

Le procès Humbert projette une ombre incommode et va, selon toute vraisemblance, compromettre de bons amis de MM. les ministres dirigeants... Il montrera comment les hurlements d'une presse corrompue déterminent l'action de la France officielle (III, 86).

Car M. Schiemann n'aime pas la presse française. Voici d'abord pour sa compétence :

Dans les rédactions de journaux français, on ne lit que les journaux français et anglais. Pour le reste du monde, on s'en remet à des correspondants dans la dépendance desquels est la rédaction. Car elle est totalement incapable de les contrôler (V, 234).

Voici pour son indépendance :

On a envoyé M. de Billy, secrétaire d'ambassade, chargé au quai d'Orsay des rapports avec la presse, à Algésiras. C'est une maladresse qui confirme le fait bien connu que la libre presse de la troisième République ne peut vivre sans inspiration (VI, 57).

Ou encore :

Quiconque connaît la presse de France et d'Angleterre sait combien est grande sa dépendance à l'égard des syndicats qui poursuivent des buts politiques ou financiers ou tous les deux ensemble. Ce n'est pas un secret que la campagne de presse pendant l'affaire marocaine a fait couler beaucoup d'or (VI, 146).

M. Schiemann a oublié, sans doute, le « fonds des reptiles ». Quand les Français défendent leurs droits, ils sont « impudemment français » (IV, 203). Et toute campagne patriotique menée dans nos journaux est nécessairement une campagne payée. M. Schiemann, pendant son voyage à Paris, a affirmé qu'il aimait la France : que serait-ce s'il ne l'aimait point !

*
* *

Mais c'est assez parler de politique intérieure, car le domaine propre de M. Schiemann, c'est la politique internationale, la « grande politique », comme il intitule ses livres. La France vue au milieu de l'Europe ne lui apparaît point d'ailleurs sous d'autres traits que la France vue chez elle et séparément : vantardise, duplicité, concussion, tels sont les éléments de notre politique extérieure. Ici encore les textes sont bons à produire.

Faisant ce que l'Allemagne a fait bien souvent, la France envoie à Mitylène des bateaux pour obliger la Turquie à céder à ses réclamations : M. Schiemann écrit tout aussitôt :

Cette affaire a une fatale ressemblance avec l'affaire Pacifico, dans laquelle l'Angleterre imposa par la force d'injustes prétentions (I, 365).

Ou ceci :

M. Constans, approuvé par son gouvernement, a rompu les relations diplomatiques pour une question de gros sous (I, 368).

Affaire d'argent peu propre, créances douteuses, pathos politique, pression brutale, telles sont encore quelques-unes des épithètes appliquées à l'intervention, où « la France partit en guerre pour cet usurier de Lorando » (III, 80).

Si bas que soit la France, M. Schiemann ne néglige pas de travailler contre elle en rendant suspectes les combinaisons auxquelles elle appartient ou en semant la défiance entre elle et ses alliés. En voici quelques preuves, — parmi beaucoup d'autres.

D'abord l'alliance franco-russe :

Il n'y a pas eu depuis le temps de Napoléon I[er] d'alliance qui, par ses intentions, ait eu un caractère plus agressif que l'alliance franco-russe (VI, 377).

C'est pourquoi sans doute M. Schiemann essaye à tout instant de séparer les deux alliés. Continuellement, il affirme qu'ils sont au plus mal l'un avec l'autre (I, 16, 36, 133, 171 ; II, 359 ; III, 190, 304 ; V, 267).

Aux Français, il dédie cette remarque :

La France paye 450 millions les deux heures d'audience de M. Delcassé chez le tsar (I, 215).

Aux Russes, il adresse des insinuations comme celles-ci :

L'enchaînement de la France par l'Angleterre est un service immense rendu par celle-ci au Japon, un coup porté à la Russie (IV, 48).

Ou :

Ce qui ressort, c'est la résolution de M. Delcassé de profiter de l'occasion où il croit son allié russe chargé de chaînes pour reconquérir à la France son influence en Orient (IV, 58).

Ou bien :

Le fait que le ministère Combes est radical-socialiste, prouve combien peu sûre est pour la Russie l'alliance de MM. Combes et consorts (IV, 81).

Et plus loin :

On se demande à Saint-Pétersbourg et à Moscou quelle valeur garde la platonique alliance (franco-russe) en face de la très pratique amitié (franco-anglaise) (IV, 117).

Avec l'Italie, le jeu est identique, bien que plus lourd encore :

La France pense toujours à la question romaine. La troisième République, essentiellement antichrétienne, se voit forcée d'éviter avec une extrême précaution tout ce qui pourrait être considéré comme une reconnaissance du fait accompli en ce qui concerne la sécularisation de Rome (I, 110).

Si cette malice, un peu grosse, ne réussit pas, en voici une autre :

Le régime de la France d'aujourd'hui est celui des orateurs socialistes. Et nous avons eu souvent l'occasion de faire remarquer que la France fait de la propagande vec son idéal politique (républicain et socialiste). Cette propagande dans les pays de langue latine est consciente et systématique (IV, 139).

En faudra-t-il plus pour mettre l'Italie en défiance contre ce pays, qui la menace à la fois par la propagande ultramontaine et la propagande socialiste? Si oui, on lui signalera les discours de M. Pelletan (sur la Corse), qui « déchirent les voiles tendus par M. Barrère » (II, 315).

Pour définir la politique extérieure française, M. Schiemann n'est pas embarrassé : c'est une « politique de proie » (VI, 98).

En Afrique particulièrement, nous sommes inexcusables. Y a-t-il des troubles au Maroc?

Nous ne voulons pas répéter avec précision l'accusation que la France est derrière les rebelles : car il n'y a aucune preuve matérielle... cependant l'argument *is fecit cui prodest*, a pu, semble-t-il, s'appliquer (II, 427).

Si nous nous entremettons pour obtenir la libération de MM. Perdicaris et Varley, emprisonnés par Raissouli, en 1904, M. Schiemann nous accable :

On ne peut pas suivre les négociations avec Raissouli sans éprouver un sentiment de honte et d'ironie... (IV, 197).

Nous n'envions pas à la diplomatie française ses lauriers dans l'affaire Perdicaris. Cautionner la honteuse soumission du Sultan aux exigences d'un brigand, telle a été la première manifestation de l'influence française (IV, 200).

Notre politique algérienne, bien que généralement estimée, témoigne, aux yeux de M. Schiemann, de notre incapacité marocaine. Il écrit :

Il paraît presque grotesque de régir les Arabes et les Juifs de l'Afrique du Nord suivant les lois françaises destinées à un peuple *blet* (*ueberreif*) (I, 284).

Au total, notre politique sur la frontière marocaine est « hautement perfide » (*ueberaus perfid*) (V, 106). M. Saint-René Taillandier, dans ses rapports, a « menti » (VI, 171). La France a développé le fanatisme musulman en « soutenant indiscutablement le prétendant » (VI, 101). « Luxe et vanité », voilà nos mobiles (VI, 281). Nos buts? « Conquérir le Maroc » (VI, 281) et « soumettre le Tafilalet » (VI, 299).

Dernière remarque. M. Schiemann écrivait, il y a quelques mois, au *Journal des Debats*, qu'il n'avait jamais dit qu'en cas de guerre franco-allemande la France serait « l'otage ». Comprenait-il alors l'odieux de la thèse qu'il se défendait d'avoir soutenue? Quoi qu'il en soit, son démenti était imprudent. Voici en effet quelques passages qui méritent d'être retenus :

On a acquis chez nous la conviction que, si survenait le malheur d'une guerre anglo-allemande... notre flotte devrait montrer sa puissance dans une défensive vigoureuse *et que notre force tout entière devrait être tournée contre la France alliée de l'Angleterre pour récupérer sur elle le dommage subi par notre commerce et nos colonies* (IV, 202).

L'année suivante en 1905:

Si la France, instrument de l'Angleterre, se laisse employer contre nous, il ne nous reste qu'à en tirer toutes les conséquences par l'emploi énergique de toutes nos forces (V, 164).

Et plus loin.

L'Allemagne ne peut mener qu'en France une guerre contre l'Angleterre; car c'est en France qu'en serait l'origine (VI, 171).

Peut-on plus clairement exprimer cette sauvage doctrine de l'otage à laquelle la clairvoyance publique a attaché pour toujours le nom de M. Théodore Schiemann ?

*
* *

Donc nul doute n'est possible. M. Schiemann nous hait. Dans l'instant que l'Allemagne et la France cherchent à vivre en termes meilleurs, ayons l'œil sur ses menées suspectes qui ne tendront qu'à brouiller les cartes.

Ne prenons pas cependant au tragique l'hostilité de ce polémiste. Le prince de Radolin, ambassadeur d'Allemagne à Paris, disait un jour dans un dîner :

— Ne croyez pas que M. Schiemann ait de l'influence sur l'Empereur. Sa Majesté le trouve amusant par ses boutades et aime à causer avec lui des choses de Russie qui sont les seules qu'il connaisse : voilà tout.

Ce n'est pas assez évidemment pour justifier les airs d'Égérie que se donne M. Schiemann. Le prince de Radolin n'avait pas tort du reste en limitant à la Russie la compétence de ce polémiste universel. On trouve dans ses œuvres de véritables perles qui décèlent autant d'ignorance que d'aigreur. En signalant les plus brillantes, nous terminerons sur une note gaie.

En 1899, M. Schiemann annonce que l'Exposition de 1900 sera un « désenchantement » (I, 46). Il en est quitte, l'année suivante, pour ne souffler mot de son succès.

En mai 1901 (I, 218), il donne comme possible et probable la chute du cabinet Waldeck-Rousseau, qui, comme on sait, ne disparut que six mois après, et par une retraite volontaire.

En 1902, à propos d'un article de notre collaborateur M. Jacques Bardoux, en faveur d'un rapprochement franco-anglais, il écrit :

Il arrive à des hommes d'esprit de s'égarer dans de telles utopies, quand ils perdent de vue les grands rapports. Une entente franco-anglaise est impossible à concevoir tant que durera l'alliance franco-russe (II, 199).

Moins de deux ans plus tard, le 8 avril 1904, cette entente était conclue, l'alliance franco-russe subsistait et, le mois dernier, l'entente anglo-russe était signée à son tour. Mais ce n'est pas tout...

En 1903, M. Schiemann rend cet oracle :

La France ne peut rien faire au Maroc sans l'Angleterre et il nous paraît bien douteux que le Cabinet anglais puisse prêter la main à une prépondérance française dans ce pays (III, 138).

Le Cabinet anglais, un an plus tard, a montré qu'il était d'un autre avis.

Un article anonyme, — qui était de M. René Millet, — contre la politique de M. Delcassé ayant paru dans la *Revue Politique et Parlementaire*, M. Schiemann, sans hésiter, l'attribue à M. Hanotaux et échafaude là-dessus de savantes inductions (II, 348).

Enfin, un jour qu'il était en veine de prophétie, il écrit ceci, — sur quoi il nous faut rester :

On doit remarquer qu'il n'y a rien d'impossible à ce que M. Jaurès soit le prochain président du Conseil ou le prochain Président de la République (IV, 240).

C'est ainsi qu'un pamphlétaire peut se muer en fantaisiste. On appréciera dans quel genre on préfère M. Schiemann.

GEORGES VILLIERS.

LES HOMMES D'AFFAIRES AU XVII[e] SIÈCLE

DONNEURS D'AVIS, PARTISANS & TRAITANTS [1]

Descendons un degré : nous sommes dans le monde peu recommandable des hommes d'affaires. Il a la même origine et la même valeur morale que celui des officiers de finances, mais il est sensiblement plus décrié. C'est que les uns se couvrent d'un titre qui fait quelquefois illusion au public : ce sont des serviteurs authentiques de sa Majesté; ils ont acheté un office, on sait l'argent qu'ils représentent, leur brigandage a des airs officiels qui imposent; les autres opèrent à côté, sans être classés, sans mandat qui les protège, en amateurs, en fantaisistes, en contrebandiers, sur la marge de la loi et sous l'œil peu bienveillant de la justice, qui surveille leurs entreprises pour les entraver, même quand leur but visible est le bien de l'État. En réalité les uns et les autres se valent : il n'y a de différence entre eux que celle qu'y met une heureuse chance ou un changement de direction fait à propos. Ils se mêlent sans cesse, ils se confondent, ils tripotent de compte à demi dans les mêmes marécages, ils sont collaborateurs et complices, les affaires du Roi à des degrés divers sont leurs biens communs, et si pour la clarté du récit nous les avons divisés en deux catégories distinctes, il faut bien se dire que, dans la pratique, ces catégories se pénètrent si bien qu'il est le plus souvent impossible de faire le triage et la séparation des éléments qui les composent.

Les gens d'affaires qui s'occupent à cette époque d'opérations financières plus ou moins louches, de vente ou d'achat d'offices, de perception d'impôts en souffrance, de négociation ou de liquidation d'effets publics sont compris sous le nom général de donneurs d'avis, partisans et traitants. Ils sont donneurs d'avis quand ils ont subodoré une affaire et qu'ils essaient de la lancer dans la circulation : ils sont partisans et traitants quand l'affaire est en train et qu'on peut marcher. L'avis, c'est *l'idée* d'aujourd'hui. On touche une part pour l'avis comme pour l'idée, — c'est le *droit d'avis* — à moins qu'on ne soit de taille à l'exploiter soi-même, après en avoir obtenu la concession. Les donneurs d'avis pullulent sur le pavé de Paris : ils se retrouvent dans certains cabarets comme aujourd'hui dans quelques cafés bien connus. On les voit à dix heures à la sortie du Palais sur la place du Change : ils y bourdon-

(1) Extrait de la *Bourgeoisie française au XVII[e] siècle*, qui paraîtra incessamment chez l'éditeur Félix Alcan. Voir les *Officiers de Finance* dans la *Revue bleue* du 31 août.

nent sans relâche. C'est la Bourse du temps : c'est la ruche des fausses nouvelles. La plupart des donneurs d'avis sont faméliques, ils n'ont pas de manteau, ce qui déclasse sans appel à cette époque un individu, mais ils ont la foi. On les rencontre toujours au moment où ils vont signer une affaire magnifique. Ils se glissent dans les antichambres, ils battent la semelle à la porte des gens en place, ils ont avec les galantes des entretiens mystérieux et leur promettent des pots de vins fantastiques pour que l'affaire réussisse.

Leur aujourd'hui est lamentable : leur demain est plein de promesses et de lumière. C'est demain qu'ils doivent avoir le fameux million, premier degré de l'escalier de leur fortune. Ce qui les distingue des miséreux proprement dits, c'est qu'ils font appel à l'intelligence des gens et non à leur compassion ; qu'ils soient compris, et leur pain est cuit pour longtemps. Ils ont de la finesse, plus d'imagination que de jugement, une élasticité d'esprit et d'estomac qui leur est bien nécessaire dans une carrière où l'on est culbuté à chaque instant du rêve dans la réalité. Souvent aussi ils n'ont pas le sens exact des choses, et des rapports qui les unissent : comme le donneur d'avis des *Fâcheux* (1), ils ont des conceptions enfantines, bizarres, grotesques, monstrueuses dont ils déduisent les conséquences avec une rigueur mathématique en oubliant sincèrement que le point de départ est faux. Race inquiète, fureteuse, sans cesse en éveil, yeux perçants, griffes aiguës, ils chassent le quart d'écu comme aujourd'hui la pièce de cent sous. Quelques-uns ont des idées mirifiques qui les enrichissent (2) : d'autres végètent exploités par ceux qui ont moins d'imagination, mais plus d'entregent, plus de relations et qui savent où trouver l'argent pour aboutir.

Ceux-ci sont les partisans, sous-partisans ou traitants. Ce sont aussi des figures curieuses, particulières à l'époque, au moins par leurs noms, et la nature spéciale de leurs agissements. Traitants (de traité) s'explique facilement. Partisans est moins clair pour nous. On appelait *Parti* une opération financière qui avait pour but d'avancer au Roi des fonds soit sur la création de nouveaux impôts et de nouveaux offices, pour en percevoir ensuite soi-même le produit, soit sur la recherche des impôts impayés, des fonds royaux divertis, des non-privilégiés qui avaient réussi à se soustraire aux charges publiques. Le mécanisme du parti consiste donc surtout à exonérer le Roi des embarras d'une administration financière en lui avançant de l'argent. Cette avance faite, les partis se subdivisent en sous-partis, et les partisans, sous-partisans, qu'on appelle aussi traitants, constituent des bureaux, font des recherches et par menaces, extorsion ou autrement, prennent aux gens ce qu'ils doivent et quelque chose en plus encore. La différence, entre l'avance et la réalisation, constitue la bonne affaire.

Les partisans opèrent encore autrement : ils agiotent sur les monnaies qui ont justement traversé sous Louis XIII une crise assez sérieuse : ils tripotent sur les effets publics comme aujourd'hui sur les valeurs mobilières : mais cela demande encore une explication. La royauté, dans le gâchis sans cesse aggravé de ses finances, était réduite pour se procurer de l'argent à des expédients désastreux, comme la création de nouvelles charges parfaitement inutiles et de rentes généralement constituées à des taux plus qu'onéreux. Aussitôt qu'une éclaircie se produisait, on essayait de déblayer le terrain en remboursant quelques-unes des anciennes créations. Malheureusement il arrivait la plupart du temps que les effets publics, émis pour le remboursement, portaient sur des fonds qui se trouvaient épuisés. Par suite ces effets tombaient à un prix scandaleusement bas. Les partisans les rachetaient et les passaient au Roi, grâce à de hautes influences, sur le compte de la constitution originaire. Ils réalisaient ains d'énormes bénéfices (1). Ce fut une des sources les plus malpropres de la fortune de Mazarin. D'autres passaient au contraire au Roi les effets sur le pied où ils les avaient achetés : mais ils s'en prévalaient pour obtenir des remises considérables sur d'autres traités. Les remises allaient quelquefois jusqu'au tiers, sans parler de l'intérêt qui s'élevait jusqu'à 15 p. 100. Toutes ces opérations obéraient cruellement le trésor, mais on voit que le métier de partisan avait du bon.

Il est assez difficile, sans entrer dans le détail de l'administration, de faire comprendre les ressources infinies qu'offrait le désordre qui régnait alors, à l'ingénieuse spéculation des partisans. Voici cependant la liste d'un certain nombre de commissions obtenues sous Henri IV et qui furent révoquées ensuite ou sursises par arrêt du conseil d'État : elle peut donner une idée assez exacte des exactions spéciales des publicains du temps.

(1) *Les Fâcheux,* acte III, scène IV :

Vous voyez le grand gain sans qu'il faille le dire
Que de ses ports de mer le roi tous les ans tire.
Or l'avis dont encor nul ne s'est avisé
Est qu'il faut de la France, et c'est un coup aisé
En fameux ports de mer mettre toutes les côtes.
Ce serait pour monter à des sommes très hautes.

(2) Tonti, l'inventaire de la Tontine, pour son *droit d'avis*, fut créé contrôleur général de la société avec douze mille cinq cents livres de gages.

(1) *Mémoires de Math. Molé.* I, p. 43. Remontrances du Parlement au Roi 1615. *Recherches et considérations sur les Finances de France*, par Forbonnais, t. II, p. 28 et suiv.

Recherches des usures — de l'emploi qui s'était ci-devant fait des deniers d'octroi qui se levaient sur les villes, bourgs et communautés — des levées de deniers faites par les communautés sans commission de Sa Majesté — des abus commis à la levée du sol pour livre contre ceux qui s'étaient exemptés de payer le dit droit lorsqu'il se levait — sur les hôteliers et cabaretiers pour faire prendre lettres ou permissions — sur les greffiers, collecteurs et asséeurs pour les provinces des deniers des tailles — sur les bois et chandelles que l'on levait par les villes, bourgs et villages outre les commissions du Roi.

Voilà qui est déjà gentil, mais ce n'est pas tout et les donneurs d'avis étaient hommes à en trouver d'autres :

— Recherches des déchets sur les descentes et voitures du sel tant par eau que par terre — recherches sur les poids et mesures et toutes autres recherches contre les merciers et revendeurs, spécialement sous le nom du roi des merciers — commissions pour les métiers, et contraintes contre les artisans et autres pour leur faire prendre lettres de maîtrise — commissions pour la vente des aliénations des terres vaines et vagues — recherche de l'Anil de l'Inde — recherche des usages des villes, bourgs, villages, communautés, qu'ils ont dans les forêts et domaines du Roi — commissions portant commandements à tous gentilshommes d'apporter ou envoyer leurs lettres, titres et enseignements au greffe du trésor — recherches sur la permission accordée au sieur Des Monts de retenir les castors, par le moyen de laquelle les marchands étaient contraints de les acheter de lui — recherches contre les meuniers pour leurs meules et meulons qui devaient être au point rond, etc., etc. (1).

Gentilshommes, merciers, meuniers, administrations des hôtels de ville, cabaretiers, marchands de castor, tout y passe. Une curiosité incessante fouille les moindres actes des individus pour y trouver prétexte à des poursuites lucratives : malheur à qui, pour une raison ou pour une autre, a oublié la loi ou négligé le réglement. Les donneurs d'avis aboient sur sa trace et les partisans, quand il est dépisté, ne le lâchent plus jusqu'à la curée. Cette odieuse inquisition s'étend sur toute la France, elle pénètre dans la vie privée, elle y introduit la dénonciation et le chantage. Pour quelques abus qu'elle découvre et qu'elle exploite, elle effraie les innocents coupables seulement d'ignorance et de laisser-aller, elle paralyse l'initiative des commerçants et des industriels, elle met toutes les activités au régime d'une insupportable surveillance policière. Si le partisan n'a pas créé la mouche ou agent secret, il l'a développé avec amour, il en a assuré pour de longues années la reproduction. Grand merci du cadeau. Le donneur d'avis d'ailleurs est lui-même le roi des mouches, il entre partout, il furète dans tous les coins, il se pose sur tous les plats, il pique tous les assistants, et le côté comique de l'affaire, c'est qu'il n'épargne même pas son vieux complice le partisan. Il lui sert de rabatteur, il lui dénonce les abus à poursuivre et, par un juste retour des choses d'ici-bas, il le dénonce ensuite à son tour quand un excès de zèle entraîne ce singulier réformateur au-delà des bornes d'une honnête friponnerie. Voleurs ou mouchards ! les citoyens de ce joli monde sont l'un ou l'autre — ou tous les deux à la fois.

On conçoit la haine que toutes leurs ignobles pratiques avaient éveillée dans le cœur des populations. Sur ce chapitre il n'y a qu'un cri. Je disais plus haut que la Fronde a été surtout une révolution financière. Je le répète. Les rentiers ont commencé : ceux qui avaient eu à souffrir des partisans continuèrent, et ceux-là c'était tout le monde. Ils se trouvèrent confondus avec les officiers de finance dans une même et juste réprobation. Une protestation indignée s'élève contre cette clique de tous les coins de la France, et aussi contre Mazarin son complice qui, le premier, suivant l'énergique expression de Retz, porta le filoutage dans le ministère. Ces délateurs de profession sont dénoncés à leur tour, ces mouchards sont mouchardés ; on les désigne aux poings du peuple ; on les assomme dans la rue ; des émeutes assiègent leurs hôtels. Toute cette bourgeoisie interlope, truffée d'or, prend peur et s'enfuit en province pour reparaître après l'orage pendant que les donneurs d'avis se terrent dans leurs bouges et font les morts.

*
* *

Les pamphlets n'avaient pas attendu 1648 pour sonner l'hallali après toutes ces fripouilles. Il n'y a pas de journaux à cette époque pour dénoncer au public les agissements des financiers. Mais sans parler des estampes (1), les livrets, les libelles, les pamphlets, les papiers et brochures de toute sorte vendus à cri public sur le Pont-Neuf ou colportés sous le manteau y suppléent largement. Écoutez cet extrait de la dédicace de *Chasse aux Larrons* que j'ai déjà citée : nos journaux les plus avancés ont-ils un accent plus âpre et une parole plus enflammée ? L'auteur demande : Qui a dévoré le trésor amassé

(1) *Mercure français*, I, p. 506, année 1610.

(1) Voir au cabinet des Estampes de la Bibliothèque nationale le portefeuille, si curieux à cet égard, de l'Histoire de France, année 1624.

par Henri IV ? On répondra, le maréchal d'Ancre, dit-il :

« — Tout, non, oui en partie. Mais qui en a fait venir l'envie à ces âmes noires? qui en a donné l'invention à ces étrangers, gosses auparavant et grossiers aux affaires? Qui, sinon les seuls financiers? Sinon les seuls partisans, associés, cabalistes, pensionnaires, donneurs d'avis et leurs suppôts et supports, secrètement liés et presque tous alliés les uns avec les autres. Gens fins, cauts, accorts, actifs, subtils et artificieux par-dessus tout ce qui peut se dire. Gens qui ont partagé le gâteau avec le maréchal et la maréchale et qui s'en donnent maintenant par les joues. Gens qui en jouant assis à l'entour d'un tapis de velours les pistoles par milliers ne se font que rire et gausser des calamités publiques... Il faut mettre au pressoir de justice ces éponges... et donc, Sire, au nom de Dieu à quoi pensez-vous? qui vous retient? que tardez-vous de plus? »

La *Chasse aux Larrons* est de 1618 : le sieur Bourgoin, son auteur, était rempli de son sujet : avant de dénoncer les partisans, il avait mangé leur pain et travaillé à leurs écritures. Il était lui-même donneur d'avis : en 1614 il avait offert de faire rendre au Roi les deniers volés par les officiers de finance, les partisans, les traitants, etc. Il se faisait fort de faire tomber dans les coffres de Sa Majesté dix millions de livres dans les cinq premiers mois de la recherche et trente en un an, outre la valeur de la confiscation des offices des coupables (1). Il fut éconduit et dut borner son zèle à la confection de pamphlets où, comme on l'a vu, il n'épargnait pas ses anciens patrons. Mais il n'y avait pas là de quoi nourrir un homme. Bourgoin revint à la charge en 1623 et renouvela ses offres : il fut encore éconduit. Il se vengea par deux libelles virulents dirigés contre la Vieuville : l'un, *le Mot à l'oreille de M. le marquis de la Vieuville*, l'autre la *Voix publique*, ce dernier le plus agressif des deux.

Bourgoin avait des confrères, des imitateurs par centaines. Toute la journée des colporteurs glapissaient sur le Pont-Neuf les titres des innombrables libelles éclos chaque matin.

— La confession des financiers au Roi et à MM. de la Chambre de Justice.

— Le manifeste des financiers au Roi contre les mouches bourdonnantes.

— La plainte des pensionnaires mal payés au Roi et à M. de la Vieuville.

— Le jugement de Dieu porté contre la Vieuville révélé à un marchand hollandais. Etc., etc.

Ces écrits sont de 1624. Cette année-là la destitution de la Vieuville surexcita la verve des pamphlétaires. On s'arrachait dans les rues les copies nouvelles, *Génies de la France*, *messagers de la Cour*, etc., qui dénonçaient avec fureur ses rapines et ses exactions. Mais la production ne se ralentit guère ensuite : le métier est bon et la matière est riche. En 1626 c'est :

— Le Salve Regina des financiers à la Reine mère.

— Le Responsorium au Salve Regina des Financiers.

— La France remontant en santé après la grande maladie et les très humbles remontrances au Roi sur les affaires de ce temps.

Et d'autres encore, puis encore d'autres. On en remplirait une bibliothèque. Déjà l'Estoile (1) en son temps en faisait collection. En toute saison ils pleuvent comme les feuilles à l'automne. En 1648 c'est un débordement, une inondation. Les partisans sont submergés : ils n'osent plus donner signe de vie. Même quand on se défend contre les rapprochements historiques, on est frappé des analogies de cette campagne avec celle de l'Anti-Sémitisme. Les partisans, ce sont les juifs de l'époque et sauf la religion ce sont les mêmes reproches qu'on leur jette à la face. Sont les mêmes aussi, la violence haineuse du langage, l'exagération passionnée des attaques, le mélange à des critiques trop justifiées d'accusations puériles et basses. Comment pouvait-on tolérer alors ce que la liberté la plus illimitée de la presse laisse à peine passer aujourd'hui? C'est que le régime monarchique n'est en aucune façon l'autorité absolue et implacable dans son absolutisme qu'on se figure quelquefois : c'est plutôt une extrême tolérance en toutes choses, que nous ne souffririons pas de nos jours, jointe à des accès brusques et intempérants d'arbitraire. L'ancien régime, précisément parce que son principe n'est pas contesté et aussi parce qu'il est fait des traditions, est un régime de laisser-aller, de condescendance bon enfant, de lois qu'on oublie aussitôt qu'elles sont faites, de mœurs en retard sur les lois, de préjugés auxquels on montre de la déférence avec des réveils terribles et des abatages qui ne durent jamais longtemps. Le caprice règne en maître et aussi la fantaisie, et rien n'est moins dix-septième siècle que notre manque d'imprévu et notre insupportable idéal d'uniformité dans l'observation de la loi et dans l'application de la règle. Dans l'espèce, liberté complète était laissée à la circulation des pamphlets jusqu'au jour où l'on pendait leurs auteurs — avec ceux qui les avaient im-

(1) *Mercure français*, t. IX, année 1623.

(1) *Mémoires-journaux de l'Estoile*, t. X, p. 16 et suiv. Les Mazarinades n'ont pas été une exception : elles ne faisaient que continuer une habitude chère aux Parisiens.

primés. Mésaventures inévitables et dont l'effet durait huit jours. Avec la bonace, les colporteurs de libelles reparaissaient sur le Pont-Neuf et le même jeu recommençait pour se terminer de la même manière.

Tous ces papiers, aujourd'hui jaunis, ces feuilles volantes arrivées jusqu'à nous on ne sait comment, — hasard ou caprices d'amateurs — ont un intérêt puissant. Ils nous donnent des renseignements précis qu'on chercherait vainement ailleurs sur les financiers de tout poil et de toute couleur qu'ils dénoncent sans ménagements. Ils les démasquent sous les déguisements que la fortune leur a permis de revêtir. Nous pouvons ainsi suivre de l'œil à travers les différentes classes de la société, la marche de tous ces parvenus dont la vanité plus encore que le faste soulevait les rancunes populaires (1). En voici quelques-uns — officiers de finances ou partisans, car c'est tout un et la distinction que nous avons faite plus haut disparaissait souvent dans la réalité : Galland, fils d'un paysan de Château-Landon et qui s'était fait si riche en peu d'années qu'un président à mortier, Le Coigneux, n'avait pas craint d'épouser sa veuve. — Lambert, fils d'un procureur des comptes, qui laissa en mourant quatre millions cinq cent mille livres de bien, dont le président Viole eut pour sa part quatre cent mille livres; Camus qui venait de rien et qui laissa à ses enfants, au nombre de neuf, plus de quatre cent mille écus chacun; Petit, ancien procureur au Châtelet; Chabenat, copiste au conseil, tous deux les prête-noms de ce misérable et cynique Particelli d'Emery dont Mazarin, l'honnête homme, partageait les profits et qu'il avait fait surintendant général des finances; Catelan, venu des montagnes du Dauphiné en laquais et qui s'était avancé dans la maltôte sous Bullion; Launay, conseiller au Châtelet et principal associé de Catelan; la Raillière, fermier des aides avec le nommé Mousseau : tous deux avaient volé les rentiers et l'Hôtel de Ville, par les présents et corruptions qu'ils avaient faits au dit d'Emery, en considération de quoi l'on avait diverti aux dits rentiers trois quartiers et demi de leurs rentes en une seule fois; De Mons, ex-commis de Galland, qui se faisait appeler vicomte d'Andrezelle; Picard, fils d'un cordonnier qui s'était mué en marquis de Dampierre, etc., etc., la liste est interminable.

Imaginez la haine, le dégoût, la rage que devaient éveiller dans le cœur des simples la lecture de ce pamphlets — les petites familles bourgeoises épelant le soir dans l'arrière-boutique à la clarté de la chandelle tous ces chiffres fantastiques — ces fortunes odieusement acquises, ces titres usurpés qu'on était encore habitué à respecter : pensez aux colporteurs hurlant leur marchandise dans les ruelles les plus sombres du vieux Paris — aux boutiquiers écrasés par les taxes — aux rentiers mourant de faim sur leurs titres — à tout le petit peuple haillonneux et misérable des échoppes, des soupentes et des greniers dont l'imagination grossissait encore démesurément les trésors de ses exploiteurs — et vous comprendrez alors les grandes colères de la Fronde, les fureurs de la foule, les pavés en barricade, les réquisitions, les pillages des grands hôtels. Les partisans n'ont qu'à bien se tenir, on sait où les trouver. On ne se contente pas de cligner de l'œil de leur côté : on les désigne du doigt, on donne leur nom, leur adresse, leurs hôtels, leurs maisons de campagne, celles de leurs amis, parents et alliés. Ah ! nous nous plaignons des articles diffamatoires et dénonciateurs de quelques journaux : mais c'est du petit lait, de l'eau bénite en comparaison du vitriol qui suinte de tous ces papiers de scandale et de chantage. La presse — sauf exceptions — a des bureaux, des commanditaires, des actionnaires : on sait où l'atteindre, elle est tenue à certains ménagements. Les pamphlets n'exigent pas de mises de fonds. Ils sortent d'une presse clandestine, sur quatre ou huit pages imprimés Dieu sait où et Dieu sait comment au fond d'une cave, sur des têtes à clous. Ils vont soufflant la sédition, le mépris de l'autorité, la haine des riches, des enrichis et des parvenus : ils prêchent le pillage, la revendication collective et individuelle, l'expropriation pour cause de vertu et d'indignation publique. Ils ne se gênent guère, ils mettent les points sur les *i* : ils visent l'ennemi au cœur. Vous entendez, Bordier demeure au Marais, rue des Trois-Pavillons, Cornuel, rue des Francs-Bourgeois, d'Alibert, rue des Grands-Augustins, Bérault, rue Geoffroy-Lasnier, Gargan, rue du Temple, près la rue Chapon, et ainsi de suite. A bon entendeur salut.

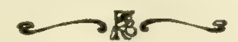
*
* *

Aussi quand une sédition éclate, quelles clameurs, quelles malédictions, quelle poussée irrésistible vers la maison du riche. Paris vide ses culs-de sac les plus fangeux et les mène à l'assaut du bien mal acquis. De généreux volontaires enfoncent à coups de poutre les hautes portes des hôtels dénoncés, envahissent les somptueux appartements, brisent les glaces, lacèrent les tapis et à coups de

(1) La vérité toute nue ou Advis sincère et désintéressé sur les véritables causes des maux de l'État et les moyens d'y apporter le remède. Cf. aussi le catalogue des partisans ensemble leur généalogie, extraction, vie, mœurs et fortune. 26 janvier 1649. *Choix de Mazarinades publiée par la Société de l'H. de France*, t. I, p. 113.

crosse de mousquets sondent les murs pour trouver la cache où le financier a déposé ses économies. C'est par des scènes de ce genre que débute la Fronde (1) : les donneurs d'avis ne se tiennent pas de joie, ils sont dans leur élément : ils dénoncent celui-ci qui cache l'argent du roi, ils dénoncent celui-là qui cache le sien, tous deux seront de bonne prise. On reprend à la Raillière cent mille écus que l'on porte à l'Hôtel-de-Ville pour faire la guerre au Mazarin. A M. Galland, secrétaire du conseil, vingt-cinq mille livres; chez M. Pavillon, aux marais du Temple cent mille écus qui venaient de Bordeaux — aux gabelles, deux cent cinquante mille livres. On fouille aussi la maison de M[me] de Combalet — qui n'est pourtant pas un financier : on y trouve de fort belles caches qu'on y a faites suivant l'usage du temps, mais pas d'argent. L'oiseau était envolé. On en cherche jusque dans la pompe de la Samaritaine, tant les chasseurs y mettent de zèle : là encore néant. Le pis c'est qu'on trouve ces procédés parfaitement naturels. Au brigandage des partisans on répond par la confiscation sommaire et le Parlement couvre le tout de sa haute autorité. Il ne fait en cela que traduire le sentiment général de toute la bourgeoisie, à Paris et en province. Dans toutes les séditions qui éclatent avant la Fronde — et elles sont loin d'être rares — la bourgeoisie même aisée fait cause commune avec le peuple contre tous les financiers. Ainsi la révolte de Dijon dite Lanturlu en 1630 : avec la complicité passive des bourgeois, des scènes de violence souillèrent pendant plusieurs jours la ville. Ainsi à Rouen, en 1639, la fameuse insurrection au nom significatif des *Pieds nus*. Un des plus riches partisans de Rouen, le Tellier, sieur de Tourneville (2), y eut sa maison brûlée et l'attitude du Parlement en cette affaire fut si douteuse qu'elle nécessita sa suppression momentanée. Au premier cri de révolte, toute la France honnête et laborieuse était debout contre la vermine financière qui vivait de sa chair et de son sang. *Publicanus mala bestia, tyranus populorum et regnorum*, dit Gui Patin qui a toutes les passions des bourgeois de son temps. Ce bourreau fait dans un royaume ce que fait un brochet dans un étang. Animal et *carnivorum et sanguisorbum. Visceribus miserorum et sanguine pascitur atro.*

Ch. Normand.



(1) *Œuvres du cardinal de Retz* (éd. Hachette), t. II. Mémoires, 2e partie, p. 201.

(2) *Historiettes de Tallemant des Réaux*, t. IX, p. 2, n° 304.

CHEMINEAU

NOUVELLE (1)

Elle dit d'un ton apitoyé :

— Et vous allez repartir demain, vous remettre en route? Mais où allez-vous? Avez-vous seulement un but ?

Il eut son geste vague.

— Je vais, dit-il... J'irai tant qu'il y aura du chemin. Au bout du chemin, je m'arrêterai, c'est que l'heure sera venue ; elle vient tôt ou tard pour tout le monde.

— Cela ne vous mènera pas loin! Nous sommes vieux, mon pauvre ami, perclus de maux ; la marche est rude, il ne fait pas bon par cette saison trotter par les routes. Ne feriez-vous pas mieux... Eh! oui, il y a des maisons, des asiles pour les vieux comme vous.

Il secoua la tête.

— Bah! je suis dur, plus dur qu'il ne paraît. L'habitude est prise, j'ai ça dans les jambes, à présent ça roule tout seul. Et je suis fait à mes maux, ils ne sont pas d'hier, nous sommes de vieilles connaissances ; quand nous nous quitterons, ce sera fini, jusque-là nous faisons bon ménage. Il faut, voyez-vous, laisser chacun à sa misère : les misères, comme dit l'autre, sont faites sur mesure.

Il rêva un moment, puis dit :

— Le jeune maître, je l'ai vu tout à l'heure, a des chagrins, des contrariétés. Qu'il se rassure! Les gros ennuis ne durent pas, il faut qu'ils se décident, qu'ils éclatent et arrivent à se résoudre ; quand les choses sont au pis, c'est qu'on touche au dénouement. Tout s'arrangera, vous pouvez le lui dire de ma part.

— Vous êtes donc sorcier, mon brave homme ?

— Je suis sorcier, ma bonne amie ! Et vous êtes, vous, un brave cœur... Oui, bonne tout de même ! Tout à l'heure, en vous écoutant, on vous aurait pu croire sèche et dure ; mais vous ne songiez qu'à vos enfants, je l'ai bien compris, à vos enfants que vous ne voulez pas qu'on dépouille, c'est trop juste... Ah ! vous êtes bien toujours ce bon petit cœur généreux et prompt, qui, d'un si bel élan, se portait en avant, quand, jeune et jolie, vous couriez au rendez-vous à la saulaie ! François et vous, blottis sous l'arche du pont, vous entendiez dans la nuit monter le chant des grillons ; vous frémissiez, vous lui saisissiez la main lorsque sur votre tête, résonnant sous la voûte, retentissait le pas d'un passant ; vous n'étiez un peu rassurée que lorsque le bruit décroissant se perdait au loin...

(1) Voir la *Revue Bleue* du 14 septembre 1907.

Elle avait laissé tomber son ouvrage sur les genoux. De sa longue aiguille à tricoter enfoncée dans ses mèches grises, elle se grattait le sommet du crâne comme pour réveiller et remettre en mouvement de vieux souvenirs qui y dormaient.

— Comment savez-vous que j'étais jolie? demanda-t-elle, vous ne m'avez pas vue, alors ?

Après un silence, il dit :

— Je le suppose !

Il ajouta, penchée sur elle, les deux coudes aux genoux et l'examinant d'aussi près que possible avec une curiosité attendrie :

— Si vous croyez que cela ne se devine pas ! L'âge n'y fait rien, ni les cheveux blancs et les rides. Il faut des accidents comme à moi, qui rendent méconnaissable. Vous, ce n'est pas la même chose, les années ont passé sur vous sans vous détruire ; il est facile avec ce qui reste, et telle que je vous vois là, de vous revoir à vingt ans... Même ce petit signe, ce petit grain noir sur la lèvre, qui vous donnait du piquant! Et puis, il est des choses qui ne changent pas, où le temps ne fait pas de ruines : ce ne sont que les traits, non le teint plus ou moins frais et rose, qui nous font ce que nous sommes ; celle qui fut belle le demeure toujours, et, encore mieux, celle qui fut bonne ; le cœur, le sentiment, échappent à la commune disgrâce. Et vous fûtes toujours dévouée, et fidèle, aimante... fidèle autant que les circonstances le permirent.

La vieille, entendant cela, s'écria en riant :

— M'allez-vous faire une déclaration? Ce serait comique à nos âges! Où voulez-vous donc en venir?

Il eut un mouvement comme de se ressaisir et se renfonça dans son coin.

— En venir? Mais à rien, murmura-t-il... absolument à rien.

— Eh bien ! dit-elle, allons nous coucher. C'est le moment, la lumière nous abandonne, dans une minute on n'y verra plus.

Elle s'était levée. Pendant qu'elle décrochait la lampe mourante, il marchait vers la porte.

— Attendez que j'allume une lanterne et que je vous montre les endroits.

— Bon! dit-il, je trouverai bien, ne vous dérangez pas.

Sur le seuil il se retourna, la dévisagea de très près, puis prononça :

— Bonne nuit, Annette !

Et il la quitta. La nuit était claire et blanche, toute ouatée de silence; la neige coiffait la charpente du puits, elle formait d'épais coussins sur les margelles, sur les rebords du bassin, les banquettes du jardin ; et les étoiles au-dessus scintillaient d'un éclat aigu.

Elle le vit s'enfoncer dans la cour, gravir sans hésiter l'escalier de pierre et disparaître dans le grenier à foin. Cet homme était singulier. Il vous regardait d'une étrange façon; il s'orientait dans la ferme comme s'il l'avait habitée de tout temps. Et ne venait-il pas, en s'éloignant, de la saluer de son nom? Comment savait-il qu'elle s'appelait *Annette*? Sans doute, au cours de la soirée, quelqu'un l'avait nommée ainsi. Ces mots néanmoins évoquaient un passé lointain; ils sonnaient à son oreille, — en dépit de la voix changée, du timbre faussé par les lèvres flasques et les dents absentes, — comme les adieux de François naguère quand ils se séparaient après les longs entretiens sous les saules. Elle en avait été toute remuée. Mais cela glissa sur elle comme une coïncidence fortuite, sans qu'elle s'y arrêtât.

Quand elle rentra, la servante était accroupie devant la cheminée.

— Éteignez bien les bûches, ma fille, qu'on ne flambe pas cette nuit. Pourvu que l'autre, là-bas, n'allume pas sa pipe! On n'est jamais sûr avec ces vagabonds.

La servante amoncelait les cendres au fond de l'âtre, elle y poussa le grand couvre-feu de fonte.

Et, ayant gagné sa chambre à son tour, toute la maison s'endormit.

*
* *

Le chemineau ne reposa guère. Après une heure ou deux d'assoupissement, il s'était réveillé un peu agité. Dans ses vieilles loques, sur son lit de paille, il se mit sur son séant. Des rats, par instant, trottinaient sur les planches, ils bondissaient en se poursuivant et, à la première alerte, regagnaient en hâte leur trou. Les yeux grands ouverts dans les ténèbres, il réfléchissait.

Ainsi, sous ce toit de passage, la vie, avec ses joies, ses tristesses, la gaîté des enfants, les misères des autres, la lutte, les efforts continus, les espoirs déçus, les sursauts d'énergie et la belle illusion toujours renaissante, tout cela roulait son cours ordinaire. Chacun s'était fait son coin et sa place, il n'en restait plus de vides ; il n'en restait point pour ceux qu'on attendait plus, qu'on n'espérait plus, dont on avait pris l'habitude de se passer, qui viendraient comme des intrus, dont la présence serait pour tous une gêne. Valait-il la peine d'être ce trouble-fête, un épouvantail pour les petits ?...

Les heures s'écoulèrent dans ces réflexions. Son oreille, tendue au moindre bruit, perçut au-dessous de lui le va-et-vient du domestique occupé à remplir les mangeoires ; plus au loin, dans les régions de l'office, la servante, déjà sur pied, cassait le bois et rallumait le feu. A la rencontre de la toiture et du mur, une barre de lumière blanchissait faiblement. Il se leva et descendit. Le temps s'était un peu dé-

tendu; des nuées grises, lourdement suspendues dans le ciel, retardaient la venue du jour.

Il fit, sa soupe expédiée, quelques tours par la pièce, furetant çà et là, sondant les carreaux, et finit par s'arrêter devant une large dalle, celle où l'un des pieds de la table posait.

— Là, dit-il à la bonne en marquant la pierre d'une croix à l'aide de son bâton ferré, vous direz à votre maître de chercher là. Rappelez-vous bien! c'est très important. Vous voyez que j'ai fait un signe... Et vous embrasserez les enfants pour moi. Quant à Annette... à la grand'mère Annette, je lui ai fait mes adieux, hier, il suffit. Portez-vous bien, ma fille. Le bon Dieu bénisse cette maison!

Il marcha vers le seuil, s'y tint immobile une seconde, regardant avec curiosité les objets environnants. Puis, lentement, sur le sol durci, traînant les pieds et s'aidant de son bâton, il se mit en route. A quelque distance, la jeune fille le vit s'arrêter et se retourner. Mais des mouchetures de neige commencèrent à rayer l'air, et, derrière ce voile blanc, le chemineau disparut.

Les travaux chômaient à cette époque de l'année. Aussi était-il déjà tard quand maître Jean parut; son premier mot fut pour s'informer du passant et s'étonner d'un départ si brusque avec la tempête qui s'annonçait.

— Que je n'oublie pas! dit-elle. Il m'a chargée de vous dire que vous cherchiez en cet endroit. Il y a des choses importantes.

Elle indiquait la dalle marquée d'une croix.

— Bon! dit-il, je connais ça. Encore un de ces farceurs! J'ai parlé hier de trésor; il va revenir tout à l'heure, et j'entends le boniment: « l'or attire l'or... » Il faudra semer de place en place des pièces de quarante sous qu'il glissera à mesure dans son gousset. « Encore une! nous brûlons... » Ce que nous en avons gaspillées, père et moi! C'est fini, on ne m'y prend plus.

Les femmes descendirent, on se mit à table. Puis, après le déjeuner, la servante étant sortie pour traire les vaches, Jean, assis devant le feu, réfléchissait. Tout à coup, il se dressa.

— J'en aurai le cœur net!

Il courut chercher une forte pince, et furieusement il attaqua l'angle de la dalle. Sa femme, sa mère le regardaient faire sans comprendre. Aux premiers éclats qui sautèrent, il reconnut un scellement de dalle plus fraîche mêlé à l'ancien ciment, le tout ayant pris à la surface une teinte uniforme sous l'incessant piétinement. Cette remarque doubla son courage; sous une dernière pesée la dalle se souleva.

Elle découvrit une profonde cachette. Des bourres de laine calfeutraient l'orifice, que Jean fit voltiger d'un revers de main. Et, au-dessous, entassées, enchevêtrées les unes aux autres, ternies et brunies par le long séjour dans l'obscurité, les pièces d'argenterie apparurent, qu'avec une sorte d'émoi familial il revoyait, il reconnaissait, telles que son père les avait décrites. Voici la vaisselle plate, les quatre grands plateaux d'argent, les trente couverts au vieux titre, et les louches, l'huilier, saucières et aiguières. Tout au fond, deux coffres renfermaient: l'un les joyaux de grand'mère, bagues et chaînettes, croix de Jeannette, parmi un lourd monceau de pièces d'or, quelques-unes de quarante, de cent francs, comme les paysans en collectionnent pour s'éblouir dans leurs marchés; dans l'autre, plus soigneusement enveloppés d'un multiple fourreau de vieux linges, c'étaient les papiers de famille, contrats de vente, billets souscrits, titres en liasses...

A mesure que, d'un doigt tremblant, délirant, il tirait ces objets de leur retraite, Jean mentalement en faisait le succinct inventaire. Il y avait là mille fois plus qu'il n'en fallait pour rendre à la ferme sa prospérité première, procurer à sa famille les joies de l'aisance, ce rêve de bonheur si longtemps couvé!

— Mais qui t'a donné l'idée de fouiller là? s'écria grand'mère Rénier. Depuis plus de trente ans qu'elle dort à cette place, nous foulions la fortune à nos pieds!

— Donné l'idée?... Le chemineau.

— Mais c'est lui! dit-elle en levant les bras. Quel autre pouvait savoir? C'est François Rénier! Où est-il?

— Il est parti.

— Parti!

Maître Jean, tout en parlant, serrait dans le vieux bahut de chêne les dernières pièces du trésor. Il était en train d'endosser sa houppelande quand le domestique entra:

— Attelle! lui cria-t-il. Nous partons.

— Partir? vous n'y pensez pas, notre maître! La neige tombe à paquets, les chemins sont gelés, et les chevaux ont beau être ferrés à glace...

— Je te dis que nous partons. Dépêche.

Ils partirent. De la ferme, ils relevèrent sans peine les empreintes du mendiant dans la neige. A quelque distance, elles disparurent; sous les chutes récentes elles s'étaient effacées. Puis, ils atteignirent un carrefour et, après avoir hésité un moment, prirent la voie qui menait au bourg le plus proche. Aux rares passants qu'ils rencontraient, ils s'informaient du chemineau; mais nul ne l'avait aperçu. Et ils arrivèrent ainsi aux premières maisons de la ville.

Cependant la tourmente faisait rage. Le cheval bronchait dans ses harnais, aveuglé par la bourras-

que ; on voyait, comme un double coup de fusil, l'haleine jaillir en boulet de ses naseaux, et de son poil en sueur, s'envoler un grand voile de vapeur que le vent tordait et déchirait. Tous les deux grelottant sur le siège, le maître et le valet ne savaient à quoi se résoudre.

— On ne voyage pas par ce temps, notre maître, on ne voyage pas à pied. Il aura cherché un gîte dans quelque ferme. Nous n'allons pas frapper à toutes les portes ! Le cheval serait crevé avant.

Jean, les sourcils froncés, réfléchissait. Il prit soudain son parti.

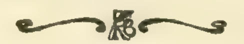
— Tu as raison ! nous ne pouvons raisonnablement geler sur place. Il ne peut être allé bien loin, il n'est pas très ingambe. Ce soir, demain, quand ce déluge sera fini, nous le rattraperons. Il est ennuyeux tout de même de rentrer sans lui...

Sans doute regrettait-il de ne pouvoir sur l'heure mettre la main sur le Chemineau; mais un autre sentiment luttait en lui, l'idée du trésor laissé à la ferme, dont la vision l'obsédait, et dont il aurait voulu savoir le compte exact, chaque tour de roue, qui l'en éloignait, lui était un arrachement.

La voiture vira sur elle-même. Le cheval, comprenant que la chaude écurie était au bout, reprit une vive allure. Par acquit de conscience, ils visitèrent encore quelques fermes, au bord de la route, à peu de distance. On gagna le logis sans avoir rien trouvé.

Les recherches se poursuivirent le lendemain, les jours suivants; elles furent inutiles. De plus en plus, et pour jamais, François Rénier était un *disparu*; il avait passé, ne laissant pas plus de trace que l'empreinte fugitive de ses pieds dans la neige.

Léon Barracand.



LE PROPRE DU TEMPS

Méditation pour prêtres et séminaristes.

Une communion ne décroît que par ses fautes et non sous les coups de ses adversaires. Cette loi historique, aux innombrables exemples, explique la décadence religieuse.

L'irreligion provient de l'insuffisance du clergé, comme la Révolution est née du démérite du monarque et de la noblesse.

On ne voit pas qu'un examen de conscience ait été fait ni au Vatican, ni au séminaire, ni à l'évêché en face des événements impérieux, d'hier même. Il est si simple de dire que le siècle a déclaré la guerre au Christ. On ne déclare aucune guerre sans escompter la victoire, c'est-à-dire sans croire à l'infériorité actuelle de celui qu'on attaque. Or, l'effet a prouvé la justesse du coup d'œil : et tout ce qu'il a plu aux libres-penseurs d'entreprendre contre la foi, a réussi, sans coup férir, avec une facilité incroyable.

Dans une monarchie absolue, il suffit de bien considérer l'esprit du monarque pour saisir la mentalité de tous les dignitaires et officiers : et une des plus récentes encycliques nous révèle, par une phrase, brève et précise, — elles sont rares en cette littérature — pourquoi l'Église a été vaincue, sans combat, et à quel prix elle pourrait vaincre demain, également sans combat.

Selon Pie X, l'Église se compose de docteurs, de pasteurs et du troupeau.

Ce n'est pas ici le lieu de traiter de l'infaillibilité ; mais elle abolit jusqu'à la possibilité d'un doctorat.

Docte signifie savant ; et on ne peut appeler science la matière que régit impérialement le principe d'autorité. On s'étonne que les promulgations théologiques soient faites sans preuves ni démonstrations et on a tort : elles s'adressent à des sujets spirituels et doivent être obéies. Croire c'est obéir, comme dogmatiser c'est commander.

Le pouvoir spirituel étant une fonction, le pape est l'unique docteur, puisque ses décisions seules obligent le fidèle. Cette conception qui étonne ou exaspère, selon les tempéraments, fut un trait de politique transcendantale, qui prouve le haut esprit de Pie IX.

Du jour où la culture, par le mouvement humaniste et la découverte de l'imprimerie, se sécularisa, le théologien perdit son prestige. Il eut tant d'émules, de rivaux, de supérieurs même dans les rangs laïques, qu'après avoir été l'oracle même des sociétés, il passa à l'arrière-plan de l'intellectualité : aujourd'hui, écrivain ou orateur, le prêtre ne peut plus briguer que des palmes esthétiques : puisque la matière de son enseignement ne supporte ni ampliation, ni élimination et se borne à un contexte d'adhésion absolue.

En outre, la critique historique et archéologique a ruiné nombre des points stratégiques de l'apologétique ; et pour n'en citer qu'un, l'identité d'inspiration des deux testaments ne supporte pas l'examen : pour l'homme cultivé, Moïse n'est que le précurseur de Mahomet et l'ancienne loi une basse doctrine où l'immortalité de l'âme ne paraît nulle part. De quel poids sera l'affirmation de mon curé, voire de mon archevêque : et ne suis-je plus chrétien parce que j'estime que Jésus était un Arya et non un sémite ?

Donc, il n'y a plus de docteur dans l'Église pour cette double raison que le pape seul enseigne et qu'un laïc en sait autant et plus qu'un clerc, dans toute matière d'étude et d'expérience.

Il ne reste au pape et au prêtre que le dogme. A vrai dire ils ont usurpé chaque fois qu'ils en franchirent la limite. Car la définition du dogme est celle-ci : l'affirmation sur tous les points extérieurs à la raison et à l'expérience.

Cette affirmation ne comporte pas de preuves, sinon sa correspondance rigoureuse aux besoins de l'âme. Elle prend sa légitimité de sa nécessité ; et on s'égare, on méconnait le témoignage des siècles, en la dédaignant.

L'Église possède la vérité. Comment la prouvera-t-elle ? Par des discours, commentaires de Syllabus ? Non. Grâce au cours des événements spirituels l'Occident abandonne chaque jour le fanatisme de l'orthodoxie. On juge tout aux œuvres, aux actes et non plus aux thèses. Du catéchisme, l'opinion ne retient que les œuvres de miséricorde et le prêtre n'a plus qu'un seul mode d'action : l'exemple.

On ne croira plus à ce qu'il dit que dans la mesure où il le fera. Il ne doit plus compter sur sa robe et son onction ; il faut qu'il vaille individuellement et aux œuvres chrétiennes qui se résument au service d'autrui.

Aujourd'hui apparaît l'extraordinaire conséquence de la Propagation de la Foi, qui, après avoir livré des peuples heureux et calmes à la conquête, suscite en face des nations chrétiennes d'imprévus adversaires qui pèseront d'un poids grandissant sur les destinées européennes.

Saint François Xavier a été le premier artisan de l'essor japonais : et le rachat des petits Chinois, qui fit collectionner tant de timbres au temps où j'étais écolier, a créé, depuis l'incendie du Palais d'Été, un élément nouveau de complication dans l'avenir aryen.

Si vénérable que soit la papauté et la personne de Pie X, on se demande, même parmi les croyants, ce qu'il fait de la collection de dentelles du Vatican? Ces trois ou quatre millions de gentils chiffons sont-ils à leur place? La beauté n'a aucun rapport avec le luxe semble-t-il ?

Aujourd'hui, pour sauver les âmes, il faut d'abord soulager les corps : voilà ce que l'on devrait dire au séminariste. Aucune autre preuve ne sera crue désormais de la vérité d'une doctrine, que la charité de ses représentants : j'entends une charité pratique et de fait.

A moins de se résigner à tenir les sacrements pour la bourgeoisie, le clergé mettra son épaule au service du prochain, comme saint Christophe, et coupera son manteau en deux comme saint Martin. Les docteurs étant abolis, on attend des pasteurs dont les prosnes soient des actes et non du verbiage de chaire.

Saint François d'Assise défendait à ses disciples de discuter ; ils devaient prêcher d'amour. C'est après avoir travaillé avec les moissonneurs et en partageant leur repas que les frères mineurs parlaient de Dieu. Le franciscain, ayant pour règle de ne rien posséder, paraissait surnaturel au paysan, si entêté possesseur du moindre lopin de terre.

Or, il faut paraître surnaturel pour avoir le droit de prêcher les choses surnaturelles. Aucun autre moyen, que le renoncement ou le génie, n'a été donné à l'homme pour persuader son semblable, et comme on ne crée pas le génie, les séminaires ne peuvent former que des hommes de renoncement.

L'humanité, devenue égoïste, ne saluerait plus des pénitences excessives : que lui importe l'austérité qui ne lui profite point ? Au saint Simon, sur sa colonne, elle préfère le pompier, l'infirmier, le sauveteur, voire le gardien de la paix.

Le pasteur est un homme qui se prodigue à tout venant; M. le curé n'est qu'un fonctionnaire, un officier spirituel. La nouvelle et nécessaire prêtrise serait donc la sainteté? Sans aucun doute ; et ceux qui jugeront un tel idéal impossible méconnaissent l'admirable souplesse de notre nature qui prend toutes les habitudes, même celle de la sublimité. Nulle part, on n'a encore aiguillé l'ascèse religieuse vers la bienfaisance pure et simple. On en est encore aux messieurs prêtres, comme disent les Bretons. Entre l'Église et le peuple, la distance s'accroît d'heure en heure : le doyen se confine dans son presbytère : il attend le fidèle avec dignité. Le bourgeois seul se présente et socialement le bourgeois équivaut à une non-valeur.

Augurer veut des facultés prodigieuses : constater appartient à chaque esprit attentif. Or, la religion nous apparaît, maintenant que nous en connaissons d'autres que la juive, plus belles et plus anciennes, une entreprise sentimentale et non intellectuelle, ayant pour but de déterminer des passions nobles à l'encontre des instinctives. Comment passionner autrui, sinon par l'exemple? La vérité en formule ne vaut pas plus qu'un théorème ; trois certitudes s'imposent à l'homme : la naissance, la souffrance et la mort : les pasteurs seront ceux qui soulageront la souffrance. Aucune autre marque ne sera admise par notre génération : voilà ce qu'on doit se dire et méditer, au plus haut lieu de l'univers.

Certes, un scepticisme déplorable ainsi se manifeste et ce sont des temps mauvais que les nôtres : mais on ne choisit ni son heure dans la vie, ni sa place dans le péril. Victor Hugo, qui enfermait un cerveau plébéien dans un incomparable lyrisme, a formulé, avec des effets d'eau-forte, une papauté toute humaine, plus proche du cœur populaire que le Prince des prêtres, encore entouré des grenadiers de Gérolstein.

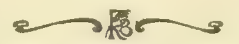
M. Homais seul se figure que les chargés d'âmes

vivent sans souci et sans velléité d'action : les pensées ici exprimées ont passé sous des chapeaux rouges. Seulement, personne, du pontife au clergeon n'osera remuer, de peur que l'édifice vingt fois séculaire ne tombe et ne les écrase. Et puis, il y a le qu'en dira-t-on? Des concessions au siècle, quand tant d'ennemis et si puissants se tiennent aux aguets? Certes, qui se prétend éternel ne doit rien concéder au temps : mais la seule réforme, qui mérite d'être tentée, ne touche à rien qu'à la direction de la sensibilité. Que les canons du Concile de Trente demeurent dans la pénombre nécessaire à leur réputation, il s'agit simplement de remplacer la lecture du bréviaire par la charité militante; et au lieu de monter en chaire, de descendre dans la rue en zélateur, en bon samaritain, en gardien de la charité.

Cela n'est plus dans nos mœurs; cela n'était pas davantage dans les mœurs du moyen-âge, ni dans celles d'aucun temps. Le Pape qui bénit la règle de Frère François la déclara impossible à réaliser!

Si le peuple peut être ramené à la religion, ce sera l'ouvrage des amants de la pauvreté, de ceux qui « sauront par pitié ». Les Chartreux, comme distillateurs, ont mérité leur sort : l'œuvre de Dieu ne se fait pas dans un alambic et par les liqueurs de dessert. Le cycle de la bourgeoisie est clos, surtout en religion; comme bourgeois, le prêtre subit aujourd'hui le sort de la classe à laquelle il s'est consacré, au mépris de l'exemple galiléen.

PELADAN.



L'EDERA

—

(Le Lierre) (1)

Zio Castigu revint tard, et quand, vers le soir, Annesa le vit arriver, elle s'aperçut qu'il était grave et inquiet.

— Il est arrêté? demanda-t-elle.

— Oui, il s'est constitué prisonnier. Il a eu tort, dit le pâtre.

Elle devint livide, mais s'anima fiévreusement.

— Pourquoi tort? Est-ce que vous croyez qu'il soit coupable? Vous aussi, vous le croyez? Eh bien, nous verrons, alors, quand les médecins feront leur expertise et que le mort parlera... Nous verrons si le vieux a reçu des coups de bâton... Nous verrons ce qu'il dira...

— Tu divagues, Annesa... Donne-moi ta main... tu as la fièvre. Tu n'as rien mangé, pourquoi?

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° du 6 juillet 1907 et suiv.

Il lui serra les poignets et la regarda fixement. Elle aussi le fixait avec ses grands yeux tristes et narquois, pleins de faiblesse et d'angoisse. D'un mouvement brusque, elle dégagea ses mains de celles du pâtre, les lui appuya sur la poitrine en le repoussant, et se mit à crier :

— Vous aussi, vous le croyez coupable? Vous... vous, misérable. Vous qui avez mangé leur pain et dormi sous leur toit? Qui donc croira à leur innocence?

— Calme-toi, Annesa, répartit Zio Castigu en agitant les mains. Tu enrages, et tu as raison, mais ne t'en prends pas à moi. Écoute-moi, au contraire, et raisonnons un peu. Personne plus que moi n'est convaincu de l'innocence de mes maîtres : j'ai pleuré toute la nuit, vois-tu, et toute la journée. J'ai pleuré sur leur sort comme devant une tombe... Écoute, ma fille : tout le monde prétend que je suis un homme simple ; mais la vérité sort souvent de la bouche des simples. Annesa, je te conseillerais une chose... tu devrais parler à l'abbé Virdis...

Annesa se calma, se rassit sur la pierre et ne répondit rien. Elle pinça même les lèvres pour s'empêcher de parler involontairemant. Le pâtre se pencha, lui posa une main sur la tête :

— Qu'en dis-tu, Annesa? selon moi...

Elle fit signe que non.

— Avant tu criais bien haut, maintenant tu es trop silencieuse : il est vrai que je t'ai conseillé moi-même d'être muette comme les pierres... Mais depuis hier, il s'est passé bien des choses...

— Ni hier, ni aujourd'hui, ni jamais je n'ai rien à dire à personne, s'écria enfin Annesa, d'une voix rauque. Pourquoi voulez-vous que je parle au curé?

— Dame... pour convenir de ce qu'il faut faire?

Elle secoua encore négativement la tête.

— En tout cas, ce soir ou demain matin je descendrai au pays, et je saurai quelque chose.

— Ne dites pas que je suis ici, lui enjoignit Annesa, en le regardant bien en face. Vous m'avez accueillie; vous ne me trahirez pas. Ce serait infâme...

— Je ne te répondrai même pas, fit-il dédaigneusement; puis il se radoucit, lui toucha le front, et approcha d'elle la jatte de lait. Tu as la fièvre; écoute, je vais te laisser mon manteau et je t'apporterai une paillasse. Ne crains rien; ici, tu es en sûreté comme dans les entrailles de ta mère...

Mais, quoi qu'il en dise, elle ne se trouvait pas en sûreté. Elle se voyait, non dans les entrailles d'une mère, mais plutôt dans celles d'un monstre de pierre; ensevelie sous une roche pareille à la tombe du géant. Elle aussi avait été amenée là par l'astuce et la malignité de son malheureux sort... Mais elle voulait se regimber et lutter tant qu'elle le pourrait.

« Zio Castigu a deviné, pensait-elle, et il veut me faire tout avouer, tout raconter au prêtre. Mais je ne veux pas... pas encore... »

Annesa eut une autre nuit de fièvre et d'angoisse. Elle était épuisée : il lui semblait que les pierres l'écrasaient, et elle se demandait si la prison était ainsi, une cachette pour toute la vie... Dans son état d'esprit, elle ne songeait qu'à fuir ; d'effrayants cauchemars l'étouffaient. Elle s'imaginait être sous un drap noir; et dessus, étaient le vieux et les trois docteurs qui murmuraient des paroles étranges. Fuir!... Fuir!... Mais où aller? Le monde entier était désormais pour elle plein de souffrances et de dangers.

Le jour vint de nouveau à poindre, et de nouveau déclina. Les nouvelles qu'apportait Zio Castigu étaient toujours mauvaises. On ne savait rien de l'expertise médicale ni des longs interrogatoires auxquels le juge avait soumis les accusés.

— Demain peut-être emmènera-t-on mes maîtres dans les prisons de Nuoro. Penses-y, Annesa, penses-y, murmura Zio Castigu, en joignant les mains avec désespoir. Dom Simone Decherchi et donna Rachel enchaînés et conduits dans une carriole comme de vulgaires malfaiteurs ! quelle désolation !

— Que faire ? demanda-t-elle?

— Que faire ?, répéta le vieux pâtre. Ils se regardèrent consternés.

Puis Annesa éclata :

— Mais les parents, que font-ils ? Pourquoi ne se remuent-ils pas et ne se procurent-ils pas des avocats ?

— Les parents? Ce sont les pires ennemis! Pas un n'a bougé. Il n'y a que l'abbé Virdis qui cherche à les aider. Mais que peut-il ! Moi, vois-tu, ma fille, j'ai presque envie de m'accuser du crime pour les sauver, eux...

— On dirait que vous avez été seulement complice, soupira-t-elle avec tristesse.

Restée seule, Annesa réfléchit constamment aux paroles du vieillard.

Le soir du troisième jour, l'homme simple qui, ne possédant que sa liberté, la voulait sacrifier pour sauver ses bons maîtres, pénétra dans la grotte et alla s'asseoir à côté d'Annesa.

— Qu'avez-vous à me raconter? demanda-t-elle aussitôt, avec sa voix de plus en plus caverneuse. Qu'y a-t-il de nouveau?

— Voilà : tout le monde affirme que tu devrais te présenter devant la justice. Si elle se cache, elle doit savoir quelque chose, dit-on. L'abbé Virdis est aussi de cet avis. C'est lui qui a conseillé à Paulu de se constituer prisonnier, et il voudrait que toi aussi tu te présentes...

— Que sait-il de moi ?

— Il sait que je te vois...

— Vous... Vous m'avez trahie... cria-t-elle, en se levant. Judas! Judas!... encore pis que Judas... vous avez trahi une pauvre femme... Il ne vous reste plus, maintenant, qu'à me lier et à me livrer aux gendarmes...

— Ne cherche pas ce qui n'est pas, reprit le brave homme, calme et triste. Écoute-moi. Je ne t'ai pas trahie, et je suis allé chez l'abbé Virdis, parce que c'est la seule personne qui s'occupe de nos pauvres maîtres, et qu'il veut les sauver à tout prix. Tu sais qu'il a fait venir, à ses frais, un avocat de Nuoro. C'est lui, tu le sais, qui a conseillé à Paulu de se présenter devant la justice. Il m'a dit : « je donnerais dix ans de ma vie pour pouvoir parler avec Annesa : elle seule peut-être est à même de sauver ses bienfaiteurs. Leur sort est entre ses mains, comme un jouet dans les mains d'un enfant. » Puis il m'a regardé, et il a lu mon secret dans mes yeux... Annesa, fille du Seigneur, écoute la parole de deux hommes honnêtes. Ni l'abbé Virdis, ni moi, nous n'avons jamais commis une mauvaise action, et nous ne voulons pas commencer à mal faire en persécutant une femme malheureuse et sans défense... D'ailleurs, quel serait notre but sinon le même que doit être le tien ? Il faut les sauver, Annesa : il faut les sauver...

Annesa pleurait, la tête appuyée contre le rocher. Elle sentait que le vieux pâtre avait raison. Qu'attendait-elle encore? Trois jours s'étaient écoulés, et elle n'avait rien fait, rien tenté pour *eux* : il fallait agir, il fallait surmonter l'instinct sauvage qui la contraignait à se cacher comme un animal blessé.

— Si tu as peur de retourner au pays, l'abbé Virdis viendra ici. Du reste personne ne t'obligera à faire ce que tu ne veux pas. Tu as une conscience, Annesa ; que te conseille-t-elle ?

— Eh bien, ce n'est pas à vous que je dois le dire, répliqua-t-elle, en se redressant avec fierté. Faites venir le prêtre...

La rencontre de l'abbé Virdis et d'Annesa eut lieu le lendemain matin, à l'aube, sous le portique précédant la petite église.

Il faisait encore presque nuit : la lune, à son déclin, descendait sur l'horizon d'un bleu cendré, sillonné de nuages sombres. La mer, blanche et vaporeuse, apparaissait à l'orient. On aurait dit un crépuscule du soir, si, dans le bois silencieux, la rosée n'avait pas rendu les feuilles luisantes, çà et là.

L'abbé Virdis avait monté à pied, et s'était même fait mal à une main en tombant. Mais il était habitué à ces petits accidents. S'il allait à pied, surtout la nuit, il tombait maladroitement; s'il montait à cheval, sa bête glissait, ou quelque branche de hêtre égratignait la figure du prêtre, ou lui enlevait sa

perruque. Les méchantes langues et les mécréants prétendaient que ces petits malheurs arrivaient à l'abbé Virdis à la suite de son déjeuner ou de son dîner; le fait est que, cette fois, il n'avait ni déjeuné ni dîné, et pourtant il était tombé tout de même, quoique la lune éclairât le sentier et que Zio Castigu fût un bon guide.

Annesa trouva le prêtre assis sur le petit mur sous le portique, la soutane retroussée jusqu'aux genoux, et la main bandée avec son éternel mouchoir bleu et rouge.

Il priait presque à haute voix et regardait au loin, du côté de l'horizon, au-delà de la clairière, où la lune s'abaissait mélancoliquement.

Annesa, que Zio Castigu avait amenée jusqu'à sa cabane, s'avança à petits pas, distraite en apparence, comme une somnambule.

Quand elle arriva, l'abbé Virdis fixa sur elle ses petits yeux gris, mais n'eut pas l'air de la voir, car il continua à prier.

Elle aussi le regarda. Elle le trouvait changé : il était moins gros, il avait la figure pâle, presque blanche, affaissée, et deux nouvelles rides se creusaient depuis les coins de la bouche jusqu'en bas du menton. Il avait l'air peiné, ennuyé, mais naïvement, comme un enfant qui a été rabroué.

— Te voilà ! C'est bien, dit-il tout à coup, en recueillant dans le creux de sa main son petit chapelet noir. Allons, viens t'asseoir là.

Annesa prit place à côté de lui sur le petit mur adossé à l'église. Et à partir de ce moment ils ne se regardèrent plus, ayant les yeux fixés en dehors du portique, vers ce lointain triste où la lune mourait et le ciel paraissait couvert de voiles qui tombaient lentement, l'un après l'autre, derrière les dernières montagnes de l'horizon.

Annesa lui dit :

— Je regrette que vous vous soyez dérangé pour monter jusqu'ici... Vous vous êtes fait du mal ?... Ah, si j'avais su ! mais jusqu'à hier soir, j'ai eu peur..... Je suis une faible femme, Monsieur Virdis; pardonnez-moi. Cette nuit, pourtant, j'ai bien réfléchi... et je serais retournée au pays, si Zio Castigu ne m'avait recommandé de ne pas bouger de l'endroit où j'étais cachée... j'ai l'intention de me présenter devant la justice, puisqu'on veut m'arrêter aussi.

— Raconte-moi tout en détail, pria le vieux curé. Raconte-moi tout.

Elle raconta comment elle s'était enfuie.

— Pas seulement cela. Raconte-moi comment le vieux Zua est mort.

— Mais vous le savez déjà...

— N'importe, raconte.

Elle se remit à parler, avec sa voix lente et froide : elle répéta ce qu'elle avait dit à ses « bienfaiteurs ».

— C'est la pure vérité. Ma faute a été de ne pas appeler tout de suite, aussitôt que le vieux est mort.

L'abbé Virdis écoutait et respirait avec force, presque en haletant. Annesa ne le regardait pas, mais elle entendait cette respiration d'homme las, et il lui semblait qu'il s'intéressait peu à ses explications.

— Tu ne me dis pas la vérité, finit par déclarer le prêtre, sans faire un mouvement, restant toujours le dos et la tête appuyés au mur. Et je suis ici pour entendre la vérité ; pas pour autre chose.

Annesa ne répondit rien.

— Ecoute : je ne suis ni un juge, ni un confesseur. Le juge saura te faire dire la vérité malgré toi, parce que c'est son métier : il te l'arrachera de la bouche comme une dent cariée, et tu ne t'en apercevras même pas. Au confesseur, tu y auras recours, lorsqu'il te plaira. Moi, je ne suis qu'un homme; un homme qui aime ses semblables et qui voudrait les secourir. Si tu voyais un pauvre vieux tomber par terre, tu l'aiderais à se relever, n'est-ce pas ? Si tu ne le faisais pas, tu ne te considérerais pas comme une créature humaine, mais comme un animal sans raison. Enfin, laissons de côté les sermons. Je tenais à te dire seulement que je veux aider tes bienfaiteurs à se relever de leur chute. Et tu dois m'y aider.

— Je sais cela, et je suis prête. Que faut-il faire ? N'ai-je pas suivi jusqu'ici les conseils des amis de mes bienfaiteurs ? Ils m'ont dit de me cacher, et je me suis cachée ; ils m'ont dit de me taire, et je l'ai fait...

— Eh bien ! à présent tu parleras. Tu diras la vérité... Voilà tout.

— Je l'ai dite... Je l'ai dite..., insista-t-elle.

L'abbé Virdis baissant alors la voix :

— Non, Annesa, tu ne l'as pas dite. Je la sais pourtant, et je la sais avant toi, depuis de longues années, et je l'ai vu grandir en même temps que toi, et c'est une vérité épouvantable ; c'est comme un serpent qui a grandi avec toi, qui s'est enroulé à toi, à ton corps, à tes bras, à ton cou, et qui forme avec toi une seule et même chose. Femme et serpent... Une seule et même chose qui s'appelle Annesa.

— Monsieur Virdis, s'écria Annesa, ouvrant de grands yeux et haussant la voix, moitié blessée et moitié effrayée. Ne parlez pas ainsi ! Qu'ai-je fait, moi ?

— Ce que tu as fait ?... Je n'ai pas besoin de te le dire, tu le sais bien. Tu connais justement l'histoire du serpent qui a mordu et empoisonné l'homme qui le réchauffait sur sa poitrine. Mais, je te le répète, je n'ai pas envie de te faire un sermon. Je ne te dis qu'une chose : Paulu est accouru se réfugier chez

moi, quand on l'a prévenu du danger. Je l'ai caché, comme Zio Castigu t'a cachée. Dans un moment de chagrin, il m'a tout confié...

— Eh, que peut-il vous avoir confié? Que nous nous sommes aimés. Ne me suis-je pas toujours tenue à ma place? Qu'ai-je fait de mal?

— Voilà le serpent qui parle!... Ce que tu as fait de mal? Tu as péché; pas autre chose! Tu trouves que c'est peu?

— Eh bien, soit, j'ai péché. Mais le mal, je ne l'ai fait qu'à moi-même.

— Mais tu ne dois pas te le faire à toi, le mal, à toi moins qu'aux autres. Dieu t'a donné une âme pure, et tu l'a souillée, tu veux la représenter au Seigneur comme un torchon sale. Tu t'es avilie, couverte de fange, traitée comme ta pire ennemie.

— C'est vrai!... c'est vrai!... s'écria Annesa.

Le vieux prêtre continua :

— C'est là ton plus grand crime. Dieu t'avait donné une âme humaine, et tu l'as déformée peu à peu, tu as fait pis encore, tu l'as tuée ton âme, tu l'as étouffée ; ton âme s'est putréfiée en toi comme un cadavre dans la tombe, et elle t'a corrompue, elle t'a rendue immonde. Sépulcre blanchi à neuf, qui paraît beau extérieurement, et qui ne renferme que des ossements et de la pourriture...

— Monsieur Virdis! Monsieur Virdis! gémit Annesa en se portant les mains au visage.

— Laisse-moi continuer. Si je te parle comme cela, c'est parce que je sais que tu me comprends. Une autre femme ne me comprendrait pas, mais tu n'es pas comme les autres, tu es intelligente, et tu t'es peut-être déjà dit bien souvent ce que je te répète. Annesa, combien de fois t'ai-je grondée, parce que tu ne venais pas à la messe, que tu ne t'approchais plus de la Sainte Table? Il y a des années que tu t'es écartée du droit chemin, et moi je te suivais, ou plutôt j'attendais ton retour. Ah! je ne croyais pas que tu tomberais si aveuglément dans l'abîme... Qui pourra te sauver, maintenant?

Annesa ne répondit pas. Le langage du vieux prêtre était simple, rude et même commun : d'ailleurs, ce n'est pas la première fois qu'il s'exprimait ainsi devant elle ; mais son accent était grave, convaincu, et dans sa voix l'on sentait moins les reproches que la pitié, moins la pitié, qu'une tristesse infinie. Et chacune de ses paroles tombait dans le cœur d'Annesa, comme une pierre dans un marais, en déchirant le voile trouble et putride de la surface boueuse.

— Dieu seul peut te sauver, continua-t-il en baissant encore la voix. Tu as commis faute sur faute, car telle est la destinée de ceux qui marchent dans la mauvaise voie. Les morts seuls sont incapables de se redresser : les vivants tombent et se relèvent, les malades peuvent guérir. Annesa, tout à l'heure je t'ai dit que ton âme était morte, mais je me suis mal exprimé, parce que l'âme ne meurt pas; mais elle est malade, ton âme, d'un mal pestilentiel qui empoisonne l'air environnant. Tâchons de la guérir. Anna, réponds-moi: crois-tu encore en Dieu?...Tu ne réponds pas? Je te le répète : je ne suis en ce moment ni ton confesseur, ni ton juge; je suis ton médecin.

— Je ne sais pas, murmura Annesa. C'est vrai : depuis bien des années je ne croyais plus en Dieu. Paulu m'avait dit qu'il ne subsistait rien de nous après notre mort. Et je ne croyais plus en Dieu, parce que trop de malheurs tombaient sur *notre* famille, comme la foudre sur le même arbre... Trop, trop! Et mes bienfaiteurs sont des gens honnêtes et craignant Dieu. Pourquoi donc le Seigneur les martyrisait-il et continue-t-il à les tourmenter à ce point? Ces jours-ci, pourtant, j'ai pensé à Dieu... quelquefois ; et maintenant je trouve que vous avez raison, Monsieur Virdis, mais je ne suis pas si mauvaise que vous croyez : je me suis fait du mal à moi, c'est vrai, mais c'était pour faire du bien aux autres... Et je suis prête à vous obéir : dites-moi ce qu'il faut que je fasse. Dois-je m'accuser d'avoir tué le vieux Zua? je suis prête ; je dirai : je le haïssais et je l'ai tué. Saisissez-vous de moi, jetez-moi au fond d'un cachot, comme une pierre dans un puits, et qu'il ne soit plus question de moi. Mais me croira-t-on? Non, on ne me croira pas ; on dira seulement que j'ai été complice, et, de cette façon, je ferais plus de mal que de bien à mes bienfaiteurs...

— On ne te croira point, parce que ce n'est pas la vérité, répliqua l'abbé Virdis. Non, non, tu ne dois pas parler ainsi.

— Ce n'est pas la vérité! cria Annesa, d'une voix âpre. Et quelle est donc la vérité? Que veut-on de moi? Dites-le-moi, vous, Monsieur Virdis!

— Oui, je te le dirai. Voici comment tu dois parler : c'est moi qui suis la seule coupable, moi qui ai tué, non par haine, non par amour, mais par intérêt. Je suis le serpent et la femme, et j'ai rampé des années autour de l'arbre au fruit défendu, et j'ai induit l'homme faible à pécher avec moi. Et je me suis éloignée du péché de la chair, j'ai reporté mes désirs ailleurs : je me suis dit que je retiendrais l'homme avec d'autres liens...

— Je ne comprends pas, je ne comprends pas, murmura Annesa. Expliquez-vous autrement.

— En somme, voilà ce que tu dois dire : J'ai tué le vieillard de façon à faire croire, si le crime était découvert, que Paulu était le coupable, et moi sa complice. Je voulais me faire de ce crime une arme contre Paulu, et une chaîne pour l'attacher toujours à moi.

— Je dois dire cela?... Et on me croira?

— Certainement, parce que c'est la vérité.

Annesa bondit sur ses pieds, raide, livide, les poings crispés ; ses yeux se dilatèrent, se fixèrent sur le prêtre avec un regard farouche et vitreux.

— Monsieur Virdis, balbutia-t-elle, c'est Paulu qui vous a conté cela ?...c'est lui ?...c'est lui ?...Je veux le savoir tout de suite : dites-moi vite que ce n'est pas vrai... Sinon... je...

Le prêtre ne bougea point, ne la regarda même pas. Mais d'une voix forte, ironique en apparence et qui était triste et bien différente de la voix faible et compatissante avec laquelle il avait parlé jusqu'alors, il demanda lentement :

— Sinon ? Tu me feras ce que tu as fait à Zua Decherchi ?

Annesa crut deviner une chose épouvantable : que le prêtre avait peur d'elle comme d'une bête fauve, comme d'un chien enragé, et qu'il cherchait à la frapper adroitement, en feignant de ne pas la craindre ; et en ce moment elle comprit toute l'horreur de son crime. Et elle s'imagina qu'elle était réellement une créature dangereuse comme le serpent auquel l'abbé Virdis l'avait comparée.

— Regardez-moi, Monsieur Virdis, regardez-moi au nom du ciel, fit-elle d'une voix rauque et haletante, en se campant en face du prêtre et l'obligeant à la regarder. Répétez-moi si, en votre âme et conscience, vous croyez ce que vous avez dit... Si vous le croyez, vous, Monsieur Virdis, si vous avez cru Paulu... je le croirai aussi... je m'estimerai au-dessous des bêtes féroces, je me croirai semblable au porc qui dévore l'enfant dans son berceau... Dites-le, mais dites-le ! Répétez-le-moi... Si vous le répétez encore une seule fois, je n'hésiterai pas : je courrai au pays, je m'agenouillerai devant la porte de la prison et je supplierai qu'on m'ouvre cette porte, qu'on me l'ouvre toute grande comme la porte d'une église...

Le prêtre avait relevé la tête et regardait la malheureuse avec des yeux compatissants, mais investigateurs. Les yeux désespérés d'Annesa, sa figure vieillie, son corps frêle et tremblant d'épouvante, n'étaient plus ceux d'une criminelle farouche et rusée.

— Calme-toi, Anna, lui dit-il, en levant sa main bandée. Il peut se faire que je me sois trompé : nous sommes tous sujets à l'erreur. Et maintenant, reprends ta place et écoute ceci. Comme je te l'ai raconté, Paulu est resté chez moi, toute une nuit, si bien caché que, dans leur perquisition, les gendarmes ne l'ont pas trouvé. Quand nous avons été tranquilles, nous avons causé longtemps. Il m'a tout confessé : il m'a dit qu'il était revenu la veille au soir et qu'il avait eu un entretien avec toi, pendant que le vieux dormait. Il t'a annoncé qu'il avait trouvé de l'argent, et t'a confié ses projets d'avenir, Il a promis de t'épouser ; mais tu ne l'as pas cru, tu as exprimé la crainte qu'il t'oubliât s'il s'en allait. Et après cette entrevue... le vieux Zua est mort. Ne pourrait-on donc pas croire que tu as commis le crime pour empêcher Paulu de partir ?

— Mais qu'est-ce que disait Paulu ? quoi ? demanda-t-elle, déjà plus calme.

— Il te croit innocente. Du moins, il l'affirme.

— Monsieur Virdis, soupira-t-elle alors, en se couvrant les yeux avec une main. Vous m'avez jugée comme les enfants jugent les sorcières : pire que je ne suis. Le vieux Zua était mort quand Paulu est rentré.

— Eh bien, oui, reprit-elle après un moment de silence, en découvrant sa figure et en haussant la voix, je vous dirai tout, monsieur Virdis, c'est moi qui l'ai tué... Je l'ai tué parce que je croyais sauver Paulu... Et Paulu est passé dans la ruelle sans m'avertir, et le même sort, qui m'a apportée comme une plume dans ce pays maudit, m'a forcée à devenir ce que je suis devenue... Est-ce moi qui l'ai voulu ? Non, non, monsieur Virdis, je me suis perdue parce que le sort l'avait décidé ainsi. J'aurais voulu être une femme comme les autres, avoir un père, une mère, vivre honnêtement... Pourquoi Dieu, s'il y en a un, a-t-il voulu qu'il en soit autrement ?...

— Dieu t'a donné la raison, Annesa : ne sens-tu pas en ce moment que tu as la raison et que c'est toi qui as été la cause de ton sort ? Pourquoi n'as-tu pas raisonné toujours comme à présent ? Ah, c'est que tu te croyais libre de faire de toi ce qu'il te plaisait : tout te semblait permis parce que tu n'avais pas de maître. Et maintenant que tu t'aperçois que tu es l'esclave de ce que tu appelles le sort, maintenant tu te plains... Et tu ne t'aperçois pas, Annesa, tu ne t'aperçois pas que celui qui te guide, c'est Dieu...

— Dieu ! ne dites pas cela, Monsieur Virdis ! *Lui*, n'aurait pas voulu la mort du vieux.

— Tu ne peux pas juger les décrets de Dieu, répliqua l'abbé Virdis, qui commençait à s'irriter et à souffler. Cela prouve que l'heure du vieux Zua était arrivée, et ce n'est pas à nous de juger ces choses-là. Pense à toi, Anna : ton heure n'est pas encore venue, et peu importe comment elle viendra : que tu meures d'une façon ou de l'autre, tu ne dois pas t'en préoccuper. Pense seulement à comparaître devant le Seigneur avec une âme guérie de tout mal.

— Que faut-il que je fasse ? Je suis prête à m'accuser, déclara-t-elle avec énergie. Et je dirai tout ce que vous voudrez...

— Ce que je voudrai ? s'écria l'abbé Virdis. Il n'est pas question de moi. Je te le répète : tu diras la vérité, pas autre chose.

— Mais me croira-t-on? redemanda Annesa, reprise de ses doutes. Ne dira-t-on pas que j'ai été seulement complice? Ce que j'ai fait a toujours si mal réussi. Je ne voudrais pas encore nuire à... eux.

Elle n'osait plus les appeler ses « bienfaiteurs ».

Le prêtre secoua la tête, en regardant au loin avec des yeux tristes.

— Tu ne m'as pas encore compris, Annesa. La vérité, la vérité! voilà tout. Il faut dire la vérité et ne pas se préoccuper d'autre chose. Seras-tu punie, ne le seras-tu pas? Les autres souffriront-ils encore à cause de toi? Tout cela, peu importe. L'essentiel, c'est que tu suives ton chemin droit.

— Je ferai ce que vous me conseillerez.

Mais il n'eut pas l'air de l'entendre : il se leva, fit avec les lèvres une grimace de fatigue et de souffrance et continua de regarder au loin.

— Oh! il ne s'agit pas seulement de cela, reprit-il d'une voix grave. La plus grande punition, tu dois te l'imposer toi-même. Le Seigneur, vois-tu, n'est pas aussi cruel que les hommes. Il dit à celui qui est tombé : relève-toi et tâche de ne pas retomber. Il te dit, à toi, Annesa : femme, je t'ai ouvert les yeux, j'ai délivré ton âme des ténèbres, comme à l'aube le ciel se dégage des vapeurs nocturnes. Va, et ne pèche plus.

Annesa soupira et répéta, en joignant les mains :

— Ne pèche plus... Ne pèche plus...

Les dernières paroles du prêtre la touchèrent plus que les menaces et que les comparaisons dont il avait émaillé son discours.

— Ne pèche plus... Ces jours-ci, j'y ai bien pensé, Monsieur Virdis. Je me suis promis de ne plus pécher : je ne veux plus tromper personne... Je ne veux plus faire de mal à personne...

— C'est bien, c'est bien.

— Si je suis condamnée...

— Attends un peu! Attends un peu! interrompit avec impatience l'abbé Virdis, en levant sa main bandée, comme pour secouer encore son mouchoir. On a le temps. Les choses s'arrangeront peut-être mieux qu'on ne croit. Pour l'instant, pense à ton âme.

Et il continua à parler, répétant que la vie est brève et pleine d'embûches, que notre seul bonheur consiste à croire à une autre vie éternelle, à un monde où tout est vrai, tout est pur et où la justice est répandue comme l'air autour de la terre; mais la femme n'avait plus besoin d'écouter son sermon : une voix intérieure lui murmurait des paroles de consolation et lui indiquait la route à suivre.

*
* *

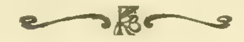
— Tu redescendras ce soir au pays; que personne ne te voie, conclut l'abbé Virdis. Pour éviter les commérages, tu viendras chez moi et nous déciderons ce qu'il faudra faire. En attendant, je vais célébrer ici la messe à ton intention. J'ai apporté une hostie.

Il appela Zio Castigu pour qu'il ouvre la chapelle dont il gardait la clef. Le soleil n'était pas encore levé, mais à l'orient le ciel brillait déjà d'une belle teinte rouge, et cette vive lumière d'aurore pénétrait par la fenêtre de l'église et dorait les murs poudreux. Tout était modeste et calme dans cette chapelle solitaire : la madone, en robe jaune décolorée, avec son enfant joufflu et somnolent, avait l'air d'une petite mendiante qui s'était retirée dans cet ermitage pour se nourrir de glands et vivre avec les pauvres bergers de la montagne. Il n'y avait là ni tableaux, ni statues, pas même un crucifix; par contre, des rats s'enfuirent devant Zio Castigu lorsqu'il ouvrit la porte, et l'abbé Virdis, qui avait une peur enfantine des petits animaux les plus inoffensifs, s'arrêta épouvanté, et parut éprouver plus d'horreur pour cette troupe de fuyards que pour les péchés d'Annesa.

— Ne craignez rien, dit Zio Castigu, ce sont des rats sauvages. Figurez-vous, monsieur le curé, que l'autre jour, j'ai laissé ici un sac rempli de pain et de fromage, et ils ont rongé le sac, sans toucher au pain ni au fromage. Cela prouve qu'ils n'en avaient jamais vu.

(*A suivre.*) GRAZIA DELEDDA.

(*Traduit de l'Italien par* M. ALBERT LECUYER.)



L'INVOCATION DU JEUNE HOMME

Ville, prodigieux creuset des destinées,
Ville dont la rumeur, si je la comprenais,
Me prophétiserait mes futures années,
Tu me broieras, un jour, peut-être, toi qui n'es

Que le champ de ma force et l'espoir de mon âge.
Mais je t'aime, et je suis à toi par tous les vœux
D'une âme de vingt ans, pleine de ton image,
Qui te dit : « Fais de moi, Paris, ce que tu veux ! »

Fais de moi le forçat de l'étude et des veilles
Que misérablement trahissent ses efforts,
Ou le victorieux que tes mille merveilles
S'empressent à payer du salaire des forts ;

Prodigue-moi les sucs de pensée et de rêve
Que puisèrent en toi mes aînés les plus grands ;
Ou, dédaigné de ceux dont la tête s'élève,
Laisse-les m'étouffer en l'épais de leurs rangs ;

Tu ne feras jamais, ô Ville, orgueil de l'Homme !
Toi sur qui tous les yeux qui pensent sont ouverts,
Que je ne sois un chiffre enivré de la somme
Des splendeurs dont tu fus prodigue à l'univers.

Mais écoute le cri d'un cœur, ô cœur du monde !
Ce sublime appétit d'aimer, tu l'as compris,
Je t'en veux le complice, afin qu'elle y réponde,
La chère, l'adorable inconnue, ô Paris !

EUGÈNE HOLLANDE.



LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

V. BLASCO IBANEZ. — *Dans l'ombre de la cathédrale.* (Roman traduit de l'espagnol par G. Hérelle.)

C'est une ombre néfaste... Rabelais assurait que, de son temps, l'ombre même des clochers des monastères était féconde : féconde, cette ombre-ci l'est peut-être au sens où l'entendait le grand railleur, mais non point au sens large, métaphorique du mot; cette ombre stérilise; dans l'ombre de la cathédrale ne vivent que des êtres falots, au cerveau anémié, incapables d'initiative, d'audace, de pensée libre; dans cette ombre, qui n'est point une pénombre, mais une nuit terriblement opaque, ces gens perpétuent de très anciens gestes, une mentalité, une vie, qui, défendables au XVe siècle, nous semblent aujourd'hui dénués de sens... Introduisez dans ces ténèbres un rayon de lumière, parmi ces survivants d'un état social aboli un homme moderne, un homme d'aujourd'hui, ou mieux de demain... ce sera la révolte.

Blasco Ibáñez évoque la cathédrale de Tolède; il peint l'étrange petit monde qui s'agite dans l'ombre de la primatiale nourricière; il note les faits et gestes d'un révolutionnaire naïf dont les discours ébranlent la somnolente tribu des bedeaux et des sonneurs, des souffleurs d'orgue et des maîtres de chapelle; Blasco Ibáñez entreprend une triple tâche : la cathédrale qui retient son zèle descriptif ne lui fait point oublier les habitants du Cloître haut; s'il s'attarde à relater des mœurs qu'il prit la peine d'observer avec précision, ce n'est point qu'il entende rien sacrifier des abondants propos du compagnon Luna. Tout se tient en un pareil sujet : la cathédrale explique les hommes; ah ! dites-moi la puissance de ces pierres, la suggestion dont elles épouvantent ou charment tour à tour les âmes simples; voyez-vous point que ce vaisseau inanimé agit à la façon d'un être vivant? Ce sont les ruses de ce monstrueux adversaire que le compagnon Luna devra déjouer...

Lutte passionnante ! Hugo, Zola... de quelle vie prodigieuse nos romantiques n'eussent-ils point animé ce drame ! De quelle étrange psychologie un Huysmans n'en eût-il point éclairé les péripéties ! Est-ce point le péril d'un tel sujet que l'on n'en puisse parler sans prononcer ces noms? Blasco Ibáñez n'est à aucun degré un romantique; il n'a point le prodigieux souffle créateur de Zola : les curiosités mystiques de Huysmans n'effleurent point son esprit. Certes son roman ne saurait être rapproché de *Notre-Dame de Paris*; moins encore serait-il équitable — n'en déplaise à certains admirateurs trop prompts à exalter les mérites de Blasco Ibáñez — de le comparer à la *Cathédrale* de Huysmans.

*
* *

Et certes Blasco Ibáñez décrit amplement la primatiale de Tolède : il la décrit en profane : il a vu la primatiale le matin, le soir, à midi ; il l'a contemplée dans l'épanouissement d'une lumière éclatante; il a surpris les plus fugitifs aspects de cette nef, de ces verrières, de ces tours; il sait de quelle teinte précieuse ces pierres se revêtent à l'aurore, aux lueurs indécises du soir : avec les veilleurs il a compté les heures nocturnes sous les voûtes sombres. Et Blasco Ibáñez énumère congrument les portes, les chapelles, les piliers, les statues, les bas-reliefs, les autels ; il déplore qu'une houle d'affreuses bâtisses assiège les solennelles murailles, et songe avec mélancolie à l'orgueilleuse beauté d'autres cathédrales délivrées d'humiliants voisinages ; il songe aussi à « ces habitations des pays orientaux, sordides et misérables au dehors, toutes d'albâtre et de filigranne au dedans. Ce n'était pas pour rien que, pendant des siècles, Juifs et Maures avaient vécu à Tolède. Leur aversion pour les somptuosités que l'on expose en public semblait avoir inspiré l'architecture de cette église, étouffée entre les maisons qui se pressent et se bousculent à l'entour, comme si elles cherchaient à se blottir dans son ombre. » — Blasco Ibáñez décrit la façade principale, la porte du Pardon flanquée des portes de la Tour et des Notaires, dont les arcs d'un gothique exubérant n'étaient point destinés primitivement à soutenir un étage de style gréco-romain, une Cène en haut relief, d'un effet discordant, deux galeries italiennes... Blasco Ibáñez se lamente : « La richesse de l'Église a été un mal pour l'art. Dans une cathédrale pauvre, l'unité de la façade primitive aurait été conservée. Mais, quand les archevêques de Tolède possédaient onze millions de rente, et que le chapitre en possédait onze autres, on ne savait plus à quoi employer tout cet argent,

et alors on entreprenait des travaux, on faisait des reconstructions, et l'art en décadence enfantait des horreurs comme cette Cène. » Au troisième étage une rosace surmontée d'une balustrade sinueuse entre deux masses en saillie, la Tour, et la Chapelle mozarabe...

Blasco Ibáñez décrit la cathédrale de Tolède, il la décrit en profane : aucune de ces précisions techniques auxquelles nous a accoutumés un siècle de littérature descriptive : Blasco Ibáñez a le mépris de cette érudition de pacotille que tant de romanciers puisent en hâte aux manuels ; ne l'en blâmons point ; regrettons toutefois qu'il n'ait point une connaissance plus approfondie de l'architecture et de l'art du moyen âge ; sa description y eût gagné en exactitude et en relief ; et peut-être eût-il avec moins d'assurance nié la fécondité du sentiment religieux aux siècles de foi catholique...

La cathédrale de Tolède est-elle belle ? En vérité, je n'en suis point certain : Blasco Ibáñez permet que j'en doute. Blasco Ibáñez lui-même a-t-il une opinion ? Quel tiède admirateur ! Quel descripteur indifférent ! Et s'il n'a point ressenti l'involontaire frisson que communiquent les chefs-d'œuvre de l'art, quelle émotion animera ses peintures ? Aucune émotion ne les anime : descriptions objectives, sèches et surtout superficielles ! Blasco Ibáñez ne s'enthousiasme que lorsqu'il abandonne le domaine de l'art humain pour dire les charmes d'un jardin fleuri :

« ... Le petit monde végétal ne changeait pas, lui ! Son ombre verte ressemblait au crépuscule qui enveloppait l'âme du jardinier. Ce n'était pas une gaîté tapageuse, débordante de couleurs et de murmures, comme celle des jardins à l'air libre, où le soleil entre à flots ; c'était le charme triste du jardin monacal, clos entre quatre murs, avec un jour pâle qui glissait le long des avant-toits et des arcades, sans autres oiseaux que ceux qui tournoyaient au haut du ciel, étonnés d'apercevoir ce jardin au fond d'un puits. La végétation y était la même que celle des paysages helléniques : lauriers droits, cyprès pointus, touffes de rosiers, comme dans les idylles des poètes grecs. Mais les ogives qui l'emprisonnaient, les allées pavées de grandes dalles entre lesquelles poussait l'herbe, la croix de la tonnelle, qui se dressait au milieu, tapissée de lierre et coiffée d'ardoise noire, la moisissure de la pierre, et la rouille des grilles, l'humidité des contreforts verdis par les pluies, donnaient à ce jardin une atmosphère de vétusté chrétienne. Les arbres s'agitaient au vent comme des encensoirs ; les fleurs, ternes, languissantes, anémiques, belles tout de même, avaient un parfum d'encens, comme si les bouffées d'air sorties de la cathédrale modifiaient leur odeur naturelle. L'eau des pluies, tombée des gargouilles et des gouttières, dormait en deux citernes profondes. Le seau du jardinier, brisant un instant la croûte verte de la surface, faisait apparaître le bleu sombre de l'intérieur ; mais dès que les cercles concentriques s'étaient effacés, les lentilles vertes se rapprochaient, se rejoignaient, et de nouveau l'eau disparaissait sous le suaire végétal, sans un frisson, sans un clapotis, morte comme le temple dans le silence du soir... »

Ce jardin attenant à la cathédrale et enclos dans le quadrilatère du cloître est un délicieux jardin : les plus humbles habitants du Cloître haut sont sensibles au charme triste de ces fleurs décolorées et de cette atmosphère de paix religieuse : seraient-ils insensibles à la poésie d'une somptueuse architecture ? Cette poésie est absente du livre de Blasco Ibáñez : sa cathédrale est sans mystère : elle n'inspire ni craintes, ni amours excessives ; ah ! cette cathédrale n'a point d'âme ; elle ne *vit* pas. Et voilà le grand défaut de ce livre : cette encombrante cathédrale ne participe point au drame que Blasco Ibáñez entreprit de nous conter ; ce drame lui-même, à peine entrevu, s'évanouit : il reste... une sorte de guide impersonnel et froid, de lourdes dissertations historiques — histoire de la cathédrale, histoire des archevêques, listes des dons et privilèges accordés à la primatiale au cours des siècles — ... et un tableau vif et franc, mais haché, dispersé, de mœurs populaires.

*
* *

Et c'est ici que l'art de Blasco Ibáñez, impuissant et sommaire dans le cadre d'un trop vaste sujet, reprend son avantage : quel don d'observation rapide et sûr ! quel ferme dessin, d'un criant réalisme, encore que l'auteur s'y trahisse, tantôt amusé ou compatissant, ou encore irrité, violemment irrité au spectacle de l'injuste souffrance. Quel vivant tableau de ce Cloître haut, que l'on appelle encore les *Claverias*, où vit, au niveau du toit de la primatiale, une étrange population ! « A la tombée de la nuit, lorsqu'on fermait l'escalier de la Tour, cette population se trouvait entièrement isolée de la ville. C'était une tribu demi-ecclésiastique qui se reproduisait et qui mourait au cœur de Tolède, sans descendre presque jamais dans les rues, attachée par instinct atavique à cette montagne de pierre blanche et ouvragée comme une broderie, dont les voûtes lui servaient de refuge. Elle vivait là, saturée des parfums de l'encens, et elle y respirait cette odeur particulière de moisissure et de vieille ferraille qu'ont les cathédrales, sans autre horizon que les ogives d'en face ou que le clocher dont la masse cachait un grand morceau du ciel... »

Les Luna sont de père en fils les jardiniers de la primatiale, et si l'on demandait au père du compagnon Luna de quelle époque datait ce contrat tacite qui retenait tous les siens au service des archevêques, le vieux jardinier « souriait d'un air

de complaisance et ses yeux se perdaient au loin, comme s'ils voulaient explorer l'immensité des âges. Les Luna étaient aussi anciens que les fondations de l'église. » Les aînés des Luna sont jardiniers ; les cadets ne désertent point les Claverias : de menus offices leur échoient : Esteban Luna est *silentiaire* : son insigne (vara de palo) lui vaut le sobriquet de Verge de bois ; son neveu Tomas dit le Tato, est *perrero* : l'oncle impose aux fidèles le silence ; le neveu chasse les chiens de l'église : fonctions de tout repos, infiniment honorables : dignité, sécurité... Quelle folie pousse ce garnement de Tato à souhaiter de hasardeux triomphes ? Ce Tato ambitionne les lauriers des toréadors : un Luna toréador ! quelle déchéance ! ah ! comprenez le juste ressentiment d'Esteban : dûment rossé, le Tato ajournera ses ambitions, satisfait d'improviser dans la cathédrale d'échevelées torridas dès que la présence d'un chien lui est signalée. L'intransigeance d'Esteban est approuvée par Eusebio, sacristain de la chapelle du Sanctuaire, dit l'*Azul de la Virgen*, par allusion au costume bleu de ciel qu'il arbore les jours de grande cérémonie : et qui donc ne fait cas de l'assentiment du puissant sacristain ? sa fonction est la mieux rétribuée : la faveur de l'archevêque et du chapitre lui est acquise ; l'Azul est envié, redouté, respecté ; méfions-nous de l'Azul ! et n'oublions point « ce gros corps adipeux, cette face bourgeonnante, ce front bas et ridé, encadré de poils hirsutes, ce cou de taureau où la respiration difficile faisait un bruit de soufflet... » La tante Tomasa elle-même condamne l'insubordination déraisonnable du Tato ; et ce n'est point timidité ! Cette tante Tomasa n'est point seulement « le personnage le plus considérable des Claverias » ; elle est le seul qui ait su se soustraire « à l'influence anémiante de la cathédrale » ; fut-elle point la camarade d'enfance du cardinal-archevêque ? de s'être souvent battue avec l'enfant de chœur qu'une si extraordinaire fortune attendait, l'allègre vieille garde un très vif sentiment de la relativité des grandeurs humaines : certes, le cardinal-archevêque n'est qu'un homme, et ce sont de faibles hommes ces chanoines imposants, ces bénéficiaires, et aussi ces « saints » qu'entoure la vénération populaire. La tante Tomasa, qui s'entretient familièrement avec l'archevêque, sait fort bien tenir tête à dom Antolin, vieux prêtre tyrannique, avare, à l'occasion usurier, qui détient les clefs des cloîtres et régit le personnel subalterne de la primatiale... Or, la tante Tomasa approuve Esteban, et avec elle tous les bedeaux, les sonneurs, les jardiniers, les porte-bannières...

Étrange petit monde, qui semble, en pleine Espagne moderne, une épave du passé ! petit monde bien vivant cependant ! groupe humain que divisent des rivalités et des haines, qu'éprouvent des souffrances ; de ces hommes, de ces femmes, Blasco Ibáñez sait l'histoire qu'il vous dira tout au long : ce romancier excelle à évoquer les labeurs et les soucis des faibles et des pauvres ; il affectionne les humbles, les déshérités, les souffrants ; sans les flatter, il les peint, tel Gorki, d'un pinceau fraternel ; et sans doute il n'excuse point leurs vices ; il n'innocente point un Azul qui pille le tronc de la Vierge, vole les bougies et filoute l'argent des messes, mais il sait qu'une résignation quasi-héroïque et une sagesse accommodante soutiennent les plus débiles : écoutez les confidences du vieux gardien Fidel :

« Il y a je ne sais combien d'années que je traîne ce maudit catarrhe, disait le vieux. Un cadeau de la cathédrale ! Les médecins me conseillent d'abandonner mon emploi ; mais je leur réponds : « Qui me nourrirait ?... » La paye est petite et la faim est grande. »

Et Fidel prodigue les conseils à son compagnon nouveau venu :

« On vous a sans doute recommandé d'avoir une attitude respectueuse, de manger à la sacristie, d'aller dans la galerie de Locum, si l'envie vous prenait de griller une cigarette. On m'a tenu le même langage, lorsque je suis entré au service de la cathédrale... Tout cela c'est facile à dire, quand on est de ceux qui dorment tranquillement dans leur lit. Mais, en réalité, la seule chose essentielle, c'est d'ouvrir l'œil ; et, quant au reste, on s'arrange le mieux qu'on peut pour passer la nuit. Après avoir employé sa journée à entendre des invocations et des cantiques, à respirer les vapeurs de l'encens, c'est bien le moins qu'on s'accorde un peu de repos..... A l'heure qu'il est, le bon Dieu et les saints dorment ; notre métier à nous, c'est de veiller sur leur sommeil ; et que diable ! on ne leur manque pas de respect parce qu'on se permet quelques petites libertés... Allons, camarade, la nuit est venue. Mettons en commun nos pitances. »

***

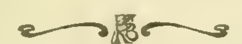
Et voici que soudain parmi les sonneurs, les sacristains, les bedeaux, les silentiaires... reparaît Gabriel Luna, ex-séminariste, ex-combattant des bandes carlistes, réfugié à Paris où il devint socialiste : lamentable odyssée de ce révolutionnaire échappé de Montjuich, fourbu, épuisé, moribond ! Son frère Esteban le recueille : Gabriel, réconforté, ne peut dissimuler sa foi : les gens des Claverias l'écoutent volontiers. Il prêche l'affranchissement, annonce la société future... La société future ! Ah ! pourquoi ce délai ? bedeaux et sonneurs s'en offensent : une nuit, Gabriel ayant assumé seul la garde d'une madone précieusement parée, trois d'entre eux l'assomment pour voler diamants et rubis ; ainsi comprirent-ils l'évangile nouveau que leur *droit* au

bien-être primait tout et les dégageait de toute obligation morale : au lieu de les affranchir l'enseignement de Gabriel les a précipités au crime...

Ce Gabriel Luna serait, en dépit d'une imprudence qu'il paie de sa vie, un personnage éminemment sympathique, si — vous l'avez deviné — s'il était moins éloquent : Gabriel Luna nous expose avec une fougue, une verve, une science imperturbable, et toujours égales à elles-mêmes, l'histoire de la cathédrale de Tolède, celle des archevêques, et celle même du royaume d'Espagne ; il disserte sur la musique, le communisme, la politique, l'économie sociale, esquisse des conférences de cosmographie, une déclaration de foi panthéiste. Ses propos sont ingénieux, brillants, éloquents, ils sont très souvent d'une banalité satisfaite ; convenez qu'il n'était point indispensable de nous les infliger tout au long..... mais Gabriel Luna paraît n'être fréquemment que le porte-parole de Blasco Ibáñez, et nous nous souvenons que Blasco Ibáñez est ou fut député : éloquence électorale ? On tirerait de tous ces discours un précis d'anticléricalisme vieillot dans ses violences et sa modération, qui sans doute séduirait les libéraux d'outre-Pyrénées...

Et peut-être conviendra-t-il d'étudier quelque jour en Blasco Ibañez le politicien ; on louerait ses intentions s'il n'était évident que le politicien nuit à l'artiste. *Dans l'Ombre de la Cathédrale* le prouverait, s'il était permis d'en douter. Souhaitons plutôt qu'il nous soit donné un motif nouveau de faire plus ample connaissance avec l'artiste, l'artiste seul.

LUCIEN MAURY.



Chronique

—

SULLY PRUDHOMME

La carrière de Sully Prudhomme s'est terminée avec la même noblesse discrète qui en a marqué tout le cours. Le poète est mort sans avoir occupé la presse de ses souffrances, sans avoir inquiété ses amis et ses admirateurs, dispersés au loin, en cette saison de délassement. Les louanges officielles n'ont point été dites à ses obsèques. Son désir de silence, son vœu de poète, épris d'émotion sincère et vraie, a été à peu près exaucé.

« Vous qui m'aiderez dans mon agonie
Ne me dites rien :
Faites que j'entende un peu d'harmonie
Et je mourrai bien.

« La musique enchante, apaise et délie
Des choses d'en bas :
Bercez ma douleur, je vous en supplie
Ne lui parlez pas.

« Je suis las des mots, je suis las d'entendre
Ce qui peut mentir :
J'aime mieux des sons qu'au lieu de comprendre
Je n'aie qu'à sentir. »

Il n'est rien de tel, pour susciter d'inaltérables sentiments de respect et d'affection, qu'un caractère élevé. Sully Prudhomme était grand par la générosité du cœur, la droiture de la volonté, comme par le génie poétique. Il avait fait spontanément de son temps deux parts, vouées, l'une à l'action bienfaisante, altruiste, et l'autre au labeur de la pensée.

Car, singulière anomalie, à ce poète, que fuyait la faveur populaire, allaient au contraire les plaintes des blessés de la vie.

Beaucoup, de tous pays et de toutes conditions, lui demandaient un réconfort moral, ou un appui matériel, et, avec un zèle admirable, il s'efforçait de le leur procurer.

Chaque jour lui apportait un nombreux courrier, dont il se faisait rendre compte, et auquel il faisait répondre ; aidé, dans cette tâche, par une secrétaire diligente, jeune fille à laquelle, alors qu'elle était enfant et atteinte d'une cruelle infirmité, il avait montré les égards de la plus délicate bonté, et qui lui avait voué en retour une gratitude infinie.

De cette bienveillance, ses jeunes confrères peuvent témoigner, qui, souvent indiscrètement, mais jamais en vain, réclamèrent ses conseils et son appui. Récemment encore le grand écrivain accueillait en manuscrit le recueil de vers d'un Belge, qui, cinq à six jours après, le sommait de lui donner une appréciation, qu'il s'indignait de n'avoir point encore reçue ! De telles inconvenances n'irritaient point Sully Prudhomme. Que de littérateurs obtinrent de lui qu'il s'occupât de leur premier livre, qu'il le présentât aux lettrés par une préface ! Pour faciliter les débuts de ces candidats à la gloire, on sait qu'il créa un prix annuel, destiné à assurer chaque année l'édition de l'œuvre d'un poète de mérite, pauvre et inconnu.

Il s'inquiétait de l'avenir de la poésie, dans notre société trop soucieuse de jouissances matérielles, indifférente, sinon hostile, aux scrupules du sentiment et de la pensée. Il s'étonnait aussi des licences de la prosodie contemporaine, et de l'horreur des difficultés qu'elles attestent.

Quel admirable poète, disait-il volontiers, ferait Mme de N., si elle consentait à polir et à repolir ses vers, si elle s'avouait que la versification, complément de l'inspiration, est un travail d'art, exigeant les soins les plus patients.

Sensible aux infortunes d'autrui ou aux dangereuses éventualités de notre époque, Sully Prudhomme subissait les outrages — ils ne lui furent point épargnés, non plus que les grossiers qualificatifs à son genre de poésie philosophique — sans concevoir de ressentiment. Tout au plus racontait-il avec une mansuétude amusée les petitesses dont on était coutumier envers lui. C'est ainsi qu'un directeur de grand magazine lui avait enlevé la promesse d'une poésie inédite, chaque année. La première fois, l'habile homme remit à Sully Prudhomme les honoraires d'usage. Puis, les années suivantes, se tar-

guant de son amitié pour le poète, il ne lui versa rien. Il est vrai qu'il lui offrit en compensation... une boîte de thé russe. Mais, hélas, la guerre russo-japonaise survint; cette sorte de thé devint plus rare, enchérit... le cadeau annuel fut supprimé! Seules les poésies continuèrent à être données, et à paraître!

Très entouré, Sully Prudhomme connut de noires ingratitudes. Quelques-unes se manifestèrent récemment encore, quand il s'agit d'offrir au poète une médaille... non point d'or, mais d'argent. Mais il était réconforté par les fortes affections qui lui étaient acquises, celles de H. Taine, de Gaston Paris, d'Albert Sorel, qui l'ont précédé dans la tombe, celles de maints autres contemporains obscurs ou notoires.



La critique a coutume de dire que, si, de nos jours, l'art architectural est sans puissante originalité, c'est qu'il n'est aucun grand sentiment public — tel jadis le sentiment religieux — qu'il puisse magnifier dans ses œuvres. Ceci est plus vrai encore, assurément, de la poésie contemporaine. Par quel appel pourrait-elle faire vibrer des âmes atteintes d'un scepticisme blasé, qui ne reconnaissent d'autres règles que l'intérêt matériel, et pour lesquelles les convictions sont de simples moyens de fortune? C'est cette absence d'une foi idéaliste dans la nation, qui a empêché Sully Prudhomme d'être, non point un grand artiste, mais un poète vraiment national.

Il possédait au plus haut point en effet cette vertu, qui, à ses yeux, distingue le créateur : la sympathie; c'est-à-dire l'aptitude à comprendre tout effort, à en saisir le mérite propre, à l'encourager. C'était un grand cœur, ouvert aux sollicitations les plus magnanimes et les plus fines du sentiment. Et c'était un esprit infiniment éclairé, informé des sciences exactes, entraîné à la spéculation philosophique. On connaît ses recherches, dans cet ordre, et ses conclusions, empreintes d'agnosticisme, consignées dans divers ouvrages de valeur.

Il avait ce souci intransigeant de la perfection extérieure, dont se piquaient les Parnassiens. Il s'était même attaché à définir les conditions de cette beauté, dans des ouvrages d'esthétique fort justement appréciés.

Du poète, il réunissait ainsi les deux dons primordiaux : la faculté de communier dans toutes les grandes émotions humaines, l'art de vêtir ces sentiments d'une forme impeccable.

Mais l'âge des grandes émotions, civiques, religieuses ou épiques, est passé. Le meilleur de notre époque, c'est son immense effort vers la vérité, ce sont ses investigations scientifiques, ses vastes enquêtes sur l'évolution du monde. Sully Prudhomme fut le poète de la vérité, le hérault des grandes découvertes scientifiques et des grandes hypothèses philosophiques. Il mérita d'être appelé le Lucrèce de la France. A cette haute et froide poésie il joignait des accents plus touchants, telles ses pures élévations sur le Bonheur et ses divins élans vers ce principe nouveau, que les hommes songent à ériger dans leurs sociétés, la Justice. Ainsi, l'œuvre de Sully Prudhomme est toute frémissante des doutes, des efforts, des espoirs de l'élite contemporaine; en même temps que l'exquise subtilité des sensations et des sentiments, éparse jusque dans ses fragments les plus détachés, lui donne, si j'ose dire, une infinie séduction.

Mais quelle prétention, que de vouloir marquer en quelques mots l'impérissable mérite de ces vers : le véritable éloge, c'est celui qu'en fait inconsciemment quiconque les lit, parce qu'il ressent de pénétrante émotion!



Cet écrivain, d'une humeur égale et douce, connut d'amers désenchantements. Dès le début, sa carrière fut assombrie par une cruelle déception — un amour méconnu — qu'il ne devait jamais oublier. Et, toute consacrée au service des nobles causes, les lettres et l'entr'aide, elle n'acquit au Poète que les succès restreints si bien qualifiés de « succès d'estime ».

L'Académie française s'honora en cooptant, dès 1881, cet admirable poète. En 1901, il obtint le prix Nobel. Ce fut sur la démarche instante de son intime ami, Gaston Paris, dont la profonde érudition était admirée autant qu'écoutée à l'étranger, surtout en Suède. Cet hommage provoqua un réel mouvement de l'opinion européenne en faveur du poète français jusque-là trop méconnu. Mais alors, les cruelles atteintes d'une maladie sans espoir le saisirent.

Il s'était retiré, ces dernières années, dans une gentille villa, sur le coteau de Châtenay, au milieu de l'un de ces délicieux paysages de l'Ile-de-France dont les lignes sinueuses et vallonnées, les épais ombrages, la douce lumière semblent disposés par l'art d'un merveilleux décorateur. Là, entre les crises, il jouissait de la quiétude de l'atmosphère et de la grâce des fleurs. Il aimait à se rendre tout proche, dans la Vallée-aux-Loups où Chateaubriand avait promené les profonds pensers et les âpres rancœurs dont les *Mémoires d'outre-tombe* contiennent l'expression sublime.

C'était une sorte de pèlerinage qu'une visite au Poète. On le trouvait dans un fauteuil, enveloppé de couvertures, luttant contre le mal, qui lui arrachait de rares gémissements. Le spectacle était douloureux de cet homme de bien, de ce noble esprit, trahi par la matière, torturé par la souffrance. Rien ne saurait donner au même degré l'impression de l'iniquité, de l'ironie atroce du sort! La rançon du génie était vraiment dure!

Que l'on évoque les beaux traits, convulsés par la douleur, de cette figure de poète, que l'on considère sa carrière, laborieuse jusqu'au dernier jour, son œuvre d'une technique et d'une inspiration égales, tout rappelle en lui la haute distinction de la pensée, l'élévation de sentiment, l'exquise conscience d'un grand artiste.

JACQUES LUX.

Le Propriétaire-Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG
DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 13 5e SÉRIE — TOME VIII 28 SEPTEMBRE 1907

BÉRANGER

Je continue mes lectures sur Béranger (1) et voici la grande cymbale, Lamartine, qui vient de publier le double entretien de son cours familier de littérature, qu'il a consacré au chansonnier devenu l'ami de ses dernières années, mais ni si intime, ni si tendre qu'il lui plaît de le peindre, ou du moins juge plus clairvoyant et plus sévère dans son amitié, que ne le suppose le poétique dictateur de 1848. J'en ai la preuve dans certaines conversations de 1855 et 1856, dont quelques-unes me restent, je l'espère, notées et écrites sur-le-champ.

Le 1er est intitulé, le 16 juillet 1857, *du caractère et des œuvres de Béranger.*

Le 2e porte le deuxième titre seulement et est la suite du premier.

C'est à la fois une biographie décousue et un jugement politique, moral, et littéraire : toujours même verbosité tumultueuse et incontinente ; aperçus ingénieux, quelquefois profonds et fins, assertions téméraires et fantaisistes, auxquelles on ne peut croire, à la fois mirages et calculs d'une imagination enivrée, sans conscience et pleine d'elle-même, histoire écrite comme en rêve.

La seconde partie, cependant, qui peint plus particulièrement l'homme, a de la vérité, de la simplicité souvent, de l'accent toujours : Béranger a déteint sur le somptueux et scénique gladiateur. Malgré lui, Lamartine parle comme parleront tous ceux qui ont connu cette vie de bonnes œuvres et d'obligeance, ouverte à tous, quelquefois même un peu trop au dire et selon le fin et juste discernement de Judith. Lamartine donne sur cette femme, qui fut, dit-il, *Lisette en sa folle jeunesse* des détails tout à fait nouveaux pour moi, et qu'il emprunte à une esquisse biographique de Béranger publiée par Alexandre Dumas, source d'autorité assez suspecte. Au reste, jamais je ne me suis hasardé à mettre le chansonnier sur le chapitre de cette compagne de sa vie, d'une réserve et d'une dignité si discrètes, que je ne me suis jamais entretenu avec elle que trois ou quatre fois en présence de son ami et une ou deux fois seul à seul, en 1849, et encore était-ce en présence de ma toute jeune et pauvre fille Berthe, qui m'accompagnait un jour à Passy dans une visite que je faisais à Béranger ; j'ai peine à me faire une idée de cette grande et digne femme, en sa fleur de beauté, prévot d'armes, le masque au visage, le plastron sur le sein, le gant et le fleuret à la main, sous les regards, les familiarités, les propos de la jeunesse dissolue ou soldatesque du Directoire ou du Consulat. Elle aurait singulièrement changé sur la route, par la grâce de l'amour du chansonnier, ou plus changé singulièrement encore dès l'abord et par elle-même corrigé l'étrangeté du métier que cette légende lui assigne. Le portrait que trace Lamartine de sa vieillesse aux formes sévères, et en même temps modestes surtout est vrai, sauf quelques traits de haute couleur, qu'il faut pâlir pour rester dans la mesure. L'éloge qu'il en a fait a soulevé la bile d'un homme, qui vécut en bien moindre monde, et qui, chrétien affligé dans ses affections de famille, n'en est pas devenu plus clément aux faiblesses et

(1) Voir la *Revue Bleue* du 21 septembre 1907.

aux affections d'autrui, ni de langage plus décent. Il se peut que le chapelet suspendu en face du portrait de Béranger ne soit qu'une rencontre à laquelle l'imagination de Lamartine ait prêté un sens plus religieux que la mort stoïque et sans prêtre de la tranquille octogénaire ne permet de le penser; mais quel christianisme sauvage que celui qui ne sait pas même admettre une chance à la pitié divine, et qui flétrit, implacable, ce que Jésus a peut-être effacé ou consolé d'un regard de bonté suprême. Que l'Église ait des lois, elle n'a pas du moins d'anathèmes écrits et personnels, pour qui meurt séparé d'elle. Eh! mon Dieu, pourquoi cette âme qui vécut, attentive et dévouée auprès d'une autre âme occupée de Dieu à sa manière, n'aurait-elle pas eu aussi son culte mêlé de souvenirs et de formes dont le fonds seul suffisait à son intelligence, telle que son temps et sa vie l'avaient faite; qui de nous n'a pas vu de ces singularités, contradictions en apparence, et cependant harmonies secrètes dans des existences irrégulières. J'ai entendu des prêtres me raconter qu'ils n'avaient pas craint de descendre jusque dans des maisons maudites, pour y répandre des médailles de la confrérie de Notre-Dame-des-Petits-Pères, que plus d'une folle fille attachait à son cou, et continuait ses désordres, quelquefois poussant la superstition ou le souvenir d'une éducation pieuse jusqu'à faire le signe de la croix sur le premier argent de son obscène soirée. Pauvre et misérable humanité! Ah! il ne faut pas sans doute tout amnistier; et le voile de la pudeur silencieuse est ce qui convient le mieux aux fautes et aux faiblesses; mais faut-il absolument, là où il n'a pas été assez épais, le déchirer d'une main cruelle? Et qui donc a le droit de jeter la première pierre sur ce sépulcre qui n'a pas même eu le temps de blanchir encore? Est-ce toi scribe novice, pharisien d'hier.

Quant aux faits de la vie de Béranger, sur son origine, son éducation, sa première jeunesse et les premières professions qu'il s'est données, garçon d'auberge, imprimeur et commis, rien de nouveau, mais des observations fines et justes sur cette classe d'artisans aisés, ou de familles déchues, où des traditions maintenaient, il y a 50 ans, une délicatesse de sentiments et même de langage, qui périt aujourd'hui sous une correction de grammaire prise aux écoles, mais sans urbanité. Seulement l'historien s'est un peu trop subtilement attaché à vouloir que le chansonnier ait appris le latin. Je ne le crois pas. Béranger m'a souvent donné le secret de ce style savant, et plus latin qu'on ne croirait, qui distingue sa langue poétique. Il avait beaucoup lu, et à dessein, et pour combler précisément cette lacune d'éducation latine et classique, nos vifs et naïfs auteurs du XVe et du XVIe siècle, cherchant à la trace les sens prochains et tout neufs encore des mots frappés à l'effigie antique. Il s'était fait latin par le français primitif et avait ensuite de siècle en siècle suivi la filière de chaque tour de phrase, de chaque expression à travers les grands maîtres, jusqu'à nos jours. Les traductions des chefs-d'œuvre, latins ou grecs, lui étaient familières et surtout celles qui s'étaient le plus attachées à la forme des originaux. Je l'ai vu particulièrement dans ces dernières années, en 1852, prendre un plaisir infini à démêler Pindare dans une traduction un peu âpre de saveur, mais d'une fidélité sauvage, que je lui avais prêtée. Avec quelle sagacité, et quel sens profond de conjecture, il pénétrait dans l'intimité de ce génie lyrique, si obscur même pour les plus érudits; quelles réflexions sur la strophe grecque dont il croyait sentir le mouvement et le rythme, sur les accompagnements de musique qu'il entendait dans son oreille, avec les mots retentissants et composés qu'il rêvait, sur les représentations presque dramatiques qu'il imaginait de ces grandes odes. Je le laissais deviser à son aise, aussi peu instruit que lui en réalité sur tous ces arcanes de l'histoire poétique malgré mon éducation latine et grecque, et rassemblant aussi des conjectures plutôt que des convictions. J'ai pu, par cet exemple, juger comment cet esprit curieux, méditatif, habile d'ailleurs à tout recueillir et à s'enrichir par la méditation, avait sans cesse perfectionné son savoir et son goût, nullement par les livres ni par les maîtres, mais par surprise et à l'occasion, poussant à bout les idées qui le saisissaient ou lui venaient d'autrui.

J'ai dit que cette biographie en l'air n'apprenait presque rien de nouveau: je me trompe au moins sur un point tout à fait inconnu de moi; c'est le caractère et le rôle que Béranger donne à son père. Une sorte de *Clichyen*, un beau de *La jeunesse dorée*, coureur d'intrigues politiques, de plaisirs et d'affaires, finissant par une faillite, dont la liquidation aurait été remise à lui, pauvre jeune homme de dix-sept à dix-huit ans, et menée à bien avec tant d'habileté, que le chansonnier, en racontant l'affaire, se prend à se croire et à se proclamer véritablement né pour la finance et la grande banque, un rival qui n'a pas voulu naître des Laffitte et des Péreire; j'ai peine vraiment à croire que ce soit en ces termes de hâblerie oratoire, que notre cher ami ait pu se donner ces violons. Il est possible, qu'en se reportant par le souvenir à ces embarras d'où novice il était sorti heureux, il ait dit et tout simplement cru (Que ne croit-on pas de soi en se rejetant en arrière de plus de cinquante ans!) ait cru dis-je, qu'une autre étoile que celle de la chanson avait brillé un moment sur sa tête.

Mlle Ad. de M. à qui je contais hier matin mes

doutes m'a dit qu'elle lui avait entendu quelquefois parler de cette vocation trompée, mais à sa douce et fine manière, demi-sérieuse, demi-ironique. Il en est de même, je crois bien, du grand rôle de *souffleur* de la Révolution de juillet, et de *fondateur in partibus* de la dynastie d'Orléans, dont jusqu'ici, quoique assez mêlé à cette crise, je n'avais alors rien entendu dire, rôle dont il ne se vanta jamais à moi, et que j'ai vu seulement, si mes souvenirs sont fidèles, affirmé pour la première fois dans l'histoire de *Louis Blanc*. Que Béranger, comme tous les hommes prudents et effrayés d'une victoire plus complète qu'on ne l'attendait, et la sentant dériver soit à l'anarchie, soit à une émeute stérile, ait résigné ou ajourné ses principes républicains, et compris qu'un pouvoir immédiat et nouveau était nécessaire; qu'il l'ait dit ou murmuré dans le désordre du quartier général de Lafayette, à l'ombre du financier qui, pour le dire en passant, était converti depuis longtemps, et fort résolu, ainsi que les écrivains du *National*, qui ne s'étaient pas fait faute, Dieu merci, de présenter cette solution au pays, en prévoyance du coup d'État Polignac, je ne vois là rien que de fort simple et de fort naturel. Il a ressemblé à peu près à tout le monde; seulement, il a pu, si le bruit de son assentiment s'est répandu parmi ceux qui voulaient autre chose, se justifier par le mot : *jeter une planche sur le Ruisseau*, et par son horoscope d'une prompte déchéance de cette monarchie d'à-propos et de nécessité, se tirer d'affaire avec les mécontents. Mais qu'il se sauve en se frottant les mains de son bon tour, et, à vingt-cinq ans de là, se soit vanté en ces termes au dictateur de 1848, *j'ai été le souffleur de l'événement, j'ai laissé la responsabilité aux ambitieux et aux dupes qu'en pensez-vous*?

En vérité je ne le crois pas. Mais cela fait scène, et donne jeu au royaliste de 1830, de rêver après coup à la Révolution une fin selon son cœur d'alors, une régence aussi impossible hélas que celle qu'il a assassinée d'un mot, le 24 février. La page est belle, et ces deux poètes, auteurs chacun, l'un d'une monarchie parce qu'il est républicain, l'autre d'une république parce qu'il est légitimiste, font là fort grande figure, dans la pensée du moins du metteur en scène, mais fort pauvre en réalité; et si le génie de l'un en est encore à chercher partout des excuses, le bon sens de l'autre ne se serait jamais affublé de pareilles prétentions. Les choses de ce monde vont plus simplement et plus involontairement. La royauté des d'Orléans est née parce que celle des Bourbons aînés s'était suicidée et que, dans la lutte de quinze années, le pays n'avait pas désiré plus qu'une monarchie tempérée mais sincère. La minorité républicaine se composait au plus de deux ou trois mille jeunes gens sur toute l'étendue de la France et le pays ne les connaissait pas. Lafayette, l'unique drapeau qu'ils pouvaient arborer, avait lui même conscience de son impossibilité, et quand il lui arriva de dire ou de se laisser prêter le mot fameux; *la meilleure de Républiques est une monarchie entourée d'institutions républicaines*, c'était tout le fond de sa pensée, avec des désirs dont il eut peur toute sa vie, quand il eut chance d'essai pour les réaliser. Les d'Orléans, à leur tour, sont tombés, parce que l'opposition, ce sera là notre responsabilité historique à nous hommes de gauche et de centre gauche, s'est laissée pousser et confondre avec la minorité républicaine déjouée en 1830, mais prenant, après les désordres des rues, sa revanche sur les sociétés secrètes descendues au niveau des plus pauvres et des plus ignorants, par les utopies socialistes, consolation et enivrement de leurs souffrances et de leurs convoitises ; par une presse et des tribuns anarchiques, pendant que les conservateurs mettaient sur les yeux du roi le bandeau de leurs illusions et de leurs mirages de salons, de couloirs et de coffres-forts, alignant leurs soldats sur le contrôle de l'État-major paralytique ou musqué de la garde nationale, et laissant une presse de flibustiers prendre le pas sur la presse régulière et gouvernementale, sonner sans cesse la charge contre la Révolution, comme si le prince le plus constitutionnel qui fût au monde voulait à son tour en venir aux mains avec sa mère.

Ainsi, de cette double méprise, a surgi, tout à coup par la voix même de celui qui s'en doutait le moins, une république impossible et mort-née, à laquelle un ensevelisseur est bientôt venu mettre le suaire impérial d'une gloire rajeunie et de l'égalité de 1789, étouffant la liberté sous le despotisme. Grand et malheureux pays, plus léger encore que tu n'es grand, voilà l'histoire que tu t'es faite à toi-même, et que se gardent bien de te redire telle qu'ils la soufflent les claviers sonores de toutes les circonstances. Fléau le plus funeste que la Providence puisse infliger à une nation après les prêtres ambitieux et les souverains dépravés.

Il faudrait des volumes pour rectifier cette histoire écrite en rêve par Lamartine, mais où il y a toujours, dans l'incontinence de la phrase, des traits de génie et de sagacité profonde. Mais quel tumulte de mots, quelle mousse de champagne ? J'ai lu ces derniers chants du sage ; la mélancolie des souvenirs, les langueurs de l'âge demi-assoupi, les doux bercements des adieux et les espoirs du départ, les rêves philosophiques de l'autre vie sous l'ombre du soir, et des arbres rougis par les derniers soleils du suprême hiver, voilà le grand côté de ces odes, stances ou méditations, comme on voudra les appeler ; elles peignent l'homme plus encore que tout ce qui précède, au moins l'homme que j'ai connu et aimé. La

critique aura à marquer des faiblesses, des obscurités, des profondeurs cherchées et manquées, une langue parfois laborieuse et impuissante. Mais le cœur, l'âme tout entière du mourant à petit bruit est là et y vivra tant que notre littérature sera lue et étudiée. Ce sont *les Promenades* et *les Rêveries* de Jean-Jacques, en beaux vers, mais de Jean-Jacques, quand il a oublié son orgueil et sa folie, et qu'il se regarde finir entre Dieu et la nature. Ce livre est une sorte de confession de plus d'un enfant de notre siècle à nous, les vieux de 1814 et de 1815, les philosophes un peu flottants de 1830, et les demi-découragés de 1848 et de 1852, avec un reste de foi au cœur, le regard tour à tour levé vers le ciel ou abaissé vers l'humanité. Non, notre postérité ne retournera pas en arrière. Mourons du moins dans cette espérance et dans cette prière. Voilà sur moi, l'effet de la vie et de ces dernières chansons, que la critique va dépécer et réduire à l'état de squelette sous son scalpel.

*
* *

A propos d'un article de M. Montégut. — Voici une remarque que je ne veux pas laisser échapper, parce que je l'ai entendu faire par beaucoup de personnes, et qu'elle met à la fois en lumière le bon sens public, et le trait le plus saillant du caractère de Béranger : c'est que de sa première chanson à sa dernière, montant sans cesse des enivrements et des vapeurs des sens à une spiritualité morale toujours plus épurée, il a fait comme Horace et mieux qu'Horace. S'il n'est pas devenu chrétien dans le sens rigide du mot, il a eu sa dévotion au Dieu des Bonnes Gens, disent quelques-uns, avec ironie, à un Dieu de facile complaisance, aux pieds duquel on peut se jeter avec l'âme et le cœur pleins encore de douces caresses et de molles délectations des péchés de jeunesse. Sans doute, ce n'est pas le grand repentir et les acerbes rigueurs des convertis à fracas, ou des cœurs épouvantés. C'est la lente et persévérante étude d'un honnête homme sur lui-même raturant peu à peu et effaçant enfin les incorrections de sa vie. Je dis les incorrections, en effet, Béranger n'eut jamais de vices.

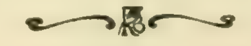
M. Montégut reproche à ses chansons libertines de manquer de tempérament, et il a raison dans ce sens. C'est que le poète n'eut jamais le tempérament des orgiaques antiques et de nos modernes viveurs ; il ne fut jamais libertin, mais homme de douce, de paisible faiblesse à ses heures ; epicurien de loisir et non d'emportement, pris par le cœur plus que par les sens, volage si l'on veut, ce que je n'affirmerais pas ; mais en ces circonstances, si rapides qu'on les suppose, croyant fermement mettre la main sur la *Lisette* qui devait devenir *la bonne vieille* ; détrompé bien vite et cherchant ailleurs son idéal ou revenant à celle qui fut la compagne de ses corrects, dignes et paisibles derniers jours. L'amitié dans l'amour et l'amour dans la sagesse, voilà ce qui était au fond de son cœur et de son tempérament. Le reste c'est jeu d'esprit, mousse de champagne, quelquefois tapage de table, mais jamais complaisance savourée des lubricités contemplatives d'atelier, dont nos élégiaques de l'amour sont si fiers qu'ils les appellent *Le culte de la beauté.*

On a dit que Béranger corrompait : non, il effleure à peine de l'aile ces secrètes ardeurs de volupté, toujours bouillonnantes au fond de notre nature, il n'en remue pas jusqu'à la flamme; il en rit plutôt qu'il n'en brûle. Aussi ne les communique-t-il pas. Il fait rire comme lui, même il vous emporte en gaieté, sans vous arrêter sur vos misères et vous plonger dans le feu pour être dévoré.

Quelque libre que soit sa verve, elle n'est jamais grossière, et vous ne trouverez rien chez lui de ce qui vous repousse dans Horace, ou de ce qui nous y ramène aux plus mauvais moments. Car Horace c'est la fièvre de l'impudeur et la langue du lupanar qu'il abjura plus tard. Mais la tache est restée et avec elle la contagion, où plus d'une imagination novice, plus d'une vieillesse raffinée, rencontrent ou cherchent la souillure. Le poète qui n'ouvrit jamais page à pareils périls, n'est ni libertin, ni polisson, comme le dit brutalement le critique, il est un homme étourdi, joyeux et bruyant.

Dans cet ordre de chansons, celles qui me choquent le plus, ce sont celles où des colères ou des calomnies du passé se relèvent contre un ordre monastique, malheureusement pour le pays et pour lui trop mêlé à nos luttes politiques, ou qui souillent la charité sainte et dévouée des filles de Saint-Vincent-de-Paul du contraste du vénal amour de la fille de joie. Voilà les vrais, les douloureux scandales d'une heure d'égarement et de représailles nationales, contre l'intrigue des fausses piétés et des hypocrisies politiques. Eh bien, là encore c'est le burlesque rieur qui prévaut et nous fait courir sur l'odieux presque à notre insu, en redisant les cyniques et vengeurs refrains. On sent que le poète ne croit pas plus à ces accusations que ceux qui répètent ses chansons, mais le mal n'en est pas moins fait et la critique comme la morale ont droit de pénalité sur ces tristes écarts. L'amitié même a pour devoir de ne pas les taire ni les excuser.

(*A suivre.*) PAUL-FRANÇOIS DUBOIS.



LE STRATAGÈME (1)

— Je n'y comprends rien ! pensa M. La Bernerie triste et fort dépité... Il ne me semble pas que je sois plus sot qu'un autre, ni que j'exprime avec plus de gaucherie mes opinions, qui sont peut-être moins cocasses et moins stupides que beaucoup de celles dont on se pourlèche en ma présence. Et pourtant certains de mes amis les écoutent distraitement comme un ronron négligeable... Ce soir encore, à l'inauguration de son monument de la Pitié, sur la place de l'Espérance, mon vieux camarade Alexis Marolles, qui grimaçait de plaisir au plus banal murmure de félicitations, n'a pas daigné entendre un mot de la phrase chaleureuse où cependant j'avais résumé tout l'émoi de mon esprit et de mon cœur!... Et c'est presque toujours ainsi !... Avanie cruelle qui, à la longue, finit par devenir troublante!... Est-ce une infirmité?... A moins que ce ne soit une guigne, la plus bouffonne et la plus inexplicable des guignes? Mais que faire pour la conjurer?... »

Depuis longtemps déjà M. La Bernerie remarquait cette singulière disgrâce auprès de ses meilleurs amis et, incapable d'en deviner les causes, s'en chagrinait fort. Il avait trop multiplié les preuves de son jugement droit et de son goût pour qu'aucun de ses camarades pût en douter. Il s'était trop souvent fait une joie de se dévouer à leurs amours, à leurs espoirs, à leurs ambitions aussi bien qu'à leurs peines et à leurs détresses, pour qu'ils eussent la sottise de méconnaître la valeur et le charme de son amitié. A la rigueur, si injuste qu'elle soit, une aberration individuelle aurait pu se comprendre. L'ingratitude, le vertige du succès, la surexcitation de l'escalade pouvaient suffire à expliquer quelques négligences. Mais cette désinvolture n'est pourtant pas contagieuse ! Et il ne pouvait y avoir de raison générale à cette défaveur si pénible qui se généralisait chaque jour davantage ! Plus M. La Bernerie, inquiet et triste, s'attachait, par les soins délicats et les gracieuses preuves d'affection, à ressaisir ces amitiés inattentives, plus il constatait avec stupeur que l'on se souciait moins de lui. Plus il prodiguait zèle, gâteries et tendresse, plus on en prenait à son aise avec son dévouement si sûr. On semblait le tenir pour récompensé de toute sa bonne grâce cordiale en lui faisant l'honneur de lui demander un autre service. Et lorsqu'il revenait joyeux d'avoir réussi dans son message ou sa négociation, le cœur battant du plaisir qu'il va pouvoir faire par une bonne nouvelle, c'est tout juste si l'on ne rabrouait pas ses bredouillements essoufflés !

Que de fois M. La Bernerie, après avoir négligé ses divertissements et son repos pour défendre la liesse ou la quiétude de ses amis, dépensé son argent ou son crédit pour la sauvegarde de leur fortune ou de leur prestige, après avoir reçu camouflets et rebuffades auxquels il ne se serait jamais exposé pour lui-même, s'était-il vu fraîchement accueilli par ses obligés eux-mêmes, parce que, encore fiévreux, crispé ou trépidant de l'effort qu'il avait dû faire pour les servir, il tombait avec sa malchance coutumière au milieu d'une brillante troupe d'indifférents que l'on était en train de séduire !

Furieux et chagriné, M. La Bernerie ne savait plus quels prodiges de dévouement accomplir pour enrayer cette épidémie qui lui était si cruelle. Et voilà que précisément, ce même jour, les Alexis Marolles qui, par bonheur, avaient jusque-là su résister au délire des succès mondains, qui restaient parmi les rares à préférer le fin jugement d'un ami au fastidieux ramage des perruches, voilà que les Marolles eux-mêmes sombraient dans la même inélégance !

Friand des louanges les moins sincères et les plus sottes, attentif surtout aux hommages inaccoutumés et aux sympathies nouvelles, le sculpteur n'avait même pas écouté la voix tremblante de son ami ni vu la tendre émotion de son regard. Et plus affolée encore, plus soucieuse de conquérir à son mari des admirations rebelles, ou simplement de grossir par d'adroites paroles son cortège de partisans, Mme Marolles avait trois fois interrompu, comme une négligeable ritournelle, la phrase où le vieil ami avait ardemment condensé sa foi, son éloge et sa tendresse. A quoi bon, n'est-ce pas, perdre en vaines effusions amicales que l'on pourra toujours reprendre, un temps si précieux pour happer au passage de nouvelles recrues et des appuis jusqu'alors incertains, tandis que défile une troupe brillante et fugace qu'on ne retrouvera peut-être pas de sitôt réunie ?

*
* *

Au lendemain de cette déconvenue, il était encore bien morose lorsque, marchant vers le Théâtre-Français où devait avoir lieu, ce même tantôt, la répétition générale d'une pièce de son plus vieux camarade d'enfance, il frôla sur le trottoir un autre ami, Robert Varades, qui, canne à l'épaule et l'air joyeux d'un homme en route pour son plaisir, se rendait au même spectacle. Quelque effort que tentât La Bernerie pour se distraire de son tourment, il ne put s'empêcher d'y faire bientôt une allusion indirecte.

Robert Varades, qu'il avait connu au lycée, puis retrouvé plus tard à l'École de Droit, était un fidèle compagnon de bamboches, de rêveries et d'aventures, qui, trop indolent pour l'ambition, ne lui sacri-

(1) Traduction interdite.

fiait pas l'amitié et contentait sa fantaisie par un perpétuel feu d'artifice d'étincelants sarcasmes, d'a-peu-près narquois sur les hommes et les drôleries du jour.

— Certes oui, je vais bien, ricana La Bernerie, mais plutôt par habitude et par bravade... Car, vois-tu, mon cher, depuis quelque temps je me sens un peu comme les griffes de la guigne dans la peau!

— Fâcheuse intimité qu'il faut rompre au plus vite! Mais ce n'est sans doute qu'une hallucination de gaillard un peu fourbu... A la douche! Cours à la douche!

— Autour de mon berceau j'ai dû avoir quelque laide et méchante fée...

— Depuis que ton mobilier s'est agrandi à ta taille, j'ai vu près de toi tellement d'autres fées qui n'étaient ni laides ni hargneuses!..

— Mais qui tout de même n'ont pas conjuré le mauvais sort!... Bien au contraire!.. C'est surtout depuis quelques mois que j'en sens toute la maussaderie... Figure-toi que j'ai reçu l'affreux don de provoquer l'indifférence, l'inattention, le dédain... Et cela, dérisoire aventure, malgré certains mérites d'esprit, de goût et de bonne grâce qui devraient peut-être m'épargner une telle humiliation... Ajoute que, par une cruauté plus maligne encore, c'est auprès de mes amis les meilleurs — et près d'eux seuls — que cette défaveur me poursuit...

— Je ne me suis jamais aperçu que je ne t'écoutais pas!

— Précisément tu es un des très rares avec lesquels je n'éprouve pas ce consternant malaise, et c'est pourquoi j'ose t'en parler!

— Phobie tout inédite qu'il faudra faire inscrire dans les annales neurasthéniques...

— Raille mais écoute!... Après tu jugeras... Mes amis sont-ils seuls lorsque je les aborde, je n'ai pas tout à fait le sentiment de mon inexistence... Ils me parlent, m'écoutent, tiennent compte de mes idées et se montrent quelque peu attentifs à ma délicatesse d'affection... Joviales et gracieuses, leurs femmes daignent parfois s'apercevoir que je suis là... Mais quelqu'un arrive-t-il, fût-ce le plus indistinct des fantoches, aussitôt je disparais pour eux... J'ai beau parler et faire des gestes, c'est comme si soudain s'éteignait la lumière de mes yeux, le son de ma voix et comme si ma silhouette s'effaçait dans l'espace... J'entends ces visiteurs d'occasion et ces indifférentes minauder avec une prétentieuse désinvolture quelque sottise alambiquée ou répéter d'un air hautain les truismes à la mode. Quelle stupeur alors de voir qu'on raffole de leurs fades éloges et que l'on s'extasie sur leurs moindres fadaises! Au milieu de ce burlesque ramage, le vieil ami que je suis se risque-t-il à dire, de toute sa tendre sincérité, son opinion réfléchie, que, sans scrupule, on lui coupe la parole pour susciter l'inepte jugement de telle caillette... Comme bien tu penses, ne m'ayant pas écouté ni même entendu, on ne songe pas à me répondre... Si bien que, très sûr d'avoir tenu des propos judicieux ou délicatement amicaux, j'ai la disgrâce de constater que l'on y réplique par une adroite gentillesse aux sots et aux indifférents de marque...

— Privilège des vieilles amitiés ingénues qui ont l'imprudence d'offrir trop de sécurité et ne savent pas se faire craindre, riposta gaiement le fin camarade...

— Tu crois que ce n'est pas plutôt quelque ridicule crispation nerveuse qui me paralyse devant l'arrogante volubilité de certaines gens?

— Mais non, délicieux naïf, ton cas, tout à fait classique, est facilement guérissable avec un peu de bonne humeur et quelques amusantes feintes de dérobade... Il suffira sans doute que ton amitié si franche se résigne à jouer les grandes coquettes...

— Mais tu ne sais pas tout, mon vieux!... Puisque nous sommes en train de rire, allons jusqu'au bout de la drôlerie...

— D'autant plus que si je n'étais pas là, ton rire aurait volontiers la larme à l'œil... Ton enjouement est encore une politesse à ma gaieté... Tu vois bien que tu es incorrigible... Il faut toujours que ton amitié s'immole!

— Je continue, en me moquant un peu de moi-même pour arriver, je l'espère, à me moquer un peu des autres...

— Ce jour-là tu seras sauvé et, par terreur de tes sarcasmes, on écoutera même ton silence!

— Je n'en demande pas tant!... Si seulement on daignait s'apercevoir de mes preuves d'affection et de dévouement!... Toutes les gentillesses auxquelles je m'évertue pour mes amis les laissent sans surprise. Mes présents leur sont tout juste comme une rente traditionnelle dont on ne s'étonne plus... Quant aux diplomaties, démarches et galopades pour lesquelles on me relance sans cesse, il semble que ce soit ma raison d'être dans la vie en général et dans leur existence en particulier... A peine un merci négligent qui s'achève dans le souhait d'une autre course... Et tandis que je souffle avant de repartir, j'ai pour tout régal les salamalecs que l'on offre aux autres...

— Et voilà comment un homme d'esprit, mais de cœur trop tumultueux, peut vivre, quinze années, la plus brillante vie mondaine sans même en soupçonner les mystères essentiels... Mais, chut! Le rideau se lève! Voici l'amour qui entre en coup de vent sur la scène en la personne de la frénétique jeune pre-

mière... Nous t'initierons au prochain entr'acte !... A tout à l'heure, dans le couloir !

*
* *

En effet, tout en échangeant ces propos d'amertume et de gouaille, les deux camarades avaient descendu l'avenue de l'Opéra, pénétré sous le péristyle du Théâtre-Français, serré les mains qui, le long des couloirs intérieurs, s'étaient offertes à eux. Puis ils s'étaient glissés séparément jusqu'à leurs places d'orchestre à la minute même où la toile découvrait le somptueux décor moderne où un peu d'éternelle passion humaine allait frissonner.

Pendant trois quarts d'heure, selon leur tempérament et leur sensibilité, ils s'émurent de la tendresse, du désir et de la douleur dont ce premier acte leur offrit les prémisses. Et, sitôt le rideau baissé, ils se rejoignirent dans la fourmilière des couloirs :

— Superbe, n'est-ce pas? fit avec ardeur Jean La Bernerie.

— Très fort et très neuf ! approuva Robert Varades... Beau drame simple qui s'accroche très bien !...

— J'ai grand plaisir à t'entendre ainsi parler, toi dont personne n'ignore la sévérité plutôt malicieuse !... Je sais combien notre ami tient à ton opinion... Quelle joie tu lui causeras tout à l'heure en le lui disant !

— Du calme, mon cher ! Je me garderai bien de la lui exprimer avec cet enthousiasme... A toi le délicieux mais imprudent plaisir de telles fanfares !... Je me trouve mieux de mettre quelque sourdine aux miennes... C'est peut-être tout le secret du prix qu'on y attache... Crois bien que si notre ami le dramaturge se soucie tant soit peu de mon approbation, c'est qu'il n'ignore pas combien j'en suis chiche, et de quelles drôleries acerbes s'accompagne volontiers ma mésestime... On s'habitue si vite à l'encens et l'on a si peu de soins pour une admiration que l'on sait acquise !... Or, comme je tiens beaucoup à la sympathie gracieuse et attentive d'un homme de si fier talent, je fais ce qu'il faut pour la maintenir bien en forme... Ruses bénignes qui coûtent parfois à mon cœur et froissent mon naturel désir de sincérité, mais que la prévoyance amicale m'inspire... Je t'engage d'ailleurs à les méditer !... Peut-être y trouveras-tu la meilleure réponse à tes anxieux étonnements de tout à l'heure...

— Réticences qui gâtent le plaisir de l'enthousiasme affectueux !

— Qu'importe, si elles garantissent le plaisir, essentiel et supérieur, de l'amitié?... Si tu veux que, à l'entr'acte prochain, nous allions ensemble féliciter l'auteur, tu verras comment je crois sage de m'y prendre pour ne pas que l'affection des gens qui me plaisent s'endorme dans une sécurité trop égoïste et trop sans-gêne...

C'est un peu perplexe que, sur ces paroles de désenchantement, M. La Bernerie avait regagné sa stalle. Quel « truc » dérisoire pour garder l'amitié, pensait-il, que se refuser la douceur du libre élan amical ! N'est-ce pas tout juste la parodie de ce sentiment que l'on préserve à force de restrictions et de subterfuges? Alors à quoi bon? Le médiocre simulacre obtenu vaut-il les sacrifices qu'on lui fait?

Mais, tandis que le tintamarre des trois coups ramenait vers le drame l'attention éparse du public, il pensait aussi à la perpétuelle déconvenue qui est presque toujours la récompense des amitiés trop franches, trop ardentes, trop sûres. Entre les deux maux quel était le moindre? Il choisirait plus tard, si tant est que son inguérissable élan de cœur lui laisse jamais la liberté du choix ! Puis ses hésitations ne tardèrent pas à sombrer dans le tragique enivrement de la pièce qui arrachait les spectateurs à eux-mêmes.

*
* *

Et, aussitôt après les ovations qui saluèrent le suprême frémissement de l'acte, ce fut à travers les couloirs un élan vers le foyer pour féliciter l'auteur et les interprètes, pour prolonger en propos ardents, en gestes chaleureux, la fiévreuse communion qui venait de faire haleter ensemble ces êtres disparates.

Nos deux amis se laissèrent emporter par ce flot de complimenteurs surexcités qui, tout en processionnant vers l'auteur, s'essayaient entre eux à l'heureuse formule d'éloge que, dans la hâte et le tumulte du défilé, ils lui aboieraient frénétiquement au visage. Et quelques-uns sans doute préparaient aussi les dénigrements facétieux qui, plus tard, chuchotés à voix basse, dans les encoignures, seraient comme la fielleuse rançon de cette apothéose.

En piétinant devant les bustes historiques et les faces grimées des acteurs, si comiques, au milieu des figures « de ville », avec leurs balafres et leurs postiches, La Bernerie et Robert Varades poursuivaient leur colloque interrompu :

— Après notre bavardage quelle excellente leçon de vie s'offre à nous !... J'imagine qu'elle va me dispenser de tout commentaire et que, si tu gardes assez de sang-froid pour observer, elle te révèlera mieux que toute parole ce qui te manque pour que tes amis aient pour toi plus d'égards... Nous allons de conserve féliciter un aimable et loyal garçon, exquis de délicatesse et point affolé d'arrivisme... Tout de même veux-tu que je te prédise ce qui va

se passer? Tu l'aimes mieux et depuis plus longtemps que moi. Il le sait. Ton affection dévouée est une des certitudes de sa vie. Et il a raison d'avoir pour toi des sentiments plus tendres que ceux que je lui inspire... N'empêche que, dans une seconde, il va m'accueillir beaucoup mieux que toi, me prendre les mains avec plus d'effusion, interroger jusqu'au fond mon regard et scruter le sens secret de mes paroles, alors que peut-être il n'écoutera les tiennes qu'avec une certaine négligence... Et pourtant, de si plaisante verve que je puisse être, les jours où je ne suis pas trop fourbu, je n'ai ni ton goût ni ta culture, ni ton instinct du beau... Je me sens incapable de lui dire les remarques intéressantes et judicieuses que ton affection, aussi tendre que sincère, pourrait lui faire entendre. Et il le sait encore. Mais il est sûr de toi, tandis qu'il ne me sent pas attaché à sa gloire. Il ne doute pas de ton appui cordial tandis qu'il soupçonne un peu mon indépendance volontiers blagueuse... Pour m'avoir entendu deux ou trois fois bafouer d'un trait vif quelque grotesque, il redoute que je ne me divertisse un beau soir à ses dépens... Alors il ne néglige aucune gracieuseté pour me conquérir... Mais halte! Voici sa jeune calvitie et son sourire de gouaille tranquille malgré lequel, pour la circonstance, il a l'air de se prendre au sérieux... Attention!... Pour défiler!...

Comme si Robert Varades avait réglé de point en point la cérémonie, elle se passa sans la moindre anicroche, ainsi qu'il venait de la décrire. C'est à peine si le regard du dramaturge croisa le regard de son cher vieil ami. Dès qu'il eut reconnu que ce n'était que lui, le négligeant avec prestesse, il s'empressa de saluer par son plus cordial sourire le sardonique compagnon qui s'avançait par derrière, et, brusquant la poignée de main que La Bernerie lui offrait d'un cœur si chaud, en hâte il dégagea ses doigts pour saisir plus vite la main de l'ironiste dont il voulait capter la bienveillance. Et ce furent alors des gentillesses et des câlineries et des paroles de gratitude pour les trois mots de froide congratulation que Robert Varades daigna murmurer tout en écourtant l'étreinte.

— Tu as vu? Que t'avais-je dit, fit Varades avec un ricanement victorieux dès qu'ils recommencèrent à circuler devant les bustes des couloirs.

— Je découvre mon erreur ingénue! fit La Bernerie avec un triste sourire... Ni guigne ni infirmité!

— Non. Une simple faute!... Les meilleurs amis, vois-tu, pour qu'ils vous conservent quelques égards, ont besoin de ne pas être trop sûrs de votre affectueux dévouement... Dans l'intérêt même de l'amitié qu'on leur porte, il faut avoir le courage de la leur laisser mériter et conquérir... C'est parfois dur de s'affubler d'un masque. Mais qu'importe la grimace, du moment qu'elle sauvegarde la chère vérité à laquelle on tient!

— Dressage bien pénible pour les cœurs ardents et sincères!

— Sans doute, mais auquel il faut qu'on se résigne pour maintenir en gracieuse jeunesse attentive les vieilles amitiés... A présent, mon ami, tu as le secret de mon septicisme ricaneur qui a pu déconcerter ton enthousiasme... Simple attitude de défense!... Et si pour éviter à l'avenir d'autres tristesses, tu t'astreins aussi à feindre la désinvolture, tu goûteras la douceur mystérieuse de tels déguisements.... Charmante volupté, je t'assure, que d'être seul à se sentir très bon et très tendre sous le rictus de l'ironiste!...

* * *

Convaincu, le sympathique et naïf M. Jean La Bernerie se soumit résolument à cette discipline. On s'étonna d'abord de sa désinvolture, que d'ailleurs son zèle de néophyte exagérait peut-être un peu. Alors qu'on l'admirait chez tous les autres comme une élégance et que l'on faisait mille grâces pour l'apprivoiser, on se révolta contre la nouvelle manière d'un homme jadis si empressé et si sûr, qui était le type même de l'ami de tout repos.

Quelle surprise de ne plus le voir accourir au moindre appel et même sans appel, de ne plus apercevoir sans cesse sa figure tendre et joyeuse de bon chien, de l'entendre faire des mots et non plus toujours des compliments, et trouver les plus cocasses prétextes pour se dérober aux missions qu'il remplissait naguère avec un zèle si docile!

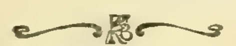
Pour obtenir de lui quelques-uns des services qu'autrefois il prodiguait avec entrain, il fallut prendre l'habitude de le cajoler et de le maintenir en dispositions favorables par de multiples et gracieux remerciements. Lorsqu'on eut l'impression qu'il était capable, lui aussi, de mots cinglants et folâtres, on prit enfin la peine de le choyer pour éviter qu'il ne les colportât trop allégrement en ville, et partout l'on s'ingénia, par maintes gentillesses, à s'assurer sa chère présence qu'on méprisait lorsqu'il avait la naïveté de l'offrir en échange simplement d'un tout petit peu de tendresse.

Alors que l'on négligeait son opinion lorsqu'il l'apportait, la bouche en cœur, pour donner confiance à ses amis, on dut la solliciter avec mille précautions à partir du jour où l'on observa qu'il la réservait et qu'il mêlait, avec un redoutable esprit d'à propos, la critique et l'éloge. Quelle estime craintive et flagorneuse on montra dès lors pour son jugement que l'on dédaignait avec tant de sans-gêne lorsqu'on était trop sûr de son invariable bienveillance!

Au bout de très peu de temps la surprise et la mauvaise humeur s'effacèrent devant le besoin de se concilier un aimable homme qui entendait comme les autres que l'on ne se moquât point de lui, et qui, pour se faire un peu respecter, montrait les dents sous son spirituel sourire d'indifférence. On ne discuta plus son droit d'être traité avec autant d'égards que les amis plus incertains. Même on ne tarda pas à trouver et à déclarer partout — car on avait plus peur de lui que des autres — que son amitié était devenue vraiment plus précieuse et plus exquise que jamais. Hypocrite hommage qui choquait l'inaltérable droiture de M. La Bernerie :

— C'est curieux ! grommelait-il sous son masque de ricaneur et de sceptique... Ils ne goûtent mon amitié que depuis le jour où elle a cessé d'être franche, ardente, dévouée sans réserve, et où j'ai dû vilainement me mettre à leur en faire sentir le prix ! Comme je me mépriserais de ce subterfuge s'il n'était indispensable pour tenir en éveil l'affection de certains amis !... Heureusement que, pour ma propre conscience, j'ai l'excuse de jouer la comédie et de garder au cœur la vive et fraîche sentimentalité qui aurait dû suffire autrefois pour que l'on m'aimât mieux encore !... C'est égal ! Avant la démonstration de notre subtil Varades, je n'aurais jamais cru que, pour vivre heureux au milieu des brillants artifices du monde, il fallait nécessairement recourir tant soit peu à l'artifice, même quand on l'exècre !

GEORGES LECOMTE.



LES AMÉRICAINS AUX PHILIPPINES (1)

Par l'article 3 du traité de paix conclu à Paris le 10 décembre 1898, l'Espagne cédait aux États-Unis l'archipel des Philippines, moyennant le paiement d'une somme de 20 millions de dollars. Cette acquisition imprévue allait mettre les Américains en face d'un des plus difficiles problèmes qu'ils aient eu jusqu'ici à résoudre.

La destruction, par le commodore Dewey, le 1er mai, de la flotte espagnole dans la baie de Manille, avait virtuellement mis fin à l'autorité de l'Espagne sur l'archipel. Mais les Américains n'avaient aucune idée arrêtée concernant l'attitude qu'ils adopteraient à l'égard des Philippines. La marine demandait une station navale dans cette région. Les financiers et les commerçants, après la capitulation de Manille, rêvèrent de faire de cette place l'entrepôt général du commerce américain avec l'Extrême-Orient. Le gouvernement fut vite résolu à conserver au moins Manille, sa baie et ses abords. Mais, pour en garantir la sécurité, les conseillers militaires démontrèrent la nécessité d'occuper l'île de Luzon. Que deviendrait le reste de l'archipel ? Les Philippines n'étaient pas en état de défendre leur territoire contre les convoitises qu'il devait fatalement exciter. On résolut donc, sans trop de peine ni d'appréhension, d'annexer l'archipel tout entier; son sort définitif se déciderait plus tard.

La république américaine allait-elle, tout comme les nations de la vieille Europe, avoir des colonies et des sujets ? Ce sont des termes qui sonnent mal à des oreilles démocratiques. Et lorsqu'on a le sentiment que l'on conduit le monde dans la voie du progrès politique, il serait véritablement froissant de tomber dans les ornières où les autres demeurent embourbés. Sincèrement les Américains déclarèrent qu'ils ne se regardaient que comme les tuteurs des Philippins. Ils se donnaient pour tâche de leur apprendre à se gouverner, de les préparer à l'usage de la liberté. « Les Philippines aux Philippins », telle fut la formule directrice de l'œuvre qu'ils entreprenaient.

Les Américains ignoraient tout, ou presque, de leur conquête. Le Gouvernement s'empressa de nommer une commission pour aller étudier sur place les termes du problème. Dans son rapport préliminaire, publié à la fin de 1899, celle-ci déclarait l'impossibilité de laisser les Philippins livrés à eux-mêmes. On ne pouvait songer à procéder ici comme à Cuba. Sans doute, la commission trouvait que les capacités intellectuelles des Philippins étaient grandes. « Mais, disait-elle, sauf chez un petit nombre d'individus, ces capacités n'ont été développées ni par l'éducation, ni par l'expérience. La masse du peuple est sans instruction. L'opinion publique intelligente sur laquelle repose le gouvernement populaire n'existe pas dans l'archipel. » Conclusion : les États-Unis doivent, en attendant qu'ils aient rendu leurs pupilles capables de se gouverner eux-mêmes, se charger du gouvernement. La commission paraissait quelque peu inquiète, d'ailleurs, de la situation qui lui était apparue : « Le fait le plus étonnant, et peut-être le plus significatif, est la multiplicité des tribus qui habitent l'archipel, la diversité de leurs idiômes, mutuellement inintelligibles, et les phases multiples de la civilisation, allant du degré le plus élevé au plus bas, que l'on rencontre chez les indigènes des divers îles et provinces... Les Philippins ne sont pas une nation, mais un assemblage varié de tribus. »

Pourtant, sous ces divergences considérables, il y

1 Voir *Les Américains sur le Pacifique, aux Rocheuses, aux Hawaï* dans la *Revue Bleue* des 3, 21 août et 11 septembre 1907.

a dans ces populations une unité de race : toutes sont d'origine malaise, avec une quantité importante de sang japonais et surtout chinois. La religion, d'ailleurs, est venue leur donner une sorte d'unification : l'Espagne les a civilisées en les convertissant au catholicisme. Deux groupes seulement ont échappé à cette influence : des populations sauvages, réfugiées dans les parties montagneuses des îles et restées païennes, et les musulmans, les « moros », de l'île de Mindanao.

Mais, avant de penser à gouverner, il fallut conquérir l'archipel. Le traité de Paris n'avait donné aux États-Unis que le droit de propriété. Il leur fallait entrer en possession : à la fin de 1898, ils n'étaient maîtres que de Cavite et Manille. Une révolte contre l'autorité espagnole avait éclaté en 1896. L'année suivante, à la suite d'un accord, Aguinaldo, le chef des rebelles et ses principaux officiers, acceptaient de quitter l'archipel. Quand la guerre éclata, Aguinaldo était à Hong-Kong. Il était aussitôt revenu dans les îles, avec le consentement des Américains, pour armer les indigènes. Aguinaldo promit à ses fidèles l'indépendance. La décision des États-Unis de traiter l'archipel comme une colonie leur parut un manque de parole. Après s'être successivement fait appeler dictateur, président du gouvernement révolutionnaire, Aguinaldo prit le titre de Président de la République Philippine. Il constitua un gouvernement, et entama la lutte au nom de la liberté. Ce fut une de ces guerres coloniales lassantes, où jamais l'on ne rencontre l'ennemi en masse, où il est impossible de frapper un coup décisif : un groupe détruit, un chef tué ou capturé, d'autres groupes se reforment, sous la conduite de chefs nouveaux. Il fallut cent mille hommes et plus de deux armées avant de pouvoir proclamer la pacification : pacification précaire, où la rébellion continue à couver, comme le feu dans un incendie mal éteint.

* * *

On avait hâte, cependant, de remplacer le gouvernement militaire par un gouvernement civil. Au commencement de 1900, une nouvelle commission était nommée, la seconde commission des Philippines, qui devait exercer la plus grande partie des fonctions législatives et civiles remplies jusqu'alors par l'autorité militaire. Le général commandant les forces d'occupation restait cependant gouverneur-général et conservait le pouvoir exécutif. Enfin, le 4 juillet 1901, le président de la commission, M. Taft, était nommé gouverneur civil, et les pouvoirs du gouverneur militaire étaient restreints aux provinces non encore pacifiées. En 1902 seulement, le Congrès votait une loi organisant le gouvernement de l'archipel. Cette loi, d'ailleurs, n'innovait guère : elle se bornait presque uniquement à ratifier les mesures prises par le président, sur les conseils de la commission elle-même.

Les pouvoirs législatifs délégués par le Congrès au gouvernement philippin sont exercés par la commission des Philippines, composée de 8 membres nommés par le président des États-Unis, 5 Américains et 3 Philippins. Le pouvoir exécutif est dévolu au gouverneur, assisté de ses secrétaires : secrétaires de l'Intérieur, du Commerce et de la police, des Finances et de la Justice, de l'Instruction publique, qui sont, comme lui, membres de la commission.

Les indigènes ont été appelés également à participer à l'exercice du pouvoir judiciaire. Trois membres de la Cour suprême sur sept sont des Philippins. Plus d'un tiers des juges des tribunaux de première instance et presque tous les juges de paix sont Philippins.

Mais cette participation des indigènes aux fonctions publiques était insuffisante pour le but que l'on poursuivait. On voulait apprendre à la population à se gouverner elle-même. La meilleure école, à cet égard, est l'administration locale. Sous la domination espagnole, celle-ci était, en fait, entre les mains du clergé ; la population n'y avait qu'une part restreinte. Un des premiers actes de la commission fut de créer des administrations municipales élues. Les pouvoirs municipaux sont exercés par un président ou maire, un vice-président et des conseillers. Les électeurs doivent être âgés de 23 ans au moins, et, soit avoir exercé des fonctions publiques antérieurement à 1898, soit posséder une propriété immobilière de la valeur de 500 francs, ou payer annuellement 30 francs au moins d'impôts, ou savoir parler, lire et écrire l'anglais ou l'espagnol. Ces conditions limitent fort le nombre des électeurs. La population des provinces soumises au gouvernement civil dépasse 6 millions 1/2 d'habitants ; le nombre des individus remplissant les conditions exigées pour être électeur n'est que de 150.000.

La province, division intermédiaire entre les administrations municipales et le gouvernement général, est administrée par un comité de trois membres : le gouverneur, le trésorier et le secrétaire. Le gouverneur est élu par les conseils municipaux ; les deux autres membres sont nommés par la commission. Les fonctions de trésorier sont, par prudence, données à des Américains. Sur 243 fonctionnaires provinciaux, répartis entre 38 provinces, 183 sont des Philippins ; quant aux administrateurs municipaux, au nombre de plus de 10.000, tous sont Philippins.

L'instruction des masses devait être, nécessairement, un des moyens les plus efficaces dans l'œuvre

d'éducation entreprise par les Américains. Dans quelle langue serait donnée cette instruction ? Une majorité de la population chrétienne des îles pouvait lire et écrire l'espagnol, mais c'est à peine si 5 à 10 p. 100 de cette population le parlait couramment. D'autre part, aucun des sept à huit dialectes locaux, pas même le tagolog, le plus répandu, n'ont fourni une littérature. Des Américains décidèrent de faire de l'anglais le langage commun et officiel de l'archipel, et ils s'empressèrent d'appeler des professeurs des États-Unis. La tâche de ceux-ci était double ; ils devaient à la fois enseigner les jeunes générations et préparer les professeurs philippins; peu à peu, elle se bornera à la seconde, et à la direction de l'enseignement secondaire et supérieur. Actuellement, il y a dans l'archipel environ 3.000 écoles primaires et une quarantaine d'écoles secondaires, et le personnel enseignant se compose de près de 5.000 professeurs philippins et 850 américains. Quant à la population scolaire des écoles publiques, elle a passé de moins de deux cent mille écoliers, en 1903, à près de quatre cent mille. Les écoles privées sont assez nombreuses. La plupart sont dirigées par des prêtres catholiques ; elles répondent aux appréhensions des familles qui ne veulent pas envoyer leurs enfants aux écoles publiques « sans Dieu », où l'on ne donne aucun enseignement religieux confessionnel. L'œuvre accomplie est déjà importante, mais il reste encore énormément à faire ; le nombre des enfants d'âge scolaire dépasse, en effet, 1.800.000.

Parmi les causes qui avaient amené la révolte contre l'autorité espagnole en 1896, une des principales était la puissance conquise dans les îles par l'autorité ecclésiastique et surtout par les ordres religieux qui s'y étaient établis, dès le début de la conquête, pour les civiliser. Ces moines avaient été les agents les meilleurs dans l'œuvre éducatrice de l'Espagne, et les Américains n'ont pas hésité à leur rendre justice. Mais, à la fin du XIX[e] siècle, leur omnipotence, qui tenait en échec le pouvoir civil lui-même, était devenue insupportable à la population. La domination américaine avait pour conséquence la séparation de l'église d'avec l'État : ce n'était qu'une solution partielle de la question. Les ordres religieux avaient des propriétés foncières considérables : à la suite d'une entente directe du gouvernement américain avec Rome, les moines ont vendu leurs biens ruraux au gouvernement philippin. Ils ont conservé leurs propriétés urbaines dans Manille pour l'entretien des membres de leurs ordres qui resteront dans l'archipel; mais ceux-ci ne sont maintenant que 350 au plus. Autant qu'il a été possible, l'église catholique s'est efforcée de remplacer par des Américains l'ancien clergé d'origine espagnole. Elle n'a pu éviter la formation d'un schisme; un prêtre indigène, Aglipay, a fondé une église « apostolique catholique indépendante philippine » qui aurait, dit-on, deux millions environ de fidèles.

* * *

A l'inverse de ce que l'expérience a enseigné aux puissances coloniales européennes, l'œuvre économique n'est venue qu'au second rang dans les préoccupations des Américains. L'œuvre politique a absorbé jusqu'à présent le meilleur de leur activité.

Le coût du gouvernement a amené de vives récriminations de la part des Philippins instruits. Sans doute, l'administration nouvelle, équipée à la moderne, est plus efficace que l'administration espagnole. Elle a rendu, au point de vue sanitaire notamment, de grands services, mais elle a le grave défaut d'être fort onéreuse. Les indigènes n'y occupent que les places inférieures, modestement rétribuées. Toutes les autres devront, pendant longtemps encore, être occupées par des Américains, qui exigent des traitements élevés. Et cette administration, concentrée à Manille, a eu le tort de se laisser entraîner à un programme de véritables dépenses somptuaires dans la capitale, alors que des travaux publics autrement importants pour le développement de l'agriculture, seule ressource des îles : routes, ponts, chemins de fer, aménagement des ports, étaient négligés. Les Philippins ont réclamé d'autant plus des économies, que les impôts ont dû être augmentés. Les taxes indirectes qui frappent le tabac et l'alcool sont maintenant acceptées par la population, mais une taxe foncière qui avait été créée en même temps a dû être temporairement suspendue.

Une épidémie a détruit en 1903 les deux tiers des buffles, animaux de trait de l'archipel, et est venue ajouter une perte considérable aux maux résultant de la guerre, de l'insécurité, et contribuer à l'appauvrissement des indigènes. Une loi votée par le Congrès en 1905 a autorisé le gouvernement philippin à donner sa garantie pour la construction de chemins de fer, et des concessions ont été accordées pour 425 miles de lignes dans l'île de Luizon et 300 miles dans les autres.

Mais les capitaux américains nécessaires pour le développement des îles refusent de s'y aventurer. Depuis l'occupation américaine, quelques centaines d'individus y sont allés, pour étudier les conditions économiques, en vue de l'établissement d'entreprises agricoles ou industrielles. Presque tous sont repartis. L'insuffisance des moyens de communication, et surtout le problème de la main-d'œuvre, les a effrayés. La situation, à cet égard est fort difficile.

Un Américain, M. Alleyne Ireland, qui a fait un voyage d'études dans l'archipel il y a peu de temps, déclare que sur la population totale, c'est à peine si l'on peut trouver 5 p. 100 de bons travailleurs, et ceux-ci ont été attirés dans les villes par l'élévation des salaires qui s'y est produite, comme résultat de la présence des Américains et des travaux entrepris par l'administration. Il n'y a plus dans les districts ruraux qu'un nombre insuffisant de pauvres travailleurs, plus exigeants que n'étaient les bons il y a quelques années. Et le travailleur philippin est des plus médiocres. Un Ingénieur, chargé par le gouvernement de la construction d'une route importante, écrivait à ce sujet : « L'ouvrier indigène s'est montré paresseux, sans énergie, de mauvais caractère, ne manifestant aucun intérêt pour son travail, sans aucune volonté d'apprendre à se perfectionner... Il s'est montré plus onéreux que l'ouvrier blanc, et pratiquement sans valeur. » La seule solution possible de cette question serait l'admission des coolies chinois, qui fourniraient une main-d'œuvre docile, abondante et bon marché. Mais elle se heurte à l'hostilité d'une partie de l'opinion indigène, et surtout à celle de la population des États-Unis, qui y est résolument opposée.

Comme pour rendre plus difficile encore la situation matérielle de ses nouveaux pupilles, au bonheur politique desquels il semble porter un si grand intérêt, le Congrès a négligé jusqu'à présent de voter deux mesures avidement réclamées par la commission des Philippines. Les produits des iles importés aux États-Unis doivent supporter 75 p. 100 des droits de douane américains : leur admission en franchise permettrait le développement de la culture, notamment du sucre et du tabac, en donnant à ces produits un marché sur lequel ils jouiraient d'un traitement de faveur. Mais cette concession, si légitime, se heurte à des intérêts privés trop puissants pour avoir pu être surmontés. La seconde mesure est la création d'une banque agricole, à laquelle le gouvernement philippin serait autorisé à accorder une garantie d'intérêt : cette fois, c'est l'indifférence du Congrès qui en a retardé le vote.

*
* *

Le Congrès, en effet, ne manifeste qu'un intérêt médiocre pour les questions que soulève l'administration des possessions nouvelles. Il reflète entièrement, à cet égard, l'opinion générale du pays. D'enthousiasme au moment de la guerre, on a déclaré impossible d'abaisser le drapeau étoilé là où les circonstances avaient amené à l'élever. Mais l'enthousiasme a disparu, et l'on se demande aujourd'hui s'il n'eut pas mieux valu laisser les Philippines à leurs anciens maîtres. On fait le compte des dépenses qu'elles ont entraînées pour le trésor américain : plus de 1 milliard et demi de francs en huit années, et on envisage avec regret ce qu'elles coûteront encore. Il faut y entretenir près de 18.000 hommes de troupes, et les insurrections locales, toujours à craindre, puisque en 1905 encore elles nécessitaient une véritable campagne dans les provinces de Cavite et de Batanzas, ne permettent pas de prévoir de sitôt la réduction de ce corps d'occupation. Il faudra dépenser des sommes considérables pour mettre en état la station navale de Cavite, la place de Manille et quelques autres.

Si, du moins, l'on pouvait avoir achevé bientôt l'œuvre d'éducation entreprise et se décharger de la lourde tâche du gouvernement direct. Mais, après un voyage entrepris aux Philippines en 1905, M. Taft, le premier gouverneur civil, qui les a encore, comme secrétaire de la Guerre, sous sa juridiction, a nettement déclaré que les Philippins ne sont pas capables de se gouverner eux-mêmes, qu'ils ne le seront pas de longtemps, certainement pas avant une génération, et vraisemblablement pas avant une période plus longue encore.

Les Philippines n'ont pas donné les profits qu'on en attendait. Elles n'ont été jusqu'ici qu'une source de préoccupations. Et celles ci sont aggravées encore depuis l'entrée en scène du Japon comme grande puissance navale. Aussi, est-ce avec mélancolie que les Américains considèrent ce résultat de la guerre de 1898. Récemment, un représentant s'écriait au Congrès sans soulever de protestations : « Il n'y a personne dans cette salle, sans distinction de parti, qui n'admette que l'occupation de ces îles a été une calamité nationale. » C'est la pensée intime de la plupart des Américains. Mais il est des erreurs dont il faut supporter jusqu'au bout les conséquences. Les Américains, beaux joueurs, sauront s'y résigner.

Les revendications des Philippins sont pour eux une autre source d'embarras. Ils réclament la liberté promise. Non pas l'indépendance complète : ils sont assez intelligents pour se rendre compte combien, au milieu des convoitises générales, celle-ci serait précaire. Mais ils demandent l'autonomie la plus étendue sous la protection des États-Unis; le même régime que la République cubaine. L'usage qu'en a fait celle-ci n'est pas encourageant pour le gouvernement de Washington. Aussi manifeste-t-il peu de hâte à s'engager dans cette voie.

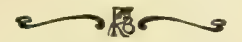
Pourtant, il n'entend pas se dérober à la parole donnée. La loi de 1902 avait décidé qu'un recensement serait effectué dans les iles aussitôt la pacification accomplie, et que, deux ans après ce recensement, si l'état de paix continuait, une élection

générale aurait lieu dans toute l'étendue de l'Archipel, sauf les territoires occupés par les « moros » et les tribus païennes, pour l'élection de délégués à une assemblée législative. L'élection a eu lieu le 30 juillet. Les électeurs se sont montrés peu empressés : 55.000 seulement, le tiers des individus remplissant les conditions exigées, se sont fait inscrire. C'est une indifférence qui réduit sensiblement l'importance des revendications de ceux qui se présentent comme les chefs de l'opinion publique indigène.

L'assemblée, qui commencera ses travaux en octobre, aura 81 membres. Elle élira un speaker, et jouera le rôle de Chambre basse dans la législature philippine. Elle aura une session annuelle de quatre-vingt-dix jours au plus. La Commission des Philippines jouera le rôle de Chambre haute. En cas de désaccord entre les deux Chambres, le gouvernement ne sera pas arrêté par le défaut de vote en temps utile du budget : le gouvernement pourra autoriser les dépenses dans la limite des crédits de l'année précédente.

C'est une nouvelle étape dans la voie difficile que se sont tracée les Américains au moment de l'annexion des îles. Elle sera certainement de beaucoup plus longue durée que la précédente, et elle réserve aussi, sans doute, à leur optimisme naturel de nombreuses et désagréables déceptions.

ACHILLE VIALLATE.



LES CHAMBRES DE JUSTICE et LES FINANCIERS AU XVIIe SIÈCLE (1)

Même en temps non troublé tout n'était pas rose dans le métier de partisan. Il y fallait un cœur de roche et un front d'airain. Plus d'un financier marron dépêché par le Roi pour tondre son peuple faisait sa tournée la plume au chapeau et le pistolet au poing. La police ou n'existait pas ou restait prodigieusement indifférente aux horions reçus par ces messieurs, dans l'accomplissement de leur noble mission. La justice qui, en ce temps-là, choisissait ses protégés, n'avait que faire d'une aussi triste clientèle et le lui faisait bien voir. En 1609, le partisan Paulet — le même qui fut l'inventeur et le parrain de la Paulette — avait eu une idée triomphante. Il avait cru remarquer que la plupart des sergents qui exerçaient n'avaient aucun titre officiel. Ils portaient des contraintes, remettaient des exploits et arrêtaient les débiteurs indélicats sans avoir payé à Sa Majesté les droits afférents à leur charge. Cette audace demandait une punition exemplaire. Paulet crut avoir trouvé la pie au nid : il proposa au gouvernement de faire *un parti* de tous les états de sergents — plus de cent mille. — On devait rembourser tous ceux qui pourraient montrer un acquit des parties casuelles ; les autres seraient priés de passer à la caisse. En bon français, c'était forcer les sergents à racheter leurs états ou charges, car il n'y en avait pas cent qui fussent en état de montrer leurs acquits. La plupart s'étaient installés de leur propre autorité et sans payer leur office. Les sergents avaient mauvaise réputation : leurs manières répondaient bien à leur métier : ils passaient pour des brutes grossières et querelleuses. Au lieu de payer, ils s'attroupèrent et vinrent délibérément assiéger Paulet dans sa maison. Le partisan n'en menait pas large : il vit la mort de près et fut contraint de renoncer à sa fameuse idée. Il alla en porter plainte au premier président de Harlay qui le reçut de la bonne manière. Ce solennel rabroueur lui répondit avec l'autorité qui lui était particulière que les sergents avaient eu raison et que lui, Paulet, avec les autres larrons et sangsues du peuple, n'avait droit qu'à une chose, une bonne potence en place de Grève (1). Paulet n'insista pas, mais la réponse de Harlay fait rêver. Il passait pour intègre et il l'était réellement ; mais il se croyait le droit de refuser la protection de la société à ceux qu'il n'en jugeait pas dignes. Ni lui ni ses contemporains n'étaient encore arrivés à la conception d'une loi qui soit la même pour tous, sans en excepter les gredins. En ce temps-là, l'exception est partout et fausse sans cesse la règle qui varie suivant ceux qui l'appliquent ou ceux auxquels on l'applique. Le gouvernement lui-même ne se croit jamais lié par ses engagements antérieurs : il retire sa parole avec autant de facilité qu'il la donne. La même année qui vit la mésaventure de Paulet, *Chalanges*, un autre donneur d'avis qui ne valait guère mieux, entreprit la recherche des offices de la maison de ville de Paris, dans le dessein d'en créer de nouveaux et de s'en faire des rentes. Comme dans l'affaire des sergents, il y avait là une eau trouble où l'on pouvait pêcher à coup sûr, et plus d'un officier de la communauté parisienne eût été embarrassé de montrer sa quittance. L'agitation parmi les intéressés fut extrême, mais au lieu de prendre les armes et de forcer Chalanges dans son

(1) Extrait de la *Bourgeoisie française au XVIIe siècle*, qui paraîtra prochainement chez l'éditeur Félix Alcan. — Voir *les Officiers de finance* et *les Hommes d'affaires* dans la *Revue Bleue* des 31 août et 21 septembre 1907.

(1) *Mémoires-journaux de l'Estoile*, t. IX, p. 253. *Mercure français*, t. I, p. 360, année 1609.

terrier, ils adoptèrent la voie plus pacifique de la requête au roi. Le prévôt des marchands, escorté des principaux conseillers de ville, se rendit au Louvre : Henri IV écouta avec attention les plaignants et leur dit : « Vous êtes mes sujets, la fidélité que vous me portez mérite que je vous conserve en vos privilèges : je le ferai, n'en doutez point. Cela s'est fait sans que je l'aie su. Au premier conseil, je vous en ferai donner arrêt. »

Tous les officiers de la ville avaient suivi leurs magistrats et les attendaient sur les degrés. Ils étaient là près de trois cents — ce qui donne une fière idée de la multiplication des offices dès 1609, c'est-à-dire cinq ans seulement après la Paulette. Quand ils virent le roi partir, après les bonnes paroles qu'il venait de donner, ils levèrent leurs chapeaux et crièrent avec enthousiasme : *Vive le Roi.* Comme Paulet, Chalanges en fut cette fois-là pour ses frais d'imagination.

Les partisans étaient habitués à de semblables déconvenues. Ils empochaient les coups de pied sans rien dire et se vengeaient en les portant sur la note. Ce qui leur manquait le plus avec la considération, c'était la sécurité. La hâte fiévreuse avec laquelle ils jouissaient du bien mal acquis s'explique un peu par l'instabilité cruelle de leur situation. Leur fortune n'était jamais définitive : comme les pachas turcs qui étaient toujours sous le coup d'une convoitise du sultan ou de ses favorites, ils avaient suspendue sur leurs têtes une menace de tous les instants, qui corrompait leurs meilleurs vins et donnait un goût d'amertume à leurs mets les plus exquis : *les Chambres de justice* (1). Tribunaux institués pour rechercher les malversations des financiers, les Chambres de justice n'étaient pas permanentes : elles reparaissaient seulement dans les grandes occasions, quand la royauté était prise d'un accès de vertu — ou d'un besoin violent d'argent. Sans remonter plus haut que la fin du XVIe siècle, elles étaient déjà préconisées à cette époque contre le vol et le gaspillage des deniers publics. Les États de 1588 avaient demandé l'établissement d'une chambre, ambulatoire suivant les uns, sédentaire suivant les autres et qui eût réuni les pouvoirs les plus étendus, examen des comptes, enquêtes sur la gestion des receveurs, restitution des deniers détournés, suppression des offices inutiles, révision des rentes de l'hôtel de ville. Mais dès ce temps-là les bons esprits avaient une médiocre confiance dans cette panacée. Pasquier en 1588 ne croyait pas beaucoup à son avantage et pas du tout à son opportunité. De fait le projet tomba dans l'eau. La royauté n'aimait guère ces moyens extrêmes qui compromettaient son crédit sur la place. Elle avait besoin des partisans comme l'État moderne a besoin des banquiers. Spécialement, Henri IV n'était pas fou des mesures qui pouvaient empêcher d'avoir recours à des bourses complaisantes. D'autre part, la magistrature se défiait en thèse générale de juridictions exceptionnelles qui empiétaient sur ses privilèges et auxquelles il pouvait prendre envie de devenir permanentes. On avait d'ailleurs été si souvent trompé sur l'efficacité de pareils expédients qu'on avait raison de se montrer sceptique. L'État n'y recourait la plupart du temps que pour faire peur aux financiers et extraire de leurs poches une composition plus ou moins lourde. C'est ce qui arriva en 1607 : deux ou trois larronneaux sans importance furent punis : les gros poissons passèrent à travers les mailles du filet. Le bon public ne pouvait croire que le roi s'entendît avec les voleurs. Il réclamait des poursuites à cor et à cris : mais ni Henri IV ni Sully n'étaient partisans de semblables rigueurs. « Ah ! disait le roi quand on parla d'une chambre de justice contre les financiers, ceux qu'on taxera ne m'aideront plus. » Son surintendant ne voulait pas non plus tuer la poule aux œufs d'or. Il voyait bien les vices du système — le gouvernement étant sans cesse dans la situation d'un homme dépouillé au coin d'un bois par des voleurs et qui leur emprunte un écu de son propre argent pour déjeuner — mais il en sentait vivement aussi les avantages. C'était là qu'étaient le crédit, les réserves d'argent disponible en cas de crise; alors comme aujourd'hui effrayer les banquiers, c'était rendre les futurs emprunts plus difficiles et plus onéreux. Peut-être aussi Sully avait-il quelques raisons personnelles qui l'inclinaient à l'indulgence. Il eut là-dessus des mots très vifs avec le garde des sceaux Sillery. Henri IV pris pour arbitre goguenarda à son ordinaire : « Vous, Monsieur de Sillery, vous voudriez bien qu'on fît pendre une demi-douzaine des principaux de la robe de M. de Sully, et vous, Monsieur de Sully, autant de celles de M. le Garde des sceaux, je vous dirai il n'y a rien que nous ne puissions faire quand le cas écherra (1). »

On ne pendit personne. En 1614, quand la noblesse, pour faire rendre gorge aux financiers enrichis, demanda la création d'une juridiction temporaire, tirée du sein des États, le tiers y accéda sans

(1) « Les chambres de justice n'ont été introduites que pour les officiers comptables et gens d'affaires » *Défense de Fouquet*, t. I, p. 49.

(1) *Mémoires-journaux de l'Estoile*, t. VIII, p. 300 et suiv., année 1607.

enthousiasme et la cour remit sa décision jusqu'à la clôture de l'assemblée (1). Puis devant la déclaration de la noblesse qu'alors elle ne travaillerait plus à la rédaction des cahiers, le président Jeannin annonça que la Chambre allait être organisée et que sur une liste de cent membres des cours souveraines les États auraient le choix des juges, mais Jeannin ou ceux qui l'avaient dépêché se moquaient. Les États se séparèrent avant qu'il fût donné suite à ces promesses. Le maréchal d'Ancre et sa faction avaient de bonnes raisons pour ne pas se brouiller avec les partisans. Trois ans après, la chute de Concini ranima l'ardeur de ceux qui croyaient encore à l'efficacité des chambres de justice, mais la royauté n'y eut confiance à son tour que le jour où elle eut besoin d'argent pour la guerre contre les protestants. Les lettres patentes pour l'établissement d'une chambre de justice pour la recherche et punition des malversations commises au fait des finances sont du 21 octobre 1624. Un arrêt défendit aux financiers de faire le transport de leurs biens à des tiers, d'user de prête-nom et de conclure aucune composition à l'amiable. Au bout de huit mois (10 juin 1625) la Chambre fut révoquée sur la requête des parents et alliés des partisans — et aussi moyennant une taxe assez considérable sur les gens d'affaires (2) Les sangsues avaient dégorgé, on pouvait les replacer sur le patient. C'est toute l'histoire des relations de la royauté avec les financiers.

Mais les bonnes idées ne périssent pas. La Chambre de justice reparait en 1648 : le roi, le 14 juillet de cette année, en donne l'autorisation en vue de poursuivre les traitants et les financiers. Fouquet présenté pour remplir les fonctions de procureur général ne fut pas agréé par le Parlement. On y perdit un spectacle qui eût été piquant : Fouquet transformé en vengeur de la morale publique et requérant en son nom contre les concussionnaires. L'affaire d'ailleurs avorta. Les plus enragés de morale furent obligés de reconnaître que le gâchis où l'on se débattait était encore plus la faute des choses que des hommes. Les affaires du Roi étaient si mal en point que sa Majesté trouvait son compte à être volé. *Vivere primum, deinde philosophari*, morale peu élevée mais pratique. C'était celle que Séguier prônait en 1648, en réponse aux déclamations, passionnées des purs (3). Voulait-on réduire l'État à la banqueroute ? On en prenait le chemin en poursuivant les officiers de finances qui avaient malversé de compte à demi avec les partisans. Leurs avances et leur crédit soutenaient seuls le Trésor. Les ruiner, c'était frapper en même temps et par contre coup la France entière. Le beau résultat que d'effrayer la place et de forcer l'argent à se cacher, et quel besoin la vertu a-t-elle d'être toujours si maladroite ? Provoquer de gaîté de cœur une épouvantable crise financière pour rentrer en possession de quelques milliers d'écus détournés en cours de route de leur véritable destination, c'était à proprement parler le raisonnement de Gribouille. En réalité c'était le système tout entier qu'il eût fallu changer et ce point de vue, le seul raisonnable, est fort bien exposé sous forme de dialogue dans un pamphlet de la Fronde intitulé le *Catéchisme des partisans*. On y condamne les agissements des partisans, mais l'un des interlocuteurs fait valoir à leur décharge un certain nombre d'arguments qui ont bien leur valeur. Ces partisans ne sont en somme que des banquiers. Le roi a besoin d'argent. Il s'en procure partie en augmentation de tailles, partie en taxe sur les offices, partie en création de nouveaux offices. S'il était obligé de lever lui-même ces impôts, il lui faudrait toute une administration régulièrement constituée et qui lui mangerait une bonne part de son nouveau revenu. Les partisans lui épargnent cette peine en lui faisant des avances. Ces avances, ils sont obligés d'en emprunter eux-mêmes l'argent. Quoi de plus naturel que d'en faire payer les intérêts au Roi ? Il n'y a rien là qu'un mécanisme à répercussion nécessaire et inévitable ! Oui, dit l'autre, ils empruntent à 5 ou 6 p. 100 et ils prêtent au Roi à 18 ou 20 p. 100. Là était vraiment l'abus, mais le moyen de l'empêcher ? Il est clair que le taux des avances variait suivant les besoins de la royauté et que les prêteurs étaient un peu trop enclins à lui serrer la corde autour du cou. A qui la faute ? On accordait au Roi le crédit qu'on fait au mauvais payeur et les partisans avaient bien des motifs pour prendre leurs précautions. S'ils avaient eu besoin d'avertissements, l'exemple des rentiers dépouillés de leur dû par un pouvoir peu scrupuleux était là pour leur en servir (1).

Le gouvernement payait les risques que son incapacité et sa mauvaise foi faisaient courir à chaque

(1) G. Picot, *Hist. des états généraux*, t. IV, p. 198.

(2) *Mercure françois*, t. IX, année 1623, p. 411 et suiv., année 1624, p. 678 et suiv.

(3) *Œuvres du cardinal de Retz*, Mémoires, t. I, 2e partie, p. 322-323.

(1) C'est ce que vit très bien Fouquet dans la crise financière qui marqua la fin de 1654. Mazarin avait assemblé les gens d'affaires et n'en avait rien obtenu (plus on paraissait alarmé, plus on publiait le mal, plus les bourses se fermaient). Fouquet conseilla à Mazarin d'employer les voies de douceur, de ne point parler de taxes sur les financiers, et au lieu de leur disputer des intérêts et profits légitimes, de leur assurer des gratifications et des indemnités. « Le principal secret en un mot était de leur donner à gagner, étant la seule raison qui fait que l'on veut bien courir quelques risques. » *Défenses de Fouquet*, t. II, p. 65-69.

instant à ses créanciers. Il en sera toujours ainsi et si criants qu'aient été leurs excès, les partisans de ce temps-là n'en sont qu'à moitié responsables. Une administration régulière et honnête eût, par le seul fait de son existence, limité leurs courtages et les eût transformés en intermédiaires aussi utiles que peu onéreux ; mais puisqu'il ne fallait pas y penser, mieux valait vivre avec son mal.

On ne peut méconnaître d'ailleurs, après tout le mal que nous en avons dit, les services qu'ils ont rendus. Dans la situation financière où se trouvait la France à cette époque, l'œuvre de Henri IV et de Richelieu n'eût pas été possible sans eux. Ils sont derrière ces deux hommes au moment de leurs grandes entreprises pour pacifier l'État : honni et conspué comme aujourd'hui par les professeurs de vertu, l'argent, en montrant qu'il a confiance, joue un rôle patriotique et collabore au relèvement du pays. Et c'est ce que ne comprennent pas toujours, alors comme maintenant, ses détracteurs. En plein siège de la Rochelle, le parlement tâtillon, et mesquin comme à son ordinaire, faisait de l'opposition aux expédients financiers de la royauté, discutait, ergotait, menaçait les partisans de poursuites et n'aboutissait qu'à faire payer un peu plus cher au Roi l'argent dont il avait besoin. Attitude équivoque, conduite pour le moins inintelligente, que Louis XIII constate douloureusement dans une lettre très digne écrite du camp devant la Rochelle le 15 novembre 1627 :

— « On a arrêté, dit-il, le cours de mes affaires, on bannit par menaces et décrets ceux qui par divers traités ont à fournir de grandes sommes de deniers en mon épargne pour le secours de mes armées, s'opposant sans y penser (car je le veux croire ainsi) à mes desseins si importants à la gloire de Dieu et repos de mon État et de tous mes sujets et me privant de l'assistance que j'en attends avec tant de nécessité.

« Je suis ici au milieu de l'hiver dans les pluies continuelles, au sortir d'une grande et périlleuse maladie, agissant moi-même en tous les endroits, n'épargnant ni ma personne ni ma santé, et tout cela pour réduire en mon obéissance mes sujets de la Rochelle et ôter à mon royaume la racine et la semence des troubles et émotions qui l'oppriment et qui l'affligent depuis plus de soixante ans. Au lieu que chacun devrait contribuer du plus secret et du plus précieux de ses moyens pour avancer un dessein si louable et si utile à tout l'État, on empêche que je sois secouru, on épouvante ceux qui le peuvent faire. Ce qui n'est autre chose que faire périr mes armées faute de paiement et par ce moyen faire renouveler le courage et les forces à la rébellion, pour n'avoir pu être subjuguée par les forces présentes. Si des ennemis le faisaient, on ne douterait point de leurs intentions : mais que je reçoive ces empêchements de mes principaux officiers qui doivent avoir les principaux et plus vifs sentiments du bon succès de mes entreprises, que j'ai obligés par tant de bienfaits, j'aime mieux l'imputer à défaut de considération qu'à autres pensées (1). »

Défaut de considération, Louis XIII a raison, mais ignorance serait encore plus juste. La plupart des membres du Parlement étaient sincères dans leur système d'obstruction : leur seul tort était de méconnaître ou plutôt de ne pas connaître du tout les lois qui régissent le crédit.

Au moment où Louis XIII écrivait sa lettre, quel était le citoyen le plus utile à l'État, du parlementaire qui pérorait contre des dépenses nécessaires ou du partisan qui ouvrait sa bourse pour y subvenir? Tire-moi d'abord du danger, mon ami, tu feras ensuite ta harangue. Le bon sens et l'intérêt du pays étaient cette fois-là comme en beaucoup d'autres du côté des financiers : rendons-leur au moins cette justice.

Il y en a une autre qu'ils méritent et par laquelle je veux finir. Ce sont des parvenus, et bien que leur vanité répugne alors à se parer de ce titre de gloire, il faut le leur maintenir et leur en faire honneur. Sortis du fumier, ils en gardent longtemps l'odeur, mais ils ont su le quitter et l'effort n'est pas mince. Le peuple par eux se manifeste dans ce qu'il a de grossier, mais aussi d'avisé, d'intelligent et d'énergique. A une époque où la société se compose de groupes classés et étiquetés comme les cartons verts d'un comptable, ils réprésentent l'élément imprévu, inattendu, perturbateur, le ferment qui révolutionne l'organisme en lui donnant une vie plus active et plus riche que la première. Ils sont la manifestation d'une démocratie encore indécise et dont la présence ne se révèle guère que par des bouillonnements impurs qui montent à la surface de la cuve. Ils sont l'impudence, le cynisme, l'avidité, la prodigalité bête et prétentieuse; mais ils sont aussi la volonté, le travail, la finesse, l'habileté alerte et sagace, quelquefois le luxe intelligent et bienfaiteur. Ils inaugurent le règne de l'argent dans notre pays et ils préparent l'avènement d'une bourgeoisie sans traditions et sans principes; mais ils sont en même temps les dignes prédécesseurs des rois modernes de la finance et ils préludent dans la mesure de leurs forces et de l'intelligence du temps aux grandes affaires qui ont renouvelé le monde.

Ch. Normand.

(1) *Mémoires de Math. Mol.*, t. I, p. 480.

LA PROMENADE DE Mlle JAVOTTE

C'est au temps du roi Louis XIII. Au long de la Seine frangée de ports et d'abreuvoirs et qu'animent bateaux et moulins, Paris étale ses rues tortueuses dont les maisons élevées découpent d'étroits pans de ciel au-dessus de la ligne sale de ruisseaux qui serpentent au milieu d'un pavé mal joint : les voitures retentissantes éclaboussent les passants que le manque de trottoirs oblige à se serrer contre les murs ; d'imposants hôtels à portes cochères ou des demeures plus modestes, avec, au rez-de-chaussée, les fenêtres garnies de barreaux de fer, des boutiques surmontées d'enseignes en saillie, des étalages se succèdent dans le bruit d'une grande ville exubérante de vie. Les mœurs y restent rudes sous les dehors d'une parfaite civilité ; on y rencontre un vif amour du luxe, du libertinage, de nombreux poètes, beaucoup de mendiants et quantité de voleurs ou gens sans aveu. Une aimable conversation faisant aisément le tour des choses s'en va voltigeant « dans les beaux réduits, en des compagnies d'illustres et de prétieuses ».

Certes, Mlle Javotte, humble habitante de la place Maubert, n'appartient point à ces précieuses. Fille d'un modeste avocat, elle voit ses jours s'écouler entre l'église, les soins du ménage et quelque travail de tapisserie ou de dentelle. Ainsi qu'il sied à son état, elle végète dans l'ombre maternelle. A table, lorsqu'il y a société, nulle ne sait mieux qu'elle faire son entrée, quand tout le monde est assis, se tenir les yeux baissés et se retirer dès qu'on offre le dessert, après avoir plié sa serviette et emporté son assiette. Cependant cette réserve ne l'avait point empêchée de lire en cachette plusieurs histoires fabuleuses que son père s'était procurées auprès d'un libraire du Pont-Neuf, même de remarquer qu'un voisin vers elle tournait volontiers les yeux. De cela en particulier elle s'était réjouie en son âme, et comme elle était bonne chrétienne, elle n'avait point marchandé de donner au jeune homme l'aumône de sa vue. En une feinte indifférence, elle apparaissait au seuil de la porte, comme si elle eût voulu regarder un carrosse, retenir son petit frère courant derrière un marchand de tartelettes, ou encore appeler la femme qui, escortée d'un âne chargé de paniers d'herbes et de laitues, dans la rue passait, criant : Belles oseilles ! Mais surtout l'église leur était propice et il faisait bon voir avec quel air recueilli Javotte y arrivant, au matin, accompagnée de sa mère, prenait dans le coffre joint à son banc son livre de prières et sa bougie, sous le regard de l'amoureux.

Ainsi se déroulait cette simple histoire, lorsqu'un jour, à l'église des Carmes, centre de la galanterie bourgeoise du quartier et lieu très fréquenté, à cause que la licence de causer y était assez grande, Javotte, qui y avait suivi, sur le coup de midi, l'habituelle caravane des demoiselles entourées de leurs muguets et galants, put, pour la première fois, échanger quelques propos avec son jeune voisin : elle lui apprit notamment que sa mère allait la conduire en promenade sur le Pont-Neuf.

Voyez-vous Javotte qui de la Croix des Carmes se dirige vers le Pont-Neuf? Elle va, d'un maintien modeste, et sa démarche dessine une ligne onduleuse et souple; de l'autre côté, la suit le jeune homme qui veille à ne point attirer l'attention de la mère et, instinctivement, petit à petit, ils se rapprochent, si bien qu'il n'y a pour les séparer que le ruisseau de la rue. Ils atteignent la petite place Saint-Michel, encombrée, les jours de marchés, de boulangers, dont les chevaux et les charrettes stationnent sur le quai des Augustins; ils passent devant la demeure de la « vieille boismienne qui vit en réputation d'avoir beaucoup d'expérience et sçavoir les secrets plus cachez de la nature », et qu'en un jour d'inquiète mélancolie Javotte est allée consulter. La vieille sait mille choses, comme « oster les rousseurs et effacer les lentilles du visage », faire « de l'huille de talc et autres fars excellens en perfection », apprivoiser les grives et guérir les juments du farcin, mais elle ignore le secret d'amour. Javotte sourit et se dit que ce n'est point là sans doute un secret si difficile à découvrir, que le voisin ne manquera pas de la demander en mariage et qu'il aura assez de biens pour être agréé ; ainsi elle chemine, peuplant du vol de ses pensées l'espace qui enveloppe la Seine, mère nourricière de Paris. Maintenant les voilà devant les Augustins et le tableau du Pont-Neuf s'offre à leurs yeux dans toute sa magie de coloris, d'éclat et de vie multiple.

A travers la foule où la diversité du costume jette mille reflets changeants, ils se frayent difficilement un passage. Et, tout de suite, c'est pour eux la joie d'un sourire à la dérobée, d'une pression de main, humbles marques de cette chose frêle dans l'infini : l'amour. De cela vous n'avez cure, menus personnages de bois « remuant, tournant, virant, dansant, riant, parlant », marionnettes dont le théâtre se dresse ici, au débouché de la rue Guénégaud, près de la tour du Château-Gaillard en avancée sur la Seine. Mais avant que ne s'ouvrent les « logettes » pour « la monstre » de « ce drolifique bossu » qui a nom Polichinelle, le public s'égaie des tours d'un singe « introducteur du divertissement..., gros ainsi qu'un pâté d'Amiens, grand comme un petit homme, bouffon en diable ; Brioché, son maître, l'avoit coeffé d'un vieux vigogne, dont un plumet cachoit

les trous... ; il lui avoit ceint le col d'une fraise à la Scaramouche ; il lui faisoit porter un pourpoint à six basques mouvantes, garni de passemens et d'éguillettes... ; il lui avoit concédé un baudrier où pendoit une lame sans pointe ». L'animal s'appelle Fagotin ; plus tard, Molière, dans Tartuffe, et La Fontaine, dans la Cour du Lion, l'immortaliseront. Il n'y a pas toutefois en ce lieu que le théâtre de Jean Brioché, le plus renommé ; de semblables divertissements s'égrènent jusqu'à la porte de Nesle.

D'autres tréteaux s'élevant soit en cet endroit, soit sur le Pont-Neuf ou la place Dauphine, offrent le spectacle des charlatans. Voulez-vous, comme Javotte, attentive et joyeuse, les passer en revue ? Doctoralement, il faut vous apprendre qu'il existe, d'après le sieur de Courval, leur ennemi déclaré en sa qualité de médecin de la Faculté, trois groupes de charlatans : « les thériacleurs..., estalons d'assemblées, qui vagabondent de ville en ville... ; les alchimistes et spagyriques, extracteurs de quinctessences, distilateurs, fondeurs d'or potable, maistres de l'élixir ou grand œuvre... ; les iatromages ou médecins magiciens, qui usent de billets, charmes, parolles, caractères, incantations et chimagrées, superstitions, à la cure des maladies ». A vrai dire, il y a chevauchement, et même regardez bien : vous verrez leur estrade transformée en scène théâtrale.

En voici un qui se dénomme *il signor Hieronymo*, originaire d'Orvieto. Sur son théâtre érigé aux abords du Pont-Neuf, il se tenait, une grosse chaîne d'or au cou ; aux quatre coins avaient pris place « quatre excellens joueurs de violon... assistez d'un insigne bouffon ou plaisant de l'hostel de Bourgongne, nommé Galinette la Galina, qui faisoit mille singeries, tours de souplesse et bouffonneries, pour attirer et amuser le peuple, lequel s'approchoit, comme à la foulle, de son théâtre ». Entre temps, le charlatan vante sa drogue, le fameux orviétan, et pour en montrer l'efficacité, il se brûle les mains ou se donne des coups d'épée à travers les muscles de l'épigastre, puis il applique le baume sur ses blessures qui, le lendemain, apparaissent cicatrisées aux yeux étonnés des assistants. Ou bien, merveilleusement, il arrache les dents sans douleur et rien qu'avec le pouce et l'index, se servant, nous révèle le sieur de Courval, d'une poudre narcotique qu'il met avec un doigt « subtilement, en babillant », tandis qu'avec l'autre il use d'un ingrédient caustique déchaussant la dent d'une façon instantanée.

Le « babillage » est la grande affaire de l'opérateur. Précisément, voyez-vous arriver à cheval, vers les Augustins, un homme qui a une casaque fourrée, un manteau de taffetas, une épée pendue au côté droit et, autour de son chapeau, en guise de cordon, une enfilade de dents ? Il s'arrête au bout du Pont et se met à interpeller son cheval : « Viens ça, dis, pourquoi est-ce que nous venons en cette place ? Si tu sçavois parler, tu me répondrois que c'est pour faire service aux honnêtes gens. Mais, ce me dira quelqu'un, gentilhomme italien, à quoi est-ce que tu nous peux servir ? A vous arracher les dents, messieurs, sans vous faire aucune douleur, et à vous en remettre d'autres... Et avec quoi les ôtes-tu ? Avec la pointe d'une épée ? Non, messieurs, cela est trop vieil ; c'est avec ce que je tiens dans ma main. Et que tiens-tu dans ta main, seigneur italien ? La bride de mon cheval. Cet arracheur de dents n'eut pas sitôt commencé cette belle harangue qu'un crocheteur, un laquais, une vendeuse de cerises, deux filous, une garce et un vendeur d'almanachs, s'arrêtèrent pour l'ouïr ». Et devant l'assistance qui grossit, le boniment de continuer, avec des mots d'italien que ce franc Normand écorche. « Si l'on l'eût cru, personne n'eut plus voulu avoir aucune dent en bouche. Aussi se présenta-t-il un gueux auquel il en ôta plus de six, car il les lui avoit mises auparavant ; et, tenant un peu de peinture rouge dans sa bouche, il sembloit qu'il crachoit du sang. »

Mais laissons-le à son labeur et regardons plutôt Javotte et son galant, dont les rires se mêlent à ceux du public amassé devant le théâtre de Mondor et de Tabarin sur la place Dauphine : la farce que ces illustres charlatans ont coutume de jouer sur le soir pour vendre leurs denrées vient de commencer. Au-devant d'un « eschaffaut » décoré, comme fond, d'un lambeau de tapisserie, se déroule la pièce comique dont le succès va surtout à « ce bon diable de Tabarin » ; ses grosses plaisanteries, ses questions bouffonnes mettent l'assistance en joie. C'est le moment de débiter les drogues et c'est à qui jettera le plus tôt son argent noué dans le coin d'un mouchoir ou placé dans un gant, « pour avoir une bouette d'onguent, envéloppée dans un billet imprimé, contenant l'usage d'iceluy » : « la grande vaut huit sols, la petite cinq avec l'écrit ». Vous pensez bien que Javotte, qui a appris que l'on pouvait ainsi se blanchir le teint, ne se met point en retard.

En cette même « place de l'isle du Palais » siège un autre farceur : Gautier Garguille. Au débouché de la rue Dauphine, Desiderio Descombes voit sa clientèle passer petit à petit à Tabarin. En face du « cheval de bronze » ou statue équestre de Henri IV, s'ouvre la fenêtre de l'arracheur de dents Carmeline où, à côté de son portrait, on peut lire cette devise : *Uno avulso, non deficit alter*. Parmi la foule passante, des prospectus sont distribués « qui annoncent la science et le logis d'un opérateur ».

Conduits par cette foule, voici nos amoureux qui, sous l'œil goguenard de Henri IV, écoutent :

> Les lestes chansons du Pont-Neuf.
> . . . .
> Leur papier est moins blanc qu'un œuf,
> Mais mon laquais les trouve belles,
> Les lestes chansons du Pont-Neuf.

Javotte, languissamment, prête l'oreille au chagrin d'amour d'Isabelle que module Philippot le savoyard. A côté, c'est la chanson de circonstance ou d'actualité.

> Cette chanson est agréable,
> Dit l'autre, Monseu, pour un sou!

Et sur le Pont-Neuf vibre joyeuse, plaintive ou ironique, la voix populaire de Paris. Des auteurs, qui doivent se mettre à la portée des « courtisans du cheval de bronze » et se garder de parler « des filandières parques et de l'enfant cuisse né », alimentent ces chanteurs et musiciens, hommes ou femmes : une belle chanson se paye un écu, voire même quatre livres.

Parmi « une multitude de petit peuple de toutes sortes d'estats », tu circules, amusée, Javotte, et dans l'enveloppement de l'amour de ton galant, mais prends bien garde aux « couppeurs de bourses », « osteurs de manteaux », ou « tire-laines » qui ont fait du Pont-Neuf une part importante de leur empire. A te voir passer, un autre maître de céans, le clocheteur ou crocheteur de la Samaritaine, que la vengeance de Concini a dépouillé de ses ailes et de son marteau et qui maintenant, une bouteille à la main, « frape l'heure avec le nez », éprouve, semble-t-il, un malin plaisir : n'es-tu pas un petit être flottant dans l'illusion de l'amour? Mais il faut rentrer : c'est du moins l'opinion de ta mère. Et pourtant que de choses encore tu aimerais entendre et voir sur ce Pont!

D'un long regard, Javotte embrasse tout ce spectacle animé, dans le cadre harmonieux de Paris : charlatans, chanteurs, crocheteurs, laquais, vendeurs d'allumettes, marchands d'herbes ou de melons, bouquetières, colporteurs, bouquinistes, ceux qui, portant au bout d'une perche un chapelet de rats tués, s'en vont criant : Mort aux rats et souris! et aussi les tireurs à la blanque qui :

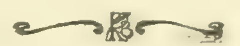
> Ont quatre ou cinq gros marmousets
> Plantez dessus des tourniquets

et tenant en mains toutes sortes d'objets :

> Çà, Messieurs, mettez au hazard!
> On tire deux fois pour un liard!

Le soir est tombé et durant que reprend plus intense la vie du Pont-Neuf, où se pressent « mille beautez » et des « maquignonnes de corps humains », Javotte, son père et sa mère, assis sur le pas de leur porte, devisent avec des voisins et voisines, à qui ensuite ils offrent, comme collation, une tourte et un poupelin, ainsi qu'une tasse de confitures faites à la maison. Le jeune homme, retiré chez lui, songe à d'autres promenades et regrette de ne pouvoir honorer sa maîtresse d'une sérénade. Dans la nuit, « l'oublieux, » porteur de son corbillon de gaufres, pousse son cri mélancolique.

MARCEL POËTE.



LA NÉCESSITÉ DE L'INDIVIDUALISME

Autant le faux individualisme, c'est-à-dire ce qu'on entend d'ordinaire sous ce nom, et qui en est, au vrai, la contradiction, doit être réprouvé et considéré comme néfaste pour les individus et pour les sociétés, autant le véritable leur est, non seulement bienfaisant, mais nécessaire, en théorie comme en pratique.

En premier lieu, la théorie individualiste est indispensable aux sociétés. Il n'y en a de viables que fondées sur les droits de la personne humaine, s'il n'est pas jusqu'aux restrictions, qu'il est parfois urgent d'y apporter, qui ne doivent reposer sur eux. Que seraient, en effet, les collectivités sans les barrières idéales que cette doctrine met, pour ainsi dire, à l'entour de la personne? Un esclavage ou un chaos, ceci conduisant à cela infailliblement, du reste, et comme de soi, s'il n'y a pas de plus pressant appel au despotisme que l'anarchie. Quelque adversaire qu'on se déclare des principes individualistes, on ne peut guère soutenir que, pour avoir reconnu à la personne humaine une valeur d'un prix infini, le christianisme ait ébranlé les sociétés dans leurs fondements. Cela est trop contraire aux faits, puisque loin de leur être une cause de déchéance, l'histoire nous prouve qu'il leur fut un incontestable ferment de progrès par tout ce qu'il entraîna de respect envers l'homme. Aussi bien, les sociétés ne progressent qu'en fonction, si l'on peut s'exprimer ainsi, de la quantité de liberté qu'elles mettent à la disposition de leurs membres. Sans libertés et, forcément, sans droits la diversité indispensable à la vie fait place à l'uniformité et à la mort. L'état stationnaire de la Chine est là pour nous en convaincre, cependant que l'hégémonie de l'Angleterre nous fournit la contre-épreuve. De fait, ce n'est pas, comme la théorie de Darwin nous a trop portés à le supposer, dans l'action du milieu externe, mais dans l'intérieur

de l'organisme, dans les profondeurs du sujet, proto- ou métazoaire, qu'il faut rechercher le moteur premier de la sélection et du progrès. L'illustre botaniste Hugo de Vriès ne vient-il pas d'établir que les nouveautés et variations chez les plantes sont, d'abord, des changements singuliers et individuels? Aussi bien en est-on revenu de l'apparente soumission au milieu, qui constituait en histoire naturelle une sorte de régime collectiviste, à la reconnaissance d'un individualisme nécessaire et fécond. Comment la sociologie pourrait-elle oublier, pour sa part, que l'individu est la réalité concrète et que la société ne saurait le méconnaître qu'à ses dépens? Tout ce qui le comprime n'arrête-t-il pas, du même coup, son expansion à elle? On l'a bien vu avec les corporations de l'Ancien Régime, qui, si elles avaient l'avantage d'encadrer l'artisan, présentaient l'inconvénient, en arrêtant son essor, d'entraver l'industrie.

L'individualisme pratique ou de la conduite est tout aussi nécessaire aux collectivités.

Il leur est nécessaire, tout d'abord, pour engendrer ce respect et cette tolérance réciproques sans quoi il n'y a pas d'ordre social à espérer. Comment, en effet, respecter les autres, si on ne commence par se respecter soi-même? Comment leur attribuer une dignité quand on n'a pas conscience de la sienne propre? Cependant qu'on s'abaisse en les rabaissant, les âmes viles ravalent toutes choses à leur mesure. Ceux-là sont enclins à ne trouver nulle part de la dignité qui, comme Peter Schlemil avait perdu son ombre, ont compromis la leur. C'est en pure perte qu'on solliciterait un homme dégradé d'admirer la vertu. Outre qu'il est enclin à retrouver partout sa personnelle flétrissure, il n'a plus l'âme assez haute pour l'enthousiasme. La noblesse de la conduite, la fermeté du caractère, une juste fierté sont, jusqu'à nouvel ordre, les seuls moyens que nous ayons à notre disposition d'arriver, non seulement à une exacte appréciation de la valeur des autres, mais à la déférente considération de leur qualité d'hommes. Pour avoir un vif sentiment de leur « respectabilité » les Anglais ne sont-ils pas le peuple du monde qui possède, au plus haut degré, la conscience de celle de ses interlocuteurs? Tout de même qu'il n'y a que les penseurs profonds pour être ouverts aux idées d'autrui ou que les convictions sérieuses, c'est-à-dire raisonnées, pour admettre les divergences, il n'y a que les individualités fortes pour en respecter le principe au dehors.

Mais ce n'est pas tout. L'individualisme vécu est nécessaire aux sociétés pour les faire avancer. Si la résignation passive, si le « plie et tais-toi » peut, dans certains cas, être grandement profitable; si l'individu doit obéir à la loi, il est urgent qu'il se révolte devant l'injustice qu'elle lui commande, qu'il s'y refuse et même, quand il en souffre, qu'il proteste tout en s'y soumettant, à plus forte raison quand elle frappe le prochain. C'est que la marche en avant ne procède pas seulement de soumission, d'adaptation patiente aux réalités, mais de mécontentement et d'agitation inquiète vers un état meilleur. Le dogme d'aujourd'hui n'est-il pas, bien souvent, l'hérésie d'hier? A la lettre, les sociétés humaines ne progressent que du progrès de leurs membres. De quoi, par ailleurs, les sociétés ne sont-elles pas redevables aux grands hommes? Leurs institutions sont, comme « leur ombre allongée », au dire d'Emerson. Un Newton, un Linné, un Dalton, un Berzélius, un Watt, un Ampère, un Descartes, un Gœthe, un Hugo, un Rembrandt ou un Beethoven sont des créateurs de valeurs nouvelles, dont profite, non seulement une nation, mais l'humanité tout entière.

Enfin, il n'y a de collectivités vraiment unes qu'entre individualités conscientes et fortes. La seule coopération efficace est celle qui procède d'une association et d'un accord de libertés. Il n'existe de valable coordination entre hommes que morale et, par suite, consentie, entre personnes capables de vouloir. Qu'est l'unité d'une troupe de galériens ou de mercenaires? Quelque chose de tout mécanique qu'on ne peut comparer à la cohésion d'une armée. Point d'unité sans union et point d'union vraie, dans les nations comme dans le mariage — ainsi que M. Paul Hervieu, d'une part, MM. Paul et Victor Margueritte, de l'autre, ne cessent de le proclamer — qu'entre personnes libres. Point donc d'unité vraie entre *minus habens*. Pour que les hommes soient socialement unis et dépendants, il importe qu'ils soient moralement indépendants. « S'il y a une solidarité qui passe le rouleau sur les individualités, dit encore M. Bouglé, il en est une autre qui accepte, qui réclame qu'elles se dressent et se mettent en valeur. » Pareillement, loin de lui être hostile, comme quelques conservateurs se l'imaginent, la tradition suppose l'individualisme, si elle n'est pas « le mort saisissant le vif » dans le dessein de l'annihiler, mais le vif reprenant le mort pour le continuer en le dépassant. Et qu'on ne dise pas que les fortes personnalités répugnent à s'entendre. Sans compter qu'elles ne sont vraiment fortes qu'à cette condition, loin de nous éloigner du monde, le « caractère » nous en rapproche, au même titre que l'originalité qui nous ouvre des vues sur lui. C'est à ce point que Carlyle a pu définir le grand homme « celui qui a pénétré le secret de l'univers », ce secret qui est ouvert à tous, selon Gœthe, mais qui n'est perçu de presque personne. Plus elle se perfectionne et s'élève, plus, en effet, la vie individuelle s'apparie

à la totalité. Schopenhauer l'avait bien compris qui reliait, au principe et au terme, tous les êtres par la sympathie. Comme si en s'élevant davantage, l'individu prenait plus claire conscience de ses attaches originelles avec autrui, plus il progresse et plus il tend à se rapprocher des autres, puis il s'efforce et réussit à sonder ce que Guy de Maupassant nommait « l'âme étrangère ». Dans sa propre loi, le moi découvre le lien qui l'unit à ses semblables. La solidarité découle ainsi de son perfectionnement, au point que rien ne caractérise mieux le génie, selon M. Séailles, qu'une réceptivité universelle qui lui permet, âme particulière, d'absorber des millions d'âmes et de résumer des centaines d'années. Gœthe ne cristallisa-t-il pas dans son œuvre toute la science de son temps et Shakespeare toute la renaissance des lettres? C'est ce que l'on veut dire, du reste, quand on qualifie le grand homme de « représentatif ». Malgré les apparences, il n'y a donc de vraie conscience de la société et, par voie de corollaire, d'unité sociale fondée en raison qu'entre individualités vraiment dignes de ce nom.

*
* *

Indispensable aux sociétés, l'individualisme, tant théorique que pratique, ne l'est pas moins aux individus, s'il ne l'est, somme toute, aux collectivités que par là.

L'individualisme théorique est nécessaire aux individus, parce qu'il l'est à l'éthique. Il en est le fondement. Effectivement, il n'y a pas de morale qui tienne — je veux dire de morale conçue comme idéal à réaliser, à titre de devoir ou d'impératif, — du moment que l'individu n'est pas considéré comme une réalité, une fin pour soi-même et pour la société. Tout ce qui tend à diminuer l'éminente dignité que Kant, après Jésus-Christ, lui a assignée contribue, du coup, à rabaisser la valeur de sa conscience et, conséquemment, l'importance de ses actes. Tenir la personne pour un produit ou un moyen au lieu d'une fin, c'est, en réalité, l'amoindrir; c'est faire de la loi morale, pour employer une langue barbare, une « hétéronomie » au lieu d'une « autonomie »; la réduire à un ordre qui réclame l'obéissance moins par respect pour lui qu'en vertu de la force dont il dispose; lui enlever, en fin de compte, toute majesté et autorité véritables, toute autorité intérieure : c'est, en vérité, ruiner la morale, s'il n'y en a de vraiment digne de ce nom que s'imposant comme telle. Bien qu'elle ait pu, historiquement, commencer par prendre la forme d'un commandement étranger à la conscience, la loi morale, en effet, n'a de valeur qu'autant qu'elle l'oblige vis-à-vis d'elle-même, qu'elle est, par conséquent, individuelle au principe, s'il est vrai qu'il n'y a de moralité dans l'obéissance aux ordres du pouvoir que convertis par la conscience en obligations vis-à-vis de soi. A plus forte raison, la loi proprement morale n'a-t-elle de valeur infinie qu'autant que la conscience individuelle et, partant, la personne est elle même d'un prix infini.

La morale est si individuelle ou individualiste en ses fondements que, loin de dériver des devoirs sociaux, ce sont des devoirs envers soi que découlent ceux que nous avons envers autrui. Bien que ce ne soit pas l'avis de M. Goblot et que ce ne soit pas mieux celui de tous les moralistes qui subordonnent l'éthique à la sociologie, on ne saisit pas comment il pourrait en être autrement si la morale ne réside pas dans les lois civiles ou la pression sociale, mais bien dans cette loi intérieure que la conscience de chacun se prescrit à soi-même. Aussi bien, ceci admis, comment aurions-nous des obligations à l'égard de nos semblables si nous n'en avons pas, d'abord, envers nous, si eux-mêmes n'en ont pas envers eux? Pourquoi serions nous tenus à plus de soucis en ce qui les concerne qu'ils ne sont obligés d'en avoir pour eux-mêmes? Pourquoi enfin, au cas où nous ne serions obligés à rien envers nous, le serions-nous vis-à-vis d'eux ? On ne voit pas sur quelle autorité autre que le civil pourraient s'appuyer de telles prescriptions ; on ne voit pas, par conséquent, ce qu'elles contiendraient de nettement moral. A l'opposé, outre que leur autorité est fondée en raison, on saisit fort bien par quel mécanisme des devoirs envers soi-même peuvent sortir ceux envers autrui, puisqu'il est avéré que notre propre perfectionnement exige, comme condition essentielle, de nous occuper du leur ; la perfection individuelle est à ce taux, qu'elle n'existe pas sans amour et, *a fortiori*, sans justice, ce qu'admettait, du reste, la morale purement individualiste des anciens, qui par ce mot désignaient la vertu. Dans le langage chrétien, ne qualifie-t-on pas encore de « justes » et même de « bons » ceux qui la pratiquent?

Acheminement vers la perfection proprement morale ou de la volonté, puisqu'il ne va pas sans effort, c'est-à-dire sans ébauche de moralité — s'il est vrai que tout effort, fût-ce pour atteindre, je ne dis pas seulement à la vérité ou à la beauté, mais à la richesse, est déjà moral en quelque façon par le désintéressement qu'il suppose, jusque dans la poursuite d'avantages matériels, alors qu'il ne part pas de la concupiscence,— l'individualisme pratique ou de la conduite, qui conseille à l'homme de réaliser toutes ses puissances, lui est, par le fait, essentiel. Il lui est essentiel comme la moralité pure à laquelle

il aboutit, le vouloir du bien étant, du point de vue de l'existence, l'activité la plus riche qui soit. Entraînement vers elle, l'individualisme nous y conduit progressivement ou par degrés, en surélevant peu à peu, au lieu de la sacrifier en bloc, notre nature au-dessus d'elle-même ; en épurant, au lieu de le renier, ce qu'elle a de forcément inférieur ; en ne sacrifiant et ne reniant, somme toute, que ce qu'il y a de mauvais en nous et de perverti, les plantes parasites qui pourraient arrêter notre expansion intégrale. Ascension continue vers les sommets de la volonté bonne, en même temps qu'elle les dirige, la pratique individualiste groupe tous nos instincts en une synthèse harmonieuse. Si elle établit entre eux des préférences, — et elle n'a garde d'y manquer — elle n'en méconnaît aucun. Ensemble non pas figé, mais sans cesse en voie de formation, elle convertit la vie morale en un progrès sans fin, un devenir perpétuel, un exhaussement indéfini resté cependant fidèle à ses origines ou à son point de départ, à l'exemple d'une symphonie qui reprendrait sans cesse son thème premier en développements de plus en plus riches et variés jusqu'à la conclusion finale qui les résumerait tous en les exaltant, une dernière fois, au-dessus d'eux-mêmes. L'individualisme est, au terme, la perfection proprement morale, s'il est vrai que celle-ci n'est pas qu'un idéal en l'air, vide de tout contenu, de toutes qualités sensibles, intellectuelles ou autres, mais qu'elle se trouve, au contraire, à leur sommet ou à leur cime et, par suite, les suppose.

De son côté — et rien ne marque mieux la coïncidence de la morale et de l'individualisme —, tout en ne la posant pas comme condition *sine qua non* de la vertu, l'idéal moral ne va pas sans faire un devoir à l'individu de viser, — autant que possible et, bien entendu, dans la limite de ses moyens — à la perfection dans tous les ordres. C'est ce que beaucoup n'ont pas vu, soit pour n'avoir considéré dans la moralité que les vertus négatives au détriment des positives, le mal qu'il ne faut pas commettre à l'exclusion du bien qu'il faut accomplir; soit pour n'avoir, avec Kant, fait consister le bien que dans un pur formalisme ou obéissance à la loi. Or, si les vertus négatives sont fort respectables et la condition des autres, elles ne suffisent pas. Ce n'est pas assez de ne pas être orgueilleux, colérique, envieux, gourmand, luxurieux ou avare. Préparation, en quelque sorte, ou terrain que requièrent les vertus positives pour germer, les qualités d'abstention n'acquièrent tout leur prix que par elles. D'autre part, s'il est indubitable qu'il n'y a pas de moralité sans bonne volonté et, par conséquent, sans effort, tout au moins au début ; s'il est certain que l'effort moral vaut par lui-même et à soi tout seul, il est non moins sûr qu'il lui faut un objet où s'appliquer. Bien plus, l'effort moral n'est bon en soi que parce qu'il n'y a que le bien, sous tous ses modes, qui puisse lui fournir occasion. Et ce bien que peut-il être sinon celui-là même qui est en puissance au plus immense de notre être, et que l'idéal, non pas seulement moral, mais religieux, scientifique, esthétique et pratique, nous propose ? Qu'est-il autre que nous-mêmes élevés à la perfection, ce que nous aspirons tout naturellement à devenir ? Il n'y a pas de plus grand bien que de se réaliser soi-même. Que dis-je ? C'est le seul, si c'est encore nous-mêmes que nous poursuivons en nous oubliant dans les autres. Il implique toute moralité puisque, outre qu'on ne se réalise pleinement soi-même qu'en travaillant à réaliser les autres, il y a dans l'acquisition des qualités qui ne sont pas proprement morales ou volontaires, non seulement une sorte d'entraînement à la moralité supérieure par tout ce qu'elles exigent de travail et de peine, mais de la moralité déjà, si celle-ci consiste essentiellement à amener au jour et à la perfection tout ce qui existe en nous de viable et principalement la volonté.

*
* *

Il résulte de ce qui précède que la morale est individualiste, non seulement dans son principe, mais dans ses prescriptions, qu'elle nous commande de l'être. En dépit d'un idéal ascétique qui, pour élevé qu'il soit, n'est ni tout l'idéal moral, ni tout l'idéal chrétien, l'éthique nous fait un devoir d'être forts, de développer toutes nos puissances, non pas, certes, n'importe comment et en fouillis, mais hiérarchiquement, en quelque sorte, suivant leur ordre d'excellence. Sans compter qu'on n'arrive pas à la perfection morale tout d'un coup et comme à pieds joints, mais qu'on n'y parvient que lentement en commençant par le commencement, sous peine de n'y aboutir jamais ou d'en faire quelque chose de fragile, on ne peut rendre service aux autres qu'en étant, au préalable, fort soi-même, de force physique, sociale, intellectuelle, affective ou volontaire. Au surplus, on n'aime vraiment les autres, comme on ne les respecte, que si par un développement personnel on s'est au préalable rendu capable de les aimer. Il n'y a, quoi qu'on objecte, de fondement sûr à l'altruisme que dans un certain degré de perfection individuelle. Peut-on, en effet, appeler bonté cette bienveillance superficielle qui finit à l'apitoiement, ou bien encore, je ne dis pas ce « bongarçonisme » mondain qu'on rencontre à tous les carrefours, mais cette veulerie de caractère, qui, au détriment de leurs plus chers intérêts, ne songe qu'à « faire plaisir » aux autres pour « se faire plai-

sir » à soi-même? Non assurément. Bien plus que des « faiseurs de joie », ceux-là sont des « faiseurs de peine » pour reprendre le langage de Dora Melegari. Il n'y a de bonté, d'amour et de bienveillance de bon aloi que se résolvant en actes et en actes mûrement réfléchis, en volonté de faire du bien. Il n'y en a que par suite de la part des caractères forts qui se sont éduqués eux-même en réalisant progressivement ce qu'il y avait de bon en eux. Si l'amour n'est à la fin que parce qu'il est au début, on ne le dégage dans sa plénitude qu'à la suite d'efforts renouvelés; qu'en se travaillant, pour ainsi dire, soi-même; qu'en se développant suivant sa vocation et, autant que faire se peut, dans son intégralité; qu'en cultivant à la fois sa volonté, son intelligence et son cœur. En nous commandant de nous consacrer aux autres, la morale nous commande donc de nous développer nous-mêmes. « Qui veut la fin, veut les moyens. » Elle ne nous commande, du reste, de nous donner à eux qu'en vue de notre personnelle excellence, si le suprême désintéressement est, en définitive, notre suprême intérêt.

Nous avons, par conséquent, comme premier et, pourrait-on dire, dernier devoir celui d' « être nous-mêmes », ainsi que les héros d'Ibsen ne cessent d'en revendiquer le droit, mais à condition, — il ne faut pas l'omettre, — s'il en est le nécessaire moyen, de parvenir à l'oublier au profit des autres. On a trop cru que, pour mettre au sommet le bien d'autrui et, par le fait, celui de la volonté, la morale était indifférente aux qualités subsidiaires. Sans doute certains ascètes ont pu légitimement se glorifier de leur ignorance, de leur sottise ou de leur grossièreté, mais ce n'est que par exception, pour montrer en quelque sorte, en l'isolant du reste, la suprématie du bien moral sur tous les autres. Il ne faudrait pas en faire une règle de conduite. Rien ne serait plus contraire à la vraie morale qui, dans la mesure où il ne s'oppose pas à un bien plus relevé et sans nous faire un devoir d'être heureux, ne va pas, par contre-coup, sans nous ordonner de travailler à notre bonheur, à notre bonheur terrestre, en nous ordonnant de travailler à nous-mêmes. Qu'est-ce, d'ailleurs, que la plus haute perfection sinon une invite à la plus complète félicité? Aussi bien, non seulement la morale nous fait une obligation d'acquérir toutes les qualités humaines, même physiques, elle nous en fait encore une de penser par nous-mêmes — ce qui n'implique pas le rejet de toute autorité, mais le contrôle de ses titres. Tout en nous ordonnant d'obéir aux lois, à la tradition, à la famille, à la patrie, elle nous prescrit enfin de protester contre leur injustice et même de nous y dérober lorsqu'elles nous l'enjoignent à l'égard d'autrui. Quelque répréhensible qu'elle soit, pour l'ordinaire, du point de vue de l'individualisme véritable, il y a des cas où la révolte est un devoir auquel on ne saurait manquer sans méfait. Malheur alors aux tièdes et à ceux qui ne se prononcent pas! Ils sont ce dont l'iniquité est faite, tant il est vrai que l'individualisme bien entendu rejoint l'altruisme, qu'il en est le support comme celui-ci est son achèvement.

L'individualisme est donc bien le commencement et la fin, l'alpha et l'oméga des collectivités humaines, ce par quoi et ce pour quoi elles sont faites. Elles n'existent que par lui et pour lui. Elles n'existent plus encore, qu'en lui : dans la conscience qu'ont les individus du lien qui les unit et le consentement implicite de le perpétuer. De fait, le salut des sociétés réside dans un individualisme bien compris. Tout ce qui l'exalte leur est à bénéfice et à ruine tout ce qui le déprime. C'est qu'aussi bien l'individualisme n'est pas ce que les Stirner et les Nietzsche, les Renan et les Ibsen ont tenté d'accréditer sous ce vocable. Il n'est ni cette doctrine qui transporte dans le moi le centre du monde, ni cette théorie qui revendique pour l'individu le droit et, par conséquent, la liberté de tout faire, particulièrement de s'insurger contre la société, de rompre toute attache avec la famille, la tradition, la patrie, l'humanité. Il n'est pas mieux cet immoralisme ou amoralisme que quelques-uns ont essayé de présenter sous son couvert. Il est d'autant moins tout cela qu'il n'existe pas, nous l'avons vu, de plus profonde ni de plus complète négation de l'individu que ces élucubrations, s'il est vrai qu'il n'y a d'individualité forte qu'acceptant les lois qui lui sont imposées, le milieu où elle est appelée à vivre, la tradition qui la soutient, l'humanité dont elle fait partie; qu'il n'y a, enfin, de personnalité véritable que dans la morale et par elle, dans le sacrifice même de ses plus proches intérêts au bénéfice de ceux d'autrui.

Le véritable individualisme n'est indispensable, finalement, que parce qu'il n'est autre que ce que nous commande la morale, une morale peut-être plus compréhensive et intégrale que celle qu'on a pris l'habitude d'enseigner — et c'est là son apport — par oubli de la nature nécessairement progressive de la vertu. Aussi bien, l'individualisme social n'a-t-il pour devise « tous pour chacun » que parce que l'individualisme pratique fait une obligation à chacun de « vivre pour tous » ou, mieux, à quiconque désire atteindre aux sommets de la perfection individuelle, de cette perfection qui n'arrive pas à ces hauteurs sans promouvoir ou, tout au moins, souhaiter celle de l'ensemble.

PAUL GAULTIER.

L'EDERA

—

(Le Lierre) (1)

Néanmoins, l'abbé Virdis avança avec précaution et revêtit les habits sacerdotaux, aidé par le pâtre qui trouva au fond d'une caisse, posée derrière l'autel, une aube et une chasuble rongées précisément par les « rats sauvages ». Pendant que Zio Castigu battait le briquet pour allumer l'unique cierge de l'autel, Annesa vit le prêtre jeter autour de lui un regard inquiet.

— Ne craignez rien, reprit très sérieusement le pâtre, je sonnerai la sonnette pour les faire sauver.

La messe commença : rien de plus humble et de plus comique que ce gros officiant avec ses ornements troués, et ce vieillard primitif qui servait la messe en agitant fréquemment sa sonnette, comme pour mettre en fuite un peuple de malins esprits. Personne ne les voyait pourtant.

Au fond de la chapelle déserte, la poussière et les toiles d'araignées sur les murs devenaient plus roses et plus dorées par les reflets de l'aurore. Annesa marmottait des bouts de prières oubliées, et se baissait de temps en temps pour baiser la terre avec ferveur. Elle ne voyait rien devant elle, n'écoutait pas la messe, ne savait pas ce qu'elle récitait machinalement : ce n'était peut-être pas la foi, la crainte de Dieu, qui la courbaient jusqu'à terre et lui faisaient baiser la poussière, mais son âme pleurait et clamait, et son corps se tordait, en proie à une espèce de fureur religieuse.

Zio Castigu sonnait, sonnait.

L'unique cierge sur l'autel regardait avec son œil d'or, immobile ; à un moment, pourtant, la flamme s'allongea, vacilla, devint une petite langue jaune et parut dire quelque chose à l'enfant somnolent qui la fixait.

*
* *

Annesa resta toute la journée dans l'église. Elle continuait à marmotter des prières, mais en pensant à autre chose :

« Je serai condamnée à trente ans de prison, je mourrai sans doute avant de les finir... Peut-être me condamnera-t-on à vingt ans. Quand je reviendrai je serai vieille. Que ferai-je ? Je vivrai d'aumônes... Peut-être que dans la prison je pourrai travailler, amasser quelque petite somme. Matteu Piras, qui est resté quinze ans prisonnier à Civitavecchia, a rapporté en revenant quatre cents écus et a monté une belle boutique... Et Paulu, que dira-t-il ? Qu'est-ce qu'il fera ? M'aidera-t-il ? Me reniera-t-il ? Qu'il fasse ce qu'il voudra : moi, je ferai mon devoir. Je serai sage... oh ! mon Dieu... »

Et elle pleurait en pensant à Paulu, mais ce n'étaient plus des larmes de honte et de désespoir. Puis elle se promettait de ne plus songer à lui : elle croyait pêcher encore en se le rappelant. Et elle ne voulait plus jamais pêcher.

Et Gantine ? Que ferait, que dirait Gantine ? Il était jeune et léger ; il serait bientôt consolé.

Vers midi, Zio Castigu frappa à la porte. Annesa vint sous le portique, et mangea un morceau de pain d'orge et un peu de lait caillé, en échangeant quelques mots avec le pâtre.

— C'est bien décidé, lui demanda-t-il. Tu pars ce soir ? Veux-tu que je t'accompagne ?

— C'est inutile. Je n'ai pas peur.

Il l'observait. Elle était pâle, mais avait repris sa physionomie ordinaire, son regard habituel, un peu naïf, un peu narquois. Zio Castigu commençait à croire qu'il s'était trompé en la considérant comme coupable.

— Cette nuit, j'ai rêvé qu'Anna Decherchi était montée jusqu'ici..... Elle avait un panier de raisin sur la tête, et une lettre à la main. Mais ce n'était pas Anna Decherchi : c'était, au contraire, Paulu, mais si bien déguisé qu'il ressemblait à la vieille. Dès qu'il me vit, il se mit à rire et me demanda : Où est Annesa ? J'ai envie de lui faire une farce.

— Du raisin, signe de larmes, dit Annesa ; mais le pâtre répliqua :

— Cependant Paulu riait : c'est bon signe. Vois-tu, Annesa, j'ai le pressentiment que nous recevrons une bonne nouvelle dans la journée. Ah ! si c'était vrai, Maria Santissima ! Je viendrais tous les jours m'agenouiller sur ce seuil et je baiserais la terre. Au nom du Père, et du Fils et du Saint Esprit.

Le vieillard s'agenouilla, baisa la terre et fit le signe de la croix. Annesa tressaillit à la seule idée qu'une « bonne nouvelle » pouvait arriver. Ah ! la vie l'attirait, avec toutes ses séductions : l'espoir du salut était si doux, si ardent, qu'il la faisait souffrir.

Elle rentra dans la chapelle et se remit à genoux, dans l'ombre. Se sauver, c'était retomber dans le péché, oublier, se perdre pour toujours. Et elle ne voulait plus pécher, jamais, jamais.

— Mon Dieu, mon Dieu ! aidez-moi ! Si je dois rentrer dans le monde, soyez-moi secourable. Je ne veux plus mentir, ni tromper, je ne veux plus mal faire... je n'épouserai pas Gantine pour ne pas le tromper ; je n'épouserai pas Paulu, je ne pécherai plus avec lui. Je ne suis digne de personne : je vivrai seule, je soignerai les malades, je travaillerai, je supporterai seule le poids de mes fautes...

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° du 6 juillet 1907 et suiv.

Elle baisa encore une fois les dalles; et, en se relevant, elle crut voir une ombre derrière la fenêtre...

— On me voit?

Elle se recula, elle eut peur. L'idée de la prison, de la condamnation la domina encore. Elle se remit à prier, mais avec une tristesse infinie.

Le Dieu à qui elle était revenue à l'heure du désespoir, comme l'enfant revient se jeter dans les bras de la mère qui l'a châtié, était un Dieu sévère, inexorable. Il pouvait pardonner, mais non oublier, et elle implorait pénitence, pénitence.

— Non, je ne pourrai pas échapper à la condamnation, pensait Annesa, pleurant en silence, le front contre le mur. Ce n'est pas possible. Ils se sauveront, *eux*, et cela me suffira : et la « bonne nouvelle » sera celle de leur délivrance; pas autre chose.

Et il lui semblait voir Paulu enfermé dans l'étroite prison de Barunei ; elle le voyait plié en deux, blême de rage et de honte, regrettant de s'être mis inutilement dans les griffes de la justice humaine, qui est stupide et aveugle. Il avait espéré qu'on lui rendrait la liberté en même temps qu'à ses parents au bout de quelques heures; il s'était constitué prisonnier afin de prouver son innocence, et on ne l'avait pas cru; les heures et les jours passaient, et peut-être n'espérait-il plus...

— Et moi je suis encore ici, je suis encore libre! Paulu, Paulu, mon cher Paulu! Que penseras-tu de moi quand tu sauras? Et donna Rachel? Elle pleurera, et les grands-pères diront : « Elle n'avait pas la crainte de Dieu, et elle nous a conduits au bord de l'abîme. C'est par sa faute que nous avons souffert la plus grande douleur, la plus grande humiliation de notre vie. » Puis ils se consoleront et ils oublieront. La vie reprendra son cours ; moi, je vivrai bien loin, dans un enfer inconnu... et j'aurai toujours devant moi le visage horrible, le sourire vindicatif de Zio Zua. Lui seul, le méchant homme, lui seul ne m'oubliera pas : il me suivra partout, partout... Ah! il le savait bien qu'il se vengerait, et moi je n'en savais rien. Sait-on jamais ce qui arrivera? Puis-je prévoir le lendemain? Ah, Seigneur, Dieu de miséricorde, pardonnez-moi... Voilà que je divague encore ; voilà que j'espère encore ! Ah, non, non. »

Elle ne voulait pas espérer, et elle attendait : le moindre bruit lui donnait le frisson. La lumière vive de midi pénétrait par la fenêtre, le ciel était tout entier couleur de saphir, le bois murmurait autour de la petite église, comme un léger bourdonnement d'abeilles autour de la ruche. Un calme infini, une douceur triste remplissaient l'abri solitaire de cette madone sauvage et de cet enfant à moitié endormi, qui paraissaient si tranquilles dans leur pauvreté, si loin de la femme qui pleurait à leurs pieds.

*
* *

Le neveu de Zio Castigu, qui portait chaque jour au pays le produit du troupeau, arriva, comme d'habitude, vers le soir.

— L'abbé Virdis m'a envoyé chercher, annonça-t-il, et m'a chargé de vous dire qu'il désirait causer avec vous seul cette nuit. Il m'a recommandé de répéter : *avec vous seul*.

Le pâtre courut trouver Annesa.

— Annesa, murmura-t-il d'une voie émue, je crois que mon rêve se réalisera ! et il lui cita les paroles de son neveu. C'est signe que l'abbé Virdis désire que tu ne bouges pas d'ici; c'est signe qu'il y a de l'espoir...

Annesa tremblait de tous ses membres.

— Ah ! ne me faites pas d'illusions, Zio Castigu... ne me donnez pas d'espoir... non... non... je ne veux pas, balbutia-t-elle, en suppliant le vieillard avec le même geste qu'elle implorait le bon Dieu.

— Pourquoi ne veux tu pas espérer? Après la pluie vient le beau temps. Prie, Anna, prie. Moi, je descends vite au pays. Veux-tu retourner dans ta cachette?

Annesa aima mieux rester dans l'église.

Dans sa précipitation, le pâtre oublia de lui apporter à manger, mais elle ne sentit pas la faim, ne s'endormit pas, ne quitta pas son coin. Elle vit, à travers la fenêtre, se lever une étoile rougeâtre sur le ciel bleu-vert du crépuscule, puis d'autres étoiles succédèrent; et le bois cessa de bruire, et partout ce fut le silence, le silence mystérieux de l'attente.

*
* *

Zio Castigu fut de retour vers minuit. Quand Annesa entendit grincer la clef dans la serrure, elle éprouva une étrange impression : il lui sembla qu'un être invisible, un fantôme, venait des profondeurs d'un monde inconnu, et cherchait à s'introduire près d'elle pour lui révéler le mystère de son avenir.

Ce fut le vieux pâtre qui s'avança dans l'obscurité. Elle reconnut son pas, elle reconnut sa tête hirsute, lorsque celle-ci se découpa en noir dans le rectangle gris cendre et étoilé de la fenêtre. Mais à la façon dont Zio Castigu lui dit :

— Tu ne sais pas, Annesa ?... elle eut le pressentiment que le vieillard lui révélerait, comme le fantôme d'un monde occulte, le secret de son avenir.

— Zio Castigu?

— Demain... demain... on les remettra en liberté. L'avocat a dit à l'abbé Virdis que, d'après leur exper-

tise, les médecins ont déclaré que Zio Zua était mort étouffé par son mal, et que nul autre que le Seigneur ne l'avait fait mourir.

Annesa tomba à genoux, dans les ténèbres : mais une lumière ardente, pareille à la splendeur du soleil, lui rassérénait l'esprit.

— Dieu a pardonné : Dieu a lu dans mon cœur, il a mesuré ma faute et ma douleur ; il a vu que celle-ci était plus grande... était plus grande que ma faute...

Zio Castigu l'entendait claquer des dents.

— Que vas-tu faire, Annesa ? Viens-tu avec moi ? L'abbé Virdis te conseille de ne pas bouger d'ici tant qu'*eux* ne seront pas remis en liberté. Tu entends ?

— Oui, j'entends.

— Mais que vas-tu faire ?

— Je prierai.

— Tu peux te tenir tranquille, maintenant, lui dit-il naïvement. Tu peux venir par là, dans la bergerie.

— Non, je reste ici, je veux prier.

— Tu prieras aussi bien dans la cabane. Dieu t'entendra également... Tu n'as pas mangé, *pili brundu.*

En s'entendant appeler par son surnom, Annesa eut un accès de joie. Zio Castigu ne l'avait pas appelée ainsi durant tous ces jours terribles.

Tout était donc passé ? Etait-ce possible ? N'était-ce pas un rêve ? Pour s'en convaincre elle se leva, oublia ses prières, écouta le vieux pâtre qui insistait :

— Allons, allons.

Ils sortirent. La nuit était claire et étoilée : l'horizon paraissait tout proche, à peine derrière les lignes noires des bois et les profils des rochers. Les brebis de Zio Castigu paissaient entre les buissons au bout de la clairière : on ne les voyait pas, mais on entendait le tintement cadencé de leurs clochettes, qui faisait l'effet d'une musique mystérieuse, pour ainsi dire magique, un chœur de voix frêles sortant des pierres, des troncs et des bouquets d'arbres.

Une quantité d'étoiles filantes sillonnaient le ciel blanchâtre, et Zio Castigu, à qui n'échappait aucun phénomène céleste, dit en fixant les yeux en l'air :

— On croirait que les *grandes* étoiles pleurent cette nuit. Regarde, que de larmes.

Annesa releva la tête. Elle aussi pleurait. Elle se rappelait le soir de la fête de San Basilio, les fusées qui traversaient le ciel pâle, au-delà de la cour silencieuse. Quinze jours s'étaient écoulés depuis, quinze jours longs et terribles comme des années de peste et de famine. Maintenant tout était fini : et tout était à recommencer.

— Qu'est-ce que l'abbé Virdis vous a dit de plus ?

— De te tenir tranquille, de ne pas bouger d'ici tant que...

— Je voudrais lui parler encore, avant... interrompit-elle ; puis, après une pause, elle ajouta, tout bas : avant de retourner chez mes « bienfaiteurs. »

Elle prononça encore le mot accoutumé ; mais aussitôt après, elle se remit à pleurer.

Mais ce n'étaient pas des larmes de tristesse, de rancœur, de remords, ce n'étaient plus des larmes de joie. C'étaient des larmes de repentir et d'espérance, qui, dans la nuit infinie de son âme, tombaient et brillaient, comme dans la nuit les étoiles filantes.

*
* *

C'était le soir du troisième jour après la sortie de prison de la famille Decherchi.

Dans le village, on ne parlait plus désormais de l'événement, on ne discutait plus sur la mort du vieil asthmatique, mais on se livrait encore à des conjectures à propos de la disparition d'Annesa. Elle n'était plus revenue au pays.

Où sera-t-elle allée ? Bien des gens prétendent qu'elle est cachée dans la bergerie de Zio Castigu. Elle est tombée malade de frayeur. Elle a la fièvre et ne peut plus remuer. D'autres assurent qu'on l'a vue dans le pays. Elle est chez l'abbé Virdis. Elle y a toujours été. D'autres disent que le voiturier qui fait le service de la poste a apporté de Nuoro une lettre d'Annesa pour donna Rachel. Pourquoi Annesa ne revient-elle pas ? Elle a peur d'être arrêtée. Des bruits vagues et étranges circulent encore parmi les personnes bien informées. L'expertise médicale a prouvé que le vieux est mort naturellement à la suite d'un accès d'asthme ; mais ajoutent les personnes bien informées, l'accès a été provoqué, provoqué par les mauvais traitements d'Annesa qui, de plus, n'a pas administré la potion calmante prescrite par le médecin. Ce n'est pas une faute grave, mais c'est une faute. Et les fautes, même légères, doivent se payer d'une façon quelconque. Annesa a peur et ne revient pas. Vous verrez qu'elle ne se montrera pas de sitôt. Les Decherchi affirment qu'ils ne savent rien d'elle. Les grands-pères, qui veulent porter le deuil de Zio Zua malgré tout le mal qu'il leur a fait, ne sortent pas de chez eux et reçoivent peu de monde. On ne voit pas non plus donna Rachel. Paulu est intraitable. Il est devenu vert. Quand on lui demande des nouvelles d'Annesa, il répond :

— Occupez-vous de vos affaires. Elle est où bon lui semble.

Un qui parle volontiers, par exemple, c'est Gantine. Lorsqu'il a su *le fait* par un *carriolante* de Nuoro qui est arrivé justement ces jours-ci à la forêt où il travaillait, Gantine est descendu au pays. Aussitôt sorti de prison, Paulu a rabroué le jeune domestique.

— Pourquoi es-tu revenu? Reprends ton paquet tout de suite et retourne à la forêt.

— Comment, pourquoi je suis revenu? Et Annesa? Est-ce que je ne dois pas penser à elle?

— Annesa s'arrangera bien sans toi. Va-t'en.

Mais Gantine s'est rébellé. Il rôde par tout le pays, cause à Pierre et à Paul, demande des nouvelles et en donne. Il a couru à la bergerie de Zio Castigu, il a frappé à la porte de l'abbé Virdis. Pas d'Annesa.

On commence à berner le pauvre fiancé. Il y en a qui lui disent :

— Annesa est allée te voir à la forêt. Vous avez sans doute pris des chemins différents.

Alors Gantine qui, au fond, souffre, mais ne veut pas le montrer, fait croire qu'il sait où se cache Annesa.

— Elle est allée à Nuoro. Elle est partie avec le courrier le lendemain de l'arrestation de mes maîtres. Elle est chez la nièce de l'abbé Virdis, qui est mariée avec un négociant de Nuoro.

— Mais pourquoi ne revient-elle pas?

— Parce qu'elle a peur de vos mauvaises langues, tas d'imbéciles.

— Ah! Ah! *Assu mariane sa coda l'impedit* (1).

Et le pauvre Gantine s'en va de maison en maison, écoutant les commérages, puis court chez donna Rachel, et, devant elle qui a le visage maigre et pâle, mais un peu béat, d'une martyre (que la volonté de Dieu soit faite) il pleure de rage et d'inquiétude comme un enfant malade.

*
* *

L'abbé Virdis, en gilet et en pantoufles, sans perruque et sans mouchoir à la main, était assis sur le balcon de bois de sa maison et finissait de lire son bréviaire. Il était méconnaissable : il faisait l'effet d'un oiseau à qui on aurait arraché les plus grandes plumes. La place, un triangle de terrain caillouteux, était déserte comme un coin de montagne; au fond se profilait un paysage lointain : une cime violacée à l'horizon teinté de rose par le crépuscule. Au-dessus de la place et des maisons grises et silencieuses, le ciel pâlissait comme un velours bleu usé et fané; une brise fraîche, parfumée de basilic, venait du fond de la place; néanmoins l'abbé Virdis était énervé, comme s'il était accablé de chaleur, et, à défaut de mouchoir, il agitait la main, en chassant un essaim de mouches qui n'existaient heureusement pas.

« Que faire? Que faire? » Depuis deux jours Annesa était cachée dans sa maison. Deux jours auparavant, tandis qu'il revenait de chez les Decherchi, Annesa, qui l'avait attendu en se dissimulant derrière un petit mur de la place, s'était montrée devant lui à l'improviste.

— *Pride Virdis...*

— *Anghelos Santos?* s'exclama le prêtre. C'est toi?... C'est toi?

— C'est moi. Me voici. J'ai besoin de vous parler.

— Viens.

La maison était silencieuse. Paula Virdis, la cousine du curé, dormait profondément dans une pièce attenant à la cuisine. Annesa suivit, à tâtons, dans l'obscurité, l'abbé Virdis dont elle entendait la respiration un peu oppressée. Ils traversèrent un corridor, montèrent un escalier étroit et raide, entrèrent dans la chambre au balcon de bois. La fenêtre était ouverte : le chant d'un grillon pénétrait dans la chambre ainsi que l'odeur du basilic; une étoile tremblotait au loin.

L'abbé Virdis alluma la lampe. Annesa connaissait déjà cette pauvre chambrette, meublée comme celle d'un paysan. Lasse, épuisée, mais les yeux brillants, elle tomba lourdement assise sur le vieux coffre vermoulu. Et elle courba la tête, comme vaincue par la fatigue et le sommeil.

L'abbé ferma les volets, puis se retourna : il paraissait en colère.

— Eh bien?

— Me voici, dit Annesa, en se secouant, je suis passée *là*, j'ai écouté à la fenêtre.

— Où, là?

— *Là*, indiqua-t-elle d'un geste bref, comme pour signifier qu'il ne pouvait pas y avoir d'autre *là*, d'autre endroit où elle put s'arrêter. Où vous étiez tout à l'heure. Alors je suis venue ici... je vous ai précédé, je vous ai attendu. Vous l'avez vu?

— C'est bon, c'est bon... j'ai vu.

Il se mit à marcher dans la chambre. Que faire? Qu'attendait-elle de lui, cette femme? Il le savait bien. Elle voulait être aidée, être sauvée par lui. Comment la sauver? Il ne suffisait pas d'avoir de bonnes intentions, de bonnes paroles. Il fallait agir. Que faire?

— Depuis deux jours, je pense à toi, gronda-t-il, sans la regarder. Et je me dis que l'air de ce pays n'est plus bon pour toi.

— Oui, je veux m'en aller.

— Mais où? mais ou?

— Pensez-y.

— Moi? s'écria-t-il, en se pointant un doigt sur la poitrine. Moi? Ah oui, oui; vous faites des sottises, et après c'est à moi de les réparer.

— *Vostè es su pastore* (1).... murmura-t-elle. Non, ne vous fâchez pas, Monsieur Virdis, ne m'aban-

(1) Le renard est embarrassé de sa queue.

(1) Vous êtes le Pasteur.

donnez pas... Vous vous occupez de tout le monde... vous devez vous occuper aussi de moi.

— Il est trop tard, il est trop tard, observa-t-il d'une voix triste.

Annesa feignit de ne pas entendre et poursuivit.

— Un jour votre sœur Paula se plaignait devant moi et me disait : mon frère ne pense jamais à lui, aussi notre maison est-elle comme un taudis; les gens le calomnient et prétendent qu'il cache son argent. Au contraire, il s'occupe toujours des autres : il est le père des malfaiteurs, des mauvais sujets, des écervelés, des désespérés...

L'abbé Virdis se promenait en long et en large, soufflait, agitait son mouchoir :

— Paula est une bavarde : voilà ce qu'elle est, elle cause comme une pie borgne.

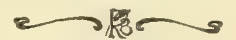
— Je veux partir, Monsieur Virdis; je ne veux pas retourner dans cette maison-là. Je vous en prie, aidez-moi. Ce soir j'ai eu le courage de ne pas entrer *là*, quoique j'en étais bien tentée. Mais demain, Monsieur Virdis, demain?... Que deviendrai-je demain ? Je veux m'en aller. J'irai à Nuoro. Recommandez-moi à votre nièce : je me ferai servante, je vivrai honnêtement.

— Paulu ira te chercher. Tu retomberas quand même.

— Non, non, s'écria Annesa, en croisant les mains et les secouant d'un geste suppliant. Ne me dites pas cela. Vous, Monsieur Virdis, vous parlerez à Paulu; vous lui raconterez tout, s'il le faut...

(*A suivre.*) GRAZIA DELEDDA.

(*Traduit de l'Italien par* M. ALBERT LÉCUYER.)



LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

L'Avenir de l'Amour

LÉON BLUM. *Du mariage.* — ELLEN KEY. *De l'amour et du mariage.* Préface par GABRIEL MONOD.

L'amour, qui a déjà fourni, au cours de l'histoire humaine, une assez belle carrière, l'amour a devant lui un brillant avenir : Léon Blum l'affirme, d'une conviction sereine, Ellen Key le proclame avec une impétuosité fanatique ; c'est même le seul point sur lequel s'accordent ces écrivains aux thèses contradictoires : accord précaire, mais bien réconfortant...

Accord banal, dites-vous, sur l'un des dogmes les plus rebattus de la sagesse vulgaire : il n'est, en vérité, que des philosophes au cœur desséché, et quelques féministes à l'imagination stérile et retardataire pour présager la faillite de l'amour, et croire que l'humanité va renoncer demain, un jour, à tirer du développement de l'instinct sexuel quelques-unes de ses joies les plus vives, et de ses plus amères douleurs.

Je vous l'accorde ; encore n'est-il point si banal de préciser les raisons d'une croyance vague, ni superflu d'ennoblir ou d'enrichir notre culte de l'amour par la divination d'un merveilleux avenir : nous sommes infiniment curieux de cet avenir, curieux égoïstes qui aspirons à mêler un peu d'éternel à nos brèves exaltations.

Hardis l'un et l'autre, Léon Blum et Ellen Key sont inégalement aventureux. Léon Blum n'envisage qu'un avenir très prochain : psychologue, théoricien, il se pique de logique ; il observe et conclut : ses conclusions ne combattent point ses préférences ; ses conclusions s'orientent vers ses rêves, encore que prudemment elles demeurent en deçà ; au reste, Léon Blum ne se plaît point au rêve; esprit positif, il prétend que son livre ait une influence sur les mœurs; il entend ne nous point effrayer; ses audaces ingénieuses ne sauraient provoquer que ce scandale léger par où s'affirment les succès mondains; sa complaisance scandalise — et non point son ardeur réformatrice — sa complaisance à nos passions, à nos faiblesses, à nos mœurs, aux mœurs, aux faiblesses, aux passions d'une minime partie de notre société... La méthode prudente, un peu terre à terre de Léon Blum n'est point le fait d'Ellen Key : Ellen Key ne s'interdit aucune témérité ; non point, comprenez-le, dans le vain désir d'étonner, mais parce qu'elle est ainsi, parce que son esprit se plaît aux incursions soudaines, aux élans brusques, qui l'emportent par delà les domaines accessibles à nos vues ou à nos prévisions : quelle pénétration désordonnée ! quels aperçus profonds ! quelle inégalité ! que de contradictions ! son œuvre, considérable — et sur laquelle il faudra prochainement revenir — est un monument d'une incohérence puissante. Certes, Ellen Key nargue la logique : elle nous invite à méditer ces lignes de Renan : « La logique ne saisit jamais la nuance. Mais toutes les vérités d'ordre intellectuel reposent sur la nuance et sur elle seule. » Combien cela est-il plus vrai encore des vérités d'ordre sentimental qui donnent leur valeur aux écrits d'Ellen Key ! Ellen Key, qui n'a sur rien des idées très précises, mais sur tout de surprenantes intuitions, a écrit sur l'amour, çà et là, au hasard de l'inspiration, quelques-unes des pages les plus noblement émouvantes que notre temps ait vu paraître... Et je n'entreprends point un parallèle de ces deux écrivains : retenez seulement que si leurs tempéraments s'opposent, leurs œuvres révèlent un antagonisme profond : ces œuvres se complètent en se contredisant, et sans doute convient-il de les rapprocher s'il est loisible de recher-

cher dans l'une la contre partie, et comme la critique anticipée, certains diront l'antidote de l'autre.

*
* *

On s'accorde généralement à reconnaître que la diversité des complexions amoureuses est infinie : Léon Blum ne le nie pas ; Léon Blum cependant, qui affectionne la logique, qui est psychologue — et dont par conséquent tout l'effort va à tirer des faits un ordre intelligible — a découvert une grande loi simplificatrice de l'amour : plus exactement, Léon Blum érige en loi une hypothèse : voici : au début de leur vie amoureuse les hommes et les femmes connaissent des lassitudes, de vagues désirs bientôt précisés, une avidité sans cesse renaissante d'émotions, d'aventures, de *changements* qui les rendent impropres à cultiver les joies persévérantes d'une unique passion ; c'est la période où l'on aime l'amour, période des liaisons orageuses ou légères qui se succèdent sans se nuire et nourrissent bien plutôt qu'elles n'épuisent l'ardeur d'un irrésistible instinct : les jeunes hommes « jettent leur gourme » ; les femmes... jeunes filles, mille obstacles surgirent entre elles et l'amour, la famille, l'éducation, devoirs, préjugés, opinion du monde, lois même, puisque nos codes sont encore rudes à la vierge qui défaille ; mariées, ah ! les femmes s'attribuent généreusement les libertés dont on se montra si chiche à leur égard. Les hommes se marient presque toujours après la « période polygamique » : cela est fort bien ainsi ; les femmes se voient imposer les devoirs de l'union légale, quand elles ignorent encore, ou devinent à peine, les tentations, les embûches, les retours de passion auxquels leur sexe non plus que l'autre ne saurait se dérober, et cela est injuste, inhumain, antinaturel, follement imprudent... A la période polygamique succède une « période monogamique » : l'activité de l'instinct ralentie, les sens apaisés, l'être humain rassasié de passion, las de souffrir, de chercher, d'espérer, aspire au repos, à la sécurité, à la calme jouissance : une amoureuse estime, une tendresse attentive, discrète, une entente éprouvée du plaisir, voilà ce dont il est désormais capable, ce qu'il offre : souhaitez-lui de rencontrer un partenaire aussi expérimenté : le mariage leur sera secourable...

Telle est l'hypothèse : est-elle justifiée par la réalité? je ne vois guère le moyen d'éluder les conséquences que Léon Blum en tire avec une imperturbable rigueur : mariages tardifs, liberté de l'amour accordée, prêchée aux jeunes filles et aux jeunes hommes. Et que voilà donc un séduisant avenir ! l'amour enfin affranchi s'épanouissant dans tous les cœurs, les adolescents échappant à la nécessité des initiations brutales, assurés de rencontrer toujours des ferveurs quasi-maternelles, les adolescentes libérées des séculaires contraintes, s'évadant de la tiède et étouffante atmosphère où la plupart s'étiolent dans un célibat involontairement prolongé, les vierges confiées à des amants expérimentés, (mais oui), les jeunes filles libres de quêter et d'imposer l'amour, d'avoir des enfants, de se marier enfin à leur guise, en connaissance de cause. Tant de passion, tant de joies, l'amour licite, vivifiant les multitudes inertes ou corrompues, la femme égalée à l'homme, la prostitution anéantie, tout cela n'est rien en comparaison de cet autre bienfait : le mariage restauré, affermi, purgé de l'odieux mensonge, la paix du foyer assurée, le bonheur domestique de l'humanité garanti.... Léon Blum serait désolé que l'on ne découvrît point, sous sa simplicité affectée, une ironie savante; il n'est point ironique, je vous assure, quand il nous met en présence du couple idéal.

« Quand on ne se mariera plus par amour, mais qu'on aura trouvé dans les liaisons polygamiques ce qu'on cherche vainement aujourd'hui dans les mariages d'amour, quand une expérience égale aura permis, de part et d'autre, en soi-même et chez l'autre, de reconnaître les motifs de son choix, alors on sentira pleinement qu'il est doux de vivre ensemble. Par l'indépendance, on aura conquis une science réelle de soi-même. Par l'expérience et les changements, on aura contracté l'usage de respecter un caractère fait autrement que le sien. On saura que les caractères, différents entre eux, diffèrent d'eux-mêmes, que l'amour et l'habitude modifient les êtres, que leur rapport varie selon toutes les phases du désir et de la possession. On saura la valeur d'une paix tranquille et véritable. Ce qui semble aujourd'hui rebutant ou difficile, paraîtra naturel et doux... »

*
* *

Malheureusement, je ne crois guère que l'on puisse souscrire au postulat posé par Léon Blum : voilà tout un échafaudage à bas ; l'intérêt du livre n'en est pas diminué : intérêt littéraire : le charme ondoyant de ces analyses est indéniable, la grâce de ces anecdotes négligemment serties, qui donc n'y serait point sensible? intérêt philosophique : la critique des doctrines, des mœurs, des opinions est attachante ; en vérité, les raisons de Léon Blum valent mieux que sa thèse, et l'on prouverait que son argumentation est fausse dans la mesure où la déterminent les nécessités de cette thèse. Car enfin est-il légitime d'enclore toute vie humaine en deux périodes aussi nettement définies se succédant nécessairement l'une à l'autre? Si une période polygamique correspond aux révoltes de l'instinct, qui donc ne serait contraint de reconnaître que l'on

n'en peut prévoir le moment ni limiter la durée? la période polygamique ne peut-elle suivre, au lieu de la précéder, la période monogamique? ne saurait-on en prévoir, non point une seule, mais plusieurs? considérer que chez l'homme le plein épanouissement de l'instinct favorise la monogamie, son déclin, et peut-être ses premières fièvres, la polygamie? Quant aux femmes, pensez-vous point que la tendance polygamique apparaît chez la plupart d'entre elles assez tard, qu'elles la subissent souvent à contre-cœur, contraintes par l'expérience de déceptions sans remède, et, dans la majorité des cas, avec le naïf espoir de rencontrer l'amour unique? « Je n'irai pas jusqu'à dire que l'homme est naturellement polygame et la femme monogame, écrit M. Gabriel Monod dans les très fortes pages qui précèdent le volume d'Ellen Key, mais il est certain que par nature, l'homme subit davantage l'attrait de la nouveauté, tandis que la femme a un besoin instinctif de fixité et de sécurité. » Les hommes, les femmes sont monogames ou polygames selon leur tempérament, leur éducation, les circonstances; ils le sont à un instant quelconque de leur existence amoureuse; Ellen Key nous en avertirait s'il en était besoin : « la vie, écrit-elle, ne nous montre jamais *le mariage en soi*, mais d'innombrables unions qui diffèrent entre elles; jamais *l'amour en soi*, mais d'innombrables amants. Il faut donc se contenter, si l'on a un idéal à faire valoir dans cet ordre de questions, d'agir sur l'avenir et renoncer à faire de cet idéal un critérium pour juger le présent. il sera sage même de renoncer à jamais faire prévaloir un idéal unique. C'est entraver l'évolution que de prétendre imposer une forme unique aux manifestations forcément diverses d'un même sentiment. » Tenons-nous-en aux unions polygamiques que préconise Léon Blum; il se pourrait que les jeunes filles fussent peu aptes à en apprécier les avantages; il se pourrait que les jeunes filles fussent impropres à mener « la vie de garçon ». Faut-il les en féliciter? Beaucoup d'entre elles demanderont sans doute à l'union libre non des facilités de plaisir, mais les joies durables et les éléments de bonheur qu'elles attendraient vainement du mariage légal; aux plus audacieuses, je crains fort que le terme même d'unions polygamiques ne semble injurieux. Et l'on se demande par quelle inconséquence Léon Blum laisse subsister dans la société qu'il nous dépeint l'institution du mariage! Léon Blum, m'en croirez-vous, est l'un des derniers défenseurs du mariage : il le perfectionne, l'anémie, le décolore, refuge idéal des retraités de l'amour polygamique : quel serait, je vous prie, le prestige de ces contrats matrimoniaux? Votre mariage, mon cher confrère, n'est qu'une concession superflue à un décorum suranné...

*
* *

Si la société entr'aperçue par Léon Blum ressemble à un paradis pour vieux garçon voluptueux, s'il est aisé de prévoir qu'en une pareille société le véritable amour serait d'un placement difficile, si ce livre, construit sur une hypothèse fausse, a trop l'air d'une gageure, si l'on en condamne les conclusions parfois inélégantes en dépit de la subtilité spécieuse des formules, on demandera à Ellen Key des inspirations plus hardies et de plus toniques espoirs. Et je n'entreprendrai point d'analyser son livre : analyse-t-on un livre d'Ellen Key? on tente de caractériser son étrange génie, et si l'on prétend définir le tumulte de pensées généreuses qui s'agitent en elle, ce n'est point un volume isolé, mais son œuvre tout entière qu'il importe de considérer. Cette œuvre est presque inconnue en France. M. Gabriel Monod en précisa le premier les tendances : sa grande curiosité d'esprit nous ouvre une voie où nous ne tarderons pas à le suivre... Mais comment ne point opposer aux calculs, à l'épicuréisme pratique de Léon Blum, les magnifiques envolées de Ellen Key, poète de l'amour? Ellen Key entend que l'homme se donne tout entier.

« Rien n'est grand, si l'homme ne s'y donne tout entier, dût-il en périr. La vraie grandeur tragique est à ce prix. »

Elle exècre l'ascétisme, condamne les zélateurs d'amours immatérielles :

« Ils oublient qu'au delà de la limite des neiges, il ne prospère que des plantes rabougries. »

Elle ne se lasse point de répéter que :

« Le nombre de ceux qui aspirent à plus d'amour grandit dès à présent... Le nombre de ceux qui savent ce qu'est l'amour va croissant. Aimer, c'est nous perdre dans une âme dans laquelle notre âme trouve un appui sans aliéner sa liberté, c'est nous reposer sur un cœur qui calme notre inquiétude; c'est trouver une pensée qui devine nos sentiments exprimés et inexprimables; c'est rencontrer un regard qui voit des réalités dans nos promesses; c'est découvrir des mains tendues vers les nôtres, et dont l'étreinte nous serait douce à notre agonie... »

Ellen Key croit fermement à la vertu providentielle de l'amour, à sa perfectibilité, gage le plus certain des progrès intellectuels et moraux de l'humanité future, elle préconise une hygiène, annonce un culte de l'amour, prédit aux hommes des joies graves, nobles, « un bonheur effrayant par sa grandeur ». Ce n'est certes point à tort que M. Gabriel Monod s'inquiète du mysticisme de Ellen Key. Du moins ce

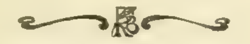
mysticisme est-il profondément humain, agissant, utilement contagieux ; il éclaire, il échauffe les cœurs les plus éteints : est-il point bienfaisant ? Faisons-lui confiance, et tâchons, nous aussi, de dire et de croire avec Ellen Key :

« L'amour vient aux hommes comme ce printemps merveilleux des régions polaires où la cime du bouleau émerge d'un champ de neige.

« Quand toute la forêt sera verdoyante, la loi sur le mariage n'aura qu'un seul paragraphe — celui que Saint-Just proposait il y a un siècle :

« Ceux qui s'aiment sont mari et femme. »

LUCIEN MAURY.



LA NUIT DANS LES BLÉS

De laiteuses clartés baignaient les horizons,
Par une belle nuit de lune et de mystère ;
Dans un petit chemin, au milieu des moissons,
Nous nous étions assis tout simplement par terre.

Les épis verts déjà gonflés, mais encor mous,
Balançaient faiblement leurs têtes inclinées,
Et, doucement éclos dans ces chaudes journées,
Quelques phalènes blancs glissaient autour de nous.

Le ciel s'arrondissait, voûte immense et paisible ;
Nous nous sentions petits, étant tout près du sol,
Et le vent délicat nous frôlait dans son vol,
Caresse qui, parfois, était presque insensible.

La moisson dominait nos fronts tranquillement
De toute la hauteur de ses tiges superbes,
Et je pensais : pourquoi n'être pas seulement
Les insectes menus, errant entre les herbes !

Pour eux, c'est l'infini que ces blés murmurants,
Et ces épis sans fin sont la forêt géante,
Et pour eux, ce chemin très humble, qui serpente,
A tous les imprévus des vallons les plus grands ;

Pour eux, tout ignorer, c'est le bonheur peut-être !
C'est l'instinct voyageur et ses changeants plaisirs !
Chacun n'est qu'un esclave et chacun se croit maître,
L'horizon du présent borne tous ses désirs !

Quand l'homme est fatigué de la souffrance humaine,
Il se penche, envieux, vers l'être inférieur,
Car son âme complexe est comme une âme en peine,
Un sort diminué lui semble un sort meilleur ;

Et le rêveur, trop grave, où la pensée abonde,
Qui promène des jours conscients et troublés,
Voudrait n'être plus rien que l'insecte des blés,
Qui végète, innomé, dans la splendeur du monde !

CHARLES GRANDMOUGIN.

Chronique

—

LA RENTRÉE

Les grands halls des gares parisiennes présentent ces jours-ci un amusant aspect. Des centaines d'enfants, de femmes, d'hommes s'y agitent, jetés là par les incessantes arrivées des trains, munis de bagages hétéroclites, cartons à chapeaux et étuis de fusils, livres et instruments de sports, etc. Ils n'ont point le visage pâli, le geste effacé, le verbe discret que la renommée prête aux habitants de la capitale. Bien au contraire, hauts en couleur, bruyants, d'allures décidées, ils s'interpellent, hèlent impérativement porteurs et cochers : Ce sont les Parisiens retour de vacances.

*
* *

Bienfaisante institution que celle de ces grandes vacances, et sans laquelle il serait à craindre que nos contemporains ne succombassent prématurément aux trépidantes fatigues de la vie inquiète, surmenée, que leur fait l'universelle concurrence. Dix mois durant, des hommes d'affaires, des médecins, des érudits se partagent entre des occupations nombreuses et complexes. Leur esprit est incessamment tendu vers la difficulté à vaincre, difficulté toujours renaissante. C'est la nuit que ceux-ci poursuivent leurs recherches; c'est dans les chemins de fer, au cours de voyages exigés par le soin des intérêts professionnels, que ceux-là font leur correspondance. Ils ne s'accordent pas un loisir, pas un répit. A peine voient-ils leur femme et leurs enfants ; aux repas ? mais combien rapides ! Beaucoup d'ailleurs ne dînent, et surtout ne déjeunent pas chez eux, contraints de s'absenter ou réduits à aller au restaurant pour continuer ou commencer des tractations. Quand ils peuvent venir à la table familiale, ils y trouvent les invités qu'y font appeler les exigences mondaines. Ainsi, le « home » est chimère pour eux. Ils ne connaissent pas la joie de s'associer à la vie intellectuelle de leur femme, ni de veiller à l'éducation de leurs enfants. Ils remplissent un rôle professionnel trop astreignant. Ce sont de simples — mais d'admirables — instruments de l'œuvre économique ou scientifique.

Viennent les vacances, enfin ces travailleurs se permettent de regarder, de sentir, de réfléchir. Ils prennent goût aux bonnes conversations, aux franches réunions d'amis, aux jeux du bébé, aux touchantes confidences de sa mère. Ils découvrent qu'il y a par le monde autre chose que le dur effort, de la beauté éparse à goûter et admirer.

La chanson des vallons et des bois les séduit. Ils vont, le matin, par les vergers parfumés et parés des délicates couleurs que répand le soleil levant, heureux de la fraîcheur délicieuse de l'atmosphère, du gracieux gazouillis des oiseaux, de toute cette idyllique féerie qui semble une pure évocation de George Sand. Ils partent pour les ascensions aux hauts sommets, d'où la vue domine un monde de pics et de rochers, de gorges et de tor-

rents, dont l'étendue, l'audace, l'éclat, forcent l'admiration. Ou bien, ils se promènent à travers ces paysages aimables, encadrés de collines ou de lignes d'arbres, si fréquents dans les provinces françaises; et ils se laissent prendre à la grâce d'un vieux clocher, à la noblesse d'un bel arbre, au geste svelte d'une rustique passante.

C'est la gloire de la mer qui les fascine, avec l'extraordinaire coloris du flot et de la grève, les falaises d'or et les rochers de sang sur des cieux d'azur, et la perpétuelle métamorphose qui donne à l'océan toutes les nuances de l'expression, de la plus vaporeuse et la plus gracieuse à la plus sauvagement tragique.

Il n'est point jusqu'à la pluie qui pour eux n'ait quelque charme. A Paris, elle représente de la boue, qui gicle partout dans les rues sales et obscures, plafonnées bas par de sombres nuages. A la campagne, c'est la lutte de la nuée noire contre la sérénité bleue du ciel, c'est l'amoncellement des nuages de cuivre, le hurlement du vent, ce sont les stries lumineuses des éclairs, les fulgurations et le fracas de la foudre... tout le décor terrible et grandiose qu'ont célébré tant de peintres et de poètes.

Les citadins admirent les effets les plus simples de la ligne et de la couleur, avec des yeux ingénus de convalescents. Il semble qu'eux aussi sortent d'un monde de tristesse et de cauchemar, où résonne seul le halètement de la fatigue, et qu'ils accèdent à un précieux Eden. Les plus sceptiques s'extasient sur la splendeur des nuits étoilées, s'abandonnent aux émotions de la contemplation. Ils se laissent pénétrer, eux, les durs réalistes, par la touchante poésie de la nature.

« L'homme passe oublieux des misères humaines
En ce monde oublieux des mortelles saisons;
Et vers des Dieux amis, purs encor de ses peines,
Son cœur léger qui flotte en vagues floraisons
S'en va sur les brises lointaines. »

(L. Dierx.)

*
* *

Si ces citadins fatigués reviennent l'esprit détendu, rasséréné, ce que l'on distingue à la flamme joyeuse du ragard, que dire du bon repos, du sain exercice, dont témoignent leur musculature et leur teint?

C'est une considération qui eût paru négligeable, au moins dans les milieux intellectuels, voici quelques trente à quarante ans. Battus, croyions-nous, par le maître d'école allemand, nous exaltions avec un exclusivisme de néophytes la discipline intellectuelle; l'Université formait des générations fort instruites, mais épuisées : combien de polytechniciens, d'agrégés, brisés par un effort anormal, demeuraient toute leur vie las et comme anéantis?

Puis on s'aperçut qu'il fallait être robuste pour supporter les veilles et la fatigue de l'étude prolongée. La vieille formule latine, *mens sana in corpore sano*, redevint en honneur.

De plus en plus, sous un régime égalitaire, il importe d'être un homme dans toute l'acception du mot, c'est-à-dire vigoureux comme intelligent. Il ne subsiste guère de privilèges, ni de prestiges sociaux. Dans maintes circonstances les supériorités factices, de fortune, de rang s'effacent, et l'on s'affronte homme à homme. Il importe alors de joindre à l'idée la force. Au service militaire, dans les conflits sociaux, c'est une nécessité, peut-être regrettable, mais réelle, de posséder une grande énergie physique. Elle devient indispensable, pour imposer le respect, à ceux qui se trouvent investis du droit de commander, officiers, ingénieurs, etc...

On s'étonne parfois de la carrure et même de l'aspect un peu fruste, de professeurs renommés, de savants. Bien à tort. Car c'est précisément cette force d'apparance un peu grossière, cette sève plébéienne qui leur permit de déployer une laborieuse patience, et de parvenir aux plus hauts degrés du savoir humain

Mais comment, avec des journées disputées par tant d'occupations et de soucis professionnels, réserver quelques instants pour l'exercice physique? C'est impossible, D'où la nécessité — et d'où l'usage de plus en plus général — des vacances, qui, fort à propos, accumulent en nous des forces. Le souffle vif et léger de la montagne, la brise plus âpre de la mer, les sports auxquels incite cette vie au grand air, ont en effet une action étonnamment vivifiante.

Opportune passion que celle qui décide le chasseur à traverser marais et guérets, à courir de longues randonnées, à la poursuite d'un gibier habile à se dérober. Louable plaisir que celui de lutter contre la vague, de s'en jouer, en expert nageur. Equitation, automobilisme, alpinisme, jeunes ou anciens, tous ces modes d'entraînement physique sont efficaces. Et félicitez-vous de voir s'y adonner nos petits lycéens. En courant sur les rochers à la pêche des crabes, ils acquièrent une vigueur qui saura se muer en culture. Dans quelques semaines, ils auront meilleur cœur à l'étude.

*
* *

Car la rentrée précipite tôt à Paris et dans les grandes cités ces contemplatifs émus et ces sportsmen éphémères. Au sortir de la gare, la Ville leur apparaît toute grise, avec ses rues qui semblent des corridors étroits, avec ses parcs poussiéreux, ses perspectives rapetissées et dépoétisées. — Où sont les ciels éclatants, les vastes horizons des jours derniers?

Puis l'animation se manifeste partout, qui fait oublier la laideur des murailles. On s'y mêle, en en goûtant avec volupté l'attrait nouveau. On ne distingue plus que l'esprit subtil, propre à l'ardente agglomération d'efforts et de talents. On est instruit des ambitions du jour; on tâche à rivaliser avec elles. On se jette au travail. La Ville a ressaisi ses infidèles de quelques semaines.

Et les vers célèbres chantent au souvenir de chacun :

« Jours de travail! Seuls jours où j'ai vécu!
O trois fois chère solitude!
Dieu soit loué, j'y suis donc revenu,
A ce vieux cabinet d'études!
Pauvre réduit, murs tant de fois déserts,
Fauteuils poudreux, lampe fidèle,
O mon palais, mon petit univers,
. . . . »

Jacques Lux.

Le Propriétaire-Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 14 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 5 OCTOBRE 1907

BUREAUX D'HYGIENE

Il n'est pas encore temps de juger notre législation actuelle sur la protection de la santé publique, dont la mise en train a été si lente et qui commence à peine à être appliquée. Toutefois, si l'on s'en tient aux déclarations de M. Clémenceau dans un discours prononcé à la Commission permanente de la tuberculose, les informations du ministère de l'Intérieur ne laisseraient pas que d'être singulièrement pessimistes : « Nous faisons notre devoir, s'est écrié le président du conseil, aux assemblées municipales ou départementales à faire le leur. Si elles y tardent trop, que l'opinion publique, avertie par la presse, se dresse contre elles et donne au ministre de l'Intérieur l'appui de sa force souveraine. »

Si le tant regretté Duclaux vivait, il aurait le droit de voir dans ces paroles comminatoires un écho de sa propre pensée, la justification de ses craintes et de ses méfiances. Le grand savant, critiquant les attributions conférées aux maires pour l'application des mesures sanitaires, avait cru pouvoir écrire que c'était placer un joli paradoxe à la base d'une loi française.

L'heure de l'inventaire n'est pas venue et les témoins impartiaux doivent attendre avant de condamner définitivement un régime qui, pour fonctionner normalement, a besoin de tous ses organes. Or, les services de désinfection qui sont à la base de toute prophylaxie des maladies transmissibles ne sont pas encore constitués à l'heure qu'il est dans l'ensemble des départements. Le gouvernement a l'autorité suffisante pour mettre un terme à ces lenteurs d'application, qui pour une grande part proviennent du retard apporté à la promulgation des divers réglements d'administration publique prévus par le législateur.

On ne doit ni s'étonner ni s'indigner de la difficulté qu'éprouve le gouvernement à obtenir dans les trente-six mille communes de France le respect de la charte sanitaire. La loi elle-même lui donne le moyen de triompher des résistances locales et d'intervenir efficacement en cas de nécessité, toutes les fois que dans une commune et pendant trois années, le nombre des décès aura dépassé le chiffre de la mortalité moyenne française. L'article 9 de la loi du 15 février 1902 arme le pouvoir central au regard des administrations locales; il l'investit d'une autorité opportune et nécessaire, lorsque la santé publique est compromise.

C'est surtout dans son esprit que la loi d'hygiène doit être appliquée et obéie; elle est destinée à porter au maximum la défense collective contre les maladies évitables et à réduire dans la plus large mesure possible le tribut payé à la contagion. Tel est l'objet principal de dispositions prévoyantes et préventives, qui valent surtout par leur succès, par leur efficacité.

Il est donc à souhaiter qu'aucun désaccord ne surgisse au point de vue formaliste et que les pouvoirs publics s'en tiennent surtout au fond, sans la moindre préoccupation protocolaire et dans un large sentiment d'action effective et de solidarité bienfaisante.

*
* *

Parmi les institutions nouvelles qu'a consacrées

la loi de sauvegarde sanitaire, il en est une qui concerne exclusivement les agglomérations urbaines et les stations thermales. La création d'un bureau d'hygiène est obligatoire dans les villes de 20.000 habitants et au-dessus qui doivent être ainsi placées dans de meilleures conditions de sécurité.

Une telle disposition était si justifiée que le fait avait devancé le droit. La plupart des grandes villes françaises, à l'instar de cités étrangères, n'ont pas attendu les injonctions du législateur pour organiser rationnellement leur défense contre les contagions et l'insalubrité, pour opérer la concentration des services susceptibles de concourir à leur armement antimicrobien.

Le Havre, avec un maire entreprenant, M. Jules Siegfried et un médecin averti, M. le Dr Gibert, avait donné l'exemple. D'autres villes importantes, Nancy, Reims, Rouen, Saint-Étienne, Amiens, Pau, Nice, Toulouse, Grenoble, Besançon, Lyon, Bordeaux, Paris, Clermont-Ferrand, Marseille, Montpellier, Nantes, Perpignan, Boulogne-sur-Mer, Lille, Dijon, ont réalisé spontanément la même réforme. En de nombreuses localités, le rassemblement des forces défensives était effectué, avec plus ou moins de méthode et de vigueur, avant la promulgation de la loi du 15 février 1902.

L'État ne s'est pas seulement réservé le droit d'imposer aux communes récalcitrantes une organisation d'office, il s'est attribué en outre un large contrôle sur la création et le fonctionnement des bureaux d'hygiène. La désignation du directeur par le maire ne peut avoir lieu que parmi les personnes reconnues aptes, à raison de leurs titres, par le Conseil supérieur d'hygiène publique de France, exception faite pour les directeurs en fonction. La composition du personnel, l'installation matérielle, le vote des crédits budgétaires, la rémunération du directeur, dont l'initiative appartient au Conseil municipal, peuvent constituer, en cas d'insuffisance, un défaut d'organisation et provoquer d'abord des observations préfectorales, en second lieu, une seconde délibération de l'assemblée communale et, enfin, en cas de désaccord persistant, une intervention du Conseil d'État.

L'exercice de cette tutelle, tant pour la désignation sur des listes restreintes des futurs directeurs de bureaux d'hygiène, que pour la fixation des traitements et l'établissement du devis des dépenses, n'a pas été sans soulever un vif émoi parmi les municipalités urbaines. L'émotion s'est traduite au premier Congrès des maires de France, qui s'est tenu à Paris les 21, 22 et 23 mai 1907. Sur le rapport de M. Sarradin, maire de Nantes, cette réunion choisie a émis l'opinion que les attributions des maires étaient mutilées et que la clause réglementaire de l'examen préalable des titres des directeurs de bureaux d'hygiène par le conseil supérieur d'hygiène publique allait à l'encontre de la loi du 5 avril 1884. « C'est, a déclaré le rapporteur, un empiètement de plus dans le domaine municipal, toujours au profit de la centralisation administrative qui nous étouffe et paralyse les meilleures volontés. »

Le Congrès des maires de France a été d'avis que ni la loi de 1884, ni la loi du 15 juillet 1902 n'autorisent une telle dérogation au droit commun. Antérieurement, un rédacteur de *La Revue Municipale*, sous la signature R. V., avait soutenu la même thèse avec véhémence, allant jusqu'à conseiller aux maires de ne pas tenir compte du décret de 1905 dont il dénonçait l'excès de pouvoir; et plus tard, au conseil municipal de Paris, M. Pierre Jolibois a élevé une énergique protestation contre l'atteinte portée aux franchises communales.

En son discours retentissant devant la commission permanente de préservation contre la tuberculose, M. Clémenceau se plaignait, non sans amertume, des combats que devait livrer chaque jour son administration pour vaincre l'indifférence ou les résistances des municipalités de villes très importantes, de grandes cités ouvrières et commerçantes. « Ce serait, disait-il, une surprenante, une douloureuse énumération que celle de toutes nos grandes cités qui croient de bonne foi se mettre en règle avec la loi lorsqu'elles ont inscrit sur la porte d'un local quelconque de la mairie ces mots : « Bureau d'hygiène », ou qu'elles prétendent appeler à ce poste de choix des hommes à qui elles voudraient faire une situation moindre qu'au plus modeste de leurs employés. »

Un polémiste aussi consommé que M. Clémenceau ne pouvait manquer d'apercevoir et de signaler les points faibles de ses contradicteurs, si tant est qu'il ait songé à l'objection juridique. C'est la situation de fait qui le préoccupe et dont son très distingué et très actif collaborateur M. Mirman se soucie avec raison.

Assurément, si les municipalités ont cherché à esquiver l'obligation de créer un service autonome et compétent d'hygiène, la mauvaise humeur du ministre de l'Intérieur n'est que trop naturelle et si quelques-unes se sont ingéniées à dissimuler le néant d'organisation derrière un titre flamboyant, le directeur de l'Assistance et de l'hygiène publique a de quoi se montrer inquiet.

A dire vrai, et malgré l'excellence des motifs qui ont inspiré le rédacteur du règlement d'administration publique du 3 juillet 1905, si le gouvernement n'a pas excédé ses droits, il ne saurait aller au-delà sans méconnaître les intentions du législateur. Le bureau d'hygiène, institué dans les villes,

n'est pas autre chose qu'un service municipal placé sous l'autorité du maire.

Bien que l'examen des titres des candidats par le Conseil supérieur d'hygiène publique ne porte pas obstacle au pouvoir de nomination des maires, il le restreint assez pour lui enlever son intégrité. C'est la limite extrême que l'action de l'administration centrale ne saurait dépasser sans témérité ni abus.

Un malentendu grave avait contribué à engendrer ce petit conflit entre les représentants des villes et le ministère de l'Intérieur. On a paru croire que nécessairement le bureau d'hygiène devait être dirigé par un médecin et la soi-disant exclusion des architectes, des ingénieurs, des vétérinaires, bref de tous les hommes de l'art, suivant l'expression consacrée, n'a pas laissé que de produire un vif et légitime mécontentement. Ces plaintes n'étaient d'ailleurs pas fondées, puisque la circulaire ministérielle du 23 mars 1906 spécifie que le bureau d'hygiène doit être dirigé par un technicien, avec le concours de collaborateurs et d'agents d'une compétence appropriée. Aucun monopole légal n'est accordé au titre de docteur en médecine et l'hygiéniste municipal peut être indifféremment médecin, pharmacien, architecte, ingénieur, vétérinaire, chimiste, administrateur, pourvu qu'il fasse la preuve de ses aptitudes et qu'il justifie de ses connaissances en médecine sociale et en génie sanitaire.

On peut assurément, sans affaiblir aucunement les droits de l'État et ses légitimes prérogatives, modifier, si l'expérience en démontre la nécessité, le décret du 3 juillet 1905 en quelques-unes de ses dispositions et changer les détails d'une procédure contestée. Aucune règlementation n'est intangible et définitive.

Ainsi, pour les communes du département de la Seine dont la population excède vingt mille habitants, l'organisation des bureaux d'hygiène se différencie notablement de celle des organismes similaires des départements. Ni Paris, ni les villes de sa périphérie ne sont placés dans le droit commun. A Paris, les attributions sanitaires sont dévolues au préfet de la Seine et au préfet de Police. Dans la banlieue parisienne, trois autorités participent à l'application des mesures d'hygiène : le préfet de Police, le préfet de la Seine, le maire. Le partage de la compétence a pour résultat d'affaiblir et de limiter la responsabilité municipale.

Quelques communes avaient devancé la loi en concentrant leurs services d'hygiène, les unes sans le dire, les autres en s'en prévalant. Une différence de vocable et d'enseigne ne crée pas entre elles une dissemblance appréciable.

Bref, dans la Seine comme dans les départements, les petits litiges abondent. L'administration supérieure agira sagement en n'en grossissant pas l'importance, en ne prenant pas au tragique des désaccords de forme, en s'attachant surtout à la réalité fondamentale et aux résultats positifs et, de leur côté, les municipalités n'essaieront pas de se prévaloir d'objections, voire même de scrupules juridiques, pour justifier leur inertie ou masquer leur négligence.

* * *

Plus la population est agglomérée, resserrée sur un étroit espace, et plus les risques de contagion augmentent. La mise en état de défense des villes importe grandement à la sécurité du territoire entier. Les bureaux d'hygiène, pourvus de tous leurs organes, méthodiquement organisés, ne valent pas seulement par eux-mêmes et pour la sauvegarde des localités urbaines ; ils sont comme des citadelles, du haut desquelles veille un guetteur, attentif à ne laisser pénétrer aucune infection du dehors.

Par leur exemple, les cités assainies excitent l'émulation des bourgades, en leur offrant une instructive leçon de choses.

Nulle part plus que sur le domaine des épidémies et des maladies transmissibles, la solidarité nationale et internationale n'est prise sur le fait. Une poussée de variole à Dunkerque ou à Marseille, un foyer de tuberculose à Paris, menacent tout le pays.

Plus les postes sanitaires des villes seront vigoureux et vigilants, et mieux la sécurité des villages, des bourgs sera assurée, sans que toutefois les nécessités de l'hygiène rurale s'amoindrissent pour autant.

Un pavillon flambant neuf ne suffit pas sans doute à couvrir une organisation débile, et le gouvernement remplit son devoir en s'efforçant d'obtenir que, dans les principaux ouvrages de défense sanitaire, les préparatifs soient sérieux et les munitions toujours prêtes.

Non-seulement les administrations urbaines d'hygiène ont des attributions obligatoires dont elles sont investies, mais encore elles peuvent amplifier leur activité. La protection de la première enfance, l'élevage des nourrissons, le contrôle sanitaire des écoliers, l'hygiène alimentaire, la prophylaxie des maladies vénériennes leur ouvrent de larges perspectives. La lutte contre la tuberculose hardiment poursuivie ne repose pas uniquement sur l'assainissement méthodique des maisons, elle se relie logiquement à la construction des logements à bon marché.

En effet, et l'exemple des grandes sociétés de bienfaisance américaines le prouve, la démarcation des frontières entre les organes d'hygiène sociale est plus fictive que réelle. Un office sanitaire et un

bureau de bienfaisance n'ont pas le droit de s'ignorer, pas plus qu'une association spécialement vouée au combat contre la tuberculose ne peut s'abstraire de l'assistance aux tuberculeux indigents ou nécessiteux, ainsi qu'à leurs familles.

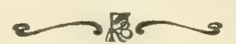
L'assainissement des villes ne repose pas exclusivement sur des mesures sanitaires, il réside aussi dans la préservation des familles pauvres. La mortalité infantile, par exemple, n'est réductible que par l'emploi de moyens d'éducation et d'assistance. La mortalité tuberculeuse est également susceptible de s'atténuer, si les locataires les plus mal logés, entassés les uns sur les autres, reçoivent une aide suffisante pour se procurer un habitat meilleur et plus salubre.

Sans méconnaître l'importance des attributions obligatoires des bureaux d'hygiène, le champ d'action facultative qui leur est ouvert est assez spacieux pour que les initiatives et les bonnes volontés municipales s'emploient à le parcourir.

Si l'on considère la grandeur du but, la gravité de la tâche, les petites divergences d'appréciation, les querelles d'amour-propre et les conflits d'attributions ne pèsent que peu dans la balance.

C'est pourquoi nous formons le souhait que, sans s'arrêter à des difficultés de préséance et en s'inspirant uniquement du devoir communautaire et national, toutes les autorités chargées de concourir à la défense du territoire contre les épidémies, contre les maladies évitables, fassent assaut de dévouement et d'ingéniosité pour la sauvegarde de la vie humaine.

PAUL STRAUSS,
Sénateur.



BÉRANGER [1]

Béranger, ma biographie. — J'en ai commencé la lecture lentement en notant abréviativement les pages qui me semblaient marquer les traits de génie natif, les heures décisives de l'éducation de son esprit, ses opinions sur divers sujets, ses révélations sur les hommes et sur les choses du temps. Puis la curiosité m'emportant, je suis allé au hasard des pages coupées aux époques principales, en avant, en arrière, sans rien noter, et j'ai ainsi, à peu de lignes près, tout dévoré. Voici mon impression première, naïve et soudaine. D'abord et tout de suite un caractère saisissant de réserve profondément résolue et calculée sur tout ce qui fut intime et de cœur ; tout le travail intérieur de son âme, de son imagination, dérobé avec soin, toutes ses affections, passions, amours, plaisirs, chagrins, voilés, ou ne transpirant que çà et là et bien à dessein encore, dans un mot jeté avec art ou dans une page obscure, vague retentissement d'un écho, volontairement étouffé ; l'officiel enfin et du plus sobre ; contraste frappant avec toutes les habitudes du jour, avec ce luxe décolleté de confessions, de rêves et souvent d'impressions après coup, qui distinguera les mémoires de nos poètes, écrivains ou hommes d'État, dans l'avenir : discrétion, si on y réfléchit, parfaitement en harmonie avec toute la vie de Béranger, fuyant le jour et le bruit tout en provoquant le regard, excitant et déjouant à la fois la curiosité, donnant prise aux recherches, aux conjectures, aux idéalités, à la légende enfin.

A côté de l'histoire esquissée en surface, que diront le siècle et l'avenir de cette retenue? Je ne sais. Pour moi, je suis tenté de l'approuver et de l'admirer, mais j'en souffre. A vrai dire, je crois qu'il était possible de ne suivre ni Rousseau, ni Mme Sand, ni tant d'autres, dans leurs écarts, et sans blesser la religieuse pudeur de ses affections et de soi-même, d'ouvrir un jour moins artistement ménagé, sur tout ce que la curiosité légitime et la piété d'un grand peuple, comme l'intérêt de la vérité et de l'art, pouvaient réclamer. Particulièrement en ce qui touche la grande époque de fécondité du poète, je me rappelle que j'ai été peut-être un des premiers à réclamer de lui ses mémoires, ou plutôt les mémoires de ses chansons. Ce que je lui demandais, c'était de nous dire comme le Pigeon de La Fontaine : « j'étais là, telle chose m'advint ». J'aurais voulu savoir de lui, si fin observateur de lui-même et des autres, comment l'idée lui tombait, se nourrissait et se berçait, paroles et airs tout ensemble, soudainement échappée, ou le plus souvent laborieusement portée avec angoisse et fièvre jusqu'à l'éruption. Sur vingt ou trente pièces, les chefs-d'œuvre, les signes de caractère de son génie, que n'aurait-on pas appris? Ces confidences que son intègre amour du vrai n'aurait pas permis de suspecter d'invention ou de raffinement, quel trésor de révélations, sur le procédé particulier de l'art en lui et de l'art en général! Quand nous en avons causé, malheureusement toujours en courant, j'en retirais toujours quelque enseignement précieux et que rien ne remplacera. Mais si aiguisée que fut sa réflexion, peut-être n'allait-elle pas jusque-là. J'ai vu Talma essayer de raconter ses inspirations, de les peindre et s'y embrouiller en balbutiant ; même en donnant une leçon ne pouvoir faire pénétrer sa pensée qu'en redisant le vers, et reproduisant l'effet sur lui-même et sur celui qui l'écoutait. Il n'en est pas tout à fait de même du poète comme de l'acteur; il conçoit,

1. Voir la *Revue Bleue* des 21 et 28 septembre 1907.

couve, exécute en paix, recueilli, si vite qu'il aille; toutes ses pensées, toutes ses lignes, laissent empreinte dans sa mémoire; surtout chez celui qui ne faisait rien qu'avec effort, et qui, plus qu'un autre, devait garder trace du lieu, de l'heure, des incidents, du premier germe de la gestation. Enfin, quoi qu'il en soit, possible ou non, rien de pareil ne se rencontre dans « ma biographie ». Le fond de l'homme intérieur, le travail des croyances ou des opinions, s'y démêlent ou se déduisent de quelques grandes traces d'enfance et de première jeunesse, qu'il était impossible de ne pas marquer; mais récit plein et entier, lumière et aveux, étude et analyse, rien! Rien même d'un amour ou d'une amitié qui fut de soixante années, il me le disait lui-même quelques jours après la mort de Judith, dans cette phrase unique : « Un soir, la meilleure amie que j'aie eue, la bonne Judith, avec laquelle je finis mes jours, s'amuse à me tirer les cartes, et me prédit une lettre qui doit me combler de joie (c'était une réponse attendue avec angoisse de Lucien Bonaparte.) »

Pourquoi, dira quelque moraliste sévère ou pieux, ne pas laisser en effet à la tombe les secrets de cette union illégitime ? Pourquoi aussi répondrai-je, ne pas défendre cette âme, compagne dévouée de la sienne, contre les fabuleuses fantaisies? Il y a des paroles pour couvrir Madeleine de la sainteté des expiations. Mais elle ne s'est pas repentie, dira-t-on encore. Ah ! pécheresse devant le monde, elle fut sainte aux derniers jours, pour celui qui, s'il ne fut pas le premier et le seul auteur de ses fautes, l'y encouragea du moins; et quand il l'a élevée jusqu'à lui, elle avait droit à plus de place dans le tableau d'une existence qu'elle a soignée et charmée jusqu'à l'heure suprême moins deux mois, puisqu'elle est partie la première.

Au reste, pourquoi tous ces regrets sur ce qui manque à cette biographie? Elle n'est pas complète, puisqu'elle ne va que jusqu'à 1830. C'est donc vingt-sept années entières qui restent dans l'ombre; les années de fuite au désert, si je puis parler ainsi, de silence, de réflexion, puis de retour au milieu du tumulte, de l'effervescence de toutes les utopies populaires reçues en confidence, caressées, calmées, détournées en bien des cas; un patriarcat de république impossible et d'égalité chimérique, parfois à demi accepté et le plus souvent repoussé ; tous les poètes et tous les législateurs d'ateliers venus à confesse, grondés ou pardonnés. Quel tableau encore à regretter et que personne ne pourra retracer au moins d'une manière authentique. Tels sont mes *desiderata* et telle mon impression première dominante et qui persistera, je crois, bien que j'aie manqué en courant bien des indices dont on peut tirer des gloses certaines et fécondes, je crois.

Il est une autre impression, toute personnelle et pénible, je l'avoue, qui peut-être malgré moi a jeté son ombre sur tout le livre; égoïsme ou vanité, il faut que je la dise, puisque je l'ai éprouvée. Pas un souvenir du *Globe*, ni de son rédacteur, qui fut un ami de 1822, et qui n'a point nui à la gloire du chansonnier, qui a reçu jusqu'à ces derniers temps bien des confidences ou des jugements sur des amitiés plus récentes et moins fidèles.

Je n'aurais pas remarqué ce silence, ni n'en aurais souffert, si d'autres ne figuraient pas dans ces pages, d'autres qui certes n'ont jamais eu un culte si profond des grands côtés de cet homme admirable et il le savait bien. Et l'envoi du *Tombeau de Manuel* et de *la Prise de la Bastille*, témoignent assez de ce que le *Globe* pouvait et faisait, et ces mémoires que j'écris chaque jour avec religion, et qui sont d'une vérité absolue sur ce que je sens et je pense, le témoigneraient en mille endroits. Un nuage aurait-il passé entre nous ? aucun que je sache, si ce n'est un oubli de ma part à une de ses maladies en 1844, involontairement aggravé par une absence que je fis à cette époque, au retour de laquelle il me revit avec froideur. Mais depuis, en 1846, 47, 48, 49 et à la mort de ma fille, et, depuis jusqu'à la mort et aux obsèques de Génin, que de preuves d'affection et de confiance! Mon Dieu, je le dis sincèrement devant vous, ce n'est pas le regret, quoique vif, de ne pas me voir dans cette galerie de noms plus ou moins célèbres, qui me touche au cœur, c'est l'oubli d'une confraternité de combat dans les années décisives de 1828 à 1830, et peut-être, de tous les écrivains du temps, étais-je le plus voisin de lui par les tendances et les affections : républicain au fond du cœur, et monarchiste résigné et j'ose le dire désintéressé, parce que, si j'ai eu une carrière assez brillante dans l'Université, et honorable comme mandataire fidèle d'une grande cité, tout cela fut le fruit du travail, et si je suis monté, c'est à la sueur de mon front, et au prix même d'un nom que je pouvais conquérir; car si je suis resté inerte dans les Lettres, c'est le devoir et la nécessité (il l'a su autant que qui que ce soit), qui ont entraîné ce que je pouvais tenir de talent du ciel, et qu'il m'a si souvent reproché, surtout en ces derniers temps, d'avoir laissé muet, mais non oisif. Ma pensée ne fut jamais oisive ; il l'a su mieux que personne encore, dans nos longues promenades de Passy à Issy sur les bords de la Seine, au bois de Boulogne et aux Champs-Élysées; méditations religieuses, politiques et littéraires, quêtes ardentes et calmes pourtant de nos consciences, agitées du besoin de la lumière et de la vérité ; tout cela, il est vrai, devenu plus intime et plus fréquent, après 1840, le terme où finit sa Biographie. Lorsque je ferai mes souvenirs du *Globe* et d'écrivain, jusqu'en 1830, je

dirai et je prouverai par des documents quelle fut l'origine, la nature et le caractère de notre liaison. C'est par Manuel que je l'ai connu, et si je ne fus jamais pour Manuel un ami de vie et de monde intime, la politique, j'ose le dire, la plus sage et la meilleure, dans les ténèbres du carbonarisme, avait serré entre nous les liens d'une étroite confiance et d'une égalité que son âge et son illustration auraient dû m'interdire, semble-t-il, mais qu'il souffrit ou plutôt commanda, en dépouillant avec moi toute réserve, dès notre première entrevue, à l'heure même où je pouvais le froisser par l'audace de ma sincérité sur sa conduite et celle de Lafayette, dans les tristes débats qui divisèrent les sociétés secrètes de 1822 à 1824. Béranger dit qu'il l'avait détourné d'y prendre part, il ne dit pas qu'il ait réussi, et lui-même sans faire partie des cadres, n'a rien ignoré. Conseiller intime de son ami, il put contribuer à sa sagesse, sans arrêter son dévouement et sa résolution qui ne fléchirent jamais, mais, jamais aussi ne précipitèrent aveuglément et par calcul, d'héroïques victimes, en des témérités, degrés assurés de l'échafaud. Toute cette partie de sa Biographie, sur Manuel, est pleine d'intérêt et de révélations curieuses ; de pareilles pages feront regretter qu'il n'ait pas continué les mémoires qu'il avait entrepris, et brûlé ce qu'il avait déjà écrit. Il a, comme il le dit, confessé tant de gens, grands et petits, vécu de la vie publique et de la vie secrète des Partis.

Ce qu'il fut par hasard et par nécessité à l'âge de 15 à 18 ans dans l'agence ou Banque royaliste de son aventurier de père, témoin du jeu caché ou du dessous de cartes social, il l'a été plus ou moins toute sa vie. Sa déposition manquera péniblement à l'histoire. Il lui eut épargné plus d'une erreur et expliqué plus d'une énigme.

*
* *

Visite de Joseph Bernard, conversation sur Béranger et sa biographie. Bernard a été depuis 27 ans un des plus intimes camarades de Béranger. Le nonchaloir, le goût des longues causeries, une sorte d'esprit malin les rapprochaient singulièrement et le doux sans-façon de Joseph dans sa fortune modeste attirait le poète. Il passait régulièrement chaque année trois semaines ou un mois dans sa petite maison de la Celle-Saint-Cloud. Le chansonnier apportait avec lui son petit paquet de linge, une heure après il était comme chez lui. Aussi était-ce à cet ami des heures paisibles, qu'il avait voulu d'abord confier le soin de publier sa biographie avec un commentaire sur ses chansons ébauché aussi par lui-même; commentaire qui s'imprime en ce moment, malheureusement à part et destitué du texte qui aurait singulièrement appuyé le commentateur, et donné l'attrait piquant de la comparaison et du jugement, rapprochés de chaque petite œuvre.

Naturellement, dans cette visite, la conversation devait tomber entre nous sur l'ami perdu qui occupe toutes les imaginations. Je remarquais les réticences, les discrets demi-jours, les énigmes quelquefois de ces pages diplomatiques et voilées de propos délibéré soit par goût, soit par calcul. J'interrogeais les souvenirs de Bernard. D'abord sur Judith. Cela paraît du moindre intérêt pour beaucoup, mais pour moi, non. La compagne de toute une vie et surtout des dernières années, n'aurait-elle été que la *Lisette* volage et trompeuse, parée fictivement des douces vertus de la *bonne vieille*, et cette bravache de la légende d'Alexandre Dumas et de Lamartine? Cela m'eût peiné. Il n'en est rien, heureusement, et voici le simple fond de la cavalière broderie du dramaturge et du poète. Pendant que Béranger, enfant de 8 ans, allait à la petite pension de l'abbé Chantreau, l'oncle de Judith, en effet, maître d'armes, amenait avec lui sa nièce âgée de 10 à 12 chez la grand'mère du futur chansonnier, et disait en plaisantant, et en riant, *cela manie déjà le fleuret*. Sur quoi Béranger faisait, en contant la réflexion. « Qui m'eût dit alors, et quelques années après, que je finirais ma vie avec cette petite voisine, à laquelle je ne prenais guère garde, pas plus qu'elle à moi sans doute. »

Il fut un temps où le bruit d'un mariage secret avait couru dans les chroniques des journaux. Bernard trouva un jour Béranger fort agacé et irrité de ces curiosités indiscrètes. Eh qu'est-ce que cela vous fait, lui dit Bernard, après tout si c'était vrai, qu'y aurait-il donc tant à dire, et pourquoi pas? — *Ah, vous voilà comme les autres, vous le croyez à peu près. Pourquoi pas? parce qu'il y a des femmes qu'on n'épouse pas.* A ce mot la figure de Joseph sembla dire : c'est différent, et Judith redevenait à ses yeux la Lisette aux dentelles et aux bijoux de suspecte origine. — *Oh! non, non jamais*, dit Béranger. — Quel obstacle donc? — *Devinez : le défaut d'ordre!*

Béranger était le modèle de l'homme rangé; dans sa petite chambre, dans ses papiers, dans ses affaires, tout était du soin le plus attentif, et Judith était précisément le contraire. Mais, direz-vous, comme Bernard et comme moi, n'avait-elle pas le gouvernement de la maison? Oui, tant que vous voudrez, reprenait le chansonnier, *comme gouvernante*, mais *comme maîtresse de maison*, jamais. *Je ne serais plus ce que je suis*, et alors nous serions ruinés au bout de deux ou trois ans.

Béranger avait, jusqu'à l'âge de 60 ans, fait bon marché de l'amour. Il mettait même une sorte de ton à ne s'en point piquer. Les femmes lui plaisaient comme un jeu et le passe-temps des heures

de joie. Il croyait même assez peu aux femmes vertueuses, aux femmes éprises de bonne foi, ainsi qu'aux hommes dévoués de cœur. Sa jeunesse se serait ainsi passée, folâtre et volage, selon la morale de ses gaités les plus décolletées. Mais à 60 ans, oui à 60 ans, il devint amoureux tout de bon et pendant quelques mois il tomba dans un désespoir si profond, qu'il allait presque jusqu'au dégoût de la vie. Le charme funeste à la fin tomba et le sage épicurien reprit le dessus. Quel en fut l'objet? Bernard en a gardé le secret.

*
* *

Récit d'une visite faite à Béranger, par Mlle Ad. de Montgolfier, qui lui avait mené son jeune parent Belloc, souffrant, espérant le distraire par la conversation d'ordinaire piquante et aimable du chansonnier, ce jour-là morose et silencieux. La bonne Ad. attendait toujours qu'un rayon de sérénité revint, et la mine du boudeur se renfrognait de plus en plus à mesure que la visite se prolongeait. Elle se décide enfin à lever la séance sur les signes répétés de L. Belloc, lequel au sortir la chapitre bel et bien. Et en effet, dit-elle, je remarquai alors que le soleil était brillant, le ciel beau, que c'était précisément l'heure de la promenade de Béranger, et j'eus alors le secret de sa réception peu aimable. Le bon homme est ainsi fait, aimant ses aises, et point du tout porté au sacrifice de ses petites heures et de ses modestes plaisirs. Il est vrai qu'il est tellement assiégé que même les amis les plus chers n'arrivent pas toujours à propos. Et puis il a ses caprices. On a avec lui des veines de faveur et des retours contraires, sans savoir pourquoi.

*
* *

Béranger né en 1780 rue Montorgueil: neuf ans à la prise de la Bastille. Pris de la fièvre du moment. Garçon d'auberge chez une tante du côté paternel, à Péronne, se forme avec quelques volumes de Voltaire. Un jour frappé de la foudre, pendant que sa tante exorcise l'orage avec de l'eau bénite, et cru mort. A son réveil, voyant sa tante agenouillée, se réveille de l'espèce de paralysie dont il était frappé avec ces mots. « Eh bien à quoi donc sert ton eau bénite ? » Réflexion sévère et bien triste, chez un si jeune enfant à propos de la prière ! A 14 ans garçon imprimeur chez M. Laisné à Péronne, suit les cours de l'Institut patriotique fondé par M. Ballue de Bellanglise, ancien député à l'Assemblée législative ; l'enfant perfectionnait, d'après le système de Rousseau, une éducation commencée à la Voltaire ; il apprenait à pérorer, à faire des motions, il était un des plus rudes discoureurs de cette école renouvelée des clubs.

A 17 ans, retour à Paris, auprès de son père. Il y trouve les mœurs du Directoire, se livre aux plaisirs faciles, à la dissipation, entreprend un poème épique, *Clovis*, compose des dithyrambes religieux: *Le déluge*, le *Jugement dernier*, le *Rétablissement du culte*, une idylle, *Pèlerinage*, et tente, ce qui porte ordinairement malheur, d'exprimer des pensées qui n'étaient pas les siennes, et des sentiments qu'il n'avait pas dans le cœur. Vient la misère avec le découragement. Il a lui-même raconté souvent comment, dans une heure de désespoir, il s'adressa à Lucien Bonaparte, et avec quelle bonté il fut accueilli. Recommandé à l'auteur des *Annales du Musée*, il travailla obscurément à la rédaction de cet ouvrage. En 1809 il entra, grâce à M. *Arnault*, au secrétariat de l'Université avec 1.200 francs d'appointements: c'est là que la Révolution le rencontra. La chanson *du roi d'Yvetot* avait ouvert déjà et marqué sa véritable carrière.

*
* *

Une anecdote sur Béranger. — Aux obsèques de M. Génin, 21 mai 1856. Resté longtemps avec Béranger, séparé de lui à l'église, réunis en sortant. Sa présence connue dans le quartier avait attiré un assez grand nombre d'hommes et de femmes du peuple. Sous le porche, l'une d'elles, proprement vêtue, de figure vive et assez jolie, s'avance : « Monsieur, il y a bien des années que je désire vous voir, je suis si heureuse, permettez-moi de vous serrer la main. » Béranger de la donner souriant, et, celle-ci de la presser, les yeux et les traits rayonnants, les larmes roulant sous la paupière. Ni lui ni moi n'allions au cimetière. Affaibli, les jambes lui manquant, il était venu en voiture et voulait s'en retourner de même. On était allé lui en chercher une, le chansonnier attendait, et la foule peu à peu grossissait ; nous prîmes le trottoir pour gagner la rue de l'Abbaye, je lui donnais le bras ; une dame de sa connaissance nous arrête au coin, et la foule de grossir, les femmes surtout nous pressaient. Les hommes, découverts pour la plupart, restaient en arrière, regardant de loin avec une curiosité respectueuse et en silence. La voiture tardait toujours, nous suivions la rue de l'Abbaye, il avait hâte de se dérober, mais, quoique avec l'appui de mon bras, il marchait lentement ; l'escadron coiffé nous suivait. Enfin vers le milieu de la rue voici le phaéton. Alors les femmes se pressent, et moitié charmé, moitié grognon, le poète veut leur faire entendre de se retirer. Mais le cercle se ferme et l'une d'elles (j'ai bien entendu tout le petit colloque). « Ah dame pardon, mais nous

avons droit ». « Comment, droit ? ». « Oui nous sommes les brocheuses de M. Perrotin », et une autre, puis plusieurs autres. « Oui, c'est nous qui brochons tous vos ouvrages, et, à chaque fois, on relit vos chansons, on les relit toujours ». « Tant pis, vous êtes des mauvais sujets, je le dirai à M. le curé. » (Il y avait un prêtre qui regardait de loin,) et les brocheuses de rire, de s'approcher, de prendre qui la main, qui la basque de l'habit. Je romps le cercle, j'arrive jusqu'au cabriolet, et je l'y fais monter en lui serrant la main, d'un adieu ému, doux et triste aussi pourtant. Oui triste, car je le quittais visiblement affaibli, le visage altéré, coulé, les jambes refusant le service, je ne sais quoi d'alangui dans les yeux, la voix éteinte. Cette ovation paisible, si respectueuse et si délicate dans son empressement, d'abord un peu gênant, m'attendrissait comme la dernière. Est-ce illusion ou pressentiment, lui-même avait l'air de la recevoir de même et toutes ses paroles, dans notre conversation, à la maison mortuaire, sur la route jusqu'à l'église et à sa sortie, avaient un accent singulier, comme de quelqu'un qui entend le rappel, selon l'expression du vieux maréchal Soult. Je note que Gerusez, étant venu sur le chemin lui faire ses compliments, se prit à dire : « On dit que vous nous préparez un nouveau volume ? » « Qui ? Moi, grand Dieu, oh non ! » ; et avec son ordinaire coquetterie « je voudrais bien plutôt relire, ou ce que j'ai fait, ou quelques-uns de ceux que j'ai faits » (je n'ai pas pu discerner au juste.) Sur quoi moi de répondre en riant. « Oh vous voulez donc régler vos comptes et vous mettre en bonne odeur, mais vous n'êtes pas si pressé, il est trop tôt » et lui de sourire, mais tristement.

Quelques instants après, racontant cette petite scène à un de ses intimes, J. Bernard, celui-ci me dit :

« Ah ! Béranger, je n'en suis pas content, et qui pis est, mon fils pense comme moi. Il l'a vu il y a trois jours, et il m'a rapporté la même impression que moi-même. Béranger lui-même en a conscience, répondant l'autre jour à ma question, comment allez-vous ? Bien, a-t-il dit, quand je dis bien c'est-à-dire que je m'en vais. Ah bah ! — Oui, je n'en dis rien, mais je le sens, je déménage. »

La conversation n'en fut pas moins vive et gaie, et assaisonnée même de ces jovialités, ou contes du moment toujours un peu grivois. Le bonhomme, si bonhomme il y a, achève sa soixante-seizième année en août.

En allant à l'église, je lui demandais des nouvelles de Judith. « Dame, elle approche de ses quatre-vingt ans ». Je la croyais plus jeune que vous, et je citais l'extrait de baptême de la chanson. « Non plus vieille, soixante-dix-huit journées et elle n'aime pas qu'on le lui rappelle. Du reste, toujours vigoureuse. Elle va toujours ».

Nous avons été par moments assez longtemps sans nous voir, mais à la rencontre, toujours même reprise des deux parts. Je fus un de ses bons et dévoués trompettes, non par flatterie, ni par mode, mais de cœur. Il l'a senti, et ne l'a jamais oublié. Puis *Manuel* était entre nous. *Manuel*, où est-il? et son nom, et sa gloire, et les institutions qui la firent, 1827? Tout à l'heure trente ans.

*
* *

Anecdotes de Bernard. — A propos d'une chanson qu'on lui attribue dans l'Atheneum anglais, à l'occasion de son ovation, aux cris de *Vive la liberté* ! aux obsèques de David.

Ne compose plus de chansons, et en tout cas les avouerait hautement comme tout ce qui lui arrive. Ainsi a reçu quelque temps dans un moment de gêne, une pension d'un riche industriel belge, et le disait à tout venant, et comme quelques-uns de ses amis lui faisaient observer qu'il n'y avait aucune nécessité de publier ce fait :

« Pourquoi pas ! et quelle fausse pudeur, lorsque je reçois, de ne pas avouer le bienfait accepté? »

Ne voudrait et ne pourrait rien écrire contre l'Empereur, à cause des relations de bienveillance qui se sont établies entre l'Impératrice et lui, voici à quelle occasion. On discutait chez l'Empereur des causes et des hommes qui avaient préparé son succès. Mais vous oubliez, dit le prince quelqu'un qui m'a beaucoup plus aidé — et qui donc ? — Béranger — et tous de s'écrier : « c'est vrai ».

« Aussi je voudrais bien lui témoigner ma reconnaissance, et j'ai plus d'une fois songé à lui offrir une pension. Il n'est pas riche, mais c'est un gros monsieur, et il ne me reviendrait que quelque rebuffade et pourtant vraiment je lui dois de la reconnaissance »,

et tous de convenir que le chansonnier n'accepterait rien et que l'Empereur ne pouvait s'exposer à un refus.

« Et si je tentais l'aventure moi, dit l'Impératrice, peut-être serais-je mieux reçue, au moins je ne risque rien. — Oh toi, c'est différent, fais ce que tu voudras ».

L'Impératrice se le tient pour dit et donne l'ordre à son secrétaire des commandements, Damas-Hinard, de voir Perrotin, le libraire confident de Béranger. Celui-ci répugne et résiste longtemps à porter le message au poète, craignant les coups de boutoir. Vaincu enfin, il se hasarde. Grosse moue et reproche.

« Dans quelle situation me mettez-vous : Vous deviez me laisser ignorer cela et répondre non, pour moi,

puisque vous saviez bien que je n'accepterais pas. Maintenant me voilà en belle situation, passer pour un mal élevé si je ne réponds pas. Eh bien, je vais dire non. Allez-vous en, je réfléchirai. »

Le lendemain Perrotin recevait une lettre, où en repoussant le bienfait comme n'en ayant nul besoin, le bonhomme exprimait combien il était touché, et déclarait que, si jamais il éprouvait quelque nécessité, l'Impératrice serait la première personne à laquelle il s'adresserait. De là ses réserves et ses liens un peu mis sinon sur la langue, au moins sur le luth satirique.

(*Publié par* Adolphe Lair, *correspondant de l'Institut*.)

(*A suivre.*) Paul-François Dubois.



LES COLONIES " OFFICIELLES " DE L'ALLEMAGNE

M. Dernburg, le nouveau secrétaire d'État pour les colonies, a quitté Berlin le 13 juillet dernier. Il va visiter les possessions africaines de l'Empire. Avant son départ, il a tenu à réunir autour de lui un certain nombre de commerçants et de gros industriels, afin de prendre leurs avis sur les questions relatives au développement du trafic entre la métropole et ses colonies. C'est que M. Bernhard Dernburg est avant tout un « homme d'affaires ». Il était à la tête de la Banque de Darmstadt, lorsque la volonté du « Plus Haut de tous » est venu lui confier le poste de directeur des colonies; et il faut que ses mérites soient bien transcendants pour qu'on ait fait taire, en haut lieu, certaines répugnances inspirées par ses origines israélites. La confiance du souverain lui a imposé une tâche très lourde : celle de relever, au point de vue économique, ces fameuses colonies que l'Allemagne a tenu, coûte que coûte, à acquérir. Il a déjà plaidé leur cause, de Munich à Berlin, dans une série de conférences retentissantes. Son rôle a grandi, depuis que le 4 mai il a été élevé au rang de secrétaire d'État, mais surtout depuis que les dernières élections, faites sur la question coloniale, ont donné libre champ aux ambitions du gouvernement impérial. Jamais il n'a été si souvent question des colonies allemandes; et ce n'est point un simple hasard ni le fait de certains scandales tels que les affaires Puttkammer et Tippelskirch. Car cette politique n'est nullement une fantaisie de souverain; elle a ses racines profondes dans le sentiment national. M. Dernburg le sait fort bien. Il sait que le bilan de l'entreprise n'est pas, jusqu'ici, très encourageant; mais il a l'espoir de relever l' « affaire » si les classes possédantes et laborieuses de l'Allemagne veulent bien prêter sur ce terrain, aux pouvoirs publics, un appui qu'elles ont mesuré jusqu'ici assez chichement.

*
* *

M. Paul Matter a dit tout récemment, ici même, les défiances de Bismarck contre les tentatives d'expansion coloniale, et comment il témoigna, au contraire, une certaine bienveillance aux annexions françaises d'outre-mer. Un empire colonial, pensait-il, est une source de faiblesse, tant par les combats qu'il y faut livrer, que par les conflits qui en naissent comme par enchantement. Et après lui, M. de Caprivi dira encore : « Le moins d'Afrique possible. »

Mais l'Allemagne ne pouvait longtemps échapper à la fièvre, à la « folie coloniale » qui finissait par gagner l'Italie elle-même. Sa population s'est accrue jusqu'à inquiéter les économistes; elle a passé de 24 millions d'âmes en 1834, à 46 millions en 1884, elle atteindra 60 millions en 1905. Or, ce prodigieux développement, qui est un signe incontestable de force, n'a pas entraîné pour elle une augmentation de son influence au dehors. Entre la population germanique et la race anglo-saxonne, les proportions se sont renversées depuis le XVIIIe siècle : 20 millions de Germains s'opposaient alors aux 9 millions d'Anglo-Saxons : ceux-ci sont aujourd'hui sur le globe au nombre de 135 millions, ceux-là, de 75 millions seulement. Et le plus fâcheux est que le triomphe des Anglo-Saxons tient en grande partie à leur puissance d'assimilation, car ils ont absorbé les millions d'émigrants qui ont abandonné l'Allemagne pour le Nouveau-Monde. Faute de colonies, la puissance prolifique de l'Allemagne n'a rien produit à son actif, et n'a été pour elle qu'une perte de forces vives. Elle risque même d'entraîner de redoutables conflits intérieurs : car des millions d'ouvriers enrôlés par l'industrie ne supporteraient pas avec résignation une crise de surproduction et de chômage, entraînée par le manque de débouchés, et la conclusion en serait sans doute un nouveau progrès de ce socialisme qui épouvante si fort le gouvernement impérial.

Et puis, l'Europe n'est plus le champ clos où se jouent les destinées du monde. L'Angleterre s'efforce de réunir autour d'elle les magnifiques colonies nées de son sang; la France consolide sa prépondérance dans la Méditerranée occidentale, la Russie se développe régulièrement en Asie, les États-Unis mettent en valeur les immenses ressources de leur territoire. Il y a vingt ans, il n'était point encore question de l'éveil des Jaunes ni de la puissance nippone. Mais déjà le « parti colonial » pouvait dire : « Que devient l'Allemagne au milieu de ces immenses empires?

Elle sera diminuée si elle ne s'organise, elle aussi, un vaste domaine d'outre-mer. » D'innombrables voyageurs rapportaient de l'Afrique des récits exaltés, et un courant d'opinion se formait qui ébranla jusqu'à Bismarck lui-même : « Le pavillon doit suivre le commerce, avouait-il. Il ne faut pas de conquêtes coloniales, mais seulement l'occupation des points que nos négociants nous signaleront comme lucratifs. Nous devons sacrifier à Hermès, non à Mars. »

Aussi la plupart des colonies allemandes doivent-elles leur origine à l'initiative privée. En 1880, un commerçant de Brême achète à quelques roitelets nègres le Sud-Ouest Africain, où s'étaient déjà installés de nombreux missionnaires ; en 1883, Nachtigall, envoyé par des négociants de Hambourg, occupe le Cameroun ; en 1884, une compagnie de colonisation se fonde pour exploiter l'Est Africain ; et la même année, l'Allemagne prend pied en Nouvelle-Guinée ; en 1887, une convention anglo-allemande délimite l'Est africain, au grand dam du sultan de Zanzibar. Puis, Bismarck disparaît, le vieil empereur cède la place à son petit-fils ambitieux ; il semble alors que l'Allemagne soit prise d'une fringale de territoires exotiques ; elle partage les Samoa, rachète les Carolines à l'Espagne, s'installe à grand orchestre au cœur du monde jaune, dans l'espoir d'obtenir, elle aussi, un morceau de cette Chine dont les puissances européennes, voici dix ans, pensaient disposer à leur gré...

Cet espoir a été déçu. Le partage de la planète est à peu près terminé, et l'Allemagne doit se contenter du lot qui lui est échu. Le Sud-Ouest africain, grand comme une fois et demie l'Allemagne continentale, et les régions saines de l'Afrique orientale, sensiblement égales au royaume de Prusse, quelques îles du Grand Océan, voilà ses seules colonies de peuplement, ou du moins habitables pour la race blanche ; le reste ne saurait constituer que des colonies de plantations.

L'ensemble des possessions allemandes englobe une superficie de 2.658.000 kilomètres carrés, dont 2.412.000 pour les seuls territoires africains. La population indigène s'y élève à environ 12.665.000 habitants (chiffres de 1906) dont 12.200.000 pour le continent noir. A n'envisager que ces chiffres bruts, ce domaine semble médiocre, surtout si on le compare à ceux de l'Angleterre (29 millions de kilomètres carrés et 350 millions de sujets), ou à celui de la France (6 millions de kilomètres carrés et 50 millions de ressortissants). Aussi bien la langue officielle évite avec modestie d'employer le terme de colonies : ce sont des « pays de protectorat » *Schutzgebiete*. Ce n'est là, il est vrai, qu'un artifice de juriste inventé pour prouver que ces territoires ne font pas partie intégrante de l'empire, et que par suite, le pouvoir du souverain ne s'y heurte à aucune limitation constitutionnelle. En fait, ce pouvoir s'exerce d'une façon à peu près absolue aux points de vue législatif, administratif et militaire. Les colonies ne sont pas représentées au Reichstag ; les gouverneurs tiennent de leur maître des attributions fort étendues. Le conseil supérieur des colonies, recruté arbitrairement par le chancelier, n'exerce aucune action sérieuse. En 1903, il est vrai, on a créé des « conseils de gouvernement » ; mais leurs avis demeurent facultatifs. En réalité, la seule limite apportée à l'arbitraire impérial résulte des droits financiers du Reichstag, qui, depuis 1890, doit voter les budgets de chaque colonie. On sait avec quelle impatience l'Empereur a toujours supporté cette sujétion, et comment il a profité des dernières élections pour donner à ses possessions d'outre-mer une organisation un peu moins étriquée : le secrétariat d'État pour les colonies a été enfin distrait du ministère des Affaires étrangères, et remis entre les mains de M. Dernburg, avec mission d'activer, si possible, la mise en valeur des possessions impériales.

* * *

Les résultats obtenus jusqu'à ce jour décourageraient ces pessimistes que Guillaume II ne peut pas souffrir ; ils sont fort loin des « possibilités » que l'on faisait jadis entrevoir à la nation. En particulier, le peuplement européen des colonies n'a guère donné que des déboires. La population allemande des colonies s'élève, en 1906, à 5.276 colons pour les possessions africaines, à 675 pour les îles de l'Océan Pacifique et à un chiffre indéterminé, mais qui ne saurait dépasser quelques centaines, pour Kiao-Tchéou. Voilà ce qu'ont donné vingt ans d'efforts : un peu moins de 7.000 âmes sur une étendue cinq fois supérieure à celle de l'empire ! L'armée, avec un effectif considérable de 18.693 hommes, n'est pas comprise dans les totaux ci-dessus, mais en revanche y figurent les missionnaires, les fonctionnaires et leurs familles, la gendarmerie, la douane, ce qui réduit l'élément colonisateur à des chiffres presque ridicules. Je sais bien que le mouvement d'émigration s'est beaucoup ralenti, en raison de la prospérité industrielle et commerciale ; que de plus, les émigrants que l'Allemagne envoie au dehors n'appartiennent plus guère à la race des pionniers et des défricheurs. Il n'empêche que l'Allemagne a envoyé depuis vingt ans (1884-1905) aux pays non germaniques près de 2 millions d'émigrés, sur lesquels 1.411.000 ont franchi l'Océan et 1.295.000 se sont établis aux États-Unis. Que sont, en regard de ces chiffres formidables, les quelques milliers d'Allemands campés

dans les *Schutzgebiete*? Nos voisins se sont beaucoup moqués de nos colonies de soldats et de fonctionnaires ; et cependant cette France, qui ne souffre certes pas de la surpopulation, a envoyé, entre 1882 et 1903, plus de 20.000 de ses fils mettre en valeur la petite Tunisie. A ce compte, les colonies allemandes devraient compter plus de 200.000 sujets du Kaiser. On a pu dire avec justesse que le jeune empire avait jadis des colons sans colonies ; aujourd'hui, il possède des colonies sans colons.

Mais, du moins, l'Allemand a-t-il tiré bon parti de ces vastes régions tropicales, où la colonisation est œuvre de direction, d'exploitation, plus que de peuplement? Les transactions commerciales ont-elles pris un essor qui justifie les dépenses engagées et les manifestations d'un orgueil quelquefois presque enfantin? Eh bien, non. Ces transactions sont, il est vrai, en progrès : 25 millions de marks en 1892 (importations et exportations), 47 millions en 1898, 60 millions en 1900; en 1904, déduction faite de Kiao-Tchéou dont le commerce se fait presque exclusivement avec la Chine, elles n'ont pas dépassé 90 millions. Et sur ce total, moins de la moitié revient à l'Allemagne : en chiffres ronds, 44 millions, dont 32 pour les envois de la Métropole à ses colonies, et 12 à peine pour les importations provenant des colonies. Que l'on compare ces chiffres avec le bilan commercial des colonies françaises : 875 millions d'échanges en 1905, dont 394 pour la mère-patrie. Encore faudrait-il remarquer que la présence des troupes destinées à combattre les Herreros a considérablement accru, au cours des dernières années, les exportations de Brême et de Hambourg. Même en acceptant telles quelles les statistiques officielles, les envois de l'Allemagne à ses colonies ne représentent pas 1/200 du montant de ses exportations, et les marchandises qu'elle en reçoit, 1/800 de ses importations !

***

A ces statistiques, les coloniaux allemands répondent que l'œuvre de mise en valeur est à peine ébauchée. M. Dernburg, en particulier, a fait observer que le réseau ferré est encore à créer. Les colonies allemandes ne possédaient, en 1905, que 1.102 kilomètres de chemins de fer en exploitation ; encore ce chiffre comprend-il les 415 kilomètres de chemin de fer du Chan-Toung, province chinoise. Des 597 kilomètres restants, 382, appartenant au Sud-Africain, sont presque exclusivement des voies stratégiques, 86 kilomètres seulement ont été construits par l'initiative privée. M. Dernburg considère avec raison l'extension de ce réseau comme la première étape de la mise en valeur des colonies. Le rail en Afrique est à la fois civilisateur, car il galvanise la vie économique de toute une région, et « payant », témoin les colonies anglaises de l'Uganda ou du Lagos, notre Sénégal, ou mieux encore le Congo belge avec sa ligne de Matadi à Léopoldville. On peut dire que les possessions germaniques sont à peu près dépourvues de moyens de communication. Un grand effort est nécessaire ; 935 kilomètres sont déjà en construction, et pour achever les lignes transversales du Togo et du Cameroun, construire le railway de l'Afrique orientale, jusqu'au Nyassa, M. Dernburg demande d'autoriser ces colonies à contracter un emprunt : ce sera le premier pas dans la voie de leur autonomie financière et administrative.

Beaucoup de personnes accusent les colonies de coûter fort cher. Le budget colonial n'a cessé de s'enfler : il est passé, de 18 millions de marks en 1897, à 156 millions en 1907 ; il a absorbé, en ces dix dernières années, 685 millions, sans compter un certain nombre de crédits spéciaux. Sur cette somme elle-même, 475 millions ont été absorbés par des dépenses militaires. Mais il ne faut pas oublier, répliquent les coloniaux, que nous sommes dans la période des frais de premier établissement ; l'Est Africain est en progrès, la crise du Sud-Ouest approche de son dénouement, le Togo est déjà en excédent de recettes et le Cameroun y sera demain. D'ailleurs, affirme le nouveau secrétaire d'État, les charges que cette politique coloniale impose à la nation ne sont nullement au-dessus de ses forces. Et à ce propos il fait remarquer que l'Allemagne s'est prodigieusement enrichie ; son patrimoine a subi, depuis vingt ans, une augmentation annuelle de 1600 ou 1.700 millions. En regard, les quelques millions du budget colonial sont peu de chose, s'ils représentent vraiment un placement de père de famille. Il y a plus : la classe ouvrière, que les leaders du socialisme essaient d'ameuter contre la politique coloniale, cette soi-disant entreprise de capitalistes rapaces, la classe laborieuse en retire au contraire de larges profits. Tandis qu'en effet les capitaux engagés dans une colonie naissante attendent quelquefois longtemps une rémunération quelconque, les ouvriers qui fabriquent les articles d'exportation touchent immédiatement leurs salaires. Nous ne suivrons pas M. Dernburg, dans ses calculs minutieux — et spécieux, — pour déterminer ce bénéfice, ainsi que la part contributive des ouvriers aux dépenses coloniales. Il n'est pas certain que les colonies allemandes rapportent aujourd'hui plus qu'elles ne coûtent ; mais il est probable que la situation changerait, le jour où la vie économique se serait intensifiée dans ces territoires jusqu'ici endormis.

Les Allemands sont-ils aptes à coloniser ? Pourquoi non? Sans remonter jusqu'à la Hanse, on peut leur reconnaître, aujourd'hui même, de remarquables aptitudes commerciales. Ils sont devenus marins à force de volonté. S'ils ont, au commencement de leur expansion, éprouvé quelques déboires, la cause doit en être cherchée dans un certain manque d'expérience. Il ne suffit pas de tenter, dans toutes les règles, la mise en valeur d'un pays, ni de l'administrer « bureaucratiquement ». L'Anglais et le Français même ont à ce jeu une supériorité incontestable acquise au prix de dures leçons ; mais pourquoi l'Allemand, avec ses qualités de méthode, de labeur et de persévérance, n'arriverait-il pas à égaler ses maîtres d'hier ?

Talleyrand disait : « Il faut donner du temps au temps. » Cela est vrai, surtout lorsqu'il s'agit d'entreprises à long terme, telles que la colonisation. Les étrangers se moquent des 7.000 Allemands établis dans les *Schutzgebiete*. Mais, quand les Anglais arrachèrent le Cap aux Hollandais qui le détenaient depuis cent cinquante ans, ils y trouvèrent en tout 26.000 blancs ; et la Virginie, après vingt ans d'occupation anglaise, ne comptait pas plus de 1.000 colons. De même pour l'exploitation du sol et les cultures. Le cocotier, le caoutchouc demandent une dizaine d'années avant de produire ; le café et le cacao sont dans des conditions analogues ; enfin les exploitations minières ne se créent pas d'un coup de baguette, surtout lorsqu'elles manquent de voies d'accès et d'une main-d'œuvre expérimentée.

Demander aux colonies allemandes d'être des centres de peuplement, le colonial allemand le plus enthousiaste ne l'oserait. On peut espérer, en revanche, sans trop d'optimisme, que l'Allemagne en pourra retirer des denrées alimentaires, des épices, et surtout certaines matières premières pour lesquelles sa vorace industrie demeure tributaire de l'étranger : à côté du café, du cacao et du riz, arriveraient le coton, le cuivre, le caoutchouc, le pétrole. Il est certains de ces articles pour lesquels les premières expériences sont déjà fort satisfaisantes. Le cotonnier, par exemple, n'a été introduit au Togo qu'en 1901 ; aujourd'hui l'exportation de la colonie accuse plusieurs milliers de balles. Si l'on se rappelle les pénibles débuts de cette culture en Amérique et en Égypte, dont la première fournit aujourd'hui 15 millions de balles et la seconde 2 millions, on est en droit, à cet égard, de bien augurer de l'avenir.

*
* *

Ainsi parlent les pangermanistes de la *Kolonialgesellschaft* ; de même s'exprime une presse savamment organisée et pour ainsi dire chauffée à blanc. Dans la nation elle-même, on peut observer quelques divergences d'opinion. La démocratie sociale, bien que le récent congrès de Stuttgart la montre déjà beaucoup moins intransigeante sous ce rapport, et une partie des électeurs du centre, demeurent hostiles à cette forme de la *Weltpolitik* ; mais le haut commerce et la grande industrie, dont l'influence est si considérable, sont acquis aux idées d'expansion coloniale. Ils ont déjà fait des placements dans les protectorats, ils en font chaque année de nouveaux, et ils considèrent la politique mondiale comme une conséquence logique du prodigieux essor économique de l'Allemagne.

Le peuple n'en est guère moins convaincu. Seulement il trouve quelque peu étroites les colonies « officielles », les terres où flotte le tricolore fédéral : cet « empire » lui semble, non sans raison, un appoint insuffisant pour le commerce : il ne fournit que quelques épices, du caoutchouc et de l'ivoire, les tribus équatoriales ne demandent que quelques mètres d'étoffes, de mauvais fusils et de l'alcool hambourgeois. L'Allemagne, venue trop tard, s'est bornée à ramasser les miettes du festin colonial, pays tropicaux, climats insalubres, inaptes à devenir une Australie ou même une Algérie. Et l'on ne voit nullement, chez nos voisins, se développer la tendance à aller chercher fortune dans leurs possessions d'outre-mer. Au Damaraland, à l'Afrique Orientale, voire même à Kiao-Tchéou, les Allemands qui s'exilent persistent à préférer les États-Unis, le Canada, les provinces méridionales du Brésil, ou sans aller si loin, l'Angleterre, les Pays-Bas, la Belgique et la France. Et c'est là la véritable colonisation germanique, où la race déploie cette activité merveilleuse, cette étonnante souplesse qui fait qu'on la rencontre aujourd'hui partout où il y a une place à prendre, un peu d'argent à gagner. Tous les prêches de M. Dernburg ne sauraient rien changer à cet état de choses, tant que l'Allemagne ne possédera, au-delà des Océans, que ses colonies actuelles.

Ses colonies *actuelles*... Elles n'ont guère d'avenir, depuis que le méchant Français a arrêté l'essor de Cameroun, que l'Anglais jaloux, *der neidische Britte*, monte la garde aux frontières des autres territoires africains, et que de récents accords diplomatiques ont interdit tout espoir d'expansion à Kiao-Tchéou. Mais il y a d'autres nations qui possèdent de riches colonies ; des peuples faibles détiennent ce qui manque aux peuples forts. Les Indes Néerlandaises valent mieux, à elles seules, que tout l'empire colonial de l'Allemagne : n'est-il pas contraire aux lois de la civilisation de les voir aux mains d'un État sans avenir ? Aussi bien les tentatives d'expansion sur le champ du voisin ne sont pas rares ; elles tournent généralement assez mal

comme à Canton (1903), à Missoum-Missoum (1905) ou dans cette récente affaire de Fernando-Po dénoncée par le député catholique Erzberger; et l'on n'a pas oublié les cris de la presse d'outre-Manche à la nouvelle de vagues négociations entamées par l'Allemagne pour acheter Madère au Portugal ou les Canaries à l'Espagne. Sans lui prêter, d'ailleurs, d'aussi noirs desseins, n'est-il pas encore certaines régions inexploitées, cette Mésopotamie qu'on représente parfois comme un Eldorado futur, ou ce Maroc qui semble prêt à tomber aux mains de la France comme un fruit mûr, un fruit dont nos voisins voudraient bien avoir leur tranche?

Il semble équitable que l'Allemagne puisse trouver un emploi lucratif de ses belles qualités et de sa force expansive, pourvu que son programme soit vierge de toute menace à l'égard des tiers. Plus elle trouvera outre-mer la récompense de ses persévérants efforts, plus il y a chance qu'elle soit satisfaite de son sort et de son lot. La cause de la paix ne saurait qu'y gagner. Le jour où notre voisine se sentirait enserrée dans des limites trop étroites pour ses besoins, ou, tout au moins, pour ses ambitions, ne prendrait-elle pas au sérieux la boutade de Bismarck: « L'expansion coloniale? C'est vers ses frontières de terre que l'Empire doit la chercher. »

MAURICE LAIR.



LA LETTRE DE BLAISE PASCAL A FLORIN PÉRIER

Les articles que vient de publier M. Louis Havet sur la coopération de Pascal aux découvertes du Vide, et sur l'hypothèse de M. Félix Mathieu, groupent et interprètent d'une façon magistrale tous les documents apportés au débat (1). C'est une admirable mise au point. Il en résulte que ces documents ne disent pas tout, n'éclairent pas tout: une obscurité reste, et le soupçon contre Pascal n'en est pas complètement dissipé. Qu'on me permette d'ajouter un *post-scriptum* à ces articles.

Voici deux faits nouveaux. Ils ne rectifient pas des erreurs de M. Havet, qui n'en a pas commise, ils complètent seulement ce qu'on sait, et ils font quelque lumière sur les difficultés pendantes.

Pascal a-t-il volé à Auzout l'expérience du Vide dans le Vide? ou du moins lui en a-t-il volé le profit? Cette expérience est-elle du mois de juin? Et Pascal a-t-il attendu cette expérience pour comprendre l'importance du conseil que lui aurait donné Descartes, et pour préparer l'expérience du Puy-de-Dôme?

Le P. Noël, jésuite — celui qui a eu avec Pascal de si retentissantes polémiques au sujet du Vide — a publié en 1648 trois ouvrages (ou plutôt le P. Noël a refondu deux fois et très profondément un premier ouvrage). Le premier ouvrage, en français, est *Le plein du Vide*; le second, en latin, est intitulé: *Plenum novis experimentis probatum*; et le troisième, en latin aussi: *Gravitas comparata hydrargyri et aeris*. Dans tous les trois, le jésuite nie le Vide, il croit à la présence de l'éther dans l'espace vide en apparence; mais de l'un à l'autre il change d'opinion sur la cause qui soutient le mercure dans le tube barométrique, et en même temps qu'il se met mieux au courant de la question, il se rapproche davantage de la vérité.

Eh bien la *Gravitas comparata* contient le récit et la discussion (dans le sens des *Plénistes*) de deux expériences: l'une, découverte il n'y a pas bien longtemps, *non ita pridem* (je suis en vacances loin de mes livres et je cite de mémoire) est de M. Pascal; l'autre, récente, *nuperum*, est de M. de Roberval qui l'a montrée lui-même au jésuite. La première est l'expérience « des deux tuyaux l'un dans l'autre qui montre apparemment le vide dans le vide »; l'autre qui se fait avec un vase « en forme de cœur » et deux tuyaux, est dans son fond la même expérience, mais plus compliquée et moins claire.

Donc nous avons un témoignage formel. En 1648, un homme de très grande autorité, dans un livre qui clôt une polémique retentissante, raconte l'expérience du vide dans le vide; il la raconte telle que Pascal l'a décrite dans sa lettre à Florin Périer, et il déclare que Pascal en est bien l'auteur. De plus le même personnage nous apprend (si du moins il n'est pas trop subtil de voir une différence entre *non ita pridem* et *nuperum*) que Roberval a repris et perfectionné cette expérience après un certain intervalle.

Et dès lors tout s'explique. Pascal fait une première expérience un peu grossière et de réalisation difficile, — difficile à cause de la grandeur des tubes (le plus grand a *six* pieds) de la quantité de mercure, et du tour de main qu'elle exige. Il ne la trouve pas concluante; elle ne l'est pas en effet. Quelques mois après Roberval se procure un dispositif plus ingénieux et plus maniable: il construit un véritable appareil de physique, et les expériences qu'il fait avec cet appareil sont beaucoup plus complexes et plus riches d'enseignements que celle de Pascal, et cette fois il est ébranlé dans ses premières convictions et il commence à croire à la colonne d'air.

La *Gravitas comparata* est implicitement datée

(1) Voir la *Revue Bleue* des 21 et 31 août, 7 et 14 septembre 1907.

par quelques érudits, au plus tard d'avril 1648. C'est une erreur, je crois ; mais en tout cas le livre est antérieur à l'expérience du Puy-de-Dôme, et postérieur à l'expérience de « la vessie de carpes ». En le plaçant en août ou juillet 1648, je ne dois pas me tromper beaucoup. Alors le *nuperum* s'applique à mai ou juin, le *non ita pridem* à 5 ou 6 mois avant. Cela vérifie parfaitement les affirmations de Pascal et s'accorde avec les documents découverts par M. Mathieu.

Et le témoignage de Pecquet, attribuant à Auzout l'invention de cette expérience ? Le dispositif dont parle Pecquet est différent du dispositif de Pascal et de l'appareil de Roberval. Cela suffisait. De même Clerselier attribue l'invention de la même expérience à Rohault, parce que Rohault a lui aussi créé un dispositif spécial.

Voilà pour le premier fait. Je passe au second. Le 2 mai 1648, le Père Mersenne envoie à Descartes, par l'intermédiaire de Huygens (n'ayant pas le texte sous les yeux, je ne sais si c'est Christiam ou Constantin), le « livre nouveau, latin, du Vuide du Père Noël ». On a le choix entre la *Gravitas* et le *Plenum*, je viens de dire que je crois la *Gravitas* postérieure, mais n'importe, que ce soit l'une ou l'autre, la conclusion que je vais en tirer sera la même.

Il est certain que la lettre de Pascal à Le Pailleur est antérieure non seulement à la *Gravitas*, mais au *Plenum*. Donc, incontestablement, la lettre de Pascal est antérieure au 2 mai ; elle est donc d'avril 1648 au plus tard.

Or, Pascal parle à Le Pailleur *des* lettres qu'il avait écrites il y a plus de six mois (je cite toujours de mémoire) à Clermont-Ferrand pour l'expérience du Puy-de-Dôme. La date et le pluriel prouvent qu'il ne s'agit pas de la lettre du 15 novembre 1647 à Florin Périer.

Alors il faut conclure (et rien n'est plus vraisemblable) que ces peines et ces soins que Pascal a pris pour faire l'expérience, et dont Auzout a rendu témoignage, ont consisté, en effet, à écrire dès septembre des lettres à Clermont-Ferrand, à arrêter les témoins, à s'enquérir des ressources de la ville en tubes de verre ou de cristal et en mercure, à fixer les détails pratiques, à vaincre l'inertie des uns, la frayeur des autres, que sais-je encore ? Et la lettre à Florin Périer qui n'a, en effet, nullement le caractère d'une lettre privée, serait comme le résumé officiel et littéraire de toutes les démarches et de toute la correspondance antérieure. C'est le morceau fait pour être imprimé. Et constater cela, ce n'est nullement constater que Pascal est un faussaire, un menteur et le voleur de la gloire d'autrui.

F. Strowski

L'INFLUENCE DE SÉNANCOUR

sur

A. DE VIGNY, M. DE GUÉRIN ET AMIEL (1)

Il me paraît fort possible qu'A. de Vigny ait beaucoup pratiqué Sénancour et vraisemblable qu'il lui doive quelque chose. De même pour Maurice de Guérin et pour Amiel, qui font partie de la même famille d'esprits, et qui vont témoigner à leur tour, pour peu que nous les en pressions, de leur fraternité d'âme avec lui.

« Songe, disait Vigny en 1831, à la fin de cette « Élévation » sur Paris, où il avait successivement évoqué Lamennais, B. Constant et les Saint-Simoniens :

... Songe qu'au-dessus de ceux dont j'ai parlé,
Il en fut de meilleurs et de plus purs encore,
Rares parmi tous ceux dont leur temps se décore,
Que la foule admirait et blâmait à moitié,
Des hommes pleins d'amour, de *doute et de pitié*,
Qui disaient : *Je ne sais*, des choses de la vie,
Dont le pouvoir et l'or ne fut jamais l'envie,
Et qui, par dévouement, sans détourner les yeux,
Burent jusqu'à la lie un calice odieux.

Qu'on se rappelle l'attitude indiquée déjà en quelques pages d'*Oberman*, cette lente conquête de la tranquillité intérieure dans la souffrance permanente, cette recherche obstinée de la vérité qui, bien loin d'exclure le doute religieux, y trouve au contraire son stimulant, ce renoncement absolu et cet ascétisme de pensée dont Sénancour, de 1809 à 1813, s'est peu à peu rapproché et qui arrive, dans *les Libres Méditations*, à son expression définitive et très noble, enfin cette existence recluse et douloureuse, où la douceur de souffrir par vocation se mêle à la pitié pour tous les maux humains : la rare et triste beauté de cette vie a dû frapper Vigny, et il n'aurait pas écrit autrement ces vers, où tout mot peut caractériser Sénancour, s'il avait voulu suggérer au lecteur averti l'image du philosophe solitaire. Il est difficile d'admettre qu'il l'ait ignoré ; et le connaissant, il ne put lui découvrir avec indifférence des sentiments aussi ressemblants à ceux qui firent, de sa propre existence, le charme austère et délicat.

L'idée de l'isolement nécessaire du génie, que Vigny met en œuvre dans son *Moïse*, est latente dans *Oberman*, — elle apparaît dans les *Rêveries* de 1809, elle est manifeste dans les *Méditations*. Celui qui a mission de chercher le vrai doit renoncer à toute joie : Oberman n'a pas su encore ou n'a

(1) Extrait de *Senancour 1770-1846 poète, penseur religieux et publiciste. — Sa Vie, son Œuvre, son Influence*, qui paraîtra prochainement à la librairie Fischbacher.

pas osé reconnaître sa vocation ; de toute son âme, effrayée de la solitude qui se fait autour d'elle, il aspire à vivre d'une vie commune. Et sans doute, il ne se déclarera jamais « l'élu du Tout-Puissant », — mais il reconnaîtra que sa destinée est bien toute dans sa pensée, obstinée et sans joie, il verra que le sage doit être triste, que la sincérité même et la continuité de son effort fait le vide autour de lui et que sa grandeur est de se passer de tout appui humain. Il le reconnaîtra parce qu'il y sera forcé, en déplorant de ne pas goûter au simple bonheur des hommes.

« Je voudrais être esclave afin d'être indépendant », disait encore Oberman : Vigny montrera que ce fardeau de la volonté responsable, qui pèse si cruellement sur l'homme prédestiné, est celui dont les hommes ordinaires sont le plus pressés de se débarrasser. Que vouloir, dans un monde où tout n'est que désordre et incohérence? Comment lancer un acte, alors qu'à peine émis il se développera et se transformera en une infinité de conséquences imprévisibles? Ne vaut-il pas mieux s'abstenir, vivre en soldat, sous une discipline qui absorbe, et, par là-même, justifie d'un coup l'emploi de notre volonté, — ou ce qui revient au même, en moine volontaire, vivant dans sa pensée comme dans une cellule. Briser la volonté, surmonter cette illusion dernière, qui survit à celle du cœur et de l'imagination, et qui nous impose d'agir, comme si l'action, tout aveugle qu'elle fût, possédait une dignité incomparable ; se donner pour seul devoir, devant la douleur universelle et la mort, seules certitudes, d'avoir pitié des choses qui passent, de répandre sur les maux qui nous entourent la douceur inattendue d'une plainte, enfin être un pur contemplatif, et, par la contemplation même, retrouver, à l'écart de tout dogmatisme, la seule forme d'action compatible avec cette nature humaine dont le privilège est de vivre « au sein des pensées », ce fut l'objet réel de Sénancour, et celui de Vigny.

Pareilles furent leurs conceptions de la nature. Tous deux la virent impénétrable : sans but, étrangère à l'homme, lui offrant de complaisantes apparences, où il peut croire qu'il contemple son destin, mais en réalité indifférente, et, plus qu'indifférente, sinistre, fabriquant la vie avec la mort et la mort avec la vie, sans nul souci des créatures qui s'agitent un moment pour jouer leur rôle inutile. Tous deux, cependant, étaient ramenés vers elle par un charme invincible : c'est Sénancour qui a dit, dans les Rêveries de 1809 : « Il voulait la nature muette, mais il l'entend encore. » Ainsi Vigny avoue dans une lettre qu'il l'a vainement blasphémée pour l'oublier. Ils l'aiment malgré eux, d'un amour tremblant, et qui a besoin d'être rassuré par la tendresse d'une femme : le poète de la *Maison du Berger*, qui porte en lui « tout un monde fatal, écrasant et glacé », pareil aux lugubres fantômes qui passent dans l'imagination d'Oberman, — le poète qui cherche l'affranchissement des misères sociales au sein de la nature, est trop en proie à la pensée critique pour se laisser enchanter par elle; il sait trop qu'il n'est en elle rien d'éternel, rien d'absolu. Mais il lui suffit d'avoir auprès de lui Eva, afin que son amertume se fonde en une pitié infinie, qui enveloppe toutes choses, qui exalte l'être aimé, et qui le réconcilie lui-même avec les fuyants et menteurs aspects de la nature. « Ne me laisse jamais seul avec la nature! » dit-il à celle qu'il aime pour « son pur sourire amoureux et souffrant ». Souvenons-nous des amours d'*Oberman*, de « cette grâce riante et fatiguée », de « ce calme de la douleur qui va si bien », à sa mystérieuse idole, de cette harmonie dans la douleur, qui rend tout autour d'elle leur charme aux choses flétries : n'est-ce pas Eva déjà? et, cette fois encore, ne tenons-nous pas un indice de ce que la sensibilité de Vigny se soit épanouie, où, si l'on veut, condensée et comme pénétrée de pensée, à l'image de celle de Sénancour?

Enfin, il n'est pas jusqu'au « pessimiste héroïque », dont Vigny n'ait pu reconnaître l'empreinte sur l'esprit d'Oberman. De tout son livre, nous verrons que l'opinion générale ne retenait guère que les lamentations et les invectives ; elle le condamnait comme un révolté et comme un découragé; c'était le juger incomplètement : au terme de sa crise, il découvre que la valeur de l'idéal humain n'est pas diminuée, parce qu'il est en dehors de l'ordre naturel, — qu'il vaut la peine d'être poursuivi, même contre toute espérance : « Périssons, s'il le faut; mais ne faisons pas que ce soit avec justice. » L'esprit pur crée par sa vertu propre un monde, — et ce monde est pour nous la certitude la plus solide, puisque nous en sommes les artisans recueillis et courageux : en ce sens, Vigny dira : « Fais énergiquement ta longue et lourde tâche. » L'on ne vit vraiment de la vie de l'idéal, qu'après avoir traversé le désespoir. Le poète des *Destinées* se souvenait-il de l'expression de *Candide* quand il montrait l'humanité partagée « entre la léthargie et les convulsions »? Ne se souvenait-il pas plutôt d'avoir rencontré chez Oberman cette même expression, dans une page où la frénésie d'activité incohérente qui dispute notre vie au sentiment accablant de l'ennui est évoquée avec le même accent déjà que dans les *Destinées*?

Vigny est un poète de génie, et Sénancour fut toujours une pensée un peu souffreteuse. Je ne veux ni diminuer l'un ni exalter l'autre pour les confondre. Mais si le scrupule de la pensée a tari la veine

poétique de Sénancour, peut-on nier qu'elle ait appauvri celle de Vigny? Son œuvre est courte : je ne l'en blâme pas. La raison n'en est pas seulement dans ses exigences de perfection, dans une certaine sécheresse verbale, mais aussi dans la nature de son inspiration. C'était, lui aussi, une âme repliée, hautaine, très enclose, et de qui les expansions étaient rares. Il n'admettait pas que le poète exploitât sa vie intérieure comme une mine abondante, sans cesse enrichie par des apports plus étendus; il répugnait au renouvellement et à la virtuosité. Tous deux sont des types accomplis d'aristocratie intellectuelle et sentimentale. Et il n'est pas indifférent de constater qu'ils se rencontrent dans une commune hostilité, non exempte de mépris, pour Chateaubriand.

*
* *

Vers le même temps, Maurice de Guérin, à qui G. Sand devait essayer de donner la gloire posthume, méditait habituellement *Oberman*. Il ne faut pas, d'ailleurs, chercher dans son journal intime le nom de Sénancour : mais l'omission est ici plus explicable encore que chez Vigny. Maurice de Guérin, quand il écrivait son journal, venait d'être confié par son ami Elie de Kertanguy à Lamennais : il n'ignorait probablement pas en quels termes Sénancour parlait de lui. Il ne pouvait brusquement se dépouiller de sa ressemblance avec un type de désolation qu'il faisait désormais profession de détester, — et il le pouvait d'autant moins que cette ressemblance était naturelle autant qu'acquise. Le mieux qu'il pût faire, ce fut de ne le nommer ni devant autrui, ni même au secret de ses notes personnelles, dans ce milieu où le nom d'Oberman évoquait sans doute toutes les perversions que l'incrédulité amène, chez les esprits perdus d'égoïsme orgueilleux et chez les volontés lâches.

Elles abondent, dans le journal de Guérin, les pages où survit Oberman. Voici Maurice à la Chênaie, triste au milieu des splendeurs de l'été (17 juillet 1833); « au déclin d'une belle journée », qui n'a pu l'arracher à la contemplation de son dénuement intérieur, il se retrouve « froid, glacé, insensible à toute impression extérieure, et souffrant, dans le peu de [lui] qui reste encore, des épreuves stériles et misérables. » Il se lamente, comme Oberman, de n'être plus sensible aux harmonies de la nature; il fait, comme lui, « abjuration solennelle de poésie, de contemplation, de toute sa vie idéale. » Il se promet de circonscrire sa vie « dans un cercle bien étroit de réalité », d'où il bannira tous « les beaux fantômes ». Et ce régime ne lui réussit pas mieux qu'à Oberman : la sécheresse le gagne; les heures « douces et expansives » se font plus rares. Il se débat contre le sentiment grandissant de son impuissance. Il se voit « pauvre, bien pauvre, pitoyable et entièrement incapable d'avenir ». En vain espère-t-il que la solitude le guérira, et qu'à vivre sur les lisières de la société, hors du tumulte des ambitions, il recouvrera une résignation habituelle dont la douceur lui sera suffisante : la solitude excite son mal : « Certaines facultés inquiètes et remuantes se réveillent et se lèvent, pour me tourmenter, la faculté de souffrance amère, les aigreurs, les dépits concentrés, les colères sourdes. » Les sensations « caressantes » qu'il reçoit de la nature ont bien pu « flatter la surface de son âme; mais, en pénétrant à l'intérieur, elles deviennent des irritants qui accroissent la puissance des facultés rêveuses et inquiètes ». Cela est d'un Oberman plus expert peut-être à s'analyser et à s'exprimer : — et qu'on voie si ces lignes ne sont pas une réminiscence des instants où Oberman s'aperçoit que le charme de sa souffrance est rompu, depuis que la nature a cessé de lui parler :

« Autrefois, mes douleurs étaient comme trempées, elles sont devenues arides... Je suivais au couchant ce qui se passait en moi dans la même heure, et le soir et moi nous nous assoupissions dans le même apaisement de douleur. Douceur calmante de ces lents spectacles, conformité de mon âme avec l'esprit des scènes naturelles, qu'êtes-vous devenues?... »

C'est encore Oberman qui inspire à Maurice, presque jusqu'à la lettre, cette expression imagée, fantastique, de son passé intérieur et de sa prédestination :

« Je regarde monter du fond de mon être des vapeurs qui s'en enlèvent, comme d'une vallée profonde, et qui ne contractent de forme qu'au souffle du hasard : fantômes indescriptibles, qui font leur excursion lentement et sans interruption... »

Et voici encore qui semblerait un pastiche d'*Oberman* :

« Comme dans une marche nocturne, je m'avance avec le sentiment isolé de mon existence, parmi les fantômes inertes de toutes choses. »

Cette vision lugubre du monde, cette mortelle hallucination c'est la forme extrême que prenait la maladie d'Oberman, — et il avait aussi de ces moments d'extase « tempérée et tranquille », que goûtait Maurice au Val de l'Arguenon, et « qui ravissent l'âme hors d'elle-même, sans lui ôter la conscience d'une tristesse permanente et un peu orageuse ».

D'ailleurs, comme Sénancour lui-même, il a dépassé la crise d'Oberman, — et l'on peut croire que l'auteur du *Centaure* et de la *Bacchante*, s'il avait

vécu, aurait donné l'œuvre d'un grand artiste. Il était chrétien, constamment et docilement soumis, sauf quelques velléités de paganisme, à une culture chrétienne. La vie, si dure qu'elle lui fût, n'a pas eu pour lui les rigueurs dont se plaignit Sénancour; — il avait auprès de lui des âmes choisies, infiniment tendres, pleines de soins délicats pour la sienne. Il n'avait pas la raideur d'esprit d'Oberman, ni ses partis pris philosophiques; il était plus prompt à avouer ses torts, ses péchés de mélancolie. Il avait un charme d'expression et une mélodie de style que Sénancour rencontrait peu souvent; enfin il est mort jeune, quand la vie commençait à lui faire un visage souriant. Tout cela contribue à le rendre, même en ce qu'il eut de morbide, plus sympathique et plus attendrissant que son aîné. G. Sand et Schérer en sont les témoins.

*
* *

Ainsi, encore une fois, sauf Vigny, qui seul aurait suivi le sens définitif d'Oberman, tous ceux qui ont produit une œuvre après avoir suivi la déprimante influence d'Oberman, semblent s'en être affranchis et l'avoir pour toujours oublié. Qui dira, cependant, ce que de longues habitudes de tristesse et d'examen intérieur peuvent donner, à l'œuvre future, de profondeur et de richesses? Je ne puis oublier, et j'y reviendrai, que Balzac a parlé plusieurs fois de ce livre, « l'un des plus beaux du siècle », de ce livre « magnifique », et qu'il le relisait : il le prêtait à Mme Hanska, en la priant de le lui rendre vite, parce qu'il en avait besoin. C'était au moment où il écrivait *Louis Lambert*, il vaut la peine qu'on s'en souvienne.

Mais il en est chez qui la crise s'établit à l'état chronique, et étouffe vraiment toute faculté créatrice. De ceux-là fut Amiel, et l'on peut assurer qu'Oberman est en partie responsable du tour que prit sa vie intellectuelle.

Le 8 décembre 1869, après avoir lu la *Philosophie de l'Inconscient* de Hartmann, Amiel écrivait :

« J'ai ressenti l'impression morne qu'*Oberman* m'avait causée dans mon adolescence. La tristesse noire du bouddhisme m'a enveloppé de son ombre. »

Schérer, qui le met, auprès de M. de Guérin et de Sénancour, dans la famille des « martyrs de la pensée », trouve « sa philosophie spéculative bien autrement vaste, sa psychologie morbide bien autrement curieuse, sa perplexité morale bien autrement pathétique ». Et il a raison, en ceci au moins que Sénancour n'avait pas, à beaucoup près, la puissance d'esprit d'Amiel, lequel avait reçu, des Allemands surtout, une culture philosophique beaucoup plus profonde. Oberman avait beaucoup lu, il avait médité Spinoza, Saint-Martin, les poèmes hindous : mais, s'il était capable de sentir fortement l'élément émouvant d'une doctrine, il manquait d'aisance au jeu des idées abstraites.

Cette supériorité d'Amiel ne peut faire méconnaître sa ressemblance avec Oberman. Et c'est leur portrait à tous deux que Schérer même semble faire, quand il définit les contrastes de l'esprit d'Amiel, et ce qui en faisait « la stérilité, l'ambiguïté, le charme ». Il aurait pu noter en l'un comme en l'autre :

« le sens religieux et les audaces de l'intelligence, le mysticisme et la curiosité de l'esprit, le courage et la faiblesse, l'ambition et l'apathie, la timidité et la fierté... la candeur et l'ironie, la désespérance et la frivolité, le goût des grandes choses et l'enfantillage. »

Et Sénancour se serait reconnu en ce qu'Amiel disait de lui-même :

« Analyse et intuition, patience et irritabilité, bonté et sécheresse, nonchalance et inquiétude, élan et langueur, indifférence et passion. »

Sénancour était en général moins net plus oratoire dans son examen de conscience : mais l'aveu de la duplicité intérieure est le même.

Et cette duplicité s'explique chez tous les deux par la même cause. Amiel parle souvent de son besoin de « totalité », d'infini. Le désir de l'absolu tourmente son esprit, qui ne trouverait de repos que dans l'absolu possédé. Il parle avec quelque mépris de ces êtres énergiquement subjectifs, qui trouvent leur satisfaction à être « quelque chose de particulier, de défini ». Et son aspiration intransigeante à la pure objectivité paralyse sa volonté : agir, n'est-ce pas accepter l'illusion, la professer? Tant que nous échappe la vérité complète, il doit répugner à notre probité de prendre dans le monde une place, une attitude, d'y exercer une action plutôt que telle autre. L'audace d'agir a pour condition première un parti pris. Ainsi, l'horreur d'être dupe, et la honte de se tromper volontairement s'entendent pour retenir Amiel devant toute décision. Tel était aussi le secret de toutes les irrésolutions d'Oberman : il veut tout comprendre, il voudrait que rien parmi les choses ne fût laissé obscur avant d'établir sa ligne de conduite; jusque-là, il se concentre et s'abstient. A l'origine de son évolution, il n'admet pas plus qu'Amiel un acte de foi dans la vie : entre une volonté tendue par l'ambition, ou une bonne volonté qui accepte de s'exercer au milieu du relatif et de l'incomplet, il ne ferait pas de différence.

Et tous deux ont ressenti devant la nature une même tristesse. Souvenons-nous des pages où Oberman demandait à quoi bon cet univers qui ne crée

que pour détruire, — puis lisons Amiel : « Cette rapide et inexorable expansion de la vie universelle, qui recouvre, déborde, engloutit les êtres particuliers, qui efface notre existence et annule notre souvenir, est d'une mélancolie accablante. » La vie humaine finit aussi par lui apparaître comme une tragi-comédie. Leur privilège à tous deux — et ils en éprouvent plus de douleur que de fierté, — est de ne pas prendre au sérieux la grande illusion. Ils savent, comme ils le disent à peu près dans les mêmes termes, que ce monde est une fantasmagorie : ils diront quelquefois « un symbole », celui d'une vérité intellectuelle, perceptible à l'esprit intuitif qui, partant de soi-même comme centre, embrasse par une extension progressive « d'analogies » le plan universel. Ils aspirent ainsi, de toute leur âme, à entrer « dans le sanctuaire divin de la contemplation ». Mais Amiel a médité profondément sur l'idéalisme de Berkeley, il s'est nourri de Fichte et d'Emerson : il a le génie hardi du métaphysicien, il va jusqu'au bout des thèses devant lesquelles s'arrêtait Oberman, frappé d'impuissance et de timidité : « Le monde n'est qu'un feu d'artifice, une fantasmagorie sublime, destinée à égayer l'âme et à la former. *La conscience est un univers.* »

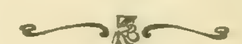
Il n'en reste pas moins que cette âme, éprise d'infini, éprouve devant l'infini, comme Oberman, « une involontaire angoisse, une mystérieuse épouvante. » Quand ils sortent de l'extase intellectuelle, ils se demandent : Où serai-je demain ? « Qu'est-ce que notre vie dans le gouffre infini? écrit Amiel, en termes très voisins de Sénancour. J'éprouve une sorte de terreur sacrée, et non plus seulement pour moi, mais pour mon espèce, pour tout ce qui est mortel... Dans cette stupeur muette, il y a une véritable angoisse... Je n'ose respirer, il me semble que je suis suspendu à un fil, au-dessus de l'abîme insondable des destinées... Finir ? quand le gouffre des désirs ineffables s'ouvre dans le cœur, aussi vaste, aussi béant que le gouffre de l'immensité s'ouvre autour de nous. »

A ce découragement assez emphatique, à cet affaissement de l'âme sous le poids de l'éternel problème, qu'elle va toujours soulevant, « comme le rocher de Sisyphe », il n'est qu'un remède pour Amiel, et c'est celui qu'a choisi Sénancour : « rentrer dans l'ordre, accepter, se soumettre,... et faire encore ce qu'on peut... Renonce au bonheur une fois pour toutes. » Je ne dirai pas, parce que je ne le puis savoir, chez lequel cette « immolation du moi » fut le plus près d'être parfaite. Mais il est bien sûr qu'Amiel, comme Sénancour, ayant eu « la désespérance précoce et le découragement profond », n'a jamais cessé de souffrir, malgré son « système impassible ». Il s'est consumé dans le regret de sa vie perdue. « L'extirpation du désir » même ne l'a pas apaisé : il a vécu plein d'une aspiration « immense et confuse ». Et il a craint, toujours comme Sénancour, que l'ascétisme intellectuel n'eût stérilisé sa pensée; il a souhaité, avec l'accent d'une désolation définitive, de retrouver ces grandioses rêveries de sa jeunesse « immortelles, cosmogoniques, où l'on porte le monde dans sa poitrine, où l'on touche aux étoiles, où l'on possède l'infini ».

Irai-je conclure qu'Amiel, sans Oberman, n'aurait pas été ce qu'il fut ? tout esprit est prédestiné, et l'est d'autant plus qu'il porte en lui plus d'originalité virtuelle : il *veut* être à toutes forces ce qu'il *doit* être; rien qui ne lui soit bon pour s'aider à le devenir. Mais Oberman fut probablement le premier grand mélancolique, le premier martyr de la vie intérieure, dont son âme adolescente eut la révélation : il en devait garder quelque chose.

C'est assez marquer l'action *morale* exercée par Oberman, celle qu'il risque fort d'exercer de tous temps sur les esprits ardents, animés à la fois d'un grand désir de vérité, et rongés par la critique. Beaucoup moins lu que René, parce qu'il est moins facile à lire, il est beaucoup plus dangereux. Car ce qui s'en dégage, ce n'est pas la voluptueuse mélancolie où l'on se complaît vers la vingtième année, — mais toutes les raisons qu'a un esprit sincère, s'il n'est secouru par une volonté saine, de désespérer de la vie. Les contemporains s'en aperçurent, et s'en effrayèrent : la mode *Obermanesque* était la plus funeste qui se pût imaginer.

JOACHIM MERLANT.



L'EDERA

—

(Le Lierre) (1)

— Moi ? répéta-t-il en arpentant toujours la chambre. Mes lèvres se dessècheront avant de révéler ton secret. C'est à toi de parler.

— Moi? dit à son tour Annesa.

— Je...

On frappa à la porte en bas. Annesa s'interrompit et ouvrit de grands yeux. Malgré ce qui était arrivé, elle avait souvent peur : il lui semblait impossible que son crime pût rester secret et impuni. Puis un triste et ardent espoir lui donna des palpitations.

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° du 6 juillet 1907 et suiv.

L'abbé Virdis hésita un moment avant de rouvrir les volets. Il s'arrêta, observa la femme.

— Si c'était Paulu! dit-elle tout bas, en le regardant avec frayeur.

— Tu le voudrais bien!.. Tais-toi.

Elle baissa les yeux, réfléchit à ce qu'elle ferait, si Paulu se montrait inopinément; elle se jetterait par terre, en fermant les yeux, se bouchant les oreilles, la bouche collée sur le sol, pour ne pas le voir, ne pas l'entendre, ne pas lui adresser la parole.

Et pourtant, quand l'abbé Virdis ouvrit les volets, et qu'une voix d'enfant supplia d'un ton larmoyant : « Monsieur Virdis, mon père ne va pas bien et voudrait se confesser », elle soupira désappointée.

— Est-il plus malade? demanda le prêtre?

— Beaucoup plus; c'est comme un cadavre. Il a vomi énormément de sang...

La voix de l'enfant tremblait.

Annesa crut voir l'homme à l'état de cadavre, et le sang qui lui sortait de la bouche. Elle se rappela son vœu.

« Je soignerai les malades; je fermerai les yeux aux mourants... »

Elle se leva, vit que le prêtre mettait son chapeau et se dirigeait vers la porte, en oubliant de fermer sur le balcon, et ne faisant plus attention à elle.

— Monsieur Virdis, puis-je soigner ce malade?

— *Anghelos Santos*! Ne bouge pas d'ici, reste là. Ce malade n'a pas besoin de toi. Je rentrerai bientôt.

— Si Zia Paulu me trouve ici...

L'abbé était pressé : il ne lui répondit pas. Mais il prit la lampe, sortit et ferma la porte à clef.

Annesa se laissa retomber sur le coffre et ne fit plus un mouvement.

Le chant du grillon, l'odeur du basilic, le scintillement de l'étoile, pénétraient encore par la fenêtre ouverte. Annesa eut l'impression d'être assise sur la marche de la porte donnant sur le jardin de dom Simone...

Et le charme, la tristesse, le désir de toutes les choses perdues l'assaillirent de nouveau.

« Qui m'empêche de retourner *là*? Si j'étais entrée! Pourquoi, pourquoi ne dois-je pas y retourner? Qui me le défend? L'abbé Virdis qui m'a enfermée à clef? Pourquoi n'y dois-je pas retourner?

Son désir devenait plus vif : elle était lasse, elle avait sommeil, elle avait la fièvre. Il était temps de retourner *à la maison*, de se recoucher dans son petit lit. Elle avait tant marché, dans l'ombre, au milieu des pierres et des ronces : il était temps de se reposer...

Voici qu'elle ferme les yeux, qu'elle s'assoupit. Une figure surgit soudain devant elle : c'est Zia Paula, la cousine bougonne de l'abbé Virdis.

— Qui es-tu? Qu'est-ce que tu fais là? Une femme ici? Ah, ce Micheli devient complètement fou; il est vrai qu'il l'a toujours été un peu. Va-t'en.

— Je suis Annesa, ma chère Zia Paula...

— Il n'y a pas de Zia Paula. Va-t'en. Je suis saturée des ennuis des autres. J'ai assez des miens...

Annesa se lève et s'en va. Elle marche, elle marche dans les ruelles sombres, elle arrive *là*, devant la maison de dom Simone. La porte est fermée : elle pousse le portail, il s'ouvre. On voit que Gantine est sorti à l'insu de ses maîtres, et qu'il a seulement tiré le vantail. Elle entre dans la cour, elle entre dans la cuisine, elle entre dans la chambre. La veilleuse brûle derrière la porte : Zio Zua est assis dans son lit et respire péniblement.

Annesa se jette sur le canapé et va s'endormir. Mais tout à coup elle se relève et regarde le vieux. Comment, il n'était pas mort? Elle ne l'avait pas tué? Que fait-il là, ce vieux? Pourquoi l'a-t-on remis là? Il est vivant! Il est ressuscité? Il parlera maintenant? Il l'accusera? Il faut fuir; il faut marcher encore; s'en aller bien loin.

Elle se réveilla et pensa aussitôt :

« Il faut marcher, marcher encore. »

*
* *

Un peu après, elle entendit rentrer l'abbé Virdis. Elle l'attendit, mais il tarda quelque temps à monter.

« Il a dû entrer chez Zia Paula pour l'avertir que je suis ici. Elle doit rudement bougonner, celle-là...

Zia Paula, au contraire, ne bougonna point. Elle dormait au rez-de-chaussée, dans une petite chambre aussi pauvrement meublée que celle du balcon. Lorsque l'abbé Virdis la réveilla et lui dit qu'il fallait cacher Annesa, au moins pendant quelques jours, Zia Paula se contenta de répondre :

— La manie te prend, maintenant, de cacher les gens, puisque tu ne peux pas cacher de trésors. Fais la venir ici, cette fille.

L'abbé Virdis conduisit Annesa dans la chambre en bas, et laissa les deux femmes seules.

Zia Paula ressemblait beaucoup à son cousin le prêtre : ils avaient toujours vécu ensemble. Un jour, elle avait endossé la soutane et mis sa perruque, et elle était allée chez donna Rachel : Annesa, en la voyant, l'avait prise pour l'abbé Virdis.

— Déshabille-toi et viens dans mon lit. Si tu ne veux pas te coucher avec moi, mets-toi au pied du lit, dit simplement la vieille.

Annesa se déshabilla et obéit. Le lit était assez large, et quoiqu'il ne fut pas trop moelleux, elle le trouva doux comme un lit de plumes.

— Ah! soupira-t-elle, voilà tant de nuits que je

dors par terre. Il me semble que je suis bercée dans un bateau...

— Où étais-tu, Annesa? Peux-tu me le dire? demanda Zia Paula, curieuse.

— Si vous saviez ! J'étais cachée dans la sacristie de l'église San Basilio.

— San Basilio ! s'écria l'autre, en faisant le signe de la croix. Est-ce Dieu possible? Et pourquoi n'es-tu pas revenue chez toi ?

— Je n'ai pas de chez moi, Zia Paula. Je ne suis pas revenue parce qu'on dit...

— C'est vrai, c'est vrai. On raconte que tu as fait mourir Zua Decherchi ; tu l'as fait enrager, et tu ne lui as pas donné sa potion. Est-ce vrai ?

Annesa ne répondit pas.

— Où iras-tu, Annesa? Tu ne retourneras pas chez tes maîtres?

— Qui sait? Maintenant j'ai sommeil. Laissez-moi dormir.

— Et Gantine? Tu ne l'as pas revu? Il rôde, comme un fou, dans tout le pays pour te chercher.

— Pauvre Gantine. Il est bien jeune !

La vieille insista. Mais Annesa ferma les yeux et retomba muette et fiévreuse, dans ses rêves douloureux.

*
* *

Elle resta encore trois jours cachée dans cette petite chambre qui prenait jour par une lucarne. De là, elle entendit la voix de Gantine qui était venu demander de ses nouvelles.

— Mon garçon, disait Zia Paula, Annesa doit être partie bien loin. Et elle a eu raison. A sa place, je serais allée jusqu'au bout du monde ; je me serais sauvée comme un chat échaudé.

— Mais pourquoi? Mais pourquoi? demandait Gantine, d'un ton larmoyant.

— Pourquoi? Parce que c'est comme cela. Cesse de te tourmenter, va. Annesa ne reviendra sans doute jamais dans ce pays.

— Ah, le vieux monstre ! S'il vivait encore, je le tuerais, moi ! Il nous fait souffrir, même après sa mort.

— C'est vrai ! c'est vrai ! sanglota Annesa dans la pénombre de la triste chambrette.

— Elle ne m'aime plus, reprit Gantine. Depuis longtemps, elle ne m'aime plus. Je m'en suis bien aperçu. Autrement, elle n'aurai pas agi comme cela, Zia Paula, elle n'aurait pas agi comme cela. Je comprends qu'elle garde rancune à nos maîtres, et qu'elle ne veuille plus retourner dans une maison où elle a tant souffert. Car c'est à cause d'eux...

— Là, là, tais-toi, mauvaise langue, interrompit Zia Paula. Ils n'y sont pour rien. C'est eux, au contraire, qui devraient dire...

— Qu'est-ce qu'ils devraient dire ?

— Enfin, si Annesa avait donné la potion au malade, il ne serait pas mort.

— La potion?... Elle aurait plutôt dû l'étrangler, elle aurait dû...

— Allons, allons, tais-toi, mauvaise langue.

Annesa se demandait : « Si Gantine savait, me pardonnerait-il? Peut-être que oui. Lui aussi *le* haïssait. Mais il ne saura jamais. Non, non, non. Va-t'en, Gantine, va-t'en. Je ne veux plus te leurrer, je ne veux plus tromper personne. »

*
* *

L'abbé Virdis a fini de lire son bréviaire. Il se lève, regarde sur la place, souffle et secoue la main. Le ciel est devenu gris ; l'étoile qui envoie son scintillement jusque dans la chambre est apparue au-dessus de la montagne, le grillon chante. L'abbé Virdis attend Paulu qui désire lui parler ; il attend le voiturier, Zio Sogos, qui doit lui apporter une lettre de Nuoro; mais Paulu ne vient pas, et Zio Sogos ne se montre pas. Et pourtant le courrier doit être arrivé depuis plus d'une heure ; l'abbé Virdis se décide à descendre à la recherche du voiturier, quand un vieil homme, misérablement vêtu, traverse la place et frappe à la porte sous le balcon.

— Montez ! Il n'est pas trop tôt ! dit l'abbé Virdis en s'éloignant du balcon.

Il alluma la bougie, chercha sa perruque, qui séchait sur une chaise, et se la remit encore humide de sueur; puis il ferma la fenêtre et ouvrit la porte. Zio Sogos montait l'escalier et soupirait.

— Nous ne sommes plus jeunes, Monsieur Virdis, nous ne sommes plus jeunes : on ne marche pas vite, à présent.

Il entra. Grand, voûté, avec une figure ridée, hérissée de poils gris, le voiturier avait l'air d'un mendiant.

— Eh bien, avez-vous vu ma nièce ?

— Je l'ai vue, je lui ai porté votre billet et voici la réponse.

— Asseyez-vous là un instant. Attendez.

L'abbé Virdis ouvrit bien vite la lettre, sans s'apercevoir que l'enveloppe était sale et en mauvais état, et il se pencha près de la lumière pour lire.

— C'est bien, dit-il ensuite, en repliant la lettre et en laissant l'enveloppe sur la table. Et maintenant, il faut que vous me rendiez un service.

L'homme, assis sur le coffre, auprès de la table, releva ses petits yeux tristes et humides, qu'il avait tenu toujours fixés sur l'enveloppe et regarda le prêtre.

— A vos ordres, Monsieur Virdis. Vous m'avez obligé bien des fois. Je vous ai toujours dit : Monsieur Virdis, je ferai tout ce qui vous plaira.

— Il faut que demain,... non, après-demain, vous conduisiez à Nuoro, dans votre voiture, une personne qui ne veut pas qu'on la voie partir de Barunei.

— Bien, j'ai compris, répondit vivement le vieil homme. Cette personne n'a qu'à aller à pied, après-demain matin de bonne heure, jusqu'au pont, et à m'attendre là.

— Et si vous aviez d'autres voyageurs ?

— Je le saurai demain soir; dans ce cas-là, je viendrai vous avertir.

— C'est bien. Et... silence, n'est-ce pas ? Vous entendez ?

— Oui, oui, soyez tranquille.

L'homme se leva et mit la main sur l'enveloppe.

— Paula, apporte à boire, cria le prêtre, du haut de l'escalier. Mais comme on ne répondait pas, il hocha la tête et dit :

— Allons en bas, je vous ferai donner un verre de vin ou si vous aimez mieux de l'eau-de-vie ?

— Du vin, du vin, répondit Zio Sogos, en serrant l'enveloppe dans sa main. L'eau-de-vie n'est pas mon fort.

Et il suivit le prêtre, en pensant :

« Mieux vaut l'emporter, cette enveloppe ; sinon, ce diable d'abbé Virdis est capable de l'examiner de plus près et de s'apercevoir qu'elle a été ouverte.

De son coin, Annesa entendit la voix du messager. Enfin ! La réponse devait être arrivée de Nuoro. Ah, partir ! partir ! S'en aller dans un lieu ignoré, parmi des gens inconnus; commencer une vie nouvelle, travailler, souffrir, oublier ! Elle ne pensait pas à autre chose.

Aussitôt Zio Sogos parti, l'abbé Virdis entra dans la chambre où était Annesa.

— Comment, tu es dans l'obscurité? Que fait cette maudite femme pour te laisser sans lumière ? Est-ce qu'on ne récoltera pas d'olives cette année ? Ne trouvera-t-on pas d'huile ?

— Oh, pour ce que j'ai à faire ! murmura Annesa. Et puis, la lampe est ici.

Elle se leva, chercha les allumettes.

— Voici la réponse de ma nièce, Maria Antonia. Elle m'annonce qu'elle a trouvé une place pour toi dans une famille de....

En apprenant la bonne nouvelle, Annesa eut presque un élan de joie ; mais soudain elle trembla, comme saisie d'épouvante, et elle laissa tomber l'allumette qu'elle avait frottée : la petite flamme violacée brilla et s'éteignit ; l'abbé Virdis se tut : et dans le silence et les ténèbres, la femme oublia tout le passé, tout le présent, pour écouter la voix de Paulu Decherchi.

— Que faites-vous, Zia Paula ? Où est l'abbé Virdis.

Il était entré dans la cuisine ; il parlait d'un ton grave, presque mécontent.

— Tiens, c'est vous, dom Paulu ? Micheli va venir. Montez donc dans sa chambre.

— Où est-il ? où est-il ?

— Montez, montez.

Zia Paula le précéda avec la lampe ; il fut obligé de la suivre.

— Qu'est-ce qu'il veut ? demanda tout bas Annesa, et le prêtre lui répondit :

— Je n'en sais rien. Je crois qu'il se doute, comme tout le monde, que tu es ici. Je te laisse la lettre, lis-la.... Je m'en vais. Du courage.

Elle frotta une autre allumette, l'approcha de la lampe ; sa main tremblait fort.

Elle déplia le papier et lut ces lignes grossièrement écrites :

« Mon cher oncle

« Je me suis occupée tout de suite de votre commission. Il y aurait une bonne place pour la femme que vous me recommandez. Le maître serait un riche propriétaire de Nuoro qui a sa femme âgée et pas d'enfants. Il y a pourtant de l'ouvrage : il faudrait faire beaucoup de pain d'orge pour les domestiques et travailler aux champs. Les maîtres sont de bonnes gens et traiteraient bien une personne recommandée par vous. Celle-ci peut venir dès demain, si elle veut. Notre santé est bonne, etc...

« Votre nièce,

« MARIA ANTONIA. »

Annesa lut et relut cette lettre, mais elle eut de la peine à comprendre. Ses idées étaient ailleurs, dans la chambre où l'abbé Virdis et Paulu parlaient certainement d'elle.

Que disaient-ils ? Que prétendait Paulu ? Elle aurait donné dix ans de sa misérable vie pour pouvoir écouter la conversation des deux hommes. Et elle se répétait le dernier mot que lui avait adressé l'abbé Virdis : Courage. Oui. Courage, Annesa. Courage, courage. Oui, courage pour lutter, pour vaincre, pour ne pas retomber dans l'abîme ténébreux du péché.

Dans la cuisine, on n'entendait plus aucun bruit : Zia Paula, qui était très curieuse, se tenait sans doute là-haut, l'oreille contre la porte de la chambre au balcon. Pourvu que les deux hommes ne fissent pas allusion au secret d'Annesa ! Non, c'était impossible. Paulu ne savait pas, ne soupçonnait pas, ne pouvait pas croire... Et l'abbé Virdis avait déclaré que « ses lèvres se dessécheraient avant de parler de *cela*. »

Non, ils discuteront seulement à propos de la disparition d'Annesa. Paulu dira : « Je sais qu'elle est

ici. Je veux la revoir; je veux la forcer à revenir à la maison. »

Et l'abbé Virdis soufflera et répondra : *Anghelos Santos!* Comme tu es entêté, mon garçon. Tu ne comprends pas qu'Annesa est partie bien loin, et qu'il ne lui convient pas de rentrer chez toi?

Un pas dans la cuisine; puis de nouveau le silence. Ah! oui, sans doute Zia Paula est montée jusqu'à la chambre et reste aux écoutes. Annesa en éprouvait du dépit et de l'envie. Elle aurait voulu sortir, elle aussi, grimper l'escalier, et se mettre à écouter. Vaincue par la tentation, elle replie le papier qu'elle a toujours tenu à la main, le repose sur la table, se dirige vers la porte, et l'ouvre tout doucement.



Incontinent elle vit Gantine, assis immobile sur le banc au fond de la cuisine. Il tenait les yeux fixés sur la porte d'entrée, mais il dut s'apercevoir de quelque chose, car il se leva immédiatement et jeta un regard autour de lui. Il ne vit rien. Annesa s'était retirée rapidement et avait fermé la porte, en s'y appuyant de tout son poids, comme pour empêcher le jeune homme de pénétrer dans la chambre. Quelques moments se passèrent. La voix de Zia Paula sortit Annesa de son trouble et de sa stupeur.

— Qu'est-ce que tu fais là? demanda, un peu inquiète, la cousine de l'abbé Virdis, en apercevant Gantine debout près de la porte de la chambre.

— Je vous attendais. J'avais presque envie d'emporter la marmite qui bout sur le feu, répondit-il, en affectant un air dégagé.

— Tu aurais fait une affaire bien maigre. Tu t'imagines qu'il y a du lard et des fèves dans ma marmite? Tiens, regarde, il n'y a que des pommes de terre. Assieds-toi, Gantine. Comment, tu n'es pas reparti à la forêt?

— Du moment que je suis ici, je ne peux pas être ailleurs.

Il se rassit; et le silence régna de nouveau dans la cuisine. Annesa écoutait, le cœur palpitant, et elle avait peur, qu'en s'en allant, Paulu n'entrât dans la cuisine et ne fit une scène en voyant Gantine.

— Oui, dit le jeune domestique, au bout d'un instant. Dom Paulu voulait que je reparte : mais je me fiche de lui. Il est enragé ces jours-ci ; il a le diable au corps; mais, moi aussi, j'enrage. Je suis furieux contre tout le monde, même contre vous, contre vous surtout.

— Maria Santissima! s'exclama la vieille, non sans ironie. Pourquoi donc es-tu si furieux, Gantine?

— Vous le savez bien pourquoi, Zia Paula. Annesa est ici; elle est cachée ici, peut-être est-elle là, derrière cette porte. Eh bien, qu'elle m'entende, si elle est là : il faut que je lui parle.

— Parle bas, supplia-t-elle, parle si tu veux, mais pas si haut. Annesa ne peut pas t'entendre. Que le diable soit aussi loin de nous qu'elle l'est d'ici.

— Elle est ici, elle est ici, dans la maison, répéta Gantine, d'une voix triste mais ferme. Ne mentez pas, ne blasphémez pas, Zia Paula. Je ne veux pas faire de scandale; à quoi cela servirait-il? A me rendre un objet de risée et de compassion. Mais que je me taise, que je ne dise rien, ah, pardon, non! J'ai joué trop longtemps le rôle d'un idiot. Maintenant, il ne faut plus m'en conter, Zia Paula, et je tiens à le faire savoir à celui qui le mérite.

— A moi? A moi?

— Oui, à vous aussi; et dites-lui bien, à elle, que j'ai deviné tout son jeu. Je ne ferai pas de scandale, je vous le répète, je n'enfoncerai point les portes, je ne crierai pas. Je ne suis pas méchant. Il y en a d'autres qui le sont plus que moi...

Il pleurait presque. Dominée par ce sentiment de tendresse presque maternelle que la jeunesse et le bon cœur de Gantine lui avaient toujours inspiré, Annesa eut, un instant, l'idée d'ouvrir la porte, de s'avancer vers le jeune homme et de lui adresser quelques mots de consolation; mais l'*autre* pouvait les surprendre, pouvait les voir, et elle ne voulait plus le revoir, l'*autre*!

— Ce soir, poursuivit Gantine, j'ai vu Paulu s'entretenir avec Zio Sogos, ils devaient combiner le départ d'Annesa; tous ces jours-ci, ils étaient continuellement ensemble. Et lui, Paulu, *mon maître*, il s'imagine que je ne sais rien, tandis que je sais tout. J'ai de bons yeux et de bonnes oreilles.

— Et moi, je ne sais rien, mon cher garçon; positivement rien.

— Alors, je vous le dirai, moi, ce qui se passe! Paulu veut épouser Annesa, et Annesa... n'est peut-être pas opposée à ce projet. Depuis longtemps elle n'est plus l'Annesa d'autrefois; elle ne m'aime plus, elle ne pense plus à moi. Elle n'a même pas voulu m'embrasser quand je suis parti pour la forêt. Je m'en suis allé triste, sombre, avec un mauvais pressentiment. Aujourd'hui, Paulu veut se marier avec elle, parce que, dit-il, c'est la faute de la famille Decherchi, si elle a été persécutée et calomniée.

— Comment sais-tu cela, Gantine? Tu te laisses aller à ton imagination, observa la vieille, émue et curieuse. Tu ne te trompes pas? Tu en es bien sûr?

— Non, Zia Paula, je ne me trompe pas. Les faits sont là. Pourquoi Annesa ne revient-elle pas à la maison? Parce que Paulu s'y refuse. Parce qu'il a eu et qu'il a continuellement de longues et violentes discussions avec sa mère et ses grands-pères. Il dit que son devoir est d'épouser Annesa, et eux le

traitent de fou. Il dit qu'il veut s'en aller dans les mines et emmener Annesa avec lui; donna Rachel ne cesse de pleurer; dom Simone a l'air de mourir de rage et de chagrin... C'est comme cela, Zia Paula... c'est comme cela, malheureusement!

— Mais Annesa n'en sait peut-être rien.

— Non, non! non, non! Elle est d'accord avec Paulu. Sans quoi elle serait rentrée à la maison. Elle ne revient pas, parce que... c'est une menteuse, une perfide, une traîtresse. Maintenant, je la déteste, et je ne me marierais plus avec elle, quand même elle aurait deux *tancas* de mille écus chaque.

— Mais alors pourquoi cherches-tu après elle? Que t'importe ce qu'elle devient? Laisse-la tranquille...

— Moi, je la déteste, je la déteste... répéta Gantine, mais d'une voix triste et monotone.

Derrière la porte, Annesa, émue et surprise de tout ce qu'elle avait entendu dire par Gantine, murmurait à part soi:

— Tant mieux! Tant mieux! Tant mieux!...

— Je cherche après elle?... reprit Gantine, ce n'est pas vrai: je me moque bien d'elle! Seulement je voudrais la voir pour lui dire que je ne suis pas un imbécile, que je ne veux pas être un jobard, qu'elle me fait pitié. Elle n'a jamais vu les choses qui lui crevaient les yeux; c'est elle qui a toujours été bête, et pas moi. Je suis un homme; je souffre et je souffrirai; mais je surmonterai ces épreuves, je l'espère, et je l'oublierai, elle; je trouverai une autre femme qui m'aimera. Mais elle, qu'est-ce qu'elle fera? Même si elle épouse le patron? Elle sera toujours la servante: Paulu la battra dès le premier jour du mariage; il fera retomber sur elle tous les malheurs qui l'ont accablé. Annesa a toujours été tourmentée et exploitée par *eux*, et elle continuera à être leur souffre-douleurs. Et moi je rirai, vous verrez que je rirai, Zia Paula!

En attendant, il ne riait point. Sa voix larmoyante et rageuse ressemblait à celle d'un enfant prêt à pleurer. Zia Paula ne savait que lui dire: elle allait et venait dans la cuisine, préparant la table pour le dîner, et commençant à s'inquiéter aussi à l'idée que Paulu pouvait descendre d'un moment à l'autre, et entendre les mauvais propos de Gantine.

— Du reste, poursuivit le jeune domestique, je vous assure que je ne m'en soucie pas le moins du monde. J'en trouverai, des femmes! Et de plus belles, de plus honnêtes, de plus jeunes qu'elle. Elle aura bientôt quarante ans, et moi, je n'en ai même pas vingt-sept: qu'elle aille au diable. Quand elle sera vieille, je serai encore un jeune homme.

— Mais justement: c'est ce que je dis. Pourquoi te tourmentes-tu donc tant que cela? Cherche-toi une autre femme; dépêche-toi. Il y aurait Ballora, la nièce d'Anna Decherchi, qui ferait bien ton affaire: elle a quelque chose, et...

Mais Gantine battit les mains, et s'écria avec colère:

— Taisez-vous! Pourquoi me parlez-vous de cela? Je n'y pense pas du tout, pour l'instant.

— Ne crie pas: écoute. Il me semble qu'ils descendent.

— Qui?

— Micheli et dom Paulu.

— Dom Paulu est ici? demanda Gantine en baissant la voix. Alors, il faut que je m'en aille.

Il se leva, resta à écouter. Derrière la porte, Annesa tendait aussi l'oreille, cherchant en vain à réprimer son angoisse.

— Je m'en vais, reprit Gantine, au bout d'un instant, avec une voix tout autre. Bonne nuit, Zia Paula. Je ne sais pas si je pourrai revenir demain. Si vous voyez Annesa, comme vous la verrez certainement, dites-lui de ma part: « Annesa, tu as tort de me traiter ainsi: tu as tort, parce que, s'il y a quelqu'un qui te veuille réellement du bien, c'est moi. Envoie-moi dire quelque chose. Je ferai ce que tu voudras. » Et puis vous ajouterez: « Même si c'est vrai ce que les gens disent, que tu as fait mourir le vieux, cela m'est égal. Moi, je l'aurais fait mourir un an plus tôt; je l'aurais étranglé, je l'aurais flanqué au feu! »

— Tu as de beaux sentiments, s'écria Zia Paula, tu iras tout droit en enfer.

— L'enfer est en ce bas monde, Zia Paula, répliqua Gantine en s'en allant.

Au moment de sortir, il s'arrêta et ajouta:

— Et puis vous lui direz encore: « Annesa méfie-toi de Paulu, c'est une vipère, et rien de plus. Il ne t'aime pas; s'il veut t'épouser, c'est parce qu'il croit que tu as tué le vieux à cause de lui, et il ne veut pas avoir de remords. » Ah, c'est un homme consciencieux, dom Paulu!

— Ah! une autre chose que j'ai apprise ce matin, conclut Gantine revenant de quelques pas en arrière. Vous lui direz aussi: « Annesa, il y a une sale femme de Magomadas, une veuve facile et riche, qui s'est vantée l'autre jour d'avoir rendu Paulu Decherchi amoureux fou d'elle, et de lui avoir prêté beaucoup d'argent la veille de la mort de Zio Zua; et qu'elle le lui a prêté parce que Paulu a promis de l'épouser. » Bonne nuit, Zia Paula.

— Attends, attends, implora la vieille curieuse, en courant après lui; mais il partit en promettant de revenir.

Appuyée contre la porte, les bras tremblants le long du corps, Annesa se sentait étouffer, comme lorsque, dans la nuit du crime, elle avait su que Paulu était passé, sans l'avertir, quelques minutes auparavant dans la rue.

Elle s'efforçait de ne pas croire aux paroles de Gantine, mais au fond, elle était persuadée qu'il ne mentait pas. Et elle se répétait, ivre de douleur et désirant être punie :

— Tant mieux ! Tant mieux ! Tant mieux.

*
* *

Paulu parti, l'abbé Virdis ne sortit pas de sa chambre, malgré les appels réitérés de Zia Paula. Les coudes sur la table, les doigts enfouis dans les poils roux de sa perruque, il répétait à haute soix :

— Que faire ? Que faire ?

Paulu lui avait déclaré qu'il voulait, à tout prix et en dépit de tout le monde, épouser Annesa. Il la considérait comme coupable, et c'est précisément pour cela qu'il tenait à se marier avec elle. Mais dans sa résolution, il y avait tant de rage, tant de rancœur, que l'abbé en avait été consterné.

— Ce serait le mariage du diable ! Ce serait le mariage du diable ! se disait-il, en s'arrachant les cheveux de sa perruque.

Il se releva brusquement et se mit à compter sur ses doigts ;

— Primo : Je ne crois pas à la résolution de Paulu. Cependant il est capable de se mettre à la poursuite d'Annesa et d'aller la rejoindre à Nuoro. Secundo : Je crois peu aussi au repentir et à la conversion de cette malheureuse. Ce qui m'effraie surtout en elle, c'est son manque de remords. En ce moment elle est en proie à une espèce de folie religieuse ; mais, si elle revoit Paulu, je parie qu'elle retombera tout de suite dans ses bras. Tertio : Si cela arrive, nous sommes tous perdus : eux, les deux malheureux, perdus les deux grands pères et la pauvre mère ; perdu moi, devant le Seigneur, moi qui n'aurai pas été capable de sauver une âme égarée. Nous sommes perdus, perdus...

— Micheli, est-ce qu'on ne dîne pas, ce soir ? Descends, tout est prêt.

Zia Paula se tenait sur le seuil. L'abbé Virdis la regarda sans la voir, et répéta d'un ton désolé :

— Perdus !

— Qu'est-ce que tu as perdu ? demanda la vieille, inquiète, en regardant par terre.

— Fais monter *cette femme* ; va, dit-il, en ôtant encore une fois sa perruque, et marchant en long et en large dans la chambre.

— Comment, tu ne descends pas, Micheli ? Tu lui parleras en dînant.

— Ce n'est pas le moment de dîner. Va !

— Je crois que ce serait le moment de conduire quelqu'un dans une maison de santé, grommela Zia Paula. Et elle descendit l'escalier en soupirant.

A suivre. GRAZIA DELEDDA.

(*Traduit de l'Italien par* M. ALBERT LECUYER.)

VILLAS MÉDICÉENNES

Florence est un lieu de pèlerinage où chacun va sacrifier à son sanctuaire de prédilection, les uns, disciples de Ruskin, ne veulent admirer et comprendre que Giotto, et passent du Chiostro Verde de Santa Maria Novella aux fresques de Santa Croce ; les autres, plus éclectiques, pénètrent avec respect dans la salle du chapitre de Santa Maddalena dei Pazzi et restent en contemplation devant le tryptique du Pérugin, devant ce calvaire qui a pour décor un de ces suaves paysages ombriens aux arbres grêles, aux collines amènes, aux lacs tranquilles, vus en cette heure exquise où le ciel se dore et où tintent les cloches de l'*Ave-Maria*. Ceux qui aiment la peinture profane et littéraire ne jurent que par le Botticelli de l'Accademia : ce *Printemps*, énigmatique, compliqué, vrai reflet des âmes néoplatoniciennes qui ont inspiré au peintre cette allégorie, pleine de charme quand même, avec ses trois Grâces, légères et vaporeuses, et d'une allure si *mesurée* que l'on croit entendre la mélodie sur laquelle se rythment leurs pas. Aux amateurs de portraits psychologiques, aussi éloquents que des mémoires, le palais Pitti et les Uffizi offrent de pures merveilles, depuis le Concertant de Giorgione jusqu'à ce jeune homme (peut-être le duc de Norfolk) aux yeux d'un bleu pâle et tout vêtu de noir, dont il fut dit : Avec sa beauté, son intelligence, sa passion et sa bravoure ombrageuse ce n'est point sa faute, s'il n'a pas eu d'aventures. La jeune patricienne, qui a nom Lucrezia Panciatichi, immortalisée par le Bronzino, a aussi ses dévots.

Chacun a son gri-gri esthétique, et, comme Ruskin, et avec autant de sincérité, chacun pourrait s'écrier en présence du tableau ou de la statue de son cœur : « Si tu en es charmé, tu peux comprendre Florence, mais si tu ne l'es pas, reste ici aussi longtemps qu'il te plaira, jamais pourtant tu ne comprendras la ville des lys rouges. » Il y a aussi des gens qui ont découvert le chef-d'œuvre inconnu, dans quelque coin ignoré, et qui n'en parlent qu'avec mystère, se réservant le plaisir jaloux, une fois rentrés au bercail, de contrister leurs amis : « Mais vous n'avez rien vu ! » leur disent ils.

Je ne voudrais pas agir comme cet égoïste et exciter les regrets des voyageurs qui, trop nombreux, négligent de visiter les environs de Florence ; mais je ne sais rien de reposant, après les dévotions artistiques, comme une après-midi passée dans cette campagne toscane, à faire quelques stations aux villas royales, à Fiesole ou dans le val d'Ema, en cette chartreuse moins superbe que celle de Pavie, mais d'une poésie plus intime, et d'où la vue est

d'une beauté si intense qu'on comprend la vie contemplative. On retrouve les horizons, les perspec tives des tableaux, on se pénètre de l'atmosphère dans laquelle a vécu toute la lignée des artistes de Florence ; et parfois on rencontre une figure de vierge qui semble sortir de la fresque d'un quattrocentiste ou de jeunes hommes élégants et sérieux, comme on en voit dans les processions de Benozzo Gozzoli, au palais Riccardi.

La plus éloignée de ces villas, Poggio a Cajano, est à mi-chemin entre Florence et Pistoie, au pied du dernier contrefort du Monte Albano. Elle fut bâtie en 1479 par Giulano di San Gallo pour Laurent le Magnifique, et c'est là que Lorenzo se livrait à l'un de ses plaisirs favoris, la chasse au faucon, quand il voulait se délasser de la politique ou des travaux intellectuels ; il y venait avec de joyeux compagnons, tel que le poète Pulci, célèbre chez nous par ces vers de Musset :

> Byron, me direz-vous, m'a servi de modèle,
> Vous ne savez donc pas qu'il imitait Pulci ?

Pulci, du reste, se prêtait mal à ces exploits cynégétiques, ainsi qu'en font foi ces vers de Lorenzo, extraits de *La Caccia col Falcone* :

> Luigi Pulci ov'è, che non si sente ?
> Egli se n'andò dianzi in quel boschetto,
> Che qualche fantasia ha per la mente,
> Vorrà fantasticar forse un sonetto.

Le fils de Lorenzo, le pape Léon X, fit décorer le grand salon de Poggio a Cajano, de fresques allégoriques rappelant la gloire de sa famille, et ce n'est pas une mince surprise que de trouver dans cette maison d'aspect bourgeois, avec son crépi jaune et ses volets verts, une pièce comme ce salon, d'une noble richesse qui fait penser aux splendeurs du palais ducal de Venise, et porte la marque du Mécène pontifical, digne descendant du Magnifico, mais plus fastueux que lui.

La salle est surmontée d'un plafond en berceau, orné dans les voussures des armes médicéennes se détachant sur un champ d'or éblouissant ; aux murs, quatre vastes panneaux complètent la décoration. Ici, c'est le *Retour de Cosme*, le père de la patrie (sous les traits de Cicéron) après son exil, octobre 1434 (Franciabigio) ; là c'est *Lorenzo* (personnifié en César), *recevant les hommages du Sultan* (André del Sarto) ; puis de Jacopo di Pontormo deux autres scènes : *le Banquet donné par Scipion à Syphax* (allusion à la fête offerte par Lorenzo au roi de Naples), et *Titus Flaminius renvoyant les ambassadeurs d'Antiochus* (allusion au rôle que joua Lorenzo, lors de la diète de Crémone (1482), à l'égard des Vénitiens.)

La fresque d'André del Sarto, est la plus curieuse, le peintre s'y montre l'harmonieux coloriste qu'il était parfois, et donne beaucoup de mouvement à la foule qui se presse au pied de César, assis au second plan sous un portique ; des deux côtés de la composition, et au premier plan, des hommes de tous les pays arrivent amenant des chevaux, des dromadaires, des dindons, des singes, des oiseaux « indiens », c'est là une nouvelle allusion aux goûts de Lorenzo pour ces ménageries, ces *Serragli*, qui, à Poggio, comme dans toutes les cours princières du xve siècle, faisaient partie du train de maison obligé et favorisaient la passion de la science.

Cette villa, en effet, était fameuse pour ses collec tions zoologiques, ses jardins, ses canalisations. Un contemporain de Lorenzo, Michel Verino, en fait l'éloge dans une épître latine, il nous décrit les champs arrosés par des ruisseaux limpides, il nous fait entrer dans les étables immenses dont le pavé est en dalle de pierre afin qu'elles soient toujours propres, il parle de l'abondance des cailles, des oiseaux aquatiques attirés par la rivière d'Ombrone, des faisans et des paons qui ont été acclimatés dans les bois voisins, des plantations de mûriers innombrables, nous révélant chez l'ami de Marsile Ficin et l'admirateur de Platon, des préoccupations de gentilhomme campagnard, et un amour nullement livresque de la nature. Dans sa *Silva*, Politien chante aussi Poggio, et devant les troupes d'oies et de canards et les vols de colombes, il pense à l'histoire romaine et à la mythologie :

> Et custos Capitoli gramina tondet,
> Multa lacu se mersat anas, subitaque volantes
> Nube diem fuscant Veneris tutela columbæ.

Tout cela n'est que souvenir, Poggio fait maintenant partie du domaine royal et sent l'abandon, c'est un désert où, aidé de vestiges artistiques, on se plaît à évoquer les temps du Magnifico et aussi la sombre tragédie dont cette demeure fut le théâtre et où, dans une chambre, on lit cette inscription : *E tradizione che queste ristaurate sale ospitassero nel secolo XVI la bellissima Bianca Capello.* A Poggio, un soir d'octobre 1587, moururent empoisonnés François, grand-duc de Florence, et sa seconde femme, cette *bellissima Bianca* ; ils avaient fait un repas en compagnie du cardinal Ferdinand, frère et successeur de François, qui était fort intéressé à cette disparition et se vengeait du même coup d'une femme à laquelle il avait voué une haine farouche..... ces drames étaient de tradition dans la famille.

La villa Careggi, où nous retrouvons Lorenzo, est située au bas de la colline de Fiesole, elle est d'un accès plus facile, mais on ne peut en voir que l'extérieur. La maison a plus de caractère que celle de Cajano, sans être somptueuse le moins du monde, toutefois elle a gardé ses créneaux, ses machicoulis

et son air médiéval. Cette villa fut achetée par Cosme, *pater patriæ*, grand-père du Magnifico, qui y mourut le 1er août 1464. C'est là que le futur Léon X, Jean de Médicis, passa sa studieuse jeunesse, et qu'eurent lieu les premières réunions de l'*Academia Platonica*, composées d'autant de membres qu'il y a de muses; à Careggi, chaque 7 novembre, en l'honneur de l'anniversaire de la naissance de Platon, se donnait un banquet, présidé par Lorenzo, entouré de ses amis, Marsile Ficin, Politien, Pic de la Mirandole, François Bandini, qui discutaient entre eux, éclaircissant ou développant les doctrines du philosophe grec et ainsi prêtaient à Florence un éclat intellectuel qui allait de pair avec la renommée de ses artistes et créait comme une nouvelle civilisation. Marsile Ficin pouvait dire : « Ce siècle est un siècle d'or; il a remis en lumière les disciplines libérales, presque éteintes, la grammaire, la poésie, l'éloquence, la peinture, l'architecture, la sculpture, la musique, l'art de chanter sur la lyre d'Orphée! et tout cela à Florence, » *Flos Italiæ!*

Vingt-huit ans après son grand-père, le 7 avril 1492, Lorenzo voyait venir ce qu'il appelait « le dernier soir de son hiver »; il s'en allait en pleine maturité à l'âge de quarante-quatre ans. A peine avait-il senti les premières attaques du mal qui devait le terrasser — la goutte, héréditaire chez la plupart des Médicis — il s'était fait transporter à Careggi, dans cette retraite chère entre toutes, où plus qu'ailleurs il pouvait jouir de l'intimité de ses amis. On connaît l'entrevue du mourant et du prieur de Saint-Marc, Savonarole, et l'on a souvent cité leur dialogue suprême. Le moine farouche demanda trois choses au Magnifico : avoir la foi la plus absolue dans la bonté de Dieu, restituer les trésors pris injustement — sur ces deux points Lorenzo répondit : oui — et enfin : rendre la liberté au peuple de Florence. A cette ultime injonction le mourant resta muet et se détourna de son interlocuteur. Savonarole serait alors parti sans donner l'absolution au pénitent. Tel est le récit du neveu de Pic de la Mirandole; d'après Politien, il n'y eut aucune lutte de ce genre à ce lit de mort et le confesseur pardonna, après quoi Lorenzo expira paisible, en pressant de ses lèvres un crucifix précieux : *Postremo sigillum crucifixi margaritis gemmisque magnifice adornatum, defixis usquequaque oculis intuens identidemque deosculans expiravit.*

La légende rapporte que des prodiges, comme à la mort de César, annoncèrent cette catastrophe; on raconte que le dôme de Santa Maria del Fiore fut frappé de la foudre, que les *palle* de l'écusson des Médicis se détachèrent de leur *palazzo*, qu'un lion de la ménagerie avait été dévoré par ses compagnons de captivité, entre tous signe de mauvais augure, et que de longues traînées de feu s'étaient projetées de la colline de Fiesole jusqu'à l'église de Saint-Laurent où, sans pompe, comme il l'avait demandé, devait être déposé le corps de Lorenzo; vrais ou faux, ces phénomènes indiquent du moins que l'événement auquel on les rattachait était une calamité publique.

En 1779, les descendants des Médicis vendirent cette villa aux Orsini; depuis, elle fut la propriété de Sir Francis Sloane et a enfin passé au professeur Segré qui ne permet pas de la visiter et dont les domestiques vous montrent les seuls jardins, non sans peine. Plus heureux que d'autres, Eugène Müntz, en 1882, a pu pénétrer dans ce sanctuaire, il y a vu le lit dans lequel Lorenzo était mort, mais ce lit, paraît-il, date au plus tôt du XVIe siècle!

« Aujourd'hui, écrivait Müntz, il faut une certaine force d'abstraction pour réussir à évoquer des souvenirs historiques en présence de carpets et de meubles anglais, alternant avec de médiocres peintures et sculptures, et produisant avec elles la plus étrange cacophonie. »

Le petit bambino ailé, tout sourire et rayonnement, qu'on a placé dans le cortile du Palais Vieux avait été commandé à Verrochio par Lorenzo pour la villa Careggi. Depuis 1883, dit-on, certaine salle serait ornée de fresques de Watts.

Les jardins n'ont pas l'étendue, ni la beauté d'autrefois — ils renfermèrent des plantes rares, apportées à grands frais, et servirent à l'étude de la botanique — mais cependant on se sent ému quand on foule ce sol et qu'à travers les arbres on aperçoit la silhouette de Florence, contemplée ici même par les yeux de Lorenzo; la tour du Palazzo Vecchio, le campanile de Giotto, le Bargello, la Badia, tout cet ensemble harmonieux, qui s'estompe dans le lointain sur un ciel un peu pâle d'avril, prend une beauté nouvelle.

On a sans peine accès aux villas médicéennes de Castello et de Petraja, réunies par un grand parc, si, comme pour Poggio a Cajano, on a eu soin de demander une autorisation au régisseur des domaines royaux, à Florence (Uffizi). Une eau-forte de Morghen, d'après un dessin de Zocchi, reproduit l'aspect de Castello au XVIIIe siècle, rien depuis n'a été modifié dans l'ensemble de cette villa.

Castello aussi fut habité par Lorenzo, la maison est toute simple, c'est presque une bâtisse; décidément les premiers Médicis ne tenaient pas à la beauté extérieure et ne voulaient pas étaler leur richesse aux regards du vulgaire. Les salons, les chambres, remaniés au XIXe siècle, pour les séjours royaux, sont arrangés avec goût, quoique sans luxe; les quelques toiles qui restent à Castello ont été jugées indignes de figurer dans les galeries floren-

tines et justifient ce mépris. C'est de cette villa que proviennent deux chefs-d'œuvre de Botticelli : le *Printemps* désigné aussi, dans un inventaire, sous le le titre de : *Venere e le grazie la fioriscono, dinotando la Primavera*, et la *Naissance de Vénus* (Uffizi) ; ces compositions, si nouvelles au xve siècle, disent l'influence que les savants, les philosophes ou les poètes épris d'antiquité, eurent sur cet art, précurseur de la Renaissance païenne ; on regrette que ces tableaux ne soient plus dans ce cadre primitif, sur ces murs où pendant trois siècles ils sont restés, témoignages vivants de la protection si intelligente des Médicis. C'est la manie de notre époque de déraciner les plus belles œuvres, de les cataloguer, comme des archives, de les entasser dans d'immenses salles de musées, et de leur faire perdre une grande part de leur signification... les fresques elles-mêmes voyagent et traversent l'Atlantique, hélas !

Le nom de Cosme Ier, le mari d'Éléonore de Tolède, est inséparable de Castello : ce premier grand-duc eut une vie intime sombre et tragique, mais il favorisa les lettres et les arts d'une façon éclairée. C'est lui qui fit dessiner le jardin de cette villa dont l'admirable ordonnance a subsisté ; il chargea de ce soin le sculpteur-architecte Tribolo auquel il avait déjà confié la création des jardins Boboli. Derrière la maison le terrain monte, dans cet espace très régulier ont été ménagés des parterres qui s'étagent devant vous, aux plates-bandes se mêlent de beaux arbustes enfermés dans ces vases florentins de terre-cuite discrètement ornés de guirlandes. Au milieu de ces plantations un rond-point vous offre un charmant décor — c'est une harmonieuse fontaine formée de deux conques superposées et surmontées d'un groupe : Hercule et Antée, par Ammanati, disciple de Michel-Ange, — cette fontaine est entourée de six belles statues. A l'extrémité du jardin se dresse une terrasse vraiment faite pour le plaisir des yeux : au-dessus de la balustrade s'étend un bois de chênes-verts, et des cyprès, de place en place, mais sans symétrie, s'élancent gracieux, formant rideau ; quelle toile de fond pour une scène de Roméo et Juliette, ces rossignols de l'amour, ou pour une conversation entre Benedick et Béatrice, ces merles de l'amour, comme les a appelés un maître contemporain.

Un escalier mène à cette terrasse d'où la vue sur la vallée de l'Arno et les montagnes bleues qui ferment l'horizon est délicieuse, avec de ci, de là, les premiers arbres en fleurs, roses ou blancs. Puis, sans sortir du domaine royal, en gravissant la colline, on arrive à la villa Petraja, très ancienne construction ayant gardé sa tour, célèbre par le siège qu'y soutinrent les Brunelleschi, premiers propriétaires de cette forteresse, contre les Pisans et le condottiere Sir John Hawkwood, en 1364. Autres beaux jardins qui se déploient sur la pente méridionale des Apennins, mais surtout autre fontaine de Tribolo, en marbre blanc veiné de rose, couronnée par une Vénus de Jean de Bologne, faisant penser à la déesse :

Qui fécondait le monde en tordant ses cheveux.

Sous la vasque et autour de la gracieuse colonne qui soutient Astarté, des sculptures légères — satyres à cheval sur des dauphins, amours se passant des guirlandes fleuries — animent cette élégante construction, synthèse de toute une époque et témoin du goût vraiment princier des Médicis du xvie siècle.

La Petraja, comme Castello, est meublée à la moderne, et fut le séjour de la Bella Rosina (Mme Mirafiore) au temps de Victor-Emmanuel, il Galantuomo. Les parois du cortile central sont couvertes de fresques de la grande décadence : le Volterrano, d'une couleur claire et d'un dessin lâché, y retraça avec emphase des événements de la Renaissance : l'entrevue de Léon X et de François Ier à Bologne, le couronnement de Charles-Quint à San Petronio, Cosme Ier recevant la soumission des Siennois, Catherine de Médicis trônant avec ses fils, etc.

Il faut ici accorder un souvenir à un jeune héros : Jean de Médicis, dit Jean des Bandes Noires, père de Cosme Ier, qui fut élevé, dans cette demeure aux fastes guerriers, par sa mère, Catherine Sforza, et nous rappeler le récit de Brantôme. Jean était au service de François Ier, il fut blessé au siège de Pavie (1525), et mourut des suites d'une autre blessure reçue à l'attaque de Borgoforte, il était âgé de vingt-huit ans. Il avait fallu lui amputer la jambe ; on lui disait qu'il choisît des gens pour le tenir et lui couvrir la face et les yeux, il répondit :

— Coupez hardiment, je ne veux personne, car vingt hommes ne me pourraient tenir quand ils l'auraient entrepris.

Le mal empirait, malgré l'opération ; il se vit mourir et s'écria :

— Comment faut-il que je meure ici entre des emplâtres ? Ce m'est un grand dépit.

En redescendant de Petraja, on trouve une villa du xviie siècle, celle du prince Corsini, bâtie par Antonio Ferri et dont une jolie « vue d'optique, » publiée à Paris au siècle suivant, indique la célébrité ; sur la façade a été placée une inscription à la mémoire de Robert Dudley, fils du comte de Leicester, le favori d'Élisabeth :

« In questa villa, già dei Rinieri, trovo per molti anni delizioso riposo e nel III Sett. 1649 morì *Roberto* DUDLEY, duca di Nortumbria, ricostruttore del porto di Livorno, autore dell' *Arcano del Mare* ; a tanto uomo Giovanni Temple Leader, biografo suo, il principe Tomaso Corsini annuente nel anno 1895 pose. »

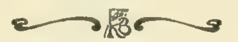
L'Italie a raison d'être fière de ses hôtes : à Pise, au palais Toscanelli, une plaque consacre le séjour de Lord Byron, et sur les rives de la Spezzia, Shelley a son monument...

Le bosco de la villa Corsini est planté de chênes-verts immenses qui doivent protéger des plus torrides chaleurs ; il est de peu d'étendue et bordé de cyprès séculaires, un banc de pierre ouvragée vous accueille à l'entrée et, au-dessus, un bassin dont les bords sont masqués sous la verdure ressemble à un miroir dans lequel se reflète la voûte sombre et touffue des arbres. Le peintre bâlois Bœcklin, qui demeurait non loin, a dû venir rêver dans ce bosquet et y chercher l'inspiration de quelques-uns de ses tableaux.

En chacune de ces villas, il y a un intérêt, un charme particulier. La salle de Léon X à Poggio a Cajano, aussi bien que les fontaines de Tribolo seraient une récompense suffisante, si l'on n'avait encore le plaisir de revivre l'histoire de Florence dans ces retraites patriciennes, évocatrices de jours glorieux.

En rentrant dans la Ville des fleurs, après ces petits voyages, on comprend mieux son harmonie et ses trésors d'art, on est vraiment plus italien et plus près des initiateurs du quattrocento et de la Renaissance.

Casimir Stryienski.



PORT BRETON

Un port, un humble port sur la côte bretonne...
D'obscurs bateaux, parmi le soir grave d'automne,
S'endorment. Des filets sèchent, pendus aux mâts.
Contre un pauvre clocher, ne faisant qu'un amas,
Des maisons de pêcheurs groupent leurs formes [vagues.
Un vieux môle, poli par trois siècles de vagues,
S'allonge. Des clartés s'allument çà et là.
Et le ciel et la mer planent sur tout cela...

Sur le quai, des gens vont et viennent. C'est diman- [che.
Couples, l'homme en béret, la fille en coiffe blan- [che :
Bonnes vieilles, formant un lent défilé noir,
Qu'un son de cloche appelle aux offices du soir :
Fillettes, qui déjà pensives, recueillies,
Pressentent l'avenir et ses mélancolies :
Mères en deuil, tenant un enfant par la main,
Qui passent, et parfois, s'arrêtant en chemin,
Fouillent, craignant toujours de nouvelles épreuves,
L'océan noir, faiseur d'orphelins et de veuves :
Vieux loups de mer, sortis pour consulter le vent
Ou remettre en état leur voitures, avant
De repartir demain pour de longues semaines.
Et toujours, encadrant ces figures humaines,
Leur donnant un relief plus saisissant encor,
La mer, la grande mer fait le fond du décor...

Puis le repas du soir réunit les familles.
Tous s'assemblent : parents, jeunes gens, jeunes [filles.
Les hommes sont les seuls à manquer quelquefois.
Qui peut dire combien l'humble port sous ses toits
Abrite en cet instant de drames ou d'idylles ?
Dans ce morne logis, muettes, immobiles,
Une mère, une femme, oubliant leur repas,
Songent au bien-aimé qui ne reviendra pas,
Et restent à rêver devant sa chaise vide...
Dans cet autre, un aïeul au doux regard préside
Au repas en commun de nouveaux fiancés.
Les jeunes gens sont là, pensifs, les yeux baissés.
Le promis est vaillant, la promise est jolie.
Dans l'air flotte pourtant cette mélancolie
Qui toujours baigne un peu les amours de marins...
Intérieurs changeants, maussades ou sereins.
Scènes d'humble détresse ou de calme bien-être.
Mais toujours on découvre à travers la fenêtre,
Que la peine ou la joie habitent la maison,
La ligne de la mer qui ferme l'horizon...

Ah ! la mer, ô pêcheurs ! qui mugit, qui palpite,
La mer, la mer immense et que seule limite
Cette ligne où le ciel se marie avec l'eau,
C'est elle qui toujours fait le fond du tableau.
Un peu d'elle se mêle à tout ce que vous faites.
Elle est de tous les deuils et de toutes les fêtes.
Elle pleure vos pleurs, frissonne vos frissons.
Vous la chantez un peu dans toutes vos chansons.
C'est elle, un jour berceuse et l'autre jour cruelle.
Qui vous parle de rêve et d'infini ; c'est elle,
Abîme devant qui la raison se confond,
Qui donne à votre vie un sens grave et profond.
Et vos gestes sont lents, vos paroles austères,
Et sur vos maigres champs, vos landes solitaires,
Sur tout ce paysage ému, deshérité,
Qui doit son charme triste à son humilité,
Sur vos pauvres maisons craintives et moroses,
Plane immuablement, donnant aux moindres choses
On ne sait quoi de grand, d'infini, d'éternel
Le tragique décor de la mer et du ciel.

André Dumas.



LA VIE INTELLECTUELLE DU PEUPLE MUSULMAN

Les arabophobes nient les facultés intellectives d'un peuple qu'ils considèrent dénué de curiosité et endormi. Il nous a plu d'étudier avec une attention bienveillante la foule musulmane et, contrairement à l'avis d'Européens qui veulent toujours prouver la su rématie de leur groupe ethnique, nous avons

admiré les tendances littéraires et philosophiques des mahométans.

Habitant de Paris, nous nous sommes rappelé le peuple parisien; Breton, nous avons évoqué les Armoricains et sans essayer d'établir de comparaisons, méthode impossible et injuste, nous nous sommes souvenu des lamentables beuglants, des brasseries et des auberges où, devant leurs verres d'alcools divers, la population la plus spirituelle de la terre se recrée trop souvent de ses travaux manuels.

C'est avec ces pensées que nous sommes entré un soir, rue Halfaouine à Tunis, dans un café d'une blancheur suave. Sur ses murs des cadres étaient suspendus. Ces tableaux fabriqués avec des feuilles d'or et d'argent, ajourées au ciseau, étaient doublés en papier rouge ou bleu. D'autres enluminures, exécutées directement sur verre, représentaient le guerrier égyptien, Arnous le moustachu, chevauchant son cheval noir et taillant des lions et des ennemis comme des côtelettes. Sous la calme projection de grosses lanternes accrochées aux plafonds, l'assistance, en vêtements de couleurs tendres, était accroupie sur les nattes, ne bougeait pas et s'abstenait de causer.

On entendait seulement la voix d'un homme à turban doré, assis sur une haute estrade. Cet Arabe lisait avec une science réelle de diction qui renouvelait son ton à chacun des personnages de son dialogue. Il maintenait sa main droite levée, l'index et le médian dressés et les autres doigts fermés. Tour à tour, suivant qu'il représentait un des deux héros de sa lecture, il tournait la tête à droite ou à gauche. En contre-bas de ce lecteur, un nègre couvert d'un capuchon de laine écoutait religieusement. Son nez et ses lippes dépassaient seuls l'étoffe. Près de ce noir, un artisan en veste bleue, mains croisées et yeux remontés vers les lanternes, s'extasiait. Sur les bancs à fuseaux rangés autour du lecteur, des ouvriers arabes, allongés sur le dos avec des poses contournées de sculptures indoues, jambes retournées, pieds en l'air, bras passés sous les mollets, ne perdaient pas une syllabe du merveilleux récit.

Parfois, au fond de la salle, des écouteurs, à croppetons sur des tapis, saisissaient un vase de cuivre gravé et buvaient une rasade d'eau comme pour faciliter la digestion de cette littérature. Puis, ils reprenaient leur immobilité et les heures coulaient tissées de belles images par la lecture. Les clients de ce café vivaient réellement un rêve. Orientaux d'esprit simple, ils n'étaient pas éloignés de croire à la réalité d'une écriture si bien traduite par un lecteur habile. Aux moments décisifs du drame, leurs grognements de colère ou leurs approbations soulignaient les passages.

A un certain moment le liseur ayant énoncé les charmes physiques extraordinaires d'une héroïne, les auditeurs captivés s'écrièrent tous ensemble :

« Allah soit loué qui nous donne de telles compagnes! »

La patience admirable de cette assistance formée de menuisiers, de maçons, de peintres, de tailleurs ou de petits marchands de légumes, n'avait d'égale que l'entrain du lecteur. Chaque soir cette foule harmonieuse venait écouter en ce lieu les histoires qui célébraient la grandeur des Arabes du Hedjaz, de l'Yemen ou de l'Andalousie. Ces cafés littéraires ne sont pas une exception dans la Medina tunisoise. Presque chaque rue compte un de ces établissements, où moyennant le prix d'une consommation à cinq centimes, café à la verveine, thé à la menthe, sirop à l'amidon et un autre sourdi (un sou) pour le lecteur, les artisans peuvent se griser d'images poétiques... Le goût du peuple musulman pour les fictions de l'esprit a suscité chez lui des bardes populaires. Ces improvisateurs, lorsqu'ils sont réputés, peuvent gagner de cinq à dix francs par soirée, chiffre considérable en Tunisie si l'on songe qu'un ouvrier indigène gagne 1 fr. 50 en moyenne.

Près de l'exquise place Halfaouine et derrière sa mosquée, nous devions entendre un des conteurs les plus fameux de la Régence.

Il tenait ses assises dans un amusant café dont les voûtes chaulées reposaient sur des colonnes à spirales vertes et rouges, sortes d'énormes mirlitons. A gauche, près de la porte d'entrée, se trouvait le fourneau en faïence bleue du kaouadji (cafetier). Une main de Fathma en porte-bonheur surmontait le fronton de ce petit autel dédié au moka. Aristocratique en son vêtement blanc, le cafetier chaussait ses pieds de babouches en cuir syrien et, sur sa tête, le gland soyeux de sa chéchia long comme une crinière, battait ses épaules lorsqu'il enfonçait prestement ses godets dans la cendre brûlante ou quand il courait sur ses jambes nues au milieu de ses clients.

Parmi l'attention d'une foule en burnous *ersassi*, bleu plombé, à l'usage des gens modestes, l'improvisateur en turban blanc comme un cheick de Mosquée, trônait sur un piédestal, une baguette à la main.

Le visage mat de ce Maure aux grands yeux noirs et mobiles captivait l'attention. Son nez courbe et mince, sa bouche petite, ses longues mains, aidaient à sa mimique passionnée. Il était assis sur une chaise et, à ses pieds, s'étaient tassés un patriarche biblique à barbe laineuse et un nègre d'une ébène si absolue qu'on ne pouvait distinguer aucun de ses traits dans la pâte noire de son visage.

Adossés contre les mirlitons des piliers, une douzaine de jeunes gens en veste groseille, prune

ou abricot, suivaient avec une satisfaction boniface les gestes du conteur.

Celui-ci, facétieux sans excès, remuait sa baguette, en frappait son turban, puis son pied, et les obligeait enfin tous à rire décemment. Seuls les éclats de rire du nègre résonnèrent comme les vibrations d'un tamtam. Le silence s'étant rétabli, l'improvisateur lança sa baguette comme un tambour-major, l'arrêta brusquement et la figure ennoblie, ses grands yeux de jais promenés sur les assistants afin d'éveiller leur curiosité, il commença son conte :

« Un jour Haroun al Raschild vit arriver un Arabe en larmes :

— On m'a volé ma fille, Khalife, aide-moi à la retrouver, s'écriait cet homme.

Le sultan la fit rechercher. On la rattrapa, car elle s'était sauvée.

Au lieu de la rendre de suite à son père, comme elle était miraculeusement belle, Haroun la mit dans son palais. Il fit prévenir l'Arabe. Celui-ci arriva plein de joie.

Le Khalife lui dit :

— Il ne convient pas qu'une femme admirable reste sans époux. C'est ta dureté qui obligea ton enfant à s'échapper de ta maison. A qui veux-tu accorder ta fille ? Comptes-tu lui faire épouser un cordonnier, un barbier, un brodeur, un chaouchia ? Quelles sont tes prétentions ? Voyons, parle ?

Le père réfléchit et répondit :

— J'accorderai ma fille Zorah au plus grand des menteurs.

— Pourquoi cela ? Es-tu fou ?

— Non pas, grand Khalife. Je le sais, les cordonniers, les barbiers, les brodeurs et surtout les chaouchias gagnent de l'argent avec leur peine, mais combien davantage un homme peut s'enrichir, s'il sait mentir avec propos en donnant à son mensonge les apparences les plus vraisemblables.

Haroun al Raschild se prit à rire et dit :

— Qu'il soit fait suivant ta volonté.

Aussitôt les plus réputés menteurs de Bagdad accoururent. Le premier s'écria :

— Je suis un chasseur unique. Lorsque je tire au sabot une gazelle, ma balle lui sort par la corne. Quel homme pourrait en faire autant?

Le père de la belle fille, dit :

— Explique-toi, chasseur?

— C'est facile. Au moment où je tire, la gazelle gratte sa corne avec son pied de derrière, et ma balle passe à travers les deux.

Après plusieurs mensonges inégaux en habileté, le fils du khalife se présenta lui-même. Il avait vu Zorah et il l'aimait. Il parla ainsi :

— Une fois que je roulais dans mon carrosse, je vis un grand chameau, la mâchoire pleine d'herbe. Or, la roue de ma voiture passa sur la tête de cet animal qui était debout, et cependant je ne versais point.

— C'est impossible, s'exclama le père.

— Pardon, répondit le prince, il y avait une excavation sur la route. Le chameau se trouvait dans ce trou et sa tête affleurait la chaussée. Ma voiture put toucher ses naseaux sans verser.

— Par Allah, voici le plus beau des mensonges, fit l'Arabe enthousiasmé. Zorah t'appartient »

Les auditeurs rirent à cette conclusion et l'improvisateur, mis en verve, frappa son oreille avec sa baguette, mit le doigt à ses lèvres et les yeux mi-clos, murmura :

— Et maintenant une histoire de Tunisie :

« ..... En ce temps-là, Mohamed Ben Knoussi, guerrier khroumir, faisait trembler le Bey. Il battait ses armées et razziait à son aise. Notre prince désespérait, lorsqu'il eut une idée. Il feignit de s'avouer vaincu et il envoya comme présent à Mohamed cent femmes et cent barriques de vin. L'ivresse et la volupté eurent raison du terrible kroumir. Bientôt défait, il fut pendu.

Ainsi donc, mes amis, buvons de l'eau et n'abusons pas de l'amour. »

Ce conte plaisant et moral fut approuvé diversement des vieillards et des jeunes gens, mais chacun, avant de se retirer, déposa pourtant deux sourdis dans le vase de cuivre disposé à l'entrée de la salle. Ainsi, chaque soir, dans ces cafés paisibles, les hommes du peuple, des jasmins ou des œillets à l'oreille et la tasse de kaoua devant eux, viennent écouter ces lecteurs et improvisateurs qui ressuscitent à leurs esprits fantasmagoriques d'orientaux, les visions des anciens royaumes de l'Islam. Bagdad, Ispahan, Le Caire, Cordoue, Grenade et l'Arabie éblouissante sont évoqués devant ces grands enfants amoureux de couleur, de lumière et de parfum.

Admirablement sobres et d'une tenue irréprochable, ils écoutent sans se lasser les lectures et les contes.

Ces dernières années des conférences scientifiques ou littéraires données à Tunis dans les quartiers populaires sont suivies par les artisans et les boutiquiers, beaucoup plus ardents à connaître que nos ouvriers déjà blasés. Ce peuple vieux comme le monde et demeuré à l'état d'enfance aspire obscurément à la science moderne.

... Lorsque nous traversions les rues, le vendredi, jour de repos, nous voyions accroupis aux seuils de petites échoppes peintes de vert ou de rose, des artisans en vêtements blancs penchés sur de vieux livres français illustrés. Ils les feuilletaient respectueusement sans pouvoir les lire. Devant les images

d'un « Tour du Monde » représentant des hommes de Nouvelle-Zélande et des oiseaux inconnus d'eux, ils s'arrêtaient longuement et ils commentaient ces dessins révélateurs qui agrandissaient pour eux la vie.

Dans le souk du cuivre, un dimanche matin, je trouvai des apprentis chaudronniers copiant au crayon la gravure d'une locomobile. Leurs doigts érugineux s'appliquaient et des lueurs d'intelligence illuminaient leurs visages devant cette mécanique. A ma vue, l'un de ces jeunes ouvriers balbutia :

— Ça, bono ! bono ! Ah ! Paris ! Paris !

Devant ses chaudrons, ce yaouled rêvait peut-être de construire la chaudière qui donnerait la force aux fellahs courbés sur les récoltes du blé.

L'existence contemplative du peuple musulman l'incline naturellement vers les travaux de l'esprit. Les écoliers, fils de petits épiciers djerbiens, de brodeurs ou de savetiers tunisois, apprennent à lire et à calculer avec une ardeur qui fait espérer la résurrection certaine des musulmans.

Le grand Koutab, fondé en 1906 par Si Khairallah, président de l'Association des lettrés musulmans, comptait 169 élèves en vingt-quatre heures et 250 en quelques jours. Jamais pareil élan ne se remarqua en France. Tout prédispose l'indigène aux besognes intellectuelles, son tempérament réfléchi, l'économie de la fatigue physique, l'immobilité nécessaire devant un pupitre, son imagination qui, sans cesse, à travers les trésors de la science contemporaine, ouvrira au peuple arabe des palais de Golconde moins fallacieux et plus nécessaires à son évolution.

Voici quelles étaient mes réflexions, une nuit, qu'accoudé sur un grand banc à fuseaux, peint de roses rouges sur un fond de bronze, j'écoutais un conteur, intarissable comme l'âme de cette foule orientale, grand réservoir d'énergie et d'action pour l'avenir.

Tandis que l'improvisateur, en turban doré comme son teint, parlait avec feu ou bien s'alanguissait suivant les périodes, des tourterelles, accrochées au-dessus de ma tête dans leur cage, mêlaient leurs roucoulements amoureux aux voluptueux exploits des héros de l'Islam. La fumée des narghilés bleuissait l'air sous les coupoles laiteuses du café. Un encenseur vint aromatiser la salle. A travers les volutes de l'oliban consumé, j'oubliais alors que j'étais un occidental attristé par sa demi-connaissance moderne, et cependant passionné pour l'avenir et l'association fraternelle de tous les hommes.

CHARLES GÉNIAUX.



Chronique

L'INSÉCURITÉ PUBLIQUE

De bien curieuses informations parviennent présentement des grandes villes de province. C'était, en septembre, le récit de cette manifestation organisée par les négociants de Marseille, suspendant durant quelques heures toute vie commerciale, pour protester contre la liberté du meurtre. Plus récemment, ce fut la plainte d'un honorable habitant de Rochefort qui, attaqué le soir par cinq militaires, s'écriait : « Il est honteux de voir des soldats arrêter les citoyens à chaque coin de rue en leur demandant dix centimes pour boire un verre, et en les menaçant de leur baïonnette. » C'est, presque chaque jour, la relation d'agressions commises dans la rue en plein jour, à Cherbourg, à Toulon, ou dans quelque autre ville.

Les « bravi » de Marseille, les « marsouins » des ports de guerre, les escarpes de partout rivalisent d'audace avec les « apaches » de Paris. Et ceux-ci, cependant, poursuivent leurs exploits, dont la renommée a franchi la frontière. Cet été, aux touristes parvenus aux flancs du St-Gothard, on offrait comme attraction, non plus seulement le fameux lever du soleil si plaisamment décrit par Alphonse Daudet, mais un spectacle cinématographique : « Les Apaches de Paris »! Lorsque le corps expéditionnaire partit pour Casablanca, certains journaux allemands dirent ironiquement, qu'il serait plus utilement dirigé contre les forbans des faubourgs de notre capitale.

Il faut bien reconnaître qu'en dépit des fantaisistes exagérations, la sécurité n'est plus très grande, dans bon nombre de cités, et dans quelques campagnes françaises. Bien des indiscrétions officielles en constituent l'irrécusable aveu : rapports des parquets ; doléances de la police surmenée et bafouée ; discussions qui se renouvellent ces jours-ci, au Conseil municipal de Paris ; projet même de M. Clémenceau, sur la réorganisation de la police marseillaise, etc...

* * *

La cause essentielle du mal, chacun la dénonce, c'est l'insuffisance numérique des services de sûreté. L'agent de la force publique devient un être rare ; l'espèce semble s'en perdre, comme celle de certains carnassiers.

Promenez-vous à Paris, vous aurez grand'peine à découvrir un képi de « gardien de la paix ». L'étranger en quête d'un renseignement doit parcourir deux kilomètres avant de rencontrer un seul de ces utiles « sergents ». Comme ces vieux vocables, l'institution qui s'en parait tombe en désuétude.

Un accident, une altercation surviennent-ils ? Un attroupement se forme, les interpellations, les injures s'entrecroisent... les carabiniers d'aujourd'hui font mieux que ceux d'Offenbach : ils ne surgissent point ; pas même après la dispersion des témoins !

La situation est pire dans les villes où les corps mili-

taires reçoivent la lie du contingent ou des engagements. Comme les mercenaires de jadis, ces chenapans continuent leurs méfaits sous le couvert de l'uniforme.

Dans les campagnes, le vagabondage sévit en permanence. Presque partout, la force publique est insuffisante ou inapte. Un exemple. Sur la frontière d'Espagne, à Hendaye ; un poste de gendarmerie s'y tient. Mais il a la surveillance du pont international de la Bidassoa, où passent des déserteurs, des malfaiteurs de tout acabit. Les gens arrêtés sont nombreux ; il s'agit de les conduire à une douzaine de kilomètres, au chef-lieu de canton. Croyez-vous que les gendarmes fassent le trajet en chemin de fer ou à cheval ? erreur, ils sont sans crédits, ni montures. Éreintés par ces marches forcées, ils ne peuvent exercer aucune autre surveillance ; ainsi le braconnage est libre.

La résultat est l'impunité absolue procurée à nombre de méfaits. Considérable, en effet, est le chiffre des délits « classés », sans que de sérieuses recherches aient visé leurs auteurs. Il est même des catégories de fautes d'avance garanties contre toutes conséquences fâcheuses. Ainsi, à Paris, il est de principe que les escroqueries ne donnent pas lieu à des demandes d'extradition, quand elles ne sont point d'un montant élevé. Dès lors, un employé malhonnête peut dérober un millier de francs à son patron : pourvu qu'il prélève sur cette somme moins d'une douzaine de francs (sorte de prime d'assurance) de façon à gagner par chemin de fer la frontière belge, il jouira là, en toute quiétude, du produit de son larcin.

* * *

Il n'est pas douteux que le scepticisme des chefs responsables, et la mollesse de leur personnel, n'aient également une influence néfaste.

Songez à l'infinie mansuétude acquise dans nos villes au trafic des Vénus de carrefour et aux exhibitions pornographiques ! L'étalage des feuilles obscènes, devant les innombrables kiosques ou petites librairies, est l'une des hontes de Paris. La vente d'images répugnantes s'exerce couramment sur les boulevards. Et l'on se souvient encore des paroles vengeresses — furieusement applaudies au théâtre Antoine — par lesquelles M. Brieux dénonçait le marché, qui se tient aux abords des écoles et flétrissait l'autorité complice !

De même beaucoup, fournisseurs déloyaux, serviteurs infidèles, se laissent aller à l'improbité, parce que le risque est mince, presque nul.

Ce dernier printemps fut marqué, dans le paisible quartier d'Auteuil, par toute une série de vols. C'étaient les mêmes escrocs qui s'y livraient, la manière demeurant identique, l'argenterie seule, notamment, étant enlevée. Alarmés, quelques notables allèrent demander au commissaire des mesures d'énergie.

On leur fit entendre, raconte la chronique, qu'ils n'avaient nulle raison de se plaindre. N'étaient-ils pas des bourgeois cossus ? Ne disposaient-ils point de domestiques ? Ils n'avaient qu'à faire monter la garde dans leurs maisons. Et par leur propre vigilance ils recouvreraient la sécurité perdue !

Une telle réponse n'étonnera point ceux qui ont approché certains chefs, cependant d'une pénétration et d'un courage éprouvés, de la Sûreté parisienne, et qui purent distinguer leur état d'esprit.

D'après ces gardiens suprêmes de l'ordre public, les citoyens devraient, à l'exemple des grands magasins, avoir à leur service des veilleurs et des gardes. Escroqués, ils procéderaient ainsi par leurs propres moyens aux recherches nécessaires. La police n'aurait plus qu'à arrêter les coupables.

Ne lit-on pas, d'ailleurs, dans les communications de ces fonctionnaires, que la capitale jouit d'une tranquillité exemplaire ! que les honnêtes ouvriers, les bons bourgeois, frappés du couteau ou de la balle, l'ont bien cherché ! Qu'allaient-ils faire dans les parages mal famés ? Le malheur est que ces lieux maudits soient si nombreux ; qu'ils comprennent tant de rues et d'avenues, et toute la ceinture de la capitale, avec les boulevards extérieurs, les bois de Boulogne et de Vincennes, vrais repaires d'assassins.



Le sentiment de ces chefs de service si aisément « satisfaits » n'est pas celui du gouvernement. Et sur son initiative, un ensemble de mesures propres à garantir la sécurité des citoyens, et à rassurer l'opinion, ne tardera point, sans doute, à être soumis au Parlement. Il en est grand temps.

Car enfin, quel est le devoir initial de l'État ? celui qui fut l'un des premiers dans l'ordre historique de leur apparition ? celui que les traités de droit public lui assignent avant tous autres ? c'est de veiller à la sécurité — intérieure et extérieure — de la population. C'est de protéger le droit des citoyens, et d'empêcher que, molestés, ils ne se fassent justice à eux-mêmes.

Dans notre pays de centralisation à outrance, l'Etat n'eut de cesse qu'il n'eût exproprié toutes les magistratures particulières, seigneuriales, ecclésiastiques et urbaines. Maintenant encore, il ne donne presque aucun moyen à des associations privées, telles qu'il en existe dans les pays anglo-saxons, pour remplir un rôle accusatoire. Et il interdit aux citoyens de porter les armes qui leur permettraient de se défendre.

Dès lors, ce devoir qu'il se réserve si jalousement, ce devoir primordial, que l'Etat l'exerce ! Qu'il ne le néglige pas plus longtemps pour vaquer à des attributions moins indispensables.

L'État moderne rêve de devenir l'unique ordonnateur de la société, l'unique dispensateur du bien-être. Qu'il ne fasse point comme l'astrologue de la fable, entraîné par la contemplation des étoiles, à perdre son chemin et à choir dans un puits. Qu'il n'agisse pas non plus comme ce valet de la comédie, emporté par un beau zèle, qui se piquait de divertir les hôtes de son maître, dont il oubliait de cirer les bottes.

JACQUES LUX.

Le Propriétaire-Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG
DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 15 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 12 OCTOBRE 1907

EN 1814
A LA SUITE DU COMTE D'ARTOIS

Correspondance inédite du marquis de Custine à sa Mère

La correspondance dont on va trouver ci-dessous d'importants morceaux a été écrite par un homme qui, s'il n'a pas laissé dans les lettres françaises tout le renom qu'il avait ambitionné, n'est pourtant pas un inconnu, car au moins un de ses ouvrages, *la Russie en 1839*, garde encore un peu de l'intérêt qu'il avait lorsqu'il parut. Pour le moment, nous n'avons pas à dire tout ce que fut la carrière du gentilhomme écrivain, mais seulement à en retracer les débuts pour faire connaître le caractère du jeune homme qui mandait à sa mère ce qu'on lira plus bas.

Astolphe-Louis-Léonor de Custine naquit le 18 mars 1790, au château de Niderwiller, près de Sarrebourg, en Lorraine, du mariage de Philippe de Custine et de Delphine de Sabran. Le mari, fort riche du revenu des manufactures de porcelaine qu'il possédait en Lorraine, était aussi imbu des sentiments libéraux qui commençaient alors à se faire jour de toutes parts, que convaincu des traditions militaires du système prussien. Frêle de corps et d'esprit féminin, il avait beaucoup de force d'âme et sut le prouver avec éclat. La femme, menue et gracieuse elle aussi, trop choyée par sa mère, la délicieuse comtesse de Sabran, devenue ensuite Mme de Boufflers, se trouva du cœur dans de pénibles circonstances et se montra plus courageuse devant la foule qu'elle ne l'eût été dans un salon. C'est la Terreur qui fournit à ces sentiments l'occasion de se manifester, en guillotinant d'abord le général de Custine, coupable de s'être laissé battre, et le fils Philippe, marié depuis six ans à peine, coupable de porter le nom de son père et d'en défendre l'honneur. Tant qu'ils vécurent, Delphine de Custine, insoucieuse du danger, sut leur ménager les témoignages de son affection. Et plus tard, rendue suspecte à son tour par ces procédés, elle connut les affres des perquisitions et des interrogatoires, la douloureuse incertitude des journées de prison.

Elle supporta tout avec une bonne grâce courageuse, dévouée à son fils comme elle l'avait été à son mari et à son beau-père. Ce fils, sur qui la mère veilla jalousement, fut confié, dans les heures de dangers, aux soins d'une nourrice, Nanette, dévouée jusqu'à l'abnégation. Puis, la tourmente passée, il fallut lutter encore pour lui conserver quelque chose de sa fortune paternelle. C'est à quoi s'employa cette veuve de vingt-cinq ans, qui n'était point insensible aux hommages adressés à sa jeunesse et à sa beauté, mais que l'amour maternel domina sans cesse. Une grande passion, méconnue et dédaignée, allait la bouleverser, sans lui faire perdre de vue ce qu'elle devait à ce fils sur qui elle avait mis tous ses rêves et tous ses espoirs. Le temps se rassérénait et on se reprenait au goût de vivre. C'est alors que Mme de Custine avait rencontré Chateaubriand, jeune, séduisant, déjà célèbre et personnel, assez tiraillé entre sa femme légitime, qu'il ne se souciait qu'à moitié de reprendre, et une maîtresse adorée que la phtisie consumait sous ses yeux. Mme de Custine eut l'illusion qu'elle pourrait lutter victorieusement contre tous ces sentiments, et surtout fixer désormais sur elle l'attention de ce cœur déjà blasé. Elle paya son erreur de sa tranquillité et de son bonheur et elle eut été plus malheureuse si elle n'avait eu son fils à guider dans la vie.

De ce côté encore, elle devait éprouver plus tard bien des déceptions qui lui furent cruelles. Mais, pour le moment, elles n'étaient pas venues et Mme de Custine pouvait avoir foi dans l'avenir de son fils. Elle l'avait préparé de son mieux, et suivant son propre caractère, tout en contraste, aimable et sauvage à la fois, impérieux

et résigné. Tantôt à Paris et tantôt en Normandie, dans sa terre de Fervaques, près de Lisieux, elle veillait sur l'éducation d'Astolphe, non sans avoir recours aux conseils de Chateaubriand, dont l'opinion n'était guère suivie. Contre le sentiment de celui-ci, Mme de Custine avait confié son fils à un précepteur allemand nommé Berstœcher, que Chateaubriand appelait un tribun, et qu'elle s'obstina à garder toujours. C'était un esprit honnête, ardent, plein de générosité, lui aussi, et d'illusion, dont l'action se fit sentir sur son élève. Partagé entre tant de tendances diverses, isolé entre deux personnes qui s'occupaient de lui avec des vues si peu assurées, celui-ci devenait de plus en plus, en prenant de l'âge, inconsistant et incertain. De la fréquentation de Chateaubriand, il avait pris une sorte d'ambition littéraire, le désir de gagner ainsi la renommée et encore quelque indépendance d'esprit, tandis que de Mme de Custine, liée aussi avec diverses personnalités impérialistes, en particulier Fouché, — et plus qu'on ne le voudrait pour sa mémoire, — il tenait une certaine philosophie accommodante et un scepticisme politique fait d'insouciance et d'indifférence.

Pour parfaire l'éducation d'Astolphe et aussi pour l'éloigner le plus possible du recrutement impérial, Mme de Custine se prit à voyager. Au début de 1811, elle part pour la Suisse et l'Italie, à la recherche d'impressions nouvelles pour elle et pour son fils. Si le souvenir de Chateaubriand est toujours présent à son esprit, si elle se préoccupe des suites que peut avoir pour lui l'opposition qu'il fait à l'empire, elle a noué des amitiés nouvelles qui donnent aussi un autre cours à ses idées et détournent la mobilité de ses sentiments. Mme de Custine amène avec elle le Dr Koreff, cet israëlite prussien, sceptique, gouailleur, un peu bouffon, plus psychologue que savant, dont il a déjà été question ici même, qui doit veiller sur la santé du fils et n'est pas moins nécessaire au divertissement de la mère. C'est ainsi que la petite troupe se rendit à Rome, où elle parvint le 12 décembre 1812.

On y passa l'hiver, jusqu'à la fin d'avril 1813 Rome était alors une préfecture française, et notre occupation n'y avait certes pas diminué le goût des plaisirs. Un préfet, homme d'esprit et de tact, le comte de Tournon, y présidait fort habilement, et Mme de Custine et son fils, qui s'étaient vite liés avec ce fonctionnaire d'élite, trouvèrent bientôt, grâce à lui, les moyens d'employer leurs journées avec autant d'utilité que d'agrément. Les sympathies de la mère allaient surtout vers les archéologues ou vers les artistes, à Canova, pour qui elle eut un sentiment particulièrement vif, ou à Millin, dont le savoir sans pédantisme l'amusait. Le fils, au contraire, de plus en plus influencé par les deux Allemands qui l'accompagnaient, Berstoecher et Koreff, se prenait d'affection pour un autre Allemand réfugié à Rome, le poète Zacharie Werner, qui était devenu mystique et s'était fait prêtre catholique après avoir connu toutes les contradictions et toutes les débauches. Cette nouvelle influence n'était guère propre à donner de la fixité à l'esprit d'un jeune homme qui manquait déjà de pondération et de sens.

On partit pour Naples. Mme de Custine voulait seulement jouir du spectacle du pays et de la vie. Astolphe ambitionnait d'explorer archéologiquement la Calabre à la suite de Millin. Ce projet eut bien un commencement d'exécution, mais il ne s'acheva pas à cause des bizarreries du jeune Custine. Lui-même a publié, plus tard, en 1830, un récit retouché et amendé de son expédition : on y voit surtout le vrai caractère du voyageur qui se définit ainsi : un René républicain. Son état ordinaire était l'indifférence ou l'apathie, que coupaient de brusques exaltations devant les contrariétés. Tour à tour sceptique ou dévot, son état physique est le même que son intellectualité et il est sujet à de pareilles dépressions et à des à-coups. Plus satisfait de la compagnie des livres que de la fréquentation des hommes, il lit beaucoup et des œuvres qui ne sont pas faites pour donner de l'assurance à ses idées : Herder, *Les Brigands*, et *La Messiade*, Shakespeare et Schlegel. Mal équilibré, sinon malade, il lui faudrait un tout autre régime que celui auquel il se livre, et peut-être ferait-il disparaître ainsi les contrastes que le temps accentuera encore.

Mme de Custine passa presque entièrement à l'étranger les dernières années de règne de Napoléon, tantôt excursionnant en Italie, tantôt fixée en Suisse, à Genève ou à Berne. Elle ne vint à Paris que pour six semaines, en mai et juin 1813, voir sa mère et aussi s'occuper de la situation de son fils que la conscription impériale menaçait de plus en plus. Réformé, on voulait revenir sur cette décision et il fallut se décider à fournir un remplaçant. De ce côté, la mère eut du moins un peu de tranquillité. Mais les événements politiques se précipitèrent et on dut bientôt prendre de nouvelles déterminations. Dès le début de 1814, Mme de Custine était résolue à offrir au comte d'Artois le secours d'un fils qu'elle avait refusé à l'Empereur. Si le sacrifice coûtait fort à la pauvre mère, il n'eut pas de résultat bien net et n'apporta pas grand'chose à la cause des Bourbons. On va voir au juste quel fut le rôle d'Astolphe, quand il revint en France à la suite des armées alliées. Il aimait trop écrire et se raconter pour ne pas s'analyser abondamment dans les lettres qu'il ne manqua pas d'adresser sans cesse à sa mère. On l'y trouve, en effet, tout entier, avec ses travers et ses défauts de caractère, dans cette correspondance étendue et nombreuse, dont les originaux ont été sauvés et font partie du cabinet d'autographes de M. Gaston La Caille, amateur aussi érudit que généreux. Nous les avons eus en main, grâce à la bienveillance du possesseur, et nous y avons choisi ce qui se rapporte surtout à l'histoire générale, car la postérité ne saurait prendre autant de plaisir à l'analyse des sentiments d'Astolphe de Custine que lui-même en avait à se détailler. Simple témoin d'événements dont il vit peu le dessein, mais témoin sincère et clairvoyant parfois, il a bien dit ce qu'il a cru voir. A ce titre, sa parole n'est pas sans intérêt, et on l'entendra d'autant mieux qu'elle est dite agréablement par quelqu'un qui, s'il n'eut pas tout l'art de bien dire qu'il eut souhaité, ne manquait cependant ni de netteté ni d'habileté d'expression.

PAUL BONNEFON.

Concise, ce lundi 28 février 1814,
au bord du lac de Neufchatel, entre Morges et Bâle.

Je viens de passer les quatre jours les plus pénibles de ma vie, et c'est beaucoup dire. Changer de projets tous les quarts d'heure, savoir d'avance que presque toutes les nouvelles sont fausses, et cependant être forcé de régler sa marche d'après ce qu'on entend dire, passer dix fois dans un jour de la crainte à l'espérance (et quelle crainte! quelle espérance!) voilà ce qui m'anéantit.

Voici les nouvelles de ce matin; celles-ci sont positives, autant que quelque chose puisse l'être, puisque M. de Montzey les tient *de la bouche même d'un colonel autrichien envoyé en courrier au général Bubna.* Ce colonel a quitté Troyes le 26. Les Alliés avaient été battus à Nangis, et le quartier général repoussé jusqu'à Troyes où tout était dans un grand désordre. Cet échec pourrait se réparer, car il arrive beaucoup de renforts, entre autres Bernadotte avec 60.000 hommes, et un prince de Saxe avec je ne sais combien de monde; mais on craint la paix. Le Congrès n'ayant jamais été absolument rompu, il ne faudrait à Bonaparte que quelques succès pour faciliter les négociations et hâter la conclusion d'une paix telle quelle. D'autant plus que la rareté des vivres est extrême et qu'on craint en France que les paysans ne se mêlent de la guerre et que cela ne finisse comme en Espagne. D'un autre côté, le général Bubna, après avoir été battu sur plusieurs points, s'est retiré à Ferney, et l'on assure que Genève reste à découvert. On dit même que les Français y entreront demain, mais c'est exagéré.

Une autre nouvelle qui paraît plus sûre, c'est qu'on n'a pas entendu parler de Monsieur à Dijon. Les échecs éprouvés par le corps de Bubna laissant à découvert la route de Lyon en Bourgogne, Monsieur n'aura sans doute pas osé s'aventurer dans le pays, quoique ces jours derniers tout Dijon fût prêt à prendre la cocarde blanche. On assure que c'est le général Suchet, arrivé d'Espagne *en poste* avec une partie de son armée, qui s'est avancé contre le général Bubna; ce qu'il y a de certain, c'est qu'hier pendant toute la journée on a entendu tirer le canon vers Genève, et cependant Morges en est à neuf lieues. Cela prouverait qu'on s'est battu aux portes de la ville.

Tel était l'état des choses ce matin, au moment où nous devions monter en voiture pour prendre la route de Dijon par Pontarlier! Que faire, que résoudre? Entrer en France sans savoir où l'on va, cela paraissait de l'extravagance dans un moment où tout s'accorde à prouver que l'armée des Alliés est assez en désordre, pour qu'on puisse craindre de rencontrer quelques avant-postes français en dedans de la ligne des Autrichiens. Après bien des pourparlers, bien des avis disputés et surtout bien du temps perdu, nous nous sommes déterminés à faire ce que dès hier j'avais envie qu'on fît : à nous rendre à Bâle pour y apprendre quelque chose de positif sur Monsieur. Je n'ai que faire de te dire ce qu'il m'en coûte de te bouleverser par mes nouvelles, mais il me semble que dans des affaires de cette importance dire la vérité est un devoir sacré. Tu concevras sans peine que, d'après le parti que j'ai pris, je ne puis pas revenir auprès du poêle de Mlle Wagner avant de savoir *positivement* qu'on ne peut rien faire pour la cause que j'ai embrassée...

Anet, ce jeudi 3 mars 1814.

Tu seras bien étonnée de recevoir demain matin une lettre écrite ce soir. Voilà huit jours que je t'ai quittée et je suis à huit lieues de toi. Si j'étais seul, je croirais que j'ai perdu la tête de voyager de la sorte; mais outre mes compagnons de voyage de Morges, je suis encore la marche du colonel comte de Saint-Quentin, dont le régiment se trouvait auprès de Dijon et qui a toute aussi bonne envie que nous de pénétrer en France pour l'aller joindre. Nous frappons à toutes les portes, mais toutes restent closes. Nous étions partis hier de Neufchatel pour Pontarlier; ayant couché à Couvet, nous comptions continuer notre route ce matin, mais ne voilà-t-il pas qu'on reçoit un ordre du prince de Lichtenstein adressé à des commandants autrichiens d'après lequel on doit renvoyer tout ce qui ne peut entrer dans le fort de Joux, lequel doit se préparer à la défense. Les Français de ce côté ont avancé jusqu'à Champagnole, qui n'est qu'à sept ou huit lieues de Pontarlier; d'après quoi, Pontarlier peut être pris d'un moment à l'autre. On a su aussi que le grand quartier général des Empereurs avait beaucoup reculé à la suite des affaires du 21 et 22; mais ce qui paraît officiel c'est que, le 23, le prince Schwarzenberg a remporté un très grand avantage qui peut avoir rétabli les affaires des Alliés. Quant au sort de notre prince et de notre malheureux pays, il est plus douteux que jamais. Ne pouvant passer par la Franche-Comté, nous allons à Bâle; tu peux m'y écrire.

M. de Saint-Quentin me disait hier que si les Alliés avaient voulu, toute la France se levait pour les Bourbons, il y a un mois, et que lui, Saint-Quentin, n'entendait autre chose, en Franche-Comté et en Bourgogne, sinon des félicitations aux Autrichiens. On disait : « Nous souffrirons volontiers les charges de la guerre pendant toute une année, pourvu que vous nous délivriez du tyran. » On attendait partout les étrangers comme des libéra-

teurs. Voilà deux mois qu'ils ruinent et détruisent la France, et non seulement, ils n'ont rien fait pour son bonheur, mais ils n'ont rien promis et laissent la nation entière dans une incertitude plus désolante que tous les fléaux de la guerre. Je hais plus que jamais la politique des princes : ils ne savent que parler. Quelle horrible leçon ne vont-ils pas donner à l'humanité, s'ils trompent encore cette fois l'espérance de l'Europe? Au milieu de tous ces désastres, j'oublie mes maux particuliers ; je tâche de ne pas penser à toi, car ton idée me déchire le cœur; je te chasse de mon souvenir, comme un père égorge les enfants qu'il ne peut plus nourrir.....

Bâle, ce lundi 7 mars 1814.

Les affaires publiques vont à merveille ; les alliés sont de nouveau aux portes de Paris. Mais pas un mot des Bourbons. Monsieur est à Vesoul. Ma position me paraît toujours des plus embarrassantes. La question n'est pas de savoir si l'on sacrifie tout pour servir une belle cause ; mais si l'on sacrifie tout pour aller faire sa cour à M. le comte d'Artois à Vesoul. Car c'est à cela que se réduiraient mes exploits, si l'on fait une paix sans les Bourbons. Beaucoup de gens la craignent avec Bonaparte ou tout au moins avec le Sénat et la régence. Dans cet état des choses, avec ce doute mortel, la proposition de M. de Saint-Quentin me paraît toujours la meilleure à suivre (1). Mais, une chose qui m'embarrasse beaucoup, c'est que la route que M. de Saint-Quentin va suivre pour rejoindre son régiment passera peut-être par Vesoul. Arrivé là, je ne pourrai me dispenser de voir Monsieur, et je n'aurai plus aucune bonne raison à donner pour le quitter et suivre M. de Saint-Quentin. C'est extrêmement embarrassant. J'y réfléchirai, je consulterai et je te dirai ce que nous avons résolu. Je n'ai pas encore ta réponse à ma lettre de Soleure ; elle va sans doute arriver. Mais l'heure passe, il faut finir. Mille choses au bon grognon.

Delle, à 3 lieues de Montbeliard, mercredi 9 mars.

Nous voici en France. J'aurais mille choses à te raconter si j'en avais le temps et le cœur, car indépendamment des grands intérêts qui nous occupent, je ne connais rien de plus curieux que tout ce que nous voyons. La France devenue semblable aux déserts d'Asie est pour moi un spectacle des plus étonnants. Nous voyageons à cheval, parce qu'il n'était plus possible de trouver ni chevaux ni voitures de réquisition, et que les campagnes que nous traversons semblent ne plus produire que des Cosaques. Les troupeaux, les laboureurs ont fait place à des hordes de brigands, dont les figures aplaties et le costume oriental rappellent la Tartarie et font oublier les bords du Rhin. Ce pays a prodigieusement souffert, et celui où nous allons entrer encore bien davantage. Je ne sais comment nous y nourrirons nos chevaux; nous commençons déjà à manquer d'avoine. Ce matin, en sortant d'Altkirch où nous avions couché, nous nous trouvâmes dans de vastes campagnes où la route se prolongeant devant nous à une grande distance suivait les ondulations d'un terrain inégal et coupé. Au bout de chaque colline, nous rencontrions des troupes de Cosaques escortant des chariots au petit pas ou revenant au grand galop vers la ville. On en voyait d'autres courir à travers champs et se disperser dans la plaine pour forcer les lièvres à la course. Ils avaient l'air de mouches sur la neige. Mais le mouvement de tant d'hommes étrangers aux douces habitudes du laboureur avait quelque chose de singulièrement triste. C'était l'homme qui répandait l'effroi dans la nature. Dispersez toutes ces hordes, ramenez dans les champs le pâtre solitaire et les campagnes actuellement désolées présenteront l'image du bonheur et de la paix. Une famille heureuse peuple mieux tout un pays qu'une armée entière. A combien de réflexions ne m'ont pas mené ces pensées?... Plus je vais, moins je conçois la possibilité d'une guerre injuste. Car il faut se représenter à chaque instant la sainteté de sa cause pour se consoler du mal qu'on fait en la servant.

Nous sommes logés ici chez de bien bonnes gens, mais bien aveuglés, bien Français, bien *Gérard*! Un des malheurs les plus affreux pour la France, c'est la mort de Moreau. Il n'y a pas un homme qui n'ait été frappé de ce coup; tous les cœurs volaient au devant de Moreau et toutes les espérances, tous les désirs sont anéantis avec lui. Je crains que la Providence n'ait voulu marquer par là que la France était abandonnée à son malheureux sort. Personne ne sait ce qu'il veut; tout est dans la stupeur, et, si cet état de chose devait durer, je crois qu'on aurait tout à craindre du désespoir. Rien de plus extraordinaire que l'ignorance où l'on est de tout, à la suite d'une armée. Il semble qu'on ne fasse la guerre qu'à la Vérité et que toutes les trompettes de la Renommée restent muettes aussitôt que les enfants de la Gloire ont passé par un pays. On est ici comme dans un tombeau, attendant des nouvelles des vivants.

J'ai peu d'espoirs pour notre cause. Elle aura de grands préjugés à vaincre... Cependant que désirer pour la France?... Monsieur est, à ce qu'on dit, toujours à Vesoul, retenu par le commandant autrichien. Il attend le retour d'un courrier envoyé au

1. Il voulait l'amener avec lui à son régiment.

prince Schwarzenberg pour obtenir la liberté d'avancer. Tout cela est de mauvais signe; mais les grandes affaires vont bien; depuis deux jours nous n'avons rien appris de positif; nous présumons qu'on doit être entré à Paris. Nous ne serons que dans trois jours à Vesoul; nous voyageons très lentement, suivant les étapes, afin de trouver du fourrage et de ne pas abîmer nos chevaux...

Vesoul, ce samedi 12 mars, à 9 heures du soir.

... Nous sommes arrivés ici à cinq heures; à sept, j'ai vu qui j'y viens chercher. J'ai été présenté *au cercle* !... On m'a reçu fort bien, car on est venu me parler à trois reprises, mais pour ne me rien dire; et à la troisième fois on m'a répété la même question qu'on m'avait déjà faite. Voilà où j'en suis. Ceci ressemble *beaucoup à Bâle*. Nous sommes tous dans l'attente des nouvelles, on assure que les premières seront décisives parce qu'elles nous apprendront si l'on doit encore faire la paix ou non avec le tigre. Mais je ne crois plus aux nouvelles décisives ! M. d'Olonne, par une précaution bien digne de la prudence de ces messieurs, m'a baptisé M. de Guermange; c'est le nom qu'on me donne à présent. C'est pitoyable !... J'ai vu M. Mallet; j'en suis très content. Il m'a cherché un logement, ce qui est un grand service dans ce moment. Mes chevaux seront logés dès demain. Aujourd'hui je ne suis encore embarrassé de rien; c'est toujours M. de Saint-Quentin qui m'a à sa charge. Mais nous allons sans doute être forcés de nous quitter, ce qui me fait un grand chagrin et vraiment à lui aussi. Son projet de m'emmener d'ici avec lui me paraît inexécutable; je n'en parlerai même à personne, si les nouvelles de demain n'amènent pas quelque changement dans notre position. M. de Saint-Quentin ne veut partir qu'après-demain.

On parle d'une suspension d'armes, ce qui serait prolonger l'agonie d'une manière affreuse. Je n'y crois guère parce que l'armée manque de vivres, ce qui la force à s'avancer.

J'ai vu M. de Noailles (1); il est ici depuis deux jours. Je l'ai reconnu avant qu'on me l'eût nommé, et il y avait quarante personnes dans le salon; il est de ces gens à qui l'on sait gré du bien que vous fait leur visage. Le sien a quelque chose des anciens temps; ses manières aussi. Elles sont nobles et simples. Il était à peu près le seul personnage *de cette cour* qui n'eût pas l'air de jouer la comédie !... Mais quelle comédie ! Il faut être bien gai pour en rire ! J'irai voir demain M. de Noailles et lui porter mes lettres. Malgré ce que je viens de t'en dire, je ne crois pas que je me lie beaucoup avec lui. Je n'ai que faire de nouveaux amis; j'ai le cœur plus profond que large. Je n'ai pas vu M. de Polignac; il n'était pas dans le salon. J'irai le voir demain. J'ai vu M. d'Escars; je lui remettrai demain ta lettre. Je l'ai trouvé toujours de même. Tout est de même: ils n'ont fait que trente lieues de plus; hors cela, c'est l'auberge du sauvage ! J'en suis tombé de mon haut. Je ne puis pas encore m'expliquer ce qu'ils veulent. Pourvu qu'ils le sachent eux-mêmes, c'est tout ce qu'il faut; mais j'en doute...

Vesoul, ce dimanche 13 mars, à 1 heure après midi.

J'ai été à la messe de Monsieur. Depuis longtemps je n'ai rien vu qui m'ait fait cette impression. Un prince français, dans une église française, entouré de Français, c'était plus qu'il n'en fallait à ma faible tête! Que tout ce qui m'avait paru petit hier me parut grand en cet instant! Combien j'admirais cette religion sainte qui sait tout ennoblir et qui relève les hommes lorsqu'ils sont le plus abattus. Le sacrifice s'est fait sans pompe, mais avec une dignité que nous ne connaissions plus en France, et qu'on ne connaît point ailleurs. Car il faut au moins que la gêne perpétuelle que s'imposent les Français leur serve à cela. C'était l'aumônier de Monsieur qui officiait. Nous sommes entrés tous ensemble dans l'église à la suite du prince; je ne saurais te dire tout ce qui se passait en moi dans cet instant. J'étais tenté de m'écrier comme Joad : *Quels soldats s'arment pour ta querelle* ! Je me croyais faire partie d'un troupeau d'élus et toute la puissance de la foi fortifiait mon âme. Le sacrifice de mes jours m'eût été bien facile !... Je pleure encore en te décrivant cette scène qui m'a présenté le malheur dans toute sa majesté. Que ceux qui souffrent sont grands aux pieds de Jésus-Christ! Le sang de Louis criait vengeance; le sang de Jésus-Christ criait de pardonner et mon cœur s'élançait tout entier au-devant des bénédictions célestes dispensées par la main du prêtre.

M. d'Escars a lu ta lettre, j'en ai été content, mais je le suis bien davantage encore de l'aumônier du prince. Il m'a parlé peu et cependant il m'en a plus dit que tous les autres. C'est un homme d'esprit. Je compte m'attacher à lui particulièrement; je le prendrai peut-être même comme confesseur. Je trouve que parmi des hommes comme ceux qui m'entourent les liens de l'amitié ne sauraient rassurer. J'ai peu d'expérience du monde où je vais vivre, je placerais peut-être fort mal ma confiance; en remettant à Dieu le soin de m'éclairer, je suis tranquille.

Nous ne resterons peut-être que peu de temps ici. On dit que nous irons à Nancy. M. Micque a fait

(1) Alexis de Noailles, avec qui Astolphe de Custine allait se lier.

offrir au prince sa maison, cent mille francs, etc. Le prince a répondu qu'il ne voulait point le compromettre. M. Micque a dit qu'il risquait tout, qu'il viendrait chercher le prince à Charmes, et que tout Nancy n'attendait que son arrivée pour se déclarer. Ici, la plupart des maires des communes environnantes sont venus présenter des adresses et la province s'est compromise de telle sorte qu'elle ne peut plus reculer. Voilà des espérances.....

Le même jour, à 10 heures du soir.

Pour te peindre d'un mot la journée d'aujourd'hui c'est le premier acte d'une tragédie. Nous ignorons le dénouement et pensons qu'il sera heureux. Nous partons demain pour Nancy ; ç'est ma grande nouvelle. Tout s'est arrangé pour moi le mieux du monde : je monte à cheval avec M. de Noailles qui me donnera les mêmes facilités que M. de Saint-Quentin. Tout ce qui m'est nécessaire me devient toujours facile; reconnais à cela la main qui m'a conduit. M. de Noailles, en me proposant de faire la route avec lui, m'a dit fort gracieusement : « Nous devons passer notre vie ensemble, il ne faut donc pas négliger de faire connaissance. » Enfin, ma position m'est rendue aussi agréable que possible par tout ce qui m'entoure. Je ne suis point insensible à ces consolations, car l'isolement est ce que je crains le plus au monde ; tout ce qui ressemble à de l'abandon, à de l'indifférence, me navre le cœur. M. de Noailles me plaît toujours assez ; il te plairait encore davantage. Il a de la vivacité, du mouvement, beaucoup de chaleur, mais, à ce que je crois, peu de douceur. Je crains que sa force ne dégénère en roideur et la noblesse de ses sentiments en sécheresse. Mais c'est un jugement bien hasardé. Je t'en dirai davantage à Nancy.

Luxeuil, ce lundi 14 mars, à 5 heures après-midi.

... Mais voici une lettre énorme! Il me reste cependant à te dire pourquoi nous n'allons pas à Nancy. Un courrier passait par ici comme nous y arrivions. Il était porteur de lettres du commandant russe de Nancy pour Monsieur, lesquelles contiennent, à ce que nous a dit le courrier, *le conseil* de ne pas venir à Nancy avant quinze jours, et cela motivé sur des prétextes misérables. Voici, à ce qu'il paraît, la politique des alliés : ils ne sont pas persuadés que le plus grand bonheur possible pour la France fût de ravoir Louis XVIII. Et, en conséquence, ils ne veulent se lier par aucun engagement formel. Ceci peut tourner au plus grand bien de la France. Mais que de doutes encore, que d'incertitudes! Et nous, qu'allons-nous faire? Quel rôle allons-nous jouer à Vesoul pendant quinze jours? Nous allons attacher notre nom à un parti qui ne sera peut-être pas celui de la France, et que nous ne pourrons plus quitter sans déshonneur, sans infamie; nous allons nous lier les mains, et nous ôter tout moyen d'agir efficacement pour le bien de notre patrie : des hommes *tarés* n'ont plus le pouvoir de faire du bien! Jamais on ne se trouva dans une position plus difficile; je prie le ciel qu'il m'inspire! Hélas! tout est muet!... M. de Noailles a la ressource de s'en aller au quartier général du prince Schwarzenberg pour recevoir des coups de fusil. J'irais bien aussi ; mais aujourd'hui les intentions des Alliés paraissent trop louches pour qu'un Français puisse quitter la cause des Bourbons pour la leur. M. de Noailles les sert depuis six mois ; sa position est donc toute particulière. Il me dit lui-même que s'il avait à prendre du service aujourd'hui il n'en prendrait pas; mais qu'il est trop heureux d'avoir un prétexte honorable pour quitter *la cour de Vesoul*. Quant à moi, il n'ose me donner de conseil; mais je sais que la plus grande faute qu'on puisse faire, c'est de persister dans une erreur. Relis toutes mes lettres : tu verras que depuis le voyage de Bâle, je n'ai jamais avancé qu'en me battant les flancs. A la vérité, le retour en Suisse me paraîtrait affreux dans ce moment. Mais ce n'est là qu'une bien petite considération, bien mondaine. Et sacrifier *opinion*, fortune, mère, patrie, pour faire sa cour à Vesoul!... Cela me paraît le comble de la démence. Je me déciderai demain. Nous attendons le retour du courrier qui nous apportera les ordres de Monsieur. Quelle nuit je vais passer! Elle est déjà bien avancée, car j'ai écrit cette lettre à plusieurs reprises.

Voici une petite anecdote de *la cour de Vesoul*. Un monsieur dont j'ai oublié le nom vient voir Monsieur, qui le reçoit comme un chien, c'est-à-dire avec des questions bonnes à Versailles, mais pitoyables à Vesoul. Quand le pauvre homme est sorti, tous les *aristocruches* se pressent autour de Monsieur pour lui dire que c'est un personnage important et qu'il pourrait rendre beaucoup de services. « Il peut nous être utile, dit le prince. Ah! mon Dieu, qu'on coure vite après lui et qu'on le prie à dîner. » (Par parenthèse, on ne m'y a pas prié, ce qui indigne M. de Noailles).

Plombières, ce mercredi 16 mars 1814.

Nous sommes arrivés ici comme des libérateurs attendus depuis vingt ans. Je retrouve la France, les Lorrains! Ce bon peuple s'est prononcé de telle sorte que tout notre sang doit couler avant que ses espérances soient trompées. La France par son dé-

vouement nous lie à sa destinée ; nous ne pourrions plus l'abandonner sans nous montrer les plus lâches des hommes ; maintenant le pacte est signé entre le peuple et son souverain, et nous, chefs du peuple et soutiens du trône, nous devenons dans ce grand acte de la régénération de la France les gages de dévouement des sujets et de la reconnaissance du roi. C'est un beau rôle que nous commençons, et quoi qu'il en puisse coûter, j'espère le remplir jusqu'au bout. Je ne connais rien de si touchant que l'expression de l'amour de tout un peuple et ce sentiment, manifesté par la foule, a quelque chose de si involontaire, de si spontané, on sent si bien que ce n'est pas des hommes que dépend l'unanimité des opinions de tant d'êtres séparés, qu'il est difficile de méconnaître dans cet accord l'œuvre de celui qui dirige les esprits et sait faire lever les peuples d'un souffle, comme la poussière emportée par le vent.

Monsieur est arrivé ici à quatre heures. Dans tous les villages des environs, on s'était rassemblé pour le voir passer. Il a traversé Fougerolle à pied ; on l'y a porté. Ici, toute la ville était en mouvement. Depuis bien des années, les Français n'ont rien senti de pareil. Mes genoux tremblaient au moment où j'ai vu le prince descendre de voiture aux cris réitérés de : *Vive le roi ! Vivent les Bourbons ! Vive la France !...* Que veux-tu, j'ai de l'enfantillage !... Ce soir, toute la ville est illuminée, tout s'agite, tout se réjouit. Si demain on appelait tous ces gens-là sous les drapeaux, ils viendraient tous, *sans gendarmes*. La France est encore la France ; j'en juge par le premier usage qu'elle fait de sa liberté. Il y a ici des hommes d'un grand courage, et en même temps d'un sens très droit. J'ai admiré le maire. Quand nous lui annonçâmes l'arrivée de Monsieur, il dit : « J'irai au-devant de lui. » Puis, regardant sa femme : « Nous risquons tout, nous pouvons tout perdre, mais j'irai : il est de mon devoir de montrer au peuple la route qu'il doit suivre. » Et il est venu complimenter le prince.

On nous a raconté ce trait d'un vieillard. Son fils *huitième* est appelé pour la conscription. Le père avant de quitter son dernier enfant, le prend à l'écart et lui dit : « Tu vas porter le fusil ; c'est à toi d'en faire un usage convenable. Ne manque pas ton coup. Tu mourras, mais ton nom vivra, car la France sera délivrée. » Le malheureux jeune homme partit, fut tué peu de temps après, et sa mort causa celle de sa mère, qui mourut de douleur. Le vieux père vit encore et c'est lui qui, le premier, est monté à la portière de la voiture du prince.

(*A suivre.*) Mis DE CUSTINE.

BÉRANGER (1)

Conversation avec J. Bernard. — Béranger aimait et soignait sa paix. C'est dans cette vue que depuis dix ans, il ne s'est décidé à publier que huit chansons nouvelles, alors qu'il en a plus de cent, les unes érotiques, mais dans le sens pur du mot, bien différentes de certaines de ces pièces qui lui attirent aujourd'hui des reproches mérités ; les autres philosophiques ou enfin politiques ; celles-ci particulièrement contre le gouvernement et les hommes ou les événements du règne de Louis-Philippe. Bernard cite aussi deux des plus belles de ces pages inédites, le *Saint Paul*, et la *fille du Diable*. La première m'est connue, la deuxième est la peinture des terreurs de Satan, pour une fille qu'il a et qu'il craint de voir damner. Le Saint-Paul, toutes les fois qu'il a été chanté ou lu dans quelque réunion, a toujours produit un effet prodigieux. B. me racontait qu'à un dîner de quatre ou cinq personnes chez le poète, pressé de lire par Lamennais, il choisit Saint-Paul, et qu'alors celui-ci, quand la pièce fut finie, se leva tout en larmes, et dans une véritable crise nerveuse, embrassa Béranger, le serrant de toutes ses forces contre son cœur.

1er *mai 1855*. — Charge à fond et brutale de L. Veuillot, dans l'*Univers*, contre le chansonnier. Béranger en sortira meurtri ; on a touché les vices de moralité et les faiblesses de son talent. Dans cette grossière philippique, un passage éloquent *sur le respect des cheveux blancs*.

6 mai. — A propos de Béranger, La Bedollière, dans le *Siècle* de ce matin, cite un jugement de Fortoul sur le poète national, extrait du tome IX de la *Revue Encyclopédique*, écrit dans un jargon barbare et socialiste qui comme titre académique arrive là fort innocemment ou malignement avec un à propos admirable. La Bedollière a pris cela pour un pavé à jeter à la tête de L. Veuillot. C'est la tête du ministre académicien et socialiste qui le reçoit.

De son côté, Louis Veuillot lance une Philippique avec des injures, en réponse au reproche fait à l'*Univers* d'outrager toutes les gloires de la France. Il fait le partage de ces gloires *depuis Clovis* jusqu'à nos jours, marquant celles qu'il laisse au siècle et aux libéraux et celles qu'il revendique comme catholiques et de vraie lignée.

7 mai. — Pour la gloire de Béranger, elle n'a pas besoin de la protection d'un ministre ; si la liberté de la critique littéraire n'est plus permise, alors que M. Fortoul ou M. Billault, dictent les arrêts du goût. Béranger n'a pas été charmé de cet appui qui lui

(1) Voir la *Revue Bleue* des 21, 28 septembre et 5 octobre 1907.

est venu, de là où il ne l'attendait guère. Après tout, en effet, malgré les deux horions qu'il a reçus, son inviolabilité brisée, sa gloire et ses chansons ont été remises à l'ordre du jour.

Perrotin affirme que, depuis le débat, la vente a repris, à quoi le poète disait en riant. « Mais alors vous me devez un petit supplément. »

Janvier 1860. — Je viens de relire l'article de Renan sur Béranger (*Débats*), 17 décembre 1859. Il m'a charmé par quelques côtés, blessé par d'autres; c'est au fond toujours la même superbe de dilettantisme penseur, d'imagination affadie de dogmes qui ont pesé sur un esprit trop jeune, qui se donne des secousses galvaniques et du haut de son empirée jette, sur les simples humains de la roture déiste, je ne sais quel dédain aristocratique et aussi offensant que celui du parvenu.

Hélas mon Dieu! cela est fort naturel. On nie le Dieu infini personnel et vivant, on le distille en vaporisations qu'on aime à suivre comme les fumées qui se dissipent dans le vague des cieux, et cela a un charme tout particulier d'évanouissement voluptueux de la pensée. Mais cela quelquefois n'est pas bien compris de gens à organisation moins subtile et qui aiment le Dieu dont ils surprennent en eux-mêmes les caractères d'intelligence, de puissance libre et volontaire, de création et d'amour. Ces gens-là se révoltent contre la fatalité béate à laquelle on veut les soumettre, au nom de Spinosa et de quelques héritiers de sa doctrine, nés et bercés dans les brouillards du Nord. Ils prennent la liberté de maintenir avec Rousseau, avec toute l'École française des premiers jours de ce siècle l'idée divine telle qu'elle est sortie éclairée de la théologie chrétienne. Alors on se fâche sérieusement contre eux! La France est prise en dédain comme la terre des petits esprits de la pensée et de la poésie vulgaire; c'est le peuple bourgeois maudit, et si, dans des jours de douleur et d'humiliation nationales, mais d'affranchissement renouvelé de la pensée par la chute de la tyrannie qui avait amené ces désastres de la patrie; si, en face, non de la pure religion du Christ ou des grandeurs du catholicisme libre, mais de la démoniaque alliance de prétentieux sacerdoces et d'un pouvoir à traditions surannées et trop peu intelligent de ses périls; si, dis-je, en un tel moment de l'histoire, du fond d'un nid de buveurs et d'épicuriens, chantant le vin et l'amour à la façon des gardes françaises, s'élance tout à coup un noble cœur, un ferme esprit, qui, à travers les fumées de son ivresse, du bruit des vers et de ses folies de jeunesse, a vu luire quelques lueurs, quelques rayons des mélancolies et des irritations populaires; si recueillant en lui ces inspirations toutes nouvelles pour son insouciance, il les a laissé d'abord transpirer, mêlées à ces refrains de plaisir grivois et de bachique licence, charme, dit-on, uniquement licite à la chanson française; si, de jour en jour, plus dégagé de cette tradition éparse, il s'est élevé ou pour parler plus juste, s'il est descendu plus profondément dans le cœur de la nation, et si, accordant ses chants aux cordes qu'il y sentait vibrer, d'Anacréon voluptueux, il s'est transformé en Alcée ou en Tyrtée vengeur; s'il a consolé, au soc de sa charrue ou dans les fatigues de son atelier, le soldat échappé à de sanglantes et tristes hécatombes, mais fier à juste titre d'un dévouement qu'il avait payé à la patrie déguisée sous l'image d'un héros ambitieux et insatiable; si en lui retraçant ses légendes de bivouac et ses immortels souvenirs des plus grandes journées de la guerre moderne, le poète a murmuré à son oreille, tantôt doucement, tantôt avec accent, et réveillé dans son cœur la pensée du Dieu qu'il oublie, comme l'avait fait le poète lui-même dans ses ardeurs et ses tumultes de jeune sang, mais qu'il retrouvait, invoquait ou entendait invoquer par des compagnons mourants dans les sables brûlants de l'Égypte et de la Syrie, ou sous les neiges glacées de la Russie; si cet éclair du ciel, appelé par la voix d'une femme ou d'enfants pressés autour de la table d'une guinguette de barrière ou d'un cabaret de village a un moment illuminé le front du pauvre, et traversé son cœur d'un frisson de piété confuse et de souvenirs d'enfance agenouillée, voyez le scandale et la bourgeoise contradiction esthétique.

Quoi, vous n'êtes pas toujours ivre! Vous avez des retours! Vous vous rangez, fi donc! Allez rhéteur! Vous aimez votre pays, vous le faites aimer à ses enfants. Vous parlez même de Dieu, je crois! quelle dissonance! Laissez-moi donc à moi spinosiste échappé du temple et qui en secoue tant que je peux les colonnes afin de le faire crouler, laissez-moi la suave et innocente extase de mes nuits passées dans le sanctuaire, à côté d'Élie! Ne voyez-vous pas — quelle harmonie légitime et de bon goût avec mes blasphèmes logiques, — que je suis bien plus conséquent que vous, poète, et que j'ai droit de vous faire la leçon, de vous décocher dédains et épigrammes, et de vous bannir de la mémoire des générations que mes doctrines, si elles pouvaient triompher, assoupliraient bien plus sûrement à tous les jougs que tous vos chants napoléoniens qui n'ont servi qu'à amnistier une gloire funeste.

Mais laissons là ces représailles que je me reprocherais contre un jeune et un beau talent; si M. Ernest Renan fut descendu plus profondément en lui-même et j'ajouterai, si, pénétrant, avec la finesse et la force d'esprit qui le caractérise, jusqu'à l'intimité de l'art avant de se laisser aller à une boutade, à un ressouvenir de ses premières antipathies, il eût mieux com-

pris et l'homme, et le sens et la sincérité du poète, et les justices de la nation. Qu'il me permette à moi, vieux solitaire, que je lui dise ma manière de voir. J'ai eu sous les yeux, dans cette Allemagne qu'il propose si dogmatiquement à notre imitation, en déplorant que nous ne puissions jamais y monter, car il nous condamne comme le petit peuple des demi-grandeurs en tout, dans cette Allemagne donc, j'ai vu un temps où les grands patriotes de 1812 et 1813, les orateurs, les poètes, etc., soldats de la guerre de la délivrance, ceux qui infligèrent à nos ivresses de conquête la punition qui devait nous ramener vers la liberté, tous ceux-là je les ai vus superbement oubliés ou effleurés de dédains par une philosophie toute semblable à celle qu'on voudrait naturaliser en France. De ses adeptes divisés, les uns trouvaient aux pouvoirs oppresseurs, qui avaient faussé promesse à leurs peuples, je ne sais quel mérite de fait, expression inévitable de l'*Idée*, s'en faisaient les apologistes conciliateurs, et se croisant les bras comme les fakirs de l'Inde, attendaient avec béatitude l'heure de se confondre avec l'infini; les autres, les Hégéliens de gauche, allaient se perdre et essayaient de perdre leur pays dans la brutale négation de tout autre droit que celui de la force. Ces gens ont donné le beau spectacle de l'Assemblée de Francfort.

*
* *

20 mars 1860. Correspondance de Béranger. — C'est un bien volumineux recueil qui pourrait être réduit des deux tiers. Il y manque les lettres qu'on aimerait le plus à lire, les plus intimes, et celles qui furent adressées à des hommes considérables, soit dans l'obscurité de leurs débuts, soit dans leurs heures de puissance. Ainsi, rien de ce qui fut écrit à Manuel, à Dupont de l'Eure, à Mignet, à Thiers, à Laffitte. Rien des lettres de passion et d'amour dans sa jeunesse ; rien de cette crise orageuse de 1840, à demi révélée par une lettre à une amie anonyme, et par une note de l'éditeur; tous ces portefeuilles d'affections et de confidences sont restés fermés, on devait d'ailleurs s'y attendre, sauf une quarantaine. Nous n'avons guère, là encore, comme dans la Biographie, qu'un Béranger officiel, s'il est permis de se servir de ce mot, bien que l'âme se montre partout ce qu'elle fut, bonne, délicate, élevée, charitable surtout, et l'esprit fin, très fin sous sa bonhomie. Ce livre est sain à lire, de même dans les plus insignifiantes de ces lettres, l'unité de caractère se retrouve toujours, et successivement à mesure qu'on avance, le progrès et le perfectionnement dans les idées et dans le bien. On en pourrait extraire une cinquantaine, vraiment admirables, où les convictions philosophiques et morales du poète, ou plutôt de l'homme, sont exprimées avec une candeur, une netteté, une résolution, et j'ose dire une piété d'esprit et de cœur que bien des gens sont loin encore de soupçonner en lui, mais qui perçait aussitôt qu'on causait avec lui un peu de temps et à fond. Avec quelle sagacité inquiète il avise les moindres déclinaisons vers le panthéisme et jette le cri d'alerte à ceux qui se méprennent, ou de franche résistance contre ceux qui professent ces doctrines qui l'effrayent. Quelle foi en Dieu plus arrêtée et plus fervente, si gracieuse quelquefois et d'autres fois si tendre ! Témoin cette lettre à Lamennais après la lecture de l'*Esquisse d'une Philosophie* !

« Mon spiritualisme, malgré mon ignorance, s'était formulé presque entièrement aussi pour moi, au bruit de mes joyeux refrains et de mes airs de Pont-Neuf, qui ne ressemblent guère, je pense, à la musique de *Palestrina*; néanmoins il faut que je vous avoue qu'un point bien important établit une différence entre nous deux. Je me suis toujours élevé vers Dieu, autant que mes ailes fangeuses me l'ont permis, mais toujours les yeux fermés, et me contentant de dire : Oh ! Eh ! comme la bonne femme de Fénelon. Croirez-vous que je frémis presque lorsque je vois qu'on analyse la substance créatrice. Je tremble quand je vois disséquer Dieu, si respectueux que soit l'opérateur; c'est que moi je crois comme les petits enfants, ce qui semble ne m'aller guère. J'en ai connu un qui avait un Jésus de cire ; sa bonne, en touchant à la statuette, la brisa; l'enfant se mit à pleurer en disant: *Je n'ai plus de bon Dieu*, je vais mourir. Bien que je sache que mon Dieu ne finira pas en poussière sous les yeux d'un puissant génie, toujours est-il que je suis tenté de crier aux gens : *Croyez et fermez les yeux.* »

Et toute cette grave consolation à Mme Anaïs Bernard si magnifique en sa simplicité, qu'il est impossible de ne pas citer toute entière quand on en prononce le premier mot.

Il y aurait bien d'autres traits à relever. En ce moment, je n'ai voulu citer que ce qui m'est allé le plus droit au cœur, et ce qui, au fond, selon moi, réplique à ce froid dédain de bel esprit sophiste naguère affecté par M. Renan pour ce *déiste de barrière et de guinguette.* Car rien ne m'a autant blessé, et j'éprouve un grand bonheur à trouver ces grandes et naïves expressions de foi, à jeter à la face de cet échappé de séminaire si orgueilleusement drapé dans son manteau de philologue blasé et touché au cerveau des subtiles vaporisations de la substance infinie. J'achève en courant le quatrième volume de la correspondance de Béranger qui devient de plus en plus vide, mais qui, pourtant, même dans l'insignifiance des épîtres, excite toujours quelque intérêt, et on glane par ci par là quelques faits, quelques indications.

Ce ne sont plus qu'accusés de réception d'envois

d'ouvrages historiques ou philosophiques, de poèmes, de chansons par d'honnêtes rimeurs, pour la plupart fort obscurs et de quelques femmes d'esprit. Toujours même politesse, même bienveillance de la part du chansonnier, mêlées de critiques sensées, qui, au fond, voudraient dire : « ne rimez plus », mais qui sont assez voilées pour qu'on s'y méprenne, parce que notre pauvre humanité est ainsi faite. D'ailleurs, Béranger ne s'occupe guère que de la forme ; la pensée, l'imagination, la force de combinaison il sait bien que rien ne la donne et il se jette sur le style. C'est d'ailleurs là, dit-il, *son art à lui*, c'est à force d'être ouvrier qu'il est devenu non pas un maître, il ne le dit pas, mais le fait entendre ; et là-dessus, sur la patience et le soin du travail, sur les lectures à faire, les grands écrivains à étudier, il a des conseils excellents et des remarques pleines de justesse, point très fines ni très profondes, mais d'un excellent maître de bonne rhétorique, celle du bon sens.

En politique, sur la révolution de 1848, sur l'élection de Louis-Napoléon, sur le coup d'État du 2 décembre, rien et à personne qui date : On n'écrit guère, en effet, dans ces heures de crises suprêmes, quand on est sur place et auprès de tous ceux pour qui on a confiance ou affection ; et si, par hasard, on écrit, tout ne peut pas se reproduire et se publier, surtout sous le régime où nous vivons. Mais, en réalité, je crois que *le bonhomme*, c'est le nom qu'il se donnait à lui-même, n'aimait pas à dire toute sa pensée dans ces grands moments-là. Cette pensée, d'ailleurs, il faut bien le dire, était plus incertaine qu'on ne le croirait. Les opinions de Béranger sont des sentiments, des souvenirs, des aspirations, mais rien d'approfondi, de sérieusement analysé et arrêté. La république de ses années d'enfance, la gloire et la grandeur militaire de l'empire, l'antipathie pour les Bourbons, venus à la suite de l'étranger, une éducation libérale faite par les discussions de la tribune et de la presse, avec un petit aiguillon d'utopie humanitaire, par amour pour le peuple; un certain laisser aller pour les milieux divers qu'il traverse, et pris à part soi, dans son coin et sans passion, l'appréciation des fautes de tout le monde et comme il n'était pas engagé dans la mêlée, ni dans le feu de l'action, des jugements pleins de sang-froid et de sens, mais toujours après coup, voilà ce qui constituait réellement ses opinions. L'initiative, la hardiesse, ne sont pas dans cet esprit, il faut bien le reconnaître, pas plus que le sentiment vif et passionné de la nature, ni la grande verve (je passe ici à un autre genre de remarques). Il n'aime pas, dit-il, le genre descriptif; il a raison s'il parle de ce genre poussé jusqu'au point où le romantisme l'a mené. Mais le vrai, le beau, le grand dans la nature, les profondes émotions dont ils saisissent l'âme, et qui éclatent par l'image, tout cela est à peu près pour lui lettre close. *Son genre* ne le comportait pas, il est vrai, et il n'y a çà et là dans ses chansons que bien peu de traits qui vous font présumer d'une émotion au cœur et à l'imagination du poète. Et là encore, même le plus souvent, c'est un effort de style plutôt qu'un élan de la pensée. Peut-être, dans quelques-unes de ses dernières chansons, trouverait-on de douces et vraies langueurs de rêveries de vieillesse attendrie, dans une promenade sous un arbre, etc.

Bon sens, malice, gaieté grivoise, patriotisme ardent, déisme consolateur, tendresses de coin du feu, cœur de peuple et d'ouvrier, un peu de bohême, corrigé, élevé, épuré par la justesse d'esprit, la bonté délicate, la charité toujours à l'œuvre, voilà l'homme et le chansonnier et dans ce cadre que de charme, de grâce, de finesse, de grandeur parfois! Quel art et quelle fidélité d'écho de tout ce qui fait battre le cœur d'une nation humiliée et qui se redresse sous les coups de la fortune! Et bien toutes ces cordes-là ont leur retentissement, mais en sourdine, dans la correspondance.

Nature des amours de Béranger. — Peu élevés, mais aussi pas grossièrement libertins. De bonnes filles, une grisette peut être aimée du pur et naïf amour, c'est tout au plus. Jamais, je crois, une femme du monde. Il est arrivé tard dans le monde, et quel monde, la finance, la Chaussée d'Antin. Il y posait comme un Anacréon, aux cheveux déjà à demi blanchis : et les femmes aimaient ailleurs; des colonels à consoler, des Adonis comme M. à former, voilà les amoureux ! Le poète aurait peut-être assez convenu à quelques-unes déjà sur le retour. Mais il a son grain de sensualité. Il lui fallait quelque chose de plus jeune et un amour à mener rondement. C'est là son côté inférieur, et par suite dans son génie. L'autre jour, quelqu'un (Pontmartin, je crois) se fâchait tout rouge qu'on le comparât à Horace. Horace pourtant a fait pis que le chantre de Frétillon et de la marquise. Il y a plus d'une pièce qui sent le bouge ou Messaline va descendre, ou le cabinet secret des honteux plaisirs domestiques que se permettait la rusticité raffinée du Romain sacrifiant à ses dieux et à son corps.

Pour expliquer Béranger et bien marquer les âges de son talent, il faut observer de près les dates de 1780 à 1815, de 1815 à 1820, de 1820 à 1830, et depuis il a suivi son temps.

PAUL-FRANÇOIS DUBOIS.

(*Publié par* ADOLPHE LAIR, *correspondant de l'Institut.*)

BISMARCK A SEDAN (1)

Au pied de sa vieille citadelle, le long de la Meuse, Sedan allonge ses rues droites, ses maisons hautes et serrées, ses usines et ses comptoirs. Les fortifications, construites au XVIIe siècle, sont hors d'usage (2) depuis l'emploi des canons à longue portée, car au Nord comme au Sud s'étagent des collines toujours plus hautes qui dominent les remparts jusqu'à les écraser. En face de la ville et sur l'autre rive, la colline remonte brusquement jusqu'au bois de la Marfée qui la couronne de ses frondaisons; au milieu de la pente, un champ de trèfle bordé de quelques arbrisseaux forme une terrasse étendue, d'où le regard plonge sur la vallée, le cours serpentant de la Meuse, la ville de Sedan, Bazeilles à l'Est, et le château de Bellevue à l'Ouest; au Nord, les lignes ondulantes des Ardennes ferment ce paysage gracieux et varié. De ce belvédère, le roi de Prusse suivit l'effondrement de l'armée française.

Pendant la nuit du 31 août au 1er septembre, les troupes allemandes avaient avancé leurs positions, et déjà elles esquissaient le mouvement double et tournant où les Français devaient être écrasés; à l'Est, les Bavarois s'étaient avancés jusqu'à Bazeilles; à l'Ouest, les troupes du prince royal de Prusse avaient franchi la Meuse à Donchéry et inondaient la route de France; seule la voie du Nord était libre encore, mais elle ne menait qu'à la frontière de Belgique. Pour échapper à l'étouffement, les soldats français devaient briser en quelque point ce cercle qui allait se resserrant à chaque instant; à six heures du matin, Mac-Mahon se portait vers Bazeilles, pour assister à l'attaque première des Bavarois et tenter de percer dans leurs rangs une trouée vers l'Est, lorsqu'il est atteint d'un éclat d'obus; Ducrot, désigné par le maréchal, est pour prendre le commandement et ordonner la retraite encore possible vers l'Ouest, lorsque de Wimpffen, arrivé de la veille, exhibe une lettre du ministre le chargeant du commandement en chef, et prescrit de foncer vers l'Est où les masses profondes des ennemis s'opposent irrémédiablement à la marche des Français. « Nous sommes perdus », s'écrie Ducrot; il avait eu la vue juste.

A ce moment, le roi Guillaume et Bismarck montaient sur le coteau de la Marfée; partis de Vendresse à six heures, ils arrivaient à huit heures en vue du champ de bataille, au moment même où une grande batterie bavaroise ouvrait le feu contre la citadelle (1). Et de leur poste bien choisi, ils surveillaient d'heure en heure les incidents du combat. D'autres les avaient rejoints, les deux conseillers de guerre Moltke et Roon, des princes, le grand-duc héritier de Mecklembourg, les ducs de Cobourg et de Weimar, le prince Charles de Prusse, des officiers étrangers, l'Anglais Walker et l'Américain Sheridan, et des généraux, des aides de camp, des conseillers de ministère, des journalistes (2). Dans cette brillante assistance, nulle anxiété: les âmes n'étaient point serrées d'angoisse, comme au jour de Sadowa, car le résultat était certain; tout au plus l'émotion d'un beau spectacle, le lancement d'un grand navire, avec un battement de cœur à l'instant où la poupe va flotter: ce bateau, c'était la nef de l'Allemagne nouvelle, que baptisait le sang de 26.000 braves.

La journée s'avançait, et chaque heure marquait un progrès des Allemands; à l'Est, Bazeilles était en flammes, flammes non de guerre, mais de colère et de vengeance; la maison des *Dernières Cartouches*, criblée de projectiles, se rendait à son tour et un officier bavarois arrivait à temps pour sauver la vie aux vaincus et l'honneur aux vainqueurs; la villa Beurmann s'effondrait sous le choc des obus; les Allemands franchissaient le vallon de la Givonne et cernaient les Français par le Nord. A l'Ouest, les soldats du prince Frédéric-Guillaume s'avançaient rapidement par les ponts de Donchéry, envahissaient la rive droite de la Meuse, remontaient au nord de Sedan pour rejoindre leurs frères d'armes. En vain Ducrot porte-t-il contre eux l'effort de ses réserves. Margueritte tombe mortellement atteint. Galliffet lance sur les Prussiens ses cavaliers enivrés d'héroïsme; sous les balles et les baïonnettes, ils tombent et se fondent. « Ah! les braves gens », aurait dit le roi de ses ennemis. C'était fini, le désastre était à son plein, la débâcle commençait.

Du coteau de la Marfée, Guillaume et ses conseillers jugeaient passée l'heure du combat, arrivé le moment de la capitulation. A trois heures, le roi donna l'ordre au colonel de Bronssard et au capitaine de Winterfeld, de se rendre à Sedan pour sommer la place et l'armée de se rendre (3). Les deux officiers descendent au trot le coteau et les

(1) Extrait de *Bismarck et son temps* (tome III) que M. Paul Matter publiera prochainement à la librairie Alcan.

(2) Les remparts ont été rasés depuis la guerre.

(1) Le roi Guillaume à la reine, 1er septembre 1870. Oncken. *Unser Heldenkaiser*, p. 115.

(2) Sheridan. *Personal Memoirs*, t. II, p. 401 et suiv. Busch. *Tagebuchblätter*, t. I, p. 118 et suiv. Stosch. *Denkwürdigkeiten*, p. 193-194.

(3) Le roi à la reine 1er septembre 1870. Oncken *Unser Heldenkaiser*, p. 118. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 1er septembre 1870. Duc Ernest de Cobourg *Aus meinem Leben*, t. III, p. 657. Sheridan, *Personal Memoirs*, t. II, p. 404. *La guerre franco-allemande de 1870-1871* par le Grand État-Major prussien, p. 1216.

rangs des Français s'ouvrent devant leur drapeau blanc. Sur la colline, le feu s'est arrêté par ordre du roi, et, en attendant le retour des parlementaires, on discute tout en mangeant; les soldats ont apporté une collation, des côtelettes, quelques légumes, du vin et l'eau d'une source; un verre de sherry à la main, Bismarck discute l'ampleur du succès, le nombre des prisonniers, les victoires du lendemain, et comme le général Sheridan suppose que l'empereur Napoléon est dans la place, le chancelier l'interrompit, sceptique et goguenard : « Oh ! non, le vieux renard est trop rusé pour être pris en pareil piège ; il s'est sans doute évadé sur Paris. » Mais le vieux renard avait perdu tout flair.

Un silence profond se produit, car un officier remonte au galop la pente, le capitaine de Winterfeld qui proclame à haute voix la capitulation de l'empereur, l'envoi d'un général français muni de pleins pouvoirs. Un drapeau blanc se lève sur la citadelle pour annoncer sa reddition. Et le colonel de Bronssart se précipite pour confirmer le plein triomphe. « Votre Majesté, Sedan capitule avec toute l'armée et l'empereur qui s'y trouve. » La joie déborde, générale et sans ombrage ; chacun félicite le roi et le roi félicite chacun. Et Bismarck, pensant aux vieilles luttes pour la couronne, ajoute ces paroles devant le prince héritier de Würtemberg : « Ce jour assure et affermit les princes allemands et les principes conservateurs (1). »

Un nouveau silence se fait, car un homme monte lentement la colline, à cheval, en uniforme de général français, mais sans épée ; à dix pas du roi, Reille s'arrête, descend de sa monture, et, le visage grave et triste, « respectueux mais digne (2) », tend au vainqueur la lettre du vaincu. « Monsieur mon frère. N'ayant pas pu mourir au milieu de mes troupes, il ne me reste qu'à remettre mon épée entre les mains de Votre Majesté. Je suis de Votre Majesté le bon frère, Napoléon. Sedan, le 1er septembre 1870 (3). » Reille s'est retiré, le roi et son fils sont isolés, trois hommes seuls les approchent, Bismarck, Roon (4) et Moltke. Le chancelier lit la lettre, qui ne le contente pas, car il n'y est question que de l'épée de Napoléon, et non des armes de ses soldats, ou du drapeau de la France (5). Tous cinq combinent la réponse; un conseiller, Hatzfeldt, la rédige sous leur dictée; un officier, d'Alten, tient sur un genou une chaise, son sabretache sert de sous-main, et, sur cette table improvisée, le roi de Prusse écrit à l'empereur des Français : « Monsieur mon frère, En regrettant les circonstances dans lesquelles nous nous rencontrons, j'accepte l'épée de Votre Majesté, et je la prie de vouloir bien nommer un de vos officiers muni de vos pleins pouvoirs pour traiter de la capitulation de l'armée qui s'est si bravement battue. De mon côté, j'ai désigné le général de Moltke à cet effet. Je suis de Votre Majesté bon frère, Guillaume. Devant Sedan, le 1er septembre 1870. » Le général Reille redescend la colline; le roi, son fils ne peuvent retenir leurs larmes. Bismarck ne pleure pas, il pense aux négociations, où l'impitoyable dureté est son domaine, il veille au départ de Guillaume qui disparaît au galop loin des discussions où il ne faut pas qu'il soit. Et l'ombre du soir, l'ombre douce et fine de septembre, descend lentement sur ce spectacle, des villages en flammes, 5.000 cadavres, 20.000 blessés qui gémissent douloureusement.

Aux pas lents de leurs chevaux, Bismarck et Moltke descendent la colline et la route de Mézières; ils débattent les conditions de la capitulation, et leur accord est parfait, il ne faut point ménager les vaincus qui ne pourraient accepter avec résignation leur défaite. La nuit est noire lorsqu'ils s'arrêtent au bourg de Donchéry; dans la grande rue, une maison bourgeoise étale sa façade blanche et ses volets verts, demeure paisible d'un médecin de campagne, où sera discutée la reddition de cent mille soldats et d'un empereur (1).

A neuf heures, arrive le général de Wimpffen; en vain a-t-il voulu se soustraire à ce pénible devoir en offrant sa démission de commandant en chef, ses frères d'armes ont protesté qu'en présentant au matin sa lettre de service il s'était obligé à diriger l'armée même dans sa capitulation et il a dû s'incliner devant l'ordre de son maître. Le général Faure, son chef d'état-major, le général Castelnau, représentant personnel de l'empereur, d'autres officiers l'accompagnent.

Qnelques hommes s'asseyent devant une table, Bismarck et Moltke d'un côté, Wimpffen et Castelnau de l'autre, un officier allemand, Nostitz, sténographie les paroles qu'ils échangent (2). Le général

(1) Comte Fred. Frankenberg. *Kriegstagebucher* 1866 *und* 1870. Stuttgart, 1896, p. 158-159.

(2) Le prince royal de Prusse dans son *Tagebuch loc. cit.* G. gén. von Blumenthal. *Tagebuchblatter*, p. 93.

(3) Les reproductions photographiques de ce document se trouvent dans divers ouvrages allemands, notamment dans la *Guerre franco-allemande de* 1870-71, p. 1217.

(4) Son fils aîné venait d'être mortellement blessé. *Roons Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 461. D'après Sheridan et le prince de Prusse, il assista néanmoins à ces délibérations. La lettre de Roon à sa femme n'est point parvenue à destination.

(5) C'est la remarque qu'il fit peu d'heures après aux généraux de Wimpffen et de Caltelnau. Busch. *Tagebuchblatter*, t. I, p. 157.

(1) C'est par erreur que le général prince Bibesco, *Belfort, Reims et Sedan*, p. 170, a écrit que ces premières négociations eurent lieu au château de Bellevue.

(2) Récit de Moltke dans la *Guerre franco-allemande de* 1870-1871, p. 1220; de Wimpffen dans son livre sur *Sedan*, p. 239 et suiv.; de Bismarck, dans Busch, *Tagebuchblatter*,

de Wimpffen expose que son désir personnel était de continuer la lutte, mais l'empereur a exigé la cessation d'un combat sanglant ; il demande que l'armée française puisse se retirer avec armes et bagages dans une province française sous l'engagement de ne plus servir contre les armées allemandes pendant la durée de la guerre. Mais Moltke réplique net et court : « Toute l'armée sera prisonnière de guerre. » Wimpffen s'indigne, cite des précédents, Mayence, Gênes, Ulm, se débat. Bismarck alors intervient : « C'est la France qui a déclaré la guerre, dit-il. L'Allemagne désire le prompt rétablissement de la paix ; nous ne devons donc négliger aucun moyen de diminuer la durée de la lutte et l'un des plus efficaces est de priver la France d'une armée importante... Aussi après en avoir délibéré, nous avons décidé que nos conditions seraient celles-ci : votre armée déposera les armes et sera conduite prisonnière en Allemagne. » Le général de Castelnau objecte que l'empereur n'a rendu son épée au roi que dans l'espoir d'une capitulation honorable. « Quelle épée, réplique Bismarck ; celle de la France ou celle de l'empereur? — Celle de l'empereur. C'est assez. — Eh bien! dit vivement Moltke avec un sourire de contentement, il ne peut être question d'autres conditions. »

Bismarck renchérit : « On pourrait discuter sur d'autres bases si vous aviez un gouvernement durable et solidement établi (1). Mais êtes-vous sûrs d'avoir demain le gouvernement que vous avez aujourd'hui et pouvez-vous répondre que celui-là ratifiera nos conditions? » Sur un point seulement, les deux Allemands cèdent ; les officiers français pourront se retirer dans leurs foyers en engageant leur parole de ne plus servir pendant la guerre ; pour le reste, les Prussiens sont intraitables ; avec sa rude franchise, Bismarck découvre sa dureté de demain, sa volonté d'exiger une indemnité de quatre milliards et la cession de l'Alsace et de la Lorraine allemande, « seule garantie pour nous, dit-il, car la France nous menace sans cesse et il faut que nous ayons, comme protection solide, une bonne ligne stratégique avancée. » Et comme Wimpffen se révolte à nouveau, parle de reprendre le combat, Moltke l'interrompt pour lui proposer de promener un officier français dans les positions « d'où il peut brûler Sedan en quelques heures (2). » Puis il ajoute : « Dès demain au point du jour nous recommencerons le feu. » Bismarck allonge cet ultime délai jusqu'à neuf heures du matin. Et l'entretien se termine après minuit, sans échange de signatures, car Wimpffen veut consulter les autres généraux français, mais avec une conclusion forcée : déjà Hatzfeldt traduit en français les clauses de la capitulation.

Bismarck dormait encore, lorsqu'il est réveillé par son domestique, Engel, qui lui crie qu'un général français est à la porte. C'est Reille qui demande à parler au nom de Napoléon. L'empereur, l'auteur de tout cela, avait passé la nuit à la sous-préfecture en songeries douloureuses. A l'aube, il se décide à rejoindre le roi Guillaume, pour obtenir de lui de meilleures conditions ; il part à cinq heures en voiture vers Donchéry, et s'arrête à 2 kilomètres du village ; il envoie Reille quérir Bismarck, et le chancelier s'empresse à cheval, en vieille casquette et grandes bottes (1) ; il rejoint Napoléon qu'entourent Castelnau, Reille, Moskowa, quelques officiers ; se voyant seul, le junker de Schönhausen esquisse un geste à son revolver, l'empereur s'étonne, l'homme de cours se ressaisit, et, à pied, casquette à la main, s'approche de l'impérial vaincu : « Je salue, dit-il, Votre Majesté comme je ferais à mon roi. » Ils se regardent un instant, l'empereur l'œil vague et lointain, le ministre le regard dur et droit ; Fontainebleau, Biarritz, Paris, avaient été leurs étapes ; à chacune, l'un avait grandi, l'autre était descendu ; dans cette claire matinée d'automne, ils se retrouvaient une dernière fois sur la grande route du destin.

L'empereur exprima le désir de voir le roi. Mais Bismarck ne voulait pas que cela fût, car Guillaume aurait pu céder sur quelque point et tout devait rester inexorable. Le chancelier repondit que son maître était à Vendresse, à 20 kilomètres de distance ; Napoléon demanda quelle décision était prise à son égard et où il devait se rendre ; Bismarck répliqua qu'il ne connaissait pas la région et proposa de conduire le souverain à sa maison de Donchéry ; Napoléon acquiesça et les deux hommes cheminèrent vers le bourg.

A cinq cents mètres du village, deux maisons dominent la route, chétives demeures de paysans ou d'artisans. Napoléon s'arrête devant la seconde, et s'enquiert si l'on peut y entrer ; Bismarck-Bohlen va la visiter, et trouve ouvert le logement du tisse-

t. I, p. 155 et suiv. Ces récits concordent à peu près, des mots diffèrent, le sens est le même.

(1) Bismarck et ses conseillers étaient renseignés sur l'opinion publique en France aussi bien que le gouvernement impérial. ABEKEN. *Ein schlichtes Leben*, p. 101.

(2) BIBESCO. *Belfort, Reims et Sedan*, p. 72, d'après une note d'un officier de l'état-major de Wimpffen.

(1) Rapport de Bismarck au roi, 2 septembre 1870. Hahn. *Fürst Bismarck*, t. II, p. 109 et suiv. Bismarck à sa femme, 3 septembre. Récits de Bismarck à Busch, *Tagebuchblatter*, t. I, p. 158 et suiv. ; à Sheridan, *Personal Memoirs*, t. II, p. [illegible] et suiv. ; à W. Russel. *My diary during the last great war*, p. 2[illegible] et suiv. ; au prince de Hohenlohe, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 201.

rand Fournaise (1), il ordonne de nettoyer une chambre et revient dire que c'est là une pauvre maison ; l'empereur la préfère ainsi et monte avec Bismarck le court sentier qui mène de la route au seuil ; par un méchant escalier en échelle, tous deux parviennent dans une salle que meublent quelques chaises, un buffet, une table en bois blanc ; ils s'asseyent et la conversation s'engage, pénible, coupée de longs silences. L'empereur déplore cette guerre, il ne l'a point désirée, dit-il, il y a été contraint par l'opinion publique ; il espère obtenir pour son armée des conditions plus douces, le droit pour ses soldats de conserver leur liberté en déposant les armes ; mais Bismarck répond que cette question est du domaine exclusif des militaires; Moltke a été prévenu, il paraît même un moment et repart pour s'entretenir avec son roi. Bismarck ajoute qu'on peut délibérer dès maintenant sur les conditions de la paix ; mais Napoléon objecte à son tour qu'il est prisonnier et ne peut prendre de décision à cet égard, le gouvernement de Paris seul en a le droit. Après trois quarts d'heure, l'empereur désire respirer le grand air ; tous deux s'asseyent au jardin sur des chaises dépaillées (2) ; plus loin les officiers des deux armées font cercle ; la pénible conversation continue, puis Bismarck retourne à Donchéry, pour changer ses vêtements de combat ; et l'empereur reste seul, marchant à pas lents le long des buissons, allumant des cigarettes que machinalement il rejette, tandis que, dans les plants de pâquerettes et de verveine, les abeilles bourdonnent doucement.

A dix heures, Bismarck revient et propose à Napoléon de le conduire au petit château de Bellevue, où les militaires pourront signer la capitulation et les monarques s'entretenir ensuite. L'empereur accepte et part en voiture, accompagné d'une escorte d'honneur qui était de soldats prussiens. Sur un éperon qui domine une courbe de la Meuse, le château de Bellevue blottit entre de hauts arbres ses pignons et ses vérandas. En même temps que Napoléon et Bismarck, y sont arrivés les généraux de France et d'Allemagne. Dans la matinée, un grand conseil de guerre a réuni tous les chefs de la défense, et Wimpffen a développé les conditions qu'imposait l'adversaire : plusieurs se sont révoltés, Lebrun a protesté contre le sort privilégié réservé aux officiers (3), deux généraux se sont refusés à accepter les exigences des Allemands; mais un colonel prussien, envoyé par Moltke, vient presser la délibération, et le conseil est contraint de céder. Wimpffen retrouve à Bellevue Moltke et Bismarck, il combat encore et avec tant de vaillance, que, pour n'être point entraîné, Bismarck sort et laisse le général français à Moltke seul ; avec celui-ci, la pitié n'est point à craindre. Enfin à midi, tout est signé.

Rien ne s'oppose maintenant à l'entrevue des souverains. Depuis quelque temps, le roi Guillaume attend sur une hauteur, près de Sedan ; Bismarck va le trouver ; le prince royal, Roon, Moltke sont là également, et ils discutent sur le sort de l'impérial prisonnier, qui les embarrasse depuis la veille (1) ; le prince Frédéric-Guillaume propose un départ discret pour le château de Wilhelmshöhe, ancienne résidence des électeurs de Hesse ; ainsi en est-il décidé. Puis, vers deux heures, tous s'avancent vers le château de Bellevue. A la porte d'une véranda, l'empereur paraît, le roi le rejoint, la porte est close (2).

Guillaume a préparé sa première phrase : « Sire, le sort des armes a décidé entre nous, mais il m'est bien pénible de revoir Votre Majesté dans cette situation (3). » Dans l'élégante villa comme dans l'humble chaumière, la conversation est difficile ; elle roule sur la bravoure des combattants, la situation des corps d'armée, le départ du vaincu, la responsabilité de cette guerre. « Je n'en ai point voulu, renouvelle Napoléon, l'opinion publique m'y a forcé. — L'opinion publique forcée par le ministère », réplique gravement le roi. Il disait vrai.

Au bout de vingt minutes, l'entretien prend fin ; les monarques sortent ; le prince royal, Bismarck, les généraux des deux armées s'avancent, et les présentations se font, comme à la cour. Puis tous se séparent.

Dans un vent d'enthousiasme et d'orgueil, Guillaume parcourt jusqu'au soir le champ de sa victoire, et Bismarck à son côté dresse sa taille gigantesque ; les tambours allemands battent, les soldats prussiens acclament, tandis que mornes et désespérés les Français déposent leurs armes et brûlent leurs drapeaux. Le cortège royal passe la Meuse, monte à Illy, descend à Bazeilles, dans l'odeur de la poudre et des incendies, « Pouah, ces Français qui brûlent »,

(1) Note de M. Fournaise, remise à l'auteur ; M. Fournaise n'occupait qu'une partie de la maison ; son frère et un autre ménage habitaient le reste.

(2) La chaise de l'empereur est au musée Bismarck à Schönhausen.

(3) Lebrun. *Bazeilles-Sedan*, p. 166. Cette clause a présenté les plus grands inconvénients et ne devra plus être admise.

(1) Abeken à sa femme, 3 septembre 1870. *Ein schlichtes Leben*, p. 105.

(2) Le roi à la reine, 3 septembre 1870. Oncken. *Unser Heldenkaiser*, p. 206. *Aus Kaiser Friedrichs Tagebuch*, 2 septembre 1870.

(3) Ces paroles, produites par le roi à la reine, dans la lettre du 3 septembre, ont été entendues par le prince de la Moskowa, aide de camp de l'empereur au moment où il se retirait. Prince de la Moskowa. *Quelques notes intimes sur la guerre de 1870*. *Le Correspondant*, du 10 décembre 1901, p. [illegible]

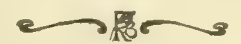
disait Bismarck à Sheridan (1). Le cortège ne se disloque qu'à la nuit noire, au milieu des éclairs et d'une pluie déchaînée.

Le lendemain, le roi réunissait à son quartier de Vendresse ses conseillers du triomphe, et, à la fin du repas, il levait son verre « à vous, ministre Roon, qui avez aiguisé l'épée ; à vous, général de Moltke, qui l'avez dirigée ; à vous, comte de Bismarck, qui avez porté à sa hauteur actuelle la politique prussienne en la dirigeant de longues années. » A la même heure, Napoléon III prenait la route de la prison et de l'exil, et les soldats français s'entassaient dans la presqu'île d'Iges, le *camp de la misère*.

Deux jours après, l'Empire s'effondrait. La régente et le jeune prince étaient en fuite ; le Sénat et le Corps législatif s'évanouissaient ; des hommes nouveaux prenaient le pouvoir ; des armées de la France, l'une était prise à Sedan et l'autre prisonnière à Metz ; plus de frontières, plus de gouvernement, plus de soldats, il ne restait plus rien.

« Il restait la France. »

PAUL MATTER.



LE SALON D'AUTOMNE

C'est vraiment la réunion artistique la plus intéressante que nous ayons vue cette année. Il est juste de dire que si les groupements rétrospectifs de Carpeaux, de Berthe Morisot, d'Éva Gonzalès, de Seymour-Haden, de Ponscarme et de l'École belge en sont les principales attractions, le contingent d'œuvres présentées par de jeunes peintres réserve à l'amateur d'art de sérieux examens. D'adroits organisateurs font en ce Salon tout ce que la Société Nationale, qui autorisa tant d'espérances vite déçues, eût gagné à accomplir pour son bon renom et son intérêt ; et c'est pourquoi ce Salon improvisé durera sans doute, à la fois classique et révolutionnaire. Il s'installe, il s'amende et se coordonne. On y trouve encore quelques déments, mais ils semblaient très fâcheusement envahir la maison et y dicter leurs lois il y a trois ans, tandis qu'aujourd'hui, relégués dans une salle, ils ne compromettent ni l'entreprise ni leurs co-exposants. Une certaine presse encline à vanter leur génie a baissé le ton, et certains démêlés dans le monde des marchands de tableaux ne sont pas étrangers à cette prudence.

Il n'est pas jusqu'au naïf Cézanne qui n'éprouve les effets posthumes de cette concession au sens commun. Son exposition, ici réunie, a remis les choses au point. Il ne s'agit décidément plus d'un génie, ni même d'un grand peintre, mais simplement d'un impressionniste sincère et incomplet, dont la belle matière, les tonalités franches, la candeur devant les natures-mortes ou les paysages provençaux, ne peuvent faire oublier le manque total d'imagination et de goût, l'impuissance à établir une figure ou une composition, le réalisme incapable de sélection, et surtout la pesante vulgarité dans un groupe où tout le monde a montré une sensibilité exquise, depuis les grands comme Manet et Renoir, jusqu'aux moindres comme Berthe Morisot ou Éva Gonzalès.

Les œuvres de ces deux femmes sont ici un régal des yeux et de l'esprit. On ne peut juger complètement Éva Gonzalès, son tempérament sobre et ferme, dans les quelques toiles exposées, encore qu'elles soient presque toutes d'une qualité délicieuse ; mais Berthe Morisot apparaît tout entière avec sa grâce sérieuse et douce, sa nerveuse élégance, son primesaut, son charme pénétrant, la suprême distinction de sa vision attendrie ou alerte. Cette femme aussi intelligente que bonne et belle, cette amie de Degas et de Mallarmé, a été, et pour de bon, cette fois, un grand peintre, un grand peintre de la jeune fille et de l'enfance, des fleurs, de la clarté, de tout ce qui fait la gloire de la tradition intimiste française. On note en elle les influences de Boucher et de Fragonard, de Manet, de Renoir, et peut-être de Corot et de Stevens ; mais le tout est recomposé d'une façon qui n'est qu'à elle, dans une technique légère et intensément vivante, et chaque toile est une merveille par l'enveloppe, le ton, l'esprit de la moindre indication. On ne saurait rêver contraste plus frappant à la gaucherie, à l'effort pénible, aux velléités louables et constamment trahies de Cézanne. C'est un ouvrier auprès d'une princesse.

L'exposition de Ponscarme rend un hommage mérité à cet admirable médailleur, et celle des eaux-fortes de Seymour-Haden révèle à la grande majorité du public français le nom et le talent d'un maître dont les gravures prennent, dans notre époque, place au premier rang, à côté de Whistler, de Pennell, de Brangwyn, de Baertsoen. Que dire enfin de l'exposition de Carpeaux, sinon qu'elle vaudrait non seulement cet article tout entier, mais un livre, mais beaucoup de livres ? Il y a là quelques-uns des chefs-d'œuvre immortels de ce grand homme, l'*Ugolin*, après lequel on ne peut penser qu'à M. Rodin, la *Flore* au divin sourire, s'extasiant parmi la profusion des roses, l'esquisse du *Watteau* amaigri et sublime, le *Génie de la danse*, la *Mater dolorosa*, la *Candeur*, les bustes de Garnier, de l'amiral Tréhouart, de Mme Carpeaux, du prince impérial,

(1) SHERIDAN. *Personal Memoirs*, t. II, p. 412.

des peintures, des grisailles, des croquis, des cuivres. En tout cela éclate le génie, le sentiment de la vie héroïque et fiévreuse, l'amour de l'harmonie cherchée dans le mouvement; Carpeaux a été aussi beau par son caractère et son existence de lutte que par son inspiration et sa technique. Il est de la race des élus, des hommes qui ont fait de la France la reine des royaumes d'art, depuis Jean Goujon jusqu'à Houdon, Puget, Pigalle et Rude, qu'il suit, avant-dernière étoile d'une pléiade magnifique dont l'auteur des *Bourgeois de Calais* est le dernier astre éclatant et tragique.

La synthèse de l'École belge achève ce cycle de rétrospectives dont vraiment nulle autre ville que Paris ne saurait présenter l'ensemble : et là aussi le public trouvera à s'instruire. Bien peu de Français connaissent les marines magistrales de Louis Artan, les toiles mouvementées d'Hippolyte Boulenger, les nobles figures d'Agneessens dont l'*Ephèbe endormi* vaut nos plus beaux Delaunay, les esquisses fougueuses de Vogels, les magnifiques chevaux et taureaux de Stobbaerts et de Verwée, qui sont des maîtres animaliers de la plus forte tradition flamande, les scènes dramatiques et profondément émouvantes de Charles de Groux, dont le *Benedicite* est un chef-d'œuvre et dont toute l'œuvre est d'un penseur autant que d'un beau peintre. Parmi les plus récents, Henri de Brækeleer, le Pieter de Hooch moderne, est scandaleusement ignoré. Il est donc utile que ce maître s'atteste ici dans toute sa perfection, que ce prince des intimités demande silencieusement sa part de gloire et révèle la science inouïe de sa technique, l'acuité effarante de sa vision et surtout la subtilité de son âme contemplative. Xavier Mellery n'est guère moins méconnu, et il faut espérer qu'un jour on verra de lui, ici, autre chose que deux toiles où règne pourtant son beau style sévère. De clairs paysages font apprécier Heymans et Verheyden, des intérieurs où éclate le faire somptueux d'un Decamps honorent Alfred Verhaeren. C'est là une réunion de la plus haute valeur.

Il faut y joindre quelques belles études peintes par Rops, dont on sera étonné de trouver ici un paysage, le bois de la Cambre, peint comme un Courbet; quelques brillantes impressions de Henri Evenepoel, mort prématurément; des canaux flamands de Victor Gilsoul, si vrai, si robuste; des aveugles dans un paysage, par le peintre des pauvres, Eugène Laermans, imprégné de Brueghel le Vieux; de puissantes études de chiens de Joseph Stevens, qui, lui aussi, fait songer à Decamps; et enfin une série d'œuvres d'Alfred Stevens. C'était un merveilleux ouvrier du pinceau. Il ne faut pas lui demander des pensées ou des émotions profondes. Il a exprimé la vie élégante du second Empire, et rien de plus; mais ce qu'on est toujours sûr de trouver en lui, c'est la jouissance raffinée d'un métier impeccable sans froideur, d'une élégance suprême, d'une tonalité ivoirine dont le charme, sauf de toute mièvrerie, enchante les regards. Coloriste et dessinateur de premier ordre, Stevens a eu tout, sauf le feu intérieur. Il n'avait que de l'esprit et l'amour de la perfection. Tel quel, il a fait une œuvre et creusé sa trace. Il était, lui aussi, rien que par sa façon de peindre un gant ou une robe, de la race des grands, et on trouve ses lettres de noblesse chez les vieux maîtres.

Parmi les modernes, une toile émouvante de M. Fernand Khnopff, *En écoutant du Schumann*, s'impose par des qualités autrement prenantes que toute la perfection glacée des allégories mystiques auxquelles ce bel artiste, ce maître technicien, s'est consacré depuis. Deux intérieurs et une nature-morte de M. James Ensor apprendront encore à bien des visiteurs le nom et le haut talent de ce coloriste. Les toiles étincelantes de M. Émile Claus, les nocturnes puissants de M. Baertsoen n'appellent pas de commentaires, car ces artistes sont célèbres à Paris depuis quinze ans, et on y sait aussi que M. Théo Van Rysselberghe, qui montre ici un très grand progrès, est le seul adepte du pointillisme qui ait forcé cette pauvre théorie à autoriser de belles œuvres. Deux jeunes, M. Van den Eeckhoudt et Mlle Marcotte, achèvent de prouver, auprès de M. Morren, que l'impressionnisme a triomphé en Belgique, et un nouveau venu, M. Henri Thomas, procède à la fois de Rops et de Degas, avec une personnalité pourtant indéniable, un accent d'une étrange saveur.

Les toiles des jeunes hommes pourraient difficilement soutenir la comparaison avec de telles expositions d'aînés, et c'est pourquoi il sied de trouver en celles-ci un grand plaisir d'art sans consentir à les voir réunies là à titre d'ascendances directes. Les œuvres que nous montrent les peintres « d'avant-garde » sont toutes intéressantes. Ce sont des études ingénieuses et adroites, pleines de jolies recherches chromatiques, mais ce sont des études, et il serait bon que l'on renonçât à exposer des études. Jadis, on les joignait à des tableaux composés; aujourd'hui la composition semble poncive, l'étude, qui n'est qu'une préparation, est devenue un but, et, à talent égal, l'art se diminue ainsi singulièrement. Les réputations se font sur de petites toiles rapidement couvertes, sur des esquisses même; l'agrément imprévu d'un arrangement, le ragoût de tonalités amusantes masquent l'absence d'expression psychologique et de véritable dessin.

M. José Sert est à peu près seul en ce salon à

donner l'exemple d'un labeur considérable, d'une volonté soutenue. Ce jeune peintre catalan n'avait encore rien exposé. Il débute par un coup de maître, la colossale décoration de la cathédrale de Vich, qui a produit dès le premier jour une impression profonde sur un public déshabitué de tels efforts. Un homme soucieux de sa réputation eût peint cent natures-mortes séduisantes avant que M. Sert eût terminé dans le silence la moitié de ce que nous voyons ici. C'est de la belle peinture murale, extrêmement décorative, autant par ses bleus, ses jaunes, ses ocres, d'une si riche qualité, que par l'agencement complexe et pourtant toujours clair de ses courbes sinueuses, de ses motifs ornementaux, de ses ombres et de ses lumières. Les dessins les plus sérieux, les plus fermes, accompagnent et justifient chacun de ces énormes fragments où, sous une exécution robuste, large et très libre, rien n'est laissé au hasard. Et il y a là une haute leçon de volonté, un motif de réflexion. On est devant une vraie œuvre faite par un homme qui a écarté toute petite considération de mode, de vedette, de réputation facile et rapide, pour tenter d'être personnel dans les plus difficiles et les plus glorieuses traditions de son art.

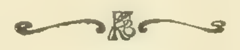
L'œuvre de M. José Sert est isolée dans ce salon. Un autre jeune homme, également inconnu hier, M. Julien Lemordant, y apporte tout à coup les plus sincères promesses d'avenir avec une décoration pour un hôtel breton où il a retracé la lande, les pardons, la mer, avec une coloration brillante, de beaux ciels, des valeurs fines, des personnages vivants et véridiques, posant des taches judicieuses et jolies dans un ensemble clair où les roses, les lilas et les beiges s'associent avec un bonheur constant. C'est encore une de ces pages qui eussent ajouté à l'attrait de la Société Nationale: et c'est beaucoup, en vérité, qu'un jeune homme fasse oublier Charles Cottet et Lucien Simon dans leur propre domaine. Il faudra encore s'arrêter à une œuvre de M. Simon Bussy où le sens décoratif s'allie au sens du tableau, où les études ont servi à composer un grand poème crépusculaire d'un charme mystérieux. Il y a là des morceaux, natures-mortes, robes, figures, qui eussent paru à d'autres suffisants, isolément, pour remplir quatre ou cinq cadres ; mais l'artiste les a synthétisés. M. Simon Bussy est non seulement un harmoniste délicieux, mais encore un des très rares dont nous puissions attendre des compositions conçues dans un sens ignoré de l'École.

L'énumération des faiseurs d'études est fastidieuse pour le lecteur ; mais se doute-t-il qu'elle est plus désagréable encore au salonnier, que ce palmarès rebute ? Un salon n'aurait de sens que si on le parlait, devant les toiles. Et pour donner par écrit cette impression, il faudrait ressusciter Diderot. Il est équitable, cependant, de faire aux noms de ceux qui les méritent la plus légitime publicité : et précisément ces salons pleins d'études que nous voyons depuis quelques années, empêchent le critique de s'attacher à cinq ou six œuvres importantes en négligeant les autres, car on trouve ici vingt peintres d'études également séduisants et forts — et je dis vingt en vertu d'une sélection très sévère. Ils ont donc droit à une brève mention. Je pense que vous vous accorderez à la donner à M. Charles Guérin, qui expose une très belle étude de femme nue et une nature morte (un violon et un bouquet) qui est la meilleure de tout le salon ; à M. Gaston Prunier, le pénétrant et lumineux paysagiste parisien ; à M. Eugène Martel, dont une petite toile, les *Maquignons*, devrait entrer d'emblée au Luxembourg ; aux pastels de MM. Desvallières et Lévy-Dhurmer ; aux paysages et aux natures-mortes de M. Auguste Bréal et de M. Albert André ; aux rues mouvementées de M. Barwolf ; aux fruits de M. Déziré ; aux fleurs de MM. d'Espagnat et Truchet ; aux intimités attendries de M. Ottmann ; aux beaux dessins de M. Dethomas ; aux visions raffinées de M. Urbain ; aux études claires et souples de M. Carré ; aux jolies notations de Mme Gonyn de Lurieux ; aux intérieurs de M. Dürenne ; aux puissantes vues de l'Estérel de M. Guillaumin ; aux figures de M. Albert Braut ; aux exquisses de M. Lempereur ; aux paysages délicats de M. Madeline. Ce sont là des peintres de talent dont chacun a son originalité et sa nuance. Ils suffisent à consoler des excentricités affligeantes de quelques outranciers dévoyés par l'influence de Cézanne dont ils ont pris la douloureuse impuissance pour une exemplaire vertu. Le public rit devant leurs envois. Il est plutôt triste d'avoir à rire devant des choses où quelqu'un a peut-être voulu, ou cru formuler un désir d'art, si absurde fût-il : car il faut bien abandonner la vieille croyance à la mystification. Elle ne nuirait qu'à son auteur. Le mal est plus profond : et devant certaines « horreurs » faites sciemment, pour justifier des théories, on se prend à détester plus violemment encore toute théorie, qu'elle vienne de l'École ou du néo-impressionnisme, pour n'aimer et ne rechercher que les tempéraments.

Vous trouverez de belles sanguines de M. Perrichon, des pastels de Chéret et des dessins de M. Bernard Naudin, pour le *Scarabée d'or*, égarés parmi les objets d'art. La sculpture est très restreinte au Salon d'Automne. Vous y relèverez, avec des figures expressives du sculpteur tchèque Kafka, les envois curieux du Russe Soudbinine, une nudité et un beau buste de Daumier, dus à M. Albert Marque, et un groupe nu de M. Aristide Maillol, qui atteste, comme

d'habitude, un artiste très remarquable, plein de vie et de naturel, ayant le sens des beaux modelés et des lumières radieuses. Les céramiques de M. Lenoble, les meubles de M. Majorelle, les broderies de M. Keim, les éditions de M. Piazza, les dessins et frontispices de M[lle] Braunerova soutiennent des réputations déjà faites. Mais l'œuvre décorative la plus importante sans contredit est celle de M[me] Ory-Robin. Ses tapisseries, ses paravents, ses velours brodés, ses toiles, où les simples ficelles s'unissent à l'argent et à la soie pour former une décoration inattendue, tout est admirable par le goût, l'ingéniosité, l'abondance d'idées, le caprice et l'harmonie, tout est véritablement d'une grande artiste, dont la personnalité domine notre art ornemental actuel. Il siérait enfin de parler des séries de dessins de M. Rodin; mais au lendemain du vernissage ils n'étaient point encore exposés, malgré les promesses du catalogue, ce qui n'a point empêché d'ailleurs quelques critiques d'en faire les plus vifs éloges, auxquels il faut bien s'associer par anticipation.

CAMILLE MAUCLAIR.



L'EDERA

—

(**Le Lierre**) (1)

Annesa monta, entra, muette et triste, mais résignée. L'abbé Virdis continua à marcher à travers la chambre, et suivant son habitude, ne regarda pas la femme.

— Annesa, tu as lu la lettre ? Qu'as-tu décidé?

— De partir.

— Paulu sort d'ici, nous avons causé longtemps. Sais-tu ce qu'il veut faire? Il veut t'épouser. Sa famille s'y oppose, mais il est résolu. Ah! Ah ! maintenant, oui, maintenant il s'est décidé. Anghelos Santos! Qu'en dis-tu, Annesa? Veux-tu te marier avec lui ?

— Non, répondit-elle bien vite.

— Pourquoi ne le veux-tu pas ?

— Vous le savez mieux que moi, Monsieur Virdis.

— Moi, je le sais? Oui, tu l'as dit : tu veux mener une vie de pénitence. Tu parles comme cela aujourd'hui, mais dans un mois, dans un an, parleras-tu encore de la même façon ? Si tu revois Paulu, ne retomberas-tu pas avec lui dans le péché mortel? Il vaut peut-être mieux vous marier maintenant, puisqu'il est décidé.

— Non, non, jamais, s'écria-t-elle avec force.

— Il tient à te voir. Il sait que tu es ici, il sait où tu iras, en un mot, il sait tout. Il menace de te suivre, de courir après toi. Tu feras mieux de le voir et de lui dire ce que tu penses.

— Non, non, répéta-t-elle suppliante, je ne veux pas le voir, Monsieur Virdis. Ne le lui permettez pas.

— Voilà! Tu as peur de te rencontrer avec lui! Alors, il est préférable que tu le revoies aujourd'hui et vous vous entendrez vous deux. Et si tu veux l'épouser, épouse-le, Annesa. Ce sera peut-être la plus grande pénitence pour toi ; mais une pénitence qui coûtera aussi bien des larmes à d'autres innocents. Et Dieu, vois-tu, Dieu, je te le répète, est miséricordieux : il t'a pardonné et il ne t'impose pas de te châtier outre mesure, mais il t'impose de ne plus faire de mal aux autres, tu entends?

Elle le suivait des yeux ; elle le voyait irrité, elle comprenait qu'il se défiait toujours d'elle. Que faire ? Que dire pour le convaincre?

— Le temps répondra pour moi, murmura-t elle simplement.

— Le temps!... Le temps!... répéta-t-il d'une voix monotone, en tournant les yeux vers la fenêtre ouverte, comme pour scruter dehors, dans le sombre horizon, le mystère de l'avenir.

L'abbé Virdis s'arrêta, lui jeta un coup d'œil à la dérobée, hocha la tête : la colère et la méfiance s'évanouirent dans ses yeux, et il n'y resta plus que le doux rayon de la pitié.

— Ainsi donc, tu refuses de le voir ? Réfléchis bien : tu as toute la journée de demain.

— J'ai déjà réfléchi. Je ne veux pas le voir,

— Alors, allons dîner.

Ils descendirent. Zia Paula avait fermé le portail et était allée chercher du vin à la cave.

L'abbé Virdis déjeunait et dînait à la cuisine comme un paysan. Son repas était frugal, mais largement arrosé de bon vin d'Oliena. Le vin d'Oliena était le seul luxe et le seul défaut du vieux prêtre. Ce soir-là encore il but pas mal, puis il se mit à causer et à discuter avec Zia Paula qui lui répétait les propos tenus par Gantine.

L'abbé Virdis se fâchait contre le domestique « bavard et léger comme une petite bonne », mais ne défendait pas Paulu.

Et Annesa écoutait et se taisait, comme si ses hôtes ne parlaient pas d'elle, mais d'une personne indifférente, d'une personne qu'elle n'avait jamais connue et qui était morte depuis longtemps.

A un moment, pourtant, Zia Paula sortit pour retourner à la cave ; et Annesa releva les yeux et dit :

— Monsieur Virdis, je vous le demande en grâce : faites-moi partir demain matin.

— *Anghelos Santos !* Tu es bien pressée, Annesa. Ce n'est pas possible avant après-demain.

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° du 6 juillet 1907 et suiv.

— Faites-moi partir! Sans cela, je m'en irai à pied, cette nuit : il faut que je m'en aille, il est temps.

L'abbé Virdis souffla. Zia Paula revint avec la bouteille, et se remit à grommeler :

— Il va falloir lever le tonneau ; le vin ne coule presque plus. Notre maison est devenue une auberge...

— Nous mettrons l'autre tonneau en perce, ma cousine. S'il n'y avait jamais plus de mal que cela?... répondit philosophiquement l'abbé Virdis.

*
* *

Le lendemain, après avoir dîné, il sortit, et quand il revint, il frappa à la porte de la chambre de Zia Paula. Annesa était déjà couchée : elle avait la fièvre et sommeillait, plongée dans des rêves sombres et pénibles. Elle entendit très bien la voix de l'abbé Virdis, mais elle crut qu'elle continuait à rêver.

— Annesa, demain matin au petit jour, trouve-toi auprès du pont et attends la voiture du courrier. Avant de t'en aller, tu monteras me voir... Paula, viens, j'ai quelque chose à te dire.

Zia Paula, en jupon et bonnet de nuit, se remit à bougonner :

— Qu'est-ce que tu veux ? Tu ne me laisses même pas tranquille la nuit. Tu ne dors pas et tu empêches les autres de dormir. J'ai besoin de me coucher.

— Viens, ma cousine. Deux mots seulement.

Et quand il furent dans la cour, il lui dit :

— Il faudrait lui préparer un paquet, il me semble : on ne peut pas l'envoyer comme cela. Aurais-tu quelques jupes et quelques chemises à lui donner ?

— Ah ça, tu deviens fou, Micheli ! Maintenant tu veux me dépouiller, m'arracher ma chemise, m'arracher aussi la peau.

— Nous comparaîtrons devant Dieu sans chemise et même sans peau, répondit-il gravement, quoique assez mal à propos. Pas tant de bavardage, Paula, pense à faire une œuvre de charité.

— Mais tu ne comprends pas que mes chemises sont trois fois trop larges pour Annesa ?

Cette raison parut convaincre le vieux prêtre ; il n'insista pas, et monta l'escalier, sans lumière. Zia Paula ferma la porte de la cuisine et rentra dans sa chambre ; mais au lieu de se coucher, elle ouvrit son coffre, chercha quelque chose et fit un paquet ; puis elle noua une pièce de deux francs dans le coin d'un mouchoir qu'elle glissa dans le paquet.

Cependant, l'abbé Virdis, ayant fermé sa porte et allumé sa lampe, fouillait aussi dans son coffre et comptait le peu d'argent qu'il avait. Parmi la monnaie, il y avait une petite pièce d'or de dix francs qu'il avait reçue de Donna Rachel pour dire cinq messes pour le repos de l'âme de Zua Decherchi. Et comme le reste de l'argent était en cuivre, et pesait trop, il résolut de donner à Annesa la petite pièce d'or.

*
* *

L'aube de septembre commençait à éclairer le ciel au-dessus de la montagne de Barunei. La vallée dormait encore, avec ses rochers, ses murailles de granit, ses tas de pierres à peine visibles dans le vert sombre des buissons ; et dans le silence d'un jour triste, sous le ciel sans éclat mais n'étant plus obscur, la grande vallée solitaire, toute grise et verte, sans ombres, avec ses monuments fantastiques de pierre claire et ses touffes d'arbres mélancoliques, ressemblait à un cimetière cyclopéen où dormaient les géants d'un âge disparu.

Le ciel était gris : violacé au fond à l'horizon, parsemé de petits nuages jaunâtres sur les montagnes de Nuoro et d'Orune voilées de vapeurs mauves. Une tristesse solennelle de choses mortes, de lieux vierges n'ayant jamais été fréquentés par l'homme, pesait sur le paysage, jusqu'à l'horizon lointain qui, avec ses petits nuages immobiles, paraissait une plaine vaporeuse parsemée de broussailles jaunies par l'automne.

Et la femme qui descendait vers le pont, avec son paquet à la main, semblait impressionnée par ce sombre silence du lieu et de l'heure : son visage terne et immobile, ses yeux clairs aux pupilles dilatées, reflétaient la sérénité funèbre du vaste paysage mort, du grand ciel solitaire.

Arrivée près du pont, sous lequel ne coulait plus un filet d'eau, elle se mit derrière une roche ; et comme il y avait un bon moment à attendre avant que la voiture de Zio Sogos ne fît entendre son bruit de ferraille sur la route, elle s'assit sur une pierre et posa par terre son paquet.

Adieu, adieu. Tout est fini réellement. Elle a repris son chemin fatal qui doit la conduire pour toujours loin de ces lieux où elle est arrivée un jour comme elle part maintenant, avec un paquet à la main, et guidée par un vieillard mystérieux qui était peut-être son triste Destin. Il la guide encore ; il est invisible, mais il est là, à son côté, et il ne la quittera jamais.

*
* *

Elle attendait depuis près d'une heure. Le ciel se couvrait de vapeurs rougeâtres qui annonçaient une journée chaude et orageuse. Près de la roche derrière laquelle Annesa était cachée, il y avait un

hêtre séculaire, à la cîme desséchée, mais aux branches encore vertes, et du tronc duquel une main violente ou charitable avait arraché de longues tiges de lierre encore éparses sur l'arbre. Une alouette chanta, d'abord timidement, puis de plus en plus vive et hardie, quand le roulement d'une voiture retentit sur la route. Annesa se releva d'un bond et écouta. La voiture approchait. Etait-ce celle de Zio Sogos? Peut-être que non : il était encore trop tôt. Mais le vieux courrier avait probablement avancé l'heure du départ par égard pour la mystérieuse voyageuse qui devait attendre sur le pont; la voiture, en effet, ralentit sa course en arrivant près du pont, s'arrêta. Annesa prit son paquet et s'avança vers la route. Et aussitôt le rouge lui monta au visage. Paulu Decherchi était là, à quelques pas d'elle, debout devant une voiture à deux places.

— Annesa !

Elle ne répondit rien, ne bougea pas, le regarda comme épouvantée, vaincue par un étrange sentiment de peur et de joie.

Paulu s'approcha et lui dit quelques mots que, dans son trouble subit, elle n'entendit pas : elle oublia un instant tout ce qui n'était pas *lui* ; l'Annesa qui, depuis de longs jours, était morte, ressuscita, sortit de la coque funèbre qu'elle-même avait tissée autour d'elle pour s'isoler des vivants. Si, durant ce moment d'inconscience, Paulu lui avait pris la main en disant « retournons à la maison », elle l'aurait docilement suivi.

Mais Paulu ne lui prit pas la main, ne lui proposa pas de rentrer à la maison. Alors elle se ressaisit, et vit qu'il était vieilli, enlaidi, et qu'il la regardait d'une singulière façon, avec des yeux mauvais, désespérés, et elle se rappela immédiatement l'obstacle insurmontable qui les séparait désormais.

— Que veux-tu? lui demanda-t-elle, comme en sortant d'un rêve.

— Je te le dirai en chemin. Allons, montons en voiture. Nous aurons le temps de causer.

— Que veux-tu? Que veux-tu? Où veux-tu aller? répéta-t-elle, redevenue pâle et triste.

— Nous irons où tu voudras. Mais dépêche-toi. Il faut partir.

— Je ne partirai pas avec toi ; je partirai seule.

Les yeux de Paulu brillèrent de colère.

— Tu partiras avec moi ! Et tout de suite. Allons, viens.

Il allongea la main, mais comme s'il était empêché par une force et par un dégoût supérieurs à sa volonté, il ne put empoigner Annesa par le bras. Et elle s'aperçut de son mouvement, de même que, sur la montagne, elle s'était aperçue de la peur de l'abbé Virdis, et elle tressaillit. Toutefois elle recula, s'écartant toujours plus de Paulu.

— Je veux partir, mais pas avec toi, mon ami, lui dit-elle avec tristesse, mais sans rancune, en fixant toujours dans les yeux rageurs de Paulu ses grands yeux vitreux. — Pourquoi es-tu venu? Tu savais bien que je ne t'obéirais pas. L'abbé Virdis ne te l'a pas dit? Je n'irai pas avec toi, je n'irai plus. Tu peux employer la violence, me lier, m'entraîner; je me sauverai dès que je pourrai, beaucoup plus loin.

Il croisa les bras, nerveusement, comme pour s'obliger au calme; il tremblait de la tête aux pieds, il se rapprochait et il s'éloignait inconsciemment d'Annesa, poussé et repoussé par des sentiments contraires, par la colère et par la passion, par la pitié et par l'horreur. Elle ne l'avait jamais vu ainsi, même dans les moments les plus désespérés, quand il parlait de se tuer; et elle le regardait aussi, vaincue malgré elle par un sentiment de pitié et d'humiliation.

— Je ne te lierai pas, lui dit-il, en la suivant jusque sous le hêtre derrière le tronc duquel elle s'était réfugiée. Mais tu viendras avec moi, sans aucun doute : si tu ne viens pas aujourd'hui, pars seule maintenant, mais fais bien attention à ce que je te dis ; je te défends de te mettre servante. Je ne suis pas un lâche, moi, entends-tu, je ne suis pas un lâche. Je suis Paulu Decherchi, et je connais mon devoir! Je ne t'abandonnerai pas. Comprends-tu?

— Je comprends. Tu n'es pas un lâche et tu ne m'abandonneras pas. C'est moi qui dois faire mon devoir. Et je n'y manquerai pas.

— Laissons de côté les paroles inutiles, Annesa. Moi, je ne t'abandonnerais pas, et toi tu ne dois pas me tourmenter plus longtemps. Je suis las, vois-tu, je suis las, je suis las des folies de l'abbé Virdis, et des idées qu'il t'a fourrées dans la tête. Je suis las de tout; il est temps d'en finir.

— Oui, il est temps d'en finir, Paulu. Ne crie pas, ne t'emporte pas. L'abbé Virdis n'a rien à voir dans nos affaires. Les autres, les tiens s'inquiètent inutilement : laissez-moi en paix et soyez tranquilles. Ne va contre la volonté de personne, ni même contre ta volonté.

— Alors, c'est contre la tienne que je dois lutter.

— Oui.

— Pourquoi donc?

— Tu le sais bien, pourquoi; ne me le fais pas dire.

Et soudain ses yeux éteints s'animèrent avec une expression de douleur presque physique.

— Tu le sais bien, répéta-t-elle, d'une voix basse, anxieuse. Je le lis dans tes yeux. Va, ne me tourmente pas davantage. Tu y as pensé un peu tard, à ton devoir. D'ailleurs, cela vaut mieux : ce qui est arrivé aurait eu lieu quand même, et tu m'aurais

maudite. Aujourd'hui, vois tu, aujourd'hui tu n'es plus le même avec moi, Paulu ! Je ne suis plus Annesa, je suis une femme pernicieuse. Mais, vois-tu, mon ami, je suis contente que tu ne me maudisses pas. J'en avais peur. Je suis contente que tu sois venu, et je ne te demande pas autre chose... Tu n'as pas, comme tu le crois, d'obligations envers moi : j'ai fait ce que j'ai fait parce que c'était ma destinée : je ne l'ai pas fait seulement pour toi, mais pour tous... pour vous tous... J'ai eu tort, pourtant, mais j'étais comme folle, j'étais hors de moi, je ne comprenais rien. Après, après j'ai compris : et j'ai fait un vœu. J'ai dit : si eux sont sauvés, et moi aussi, je me punirai moi-même, je m'en irai, je vivrai loin de lui pour ne plus pécher... Voilà tout : et j'ai bien fait parce que toi, Paulu... toi, tu es changé ; maintenant tu as peur de moi, et tu as raison...

— Tu divagues ; tu es exaspérée... dit-il en s'étreignant les tempes. Ce n'est pas vrai ! Ce n'est pas vrai ! Ce n'est pas vrai !

— Ce n'est pas vrai ? s'écria-t-elle avec emportement. Mais si, tout est vrai, ce qui est fait est fait.

Et elle secoua la tête, elle secoua les mains, comme pour chasser loin d'elle le passé. Paulu parut se calmer, être convaincu par ses paroles. Il courba la tête et resta en contemplation devant les tiges de lierre flétries qu'il avait foulées aux pieds. Et du haut des branches du hêtre solitaire, les trilles de l'alouette se répandaient dans le silence, comme l'éclat de rire d'un être invisible, un peu mélancolique et un peu narquois, et semblaient se moquer des deux pauvres mortels qui étaient allés porter leurs querelles mesquines dans la splendeur impassible de ce paysage mort.

* * *

Que feras-tu maintenant ? demanda Paulu, avec une voix et un regard différents. Où iras-tu ? Tu es malade, je le vois ; tu es vieillie de vingt ans. Qu'est-ce que tu feras ? Tu te mettras servante ? Tu sais ce que cela veut dire, être servante ? Connais-tu la famille chez qui tu veux te placer ? Moi je les connais tes maîtres : des gens avares et prétentieux qui ne t'aimeront certes pas. Tu tomberas malade, tu te dessécheras inutilement comme ce lierre qu'on a détaché de l'arbre.

— Le lierre allait étouffer l'arbre ; il valait mieux l'en arracher, répondit Annesa, touchée de la pitié que Paulu finissait par lui montrer. Alors elle s'affaissa sur la pierre, et se cacha le visage entre les mains, en pleurant. Paulu continua à parler ; Annesa continua à pleurer ; puis, tout à coup, elle se calma, et resta immobile sur la pierre, les coudes aux genoux et la figure entre les paumes, comme lorsqu'étant assise sur la marche de la porte conduisant au jardin, elle ruminait dans sa tête la suite de ses ténébreuses pensées. Elle ne prononça plus un seul mot ; elle comprenait qu'au fond, Paulu était content de se débarrasser d'elle, et Paulu, à son tour, sentait que ses paroles étaient superflues n'arrivaient plus jusqu'à l'âme de la malheureuse fille.

On entendit au loin le roulement lourd de la voiture du courrier : alors seulement, Annesa releva la tête et regarda encore le veuf.

— Va-t'en, supplia-t-elle. Pour l'amour de Dieu, va-t'en. Quittons-nous sans rancune. Salue de ma part dom Simone, Zio Cosimu, donna Rachel. Dis-leur que je ne suis pas une ingrate ; une malheureuse, oui, mais pas une ingrate. Va : adieu.

Il ne bougea point.

La voiture avançait, devait avoir dépassé déjà le tournant de la route avant le pont.

Annesa se leva et reprit son paquet.

— Adieu, Paulu. Serre-moi la main.

Mais lui, très pâle, se débattant entre son désir de la laisser partir, de se débarrasser d'elle, et l'humiliation qu'elle lui infligeait par sa générosité, se tourna d'un autre côté et fut repris d'agitation.

— Non, non ! je ne veux pas te dire adieu, ni te serrer la main. Nous nous reverrons. Tu regretteras amèrement ce que tu fais aujourd'hui. Va-t'en donc, je ne t'en empêche pas ; mais je ne te pardonne pas, Annesa, je ne peux pas te pardonner, car aujourd'hui tu me blesses comme personne ne l'a jamais fait. Va, va !

— Paulu, mon chéri, cria Annesa avec désespoir. Pardonne-moi, regarde-moi. Ne me laisse point partir désolée. Pardonne-moi ! Pardonne-moi !

— Alors viens avec moi ! Allons, je vais prévenir Zio Sogos qu'il continue son chemin.

Annesa se pendit à son cou, ne lui permit pas de s'éloigner. Et dans les bras de Paulu qui la serrait sur sa poitrine avec un élan de pitié sincère, elle tremblait comme un petit oiseau meurtri.

— Allons, allons, répétait-il, nous irons où tu voudras. On peut faire pénitence partout. Nous avons péché ensemble, nous ferons pénitence ensemble...

La voiture arriva, s'arrêta sur le pont.

Annesa devinait fort bien que Paulu lui parlait avec douceur et avec pitié parce qu'il était sûr qu'elle partirait. Il ne lui vint même pas l'idée de le mettre à l'épreuve ; elle se détacha de lui, et crut avoir commis une faute, rien qu'en le touchant. Elle ne lui dit plus un seul mot, reprit son paquet et se dirigea vers la route.

Paulu ne la suivit pas.

Épilogue.

Des années passèrent.

Les vieillards moururent; les jeunes devinrent vieux.

La famille dans laquelle Annesa devait entrer comme servante ne voulut plus entendre parler d'elle quand on connut son histoire. Elle dut attendre un certain temps avant de trouver une place, et elle finit par être acceptée par des petits rentiers. Le maître essaya de séduire la servante qui n'était plus belle, ni jeune, mais gentille et intelligente; quant à la maîtresse, chaque fois qu'elle revenait de l'église ou de la promenade et qu'elle avait rencontré quelque dame mieux habillée qu'elle, elle s'en prenait à Annesa, la rabrouait et la battait.

Ce n'était pas la vie de pénitence rêvée par la femme coupable, mais ce n'était pas non plus une vie bien gaie.

De toute façon, le temps s'écoula : Gantine vint chercher son ex-fiancée, Paulu lui écrivit plusieurs fois; et puis Gantine se maria et Paulu parut se résigner.

Annesa changea souvent de maîtres; enfin elle entra chez un vieux chanoine surnommé *Chanoine Papillon*, parce qu'il marchait si vite qu'il paraissait voler. Ce chanoine Papillon passait pour un astrologue parce que, toutes les nuits, il examinait longtemps les étoiles par la petite fenêtre de sa maison située au bout du pays : quand il arrivait quelque phénomène dans le ciel ou quelque événement extraordinaire ici-bas, tout le monde avait recours à lui pour obtenir des explications.

C'était un homme instruit, mais fort distrait. En peu de temps, Annesa devint la maîtresse du logis et put faire tout ce qu'il lui plaisait. Elle s'acquit alors une réputation de femme charitable : on la vit suivre tous les enterrements, on l'appela pour soigner les malades et pour laver les morts et les habiller avant de les mettre en bière : tous les pauvres, malades, femmes en couches, paralytiques furent secourus par elle.

Ainsi passèrent les années. Un jour donna Rachel vint à Nuoro pour la fête du Rédempteur. Et elle alla voir Annesa et l'étreignit dans ses bras. Elles pleurèrent ensemble; puis la vieille dame, pâle et triste, serrée dans son châle noir, pareille à la Madone à la recherche de son Fils mort, prit la main d'Annesa et se mit à se lamenter :

— Tu sais, les vieux sont trépassés. Rose est toujours malade; Paulu est vieilli; il a des douleurs et des insomnies. Moi aussi, je m'incline tous les jours vers la tombe. Nous avons besoin d'une femme de confiance, d'une personne affectueuse et désintéressée. Nous avons eu une domestique qui nous volait. Paulu est incapable de surveiller la maison; Rose est infirme. Que deviendront-ils, si je meurs?

Annesa crut que donna Rachel voulait lui proposer de revenir chez elle; et, quoique décidée à refuser, elle sentit son cœur battre. Mais la vieille dame s'arrêta. Elle avait pardonné à Annesa, mais elle craignait sans doute encore que Paulu veuille épouser la femme considérée comme coupable.

Quelque temps après, Annesa apprit que Paulu avait la fièvre typhoïde; puis un jour elle le vit arriver comme un fantôme. Il était devenu réellement le fantôme de lui-même : vieux, maigre, ayant les cheveux blancs, les yeux caves et les mâchoires saillantes. Durant toutes ces années, il avait continué sa vie oisive et dépravée : la maladie lui avait un peu brouillé les idées. Un étrange phénomène se produisait en lui : il s'imaginait qu'il avait été complice d'Annesa dans l'assassinat du vieux, et il en éprouvait des remords.

Annesa fut effrayée, en le voyant. Il lui raconta ses souffrances :

— Toutes les nuits je rêve de Zio Zua; quelquefois il me semble voir grand-père Simone qui m'ordonne de venir te trouver et de te forcer à te marier avec moi. Que ferons-nous, Annesa? Tu n'as pas de remords, toi? Tu ne rêves pas du vieux?

Annesa n'avait jamais été tourmentée par les remords; elle s'était repentie, elle croyait s'être suffisamment punie en quittant son amant, mais au bout de quelque temps, elle n'avait plus jamais *vu* le vieux en rêve ou autrement.

— Que ferons-nous? répéta Paulu. Il nous faudrait une femme patiente et fidèle : ma mère est âgée, elle aussi elle est affaiblie; Rose est bien malheureuse, et moi je suis comme un cadavre ambulant. Reviens, Annesa, si tu tiens à faire pénitence.

— Donna Rachel a peur de moi, répondit Annesa, je puis retourner chez vous si elle le désire, mais tant qu'elle vivra ne me parle pas de mariage.

— Alors il est inutile que tu reviennes, répartit Paulu tourmenté par son idée fixe. Et il s'en alla, sans même lui serrer la main. Ils étaient désormais, l'un pour l'autre, des fantômes de glace.

*
* *

Une autre année passa.

Paulu n'importuna plus Annesa, mais avec ses remords, ses peurs, son idée fixe, il dut suggestionner donna Rachel, car un jour la servante du chanoine Papillon reçut une lettre dans laquelle la vieille dame la priait de « revenir ».

Elle quitta non sans chagrin la tranquille maisonnette par la fenêtre de laquelle le chanoine parlait avec les étoiles, et elle « revint ».

La maison Decherchi avait l'air d'une ruine : la grande porte ogivale, les balcons rouillés, défoncés, la corniche couverte d'herbes folles, tout, à l'extérieur et à l'intérieur, était décrépit, méconnaissable, prêt à s'effondrer et à ensevelir les trois pauvres êtres qui habitaient là.

Annesa rentra en pleurant dans ce pénible logis; elle vit donna Rachel couchée dans le petit lit de la salle à manger, et elle tressaillit.

A côté du lit, était assise une petite vieille au teint jaune, un peu bossue, avec deux yeux métalliques ayant un air étrange, félin et méfiant. Le vêtement bizarre de cette bizarre créature — un costume demi-bourgeois et demi-paysan — frappa Annesa. Elle examina la petite vieille, et vit qu'elle avait les cheveux roux, abondants.

— Rose ! ma chère Rose ! cria-t-elle, les larmes aux yeux.

Mais Rose ne la reconnut pas. Et quand elle sut que cette petite femme, qui paraissait plus jeune qu'elle, était Annesa, l'ancienne *figlia d'Anima*, sa future marâtre, elle la regarda avec plus de méfiance.

— Rose, pria donna Rachel, va dans la cuisine chauffer un peu de café.

— Je peux bien y aller ! Je connais la cuisine, il me semble, s'exclama Annesa.

Mais Rose tira de sa poche, avec ostentation, un trousseau de clefs, ouvrit le tiroir de la table, en sortit le sucre et dit :

— Tu ne sais pas où l'on met les provisions. Je vais aller à la cuisine. Reste avec ma grand'mère.

Et elle remit les clefs dans sa poche.

Une fois seules, donna Rachel dit à son ancienne fille adoptive :

— Ne contrarie pas Rose, la pauvre Rose. Elle tient à être la maîtresse de tout... du peu que nous avons. Ne la contrarie pas, je t'en prie, Annesa. Quand elle a un désagrément, la pauvre Rose a des convulsions.

En ce moment Paulu rentra. Il avait été à la messe, quelqu'un l'avait prévenu de l'arrivée d'Annesa.

— Qu'y a-t-il de neuf à Nuoro ? demanda-t-il simplement, en lui serrant la main. Fait-il très chaud?

— Pas trop, répondit-elle.

Elle le regarda. Il était devenu complètement vieux en un an : il avait les cheveux blancs, la moustache grise : on l'aurait pris pour Zio Cosimu.

— Paulu, murmura donna Rachel, je prévenais Annesa de ne pas contrarier la pauvre Rose. Prie-la aussi de...

— Mais oui, mais oui, répliqua-t-il avec impatience. Annesa le sait bien qu'elle est revenue ici pour faire pénitence. Je te l'ai déjà dit, je crois, Annesa. Te l'ai-je dit, oui ou non?

— Oui, oui, répondit-elle.

*
* *

Comme il y a longtemps, Annesa ouvre, un soir, la porte qui donne sur le jardin, et s'asseoit sur la marche.

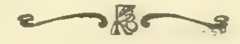
La nuit est calme et chaude, à peine éclairée par le voile blanchâtre de la voie lactée : le jardin est embaumé par le basilic, le bois immobile ; la montagne, au profil d'échine humaine, parait dormir sur le désert infini du ciel étoilé.

Tout le monde dort : même Paulu qui souffre de longues insomnies. Depuis quelques jours, pourtant, il est tranquille : sa conscience est sur le point de s'apaiser. Demain, Annesa aura un nom : elle s'appellera Anna Decherchi. Tout est prêt pour la cérémonie modeste et mélancolique. Annesa a tout préparé, et maintenant elle s'asseoit, courbaturée, sur la marche de la porte.

Elle pense, ou plutôt elle ne pense pas, mais elle sent que sa vraie pénitence, sa véritable œuvre de charité est enfin commencée. Demain on l'appellera Anna Decherchi. Le lierre s'enlacera de nouveau à l'arbre, et le couvrira pieusement de ses feuilles. Pieusement, car désormais le vieil arbre est mort.

GRAZIA DELEDDA.

Traduit de l'italien par M. ALBERT LÉCUYER.



A La Haye

—

FIN DE CONFÉRENCE

La Conférence de la Haye, qui avait provoqué tant d'attention, tant de curiosité émue, au début, finit au milieu d'une ironique indifférence. Triste sort pour une réunion de diplomates, de jurisconsultes, d'hommes politiques, de militaires et de marins, qui accoururent de tous les points du globe et coûtèrent fort cher à leurs États respectifs.

Des résultats de leurs travaux, c'est à peine s'il convient de parler. Trois grands problèmes, qui pouvaient à juste titre préoccuper l'humanité, étaient posés : limitation des armements, inviolabilité de la propriété privée sur mer, arbitrage obligatoire. Aucun d'eux n'a été tranché. Par contre on a traité largement des mines et d'une série de points secondaires, dont le public refuse avec obstination de se soucier, et le public a raison. Quelques hommes de droit, quelques professeurs d'Université, assemblés sans

fracas, en eussent fait tout autant, sinon davantage.

Les délégués, que les puissances ont dépêchés à la Haye, ne tireront donc pas grand lustre de leur mission, encore que certains d'entre eux aient déployé de très actifs efforts pour empêcher le lamentable avortement. Mais il faut bien se dire que les conférences de la Paix ressemblent trait pour trait aux anciennes diètes de Pologne : l'unanimité est requise et le liberum veto d'un assistant peut susciter des catastrophes. C'est ce qui est advenu, et nul n'avait douté du résultat, hormis quelques optimistes professionnels et incorrigibles.

Je ne veux point dire que les envoyés extraordinaires n'aient point travaillé. Ceux qui portent un grand nom dans la diplomatie ou dans la politique, ont peiné avec acharnement sur des traités de jurisprudence; ils se sont livrés à d'innombrables conciliabules pour tâcher de découvrir des formules qui eussent l'air de révolutionner le monde, sans pourtant rien innover. Des comités, des sous-commissions, des commissions, se sont réunis quotidiennement pour débrouiller l'écheveau compliqué des réticences, des réserves, des oppositions. Si toutes ces délibérations n'ont provoqué que de chétives réformes, c'est qu'au fond les délégués étaient bien obligés de suivre les tendances de leurs gouvernements, et que la conférence a été traversée par les quelques grands courants politiques qui déterminent les classements de puissances.

*
* *

Les chefs de mission se sont évertués à nier, dans toutes les conversations publiques et privées, l'existence de ces courants. Elle fut pourtant incontestable. Ce n'est point par une pure coïncidence que la France et l'Angleterre, d'une part, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie de l'autre, associèrent sans cesse leurs vues et leurs votes.

L'opposition anglo-allemande fut le trait caractéristique de cette seconde conférence. Il est peu de points sur lesquels elle ne se soit accusée. Sur les trois problèmes fondamentaux que j'ai évoqués plus haut, elle fut presque violente. Et, en réalité, c'est l'Allemagne qui a triomphé, puisqu'elle a empêché le Royaume-Uni de faire prévaloir ses aspirations et d'obtenir une innovation pratique. Sans doute le perpétuel sourire de M. de Marshall, aujourd'hui ambassadeur du Kaiser à Constantinople, demain candidat à tous les hauts emplois de l'Empire, s'expliquait-il uniquement par un solide contentement de soi-même, par une notion bien acquise de la victoire remportée. Mais il y a des victoires qu'il ne faut point remporter, quand on nourrit certaines ambitions.

M. Bourgeois, le premier délégué français, a été le grand optimiste, le grand conciliateur. Sceptique par nature, il déguise avec un rare talent ce scepticisme enraciné et le tourne en puissance persuasive M. de Marshall a été, sous ses allures carrées, le grand ironiste. Il faut l'entendre parler des travaux de la conférence, de l'inanité des débats, du mauvais climat de Scheweningue, des prétentions oratoires des Sud-Américains, qu'il qualifie volontiers de nègres, dans l'intimité. Avec quelle ingéniosité il vous démontre les difficultés, l'absurdité de la tâche entreprise. Doit-on croire en outre que son attitude a visé directement à détruire l'autorité du premier délégué français, qu'il s'était tracé comme une obligation impérieuse de faire échouer toutes nos propositions? On conte, dans les milieux de la Haye, que sa tactique se modifia brusquement au lendemain de l'apparition de l'amiral Philibert à Casablanca. Plutôt aimable jusque-là, il devint soudain abrupt et agressif. L'influence du délégué Kriege, pangermaniste, élève et créature du fameux Holstein, s'était substituée à celle du délégué Zorn, plus bienveillant et plus soucieux de ne point compromettre son pays.

Le second trait distinctif de cette session aura été l'extension de l'autorité diplomatique de l'Amérique du Sud. Vous entendez bien : je n'écris pas l'Amérique, encore que le Nord ait voulu régenter le Sud et parler en son nom, j'écris l'Amérique du Sud. Les Républiques grandes et petites, serrées en un bloc compact, ont joué un rôle et un rôle effectif. Un délégué russe et non des moindres a dit ce mot profondément juste : voici la sixième partie du monde qui entre en lice. Les Ruy Barbosa et les Drago, entre autres, ont étonné les comités et les commissions par la profondeur et la nouveauté de leurs aperçus juridiques et comme ils savent le français et qu'ils sont dotés d'un talent oratoire indéniable, ils n'ont pas eu de peine à reléguer au second plan les Américains du Nord, qui ne s'attendaient point à cette mauvaise fortune.

L'échec de l'Union est d'ailleurs moins pénible que celui du Japon. L'Empire du Soleil Levant estimait que victorieux, par les armes, de la Russie, promotrice de la Conférence, il se taillerait encore un gros succès au cours des discussions. Son premier délégué, M. Tsousouki, avait élaboré une foule de projets, mais aucun de ces projets n'a été accueilli. Les Nippons ne parlent point notre langue, et il est très grave, dans le milieu diplomatique, de l'ignorer. Vous pouvez être sûrs qu'à la prochaine session, en 1915, les délégués du Mikado — s'il y a encore un Mikado, — s'exprimeront aussi purement que Talleyrand ou Hugues de Lionne lui-même.

*
* *

La vie mondaine — si l'on peut dire — a été singulièrement active à la Haye, pendant les quatre mois que les missions y ont séjourné, et beaucoup des envoyés y ont trouvé des consolations à l'ennui persistant qui les rongeait.

Il a même fallu que tous ces diplomates, jurisconsultes et généraux eussent, au propre, un robuste estomac, car ils ont assisté à des dîners capables de fatiguer les gourmets les plus valeureux. Ce n'est pas seulement sur le terrain du droit que les puissances ont rivalisé ; chacune d'elles a prétendu se distinguer dans l'art culinaire. On a reçu des invitations ; il a fallu les rendre. Les petits États voulaient réunir à leur table les délégués des grands, pour bien affirmer leur souveraineté, — mais le bruit a couru, et tout me porte à le croire fondé, qu'on n'avait pas toujours fraternisé cordialement autour des plats, et qu'à l'heure du champagne, des épigrammes courtoises et spirituelles — mais cruelles aussi, avaient été échangées.

Voulez-vous savoir quelles furent les deux missions qui donnèrent les plus belles fêtes ? Vous citeriez volontiers l'Union américaine et la France, l'Angleterre et la Russie? Eh bien non! Vous vous trompez.

Le sultan de Turquie avait dépêché à la Haye un certain Turkhan-Pacha, dont c'est la spécialité de représenter l'Islam à toutes les conférences internationales. Ce Turkhan Pacha, dont le passé est plutôt complexe, est toujours accompagné d'un cafedji noir, qui a pour fonction de le prémunir contre le « mauvais café ». S'il prend un souci tout particulier de ses jours, il ne soigne pas moins ses intérêts matériels, et comme il a toujours peur d'être privé de ses revenus, (ce sont ceux des biens du culte dont il a la garde, avec le titre de ministre), il entend qu'Abdul-Hamid, son souverain, puisse se féliciter de ses services. Lorsqu'il réussit à joindre un journaliste, il lui demande, avec son plus aimable sourire, de dire du bien de l'Empereur ottoman, ce monarque si plein d'humanité et qui s'attache avec tant de dévoûment aux œuvres de civilisation. Dans les commissions de la Conférence, il avait toujours un mot déférent pour le Padishah, sachant bien que ce mot serait consigné dans les procès-verbaux, et que le Padishah se ferait lire ces documents, pour savoir si l'on avait cité son nom. Malgré tout, la Turquie n'a pas joué un rôle très pompeux à la Haye. Alors Turkhan-Pacha a eu une idée géniale. Il a donné un bal, et comme un bal turc est chose curieuse, et que fort peu de gens en ont vu, toute la diplomatie est accourue. Abdul-Hamid sera content du chef de sa mission, qui a triomphé dans la danse.

La Turquie pourtant n'a pas éclipsé le Brésil. C'est cette grande République sud-américaine, dont le premier représentant, M. Ruy Barbosa, a si abondamment discouru, qui a organisé les plus somptueuses réceptions. On n'a pu me dire combien la dernière avait coûté, mais ce qui est certain, c'est qu'on y disposa pour 8.000 francs de fleurs, que le luminaire y fut admirable et que les Sud-Américains y formèrent un bizarre assemblage. Les parents pauvres, la Bolivie, l'Équateur, le Venezuela y étaient conviés, et ne se firent point faute d'y assister.

*
* *

Si l'on n'a pas assuré la paix perpétuelle, l'on a donc mangé et dansé en l'honneur de la pacification des peuples, et les peuples auront un fort denier à solder, pour couvrir tous ces frais. Nous connaîtrons notre note à la rentrée, lorsque le gouvernement déposera sa demande de crédits à la Chambre. Elle sera très inférieure à celle de l'Allemagne ou à celle de l'Amérique, car nos délégués ont vécu presque modestement. Les missions les plus onéreuses seront celles des Républiques sud-américaines, dont les mandataires ont dû s'absenter avec femmes, enfants et domestiques pendant six ou huit mois. Un diplomate m'a laissé entendre qu'avec 25 millions, l'on pourrait payer toutes les dépenses qui se rattachent de près ou de loin à la conférence. La somme est coquette, surtout si l'on considère l'utilité que tous ces débours ont offerte.

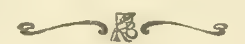
Il y a pourtant un pays qui s'est montré d'une extrême parcimonie, et c'est celui-là même qui recevait les autres — la Hollande. On m'avait dit au début qu'elle n'avait accueilli les missions, et prêté sa salle des États à la conférence, qu'avec regret, et parce qu'il lui était difficile de décliner cet honneur. En fait, elle n'a déployé nul effort pour rendre le séjour de la Haye agréable à ses hôtes, ou pour leur faciliter leur tâche. On croirait même que le directeur des Postes du Royaume avait donné des ordres spéciaux, afin que le courrier n'arrivât jamais à l'heure, et que la diplomatie se sentît gênée dans ses fonctions.

Une jeune reine gouverne la Néerlande, ou mieux elle y règne, si elle ne gouverne pas. Et cette jeune reine a épousé un prince consort, dont c'est le métier de se tenir à ses côtés. Ce prince consort n'a même pas eu soin d'apprendre quelques mots de français pour saluer les missions. Si bien que se trouvant embarrassé, il choisit le parti de disparaître. Quant à la souveraine, les fêtes qu'elle a organisées se sont résumées simplement en un dîner à Amsterdam, à soixante et quelques kilomètres du siège de la conférence, et qui s'est terminé à une heure où

commencent d'habitude les repas officiels. Elle a pourtant un palais à la Haye, et elle eût pu éviter un déplacement à des diplomates âgés, mais elle n'entendait point se contraindre, et comme elle résidait au château du Loo, et qu'elle a coutume de se mettre tôt au lit, elle a passé outre à toutes les observations respectueuses de son protocole.

Les délégués sont contents d'en avoir fini avec leurs travaux. Soyez sûrs qu'ils sont bien pénétrés de l'inanité de leur tâche, mais soyez sûrs aussi que dans tous les Parlements, les ministres des Affaires étrangères vont célébrer la grandeur de l'œuvre accomplie.

DIPLOMATICUS.



CRÉPUSCULE SUR LA CAMPAGNE BRETONNE

Je t'aime au crépuscule, ô terre gaëlique !
Lorsque le ciel, blessé des feux morts du soleil,
Revêtant sa couleur la plus mélancolique,
Violet, jaune et vert, à ton sol est pareil.

Tes bruyères, alors, tes ajoncs et tes chênes
Fondent, dans les lointains, leurs tons harmonieux,
Et l'ondulation des collines prochaines
Berce sur sa douceur l'enchantement des yeux.

C'est l'instant où la lande, enfin muette et nue,
Quand l'abeille a cessé son travail et son bruit,
Avec la brume fée, au flottement de nue,
Exhale chastement son âme vers la nuit.

Le promeneur venu de loin, ô terre aïeule,
Pèlerin du passé qui chez toi ne meurt pas,
Parmi ce vierge espace où la pensée est seule,
Voit une ombre subtile errer avec ses pas.

Les souvenirs du jour prennent leurs vrais visages.
La vieille église est neuve et nouveau le manoir.
Etait-ce tout à l'heure, ou bien en d'autres âges,
Qu'un glabre paysan taillait dans son pain noir ?

Mais c'est l'obscurité vague du soir plus sombre,
Qui plus loin dans les temps évoque l'autrefois.
Et voici que l'esprit plus incertain de l'ombre
Emeut le voyageur d'une confuse voix.

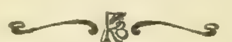
Il entend maintenant le murmure des arbres
Répéter aux humains les paroles du vent,
Seule mémoire due à des fastes qu'aux marbres
N'inscrivit pour l'histoire aucun stylet savant.

C'est leur frisson léger qu'il écoute lui dire,
Dans le chuchotement ténébreux de la peur,
Comment chaque Breton dans l'air natal respire
Les rêves pleins d'effroi dont il nourrit son cœur.

Il tressaille à l'envol brusque d'un son de cloche.
Et cherchant, sans le voir, le clocher, il se sent
Un désir de trouver, au hameau le plus proche,
Le signe de la vie au geste d'un passant.

Malgré lui, cependant, il détourne la tête,
Etonné du sommeil étrange de ces lieux,
Que vont hanter bientôt, sous la nuit inquiète,
Des fantômes allant vers des spectres de dieux.

EUGÈNE HOLLANDE.



ROME ET LE CLERGÉ FRANÇAIS PENDANT LA RÉVOLUTION

Les lois religieuses édictées par la Révolution poussèrent de bonne heure à l'émigration les prélats, les prêtres, les religieux qui ne voulurent pas y souscrire. Bien avant que la rigueur ne devînt une règle, tous ceux qui, confiants dans la parole de Rome, avaient obéi strictement aux ordres qui en émanaient, quittèrent le sol d'une patrie qui demeurait sourde aux injonctions du souverain pontife. Le flot grossit le jour où, à la tolérance légale, succéda pour les insoumis et les insermentés le régime de la persécution légale.

En 1789, on comptait, en France, dix-huit archevêques et cent trois évêques, tant des diocèses régnicoles que des diocèses réputés étrangers, plus onze évêques *in partibus*, 34.658 curés, sans compter les chanoines, les aumôniers et les vicaires, 801 abbayes d'hommes, 280 de femmes et 680 chapitres. Si grande qu'on admette la proportion des victimes des tribunaux révolutionnaires ; si élevé qu'on tienne le nombre des gens d'église restés en France pendant la tourmente, on ne saurait, d'après les statistiques approximatives les plus minutieuses, arriver à d'autres conclusions que celles-ci : une bonne moitié du clergé français chercha à l'étranger un abri qu'on ne lui refusa pas.

Il en passa une notable partie en Angleterre ; le reste s'éparpilla dans les Flandres, en Espagne, en Allemagne, en Suisse, dans les différents États italiens et enfin à Rome. A mesure que les armées révolutionnaires gagnaient du terrain, dans les provinces belges et hollandaises, en Piémont, en Lombardie, et dans les provinces rhénanes, c'étaient de nouveaux exodes, ceux-là plus douloureux encore que les précédents.

On était parti, comme tant d'émigrés le crurent, pour quelques jours ; les années se passaient sans que l'horizon s'éclaircit ; on était parti, confiant dans le vieil adage « le prêtre vit de l'autel » et les ressources canoniques s'épuisèrent bientôt plus vite

encore que celles que l'on avait pu en hâte rassembler. Alors, à partir de 1793, ce fut vers Rome un long cri de détresse poussé de tous les points de l'Europe. Tous ces désespérés tendaient des bras suppliants vers la barque de Pierre, leur suprême espoir dans le lent naufrage où ils s'engloutissaient.

Les prélats qui tous, sauf les évêques d'Albi, de Carcassonne, de Vienne, Séez, de Saint-Omer et de Perpignan, s'étaient réfugiés loin des États pontificaux, assiègent de leurs demandes la chancellerie du Vatican.

A la vivacité de leurs plaintes se mesure l'étendue de leur dénuement et la croyance où ils étaient, qu'ayant souffert pour la cause romaine, Rome devait les assister dans leur misère.



Les Archives du Vatican, dans le fonds *de charitate S. Sedis erga Gallos*, sont pleines de lamentables missives.

L'évêque de Châlons, A.-J. de Clermont-Tonnerre réfugié à Gemert, près de Bois-le-Duc, en Hollande, écrit au pape en octobre 1793 :

« Je suis forcé de vous révéler mon dénûment et ma misère et d'implorer votre clémence paternelle. C'est pourquoi je supplie Votre Sainteté de vouloir bien me donner un asile dans ses États et de m'y fournir des subsides jusqu'à ce que la miséricorde divine daigne rétablir l'ordre en France et me rendre à mon troupeau ».

Il insiste en décembre de la même année :

« J'ose solliciter, mande-t-il au cardinal Zelada, secrétaire d'État, une existence assurée pendant notre exil... Des secours momentanés me laisseraient toujours la peine et le regret d'y recourir... Si S. S. se trouve gênée... ne pourrait-elle pas me nommer à quelque bénéfice ? »

On lui envoie une lettre de change de 250 écus romains. En 1794, il renouvelle sa demande, ayant été obligé de fuir par suite de la retraite inopinée des armées impériales ; on lui envoie encore 250 écus. En 1795, d'Altona où il s'est réfugié, il demande encore à la chancellerie romaine lui faire tenir 100 écus. L'année suivante, le baron de Breteuil lui conseille d'aller en Angleterre pour bénéficier des dix guinées que le gouvernement anglais accorde par mois aux évêques français ; sa santé le lui interdit. Le pape ne peut-il donc lui assurer les cinq louis qui lui sont nécessaires par mois pour vivre?

Le baron de Breteuil insiste en sa faveur auprès de Mgr Caleppi, l'évêque lui-même réitère sa demande qui n'est plus que de trois mille livres, une fois données, il vient de vendre sa croix « le dernier effet qui lui restait ». Jusqu'en 1802, époque à laquelle il reçoit 700 florins, il est secouru et en 1804, il sollicite de Rome, où il s'est réfugié, cent louis pour rentrer en France.

C'est l'évêque d'Agen, d'Usson de Bonnac, qui demande en 1795 une pension annuelle de 1.000 écus. De Soleure, il envoie à l'archevêque de Nicée, nonce apostolique en Suisse, l'état des objets qu'il a à vendre : « une montre en or à répétitions, une autre montre unie, une boite émaillée venant de M. le comte de Maurepas, des boutons de manche, une bague épiscopale, topaze, une autre d'améthyste, une pierre gravée », le tout vaut 4.140 livres et il consent à s'en défaire pour 2.800.

« Il y a de plus une voiture anglaise pour courir la poste, qui a coûté près de mille écus et une canne à pomme d'or, à chiffre, beau jonc, bas, 300 fr. »

On lui expédie une lettre de change de 468 livres.

C'est l'archevêque de Bordeaux, Champion de Cicé, forcé de fuir de ville en ville, qui reçoit en 1795, 200 écus. C'est l'évêque de Carcassonne, de Vintimille, qui avise Mgr Caleppi que son loyer à Rome finit le 11 août 1794. « Il voudrait bien ne pas le recommencer, à cause de la cherté dont il est » et voudrait bien un logement à la Trinité du Mont.

L'évêque de Sainte Claude, Jean-Baptiste de Chabot, est demeuré en Suisse, « les besoins spirituels de son diocèse qui se trouve retiré sur les frontières de la Suisse demandant impérieusement sa résidence en ce pays. » Ce sacrifice a gravement compromis ses intérêts, « il est au moment d'éprouver toute l'horreur des derniers besoins », c'est à la charité du Saint-Siège qu'il s'adresse.

Le Pape lui fit envoyer des secours.

René Demoustiers de Merinville, évêque de Dijon, après avoir échappé miraculeusement aux massacres de septembre, a subsisté jusqu'en 1796 à La Haye avec l'argent que lui ont prêté les archevêques de Reims et de Toulouse et l'évêque de Laon ; puis il est passé en Angleterre ; il y resté « environ neuf mois, sur lesquels, il en a été enrhumé cinq ». On l'a secouru en 1794 de 465 florins. Le voilà à Lintz, en Autriche. Il demande de nouveaux subsides en 1796 — 115 louis de France.

L'évêque de Saint-Flour, C. M. Ruffo des comtes de Laric, s'est retiré à Capoue, il réclame en 1795 au Saint-Siège le payement des messes qu'il a dites ; on lui en paye cent ou plutôt on lui fait « l'aumône de cent messes ». Mgr Hachette des Portes, évêque de Glandève, réfugié à Bologne, est secouru ; néanmoins il fait entendre des doléances.

« Permettez-moi, écrit-il, en 1796, de vous faire observer que 120 écus romains que vous m'offrez, et en cédules, ne donnent que 396 livres, attendu que ces cédules perdent actuellement ici 34 p. 100. Vous jugez

aisément que cette somme est insuffisante pour ma subsistance pendant un an. »

L'évêque de Grasse, François d'Etienne de Saint-Jean de Prunières, qui est à Bologne, vieux, infirme, malade, reçoit en 1794 120 écus romains; en juin de la même années, 500 livres et 29 baïoques; en août, 120 écus, en septembre, 100 autres écus; en janvier 1795, 120 écus encore. C'est un des plus favorisés.

L'évêque de Lisieux, J. Ferron de la Ferronnaye, demande que la cour pontificale lui serve de caution pour un emprunt. En 1796, Apollinaire de Polignac, évêque de Meaux, reçoit 120 écus; en 1795, le cardinal de Montmorency 400, en 1792, l'évêque de La Rochelle, J.-Ch. de Coucy, en 1792, 600 piécettes.

Tous demandent presque sur le même ton, presque pour les mêmes causes: l'Evêque de Lombez, de Chauvigny de Blot, celui de Luçon, Isidore de Mercy, celui de Nantes, Eutrope de la Laurencie, l'évêque de Nîmes, Cortois de Balore, de Gallard de Terraube, évêque du Puy, Gain de Montagnac, évêque de Tarbes, de Gallet de Beaumont, évêque de Vaison. On donne à tous.

Si l'on ajoute à ces secours donnés aux prélats jusqu'à la fondation de l'Empire, les sommes réparties aux prêtres réfugiés en Italie, on arrive à un total imposant.

Pour subvenir à ces dépenses exceptionnelles, le Saint-Siége organisa un budget particulier.

*
* *

Ils étaient cinq mille prêtres dans les États romains. Pour subvenir à leurs besoins, on s'ingénia d'abord à des charités qui ne pouvaient être que momentanées. Le connétable Philippe Colonna quêta dans les rangs de la noblesse romaine; on lui donnait soit de l'argent, soit des objets d'art ou des bijoux. Avec le produit de ses quêtes, il fonda une sorte de mont-de-pitié où les gens charitables allaient acheter et l'on secourut ainsi les misères les plus criantes des premiers arrivants.

Le flot des émigrés augmentant, Pie VI créa l'Œuvre de l'hospitalité française, *Opera pia della ospitalita francese*, qu'il réglementa par des brefs successifs.

Le 10 octobre 1792, il prescrivit aux évêques des États romains les règles qu'ils avaient à suivre dans la réception, la répartition et l'entretien des ecclésiastiques.

Il leur recommandait de dresser un état de tous les monastères, sans en excepter ceux des Capucins et autres religieux mendiants, d'évaluer leurs biens et de placer les réfugiés, qui devaient se conformer à la discipline des couvents, proportionnellement à la place et aux ressources des congrégations.

Le 1er décembre de la même année, il prescrivait des règles analogues pour le placement des religieuses venues de France.

La Commission de l'Œuvre pie de l'hospitalité française, présidée par le pape, dirigée par le cardinal secrétaire d'État, avait, en réalité, pour chef Mgr Laurent Caleppi, qui déploya dans l'organisation de l'Œuvre une remarquable activité.

Cette Commission divisa l'État pontifical en cinq grands centres de charité: Rome, Viterbe, Pérouse, Bologne et Ferrare. Les évêques (à Rome le secrétaire d'État) avaient la direction et la responsabilité du placement et de la conduite des émigrés. Pour faciliter l'action de l'œuvre, après une allocution de Pie VI au Consistoire secret du 3 décembre 1792, on préleva un demi-million d'écus romains au trésor du château Saint-Ange.

Dès janvier 1793, la Commission fonctionna aux conditions suivantes: les réfugiés tant séculiers que réguliers devaient donner leurs nom, prénoms, surnoms, lieu de naissance, indiquer les fonctions qu'ils remplissaient, et pour les religieux, l'Ordre et le monastère auxquels ils appartenaient. Après avoir subi, devant un ecclésiastique désigné par l'ordinaire, l'épreuve de la manière dont ils célébraient la messe, ils étaient tenus de se conformer pour l'heure des repas et de la rentrée à la fin du jour aux heures et à la règle du monastère où ils résidaient. On leur donnait le produit des messes pour les aider à subsister.

Le premier rapport de Mgr Caleppi, du 1er août 1793, nous apprend, qu'à cette date, l'entretien des réfugiés était évalué à cent mille écus par an. Ils étaient 2.000 à cette époque; en 1794, ils étaient 5.000.

Cette recrudescence d'émigrés ecclésiastique, auxquels s'ajoutaient encore les émigrés laïques, nécessita une réglementation plus stricte encore. Ce fut l'objet de l'acte du 4 mai 1794.

Les laïques venus du Comtat Venaissin, naguère possession pontificale, avant toute autre mesure, étaient soumis au serment suivant:

« Je soussigné, jure, en présence de Dieu tout-puissant et sur son saint Évangile, que je n'ai jamais adhéré de fait ni par ma volonté aux principes impies et séditieux introduits et professés maintenant en France; que je suis profondément pénétré jusqu'au fond de ma conscience de la sainteté de la religion catholique, apostolique, romaine et qu'en conséquence..... je promets et je prends l'engagement de vivre dans l'observance de la sainte religion... et dans une profonde soumission tant aux lois de l'État et à l'administration établie par S. S. qu'aux règlements prescrits par S. S. pour la direction et la conduite des émigrés; de cesser toute correspondance avec ma patrie et de ne la reprendre qu'au moment où j'en aurai reçu la permission expresse de S. S. par l'organe de ses ministres. »

Ils devaient présenter leurs papiers aux gouverneurs des villes où ils allaient et déclarer leurs noms, qualités et moyens. Les gouverneurs avaient ordre de faire trois catégories de ceux qui se réfugiaient dans les États pontificaux : les personnes capables de pourvoir par elles-mêmes à leurs subsistances ; les ouvriers et les cultivateurs ; les « pauvres sans profession et sans métier ».

Répartis dans les localités à raison de 2 p. 100 de la population indigène, leurs « maximes et leur conduite » devaient être surveillées par les gouverneurs ; dans les villages, des prêtres désignés par les évêques devaient exercer cette surveillance. Tous les deux mois, tels des prisonniers de guerre, il leur fallait comparaître devant le gouverneur.

Cette surveillance morale, les prêtres n'en étaient pas exempts. On peut même dire qu'elle s'exerça plus étroitement sur eux que sur les laïques.

Ils étaient tenus de prêter ce serment dont l'observation marquait quelles rancunes le Saint-Siège avait conservées contre le Jansénisme :

« Je... me soumets à la Constitution apostolique du pape Innocent X, publiée le 31 mai 1653 et à celle du pape Alexandre VII, du 16 octobre 1656 : je rejette et condamne sincèrement les cinq propositions extraites du livre de Corneille Jansénius, intitulé *Augustinus* dans le sens de l'auteur dudit ouvrage, lesquelles ont été condamnées par le Siège apostolique dans des constitutions rapportées ci-dessus ».

Si l'un des prêtres reçus dans les États romains avait eu « la faiblesse de prêter le serment civique » la procédure à son endroit était minutieusement indiquée.

Les prêtres de cette catégorie devaient « se présenter devant l'évêque ou l'un des vicaires généraux du diocèse, pour en obtenir l'absolution des censeurs et la dispense de l'irrégularité encourue par eux, leur exposer le repentir où ils sont de leur faute et pour justifier de leur repentir, ils feront trois copies de leur rétractation dont une restera au greffe de la chancellerie ecclésiastique ; une autre sera envoyée à la municipalité du lieu où ils ont donné le scandale de leur coupable serment ; la troisième au chef-lieu du département, requiérant que cette rétractation soit insérée dans les registres et rendue publique ».

La Commission de l'Œuvre pie de l'hospitalité française tenait le clergé d'au-delà des monts en telle suscipion qu'on les soumettait à des travaux spéciaux.

On les engageait à s'occuper à « la collection des mémoires relatifs à la persécution actuelle » et à préparer des consultations qu'ils utiliseront à leur retour en France, vis-à-vis « de ceux qui auraient reçu le sacrement des intrus, prêté le serment civil, favorisé le schisme ». On leur procurait les livres et les traités nécessaires et Mgr Caleppi, dans son rapport du 1er août 1793, ne cache nullement le but poursuivi :

« Mon dessein, écrit-il, en agissant ainsi, est qu'un jour, lorsque ces ecclésiastiques rentreront en France, ils y retournent moins prévenus de leurs opinions et des soi-disant *libertés gallicanes*. »

*
* *

L'Œuvre de l'hospitalité française subsista, jusqu'en 1805, sous la direction de Mgr Cattaneo qui avait remplacé Mgr Caleppi.

Les services qu'elle rendit furent grands ; bien des ecclésiastiques, surtout après la suppression des pensions anglaises, lui durent de pouvoir subsister. Pie VI montra quelque fierté de cette œuvre, dont il voulut commémorer l'action et la création.

Le 4 juillet 1795 fut frappée une médaille, dont on tira des exemplaires en or et en argent. D'un côté était l'effigie du pape avec l'exergue : *Pius VI Pont. M. An. XXVI* ; sur le revers, on voyait le pontife sur son trône recevant les membres du clergé français avec ces mots : *Clero gallicano pulso hosp. et alim. præstita.*

Cet orgueil était partagé par l'entourage du pape, et c'est avec fierté que Mgr Caleppi lui rappelle que l'opinion unanime le déclare dégagé de tous les liens de reconnaissance envers la France et « qu'à lui seul, Pie VI a payé la dette contractée par le Saint-Siège envers Charlemagne. »

MAURICE DUMOULIN.



ROUSSEAU A MONTMORENCY

Le dimanche 13 octobre, une statue sera élevée à Rousseau, à Montmorency. Est-ce bien la saison qui pouvait convenir à la célébration de cet hommage ? Ce n'est pas maintenant qu'il fallait dresser cette statue ; c'était au printemps quand il y a des pervenches, ou l'été quand il y a des cerises. Mais ce n'est pas au moment où la pomme des dernières *Rêveries*, mûrie déjà sur l'arbre, incline à tomber, qu'il faut montrer Jean-Jacques avec un froid visage.

Eut-il un cœur d'automne et connut-il une fois le déclin des saisons le vieillard qui régna sur les faibles femmes et dont la domination, qui s'étend jusqu'à nous, n'est pas près de finir ? A peine peut-on penser que l'âge et les maux atténuèrent son ardeur. Et, bien que le statuaire l'ait montré debout, une fleur à la main, je ne puis pas l'évoquer, vers ce temps de sa vie, autrement qu'à Eaubonne, dans le

joli bosquet « orné d'une cascade » et sous l'acacia où il étreignait la « taille mignonne » d'Houdetot et mouillait de ses pleurs les mains de son amie.

*
* *

Jean-Jacques ! O philosophe! Tu occupes encore les hommes de ce temps-ci comme ceux du tien ! En vain fuis-tu partout tes semblables. Maintenant comme jadis ils se portent vers toi avec ardeur. Qu'ils t'aiment ou te détestent, ils sont encore tout occupés de toi et ne se lassent jamais de vanter ou de haïr ton nom. O tyran! ton joug pèse toujours sur eux. C'est leur exaltation qui fait ta durée et c'est leur ferveur qui fait ta jeunesse. A peine ont-ils laissé les soins de ta mémoire et se sont-ils écartés de ton nom que c'est aussitôt pour y revenir en hâte. Ah! sorcier, avec ton bonnet de poils et ton mauvais manteau nous domines-tu toujours? Devin de village, le charme de ton bâton de Jacob et de ton vieux grimoire opère-t-il encore? Faut-il que nous soyions à jamais sensibles à tes maux? De quelle force tu nous étreints! N'est-il pas possible de nous affranchir? Mais non, il n'est pas en notre pouvoir de rompre la chaîne par quoi tu nous tiens. Peut-on briser les liens que tu nouas toi-même avec des larmes chaudes? Et comme tes faiblesses font notre lâcheté! O héros! Philoctète errant et toujours blessé, ta plainte semble plus belle encore à mesure que les âges lui donnent un écho plus grand. Vois ces arbres, ces prairies, ces monts toujours verts, ces torrents moins impétueux que ton cœur, nous ne les connaissions pas avant toi. Et ces fleurs qui piquent nos champs, émaillent nos campagnes, ces petites cerises aigres et ces peupliers, est-ce que tu n'as pas, pour nous, animé leur éclat, vanté leur forme et leur saveur? Et ces femmes toujours belles, toujours nonchalantes, cette d'Epinay qui fut si perfide et si pitoyable à ton cœur, cette aimable Luxembourg, cette Mme de Verdelin qui t'envoyait des roses et surtout d'Houdetot qui vint un jour vers toi, ses cheveux au vent, à cheval et en amazone, pourquoi ne les a-t-on pas placées aux pieds de ton image, à Montmorency? Et aussi je voudrais voir cette Mme de Blainville qui te haïssait — ce qui était encore une façon de t'aimer — parce qu'avec d'Houdetot, pendant vos colloques, vous la laissiez, ingrats, « s'ennuyer souvent à garder le mulet. »

*
* *

Beaux parcs, frais asiles, lac charmant, forêt, Rousseau a vécu là, il a erré ici ; il a créé Julie et Saint-Preux sous ces ombres! Sa trace est partout visible et, comme quelqu'un l'a dit, les fleurettes qui poussent aujourd'hui encore à Montmorency, à Eaubonne et la Chevrette, à Soisy et La Briche et dans tous ces villages « sont les petites-filles des plantes qu'il commençait alors d'aimer (1). »

Son caractère mobile, en le portant dans un lieu où il pensait trouver un repos ardemment désiré, ne lui permettait pas d'en apprécier longtemps la faveur. « Je trouvais, écrit-il au début de sa retraite, délicieux d'être l'hôte de mon amie, dans une maison de mon choix qu'elle avait bâtie exprès pour moi. » Alors — dès l'arrivée à l'Hermitage — il était tellement excédé de la ville qu' « un simple pauvre buisson d'épines, une haie, une grange, un pré », le parfum d' « une bonne omelette au fenouil » suffisaient à le rendre heureux. Mais cela pouvait-il durer? N'avait-il pas le secret d'empoisonner lui-même tout ce qui était bonheur, paix et solitude? Et comment se fier à Diderot, à Grimm? comment demeurer chez cette d'Épinay dont le baron allemand devint, peu après, l'hôte?

Et le voici, à présent à Mont-Louis, chez M. Mathas. Il habite un donjon au bout d'une allée en terrasse et, de chez lui, aperçoit, entre autres spectacles « le simple, mais respectable château de Saint-Gratien, retraite du vertueux Catinat ». Là, il vient se retirer, toujours geignant et souffrant, avec les *gouverneuses*, et dans un tel taudis, que quand M. le maréchal de Luxembourg vient le visiter, Jean-Jacques ne sait plus, au milieu des vaisselles et des pots cassés, où laisser asseoir un si grand seigneur.

*
* *

Mais M. le maréchal de Luxembourg n'a pas qu'une femme charmante et toute disposée à aimer Rousseau. Il a un vaste et beau domaine planté de de grands et vieux arbres doux et frémissants, de bosquets et d'allées arrangés pour plaire. Jadis M. de Crozat, qui en fut possesseur avant le maréchal, y invita Watteau. Et ce reste une croyance accréditée depuis, que ce délicieux maître emprunta à ces sites, pour ses *Assemblées*, son *Bosquet de Bacchus* et ses *Rendez-vous* les douces et aériennes perspectives, l'éclat argentin et cette fluidité des eaux et des feuilles par quoi ce grand domaine était si remarquable.

Où le pâle *Indifférent*, tout vêtu de soie lunaire et de satin limpide, erra autrefois, sur les frais gazons, le pinceau à la main, le « berger extravagant » (2) vint demander à son tour le calme et l'inspiration. Lui-même a écrit, dans les *Confessions*, que c'est sous l'influence et devant le modèle de ce grand parc de M. de Luxembourg « qu'il composa dans une continuelle extase le cinquième livre de l'*Emile* »

(1) M. Maurice Barrès.
(2) Rousseau se nomme ainsi dans les *Confessions*.

et qu'il dut de donner, à toute cette partie de son œuvre, « ce coloris si frais » dont l'éclat verdoyant et tout l'air de jeunesse atténuent un peu la déclamation. A l'ombre de ces grands arbres, au murmure et au parfum des feuilles et des fleurs autant qu'aux attentions dont il était l'objet de la part de ses hôtes, Rousseau dut de passer encore quelques mois paisibles. La fréquentation qu'il faisait assez assidument de l'avocat Loyseau, qui demeurait à Saint-Brice « dans le fief de Mauléon où jadis avait logé le grand Bossuet », de Mme de Chenonceaux, du curé de Groslay, du P. Berthier et du libraire Guérin l'empêchaient, au surplus, de se livrer autant qu'il aimait à cette mélancolie dont il avait, en temps ordinaire, la manie étrange d'attrister ses jours à un point extrême. Et cela devait durer ainsi jusqu'à cette nuit tragique de juin 1762 où, sur un mot de M. le prince de Conti, avisé qu'il était décrété de prise de corps, il dut quitter précipitamment Thérèse et Mont Louis et, le lendemain d'une nuit d'angoisse au château, s'éloigner à jamais de ces lieux embellis pour lui des souvenirs de tant de sites heureux et de tant de délicieuses femmes.

*
* *

D'avoir connu Watteau rêveur et alangui, Rousseau chagrin, d'Houdetot aux seins tièdes et l'aimable Luxembourg, cette vallée agreste de Montmorency garda longtemps un parfum discret, une inquiétude douce et comme un air d'amour enivrant. Là où le rude Robespierre vint, peu de jours avant son moment suprême, rendre une dernière fois visite au souvenir de Jean-Jacques, Grétry vint près de vingt ans après terminer ses jours et demander à mourir dans la maison du sage. Enfin le 27 avril 1830 un poète romantique à l'air grave et pensif, au visage inspiré, l'auteur d'*Eloa* et de la *Mort du loup*, fut composer ici cette « élévation » aux *Amants de Montmorency*, qui ne pouvait être bien imaginée qu'aux lieux où Saint-Preux et Julie prirent vie et s'aimèrent.

Ainsi ces coteaux, ces petits cerisiers, le village, la forêt gardèrent longtemps l'empreinte ineffaçable de l'homme dont le cœur décevant, le cerveau fiévreux, emplirent ces bosquets et ces bois de leurs chimères. Les plaintes de cet homme ont été si belles, elles ont ému tant de cœurs, enivré tant d'amants, que l'accent pathétique n'en a point faibli. En vain lui dresse-t-on des images de pierre; c'est lui, toujours lui, le devin de village, le berger frivole et toujours malheureux, que nous voyons paraître et, sous les châtaigniers, marcher, sangloter et parler tout haut comme s'il était là et vivait à nouveau devant nous.

EDMOND PILON.

LES INCONSÉQUENCES DE L'ÉTAT

Il est bien peu d'esprits qui adhèrent encore à l'individualisme étroit, irréductiblement hostile à l'État, que léguèrent les Doctrinaires et les économistes de l'école manchestérienne. Sous l'influence des aspirations démocratiques — et aussi des théories allemandes de droit public et d'économie nationale — l'opinion éclairée en est venue, tout en reconnaissant les droits de la personnalité, à déférer une compétence, une mission plus étendue à l'État. En fait, d'ailleurs, ce qui caractérise l'évolution politique de la France et des autres pays, même anglo-saxons, c'est l'ingérence croissante du pouvoir dans les domaines les plus divers : industriel, commercial, hygiénique, colonial, etc. Et cette activité ne fut point néfaste aux entreprises privées, témoin l'Allemagne.

Agrandir le rôle de l'État, en faire le grand régulateur de la production et de la répartition économiques, tel est le concept favori de la bourgeoisie radicale et radicale-socialiste. Elle souhaiterait que le pouvoir commençât par se substituer aux grandes sociétés anonymes dans l'exploitation des industries les plus concentrées et les plus nécessaires au bien public. C'est ainsi qu'il pourrait dès maintenant assurer le service des chemins de fer, acquérir le monopole des assurances, racheter les concessions minières, etc. :

L'exploitation de l'État, d'après elle, serait moins faussée par la préoccupation exclusive du profit, plus conforme à l'intérêt général. Elle procurerait à tout le personnel employé une juste rémunération, un équitable avancement, toutes les garanties d'indépendance et de bien-être. Enfin, elle ferait bénéficier la nation entière, et non point une oligarchie financière, du fructueux rendement de ces services d'utilité collective.

On sait que, vers ce vaste dessein, non dénué de générosité, le gouvernement incline, puisqu'il a déposé devant le Parlement un projet de rachat du chemin de fer de l'Ouest. Cependant une grave objection demeure. C'est l'Etat lui-même qui la fournit, par la façon dont il dirige les services dont il a déjà la charge.

L'État n'a point conçu une méthode d'administration propre à préserver ses exploitations des risques les plus redoutables. On l'a bien vu par la fameuse crise des Postes. En dépit des enseignements des faits même, qui dénonçaient une augmentation considérable du trafic postal, en dépit de quelques avertissements fort nets, le Parlement ne s'est point soucié de pourvoir, par des crédits suffisants, à l'extension nécessaire du personnel et de l'outillage. D'où l'intolérable encombrement qui se produisit l'été dernier, les innombrables correspondances retardées ou égarées... insuffisance qui n'a point encore complètement disparu.

A Paris, l'Hôtel central des Postes, dont l'administration était si fière, lorsqu'elle l'eut édifié, est d'une exiguité avérée. Le personnel s'y trouve débordé. Et le sous-secrétaire d'Etat responsable doit chercher à alléger sa besogne en multipliant les exigences au détriment du public. C'est ainsi qu'une récente disposition contraint à trier selon leur destination, et empaqueter par cen-

taines, les écrits périodiques que l'on met à la poste.

Encore l'administration des Postes est-elle digne d'éloges, comparée à sa cadette, l'administration des Téléphones. De l'aveu de ses chefs, celle-ci, disposant d'un outillage suranné, est tout à fait incapable de rendre les offices que l'on attend d'elle. Est-il supplice plus exaspérant, pendant la grande activité de l'hiver, que la demande d'une communication téléphonique? Vainement multiplie-t-on les appels; pas de réponse. On persiste : c'est l'appareil qui est dérangé, le fil qui est accroché à quelque autre, la ligne qui n'est pas libre. Quelques instants après, mêmes appels. Les employés affolés répondent avec brusquerie. L'abonné le plus courtois s'emporte, furieux de ces incessantes pertes de temps. Ces menus drames, thème facile du vaudevilliste, contribuent singulièrement à l'énervement de nos contemporains!

Aussi l'État ne sut-il pas prévoir : ses agents techniques réclamèrent, il est vrai, les acquisitions nécessaires. Le Parlement ne voulut point les consentir. L'amortissement, un gain étaient cependant garantis par l'incessant afflux des demandes d'abonnement... qu'aujourd'hui l'administration est réduite à décourager.

Combien d'autres services publics témoignent de la même incurie! Faut-il rappeler les allumettes officielles, qui, selon la vieille facétie, ne rendent point, « ne rentrent pas, parce qu'elles ne partent pas ». — Parcourez plutôt les rapports parlementaires, de préférence, ceux qui traitent des départements de la guerre ou de la marine!

L'État, du moins, a-t-il édicté un statut bienveillant, en faveur du personnel qu'il emploie? Le recrute-t-il, lui dispense-t-il l'avancement, suivant son seul mérite? A considérer la coalition d'agents qu'il a réussi à dresser contre lui, il ne le semble point. Que disent leurs manifestes, en effet? Que leur but est de protester, de lutter contre le favoritisme éhonté et les autres abus dont ils sont victimes.

Il n'est pas niable que la situation pécuniaire faite à beaucoup d'entre eux soit misérable. Les cantonniers ne perçoivent pas des salaires comparables à ceux des terrassiers de l'industrie privée. Les douaniers, auxquels on demande une probité, un courage héroïques, ne sont guère mieux partagés. Et chargés d'un pesant fardeau, les malheureux facteurs ruraux sont exposés à faire, sous toutes les intempéries, par monts et par vaux, des randonnées journalières de trente, trente-cinq kilomètres et plus : le cas, hélas, n'est point exceptionnel, dans les campagnes montagneuses.

Leur situation morale est-elle meilleure? Sans doute tout fonctionnaire, si modeste soit-il, jouit vis-à-vis du « public » de quelque crédit. Mais vis-à-vis de ses chefs, quelles garanties a-t-il? quelle liberté est la sienne? Il est trop souvent condamné, sous peine de carrière interrompue ou brisée, à devenir un agent électoral.

Or, l'État peut avoir une excuse à ne point verser à tous ses agents des salaires convenables. Le taux en était fort bas jadis; et le relèvement ne peut en être que très lent, pour ne point surcharger les contribuables. Mais quelle raison a-t-il de ne point assurer à son personnel, de plus en plus nombreux, un régime de justice? Il n'est pas, dans un régime démocratique, de loi plus importante et plus urgente que le statut des fonctionnaire et de leurs auxiliaires.

Ont-ils voté quelques lois sociales ou fiscales de nature à entraîner de nouvelles charges pour les commerçants et fabricants, les Parlementaires déclarent aussitôt : nous allons maintenant rechercher les mesures propres à faciliter aux patrons leurs affaires, à aider à leur prospérité. Ce souci, précisément, n'est point étranger, à l'heure présente, à la majorité de gauche.

Il est un moyen bien simple — ce qui ne veut pas dire très facile — de donner de sérieuses satisfactions aux producteurs, ou mieux à tous les Français, sans acception de profession. La plupart de leurs actes entraînent quelque contact avec l'autorité, qui exige de fastidieuses formalités. Quelles démarches, quelles attentes sans fin, par exemple, n'implique point le plus petit versement, quand l'Etat le perçoit, ou mieux encore le doit faire! — Ce serait de simplifier ces exigences. Ce serait de veiller à ce que les services publics s'accomplissent plus rapidement et plus simplement.

Obtenir que la police soit vigilante, la justice expéditive, la poste ponctuelle, les douanes attentives à ne point gêner le trafic... obtenir que le téléphone parisien fonctionne : Quelle amélioration merveilleuse! Et quelle gratitude l'homme d'État, qui la réaliserait, ne recueillerait-il point!

Mais aucun ministère, jamais, n'entreprit une telle épuration. Réduire la paperasse administrative, atteindre des habitudes, des intérêts, des situations, quelle tâche minutieuse, difficultueuse, inouïe! Il est certes plus aisé de réaliser une « grande réforme » se résolvant par la création d'un nouveau service, et surtout d'imaginer l'une de ces refontes intégrales du régime fiscal — ou administratif — dont l'échec est certain, mais dont la conception demeure à l'honneur d'un ministre.

Il est rationnel, chacun l'accorde, que dans une société d'efforts et de techniques de plus en plus complexes, l'Etat aussi accroisse son activité. Ses immixtions dans le domaine social, le zèle qu'il déploie en faveur des humbles, au service de l'hygiène, etc., sont justifiées ou méritoires. Le développement des services publics n'entrave point l'initiative privée, à laquelle les découvertes scientifiques ouvrent fréquemment de nouveaux champs d'expansion.

Mais qu'avant de tout accaparer, l'État cesse de négliger ses devoirs primordiaux — tel le maintien de la sécurité publique — et qu'il montre moins d'impéritie dans ses exploitations économiques. Qu'il concerte une méthode d'administration sûre, et un statut équitable pour son personnel. — Ses inconséquences cessant, son autorité sera d'autant plus respectée et d'autant mieux acceptée son ingérence.

JACQUES LUX.

Le Propriétaire Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 16 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 19 OCTOBRE 1907

MARY

La famille et la maison.

La ligne de la côte, au sud de la Norvège, est sans cesse brisée. Les montagnes se terminent en croupes et en promontoires, souvent prolongés par des îles. Les fleuves ont creusé des vallées et s'achèvent en baies.

C'est au bord d'une de ces baies, le coin (krok), comme on l'appelait, que se trouvait le domaine de Krogskog. Les propriétaires s'étaient autrefois appelés Krok, c'est-à-dire, avec les prénoms toujours usités dans la famille, Anders ou Hans Krok. Puis, ils s'appelèrent Krog, à la danoise; un général du génie s'intitula même Von Krogh. Aujourd'hui, ils s'appellent Krog, tout simplement.

Toutes les personnes qui longeaient le domaine sur les petits bateaux côtiers conduisant à la ville et qui accostaient à l'embarcadère, près de la chapelle, admiraient la situation de Krogskog. Quel coin charmant et intime, pensaient-elles.

Les montagnes qui occupaient le fond de l'horizon s'étaient abaissées là. Entre deux promontoires qui allongeaient vers la mer leurs croupes boisées, s'étendait la propriété. Tout près de la colline de droite se trouvaient les bâtiments, si près que, du bateau, on aurait cru passer d'un saut du toit à la colline. Le « suroît » n'y pénétrait point, pas plus que la bise ou le vent d'est. Seul, l'ouragan envoyait du sud un salut, mais un salut respectueux. Les îlots, un grand et deux petits, l'arrêtaient et lui faisaient la leçon au passage. C'est tout juste si les grand arbres du château courbaient leurs cimes en cadence : ils ne perdaient rien de leur dignité.

Cette baie paisible offrait aux baigneurs la meilleure plage des environs. Les jeunes gens surtout y venaient de la ville pendant l'été, le samedi soir ou le dimanche. Ils jouaient dans l'eau sur le fond de sable ou bien ils allaient et venaient à la nage du rivage à la grande île. Ceci se passait à main gauche, en partant de Krogskog, à l'embouchure de la rivière et près de l'embarcadère. Un peu plus loin, au pied de la colline, se dressait la chapelle entourée des tombeaux des Krog.

De la plage aux maisons d'habitation, vers la droite, il y avait assez loin. Là-bas, on entendait rarement le bruit des baigneurs prenant leurs ébats. Mais Anders Krog descendait volontiers lui-même pour les voir quand ils avaient allumé du feu sur la grève ou dans le bois. Il venait probablement pour surveiller le feu, mais il n'en disait rien et n'en faisait rien voir. On le désignait d'ordinaire comme « l'homme le plus poli de la ville » ou « le premier *gentleman* du pays ». Dans ses grands yeux, d'un éclat étrange, on lisait une bienvenue affectueuse : les rares paroles qu'il laissait échapper n'exprimaient que de bons souhaits. Puis, il continuait vers la colline sa lente promenade ordinaire. On apercevait, au sommet du bois, sa haute silhouette, légèrement penchée. Pendant tout ce temps, le calme régnait. Mais ensuite, comme les baigneurs s'amusaient ! C'étaient surtout des ouvriers et des artisans de la ville, des sociétés de gymnastique, des chorales, des bandes de gamins. Ils se réunissaient près de l'embarcadère et de la chapelle. C'est là qu'ils se déshabillaient.

La nouvelle route coupait la côte tout près de là, mais il y passait rarement quelqu'un pendant l'été. On voyageait alors sur les petits vapeurs côtiers ou en barque. Quand les baigneurs mettaient quelqu'un de garde à la pointe, ils étaient sûrs que personne ne viendrait les surprendre.

A Krogskog même, tout était calme, toujours calme. La façade la plus élégante du bâtiment principal ne donnait même pas sur la baie, mais du côté des champs. La maison se composait de deux hauts étages coupés aux angles : c'était une longue et large maison ; d'abord, un mur de soutènement très haut avec un large escalier menant aux appartements; toute la maison peinte en blanc, sauf le bas et les fenêtres qui étaient noirs ; les communs plus loin, au pied de la colline ; de chaque côté du bâtiment principal un grand jardin : vers la mer, un jardin fruitier; l'autre jardin était réservé aux fleurs et aux légumes.

Les champs, resserrés entre deux collines, formaient une bande étroite. Ils étaient admirablement cultivés. Les grandes vaches hollandaises ne manquaient de rien.

L'histoire de la famille et de la maison s'expliquait par la forêt. Les bois étaient grands et productifs et, de bonne heure, ils avaient profité de la sage administration hollandaise.

C'était au temps où les Hollandais venaient sur leurs bateaux s'approvisionner aux forêts de Norvège. Ils s'y fournissaient de bois ; et, en retour, ils procuraient aux Norvégiens leur civilisation et leurs denrées. Krogskog fut particulièrement heureux. Il y a trois cents ans, en effet, le possesseur d'un des bricks qui opéraient leur chargement dans la baie, tomba amoureux de la blonde fille du paysan. Le résultat fut qu'il acheta tout ce paradis. On voit encore, dans la grande salle de la maison, dans le coin qui regarde la baie, un excellent portrait de lui et de sa femme. Le tableau représente un grand homme maigre, avec des yeux d'un éclat exceptionnel. Il avait les cheveux noirs et les épaules un peu voutées. Les ancêtres devaient être vigoureux pour que les Krog aient aujourd'hui encore cet air de force.

Le premier propriétaire hollandais ne s'appelait pas Krog, il n'habitait pas davantage le pays; c'est son fils qui reprit la propriété. Il s'appela Anders Krog comme son grand-père maternel et donna à son fils le prénom de Hans, d'après son père. Depuis, les deux prénoms Anders et Hans ont alterné sans interruption dans la famille. Quand il y avait plusieurs fils, le second s'appelait Jürges et le troisième Klas, noms qui devinrent avec le temps, Klaus et Jörgen. Les unions avec les parents de Hollande se continuèrent de telle sorte que la famille était hollandaise autant que norvégienne. Pendant longtemps, la maison fut tenue comme en Hollande.

Pourtant, il semblait que les races, malgré tout, ne se confondaient point. Sans doute parce que l'élément hollandais n'était pas tout à fait hollandais, sinon il se serait plus facilement uni au norvégien. Mais il était mêlé d'espagnol. Les cheveux noirs, les yeux brillants, le corps maigre, voilà l'héritage que les hommes se transmettaient de génération en génération. Chez les femmes, c'étaient les yeux et les cheveux clairs, la solide charpente. Rarement les traits des hommes passaient aux femmes et réciproquement, sauf quand le blond et le brun donnaient du roux ; ou quelquefois encore, quand on retrouvait les yeux brillants dans un visage de femme.

Un des traits de la famille était qu'il naissait de chaque mariage plus de filles que de garçons. Les Krog étaient beaux et riches pour la plupart. Aussi la famille était-elle étendue et considérée. Elle passait pour être très unie et savoir bien défendre intérêts et gens.

Tous les Krog se reconnaissaient à une sage modération. Il est ordinaire en Norvège qu'une fortune ne dépasse pas la troisième génération. Si elle n'est pas gaspillée par la seconde, elle l'est certainement par la troisième. Ici, elle s'était conservée. Pour les gens du château, les forêts étaient la même source de richesse qu'il y a trois siècles.

Les Krog avaient dans le sang le goût des voyages. La bibliothèque renfermait surtout des récits de voyages et cette collection s'augmentait toujours. Dès l'enfance, ils voyageaient, c'est-à-dire ils faisaient des plans de voyages, d'après les livres, les gravures et les cartes. Ils jouaient au voyage sur les tables. Ils allaient de pays en pays, d'une ville bâtie en papier de couleur à une autre ville toute pareille. Ils traînaient des bateaux de papier chargés de café, de fèves, de sel, de bois. Dans la baie, ils allaient à la rame, à la nage, de l'embarcadère à l'île.

Ils passaient d'Europe en Amérique, du Japon à Ceylan, ou bien, ils franchissaient la colline, c'est-à-dire les Cordillères, pour tomber dans les campements d'Indiens les plus fantastiques.

A peine étaient-ils grands qu'il leur fallait partir. Ils commençaient de préférence par un voyage chez leurs parents de Hollande. C'est ainsi que l'un d'eux partit il y a environ deux siècles pour se réembarquer sur un bateau hollandais qui allait aux Indes. De retour à Amsterdam il devint architecte et ingénieur, ce qui, en ce temps-là, ne faisait qu'un. Comme il s'était distingué, on l'appela à Copenhague pour y enseigner son art. Il passa ensuite dans l'armée et finit par être général du génie. Devenu

riche grâce à son travail et à un héritage, il quitta l'armée et s'établit à Krogskog, qu'il acheta à la mort d'un frère sans enfants.

Il prit le nom de Hans von Krogh. C'est lui qui éleva en pierre le grand corps de logis, mode de construction très rare dans un canton forestier de Norvège. Mais le vieil ingénieur voulait se distraire, Quoiqu'il ne fût pas marié, il édifia une vaste maison « pour les habitants à venir ». Tous les communs furent rebâtis; il creusa, il planta, il fit venir un jardinier de Hollande, le vieux Siemens, qui est resté légendaire pour sa sévérité et ses furieuses exigences, dès qu'il s'agissait d'ordre et de propreté. C'est pour lui que le général bâtit la serre, avec la maison du jardinier.

Le général vécut très vieux. Après lui, il n'arriva rien d'extraordinaire jusqu'au jour où un cadet partit pour l'Amérique et s'établit sur les bords, encore vierges, du lac Michigan. Ce fut un grand événement. Il s'appelait Anders Krog. Ses affaires marchèrent fort bien; on s'étonnait seulement de le voir rester garçon. Il fit venir un de ses neveux pour lui donner son bien. C'est ainsi que le frère aîné du propriétaire actuel partit pour l'Amérique. Il s'appelait Hans.

Or, il arriva qu'une jeune Norvégienne, une parente elle aussi, débarqua juste au même moment, et que le vieil oncle en tomba amoureux. Il proposa à son neveu de payer son retour en Europe. Mais celui-ci se piqua d'honneur. Il resta et fonda seul une maison de commerce. C'était un négoce de bois, car telle était sa partie. L'affaire fut bonne et, quand son frère mourut et qu'il dut reprendre le domaine paternel, il refusa. Dans l'intervalle, son frère cadet, Anders, était devenu commerçant. Il avait pris à son compte la plus grande épicerie de la ville. Il dut prendre aussi la ferme.

A vrai dire, le jeune Anders Krog n'était pas commerçant, mais comme il était la conscience et la prévenance même, toute la ville se fournit bientôt chez lui. N'importe qui, dans ces conditions, eût vite gagné une fortune. Mais il ne s'enrichit point. Quand il se chargea de la ferme, il était même un peu endetté, tant pour sa maison de commerce que pour la ferme elle-même. Il avait payé l'une et l'autre un bon prix. Et puis, ne fallait-il pas voyager? Toutefois, il se contentait d'une promenade d'un mois, d'abord en Angleterre, puis en France, et ainsi de suite. Son plus grand désir était de pousser jusqu'en Amérique, mais il ne s'y hasardait pas encore. Il se contentait de lire les ouvrages consacrés à cette nouvelle terre de miracles. La lecture était son plus grand plaisir. Ensuite, venait le jardinage. Il s'y entendait mieux que le jardinier lui-même.

Cet homme paisible, aux yeux brillants, était timide comme une jeune fille de quinze ans. Tous les jours de la semaine, dès le matin, il tâchait de trouver une place à l'écart sur le petit bateau qui menait à la ville, tant que la baie n'était pas gelée. Il descendait avec toutes sortes d'égards pour les autres passagers; une fois à terre, il les dépassait rapidement avec un salut respectueux, puis il restait jusqu'au soir dans sa maison sur la place. Il revenait chez lui de la même façon, à moins qu'il ne prît sa bicyclette. L'hiver, il allait en voiture ou bien il couchait en ville ; il avait, en effet, deux modestes mansardes dans sa maison.

C'était le plus beau parti qu'il y eût en ville. Mais son insurmontable timidité rendait toute tentative de mariage impossible.

*
* *

Jusqu'au jour où *Elle* vint. Mais il avait dépassé la quarantaine. Il arriva, comme pour l'oncle du lac de Michigan, qu'une jeune fille de sa propre famille vint et le prit. Et c'était justement la fille unique de cet oncle.

Un dimanche matin, il travaillait en bras de chemise dans le coin des fleurs et des légumes, près de la maison, quand une jeune fille, coiffée d'un grand chapeau de paille, appuya ses deux mains dégantées sur la grille blanche et se pencha pour voir entre les gros barreaux.

Anders Krog, accroupi devant un massif, entendit une voix malicieuse qui disait « bonjour »! Il se redressa en sursaut. Ses yeux, son âme, reçurent son image comme une révélation. Immobile, les mains pleines de terre, il la regardait fixement.

« Qui suis-je ? » dit-elle en riant. — « Vous êtes... vous êtes probablement... » Il n'alla pas plus loin, mais lui souhaita la bienvenue dans un sourire. « Qui suis-je? » — « Marit Krog, de Michigan. » Sa sœur, qui habitait de l'autre côté de la colline, lui avait dit que Marit Krog était en route. Mais il ne la croyait pas encore arrivée. « Et vous, vous êtes mon oncle, répondit-elle avec l'accent anglais. Comme vous vous ressemblez tous les deux ! » Et, sans le quitter des yeux, elle ajouta : « Est-ce que je puis entrer? » — « Mais oui ! Seulement, je voudrais... je voudrais d'abord... » Et il regardait ses mains et ses bras. Elle prit les devants, et dit : « Puis-je entrer dans la maison? « — « Oui, naturellement. Voulez-vous suivre la grande allée? je vais envoyer la bonne. » Puis il se hâta du côté de la cuisine.

Déjà elle était à la maison et montait l'escalier. Elle tourna une énorme clef, un vieux chef-d'œuvre, comme toutes les ferrures d'ailleurs, et entra dans une antichambre très claire. Elle savait dessiner et

avait appris à voir. Elle remarqua aussitôt que les armoires et les bahuts étaient de très beaux meubles de Hollande ; elle vit aussi que les meubles faisaient paraître la pièce plus petite qu'elle n'était en réalité. A sa droite, un bel escalier de forme ancienne, à rampe sculptée, menait au premier étage. Juste en face d'elle devait s'ouvrir la porte de la cuisine ; elle l'avait deviné, puis reconnu à l'odeur. Elle en fut tout à fait sûre quand elle vit sortir la bonne. Par l'ouverture de cette porte, elle aperçut un carrelage de marbre, des murs revêtus de porcelaine à dessins bleus, puis, sur un rayon, à mi-hauteur, des casseroles de cuivre étincelantes, de toutes les dimensions : une vraie cuisine hollandaise.

Dans l'antichambre, elle marchait sur des tapis d'une épaisseur inconnue pour elle. Le long de l'escalier, retenus par des tiges de cuivre, les mêmes tapis, plus épais encore qu'elle n'avait cru d'abord. On marche ici sur des coussins, se dit-elle, et aussitôt, elle se représenta la maison comme un énorme lit. Dans la suite, on l'appela toujours « le lit ». « Est-ce que nous retournons au lit? » disait-elle en riant.

De chaque côté, elle aperçut des portes. Ce devaient être les chambres. A sa gauche, c'est-à-dire à droite de la maison, il y avait d'abord une petite pièce; puis, derrière, et donnant sur la baie, une grande chambre occupant toute la largeur de la maison. Elle ne se trompait pas. L'autre côté du rez-de-chaussée, pensa-t-elle, était partagé dans la longueur en deux chambres. Elle devinait juste encore. C'était d'ailleurs assez naturel, car la maison paternelle, près du lac Michigan, était toute pareille à celle-ci, copiée sur elle. Au-dessus, elle se représenta un large couloir sur lequel donnaient des chambres plus petites. Mais, si les tapis étaient profonds au rez-de-chaussée, quelle épaisseur effrayante devaient-ils avoir au premier étage! De vrais édredons! alors! On vivait ici sans bruit, dans une maison sans échos.

La bonne avait ouvert du côté de la mer. La jeune fille entra et examina tableaux et bibelots. Les murs étaient surchargés. Mais elle vit au premier coup d'œil que les moindres choses avaient été l'objet d'un choix, et quelquefois même, répondaient à une préférence secrète. Il y avait, par exemple, des tableaux de prix. Mais, ce qui la frappa surtout, c'est que, pour la première fois, elle comprenait son vieux père, quoiqu'elle eût vécu avec lui dès l'enfance et avec lui seul, sa mère étant morte de bonne heure. Lui aussi offrait un mélange de qualités rares et précieuses; un mélange un peu confus et qui passait inaperçu. Il lui sembla qu'il venait se placer à côté d'elle, et, se sentant compris, lui souriait de son sourire discret et ému.

Et c'était lui, justement! De la porte, elle le voyait monter l'escalier. Plus jeune, il est vrai; mais, peu importait : ses yeux n'en étaient que plus beaux, plus profonds. Il venait du même pas, avec les mêmes mouvements des bras, la même attitude penchée, la même façon délicate de s'approcher. Et maintenant qu'il la regardait, lui parlait, lui souhaitait la bienvenue — avec les mêmes paroles discrètes — alors, elle devina en lui ce profond respect des personnes qui, pour elle, mettait son père au-dessus de tous. Les cheveux de son père étaient plus rares, sa bouche n'avait plus toutes ses dents, son visage était creusé, sa peau ridée..... tous ces souvenirs, juste à ce moment, lui firent monter les larmes aux yeux. Elle vit son regard plus jeune, entendit sa voix plus fraîche, sentit l'étreinte d'une main plus chaude. Elle ne put y tenir, jeta ses deux bras au cou de Anders Krog et s'appuya sur sa poitrine en pleurant.

Eh bien oui ! ce geste décida de son sort! Il fut incapable d'y résister.

Un instant après, ils étaient tous deux dans le canot qui l'avait amenée. Elle prit les rames et doubla la pointe. Honteux pour lui et pour les baigneurs qui les regardaient, il avait fait quelques timides efforts pour ramer à son tour. Mais, dès le moment où elle lui avait jeté ses bras autour du cou, elle avait pris toute sa force. Il lui faudrait faire désormais tout ce que souhaiterait cette belle tête rousse. De sa place, il regardait ce visage et ces mains que parsemaient des taches de rousseur; il regardait sa taille parfaite, sa bouche fraîche, il voyait un cou d'une pureté et d'une blancheur admirables, et, dans le regard, je ne sais quoi qui complétait son teint. Il la regardait toujours, en quittant le canot. En montant à la ferme de sa sœur, il n'avait pas encore fini d'admirer sa voix caressante, et sa démarche, et son costume, et ses dents, et plus que tout, ce qu'elle disait, dans un pêle-mêle aussi troublant que sa personne.

Le lendemain, il n'alla pas à la ville. Dès que le bateau qui aurait dû l'emmener eût dépassé la pointe, son petit canot blanc partit. Une bonne l'accompagnait pour faire le guet. Elle aussi voulait se baigner.

Quand elle eût fini, elle remonta sur la plage. Elle voulut rester là pour déjeuner. Ensuite, ils revinrent par la colline. Le canot avait été renvoyé à la maison.

Le lendemain, elle alla avec lui à la ville. Le jour suivant, sa tante dut venir aussi; mais elle voulut faire le chemin en voiture. Et ainsi de suite, chaque jour amenant un projet nouveau. Le frère et la sœur ne vivaient que pour elle. Et elle trouvait la chose toute naturelle.

Elle avait vécu trois semaines avec eux, quand un câblogramme de Hans annonça que l'oncle Anders était mort subitement. Il fallait prévenir Marit.

Jamais Anders Krog n'était allé d'un pas plus lourd que le jour ou il descendit chez sa sœur avec ce télégramme dans sa poche. Juste au moment où il aperçut la bonne ferme, peinte de jaune clair, et la grande cour entourée d'arbres et de bâtisses, il entendit la cloche qui sonnait joyeusement le déjeuner dans le gai soleil de midi. La table servie l'attendait. Il s'assit comme s'il ne pouvait aller plus loin. Car il allait tuer ce jour de bonheur.

Quand ensuite il arriva à la ferme, il prit le chemin de la cuisine avec quelques ouvriers qui venaient de loin pour déjeuner. Il rencontra sa sœur qui le fit entrer dans une chambre retirée. Elle fut effrayée et désolée comme lui. Mais elle était plus courageuse et se chargea d'avertit Marit. Celle-ci n'était justement pas à la maison, mais on l'attendait à chaque minute.

De la chambre, Anders Krog entendit un appel et un cri qu'il ne devait jamais oublier. Il bondit sous la douleur, mais il ne put se résoudre à sortir. Un sanglot déchirant, venu de l'intérieur, le retenait. Il grandissait, grandissait toujours, coupé de brefs appels. La douleur de Marit avait une violence aussi spontanée que sa joie. Anders Krog tournait en rond dans la chambre quand sa sœur ouvrit la porte et dit : « Elle veut te voir. »

Il dut céder. Dans un effort de toute sa volonté, il se raidit et entra. Elle était étendue sur le sofa; mais à peine l'eût-elle aperçu qu'elle se leva et tendit les bras vers lui : « Viens, viens, tu es maintenant mon père! » — Il accourut et, comme il se penchait vers elle, elle prit son cou dans ses bras et l'attira fortement à elle. Il dut s'agenouiller.

« Tu ne me quitteras jamais! Jamais, jamais! » — « Jamais! » répondit-il solennellement. Elle le serra étroitement contre elle; il sentit battre sa poitrine, appuya sa joue sur sa joue brûlante, baignée de pleurs. « Tu ne me quitteras jamais! » — « Jamais! » répéta-t-il du plus profond de son cœur en l'entourant de ses bras.

Elle se recoucha, consolée, en tenant sa main. Le calme lui revint un peu. A chaque nouvelle crise de douleur, il se penchait vers elle et l'apaisait avec de tendres paroles.

Il n'osa pas rentrer chez lui et se tint là toute la nuit. Comme elle ne pouvait dormir, il dut rester assis près d'elle.

Le lendemain seulement, elle vit clairement ce qu'elle devait faire. Elle retournerait en Amérique et il l'accompagnerait. Ce projet le surprit extrêmement; mais ni lui ni sa sœur n'osèrent s'y opposer. Alors, la tante imagina de donner un autre cours à ses pensées. « Vous devriez d'abord vous marier », dit-elle. Marit la regarda et dit : « C'est juste. Oui, marions-nous! » Désormais, cette pensée l'occupa tellement que son chagrin diminua. On ne demanda rien à Anders; mais, était-ce bien nécessaire?

Là-dessus vint la première lettre de Hans. Il avait tout réglé pour les funérailles et indiquait comment elles s'étaient passées. Il offrait de reprendre l'entreprise de l'oncle, ainsi que la propriété.

Anders avait en son frère une confiance illimitée. Il accepta donc son offre et le projet de voyage tomba du même coup.

Aussitôt que Hans eût pris connaissance de la succession, il en offrit un prix et demanda à son frère s'il voulait, pour cette somme, entrer dans sa propre entreprise. En même temps, il lui envoyait tout l'argent en dépôt dans les banques et toutes les actions. C'était plus que suffisant non seulement pour payer les dettes d'Anders, mais aussi pour permettre à Marit de vivre à sa guise et de réaliser tous ses caprices. Anders voulait qu'elle gardât tout l'héritage; mais elle se moqua de son offre. Il s'associa donc à son frère et jouit désormais d'une aisance très respectable pour la Norvège.

Après quelques mois de mariage, il se produisit un changement chez Marit. Elle cédait à des fantaisies singulières; elle ne distinguait plus nettement le rêve de la réalité. En outre, elle voulait transformer tout ce qui se trouvait sous sa direction, aussi bien à la maison de la ville qu'à la campagne. Elle fit partir les locataires de la ville pour avoir toute la maison à elle.

Son mari n'était plus occupé que de ses caprices et surtout d'elle-même. Sa reconnaissance trouvait rarement à s'exprimer, mais elle se manifestait dans ses regards, dans sa politesse plus grande que jamais, dans ses attentions infinies. Il avait peur de voir se briser ce bonheur imprévu. Avec sa modestie ordinaire, il ne croyait pas l'avoir mérité.

Elle se blottit plus étroitement que jamais contre lui. Elle avait une formule qu'elle répétait sans cesse : « Tu es mon père, — et plus encore »; et cette autre : « Tu as les yeux les plus charmants du monde, et ils sont à moi! » Plus tard, elle quittait souvent une de ses occupations pour lui faire la lecture à haute voix. Dès son enfance, elle avait lu pour son père; c'était une habitude à reprendre. Elle lisait des auteurs anglais et américains, surtout des poètes. Elle avait l'intonation chantante qui convient aux vers anglais et sa diction, si naturelle, leur prêtait l'accent de la vérité. Sa voix était douce et maniait les mots avec précaution, — sans bruit, comme on remue un souvenir.

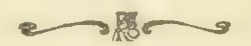
Plus tard, elle voulut aller chaque jour avec lui dans la serre. Les fleurs étaient un présage de ce

qui germait dans son sein. Elle voulait les voir tous les jours. « Ne crois-tu pas qu'elles en parlent? » disait-elle.

Or, un jour qu'ils avaient reçu les premiers effluves du printemps et cueilli la première branche verte au midi, elle se sentit devenir malade : l'heure solennelle était arrivée. Sans grande douleur et la main dans sa main, elle mit au monde une fille. C'était ce qu'elle avait toujours souhaité, mais il n'était pas dans sa destinée d'élever l'enfant, car le troisième jour, elle était morte.

(*A suivre*) BJÖRNSTJERNE BJÖRNSON.

(*Traduit du norvégien par* J. LESCOFFIER.)



EN 1814
A LA SUITE DU COMTE D'ARTOIS [1]

Nancy, ce samedi 19 mars 1814.

... Je mène la vie la plus intéressante pour un observateur ; j'apprends beaucoup : chaque jour est un cours de politique, de morale et de philosophie en action. Je me trouve enfin au milieu des hommes, et le premier avantage que je retire de leur commerce, c'est de voir qu'ils sont beaucoup moins mauvais que je ne croyais. A la vérité, ils sont peut-être encore plus ennuyeux, mais il en est quelques-uns qu'on peut dire admirables. En tout, la diversité des caractères me ravit, je ne connais rien de plus intéressant que de vivre dans le tourbillon du monde en conservant assez de calme pour l'observer. C'est une source intarissable d'instruction et de plaisir, car tout ce qui occupe les facultés de l'esprit est plaisir. Je me trouve placé admirablement pour un curieux. C'est ici, et non pas à Paris, qu'on apprend à connaître le monde ; on voit les hommes sous toutes les faces quand ils sont occupés d'intérêts si divers. Le jargon de la société n'est ici d'aucune ressource ; chacun parle pour dire quelque chose et l'on pourrait comparer notre cercle à une assemblée de gens tout nus et qui sont forcés de se montrer tels qu'ils sont...

... Monsieur est arrivé ici à 2 heures et demie; il est descendu chez le gouverneur M. d'Alopéus (Russe). On avait été au devant de lui avec des gendarmes à cheval. C'est une nouvelle troupe française qu'on vient de former et qui s'appellera maréchaussée. Monsieur a dîné chez M. d'Alopéus; après le dîner, il a reçu différentes personnes qui désiraient lui être présentées, puis il s'est montré sur le balcon. Le peuple s'était rassemblé en foule sur la place; on a beaucoup crié : *Vivent les Bourbons! Vive le Roi!* mais la scène vraiment touchante n'a commencé que lorsque Monsieur, suivi de nous tous, sortit à pied pour traverser la place et gagner la maison de M. Micque, en attendant qu'on ait arrangé l'évêché. Les femmes et les enfants, et même les hommes, se précipitaient au devant de notre prince, disant : « C'est le petit-fils du roi de Pologne. Vive le Roi! » On lui baisait la main, on l'arrêtait; des femmes fondaient en larmes; enfin je n'ai jamais rien vu de semblable, ni Bonaparte non plus, même dans ses beaux jours. « C'est notre père, criait-on de toutes parts ; il est au milieu de sa famille. » Quand je me rappelais la fameuse affaire de Nancy qui commença la Révolution et que je voyais sur cette place magnifique le piédestal de la statue de Louis XV renversée, il y a vingt ans, par ce même peuple, je ne pouvais me défendre d'un profond sentiment de pitié pour la faiblesse humaine. Nous avons de grandes espérances; un mouvement si prononcé, si spontané, ne peut rester sans conséquences. Le peuple a forcé les princes à fuir; le peuple les forcera de rentrer et de faire de grandes choses. J'espère, j'espère, et c'es beaucoup dire; notre cause devient française.

Nous avons ici une cour en règle et en toute magnificence. J'y suis gauche à faire plaisir. Mon sabre dans les jambes, mon chapeau sous le bras, en uniforme coupé par un tailleur de Morge, tout cela compose un costume à mourir de rire. Je n'ai pas encore laissé tomber mon chapeau, mais je m'accroche dans mes éperons et puis je n'ai jamais une main libre pour rien faire!... Tu ne peux pas te faire une idée de moi. Heureusement qu'il y a beaucoup de gens aussi mal fagotés, et qu'on n'y fait pas la moindre attention. Alexis seul plane au milieu de nous. Son élégance naturelle lui assure la supériorité dans le salon, comme son caractère et son esprit dans le cabinet. Il a de plus le vrai courage français. Enfin c'est un chevalier du XVe siècle. Nous nous aimons beaucoup. Je n'ose presque pas le dire, parce que j'ai l'air de me vanter.

Nancy, ce mercredi 23 mars 1814.

A propos d'équipages, sache que j'ai maintenant très bonne façon. Alexis a présidé à tout; on m'a refait un uniforme, on m'a arrangé un chapeau, et je commence à porter tout cela assez bien, car hier, en passant dans la rue, Alexis m'a pris pour un officier russe. Notre attitude est si peu militaire que je n'ose encore me permettre les moustaches; je suis cependant assez enfant pour les désirer. On m'assure que je suis très brave (tu ne sais peut-être pas qu'on ne sait jamais cela d'avance). Alexis pré-

[1] Voir la *Revue Bleue*, du 12 octobre 1907.

tend qu'il ne s'y trompe jamais et qu'il l'a vu dans mes yeux; comme il est très franc, je le crois; d'ailleurs, je le sens dans mon cœur. Mais je n'en déplore pas moins le parti que j'ai pris, non que j'en craigne les conséquences pour notre fortune, mais parce que cette cause ne deviendra jamais celle de la France. Je le disais encore tantôt : si j'avais pu penser qu'il faudrait qu'un prince français fût appuyé par cinq cent mille étrangers pour reconquérir la France, je n'aurais jamais adopté sa querelle. Je voulais servir l'opinion de la France et je vois que je l'ai méconnue, je la cherche cette opinion et ne puis la trouver; elle n'existe nulle part et la France n'est pas plus chez M. Micque qu'à Saint-Cloud. Dans le premier moment d'enthousiasme j'avais conçu quelques espérances; l'arrivée de Monsieur ici fut très touchante, mais ce n'est pas ce qui dénote l'esprit de la nation, qu'on ne reconnaît que lorsqu'il est question d'agir. Nous travaillons depuis quelques jours à obtenir que la noblesse de cette ville veuille bien exprimer dans une adresse au prince ses vœux pour le bonheur de la France et pour qu'elle déclare qu'elle est résolue d'y contribuer de tous ses efforts et particulièrement en renonçant aux biens vendus. Ce mouvement eût été très noble; il avait l'avantage de rapprocher la noblesse du trône et du peuple; il était généreux et (ce que je dis en rougissant) il ne coûtait rien, puisque tous les sacrifices sont faits depuis longtemps et que le roi n'aura jamais le pouvoir de rendre aux émigrés ce qu'on leur a pris. Hé ! bien, crois-tu qu'il y ait des gens assez *cruches* pour se récrier contre cette proposition, comme si on leur arrachait leur pain ou qu'on voulût les chasser de leur toit. Tout cela est perdu depuis vingt-cinq ans ! n'importe ! Je ne sais où ils ont vécu. On a beau leur dire : « Vous perdez tout, l'égoïsme a déjà ruiné la France et vous ne profitez d'aucune expérience. Songez à la cause commune, oubliez-vous, créez-vous une patrie et vous songerez après à votre fortune. A quoi vous a menés depuis tant d'années le système d'égoïsme? Changez-en donc, si vous voulez arriver à des résultats plus heureux ! » C'est de l'hébreux. J'ai eu ce matin là-dessus une conversation de plusieurs heures avec M. de Ludre, un des premiers de la ville et mon cousin. Ce qu'il m'a répondu était pitoyable, quoique très spirituel. Ils prétendent qu'ils sont autant que le roi et qu'ils ne lui doivent rien, étant seigneurs de leurs terres comme le prince de son pays et depuis autant de temps. « Mais prétendez-vous, lui dis-je, ne rien devoir à votre patrie?... *Quès aco patrie?* » Ils en sont aux querelles de l'Assemblée Constituante, où la noblesse refusait de s'unir avec le tiers ! Voilà le fruit de vingt-cinq ans de misères. Il y a des gens qui se bouchent les yeux et les oreilles pour vivre pendant ce temps-là. Les autres croient bonnement qu'ils ont vu et entendu : rien moins que cela. J'en suis indigné. Je me suis donné le plaisir de le dire ce soir chez Mme de Choiseul. On ne peut plus parler noblement qu'avec les femmes. Celle-ci a été tout à fait de mon avis; elle a accablé M. de Ludre de son indignation; elle est vieille et elle a son franc parler. Le vieux M. de Vaubecourt aussi. Ils se sont mis à chapitrer mon cher cousin et à l'exhorter de ne plus déshonorer la noblesse en donnant son opinion particulière pour celle de tout le monde. J'étais ravi de cette leçon que je lui valais bien innocemment. J'ai dîné hier chez sa mère avec la sœur et la fille de Robert Custine. — Tu sais que j'ai des parents partout.

Veux-tu savoir ce que c'est que la vie? Il y a quinze jours que je vivais parmi des gens qui ne faisaient que fumer, boire et voir des filles (M. de Saint-Quentin et amis). Aujourd'hui je passe ma vie avec des soldats qui ne jurent ni ne boivent ni ne pèchent : ce sont des saints les plus aimables du monde. Il y en a cependant qui le sont moins qu'Alexis. Quand j'en aurai le temps je te ferai le portrait de tout ce qui est ici. J'ai un camarade de chambre, excellent homme, très bon militaire, d'une dévotion exemplaire, mais *aristocruche*, mitigé cependant. Nous jeûnons, nous allons à la messe, nous prions et tout cela me fait un bien que je ne saurais te dire, car les sentiments religieux me sont nécessaires pour vivre comme l'air pour respirer. Tous les jours je m'y attache davantage, et je trouve de nouvelles douceurs à les manifester et à régler ma vie extérieure sur la vie intérieure de mon âme. Affecter la dévotion, c'est de l'hypocrisie; la cacher, c'est de l'orgueil ou de la faiblesse...

... Les choses vont bien d'un côté et mal de l'autre. Nous perdons auprès du peuple ce que nous gagnons auprès des alliés. Le peuple est exaspéré; les campagnes se soulèvent : on va les réduire, mais cela fait toujours un très mauvais effet. Le fameux Drouet de Sainte-Menehould (d'autres disent que c'est son frère) parcourt les environs de Bar et de Saint-Dizier avec une troupe de 1.000 à 1 500 hommes. On a envoyé du monde contre eux. Le congrès paraît définitivement rompu et les Russes laissent partout afficher les proclamations les plus fortes en faveur des Bourbons. Voilà le bien et le mal. Quant à moi particulièrement, j'attends. Personne de nous ne fait rien. Le moment d'agir peut venir : je suis aux ordres du prince et du sort, le prince des princes. Comptons sur lui, car j'entends par le sort la Providence. Adieu, conserve tes forces et espère.

Nancy, ce jeudi 24 mars 1814.

... Notre cour est déjà divisée en deux partis : les dévots et les mécréants. Jules de Polignac est à la tête des premiers. J'ignore le chef du parti contraire, mais je soupçonne que c'est un certain Trogoff, Breton d'origine et qui vient de quitter le service d'Autriche pour se ranger auprès de Monsieur. Jules de Polignac a de l'esprit, des moyens, une figure fort intéressante et une tournure très agréable. Il a, je crois, 34 ou 35 ans. Ses longs malheurs lui ont laissé une tristesse qui, jointe au sérieux de son caractère, lui donne une espèce d'autorité sur les âmes faibles et les esprits légers qui l'entourent. Aussi a-t-il pris beaucoup de crédit sur Monsieur, et conduit-il en grande partie le peu d'affaires de notre triste cabinet, dont Alexis prétend que le secret est d'autant mieux gardé qu'il n'y en a pas. Il faut ajouter au portrait de Jules que c'est un saint; on n'a pas plus de pureté ni plus de foi. Trogoff est un homme de 40 à 50 ans, d'une figure dure et basse, un nez épaté, des yeux étonnés, une bouche sardonique, de grosses lèvres, une taille au-dessous de la moyenne, et, pour accommoder tout cela, une importance et une *gasconnerie* insupportable. Voilà ce qui caractérise le personnage. J'oubliais ses manières, qui ont quelque chose de cynique, ou tout au moins de commun et de bourgeois. Il se fait beaucoup valoir à cause de la place qu'il a quittée au service d'Autriche; je ne me rappelle plus quel était son grade. Ceux qui ne l'aiment pas — et ils sont en grand nombre — prétendent que son courage est fort suspect et qu'il ne s'expose guère qu'à portée de canon.

L'abbé de Latil, aumônier de Monsieur, que tu as vu à Bâle et dont je t'ai déjà parlé, est un homme de beaucoup d'esprit. Je ne sais s'il a autant de force que de douceur et de finesse. Il est très sage, mais il approuve tout ce qu'on fait. Je crois que c'est par respect religieux pour ses princes. D'ailleurs, il n'a point de voix au conseil.

Nous avons encore un M. de Wal, qui me paraît très bon homme; il a une figure aimable, 50 ans et de l'esprit, dit-on : je ne le connais presque pas.

Vient ensuite une grande masse inerte : M. de la Salle, à qui je n'ai jamais vu faire un geste qui ait le sens commun. Pour ses paroles, j'en ignore la couleur.

M. de Noinville est un homme de 30 ans; c'est mon camarade de chambre; nous voyageons ensemble depuis Plombières. Il est excellent, fort gai et d'une piété exemplaire, quelquefois outrée dans les petites choses. Il a une très jolie figure. Il émigra à l'âge de neuf ans, entra depuis au service d'Autriche et y devint excellent officier de l'état général, qui répond à peu près au génie chez nous. En 1809, il fut forcé de rentrer en France, où il a des sœurs et un père qui sont des saints du faubourg Saint-Germain. Je crois qu'il peut nous être très utile. Il a des talents, de bonnes intentions, et beaucoup de noblesse et de désintéressement. Je ne lui trouve pas un esprit transcendant et même, lorsqu'il parle de morale ou de politique, il met dans ses discours une espèce d'emphase qui me paraît fatigante et porterait à rire plutôt qu'à se convertir. Du reste, il aime beaucoup à dire des bêtises, à raconter des histoires; son humeur est d'une égalité parfaite, mais je trouve qu'il manque de naturel, ou plutôt d'originalité. Il s'est sauvé de Paris pour venir nous joindre à Bâle.

Il y a de plus un M. de Bruges qui vient de quitter le service d'Angleterre pour venir ici. C'est un homme âgé : je ne le connais pas. On le dit d'une dureté extrême; il a la physionomie très spirituelle.

Voilà à peu près les principaux personnages de notre *Versailles*. On dit qu'ils intriguent; je l'ignore, car je ne me mêle de rien. Alexis prétend que je me conduis avec une adresse extraordinaire. Cela ne me coûte guère : Je n'ai qu'à me taire. Je ne suis d'aucun parti, car je ne pense qu'au but commun et je n'aime pas à rapetisser mes idées, à rogner mes sentiments en me mettant d'une coterie, dont il faut toujours plus ou moins adopter les opinions. Mais je me trompe, car Alexis, Lhuillier et moi nous avons formé un parti : c'est celui des *anti-cruches*, qui soutiennent de toutes leurs forces les idées libérales et patriotiques. Lhuillier est un homme singulier : il a trente ans et quelques années; il passerait bien tout un jour sans rien faire et sans rien dire. Il a la plus triste figure du monde, et de tout cela on entend sortir quelquefois des observations très justes. On voit qu'il a étudié l'économie politique. Il est assez fort de raisonnement sur ce sujet. Alexis l'a adopté parce qu'il est sans le sou. Nous nous sommes tous cotisés pour lui donner de quoi s'équiper, excepté Trogoff, qui a pris acte de la demande qu'on lui faisait pour dire pis que pendre de ce pauvre homme qu'il accuse d'espionnage. Je le crois fort innocent d'un tel crime, mais je ne l'aime pas : il est irréligieux et d'un égoïsme révoltant. Il nous avouait l'autre jour qu'il avait conservé des habitudes de jeunesse, comme je dirais que je bois quand j'ai soif. Et dire cela à Alexis, qui est la pureté, la force même! On voit de singulières gens dans le monde! Et l'on ne sait ce qui fait que tant d'hommes si différents entre eux se trouvent réunis dans un si petit espace que la vie. Ce Lhuillier avait été pris pour la garde d'honneur; il a déserté à Lyon.

Il y a encore un personnage des plus intéressants que j'oubliais : c'est M. Bertier, dont tu auras

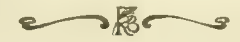
entendu parler à Mme de Brézé. C'est un homme de quarante ans, d'une vivacité, d'un feu, d'un dévouement à toute épreuve. C'est un *aristocruche*, mais avec plus d'esprit et de talent. De plus il est, dit-on, d'une dévotion sans exemple; je la crois un peu exagérée. Je l'aime assez. Mais je n'ai de vrais sentiments que pour Alexis. Tu ne croirais pas qu'il me rappelle M. de Chateaubriand. Il est frondeur comme Saint-Simon. Nous nous en donnons à faire plaisir. Une des singularités de notre gouvernement, c'est que le parti de l'opposition est composé des hommes qui risquent le plus et qui ont fait les plus grands sacrifices pour venir auprès du prince : Alexis et moi. Mais en voilà assez pour aujourd'hui.

Ce vendredi 25.

On est fort inquiet ici depuis deux jours. Tout le pays est en rumeur. Des corps de partisans parcourent les bords de la Meuse ; d'un moment à l'autre Monsieur peut être obligé de quitter Nancy pour quelque temps. Mais les grandes nouvelles n'en sont pas moins satisfaisantes. Paris est sauvé, à ce qu'il paraît ; c'est-à-dire que Bonaparte ne peut plus s'y jeter. Il en est, dit-on, absolument coupé. Mais il peut faire une trouée avec le peu de forces qui lui restent et se jeter vers la Lorraine, afin de débloquer ses forteresses. Ce serait un parti désespéré, mais on assure que c'est le seul qu'il puisse prendre. Il traînera la guerre en longueur, mais il finira par succomber, je le crois fermement. J'ai fait tout ce que j'ai pu pour suivre Alexis et Noinville ; on me l'avait permis d'abord, mais, après une heure de réflexion, on a trouvé qu'il serait souverainement ridicule d'envoyer trois officiers au prince de Biren pour avoir des nouvelles ; que cela ne se faisait jamais et qu'il fallait me laisser ici. Me voilà suivant le sort des *cruches*! Je suis triste à mourir.

(*A suivre.*) Mis DE CUSTINE.

Publié par PAUL BONNEFON.



MOULAY ABD-EL-AZIZ

L'entrevue de Rabat entre M. Regnault, ministre de France, et le Sultan Moulay Abd-el-Aziz marquera dans l'histoire des relations franco-marocaines une date importante. Toutes les circonstances politiques et financières concordent, en effet, pour prouver au Sultan qu'il doit compter avec la France, et qu'il peut compter sur elle.

Ce n'est pas la première fois que Moulay Abd-el-Aziz reçoit une ambassade française. La dernière en date, celle de M. Saint-René Taillandier, ne trouva pas auprès de lui l'accueil auquel elle avait le droit de s'attendre. Mais, surtout au Maroc, les années se succédent et ne se ressemblent pas. Autres temps, autres dispositions. Le voyage à Rabat, la crainte qu'ont les vizirs d'un succès de Moulay Hafid, qui les priverait de leurs places et de la liberté, tout rend Abd-el-Aziz maître de son entourage plus qu'il ne l'est à l'ordinaire. Notre représentant se trouve en face d'un pouvoir réel, qui, s'il se décide à une collaboration sincère avec la France, peut se faire obéir. Que devons-nous attendre d'Abd-el-Aziz, et qu'est-ce que son passé permet d'augurer de son avenir?

***

Moulay Abd-el-Aziz n'a pas trente ans. Il est né le 24 février 1878. Il est le fils du Sultan Moulay-el-Hassan, non point le fils aîné, mais le fils de la favorite, la belle et habile Circassienne Lalla Erquyia.

On raconte, au maghzen, que, dès sa naissance, son père le désigna pour le trône :

— Qu'on l'appelle, ordonna-t-il, Abd-el-Aziz, *serviteur du Dieu tout-puissant*, car il sera sultan.

Abd-el-Aziz fut confié à un chérif respecté, Sidi Mohammed-el-Mrani, qui l'éleva dans sa maison. En 1893, il avait quinze ans, il était le préféré de son père, sans que cependant il eût été encore substitué comme héritier du trône à son frère Sidi Mohammed. Mais cette année-là, précisément, Moulay-el-Hassan, mécontent du caractère violent et brutal de son aîné, le destitua de son titre de Khalifa de Marrakech et autorisa Abd-el-Aziz à se servir du parasol, insigne de la souveraineté. Un an plus tard, au cours d'une campagne, au Tedla, près de l'oued El Abid, Moulay-el-Hassan mourut. Son entourage tint sa mort secrète et la *mahalla* ramena à Rabat le corps de son souverain.

Abd-el-Aziz, qui avait alors seize ans, attendait son père dans cette ville. Le chambellan du sultan mort, Si-Ahmed-ben-Mouça, sans perdre un instant, fit proclamer le jeune homme *émir-el-mouminin*, c'est-à-dire commandeur des croyants; puis, rejetant au second plan celui qu'il venait de porter au rang suprême, il se saisit du gouvernement qu'il exerça sans partage.

Le Louis XIII marocain, dont le règne commençait ainsi, n'était point une nature endormie ni résignée. Tout au contraire, à la turbulence de son âge, il joignait une curiosité peu commune chez les adolescents, surtout en pays musulman. De 1894 à 1900 Si-Ahmed-ben-Mouça fut le seul maître de l'Empire. « Doué d'une volonté indomptable, travailleur infatigable, avide de pouvoirs et de richesses », il dispensait le Sultan, avec une désinvolture brutale, d'exercer son métier de roi. Il lui don-

nait des amuseurs au lieu de lui apprendre à régner. On peut beaucoup, par l'éducation, pour développer chez un jeune souverain le sens de la responsabilité : le roi d'Espagne, à la hauteur de sa tâche dès sa majorité, en est la preuve brillante. Abd-el-Aziz, au contraire, ne connut point l'enseignement viril qui convient aux écoliers qu'un trône attend. Il avait, quand Si-Ahmed mourut le 13 mai 1900, vingt-deux ans révolus. Mais toute maturité, toute méthode, tout esprit de suite lui faisaient fâcheusement défaut.

Le pouvoir du grand vizir défunt n'avait pas été discuté. Lui mort, ce fut une curée de places, une mêlée d'influences, à laquelle Abd-el-Aziz assista d'abord en spectateur indifférent. Il y avait l'influence de sa mère. Il y avait celle de Si El Hadj el Moktar ben Ahmed, secrétaire et successeur de Si-Ahmed-ben-Mouça. Il y avait celle de Si el Mehdi-el-Menebbi, ministre de la Guerre. Celle-ci, bientôt, l'emporta sur les autres. Au mois d'avril 1901, Si Feddoul Gharnit fut appelé au grand vizirat. En réalité, c'est Menebbi qui régnait et qui, pour régner, aggravant la méthode de Si-Ahmed, poussait le Sultan dans la voie des fantaisies ruineuses et des amusements compromettants.

*
* *

Abd-el-Aziz est un grand jeune homme, au teint jaune, à la barbe incertaine et naissante, avec une tendance à l'obésité, quelque gaucherie et une grande timidité. On dirait que pour lui « l'âge ingrat » s'est prolongé. Quand il est en représentation, quand il reçoit des étrangers, sa gêne est extrême. Il cherche les sujets de conversation et ne les trouve pas toujours. Cet embarras d'ailleurs a persisté. Et peut-être a-t-on remarqué ce détail tout récent : le lendemain de l'audience officielle, Abd-el-Aziz fait dire à M. Regnault qu'il désire le voir sans retard. Le ministre de France part aussitôt pour le palais. Croit-on que le Sultan va l'entretenir d'un sujet grave, politique ou financier? Nullement. Et pendant une heure M. Regnault doit faire une conférence sur la Légion d'honneur, sa hiérarchie, son histoire... Notez qu'Abd-el-Aziz aura trente ans dans six mois.

Cette puérilité empruntée est rachetée par une intelligence vive, une faculté d'assimilation remarquable, le goût des nouveautés, et par une réelle bonté. Les personnes, connaissant le Sultan, qu'il m'a été donné de rencontrer, m'ont toutes dit :

— Il a un regard excellent et le cœur vaut le regard.

Malheureusement ces qualités natives, qui rendent Abd-el-Aziz sympathique à ceux qui l'approchent, ne sont point des vertus politiques. Il ne faut pas qu'un souverain soit trop bon : car beaucoup de bonté ne va pas sans un peu de faiblesse et cette faiblesse fait d'un prince la proie de son entourage. Il ne faut pas qu'un souverain soit trop curieux : car la curiosité mène au dilettantisme et le dilettantisme détourne de l'action. Il ne faut pas qu'un souverain soit trop friand de nouveautés : car le gouvernement est un métier, monotone comme tous les métiers et, pour le faire avec suite, on a besoin surtout de patience et de continuité. C'est de patience, d'énergie, de fermeté que manque Abd-el-Aziz. Et c'est de ce défaut qu'il souffre.

Il lui manque aussi le respect des préjugés et des partis-pris nationaux : et cela, à de certains égards, est à son honneur. C'est ainsi que le 17 octobre 1902, il a, avec un courage méritoire et dans un louable esprit de justice, heurté de front les traditions les plus vénérées. Un indigène de la tribu des Oudaya avait, dans une rue de Fez, mortellement blessé d'un coup de fusil le missionnaire anglais Cooper. Après quoi il s'était réfugié dans la mosquée de Moulay-Idris, le sanctuaire le plus inviolable du Maroc. Insoucieux de ce droit d'asile et résolu à punir le coupable, Abd-el-Aziz le fit saisir par les soldats, emprisonner au palais et fouetter au sang. Puis, quand il sut que le missionnaire était mort de sa blessure, il fit fusiller le meurtrier en présence du consul d'Angleterre.

Cette volonté de protéger les Européens a coûté cher à Moulay Abd-el-Aziz. Ses sujets lui ont reproché de livrer l'Empire aux *roumis*, de préférer un chien de chrétien à un musulman, de ne pas même s'arrêter devant la mosquée sacrée, par qui devient inviolable quiconque en a franchi le seuil. Combien de Marocains l'ont accusé de trahison pour avoir, au moment de notre campagne au Touat, recommandé de ne pas attaquer les Français, tant qu'ils ne pénétreraient pas au Tafilalet! C'est au Sultan et à lui seul qu'appartient, d'après le Coran, le droit de proclamer la guerre sainte. L'opinion s'est bientôt répandue que jamais Abd-el-Aziz n'exercerait ce droit souverain. Et cette opinion n'a pas tardé à être exploitée contre lui.

*
* *

Par d'autres côtés encore de son caractère, le Sultan choque ses sujets; mais ce sont des provocations inutiles, que rien ne justifie et que, partant, rien n'excuse : je veux parler des amusements européens dont Abd-el-Aziz a abusé au grand détriment de sa bourse et de sa considération. L'organisateur de ces distractions coûteuses fut le ministre de la Guerre, Menebbi. Mais il trouva dans la colonie eu-

ropéenne des collaborateurs tout prêts à creuser le même sillon. Sir Harry Mac Lean, le prisonnier de Raissouli, est un de ceux qui ont le plus profité de ces petites fêtes.

Dans un coin du Dar-el-Maghzen, discrètement aménagé, les « numéros » se succédaient.

Il y eut d'abord la ménagerie que Menebbi avait achetée au jardin zoologique de Hambourg et d'où se répandait, à travers les cours et les salles, une âcre odeur de fauves ; puis ce fut le billard, — le billard, instrument essentiel de l'influence de Mac Lean. Tous les jours, pendant plusieurs heures, on se réunissait là, et, entre deux carambolages, le Sultan, bon enfant, se laissait prendre commande. Il commanda ainsi d'invraisemblables choses, d'une impériale inutilité : tel ce Kodak en or qu'il se fit livrer lorsque, sur les tables et les divans, furent empilés tous les modèles existants d'appareils photographiques.

Le meilleur moyen d'amorcer ce client sérieux, c'était de lui montrer, dans un journal illustré, l'image de ce qu'on voulait lui vendre. L'image déchaînait le désir. Et le désir déclanchait la commande. Tantôt c'étaient les jeux, tantôt le sport, tantôt les mécaniques, tantôt les bijoux. « Le transport d'un billard anglais à dos de chameau entre Larache et Fez, raconte M. Descos, qui fut chargé d'affaires de France au Maroc, est une glorieuse invention de Sir Harry Mac Lean ; on lui doit aussi un carrosse de gala rouge et or avec des coussins verts. Sont venues également de nombreuses variétés d'automobiles, de bicyclettes, un cab, plusieurs chevaux, un chemin de fer Decauville, qui reste à moitié posé aux abords du palais attendant des jours meilleurs, des embarcations à vapeur, des ballons, des machines à glace, des cinématographes. » Rien n'est plus curieux que de rencontrer dans les hangars impériaux ces objets abandonnés, victimes du temps et de la poussière, témoins des curiosités vite apaisées par lesquelles le chérif couronné s'imagine qu'il s'assimile notre civilisation.

Si Abd-el-Aziz se contentait d'acheter à tort et à travers, sa bourse seule en souffrirait. Malheureusement l'usage qu'il fait de ses achats le discrédite singulièrement. Il a des appareils photographiques : c'est pour s'en servir : voilà donc, contrairement aux prescriptions du Coran, l'effigie souveraine reproduite et livrée aux journaux. Les promenades à bicyclette ou en automobile produisent d'autre part sur la population de Fez une détestable impression. Et quand on voit le Sultan, juché sur le siège d'arrière, mener lui-même un cab à caisse rouge d'importation britannique, on se demande s'il est devenu fou. Même émoi lorsqu'on apprend, — parfois par des photographies — que le souverain se déguise ; qu'il paraît, — et qu'il pose devant l'objectif — coiffé d'une tarbouche et revêtu d'un uniforme de hussard.

De cela les *roumis* eux-mêmes pouvaient être témoins, quand, par faveur spéciale, l'agence Cook présentait ses touristes à Sa Majesté. Il n'est pas jusqu'aux femmes du harem qui ne se soient mises à pédaler. Les vieux musulmans n'en reviennent point.

*
* *

Que tout cela ait été pour beaucoup dans les révoltes qui ont agité à diverses reprises le règne de Moulay Abd-el-Aziz, c'est possible et c'est probable. Il ne faut cependant rien exagérer. Moulay el Hassan, qui n'avait pas les défauts de son fils, a passé tout son règne à lutter contre ses sujets. La rebellion est au Maroc un produit naturel du sol et de la société. Sans doute les excentricités du jeune sultan n'ont pas été sans le compromettre. Mais s'en fût-il abstenu que le particularisme des tribus n'en aurait pas moins suscité des « rogui ». Il s'en faut d'ailleurs que l'autorité d'Abd-el-Aziz soit aussi diminuée que l'ont prétendu certains journaux.

Il y a quelques années on disait que Bou-Hamara allait se substituer à Abd-el-Aziz. Bou-Hamara, en effet, semblait disposer d'une force sérieuse. Il s'était rendu maître de tout le nord-est du Maroc. Un jour même, il arriva jusqu'aux portes de Fez. Notre consul, M. Gaillard, me contait naguère ces heures de panique : à l'entrée de chaque rue, on avait tendu des chaînes. Des sentinelles armées étaient aux portes. Tout était prêt pour une fuite hâtive... Le Rogui cependant ne prit pas Fez, ni ce jour-là, ni les suivants. Et aujourd'hui il n'est qu'un malheureux roitelet, sans influence, sans crédit, sans argent.

Le mois passé, c'est de Moulay Hafid, son frère, qu'on menaçait Abd-el-Aziz. Il semblait que ce nouveau prétendant n'eût qu'un geste à faire pour être aussitôt reconnu dans tout l'Empire. Peu s'en fallait qu'on ne se rendît ridicule si l'on formulait quelques réserves et si l'on insinuait qu'après tout les chances d'Abd-el-Aziz valaient bien celles de son frère. Cependant qu'est-il arrivé ? Abd-el-Aziz, par un de ces accès, — malheureusement trop rares et trop courts — d'énergie, dont il a prouvé qu'il était capable en des heures critiques de son règne, a décidé de marcher sur Rabat. Non seulement il y est arrivé sans difficulté, mais le fait seul qu'il y soit parvenu a arrêté Moulay Hafid. Beaucoup des partisans de ce dernier n'attendent d'ailleurs qu'une occasion, — ou plus exactement qu'une subvention, — pour l'abandonner. Plusieurs des tribus qui le suivent n'ont marché que dans la crainte d'être « mangées » par

leurs voisines. De tous les candidats au trône marocain, aucun n'a autant de crédit qu'Abd-el-Aziz. Et ses folies de jeune homme n'ont pas suffi à ruiner le prestige de son rang.

Tel est d'ailleurs le respect dont le Sultan bénéficie en tant que chef religieux, que les griefs mêmes que son peuple a contre lui se détournent de sa personne pour retomber sur son entourage. Plus que Abd-el-Aziz, c'est le Maghzen qui est tenu pour responsable. C'est aux méfaits des vizirs, à la faiblesse des vizirs, aux concussions des vizirs qu'on s'en prend — et qu'on a raison de s'en prendre. Le grand tort du Sultan, c'est son indécision. A l'abri de son nom, le personnel gouvernemental ajoute, s'il est possible, à l'anarchie spontanée dont le Maroc est atteint. Et pour faire dans ce pays œuvre utile de réformes, le premier devoir serait de balayer tous les fauteurs d'abus qui usurpent dans un dessein égoïste l'autorité impériale.

A de certains indices, on peut croire qu'Abd-el-Aziz serait — même s'il paraissait protester — le premier à se féliciter d'une exécution qui lui donnerait la liberté et devant laquelle il a toujours reculé. Il en est des souverains trop jeunes comme des souverains trop vieux. Ceux-ci jugent que le temps est passé pour eux de manier le couteau de l'exécuteur. Ceux-là ne croient jamais que ce temps soit arrivé. Abd-el-Aziz est dans ce cas. En ce moment même il est heureux de se sentir, grâce aux événements, le maître réel de cette suite de secrétaires dont il fut trop souvent l'instrument. Il les tient, parce qu'en le suivant, ils se sont compromis pour lui. Il éprouvera comme une joie de représailles à leur faire sentir l'éperon.

*
* *

A cela nous pouvons l'aider. Mais ici une question se pose. Comment notre aide sera-t-elle accueillie ? Et de quels sentiments Abd-el-Aziz est-il animé à notre endroit ? Quelques conclusions qu'on puisse tirer des événements passés, je crois que nous devons, à l'heure où nous sommes, compter sur sa bonne volonté. Non pas seulement qu'il ait besoin de notre argent : — et s'il en a besoin, tant mieux puisque nous pouvons lui en donner ! — mais parce que toute l'histoire des trois dernières années est à notre avantage et faite pour l'attacher à nous.

Un point d'abord est à noter, c'est que personnellement Abd-el-Aziz n'est pas l'ennemi des réformes. S'il en avait peur naguère, il en reconnaîtrait aujourd'hui, sous l'aiguillon d'une dure expérience, la nécessité. Mais d'instinct et par goût, il y a toujours été enclin, fût-ce avec imprudence, comme dans cette occasion fameuse où il supprima les anciens impôts, parce qu'il les jugeait iniques, sans se préoccuper de ce que rendraient ceux qu'il instituait à la place.

Sans doute, il a écarté, suivant les conseils allemands, le programme Delcassé présenté par M. Saint-René Taillandier. Mais, par son ampleur dogmatique, ce programme était un défi au sens commun. Et puis, en cette année 1905, Abd-el-Aziz faisait un rêve. Et le rêve ignore les réalités. Il rêvait d'un Maroc protégé, choyé, comblé d'or, par Guillaume II, sans autres charges que de menues concessions. Il caresssait l'espoir de n'entendre jamais plus parler des Français et de leurs réglements de comptes algériens...

Le réveil a été rude. Non seulement la Conférence d'Algésiras a prouvé que l'Europe entendait réformer, — fût-ce malgré l'Allemagne ; mais encore elle s'est approprié presque sans modification le plan de réformes français. Elle a reconnu « l'intérêt spécial » de la France, le droit particulier que nous avons de vouloir que l'ordre règne au Maroc et qu'aucune influence européenne n'y soit supérieure à l'influence française. Puis, les mois ont passé. Le Dr Mauchamp a été assassiné à Marrakech. Le général Lyautey a occupé Oujda. Et aussitôt à Fez tous les regards se sont tournés vers le consul allemand Vassel, le metteur en scène de l'illusion de 1905. On lui a demandé :

— Quand vos armées attaqueront-elles la France ?

Et le consul Vassel n'a rien répondu. Abd-el-Aziz, à ce moment, s'est tû. Mais l'amère déception l'a mordu au cœur. Et tandis que, dans les rues, ses sujets traitaient couramment les Allemands d'imposteurs, il s'est demandé par un retour sur lui-même s'il avait agi sagement en obéissant, contre la seule puissance qui parût au Maroc avoir une politique constante, à des suggestions étrangères. La canonnade de Casablanca a mis le point final à cette conversion. Abd-el-Aziz est dépris de l'Allemagne et il se reprend à croire à notre force.

*
* *

L'heure est singulièrement propice pour causer avec lui. Relisez d'ailleurs les quelques mots qu'il a adressés à M. Regnault. A chaque ligne, il y est question de notre concours, de notre aide, de notre collaboration. Combien nous sommes loin de la froide et distante réserve par laquelle on répondait aux offres de M. Saint-René Taillandier ! Que ces assurances soient sincères, — et nous avons le moyen de nous assurer qu'elles le sont, — c'en est assez pour que nous puissions obtenir au Maroc les résultats nettement définis que nous y poursuivons.

L'envoyé d'Abd-el-Aziz à Paris, Si Mohammed

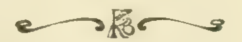
Tazi, me disait l'autre jour que ni le Sultan, ni même le Maghzen ne redoutent actuellement de notre part, ni conquête, ni protectorat, ni monopole. C'est dans cet état d'esprit qu'il faut maintenir Abd-el-Aziz en lui proposant des mesures pratiques, sagement sériées, qui ne l'inquiètent pas par leur masse et dont chacune réponde à son intérêt en même temps qu'au nôtre. Il est excellent de lui avoir montré, à côté de notre ministre, un de nos plus brillants généraux et un amiral fort distingué. Il est excellent de lui avoir conféré le grand cordon de la Légion d'honneur. Tout cela parle à sa vanité. Mais il ne faut pas négliger de parler aussi à sa raison. Il ne faut pas négliger de lui dire les choses telles qu'elles sont, afin qu'il puisse comparer aux services qu'il attend de nous ceux que nous attendons de lui.

Est-ce là trop demander au grand garçon primesautier et fugace que nous ont appris à connaître les voyageurs? Oui, peut-être, si nous posons en principe qu'Abd-el-Aziz n'a rien compris, rien appris, rien médité. Mais s'il a, — et nul n'en disconvient, — l'intelligence alerte et prompte; s'il a, — et tout le monde le reconnaît — le goût du progrès, pourquoi désespérer de son sens propre, pourquoi le condamner à l'avance?

Notre politique marocaine, dont on sait mieux encore ce qu'elle n'est pas que ce qu'elle est, ne peut pas, — cela est certain, — se passer du Sultan, ou, mieux encore, d'un Sultan. Ce Sultan, il est, en ce moment même, en face de notre ministre. Il a des défauts. Mais il n'est pas sans qualités. Surtout il existe. Nous le connaissons. Nous savons comment on peut prendre sur son esprit de l'autorité, sur son caractère de l'ascendant. Il faut jouer cette carte et la bien jouer. Qu'on ménage Moulay Hafid, si l'on craint qu'en le brusquant on ne provoque des massacres. Mais ces ménagements ne doivent pas aller trop loin. Ils ne doivent pas, en tout cas, nous rendre suspects à Abd-el-Aziz.

C'est avec Abd-el-Aziz que nous devons, dans les circonstances présentes, faire de la politique. Et comme, sans risquer rien, on n'a rien, je ne vois pas pourquoi nous ne dirions pas très haut que quiconque est contre lui est contre nous. Qui s'engage engage. Et puisque nous allons une fois de plus devenir les créanciers du Sultan, donnons-lui des motifs d'être, à tous égards, un bon débiteur.

GEORGES VILLIERS.



LES CHEFS DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Le syndicalisme révolutionnaire est, sans conteste, dans l'ordre social, l'événement de ces dernières années le plus important et le plus troublant. Les manifestations ouvrières si tumultueuses qu'il a provoquées contre le régime économique et politique, aux 1ers mai 1906 et 1907, les grèves acharnées qu'il soulève dans toutes les industries, la coalition de fonctionnaires qu'il a suscitée contre l'État, l'anarchie qu'il a instaurée dans les ports de guerre inquiètent l'opinion et préoccupent le gouvernement.

En mai dernier, la Chambre des députés a institué, sur la Confédération générale du travail, qui fomente ce mouvement insurrectionnel, d'amples débats, où se firent entendre les leaders des divers partis, de M. Édouard Vaillant, l'intègre vétéran du socialisme, défenseur de l'aventureux effort syndical, à M. Alexandre Ribot, partisan d'une répression immédiate; de M. Jaurès, dont les effusions lyriques ne furent qu'un prélude à d'âpres attaques contre son ancien ami, devenu ministre, à M. Aristide Briand, qui répliqua par un amer persiflage.

En août, le Congrès socialiste international de Stuttgard reprit, avec non moins de passion, des discussions analogues. Il s'agissait, cette fois, de savoir si la Confédération générale du travail devait entrer dans les cadres du socialisme, ou si elle avait raison de prétendre à l'autonomie. Des paroles plus dures peut-être que celles des parlementaires modérés français furent dites, sur le syndicalisme révolutionnaire, par de notoires socialistes étrangers, outrés de ses violences anarchiques.

Il n'est guère de semaine où la presse ne relate quelque épisode sensationnel de cette lutte de classe, de cette rébellion méthodique, que poursuit la Confédération. Et elle agrémente parfois ses récits d'informations ou de considérations singulièrement alarmantes.

Quels sont donc les hommes qui ont organisé et qui dirigent ce parti corporatif, à propagande destructive: Sont-ce vraiment des ouvriers? Quels sont exactement leur action et leur but?

*
* *

« Les hommes très intelligents qui sont secrétaires de la Confédération générale du travail, ou secrétaires des syndicats, et *nullement dirigeants* de ce mouvement si considérable et sans aucun équivalent... », disait à la Chambre M. Édouard Vaillant.

Telle est en effet la thèse officielle du syndica

lisme, celle que répètent à l'envi ses interprètes autorisés. C'est un élan de la classe ouvrière elle-même, indignée de l'iniquité du régime actuel, exaspérée par la souffrance qui se produit sous nos yeux. C'est une vindicte dispersée, collective, qui l'inspire. Union suprême de tous les groupements corporatifs, la Confédération coordonne leurs tentatives et leurs visées sans exercer une direction. Elle-même ne reconnait pas de chefs.

Cette assertion marque sans doute l'idéal d'un parti qui voudrait substituer à l'autorité de dirigeants la libre discipline et la conscience des masses. Mais elle n'exprime pas la réalité présente. Trop mêlée, par les liens de famille ou les répercussions de l'intérêt, aux autres classes de la nation, trop accoutumée aux modes séculaires d'existence modeste, est, dans son ensemble, la classe ouvrière, pour qu'elle songe, sans de puissants stimulants, à se rebeller. L'étude des faits montre notamment que le syndicalisme révolutionnaire — dont les adhérents forment une simple minorité de la classe salariée — eut des instigateurs, qui étaient des intellectuels issus de l'anarchisme, et qu'il possède d'ardents entraîneurs, d'origine ouvrière, mais agitateurs de carrière.

Après l'ère chaotique des associations corporatives en France, la première entreprise unitaire vraiment active et influente qui réunit les syndicats ouvriers et orienta leurs aspirations fut la Fédération des bourses. C'est un jeune homme, Fernand Pelloutier, qui en fut l'âme. Six ans durant, de 1894 à 1901, il se consacra sans ménagements, avec fanatisme, à l'agencer, à la défendre contre les attaques haineuses, à lui gagner une clientèle ouvrière étendue. Il conçut un programme à la fois d'action utile, créatrice, et d'entraînement révolutionnaire, admirablement combiné.

Ce jeune homme était de souche bourgeoise avec quelques attaches aristocratiques. Le journalisme formait sa profession. Socialiste fervent, il fonda à Saint-Nazaire — où il se lia avec M. Aristide Briand — une section du parti socialiste français. Il vint à Paris, fréquenta les cénacles anarchistes, et collabora aux *Temps nouveaux* de Jean Grave. C'est alors qu'il entrevit et prépara la formation d'un parti syndicaliste compact, puissant, voué à l'action économique, en regard des partis socialistes, propres à l'action politique. Par ce double effort, pensait-il, l'évolution se trouverait précipitée vers cette association libre de producteurs, dont Bakounine a donné la formule idéale.

A la Fédération des bourses (qui groupait les unions locales de syndicats) s'opposait la Fédération des syndicats (qui associait les fédérations de métier ou d'industrie), plus ancienne, mais demeurée sans crédit, sous la tutelle des politiciens. L'idée, si habilement mise en évidence par Pelloutier, de l'autonomie nécessaire du syndicalisme, devenait tangible, séduisante. Elle trouva au sein de la Fédération des syndicats (devenue en 1895 une très nominale « Confédération du travail ») de zélés propagateurs, dont un habile diplomate, doublé d'un théoricien, Émile Pouget.

Émile Pouget est, lui aussi, un intellectuel; il ne se rattache aux milieux corporatifs que par un vague et lointain passé d'employé des magasins du Louvre et de courtier en librairie. Il se pique, il est vrai, d'avoir été l'un des premiers à fonder un syndicat : celui des employés, à Paris, en 1879. En réalité, sa profession est, comme celle de Pelloutier, le journalisme.... à moins que ce ne soit l'agitation anarchiste. Dès 1883, en effet, il se distingua dans une manifestation de sans-travail, conduite par Louise Michel, et qu'illustra le pillage de boulangeries : il fut condamné à huit ans de réclusion. Après un séjour de trois ans dans une maison centrale, — séjour dont il se souvient comme d'un cauchemar — il bénéficia d'une amnistie. Il s'adonna de nouveau à l'effervescence anarchiste. Impliqué dans un nouveau procès collectif, sous le ministère Dupuy (1894), il s'échappa et se rendit à Londres. Ses co-accusés ayant été acquittés par le jury, il revint en France, fut traduit en justice et acquitté. Entre temps, il avait fondé le *Père Peinard* (1889), dont on n'a pas oublié l'humour révolutionnaire, et qu'il réussit à faire paraître pendant une dizaine d'années.

Émile Pouget ne connait pas seulement, pour l'avoir vécue depuis vingt-cinq ans, l'histoire des partis révolutionnaires, il en possède à fond la littérature. Il a lu tous les théoriciens de l'extrême gauche, de Kropotkine à Karl Marx et à Kautsky. Ce n'est pas là un genre de supériorité fort goûté des ouvriers syndicalistes — qui se déclarent volontiers hommes d'action réaliste, hostiles à toute théorie. Mais elle donne, à qui la sait utiliser, de précieuses ressources d'arguments, de la subtilité d'esprit, l'aptitude à discerner et à indiquer l'idée dont s'autoriseront les fureurs désordonnées.

Émile Pouget a aussi le privilège de l'âge. Parmi les jeunes secrétaires de la Confédération du travail, il est le seul à promener une tête blanchissante — d'expression singulièrement avisée. Sans doute est-ce à son expérience autant qu'à sa nature qu'il doit d'être maintenant un esprit moins d'impulsion spontanée, que d'habileté réfléchie, circonspecte..... d'aucuns disent cauteleuse.

En 1900, le syndicalisme révolutionnaire en pleine organisation, désireux de se manifester, décida de lancer une feuille hebdomadaire, la *Voix du Peuple*. Parfaitement qualifié pour cette tâche, Émile Pouget

fut nommé secrétaire de la rédaction. Il l'est encore.

Il fit aussitôt du journal confédéral un organe, non point d'études économiques, ni d'action sociale, mais de polémique violente. Il mena campagne contre les politiciens dont l'influence persistait parmi ses camarades ouvriers. Il flétrit les tentatives du ministre socialiste, M. Millerand. Il faillit, dès la seconde année, perdre son poste. Mais, en définitive, ce fut lui qui l'emporta. En 1901, un jeune révolutionnaire, tout animé de colère belliqueuse contre « le gouvernementalisme corrupteur », Victor Griffuelhes, remplaça au secrétariat de la Confédération Emile Guérard, enclin à la conciliation. L'ancienne Fédération des métiers était désormais, comme la Fédération des bourses, acquise à l'action insurrectionnelle. Elles s'unirent pour devenir deux sections d'une authentique Confédération générale du travail (1903). Dès lors le syndicalisme ouvrier est indivisible et révolutionnaire.

Emile Pouget n'a cessé de jouer, dans ces conjonctures et dans toutes autres, un rôle essentiel plus encore qu'apparent. On l'appelle volontiers « l'Éminence Grise ». Et ce surnom est assez exact, en ce qu'il montre l'influence pénétrante, et un peu occulte, de ce journaliste, qui, répudiant toute forfanterie, sachant s'effacer, fait prédominer ses vues dans le milieu le plus enclin aux jalousies, le plus prompt aux suspicions.

Ce dirigeant ne parle point. On ne le voit pas aller prêcher la haine, ni soigner sa popularité, dans les syndicats de province. Mais il écrit beaucoup. Chaque semaine, il fabrique la *Voix du Peuple*, dont il « retape » les articles par trop incorrects. Et il lance des brochures de vulgarisation syndicaliste. La violence froide, une exaspération systématique, telle est sa manière, qui ne dédaigne point quelque affectation populacière.

*
* *

Ce serait une grosse erreur, toutefois, d'avancer que seuls des intellectuels imbus de doctrines anarchistes façonnèrent le syndicalisme révolutionnaire. Leur effort fut essentiel dans son initiation, mais s'ils indiquèrent au prolétariat un idéal précis, c'est que les aspirations vers une organisation corporative une et autonome, les velléités de révolte hantaient déjà en lui une minorité turbulente. Les véritables entraîneurs de la classe salariée, d'ailleurs, ceux qui la poussent dans les milices syndicales et qui la jettent ensuite dans l'action révolutionnaire, sont d'anciens ouvriers. Mieux que des intellectuels, ils savent « prendre » leurs camarades, leur parler, les convaincre, les exalter.

C'est à de telles qualités d'entrain, de fougue chaleureuse, en même temps qu'à une intelligence souple et vive, que le secrétaire de la Confédération générale du travail, Victor Griffuelhes, doit sa situation et son ascendant.

Griffuelhes n'a rien du classique ouvrier zingueur, rossard, braillard, traînant sa savate et sa pipe dans tous les bars ; ni du parasite alcoolique heureux de s'embusquer dans un syndicat pour se complaire dans son vice ; ni du demi-savant d'idées étroites, suant l'envie et la haine. C'est un aimable homme, d'accueil ouvert, sans affectation. Cette bonne grâce, sa loyauté, font que Griffuelhes conquiert vite et sait garder des sympathies.

D'esprit preste, d'opinions sincères et passionnées, il a la conversation alerte et volontiers ardente. Une origine méridionale (il est du Lot-et-Garonne) se trahit dans cette exaltation, comme dans son accent et dans l'ébène de son abondante chevelure, dénuée toutefois de l'ébouriffement révolutionnaire coutumier aux intellectuels d'extrême gauche. Griffuelhes ne cherche pas à se donner le « type », le « chic » de l'anarchiste, ni du révolté. La pâleur de son visage, accentuée par la moustache et la pointe de barbe, très noires, et par le feu du regard, est due à sa santé maladive.

Griffuelhes n'a que trente-trois ans. Comme Pierre Loti, il dédaigne de lire. Karl Marx lui paraît horrifique, et aussi le théoricien souvent profond du syndicalisme révolutionnaire M. Georges Sorel. Selon son expression, né pauvre, il est né socialiste. Impatient de se rebeller, il s'affilia à la fois au syndicalisme et au parti blanquiste. En 1900, il fut, à Paris, candidat au Conseil municipal et fut battu par M. Villain. L'année suivante, il fut promu, presque à l'unanimité, secrétaire de cette Confédération Générale du Travail qui, déjà, professait l'horreur des politiciens ! Il est vrai que Victor Griffuelhes avait mené une rude campagne contre le « Baron Millerand » au sein du Comité Confédéral, où il représentait, depuis 1898, sa fédération, les cuirs et peaux.

Griffuelhes travailla plusieurs années, en effet, dans des ateliers de cordonnerie, et cette origine ouvrière est pour lui un précieux élément de popularité. Elle n'a pas nui à son éducation de meneur. En 1900, il était encore inexpérimenté ; maintenant il est en pleine possession de ses moyens... et de sa confiance en soi. Esprit délié et clair, il est fort capable de démêler une question avec ordre et de l'exposer avec netteté. Sa franche simplicité lui sert dans sa manière d'écrire, car il se débarrasse de la phraséologie pseudo-scientifique, où s'enlisent tant d'ouvriers qui prétendent composer, et il arrive à rédiger d'un style cursif très correct.

Il y a cinq ans, il discourait sur un ton gris, uniforme, relevé de rares accents plus sonores. Sans

doute depuis lors a-t-il fait dans l'art de l'orateur les mêmes progrès que dans l'écriture, et sa diction a dû gagner en variété et en couleur.

Sans prétendre à un purisme académique, cet agitateur répugne aux violences et aux grossièretés d'expression. Dépouillée de ces surcharges, sa conviction paraît d'autant plus sincère. Sa juvénile ardeur corrige et complète opportunément la méfiance, le paroxysme calculé d'Émile Pouget. Aussi, de l'aveu unanime, sont-ils présentement les deux véritables dirigeants de la Confédération du travail.

Ils ont un auxiliaire assez peu docile, de caractère intraitable, sans doute parce que d'intelligence étroite, en le secrétaire de la section des bourses (leur égal hiérarchique) Georges Yvetot. Mais cet homme, jeune lui aussi, vigoureux, trapu, d'un aspect de dogue, est d'une ténacité têtue, d'une brutalité courageuse dont l'emploi n'est pas à dédaigner dans le parti.

Georges Yvetot fut élevé dans un orphelinat dirigé par un abbé, à Auteuil. Il y apprit la typographie. Ouvrier, il s'affilia à la Fédération du livre, la mieux administrée, la plus utilement agissante des organisations ouvrières. Son intransigeance sectaire, sa ferveur anarchiste n'y obtinrent aucun succès. Elles le désignèrent au contraire aux suffrages des révolutionnaires, qui, à la mort de Fernand Pelloutier, le portèrent au secrétariat de la Fédération des bourses.

Il parut comprendre dans son ampleur le dessein de son prédécesseur, à la mémoire duquel il rendit hommage. Mais la lutte convient mieux à son tempérament que l'action organisatrice. Et c'est la partie négative du programme que, peu à peu, avec un zèle aveugle, il amplifia. Il fonça tête baissée sur tous les obstacles. Il devint l'apôtre par excellence de l'antimilitarisme, de l'action directe, du sabottage, etc... A ce jeu, il lui advint de recueillir des coups... et des poursuites judiciaires. C'est ainsi qu'en compagnie du trésorier de la Confédération, Albert Lévy, il a été condamné en juin dernier, par la Cour d'assises de la Seine-Inférieure, à trois années d'emprisonnement.

En son absence, le secrétaire de la section des bourses le supplée. Paul Delessalle suit depuis de longues années la carrière d'agitateur. Il collaborait jadis aux *Temps nouveaux*, où il exprima, le 23 mars 1901, les regrets que lui causait la mort de son ami Fernand Pelloutier. C'est un anarchiste convaincu, qui vit de journalisme, très intelligent, mais, dit-on, enclin à d'amers ressentiments.

*
* *

Venus de tous les partis — anarchiste, blanquiste, guesdiste — et de toutes les professions — journalisme ou atelier — les secrétaires de la Confédération du Travail ne semblent guère, si l'on peut dire, une émanation du syndicalisme. On prétend même, et M. Aristide Briand a répété avec complaisance dans son discours du 13 mai, qu'en réalité ils détiennent un mandat usurpé. Ils useraient de maints stratagèmes (syndicats fictifs, etc...) pour s'assurer dans les congrès corporatifs une majorité factice.

Une telle accusation est outrée, mais non dénuée de quelque parcelle d'exactitude. Les groupements ouvriers, en effet, n'ont point des effectifs très stables; quelle que soit leur importance, ils disposent dans les congrès du même chiffre de voix; les élections s'y effectuent sans garantie aucune de proportionnalité. Inévitablement le pouvoir échoit aux « militants » qui renoncent à l'atelier, pour se pousser aux postes de secrétaires appointés, de « permanents ».

Il n'était point difficile à des révolutionnaires aussi roués qu'Émile Pouget, aussi enfiévrés que Victor Griffuelhes, de grouper ces ambitieux, de former avec eux, au sein des milices syndicales, une sorte de maçonnerie, solidaire et vigilante. Distinguent-ils un indépendant, doué de tempérament, capable de leur porter ombrage un jour ? A l'avance, ils préparent sa chute. Au contraire, ils se prêtent mutuellement leur crédit et leurs suffrages dans les circonstances décisives.

Les secrétaires de la Confédération, en effet, ne s'isolent point dans leur autorité. Ils demeurent entourés des délégués des bourses et fédérations, réunis en comités confédéraux. Ce sont là gens turbulents, impatients de se mettre en vedette. Mais trop souvent dépourvus de pénétration, ou d'une ferme énergie, ils forment pour les chefs de simples et dociles auxiliaires. Leur vanité se satisfait de ce qu'ils partagent les décisions, signent les manifestes des dirigeants : ceux-ci couvrent leurs actes de l'anonymat, ou plutôt de l'irresponsabilité du nombre.

Dans les Congrès corporatifs, qui seuls fixent l'orthodoxie syndicale, quelque réformiste d'un mérite reconnu, tel Keufer, discute-t-il les desseins de la Confédération ? Dix, vingt délégués révolutionnaires se trouvent attaqués : ils font front commun contre l'ennemi.

Les chefs de la Confédération se rient du nombre : ils déclarent la représentation proportionnelle un leurre, une offense à leur principe : l'égalité des syndicats — non des syndiqués ! Ils professent publiquement qu'une minorité résolue conquiert tous les pouvoirs et possède tous les droits. Et en fait, c'est par l'habileté et la force qu'ils l'emportent.

*
* *

Les secrétaires de la Confédération du travail se piquent avant tout d'être des réalistes, des gens pratiques. Il convient de reconnaître, qu'à la vieille tactique secrète, périlleuse, des conspirateurs d'antan, ils ont substitué une méthode d'action ouverte autant qu'avantageuse.

Les temps héroïques sont définitivement abolis, où les révoltés, traqués par le pouvoir, mal secondés par des groupes sans ressources, menaient une vie de sacrifice. Nos révolutionnaires sont des gens posés, ayant pignon sur rue, pourvus d'une situation stable et suffisante, en mesure par là-même de fournir un effort vigoureux et continu. Leur vocation, régulière, s'accommoderait fort mal, en général, de trop dures persécutions.

Ils ont un quartier général à eux. Chassés par le ministère Clémenceau de la Bourse du Travail, ils ont loué, avec promesse de vente — au nom de V. Griffuelhes, assisté de deux secrétaires de fédération, formant pour la circonstance une société commerciale : Griffuelhes et Cie — une spacieuse maison, au fond d'une étroite impasse, dans l'un des quartiers les plus manufacturiers de Paris. C'est, lieu prédestiné, au Combat, entre le canal Saint-Martin et les boulevards extérieurs, à proximité de Ménilmontant, de Belleville et de Charonne, etc. Le symbolique drapeau rouge décore en permanence cette « maison des fédérations ».

Dans ces bureaux, d'une banalité convenable, les secrétaires viennent, chaque jour, travailler huit heures, sauf dans les mois d'été, où il leur est loisible de prendre deux ou trois semaines de repos bien gagné. Ils perçoivent chacun des appointements annuels de 3.000 francs, qu'ils ont toutefois réduits récemment de trois cents francs par an pour parer aux frais de location de leur siège social. Lorsqu'ils voyagent en service commandé, pour les besoins de la propagande syndicale, ils reçoivent, outre le prix du chemin de fer, une indemnité supplémentaire de huit francs par jour.

Ils savent que la publicité, si elle implique quelques inconvénients, est le grand levier du monde contemporain. Aussi y recourent-ils largement au profit de leur cause. Ils présentent à tous les Congrès corporatifs des rapports explicites, qu'ils réunissent en brochures. Par là, syndiqué ou non, chacun peut juger de la force de la Confédération, d'après la liste des groupements adhérents, d'après ses recettes et ses dépenses (elle a un budget annuel d'une dizaine de mille francs), et apprécier la position pécuniaire qu'elle procure à son personnel.

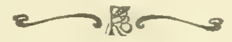
Les secrétaires sont habiles à saisir l'opinion de leurs actes. Cette réclame bien entendue est aussi fructueuse pour eux-mêmes que pour leur cause : ils se font connaître. La presse recherche leur collaboration, par coquetterie, en vue de présenter des signatures curieuses, ou par intérêt, afin d'étendre sa clientèle parmi la population ouvrière. C'est ainsi que le *Matin* a publié des articles-leaders de Émile Pouget, de Victor Griffuelhes et de certains de leurs auxiliaires. Longtemps en guerre acharnée avec M. Jaurès, les dirigeants syndicalistes ont accepté le traité de paix que leur offrait l'éminent tribun. Et ils collaborent maintenant de façon régulière à l'*Humanité*. Depuis plusieurs années, ils donnent des études d'un réel intérêt à une revue d'avant-garde, le *Mouvement socialiste*, où une pléiade de jeunes intellectuels, renforcés par un écrivain de réflexion plus mûre et originale, M. Georges Sorel, soutient et prolonge leur effort théorique. Enfin les feuilles anarchistes leur sont libéralement ouvertes.

Ainsi ces secrétaires mènent adroitement, avec les petits risques et les avantages certains qu'elle procure, la carrière d'agitateur. Ils la poursuivent au grand jour, avec sincérité, avec ardeur. Elle leur a donné, auprès des populations ouvrières, un indéniable prestige : à Paris, il suffit qu'ils paraissent sur l'estrade, pour recueillir les applaudissements des grévistes ; en province, ils sont reçus et écoutés avec la déférence due à des Parisiens de marque. Et quelles prévenances, en maintes circonstances, les pouvoirs publics n'eurent-ils point à leur égard !

Anciens ouvriers ou journalistes, ils sont devenus, grâce aux complaisances de l'opinion, des hommes publics, une manière de personnages officiels... les chefs du gouvernement d'après-demain !

Mais quel usage révolutionnaire font-ils de cette autorité... quasi-bourgeoise ?

François Maury.



LE CARDINAL MAURY A L'ARCHEVÊCHÉ DE PARIS (1810) (1)

A la circulaire ministérielle du 3 août 1810, qui enjoignait aux évêques nommés d'administrer leurs diocèses en qualité de vicaires capitulaires, Fesch avait d'abord répondu par de vagues protestations de bonne volonté, où se trahissait surtout le rêve obstiné de cumuler un jour les deux sièges, et la volonté de ne faire à Paris aucun acte qui pût impliquer une démission de l'archevêché de Lyon. A une mise en demeure sans doute plus directe et

1 Extrait de *Paris sous Napoléon. — La Religion*, par L. de Lanzac de Laborie, qui paraîtra prochainement à la librairie Plon.

plus pressante, le prélat répliqua, sur un ton exalté et presque inspiré, qu'il lui était impossible de rompre les liens qui l'attachaient à l'Église lyonnaise :

« ... Quelles raisons pourraient me convaincre que la Divine Providence veut que je l'abandonne pour le diocèse de Paris? Quelle est l'autorité qui commande ce sacrifice et qui exige ma docilité?... Oui, monsieur le Ministre, je veux rester archevêque de Lyon, parce que je crois que telle est la volonté de Dieu. »

Napoléon fit certainement de vive voix des instances personnelles auprès de son oncle ; il dut insister sur la situation prépondérante que Fesch s'exposait à perdre ; il tenta sans doute de l'intimider, et de lui parler sur le ton du commandement. Par obstination d'amour-propre autant que par scrupule de conscience, le cardinal demeura inébranlable. Ce qui est dépourvu de toute vraisemblance, c'est qu'aux menaces de l'empereur, disant qu'il saurait bien le contraindre à faire acte d'archevêque de Paris, il ait répondu : *Potius mori!* ce qui aurait provoqué cette riposte : « Vous voulez Maury ! Eh bien, vous l'aurez (1). » En réalité, Fesch n'avait pas plus de vocation pour le martyre que Napoléon de goût pour le calembour.

C'est dans la matinée du 14 octobre 1810, à Fontainebleau, que la nomination fut publiée à l'improviste, sinon brusquement décidée. On prétendit que l'empereur avait interpellé Maury à brûle-pourpoint : « Cardinal, si je vous nommais archevêque de Paris, que feriez-vous ? » Le joyeux saisissement de l'élu fut la plus expressive des réponses ; il fut pris d'un tel tremblement que Napoléon dut le faire asseoir en disant : « Allons, cardinal, allons, remettez-vous, et allez vous installer demain à l'archevêché (2). » Il est incontestable que le décret fut dicté séance tenante à Bigot de Préameneu, et qu'après l'évangile de la messe impériale (c'était un dimanche), le cardinal prêta serment. Napoléon lui tint peut-être ce petit discours :

« Comme vous avez défendu la cause de la religion et de la monarchie avec autant de courage que d'éloquence, et que je veux maintenir l'une et l'autre, je vous ai nommé archevêque de Paris (3). »

Un tel langage n'avait, en 1810, rien que de conforme aux idées de l'ancien général de Vendémiaire. Ce qui est certain, c'est que Maury se proclama ravi de l'affabilité du souverain. « Il m'a dit », écrivait une contemporaine, une romancière il est vrai :

« que rien ne peut se comparer à l'émotion qu'il a éprouvée en prêtant serment, et que l'empereur, dans les choses qu'il accorde, a tant de grâce et de majesté, qu'on se trouverait heureux, dans ces moments-là, de se faire tuer pour lui (1). »

C'était déjà beaucoup : mais redevenu maître de lui, et rendu à son ordinaire intempérance de langage, le cardinal promena parmi les courtisans, accourus en grand nombre comme tous les dimanches, « la bruyante expression de sa joie ». Sur un ton moitié badin et moitié sérieux, il répétait à satiété que l'empereur venait « de satisfaire aux deux plus grands besoins de sa capitale », car le même jour, également à l'improviste, Pasquier avait été nommé préfet de police. L'effet fut déplorable dans le monde de la cour, peu exigeant pourtant en matière de dignité ; quant aux milieux ecclésiastiques, Émery écrivait le surlendemain :

« Vous comprenez qu'une certaine nomination occupe beaucoup le public. Il y a unanimité; devinez si c'est pour l'approbation ou pour l'improbation. »

*
* *

A la différence de Fesch, qui avait passé de la plus complète obscurité au sommet de la hiérarchie ecclésiastique, le cardinal Jean-Siffrein Maury, « l'abbé » Maury, comme on l'appelait encore couramment par une vieille habitude, jouissait à Paris d'une ancienne et considérable notoriété. Né dans une bourgade du comtat Venaissin, fils d'un savetier, disait la légende, d'un petit propriétaire cultivateur, rectifiaient les gens bien informés, il était venu à vingt ans, après de brillantes études, chercher fortune à Paris. Est-il vrai qu'il fit la fin du voyage en diligence avec le Limousin Treilhard, novice et ambitieux comme lui, et qu'en se souhaitant réciproquement les plus hautes destinées dont pussent se flatter des imaginations jeunes et méridionales, ils demeurèrent pourtant dans leurs prédictions bien en deçà l'un et l'autre de ce que la réalité leur réservait? Toujours est-il que Maury ne tarda point à se distinguer comme sermonnaire, et qu'il fut successivement chargé de prêcher le panégyrique de saint Louis devant l'Académie française, celui de saint Augustin devant l'assemblée générale du clergé, le carême de 1781 à la chapelle du château de Versailles. En prenant prétexte de l'éloge de saint Augustin pour critiquer l'institution monastique, en censurant devant Louis XVI le gouverne-

(1) LYONNET, *le Cardinal Fesch*, t. II, p. 174.

(2) ALISSAN DE CHAZET, *Mémoires*, t. II, p. 156 (Chazet affirme tenir d'un témoin le récit de la scène).

(3) C'est Maury qui rapporta ces paroles à Mme de Genlis, laquelle les mandait le 27 octobre à son fils adoptif (Mme DE GENLIS, *Lettres inédites à Casimir Baecker*, p. 70).

(1) Mme DE GENLIS, *Mémoires*, t. V, p. 164 (cette phrase est extraite d'un des rapports que Mme de Genlis adressait tous les quinze jours à Napoléon).

ment de son grand-père, le prédicateur s'attira les applaudissements enthousiastes des « philosophes » et les reproches non moins vifs du parti opposé. Mais il était trop avisé pour aller jusqu'au bout dans cette voie, et pour suivre l'exemple d'un Claude Fauchet, à qui on le comparait à cette époque. Une fois nanti d'un bénéfice et d'un fauteuil à l'Académie, il atténua progressivement son opposition, et c'est comme défenseur de l'ordre établi que le clergé du bailliage de Péronne l'envoya aux États généraux.

Il resta silencieux pendant les premiers débats, prit la fuite au 14 juillet et ne revint siéger à l'Assemblée que presque contraint et forcé, après avoir été arrêté en Picardie. Mais alors une étonnante transformation se produisit sinon dans ses convictions, du moins dans son attitude : il se révéla soudain grand orateur politique, le seul de la droite capable de tenir tête à Mirabeau, et fut jusqu'à la séparation de l'Assemblée merveilleux de dialectique, de verve, de présence d'esprit, de sang-froid et de robustesse physique. Bientôt environné d'une magnifique auréole d'impopularité, chansonné, caricaturé, hué, parfois menacé, il fit preuve dans la rue comme à la tribune d'une inépuisable facilité de riposte, désarmant les braillards par un bon mot, et muant en hilarité la fureur de ces foules parisiennes si mobiles dans leurs passions, si promptes à l'éclat de rire.

La situation n'en était pas moins intenable pour lui, quand son mandat de député eut pris fin. Il gagna Rome, où Pie VI le récompensa généreusement des services rendus à la religion et à la papauté : le petit séminariste de Valréas fut successivement archevêque *in partibus* de Nicée, nonce au couronnement de l'empereur François, cardinal enfin et évêque de Montefiascone, dans les États de l'Église. Il ne cessait point pour cela de s'intéresser aux choses de France, prenant parti, selon l'habitude de l'émigration, pour les thèses les plus intransigeantes, répudiant et anathématisant toutes les solutions modérées, écrivant publiquement à l'abbé Émery dès 1792, à propos d'un serment que celui-ci croyait licite : « La religion que vous m'avez enseignée ne connaît pas ces honteuses capitulations. » La succession des événements révolutionnaires ne fit que l'ancrer dans son opposition systématique : du conclave de Venise, où il défendait officiellement les intérêts de Louis XVIII, et où il contribua à l'élection de Pie VII, il écrivait en apprenant le débarquement de Bonaparte à Fréjus : « Dieu veuille que ce soit un faux bruit! » Il s'indignait contre la constitution consulaire (1); quand un mouvement favorable à la promesse de fidélité se dessinait dans le clergé, tous les moyens étaient bons à Maury pour décourager les adhésions; afin d'établir que la promesse était condamnée par le pape, il devançait, dénaturait et au besoin supposait les décisions pontificales. Confiné par ordre de Pie VII dans son évêché de Montefiascone lorsque s'engagèrent les négociations concordataires, il envoya du moins à Rome son frère, porteur d'un mémoire où étaient énergiquement résumés tous les motifs de n'avoir point confiance en Bonaparte.

Le Concordat se conclut cependant, et dans sa solitude de Montefiascone, Maury ne put ignorer que parmi les survivants de ses compagnons d'armes de la Constituante, plusieurs devenaient des personnages importants du nouveau régime, que Boisgelin était cardinal, Mounier, conseiller d'État, Malouet, préfet maritime; il sut que les émigrés rentraient en masse, que l'éventualité d'une restauration bourbonienne paraissait de plus en plus invraisemblable, et que le trône se relevait au profit de celui qu'il avait qualifié d' « homme dangereux ». Demeuré ambitieux dans l'âme, lassé de la vie romaine et italienne, il lui sembla qu'à s'obstiner dans sa bouderie, il manquait la fin de sa carrière. Ce fut un prétexte qu'une épigramme assez anodine, glissée dans la correspondance de Louis XVIII à l'automne de 1803; prétexte aussi, l'insistance de Pie VII à lui faire écrire une lettre de souhaits à Napoléon, comme les cardinaux de curie avaient coutume d'en user à l'égard des divers souverains catholiques : Maury s'était déjà dérobé à cette obligation, et il pouvait s'en acquitter en termes d'une significative banalité. C'est bien pour faire acte de solennelle et éclatante adhésion à l'Empire qu'il adressa à Napoléon, le 12 août 1804, une lettre d'enthousiaste adulation, confiée à l'entremise du cardinal de Belloy : celui-ci le comprit ainsi, puisqu'il félicita Maury de sa démarche, et l'empereur de même, puisque l'épître fut communiquée aux journaux, où elle fit grand bruit.

Le cardinal, qui ne brillait point par le tact, comprit pourtant qu'il avait tout avantage à ne point précipiter son retour en France. Non seulement il ne fit point escorte au pape lors du sacre, mais c'est à Gênes seulement, le 1er juillet 1905, qu'il eut sa première entrevue avec Napoléon : son thème était fait à l'avance, et il déclara par la suite qu'au bout de cinq minutes de conversation, il s'était senti ébloui et conquis par le grand homme. Au printemps suivant, son ancien collègue et adversaire Rœderer, qui l'avait croisé dans une auberge de Sienne, écrivait : « Il est excellent à entendre sur l'empe-

(1) « Cette pancarte d'ordre militaire, qu'on nous donne pour une constitution, consacre le brigandage de la spoliation du roi, de l'Église, des émigrés... » A Louis XVIII, 1er mars 1800. *Ibidem*, t. I, p. 343).

reur, et sur tout ce qu'il a vu de sa famille (1). »

Maury était alors sur le chemin de Paris, où son arrivée, il faut presque dire son entrée, eut lieu le 26 mai 1806. Il eut le plus vif succès de curiosité et même de vogue. Les dames de la Halle, qui jadis l'avaient plus d'une fois menacé de la lanterne, vinrent lui offrir un bouquet, en protestant qu'elles avaient toujours été ses amies. Au bout d'un mois, une de ses nièces, qui l'avait accompagné, écrivait à un parent demeuré en Italie :

« Mon oncle ne peut sortir dans Paris, même en voiture, sans être suivi d'écuyers, dès qu'il est reconnu, et le peuple lui témoigne sa joie de le revoir par des : *Vive l'abbé Maury !* Il est obligé de se priver de toutes promenades. Il ne peut officier dans aucune église, pour éviter le concours du peuple qui s'y porterait en foule (2).

Décidé à pratiquer l'oubli des injures, surtout de celles dont il était l'auteur, Maury trouva tout simple de s'adresser à l'abbé Émery pour se faire organiser une chapelle à l'hôtel où il était descendu (3) : c'était en même temps une manière assez adroite de faire cautionner sa régularité sacerdotale ; il devait quelques mois plus tard demander de même la permission à Émery de s'installer à Issy pour composer son discours de réception à l'Académie ! Le candide supérieur prit d'abord au sérieux ces résolutions de vie édifiante et retirée :

« Son frère m'a dit qu'il était plus ecclésiastique que jamais... Il me paraît qu'il n'a aucune vue de s'établir en France, qu'il n'en a pas même le goût. »

Un peu plus tard, détrompé au moins sur le second point, Émery se livrait à des réflexions qui accusaient le contraste des deux caractères :

« M. le cardinal Maury paraît bien prendre à Paris, et je crois qu'il y aura des démarches pour l'arrêter en France. Je désirerais qu'il s'y fixât. Il pourrait être utile à la religion : mais je ne le désire pas pour son bonheur. Heureux ceux qui ne sont rien ! »

Cependant Maury, qui en débarquant avait parlé d'un séjour de deux mois, bénissait à la fin de septembre dans la chapelle de l'ambassade d'Espagne un grand mariage, celui de Philippe de Ségur et de M[lle] de Luçay; le jour de la Toussaint, il officiait pontificalement à Notre-Dame ; il n'était plus question de son retour à Montefiascone.

Ces honneurs et ce rôle de réprésentation pouvaient flatter l'amour-propre de Maury; ils ne suffisaient pas à son ambition ; à l'encontre d'Émery, en fait de béatitude, sa devise était *Beati possidentes*. Pour se rendre digne des faveurs impériales, il multipliait les gages de sincère et fervente conversion. Un jour qu'à Saint-Cloud, par manière d'épreuve ou de taquinerie, Napoléon lui demandait devant témoins où il en était avec la maison de Bourbon, il répondait avec plus d'esprit que de délicatesse qu'il avait perdu la foi et l'espérance, et qu'il ne lui restait plus que la charité. Son discours de réception à l'Institut, ou comme il l'écrivait lui-même, « de rentrée à l'Académie », qui était l'événement littéraire et mondain du printemps de 1807, se terminait sur un éloge pompeux et à tout prendre éloquent du nouveau maître de la France, de ses victoires militaires, de son œuvre politique ; dès la veille de la séance, Maury prenait soin d'adresser un exemplaire de ce discours à Élisa, la plus « littéraire » des princesses, en y joignant un commentaire aussi dithyrambique que le texte :

« J'ai profité, avec un sentiment de véritable bonheur, d'une occasion si favorable pour manifester une partie de l'inexprimable admiration et du fidèle dévouement que je dois à notre auguste empereur (1) ».

Il n'avait pas attendu jusque-là pour se poser en solliciteur, ou plutôt en homme qui revendique son dû en réclamant une situation prépondérante. Débarqué à Paris depuis trois mois, il écrivait à son neveu, avec une fatuité choquante même dans des confidences de famille : « Personne ne doute ici et n'a jamais douté depuis mon arrivée du beau sort qui m'est réservé. Ce ne sont pas les hommes, ce sont les pavés qui le disent unanimement (2). » Il ne considéra sans doute que comme un à-compte ou comme une sinécure la charge de premier aumônier du prince Jérôme, le fiancé déjà volage de Catherine de Wurtemberg (octobre 1806), puis l'admission au rang et au traitement de cardinal français (avril 1807). Il racontait en 1808 que c'était le souci de sa dignité qui l'avait empêché de devenir grand-maître de l'Université, et qu'il ne convenait point à un cardinal d'être le subordonné d'un ministre : entendons par là qu'il avait vainement brigué la place, et que Fontanes avait paru plus propre à l'occuper par ses aptitudes pédagogiques comme par la dignité de son maintien extérieur. L'année suivante, quand Fesch nommé à Paris fit des démarches pour conserver le siège de Lyon, Maury dénonça si bruyamment le scandale de ce cumul, que tout le monde en conclut qu'il posait sa candidature à l'archevêché de

(1) Rœderer à sa femme, 13 mai 1806 : RŒDERER, *Œuvres*.

(2) 20 juin 1806 : RICARD, *Correspondance et Mémoires du cardinal Maury*, t. II, p. 328-329. Ce récit peut-être un peu hyperbolique est confirmé au fond par le témoignage de l'abbé de Pradt (*Les Quatre Concordats*, t. II, p. 15, note).

(3) C'était l'hôtel Notre-Dame, rue du Paon (Bulletin de police du 28 mai 1806 : AF. IV. 1496).

(1) 5 mai 1807 : RODOCANACHI et MARCOTTI, *Elisa Baciocchi en Italie* (*Revue historique*, mars 1899, p. 292).

(2) 6 septembre 1806 : RICARD, *Correspondance et Mémoires du cardinal Maury*, t. II, p. 343.

(3) Bulletin de police du 4 février 1809 : AF. IV. 1505.

Lyon. Il accepta avec empressement de faire partie de la commission ecclésiastique, chargée de trouver une issue au conflit avec la papauté : il revendiquait, dit-on, le mérite d'avoir suggéré à Napoléon de faire confier aux évêques nommés les pouvoirs de vicaires capitulaires. Après quatre ans d'attente, il recevait enfin, avec l'archevêché de Paris, un poste digne de ses talents et de sa haute situation ecclésiastique : tout à la joie de l'ambition satisfaite, il ne s'embarrassa une minute ni du souvenir de son rôle à la Constituante, ni de celui des bienfaits dont il était redevable au Saint-Siège.

Imposé sans doute à Napoléon par le désir de ne pas sembler pris au dépourvu après la définitive renonciation de Fesch, ce choix n'en était pas moins très fâcheux. Si le menu peuple aimait Maury à cause de sa persistante jovialité et en souvenir de ses familières réparties des débuts de la Révolution, cette popularité n'était point du genre le plus désirable pour un archevêque ; quant au monde de la cour, des lettres, de la bourgeoisie aisée, Maury y était environné d'un discrédit à peu près général.

Il n'est point question ici des royalistes irréconciliables, qui le considéraient comme un renégat. Par un revirement bien humain, ceux qui, sous la Constituante ou pendant l'émigration, lui avaient fait fête en trouvant à sa vulgarité de ton et de manières un certain piment d'originalité, le déclaraient à présent de commerce intolérable. Pour s'excuser, ils déclaraient que le cardinal avait encore perdu en distinction depuis sa rentrée en France : la vraie cause de leur palinodie n'en était pas moins son ralliement à l'Empire, ainsi qu'une grande dame le lui donnait à entendre par un mot trop joli pour ne pas faire fortune (1).

Mais la même impression défavorable existait dans des milieux étrangers à toute rancune politique. Des abbés de ruelle de l'ancien régime et des prélats subalternes de la cour romaine, Maury avait pris et conservé les défauts les plus antipathiques à la conception que les Français du temps de l'Empire se faisaient du caractère ecclésiastique.

« Son goût pour la grosse bonne chère », a écrit Pasquier, « avait quelque chose de vulgaire, et son langage dans les conversations particulières était beaucoup trop libre : son avarice enfin était poussée jusqu'au ridicule. »

Ce dernier travers était d'autant plus choquant que la libéralité était une tradition chez les archevêques de Paris, et que les deux titulaires du siège, avant la Révolution, Beaumont et Juigné, avaient fait de vraies prodigalités d'aumônes. Un jeune officier de cavalerie, très dégourdi et très bon vivant, dînant chez l'archichancelier à côté de Maury, était stupéfait de sa gloutonnerie comme de la gaillardise de ses propos (1). « Jamais », atteste, d'autre part, une élégante du temps, « je n'ai vu manger comme Son Éminence. Il était de force à rendre une poularde et deux ou trois perdrix au moins à un Russe greffé sur un Allemand (2). » Les préoccupations de gastronomie, ou plutôt de vulgaire gourmandise, tenaient une place démesurée dans sa conversation et dans sa correspondance.

De ses humbles origines, il avait gardé une extraordinaire trivialité de manières et de langage. C'est ainsi qu'une fois archevêque de Paris, se croyant obligé d'échanger définitivement la soutanelle contre la soutane rouge, il portait celle-ci sans poches, la retroussait constamment pour prendre sa tabatière ou son mouchoir, et joignant l'inélégance du verbe à celle du geste, disait alors, même et surtout devant des dames : « Il faut que je trousse ma cotte (3). »

Doué d'une incontestable verve, il l'appliquait aux deux ordres de sujets les plus déplacés dans la bouche d'un homme d'Église, les anecdotes scabreuses et les fanfaronnades de scepticisme. Correct dans ses mœurs et sincère dans ses convictions, du moins à l'époque qui nous occupe, il se donnait ainsi l'apparence d'un prêtre peu régulier et peu croyant. « Son langage, lorsqu'il racontait une histoire un peu leste, devenait quelquefois intolérable (4). » Il ne prenait d'ailleurs nul souci des dispositions morales de ses auditeurs, et donnait par exemple libre cours à son amour des « bons contes » devant un encyclopédiste comme l'ex-abbé Morellet. Un jour, comme le voltairien Arnault se récriait à l'une de ses histoires, le cardinal trouvait exquis de reprendre : « Vous pouvez m'en croire ; je ne mens qu'en chaire. »

Pour graves et déplaisants que fussent ces travers, ils n'étaient en quelque sorte que superficiels. Maury y joignait de remarquables dons intellectuels un peu alourdis par l'âge, et à défaut de compétence administrative, une grande bonne volonté. Mais comme il arrive à la plupart de ceux qui ont changé d'opinion ou de parti, le soupçon même d'une réprobation le jetait dans l'exaspération ; il était toujours le même homme qui prodiguait naguère les injures et les anathèmes à ses adversaires ; aigri par la fausseté de sa situation, c'étaient maintenant les foudres

(1) Comme le cardinal trouvait son portrait dans un salon du faubourg Saint-Germain, et qu'il se récriait, d'un ton de fausse modestie, sur l'honneur qu'on lui faisait de conserver cette vieille estampe, la maîtresse de maison répondit : « Eminence, c'est votre portrait *avant la lettre!* »

(1) D'ESPINCHAL, *Souvenirs militaires*, t. I, p. 194-195 (reproduction d'une lettre écrite quelques jours après le dîner).

(2) Duchesse D'ABRANTÈS, *Mémoires*, t. VI, p. 423.

(3) Duchesse D'ABRANTÈS, *Mémoires*, t. VI, p. 424.

(4) Duchesse D'ABRANTÈS, *Salons de Paris*, t. IV, p. 231.

très temporelles de la police impériale qu'il allait provoquer contre quiconque aurait l'irrévérence de contester son autorité ou de froisser son orgueil.

*
* *

Pendant plusieurs semaines, Maury prodigua l'expansion de sa joie, écrivant par exemple des réponses de ce goût :

« Je vous remercie, mon très cher Seigneur, des éloquentes et aimables félicitations dont votre belle âme veut bien honorer mon avènement au siège de Paris. Ma nouvelle destinée absolument imprévue ne m'a causé et ne me cause encore, après quinze jours de réflexions, que de la surprise et de l'effroi. Je puis répondre de ma bonne volonté et de mon entier dévouement aux immenses devoirs qui me sont imposés ; mais je ne me sens nullement à mon âge en mesure d'acquitter avec gloire une pareille dette... »

Le piquant de cette lettre, est qu'elle s'adressait à un ancien adversaire, Le Coz, demeuré très constitutionnel au fond : elle fait également peu d'honneur aux deux correspondants.

Le cardinal faisait volontiers aussi étalage de ses projets, tout apostoliques. A un grand repas chez Cambacérès, dont la salle à manger n'avait jamais sans doute retenti de propos aussi édifiants, il déclarait :

« que c'était la dernière fois qu'il dînait en ville ; qu'il allait loger à l'archevêché ; qu'il se lèverait tous les jours à quatre heures, ferait la prière à ses domestiques, à huit heures recevrait son clergé ; qu'il irait officier et prêcher successivement dans les diverses paroisses, ferait des missions (1). »

Il développait le même programme devant Mme de Genlis, qui, par distraction ou par amour de l'exagération, répétait que le cardinal se proposait de prêcher *tous les jours*. La femme-auteur concluait, avec une naïveté qui fait penser, de très loin, à Mme de Sévigné, venant de danser avec Louis XIV :

« Comme il ne fera plus de visites, il m'a demandé de prendre des jours par semaine pour aller déjeuner chez lui *tête à tête*. J'irai les dimanches. Enfin, je suis sûre que ce sera un excellent archevêque (2). »

Mais il apparut promptement que ce beau plan de vie épiscopale, qu'on eût dit inspiré d'un saint Charles Borromée, se réduirait en réalité tout au plus aux déjeuners avec Mme de Genlis ; Émery ne tardait pas à perdre ses dernières illusions sur le personnage :

« Après avoir examiné d'où vient le grand discrédit, je vois qu'effectivement de ce qu'il parle à tort et à travers, qu'il annonce une multitude de belles résolutions qu'il n'exécute pas, et qu'il est peu fidèle dans les faits qu'il rapporte (1). »

Aux satisfactions d'amour-propre, se joignirent pour Maury des avantages pécuniaires qu'il était homme à apprécier, et qu'il eut le mauvais goût de solliciter, au lieu de s'en remettre à la libéralité impériale :

« En me nommant à l'archevêché de Paris », écrivait-il à Bigot de Préameneu, « Sa Majesté daigna me dire qu'Elle me mettrait en état d'entretenir convenablement ma dignité. Cette parole mit le comble à la confiance et à la reconnaissance dont mon cœur était rempli... »

Précisant ses désirs, il demandait notamment 100.000 francs pour l'ameublement du palais archiépiscopal, et la remise entre ses mains des émoluments demeurés impayés depuis la mort du cardinal de Belloy, soit depuis deux ans et demi (2).

Sans souscrire exactement aux requêtes de Maury, l'Empereur se montra très généreux. Un décret du 12 novembre 1810 porta le traitement de l'archevêque de Paris à 150.000 francs (dont 30.000 représentaient la dotation de cardinal français, 20.000 étaient une allocation de la commune de Paris et 100.000 constituaient le traitement proprement dit). De plus, à titre de frais d'établissement, Maury devait recevoir 70.000 francs sur les fonds mis en réserve depuis la vacance du siège (35.000 francs de l'État et 35.000 francs de la commune). Enfin, le titre II du décret affectait, sur les fonds extraordinaires des cultes, une somme de 150.000 francs à l'ameublement de l'archevêché ; mais, par une précaution qu'avait peut-être inspirée la légendaire ladrerie du cardinal, il était spécifié que toutes les pièces du mobilier à acquérir seraient marquées et inventoriées (3). — Maury n'en fut pas moins au comble du contentement ; en confirmant la nouvelle à Le Coz, qui lui avait adressé ses félicitations sur un bruit vaguement parvenu en Franche-Comté, il concluait :

« C'est une aveugle ingratitude que de ne pas reconnaître tout ce que l'Empereur fait en faveur de la religion ! »

« J'irai demain avec ce prélat », avait écrit le ministre des cultes deux jours après la nomination, « visiter et faire meubler la partie du palais archiépiscopal destinée à son habitation personnelle, afin qu'il puisse l'occuper sur-le-champ. Le nouvel archevêque de Paris se trouvera ainsi entièrement installé le plus promptement qu'il soit possible (4). »

(1) Bulletin de police du 19 octobre 1810 : AF. IV, 1510.
(2) 25 octobre : *Lettres inédites à Casimir Baecker*, p. 71.

(1) A Bausset, 10 novembre 1810 : *Papiers Émery*.
(2) Sans date (fin octobre ou commencement novembre 1810) : AF. IV, 1047.
(3) AF. IV, plaq. 3815.
(4) A Napoléon, 16 octobre 1810 : AF. IV, 1047.

Tel était en effet l'ordre formel de Napoléon : excédé des atermoiements successifs que Fesch avait multipliés avant de se dérober définitivement, il voulait d'emblée le nouvel archevêque matériellement logé à l'archevêché, moralement en possession de l'administration diocésaine.

C'est ce que Bigot de Préameneu fit savoir le 15 octobre aux vicaires capitulaires, en leur communiquant le décret de nomination daté du 14; c'est ce que le lendemain ils répétèrent aux chanoines, extraordinairement convoqués; c'est ce qui résulte clairement du compte rendu officiel de cette séance :

« Le ministre notifie l'intention de Sa Majesté pour que les membres du chapitre s'assemblent de suite relativement aux pouvoirs qui sont dans leurs attributions (1). »

L'émoi fut profond parmi les chanoines. En apparence, on ne leur demandait que de renouveler à l'égard de Maury le témoignage de confiance et de déférence que quelques mois plus tôt ils avaient si allègrement donné à Fesch; en réalité, les deux situations différaient notablement. Du début de 1809 à l'automne de 1810, le fossé n'avait cessé de s'élargir entre le gouvernement impérial et le Saint-Siège; malgré son passé obscur et louche, l'attitude présente de Fesch inspirait confiance au clergé, tandis qu'en raison même de ses illustres antécédents, Maury passait pour un transfuge aux yeux de beaucoup de prêtres; enfin, la récente insistance du pouvoir civil pour faire conférer aux évêques nommés les pouvoirs de vicaires capitulaires avait éveillé les scrupules de plusieurs théologiens, qui se demandaient si cet usage gallican était bien conforme au droit canon, surtout lorsqu'il devenait un moyen détourné de parer au refus des bulles par le pape.

Il y eut certainement une discussion. Pour justifier l'obéissance aux volontés impériales, on fit valoir sans doute que ce détour respectait en somme les droits essentiels du Saint-Siège, et que l'intervention du chapitre prévenait une institution donnée par le métropolitain ou le doyen des suffragants, institution dont il était déjà question dans certains milieux et qui eût consommé le schisme. Il demeure très douteux que l'autorité d'Émery ait été invoquée. L'argument décisif fut la volonté nettement affirmée d'un maître auquel, tant ecclésiastiques que laïques, bien peu d'entre ses sujets avaient le courage de désobéir. Ce vote ne fut pourtant point unanime, et l'un des opposants irréductibles fut précisément le vicaire général qui présidait la réunion, d'Astros. Le texte adopté se référait sans plus d'explications à la délibération prise lors de la nomination de Fesch ; mais, par une nuance imperceptible aux profanes, tandis que le chapitre avait décidé de se transporter en corps chez Fesch pour le féliciter et le prier de prendre en main l'administration diocésaine, il fut résolu d'envoyer à Maury une simple députation. Cependant le premier soin des vicaires généraux, à peine la séance levée, fut d'aller « en personne » informer le ministre des cultes que le chapitre avait confié au cardinal « les pouvoirs spirituels de sa compétence. »

(1 *Documents inédits.*

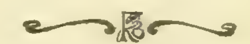
C'est encore d'Astros qui conduisit la députation chez Maury, et qui lui débita un compliment passablement dépourvu d'onction. Le cardinal protesta longuement et chaleureusement de ses sentiments :

« Pour le maintien de la religion, le respect dû au souverain, pour le clergé du diocèse en général et pour le chapitre de Paris en particulier (1). »

Il insista sur son dévouement et sa docilité, à l'égard du souverain Pontife :

« Je n'irai m'asseoir sur la chaire épiscopale de Paris qu'autant que le Pape me prendra par la main pour m'y faire monter ».

L. DE LANZAC DE LABORIE.



VIEILLES ÉCOLES

Voici que l'automne, dans la mélancolie des soirs tôt venus, annonce la rentrée : vers Paris se prépare l'exode des étudiants. Depuis des siècles, combien ainsi se sont hâtés vers les lieux où le savoir humain s'enveloppe du charme de la ville séductrice !

L'Université n'existe pas, et déjà s'exerce cette attirance intellectuelle. Aux environs de l'an 1086, un moine de Saint-Pierre-sur-Dive, nommé Benoît, a fui son abbaye et s'est rendu, « à cause des écoles », à Paris, où il habite au monastère de Saint-Magloire, en la Cité. Au siècle suivant, se dessine dans ce sens un mouvement auquel les étrangers prennent une grande part : neveux de papes, fils de landgrave se rencontrent avec des parents de personnages qui orgueilleusement s'intitulent : « par la grâce du tout puissant, consuls des Romains » ; ou bien ce sont « les sénateurs de la ville des villes » qui, le 4 janvier 1164, écrivent « à leur ami très cher, Louis, roi de France », afin de lui annoncer qu'ils dirigent, pleins d'espoir, à Paris, pour y étudier, des clercs, leurs concitoyens.

Et, tout de suite, l'étranger, comme ce Jean de Salisbury qui, la même année, narre ses impressions à Thomas Becket, remarque, dans « l'abondance des choses et *la joie de vivre*, le respect que l'on a pour

(1) Compte rendu de D'Astros à la séance du chapitre du 17 octobre : *Documents inédits.*

le clergé qui enseigne ou qui s'instruit, ainsi que les occupations variées de ceux qui philosophent ». Il faut toutefois se méfier de ce « lieu de délices » : c'est ce que mande à Jean de Salisbury, Pierre de Celle, abbé de Saint-Remi de Reims, qui ajoute : « O Paris, comme tu es propre à capter et à décevoir les âmes! Chez toi, les vices étendent leurs filets et la flèche de l'enfer transperce le cœur des insensés. » Mais l'attrait des plaisirs n'enlève rien à l'éclat de cet incomparable foyer intellectuel : « Là, rapporte un autre contemporain, on rencontre un tel concours de clercs ou gens d'étude qu'il tend à surpasser le nombre des laïques. Heureuse ville, que l'extrême diligence des lecteurs et la science des écritures saintes permettent de dénommer la cité des lettres ! »

Les étudiants, comme les professeurs, sont alors en quelque sorte d'église, et la science est le fruit mystique de l'arbre de vie. Elle se cultive à l'ombre des sanctuaires de Notre-Dame ou de Saint-Germain-l'Auxerrois, dans les abbayes de Sainte-Geneviève, Saint-Germain-des-Prés, Saint-Victor. Au-dessus de toutes sont réputées les écoles du cloître Notre-Dame.

En ces âges lointains, l'île de la Cité apparaît dans le fleuve comme une arche sainte : sur un espace ne dépassant guère la moitié de sa superficie actuelle, elle porte une vingtaine d'églises ou chapelles que domine la cathédrale. C'est le temps où de nombreux fidèles se rendent aux sanctuaires que l'on bâtit en l'honneur de la Vierge, tirant de lourds chariots chargés d'offrandes: vin, blé, huile, chaux, pierres, bois et tout ce qui peut être encore nécessaire aux besoins de la vie ou à la construction de ces édifices; ils traînent aussi des infirmes, des malades et des possédés du démon, en route vers le miracle; sur les chantiers, groupés autour de leurs voitures qu'illuminent durant la nuit mille flambeaux, ils clament vers le ciel l'éternelle misère des hommes, et le prodige naît qui, comme en un reliquaire précieux, enchâsse dans la magnificence artistique du nouveau monument la pensée et les aspirations de toute une époque.

Ces pèlerins ont-ils contribué à l'érection de Notre-Dame de Paris qu'alors l'évêque Maurice de Sully pieusement a entreprise? Nul ne le sait. Ce que, du moins, il est loisible de constater, c'est l'effort qui s'accomplit en ce lieu pour le parer d'une cathédrale digne du siège épiscopal. A la date de 1110, nous voyons une « église neuve » se dresser à côté de la vieille basilique de Saint-Étienne dont les murs en partie ruinés bordent l'enceinte du cloître, à l'endroit même où, un demi-siècle après, Maurice de Sully fera élever le chevet de Notre-Dame. Et les travaux de se poursuivre par la nef et les bas-côtés, ntraînant la disparition de la cathédrale « neuve » du début du siècle, dont l'abside occupait l'espace destiné à la façade du nouvel édifice. Sur le Parvis s'ouvre, vers l'ouest, la rue Neuve-Notre-Dame, percée, dans le même temps, en vue de dégager l'accès de cette façade et qui, en attendant, facilite le transport des matériaux.

Notre-Dame est le cœur du cloître qui s'étend surtout vers le nord, sorte d'excroissance atteignant le n° 26 de la rue Chanoinesse actuelle : là peuvent encore se voir quelques restes de la chapelle Saint-Aignan fondée, au début du XIIe siècle, par le puissant archidiacre Étienne de Garlande. Depuis ce lieu jusqu'au Parvis, se succèdent, en bordure de la muraille claustrale, les sanctuaires de Sainte-Marine, Saint-Pierre-aux-Bœufs, Saint-Jean-le-Rond, Saint-Christophe, ce dernier un peu à l'ouest, en face de l'Hôtel-Dieu, dont le petit bras de la Seine baigne les murs. A l'extrémité orientale de l'île, c'est, près d'un passage du fleuve, Saint-Denis-du-Pas, et, au sud, entre cette église et l'Hôtel-Dieu, le palais épiscopal.

Dans ce cadre, le cloître étale ses maisons canoniales que l'on entrevoit précédées, de-ci de-là, de cours closes, avec, en certains endroits, un principal corps de logis flanqué d'une tourelle et accompagné du cellier aux provisions; telle de ces demeures est dite de *l'Aigle* : sur tout cela, quelques coins de vergers ou de jardins jettent une note champêtre. Devant l'enceinte claustrale, percée au moins de deux portes, l'une vers la chapelle Saint-Aignan, l'autre vers le Parvis, s'arrête le pouvoir du roi. Ce sont les chanoines du chapitre de Notre-Dame qui règnent dans le cloître, leur propriété commune. Ce sont eux aussi qui, de concert avec l'évêque, président à l'enseignement que cette enceinte abrite.

Jusque vers 1127, les étudiants étaient hébergés dans les maisons canoniales et les écoles se trouvaient dans la partie du cloître dite communément : « Tresantie », sans doute du côté le plus habité. Il n'avait pas manqué d'en résulter des inconvénients, auxquels on mit alors fin, en aménageant, pour y donner les leçons, un local sis encore dans l'enclos capitulaire, mais à l'écart, près de la cour du palais épiscopal qui servit de lieu de passage aux écoliers. Quant à ces derniers, ils durent se loger ailleurs : ce qui n'était pas toujours aisé. Ainsi Jean de Salisbury, pour avoir une honnête demeure, fut obligé d'en payer la location d'une année, soit près de 12 livres, avant d'y entrer. D'autre part, la ville s'offrait, hors du cloître, avec ses tentations : le pape Alexandre III qui vient d'envoyer à Paris, pour leurs études, ses trois neveux et chapelains Jean, Roger et Blaise, s'en inquiète et demande au chapitre de les autoriser à loger avec leur suite dans l'enceinte canoniale, nonobstant la règle contraire.

Des étudiants sans ressources pouvaient trouver un asile à l'Hôtel-Dieu : un certain Josse de Londres y avait, en 1180, fait une fondation qui procurait à la fois un abri et des ressources à dix-huit écoliers pauvres; ces derniers étaient tenus, par contre, de porter, à tour de rôle, la croix et l'eau bénite devant les corps des trépassés à l'hôpital et de dire chaque nuit les sept psaumes de la pénitence et oraisons d'usage.

En principe, l'enseignement est gratuit : du moins, Alexandre III interdit-il aux professeurs de rien recevoir de leurs élèves; selon lui, ces simples mots : « Viens et écoute », doivent suffire. En fait, cette gratuité n'existe pas, et le concile de Latran, de l'année 1179, ordonne que dans chaque cathédrale, un maître soit chargé de l'instruction des clercs de l'église et des étudiants indigents, et reçoive, à cet effet, quelque bénéfice susceptible de pourvoir à ses besoins. Les membres du même concile édictent la défense, qui demeura également vaine, d'accorder, moyennant rétribution, la licence d'enseigner et prescrivent que toute personne capable soit admise, sur sa demande, à donner des leçons.

Ce que l'on apprend dans ces vieilles écoles, c'est le *trivium* et le *quadrivium*, autrement dit les sept arts libéraux : la grammaire, la rhétorique et la dialectique d'une part, l'arithmétique, la musique, la géométrie et l'astronomie de l'autre. Au sommet de cet édifice réside la théologie, science des sciences. Ce cours d'études est parcouru brillamment par les maîtres du XIIe siècle : tel Guillaume de Champeaux qui, avant de fonder sur la rive gauche le centre d'enseignement de Saint-Victor, le plus célèbre après celui de la cathédrale, donnait, vers l'an 1100, dans le cloître Notre-Dame, des leçons que suivait Abélard. Un élève aussi de ce cloître fut le roi Louis VII, qui dit y avoir passé le temps de son enfance comme dans le sein maternel.

Tout ce coin de l'antique Cité, où se dresse, en pleine construction, dans l'aurore d'un art nouveau, l'église de Maurice de Sully, s'anime de la vie des gens d'étude. Un contemporain nous les montre circulant sur le Petit-Pont — leur pont — s'y promenant au long des maisons qui le bordent, s'y livrant même aux discussions de la logique, dans le bruit monotone des moulins groupés en ce lieu. Par-delà, le Petit-Châtelet domine un bourg d'où la grande rue Saint-Jacques fait, au travers de vignes et d'îlots d'habitations, l'ascension de la Montagne Sainte-Geneviève, qui deviendra, au siècle suivant, la colline de l'Université.

MARCEL POËTE.

LA MER CONSOLATRICE

J'ai, seul devant la mer, cœur d'exilé qui souffre,
De ces vertiges, faits d'angoisse et de désir,
Où l'on sent l'attirance invincible du gouffre !...

La houle s'enfle, tel un sein sous le plaisir ;
La brise est une haleine aux puissantes ivresses ;
Les algues ont des bras tendus pour me saisir.

O la mer ! O la plus diverse des maîtresses !
Tantôt berceuse ainsi que pour l'enfant qui dort,
Tantôt échevelée, enroulant dans ses tresses

Les amants que sa lourde étreinte étouffe et mord,
Humant le dernier souffle à ces bouches amères,
Et, sans pitié jamais comme elle est sans remord,

Quand s'assouvirent ses caprices éphémères,
Ne rendant aux récifs où les os sont brisés
Qu'un corps méconnaissable à l'œil même des mères!

Lame luxurieuse aux ruts inapaisés,
Voici mon rein, voici mon flanc, voici ma lèvre !...
Prends-les !... J'ai soif et faim de tes âcres baisers !

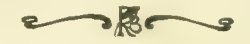
Car, loin du triste amour dont tel exil me sèvre,
O mer ! tu sais me rendre un peu de l'être absent,
Et, si ton charme ainsi me possède et m'enfièvre,

C'est que, sans doute, ô monstre avide et caressant!
J'ai cru voir deux yeux bruns mirés au bleu des [vagues
Et sentir, dans ce flux qui m'avivait le sang,

Frissonner sur ma peau deux mains lentes et va- [gues.

RÉMY SAINT-MAURICE.

Trégastel, septembre 1907.



LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

M. DE MARCÈRE. *L'assemblée nationale de 1871.* — Deuxième partie : *La présidence du maréchal de Mac-Mahon.* — COMTE DE GOBINEAU. *La Troisième République Française et ce qu'elle vaut.* (Œuvre posthume).

Si sévèrement que vous jugiez notre présent régime républicain — et nous sommes tous enclins à le juger sans indulgence, les uns, adversaires irréductibles, par principe, ou passion politique, les autres, partisans tièdes ou résolus, par dépit, ou désir de l'améliorer, tous enfin parce qu'il serait inconcevable que nous nous déclarassions, Français de France, satisfaits d'une forme quelconque de gouvernement — si péremptoirement que vous critiquiez les imperfections, les vices guérissables, ou la corruption foncière, définitive, irrémédiable de

ce régime, vous ne serez ni plus sévère, ni plus péremptoire dans l'énoncé de vos jugements que M. de Marcère dans les conclusions de ses écrits historiques. M. de Marcère déplore « la transformation de la République en une dictature odieuse et de nature ignoble » ; il s'irrite au « spectacle de l'oligarchie impudente et antifrançaise qui s'affuble du titre de République ». M. de Marcère est fort éloigné de professer une fâcheuse indifférence : la sérénité d'esprit que l'on dit être la vertu capitale des historiens n'est point son fait : la « teinte d'apaisement » dont il affirme que « se nuance » son récit est infiniment légère... Vous m'en voyez ravi. Et si je vous livre à titre de preuves, de brèves citations, ce n'est point, vous le devinez, que j'entende en incriminer les tendances, moins encore railler les convictions d'un respectable esprit : j'insiste parce qu'il importe de mettre en lumière le trait essentiel de ces sortes de mémoires. M. de Marcère n'a répudié aucune de ses anciennes croyances; opinions, préjugés, haines, sympathies, il demeure ce qu'il fut dans les conseils de son parti et au pouvoir : que d'autres envisageant ses velléités d'action, lui reprochent de n'avoir rien appris ni rien oublié : nous, nous nous réjouissons d'une immuabilité qui confère à son œuvre l'inappréciable valeur d'un témoignage direct et sincère.

*
* *

Quelle mélancolie en ces souvenirs! « Comme on se rappelle les jours heureux d'une personne aimée, qui était atteinte, sans qu'on s'en doutât, d'un ma incurable, ainsi je fais revivre un temps où la société politique paraissait encore saine, quoiqu'elle eût en elle un germe de mort. » Éternel privilège des ardeurs juvéniles! Ce temps fut l'un des plus douloureux que la France ait jamais connus; cette société endeuillée fut divisée contre elle-même, secouée de déchirements abominables; elle vécut dans la confusion et l'impuissance, ne sut point même s'organiser politiquement et se vit imposer un régime qu'elle n'avait point prévu. Qu'importe, M. de Marcère n'a souvenance que de « jours heureux »; il affirme que cette société présentait les apparences de la santé; et sans doute il ne « se sent glorieux ni du passé, ni surtout du présent »; mais enfin, les disgrâces de ce passé lui semblent légères comparées aux infortunes du présent. M. de Marcère envisage ce passé avec amour, avec regret : *laudator...*

Quelle mélancolie! non point douce, ni résignée, mais amère ; car ce ne sont point seulement les enthousiasmes de sa jeunesse que M. de Marcère nous conte en évoquant ces troubles années, ce sont aussi l'effondrement d'un grand espoir et la défaite d'un parti, le sien : ces regrets ne vont point sans rancœur; on l'indiquerait moins lourdement, si précisément ce politique qui n'a pas varié, cet homme du passé resté scrupuleusement fidèle à son programme, à ses croyances, à ses passions, ne demeurait puissant sur nous que parce qu'il est un vaincu.

Et qui donc, s'efforçant de pénétrer l'histoire d'une grande crise politique, consentirait à se priver du témoignage des vaincus ? le secret de leur faiblesse, ce n'est point au vainqueur qu'il convient de le demander : les hommes et les partis ne connaissent un peu profondément qu'eux-mêmes ; les succès de notre triomphante démocratie demeureraient inexplicables si nous ne possédions les aveux des partis conservateurs ; aveux sans repentir, car il n'est point humain de rechercher en soi-même les causes de ses propres échecs. M. de Marcère lui-même, dont les mémoires éclairent si vivement la psychologie du parti républicain libéral catholique, semble se refuser à l'évidence. Peut-être soupçonniez-vous que ce parti dût ses déboires à l'étroitesse de son programme, et quel programme! résidu appauvri des doctrines de la bourgeoisie conservatrice, éclectisme timide, étriqué, bon tout juste à fournir la matière de joutes académiques. Qu'allait-on le proposer à ces « couches nouvelles » dont Gambetta proclamait l'avénement, et qui, elles-mêmes, assez brutalement criaient leurs exigences et réclamaient un autre langage ! Erreur qui détermine une faute irréparable... — Plutôt que d'en convenir — s'il en convenait combien son livre nous serait moins précieux ! — M. de Marcère s'en prend à l'inconcevable malice des républicains démocrates : l'anticléricalisme fut l'instrument de leur insolent triomphe : fort à propos, en vérité, M. de Marcère magnifie les tacticiens de l'anticléricalisme : « le machiavélisme avec lequel a été conduite cette grève contre l'Eglise a été *merveilleux d'habileté, de suite, de prudence et d'art politique...* à toutes les époques, le procédé a été le même. Il consiste à armer le peuple de la souveraineté politique, à le corrompre, et à l'amener à user de souveraineté pour le triomphe du mal, c'est-à-dire, au temps présent, pour le triomphe de la Franc-Maçonnerie. » Et je crains fort que les triomphateurs d'aujourd'hui ne témoignent à la Franc-Maçonnerie une insuffisante gratitude. M. de Marcère les rappelle à plus d'équité, sur quoi il consacre un chapitre à nous conter l'entrée de Littré, de Clavel et de Jules Ferry dans la loge *la Clémente Amitié*, le 8 juillet 1875 : Edmond About célébra l'événement dans le *XIXe siècle*, Edmond About qui « ne connaissait la Franc-Maçonnerie que pas ou pas du tout, comme il lui arrivait parfois des choses dont il parlait », Edmond About, enfant terrible de l'Université, victime de son éducation, de son esprit, de son talent :

« il était enclin à sacrifier beaucoup à la forme du style (?) et du langage ; et toute idée lui semblait utile et belle, du moment où il la revêtait d'une forme agréable attestant l'esprit et l'atticisme de l'auteur. » En dépit de l'article d'Edmond About, nul ne s'émut de « ces cérémonies de surface qui avaient un caractère plutôt ridicule ». Après trente ans écoulés, M. de Marcère s'aperçoit que le 8 juillet 1875 est une date capitale de l'histoire de la France. Son affirmation remplira d'aise ceux qui pensent que la Franc-Maçonnerie est redevable à la haine de ses ennemis bien plus qu'à sa propre industrie de ce qui lui reste de prestige. Cette affirmation ne satisfera — ou n'attristera — pas moins ceux qui estiment qu'un parti est toujours victime de son propre aveuglement.

Et s'il était besoin de preuves multipliées de l'espèce de cécité par quoi se distinguèrent ses amis politiques, M. de Marcère les fournirait sans se lasser : voici des aveux dépouillés d'artifice : « Nous étions hypnotisés par la nécessité urgente d'aboutir à une Constitution politique. *Nous étions loin de soupçonner les réalités pratiques* que cachaient ces cérémonies de surface qui avaient un caractère plutôt ridicule : *nous ne pressentions même pas les desseins qui devaient un peu plus tard s'affirmer et se poursuivre sous le vocable : République.* » Oh oh ! cela est grave, infiniment grave ! Et l'on comprend que, n'ayant rien soupçonné ni pressenti, M. de Marcère n'ait plus que la ressource des invectives ; il en profère d'assez violentes : « Les hommes qui, à partir de cette date, devinrent les maîtres de la France, avaient, pendant longtemps, dissimulé leurs desseins. Ils ont *menti* à la France en la conduisant, sans qu'elle l'ait voulu, vers une fin marquée par la Franc-Maçonnerie. » Tout cela est logique. Peut-être l'est-il moins, si vraiment les Francs-Maçons tyrannisèrent à ce point les destinées de la France contemporaine, de déclarer ailleurs qu' « au fond, une force des choses aveugle et toute-puissante » dominait et guidait l'Assemblée nationale, et sans doute le pays tout entier. Il y a là une contradiction fort aisée à résoudre si l'on veut bien faire à la passion politique sa part ; cette force des choses est pour des regards non prévenus évidente : nulle époque où apparaisse plus dérisoirement négligeable l'action des individus, isolés ou groupés, sur le mouvement social : néfaste ou bienfaisante, une fatalité instituait la République démocratique. M. de Marcère m'accordera que ceci est la condamnation de bien des rancunes et de quelques admirations outrées.

***

Les rancunes de M. de Marcère, qui sont vives, ne s'égarent point sur les hommes ; et ce n'est point l'une des moindres séductions de ces récits que le contraste de cette courtoisie envers les personnes, et de cette intransigeance en matière de doctrine : courtoisie un peu hautaine, mais qu'un scrupule d'équité inspire, non moins que le dédain ! courtoisie héritée de l'ancienne société française, devenue du fait de parlementaires avisés une vertu politique, et presque une discipline, et dont il serait souhaitable que notre génération recueillit à son tour le legs... La pratique, dira-t-on, en fut aisée en cet âge d'or des assemblées républicaines : heureuse époque où les réunions mondaines s'ouvraient aux répétitions générales des grandes séances parlementaires ! époque des salons politiques, cultivés, attrayants, influents ! Salons politiques, salons littéraires ! leur pénétration réciproque, favorable à l'émulation des idées, non moins qu'au raffinement des mœurs, est affirmée par M. de Marcère qui s'efforce d'en restituer la physionomie : salon de M. Pierre Véron : c'est là que M. de Marcère vit débuter Mme Mauri dans le pas des sabots, là qu'il rencontra Mme Ristori, Mme Sarah Bernhardt dans la fleur de leur talent, là qu'il entendit Mmes Krauss, Tamberlich et Faure... ... Et si l'influence des arts, représentée par des ballerines incomparables, des cantatrices exceptionnelles et des tragédiennes de génie, ne saurait être que bienfaisante aux hommes politiques, que dire de celle des Lettres, éblouissantes de verve, de sagesse et d'esprit en la personne de tant d'écrivains, romanciers, poètes, philosophes... Et ce serait mentir que de ne point l'affirmer, l'élite intellectuelle éblouissait les hôtes de Mme Adam et de Mme de Rute, de la princesse Troubetskoï, de Mme Arnauld de l'Ariège, de Mme Hervé, de Mme Aubernon, de Jules Simon, de Pailleron : seul, l'entourage des présidents, Thiers, Mac-Mahon, paraît avoir été un peu maussade : Mme Thiers avait une humeur despotique ainsi qu'en témoignent ces notes de M. de Marcère « prises sur le vif » : « elle est outrée ; elle parle librement de son mépris pour les gens du 24 mai ; elle manque, selon moi, de justice et de prudence. Elle est femme !... » La maréchale ne se résignait point à faire figure de présidente, et paraissait être plutôt « la première dame d'honneur d'une Reine attendue ». Qui dira les conséquences d'un caprice de grande dame ?... Tant d'autres exercent une souveraineté incontestée ! Raison aimable, élégance, finesse, quelles leçons ne dispensent-elles point aux parlementaires de ce temps ingénieux à prolonger en pleine incohérence démocratique l'une des plus gracieuses traditions de la vie française ! — Ces mœurs ne vont point sans péril, et l'on aperçoit qu'elles préparent mal un parti à la lutte politique ; certes, une idéologie brillante se développe à l'aise en certains salons, et le goût du

talent s'y gagne; cette idéologie, ce goût sont très souvent suivis du mépris de l'humble réalité : il n'est point bon, avouez-le, qu'un moderne représentant du peuple se détache des minuscules intérêts de ses mandants : le peuple ne l'entend point ainsi... et la langue de l'idéologie mondaine n'est point la sienne. Le parti de M. de Marcère l'apprit à ses dépens : que d'exemples on citerait, et d'abord celui du fidèle compagnon d'armes de M. de Marcère, Bardoux, qui fut parmi nous — délicieux anachronisme — un homme du XVIIIe siècle, et à qui ses électeurs préférèrent un jour le plus honnête des sous-vétérinaires.

M. de Marcère reproche aux classes riches leur abstention politique : le second Empire avait stimulé le zèle patriotique des fils de famille, que l'on vit bientôt pénétrer en nombre dans l'armée, la marine, les administrations civiles et se mêler activement aux affaires publiques : l'Assemblée nationale, le maréchal de Mac-Mahon encouragèrent ces dévouements..., mais sans succès : « J'aurai, écrit M. de Marcère, l'occasion d'exposer comment la fâcheuse intervention de ce qu'on appelle la *société* ou le *monde* fit obstacle à cette heureuse transformation sociale. Je me borne à indiquer, pour le moment, que l'esprit de parti, les raisons futiles de vanité mondaine jouèrent, là comme partout, leur funeste rôle, et interrompirent ce courant social si heureux. Il en est résulté que, peu à peu, les hommes appartenant aux classes supérieures de la nation se retirèrent ou disparurent du Parlement et des grandes administrations où ils auraient eu à remplir un rôle si utile à l'État, et à eux-mêmes en même temps. » Qui ne voit que les hommes des classes supérieures obéirent à un dégoût horrifié, à la crainte irraisonnée du grossier ou féroce Caliban, et qu'en vérité M. de Marcère lui-même et ses amis ne firent rien pour combattre — ou éclairer — ces sentiments antisociaux? La sympathie de M. de Marcère est acquise à Rémusat « type complet d'une race d'hommes politiques qui étaient, semblait-il, destinés à rattacher l'ancienne France à la nouvelle, par la tradition des mœurs et des manières, par l'urbanité et la grâce de l'esprit jointes à une ouverture plus grande de pensée et à une certaine liberté dans la conversation qui tenaient des temps nouveaux. » M. de Marcère apprécie en Laboulaye « un ensemble de formes, de ton, de distinction intellectuelle, qui contrastait, comme chez beaucoup de membres de cette Assemblée d'ailleurs, avec les façons exubérantes, mal dégrossies, trop familières, et d'une culture générale inférieure, de la plupart des hommes nouveaux que le mouvement d'esprit général à la fin de l'Empire avait introduits dans la politique. » Et certes on souhaiterait que l'urbanité spirituelle de Rémusat, et le ton et la distinction intelligente de Laboulaye servissent de constant modèle aux élus de la démocratie : ni la « pignoufferie » ni la « bassesse d'âme » ne nous séduisent... Mais nous n'ignorons point que la République athénienne elle-même vécut des libertés de l'agora : redouter les injures, les tumultes, les brutales mêlées de la place publique, n'est-ce point renoncer à la vie politique? Si telle fut l'imprudence des « fils de famille » ah! l'on voit trop que M. de Marcère l'encourage encore secrètement!

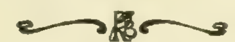
Censeur amer du présent, M. de Marcère est souvent exagérément indulgent aux hommes et aux institutions de sa jeunesse; qui donc cependant ne serait sensible à la majesté grave de sa conclusion?

« L'Assemblée avait trouvé la nation gisant à terre, anéantie, quasi détruite. Elle guérit cette noble blessée, comme l'avait appelée M. Thiers; elle la releva, la reconstitua, dans ses forces militaires, financières et vitales; si bien qu'après cinq ans écoulés, elle avait refait une armée, une marine, un organisme financier, industriel et commercial puissant, reconstitué l'administration et accompli le phénomène d'une résurrection telle, qu'après la guerre effroyable, le cataclysme de la Commune, la destruction de tout, la rebellion sur tous les points du territoire, la ruine presque totale de l'ensemble et du particulier, elle laissait en se dispersant une France restaurée, riche, pleine de vitalité, et emportée dans un bel élan vers l'avenir, qu'elle avait aperçu, dans ses rêves, comme la réalisation de l'idéal de justice et de liberté qui n'avait cessé de la hanter depuis 1789... »

Très sincèrement, on souhaiterait à la démocratie beaucoup d'adversaires comme M. de Marcère — il n'en est point que guide jusque dans ses erreurs un plus pur et plus sincère amour du bien public — ou le comte de Gobineau — voilà bien le plus impitoyable, le plus passionné, le plus spirituel, le plus amusant des critiques sociaux. Le gobinisme a ses commentateurs attitrés, si nombreux, si renseignés, si attentifs qu'ils auront tôt fait de replacer cet opuscule posthume à son rang dans l'œuvre de l'auteur. Tel quel ce petit livre ne se lit point sans agrément; diatribe d'un joyeux pessimiste, si j'ose dire, émerveillé de l'excès des maux qu'il se plaît à découvrir ou à prophétiser, émerveillé, eh! sans doute! et d'autant plus joyeux! Gobineau — le fait s'avère — fut un ironiste tout à fait supérieur; la difficulté sera grande de déterminer dans quelle mesure il fut la dupe de ses admirables et très fantaisistes théories. Jamais cet ironiste n'apparaît plus séduisant que lorsqu'il donne libre carrière à sa verve en improvisations savamment désordonnées... Or il lui plut vers 1877 de coucher par écrit ses opinions sur le régime politique et le mouvement social français : opinions peu flatteuses; on ne voit pas qu'aucun parti trouve grâce

à ses yeux, ni le parti démocratique qu'il hait de toute son âme d'aristocrate, ni le centre gauche, « ce grand portique indispensable aux entrées triomphales de l'extrême gauche », ni les monarchistes modérés ou chevau-légers qu'il accable de méprisants sarcasmes. La France n'est que « l'espèce de bouillie gélatineuse, l'amas de monères, diraient les physiologistes, avec lesquelles on fabrique les majorités transformables, muables, indéterminables dans leurs métamorphoses sans fin et sans repos, aujourd'hui royalistes, demain impérialistes, après demain radicales, non d'elles-mêmes, mais au gré de l'impulsion que donne le coup d'aile de la fortune. » Tel est le présent; et voici l'avenir : « Quand un pays en est là, il marche vers la mort par démembrement et tôt ou tard ses voisins vont y prendre les morceaux qui leur conviennent, comme on s'approvisionne dans les vieilles masures de pierres pour de nouvelles constructions ». M. de Marcère et ses amis ne prévoyaient pas en 1877 l'orientation de la politique radicale : Gobineau est plus perspicace : il prévoit M. Combes; il diagnostique avec une belle sûreté quelques-uns des maux dont nous souffrons aujourd'hui; il prévoit nos luttes, nos scandales, il prévoit tout, sauf que la République pût vivre... A tant d'infortunes, il propose un remède, la décentralisation, le réveil des activités provinciales : c'est bien vite dit : au reste il ne développe pas son programme; et c'est peut-être pourquoi ses pages excitent un intérêt qui ne languit jamais.

Lucien Maury.



LE CARACTERE FRANÇAIS JUGÉ PAR L'IDÉAL ROMANTIQUE

La récente reprise de *Marion Delorme* et de *Chatterton* réveille ce problème capital qui n'a pas encore reçu de satisfaisante solution : Comment devint-elle romantique, c'est-à-dire poète de sa sensibilité, cette France gauloise et maligne qui souriait, un peu cynique, dans l'esprit de Voltaire et les pastels de La Tour? Comment parvint-elle à mériter elle-même, et sans ironie, cette épithète en mode mineur que les rêveurs de la famille de Jean-Jacques et d'Obermann appliquaient spontanément, depuis un demi-siècle, aux lieux poétiques ou terribles? *Alpestre* et *romantique* étaient deux néologismes, à peu près synonymes, qu'Obermann souligne en 1804; et, trente ans plus tard, M. de Sénancour, son « éditeur », reconnaît que l'acception du mot *romantique* a changé... Par quel prodige s'adresse-t-il, en 1830, à l'âme de la France, à son âme légère de Célimène jusque-là peu tendre aux Alceste?

Longtemps l'antinomie parut irréductible. On sait les flèches décochées par l'esprit classique au romantisme, c'est-à-dire à l'âme moderne : « Votre livre n'est pas français », disait un duc de l'Empire à Mme de Staël, révélatrice de l'Allemagne dès 1810. On sait moins comment le caractère français fut plus tard jugé par quelques Français romantiques. Presque toujours, ce jugement tourne au réquisitoire; en son clair de lune bleu, le romantisme n'est pas constamment sentimental : il se souvient qu'il est français... Mais caricature ou satire ne sont-elles pas l'exagération de la ressemblance? Allez consulter Daumier!

L'idéal romantique en veut d'abord à la France de son temps, à la France de Louis-Philippe, aussi bourgeoise que son roi; mais, bientôt, ses reproches vont s'étendre à la France éternelle, au caractère permanent d'une race frivole sous les caprices de la mode et les vulgarités d'un siècle de progrès.

A l'ombre de l'Institut, sur les quais, dans un décor à la Poussin de vieilles pierres et de vieux arbres au feuillage éteint sous un ciel nuageux, un lointain numéro de l'*Artiste* offre à nos yeux « une lettre inédite d'Hector Berlioz », datée de *Regent's Park, 14 juin 1848* : le Romantique par excellence est à Londres; il frissonne encore, car il vient de revoir *Hamlet*. Quel « ravage » dans son cœur! Et ses amis déplorent son absence. Il répond *à Monsieur Duc, architecte à Paris* :

« Il faut avoir un drapeau tricolore sur les yeux pour ne pas voir que la musique est morte en France maintenant, et que c'est le dernier des arts dont nos gouvernants voudront s'occuper. On me dit que je boude la France; non, je ne *boude* pas, le terme est trop léger : je la fuis comme on fuit les pays barbares quand on cherche la civilisation; et ce n'est pas depuis la révolution seulement. Il y a longtemps que j'avais étouffé en moi l'amour de la France et arraché de mon cœur cette sotte habitude de reporter vers elle toutes mes pensées...

Il exhale, plus loin, son « mépris indomptable et toujours croissant pour ces idées françaises que les autres peuples ne connaissent seulement pas... » Ces idées-là reposent sur « l'amour des médiocrités » que la révolution n'a pu bannir de l'esprit français. Berlioz, qui se croyait « un compositeur aux trois-quarts allemand », était inconsciemment un génie latin, le chantre futur des *Troyens* de Virgile; il explique lui-même sa rancune : « Je n'ai reçu en France que des avanies, plus ou moins mal déguisées, je n'y ai trouvé qu'une opposition stupide, parce que l'esprit national est stupide à l'endroit des questions *élevées* de l'art et de la littérature... »

Nous sommes fixés; mais Berlioz n'est pas seul de son avis. A l'antipode de ce génie volcanique et partial, le plus discret des romantiques s'isole en sa

tour d'ivoire; et pourtant, dès 1834, M. le comte Alfred de Vigny n'hésite pas à noter : « La majorité des publics grossiers, en France, cherche dans les arts *l'amusant* et jamais *le beau*. De là, les succès de la médiocrité. » Dans l'état actuel des théâtres et du public, ce poète aristocrate a peu d'estime pour une pièce qui réussit : « C'est signe de médiocrité; il faut au public quelque chose d'un peu grossier : Henry Monnier était un acteur trop fin pour le parterre, Ingres est trop pur de dessin, Decamps trop original, Delacroix trop coloriste... » Et parmi tant de vaudevilles et de mélos, de parodies ou de romans qui n'ont pas tous la saveur de *Lélia* ni de *Mlle de Maupin*, le *Journal d'un poète* ajoute : « Je me méfie aussi d'un livre qui réussirait sur le champ et sans un an au moins d'intervalle, pour que l'élite puisse y convertir la masse idiote. » Auteurs et lecteurs, vous voilà prévenus !

Élève docile de Boileau, ce public français n'a-t-il pas fait, jusqu'ici, « des prodiges de respect » en écoutant la tragédie classique avec ses froides abstractions? Car, « tout Français, ou à peu près, naît *vaudevilliste* et ne conçoit pas plus haut que le vaudeville. » Celui qui définit son œuvre un poème épique sur la Désillusion se prend en pitié d'écrire pour un tel public : « Les Français n'aiment ni la lecture, ni la musique, ni la poésie; mais la *société*, les salons, l'esprit, la prose... »

Ont-ils foncièrement changés ? En tous cas, Baudelaire, dont la caustique délicatesse rencontre plus d'une fois les dédains ou les intuitions du noble lettré, saluera bientôt, « avec tout le respect et l'enthousiasme qu'elle mérite, cette aristocratie qui fait solitude autour d'elle » ; à quoi bon *s'emphilistiner* en écrasant de pauvres *philistins* ?

« Car, souvenons-nous que la France, le public français, veux-je dire (si nous en exceptons quelques artistes et quelques écrivains), n'est pas artiste, naturellement artiste; ce public-là est philosophe, moraliste, ingénieur, amateur de récits et d'anecdotes, tout ce qu'on voudra, mais jamais spontanément *artiste*. Il sent ou plutôt il juge successivement, analytiquement. D'autres peuples, plus favorisés, sentent tout de suite, tout à la fois, synthétiquement.

Et le panégyriste de Théophile Gautier, magicien ès lettres, qui nous donna l'amour de la peinture, conclut net : « Où il faut ne voir que *le beau*, notre public ne cherche que *le vrai*. »

Hélas! la France n'est guère poète non plus (nous sommes toujours au temps de Victor Hugo)... Le public préfère Béranger; tout génie romantique est exceptionnel. Pressenties par Obermann, les mystérieuses *correspondances* ne nous parlent pas encore; et voilà pourquoi les poètes se montrent si durs pour l'esprit français.

Esprit parisien! démon du Bas-Empire !

Froid niveleur ou vieux sophiste épuisé, tu ris toujours quand il faudrait s'émouvoir... L'année de *Rolla*, en mars 1836, est-ce un poète religieux qui s'en prend à Voltaire, à son hideux sourire? Non, c'est encore Alfred de Vigny, le sceptique sévère et gourmé qui n'a d'autres dieux que son désespoir paisible et l'honneur. Ce poète est un artiste : « Si j'étais peintre, je voudrais être un Raphaël noir; forme angélique, couleur sombre. » On comprend que ce romantique ait quelque peine à s'entendre avec l'âme française, qui s'est toujours contentée de la beauté du diable et qui réclame impérieusement la clarté sur la palette de ses peintres non moins que dans l'ironie de ses écrivains ! Cette nouvelle Athènes sans Phidias est « légère et taquine » : toute supériorité lui porte ombrage; et, cependant, « les Français sont satisfaits à peu de frais : un peu de familiarité dans les manières leur semble de l'égalité ! » Dans nos vieilles rues barrées de barricades, l'auteur futur des *Destinées* compare les Français à des hommes qu'il vit un jour se battant dans une voiture emportée au galop : « Les partis se querellent, et une invincible nécessité les emporte vers une démocratie universelle. »

N'était-ce pas bien vu? Délivré, depuis 1830, de toute superstition politique, le poète homme du monde a deviné l'avenir « de la plus démocratique des nations »; tous les Césars du monde s'y briseraient; mais le rêve des poètes serait « une République avec une aristocratie d'intelligence et de richesse élégante ». Le souci constant de l'élite, n'est-ce pas le romantisme en politique et dans l'art?

Insensiblement, chez l'observateur, le jugement se généralise, et de la France d'un règne s'applique à la France de toujours. Le soir, en revenant du monde diamanté des salons, le poète en habit noir remarque, comme Delacroix mondain, qu'il s'est renié dix fois lui-même en causant : « Parler de ses opinions, de ses amitiés, de ses admirations, avec un demi-sourire, comme de peu de chose que l'on est tout prêt d'abandonner pour dire le contraire », n'est pas le plus réel des *vices français*? Ce vice-là ne semble pas inventé par la malignité des jalousies étrangères; ce vice peut même devenir une qualité créatrice ou critique : compréhension, plasticité, souplesse, mesure souriante et clairvoyance, imperdable sentiment de l'équilibre, inné dans l'esprit français, dans la douce lumière de la France mixte, trait d'union charmeur, toujours ondoyant et divers, entre le Midi qui sculpte et le Nord qui rêve!

Le grief intransigeant du poète ne voit que le défaut : « C'est une effrayante chose que la facilité avec laquelle les Français affectent la conviction

qu'ils n'ont pas, le caractère du voisin, jusque dans leurs œuvres les plus élevées. Rien ne montre mieux l'absence de foi et de caractère même. » Vice ou vertu, cette mobilité suffit à notre signalement ; et quand il note, en 1833, le plus évident de nos péchés capitaux, le poète romantique ne paraît point s'apercevoir qu'il commence inconsciemment le procès du romantisme... Aussi bien, sans cette périlleuse, mais incomparable souplesse, comment la France de Voltaire aurait-elle jamais pu devenir la France de Jean-Jacques, comment l'aimable étourdie aurait-elle jamais pu revenir, un beau soir, mélancolique ? Sans ce caractère ondoyant, qui permet tous les caractères et les contient tous, ces métamorphoses des siècles derniers ne s'expliqueraient pas. Et nous voici ramenés à la question de notre début !

Nous savions déjà comment le bourgeois s'est fait artiste ou poète, comment le *philistin* s'est fait *snob* ; mais, sans aucun snobisme, la sensibilité française a pu se passionner indéfiniment pour nombre d'objets plus ou moins dignes de sa passion, comme elle s'est engouée d'abord pour le *Werther* de Gœthe, au grand ébahissement de l'auteur lui-même. La sensibilité ! Voilà le grand mot, ou plutôt la grande vertu de notre vive race gauloise : il se peut que les Français aient plus d'imagination dans l'action collective que dans la méditation solitaire ; mais ils possèdent souverainement l'imagination du cœur. Cette sensibilité, qui faisait comprendre à Voltaire autant qu'à Vigny les cris des malheureux ou la majesté des souffrances humaines, a permis l'étrange floraison de 1830, dont le poète d'*Éloa* ne se dissimule point les excès ; car ce romantique est trop français pour être dupe des exagérations du romantisme, il a le goût trop pur pour ne pas être choqué de ses « cris de malade » ou de « l'orgueil de ses prétentions démesurées » : le 4 décembre 1837, aux Invalides, la colossale musique du *Requiem* de Berlioz lui paraît « belle », mais « bizarre ». Cette sensibilité, qui fut le romantisme, sera le wagnérisme ou l'impressionnisme, au grand péril de nos qualités natives ; mais elle est perpétuellement ce qui nous sauve et nous distingue de nos voisins.

L'impartialité du plus austère des poètes en convenait : « Ce qui manque absolument à la race anglaise, c'est précisément ce qui fait le fond de notre caractère, la gaieté dans l'imagination, le mouvement dans le sentiment. Cela se trouve partout en France, dans le peuple et dans le monde ; avec esprit et science ou avec sottise et ignorance, n'importe ; *la flamme y est toujours* : elle anime des fourriers au corps de garde, comme des auteurs au foyer d'un théâtre ou à l'Institut, ou des députés à la Chambre. »

Et cette flamme éclaire le monde.

RAYMOND BOUYER.

Chronique

—

AU PARLEMENT

Dans quelques jours, les Chambres rentrent en session : nos honorables parlementaires vont de nouveau se livrer au jeu passionnant parfois, mais plus souvent décevant, des interpellations, des discussions et des scrutins.

Les politiques ne retirent point des vacances un médiocre profit. Elles les enlèvent à cette sorte de fièvre qui règne dans toutes les assemblées, surtout législatives. Elles les rendent à la vie vraie et à la vue normale des choses. Elles les confondent avec la nation, dont il leur est loisible d'écouter la voix.

Ce n'est point un paradoxe d'avancer que cette voix, bien peu de parlementaires s'en préoccupent, dans l'exercice de leur mandat, et s'évertuent à la discerner. De bonne foi, ils la confondent avec celle — autrement bruyante — des courtiers électoraux et des comités dont leur élection dépend. Or, il est rare que ces deux voix forment un parfait accord.

La classe politiquante, qui vit des querelles de partis, et de l'aide qu'elle vend au Pouvoir, a intérêt à grossir les conflits d'opinion. Elle s'attache avec zèle à semer la discorde entre les citoyens, et à armer les factions les unes contre les autres.

La population, au contraire, vit d'affaires et réclame la paix. Ce qu'elle souhaite toujours, sans l'obtenir jamais, c'est un gouvernement qui consacre la plus grande part de ses efforts à ses devoirs d'administrateur. Elle voudrait qu'il s'enquît, par ses divers agents, des besoins de chaque région ; qu'il fît ici des routes, et là des canaux ; qu'il guidât les industries locales ; qu'il cherchât à développer l'outillage social ; et à mettre à la disposition du commerce des services publics déférents, rapides, soucieux de satisfaire aux vœux collectifs dûment constatés.

Mais quel ministère oserait entreprendre ces recherches minutieuses, envisager ces difficultés incessantes, pratiquer cette politique d'une utilité terre-à-terre, sans éclat, ni sans panache ? Il faut pourvoir à l'activité oratoire du Parlement. Il faut jeter de grandes réformes en pâture aux députés. Les administrations négligent les petites exigences pratiques pour les vastes desseins. Le régime parlementaire affectionne l'ostentation.

Puisque les administrateurs s'abandonnent à la politique, c'est aux politiques à se soucier d'administration. Ce rôle est devenu celui de nos plus intelligents députés. On en pourrait citer qui passent de laborieuses vacances à recueillir les doléances de leur région ; ils rendent d'incessants et d'importants bienfaits aux communes, aux cantons de leur ressort. D'autres ont su, par leurs conseils et leur aide, ranimer une industrie locale qui périclitait. Ces nouveaux *defensores civitatis* poursuivent là une œuvre extrêmement utile, qui, pour être obscure, n'en est pas moins méritoire : beaucoup d'heureux efforts s'accomplissent ainsi en France, que l'on omet, pour ne mettre en évidence que les défauts.

*
* *

Nos Parlementaires, toutefois, ne cessent point de considérer et de servir les grandes idées, entre lesquelles oscille le régime. Ils n'ont pas manqué de se réunir, selon les affinités d'opinion, pour s'entretenir de l'orthodoxie de leur parti et de l'orientation à donner à la politique gouvernementale.

A Nancy, socialistes puis radicaux ont discuté de tactique électorale, de stratégie parlementaire, de réorganisation sociale. Ils ont agité les grandes doctrines, usé et abusé des mots. Car en politique, ne s'agit-il point presque toujours d'enserrer dans une formule un principe, une promesse, prudemment atténués de réserves diverses?

Le gouvernement se devait lui aussi de déployer sa profession de foi. Avec sa belle maîtrise, une vaillante élévation dans les idées et un vif mouvement dans l'expression, M. Clémenceau s'en est chargé à Amiens, à l'inauguration du monument Goblet. Il a fait du Parlementarisme un éloge enthousiaste, bien nécessaire en vérité pour pallier les abus et la néfaste faiblesse du régime présent, — dont un autre ministre, M. Aristide Briand, dénonçait récemment l'imprévoyance.

D'une piquante crânerie, au contraire, son apologie de la bourgeoisie, si décriée depuis une vingtaine d'années : « Si notre tiers-état a pu méconnaître sa fonction historique en certaines circonstances, il demeure manifeste qu'un immense effort de la bourgeoisie a contribué, pour une part prédominante, à amener les masses populaires au point notable d'émancipation, où elles sont aujourd'hui parvenues, et nous prétendons, nous, héritiers de cette tradition, y rester immuablement fidèles. »

La plupart de ces manifestations oratoires, même éloquentes, sont d'une parfaite vanité, il ne faudrait pas en venir cependant à nier la nécessité d'une politique générale.

Un gouvernement ne peut se contenter d'administrer avec vigilance — (et l'on sait combien ce devoir est présentement méconnu) — il doit faire évoluer le régime vers une liberté politique et une égalité économique plus grandes.

La troisième république a définitivement vaincu ses anciens adversaires : cléricalisme et réaction. Elle est maintenant libre matériellement et moralement contrainte de tracer la ligne et les limites d'une politique sociale de longue haleine.

C'est ce que tente le parti au pouvoir — que soutient la petite bourgeoisie, si nombreuse et si agissante dans notre pays. Saura-t-il dégager et faire prévaloir l'interventionnisme réformateur qu'il préconise? Aura-t-il l'habileté d'échapper aux avances des partis de conservation sociale, sans tomber sous l'étreinte des partis socialistes, dévoués, moins à une politique nationale, qu'à la prépondérance d'une classe?

Et comme, avant toute réforme, une question se pose : son coût, et les moyens d'y pourvoir, les difficultés financières se trouvent au premier plan. L'État n'a pas de disponibilités, les départements et les communes sont obérés par les lois récentes sur l'hygiène publique et sur l'assistance aux vieillards. Comment faire face à de nouvelles dépenses?

Il y aurait peut-être un moyen, qui serait de refondre, de réduire les vieilles administrations, dont la mission se trouve simplifiée. Mais une coalition d'égoïsmes s'oppose à toute tentative semblable.

Le parti a heureusement une panacée : l'impôt global, progressif, sur le revenu. Hélas, admirable en principe, cette taxe devient dans l'application singulièrement périlleuse. Elle donne aux agents de l'État des moyens d'information, elle confère à la majorité parlementaire un pouvoir niveleur — dont les uns et les autres peuvent être tentés d'abuser.

*
* *

Ces conjonctures font déclarer que la session qui va s'ouvrir est importante entre toutes, et vraiment solennelle.

Mais on dit ceci de chaque session. Car, il en est des difficultés comme des vagues qui ballottent la barque et lui cachent la rive : les plus proches semblent terrifiantes, — simple illusion.

Certaine école sociologique prétend qu'il n'est point de grands hommes, toute idée, toute découverte étant en réalité la résultante d'un effort collectif, prolongé. N'est-il pas plus exact de dire qu'il est peu d'événements considérables, chaque fait étant déterminé par une série d'autres faits d'apparence plus bénigne peut-être, mais aussi décisifs ?

Ceci paraît vrai en politique surtout. Car nous pouvons reconnaître aux Parlementaires toutes les qualités dont les gratifie M. Clémenceau, mais non point une : l'audace. Ils ne craignent rien autant qu'un désaccord avec l'opinion, — qui consiste trop souvent à leurs yeux, il est vrai, en le caprice de la minorité politiquante et journalistique. Votent-ils une loi, c'est qu'elle est réclamée depuis de longues années et devenue à peu près inévitable. Ils ne sont point gens à devancer leur temps, mais à le suivre. Leur mission est d'enregistrer les résolutions de la démocratie, dont ils sont les représentants.

Il serait donc puéril d'attendre de la nouvelle session une révolution fiscale. L'impôt sur le revenu suscite de violentes, et bien justifiées, appréhensions. Pour les dissiper, la réforme sera amendée, transformée. Et, de la discussion, seul, bien certainement, son nom sortira intact.

Nous pouvons donc nous apprêter à goûter en toute quiétude l'éloquence de nos Parlementaires. — Quelque scepticisme ne messied pas à ceux qui considèrent la politique, sans se mêler à ses jeux.

JACQUES LUX.

Le Propriétaire-Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG
DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 17 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 26 OCTOBRE 1907

DESAIX EN ITALIE

(Décembre 1797)

Desaix avait coutume de noter ses réminiscences de voyage dans des cahiers dont la plupart sont perdus. C'est ainsi qu'il raconta son excursion de 1790, en Suisse, et son séjour à Malte en 1799. Durant l'été de 1797, tandis qu'il traversait les cantons et visitait le nord de l'Italie, il tint un journal.

Ce journal est conservé aux archives du ministère de la Guerre dans un cahier de format inégal, qui compte près de cent cinquante pages. Desaix y retraça ses souvenirs, non pas sur l'instant, non pas le jour même ou le lendemain, mais ce semble, au bout de plusieurs jours, après être arrivé à Udine.

Ce qui frappe tout d'abord dans cette relation, c'est l'admiration que la nature, soit gracieuse, soit terrible, inspire à Desaix. Il a vu plusieurs fois le Jura bernois, et chaque fois avec délices : selon lui, la nature, en présentant cette chaîne de collines aux voyageurs qui veulent parcourir la Suisse, a le dessein de les aguerrir. Lorsqu'il traverse le lac de Lucerne, il s'étend sur de la paille au fond de la barque, et « mollement couché », il contemple les montagnes avec ravissement. Il décrit la Reuss, sa vallée, les effroyables éboulements de pierres qui se sont produits sur ses rives, le fracas épouvantable avec lequel elle se précipite de rochers en rochers; c'est, dit-il, la perfection du théâtre de la terreur, et il ajoute à la page suivante que cette rivière, qui semble indomptable, finit par couler « douce et tranquille en serpentant, faisant à peine un léger mouvement ». Bientôt s'annonce l'Italie. De loin, Desaix entrevoit le lac Majeur où le Tessin se jette après quelques replis, comme s'il était « fâché de disparaître dans cette grande masse » ; puis il le voit de plus près, à travers les détours du chemin ; puis il le découvre en plein et il pousse un cri de joie. Il est « transporté » à l'aspect des coteaux chargés de figuiers, de grenadiers, de citronniers, et, quand il s'embarque à Lugano pour gagner l'autre bord du lac, il assure qu'il ne s'éloigne qu'avec peine d'un si beau rivage. Le voilà à Côme et sur la route de Milan. Mais l'Italie, la plaine d'Italie, cette immense et magnifique plaine, ne se montre pas encore. Dévoré d'impatience, Desaix cherche, demande l'Italie, et vainement il regarde et « se crève les yeux » ; il n'aperçoit que des buissons, des arbres, des bois, des canaux.

Enfin, il arrive à Milan et là éclate son enthousiasme. Quelles nuits agréables ! Quel air frais et pur ! Quel ciel serein ! Quelles heures charmantes il passe à l'observatoire de la Bréra ! Deux femmes qui sont là se mettent à chanter, et leur voix est parfaite. « J'en fus pénétré, écrit Desaix ; je ne l'oublierai jamais. » Pendant ce temps, les astronomes lui expliquent les phases de la lune, et ces abbés, Desaix les juge si bons, si honnêtes, si doux, si vertueux qu'il les prend pour des hommes du ciel qui ne sont jamais descendus sur une terre corrompue.

Son enthousiasme ne dure pas. Mais il observe curieusement le pays et en représente avec exactitude les aspects divers. C'est le Milanais, semblable à une vaste forêt de bois taillis, plein de blé, de maïs, de chanvres et de buissons, de cerisiers, d'ormes auxquels se marie la vigne ; c'est la Brenta

sillonnée de barques et ses rives riantes bordées de splendides villas; c'est la région qui s'étend entre Pordenone et Valvasone, « immenses prairies maigres coupées par quelques petits bouquets d'arbres clairs ».

Mais, comme il dit, il n'y a que les villes qui soient vraiment intéressantes. Il parcourt volontiers Padoue aux arcades si commodes et si fraîches. Il admire à Venise la place Saint-Marc et le Rialto, leurs riches magasins, le joli effet que fait dans la nuit l'illumination des boutiques et des gondoles. Il remarque à Trieste que la ville s'accroît, qu'elle sera dans peu de temps très considérable : partout des maisons neuves, grandes et belles ; partout de grosses pierres de taille; partout le bruit des charpentiers et des maçons.

Il s'intéresse aux choses les plus variées. Il aimait le théâtre, et pendant son séjour à Paris, en 1790, il avait connu Beaumarchais, fréquenté le Théâtre-Français et applaudi Talma dans le *Charles IX* de Joseph Chénier. Aussi décrit-il quelques-uns des opéras et des ballets qu'il a vus à Milan, à Venise, à Udine. Les danseuses lui plaisent, surtout les danseuses de grotesques qui luttent à qui fera les sauts les plus hauts, les plus prodigieux, et il les nomme les bouffons de la danse. Mais il n'a pas l'engouement irréfléchi de Stendhal pour le théâtre italien : Stendhal s'extasie sans mesure sur la Scala, sur ses loges, sur ses spectacles; Desaix, plus froid, plus rassis, nous montre que ces spectacles sont tristes, monotones, et que ces loges sont étroites et obscures.

Ses aperçus sur la vie intime des Italiens témoignent de sa finesse et de sa sagacité.

Sans doute son républicanisme influe sur ses jugements. Desaix n'est plus le royaliste constitutionnel de 1792 ni le tiède républicain de 1793. Il blâme l'ignorance et la superstition des paysans de la Suisse; il trouve que les couvents encouragent la faineantise; il applaudit à l'expulsion de Mallet du Pan qui n'écrit que des « infamies »; il ne parle qu'avec une sorte d'horreur des « vieilles carcasses » de châteaux forts qu'il voit sur les sommets des Vosges et du Jura et qu'il regarde comme des repaires d'oppresseurs; s'il rencontre un prêtre émigré qui l'assure que le pays des Ligues grises est le plus démocrate du monde sans en être plus heureux, « un prêtre royaliste, note le général dans son cahier, devait tenir ce langage. » Il déteste donc les nobles ou les riches de Milan. Au cimetière, lorsqu'il remarque que les illustres familles de la ville ont chacune leur caveau et leur terrain :

« Ils ont beau faire, s'écrie Desaix, ils ont beau se séparer des autres; après leur mort, ils n'en sont pas moins oubliés et confondus! »

Mais il a peut-être raison de mépriser ces nobles Milanais. Ce sont eux, dit il, qui ont perdu leur pays. Ils ne tiennent en honneur ni les sciences, ni les arts. Ils ne payent pas l'habitant et ne lui donnent que ce qu'il faut strictement pour vivre. Une foule de domestiques humbles et rampants, un peuple déguenillé qui se nourrit de maïs, voilà le Milanais. Quelle pauvre espèce d'hommes ! Quelle nation dégradée !

Il dirait donc, comme Stendhal, que les Milanais de 1797 ne savaient rien désirer avec force. Toutefois il a des vues que Stendhal n'a pas. Stendhal prétend que les riches Milanais étaient heureux et que jamais riches n'ont en aucune contrée plus doucement vécu. Desaix juge qu'ils n'ont que le luxe de l'ostentation extérieure, qu'ils ignorent les agréments réels de l'existence, la table, les bains, les bons lits, l'élégance du costume, et la façon même de se garantir du froid. Quelle est la journée d'un Italien opulent, qu'il soit du Milanais ou de la terre ferme? Il se lève tard, et, après avoir fait sa toilette, il va dans les cafés demander à ses amis des nouvelles de leur santé; puis il dine et dort; à 5 heures, il monte dans sa voiture qui le conduit près d'un café, il prend des glaces. Il se rend de 10 heures à minuit au théâtre où il mange et boit sans s'intéresser au spectacle; enfin, il se couche.

Desaix reproche aux Italiens leur mollesse, leur paresse, leur vie monotone. Leur bonheur, c'est d'avoir des loges à eux et des cafés où ils s'assemblent : ils pourraient faire une chère délicieuse et ils n'en ont cure; ils ne soignent ni leurs fruits ni leurs légumes; ils ne prennent même pas la peine de mettre leur vin en bouteilles et de le tenir au frais; ils n'engraissent pas leur volaille; ils n'aiment ni à se baigner ni à se promener. Et, sur ce point, Bonaparte partage l'opinion de Desaix; il n'a pas assez d'épithètes pour caractériser l'efféminatiou du peuple italien; c'est un peuple superstitieux, un peuple énervé, lâche, qui n'a pas le goût des armes, un peuple *pantalon*. Il a quinze cents Italiens à son armée, et ce sont quinze cents polissons qui pillent et qui ne sont bons à rien.

Avant tout, les choses de son métier, les choses de la marine et de l'armée intéressent Desaix. Comme Bonaparte, comme Saint-Cyr, il voulait d'abord être marin. Dans son enfance il lisait avidement les livres de voyages, et les exploits de Duquesne et de Duguay-Trouin avaient enflammé son imagination. Il n'avait pas encore vu la mer en 1797; aussi, il se hâte d'arriver à Venise; il ne se lasse pas de contempler l'Adriatique; il goûte l'eau salée, il analyse son odeur, il remarque les brillantes étincelles qui jaillissent du flot agité par la rame. Durant son voyage, à Venise et à Trieste, il examine avec soin

les navires de guerre; il les visite minutieusement du haut en bas; il parcourt la cale, le premier et le second pont, les chambres; il s'arrête devant les bâtiments qui portent le nom des généraux morts dans la récente campagne, le *Laharpe*, la *Muiron*, le *Stengel*, sans penser que dans trois ans un vaisseau de 74 s'appellera, et pour la même cause, le *Desaix*.

Il étudie attentivement certains champs de bataille. Dans les pages consacrées à Lodi, il décrit le célèbre pont de bois, la rue qui forme son extrémité, la demi-lune, l'ouvrage à corne, les deux coudes que fait l'Adda, les saules qui coupent sa rive droite. Lorsqu'il arrive à Mantoue, il est « tout yeux pour bien juger et regarder », et il note que la place n'a qu'une mauvaise enceinte, que ses dehors ont peu d'étendue, que les eaux constituent presque son unique boulevard.

La fortification l'attire. Il s'entretient avec Chasseloup-Laubat, le commandant en chef du génie, le grand ingénieur de l'armée d'Italie, — et le grand ingénieur de l'époque napoléonienne, — celui qui conduisit tous les sièges, et Chasseloup expose à Desaix quelle ligne protégera le mieux les frontières de la République cisalpine, et quelles sont les mesures de précaution ordonnées par ce Bonaparte qui joint la prudence à l'audace.

Les mœurs de l'armée d'Italie revivent dans le *Journal* de Desaix. Certes, c'est une armée ardente, fière, exaltée; elle se plaint de languir dans l'oisiveté, de ne pas tirer des coups de fusil, et Desaix s'étonne de l'exagération, de la fermentation de toutes ces têtes. Une demi-brigade ne vient-elle pas dire à Bonaparte qu'elle s'ennuie et qu'il lui faut des événements? Mais, puisqu'il y a trêve, cette armée jouit de la trêve, et, tout en regrettant de ne plus se battre, elle est, dit notre général, très gaie et très contente; elle s'amuse bien, elle danse le soir dans les cafés avec les femmes du pays comme les soldats que Desaix voit à Conegliano; elle fait l'amour.

Dès que Desaix met le pied à Côme, sur le sol italien, il voit des officiers français assis dans de brillantes voitures à côté de jolies femmes; tel « fut pour nous, écrit-il, le prélude du bonheur de l'armée d'Italie », et voilà ce qu'il rencontre d'un bout à l'autre de son voyage.

Chacun a sa chacune, Bonaparte fait venir Joséphine; il n'aime qu'elle, et il danse l'allemande avec elle dans les bosquets de Mombello. Toutes les dames, disait-il plus tard, étaient à la disposition du libérateur de leur patrie, il les dédaigna, même la Grassini qu'il se paya dans la seconde campagne.

Ainsi que Bonaparte, quelques officiers supérieurs, Leclerc, Léopold Berthier, Lannes, Vial, ont leur femme avec eux. Certains, comme l'adjudant-général Roze, ont emmené de France leur maîtresse, et, une après-midi, Joséphine et Pauline s'amusent à compter les dames de leur cercle qui sont mariées de la main gauche.

Desaix nomme les Françaises qu'il vit à Milan, et, entre autres, Pauline Bonaparte, Mme Hamelin, Mme Regnaud de Saint-Jean-d'Angely. Il dit de Pauline que c'est une très belle femme; de Mme Hamelin, qu'elle a les yeux noirs et qu'elle est jeune, jolie, vive; de Mme Regnaud, que c'est une femme à vapeurs fréquentes — et Thiébault rapporte en effet que Mme Regnaud prétendait à la sensibilité parce qu'elle avait à tous instants des attaques de nerfs et qu'elle semblait mourante, bien qu'elle tînt tête, en fait de plaisir, à tous les grenadiers de France.

Mais nombre de Français s'attachent à des Italiennes. Les fournisseurs et entrepreneurs de vivres entretiennent des actrices, et Auzou protège la célèbre chanteuse Billington. Brune est l'amant de la Bertinotti; Franceschi, d'une danseuse de Milan; Kilmaine, de Mme Pellegrini; Victor, d'une Romaine. Le beau Marigny, couvert de diamants, mène au café de Trévise une demoiselle vénitienne, fille d'un noble ruiné, qui s'est engouée de lui et à ce même café Desaix trouve le général Beaumont accompagné de sa maîtresse, une Autrichienne vieille, laide, plate, fardée, mais extrêmement polissonne et qui parle très bien le français. La comtesse Dotti reçoit, écrit Desaix, les hommages de Colbert, mais elle flirte en même temps avec Thiébault, et, si elle n'était surveillée de fort près, elle tomberait dans les bras de l'officier qui, nous dit Desaix, a la figure douce et la physionomie agréable.

Berthier — que Desaix nous peint « petit, gros, riant toujours, très affairé » — Berthier aime passionnément Mme Visconti, cette Visconti qui joint la grâce française à la beauté romaine et qui, à trente-cinq ans, éclipsait encore les femmes les plus jeunes et les plus fraîches; il fait pour elle mille folies; il lui donne alors un diamant de cent mille francs, présent de Bonaparte, et plus tard, en Égypte, il adore au fond d'une tente réservée le portrait de sa déesse, lui brûle des parfums, l'entoure de tapis, de châles, de cachemires du plus grand prix; si bien qu'en 1811, une dame, voyant les soins qu'il prodigue à son idole, assure qu'elle est pénétrée d'attendrissement, qu'il n'y a rien de si doux, de si parfait, qu'elle voudrait avoir sur la fin de sa vie un ami semblable. Et pourtant, la Visconti se moque de Berthier; elle lui avoue ses infidélités, lui conte qu'elle a eu Elleviou et que le chanteur était charmant, mais avait un drôle de goût.

Murat courtise toutes les femmes, non seulemen cette Mme Ruga mentionnée par Desaix, mais la comtesse Gerardi, sœur des généraux Lechi, qui pas-

sait pour la plus jolie femme de Lombardie et dont Stendhal a vanté les beaux yeux, les plus beaux yeux de Brescia.

« Combien de fautes, s'écriait Napoléon, Murat a commises pour établir son quartier dans un château où il y eût des femmes ! Il lui en fallait tous les jours; aussi, pour éviter cet inconvénient, je tolérais qu'un général eût avec lui sa catin. »

A vrai dire, nos officiers jugent que les Italiennes n'ont pas la vivacité piquante des Françaises du Midi. Mais elles ne sont pas cruelles, et leurs scrupules, quand elles en ont, durent peu. Un colonel obtient les faveurs d'une dame; il la voit soudain se refroidir; il n'y comprend rien. Un jour, elle lui saute au cou : elle est déchargée, *descargata*. Elle vient de se confesser, elle a communié, et, absoute, purifiée, elle peut recommencer. « Avec les Italiennes, écrit un officier, on va vite en besogne : il suffit de leur plaire. Les maris ne sont pas gênants. » Et il raconte que Demarçay, allant de Turin à Mantoue, commander l'artillerie, emmène une Turinoise, la jolie Mme F... : « En France, on crierait au scandale, à l'abomination; en Italie, les mœurs sont différentes; on n'y fait pas attention. »

Pourtant ces bonnes Italiennes ont parfois ce que Desaix nomme le venin de l'amour. « Lorsqu'elles vous font un cadeau, remarque un chef de brigade, on s'en souvient longtemps. » Et Courrier assure que les Français de 1796 et de 1797 qui, sans précaution, usèrent des femmes du pays, coulèrent des jours fort désagréables. Le pauvre Louis Bonaparte en sut quelque chose.

Desaix cite ainsi dans son *Journal* plusieurs des beautés milanaises que vantera Stendhal. Trois ou quatre années plus tard, en 1800 et en 1801, d'autres Français sont à Milan : Auguste Petiet, Martial Daru, Joinville, Mazeau, Dervillé, Stendhal-Beyle. Mais le personnel féminin n'a pas changé, et les Milanaises sont encore les mêmes, faciles et, comme dit Desaix, aimant le plaisir. L'auteur du *Journal* ne mentionne pas la femme du médecin Pietragrua; cette belle Pietragrua, qui fut la maîtresse de Joinville et que Beyle vint exprès conquérir à son tour dix ans après; cette Pietragrua moins gracieuse en 1811 qu'en 1801, mais plus majestueuse, toujours superbe, toujours spirituelle, et que Stendhal allait voir en faisant des moulinets avec sa canne « comme un homme du grand monde et un homme à femmes », et en se répétant, pour s'exciter, qu'il portait le même pantalon le jour où il livrait bataille à la comtesse Palfy. Mais peut-être cette Angelina Pietragrua était-elle à Milan en 1797 quand Desaix y passa, et commençait déjà la série de ses françaises amours.

Au reste, les Autrichiens donnent l'exemple. Le prince Belgiojoso, naguère colonel du régiment de ce nom, et le père du général Alcaini ont pour maîtresses les deux sœurs, les deux actrices Marianne et Élisabeth Gafforini. Le colonel Merveldt, un des deux plénipotentiaires de l'Autriche, obtient les faveurs de son hôtesse; l'autre, l'ambassadeur de Naples, le marquis de Gallo, a conquis le cœur d'une jolie femme d'Udine, et il la mène au café, il la fait dîner avec les généraux des deux armées, et à la fin du repas, par une échappée plaisante, comme dit Desaix, il l'entraîne dans sa chambre malgré le cavalier servant.

L'armée d'Italie, telle qu'elle paraît dans le *Journal* de Desaix, mène donc joyeuse et folle vie. Elle a de l'or à foison. « Ici, écrit le colonel Dupuy, tout le monde vole. » Les soldats jouent gros jeu dans les cafés de Milan et tirent de leur poche des poignées d'écus. Des généraux, des adjudants-généraux amassent une fortune. Clarke, dans son grand rapport au Directoire, nomme les plus coupables en se servant de formules discrètes : il dit, soit qu'ils aiment beaucoup l'argent, soit qu'ils aiment un peu l'argent, soit simplement qu'ils aiment l'argent, et il cite Masséna, Augereau, Cervoni, Lannes, Vial, Lanusse, Murat, Chabran, Franceschi, Lorcet, Galeazzini, Kellerman fils, Meynier, Davin, Dugommier fils, sans s'indigner qu'il y ait à la tête des troupes de la République tant de pillards et de fripons. Avant tout, il faut vaincre. Chasser, renvoyer des hommes entachés d'improbité, mais pleins de bravoure et de talent, ne serait-ce pas désorganiser l'armée? Qu'ils désirent s'enrichir; qu'ils combattent pour satisfaire leur cupidité; qu'ils soient mus par leur passion personnelle et non par leur patriotisme, qu'importe ? Ils sont utiles, indispensables; sans eux, le gouvernement ne pourrait soutenir et terminer la lutte contre l'Autriche, et la raison d'État prime toutes choses. Voilà ce que pense Clarke, et voici ce que pense Bonaparte. Après Arcole, Bonaparte déclare que le courage et le dévouement de ses lieutenants sont sans exemple, et il irait leur chicaner les profits qu'il tiennent de la guerre, il n'userait pas d'indulgence envers ceux qui versent leur sang pour rehausser sa gloire ! Et l'armée de Rhin-et-Moselle, l'armée de Desaix, n'offrait-elle pas le même spectacle? Le représentant Haussmann n'assurait-il pas qu'il aurait mille faits déshonorants à prouver, et que des chefs, des officiers généraux, Duhesme, Delmas, Vandamme, Taponier, Lambert, se permettaient de piller et de voler?

Desaix, lui, note que l'adjudant-général Solignac est « pillard à l'excès », et Thiébault dit, en effet, que, Solignac faisait de l'argent par tous les moyens pour le compte de Masséna, afin d'en faire pour son propre compte, et qu'il rapporta d'Italie quatre cent mille francs en or.

Il note qu'Augereau, entrant au Mont-de-Piété d'une ville de Romagne, remplit ses poches de diamants et d'objets précieux, puis plaça une sentinelle qu'il accusa du vol et qu'il fit fusiller.

Il note que Junot toucha cinquante mille livres en Romagne et que Marigny a fait de bonnes affaires.

Il a, d'un crayon rapide, dessiné le portrait de quelques officiers.

Il ne se contente pas de décrire leur physique, de dire s'ils sont laids ou jolis garçons, s'ils sont grands ou petits, gros ou maigres, s'ils ont le teint pâle ou bilieux ou basané, la figure ridée ou marquée de petite vérole ou semée de taches de rousseur — et ces détails ont souvent un grand prix.

Il nous révèle leur caractère : Bruyère a l'air fier et dédaigneux ; Colbert est honnête et bien élevé ; Miollis, doux et simple.

Il écrit sur Augereau les mots suivants : « Soldat à peu près, vantard beaucoup, » et, de même, Marmont qualifie Augereau de hâbleur ; de même Thiébault assure qu'Augereau était un homme ordinaire à qui l'impétuosité et un certain instinct tenaient lieu du génie de la guerre, et qu'il semblait à la tête des troupes un tambour-major, un prévôt de salle, un recruteur du quai de la Ferraille.

D'autres personnages que Desaix nous présente dans son *Journal* n'appartiennent pas à l'armée. Ce sont des artistes : Gianni l'improvisateur, petit, bossu, railleur, plein de moyens, et qui passe à cette époque pour le plus habile poète de l'Italie ; le sculpteur Ceracchi qui faisait alors le buste de Bonaparte ; le peintre Appiani aux yeux noirs et au visage bourgeonné ; le peintre Gros, jeune, joli, charmant, qui, selon Stendhal, au mois de mai 1796, avant l'entrée de Bonaparte, a dessiné sur une table de café, au dos d'un menu, une caricature qui courut tout Milan : l'archiduc spéculait sur les grains ; Gros lui prêtait les traits d'un homme obèse auquel un soldat français ouvrait d'un coup de baïonnette le ventre, d'où sortait, au lieu de sang, une incroyable quantité de blé.

Ce sont les membres de la commission des arts : outre Gros, Monge aux sourcils épais ; Berthollet au long nez, à la figure douce et ridée ; Berthelemy ; Tinet ; tous « estimables, honnêtes, vertueux. »

C'est Marina Querini Benzon dont Stendhal vante en 1817 l'esprit et la grâce ; l'auteur de *Rome, Naples et Florence* ne dit-il pas que les plus brillants salons de Paris sont bien insipides et bien secs, comparés à la société de Mme Benzon ?

C'est la charmante Isabelle Albrizzi-Teotochi. Près de Trévise, dans la villa de Cordigiano aux grandes et ombreuses allées, Desaix voit avec plaisir cette Mme Albrizzi, que Byron appelait plus tard la Staël vénitienne et qui tint à Venise un salon presque aussi renommé que celui de la comtesse d'Albany à Florence. Cette Grecque de Corfou savait recevoir son monde et laissait ses hôtes exprimer librement leurs opinions. Desaix la dépeint comme une aimable femme, très instruite, avisée, et il la montre tantôt occupée d'une « petite ménagerie » que Pindemonte a plaisamment célébrée, tantôt conversant avec le général Fiorella qui lui fait la cour.

Parmi ces « intellectuels », Monge surtout attire Desaix ; et Monge, en effet, étonne, éblouit les généraux de l'armée d'Italie, non seulement, comme dit Desaix, par ses excellentes qualités, mais par l'étendue et la variété de ses connaissances. Bonaparte le charge, ainsi que Berthier, de porter à Paris le texte définitif du traité de paix : « Monge, écrit le général en chef, a acquis une part distinguée dans mon amitié. » Et il prie le Directoire d'accueillir avec une égale distinction le guerrier et le professeur, qui tous deux, chacun à leur manière, illustrent la patrie. N'est-ce pas Monge qui, pendant le séjour de Bonaparte à Passariano, lui propose l'expédition d'Égypte ? « La première idée de ce projet, témoigne Miot, est issue du cerveau de Monge. » A Venise et surtout à Passariano, Desaix ne cesse donc de s'entretenir avec Monge. Le savant lui raconte ses débuts à Paris, ses relations avec Vandermonde et d'Alembert qui semblait nourrir contre Rousseau une jalousie profonde. Il lui décrit les villes d'Italie, Rome, Naples, les ruines de Pompéi et d'Herculanum, les éruptions du Vésuve.

Outre Monge, deux personnages fixent l'attention de Desaix. Ce sont les deux hommes à qui le Directoire a confié la mission de négocier la paix : Clarke et Bonaparte.

Desaix avait connu Clarke à l'armée du Rhin. En 1793, l'un et l'autre s'étaient signalés à Rülzheim, et, le surlendemain de ce combat, l'un et l'autre avaient eu de l'avancement ; pendant que le capitaine Desaix recevait le grade d'adjudant général lieutenant-colonel, le lieutenant-colonel Clarke, du 2e cavalerie, qui, durant l'affaire, avait mis pied à terre et pris le fusil d'un blessé, était nommé général de brigade. Aussi, Clarke, si diplomate qu'il soit, et bien qu'il se tienne d'abord sur une grande réserve, s'ouvre entièrement à Desaix. Il lui raconte son mariage, qu'il a été aimé d'une Anglaise, qu'il a d'elle une fille, mais qu'elle l'a quitté pour vivre dans la retraite. Il lui raconte comment il est venu en Italie : Carnot a proposé de l'envoyer à Vienne et les collègues de Carnot l'ont agréé sur-le-champ. Seul, Barras, dont le caractère est « brusque, dur, peu agréable », élève des objections. Enfin Clarke se met en route ; Carnot l'embrasse au départ ; les autres lui font bon visage ; Barras, qui ne l'accepte qu'à contre-cœur, pousse un « rire plaisant de protection ».

Mais Clarke compte, sa mission remplie, obtenir une superbe place. Certain incident, à vrai dire, le contrarie fort, — Desaix parle évidemment du 18 fructidor, — et Barras, qui maintenant « est à la tête », Barras qui mène le nouveau gouvernement, « n'est pas très ami. » Une lettre écrite par Clarke — sans doute le fameux rapport sur l'improbité des généraux — pourrait être dangereuse. Toutefois il ne perd pas l'espoir. A son arrivée à Milan, il fut « mal vu » et « assez mal traité » ; il n'eut d'invitation à aucune fête, à aucune assemblée, et il finit par vaincre les défiances.

C'est surtout Bonaparte, le *général*, comme il l'appelle simplement, que Desaix voulait rencontrer. Il nous dit que des paysans venaient de cinquante à soixante lieues voir et consulter le général, et nous lisons dans les Mémoires de Miot que, durant les repas, les habitants de la région entraient dans la salle à manger pour fixer sur le vainqueur de Lodi et d'Arcole des yeux avides. Desaix comprend et partage cette curiosité.

Selon lui, Bonaparte est extrêmement intrigant, est fier, dissimulé, vindicatif; il ne pardonne jamais; il suit ses ennemis au bout du monde — en quoi Desaix a tort, car Bonaparte a su pratiquer le pardon des offenses.

Desaix semble même penser que Bonaparte s'est enrichi aux dépens des vaincus. A la fin de son *Journal*, il cite certains propos du général qui regarde la probité et la délicatesse comme les vertus des sots, comme des vertus inutiles et qui n'existent pas sur cette terre, et il remarque que Bonaparte, qui touche les revenus de tout un pays, n'a jamais rendu de comptes; qu' « on a bien de la peine à dire sur lui, parce que tout est bien arrangé ».

Quoi qu'il en soit, Desaix ne cesse d'admirer le génie de Bonaparte. Le conquérant de la Lombardie dit alors dans ses lettres que les grands événements ne tiennent qu'à un cheveu, qu'un seul pas sépare le triomphe de la chute, et que l'homme habile ne néglige rien de ce qui peut lui offrir quelques chances de plus. Desaix insiste sur cette habileté du « général » qui met tout en œuvre pour arriver à ses fins.

Il rappelle dans son cahier les encouragements que Bonaparte prodigue à son armée, multipliant les avancements, conférant les emplois supérieurs à des jeunes gens, congédiant les officiers qu'il juge médiocres ou trop vieux, plaçant dans les troupes italiennes ou polonaises ceux qui se trouvent à la suite des corps, parlant toujours à l'imagination, usant avec une merveilleuse adresse du pouvoir que les mots ont sur les hommes, réconfortant, animant les soldats, assurant à l'armée d'Italie qu'elle est invincible et qu'elle serait déshonorée si l'ennemi la battait, persuadant à chacune des demi-brigades qu'elle est la première de toutes, donnant à chacune de nouveaux drapeaux où il fait inscrire en lettres d'or les noms des batailles où elles se sont distinguées et les paroles qu'il a prononcées dans de décisives circonstances : *la 32e était là*, *la terrible 57e*, etc., conservant et tenant ensemble les divisions qui viennent du Rhin et de Sambre-et-Meuse pour qu'elles rivalisent de bravoure avec celles d'Italie, semant à propos certains bruits pour exciter leur enthousiasme et enflammer leur émulation, destinant de beaux sabres damassés aux cent plus braves.

La guerre semble terminée, mais les négociations sont lentes, difficiles, et on croit un instant que les hostilités vont recommencer; il y a dans l'armée un branle-bas universel et le délire d'une véritable joie. Desaix loue les mesures que prend alors Bonaparte. Le « général » ne se borne pas à fortifier Palma-Nova et Osoppo qui seront comme ses pivots; il assure solidement ses derrières.

L'auteur du *Journal* admire l'homme d'État non moins que l'homme de guerre. Bonaparte disait à ce moment qu'il témoignait à la religion beaucoup de respect et cajolait ses ministres. Desaix applaudit à ses procédés : demander le chapeau de cardinal pour l'archevêque de Milan et féliciter publiquement l'archevêque de Gênes de montrer le zèle d'un véritable apôtre de l'Évangile, n'est-ce pas de la « bonne politique ? »

Sur d'autres points, par exemple, sur le meilleur gouvernement, Bonaparte s'entretient avec Desaix. Il lui avoue qu'il déteste les jacobins. Il juge nécessaire d'établir un corps formé d'anciens fonctionnaires, ministres, ambassadeurs, généraux et autres: « Ce corps aura la connaissance des affaires d'administration générale et le droit de censure sur le gouvernement; cela réduirait les Conseils au simple rôle de législateurs. » Bonaparte a donc, dès le mois de septembre 1797, l'idée d'organiser un Conseil d'État; un Conseil qui sera, selon le mot de Pasquier, le principal ressort de son administration; le Conseil où entrera « tout ce que la Révolution a fait naître de talents utiles dans toutes les carrières ».

Mais le plus souvent Bonaparte développe à Desaix ses projets sur l'Égypte. C'est à cette époque qu'il propose au Directoire de s'emparer de Malte, même de l'Égypte, pour détruire l'Angleterre; si la France fait la paix avec Albion et cède le Cap, pense Bonaparte, elle doit se saisir de la terre des Pharaons. Pourquoi, dit-il à Desaix, ne pas partir de Venise avec de l'artillerie et cinq divisions d'infanterie ? On assemblera tous les moyens, on emmènera des hommes très instruits; les *Lettres* de Savary et l'ouvrage de Volney seront d'excellents guides.

L'Orient hante l'esprit de Bonaparte. Il a pris Corfou où ses troupes ont reçu le meilleur accueil, et il croit que la grande maxime de la République doit être de ne jamais abandonner les îles Ioniennes. Il espère que la Grèce se souvient encore de Sparte et d'Athènes et qu'elle se relèvera de son abaissement, qu'elle renaîtra de ses cendres. Il noue des correspondances avec les pachas et les principaux chefs ; il leur envoie des agents, il les flatte, il les caresse. Il fait imprimer à Ancône des proclamations et les répand parmi les Grecs ; elles leur rappellent leur ancienne gloire et les instruisent des prodigieux exploits de l'armée d'Italie.

Cette relation du voyage de Desaix est comme un portrait où lui-même s'est peint, et l'homme y paraît de pied en cap. Quoi de plus intéressant, de plus piquant que d'entendre ce héros s'écrier que telle ou telle chose est assommante et s'impatienter contre son hôte qui le sert lentement, ou contre son postillon qui n'arrive pas? D'un bout à l'autre du *Journal*, il se livre naïvement à ses impressions. A tout instant, quand il parcourt cette merveilleuse Italie, il assure qu'il jouit du plus beau coup d'œil de sa vie. Il voit à Venise, sur la scène, un mari se houspiller avec des Turcs qui lui enlèvent sa femme, et il déclare que rien n'est plus agréable que ce spectacle. Comme à Trieste, il s'amuse — c'est son mot — de la variété des costumes ! Avec quelle complaisance, avec quelle joie d'enfant il regarde ces Orientaux aux tuniques flottantes ; ces Levantins à la veste brune, à la ceinture rouge, à la culotte noire et aux bas blancs ; ces Turcs qui restent assis des heures entières, les jambes croisées en fumant de longues pipes !

Il y a dans ce qu'il fait je ne sais quoi d'aimable, d'attachant et parfois de tendre. En un village de la vallée du Tessin, il s'arrête à contempler un petit garçon aux cheveux blonds bouclés, et il mentionne dans ses notes les gentils enfants du peintre Appiani.

Il disait un jour à sa sœur que les chroniques scandaleuses ne lui avaient jamais déplu, et il ne fuyait pas le beau sexe et les galantes aventures (1).

« Je redoute, écrivait-il plaisamment à Reynier, durant son voyage de 1797, de retourner avec vous ; on m'aura sûrement enlevé toutes mes conquêtes, et j'arriverai pour me voir dépouillé ; on m'a mandé que vous aviez fait des vôtres, que vous vous étiez signalé, et je crains que vous ne m'ayez joué quelques tours. »

Il ne se borne pas à tracer le portrait des belles Italiennes auxquelles ses camarades le présentent. A l'auberge d'Olten, il s'intéresse à une jeune Française émigrée qui court la Suisse pour y vendre des ouvrages de mode. A Mantoue, au palais du Tè, il se détourne des tableaux pour envisager une très jolie demoiselle qui les lui montre, et il remarque qu' « il était permis alors d'être distrait ». A Milan il regarde avec plaisir les dames qui viennent, comme il s'exprime, dans les endroits publics, moins pour goûter l'agrément de la promenade que pour se faire voir et pour comparer la toilette des autres à la leur propre.

Le Desaix de ce *Journal* est bien le Desaix que Thiébault nous a représenté dans ses *Mémoires*. Thiébault témoigne que Desaix aimait beaucoup les lazzi des camps, qu'il avait fait un recueil volumineux de plaisanteries militaires, et qu'il racontait à Rome, avant son départ pour l'Égypte, les historiettes les plus drôles : deux soldats portant une civière après un combat et Desaix découvrant que le blessé est un cochon que nos gaillards viennent de dérober et de tuer ; un hussard tenant sur le devant de sa selle un sac énorme d'où s'échappent l'un après l'autre un mouton noir et un mouton blanc ; un grenadier ivre qui bat les murs en répétant : « Rouge et blanc, rouge et blanc, si vous ne vous accommodez ensemble, je vous fiche à la porte ». Dans le *Journal* de 1797, Desaix recueille des anecdotes de toute sorte. Il remarque que les soldats ont à Udine ôté de deux statues en pierre des plaques de fer, « de manière qu'on y voit des apparences brillantes et séduisantes pour les dames. » Il transcrit de curieux détails sur la cour de Vienne, sur l'avarice de Thugut, sur les bonnes fortunes du marquis de Gallo. Au milieu de ses souvenirs de voyage, il jette la note suivante : *anecdotes à ne pas oublier*, et il rappelle, par exemple, qu'un cardinal prisonnier de guerre, et relâché sur parole, refusa de rejoindre le quartier général français en objectant qu'il avait une dispense et qu'un bref du pape le dégageait de sa promesse. Lorsqu'il chemine avec Larrey, il fait raconter au chirurgien sa vie, ses études de jeunesse, ses traversées.

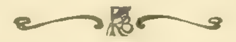
Mais, puisque nous avons prononcé le nom de Larrey, pourquoi ne pas terminer par deux de ces anecdotes qui ravissaient Desaix, par deux aventures qu'a narrées le célèbre chirurgien et qui mettent en une vive lumière le caractère de notre héros, sa douceur, sa modération, sa modestie ?

(1) Les grands hommes ont leurs faiblesses, et Desaix, avouons-le, n'est pas l'homme chaste que nous ont représenté ses panégyristes. Durant ce voyage de 1797, il confie à Larrey qu'une ancienne maladie mal guérie a pris sous le climat de l'Italie un peu plus de malignité et il lui demande un bon suspensoir. En Egypte, dans une tournée, il prie Larrey de lui envoyer le chirurgien Renoult : « Je pars avec ma *jeunesse* pour un voyage agréable : elle peut avoir, ainsi que moi, besoin des secours d'un officier de santé. » (CABANÈS, *la Chronique médicale*, 15 septembre 1907, p. 600). Enfin, il avait une liaison avec une Strasbourgeoise, femme d'un capitaine, Mme Montfort, et il eut d'elle une fille, nommée Hortense, qui naquit le 12 mars 1797 à Poussay, près de Mirecourt. (Cf. les articles de Maurice Dumoulin, supplément du *Figaro*, 28 juillet et 4 août 1906).

Larrey avait servi sous les ordres de Desaix en 1793 à l'armée du Rhin; ce fut lui qui, le 20 août, après le combat de la forêt de Bienwald, pansa sa blessure, et il lui avait voué une admiration passionnée. Au mois de septembre 1797, les deux hommes allèrent ensemble d'Udine à Trieste. Ils étaient en habit bourgeois. A Monfalcone, des officiers français, arrivés après eux, voulurent s'emparer des chevaux; ils avaient le verbe haut et le geste menaçant. Desaix n'opposa qu'un calme dédain à leurs provocations. A peine était-il parti que le maître de poste leur apprit que cet inconnu était le général Desaix. Ils coururent après lui et, n'osant l'aborder, ils chargèrent Larrey de lui faire leurs excuses. « Eh quoi, mon cher Larrey, dit Desaix, vous pensez encore à cette histoire? Je l'avais, pour ma part, oubliée en sortant du bureau de poste. » Et, dans son *Journal*, il se contente d'écrire qu'il eut une querelle, une dispute, qu'il fut dans une situation pénible, et qu'il reçut les excuses d'officiers malhonnêtes et grossiers.

Les deux amis visitèrent le port de Trieste. Le soir, ils dînèrent dans une auberge, à la même table que les officiers autrichiens qui tenaient garnison dans la ville. Ces officiers, les prenant pour des employés d'administration, parlèrent avec éloge des généraux de l'armée française et vinrent à prononcer le nom de Desaix; ils vantèrent les talents qu'il avait déployés dans la retraite du val d'Enfer et à la défense de Kehl. Desaix gardait le silence et les officiers crurent qu'il les désapprouvait. Une discussion désagréable allait s'engager. Larrey se hâta de quitter la place et d'emmener Desaix qui riait sous cape et qui s'applaudissait, disait-il, avec une joie inexprimable, d'avoir laissé tous les convives dans l'erreur.

A. Chuquet,
de l'Institut.



MARY [1]

La seconde Marit.

Pendant longtemps aussi, le médecin craignit pour la vie du père. La cause? Du surmenage, tout simplement. Dans sa longue solitude, il n'avait pas été habitué à se donner tout entier, ni à recevoir les trésors d'affection qu'elle lui apportait. Après sa mort, il vit pour la première fois, combien il était faible et peu résistant. Il lui fallut des mois pour raffermir le peu de forces qui lui restaient et supporter la présence d'autres personnes. L'enfant avait été emmenée chez sa sœur. On lui demanda s'il voulait la voir. Il se détourna presque avec dégoût. La première chose à laquelle il pensa sérieusement, quand il eut repris quelque vigueur, fut de se défaire de son commerce. Il prit conseil de « l'oncle Klaus »; c'est ainsi qu'on appelait un de ses parents, un vieux garçon bizarre. Le fonds de commerce fut négocié par son entremise, à l'exception pourtant de la maison elle-même: elle devait rester complètement intacte en souvenir d'elle.

Pour sa première sortie, Anders Krog descendit à la chapelle et à la tombe; mais son émotion fut si forte qu'il retomba malade. Dès qu'il fut remis, il déclara qu'il voulait voyager et rester à l'étranger. Sa sœur accourut tout effrayée. Ce n'était pas possible : « Tu ne veux pas nous abandonner, nous et l'enfant? » — « Si, je ne peux pas me voir dans ma maison », répondit-il en fondant en larmes. « Mais il faut au moins voir l'enfant? » — « Non, non! Tout plutôt que cela! »

Il partit sans l'avoir vue.

Mais ce fut elle naturellement qui le ramena au foyer. On la photographia vers l'âge de trois ans, et quand il vit l'enfant si gracieuse, si pareille à sa mère, il ne put y tenir. De Constantinople où il séjournait alors, il écrivit : « Je viens de consacrer trois années à ce que j'ai vécu en une seule, à le revivre, à le faire mien. Je ne puis dire que j'aie fini. Bien des choses, en particulier, s'y ajouteront quand je reverrai les lieux où nous avons vécu tous deux. J'ai du moins gagné à ces trois années de réflexions profondes de ne plus haïr ce séjour. Au contraire, je désire infiniment le revoir. »

Sa rencontre avec la seconde Marit fut une fête. Pas aussitôt; elle commença naturellement par avoir peur de l'étranger aux grands yeux. Mais sa joie ne fut que plus grande à la voir se rapprocher de lui, prudemment, peu à peu. Quand enfin elle fut assise sur ses genoux, avec ses deux poupées neuves, un Turc et une Turque et qu'elle les lui fourra sous le nez pour le faire éternuer, comme avait fait sa tante, alors, il dit les larmes aux yeux: « Il n'y a qu'un jour dans ma vie où j'aie été plus heureux. »

Elle vint ensuite habiter chez lui avec sa bonne. Leur première promenade fut au tombeau de sa mère pour y déposer des fleurs. Elle les déposa en effet, mais voulut les ravoir, malgré tout ce qu'on put faire. La bonne finit par cueillir d'autres fleurs, mais elle n'en voulut pas; c'était les siennes qu'il lui fallait. Ils durent la laisser faire et mettre les autres sur la tombe. Et Anders pensait : « Ce n'est pas sa mère. »

[1] Voir la *Revue Bleue* du 19 octobre 1907.

Il fit un nouvel essai. Chaque jour la tombe de sa mère aurait des fleurs apportées par elle. Il fit deux parts des fleurs. Il prit lui-même les unes, tandis qu'elle portait les autres. Il voulait qu'elle déposât les siennes et prit ses fleurs à lui pour rentrer à la maison. Mais cela ne réussit pas non plus. Pis encore, au moment de quitter le cimetière, elle voulut qu'il rapportât les siennes, lui aussi. Et il fallut lui obéir. Le lendemain, il s'y prit autrement : elle porterait les fleurs au cimetière, et il lui donnerait des bonbons pour qu'elle laissât les fleurs sur la tombe. Soit! Elle remit les fleurs en échange des bonbons qu'elle croqua. Mais quand ils partirent, elle voulut aussi avoir les fleurs. Il en fut très désappointé.

Il imagina alors que « maman » avait froid ; il fallait la bien couvrir. Elle répondit que maman devait venir dans son lit. Son père lui avait dit, en effet, que le lit vide à côté du sien était celui de sa mère, et elle demandait sans cesse si elle ne viendrait pas bientôt. Non, elle ne pouvait pas venir, dit-il. Elle était couchée là-bas et avait froid. Ce moyen réussit enfin. Elle étendit elle-même les fleurs sur la tombe et les y laissa. Sur la route, elle répéta plusieurs fois : « Maman n'a plus froid maintenant ».

Il se demanda ce que « maman » pouvait bien être pour elle. Il voulut qu'elle connût les portraits de sa mère ; mais il lui apprit d'abord à reconnaître les choses et les bêtes d'après des images. Puis il passa aux portraits de sa sœur, de lui-même et de plusieurs personnes connues. Quand ils lui furent bien familiers, il lui montra le premier portrait de sa mère. Pas de difficulté. Elle en vit plusieurs et se montra très adroite à les distinguer des autres. Après le dîner, pour s'endormir, elle voulut avoir maman dans ses bras. Il ne comprit pas d'abord et fut impatient. Puis il apporta le plus grand portrait de sa mère : elle le prit aussitôt dans ses bras, ramena la couverture par-dessus et s'endormit. Un jour, elle avait quatre ans, elle vit, dans la cuisine, une mère qui soignait son enfant malade. Alors, il fut sûr, pour la première fois, qu'elle comprenait ce qu'était une mère, car elle dit : « Pourquoi est-ce que maman ne vient pas m'habiller et me déshabiller? »

Le père et la fille finirent par être les meilleurs amis du monde. Mais la joie du père fut plus vive encore, quand Marit fut assez grande pour qu'il pût lui parler de sa mère. De sa mère qui était venue de l'autre côté de l'eau pour trouver son père et qui amenait la petite Marit avec elle. Toutes les promenades que la mère et lui avaient faites, ils les refaisaient ensemble. Il la conduisait en barque comme sa mère avait fait pour lui ; ils allaient tous deux à la ville comme il y était allé avec elle. Elle s'asseyait sur les chaises que sa mère avait achetées, où elle s'était assise. A table, elle avait sa place ; elle l'avait dans la serre, au jardin, dans le coin des fleurs et elle aidait son père comme elle avait fait. Quelle enfant intelligente! Et belle! Rousse comme sa mère, avec la même peau d'une blancheur éblouissante, avec ses grands yeux et ses longs sourcils arqués et fins. Peut-être aurait-elle un jour aussi son nez busqué. Les mains aux doigts effilés n'étaient pas celles de sa mère, pas plus que sa taille. La légère inclinaison de la tête et du cou lui venait plutôt de son père. La ligne des épaules n'était pas aussi belle que chez sa mère; elles étaient tombantes et les bras s'en détachaient moins hardiment. Le père ne pouvait s'empêcher de monter chaque soir quand on la déshabillait. Le mélange du type masculin et du type féminin des Krog, qui avait été si rare jusqu'alors, mais que sa mère réalisait déjà en partie, arrivait chez elle à la perfection. Avec l'âge, elle eut une taille élancée, de grands yeux, une tête fine.

Il ne put l'amener à fréquenter d'autres enfants ; cela l'ennuyait. Ils ne la comprenaient pas assez vite, ce qui d'ailleurs n'était pas facile. Ainsi, les champs étaient pour elle un cirque ; son père lui avait parlé du cirque de Buffalo Bill. Les Indiens bondissaient à travers la plaine; elle-même galopait à leur tête sur un cheval blanc. Les collines étaient des loges remplies de monde. C'est ce que les autres enfants ne pouvaient pas voir. Ils ne savaient pas davantage jouer au voyage sur la table, comme son père lui avait appris.

Vers l'âge de sept ans, elle obligea son père à lui acheter une bicyclette. Il dut aussi lui apprendre à s'en servir. Il aimait lui-même la bicyclette, mais ce caprice fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase et le décida à appeler au secours.

Il avait fait à Paris la connaissance d'une parente appelée Mme Dawes. Elle s'était mariée en Angleterre, puis avait divorcé à la mort de son unique enfant ; maintenant, elle dirigeait une pension à Paris pour gagner sa vie. Tous les jours elle avait provoqué son admiration, car il n'avait jamais vu de personne plus adroite. Il lui demanda si elle consentait à venir diriger sa maison et élever son enfant. Elle télégraphia : oui, sur-le-champ, et en moins d'un mois, elle avait vendu, déménagé, et pris elle-même possession de toutes ses fonctions. Elle marchait difficilement à cause d'une douleur à la hanche dont elle avait longtemps souffert et qui avait empiré. Mais, du fauteuil mobile qu'elle avait apporté et que sa grasse personne remplissait presque à déborder, elle dirigeait toute la maison, y compris le maître lui-même. Il fut littéralement effrayé de son habileté. Elle quittait rarement son fauteuil et néanmoins, elle savait tout ce qui se passait. Les cloi-

sons n'arrêtaient pas ses regards, même à longue distance. Cela s'expliquait surtout grâce à des sens très aiguisés, grâce aussi à son habileté à interpréter un signe et un mot, à lire dans les yeux et sur les visages, à sentir et à entendre, à deviner grâce à ce qu'elle savait déjà, — et enfin, parce qu'elle savait interroger. Mais à cela s'ajoutait un pouvoir inexplicable. Quand un danger menaçait une personne qu'elle aimait, elle le savait, de l'endroit même où elle était. Elle poussait un cri, — dans ces occasions, elle parlait toujours anglais — et aussitôt elle était debout, que dis-je, lancée ! Ainsi le fameux jour où Marit tomba dans la rivière avec sa bicyclette et fut repêchée par quelques hommes du bateau; c'est près de l'embarcadère que l'accident eut lieu, et c'est justement là qu'elle allait. Elles se rencontrèrent en effet, l'une ruisselante d'eau et hurlant, l'autre ruisselante de sueur et hurlant aussi.

Mme Dawes faisait tous les jours une ronde dans la maison et, s'il le fallait, autour de la maison. Rarement, elle allait plus loin. Dans cette ronde, elle voyait tout, même ce qui arriverait, disaient les bonnes.

Son énorme personne nageait toujours dans des flots de papier. Elle entretenait une correspondance qui, au dire d'Anders Krog, englobait tous ses anciens pensionnaires. Elle écrivait dans toutes les langues et à propos de tout, car sa principale occupation était de déverser ses lectures — et elle lisait très avant dans la nuit — dans sa correspondance. Tantôt elle se tournait vers la table, qui était munie d'un pupitre pour écrire, et tantôt elle tournait le dos à la table pour lire. Au bras de son fauteuil était fixé un pupitre mobile qui supportait son livre : elle le tenait rarement à la main. Elle préférait les mémoires à toute autre lecture; elle y trouvait matière à bavarder dans ses lettres. Ensuite, venaient les revues d'art et les récits de voyages. Elle avait quelque fortune et pouvait acheter ce qu'elle voulait.

Elle dirigeait, en outre, l'instruction de l'enfant. Dans le bureau, près de la grande table, *Tante Eva* présidait, assise sur son trône, avec la petite en face d'elle. Chaque fois qu'il le fallait, Marit se levait et s'approchait du pupitre de tante Eva. La leçon était si agréable que la petite oubliait souvent que c'était une leçon. Son père en faisait autant. Comme il avait sa bibliothèque à côté, il entrait souvent pour les entendre causer et raconter.

Si les leçons étaient faciles, il y avait autre chose qui n'allait pas sans difficulté. Mme Dawes voulait changer la conduite et les manières de l'enfant et le père était le principal obstacle. Mais il perdit naturellement la partie, avant même d'avoir pu soupçonner ce qu'elle voulait. Marit dut apprendre à obéir; elle dut s'habituer à l'ordre, à l'exactitude, à la politesse, aux convenances. Elle dut travailler le piano, se tenir droite à table, laver ses mains un nombre incalculable de fois, et dire toujours où elle allait. Or, elle ne voulait rien faire de tout cela. Et son père ne le voulait pas davantage.

Mme Dawes ne pouvait compter fermement que sur une chose : c'était la croyance absolue de l'enfant en la perfection de sa mère. Mme Dawes la persuada que sa mère ne s'était jamais couchée après huit heures. Avant huit heures, la petite avait toujours rangé ses habits sur une chaise et mis ses souliers à la porte.

De ce que sa mère avait fait, et fait à la perfection, elle passa à ce que sa mère eût fait si elle avait été à la place de Marit et surtout de ce qu'elle n'aurait pas fait si elle avait été Marit. Ce fut plus difficile. Ainsi, Mme Daves déclara un jour que, lorsque sa mère faisait de la bicyclette, on ne la perdait jamais de vue. « Comment le sais-tu ? » demanda Marit. « Je le sais parce que ton père et ta mère ne se quittaient jamais » — « C'est vrai, Marit », ajouta le père, heureux de pouvoir une fois approuver les inventions de Mme Dawes. Car elle inventait le plus souvent.

Plus l'enseignement avançait, plus il amusait Mme Dawes elle-même; plus aussi elle se rendait maîtresse de l'enfant.

Marit tenait de sa mère un penchant à la rêverie qui se développa tant que son pére montra du plaisir à l'entendre. Mme Dawes se fit un devoir de l'extirper.

Un jour, au printemps, Marit entra en courant chez son père pour lui dire que dans le creux du vieil arbre, entre la tombe de maman et celle de grand'maman, il y avait un petit nid et dans ce nid, des petits, tout petits œufs. « C'est maman qui les envoie, n'est-ce pas ? ». Il fit oui de la tête et la suivit pour voir. Mais quand ils s'approchèrent, l'oiseau s'envola avec des cris lamentables. « Maman dit qu'il ne faut pas s'approcher? » demanda-t-elle à son père. — Il répondit oui. « C'est comme si on dérangeait maman ? » demanda-t-elle ensuite. Il fit oui, d'un signe. Ils s'en retournèrent ravis et parlèrent de sa mère pendant toute la route. Quand Marit raconta la chose à Mme Dawes, celle-ci répondit. « Ton père dit cela pour ne pas te faire de peine, mon enfant. Si ta mère pouvait te faire dire quelque chose, elle viendrait elle-même. » Ces quelques mots cruels déchaînèrent une révolution qui n'en finit plus. La conduite de l'enfant à l'égard du père en fut même changée.

L'enseignement progressait régulièrement; l'éducation aussi. Marit arrivait à ses treize ans. C'était une grande fillette maigre, avec de grands yeux, une abondante chevelure rousse et un teint éclatant,

sans taches de rousseur, ce qui faisait l'orgueil de Mme Dawes.

Un jour, le père sortit de sa bibliothèque pour interrompre la leçon. C'était la première fois que pareille chose arrivait. Mme Dawes congédia Marit et suivit son père dans la bibliothèque. « Voulez-vous lire cette lettre? » lui dit-il.

Elle lut, et, à sa profonde stupéfaction, elle apprit que l'homme qui était là, devant elle, et ne la quittait pas des yeux pendant qu'elle lisait, possédait un million, non pas en francs, mais en dollars. Depuis la mort de son oncle, et le règlement de comptes provisoire, il n'avait rien touché comme associé de son frère, et tel était le résultat.

« Je vous félicite », dit Madame Dawes, en prenant ses mains dans les siennes. Ses yeux se remplirent de larmes. « Je vous comprends, mon cher Krog. Vous voulez que nous voyagions désormais? » Il la regardait de ses yeux brillants; sa bouche n'était qu'un sourire. « Cela vous déplaît-il, Madame Dawes? » — « Non, pourvu que nous ayons des domestiques. Je marche difficilement, vous le savez » — « Vous en aurez, et partout aussi, nous aurons une voiture. Vous pourrez continuer les leçons, n'est-ce pas? » « Comment donc! Mieux que jamais! » Elle riait et pleurait tout à la fois. Jamais elle ne s'était sentie si heureuse, déclarait-elle.

Quinze jours après, accompagnés d'un valet de chambre et d'une bonne, ils avaient tous trois quitté Krosgkog.

Avènement.

Deux ans et demi se passèrent pendant lesquels le père revint quelquefois au pays, mais toujours seul. Au bout de ce temps, tous trois songèrent sérieusement à passer un été à Krogskog. Voilà pourquoi ils se trouvaient un jour dans un grand magasin de Vienne; Mme Dawes et Marit avaient besoin de robes neuves, surtout Marit qui grandissait beaucoup. Ceci se passait dans les premiers jours de mai; il s'agissait d'acheter des costumes d'été.

« Nous sommes d'avis, ton père et moi, que tu devrais maintenant porter des robes longues. Tu es trop grande. » Marit regarda son père, mais celui-ci ne détournait pas les yeux des étoffes étalées devant lui. Mme Dawes parla pour lui. « Ton père a souvent dit que, quand tu te promènes avec lui, les messieurs regardent toujours tes jambes. » — Le père devint inquiet; la vendeuse elle-même devina qu'il y avait de l'orage dans l'air; elle ne comprenait pas leurs paroles, mais elle voyait leurs visages à tous trois. Enfin, le père entendit Marit qui répondait d'un ton aimable, mais comme à un étranger : « Est-ce parce que mère avait des robes longues à mon âge que je dois en avoir aussi? » Mme Dawes jeta un regard effrayé à Anders Krog, mais il tournait le dos. Marit reprit : « Dis-moi, tante Eva; tu étais naturellement avec mère, ce jour-là? Le jour où elle a eu une robe longue? Ou bien père peut-être? »

On ne parla plus de robe longue. Sans même dire un mot de plus, ils sortirent.

Il ne se passa pas autre chose. Le lendemain, tout naturellement, Marit, au lieu de prendre sa leçon, sortit en voiture avec son père pour arranger l'affaire des robes. Ensuite, ils firent un tour dans les musées et ils continuèrent chaque jour ainsi jusqu'au départ. Les leçons avaient disparu. Comme si rien n'était arrivé, ils passaient tous les trois leurs soirées au concert, à l'opéra ou au théâtre. Il fallait profiter du temps qui leur restait.

Dans les premiers jours de juin, ils étaient à Copenhague. Une lettre de l'oncle Klaus les y attendait. Jörgen Thiis, son fis adoptif, avait été nommé lieutenant. Klaus voulait donner un bal dans sa maison de campagne, mais il attendait leur retour. Quand arriveraient-ils?

Cette nouvelle remplit Marit de joie. Elle connaissait Jörgen, un beau et grand garçon, fils du préfet et neveu de Klaus Krog par sa mère.

Il fallait donc trouver une toilette de bal. La discussion fut très courte, personne n'ayant soufflé mot jusqu'au dernier moment. Chacun se posait à part soi la question angoissante : serait-ce une robe longue? Quand l'instant solennel arriva, la personne qui prenait les mesures demanda : « Mademoiselle désire sans doute une robe longue? » Marit regarda Mme Dawes qui rougit. Ce qui fut pis, la couturière elle-même rougit. Elle s'empressa de prendre les mesures sur la robe courte que portait Marit.

Le bal eut lieu le 20 juin. C'était une journée étouffante, sans soleil. Les invités étaient répandus dans le jardin, devant le grand chalet, quand accosta le bateau qui amenait Marit et son père; ils étaient les derniers. Elle monta seule à terre. Le vieux Klaus, long et maigre, affublé d'un pantalon d'une largeur démesurée, descendit à grandes enjambées au devant d'elle. Sans chapeau, le crâne brillant et le visage baigné de sueur, il l'arrêta d'un geste en s'adressant à son père, resté dans le bateau : « Tu ne veux pas monter avec nous? » — « Non, non, merci bien! » Le bateau s'éloigna. Alors seulement, il aperçut Marit que Mme Dawes avait dépeinte dans ses longues lettres comme la beauté la plus parfaite qu'elle eût vue. Stupéfait, il s'inclina, puis s'approcha, puant le tabac, la bouche grande ouverte dans un sourire qui montrait ses dents sales. Il lui offrit son bras; mais Marit, qui portait un long manteau sans manches, parut ne pas le voir. Il eut un geste de surprise et la suivit vers le groupe des invités.

« Je vous amène la reine du bal », dit-il. Ce mot la froissa, il froissa tout le monde; cela commençait mal. Jörgen, qui se trouvait tout près, s'empressa d'offrir ses services et voulut prendre son manteau et son chapeau; mais elle passa devant lui avec un léger salut. Vraiment, elle avait un air de grande dame. Derrière elle, on commença aussitôt à chuchoter. Sa façon de passer, son visage, sa tenue, son teint ravissant, ses yeux brillants, les longs sourcils arqués, la ligne délicate du nez..... Quel ensemble! et quel ensemble parfait! Jörgen Thiis en tomba amoureux du coup. Il était lui-même grand et élancé, comme les Krog, mais il n'avait pas du tout leur regard. Il resta sur l'escalier à l'attendre, les yeux cloués à la porte par laquelle elle avait disparu.

Quand elle sortit et vint prendre son bras pour rejoindre les autres, en robe courte de crêpe bleu pâle, bas de soie à jour de même couleur, et souliers en drap d'argent à boucles anciennes, ce fut une apparition. L'admiration fut unanime. On ne parla que d'elle jusqu'au moment où les couples gagnèrent la table. On continua pendant le dîner, en attendant qu'elle fût le sujet de toutes les conversations de la ville. Quelle merveille qu'un visage si pur de lignes, avec une peau aussi blanche et des yeux d'un tel éclat, rehaussé par une auréole de cheveux roux! C'était un ensemble admirable : une taille allongée avec des épaules légèrement tombantes; une gorge à demi épanouie, mais libre et dégagée comme une fleur en bouton; puis des bras, des poignets, une ligne de hanches, des jambes... la chose devenait comique; car un groupe de jeunes gens déclaraient en s'échauffant que ses chevilles étaient la distinction même. On n'en avait pas vu dans tout le Nord d'aussi fines, d'aussi arrondies vers le haut. Non, jamais!

Jörgen Thiis oubliait de parler : il oublia même longtemps de manger, ce qui pourtant était son péché mignon. Il la suivait comme un somnambule. On ne pouvait l'apercevoir sans qu'il fût derrière elle ou à ses côtés.

A l'occasion du bal, son père et Mme Dawes étaient descendus à la maison de ville. Ils furent éveillés à l'aurore par des conversations bruyantes, des rires et des hurras où se mêlaient des voix d'hommes et de femmes. C'étaient les invités qui ramenaient Marit chez elle.

Le lendemain, ils reçurent la visite des parents et des amis. Les personnes âgées qui avaient assisté au bal, affirmaient que Marit était la plus belle personne que l'on eût vue de mémoire d'homme. Le vieux Klaus était venu en barque à neuf heures du soir et avait couru la ville à la recherche de quelques amis, rien que pour leur faire voir Marit.

Dans l'après-midi, Jörgen se présenta en uniforme et ganté de neuf. Il se permit de demander des nouvelles de Marit. Mademoiselle n'avait rien fait dire encore.

Elle arriva enfin, avec des préoccupations toutes différentes de la veille. Mme Dawes le devina aussitôt. La reine du bal ne dit pas un mot de la soirée. Elle se borna à demander s'ils avaient été réveillés. Puis elle déjeuna. Quand elle rentra au salon, son père raconta que Jörgen Thiis était venu demander de ses nouvelles. Marit eut un sourire. « Est-ce que Jörgen ne te plaît pas? » dit Mme Dawes. — « Si. » — « Pourquoi donc souriais-tu? » — « C'est qu'il a mangé énormément. » Le père ajouta en riant : « C'est comme son père, le préfet! Il cherche toujours les meilleurs morceaux! » — « Justement. »

Mme Dawes attendait ce qui devait arriver, car il devait arriver quelque chose. Marit sortit et reparut au bout d'un instant, son chapeau sur la tête et une ombrelle à la main. « Tu vas sortir? » demanda Mme Dawes. Marit mettait ses gants : « Je vais me commander des cartes de visite. » — « Est-ce que tu n'en as pas? » — « Si, mais les vieilles ne me plaisent plus. » — « Pourquoi? » dit Mme Dawes, très étonnée; « tu les avait trouvées si jolies. C'était en Italie. » — « Oui, mais c'est le nom qui ne me va plus, il me semble. » — « Le nom? » Tous deux levèrent les yeux. Marit : « C'est exactement comme si ce n'était plus mon nom, il me semble. » — « Marit ne te convient plus? » dit Mme Dawes. Son père ajouta doucement : « C'est le nom de ta mère. » Elle ne répondit pas aussitôt; elle devinait le regard effrayé de son père. « Comment veux-tu donc t'appeler? » C'était Mme Dawes qui reprenait. — « Mary. » — « Mary? » — « Oui, cela va mieux. Il me semble. » La stupéfaction muette des autres la gênait visiblement. Elle ajouta : « Nous allons aussi partir pour l'Amérique. Là-bas, on dit Mary. » Son père fit enfin un effort : « Mais Marit est ton nom de baptême! » — « Qu'est-ce que ça fait? » — Mme Dawes : « C'est écrit dans ton acte de baptême, mon enfant. C'est ton nom. » — « Oui, sur le papier. Mais pas pour moi. » Les deux autres se regardèrent stupéfaits.

« Cela fait de la peine à ton père, mon enfant. » — « Père peut continuer à m'appeler Marit. » Mme Dawes lui jeta un regard désolé et ne dit plus rien. Marit avait fini de mettre ses gants. « En Amérique, on m'appellera Mary. Je le sais. Tenez, je l'ai écrit ici. C'est joli! » Elle sortit de son carnet une toute petite carte. Mme Dawes y jeta les yeux, puis la tendit à Anders Krog. Sur un joli papier, on lisait ces mots, élégamment tracés : *Mary Krog*.

Le père l'examina longtemps. Puis il déposa la carte sur la table et prit son journal comme pour lire.

« Cela me fait de la peine que tu prennes la chose

ainsi, père. » Anders Krog répéta d'une voix douce, sans lever les yeux : « Marit est le nom de ta mère. » — « Moi aussi, j'aime le nom de maman, mais il ne me va pas. »

Elle sortit sans ajouter un mot. Mme Dawes, qui était assise près de la fenêtre, la vit s'éloigner dans la rue. Anders Krog, incapable de lire, déposa son journal. Mme Dawes voulut essayer de le consoler : « C'est curieux, dit-elle ; Marit ne lui plaît plus. » — « Le nom de sa mère », répéta Anders Krog. Il pleurait.

(*A suivre*) BJÖRNSTJERNE BJÖRNSON.

(*Traduit du norvégien par* J. LESCOFFIER.)



EN 1814
A LA SUITE DU COMTE D'ARTOIS (1)

Ce dimanche, 27 mars.

On racontait hier chez Monsieur le trait suivant d'un partisan. Un officier est arrêté à cinq lieues d'ici par un parti de quinze paysans armés. Celui qui porte la parole demande à l'officier de quelle maison il est. « Je suis Prussien. — Hé! bien, répond le brigand, vous êtes notre frère; si vous étiez Russe ou Autrichien, nous vous aurions fusillé. » Là-dessus on le fait descendre de voiture, on lui prend ses dépêches, sa montre, on retient son camarade et on lui dit : « Pour vous prouver la confiance que nous avons dans les Prussiens, notre chef va vous conduire lui-même à Nancy. Nous gardons votre voiture et tout ce qui vous appartient, mais on vous rendra tout cela si vous nous obtenez du prince de Biren une promesse d'empêcher à l'avenir les désordres que les Russes exercent dans nos campagnes. Rapportez-nous cette promesse par écrit et tout vous sera rendu. » La chose s'est faite comme ils l'ont dit et le partisan a amené l'officier prussien jusque dans Nancy. Il n'y a de courage et d'énergie que parmi ces gens-là. Mais croirais-tu que cette histoire n'a pas réveillé une pensée dans la tête de Monsieur? J'étais présent quand on la lui raconta. C'était le cas de se charger lui-même d'obtenir la promesse demandée au prince de Biren et de l'envoyer par un de nous aux paysans, qu'il serait plus utile de rattacher à notre parti et d'éclairer sur les vrais intérêts de la France que les cruches de l'armée de Condé dont nous nous entourons et qui voudraient nous rendre *l'ancien régime avec les abus*, comme dit Mme de Narbonne. Mais nous ne savons nous concilier ni l'esprit des rois ni celui des hommes. Nous restons aussi loin des cabinets que des cabanes, et malgré tant de fautes, nous ne doutons pas un moment du succès de nos vœux, car c'est à désirer que se bornent nos efforts. Nous croyons que les royaumes de la terre tombent du ciel, sans qu'il soit nécessaire de se baisser pour les ramasser. Je crois toujours à la fin de Bonaparte, mais je doute fort de nos succès, car nous nous serons couverts de honte à la face de la France. Nous jouons ici le plus triste rôle du monde; il faudrait le voir pour le croire. On dit qu'on va nous faire gardes du corps; j'en serais au désespoir, je n'ai pas fait ce que j'ai fait pour avoir place dans une antichambre. Je me suis donné tout entier; je croyais qu'on m'emploierait tout entier. Mais je vois que ce n'est pas ici qu'un homme peut se développer.

Nancy, ce mardi 29 mars.

Au milieu de mes doléances je m'écrie souvent que je suis trop heureux. Oui je suis trop heureux, dans un monde aussi nouveau, d'avoir trouvé un homme qui entre dans toutes mes idées, qui sente tout ce que je sens, à qui je puisse tout dire. Ce bonheur était inespéré et je n'ose presque pas y croire. Alexis est ici tout pour moi. Je ne sais que faire dans ma chambre sans lui; quand je suis seul je ne sens que le mal; quand il est là, j'ai du plaisir à me plaindre et je suis soulagé. Un regard nous suffit. Une telle liaison est d'un prix inestimable partout et surtout *à la cour*. J'en jouis bien, je t'assure. Hier, nous étions à table à côté l'un de l'autre chez Monsieur, et pendant le dîner, le plus insipide que tu puisses imaginer, nous avons causé sur les choses les plus intéressantes. Nous nous répétions souvent : « Si Monsieur nous demandait ce que nous disons il serait bien étonné. » On ne parlait que de chevaux, de chiens, de bonne chère, pendant que nous nous entretenions des droits des peuples, des espérances de notre patrie et des plus chers intérêts de nos cœurs. Nous parlions même religion, et tout cela faisait un contraste singulier avec l'accompagnement de nos convives. Nous étions criminels de lèse-nullité, et si l'on nous avait surpris nous étions condamnés au tribunal des *cruches*. Tout cela n'est rien, mais tu ne saurais croire la douceur que cela répand dans l'ennuyeux salon de Monsieur. Je ne sais ce que je deviendrais sans lui, et cependant il ne me met jamais tout à fait à l'aise; il y a tant de finesse dans ses observations et tant de mordant dans ses expressions que je m'effraie quelquefois de ma confiance. Il juge parfaitement tout le monde, mais sans doute qu'il me juge aussi, et j'en tremble.

(1) Voir la *Revue Bleue* des 12 et 19 octobre 1907.

Nancy, ce jeudi 31 mars.

... Nous ne faisons rien ici, moins que rien; et cependant, si nous réussissons, nous aurons pris part au plus grand événement du siècle, à la restauration de la monarchie française où se rattache le salut de l'humanité, puisqu'avec Bonaparte plus de civilisation, plus de lumière, et que, sans Bonaparte, la France est sauvée et l'Europe régénérée. Quand on écrira l'histoire de ce temps, on dira que les *sauveurs* de la France ont été de grands hommes, tandis que nous ne sommes que de pauvres *cruches*. Voilà comme on passe grand à la postérité, après avoir vécu bien petit. Nous nous montons sur les épaules les uns des autres pour arriver à la célébrité.

Les nouvelles d'aujourd'hui sont superbes : Lyon pris par les Autrichiens et Bordeaux par les Anglais. Cette dernière ville s'est prononcée d'une manière admirable. On y a brisé les aigles, *par ordre des magistrats*; *et avant l'entrée des Anglais*, on y avait arboré la cocarde blanche et demandé hautement les Bourbons. Les Anglais prennent possession de tout au nom de Louis XVIII. Tout ceci est officiel. Ce qui l'est moins c'est l'entrée à Paris. Le bruit en court mais, pour le croire, on demande confirmation. Quant à Bonaparte, personne ne sait ce qu'il devient, il est partout et nulle part. Il joue à la clique, installé en Champagne. On le dit coupé, entouré. Personne n'en sait rien; voilà le fait. Mais tous s'accordent à répéter que cela ne peut durer. J'entends d'ici tes *hélas* ! Qui nous aurait dit, il y a trois mois, que cela traînerait à ce point? Cependant il y a une fin même au crime. Espérons donc. Moi, je suis fermement convaincu que la fin de Bonaparte approche, et les nouvelles de Bordeaux me donnent de grandes espérances pour le repos de la France. Cependant, je crains qu'il ne faille l'acheter par des flots de sang. Au reste, tout cela repose encore dans les profondeurs de l'avenir; ne nous tourmentons pas de vaines chimères; vivons au jour le jour; il est très possible que nous soyons bientôt réunis, et dès lors heureux... Oh! oui, je le sens profondément, il ne me faut que cela. Bernadotte est arrivé ici ce matin. Voici un de ses propos : « Les Bourbons sont une tige pourrie; il faut renouveler les races, lorsqu'on commence une époque nouvelle! » Il ne verra pas Monsieur; il va, dit-on, au quartier général. Nous avons encore vu arriver deux autres personnages, dont l'un est très important pour nous. C'est M. Roger de Damas. L'autre est Adrien de Laval sorti tout nouvellement de Paris. Le salon de Monsieur sera bientôt comme le foyer de l'Opéra ; il n'y manquera que Giamboni. Tout en France a son côté plaisant, et on n'y joue pas de si grande scène qui ne soit rapetissée par les acteurs.

Ce 1er avril.

Bernadotte est reparti ce matin pour Liège. Il voulait se faire roi de France. Quelle cacade! Adieu.

Ce 1er avril à 5 heures, soir.

Je rouvre ma lettre pour te donner les nouvelles qui viennent d'arriver. Bonaparte a été battu à plate couture; on ne m'a pas encore pu dire ni le jour ni le lieu; il paraît que c'est auprès de Bar-le-Duc, parce que les alliés l'ayant tourné, il s'était vu forcer d'avancer vers la Lorraine. On dit son armée abîmée et totalement cernée, ainsi que sa personne; il ne sait plus où donner de la tête. Dieu veuille qu'il n'échappe pas. On lui donne encore 40.000 hommes; d'autres seulement 18.000. On assure qu'il les habille en charretiers, avec la blouse, afin qu'on ne puisse pas les distinguer d'avec les paysans. Nous ne tarderons sûrement pas à apprendre le dernier coup. On parle toujours de l'entrée des Prussiens à Paris; on dit que Bulow a traité pour la ville avec le Sénat. Mais ce n'est pas encore officiel. La défaite de Bonaparte l'est.

Nancy, ce vendredi soir, 1er avril.

Voici le résumé du bulletin officiel d'aujourd'hui. Le prince Schwarzemberg a fait attaquer le 25 mars les corps des généraux Oudinot, Victor et un autre dont j'ai oublié le nom, à la Fère Champenoise, près de Sézanne. Le résultat de ce combat qui dura tout le jour fut plus de 60 pièces de canon et 8.000 prisonniers tombés au pouvoir des alliés ; le général Victor est pris et les différents corps attaqués sont coupés d'avec celui que commande Bonaparte, qui se trouve, dit-on, à Bar-sur-Aube et non à Bar-le-Duc, comme je te le mandais ce matin. On dit qu'il n'a plus avec lui que 13.000 hommes et que le plus qu'il en pourrait réunir se monte à 40.000, mais tout cela dispersé, harassé. En un mot, il est aux abois. Le quartier général de l'Empereur de Russie a dû être le 27 à Meaux, et Blucher, qui pendant longtemps s'était tenu à Soissons, devait se trouver alors à Fontainebleau. On ne conçoit rien à la marche des armées; elles se sont mêlées comme un écheveau de fil. Mais j'espère qu'à force de se tordre, elles formeront une corde assez forte pour étrangler la bête. Relève tes espérances, rassure-toi : la France est puissamment protégée. La marche des événements est miraculeuse : nous avançons poussés par un bon vent; tout nous seconde, tout nous réussit. Nous n'avons fait que des bêtises; n'importe : nous serons de grands hommes, car nous serons heureux. Le succès, le succès, voilà ce qui fait les héros. Nous lisons ici l'histoire avant qu'elle soit écrite ; c'est une grande leçon : nous jugeons les choses comme elles sont. Mais quand je pense à ce qu'on fera dans cent

ans de la cour de Monsieur à Nancy, je ne puis m'empêcher de sourire de pitié. Fiez-vous à l'admiration de la postérité! Cependant il y aura toujours une réflexion bien avilissante à faire : c'est que nous ne nous serons montrés Français qu'après que 500.000 étrangers nous l'auront permis. L'histoire sera trop juste pour nous épargner la honte qui doit en rejaillir sur nous, et c'est trop me flatter peut-être que de compter sur la duperie de la postérité. Au reste, quoi qu'il arrive, pour moi je suis content, car j'ai fait mon devoir et je l'ai fait d'une manière bien pénible ; tout était sacrifice. Je ne voudrais pas que tu pusses te figurer ce que j'ai souffert depuis un mois. Le ciel a eu pitié de nous. Mais il n'est pas temps encore de chanter des actions de grâces. Nos espérances sont belles ; mais il faut les voir accomplies avant de remercier le ciel.

Il est arrivé ce soir un chambellan de l'Empereur d'Autriche, chargé d'une mission très importante. Elle sera publique demain ou après. Je te dirai bien ce que j'en sais, mais j'aime mieux attendre des éclaircissements. L'horizon est bien brillant aujourd'hui. Le salon de Monsieur était des plus curieux ce soir. Je n'ai rien vu d'aussi plaisant qu'Adrien de Laval au milieu de tout cela. Ses mines, son langage sont pour moi du chinois ; un habitant de Pékin me paraîtrait moins extraordinaire. Alexis lui-même a dit qu'il avait totalement oublié ce genre-là et qu'il ne sait plus ce que cela veut dire. Du reste, il a beaucoup d'esprit et il est fort aimable. Je tâcherai de me rapprocher de M. de Damas, qui peut m'être utile et dont la protection ne serait jamais que très honorable, car c'est un vrai chevalier *français* (mais dans le sens du bon vieux temps). C'est aussi un très bon général. Alexis dit qu'il faut que nous formions son état-major. Je pourrai peut-être lui demander de me prendre pour aide de camp. Je verrai ce que fera Alexis. Il y a un grand avantage à ne pas entrer dans la ligne, c'est qu'on peut quitter quand on veut. Mais il y a aussi un grand avantage à ne pas prendre son parti trop tôt, parce qu'on peut choisir selon les occasions; aussi j'attendrai. D'ailleurs, j'aime toujours mieux ne rien demander.

Ce samedi soir, 2 avril.

L'Empereur d'Autriche paraît vouloir s'ériger en médiateur entre le Sénat et les Bourbons. C'était ce qu'il pouvait faire de plus honorable pour lui et pour nous. Je dis pour nous, ce qui a besoin d'explication. Il serait déshonorant pour la France de ne recevoir ses princes que par ordre et de voir Louis XVIII remonter sur le trône de Saint Louis sans que trente millions de Français aient été représentés dans une affaire qui les intéresse uniquement. Nous aurions notre roi *par réquisition!* et l'on traiterait de nous chez nous et sans nous, comme disaient les ministres de Louis XIV aux Hollandais! Le Sénat, tout avili qu'il est, peut nous sauver de cette honte. Puisqu'il est le débris d'une constitution *française*, celle du 18 brumaire, il peut exprimer un vœu national, ce que ne peuvent ni les Autrichiens ni les Bourbons; il peut enfin poser les bases d'une constitution nouvelle et proposer des conditions honorables pour la nation. Je sais qu'on ne peut rien attendre de grand d'un corps aussi méprisable, mais la nation entière n'est-elle pas avilie? D'ailleurs, quand le Sénat n'aura plus peur de Bonaparte, il se réveillera peut-être. Il y a là quelques bonnes têtes et je le répète tout vaut mieux qu'un traité avec nos princes seuls, car, s'ils se voient remis sur le trône uniquement par des étrangers, ils croiront ne rien devoir à la France, et malgré leur faiblesse nous ne pourrons jamais obtenir d'eux un gouvernement libéral. Il n'en sera pas de même s'ils rentrent à des conditions qu'on leur imposera au nom des Français. Qu'importe si ceux qui parlent sont des gueux, pourvu qu'on dise ce qu'il faut! Ne faisons pas les difficiles et prenons le bien d'où il vient. D'ailleurs on ne peut pas se dissimuler qu'il nous faut des gens d'esprit, et où en trouver? Ce n'est certainement pas dans *les cruches*. Il faut donc se servir des hommes dont se servait notre ennemi; il savait choisir et nous ne le savons pas. Tu vois que j'ai fait des progrès depuis un mois: c'est que j'ai reçu plus d'une leçon. Je sais qu'il serait beau sur le papier de pouvoir dire : on n'a rien laissé subsister de l'édifice élevé par le monstre; on a puni toutes ses créatures, non par les bourreaux, mais par le mépris et l'oubli, bourreaux des ambitieux. Mais tout ce qui est beau à dire n'est pas bon à faire, et il ne faut jamais regretter d'avoir manqué l'impossible. Nous avons surtout besoin de prudence. Venez voir nos princes, venez voir la France et vous me direz s'il faut risquer de refondre le gouvernement, s'il faut de nouveaux états généraux, enfin s'il faut une contre-révolution. Pardonnons, laissons tout à sa place. L'esprit se changera peu à peu et la nouvelle révolution se fera pour ainsi dire malgré nous dans l'esprit et non dans les formes. C'est tout ce que nous pouvons supporter aujourd'hui, où le seul mot de changement fait trembler toute la France. Le peuple est ici comme un malade fatigué de drogues, qui finit par aimer mieux les maux que les remèdes. Ne lui parlons pas de guérison, nous le tuerions. Tu vois que j'ai renoncé à mes belles chimères d'expiation; je me flattais qu'en un jour tout allait se réparer et que notre malheureux peuple, avili par le mensonge et la violence, allait se relever

tout à coup au cri de la vérité. Oh! mon Dieu, qu'il est loin de l'entendre! On oublie ici tout ce qui est généreux pour ne plus songer qu'à ce qui est utile. Je l'éprouve moi-même. J'éprouve cette triste vérité : qu'on se rabaisse à travailler pour des êtres bas. Il y a une foule de beaux et bons sentiments auxquels il faut renoncer pour faire le bonheur d'une nation corrompue. Vivent les grands hommes! et surtout les grands peuples!

Pour en revenir à l'Empereur d'Autriche, on dit qu'il propose un mariage avec l'un de nos princes : le duc de Berry et une archiduchesse. Selon toute apparence, nous partirons dans peu de jours pour Dijon où se traitera cette affaire (l'Empereur d'Autriche est à Dijon). Tout va bien, il ne nous manque plus que la tête de Bonaparte. Quelqu'un demandait à M. l'abbé de Latil ce qu'on pouvait souhaiter à Bonaparte, puisqu'on ne doit pas désirer le mal du prochain : « Je souhaite qu'il se convertisse et qu'il meure », a répondu l'abbé.

Ce dimanche soir, 3 avril.

Les nouvelles sont tous les jours plus brillantes. Des prisonniers faits par les Russes aux affaires du 25 ont défilé devant l'Empereur de Russie en criant : « Vive le roi! Plus d'empereur! Plus de Bonaparte! » La garnison de Phalsbourg veut se rendre à Monsieur et venir se joindre à nous sous le nom de Régiment Royal Français (mais ceci n'est pas encore officiel). Belfort est, dit-on, rendu, Blücher a eu de grands succès le 25, le même jour que le prince Schwarzemberg. Nous attendons une réponse du quartier général pour proclamer le roi; enfin, nous sommes ici dans la jubilation, les choses se trouvent au point où on les croyait il y a deux mois. Tâche de dormir tranquille et surtout de m'écrire. Je me meurs d'inquiétude de ton silence. Mais, non; je souffre et ne meurs pas, car qu'est-ce qui tue? On vit toujours. J'ai l'âme chevillée au corps.

Si je te raconte le dîner que j'ai fait aujourd'hui, tu déploreras la légèreté humaine. Je n'ai fait que rire tout le temps, et j'en avais bien peu envie en me mettant à table. C'est qu'il était impossible de résister au ridicule des maîtres de la maison. Carlin ne les valait pas pour guérir l'hypocondrie. Voici le billet qu'ils avaient écrit pour nous inviter : « M. le comte et Mme la comtesse d'Apremont prient M. le comte de Trogoff, M. le comte de Noailles, et M. le comte de Custine, nommément, de venir dîner chez eux aujourd'hui, et d'y amener des royalistes jusqu'à concurrence de 8 à leur choix. Si les messieurs susdits désignés ne pouvaient pas accepter, on les remplacerait par d'autres, toujours au choix de M. le comte de Trogoff. » Ce billet a couru la cour et la ville, et il a fait la joie de Monsieur au déjeuner. Nous n'avons eu garde de refuser l'invitation. Mme d'Apremont est une espèce de folle. Elle a un fils de seize ans qui vient de prendre notre uniforme, et c'est sans doute pour lui ouvrir une carrière qu'elle nous ouvre sa maison. Nous y étions comme à l'auberge; personne ne regardait le maître de la maison qui dormait sur sa chaise, pendant qu'on se promenait en long et en large dans la chambre où attendait le dîner. Je me suis trouvé à table à côté d'Alexis, dont le sérieux ironique me faisait mourir de rire. Jules de Polignac, qui est un saint, ne gardait lui-même qu'avec peine un sérieux affecté, et chaque fois qu'on insistait pour lui faire manger d'une volaille coriace ou du poisson froid, Alexis se penchait vers moi et me disait : « Courage, c'est le dîner de Boileau. » Pendant ce temps-là on remplissait nos verres d'un vin amer et froid, que le maître de la maison ne manquait jamais de vanter en en faisant l'histoire. Ce qu'il y avait de plus plaisant, c'était la dévotion de nos *cruches*, qui perdaient la parole plutôt que le manger. Trogoff, le bavard Trogoff, avait bouche close ou plutôt bouche pleine. J'en fis la remarque à Alexis et lui dis avec le sérieux que tu me connais : « C'est ici que les *cruches* s'emplissent. » Ce mot nous fit perdre contenance. Nous ne vîmes plus qu'une grande table entourée de cruches prêtes à tout engouffrer, et Alexis fit là-dessus tant de lazzis, il arrangea nos convives si plaisamment, que nous nous mîmes à faire des rires indécents. Heureusement que nous étions à un coin de la table et qu'on ne faisait guère attention à nous. Au milieu de toutes nos folies, nous tombions souvent sur des sujets très sérieux, car Alexis est de ces esprits qui ne sont fermés à rien et avec qui l'on peut tout hasarder. Il est charmant; je ne crois pas qu'on puisse être plus aimable. J'en ai été bien content aujourd'hui, sérieusement content. Il a bien de la chaleur en amitié; il est toujours au-dessus de lui-même (je veux dire qu'il s'oublie pour les autres). On pourrait dire qu'il aime en chrétien. Il ne manque jamais une occasion de me faire valoir. Tu ne saurais croire à quel point il me sert ici. J'en ai eu la preuve ce matin; c'est peu de chose, mais cela prouve beaucoup de bienveillance. Voici le fait. Nous eûmes hier une alerte, comme il y en a tous les jours en temps de guerre. A 7 heures du soir, on vient nous dire que la garnison de Metz a fait une sortie et que les Français sont à deux lieues d'ici. Voilà tout le monde en alarme, Monsieur qu'on veut faire partir, des femmes qui ne pensent qu'à fuir, enfin un désordre affreux. Au bout de deux heures, on vient dire que la nouvelle était fausse et tout le monde va se coucher. On parlait ce matin de cette

alerte et M. de Damas nous dit que dans le premier moment il avait songé à envoyer trois des nôtres en reconnaissance sur la route de Metz, et, se tournant vers moi, il ajouta : « Vous en auriez été, car vous savez l'allemand. « Je n'ai dit à personne que je sais l'allemand, puisque je ne le sais pas; c'est Alexis qui, m'ayant entendu baragouiner dans le voyage avec Saumet et causer avec lui sur la littérature allemande, n'avait eu rien de plus pressé que d'aller me recommander à M. de Damas et, ne sachant quel éloge faire de moi, il avait vanté mon allemand. Et de tout comme cela.

Ce mercredi, 6 avril 1814, à minuit.

Je viens de voir finir le plus grand jour de ma vie, un jour que je ne donnerais pas pour tous ceux qui me restent, un jour qui nous assure de glorieux souvenirs dans le passé et de brillants succès dans l'avenir. Nous sommes maintenant ce que j'ai toujours désiré d'être : les restaurateurs de la France, les premiers Français qui aient présenté le mouvement national; nous sommes enfin, non des aventuriers téméraires, mais des hommes hardis et justifiés par le bonheur. C'est ici le cas de dire que le bonheur est l'arme de la Providence mise dans la main des hommes. Mais je veux parler froidement et brièvement. Voici la nouvelle apportée ce soir par un courrier parti de Paris le 2 avril.

Le 31 mars, l'empereur de Russie est entré à Paris, escorté de deux bataillons seulement. A la vérité, il s'était fait précéder par une proclamation admirable ; jamais on ne parla aux peuples un langage plus capable de les relever. Non seulement la puissance de la France est sauvée, mais ses vertus lui sont rendues, puisque l'on la traite avec tout le respect dû au malheur. Je n'ai pas encore lu cette proclamation, mais voici à peu près ce qu'on m'en a dit : « Après avoir vaincu vos armées, nous venons *sous vos murs* vous demander la paix et le bonheur du monde... » Je pleure en écrivant de si belles paroles. Qui m'aurait dit qu'un siècle d'iniquités enfanterait des hommes capables de parler ainsi aux nations ? Oui, on répare les maux de la Révolution en profitant de ses leçons ; c'était le seul moyen de sauver l'honneur de la France. Mais trêve aux réflexions. Le peuple de Paris a reçu l'empereur de Russie comme un Dieu ; on arrêtait son cheval, on baisait ses bottes, aux cris de : « Vive notre libérateur ! A bas le tyran ! Vive le roi ! » Pendant ce temps-là, le Sénat s'assemblait sous la présidence de M. de Talleyrand, et, après de courtes délibérations, Napoléon Bonaparte a été déclaré déchu du trône et mis hors la loi.

En même temps que cette nouvelle nous arrivait, M. de Bombelles revenait du quartier général de Dijon chargé d'une cocarde blanche que l'empereur d'Autriche lui avait ordonné de remettre à Monsieur. N'est-ce pas enivrant ? Quand avec tout cela on voit la folie du peuple lorrain, quand on entend l'air retentir du son de toutes les cloches de la ville, quand des milliers de pistolets sont tirés à la fois par les fenêtres et que la fureur des pétards obscurcit le ciel le plus pur, je ne sais ce qu'on fait pour ne pas devenir fou. Aussi le suis-je tout à fait. J'oubliais de te dire que le Sénat ne recevra nos princes qu'à des conditions essentiellement *françaises*, c'est-à-dire qu'on veut tracer le plan d'une constitution libérale, et le faire accepter par le roi ; en attendant, M. de Talleyrand est régent. Ne voilà-t-il pas tous nos désirs comblés ? Et le ciel n'a-t-il pas fait pour nous mille fois plus que nous ne méritions ? Cette idée frappe tous les esprits. Rien de plus touchant au monde que tout ce qu'on entend. Des gens qui depuis vingt-trois ans n'avaient pas approché des sacrements s'écrient : « Tous nos malheurs nous sont venus de l'oubli de la religion ; revenons à Dieu : c'est revenir au bonheur ! » Enfin, si je pouvais te dire tout ce que je vois, tout ce que je sens, tu serais enivrée comme moi. M. de Brichanteau, qui n'a pas fait ses Pâques depuis sa première communion, doit communier demain ; Adrien de Laval, qui avait oublié tout cela depuis quinze ans, a communié ce matin ; et toutes ces conversions se font sans étalage, sans éclat, avec dignité et simplicité : c'est une résurrection. Je me crois dans un autre monde et ne puis assez m'étonner de voir tant de vertu et tant d'accord dans un rassemblement d'hommes si étrangers les uns aux autres et qui ont vécu dans des temps de crime et d'impiété ! On ne sait où Dieu tenait caché tous ces trésors ! Depuis l'histoire juive, jamais la Providence ne découvrit ses voies plus clairement aux regards des hommes. Le doigt de Dieu paraît plus visiblement dans l'histoire de ces six derniers mois que dans *Athalie*. Si l'on savait à quoi a tenu notre bonheur et le peu que les hommes y ont fait, qui de nous n'adorerait la suprême bonté ! Nous n'avons qu'elle pour appui ; ce n'est pas de notre côté qu'est la puissance humaine : elle est tout entière chez notre ennemi. Ne le voyons-nous pas depuis trois mois se défendre avec tous les moyens et toutes les ressources du militaire le plus consommé ? Mais que lui servent ses efforts ? Ne vois-tu pas aussi qu'il est trahi dans ses efforts, et que le traître, c'est la Providence qui l'abandonne? Remercions à jamais l'Europe d'avoir offert la paix à ce monstre jusqu'au dernier moment, afin de nous apprendre le peu de part qu'ont les hommes aux grands événements de la terre. Que serions-nous devenus si Bonaparte n'eût

été assez en délire pour refuser les conditions qu'on lui proposait à Châtillon ? Il a renvoyé depuis la rupture du congrès pour le renouer ; on lui a répondu qu'il était trop tard. Maintenant il ne nous reste plus qu'à lui faire la chasse. J'avoue que je ne conçois pas de plus grand bonheur que d'exposer ma vie contre ce monstre, qui vient d'être *proclamé bête féroce* par tout un peuple, car, dégradé du trône, il est moins qu'un homme.

Que je te parle un peu de moi ; car, au milieu de la joie générale, j'ai reçu des témoignages d'intérêts particuliers vraiment bien touchants pour qui oserait s'en croire digne. Le comte Roger de Damas, en entrant chez Monsieur, vient à moi et m'embrasse en disant : « Voilà une heure que je vous cherche. Je vous connais peu, mais vous avez une expression de figure et une réputation qui me donnent le besoin de partager ma joie avec vous. » Un moment après, Mathieu de Montmorency, *que je n'avais jamais vu*, vient à moi et m'embrasse aussi en me disant : « C'est comme cela qu'on fait connaissance avec les hommes tels que vous ; au reste, j'étais l'ami de votre père, et vous lui ressemblez tant que je trouve tout simple de vous embrasser. » — Il a une des plus belles expressions de visage que j'aie vues dans un salon.

Sais-tu ce qui me vaut tout cela? C'est Alexis, et toujours Alexis. Il me met en relations avec tout le monde ; il donne à tous l'envie de me connaître ; enfin, on dirait qu'il n'a d'autre affaire que de me faire valoir. Il a fait un trait ce soir que je n'oublierai de ma vie. A peine m'aperçut-il dans la foule qu'il m'appelle et me dit : « Adrien va être envoyé à l'empereur d'Autriche, de là à l'empereur de Russie et à Paris. Il me prend pour aide de camp ; il faut qu'il vous prenne en second. Vous sentez l'intérêt d'une pareille mission ; mais j'ai résolu de n'y point prendre part sans vous. » Là-dessus, sans attendre ma réponse, il me traîne vers Adrien de Laval, dit notre affaire, déclare qu'il ne veut rien sans moi et qu'il faut qu'Adrien m'obtienne la permission de l'accompagner. Adrien promet de faire ce qu'il pourra et les choses en sont là. Demain tout sera décidé ; mais d'une manière ou d'une autre, nous partirons avant deux jours pour Dijon.

Ce jeudi 7 avril, à 9 heures du soir.

La journée a été enivrante. C'est tout ce que je puis te dire dans le désordre où je suis. Un *Te Deum* a été chanté à 9 heures du matin. — Le premier *Te Deum* où j'ai assisté de ma vie. — La religion, déployant toutes ses pompes pour agrandir ce que le monde a de plus grand, nous a présenté un spectacle qui ne se reverra plus, car chaque jour de bonheur va nous faire perdre ce premier sentiment de joie qui ressemble si fort aux illusions de la jeunesse. Jamais le monde ne m'a paru si beau qu'aujourd'hui. Alexis, qui ne manque jamais une occasion de remarquer ce qui peut être à mon avantage, s'en allait disant partout que personne ne jouissait du bonheur comme moi, parce que depuis dix ans j'avais gardé mes yeux et mes oreilles pour ce grand jour, que j'étais tout neuf et que je lui faisais du bien à voir. Il m'a gâté. J'ai beau le lui dire, il prétend que je suis ingâtable. Nous avons accompagné le prince en grande cérémonie. En sortant de l'église, on a reçu un courrier du Sénat. La Révolution s'est faite à Paris d'une manière bien honorable pour la France. Nous avons encore une patrie ; on peut se dire Français avec orgueil, quand on voit le respect avec lequel les potentats de l'Europe ont traité notre peuple. L'empereur de Russie est un homme admirable. Quelles grandes idées, quels nobles sentiments? Tu liras sans doute *Le Moniteur* et les proclamations au peuple français par le conseil municipal ; elles sont d'une force étonnante.

Je n'ai qu'une minute ; je pars dans une heure pour porter des dépêches au camp devant Phalsbourg. Je ne sais quand je serai de retour et pourrai t'écrire. Bonaparte est mis hors la loi ; on a détaillé tous ses crimes. Après quinze ans de mensonge, la voix de la vérité s'élève de toutes parts. Bonaparte sera achevé dans peu de temps, mais je ne vois pas encore tout bien établi. Bien des nuages sont à l'horizon. J'ai toujours des pressentiments sinistres. *les cruches! les cruches!*

Adieu, je t'écris chez M. le comte d'Escars et ne puis pas ajouter un mot de plus.

Nancy, ce samedi 9 avril à minuit.

Au reste, voilà nos maux finis. Les nouvelles d'hier sont étourdissantes. J'hésite à t'en parler, car tu les recevras avant cette lettre, et je ne connais pas de langage qui soit à la hauteur de pareils événements. J'en suis abasourdi. Je n'aurais jamais cru qu'un pareil bonheur me ferait si peu d'effet. J'ai l'âme fatiguée pour la joie ; il y a cette différence entre le bien et le mal, que plus on attend l'un et moins on en jouit, et plus on prévoit l'autre, mieux on le sent quand il arrive. On pourrait là-dessus baser un petit calcul, dont le résultat serait que la somme du mal l'emporte sur celle du bien ; mais, quand cela serait prouvé, je ne le croirais pas, parce que je sens tout le contraire. Ce qui nous trompe, c'est que nous cherchons le bien où il n'est pas. Les jouissances de la vanité détruisent toutes les autres. Aussi pour définir l'homme heureux, je

dirais que c'est celui qui peut s'humilier sans orgueil, c'est-à-dire celui qui, après avoir repoussé la vanité dans ses derniers retranchements, est enfin parvenu à la chasser de l'humilité. Mais où le trouver? Ce n'est pas en moi. Depuis longtemps je fais la guerre à ma vanité, mais elle use de ruse et se cache jusque dans les reproches que je me fais d'être vain. Je ne connais rien de si humiliant que la vanité. Mais je crois que le meilleur moyen d'en guérir, c'est de ne pas parler de soi. Aussi bien, nous avons de si grands sujets à traiter que c'est le cas de s'oublier ou jamais. Enfin Bonaparte est aux yeux du monde ce qu'il était aux miens depuis longtemps: un homme aussi indigne de mourir que de vivre. Je n'ai pas de verve ce soir pour en parler. Voilà le résultat de deux nuits sans sommeil. Et puis soyez fier encore d'être homme! Dix ans de souffrance sont réparés, vous êtes au comble de vos vœux, mais vingt-quatre heures de sommeil vous manquent pour en jouir, et vous parlez et vous sentez comme une bête.

La révolution est complète dans ce pays. Il est arrivé ce matin une malle de Paris; les communications sont rouvertes; la paix se fera bientôt et tout va rentrer dans l'ordre accoutumé. Bonaparte n'a pas encore pu accoucher de sa mort : il a été pris par ses propres troupes à Fontainebleau; on dit qu'il leur avait offert le pillage de Paris, et que c'est là ce qui les avait révoltées. Il pleure, il prie. Quelle honte pour la France d'avoir tremblé douze ans sous un tel maître. Je vois dans cet homme le reflet de toutes les âmes basses qui l'entourent : il est l'écume de la France. Jamais souverain, en paraissant gouverner les autres, ne fut lui-même plus esclave des hommes qui le servaient. On l'a fait ce qu'il est; nous étions le seul moule propre à former ce monstre..... Et le mal, le grand mal, c'est que la France n'est plus même capable d'entendre ces vérités. Il faut ménager son orgueil. De l'orgueil dans un peuple de valets!.... Je ne sache pas qu'il soit plus beau d'être valet de bourreau que valet d'antichambre : voilà cependant les deux classes qui renferment tout ce qu'il y a de Français.

Une chose aussi affligeante qu'effrayante c'est que le peuple, tout en se félicitant de sa délivrance, reste dans une indifférence approchant de la stupidité. Nous sommes libres comme des oiseaux qu'on met dehors après leur avoir coupé les ailes. Quoi de plus triste que de voir une nation, où se passe le plus grand événement de l'histoire, rester froide spectatrice de la scène que le monde vient de jouer chez elle. Nous sommes aujourd'hui des Persans et non des Français. Remporterai-je de tout ceci la désolante expérience que le peuple n'est rien, absolument rien et qu'une nation se compose de cent familles, qui, en héritant du droit de commander, accaparent encore celui de penser, de sentir, d'être homme, enfin!... Ah! si j'étais prince, je ne voudrais pas commander à des brutes et je dédaignerais une autorité fondée sur l'ignorance. Qu'on éclaire le peuple par la religion, et les *lumières* ne seront plus dangereuses. D'ailleurs, s'il était bien prouvé qu'une nation pensante ne peut avoir de roi, j'abdiquerais plutôt que de priver des milliers d'hommes des avantages de l'esprit. Mais voici des chimères de 92. N'est-ce pas? Cependant, si elles se réalisaient qu'en dirais-tu? Si l'on nous donnait une constitution anglo-française? J'ai vu Alexis pleurer à cette idée...

... Il faut partir pour Paris, quand ce ne serait que par curiosité. Je verrai comment on s'y prend pour faire un roi, et c'est là peut-être que les événements et une foule de petites circonstances qui ne se préparent pas plus qu'elles ne s'évitent m'apprendront ce que je dois faire de moi. Quand à l'état militaire, je n'ai nulle envie d'en faire l'affaire de ma vie. Nous allons avoir une longue paix et si le ciel dans sa colère nous réserve encore des guerres, elles seront de nature à réveiller assez d'enthousiasme pour suppléer à l'habitude du métier (je parle des guerres civiles). Que faire donc? Voici mon projet, si ce que je vais voir à Paris ne le dérange pas. Je me retirerai de toute affaire publique pour me mettre à l'école pendant cinq ou six ans. Je sens le besoin d'être propre à quelque chose. Je ne saurais te dire combien ma nullité me pèse et m'humilie. Je me trouve au-dessous de tous, et cependant j'ai plus d'esprit que plusieurs. Je voyagerai en Allemagne, où je ne m'occuperai que d'études, et quand j'aurai donné des bases aux idées qui me sont venues je ne sais d'où et qui se promènent dans ma tête sans tenir à rien, je rentrerai dans le monde pour y travailler au bonheur de mon pays. J'ai perdu les plus belles années de ma vie; j'en dois payer la peine. La perte du temps entraine des punitions éternelles. Bien heureux ceux qui se punissent dès ce monde. Le difficile pour exécuter mon projet, c'est de trouver quelque bonne raison à donner au monde. Mais, après tout ce que j'ai vu ici, je ne tiens qu'à l'opinion d'Alexis et je m'expliquerai clairement avec lui. Pour les autres, ils penseront de moi ce qu'ils voudront ou ce qu'ils pourront, car ils ne sont pas forts pour deviner les hommes.

Quelle *cruche* que ce Trogoff! J'ai voyagé avec lui tout un jour. Quelles opinions, quelle tête rétrécie! Et cependant de l'esprit! Il ne voit partout que de la canaille : il faut couper les oreilles à l'une, fouetter celle-ci, marquer celle-là, et puis *l'ancien régime tout pur*. Nous serions bien lotis. C'était bien la

peine d'aller à l'école pendant vingt-cinq ans. C'est que les *cruches* n'y ont pas été. Nous appelons Trogoff *la cruche du Mercure*, car il en est plein. Je n'ai rien vu d'aussi dégoûtant. C'est lui qui m'emmène à Paris; il me donne une place dans sa voiture. Les grands événements ont cela d'admirable qu'ils facilitent toutes les petites choses. « Voulez-vous une voiture? En voilà. Un cheval? Prenez le mien. De l'argent? Tenez. » Je n'entends que cela perpétuellement. Si je voulais cent louis tout à l'heure, je les trouverais. Avant-hier, j'ai eu un cabriolet en un quart d'heure pour m'en aller en poste à Phalsbourg. C'est vraiment enivrant. Le monde est une belle chose pour ceux qui y sont acteurs. On se croit l'ami de tout le monde; je n'avais pas l'idée de cela. Mande cette découverte à Koreff, dont la lettre, que tu m'as copiée, m'a fait grand plaisir. Je ne puis lui répondre, mais dis-lui que je le ferai aussitôt que j'aurai la faculté de penser. Je te fais de longues lettres à toi, parce que je t'écris dans la fièvre, et puis c'est pour trois...

... Les petits polissons demandent l'aumône sur les grands chemins en chantant : *Trempe ton pain, Marie, trempe ton pain dans l'eau claire.* Pauvre peuple, qui joue avec les princes comme avec des bêtes curieuses, ton abrutissement me fait un mal que je ne saurais dire. C'est un aveugle à qui je voudrais toujours crier de voir clair. Monsieur nous disait l'autre jour que c'était fort inutile au peuple et que les Russes étaient le peuple le plus heureux de la terre. J'ai regardé Alexis et le sang m'est monté au visage. J'ai répondu que nous ne changerions pas nos misères contre leur bonheur. Pour réparer cette impertinence, il eût fallu ajouter que ce n'était plus le temps de désirer autre chose que d'être Français. Je ne sais si j'ai dit cela. Adieu, je bavarde comme un homme qui ne dit pas ce qu'il veut et qui tourne autour de ses idées. Si j'avais été en train, j'en aurais plus mis dans une page que dans ce volume. M. de Chateaubriand a écrit quelque chose sur les Bourbons. Je n'ai pas pu l'avoir. Adieu encore une fois. J'ai un peu peur de la scène où je vais entrer à Paris; mais rester ici me paraîtrait la mort.

Nancy, ce dimanche 10 avril 1814,
jour de Pâques à midi.

Je t'ai écrit hier jusqu'à 4 heures du matin, aujourd'hui je me suis levé à 7, ce qui fait trois heures de lit. Je n'ai qu'une minute, je pars à 3 heures avec Trogoff. Mes chevaux suivent les siens. Je serais à Paris dans deux jours, mais peut-être ne recevras-tu pas de lettres de longtemps : les postes sont très irrégulières. Au reste, tu peux être tranquille, il n'y a pas de partisans de ce côté-là. D'ailleurs, tout est fini; on ne croit plus à Bonaparte. Mais ce qui m'effraie au-delà de toute expression, c'est l'indifférence de ce peuple-ci : je me crois à Ispahan, quand je songe à ce qui se passe en France et que je vois le sommeil des Français. Cela fait frémir, car on peut tout faire d'un peuple qui ne tient à rien. Quoi, après quinze ans de tyrannie et vingt-cinq de folie, après avoir parcouru le cercle de tous les gouvernements possibles, nous reprenons pour souverains les princes qui nous ont gouverné pendant plus de huit siècles, qui nous élevèrent à un haut degré de gloire, et nous les reprenons sans élan, sans enthousiasme; nous n'avons pas même la joie d'un malade à qui l'on vient de couper un membre gangrené... C'est le cœur qui l'est chez nous. Oh! France! oh! France, où trouver tes enfants? Tu renais de tes ruines, mais des ruines vivantes te cachent encore à mes yeux. Je ne vois d'un côté que sottise et égoïsme, de l'autre qu'indifférence. A Paris, je verrai de l'ambition et de l'orgueil. Notre parti est soutenu par de telles cruches que j'en rougis. Quand j'entends annoncer quelque part un chevalier de Saint-Louis et *une femme de qualité*, je suis toujours tenté de prendre mes jambes à mon cou. Ils ne voient partout que de *la canaille*, que de *petites gens*, que *des femmes de rien*. Enfin, c'est Sottenville, et moi je suis George Dandin associé à cette clique qui me convient si peu. On a beau crier contre le Sénat et le Corps législatif, je les bénis : ils nous sauvent du règne de la bêtise, le pire de tous dans un pays comme la France où l'esprit est tout. Dieu veuille que la nation finisse par se croire quelque chose! Il me semble que l'autorité de nos princes ne peut avoir de garantie tant que leur peuple n'est qu'une machine qui se meut sans savoir pourquoi. Mais peu de gens pensent comme moi là-dessus. Nos cruches sont indignées du Sénat, du gouvernement provisoire, etc. En attendant, Bonaparte est toujours à Fontainebleau dans un avilissement bien humiliant pour le pays qu'il a fait trembler si longtemps. On dit qu'on l'enverra à l'île d'Elbe avec toute sa famille et six millions. Je ne le crois plus dangereux, mais tout peut le devenir avec un peuple comme le nôtre. Quelle légèreté! Maudites soient la fatalité, la faiblesse et la paresse d'esprit! Je te répète, je crois les mêmes choses qu'hier, mais je n'ai pas le temps de relire tout ce fatras; s'il n'a pas le sens commun, tu sauras pourquoi. Je t'en dirai davantage à Paris. Me voilà à la porte des richesses et des honneurs, mais je ne crois pas que j'en passe le seuil...

Mis DE CUSTINE.

Publié par PAUL BONNEFON.

LA FIN DE L'ORDRE DE MALTE [1]

L'île de Malte occupe dans la Méditerranée une position militaire incomparable. A mi-chemin entre la Sicile et la côte d'Afrique, à peu près à égale distance de Gibraltar, d'Alexandrie et de Constantinople, elle permet à ceux qui la possèdent de surveiller et de dominer toutes les côtes de la Méditerranée. Cette île, ainsi que ses dépendances, les îlots de Gozzo et de Camino, appartenait, depuis le xvie siècle, aux chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem qui, chassés de Rhodes par les Turcs, s'étaient réfugiés dans cette inexpugnable citadelle, que leur céda en toute propriété l'empereur Charles-Quint. Les nouveaux chevaliers se rendirent bientôt redoutables. Non seulement ils protégeaient contre les corsaires ottomans les navires chrétiens, mais encore passaient souvent de la défensive à l'offensive, et n'hésitaient pas à reporter dans les mers orientales la terreur que les Turcs avaient si longtemps fait régner dans le bassin antérieur de la Méditerranée. Exaspéré par les pertes continuelles que faisait subir à sa marine l'héroïsme des Chevaliers, le sultan Soliman jura de perdre Malte et l'assiégea avec des forces colossales. Les chevaliers résistèrent courageusement sous la conduite de leur grand-maître, le Français La Valette, et forcèrent les Turcs à se rembarquer honteusement. Cette grande victoire consolida leur établissement. Du xvie au xviiie siècle, nul ne songea à les attaquer sur leur imprenable rocher, et ils purent en toute sécurité continuer leurs courses, leurs caravanes, comme ils disaient, contre les infidèles.

A la fin du xviiie siècle, l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem possédait toujours l'île de Malte, et, en apparence, rien n'était changé à sa situation. En réalité, il était en pleine décadence, et incapable de résister à une attaque bien combinée. Il y avait plusieurs causes à cette décadence. Tout d'abord le refroidissement de l'ardeur guerrière. Depuis que les Turcs avaient cessé d'être redoutables, les Chevaliers ne les considéraient plus comme des ennemis perpétuels. S'ils montaient encore sur leurs galères et parcouraient la Méditerranée, ce n'était plus contre les infidèles ni dans les mers fréquentées par la marine ottomane. Au mépris de leurs statuts, ils débarquaient dans les principaux ports d'Italie ou d'Espagne, en ayant soin de choisir les villes de plaisir, et y dépensaient gaiement les revenus de l'Ordre. On se faisait alors recevoir Chevalier de Malte, non plus par conviction religieuse, et avec l'espoir de frapper quelque coup d'éclat contre les infidèles, mais par désœuvrement ou plutôt par amour du plaisir. L'Ordre était devenu une école, non plus de vertus guerrières, mais d'immoralité.

Cet affaiblissement de l'esprit militaire, qui jadis avait fait la grandeur de Malte entraîna, en effet, comme conséquence immédiate, le luxe et par suite la corruption et les vices. Malgré le vœu de chasteté qu'ils prononçaient en entrant dans l'Ordre, les Chevaliers poussaient la galanterie au-delà de toutes les limites permises. Les aventures scandaleuses dont ils étaient les tristes héros défrayèrent souvent la chronique du temps, et les Maltais, corrompus par leur exemple, devinrent bientôt la population la plus immorale de la Méditerranée.

Une troisième cause de décadence fut la ruine presque absolue de leurs finances. L'île de Malte est par elle-même très pauvre. Elle ne peut suffire aux besoins de ses habitants. Ce n'est que par des merveilles d'industrie et de persévérance qu'ils ont réussi à arracher quelques maigres productions au sol rocailleux. Dès les premiers jours, les Chevaliers seraient morts de faim sur leur stérile rocher, si les puissances catholiques n'étaient venues à leur aide. En France, en Espagne, en Italie, en Autriche, en Bavière, jusqu'en Pologne, ils possédaient de nombreuses propriétés, des commanderies, dont les revenus suffisaient à leurs besoins. Ces revenus (1) s'élevaient, en 1788, à la somme de 3.156.719 fr., et les dépenses n'atteignaient que le chiffre de 2.967.503. Il y avait donc excédent de 189.216 francs. Cette prospérité ne fut pas de longue durée. La Révolution éclata en France et le décret du 19 septembre 1792, rendu par l'Assemblée législative, non seulement prononça la destruction de l'Ordre de Malte en France, mais encore la réunion au domaine de l'État de tous les biens qu'il possédait dans le royaume, c'est-à-dire que l'Ordre fut dépouillé de toutes ses propriétés en France, et qu'il perdit en outre les commanderies situées en Alsace, en Roussillon et en Navarre, dépendantes jadis des langues d'Allemagne et d'Aragon. L'accession du Portugal et de l'Espagne à la coalition formée contre la France obligea ces deux puissances à demander pour la première fois à l'Ordre une contribution qui fut fixée au dixième des revenus. Naples en frappa de plus fortes. Le Piémont fit de même. Enfin le traité de Campo-Formio en cédant à la République Française la rive gauche du Rhin, priva l'Ordre de ses propriétés dans les départements annexés, et la création des républiques Cisalpine, Ligurienne et Helvétique acheva sa ruine en lui enlevant de nombreuses et belles propriétés. Malte, en 1798,

(1) Extrait d'un volume, *La Politique Coloniale en France de 1789 à 1830*, par Paul Gaffarel, qui paraîtra prochainement à la librairie Félix Alcan.

(1) D'Avezac. *Iles de l'Afrique*, p. 152.

avait perdu à peu près les deux tiers de ses revenus, et, pour faire face à des besoins supérieurs, n'avait plus qu'un million au lieu de trois. Aussi le déficit augmentait-il et le crédit des Chevaliers diminuait-il de jour en jour.

Ce n'était rien encore. A ces difficultés matérielles s'ajoutaient les sentiments hostiles que commençaient à nourrir les Maltais contre les Chevaliers. Les insulaires, en effet, n'avaient pas eu à se louer des procédés de l'Ordre à leur égard. Ils avaient été successivement privés de tous leurs droits municipaux. Les Chevaliers avaient usé des manœuvres les plus déloyales pour faire disparaître des Archives publiques les actes attestant l'état-civil, la constitution et les usages de la nation. Les Maltais leur auraient peut-être pardonné ces usurpations, qui étaient compensées par la sécurité matérielle que leur assurait l'Ordre et surtout par les richesses qui affluaient dans l'île, mais ils supportaient impatiemment l'orgueil des Chevaliers qui les regardaient comme d'une nature inférieure à la leur, et ne condescendaient à s'abaisser jusqu'à eux que pour porter le déshonneur dans leurs familles. De là, un mécontentement général qui s'accrut encore par les rigueurs inquisitoriales du gouvernement, les emprisonnements et les exils à partir du jour où éclata la Révolution française. Ce mécontentement s'accentuait chez les Maltais habitants des villes, non pas qu'ils fussent très instruits et très au courant des idées nouvelles et des projets de réforme, car on les surveillait au point de leur défendre, sans une permission expresse de Rome, la lecture de tout ouvrage de philosophie ou d'économie politique, mais ils voyageaient, ils établissaient des comparaisons, et commençaient à parler de droits et de réformes. Les habitants de la campagne, au contraire, sobres, laborieux, dociles, entretenus par un clergé fanatique dans l'horreur systématique des temps nouveaux, restaient attachés à l'Ordre, et ne voulaient pas entendre parler des idées et des principes français. Il y avait donc à Malte deux partis : les citadins qui aspiraient au changement, et les campagnards qui, soutenus par les Chevaliers, ne désiraient que le *statu quo*, c'est-à-dire que la guerre civile était menaçante et que cette cause de faiblesse s'ajoutait à toutes les autres.

Telle était la situation de l'Ordre de Malte en 1798. Décadence militaire, corruption profonde, ruine financière, désaffection des insulaires, certes il n'en fallait pas tant pour ébranler un État encore plus fortement constitué que l'était la République chrétienne de Malte. Si du moins l'Ordre avait eu à sa tête un homme capable d'empêcher ou d'arrêter cette décadence ; mais le grand-maître Ferdinand de Hompesch n'était ni un héros, ni même un brave. Ministre de l'Autriche à Malte, il avait ouvertement acheté les voix à la mort de son prédécesseur Rohan. Il était, il est vrai, très homme du monde, et il était parvenu à cacher sa nullité sous les dehors d'une extrême urbanité, mais, pour s'opposer à la fièvre d'innovation qui travaillait alors les esprits, les qualités aimables n'étaient plus de mise. Hompesch aurait peut-être convenu comme grand-maître aux temps où l'Ordre était prospère, mais en 1798, il allait piteusement jouer son rôle, et le successeur des Lisle-Adam et des La Valette était destiné à d'humiliantes aventures.

Il n'y avait pas à se dissimuler que l'Ordre devenait de plus en plus précaire, et que déjà les imposantes fortifications de Malte et la sécurité de son port attiraient l'attention ou excitaient les convoitises des puissances chrétiennes. L'Espagne avait un instant songé à faire élire comme grand-maître Manuel Godoï, le futur prince de la Paix, et elle n'oubliait pas ses droits de suzeraineté. Le roi de Naples les oubliait encore moins et, comme il n'ignorait pas la faiblesse de Hompesch, il intriguait auprès du clergé maltais afin de se faire des partisans. L'Autriche qui a toujours désiré devenir puissance maritime, et qui venait d'obtenir, par le traité de Campio-Formio, la plus grande partie du territoire vénitien, s'élançait déjà dans ses ambitieuses espérances bien au delà de l'Adriatique. L'élection de Hompesch, sujet autrichien, avait été pour elle un coup de fortune, et déjà de nombreux agents promettaient aux Maltais monts et merveilles, s'ils voulaient échanger la souveraineté de l'Ordre contre la protection de l'Autriche. L'Angleterre s'était avancée plus encore. Elle avait proposé au grand-maître Rohan, le prédécesseur de Hompesch, de lui acheter un des ports de l'île. Moyennant cette cession, elle l'indemniserait de toutes les pertes que lui avait fait subir la Révolution. Rohan avait refusé, mais l'Angleterre, qui connaissait le prix du temps et l'importance de l'occasion, n'avait pas renoncé à ses projets, et, sous prétexte de surveiller les escadres françaises de la Méditerranée, les vaisseaux anglais croisaient dans les environs de l'île. Pas plus que l'Angleterre, la Russie n'avait pas caché son désir de s'emparer de Malte. Les czars comprenaient d'instinct que la partie suprême entre chrétiens et musulmans se jouerait dans la Méditerranée, et ils ne voulaient pas être pris au dépourvu lors du futur partage de l'empire ottoman. Dès le commencement du siècle, et sous prétexte d'ouvrir des relations avec l'Ordre, Pierre le Grand avait déjà envoyé à Malte un ambassadeur, qui n'était qu'un agent déguisé. Ses successeurs, bien que de religion orthodoxe, donnèrent aux chevaliers de grandes propriétés. Paul Ier, par ukase du 15 jan-

vier 1797, venait même de créer une langue russe, et avait obtenu que l'Ordre s'ouvrît à ses coréligionnaires. Ces habiles ménagements avaient en parti réussi, et la Russie comptait à Malte de nombreux amis.

Aux injonctions espagnoles ou portugaises, aux menaces napolitaines, aux convoitises russes ou anglaises, aux intrigues autrichiennes que pouvait opposer le grand-maître? Rien que la patience et le temps! Or voici qu'un nouvel acteur allait entrer en scène et dénouer la situation à coups de canon.

Bonaparte s'était toujours occupé des affaires orientales. La position de Malte avait de bonne heure attiré son attention. Dans sa Correspondance le nom de Malte est d'abord jeté comme au hasard. Il reparaît ensuite, mais avec plus d'insistance. On démontre bientôt les avantages de l'annexion, on en cherche les voies et moyens : on finit par proposer la conquête. Dès le 26 mai 1797, Bonaparte écrivait (1) au Directoire :

« L'île de Malte est pour nous d'un intérêt majeur. Il n'y a plus d'Anglais dans la Méditerranée. Pourquoi notre flotte ou celle d'Espagne, avant de se rendre dans l'Océan, ne passerait-elle pas à La Valette pour s'en emparer? Les Chevaliers ne sont que 500 et le régiment de l'Ordre n'est que de 600 hommes. Si nous ne prenons pas ce moyen, Malte tombera au pouvoir du roi de Naples. Cette petite île n'a pas de prix pour nous. »

Quelques jours plus tard il envoyait à Malte un alerte et peu scrupuleux négociateur, Poussielgue, sous le prétexte d'inspecter les échelles du Levant, mais en réalité pour se ménager des intelligences dans la place (12 novembre 1797). On soupçonnait à Malte les intentions de Poussielgue. Quelques Chevaliers voulaient même s'opposer à son débarquement, et parlaient de le jeter à la mer s'il réussissait à aborder, mais d'autres se portèrent ses défenseurs et menacèrent de représailles. Hompesch, qui devait son élévation aux promesses secrètes qu'il avait faites à tous les partis, continua son rôle de duplicité. Il reçut Poussielgue avec honneur, mais le fit surveiller par des agents, qui accomplirent leur mandat avec une égale mauvaise foi.

Pendant que Poussielgue remplissait sa mission, Bonaparte pressait le Directoire de lui donner les moyens d'agir. Le 13 septembre 1797, il écrivait de Passariano (2) à Talleyrand :

« Pourquoi ne nous emparerions-nous pas de l'île de Malte? L'amiral Brueys pourrait très bien mouiller là et s'en emparer... Les habitants, qui se montent à plus de cent mille, sont très portés pour nous et fort dégoûtés de leurs Chevaliers qui ne peuvent plus vivre et meurent de faim. Je leur ai fait exprès confisquer tous leurs biens en Italie. Avec l'île de Saint-Pierre que nous a cédée le roi de Sardaigne, Malte, Corfou, etc., nous serons maîtres de toute la Méditerranée. »

Il est certain que les Maltais étaient plus favorablement disposés pour la France que pour toute autre nation. Dès le mois de mai 1793 trois frégates françaises, *l'Artémise*, *La Diane* et *La Justice*, avaient mouillé à Malte et leur présence dans le port avait excité une telle fermentation qu'un grand nombre de jeunes gens s'échappèrent de l'île et passèrent à bord des navires français. Le conseil de l'Ordre, afin de punir les Maltais de leurs sympathies françaises et en même temps afin d'arrêter la propagande révolutionnaire, redoubla de surveillance et de sévérité; mais il ne put empêcher la formation d'une société secrète, celle des Jacobins, à laquelle s'affilièrent peu à peu les principaux Maltais. Quelques Chevaliers se laissèrent même gagner par les opinions nouvelles, et osèrent parler de réformes. N'y eut-il pas jusqu'à un ex-capucin, Zamnit, qui, dans un écrit passionné, démontra la nécessité d'enlever Malte aux Chevaliers! Bonaparte était très au courant de ces sourdes menées : aussi insista-t-il auprès du Directoire, et finit-t-il par obtenir de lu la permission sinon d'occuper Malte, au moins de la réduire à l'impuissance (1).

Hompesch connaissait ces projets. Quels moyens de précaution prenait-il contre cet orage que les moins clairvoyants voyaient se former à l'horizon? Le grand-maître affectait la confiance la plus absolue, et, au lieu de mettre la place en état de défense, ne songeait qu'à des mesures d'intérêt local, par exemple à faire transporter, à grand fracas, dans un nouveau palais qui venait d'être achevé, les livres jusqu'alors disséminés dans les hôpitaux. A tous les avis officieux qu'on lui donnait sur les armements de la France et la prodigieuse activité qui régnait dans nos ports de la Méditerranée. « Je sais tout », répondait-il avec un admirable sang-froid et il continuait à s'endormir dans une coupable indifférence. Servait-il, comme on l'a prétendu, les intérêts de l'Autriche qui nous aurait promis Malte pour prix de l'Istrie et de la Dalmatie, ou bien avait-il simplement signé avec la France une convention secrète, dont il ne rougit pas de se faire l'exécuteur? Ce qui nous porterait à le croire c'est sa sécurité feinte au moment du danger et son inaction ; c'est aussi l'impatience qui perçait dans toutes ses actions, et son désir d'en finir au plus vite. Ce qui le préoccupera, ce ne sont pas les intérêts de l'Ordre, c'est sa fortune personnelle. Aussi ne gagnera-t-il à cette inertie que les dédains de Bonaparte et les mépris de l'histoire.

(*A suivre*). PAUL GAFFAREL.

(1) *Correspondance de Napoléon*, t. III, p. 66.
(2) *Id.*, t. III, p. 233.

(1) Voir les instructions du Directoire 12 avril 1798. *Corresp.*, IV, 52-54.

MARAT CHEZ LE COMTE D'ARTOIS

Nommé médecin des gardes du corps du comte d'Artois, le 24 juin 1777, Marat fit partie de la maison de ce prince jusqu'en 1783 ou 1784, c'est-à-dire pendant sept années environ. Cette période de sa vie est marquée surtout par des recherches scientifiques et par la publication d'une série d'ouvrages de médecine et de physique.

A vrai dire, il semble bien que le comte d'Artois ait considéré Marat comme une sorte d'homme de confiance et qu'il l'ait mêlé parfois à des pourparlers très délicats. Voici, par exemple, une lettre écrite par Marat à M. Beugnet, intendant des finances du comte d'Artois, le 14 août 1778. Elle a évidemment trait à quelque négociation dont le but était de faire cesser des attaques de presse.

« Vous êtes un grand négociateur, mon cher Beugnet; voilà déjà que Caqué nous trompe, et qu'il continue plus fort que jamais ses invectives impertinentes. M. de Moncrif vous l'a dit ce matin, et vous avez oublié de m'en parler. Je vous avoue que je regrette bien notre argent si mal employé, et que je voudrais pour beaucoup que vous ne lui eussiez encore rien payé. Il faudra pourtant que nous prenions un parti sur cela.

« Bonjour, mon cher Beugnet. Je crois qu'il me faudra du canon de quarante-huit pour faire ces affaires de M. le comte d'Artois.

« Je vous envoie les douze cents francs.

« MARAT. »

Entre 1779 et 1783, l'existence de Marat ne paraît guère avoir été troublée que par des polémiques scientifiques, d'ailleurs fort vives. Il avait contre lui la plupart des savants officiels et des membres de l'Académie des Sciences. Ses découvertes sur la lumière, sur le feu, sur l'électricité, avaient soulevé contre lui une hostilité systématique, tantôt ouverte, tantôt sournoise. Le plus violent de ces incidents mit Marat aux prises avec un homme dont on retrouve le nom jusque dans l'histoire littéraire du XIXe siècle : le physicien Charles, qui épousa, dans sa vieillesse, celle qui devait être l'Elvire de Lamartine.

Charles avait montré contre Marat un acharnement particulier. On raconte même qu'à la suite d'attaques publiques de la part de Charles, en mars 1783, un duel aurait eu lieu entre les deux savants. La question de savoir si ce duel a réellement eu lieu a été très controversée, et aucun des biographes de Marat n'a pu la résoudre avec précision. La correspondance de Marat vient ici à notre aide et nous donne la clef de l'énigme (1).

On connaissait une lettre menaçante adressée par Marat à Charles, et qui semble bien être le prélude d'un duel. En voici le texte :

« Quoique vous m'ayez donné lieu de suspecter vos principes, Monsieur, je ne vous crois pas assez lâche pour manquer à votre parole d'honneur que vous m'avez engagée tant de fois. Vous trouverez en moi un ennemi généreux qui rougirait de surprendre son adversaire et de vouloir tirer avantage de sa supériorité. Pour vous en convaincre, ayez un témoin, j'en aurai un autre. Le porteur vous dira le reste.

« MARAT.

« Ce dimanche, à deux heures. »

Mais cette lettre ne suffisait point à indiquer la conclusion réelle de l'incident. Cette conclusion, c'est une autre lettre de Marat, encore inédite, qui nous la fait connaître. Elle est adressée à M. Lenoir, lieutenant de police, qui s'était interposé, peut-être par ordre supérieur, entre les deux adversaires. La lettre de Marat laisse nettement entendre que cette intervention n'avait pas été vaine, qu'il avait consenti à « faire le sacrifice de son ressentiment », et que l'affaire se termina de la façon la plus pacifique. Voici en effet ce qu'il écrivait à M. Lenoir :

« Monsieur,

« Je me suis présenté à votre porte à l'heure indiquée par M. de Sessart. Le suisse m'a répondu que M. Lenoir était malade et ne recevait personne. Lui ayant observé que j'étais attendu, il a regardé la liste et n'y a pas trouvé mon nom, et m'a refusé l'entrée.

« Vous savez, Monsieur, l'outrage que j'ai reçu dans la maison de M. Charles. Quelqu'indigne qu'il doive paraître à un homme d'honneur, j'allai vous faire le sacrifice de mon ressentiment. J'attendrai donc de nouveaux ordres de votre part, et je m'empresserai d'aller vous présenter l'hommage des sentiments de respect et d'attachement que je partage avec le public et avec lesquels j'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

MARAT,

« Médecin des gardes du corps de Mgr le comte d'Artois,

« Ce mercredi, à deux heures. »

Peu après cet incident, en juin 1783, Marat engagea avec Roume de Saint-Laurent les pourparlers relatifs à la direction de l'Académie des

(1) Dans une lettre inédite de l'abbé Bertholon, adressée à un membre de l'Académie d'Arras, Antoine Buissart, lettre qui fait partie de la collection de M. Victor Barbier, à Arras, et qui est datée du 25 mars 1783, on trouve une allusion à cet incident : « Un professeur de Paris, dans une de ses leçons, s'était moqué de lui (Marat). Marat est allé chez lui lui présenter le duel; sur le refus, Marat tire son épée. Le professeur le désarme, la casse et le meurtrit à coups de poing. L'affaire a été dénoncée à la police par le professeur ; je tiens l'histoire, qui est publique, du professeur lui-même ; il a dans son cabinet l'épée brisée. Le lieutenant de police a vigoureusement tancé Marat. »

sciences de Madrid (1). Après l'échec définitif de ces pourparlers, en février 1784, aucun document ne nous permet d'affirmer que Marat fît encore partie de la maison du comte d'Artois. Les circonstances et la date de sa démission sont demeurées assez obscures. Sur la foi de l'*Almanach royal*, qui ne cesse qu'en 1787 de mentionner Marat comme médecin des gardes du corps du comte d'Artois, Chèvremont estime que ce fut en 1786 qu'il se déchargea de ces fonctions (2). En réalité, ce fut à une époque bien antérieure.

En 1785, Marat adresse au prévôt des marchands une pétition qui porte ce titre : *Mémoire pour être déchargé de la capitation en qualité d'étranger.* Il y est dit notamment : « Il y a même fort longtemps que, ses affaires le rappelant à Londres, il (Marat) a remis son brevet (de médecin des gardes du comte d'Artois). Ainsi, n'exerçant aucun état, il doit être considéré comme tout autre étranger voyageant pour s'instruire. » A la date, plus précise, du 25 mai 1785, Marat renouvelle ses démarches par la lettre suivante :

« Monsieur,

« En me présentant hier matin à un de vos bureaux, j'ai appris que vous n'aviez pas encore fait droit à ma demande, faute d'un examen suffisant. Je n'en ai pas été surpris, connaissant par la voix publique cette sagesse mesurée qui caractérise en vous le magistrat intègre.

« Mais, Monsieur, personne n'est plus en état que moi d'éclairer votre justice. Ma demande est fondée sur ma qualité d'étranger et mon état d'homme de lettres. Au premier égard, mon extrait de baptême fait foi. Au dernier égard, il suffit de jeter les yeux sur les ouvrages que j'ai donnés au public depuis mon arrivée en France, et dont j'ai l'honneur de vous faire hommage, pour sentir que leur composition a demandé tout mon loisir, et qu'elle m'a coûté de fortes sommes.

« Les sciences, Monsieur, ne vous sont sans doute pas plus étrangères que les belles-lettres et les beaux-arts : si vous saviez un seul de ces ouvrages, vous reconnaîtriez aux recherches dont ils sont remplis qu'ils ont dû absorber tout mon temps et prendre même sur mon repos. Et si vous prenez la peine de suivre les dates de leur publication, vous verrez que tant que j'ai eu le titre de médecin des gardes d'Artois, j'ai été livré à la retraite du cabinet, comme j'y ai été livré depuis que j'ai renoncé à ce titre, car il ne se trouve plus dans mes deux derniers ouvrages.

« Il est juste que je ne sois pas imposé à la capitation, puisque je suis dans le cas de tous les étrangers qui voyagent et dépensent pour s'instruire. Au reste, Monsieur, il en coûte infiniment à ma délicatesse de vous faire une pareille demande, et je n'aurais pu m'y déterminer si la mauvaise foi de ceux qui ont abusé de ma confiance ne m'imposait la plus stricte économie.

« Je connais trop le prix de vos moments pour me rendre plus longtemps opportun. Quelle que soit votre décision, ce sera celle de la justice, et je regarderai comme une faveur la peine que vous voudriez bien prendre de m'en instruire.

« MARAT. » (1).

Ainsi, à la date du 25 mai 1785, Marat déclare avoir abandonné depuis longtemps sa charge de médecin des gardes d'Artois. « Ce titre, dit-il, ne se trouve plus dans mes deux derniers ouvrages. » Les deux derniers ouvrages de Marat à cette époque étaient les *Notions élémentaires d'optique*, et les *Mémoires sur l'électricité médicale*, publiés tous deux en 1784. Ils ne portent, en effet, aucune mention à la suite du nom de Marat. L'ouvrage qui précéda immédiatement les *Notions élémentaires d'optique* a pour titre *Recherches physiques sur l'électricité.* Il parut en 1782, et le nom de l'auteur y est suivi de cette mention : « médecin d'Artois ». C'est donc entre les années 1782 et 1784 que Marat quitta cette charge. Mais un autre document, la lettre de Marat au lieutenant de police, en mars 1783, nous apprend qu'à cette date il l'occupait encore, puisque cette lettre, comme on vient de le voir, est signée : *Marat, médecin des gardes-du-corps de Mgr le comte d'Artois.* Enfin, une indication, tirée encore de la correspondance de Marat, permet de préciser un peu plus la date à laquelle il abandonna le service du comte d'Artois. En juillet 1783, il fait remarquer à Roume de Saint-Laurent qu'il a une charge à la cour de France, dont il pourrait être privé si l'on connaissait ses intentions de passer au service de l'Espagne. Cette charge, c'est évidemment celle de médecin des gardes d'Artois. On peut donc, en dernière analyse, conclure que ce fut dans la seconde partie de 1783, ou tout à fait au début de 1784 qu'il se décida à l'abandonner, soit que ses craintes eussent été justifiées, et que les indiscrétions commises au sujet des pourparlers engagés avec la cour d'Espagne l'eussent obligé à ce départ, soit que sa confiance dans le succès des négociations l'eût naturellement amené à reprendre son indépendance.

Le brevet du successeur de Marat est du 23 avril 1786, ce qui laisse supposer que la place demeura vacante pendant deux années.

CHARLES VELLAY.

(1) V. sur ces pourparlers, *la Revue Bleue* du 13 juillet 1907.

(2) CHÈVREMONT. *Jean-Paul Marat*, tome I, p. 31.

(1) Cette lettre, ignorée de tous les biographes de Marat, n'a été publiée, jusqu'à présent, que dans le catalogue de la Collection F. Dreer (I, p. 416), à Philadelphie.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

Gréard.

Mme P. Bourgain : *Gréard, un moraliste éducateur.* (Préface par Léon Bourgeois.)

Quel grand maître de l'Université il eût fait!

Si la République eût souffert aux côtés du politicien ministre de l'Instruction publique un chef suis de l'Université, magistrat suprême de la hiérarchie, représentant et répondant de la corporation enseignante, avec quel zèle, avec quelle autorité et quelle dignité Gréard n'eût-il pas exercé ces fonctions! Fontanes de la démocratie, on l'imagine, comme l'autre, dévoué au bien public, empressé à servir la France, plus encore que le maître du jour, d'ailleurs souple, point frondeur, bon conseiller, solide et sûr, plus actif et surtout plus expert administrateur que le poète de *La Grèce sauvée* et des *Embellissements de Paris* : avec moins de liant, plus de fermeté, plus de labeur, la même aptitude à rendre à l'État ces « services de littérature » que Sainte-Beuve sut nous faire apprécier, il eût égalé son heureux prédécesseur dans l'art de guider les hommes et de triompher avec élégance des difficultés; il l'eût surpassé en bon vouloir, en dévouement efficace.

A bien des égards le poète Fontanes inaugure une série que le moraliste Gréard semble clore : rappelons-nous le jugement des *Lundis*! « M. de Fontanes représente exactement le type du goût et du talent poétique français dans leur pureté et leur atticisme, sans mélange de rien d'étranger, goût racinien, fénelonien, grec par instants, toutefois bien plus latin que grec d'habitude, grec par Horace, latin du temps d'Auguste, voltairien du siècle de Louis XIV. Je crois pouvoir le dire : celui qui n'aurait pas en lui de quoi sentir ce qu'il y a de délicat, d'exquis et d'à peine marqué dans les meilleurs morceaux de Fontanes, le petit parfum qui en sort, pourrait avoir mille qualités fortes et brillantes, mais il n'aurait pas une certaine finesse légère, laquelle jusqu'ici n'a manqué pourtant à aucun de ceux qui ont excellé à leur tour dans la littérature française. » Eh! eh! quelques-uns de ces traits — sauf, bien entendu, la très légère nuance poétique — se retrouvent en Gréard. On dirait une ébauche, que l'Université va, durant un demi-siècle, développer et renforcer, sans en altérer les lignes essentielles : respect des classiques, esprit purement français, sens de la netteté, de la concision ornée... cela est fondamental; le temps y ajoute une curiosité d'esprit accrue, encore que limitée par le culte sévère de la tradition littéraire, des goûts plus solides : comme Fontanes, Gréard s'inspire du XVIIe plus que du XVIIIe siècle, mais il va plus loin et surtout plus profondément; il est fénelonien, il est, dans la mesure où peut l'être un prosateur, racinien, mais par delà Racine, Port-Royal l'attire : il s'y enferme par la pensée, fait de l'étude de Sainte-Beuve son livre de chevet. Il est grec bien plus que latin, non point par Horace, mais par Plutarque, Platon, Épictète : la frivole sentimentalité du XVIIIe siècle finissant ne le satisfait point; il va au sérieux, s'attache aux problèmes moraux et religieux; les plus fortes lectures ne le rebutent point; il scrute les Pères de l'Église, s'efforce d'extraire des œuvres de saint Paul, de saint Jérôme, de saint Augustin, une moisson d'humaine et éternelle vérité... L'Université de 1850 a autant d'esprit, elle a plus d'âme que celle de 1810. L'Université s'est enrichie : elle remplit sa mission qui est de recueillir, de définir et de vulgariser les traditions éparses de la culture française; elle n'a point cessé d'être elle-même : Fontanes n'eut point renié Gréard : il l'eût aimé de prolonger parmi nous le prestige d'une formation d'esprit, d'habitudes morales et de mœurs courtoises, suprêmement élégantes, harmonieuses... et qui vont se dissoudre — Fontanes-Gréard, un cycle universitaire est clos : ces grâces discrètes, nos mœurs brutales — je le regrette — ne s'en accommodent plus; cette culture humaniste, l'intelligence moderne la goûte encore sans en subir l'ascendant; hâtons-nous de saluer ce passé qui achève de mourir, qui fut cher à beaucoup d'entre nous, et que déjà les jeunes ont cessé de comprendre.

*
* *

Gréard aura été l'un des représentants les plus complets de ces fameuses promotions normaliennes du milieu du XIXe siècle; non qu'il inaugure un mouvement de pensée, comme Taine, ou manifeste une une fièvre d'aventureuse ambition, tel Prévost-Paradol, ou révèle un irrésistible penchant à se répandre dans les Lettres ou la Presse — qu'il est entendu que nous ne confondons point — tels About, Sarcey et quelques autres. Mais il n'est aucune de leurs qualités d'esprit que ses camarades ne lui reconnaissent, harmonieusement développées, cultivées avec la plus heureuse application : Gréard avait eu une enfance docile; ainsi Rollin « l'élève divin »; à l'École, il fit les délices de ses maîtres; l'Université s'admira en lui — Victor Duruy, Jules Simon étaient de bons juges — et approuva cet esprit de mesure et ces vertus morales qui achèvent la physionomie du parfait disciple et du maître excellent : « tu es notre conscience intérieure », lui

écrivait Prévost-Paradol. — Ajoutez cette *autorité* qui ne s'acquiert point, que Gréard possède de naissance, qu'il raisonne et développe au cours de sa carrière : professeur de collège, Gréard est un maître écouté : « ce qui, écrit-il, aux yeux de l'écolier, constitue le maître, c'est la pleine possession de soi-même, le parfait accord de la conduite et du langage, l'esprit d'exactitude et de justice, un judicieux mélange de bienveillance et de fermeté, tout ce fond de qualités graves et aimables sur lequel repose ce qu'on appelle le caractère. Il n'est point de réactions naturelles, pas de conséquences inévitables dont on puisse attendre les effets qu'exercent l'air, l'ascendant, la parole d'un homme ainsi établi dans la conscience des enfants. Comme il donne à la récompense sa valeur, il imprime à la peine sa force moralisatrice. Lui seul est capable d'éveiller dans l'esprit de l'élève le sentiment de la faute commise, ce mécontentement de soi qui est le commencement de la sagesse, d'accomplir en un mot l'œuvre de persuasion qui, suivant une heureuse expression de Rollin, est la vraie fin de l'éducation. » Tel le vrai maître : Gréard s'est peint lui-même. — Cette autorité ne l'abandonne point lorsqu'il entreprend de réformer les méthodes de l'enseignement primaire : instituteurs qu'il stimule et réconforte, commissions municipales, assemblées universitaires qu'il émeut, persuade, entraîne, à tous il inspire une confiance nuancée de respect. Vice-recteur, une tâche plus complexe lui incombe : son autorité s'accroît : elle triomphe dans les conseils où s'élaborent les règlements et les programmes, s'impose aux ministres.., Il n'est pas grand-maître : s'il l'était, son influence serait-elle mieux armée ? Donneur d'avis que l'on ne suit pas toujours, que l'on suit souvent, son office est d'amorcer les réformes et de les aiguiller vers la modération en refrénant les ardeurs indiscrètes.

Et c'est ici que reparaît le normalien, le normalien de 1850 : qui donc parmi ces générations brillantes servit plus utilement la gloire de l'École ? Certes, Gréard n'ignore point les nécessités du présent : il sait que l'École ne satisfait plus à ces nécessités... Mais il entend, par son exemple, prouver la vertu d'un enseignement condamné : toute son habileté, toute son éloquence, il les emploie à défendre et à maintenir le généreux esprit de cet enseignement contre les tendances envahissantes d'une pédagogie utilitaire : il est de cette université qui sauvegarde nos traditions et s'efforce d'infuser à la France moderne le sang vigoureux des classiques. Avocat obstiné du latin, du grec, des études désintéressées, il est dans les conseils de l'Université un conservateur avide de progrès, un novateur respectueux du passé, un esprit singulièrement actif, vivant et sage.

* * *

De tels hommes qui marquent l'aboutissement d'une discipline, résument les vertus d'une corporation, ses mœurs, sa philosophie, de tels hommes ne sont point forts aux yeux de leurs seuls contemporains : empressée à témoigner de leur utilité sociale, la postérité distingue mal leurs traits individuels. Qui nous les révélera ? l'exercice continu d'une fonction met un masque aux visages : certaine perfection élégante ne s'obtient qu'au détriment du relief caractéristique : le tempérament d'un mondain nous échappe... La personnalité de Gréard, si élégante, est discrète, discrète : « l'originalité de Gréard, ce qui lui donne une physionomie particulière à la fois parmi les moralistes et parmi les éducateurs, c'est que ses qualités les meilleures comme homme, comme penseur, comme écrivain, étaient précisément celles qui pouvaient le mieux servir sa profession... » Mais encore ? Legouvé affirmait de Gréard : « ce serait un homme parfait, s'il consentait à s'amuser. » Legouvé était gai : nous aimons la gaieté. Gréard était grave : la gravité répand autour d'elle un petit mystère que nous n'aimons point.

Et voici sur Gréard, le livre de l' « une de ses élèves les plus fidèles et les plus dévouées » : la gratitude féminine devait ce monument à l'auteur de l'*Éducation des femmes par les femmes*. M[me] P. Bourgain acquitte, le plus aimablement du monde, une dette collective ; elle esquisse d'une main pieuse et légère la silhouette de son maître ; une sensibilité gracieuse anime son livre. M[me] P. Bourgain en outre est très informée : son érudition pédagogique et administrative est solide. M[me] P. Bourgain est un guide que l'on suit avec assurance. Elle nous révèle l'enfance « sérieuse et charmante », de Gréard.

Voici le bon élève issu d'une famille de Normands robins et gens de finance, et qui des récits du grand-père Chenou retient « cette instinctive conclusion que le respect de l'autorité et de l'ordre établi sont les premiers des principes et des biens ». Le normalien, le jeune professeur ne connaissent que des préoccupations professionnelles : à Metz, Gréard est chargé des enseignements les plus divers : « j'étais à la fois littérateur et historien, cocher et cuisinier d'Harpagon » ; tristesse morne de la petite ville inhospitalière et maussade ! Joie des correspondances que les bons camarades multiplient : Prévost-Paradol se croit « menacé sérieusement de faire fortune » ; il veut associer « son cher petit Octave » à sa chance : « si, ce que je n'ose espérer, c'était réellement un signe amical de la bonne déesse, soyons hardis ». Gréard et Prévost-Paradol, administrateurs d'une hypothétique tourbière ! Gréard refuse. Il est nommé

à Versailles : soucis d'érudition : sera-t-il historien ou littérateur ? Soucis de famille : la naissance d'une fille le console; soucis, travaux, intrigues; très peu d'intrigues : son mérite, éclatant, proclamé par de bienveillants inspecteurs, lui vaut une chaire à Saint-Louis. Hâtons-nous. Le 30 août 1864, Gréard est introduit par Duruy dans l'administration académique ; « jamais choix ne fut plus heureux, et n'eut pour l'Université des conséquences plus fécondes ». Ah ! sans doute ! Gréard soutient une thèse : la thèse est un peu oubliée : il faut se souvenir que Gréard organisa et créa, en quelque sorte, l'enseignement primaire dans le département de la Seine : entreprise de longue haleine et qui fournit à Mme P. Bourgain quelques-uns de ses plus vivants chapitres. En 1879, Jules Ferry, qui a besoin d'un conseiller, fait de Gréard un vice-recteur; et ce sont les grandes réformes, les enquêtes parlementaires, les lycées de garçons que l'on multiplie, les lycées de filles que l'on institue, l'autonomie des Universités que l'on fait triompher, la Sorbonne que l'on rebâtit... que de projets, de débats, de chiffres, de discours ! et quelle besogne ! Mme P. Bourgain, qui n'omet rien d'essentiel, écrit toute cette histoire avec netteté, avec précision, avec ordre : certes ce livre est attrayant..... L'ayant lu, nous découvrons avec surprise qu'un nouvel obstacle semble surgir et nous empêcher de considérer à loisir Gréard lui-même : tant de travaux nous distraient de l'homme; en dépit ou à cause de son impérieuse activité, sa personnalité, un peu indécise, nous échappe encore.

Ses écrits le livrent davantage — Mme P. Bourgain ne s'en avise point suffisamment — une flamme de passion qu'on attendait point de lui éclaire et échauffe son étude sur *Héloïse et Abélard* : il trahit dans *Edmond Scherer* ses doutes et son anxiété morale : son *Prévost-Paradol* est l'œuvre de la plus délicate amitié; une mélancolie grave, une foi ardente se rencontrent et s'allient dans *Nos adieux à la vieille Sorbonne*; ses œuvres pédagogiques témoignent d'une générosité de cœur et d'intelligence qui leur assure un charme durable... tout cela tempéré par la modération de l'expression, la mesure, le tact, une perpétuelle réserve.

La mesure, le tact, la réserve prudente et digne, qualités essentielles qu'il manifeste dans l'action tout autant que dans l'élaboration littéraire ; c'est par là qu'il mène les hommes, administre, résout les plus délicats problèmes : « C'était merveille, en vérité, assure M. Léon Bourgeois, de voir comment entre ses mains, par des passages insensibles, l'affaire la plus redoutable parfois se simplifiait, s'aplanissait et semblait s'offrir d'elle-même à la solution. On sentait là quelque chose d'analogue à l'art du grand peintre qui, par quelques touches légères, mais d'une justesse de valeur exceptionnelle, change tout le relief, toute la distribution des ombres et des lumières dans un tableau... » Connaissance d'autrui et de soi-même, modération, habileté qu'aucune ambition n'aveugle : Gréard se vit offrir la direction de l'enseignement supérieur, un siège au Sénat, l'expectative d'une entrée au Conseil d'Etat... eût-il l'intuition que ses mérites de lettré et de « grand commis » seraient méconnus dans les Parlements ? Il s'abstint. Ainsi complétait-il la leçon d'une carrière exemplairement heureuse.

LUCIEN MAURY.



LE DÉSIR D'UN SOIR D'OCTOBRE

La lune, glissant de l'éther,
Toute blanche, comme une fée,
Promène au large de la mer
Sa robe d'astres agrafée.

J'aspire avec enivrement
Cette nuit d'amour qui commence,
Mais sans le moindre sentiment
De clair de lune et de romance,

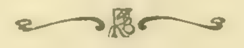
Car pour avoir mis aujourd'hui,
Sur votre nuque abandonnée,
Un baiser furtif et fortuit
Dont rayonne encor ma journée,

C'est en moi, tout seul maintenant,
Un grand désir fougueux, sauvage,
Que, cette nuit, m'appartenant,
Vous palpitiez sur ce rivage !

Sous la lune, ensemble étendus
Dans les plis de sa robe blanche,
Pour tant de soirs d'amour perdus,
Ah ! la belle nuit de revanche,

Où, ballottés dans ces remous
Qu'a la volupté comme l'onde,
Nous écouterions battre en nous
Le cœur innombrable du monde !

EDOUARD BEAUFILS.



THÉATRES

Théâtre-Antoine : *Terre d'Épouvante*, pièce en 3 tableaux de MM. André de Lorde et Eugène Morel.

La peur, je ne dis pas seulement la peur — la terreur soutenue, progressive, poussée jusqu'à l'épouvante, habilement graduée, de telle façon que les nerfs de toute une salle de spectacle vibrent à l'unisson et soient secoués du frisson collectif bien connu... est-ce là un valable ressort d'intérêt dramatique et qui puisse classer ceux qui en usent parmi les écrivains dignes du nom d'écrivains? Telle est la question qui tout d'abord se pose à la sortie d'un spectacle comme celui dont M. André de Lorde, spécialiste de la terreur et *prince de l'Épouvante*, vient de régaler nos yeux et nos oreilles. Vous connaissez la carrière de M. de Lorde, commencée sur la scène du boulevard de Strasbourg, au temps de la direction Antoine, avec ce *Téléphone* qui fit courir tout Paris, se poursuivant par les exhibitions du Grand-Guignol, qui contribuèrent pour leur bonne part à aiguiser les nerfs de nos contemporains des deux sexes, et continuant sur cette même scène du boulevard de Strasbourg, sous la direction Gémier, avec cette *Terre d'Épouvante*, après quoi l'on se demande avec inquiétude comment l'auteur pourra renchérir encore. C'est le système de production bien connu et qu'on utilise pareillement dans les différents genres, depuis la berquinade jusqu'à la terreur : un auteur trouve une manière qui rend son effet auprès du public; il découvre une veine, un filon qui enferme quelques parcelles de matière précieuse... et il va, il avance toujours jusqu'à épuisement du filon, de lui-même et du public : voilà l'histoire de toutes les spécialisations artistiques aux deux pôles extrêmes de la pensée, depuis Berquin jusqu'à M. de Lorde.

C'est peu toutefois de constater un processus mental ; encore faut-il se demander comment il agit, par quel enchaînement de réactions successives il opère sur nous, et en vient à produire un effet, précis, presque certain et identique chez des esprits de même catégorie. Faisons un retour sur nous-mêmes. Qu'est-ce donc que nous avons vu? On nous a montré une progression savante dans la terreur, où l'intense le dispute à l'horrible, des artifices de théâtre et des trucs si ingénieusement machinés qu'ils pourront faire courir tout Paris, et qu'ils arrachent l'applaudissement par l'illusion quasi-photographique de la réalité... Et cela sans doute avive la curiosité, suscite les questions et intéresse les yeux. Mais comment se fait-il qu'en sortant de là nous soyons obligés de reconnaître que nulle émotion véritable ne nous étreint et que l'âme en nous n'a été nullement intéressée. C'est que tout cela est purement physique... une simple copie... une photographie de la réalité, un cinématographe de l'horreur, quelque chose comme ces reconstitutions de crimes, où d'ailleurs M. de Lorde n'a pas manqué d'appliquer sa vision de l'horrible. J'ai écrit *vision*... et je me rétracte ; je reconnais tout aussitôt que le terme est impropre, car qui dit *vision*, dit *transposition*, effort où le cerveau de l'artiste modifie la réalité, lui donne son interprétation, sa couleur à lui... et je vous l'ai dit, M. de Lorde est un pur photographe, un photographe de l'horreur qui assemble des effets et se contente de les coudre les uns aux autres. Les nerfs du spectateur sont plus ou moins habilement secoués. Les parties basses de notre sensibilité peuvent bien être intéressées quelques instants. Mais l'impression générale et qui se dégage de l'ensemble est une impression de malaise, d'irritation, de mécontentement, en tout contraire, faut-il le dire? à cette sorte d'édification et d'agrandissement de nous-mêmes, qui est le propre du véritable art dramatique.

Ah ! je sais bien ce qu'ils vont nous répondre et quels garants ils vont produire, quels garants ils ont déjà produits! Ce ne sont rien moins que les plus grands noms et les plus illustres de la littérature dramatique : Sophocle et sa Trilogie d'*Œdipe*, Shakespeare avec *Lear*, *Richard III*, et tant d'autres drames sombres où les ténèbres du Moyen âge s'appesantissent sur le spectateur à la façon d'un voile d'épouvante. — « Voyez-vous pas, disent-ils, que la légende d'Œdipe et de Lear, que l'histoire vécue de Richard, enferment des situations d'horreur, transposées à la scène par ces illustres garants, auprès de quoi nos affubulations à nous peuvent tenir ! » — Grande est l'illusion, en vérité, et facile la réponse : c'est que précisément ils ne distinguent pas entre leur réalité à eux, la réalité brutale, photographique, telle quelle, et la réalité de ces grands dramaturges, transposée, modifiée par leur vision propre, par cet art des contrastes et des antithèses, ce que Delacroix eût appelé les *valeurs* scéniques, sans lesquelles il n'existe pas d'art dramatique. Et sans doute il y a dans *Œdipe*, il y a dans *Lear*, des scènes d'une violence et d'une sauvagerie telles que M. de Lorde, dans l'ordre du réel, jamais ne les a dépassées, si seulement il en a approché. Mais voyez donc les contrastes qui suivent et leur forment repoussoir, par où justement notre attention se trouve prise et gardée, puisque les sensations — c'est là une grande loi de psychologie — ne se précisent en nous que par différence. La voilà bien la transposition de l'artiste qui seule est créatrice d'art. Voyez enfin cette Fatalité, cette implaca-

bilité du Destin qui, de toute sa grandeur, domine de telles œuvres et leur imprime le signe souverain. Et les auteurs de *Terre d'Épouvante* s'appliquèrent aussi à faire planer sur leur drame sombre l'irréductible Fatalité. Est-il besoin d'ajouter qu'ils n'y réussirent pas et la principale cause nous en paraît être le caractère de photographie épisodique qui caractérise leur effort ?

On connaît le sujet de la pièce emprunté aux derniers désastres de la Martinique qui compte au nombre des plus épouvantables sinistres ayant dévasté l'humanité. Trente mille personnes étreintes soudainement à la gorge par une vapeur de soufre et asphyxiées en quelques secondes... Un seul être retrouvé vivant parmi toute cette population, et c'était un forçat enfermé dans un souterrain... Et le sinistre d'autant plus impressionnant qu'il substitue une Terre d'épouvante à une Terre d'enchantement, où la douceur de vivre était jusqu'alors légendaire, une de ces terres où, comme l'a dit un poète : « le sable est éblouissant et la mer miroite ; le monde stupéfié s'affaisse lâchement et fait la sieste, une sieste qui est une espèce de mort savoureuse où le dormeur à demi éveillé goûte les voluptés de son anéantissement. » Dans la vivacité de ces brusques contrastes les auteurs ont cru trouver la matière d'un ressort dramatique et parce que le tableau s'offrait à leurs yeux rehaussé de violentes oppositions, ils ont pensé qu'il enfermait de nombreux éléments scéniques. C'est là précisément que fut leur erreur, car contraste n'est pas synonyme de progression, et l'on sait de reste que la progression psychologique est la condition première et indispensable de toute action dramatique.

Le premier acte nous montre au début le gouverneur de la Martinique assoupi dans une douce quiétude, entouré de sa fille et de ses petits-enfants, et jouissant en paix de l'incomparable climat de son île et des joies familiales. Pourtant la Montagne Pelée fume déjà, mais on n'y attache pas d'importance. Projets d'avenir et de bonheur, cependant qu'audessus de leur tête le volcan menace la ville. L'inquiétude commence à s'emparer d'eux. Un ingénieur qui a été visiter les parties hautes de l'île revient terrifié et expose ses angoisses. A tout prix, il faut calmer la population qui commence à s'inquiéter, le gouverneur l'exige. Il repousse le rapport de l'ingénieur qui serait de nature à susciter des troubles dans la ville. Pourtant, il faut se rendre à l'évidence : des dépêches arrivent, annonçant que la ville qui est de l'autre côté de la montagne est dévastée par la lave. Il n'y a plus qu'une chose à faire : prendre les mesures les plus rapides et tenter de sauver les victimes. Le gouverneur donne des ordres et part à la tête de l'expédition comme son devoir l'exige. Il laisse là sa fille et ses petits-enfants. Aussitôt après son départ, le cataclysme se produit, et les vapeurs de soufre que dégage le volcan anéantissent tout autour d'elles.

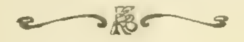
Ce premier acte est le meilleur des trois, ou, pour parler plus exactement, pour traduire toute ma pensée, je dirai qu'il est le seul acceptable du point de vue dramatique, précisément parce qu'il enferme cet intérêt psychologique, qui est le vrai ressort de toute action, et qui est inséparable de la progression, comme nous le constations tout à l'heure et comme tant de fois déjà nous l'avons constaté. Les moyens employés par les auteurs pour produire leur effet ne sont plus seulement *physiques*, comme ils vont le devenir par la suite : ils sont d'ordre *moral* et par là produisent une impression d'autant plus vive. Depuis l'instant où le rideau se lève sur le paysage d'enchantement et la douce quiétude de ceux qui en jouissent, jusqu'à l'heure où les filles et les amis du gouverneur périssent asphyxiés par les vapeurs du volcan, nous suivons toute une progression d'états qui sont incontestablement dramatiques et qui rendent leur plein effet. Mais que dire des deux autres actes : simples illustrations épisodiques ou *tableaux vivants*, si cette appellation n'était par trop impropre, quand c'est la mort et la dévastation universelle qu'il s'agit de rendre ! Au second acte, nous sommes dans les sous-sols du palais du gouverneur où sont enfermés les prisonniers. Eux seuls sont encore vivants et ils ne savent rien de ce qui s'est passé sur la terre. Ils ne savent qu'une chose : c'est qu'on ne leur apporte plus leur nourriture et ils sont torturés par la faim : d'où plaintes, désolations, hurlements. Ils se disputent et, pour ma part, je sais gré à M. de Lorde, le connaissant tel qu'il est, de nous avoir épargné la scène de terreur, à laquelle il a certainement songé, où ces malheureux affamés eussent choisi parmi eux la victime destinée à apaiser leur faim. Ils ne le font pas, grâces en soient rendues aux auteurs : ils se contentent de secouer les barreaux de leur prison... et dans l'effort commun, un pan de muraille s'effondre, leur montrant le gardien calciné : en même temps que la lumière, l'affreuse vapeur de soufre pénètre dans le sous-sol, et ils s'effondrent les uns sur les autres.

Au troisième acte, nous voyons le gouverneur revenant sur la terre dévastée et s'obstinant à chercher un reste de vie parmi les décombres. Le voilà sur la place même où jadis s'élevait sa maison : c'est là qu'a péri sa fille ; là que sont morts ses petits-enfants. Dans une scène d'hallucination, il croit reconnaître leurs voix et il ordonne de fouiller. Puis quand il a reconnu son erreur, il s'abandonne au désespoir, tandis qu'un prêtre lui parle de Providence et de justice divine. Voilà qui est pour le

moins maladroit, d'un à-propos plus que douteux, et qui a produit à la scène un effet aussi déplorable, qui a rendu un son aussi faux que jadis en chaire les exaltations d'un jésuite fameux attribuant aux foudres célestes l'hécatombe du bazar de la Charité. Il est des circonstances où les mots de Justice et de Providence divine sont pour le moins déplacés, fût-ce dans la bouche d'un prêtre... que dis-je ? surtout dans la bouche d'un prêtre... des cas où la seule façon admissible de faire son acte de foi en l'Inconnaissable est précisément de l'accepter, de le révérer comme tel, de ne pas chercher à en pénétrer le mystère, nous rappelant l'image saisissante dont on l'a défini : nous sommes prisonniers dans une île... et lui est au-delà, l'Inconnaissable, tout au loin, tout au large, et nous ne possédons ni barques ni voiles pour aller jusqu'à lui ! Il est des cas enfin où la seule attitude qui se justifie c'est le silence, « le grand Empire du Silence, a dit magnifiquement Carlyle, dans une langue qui rend le son des prophéties antiques, plus haut que les étoiles, plus profond que le royaume de la Mort. Lui seul est grand, tout le reste est petit. » Sur la terre dévastée de la Martinique, et à la suite d'un de ces désastres qui confondent l'esprit humain, était-ce pas le cas de répéter la formule lapidaire d'Alfred de Vigny, répondant à celle de Carlyle :

Seul le Silence est grand : Tout le reste est faiblesse.

PAUL FLAT.



Chronique

—

MUSÉES DE PETITES VILLES

Voici les musées « d'actualité », à la mode, par la grâce de M. Aristide Briand, qui propose de leur confier les joyaux d'art sacré, dont les vieilles murailles de nos églises sont maintenant les gardiennes infidèles. Pauvres petits musées incohérents et mornes de sous-préfectures! Ils doivent être bien confus d'une telle renommée!

Est-il rien de plus abandonné, en effet, dans nos modestes cités — et dans quelques-uns de nos chefs-lieux de département — que ces salles nues et froides, où reposent, les uns auprès des autres, dans un assemblage hétéroclite, des objets vétustes ou curieux, épaves fatiguées et si disparates ! Au hasard de dons, quelques parchemins jaunis, quelques meubles rares, des fragments divers sont venus là, de toutes les époques, de tous les règnes de la nature, de toutes les civilisations. Un explorateur offrit ces étincelants oiseaux des îles, et un vieil original ce vieux meuble sculpté, chef-d'œuvre de patience et de laideur. Les minéraux voisinent avec les bruissantes armures du moyen-âge, les antiquités celtiques ou gallo-romaines avec les porcelaines japonaises. Dans une vitrine, des siècles, des peuples sont rappelés chacun par un objet falot : bizarre figuration en vérité, de l'effort immense de l'humanité — et bien étrange microcosme !

L'art moderne se manifeste, lui aussi, dans ses expressions les plus singulières. C'est qu'il est représenté par les « envois de l'État ».

Ces envois de l'État, qui en écrira jamais l'histoire anecdotique? Elle comprendra de bien risibles épisodes. L'intrigue, toutefois, est peu variée : Un gros électeur a un neveu qui, contre le gré de sa famille, est entré à l'Ecole des Beaux-Arts. Le député s'épuise en démarches, pour faire acheter par l'État une toile du jeune artiste, achat qui consacrera son talent, et qui réhabilitera l'auteur aux yeux de ses compatriotes. Peu importe que cette peinture soit une charge d'une cocasserie hurlante. Débonnaire, l'Etat s'exécute. Mais que faire de tant de tableaux ainsi imposés? Bien vite le gouvernement les offre, à titre de précieuse faveur, aux musées de province.

Il est des esprits avertis en province. Ils accueillent avec ironie les envois de l'État... ou mieux, ils prient l'État de les conserver pour lui. Parfaitement! Il est loisible de citer des villes de goût qui, soucieuses de la tenue de leur musée, refusent les dons du Pouvoir !

Mélancoliques, ces spécimens de l'art aujourd'hui impressionniste, hier « romain », s'acheminent vers les petites salles désertes des sous-préfectures. Là, ils sont respectueusement appendus au mur... où nul regard ne trouble désormais leur repos.

De loin en loin, le conservateur, vénérable vieillard, ou simple employé de mairie, vient constater l'immobilité des « curiosités » dont il a la charge. En temps ordinaire, le musée est fermé ; ou, quand il ouvre ses portes, seul résonne entre ses murs le pas lourd et las du gardien. Rarement un visiteur se hasarde dans ces parages ; déconcerté par leur aspect rébarbatif, impressionné par le froid silence, il s'évade au plus tôt.

Qui pourrait bien venir consulter ces petites collections : les habitants? ils s'intéressent peu à ces vestiges d'âges et de peuples lointains. Les touristes? Les capitales leur présentent des galeries autrement riches et instructives!

*
* *

Naguère, le sort des petits musées de sous-préfectures était plus triste encore. Ils étaient relégués dans les pièces les plus obscures... quand les objets qui y figurent maintenant n'étaient point entassés dans les combles de l'hôtel municipal! Ils étaient traités avec le même dédain qui atteint encore les bibliothèques.

Oh! ces pitoyables bibliothèques! Formées la plupart du temps d'un fonds hérité de quelque abbaye, elles contiennent des ouvrages curieux, des reliures d'une belle simplicité, parfois de fines enluminures, mais demeurent sans intérêt pour les pratiques habitants de l'humble cité. — Aussi sur quels infâmes rayons ne sont-elles point jetées !

Il y a peu d'années, dans une de nos vieilles villes un peu mortes, — qui a l'honneur d'avoir pour maire un

parlementaire dont la renommée diversement s'occupa — on s'avisa que la bibliothèque occupait un beau logis, qu'il convenait de réserver à des usages plus utiles. On fit appeler deux cantonniers, nantis de grandes hottes. Et le déménagement s'effectua. Les in-folio, aux tons fauves, les « Sommes », aux sévères couvertures conventuelles, les jolis almanachs de jadis, aux fers exquis, tout fut pris par ces braves gens, avec la délicatesse que donne le maniement des cailloux, et dûment empilé dans leurs profondes « berthes ». Très ponctuellement, nos déménageurs improvisés hissaient le fardeau sur leur robuste dos, le portaient au grenier ; là, d'un geste désinvolte, abaissant l'épaule, ils jetaient bas sur le plancher, pêle-mêle, volumes et manuscrits. Ainsi fûtes-vous précipités, ô bon Rollin, et vous vieux Bénédictins, savants auteurs d'histoires provinciales, et vous aussi illustres maîtres, Corneille et Racine ! Là vous demeurâtes longtemps, proie facile offerte aux souris. Quelques-uns d'entre vous il est vrai durent éviter ce péril en se réfugiant dans des collections privées.

Meubles amoureusement travaillés par quelque artisan d'antan, portraits d'imposants échevins ou de courtisans à perruques, vieux papiers, ne connûtes-vous point des épreuves aussi rigoureuses ?

*
* *

Un jour, on apprit que toutes ces « vieilleries » étaient recherchées par les antiquaires, qui les achetaient assez cher pour les vendre contre de grosses sommes à des riches amateurs, ou même à des millionnaires américains.

Dès lors, par intérêt mercantile, sinon par souci d'érudition ou d'art, on rassembla tous ces débris d'un attachant passé ; on y joignit ce que l'on put obtenir de trouvailles des époques primitives, de dons exotiques, et l'on ouvrit les petits musées d'aujourd'hui, d'une ingénuité touchante, tristes et discordants.

Il est cependant quelques-unes de ces collections qu'entoure la piété des habitants, et qui attirent les étrangers : ce sont celles qui, sans prétendre à l'universalité, sont consacrées à l'histoire locale, qui recueillent les traces des coutumes, costumes, légendes, arts, grands hommes de l'endroit. Elles ont vraiment racine dans le pays ; elles en complètent l'aspect. Et tous ceux qui aiment l'originalité de nos vieilles provinces ne manquent pas d'y aller, pour saisir la continuité de leurs traditions : Musées lorrain, normand, basque, musée La Tour à Saint-Quentin, qui n'en reconnaît la vertu et le charme ?

Faut-il, cependant, dépouiller nos monuments et nos rues, au profit de ces intéressants dépôts ? Doit-on enlever, pour les mettre sous vitrine, tout ce qui subsiste de curieux par les petites villes : vieilles stèles, surmontant une fontaine d'autrefois, curieuses statuettes ornant la niche d'une façade, écusson anoblissant quelque ancien hôtel seigneurial ?

C'est ce que semble recommander le ministre de l'Instruction publique, pour les reliques d'église : Les bons saints moyenâgeux quitteraient leurs rustiques autels ; les reliquaires éclatants de gemmes, les chappes aux chaudes nuances amorties et aux précieuses broderies, les vitraux de dessin naïf et d'éclatante coloration, iraient définitivement se ranger sur les étagères de nos petites galeries d'art.

*
* *

Qu'on le souhaite ou non, les musées servent mieux les intérêts de la science que la cause de l'art. Ils renferment une multitude d'objets que ne distingue aucune élégance, mais qui marquent une étape du savoir ou du savoir-faire humain. Un bois, un marbre d'une expressive beauté y entre-t-il ? L'éclairage, la disposition, l'entourage lui enlèvent beaucoup de son pouvoir évocateur pour lui conférer une valeur documentaire.

C'est un principe qui rencontre maintenant bien peu d'incrédules, que, pour réaliser tout son prestige, l'œuvre d'art doit figurer dans le cadre pour lequel elle fut conçue, avec lequel une longue accoutumance l'a merveilleusement harmonisée. Disparaît-elle, l'ensemble décoratif où elle mettait un rayon de beauté perd, lui aussi — surtout lui — toute séduction. Puissent donc les monuments anciens, les recoins déserts de nos petites villes, et tous les sites historiques de France, ne point se laisser déposséder de leur bas-reliefs, de leurs ornements d'autrefois. Ils seraient à jamais dépoétisés.

Les gens d'étude fréquentent assidûment les musées. En voyage, ils vont dans les plus médiocres collections, à la recherche d'une inscription, d'un legs non encore commenté du passé. Ils examinent attentivement les vieilles toiles ; ils partent, sachant que tel infime musée recèle une vierge de tel primitif ou un intérieur de l'école flamande : ils sont heureux, ils ont accru leur érudition.

Les touristes, simplement curieux, aiment mieux parcourir la petite ville elle-même, en distinguer la vie propre, l'industrie, les gestes coutumiers. Ils aiment rencontrer dans ses marchés ou à ses carrefours quelque témoin, présent encore, du passé, vieille pierre, vieux galbe, qui révèle la pensée des artistes de jadis, le souci humble ou élevé des habitants d'antan, et fait mieux comprendre l'esprit de leurs descendants.

Joignez à ces promeneurs les passants habituels, dont le regard se plaît aux détails pittoresques de leur quartier : vous jugerez qu'une œuvre d'art possède infiniment plus d'admirateurs, exerce une influence plus étendue et plus heureuse, dressée en pleine lumière, que dévotement enfouie dans une petite collection.

Si l'on ne peut en disposer autrement, plaçons les œuvres d'arts, quel que soit leur âge, dans le modeste musée du lieu. Mais elles ne sont point faites expressément pour orner ces petites nécropoles de l'esthétique ou de l'érudition. Elles furent conçues pour embellir l'existence, jeter dans ses épreuves et ses amertumes un frisson de joie, une émotion élevée. — Laissons-les de préférence partout où passe la vie.

JACQUES LUX.

Le Propriétaire-Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 18 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 2 NOVEMBRE 1907

LE ROLE POLITIQUE DES COLONIES ET LA DÉFENSE DE L'INDO-CHINE

Le problème de l'organisation militaire de nos colonies a toujours été l'un des plus difficiles qui se soient posés à la France, si difficile que jusqu'à présent elle y a toujours échoué, perdant ses établissements non pas tant, comme on le répète souvent, par l'effet de ses revers sur le Rhin, que par incapacité de les défendre sur place et d'en conserver la possession jusqu'à la conclusion de ses grandes guerres.

La question de la défense de l'Indo-Chine, en particulier, traverse à l'heure même une crise dont les conséquences pourraient être incalculables, si l'on ne voulait espérer que les causes n'en sont que transitoires et que nous assistons seulement à l'un de ces accès de découragement momentané, dont notre récente histoire coloniale, depuis le commencement de la conquête algérienne, offre plus d'un exemple. Des conseils de désarmement — ou même de neutralisation, car on a poussé l'aveuglement jusqu'à prononcer, en parlant de notre jeune empire d'Extrême-Orient, un mot si humiliant pour une nation comme la nôtre — ou simplement d'économies militaires exagérées se sont fait entendre de divers côtés. Ces avis sont coupables, complètement impolitiques et d'autant plus dangereux qu'ils se produisent au sein d'une atmosphère troublée, en un instant où la puissance de notre instrument guerrier se trouve exposée, sans réaction énergique du pouvoir, à des assauts sournois ou déclarés. Si le malheur voulait que l'on y prêtât l'oreille, notre domination indo-chinoise serait condamnée à disparaître dans la première conflagration dont les mers de Chine seraient le théâtre. Or, cette éventualité, dans la situation générale du monde et des forces en présence, est loin d'être une improbabilité.

A la veille peut-être d'événements qui nous offriraient l'occasion de récupérer les immenses sacrifices que l'Indo-Chine nous a coûtés et que le pays a consentis au travers de deux régimes différents et avec une persévérance méritoire, nous nous exposerions à en perdre tout le fruit. Quelle serait alors la vaine amertume de nos plaintes dès le lendemain de notre retraite et pendant tout le reste d'histoire que nous avons encore à parcourir! Comme nous le faisons aujourd'hui pour l'Inde, pour le Canada, pour la Louisiane ou pour Saint Domingue, nous ne cesserions de pleurer sur notre inconstance, en vouant à la haine et à l'opprobre le nom des hommes auxquels nous ferions remonter la responsabilité d'une pareille faute.

*
* *

S'il ne peut être vrai que l'histoire se renouvelle dans les détails infinis qui contribuent à la constituer, il n'est guère contestable cependant qu'elle obéisse à certaines grandes lois, conditionnées par un ensemble de faits sinon semblables du moins étroitement analogues, dont la permanence amène la reproduction des mêmes effets. La situation géographique de la France entraîne des conséquences de cet ordre. Si l'histoire de la Grande Bretagne est presque tout entière subordonnée à la position insulaire qu'elle occupe sur les flancs, à proximité

et cependant hors de portée d'une Europe livrée à des luttes perpétuelles, celle de la France est pareillement déterminée, depuis la découverte du Nouveau-Monde — et par Nouveau-Monde il faut entendre aussi bien l'Inde gangétique et transgangétique avec la Chine que l'Amérique — par la nécessité, qui s'est imposée à tous ses gouvernements, de faire face en même temps contre l'Europe et contre l'Océan, ou, en d'autres termes, de poursuivre à la fois une politique continentale et une politique maritime et coloniale.

Aucun grand peuple n'a eu, dans l'antiquité ni dans les temps modernes, à se proposer une tâche si compliquée, et si nous n'y avons pas complètement réussi, il nous a fallu cependant pour n'y pas succomber une vitalité singulière et des qualités de persistante énergie qu'on se plaît à nous refuser, appuyées sur des ressources naturelles incomparables. L'Allemagne — pour ne parler que d'elle — apprendra sans doute à ses dépens, en essayant de se lancer dans une voie semblable, quels en sont les obstacles et les dangers.

Un pays placé dans des conditions aussi embarrassantes devrait savoir subordonner l'un à l'autre ses objectifs nécessaires, en reconnaissant que l'un des deux est pour lui d'une importance primordiale bien supérieure à l'autre : il est manifeste à présent que pour nous la question coloniale devait toujours céder le pas à celles de notre politique continentale; et cependant nous n'avons jamais pu clairement et pas même le dieu de la guerre terrestre, Napoléon (1), faire notre choix; la fatalité nous a poussés et maintenus dans la plus redoutable indécision, sans que nous soyons jusqu'à présent arrivés à reconnaître d'une manière sûre où pouvait être le remède.

C'est ainsi que flottant entre ces deux pôles d'attraction nous avons successivement fondé, pendant les périodes de prépondérance, de calme ou de sécurité relative en Europe, deux empires coloniaux qui nous ont bientôt échappé, parce qu'au jour du danger nous ne pouvions pas les défendre et que nous n'avions pas eu, pendant la paix, la prévoyance de les préparer à résister, par eux-mêmes et sans le soutien direct de nos armes, aux attaques de l'étranger.

Après l'effondrement de notre ancien domaine extérieur, sollicités par les mêmes besoins et mettant à profit la fatigue de la Grande-Bretagne, encore essoufflée des terribles guerres napoléoniennes, nous recommencions, avec l'Algérie, la constitution d'un troisième empire qui s'agrandissait, à la suite de l'expédition de Crimée et de l'entente anglaise, de la Cochinchine, noyau fécond de la conquête du pays d'Annam tout entier, entreprise après la guerre allemande; simultanément avec certaines assurances de notre ennemi de la veille, nous étendions notre domination sur la Tunisie, sur diverses régions africaines, et en dernier lieu sur Madagascar.

Mais en dépit de quelques progrès, nous n'avons pas encore bien compris que, pour un État placé dans la situation sur laquelle nous nous efforçons une fois de plus d'attirer l'attention, il fallait que les colonies fussent un surcroît de force militaire et un adjuvant politique, et non pas, comme elles l'ont toujours été, un élément de faiblesse et de vulnérabilité, assurant à l'ennemi de faciles triomphes et de profitables dépouilles, dont la richesse et les avantages sont immédiatement retournés contre nous.

Est-il donc impossible, en effet, de nous échapper de ce cercle vicieux, de conjurer le mauvais sort de notre destinée? N'existe-t-il pas un moyen de nous guérir du mal épuisant qui nous étreint depuis si longtemps, moins dangereux peut-être, après tout, aujourd'hui qu'autrefois, depuis que nous n'avons plus affaire à la prépotence navale d'un seul ennemi toujours le même et que des revers mémorables nous ont fait renoncer à des ambitions européennes illusoires? Nous est-il éternellement défendu de réaliser le programme que l'on doit assigner à nos efforts, c'est-à-dire, autant que quelque chose peut durer dans l'écoulement rapide des entreprises humaines, d'assurer la permanence de notre domination d'outre-mer?

Je crois fermement que nous y pouvons parvenir, à la condition pourtant que notre Gouvernement central ait assez de courage et de confiance en lui-même pour le vouloir, et qu'il se trouve dans la nation assez de santé morale et d'intelligence politique pour le pousser et le maintenir dans cette voie... C'est là que réside notre plus grande inquiétude, notre doute le plus anxieux. Mais c'est dans ce débat un point trop douloureux pour qu'il soit possible d'y insister.

*
* *

Il faut tout d'abord se pénétrer de cette idée que pour un État comme la France, le rôle principal de ses colonies — ou du moins des plus importantes d'entre elles par l'étendue de leur territoire, par le nombre et le degré de civilisation de leurs habitants — est un rôle politique, et alors orienter dans ce sens leur organisation toute entière, avec cette conviction pour guide.

Ce n'est pas à dire que nous puissions négliger d'en tirer tous les avantages économiques et sociaux que leur possession peut nous procurer, et que leur

(1) V. SEELEY, *Expansion of England*.

bonne administration comporte : bien loin de là et tout au contraire. Nous devons avoir à cœur, plus que toute autre nation expansive, de les voir *réussir*, et réussir le plus vite possible, parce que, quoi que nous fassions, tant que ce résultat n'est pas atteint, tant qu'elles ne sont pas sorties de la période de l'enfance, des essais, des tâtonnements, des sacrifices militaires et des avances de la métropole, notre domination ne peut y être que précaire, et leur acquisition ne peut être, dans notre organisme mondial, qu'une faiblesse et un danger.

Tout en poursuivant leur prospérité économique, en les considérant comme des domaines précieux ouverts à toutes nos activités, comme des débouchés d'autant plus nécessaires que le protectionnisme universel interdit plus ou moins à nos marchandises industrielles et à nos produits naturels l'accès des contrées dont d'autres sont les maitres, nous avons à ne pas perdre de vue que cette prospérité financière, dont le signe le plus sûr est l'apparition et la progression de plus en plus marquées d'excédents budgétaires, ne doit être, avec la poursuite de l'outillage de la possession, que le support, le *substratum* d'une solide organisation militaire, mais d'une organisation militaire qui finira rapidement par ne rien coûter à la mère-patrie.

Les excédents budgétaires ne doivent sous aucune forme — si ce n'est pourtant à titre d'intérêt du capital avancé par la métropole pour conquérir la possession et soutenir ses premiers pas — faire retour à la métropole. Tous les avantages que la métropole peut espérer tirer de ses dépendances coloniales doivent être *indirects* ; si le but à poursuivre est qu'elles ne lui coûtent rien, elle ne doit pas vouloir non plus qu'elles lui « rapportent » aucune somme destinée à être incorporée dans son propre budget : agir autrement, c'est entraver leur développement, leur interdire la virilité, et finalement rendre inféconde l'œuvre poursuivie.

Il importe de séparer dans toute la mesure du possible l'existence propre des colonies de celle de la métropole et pour cet objet de les constituer en *États* pourvus de tous les organes nécessaires au fonctionnement de ces entités, de tous les caractères qui les constituent, sauf un seul, qui est l'indépendance.

Si cette proposition est vraie, si la métropole, pour le bien des colonies comme pour le sien propre, doit leur accorder la liberté qui est la condition de leur vitalité ou de leur succès, elle ne doit pas non plus reconnaître à ses *dépendances* le droit de s'immiscer dans ses affaires et de participer à la discussion de ses intérêts de gouvernement : l'autonomie administrative est incompatible avec la représentation coloniale.

C'est pour avoir les premiers dégagé de leur expérience cette vue politique que les Anglais — qui pouvaient cependant s'en passer avec moins d'inconvénients et de dommages que nous-mêmes — ont si bien réussi à asseoir leur fortune « impériale » au dehors. Comme le dit excellemment C.-P. Lucas (1), « la plus heureuse application de la politique britannique a consisté à réduire au minimum l'intervention de l'État et la possibilité de cette intervention dans les affaires coloniales. »

Le remède que nous avons à opposer aux inconvénients et aux périls qu'entraîne pour la France la politique coloniale, c'est donc, en un terme unique, l'*autonomie* administrative et financière résolument pratiquée, avec les principes, les méthodes et les conséquences qu'exige et comporte ce genre d'organisation, c'est-à-dire la répudiation totale des doctrines d'assimilation et d'uniformité, oreiller commode des bureaucraties anonymes et irresponsables, la renonciation sincère à cette prétention déraisonnable non seulement de gouverner, mais d'administrer de Paris même tous nos établissements, la reconnaissance et la consécration des responsabilités des gouverneurs-généraux, l'extension nécessaire de leurs pouvoirs, la subordination à leur autorité de tous les fonctionnaires et officiers de la colonie, et enfin toutes les conditions liées à cette conception, qu'il serait trop long et hors de propos d'énumérer, et que d'ailleurs connaissent tous ceux qui ont pris la peine d'étudier sérieusement, chez nous et à l'étranger, l'ensemble compliqué de ces problèmes.

Qu'on laisse les colonies à elles-mêmes, après les avoir, à leurs débuts, dotées des organes et des ressources indispensables, en limitant seulement leurs libertés et en déterminant leurs obligations par des chartes constitutionnelles, la métropole bornant ensuite son intervention à l'exercice du contrôle et des « supervisions » nécessaires et légitimes, et à la nomination réservée de quelques fonctionnaires délégués. On ne tardera pas à voir s'atténuer et disparaître la plupart des maux dont nous avons souffert au travers de nos essais d'expansion, et nous arriverons enfin à obtenir des établissements prospères, gageant leurs emprunts, payant leurs troupes et celles que la métropole juge utile de leur envoyer, solidement organisés et défendus, capables de traverser sans faiblir les tourmentes de la patrie lointaine, de servir, sans exiger d'elle des sacrifices indéfinis, les desseins et les besoins de sa politique extérieure et d'élargir son influence.

Ces vues ne sont point chimériques. Elles ont pu

(1) Dans l'*Introduction* au livre, trop peu connu en France, de sir GEORGE CORNEWALL LEWIS *Essay on the Government of Dependencies*. Edition d'Oxford, 1891, p. [illegible].

le paraître naguère, et ceux qui ont osé les soutenir il y a seulement vingt ans pouvaient être taxés d'esprit « utopique » ou « révolutionnaire. » Cette accusation n'est plus permise aujourd'hui, car les progrès que nous avons accomplis, à la faveur d'une expérience personnelle et pratique qui nous faisait entièrement défaut, — et ces progrès sont grands, beaucoup plus grands qu'on se l'imagine — se sont *tous* manifestés en s'accentuant dans le sens de l'autonomie, de la décentralisation et de la « désassimilation », du particularisme administratif et financier des colonies de conquête et de domination, et comme corollaire, par une tendance de plus en plus marquée à admettre les indigènes à participer dans la mesure du possible à l'administration de leur pays.

La victoire sans doute est encore lointaine ; nous avons à renverser bien des obstacles, qui puisent dans nos instincts, nos ignorances et nos traditions anciennes, comme aussi dans les habitudes d'uniformité naturelles aux bureaucraties et dans les préjugés et les partis-pris de la « démocratie absolue » une puissance de résistance infatigable et d'obstination déconcertante. On peut pourtant espérer en venir à bout, pourvu que le hasard nous soit encore propice, c'est-à-dire pourvu que les événements nous en laissent le temps.

* * *

Sans tenter d'examiner ici avec plus de détail les conditions et les conséquences proches ou ultimes de l'application de ces principes, il est encore nécessaire d'établir que toutes nos colonies étant bien loin de présenter la même valeur, il serait peu raisonnable, et du reste impossible, de disperser nos efforts et nos soins également sur chacune d'elles, dans tout l'univers, avec la prétention de les conserver toutes indéfiniment. Il en est aujourd'hui un assez grand nombre qui ne méritent plus aucun sacrifice important, car le maintien de leur possession est limité par la durée seule de la paix générale. Trop isolés, trop éloignés, trop petits, trop pauvres et trop dénués de ressources internes, même pour servir à nos forces navales de *point d'appui*, ou trop menacés, comme les Antilles et Saint-Pierre-Miquelon par le voisinage et l'influence absorbante de puissances de premier ordre, ou comme la Nouvelle-Calédonie trop tentants pour les ambitions d'un *Commonwealth* en plein essor et devenu déjà assez riche et assez fort pour imposer sa politique à celle de sa métropole, ces points ne justifieraient à aucun égard les dépenses temporaires et permanentes qu'il faudrait leur incorporer pour avoir quelque chance de les garder.

Peut-être, si l'on peut avoir le courage de dire tout haut ce que pensent tout bas quelques hommes inspirés par la considération réfléchie des vrais intérêts du pays, serait-il sage d'envisager dès maintenant dans quelle mesure et par quelles voies diplomatiques il serait possible d'aborder des négociations en vue d'aboutir à une liquidation judicieuse des parties de nos dépendances coloniales qui, pour être à notre point de vue d'une valeur médiocre et d'un avenir incertain, n'en auraient pas moins, pour d'autres, un prix considérable, mais sujet toutefois à décroître avec le temps et les circonstances.



En l'état présent des équilibres nationaux, on ne peut attribuer qu'à trois groupes seulement de notre empire extérieur une réelle importance politique et militaire ; ce sont l'Afrique du Nord-Ouest avec l'Algérie et la Tunisie et une partie des possessions de l'Afrique tropicale, Madagascar et l'Indo-Chine, et c'est sur ces trois groupes que nous devrions concentrer tous nos efforts.

L'Algérie et la Tunisie — pour ne parler que d'elles — ont cause gagnée, et parmi les détracteurs les plus acharnés de la politique et de l'expansion coloniales, il n'est personne qui prétendrait ouvertement que nous puissions laisser incomplète une œuvre déjà si féconde en résultats. Que serions-nous aujourd'hui dans le lac méditerranéen sans nos possessions africaines ?...

Mais le problème de l'Afrique du Nord est si complexe, il nous impose une tâche si difficile et si particulière, sans exemple dans le monde par la juxtaposition antinomique des deux sociétés dont il s'agit de concilier les intérêts, qu'il est impossible ici de l'aborder. Tout ce que l'on peut dire, pour rester dans le sujet même qui nous occupe, c'est que nous y trouvons une pépinière inépuisable d'admirables guerriers, qui par un sentiment singulier considèrent comme un honneur et un privilège le service militaire aux gages d'un vainqueur infidèle ; — que cette terre nous offre aussi des rades et des ports incomparables ; que ces ressources militaires, il nous appartient de les faire fructifier bien mieux encore que nous ne l'avons fait jusqu'à présent. Nous y arriverons rapidement, avec un allègement de plus en plus grand des dépenses métropolitaines, lorsque l'Algérie, plus décidément engagée dans la voie de l'autonomie administrative ouverte par la création des *Délégations* — un des événements les plus considérables de notre histoire coloniale moderne — aura la faculté de se mouvoir librement et, débarrassée des lisières qui l'entravent et l'étouffent, de tirer parti elle-même, toute seule et sous sa responsabilité effective, des avantages et des richesses que la nature et sa situation lui assurent.

*
* *

Madagascar, après avoir été l'objet de beaucoup d'illusions et de mirages, risque, semblerait-il, de tomber dans un discrédit qui serait encore plus immérité. Sans doute, il n'est pas aisé de tirer avant longtemps un parti très avantageux d'un territoire habité par des populations d'une densité relative très faible et d'un avancement social très inégal. Mais pourtant, cette île, dans l'état où elle se présente aujourd'hui, offre des ressources abondantes et variées, et sous une domination bien exercée ses progrès peuvent être assez rapides pour nous permettre de lui donner, avec ses propres moyens, une solide assiette militaire, et en faire, notamment avec Diégo-Suarez, un « point d'appui » très précieux pour nos divisions navales et un chaînon de ralliement sur la route libre de l'Indo-Chine.

N'oublions pas par ailleurs que la plus grande utilité de cette grande terre ne réside peut-être pas tant, pour nous, dans le fait de l'avoir conquise que dans celui de l'avoir ainsi soustraite à une autre domination. Mais cette considération même nous montre à quelles périlleuses tentations elle serait exposée, dans la proximité immédiate de l'empire britannique austral, le jour où nous négligerions les précautions nécessaires.

*
* *

L'indo-Chine, dont la conquête, commencée par fortune, fut poursuivie par nécessité et sans aucun plan de politique raisonnée, s'est pourtant montrée la meilleure école de notre éducation coloniale, le champ le plus fécond de nos expériences de domination. Malgré nos tâtonnements et nos erreurs, par la vertu de sa situation privilégiée et grâce aux qualités de la grande race qui l'avait peu à peu conquise avant nous sur des populations moins avancées et moins actives qu'elle-même, elle est déjà devenue la plus précieuse de nos acquisitions. Quoique fort éloignée encore du but que nous entrevoyons pour elle, telle qu'elle est, avec les progrès qu'elle a déjà faits malgré beaucoup de causes adverses, elle nous a déjà rendu d'inappréciables services. Sans parler des avantages d'ordre économique et commercial, d'une vue plus frappante et plus faciles à contrôler, qu'elle nous a procurés, elle a bien servi notre politique et notre influence. Il suffit pour s'en rendre compte d'imaginer quel serait aujourd'hui l'état d'effacement de la France dans les mers de Chine et du Japon, si le hasard qui a conduit nos marins dans le delta de la Basse-Cochinchine ne s'était pas produit. Notre commerce, encore si inférieur à ce qu'il y devrait être, n'y existerait pas; notre pavillon y serait inconnu, notre action en Chine eût été nulle, et nous ne serions connus du Japon que comme le sont l'Autriche-Hongrie ou l'Italie ; ou bien, venus trop tard sur ce théâtre des rivalités politiques et matérielles, apercevant subitement son importance, trouvant toutes les positions avantageuses occupées et voulant, comme les Allemands et les Américains, réparer en hâte le temps perdu, nous aurions couru le risque d'entrer en conflit déclaré avec la jalousie britannique ou d'expérimenter les premiers la force de l'organisation militaire des Japonais, et de leurs aptitudes guerrières.

Pour faire mieux saisir l'importance de ces résultats et la démontrer par les faits, il faudrait une étude spéciale; mais ce coup d'œil peut suffire pour montrer la valeur politique de notre possession. Elle n'est rien pourtant à côté de ce qu'elle devrait être si, dès le lendemain de notre conquête du Tonkin et pendant que s'en poursuivait la marche incohérente, ayant mieux aperçu la vraie destination qui lui est réservée dans la politique de la France en Extrême-Orient, nous avions consacré plus de prévoyante attention à son système militaire et naval. Elle fut devenue déjà un solide auxiliaire de notre influence, et peut-être la prétention qui s'est fait jour dans l'esprit de certains de nos hommes d'État, se flattant au moment le plus critique d'empêcher la lutte entre la Russie et le Japon, eût reposé sur une base moins imaginaire.

L'Indo-Chine, dont la pointe fertile s'avance entre les mers de l'Inde et de la Chine, les séparant et les surveillant toutes les deux, pendant que son arrière-pays s'enfonce par le nord au contact intime des provinces chinoises, occupe une situation sans pareille. Avec des ports côtiers peu nombreux, et dont la surprise ne pourrait donner accès à aucune région vitale, des ports fluviaux que quelques mines rendent inviolables, des frontières montagneuses et presque désertes, sa défense est facile et peu coûteuse. Elle met à notre disposition, avec la race annamite et son système militaire original, un instrument de guerre excellent. Les richesses de son sol, stimulées par la sécurité, la justice et l'ordre que la main du conquérant assure aux rapports sociaux et aux activités individuelles, produisent déjà une situation budgétaire qu'envieraient plusieurs petits États. Mais ces ressources seraient plus grandes et plus rapidement extensibles, sans fiscalités artificielles et sans entraves pour leur développement ultérieur, si le Gouvernement central, renonçant à des ingérences abusives, à des tributs que tout condamne, à des conceptions protectionnistes qui ne résistent pas au plus superficiel examen lorsqu'elles s'appliquent à une colonie nouvelle, laissait à son délégué local, avec plus de liberté, plus de réelle autorité sur son personnel et partant plus de res-

ponsabilités, le droit complet de répartir ses recettes d'une manière plus judicieuse et plus utile, sous réserve d'en consacrer la plus grande part possible à l'outillage militaire de la possession

Mais cette organisation militaire, il ne faut pas la considérer seulement au point de vue restreint de la défense passive de notre établissement; il s'agit d'en avoir une idée d'une portée plus lointaine, de l'envisager comme une réserve toute prête à seconder, suivant les circonstances, les besoins politiques de la métropole, lui permettant de profiter des occasions et de ne pas souffrir que la redistribution des forces qui, déjà commencée, se prépare à bouleverser l'aspect de l'Extrême Orient et du monde, s'accomplisse sans nous et contre nous.

*
* *

Que l'on arrête un instant sa pensée sur cet Extrême-Orient, continental et insulaire, tel qu'il est sorti de la guerre de Mandchourie. Une grande puissance y est née, exaltée par ses succès, débordante d'ambitions, entre une Chine en décomposition et un océan parsemé de possessions coloniales mal défendues, dont la rive opposée appartient à une démocratie impérialiste, orgueilleuse et puissante. Cet océan rapetissé par les applications de la science, au sein d'un monde souffrant d'une excessive nervosité, va devenir comme une Méditerranée moderne, jouant entre les peuples le rôle que ce lac maritime intérieur a rempli dans les temps antiques, théâtre de toutes les luttes et de toutes les compétitions, champ de bataille probable de nationalités agrandies, disposant de moyens de communication de plus en plus rapides et de capitaux immenses. Bientôt sans doute, ce nom de « Pacifique » ne sera plus qu'une ironie sanglante.

Il n'est point vrai que le Japon menace notre Indo-Chine; cette presqu'île n'est jamais entrée dans le cadre de ses visées politiques, et c'est un simple enfantillage de supposer qu'il en convoite la possession à cause de l'abondance de sa production de riz : les Japonais savent bien qu'il est beaucoup plus facile et plus économique de se procurer cette céréale par les moyens ordinaires du commerce que de conquérir, aux dépens d'une grande puissance, les champs noyés où elle se développe. Mais d'autre part une Indo-Chine insuffisamment défendue offre au Japon « mondial » le moyen d'exercer sur notre politique générale une action permanente et c'est, en ce qui le concerne, ce qu'il faut empêcher.

La Chine est à la veille d'une révolution. L'exemple du Japon, le coup porté au prestige des blancs, la naissance de nouvelles aspirations morales, de satisfactions matérielles inconnues et d une obscure conscience nationale suscitée par la rancune de spoliations injustifiables, et bien d'autres facteurs encore, concourent à la pousser dans cette voie douloureuse, semée de ruines, inondée de sang et de larmes.

Mais cette période de transformations sera longue. Le besoin de choses nouvelles est loin de se manifester en Chine, comme naguère au Japon, sous la forme d'un *consensus* universel. La Chine est restée depuis trop longtemps figée dans le conservatisme le plus fort qui ait jamais existé, pour que les ferments novateurs qui s'y manifestent puissent rapidement ébranler sa masse énorme et s'y propager. Il faudra beaucoup de temps pour que les intérêts matériels, si prédominants dans la mentalité chinoise, arrivent à s'y concilier de telle sorte, que l'on puisse établir les équilibres nécessaires à la reconstruction d'un nouvel édifice social.

Dans cet enfantement chaotique et prolongé, dont l'issue est fort incertaine — même et surtout aux yeux de ceux qui connaissent le mieux la Chine, les Japonais — on peut être assuré que l'on verra ressusciter, mais avec une acuité plus dangereuse qu'autrefois et dans des proportions inconnues, les rivalités qu'avait excitées l'ancienne Chine impuissante; rivalités que les protocoles de désintéressement et les garanties d'intégrité de la Chine n'ont pas fait abdiquer; les enjeux seront plus grands et plus pressants, et il y interviendra un compétiteur nouveau et formidablement armé, qui puisera dans sa proximité immédiate, dans ses affinités de race et de civilisation, et dans l'opposition probable de ses intérêts à ceux de la communauté européenne, une force perturbatrice particulière.

Ce n'est pas prétendre au rôle toujours un peu ridicule de prophète que de demander à notre pays de considérer avec soin ces perspectives et ces éventualités, qui aideront peut-être à résoudre certaines des difficultés qui pèsent le plus gravement sur ce que l'on appelait autrefois la *chrétienté*, et de se préparer à se réserver sa part.

Mais, quoi qu'il en puisse être des prévisions de cette sorte, une chose paraît certaine : c'est que si l'Indo-Chine peut être un jour sérieusement menacée par la Chine, ce jour est encore lointain et nous avons le loisir, mais aussi le devoir, d'en conjurer le péril.

Pour cet objet, de même que pour toutes les raisons qui viennent d'être esquissées avec tant de lacunes, des forces simplement défensives ne sont pas suffisantes, et il ne s'agit pas seulement de nous mettre à l'abri d'un coup de main. La prévoyance nous commande de rendre notre concours plus précieux, notre abstention plus menaçante, notre hostilité plus redoutable.

*
* *

Sans entrer ici dans des discussions de chiffres d'effectifs ou de dépenses, et désireux de rester sur le terrain des généralités, il peut être permis de faire remarquer que le problème de l'organisation militaire de l'Indo-Chine ne semble pas jamais avoir été posé comme il aurait dû l'être, c'est-à-dire en tenant un compte suffisant de nos nécessités politiques et des besoins intérieurs de la possession elle-même.

Il n'est plus question de conquérir. La conquête est achevée, et s'il reste encore dans la disposition de nos possessions certaines défectuosités sur lesquelles il ne convient pas d'attirer l'attention publique, c'est à la diplomatie beaucoup plutôt qu'à nos armes qu'il appartient de les résoudre.

Nous n'avons pas non plus à redouter de mouvements insurrectionnels d'une gravité et d'une généralité dangereuses, et par la mise en pratique de cette « politique d'association », dont l'auteur de ces lignes peut revendiquer la formule première et l'exposition doctrinale, les chances d'un mouvement de cette nature deviendront de moins en moins vraisemblables, sans qu'il faille pourtant jamais se montrer trop confiant ni s'endormir dans une trompeuse sécurité.

Ceci posé, indépendamment des milices irrégulières que comporte en pays de protectorat le fonctionnement respecté du mandarinat, et qui restent à la disposition des autorités indigènes, et sans parler non plus de la marine locale, nous avons besoin en Indo-Chine d'une force armée, composée de trois éléments distincts, troupes coloniales métropolitaines, troupes coloniales indigènes, police militaire ou gendarmerie.

Les *troupes coloniales métropolitaines* sont des forces d'attente et de *réserve*, dont la mise en marche ne peut être qu'exceptionnelle; c'est la métropole qui en détermine les effectifs, de concert avec le gouvernement général et son conseil, suivant les prévisions de politique dont elle possède les éléments, et suivant les facultés contributives de la possession, car ces forces sont *prêtées* à la possession, chargée de les entretenir et de les administrer durant tout leur temps de garnison coloniale.

Le service de deux ans étant incompatible avec un éloignement prolongé et pour des raisons de discipline et d'économie, qui sont évidentes, ces corps de troupe ne peuvent être composés que d'engagés volontaires à assez long terme. Leurs officiers peuvent être d'origine diverse, car ils ne doivent pas être trop longtemps distraits du service général, et ni eux ni leurs hommes n'ont à entrer en contact permanent avec les populations indigènes.

Cantonnées dans les sanatoria des montagnes, en arrière, autant que possible, des agglomérations indigènes, mais à proximité des voies ferrées, ces forces exercent seulement sur la population une action de présence et se maintiennent, pour le jour de leur utilisation, en bon état physique et moral et en bon esprit militaire dans des camps spécialement aménagés pour elles. Elles ne comportent aucun élément indigène.

Il importe que leur recrutement ne se fasse qu'avec des soins particuliers. Ce doit être un honneur et une récompense que d'en faire partie. Considérer les corps de ce genre comme des déversoirs pour la population criminelle des grandes villes, c'est plus qu'une erreur, c'est un acte coupable. Le soldat français représente aux yeux des indigènes le pays dominateur et la civilisation supérieure, qu'il compromet par ses écarts de conduite et ses brutalités ; il exerce une dignité.

Les *troupes coloniales indigènes* appartiennent à la possession.

Elles sont composées d'indigènes, mais avec des cadres et un commandement français. Leurs officiers font partie du personnel de la possession, et accomplissent leur carrière dans la possession sauf nécessités éprouvées de santé ; susceptibles d'être détachés dans des postes administratifs ou de police, ils sont astreints à connaître une ou plusieurs langues indigènes et à subir des examens spéciaux avant d'être définitivement acceptés par le Gouvernement général.

Dépendant, comme les autres catégories, du commandant en chef, soumis lui-même à l'autorité du Gouvernement général, ces troupes ont à jouer un rôle beaucoup plus actif et plus complexe, et leur répartition varie suivant les nécessités multiples de l'administration civile supérieure.

La *police militaire* ou *gendarmerie* est un corps demi-militaire, demi-civil, composé d'indigènes d'un recrutement et d'une éducation particulières, mais commandé par des officiers et des sous-officiers français, originairement tirés de la gendarmerie française, mais ensuite de l'armée coloniale indigène, en raison de leurs qualités et de leurs aptitudes. Il joue un rôle comparable à celui de nos gendarmes, et ses rapports avec les autorités administratives françaises sont inspirés des règlements de notre gendarmerie.

Ces dispositions ne prétendent à aucune originalité. Sauf en ce qui concerne l'institution de la gendarmerie, empruntée à l'expérience d'un ancien Gouverneur général de l'Indo-Chine, M. de Lanessan, elles ne représentent que l'adaptation à nos mœurs, au milieu et à nos besoins particuliers du système militaire de l'Inde Britannique.

Jules Harmand,
Ambassadeur.

LE DÉSINTÉRESSEMENT
dans
LA MORALE DES IDÉES-FORCES [1]

Le caractère essentiel de la bonté morale, c'est le désintéressement en vue du tout dont l'homme fait partie. Que ce tout soit simplement un petit groupe, comme il l'est pour le sauvage, qu'il soit la patrie, comme pour les anciens, qu'il soit l'humanité entière, comme pour les modernes, qu'il soit la société universelle des consciences, c'est toujours un tout auquel l'individu sent qu'il est bien de se dévouer et, au besoin, de se sacrifier. Ce tout n'est encore aujourd'hui, comme tout distinct de ses parties, qu'une idée, et c'est à cette idée que chacun, pour sa part et dans sa sphère d'action, doit conférer la réalité. L'« Humanité », par exemple, à laquelle Auguste Comte veut que l'individu se sacrifie, n'est qu'une idée-force conçue par l'individu. Où existe réellement l'humanité intégrale ? Ce n'est pas dans le genre humain actuel, fait de pièces et de morceaux, de races et de peuples dissemblables, hostiles, luttant entre eux pour la vie ou pour la domination. Il en est de même pour la « Société » des sociologues, qu'ils appellent en vain « réalité morale », alors qu'elle est l'objet ultime à créer ou à parfaire par le moyen de l'idée morale. La vraie « réalité est la présence dans les esprits, sous une forme claire ou confuse, d'une *idée* qui demande à se réaliser en nous et par nous, pour le bien *futur* de tous. C'est par l'acte de désintéressement que vous et moi nous donnons l'actualité à cette idée, qui, sans nous, demeurerait simple au possible. Quant au principe de la « solidarité » humaine, il n'est encore, lui aussi, qu'une idée. La solidarité réelle et actuelle n'est qu'une dépendance de fait, qui se manifeste aussi bien par la lutte que par l'union. Mais nous concevons une solidarité plus haute, que seul l'acte de désintéressement peut établir ; nous concevons un dernier lien que seul cet acte peut nouer et sans lequel tout le reste s'écroule dans le vide. C'est le lien volontaire par lequel nous nous rattachons à la société entière. Bien plus, si la société humaine paraît avoir *pour nous* une valeur supérieure, c'est qu'elle est *pour nous* la plus haute réalisation possible de valeurs *universelles*, qui ne nous semblent valables pour tous les êtres qu'en vertu de leur valeur intrinsèque : intelligence et science, sentiment du beau et art, liberté, amour, bonheur, etc., en un mot achèvement de la personnalité ou bonté morale.

La moralité pure consiste dans la soumission à cette idée-force *pour elle-même*, sans aucune considération qui soit étrangère à la *valeur intrinsèque* de son contenu et à la nécessaire *universalité* que prend sa forme. Toute considération de « sanction » ne peut être qu'ultérieure, dérivée et secondaire. Que nous soyons punis ou récompensés par la nature, par les hommes, par un juge éternel, c'est une question qui n'entre pas et ne doit pas entrer comme élément essentiel et primitif dans notre intention. Il faut maintenir l'idée morale en sa sublimité et la présenter *seule*, telle qu'elle est, à l'esprit de tous. Dans ce domaine supérieur, une alternative se pose sans transaction possible : se donner ou ne pas se donner à une idée. Si nous n'avons pas, nous, la force de réaliser la bonté idéale, au moins devons-nous la concevoir, elle, dans toute sa grandeur.

La morale du désintéressement n'a pas encore été soutenue en sa plénitude ; elle doit l'être enfin. « L'âme du monde est juste », affirme Carlyle ; mais Carlyle n'en sait rien. Nous ne *savons* pas si, malgré les apparences contraires, le monde est réellement juste ; nous ne savons pas, en particulier, si le monde sera juste pour l'homme vertueux qui se sera sacrifié au bien de tous. Ce doute doit-il nous empêcher d'être bons en vue de la bonté même, sans espoir *personnel* de récompense ? Non, ce qui est le meilleur universellement reste toujours tel pour toute pensée qui porte en soi l'idée-force de la bonté morale. Au reste, nous ne pouvons affirmer avec certitude que le monde est en opposition finale avec la moralité et avec le bonheur, y compris même notre bonheur personnel. Une seule conduite nous est donc permise : agir comme si nous comptions que le triomphe de la bonté n'est pas impossible dans le monde et que, sur terre, il est entre nos mains.

* * *

On le voit, à l'impératif catégorique de Kant nous substituons un « idéal persuasif ». Les Platoniciens, les Chrétiens et les Kantiens se sont accordés à placer la moralité dans la « bonne volonté ». Mais l'objet de cette « bonne volonté » n'est pas, comme le croyait Platon, un « bien *en soi* » qui serait inaccessible *pour nous*, il est le bien pour tous et pour nous. Il n'est pas non plus, comme le croient les Kantiens une pure *loi*, qui demeurerait impuissante et vide tant qu'elle ne se remplirait pas de bonté. La « bonne volonté » de Kant n'est encore que la volonté *droite*, la volonté de l'impératif catégorique ; on s'accorde généralement à reconnaître l'insuffisance de ce formalisme.

Les doctrines morales de notre époque, même celles qui se donnent comme les plus exclusivement scientifiques et les plus positives, finissent toutes

[1] Extrait de l'ouvrage *La Morale des Idées-forces*, par Alfred Fouillée, qui paraîtra prochainement à la librairie Félix Alcan.

par un appel à la « bonne volonté », c'est-à-dire à la volonté désintéressée. Malheureusement, elles ne justifient pas cet appel d'une manière complète, parce que l'idéal auquel elles s'arrêtent est lui-même incomplet. Tantôt c'est un idéal de « vie » qui reste plus ou moins biologique. Tantôt c'est un idéal de « solidarité » qui reste un lien mécanique ou organique et n'est qu'une forme de la nécessité. Tantôt c'est un idéal « d'intérêt » qui, fût-il social, n'apparaît pas comme constituant cette valeur définitive où la pensée se repose sans éprouver le besoin de remonter plus haut. Il en résulte que les buts proposés sont incapables d'entraîner l'assentiment intellectuel et le consentement volontaire, c'est-à-dire cette « persuasion » qui, selon nous, constitue la moralité même. Dans toutes ces morales inférieures, l'appel à la bonne volonté, ou plutôt au bon vouloir, ne sert qu'à masquer la solution de continuité entre une théorie insuffisante et une pratique qui la déborde. C'est ce qu'on a fort bien appelé la faillite de la rationalité. Par exemple, « l'intérêt général de la société », idéal des utilitaires et des socialistes, est une belle chose, à condition que j'aie la volonté de m'y subordonner et, au besoin, de m'y sacrifier; mais, encore un coup, par quelles *raisons* capables de me *persuader* obtiendra-t-on, au nom de l'idée d'intérêt, le sacrifice de l'intérêt? Voilà le difficile. De même, la « *vie* » est excellente pour qui jouit de vivre; pour le désespéré, c'est une autre affaire. De plus, si la vie est posée comme notre bien suprême, comment la nécessité de la conserver se conciliera-t-elle, dans tous les cas, avec l'intérêt général? Ici encore, on fait appel à notre bon vouloir : — Au nom de la vie, faites-vous tuer, quand votre mort sera utile aux autres; un peu de complaisance, et n'y regardez pas de trop près! — La bonne volonté prend nécessairement la forme de l'arbitraire dès qu'elle n'est pas justifiée par un idéal persuasif de bonté audessus duquel l'intelligence ne puisse rien concevoir.

Parmi les morales supérieures, il semble d'abord que la doctrine kantienne du « devoir » échappe au « persuasif » pour atteindre le « catégorique »; au fond, nous avons vu qu'il n'en est rien. Toute la force impérative qui réside dans la forme d'universalité présuppose la force persuasive inhérente au contenu idéal. Supprimez le persuasif, l'impératif s'écroule : si j'obéis à la loi, c'est que je la crois *bonne* et que j'aime le bien qu'elle poursuit.

Quant aux doctrines qui commencent par personnifier l'idéal suprême en une divinité, pour conférer ensuite à cet idéal une valeur obligatoire, elles commettent le paralogisme de l'ὕστερον πρότερον. La personnification du bien en Dieu ne peut que suivre la conception du bien, non la précéder. Le vice du raisonnement saute aux yeux quand il s'agit de la *volonté* divine, dont quelques-uns voudraient faire découler le bien moral : s'il n'y a pas dans la volonté divine de quoi me persuader, je n'obéirai plus que par crainte, non par amour. Mais le paralogisme n'est pas moins réel, quoique moins apparent, quand il s'agit de l'*existence* divine. Dieu est conçu comme bien personnifié et comme perfection morale; or, pour élever le bien à la perfection et pour attribuer à cette perfection l'existence, il est clair qu'il faut d'abord avoir l'idée du bien et lui accorder une valeur suprême? Cette valeur réside donc avant tout dans l'idée. Ici encore, nous commençons par nous trouver en présence d'un idéal persuasif, avant d'en pouvoir tirer des conséquences sur la réalité et sur son principe. Pour déifier le bien, on doit d'abord le concevoir. On aura beau tourner et retourner la question, il faudra toujours commencer par poser l'idée de valeur ultime, en l'appuyant sur notre constitution intellectuelle, sensitive et volitive. La pensée ne peut pas sauter par-dessus l'ombre qu'elle projette pour atteindre une réalité indépendante d'elle-même.

N'est-ce pas un fait significatif que l'appel final de tous les moralistes à la bonne volonté? Par là, tous reconnaissent implicitement avec nous que l'idéal supérieur a un caractère essentiellement persuasif et que les impératifs restent à l'étage inférieur. Notre doctrine synthétise donc les diverses tendances de la pensée contemporaine. Il importe seulement de ne pas entendre la bonne volonté comme simple volonté de la règle, encore moins comme volonté arbitraire, entraînée sans savoir pourquoi, le bandeau sur les yeux, par imitation ou routine sociale, par conformité aux mœurs régnantes, par manque d'initiative, par peur des conséquences possibles, par faiblesse et défaut de résistance, par bienveillance instinctive, par pitié nerveuse, par amour-propre et bravade, que sais-je? Il n'y a là rien qui satisfasse la pensée. En dehors de l'idéal de la bonté, on ne trouve que de pauvres diminutifs ou succédanés de morale, impuissants devant l'invasion de l' « amoralisme » et de l' « immoralisme ». La vraie tâche est donc bien celle que nous avons entreprise : dégager l'idée-force de bonté morale et l'élever audessus de toutes les autres, de telle sorte qu'elle soit à elle-même son unique soutien.

*
* *

Un sacrifice absolument pur, sans aucun espoir de retour, est-il aussi absurde que le prétend, par exemple, Paul Janet dans sa *Morale*, et que l'avait prétendu Kant lui-même? — Un tel sacrifice ne serait absurde que si la science positive pouvait dé-

montrer l'impossibilité à venir d'un monde meilleur et vraiment moral, d'un règne de la bonté. Que quelqu'un se noie pour sauver un homme qu'il est impossible de sauver, il y aura deux victimes au lieu d'une. Encore cet inutile dévouement serait-il une protestation du cœur humain contre la nécessité brutale. La substitution d'une victime à une autre, quand elle est possible, est déjà une première victoire ; le dévoûment sous toutes ses formes est par lui-même autant d'enlevé aux lois iniques du monde matériel. Le sacrifice sans espoir a donc sa raison d'être comme il a sa grandeur. Mais la vérité, encore une fois, est que la science positive nous laisse dans l'ignorance relativement à l'avenir du monde moral. Nul savant ne peut démontrer l'espérance, mais nul savant ne peut démontrer le désespoir : optimisme et pessimisme seront toujours deux hypothèses incapables de vérification et de démonstration au point de vue de la science positive.

Si nous ne sommes pas certains de la réalisation finale et universelle du bien, nous sommes du moins certains d'en pouvoir commencer la réalisation en nous et autour de nous; la méthode la plus rationnelle nous prescrit donc de commencer par cette réalisation. Soulager une misère actuelle, a dit Guyau, alléger quelqu'un d'un fardeau, d'une souffrance, voilà ce qui ne peut pas tromper. « Même dans le doute, on peut aimer ; même dans la nuit intellectuelle, qui nous empêche de poursuivre aucun but lointain, on peut tendre la main à celui qui pleure à nos pieds » — Sait-on, d'ailleurs, si le secours donné à celui qui souffre ne vaut pas plus, à lui seul, que tout le firmament sur nos têtes? Donnons donc ce secours, et que, dans l'immense univers, il y ait un petit coin où un être, en face d'un autre être, aura eu pitié.

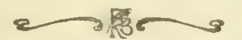
L'abnégation morale, détachée de toute certitude relativement au succès final de ses efforts, deviendra-t-elle trop difficile dans la pratique pour la masse des hommes? Si on considère la conscience contemporaine et si l'on en tire des inductions pour l'avenir, la fréquence du désintéressement à notre époque, indépendamment de toute conception religieuse et parfois même métaphysique, permet d'espérer un croissant progrès de l'abnégation morale. L'esprit de dévouement est de plus en plus favorisé par la diffusion de la science, de l'art, de l'éducation laïque et soustraite aux dogmes. Nous avons déjà, à plusieurs reprises, insisté sur le pouvoir qu'a la science, par ses idées universelles, de nous déprendre du moi, de reporter notre point de vue au dehors de nous-mêmes, plus loin et plus haut que notre chétive individualité. Dans une foule d'occasions, les savants ne donnent-ils pas à la foule des exemples d'héroïsme ? Nous sommes loin du temps où les médecins les plus religieux, conscients de l'impuissance où se trouvait alors la médecine devant les grands fléaux, ne voyaient aucun déshonneur à fuir les lieux où sévissait la peste; aujourd'hui, les plus incrédules bravent la mort pour étudier une épidémie ou simplement pour soigner ceux qui en sont atteints. Il en est qui se transportent en pays lointain pour découvrir le bacille de la fièvre jaune ou du choléra. Il en est qui s'inoculent à eux-mêmes le mal dont ils cherchent les causes et les remèdes. Les aéronautes s'exposent à la mort pour faire des observations scientifiques ; de même pour les navigateurs du pôle nord ou du pôle sud. Dans les applications de la science à l'industrie abondent les exemples d'intrépidité en face des plus grands périls, qu'il s'agisse de mines à exploiter, d'isthmes à percer, de voies ferrées à établir, d'immenses tunnels à percer sous les montagnes. De toutes parts on « s'expose ». Et quelles sont les grandes idées désintéressés que l'on a derrière la tête ? — Le progrès de la science, le progrès de l'humanité, le progrès de la personnalité individuelle. On ne songe plus guère au paradis ou à l'enfer : c'est pour la science et pour le genre humain que « parient » les Pascals modernes, non pour leur propre salut dans un autre monde. Comme la science, l'art a ses fidèles, menant parfois une vie de labeur et de dévouement. Ils contribuent à développer dans l'humanité un sens du beau qui, nous l'avons vu, est un des plus grands appuis pour le sens du bien. Ce dernier, à son tour, est développé directement, sous la forme la plus désintéressée, par la morale scientifique et philosophique, qui accoutume les esprits à considérer les lois générales de la conduite indépendamment de l'égoïsme individuel. L'horizon s'élargit pour tous, même pour les classes populaires, auxquelles on ouvre tant de perspectives sur l'avenir indéfini de la science. Les religions s'épurent, donnent à leurs dogmes un sens plus symbolique, se montrent moins étroitement orthodoxes.

*
* *

La possibilité positive, je veux dire toutes les conditions réelles qui, en dehors de l'idéal même et de mon vouloir de l'idéal, seraient nécessaires à son accomplissement et à son triomphe, je n'ai pas besoin de les établir préalablement avec *certitude*. La moralité est un effort pour amener à la réalité une idée qui n'est pas encore réelle dans le monde à nous connu, dont la réalisation n'est même pas démontrée possible, mais n'est pas non plus démontrée impossible. Si l'objet du devoir n'est point, comme dans le moralisme kantien,

supérieur ou même contraire aux vraies lois de la nature, il n'est pas non plus une conséquence qui sortirait nécessairement et certainement de ces lois *sans notre conscience* et *sans notre action volontaire*. Il est une « nature meilleure », une société meilleure conçues par nous, qui *ne peuvent exister que par l'idée-force et l'amour qu'elles suscitent*. Le « devoir » est donc une création de notre pensée, par laquelle nous nous imposons de produire réellement le meilleur en nous et en dehors de nous. La conception d'un bien qui serait à la fois mon bien et notre bien à tous ne dépend pas de la question de savoir si, en fait, l'univers est capable de le réaliser : ce dernier problème se pose *après*, non *avant*. L'homme prononce pour son compte le *fiat idea*, qui est le vrai *fiat lux*, avec l'espoir que la lumière intellectuelle se propagera à l'infini.

Alfred Fouillée,
de l'Institut.



UN MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

On croit généralement qu'il n'existe en France qu'un ministère et qu'un budget de l'Instruction publique. C'est une erreur : il est aisé de le montrer. Il y a autant de ministères de l'Instruction publique que de départements ministériels. Chacun de ceux-ci s'efforce, en effet, d'avoir des établissements scolaires, des professeurs, des inspecteurs, parfois des élèves, toujours des employés et des bureaux chargés d'organiser leurs divers enseignements.

La loi de la division du travail qu'un remarquable ouvrage de M. Durkheim a décrite et expliquée produit ici les effets les plus imprévus. Elle devrait, semble-t-il, apporter dans notre système administratif une clarté précise, prévenir la dispersion des efforts, en assurer par suite l'efficace coordination. Il n'en est pas tout à fait ainsi : en vertu de cette tendance de tout mouvement primitivement utile à se prolonger ou à se renouveler, alors même qu'il a cessé d'être nécessaire, la division du travail exerce son action de vitesse acquise dans les directions les plus différentes, un peu au hasard quelquefois. Elle arrive ainsi à provoquer l'apparition d'organes qui s'enchevêtrent et se contrarient. Ils ont des fonctions analogues sinon identiques. Les ressources fragmentées dont ils disposent sont insuffisantes. De là des doubles emplois, des gaspillages de temps, de travail et d'argent De là aussi des divisions, des rivalités, des conflits entre des services qui ne savent pas sacrifier leur amour-propre corporatif à l'intérêt général. Chacun d'eux fait un peu de tout. Le centre de contrôle et de coordination manque.

En matière d'enseignement, le ministère de l'Instruction publique devrait tenir ce rôle. Certes, la République lui a largement octroyé les crédits, puisque son budget de 24.283.321 francs, en 1870, sera, en 1908, de 271.307.706 francs. Il conviendrait d'ajouter à cette somme les dépenses consenties par les départements, par les communes, par des particuliers ou par des sociétés qui s'efforcent d'accroître les ressources des établissements publics d'enseignement. L'instruction primaire devenait obligatoire et gratuite, les écoles se multipliaient, les collèges et les lycées recevaient une clientèle plus nombreuse, les Universités s'efforçaient d'accroître le prestige et la prospérité de notre pays par leur activité scientifique. Cette enthousiaste et juste confiance dans la fécondité de l'œuvre d'éducation nationale devenait contagieuse et toutes les administrations de l'État accueillaient en leur sein un service d'enseignement dont elles ont, avec une inlassable sollicitude, favorisé la croissance et le développement.

Le ministère des Affaires étrangères a des établissements d'enseignement supérieur et secondaire en Orient et en Extrême-Orient ; son budget scolaire est de 821.000 francs. Remarquons d'ailleurs que le ministère de l'Instruction publique, lui aussi, subventionne à l'étranger des établissements d'enseignement supérieur : Institut du Caire, mission française au Maroc.

Le ministère des Travaux publics pour son école des Ponts et Chaussées et pour les subventions qu'il accorde à l'École supérieure des Mines et aux Écoles des Mines de province, dépense environ, chaque année, 640.000 francs.

Le ministère de l'Intérieur, sans qu'on sache trop pourquoi, s'est chargé de la pédagogie la plus délicate ; il met d'anciens préfets, éclopés dans les luttes politiques, à la tête des établissements de jeunes aveugles, de sourds-muets. C'est eux aussi qu'il charge de veiller à l'éducation ou au redressement des pupilles difficiles ou vicieux de l'Assistance publique. Les crédits inscrits au budget de 1908 sont de 627.000 francs, ce serait peu si l'on assurait ainsi l'instruction de tous les enfants anormaux. Mais les établissements subventionnés ne s'ouvrent qu'à une minorité.

L'agriculture dépensera plus de 5 millions en 1908 pour les professeurs départementaux et spéciaux d'agriculture, pour les professeurs des écoles d'agriculture et d'élevage, pour les fermes-écoles, pour les écoles vétérinaires, pour l'enseignement forestier.

Le ministère des Colonies encourage la formation sinon des colons, du moins des fonctionnaires colo-

niaux. Les subventions qu'il verse pour cela ne montent pas à plus de 156.000 francs. Il est vrai que les Colonies, de leur côté, payent d'assez fortes contributions.

La Légion d'honneur pour ses établissements d'enseignement de Saint-Denis, d'Écouen et des Loges, coûte annuellement au budget de la Justice 1.126.915 francs. Il est permis de croire que des Bourses accordées dans nos Lycées ou Collèges de jeunes filles donneraient à moins de frais des résultats supérieurs à ceux que l'on obtient dans ces maisons d'éducation, qui n'ont pour elles que leur âge : il les empêche surtout de s'adapter aux besoins modernes. Une observation analogue s'impose au sujet du prytané militaire de la Flèche, établissement hybride, à la fois militaire et universitaire, mais où l'entretien et l'instruction d'un élève reviennent à un prix moyen sensiblement supérieur à celui qu'ils coûteraient dans un lycée ou collège du ministère de l'Instruction publique.

Nulle part le mouvement de croissance et de complication des services d'enseignement dans les grandes administrations de l'Etat n'a été plus sensible qu'au ministère du Commerce. Là on assiste à la substitution d'un bureau à un employé, d'une direction à un bureau. Les professeurs, les inspecteurs, les inspecteurs généraux se multiplient. Chaque année voit grossir le budget du ministère du Commerce, qui se défend contre les amputations qu'on lui a fait subir en grossissant sa direction de l'enseignement. C'est toute une université qui s'est ainsi rapidement constituée. Elle a ses établissements supérieurs : Conservatoire des Arts et Métiers (1.085.000 francs); l'Ecole centrale (853.800 fr.); ses établissements secondaires : Ecoles nationales d'Arts et Métiers (1.774.983 fr.), l'Ecole d'horlogerie de Cluses (121.300 fr.); ses établissements primaires supérieurs : écoles pratique du commerce et de l'industrie (1.434.041 fr.), écoles nationales d'enseignement professionnel (555.285 fr.) L'inspection de l'enseignement industriel et commercial exigera une somme de 83.300 francs. Bref le budget de l'instruction publique du ministère du Commerce s'élève à plus de 7 millions.

On le voit : organes vieillis et tenaces, organes nouveaux et voraces absorbent des ressources importantes. Cette diversité d'efforts, cette variété d'expériences permettent-elles de tirer des sacrifices consentis par le pays le maximum du rendement? Ne serait-il pas nécessaire de soumettre à la direction d'une administration supérieure unique les divers établissements d'enseignement qui, malgré leur caractère spécial, leur objet particulier, leurs méthodes, parfois peut-être originales, ne sont que des parties distinctes, isolées et même dans certains cas malencontreusement opposées du vaste service de l'éducation nationale?

Nous comprenons ce qui s'est passé. Les grandes administrations de l'Etat sont appelées à faire face à des besognes de plus en plus considérables et complexes. Elles ont éprouvé le besoin de donner à leur personnel une préparation de plus en plus technique. Chaque ministère s'est efforcé de développer aussi complètement que possible les qualités, les aptitudes, les notions professionnelles qui correspondent à son objet propre.

Ainsi se sont créés et multipliés, sans plan d'ensemble, des enseignements techniques, au fur et à mesure que des besoins apparaissaient et que des initiatives empressées s'attachaient à les satisfaire, parfois même à les provoquer. Il n'y a pas lieu de s'étonner que l'on n'en ait point confié la direction au Ministère de l'Instruction publique. La création de ces enseignements nouveaux constituait une sorte de protestation vivante contre les traditions et les tendances universitaires.

Il faut le reconnaître : l'Université n'a pas été sans reproches. Elle s'est trop désintéressée de l'utile. Elle a trop exclusivement aimé la culture générale. Longtemps elle s'est obstinée dans la formation purement littéraire des esprits. Il lui semblait que la délicatesse du goût, la connaissance des sentiments permanents du cœur humain, la faculté de les traduire avec une élégante précision armaient suffisamment les jeunes gens pour la vie. Les sciences cependant ont fini par envahir les programmes scolaires et l'enseignement scientifique donné par l'Université a été de tout premier ordre. Seulement il est demeuré, lui aussi, essentiellement spéculatif, ignorant ou dédaigneux des applications possibles.

L'Université ne donnait une préparation complète que pour un très petit nombre de carrières. Elle s'attacha à fournir la société de professeurs, d'avocats, de médecins. Quant au reste elle s'en désintéressa ou du moins elle imagina qu'il était inutile de s'en occuper. C'est « en forgeant qu'on devient forgeron », pensa t elle. Elle supposa que celui qu'elle avait nourri sur son sein maternel, s'il n'était préparé à rien, se trouvait du moins apte à tout. Aussi est-ce au hasard des circonstances qu'était abandonné le soin de donner à notre nation les agriculteurs, les commerçants, les artisans, qui ne sont pas moins indispensables à son existence et à sa prospérité que les étudiants les plus diplômés de nos Facultés.

Cette superstition de la culture exclusivement libérale et classique est gravement atteinte. Nos Universités, organisées comme elles le sont aujourd'hui, attentives à tirer des découvertes scientifiques toutes les conséquences pratiques qu'elles com-

portent, deviennent capables de tenir dans une mesure de plus en plus grande la place de certaines grandes écoles. Elles fournissent déjà à l'industrie française des hommes de haute culture, d'initiative et de bon sens. Pendant l'année 1906-1907, 1.268 étudiants ont suivi dans les Universités des cours de chimie industrielle, de physique industrielle, d'électrotechnique. L'organisation obtenue à Nancy est particulièrement remarquable et féconde. Des Instituts de chimie pratique, des chaires de botanique agricole, de zoologie agricole, d'horlogerie théorique, d'électricité industrielle, un laboratoire de chimie appliquée à l'industrie des résines, un Institut agronomique et œnologique... montrent que les savants de nos Facultés n'hésitent pas à orienter leurs recherches et leur enseignement de manière à servir la prospérité matérielle des régions où ils se trouvent. L'enseignement des sciences appliquées à l'industrie a rendu évidente la nécessité de la recherche désintéressée et des investigations purement théoriques à ceux qui seraient tentés de n'y voir qu'un luxe ou qu'une innocente manie.

Rappelons aussi et la disparition des privilèges conférés au baccalauréat latin-grec et la part de plus en plus importante faite, dans l'enseignement secondaire, aux langues vivantes, à la géographie, aux sciences physiques et naturelles. La vieille Université cherche de bonne foi à s'adapter de mieux en mieux aux exigences de la vie contemporaine. Pourquoi n'y parvient-elle ni mieux ni plus vite? Sans doute parce que pendant longtemps on l'a tenue presque systématiquement à l'écart des préoccupations d'ordre pratique et professionnel. Aujourd'hui, de toute part, elles la pénètrent. Elle ne s'y montre ni étrangère ni hostile et n'a pas de plus vif souci que de jouer son rôle et un rôle décisif dans cette œuvre de formation de travailleurs de tout ordre utiles à eux-mêmes et à leur pays.

Il ne s'agit pas d'arracher brusquement toutes les écoles spéciales, tous les enseignements techniques à ceux qui les créèrent ou les dirigent pour les confier à l'Université, dont la sollicitude empressée risquerait cependant de se montrer inexpérimentée et maladroite. Ce qui importe, c'est une collaboration continue et cordiale de tous ceux qui peuvent apporter le concours de quelque compétence au succès d'une entreprise d'intérêt général. L'Université n'est pas une vaste congrégation, vivant en dehors des conditions normales de la vie, tout entière occupée à se recruter elle-même. Elle a charge « d'instruire » la jeunesse du pays, de la munir des notions d'ordre général et particulier, des connaissances théoriques et de l'habileté pratique qui lui permettront de s'engager dans la lutte pour l'existence avec la certitude qu'elle y apportera l'énergie, l'intelligence et la souplesse nécessaires.

Pour l'accomplissement d'une telle tâche, il faut que les efforts de toutes les bonnes volontés soient convergents. Aujourd'hui, il n'en est pas ainsi. L'action des divers ministères n'est jamais concertée. Ils sont séparés par une rue... un monde. Chacun redoute de voir réduire ses attributions, diminuer ou obscurcir son autorité. Le ministre ne consentirait pas à avoir sous ses ordres moins de directeurs; les directeurs moins de chefs de bureau; les chefs de bureau moins d'employés. Chaque administration prend plaisir à s'enfler. Volontiers elle juge de l'utilité de son rôle au nombre des fonctionnaires dont elle dispose, de la certitude de sa durée au chiffre des crédits qu'elle dépense. Chaque service emploie honnêtement les sommes qui lui sont allouées. La question n'est pas là. Il s'agit uniquement de savoir s'il ne serait pas possible de tirer de l'ensemble des crédits votés par le Parlement un meilleur rendement grâce à un rapprochement, à une fusion ou à une coordination des enseignements épars.

Nous avons signalé le développement du budget du ministère du commerce en ce qui concerne l'enseignement industriel et commercial. Il serait trop long de retracer, même à grands traits, l'histoire de ces extensions successives et des batailles que livra le ministère de l'Instruction publique pour résister à des empiètements qu'il jugeait indiscrets et qui certainement furent coûteux.

« L'enseignement professionnel, écrivait en 1904 M. Millerand, ancien ministre du Commerce, peut et doit faire à la culture générale la large part faute de laquelle il serait impuissant même à produire de bons spécialistes. En même temps que l'artisan d'une tâche, l'enseignement technique doit viser à former l'homme. Ses élèves ne seront excellents dans leur profession quelle qu'elle soit qu'à la condition de dominer leur œuvre au lieu d'en être dominés. »

On ne saurait traduire en termes plus précis une idée plus juste. Mais si les écoles techniques du commerce et de l'industrie se proposent cette conciliation de la culture générale et de la préparation pratique, qu'est-ce qui les différenciera des écoles primaires supérieures du ministère de l'Instruction publique, qui se proposent le même objet? Nous sommes en présence d'écoles pratiques, tenues de donner un enseignement général et d'écoles d'enseignement général, qui veulent avoir en même temps un caractère nettement utilitaire et professionnel. Où donc trouver la différence, la différence de nature, qui permettra d'attribuer ces établissements soit à l'un soit à l'autre des deux ministères qui se

dressent face à face rue de Grenelle ? Une loi de 1892 avait décidé d'enlever à l'Instruction publique et d'attribuer au Commerce les écoles primaires supérieures « dont l'enseignement est principalement industriel et commercial ». Un décret du 22 février 1893 rangeait chaque école du côté Commerce ou du côté Instruction publique, « suivant que la part de l'enseignement technique ou de l'instruction générale était prépondérante. » Ce dosage est d'autant plus malaisé que, faute de la coordination que pourrait opérer l'unité d'une direction supérieure, chacun des deux ministères a été amené à donner dans les établissements qui relèvent de lui une part grandissante aux études qui ne répondaient pas à leur objet primitif. Des écoles primaires supérieures sont devenues écoles techniques du commerce et de l'industrie. Elles ont uniquement changé de nom. Elles ont conservé et leur régime et leurs programmes intérieurs qui répondaient aux désirs des familles. C'est ainsi qu'on pourrait citer des écoles relevant du ministère du Commerce « dont la principale industrie consiste à préparer aux brevets et aux examens des écoles normales départementales. » Par contre les écoles primaires supérieures s'efforcent d'avoir un caractère de plus en plus professionnel. Elles ont des forges, des établis, des moteurs. C'est ainsi qu'au budget de 1908 le ministère de l'Instruction publique prévoit une somme de 300.000 francs destinée à développer l'outillage de l'enseignement professionnel donné dans les écoles primaires supérieures et aussi à l'école normale supérieure de Saint-Cloud. La distinction posée en principe entre les deux types d'établissements par la loi ou par les arrêtés cède sous la contrainte des faits. Les deux enseignements se ressemblent de plus en plus, mais s'accordent de moins en moins.

Cette dualité ne provoque pas seule une précieuse émulation, elle entraîne une rivalité plus mesquine, occasionne des dépenses qu'il serait possible de réduire ou de rendre plus profitables. Il existe deux administrations centrales. Le ministère du Commerce attire à lui par un traitement plus élevé le personnel enseignant des écoles techniques ; il séduit les municipalités et, par les subventions qu'il leur accorde, les décide à transmuer doucement, sans que les familles s'en aperçoivent, les écoles primaires supérieures en écoles techniques du commerce et de l'industrie.

Nous n'avons pas à prendre parti dans une semblable querelle. Nous sentons la nécessité de maintenir partout la double préoccupation de l'enseignement général et de la préparation technique. Les garçons ou les filles qui entrent dans les écoles techniques du commerce ou de l'industrie ne peuvent pas être privés des leçons qui fortifieront, amélioreront et étendront les notions élémentaires qu'ils ont acquises à l'école primaire.

Une spécialisation excessive et prématurée, si elle n'était pas complétée et compensée par une solide éducation intellectuelle, offrirait de réels dangers. Le progrès scientifique détermine dans l'industrie une division de plus en plus minutieuse du travail. Il y entraîne aussi d'incessantes et profondes transformations. Le jeune homme qui ne connaîtrait qu'un seul outil le manierait sans doute habilement, mais les machines se modifient si rapidement, que celui qui n'aurait pas étudié les théories dont elles sont de changeantes applications serait incapable de les comprendre, de les dominer, d'adapter son intelligence et sa main à leurs mobiles et impérieuses exigences. Il convient de se méfier des vocations hâtives qui naissent du caprice ou d'un engouement passager. Elles méconnaissent parfois les aptitudes réelles que l'instruction générale fortifie, précise et révèle.

Si l'on veut obtenir un contrôle réel des crédits consentis par le Parlement pour l'instruction publique à ses divers degrés et dans ses multiples domaines, il est indispensable de rattacher la variété des enseignements techniques ou spéciaux à un seul ministère qui pourrait prendre le titre compréhensif et glorieux de ministère de l'éducation nationale.

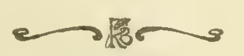
Cette éducation nationale, nous ne pensons pas qu'on doive en confier l'exclusive direction à une catégorie d'éducateurs professionnels, professeurs diplômés, pédagogues patentés. Elle doit être organisée et surveillée par tous ceux qui sont capables de proposer des idées, de provoquer des initiatives, de mettre à son service la compétence que leur confère soit l'étude, soit le contact des réalités, soit la participation à de grands intérêts. Est-il possible de fermer des établissements publics d'enseignement à l'action de l'Université? Nous ne le croyons pas, surtout si l'Université elle-même s'associe largement aux préoccupations pressantes de la vie moderne, aux conseils de ceux qui en ont étudié le mécanisme, pénétré les besoins. Il s'agit, dans tous les domaines, dans toutes les classes de la société, de former des hommes qui soient les maîtres de leur métier, qui le dominent par la largeur de leur esprit, qui se sentent capables de le modifier, de l'adapter aux conditions changeantes de la concurrence et qui ne soient pas voués à l'exécution routinière et servile d'une tâche toujours la même.

Le ministère de l'éducation nationale ne s'opposerait pas aux initiatives diverses et intéressantes. Il profiterait de toutes au contraire, mais les suivrait, les contrôlerait, les coordonnerait pour le plus grand bien du trésor public et des multiples élèves dont il aurait à diriger les études. Seul il pourrait obtenir la

limitation réciproque des prétentions excessives que formulent aujourd'hui des administrations concurrentes, rivales et jalouses. Tout en faisant leur place très largement aux enseignements techniques et professionnels, il ne s'abandonnerait pas à un utilitarisme à courte vue, il maintiendrait au cœur de notre pays l'amour des idées générales qui est comme la forme française de la mentalité, le souci de la probité intellectuelle, l'effort énergique d'inlassable recherche. Le culte désintéressé de la vérité, la participation aux nobles émotions humaines, leur expression par la littérature ou par l'art, c'est la parure éclatante, la couronne de diamants de la démocratie française. Cet ornement n'est pas un luxe vain ou vaniteux, il fait rayonner au loin l'esprit de notre pays, attire à lui les regards et la sympathie des peuples, éclairant les obstacles qui pourraient entraver sa marche vers l'avenir de justice, de bien-être et de beauté qu'il entrevoit chaque jour moins confusément.

Un ministère de l'éducation nationale, tout en préparant des sujets habiles et expérimentés pour les multiples fonctions de notre société, ne saurait se désintéresser de former des hommes et des Français.

T. Steeg,
Député.



MARY (1)

Trois ans après

Trois ans après, à Paris. Une belle matinée de printemps, après la pluie. Mary descendait en voiture l'avenue du Bois avec sa cousine Alice Clerc. Elles s'étaient connues en Amérique, puis retrouvées à Paris, l'année précédente. Alice Clerc habitait alors Paris avec son père. Le vieux Clerc, le plus grand marchand de tableaux de New-York, s'était marié à une Norvégienne de la famille Krog. A sa mort, il avait vendu ses énormes collections. Sa fille avait reçu une éducation artistique et avait des connaissances approfondies en art. Elle avait visité tous les musées du monde et avait traîné son père jusqu'au Japon. Leur hôtel, aux Champs-Élysées, était rempli d'objets d'art. Elle y avait aussi son atelier où elle modelait. Alice n'était plus jeune; c'était une femme vigoureuse, un peu forte, avec un bon caractère et de la gaîté.

Cette année-là, Anders Krog et les siens revenaient d'Espagne. Les deux amies parlaient justement d'un portrait de Mary, qu'Alice avait reçu d'Espagne pour l'expédier ensuite en Norvège. Alice prétendait que l'artiste s'était visiblement inspiré de la *Sainte-Cécile* de Donatello; témoin, la pose, le dessin des yeux, la ligne du cou et la bouche entr'ouverte. Mais, si intéressante que fût cette tentative, elle nuisait à la ressemblance. Ainsi, les yeux étaient baissés comme chez Donatello et le portrait y perdait. Mary eut un sourire; c'était justement pour ressembler à la « Sainte Cécile » qu'elle avait pris cette pose.

Alice se mit ensuite à parler d'un Norvégien, officier du génie, qu'elle avait connu au temps où elle passait l'été en Norvège avec sa mère. Il avait vu le portrait chez elle et il en était tombé amoureux. « Tiens! » répondit Mary d'un ton distrait. — « Ce n'est pas un homme ordinaire, je te prie de croire, ni une passion ordinaire. » — « Vraiment? » — « Tu es prévenue; il va naturellement se trouver chez moi avec toi. » — « Est-ce nécessaire? » — « Pour moi, en tous cas, » dit Alice en riant. — « Tiens, tiens! Alors c'est autre chose. » — « Voilà que tu ne me comprends plus. Attends que tu l'aies vu. » — « Est-il tellement beau? » — Alice éclata de rire: « Non, il est franchement laid, mais attends. » Leur voiture avançait avec peine. C'était un jour de foule. — « Comment s'appelle-t-il? » — « Frans Röy. » — « Röy? Je connais Mlle Röy, c'est notre médecin. » — « Justement, c'est son frère. Il parle souvent d'elle. » — « Elle a une taille admirable. » A ce moment, Alice se redressa: « Et lui donc! Quand je sors avec lui dans la rue, les gens se retournent pour le voir une fois de plus. Un vrai athlète! Pas un athlète bossu! Non, mais très grand, souple, léger. » — « Il fait donc beaucoup d'exercice? » — « Énormément! il n'y a rien dont il soit aussi fier ni qu'il montre aussi volontiers que sa force. » — « Il est donc bête? » — « Bête? Frans Röy? » Elle se rejeta en arrière et Mary arrêta là ses questions.

Elles étaient sorties tard et croisaient des files interminables de voitures qui revenaient du Bois. Les trois grandes allées de l'avenue étaient remplies. Plus elles approchaient de l'entrée, à l'endroit où les allées se réunissent, plus les rangs de voitures étaient serrés. Les claires toilettes printanières, de toutes les couleurs, que l'on avaient sorties au premier jour de beau temps, offraient un spectacle unique. Au milieu des pousses fraîches des arbres, les voitures défilaient, pareilles à des corbeilles de fleurs, encadrées de verdure — défilaient côte à côte ou en ligne, sans qu'il y eût de commencement ni de fin.

Près de la porte du bois, elles se rapprochèrent de la foule mouvante des piétons. Mais elles n'avaient pas encore franchi la porte qu'un grand mouvement agita la foule en se propageant vers la gauche. A

(1) Voir la *Revue Bleue* des 19 et 26 octobre 1907

droite, devait se passer quelque chose qu'on ne voyait pas de leur place. Quelques personnes criaient en indiquant la direction des lacs. Sur un ordre, les voitures se rangeaient ou gagnaient les allées voisines. L'émotion grandissait; bientôt, elle fut générale. Les agents et les gardiens couraient de tous côtés, les voitures s'entassaient au point de ne plus pouvoir avancer. Bientôt, un large espace se trouva libre au milieu de l'avenue. Partout, des cous tendus, des questions qui se croisaient, puis un cri : « Les voilà! » C'étaient deux chevaux emballés qui traînaient un landau à une allure folle. Sur le siège, un cocher et un groom. Il y avait eu lutte, sans doute, puisqu'on avait eu le temps de dégager la voie; à moins que les chevaux ne se fussent emballés loin de là. Près de la porte, toutes les voitures avaient quitté le milieu de la chaussée; celle d'Alice était arrêtée au bord du trottoir de gauche; sans doute, toute l'avenue se vidait derrière elles. Mais tous les regards se portaient désormais en avant. Le superbe attelage, furieusement emballé, arrivait de leur côté. Poussée par la curiosité, la foule avançait et refluait comme une vague. Plus loin, des gens affolés criaient : « Fermez les portes! » Des cris furieux de protestation et de mépris leur répondirent. Dans les voitures, tout le monde s'était levé; on était monté sur les sièges; Alice et Mary comme les autres. Il semblait que l'allure des bêtes s'accroissait encore, à mesure qu'elles approchaient. Le cocher et le groom tiraient sur les rênes avec des efforts désespérés, mais les chevaux n'en étaient que plus affolés. Un homme en chapeau haut de forme se penchait sur le marche-pied de la voiture, sans doute pour voir en quel endroit il allait se casser le cou. Quelques chiens s'acharnaient à suivre en aboyant; ils en attirèrent quelques autres sur la chaussée; mais ils ne se hasardaient guère. Deux ou trois s'avancèrent plus loin et se bousculèrent; l'un d'eux roula et fut écrasé. La voiture fit un saut; le chien hurla; ses compagnons se turent un instant.

A ce moment, un homme, à droite, près de la porte se détacha de la foule et s'avança au milieu de la voie. On se mit à vociférer, à brandir des cannes et des parapluies, à le menacer. Un ou deux agents se hasardèrent un instant à sa suite avec des appels et des cris ; un seul gardien en fit autant de l'autre côté; mais il eut peur et se sauva. Indifférent aux cris et aux menaces, l'homme regardait les chevaux. Quelques pas à gauche, puis à droite, puis de nouveau à gauche,... évidemment, il allait se jeter à leur tête.

Dès que la foule eut compris, le silence se fit, si profond même qu'on put entendre les cris des oiseaux dans les arbres — entendre le bruit sourd et lointain que le vent apportait de l'immense ville qui jamais ne se tait. C'était comme la basse profonde qui accompagnait le gazouillement des oiseaux. Chose surprenante, les chevaux aussi étaient attentifs. Pas un bruit de sabots Seuls, les chiens recommençaient leur tapage.

L'attelage emballé arrivait sur l'homme. Prompt comme l'éclair, il se retourna dans la direction que suivaient les chevaux, courut avec eux et se jeta aux côtés du cheval le plus proche...

« C'est lui! » s'écria Alice, pâle comme une morte, en saisissant Mary si violemment qu'elles faillirent tomber toutes deux. On entendit des cris de femmes, aigus et clairs; puis des voix d'hommes, sombres, hurlantes. Maintenant, il était accroché au cheval. Alice ferma les yeux; Mary se détourna. Les suivrait-il à la course? Serait-il traîné? Quant à les arrêter, il ne pouvait y songer.

Encore quelques secondes d'un silence effrayant où l'on n'entendit que les chiens et les sabots des chevaux. Puis un cri éclata, puis mille autres, puis des acclamations frénétiques qui n'en finissaient plus. On agitait les mouchoirs, les chapeaux, les ombrelles. La foule, comme un double torrent, se précipitait dans l'avenue qui fut remplie en un instant. Les chevaux emballés tout couverts d'écume et tremblants, étaient arrêtés juste à côté de la voiture d'Alice. Elle vit un Anglais vêtu de gris, un grand vieillard à barbe blanche et chapeau haut de forme; elle vit une jeune *lady* suspendue à son bras, et elle entendit le vieillard qui disait : « *Well done, young man* ! »

Une salve de rires accueillit ces mots. Alors, seulement, elle vit l'homme qui avait empoigné les naseaux de la bête, — l'air farouche, sans chapeau, la jaquette déchirée, une main pleine de sang et le visage couvert de sueur. Maintenant, il se tournait en riant du côté des Anglais. Juste à ce moment, il aperçut Alice. Elle était encore debout sur le siège de la voiture. Immédiatement, il abandonna les chevaux, la voiture et les Anglais, pour se frayer un chemin de son côté : « Ma chère amie, tirez-moi de cette affaire-là! » dit-il très vite, avec un fort accent de l'Ostland. Sans lui laisser le temps de répondre, avant même qu'elle eût pu descendre, que dis-je, avant que le groom eût pu dégringoler de son siège, il était déjà à côté d'elle dans la voiture? Il aida d'abord Alice, puis son amie, à reprendre place. Puis il dit en français au cocher : « Ramenez-moi chez moi au galop. Vous vous rappelez l'adresse. » — « Oui, mon capitaine », répondit le cocher plein d'admiration, avec un salut respectueux.

Quand Frans Röy voulut s'asseoir, il fit une grimace, et, portant la main à son pied : « Ah! sacrebleu! il m'a écrasé le pied, l'animal! Voilà seulement que je m'en aperçois. » Au même instant, il

rencontra les grands yeux étonnés de Mary; il ne l'avait pas encore vue, pas même quand il l'avait aidée à s'asseoir. Le changement d'expression de sa physionomie fut si brusque et si profondément comique, que les deux femmes éclatèrent de rire. Il porta sa main tout en sang à son chapeau, — et s'aperçut qu'il n'en avait pas. Alors, il éclata de rire à son tour.

Pendant ce temps, le cocher avait avancé de quelques pas ; ils commençaient à tourner.

« Mon Dieu, je n'ai pas besoin de vous dire qui elle est », dit Alice en riant. — « Non », répondit-il, en fixant sur Mary un regard qui la fit rougir.

« Mais quelle audace vous avez eue ! » C'était Alice qui parlait. « Oh! ce n'est pas aussi dangereux que cela en a l'air », répondit-il sans cesser de regarder Mary; « c'est plutôt un tour d'adresse. J'en ai déjà fait autant deux fois. » Il s'adressait à Mary. « Cette fois j'ai vu aussitôt qu'un des chevaux seulement avait perdu la tête. L'autre était traîné. Alors, j'ai empoigné celui qui était fou... Diable, comme je suis fait! » Il remarquait seulement que sa jaquette était en lambeaux, que sa montre avait sauté et que sa main lui donnait des élancements. Mary lui offrit son mouchoir. Il jeta les yeux sur le chiffon brodé, puis sur elle, et refusa en disant : « Merci, mademoiselle; c'est trop beau pour une patte d'ours ! »

Il habitait à main droite en sortant du Bois, c'est-à-dire à deux pas de là. Il les remercia profondément sans leur tendre sa main ensanglantée et descendit.

Quand il traversa le trottoir, élancé et puissant, malgré son pied qui boitait, et que la voiture eût fait demi-tour, Alice murmura en anglais : « Ah! si l'on pouvait avoir un pareil modèle! » Mary la regarda stupéfaite. « Tu ne crois pas? » Alice plus stupéfaite encore, se retourna vers Mary. « As-tu vu cette nuque merveilleuse! » Mary bondit presque sur son siège, et se penchant vers Alice, la regarda dans les yeux. Alice répondit à son regard par un rire moqueur.

Mary se renversa dans la voiture, le regard perdu.

Frans Röy dut prendre quelques jours de repos à cause de son pied. Quand il annonça de nouveau sa visite chez Alice, Mary en fut avertie comme il était convenu. Mais elle se sentit si fiévreuse qu'elle n'osa pas sortir. La fois suivante, la curiosité, — ou je ne sais quoi, — la poussa. Elle vint tard, mais à peine se trouva-t-elle en face de lui, qu'elle souhaita n'être jamais venue. Il y avait en lui quelque chose de si intense que sa délicatesse était choquée, comme d'une indiscrétion, presque d'une injure. Une violente émotion l'agitait. Elle ne voyait, n'entendait que lui ; ses pensées bourdonnaient comme son sang. Cela va passer, se disait-elle. Mais cela ne passait pas. Le ravissement, la passion d'Alice, sensible et visible dans toutes ses paroles, dans tous les regards, augmentait encore son vertige. Était-il vraiment si laid? Tous ses traits, son front large et droit, ses petits yeux étincelants, ses lèvres serrées, son menton saillant, avaient quelque chose d'extraordinairement puissant, — et d'amusant en même temps, car il n'avait pour ainsi dire pas de nez. Amusants aussi la plupart de ses propos. Il était toujours en train, toujours joyeux ; sa conversation roulait, comme un flot assourdissant, une foule d'idées plaisantes. Ses manières n'étaient point violentes; il était, au contraire, d'une politesse parfaite, prévenant, quelquefois même galant. Mais sa personne produisait une impression écrasante. Ses paroles, ses yeux seuls étaient d'une force invincible. Sa stature aussi y ajoutait, sa main vigoureuse, son pied ramassé qui ne cessait de s'agiter, ses épaules, sa nuque, son thorax : tout parlait aussi, insistait, démontrait. On ne pouvait y résister. Et ses discours n'arrêtaient point.

Mary ne connaissait d'autre forme de conversation que celle de la société cosmopolite : propos légers sur la pluie et le beau temps, les événements du jour, la littérature et l'art, les menus incidents du voyage ou du séjour, le tout à six pieds de distance. Ici, au contraire, tout était personnel, et les distances étaient supprimées. En outre, elle s'aperçut qu'elle produisait sur lui l'effet du vin. Il était de plus en plus grisé, de plus en plus excessif. Il entraînait, il troublait. Dès que les convenances le lui permirent, elle disparut, hors d'elle-même, abasourdie, dans une fuite folle. Elle se fit à elle-même la promesse solennelle de ne revenir jamais.

Il était tard quand elle alla retrouver son père et Mme Dawes. Elle ne souffla mot de sa visite. Elle n'en avait rien dit non plus la fois précédente. Mme Dawes la pria de jeter les yeux sur une carte de visite qui se trouvait sur la table. « Jörgen Thiis! Il est donc ici? » — « Il a été ici tout l'hiver, mais il vient seulement d'apprendre notre arrivée. » — « Il nous a prié de te saluer », ajouta son père, qui lisait comme à l'ordinaire.

C'était un vrai repos que de songer à Jörgen Thiis. L'hiver précédent, ils s'étaient vus assez souvent à Paris. Il l'avait accompagnée dans plusieurs occasions; ainsi, aux bals officiels de l'Élysée. Ce beau cavalier, élégant et respectueux, lui avait toujours fait honneur. Son père raconta que Jörgen voulait quitter l'armée pour la diplomatie. « Mais il faut de la fortune pour cela », dit Mary. — « Il héritera sans doute de l'oncle Klaus », répondit Mme Dawes. — « En es tu sûre? » — « Sûre, non. » — « Est-ce que l'oncle Klaus n'a pas perdu de l'argent dernière-

ment? » Mme Dawes garda le silence. Son père répondit : « C'est bien possible. » — « Est-ce qu'il aide Jörgen? » Pas de réponse. « Alors il me semble qu'il n'a pas beaucoup de chances de réussir », dit-elle en terminant.

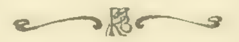
Frans Röy était chargé à Paris d'une mission spéciale du gouvernement ; aussi était-il souvent absent. C'était le cas pour l'instant, et Mary se sentit tranquille. Mais un matin qu'elle arrivait de bonne heure chez Alice, pour faire des courses avec elle, elle trouva Frans Röy ! Il se précipita vers elle avec des yeux qui débordaient d'admiration et de bonheur. Il prit ses mains dans les siennes ; jamais elle n'avait vu de joie plus rayonnante. Mary sentit elle-même combien elle rougissait ; Alice éclata de rire, ce qui augmenta encore son embarras. Mais son bavardage sauva la situation. Ce jour-là, en effet, il était bavard au point de se rendre des points à lui-même. Il se jeta à corps perdu avec elles dans la description d'une fabrique colossale dont il arrivait tout droit. Il leur montrait les hommes demi-nus, de longues barres de fer à la main, le long des ruisseaux de fonte bouillante, enflammée, crépitante ; puis les machines, hautes et puissantes comme les arbres d'une forêt, au pied desquelles les hommes avaient l'air de prudentes fourmis. Il essaya aussi de leur expliquer les choses en détail. Il réussit à la perfection, mais il parla si longtemps, qu'elles durent à la fin prendre congé de lui.

Quand elles furent dans la voiture, Alice était très animée. Il était évident que ce jour-là, il avait produit une forte impression.

Le lendemain, Mary quitta Paris en automobile avec un couple américain. Elle resta absente quelques jours. Mais la première chose qu'elle fit à son retour fut d'aller trouver Alice. En effet, Franz Röy était là ! Alice et lui sautèrent de joie. Alice vint à elle et l'embrassa en s'écriant : « Voici l'enfant prodigue ! » Quant à Frans Röy, c'est trop peu dire que ses yeux brillaient ; ils jetaient des éclairs. Dès qu'elle lui eût rendu son salut, il ne se tut pas un instant. Alice commença à avoir peur. Heureusement, il dut s'interrompre ; il avait une affaire à traiter. Mary resta, violemment surexcitée. La tempête ne voulait pas s'apaiser. Alice inquiète tâchait de la calmer en lui expliquant quel homme était Frans Röy. Mais ses explications ne faisaient que troubler Mary. Elle partit.

(*A suivre.*) BJORNSTJERNE BJORNSON.

Traduit du norvégien par J. LESCOFFIER.



Le propre du temps

LA BROCANTE ET L'ART RELIGIEUX

Iconoclastes ou collectionneurs, tous pillent et brocantent. Que peut l'individu sinon crier *au brocanteur* ! comme on crie *au voleur* ? — Cette alarme jetée ici même il y a trois mois (1) parut intempestive. L'affaire Thomas la justifie pourtant.

Le voleur d'Ambazac et de Guéret a mangé le morceau, dit-on : mais ce morceau ne représente qu'une miette du colossal gâteau, convoité par des gens d'une autre envergure que le sentimental tonnelier.

Les journaux catholiques déclarent « que les antiquités vendues par le clergé le furent sous le régime concordataire, où le curé pouvait vendre légalement les objets de son église, avec l'autorisation du conseil de fabrique ».

Pour ne citer qu'un exemple, l'hôtellerie de Guillaume le Conquérant, à Dives, contient des verrières, que le curé échangea pour des vitraux neufs.

L'ignorance présida à la plupart des ventes, sous le régime concordataire : l'Amérique n'achetait pas encore et la cote des antiquités, surtout médiévales, était fort basse.

Les mêmes qui ont créé la bourse des tableaux se consacrèrent aux curiosités et au bric-à-brac et, dès lors, les zéros s'ajoutèrent par trois et par quatre aux unités.

Qui espère-t-on tromper, en prétendant qu'un doyen serait incapable, au moment où il s'estime persécuté et dépouillé, de disposer d'un objet qu'il tient pour bien d'église ?

Le curé d'Ambazac a exprimé ses violents regrets de n'avoir pas *bazardé* (sic) la châsse, lorsqu'il ne dépendait que de son évêque. Il importe de se figurer exactement certaines mentalités. La loi civile, j'entends celle d'aujourd'hui, n'est acceptée par aucun clerc, car elle contredit à la loi religieuse. Je n'accuse personne, mais je prétends qu'un membre du clergé ne se tient pas pour obligé en face de la légalité actuelle, sinon par son propre intérêt.

Les inventaires ont-ils été faits, pour humilier les catholiques ou dans un dessein réellement conservatoire ?

On aimerait à admettre ce dernier mobile.

Les conditions ahurissantes et même périlleuses de ces actes légaux ne permettaient pas au plus savant homme de cataloguer sérieusement ou d'estimer si on lui présentait les originaux. Même, sans le tocsin, les barricades, les huées, le percepteur

(1) *Revue Bleue* du 12 juillet 19[illegible] : *Le Gaspillage des biens ecclésiastiques.*

chargé de cette mission pouvait-il la remplir ? L'estimable corps de l'enregistrement se trouvait radicalement incompétent. Qu'on se souvienne de la fameuse tiare du Louvre, dont l'authenticité fut défendue par tous les conservateurs !

Les inventaires sont sans valeur, parce que le curé n'avait aucun motif de conscience pour y être sincère et que le représentant de l'État était aussi ahuri qu'incompétent.

Ce n'est un secret pour personne que l'on a *déménagé* et *substitué*, d'un bout à l'autre de la France, avant l'arrivée de l'homme du fisc. Beaucoup d'objets ont été emportés par des particuliers qui doivent les rapporter aux jours meilleurs et si ces jours tardent ou ne viennent pas, que feront leurs héritiers ?

Ce 21 octobre, M. Aguilhon, curé de la paroisse de Laurens, répondait à la barre du tribunal civil de Béziers « que la statue en marbre remplacée par une statue de plâtre *reparaîtrait*, quand le calme sera revenu dans les esprits surexcités par la persécution religieuse : que du reste cette statue disparut au temps de la Révolution et reparut ensuite et qu'enfin, il ne s'agit pas d'un vol, mais d'une simple absence, *sine anno.* »

Les tapisseries de la cathédrale de Clermont qui furent cachées en 1793, chez un particulier, ne revinrent pas à leur place et ont été vendues au comte russe Balilinsky.

Cet été, dans la presqu'île du Cotentin, je visitais une église connue par ses beaux et curieux objets : elle était nue comme un temple. Le sacristain à qui j'exprimai mon étonnement me conduisit au clocher et là je vis plus de choses et plus importantes que celles signalées dans les livres sur la région.

Ce que Thomas a volé est bien peu auprès de ce que les fidèles ont *sauvé.*

S'imagine-t-on les clercs assez niais pour laisser, au marteau du commissaire priseur, d'admirables meubles d'évêché. L'inventaire dit « table Louis XV » mais il y en a à cent francs et à cinquante mille francs et en bien des endroits, c'est la première qui ira aux enchères. Penser qu'on révèle ici quelque chose serait sot. Il faut ouvrir une parenthèse pour une simple question. Celui qui saura y répondre comprendra que les Asiatiques, à qui Iohvéh a donné le génie des affaires, en ont conçu une colossale, autrement lucrative que l'expropriation des immeubles congréganistes.

Pourquoi la publication de l'inventaire des trésors d'art de la France s'est-elle arrêtée 1876-1886 ? Pourquoi les cinq volumes publiés restent-ils sans aucune indication de suite, à une époque aussi ardemment archéologique que la nôtre ?

Mon Dieu, parce qu'il y a des gens bien riches qui collectionnent et d'autres moins fortunés qui leur procurent les objets rares et précieux.

Il y a une brocante de qualité où les courtiers portent d'authentiques couronnes fermées, où les antiquités sont exposées dans des salons de la meilleure tenue et même de la meilleure compagnie. Telle haute et honnête dame n'entretient son luxe que par sa part dans des opérations d'antiquaire : le loyer de certains hôtels, voire la table, sont payés par un pourcentage sur la vente de meubles meublant aux riches invités et nobles étrangers.

Il faut être Thomas pour voler un musée ou une pièce connue, et dans ce cas, le larron ne doit pas compter sur les connivences qu'il trouverait peut-être pour une *substitution.* Un vide se voit ; un fac-similé passe inaperçu ; la Pucelle de la place des Pyramides a été remplacée par une sœur jumelle ; bien peu s'en sont avisés. Ce qui est possible, rue de Rivoli, devient aisé dans une église de campagne.

J'ai vu, lors de la restauration d'une église romane aux bords de la Loire, les chapiteaux anciens soigneusement emballés pour celui qui avait soldé leur reproduction en belle pierre neuve. L'Américain qui paye cinquante mille francs le moulage du portail de Saint-Trophime à Arles, achètera, à un beau prix, des portails authentiques.

M. Dufay, accusé par Thomas, accuse à son tour plusieurs curés du Puy-de-Dôme.

On fait de belles affaires avec les messieurs prêtres : M. Tounin ne paya que seize cents francs au curé d'Augnat une châsse émaillée du XVIe siècle. On en fait de semblables avec les municipalités. Celle de Saint-Léger, dans l'Aube, vendit la croix Renaissance du cimetière trois cent soixante-quinze francs à un antiquaire de Reims ; le Louvre l'a acquise au prix de douze mille francs (1).

De quelque côté que l'on regarde, on ne voit que brocanteurs : le curé bazarde quand il peut, la commune ne se borne pas à bazarder les menus objets ; elle démembre les édifices, arrache les jubés, démolit le pont de Cahors, ébranle les remparts du Mont Saint-Michel par sa digue : le département ne vaut guère mieux que la commune, et quant à l'État, il procède à l'aliénation de tous les meubles des évêchés et séminaires, sauf ceux que M. Marcou jugera bon de conserver.

On peut dire, en face de tout objet d'art, sous un toit ecclésial, que son destin est d'être bazardé ou par le curé ou par les fidèles ou par la commune ou par l'État. Il n'y a pas de doute sur la vente, mais seulement sur le vendeur.

Jamais l'antiquité n'a été pareillement menacée,

(1) *Revue Bleue* du 10 août [illegible] : méditation pour [illegible] municipal. *Revue Bleue* du 18 mai [illegible] : La vente du [illegible]lier ecclésiastique.

parce que jamais elle n'a représenté une affaire aussi fructueuse. Quelle spéculation se comparerait à celle de la croix de Saint Léger, 11.625 francs de bénéfice avec un capital de 375 francs! Ces chiffres pris pour leur seule actualité, expliquent le flot des convoitises qui monte vers les autels et les sacristies. La bande noire ne se compose aucunement de sectaires : la libre-pensée n'anime aucun instinct sacrilège, et le spectre de la Révolution ne peut être évoqué ici.

Paulo minora, un nouveau commerce, nouveau au moins par le développement de la demande, s'offre aux plus divers personnages, aux plus qualifiés comme aux plus humbles.

Les vols de Thomas servent de prétextes à ces considérations qui tendent à éveiller l'opinion sur un complot autrement grave.

Le milliard congréganiste se solde à ce jour par un déficit de 6.030.000 francs pour frais de justice; mais tandis que l'État met en vente Marmoutier, le fameux couvent de Tours, à 135.000 francs (sans classer monument historique l'admirable portail de la crosse) le monde de la brocante a vu le milliard réel, réalisable, le milliard des statues, des orfèvreries, des broderies, des émaux, des ivoires, du bois sculpté, le milliard de l'art religieux. Il l'a vu et l'a déjà entamé, puisque les fuites ont commencé, à la première alarme, que les substitutions ont suivi, que les inventaires ne contiennent ni la totalité, ni la qualité réelle des objets et enfin que tous les intérêts, aussi bien ceux des catholiques que ceux des pouvoirs locaux, forment une ligue contre la conservation des trésors d'art religieux.

Le projet de loi sur l'attribution des biens ecclésiastiques va venir en discussion incessamment : ce projet, exclusivement politique, ne donne satisfaction qu'à un parti et non à la France, à la raison et à la civilisation.

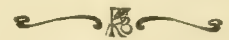
Certes, l'œuvre religieuse sortie de son cadre naturel qui est l'Église, perd infiniment de sa signification et de son rayonnement : la vitrine du musée me paraît aussi peu manifestatrice du reliquaire que l'herbier de la plante. Mais puisque la question se pose de la perte ou de la conservation des trésors d'art français, qui ne votera pour leur conservation?

Vu le nombre et l'importance des œuvres, on ne saurait songer à les entasser dans les musées locaux, tous trop exigus; il faut transformer l'évêché ou le séminaire en musée diocésain. Ainsi la France sera dotée d'un musée de Cluny par diocèse.

Lorsque l'Assemblée constituante supprima les couvents, Lenoir rassembla leurs richesses : le musée des Petits Augustins, plus tard musée des monuments français, devint le Musée de Cluny en 1811.

La Vierge en marbre de Laurens qui reviendra, quand la France sera sage, me paraît explicite de l'état d'esprit ecclésiastique. Seulement, l'État m'inspire une méfiance encore plus vive, quand il institue M. Marcou seul juge de ce qu'on doit conserver du mobilier religieux, et qu'il écrit à l'article V de son projet : « Les objets d'art ayant appartenu aux établissements diocésains seront attribués à l'État, s'il les réclame! » Or, l'État ne les réclamera pas tous, il les livrera donc à la brocante?

PÉLADAN.



LA MORT CHEZ LES MUSULMANS

Le cadavre enlinceuillé d'une soierie, recouverte de fleurs à la hauteur de la poitrine, est transporté sur un brancard. Le corps, au rythme des pas, tremble sur la civière. Arrivé au cimetière on le couche dans une fosse maçonnée, souvent illustrée de dessins sur ses parois crépies. Un sable de mer, bien ratissé, forme le fond de cette sorte d'auge. On ferme ce sarcophage avec de grosses pierres qu'on cimente. Quand le musulman s'est distingué par sa science juridique ou bien s'il a été cheick d'une mosquée, on plante, à la tête de son tombeau, un turban de marbre soutenu par un cippe. Deux pierres en as de pique signalent le corps d'une femme. Un caillou marque les fosses des pauvres.

Il est d'usage, dans les familles pieuses, de veiller huit jours et huit nuits de suite l'enterré. Une tente en poil de chameau ou en toile est dressée contre la tombe. Les parents du défunt l'habitent et prient sur lui pendant la semaine. Ce temps écoulé, le mort est délaissé. Seules les femmes, par distraction, demanderont parfois à revenir le vendredi au cimetière.

Chez les musulmans de la bourgeoisie, on considère avec étonnement un homme qui fréquente les nécropoles. Les Arabes ne s'y rendent jamais et ne croient pas offenser leurs ancêtres. Ne portent-ils pas en eux-mêmes les morts, puisqu'ils leur ressemblent et les perpétuent? Pourquoi auraient-ils donc le culte spécial des reliques? Il n'y a qu'une exception à cette règle. Les tombeaux des compagnons du prophète sont aussi actuels qu'aux premiers siècles de l'Hégire. Eux seuls sont visités assidûment, car ils représentent toute la grandeur évanouissante de l'Islam...

Lorsque je racontais mes longues stations parmi leurs morts à des musulmans de l'élite, ils me regardaient, surpris. Le sol de leurs nécropoles est pourtant fertile en idées. Là, souvent, s'est éclairé pour

moi ce peuple fermé. J'ai parcouru les plus vénérables cimetières. Celui de Sadiki paraît être le plus ancien de Tunis. Champs-Élysées des vieux croyants, il se présente sous l'aspect d'un jardin sauvage où les cassies à globules jaunes, les eucalyptus aromatiques et les faux poivriers se penchent sur les pierres gravées. Dans cette oasis de verdure, les *tourbas* ruinées voient leurs dômes s'écrouler sur les familles qu'elles couvraient. Maintenant, les tombeaux dorés luisent dans la pénombre de ces chapelles trouées. A travers les lézardes, les branches suspendent des bouquets sur ces oubliés, et la jeune gloire des pétales encense ces morts du XVIe siècle dont les vertus s'énoncent en caractères coufiques.

Au hasard des tombeaux, je fais traduire des noms et des sentences. Avec la main, j'écarte des marguerites rayonnantes et mon guide, un lettré arabe, épèle :« Hadj Othman, juris-consulte, aimait la Justice et buvait aux sources de la science. »

Aujourd'hui, à la base de son tombeau, un *hofra* ou trou de piété, est rempli par la rosée du ciel. Quand je m'éloigne, les rossignols et les verdiers viennent se rafraîchir à cette eau. Jadis, les parents d'Othman remplissaient, chaque vendredi, cet *hofra* de dattes et de pois chiches afin que les « meskines » (pauvres) pussent s'en nourrir.

Dans l'herbe, aux pieds du jurisconsulte, je ramasse une ampoule crevée. Un pèlerin l'avait rapportée de la Mecque, après l'avoir emplie au puits d'Agar. A son retour du pèlerinage il était venu asperger Hadj Othman de ce liquide béni.

A quelques pas plus loin, un tombeau marabout nous arrête. La pierre en est sculptée précieusement, aussi, un pieux anonyme a-t-il légué une brosse, attachée par une chaînette, afin que les fidèles, au passage, essuient les poussières. Le turban symbolique de ce marabout est peint en vert. Un dallage de céramiques entoure ce tombeau important. Il a pour but d'écarter l'approche des morts indiscrets. Cotoyer le plus près possible un saint n'est-ce pas voguer sûrement vers l'éternité bienheureuse ? Des sentences, sans doute prononcées autrefois par le pieux personnage, entourent son corps d'une guirlande de lignes décoratives : « La mort est une porte par laquelle tout le monde doit passer ».

« Je connais l'intérieur de la maison des morts. »

En face de ce marabout, la tombe carrée et énorme du Muphti Ali Edderouich, révèle un homme d'importance. Des caractères arabes, à son chevet, signifient :

« Le laveur des morts ne peut pas purifier les âmes. »

Par cette affirmation Ali annonce la pureté de sa conscience.

Ces laveurs de morts musulmans sont indispensables, aussitôt le décès reconnu. C'est le Bit-el-mal (la chambre des richesses ou administration chargée de recueillir les biens de main-morte) qui paie généralement le Khassel el Mouta (laveur des morts). Le décès d'un riche Tunisien est encore apprécié par les Korras, les liseurs de Coran. Il suffit de savoir lire les sourates, à l'enterrement, pour toucher deux piastres et deux pains. Le troisième jour après la cérémonie, les Korras retournent chez les parents du trépassé et on leur sert un repas qu'ils emportent dans leur *tarboucha*, capuchon de leur burnous, qu'ils ont soin de doubler en toile cirée afin qu'il ne filtre pas le couscous ou le macaroni.

Tous les cimetières arabes donnent une impression de délabrement et d'oubli, car, répétons-le, le musulman n'a pas le culte de la dépouille charnelle de ses parents. Ceux-ci, les pères, les ancêtres, continuent à vivre en esprit dans leurs descendants, ce qui vaut mieux.

La grande nécropole maraboutique de Bel Hassen n'échappe pas à cette loi d'indifférence. Ses pierres enturbannées sortent avec peine des fleurs. Cet immense champ mortuaire descend une colline couronnée par la Zaouia dédiée au saint du même vocable. De cette situation admirable, l'Islam défunt domine Carthage et Tunis. Les arches ruinées des tombeaux familiaux de Bel Hassen surgissent des herbes. Leurs claveaux osseux ressortent comme de grandes carcasses parmi les mimosas nains et les agaves hargneux.

Plus bas, dans la plaine, l'inondation végétale submerge les fosses de la foule. En vain les stèles s'efforcent-elles à sauver le souvenir des défunts, les anthémis les entourent et les débordent bientôt. Une mer d'or recouvre la multitude des cadavres anonymes.

Au milieu de cette campagne sans tristesse, deux maçons préparent une fosse neuve, à la truelle. Lorsque leurs têtes se baissent dans le trou, il semble que tout l'océan des fleurettes, soucis, mauves et résédas, va noyer les travailleurs sous ses vagues triomphales. Dans ce cimetière inondé par la féerie des floraisons, les tombes paraissent les embarcations du vieil Islam en dérive vers le néant. Quelques navires de haut bord, mieux ancrés, résistent. Beaucoup de canots ont déjà coulé avec leurs équipages dans le sol.

Près de Moghrane, j'ai vu comment les Arabes nomades semaient leurs cadavres sur le *bled*, sans souci de jamais les retrouver. En l'immensité du pays désertique des renflements d'argile étaient marqués avec des éclats de pierre. A quelque distance de cette douzaine de taupinières perdues dans une vertigineuse campagne, sans un arbre, sans une

goutte d'eau, les falaises ravinées d'un oued desséché et, dans le lointain, des montagnes à formes tristes, se profilaient sur le feu du ciel. Un coup de vent balaiera ces petits tas. Ensuite, ce sera uniformément le grand steppe parcouru par les chameaux aux attitudes de bêtes préhistoriques. Jamais plus qu'en ce lieu, le mépris pour le cadavre, cette poignée de cendre, ne m'est apparu.

J'allais oublier le cimetière d'Hamamet (la ville des colombes). Les morts ensablés aux pieds des remparts de cette exquise petite ville, voient les vagues, bleues comme le firmament, pousser des coquillages nacrés sur les fosses sans qu'une main essaie d'arrêter les flots.

Cependant l'impression la plus poignante de la mort chez les musulmans m'a été donnée, un vendredi, à la nécropole de Kairouan, la cité sainte fondée par Sidi Okba, le conquérant de la Tunisie au nom du Prophète.

Le soleil venait de s'enfoncer derrière les montagnes violacées. Une liqueur safranée pleuvait au couchant. Dans l'immense cimetière, plus grand que la ville, étendu sur une plaine infinie que pas un arbre ne console, les milliers et les milliers de tombeaux s'enlisaient dans un sol fauve qui paraissait usé comme un vieux tapis.

Des femmes du quartier paysan des zlass, couvertes du front aux pieds de lainages noirs, et des musulmanes citadines voilées de soieries blanches, étaient posées comme des statues de charbon et de neige sur les dallages des tombeaux. Devant une fosse récente, quatre bédouines, plantées comme quatre cyprès aux angles du tombeau, oscillaient doucement au vent embrasé de juin.

Après un moment, et comme les muezzins avaient chanté, tous ensemble, dans les galeries des cent cinquante mosquées, zaouias et marabouts de Kairouan et jeté aux points cardinaux leurs modulations au nom de Dieu l'unique, les femmes muettes et roides glissèrent vers la ville comme un troupeau de fantômes.

Sur la colonne d'un mausolée, un hibou surgit. Son corps sombre, aux ailes déployées, prit une importance extraordinaire sur le feu du couchant. De longs serpents jaunes sortaient des tombeaux crevés, et des gerboises, aux énormes yeux en lentilles, trottinaient sur les céramiques brûlantes.

On ne voyait pas un être vivant, à perte de vue, dans le *bled* orangé, mais on entendait les sanglots des moutons au fond des douars consumés par la chaleur.

Kairouan s'effaçait. Ses deux cents coupoles paraissaient des bulles où s'irisaient les dernières lueurs de l'occident. Ensuite, la ville et ses remparts parurent si légers, si peu indiqués sur un papier gris bleu, qu'en soufflant, on eût fait envoler les poudres de pastel qui dessinaient la cité sainte.

Pourquoi donc les croyants si indifférents à l'effort de la vie se soucieraient-ils des morts?

L'une à côté de l'autre, les deux Kairouan, à peine différentes, tombent en poussière, peintes de rose au lever du soleil et drapées dans la pourpre au crépuscule.

CHARLES GÉNIAUX.

Cimetière de Kairouan, 1907.



LES SATELLITES

L'amour, dans son ciel, trône entre deux satellites.
Leur casque est de soleil et, quand le jour descend,
On croit voir se poser aux cuirasses d'hoplites
Un reflet d'incendie où ruisselle du sang.

A leurs pieds gît le lourd bouclier des batailles
Qu'Héphaistos rehaussa d'une gorgone d'or,
Et le glaive qui fit à chacun vingt entailles,
En tronçons maintenant, près des cnémides dort.

Tous deux ont des yeux las de fièvres et de larmes,
Une attitude grave où pèse un souvenir,
Le silence de ceux qui, longtemps, sous les armes,
Appelèrent en vain le meilleur avenir.

Car ils ont tant lutté naguère, — lutte folle ! —
Sans qu'aux coups d'un vainqueur un vaincu succombât,
Que Pallas Athènè tremblait dans l'Acropole
Au vacarme incessant de si rude combat.

Un réciproque oubli des duels fratricides
Les ramena, sanglants, Amour ! auprès de toi.
Tu pleuras, et, dès lors, devenus tes séides,
Ils t'ont mis dans l'Olympe ; ils ont fixé ta foi...

Assis à tes côtés, proches de ton oreille,
Ils regardent en bas l'humanité mentir,
Et des yeux de chacun descend pitié pareille...
L'un se nomme Pardon, et l'autre, Repentir.

Sans eux, tu resterais, sous des paupières sèches,
Le versatile Eros qui courait en tout lieu
Et tu rirais encore, à décocher tes flèches...
D'Eros qui sut pleurer ils firent l'Amour-dieu !

Et nul ne connaîtra la plénitude auguste
De tes règnes nouveaux de paix et d'abandon,
S'il n'eut pour le courber vers toi, dieu doux et juste,
La main du Repentir ou celle du Pardon.

RÉMY SAINT-MAURICE.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

Une nouvelle romancière

SIMONE BODÈVE : *La petite Lotte.*

Le roman se meurt ; le roman est mort... le roman vit toujours : ce moribond s'obstine : il est de belles agonies : de celle-ci le spectacle se prolonge, passionnant ; le roman se meurt : quelle époque consentit pour le faire revivre de plus héroïques efforts? Prises d'un beau dévouement, des générations se sacrifient : des millions de Français et de Françaises ne conçoivent pas en ce monde de but plus noble, ni plus profitable à la race : ils donnent leurs pensées, leur cœur, le meilleur d'eux-mêmes... cent romans paraissent, remplacés, devant que l'encre en soit sèche, par cent autres. Fécondité pernicieuse ! illusoire abondance ! — Et nous sommes las, infiniment las... mais de nouvelles générations s'avancent, qui nous menaçent d'une furieuse abnégation ; elles se précipitent au roman, s'y épuisent, renoncent aux sévères disciplines, à l'action. C'est un vertige, une folie. Les spectateurs qui s'en défendent demeurent inquiets... point trop ; il n'est au mal dont nous souffrons — fléau social — d'autre remède que l'excès de ce mal : le jour est proche où tout diplôme de bachelier, tout certificat primaire se complètera d'un ou plusieurs romans ; ce sera l'effort suprême et la fin. Nous n'en sommes point là : nous constatons la croissante pullulation des œuvres romanesques : les statistiques progressent ; et voici que s'accuse la courbe de l'inéluctable évolution.

Cependant le roman, qui est condamné, qui se meurt, ou qui va mourir, suscite d'intéressantes activités : son agonie serait moins émouvante, si parmi la foule de ses victimes on ne distinguait d'éclatantes infortunes. Certes le sort fut cruel aux plus puissants romanciers de notre temps : combien mélancolique la carrière de certains ! Nous ressentons profondément cette mélancolie. Nous sommes saturés de roman, saturés, las, un peu écœurés : nous ne saurions plus guère admirer un roman : nos admirations sont éphémères : nos engouements sont des modes. Mais si les œuvres ne retiennent plus notre attention distraite, nous possédons encore des réserves de curiosité dont bénéficient les auteurs. Que vont-ils tenter ? Par quels subterfuges manifester leur personnalité ? Par quels stratagèmes introduire leur observation ou leur fantaisie ou les deux à la fois, en une fiction que nous consentirons à lire, et peut-être à aimer ?

Dégoûts et curiosités favorables à l'étonnante expansion de la littérature féminine ! Nous négligions les œuvres de romanciers vigoureux et d'aventure hardis : nous étions avides de confidences ou mieux de confessions féminines. Ces romancières nous étaient chères en dépit de leurs romans qui n'étaient point toujours désordonnés ou insuffisamment écrits. D'où l'on peut conclure que les femmes furent les bienfaitrices du roman, qu'elles l'enrichirent, le diversifièrent, lui ramenèrent une clientèle défaillante : ou encore, si vous préférez, qu'elles travaillèrent de toutes leurs forces à discréditer cet infortuné roman, puisqu'aussi bien, dans leurs livres, les meilleurs et les pires, nous ne cherchons qu'elles-mêmes.

Et certes, les femmes sont très capables de doter le roman d'agréments inédits : je ne les crois pas incapables de précipiter sa rapide décadence. Quels que soient à cet égard les effets de leur zèle, intempérant à l'excès, on les tiendra pour accessoires, simples corollaires de cette évolution qui assure aux femmes, dans la littérature comme dans la vie sociale, une part de plus en plus grande d'influence et d'activité. En littérature, on voit assez bien ce que nous leur devons : romans d'analyses sentimentales, psychologies aimables, romantisme, lyrisme, sensualité exubérante, toutes ou presque toutes les héritières lointaines, mais authentiques, de Mme de la Fayette ou de George Sand ! Jusqu'ici l'observation proprement réaliste ne les a guère tentées : pourquoi ne s'y essaieraient-elles pas, sœurs de ces « savantes » que forment l'érudition, les sciences physiques et naturelles? Qu'elles se hasardent ! Le roman y gagnera, ou y perdra ; pour nous, le bénéfice n'est pas douteux.

Jetez plutôt les yeux sur ces amples et pénétrantes peintures de mœurs populaires que nous devons à l'intelligente audace de Simone Bodève. Simone Bodève ! comment s'est-elle documentée ? Faut-il croire que son poignant accent de sincérité témoigne d'une solidarité vraiment vécue d'angoisses et d'espoirs ? Je n'en serais point surpris. Je ne sais rien de cette inconnue, que son œuvre : cette œuvre est un symptôme : à ce titre seul elle nous arrêterait ; mais elle est beaucoup mieux, étant, très vigoureusement réalisé, un exemple et qu'il faut méditer.

* * *

Lise Valbour, petite ouvrière fleuriste, ayant épousé Charles Bugeot, vendeur et placier d'un grand magasin de modes, la « maison » Bugeot — petite fleur, grosse fleur, fleur montée en piquets, en garnitures de robes de bal ou de chapeaux — parut sur la place de Paris. La maison Bugeot ! humble association d'intérêts que l'ambition tenace, l'avarice laborieuse de la femme, l'intelligence débrouillarde du mari rendirent bientôt prospère. Il

n'y eut pas un foyer Bugeot! ou si peu! Charles avait rêvé d'« un petit logement bien propret, astiqué et gai »; le désordre d'un atelier poussiéreux l'accueille quand il rentre aux heures des repas; ni nappe blanche, ni brillant couvert : une peu appétissante assiettée de charcuterie, que dispose sur un coin de l'établi, entre deux pots à colle, une Lison affairée, ni peignée, ni débarbouillée. Charles eût aimé lire à haute voix, le soir sous la lampe : Lison garde rancune aux livres : « un de ses frères, qui aimait aussi à lire, avait été envoyé aux bataillons d'Afrique, parce que les livres lui avaient fait une mauvaise tête. » Charles avait maintes fois projeté d'emmener Lise au concert : elle retiendrait des choses drôles, des chansons « qu'elle lui chanterait le dimanche matin pendant qu'il l'aiderait à ranger leur ménage avant de partir pour la campagne ». Et Charles eût été heureux, parcourant le dimanche les guinguettes de la Marne, qu'on lui enviât une Lison en robe claire et chapeau fleuri. Or :

« Lise n'aimait pas le concert, cela coûtait très cher et on y entendait de vilaines choses. L'eau mouvante l'épouvantait, le soleil l'aveuglait, elle craignait la poussière des chemins et les regards des passants. Elle ne consentait à porter que des robes noires, qu'il la suppliait vainement d'égayer d'une cravate de dentelle : elle disait qu'une femme mariée convenable ne met pas de chapeaux à fleurs. Enfin elle préférait de beaucoup rester à travailler à la maison. »

Lise n'oublie pas qu'elle dut, fillette, se défendre contre le plus jeune de ses frères, celui que les bataillons d'Afrique recueillirent :

« Lise savait donc que les hommes ont facilement le goût de la dépravation ainsi que sa mère le lui avait dit alors (ce qui explique l'ascendant que prennent sur eux les mauvaises femmes), mais qu'il est du devoir des honnêtes femmes de ne pas y répondre. Elle se sentait mourir de honte à la pensée de se peigner devant son mari, parce qu'il lui fallait lever les bras, et regardait comme une abomination le fait de retirer sa chemise pour se mettre au bain. »

Lise est une petite épouse vertueuse, elle n'a ni fantaisie ni tendresse. Charles, jovial, rebuté, la délaisse : querelles, fugues, dépenses folles de Charles. Réintégrant une nuit son triste logis il y trouve la sage-femme : il embrasse Lise :

« Tu l'as vue ? demanda-t-elle, la nourrice l'emmènera demain, nous l'appellerons Charlotte. »

Récit alerte, psychologie en action, personnages vivants, observés dans leurs gestes, leurs préoccupations familières, leurs sentiments, qui évoluent, leurs relations qui, insensiblement, se modifient : art d'intimité, de lente pénétration; lumière douce, égale; chaleur sans éclat; abondance, exactitude nulle prolixité; histoire triste, sans parti-pris de pessimisme, ni maquillage, ni thèse : histoire vraie, qui nous prend par la franchise de sa vérité...

Lotte, enlevée à une nourrice qui la laissait mourir de faim, devient une jolie petite fille « brune, avec de beaux yeux gris comme sa maman, un peu maladive et nerveuse... » Elle a cinq ans, ses premiers souvenirs lui rappellent une grand'mère aveugle, un grand-père ancien palefrenier de la Compagnie des omnibus, rude et maussade, « Pépé, près duquel Lotte devait passer en courant lorsqu'elle avait un gâteau; il était très gourmand. Il était seul maintenant, dans une grande chambre, très haut, très haut et très loin. On allait le voir le dimanche... » Lotte grandit. La maison Bugeot est un enfer : quasi abandonnée, brutalisée, l'enfant s'étiole dans la peur; elle grandit, esquisse des amitiés... Le cercle des personnages s'élargit : apprenties, ouvrières, gamines, maîtresses de l'école primaire, amis des Bugeot... Même limpidité du récit, même sûreté, même entente des péripéties du drame domestique; le dessin des caractères s'affermit, des mœurs nous sont révélées : c'est un « milieu » humain, une classe d'ouvrières et de travailleurs parisiens qu'il nous est donné de découvrir... et de plaindre. Un mouvement continu; très peu d'événements; la vie d'une fillette du faubourg n'en comporte guère : taloches, menus désespoirs, réjouissances scolaires, scènes de cabaret, échos surpris de conversations brutales, et toujours le travail, et les rebellions de la mère exténuée, et les violences du père à demi-ivre...

Un jour Lotte, qui a bien seize ans, canote avec son père sur la Marne; ils sont seuls. La petite âme de Lotte, endolorie, est accessible à la pitié : généreusement elle moralise son père; il s'émeut... Ah! ce père est un misérable! Infortunée Louise, si doucement affectueuse, si confiante, et qui s'abat dans l'épouvante et s'évanouit en appelant au secours... Lotte eut une fièvre cérébrale : convalescente, elle vécut aux champs des mois de paix; elle rentre à Paris, hélas! elle revoit son père :

« Qu'éprouvait-il devant elle ? Un sentiment de gêne insupportable. Pour s'en délivrer, il aurait voulu lui demander pardon, lui dire qu'il regrettait, lui expliquer. Il ne trouvait pas les mots... Il aimait sa fille, mais il n'était pas profond psychologue, il ne voyait pas qu'entre elle et lui, plus rien n'était possible que la haine, sinon l'oubli, que son crime était d'avoir profondément troublé, bouleversé une jeune âme, fière, naïve et tendre, en répondant par l'infamie à une effusion charmante. En en méconnaissant la pureté, il lui avait appris la méfiance d'elle-même et la petite surveillait ses gestes et ses paroles, toujours renfermée en une réserve plus que prudente.

Lise elle-même exècre ce mari indigne : elle veut divorcer : pourquoi Lotte l'encourage-t-elle? Quel drame étrange entre cette mère et cette fille! Une indéfinissable jalousie ramène Lise à Charles paré soudain d'un nouveau prestige : « Autrefois elle ignorait le plaisir, maintenant elle semblait ignorer les remords. » Charles l'en méprise : « Aussi négligeait-il Lise affectueuse, après l'avoir tourmentée résistante. La malheureuse n'y comprenait rien... » Elle ne divorce pas, mais chasse, en l'injuriant abominablement, sa fille.

Lotte, recueillie par une ancienne apprentie de sa mère, est admise à l'atelier Decoiffer : huit ou dix femmes et jeunes filles s'y rencontrent, inégalement assidues, ouvrières honnêtes, mères de famille, franches prostituées. Ah! l'atelier Decoiffer! la vie, les aventures, les amours de ces Parisiennes, vaillantes, vicieuses, malheureuses, et que ni leur labeur, ni leur vice ne défendent contre la faim! Les maris, les amants, les familles de ces dames! Le ménage Decoiffer! Le gendre, les petits enfants des Decoiffer! Tout ce chapitre est un modèle d'enquête sociale, poursuivie avec impartialité, avec émotion par un observateur psychologue et artiste!... Lotte est une midinette : voulez-vous qu'elle succombe à la faim? Elle finirait, demi-morte de honte, par suivre les conseils de Marthe, sa compagne, prostituée secourable, si...

En vérité, ce qui arrive à Lotte à la minute précise où ses dernières forces de résistance sont épuisées est prodigieux; prodigieux, oh oui! Au reste, il n'est pas impossible qu'une petite fille désespérée, muette et pleurante, rencontre au Moulin-Rouge un étudiant courtois, pitoyable, délicatement aimable et fraternel. En vérité ce n'est pas impossible. Et pourquoi, je vous prie, cet étudiant serait-il point riche, indépendant, curieux d'action sociale, et prêt au dévouement? Vous en convenez? Avec votre permission, notre héros, demi-slave, et d'ailleurs orphelin, appartiendra par sa mère à une grande famille russe : ainsi échappera-t-il plus aisément à la tyrannie de nos préjugés et de nos conventions; ainsi s'élèvera-t-il sans effort à cette sublimité qui coûte si peu aux compatriotes de Tolstoï. Et voilà Henri Lethoré! Henri Lethoré qui sauve Lotte et nous cause de vives inquiétudes.

Ah! je vous attendais là, étonnante Simone Bodève! Ces deux cents pages de prose sobre, de vérité simple et nue, de réalisme vigoureux, émouvant, quelle femme, autre que vous, les eût écrites? Ce record battu, satisfaite, vous prenez votre élan; avec quelle aisance! et pour quelle envolée! Certes, ne médisons point du romanesque. Qu'il est dangereux, toutefois, de l'introduire en une œuvre où nous ne l'attendions point, où il n'a que faire! Quelle soudaine rupture d'équilibre, dont votre roman est si fort ébranlé qu'en vérité... Pourtant non; un heureux instinct vous ramène vers ces humbles que vous connaissez si bien. En dépit du prince charmant — ce dadais de Lethoré — en dépit de sa sœur Sonia, en dépit des erreurs et des fautes de goût où vous entraînent ces êtres chimériques et insupportables, vous ne permettez point que nous perdions de vue votre Lotte — Lotte, qui prépare son baccalauréat, et fréquente des concerts, n'a point déserté l'atelier Decoiffer; Lotte nous intéresse de plus en plus; elle s'épanouit, s'éveille à l'amour. Quel cas de conscience la trouble tout à coup? Elle a conté sa vie à son fiancé; oui, elle a tout dit à Lethoré, tout, sauf... Quelle honte! quelle déchéance s'il apprenait! Admirable scrupule de jeune fille et d'amante! Terreurs folles! Lotte, à la veille d'épouser son ami, se jette par la fenêtre.

*
* *

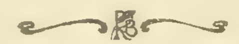
Ainsi, dites-vous, les femmes renonceraient au romanesque, au rêve sentimental, à la fiction fantaisiste et indisciplinée! On les verrait déserter les salons, les fêtes mondaines, s'enquérir de mœurs populaires, se glorifier d'une méthode, collaborer à cet essai de psychologie sociale qui pourrait bien être la plus notable entreprise des Lettres françaises contemporaines? Regrettable aventure s'il fallait renoncer à tant d'œuvres charmantes que nous prodigue l'imagination féminine! Heureuse évolution si nous pouvons en attendre quelques œuvres d'une saveur nouvelle. Que d'espoirs! Le réalisme féminin sera pénétrant, sans brutalité, précis sans sécheresse, respectueux du sentiment, curieux des faits de conscience, tout vibrant d'une aimable émotion; il nous révélera des âmes que nous ne connaissons point, éclairera la vie morale de toute une partie — la plus nombreuse de l'humanité...

Relisez plutôt la Petite Lotte : quelle nouveauté profonde en ces portraits de femmes et de jeunes filles! quelle lumière projetée sur ces souffrances dont nous n'apercevions guère que les signes les plus extérieurs! quelle intensité de sentiment! quelle sève! quelle riche abondance de passions! Ce livre vaut à la fois par ce qu'il contient et par ce qu'il annonce : ce qu'il annonce sera peut-être très grand : ce qu'il contient n'est point négligeable.

Puisse-t-on maintenant ne point persuader à cette romancière qui nous est née, qu'elle nous a gratifiés d'un définitif chef-d'œuvre, et la détourner de l'effort que nous sommes en droit d'attendre de son talent! Puisse-t-elle se connaître aussi bien qu'elle

connaît ses personnages, discerner les forces antagonistes qui s'agitent en elle, les associer en vue d'une œuvre plus harmonieusement cohérente! Ce livre-ci, d'une psychologie si forte, est un livre gris. Simone Bodève, qui a bien lu cette admirable *Apprentie* de Gustave Geffroy, n'y a point surpris le secret de la couleur : à peine prit-elle le soin de localiser tant de scènes : quelle indifférence ! Et puis, il y a le style... le style de Simone Bodève se laisserait oublier s'il était plus correct; et sans le style...

LUCIEN MAURY.



LA FIN DE L'ORDRE DE MALTE [1]

En janvier 1798 arriva tout à coup à Malte la frégate française *La Justice*, commandée par Villeneuve. Elle arrivait sous prétexte de renouveler ses provisions et d'enrôler des matelots. En réalité le commandant était chargé d'examiner les fortifications et les préparatifs de défense. Hompesch le reçut à merveille, lui donna toute facilité pour accomplir sa mission et continua à ne rien faire. Quelques jours plus tard, le 24 février, l'amiral Brueys quittait Corfou avec les petits bâtiments récemment enlevés aux Vénitiens, et qui étaient nécessaires pour le premier transport de l'armée française de Toulon en Égypte. Le Directoire l'avait chargé de faire en passant une première démonstration contre l'île. En effet, le 27 février il s'approchait en ligne de bataille, et demandait à entrer dans le port sous prétexte de réparations. Hompesch ordonnait aussitôt aux chefs de l'arsenal de mettre à la disposition des Français tous les ouvriers dont ils auraient besoin. Brueys essayait alors d'entrer avec toute son escadre, mais le grand-maître, feignant de croire qu'il ignorait le règlement qui, depuis le traité d'Utrecht, défendait l'entrée du port à plus de quatre bâtiments à la fois, chargea le commandant du Lazaret de lui signifier cet important avis. Brueys avait envie de passer outre, mais il n'avait avec lui que des forces insuffisantes et il pouvait devenir dangereux de violer la neutralité de Malte. Il chargea donc le consul de France de remercier le grand-maître et repartit pour Toulon, mais, malgré les compliments échangés, les Français ne quittèrent pas complètement les parages de l'île, et on pouvait apercevoir quelques-unes de leurs chaloupes rasant les côtes, étudiant les points de débarquement, et échangeant des signaux avec les mécontents de l'intérieur.

Comme l'éveil était donné, il fallait, sous peine de passer pour un traître, se mettre en mesure de résister aux Français, mais le grand-maître hésitait encore. Fidèle à son absurde système de bascule, il reculait devant une mesure énergique. Le danger devenant imminent, il convoqua le grand Conseil, et lui confia la défense de l'île. Rien de plus aisé, 332 chevaliers et 17.282 soldats étaient armés et équipés, 1.500 canons ou mortiers dans les forts de La Valette, la Sangle, la Floriane, Ricasoli, Burmola, la Cotonère, 35 000 fusils en bon état, 12.000 barils de poudre, des munitions en quantité, des vivres en abondance, deux vaisseaux de 64 canons, une frégate et cinq galères, certes le grand-maître La Valette n'avait pas eu à sa disposition tous ces moyens de défense quand il repoussa les assauts de Soliman! Mais les jours de l'Ordre étaient comptés. Au lieu de concentrer la défense dans la capitale et dans les forts, comme le conseillait le chevalier Tousard, le Conseil de guerre prit la déplorable résolution de défendre l'île entière; ce qui était insensé, puisqu'on n'avait pas assez de monde pour garnir tous les rivages. La concentration s'imposait. Hompesch se laissa persuader que le feu de quelques tours ou batteries espacées sur la côte, et occupées par les miliciens, suffirait pour rendre tout débarquement impossible. Il ne voulut pas ou feignit de ne pas comprendre que les tours étaient de peu d'importance, les batteries mal construites et les miliciens peu aguerris. Il persista donc à donner à Rohan la direction de ces milices et se porta lui-même à l'intérieur des fortifications.

Le 6 juin 1798 parut une première division française, celle de Civita-Vecchia, commandée par le capitaine Standelet. Comme il n'était pas dans le secret de l'entreprise et avait vainement attendu jusqu'au 3 juin l'escadre de Toulon, il se rendait de confiance dans les eaux de Malte qu'il croyait neutres. S'apercevant qu'on mettait les batteries en défense, Standelet envoya au grand-maître un officier chargé de lui témoigner sa surprise. Un petit nombre de bâtiments fut alors admis dans le port pour y prendre des provisions. L'un d'entre eux était chargé d'échelles. Comme on questionnait le capitaine à ce sujet, il répondit que ces échelles serviraient sans doute au siège d'Alexandrie. Cette réponse parut tranquilliser ceux des Chevaliers et des Maltais qui n'avaient pas encore perdu toute confiance.

Le 8 juin 1798 fut signalée une seconde division, plus nombreuse que la précédente, et qui annonçait l'arrivée prochaine du grand convoi. Hompesch garda un calme inaltérable. Il venait pourtant de recevoir une lettre du bailli de Schenau, représentant de l'Ordre au congrès de Rastadt, qui le prévenait du départ et des intentions de Bonaparte.

(1) Voir la *Revue Bleue* du 19 octobre 1907.

« Vous serez sûrement attaqué, lui écrivait-il. Prenez toutes vos mesures pour vous défendre comme il faut. Les ministres de toutes les puissances amies de l'Ordre qui sont ici en sont instruits comme moi, mais ils savent aussi que la place de Malte est inexpugnable ou du moins en état de résister pendant trois mois. Que votre Altesse éminentissime y prenne garde ! Il y va de votre propre honneur et de la conservation de l'Ordre. Si vous cédiez sans vous être défendu, vous seriez déshonoré aux yeux de l'Europe. »

Au lieu de communiquer cette lettre au Conseil de l'Ordre, comme le lui prescrivait le plus impérieux des devoirs, Hompesch la garda par devers lui, peut-être parce qu'il craignait d'augmenter l'inquiétude et la fermentation des esprits. Est-il possible de pousser aussi loin la faiblesse ou l'incapacité !

Le 9 juin, de grand matin, les vigies de l'île signalèrent le grand convoi, près de quatre cents voiles, qui ressemblaient à une île immense s'avançant avec majesté contre Malte. Sur les terrasses des maisons, du faîte des églises, une population nombreuse contemplait, muette de stupeur, cet imposant spectacle. L'abattement et la consternation étaient sur tous les visages, mais ce fut pis encore lorsque la générale eut été battue et que chacun reçut l'ordre de se rendre à son poste de combat.

La journée s'avançait et rien encore n'annonçait les intentions positives de la flotte française. A quatre heures de l'après-midi seulement Bonaparte, qui avait déjà longé à demi-portée de canon toute la côte orientale, arriva devant La Valette, et envoya une chaloupe à terre avec une lettre pour le consul de France Caruson, où il demandait à Hompesch l'entrée de la flotte dans le port pour y faire de l'eau et réparer quelques avaries. Si Hompesch avait eu tant soit peu de sagacité, il aurait répondu que l'entrée de cette flotte violait la neutralité de Malte, mais que, conformément au traité d'Utrecht, il admettrait les bâtiments quatre par quatre. De la sorte il n'aurait donné prise à aucune récrimination, mais il avait perdu la tête. Il commença par refuser, puis en référa au Conseil. La discussion fut orageuse. Les uns voulaient résister, les autres étaient d'avis de céder. Il fut enfin décidé qu'on s'en tiendrait aux stipulations du traité d'Utrecht, interdisant l'entrée du port à plus de quatre bâtiments à la fois, mais qu'on recevrait tous les malades et qu'on donnerait des vivres et de l'eau. A peine Bonaparte eut-il reçu la réponse du grand-maître que, feignant une vive irritation, il donna ses ordres pour le débarquement immédiat des troupes. La guerre était déclarée !

Trois partis se présentaient : un blocus, un siège régulier, l'envahissement brusque de la campagne suivi d'une escalade par surprise. Or le blocus était impossible, car les Anglais pouvaient arriver d'un moment à l'autre et disperser l'escadre. Un siège régulier était plus difficile encore, car, sans parler de la difficulté d'ouvrir des tranchées dans le roc vif et de prendre les unes après les autres des forteresses qui se commandaient réciproquement, il était de la dernière imprudence de s'attarder dans les parages de l'île, et de s'exposer à être pris entre le feu des assiégés et celui de l'escadre anglaise. Restait le dernier moyen, le seul pratique, et Bonaparte l'adopta sans hésiter, Desaix fut chargé de débarquer à Marsa Scicorro, Baraguay d'Hilliers à Saint-Paul et à la Mellecha, Vaubois à Saint-Marc et à la Madeleine, Reynier au Gozzo. La flotte suivrait les mouvements des colonnes de débarquement et les soutiendrait au besoin. Cette quadruple opération fut brillamment exécutée. Les Français débarquèrent sans encombre, et s'avancèrent méthodiquement, refoulant devant eux les troupes régulières qui essayaient de les arrêter, et occupant les redoutes et les forts presque sans tirer un coup de fusil. Desaix s'empare de l'ouest de l'île et marche sur les forts Ricasoli et de la Cotonère, Vaubois au centre occupe la Cité Vieille, à l'occident Baraguey d'Hilliers couronne toutes les hauteurs, et Reynier prend possession, après un semblant de résistance, de l'île de Gozzo. Malte tout entier est bientôt au pouvoir des Français, et les Chevaliers sont réduits à s'enfermer derrière les murailles de La Valette.

Le plus grand désordre régnait alors dans la capitale. Les citadins restaient impassibles et leur attitude était correcte, mais on les sentait mal disposés. Les campagnards demandaient des armes et protestaient de leur attachement à l'Ordre, mais leur bonne volonté était paralysée par la plus effroyable confusion. On aurait dû essayer au moins un simulacre de combat, mais tous, officiers ou soldats, semblaient frappés d'aveuglement. Les uns ne bougeaient pas, les autres s'agitaient au hasard, et, dans cette mêlée d'ordres contradictoires, les chefs de poste se voyaient réduits à l'impuissance. D'ailleurs on croyait à la trahison, et de fâcheux indices y faisaient croire. La poudre était éventée, les balles n'étaient pas de calibre, les affûts de canon étaient vermoulus, les pièces elles-mêmes, à l'exception de celles qui tiraient des salves les jours de fête, étaient rouillées, dépourvues des ustensiles nécessaires, et servaient de nids aux oiseaux de mer. Les Maltais se persuadèrent facilement que tout effort devenait inutile, puisqu'ils étaient vendus à l'avance, et ce sentiment de défiance fut poussé si loin que quelques uns d'entre eux refusèrent d'obéir à leurs chefs, et même tournèrent leurs armes contre eux. Les uns dégradent un Chevalier français qui avait eu l'imprudence de les menacer, les autres percent de coups le Che-

valier d'Andelarre qui voulait défendre son collègue, ceux-ci enfin poursuivent un troisième Chevalier qui ne fut sauvé que parce que Hompesch annonça qu'il serait jugé et puni.

Du désordre à l'anarchie il n'y a qu'un pas, qui fut vite franchi. A la Floriane, poste plus exposé que les autres, comme les vivres faisaient défaut, plusieurs énergumènes crient à la trahison et descendent au port en criant qu'il faut exterminer les Français et leurs partisans. Le consul de France, Caruson, retenu par Bonaparte à bord de *L'Orient*, avait laissé sa famille chez un de ses amis, Eynaud, négociant très estimé. Eynaud est aussitôt massacré par ces fanatiques, qui tournent leur fureur contre le chapelier Dumas, dont le seul crime est d'être Français. Quelques bâtiments grecs étaient par hasard dans le port. On accuse leurs matelots de connivence, et ils sont ou jetés en prison ou égorgés. Pendant que ces scènes odieuses ensanglantaient une partie de la ville, le gouvernement au lieu de réprimer cette anarchie, ne trouvait d'autre moyen, pour conjurer le péril, que de promener en procession l'image miraculeuse de Saint-Paul. Ce n'est pas ainsi qu'on sauve les empires !

Que devenait le grand-maître pendant que s'écroulait la puissance de l'Ordre dont il était le chef ? Hompesch, enfermé dans son palais, ne rêvait, lui aussi, que trahison. Il avait reçu une lettre du trésorier de l'Ordre, le commandeur Bosredon de Ransijat, qui lui annonçait que, ne voulant pas se battre contre ses compatriotes, il donnait sa démission. Le grand-maître s'imagina que cette défection était le signal de l'insurrection, et fit jeter Bosredon au cachot ; mais cette démission acheva de le déconcerter. Sur ces entrefaites la nuit était venue. Deux patrouilles qui se rencontrèrent tirèrent par mégarde l'une contre l'autre, et il en résulta une scène d'inexprimable confusion. On crut les Français entrés dans la place. Hompesch perdant la tête fait proclamer à son de trompe que quiconque s'approchera de son palais sera fusillé. Cet acte de démence achève de démoraliser la population. Les Français n'auraient eu qu'à se présenter aux portes de la ville, et ils y seraient entrés sans coup férir.

Pendant que les Maltais et que leurs chefs prenaient ainsi plaisir à précipiter leur ruine, quelques notables se réunissaient et délibéraient sur la décision qu'il convenait de prendre. L'un d'entre eux, l'avocat Guido, juge suppléant à la Cour criminelle de la cité Valette, aborda franchement la question, et proposa la rédaction d'une supplique au grand maître pour demander une suspension d'armes jusqu'au lendemain matin, afin de connaître les intentions définitives des Français. L'assemblée adopta cette proposition. C'était un véritable coup d'Etat, car on n'avait jamais osé adresser une demande au grand-maître au nom de la nation maltaise. Hompesch céda pourtant à la force des circonstances. La lecture de la supplique fut, il est vrai, souvent interrompue par les invectives des chevaliers présents, et l'un d'entre eux, le bailli Caravaillos, s'emporta même jusqu'à menacer Guido de la potence.

« On pend les voleurs et les assassins, répondit sans se déconcerter Guido, mais on écoute les députés d'une nation qui, comme la nôtre, a tout à perdre et rien à gagner dans une pareille guerre ! »

Et il continua fièrement sa lecture. Hompesch répondit que le Conseil allait en délibérer, et pria la députation d'attendre un moment. Il était comme éperdu et ne cessait d'envoyer au balcon pour voir si l'émeute n'était pas menaçante. Sa hâte d'en finir était si grande, qu'il fit venir le consul Batave, chargé de l'intérim du consulat français, et le pria de négocier avec Bonaparte une suspension d'armes. Le consul s'excusa, mais écrivit une lettre que porta son chancelier, Mélan. Berthier répondit que le général en chef ferait connaître ses intentions le lendemain à midi. Le drapeau blanc fut aussitôt hissé sur tous les forts et un ordre relatif s'établit.

Bonaparte profita de la nuit du 10 au 11 juin pour augmenter la terreur des assiégés. Il fit répandre le bruit de la construction de batteries formidables destinées à bombarder La Valette. Cette ruse grossière eut un plein succès, et les Maltais furent épouvantés quand ils aperçurent au point du jour les amas de pierre qu'on avait faits sur certains points pour simuler la construction des batteries. Le 11 à midi, débarqua Junot, accompagné de Poussielgue, et du commandeur Dolomieu, naturaliste célèbre qui faisait partie de l'expédition. Les envoyés de Bonaparte entrèrent au palais du Grand Maître, et annoncèrent qu'ils avaient mission d'accorder une suspension d'armes de vingt-quatre heures, à condition que le grand-maître enverrait tout de suite à bord de l'*Orient* des plénipotentiaires pour rédiger la capitulation. Espérant qu'il obtiendrait de meilleures conditions en envoyant à Bonaparte des négociateurs connus par leurs sympathies françaises, Hompesch désigna le baron Testa Ferrata, Schembri, Moscat et le conseiller Bocanni pour représenter la nation maltaise, le bailli Frisari et le commandeur Bosredon, qu'on sortit de son cachot, pour défendre les intérêts de l'Ordre et son secrétaire particulier, Doublet, afin de suppléer aux instructions qu'on n'avait pas eu le temps de préparer. Les plénipotentiaires partirent aussitôt. Ils ne devaient revenir que le lendemain.

Le secrétaire Doublet a laissé un récit piquant de la négociation. Introduits après un quart d'heure

d'attente dans le salon de l'*Orient*, ils furent reçus par Bonaparte et Brueys qui s'étonnèrent de leur petit nombre.

« Vous avez pourtant bien fait de venir, ajouta le général en chef, car j'avais déjà ordonné qu'on lançât sur la place certains confetti qui n'auraient pas fait beaucoup de plaisir à vos Seigneuries. »

Personne n'osa relever cette inconvenante plaisanterie. D'ailleurs il comprit lui-même qu'elle était déplacée, et, afin de détruire la mauvaise impression, accabla les plénipotentiaires de compliments et leur fit servir des rafraîchissements. Bosredon et Doublet avaient déjà pris la plume pour rédiger les articles, mais Bonaparte les arrêta, en déclarant qu'il se chargeait de la rédaction.

« Quel titre donnerons-nous à ce traité? dit-il. Le mot de capitulation sonnerait mal aux oreilles d'un Ordre qui s'est jadis couvert de gloire. Je pense que le mot de convention sera moins désagréable. Qu'en pensez-vous? »

Personne ne répondant, « qui ne dit mot consent », ajouta-t-il, et il redigea aussitôt le premier article de la Convention portant que la souveraineté de Malte et de ses dépendances était cédée à la France. Le secrétaire Doublet crut devoir protester et faire appel à la générosité du général. « Malheur aux vaincus, telle est ma maxime », répliqua brutalement Bonaparte, et, s'animant peu à peu, il se répandit en invectives contre l'opposition systématique des Chevaliers et leurs intrigues contre la France. Les plénipotentiaires étaient encore sous le coup de cette violente diatribe, quand Bonaparte leur donna lecture de l'article 2, accordant au Grand Maître une pension de 300.000 francs, jusqu'à ce qu'on lui eût trouvé une principauté équivalente en Allemagne. Cette fois encore Doublet essaya de défendre le Grand Maître, mais Bonaparte lui coupa la parole.

« Malte est à nous, répéta-t-il. Personne ne nous l ôtera! »

Les autres articles ne soulevèrent pour ainsi dire aucune discussion. Pourtant Bosredon obtint à l'article 4 que les chevaliers âgés de plus de soixante ans recevraient 1.000 francs de pension et les autres 700. A l'article 7, le conseiller Moscat voulut parler pour demander la conservation des privilèges de la nation maltaise. Bonaparte plaisanta un instant et finit par déclarer que, les privilèges étant abolis, la loi restait égale pour tous. Quand il s'agit de signer la Convention, le bailli Frisari, pris de scrupules tardifs, demanda à réserver les droits du roi de Naples.

« Vous pourrez faire toutes les réserves qu'il vous plaira, répondit Bonaparte, mais quant aux prétentions que votre Roi pourrait élever contre nous pour la propriété de Malte, la République les aura bientôt fait évanouir à coups de canon! »

Doublet eut plus de courage. Il refusa de signer, parce que, disait-il, il lui répugnait d'apposer son nom à un acte honteux pour l'Ordre et inutile pour la France.

« Comment l'entendez-vous? » s'écria Bonaparte irrité. « La nullité de votre marine, riposta le secrétaire, laisse Malte à la disposition de l'Angleterre, qui enverra une de ses escadres vous bloquer, peut-être même avant que vous soyez débarqué en Egypte. » « Votre sinistre pronostic, dit alors Brueys, prouve que vous connaissez bien peu la valeur de notre bonne marine. »

Bonaparte se leva et mit fin à la conférence.

Le sort en était jeté. Après sept cent quarante-neuf années d'existence, dont deux cent soixante-huit passées à Malte, l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem avait vécu. Ce n'était pas ainsi que les Hospitaliers avaient jadis quitté les remparts fumants de Ptolémaïs ou de Césarée, ni que Villiers de l'Isle Adam s'éloigna de Rhodes. Doublet supplia le Grand Maître de faire rejeter la capitulation par le Conseil, et de signifier à Bonaparte que l'Ordre et la nation préféraient s'ensevelir sous les ruines de la cité. Hompesch éperdu ne trouva rien pour lui répondre. Il assembla pour la forme le Conseil et fit publier la capitulation. En apprenant qu'ils devenaient Français, les habitants de La Valette demeurèrent impassibles, mais à la Cotonère et à Burmola l'effervescence fut telle qu'on eut grand'peine à renvoyer les campagnards chez eux. Aussi bien toute résistance était impossible. L'escadre française avait déjà pénétré dans le port, et nos troupes occupaient la citadelle et les redoutes.

« Vraiment, dit alors un des vainqueurs sans combat, Caffarelli, nous sommes heureux qu'il y ait eu quelqu'un dans la place pour nous en ouvrir les portes! »

Ce mot résume la situation. En parcourant ces formidables remparts, en visitant ces arsenaux regorgeant de munitions, nos généraux ne pouvaient s'empêcher de croire à une entente préalable avec le Grand Maître. Les Maltais le croyaient aussi et la postérité a en partie confirmé ce jugement.

Bonaparte entra à Malte le 12 juin au soir. Hompesch avait envoyé une calèche à six chevaux pour le recevoir, mais il la refusa et pris son logement à l'hôtel Paradisi. Il ne voulut pas rendre visite au prince dépossédé. Hompesch dut se résigner à l'humiliation de solliciter une audience. L'entrevue fut courte et on n'y échangea que de banales paroles. Au moment où l'héritier d'un passé glorieux sortait de l'hôtel, un aide de camp courut après lui

pour l'engager à hâter son départ. En effet, dans la nuit du 17 au 18 juin, Hompesch s'embarqua et se rendit à Trieste, sous l'escorte d'une frégate française. Il emportait avec lui un morceau de la vraie Croix, et le bras de Saint-Jean, donné jadis par le Sultan Bajazet au Grand Maître d'Aubusson. Six chevaliers seulement, parmi lesquels le bailli de Suffren de Saint-Tropez s'associèrent à sa fortune et le suivirent en exil. Quant aux autres, vingt et un des Français obtinrent la permission de rester à Malte, à cause de leur âge ou de leurs infirmités, neuf furent employés à divers services dans l'île, trente-quatre s'enrôlèrent dans nos armées, et soixante-quatorze se rendirent à Ancône, puis de là à Perpignan, où ils restèrent en surveillance jusqu'au 18 brumaire. Les cent cinquante autres chevaliers, qui n'étaient pas Français, rentrèrent dans leur pays ou se dispersèrent. Malte appartenait donc aux Français, et il ne nous restait plus qu'à organiser notre facile conquête (1).

Le temps pressait. Non seulement la flotte anglaise pouvait arriver d'un moment à l'autre, mais encore, si on retardait le débarquement en Égypte, la saison était trop avancée pour que l'armée pût, sans inconvénients, s'aventurer dans cette vallée du Nil surchauffée par un soleil torride, Bonaparte ne pouvait donc pas s'arrêter longtemps à Malte sans compromettre le succès de l'expédition projetée. Il ne l'ignorait pas, aussi prit-il en toute hâte une série de mesures, qui dénotent sa prodigieuse activité et aussi ses talents d'organisateur. Il commença par adresser une proclamation aux Maltais pour les assurer des bonnes dispositions de la France, et il pria l'évêque de rédiger un mandement pour les exhorter à la tranquillité. Les fonctionnaires et les prêtres furent invités à prêter serment de fidélité. Pendant que l'ordonnateur en chef Sucy organisait le service des hôpitaux et des subsistances, Caffarelli inventoriait les richesses de l'arsenal, Monge et Berthollet celles des églises, Brueys faisait monter sur la flotte les matelots et les galériens de l'escadre maltaise, et mettait le séquestre sur les marchandises anglaises, russes et portugaises. Bonaparte de son côté s'occupait de l'administration. Le pouvoir exécutif serait exercé par un général de division, et le pouvoir législatif par une commission de neuf membres, s'assemblant tous les dix jours sous la présidence d'un commissaire français. L'administration municipale était confiée à cinq conseillers municipaux, assistés d'un juge de paix pour chaque agglomération de 3.000 âmes. Afin de régulariser l'emploi des forces maritimes et militaires de l'archipel, Bonaparte ordonnait la formation de deux bataillons, de 900 hommes chacun, pris parmi les plus riches, de quatre compagnies de canonniers garde-côtes et de quatre compagnies de vétérans. Le système des classes était adopté pour assurer le recrutement des matelots et six jeunes gens, de neuf à quatorze ans, seraient envoyés en France pour y achever leurs études en qualité d'aspirants de marine. Quant aux finances, tous les impôts existants seraient provisoirement maintenus, mais à condition d'appliquer au plus tôt le système français.

L'instruction publique fut l'objet des soins particuliers de Bonaparte, et c'était l'essentiel, vu l'ignorance fabuleuse des Maltais. L'enseignement primaire serait distribué dans quinze écoles, et l'enseignement secondaire dans une école centrale ou lycée auquel on annexerait la Bibliothèque, un cabinet d'antiquités, un Muséum d'Histoire naturelle, et un Jardin botanique. Huit chaires étaient créées et trois polytechniciens demandés à Paris comme professeurs. De plus, soixante enfants maltais seraient envoyés en France pour y recevoir l'instruction moderne, et devenir, à leur retour dans Malte, les propagateurs inconscients des principes français.

Comme aucun détail n'échappait à cet ardent esprit, le général en chef s'occupa encore de la police, du mont de piété, de la poste, et même de la voirie, en ordonnant l'éclairage des rues. Ce sont surtout les dispositions politiques qu'il adopta qui donnent comme la note des idées et des sentiments qu'il professait alors : égalité des droits pour tous, abolition de l'esclavage, suppression des bonavogli ou chiourmes volontaires, suppression des armoiries et des titres féodaux. Tout contrevenant serait puni d'une amende équivalent au tiers de son revenu. En cas de récidive, trois mois de prison, puis et enfin la confiscation de la moitié des biens. Quant aux prêtres tous ceux qui n'étaient pas d'origine maltaise devaient partir dans les dix jours. Les Maltais avaient la permission de rester, mais on leur enlevait le droit de rendre la justice, et on leur défendait de prononcer des vœux avant trente ans, et d'avoir plus d'un couvent du même ordre. Les fondations particulières étaient supprimées et tous les cultes tolérés.

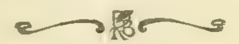
Telles furent les principales mesures prises par Bonaparte depuis le 9 jusqu'au 18 juin, jour de son départ pour l'Égypte, c'est-à-dire qu'en quelques jours la conquête, la capitulation, l'organisation, la solution de mille difficultés résultant d'une situation nouvelle, tous ces problèmes avait été abordés et résolus. A la honteuse apathie de Hompesch on

---

(1) Voir dans la *Correspondance* (T. IV, p. 138) les dispositions arrêtées en vue de l'exécution de la convention et le rapport de Bonaparte au Directoire (T. IV, p. 140.)

aime à opposer la fiévreuse activité de Bonaparte. Michelet a écrit quelque part que Bonaparte perdit un mois à Malte. Mais la prévention a égaré cet esprit d'ordinaire si lumineux. Dix jours ne sont pas trente jours, et n'avons nous pas démontré que Bonaparte ne resta pas inactif? On a encore prétendu que cette occupation de Malte fut une grande faute; assurément oui si l'on considère la conséquence qui fut de donner l'île aux Anglais, mais, en 1798, cette conquête était une précaution indispensable à l'expédition d'Égypte, et, sans le désastre d'Aboukir, cette position eût été pour nous de la plus haute importance. Aussi bien ne devons-nous pas nous défier de ces théoriciens qui aiment à juger les événements après coup? N'est-il pas vrai que la conquête de Malte fut un brillant coup de main, bien préparé et admirablement exécuté et qui soupçonnait, en 1798, que Malte en 1907 appartiendrait à l'Angleterre?

PAUL GAFFAREL.



Chronique

—

ÉCOLES ET ÉCOLIERS

L'Université reprend tôt sa tâche laborieuse, et la Toussaint marque pour elle une première halte, de brèves vacances. Ses élèves s'échappent quelques jours, heureux de retrouver l'affectueuse sollicitude de l'intérieur familial, ravis de recouvrer, dans la grandeur mélancolique des paysages d'automne, leur liberté perdue, contents aussi de narrer leurs débuts dans la vie commune.

Méritoires débuts, car le contraste est frappant entre la douceur de l'existence familiale, et la rudesse du régime lycéen. On ne s'accommode point sans peine, ni sans sacrifices, de l'isolement, de la contrainte, du contact de toute une jeunesse turbulente, de caractères, d'aptitudes, et aussi d'éducations si diverses! Il est parmi elle des adolescents réfractaires à toute correction de manières, à toute finesse de sentiments, dont la fréquentation est pénible. Et d'autres, au contraire, d'une sensibilité frémissante, trouvent les murs de la cour désespérément hauts et noirs; le livre ne les émeut point comme la nature; chaque jour leur apporte une meurtrissure nouvelle. « Tout ce qui s'était éveillé prématurément en moi, écrit Edgar Quinet dans l'*Histoire de mes idées*, au souffle de la vie libre, fut, à l'école, enseveli, au plus profond de mon être. Je me sentis appauvri par mon isolement... Le souvenir de ces années non pas seulement perdues, mais étouffées, me poursuit; elles m'oppressent en songe comme une calamité prématurée. J'ai peine en y pensant à me défendre d'un sentiment de révolte. »

Cependant, si cette éducation en commun présente de fâcheux inconvénients — terriblement aggravés par l'internat — combien, dispensée par l'Alma Mater, n'a-t-elle point d'heureux effets sur le plus grand nombre des jeunes gens?

La nécessité de tenir compte des appréciations des autres, la fermeté à déployer pour sauvegarder sa manière de penser, l'effort pour acquérir un rang honorable, n'est-ce point déjà la vie virile? C'est tout au moins la préface à cette carrière, l'assouplissement de l'esprit, la formation du caractère.

Il n'est pas permis, de nos jours, de n'être point averti des étonnants progrès réalisés dans tous les ordres de connaissance, et aussi dans les conceptions sociales. Il n'est plus possible de demeurer à l'écart de cette immense entreprise faite pour relever le savoir et le sort de l'humanité.

Des exigences de toutes sortes vous précipitent bon gré, mal gré, dans la mêlée. C'est la loi qui vous appelle à l'armée. C'est la gravité des circonstances qui vous détermine à prendre part à la lutte politique. C'est la force des choses, qui, par cela même que vous appartenez à une catégorie d'intérêts, à une classe, vous désigne aux rancunes des mécontents, ou des révoltés, et vous implique dans les conflits sociaux.

Les privilégiés de la fortune se trouvent alors confondus, sur un pied d'égalité, avec les jeunes gens, les hommes les plus pauvres. Ils sont exposés aux plus brutales promiscuités, aux rigueurs d'une commune condition. Bien à plaindre celui qu'un apprentissage n'aurait point dressé au maniement des hommes, à l'énergie nécessaire pour leur suggérer, et au besoin leur imposer, le respect de sa personnalité!

*
* *

Et cependant, à Paris, fleurissent, auprès des établissements universitaires — et de quelques établissements libres d'une réputation justifiée — une multitude de petites institutions privées, dont l'originalité, de leur propre aveu, est d'isoler l'enfant, de le soustraire à la compagnie de camarades moins fortunés, de parfaire son exclusive éducation mondaine.

De ces pensions, la plupart remplissent mal leur rôle. Car elles sont agencées sur le modèle de ce fameux gymnase Moronval, dont Alphonse Daudet a relaté dans son douloureux *Jack* l'inoubliable et véridique histoire. Un vague personnage, dont nul, sauf la débonnaire autorité, ne s'est avisé de rechercher les antécédents, ni le degré d'honorabilité ou de culture, les dirige. Mû par l'unique souci de tirer argent de son industrie, il recourt à tous les expédients pour accroître ses recettes et réduire les dépenses. Il recrute ses professeurs parmi les plus malheureux étudiants, les plus pitoyables des jeunes gens sans position. Et il exploite impudemment leur faiblesse.

Par force, le même pauvre diable cumule ici, nouveau maître Jacques, des fonctions dissemblables : surveillance, enseignements variés, tenue du réfectoire, du

dortoir. Ni maître ni élèves ne lui reconnaissent cependant la moindre autorité. De sorte qu'il ne lui est loisible ni de veiller à l'instruction des jeunes gens qui l'entourent, ni même de maintenir parmi eux la plus superficielle discipline. Tout le jour occupé, ou plutôt brimé, il ne connaît pas de repos ; il déjeune, travaille, souffre, dîne, couche sous ce même toit. A la fin du mois, il a droit à un salaire de famine, quelques francs. — N'est-il point *professeur interne* ? c'est-à-dire, logé, nourri... Dieu sait comme ! Pourquoi reste-t-il dans cette galère ? parce qu'il n'est jamais payé : sa créance grossit ; retenu par l'appât d'un paiement éventuel, il s'obstine... arrachant de loin en loin, après une scène homérique d'apitoiement ou de violence, un louis à « M. le Directeur ».

Dans de telles pensions, l'élève est mal nourri, mal logé, mal chauffé, mal instruit En retour, pour se concilier sa bonne grâce, et acheter son silence, on le dispense de toute docilité, de tout effort ; on le laisse libre de ses actes ; ou mieux on l'abandonne à l'influence des plus pervers de ses camarades, de ceux qui, congédiés de tous les établissements sérieux, trouvèrent là un sûr refuge. — Surveillance, instruction, éducation sont illusoires, étant sans aucunes sanctions.

L'écolier va, vient, sort, reçoit qui il veut... sans avoir de compte à rendre, sinon, parfois, à l'unique domestique, qui joue le rôle de régisseur général ! — Que l'on ne croie point à une charge, il est, par la capitale, des centaines de petites institutions de ce genre.

A côté, il est vrai, fleurit, dans une gracieuse villa, l'institution « chic », qui prétend inculquer à ses élèves une précieuse urbanité, une distinction sans égale. Elle n'admet que des enfants titrés, ou les fils, soit de la bourgeoisie opulente, soit d'étrangers richissimes. Elle a une réputation de bon ton, que se charge d'entretenir la vanité des écoliers... et de leurs mères.

Là, s'enseignent tous les arts d'agrément, et aussi tous les snobismes. L'adolescent est averti des exigences dernières de la mode, des succès de théâtre, en même temps qu'entraîné aux sports. On le forme à l'élégance des manières et au dilettantisme de l'esprit. On le destine à de précoces succès de salons.

L'étude seule est délaissée, dédaignée. Travailler, c'est le fait des gens de peu, fait indigne de jeunes « fashionables » aussi cossus. Pas plus que l'intelligence ne s'éclaire, le caractère ne se façonne dans ces petites « boîtes » capitonnées. Il ne s'agit plus d'affirmer sa personnalité, en présence de jeunes gens, ardents, violents, même. L'ambition de chacun est ici de rivaliser d'élégance avec ses camarades. L'enfant devient prématurément un homme du monde ; il est tout à fait inapte à être jamais un homme.

Mais qui mesurera l'imprévoyance fantastique des parents ? Il en est qui redoutent pour leurs fils même les fréquentations les plus triées, les institutions les plus fermées ; ils aiment mieux les garder à leur foyer, et ils font venir, pour les instruire, des précepteurs.

Comment dénombrer les types de joyeux fumistes, qui empruntèrent la redingote rapée du professeur libre ? Anciens cancres de collèges, ratés impénitents, innombrables descendants du *Neveu de Rameau*, pour tous ces faméliques, une leçon, c'est une occasion de gagner quelques francs. Ils n'ont garde de la laisser échapper. Quelle que soit leur ignorance linguistique, ils se chargent d'enseigner le latin, le grec, les langues vivantes, tous les dialectes en usage chez les peuples civilisés... ou incultes. Quelle que soit leur incapacité de réussir une addition, ou de distinguer la plante la plus ordinaire, ils apprennent sans sourciller à de malheureux enfants la mathématique et la cosmographie, la physique et l'histoire naturelle.

Certes, il est des professeurs libres, de culture et de mérite avérés, — mais plus encore de ces bohèmes sans vocation qui, temporairement, usurpent cette qualité et cette fonction.

Fait incroyable et d'une exactitude maintes fois vérifiée cependant, les parents s'adressent indifféremment aux uns et aux autres. Ils apportent moins de soin au choix d'un professeur qu'à l'engagement d'une servante. Presque jamais il ne leur vient à la pensée de contrôler le savoir effectif de celui à qui ils confient la formation de l'esprit et du caractère de leur fils.



L'enfant ainsi éloigné de toute discipline, ou élevé en serre chaude, demeure toute sa vie impropre au commerce de ses contemporains, autant qu'inexpérimenté dans la conduite des affaires, soit publiques, soit privées, où le souci de ses intérêts, la conscience de son devoir civique l'entraîneront nécessairement.

A chaque tentative qu'il fera pour s'intéresser à des entreprises d'utilité personnelle ou collective, à chaque effort auquel il se résoudra pour se rapprocher d'hommes actifs, sa maladresse lui attirera de cruelles écoles. Tenu hors la vie du siècle, il ne pourra s'y mêler, sans les pires déceptions. La conscience de cette inaptitude, de ce désaccord le fera souffrir : Il deviendra, avec tous les sentiments de rancune, d'amertume et d'impuissance, que cet état comporte, un véritable « émigré à l'intérieur ».

Trop adonnée au dilettantisme, la Bourgeoisie se trouve en butte aux haines, aux attaques destructives d'une portion de la classe ouvrière, incitée à la révolte. On ne conçoit point qu'elle cherche à former encore des esprits d'une exclusive et alexandrine distinction. Le temps n'est plus au badinage. C'est d'intelligences largement ouvertes et de caractères fortement trempés, d'hommes de combat, qu'elle a besoin, pour sauvegarder, contre les autres et souvent contre elle-même, ce qu'elle représente de culture et de sentiments élevés.

Que les jeunes lycéens qui, ces brèves vacances de la Toussaint finies, retournent le cœur gros au « bahut » se consolent. Ils vont faire le plus salutaire des apprentissages, et préparer à eux-même comme à leur pays un avenir satisfaisant.

Jacques Lux.

Le Propriétaire Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 19 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 9 NOVEMBRE 1907

VELASQUEZ

Velasquez est né le 6 juin 1599. Il est mort le 7 août 1660.

C'est une figure grave, énergique, impassible. Si un imperceptible sourire d'ironie fait frissonner parfois sa moustache cavalière, c'est qu'il a été distrait un instant. Il a cessé, pendant la durée d'un éclair, de regarder devant lui, autour de lui, de fouiller, de noter, de voir, de comprendre. Une vision s'est interposée, tristement risible, quelque chose comme ces pauvres bouffons qu'il peindra si bien... Cette vision, c'est sa destinée. Molière souriait de cette façon-là.

Il porte fièrement la livrée, mais il sert. Les barreaux de sa cage sont dorés, mais ce sont des barreaux. Debout dans sa loge, tragique et silencieux comme un lion enfermé, il regarde l'humanité qui passe. — Rubens parcourt le monde à grand fracas, son œuvre éclatante chante avec des sonorités cuivrées la joie de vivre. Raphaël, beau comme un jeune dieu grec, traverse lentement la scène, suivi d'un cortège d'élèves, d'une cour brillante qui fait froncer les sourcils de Michel-Ange. Van Dyck est plus duc que tous les ducs qu'il fait poser devant lui. Du bout de son pinceau, en retroussant ses manchettes de dentelles, il les touche, les transfigure, leur donne un peu de sa noblesse flamande. Rembrandt ouvre sur la rue la porte de son atelier, un rayon de soleil entre, traverse les ténèbres, la rumeur de l'humanité entre aussi, appelle l'artiste qui s'en va libre par la foule. Titien est le doge mystérieux et tout-puissant de la peinture, il laisse l'autre épouser la mer et prend pour lui la lumière. Velasquez, tout frémissant de son art, enveloppé jusqu'aux yeux dans le sombre manteau de sa dignité, frappe discrètement à la porte de l'Intendant du palais pour lui demander ses gages en retard, un acompte.

Ce sera ainsi durant toute sa vie. Sur le tard, à l'ancienneté, il parviendra au grade d'Aposentador. Cette promotion d'un collègue un peu fier fera sans doute ricaner l'Idiot de Coria et Sebastien de Morra, qui a l'esprit caustique. Pauvres nains ! Si la charge de maréchal-fourrier et de peintre du roi est lourde, celle d'amuser le roi est effroyable. Velasquez n'est chargé que de distraire un peu le monarque, de l'occuper : celui-ci le lui rend bien d'ailleurs.

Si Philippe IV était né deux siècles plus tard, il eut fait certainement de la photographie pour se désennuyer, nous aurions une longue série de clichés où l'on pourrait suivre et étudier toutes les formes du spleen aigu. Venu trop tôt, le roi a dû demander qu'on lui trouve un spécialiste adroit de ses mains, et il l'a chargé de reproduire à l'année, moyennant une petite pension, les traits du roi, l'épouse du roi, les enfants du roi, les courtisans, les chiens, les bouffons, le gibier, les arbres du roi.

Velasquez sera nommé à ce poste d'honneur sur la recommandation d'un dignitaire du Chapitre de Séville, un certain Fonseca, dont il a fait le portrait. On n'entrait guère à la Cour, fût-ce comme sous-moucheur de chandelles, sans la protection d'un chanoine, d'un évêque, ou bien d'une suivante de la remueuse de l'Infant... Gil Blas nous l'a dit.

Velasquez avait, par surcroît, quelques titres : brevets de noblesse et sérieux répondants artisti-

ques. Don Diego Rodriguez de Silva y Velasquez, issu d'une famille noble d'origine portugaise, était de bonne et haute mine et n'avait rien perdu de sa distinction au contact du brutal Herrera, chez qui on l'avait placé à l'âge de treize ans. Un jour, il sort de la tanière de ce terrible compagnon, s'éloigne jusqu'à ce qu'il n'entende plus le grondement lointain des imprécations, le fracas des appuie-mains brisés, des tabourets renversés, et discrètement, avec une belle révérence à l'espagnole, il pénètre dans l'atelier du seigneur Pacheco.

Le maître du logis est là qui parle avec affectation et sans arrêt. C'est un robinet d'eau bénite. Les yeux levés au ciel, il laisse tomber des sentences d'un mysticisme séraphique et précieux. Disserte-t-il d'art ou de théologie? On ne sait, mais un gentilhomme qui l'écoute impatiemment, se lève, l'interrompt, débite avec emphase des vers de sa façon. Dans un coin de l'atelier, un vieillard à l'œil profond, à l'allure militaire, cause en souriant avec une belle jeune fille, la fille de Pacheco. Il se garde bien de lui conter ses campagnes, pourtant on devine qu'il les conterait superbement, qu'il a beaucoup vu et observé.

Le poète, c'est Gongora. Le vieillard, c'est Cervantes. Velasquez a fait, croit-on, le portrait de Gongora. Quel malheur qu'il n'ait pas fait plutôt celui de Cervantes. C'est la faute de Philippe IV. L'artiste, au cours de sa laborieuse carrière, trouvera-t-il même le temps de fixer sur la toile les chères images de sa femme et de sa fille? Le portrait de sa femme est au Prado, et il a le caractère de l'authenticité, mais il n'en est pas de même des deux images que l'on suppose représenter la fille de Velasquez.

Le voilà admis et installé dans le nouvel atelier. Le ronron béat du dévot Pacheco ne le gêne guère. Il laisse le vieux maître édifier de ses mains pieuses des petites chapelles et, silencieusement, il cherche, ramasse, soupèse, accumule les matériaux du monument colossal qu'il doit élever, un monument devant lequel les religions et les politiques défileront, passeront, ou pourriront sur place, un monument à l'éternelle vérité, à l'éternelle beauté — son œuvre.

Velasquez fait patiemment son apprentissage de maître ouvrier. Il veut connaître à fond les secrets du métier, les posséder au point de n'y plus penser. Il peint des natures mortes, des *bodegones*, des figures qu'il traite comme des natures mortes, des choses à peindre. Plus tard, il traitera les natures mortes comme des figures, verra partout la vie. Il cherche, pour le moment, la précision, le signe juste et bref, le rendu littéral qu'il ne confond pas avec le trompe-l'œil. On trouve des vestiges de ces premières études à Munich, à Saint-Pétersbourg, à Vienne, à Londres.

Velasquez veut rendre sensible l'insaisissable enveloppe qui baigne ses modèles, il voudrait que l'atmosphère de son tableau continuât celle où il se meut lui-même. Moratin dira justement de lui qu'il a *su peindre l'air*. On ne trouvera pas mieux, et la critique ne pourra que développer cette observation véridique. Avait-il, à cette époque, conscience de son génie? Faut-il voir dans ces débuts modestes, cet effacement voulu ou accepté, un trait de fierté espagnole, le fait d'un caballero qui marche droit sur les bas-côtés plutôt que d'être exposé à céder à quelqu'un le haut du pavé?

Le chroniqueur Palomino conte que Velasquez aimait mieux être le premier dans sa manière rustique... *que mias queria ser primero en aquell: groseria, que segundo en la delicadeza*. Cependant, il ne regarde pas que ses modèles, il sait aussi regarder les œuvres des autres peintres, Ribera, le Caravage, Tristan, le Greco, qu'il observe longuement, dont il veut pénétrer la volonté et le travail. De cette époque, 1618-1624, on connaît le *Porteur d'eau*, *Vieille femme faisant cuire des œufs*, les *Deux Garçons*. Enfin, le jeune maître fait un pas en avant. Il exécute un tableau composé : *l'Adoration des bergers*, puis un autre, *l'Adoration des rois*, qui est au Prado. Le groupe de la Vierge et de Jésus y est admirable par la manière dont la mère, une belle paysanne, tient tout droit, de ses deux fortes mains, le bel enfant d'un petit visage volontaire : elle l'expose, simplement, modestement, à l'adoration des Mages apportant leurs précieux vases de nard, d'encens, de myrrhe.

On voit que, s'il ose aborder l'Histoire sainte, il choisit des sujets familiers où pourront trouver place ses premières découvertes. C'est tout. Ce fils de la catholique Espagne n'a pas le sentiment religieux. Le doux Pacheco, tout en égrenant son chapelet et ses apophtegmes, observe du coin de l'œil le fier petit cavalier qui travaille si bien, sans bruit, dans un coin de son atelier. Quel gendre ce serait, si sa piété était un peu exaltée, au ton de la maison! Quelle âme à sauver! Il ne se sent pas de force à catéchiser Velasquez, mais il pense que sa fille y réussira mieux que lui. Elle-même n'en doute pas. On marie les deux jeunes gens. Comment Velasquez, qui n'a pas encore vingt ans, résisterait-il à la douce influence de sa chère Juana? De bonne grâce, il se met à faire de la peinture religieuse. Son brave homme de beau-père en pleure de joie. Il ne doute pas que son gendre ne soit bientôt un sujet édifiant. Le néophyte se prête courtoisement à l'exorcisme et travaille. Qui travaille prie, dit le proverbe. Il s'avance timidement dans la voie du salut, se cram-

ponne encore aux sujets familiers. Il peint un *Christ chez Marthe*, les *Pèlerins d'Emmaüs*. Ici finit la première partie de l'histoire.

Après un premier voyage à Madrid en 1623, où il ne trouve pas le duc d'Olivarès, auquel il est recommandé, il en fait un second, rencontre enfin son redoutable protecteur. On montre au roi un portrait de Fonseca, qui plait au monarque. Velasquez entre au palais avec le titre envié de valet de chambre et une pension de 200 ducats. Il est pris.

Il va désormais, jusqu'à la mort, tourner, comme Samson, dans le cercle étroit qu'on lui a tracé dans un coin du palais. Il recevra vers la fin de sa carrière la clef d'or des chambellans qui donne accès à toute heure dans les appartements royaux, mais dès son entrée au Palais, il a fallu qu'il livre la sienne à Philippe IV pour que cet homme puisse, à toute heure, venir poser ou bâiller dans l'atelier, quand il ne rôde pas autour des chenils. A certains jours, il prendra même des mains de son serviteur la palette et la brosse, il daignera faire semblant de peindre.

La série des portraits officiels est commencée. Les premières études de Velasquez l'ont bien préparé à la tâche qu'il entreprend. Il faut tout son génie pour que les tableaux qu'on lui commande représentent autre chose qu'un pourpoint brodé, une collerette, une cuirasse, des bottes fauves, des bas de soie : une nature morte. Son prodigieux talent nous fait deviner sous ces objets des créatures animées d'une vie obscure, mais réelle, incontestablement. Cela tient du sortilège. A quoi songe l'Inquisition ? Il parvient à faire respirer, palpiter, sourire même parfois, les pauvres enfants, bambins anémiés, décolorés, gâtés, asphyxiés, qui ont l'air, non pas de vivre, mais d'être rappelés à la vie par le génie du peintre.

De cette époque datent des tableaux de chasse qui sont en Angleterre, des gibiers, la réunion de gentilshommes qui se trouve au Louvre, enfin une étude à mi-corps représentant, en buste cuirassé, barré d'une écharpe lie de vin, le roi imberbe à dix-huit ans, puis un portrait du roi en noir, avec une lettre à la main, puis l'Infant don Carlos, frère du roi, — trois toiles qui sont au Prado.

On met au concours un tableau représentant le dernier épisode de l'expulsion des Morisques. C'est de l'Histoire, au même titre qu'un pourpoint neuf ou une chasse royale. Velasquez se met sur les rangs et l'emporte sur ses rivaux : Caxes, Vicente Carducho, Angelo Nardi. On ne connait ce tableau que par la description de Palomino, il fut détruit dans l'incendie de l'Alcazar.

Velasquez a vingt-neuf ans, il cherche encore sa voie, un grand artiste va la lui indiquer.

Rubens, chargé d'une mission politique, arrive à Madrid dans tout l'éclat de sa maturité triomphante. Les conférences avec les ministres ne le prennent pas tout entier et, son portefeuille de diplomate sous le bras, il heurte à la porte de l'atelier du jeune artiste. On peut supposer qu'après en avoir fait le tour, il lui frappe sur l'épaule et l'embrasse cordialement, à la flamande. Il le sacre grand peintre, comme il a sacré Van Dyck et Jordaens. Pendant un an, Velasquez va voir Rubens à l'œuvre, copiant avec une verve débridée les Titien des collections royales. Forte leçon. Rubens donne en partant un conseil à Velasquez : qu'il fasse le voyage d'Italie.

Il est bien vraisemblable que le célèbre tableau des *Buveurs* — *los Bebedores* ou *los Borrachos*, — doit quelque chose au contact vivifiant du maître flamand.

Ce tableau, que le peintre anglais Wilkie contempla, dit-on, pendant trois mois entiers, à l'exclusion de tous les autres, ce tableau où Carducho ne veut voir qu'une réunion de drôles effrontés, mérite plutôt cet « excès d'honneur que cette indignité ». Velasquez en vacances, débarrassé sans doute pour un temps du fantôme qui s'installe si souvent dans son atelier, s'en donne à cœur joie de peindre des vivants.

Il s'agit d'une cérémonie bachique où des buveurs chevronnés admettent, avec des rites saugrenus et gaillards, un nouveau membre de la confrérie. Tous ces gens-là ont dû boire de la forte bière dans les Flandres, du vin d'Asti en Italie, du tord-boyaux un peu partout, toutes les piquettes qu'on trouve dans les caveaux des villages mis à sac, toutes les liqueurs précieuses qu'on découvre dans les châteaux, dans les couvents, enlevés à coups de pique et d'escopette. En regardant vers le coin, à gauche, les vieux soudards peuvent se croire encore dans la campagne romaine : le garçonnet qui est là, couché à demi, ne ressemble-t-il pas à un jeune faune antique ? Et l'éphèbe qui officie, comme il les conduirait joliment à l'assaut, en frappant sur un long tambour ! Comme ils auraient gaillardement égorgé, étripé le lansquenet qui eût osé toucher de son épée, du bout du doigt, cette peau blanche et délicate. Ces vieux ogres entourent joyeusement de leur tendresse la chair fraiche qui préside à leur campement. Tableau admirable de relief, de vie animale et joyeuse, avec ces faces vineuses et riantes, ces costumes, ces loques dont les couleurs marron, amadou, jaune, composent avec les verdures, les couronnes de feuilles de vigne, une riche et sourde harmonie, éclairée par le bol blanc du buveur au grand chapeau, par le verre délicat que lève un compagnon, par l'épaule et le torse du gras et jeune Bacchus, aux yeux vicieux et fins.

Velasquez, sur le conseil de Rubens, sollicite un congé, l'obtient, s'embarque pour l'Italie avec une maigre subvention du duc d'Olivarès : 200 ducats. Il ne fera pas un voyage fastueux à la manière du maître d'Anvers. De l'or! Il en trouvera sur les toiles du Titien, du Véronèse, du Tintoret. Il fait à Venise de nombreuses copies, entre autres celles du *Crucifiement*, de la *Cène*, du Tintoret : il les envoie au roi, qui rentre largement dans ses frais. De Venise, il passe à Ferrare, à Bologne. Il arrive enfin à Rome où il va séjourner une année. Le Cardinal Barberini, neveu d'Urbain VII, lui offre l'hospitalité, mais il préfère, à cette nouvelle prison, la Villa Médicis.

Cette année de Rome est une année laborieuse. Velasquez copie, ou plutôt fait des études colorées d'après le *Jugement dernier*, les *Prophètes*, les *Sybilles*, à la Chapelle Sixtine, d'après l'*Ecole d'Athènes*, le *Parnasse* : Michel-Ange et Raphaël. Il dessine d'après les statues antiques. On retrouvera la trace de ces fortes transcriptions dans son œuvre : voyez la superbe « hilandera » qui se cambre au coin droit de la *Fabrique de tapis*. Vélasquez n'aura pourtant rien d'italien. Il semble qu'il fasse des gammes, qu'il se prépare à orchestrer et à exécuter la magnifique symphonie qui bruit dans son cerveau. Dès son enfance, il a manifesté des dispositions pour les sciences exactes. C'est avec une méthode scientifique qu'il s'avance froidement, sûrement sur le chemin de la gloire. Le grand style de Raphaël et de Michel-Ange ne se superpose pas, heureusement, à sa vision directe de la vie. S'il monte un instant jusqu'à l'Olympe pour y trouver un sujet de tableau, il redescend bien vite et nous conte en langage familier ce qu'il a vu là-haut.

Il peint en Italie la *Forge de Vulcain*, où il semble avoir fait poser, dans son échoppe, le forgeron du coin et ses aides. Vulcain paraît tout ébahi de voir entrer chez lui le dieu de la lumière, Apollon. Nous le sommes autant que le brave homme, nous attendions plutôt l'allumeur des lanternes venant causer des racontars du quartier. En réalité, l'artiste n'a vu et ne nous montre qu'un beau contraste entre la lumière du soleil et le feu de la forge, de beaux torses nus, de rudes tabliers de cuir, la draperie jaune de l'Apollon, le petit pot blanc posé au rebord du manteau de la cheminée.

Autre tableau fait à Rome : la *Tunique de Joseph*. En Italie aussi il brosse de verve, d'après nature, les deux vues prises dans le *Jardin de la Villa Médicis*, deux paysages légers, souples, délicieux, où ne passe ni la chasse royale, ni la pavane, ni les parasols de la reine. L'air seul y court entre les cyprès qui rappellent Séville à l'artiste. Velasquez quitte Rome, se rend à Naples, où il va rencontrer Ribera, le maître de son pays, dont les œuvres ont ému sa jeunesse. Il emploie son crédit à lui faire vendre des tableaux à Philippe IV, et trouve le temps de peindre, en passant, le portrait de dona Maria, reine de Hongrie, sœur du roi d'Espagne, cheveux blonds, bouche lippue, vêtue de brun clair et de gris, si c'est bien le portrait de femme en buste qui est au musée du Prado.

Il faut rentrer à Madrid où le roi réclame son peintre entre deux bâillements.

Velasquez a vu, étudié, copié les plus beaux tableaux du monde. Il a les yeux éblouis et le cerveau fatigué. L'Olympe, l'Ancien et le Nouveau Testament, les dieux païens, la Sainte Trinité tourbillonnent devant lui en une mêlée de formes et de couleurs. Il sort enfin du dédale, du colossal musée qu'est l'Italie. Il revoit la vraie lumière. Un homme passe, drapé d'un vieux manteau, un chapeau crasseux sur l'oreille, et Velasquez trouve qu'il est aussi beau qu'un saint Pierre ou qu'un vieil œgipan. Titien, Véronèse, lui trouvant de l'allure, une belle barbe, auraient jugé qu'il pouvait poser convenablement un apôtre batailleur, à condition d'atténuer, d'escamoter ce que le modèle a d'un peu « canaille ». Velasquez voit la flamme de son regard, le sourire cynique de sa bouche, devine la pensée qui bouillonne et pétille. Il n'y change rien, le nomme Ménippe, comme aurait fait Shakespeare peintre. Il aurait pu le nommer Diogène. Tel qu'il est sorti de ses mains, c'est un vagabond philosophe en manteau noir, en jambières de cuir jaune. Il a auprès de lui une cruche et un livre. Il sourit dans sa barbe de bouc, il penche la tête, regarde le spectacle humain de ses yeux phosphorescents.

Dans un autre passant, il devine un Ésope, un visage pâle, fatigué, douloureux, méditatif, une épave que la vie a roulé dans ses flots violents et qui n'a plus rien que sa robe de bure, son cahier sous le bras, son front pensif, sa bouche close, son masque résigné et fier. Avec ces deux hautes figures, c'est le grand Velasquez qui apparaît aussi, celui qui se cache et qu'il faut deviner sous ces besognes.

Il faut retourner à la meule. De 1631 à 1636, Velasquez produit régulièrement et presque exclusivement des effigies royales ou princières : le portrait de l'Infant don Baltasar Carlos à deux ans, le portrait du roi que l'on envoie à Florence, l'Infant à six ans, en chasseur, un fusil à la main. Le petit bonhomme, déjà droit et grave, guêtré de noir, ganté de jaune, en costume marron, en collerette de dentelle, la casquette sur le côté pour montrer ses cheveux blonds, est debout en avant d'un paysage de montagnes grises et bleues. A sa gauche un gros chien dort d'un œil, la tête allongée sur le sol ;

à sa droite, une levrette montre son fin museau. Le petit prince est admirablement campé, et avec sa majesté déjà apprise, il a encore de la grâce de l'enfance. Mais Velasquez fera mieux de son princier modèle.

Il peint encore Philippe IV, et son frère l'Infant don Fernando, tous deux en attirail de chasse. Ces deux toiles sont aussi au Prado.

Le roi est semblable à celui de notre Louvre, costume marron, gants jaunes, la moustache blonde en croc. Son frère, imberbe, au grand nez, le fusil aussi en main, apparaît dans un paysage à peu près semblable, de verdures et de rochers.

Ces jeunes chasseurs ont grand besoin de se promener à l'air. Leur apparence élégante et fragile a pour voisinage la force d'énormes chiens musclés, ramassés, débordant d'énergie réprimée, qui sont auprès d'eux. Velasquez a vu ce contraste, et s'il l'a exprimé paisiblement, l'effet n'en est pas moins violent et terrible.

Le portrait de Marianne d'Autriche est-il de cette époque ? La date est douteuse. C'est une extraordinaire poupée que cette royale Mère Gigogne dont la robe semble se tenir debout toute seule. Mais quelle robe ! Quel portrait de robe, noire, galonnée d'argent, comme une housse mortuaire ! Il y a une femme sous ce catafalque, sous cette coiffure empanachée, une femme aussi empesée et raide que son costume. L'ennui des reines d'Espagne est peint avec la pâte de Velasquez sur ce visage pâle, avivé de rouge aux joues et aux lèvres, dans cette attitude rigide, une main au dossier d'un fauteuil, l'autre appuyée sur la construction de sa robe bouffante, et tenant un mouchoir bordé de dentelles.

L'Infant Baltasar Carlos reparaît à cheval, bambin juché sur une grosse jument, toute ronde. Bien en selle, projeté dans l'espace, il tient en main un bâton de commandement au bout duquel on cherche des grelots. Il n'y en a pas. Ce jeune conquérant est fort sérieux. Son portrait est parmi les délices de la peinture. Le paysage est blanc et bleu, de neige et d'éther, d'ombres légères et de jeux de lumière. Le petit prince à grande collerette, en bottes de cuir souple, en manches jaunes, son écharpe rose frangée d'or envolée autour de lui, bondit vraiment dans l'air. Personne n'a peint comme Velasquez le mouvement des cavaliers, soulevés au rythme d'un galop, et ce mouvement ici est merveilleux, à croire que l'on voit le prince se dresser sur ses étriers en même temps que sa jolie bête chevelue quitte le sol de ses pieds de devant recourbés. Et après que l'on a admiré la manière simple, sans trompe-l'œil, sans insistance, qui exprime le velouté des étoffes, la souplesse des cuirs, la dorure des broderies, le brillant des métaux, on reste en contemplation devant ce visage pâle aux yeux noirs, merveille des merveilles, sur lequel, vraiment, passe le vent de la course et tout l'air du paysage.

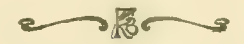
De 1640 à 1648, Velasquez peint le *Christ en croix*, puis des portraits : le duc François de Modène, l'amiral Pareja (chef-d'œuvre qui est à la National Gallery), don Antonio Alonso Pimentel, comte de Benavente, en armure damasquinée, figure un peu sèchement réalisée, qui pourrait faire naître un doute. L'*Olivarès*, par contre, est splendide.

Le comte-duc d'Olivarès s'enlève pesamment et magnifiquement sur un cheval de bataille. De bataille et de victoire, il n'y a que la place. Type de diplomate rusé, de guerrier brutal et mauvais joueur qui fait brûler les villages comme un autre jetterait les cartes à la figure de son adversaire. Si ce visage aux yeux subtils, à la moustache de matamore dessinée en virgule sur la joue hâlée, si cette physionomie prudente et dure est admirablement caractérisée, le mouvement du cavalier est aussi vrai et étonnant que celui du petit Baltasar. Ici, c'est un homme corpulent, bien en selle, le bout de la botte sur l'étrier, qui tressaute au galop d'un alezan. Le cheval est de satin brun, l'homme est de métal noir. Il porte aussi un feutre gris, des bottes de buffle, une écharpe lie de vin à longues franges d'or, une merveilleuse épée qui fait songer à l'épée de Don Salluste décrite par Hugo en ces vers de *Ruy-Blas* :

> La poignée est de Gil, le fameux ciseleur,
> Celui qui le mieux creuse, au gré des belles filles,
> Dans un pommeau d'épée une boîte à pastilles.

En 1634, Velasquez a marié sa fille Francesca à Juan Bautista del Mazo, l'un de ses élèves, auquel il transmet sa charge d'huissier de la chambre. Lui-même obtient de l'avancement, et, mieux que cela, le paiement longtemps différé des travaux qu'il a rapportés d'Italie. La disgrâce de son protecteur, le comte-duc d'Olivarès, sa fidélité à ce ministre tombé (trait d'héroïsme), certains différends avec l'intendant Malpica, menacent de briser sa carrière officielle. On se prend à regretter que l'Intendant n'ait pas eu assez de crédit pour faire sortir Velasquez du Palais et lui rendre sa liberté. Nous aurions cinquante tableaux de plus du grand homme qui usait sa santé et perdait son temps à des besognes dignes du seigneur Malpica.

(*A suivre*) GUSTAVE GEFFROY.



En Russie

—

LE GACHIS

Je tiens en main un journal bien pensant, ni sincèrement libéral, ni franchement réactionnaire, et je lis en tête du numéro l'énoncé succinct des faits du jour. Des apaches, qu'on appelle en Russie du nom « d'expropriateurs », se sont emparés à main armée de 3.530 roubles dans le district de Nerechta, de 600, dans celui de Krasnoiarsk. On a tué trois individus près de Dorpate, deux à Kiev, un à Tiflis, un dans le district de Balta, un dans celui de Signach, un dans les environs d'Irkoutsk.

On a condamné à mort, à Odessa, six individus, à Riga, trois. On a fusillé à Pétersbourg sept personnes. Les fonds d'État n'ont pas baissé à la Bourse.

Et des faits du même ordre sont relatés de jour en jour, avec des variantes, qui font monter la somme d'argent, que se sont appropriée les apaches, à des dizaines et même à des centaines de mille roubles.

Il y a apaches et apaches. Et le public parisien sera bien surpris d'apprendre que parmi ceux qui s'adonnent à ce genre de métier, tout en se faisant passer pour des réformateurs, « des liquidateurs de l'ordre social établi », il y a des officiers de gendarmerie, simples limiers, ainsi que des commissaires de police, ce soutien reconnu de l'ordre public.

Il y a plusieurs mois, un propriétaire du gouvernement d'Ekatérinoslav, tout en se plaignant d'apaches, qui lui avaient enlevé de vive force 26.000 fr., me disait qu'il s'était bien gardé de les poursuivre en justice, car il ne doutait pas qu'à la tête de l'entreprise, qui lui avait valu la perte de cette jolie somme, se trouvaient des agents de la police.

Le fait a été confirmé depuis, par l'arrestation d'un certain nombre d'agents de cet ordre qui furent reconnus coupables et subissent à l'heure qu'il est leur peine dans les prisons d'État. Mais un fait, qui a été relevé par les journaux d'hier, nous met en présence de tout un système d'intrigues, permettant aux officiers de la gendarmerie de mettre à profit la situation, qui leur est faite, de gens placés au-dessus des lois, pour s'adonner à des actes d'apaches. Le 19 septembre, style russe, c'est-à-dire le 2 octobre, la cour d'assises de Kalouga fut appelée à se prononcer sur le fait suivant : Cinq individus avaient fait irruption dans la boutique d'un certain Tchernobrovine, afin de piller les marchandises qu'elle contenait.

A la tête de ces jeunes gens se trouvait un certain Brovtseff, qui déclara être un agent de sûreté et avoir reçu l'ordre de procéder à cette expropriation de la part d'un des chefs de la gendarmerie.

Ce dernier individu, appelé Nikiforoff, lui avait enjoint de ne point occasionner trop de mal au propriétaire du magasin. Il lui avait promis une rémunération de 150 roubles et il lui avait dit que le gouverneur de Kalouga s'intéressait au succès de l'entreprise. L'agent Brovtseff n'avait aucun doute, quant à son « inviolabilité », c'est le terme dont il avait cru pouvoir se servir, l'officier de gendarmerie l'ayant assuré qu'il ne serait point traduit devant les tribunaux. Les avocats de l'inculpé insistèrent sur le fait que l'administration du gouvernement de Kalouga était intéressée à voir la paix publique ouvertement outragée, car l'état de siège devait finir prochainement et le préfet (gouverneur) avait besoin d'un prétexte nouveau, pour le faire prolonger. Suffisamment renseignés sur les dessous de l'affaire, les jurés se refusèrent à porter un verdict et demandèrent un supplément d'enquête. Le tribunal dut se plier à cette demande.

Ainsi plus de doute, les soutiens de l'ordre en Russie sont les premiers à menacer la paix publique.

Cette conclusion ressort également des méfaits qui se commettent impunément à Odessa par « l'Union du peuple russe » et sa milice, connue sous le nom « d'organisation de combat ». Le fait seul que des particuliers appartenant à cette organisation peuvent défiler dans les rues, en bataillons serrés, précédés et suivis par la racaille, qui abonde dans les ports de mer tels qu'Odessa, témoigne d'un état d'anarchie gouvernementale, dont on n'a pas encore vu la pareille en Russie.

A l'occasion d'un enterrement d'une récente victime des terroristes, l'Union du peuple russe s'est livrée à des voies de fait vis-à-vis de la population juive, laquelle, privée du droit de porter les armes, n'a pu lui opposer aucune résistance sérieuse.

Meurtres, blessures, invasions à force armée des boutiques, des cabarets et des domiciles privés, outrages aux femmes et aux enfants, Odessa a revu de nouveau ces horreurs, qui ont réveillé dans sa mémoire le triste souvenir des massacres dont la nationalité juive a été la victime en 1905. Ce sont les quartiers pauvres (la Moldavanka) qui, chaque fois, ont eu le plus à souffrir. Aussi la population juive se porte-t-elle vers d'autres régions. Plus d'une maison a été abandonnée par ses habitants et la répercussion de tous ces faits dans l'ordre économique est la baisse non seulement des loyers, mais aussi des obligations de la Société de crédit d'Odessa.

Ces dernières, dont le taux nominal est de 100 roubles, se vendent difficilement à la Bourse à 68 roubles. Il est facile de se faire une idée du sort

qui attend le marché d'Odessa, si les méfaits, analogues à celui que nous avons le triste devoir d'enregistrer restent impunis comme dans le passé. Or, jusqu'ici, aucun des malfaiteurs n'a été arrêté, et le bruit se répand que les membres de l'Union du peuple russe peuvent compter sur la protection du général-gouverneur de la ville. Un journal, directement subventionné par lui, porte sur sa manchette les paroles suivantes du Tsar, tirées du fameux télégramme envoyé par Nicolas II à un des principaux meneurs de l'Union du peuple russe, le docteur Doubrovine : « Que l'Union du peuple russe me soit un sûr soutien. »

Des Odessites, que j'ai eu l'occasion de rencontrer à Pétersbourg, ne gardent aucun doute, quant au bon vouloir que le commandant des armes russes à Odessa témoigne vis-à-vis du directeur du quotidien, publié par l'Union. A l'occasion de récentes poursuites, son principal rédacteur politique, M. Migouline, avait dû quitter subitement la ville. Le Tribunal de Commerce, qui avait à juger son cas, fut fort surpris des vives instances qui lui furent adressées, au nom du général-gouverneur Kaulbars, en faveur de l'inculpé. La panique produite par des actes sauvages, dont les membres de l'Union se rendent coupables, est d'autant plus grande que tout le monde à Odessa tient pour certain que l'Union possède un dépôt d'armes. Toutes les recherches de la police sont restées jusqu'ici sans résultats, parce que, prévenus à temps, les membres de l'Union ont su mettre à l'abri les armes qu'on cherchait. Les Odessites de passage à Pétersbourg m'ont indiqué la rue même où se trouve ce dépôt. On évalue à un millier d'individus le nombre des personnes malmenées par les membres de l'Union depuis huit mois qu'elle opère à Odessa. Il serait vraiment temps que les autorités mettent fin à ces agissements.

M. le ministre des Finances Kokovtzev aura beau dire aux journalistes, venant l'interviewer à Paris, qu'il y a des apaches en Russie comme il y en a ailleurs. Ce qui manque aux Français, c'est de voir les agents de l'ordre passer eux-mêmes au rang de perturbateurs de la paix publique.

Et ceci est d'autant plus vrai que les « expropriateurs », ainsi que nous l'avons vu, ne sont pas les seuls à renverser les lois établies et à s'attaquer en plein jour aux personnes et aux biens. Il faut placer à côté d'eux et sur le même rang cette racaille des grandes villes, qui se laisse englober dans l'organisation de la société des « vrais Russes ». Son prétendu patriotisme la pousse à massacrer les juifs, à faire main basse sur leurs entrepôts de marchandises, à piller leurs boutiques et leurs maisons privées, à malmener leurs femmes et leurs filles. Nous avons rapporté plus haut la triste nouvelle, qu'à l'occasion des funérailles d'un policier, tué à Odessa par des révolutionnaires, les vrais Russes ont encore maltraité quelque dizaines d'individus de nationalité juive et que les autorités ne sont intervenues que lorsqu'il n'y avait plus rien à empêcher. Ce retard voulu dans le rétablissement de l'ordre public manifeste du mauvais vouloir des autorités, tant civiles que militaires, vis-à-vis de ceux, qu'à tort ou à raison, on considère comme un foyer toujours ardent de la révolution russe. Il est incontestable que des actes d'un caractère anarchique ont été — et sont encore — commis par des Israélites, établis à Odessa, ni plus ni moins que par ceux de Varsovie et d'un grand nombre de villes situées dans les provinces de l'Ouest. Mais ceux qu'on rend responsables de ces actes sont le plus souvent de paisibles citoyens, qui n'ont de commun avec les anarchistes que d'appartenir à la même race et à la même religion. A côté des massacres en masse il faut placer des meurtres isolés de certaines individualités juives bien connues et ayant joué un rôle important dans « le mouvement libérateur ». L'opinion publique russe, quoique accoutumée aux actes de lèse-humanité, s'est émue, en apprenant que le meurtre d'un des rédacteurs du journal *Rousskia Wiedomosti* ou Annales russes, qui depuis un demi-siècle est resté fidèle aux idées de progrès tant politique que social, est l'œuvre d'un révolutionnaire, induit en erreur par un limier de la police moscovite. On avait fait entendre au meurtrier que M. Jollos, tel est le nom de la victime, s'était approprié 80.000 roubles destinés à la propagande socialiste. Le révolutionnaire prit à la lettre tout ce qui lui fut dit, sans se préoccuper autrement de la source de ces informations. Un jour le malheureux Jollos reçut plusieurs balles à l'entrée de son domicile. Plus tard, renseigné par les journaux sur le vrai caractère de la personne dont il avait précipité la fin, le meurtrier se vengea sur l'agent qui l'avait induit en erreur. Lui ayant donné rendez-vous dans le but de recevoir de ses mains une bombe, destinée à faire sauter la voiture de l'ancien président du conseil des ministres, le comte Witte, il dressa à l'agent un vrai guet-apens. Après l'avoir tué, le meurtrier alla se dénoncer à ses coreligionnaires politiques, lesquels, tout en gardant le secret quant au nom du coupable, s'empressèrent de mettre le public au courant de ce qui venait d'arriver. En apprenant le nom de l'agent, qui avait déterminé par sa dénonciation le meurtre de Jollos, un des chefs de la police moscovite dut reconnaître qu'il avait eu cet homme à son service. C'est ainsi que les agents de l'ordre servent en même temps la révolution et la contre-révolution, augmentant le gâchis

et préparant l'avènement, dans un avenir de plus en plus proche, d'une anarchie organisée.

Bien pâles, à côté de ces actes poignants d'un caractère plus criminel que politique, apparaissent les faits qui se rattachent aux élections. L'impression générale est que les classes éclairées, encore plus que les paysans et les ouvriers, restent indifférentes à la campagne électorale. Les petits propriétaires s'abstiennent de tirer profit de leur droit de vote. On est découragé et on ne tient pas à se créer de nouveaux ennuis avec l'administration. Les paysans sont peut-être les seuls, à côté des ouvriers, à nommer des électeurs professant les mêmes opinions que celles qui se sont fait jour aux séances des deux premières Doumas. La question qui les préoccupe est celle du futur allotissement des terres seigneuriales à la suite d'un rachat forcé. Ils n'en démordent pas et leurs élus, quelle que soit leur teinte politique, seront unanimes à insister dans la Douma sur la réforme agraire. Le cinquième des électeurs déjà nommés appartient, en conséquence, aux partis extrêmes. Les constitutionnalistes-démocrates disputent, dans les provinces, les places aux droitiers, et on est bien forcé de reconnaître que jusqu'ici leurs efforts n'ont pas été couronnés de succès. On ne verra plus apparaître à la tribune de la Chambre des hommes connus, tels que Shipoff, Stachovitch, Kouzmine-Karavaïeff, car ils ont tous également échoué. Les propriétaires fonciers accordent de préférence leur vote à ceux qui se font forts de ne point admettre de discussion, quant au rachat forcé d'une partie de leurs terres par l'État.

L'intérêt de classe apparaît dans leurs choix ni plus ni moins que dans ceux des paysans et des ouvriers (1). Le gouvernement central s'étant réservé le droit d'établir par ses agents provinciaux les circuits électoraux, les conservateurs se sentent fortement appuyés par le ministère et voudront bien faire cause commune avec lui dans la prochaine Douma. Le droit de réunion n'existant presque plus que sur le papier, et la presse libérale étant journellement traquée par l'administration locale, qui fait pleuvoir sur elle de fortes amendes, sans parler des poursuites d'ordre criminel, les partis avancés sont forcés de renoncer à toute propagande tant soit peu sérieuse. Même dans la capitale, le préfet s'arrange de façon à empêcher les réunions sous toute sorte de prétextes, et entre autres celui de la crainte que lui inspire l'état défectueux des salles publiques. La Commission, chargée de contrôler les droits électoraux, en profite pour éliminer les personnes qui pourraient déplaire en haut lieu.

L'ancien président de la Douma, M. Golovine, a eu beaucoup de peine à faire reconnaître par les autorités de Moscou son droit de vote. On lui faisait entendre qu'il l'avait perdu, par le fait que l'appartement, qu'il occupe à Moscou, a été inscrit au nom de sa femme. Il n'en est rien pourtant, et bon gré, mal gré, les autorités devront admettre M. Golovine aux urnes. Le préfet de la capitale a été plus heureux que son collègue à Moscou. Grâce à lui on avait retiré au professeur W. Pessen son droit électoral dans le district de Pétersbourg sous le prétexte que pour prendre part aux séances de l'ancienne Douma, il avait dû transporter son domicile en ville. Cette décision fut prise presque à la veille des élections. Les constitutionnalistes-démocrates se sont empressés, en conséquence, de remplacer la candidature de M. Pessen par celle d'un autre professeur et membre de l'Académie des Sciences. Les propriétaires des maisons formant à Pétersbourg et à Moscou une curie indépendante de celle des locataires, les partis avancés ont beaucoup moins de chance de faire passer leurs candidats que lors des premières élections. Sur six, trois députés seulement sont nommés à Pétersbourg par les locataires d'immeubles. C'est de cette seconde curie qu'on attend l'élection de M. Milioukoff, le chef extra-parlementaire du parti des constitutionnalistes démocrates (cadets) ainsi que de M. Roditcheff, l'orateur bien connu. Les partis politiques s'adonnent volontiers à des calculs quant à leurs forces numériques dans la prochaine Douma. Il est malheureusement plus que certain que cette fois l'opposition sera moins nombreuse que par le passé et que le gouvernement aura moins de peine à faire triompher ses idées.

Un fait heureux et qui prime tous les autres, c'est le petit nombre d'électeurs appartenant à « l'Union du peuple russe ». Malgré tout le bruit fait par cette Union (on la disait posséder à elle seule trois millions de votants) elle ne put, jusqu'ici, faire passer aux élections qu'un nombre très restreint d'électeurs, et il est à prévoir que dans la prochaine Douma le parti monarchique extrême ne comptera que deux ou trois dizaines de députés. Dans les conditions données, il est facile de comprendre l'intérêt qui porte « les cadets » à courtiser les monarchistes modérés, les « hommes du 17 octobre », ainsi qu'ils ont bien voulu se surnommer eux-mêmes, en tenant compte de l'octroi à cette date du fameux Manifeste libérateur. Quelques meneurs du parti constitutionnel-démocrate ont eu le mauvais goût de tomber sur leurs anciens alliés à gauche pour attirer de nouveaux alliés à droite. Il est difficile de dire si ce stratagème, un peu simpliste, pourra profiter au parti.

Quoique tout le monde soit préoccupé des élec-

(1) Les constitutionnalistes démocrates ont eu plus de succès dans les villes, dont la haute bourgeoisie est loin de partager toutes les vues du gouvernement.

tions, des bruits vagues commencent à circuler quant à la possibilité d'une dissolution anticipée de la Douma dans le cas où les élections ne seraient pas du goût des gens au pouvoir. Quelques publicistes réactionnaires, tel le prince Mestchersky, ne reculent point devant l'idée d'enlever à la Douma son pouvoir législatif, malgré les promesses formelles que contient, à cet égard, le Manifeste du 17 octobre. On voudrait en faire une Chambre purement consultative. Ce courant d'opinion va à l'appui des vœux des hautes sphères de la bureaucratie et de la Cour. Leur porte-parole fut récemment le préfet de Pétersbourg. Ne l'a-t-on pas vu refuser son autorisation au parti musulman de la capitale, pour cette seule raison que, dans les statuts de ce parti, il est question de l'Empire russe comme d'une monarchie constitutionnelle! C'est le Sénat administratif qui aura à dire le dernier mot dans ce démêlé. Il serait amusant de le voir soutenir les vues du préfet. Depuis que le régime constitutionnel existe en Europe, ce serait la première fois que la police aurait l'initiative dans l'interprétation du vrai caractère des institutions politiques d'un pays.

Saint-Pétersbourg, 20 octobre 1907.

MAXIME KOVALEVSKY,
Ancien représentant du peuple russe.



MARY (1)

L'après-midi, quand Mary se fut reposée, — car elle en avait besoin, — et qu'elle voulut rejoindre son père et Mme Dawes, elle entendit le piano. Elle comprit aussitôt que c'était Jörgen Thiis qui jouait pour les distraire. Jörgen était un véritable artiste, et il aimait leur piano. Aussi avait-on décidé de ramener l'instrument en Norvège. Elle alla droit à lui en entrant et le remercia de ses attentions pour son père et tante Éva; malheureusement, ils devaient souvent rester seuls. Il répondit qu'il était infiniment heureux que sa musique leur plût; le piano était excellent, vraiment exceptionnel. La conversation, pendant et après le dîner, montra à Mary combien ils étaient tous trois habitués l'un à l'autre. Ils pouvaient facilement se séparer d'elle.

Elle était réellement reconnaissante à Jörgen; aussi, passèrent-ils une soirée charmante. On parla beaucoup de la Norvège. Les vieux avaient le mal du pays.

A peine Jörgen Thiis était-il parti, que Mme Dawes dit: « Comme Jörgen est charmant et distingué, n'est-ce pas Mary? » Son père la regardait en souriant. « De quoi souris-tu, père? » — « De rien », dit-il en souriant davantage. — « Tu veux savoir ce que je pense de lui? » — « Oui, comment le juges-tu? » Mme Dawes devint tout oreilles. « Mon Dieu..... » — « Tu hésites? » — « Non. » — « Eh bien? » — « Au fond, il me plaît assez. » — « Mais tu fais une réserve? »

Elle sourit: « Je n'aime pas chez lui cette façon de me dévorer des yeux. » Son père se mit à rire: « Comme quand il mange, hein? » — « Justement. » — « C'est un gourmet, vois-tu, comme son père. » — « Mais, comme son père il a aussi d'excellentes qualités! » — « C'est vrai », dit Anders Krog sérieusement. Mary ne répondit pas. Elle leur souhaita bonne nuit en leur offrant son front à baiser.

Quelques jours plus tard, de bon matin, Mary vint trouver Alice à son atelier, au fond de la cour de l'hôtel. Anders Krog avait été tenté par de vieilles porcelaines chinoises; mais, avant de les acheter, il voulait demander conseil à Alice. A cette heure de la journée, et en cet endroit, Mary pouvait être sûre de la trouver seule, — d'ordinaire pourtant avec un modèle.

Elle alla droit chez elle, sans parler au concierge. Alice vint elle-même ouvrir. Elle avait son costume d'atelier, et, comme sa main était salie, elle ne put prendre celle de Mary. « Tu as ton modèle? » dit-elle à voix basse. — « Dans un instant », répondit Alice sur le même ton et avec un sourire singulier. « Le modèle attend à côté, mais entre toujours ». Mary passa devant le paravent et vit pourquoi le modèle attendait dans la pièce voisine; car dans la première se trouvait Frans Röy. Frans Röy à cette heure matinale et plongé dans une profonde rêverie! Il ne s'aperçut même pas de leur entrée.

C'était la première fois que Mary le voyait ainsi. Mais le sérieux convenait à sa mâle stature et à son visage énergique, infiniment mieux que ses accès de gaîté gamine. « Mais voyez donc qui nous arrive! » dit Alice. Il sursauta.....

Ce jour-là, ils causèrent sérieusement. Il était triste et Mary n'eut pas de peine à comprendre que c'était d'elle-même qu'ils avaient parlé.

Ils se sentirent tous trois un peu gênés jusqu'au moment où Alice trouva un sujet de conversation. Les journaux du matin racontaient deux crimes passionnels, dont l'un surtout était épouvantable. Elles étaient révoltées et Frans Röy encore plus. Il prétendait que l'idée que les peuples latins se faisaient du mariage datait du temps où la femme était la propriété de l'homme et où, par conséquent, l'infidélité était punie de mort. Sans doute, avec le christianisme, l'homme était aussi devenu peu à peu la propriété de la femme, surtout dans les pays catholiques. On s'y tuait à qui mieux mieux, l'homme égorgeant la femme et la femme égorgeant l'homme.

(1) Voir la *Revue Bleue*, no du 19 octobre 1907 et suivants.

Ces paroles furent le point de départ d'une discussion. Mary reconnaissait qu'aucun des époux n'était la propriété de l'autre. Ils étaient de libres individus et pouvaient décider d'eux-mêmes. Après le mariage comme avant. Seul, l'amour faisait loi. Mais il pouvait se faire qu'avec le temps, l'un des époux, — ou tous les deux, — ne fût plus ce qu'il était au moment du mariage ; ou bien, on pouvait rencontrer quelqu'un qui vous prenait corps et âme, et donnait un autre cours à votre existence. Alors, l'amour cessait, et l'époux abandonné devait se résigner, sans condamner ni tuer. Mais Mary et Franz Röy ne furent plus d'accord, quand ils cherchèrent ce qui devait légitimement séparer les époux, et surtout ce qui devait les retenir. Sur ce point, elle était beaucoup plus sévère que lui. Il déclara, en plaisantant, qu'elle devrait dire : « Les époux ont toute liberté de se séparer, — mais il leur est défendu d'en user ! » De son côté, elle proposa qu'il dît : « En règle générale, les époux doivent se séparer ; s'ils n'ont pas de motif valable, ils doivent en trouver un ! »

Ces mots n'exprimaient qu'une faible partie de leurs pensées. Röy fut séduit par son air de reine. La beauté de Mary en fut encore rehaussée à ses yeux. Non qu'elle voulût commander. Ce n'était chez elle qu'un moyen de défense, mais le plus efficace. C'était l'expression de tout son être, la flamme qui en jaillissait. Ses yeux, sa voix, sa démarche disaient : « Ne me touchez pas ! » Elle était prête, s'il le fallait, à recevoir l'auréole du martyre. Mary grandit infiniment à ses yeux ; mais sa détresse aussi lui sembla infinie. Car elle était de ceux qui vont le regard tourné vers les étoiles et qui butent aux pierres du chemin. Et leur chute, alors, est souvent effrayante.

Il restait là à la contempler, oubliant de répondre, oubliant l'endroit où il était. Il lui semblait que quelqu'un criait : « Aie soin d'elle ! » Et il entendit les ordres impérieux que la pitié chevaleresque mêlait à l'amour.

Elle s'aperçut qu'il devenait distrait, mais elle ne s'arrêta pas pour cela ; le sujet l'intéressait trop. Quand il fut de nouveau à la conversation, il l'entendit qui exposait ses pensées les plus intimes, évidemment sans s'en douter. Elle disait ce qu'elle avait pensé depuis qu'elle avait commencé à réfléchir sur ces questions. Cela lui était aussi naturel que de retrousser sa robe aux endroits sales ou quand on perd pied. La personnalité, disait-elle, devait être sauvegardée, développée. Non point courbée ni salie. C'était le premier et le dernier des devoirs.

Mais en même temps, elle éprouvait une singulière sympathie pour celui qui la faisait ainsi parler à cœur ouvert. Elle ne se doutait pas que celui qui donne libre essor à nos pensées a naturellement prise sur nous. Il lui semblait seulement qu'elle devait parler et s'affirmer elle-même. Délicieuse impression qu'elle ressentait pour la première fois de sa vie.

La conversation languit, puis s'égrena en mots dont ils sentaient le contact toujours plus proche, enfin se perdit en un silence que troublaient seuls leurs regards et le bruit de leurs haleines. Alice était allée retrouver son modèle. Ils se sentirent gênés en voyant qu'ils étaient seuls. Ils se turent et leurs regards s'évitèrent.

Après de rapides coups d'œil jetés aux divers bibelots de l'atelier, leur attention à tous deux fut attirée par un faune sans bras qui se moquait d'eux. Ils parlèrent de ce morceau d'art antique, uniquement pour ne pas garder le silence. Où l'avait-on trouvé ? De quelle époque était-il ? Il avait certainement coûté cher. Ils parlaient à mots étouffés ; leur voix, leurs regards glissaient comme des caresses. C'est à peine aussi s'ils touchaient la terre. Ils se sentaient plus légers, comme on l'est sur les hauteurs, avec cette sensation que leurs pensées étaient à nu et leurs âmes transparentes.

Alice rentra. Elle jeta sur eux un regard qui les réveilla. « Avez-vous fini de parler du mariage ? » dit-elle. C'était en effet du mariage qu'ils parlaient quand elle était sortie.

Mary se rappela qu'elle avait une course à faire et que sa voiture l'attendait. Frans Röy se souvint aussi de ses occupations. Ils sortirent donc ensemble. Ils franchirent la cour, le vestibule et la porte pour gagner sa voiture. Mais, comme ils ne retrouvaient pas le ton de tout à l'heure, ils ne parlèrent pas.

Le chapeau à la main, il tenait la portière de la voiture. Elle monta sans lever les yeux. Quand elle fut assise et voulut le saluer, elle rencontra le regard le plus puissant qu'elle eût jamais vu, tout débordant d'une passion respectueuse.

Deux heures plus tard, il était de retour chez Alice. Il ne pouvait retenir plus longtemps le flot tumultueux de ses espérances.

Qu'avait-il fait dans l'intervalle ? Il était allé en ville acheter une reproduction de la Sainte-Cécile de Donatello. Il voulait faire la comparaison avec Mary. Mais Alice se rendit compte aussitôt que la Sainte Cécile allait tomber terriblement mal à propos. Elle eut grand'peur. « Mon cher ami, vous allez tout gâter. C'est dans votre nature. » Il répondit fièrement : « Jamais encore je ne me suis proposé sérieusement un but que je n'aie atteint. » — « Je le crois volontiers. Vous pouvez travailler, vous pouvez surmonter des obstacles. Vous pouvez aussi attendre. » — « C'est vrai. » — « Mais vous ne pouvez pas vous contenir. Vous ne pouvez pas la laisser venir à vous. » — « Qu'est-ce que cela veut dire, Alice ? »

Cela lui faisait de la peine. « Cela veut dire, mon cher ami, que vous ne connaissez pas Mary. Vous ne connaissez pas le monde dans lequel elle vit. Vous êtes un ours des bois. » — « C'est bien possible et je vous l'accorde volontiers. Mais puisqu'elle aime maintenant un ours des bois! ce sont des choses auxquelles on ne se trompe pas. » Il ne voulait pas être refroidi dans son enthousiasme. Il s'approcha alors d'elle avec un air suppliant, et voulut même la prendre dans ses bras, car il avait la manie d'embrasser les gens. « Non, soyez convenable, Frans! C'est aussi la seconde fois que vous me dérangez! » — « Je veux vous déranger, je ne veux pas que vous restiez à modeler dans votre prison. Ma chère Alice, ma bonne amie, c'est mon bonheur que vous allez modeler. » — « Oui, mais qu'est-ce que je puis faire de plus pour vous? » — « M'introduire dans sa famille. » Alice réfléchit : « Ce n'est pas si facile. » — « Bah! vous trouverez bien le moyen. Il le faut! Il le faut! » Il parla si longtemps en la prenant dans ses bras et en la caressant qu'elle finit par le lui promettre.

Alice eut beau s'y prendre du mieux qu'elle put, toujours est-il qu'elle échoua. « Si je demande à mon père, dit Mary, de recevoir un jeune homme qui ne lui a pas été présenté, que va-t-il croire? » Alice lui donna raison sans réfléchir davantage. Elle s'en voulut à elle-même de n'avoir pas songé à cela. Au lieu de chercher avec Mary si l'on ne pouvait pas s'y prendre autrement, elle abandonna l'affaire. Elle était encore de mauvaise humeur quand elle rendit réponse à Frans Röy. Elle sentait, lui dit-elle, que Mary ne voulait pas d'intermédiaire. Puis, elle insista encore pour qu'il fût prudent.

Frans Röy se sentit malheureux. Alice renonça à le consoler.

Le lendemain, il revint. « Je ne puis pas abandonner cet espoir, dit-il. Et je ne peux pas songer à autre chose. »

Il resta si longtemps et répéta si souvent et de tant de façons la même plainte, que l'excellente Alice eut pitié de son malheur. « Écoutez, dit-elle, je vous réunirai ici avec les Krog. Peut-être l'invitation viendra-t-elle d'elle-même. » Il sauta de joie. « C'est une idée superbe ; bravo, ma chère Alice »! — « Mais c'est impossible tout de suite. Anders Krog est souffrant; il faut attendre. » Il jeta sur elle un regard désolé. « Ne pouvez vous pas nous réunir de nouveau? » — « Si ; c'est possible. » — « Alors, bientôt, n'est-ce pas, ma chère amie? Le plus tôt que vous pourrez? » La proposition fut acceptée; Mary fut aussitôt prête à le revoir.

Ils se retrouvèrent chez Alice, pour aller ensuite au Salon des Champs-Élysées.

Une promenade au milieu d'œuvres d'art est une véritable conversation muette. Les paroles qu'on prononce alors en éveillent des milliers d'autres. Seulement, on ne les prononce pas. On sent, on voit par les yeux d'une autre personne; du moins, on se l'imagine. On se trouve devant un tableau pour se quitter devant un autre. On apprend de la sorte à se connaître en une heure mieux qu'on ne ferait d'ordinaire en un mois. Alice les guidait de tableau en tableau; mais plus on allait, plus sa passion la reprenait tout entière. Elle ne voyait que l'art. Les deux autres, au contraire, commençaient par là; mais peu à peu, c'est eux-mêmes qu'ils découvraient à travers les tableaux. Ce fut bientôt entre eux un chuchotement, un jeu de coups d'œil rapides, de mots brefs, de gestes légers qui montraient les choses.

Ceux qui vont ainsi à tâtons, l'un vers l'autre, éprouvent une joie sans pareille, et ils la laissent volontiers paraître au dehors. On dirait ces oiseaux qui nagent sous l'eau pour reparaître bien loin et plonger de nouveau ensemble. Les multiples regards fixés sur eux décuplaient encore leur bonheur.

Alice les conduisit au rez-de-chaussée, au milieu de la section de sculpture. Elle s'arrêta devant un socle vide et se tourna vers le gardien : « Est-ce que l'athlète n'est pas encore en place ? » — « Non, Mademoiselle, non malheureusement »; répondit-il. — Il a dû avoir un second malheur? » — « Je ne sais pas, Mademoiselle. » Alice expliqua à Mary que la statue d'un athlète s'était brisée quand on la mettait en place. « Un athlète? » demanda Franz Röy en accourant, car il était à quelques pas de là. Elle sourirent. « Un athlète? Vous parlez d'un athlète? » — « Oui », dirent-elles en riant. — « Y-a-t-il de quoi rire? » dit-il. « J'ai un cousin qui est athlète. » Leur rire redoubla. Frans Röy fut extrêmement étonné. « Je vous assure, c'est un des hommes les plus sympathiques que je connaisse. Et avec cela, il est d'une adresse inouïe. Nous avons cela dans le sang, nous autres. Quand j'étais gamin, j'ai passé deux étés avec lui au cirque. » Elles riaient toujours. « De quoi diable riez-vous? Je n'ai jamais eu de plus beau moment dans ma vie. » Les deux dames prises de fou-rire s'enfuirent éperdûment vers la sortie. Il dut les suivre, mais fort vexé. « Je ne vois pas ce qui vous fait rire », dit-il, quand ils furent tous dans la voiture. Puis il éclata de rire avec elles.

Cette légère méprise fit qu'ils étaient tous trois de très belle humeur, quand ils s'arrêtèrent à la porte de Mary. Alice et Frans Röy continuèrent leur route sans elle. Il se tourna dans un transport de joie vers Alice et demanda s'il n'avait pas été sage aujourd'hui? S'il ne s'était pas bien tenu? Si ses « affaires » ne marchaient pas brillamment? Sans prendre le temps d'écouter sa réponse, il se mit à

rire, à bavarder, et, finalement, il voulut l'accompagner chez elle. Mais Alice se garda bien d'accepter. Alors il demanda, pour se dédommager, qu'Alice les emmenât tous deux au Bois de Boulogne du côté de Bagatelle. Il fallait faire cette promenade un matin vers neuf heures. C'est alors qu'on jouissait le mieux des sentiers du Bois, du chant des oiseaux et de la solitude. Elle le lui promit.

Le vendredi suivant, Alice alla prendre Mary le matin, un peu avant neuf heures. Puis elles continuèrent leur route pour aller prendre Frans Röy.

De loin, Alice le vit qui arpentait le trottoir de long en large. A sa tenue et à sa démarche, elle pressentit un malheur. Mary ne put le voir qu'au moment où la voiture s'arrêta. Mais, devant ce regard de feu, Mary sentit une flamme courir sur son visage. Il aborda la voiture comme un corsaire. Alice s'empressa d'attirer son attention pour éviter aussitôt un éclat. « Comme il fait bon, ce matin, dit-elle ; justement parce que le soleil ne brille qu'à moitié. Il n'y a rien de plus beau qu'une teinte adoucie sur un paysage aussi riche de couleur que celui-ci. » Mais toute son attention, tous ses sens étaient à Mary. Le voile blanc jeté par dessus sa chevelure rousse, sa bouche fraîche à demi-ouverte le rendaient fou. Alice expliquait que les senteurs du bois étaient plus fortes, depuis que les arbres du Japon avaient poussé. Chaque fois que ceux-ci mêlaient leurs parfums violents à la calme senteur des bois d'Europe, on eût dit, parmi les arbres, un vol d'oiseaux exotiques aux cris étranges. Aussitôt, Franz Röy déclara avec force que cela inspirait des chansons nouvelles aux vieux oiseaux des bois. Ils n'avaient jamais, disait-il, chanté aussi merveilleusement que ce matin-là.

A chaque instant, Alice craignait davantage une explosion. Pour la prévenir, elle lui fit remarquer les teintes différentes de la prairie, du bois et des collines lointaines. La promenade de Bagatelle offre justement une foule de ces contrastes. Mais Frans Röy tournait le dos au cocher et il lui fallait chaque fois se retourner pour voir ce qu'Alice indiquait. Cela finit par l'impatienter. Mais surtout, il était agacé d'être interrompu à chaque instant dans sa conversation avec Mary. « Ne préférez-vous pas descendre et marcher un peu ? » dit-il. Mais c'était ce qu'Alice craignait plus que tout. Car alors, que ne pouvait-il pas imaginer?

« Regardez donc autour de vous ! » lui cria-t-elle. « Ne dirait-on pas ici que les couleurs chantent en chœur ? » — « Où ? » dit-il de mauvaise humeur. « Mais grand Dieu ! regardez donc toutes les nuances du vert, rien que dans le bois ! Mais regardez donc ! et le vert des prés auprès de celui des arbres ? » — — « Ça m'est égal, complètement égal ! » Il se retourna vers les dames en riant. « Est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux descendre ? » reprit-il avec la même fougue. « Il est pourtant autrement agréable de se promener dans le bois que de le regarder. C'est comme pour le gazon ! » — « C'est défendu de marcher sur le gazon ! » — « Alors, nous pouvons suivre le sentier, que diable, et tout voir ! Cela vaut cent fois mieux que de s'écraser dans une voiture. » Mary l'approuva.

« Mais ce n'est pas pour marcher que je vous ai emmenés. Nous devions aller voir le château historique de Bagatelle et le bois qui l'entoure. Il n'y en a pas deux pareils. Et puis, je voulais aller le plus loin possible. Nous ne pourrons pas, si nous marchons. »

Ces paroles le calmèrent un instant. Puisqu'elle avait la voiture, c'était à elle de décider. Mais Mary, peu à peu, s'échauffait aussi et se grisait. Ses yeux, qui, d'ordinaire, avaient une expression pensive, brillaient de plaisir. Ce jour-là, elle riait de toutes ses plaisanteries. Elle riait de tout. Elle voulait à tout instant avoir les fleurs qu'elle apercevait et, chaque fois, il fallait arrêter la voiture pour cueillir des fleurs et des branches. Elle en remplit la voiture, si bien qu'Alice finit par protester. Alors elle jeta le tout et voulut à toute force mettre pied à terre. La voiture s'arrêta. Ils descendirent. Ils avaient dépassé Bagatelle depuis longtemps. Le cocher fit demi-tour. Il avait reçu l'ordre de revenir lentement sur ses pas et d'attendre.

Ils avaient à peine fait quelque pas que Frans Röy se mit à faire la roue : il se lança, fit de côté une pirouette sur les mains, et se retrouva debout ; puis il continua à tourner sur les mains très vite, toujours plus vite. Ensuite, il se retourna et revint de la même manière. « Voilà un de mes tours de cirque », dit-il rayonnant. « En voici un autre ! » Il fit un saut périlleux de pied ferme et retomba exactement à l'endroit que ses pieds touchaient auparavant. Il recommença : « Voyez-vous ? dit-il ; juste à l'endroit d'où je saute. » Puis, il refit le saut périlleux, trois, quatre, cinq, six fois. Alice et Mary l'admiraient, et cela en valait la peine. Il y avait une telle légèreté dans les mouvements de ce grand corps puissant, qu'ils étaient vraiment beaux. Excité par leurs éloges, il se mit à pivoter sur place avec une telle vitesse que la tête leur tournait. Ce n'était pas non plus très gracieux. Elles se détournèrent en criant. Agacée, Alice lui dit : « Vraiment, vous êtes pire qu'un gamin de sept ans ! » — « Quel âge avez-vous donc ? » demanda Mary — « Trente ans passés. » Elles rirent à gorge déployée.

C'était une faute. Il voulut les en punir. Avant même qu'Alice eût pu s'en douter, il la prit à la taille et l'entraîna le long de la route dans une valse

éperdue, qui souleva un nuage de poussière. La grosse Alice résistait de toutes ses forces en criant. Peine inutile. Il ne faisait que s'en amuser. Son chapeau tomba, puis son écharpe. Mary courut les ramasser en riant à se rendre malade. Les efforts maladroits d'Alice qui se débattait inutilement étaient vraiment d'un comique irrésistible. Enfin, il fit demi-tour, et tous deux revinrent du même train furieux pour s'arrêter auprès de Mary. Alice était rouge, inondée de sueur, congestionnée, à la fois si furieuse et si essoufflée qu'elle ne pouvait parler. Mary se pâmait. Frans Röy en face d'Alice chantait : « Hop là là! Hop là là! » jusqu'au moment où elle retrouva la parole et le couvrit d'injures. Alors, il éclata de rire.

« Et vous, dit Mary en se tournant vers Frans Röy, n'êtes-vous pas un peu fatigué? » — « A peine! Je pourrais recommencer avec vous. » Mary fut prise de peur. Elle venait justement de rendre à Alice son chapeau, elle avait encore dans les mains son écharpe et son chapeau à elle, qu'elle avait enlevés. Aussitôt elle jeta écharpe et chapeau en poussant un cri, et s'enfuit du côté opposé, vers l'endroit où la voiture était arrêtée.

Pas un instant, Frans Röy n'avait songé à faire ce dont il l'avait menacée. Ce n'était qu'une plaisanterie. Mais quand il la vit courir, avec une vitesse dont il n'aurait cru capable ni elle ni une autre femme, son cœur d'officier battit comme devant une provocation. Alice le vit et s'écria : « Restez ici! » Cet appel suppliant lui barra la route un instant. Il hésita. Mais, à la vue de Mary, silhouette blanche et rousse, qui fuyait là-bas, d'un pas si vif et si léger que le rythme même de sa marche le tentait et l'affolait, il n'y put tenir et se lança à sa poursuite, avant même de s'en rendre compte. Juste au moment où Alice lui jetait pour la seconde fois cet appel désespéré : « Restez ici! »

La route poussiéreuse lui sembla un rayon de soleil. Ses yeux, son imagination en furent aveuglés. Il courut éperdûment. Il courut comme si une voix criait sans cesse devant lui : « Prenez-moi, prenez-moi! » Il courut, comme s'il devait, en l'atteignant, atteindre au suprême bonheur.

Elle avait une sérieuse avance, mais cela même excita toutes ses forces comme pour une dernière épreuve. C'était une course au bonheur avec celle qui voulait être prise. Son sang brûlant battait à ses oreilles; la passion y mêlait sa fièvre. Ses désirs déchainés de tous les jours et de toutes les nuits passés s'élançaient à la victoire. Ils voulaient enfin parler. Mais il serait inutile de parler. Il la tiendrait dans ses bras, et ce serait assez.

A ce moment, Mary qui avait tourné la tête, poussa un cri, et retroussant sa robe, se mit à courir plus vite encore. Frans Röy devint fou. Il crut que son cri était un appel. Il la vit faire un signe en avant et crut qu'elle indiquait l'endroit où elle voulait s'arrêter et se considérer comme sauvée. Il fallait donc l'atteindre avant qu'elle y arrivât. Un dernier effort l'amena sur elle en un instant. Il crut sentir son odeur. Bientôt, il entendrait sa respiration. Il était si hors de lui qu'il ne s'aperçut pas qu'il la touchait. Elle se retourna, laissa tomber sa robe, et, après quelques bonds, s'arrêta. Il la serra à la taille, et tout brûlant de passion, l'attira fortement à lui... quand il l'entendit s'écrier, avec la plus violente colère : « Lâchez-moi! » Elle était si haletante que sa voix avait une dureté inattendue. Il fut épouvanté, mais crut devoir la soutenir jusqu'à ce qu'elle eût repris haleine. Il resta donc. Alors, d'une voix à laquelle l'essoufflement donnait la même violence contenue, elle lui jeta ces mots : « Vous êtes un malappris! » Il la lâcha.

Un bruit de chevaux sur la route. La voiture arrivait au trot. Les deux domestiques avaient dû suivre l'incident du haut de leur siège; c'était à eux que Mary avait fait signe. Dans sa folle poursuite, Frans Röy n'avait vu qu'elle.

Elle se dirigea vers la voiture en cachant son visage dans son mouchoir. Elle pleurait. Le valet de pied sauta à terre et ouvrit la portière.

Frans se détourna, désolé, le cerveau vide. Alice arrivait, portant son écharpe et le chapeau de Mary. Elle alla droit à la voiture sans faire attention à lui. Quand il voulut la joindre, elle le renvoya d'un geste.

*
* *

Trois jours après l'événement, il demanda à voir Alice. Elle n'était pas chez elle. Le lendemain, on lui fit la même réponse. Il dut ensuite s'absenter quelques jours. Mais, dès son retour, il se présenta de nouveau : « Elle vient de sortir », répondit le valet de chambre. Sans plus de formalités, il écarta le valet et entra.

Alice était très absorbée par divers objets d'art, disséminés sur des tables et des chaises, quand elle entendit ces mots : « Eh bien, Alice? » prononcés d'une voix douloureuse. Elle sursauta. Au même moment, il découvrit son père derrière elle. Il s'avança vers eux, comme s'il n'avait rien dit.

Alice rangea les bibelots avec Frans Röy. Son père se retira. « Eh bien, Alice? » répéta-t-il d'un ton de reproche. « Vous n'allez pas me fermer votre porte. Juste au moment où je suis si malheureux? » Elle ne répondit pas. — « Nous qui avons toujours été de si bons camarades, et qui nous sommes si bien amusés ensemble! » Elle tournait le dos sans répondre. « Même si je me suis conduit comme un sot, nous nous connaissons trop bien pour que cela

nous sépare! » — « Il y a pourtant des limites! » répondit-elle. Il s'arrêta un instant. « Des limites? Des limites? Voyons, Alice, entre nous, ces choses-là 'ont pas... » Elle l'interrompit vivement : « Il n'est pas permis de se conduire ainsi, en présence d'autres personnes! » Elle était pourpre. « Mais que voulez-vous dire? » Il ne comprenait pas. Alice se détourna. « Me traiter ainsi, devant d'autres!... » Et elle ajouta : « Qu'est-ce que Mary doit penser? » Alors seulement, il comprit qu'il s'était aussi conduit sottement envers elle, envers Alice; jusqu'alors, il n'avait songé qu'à Mary. Il se sentit honteux, profondément honteux, puis, allant vers elle : « Je vous demande pardon, Alice. J'étais si heureux que je n'y pensais pas. Voilà seulement que je comprends. Pardonnez-moi, je vous en supplie, et regardez-moi! » Elle tourna la tête vers lui; ses regards étaient attristés et voilés de larmes. Ils rencontrèrent les siens qui étaient malheureux aussi et suppliants. Au bout d'un instant, ils ne firent qu'un. Il tendit les bras, la prit et voulut l'embrasser; mais elle s'y opposa. « Alice, ma chère, ma bonne Alice, vous ne voulez donc plus m'aider? » — « Cela ne mène à rien, vous gâtez tout! » — « Je ferai désormais tout ce que vous voudrez. » — « Vous me l'avez déjà promis. » — « Mais maintenant, j'ai de l'expérience. Je tiendrai ma promesse; sur mon honneur! » — « Il n'y a pas à compter sur vos promesses, car vous ne comprenez pas. » — « Je ne comprends pas? » — « Non, vous ne comprenez même pas qui elle est! — « J'avoue que je me suis trompé, car maintenant encore, je ne comprends pas de quoi elle s'est fâchée! » — « Je m'en doutais. » — « Quand elle s'est sauvée en jetant tout, j'ai cru, je vous le jure, qu'elle voulait être poursuivie. » — « Vous n'avez donc pas entendu que je vous ai crié deux fois : « Restez ici! » — « Si, mais je n'ai pas compris davantage. » Alice s'assit avec un geste de lassitude. Elle n'ajouta pas un mot; à quoi bon? Il s'assit en face d'elle. « Expliquez-moi cela, Alice; n'avez-vous pas vu comme elle riait quand je vous entraînais en dansant? » — « Vous n'avez donc pas remarqué quel abîme il y a entre les autres et elle. » — « Mary Krog n'est ni exigeante ni orgueilleuse. Pas un instant. » — « Non, elle ne l'est pas. Mais voilà encore que vous ne me comprenez pas! Vous et moi, nous ressemblons à tout le monde; on peut nous toucher comme on veut; mais elle! Elle vit à distance, au loin, et personne n'a pu encore l'approcher d'un pas. Ce n'est ni fierté ni présomption. » — « Non, non! » — « Elle *est* ainsi. Si elle n'était pas ainsi, il y a longtemps qu'on serait venu la prendre et l'épouser. Vous n'allez pas croire, je pense, que ce sont les partis qui lui ont manqué? » — « Je m'en doute bien! » — « Demandez à Mme Dawes; elle en tient journal dans ses lettres. Elle ne parle pas d'autre chose à ses milliers de correspondants. »

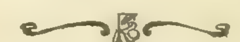
« Mais comment comprendre ce qui s'est passé, ma chère Alice? » — « C'est facile. Elle est aimable, complaisante, serviable, tout ce que vous voudrez. Mais elle vit dans un pays de rêve où personne n'a le droit de pénétrer. Elle veille sur sa liberté avec un tact et des précautions infinis. » — « Alors, il ne faut pas y toucher? » — « Absolument pas! Comment n'avez-vous pas compris au moins cela? » — « Je l'ai compris, mais je l'ai oublié. »

Frans Röy restait là comme s'il prêtait l'oreille à un bruit lointain. Il entendait de nouveau cette voix blanche d'angoisse qui frémissait dans l'air quand il était sur le point de l'atteindre; il voyait les signaux d'effroi qu'elle adressait au cocher; il sentait son corps trembler; il entendait les paroles de colère qu'elle lui avait lancées de toute la force qui lui restait; il la voyait enfin s'en aller en pleurant. Tout d'un coup, il comprit! Quel sot, quel brutal criminel n'avait-il pas été!

Il resta sur sa chaise, désolé et muet. Mais il n'était pas dans sa nature de désespérer. Bientôt, une lueur éclaira son visage. « Après tout, ce n'était qu'un jeu, ma chère Alice. » — « Pour elle, c'était plus qu'un jeu; vous n'en doutez plus, je pense? » — « On l'a poursuivie plus d'une fois déjà, voulez-vous dire? » — « Oui, de bien des façons. » — « Voilà pourquoi l'imagination a pris le dessus? » — « Naturellement; vous l'avez donc vu? » Il se tut. « Mais écoutez-moi, mon cher Frans; n'était-ce pas plus qu'un jeu pour vous aussi? N'était-ce pas le moment décisif? »

(*A suivre*) BJORNSTJERNE BJÖRNSON.

(*Traduit du norvégien par* J. LESCOFFIER.)



L'ACTION DES CHEFS
du
SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Les secrétaires de la Confédération du travail sont des hommes d'action (1). — On a parlé d'une doctrine syndicale; on l'a même étudiée avec une louable application; ne l'a-t-on pas rattachée à la philosophie bergsonienne? C'est un peu prématuré.

Les syndicalistes ne s'attardent point à la critique scientifique du régime capitaliste. Les démonstrations du marxisme, rectifiées ou complétées selon

(1) Voir *les Chefs du Syndicalisme révolutionnaire* dans la *Revue Bleue* du 19 octobre.

les suggestions de l'expérience, leur suffisent. — Ils ne s'évertuent pas davantage à définir la société future : elle sera, disent-ils, ce qu'a prévu Bakounine, une association libre de producteurs ; affranchis, ordonnés dans leurs cadres corporatifs, les travailleurs sauront bien l'agencer.

La mission à laquelle ces révolutionnaires se consacrent, c'est le dressage de leurs milices, en vue du combat contre l'inique organisation actuelle.

Ils ne croient guère à une évolution fatale qui conduirait le capitalisme vers sa propre résorption. Ils accordent moins encore créance à l'aptitude réformatrice des majorités de gauche, sous le régime démocratique. Ce n'est pas même de l'éducation — trop lente — des masses, qu'ils attendent l'élévation de la condition ouvrière.

La justice sociale ne peut être instaurée, d'après eux, que par l'effort, au sein de la classe salariée, et contre l'État, d'une élite ardente, exercée, experte au coup de force.

*
* *

Le groupement propre à accueillir cette minorité, à l'entraîner, c'est le syndicat. Il présente cet avantage de n'agréer que des ouvriers, et de même métier : il est fondé sur le besoin — un besoin identique pour tous ses affiliés, c'est-à-dire sur le principe d'action le plus virulent.

Le syndicat « bataille au jour le jour contre le patron, pour des améliorations et des revendications de détail ». Aguerri par ces escarmouches, il forme l'unité de combat dont se sert la Confédération du travail pour « battre en brèche la société capitaliste ». — Ultérieurement il sera la base sur laquelle s'érigera le régime normal, « expurgé d'exploitation et d'oppression ».

Au syndicat, l'ouvrier prend conscience de sa destinée et s'incite à la révolte. Il devient un « militant » ; c'est-à-dire un sur-ouvrier, presque un sur-homme. Il a le droit, en effet, d'agir au nom de la classe laborieuse, dont il négligera les velléités de soumission.

« L'homme qui abhorre les platitudes, écrit Emile Pouget, et qui, ne voulant pas les subir, se redresse et se révolte, — celui-là a raison contre tous! Son droit est lumineux, formel, incontestable, — et le droit des foules aplaties est une quantité négligeable, qui ne peut lui être opposé. Pour celles-ci le droit ne commencera à prendre corps et à être respectable que le jour où, lasses d'obéir et de travailler pour les autres, elles songeront à se révolter. »

L'essentiel, ce n'est point que les milices syndicales soient nombreuses, comme en Allemagne, ou habiles à créer des œuvres sociales, comme en Angleterre : c'est qu'elles soient pénétrées d'un esprit insurrectionnel, intrépides. « Il faut, dit Victor Griffuelhes, l'*esprit de lutte*, qui se développe chez nous et qui manque presque totalement à l'étranger. »

L'effort des secrétaires de la Confédération tend à enflammer, exaspérer les syndiqués, à perturber par eux la classe ouvrière. A tout prétexte, grève, commémoration, etc... ils dénoncent les « crimes du capitalisme ». Ce sont des placards, emplis d'invectives, des meetings où retentissent de furieux appels, des numéros incendiaires de la *Voix du Peuple*, de petites brochures rouges, où la critique socialiste est travestie en formules simplistes et forcenées :

« La société est divisée en deux classes aussi distinctes qu'hostiles. D'un côté, *les voleurs* : les maîtres, — capitalistes et propriétaires. De l'autre, *les volés*, les asservis, — ouvriers d'usines et d'ateliers, employés, mineurs, paysans. »

« Les voleurs ont cimenté leurs rapines avec des Principes » [propriété, autorité], à la défense desquels ils emploient « les *Souteneurs*, privilégiés eux-mêmes [prêtres, juges, militaires], qui ainsi collaborent au maintien des *volés* sous le joug. »

Ces aphorismes sont d'Émile Pouget. Si cet intellectuel, mûri par l'âge et les épreuves, émet sans sourciller des jugements d'une telle sophistication, à quels accès de brutalité, de frénésie sans nom, ne s'emporte pas le délire oratoire des sous-meneurs, gens de moindre intelligence et de moindre responsabilité !

La haine est stimulée contre le patronat, contre les « employeurs », « les exploiteurs, » que l'on outrage sans rémission. Peu importe qu'ils se préoccupent d'assurer à leurs ouvriers une carrière satisfaisante : ils demeurent l'ennemi, l'irréductible ennemi, qu'il s'agit de jeter bas.

Mais, dans les conflits sociaux, l'armée intervient, pour maintenir l'ordre légal. Elle met obstacle à l'insurrection. C'est donc contre elle que les chefs syndicalistes tournent leur rancune et leur colère.

« Il faut », écrit Georges Yvetot, que ces soldats auxquels l'autorité prescrit de résister par les armes « à leurs frères en révolte », « il faut qu'ils aient le sang-froid, le courage, la conscience d'être des justiciers, et que les canons de leurs fusils se portent vers leurs véritables ennemis. C'est à cela que toute notre propagande doit tendre. »

Cette propagande, ajoute le zélé secrétaire, est d'une ardeur « prodigieuse ». La Confédération toute entière s'y emploie : elle répand ce *Manuel du soldat*, de triste renom, où est enseignée la haine de l'armée et conseillée la désertion ; elle lance des numéros de la *Voix du Peuple*, consacrés aux « méfaits des galonnés » ; elle donne, à chaque départ de la classe, des « soirées éducatives » ; elle recherche les moyens d'attirer les soldats dans les syndicats,

à l'insu de leurs officiers; elle adjure les Bourses du travail de se créer des intelligences, de fomenter l'indiscipline dans chaque régiment; ses orateurs ne craignent point de répéter le cri fameux : il faut « descendre les galonnés ».

L'esprit public est heureusement réfractaire à de telles sollicitations, car il sait l'armée indispensable à la sauvegarde de l'indépendance nationale. Mais les dirigeants du syndicalisme s'en prennent à l'idée même de patrie : c'est contre elle qu'ils mènent maintenant, comme on le sait, la propagande la plus effrénée.

La patrie, déclarent-ils, n'est ni une unité ethnique, ni une personnalité morale : c'est un rouage artificiel, créé sciemment, par les capitalistes, pour légitimer l'onéreux entretien d'une armée vouée à la défense de leurs privilèges. Cette néfaste superfétation disparaîtra dans la future société universelle de liberté sans contrainte.

Et ils s'attachent à ridiculiser le sentiment civique. Un ouvrier patriote, s'écrie Georges Yvetot, est comparable à un bon chien de garde :

« Les ouvriers peuvent-être patriotes, s'ils ont des tempéraments de bon chiens. »

« Le patriotisme, avance d'autre part Emile Pouget, ne s'explique qu'avec, pour tous les patriotes indistinctement, une part d'avoir social ; et rien n'est plus absurde qu'un patriote sans patrimoine. » C'est un « cas pathologique ».

Avec de tels sophismes, ils sapent, chez leurs adhérents, les fondements de la moralité traditionnelle.

*
* *

Pénétrés de violentes haines, les militants ne doivent s'en remettre qu'à eux-mêmes du soin de les assouvir. C'est à cet effort personnel, à cette « action directe » que les convient véhémentement les chefs de la Confédération.

Quelle confiance les ouvriers pourraient-ils accorder aux politiciens, même socialistes, dont le rôle est de berner les électeurs. « Les pontifes de la sociale » sont incapables d'obtenir une réforme vraiment utile aux salariés et qui ne soit pas une duperie. Quant aux doctrinaires d'extrême gauche, ils ne réussissent qu'à diviser les militants; car les théories « pourrissent le peuple ».

Aux syndiqués d'agir sans se laisser égarer par de perfides conseils; d'agir sans souci de la loi bourgeoise, qui mérite le seul dédain. D'après cette méthode « d'action directe », écrit Victor Griffuelhes :

« C'est le travailleur qui accomplit lui même son effort; il l'exerce personnellement sur les puissances qui le dominent, pour obtenir d'elles les avantages réclamés. »

Emile Pouget complète :

« L'action directe est une manifestation de la conscience et de la volonté ouvrières ; elle peut avoir des allures bénévoles et très pacifiques, et aussi des allures très vigoureuses et violentes... cela dépend des circonstances... Mais en un cas comme dans l'autre, elle est de l'action révolutionnaire, parce qu'elle n'a cure de la légalité bourgeoise et que sa tendance est d'obtenir des améliorations, qui réalisent une diminution des privilèges bourgeois. »

Dans le corps-à-corps que les chefs de la Confédération cherchent à établir entre l'ouvrier et le bourgeois, entre la classe salariée et le patronat, la violence est une arme précieuse. Désireux d'en justifier l'emploi, Victor Griffuelhes prononce :

« Le monde social repose uniquement sur la force, il vit de sa force oppressive et il porte la force en lui-même. Il doit par conséquent créer la force et obliger ceux qu'il assujetit à utiliser la force. L'autorité patronale est faite de violence, et seule la force peut la supprimer. »

Les sous-agents de la Confédération en infèrent avec logique que l'important est de « casser des g. d'ingénieurs ». C'est à des excitations de ce genre — après maintes autres, que tolérèrent l'opinion et le pouvoir — que Georges Yvetot et A. Lévy sont redevables de leur récente condamnation, par la cour d'assise de la Seine-Inférieure.

Cette violence d'ailleurs sait se dissimuler, se résoudre en actes de honteuse et sournoise destruction. Les syndicalistes ne se piquent pas de conduire une guerre loyale: contre les ennemis du peuple, tous les moyens sont bons. C'est ainsi qu'ils recommandent la malfaçon cachée, le sabottage.

Quant à la grève, elle est opportune dès lors qu'elle est de nature à ruiner le patron. Toutefois, à une multitude de petites rébellions maladroites, exposées à un échec, les chefs de la Confédération préfèrent quelques luttes bien préparées, bien concertées, décisives, qui intimident vraiment « les employeurs » et les contraignent à « capituler ».

*
* *

Ces hostilités partielles, action directe, sabottage, grève, etc., sont de simples épisodes de la lutte de classe. Leur valeur vraie est d'exercer les milices ouvrières, de raviver leur fougue. Car le but unique, celui auquel tend tout le zèle syndical, c'est la grève générale.

Les secrétaires de la Confédération sont très fiers d'avoir dégagé des aspirations syndicales cette panacée, la grève générale. Ils en revendiquent l'honneur.

« L'idée de grève générale, écrit Emile Pouget, n'a pas de blason idéologique. Elle vient du peuple et ne

peut prétendre à une « noble » origine. Ni sociologues, ni philosophes n'ont daigné élucubrer sur son compte, analyser ses formules, doser sa théorie... - Nul grand nom ne s'est fait le thuriféraire de la grève générale », bien au contraire, « ses détracteurs sont légion dans l'élite socialiste ».

Elle enthousiasme par contre ces meneurs, accourus de l'anarchisme et du blanquisme à la direction du parti corporatif. Ne concilie-t-elle pas leur procédé favori — le coup de force — avec le moyen d'action syndicaliste par excellence, le refus concerté du travail?

Certes « la guerre des rues, le fusil au poing est d'un autre âge » ; de même le complot ou l'attentat : « Tous ces procédés pouvaient avoir du bon, alors qu'il ne s'agissait que de culbuter un gouvernement. C'est d'autre chose qu'il s'agit, transformer la société ! »

Mais que le coup de force — répété sur toute l'étendue du territoire — soit précédé de la cessation du travail, — arrêtant les services publics et privés; — qu'il s'applique à la mainmise sur l'outillage social : son efficacité n'est plus douteuse. Que faut-il pour l'accomplir? « L'effort de minorités conscientes, qui, par leur exemple, mettent en branle et entraînent les masses » ; plus crûment : l'audacieuse initiative d'une bande de militants.

Dans la croisade en faveur de la grève générale, les secrétaires de la Confédération se font seconder par une commission distincte, attentive à recueillir des fonds et concerter des complicités. Ils ont un plan réfléchi — un véritable plan de mobilisation — prévoyant les coups à porter, dès les premiers troubles, dans la capitale même, aux forces du gouvernement.

Et cependant « le sort de la Révolution ne se décidera pas à Paris ; c'est la France entière qui sera le champ de bataille du prolétariat contre la bourgeoisie. Or, que pourront faire les capitalistes pour tenir tête à pareil soulèvement? Eussent-ils l'armée à leur disposition, qu'il leur serait matériellement impossible d'écraser semblable mouvement; à plus forte raison seront-ils impuissants, si l'armée leur manque... En dernière analyse, c'est toujours *la force* qui décide. »

*
* *

Un procédé commode, et trop usité, consiste à voiler systématiquement la gravité des périls, afin de préconiser des mesures débonnaires et de paraître un haut esprit. Il est indigne d'un observateur — comme d'un politique — consciencieux. Ce qu'il convient de faire, en présence d'une plaie, c'est de la sonder exactement pour la panser.

Or, il est indéniable, et cette constatation ne désobligera point les secrétaires de la Confédération, que leur propagande soulève une inquiétante fermentation dans les milieux ouvriers. Elle les anime d'une suspicion, d'une animosité fâcheuses contre les autres classes de la nation. Seul le travail manuel est considéré et le salarié digne d'estime. L'effort scientifique, philosophique, qui, avec l'essor littéraire et artistique, est l'honneur de notre temps — et dont sont résultées la plupart des améliorations sociales — se trouve méconnu. Dès lors qu'ils ont un extérieur « bourgeois », les travailleurs qui s'adonnent à ces spéculations sont discrédités.

Ce ressentiment est plus amer vis-à-vis des personnes investies de quelque prérogative patronale. Il éclate chez leur personnel dans l'effronterie des manières et l'insolence du verbe. Une indiscipline latente règne dans nombre d'ateliers, et en rend extrêmement difficultueuse la ferme direction. Trop souvent même, la conscience professionnelle est amoindrie. Pourquoi du zèle, s'il expose à l'exaction? Il suffit d'un labeur machinal et médiocre. Sus aux bons ouvriers, pas d'activité, tel est pour les esprits faibles, abusés, et pour quelques esprits forts, le mot d'ordre de l'égalitarisme syndical.

Un tel relâchement est plus flagrant encore dans les exploitations de l'État. Car ici, la préoccupation électorale rend l'autorité docile aux injonctions des comités de militants. Nul n'ignore qu'une poignée d'énergumènes commande dans nos arsenaux, livrés au désordre et à l'inaction. Et qui osera dire à quel point la marine de l'État est atteinte par cette gangrène?

Combien cette dissolution est contraire à la puissance et à la production nationales, il est à peine besoin de l'indiquer. Elle désespère les administrateurs et les officiers attachés à leur fonction. Elle décourage les hommes d'initiative et les détenteurs de capitaux, détournés de créer de nouvelles industries. Elle pousse à l'exode des capitaux... et des énergies.

*
* *

Sont-ce là des maux momentanés, la rançon d'une heureuse tranformation sociale ?

Les chefs syndicalistes annoncent que, l'immense et sanglante révolte accomplie, tous les possesseurs d'usines, de domaines, d'un capital quelconque étant dépouillés, la libre association des producteurs s'organisera. Les travailleurs se trouvant déjà encadrés dans les syndicats, il sera facile aux diverses corporations de régler d'un commun accord la production et la répartition... considérablement allégées par le fait que « les producteurs émancipés n'auront plus la corvée d'entretenir les privilégiés ». Ce sera l'ère de l'abondance, de la justice, par l'absolue liberté.

Les politiciens enclins à absoudre les campagnes

subversives du syndicalisme insistent sur la grandeur de cet idéal. Mais n'est-ce point le propre des idéaux d'être pleins de noblesse et de générosité? Dans le domaine social, c'est leur caractère pratique qui importe.

Or cette société sans contrainte réclamerait une nation d'élite, des hommes aussi éclairés que parfaitement droits. Est-ce cette humanité que prépare la Confédération? L'intelligent initiateur du syndicalisme, Fernand Pelloutier, prévoyait, à côté de l'action strictement révolutionnaire, la création progressive de services ouvriers, propres à élever la classe salariée, à former des travailleurs en même temps à la gestion d'importants intérêts et à l'unique considération de l'intérêt collectif : œuvres de mutualité (placement, secours de chômage, viaticum); d'enseignement technique (cours, bibliothèques, musées); d'exploitation socialiste (coopératives de production, de consommation, etc...). Les secrétaires actuels de la Confédération ne condamnent pas formellement de telles entreprises; ils leur accordent même, pour rassurer ou capter l'opinion, alarmée ou méfiante, quelques louanges superficielles et de vagues encouragements. En réalité, ils craignent qu'elles ne distraient les militants de la propagande révolutionnaire et la plupart d'entre eux leur sont foncièrement hostiles. C'est à l'action insurrectionnelle que vont tous leurs soins. Ils ne se soucient de former que des agents de destruction.

Qu'attendre de « militants » aveuglés par la haine, déshabitués de la discipline et du travail, infatués de leur mérite et de leur droit? Sans doute, ils sauront à merveille — et ils y réussissent déjà — désorganiser l'industrie privée et les services publics. Après? On les verra provoquer un sanglant désordre; terroriser la population honnête; jeter bas leurs chefs; renouveler avec plus d'atrocité des convulsions où finiraient par périr la liberté et peut-être même la patrie!

*
* *

Certes, ce cauchemar sanguinaire n'est pas conforme aux aspirations des secrétaires de la Confédération. Leur ambition de préparer un avenir social d'équité, leur loyalisme ouvrier n'est pas douteux.

Dans leur œuvre positive, même, tout n'est point condamnable. A une époque de scepticisme et d'aveulissement, ils ont donné un remarquable exemple de foi et de volonté. Ils n'ont pas craint d'entreprendre eux, petite minorité, de vaillantes campagnes, parfois efficaces, contre les plus criants abus, économiques ou politiques.

Ils ont assoupli les groupements corporatifs à une commune discipline, parfait l'unité ouvrière. Ils ont ainsi enlevé le syndicalisme à l'incohérence et à l'impuissance, pour lui conférer une direction plus vigilante et, par suite, plus responsable. Quelle influence ce parti corporatif, mieux dressé et mieux éclairé, n'exercera-t-il pas un jour sur les destinées de notre démocratie?

Un autre mérite est de s'être soustrait à l'illusion générale de l'État-providence. Les citoyens attendent tout du pouvoir, sans distinguer encore que l'initiative et l'entente leur procurent à eux-mêmes une suffisante puissance. Les syndicalistes ont su rejeter la tutelle des politiciens — dont ils ne se lassent de dénoncer l'insincérité et le système de « bluff ». Et ils ne prétendent point que l'État régente l'œuvre économique.

Mais le résultat le plus considérable — bien qu'involontaire — de leur action sera peut-être, par l'outrance et l'excès du péril, de rappeler au civisme... la bourgeoisie et le gouvernement!

Car, il est permis de le croire, l'erreur des chefs de la Confédération, leur violence, provient de la faiblesse du pouvoir, et de l'esprit public. C'est la complaisance de l'opinion, l'impéritie éhontée du parlementarisme, dont la vitalité semble s'épuiser en basse politique et en scandales, qui ont suggéré à ces agitateurs leur incroyable audace. Ils ont expérimenté qu'en dépit de la loi, il suffit souvent d'exiger pour obtenir : logiques, ils professent que les libertés, la disposition de l'outillage social appartiennent au plus hardi.

Le gouvernement, en effet, résista-t-il jusqu'ici à leurs tentatives? De bien molle façon. Il a flirté avec la faction anarchiste. Par des dons réguliers, à peine déguisés (concession gratuite de locaux, crédits d'entretien, subventions à de prétendues œuvres syndicales) il lui a procuré d'importants moyens d'action. En même temps, il consacrait le prestige de ses chefs, qu'il accueillait dans de grandes manifestations officielles, qu'il invitait aussi à maintes audiences... même à des réceptions ministérielles, et à un carrousel militaire. En retour, il ne réclamait aucune correction, tolérant la diffusion des excitations antisociales et antinationales...

Vint le jour où, la barricade dressée, il fut contraint de se ranger « de l'autre côté » : le cabinet Clémenceau, non sans courage, a expulsé la Confédération, de la bourse du travail, traduit en justice les provocateurs les plus impudents, châtié les agents de l'État, égarés. Mais la soudaineté même de ces mesures semble en faire un accès de rigueur anormal, isolé. Confiants, les syndicalistes attendent d'un autre ministère la condescendance coupable, qu'obtient habituellement leur procédé d'intimidation.

Quant à la bourgeoisie, encline, dès qu'elle détient l'opulence, à la réaction la plus rétrograde, la

plus propre à susciter rancunes et représailles, elle se met au contraire, lorsqu'elle n'est pas suffisamment rentée, à la solde du gouvernement, à la merci des politiciens, dont elle partage trop souvent le scepticisme et l'abandon. Il est certes toute une bourgeoisie laborieuse et indépendante, — gens des carrières libérales, ingénieurs, agronomes, commerçants, industriels, — bourgeoisie riche en énergies et en talents, qui pourrait former une opinion vraiment influente et civique. Mais elle n'a ni solidarité, ni organisation, ni mode d'expression; et ainsi, elle ne peut remplir tout son rôle social.

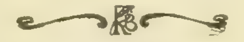
Devant ce renoncement, cette abdication des forces chargées de veiller au maintien et au développement de la puissance nationale et du droit, quoi d'étonnant à ce qu'un groupe résolu d'anarchistes ait prétendu faire la loi?

* * *

Les secrétaires de la Confédération du travail feront-ils avec leur milice — eux qui se targuent d'être une minorité — et à l'exemple de telle autre faction révolutionnaire fameuse, la conquête de la France? Ce ne pourrait être, répétons-le, qu'avec la lâche complicité des classes et des hommes à qui incombe la direction de la nation.

Contenu dans les limites légales d'activité, rallié à une méthode non plus seulement de destruction, mais aussi d'action, rendu à une notion plus exacte de sa mission, le parti corporatif pourrait — sous ses chefs actuels, dont quelques-uns sont trop intelligents pour ne point se plier aux évolutions nécessaires — ou sous d'autres dirigeants, conduire le prolétariat vers cet avenir de sécurité et d'indépendance, que tous les esprits ouverts attendent pour lui... et pour l'honneur de notre civilisation.

François Maury.



PHILOSOPHES HINDOUS ET PHILOSOPHES GRECS (1)

Est-il possible de relever, jusque sur la philosophie hindoue, quelque empreinte du régime des castes? On a souvent montré, dans les plus antiques productions de la littérature sanscrite, l'œuvre des forces apparentées à ce régime. Ce n'est plus seulement dans les manuels des Brâhmanas, c'est dans les hymnes des Védas — jadis admirés comme les plus spontanées des effusions lyriques — qu'on reconnaît aujourd'hui la marque de fabrique d'une classe de penseurs-nés, à la fois techniciens du sacrifice et professionnels de la spéculation. Dès l'aurore védique, entre la nature et l'âme on aperçoit l'ombre du Brahmane qui s'interpose.

Mais l'Inde à son tour ne devait-elle pas voir le philosophe se dresser contre le prêtre? Même dans cette civilisation tout entière hypnotisée, comme disait Hegel, par les scrupules religieux, n'y aura-t-il pas place pour une libre spéculation qui échappera, elle du moins, aux subtiles influences de la caste?

C'est dans les Upanishads qu'il faut chercher un commencement de réponse à ces questions.



Le nom d'Upanishad évoque, d'après l'étymologie, l'image d'un cercle de disciples assis aux pieds du maître pour en recevoir un enseignement confidentiel. L'Upanishad veut être encore une leçon réservée. Sa lumière ne luit pas pour tout le monde. Mais l'objet des leçons, du moins, devient proprement philosophique. On discute à l'infini sur l'être et le non-être, le moi et le non-moi, les diverses facultés de l'âme et les éléments du monde. La spéculation qui n'apparaît dans les Brâhmanas que greffée sur la liturgie s'épanouit ici en pleine terre.

On a cru trouver dans cette libre spéculation la preuve que le cercle des philosophes s'élargissait bien au delà du cercle des prêtres-nés, et que d'autres castes prenaient une part prépondérante à la vie intellectuelle. Elle devait être singulièrement active dans ces cours où l'on voit s'instituer des espèces de tournois de la pensée, dont les prix, présents des rois, sont des vaches aux cornes d'or. Le Brâhmana des cent sentiers prête ce langage à une Brahmane, la sage Garga. « Comme un fils de héros de Kâsi ou de Vidêha bande son arc débandé et, deux flèches mortelles à la main, se met en route, ainsi je suis venue vers toi armée de deux questions, qu'il te faut me résoudre. » Mais ce n'étaient pas seulement des femmes de race brahmanique, c'étaient des hommes d'autres castes qui prenaient part à ces discussions. Les Kshatriyas devaient y briller. Les Upanishads ont gardé le souvenir de Ganaka, roi des Vidêhas, pour les arguments victorieux qu'il opposait à la dialectique des plus fameux Brahmanes. Bien plus; on relève ici les traces d'un enseignement « à rebrousse-poil » (pratiloman): on voit des fils de prêtres accepter les leçons d'un fils de guerrier.

L'orientation même des idées révélerait d'ailleurs, dit-on, l'existence de centres d'attraction intellectuelle en dehors du brahmanisme. Dans les Upanishads ne semble-t-il pas qu'on travaille systémati-

(1) Extrait d'un livre intitulé *Essais sur le régime des castes*, qui va paraître prochainement à la Librairie Alcan.

quement à réduire l'importance du sacrifice? Au-dessus de l'opération rituelle on place l'effort intellectuel. C'est à la science qu'on demande l'accès du monde supérieur. Et la science ici dissout tous les êtres particuliers, les dieux comme les hommes, dans la réalité ineffable de l'être unique. Sur les commentaires ritualistes la métaphysique panthéiste prend le dessus.

Il est très possible en effet que dans les cercles supérieurs de la société on ne se soit pas contenté d'écouter les Brahmanes. On devait discuter avec eux. De nouvelles sources de pensée devaient s'ouvrir. Mais on se tromperait du tout au tout à croire que la philosophie des Upanishads est sortie tout armée du cerveau des Kshatriyas, pour combattre la tradition des Védas et des Brâhmanas. Il est trop clair que celle-ci continue toujours de fournir à celle-là ses tendances et ses méthodes. Les Hindous ont bien raison, dit M. Sylvain Lévi, de rattacher directement aux Brâhmanas les Upanishads : « Un développement naturel a tiré les uns des autres. » Le panthéisme qui s'épanouit dans les Upanishads est déjà en germe dans les « équations » des Brâhmanas. A répéter : ceci est cela » on est bien près de démontrer que tout est un. Un monde où tant d'identités se découvrent est bientôt réduit à l'unité. Le fait même, d'ailleurs, que tout gravite, dans les Brâhmanas, autour du sacrifice, devait favoriser la tendance moniste. On nous dit que Prajâpati, en se sacrifiant lui-même, produit toutes choses. La diversité des phénomènes nous est donc présentée comme l'émanation d'un être unique, qui est en même temps la substance universelle. Les spéculations sur le sacrifice, comme elles ont peut-être suggéré à l'esprit hindou l'idée des transmigrations, semblables aux renaissances du feu sacré, l'inclinent à reconnaître comme un dogme fondamental l'existence d'un être unique.

Notons que, dès les Védas, la même pente se révèle. Les tendances qui prennent corps dans les Upanishads s'y montrent déjà : tendance critique en même temps que tendance moniste. On en a souvent fait la remarque : dans ces hymnes soi-disant spontanés, des réflexions sceptiques se mêlent plus d'une fois à l'invocation poétique. Les fameuses stances sur la genèse de l'Etre se terminent ainsi : « D'où cette création est venue — si elle est créée ou non créée — celui dont l'œil veille sur elle du plus haut du ciel, — celui-là seul le sait, et encore le sait-il ? » Dans un autre hymne, cette question revient après chaque strophe : « Qui est ce dieu, que nous l'honorions avec des sacrifices ? » Le chantre, ici, est déjà un philosophe. D'ailleurs, alors même que leur existence n'est pas mise en doute, jamais les dieux védiques ne revêtent, dans les hymnes, ces formes précises et rigides qui s'opposent à la dissolution panthéiste. Leurs traits restent estompés, comme leurs attributs sont mal différenciés. Le polythéisme védique ne connaît pas les divisions « départementales » des polythéismes classiques, où chaque force naturelle est du ressort d'un dieu. Peut-être cette organisation du monde idéal suppose-t-elle, dans la réalité, un degré d'organisation social auquel l'Inde ne devait pas s'élever. Toujours est-il que son ciel n'a rien d'une cité. L'ordre lui manque. On ne peut même pas dire qu'aucun dieu soit souverain. Tous les dieux deviennent souverains à leur tour. Au vrai, honorés par les mêmes superlatifs, ils s'empruntent aisément leurs attributs. Ils s'accouplent, se mêlent, se fondent les uns dans les autres. Ils ne possèdent pas plus de réalité distincte que n'en possèdent les nuages.

D'ailleurs la faute en revient peut-être, pour une part, à la prépondérance du sacrifice. Faut-il s'étonner que les dieux ne soient que figures vagues et flottantes puisqu'ils ne sont guère ici que des intermédiaires, pour ne pas dire des accessoires par où s'exerce sur les choses la force du rite? En tous cas c'est en cette force que s'absorbe toute réalité. Et il est aisé de remarquer que les Upanishads continuent de concevoir, sur le type de cette force, la réalité suprême.

Il n'y a qu'un être réel, nous disent les Upanishads; celui auquel ne convient aucune des qualités sensibles, et auquel seul convient la qualité d'être. Il n'est ni ceci ni cela, mais il est tout et seul il est. Comment les philosophes conçoivent-ils cette substance universelle? Sur le type du moi, sans doute. Ils l'appellent alors l'Atman. Il est permis de voir dans cette notion du « souffle » essentiel une sorte de résidu spiritualisé de l'animisme primitif. Mais en même temps la réalité est présentée sous un autre aspect : sous l'aspect de cause plutôt que sous l'aspect de substance. Elle s'appelle alors Brâhman. Or qu'est-ce que le Brâhman, sinon précisément ce pouvoir magique dont les sacrificateurs disposent? Prière, formule, charme, rite, le Brâhman est essentiellement puissance créatrice. Dans les mains de la spéculation métaphysique il devient le principe actif de l'univers. Mais la notion métaphysique garde la marque de son origine rituelle. « Il n'y a peut-être pas, dit justement à ce propos M. Oldenberg, un exemple plus caractéristique de ce qu'a de particulier la façon de penser des Indiens : cette idée, qui n'a pas son origine dans la contemplation du monde sensible, mais dans la méditation sur la puissance du texte des Védas et du métier de prêtre, on la voit par degrés se pousser vers les sommets, jusqu'à ce qu'enfin elle donne son nom à la conception la plus haute que l'esprit puisse embrasser. »

*
* *

La philosophie qui s'élaborait autour de ce noyau devait exercer son attraction sur ceux-là mêmes qui cherchent le plus résolument à secouer, avec la servitude rituelle, la domination brahmanique. Le Bouddhisme n'échappera pas à cette règle. S'il utilise pour sa propagande les contes populaires, il restera fidèle à des habitudes intellectuelles quasi-scolastiques. Et sa dialectique suivra la pente où la tradition brahmanique lançait l'esprit hindou. Sous la mainmise de cette tradition, tout converge, en Inde, vers le panthéisme.

Panthéisme très différent, on l'a bien des fois remarqué, de celui que l'Occident nous présente. Chez nous, d'une manière générale, le panthéisme est actif, et progressiste. Il dit oui à la vie. Il se réjouit de reconnaître, dans l'évolution, l'esprit qui monte. Il invite l'homme à faire effort pour aider à cette ascension. Là-bas au contraire il semble qu'on travaille à dissoudre l'esprit dans l'Océan de l'être. On détourne l'homme de l'effort appliqué à la vie. Ce qu'on lui fait redouter par-dessus tout, c'est de revivre.

Cet idéalisme nihiliste traduit-il, comme on l'indique quelquefois, l'impression d'accablement que devaient laisser aux hommes non seulement la cruauté des fléaux naturels, mais la rigidité de l'organisation sociale? Ce n'est pas invraisemblable. Mais par un autre encore de ses caractères l'organisation sociale est sans doute responsable de cette tendance. La soif de l'unité immobile et le dégoût des apparences éphémères ne devaient-ils pas naître, plus facilement qu'ailleurs, en des cercles d'hommes retirés en quelque sorte de la vie, supérieurs au mouvement du monde, et dont la méditation devait être le jeu en même temps que le métier?

Si l'on veut mesurer ce qu'une pareille spécialisation de la vie intellectuelle a pu donner, et aussi ce qu'elle a pu enlever à la civilisation hindoue, il faut comparer l'Inde à la Grèce.

En Grèce aussi, sans doute, à l'origine de la pensée on retrouve des traditions sacerdotales. Au berceau de quelle grande civilisation manquent-elles? L'historien des *Penseurs grecs*, M. Gomperz, en fait la remarque : « Les premiers pas de la recherche scientifique, pour autant que nous permettent de l'affirmer nos connaissances historiques, ne se sont jamais faits que dans les pays où une classe organisée de prêtres ou de savants réunissait à d'indispensables loisirs la non moins indispensable stabilité de la tradition. Mais, ajoute-t-il, là même les premiers pas ont souvent été les derniers, parce que les doctrines scientifiques ainsi acquises s'y sont trop souvent cristallisées en dogmes immuables, en s'amalgamant avec les croyances religieuses... La lisière devient une chaîne. »

C'est précisément sur ce point que la Grèce se trouve jouir d'une situation privilégiée. C'est des Égyptiens ou des Babyloniens qu'elle reçoit ses premières leçons. Des collèges de prêtres étrangers lui fournissent son point de départ. Mais elle n'en trouve pas sur son propre sol pour lui fixer des points d'arrêt. Louis Ménard a insisté sur cette heureuse lacune : non seulement les prêtres ne forment pas en Grèce un corps politique, une classe spéciale, mais ils ne possèdent à aucun degré le monopole de la culture. Aussi cette « cristallisation des croyances » qui est l'œuvre ordinaire des hiérarchies sacerdotales ne pouvait-elle se produire en Grèce. Les mythes propagés par les poètes seront librement interprétés et critiqués par les philosophes. Et au lieu de se laisser figer par la tradition, la raison humaine, multipliant les enquêtes en même temps que les théories scientifiques, se penchera librement sur la réalité.

Combien en Inde la situation devait être différente! Ce n'est pas qu'ici non plus une Église se soit constituée pour modifier les traditions. La religion brahmanique reste sans doute, comme dit M. Barth, une religion du *Livre*. L'autorité des Védas n'est pas contestée. Ils portent en eux un principe divin qui produit tout. Et il importe que le Brahmane communie par l'étude des textes sacrés avec ce principe : ce sera pour lui-même une seconde naissance. Mais du moins, déjà consacré par sa race, il est capable d'entrer en communication directe avec le monde sacré. Il garde le droit d'interpréter la révélation. Il ne trouve en face de lui aucun corps officiel de gardiens du Livre, dont les décisions fassent loi. Ainsi s'explique que l'Inde se soit montrée à la fois, comme disait le regretté Victor Henry, si libre et si conservatrice.

Toutefois, si ses penseurs-nés jouissent d'une certaine indépendance, cela tient précisément à ce qu'ils sont les représentants du sacré. C'est au maniement des forces surnaturelles qu'ils doivent leur prestige. C'est précisément parce que leur royaume n'est pas de ce monde, pourrait-on dire, qu'ils y règnent sans conteste. Et par là le champ de leurs méditations se trouve comme rétréci par avance. Ils restent enfermés dans le cercle magique. Ils sont les prisonniers de leur noblesse intellectuelle. Appliquée aux réalités invisibles leur réflexion se détournera naturellement des apparences. Ainsi spéculeront-ils à l'infini, sans faire une place suffisante à l'observation.

*
* *

Pendant longtemps il a été de mode de louer l'apport scientifique de la civilisation hindoue. Si les

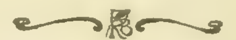
Hindous n'ont pas observé la terre, ils ont du moins, disait-on, observé le ciel : leur astronomie a fait l'admiration des siècles. En réalité il semble bien que, même en cette matière, la contribution scientifique des Hindous se réduise à peu de chose. Au vrai, c'est surtout dans les sciences formelles que leur génie, sous l'influence du régime même qui gouverne leur vie intellectuelle, devait se développer. On rattachera aisément, par exemple, aux préoccupations brahmaniques la science de la grammaire. Non seulement c'est pour le Brahmane un devoir d'état que de bien parler le sanscrit, mais encore les mots possèdent par eux-mêmes une sorte de vertu sacrée. De la manière dont on les dispose ou dont on les prononce le succès des opérations rituelles ne dépend-il pas ? Il n'était pas étonnant dès lors qu'on s'appliquât à la science des mots avec le soin minutieux dont témoigne la grammaire de Panini.

D'une manière plus générale, la présence d'une tradition religieuse révérée devait donner à l'esprit hindou le goût de la littérature didactique. La classe privilégiée qui était dépositaire de cette tradition était, dit M. Senart, « passionnement préoccupée d'en assurer la perpétuité par un enseignement minutieux. Aussi haut que nous pouvons remonter, des écoles très actives s'appliquent à la transmission et à l'étude des textes sacrés. Le génie naturellement délié des Hindous s'y assouplit à l'observation méticuleuse, aux classifications méthodiques. En en prenant l'habitude, il prit le goût de légiférer. Dans les sujets religieux, enseignements et manuels empruntaient à leur matière même quelque chose de son autorité. Il prêta en tout genre à l'activité didactique un prix infini. Appliqué à la littérature profane, il y porta ses aptitudes contractées dans le long commerce de la littérature sacrée. » C'est pourquoi sans doute on voit dans la littérature hindoue — chose rare — des traités techniques antérieurs aux œuvres d'art, la théorie antérieure à la pratique. La tradition religieuse contribuait ainsi à faire du formalisme, dans tous les genres, une des habitudes intellectuelles de l'Inde.

Mais, cette même tradition aidant sans doute, le sens de la réalité lui manque, et avec le goût de l'action le souci de l'observation. Par là surtout s'explique la distance qui sépare, alors même qu'ils rencontrent des formules analogues, l'esprit hindou et l'esprit grec. Xénophane, qui tend lui aussi au panthéisme, tout poète qu'il reste, est un observateur. La soif de savoir le pousse de ville en ville. En même temps qu'il amasse des remarques sur les couches géologiques, il note les constitutions politiques. Dans le réquisitoire qu'il dresse contre l'anthropomorphisme et ses conséquences, il est permis de reconnaître l'accent d'un citoyen soucieux de l'avenir de sa patrie. La doctrine de Thalès reçoit peut-être quelque chose de la tradition religieuse, par l'intermédiaire des poètes : ils disaient déjà à leur manière que l'eau est le principe de toutes choses. Mais il est visible que, plus directement encore, c'est des faits observés que Thalès s'inspira. Ne le voit-on pas tirer de ses inductions un parti pratique, et monopoliser les pressoirs quand ses connaissances astronomiques et météorologiques lui ont fait prévoir une récolte d'olives surabondante ? En même temps il se mêle à la vie politique, et il cherche, dit-on, à organiser une fédération des cités ioniennes. Astronome et ingénieur, marchand et homme d'État, aucune forme d'expérience ne lui reste étrangère...

L'Inde n'aura pas de pareilles histoires à raconter. Ses penseurs ne prêtent point l'oreille, eux, aux bruits des chantiers maritimes et des places publiques. Ils restent enfermés dans leur caste, pour y dévider à l'infini le fil de leurs traditions précieuses.

C. Bouglé.



LA FOIRE PARISIENNE

En une large voie, deux lignes d'arbres servant d'escorte à la foule passante, au long de magasins et de cafés, dans le bruit des voitures que dominent de-ci de-là les cris des camelots : c'est le boulevard, présentement rendez-vous des provinciaux et des étrangers. Mais sa vogue, qui du reste a décru, n'est point de date reculée. Et l'on peut dire que cette foire permanente de Paris, qui a pris la place de la grande promenade à la mode au XVIIIe siècle : celle de l'enceinte de Louis XIV, ne compte guère plus de cent ans d'existence. Auparavant, il fallait chercher au Pont-Neuf ce que Mercier, à la veille de la Révolution, appelle le cœur de Paris. « Le flux et le reflux des habitants et des étrangers, ajoute cet auteur, frappent tellement ce passage que, pour rencontrer les personnes qu'on cherche, il suffit de s'y promener une heure chaque jour. » Durant les XVIIe et XVIIIe siècles, là fut vraiment le centre de la grande ville. Et voyez comme la situation du Pont-Neuf le prédestinait à ce rôle.

Au temps où Henri III, reprenant un projet de son père, a prescrit d'unir par un pont le Louvre au « grand couvent des Augustins, qui est l'oratoire du roi », combien curieux à observer sont ces bords du fleuve ! La Seine, que le Vénitien Jérôme Lippomano nous montre couverte de bateaux, étale, entre le quai de la Mégisserie où se succèdent, en plein vent, les marchands de ferrailles, les quais de l'École et du

Louvre sur la rive droite, le quai des Augustins et le lieu dit « Malacquetz » sur la rive gauche, son large cours, emmi lequel paresseusement s'allonge l'île du Palais ou de Notre-Dame, dont un bouquet d'îlots orne l'extrémité occidentale : île aux Bureaux, où l'on blanchit des toiles, île au Patriarche, îlot portant le moulin de la Gourdine sont là, humbles taches champêtres prolongées, du côté de la grande galerie du Louvre, par d'autres points verts sur la Seine. De la verdure, il y en a aussi çà et là le long des berges, et l'on voit quelqu'un obtenir la permission de faucher depuis le Pont Saint-Michel jusqu'à la Tour de Nesle, sous réserve de ne pas nuire à la navigation. Partout la vie débordante : des endroits forment port, tandis qu'à côté, vers l'eau qui meurt sur la grève, s'en vont boire les chevaux. Le « port au bois de l'Escolle Saint-Germain » l'Auxerrois abrite de « grands batteaux », centre d'une véritable activité commerciale. En amont, cinq maisons séparent ce lieu de la ruelle du Port-au-Foin, continuation de la rue de la Monnoye jusqu'à la Seine, et dont le nom rappelle un autre objet de commerce fluvial, alors émigré vers la Grève. En aval, le quai enjambe, par l'Arche dorée ou de Bourbon, la rue des Poulies finissant en abreuvoir, entre Saint-Germain-l'Auxerrois et l'hôtel de Bourbon ; puis c'est l'« Arche de l'Autruche, dict l'Abreuvoir du Louvre », le port du Guichet, enfin toute voisine, et près de la Tour de bois, la Porte-Neuve, avec son pont-levis au-dessus d'un fossé poissonneux. En face, sur la rive gauche, c'est le Port-aux-Passeurs, la Porte et la Tour de Nesle, cette dernière en ruines, l'église et le monastère des Augustins.

A cette époque, l'île, semée d'églises et de vieilles rues où se dressent d'une part Notre-Dame, d'autre part le Palais, à la fois lieu judiciaire et marchand, est le siège d'une particulière animation. En allant du Petit-Pont au Pont Notre-Dame, le Hollandais Arnold van Buchel, qui visita Paris en 1585 et 1586, rapporte qu'il s'est heurté « à une telle affluence de chevaux, de mules, de voitures, de litières et de gens qu'il a fallu attendre longtemps pour passer aisément ». Outre ces deux ponts, qui sont de pierre et supportent un double rang de maisons, on en rencontre trois autres, en bois : sur le petit bras, le Pont Saint-Michel, également bordé d'habitations, et, côte à côte, sur le grand bras, le Pont-au-Change, garni de demeures d'orfèvres, et le Pont-aux-Meuniers, couvert, asile des marchands de pierres fausses, « tout chargé de petites boutiques comme le Rialto », avec, au-dessous de lui, l'agitation chantante de l'eau qui anime les roues des moulins.

La circulation des voitures d'une rive à l'autre se trouve donc en somme limitée, pour toute la ville, au Petit-Pont et au Pont Notre-Dame, seule construits en pierre. Mais voici le Pont-Neuf, qui, jeté entre la ruelle du Port-au-Foin et « l'encoignure du monastère des Augustins », près des hôtels de Nevers et de Saint-Denis, va dériver de son côté, c'est-à-dire vers l'ouest où ne cesse de tendre Paris qui grandit, une part de cette circulation. Le mode de construction de ce pont, son caractère si spécial, les travaux de voirie dont il fut l'occasion tant en la Cité que sur la rive gauche, le voisinage du Faubourg Saint-Germain alors en voie de pleine prospérité, celui du Louvre et des Halles, firent nécessairement de ces parages le centre de vie parisienne dont les boulevards nous offrent aujourd'hui un pâle reflet.

Ce ne fut point là toutefois l'œuvre d'un jour. Si la première pierre fut posée en 1578, ce n'est qu'en 1603 qu'on put commencer à utiliser le Pont-Neuf, et non sans danger. Le 20 juin de cette année-là, rapporte Pierre de l'Estoile, « le roy passa du quay des Augustins au Louvre, par-dessus le Pont-Neuf, qui n'estoit pas encores trop asseuré et où il y avoit encores peu de personnes qui s'y hazardassent. Quelques-uns, pour en faire l'essay, s'estoient rompus le col et tumbés dans la rivière : ce qu'on remonstra à Sa Majesté, laquelle fist responce, ainsi qu'on dit, qu'il n'y avoit pas ung de tous ceux-là qui fust roy comme lui ». Entre temps, il a servi de refuge à des gens sans aveu, qui, dès le début, y attachent leur fâcheux renom et, sous ses arches, se sont fixés des moulins que la municipalité fait disparaître.

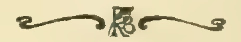
Sous sa forme définitive, telle que nous la devons à la collaboration de plusieurs gens experts, au premier rang desquels figure Guillaume Marchand, le voici, enveloppé de l'admiration des contemporains. Une succession de douze arches enjambe la Seine, atteignant, vers son milieu, l'île, à douze toises de « l'encoigneure du logis des estuves du Palais ». En haut, règne une corniche soutenue par des « testes de sylvins, satyres et dryades ornées de fleurs et festons à l'antique ». En outre, chaque pile est décorée de « culs de lampe qui sortent fort avant sur l'eau ». Le milieu du pont est destiné aux chevaux et aussi aux carrosses qui peuvent passer jusqu'à trois de front ; les côtés sont bordés de trottoirs — les premiers sans doute qu'on ait vus à Paris — élevés de deux pieds, larges de trois toises et demie et terminés par « de fortes barrières » qui en réservent l'usage aux seuls piétons. Tout au long, court « un haut acoudoir d'un pied de large pour voir la rivière ». Enfin des demi-lunes pratiquées de distance en distance, sorte de balcons sur la Seine, et que l'on avait projeté de garnir des statues des rois, corrigent harmonieusement la raideur de la ligne

droite. Mais ce n'est pas tout : sur une « place de pierre de taille en forme carrée » se dresse la statue équestre de Henri IV, remplaçant celle que le roi précédent avait décidé d'installer sur son « pont de Valois ». Œuvre de Jean de Bologne et de Pierre Tacca, le cheval de bronze, comme on l'appelait, fut inauguré en 1614. Ce n'est toutefois que plusieurs années après que le piédestal fut complet, avec les quatre esclaves enchaînés et les bas-reliefs de Francqueville, Bordoni, de Barthélemy Du Tremblay.

Du même côté, et vers le Louvre, sous la deuxième arche, fonctionne le « moulin à pompes » de Jean Lintlaër, maître fontainier et artificier du roi. Henri IV a voulu par là procurer de l'eau aux Tuileries : elle y arrive par un vaste réservoir étant au cloître Saint-Germain-l'Auxerrois, alimente de là une fontaine sur le quai de l'École, une autre dans le jardin neuf du Louvre, puis gagne l'endroit des Tuileries « cy-devant appellé le jardin des ciprès », enfin, le grand vivier, où il convient d' « avoir l'œil à ce que l'eaue soit tousjours nette pour le plaisir du roi ». Mais ce n'est point là une simple pompe, que la municipalité protège contre les pêcheurs et bateliers tentés d'y attacher leurs bateaux ou bachots ; c'est une sorte de pavillon qui décore le Pont-Neuf, où il se présente en une façade ornée d'un bas-relief figurant la Samaritaine et le Christ et surmontée d'un joyeux carillon flamand avec double cadran : l'un vers le pont, l'autre vers le Louvre. Un petit clocheteur, muni d'ailes et coiffé d'un bonnet à plumes, en frappant d'un marteau la cloche, égréne au long du jour la chanson des heures. Humble jacquemard, tu fus une célébrité parisienne : vers toi montaient les regards et la pensée des badauds du Pont-Neuf. Assis sur ta « cloche, clochante, clochable », que tu savais si bien faire « clocher, hors du clocher, sans clocher », tu suivais, d'un œil ironique, avec ton compère Henri IV, la foule amusée autour des chanteurs et des charlatans, les conversations de tes frères les crocheteurs, les habiletés des voleurs et tout le défilé de la comédie humaine. Tu n'avais tiré nulle vanité de cette chose unique : Paris en action sous tes yeux, ni des scènes de l'histoire qui s'étaient déroulées devant toi, petit bonhomme philosophe !

Cette aimable philosophie, de nombreux opuscules mis sous le nom de notre clocheteur l'ont dispersée au vent du Pont-Neuf, en ce temps de vie ardente que marque le règne de Louis XIII. Alors, le pont est dans tout l'éclat de sa jeune popularité. Et c'est, à l'aurore du XVIIe siècle, tout un coin de Paris transformé. Il était entré dans les projets royaux de faire une rue allant de ce lieu à Notre-Dame par l'extrémité nord du Pont Saint-Michel et le Marché-Neuf couvert de « halles à poissonnerye, estaulx à boucherie, loges, eschoppes ». Cette rue projetée se transforma en une place escortée de deux quais. Henri IV donna lui-même le plan de la place Dauphine, qui devait s'élever en triangle sur les petites îles sises à l'ouest de la Cité. Elle « sera très belle, écrit Malherbe en 1608, et bien plus fréquentée que la Royale. » Quant aux quais : celui des Orfèvres au midi, celui des Morfondus au nord et en face de la fangeuse Vallée de Misère, ils furent aménagés à la même époque. A ces travaux édilitaires sont liés le percement de la rue Dauphine « qui aboutit en droit fil à la porte de Bussi » et celui de la rue Christine. Aussi, sur la rive droite, on a dégagé les abords de la voie nouvelle. C'est Paris qui s'ouvre à la vie du Pont-Neuf (1).

MARCEL POËTE.



L'ILE DE CYPRIS

I. — L'ILE.

Dans la mer violette il est une île aimée,
Ceinte d'oliviers blonds, de roses parfumée ;
Les vents tièdes et doux aux lèvres de velours
En printemps éternels changent l'ardeur des jours.
La pervenche à l'œil bleu, le narcisse sauvage,
Etendent un épais tapis sur le rivage,
Et des bois d'orangers aux arcs capricieux,
Voilent légèrement la pureté des cieux.
Sur les pommiers en fleurs des papillons voltigent.
La cétoine vrombit près des lys qui s'érigent
Le long des guiers jaseurs et des lacs au flot clair.
Et parmi les lauriers on aperçoit la mer,
Verte ou rose, selon les heures des journées,
Balancer doucement ses vagues fortunées
Qui laissent en mourant, emmi le sable d'or,
De blancs dessins d'écume aux flancs courbes du [bord.

Là n'atteint jamais la tristesse morose,
Et jamais le chagrin à l'œil dur ne repose
Son aile sur la soie odorante des prés.
Des faons aux pieds nerveux broutent les thyms [pourprés.
Le chant des rossignols, là, jour et nuit s'élève,
Et les Nymphes en chœur, se jouant sur la grève,
Mêlent leurs pures voix qui frappent les échos
Aux trilles de la flûte ou des doubles pipeaux.

(1) Voir sur la vie du Pont-Neuf : *La promenade de Mademoiselle Javotte*, *Revue Bleue* du 28 septembre 1907.

Que presse sur sa lèvre, au fond des noirs bocages,
Pan conduisant l'essaim de ses Faunes sauvages.
Les colombes dans l'air laissent un fin duvet
Dont le souple rameau des buissons se revêt.
Et, flocons blancs noyés au vert de la prairie,
De timides agneaux broutent l'herbe fleurie.

II. — Le Temple.

De Vénus Astarté cette île est le séjour.
La fille des flots bleus, la mère de l'Amour,
Comme un cours d'eau que rien n'arrête et ne dévie,
Dans cet asile heureux laisse couler sa vie.
Sur un mont couronné d'un bois jamais flétri,
Au centre de son île un beau temple est bâti.
Là, sur cent autels d'or brûlent l'encens, la myrrhe,
L'hysope et le benjoin dont la vapeur s'étire,
S'enroule en fine écharpe et ceint les chapiteaux
D'une brume légère emplissant les coteaux
De parfums capiteux, dignes de l'Empyrée,
Moins purs que ton haleine, ô blonde Cythérée !
L'antilope, le lynx et le daim au poil roux,
Sur les bras des Sylvains viennent poser leurs cous.
Les ténèbres, les vents et les bruyants orages
N'osent hanter ces lieux. La grêle et les nuages
Jamais du temple altier ne cachent le fronton,
Où l'œillet, le cytise et la rose en bouton
Grimpent, voués au Dieu qui, d'une main adroite,
Bande l'arc meurtrier dont la flèche va, droite
Et rapide, infliger aux malheureux mortels
La profonde blessure et ses maux éternels.
A l'azur éclatant sourit toujours la terre,
Qu'émaille sans arrêt ta flore, ô Primevère.
Et dans les gais ruisseaux plongent de blancs cyprins
Dont les écailles d'or scintillent. Aux airains
Des conques, les Tritons érigés, croupe nue,
Soufflent les jets d'une onde aussitôt épandue
Dans les vagues de marbre aux rayonnants reflets.
Des poètes du bout aigu de leurs stylets,
Dociles aux accents que leur dictent les Muses,
Sur le blanc parchemin disent l'Amour, ses ruses,
Et la chère Déesse aux yeux de diamant
Qui porte un astre d'or dessus son front charmant.
Un tendre friselis agite le feuillage ;
Mille oiseaux inconnus à l'éclatant plumage
Roucoulent aux bosquets et de petits Amours
Foulent en badinant le tapis aux plis lourds
Qui recouvre le seuil et les degrés du Temple.

Au fond du tabernacle, aux coussins d'un lit ample,
Vénus est appuyée. En ses cheveux sacrés
Brillent les blonds jasmins, les œillets diaprés,
Et son bras garde encore, au grain de la peau fine,
Des doux flots maternels la lueur cristalline.
Elle tient en ses doigts l'aile d'un cygne blanc
Dont sa main précipite ou ralentit l'élan,
Et laisse doucement reposer son pied rose
Sur le cœur d'un éphèbe effeuillant une rose,
Et de qui les regards meurtris et languissants
Sur les yeux d'Astarté s'attachent, caressants.

On entend au lointain résonner les cymbales,
Les tambours à grelots et les triples crotales,
Que les rapides doigts des Nymphes aux beaux seins
Agitent en formant de gracieux dessins
Sur le gazon fleuri de colchique et d'airelles,
Parmi d'obliques vols de grises tourterelles.
La sueur du plaisir coule aux membres froissés
Des Ægypans velus, par le nectar grisés.

III. — L'Hymne d'Aphrodite.

Ni l'épine laissant aux bras blancs sa morsure,
Ni la ciguë amère et l'ortie au dard fin,
Déesse, n'ont touché ta joue et ta main pure
N'a reposé jamais que sur l'or et le lin.

Pour t'avoir, ô Vénus que le plaisir couronne,
Les Dieux ont combattu dans l'Olympe léger.
Aux bras du beau Pâris tu fis tomber Ænone,
Et Diane frémir dans ceux de son berger.

Le tout-puissant éclat que lancent tes prunelles.
Eblouit les cités, les peuples et les rois.
Ton règne a la beauté des choses éternelles.
Ton joug est douloureux et charmant à la fois.

Les thyrses fleuronnés qu'agitent les Ménades,
Pleines du sang vermeil et de l'âme d'un Dieu,
Et les souples roseaux tressés des Oréades
S'inclinent à tes pieds, Vénus au regard bleu !

Ni le blond messager qui porte le pétase,
Ni le Maître aux bras noirs des Cyclopes puissants,
Ni le Dieu de la foudre, au sein de son extase,
Ne peuvent résister à tes appels pressants.

Tu troubles Junon même en la céleste enceinte,
Et tu fais tressaillir l'âme douce d'Hébé.
La sublime Pallas succombe à ton atteinte,
Et par toi Ganymède a son cœur dérobé.

Le cygne blanc, le paon gemmé, le flamand rose,
Volent à ton épaule, arc-en-ciel irisé !
Sous tes pas tout renaît et se métamorphose.
Par la mousse du sol ton pied lisse est baisé.

Iris aux yeux changeants attache à ton épaule
L'écharpe où l'azur rit de ses mille couleurs.
Mercure, énamouré par ton bras qui le frôle,
T'offre son caducée enguirlandé de fleurs.

Les tiges des roseaux, ces flûtes matinales,
Célèbrent ton pouvoir, Vénus, et ton destin
Dont l'histoire est inscrite au Livre des Annales,
Dans l'Olympe immortel, par Zeus au front hautain.

Ton corps aime creuser le frais cristal des sources,
A voir fluer sur lui l'eau pure aux tons moirés.
Quand vers les bois profonds tu diriges tes courses,
Les biches et les faons te suivent, énivrés.

Les arbres font pleuvoir sur ta divine tête
Le pétale embaumé qui se colle à ton front.
Pour boire ton parfum l'abeille de l'Hymette
Déserte son rucher voilé de liseron.

C'est toi qui conduisis, sur le fougueux Pégase,
Persée aux cheveux d'or vers la Vierge aux abois,
Et fis trembler les flancs dont la ligne s'évase
D'une Andromède aimant pour la première fois.

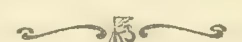
Tu parais, Hélios adoucit sa lumière,
Et longuement se joue aux neiges de ta peau.
La craintive Phœbé t'adore, ô Vénus fière ;
L'amour qu'elle a pour toi rend son éclat plus beau.

Aussi reçois nos vœux, Déesse au corps flexible,
Reçois nos vœux, Vénus, mère du bel Amour,
Qui prends nos cœurs, nos corps et nos âmes pour cible,
Et dont le doux poison nous brûle sans retour.

Que pour toi l'encens fume et l'amphore s'emplisse.
Que pour toi le lait coule au marbre des autels,
Et, qu'empourpré du sang tout chaud de la génisse,
Brille ardemment le seuil de ton Temple immortel.

Pierre de Bouchaud.

(*A suivre.*)



LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

Le Dr Gustave Le Bon.

La vie : Traite de physiologie humaine. — Voyage aux monts Tatras. — Voyage au Nepal. — L'homme et les Societes : Leurs origines et leur histoire. — Les premières civilisations de l'Orient. — La civilisation des Arabes. — Les civilisations de l'Inde. — Les lois psychologiques de l'évolution des peuples. — Psychologie des foules. — Psychologie du Socialisme. — Psychologie de l'Éducation. — L'Evolution de la matière. — L'Évolution des Forces, etc.

On disait, de leur vivant même, Pasteur, Duclaux, tout court. On dit Dr Le Bon ; on dit aussi Dr Durand, Dr Dupont... Et certes il n'est pas prouvé que Gustave Le Bon ait rendu à la science les services d'un Pasteur, d'un Duclaux ; mais il n'est personne qui le confonde avec le praticien du coin. Ce paradoxal médecin a touché à tout ; il a tout approfondi, sauf, je pense — encore ne saurait-on en être sûr — la médecine, qu'il paraît avoir négligée de bonne heure : voici étalés sur ma table une imposante série de volumes : archéologie, histoire, pédagogie, psychologie, sociologie, équitation, voyages, colonisation, physique, — faut-il dire métaphysique, alchimie... ? Par quelle modestie l'auteur de tant de travaux et si divers demeure-t-il le Dr Le Bon ? En serait-il des médecins comme des rédacteurs d'une pompeuse Revue que Barbey d'Aurevilly qualifiait de « colimaçons de la littérature » ? Nos bons docteurs portent-ils leur maison sur leur dos ? la traînent-ils partout en sorte qu'ils ne sont jamais que les représentants de la Faculté ?

De quel prestige pensent-ils nous étonner ? Entendent-ils nous signifier qu'un privilège officiel leur attribue des lumières spéciales en archéologie, en histoire, en sociologie, voire en métaphysique et en philosophie ? Ce serait en vérité tant pis pour eux : le public averti se gausserait : quant à la foule !... ne l'oublions pas, la malice populaire soupçonne la plupart des médecins de professer une philosophie un peu courte, et pour tout dire parente — éloignée, arrivée — de celle de M. Homais : la foule n'aurait pas confiance.

Les médecins de nos jours se répandent sur les chemins des sciences nouvelles ; ils envahissent la grand'route — dont nul ne défend l'accès — des Lettres : vont-ils, nouveaux Guillots, se pavaner le chef paré d'une prétentieuse enseigne ? Serons-nous dupes de l'artifice ? Tolérerons-nous la contagion de l'exemple ? Garons-nous du pédantisme : voilà-t-il point qu'en pleine Sorbonne des étudiants chuchotent, M. le Professeur ! A quand le discours à la troisième personne, et les plates façons d'outre-Rhin ? Il n'y a pas longtemps qu'on eût renvoyé à Kœnigsberg ou à Francfort le lourdaud...

Nous nous souvenons d'avoir estimé les vers de Jean Lahor bien avant qu'il n'exhibât l'estampille de ses maîtres d'anatomie : les romans de Ghéon nous intriguèrent en un temps où nous ignorions sa qualité d'ex-carabin. Après tout, il nous serait bien indifférent que l'auteur de la *Psychologie des Foules* et de l'*Évolution des Forces* tînt à demeurer le Dr Le Bon, si nous ne saisissions là un trait peu discernable, une nuance quasi imperceptible, tant elle est fugitive, de sa physionomie et de son caractère.

* * *

Ni la modestie n'est la vertu essentielle de Gustave Le Bon, ni le respect de la hiérarchie universitaire ou académique n'est à la base de ses habitudes d'esprit : la modestie convient aux faibles, aux résignés, aux silencieux, aux satisfaits, aux philosophes — sans compter les imbéciles, qui, malheureusement, y sont peu enclins. Gustave Le Bon n'est rien de tout cela : du moins sa philosophie est-elle toute spécula-

tive. Gustave Le Bon porte en lui un bouillonnement d'énergie qui l'incite aux conquêtes, aux découvertes; il aime la lutte; ses indignations sont des révoltes, ses polémiques sont des batailles; il est — je pèse les termes, et d'ailleurs ce n'est point d'une plume caressante qu'il convient d'user ici — il est — fonctionnaire placide — un vigoureux aventurier de sciences et de lettres.

Le beau destin! tout ennobli de risque! Vers quelque sujet d'études que l'entraîne son fiévreux désir de connaître, Gustave Le Bon ne s'arrête pas aux menus faits : assimilateur stupéfiant, il apprend le détail d'une science dans le temps qu'un autre consacrerait aux rudiments : il franchit tous les obstacles, court de l'avant : son plaisir est de dépasser quelqu'un ou quelque chose; il ne respire qu'à l'extrême limite du savoir humain; encore prétend-il reculer cette frontière : seul, il se hasarde, pionnier, enfant perdu, poète de la science.

Ces allures irrégulières ne satisfont point toujours les savants patentés : il n'est aucune découverte de ce Colomb fantasque qui ne soit tout d'abord contestée; on le houspille; cet heureux homme a des ennemis. Lui-même prit soin — n'oubliez pas qu'il fut sociologue, sociologue pessimiste, à la suite de Taine, — de faire le procès de notre Université; il le reprend à toute occasion : il n'a pas son pareil pour dénoncer les méfaits de la « science officielle ». La science officielle! voilà qui est plaisant; nous ne soupçonnions point qu'il y eût une orthodoxie en chimie, en physique, en mécanique, en mathématiques. Gustave Le Bon nous l'apprend : force nous est bien d'en croire ses affirmations, puisque, dénonçant avec une furieuse virulence les dogmes universellement enseignés, lui-même se proclame hérétique.

D'ailleurs, n'allez point croire qu'il soit seul de son parti : nombre d'authentiques mandarins le soutiennent; certains le considèrent avec autant d'envie que de curiosité inquiète : ceux mêmes qui critiquent le plus âprement ses méthodes reconnaissent qu'il eut à deux ou trois reprises des intuitions... cela suffit à la gloire d'un homme. Combien de génies n'eurent qu'une intuition heureuse! combien de savants réputés n'en eurent jamais une seule!

Combattu, toléré, admiré même, Gustave Le Bon n'est point de ceux qui périssent ou triomphent dans l'ombre. Gustave Le Bon prend la terre à témoin de ses expériences; il est — ce n'est point un mince éloge que je lui fais — un talentueux vulgarisateur; à la cour, à la ville, et jusque dans les provinces, ses livres deviennent le bréviaire des ignorants qui se respectent : sa réputation est en bonnes mains... Et quand je dis nos provinces! Sachez que Gustave Le Bon est traduit en anglais, en allemand, en espagnol, en italien, en danois, en russe, en polonais, en tchèque, en hindostani, etc., etc., etc., et que l'on annonce de nouvelles éditions de ses œuvres en basque, en bas-breton, en javanais, en esperanto...



On ne sait s'il est plus sympathique par la pétulance indisciplinée de son tempérament ou par son amour des idées; car il aime furieusement les idées; son œuvre est un répertoire d'idées générales autant qu'un catalogue de faits. C'est par là qu'elle attire le grand public et c'est par là qu'elle prête le plus à la critique; nos savants font la guerre aux idées générales : chacun d'eux en détient quelques-unes qu'il dissimule de son mieux; la moindre femmelette de lettres en possède et en étale une bien plus grande variété; autre chose est de briller en conversation, autre chose de construire objectivement une œuvre scientifique. Les idées générales, qui sont le sel des entretiens familiers, deviennent, introduites dans un livre de science, des sortes d'explosifs : il suffit de placer un réactif au bon endroit, exercice favori des critiques, et... tout saute... au figuré : en réalité nul jeu plus inoffensif; et l'on sait plus d'un livre, dynamité par la critique, et qui a fort bien vécu. Mais les savants sont timides... ils sont prudents; ils savent que rien ne vieillit plus vite qu'une idée générale, si ce n'est un livre bourré d'idées générales : et cela doit faire quelquefois réfléchir Gustave Le Bon. — Je crois que Gustave Le Bon s'en moque.

Gustave Le Bon a mis au service des sciences et des lettres un tempérament d'homme d'action : croyez-vous qu'il regrette aucune de ses anciennes aventures? Il aurait tort, du reste, car il fut donné à peu de nos contemporains de vivre un roman intellectuel aussi pittoresquement mouvementé. Gustave Le Bon ne regrette rien; ses livres furent très réellement des actes : jugeons-les comme tels; et considérons sa vie qui, peut-être, importe plus que ses livres.

S'il eût moins aimé les idées, l'eût-on vu, aussi passionnément laborieux, mener tant d'enquêtes, remuer des montagnes de faits? Idées que l'on veut vérifier, conceptions que l'on entend préciser, systèmes à compléter, à corriger, à étayer, aiguillons de nos ambitions intellectuelles. Celles de Gustave Le Bon ont toujours été vastes : en l'un de ses premiers ouvrages il se propose comme but « l'étude scientifique du développement de l'homme et des sociétés depuis leurs origines les plus lointaines jusqu'à nos jours ». Gustave Le Bon ne doute pas que l'évolution humaine et sociale n'obéisse à des

lois nécessaires et invariables, tout « comme les combinaisons chimiques, la propagation de la lumière, les révolutions des astres, la chute des corps. » Gustave Le Bon élucidera ces lois... Ce fut, on le devine, un très gros livre : Gustave Le Bon y déverse tout ce qui lui tombe sous la main : extraits d'historiens et de philosophes, théories personnelles, notes de laboratoire et d'amphithéâtre, réminiscences, fonds de tiroirs, vieux jeux de cartes... On se demande si c'est la Somme, fort peu théologique, hâtivement composée, d'un médecin de campagne un peu pédant, ou le compendium d'un robuste adolescent qui jette sa gourme et pose des jalons. Et l'on demeure persuadé que l'auteur d'un pareil livre ne sera jamais un penseur.

Certes ! mais il aime tant les idées ! En ayant formulé un grand nombre, il s'avise d'en contrôler quelques-unes : il parcourt l'Égypte, l'Assyrie, la Judée, explorateur, archéologue, égyptologue, assyriologue, hébraïsant, arabisant : les langues, les arts, les institutions, les hommes, les peuples, le passé, le présent, que n'étudie-t-il point? Le voici aux Indes : cette immensité ne l'effraie pas : il en rapporte le plus massif de ses ouvrages. D'ailleurs Gustave Le Bon a une méthode :

« Nous avons continué à appliquer dans cet ouvrage les principes qui nous ont dirigé dans nos précédents travaux, et notamment dans notre Histoire de la civilisation des Arabes. Nous appuyer uniquement sur des documents précis ; montrer les transformations successives des institutions religieuses et sociales et les facteurs de ces transformations, étudier les phénomènes historiques *comme s'il s'agissait de phénomènes physiques*; avoir enfin une méthode, et nous défier soigneusement des doctrines. C'est en prenant ces principes pour bases que nous avons essayé de dégager de la masse confuse et grandiose des conceptions philosophiques, religieuses et sociales de l'Inde leur sens lumineux et profond, et de rendre aux dieux antiques leurs traits vénérés et terribles, voilés sous les ombres de la mort qui finissent par envelopper les dieux mêmes. »

Admire-t-on davantage la précision de la méthode, ou la solennité imprécise de la phraséologie? On admire la vélocité de ce savant excursionniste, sa souplesse d'esprit, sa curiosité toujours tendue : on admire aussi qu'au contact de tant d'hommes, de faits et de doctrines contradictoires, il n'ait rien perdu de son goût pour les théories : « Seule, proclame-t il, l'évocation des vieux âges peut nous faire découvrir la genèse de nos institutions et de nos croyances, et nous faire entrevoir le jeu de ces puissances formidables qui, par une série de lentes évolutions, conduisent fatalement toutes choses vers un but mystérieux. » Ayant évoqué les vieux âges, il est apte à formuler les *Lois psychologiques de l'évolution des peuples* : ces lois demeurent vagues ; mais Gustave Le Bon demeure responsable d'un plaidoyer en faveur de cette notion de race que la sociologie contemporaine aura tant de peine à éliminer..... Que ne songe-t-il à élire enfin un sujet précis et limité? Il y songe : sa puissance d'analyse, son expérience des hommes et de la vie le servent à la fois : il donne la *Psychologie des Foules*, la *Psychologie du Socialisme*, la *Psychologie de l'Éducation* : faites la part des opinions personnelles à l'auteur ; celle des faits judicieusement classés, interprétés avec pénétration, l'emporte : de là la fortune de ces livres, qui ne fut pas médiocre : aujourd'hui encore on les pille plus qu'on ne les cite, adversaires (à qui Gustave Le Bon donna tant de gages), et amis du socialisme, pédagogues, démocrates et ennemis de la démocratie : ces derniers sont flattés par les conclusions de Gustave Le Bon :

« Une civilisation implique des règles fixes, une discipline, le passage de l'instinctif au rationnel, la prévoyance de l'avenir, un degré élevé de culture, conditions que les foules, abandonnées à elles-mêmes, se sont toujours montrées incapables de réaliser. Par leur puissance uniquement destructive, elles agissent comme ces microbes qui activent la dissolution des corps débilités ou des cadavres. »

*
* *

Récapitulons : parti explorateur, Gustave Le Bon revient sociologue.

— Il a trouvé sa voie, dites-vous.

— Point du tout.

— Il va creuser le sillon entr'ouvert.

— Vous ne le connaissez point : Gustave Le Bon qui fut médecin (si peu), explorateur, sociologue, est maintenant physicien : en vérité, depuis vingt ans, Gustave Le Bon ne quitte guère son laboratoire ; Gustave Le Bon désormais nous enseigne la physique, non point la physique amusante, mais une physique passionnante, comme tout ce qui est nouveau. Vous n'ignorez point, vous ne pouvez point ignorer que ce qui passait hier encore pour de la physique n'en était point en réalité ; nos savants ont changé cela : là où régnait la certitude triomphe l'anarchie des doutes et des hypothèses : les sciences physiques et naturelles n'ont plus rien à envier à ces petites « sciences conjecturales » qui s'imaginaient posséder le privilège d'une licence effrénée : la thermochimie se disloque ; la mécanique s'avoue incohérente ; la mathématique n'est plus sûre de rien. Un point semble acquis, et c'est que les principes sur quoi s'échafaudait notre connaissance du monde matériel — principes de l'indestructibilité de la matière et de l'indestructibilité de l'énergie —

sont faux : la matière semble se dissocier en donnant naissance à des forces d'une incommensurable puissance... Il n'est point dans l'histoire de l'humanité de prodige comparable à cette aurore de la Science que l'on nous annonce. De cette Science, Gustave Le Bon aura été l'un des initiateurs, faut-il dire l'un des précurseurs?

Gustave Le Bon a conté quelque part l'aventure de cet humble médicastre allemand qui découvrit un jour le principe de la conservation de l'énergie. Robert Mayer aurait été, à ne retenir que les conséquences de ce principe, « un des cinq ou six grands hommes de son siècle ». Les « professeurs officiels » lui volèrent sa gloire : pouvaient-ils admettre qu'une découverte semblable ne fût point leur œuvre? Ils s'efforcèrent de rayer des annales de la science le grand nom de Mayer : c'est tout juste si un historien récent lui reconnaît d'être « par une chance heureuse tombé sur une méthode qui s'est trouvée bonne ». Chance heureuse! Gustave Le Bon proteste et ajoute :

« Ce qualificatif de chance heureuse est assez généralement d'ailleurs appliqué à ceux qui découvrent quelque chose. Dans une longue polémique publiée dans une grande revue anglaise, entre un membre de la *Royal Institution* qui défendait nos recherches, et un physicien de Cambridge qui les attaquait, ce dernier déclarait que la dissociation universelle de la matière que j'avais fait connaître était « la plus importante théorie de la physique moderne » ; mais, ajoutait-il, je ne l'avais trouvée que « par une divination heureuse ». Tout le mérite en revenait aux spécialistes ayant fait des mesures pour en contrôler la justesse. »

L'aventure de Robert Mayer est en vérité douloureuse : nous sommes bien assurés que Gustave Le Bon n'est nullement menacé d'une pareille infortune : Gustave Le Bon qui fut un polygraphe érudit demeure un physicien éloquent : il décrit avec limpidité ses expériences : il esquisse des théories et des hypothèses comme au temps où il s'adonnait à la philosophie sociale; il nous séduit et nous éblouit en nous découvrant des perspectives infinies : profanes, nous lui accordons un crédit illimité. Les « professeurs officiels » publient ses Mémoires dans les *Comptes rendus de l'Académie des Sciences*...

Gustave Le Bon a-t-il de la chance? a-t-il du génie? Il a, n'en doutez pas, tout ce qu'il faut pour avoir quelque génie, sauf peut-être une certaine patience... Mais il est de ces choses dont on n'est sûr qu'après la mort d'un homme. Gustave Le Bon nous accordera qu'il est à souhaiter de voir se prolonger notre incertitude.

LUCIEN MAURY.

THEATRES

Odéon : *Son Père*, pièce en 4 actes de MM. ALBERT GUINON et BOUCHINET.

Voici donc enfin un spectacle qui relève de la critique dramatique — et quand je dis : critique dramatique, j'entends bien préciser les points qu'elle a de communs avec la littérature, car l'on sait de reste combien elle en présente qui lui sont opposés. Voici une pièce qui, pour susciter et retenir l'attention du public, ne fait appel ni aux déshabillés d'actrices, ni aux violentes secousses d'une physiologie ébranlée par la terreur, ni aux répliques de théâtre artificiellement amenées et plaquées sur une affabulation vaudevillesque..... une pièce qui n'est ni une pornographie, ni un mélodrame, ni un vaudeville, mais tout uniment ce qu'il y a de plus rare aujourd'hui : une étude d'âme vue par un dramaturge, une psychologie vivante et vécue dans ce bref raccourci de quatre actes, dont l'unique ressource, ressource immense en vérité, est de s'adresser à l'âme du spectateur.

— « Mais, direz-vous, n'est-ce pas le cas de toutes les pièces de théâtre? — Hélas! Il y a longtemps que le théâtre a contribué, dans l'ensemble de sa production, par sa surproduction même, à l'abaissement du niveau littéraire, longtemps déjà que les frères Goncourt observaient ce fait qu'il se manifestait comme la moins intellectuelle des formes étiquetées littéraires, longtemps aussi que Nietzsche écrivait : « Personne n'apporte plus au théâtre le sens subtil de l'art, pas même l'artiste qui travaille pour le théâtre; c'est là que l'on est peuple, public, troupeau, femme, pharisien, électeur, concitoyen : c'est là que la conscience individuelle se soumet au charme niveleur du plus grand nombre. » Que dirait-il aujourd'hui le grand pessimiste, s'il pouvait voir ce que les entrepreneurs de spectacles nous servent sous la fallacieuse étiquette dramatique. M. Albert Guinon est un des rares, un des très rares, qui aient conservé à la forme dramatique contemporaine une *tenue* littéraire, et cela tout simplement parce qu'il a su intéresser les parties hautes de notre esprit. De lui nous connaissions des choses plus âpres, plus ardentes, plus verveuses, comme cette *Décadence* qui fonda sa réputation, belle page de satire sociale, forte satire où le talent de l'auteur se manifeste non seulement dans la contexture générale de l'œuvre, mais aussi dans la vigueur et le raccourci des répliques. Nous ignorions qu'il eût aussi le don du tendre et du délicat : la nouvelle pièce de l'Odéon vient de nous en fournir la preuve, et nous sommes heureux de le constater.

Voici deux femmes qui vivent ensemble, une mère

et une fille, entre lesquelles subsiste depuis des années le plus doux et le plus tendre lien d'affection. La mère peut avoir une quarantaine d'années, la fille dix-huit. Chez la première les tempes blanchissantes et les rides précoces marquent une existence qui fut douloureuse et visitée par des épreuves de toute sortes : très jeune en effet, quelques années après son mariage, elle a été abandonnée par son mari et est demeurée seule avec cette enfant qu'elle a élevée tout contre elle et pour elle seule, puisqu'elle n'a plus que cette unique joie. La jeune fille d'ailleurs lui rend bien sa tendresse : elle est aussi soumise qu'affectionnée. En elle le cœur a déjà parlé : elle aime un jeune homme que sa mère a autorisé à fréquenter chez elle et qui lui paraît réunir les conditions requises pour faire un bon mari : la situation est modeste : mais elles-mêmes ne sont-elles pas dans une position voisine de la gêne ? Une scène de réciproque aveu nous met au courant de ces fiançailles autorisées et bénies par la mère et qui seront suivies d'un mariage qui doit avoir lieu dans un délai assez éloigné.

Jusqu'alors rien que de naturel et nul élément dramatique dans cette exposition. Mais le Père, qui durant les dix-sept premières années de cette séparation n'avait donné nul signe de vie, tout à coup reparaît en la personne de son avoué qui vient demander amiablement l'exécution du jugement de divorce en ce qui concerne l'enfant : à savoir la possibilité pour le père d'avoir sa fille un mois par an. On devine l'effet produit : les protestations indignées de celle qui fut abandonnée, à qui seule la charge est revenue d'élever son enfant et qui devrait maintenant s'en séparer, si peu que ce fût : elle n'accepte pas, elle ne consent pas, elle plaidera plutôt. L'homme de loi lui fait observer qu'elle a tort de s'obstiner, que le meilleur procès est perdable, et lui conseille, avec son expérience et son pessimisme de praticien revenu de toutes choses, de céder aux exigences du père et d'envoyer la jeune fille auprès de celui qui, après tout, a sur elle les droits du sang. Après une lutte intime et douloureuse pour toutes deux et pour le fiancé que l'on consulte également, est décidé que la jeune fille ira passer le mois de uin auprès de celui qui la réclame.

La pièce, vous le devinez aisément, est faite pour cette reprise. Et c'est cette reprise qui emplit les trois derniers actes. Au début, les choses sont loin d'aller toutes seules. Dans ce père, dont elle a appris la conduite à l'égard de celle qu'elle aime le plus au monde, la jeune fille ne peut voir qu'un étranger : c'est contrainte et forcée qu'elle est venue dans son hôtel : contrainte et forcée, elle y restera également... et elle sait bien le lui faire voir : elle exécute une obligation, un jugement de divorce, et elle ne livre rien d'elle-même. A toutes les prévenances, à toutes les gentillesses dont il la comble, elle ne répond que par la froideur et par une politesse glacée qui déconcerterait tout autre que ce père ayant résolu de reconquérir à tout prix son enfant.

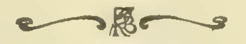
Six jours ont passé, et la jeune fille est toujours la même. A toutes les questions que son père lui pose elle réplique par la même attitude : elle donne sa présence, mais le cœur est absent — c'est du moins ce qu'elle veut faire croire au père. Au fond elle n'a pu se défendre d'une sympathie inconsciente pour ce père léger, mais affectueux, plein de délicatesse, et qui si sincèrement tente de la conquérir ; et quand il supplie sa fille de lui faire une mine plus agréable, elle riposte en le priant d'abréger son supplice : « Soit ! dit le père ! Vous partirez demain matin. Mais jusque-là, soyez aimable, je vous en prie. » — La jeune fille promet d'être différente, et quand Thouzery, un jeune ami de son père, vient causer avec elle, elle lui répond avec gentillesse, et avec tant de gentillesse que nous percevons aussitôt que ce jeune homme eut l'art de lui plaire et que nous ne sommes nullement surpris lorsqu'au cours de leur causerie, elle lui avoue ingénûment le regret qu'elle éprouvera de ne plus le voir une fois rentrée chez sa mère.

Désormais elle ne parle plus de son départ. Voici trois semaines qu'elle est chez son père et l'échéance approche, et c'est une échéance fatale et douloureuse pour tous deux, car maintenant la voix du sang a parlé, aidée sans doute un peu par une autre plus puissante encore, qui est celle de l'amour. Le mois va se terminer, l'heure est venue. La Mère vient chercher sa fille : « Quand te reverrai-je ? » demande le père tout ému. « Dans un an », répond la mère inflexible, comme l'a décidé le Tribunal. Mais le cœur a été plus fort que tout. Jeanne interrogée, et placée dans l'alternative de choisir entre son père et sa mère, déclare qu'elle veut désormais se partager entre ces deux êtres... Et c'est une scène d'une humanité prenante et poignante, poignante parce que vraie comme la logique de la vie, celle où les parents, occupés à se disputer le cœur de leur enfant, constatent qu'il appartient déjà à un autre, ce Thouzery qui n'eut qu'à paraître pour éveiller l'amour. Il ne leur reste plus qu'à oublier le passé et à confondre à nouveau leur vie !

L'idée maîtresse de cette pièce, celle qui la commande et qui la détermine, vous la voyez de reste : c'est que rien ne prévaut contre la force du sang et contre les lois implacables de la vie qui se soucient peu en réalité de justice et d'équité, mais en mainte circonstance au contraire leur viennent apporter le plus insolent démenti. Par sa conclusion, M. Albert

Guinon pourrait donner la main à M. Paul Bourget, avec cette différence essentielle et caractéristique que l'un nous montre une déduction de pur psychologue — faut-il préciser lequel des deux? — et l'autre un effort de moraliste. Il est dur, en effet, plus que dur : il est affreux pour une mère ayant consacré dix-sept années, et les plus belles de sa vie surtout si cette mère a aussi une âme d'amante, à former et à s'attacher le cœur d'une enfant, de voir son œuvre détruite ou tout au moins compromise — car l'amour même le plus noble est égoïste et exclusif — par trente jours de vie commune et de prévenances paternelles. Nous souffrons avec elle et toutes nos sympathies vont à cette Douloureuse, de qui les plaintes, même les plus amères, trouvent un écho dans notre cœur. Pourtant, la nature le veut ainsi, ou du moins il est des cas où la donnée de M. Albert Guinon trouve sa vérification dans la réalité observée. La simple conscience du psychologue qui contrôle les faits de l'âme avec la même indépendance et le même sang-froid qu'un savant les faits physiologiques, cette conscience est bien obligée de reconnaître que le conflit proposé par les auteurs peut se résoudre logiquement dans le sens où nous le voyons résolu. C'est d'ailleurs, comme toujours en matière d'exécution dramatique, une question d'*espèce* et il faut avouer que M. Guinon a merveilleusement présenté la progression des états intérieurs par où la jeune fille se rend définitivement à la voix du sang. Il y a là toute une suite de nuancements habiles qui composent la valeur littéraire de l'œuvre et par là justement la différencient du Sosie vaudevillesque que nous en offrait récemment le Vaudeville, et d'une façon générale, de toutes les productions dramatiques du début de la saison, lesquelles n'atteignent point à intéresser notre esprit. Je le disais au début de cet article : avant d'être un conflit dramatique, il importe qu'une œuvre présentée au théâtre soit marquée de l'estampille littéraire, c'est-à-dire qu'elle s'adresse aux parties hautes de notre esprit : c'est cette première condition que remplit la pièce de M. Albert Guinon et qui marque sa valeur. Quant à son succès, désormais assuré — car il faut toujours distinguer le succès et la valeur intrinsèque d'un ouvrage — il convient d'y faire entrer en ligne de compte le remarquable talent de M. Dumény, qui d'un bout à l'autre a nuancé le rôle du père avec une autorité et une délicatesse que nul acteur de Paris n'aurait pu dépasser.

PAUL FLAT.



GENS DE QUALITÉ

Dans les curieuses lettres que la *Revue Bleue* publiait récemment du marquis de Custine, attaché au comte d'Artois (1814) se distinguaient des observations de cette sorte : « J'ai voyagé avec Trogoff tout un jour. Quelles opinions, quelle tête rétrécie! Et cependant de l'esprit! *Il ne voit partout que de la canaille*; il veut couper les oreilles à l'une, fouetter celle-ci, marquer celle-là, et puis l'ancien régime tout pur... » « Quand j'entends annoncer quelque part un chevalier de Saint-Louis et une *femme de qualité*, je suis toujours tenté de prendre mes jambes à mon cou. *Ils ne voient partout que de la canaille, que des petites gens, que des femmes de rien.* Enfin c'est Sottenville, et moi je suis Georges Dandin. » Ces quelques mots « jugent » les émigrés; non point que notre indignation daigne s'élever contre cet orgueil nobiliaire; mais parce qu'une telle pauvreté d'intelligence appelle une profonde commisération, celle due à ces malheureux, dont la maladresse impénitente, en dépit des plus dévoués concours, perpétue le mauvais sort.

La révérence vis-à-vis des personnes « de naissance » est bien morte. A peine survit-elle chez quelques serviteurs, qui eurent l'honneur, jadis, d'approcher de « vrais princes ». Un jour, à Versailles, je demandais à une brave femme, qui trônait près d'un éventaire de journaux, une feuille anglaise. — « Comment ne l'aurais-je point? répliqua-t-elle d'un ton plein d'onction. Je n'ai affaire ici qu'à des *personnes de qualité*. » — Vieux mot, bien désuet, non dénué, dans le royal décor de Versailles, de certaine saveur piquante.

Mais, s'il n'est plus que ces vieilles gens — et M. Paul Bourget — pour croire à l'éminente vertu « du sang », le préjugé qui pesait sur la bourgeoisie et dont elle s'es délivrée, ne subsiste-t-il pas à l'encontre des hommes « d'origine populaire »? — On s'écarte de salons où fréquentent des « parvenus », tous « gens très communs ». On n'envoie point ses enfants à l'école publique, au lycée, où l'on rencontre leurs enfants. — Est-ce généreux? est-ce logique?

*
* *

La Qualité, qu'est cela, de nos jours, sinon la distinction du cœur? Or, la sensibilité n'est point, que l'on sache, l'apanage des mondains opulents, soustraits aux petites difficultés de l'existence, ignorants des petits froissements, inhabiles, par suite, à les éviter à leur entourage. Elle est tout aussi vibrante chez les plus laborieux, les plus modestes des travailleurs. Souvent même, elle demeure en eux plus naïve et spontanée, plus agissante et encline à l'abnégation. Dans nos meilleurs romans de mœurs populaires, se détachent toujours quelques figures d'un héroïsme ingénu, d'une admirable bonté. Qui ne les a rencontrées dans la vie?

Les braves gens, dira-t-on, ne sont pas nécessairement d'esprit pénétrant; et il est humain de dédaigner un peu la brièveté d'idées. La Qualité implique vraiment autre chose... de la finesse d'esprit. — Croit-on que la vivacité, le discernement correspondent à l'échelle des honneurs? L'une des découvertes les plus affligeantes

que réserve l'expérience de la vie, c'est celle de la sottise triomphante. Des hommes d'une incurable médiocrité se trouvent hissés à la fortune, aux honneurs... par l'effet de certaine aptitude étroite ou d'un petit savoir-faire, par la diplomatie d'une femme ou la force de l'argent, ou tout simplement par un caprice du sort. D'autre part, quelle ampleur de vues, quelle originalité d'aperçus attendre de cette nuée de petits rentiers, si florissants en France et si fats, dont l'élan, toujours, fut arrêté par la médiocrité de leurs moyens ou un assez bas positivisme ! Combien plus savoureuse la conversation d'hommes de métiers, de nulle « naissance », sans doute, mais de constante activité, d'une expérience limitée, mais approfondie, d'une ingéniosité sans cesse en éveil.

Peut-être, accordera-t-on ceci ; toutefois, ajoute-t-on, l'origine se trahit toujours à l'éducation : un « parvenu » se reconnaît à certaine vulgarité de ton et de manières. — Que l'on ne se hâte point de généraliser ainsi. Il ne manque point de lourdauds, riches dès leur naissance. En retour quelle aisance, quelle noblesse même, provenant de leur belle santé et de leur force, se montrent assez souvent chez les gens du peuple. Au cours de promenades en montagnes, à qui n'est-il arrivé d'aller demander un renseignement, un rafraîchissement, dans une ferme isolée. Là il n'est point rare de rencontrer un paysan bien découplé, de haute stature, le visage osseux et fin, habitué par sa vie libre, et les vastes horizons, à l'ampleur du geste, qui fasse les honneurs de son humble foyer avec une fierté courtoise de grand seigneur !

*
* *

Grâce à des siècles d'efforts religieux, artistiques, littéraires, la France est un pays de fort ancienne culture et de non moins ancienne urbanité. Il s'est formé, par ses villes et par ses campagnes, des traditions de politesse, et comme un coutumier du bon ton. Là, quelle que soit son origine, ouvrier, hoboreau ou bourgeois, chacun peut puiser, s'il a certain goût natif.

De tout temps, et surtout au règne du Roi Soleil, des gens « sans naissance » s'élevèrent aux premiers rangs des hommes d'État, des écrivains, s'imposant à l'admiration de la caste la plus aristocratique qui fût jamais. Et faut-il rappeler l'étonnante métamorphose de Jacques Bonhomme sous le premier Empire ? Tous ces paysans et ces ouvriers, entrés à l'armée, promus aux plus hauts grades, improvisés dignitaires, princes, souverains même, jouant leur rôle avec succès, avec éclat ?

Il suffit de considérer notre société contemporaine, dont les dirigeants de tous ordres sont issus de l'atelier ou du village. Que leur père ou leur grand-père, leur beau-père ou leur oncle, fût cultivateur ou manœuvre, commis ou artisan, en vérité, la nuance n'est pas très appréciable ; et elle n'autorise ni la moindre vanité, ni le moindre dénigrement mutuel. Le seul titre qui vaille c'est la puissance de l'aptitude, qui, elle, se soucie peu de l'extraction. Nos écrivains les plus subtils, de Jules Lemaître à Anatole France, comme nos savants les plus justement aimés, tel Pasteur, nos penseurs les plus audacieux qu'ils s'appellent Taine ou Renan, fils d'instituteurs, de libraires, de tonneliers, se rapprochent par une communauté d'origine modeste et d'éclatant talent.

Et nos peintres, nos sculpteurs ? La plupart sortent de familles très pauvres, quelques-uns furent eux-mêmes ouvriers, beaucoup n'eurent jamais le loisir de parfaire leur instruction. Qu'il soit de prétendue ascendance nobiliaire ou de vaste opulence, qui donc cependant n'est flatté d'un commerce avec eux ?

Quant à nos hommes d'affaires et à nos politiques, depuis Gambetta et Burdeau, ce sont tous produits de « nouvelles couches », ce qui ne les empêche point de détenir et d'exercer le pouvoir effectif.

La plus « basse extraction » n'est pas davantage un obstacle à l'élégance superficielle, ni à l'alacrité de l'esprit. Dans ce domaine triomphe la femme, dont la souplesse, en France, est étonnante. Filles du peuple et femmes de l'aristocratie sont sœurs à un point que l'on ne saurait supposer. L'une et l'autre possèdent, innés, le don de la parure, une fine pénétration, de la grâce. Pour peu qu'elles reçoivent, ou qu'elles se donnent certaine instruction éducative, elles forment des femmes d'un esprit et d'une séduction sans égale. Combien d'hommes éminents, à Paris, épousèrent, jeunes encore, des ouvrières, qui, en toutes circonstances, se montrèrent dignes de leur fortune ? — Les derniers salons où l'on causa furent, au dire des vieux gentilshommes qui disparaissent, les foyers des Français, de l'Opéra. Or, d'où sont issues les actrices qui y brillaient, sinon du menu peuple de Paris ? Et leur prestige est demeuré tel qu'il attire maintenant, sur la scène, les filles de la bourgeoisie opulente.

*
* *

C'est quand tant d'hommes, tant de femmes de la plus simple origine s'élèvent, chaque jour, avec cette facilité et ce succès, aux postes les plus importants, aux charges les plus enviées de la hiérarchie sociale, que l'on soutient l'inéluctable nécessité en France de la lente *Etape* ?

Sans doute, il est des enrichis, des intellectuels même d'une irréductible vulgarité. Qui oserait dire qu'il n'est point de bourgeois d'une pesante muflerie ou d'aristocrates d'une scandaleuse goujaterie ! La délicatesse du sentiment ou de la pensée ne se mesure pas, répétons-le, à la naissance, ni au rang social ; elle n'est le privilège d'aucune classe. L'esprit souffle où il veut.

Un étranger, de pénétrante observation, racontait : « Dans mon pays (sis en Europe, resté néanmoins fort arriéré), je ne voyage en chemin de fer qu'en première classe. Autrement, je m'exposerais au contact infiniment désagréable de rustres malpropres et brutaux. En France, j'aime prendre la troisième classe, pour frayer avec le peuple affable, coquet, enjoué, si amusant par la prestesse de ses jugements et de ses réparties. » — Faisons nôtre cette aimable et juste appréciation.

JACQUES LUX.

Le Propriétaire-Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 20 5e SÉRIE — TOME VIII 16 NOVEMBRE 1907

LE CHANCELIER PHILIPPE

Quelques-uns des écrivains les plus intéressants du XIIIe siècle étaient, il y a cinquante ans, presque totalement ignorés, dont des trouvailles successives, élaborées par une critique de plus en plus attentive, ont, de nos jours, fait sortir de l'ombre — peu à peu, plus ou moins — la physionomie et l'œuvre. Tels Philippe de Beaumanoir, Pierre Dubois, Siger de Brabant et le personnage connu sous le nom de Philippe de Grève. La laborieuse résurrection, encore inachevée, de ce Philippe, qui, lui-même, mérite d'être connu, mérite d'être contée.

La notice consacrée à Philippe de Grève, au t. XVIII (p. 184) de l'*Histoire littéraire de la France*, par Daunou, résume assez exactement les connaissances acquises sur ce personnage par l'érudition du XVIIe, du XVIIIe et de la première partie du XIXe siècle. Elle a été le point de départ des recherches ultérieures.

Philippe, dit en substance M. Daunou, était de Paris et de très haute naissance, neveu d'un ancien « camérier » ou chambrier de France. On ne sait rien de ce qui le concerne jusqu'à l'année 1218, date de son élévation à la dignité de chancelier de l'église Notre-Dame de Paris. Mais le chancelier de la cathédrale était *ex officio*, comme chacun sait, le chef et le modérateur des écoles, et très exposé, par conséquent, à entrer en conflit avec la république agitée des maîtres et des écoliers de l'Université naissante. Dès 1219, il y eut, en effet, conflit entre Philippe et l'Université; Philippe fut blâmé et mandé à Rome par le pape Honorius III. Quelques années plus tard nouveau conflit, cette fois avec les chanoines réguliers de Sainte-Geneviève; la juridiction du chancelier de Notre-Dame ne s'étendait que sur les écoles établies dans l'île de la Seine, entre les deux ponts; la rive gauche tout entière étant sous la juridiction de Sainte-Geneviève; mais le chancelier Philippe eut la prétention d'imposer aux maîtres en théologie et en droit canon de l'Université un engagement tel qu'ils s'obligeassent par serment à n'enseigner qu'entre les deux ponts. Ainsi, lutte contre l'Université, lutte contre Sainte-Geneviève. Lutte, encore, contre les Ordres Mendiants, qui, à cette époque, commençaient à réclamer leur part des chaires de théologie, exclusivement occupées, jusque-là, par des clercs séculiers (1). Enfin, lutte contre l'hérésie : « Quoique, dit M. Daunou, tant de querelles dussent occuper assez son activité, il lui restait du zèle pour combattre et poursuivre les hérétiques : lorsqu'on en brûla quelques-uns à Châlons-sur-Marne en 1235, il assistait à leur supplice avec le frère dominicain Robert. » Autre trait : « L'année 1235 est encore plus remarquable dans l'histoire de sa vie par la vivacité qu'il mit à défendre la pluralité des bénéfices. Cette question fut alors solennellement dé-

(1) Le rédacteur de l'*Histoire littéraire* ne cite ici, contre son habitude, aucun document à l'appui de son affirmation. Il s'exprime en ces termes : « Philippe s'attira bientôt d'autres ennemis : vers 1224, il déclara la guerre aux moines mendiants qui avaient ouvert des écoles publiques ; il entreprit de les exclure du corps enseignant et de ne leur laisser d'autres disciples que leurs jeunes confrères au sein de leurs communautés ». Cf. C. Oudin, *Commentarius scriptorum ecclesiasticorum* (III, 120) qui dit à peu près la même chose, mais également sans preuves.

battue dans une assemblée de docteurs séculiers et réguliers qui se tint à Paris sous la présidence de l'évêque Guillaume d'Auvergne, et au sein de laquelle la pluralité ne trouva que deux partisans, le chancelier Philippe et un certain Arnoul, depuis évêque d'Amiens. » — Philippe de Grève serait mort le 25 décembre 1237. On raconte que, malgré la sentence des docteurs, il avait gardé obstinément tous ses bénéfices, et que, durant sa dernière maladie, comme son évêque l'exhortait à n'en conserver qu'un seul, pour ne pas compromettre son salut, il répondit qu'il était bien aise de « faire l'expérience » (*experiri se velle*). Mais, ajoute le dominicain Thomas de Cantimpré (+ vers 1280) dans son recueil d'anecdotes dont le titre est : *Bonum universale de apibus*, peu de jours après la mort du Chancelier, une ombre apparut devant la rampe de l'autel à Guillaume, évêque de Paris. Celui-ci demanda : « Qui es-tu? » — « Je suis », dit l'ombre, « ton malheureux chancelier, damné pour trois causes : ma dureté envers les pauvres, à qui j'ai refusé une part de mes revenus annuels; mes opinions singulières sur le cumul des bénéfices; et le dérèglement scandaleux de ma conduite (*abominabili carnis vitio in multorum scandalum multo tempore laboravi*) » (1). — La notice de l'*Histoire littéraire* mentionne en dernier lieu que Philippe « de Grève » fut enterré chez les Franciscains et rapporte le texte de l'épitaphe qui, d'après le chroniqueur Aubri de Trois Fontaines, aurait été mise sur son tombeau par les soins de l'évêque Guillaume :

Census, divitiæ, viventi quid profuere?
Si caream requie, nil possunt ista valere (2).

Quant aux ouvrages de Philippe, l'*Histoire littéraire* déclare qu'ils n'ont pas joui, « même en son temps, d'une réputation fort brillante »; elle affirme pourtant, plus loin, que les sermons du Chancelier, qui « passa, durant sa vie, pour un personnage très savant », ont « eu de la vogue ». Aussi bien M. Daunou ne connaissait guère du Chancelier que ses sermons; il savait que les sermons sur le Psautier avaient été déclarés « fort utiles » au XIVe siècle et imprimés deux fois, à Paris et à Brescia, au XVIe; mais, selon toute apparence, il ne les avait pas lus.

Les choses en étaient là, et Philippe « de Grève » était considéré, par conséquent, comme quelqu'un de fort insignifiant, lorsque, il y a près de quarante ans, M. P. Meyer versa à son dossier une liasse de faits nouveaux (1).

On n'a pas accordé au Chancelier, dit M. P. Meyer, le rang qu'il mérite d'occuper dans la littérature du XIIIe siècle; il n'est connu jusqu'à présent que comme auteur de sermons; or, il fut aussi poète.

Ouvrez, en effet, les Mémoires de cet aimable franciscain du XIIIe siècle, frère Salimbene, de Parme, qui nous a instruits sur tant d'hommes et de choses de son temps. Parlant des compositions musicales d'un de ses compatriotes, frère Henri de Pise, Salimbene affirme que frère Henri avait mis en musique plusieurs morceaux de Philippe, chancelier de l'Église de Paris, et notamment ceux qui commencent par ces mots : *Homo quam sit pura*, *Crux de te volo conqueri*, *Virgo tibi respondeo*, *Centrum capit circulus*, *Quisquis cordis et oculi* et *Pange lingua Magdalenæ*; soit six pièces (2). Salimbene connaissait d'ailleurs d'autres écrits poétiques du Chancelier : toute une suite d'hymnes en l'honneur de sainte Marie Madeleine, et encore un poème d'un genre bien différent, allégorique, sur le thème de la fable des Membres et de l'Estomac : « *Item, vitam prelati et subditorum bene describit magister Philippus, cancellarius Parisiensis, sub metaphora membrorum corporis.* »

Ce passage du franciscain de Parme était présent à l'esprit de M. P. Meyer lorsqu'il eut l'occasion d'étudier, en 1869, un manuscrit du Musée britannique (Egerton, 274) qui offre à la suite d'une rubrique ainsi conçue : *Incipiunt dicta magistri Philippi, quondam cancellarii Parisiensis*, une collection de pièces en vers latins rythmiques, au nombre de quarante environ. Toutes ces pièces sont-elles, en effet, du Chancelier? Non peut-être, car il en est, parmi elles, qui ont toujours été attribuées à Adam de Saint-Victor. Non certainement, car il y en a qui se trouvent dans des manuscrits du XIIe siècle, antérieurs à la naissance de Philippe. Les attributions des rubricateurs du moyen-âge sont, malheureusement, très souvent fausses, et, jusqu'à plus ample informé, toujours suspectes. Mais deux des morceaux

(1) *Bonum universale de apibus* (éd. de Douai, 1627), p. 61. Voici la fin de l'anecdote, qui n'est pas rapportée par la plupart de ceux qui en ont cité le commencement : « L'ombre ajouta : « Est-ce que la fin du monde est venue? » — « Je « suis surpris, dit l'évêque, que toi, un homme si savant, tu me « poses cette question, alors que tu me vois vivant; tu sais « bien qu'il n'y aura plus de vivants au jour de la fin du « monde. » — « Ne t'étonne pas, répondit l'ombre; aux enfers, « on n'a plus ni science ni raison ». Et elle s'évanouit. L'évêque raconta aussitôt cette vision dans un sermon à ses clercs, sans spécifier toutefois qu'elle lui fût advenue à lui-même. »

(2) Daunou, après C. Oudin, observe, au sujet de cette épitaphe, que les accusations de Thomas de Cantimpré contre la mémoire du Chancelier peuvent sembler démenties par sa teneur, « car elles n'y sont pas reproduites ». Mais que des accusations diffamatoires comme celles de Thomas ne soient pas reproduites dans une épitaphe, cela ne prouve rien du tout. Au reste, l'épitaphe, telle que Daunou l'imprime, où il n'est question que de richesses, a plutôt l'air d'une épigramme contre l'avidité du défunt. Si l'on lit *Sensus* au lieu de *Census*, c'est une banalité.

(1) *Archives des Missions*, 2e série, t. III, et *Romania*, I, 1872, p. 190.

(2) Ou plutôt cinq, la pièce *Virgo tibi respondeo* n'étant que la seconde partie de la pièce *Crux de te volo conqueri*.

du manuscrit Egerton sont de ceux que Salimbene donne, de son côté, au Chancelier : celui qui commence par *Quisquis cordis et oculi* et la « Disputatio membrorum ». Il est, d'ailleurs, très probable que la chanson contre la cour de Rome, insérée dans le recueil du ms. Egerton, qui commence par *Bulla fulminante*, est de Philippe, comme la rubrique l'indique ; car elle est d'un clerc qui avait eu maille à partir avec la Curie, et nous avons vu que Philippe fut précisément dans ce cas (1).

Philippe avait composé des poésies non seulement en latin, mais aussi en langue vulgaire. C'est ce qui résulte, entre autres choses, de l'élégie, découverte aussi par M. P. Meyer, que le clerc normand Henri d'Andeli, un de ses amis, écrivit à l'occasion de sa mort, « non sur des tablettes [de cire] » comme on faisait pour les pièces fugitives, mais « en parchemin, afin qu'on la récitât en tous lieux (2). »

Henri d'Andeli, dans son *Dit du Chancelier Philippe*, expose que le jour de Noël 1236 (et non 1237) fut à la fois un jour de joie à cause de la fête et un jour de deuil à cause de la mort du Chancelier

Qui estoit flors et rose et pipe.
Duis et fontainne de science.
Bien puis dire par m'escience
Que nul clerc ne voit on or tel...

Le Chancelier, sur le point de passer, appela, le soir de ce jour, un de ses clercs, et lui dit :

« Di moi. fit-il, quele ore il est:
Je sui cil qui cest siecle lès;
G'i ai assez esté entant. »
— « Sire, il est entor mienuit ».

Le Chancelier répond que c'est donc, pour lui, le moment de s'en aller, quand va luire l'anniversaire de saint Étienne le protomartyr (26 décembre). Il ajoute :

« Dex ! tes jugleres ai esté
Toz tens, et yver et esté.
De ma viele seront rotes
En ceste nuit les cordes totes.
Et ma changons dou tout faudra... »

Mais il a confiance que Dieu voudra bien lui pardonner, car, par ses chants, il l'a servi de son mieux.

Henri d'Andeli reprend la parole :

Hom mortez ne porroit conter
Ses bones mors ne sa maniere,
De toz clers estoit la baniere,
Il ert fontaiune de clergie.
Il estoit flors de compaignie.
Il iert plus larges qu'Alixandres...

Il était humble en société, comme l'Évangile le prescrit (les premiers seront les derniers) :

Dieus ! quel dolor et quel damage
Dou plus vaillant et dou plus sage
Qui fut en la crestienté !

Henri d'Andeli prie l'une après l'autre toutes les personnes divines d'accueillir son protecteur, son ami; car il a prêché infatigablement la parole de Dieu, car il a souvent célébré Notre-Dame dans ses vers :

Marie, mere de pitié !...
De toi mie ne se taisoit,
Mais sovent biaus dis en faisoit
Et en romans et en latin.

Henri s'adresse aussi aux saints :

Ha, dame sainte Katerine,
Virge pure, martire fine,
Lou Chancelier n'oblie mie
Car molt te tenoit a s'amie...

Le Chancelier avait fait sur cette sainte un « conduit » sans défauts :

Un condut ou il ne faut rien
Fist : *Agmina milicie*,
Que li cler n'ont mie oublié.

Une pièce qui commence par *Agmina milicie* se trouve, en effet, avec plusieurs autres chants à la Vierge, parmi les pièces latines rythmiques du manuscrit Egerton.

L'ami d'Henri d'Andeli avait donc composé, avec talent, en « roman », c'est-à-dire en français, comme en latin. Mais, sur ce point, la piste nouvelle, à peine indiquée, s'est perdue. On n'a pas manqué, il est vrai, de remarquer tout de suite que quelques pièces lyriques, en français, ont été attribuées au Chancelier par des copistes anciens ; mais comme elles l'ont été aussi à d'autres auteurs par d'autres rubricateurs, également dépourvus d'autorité, il est impossible de se prononcer. Il existe une traduction en vers français du XIIIe siècle du « Débat du Cœur et de l'Œil » (la pièce latine que Salimbene désigne par les premiers mots : *Si quis cordis et oculi*) ; et on la trouve précédée de la rubrique *Li Chanceliers de Paris* ; peut-être Philippe avait-il rimé lui-même le *Débat* dans les deux langues : en ce cas, il subsisterait au moins un spécimen de son savoir-faire en

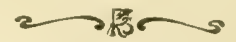
(1) Ajoutons que la plupart des attributions du manuscrit Egerton ont été confirmées depuis par des témoignages indépendants. C'est ce qui est arrivé, par exemple, pour la pièce *Mundus a mundilia*, violente et obscure satire de la société cléricale, que le réformateur Mathias Francowitz a comprise au XVIe siècle dans son célèbre recueil : *Varia doctorum poemata de corrupto Ecclesiæ statu*. Elle est, dans le manuscrit Egerton, sous le nom du Chancelier. On ne peut plus douter qu'elle soit, en effet, de lui après cette indication relevée naguère par M. B. Hauréau dans une glose inédite du *Facetus* : « Unde Philippus, cancellarius Parisiensis, in prosa quam fecit : *Mundus a mundilia*, etc. ». Voir B. Hauréau, *Notices et Extraits de quelques manuscrits latins de la Bibliothèque nationale*, I, p. 362 (avec une édition nouvelle qui vaut mieux que celle de Francowitz).

(2) *Romania*, l. c. ; cf. A. Héron, *Œuvres de Henri d'Andeli* (Paris, 1881), p. 31.

langue vulgaire (1). Il existe de nombreuses pièces lyriques, en français, dédiées à la Vierge, du premier tiers du XIII[e] siècle, qui sont anonymes; peut-être en est il quelques-unes, dans la quàntité, qui sont de maître Philippe (2). On ne peut rien dire de plus.

Par contre, l'œuvre poétique en latin du Chancelier, certaine ou probable, s'est considérablement augmentée depuis les premières constatations de M. Paul Meyer. C'est que le manuscrit Egerton n'est pas le seul de son espèce dans les bibliothèques de l'Europe. M. R. Peiper en a fait connaître un autre, du XIV[e] siècle, qui est à Breslau, dont la composition n'est pas identique (3). M. L. Delisle a consacré une excellente monographie au manuscrit de la Bibliothèque Laurentienne de Florence qui est connu sous le nom d'Antiphonaire de Pierre de Médicis (4); ce célèbre recueil de chansons françaises, en latin, du XIII[e] siècle, contient cinq des pièces signalées par Salimbene comme dues au Chancelier et seize qui figurent dans le manuscrit Egerton parmi les *Dicta Concellarii*; il en contient, en outre, beaucoup d'autres, anonymes, qui sont aussi, plus ou moins probablement, de Philippe (5). F. W. E. Roth a publié, de son côté, une nouvelle collection de *Dicta Cancellarii Parisiensis* d'après un manuscrit de la fin du XIII[e] siècle, conservé à Darmstadt (1). Enfin B. Hauréau a repris incidemment la question des poésies latines de Philippe « de Grève » à propos du manuscrit latin 8433 de la Bibliothèque nationale de Paris, où il s'èn trouve quelques-unes (2). — Il serait aujourd'hui non pas facile, mais possible, en combinant tous ces éléments, et ceux qu'une enquête méthodique spéciale, qui n'a pas encore été instituée, révèlerait sans doute dans d'autres dépôts, de donner des *Dicta* du Chancelier, jadis fameux dans tous les pays, surtout en Allemagne, et qui se chantaient jusqu'en Suède (3), une édition d'ensemble; ce recueil, à la fois sacré et profane, serait vraiment agréable; ce serait un des notables monuments de la littérature du XIII[e] siècle (4).

(*A suivre*). CH.-V. LANGLOIS.



VELASQUEZ (5)

Velasquez fait partie de la suite du roi dans son voyage en Aragon. Au siège de Lerida, il manque encore l'occasion de faire un beau portrait, comme il a manqué Cervantes à Séville : la tranchée était fort rapprochée de la place, il a dû voir souvent se hausser par-dessus les terrassements une tête d'oiseau de proie, d'un caractère inoubliable : Condé!

A défaut du conquérant indomptable, il brosse en hâte le portrait d'un autre indomptable, le pamphlétaire Quevedo, un confrère qui a fait aussi un portrait d'Olivarès, commentaire du portrait équestre. Velasquez n'a qu'une prison. Quevedo a toutes celles du royaume. Velasquez fait le portrait du roi. Quevedo ose faire le portrait des mœurs nationales avant Goya. Velasquez est payé lentement, le compte de Quevedo est réglé tout de suite.

Au siège de Lerida, Velasquez est chargé de donner pour conclusion le Philippe IV en grand apparat bardé de fer.

---

(1) Le Débat du Cœur et de l'Œil, en latin, a été très célèbre. Il a été publié bien des fois depuis Th. Wright (*Latin poems attributed to Walter Mapes*), notamment par R. Peiper dans l'*Archiv für Litteraturgeschichte*, VII (1878), p. 424. La dernière édition est celle de B. Hauréau (qui n'a pas connu l'édition Peiper), dans ses *Notices et Extraits de quelques manuscrits latins de la Bibliothèque nationale*, I, p. 365. — Sur le Débat en français, voir l'article précité de la *Romania*.

(2) M. N. VALOIS (*Guillaume d'Auvergne*, p. 220) a publié un sermon en prose française sur la Vierge, attribué conjointement à l'évêque Guillaume d'Auvergne et au chancelier Philippe.

(3) R. PEIPER, *Zur Geschichte der mittelalterlichen Dichtung* dans l'*Archiv für Litteraturgeschichte*, VII (1878). — Outre le Débat du Cœur et de l'Œil (*Quisquis cordis et oculi*), M. Peiper a publié là : le Débat entre la Vierge Marie et la Sainte Croix (*Crux de te volo conqueri*; *Virgo, tibi respondeo*) dont M. Hauréau s'est encore occupé depuis (*Journal des Savants*, 1882, p. 291) et dont P. Meyer a jugé à propos de donner une édition nouvelle dans son introduction à *Daurel et Beton*, p. LXXV; 2° un assez long *Dialogus fidei et rationis*, en mètres goliardiques (*Phebus per diametrum luna fugiente*), que le ms. de Breslau attribue au chancelier Philippe.

(4) L. DELISLE, *Discours prononcé à l'Assemblée générale de la Société de l'Histoire de France le 26 mai 1885*, extrait de l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, 1885.

(5) Telle est, par exemple, la pièce *Clavus clavo retunditur* (L. Delisle, *o. c.*, p. 56) sur le Saint Clou vénéré dans l'abbaye de Saint-Denis qui fut perdu le 27 février et retrouvé le 1[er] avril 1233 (V. Lenain de Tillemont, *Vie de saint Louis*, II, 140). Le chroniqueur Aubri de Trois Fontaines dit qu'une relation de cet événement, qui eut un grand retentissement à Paris, avait été composée par Philippe (*Historiens de la France*, XXI, 608). Tillemont regrettait la perte de cet écrit, qu'il ne faut pas confondre, soit dit en passant, avec la relation sur le même sujet qui se lit dans le manuscrit 1509 du fonds des nouvelles acquisitions latines de la Bibliothèque nationale. Il paraît probable que la chanson de l'Antiphonaire sur le Saint Clou est du Chancelier, puisqu'elle est tout à fait de son style et que le Chancelier s'intéressa à l'événement.

(1) *Romanische Forschungen*, VI, pp. 444-458. Cf. G. Gröber, *Grundriss der romanischen Philologie*, II, p. 338.

(2) B. HAURÉAU, *Notices et Extraits*....., I, p. 362.

(3) Plusieurs pièces du Chancelier, qui figurent dans les *Carmina Burana*, étaient fort connues en Allemagne; il y en a dans les recueils anglais et suédois du même genre que les *Carmina Burana* (V. *Journal des Savants*, 1888, p. 29).

(4) Un relevé provisoire des pièces liturgiques et sacrées, qui serait utile à qui entreprendrait un tel recueil, vient d'être publié par G. M. DREVES, *Lateinische Hymnendichter des Mittelalters* (Leipzig, 1907), p. 529.

(5) Voir la *Revue Bleue* du 9 novembre 1907.

C'est encore un cavalier, aussi beau que les autres. Du personnage ennuyé qui vient somnoler dans son atelier, Velasquez a tiré, d'un coup de son pinceau enchanté, ce chef-d'œuvre décoratif en bottes molles qui moulent si extraordinairement la jambe et le pied, en culotte de velours brodé, en cuirasse d'acier noir doré, barrée d'une écharpe d'un rouge rose, la tête coiffée d'un grand chapeau à plumes. Et il l'a fait, non seulement costumé, mais vivant, le profil grave, l'œil ouvert, la bouche fermée, la lèvre et le menton ombrés de la moustache et de la barbiche, une boucle de cheveux autour de l'oreille. Le pelage du cheval est de soie douce et brillante. Le ciel est blanc et bleu, un peu verdâtre.

Il y a un autre *Philippe IV*, debout, en armure, qui est seulement attribué à Velasquez, et avec juste raison. Le visage n'a pas le caractère de simplicité et de vérité auquel nous voici habitués. L'armure seule est belle, sombre, semée de clous d'or. De même sont plus que douteux le *Philippe IV* et la *Reine Marianne en prières*. Mais en revanche, le *Philippe IV*, dernier en date, le Philippe IV déjà âgé, fatigué, apparaît avec toutes ses caractéristiques : la maigre moustache en croc, les longs cheveux blonds, la bouche épaisse et rouge, les gros yeux bleus, le front haut et étroit.

On charge aussi Velasquez d'un travail de réfection et de retouche, trois portraits commandés pour la décoration du Buen-Retiro : Philippe III, Marguerite d'Autriche sa femme, Isabelle de Bourbon, première femme de Philippe IV. Velasquez n'a pas vu les personnages et l'on croit à une collaboration pour ces portraits, mais Velasquez les a refaits et l'on retrouve, en effet, dans les formes le sens des proportions, dans la couleur les harmonies qui sont à lui. Il y a des merveilles dans le tissu pictural des costumes, et c'est une des plus belles bêtes dressées par Velasquez que le cheval blanc, à l'œil de velours noir, que monte Isabelle de Bourbon. On a remarqué la petitesse de la tête d'Isabelle, comme plus tard, celle du vaincu de Bréda. L'influence des études d'après l'antique se marque dans cette particularité, de même que dans la plupart des chevaux que l'artiste a mis dans ses tableaux, nobles bêtes espagnoles qui suivent au galop le défilé des métopes du Parthénon.

Une surprise ! Le roi a découvert un moyen de se distraire. Il autorise son peintre à faire monter sur la table à modèle les nains, les bouffons, les infirmes, les idiots qu'il traîne à sa suite. Ils vont surgir là comme Quasimodo sur le pavoi, le jour de la fête des fous.

El Primo débute. Puis viennent l'Enfant de Vallecas, le Fou de Coria, Sebastien de Morra, Pablillo de Valladolid, Pernia ou Barberousse, Jean de Austria, Antonio el Inglès. Il n'y a pas de monotonie dans cette série admirable. Le regard acéré et droit de Velasquez, son esprit savant de la vie, ont vu et compris tout de suite les variétés de tares et de tristesses qu'il avait devant lui. Il a distingué, avec une décision sans erreur, avec un sentiment profond du particulier et de la nuance, ce qu'étaient les malheureux qui posaient devant lui, et ce qu'ils auraient pu être. Il a non seulement représenté l'irrémédiable de la fatalité, la déchéance physique des uns, mais aussi la part de malice, de comédie, de philosophie même, qui se trouve dans le rôle des autres. Sous son grand chapeau, vêtu de son costume noir, le nain El Primo, avec son grand front, ses yeux mélancoliques, son goût des livres, de l'écritoire et du grimoire, semble avoir du savant maniaque, mais le sérieux et le futile se partagent sa physionomie ; déjà l'intelligence vacille dans ses prunelles ; son nez, sa grande bouche, le bas de son visage font de lui un animal triste ; ses jolies mains délicates sont contournées et impuissantes, s'arrêtent de feuilleter les pages de l'in-folio en une pose d'une justesse surprenante. Le pauvre *Enfant de Vallecas* est d'une observation plus simple : assis en avant d'un paysage, vêtu de drap vert d'une souplesse, d'un molletonneux étonnants, un jeu de cartes dans ses mains, les yeux mi-clos, ou plutôt mal ouverts dans sa chair maladive, la bouche ouverte, le front déformé, les jambes et les pieds enflés, c'est l'idiot qui rampe, sautille, chantonne, balance la tête, par les couloirs et les cours du palais. Le *Fou de Coria*, en costume vert olive, en grande collerette et poignets de dentelle, est aussi déserté par l'intelligence. Il regarde le peintre de ses yeux louches, il rit, se frotte les mains. Velasquez aussi le regarde et le voit. Un quatrième, *Sebastien de Morra*, bariolé de vêtements, assis par terre, ses courtes jambes en raccourci, montrant ses semelles, pose devant le peintre en l'observant d'un regard fixe. Il a le front bas, le nez de travers, la moustache en croc, la barbe étalée, les poings fermés appuyés sur sa ceinture, l'air dur et obtus. Il est fort, rablé, musclé. A-t-il envie de bondir sur ce beau cavalier qui est debout devant lui ? Ou bien une pensée fugitive traverse-t-elle son cerveau dormant, se demande-t-il ce que fait celui-là ?... Rassurons-nous, le voilà bien tranquille, immobile pour l'éternité.

Ceux-ci ne sont plus des fous, des idiots, des nains. Place à l'*Hombre de Placer*, l'homme de plaisir, celui qui est chargé de distraire le monarque ! *Pablillos de Valladolid*, c'est l'acteur, admirablement campé, prenant toute la scène de son enjambée et de son geste. Il s'acquitte bien de sa tâche, mais il a hâte d'avoir fini sa déclamation pour aller boire une bouteille, ses petits yeux endormis, son nez en tro-

gnon, sa bouche molle et humide le disent à qui veut l'entendre. *Pernia, dit Barberousse*, coiffé d'un bonnet bizarre, son manteau sur l'épaule, l'épée à la main, prend mieux au sérieux l'histoire qu'il raconte : Barbarroja fait bien son métier, et n'est pas si terrible qu'il en a l'air. Mais voici le plus touchant, celui que la moquerie a nommé *Don Juan d'Autriche*, quelque vieux soldat devenu innocent. Autour de lui, cuirasse, casque, mousquets, boulets. Il est vieux, appuyé d'une main sur sa haute canne, de l'autre sur la garde d'un poignard. Il se soutient à peine sur ses jambes osseuses, mais il est bien habillé, d'un justaucorps noir à manches bouillonnées, d'un court manteau de satin, d'une culotte bouffante, de bas et de souliers à flots de rubans. Ses vêtements sont défraîchis, usés, mais sont de rose et de vermillon, et il a un beau toquet à plumes sur la tête. Il est soumis, indifférent, demi-souriant : vieux pître pensif, il ne rit que quand il est de service. C'est un vieux soldat qui a lu Cervantes, c'est un fier Espagnol en servitude. Il est encore un des plus intéressants de la série, un des plus significatifs, par le charme de l'ébauche, la décision de l'attaque picturale. Par lui, on voit le « métier » de Velasquez, sa sûreté de main, sa magie de tout montrer, de tout évoquer, avec presque rien, un ton qui est une forme, une forme qui est enveloppée d'atmosphère.

Encore un nain, le plus extraordinaire, le plus terrible, *D. Antonio el Inglès*. Celui-là, Velasquez l'a traité comme un roi. Il a couvert son vêtement de broderies d'argent, il lui a mis en main un feutre empanaché de plumes blanches qui balaient le sol, il a répandu sa longue chevelure sur une superbe collerette empesée, et mis à son côté une épée aussi grande que lui. Au-dessus de la collerette, frémit une petite tête congestionnée qui fait songer à un insecte rageur, aux yeux furibonds, à la bouche avide de mordre. Mais Antonio, le jour où le peintre du roi fait son portrait, est heureux de tenir par le collier la grande chienne noire tachetée de blanc. La bonne bête, qui ne ferait qu'une bouchée du nain glorieux, reste bien tranquille auprès du petit bonhomme.

Au fond, il y a peut-être quelque chose de plus que la curiosité d'un désœuvré dans le goût de Philippe IV pour les nains et les monstres, peut-être une obscure sympathie. Ces bouffons empanachés, juchés sur la table à modèle, sont-ils vraiment plus bouffons que ce roi sur son trône ? Leurs descendants, s'ils en ont, pourront-ils descendre, degré par degré, à l'abjection d'un Charles IV. Ils veulent bien sauter, grimacer, sous le fouet d'un maître auguste, ils ne feraient pas de pirouettes sur l'injonction d'un simple goujat. Or, Charles IV, bientôt, se laissera dresser, redresser, domestiquer par Manuel Godoï, l'amant affiché de sa femme.

C'est probablement en 1647 que Velasquez exécute la grande composition de la Reddition de Breda, *Les Lances*, tableau tellement typique et définitif qu'il semble impossible de concevoir autrement la scène : la capitulation d'une place quelconque. On croit que c'est le héros lui-même, le marquis de Spinola, qui documenta le peintre. Celui-ci a écouté et résumé avec une incomparable maîtrise. Il écrit le glorieux épisode comme s'il en avait été le témoin, scelle sa déposition de son sceau, nous dit que c'est la vérité, toute la vérité, rien que la vérité. C'est aussi l'art qui comprend, qui coordonne.

Un immense paysage, verdâtre, bleuâtre, doré. Tout l'air de l'espace, toute la beauté de la lumière, toute la grâce des nuages qui errent lentement au-dessus de la terre épanouie. Des fumées se mêlent à ces nuages, des fumées noires où scintillent des flammes. Des gens vont et viennent, assiègent des remparts. C'est la guerre qui a envahi ce paradis terrestre. Une ville brûle. Des soldats se fusillent. Et ce n'est pas pour une fête de la nature que sont rassemblés, au premier plan, ces gens paisibles. Ils procèdent à l'épisode final : le gouverneur de Breda apporte la clef de la place qu'il a défendue au général espagnol qui est son vainqueur. A droite, derrière leur chef, le marquis Ambrosio de Spinola, Gênois au service de l'Espagne, ce sont les victorieux, l'état-major, officiers aux têtes découvertes, physionomies graves, attitudes respectueuses, soldats coiffés de feutres, porteurs de drapeaux, de mousquets, armés de lances qui ont donné son titre à l'œuvre, lances que l'on croit voir bouger, les unes droites, les autres obliques, et à travers lesquelles l'air joue, le paysage s'aperçoit. A droite encore, occupant un tiers de la largeur du tableau, le cheval de Spinola, alezan foncé, à la croupe luisante comme un tissu précieux. Près de ce cheval, le tenant probablement par la bride, un officier vêtu de gris, belle figure où se lisent la fierté et l'intelligence, et où on n'a aucune peine à reconnaître Velasquez. A gauche, derrière le prince Justin de Nassau, ce sont les Hollandais porteurs de guidons et de hallebardes, groupe solide et vaillant, aux rudes costumes. Le cheval du prince de Nassau joue aussi son rôle dans ce groupe, sa tête brune rayée d'une bande blanche apparaît, il semble voir et écouter. Pour les deux rôles principaux, ils sont tenus avec une perfection sans égale. Spinola, fin, gracieux, dans son armure noire et brillante, chaussé de bottes fines, se penche vers le vaincu, le prend par l'épaule d'un geste de camarade. Il lui parle, on l'entend, il lui dit son estime, il le console. Nassau, vêtu de gros drap rayé, chaussé de fortes bottes, s'incline, mais la tête levée. Il a fait son devoir, il est heureux de trouver en face de lui un courtois vainqueur qui rend hommage à

ceux qui ont défendu leur pays, soutenu un siège pendant dix mois. S'il savait l'avenir, il se consolerait davantage, mais peut-être cet avenir est-il prévu par tous deux, Nassau et Spinola. Les Espagnols prennent Breda en 1625, les Hollandais reprendront leur ville en 1637. Velasquez a fait ici son chef-d'œuvre. On pénètre plus profondément dans ce mystérieux esprit, cette intelligence douce, forte, humaine, qui sait comprendre et exprimer la grâce modeste du vainqueur, la fierté civique du vaincu. Il peint les *Lances* en 1647, dix ans après la reprise de Breda par la Hollande. Il a pu songer aux lendemains des victoires, aux revanches de la fortune. Cette philosophie se lit au visage nuancé et sceptique de Spinola.

A ce moment le grand artiste, nommé inspecteur des bâtiments, accablé de besognes, obtient un second congé, repart pour l'Italie. Il est encore en fonctions, il s'agit d'un voyage d'achats. Il s'embarque à Malaga avec don Emmanuel de Cardenas, ambassadeur extraordinaire auprès du pape Innocent X. Il traverse Gênes, Milan, Padoue, Venise, Bologne, Modène, Parme, Florence, Rome. Il pousse jusqu'à Naples, où il doit toucher des subsides chez le comte d'Onate. Il a embauché, en passant à Bologne, deux stucateurs fresquistes fort habiles, Colonna et Metelli, qui bientôt, sous sa direction, travailleront à la décoration de l'Alcazar. A Rome, où il revient après son séjour à Naples, il peint le portrait d'Innocent X. Après avoir fait en Italie de nombreux achats, tableaux de Véronèse, du Tintoret, de Claude Lorrain, du Poussin (il se lie avec ces deux derniers à Rome), il revient, débarque à Barcelone en 1651.

Il monte encore en grade, est nommé maréchal-fourrier du Palais. On lui « promet » des appointements élevés. Que de temps précieux vont lui prendre ses fonctions et ses stations dans l'antichambre du payeur !

Velasquez est à l'apogée de son génie, il a la tête pleine de chefs-d'œuvre, mais les tableaux ne se font pas comme le sonnet d'Oronte. Le temps fait quelque chose à l'affaire. Voici les *Fileuses*, ouvrières de la fabrique de tapisseries de Santa Isabel de Madrid. Au fond, dans la plus pure et la plus glorieuse lumière, qui envahit une salle voûtée, une tapisserie est suspendue, où s'aperçoivent un guerrier, une femme aux nobles gestes, des amours envolés. Des dames, une dame bleue, une dame rouge, une dame marron, visitent, regardent, et l'harmonie de leurs costumes est en délicieux accord avec la coloration du ciel et des personnages de la tapisserie. Cette apparition est lointaine, comme sur la scène d'un théâtre. En avant, dans une salle basse presque obscure, que le jour traverse obliquement, les fileuses, demi-nues, travaillent, tournent les rouets, les métiers, tissent la laine, dévident les écheveaux. L'une, au milieu, est tout à fait dans l'ombre, ramasse sur le sol des bribes de laine parmi lesquelles un chat sommeille. Celle qui tient la quenouille allonge sa jambe nue auprès de son rouet, elle est à moitié dans la lumière, à moitié dans l'ombre : son visage est sombre, sa jambe est lumineuse. Celle qui se penche vers elle en écartant un rideau a le visage et les bras éclairés d'une lumière légère. Celle qui tourne les écheveaux et que l'on voit de dos, de profil perdu, est éclairée vivement sur la joue, la nuque, le dos, les pieds, le bras tendu, le sein qui tombe hors de la chemisette. La même lumière éclaire sa compagne, penchée vers elle, sur le seuil d'une petite porte. Le tableau n'est pas terminé, mais il est complet de mouvements, d'harmonie, de jeux clairs et obscurs. Il est admirablement significatif encore du goût de Velasquez pour la vie instinctive, pour les apparitions subites des êtres pris un pleine vérité, en pleine nature. Ce chaud atelier de fileuses, ces filles souples occupées aux besognes journalières d'où naîtront des chefs-d'œuvre de luxe, c'est l'indication de ce que Velasquez aurait fait s'il avait été libre. Il aurait pu être un grand historien des mœurs, il lui faut se résigner à être un grand historien de la cour morose où il est enfermé, il doit peindre et repeindre sans cesse Philippe IV, ses femmes, ses enfants, ses frères, ses bouffons. Il n'a pas le temps de terminer ses *Fileuses* dont il ferait une toile rembranesque si on ne le sonnait... Il lui faut retourner à ses besognes.

Voici le *Couronnement de la Vierge*, commandé par la reine pour son oratoire. Cette royale personne va bientôt se prosterner devant les deux braves charpentiers qui se penchent sur leur échafaudage pour apercevoir une belle dame. Celle-ci, par contre, est délicieuse de maintien, de charme pur, loin des fadeurs religieuses dont l'art espagnol abusera plus que de raison.

Le portrait du sculpteur Martinez Montanez fait penser à Antonis Mor, suggère l'idée de l'artiste perspicace, sérieux, attentif à voir, savant à exprimer.

Saint Antoine visitant Saint Paul, connu sous le titre des *Deux Ermites*, est un tableau qui dépasse le sentiment religieux, qui va jusqu'à l'émotion d'un Dürer ou d'un Rembrandt. L'artiste a été pris lui-même par la superbe mélancolie du paysage qu'il vient de créer au bout de sa brosse, un lointain de montagnes, un arbre d'écorce blanche, de feuillage léger, qui palpite sur le ciel lumineux, bleu et argent, un immense rocher surplombant la route et la rivière. Au loin, on aperçoit, comme dans les tableaux à compartiments des Primitifs, les divers

épisodes de la légende, jusqu'à l'enterrement de l'ermite par le lion qui creuse le sable. L'épisode principal est au premier plan : l'étonnement, le ravissement, la reconnaissance des deux religieux à la vue du corbeau qui leur apporte un pain, un de ces pains ronds, de croûte fine, de mie si blanche, comme on en voit dans les natures mortes de Menandez, et comme on en mange encore à Madrid. Les physionomies, les mains des deux vieillards, sont d'expression admirable.

L'*Infante Marguerite* est au Louvre, l'*Infant Philippe Prosper* est à Vienne. De la série mythologique pour la décoration de l'Alcazar, exécutée avec Metelli, Colonna, Carreno de Miranda, il ne reste que les épaves de l'incendie de 1731 : au Prado, *Mars*, rose académie de modèle casqué, le hausse-col et la rondache à ses pieds ; *Mercure et Argus*, le dieu qui rampe auprès du gardien endormi et de la génisse paisible ; la *Vénus au miroir* est à Londres. Vénus a bien fait d'aller cacher sa nudité ailleurs. Le sol de l'Espagne, où braisillent toujours les tisons de l'Inquisition, aurait brûlé ses pieds blancs, sinon le reste. On ne connaît pas d'autre figure de femme nue dans la peinture espagnole. Il faudra attendre Goya, qui ose tout, pour avoir un second exemplaire de cette curiosité.

En 1656, les *Menines*, le chef-d'œuvre singulier de Velasquez, comme la *Ronde de nuit* (de 1642) est le chef-d'œuvre de Rembrandt. J'entends ici l'œuvre où il y a le plus de réalité et le plus de rêve.

C'est le portrait, au centre, de l'Infante Marguerite, entre ses Menines, dona Maria Agustina Sarmiento et dona Isabelle de Velasco; auprès de son nain Nicolasito Pertusato, de sa naine Maria Barbola, de son chien dont l'Histoire n'a pas conservé le nom. Au second plan, la duègne d'honneur, dona Marcela de Ulloa, un écuyer, et au fond, dans l'embrasure d'une porte, l'Aposentador de la Reine, Jose Nieto. Tous ces personnages sont rassemblés dans une vaste pièce. Velasquez est présent. Il est debout, devant une immense toile dont on voit l'envers, il a les brosses et la palette en mains. Que peint-il? Le roi et la reine que l'on aperçoit dans un miroir, derrière lui. Nous sommes dans l'atelier de Velasquez, vaste salle au fond sombre éclairé par l'ouverture de la porte qui laisse apercevoir Jose Nieto. Ce battant de porte, en bois creusé de carrés, reçoit la lumière qui vient d'une fenêtre devinée à droite. Le premier plan où sont les personnages prend le jour d'une autre fenêtre que l'on voit mieux, au premier plan à droite. La lumière modèle puissamment et finement le petit page Nicolasito, le gros chien paisible avec lequel il joue, la duègne en costume de veuve, la laideur sculpturale de Maria Barbola, enfin le groupe des Menines et de l'Infante. Ce trio d'une vérité si simple est fantastiquement beau. Les Menines aux cheveux enrubannés et fleuris, l'une debout faisant la révérence à l'Infante, l'autre agenouillée, lui offrant à boire, sont vêtues de costumes colorés, de robes d'un vert sombre ornées de ganses et de broderies. L'Infante, elle, est en robe claire, d'étoffe épaisse, raidie, qui absorbe et renvoie la lumière. Cette lumière monte au corsage où s'agrafe un bouquet, au col, au visage pâle, aux cheveux blonds, si fins, de soie floche tissée avec du soleil. L'apparition est aussi extraordinaire que celle de la petite fille au coq blanc de la *Ronde de nuit*, quoique tout, ici, se passe dans la clarté, dans une atmosphère limpide qui continue l'atmosphère du dehors : « Où donc est le tableau ? » demandait Théophile Gautier. Ce n'est pas un tableau, en effet, c'est la vie prolongée. On ne regarde pas sans émotion l'artiste d'une telle œuvre : il est là, en effet, à son travail, il montre son visage austère, triste, vieilli. Nous sommes en 1656. Depuis 1623, Velasquez n'a pas quitté l'Alcazar. Depuis trente ans, si l'on défalque du temps écoulé les deux voyages en Italie, le grand artiste a été le prisonnier, l'enfermé de la monarchie espagnole. Ces trente années-là sont inscrites sur son fier et douloureux visage.

Il peint encore l'Infante Marie-Thérèse, celle qui deviendra reine de France, la reine de Louis XIV. On croit, du moins, sans en être autrement sûr, qu'il s'agit d'elle, et c'est infiniment probable. Sans doute, c'est son dernier chef-d'œuvre que cette princesse blonde, aux joues rondes, au col fin, assise, raide comme une idole, tenant d'une main un immense mouchoir de mousseline transparente, de l'autre une rose. Son visage pâle, fardé aux joues, éclairé par les yeux et la bouche, ses mains délicates aux doigts bagués, sont des merveilles, sa robe en est une autre, robe de drap d'argent rayé de rouge, le corsage brillant d'une broche et d'un collier en sautoir qui semble un serpent brun et doré. Sans fracas, sans trompe-l'œil, par la seule ambiance, le seul contact des couleurs avec l'atmosphère, Velasquez réalise la vérité des chairs et des costumes.

Mais c'est assez de chefs-d'œuvre... Philippe IV mande une dernière fois son « Aposentador » et l'envoie mourir de fatigue. Velasquez, surmené par l'organisation des fêtes de l'Ile des Faisans, pour le mariage de Marie-Thérèse avec Louis XIV, succombe à la tâche. Il rentre à Madrid, s'alite et meurt. Sa femme lui survit quelques jours. S'il y avait eu une marquise de Sévigné espagnole, elle aurait consacré quelques lignes à cet événement de cour, comme l'autre à la mort de ce pauvre Vatel.

Gustave Geffroy.

MARY [1]

Il courba la tête tout honteux. Puis, il fit quelques pas et revint vers elle. « C'est une reine, elle ne veut pas être prise. J'aurais dû m'arrêter ? » — « Vous n'auriez pas dû la suivre ; et maintenant, elle serait à vous. » Il s'assit comme si un poids lui écrasait les épaules.

« A-t-elle dit quelque chose ? » demanda Alice en l'interrogeant du regard. Il aurait voulu garder pour lui sa réponse ; mais Alice répéta sa question. « Elle a dit que j'étais un malappris. »

« C'est dur », dit Alice. Il demanda à son tour si Mary lui avait dit quelque chose pendant le retour. « Pas un mot, mais j'ai parlé et je vous ai arrangé joliment. » — « Elle n'en a rien dit depuis ? » Alice secoua la tête. « Votre nom est rayé du dictionnaire, mon ami... »

Quelques jours après, il reçu un petit bleu où elle l'avertissait en toute hâte qu'à onze heures du matin, elles seraient de nouveau au Salon des Champs-Élysées. Quand il reçut ce mot, il était onze heures.

Mary était venue trouver Alice pour lui demander de l'accompagner. Elle voulait avoir son avis sur une marine d'un peintre hollandais que son père voulait acheter. On demandait une somme assez forte ; peut-être Alice pourrait-elle obtenir un prix plus raisonnable. Mary avait sa voiture à la porte. Alice la quitta pour écrire à Frans Röy ; puis elle alla s'habiller, ce qui dura longtemps contre son habitude. Elles arrivèrent au Salon, trouvèrent le tableau, et passèrent au bureau où elles durent attendre. Elles offrirent un prix en donnant leur adresse, puis revinrent au rez-de-chaussée. C'est l'athlète qu'elles voulaient voir. Il était là, en effet, splendide de force. Alice s'approcha la première et s'écria : « Mais, grand Dieu, c'est... » Elle s'arrêta et s'éloigna de Mary. Elle examina la statue de tous les côtés, lentement, longuement, sans dire un mot. Ce qu'il y avait d'admirable chez Frans Röy, ce corps souple et merveilleusement bâti, dont la force semblait un ressort caché, au lieu de s'exhiber en muscles énormes, se retrouvait justement ici. C'était Frans Röy avec son attitude, son port de tête, la ligne oblique de son front, sa main, son pied court et vigoureux, en un mot, avec tous ses traits. La statue faisait l'effet d'un chant de guerre. Pour la première fois, Alice pouvait traduire l'impression que produisait Frans Röy : elle se sentait entraînée comme par le rythme d'une marche. C'est ce qu'elle avait éprouvé cent fois en le voyant dans la rue. Cette ressemblance était-elle l'effet du hasard, ou bien Frans Röy avait-il vraiment?... Elle sentit une chaleur lui monter au visage et dut faire quelques pas vers une autre statue.

Pendant tout ce temps, Mary s'était tenue derrière Alice, qui l'avait complètement oubliée. Quand Alice fut seule, elle se posa aussitôt cette question : est-ce que Mary comprend ce qu'elle voit ?

Alice attendit un instant avant de commencer à l'étudier. Mary était devant la statue, tournant le dos à son amie. Elle resta longtemps immobile. La curiosité d'Alice devint très vive. Elle fit un détour parmi les autres statues, prit son lorgnon et regarda. Les yeux de Mary étaient à demi fermés ; sa poitrine s'agitait violemment. Elle fit lentement le tour de la statue, s'éloigna, revint, s'arrêta de nouveau, moitié de face et moitié de côté.

A ce moment, elle chercha Alice et l'aperçut avec son lorgnon braqué sur elle ; elle le tenait même pour y voir mieux. Impossible de se tromper ; le visage d'Alice rayonnait d'une joie malicieuse ; elle était ravie.

Il y a des choses qu'une femme ne veut pas savoir connues d'une autre femme. Le sang de Mary ne fit qu'un tour. Furieuse et blessée, elle reçut le regard d'Alice comme une « insulte » — c'est le mot français qui vint à sa pensée. — Elle tourna brusquement le dos à l'athlète et s'éloigna vers la sortie. Mais elle s'arrêta de temps en temps comme pour examiner d'autres œuvres. En réalité, elle voulait dominer le mouvement de révolte qui l'agitait. Enfin, elle avait atteint la sortie. Elle se retourna pour voir si Alice la suivait. Elle dépassa le guichet et continua son chemin.

Mais juste au moment où elle se trouvait dehors, Frans Röy arrivait en courant, comme quelqu'un à qui on a donné un rendez-vous et qui est en retard. Il souleva précipitamment son chapeau. Pour toute réponse, il reçut un regard glacial. « Voyons, voyons, ne soyez plus fâchée ! » dit-il d'un ton bon enfant avec son plus large accent de l'Ostland. Elle s'anima un peu — comment faire autrement ? — elle sourit aussi, et fut réellement sur le point de serrer la main qu'il lui tendait, quand elle vit son regard passer comme un éclair derrière elle, pour revenir avec une légère, oh, très légère expression de triomphe. Elle tourna la tête et rencontra le regard d'Alice. Elle y reconnut passablement de malice et de joie. C'était donc une rencontre concertée : Mary aussitôt se transforma. Comme du haut de la plus haute tour d'une cathédrale, elle laissa tomber sur l'un, puis sur l'autre, un regard de dédain, et les quitta. Sa voiture était arrêtée un peu plus loin ; elle fit un signe au cocher qui s'approcha en faisant décrire à la voiture une large courbe. La voiture de son père n'avait qu'un cocher. Elle ouvrit donc elle-

[1] Voir la *Revue Bleue*, nº du 19 octobre 1907 et suivants.

même avant que Frans Röy pût accourir. Elle monta comme si personne n'eût été là. Une fois assise, elle chercha Alice sans daigner regarder Frans Röy. La grosse Alice venait lentement, à pas de nourrice. De loin, on voyait déjà parfaitement qu'elle faisait des efforts désespérés pour réprimer un accès de fou rire. Mais quand elle arriva à la voiture et qu'elle vit Mary tournant dédaigneusement la tête d'un côté, et d'un autre côté, Frans Röy, le colosse Frans Röy tremblant comme un timide conscrit, elle ne put résister plus longtemps, et partit d'un éclat de rire qui secoua toute sa forte personne de la base au sommet. Elle riait aux larmes. Elle riait si fort qu'elle eut une peine infinie à monter, et dut même se faire aider pour trouver le marche-pied et se hisser à sa place. Elle s'écroula sur le siège, à côté de Mary, en riant à faire trembler la voiture, puis elle se cacha la figure dans son mouchoir pour y glousser. Elle entrevit le visage pourpre de colère de Mary et la pâleur effrayée de Frans Röy, et son fou rire redoubla de violence. Le cocher lui-même ne put s'empêcher de rire, du diable s'il savait pourquoi. Elles partirent en cet équipage.

Encore une expédition manquée ! Les folles espérances de ce matin avaient disparu comme les larmes qu'elle séchait avec son mouchoir. Un long moment se passa avant qu'elle pût dire un mot. Naturellement, elle commença par plaindre Frans Röy. « Tu es trop sévère pour lui, Mary. Dieu, qu'il avait l'air malheureux ! » Et le fou rire la reprit. Mais Mary qui n'avait attendu qu'une occasion pour éclater. « Peu m'importe ton protégé ! » dit-elle. Et, comme si ce n'était pas assez, elle se redressa, puis se penchant vers le visage joyeux d'Alice : « Tu te trompes, ma chère, ce n'est pas moi, c'est toi qui es amoureuse de lui ! Ne crois-tu pas que je l'aie vu depuis longtemps ? Vous savez mieux que personne quelles relations vous entretenez. Cela ne me regarde pas. Mais, est-ce pour donner le change que vous gardez le « vous » ? »

Alice cessa de rire. Elle devint pâle, si pâle que Mary eut peur. Mary voulut échapper à son regard, mais elle ne put. Elle vit ses yeux prendre toutes les expressions de la douleur et se fermer. Puis Alice laissa tomber sa tête avec un long un douloureux soupir. Telle la plainte d'une bête blessée.

Mary était à ses côtés, effrayée du coup qu'elle avait porté.

Mais il était porté.

Brusquement, Alice releva la tête et demanda au cocher de s'arrêter. « J'ai à faire dans cet hôtel. » La voiture s'arrêta ; elle ouvrit la portière, descendit et ferma derrière elle. Avec un long regard blessé, elle dit à Mary : *Good bye ! — Good bye!* répondit Mary faiblement.

Elles comprirent toutes deux que c'était pour toujours. Mary acheva sa course. Dès qu'elle fut rentrée à la maison, elle alla droit au salon ; elle avait quelque chose à dire à son père. A la porte, elle entendit le piano et comprit que Jörgen Thiis était là. Cela ne l'arrêta pas. Sans quitter son chapeau ni sa jaquette, elle entra à l'improviste. Jörgen quitta brusquement le piano pour aller à sa rencontre, les yeux grandis d'admiration. Les sentiments qui agitaient Mary mettaient une flamme à son visage ; mais un air de fierté et de réserve en modérait l'éclat et fit qu'il renonça à s'approcher. Son regard prit alors l'expression pleurarde, gloutonne, qu'elle détestait si fort. Elle passa près de lui avec un léger salut de la tête et se dirigea vers son père. Il était assis comme d'ordinaire, dans le grand fauteuil avec un livre sur les genoux. « Dis-moi, père, veux-tu que nous retournions maintenant en Norvège ? »

Tous les visages s'éclairèrent. Mme Dawes s'écria : « Tiens, Jörgen vient justement de demander quand nous partions. Il est prêt à nous accompagner. » Mary ne se tourna pas vers Jörgen Thiis, mais continua : « Je crois que le bateau quitte le Havre demain ? » — « En effet, répondit son père. Mais nous ne serons pas prêts pour demain. » — « Si, si, dit Mme Dawes, nous avons tout l'après-midi pour nous préparer. » — « Je vous aiderai avec plaisir », dit Jörgen Thiis. Mary lui adressa alors un regard aimable, puis elle dit à combien Alice estimait le paysage hollandais que désirait son père. Ensuite, elle sortit pour faire ses malles.

Ils se retrouvèrent, tous les quatre, à huit heures, pour le dîner. Mary était assez fatiguée ; Jörgen Thiis alla vers elle et lui dit : « Vous avez fait cette fois la connaissance de Frans Röy, mademoiselle ? » Son père et Mme Dawes étaient tout oreilles. On devinait que Jörgen leur en avait parlé. Chaque fois, en effet, qu'elle faisait la connaissance de quelqu'un, ils devenaient tous deux très inquiets. Mary rougit ; elle s'en aperçut et rougit davantage encore, naturellement. Son père la regardait fixement. « Je l'ai rencontré chez Miss Clerc », répondit Mary. « Elle a passé plusieurs étés en Norvège avec sa mère et la famille de Frans Röy ; ils sont de la même ville. Désirez-vous d'autres renseignements ? » Jörgen Thiis eut peur. Les autres la regardaient toujours. Il s'empressa d'ajouter : « Je disais justement à votre père et à Mme Dawes que tous les officiers de mon âge considèrent Frans Röy comme le plus distingué de nous tous. Il n'y avait donc pas de mal dans ma question. » — « Je ne l'ai pas cru non plus, mais, puisque je n'ai pas jugé bon de parler de cette personne ici, il me semble que ce n'était pas à un étranger de le faire à ma place. » Jörgen Thiis

épouvanté répondit que... que... qu'il n'avait pas eu d'autre intention que de... de... de... » — « Je le sais », répondit-elle en l'interrompant.

Ils descendirent ensemble à la salle à manger de l'hôtel. A table — ils dinaient à part, — Jörgen se remit naturellement à parler de Frans Röy. Les choses ne pouvaient en rester là. Les officiers, dit-il, regrettaient que Frans Röy eût choisi comme arme le génie. Il avait l'étoffe d'un tacticien de premier ordre. Il avait eu l'occasion de se distinguer aux grandes manœuvres et aux manœuvres de cadres. Jörgen leur donna des exemples, mais ils ne furent pas compris. Alors, il se mit à raconter des anecdotes sur Frans Röy, sur sa vie de camp, sur ses travaux. Il voulait montrer quel caractère vif, aimable, il avait. Pour Mary, elles prouvaient surtout qu'il était un grand enfant. Jörgen Thiis battit en retraite. Il en avait seulement entendu parler; Frans Röy était, en effet, plus âgé que lui. « Comment le trouvez-vous? » demanda-t-il tout d'un coup, d'un air très innocent. Mary attendit. Tous levèrent les yeux. « Il est trop bavard. » Jörgen se mit à rire. « Mais que voulez-vous qu'il fasse avec une vigueur pareille? » — « Faut-il qu'il l'exerce aux dépens des autres? » Cette réponse les fit tous rire. Ainsi disparut l'impression de gêne qui avait régné jusque-là. Anders Krog et Mme Dawes cessèrent de craindre Frans Röy. Jörgen Thiis en fit autant.

Ils remontèrent à neuf heures. Mary s'excusa; elle était fatiguée. De son lit, elle entendit Jörgen Thiis qui jouait. Elle se mit alors à pleurer.

*
* *

Le lendemain, vers le soir. La mer immense et calme. Une faible lueur montait dans la nuit d'été. Au loin, deux colonnes de fumée. Puis rien. A l'avant et à l'arrière, la mer monotone et grise, sans reflets. Mary s'appuyait aux bastingages. Elle était seule. On n'entendait pas d'autre bruit que les battements de la machine.

Un instant auparavant, elle était descendue pour entendre de la musique. Mais elle était remontée avant les autres. Un indicible besoin de solitude l'attirait vers l'Océan désert. Partout, des nuages fermant l'horizon.

Des nuages, rien que des nuages. Pas même le reflet du soleil qui s'était couché.

Que lui restait-il des splendeurs de ce monde qu'elle venait de quitter? Même solitude en elle et autour d'elle. Sa vie de voyages était désormais finie; ni son père ni Mme Dawes ne pouvaient ni ne voulaient la continuer; elle le savait. Dans la baie où ils habitaient, il n'y avait même pas un voisin intéressant. A la ville voisine, à une demi-heure de là, pas une personne à qui elle se fût attachée. Elle n'en avait pas pris le temps. Nulle part elle n'avait de domicile. La vie qui jette ses racines dans le sol natal et s'attache fortement à tout ce qui s'y trouve n'était point la sienne. Quand elle entrait quelque part, la conversation semblait s'arrêter; on cherchait un autre sujet qui lui convînt. Les *Globe trotters* qui faisaient le tour du monde avec elle parlaient des incidents de voyage, des musées et des concerts des pays où ils se trouvaient. Quelquefois aussi de ces sujets qui sont dans l'air. Mais jamais des questions qui l'intéressaient. Elle savait par cœur les formules d'usage. Pour elle, c'était plutôt un exercice de conversation ou un bavardage insignifiant.

Les hommages dont elle était l'objet de la part des hommes et qui allaient parfois jusqu'à l'adoration, lui semblaient un jeu; elle y était habituée dès l'enfance et n'y prêtait pas plus d'attention qu'aux figures d'un quadrille. Une seule fois, sa famille avait eu peur. Une ou deux fois, elle avait souffert; mais l'oubli était venu depuis longtemps. Tout cela était devenu banal et futile. Elle restait les mains vides et seule.

Brusquement, un frisson la secoua: la silhouette puissante de Frans Röy avait surgi devant elle. Si nette, si précise dans les moindres détails qu'elle se sentit comme clouée sur place.

Il n'était pas pareil aux autres. Est-ce cela qui l'avait effrayée?

Le seul souvenir de Frans Röy la fit trembler. Sans le vouloir, elle vit près de lui Alice, plantureuse et gaie, le regard frivole... Quelles relations entretenaient-ils donc tous deux? Sa pensée s'assombrit. Une angoisse la prit, puis la fièvre. Elle pleura.

Brusquement, un sourd fracas heurta ses oreilles. Elle se tourna du côté du bruit. Un transatlantique venait sur elle, si imprévu et colossal qu'elle retint sa respiration. Il montait de la mer sans avertir. Il se lançait vers elle avec une vitesse effrayant; il grandissait, grandissait toujours, pareil à une montagne de feu, faite d'une infinité de lumières, grandes et petites. Avec le fracas d'une cataracte, il vint et passa comme un éclair, et bientôt il ne fut plus qu'un point à l'horizon.

Quelle frappante apparition!

Ce qui passait ainsi, à toute vapeur, d'un monde à un autre monde, c'étaient des trésors de pensée et de travail, dans un échange éternel et fécond.

Mais elle! Elle se traînait là, sur un méchant bateau. Les vagues soulevées par le colosse le faisaient danser si fort qu'il fallait se tenir aux cordages pour ne point passer par dessus bord.

Elle restait dans l'immensité vide. Seule. Trahie. Oui, trahie; car tout ce qu'elle avait entendu ou vu

chez les peuples de trois continents, leur vie et leurs mœurs, leurs fêtes religieuses et nationales, leurs œuvres d'art et leur musique, tout cela restait aux lieux mêmes où elle l'avait trouvé. Un silence morne et effrayant avait tout englouti — au moment où elle avait besoin de vie et d'affection.

Chez Soi

Chose étonnante, il en fut tout autrement qu'elle avait cru. Dès l'instant où elle débarqua, elle constata que jeunes et vieux éprouvaient la joie la plus franche à les revoir. Tous les visages rayonnaient. Il en fut de même le long de la rue qui menait à la maison : partout des bonjours, des figures joyeuses. Pendant qu'elle ne songeait pas à eux, eux, du moins avaient songé à elle. Tous trois devaient dans l'après-midi, gagner Krogskog avec le bateau de la côte. En attendant, ils reçurent la visite de leurs parents, qui voulaient leur dire quelle joie ils éprouvaient à les revoir enfin. Il fallait bien raconter aussi quel succès avait eu le portrait de Mary. C'était le portrait fait en Espagne. On l'avait admiré en ville, puis à Kristiania, et maintenant, il faisait le tour du pays. Les journaux disaient... Mary avait bien lu les journaux? — Non, elle n'avait rien lu, sauf un ou deux journaux du pays où ils habitaient. « Tu ne lis donc pas les journaux d'ici? » — « Si, quand père me les montre. » — « Est-ce que son père, est-ce que Mme Dawes ne lui avaient rien dit? » — « Non ». — Eh bien, on la connaissait maintenant dans toute la Norvège. C'était d'ailleurs le troisième portrait d'elle qu'on voyait. Ou bien le quatrième? Et, c'était le plus beau. Il était reproduit dans les journaux illustrés, ainsi que dans la revue d'art anglaise *Studio*. Elle ne le savait pas? « Non! » Les jeunes gens d'ici étaient très fiers d'elle. Aussi avaient-ils retardé leur fête de printemps jusqu'à son arrivée : « Tu seras la reine de la fête » — « Comment cela? » — « Nous allons à Marielyst. Un bateau viendra nous chercher, un autre amènera les gens des environs; le rendez-vous est là-bas. Jörgen Thiis a arrêté le programme dans tous les détails depuis Paris » — « Jörgen Thiis? — « Oui, est-ce qu'il n'en a pas parlé? » — « Non ».

A peine fût-elle seule qu'elle alla trouver son père. Il était en train de déballer quelques-uns des objets d'art qu'il avait achetés, et qu'il voulait laisser en ville. « Père, tu as fait exposer mes portraits? » Il sourit et répondit innocemment : « Eh bien, oui, mon enfant! Et cela a fait plaisir à beaucoup de personnes. On me l'a d'ailleurs demandé. Chaque fois, on me l'a demandé! » Elle trouva sa réponse charmante. Charmante aussi, cette idée de ne rien lui dire et de défendre à Mme Dawes — et sans doute aussi à Jörgen Thiis — de lui en parler. Elle alla à lui et l'embrassa, ce qui lui arrivait rarement.

Telle était donc la cause de tous leurs bavardages et de leurs cachotteries. Voilà pourquoi ils avaient mis de côté les journaux de Norvège. Ils avaient tout arrêté entre eux, même le projet de rentrer au pays à ce moment même. Elle se sentit presque de l'affection pour Jörgen Thiis.

Quand ils partirent pour Krogskog, une foule de jeunes gens s'étaient de nouveau rassemblés sur le quai. Ils crièrent : « Au revoir, à dimanche! »

Le paysage qui se déroulait devant elle lui parut ravissant. Pendant la petite demi-heure qu'il fallait pour gagner Krogskog, c'était comme un défilé de vieilles connaissances que l'on saluait à chaque pas. On avait terminé la route de la côte en la rectifiant en quelques endroits. Elle était vraiment amusante avec ses nombreux lacets taillés dans la montagne, le long de la mer. Au-dessus de Krogskog, la route passait, comme autrefois, d'une croupe à l'autre, en traversant les champs, tout près de l'embarcadère, et juste au-dessous de la chapelle et du cimetière.

Krogskog apparut, charmant, intime et solitaire comme dans ses souvenirs. Pourtant, elle ne le croyait pas aussi ravissant. Et la baie, où jouaient les oiseaux de mer, brillante et calme comme un miroir!..... Un remous là-bas, à l'embouchure de la rivière, puis la prairie qui s'étend au loin entre les pentes vertes..... Est-ce que les arbres n'étaient pas plus hauts près de la maison? Et la maison, comme elle avait bon air avec sa grande façade blanche aux fenêtres noires! Une fumée épaisse sortait d'une cheminée et déroulait dans l'air sa joyeuse bienvenue. Mary sauta à terre avant les autres et monta rapidement. Une fillette de huit à dix ans, qui descendait en jouant, s'arrêta à la vue de Mary et se sauva à toutes jambes. Mais Mary la rattrapa près de l'escalier : « Te voilà prise! » Elle tourna le visage de son côté : « Qui es-tu? » C'était une blonde, rieuse, qui ne répondit pas. Une des femmes qui étaient debout sur l'escalier dit qu'elle s'appelait Nanna, et qu'elle était là pour faire les courses. « Tu seras ma femme de chambre », dit Mary, puis elle lui prit la main pour monter l'escalier. Elle dit bonjour à chacune des servantes, mais elle remarqua leur déception, quand elles la virent entrer en hâte, sans leur parler. Il lui tardait de mettre le pied sur les tapis profonds, de sentir autour d'elle la lumière de l'antichambre, de revoir les coffres précieux, tous les tableaux et les objets rares du temps des Hollandais. Il lui tardait plus encore de monter dans sa propre chambre. Le silence qui régnait dans l'escalier, et plus loin dans le long couloir à demi obscur, — jamais, ne lui avait murmuré une aussi douce

chanson, intime et discrète, qui remuait l'âme comme une caresse. Elle l'entendait encore quand elle arriva à la porte de sa chambre. Elle dut s'arrêter et il se passa un instant avant qu'elle ouvrît.

Sa chambre! Le soleil entrait à flots par la fenêtre de la façade, ouverte du côté des maisons et de la montagne. Une lumière plus douce tombait de l'autre fenêtre, en face du verger et de la baie. Celle-ci envoyait ses reflets à travers les arbres. Au-dessus des cimes, on apercevait les îlots et la mer, grise et claire. Mais ici, près des pentes, dans une splendeur verte et fleurie, l'air était chargé de senteurs printanières. La chambre pure et blanche, avec le lit au milieu, semblait s'ouvrir pour les recevoir. A l'intérieur, tout se rangeait respectueusement autour de ce lit. On n'eût pas dit le lit d'une princesse, mais la princesse elle-même, vers qui tout le reste s'inclinait.

* * *

L'excursion à Marielyst fut de tous points réussie. Mais il se produisit un malentendu entre Mary et Jörgen.

Voici comment les choses se passèrent. Jörgen Thiis monta à bord avec une dame très grande, solidement bâtie, dont le large front, le regard chaud, le petit nez et le menton saillant, firent passer une légère rougeur sur les joues de Mary. Elle la dissimula en se levant et en demandant : « N'êtes-vous pas la sœur du capitaine du génie Frans Röy? » — « Si », répondit Jörgen Thiis. Pour plus de sûreté, nous avons emmené un médecin avec nous. » — Mary : « J'en suis très heureuse. J'ai naturellement entendu parler de vous par votre frère. Il vous aime beaucoup. » — « Nous tous aussi », déclara Jörgen Thiis en s'éloignant.

Quant à Mlle Röy, elle n'avait pas dit un mot. Mais son ferme regard exprimait la plus vive admiration pour Mary. Elle s'assit auprès d'elle. « Resterez-vous longtemps ici? » — « Je ne sais pas. Peut-être ne voyagerons-nous plus. Mon père est trop faible. » Les yeux intelligents de Mlle Röy semblaient ne perdre aucun détail. Pendant longtemps, elle se tut. Mais Mary lui savait gré d'être assez discrète pour ne pas parler de son frère.

Elles ne se quittèrent pas pendant la promenade. Elles restèrent ensemble aussi pendant le goûter qu'on servit en plein air, et pendant les toasts. Le succès de la fête avait grisé Jörgen. On l'entourait, on buvait à sa santé ; cela le rendit sentimental et il voulut parler. C'était en l'honneur de l'idéal, l'éternel idéal. Heureux l'homme qui l'avait aperçu dès sa jeunesse! Il portait dans sa poitrine l'étoile dont la lueur le guiderait sans défaillance, sur le sentier de la vie! — Il but son verre jusqu'à la dernière goutte et le brisa, pâle et ému.

Ce sérieux effrayant surprit tellement la joyeuse assistance que tous éclatèrent de rire. Mlle Roy dit à Mary : « Vous avez passé quelque temps avec le lieutenant Thiis? » — « Cet hiver et l'hiver précédent », répondit Mary d'un ton indifférent ; elle mangeait une glace. Une jeune fille dit à côté d'elles : « C'est singulier, Jörgen Thiis est très aimable avec nous, et on dit qu'il est très rude pour les soldats. » Mary se tourna vers elle, très étonnée. « Comment, rude? » — « On dit qu'il ne cesse pas de les tourmenter. Il est d'une minutie effrayante, et avec cela, il a toutes sortes d'idées bizarres. Et puis, il punit pour une vétille! » Mary se tourna vers Margrete Röy en ouvrant de grands yeux : « Oui, c'est vrai », répondit-elle d'un ton indifférent. Elle mangeait aussi une glace.

Le soir, quand ils eurent fini de danser et qu'ils se rendirent en bande vers le bateau, Mary au bras de Jörgen, elle lui dit : « Est-ce vrai que vos hommes se plaignent de vous? » Il se mit à rire. « Y a-t-il là de quoi rire? » dit-elle.

« En tout cas, il n'y a pas de quoi pleurer, Mademoiselle. » Il était très en train, et il aurait mieux aimé la prendre à la taille et l'entraîner en dansant vers le bateau, comme faisaient tant d'autres. Mais Mary l'arrêta. « Cela me fait de la peine », dit-elle. Il comprit alors que c'était sérieux. « Je vous dirai, Mademoiselle, que les Norvégiens, en général, ne savent pas ce que c'est que l'obéissance et la discipline. Pendant le peu de temps que nous les avons sous nos ordres, nous devons le leur apprendre. » « Mais comment le leur apprendre? » — « Par le détail, naturellement. » — « En les tourmentant pour des détails! » — « Oui, justement. » — « Pour des choses dont ils ne voient pas la nécessité? » — « Certainement. Ils doivent perdre l'habitude de raisonner. Ils doivent apprendre à obéir. Et ce qu'ils font, ils doivent le faire correctement, très correctement. »

Mary ne répondait pas. A ce moment, un couple s'approcha d'eux. Mary engagea la conversation et continua jusqu'au bateau.

Sur le bateau, elle s'aperçut que Jörgen était triste. Quand ils descendirent à terre, elle ne le vit plus. Sans s'être entendus à l'avance, tous la reconduisirent chez elle, — c'était en ville, à la maison qui donnait sur la place, — et ils attendirent au milieu des chants et du bruit qu'elle se montrât au balcon. Elle parut et leur jeta des fleurs, celles qu'elle avait et toutes celles qu'elle put trouver. Ils se séparèrent au milieu des rires et des plaisanteries. Quand ils s'éloignèrent, elle chercha Jörgen parmi eux ; il n'y était pas.

Cela lui fit de la peine. Elle l'avait mal récompensé pour une des plus belles journées de sa vie. Tous avaient été charmants pour elle.

Dîners et soirées se succédèrent désormais sans interruption. Mais Jörgen était absent. Il avait d'abord passé quelque temps chez ses parents, puis il était allé à Kristiania. Mary n'avait jamais beaucoup pensé à Jörgen Thiis; mais maintenant qu'il se tenait à l'écart, elle se rappelait pour combien il était dans la joie du retour. Quand il avait porté ce toast singulier où il jurait « fidélité à l'idéal », elle s'était dit simplement : « Comme Jörgen Thiis est sentimental aujourd'hui ! » Maintenant, elle pensait : « S'agissait-il de moi? » Elle était habituée à ses exagérations et elle n'aimait pas du tout Jörgen Thiis. Mais quand elle se souvenait qu'il avait été follement amoureux d'elle dès leur première rencontre et qu'il n'avait pas changé, toutes les années suivantes, en quelque lieu qu'ils se fussent rencontrés, la chose prenait plus d'importance. L'expression vorace, gloutonne de son regard, devenait presque touchante. Sa hâte à disparaître, quand elle lui témoignait quelque froideur, était aussi la preuve d'un profond amour. Son absence, son silence lui plaisaient.

Un jour, elle reçut la visite de la belle et douce Mlle Falke, la femme d'un professeur poitrinaire. Elle avait reçu une lettre de Jörgen Thiis. Une dizaine de personnes avaient organisé un voyage au Cap Nord. Elles avaient retenu leurs places depuis deux mois et maintenant se trouvaient empêchées de partir. On avait demandé à Jörgen Thiis, s'il ne pouvait pas prendre les billets et rassembler dix personnes pour faire cette merveilleuse excursion. Dans les petites villes, on se connaissait mieux; il était plus facile de trouver des compagnons de voyage. Jörgen Thiis avait accepté, — à condition que Mary fût de la partie. Il savait bien que les autres se trouveraient alors facilement.

Mme Mlle Falke parlait avec cet air doux et caressant auquel on ne résistait guère. Toutefois, Mary n'avait pas la moindre envie d'aller rôtir sur le pont d'un navire en plein été, ni d'interrompre la vie amusante qu'elle menait. Mais elle hésitait à froisser Jörgen Thiis une seconde fois. Elle parla à son père et à Mme Dawes, revit encore Mlle Falke, et accepta.

Dans la première quinzaine de juin, tous se rencontrèrent vers la nuit, à bord du petit bateau qui devait les conduire à Bergen; c'était le point de départ du voyage. Il y avait six dames et quatre hommes. L'une des dames, une digne matrone, que son fils accompagnait, était la directrice des écoles de la ville ; trois des autres dames avaient été ses élèves. C'était le chaperon de la bande. Puis venaient des jeunes mariés qu'on ne cessa de plaisanter pendant le trajet. Ce n'était pas peine perdue, car ils donnaient gaiement la réplique. Un jeune négociant courtisait deux dames, sans savoir, disait-on, laquelle il préférait. Tous les autres, et surtout les deux dames, l'aidèrent à éclaircir ce point. Un jeune philologue fut baptisé dès le premier jour « l'abandonné ». A l'exception de la vieille dame, tous s'amusaient follement et personne ne fermait l'œil de la nuit. Seul, le philologue ne savait ni danser, ni chanter, et encore moins courtiser les dames. On ne pouvait même pas lui faire la cour; car alors il perdait la tête. Il en résulta que tous, même Mary, firent la cour à « l'abandonné », uniquement pour jouir de sa détresse. L'auteur de toutes les farces était Jörgen Thiis. C'était sa passion de taquiner les gens. Il avait alors une fertilité d'invention, qui n'allait pas toujours sans méchanceté.

Quant à lui, on l'épargna pour commencer. Mais, peu à peu, tous, jusqu'à « l'abandonné », se hasardèrent à l'attaquer. Son appétit, son caractère tyrannique, et surtout son attitude d'humble serviteur à l'égard de Mary, furent l'objet de leurs plaisanteries. Mary avait, comme les Krog, un sens très vif du ridicule ; aussi riait-elle avec tout le monde des hommages exagérés qu'il lui adressait. Mais Jörgen Thiis n'en fut pas gêné un instant. Il mangea tout autant, fut un cicerone aussi pédant, et continua à combler Mary de ses prévenances empressées.

Le bateau était rempli de touristes, en grande partie étrangers. Mais la joyeuse bande de Jörgen Thiis devint bientôt le centre de cette foule. La nature provoquait si souvent l'admiration des passagers, qu'ils ne se heurtaient pas trop les uns les autres. Il leur semblait entendre l'écho de quelque puissante symphonie. Les merveilles succédaient sans cesse aux merveilles. A cela s'ajoutait la longueur des jours. La nuit devenait sans cesse plus courte, jusqu'au moment où elle disparut. Ils avançaient dans la pure lumière, ivres et fous. Point de fatigue. Ils buvaient, dansaient, chantaient; à la fin, ils étaient tous à l'unisson. Ils faisaient des choses qui auraient paru impossibles ailleurs ; ici, la grandeur sauvage du paysage, l'ivresse de la lumière, les rendaient naturelles. Un jour que Mary avait perdu son chapeau par un grand vent, deux jeunes gens sautèrent à la mer pour le rattraper. L'un d'eux, naturellement, était Jörgen Thiis. Une sorte de fièvre avait gagné les esprits. Quelques-uns se fatiguaient : ils dormaient alors jour et nuit sans s'arrêter. Mais la plupart tenaient bon, du moins, jusqu'au moment du retour. Mary était de ceux-là. Jörgen Thiis avait, par sa fermeté respectueuse, obligé tous les autres à la traiter à peu près comme il faisait lui-même. Il ne se produisit d'ailleurs pas le moindre incident fâcheux. Le mérite en revenait surtout à Mary, grâce à sa grande habitude du monde et à un sens très délicat des convenances.

Quand, le voyage fini, ils se retrouvèrent sur le

petit vapeur de la côte, ce fut avec un sincère sentiment de reconnaissance, qu'elle pria Jörgen Thiis de l'accompagner à Krogskog. « Je ne puis pas vous dire adieu si vite », ajouta-t-elle.

Il resta plusieurs jours à Krogskog. Tout lui parut beau et confortable. Il aimait l'art, mais avec une préférence marquée pour les petites choses. Ainsi, il était très curieux de bizarreries ethnographiques, et Dieu sait s'il y en avait dans la maison. Les chambres et leur ameublement répondaient exactement à ses goûts. Il confia à Mme Dawes, avec laquelle il avait son franc parler, que les choses intimes et douces le portaient à l'amour. Il improvisait au piano pendant de longues heures, sans se lasser jamais. Et c'étaient toujours des fantaisies amoureuses.

Vis-à-vis de Mary, il se montrait aussi respectueux dans le tête à tête qu'en présence d'autres personnes. Depuis qu'elle le connaissait, jamais il ne lui avait fait un instant la cour; jamais même, il n'avait dit un mot où elle put voir un soupçon de flirt. Elle aimait cela.

Ils coururent ensemble par monts et par vaux. Ils allèrent ensemble en canot rendre visite à des parents. Il avait la clef de sa cabine sur la plage, et s'y rendait avant le jour; il y retournait souvent après leurs promenades. Mary elle-même devenait plus abordable. Il lui en fit la remarque. « Oui », répondit-elle; ici jeunes gens et jeunes filles vivent davantage en commun, en frères et sœurs. Aussi leurs habitudes sont-elles tout autres, plus libres, plus naturelles. La contagion m'a gagnée. »

Un jour qu'il allait à la ville, Mary l'accompagna. Elle voulait rendre visite à l'oncle Klaus, le père adoptif de Jörgen. Elle ne l'avait pas vu depuis son retour au pays.

Il était caché dans un nuage de fumée comme une araignée derrière sa toile. Il se leva en sursaut quand il vit entrer Mary et la conduisit à « la grande chambre » en se confondant en excuses. Jörgen l'avait avertie : il ne devait pas être de très bonne humeur, il avait encore subi des pertes d'argent. En effet, à peine étaient-ils entrés dans la grande pièce, froide et vide, qu'il se mit à déplorer la misère des temps. Il était campé comme à l'ordinaire, le dos arrondi, les jambes écartées, les coudes aux genoux et ses longues mains croisées : « Oui, vous êtes heureux, vous autres; vous ne faites que vous amuser ». Peut-être voulut-il rattraper ces paroles, car il ajouta : « Quel beau couple vous faites! »

(*A suivre*) BJÖRNSTJERNE BJÖRNSON.

(*Traduit du norvégien par* J. LESCOFFIER.

FRANÇOIS-JOSEPH ET SES PEUPLES

La maladie de l'Empereur François-Joseph a rappelé l'attention sur le problème austro-hongrois. D'autres questions, d'un intérêt plus immédiat en apparence, l'avaient quelque peu rejeté dans l'ombre. Il y a dix ans, lors des querelles retentissantes entre Tchèques et Allemands, provoquées par les ordonnances du comte Badeni, lors des scandales dont le Reichsrat donna le spectacle et de la quasi-anarchie qui en fut la suite, des prophètes annoncèrent la dissolution prochaine de la monarchie, de cet assemblage de peuples travaillés par des antagonismes intérieurs et par de puissantes sollicitations du dehors. Entre toutes ces races, un seul lien, disait-on : la personne vénérée de l'Empereur. M. Charles Benoist nous le montre, en 1897, « las de soutenir et de retenir cette brassée d'États qui s'échappent... et souffrant de sentir qu'entre ses peuples il n'y a que le lien magnétique du respectueux amour que tous lui ont voué. » D'autres publicistes, épouvantés des clameurs pangermanistes, montraient l'Allemagne prête à fondre sur cet empire en décomposition, et Guillaume II hanté par l'idée de « joindre Hambourg à Trieste » ou tout au moins d'annexer à ses États les provinces germaniques de l'Autriche.

Le temps a passé sans justifier ces lugubres pronostics, les peuples ont continué à s'agiter dans le vide, le Parlement dans le scandale; les ministères-fantômes naissent, paraissent et meurent, l'Empereur a gouverné quelques années de façon presqu'absolutiste en vertu du fameux paragraphe 14 de la Constitution. Les Hongrois, de leur côté, mènent un tapage terrible, menacent de rompre tout lien avec Vienne; cependant le « compromis » tient bon et la monarchie ne se porte pas plus mal! Lassée, presque déçue, l'attention publique s'est détournée de ces querelles stériles. Il a fallu la crise de santé que vient de traverser le monarque pour faire reparaître les théories sur la dissolution spontanée de l'Autriche; mais aujourd'hui beaucoup de prophètes repentis, ou du moins instruits par l'expérience, traitent presque de fantômes les périls qui leur paraissaient jadis si menaçants pour l'intégrité de la monarchie dualiste.

*
* *

A l'étranger, et tout au moins en France, François-Joseph semble singulièrement méconnu, ou plutôt mal connu. Il apparaît, en général, comme un vieillard courbé sous les atteintes du sort, frappé dans ses affections les plus chères, déçu dans ses ambitions politiques. On évoque ses chagrins domestiques, le suicide de l'archiduc Rodolphe, l'infâme

assassinat de l'Impératrice, les liaisons désastreuses et les scandales dont la famille des Habsbourg a donné le triste tableau; on rappelle la longue suite des revers du monarque, son avènement à dix-huit ans, en 1848, au moment où les peuples comprimés par Metternich se dressaient tous d'un élan terrible, et où l'Empire ne fut sauvé que par la fidélité des Slaves et la poigne de Schwarzenberg; 1853, l'Italie perdue; 1866, l'écroulement de la dignité impériale, la cavalerie prussienne inondant le Marchfeld, le Habsbourg humilié devant ce Hohenzollern, que ses aïeux regardaient comme un principicule sans conséquence. Depuis lors, le vainqueur a enchaîné le vaincu à son char de triomphe, et l'Autriche s'est vue contrainte de suivre, au point de vue politique, le sillage du lourd vaisseau germanique. A l'intérieur, la Hongrie, dès 1867, a réclamé son autonomie; depuis, elle parle de recouvrer son indépendance; dans la Cisleithanie même, les peuples entravent la marche des services publics par des querelles interminables et souvent mesquines, et le souverain, abdiquant toutes ses répugnances, oublieux des colères, des menaces et parfois des injures, consume ses dernières années à rétablir un peu de paix entre ses sujets. A voir ce septuagénaire, dont la physionomie évoque l'idée d'un banquier plutôt que d'un souverain, négocier avec ses peuples au lieu de commander; renvoyer des ministres, faire des concessions aux partis les plus opposés, l'observateur superficiel est tout prêt à voir en lui un vieillard bonasse qui règne et ne gouverne pas, obéit au jour le jour à la pression des circonstances, et contemple d'un œil désolé mais impuissant la marche des événements qu'il ne sait ni prévoir ni diriger. Et pourtant, rien n'est plus faux. L'Empereur vieilli, qui marche à pas lents dans les charmilles de Schœnbrunn, a conservé intacte sa volonté impériale. Au-dessus de toutes les races qui peuplent ses États, il apparaît comme un père commun, habile à apaiser les querelles de famille, bon, mais nullement débonnaire, et incapable, par tempérament comme par conviction, d'abdiquer son autorité devant des prétentions injustifiées. Depuis le jour où la mort de Schwarzenberg l'a contraint de gouverner lui-même, François-Joseph n'a cessé de se perfectionner dans son métier de souverain. Il ignorait à peu près tout: mais il avait le goût du travail et le désir de s'instruire : c'est ainsi qu'il apprit successivement les huit langues parlées dans son Empire, afin de parler sans interprète à chacun de ses sujets. Il aime à écouter tous les avis, même divergents; mais une fois son opinion arrêtée, on le voit s'y tenir sans entêtement mais sans faiblesse; on a même dit que la médiocrité de beaucoup de ses ministres n'était pas l'effet du hasard et qu'il ne voyait en eux que de simples conseillers. Au reste, affable, séduisant, comme en témoignent tous ceux qui l'ont approché, et malgré une certaine raideur, due sans doute aux déceptions et aux années, très apte à faire prendre à ses interlocuteurs des succès imaginaires pour des avantages substantiels. Son autorité, il l'exerce sans fracas; c'est l'antipode de l' « Empereur qui parle », et ses actes les plus importants ne sont jamais annoncés à grand orchestre. Mais son action se fait sentir quand il en est besoin, et l'on est tout étonné, au sortir de chaque crise, de voir son influence entière et même fortifiée, sans que jamais les transactions admises par lui aient entamé ses droits souverains ni porté préjudice aux intérêts essentiels de l'État.

Cela, ses peuples le devinent plutôt qu'ils ne le savent. Ils nourrissent pour leur souverain cet attachement attendri que l'âme du peuple éprouve en face des grandes infortunes; mais ils sentent aussi combien nécessaire leur est ce monarque, qui les tient groupés en faisceau. Un long passé commun unit la dynastie à ses sujets. Cette union n'a pas été sans querelles, mais sa longue durée semble un gage de son avenir. L'Autrichien, frondeur et turbulent, demeure, à l'exception de quelques énergumènes déconsidérés, fidèle à cet empereur auréolé par la douleur, mais qui, de plus, représente un passé, qui incarne ce sentiment très spécial, plus facile à constater qu'à définir : le patriotisme autrichien.

Le patriotisme autrichien! Quel sentiment commun peut donc unir ces peuples querelleurs, ces Allemands, ces Tchèques, ces Polonais, ces Ruthènes, ces Slovaques, ces Croates, ces Italiens, ces Magyars, ces Roumains, qui semblent ne supporter que par force la vie commune, tels des frères siamois, mais ennemis, qui appelleraient à grands cris le scalpel du chirurgien? Et pourtant, au-dessus des divergences ethniques et de certaines oppositions d'intérêts, il est hors de doute que l'Autriche-Hongrie possède, à l'heure actuelle, une unité morale plus grande peut-être qu'elle ne le fut jamais, et qu'en tous cas la politique suivie par François-Joseph semble avoir singulièrement fortifiée.

Regardez une carte ethnographique de l'Autriche; un fait saute aux yeux : l'extraordinaire enchevêtrement des races. Nullement groupées en masses homogènes, aux contours nettement délimités, elles sont si bien entremêlées qu'une séparation territoriale est impossible à moins de sacrifier presque partout de grosses minorités : ainsi en Bohême, entre Allemands et Tchèques, en Galicie, entre Polonais et Ruthènes. Sans doute, à l'exception des Magyars, toutes ces tribus subissent, dans une certaine mesure, l'attraction perturbatrice d'astres de première grandeur : les Allemands louchent du côté de l'Empire germanique, certains Slaves vers la Russie,

les Latins vers l'Italie. Mais il y a loin de ces sympathies au désir de se rattacher à ces nations ; il faudrait en tous cas commencer par vaincre dans chaque province, dans chaque ville, presque dans chaque hameau, de telles résistances, qu'une pareille éventualité semble à peu près irréalisable.

D'autant que l'immense majorité des Autrichiens ne tient pas du tout à la réaliser. Les nationalités ne se sont pas fondues ; mais à force de vivre côte à côte, elles ont appris à se supporter, tout en se querellant, comme ces ménages dont l'union orageuse résiste à toutes les tempêtes. Elles se rendent très bien compte, malgré leurs vanités de clocher, qu'elles auraient tout à perdre à une dislocation de l'Autriche qui les laisserait, débris éparpillés et impuissants, aux lieu et place d'un des plus grands États européens. A côté du loyalisme dynastique, cette idée constitue le lien le plus puissant entre toutes ces tribus qui n'ont ni langue, ni littérature commune, mais seulement des intérêts communs. Sans doute, elle est dépourvue de cette part de sentiment sans laquelle nous avons peine à concevoir le patriotisme, de cet élan de tout l'être vers la terre natale, même la plus ingrate, dès lors que cette terre est, selon la parole du poète :

Tombeau de mes aïeux et nid de mes amours.

Il n'y en a pas moins là un ciment d'autant plus robuste qu'il est précisément à l'abri des surprises du cœur. Prenons l'expression la plus tangible et la plus concrète du patriotisme : l'armée, cette armée austro-hongroise, où se coudoient dix nations, où l'autorité est fractionnée entre trois ministres : elle demeure d'une fidélité au-dessus de tout soupçon dans les circonstances les plus critiques. C'est ainsi que le 8 février 1906, le roi ayant décrété la dissolution de la Chambre de Pesth, les régiments honveds, c'est-à-dire purement hongrois, n'ont pas balancé une seconde à marcher contre le Parlement magyar sur un ordre venu de Vienne, et à disperser les députés qui défendaient l'autonomie de leur pays.

Il ne serait pas juste non plus de dire, comme on l'a fait, que les Autrichiens n'ont « pas de foi commune ». Ils comptent bien parmi eux des protestants, des orthodoxes, des musulmans, des juifs ; mais dans l'ensemble, l'Empire reste nettement catholique. Aux dernières élections, sans parler des 66 « chrétiens-sociaux », 88 députés ont été élus avec l'étiquette catholique : 30 conservateurs, 9 Italiens, 17 Tchèques, 18 Slovènes et 14 démocrates polonais. Or les influences catholiques s'exercent en Autriche dans un sens centraliste. Non seulement les princes de l'Église sont très attachés à l'Empereur et au régime, mais dans le peuple même la foi romaine, que les efforts du protestantisme n'ont pu entamer, demeure un lien robuste qui rattache à l'État certains groupes très exposés à des influences extérieures, comme les Polonais et les Italiens du Trentin. Les promoteurs du *Los von Rom* ne se trompaient pas tout à fait, lorsqu'ils opposaient à la patrie de Luther « la forteresse de l'esprit antiallemand par excellence, de l'esprit jésuite et papiste, qui a placé l'Autriche en dehors du sentiment allemand et de la vie allemande ». Et à côté du catholicisme, il ne faudrait pas oublier le judaïsme, dont l'action s'exerce à l'heure actuelle dans le même sens centraliste. D'une part, la haute finance de Vienne, l'Internationale dorée ne manifeste aucun goût pour des changements politiques dont on ne saurait mesurer la portée et qui risqueraient d'amoindrir son rôle ; d'un autre côté, dans les provinces orientales de l'Empire, où les juifs ont gardé leur caractère national, le curieux mouvement d'opinion qui s'est traduit par l'envoi au Reichsrat de 5 députés « sionistes » a pour but l'amélioration du sort des israélites avec l'appui du gouvernement de Vienne, et la terreur de la poigne moscovite fait des sémites des sentinelles vigilantes contre toute tentative du panslavisme.

Nous sommes loin du temps où un général russe allait à Prague haranguer les Tchèques en des termes qui éveillaient les justes susceptibilités du Ballplatz ; où un autre général russe, Skobeleff, proclamait l'Isonzo la frontière naturelle de l'Empire des tsars. En Russie même, le courant panslaviste semble singulièrement affaibli par les préoccupations intérieures ; au dedans de la monarchie autrichienne on ne rencontre, entre les différentes peuplades slaves, aucun sentiment commun qui les porterait vers l'Empire moscovite ; tout au plus, dans l'est de la Galicie, survivent parmi les Ruthènes quelques partisans attardés de cette conception nuageuse : l'idée oukraïnienne ; pauvres d'ailleurs et surveillés par les Polonais, ils apparaissent d'autant moins dangereux, que l'état de la Russie semble fait pour refroidir le zèle de ces « Moskalophiles ».

De même, l'irrédentisme italien s'est singulièrement assoupi depuis quelques années. Les journaux signalent bien, de temps à autre, des désordres dans le Tyrol, des manifestations à Trente ou à Trieste. Mais, dans les vallées tyroliennes, le petit groupe des radicaux se heurte au loyalisme des Italiens catholiques ; et la population maritime et commerçante de l'Istrie, si elle entretient d'excellentes relations avec Venise, semble très peu curieuse d'une sécession qui lui enlèverait son gagne-pain, en faisant perdre à Trieste son rôle de grand port austro-hongrois ; sans compter que le socialisme auquel les Italiens se livrent avec passion les détourne quelque peu des préoccupations nationales. L'Italie même nourrit pour l'Autriche des sentiments assez peu sympathiques ; mais si le gouvernement de Rome persiste dans la Triplice, c'est qu'il se sent plus me

nacé par sa voisine que menaçant pour elle. Si une rupture survenait, ce ne serait pas à l'occasion de Trieste ou de Trente, mais bien des Balkans et de l'Albanie.

Reste la question, bien autrement épineuse, du pangermanisme. Les clameurs de MM. Wolf et Schoenerer révélèrent à l'Europe, voici bientôt dix ans, les tendances séparatistes de quelques exaltés. Elles réussirent même à donner le change, à faire prendre pour un mouvement d'opinion puissant et durable les bruyantes manifestations de très bons Autrichiens, dont les ordonnances du comte Badeni sur l'emploi des langues avaient froissé les sentiments germaniques, mais dont beaucoup auraient été des premiers à protester contre une incorporation à l'Allemagne. Le Reichrath compta 2 Pangermanistes en 1891, 5 en 1897, et 21 en 1901; en même temps, la campagne du *Los von Rom* suivait une marche parallèle à celle du *Los von Oesterreich*, la Ligue Évangélique se vantait de pêcher, dans les eaux catholiques, des centaines de mille âmes. Il fallut assez vite en rabattre. Le gouvernement de Vienne s'émut de manœuvres politiques mal dissimulées sous des prétextes religieux, et l'héritier du trône dessilla les yeux de beaucoup de naïfs par ses fameuses paroles: « Rupture avec Rome, traduisez: rupture avec l'Autriche. » En face de l'ennemi, le clergé catholique se réveillait de son inertie quasi-séculaire, réchauffait le zèle des tièdes, si bien qu'en définitive il ne perdait que des non-valeurs au point de vue religieux; puis il prenait à son tour l'offensive. A partir de 1901, le nombre des conversions au protestantisme se réduisait de moitié, tandis que le nombre des conversions au catholicisme se chiffrait par plusieurs centaines. Aujourd'hui, les promoteurs du mouvement évangélique reconnaissent n'avoir recruté, de 1897 à 1907, qu'une trentaine de mille âmes de fidélité douteuse. Même insuccès sur le terrain politique : des procès peu honorables achevaient de discréditer certains chefs pangermanistes; et en mai 1904, un Tchèque, M. Forjt, déclarait en pleine séance des Délégations autrichiennes : « Le péril pangermaniste est un fantôme. » De fait, le parti a semblé s'effriter aux élections de 1907; il n'a plus que 17 représentants sur 516 députés; et si M. Wolf est passé péniblement au ballottage, M. Schoenerer a été écrasé au premier tour. Sauf, peut-être, sur la frontière nord de la Bohême, les sujets de François-Joseph commencent à se lasser d'une agitation qui invoque des sympathies de race et des convictions religieuses, mais n'est, en réalité, pour employer les propres expressions du prince Aloys de Lichtenstein « qu'une défection envers la patrie et une rebellion envers la dynastie. »

Maurice Lair.

CHEZ LES APACHES

Notre jeunesse a été bercée, épouvantée, charmée au récit des exploits des Peaux-Rouges, dans l'immensité déserte des prairies, à l'extrémité du Far-West américain; quel homme à cheveux gris n'a frémi, dans son enfance, au cri de guerre des Mohicans, aux scalps de l'Aigle Noir, aux coups terribles que portait la Dent Bleue avec son tomahawk. Toujours dans le sentier de la guerre, en révolte contre les lois des hommes blancs, ils rôdaient dans les landes désertes et stériles, pillant les fermes isolées, attaquant les diligences, tuant à cinq cents pas et par ricochets les soldats lancés à leurs trousses, meurtriers, mais héroïques. Et de tous, les plus sanguinaires, les plus cruels, les plus effrayants, c'étaient les Apaches.

Dans les faubourgs des grandes villes, sur l'herbe pelée et sale des fortifications, dans les terrains boueux où sont les dépotoirs, aux boulevards lointains où les passants sont rares, dans les ruelles humides et malsaines, rôdent des hommes de veulerie et des filles de paresse. De travail ils n'ont point, que de vagues corvées qu'ils allèguent comme une justification, ou des gagne-pain infâmes dont ils rient entre eux et se parent comme d'une gloire. Lâches en face du danger, ils sont cruels à plaisir, prêts à tout crime, s'il n'expose point leur précieuse existence, avides du sang versé sans péril. D'un mot qui a fait fortune, un spirituel chroniqueur du Palais les a nommés les « Apaches ». C'est grand dommage pour les Peaux-Rouges.

Toute grande ville les a connus, comme s'ils naissaient spontanément de la civilisation extrême. Juvénal a flétri le *leno* de Rome, quoique sans casquette à pont, avec une dureté mitigée parfois de quelque bienveillance. Byzance a été agitée, dans ses révolutions sociales, par des troupes de malandrins qui pratiquaient la théorie de l'action directe et de la revendication individuelle. Londres a été parcourue par les rôdeurs du port, et, vers 1875, les élégants des grands cercles combattaient comme en sport les ruffians qui prenaient le Strand pour la prairie des Comanches. Les journées de mars à Berlin ont été l'occasion de splendides exploits pour les partisans de la liberté du vol, et les petits fils de ces héros sont en pleine santé. New-York possède dans ses bas quartiers d'aimables descendants des Mohicans anciens. Et Paris ne veut point, à cet égard, être inférieur aux autres capitales. Entre malfaiteurs de tous pays, c'est une rivalité dangereuse pour la peau des honnêtes gens.

N'est point apache qui veut, il faut en préciser la race. Bien différent en est le vagabond des campa-

gnes, le chemineau des grandes routes, la terreur des villages; toujours en voyage, « sur le trimard », il transporte de monts en vallées sa personne de couleur terreuse, son sac de toile au contenu bizarre, et son incurable paresse; vivant de quelques corvées, de vols de poules et de récoltes, il est incapable de s'astreindre à un travail régulier, et si l'on tente de l'y amener dans une maison de charité, il fuit, pris d'une invincible nostalgie de voyage, pour reprendre sa vie errante et dangereuse. N'est point encore apache le voleur de haut vol, cambrioleur capable de vider une villa ou de se présenter dans un hôtel comme étant le Préfet de police; pour de tels exploits, il faut une énergie dont notre homme est incapable. L'apache est veule par caractère, souteneur par profession, jeune d'âge.

Cruel et lâche, la Terreur de Belleville ou le Rempart du Sébasto s'attaquera avec deux ou trois « copains » au passant attardé, à la femme isolée, qu'il croit incapable de se défendre ; il « dégringolera le pante » et le torturera avec des raffinements de supplice que n'a point imaginés le bourreau chinois; mais si le passant est énergique, un « costeau », s'il prend l'offensive, les rôdeurs s'enfuiront, à trois contre un. Parfois, dans les commissariats de la périphérie parisienne, se présente un brave et vigoureux ouvrier, chaque main embarrassée d'un bandit navré, qui d'assaillant est devenu prisonnier. « Tel cuide engeigner autrui, disait Merlin, qui engeigne soi-même. »

Souteneur, l'apache vit du « travail » d'autrui, en prenant ce noble mot de travail dans son sens le moins propre. A des mœurs qui n'ont rien de nouveau, il a fallu de nouvelles lois. Le « vagabond spécial », pour employer la pudique expression d'un ancien texte, vit sur les boulevards extérieurs comme le poisson dans l'eau, jusqu'à l'heure où il tombe dans les filets de la police. Le « marchand » international, qui a ses offices en Italie, en Autriche-Hongrie, en France, recrute ses meilleurs rabatteurs dans les bars suburbains, et tel d'entre eux a fait le voyage du Transvaal pour des mines qui n'étaient point d'or.

Jeune enfin, l'apache oscille entre seize et trente ans; il n'est point d'âge minimum pour le devenir, on arrête souvent de jeunes seigneurs de quinze ans, fruits pourris avant que d'être mûrs, et rien n'est triste comme leur bagoût insolent, leur précocité à tous les vices, où surnage encore quelque naïveté de leur enfance. Après trente ans, il est vieux, démodé, hors d'emploi : on ne le rencontre plus dans les bals où fréquentent ses congénères; il se consacre à d'autres métiers, parfois ramené au mieux par l'influence du régiment, de la famille, de la femme, de l'enfant; parfois tombé au pire, condamné aux travaux forcés ou à la relégation, éloigné de Paris par la prudente interdiction de séjour, repris périodiquement en rupture de ban, et passé parmi les « chevaux de retour », dont l'existence s'écoule en prison. Entre ces deux extrêmes, la précocité et la retraite, l'apache promène ses vices et ses crimes, dans les bas-fonds des capitales.

Suivons-l'y.

*
* *

Dans les vastes régions industrielles qui forment les XVIIIe, XIXe et XXe arrondissements de Paris, entre les boulevards extérieurs et les fortifications — pays de labeur et de production, — l'apache se terre le jour et sort le soir. Plus encore que le trottoir, son domaine est au bal-musette : au Chien Couronné, à la Goutte d'Or, — je ne nomme que les disparus, — il règne sans rival. Au long du trottoir, une lanterne fumeuse fait sortir le mot BAL en caractères noirs sur vitre crasseuse ; la première salle est un débit quelconque, semblable à tous, où consomment des cochers et quelques boutiquiers du quartier; elle est fermée par une balustrade élevée qui la sépare de la salle où l'on danse et porte un écriteau de ce genre :

A PARTIR DE SAMEDI
LES MESSIEURS PAIERONT 0,50 D'ENTRÉE
SANS CONSOMMATION
LES DAMES 0,25
LES DANSES SONT GRATUITES
LA CASQUETTE, LA BLOUSE
ET TOUTE TENUE NÉGLIGÉE
SERA REFUSEE

Et derrière cet écriteau protocolaire, se trouve la chambre à danser où sont quelques blouses et beaucoup de casquettes. C'est une grande salle, peinte à la détrempe, de panneaux très « Salon d'Automne », où le Château de Chillon, fort étonné de se trouver en pareil lieu, fait face à une Andalousie plutôt fantaisiste. Dans un coin, sur une estrade, un orchestre rudimentaire joue la *Matchiche*, un piston essoufflé, une clarinette aveugle, et un accordéon aigrelet : et sur le plancher grisonnant, quelques couples se démènent. Tout autour, à des tables empoissées d'absinthe ou de picolo, d'autres couples causent avec animation : les Dames ont oublié leurs chapeaux, que remplace avantageusement la splendeur de leurs chevelures, — ici Casque d'Or déchaîna entre Manda et Lecca une guerre troyenne où ne manqua que le barde Homère; parmi les Messieurs, beaucoup portent le costume à la mode du jour, veston cintré, à soutaches noires en zigzag sur la poitrine, casquette vert de gris, et la chevelure en botte de mou-

ron : ras sur la nuque, les cheveux sont longs sur l'occiput, formant un paquet oint d'huile au patchouli, et ressemblant à un lot de varech jaune; plus d'accroche-cœur ou de rouflaquettes, mais tous la « botte de mouron ». Quelques élégants détonnent, avec leurs vêtements de coupe classique, dignes du bon faiseur, des bijoux dont le toc fait illusion, à la lueur des quinquets, leur « english cap » de la bonne maison.

D'où viennent-ils, misérables ou opulents? De partout : jeunes paresseux dont les parents, toute la journée à l'usine, n'ont pu s'occuper et qu'ils ont laissés sans apprentissage et sans métier, enfants abandonnés, « orphelins de naissance », livrés au ruisseau parisien où ne coule que de la boue; petits provinciaux envoyés à Paris pour de vagues travaux, déserteurs de l'usine, sans relations dans la grande ville autre que celles du trottoir; bourgeois dévoyés, douleur et honte de leurs familles, chassés de l'honnête foyer après de longues frasques qu'un vol a couronnées; « bat' d'Af. », soldats des compagnies disciplinaires que n'a point corrigés la leçon d'honneur du régiment et que la mauvaise compagnie a repris dès leur retour, — ils arrivent de partout : un clerc d'avoué, qui a pillé la caisse du patron, y coudoie un nègre au langage enfantin; l'enfant, qui n'a jamais connu le sourire d'une mère, y boit avec celui qui a tué son père de chagrin; un gars de batterie, égaré à Paris, s'asseoit à côté d'un ancien cocher de la Compagnie, condamné pour vol; et j'y ai vu, tête basse, lippe pendante d'alcoolisme, un ex-gardien de la paix. Malgré les rafles et les condamnations, et les interdictions de séjour, l'armée du vice se reforme, partout recrutée, sans cesse accrue des appoints de l'étranger.

De quoi vivent-ils ? De tout, sauf de travail régulier. D'aucuns touchent quelque argent d'une famille trop indulgente et terrorisée par eux; ils ne sont point toujours d'un milieu sans fortune; récemment un vagabond, détenu à la Santé, reçut la visite d'un notaire qui lui annonçait un héritage d'une quarantaine de mille francs. D'autres exploitent les mille petits métiers parisiens : crieurs de journaux, porteurs de malles dans les appartements, camelots à l'affût d'une rue dépavée, d'un travail du Métropolitain, pour y installer leurs tréteaux et dérouler leurs boniments. D'autres encore sont voleurs à la tire, arracheurs de réticules, pillards des fourrures féminines, ou bonneteurs filant la carte sur les talus des fortifications. Beaucoup — les plus nombreux — exploitent le vice du trottoir; quelques-uns sont pires, pâles éphèbes, aux cheveux plats, au regard inquiétant. Et, dans tous, ce qui frappe c'est ce regard, fureteur et faux, lâche et cruel, cynique et haineux, reflet de leur âme.

Parfois quelques inconnus entrent dans la salle, indifférents en apparence, mais l'oreille aux aguets; d'autres les suivent et s'installent aux tables, comme des habitués, semblables aux gens du lieu par le costume. Puis, un petit homme arrive, blond, l'œil précis derrière le lorgnon, l'allure décidée, autoritaire, sans morgue ni crainte; à son geste, d'autres hommes arrivent, trente, quarante, et les ruffians se trouvent soudain cernés par les agents de la brigade mobile, les « moblots » : c'est la rafle. Ils ne se troublent point pour si peu : ces dames s'éclipsent, très soumises, accompagnées jusqu'au poste voisin par quelques inspecteurs; ces messieurs, promptement fouillés, dépouillés de leurs revolvers, surins et couteaux à cran, prennent la file pour passer au baccalauréat du « décavé »; le *décavé* est un gros registre, extrait du service anthropométrique avec signalements méthodiquement classés, d'abord, d'après les lignes caractéristiques de l'oreille, *dé*clivité, *ca*vité, *vé*rité, puis d'après l'œil, les lignes rigides, les signes particuliers et photographies à l'appui; un inspecteur fouille le gros livre avec la rapidité que donne une habitude journalière, sans cure des faux noms et à tel innocent *Dupont* ou *Durand* il déclare péremptoirement : « Vous êtes Lacenaire, condamné en 1905 pour escroquerie à un an de prison, cinq années d'interdiction de séjour. » Et l'homme ricane bêtement, emmené par un agent. Ce tri opéré, les raflés passent devant le commissaire de la brigade mobile : « Votre nom ? pas de domicile régulier ? pas de travail depuis six mois ? emmenez ! — Et vous ? Vous travaillez chez un serrurier ? Vos mains; toutes blanches, farceur; à vérifier. » Beaucoup présentent des papiers, plus ou moins sincères, des lettres — des « babillardes » — avec leur adresse, des certificats de travail délivrés par un camarade; plusieurs s'embarrassent dans leurs explications, oublient le nom de leur rue, de leur patron, « ils l'ont sur le bout de la langue »; un autre, très tranquille, élégamment vêtu, bagues et chaîne de montre en or fin, se déclare « apprenti jongleur » en quête depuis six mois d'un « numéro » inédit, qui ne lui a pas fourni ses bijoux et les louis dont son porte-monnaie est garni.

Quelques instants après, interdits de séjour ou porteurs d'armes prohibées, gens sans domicile ni travail ou passibles de mandats de justice, prennent avec mélancolie le chemin du poste; ils vont, dociles, sans révolte, à côté des inspecteurs qui les tiennent au cabriolet. S'ils étaient en nombre, ils les tueraient.

*
* *

Autour des Halles s'étend un réseau de vieilles rues, courtes et tortueuses. C'est un des plus pitto-

resques vestiges du vieux Paris, avec des hôtels de parlementaires au XVIIe siècle, des maisons à encorbellement de la Renaissance, quelques cours plus anciennes encore. Dès deux heures du matin, le monde de l'approvisionnement y fourmille, forts de la Halle aux grands chapeaux, maraîchers assoupis par le long voyage sur leurs voitures de navets ou de choux, miséreux vivant de quelques corvées. Dans la journée, y grouille un peuple actif et honnête. Le commencement de la nuit y est morne et solitaire, à à peine animé vers minuit par la sortie des théâtres. Cette solitude a souvent tenté Nosseigneurs les Apaches pour y établir leurs quartiers. Leur habitude est ancienne, à preuve la rue de la Grande Truanderie. Vers 1903, une compagnie nombreuse s'y était installée, la bande des Rasoirs, qui avait adopté pour arme de guerre l'instrument de Figaro : tout honnête homme est en droit de porter dans sa poche un rasoir, pour sa toilette, et c'est là un outil fort propre à tailler une gorge ou découdre une joue ; les attaques se multiplièrent dans la rue des Deux Ecus ou la ruelle au Lard, de telle façon qu'un nettoyage général devint nécessaire ; les bandits résistèrent et ce furent des luttes sanglantes sur le pavé des Innocents ou au débit de la Belle de Nuit. Aujourd'hui, les Halles sont moins mauvaises.

Elles sont le grand refuge, le dernier gagne-pain des sans-le-sou, mendigots et tireurs de pieds de biche, qui y trouvent, dans des corvées faciles, les quelques deniers nécessaires pour ne pas mourir de faim. Ils y arrivent au petit jour, des berges de la Seine, arches de ponts, bancs de square où ils ont péniblement dormi, les tout-jeunes, des enfants vêtus de loques et pieds nus dans des chaussures trouées, les tout-vieux, au teint gris, à l'œil morne, comme accablés par trop de misère. C'est la défroque humaine, où la police vient plonger, autant par charité que par répression : au poste de la rue des Prouvaires, dans ces locaux embués d'une crasse de quatre siècles, ils s'entassent, prêts à partir, les vieux pour Nanterre, les gosses pour un patronage, une école de relèvement où l'on puisse les arracher à cet épouvantable milieu. Et d'autres viennent, pour porter les légumes et les fleurs, les mannes de fruits et les paniers de poissons, et gagner la soupe qu'ils vont lamper au restaurant voisin, exténués de fatigue et de peine.

Leur paradis est chez Fradin, et quel paradis! Dans la rue Saint-Denis, se dresse une maison du XVIe siècle, avec sa façade en recul, ses quatre étages bas et noirs, sa double profondeur de cave. En hiver, dès quatre heures de la journée, les gueux s'y réfugient, car pour six sous, ils ont une soupe chaude et une nuit tranquille, les premiers arrivés aux meilleures places, un coin à l'abri des courants d'air, un bout de banc en encoignure, devant une table où appuyer la tête, et les autres installés où ils peuvent, deux cents, trois cents, s'entassant jusque dans les escaliers; les enfants — car il en est toujours une douzaine, — restent dans la salle du rez-de-chaussée. Et dans la nuit à peine coupée de lueurs de chandelles, ces gueux endormis, bouche ouverte, membres tordus, lamentables et sinistres, rappellent invinciblement les horribles visions du Dante, au dernier Cercle de l'Enfer.

* * *

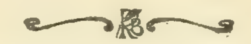
Pour être plus calme et sereine, la rive gauche n'est point sans avoir quelques apaches. Leur centre de réunion, jadis, était la place Maubert, la Maub', où se tenait le marché des mégots et bouts de cigarettes; la percée des rues Lagrange, Dante, etc..., en éventrant tout un quartier aussi pittoresque que mal famé, a assaini, « embourgeoisé » ce coin jadis dangereux. Des bouges d'antan, il ne reste guère que le « Père Lunette », mais il n'est plus le coupe-gorge d'autrefois, la lumière de la rue Lagrange, — soleil de jour, becs Auer de nuit, — a fait fuir les rapaces nocturnes, amis de l'ombre, et le cabaret, célèbre par ses orgies et ses rixes, n'est plus qu'un objet de curiosité où les guides de Paris mènent les Anglais curieux des bas fonds.

Les malandrins ont fui vers le sud, et se sont réfugiés dans les quartiers nouveaux, derrière la place d'Italie, auprès des fortifications. Dans les avenues qui allongent leurs arbres maigrelets et leurs cordons de réverbères, à côté des jardins où des Auvergnats jouent aux boules à grands cris, des bals publics se sont fondés, très semblables à ceux de Belleville ou de Montmartre. La vieille population du cru, peu flattée du voisinage de ces *Alcazars* et de ces *Boules d'or*, a été moins satisfaite encore de l'installation de chiffonniers, en campements sales et malsains, dans quelques ruelles de la Maison Blanche, repaires si bien habités que les gardiens de la paix ne s'y risquent qu'en nombre. Mais il est de pareils nids aux Grandes-Carrières, ceci n'est point spécial au quartier.

Ce qui donne à cet extrême sud de Paris un cachet particulier, ce sont les terrains vagues de la Glacière, vallée et côteaux de la Bièvre, vastes étendues inhabitées qui se peuplent d'ailleurs en dépit du pittoresque mais à l'avantage de la sécurité. De rares issues, des maisons basses et louches, entre les palissades pourries de grandes prairies où des chevaux étiques paissent un herbage pelé, voire quelques étangs, telles sont ces savanes. Le jour, c'est un pays peu fréquenté; la nuit c'est un désert. Mais le promeneur solitaire qu'y mènent sa fantaisie et son

amour du danger a l'impression que l'ombre est habitée : un léger bruit derrière une palissade, un coup de sifflet en rappel, le rapide passage d'une silhouette grisâtre, tels sont les indices que cette Prairie a ses Apaches. Et vers le nord, une lumière s'étale, rouge et diffuse, un lointain bourdonnement provient sans direction précise, comme d'un animal monstrueux et invisible : c'est Paris, la « grande ville », cité des contrastes, de travail et de paresse, de grand bien et de grand mal, d'extrême richesse et de misère extrême.

Paul Matter.



UN PAMPHLET DU RÈGNE DE LOUIS XV (1752) [1]

Ce sont trois volumes assez minces, assez menus, recouverts d'une reliure très simple en veau fauve, ornée de trois filets, et portant sur les plats les armes de la marquise : à les voir ainsi, ces trois volumes, l'on ne se douterait pas de ce qu'ils contiennent, de ce qu'ils cachent avec soin. Quand on regarde leur aspect, leur mine, leur vêtement, l'on ne s'aperçoit que de leur gracieuse coquetterie, l'on s'attarde à contempler cette joliesse qui n'est en vérité ni fade, ni mièvre, et qui rappelle la vie, l'élégance, les fêtes du passé. La marquise, dont on connaît le goût pour les jolies toilettes, voulait aussi pour ses livres des parures dignes d'eux. Ces parures peuvent paraître bien monotones et bien uniformes, on peut dire d'elles qu'elles ont la raideur d'une livrée ; oui, mais c'est qu'alors on ne comprend ni l'art qu'il y a dans le choix d'une couleur, ni celui qu'il y a dans la recherche du détail. Ces trois volumes si minces et si menus, la marquise de Pompadour les gardait comme on garderait une lettre défendue, et maintes fois elle dut les feuilleter pour méditer sur quelque passage ou pour redouter certaines menaces.

Qu'est-ce donc qu'ils contiennent ces trois volumes, et qu'est-ce qu'ils nous apprennent ? Parmi la foule des romans libertins du siècle, parmi les nombreux poèmes, les aventures, les fables et les contes, qu'est-ce qui les distingue ? Ils ont pour titre : l'*École de l'Homme* ou *Parallèle des portraits du siècle et des tableaux de l'Écriture Sainte* ; ils ont pour date l'année 1752, mais ils n'ont pas de nom d'auteur : l'auteur ne s'est pas compromis jusqu'au bout et pourtant l'on nous assure qu'il fut mis à la Bastille ! D'ailleurs, qu'il s'appelât François Génard ou Dupuis ou de telle autre manière, il nous importe peu, en vérité. Ce qui nous intéresse davantage, c'est de savoir que le livre fut saisi, dès qu'il parut. Les exemplaires furent détruits, et rares, très rares, sont ceux qui échappèrent à la censure. Vraiment, le pamphlet avait des allures trop franches et trop impertinentes ; il ne fallait pas laisser circuler et se répandre des bruits où la médisance ne perdait jamais ses droits, et la chose méritait qu'on y prît garde. L'ouvrage se qualifiait de « moral, critique et anecdotique », il avait par moments des airs hautains qui le rendaient imposant et il ne négligeait rien pour se faire entendre et comprendre. Si les personnages de la cour n'étaient pas cités avec exactitude, du moins ils étaient désignés et quelques traits suffisaient à empêcher que le lecteur se trompât. D'ailleurs, des clefs manuscrites passaient de mains en mains, et ces clefs ne laissaient pas le doute subsister. Même une clef fut jointe à l'œuvre, imprimée, et c'était pousser l'audace à son comble. La marquise, elle-même, copia cette clef sur les marges très grandes de son exemplaire, et ces marges furent avec habileté repliées de façon que l'on ne remarquât rien. Puis, lorsque tout y fut, le relieur habilla les trois volumes, en ayant le respect des notes et des encoches si minutieusement taillées. La marquise avait ainsi son *École de l'Homme* bien complète, bien à elle, et sa curiosité n'avait plus d'obstacle qui la gênât.

Depuis que la marquise n'est plus, bien des gens touchèrent à son livre, bien des gens ouvrirent et fermèrent cette boîte aux confidences, mais le livre est toujours intact et pur, aucune tache ne l'a maculé, personne n'a osé noter une idée, une réflexion personnelle sur ses feuillets, et encore aujourd'hui ces trois volumes si minces et si menus ont cet aspect chaste et silencieux que donne parfois aux êtres et aux choses le passé.

L'*École de l'Homme* se compose d'une série de réflexions coupées par des portraits que l'on voudrait croire des caricatures. Des passages entiers, des pages assez longues font songer aux Caractères de La Bruyère ; mais les satires sont ici moins profondes, les coups sont plus rudes, mais plus superficiels. C'est un homme qui n'a vu partout que des laideurs et qui étale avec complaisance les plaies des grands personnages. En dix-huit chapitres il nous entretient de la naissance, de l'enfance, de l'éducation, de l'âme, de la religion, de l'honneur, puis du vrai bien et du vrai mal, du mariage, de la puissance des maris, de la passion des hommes, des amis, et enfin, dans le troisième volume, du monde, des gens d'Église, de guerre, de robe, de fortune, en terminant le tout par une dissertation sur la mort. Et c'est bien à elle qu'il fallait que tout aboutît.

Quant aux portraits, ou plus justement quant aux

[1] Sur un exemplaire de l'*École de l'Homme*, annoté par Mme de Pompadour.

silhouettes, aux esquisses, il en est de genres divers, et un détail, un coup de crayon, les définit. Parfois l'auteur modifie les noms tout à fait et interroge son caprice et sa fantaisie, parfois au contraire il fait des anagrammes, il convertit Amelot en Tomela, et La Tour en Toural, et Villeroy en Voillery; c'est un déguisement qui ne déguise guère. Parfois il n'achève pas le nom, et il se donne ainsi l'illusion de dépister les chercheurs; il appelle Valentinois Valentin tout bonnement, ou bien aussi il trouve des épithètes de qualité et il se contente de ces épithètes pour grimer et masquer des personnages. Samuel Bernard, le riche financier, devient Chrysogone, et le maréchal de Richelieu, si spirituel et si brillant, est comparé à Clitandre Mais l'auteur n'est pas à court de ruses et de supercheries, et puis comme il avait la quasi certitude d'être, lui, découvert et puni, il s'occupait moins bien de couvrir ses victimes.

L'auteur n'ignore point qu'on rapprochera son œuvre de celle de La Bruyère qui lui est supérieure. Oui, mais La Bruyère parlait des hommes du XVIIe siècle et le XVIIIe est un siècle tout autre. « Les pages du livre du monde ne se ressemblent pas du jour au lendemain. » Il y a toujours de nouvelles choses à dire contre les gens, si ce n'est en leur faveur, et ce qui s'est écrit la veille sent déjà le moisi; il faut être de son temps; et, pour intéresser les contemporains, il n'est pas inutile de les entretenir d'affaires présentes ou d'affaires qui rappellent le présent. L'auteur se moque bien de ces censeurs qui « naissent dans les ruelles depuis que les lettres sont tombées en mode et que le Parnasse est cité au tribunal des Femmes de chambre. » Et si son œuvre suffit à corriger « un entre mille », il sera récompensé et se tiendra pour satisfait.

Il ouvre une « École de la nature », en somme, et il fait honte aux hommes en leur montrant les vertus premières des animaux. Les animaux, au moins, nourrissent leurs enfants, les protègent, les gardent près d'eux, les élèvent; les animaux ont conscience de leurs devoirs et de la noblesse de ces devoirs; mais les femmes! Ah! les coquettes, les évaporées, les indifférentes!... Et l'éducation des enfants? Pourvu qu'ils aient des « gouvernantes bornées », les parents sont en repos. « C'est Margot transformée en Goton qui va leur former le cœur, leur donner des leçons du sçavoir-vivre et leur faire connaître leur langue ». Est-ce donc si simple que d'instruire quelqu'un? « Il faut avoir reçu soi-même une éducation honnête pour être en état d'en donner des leçons. » Comment? C'est Marton qui finit à peine de garder les vaches de son village, c'est Marton qui prétend enseigner un prince?... Et comme il est difficile dans la suite de choisir le bon précepteur! « Lequel arrête-t-on? Ne le devinez-vous pas? C'est le moins cher. » Ne serait-ce pas à un père à cultiver l'esprit de son fils, à le former, à le polir? Il ne prend pas garde, ce père, au mal que fait à son enfant un mauvais maître. « Le vice entre dans l'homme en habit de velours et n'en sort qu'en surtout de bure. Il s'insinue dans le cœur en gants fermés, ses ongles croissent et il déchire tout en se retirant. » Les premières années de la vie laissent une empreinte indélébile : veillez à ce que l'empreinte soit bonne. Comme il y aurait moins de libres-penseurs et moins d'athées, — du moins c'est l'auteur qui l'affirme — si l'on n'encourageait pas la jeunesse à être incrédule! Et l'auteur se lamente en passant, parce qu'il est effrayé du nombre de ces athées. Il se lamente!... L'honneur, le fameux honneur du monde, que ne terrassèrent point les vaillants lutteurs du XVIIe siècle, triomphe contre la religion! L'honneur du monde, qui se donne les dehors de la vertu, qui passe pour elle, qui se fait accepter à sa place et qui sert de manteau aux bassesses et aux lâchetés... Auguste a dit à Artus : viens chez moi, je serai ton père. Et Auguste a renvoyé Artus, lorsqu'il ne s'est plus jugé en sûreté; Artus « lui doit être obligé de tout le mal qu'Auguste ne lui a pas fait. » La marquise a écrit en marge : le R..., le Prétendant, c'est Louis XV et Charles-Édouard. L'honneur a inventé les « ténébreuses alcôves, les quadruples rideaux, les cabinets secrets, les escaliers dérobés », l'honneur a verrouillé les portes, l'honneur a fardé certains visages pour les dissimuler; mais l'auteur de l'École de l'Homme voit les traits du visage sous le fard.

« Un ami me parle de Téroua. C'est un savant de premier ordre, me dit-il; si vous voulez, dès demain je vous le ferai voir; je sais une maison où on le voit — Arrêtez, je ne vous entends pas. Est-ce de quelque bête extraordinaire dont vous me parlez? — Non, c'est de Téroua, reprend mon ami. — Continuez donc. — Eh bien est-ce demain que nous l'irons voir? — Doucement, interrompé-je. Quelles sont les mœurs de Téroua? Est-il bon ami, bon parent? — Il est vrai, continua mon ami, qu'il a trahi quelques personnes et qu'il a fait quelques épigrammes contre des gens à qui il avait de très grandes obligations. — Et pour la religion? — N'en parlons pas; n'importe, c'est un génie qui a écrit des choses admirables et avec des sentiments... — Eh bien! envoyez-moi ses œuvres, il n'est homme qu'en peinture, je vous rends grâces de l'original. »

Qui donc est cette vipère, cet ingrat, cet impie? La marquise a noté qu'il s'agit de M. de Voltaire : et sans doute, elle se demande, réveuse, s'il a toujours bien agi envers elle.....

L'auteur donne en passant quelques coups de patte à celui-ci, à celui-là, à Adraste (comte de Saint Florentin) et à Flavius (marquis de Flavacourt) : ils

ont leurs ridicules, chacun a le sien... oui, mais voilà qui n'est pas si léger, et la marquise eût déchiré volontiers cette page pleine de méchancetés et de cruautés :

« Les plaisirs de l'esprit et du cœur ont la pointe trop déliée pour percer jusqu'à Basile. Il lui faut quelque chose de plus maniable, quelqu'une qui sache et qui puisse boire, qui lui tienne tête, le verre à la main, qui ait le caquet affilé aux plaisanteries de la Place Maubert, et qui donne le ton aux quolibets de Vadé. Peut-il mieux choisir qu'entre Marie-Claude, la grosse Babet, et la fille au père Jérôme ? Sans doute, puisque c'est Marie-Jeanne qu'il prend. »

Marie-Jeanne qu'est-ce donc? Marie-Jeanne? Oui, la marquise, la marquise, la petite Jeanne Poisson, et la pauvre marquise a inscrit dans la marge « Mme de P... ». L'auteur est impitoyable, car la marquise, qui continue de lire cette École de l'homme, rencontre ce passage, non loin du précédent :

« Ce n'est pas assez pour Padille d'avoir des châteaux assis dans les plaines et sur les montagnes. Une simple duchesse, une princesse peut en avoir autant. C'est une fée. Elle a des palais roulants. Elle fait sortir de terre des hommes nouveaux, en ensevelit d'autres tout vivans dans ses entrailles. Elle commande aux éléments. Qu'est cette Padille? Elle est impératrice? Reine? Qu'est-elle? Que n'est-elle pas? »

Et de nouveau la marquise a noté son initiale au bord du texte. Mais peut-être que ces remarques la chagrinent peu, ou même ne la chagrinent pas du tout : il n'y a dans ce second passage que l'aveu de sa puissance, et elle murmure en redressant la tête, et en souriant à demi : « Si cela durait encore long temps! »...

En courant, sans s'arrêter, l'auteur jette à l'un, à l'autre, une épithète défavorable ; Alexandre est égoïste et n'a cure que de ses ennuis : c'est Me Chauvelin ; le Seigneur Déiphobe, — comte d'Evreux — épouse une jeune fille riche parce qu'il a besoin d'un million, et si vous ôtez le million, ne pensez pas qu'il l'épouse pauvre. S'il fallait énumérer les mauvais maris et les mauvaises femmes, la cour et la ville seraient dévastées. Et puis s'il fallait compter les variétés d'ambitieux! Ceux qui, comme Tullius (le duc de Chevreuse) ne reçoivent et ne tiennent table qu'à fin de commander un jour à des légions, et ceux qui, comme Timon (M. de Maupeou) font « pour se faire nommer à un poste vacant, ce qu'ils doivent et ce qu'ils ne doivent pas ». Grâce à lui « le Perroquet de Laure ne manquait pas de biscotin. Tout sert à faire sa cour ». Argène (curé de Saint-Barthélemy) abandonne des milliers d'âmes confiées à ses soins, pour aller « prêcher orgueilleusement l'humilité qu'il prise peu, et déclamer contre le siècle dont il recherche les honneurs ». Ariston (le duc d'Argenson) « s'est trouvé placé comme par accident » : Qu'on se rassure ! dès cet instant son frère et ses parents seront ainsi que lui placés. Varius « se rengorge, sa fatuité filtre à travers de dédaigneuses prunelles. Qu'est-il besoin d'ajouter méthodiquement, ma sœur la marquise? »

Varius? qu'est-il donc, et quel rôle joue-t-il?

« Il tient à la faveur ar un certain côté; ce n'est pas, il est vrai, par le plus beau, le plus décent et le plus honnête, mais c'est toujours y tenir. »

Varius, on l'a deviné, c'est M. de Vandières, et cette satire est encore contre la marquise : mais elle est de taille à supporter des piqûres d'épingles, et toutes ces allusions caressent délicieusement son amour-propre, lorsque la douleur si légère du début s'est émoussée. La marquise n'est pas une poupée, n'est pas davantage une ignorante, et elle sait que « dans un rang élevé on a souvent moins de flatteurs que d'ennemis ».

L'auteur résume avec simplicité ce qu'on doit avoir, ce qu'on doit faire pour s'élever en grade : peu de mérite, beaucoup de fortune et force galanteries et courbettes. Même l'on acquiert la célébrité par d'autres moyens : Porphire n'a fait que s'endetter, cela suffit : voilà pour le duc d'Antin.

« Comment nourrir tes chevaux, Cléophore? Un bourgeois serait hors des gonds. — Qui me fait encore crédit? répond Cléophore à son intendant. — Le pâtissier. — Et bien! qu'on leur donne des darioles et des tartelettes. »

Voilà pour le prince de Conti. Quant aux gens d'Église, l'auteur ne finit pas de les railler, de les bafouer, j'entends ceux qui sont trop mondains ou trop intrigants, ou trop gais viveurs. Ah! l'argent néfaste ainsi que l'honneur du monde, l'argent, toujours ce débaucheur, ce tentateur, qui permet à Scapin (Monmartel) de s'acheter le plus somptueux palais, et qui, moins abondant chez Camille (le prince de Soubise), l'oblige à donner fêtes et bals pour attirer les gendres et les prendre à l'hameçon. Et la paresse, l'oisiveté aussi néfastes que l'argent et l'honneur! Voyez ce que devient par leur faute Arcas (le comte d'Egmont) :

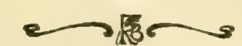
« Arcas se couche le matin et se lève le soir. Il a ses heures de toilette comme une femme ; sa main est délicate, et il entretient sa peau avec des pâtes. Il place comme avec la main sur son visage des ris et des sourires dont il s'embellit dans l'occasion. Il se file une voix flûtée. Voué aux femmes, il est de leur faible, de leurs passions, de leurs plaisirs. »

Mais, grand Dieu ne nous égarons pas à travers les sentiers mauvais, ne perdons pas de vue la mort, et vivons mieux, afin de mieux mourir. L'auteur nous incline devant la tombe et nous rappelle

l'exemple de Valentin (duc de Valentinois) qui, collectionnant des nudités en peintures, à l'instant de quitter la terre, les fit brûler, pour expier sa faute. Expiation tardive, trop tardive, et qui sait? inutile. L'École de l'Homme est une école sévère, impitoyable, qui ne nous corrigera point, mais qui suit la tradition des moralistes anciens et modernes, en mettant à nu les vices contemporains : elle nous a guidé depuis la naissance jusqu'à la mort à travers des chemins dangereux, dont elle voudrait nous écarter par la suite. Elle voudrait... mais cela ne suffit pas.

Et je crois bien que, lorsque la marquise relisait, entre deux fêtes, en se mettant au coin de l'œil une mouche, quelque page de ce pamphlet, elle interrogeait ensuite son miroir moins bourru, moins partial, et quand son miroir réflétait une figure fraîche, joyeuse, jeune, elle ne prenait pas bien au sérieux les attaques éparses dans le livre, et elle ne pensait pas à la mort, absorbée par un immense amour de la vie...

CHARLES OULMONT.



LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

RENÉ BAZIN. — *Le Blé qui lève.*
LÉON BARRACAND. — *Le Cheval blanc.*

Peut-être y avait-il en René Bazin l'étoffe d'un second Theuriet : moins de finesse, d'aisance, de naturel, mais le même goût de la vie rustique, et, parfois, le même sens d'une poésie agreste et familière... Peut-être! Mais il y avait la mode, ou, si vous préférez, cette impulsion qui précipite au roman social tant d'écrivains. René Bazin ne résista guère : René Bazin composa des romans sociaux : dans la *Terre qui meurt*, l'heureuse évocation d'un coin de terre française fit que l'on prit le change : paysagiste adroit, peintre superficiel des hommes et des conflits humains, René Bazin se vit attribuer le renom qu'il ambitionnait. Hâte excessive! *Les Oberlé* parurent... S'était-on mépris? Voici le *Blé qui lève* ; vous tous qui doutez encore, lisez : vos doutes s'évanouiront.

Conteur de menus récits, créateur de fictions raisonnables, auteur de romans romanesques sans excès, réalistes avec opportunité, doucement colorés, traversés d'un léger souffle poétique, René Bazin faisait une concurrence discrète à André Theuriet; il rappelait, de loin, et sans le faire oublier, Cherbuliez : la confiance des familles récompensait en lui l'écrivain honnête, l'artiste modéré, le bourgeois respectueux des goûts et des traditions de la bourgeoisie, l'amuseur moral, aimable et de bon ton; succès légitime, enregistré par l'Académie, dont nul ne s'offensait... René Bazin n'en veut pas; du moins ne saurait-il s'en contenter. Nous divertir? René Bazin a d'autres ambitions : et d'abord il entend nous contraindre à la méditation : René Bazin dénonce ces maux que notre société supporte avec une si vive impatience; du même coup il propose un remède : guérisseur, prophète, René Bazin se voue à un apostolat.

Le geste est beau, généreuse l'audace; peut-être même y a-t-il certain héroïsme dans le cas de cet écrivain qui entreprend une tâche à laquelle ne le destinaient tout d'abord ni son talent, ni ses goûts. Héroïsme? Présomption? René Bazin a-t-il vu les périls où il courait? A-t-il mesuré ses forces? Il n'a pas changé sa manière; il entreprend de vastes fresques : c'est encore, c'est toujours son pinceau léger d'aquarelliste qu'il manie; ce sont les mêmes teintes fugitives qu'il affectionne : il esquisse bien plus qu'il ne dessine ou qu'il ne peint. Hélas! son art menu paraît plus menu dans la grandeur du cadre : en vain cherche-t-on une ligne ferme, un trait accusé, une ombre vigoureuse : adieu couleur, relief : la vérité n'y est plus, ni la vie.

*
* *

Fragilité d'un beau rêve! Bazin-Perrette ne nous induira plus en illusion; nous en sommes désormais bien assurés, René Bazin est né pour perpétuer les traditions — qui nous sont chères — d'un romanesque tempéré, pour émouvoir, sans les surexciter — ce que nous n'aimons point — nos imaginations, pour nous rassurer enfin et nous édifier en un temps où l'art ne reflète plus guère que la vilenie et la misère humaines : répandre et multiplier des œuvres gracieuses et riantes, prodiguer aux âmes inquiètes, ulcérées, violentes des contemporains le baume d'une littérature lénifiante, est-ce point un rôle social? Mais René Bazin n'est point né pour écrire des romans sociaux : comment renoncerait-il à ce qui constitue l'essence même de son talent, à cet agréable mélange de fantaisie prudente et d'observation rapide, à cet optimisme qui n'approfondit rien, à cet idéalisme simplet? Certes René Bazin ne peut changer sa nature : il n'est point né pour le roman social qui exige de la pénétration, une attentive étude des hommes et des choses et qui n'est que déclamation vaine s'il n'est d'abord le procès-verbal ou le commentaire, ou enfin la transposition dans le domaine de l'art d'une observation bien conduite.

René Bazin n'est point né pour le roman social. Que n'a-t-il extrait de cet ambitieux *Blé qui lève* une demi-douzaine de nouvelles, ou deux ou trois romans alertes, simples, et dont on eût goûté la grâce et le parfum champêtre? Car ce livre est terriblement touffu : déblayons.

D'abord une thèse : nécessité d'un retour de nos campagnes à la foi catholique : bénéfice moral, profits sociaux.

Toute foi est respectable : mais si René Bazin invoque l'intérêt humain, n'est-il point — et avec lui nombre de catholiques — victime d'un mirage? Quelle chimère que cet âge d'or d'un passé heureux et vertueux parce que religieux! De nos jours, la Bretagne dévote serait-elle un modèle pour le Nivernais incroyant? René Bazin pouvait prévenir les objections, écrire un chapitre de psychologie populaire en s'attachant à l'étude du sentiment religieux; c'eût été faire œuvre de romancier social... René Bazin ne s'en avise point et se contente des arguments rebattus de la plus banale rhétorique : il ne s'avise pas non plus de spécifier de quelles facilités nouvelles une renaissance catholique favoriserait une réorganisation de la vie rurale : il procède par affirmations aussi catégoriques de ton qu'insuffisantes et imprécises dans les termes. Et nous voyons bien qu'une renaissance catholique restaurerait entre châtelains et villageois la cordialité des rapports; mais on ne peut croire que René Bazin s'exagère l'importance d'un pareil événement... Faut-il conclure que René Bazin fait preuve d'une insigne légèreté, qu'il compromet une cause en la défendant si faiblement? Affaire entre lui et ses amis; pour nous cette foi aveugle et respectable, qui ne nous apporte ni une analyse, ni une observation, ni un fait, ne nous apprend rien : elle est comme si elle n'existait pas.

Un tableau de mœurs illustre la thèse : est-ce bien mœurs qu'il faut dire? L'observation de René Bazin, fragmentaire, superficielle — je me répète, mais il le faut bien — n'est guère propre à évoquer un milieu humain : nous ne saisissons point dans son village l'animation de la vie collective. Dira-t-on que René Bazin a voulu peindre un groupe de forestiers et de travailleurs des champs, nous révéler les vicissitudes d'une tentative d'organisation coopérative? Voici Lureux, joli garçon, sournois, noceur, toujours à l'affût d'un mauvais coup; Gandhon, que le général de Meximieu connut soumis au régiment, et retrouve indiscipliné sur ses terres; Gandhon chante l'*Internationale* avec les camarades; le général l'interpelle :

— Je ne veux pas que tu te perdes avec ce monde-là, Gandhon! Je te connais, tu as mauvaise tête, mais en cas de mobilisation, nous marcherons tous deux, et ce que tu chantais là, tu n'en penses pas un mot!

Il n'y eut pas de réponse.

Le général blêmit. Il s'avança.

— Ce n'est pas possible! Toi, mon soldat! Viens serrer la main de ton général!

Le bûcheron se reculait en ricanant. On l'attendait, on le surveillait. Tout à coup il tourna lentement sur lui-même, et courut en avant, dans la ligne déjà piétinée par les camarades.

— Dites donc, mon général, le règlement défend de tutoyer les soldats!

— C'est par amitié, tu le sais bien!

— Je n'en veux pas.

Les forestiers pratiquent la lutte de classe, Fontroubade, le maçon, dit Goule d'Oie, Dixneuf, l'ancien zouave, Lamprière, « un grand maigre qu'on eût dit toujours en colère, et qui faisait peur aux bourgeois, quand il les regardait passer dans les chemins », Le Dévoré, valet de ferme « pesant, rouge et triste », Sapiat, Tournabien... Ravoux, violent, malin, président du syndicat, silhouettes furtives qui surgissent de l'ombre et s'évanouissent dans le mystère; un trait purement extérieur les fixa sur un album. Que savons-nous de leurs âmes? de la solidarité profonde qui les unit dans la souffrance et les arma pour la lutte? Décidément, René Bazin n'est pas de ceux qui nous dévoileront les secrets de l'âme populaire.

Vous m'objecterez Gilbert Cloquet dont l'existence entière nous est contée : voici « la vie morale d'un pauvre », la biographie du berger, du robuste valet de la ferme de la Vigie, l'histoire de son mariage, de son veuvage, ses tribulations de père d'une fillette coquette, égoïste et dépensière : tout le poids du roman pèse sur les épaules de ce Gilbert Cloquet : il collabore à la fondation du syndicat, puis, dépassé, se voit écarter, brimer, brutaliser : Gilbert Cloquet rend justice aux intentions généreuses de Michel de Meximieu, fils du général : le général et sa femme mènent grand train à Paris : Michel, épris d'agronomie, relève le domaine de Fonteneilles, rêve de paix sociale et de prospérité pour tous; il y a aussi un curé, bien moderne dans sa défiance du château, cet abbé Roubiaux, qui est peut être le personnage le plus vivant et le plus émouvant du livre... Tout ce monde gravite autour de Gilbert Cloquet qui va connaître les pires épreuves : il est ruiné par sa fille Marie, devenue la femme de Lureux, ruiné, quasi déshonoré : « saisis » Marie et Lureux n'ont-ils point frauduleusement soustrait à l'inventaire leur plus belle jument, des vaches, des brebis? Informé, Gilbert ramène ce bétail au milieu même de la vente.

... Donc, Gilbert Cloquet a les honneurs d'un portrait en pied, portrait d'un honnête homme et d'un père éprouvé, non point d'un paysan de la Nièvre; rien de moins révélateur qu'un pareil art; il ne néglige ni le décor, ni les particularités du costume, mais ignore à peu près tout des sentiments, du langage et des façons de raisonner qui caractérisent l'individu et désignent le représentant d'un milieu ou d'une classe.

— Et la thèse, direz-vous? — C'est encore Gilbert

Cloquet à qui revient la tâche de nous en prouver la justesse; désespéré, Gilbert Cloquet a quitté Fonteneilles : il est bouvier à la ferme du Pain-Fendu, voisine de la frontière belge : nouvelles aventures, nouveau roman, qui semble viser à plus de profondeur : une crise d'âme en fait l'unité : René Bazin nous montre son héros dépaysé, taciturne, insociable, épris d'une passion malheureuse — il a cinquante ans — pour une jeune femme de la ferme, épouvanté de cette passion, et qui s'enfuit, épave humaine, vouée au suprême naufrage; l'influence d'un ami, le boucher Hourmel, le spectacle d'une « retraite » d'ouvriers belges dirigée par les jésuites ramènent Gilbert Cloquet aux pratiques religieuses et lui font retrouver la paix intérieure... Beau sujet, dont on aperçoit l'intérêt psychologique et social! René Bazin le traite avec une excessive mollesse; cette « conversion » est une très banale aventure : le bon Samaritain belge Hourmel, les révérends Pères jésuites semblent échappés de quelque roman-feuilleton édifiant; René Bazin tourne au prédicateur douceâtre.. Littérature pour boutiquiers du quartier Saint-Sulpice.

*
* *

Réformateur social, René Bazin est pétri, parbleu, des intentions les plus généreuses; qui donc ne souhaite avec lui d'accroître et d'embellir la vie morale des humbles? René Bazin va au peuple : il est un de ces bourgeois touchants et gauches que raillent les ouvriers des villes et des campagnes. Certes, *Le Blé qui lève* est un document, et qui renseignera nos arrière-neveux, non point sur l'âme paysanne, mais sur l'état d'esprit d'une nombreuse partie de notre bourgeoisie; généreux élan altruiste, qu'une déplorable ignorance rend inefficace! René Bazin va au peuple; quelle étrange ardeur, mêlée de pitié, d'effarement et de crainte! nos bourgeois aiment et tremblent; ridicule attitude; ils agissent peu; agir n'est point aisé; nos « intellectuels » en savent quelque chose. Mais aussi, que ne commence-t-on par connaître le peuple et par vivre de sa vie! L'abbé Roubiaux, Michel de Meximieu, Gilbert Cloquet lui-même ont, à cet égard, de précieuses intuitions; par quelle aberration René Bazin n'en tient-il aucun compte? Il ne sait rien du peuple; incapable de l'étudier avec force, il en est réduit à de vagues et traditionnelles impressions. René Bazin, cependant, prétend faire œuvre sociale : ô folie! il écrit des livres sans couleur, ni vérité, ni vie : de pareils livres sont, littérairement, fâcheux, ils seraient socialement négligeables s'ils n'étaient pernicieux.

Et je vous assure que René Bazin n'a rien perdu de son talent, aimable quand il ne le force pas : *le Blé qui lève* est un détestable roman où abondent les séduisants croquis : René Bazin qui ne sut se contraindre à observer longuement la vie paysanne a rencontré parfois, au cours de ses villégiatures, des travailleurs des champs : il a noté, en hâte, des gestes, des attitudes : voici le bûcheron au travail :

« Le bûcheron abattait un « ancien » marqué au flanc. Il frappait obliquement. Le fer de la cognée s'enfonçait plus avant, à chaque coup, dans le pied palmé de l'arbre, faisait voler un copeau, humide et blanc comme une tranche de pain, et se relevait pour retomber. Il luisait, limé et mouillé de sève par le bois vivant. Le corps de l'ouvrier suivait le mouvement de la hache. Tout l'arbre frémissait, même les radicelles dans le profond de la terre. Une chemise, un pantalon usé, collé aux jambes par la sueur, décalquaient le squelette de l'homme, les omoplates saillantes, les côtes, le bassin étroit, les longs fémurs à peine recouverts de muscles et pareils à des cotrets vêtus d'écorce molle. L'ombre enveloppait les yeux clairs; l'orbite était creuse, blessure élargie par la souffrance du cœur. Deux entailles dans la chair, deux coups de pouce, appuyés par un autre modeleur au bas des pommettes, disaient : « Celui-là, dans les jours de moisson, dans les forêts en coupe, a lui-même fondu sa graisse et sculpté son corps ». Le maigre cou disait : « La bise a raboté l'aubier, et n'a laissé que le bois dur ». Ses mains, paquets de veines, de tendons, de muscles secs..... »

Eh oui! en ce roman les tableautins abondent, précis, en dépit d'un léger délayage. René Bazin se plaît au pittoresque des métiers manuels : il évolue avec désinvolture parmi les « bisanciens », les piles de « rondin ou de charbonnette cordée » et les « brins de moulée ». Il affectionne les beaux animaux, les bœufs enjugués, dont il dit l'allure noble et « cette belle torsion des têtes géminées qui se courbent pour l'effort et se relèvent quand tout va bien ». René Bazin n'est point inhabile à dresser dans une demi-lumière une chaumière nivernaise ou une ferme flamande. Surtout René Bazin traduit avec un particulier bonheur les aspects de la campagne française : charme pénétrant de ces paysages, saisis dans leur caractère et leur nuance changeante! fluidité des atmosphères; exactitude quasi géographique des modelés : voici nos plaines, nos champs, nos collines, nos forêts, nos saisons. René Bazin les définit en poète, parfois en poète lyrique : lisez plutôt cette page consacrée au « dernier jour de l'herbe ».

« L'aube était claire. La longue prairie commençait à trente mètres du château, montait doucement, suivait la courbe de la forêt, dévalait la pente de l'autre côté de la colline au-delà d'un alizier, découpé en plein ciel. Aucun rayon ne touchait encore l'alizier, ni les chênes qui veillaient à la lisière des bois. *Mais l'herbe avait senti le jour* : une sève prodigieuse et muette la soulevait : les boutons d'or, groupés en larges taches, étendaient leurs pétales que l'ombre avait redressés; les pissenlits épanouissaient le faisceau de leurs épées jaunes; les mar-

guerites que la nuit ne ferme point tournaient toutes la tête vers le soleil qui allait venir ; un souffle chaud exaltait dans les graines innombrables, dans les épis, dans les grappes et les hélices, dans les ombelles et les cosses, l'huile parfumée qui enveloppe le germe..... »

Cependant René Bazin s'obstine au roman social ! s'il continue, l'avenir ne le connaîtra que par les recueils de morceaux choisis et les keepsakes.

*
* *

J'ignore si l'avenir retiendra le nom de Léon Barracand : je suis surpris que notre temps n'ait point assuré une éclatante fortune à l'œuvre abondante de ce persévérant écrivain. Non que sa personnalité littéraire étonne par une extraordinaire originalité. Du moins l'originalité de Barracand consiste-t-elle en ceci qu'il produit, sans effort apparent, et avec une perfection qui ne se dément ni ne se dépasse, le type de roman le mieux fait pour plaire au plus grand nombre de lecteurs : conteur habile, expert metteur en scène des fictions les plus diverses, il sait la séduction des aventures sentimentales, et qu'une histoire d'amour est la meilleure trame où broder un roman ; il possède bien son métier : nul n'agence plus habilement une intrigue ; il écrit une langue alerte, colorée, bien vivante, et qui sait à l'occasion se montrer très littérairement prétentieuse. Il professe un imperturbable idéalisme : je doute qu'aucun romancier de notre temps puisse se glorifier de sentiments aussi chevaleresques. Barracand est l'auteur de deux ou trois douzaines de romans qui séduisent les jeunes filles, les grandes personnes sérieuses, tout le monde, et ne déplaisent point aux lettrés. Il ne se soucie point de littérature sociale : il est sans ambition, gai compagnon, cordial, un peu snob, trop épris d'élégance superficielle, de modes, de vain aristocratisme..., au total cultivé, abondant en souvenirs, en impressions de voyage, raisonnable, artiste, et je pense, un peu poète. On serait embarrassé d'élire entre tant de romans un roman, mais on citerait de lui deux ou trois nouvelles qui pourraient être d'un maître.

Et peut-être, s'il fallait cependant désigner un roman de préférence à tous les autres, choisirais-je *le Cheval Blanc* : le *Cheval Blanc* est dédié « au cher grand poète et ami Paul Harel qui a l'esprit subtil, une âme haute et le bel enthousiasme de la vie ». Nul patronage ne nous agrée mieux. Et sans doute Barracand n'a besoin de nul patronage ; mais il nous plaît de rapprocher de ce poète ce romancier ; leur art diffère ; leur inspiration est quasi identique... Et nous voyons bien que ni la subtilité, ni la magnanimité, ni l'enthousiasme ne font défaut à l'auteur du *Cheval Blanc*. Lisez donc le *Cheval Blanc*.

LUCIEN MAURY.

L'ILE DE CYPRIS (1)

IV. — LE BAIN.

Le chant s'éteint. Vénus, ravie, écoute encore
Le son des jeunes voix se perdre dans l'aurore.
Abandonnant sa couche et son peplum de lin,
Appuyée à l'éphèbe en un geste câlin,
Elle se lève. Aux plis d'une robe de gaze,
Où s'enchâssent béryl, diamant et topaze,
Son corps souple et charmant demeure empri- [sonné
Ainsi qu'en une amphore un glaieul renfermé.
Elle frappe des mains, et, belles fleurs vivantes,
Voici qu'à ses côtés s'empressent ses suivantes,
Vierges aux purs contours dont les seins frémissants
N'ont jamais palpité sous l'ivresse des sens,
Et qui, bornant leur vie aux soins du gynécée,
Tout en servant Vénus sans arrière-pensée,
Ne savent point, Hymen, qu'elles seront ta proie.
L'une aux pieds de la reine attache la courroie,
Qui retient le cothurne où la jambe est moulée.
L'autre en nattes tressant la chevelure huilée
D'une essence de nard, dispose autour du front,
Sur le voile d'argent le diadème rond.
La jeune Hellé présente à l'auguste Déesse
Un miroir reflétant les traits fins, la sveltesse
Et la grâce céleste et l'œil délicieux
De celle qui soumet et la terre et les cieux.

Aphroditè sourit de se voir aussi belle
Et d'un signe appelant Nycilline auprès d'elle,
D'une main exercée elle agrafe son col
Un triple rang d'émail serti de girasol.

Ainsi parée, Aphroditè se met en marche.
Elle descend du temple. Alors sur chaque marche,
Son voile transparent traîne et laisse après lui
Le crocus entr'ouvert, l'iris épanoui.
Une troupe d'Amours blonds et nus la précède.
Le joueur de théorbe et le brun citharède
De sons harmonieux font retentir les airs
Et réveillent Echo dormant aux bois déserts.
Et la noble Vénus gagne, d'un pas agile,
Par des chemins ombreux les rives de son île.
Là, près du flot amer qui clapote et frémit
Sur le bord coralin recouvert à demi,
Et baise doucement le golfe qui l'enserre
De son onde ondulant comme une écharpe claire,
Aphroditè a quitté sa robe aux plis flottants.
Elle rit d'être nue et s'admire longtemps.
Elle passe ses mains aux courbes de sa hanche,
Rose plus qu'une rose et plus qu'un cygne blanche,
Et voit dans l'eau d'argent sans marbrure et sans pli
S'ériger la fierté de son beau corps poli.

(1) Voir la *Revue Bleue* du 9 novembre 1907.

Elle plonge soudain. Tels des algues vivantes,
Flottent ses cheveux blonds. Et bientôt les suivantes,
Dociles à la voix suave d'Astarté,
Aux profondeurs des flots nagent à son côté.
Tantôt rivalisant de ruse et de vitesse,
Elles fendent la vague enflée avec adresse ;
Tantôt se poursuivant avec des cris joyeux,
Elles font tour à tour mille folâtres jeux ;
Et tantôt, tendrement l'une à l'autre enlacées,
Elles sont par la houle en silence bercées.

V. — Le Retour.

L'heure succède à l'heure et déjà le soir d'or
Blondit les membres nus des baigneuses. La mort
Du jour efface au loin le pâle argent des saules,
Et sur la nuque frêle et les frêles épaules
Met des frissons de peur qu'augmentent les vents
[froids.
Tout à coup retentit la bienheureuse voix :
« Mes filles, accourez, venez, l'autan se lève !
« Hâtez-vous comme moi de regagner la grève.
« Phœbé verse déjà sa tremblante lueur,
« Et couvre les coteaux d'un tapis de blancheur,
« Et déjà vers mon temple ont fui mes tourterelles:
« Imitons-les, quittons ces lieux, fuyons comme
[elles. »
Elle dit : et le chœur, dans le déclin du jour,
Obéit à la voix qui parle de retour.

Dans un char d'or traîné par le tigre et par l'once,
Sur la soie où le corps moelleusement s'enfonce,
Tes compagnes, Vénus, s'étendent près de toi.
Alors rendant la rêne immobile à ton doigt,
Tu laisses s'ébranler le merveilleux quadrige.
Comme un trait l'axe vole et voici, qu'ô prodige !
A travers les sentiers habilement conduit,
Il touche au temple d'or qui flambe dans la nuit.

Là, parmi les éclats d'une indicible joie,
Aux festins où le vin comme un sang pur flamboie,
En présence des Dieux oubliant leurs travaux,
Aphrodite préside à des plaisirs nouveaux.

Pierre de Bouchaud.



THEATRES

Opéra-Comique : *Le Chemineau*, drame lyrique en 4 actes. Poème de M. Jean Richepin. Musique de M. Xavier Leroux.

Dans l'ensemble des ouvrages qui portent la signature d'un écrivain parvenu à la maturité, il en est toujours un qui, mieux que les autres, l'exprime et l'explique tout entier, un qui répond à sa veine véritable, où il a su enfermer le plus de son âme et de son tempérament original, à supposer qu'il ait cette marque indélébile de l'écrivain qui s'appelle le don. Faites l'épreuve mentalement pour tous ceux à qui vous la reconnaissez cette marque, et vous constaterez que nul n'échappe au critérium indiqué. Pour qui connaît l'ensemble de la production de M. Jean Richepin et se pose cette question, il est un point hors de doute : l'ouvrage qui l'exprime le mieux, celui qui répond à sa faculté maîtresse, eût dit Taine, c'est la *Chanson des Gueux* et tout ce qui, dans cette note, correspond à sa veine de poète. Non que par là il ait découvert un filon original et lui appartenant à l'exclusion de tout autre. Il faudrait, pour le soutenir, bien mal connaître l'histoire de la littérature française, et disons mieux, de toutes les littératures. M. Jean Richepin eut d'illustres précurseurs sur notre vieille terre gauloise et même autre part. Il eut Villon, le plus gaulois et le plus gueux de tous, Villon qu'il ne méconnut point et auquel il ne craignit pas de rendre hommage, car il est toujours prudent de saluer au passage ceux qui vous marquèrent le chemin. Par delà la Manche, il eut le *Vieux Mendiant*, de Wordsworth ; l'*Edie Olchitrie*, de Walter Scott, et pour nous en tenir aux plus illustres de nos auteurs français, faut-il rappeler le *Vieux Vagabond*, de Béranger, et le non moins vieux *Par-les-Chemins*, de Balzac ? Faut-il y ajouter encore les *Misérables*, de Victor Hugo, dont on a dit si justement et si ironiquement que ce sont « des Pauvres à qui on a fait des têtes, pour employer une expression du métier dramatique — des pauvres arrangés dans l'intérêt d'un parti, des communards d'avant l'heure » — non certes les moins expressifs ni les moins pittoresques.

La liste est longue, on le voit, des écrivains et des hommes de génie qui, avant M. Richepin, s'attaquèrent au précieux filon où il devait s'en prendre lui-même, et le mérite ne fut que plus grand au poète, ayant de tels devanciers, d'avoir su rendre un son qui n'appartenait qu'à lui. Car si la *Chanson des Gueux* est la plus expressive de ses œuvres, c'est qu'en somme elle traduit la part la plus spontanée, la plus jaillissante et la plus vivante de son âme. Quelques-uns se travaillent, s'auscultent et se dissèquent pour découvrir le sujet qui répond à leur vrai tempérament. M. Richepin n'eut pas besoin de tant d'efforts ; il n'eut, à son heure, qu'à écouter les aspirations de sa nature, et la *Chanson des Gueux* naquit en lui : d'où sa verdeur et sa sincérité hors de conteste. Or qu'est-ce que ce *Chemineau*, jadis donné à l'Odéon, et repris hier à l'Opéra-Comique avec adjonction de musique ? C'est tout simplement une figure détachée de la *Chanson des Gueux*, et pour être plus précis, de cette partie qui s'appelle Les *Gueux des champs*, dont un critique illustre écrivait à l'heure où elle parut : « Là, il y a réelle-

ment de grandes et fortes beautés : là, l'accent profond, la couleur vraie, l'âcre senteur du sujet, et en beaucoup de pièces, ses lueurs terribles ; car toute misère est terrible quand l'idée n'est pas là pour la désarmer. »

Figure détachée, isolée du groupe, un peu trop diluée par les nécessités de l'affabulation dramatique, il devait quand même subsister dans la pièce quelque chose de la valeur de son prototype poétique. Le Chemineau du dramaturge n'a sans doute pas toute l'âpreté, toute la verdeur et justement cette « âcre senteur » du *Chemineau* du poète, mais il conserve quand même l'accent vrai qui le distingue des Ruraux conventionnels que tant d'écrivains nous ont montrés. Il est bien l'éternel errant, celui qui ne sait, ni ne veut se fixer nulle part, car tout arrêt serait une chaîne, et c'est ce qu'à aucun prix il ne veut supporter. — « Il m'a toujours semblé, dit un des personnages des *Petits poèmes* de Baudelaire, que mon plaisir serait d'aller toujours droit devant moi, sans savoir où, sans que personne s'en inquiète, et de voir toujours des pays nouveaux. Je ne suis jamais bien nulle part, et je crois toujours que je serais mieux ailleurs que là où je suis ». Telle est la psychologie essentielle du Chemineau, et à la liste déjà longue des précurseurs de M. Jean Richepin, il faut ajouter le jeune héros de Baudelaire, plus subtil et plus raffiné seulement. Dans l'affabulation dramatique qu'il fallait bien donner pour répondre à ces exigences de concret qui sont de l'essence du théâtre, M. Richepin nous conte un des épisodes sentimentaux de cette existence errante, et sa simplicité même met en lumière ce qu'elle offre de caractéristique. Dans une des fermes où il a accepté du travail pour vivre, le Chemineau est aimé par Toinette, la belle fille que tant d'autres désirent autour de lui, et dont François notamment veut faire sa femme. Elle ne voit que lui et ne veut appartenir qu'à lui. Il répond à son amour, et l'idylle entre eux commence avec cette simplicité propre aux natures primitives, chez qui l'impulsion et l'acte ne font qu'un. Toinette se donne, sans réfléchir aux conséquences et le Chemineau repart pour suivre son destin.

Les années s'écoulent. François et Toinette sont mariés, et François ignore tout du passé, sinon que sa femme a rêvé un jour d'arrêter la course vagabonde du Chemineau. François est maintenant vieux et malade. Son ancien patron, maître Pierre, l'a chassé et voici qu'un malheur nouveau l'accable. Toinet, l'enfant qui est né après son mariage et qu'il croit être de lui, aime Aline, la fille de maître Pierre, et celui-ci refuse de la lui donner. Il va même jusqu'aux menaces. Il entre sous le toit du moribond et d'un regard fait comprendre à Toinette que si l'on n'obéit pas à ses volontés, il dira le secret du passé. Mais François, indigné de la conduite de maître Pierre, fait tous ses efforts pour le chasser, et maître Pierre, désignant Toinet, jette à la face du moribond cette injure : Bâtard !

Vingt ans se sont écoulés depuis les premières amours du Chemineau. Il traverse à nouveau le village. Des paysans le reconnaissent, le font boire et lui rappellent le passé : ils lui content le sort malheureux de Toinette et des siens. Il apprend qu'il a un fils, que Toinette est toujours au village. Il la revoit, elle ; il revoit aussi cet enfant et tout ce qu'il y a en lui de sentiment pitoyable s'émeut à nouveau. Il restera cette fois : il s'arrêtera dans sa course vagabonde pour réparer le mal qu'il a fait. Ne le connaît-on pas comme sorcier ? Moyennant quelques cures merveilleuses, et ses soins donnés aux moutons, il obtiendra de maître Pierre son consentement au mariage d'Aline et de Toinet.

Voici en effet le bonheur qui rentre dans la maison. Seul, François n'en aura pas sa part, car ses derniers efforts l'ont brisé. Il va mourir et c'est le Chemineau qui maintenant le veille. Dans cette nuit de Noël, la voix du moribond se fait entendre. Avec cette lucidité particulière que donne l'approche de la mort, il a tout compris et prenant la main de celui qui ramena la paix et le bonheur dans la maison, il le remercie et s'endort pour toujours... Le Chemineau pourtant demeure fidèle à sa vocation errante : il ne veut pas du bonheur qu'on lui prépare. Il ne restera pas au village : il ne sera pas le mari de Toinette. Une fois suprême il rejette ce songe et reprend sa vie errante à travers la campagne.

Rien de plus antimusical, est-il besoin de le dire ? qu'un tel sujet. Rien qui repousse plus énergiquement, par sa nature même, l'adjonction de l'élément sonore, et si j'en voulais déduire les motifs, il me faudrait reproduire ici les arguments que plus d'une fois déjà je vous ai présentés à l'occasion de sujets similaires, et se résumant à peu près en ceci : là où la musique est inutile, elle devient nuisible ; là où elle n'ajoute rien à l'impression d'art, elle tend à la diminuer ; bien plus elle apparaît comme un contre-sens, et ma surprise, chaque fois renouvelée, est qu'il se puisse rencontrer des artistes pour appliquer à des sujets de cet ordre l'effort ingrat et prolongé que suppose une partition en quatre actes. La psychologie des personnages du *Chemineau* ne diffère pas, en ses grandes lignes, de celle que nous avons accoutumé de voir aux drames d'Émile Zola, musiqués par M. Alfred Bruneau, et si ces personnages offrent plus de pittoresque, plus de fantaisie surtout et de verve que les paysans de Zola, ils n'en ont pas moins cet accent particulier de vigoureux et de franc réalisme qui répugne à la musique. Pour eux comme pour les autres, l'objec-

tion a la même valeur : ce que j'incrimine particulièrement, dans un effort de cet ordre, c'est l'alliance des deux arts : littérature et musique. On ne peut se lasser de le dire : Si la fonction essentielle de l'art des sons, dans la musique dramatique comme dans la musique pure, consiste à prolonger, à intensifier en nous les émotions et les rêves dont la poésie a fourni la première esquisse, que vient faire ici la musique surajoutée à un poème de cet ordre?

Ce n'est pas d'ailleurs que cette musique se manifeste en soi plus mauvaise qu'une autre. Des adversaires déclarés, sectateurs et soutiens d'une coterie, qui éprouva, la saison dernière, de cruels déboires sur cette même scène de l'Opéra-Comique, ont essayé de l'insinuer. Pourquoi donc tant d'efforts? On les comprendrait à la rigueur — du point de vue pratique, entendons-nous bien — si l'éreintement prémédité d'un ouvrage pouvait de quelque façon atteindre ce résultat de restituer vie et santé à un autre. Les vingt ou trente représentations que pourra bien avoir le *Chemineau* — car il est capable, le gaillard, d'atteindre à ce chiffre pour des raisons d'interprétation — n'empêcheront pas que son avant-dernier prédécesseur, sur l'affiche bleue de la salle Favart, soit une œuvre mort-née que vainement on tente de galvaniser. C'est inutilement exhaler sa bile et surtout manifester trop clairement son dépit qu'accabler la musique de M. Xavier Leroux sous les traits d'une implacable critique. Elle n'est point en soi si dépourvue, si antimusicale qu'on veut bien le dire. Ce qui est antimusical, c'est le *sujet*. Parfois on se prend à regretter, comme au cours du troisième acte, que l'invention du musicien n'ait pas trouvé à s'appliquer sur un autre sujet. Il y a de la vie, du mouvement, une certaine verve pittoresque dans telles parties de l'ouvrage de M. Xavier Leroux, et son instrumentation n'est pas aussi insuffisante qu'on le prétend. Dans ces dernières années, et sur cette même scène de la rue Favart, nous avons entendu des ouvrages lyriques bien autrement faibles. Ce qu'il faut avoir soin d'ajouter, c'est que l'interprétation en est tout à fait saisissante, et que les efforts combinés de ces deux artistes, M. Dufrane, dans le rôle du chemineau et M. Périer dans celui de François, par l'intensité avec laquelle ils se donnent et défendent l'ouvrage qui leur fut confié, sont bien capables de le maintenir sur l'affiche au-delà même des prévisions que nous avons formulées. Vous voyez la déconvenue et par quel mécanisme un demi-succès peut atteindre ceux qui avaient pu concevoir quelque espoir. Car l'adage est toujours vrai, en art comme en amour :

Belle Philis, on désespère,
Alors qu'on espère toujours.

PAUL FLAT.

VERS LE DÉCLIN

Il n'est point d'autre pays que le nôtre, peut-être, où aussi aisément, le travailleur pris à la terre ou à l'atelier s'adapte aux exigences d'une charge élevée, où l'aptitude de la race à se développer et à s'affiner soit aussi remarquable (1). Mais l'effort, trop vif, n'a jamais tendance à se prolonger; cette souplesse dissimule une dangereuse inconstance; et notre faculté d'assimilation n'a d'égale que notre promptitude au déclin.

Voici un homme d'affaires que des dons éminents d'énergie, d'organisation ont placé à la tête d'importants intérêts. Un jour vient où il renie le meilleur de lui-même, la franchise de ses affections et la droiture de ses convictions, pour imiter, avec plus de dextérité, M. Jourdain, et se glisser dans la caste conservatrice. Sa femme ne rêve que d'être admise à la petite cour épiscopale ou archiépiscopale. — Et Dieu sait combien il se faufile de pharisiens, et de Madeleines mal repenties, mais dont un dernier et brillant avatar a fait oublier les aventures suspectes, dans ces coteries ultra-cléricales, tout imprégnées de préjugés aristocratiques, qui croient être le sel de la terre! — Son fils pense s'anoblir en se mêlant aux jeux et aux débauches de gentilshommes décavés. Une énergie s'était manifestée, une œuvre avait été créée; tout se trouve dévié, faussé; le résultat? Un snobisme de plus.

« Je suis plébéien, monsieur le marquis, je suis fils de la Révolution, démocrate, démagogue, ultra-radical, extrême gauche, tout ce que vous voudrez! Seulement, voilà! on est bête, on est sensible malgré tout, aux noms, aux titres, au chic, à l'élégance de la vie... Le peu qui reste de votre aristocratie ne subsiste que par la sottise et la lâcheté des démocrates qui la jalousent, mais qui voudraient avoir l'air d'en être, qui aiment bien se frotter à elle, qui, dès qu'ils ont de l'argent, lui empruntent, avec ses façons de vivre, la moitié de ses préjugés. Si tous les démocrates faisaient leur devoir, voilà longtemps qu'elle ne serait plus qu'un souvenir, votre noblesse, que le diable emporte! » Cette confession du *Député Leveau*, vieille d'une dizaine d'années, est toujours actuelle, toujours vraie.

Un rural modeste est-il élu député? Il se frotte au monde. Il acquiert certaine élégance de manières, certain ton amusant et léger. Il se croit appelé à la grande vie. Il fréquente les restaurants de nuit; il s'adonne aux divertissements dispendieux. Il mène un train fort supérieur à ses revenus. Il essaie de se remonter par des affaires. Il est prêt aux compromissions. En quelques années, le succès a fait de cet homme un intrigant sans scrupules.

Les plus probes, hissés par le hasard au pouvoir, perdent la notion du devoir démocratique et du bien public. Un excellent commerçant des Landes, élu au Parlement, devient, par la grâce de son parti, ministre des Colonies. Aussitôt il se préoccupe de distribuer de bonnes prébendes à sa clientèle : ces jours-ci, il prétend créer à Paris même, dans son département ministériel, une direction d'une quinzaine de mille francs pour l'un

(1) Voir *Gens de Qualité*, dans la *Revue Bleue* du 9 novembre.

de ses favoris, un jeune homme. Vainement les règlements s'opposent-ils à cet acte de favoritisme, vainement la Commission du budget, lasse de tels abus, sans cesse dénoncés, sans cesse répétés, proteste-t-elle, notre bonhomme s'obstine : à quoi bon le pouvoir, sinon à satisfaire ses caprices... et ses convoitises? Il ne s'aperçoit point que, seule, la correction de sa gestion pourrait en compenser la médiocrité.

Ainsi l'argent et le pouvoir dissipent fâcheusement la droite énergie qui les fit conquérir, et plus d'un contemporain peut répéter l'interpellation que Jules Lemaître prête à son héros : « Tu as trahi tes principes, tu t'es déshonoré... J'ai été absent de moi-même! »

Ce prompt abandon de l'effort, du devoir, cette impatience de jouir se marquent en France par la rapide décadence des classes, qui, en d'autres pays, encadrent fortement les individus et soutiennent la grandeur nationale.

Notre histoire politique au XIXe siècle semble, avec moins de violence et plus d'ampleur, le renouvellement de cette tragédie révolutionnaire, où, successivement, pour une action éphémère et une chute mortelle, s'élevèrent les Feuillants, les Girondins, les Dantonistes, les Hébertistes, les Robespierristes.

Une aristocratie nouvelle surgit sous l'Empire, qui conquiert ses titres sur les champs de bataille ou dans les joutes fécondes de jurisconsultes. En une génération, elle semble épuiser sa valeur. Puis elle devient aussi arriérée, vaine, inutile, que les derniers vestiges de l' « émigration ».

Une élite de parlementaires se forme sous la Restauration et la Monarchie de juillet. Elle cède à un étroit conservatisme, à une oiseuse « satisfaction », qui provoque les colères de 1848, la réaction dictatoriale de 1852, la dispersion totale des espoirs de la bourgeoisie libérale vers 1879.

Une sorte toute neuve de politiciens apparaît, à l'appel de Gambetta, et fonde la république démocratique. Elle ne tarde point à se compromettre dans l'effroyable scandale de Panama. Elle se discrédite par l'étalage de ses appétits et l'insincérité de ses convictions. Elle s'abaisse à la surenchère, à la démagogie, sans distinguer qu'elle répand ainsi l'indignation et la révolte.

« Je ne ferai point au régime actuel l'honneur de le qualifier de parlementaire, écrivait E. Vacherot, il y a une quinzaine d'années. On a vu, en Angleterre et en France, des gouvernements dirigés par des partis faire convenablement les affaires du pays. Nos gouvernants et nos représentants font avant tout leurs affaires. »

Il en est de même dans le domaine social, où la mobilité du personnel met également obstacle à la continuité de l'effort et empêche toute tradition de se fixer.

Une importante industrie, un gros mouvement d'affaires sont-ils créés? Le snobisme des héritiers les laisse péricliter, ou en transmet la charge à de nouveaux venus, dénués souvent de l'expérience ou des moyens pécuniaires nécessaires. Ces liquidations périodiques nuisent infiniment à certaines villes de commerce. Et c'est parce que ses patriciens ont su s'y soustraire, parce que, parmi eux, les fils ont coutume d'y poursuivre l'entreprise du père, que la place de Lyon a acquis une solidité et une réputation exceptionnelles.

Dans les campagnes, les fils des gros propriétaires qui quittent le domaine natal pour venir se distraire aux casinos des stations cosmopolites, ou mener la vie de luxe à Paris, renient l'effort qui est la rançon de leur prépondérance. L'absentéisme, avec tout ce qu'il entraîne de détournement de capitaux et de compétence, enraye le progrès des méthodes agricoles et empêche toute vie régionale de s'affirmer.

De là, toujours, l'antipathie des masses pour l'élite opulente : « Notre démocratie actuelle, disait encore E. Vacherot, n'a guère plus de goût pour le gouvernement des bourgeois que pour celui des nobles. On ne refera pas, en France, le gouvernement des classes dirigeantes, par la bonne raison qu'il n'y a plus de classes, à proprement parler. »

De l'élévation au déclin, le cycle s'accomplit chaque jour sous nos yeux, au sein d'une même famille.

Un homme qui appartient au peuple fonde le patrimoine. C'est un travailleur de petite envergure, mais dont le travail acharné, l'économie, confinant à l'avarice, grossissent l'épargne. Ou c'est un audacieux, d'esprit investigateur et entreprenant, qui exploite une invention, lance un produit, imagine une affaire, d'où il retire de considérables profits. Cet homme est souvent remarquable de vigueur et de netteté.

Son fils ne pourra s'éloigner complètement du labeur, alors que le père s'y est tenu. Il cherchera dans une carrière libérale, barreau, littérature, suivies sans ténacité, l'illusion de l'activité et de l'utilité. En réalité, la fortune lui a ouvert un monde, des horizons où il se complaît. Il se déshabitue de la salutaire discipline, ne s'attache qu'à l'apparence séduisante de la vie. Il s'entraîne à la fréquentation des salons à la mode, à la maîtrise des sports distingués. C'est un mondain achevé.

Elevé dans le luxe, le petit-fils réunit tous les préjugés de la classe oisive, tout ses défauts, son incapacité pratique. Il peut avoir du goût, de l'esprit, exceller dans le badinage spirituel, verser dans un dillettantisme charmeur. Il demeure réduit à l'impuissance, à l'inutilité.

A-t-il une sœur? Ce sera une jeune femme d'un snobisme précieux, parfois aussi d'une sensibilité exquise, d'un esprit tout empreint de finesse et de grâce, mais sans compréhension de la vie sociale, sans force de caractère. — Trop vite la sève populaire a monté, s'est épanouie et épuisée.

Il est vrai que, du sol toujours fécond de la France, sortent sans cesse d'autres énergies intactes, d'autres intelligences ouvertes, prêtes à se livrer à l'ardent effort. Quelle œuvre merveilleuse ne pourrait-on en attendre, si toutes ces tentatives isolées se soumettaient à une solidaire et persévérante discipline, se prolongeaient avec droiture, avec civisme!

JACQUES LUX.

Le Propriétaire-Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 21 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 23 NOVEMBRE 1907

LA TROISIÈME DOUMA

Nous voici enfin sortis de la campagne électorale. Même les plus fougueux parmi les « cadets » commençaient à en avoir assez. J'ai eu l'occasion de me rencontrer l'autre jour avec un des leaders du parti. Il me confessa qu'il n'en pouvait plus. Le niveau des débats électoraux a étrangement baissé. Dans la capitale même, on discute moins les programmes des députés que leur passé. De vieux amis, qui naguère encore marchaient de pair dans la revendication des « libertés nécessaires », ne reculent plus devant un genre d'insinuations, auxquelles les Américains, paraît-il, recourent volontiers pour éliminer des concurrents. Et dire que toutes les injures devant lesquelles n'ont point reculé des gens bien élevés, d'une moralité et d'un caractère au-dessus de tout reproche, n'ont pas sensiblement déplacé le nombre des voix ! On s'attendait au succès des cadets dans la seconde curie, celle des locataires, et à leur défaite dans la première. Et, en effet, Milioukoff, Roditcheff et Koloubakine l'emportent de beaucoup sur leurs adversaires et assurent au parti des cadets dans la troisième Douma la présence de trois leaders de talent différent, mais qui se complètent l'un l'autre. M. Milioukoff, que j'ai connu en qualité de professeur, de savant historien et d'homme de lettres, est, paraît-il, un stratège de tout premier ordre. Tel est du moins l'avis de ceux qui se laissèrent guider par lui dans la piteuse aventure par laquelle s'est achevée l'épopée héroïque de la première Douma. Nos lecteurs voudront bien se rappeler que les cadets, suivis d'un grand nombre des gauches, sont allés siéger à Viborg en Finlande, aussitôt après l'occupation du palais de Tauride par l'armée. C'est de Viborg que fut lancé le fameux Manifeste qui devait soulever contre le gouvernement les masses populaires et l'empêcher de prélever désormais les impôts ainsi que de faire de nouveaux recrutements. Le peuple resta sourd à ces exhortations, et leur seul résultat fut de persuader les gens qui détenaient le pouvoir, qu'ils restaient les plus forts comme par le passé. Les signataires du fameux Manifeste expièrent leur maladresse en perdant pour un temps indéterminé l'usage de leurs droits politiques. Sous le prétexte qu'on allait les traduire devant les tribunaux, on les tint loin des urnes. Aucun d'eux ne put poser sa candidature aux élections, tant de la seconde que de la troisième Douma, celle qui va se réunir le 13 novembre. Cette perte de la fleur du pays détermina le peu de succès que les cadets eurent aux élections, sinon dans les villes, du moins dans les campagnes. Dans plus d'un endroit, ils manquèrent de candidat sérieux. Les conservateurs et les réactionnaires, connus, les premiers sous le nom d'hommes du 17 octobre, date à laquelle remonte l'origine de nos libertés, et les autres — sous celui de vrais Russes, — ne demandant que le rétablissement de l'autocratie impériale en tirèrent le plus grand profit. La nouvelle loi électorale a transporté entre les mains des propriétaires fonciers le droit de dire le dernier mot quant à l'issue du vote au sein des assemblées électorales de la province. Elle leur a assuré une prépondérance numérique telle que nul ne peut devenir député sans leur appui.

Par conséquent rien d'étonnant si le peuple russe

est représenté dorénavant non par ses propres mandataires, mais par ceux des classes dirigeantes. On n'a qu'à jeter les yeux sur un tableau de statistique électorale, reproduit aujourd'hui même par tous les journaux, pour comprendre à quel point est grande la défaite de l'opposition. Les cadets auront à peine 50 voix sur 442 que comptera la prochaine assemblée. Les partis extrêmes sont réduits à une trentaine de voix. En admettant même que la représentation polonaise votera toujours avec les cadets, ce qui me paraît peu probable, et que l'extrême gauche leur accordera son appui, ce qui est plus que douteux, nous arrivons à ce résultat un peu mince de ne posséder dans notre nouvelle Douma qu'un tiers de députés, vraiment désireux de voir la Russie entrer dans la voie des réformes démocratiques; les droites, heureusement, resteront partagées — les « hommes d'octobre » ne comptant que 89 députés, et les monarchistes, tant outranciers que raisonnables, n'arrivant qu'au chiffre de 186. L'issue du vote dépendra plus d'une fois de l'attitude des groupes nationaux, ainsi que de ceux qui se font passer, les uns pour progressistes, les autres pour modérés ou encore « n'appartenant à aucun parti ». Si tous ces gens-là se portent à droite, ils assureront aux conservateurs une majorité de plus de deux tiers; s'ils se portent à gauche, ils permettront aux cadets d'attirer à eux ce groupe d'amis de la constitution actuelle qu'on nomme les « hommes d'octobre. » En effet, dans leur ensemble, ces députés arrivent à constituer avec les gauches un groupe de 154 à 157 personnes. En détachant des conservateurs les 89 députés du parti du 17 octobre, ils seront à même de former un bloc de 246 individus, c'est-à-dire un bloc composé de plus de la moitié du nombre total des députés. Mais il serait chimérique de croire que les socialistes voudront faire cause commune avec les autres groupes de l'opposition. Comme leur nombre arrive à 29, il faut déduire ce chiffre de celui que nous venons de donner; cette déduction faite, l'opposition ne constitue plus, même dans les meilleures conditions, qu'une minorité de 217 personnes. Ce calcul, d'ailleurs fort problématique, nous amène à croire que les « hommes d'octobre » trouveront plus avantageux de s'entendre avec les monarchistes que de constituer un parti du centre avec les cadets.

Une pareille combinaison assurera au ministère une majorité sinon écrasante, du moins capable d'enrayer un assaut du pouvoir, pareil à ceux dont la première Douma nous a présenté plus d'une fois le spectacle. Le seul danger sérieux, dont le ministère actuel pourrait être menacé, lui viendrait des monarchistes à outrance. Ces derniers ne sont pas nombreux, mais fort remuants. Ils ont des attaches à la cour et ils ne reculent devant aucun moyen pour assurer le triomphe de leurs appétits, sinon de leurs idées. M. Stolypine aura maille à partir avec des hommes comme le comte Bobrinsky de Toula, que la rumeur publique lui donne déjà pour successeur.

Pour avoir du *lest*, ce capitaine d'un vaisseau depuis longtemps en péril est, dit-on, tout prêt à sacrifier à la haine des outranciers, quelques-uns des membres de son Cabinet.

Le ministre de la Justice paraît déplaire en ce moment en haut-lieu pour n'avoir pas arrêté les poursuites contre M. Gourko, cet enfant terrible de la bureaucratie que le Sénat vient de condamner pour excès de pouvoir et qui vaut à l'État une perte d'un demi-million de roubles. Ai-je besoin de rappeler que l'affaire dont il s'agit n'est autre que celle de cette malheureuse campagne d'approvisionnement dans laquelle M. Gourko a été la dupe voulue ou non-voulue d'un entrepreneur de jeux et d'un marchand de water-closets. M. Stolypine ayant gardé Gourko au poste de ministre adjoint de l'Intérieur, les juges ont fait acte de courage en déclarant dans leur sentence que pendant trois ans l'État serait privé désormais des services de cet homme que naguère encore on considérait comme un être providentiel. L'issue du procès a été probablement pour l'inculpé une surprise fort désagréable, car il s'était mis en quatre pour se rendre intéressant aux yeux des hautes autorités du pays. Dans sa dernière allocution, il a même déclaré que « la police et les concierges lui inspiraient une véritable admiration ». Cette phrase mérite de passer à la postérité; je ne garde aucun doute qu'un futur librettiste en tirera le plus grand profit pour une nouvelle opérette.

La Douma n'est pas encore ouverte et les journaux discutent déjà la question de sa future présidence. Quel sera le malheureux qui devra sacrifier journellement six à sept heures à arrêter le torrent d'injures que les membres de la droite comptent faire pleuvoir sur l'opposition. On ne peut, en effet, entretenir aucun doute quant au désir qu'ont les personnes évincées aux deux premières élections de faire entendre que les malheurs du pays sont dus au triomphe de leurs adversaires. Les conservateurs s'attaquent surtout aux cadets. Les membres de l'extrême gauche passent généralement à leurs yeux pour des utopistes sincères et inoffensifs. Ce sont, à les en croire, des inconscients, qui ne se rendent pas compte des vrais intérêts du pays et du danger dont il est menacé grâce aux doctrines qu'ils professent. Les monarchistes à outrance sont les seuls à prétendre que les socialistes ne se distinguent en rien de ces expropriateurs qui, le pistolet à la main,

se présentent dans les banques et les caisses publiques pour forcer les coffres-forts et qui arrêtent les trains afin de dévaliser les voyageurs.

Parmi les énergumènes qui composent le parti des vrais Russes, siégeant à la Chambre, nous ne compterons plus le fameux Krousbevan, le mangeur de juifs. Mais par contre nous aurons l'occasion d'entendre, cette année encore, les vociférations d'un détraqué qu'on appelle M. Pourishkevitch. Cet arrière-fils d'un pope est un riche propriétaire de Bessarabie. Pour soutenir le trône et l'autel, il a trouvé de bon goût de déclarer en pleine Chambre qu' « il admirait la crânerie de son fougueux collègue le socialiste Zeretelli » et qu'il espérait le voir pendu bientôt. Il est probable que dans tout pays où il reste encore quelque survivance de l'esprit chevaleresque, un député qui se serait permis de prendre vis-à-vis d'un camarade une pareille attitude serait un homme à tout jamais fini. Heureusement pour le leader des vrais-Russes, la Moscovie n'a pas connu de chevalerie et M. Pourishkevitch continue à porter la tête haute et à passer pour un homme d'une haute distinction.

On aurait tort de juger la prochaine Douma par les quelques chefs de l'extrême droite, dont le patriotisme s'est surtout manifesté par la dénonciation de leurs ennemis politiques et par des vociférations sans nombre. On trouve parmi « les hommes d'Octobre » des orateurs de premier ordre ; tel que M. Plévako, le célèbre avocat de Moscou; des érudits et des savants, comme M. Alexandre Goutchkoff et M. Kapoustine, professeur d'hygiène à l'Université de Kazan. Il est curieux de noter ce détail, que le futur leader du centre, sinon de la droite, M. Goutchkov, a débuté par des études sur l'*Odyssée*.

Il s'est malheureusement fait devancer par M. Bérard. Sans achever son commentaire des voyages d'Ulysse, M. Goutchkov, dont l'esprit fantaisiste tient en partie à ses origines latines (sa mère est une Française), a commencé sa propre odyssée. On l'a vu croiser les armes en Chine avec des brigands et dans l'Afrique méridionale, soutenir les revendications des républiques du Transvaal et de l'Orange contre l'Angleterre. Son caractère aventureux l'empêche de s'adonner exclusivement à des entreprises commerciales. Depuis bientôt un an, il dirige à Moscou un journal quotidien et organise le parti des « hommes d'Octobre ». Assez large dans certaines de ses conceptions politiques, il reste centralisateur à outrance et ne veut point reconnaître aux peuples annexés à l'Empire, et notamment aux Polonais, l'autonomie provinciale, qu'ils réclament. Je le crois moins intransigeant dans les questions d'ordre social ; mais ce n'est pas à lui que le paysan russe devra un nouvel allotissement de terres et le travailleur des villes une journée ouvrière de huit heures Comme « debater » bien plus que comme orateur, il ne cède en rien au leader des cadets, à M. Milioukoff Les députés polonais nous arrivent diminués en nombre, mais présidés par le même M. Dmovski, qui dans l'ancienne Douma s'est fait connaître comme un politicien de tout premier ordre.

On compte dans la députation polonaise d'autres membres des deux premières Douma ; car nos frères des bords de la Vistule sont suffisamment initiés aux conditions de la vie parlementaire pour ne point changer, à l'exemple des russes, leurs mandataires à la distance de quelques mois.

Somme toute, la nouvelle Chambre ne promet point de devenir pour la Russie, ce qu'a été, pour la France de la première Restauration, « la Chambre introuvable ». Les « Hobereaux » des campagnes qui réduisent volontiers les intérêts de l'empire au maintien de leur propre bien-être matériel, sont, il est vrai, en nombre suffisant dans la nouvelle Douma, mais n'y forment point la majorité. Et puis on a beau être conservateur ; la situation générale du pays est telle, qu'il ne peut se passer de réformes d'une grande portée. Bon gré, mal gré, il faudra se décider à en accomplir un certain nombre, à moins de déchaîner une seconde fois l'esprit révolutionnaire, qui continue à germer en dépit des exécutions sans nombre et de l'exil de plusieurs dizaines de mille hommes condamnés pour crimes politiques. La presse a beau être muselée ; l'opinion publique trouve tout de même le moyen d'élever sa voix et de rendre l'existence de plus en plus dure à ceux qui ne veulent pas l'entendre.

La Douma sera réformatrice ou elle ne sera pas.

MAXIME KOVALEVSKY.

Saint-Pétersbourg, 1[illegible] novembre [illegible]



LES GROUPES PARLEMENTAIRES

Les groupes sont nombreux à la Chambre, si nombreux que je n'entreprends pas de les énumérer. Les députés entraient autrefois dans des cadres purement politiques. Aujourd'hui ils se classent à des points de vue si divers que les mêmes qui collaborent ardemment ici, ailleurs passionnément se déchirent. S'agit-il de défendre le privilège des bouilleurs de cru ou celui des zoniers? S'agit-il de favoriser la culture du blé, de la betterave, de la vigne ou du colza, de protéger l'élevage du cheval, les différends politiques instantanément s'oublient. Ils servent uniquement encore à provoquer le zèle, à

exciter l'émulation de ceux qui accourent de gauche, de droite et du centre pour se faire les gardiens vigilants et actifs d'intérêts pressants et précis. Aux groupements politiques qui existent plus pour leurs présidents que pour leurs membres, plus pour l'intrigue que pour le travail, se superposent ou se substituent de nouveaux classements dont la stratégie est moins savante et l'objet plus pratique.

Il n'y a pas là de quoi s'étonner, s'indigner ou sourire. Alors qu'elle se manifeste sous une forme excessive ou bruyante, l'affirmation des besoins particuliers, des aspirations corporatives ou locales n'en est pas moins nécessaire. Ceux qui la formulent manquent évidemment d'élégance et de gracieuse abnégation. On leur reprochera sans ménagements de sacrifier à la trouble préoccupation d'avantages transitoires et limités le noble souci de l'intérêt public.

L'intérêt public... il est plus aisé d'en parler que de le connaître. Sans doute on conteste que le député d'un arrondissement, le sénateur d'un département puissent réussir à le dégager. Ils ont les yeux obstinément fixés sur le petit monde qu'est leur circonscription. Cette électorale obsession les empêche d'envelopper d'un regard vaste et libre les multiples données du problème qu'ils ont mandat de résoudre. Soit. Ils sont myopes. Je l'admets. Qui donc observera à leur place? Qui donc aura assez de sérénité intellectuelle et d'indépendance morale pour étudier sans passions et résoudre avec certitude cette question passionnante et embrouillée?

Qui nous dira, par exemple, quel est le régime économique le plus conforme à l'intérêt général? Qui nous apportera les lumières suffisantes pour que nous puissions trancher le débat entre les partisans du libre-échange et ceux de la protection? Nous adresserons-nous aux chambres de commerce? Consulterons-nous les syndicats agricoles? Interrogerons-nous les consommateurs des villes? Dédaignerons-nous cette source précise, mais partiale, de renseignements, et nous inclinerons-nous devant la réponse que voudront bien nous apporter les statisticiens et les théoriciens de l'Académie des sciences morales et politiques? Le philosophe dont Platon voulait faire le roi de la Cité pourra-t-il embrasser dans sa compréhensive intelligence l'instable multiplicité des conditions physiques, intellectuelles et sociales? Nous apportera-t-il la formule décisive de laquelle nous tirerons et la définition de l'intérêt public et les moyens d'en faire une réalité? Comment ne pas craindre que le génie du bon tyran n'ait, lui aussi, ses éclipses et ne subisse, à certaines heures, l'influence enveloppante, obscure et obscurcissante de la vanité, de la passion, de l'intérêt privé?

Il est difficile de déterminer exactement l'intérêt public. Nous ne connaissons que *des* intérêts publics ou privés. Leur diversité les condamne à des concessions réciproques. Et cela est d'intérêt public. Les prétentions excessives *des* divers groupements parlementaires qui se sont constitués sur le terrain économique s'opposent, se heurtent, se limitent.

*
* *

Aucun groupe ne possède, au moins en France, une suprématie telle qu'il ne soit amené pour obtenir quelque chose des autres à leur accorder certains avantages en retour. Il n'est pas démontré que d'une façon mécanique et nécessaire la résultante de ces forces différentes corresponde exactement avec ce concept idéal que nous appelons l'intérêt général. Elle aura cependant d'autant plus de chances de s'en rapprocher qu'aucune des composantes n'aura été oubliée et que toutes les revendications spéciales auront pu faire entendre leur voix et sentir leur influence.

Il en est des groupes économiques au Parlement comme des associations ou des syndicats dans le pays. Ils se multiplient les uns et les autres en vertu d'une tendance qui accroît leur nombre, assure ainsi leur action utile et prévient leurs possibles excès. La nécessité s'impose à tous de réduire leurs aspirations afin de concilier leurs efforts. Aucune association d'intérêts n'arrive à conquérir un pouvoir oligarchique dont naturellement elle abuserait si elle était seule organisée et fonctionnait sans obstacles ni frein.

Un contrôle réciproque perspicace et jaloux dénonce les entreprises trop hardies, les empiétements indiscrets, les usurpations dommageables. Il est rare qu'une majorité se constitue qui aille jusqu'au bout des prétentions qu'elle jugeait primitivement légitimes. Dès qu'elle dépasse une certaine limite, l'équilibre qui la constitue se rompt et elle devient minorité. Les intérêts qui se concertent ou se combinent sont si nombreux et si différents, que leur rencontre n'est jamais assurée de durer. Il n'y a pas en France une sorte de bloc économique qui suffise par le poids de sa masse compacte à entraîner dans une direction unique toute l'activité de la nation.

La prépondérance exclusive d'un groupement économique se fait sentir plus lourdement en Allemagne. Les agrariens mènent la Prusse, qui mène l'Empire. Les grands propriétaires terriens réclament un système de tarifs protecteurs très étroit et très sévère. Or la jeune industrie allemande traverse une période d'activité demesurée. Elle produit beaucoup, elle produit peut-être trop. Le libre échange lui faci-

literait l'écoulement des objets manufacturés qui risquent de s'entasser dans les magasins. Les hobereaux, dont la puissance politique est grande, ne veulent pas d'un tel système. De là des discussions et, à certaines heures, des bruits inquiétants dans le majestueux et formidable Empire.

En France, les divers partis politiques n'ont pas en matière économique un programme bien arrêté. Les socialistes ne sont pas tous favorables à la suppression du droit d'entrée sur les blés étrangers. Quelques conservateurs défendent avec autorité et talent les intérêts des ports de commerce, qui ne se confondent pas avec ceux des centres agricoles. Tel pacifiste obstiné n'hésite pas à réclamer des crédits pour l'encouragement de l'élevage du cheval de guerre, alors qu'un nationaliste farouche ne demande qu'à largement ouvrir nos frontières à des objets d'origine étrangère. Nous avons assisté cette année à la grande querelle des sucriers du Nord et des viticulteurs du Midi. Des élus des deux régions se trouvèrent d'accord pour approuver ou blâmer l'attitude politique du gouvernement. Ils cessèrent de confondre leurs bulletins de vote dès que s'engagea la lutte de la betterave et de la vigne. La Chambre s'efforça d'accorder d'appréciables satisfactions au Midi, tout en se gardant de compromettre gravement les intérêts du Nord. Dans le conflit acharné des passions les plus violentes, elle dégagea de son mieux ce qui lui parut être le moindre dommage sinon le plus grand intérêt.

La variété des besoins et des aspirations, l'heureuse diversité des ressources, la multiplicité des classes intermédiaires s'opposent en France à l'hégémonie d'un groupement économique. Les idées politiques ou philosophiques peuvent ainsi exercer une influence sur la vie du pays, créer une sorte d'attraction intellectuelle, de sympathie morale entre des hommes qui représentent des intérêts matériels différents ou contraires; elles empêchent la vie publique de dégénérer en une âpre et tumultueuse rencontre entre des exigences régionales, et des revendications corporatives. Celles-ci, cependant, grâce à des groupements spéciaux, ne se laissent ni oublier, ni méconnaître, ni sacrifier. Elles obligent à des rapprochements imprévus des voisins de circonscription, qui paraissaient condamnés à se comporter toujours entre eux comme des frères ennemis. Elles atténuent l'amertume du souvenir de certaines batailles électorales, adoucissent les déceptions, apaisent les rancunes, dissipent les préventions. Ainsi se rapprochent et collaborent des compétences que leurs tendances politiques divergentes devraient logiquement tenir à l'écart de toute action commune.

Les groupes parlementaires doivent souvent leur naissance à des préoccupations égoïstes, à des calculs personnels. Leur rôle, dès qu'ils existent et fonctionnent, n'en est pas moins bienfaisant. Ils permettent à tous les députés sans exception, non point sans doute de participer directement au pouvoir, mais ce qui vaut mieux, de collaborer à la coordination équitable des forces morales, sociales, industrielles et agricoles du pays. Pour que des intérêts s'affirment ou s'associent, il faut qu'ils se dépouillent de tout ce qui apparaîtrait en eux comme la négation brutale d'autres intérêts non moins légitimes. L'intérêt d'une circonscription n'est pas la somme des intérêts des électeurs qui la constituent, il en est la moyenne. Le groupe à son tour établira la moyenne de ces moyennes. Le Parlement enfin ne consacrera pas la victoire d'une coalition aveugle et passagère. Il enregistrera la résultante de toutes les forces en présence, il établira l'harmonie relative de tous les intérêts aux prises.



On a proposé de substituer à la Chambre issue du suffrage universel une assemblée dont les membres seraient choisis par les corporations professionnelles entre lesquelles seraient répartis tous les électeurs. Un tel système devrait avoir l'avantage d'appeler à la gestion des affaires publiques des hommes qui connaîtraient les affaires et qui devraient leur succès à leur expérience plutôt qu'au prestige d'une étiquette retentissante, à l'investiture d'un parti puissant. Qui ne voit combien serait partielle et partiale la compétence des élus de ces nouveaux collèges électoraux? Leur origine même les astreindrait à envisager toutes les questions sous un point de vue étroit, exclusif et partant faux. Les groupes pourront s'acquitter de la la tâche que l'on attendrait de cette représentation corporative. Ils iront chercher les renseignements nécessaires que les intéressés ne leur apportent pas toujours avec assez d'empressement.

Que l'on ne s'inquiète donc pas de voir se multiplier les groupes politiques ou économiques au Parlement. Quelques-uns y voient des ferments de discorde, des théâtres où se jouent et se nouent dans une sorte de huis clos des ambitieuses intrigues. Tel peut être parfois l'objet que leur assignent quelques-uns de ceux qui les fondent. En fait, ils servent l'intérêt public, assurent le rapprochement des personnes par la pénétration des intérêts, empêchent l'irréductible antagonisme des régions ou des partis, et rendent de plus en plus réelle et vivante l'unité de la nation dans la diversité de ses besoins, dans la richesse de ses aspirations.

T. STEEG,
Député.

LE CHANCELIER PHILIPPE (1)

Tandis que la physionomie de Philippe, en tant que poète lyrique, se dévoilait presque complètement, sa biographie se précisait un peu (2).

Et d'abord, on sait désormais à quoi s'en tenir sur la naissance du Chancelier, grâce à un document mis au jour par M. Noël Valois dans son livre sur *Guillaume d'Auvergne*. Il était neveu de Pierre, évêque de Paris; de Guillaume, évêque de Meaux; d'Étienne, évêque de Noyon; et petit-neveu d'Étienne, archevêque de Bourges, et de Gautier, chambrier de France. Mais toutes ces illustres parentés n'étaient que de la main gauche. Il ne tenait à tous les personnages cités que comme fils naturel de Philippe, archidiacre de Paris. Le 15 février 1217, le pape Honorius III lui octroie une dispense pour le relever des incapacités canoniques de cette bâtardise (*pro defectu natalium*) et autorise l'évêque de Paris à l'accueillir dans son église (3). A cette date, il était déjà, du reste, archidiacre de Noyon, et il avait déjà paru en cour de Rome en qualité de procureur général des églises de la province de Reims.

Très peu de temps après, sinon en même temps, l'archidiacre de Noyon était nommé chancelier de Notre-Dame de Paris.

Dès 1219 commencent les difficultés entre le nouveau chancelier et l'Université de Paris. Mais, à ce propos, une observation préliminaire s'impose. L'*Histoire littéraire*, suivie, sur ce point, par M. Hauréau et par tous les critiques, a conclu des bulles assez nombreuses (et elle ne les connaissait pas toutes) qui montrent Philippe aux prises, pendant toute la durée de son cancellariat, avec la corporation universitaire et d'autres autorités, que ce personnage eut un caractère particulièrement « fier et intraitable ». Or, qu'il ait été fier et intraitable, c'est possible (4); mais on n'en sait rien, et les documents allégués ne le prouvent pas du tout. Au XIIIe siècle, tous les chanceliers de Notre-Dame se sont conduits, en effet, de la même manière que Philippe, pour la défense des droits de leur charge et de leur église; ils ont eu à soutenir et à livrer les mêmes assauts. Et si l'on considère que le cancellariat de Philippe coïncide justement avec la période la plus critique de l'histoire des relations entre l'Église de Paris, l'Université de Paris et les nouveaux Ordres monastiques, la seule chose étonnante, c'est que l'on n'ait pas conservé, pour ce temps-là, le souvenir de conflits moins clairsemés et plus graves.

La première bataille connue est de 1219. Cette année-là, les maîtres de l'Université avaient fait entre eux certains règlements qui ne s'accordaient point avec les statuts que leur avaient donnés l'évêque Eudes et le cardinal Octavien. Le chancelier Philippe, en l'absence de son évêque, qui était à la croisade, les excommunia. Le 11 mai 1219, le pape Honorius III, à l'autorité de qui l'Université a fait appel, s'en étonne : le Chancelier n'a pas craint de suspendre les maîtres de leur office et de mettre des écoliers en prison (*magistros ab officiis suis suspendere ac scolares mancipare carceri non veretur*). C'est une insolence. Le pape annule l'excommunication et cite celui qui l'a lancée à comparaître devant lui aux octaves de la Saint-Michel, pour s'expliquer. Le Chancelier se rendit, en effet, à Rome, précédé de lettres de Gervais, abbé de Prémontré, au pape et à un cardinal : l'abbé s'y déclare très surpris qu'un théologien si savant, si dévoué à l'Église, si digne de la bienveillance du Saint-Siège, soit obligé d'entreprendre un tel voyage pour répondre aux calomnies de quelques pervers. Le 30 novembre, nouvelle bulle : le Chancelier a obéi; il a comparu; il s'est expliqué; aucun accusateur ne s'est élevé contre lui; le pape écrit au doyen et au chapitre de Paris : « Appréciant, d'ailleurs, votre dévouement au Saint-Siège, si bien marqué par ce fait que vous venez d'élire pour évêque notre cher fils le cardinal de Sainte-Suzanne (Aldobrandino Caëtani), votre chancelier est par nous renvoyé absous des excès de pouvoir qui lui avaient été imputés. »

Autre affaire en 1222, signalée par une bulle du 31 mai de cette année. Le Chancelier a de nouveau sévi contre les maîtres et les écoliers; il en a fait emprisonner beaucoup, innocents ou coupables; il a même fait construire, à cet effet, une prison spéciale. Que cette prison soit démolie, ordonne le pape; et que le Chancelier ne s'ingère plus d'emprisonner personne; c'est à l'évêque seul qu'il appartient de prononcer des peines de cette espèce.

Le 22 novembre 1227, le pape Grégoire IX écrit au chancelier de Paris qu'il a nommé des commissaires pour connaître du conflit engagé entre l'Église de Paris et l'abbaye de Sainte-Geneviève au sujet du serment imposé aux maîtres en théologie

(1) Voir la *Revue Bleue* du 16 novembre 1907.

(2) Des textes relatifs à la biographie du Chancelier ont été groupés par M. Peiper (article cité), par M. B. Hauréau (*Notices et Extraits des Manuscrits*, XXI, 2e p.), dans le *Chartularium Universitatis Parisiensis* de MM. Denifle et Chatelain.

(3) Un recueil d'anecdotes du XIIIe siècle (Bibliothèque de Tours, ms. 168, fol. 82 v°) rapporte une des maximes favorites du Chancelier qui convient assez bien à un bâtard et au bon vivant qu'il semble avoir été : « Peu m'importe la généalogie d'un brave homme, l'origine d'un bon vin, l'auteur d'un bon mot. » *Philippus Cancellarius dicebat quod non curabat de bono homine cujus filius esset, nec de bono vino in qua terra cresceret, nec de bono verbo quis dixisset.*

(4) Henri d'Andeli dit le contraire, nous l'avons vu; mais ceci, bien entendu, ne prouve rien non plus.

et en droit canon de n'enseigner qu'entre les deux ponts. La question, soit dit en passant, n'était pas nouvelle ; les difficultés à ce sujet avaient commencé sous la prédécesseur de Philippe.

Le 10 mai 1230, le pape écrit à l'évêque et au chancelier de Paris de se rendre personnellement auprès de lui pour s'entretenir des affaires de l'Université, alors en grève et dispersée. Il est, d'ailleurs, remarquable que l'on ne sache rien de plus du rôle que le Chancelier dut jouer dans cette crise capitale de 1229-1230 (1).

C'est vers le temps de la Grande Dispersion que se placent les origines du célèbre différend entre les séculiers et les réguliers au sujet des chaires de théologie en l'Université de Paris. Quelle fut, dans cette circonstance si grave, l'attitude de Philippe ? On a vu plus haut que l'*Histoire littéraire* affirme qu'il « déclara la guerre aux Mendiants. » La plupart des modernes ont adopté et même embelli cette affirmation ; l'un parle des « luttes opiniâtres que le Chancelier soutint contre les dominicains » (2) ; l'autre dit qu'il « s'obstina à exclure les Ordres Mendiants du corps enseignant » (3) ; M. B. Hauréau lui-même s'exprime ainsi : « Lorsque les Mendiants oseront ouvrir les portes de leurs écoles conventuelles et convier la jeunesse à venir entendre leurs maîtres non licenciés, Philippe, révolté par cet excès d'audace, s'armera pour le réprimer » (4). Mais les anciens historiens de l'Université de Paris, eux, déclarent précisément le contraire : « L'évêque et le chancelier, dit Crevier, se montrèrent dans cette affaire les plus ardents ennemis de l'Université, et appuyèrent l'entreprise des dominicains » (5). L'embarras redouble quand on constate qu'aucune preuve n'a jamais été fournie, ni jadis ni de nos jours, pour établir l'une ou l'autre de ces thèses contradictoires. Rien que des affirmations véhémentes dans les deux sens.

Le problème, pourtant, ne paraît pas insoluble. Il n'existe point, à la vérité, de texte contemporain des événements qui nous éclaire sur les sentiments ou la politique du Chancelier lors de l'intronisation des réguliers dans les chaires théologiques de l'Université. Mais la lettre circulaire envoyée en février 1254 par les maîtres séculiers de l'Université de Paris aux Églises de la chrétienté pour exposer leurs doléances et l'historique de la querelle, rapporte les faits comme il suit : « Pendant que la majeure partie de notre Université était dispersée à Orléans, à Angers, etc., les Mendiants, avec la connivence de l'évêque et du chancelier de Paris, installèrent une chaire magistrale. Ensuite cette chaire leur permit de multiplier les docteurs de leur robe, en se passant de l'approbation du chancelier qui était alors (*præter voluntatem cancellarii qui tunc erat*), et ils en érigèrent une seconde » (1). Ainsi la première chaire des Mendiants aurait été érigée avec la connivence du Chancelier qui aurait eu, par la suite, à s'en repentir. Telle est assurément la source de ceux qui, tel Crevier au XVIIIe siècle, ont représenté Philippe comme « un des plus ardents ennemis de l'Université ». Mais d'où vient l'affirmation contraire, répandue par l'*Histoire littéraire*, de Daunou, ou plutôt de Casimir Oudin, car c'est à Casimir Oudin que Daunou l'a empruntée, sans le citer ? En voici, je crois, l'origine. Tous les historiens qui ont représenté Philippe comme un des plus ardents ennemis des Ordres se sont fondés plus ou moins indirectement sur un seul témoignage ancien, celui du dominicain Thomas de Cantimpré, l'auteur du *Bonum universale de apibus* (2), déjà nommé. En un passage de son livre qui n'a pas été relevé par Daunou, mais que C. Oudin connaissait certainement, Thomas s'exprime en ces termes : « Maître Philippe, le chancelier de Paris, aboyait dans tous ses sermons contre nos frères. Il le fit encore, cruellement, quinze jours avant sa mort. Mais le dimanche qui suivit ce dernier sermon, frère Henri de Cologne, prédicateur très fervent et très discret, notre confrère, le réfuta fort éloquemment, à fond, devant l'Université assemblée, par l'autorité de la Sainte Écriture. Confus de cette réfutation, le Chancelier fut saisi d'une douleur au cœur, et tomba mortellement malade ; il mourut bientôt dans les conditions que j'ai précédemment rapportées. » Que faut-il conclure de là ? Que, vers la fin de sa vie, le Chancelier n'avait pas que des amis parmi les fils de saint Dominique. Mais qu'il leur ait ordinairement été hostile, non pas. Le témoignage de Thomas, personnage haineux, fanatique et borné, ne peut prévaloir contre les preuves irrécusables, qui seront administrées tout à l'heure, de l'extrême bienveillance de Philippe pour les con-

(1) On a un sermon de lui qui date de cette époque (CH. HASKINS, *The University of Paris in the sermons of the XIIIth century*, dans l'*American Historical Review*, X, oct. 1904 ; mais il est peu instructif. — Cf. A. HÉRON, *Œuvres d'Henri d'Andeli* (Paris, 1884), p. 46.

(2) A. HÉRON, *o. c.*, p. LXV.

(3) Abbé FÉRET, *La Faculté de Théologie de Paris*, I (1894), p. 233.

(4) B. HAURÉAU, *Notices et Extraits...* VI, p. 59. C'est pourtant M. Hauréau qui a fait connaître les passages des écrits du Chancelier dont il sera question plus loin, où il se montre particulièrement favorable aux Ordres Mendiants. Il s'en tire en supposant, gratuitement, que ces écrits sont de la jeunesse de l'auteur et que Philippe professa à l'égard des Mendiants des opinions successives. De quoi on n'a pas le moindre indice.

(5) CREVIER, *Histoire de l'Université de Paris*, I, p. 390.

(1) *Chartularium Universitatis Parisiensis*, I, p. 252 ; cf. H. Rashdall, *The Universities of the middle ages*, I, p. 372.

(2) *Bonum universale de apibus* (éd. de Douai, 1627), p. 187.

frères dudit Thomas (1) En tout cas, il n'y a pas d'autre trace de « guerre déclarée » ou de « lutte opiniâtre » de notre homme contre les Mendiants.

Plusieurs bulles de 1233 font connaître un incident qu'aucun chroniqueur n'a mentionné (ce qui est, du reste, très naturel, car il était sans importance). Philippe, chancelier de Paris et archidiacre de Noyon — il l'était donc resté et cumulait les deux dignités — procédait à l'installation d'un nouvel abbé de Saint-Pris dans l'église de cette abbaye, lorsque Gilles de Fontaine-sur-Somme, « sénéchal » de Vermandois, envahissant l'église à la tête d'une bande, s'est deux fois précipité sur lui, a déchiré ses vêtements et tenté de l'étrangler. L'auteur de cette agression, mis d'abord en prison, a bientôt été relâché. C'est pourquoi le pape écrit au roi, le 27 février 1233, une lettre très emphatique, dont la conclusion est qu'un pareil attentat, contre un homme si considérable, ne doit pas rester impuni. Grégoire IX fait ici le plus grand éloge de Philippe : « Notre cher fils Philippe, chancelier de Paris, dont la réputation s'étend au loin, à l'étranger (*cujus laus apud exteros late patet*). » L'agression avait eu lieu à cause de la rivalité de deux personnages qui prétendaient au titre d'abbé de Saint-Pris. Le pape s'afflige que le candidat du sénéchal l'ait emporté sur celui de l'archidiacre. On ne sait pas comment finit cette bagarre, pareille à beaucoup d'autres (car les événements de ce genre n'étaient pas rares au XIIIe siècle), et remarquable seulement pour nous par le nom du dignitaire molesté.

Le 7 mars 1233, le pape notifie à l'évêque de Noyon qu'il a permis à Philippe, chancelier de Paris, de se faire remplacer pour ses tournées d'archidiacre dans l'archidiaconé de Noyon par des Frères Prêcheurs et des Frères Mineurs, nonobstant toute opposition. Choix exceptionnel, qui n'est pas assurément d'un adversaire des Ordres (2).

Telles sont les lettres pontificales où le Chancelier est nommé; avec le *Dit* d'Henri d'Andeli, elles fournissent à peu près toutes les données qui permettent maintenant de jalonner sa vie.

Cependant la principale source pour la connaissance du Chancelier Philippe — de ses idées, sinon de sa vie — restait encore à explorer : son œuvre en prose, sur laquelle le rédacteur de l'*Histoire littéraire* n'avait jeté qu'un regard dédaigneux. Œuvre vaste, doctrinale et parénétique, très rébarbative, comme tous les écrits du même genre, pour les lecteurs de nos jours. Quoi qu'en dise l'*Histoire littéraire*, elle avait eu, en son temps, du succès; ce succès, qui fut durable, est attesté par le nombre des exemplaires manuscrits que l'on en connaît aujourd'hui (1). Mais depuis la fin du moyen âge, personne n'avait plus eu, jusqu'à M. B. Hauréau, le courage de s'y plonger. M. Hauréau en a, de nos jours, commencé l'exploration, et il a réussi à pêcher, dans cette « mer », quelques notions nouvelles qui ne sont pas sans valeur (2).

Comme théologien, le Chancelier, chef, de par ses fonctions, de la première école théologique de la chrétienté, a laissé une Somme (*Summa questionum theologicarum*) et une suite d'Expositions sur les Évangiles dominicaux. Ces ouvrages contiennent la substance de son enseignement. Ils sont, à ce titre, très précieux pour faire connaître la position des théologiens officiels, représentants et défenseurs naturels de l'orthodoxie, sous la régence de Blanche de Castille. Position intermédiaire entre celles de saint Bernard et de saint Thomas d'Aquin. Le Chancelier admet volontiers l'emploi de la logique péripatéticienne et le principe de l'examen rationnel des dogmes consacrés par la tradition, qui paraissaient si dangereux à saint Bernard; il ne va pas jusqu'à entreprendre la conciliation systématique de la raison et de la foi, comme le fit saint Thomas. Bref, c'est un des premiers « scolastiques » au sens étroit de cette expression, un des précurseurs du thomisme.

Comme moraliste, le Chancelier a laissé trois séries de sermons : pour les fêtes de l'année, sur le psautier et des sermons de circonstance. Dans les pre-

(1) Thomas est sûrement l'écho d'ennemis personnels du Chancelier. Un certain nombre d'anecdotes défavorables à ce dignitaire circulaient dans l'Ordre de Saint Dominique, mais sous une forme plus ou moins venimeuse; Thomas adopte toujours la forme la plus venimeuse. Comparer sa version de l'apparition du Chancelier à l'évêque de Paris (plus haut, p. 610) et celle qui se trouve dans les sermons d'un autre dominicain, frère Jacques de Lausanne (*Histoire littéraire*, XXXIII, p. 178). D'après Jacques de Lausanne comme d'après Thomas, le Chancelier aurait été damné pour trois causes, mais pas pour les mêmes : à cause de son opinion sur le cumul des bénéfices, à cause de son avarice, et *propter con[illegible]* : Thomas est seul à parler du « dérèglement abominable des mœurs ».

(2) Comparer un sermon où le Chancelier, à propos de la décadence des anciens Ordres religieux en son temps, raconte que de graves désordres ayant été signalés dans quelques monastères bénédictins, on ne put trouver dans l'Ordre de Saint-Benoit des visiteurs dignes de confiance; il fallut désigner des dominicains : *Monachis nigri ordinis nuper dati sunt visitatores de Ordine [illegible] vel Predicatorum*. Hauréau, *Notices et Extraits*, VI, p. [illegible].

(1) Les éditeurs de *Chartularium Universitatis Parisiensis* ne signalent (I, p. 85) que deux exemplaires de la *Summa questionum theologicarum* du Chancelier qui est inédite, mais il y en a beaucoup d'autres (*Notices et Extraits*, XXXII, 2e p., p. 189; cf. B. Hauréau, *Notices et Extraits de quelques manuscrits latins de la Bibliothèque nationale*, V, p. 19).

Sur les *Expositiones evangeliorum dominicorum*, B. Hauréau, *o. c.*, VI, p. 56. Cf. Ch. Haskins, *o. c.*, p. 6.

Sur les Sermons, dont il existe trois séries — une seule a été publiée, au XVIe siècle — liste des manuscrits, par Ch. Haskins, *ibidem*. B. Hauréau n'a pas connu les plus complets.

(2) Voir, notamment, *Notices et Extraits*, XXXII, 2e p., et *Journal des Savants*, juillet 1894.

mières séries, il déploie l'ingéniosité extraordinaire des clercs de son temps à tirer des préceptes moraux de tous les textes bibliques, même de ceux qui n'en comportent pas, par la méthode de l'interprétation allégorique. La troisième, formée de discours prononcés en diverses occasions, à Paris ou dans le Nord de la France, mais principalement devant les clercs de l'Université, a plus de prix pour l'historien (1), car il y exprime des opinions personnelles sur les choses de son temps.

On y voit, en particulier, ce que le Chancelier pensait des Ordres mendiants et du cumul des bénéfices, sujets très controversés entre ses contemporains, sur lesquels on lui a prêté, nous l'avons vu, des attitudes diverses, dont quelques-unes inconciliables. Or, dans ses sermons aux clercs des écoles de Paris aussi bien que dans ses *Expositiones evangeliorum dominicorum*, Philippe s'exprime toujours comme quelqu'un qui tient les Ordres nouveaux en haute estime; pas un mot de blâme à leur adresse; au contraire, les évêques qui contestent aux Mendiants le droit de prêcher et de confesser librement dans leurs diocèses sont qualifiés par lui de glorieux et d'envieux; il félicite les riches qui font des libéralités aux Prêcheurs ou aux Mineurs (2); un régulier des nouveaux Ordres n'en aurait pas dit davantage. Sur la question du cumul des bénéfices, le Chancelier de Paris, archidiacre de Noyon, qui, d'après les on-dit, aurait été damné pour avoir soutenu la thèse la plus favorable aux abus, parle en ces termes : « Il y a des gens auxquels il ne suffit pas d'aller tout doucement en enfer et qui, pour y aller plus vite, prennent des chevaux de renfort, c'est-à-dire se procurent plusieurs fonctions ecclésiastiques rentées. Ils montent, quand il leur plaît, sur tel cheval, entendez sur telle prébende, car ils en ont de rechange... Qui sont ces gens-là, sinon ceux qui viennent à Paris étudier la théologie sous le nom d'écoliers, non pour s'instruire, mais pour accumuler sur leurs têtes toutes sortes de revenus? » Ainsi Philippe condamnait l'abus qu'on l'accuse d'avoir défendu. Qu'est-ce à dire? Cela ne peut s'expliquer qu'à l'aide d'une hypothèse, très vraisemblable du reste. En ce temps-là, l'église de Paris était gouvernée par un évêque, Guillaume d'Auvergne, adversaire intransigeant et passionné du cumul des bénéfices, qui n'admettait même pas, à cet égard, la validité des dispenses du Saint-Siège dans les cas exceptionnels. Son chancelier, qui désapprouvait les excès, entretenait nécessairement des vues plus modérées puisqu'il cumulait lui-même avec dispense deux bénéfices considérables (1); il s'en tenait au Concile de Latran de 1215, lequel avait dit : *Per sedem apostolicam poterit dispensari.* Ayant refusé de suivre l'évêque Guillaume jusqu'aux extrêmes conséquences de son puritanisme, on l'aura fait passer aisément, par un procédé familier aux sectaires de tous les temps, pour un partisan du cumul à outrance. De là, l'imputation injurieuse que les collectionneurs dominicains d'*ana*, Thomas de Cantimpré et Jacques de Lausanne, ont ramassée et fait connaître.

Les Dominicains auraient dû, pourtant, marquer plus de bienveillance à un homme qui paraît les avoir approuvés en tout, et particulièrement dans leur œuvre inquisitoriale. Car l'*Histoire littéraire* n'a pas eu tort de souligner le zèle du Chancelier contre l'hérésie; elle n'était point, pourtant, en mesure d'en rapporter la preuve la plus frappante. Elle enregistre le texte du chroniqueur Aubri de Trois-Fontaines, qui dit, sous l'année 1235 : « Lorsqu'on brûla, cette année-là, des hérétiques à Châlons-sur-Marne, l'archidiacre assistait à leur supplice avec le frère Robert », le célèbre frère Robert le Bougre, inquisiteur de France. Mais un sermon du chancelier, prononcé pour le jour de la Cène, corrobore singulièrement la mention du chroniqueur. Le thème de ce sermon, c'est le pain, le bon et le mauvais pain ; le bon, c'est celui de la communion ; le mauvais est cuit dans les fours du diable : « Malheur à nous! s'écrie Philippe. Voilà que le diable vient de bâtir fours sur fours dans l'Albigeois, la Romagne, le Milanais et dans ce pays-ci même ». Les boulangers de ces fours sont les prédicants d'hérésie. Un de ces boulangers est le boulanger Échard, qui a été récemment condamné par le synode de Reims; ses imitateurs sont tous ceux qui prêchent en lieux secrets..... — Cet Échard, hérétique de Reims, est, par ailleurs, inconnu (2). Mais Philippe insiste violemment sur son cas, comme s'il avait eu à s'en occuper personnellement : « Ce boulanger de Reims, Échard, de son triple four, *scilicet doctrinæ corruptæ, confes-*

(1) Ch. Haskins, dans son opuscule cité, a relevé tous les passages des sermons du Chancelier qui intéressent l'histoire de l'Université de Paris et des mœurs des écoliers.

(2) B. Hauréau, *Notices et Extraits*.... VI, p. 58.

(1) Il les cumulait, comme on l'a vu, depuis le début de sa carrière. Il n'était donc pas dans le cas de ce maître de Paris dont le compilateur d'un recueil d'anecdotes du XIII[e] siècle a noté les variations (Bibl. de Tours, ms. 468, fol. 78) : « Un maître en théologie de Paris, qui n'avait qu'un bénéfice, professait cette doctrine que qui cumule deux prébendes commet un péché mortel. En ayant obtenu une seconde, il dit à ses écoliers : « Messieurs, j'ai changé d'avis; et vous aussi, quand vous en aurez deux, vous verrez bien que ce n'est pas un péché mortel. »

(2) M. Hauréau, qui a, le premier, fait connaître le sermon du jour de la [illegible] le *Journal des Savants*, 1889, p. 505; cf. *Notices et Extraits*... VI, p. 239 nomme [illegible] par le Chancelier ; mais c'est une erreur, comme l'a démontré Ch. Haskins *Robert le Bougre*, dans l'*American Historical Review*, VII, 1902, p. 442.

sionis seductoria et congregationis unitatis perniciosæ, fut justement transféré dans le four de la peine temporelle, et, de là, dans le four de l'enfer ». Échard fut donc brûlé pour avoir propagé des doctrines contraires aux articles de la foi et participé à des associations clandestines. « Le concile de Reims, ajoute Philippe, a interdit de traduire en français, comme on l'avait fait jusqu'alors, les livres de la Sainte-Écriture ». Les amis d'Échard étaient donc de simples gens, qui n'entendaient point le latin ; il s'agit d'une hérésie populaire. Aussi bien le Chancelier déclare-t-il expressément, dans une autre de ses homélies, qu'Échard et ses compagnons étaient des « pauvres de Lyon », des Vaudois (1). — Il semble probable, au premier abord, que les hérétiques exécutés à Châlons en 1235, au dire d'Aubri de Trois Fontaines, appartenaient à la secte stigmatisée ici. Et c'est possible ; mais ce n'est pas sûr. Le sermon du jour de la Cène, c'est-à-dire du jeudi saint, sans date d'année, où il est question d'Échard, se trouve dans un recueil d'allocutions prononcées de septembre 1230 à septembre 1231 ; il est donc du jeudi saint (20 mars) 1231, et antérieur de quatre ans à l'autodafé de Châlons.

Le hasard fera-t-il exhumer à l'avenir de nouveaux documents relatifs à maître Philippe ? C'est probable ; on en a trouvé plusieurs depuis que l'attention est éveillée sur son compte. Mais, en tout état de cause, il y a encore dans l'histoire du Chancelier des détails obscurs qui ne paraissent pas au-dessus des efforts de la critique. Telle est, par exemple, l'origine du surnom qui lui est donné par tous les modernes et dont nous avons évité de l'affubler ici, parce qu'il ne se rencontre, à notre connaissance, dans aucun texte ancien. Les gens du XIII[e] siècle, ses contemporains, n'ont jamais désigné notre personnage que par son prénom (Philippe), ou par un de ses titres (maître, archidiacre, chancelier). Tous les modernes, sans exception, l'appellent « Philippe de Grève », en latin *de Greva*, *de Grevia*, *Grevius*, ce qui paraît donner à entendre que Philippe était né sur la paroisse de Saint-Jean-en-Grève, à Paris. Mais nul, je pense, ne sait pourquoi, ni depuis quand cette habitude s'est établie. Le pseudo-Henri de Gand, dans son *De scriptoribus ecclesiasticis* (c. 50) (2), n'emploie encore que les anciennes désignations, mais ses scoliastes écrivent déjà : « *Scholia*. Philippus, cognomento Grevius... » On arrivera sûrement à déterminer la date où l'énigmatique surnom apparaît pour la première fois.

Ch.-V. Langlois.

(1) Ch. Haskins, *Robert le Bougre*, l. c.
(2) Bibl. nat., nouv. acq. lat., n° [illegible]11, fol. 7[illegible] v°.

MARY (1)

Jörgen se mit à rire, mais rougit jusqu'à la racine des cheveux. Pas un muscle de Mary ne bougea ; cela ne l'atteignait point. Jörgen la ramena à la maison familiale, à deux pas de là, sur la place. Il ne dit pas un mot en chemin et la quitta précipitamment. Plus tard, il fit dire qu'il était obligé de rester ce soir-là ; il reviendrait à bicyclette à Krogskog. Elle ne l'avait pas invité ; néanmoins, elle repartit.

Sur le bateau qui la ramenait, elle se rappelait le mot de l'oncle Klaus. Elle, épouser Jörgen Thiis ? Non ! Elle n'y avait jamais songé : c'était un beau garçon, très élégant, un homme du monde accompli, un véritable artiste au piano. Tout le monde s'accordait à louer son intelligence, son tact. Même ces instincts voluptueux, qui l'avaient tant choquée autrefois, et qui se trahissaient par des regards et des gestes de convoitise..... peut-être était-ce comme le terreau fertile où les autres fleurs avaient poussé ? De là peut-être venait son goût pour la perfection, qu'il s'agit d'art, de discipline, ou de langage. Mais, quelque chose restait obscur. Peu lui importait d'ailleurs ce que c'était ; car elle jeta toutes ces réflexions par dessus bord. Cela ne la concernait pas.

Elle aperçut une paysanne qui avait servi à Krogskog dans sa jeunesse. Elle s'assit auprès d'elle, à la grande joie de la vieille. « Eh bien, comment va votre père ? Me voici vieille, mais je vous le dis, j'ai connu bien des gens, et pourtant, je n'ai jamais trouvé d'homme qui vaille autant que lui. C'est encore le meilleur de tous. »

Mary ne s'attendait pas à cela. Tant d'affection l'émut profondément. La femme racontait d'une haleine une foule de traits où revivait la bonté exquise d'Anders Krog. Elle continua jusqu'à Krogskog. Mary pensa d'abord qu'il ne lui était pas arrivé pareil bonheur depuis longtemps. Mais, un instant après, elle eut peur. Elle avait presque oublié le grand amour qu'elle avait pour son père : elle avait perdu l'habitude de le lui témoigner. Pourquoi songeait-elle à tant d'autres et non à lui, qui était pourtant le plus cher et le meilleur de tous ?

Elle se hâta de remonter à la maison. Quoiqu'il fût très souffrant, elle ne l'avait pour ainsi dire pas vu depuis longtemps.

Quand elle arriva, elle entendit le piano et vit la bicyclette de Jörgen appuyée contre l'escalier. Mais elle passa rapidement pour aller chez son père. Il était dans son bureau en train d'écrire. Elle lui jeta les bras autour du cou et l'embrassa, puis contempla

(1) Voir la *Revue Bleue*, [illegible] du 19 octobre 1907 et suivants.

son bon regard et l'embrassa encore. Mary, toujours sensible aux situations comiques, ne put s'empêcher de rire de son étonnement. « Oui, tu peux me regarder, je sais bien que cela m'arrive trop rarement. Mais c'est comme cela; je t'aime plus que tout au monde. » Elle l'embrassa une fois encore. « Ma chère enfant! » dit-il en souriant, au milieu de cette attaque de tendresse. Il ne cacha point sa joie. Elle se lisait dans ses yeux, qui prirent peu à peu cet éclat singulier que personne n'oubliait. Et Mary pensait : « Je recommencerai désormais chaque jour. »

Jörgen et elle avaient projeté une promenade à bicyclette à travers la campagne. Le lendemain, ils étaient en route; ils allaient rendre visite à un capitaine de leurs parents qui fut enchanté de les voir. Il les supplia de rester deux ou trois jours. On invita les jeunes gens des environs et l'on organisa une excursion aux saeters (1). C'était encore quelque chose d'absolument nouveau pour Mary. « Je connais tous les pays, sauf le mien! » Elle se proposa de faire l'année suivante un voyage en Norvège; cela pouvait se faire à quelques personnes. Avec cette perspective, le retour de Krogskog lui sembla un voyage princier.

Au moment même où Jörgen et elle appuyaient leurs bicyclettes contre le perron, la petite Nanna ouvrit la porte avec violence et descendit l'escalier quatre à quatre. Elle pleurait et se dirigeait de l'autre côté, sans apercevoir les arrivants, quand Mary l'arrêta : « Qu'est-ce qu'il y a? » La petite s'écria : « Ah! venez, venez! J'allais chercher du monde. » Elle remonta aussi vite pour annoncer qu'ils arrivaient. Jörgen courut à sa suite, puis Mary. L'antichambre, l'escalier, le couloir... c'était à la dernière porte à droite. Ils entrèrent. Anders Krog était étendu sur le parquet, et Mme Dawes à genoux, près de lui, poussant des cris de douleur. Il avait eu une attaque. Jörgen le prit dans ses bras, le porta à son lit et l'y allongea, tandis que Mary se précipitait au rez-de-chaussée pour téléphoner au docteur.

Le docteur n'était pas chez lui. Elle téléphona de tous côtés pour l'atteindre. Cependant, elle s'accusait avec désespoir de n'avoir pas été là quand le malheur était venu. Elle s'était pourtant bien promis d'être bonne pour lui, — et voilà qu'elle l'avait quitté! Aujourd'hui même, elle s'était réjouie de pouvoir faire l'été prochain un tour de Norvège sans lui! Que s'était-il donc passé en elle? Pourquoi était-elle ainsi?

Dès qu'elle eût trouvé le docteur, elle courut à son père. Elle le trouva deshabillé. Jörgen était sorti, mais Mme Dawes était assise à son chevet, une lettre à la main, en proie à une douleur affreuse. Dès que Mary entra, elle lui tendit la lettre sans détourner les yeux du malade.

Dans cette lettre, quelqu'un que Mary ne connaissait pas, annonçait d'Amérique que son oncle Hans avait perdu la fortune de son père et la sienne. Il était lui-même faible d'esprit et l'avait sans doute été pendant longtemps.

Mary savait que dans la famille il n'était pas rare de voir les hommes tomber en enfance avec l'âge. Mais elle fut effrayée en songeant que son père n'avait exercé aucun contrôle. C'était un symptôme grave.

Son père se rendait sans doute auprès de Mme Dawes en tenant la lettre à la main, quand il avait reçu le coup de sang. En effet, la porte était ouverte et il était tombé tout à côté.

Mary lut la lettre deux fois et se tourna vers Mme Dawes qui pleurait. « Eh bien, tante Eva, il faut se résigner ». — « Se résigner? se résigner? De quoi parles-tu? De l'argent? Au diable l'argent! Mais ton père, un homme parfait, mon meilleur ami! » Elle ne cessait de regarder ses yeux fermés et de sangloter en lui donnant les noms les plus doux, les plus tendres éloges, mais en anglais. Les mots étrangers semblaient évoquer un temps disparu. Mary, à genoux devant lui, les recueillait un à un. Ils tombaient, rappelant chaque heure de leur vie commune, avec ses douleurs et ses joies, tout chauds encore de la bonté que sa parole et ses regards versaient sans se lasser. Ils tombaient, abondants et émus, avec la vigoureuse franchise d'une bonne conscience; car elle avait essayé en retour d'être tout pour lui, tant que ses forces le lui avaient permis. Plus ces paroles d'or tombaient sur la tête de Mary en l'honneur de son père, plus elle se sentait pauvre, car elle avait été si peu pour lui! Ah! quels regrets, quel désespoir elle éprouvait maintenant!

Jörgen Thiis apparut dans le couloir au moment où elle se relevait. Elle se pencha pour ramasser la lettre, et elle voulait la lui donner, quand Mme Dawes, qui avait aperçu aussi Jörgen, lui demanda son aide pour rentrer dans sa chambre. Elle était forcée de s'aliter, elle aussi. « Dieu sait quand on me reverra debout! Si c'est sa fin, ce sera aussi la mienne. »

Jörgen s'empressa, mit en mouvement l'énorme masse qui s'ébranla péniblement. Il sonna la bonne qui l'aida à se mettre au lit, tandis qu'il revenait auprès de Mary. Elle était debout, immobile, tenant à la main la lettre qu'elle lui tendit.

Il la lut avec attention et pâlit. Un instant même, son regard sembla éteint. Mary fit un pas vers lui sans qu'il s'en aperçut. « Voilà ce qui a causé son attaque », dit-elle. — « Naturellement », mur-

(1) Fermes d'été, sur les hauts plateaux. (*Note du trad.*)

mura-t-il sans la regarder. Un instant après, il sortit.

Mary resta auprès de son père. Son visage aux traits doux et fins semblait l'appeler : elle se jeta de nouveau sur lui en sanglotant. C'était lui qu'elle aimait le plus et elle n'avait jamais rien été pour lui. Peut-être parce qu'il ne s'imposait jamais.

Elle ne le quitta qu'à l'arrivée du médecin et de la garde-malade. Puis elle entra chez Mme Dawes. Celle-ci était épuisée et malade. Mary voulut la consoler, mais elle l'interrompit vivement : « J'ai été trop heureuse, j'ai été trop tranquille. Maintenant, les jours sérieux vont commencer ». Mary fut effrayée de ces paroles; elle n'avait pas non plus d'autre pensée.

« Tu vas nous perdre tous les deux, ma pauvre enfant! Et la fortune avec! » Mary n'aimait pas qu'elle parlât de la fortune. Mme Daves s'en aperçut. « Tu ne comprends pas cela, ma pauvre enfant! Ce n'est pas ta faute, c'est la nôtre. Nous t'avons trop laissé faire. Mais tu étais si méchante aussi, quand nous ne cédions pas. »

Mary la regarda, effrayée : « Moi, méchante? » Mme Dawes : « Je l'ai dit à ton père, je le lui ai dit souvent. Mais il était si bon! Il trouvait toujours une excuse. »

Jörgen entra avec le médecin. « S'il arrive la moindre chose, ce peut être la fin, Mademoiselle. » — « Sera-t-il paralysé? » demanda Mme Dawes. Le médecin évita de répondre et dit seulement : « Il faudra du repos ». Ces paroles tombèrent dans le silence. « Il vaut mieux que vous ne restiez pas auprès de votre père, Mademoiselle. Prenez plutôt deux garde-malades ». Mary ne répondit pas, Mme Dawes se remit à pleurer. « Ce sont d'autres jours qui commencent. »

Le médecin sortit suivi de Jörgen Thiis. Quand Jörgen rentra, il demanda en baissant la voix : « Faut-il que je parte, moi aussi, ou bien puis-je vous rendre quelque service? » — « Oh! non, ne nous abandonnez pas », gémit Mme Dawes. Jörgen jeta un regard à Mary qui ne dit rien et ne leva même pas les yeux. Elle pleurait doucement.

« Vous savez, Mademoiselle, dit Jörgen d'un ton respectueux, qu'il n'y a personne à qui je désire plus être utile. » — « Nous le savons, mon ami, nous le savons! » dit Mme Dawes en sanglotant.

Mary avait levé la tête, mais, en entendant Mme Dawes, elle garda le silence.

Un instant après, au moment où Mary quittait Mme Dawes, Jörgen ouvrit toute grande la porte de sa chambre. Elle était juste en face de celle de Mary. Celle-ci aperçut derrière lui sa valise toute prête. Elle s'arrêta : « Vous partez? » — « Oui », répondit-il. « La maison va être bien calme. » Il attendait un mot de plus qui ne vint pas. « La chasse commencera bientôt. J'avais songé à demander à votre père si je pouvais chasser dans ses bois. » — « Si vous voulez vous contenter de ma permission, rien ne vous en empêche. » — « Merci mille fois, Mademoiselle. Et maintenant, vous me permettez d'entrer un instant? » Il s'inclina profondément et lui prit la main.

Là-dessus, il entra chez Mme Dawes pour lui dire adieu. Mais il resta chez elle au moins dix minutes. Il sortit au moment où Mary passait chez son père.

Comme elle se penchait vers son lit, il commença à remuer et ouvrit les yeux. Elle s'agenouilla : « Père! » Il parut réfléchir et fit un effort pour parler; mais il ne put. Elle le prévint : « Nous savons tout, père, mais ne t'inquiète pas de cela, nous serons heureux tout de même. » Elle vit à son regard qu'il la comprenait, quoique lentement. Il voulut soulever sa main, mais s'aperçut qu'il ne pouvait pas. Il la regarda avec un étonnement douloureux. Elle se pencha alors vers lui et l'embrassa en pleurant.

La convalescence fut d'une rapidité surprenante. Etait-ce la présence de Mary et ses soins empressés qui lui faisaient du bien? La garde-malade l'affirmait.

Pendant les semaines qui suivirent, elle prodigua ses soins aux deux malades, et prit en même temps la direction de la maison et de la ferme. Elle se fit économe et intendante, et s'acquitta fort bien de sa tâche, car elle avait le goût de l'ordre et du commandement. Mme Dawes en était stupéfaite.

Aucun souci d'avenir, aucun regret du passé. Elle disait à ceux qui la plaignaient, qu'à part la maladie de ceux qu'elle aimait, elle avait tout le bonheur qu'elle pouvait souhaiter.



Un jour, vers la fin d'août, il avait fait une chaleur exceptionnelle, Mary avait eu beaucoup à faire dès le matin et attendait avec impatience le moment de se jeter à la mer.

Vers six heures, elle courut à la plage avec la petite Nanna. Elles entrèrent d'abord dans la cabine. La petite était toujours ravie de soigner les beaux cheveux de Mary. Ce jour-là, Mary voulut les avoir flottants. Puis, la fillette grimpa sur le gros rocher du promontoire pour observer le rivage des deux côtés. Mary ne garda aucun vêtement; elle voulait s'ébattre tout à son aise. Puis elle se mit à nager vers l'île. De là, elle pouvait voir au loin de chaque côté et surveiller la route. Personne! Aucun danger! Donc, à la nage pour regagner le rivage!

Bercée par la mer, caressée par le soleil qui jouait

sur ses bras, elle voyait devant elle un riche paysage d'automne où séchaient les foins, tandis que les oiseaux de mer se berçaient sur la vague ou poussaient des cris dans les airs. « Et moi qui craignais tellement d'être seule ! »

Arrivée à la plage, elle ne voulût pas remonter, elle se mit sur le dos et se reposa. Le rivage était si engageant ! Elle s'y étendit pour rôtir au soleil. Elle avait la tête à demi appuyée sur une pierre, ses cheveux flottaient. Dieu ! quel bien-être ! Cependant quelque chose la poussait à lever les yeux. Elle n'en avait pas la force. Pourtant, elle aurait voulu jeter un coup d'œil du côté de la petite. Mais, à quoi bon ? Nanna faisait bonne garde. Elle fit si bien, pourtant, qu'à la fin, la sensation de bien-être disparut. Il fallait rentrer. Elle se leva pour gagner l'escalier au pied de la cabine, quand elle aperçut derrière le gros rocher, Jörgen Thiis, en costume de chasse, le fusil sur l'épaule ! La fillette était debout, immobile les yeux fixés sur lui, comme si elle était clouée au rocher.

Mary sentit un flot de sang lui brûler le visage. La colère, le dégoût, la prirent à la gorge. Etait-il fou ? Ou bien avait-il perdu toute pudeur ? Elle fit semblant de ne rien voir et se rejeta à la mer; puis elle gagna l'escalier, s'y accrocha tranquillement et disparut.

Mais elle respirait violemment, et son corps était si brûlant qu'elle oubliait de s'essuyer, qu'elle oubliait même de s'habiller. Sa colère grandissait comme une flamme, et avec elle, un furieux appétit de vengeance. Le galant Jörgen Thiis avait osé l'outrager comme personne au monde n'avait fait.

Elle s'épuisait à comprendre cet absurde, cet odieux attentat, quand d'autres images surgirent dans son esprit. Elle se trouva transportée devant le corps vigoureux de l'athète : elle sentit de nouveau le regard perspicace d'Alice fixée sur elle. Elle trembla,... quand un cri de l'enfant retentit sur la hauteur. Dans son émotion, elle fut sur le point de crier aussi : que pouvait-il y avoir ? Aucune fenêtre ne donnait de ce côté. Impossible de regarder par la porte, car elle était nue. Jamais elle ne s'était tant hâtée de s'habiller ; aussi tout allait de travers. Cela prit du temps, mais elle ne voulait pas se montrer à Jörgen Thiis à demi vêtue.

Elle avait à peu près fini et songeait à ouvrir quand elle entendit la petite Nanna qui traversait le ponton en courant. Mary ouvrit violemment la porte : la petite se précipita dans la cabine et se cacha la tête dans sa robe. Elle pleurait avec des sanglots convulsifs qui l'empêchaient de parler. Mary parvint à la calmer, surtout en lui promettant qu'elle pourrait peigner ses cheveux. Alors elle raconta que le lieutenant était arrivé derrière le rocher sans qu'elle s'en doutât. Elle chantait et ne l'avait pas entendu venir. Et puis, il l'avait menacée. Dieu, comme elle avait eu peur ! C'est qu'il était affreux à voir. Ah ! qu'il était affreux ! A peine Mary était-elle entrée, « alors, il est descendu tout courant, droit sur la maison » — elle voulait dire la cabine.

« Jörgen Thiis ? »

« Alors j'ai crié tant que j'ai pu ! Mais il s'est retourné et il est venu sur moi. Alors j'ai sauté de la pierre et je me suis sauvée dans le bois... » Elle ne put ajouter un mot et se cacha de nouveau dans la robe de Mary en sanglotant.

C'était plus abominable encore ! Tout d'abord, Mary se refusa à comprendre.

Mais peu à peu, quelques pensées se firent jour. Il devait y avoir un autre Jörgen Thiis. En proie à de furieuses passions. Capable de violences inouïes. Il aurait pu venir, et alors... ?

Avec la fierté et l'énergie qu'elle se connaissait, elle l'aurait chassé pour toujours, — tout simplement.

Au retour, elle fit partir Nanna en avant. Ses pensées l'accablaient au point qu'elle ne pouvait mettre un pied devant l'autre.

Comment un homme pouvait-il se dominer tous les jours, quand il nourrissait de si furieux désirs ? Ils étaient sans doute accumulés depuis de longues, de très longues années. Autrement, il n'aurait pu être la victime de cet attentat inouï contre lui-même et contre elle !

Il n'avait donc pas cessé, pendant des années, de la désirer âprement. Ses hommages, son respect, ses attentions infinies — tout cela était donc la fumée du cratère souterrain, qui, un jour, crachait une lave brûlante et des cendres de feu.

Jörgen Thiis était donc dangereux ! Cela ne le rabaissait pas à ses yeux. Il grandit, au contraire. Elle était admirable, la contrainte qu'il s'était imposée en l'honneur d'elle. Si la tentation déchaînait un jour les instincts violents qu'il avait domptés, devait-elle vraiment lui en vouloir ?

Tout le reste de la journée, et même le soir en se déshabillant, elle se débattit avec ces pensées. La lendemain, elle décida que ce serait fini. Une fois déjà, elle avait réprimé un trouble pareil. Il ne fallait pas compromettre l'ordre qu'elle mettait dans sa vie. Elle se remit donc au travail avec plus d'ardeur que jamais. Bien plus, elle y ajouta encore, en étudiant les livres de comptes et les papiers de son père. Ce n'était pas une tâche médiocre, mais elle voulait connaître exactement l'état de ses affaires. Il devait bien avoir aussi une fortune en Norvège, et il était impossible qu'il eût dépensé tout l'argent qui venait d'Amérique. Mais elle ne trouva pas ce qu'elle cherchait. Mme Dawes ne savait rien. Quant à

son père, elle ne voulait pas lui imposer de fatigue.

Mais elle eut beau s'acharner à la besogne, un souvenir du jour passé lui revenait. Jörgen avait naturellement voulu se baigner. Après le bain, il serait venu la saluer. Après ce qui s'était passé, il n'était pas venu. Au reste, reviendrait-il jamais? Sans être invité de nouveau? Certes, la « gaffe » était forte et il pouvait s'en tenir là. Les jours suivants, elle entendit des coups de fusil aux environs. On en avait entendu plus loin aussi, paraît-il. Mais il ne vint pas le jour suivant, ni le troisième, ni le quatrième. Cela lui plut.

Comme sa pensée errait souvent dans la forêt, elle prit un jour le sentier de la montagne, un peu avant le dîner. Comme toujours, à la fin d'août, les changements de température peuvent être très brusques dans le sud de la Norvège. Le froid était venu, et, en montant, elle sentait la fraîche caresse de la bise. La pente était plus facile au-dessous de la ferme. C'est là qu'elle grimpa, d'un pas alerte et exercé, impatiente d'arriver plus haut. Elle voulait être dans le vent et voir au loin la mer en révolte. De la première pente, elle put déjà jouir de la vue des prés où l'on répandait le foin de la baie, des îles, de la mer qui était noire ce jour-là, avec une foule de voiliers et quelques vapeurs à l'horizon. Mais, au-dessus d'elle, des corbeaux faisaient un vacarme effrayant; certainement, ils jugeaient l'un des leurs. De temps en temps, elle en voyait un qui fendait l'air au-dessus de la montagne, et disparaissait vers le Nord. Plus elle montait, plus le vacarme devenait assourdissant. Elle pressa le pas, espérant sauver l'imprudent qui s'était aventuré là. Peut-être pourrait-elle les voir quand elle aurait dépassé la prochaine croupe. Mais, quand sa tête émergea, ce ne furent pas les corbeaux qu'elle aperçut, mais un homme couché sur le ventre, assez loin d'elle, juste au-dessus de la ferme. C'était Jörgen Thiis! D'abord, elle voulut se cacher; mais elle sentit monter en elle un joyeux désir de vengeance et aussitôt elle se redressa, d'un geste prompt et décidé. Il l'aperçut et fut aussitôt sur pied. Honteux et troublé, il enleva sa casquette, puis la remit sans savoir où aller ni où se tourner. Elle s'approchait lentement, savourant sa vengeance. De loin, elle lui cria déjà: « Voilà comme vous chassez? Peut-être voulez-vous tuer nos poules? » Puis, quand elle fut plus près: « Vous n'avez pas amené votre chien? C'est vrai, vous n'en avez pas besoin pour tuer nos poules. Mais vous n'avez peut-être pas de chien non plus? »

« Si, mais aujourd'hui je ne suis pas sorti pour chasser. J'ai fini. »

En entendant ces quelques mots qu'il prononça simplement, sans la regarder, elle sentit sa colère tomber. Elle ne voulut pas être dure pour lui. Elle savait trop combien il avait souffert de la tyrannie de son oncle.

Les corbeaux criaient plus furieusement que jamais. « Ecoutez, ils sont en train d'en juger un. Pourquoi n'allez-vous pas au secours de la pauvre bête? » — « Vous avez raison », dit-il, heureux d'échapper à si bon compte. Il ramassa son fusil et partit en courant. Mary le suivit. Une dernière montée les séparait du plateau. C'était là. Autour de deux vieux arbres; les sombres juges tourbillonnaient par centaines. Mais, à peine eurent-ils aperçu un homme armé qu'ils se dispersèrent à tous les vents en croassant. Leur tâche était finie.

En effet! Entre les arbres, ils aperçurent un énorme corbeau déchiré et sanglant, en proie aux convulsions de l'agonie. Jörgen voulut le soulever. « Non, ne le touchez pas! » s'écria Mary en se détournant. Elle descendit aussitôt vers le rebord du plateau. Comme elle ne l'entendait pas venir, elle s'arrêta: « Vous allez m'accompagner? Et dîner avec nous? » — Il vint. Tous deux marchèrent en silence jusqu'à l'endroit où il s'était couché. Il se hâta de demander: « Comment vont les vôtres? » — « Merci, aussi bien que possible. »

Une colonne de fumée s'échappait d'une cheminée de la maison. Les toits d'ardoise aux reflets bleus avaient fort bon air. De chaque côté les grands jardins avec leurs allées sablées se déployaient pareils à de grandes ailes rayées. Toute la ferme était si vivante qu'elle semblait pouvoir s'animer d'un instant à l'autre. « Etes-vous resté longtemps ici? » La question était cruelle. Mais n'avait-il pas cru être chez lui? Il ne répondit pas. Elle commença alors à descendre. Comme la pente était très raide, il dit: « Faut-il vous aider? » — « Merci, j'ai passé ici plus souvent que vous. »

Le repas fut silencieux. Jörgen, qui mangeait toujours avec lenteur, n'avait jamais été aussi lent. Mary avait terminé en quelques bouchées et le regardait. De temps à autre, elle faisait une question à laquelle il répondait discrètement. D'ordinaire, il ne cessait de la dévorer du regard; mais, ce jour-là, ses yeux ne quittaient guère son assiette. Tout d'un coup, il s'arrêta: « Etes-vous souffrant? » — « Non, mais je n'ai plus faim. »

..... Quelques minutes plus tard, il sortait de chez Anders Krog. Mary venait de quitter Mme Dawes et ouvrait justement la porte de sa chambre: « Je trouve votre père beaucoup mieux, mademoiselle », dit Jörgen Thiis — « Oui, il peut dire quelques mots et remuer un peu le bras. » Mais Jörgen ne l'écoutait plus. « Est-ce votre chambre? Je ne l'ai jamais vue. » Elle s'écarta pour qu'il pût la voir. « Voulez-vous entrer? » — « Vous permettez? » —

« Je vous en prie. » Il s'avança jusqu'au seuil, puis le franchit. Mary le suivait. Il resta immobile; Mary, près de lui, l'entendit respirer profondément. La chambre était-elle tendue de dentelles? Il n'aurait pu le dire. Tout se présentait à ses yeux : le lit, les meubles, — blanc sur fond bleu, ou bleu sur fond blanc, — les amours du plafond, et un délicieux portrait de sa mère, paré de fleurs. Il respira le parfum qui émanait des fleurs, de sa personne et de toute sa chambre. Elle-même était là, à ses côtés, vêtue de sa robe bleue à manches courtes. Dans cette atmosphère de pureté, devant ces couleurs d'une grâce virginale, une honte le prit. Une honte telle qu'il eût voulu se sauver. Il ne put dominer son émotion: sa poitrine s'agita, sa respiration devint haletante; un frisson parcourut son corps. Il crut qu'il allait éclater en sanglots. Alors, il vit l'éclair de deux bras blancs; il entendit une voix qui parlait et ce fut encore comme une caresse de bleu et de blanc. La porte se ferma, sans doute pour l'abriter. De nouveau, l'éclair de deux bras blancs, puis ces mots, très nets : « Mais Jörgen! Mais Jörgen ! » Elle avait vraiment dit « Jörgen ». Deux fois « Jörgen ». Puis, il sentit qu'elle lui caressait le front et en écartait les cheveux. Doucement, comme on toucherait une fleur. Sous sa main, les souvenirs pénibles ou méchants s'effaçaient, comme la neige fond et coule au soleil. Il éprouvait une sensation inexprimable de chaleur. Celle qui se penchait ainsi vers lui était en réalité la première qui lui vînt en aide, depuis son enfance. Toujours il s'était senti seul. Quelle confiance dans cette caresse, si peu méritée, pourtant! Cela lui faisait du bien. Ah! comme cela lui faisait du bien ! Il rêvait qu'il était bon, lui aussi, et guidé par de bons génies. Le blanc et le bleu l'abritaient. Et sous cet abri, il voyait, dans ces grands yeux si bons, cette âme s'ouvrir à la sienne. A voix très basse et en s'excusant, il dit : « Je n'en pouvais plus ». Elle comprit ce qu'il voulait dire, et aussitôt, elle s'éloigna.

« Mary ! » murmura-t-il. Il avait parlé sans le vouloir; la parole trahissait sa pensée. Il en fut effrayé et Mary aussi. Elle s'éloigna davantage encore; son regard, moins limpide, eut une défaillance. Il le vit, et, avant qu'elle pût s'en douter, avant même qu'il s'en rendît compte, il était près d'elle. Il l'attira à lui, l'enlaça; puis, au contact de son corps, il se sentit fou et lui donna baisers sur baisers, au hasard. Puis il l'embrassa dans le cou, tout autour du cou. Elle comprit que c'était grave. Elle était sur le point de défaillir; un seul de ses bras était libre; elle s'en servit pour le repousser. En même temps elle se renversa si fort en arrière qu'elle fut sur le point de tomber. Entraîné par son mouvement, il se pencha sur elle et son désir s'alluma. Mais, pour la prendre, il dut retirer son bras droit afin de la soutenir. Ce geste ayant dégagé le bras gauche de Mary, elle l'appuya contre sa poitrine de toute sa force, tourna ainsi sur elle-même, et se redressa. Leurs regards se rencontrèrent, égarés. Des flammes jaillirent, se croisèrent. Pas une parole. Rien que le bruit de leurs respirations, brèves et sifflantes.

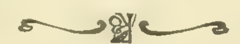
Un cri retentit dans le couloir : « Mary! » C'était Mme Dawes ! Mme Dawes, qui ne pouvait plus quitter son lit, était sortie dans le couloir ! Puis, un second cri : « Mary! » si désespéré qu'elle semblait défaillir. Tous deux sortirent. Mme Dawes était en chemise de nuit à la porte de sa chambre et s'appuyait à la muraille. Elle allait s'évanouir, quand Jörgen Thiis se précipita et la prit sous les bras. Une bonne, puis deux, grimpèrent l'escalier, puis la petite Nanna. Jörgen avait jusqu'alors soutenu Mme Dawes; tous unirent maintenant leurs efforts pour la porter dans sa chambre. Elle ne marchait plus : ses yeux étaient fermés; peut-être était-elle évanouie. C'était un poids effrayant à soulever. Ils eurent grand'peine à la traîner sur le seuil et à entrer. Ils traversèrent la chambre, lentement. Restait le plus difficile, c'est-à-dire à hisser le haut du corps dans le lit. Ils n'en venaient pas à bout, car, chaque fois que le corps était au bord du lit, les jambes, trop lourdes, retombaient; elle glissait de nouveau à terre, en gémissant, sans rien faire pour les aider. Avant que Jörgen pût la saisir solidement, son énorme personne était étendue de tout son long, sur le parquet. Ils redoublèrent d'efforts et parvinrent enfin à remonter le haut du corps jusqu'au lit, — mais pas encore assez haut pour qu'il pût s'allonger de lui-même. Ils se regardaient désespérés, ne sachant plus comment s'y prendre, quand la petite bonne se sauva en éclatant de rire, malgré les regards furieux de Jörgen. C'en était trop, Mary elle-même ne put y tenir. Trois minutes auparavant, elle avait livré une lutte désespérée, — et tout d'un coup, elle se sentit prise d'une envie de rire si violente, qu'elle dut se sauver à son tour. Elle étouffait dans son mouchoir, à demi morte de rire, quand la garde-malade sortit de la chambre de son père, qui voulait savoir ce que tout cela signifiait. Mary entra. Elle put à peine, tant elle riait, lui expliquer la chose, à savoir la position de Mme Dawes et les efforts de Jörgen et des bonnes. Son père demanda péniblement ce que Mme Dawes voulait faire dans le couloir. Mary cessa de rire. A ce moment, une des bonnes vint dire que Mme Dawes était recouchée et demandait à parler à Mademoiselle.

Jörgen était au pied du lit. Mme Dawes pleurait, gémissait, et appelait Mary. A peine Mary se montra-t-elle à la porte qu'elle commença : « Qu'est-ce qui t'arrivait, mon enfant? Une angoisse effrayante m'a saisie... qu'est-ce qu'il y avait? » Mary s'appro-

cha d'elle, sans regarder Jörgen. Elle s'agenouilla près de sa vieille amie, mit son bras autour de son cou : « Ah ! tante Eva ! » dit-elle en appuyant sa tête contre sa poitrine; puis, elle se mit à pleurer. « Qu'est-ce qu'il y a ? Qu'est-ce qu'il a ? qu'est-ce qui te rend si malheureuse ? » gémit Mme Dawes, en caressant ses splendides cheveux. A la fin, Mary leva les yeux. Jörgen Thiis avait disparu. Mais elle garda le silence. « Jamais je n'ai éprouvé cela, dit Mme Dawes, sans qu'un malheur effrayant fût proche. » Mary se taisait. « S'est-il passé quelque chose avec Jörgen Thiis ? » Mary la regarda. — « Grand Dieu, oui ! je m'en doutais ! Mais rappelle-toi, mon enfant, qu'il t'a aimée du jour où il t'a vue et qu'il n'en a pas aimé d'autres. C'est terrible, sais-tu ? Et pas une fois il n'a fait même allusion à son amour. N'est-ce pas vrai ? » Mary secoua la tête. — « C'est beaucoup cela ; cela prouve du caractère. Il a été serviable, respectueux ; — non, ne sois pas trop sévère. Maintenant seulement que tu es pauvre, il ose... Mais qu'est-ce qui s'est passé ? » Mary attendit un instant, puis elle dit : « D'abord j'ai cru qu'il allait s'évanouir. Mais, tout d'un coup, il est devenu fou. » — « Ah ! Je pourrais te raconter quelque chose, moi aussi... oui, oui... » Elle devint pensive; puis elle murmura : « Ceux qui passent ainsi des années entières... » — « Ne parlons plus de cela ! interrompit Mary en se levant. » — « Non, c'est... » — « Plus un mot », répéta Mary en allant à la fenêtre. Derrière elle, Mme Dawes disait : « Il m'a parlé, vois-tu ; il m'a demandé s'il pouvait maintenant se déclarer. Il ne pouvait rien rêver de plus beau que de nous remplacer auprès de toi. Mais il te trouve trop hautaine. » Mary eut un geste involontaire. Mme Dawes s'en aperçut. « Ne sois pas trop difficile maintenant, Mary ! Sais-tu que ton père et moi nous pensons que ?... » Mary se tourna vivement vers elle, — sans colère, à vrai dire, — mais avec une telle expression, que la conversation dut en rester là.

(*A suivre*) BJÖRNSTJERNE BJÖRNSON.

(*Traduit du norvégien par* J. LESCOFFIER.)



LA DÉCORATION LUMINEUSE

Le spectacle extraordinaire offert en ce moment par le Salon de l'Automobile au Grand-Palais impressionne à bon droit la foule. Il y a là une sorte d'éruption de forces qui crée un lyrisme spécial. De même que l'autolocomotion est fondée sur l'explosion intermittente et disciplinée, il semble que la beauté de ce lieu soit celle d'un incendie discipliné. On emprunte à un sinistre de quoi faire une splendeur.

Chaque jour, au crépuscule, un brasier inouï s'allume au milieu des Champs-Élysées, la puissance du feu fascine les êtres, et irrésistiblement s'impose la sensation d'un retour aux temps primitifs.

Récemment je parlais ici du caractère assyrien de l'architecture du fer. On a vraiment trouvé la décoration brutale et terrible qui lui convenait, celle de la flamme. Ces dômes de fer et de verre restent inachevés, et nous les voyons encore comme dans la fonderie incandescente. On offre au public le spectacle tragique et féerique d'un haut-fourneau colossal, un décor brûlant.

Ce décor, c'est celui devant lequel dansa, depuis déjà quelques années, la dernière créature humaine qui ait inventé quelque chose en poésie (je ne dis pas en prosodie !), c'est-à-dire miss Loïe Fuller, dont le nom restera inséparable de l'histoire de la décoration lumineuse. Du faîte de ce temple incandescent que tout Paris va contempler, elle était déjà tombée au milieu de nous comme une fleur ornementale, fantastique et suprême. Mais elle portait tout son décor dans les plis de sa toge blanche; elle aussi, comme le consul romain, y portait la paix ou la guerre ; les images de la grâce ou de la terreur rayonnaient d'elle, selon qu'elle confiait à la bleuité lunaire ou à la pourpre le soin d'illuminer son fantôme vaporeux et tournoyant. Logiquement on devrait replacer au fronton du Grand-Palais l'effigie de cette étrange sylphide d'outre-mer, qui créa l'union de la danse et du feu, la décoration lumineuse vivante.

La sensation dominante qu'on éprouve dans cette colossale féerie industrielle, c'est celle du retour imprévu de l'ultra-modernisme aux fastes barbares. C'est puissant, ce n'est pas précisément beau. C'est l'affirmation symbolique du courant d'esprit, qui nous mène à faire de Paris une cité américaine. En ce moment même on ne peut plus circuler dans ce Paris bouleversé : et la ruée de ces actuels chars de guerre, qu'on appelle les automobiles, achève la déroute de ce tardigrade suranné, méprisé, gênant, qu'on appelle le promeneur. L'électricité s'apprête à tuer dans le ciel même les rêves que ce flâneur quêtait sur la terre. Nous ne saurons bientôt plus ce que c'est qu'une pénombre.

L'ampoule électrique la fouille et y pourchasse les mystères des silhouettes imprécises, comme le projecteur du cuirassé scrute les vagues nocturnes pour y trouver son ennemi. Nous voyons s'inscrire sur le fond auguste de la nuit des lettres de feu, des signes d'émeraude, d'or, de rubis ou de turquoise : mais c'est le « Mane, Thecel, Phares » de toute poésie. Car ces lettres, qu'on rêverait capables de révéler un vers sublime d'un grand poète ou une formule altruiste d'un grand sociologue, nous rappellent uniquement un dentifrice, une liqueur diges-

tive, ou l'excellence de certaines nouilles aux œufs. Vous en serez convaincus place de l'Opéra. Voici donc venus les temps de « l'Affichage céleste » prévu par la fantaisie de Villiers de l'Isle-Adam.

La lumière électrique inonde nos boulevards. Les magasins flamboient. C'est un match de rutilement. Des maisons entières sont, de la base au toit, cuirassées de pierreries lumineuses. Toute vitrine est un miroir aux alouettes où vient s'affoler la foule. Cependant, l'électricité n'est qu'une clarté morte, figée, inerte. Elle ne bouge pas, elle n'a pas de sursauts. L'humble gaz, dont le plus petit négociant ne veut plus, donnait une clarté autrement artistique. La vie nocturne de nos cités est composée comme un tableau où les valeurs seraient trop égales. Tout est clair sur clair, sans ombres. Le gaz ménageait les valeurs, il « composait » les scènes. Avec cette électricité impartiale et fixe, tout vient sur notre rétine sans gradations. Et, à force d'éclat net, nous voyons moins bien. Nos yeux sont voilés, notre optique est, si je puis dire, assourdie et blasée. On en arrive à lire moins aisément sous cinq ampoules que près d'une lampe.

On ne peut pas affirmer que le spectacle offert par le Salon de l'automobile présente le maximum de la force lumineuse industrialisée. Évidemment, on ira plus loin dans la puissance brutale. Les journaux nous disent avec une admiration complaisante qu'il y a là deux cent mille lampes Paz et Silva. L'industrie automobile triomphe : elle requerra quatre cent, six cent mille lampes dans deux années. Elle incendiera du Louvre à l'Étoile, et des Invalides à Montmartre, s'il lui plaît. Nous ne nous en reporterons qu'avec plus de joie vers un spectacle évanoui que tous les amoureux d'art ont ressuscité dans leurs songes — c'est-à-dire une fête donnée par Louis XIV dans la galerie des Glaces, à Versailles.

Là, on ne connaissait que les bougies. Elles brûlaient, douces et timides. Elles vacillaient et leur cire coulait. Mais qu'elles étaient belles! Leur caressante et fragile clarté faisait luire discrètement les laques d'or des boiseries où s'inscrivaient les ornements « à la chinoise ». Elles avivaient l'argent des candélabres. Elles créaient autour de leurs appliques une zône d'obscurité mordorée. Elles laissaient aux fonds la richesse de leur vague splendeur. Et surtout, leur clarté chaude, ambrée comme celle des toiles de Rembrandt, caressait exquisement les épaules et les chevelures des femmes, qui nous apparaissent aujourd'hui blafardes, avec des visages barrés d'ombres dures, dans l'irradiement des salons. Les femmes étaient les vrais foyers lumineux. Leurs satins, leurs chairs, leurs cheveux poudrés, leurs bijoux réfléchissaient en l'amplifiant la clarté des cires allumées. Vision à jamais regrettée! Sous l'implacable électricité, les joyaux n'ont plus de sens, et que dire de la laideur du drap d'habit, mat et triste, dont cette clarté froide pénètre la trame? Quelques mondains ont essayé récemment de s'offrir le luxe de donner des soirées aux bougies : et ce fut un cri de joie. Tous avaient la sensation du vrai luxe, et toutes les femmes semblaient plus belles.

L'électricité tue l'intimité du home, et par elle le palais s'apparente au hall de « palace » international. Il s'ensuit que l'idéal du style est de plus en plus le paquebot, et arrêtées au sein de la cité, sur le flot mouvant des humanités fébriles, nos maisons ne sont plus autre chose. Nos édifices publics en comportent l'agrandissement, mais n'y trouvent pas plus de grandeur. Rejoindraient-ils par la dimension les hypogées égyptiennes, ils sembleront toujours mesquins, car le secret de la majesté de ces incomparables monstres d'Égypte, c'est la massivité et la plénitude des volumes. L'arceau métallique s'élance à vide, les plans ne l'accompagnent. Pareil à l'olivier dont le tronc noueux s'arc-boute, se crispe et s'efforce pour n'arriver à soutenir qu'un feuillage fluide, gris et léger comme une fumée, l'arceau de métal ne porte que du verre dans les interstices de ses multiples jets. La décoration lumineuse du Grand Palais souligne encore ce principe fâcheux. Les milliers d'ampoules dessinent les courbures du fer, ce sont des rampes appliquées sur des portants. Lorsque nous contemplons une ville nocturne du haut d'une colline, nous voyons les réverbères innombrables dessiner le tracé capricieux des rues, sur un fond nul. Cependant nous n'avons pas l'impression du vide. Nous ne percevons rien, mais nous sentons qu'entre ces points lumineux il y a des volumes pesants. Nous comprenons très bien que les espaces ténébreux ne sont pas simplement de l'éther, comme ceux que nos regards découvrent entre les étoiles. Nous supposons les maisons, les usines, les temples, et cette noirceur indiscernable n'est pas pour nous le néant. Mais toujours l'architecture du fer n'est à nos yeux qu'un squelette, et lorsque ce squelette est illuminé, c'est encore une ossature sans tissu musculaire que nous considérons.

Les décorations des stands sont ingénieuses. Cependant leurs formes sont pauvres. C'est toujours l'ellipse grêle ou la verticale sinueuse soutenant des lettres dont l'arabesque manque alternativement de simplicité ou de recherche ornementale. En réalité, on n'en est encore qu'à considérer le feu fixe comme, par soi-même, une valeur ornementale, et on ne songe qu'à le multiplier, sans se soucier des reflets et des ombres, c'est-à-dire de ses complémentaires. La nature fait mieux. C'est qu'elle dispose d'une clarté mouvante. On peut remarquer que le contraste entre la puissance des moyens et la pauvreté de la dispo-

sition établit dans la décoration lumineuse une crise analogue à celle de la bijouterie moderne. Celle-ci ne songe aussi qu'à briller, à multiplier les feux. Elle a perdu tout style et imite n'importe quoi, un nœud de rubans, un panier de fleurs. Nous verrons peut-être autre chose. L'architecture du fer n'a pas encore son symbolisme : la décoration lumineuse, qui lui est étroitement liée, n'a pas encore le sien.

Néron éclairait ses jardins avec des chrétiens enduits de poix, décoration lumineuse par trop symbolique, sinistre et nauséabonde. Plus tard les pots à feu se bornèrent à imiter l'incendie, et jetèrent de belles ombres remuantes dans les parcs. La pyrotechnie inventa cette décoration illusoire et délicieuse qui s'appelle la fusée, et la guerre moderne, avec la mine, l'obus et la bombe, a su parer la mort d'un sadisme tout néronien. Nous en sommes à présent à la période du feu prisonnier. La variation des formes de l'ampoule lumineuse, l'atténuation des tonalités des verres, l'emploi des « lumières froides » seront évidemment les principes d'un art décoratif admirable. Mais la recherche du maximum d'effet n'a jamais été le critérium d'un art, et nous ne voyons encore que cela en cette énorme illumination du Salon de l'automobile. Ce qu'il y a de plus beau, c'est le ciel. Quand il est brumeux, sa couleur chaude et sombre, celle d'un bloc de fer rouge sorti de la forge et commençant à refroidir, est vraiment, au-dessus de ce palais, d'une tristesse crépusculaire et factice dont l'impression reste incomparablement tragique.

CAMILLE MAUCLAIR.



L'EXPRESSION DE LA PENSÉE PAR LA MAIN

« Tout geste est une métaphore. »
(DIDEROT).

Tout le monde s'accorde à voir dans la main l'un des plus précieux instruments de la pensée.

Pour les philosophes, en effet, elle est non seulement l'auxiliaire indispensable de nos sens qu'elle contrôle, elle est encore le plus sûr moyen dont nous disposions pour nous renseigner exactement sur les choses.

Pour les écrivains et pour les hommes d'action, elle est « le premier ministre de l'industrie et des arts », ministre actif qui réalise les rêves des uns et les découvertes des autres, en contribuant au bonheur de tous.

Pour l'artiste, elle est plus encore : par la grâce de ses formes et la souplesse de ses mouvements, elle est un modèle, et nous savons avec quelle passion un Théophile Gautier et un d'Annunzio nous en parlent ; avec quel soin minutieux et charmé, un Léonard de Vinci la dessine.

Pour le psychologue, enfin, ce qu'elle est, c'est, après la parole et le sourire, — peut-être même avant le sourire, — un merveilleux organe d'expression.

C'est à ce dernier point de vue, surtout, que l'ont étudiée ces psychologues d'avant-garde, extrêmement aventureux, que furent les chiromanciens. Frappés des analogies saisissantes qui souvent existent entre la « physionomie » de certaines mains et la nature de certains esprits, ils en sont arrivés à voir dans la première comme un reflet de la seconde. Le cerveau, qui est l'organe de la pensée, aurait, en s'organisant, grâce aux fibres nerveuses dont il dispose, modelé peu à peu, et fait à son image, la main de chacun de nous, marquant par des traits profonds ses caractères essentiels et les événements graves qui l'ont troublé ; par des traits plus légers, les caractères et les faits d'importance secondaire. Ainsi, le physicien, à l'aide de courants transmis le long d'un fil, peut agir sur les corps et photographier à distance. — Les chiromanciens ont donc dirigé toute leur attention sur les lignes de la main, sur les veines qui la sillonnent, sur les mamelons qui la bossellent, et surtout sur l'architecture des doigts, lourds ou allongés, noueux ou fuselés, à l'extrémité plate ou arrondie, aux ongles pâles ou nacrés... Ce sont là, comme autant de signes hiéroglyphiques dont il ne reste plus qu'à découvrir la clé. Et cette clé, naturellement, les chiromanciens croient l'avoir trouvée. — Si, en outre, on admet que tout se tient et s'enchaîne dans la vie humaine, comme dans la vie du monde, que pas un événement ne se produit qui n'ait sa place marquée d'avance sur la trame serrée du déterminisme universel, on conçoit que, dans le présent, un esprit suffisamment éclairé puisse non seulement retrouver le passé, mais encore entrevoir l'avenir. Dès lors, pour connaître la destinée des hommes, plus n'est besoin de consulter la voûte céleste, comme les astrologues du vieux temps ; ou les voussures et les vallonnements de l'enveloppe osseuse du cerveau, comme les crâniologistes d'aujourd'hui, ou encore les pleins et les déliés et toutes les variétés de l'écriture courante, comme les graphologues ; il suffit de savoir lire, comme Desbarolles ou comme Mme de Thèbes, dans le livre plus accessible de la main.

Et cependant, malgré la renommée soigneusement entretenue de ceux qui s'y adonnent, ces études de chiromancie restent plutôt suspectes au

monde des savants. Aussi bien, les psychologues qui se sont occupés de la main, Herbert Spencer, Darwin, M. Ribot, ont-ils moins porté leur attention sur sa forme que sur ses mouvements, sur les figures qui la zèbrent que sur les gestes qu'elle dessine. Et c'est précisément dans ces gestes et dans ces mouvements, tantôt rapides, tantôt monotones, tantôt saccadés et variés à l'infini qu'ils cherchent, eux aussi, comme un reflet de la pensée, sans espérer, d'ailleurs, en surprendre tous les secrets. Ce n'est plus un texte, en quelque sorte gravé, qu'ils ont devant les yeux, c'est un ensemble de signes mobiles, un langage vivant, qui, sans cesse, se forme et se transforme comme le thème qu'il traduit. Quant à la clé de ce langage, ils l'ont trouvée, sur les indications de Descartes, dans l'étroite union de l'esprit et du corps, et dans l'existence d'un petit nombre de lois qui peuvent être considérées comme les lois mêmes de l'expression.

***

La première de ces lois nous est à chaque instant révélée par l'expérience. Lorsque nous sommes sur le coup d'un sentiment un peu vif, il est rare que nous ne soyons pas avertis des modifications organiques qu'il entraîne. Il arrive même parfois que nous sentions l'onde émotionnelle nous envahir peu à peu, grandir, grossir, jusqu'au moment où elle fait explosion. Le mouvement, alors, est si intimement uni au phénomène mental qu'il prolonge, qu'il paraît en faire partie intégrante. Or, suivant H. Spencer, l'intensité de ce mouvement serait directement proportionnelle à l'intensité même de l'émotion, et les muscles se trouveraient affectés en raison inverse de leur grosseur et du poids des organes auxquels ils se rattachent. Les muscles les plus légers et les plus libres, et, par suite, ceux qui, dans la région où ils s'exercent, trouvent « le plus d'alliés et le moins d'ennemis » (1), sont donc les plus sensibles aux excitations intérieures. Ainsi s'explique la mobilité des muscles de la face : des yeux, des paupières, des lèvres, du front; ainsi s'explique aussi la mobilité très grande de la main.

L'expérience nous montre, en outre, que les mouvements varient comme les émotions : la joie ne se traduit pas comme la douleur, le désir comme l'aversion; dans un cas il y a expansion, dans l'autre concentration; là ce sont surtout les muscles extenseurs qui agissent, et ici, les muscles fléchisseurs. Ces traductions, elles-mêmes revêtent des caractères particuliers suivant les tempéraments des personnes et suivant le plus ou moins de souplesse des organes. Un tempérament nerveux ne réagit pas comme un tempérament lymphatique, et un homme maître de soi comme un impulsif; la main rude du travailleur dont les muscles ont été roidis par la fatigue, comme la main de l'oisif, ou comme celle de l'artiste qui ne se livre qu'à des œuvres toutes de finesse et de précision. C'est pourquoi, suivant la juste remarque de Maurice de la Sizeranne, il y a « des mains inertes et mortes » sans caractère et sans expression et des mains vivantes et intelligentes qui « voient, qui entendent et qui parlent ».

Si, maintenant, nous examinons de plus près les mouvements et les gestes de la main, quelque mécaniques et automatiques qu'ils soient, nous ne pouvons pas ne pas être frappés de leur adaptation à un but précis. Si, en effet, quelques-uns d'entre eux nous paraissent, au premier abord, absolument incohérents, la plupart tendent évidemment à une fin utile, ce que Charles Bell résumait dans cette loi : « Tout mouvement est un commencement d'action, à savoir : de l'action précisément nécessaire pour prolonger une émotion quand elle est agréable, pour l'écarter quand elle est douloureuse. »

Beaucoup de mouvements, il est vrai, paraissent échapper à cette loi, mais alors, pour en rendre compte, il suffit, le plus souvent, de songer aux effets ordinaires de l'habitude qui nous fait constamment reproduire des actes utiles à l'origine, même quand ils sont devenus tout à fait inutiles, même quand ils sont devenus nuisibles. Darwin dans son ouvrage sur « l'expression des émotions » nous en donne un grand nombre d'exemples.

Nous-mêmes, d'ailleurs, n'observons-nous pas fréquemment chez les enfants tout jeunes des gestes qui rappellent d'une manière frappante des gestes familiers à quelqu'un de leurs ascendants ?

Remarquons, enfin, que ces mouvements et ces gestes n'accompagnent pas seulement nos émotions, mais tous nos états de conscience; nos douleurs morales comme nos douleurs physiques, nos pensées et nos déterminations, comme nos désirs, avec cette particularité cependant d'offrir les mêmes caractères généraux, toutes les fois que les états auxquels ils correspondent ont même tonalité affective. Le mépris ou l'horreur que nous inspirent certaines personnes ou certains actes se traduisent par des mouvements analogues à ceux du dégoût pour certains mets. Nous portons instinctivement la main à notre front, que le malaise dont nous souffrons ait une cause physiologique ou une cause mentale. Et c'est ainsi que les actes musculaires, par une sorte de transfert, en arrivent à correspondre à des manières d'être de plus en plus complexes et tout à fait différentes.

Or, quand nous sommes parvenus à saisir le

(1) Dumas. *Le Sourire.*

rapport nécessaire et naturel qui unit ainsi le phénomène intime à son concomitant physiologique, celui-ci devient aussitôt le signe de celui-là; nos gestes constituent un véritable langage qu'il nous est possible d'interpréter, chacun d'eux ayant un double sens comme les mots, un sens propre et un sens figuré; et c'est dans ce dernier cas surtout qu'il est exact de dire avec Diderot « que tout geste est une métaphore ».

Ce langage resterait d'une simplicité relative, si, aux mouvements réflexes, d'autres mouvements très tôt ne venaient s'ajouter sous la double influence de l'imitation et de la volonté; tels sont ceux qui traduisent, par exemple, nos sentiments de déférence dans nos nations civilisées; ceux, encore, qui ont pour but de cacher nos émotions véritables et de tromper nos semblables; ceux, enfin, beaucoup plus nombreux, dont usent les sourds-muets pour remplacer la parole. C'est précisément à ces facteurs qu'il nous faudra constamment songer, en même temps qu'aux lois qui précèdent, dans l'examen que nous allons faire des principaux gestes de la main.

*
* *

Observons d'abord l'enfant, et l'enfant pendant son sommeil. Tant que son sommeil est paisible et qu'aucune émotion ne le trouble, ses mains comme son visage restent calmes et immobiles, les muscles au repos; mais qu'une émotion légère le traverse, les petits doigts immédiatement s'agitent comme les feuilles de la sensitive lorsqu'un souffle s'élève. L'émotion grandit-elle? Alors ce ne sont pas seulement les doigts, c'est le bras et l'épaule qui brusquement se meuvent sous l'excitation intérieure.

Pendant la veille, ses gestes sont à peu près ininterrompus. Si vive est, en effet, l'impressionnabilité de l'enfant, qu'il vibre au moindre contact, tressaille au moindre changement, assouplissant son organisme et ses muscles, les exerçant à des gestes nouveaux et à des expressions nouvelles, à mesure que ses émotions deviennent plus variées, plus riches et plus complexes. — Toutefois, pendant de longs mois ils restent bien monotones encore et ne savent qu'*attirer*, *repousser* et *saisir* : les trois actes les plus essentiels à la vie. Mais aussi avec quelle énergie il les accomplit! Avec quel élan, par exemple, les bras de l'enfant se tendent vers les jouets qui lui plaisent ou vers les personnes qu'il aime, les mains ouvertes et les doigts écartés comme des rayons! — Avec quelle vivacité, au contraire, elles repoussent ce qui lui déplaît, chassent ce qui le blesse, griffent même, au visage, quand la colère le saisit, les personnes trop lentes à satisfaire ses caprices! Avec quelle joie, enfin, et quel effort, elles retiennent l'objet qu'elles ont saisi! Tous les muscles sont tendus comme pour mieux assurer leur possession : désir, impatience, colère, satisfaction, tout cela nous est révélé par cette mimique enfantine, si intéressante et si suggestive, qu'elle a inspiré aux plus grands artistes les plus beaux de leurs chefs-d'œuvre. Que l'on se rappelle les innombrables tableaux que les peintres ont consacrés à l'Enfant-Jésus, ou simplement l'esquisse du *Petit Duc d'York*, par Van Dyck.

Mais, autant la petite main est éloquente quand elle traduit des sentiments, autant elle est adorablement gauche quand elle cherche à exprimer les idées et les images qui, peu à peu, se dégagent dans les brumes de son cerveau. Comme la langue, elle ne sait encore que balbutier en montrant du doigt ce qui la préoccupe : C'est le geste de la petite Suzanne d'Anatole France à l'étoile :

« Suzanne leva le bras aussi haut qu'il lui fut possible, et, du bout de son doigt qu'elle ne peut jamais ouvrir tout à fait, elle montra une étoile; ce doigt, qui est d'une petitesse miraculeuse, se recourbait par intervalles comme pour appeler. »

En voyant la main se mouvoir ainsi, on sent qu'il en est d'elle comme d'un instrument merveilleux que dirigerait un maladroit ouvrier : les images et les émotions sont confuses, imprécises, enchevêtrées, et les gestes, naturellement, s'en ressentent.

Observons maintenant l'enfant dont la raison commence à percer et la réflexion à intervenir, et nous verrons dans les gestes de la main, comme on l'a finement remarqué (1) tous ceux de l'explorateur, de l'alchimiste, de l'escrimeur et du poète. Il aperçoit un point brillant dans vos yeux, et son petit doigt pointe aussitôt sur eux; on lui donne un nouveau jouet, et le voilà qui le palpe, le tourne, et le retourne, glissant son doigt dans les fentes pour mieux connaître ce qu'il est. Mais ces petites mains ne s'appliquent pas seulement à connaître, elles s'appliquent aussi à défaire et à refaire, à briser et à créer. Les merveilleux châteaux qu'elles construisent dans le sable et les surprenants chefs d'œuvre qu'elles pétrissent dans la boue! Elles s'habituent aussi à l'attaque et à la défense, craintives et provocantes, caressantes et cruelles; voyez l'enfant jouant avec le chat de la maison : Les escrimeurs sont en présence; l'un avance le doigt, l'autre avance la patte, et si la patte manque son but, ou frappe sans faire de mal, la joie est à son comble.

Lorsqu'il faut, non plus agir, mais faire comprendre à d'autres ce qu'il ressent et ce qu'il pense, la main de l'enfant est surtout l'auxiliaire de la parole, mais parfois un auxiliaire singulièrement

(1) M. de La Sizeranne.

expressif, même dans ses hésitations et ses gaucheries. Dans ses mouvements se reflètent tous les efforts de la pensée pour se traduire, tous les soubresauts du sentiment. Ils décrivent, miment, comparent, cherchant à suppléer à l'insuffisance du langage parlé, à le compléter, à le souligner. « Il est grand comme cela », dira l'enfant, pour désigner un objet, en écartant autant qu'il le peut ses petits bras, pendant que son regard va de l'une de ses mains à l'autre ; ou, au contraire, « il est petit comme cela » en rapprochant très près les deux paumes de ses menottes. — Et ces gestes qui lui servent à désigner des objets sensibles sont précisément les mêmes qui lui servent à traduire des sentiments d'ordre moral. C'est ainsi que, pour montrer qu'il aime beaucoup sa maman, il étendra encore ses deux bras d'un même mouvement.

Sous le coup d'un sentiment dépressif, tout ce babillage brusquement s'interrompt. Pris en faute, honteux de sa conduite, l'enfant ne sait plus que faire de ses mains : ou il les laisse tomber le long du corps, la paume en dedans, comme s'il craignait qu'elles le trahissent ; ou il cherche à les dissimuler derrière son dos ; ou encore il les porte à son visage pour ne plus voir.

Sous l'influence de l'imitation, si puissante pendant les premières années, ces mouvements de l'enfant ne peuvent pas ne pas se modifier et s'enrichir ; toutefois, il est bien rare que les gestes imités soient aussi exactement expressifs de ce qu'il ressent, que les gestes naturels : Nous en avons une preuve frappante dans la poignée de main qu'il nous donne. Comme c'est là un geste appris, et dont il ne peut comprendre le véritable sens, sa petite main reste muette dans la nôtre : nous ne sentons pas encore son âme sous ses doigts.

*
* *

Chez l'homme fait, plus encore que chez l'enfant, la main est révélatrice du caractère, et il n'est point rare qu'elle dise ce que souvent il faudrait taire. En effet, qu'il soit au repos ou qu'il réfléchisse ; qu'il possède le calme ou que la passion l'agite ; qu'il effleure, en passant, nos doigts ou qu'il les retienne et les presse, qu'oralement il expose ses doutes ou ses croyances, la main est toujours là, qui, par des signes visibles, laisse transparaître au dehors, les oscillations cachées de la vie intérieure.

Chez les méditatifs que le travail de leur pensée intéresse plus que le spectacle du monde, la main agit peu : elle fait comme les yeux qui se closent, comme le visage qui s'immobilise, pour ne point troubler leur rêve. Et cependant elle ne laisse pas de le refléter à sa manière. Renan restait des heures entières à méditer dans son fauteuil sans que sa main exécutât d'autre mouvement qu'un mouvement d'oscillation très lent et très doux de gauche à droite et de droite à gauche, un coupe-papier ou un crayon entre les doigts. Il est probable que Descartes, dont la réflexion était autrement aiguë, logique et pénétrante, avait, pendant ses méditations, une attitude différente ; aussi l'artiste qui en a peut-être le mieux rendu la physionomie nous le représente-t-il, pendant qu'il scrute les plus ardus problèmes de la métaphysique, les muscles du bras tendus, les doigts fortement repliés, presque crispés sur eux-mêmes, marquant bien ainsi la force de la pensée et l'énergie de l'affirmation. Chez le mystique, au contraire, pendant la prière, ou les mains se serrent contre la poitrine pour en comprimer les battements et rendre le recueillement plus facile ; ou elles s'étendent ouvertes sans raideur et les paumes vers le ciel avec le geste de l'offrande ; ou elles s'unissent, paume contre paume et les doigts allongés, comme appelant des chaînes du maître qu'elles adorent.

Chez les impulsifs, au contraire, et chez ceux qui, suivant l'expression populaire, vivent surtout « en dehors », les mouvements sont aussi brusques, tourmentés, exubérants que tout à l'heure ils étaient lents, calmes, mesurés. Pour savoir jusqu'à quel degré de pittoresque et de puissance expressive, ils peuvent alors atteindre, il suffit d'avoir parcouru le Midi de la France, ou mieux encore l'Italie, les jours de beau soleil. Si les langues y sont agiles, combien aussi y sont agiles les mains et combien éloquentes ! Elles ont jusqu'à l'accent. Nulle part le pouce ne sait aussi prestement et aussi élégamment dessiner les contours d'une image, les doigts marquer le rythme et la nuance du sentiment, la main souligner les pensées, nier, affirmer, contester, attirer, repousser... L'aile de l'oiseau qui plane, ondule, joue, virevolte, n'a pas de mouvements plus gracieux et plus imprévus. Tous ceux qui ont vu jouer la Duse en ont gardé un impérissable souvenir, et presque toutes les Italiennes ont, pour l'expression, les mains de la Duse.

Chez l'homme volontaire, maître de lui, qui sait ce qu'il veut et le veut fermement, les gestes de la main sont plus fermes, plus précis, plus catégoriques, plus tranchants.

Chez l'homme frondeur, qui est aussi un volontaire, mais un volontaire moins affranchi des passions, la main est plus fébrile. Elle agite brusquement ses doigts, les ferme, les referme et les prépare à l'attaque comme un moineau aiguise son bec avant de s'en servir.

A ces attitudes et à ces gestes, que l'on compare maintenant ceux de l'apathique, du paresseux ou du satisfait : l'opposition est saisissante. La main des deux premiers rappelle celle des énervés de Ju-

mièges : ordinairement molle et grasse, le pouce fréquemment replié sous les autres doigts qui l'abritent, elle semble insoucieuse et rebelle à toute occupation pénible : c'est que le mouvement est de l'énergie dépensée, et elle n'aime point la dépense. Chez les satisfaits, elle varie ses poses suivant les causes de la satisfaction. Gavarni nous en a décrit un grand nombre, et tous ceux qui ont feuilleté ses albums, se rappellent au moins celles du bellâtre, qui se caresse amoureusement le menton ou, les deux pouces dans les emmanchures du gilet, agite victorieusement ses doigts en éventail; et cette autre d'un bon bourgeois faisant la sieste après un plantureux repas de digestion facile, les mains croisées sur son ventre rebondi, avec, au bas, cette légende : « Je suis content de moi, j'ai bien rempli ma journée. »

Mais, bavarde incorrigible, la main ne se borne pas à nous dévoiler ainsi les grands traits du caractère, elle nous en dévoile aussi les petits. Et, sur ce point, rien n'est instructif comme un entr'acte dans une loge ou au foyer d'un théâtre mondain : c'est le moment où l'on échange des saluts, et c'est également celui où les toilettes se jugent.

Or, du côté des hommes, comme ils sont éloquents ces saluts! comme la main sait, avec art et mesure, les dispenser autour d'elle : Ici, un simple « battement » qui veut dire : « C'est bien, je vous ai vu; n'insistez pas davantage »; là c'est un geste en S renversée qui marque la déférence et l'amitié tendre; plus loin, un mouvement en demi-cercle qui va du front aux genoux, et signifie que, respectueusement, on s'incline en présentant ses hommages.

La main de la femme, depuis qu'on l'a chargée de diamants et de perles, offre naturellement dans son jeu plus de souplesse et plus de variété. Nous ne dirons rien de ces mains pour lesquelles les anneaux sont des chaînes et qui, tout émues de leur parure, restent gauchement immobiles et béatement rougissantes; mais les autres, les petites mains blanches, vives, alertes, quel parti elles savent en tirer! Voyez-les, sous les lustres, cherchant habilement la lumière, changeant de direction et de pose, tantôt élevant leurs doigts jusqu'au visage qu'ils illuminent, tantôt remontant, abaissant, élargissant l'écharpe qui enveloppe l'épaule! Que de choses elles nous disent sur l'esprit et les sentiments qui les meuvent, et avec quelle finesse! Coquetterie, affirmeront les moralistes. — Probablement. Vanité? — Peut-être! Mais art, assurément, et art très raffiné. Il est cependant des mains plus coquettes et plus artistes encore, ce sont celles qui, conscientes de leur impeccable beauté, systématiquement dédaignent tout ornement étranger.

*
* *

Si la main peut exprimer ainsi les traits généraux du caractère, à plus forte raison doit-elle en traduire les passions. Or, suivant que ces passions se rattachent au plaisir ou à la douleur, au désir ou à l'aversion, à la peur ou à la colère, c'est-à-dire suivant qu'elles sont originairement expansives ou compressives, voire même compressives et expansives à la fois, tout différent est leur langage.

Sous la surprise qui est, probablement, comme le pensait Descartes, à l'origine de toutes nos émotions et de toutes nos passions, la main, d'abord, tressaille : c'est comme un frissonnement d'aile... Et, lorsque la surprise est agréable et que la joie lui succède, comme le rythme de la vie est accéléré et que la tonicité de l'organisme augmente, les mains s'agitent, deviennent plus légères ou se pressent l'une contre l'autre, comme se pressent à l'intérieur les sentiments et les images; et si la sève devient débordante, ce ne sont plus les mains seules, ce sont les bras, c'est tout le corps qui en témoigne.

Lorsque la surprise est pénible et que la douleur se prolonge, la main se porte d'instinct vers l'organe qui souffre, quelle que soit, d'ailleurs, la cause de la souffrance. Les gestes de la main qui répondent à la douleur morale sont analogues à ceux qui répondent à la douleur physique. Dans les deux cas, la main se portera au cœur ou à la tête, suivant l'organe que le malaise affecte, pour le protéger et le défendre. Et quand cette défense est vaine, et que la souffrance s'exacerbe, toute lutte contre elle devenant impossible, les mains alors se tordent et se crispent en gestes angoissants Tous ceux qui ont visité les asiles de la folie savent à quel degré d'expression terrifiante ces gestes peuvent atteindre, Ce sont eux que nous ont décrits les artistes du moyen âge dans les tableaux macabres où figurent les supplices des damnés, et qui ont inspiré à Rodin quelques-unes de ses esquisses les plus impressionnantes. Enfin, comme la douleur fatigue, et laisse après son passage le corps sans force et sans énergie, les mains retombent lasses et épuisées.

Dans le désir qui naît de la joie, la main d'elle-même se dirige, le bras tendu, ainsi que nous l'avons observé chez l'enfant, vers l'objet désiré, la paume lui faisant face, comme pour en rendre la préhension plus facile, et la tension est d'autant plus forte que le désir est plus intense et plus vif. Si au désir se mêle quelque crainte, si nous sentons qu'il ne dépend pas uniquement de nous d'obtenir ce que nous souhaitons, ou que nous n'y avons aucun droit, la raideur des muscles diminue et les doigts légèrement se recourbent. Notre désir s'ac-

compagne-t-il d'une prière, d'une supplication formulée ou muette, la main alors ne s'avance qu'en hésitant, doucement, la face palmaire vers le ciel comme pour recevoir. Observez le pauvre qui demande l'aumône; rien qu'à la façon dont il vous tend la main, il vous sera facile souvent d'entrevoir les sentiments complexes qui l'agitent : la confusion et la honte, la fourberie et la bassesse, la rancune ou la colère, l'espoir ou la reconnaissance.

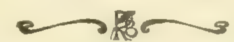
Dans l'aversion, au contraire, la main s'éloigne de l'objet détesté, et si à l'aversion se mêlent le mépris et le dégoût, c'est brusquement qu'elle recule, mais en secouant le poignet et les doigts, comme après le contact d'une chose qui souille.

Du désir non satisfait, comme de l'aversion, naissent l'impatience, l'irritation, la colère, la menace et la fureur. Or, il est souvent facile de suivre sur la main ce *crescendo* de la passion. Il a, du reste, souvent été décrit. Tant que nous n'en sommes qu'à l'impatience, les doigts s'agitent comme ceux du pianiste sur son clavier, jouant un air imaginaire sur le genou, sur le bras du fauteuil, sur la table ou les vitres de la fenêtre, avec accentuation nerveuse à chaque nouvelle onde émotionnelle. L'impatience grandit : le coude et l'épaule frissonnent, les doigts frappent plus fort, plus brusquement, non plus des notes isolées, mais des accords, pendant que les ongles, par saccades, se recourbent comme pour griffer. La colère apparaît : la main quitte alors le clavier, les doigts se crispent et, menaçants, se tendent vers l'ennemi. Enfin la fureur éclate, et la main passe de la menace aux coups, repoussant et renversant tout ce qui lui fait obstacle.

Tout différents sont ces mouvements dans la peur, l'angoisse, l'épouvante, la terreur. Dans la peur qui résulte non du sentiment de notre force, mais du sentiment de notre faiblesse, et qui nous porte, non à attaquer, mais à nous défendre, ou mieux à nous protéger et à nous mettre à l'abri, le geste de la main et du bras est précisément celui qui tend le plus directement à ce but : les épaules se lèvent et se serrent pour abriter le cou, pendant que les autres parties du bras se placent en obstacles devant les organes menacés. Puis, si la peur se prolonge, la main tremble, fébrile, incapable de manier et même de retenir l'arme qui pourrait la défendre. Ne savons-nous pas, d'ailleurs, par expérience, que tout ce que nous faisons sous l'empire de la peur est gauche, maladroit, souvent ridicule : si nous écrivons, nos lettres sont contrefaites; si nous rangeons des objets, nous les brisons; si nous sommes à table, nous renversons notre verre ; ce sont là les supplices ordinaires des timides; et Daudet et Amiel nous ont dit combien ils étaient grands. Dans l'angoisse, les mains sont plus hésitantes encore : que l'on se rappelle l'émouvant tableau de la *Mort de Jane Grey* : tremblantes et pâlies, presque mortes, les mains de Jane cherchent, en tâtonnant, le billot qu'elles craignent de rencontrer. Dans l'épouvante, bien que nous fuyons devant le danger, car elle met, d'ordinaire, « des ailes aux talons », nous ne sommes pas plus maîtres de nous ; aussi les bras restent-ils collés au corps ou tendus en avant, les doigts écartés et sans réagir. Dans la terreur, enfin, où nous n'avons même plus l'énergie nécessaire pour fuir, les muscles se raidissent et se tendent encore davantage, les doigts de plus en plus écartés, mais frappés d'immobilité.

Dans l'expression des passions composées ou plus complexes, — car, existe-t-il une passion vraiment simple ? — où s'enchevêtrent et se fondent, à doses inégales, les sentiments les plus divers, s'enchevêtrent également et se croisent les mouvements les plus opposés : mouvements d'expansion et mouvements de concentration ; mouvements qui, dès lors, se combattent ou se renforcent, s'affirment ou se nient. De là un langage d'une subtilité extrême, et parfois, aussi, d'une interprétation singulièrement difficile. C'est le langage que, seuls jusqu'ici, les artistes ont étudié avec un soin minutieux — mimes, peintres et sculpteurs, — et que nous commençons à peine à épeler.

(*A suivre.*) P.-Félix Thomas.



LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

George Moore. — *Esther Waters*, roman traduit de l'anglais par Firmin Roz et Emm. Fenard.

C'est un bon roman que viennent de traduire MM. Firmin Roz et Emm. Fenard, un très bon roman anglais.

— Eh quoi ! dites-vous, est-il encore de bons romans anglais? La grande fabrique d'outre-Manche produit-elle encore des œuvres comparables à celles qui firent la fortune de l'exportation littéraire britannique, articles riches, confortables, d'une solidité éprouvée...

— Lisez *Esther Waters*.

— Je lirai *Esther Waters*, je lis toujours les bons romans anglais. Il existe cinquante variétés de romans français qui peuvent être excellentes ou détestables; il y a un type de roman anglais qui est rarement médiocre et à qui tout le monde fait confiance.

— A la bonne heure...

— Je lirai celui-ci : je n'y chercherai point un

excitant intellectuel, aucune de ces thèses, aucun de ces paradoxes ou de ces divertissements idéologiques où se complaisent nos compatriotes; cet Anglais me réserve peu de surprises...

— Mais peut-être des découvertes...

— Je lirai son roman qui sera mal composé, souvent traînant, parfois sublime; je le lirai lentement, car je suis assuré qu'un bon roman anglais ne saurait être bref; qu'importe! L'auteur n'exige de moi aucun effort, mais seulement que j'agrée un certain état émotionnel : je ne me défendrai point; je ne me hâterai point; je goûterai un plaisir calme, une joie profonde, sereine et salutaire. Un bon roman anglais est d'un effet tonique; on en sort ému, et pour un instant meilleur et en vérité fortifié. Puisse la destinée m'accorder de lire à loisir le roman de George Moore traduit par Firmin Roz...

— Lisez-le : vous ne serez point déçu; ce roman est digne de la grande tradition dont s'enorgueillit la littérature anglaise : il m'a paru mieux ordonné que la plupart des récits qui nous arrivent de Londres; il est, à cet égard, supérieur à cette *Fille de lady Rose* de Mme Humphry Ward, qui fut — l'aviez-vous oubliée — l'avant-dernier succès britannique en France. Et certes Firmin Roz ne serait point le délicat et très averti critique des Lettres anglaises que nous connaissons s'il n'avait çà et là allégé, et comme redressé la biographie d'*Esther Waters*. George Moore, toutefois, ne semble point professer un absolu mépris de la composition; peut-être saisissons-nous là une influence française; George Moore fut longtemps le disciple passionnément attentif de nos maîtres...

— Vous m'inquiétez.

— A vrai dire, George Moore s'est formé en France; il est à demi-français.

— Mais il demeure fidèle à la tradition anglaise?

— Avec un scrupuleux bonheur.

— Expliquez-vous.

*
* *

On a tout dit sur le traditionalisme britannique : puissance des traditions qui dominent la politique, les mœurs, les lettres. Taine opposait naguère au désarroi intellectuel du jeune Français, la sécurité d'esprit de l'adolescent anglais, héritier de formes de pensée, de croyances et d'habitudes sociales stables quasi indestructibles. Entreprend-il d'écrire un roman, le jeune Anglais reçoit de ses devanciers une méthode, ou si vous voulez une technique; s'il l'accepte, quelle économie de temps et de labeur! Ne parlez point de tyrannie : la tradition demeure en Angleterre un instrument de progrès certain : nos écrivains, tels nos politiciens, ne rêvent que révolutions; ceux d'Angleterre attendent tout de la lente action du temps et de la graduelle transformation des esprits et des disciplines. Certes, on ne connaît rien de plus majestueux dans l'histoire de la littérature universelle que le développement du roman anglais depuis deux siècles : fécondité d'une tradition qui s'impose aux plus rebelles et s'enrichit des efforts mêmes tentés pour la combattre! Qui donc s'en éloigna plus résolument que George Moore, George Moore, auteur d'*Esther Waters* et continuateur très authentique des Dickens, des George Elliot et des Hardy?

Le cas de George Moore est d'autant plus instructif que lui-même prit soin de nous renseigner avec une évidente sincérité sur ses avatars littéraires : comment négliger sa *Confession d'un jeune Anglais*, fragment d'autobiographie illustré de calembredaines montmartoises et de charges d'ateliers parisiens que la critique anglo-américaine discuta avec une gravité candide? Vanité de la critique? Prestige trompeur des importations inattendues! Disciple de Zola, auteur de romans qui « tout doucement et sans bruit, nous assure Firmin Roz, l'eussent mis à son rang dans le cortège des disciples du naturalisme », George Moore fut brutalement injurié. Parce qu'il publiait sur sa vie à Paris un livre de notes décousues, on en fit presque un grand homme. Prestige de nos ateliers, de nos bals d'étudiants, de nos cafés, de nos guinguettes! La critique anglo-américatne fut émerveillée : l'Academy proclame :

« Le nouveau livre de M. George Moore défie toute analyse exacte, il soulève par centaines les questions littéraires et traite d'une façon si tranchante (parbleu! les plus difficiles problèmes, il est si hardi dans ses personnalités qu'on en peut dire seulement ceci « prenez et lisez »...

C'est l'œuvre d'un homme de haute culture. Il est malaisé d'y trouver une seule page qui ne contienne des éléments suggestifs, amusants, audacieux ou impertinents... Il écrit avec *un nerf, une grâce littéraire bien supérieure aux dons* du romancier français Zola, avec lequel on prétend (mais à tort) qu'il est en intimes relations littéraires... Ces confessions me semblent sans égales dans le roman anglais. »

Je me doutais que la critique anglo-américaine était parfois folâtre : elle s'écrie ailleurs, la critique anglo-américaine :

« Disons toute la vérité : ce livre contient la façon de penser la plus âpre, la plus hardie, la plus rigide qu'ait vue notre génération... Avec lui on pense fortement, car il ne nous présentera jamais une idée de second ordre... Vous trouverez peut-être des échos dans son style, vous n'en trouverez pas dans sa pensée, car *la Grande-Bretagne n'a pas vu un écrivain aussi profondément*

original depuis que *Sartor Resartus* se démène à travers Fraser. »

La même critique, quand elle n'admire pas, s'indigne :

« Impudence littéraire à haute dose... George Moore va grommelant pendant une bonne moitié de son volume, abattant — non, essayant d'abattre — les idoles que la France s'est faite, et devant la splendeur desquelles le monde s'est agenouillé. Et quand il les a défigurées à la façon d'un jeune ouvrier tailladant les traits d'un buste de marbre, il revient en Angleterre pour donner à nous tous, à nos auteurs classiques, un spécimen de son esprit étroit. »

Tout cela prouve que les plaisanteries de nos rapins ne seront jamais comprises aux bords de la Tamise, non plus que dans la patrie du président Roosevelt. Combien plus avisé l'écrivain sérieux qui prononça :

« George Moore est un homme d'une robuste et belle santé, qui fait par moment des efforts désespérés pour se donner l'ironie souriante du Parisien, et son effort est accompagné de contorsions sans exemple dans l'histoire. »

Voilà donc enfin un avis raisonnable. Pour nous, nous ne saurons aucun gré à George Moore d'avoir défini Victor Hugo « un métis d'*improvisatore* italien et d'étudiant allemand de philosophie » ; parce qu'il proféra sur Leconte de Lisle cette phrase mémorable, « Leconte de Lisle produit sur moi le même effet que si j'arpentais les Nouvelles Law-Courts avec une violente purgation qui me balaierait le corps d'un bout à l'autre », nous ne lui décernerons pas un brevet d'esprit parisien. Nous retiendrons toutefois qu'il dut à la France de remarquables leçons d'irrévérence, et qui n'étaient point destinées à renforcer en lui le sens de la tradition. Au reste il dut à la France bien d'autres enseignements; l'un des plus profitables fut celui que lui prodiguèrent nos stylistes : George Moore apprit d'eux — et c'est un de ses compatriotes qui en témoigne — la valeur et l'usage du mot « juste, hardi, tranchant, serti à la bonne place » ; et l'on ne nous permet point d'ignorer que son style brille d'un « éclat métallique tout français ».

*
* *

George Moore assure lui-même qu'il fit de son mieux pour laisser pénétrer en lui les influences, toutes les influences françaises : cet Irlandais francophile s'était adonné avec passion à la chasse, aux courses de chevaux : orphelin, riche, on le vit tout à coup fréquenter les ateliers des peintres de Londres, débarquer à Paris, s'inscrire à l'Académie Jullian où il manifesta une notoire inaptitude à devenir fût-ce le plus médiocre barbouilleur de toile. Il se voua aux Lettres, non moins joyeuses que les Arts : ce furent — vous pouvez en croire George Moore — de brillantes années : notre Irlandais fashionable passait « par exemple une soirée chez Constant, rue de la Gaieté, en compagnie de voleurs et de souteneurs, et la soirée suivante avec une duchesse ou une princesse aux Champs-Élysées. » Il habitait un appartement meublé avec une somptueuse fantaisie : on y servait du miel frais et du lait au maître de céans vêtu de soieries exotiques :

« Après avoir pris de ce rafraîchissement parfumé, j'appelle Jack, mon grand python, qui rampe çà et là, après deux mois de jeûne. J'attache un cochon d'Inde au tabouret, pur style Louis XV; la petite bête se débat et crie, le serpent fixe sur elle ses yeux noirs semblables à deux perles. Comme ses oscillations sont superbes !... Maintenant il frappe et lentement avec une gourmandise si exquise, il lubrifie et il avale.

Marshall est à l'orgue dans la grande salle, il joue un chant grégorien, cet hymne magnifique, le *Vexilla Regis* de saint Fortunatus, le grand poète du moyen âge. Et moi, après avoir feuilleté les *Fêtes galantes*, je m'assieds pour écrire. »

Les duchesses et les princesses des Champs-Élysées, les souteneurs de la rue de la Gaieté, le python Jack, Marshall, saint Fortunatus, Verlaine... Avouez que ce dût être gai, et qu'en vérité George Moore ne négligeait rien de ce qui est essentiel à une solide éducation française. D'autant que vers le même temps George Moore se rendait fort assidûment à la *Nouvelle Athènes*, le célèbre café littéraire de la Place Pigalle : il y rencontrait Villiers de l'Isle Adam, Paul Alexis, Léon Dierx, Manet, Pissaro, Catulle Mendès... Après dix ans de ce régime, George Moore s'estimant « efféminé, maladif, pervers, mais avant tout pervers » — et d'ailleurs très réellement ruiné — songea à publier des chefs-d'œuvres. Il repassa le détroit en quête d'éditeurs :

« J'étais, assure-t-il, couvert d'idées bizarres, comme un étranger de distinction est couvert d'étoiles. Le naturalisme, je le portais autour de mon cou : le romantisme était épinglé sur mon cœur ; le symbolisme, je le tenais comme un revolver-bijou dans ma poche, pour m'en servir à l'occasion... »

Ainsi équipé George Moore doutant parfois s'il était un « charlatan » ou un « homme de génie », mais inclinant fortement vers la seconde de ces hypothèses, causa quelque scandale. Mais le monde est patient : le monde est sot et méchant ; il est surtout patient; sur ce point, George Moore ne « supporte pas la contradiction ». Fâcheuse patience! George Moore en fut pour ses frais, et ne parvint point à susciter une indignation retentissante. George Moore était à demi français : George Moore écrivait un anglais déplorable. George Moore en fut réduit à rapprendre sa langue maternelle : cependant, il lisait

beaucoup de littérature contemporaine, surtout française: le souvenir de des Esseintes le hantait... Il écrivit, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, des romans naturalistes : la patience de ses compatriotes commença à faiblir : George Moore devenait une manière de personnage : il eut la critique à ses trousses : la foule ne l'ignorait plus, elle l'exécrait : le public anglais n'a jamais apprécié le naturalisme. George Moore était de plus en plus naturaliste, de plus en plus Français... Il découvre enfin la tradition, qui de Fielding à Meredith a fait la gloire du roman anglais : incontinent le disciple de Zola, l'ami de Huysmans et de Mallarmé, l'Anglais parisianisé, efféminé et pervers, s'affirme le plus traditionaliste des sujets de la grande reine : il a compris qu'aucun des enseignements auxquels il s'est soumis ne lui sera inutile : il incorpore ses propres conquêtes à la doctrine nationale : il écrit *Esther Waters*, que l'univers britannique proclame un pur chef-d'œuvre, et qui est en vérité un bon, un très bon roman anglais.

*
* *

C'est l'histoire d'une servante, qui ne rappelle nullement nos romans d'une femme de chambre; longue histoire émouvante, que je n'entreprendrai pas de résumer; on ne résume pas un roman anglais : certes, vous ne soupçonnerez pas l'attrait de cette humble existence si je vous apprends qu'Esther Waters, enfant d'une pauvre et trop nombreuse famille londonienne, dut entrer en service toute jeune à Woodview où l'on élève des chevaux de course, qu'elle y fut séduite, puis abandonnée par le valet William Latch, qu'elle accoucha à l'hôpital, connut à Londres une atroce misère, parvint cependant à élever son garçon, retrouva William tenancier de la taverne de la Couronne royale et bookmaker, l'épousa, le perdit, ruiné, épuisé de phtisie, retomba à son ancienne condition, servante à Woodview à demi-désert, dévasté par le fléau du jeu..

Esther Waters est une figure essentiellement anglaise, admirable d'énergie, de ressources morales, jusque dans la pire détresse. Esther Waters nous émeut de pitié, elle conquiert notre estime, j'ose dire notre respect. Esther Waters ne sait ni lire, ni écrire : elle traverse naïve, émerveillée, résignée, vaillante inlassablement, un monde qu'elle devine complexe, hostile, capricieux : elle a un sentiment très vif de l'universel mystère, un sentiment non moins vif de sa responsabilité personnelle; elle est très anglaise.

Esther Waters rencontre à Woodview un nombreux domestique, filles de cuisine, femmes de chambre, palefreniers, jockeys, valets et majordomes: majordomes, valets, jockeys, palefreniers, femmes de chambre et filles de cuisine ne vivent que pour épier le « tuyau » opportun et parier aux courses : les maîtres donnent l'exemple, à l'exception de la maîtresse de maison dévote, timide, épouvantée de ce mal qui ronge, démoralise, anéantit tant de familles anglaises. A Londres voici la maison ouvrière, les hôpitaux, le workhouse, les intérieurs minables et proprets des petits bourgeois, effroyables geôles où peine l'unique servante; voici enfin la taverne où s'assemble une étrange cohue de buveurs et de parieurs et que surveille de près la police. Que de personnages en ce roman ! Que de démarches, d'événements ! Quel bouillonnement de sève ! Quelle vie ! Que de choses vues, de spectacles évoqués ! L'admirable est que tout cela nous est révélé par les héros eux-mêmes : l'auteur n'apparaît jamais : ni psychologie ex-professo, ni descriptions superflues; que pense George Moore ? A-t-il une opinion sur tant de problèmes, religieux, sociaux, politiques? Je l'ignore; mais je sens que ce romancier accorde à tous ses personnages, aux plus coupables aussi bien qu'aux plus déshérités, une sympathie intelligente et la plus indulgente tendresse; l'auteur se dissimule : une chaleur partout épandue témoigne qu'il a mis dans son œuvre, avec tout son art, le meilleur de soi même.

Il faut lire une telle œuvre pour comprendre que le public anglais ait si obstinément condamné les essais naturalistes de George Moore... et de quelques autres. Comment n'eût-il pas estimé grossièrement superficiel et injustement satirique un art qui ne dépasse pas les apparences? Les écrivains naturalistes furent des bourgeois ivres de dégoût et calomniateurs. Ah ! dites-nous la brutalité des mœurs populaires, mais n'isolez point ce trait sous peine de dénaturer la réalité. La biographie d'Esther Waters écrite selon l'esthétique naturaliste eût été intolérable... et fausse. En faisant abstraction de sa propre personnalité pour se placer toujours au point de vue de son héroïne, George Moore atteint à la plus émouvante vérité.

George Moore a esquissé dans sa *Confession d'un jeune Anglais* la physionomie d'une servante qu'il est intéressant de rapprocher d'Esther Waters : Emma « l'affreuse servante » travaillait dix-sept heures par jour :

« Emma, je me souviens de vous, vous ne devez pas être oubliée. Debout à cinq heures tous les matins, nettoyer, laver, faire la cuisine, habiller ces exécrables enfants..... travailler péniblement dans cette horrible cuisine; monter les escaliers en courant avec le charbon, le déjeuner et les pots d'eau chaude; à genoux devant une grille, enlever les cendres avec ses mains — *puis-je les appeler des mains* .... »

George Moore assaille Emma de questions cruelles, curieux de mesurer « la profondeur de l'abêtissement où elle était tombée ». Car Emma était « à peu de chose près un animal ». Emma, ni jeune ni vieille, avait un air honnête et franc; ses gestes étaient sans grâce : « les bonds que vous faisiez étaient affreux, ils ressemblaient aux bonds d'un cheval de fiacre ». Emma est « une mule... une bête de somme, une esclave trop horrible pour autre chose que le travail ». Jetée à la rue, Emma serait perdue, vouée à l'ivrognerie, à la prostitution : conclusion :

« La Providence est très sage après tout, et votre meilleur sort est votre sort actuel. Nous ne pouvons ajouter de souffrances, et nous ne pouvons en enlever; nous pouvons les changer, mais nous ne pouvons les chasser ni les alléger..... »

George Moore rencontra Emma, peu après son retour à Londres : il était déjà curieux de la vie des humbles, observateur pitoyable de leurs allures et de leur misère; mais le préjugé naturaliste obscurcissait sa vue : ni sa compassion n'était active, ni son observation n'était pénétrante : il fit un croquis sec, rigide, d'une désolante dureté... C'est ce croquis dont il reprit plus tard l'étude : Esther Waters, c'est Emma observée avec des yeux dessillés, avec une clairvoyance plus humaine et une plus fraternelle charité.....

LUCIEN MAURY.



LA ROUTE

Nuit froide et vide. Nuit d'automne.
La plaine s'étend, monotone,
Et se perd dans l'éloignement.
Et, sous la claire et dure lune,
Les maisons se blotissent, l'une
Contre l'autre, frileusement.

Pas un bruit dehors. Pas un être.
Et seul, le coude à la fenêtre,
Je guette, plein d'un vague effroi.
Belle dans sa blancheur banale,
La grand'route nationale
S'allonge, droite, devant moi.

Coupant des prés, fendant des vignes,
Elle s'enfonce entre deux lignes
D'ormes nus qu'octobre effeuilla.
Parfois un outil, bêche ou pelle,
— Détail médiocre, — rappelle
Que des hommes ont passé là.

Mais, troublé par le grand silence,
Le cœur voudrait qu'une présence
Humaine animât ce tableau.
Et, droite sous la lune claire,
La route perpendiculaire
A l'air d'attendre un chemineau.

ANDRÉ DUMAS.



L'OPIUM

Dans le salon aux boiseries claires, où voisinent, sur les consoles et les tables frêles, les bibelots des origines les plus diverses, le cercle babillard des élégantes visiteuses garde le silence un instant.

Un tuyau de bambou, luisant et sombre comme de l'acajou, couvert à son milieu d'épaisses ciselures d'argent, passe de main en main. Les yeux s'écarquillent. Les doigts gantés soupèsent l'objet inconnu : « Alors, ma chère, c'était votre pipe à opium? »

L'intonation dévoile un peu de crainte. Crainte bien justifiée dont il est intéressant d'établir exactement la cause.

Les journaux nous apprennent que l'Impératrice de Chine proscrit l'opium de ses États. L'importation du funeste pavot est dès maintenant interdite. Dans un délai de dix ans, — car la souveraine Mongole sait bien que le fumeur subitement privé de sa pipe meurt comme le morphinomane ou l'alcoolique, auxquels on supprime brusquement et totalement leur poison, — dans un délai de dix ans, tous ses sujets doivent avoir cessé de fumer et plus une goutte de la drogue nocive ne se consommera dans l'immense empire du Dragon.

Rien ne nous a rendu, à une telle distance, l'impression du peuple chinois devant cette réforme radicale, ne nous a apporté l'écho des louanges ou des plaintes; mais la presse a donné l'opinion nettement favorable de l'Europe entière, sur ce sujet.

Jusqu'ici, le goût de l'opium paraissait impossible à déraciner en Extrême-Orient. Pour qui les a visités, le souvenir de ces pays se lie aux réminiscences d'une odeur lourde et spéciale, d'une fumée blanche et âcre montant des chaumières, du bateau qui porte le foyer flottant, du faubourg sale des villes populeuses. Les atomes d'opium font partie intégrante de l'atmosphère d'Asie; lorsqu'on retrouve leur effluve, c'est un paysage chinois qui surgit.

Les Asiatiques sont fanatiques du tabac. Les femmes comme les hommes glissent au coin de leur bouche salie par le bétel la cigarette au bout pointu

qui se teinte de rouge, les enfants, même, fument. C'est en Annam que j'ai vu un nourrisson, — il est vrai qu'il avait trois ans, les femmes annamites prolongeant indéfiniment la période d'allaitement, — un nourrisson laisser le sein de sa mère qu'il avait pris en se mettant debout contre elle qui était accroupie, pour aller tirer une bouffée à sa cigarette. L'opium est tout aussi goûté de ces peuples.

Sous le toit de palmes de sa *paillote*, dans les loisirs que lui procure une terre extraordinairement fertile, le paysan fume ; à la ville, le premier méfait de votre domestique, et méfait quotidien, sera de prélever, sur l'argent que vous venez de lui confier pour le marché, la somme nécessaire à l'achat de son opium ; le commerçant fume à l'heure de la sieste ; les riches marchands et banquiers chinois, en plus de la fumerie installée dans leur demeure, recherchent le soir, dans le cadre baroque et somptueux de leurs cercles, l'ivresse qu'ils aiment.

L'opium, tiré de la même plante fatale que la morphine, réduit par des cuissons savantes, (que surveillent, du reste, les fonctionnaires préposés par les gouvernements européens), en un liquide noir très épais, est livré au public dans des boîtes soigneusement fermées dont le prix varie suivant les dimensions. Il y a diverses qualités d'opium. Même le résidu des pipes, ce que l'on obtient en râclant l'intérieur du fourneau, le *dross*, est utilisé par des amateurs peu fortunés ou travaillé encore à la Bouillerie et vendu à vil prix.

Dans nos colonies d'Extrême-Orient, pour se procurer de l'opium, il faut passer au guichet de l'employé de la régie qui vous délivre la petite boîte, moyennant espèces sonnantes. Autrefois, la *ferme* de l'opium était entre les mains d'une société chinoise qui payait à l'État une forte redevance ; elle relève maintenant de l'Administration coloniale.

Dans tous les villages et jusque dans les hameaux perdus de la *brousse*, le pavillon tricolore flotte sur la case du contrôleur ou du préposé à cette régie de l'opium. De nombreux employés perquisitionnent sans relâche dans les paillotes et dans les barques où les fraudeurs cachent l'opium de contrebande. Et dans chaque village, près de la rôtisserie offrant à la convoitise des passants les chapelets de poulets séchés au four et de saucisses à la viande de chien, entre les boutiques encombrées de marchandises, s'ouvre une porte louche et basse coupée dans son milieu d'un judas crasseux : la fumerie d'opium. Ceux qui n'ont pas le moyen de fumer à domicile y viennent consommer un peu de cette drogue, grâce à laquelle ils réalisent du rêve et font trêve à l'existence quotidienne. On les voit repasser ensuite, l'œil fiévreux et la démarche saccadée, ayant retrouvé, cependant, dans la bienheureuse pipe, l'énergie qui fuyait leur corps épuisé.

Cette expression : fumer l'opium, ne peut éveiller que des images fausses dans l'esprit des Occidentaux.

L'opium se prend à l'aide d'une pipe ordinairement formée d'un tuyau de bambou fermé à l'une de ses extrémités, comme celle, qu'avec un peu d'effroi, des parisiennes examinaient l'autre jour. Cet aspect habituel de la pipe a même créé, là-bas, un euphémisme. Le mot : bambou y remplace souvent le mot : opium. Chacun comprend ce que l'on exprime en disant : — « Un tel aime le bambou. »

Donc, la pipe est creusée dans un bambou ou un long morceau d'ivoire. Au milieu se visse un fourneau large et plat en forme de champignon et percé au centre d'un petit trou. Du bout d'une aiguille d'argent (objet que les gens du peuple fabriquent économiquement avec les baleines des vieux parapluies), on enlève une goutte dans la boîte à opium, on la porte au-dessus d'une lampe dont le verre en tronc de cône est large et court; la goutelette se boursoufle, grésille ; on en ajoute une autre, une autre encore, en tournant toujours. Une boulette s'est formée, que l'aiguille dépose sur le fourneau de la pipe, en la piquant, au centre, d'un trou qui servira de cheminée.

Allongé sur son lit de camp, la tête posée sur un coussin carré, le fumeur, laissant toujours sa pipe au-dessus de la flamme, approche le bambou de ses lèvres, *avale* la fumée, point important, et, au bout d'un instant, la rejette par les narines. La dose d'une pipe ordinaire représente, environ, 20 à 30 centigrammes; le fumeur exercé l'absorbe d'une seule aspiration.

Par ce qui précède, l'on voit combien est longue la préparation de cette boulette qui se dissipe si vite. Un serviteur prompt et expert les confectionne d'habitude; mais quelque diligence qu'il mette, l'intervalle entre chaque pipe dure plus que le temps passé à la goûter.

Le pauvre hère fume n'importe où : à la fumerie du village; sous le ciel étoilé, le long d'un talus contre lequel il s'allonge ou derrière la paroi de paillote qui protège la flamme de la lampe. Les riches soignent tous les accessoires : l'ébène a fourni le bois du lit de camp; les plateaux sont fleuris de nacre; l'ivoire forme la pipe et les boîtes, où l'opium se dessèche moins vite que dans les vulgaires étuis en cornes de buffle.

Le quartier chinois des villes asiatiques contient toujours au moins un cercle. Dans la file des maisons toutes semblables, avec leurs couvertures de briques et leurs auvents où se balancent de grosses

lanternes de papier huilé, il tranche par la profusion de ses ornements. Les vérandahs sont peintes de bleu-céleste, les cloisons faites de pièces de bois rares, sculptées, ajourées, patiemment réunies. Des chimères de porcelaine et le signe du *grand-extrême* s'échevèlent sur le toit pointu.

Le soir, le marchand obèse, l'astucieux banquier que le bambou dessèche, le lettré au nez chaussé de lunettes, le vieillard vénéré et le jeune fonctionnaire s'assemblent dans ces salles. On joue; les piastres tintent; des fillettes au visage fardé miment et chantent la souffrance des amants séparés et la beauté des clairs de lune: sur des lits aux nattes multicolores, des corps sont allongés; l'odeur âcre et spéciale monte avec la fumée blanche par-dessus l'étoile tremblante des lampes.

Si tout excès porte en lui-même sa punition, c'est surtout l'abus de l'opium qui a des conséquences terribles.

Jusqu'ici, l'usage n'en était limité que par la réprobation de ceux qui y échappent. Nulle loi ne le réglementait. Les Mandarins âgés, les vieillards racontaient bien que sous le grand empereur Minh-Mang, — au commencement du XIXe siècle, par conséquent, — les punitions les plus formidables atteignaient les fumeurs d'opium. On retirait le cachet impérial, — insigne de sa puissance, — au Mandarin soupçonné de ce vice; mais il faut croire qu'alors, comme toujours en Asie, la loi était annihilée par la coutume, car, dans ces temps lointains, l'opium faisait autant de ravages que maintenant.

On compare justement l'amour de l'opium à celui de l'alcool. Qui a fumé, fumera. Il n'en pourrait être autrement, puisque les effets de l'opium sur l'organisme ne sont ressentis qu'à la condition d'augmenter sans cesse la dose. On commence par cinq à six pipes, on va jusqu'à passer la nuit attaché au bambou meurtrier.

Les effets de cette intoxication sont visibles pour l'œil le moins exercé. Le fumeur devient d'une maigreur effrayante; son teint verdit; ses yeux se plombent; la vivacité de son intelligence s'éteint; une apathie musculaire le prostre dans une perpétuelle lassitude; des douleurs vives l'avertissent de l'heure où il faut obéir au vainqueur. Le tyrannique besoin de fumer est devenu le maître de cet homme, qui ne *peut* plus ne pas le satisfaire et qui est prêt à tout pour s'y livrer. D'autant que, ruse dernière du puissant magicien, la douleur physique, l'atonie morale s'envolent dans les premiers flocons de fumée et le malade, inondé de bien-être, en possession d'un esprit plus clair que jamais, compte pour sa véritable existence, ces heures néfastes, pendant lesquelles il éprouve ce que la vie réelle est impuissante à lui donner.

Cependant, tous les fumeurs ne tombent pas ainsi dans un épuisement terrible. Ceux-ci sont les victimes de l'excès d'opium. Si l'opium tuait tous ceux qui y touchent, la fourmilière jaune, dont les colonnes épaisses nous menacent, dit-on, serait décimée. Au contraire, le commerçant chinois ou malais qui traite ses affaires allongé sur le lit de camp et le bambou en main, le lettré sexagénaire, hérissant les quelques poils raides de sa barbiche blanche au-dessus de sa pipe préférée, fournissent une preuve que l'opium n'enlève pas fatalement la vie et ne ternit pas inévitablement l'intelligence. C'est l'abus qui fait mourir; malheureusement, l'abus est difficile à éviter.

En dépit des années, elle est toujours vraie la belle page que Gautier écrivait sur les paradis artificiels :

— « ... Il y voyait une preuve de la perversité originelle, une tentative impie d'échapper à la douleur *nécessaire*, une pure suggestion satanique pour usurper, dès à présent, le bonheur, réservé plus tard comme récompense à la résignation, à la volonté, à la vertu, à l'effort persistant vers le bien et le beau. Il pensait que le diable disait aux mangeurs de haschich et aux buveurs d'opium, comme autrefois à nos premiers parents : « Si vous goûtez de ce fruit, vous serez comme des dieux, » et qu'il ne leur tenait pas plus parole qu'il ne la tint à Adam et à Ève; car, le lendemain, le dieu, affaibli, énervé, est descendu au-dessous de la bête et reste isolé dans un vide immense, n'ayant d'autre ressource pour s'échapper à lui-même que de recourir à son poison dont il doit graduellement augmenter la dose. »

Quel est donc le puissant attrait de l'opium? Comment, connaissant son danger, ose-t-on l'affronter?

L'opium se présente souvent, et c'est une de ses forces, sous la forme du remède. Des affections tropicales sont combattues et quelques-unes même guéries par lui.

Pour l'Européen, toujours sous le coup de l'accès pernicieux ou de la perfide dysenterie; pour l'Européen, qui a assisté, dans l'espace de quelques mois, au rembarquement de quelques-uns de ses compagnons de traversée et qui a suivi, déjà, le convoi funèbre de tant d'autres, ce serait d'un courage vraiment héroïque que de repousser ce secours.

Ensuite, on garde de la reconnaissance au bon remède, au sauveur. Si l'estomac a supporté l'opium, celui-ci plaît très vite et l'habitude s'implante sans peine.

Soulagement au mal physique, l'opium est aussi le philtre d'oubli pour les peines morales. Le cœur saigne-t-il d'un peu de nostalgie, si loin de ses affections les plus chères? L'opium atténuera votre chagrin et modifiera le cours de vos pensées. Tant que l'on n'en abuse pas, on se lève du lit de camp, égayé, prêt

à voir tout en rose, et comme disposant de forces nouvelles.

Imaginez le désarroi moral, l'impression de solitude atroce et peut-être de crainte qu'éprouvent, par exemple, l'agent des douanes ou le *postier*, envoyés au fond de la brousse, l'un pour faire planter les poteaux d'une ligne télégraphique, l'autre pour surveiller les agissements des fraudeurs.

A des lieues de ses compatriotes, séparé par tant de pays, tant de coutumes et tant de faits de sa vie ancienne, tout lui semble bizarre ou inquiétant. La flore exubérante envahit une terre basse, à peine émergée des fleuves immenses qui l'inondent encore périodiquement; partout, une faune ennemie menace; autour de lui, les indigènes fument l'opium; un jour, le boy vante les bienfaits de cet enchanteur; avec complaisance, la *con-gaï* (la femme indigène qui se sert de l'opium pour garder sa proie), révèle les rites, installe la fumerie et, désormais, que les déluges des mois pluvieux s'abattent sur le toit de palmes ou que la symphonie des crapauds-buffles chante, au dehors, la fête de la nuit, le pauvre diable oublie les contingences et trouve, tous les soirs, la joie dans sa pipe.

Attendu que ce que l'on est convenu d'appeler l'ivresse de l'opium ne se traduit pas par les manifestations repoussantes qui éloigneraient tout être délicat.

L'exaltation ne touche que la part la plus noble de notre personne. C'est une erreur de croire que l'opium procure des songes ardents où passent les houris de Mahomet. Non : dans un corps subitement allégé de souffrance, apaisé, comme immatérialisé, l'esprit reçoit, accrues, toutes les impressions qu'il peut contenir.

A mesure que grossit le nuage de fumée blanche, les sens s'aiguisent : l'œil perçoit des alliances de couleurs qui l'enchantent, l'odorat classe les moindres effluves, l'oreille entendrait l'herbe pousser! Et la parole arrive, facile, claire; les déductions s'enchaînent, les aperçus se présentent : on est lucide, puissant, miraculeusement transformé.

J'ai entendu affirmer à des travailleurs, que leurs calculs les plus subtils, ou leur plus forte somme de besogne avaient été fournis sous l'influence de l'opium. Du reste, c'est cette tension aiguë, cette surexcitation du système nerveux, qui se paient par une dépression effrayante quand l'effet de l'opium vient à cesser et qui causent à la longue une déperdition de forces contre laquelle rien ne peut réagir.

Mais il faut bien que cette ivresse de l'esprit soit souveraine, puisque des êtres frustes la subissent et la recherchent après l'avoir goûtée.

Quelques-uns vont plus loin et murmurent aux initiés, — car le fumeur cache son vice, — qu'ils ont éprouvé plus encore, que ce vertige du cerveau les a menés hors du réel, dans l'atmosphère étrange où naissent des sens nouveaux, où l'on approche de l'omniscience.

Lorsque depuis longtemps il a cessé de compter ses pipes, parfois le vieux fumeur, soulevé sur l'ébène de son lit de camp, parle d'une voix légère.

Merveilleux truchements de ses pensées, les vers de Baudelaire reviennent à notre mémoire :

« La Nature est un temple où de vivants piliers
Laissent parfois sortir de confuses paroles;
L'homme y passe à travers des forêts de symboles
Qui l'observent avec des regards familiers.

Comme de longs échos qui de loin se confondent
Dans une ténébreuse et profonde unité,
Vaste comme la nuit et comme la clarté,
Les parfums, les couleurs, et les sons se répondent. »

Les légendes de l'Annam ancien le conduisent au récit de ses propres visions; ses yeux caves s'emplissent d'une extase, jusqu'à ce que, ne pouvant plus mouvoir ses membres, sans que ses paupières raidies aient la force de retomber sur ses prunelles vides de regard, il reste étendu comme un cadavre, dont le souffle vient de partir.

Cette pointe de mystère et d'effroi est pour certains l'un des excitants de l'opium.

Est-il à craindre, comme on nous en menace quelquefois, que le goût de l'opium s'implante en France? Quelques exceptions ne suffisent pas pour établir une règle. Que de fonctionnaires et que d'officiers, auxquels la traversée du retour fait perdre leur habitude néfaste! Pour faciliter la transition, ils croquent quelques pilules opiacées et tout rentre dans l'ordre. Les causes premières ont disparu, mille objets tentent notre intérêt, occupent notre esprit et rassasient notre cœur, dans notre pays, au milieu des affections retrouvées. La pharmacopée occidentale possède les remèdes pour les maux qui nous frappent ici.

A la lumière froide de notre ciel, l'opium perd sa puissance, si j'en crois ce que me confiait récemment un jeune officier, en France depuis une année. Je n'ignorais pas qu'il avait été, en Cochinchine, un fervent du bambou et j'essayais de m'enquérir, par une question discrète :

— « Oh! fini! s'écria-t-il. J'ai essayé et, pourrez-vous le croire? Çà a été le meilleur moyen pour m'en éloigner tout à fait.

« L'opium? ce n'est pas pour la France!

« Il faut le prendre, là-bas, dans les maisons qui n'ont ni portes ni fenêtres, lorsque l'écran qu'on dresse devant l'ouverture vous sépare à peine du panache onduleux des palmes, de la dentelle des bambous, piquée d'or, le soir, par les lucioles; sur

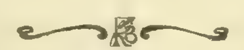
le lit de camp couvert de nattes fines, au pied duquel la *con-gaï* accroupie marmonne une plainte rauque, tandis que devant l'autel des ancêtres la myrrhe et l'encens s'évaporent, mêlés aux odeurs nauséabondes comme aux senteurs fraîches du jardin. Dans l'âcre fumée, les exhalaisons diverses, la chanson discordante, les lueurs du soleil implacable, les soupirs et les cris des nuits tropicales, sont, à titre égal, les anneaux de la chaîne qui vous retient dans l'enchantement.

« Mais ici ?... Je n'ai plus trouvé dans une chambre étroite, dont les murs vibraient sous les coups de cornes des tramways et les hurlements de la rue, qu'une drogue de pharmacie, avalée en hâte, sur des planches trop dures...

« Laissons l'opium aux Asiatiques ! »

Et voici que par la volonté de Tsou-hi, toute puissante impératrice, vénérable mongole qui dut bien aussi, au cours de la vie, goûter à l'opium-fée, la Chine elle-même va lui échapper !

G. JANNARD.



Chronique

—

AUTOUR DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

L'émoi est vif parmi les grands hommes et les petites mondaines, les snobs et les lettrés, qui accordent un intérêt passionné aux faits et gestes de l'Académie française. Songez donc : Elle dispose de trois sièges vacants ; elle a trois nouveaux immortels à créer ! Quels seront ils ?

Les curiosités, comme les compétitions, sont d'autant plus ardentes que les désignations semblent moins prévues. Il arrive, en effet, que le vœu populaire indique aux suffrages des Académiciens et porte aux plus hauts honneurs littéraires un écrivain de génie. Mais de telles manifestations sont rares dans les fastes des Lettres. C'est aux seuls professionnels qu'incombe généralement la responsabilité de discerner, entre tant de romanciers estimables, le talent à élire. Il est vrai que ces promotions se font, si j'ose employer des termes d'une si déplorable banalité, moins « au choix » qu' « à l'ancienneté ». C'est à la persévérance d'un effort discret, et cependant heureux, qu'échoit souvent cette suprême distinction.

N'est-ce point ainsi que se présentèrent et qu'aboutirent les plus récentes candidatures ? Lorsque M. de Ségur fut élevé sur le pavois, n'est-ce point une honorable fidélité à des habitudes de culture, une louable déférence vis-à-vis de la noble Compagnie, dont il sollicitait inlassablement les suffrages, — que l'on tint à récompenser à lui ? Croit-on que l'éclat de ses services littéraires ait fait élire le cardinal Mathieu ?

A notre époque, marquée par la « raréfaction » du génie et la diffusion du talent, par la nécessité, pour percer, d'un labeur tenace, les Lettres comme nous avons eu déjà l'occasion de le constater, forment une carrière ; carrière aussi modeste, aussi lente, par exemple, que la filière suivie par le Saint-Cyrien, mais presque aussi régulière et sûre.

Ne médisons pas trop de ces présentes mœurs. Si le génie est d'un prix inestimable, ces longues et distinguées patiences ont leur utilité : ce sont elles qui tissent la trame courante et solide des Lettres françaises, fonds opulent d'où partent les véritables inspirés, pour s'envoler aux sublimes spéculations.

*
* *

Le premier siège à pourvoir est celui qu'a quitté André Theuriet. On sait la fragilité de l'œuvre romanesque de cet aimable écrivain. S'il a réussi à plaire à ses contemporains, y compris les gens de goût, c'est bien malgré le peu de vie, la sentimentalité factice, qui animent ses personnages, et uniquement par le charme de ses descriptions, la grâce précise avec laquelle il fait frissonner l'arbre ou miroiter la rivière, la fraîcheur des croquis, ou mieux des aquarelles, dont ses pages sont parsemées.

A ce délicieux illustrateur, comment faire succéder un romancier ? c'est-à-dire, selon la formule actuelle, un expert en psychologie, ou un docteur ès sciences sociales ? En vérité un esprit plus léger, un poète convient mieux ici. Plusieurs ont donc fait acte de candidat.

Au premier rang Jean Richepin, dont la vie orageuse, l'âpre lyrisme ressemblent assez peu à l'existence de fonctionnaire paisible, à l'art mineur d'André Theuriet. Il peut sembler bizarre que le révolté fameux de la *Chanson des Gueux* et des *Blasphèmes* demande à l'Académie française une sorte d'investiture officielle. Mais, dans ses invectives, quel magnifique talent de rhétoricien, dont le déploiement ne peut laisser insensibles les dévôts de l'Antiquité, les humanistes, que recèle la célèbre Compagnie !

Romancier, dramaturge, poète, Jean Richepin a d'ailleurs dans son œuvre, aussi attaquée que louangée, aussi diverse que vaste, d'admirables élans :

« Seul dans l'étendue immense,
Il aime à humer ce vent.
Il en a l'accoutumance
Il l'appelle en le bravant.
. . . .
O pétrel, loin du rivage
Où nous gisons dans la paix,
Loin de ce lâche esclavage,
. . . .
Emporte-nous donc, sauvage,
Qui d'ouragans te repais ! »

Et avec quelle magie de couleurs, quelle vigueur et quelle vérité émouvantes, n'a-t-il point dit les aspects de la mer :

« Et le vieux en retraite, et le mousse embarqué,
Et les partances loin de la douce jolie. »

« Et les nuits de bordée à terre et de folie,
Et les sombrages quand la carène a craqué,
Et les femmes en deuil attendant sur le quai,
Et les morts dont s'éteint la mémoire abolie ! »

A cet éblouissant poète, tôt évadé de l'Ecole Normale, iront les suffrages des Universitaires, assez nombreux à

l'Académie française, et accueillants au frère prodigue.

Un autre poète de la même génération, ou presque, brigue le même siège, Edmond Haraucourt. Son œuvre, comme on sait, est de tenue fort inégale. Mais toute une partie s'en trouve ennoblie par un sentiment de haute mélancolie, sinon de détachement terrestre ; et maints fragments en paraissent vraiment dignes de figurer dans les anthologies. Ne sont-ils point déjà dans la mémoire des jeunes gens, ainsi le fameux rondel de l'*Adieu* ?

« Partir c'est mourir un peu,
C'est mourir à ce qu'on aime :
On laisse un peu de soi-même
En tout heure et dans tout lieu.
. . . . »

Cependant l'Académie française a quelques vieux griefs contre ces deux poètes, qui, parfois, tentèrent d'introduire dans la poésie ce réalisme véhément, provocant, qu'elle tint toujours en haine... et à l'écart, en la personne d'Emile Zola.

C'est vers un autre favori des Muses, plus jeune, et toutefois d'inspiration moins aventureuse, plus bienséante, c'est vers Henri de Régnier, qu'inclinent ses préférences.

Henri de Régnier prit avec la métrique toutes les licences possibles; il jugeait des vers inégaux plus propres à rendre ses notations fugaces, ses intuitions ténues, les secrètes affinités des frissons de la nature et des mouvements de l'âme, l'impression de l'éphémère. Ne fut-il point l'un des chefs de l'École symboliste? C'était péché de jeunesse.

Mais il reçut avec piété les conseils des maîtres de l'École parnassienne, l'illustre Leconte de Lisle, et l'impeccable José-Maria de Hérédia, — qui lui donna en mariage sa fille, elle-même spirituel écrivain. Et, habile à exprimer ses sensations d'antan avec les rythmes, l'harmonie traditionnels, il mit toute la conscience d'un minutieux artiste, et toute la sensibilité d'un délicat poète, dans cet attachant recueil, les *Médailles d'argile* (1900) : médailles brèves ou un peu voilées, médailles héroïques et amoureuses, grecques et moyenâgeuses, médailles de naguère et d'aujourd'hui, car :

« Toutes les choses sont éternelles et vaines
Et la grappe mûrit toujours neuve, chaque an. »
. . . .
« Considère la fuite et le retour des choses :
Une rose renaît quand s'effeuille une rose.
Ne cherche pas non plus à vouloir retenir
Longtemps dans ta pensée et dans ton souvenir
L'image exacte encor des lèvres fugitives,
Dont tu sens à jamais que ta bouche fut ivre.
Dans la médaille nette et ronde de contour
Ne fixe pas la face errante de l'amour ;
Abandonne le bronze et renonce à l'argile,
Car sa fragilité n'est pas assez fragile. »

Ne le contestons pas : Henri de Régnier est fort digne de succéder à André Theuriet. L'un était un aimable bucolique, l'autre est un doux et subtil élégiaque.

*
* *

Si la difficulté n'est point extrême, de remplacer à l'Académie le florianesque maire de Bourg-la-Reine, on avouera qu'il n'en va point de même avec Marcelin Berthelot. Maître dans l'art d'exprimer de fortes idées en une langue ferme et pleine, ce chimiste était l'un des représentants les plus complets de la pensée française. Il en possédait les merveilleuses inductions scientifiques, et il en saisissait l'habituel souci de noblesse littéraire.

La lignée de ces grands savants, aptes à embrasser les entreprises diverses de l'esprit français, serait-elle éteinte? Il semble que l'Académie le proclame, par le choix auquel elle paraît s'être arrêté.

Il est à peu près décidé, en effet, qu'à moins d'éventualités improbables, elle élira à ce siège M. Francis Charmes, directeur de la *Revue des Deux-Mondes*

On ne manquera pas de dire que la situation de Francis Charmes impliquait cette promotion — de même qu'une nomination à une préfecture entraîne l'accession à la Légion d'honneur ; — et qu'ainsi les véritables électeurs du futur académicien auront été les quelques actionnaires, économistes et femmes du monde, qui lui confièrent la haute charge qu'il occupe. On rapprochera ce scrutin de tel autre, récent, de tous points semblable. Et l'on distinguera là sans peine, pris sur le vif, des exemples d'avancement de carrière, à l'ancienneté. Suffira-t-il un jour de s'élever dans la hiérarchie administrative des Lettres, de devenir secrétaire, puis directeur de grand périodique, pour être aussitôt admis à l'Institut?

Ce sera là, hâtons-nous de le dire, une appréciation injuste. Ainsi que M. Etienne Lamy, son confrère et devancier à l'Académie, M. Francis Charmes est un écrivain politique fort instruit des hommes et des événements contemporains, habile à concilier dans ses jugements la mansuétude et la fermeté, à dégager de la poussière des incidents leur signification véritable, la tendance maîtresse. Il est vraiment un esprit très souple, très délié, très pénétrant, relevé de fine ironie. C'est même chose piquante que la présence, dans un milieu traditionaliste, de ce fin Parisien sans dogmatisme, plutôt enclin au scepticisme.

Il est aussi fort galant homme. Et l'on conçoit que le salon que veut rester l'Académie tienne à coopter ce causeur séduisant.

Pourquoi faut-il que ce soit à Marcelin Berthelot que succède M. Francis Charmes? N'est-il plus de voisinages écrasants, de parallèles impossibles ? Voit-on l'éloge de l'illustre savant, qui malmena si fort la philosophie de M. Brunetière, fait précisément par l'héritier de M. Brunetière? En cette délicate conjoncture, M. Francis Charmes n'aura pas trop de toute sa diplomatie et de sa plus légère ironie!

Regrettons que l'Académie n'attende point, pour admettre cet écrivain, une occasion plus propice. Ce faisant elle aurait permis aux lettrés d'applaudir tous à son choix.

— Mais quel génial élu compte-t-elle appeler au siège, si malheureusement vacant, du grand poète Sully Prudhomme?

JACQUES LUX.

Le Propriétaire-Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 22 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 30 NOVEMBRE 1907

GOYA

Après Velasquez, — Alonso Cano, Murillo, Valdès Leal, puis la fin. Luca Giordano, dit *Fa Presto*, débarque d'Italie, saute à terre, pirouette, arrive à Madrid en battant des entrechats. Avec une effroyable facilité, il va couvrir toiles, panneaux, murs, plafonds, bâcler, sourire, empocher, en faire voir de toutes les couleurs au pauvre Charles II. Le grand drame de la décadence espagnole s'achève par un ballet italien.

... Mais non ! le drame n'est pas fini. Il y a un épilogue. Un petit homme surgit, s'élance sur la barricade, escalade les pavés, dégringole en vomissant d'effroyables blasphèmes, court en avant, rattrape le dernier inquisiteur qui se glisse le long des murs, et lui tire à bout portant une balle avec un mauvais pistolet de poche. La soutane flambe !

Il échangera plus tard son mauvais outil contre une arme de précision, de fabrication anglaise, d'un bon faiseur : Hogarth. Raide et froid en apparence, mais la bouche serrée et l'œil étincelant, il va faire des dessins et des cuivres, comme il ferait des cartons de tir. Seulement les balles pointues traversent le carton et vont se loger dans la peau des gens.

C'est Goya, un des plus terribles ironistes de l'art. Il n'a pas la hauteur d'éloquence et de mépris de Juvénal ou de Suétone, le coup de fouet aristocratique dont Aristophane enveloppe la bête humaine, mais il est de leur famille. Ce n'est pas Rabelais, La Bruyère, Swift, le Neveu de Rameau, mais il a parfois l'accent de leur voix. Il fait songer aussi à Callot, à Hogarth, surtout à Chamfort, en pleine crise d'accidents cutanés. Mais Chamfort, même enragé de souffrances, lime son travail en artiste patient, jusqu'à ce qu'il lui ait trouvé sa forme définitive. Goya ne cherche pas à faire une prouesse d'artiste. Il vise au ventre l'homme qui passe et l'abat. C'est un révolté irréductible. Chamfort, découragé de l'action, veut se tuer, se met en lambeaux. Goya, assailli, traqué dans son réduit, se réfugie à Bordeaux, lutte jusqu'à la fin, jusqu'à quatre-vingt-deux ans. C'est à peu près à cet âge qu'il a été peint par Lopez, armé de sa palette et de ses brosses, le visage pensif et combatif.

Francisco Goya y Lucientes (1746-1828) était né à Fuendetodos, en Aragon, avait traversé l'atelier de José Luzan Martinez. Mauvais sujet, tapageur, insolent, querelleur, avant de mitrailler ses adversaires, il règle ses petites affaires personnelles lui-même. Il rosse le guet, glisse entre les serres encore rapaces de l'Inquisition, se sauve en Italie. Là, il ne perd pas son temps. Il se bat et se promène. La peinture l'intéresse réellement. Non pas qu'il en fasse, certes ! mais il regarde beaucoup. Il rencontre dans les galeries de Rome un peintre français qui fait gravement de savantes copies. C'est David, le futur régicide. On peut supposer que les deux artistes ne parlent pas seulement de peinture. La houppelande de David ressemble à une toge antique, mais l'énorme chapeau de Goya se refusera à imiter le casque de Mucius Scævola et de Brutus. Pourtant, sans s'être transformé en un personnage austère, ou simplement correct, Goya a désormais quelque tenue. Il n'a plus l'air d'un brûleur de maisons. Si bien qu'à son retour à Madrid, en 1772, on lui donne en mariage Josefe Bayeu, sa femme exquise et dévouée, indulgente e

fidèle, dont il a fait le joli portrait de si doux visage, en fichu blanc, manches noires brodées d'or, gants gris. Il fera aussi le portrait de son beau-frère, Francisco Bayeu, habit de soie gris, visage inquiet, main fine.

Un artiste étranger, personnage important et bien en cour, Raphaël Mengs, l'accueille, lui fait obtenir une commande. Il s'agit de composer des cartons pour la fabrique royale de Santa-Barbara. Goya nettoie son atelier et sa mémoire. Il balaie David, Raphaël Mengs, et Raphaël Sanzio aussi, il les fourre avec d'autres dans le même sac et s'asseoit dessus pour travailler commodément pendant près de vingt ans. — Il trouve du premier coup une formule neuve, il invente une couleur, un mouvement, dessine et peint à la diable, lâche ses personnages dès qu'ils se tiennent debout, et s'ils trébuchent, les redresse d'une torgnole ou d'un coup de batte, comme un polichinelle effronté. Dans cette longue série, il y a la *Dispute à l'auberge neuve*, *Une Promenade en Andalousie*, l'*Aveugle jouant de la guitare*, la *Boutique de faïences*, la *Balançoire*, le *Jeu de Paume*, le *Colin-Maillard*, les *Lavandières du Manzanarès*, le *Déjeuner sur l'herbe*, la *Danse au bord du Manzanarès*.

Si l'on songe au noir et dramatique Goya, on est surpris tout d'abord par ces scènes lumineuses, ces dispositions plaisantes, ces jeux et ces ris. Mais l'artiste est varié entre tous, et il est aussi le plus Espagnol des peintres de l'Espagne. N'a-t-il pas été féru de tauromachie, jusqu'à descendre dans l'arène, dit-on? Il a vu, compris, aimé tous les aspects de la vie de son pays, il a éprouvé profondément toutes les sensations, joie et douleur, qui ont enivré et ravagé l'âme nationale. Son art est un miroir, quelque fantaisie de mise en scène et de couleur qu'il y apporte. Devant les premières œuvres de Goya, il ne faut pas oublier, d'ailleurs, qu'il s'agit de cartons de tapisseries, et il faut aller voir à l'Escurial l'exécution définitive de ces œuvres de début. Au Prado, elles sont de tons heurtés, de dessin maigre et net. A l'Escurial, elles s'harmonisent et décorent les salles charmantes que l'on découvre avec surprise dans le noir palais. C'est le XVIIIe siècle qui fait irruption dans l'antre de Philippe II. Même au Prado, ceci admis, on peut se récréer des personnages rassemblés autour de l'étalage de faïences, du lourd carrosse dans lequel, par la vitre, on aperçoit une dame élégante; du mannequin que font sauter quatre accortes commères ; des personnages aux culottes chamarrées, aux bas bien tirés, enveloppés dans leurs manteaux jusqu'aux yeux, auxquels sourit une fine mouche de comédie, scène qui symboliserait la Coquetterie voulant démasquer le Désir; de la ronde et du colin-maillard au bord de la rivière; du buveur à l'ombre d'un arbre. Ses personnages ont parfois une raideur de poupées, mais parfois aussi l'œuvre est leste comme chez Fragonard, vit d'une vie nerveuse comme chez Watteau, auxquels Goya pense et fait penser en dépit de son originalité. Il nous traduit seulement leur esprit dans la langue de son pays, en bon espagnol rude et rauque. Goya exécute dans la même manière une série de tableaux de genre : scènes galantes, corridas, mascarades, scènes dramatiques.

Plus audacieux que Velasquez qui peint la *Vénus au miroir*, une femme nue, Goya ose du déshabillé. Sa *Maja* est d'abord galamment parée en merveilleuse du Directoire, voilée de tissus légers, décolletée, chaussée de babouches, vêtue d'un pantalon clair, d'une ceinture rose, d'un boléro noir et jaune, d'une chemisette transparente. Elle est allongée sur un divan, appuyée sur des oreillers, les mains derrière la tête. Sous ses cheveux noirs, son jeune visage rosé donne, comme tous les portraits, son énigme à deviner. Elle est charmante de vie toute neuve, de vie nerveuse et frémissante, épanouie dans la lumière, et des deux portraits, la *Maja vestida*, la *Maja desnuda*, c'est la première qui est la plus belle, de la plus souple peinture, du plus doux éclat lumineux. L'autre, la *Maja nue*, malgré le soin, le serré de la facture, la fine qualité de chair, est de modelé un peu sec, de chair un peu grise. C'est elle qui aurait dû rayonner d'une façon absolue, plus que l'autre, si rayonnante !

Goya brosse une grande fresque à la chapelle royale de San Antonio de la Florida : *Saint Antoine de Padoue ressuscitant un mort*. Il y a là tout un public de corrida, des envolements de mantilles, des frémissements d'éventails, à tel point qu'on se demande si c'est vraiment saint Antoine qui ressuscite son mort, ou bien les yeux flambants des manolas. Et quels anges, ou plutôt quelles femmes ailées, blondes, grasses de chair, fines de visages, aux attitudes et aux mouvements réels, sourient aux voûtes de la chapelle ! L'œuvre est hors du musée et même hors de Madrid, mais il est impossible, l'ayant vue, de ne pas la marquer à l'actif de Goya. Là, il est un très grand peintre, un très prestigieux décorateur. Je voudrais m'arrêter plus longtemps sous ces voûtes animées.

Murillo, peintre pieux, entretenait le feu sacré avec une gravité suave, des attitudes de vestale. Goya s'amuse, tisonne, fait jaillir des gerbes d'étincelles du brasero sacré. Qu'importe, le foyer ne s'éteint pas ! Les commandes pour les églises affluent. Quand le cahier des charges est bien fait, et que la foi, ou tout au moins le respect, est formellement stipulé, Goya se résigne de mauvaise grâce, il est alors vulgaire, poncif, banal.

Mais c'est à Tolède qu'il faut voir le *Baiser de*

Judas. Au Prado, il n'y a de Goya qu'une *Sainte Famille* et un *Jésus crucifié* peint avec souplesse et virtuosité, mais d'un caractère de jeune premier bellâtre vraiment inacceptable. Nous allons le trouver davantage lui-même. Philosophe et révolutionnaire, devenu peintre de cour, il va fournir son témoignage sur la décadence de la monarchie espagnole. Goya, qui ne ressent pas les beautés sublimes de l'Histoire sainte, ne saurait être fortement impressionné non plus par le spectacle de la majesté royale incarnée en un Charles IV. Il fait de multiples portraits du roi, de la famille royale, de la reine.

Il peint, à l'imitation de Velasquez, les portraits équestres du roi Charles IV de Bourbon et de la la reine Marie-Louise de Parme. Ils sont tous deux en uniformes de colonel des gardes du corps, et c'est elle qui a l'air le plus cavalier, sur son alezan à la selle dorée. Elle l'a enfourché comme un homme. Le pied solide à l'étrier, les guides bien en mains, la noire amazone au grand chapeau éclairci d'un ruban rouge, des revers rouges aussi à la poitrine, passe en souriant du sourire cynique et rusé que Goya n'aura garde d'oublier sur aucun de ses portraits. Le roi est plus quelconque, comme il convient.

Les souverains reparaissent à pied, le roi a le même air, mais la reine est à transformation. Cette fois, elle est costumée en Madrilène, jupe, basquine et mantille de dentelle noire, un ruban rose sur la tête, un éventail à la main droite, aux pieds les petits souliers d'une délurée. Elle n'est pas belle, et probablement pas jeune, mais elle a sûrement le diable au corps, et Goya songera à elle lorsqu'il enverra au sabbat les sorcières de ses *Caprices*.

La voici, d'ailleurs, définitive cette fois, monstre splendide et riant, au milieu de la grande toile de la *Famille Royale.* C'est le chef-d'œuvre des tableaux de Goya. On ne le devine pas, on ne le suppose pas le peintre d'une telle œuvre, il faut l'avoir vue, il faut avoir été ébloui par la légèreté et la vivacité de la couleur, surpris par tout ce qu'une peinture d'apparat peut contenir de grâce exquise et d'humeur mordante. La reine, au centre, montre un corps vivant, souple et déformé, sous la gaze, la dentelle, la broderie, une nuée lumineuse grise, bleuâtre, argentée, pailletée d'or. La gorge est chargée de colliers de pierres multicolores. Une agrafe de diamant ferme la ceinture qui remonte les seins. De lourdes pendeloques tombent des oreilles sur le col gras, rond, blanc, robuste. Un papillon de brillants voltige sur la chevelure noire comme sur un parterre funèbre. La bouche s'entr'ouvre sur des dents éclatantes, de larges yeux noirs resplendissent, éclairent ce visage irrégulier, fatigué et violent. Des bras nus, énormes, sortent du corsage. La figure est spirituelle, sensuelle, impudente. Le roi, en habit marron, couvert de broderies, de décorations, de plaques, la poitrine barrée du grand cordon bleu, blanc, rouge, les mollets blancs, la perruque blanche, est solennel et débonnaire. Douze autres personnages entourent les souverains. Entre le roi et la reine, un enfant vêtu de rouge, un cordon bleu et blanc en sautoir. Derrière le roi, un homme rouge, une femme qui tient un enfant, et deux têtes d'homme et de femme. A droite de la reine, une fillette en blanc gris, une femme en blanc, bleue et dorée, un visage de vieille d'un caractère extraordinaire d'oiseau de nuit, un homme bleu, un adolescent rouge, et dans la pénombre, devant sa toile, le caustique Goya. Admirable assemblée, solennelle et frivole, belle comme une volière d'oiseaux de paradis, comme un jardin aux fleurs délicates et éclatantes.

Goya voit encore passer devant son chevalet Joseph et Ferdinand VII. Tous ces gens-là font pour entrer et se maintenir dans la peau d'une altesse le même effort héroï-comique que le bourgeois de Raffaëlli pour s'introduire dans ses gants blancs. La férocité de Goya s'adoucit cependant devant la grâce de l'Infante Dona Maria Josefa, première fille du roi Charles III.

Il fixe au passage, en deux toiles fougueuses, de sanglants épisodes de 1808, le soulèvement des Madrilènes redressés sous la botte impériale de Napoléon. En véritable aficionado, plus peut-être qu'en patriote révolté, il marque les coups des émeutiers, qui, avec l'adresse imperturbable des spadas, abattent les mamelucks rugissant sous les banderilles.

Il a le génie du mouvement, dans ses eaux-fortes des *Caprices*, des *Malheurs de la Guerre*, dans ses dessins et ses gravures de la *Tauromachie.* Et il l'a mis en œuvre avec une fureur extraordinaire dans les deux toiles du Prado. *Le 2 Mai 1808*, c'est l'assaut donné aux Mamelucks à la Puerta del Sol, les Espagnols armés de couteaux se précipitant sur les chevaux et les hommes, les transperçant avec une fureur froide, implacable, les yeux hors de la tête, le geste sûr. Regardez le mameluck qui tombe de son cheval en une attitude de mannequin, et l'homme inexorable qui le frappe et le refrappe au ventre. *Le 3 Mai 1808*, c'est la fusillade des Madrilènes, au pied de la montagne du Principe Pio, par les soldats de Murat, fusillade à bout portant (dont Manet se souviendra pour son Maximilien) page effrayante par l'impassibilité des fusilleurs, par l'attitude et la gesticulation des fusillés. C'est la nuit. Le ciel est noir, des maisons et un clocher dessinent une ville grise sur le fond obscur. Une grosse lanterne, placée entre les soldats et les prisonniers, éclaire la scène.

En pleine lumière, un homme en culotte jaune, en chemise blanche, les traits horrifiés, étend les bras, regarde les fusils avec des yeux flamboyants. Un autre baisse la tête, joint les mains. D'autres serrent les poings, se cachent les yeux. A droite, une colonne de prisonniers apparaît, amenée pour la fusillade. A gauche, un tas de morts gît dans le sang coagulé.

L'œuvre de Goya se complète, au Prado, des peintures dont il avait orné sa maison bâtie au bord du Manzanarès. Le peintre, ici, rejoint l'aquafortiste. C'est la même fantaisie noire, la même force de cauchemar. J'ai revu là ces œuvres que j'avais entrevues au Trocadéro, lors de l'exposition de 1878. Il m'était resté dans le souvenir les *Deux hommes se battant à coups de triques*, je les ai retrouvés, forcenés, terribles, avec le *Saturne*, la *Judith*, la *Romerio de San Isidro*, toutes ces sombres figures qui rampent, qui s'envolent, reptiles et chauve-souris, nées de la planche 43 des *Caprices*, intitulée : *Le songe de la raison enfante des monstres*.

GUSTAVE GEFFROY.



LES PREMIERS DÉBATS DE LA DOUMA

La troisième Douma vient de tenir sa première séance. Elle a été courte, mais significative. Tout son intérêt se concentre en un seul fait, qui est le suivant :

La déclaration récitée au nom du tsar par M. Goloubieff, vice-président du conseil de l'Empire, a produit l'impression de quelque chose de précis et de net et le discours du président élu de la Chambre de quelque chose de vague et de nul.

Par l'intermédiaire de la personne chargée de l'ouverture de la Douma, l'Empereur de Russie a fait connaître son désir de voir la Chambre occupée à assurer « le maintien des institutions nouvelles » dont il avait doté l'État.

Le discours du président élu fut une espèce de prêche, adressé à ses collègues; au lieu de parler de l'espoir qu'il avait de mériter par ses actes leur confiance, il leur parla de la confiance qu'ils lui inspiraient. En même temps il fit entendre que l'unité de l'empire, unité que son parti identifie avec la suppression de toute autonomie des provinces limitrophes, telles que le Royaume de Pologne et la Géorgie, était un principe au-dessus de toute discussion. Les nombreux réactionnaires de la droite, à commencer par ceux qui refusent aux juifs, « buveurs de sang chrétien » (1), la liberté de déplacement, et en finissant par ceux qui ne veulent point de Douma législative et aspirent au rétablissement de la monarchie absolue, n'ont eu rien à redire au discours du président de la Chambre et l'ont acclamé à plusieurs reprises.

M. Khomiakoff, tel est le nom de la personne qui doit diriger les travaux de la nouvelle Chambre, est un ancien maréchal de noblesse du gouvernement de Smolensk. Grand propriétaire foncier, il a bien voulu employer ses loisirs à siéger dans les conseils généraux de son département. Ses anciens collègues prétendent que sa paresse l'a constamment empêché de prendre une part active à l'élaboration de ces comptes-rendus plus ou moins volumineux sur telle ou telle question d'intérêt local, dont la lecture occupe généralement les membres de ces assemblées. A côté de tous ces titres à la confiance de ses concitoyens, M. Khomiakoff en joint un, qui n'est pas banal. Il est le fils du célèbre slavophile et poète Khomiakoff, qui croyait au grand avenir des peuples slaves sous l'hégémonie des Russes et aux futures destinées mondiales de l'église orthodoxe, libérée de sa servitude vis-à-vis de l'État et de son tout-puissant chef. M. Khomiakoff pourrait, au besoin, être cité par le célèbre Weissmann comme preuve à l'appui de ce fait, que les qualités morales et intellectuelles ne passent point par l'hérédité de père en fils à côté des traits physiques.

Robuste, sain de corps et d'esprit, ni plus ni moins que l'était son père, M. Khomiakoff ignore ces envolées vers le pays de la chimère, vers un idéal nuageux et sans borne, qui rendait si sympathique à ses contemporains l'ami du grand Gogol.

Khomiakoff, le poète, voulait fraterniser avec tous les Slaves. On n'est frère qu'à condition de reconnaître des droits égaux, même à ceux dont on tient à être l'aîné. Khomiakoff, le poète, ne voyait pas d'inconvénient à reconnaître aux Polonais le droit d'apprendre à l'école la langue de Mickiewicz. Ennemi juré de tout césarisme dans le domaine de l'église, il aurait probablement vu de mauvais œil les évêques, ordonnant à leurs subalternes de voter pour les candidats de la droite, sous peine de destitution.

Passionnément épris du communisme agraire russe, il fut un des révélateurs du rôle que le système du « mir », de ce partage périodique du sol parmi les villageois, devait jouer dans la solution des grands problèmes sociaux, communs à tous les peuples de l'Europe. C'est à lui que Haxthausen (1)

(1) C'est là l'accusation que porte contre les juifs un des chefs du parti des « vrais russes », le comte Konovnitzyne, le même qui opère à Odessa, et en rend le séjour de plus en plus difficile pour les fils d'Israël.

(1) Célèbre auteur prussien, qui, dans ses « Études économiques sur la Russie », a révélé à l'Europe l'existence de la communauté rurale en Russie.

doit ses premières informations quant au caractère collectiviste de la communauté villageoise russe, et c'est à lui que revient l'honneur d'avoir propagé parmi les chefs du mouvement slavophile, tels les frères Axakoff, Kosheleff et Miloutine, l'idée que notre collectivisme rural nous préservait du prolétarisme. « Les générations se suivent, mais ne se ressemblent pas. » Le président actuel de la Douma ne veut point entendre parler de l'autonomie polonaise ; il ne proteste point contre l'église, faisant cause commune avec le régime bureaucratique, et il est entièrement libre de tout préjugé en faveur de la commune agricole.

De naissance noble et grand propriétaire, il saura sauvegarder les intérêts des gens de son état et de sa classe. La question sociale pour lui se résout par la liberté de partager d'une façon définitive et en pleine propriété les biens communaux. Le prolétariat agraire, croit-il, est un mal, dont aucun peuple jusqu'ici n'a su se préserver. Il ne voit pas pourquoi les Russes feraient exception à la règle. Il n'y a des riches qu'à condition d'y avoir des pauvres. Pendant que les uns s'élèveront dans leur bien-être matériel, ce qui leur permettra de consommer plus de produits de l'industrie nationale, les autres passeront de l'état de copropriétaires à celui de simples manœuvres. « Surtout, Messieurs, pas d'illusion ». Ces paroles dites, il y a plus de 40 ans, par l'Empereur Alexandre II aux Polonais, rêvant au rétablissement de leur république, exprimeraient fort bien au besoin ce que M. Khomiakoff pense généralement des choses d'ici-bas.

Un président terre-à-terre est tout indiqué pour une Chambre où les rêveurs ne sont qu'en nombre infime. En effet des 442 députés on ne compte qu'une quinzaine de « réformateurs de l'ordre social ». Il ne faut point les confondre avec le groupe du travail, composé de paysans qui, en somme, ne désirent qu'une chose : c'est d'avoir les terres des seigneurs à vil prix, ou, s'il y a moyen, à titre gratuit. C'est là, certes, un vœu des plus positifs et qui n'exclut pas la possibilité de soutenir le trône et l'autel... ainsi que l'exclusion des juifs du nombre des citoyens russes en possession de tous leurs droits.

On a fait passer pendant un certain temps les « cadets », c'est-à-dire les membres du parti constitutionnel démocratique, pour des utopistes généreux, tendant la main à tous les opprimés, à commencer par l'agriculteur villageois et l'ouvrier des villes et en finissant par le juif et le Polonais. Très désenchantés par la marche récente des événements et l'inertie des classes populaires, les « cadets » se laissent gagner par un scepticisme bien naturel. Ils ont l'air de regretter les avances faites jadis aux gauches et employent volontiers à leur adresse des termes et des apostrophes, qui n'ont rien d'élogieux. Ne pouvant, d'autre part, se résoudre à ne jouer que le rôle d'opposition dans une Chambre dont ils ne composent que la sixième ou septième partie, ils sont à la recherche de nouveaux alliés, cette fois du côté des droites. Mais leurs voisins les plus proches, les « hommes d'octobre », c'est-à-dire les centralistes à outrance, qui ne voient leur salut que dans un régime constitutionnel très mitigé et n'ayant rien de commun avec le système parlementaire, se sont mis en tête qu'ils étaient les maîtres et que c'est à eux de dicter les conditions du pacte qu'on leur offre de signer. Elevés au rang d'arbitres entre les gauches et la droite, ils ont fait quelques promesses aux « cadets », celle-ci, par exemple, d'élever au poste de vice-président un de leurs orateurs les plus en vogue, M. Maklakoff ; puis se retournant vers la droite, ils ont fini par accepter toutes ses conditions.

Le bureau de la Chambre ne contiendra point de « cadets ». Toutes les places, à commencer par celles des vice-présidents et en finissant par celles des sous-secrétaires, seront partagées entre les monarchistes et les « hommes d'octobre ». C'est le « spoil-system » américain dans toute sa beauté, le partage des places entre ceux, qui l'ont emporté aux élections. Les « cadets » auraient tort de voir de mauvais œil l'application de ce système, heureusement inconnu en France, car ils ont été les premiers à le mettre en pratique. Ils n'ont pas voulu comprendre l'avantage qu'il y avait de faire entrer dans le bureau de la Chambre des représentants de tous les partis. Ils ne se sont pas rendu compte de ce fait, que la tâche du président deviendrait plus facile, s'il pouvait s'appuyer sur un « présidium » mixte et inspirant, par ce fait même, pleine confiance à tous sans distinction de groupes. L'erreur commise au temps des deux premières Doumas apporte ses fruits dans la troisième, dans celle qui, en tant que composée surtout de conservateurs, est faite pour durer, et qui, pendant une période ne dépassant pas cinq années, présidera probablement à nos destinées. Je tiens du secrétaire de la seconde Douma ce renseignement, que, de toutes les places du bureau, celle qui ne devrait être occupée que par un homme de toute confiance et, par conséquent, d'une parfaite impartialité, est la seconde en importance.

Le président dirige les travaux de la Chambre, le secrétaire les prépare. Il dépend de lui de mettre à la disposition des députés, désireux de faire une interpellation, les documents, confiés à sa charge et qui n'arrivent à leur destination que par son intermédiaire. Car tout ce qui est adressé à la Chambre passe par ses mains et n'en peut sortir que de son consentement.

Jugez après cela du danger qu'on court en confiant ce poste à un ennemi déclaré de toute intervention de la Douma dans le domaine du pouvoir exécutif, de l'administration. Or, la droite n'est composée que de personnes de cette sorte. Avoir pour secrétaire un droitier, c'est consentir d'avance à la réduction du rôle joué dans la première Douma par les interpellations, c'est renoncer au droit de contrôle, que la loi reconnaît à la Chambre vis-à-vis des pouvoirs établis. On parle de la nomination future au poste de secrétaire d'un représentant de la Bessarabie, roumain d'origine, d'un certain M. Sinadino, qui a pris plus d'une fois part aux manifestations bruyantes et quelque peu désordonnées de la droite lors de la seconde Douma. Ce ne sera pas là une heureuse acquisition pour la Chambre, qui vient de s'ouvrir. Elle permettra à ses ennemis, qui commencent déjà à être nombreux, de la surnommer « Chambre roumaine », épître qui, dans la bouche de ceux qui en font l'usage, équivaut plus ou moins à celui de « Chambre introuvable ».

MAXIME KOVALESKY.

Saint-Pétersbourg, 2[illegible] novembre 1907.



MARY [1]

Mary resta dans la chambre. Elle ne voulait pas risquer de rencontrer Jörgen Thiis. Plus tard, comme Mary lui rendait je ne sais quel service, Mme Dawes dit : « Tu sais, ma fille, qu'il doit hériter de l'oncle Klaus? » Mary ne répondant pas, elle continua : « Jörgen croit que l'oncle Klaus l'aidera, s'il se marie. » Mary ne releva pas l'allusion.

Quand tout danger eut disparu, Mary rentra chez elle. Elle revit en imagination toute la scène. Le sang lui monta aux joues, mais elle fut étonnée de n'être vraiment pas en colère. Et, pourtant, c'était effrayant.

Au moment même où elle se disait : « Et après? » quelqu'un frappa. La colère la prit, elle fut sur le point de courir à la porte et de la fermer à clef. Au bout d'un instant, elle dit : « Entrez. » La porte s'ouvrit et se ferma sans qu'elle levât les yeux. Elle était dans son grand fauteuil. Doucement, humblement, il s'avança et mit un genou à terre en cachant son visage dans ses mains. Rien dans ce geste ne lui sembla choquant. Il était très ému. Elle regardait sa belle tête, ses cheveux souples et surtout ses longs doigts de pianiste. Il avait une expression de finesse qui la réconciliait avec lui. Mais quelle attitude sentimentale ! Il ne dit que ces mots : « Puis-je partir? » Elle attendit un instant, puis elle répondit ? « Oui », à voix basse. Il laissa tomber ses mains, prit la main droite de Mary et y appuya ses lèvres respectueusement. Puis il se leva et partit.

Ce baiser, si respectueux qu'il fût, fit passer dans son corps un frisson pénible, pareil à celui qu'elle éprouvait, quand il la couvrait de baisers et qu'elle était sur le point de défaillir. Elle resta là, étonnée, longtemps après son départ. Elle revit leur lutte, jusque dans les détails et se dit en frissonnant : « Pourquoi ne suis-je pas en colère contre lui? »

Une bonne frappa à la porte. C'était Mme Dawes qui demandait si Mary voulait venir. « Tu l'as laissé partir, mon enfant? » Elle était navrée. Dans son chagrin, elle se mit sur son séant et s'appuya sur un coude. Sa coiffe était posée de travers sur ses courts cheveux gris. Son cou gras était plus rouge qu'à l'ordinaire. Elle répéta : « Pourquoi l'as-tu laissé partir? » — « C'est lui qui l'a voulu. » — « Peux-tu dire une pareille chose, mon enfant? Il est venu se plaindre près de moi. Il aimait mieux mourir que de partir! Tu ne comprends pas ces choses-là. Il faut toujours que tu le renies, que tu le tortures ! » Elle retomba en arrière, à bout de forces. Mary sentait elle-même qu'elle aurait dû parler avec lui avant de le laisser partir. Mais il devait partir.

Les jours qui suivirent furent assez pénibles. Anders Krog souffrait d'un changement de température et son régime lui était pénible. Il avait plus de peine à s'exprimer. Mary était souvent près de lui ; ses yeux alors la suivaient et l'enveloppaient au point que Mary avait presque peur.

Mme Dawes lui envoyait de petits billets. Quoique alitée, elle ne pouvait renoncer à écrire. Chaque fois qu'il recevait ces billets, il regardait longtemps Mary. Celle-ci devinait sans peine de quoi ils parlaient.

Un jour, Mme Dawes lui dit : « Tu te fais illusion, quand tu crois que tu peux vivre ici, seule, sans nous. » — « Que veux-tu dire? » — « Que tu as beau être lasse de la vie mondaine au printemps, quand vient l'automne, elle t'attire de nouveau. Tu y es trop habituée. »

Mary ne répondit rien cette fois. Mais quelques jours plus tard — le temps avait été longtemps mauvais et elle n'avait pas pu sortir — elle dit à Mme Dawes : « Tu as peut-être raison, quand tu dis que la vie que nous avons menée toutes ces années-ci a laissé en moi des traces profondes. » — « Ah! plus profondes que tu ne penses, mon enfant ! » — « Mais que veux-tu que je fasse? M'en aller d'ici? Je ne le peux pas et je ne le veux pas non plus. » — « Non. Mais tu peux changer un peu. » — « Comment changer? » — « Tu me comprends bien, mon

(1) Voir la *Revue Bleue*, nº du 12 octobre 1907 et suivants.

enfant; si tu étais mariée, ton mari vivrait tantôt ici avec toi et tantôt tu vivrais avec lui là où il doit habiter. » — « Un singulier mariage! »

« Je ne crois pas que tu puisses t'en rapprocher davantage. » — « Me rapprocher de quoi? » — « De ce que la vie exige de toi, et dont tu as l'habitude. »

Mary devinait sous ces paroles le vœu secret de son père. Ce qui le tourmentait avant tout, c'était le sort de sa fille. Un mariage avec Jörgen, qui serait aidé par l'oncle Klaus, l'aurait rassuré. Jusqu'alors, elle avait à peine tenu compte des désirs de son père, et cette pensée lui pesait lourdement.

Tout le temps que durèrent ces réflexions, elle croyait entendre ces récitatifs d'un opéra qui relient un acte à l'autre.

L'automne était venu, et à la vue de la baie, elle se sentait comme dans une prison. Quand elle montait sur la côte et voyait les froides vagues, blanches d'écume, que le vent d'automne jetait sur le rivage, elle savait que l'hiver viendrait bientôt l'enfermer. Alors un mouvement de révolte l'agitait. Elle était habituée à une autre vie.

Son sang aussi se révoltait. Elle avait perdu son calme. Le souvenir de Jörgen ne l'irritait point. L'atmosphère qui l'accompagnait lui était même agréable.

Si une attaque avait terrassé son père, si Jörgen s'était trouvé là à ce moment, si son père le souhaitait pour gendre, — n'étaient-ce pas là autant de raisons qui la liaient? N'était-ce pas sa destinée qu'il en fût ainsi?

Paraître à Stockholm aux côtés de Jörgen, et plus tard partir au loin avec lui — quelle conclusion plus naturelle pouvait-elle trouver à sa vie de voyages? Quelle occasion plus heureuse de mettre à profit ce que cette vie lui avait appris?

L'oncle Klaus les aiderait! Il les aiderait sérieusement. Elle connaissait son pouvoir sur l'oncle Klaus.

« Après tout, ma chère tante Eva, — lui dit-elle un jour qu'elle était assise près de son lit et bavardait de choses indifférentes, — après tout, tu peux écrire à Jörgen. »

*
* *

Mary était elle-même sur le quai, quand le bateau accosta. C'était un samedi après-midi. Tous ceux qui le pouvaient quittaient la ville pour jouir en liberté des derniers jours d'automne. La journée était belle, comme il arrive souvent au sud de la Norvège jusqu'à la fin de septembre. Mary portait une robe bleue et tenait à la main une ombrelle bleue, qu'elle agitait pour saluer Jörgen et quelques amies qui se trouvaient avec lui sur le bateau. Tous les passagers se rapprochaient pour mieux voir.

Jörgen sentit, dès qu'il fut près d'elle, qu'il fallait être prudent. En effet, pensait-il, si elle était venue le recevoir là-bas, c'était pour que leur première rencontre ne fut pas intime.

En montant, ils parlèrent des hirondelles qui se rassemblaient alors pour le départ, du fermier qui venait de tuer un aigle énorme, du pupitre que Mme Dawes avait fait construire, puis de la seconde fenaison qui était excellente; du prix des raves et des fruits. Dans l'antichambre elle le quitta brusquement avec un bref « Pardon! » et monta rapidement l'escalier. Le domestique qui apportait la malle de Jörgen arriva ensuite. Jörgen et lui restèrent là, ne sachant où aller, quand ils entendirent d'en haut la voix de Mary: « Par ici! » Elle ouvrit la porte de la chambre d'ami, à côté de la sienne, et dit au domestique d'y déposer la malle. Puis, s'adressant à Jörgen: « Voulez-vous entrer chez mon père? » dit-elle. Elle le précéda. La garde-malade n'était pas là. Sans doute était-ce pour la congédier qu'elle avait couru en avant.

Une lueur brilla aussitôt dans les yeux du malade, quand, par la porte ouverte, il aperçut Jörgen derrière elle. Dès que la porte fut fermée, Mary alla à son père et se pencha vers lui en lui disant: « Père, nous voici maintenant fiancés, Jörgen et moi. »

Anders Krog rayonnait.

Mary n'avait jamais lu sur un visage tant de bonté et de bonheur. Elle se tourna en souriant vers Jörgen; celui-ci, pâle et saisi, attendait le moment de serrer Mary dans ses bras. Mais il se retint. Elle aimait sa surprise, son adoration reconnaissante, mais sans éclats. Son bonheur n'en fut pas diminué. Il répondit à son égard par un regard, qui exprimait la joie la plus complète, la plus profonde. Il serra la main qu'Anders Krog pouvait remuer et, à la vue de ses yeux pleins de larmes, il sentit aussi les siens se mouiller. Mais avant qu'il ouvrît la bouche, Mary dit: « Maintenant, nous allons chez tante Eva ».

Elle sortit la première d'un air triomphant. Il la suivait, le cœur débordant d'admiration, surtout en songeant à la grandeur d'âme avec laquelle elle avait pardonné. Il pensait dans le couloir: « Elle va se retourner, et alors... » Mais elle alla droit à la porte de Mme Dawes et frappa.

Dès que Mme Dawes aperçut Jörgen, elle joignit ses mains grasses, tira sa coiffe et voulut se lever, — mais elle était si émue qu'elle ne put y parvenir. Elle retomba en pleurant, les bénit et prit Jörgen dans ses bras, mais elle eut beau faire, il ne l'embrassa point.

Lorsqu'ils purent parler sérieusement, Mary dit: « Ne penses-tu pas aussi, tante Eva, que nous devons aller voir demain l'oncle Klaus? » — « Parfaitement, ma fille, parfaitement. C'est la seule chose à faire. Pourquoi attendre? » Jörgen rayonnait.

Mary se retira pour qu'ils pussent se confier leurs secrets tout à leur aise.

Quand ils se retrouvèrent, Jörgen comprit que le mot d'ordre était : « Regardez, mais ne touchez pas ! » C'était dur. Mais il reconnut qu'après sa conduite passée, il devait désormais se surveiller. Elle voulait être seule à décider d'elle-même.

Son air de triomphe la rendait plus belle que jamais. Elle daignait le tutoyer et il acceptait la chose comme une faveur. Ce fut aussi tout ce qu'elle se permit. Il attendait, attendait toujours. Mais, de toute la journée, elle n'accorda rien de plus. Il se réfugia alors au piano et fit entendre une plainte lamentable. Mary ouvrit les portes, ce qui permit à M[me] Dawes d'entendre : « Le pauvre garçon ! » soupira-t-elle.

Le lendemain, elle ne sortit qu'au moment de prendre le bateau pour aller chez l'oncle Klaus. « Aujourd'hui, tu es vraiment une « grande dame ». (1) — Jörgen l'examinait des pieds à la tête avec admiration. Elle portait une élégante robe de ville coupée à Paris : « Tu veux en imposer à l'oncle Klaus ? » — « Peut-être ; mais c'est aussi dimanche. » — « Dis-moi, — et elle devint subitement sérieuse, — l'oncle Klaus connaît-il l'accident de père ? » — « Sa maladie ? Oui. » — « Non, je veux dire la cause de sa maladie ? » — « Je ne sais pas, je viens de la maison. Je n'ai rien dit, pas même chez moi. » Cela lui plut. Aussi la promenade fut-elle charmante. Ils firent discrètement allusion à un congé pour le premier mois qui suivrait, à la vie à Stockholm, au voyage qu'elle ferait là-bas, à la visite qu'il ferait à la maison vers Noël, à une excursion de quelques jours à Kristiania, — bref, leur bonheur était sans nuages.

Ils trouvèrent l'oncle Klaus dans son trou enfumé, où on le devinait plutôt qu'on ne l'apercevait. Il fut effrayé quand il vit Mary se présenter à lui dans toute sa splendeur. Il s'empressa de les introduire dans le grand salon sévère. Avant même qu'ils fussent assis, Jörgen lui dit : « Eh bien, mon oncle, nous venons te dire que... » Il n'alla pas plus loin, car l'oncle Klaus lut sur leurs visages radieux quelle nouvelle ils apportaient. « Mes compliments ! Mes compliments ! » Son grand corps se courbait, tandis qu'il tendait une main à chacun d'eux. « Oui, dit-il avec orgueil, tout le monde déclare que vous êtes le plus beau couple qu'on ait jamais vu ici. » Et il ajouta : « C'est que nous vous avions fiancés depuis longtemps ! » Ils avaient à peine pris place que son visage s'assombrit. Il jeta un regard de compassion vers Mary : « Ton père, ma pauvre enfant... » — « Père va beaucoup mieux », répondit-elle sans insister. — L'oncle Klaus l'interrogea du regard : « Pourtant, il n'a plus... » Mais il s'arrêta; vraiment, il n'avait pas le courage de rappeler la triste réalité ; Mary non plus. Ils restèrent donc assis en silence...

Quand ils recommencèrent à parler, ce fut pour dire que les temps étaient extrêmement mauvais. Les actions n'avaient aucune valeur ; la navigation ne rapportait rien ; pas de nouvelles entreprises ; l'argent se cachait. C'étaient des plaintes qui n'en finissaient pas. Pendant cette conversation, l'oncle Klaus regarda plusieurs fois Jörgen, comme s'il voulait en demander plus long quand il serait parti. Mary s'en aperçut et fit signe à Jörgen qui se leva en s'excusant. Il devait retrouver quelques amis en ville. Il était convenu entre Mary et lui que c'était elle qui parlerait seule à l'oncle Klaus. Mais qu'est-ce donc que l'oncle Klaus voulait lui dire? Elle était impatiente de le savoir.

Jörgen était à peine sorti qu'il dit, avec une mine attristée : « Pauvre enfant ! Est-ce vrai que ton père a subi de grosses pertes en Amérique ? » — « Il a tout perdu ! », répondit-elle. Son grand corps sursauta ; pâle, effrayé, il demanda : « Il a tout perdu? » Il resta la bouche grande ouverte, puis devint pourpre et s'écria : « Alors, je comprends, sacrebleu, qu'on ait une attaque ! » Il se mit à se promener de long en large comme s'il était seul. Son pantalon, trop large, flottait autour de ses jambes, ses grands bras s'agitaient. « Il a aussi toujours été une bonne bête ! Un bon imbécile ! Comment? avoir une énorme fortune engagée dans les affaires de quelqu'un et ne rien contrôler ? Quel sacré... » Il s'arrêta court et demanda du ton de la plus profonde stupéfaction : « Mais qui est-ce qui va vous aider à vivre? »

Mary s'était sentie blessée au plus profond d'elle-même, longtemps avant cette question. Se conduire ainsi en sa présence ! Lui tenir, à elle, un pareil langage au sujet de son père ! Néanmoins elle répondit avec son plus beau sourire et d'un air malicieux : « C'est toi, oncle Klaus ! »

Sa stupéfaction dépassa tout ce qu'on peut imaginer ; avant qu'elle éclatât, Mary tenta de l'atténuer ; elle prit la chose gaiement et se mit à parler anglais en plaisantant le pauvre homme qu'il était. Mais tout glissait comme un canif sur la peau d'un ours. « Je reconnais bien là ce satané Jörgen ! » dit-il enfin. « Spéculer aussitôt sur mon aide ! » Il se remit à arpenter le salon plus vite qu'auparavant. « Ah ! ah ! ah ! J'aurais dû m'en douter ! Quand ça ne va plus, on m'appelle au secours ! En ce moment où je gagne à peine le pain que je mange ! Non, de ma vie, je n'ai vu pareil aplomb ! » Il ne la voyait plus, il ne voyait plus rien. Toujours, il avait donné libre cours à ses caprices, à son rude et franc parler d'homme riche. « Jörgen mériterait, sacrebleu, que je lui retire aussi ce que je lui donne. Il ne fait que me de-

(1) En français.

mander toujours davantage. Et maintenant, j'irais... ah! ah! ah! mon garçon! »

Mary était pâle comme une morte. Jamais encore on ne l'avait humiliée; jamais on ne l'avait traitée qu'avec des égards particuliers.

Mais elle ne perdit pas la tête : « Je tiens maintenant les comptes de père, dit-elle froidement. J'ai pu y constater que vous avez des intérêts communs. » — « Ah! oui. Pour trois cent mille francs environ. Mais si tu tiens les comptes, tu peux constater aussi qu'en ce moment, cela ne rapporte presque rien. » — « Tu exagères », répondit-elle. — « Oui, mais que veux-tu faire de ces actions? » demanda-t-il en s'arrêtant. Tout d'un coup, une idée lui vint : « Est-ce que Jörgen t'a demandé de les vendre? » — « Jörgen ne m'a rien demandé », répondit-elle en se levant.

Quand il la vit ainsi, pâle, grande et digne, fixant sur lui un regard courageux, il se sentit vaincu. Ses yeux ne la quittaient point. « Je regrette, dit-elle, de n'avoir pas su plus tôt qui tu étais! » Son air hautain disparut; il se sentit stupide et lourd. Il ne put même pas lui répondre ni remuer un doigt. Il la laissa partir. Et pourtant il aurait donné tout au monde pour la garder!

De sa fenêtre, il la vit s'éloigner. Elle dépassait la maison et se dirigeait vers la place. Comme elle était belle et fière! Une pure merveille!

Un instant après, Jörgen vint chercher Mary, ou plutôt, il rentra chez son oncle pour déjeuner. Mais, pour tout accueil, il reçut, non seulement les mêmes reproches que Mary, mais une semonce d'autant plus vive que l'oncle Klaus était extrêmement mécontent de lui-même. Jörgen paierait pour deux. « Pourquoi diable, n'es-tu pas venu toi-même? Tu étais trop lâche! Et tu voulais lui faire vendre les actions, maintenant qu'elles ne valent rien! Quel diable d'écervelé tu as toujours fait! » L'oncle Klaus avait tort, mais Jörgen le connaissait. Il savait que dans ces occasions, il ne fallait pas répondre. Il se sauva comme un chien battu et arriva chez Mary avec une mine plus piteuse encore que le jour où elle l'avait trouvé sur la hauteur, jetant des regards désolés sur le paradis perdu. Elle-même avait pleuré de colère et de déception; mais elle avait du ressort et, en un instant, tout changea. Leur joie s'était si piteusement effondrée en moins d'une demi-heure, que, lorsqu'elle vit Jörgen aussi désemparé, elle ne put qu'éclater de rire. Elle rit d'un rire si franc, si irrésistible, que Jörgen lui-même fut guéri. Au bout d'un quart d'heure, les deux jeunes gens sortaient pour se commander un excellent diner au champagne. Mais, en attendant, ils voulurent faire une promenade. Dehors, régnait une fraîcheur délicieuse; aussi, étaient-ils à peine sortis que Jörgen dut remonter pour téléphoner à Krogskog, qu'ils rentreraient là-bas à pied pour dîner. Cela prendrait bien deux heures par la nouvelle route de la côte; — une promenade magnifique.

Ils partirent allègrement; c'était une claire journée d'octobre, avec un temps frais et vif; un vrai temps de promenade.

La route qui longe la mer coupe tous les promontoires, ce qui lui donne une extrême variété : on passe sans cesse du rivage aux pentes montagneuses pour retrouver le rivage. Sur la mer, d'un bleu sombre, on ne voyait au loin que voiles déployées et colonnes de fumée. C'était un dimanche; aussi beaucoup de voiliers de plaisance étaient-ils dehors; ils se glissaient à travers les îles et se hasardaient vers le large.

Ils allaient vite, et bientôt, ils eurent dépassé le centre de la ville. Ils aperçurent alors une petite maison entourée d'un jardin : « A qui appartient-elle? » demande Mary. La maison avait, en effet, un air très engageant. « A un médecin, Mlle Röy », répondit Jörgen, avec empressement. « Dans ma colère, j'ai oublié de te dire que j'ai rencontré Frans Röy, en ville. » Mary s'arrêta involontairement, puis elle rougit : « Frans Röy? » demanda-t-elle, en regardant fixement devant elle. Puis elle repartit sans attendre sa réponse. « Il est ici pour examiner les travaux du port. Tu sais que Irgens est mort. » — « L'ingénieur? Il est mort? » — « Et on dit que le capitaine Röy va prendre sa place. » — « Est-ce une besogne qui convient à un homme comme lui? » — « C'est ce que beaucoup se demandent. On se demande ce qu'il vient faire ici », dit Jörgen en riant. Son regard croisa celui de Mary. Puis il s'approcha d'elle. « Mais il arrive trop tard. » Il attendait en réponse un regard d'intelligence, peut-être un sourire heureux. Mais elle continua à marcher sans le regarder et sans dire un mot.

Ils gardèrent longtemps le silence. Tous deux marchaient vite sous la fraîche caresse du vent d'automne. Puis Mary se tourna vers lui pour lui faire une surprise. « Sais-tu, Jörgen, que père a trois cent mille francs en compte chez l'oncle Klaus? » — « Trois cent cinquante mille », répondit Jörgen. Elle fut très étonnée : Jörgen était mieux informé qu'elle. Et puis, d'où venaient ces cinquante mille francs? » — « L'oncle Klaus disait lui-même trois cent mille. » — « Oui, c'est l'argent que ton père a placé chez lui. Mais, dernièrement, avant sa maladie, il a envoyé à l'oncle cinquante mille francs dont il disposait. » — « Comment le sais-tu? » — « C'est mon oncle qui me l'a dit. » — « Je n'ai rien vu dans les comptes de père. » — « Non, il a peut-être attendu avant de le noter. C'était son habitude. D'ailleurs, — Jörgen s'arrêta un instant, — connais-tu bien toutes les affaires de ton père? » — Elle n'aimait pas se prêter

à ces questions. Mais d'où Jörgen savait-il ?.... Peut-être par Mme Dawes ? Néanmoins, elle en fut heureuse. Elle s'arrêta pour lui dire quelque chose. Mais le vent releva sa robe, dérangea ses cheveux et souleva une dentelle. « Dieu ! comme tu es ravissante ! » s'écria-t-il. « Mais il n'y a plus rien qui nous arrête, Jörgen ! » — « Nous pouvons nous marier, veux-tu dire ? » — « Oui. » Et elle se remit à marcher. « Non, ma chère amie, les actions ne rapportent presque rien pour l'instant. » — « Sans doute, mais qu'est-ce que cela fait? Hardi, Jörgen ! » Elle rayonnait de santé et de courage. « Sans le consentement de mon oncle ? » demanda-t-il d'un air découragé. Elle s'arrêta de nouveau : « Tu crains qu'il ne te déshérite ? » Sans répondre à la question, il dit tristement : « Si tu savais, Mary, ce que j'ai enduré avec mon oncle depuis le jour où il m'a adopté !... tous les tourments qu'il m'a fait subir ! les tracasseries qu'il m'a imposées ! Jusqu'aujourd'hui, j'ai été traité comme un méchant écolier. C'est moi qui ai toujours été victime de sa mauvaise humeur. » Son visage exprimait à la fois tant de souffrance et d'amertume, que Mary s'écria involontairement : « Pauvre Jörgen ! Maintenant, je commence à comprendre. » — Ils continuèrent leur route. Elle songeait qu'il avait été mis à une dure école pour savoir se maîtriser ainsi. C'est là aussi qu'il avait appris à cacher ses sentiments. Sa ténacité était vraiment admirable. Quels résultats n'avait-il pas obtenus, en musique, par exemple ! Cela avait sans doute été pour lui une consolation. Maintenant, elle comprenait son extrême politesse. Elle savait pourquoi il était sentimental; pourquoi aussi il était si sévère, si minutieux et rude avec ses subordonnés.

Elle se dit qu'elle aussi était peut-être responsable de ses souffrances. Sa longue adoration muette n'avait fait qu'y ajouter ; car elle ne lui avait pas adressé une parole d'encouragement. Au contraire ! Comment s'étonner aussi qu'il fût, à la fin, comme un possédé ! « Pauvre Jörgen ; » dit-elle une seconde fois en lui prenant la main. C'était la première caresse dont elle se mît en frais pour lui. Mais elle dut aussitôt retirer sa main pour maintenir sa robe, car le vent était très vif à la pointe et un petit voilier passait juste au-dessous d'eux. Les gens du bateau leur envoyèrent un salut auquel ils répondirent. Quelle belle journée ! L'air était vif, le fjord d'un bleu éclatant, avec des pavillons rouges au loin.

Quand ils arrivèrent à la baie, elle demanda : « Crois-tu vraiment qu'il te déshérite si nous nous marions ? » — « Nous n'avons pas de quoi nous marier, ma chère amie ! » — « Nous pouvons toujours vendre ces papiers », dit-elle courageusement. — « Si nous commençons ainsi pour nous marier, maintenant que les cours sont si bas, il me déshéritera certainement. » — Mais elle ne voulut pas encore se rendre « Et notre bois ? » — « On ne peut rien y couper avant plusieurs années. »

Comme Jörgen était bien informé ! Comme il avait pesé tous les détails !

Ils longeaient la mer, avant de dépasser la dernière pointe, tout près de Krogskog. Or, il y avait là un vieux chien lapon, un peu bizarre, très bon ami de Mary. Il aboyait toujours un peu quand on approchait, peut-être parce qu'il n'avait pas la vue très bonne, mais il remuait la queue aussitôt qu'il flairait des gens de connaissance.

Ce jour-là, il était absolument furieux. « Mais, Dieu me garde, n'est-ce pas à toi qu'il en veut ainsi ? » Jörgen ne répondit pas, mais se baissa pour ramasser une petite pierre. Quand le chien s'en aperçut, il se sauva, la queue entre les jambes, derrière quelques fagots qui se trouvaient près du chemin. Une fois là, il continua sa musique. « Laisse-le tranquille », dit Mary en voyant que Jörgen calculait la distance. « Je serais curieux de voir s'il ne se sauve pas à l'endroit que je t'indique, dit-il, car alors, il recevra la pierre juste sur le dos. » En même temps, il fit semblant de jeter la pierre ; le chien s'enfuit ; alors seulement il la jeta et le chien la reçut sur le dos, exactement. Il hurla. « Eh bien ! » dit Jörgen triomphant, « il n'y en a pas beaucoup qui aient la main aussi sûre que moi. » — « Est-ce que tu tires aussi bien ? » — « Tout aussi bien. Vois-tu, Mary, quand je me mêle de faire une chose — d'ailleurs elles ne sont pas nombreuses, les choses dont je me mêle — je la fais alors à la perfection. » Elle dut en convenir. La fureur du chien qui se sauvait en aboyant en était aussi la preuve.

(*A suivre*) BJÖRNSTJERNE BJÖRNSON.

(*Traduit du norvégien par* J. LESCOFFIER.)



LES CANDIDATS A LA PRÉSIDENCE DES ÉTATS-UNIS

La lice est ouverte, pour la grande élection qui, en novembre prochain, décidera du successeur de M. Roosevelt.

Avant que les électeurs aient à se prononcer, les partis eux-mêmes doivent choisir le candidat qu'ils présenteront aux suffrages populaires. Ce choix est fait pour chacun d'eux dans la convention nationale du parti, tenue en juin, qui arrête également le programme de la campagne électorale. La véritable campagne ne s'ouvrira donc pas avant six mois d'ici.

Déjà, cependant, l'on scrute dans chaque parti les chances des candidats éventuels, les factions rivales intriguent pour assurer le triomphe de leur favori, et les aspirants-candidats eux-mêmes préparent leurs batteries. Les uns se bornent à une besogne silencieuse, menant, derrière le rideau, des négociations multiples avec les hommes influents du parti, tandis que d'autres s'efforcent d'entraîner la décision de ceux-ci en essayant de conquérir par une campagne de discours la faveur populaire. Le public suit avec grand intérêt ce prologue. Il ne connaît pourtant que les péripéties les plus marquantes de cette lutte dans laquelle lui-même jouera plus tard, à son tour, le rôle d'acteur principal, et où il pourra, dans un mouvement d'enthousiasme, déjouer les combinaisons habilement édifiées par les politiciens.

Sur quelle question se fera particulièrement la campagne de 1908? La question monétaire est défunte. La question douanière a été quelque peu agitée ces temps derniers, et la revision du tarif fournirait aux démocrates un bon cri de bataille, si les républicains n'inclinaient, par prudence, à promettre de la réaliser eux-mêmes. L'impérialisme ne semble pas un bon tremplin électoral; la majorité regrette, sans doute, la possession des Philippines, qui a donné naissance à de si nombreux et si délicats problèmes, mais les démocrates n'oseraient, par simple surenchère électorale, courir les risques d'en proposer l'abandon pur et simple. Une seule question demeure, qui, vraisemblablement, dominera la campagne prochaine : la conduite à tenir vis-à-vis des grandes corporations : trusts industriels et compagnies de chemins de fer. Mais comme, dans cette question, la masse de l'opinion, dans les deux grands partis, est convaincue de la nécessité d'une intervention législative pour mettre une barrière à la puissance d'un petit groupe d'individus dont trop de faits récents ont montré l'abus qu'ils en ont fait, le débat portera plutôt, sans doute, sur le degré même d'intervention nécessaire, et sur l'autorité à qui cette intervention doit être confiée. Les démocrates, fidèles au principe d'une interprétation étroite de la Constitution, déclarent que, pour empêcher la création des monopoles artificiels et pour réglementer le commerce entre les États, les remèdes fédéraux doivent s'ajouter, mais non se substituer aux remèdes que les États ont le pouvoir d'édicter. Les republicains au contraire, arguent de la nécessité d'une législation uniforme pour combattre des maux qui s'étendent sur le territoire tout entier de l'Union, et de l'indolence ou de l'impuissance témoignées jusqu'ici par les États en pareille matière, pour préconiser une intervention de plus en plus étendue du gouvernement fédéral. M. Roosevelt s'est montré un partisan convaincu de ces dernières idées, et la « politique du président » a eu pour résultat une extension très large déjà des pouvoirs de l'autorité fédérale.

* *

Mais, jusqu'à présent, la question du choix de leurs candidats a davantage préoccupé les partis, que l'établissement de leur programme.

La personnalité de M. Roosevelt domine le parti républicain. Le combat qu'il mène sans arrêt contre les trusts et la richesse mal acquise lui a conservé la faveur populaire. Ceux mêmes qui critiquent ses idées et la violence avec laquelle, souvent, il les exprime, sont obligés de reconnaître son empire sur les masses. Sa candidature assurerait vraisemblablement à son parti les votes d'un grand nombre de démocrates, qu'ont séduits son allure et sa politique radicale.

Malgré l'opposition des magnats de la finance et de l'industrie, qu'effraie sa politique, le choix de M. Roosevelt ne ferait aucun doute, si sa candidature ne se heurtait à la tradition qui remonte à Washington et à Jefferson, suivant laquelle un président ne doit pas rester en fonctions plus de deux termes consécutifs. Les partisans de la candidature de M. Roosevelt soutiennent, il est vrai, que la question ne se pose pas ainsi. La première période de trois ans et demi de présidence faite par lui, disent-ils, n'était que l'achèvement du terme pour lequel M. Mac Kinley avait été élu. M. Roosevelt n'a été élu personnellement qu'en 1904 : il n'accomplirait donc, actuellement, que le premier terme de sa présidence. Cette argumentation spécieuse lui permettrait de se présenter de nouveau aux suffrages des électeurs l'année prochaine, sans violer la tradition. Mais que vaut-elle, devant l'engagement public pris par M. Roosevelt lui-même, au lendemain de son élection? Le 8 novembre 1904, il faisait publier la note suivante :

« Le 4 mars prochain, j'aurai servi 3 ans et demi, et ces 3 ans et demi constituent mon premier terme. La sage coutume qui limite à deux termes la durée des fonctions présidentielles concerne la substance et non la forme. Dans aucune circonstance, je ne serai candidat, ou je n'accepterai une autre nomination. »

Depuis, le président a déclaré à plusieurs reprises qu'il demeurerait fidèle à cet engagement. Ses admirateurs, il est vrai, soutiennent qu'il devrait s'incliner devant la volonté de son parti, s'il était élu candidat par acclamations à la Convention nationale. Et, sans doute, la tentation sera grande pour M. Roosevelt de demeurer au pouvoir pour continuer

la lutte si vigoureusement commencée, et assurer le triomphe de sa politique ; mais son caractère rend peu probable qu'il essaie de se dégager, au moyen de quelque subtilité trop habile, de sa parole librement donnée.

***

Le parti républicain devra donc chercher un autre candidat. Les postulants ne manquent pas. Cinq ou six sont sur les rangs. L'hon. Joseph G. Cannon, qui a été speaker de la Chambre des Représentants pendant les 58ᵉ et 59ᵉ Congrès, et sera de nouveau réélu, certainement, pour présider encore à ses travaux pendant le 60ᵉ Congrès, est un des plus marquants. La popularité d'« *Uncle Joe* » est grande parmi les parlementaires, et les membres du parti qui redoutent le radicalisme de M. Roosevelt se plaisent à le considérer comme le représentant des idées conservatrices. Mais son grand âge, il a 71 ans, diminue singulièrement ses chances : le peuple américain appréhende de confier à un vétéran de cet âge les lourdes et fatigantes fonctions de la présidence. La candidature d'Uncle Joe sera présentée à la Convention ; on applaudira son nom, par politesse, mais il est très probable qu'il devra se contenter de ce platonique hommage. Une candidature plus sérieuse serait celle du vice-président des États-Unis, M. Charles Warren Fairbanks. Il la prépare, dit-on, depuis plusieurs mois déjà, et a su organiser des forces importantes pour la faire réussir, ainsi que se rendre favorables les représentants des trusts et des financiers, par son attitude prudente dans les nombreuses questions soulevées par l'activité fébrile du président.

MM. Cannon et Fairbanks s'appuient sur les adversaires que sa politique a créés à M. Roosevelt dans le parti républicain même. Le sénateur Knox, M. Cortelyou, sont, au contraire, des fidèles du président. Le premier représente au Sénat l'État de Pensylvanie, dont il est le « *favorite son* » ; il a été attorney général dans le cabinet de M. Roosevelt, pendant sa première présidence. Comme tel, il a pris une part active aux poursuites contre les trusts devant les tribunaux, et il partage avec le président le crédit des mesures présentées au Congrès pour soumettre ces sociétés à la domination du gouvernement fédéral. Mais M. Knox a une tare : antérieurement à ces fonctions, il avait été un des conseils les plus réputés de ces mêmes sociétés, et cela le rend suspect à beaucoup de gens. M. Cortelyou est un enfant chéri de la fortune. Petit sténographe dans le personnel du secrétariat de M. Mac Kinley, les circonstances le firent connaître du président, qui l'appela à remplir les fonctions de secrétaire à la Maison Blanche. M. Roosevelt l'y conserva, et lorsque, en 1903, fut créé le ministère du Commerce et du Travail, il l'appela dans la « famille présidentielle » et lui confia ce portefeuille. Deux ans plus tard, M. Cortelyou était nommé « postmaster-general », et cette année, il a été appelé aux fonctions de secrétaire du Trésor, une des plus enviées après celles de secrétaire d'État. Sans témoigner jusqu'ici de capacités exceptionnelles, il a toujours honorablement rempli les tâches qui lui ont été confiées, et l'on dit qu'il a su se rendre favorables les nombreux fonctionnaires des postes et du trésor, qui, répandus dans tout le pays, forment une troupe merveilleuse d'agents électoraux. C'est un fidèle de la politique du président. Malgré son ascension rapide, M. Cortelyou ne tient pas encore les grands rôles dans le parti républicain, et on le regarde plutôt comme un des hommes sur qui les votes de la Convention pourraient se porter, si l'accord ne se faisait pas sur un des candidats de premier plan.

M. Élihu Root, qui, après avoir été pendant cinq années secrétaire de la Guerre, de 1899 à 1904, et succédé en 1905, comme secrétaire d'État, à M. John Hay, a paru un moment devoir être au nombre des candidats à la présidence ayant le plus de chances de succès. Il a conduit habilement la politique étrangère de l'Union, et le voyage qu'il a fait l'année dernière, à Rio-de-Janeiro, à l'occasion du Congrès panaméricain, et dans les capitales des autres républiques sud-américaines, marquera une date dans la politique des États-Unis. Il a su atténuer la méfiance que témoignent à l'égard de la grande République du Nord les jeunes républiques latines, toujours émues à l'idée que sa protection pourrait un jour dégénérer en tutelle. Mais M. Root, s'il est respecté, admiré même, n'est pas populaire. C'est un « mauvais candidat ». Il n'est donc pas question de lui.

Le favori de l'heure est le ministre de la Guerre, M. William H. Taft, que M. Roosevelt désirerait vivement avoir pour successeur. C'est l'homme qu'il regarde comme le plus fidèle partisan de sa politique, et le plus capable de la continuer. M. Taft a eu pendant les dix dernières années, une carrière merveilleusement remplie, et qui l'a constamment tenu sous les yeux du public. Fils de l'Ohio, il était juge d'un tribunal fédéral de circuit, quand M. Mac Kinley, le nomma président de la seconde Commission des Philippines ; peu après, il recevait le titre de gouverneur général. C'est à lui que fut confiée la lourde tâche d'organiser la nouvelle forme de gouvernement que les Américains voulaient inaugurer dans l'archipel. Il s'attacha à cette œuvre, et

il ne l'abandonna que lorsqu'il lui fut impossible de supporter plus longtemps ce climat sans compromettre sa santé. Le président Roosevelt le nomma alors ministre de la Guerre. Depuis quelques années, les responsabilités de ce dernier ont été singulièrement accrues. C'est lui qui a sous sa juridiction les nouvelles possessions coloniales. M. Taft pouvait continuer ainsi, de plus haut, l'œuvre qu'il avait commencée aux Philippines, mais il devait surveiller en outre les rapports avec Cuba, et les travaux du canal de Panama. Sa puissance de travail, ses facultés d'organisateur, sa lucidité d'esprit, lui ont permis de diriger heureusement ces besognes multiples. Il y a gagné une sérieuse popularité, qu'a augmentée encore son voyage récent au Japon, où il était chargé d'une mission diplomatique, rendue des plus importantes par les circonstnnces actuelles. Cet homme de grande taille, dont la corpulence est légendaire, à la figure accueillante, et qui vient d'atteindre à peine la cinquantaine, semble bâti pour affronter allègrement les tâches les plus lourdes. Il n'y a nulle crainte, s'il était appelé à la présidence, de le voir succomber sous cette charge, écrasante pour qui la veut virilement remplir. Moins bruyant que M. Roosevelt, plus pondéré et plus réfléchi, sympathique aux masses, il ne rencontrerait pas, dit-on, chez les potentats du monde financier, une irréductible hostilité.

M. Taft a hésité longtemps, cependant, avant de poser sa candidature. Ses goûts le portent plutôt vers la carrière de magistrat, et son plus cher désir aurait été d'aller siéger au Capitole comme président de la Cour suprême fédérale, la juridiction la plus haute et la plus respectée du pays. Les questions économiques contemporaines ont exigé déjà une législation nouvelle, qui n'en est qu'à ses débuts, et dont l'importance, puisqu'elle met en jeu la question de l'étendue des pouvoirs du gouvernement fédéral, ne pourra être fixée que par la Cour suprême, au fur et à mesure des procès que cette législation fera naître. S'il est à la hauteur de sa tâche, le chief-justice qui sera appelé à présider aux travaux de la cour pendant le quart de siècle prochain pourra se faire une réputation aussi grande que celle de l'illustre Marshall, dans la période d'établissement du gouvernement fédéral, alors qu'il s'agissait de déterminer l'étendue des pouvoirs politiques que lui attribuait la Constitution. Mais le chief-justice actuel, l'honorable Fuller, bien qu'âgé de soixante-quatorze ans, n'a pas manifesté encore le désir de prendre sa retraite, et M. Taft a prononcé le 19 août à Columbia, la capitale de son État natal, un véritable discours-programme. Ce jour-là, le gouverneur de l'État l'a présenté à l'auditoire comme le « futur président des États-Unis ». Son programme, c'est celui de M. Roosevelt : la lutte contre les grandes sociétés industrielles, de chemins de fer et de crédit, pour les contraindre à abandonner leurs allures despotiques. Comme ce dernier, il croit que le remède aux maux actuels ne peut être trouvé que dans une extension des pouvoirs du gouvernement féderal. Le plus sérieux obstacle à la réussite de M. Taft est l'intérêt même que porte à son succès M. Roosevelt. Les enthousiastes qui voteraient sans hésitation pour conserver celui-ci à la présidence, en dépit de la tradition, pendant un troisième terme, ne veulent pas, si M. Roosevelt entend vraiment ne pas se présenter de nouveau, qu'il leur force la main et leur impose un candidat de son choix. M. Taft éprouvera une sérieuse difficulté pour amadouer sur ce sujet l'ombrageuse susceptibilité de ses compatriotes.

Il pourrait être supplanté, s'il n'y parvient pas, par un homme dont l'avenir politique semble destiné à grandir rapidement. M. Hughes, le gouverneur de l'État de New-York, l'État-Empire, s'est acquis une solide popularité par la façon habile et courageuse dont il a dirigé en 1905 la célèbre enquête sur les Compagnies d'assurances sur la vie. C'est cette enquête qui lui a valu d'être appelé aux fonctions qu'il remplit aujourd'hui. Plusieurs de ses prédécesseurs, entre autres M. Cleveland et M. Roosevelt, sont allés d'Albany à la Maison Blanche. Il pourrait bien suivre à son tour le même chemin, mais sa candidature, agitée entre politiciens, n'est pas encore officiellement posée. En tout cas, son attitude déterminée contre des trusts, et la franchise de son caractère, lui assureraient des sympathies nombreuses parmi les électeurs, et l'appui de M. Roosevelt, si celui-ci voyait diminuer les chances de M. Taft, lui serait certainement acquis.

*
* *

Le parti démocrate, au contraire du parti républicain, a pénurie de candidats. Depuis 1892, il n'a plus éprouvé que de terribles défaites. Après les campagnes malheureuses de 1896 et 1900, où il avait pour candidat M. William G. Bryan, de Nebraska, l'élément modéré du parti réussit à évincer celui-ci, en 1904. Le juge Parker, de New York, ne put avoir raison de la popularité de M. Roosevelt. Cet échec des modérés a permis aux radicaux de reconquérir leur influence. Mais aucun homme nouveau n'est apparu dans le parti démocrate, et M. Bryan, demeuré sur la brèche, paraît le seul homme capable de mener le parti au combat.

Sa popularité, loin de faiblir, s'est accrue. Les

sept années écoulées depuis sa dernière défaite semblent lui avoir donné une pondération qui lui manquait. Et le radicalisme de M. Roosevelt a eu pour résultat de faire paraître le sien beaucoup moins redoutable. Ne s'est-il pas plaint plusieurs fois que ce dernier s'était simplement emparé de son programme, et qu'il ne pouvait qu'applaudir à nombre des mesures dont M. Roosevelt se faisait le défenseur ? M. Bryan a conservé cependant une dangereuse facilité de parole. Son malheureux discours d'août 1906, où il préconisait l'étâtisation des chemins de fer, pourrait lui être funeste. La suggestion a été mal accueillie par le public; aussi a-t-il pris soin récemment de s'expliquer à nouveau sur ce sujet dans son journal, *The Commoner*. Il ne voit, dit-il, dans l'étatisation, qu'un remède ultime, auquel on ne devra recourir qu'après avoir essayé toutes les ressources que peut offrir la simple réglementation.

Faute de sérieux adversaire, il est donc probable que M. Bryan se verra confier pour la troisième fois, en 1908, l'étendard de son parti. Beaucoup, cependant, désireraient le voir porté par un candidat nouveau. Un seul homme pourrait peut-être disputer cet honneur à M. Bryan. C'est le gouverneur du Minnesota, M. John Johnson : l'homme le plus populaire, dit-on, dans le nord-ouest, aujourd'hui. M. Johnson est d'origine scandinave par sa mère. L'inconduite de son père, forgeron de son métier, l'obligea à laisser l'école dès l'âge de 13 ans pour gagner sa vie et aider les siens. Tour à tour employé dans une épicerie, une droguerie, puis un de ces vastes bazars que l'on rencontre dans toutes les villes de l'ouest, à 25 ans, les démocrates de sa petite ville, Saint-Peter, lui confiaient la direction de leur journal local. Ce fut pour lui le pied à l'étrier. Il se lança dans la politique; et en 1904 il réussissait à se faire élire gouverneur dans cet État qui donne régulièrement ses voix aux républicains. L'année dernière, il était réélu avec une majorité accrue. Sa popularité locale lui assurerait, sans doute, des votes nombreux dans l'ouest, surtout si M. Bryan se résignait à abandonner la lutte. Mais le gros obstacle à la candidature du gouverneur Johnson, c'est qu'il est complètement ignoré de la population des Etats de l'est, et il semble bien difficile à ses partisans eux-mêmes de réussir à faire un *boom* sur son nom, dans les quelques mois qui les séparent de l'ouverture régulière de la campagne.

Les divisions intestines du parti démocrate, l'absence d'un programme qui le différencie nettement du parti républicain, le défaut surtout d'un chef confiant dans l'avenir et obéi, ne lui donnent que peu d'espoir de succès. Hier encore, toutes les chances semblaient être pour les républicains. Mais la terrible crise financière qui vient d'ébranler le marché américain peut modifier singulièrement la situation. Si elle n'est pas promptement enrayée, si elle a pour contre-coup une violente crise économique, accompagnée de chômage et de baisse des salaires, alors, les démocrates auraient, dans la lutte prochaine, une arme singulièrement puissante. La popularité même de M. Roosevelt, s'il se décidait dans ce péril extrême à descendre dans l'arène et à présenter de nouveau sa candidature, serait peut-être impuissante à assurer la victoire à son parti.

ACHILLE VIALLATE.



LA LUTTE DES CLASSES EN AUTRICHE-HONGRIE

Il est des pays où les luttes de classes se marquent avec une extrême acuité, et des pays, à l'inverse, où elles semblent sommeiller, où elles cèdent la place à d'autres conflits d'un autre caractère. Tel était, jusqu'à une date récente, le cas des États Austro-hongrois. L'antagonisme des socialistes et des partis de conservation sociale y était relégué au second, au troisième plan, par les querelles incessantes qui se déroulaient entre les divers éléments ethniques : Allemands et Tchèques, Allemands et Polonais ou Italiens, Magyars et Serbes ou Roumains. Lorsque nos quotidiens nous entretenaient de ces contrées, c'était uniquement pour nous dénoncer les difficultés du compromis, ou pour signaler les éternelles négociations engagées entre le Cabinet de Vienne et les Bohémiens, soucieux de leur autonomie.

Or, depuis quelques mois, il y a quelque chose de changé dans la monarchie des Habsbourg. Les luttes politico-sociales, qui font la substance de notre histoire contemparaine, de l'histoire contemporaine allemande, anglaise, italienne, belge, etc., ont brusquement occupé là-bas le devant de la scène. On y distinguait surtout des grands propriétaires fonciers et des commerçants ou des industriels à la fortune grossissante, des Germains, des Latins et des Slaves encore subdivisés en d'innombrables fractions. Je ne dis pas que ces oppositions aient tout à coup cessé, mais combien elles apparaissent mesquines en présence du combat qui se développe des monts de Bohême à la Leitha et de la Leitha au Tatra, et qui est proprement celui des possédants et des non-possédants. L'entrée d'une fraction de 87 membres socialistes au Reichsrath de Vienne, (sur 516 députés), est un phénomène historique, dont on a pu,

de prime abord, ne point savoir toute la portée, mais qui, à la réflexion, revêt une ampleur singulière.

Ce qui a marqué, dans les États de François-Joseph, l'ouverture réelle de la bataille des classes, ç'a été l'effort que le prolétariat a déployé et déploie encore pour conquérir le droit de vote. Au récent congrès qui s'est tenu, dans la capitale Cisleithane, le rapporteur du parti Social-Démocrate a insisté avec orgueil sur la victoire enregistrée : sur l'institution du suffrage universel arrachée en Autriche par les masses ouvrières. Il célébrait aussi l'usage que ces masses avaient su en faire déjà, en disloquant, par leur première attaque, les anciens partis, et en saisissant, au Parlement, un sérieux contingent de mandats.

Mais si les Autrichiens ont gagné le suffrage universel, les Hongrois le revendiquent encore. L'accession de tous les citoyens à la capacité politique constitue en Transleithanie, comme jadis en Belgique, comme aujourd'hui encore en Prusse, le premier article du programme socialiste. Il peut sembler étrange que le prolétariat, dans les contrées où la féodalité subsiste, attache une telle valeur matérielle et morale au bulletin de vote, qui n'est plus qu'une arme entre plusieurs autres, dans les pays de démocratie ancienne. L'ardeur des travailleurs de Presbourg ou de Temesvar à réclamer le droit de suffrage, l'empressement des travailleurs de Prague, de Brunn ou de Linz à l'exercer, doivent, à coup sûr, étonner ceux de nos syndicalistes, qui nient totalement l'efficacité de l'action politique pour le prolétariat. Mais il ne s'agit pas ici de juger. Partout, et en France peut-être plus qu'ailleurs, la lutte des classes a été d'abord un assaut contre le régime censitaire ; seulement l'Autriche-Hongrie traverse aujourd'hui la phase que nous avons dépassée en 1848. Nous verrons plus loin que, cette phase accomplie, elle serait fort en mesure de brûler les étapes.

La question, que nous nous proposons ici, a d'autant plus d'intérêt, et offre d'autaut plus d'actualité, que la maladie récente de François-Joseph, et son grand âge appellent les regards sur l'État austro-hongrois. Il est permis de se demander quels seront les lendemains de cet État, quels phénomènes s'y produiront après la disparition du vieux monarque, et d'aucuns ne se font pas faute d'émettre des prophéties. Telle n'est point d'ailleurs notre intention.

Le socialisme ne s'est pas introduit en Autriche-Hongrie sans difficulté ; il ne s'y est point propagé sans une peine infinie, et l'on concevra tout de suite la lenteur de sa diffusion, si nous disons qu'il a dû réaliser une sorte d'Internationale parmi les groupements ethniques, qui s'entrechoquaient sur les deux rives du Danube. Entre gens de langues différentes, de traditions opposées, l'entente est toujours laborieuse sur un même programme politico-social : elle devient presque irréalisable, lorsque la querelle séculaire, toujours renouvelée, entretient une irritation chronique. Les nationalités qui luttaient et qui luttent encore, en Cisleithanie et en Transleithanie pour leur émancipation, n'obéissaient à aucune doctrine expansionniste ou impérialiste. Il s'agissait pour elles de soulever une domination qui s'exerçait jusque dans le régime économique, et qui enrayait leur essor industriel et commercial : domination allemande ici, magyare là. Pour que les prolétaires eussent des chances de combattre à leur tour, avec succès, la grande propriété foncière ou la grande bourgeoisie, il fallait que celles-ci eussent brisé toute dictature de race. Or, ni la prédominance allemande n'a été anéantie en Cisleithanie, ni la prééminence hongroise n'a été abolie en Transleithanie, mais de part et d'autre l'effort slave, italien, roumain, a été suffisant pour supprimer les inégalités les plus choquantes ; et les questions nationales étant sinon réglées, du moins atténuées, la Social-Démocratie a pu, peu à peu, constituer ses cadres. Mais l'on comprend pourquoi son œuvre a été retardée plus qu'ailleurs.

La contexture politique de l'État des Habsbourg est du reste intimement liée à sa contexture ethnographique. Si le régime électoral est demeuré misérable, jusqu'à cette année, dans sa partie autrichienne, et s'il reste féodal dans sa partie hongroise, c'est que les luttes de race consolidaient les privilèges des aristocraties dans les races victorieuses. Le suffrage universel n'est peut-être pas l'unique instrument de libération des non possédants, et à l'usage, il apparait partout comme faussé ou vicié, mais il représente cependant une conquête primordiale pour les classes inférieures. Le prolétariat austro-hongrois exerçait malaisément sa pression sur les pouvoirs publics ; il ne pouvait point faire l'épreuve ou l'étalage de sa vigueur, aussi longtemps que ses membres étaient réduits au rôle de citoyens passifs. Sa force s'exprima, en Autriche d'abord, au cours des campagnes qu'il mena pour bouleverser l'ancien système censitaire. Jusqu'en 1897, le Reichsrat, de Vienne ne comprit que 353 députés élus par les grandes catégories dirigeantes. En 1897, une curie du suffrage universel leur fut adjointe, composée de 72 élus nouveaux. La démocratie entrait au Parlement par une porte basse, mais pourtant la première barrière était brisée, et dès 1901, les socialistes comptaient dix mandataires dans leur fraction, dont 7 Tchèques et un Polonais.

Leur propagande devint plus active, plus facile aussi, parce qu'elle se servait d'une tribune plus retentissante. L'universalisation du suffrage, pure et simple, c'est-à-dire l'institution d'une Chambre issue exclu-

sivement de ce mode, tel fut leur but. Ils obtinrent satisfaction au début de 1907, après une série d'inoubliables manifestations à Vienne et à Prague, en exploitant habilement la Révolution russe, en utilisant aussi le conflit austro-hongrois. La dernière Chambre féodale s'est séparée le 18 janvier: le terrain était déblayé en Cisleithanie pour la bataille des classes.

Le prolétariat hongrois est moins avancé, car il ne peut guère se faire représenter dans le bâtiment solennel qui domine, à Pesth, le Danube. Les conditions électorales sont telles, qu'elles l'excluent encore, mais l'heure est proche, où son exclusion cessera, et ses démonstrations incessantes, (la dernière a eu lieu le 10 octobre et a réuni 60.000 hommes), ne sont pas sans inquiéter le parti de l'Indépendance, celui de Kossuth, actuellement au pouvoir. Il est vraisemblable qu'en 1908, le régime censitaire aura vécu en Transleithanie.

Au surplus, la complexité ethnographique ou l'organisation politique de l'Etat habsbourgeois ne furent point les uniques obstacles qu'y rencontra la diffusion du socialisme. Il s'y heurta aussi à d'énormes disparités économiques. Si l'industrie s'est, de longue date, répandue dans les districts de la Bohème et de la Basse Autriche, elle était demeurée presque partout ailleurs dans sa forme rudimentaire. La grande production manufacturière était inconnue en Tyrol, hormis quelques cantons, en Carinthie, en Carniole, en Dalmatie, en Istrie, en Galicie et dans l'immensité de la Puszta hongroise. La concentration de capitaux et d'hommes, qui seule peut engendrer, dans un pays, la formation d'un prolétariat avide de liberté, est un phénomène d'hier dans l'Empire. Il n'y a guère que quelques années que l'effectif des ouvriers d'usines s'est accru en Transleithanie, et a créé comme un centre de révolte active au milieu du colossal contingent agricole. Tant que le prolétariat urbain fut faible et clairsemé, on multiplia contre lui les lois d'exception. Le gouvernement hongrois, aujourd'hui encore, édicte des textes draconiens contre les grèves agraires. Cette classe laborieuse de la monarchie des Habsbourg était garrottée par d'extraordinaires prescriptions pénales, et ces pénalités étaient d'autant plus rigoureuses, qu'elle paraissait moins cohérente et moins valide. L'expansion industrielle et commerciale récente des États de François-Joseph lui a valu le nombre, la force, un semblant de tolérance administrative. Le dernier recensement signalait plus d'un million d'ouvriers et d'ouvrières dans les 12.594 fabriques (ce sont les établissements importants) d'Autriche. La Hongrie compte déjà plus de 400.000 prolétaires de l'usine. Le socialisme était contenu par la débilité même de l'organisation manufacturière. Il grandit avec elle.

La Social-Démocratie autrichienne, fille de la Social-Démocratie germanique, n'a pas cessé, jusqu'à une date proche, de subir ses influences. Au dehors, on ne soupçonnait ni l'énergie de son essor, ni ses chances de rapide succès. Brusquement les résultats de son activité ont éclaté au grand jour, lorsqu'aux élections de 1907 elle a conquis 87 sièges, et groupé un million de suffrages. Toutes proportions gardées, elle détient, au Reichsrath, une place plus ample que celle qu'occupe la Social-Démocratie germanique au Reichstag. Ses deux grands foyers de diffusion sont Vienne et la région viennoise, Prague et la partie industrielle de la Bohème. Sur le million de suffrages qui ont été recensés, 500.000 et plus venaient de la Haute et de la Basse Autriche, 274.000 de Bohème, 121.000 de Russie et de Silésie. Sur les 87 sièges du Reichsrath 50 appartiennent aux socialistes de langue allemande, 24 aux Tchèques, 6 aux Polonais, 5 aux Italiens, 2 aux Ruthènes. 10.000 adhérents réguliers se distribuent entre 1.517 organisations, le chiffre de ces groupements étant triple de celui de 1904. Le nombre des cotisants bohémiens, qui était de 4.600, en 1891, s'était multiplié huit fois l'an dernier. Des finances bien administrées, une presse à fort tirage, dont l'*Arbeiterzeitung* de Vienne est le type, une propagande régulière : ces caractéristiques nous rappellent que l'Autriche confine à l'Allemagne, et a reçu d'elle ses suggestions.

Le programme de cette Social-Démocratie cisleithane est évidemment celui du socialisme international, mais chaque contrée adapte à son tempérament, à sa structure particulière, à ses besoins propres, les principes généraux. Et les socialistes d'Autriche, Allemands, Tchèques ou Polonais, — comme ceux de l'Empire voisin, se distinguent par leur modération, par le souci des réalités immédiates. Leur confiance extrême dans la méthode parlementaire domine toute leur tactique, et s'ils ont été jusqu'à organiser la grève générale pour conquérir le droit de suffrage, si, pour sortir de leur état de sujétion politique, ils ont risqué des manifestations sanglantes, ils déclarent volontiers qu'ils attendent tout de la légalité nouvelle. Les luttes de classes peuvent être vives à Vienne et à Prague, où le prolétariat se heurte non seulement à la grande bourgeoisie industrielle, mais encore à la petite bourgeoisie artisane et commerçante, encadrée dans ses corporations de métiers, et rassemblée aussi dans le parti chrétien-social, le plus fort du Reichsrath. Les socialistes ont écarté de longue date les moyens romantiques de l'insurrection à main armée; la

grève générale tenue pour un instrument de libération totale n'a guère d'adeptes dans l'État des Habsbourg, et au dernier Congrès international de Stuttgard, le Dr Adler, le premier champion des Autrichiens, n'a pas dissimulé son hostilité pour l'orientation du socialisme français. Je ne discute pas : je constate.

C'est un personnage étrange, d'une vie puissante, d'un esprit original, d'une volonté de premier ordre, que le Dr Adler. Depuis vingt-cinq ans, avec quelques propagandistes infatigables, Ellebongen tout d'abord, il lutte pour répandre ses doctrines, pour façonner des groupes et arracher les travailleurs à leur torpeur. Il n'est point de district qui n'ait reçu sa visite; ni les lois tracassières, ni les sanctions pénales ne l'ont arrêté. Dans une contrée où l'antisémitisme est florissant, cet intellectuel israélite jouit d'une formidable popularité. Avec un tact et une habileté extraordinaires, il met sa science qui est profonde et encyclopédique, au niveau des compréhensions les plus frustes. Ses démonstrations s'illuminent de traits mordants; ses épigrammes acérées ridiculisent et mettent en fuite l'adversaire, quel qu'il soit. Il compte parmi les six ou sept protagonistes du socialisme mondial. Mais Adler est, en vérité, un parlementaire et un modéré. Il est parlementaire et modéré, parce que le syndicalisme autrichien, comme celui d'Allemagne, poursuit lentement, posément, sa marche, — parce que les socialistes de Cisleithanie, eux aussi, attachent un prix énorme à leur entente cordiale avec les groupements corporatifs. J'ai montré, dans un précédent article, que les dissidences de vues, aujourd'hui constatées entre les sections de l'Internationale ouvrière, n'étaient autres que celles des organisations professionnelles elles-mêmes; j'ai montré l'influence croissante de ces organisations professionnelles sur les méthodes tactiques du socialisme. Rien n'atteste mieux l'exactitude de cette thèse que la conduite même de la Social-Démocratie cisleithane. Avec quelle fidélité elle exprime les tendances des syndicats : le Congrès, que ceux-ci viennent de tenir à Vienne, fin octobre, l'a proclamé en termes explicites, et les 397 délégués qui s'étaient réunis dans la capitale autrichienne, représentant 397.000 ouvriers, se sont préoccupés exclusivement de mutualité, d'assistance et de réglementation du travail.

Peut-être ces quelques traits signalent-ils, avec une suffisante précision, l'orientation même du socialisme autrichien. J'y veux ajouter encore une notation, c'est que ce parti a donné un curieux exemple à l'État, au gouvernement habsbourgeois lui-même, en effaçant, dans ses rangs, tous les dissentiments de nationalités. Les Allemands, les Tchèques, les Polonais, les Italiens, les Ruthènes y forment autant de groupements séparés, qui tiennent des congrès distincts, mais qui, dans les grandes occasions, savent associer leurs initiatives, et qui, du reste, demeurent en contact permanent.

A côté du socialisme cisleithan, le socialisme transleithan fait encore médiocre figure. Le milieu, économiquement moins développé, lui est moins propice; le régime politique contrarie son cheminement, mais pourtant lui aussi progresse et conquiert sa place. S'il a végété de 1880 à 1890, et même de 1890 à 1900, en dépit de l'adoption du programme autrichien de Hainfeld, s'il n'était guère qu'une fédération de conspirateurs, dont l'autorité gouvernementale faisait bon marché, il s'est servi de l'agitation du suffrage universel pour saisir des milliers d'adhérents à Pesth, et dans quelques autres centres comme Presbourg et Temesvar.

Il s'appuie sur l'organisation syndicale, qui rassemble 30 p. 100 des travailleurs industriels, et qui de 10.000 affiliés en 1901 sautait à 135.090 en 1906. Il s'appuie aussi sur les ligues de journaliers agricoles, qui, malgré les lois restrictives, concentrent déjà 50.000 hommes. Avec un budget de 200.000 fr., et treize journaux, il est en mesure de précipiter maintenant sa diffusion, mais s'il attend de l'adoption prochaine d'un nouveau régime électoral, un accroissement de puissance numérique et de prestige moral, il ne semble point toutefois qu'il puisse, avant quelque temps, rivaliser d'importance avec la Social-Démocratie cisleithane.

Un million d'électeurs à l'occident de la Leitha, 200.000 sydiqués et cotisants socialistes à l'orient de cette rivière : telles sont les forces du prolétariat organisé dans l'Empire des Habsbourg. Mais pour mesurer sa valeur d'attaque, il ne suffit pas de le considérer en lui-même; il faut encore considérer les adversaires qu'il combat, et qui sont loin de constituer une masse homogène. Dans aucun pays, la lutte des classes ne révèle une telle confusion, un tel enchevêtrement de catégories sociales. La grande propriété foncière en Hongrie et la petite bourgeoisie en Autriche, jouent un rôle, qui ne leur appartient plus guère dans le reste du monde. Ces deux éléments sont déchirés, du reste encore, par des antagonismes nationaux, qui affaiblissent leur vitalité et atténuent leur résistance ; et c'est pour cette raison que les travailleurs, dans les deux sections de l'Empire, seraient appelés demain à exercer une action prédominante, si une crise survenait. J'ai quelque idée d'ailleurs qu'ils refouleraient toutes les tendances dissolvantes, et que, grâce à la parfaite harmonie réalisée, dans leurs groupements politiques et dans leurs syndicats, entre les nationalités, ils conju-

reraient certaines scissions. L'Autriche-Hongrie, formation hybride, monstre historique, prolongerait sa vie, grâce à son prolétariat, qui se développerait plus à l'aise dans un cadre mieux connu! Cette conception paradoxale en apparence se défendrait par de multiples arguments, et ce n'est point sans avoir réfléchi à toutes les conséquences de cette assertion, que j'ai signalé, au début de cet article, la subordination des luttes de races aux luttes de classes, jusque dans la monarchie des Habsbourg.

PAUL LOUIS.



LES PÉTALES DE ROSE

Les mains de la senhora Brussani étaient admirables, divines presque. Dès sa première enfance, la belle Brésilienne n'avait fait œuvre de ses doigts que pour toucher la guitare et le piano, manier les étoffes et les bijoux précieux. Sa mère, issue d'une lignée d'Italiens transplantés, avait voulu qu'Andréïna devînt une merveille de grâce et de beauté, afin qu'auprès d'elle les hommes fissent des rêves d'amour. Cette mère, paresseuse cependant, avait eu la ténacité de parfaire son chef-d'œuvre, d'empêcher les jeux masculins qui brutalisent le corps, les occupations qui souillent l'épiderme, les soucis qui ternissent la carnation et anémient le regard. Successives, les années avaient fait de l'enfant, de l'adolescente, de la jeune fille, l'être extrêmement nonchalant et délicat, que le fougueux planteur Annibal Brussani, affolé de désir, avait enlevé et jalousement adoré à Rio-de-Janeiro.

Dans le faubourg élégant de Pétropolis, où naissent et vivent les redoutables beautés du Brésil, c'était un concert de louanges en faveur de l'exquise jeune femme; les splendides descendantes des conquistadores portugais, les coquettes européennes, exilées par les fonctions de leurs maris, se dispensaient de jalouser cette perfection trop languissante pour être dangereuse, trop complète pour être discutée. Andréïna Brussani semblait une des princesses que Léonard de Vinci a peintes aux plafonds des palais italiens, divinités qui planent sur l'humanité médiocre, et, poursuivant d'immatérielles rêveries, regardent passer ceux qui s'agitent.

Dans l'ombre des appartements frais, protégée contre les préoccupations matérielles par l'immense fortune d'Annibal, Andréïna vit l'existence indolente des femmes de là-bas; elle lit un peu, brode, caresse les toisons soyeuses des animaux favoris et fait aussi de beaux songes lointains. Son imagination, entraînée par des tentations indistinctes, évoque les époques reculées, où ses aïeules d'Italie, dogaresses, marquises, vêtues d'inimitables dentelles, glissaient dans leurs gondoles fleuries sur les miroirs des canaux vénitiens. Elle parcourt les océans sur les galères dorées aux voiles de pourpre, et vient, telle une reine, se faire vénérer par les farouches conquérants. Son âme se passionne et frémit aux triomphes devinés, sa poitrine s'émeut délicieusement, et ses paupières s'alanguissent sur les visions trop caressantes.

Au soir, quand son mari retourne de l'officine enfouie dans la ville basse, il s'agenouille auprès d'elle sur un coussin; et là, pendant des heures, Andréïna, jouant d'une harpe de santal lamé d'ivoire, redit les chansons d'amour du XVI[e] siècle, cantilènes pénétrantes de la molle Toscane, berceuses madrilènes ou andalouses, et murmure la mélancolie des séparations, les tristesses de l'absence, les réunions langoureuses. Ses mains divines parcourent et frôlent les cordes vibrantes, ses mains blanches au contact plus doux que l'albâtre lissé, que le satin, que la chair tendre des enfants, ses mains allongées et fermes, nuancées d'azur pâle le long des veines.

Aucune pierre ne tache leur carnation frêle; seul l'anneau des épousailles scintille sur le réseau des cordes tendues et son orbe d'or poli recueille, dans le salon qui s'obscurcit, les derniers rayons des clartés crépusculaires. Rarement l'époux permet à Andréïna de finir. Il retient ces doigts impeccables dans leur parcours mélodieux, entraîne la charmeuse sur la vérandah de marbre, jamais lassé de lui répéter les immortels aveux de la tendresse inassouvie. Et chaque fois qu'il doit partir pour l'intérieur, vers le Matto-Grosso, où l'appellent les soucis des plantations, il se désole comme un malade qui bientôt ne va plus sentir la main protectrice et guérisseuse, comme un croyant qui pense perdre son dieu. Confiant dans la foi d'une femme dont il suppose avoir assuré le bonheur, il ne l'emmène pas dans ses tournées, afin d'éviter à la créature délicate les fatigues et les rigueurs des climats meurtriers.

Ils ne sont pas dangereux pour Andréïna les Brésiliens aux yeux trop noirs, aux cheveux presque bleus, enlaidis par la grimace des appétits brutaux et insolents. La créole a vite montré son dédain ou son indifférence, aux contemplateurs intéressés de sa beauté, aux jeunes oisifs dont les manchettes et les bagues sont ornées de cailloux étincelants : son âme est d'ailleurs bien trop indolente pour supporter les inquiétudes de l'infidélité.

En ce moment, la conscience d'Andréïna n'est pas, cependant, absolument tranquille. Depuis deux

semaines, Annibal est parti vers le Matto-Grosso, où l'on récolte ses cotons, ses cafés; et les pensées de sa femme sont, plus qu'il ne conviendrait, distraites de son souvenir; elle écoute un peu trop, peut-être, les paroles ferventes de l'attaché à la légation d'Italie, Ettore di San-Vergato. Elle les écoute un peu trop, parce qu'Ettore a su ce qu'il fallait dire à la jeune femme, et ce qu'il fallait taire.

Lui aussi a dans les veines quelques gouttes de ce même sang vénitien, et grâce aux affinités ancestrales, son langage s'entend mieux que celui des Brésiliens, petits-neveux des Portugais. Pendant les trois années de son séjour à Pétropolis, il avait, comme les autres hommes, admiré la donna aux belles mains; comme les autres, il s'était bercé de chimères très douces; mais les échecs des soupirants successifs avaient averti et retenu son audace. Il savait que les voies ordinaires des amoureux trouvaient chez Andréïna un inattaquable mépris.

Longtemps, sous le couvert des relations espacées que la senhora cultivait sans empressement, il avait cherché la démarche certaine, qui soulèverait les barrières de cette âme indifférente, et longtemps, par crainte de l'insuccès ou du ridicule, il avait dû réprimer sa ferveur respectueuse. Il s'était désespéré jusqu'au jour, où, venu chez Annibal pour le convier à une réception diplomatique, il avait entendu la chanson mélancolique d'Andréïna derrière la cloison mince. Dès ce moment la lumière s'était faite en lui, et sans brusquerie, il avait savamment ébauché une délicieuse confraternité d'art.

Seul, dans tout Rio, et mieux qu'Annibal, absorbé par ses calculs et ses coups de bourse, il pouvait parler à Andréïna de l'âge étincelant de la Renaissance. Ainsi que tous les Italiens il portait en lui l'admiration sacrée pour les poètes mélodieux, les architectes rénovateurs, les peintres frémissants des siècles écoulés, et il avait compris que l'âme inaccessible entendait aussi les mystérieuses réminiscences d'un atavisme ininterrompu.

Dans les quelques salons où paraissait Andréïna, à l'heure du thé, il évitait les banales conversations relatives aux sports et aux modes; d'habiles évocations attiraient la nonchalance de la Senhora vers cet homme qu'on pouvait écouter et qui savait faire revivre l'inoubliable époque.

D'Italie, Ettore s'était fait envoyer les canzonnette et les terzines vieillottes, qui se modulent sur la harpe, et de sa voix chaude, il retraçait le cadre authentique où se chantaient, sur la viole d'amour, les harmonies d'antan.

Une humanité, seulement entrevue, s'animait dans l'esprit d'Andréïna; le ciel d'Italie emplissait son imagination; des cathédrales festonnées et des mosaïques aux linéaments rigides se dessinaient à ses yeux; les palais et les villes se dressaient au bord des fleuves ou parmi les bosquets de roses. Et ces soirs-là, quand, devant son mari charmé, elle chantait les paroles d'amour proférées jadis, sa voix devenait plus prenante et plus passionnée, elle sentait plus d'émotion dans ses mains et un regret indistinct lui venait qu'Annibal ne fût pas capable aussi d'animer ses visions, ni de dire autre chose que son inébranlable tendresse. Elle n'avait pu refuser au délicat diplomate le plaisir d'entendre les chansons nouvellement apprises, même lorsque son mari ne serait plus là pour écouter la harpe. Elle n'avait pas eu le courage de cesser les causeries faites d'allusions inoffensives, de ressouvenirs évanouis.

C'est pour cela qu'Andréïna, en cet après-midi, ne sent pas sa conscience absolument tranquille. Elle attend son aimable compagnon de solitude, et elle n'éprouve pas seulement un léger remords d'avoir caché ces visites à Annibal. Il lui a paru qu'Ettore avait changé de langage, oh! de manière imperceptible. Il parle sans doute toujours des Laura, des Béatrice et des Francesca aimées par les poètes, mais on dirait que ces noms sont des parures diaphanes pour un nom moins célèbre. Quand il récite des vers qui, peut-être, ne sont ni de Pétrarque ni du Dante, sa voix hésite en prononçant les syllabes féminines dont les strophes louangent la beauté, et l'on rencontre des défauts de métrique qui paraissent trahir la substitution d'une consonnance différente. Et puis, il y a des rimes qui ne sont même pas correctes! Dans le sonnet qu'il déclamait, hier, et dont il attribuait la paternité à Pétrarque, ne fait-il pas rimer « fémina » avec « Laura » ? N'est-ce pas un autre nom qu'il eût fallu?

Après tout, ce sont là de folles imaginations, et probablement Ettore est sujet à des écarts de mémoire. Il n'a rien dit, il n'a rien fait qu'on dût reprendre, et ce serait si fatigant de vouloir chercher, élucider, analyser... Andréïna prend le parti de ne plus s'efforcer de comprendre; son âme, ennemie du trouble, se tranquillise à cette facile décision; la jeune femme s'affermit dans la commodité d'une telle ignorance, et tandis qu'étendue sur une chaise longue, elle effeuille d'un geste machinal, au pied d'un palmier nain qui se dresse dans un vase galbé, les roses de son bouquet, voici qu'Ettore s'annonce au péristyle :

— Je vous salue, signora. C'est bien entendu, n'est-ce pas? Pour moi, vous n'êtes pas une senhora avec ce vilain *h* qui fait ouvrir la bouche. Vous êtes la signora italienne, et c'est un humble émigré de Venise qui vous apporte aujourd'hui une poésie,

dédiée par le grand Léonard, l'universel Léonard de Vinci, à la plus belle des belles patriciennes, Andréïna Passarini.

— Encore du nouveau, signor? Je vous remercie, mais je crains que nos poètes d'Italie n'aient été que de pauvres visionnaires. Tous leurs sonnets, tous leurs quatrains, tous leurs concetti célèbrent la beauté de la plus belle. Sous des noms variés, c'est toujours la même : la plus admirable patricienne, immaculée, privée de l'amour qui fait vivre, déesse prête à exaucer son emphatique adorateur. N'étaient-elles pas étrangement faites, mes aïeules ou vos divins rapsodes n'étaient-ils que de piètres rêveurs hantés d'une commune dulcinée? Vous me le direz tout à l'heure, votre sonnet; mais je me méfie de Léonard de Vinci, comme poète, oh! comme poète seulement... Il n'a pas dû trouver grand'chose de très neuf... Cette Andréïna, sans doute, fut son premier et unique amour... comme les autres.

— Ne raillez pas Léonard, signora. Par vos lectures et mes récits, vous avez connu qu'il était grand peintre et qu'il fut architecte aussi. Mais il fut plus que cela. Tout ce que l'art des hommes pouvait tenter de noble, de parfait, il a essayé de le réaliser. Ses mains d'ouvriers furent pour la beauté ce que le cerveau de Pic de la Mirandole était pour l'humanité. Il a tracé des dômes pour les temples, c'est vrai, et peint des fresques dans les palais, mais il voulait que son nom demeurât attaché à toutes les magnificences de l'industrie italienne. Les princes reçurent de lui des coupes et des aiguières ciselées dont notre époque admire encore la délicatesse ; les tombeaux des grands, grâce à lui, furent veillés par les statues tristes et froides, qui se penchent vers l'éternité; son stylet orna de caractères inimitables les parchemins et les antiphonaires; la science de la guerre et la mécanique, le travail des émaux et la connaissance du corps humain, firent sous son impulsion des progrès dont notre siècle seul a retrouvé la rapidité... et par dessus tout, signora, cet explorateur, ce maître dans tous les labeurs possibles et impossibles, trouvait le loisir de poser l'épée, l'équerre, le ciseau ou la palette, pour écrire des poèmes que le Dante ou Pétrarque n'eussent pas désavoués.

— Très bien, mon ami, très bien... Si Léonard vous entend, là-haut?... Quel enthousiasme!... c'est convenu, nous avons là un héros, et son sonnet doit être parfait!

— Hélas, signora! Sa science et son génie devaient lui être étrangement à charge, quand il écrivit ce sonnet dont vous vous moquez si bien ; il s'habillait en gondolier, j'imagine, et bien des fois sans doute, il murmura sous des fenêtres altières sa plainte amoureuse... Dans cette douloureuse poésie, il ne s'agit, en effet, que de désespérance, d'attente déçue et de souci mortel; sais-je pourquoi? — Le pauvre Léonard n'avait pu entrer par la grande porte dans le cœur de cette Andréïna, et il osait à peine formuler ses incantations secrètes; ces vers sont humbles, ils heurtent discrètement un huis hermétiquement clos. De l'orgueil invincible, de la morgue italienne, il n'est plus trace; c'est l'hésitation des vœux inexaucés, le soupir d'une impérissable tristesse.

— Était-il donc difficile à ce génie sans égal de parler haut, Signor, et de forcer la conscience de cette Passarini, qui, tout au moins, devait l'admirer?

— Il est des âmes féminines qui ne se prennent pas par l'admiration, signora, quand même l'homme qui les désire pourrait inspirer ce sentiment, et... ce n'est pas le... et c'était le cas, veux-je dire. Il est des âmes féminines qui sont abritées contre les violences de la passion par une affection domestique, familiale, une affection d'époux. Pour les autres hommes, elles gardent des dispositions où seule entre la tête et non le cœur. Elles ignorent les souffrances de qui se tait devant elles, de qui frémit à la simple pensée de leurs mains; elles écraseraient comme une bestiole grimaçante celui qui oserait parler.

Oh! la crainte de ce regard, de ce mépris, quand nous demandons seulement qu'on nous entende! quand nous demandons de dire la vérité qui sort de notre cœur, de notre chair! Peut-être Léonard était-il amoureux d'une de ces tours d'ivoire immaculées, à l'âme impeccable et blanche; et peut-être Andréïna n'aurait-elle pas permis à l'adorateur audacieux de lui dire ce qu'elle savourait cependant, quand, emportée par un lointain et persévérant trouvère, elle écoutait, troublée, ces chants d'amour, murmurés, le soir, sur une gondole glissante.

— Vous l'avez donc bien compris, ce divin aide, pour exprimer si bien ce qu'il devait sentir.

— Je crains que non. Je ne sais pas ce qu'il éprouvait. Je n'ai pas vécu comme lui dans les âges ineffables où les hommes renaissaient à un idéal de beauté. Je n'ai connu ni les enchantements de la Venise impératrice, ni les soirées dorées le long des canaux. Ceux qui avaient au cœur une souffrance trop forte allaient chantant au fil des ondes, heureux si une seule de leurs rimes atteignait, dans son vol, l'oreille inaccessible. Je n'ai pas connu la douceur infinie de lancer aux étoiles ma lamentation amoureuse. Pour pénétrer les pensées du grand Léonard, il me manque et l'époque et le décor et la fascination de l'art. S'il me faut comprendre le martyre des amours incomprises, je dois me satisfaire des circonstances présentes, des visions journalières. La nature a partout ses charmes tentateurs,

et les cœurs des hommes ont parlé toujours de la même façon aux heures de l'angoisse.

Il y avait là-bas de belles soirées; étaient-elles plus belles que celle d'aujourd'hui? Avaient-elles la même douceur étrange? la brise frôleuse surgissait-elle des terres, voluptueuse et lâche, emprisonnant les âmes tourmentées dans une exquise sensation d'abandon et dans un besoin de larmes? Existait-il mieux, pour enjoler les cœurs, que l'énervement merveilleux de ce crépuscule brésilien.

Partout autour de nous les choses sont silencieuses, calmes, reposantes. Le Corcovado, très loin, s'élève sous sa toison d'astres tremblants; là-bas, les îles Pay et May s'écrasent sur l'eau muette, comme des cuirasses d'énormes pachydermes couchés; leurs palmiers rares oscillent sur leurs échines ainsi que de grands balanciers qui mesurent les heures tranquilles; tout au fond, perdue dans un halo mauve, Villegagnon et son cortège d'îlots, fourmis sombres égrenées sur la baie miroitante. Et la ville s'étend, ramassée sur ses plagettes collées au rivage, ou déployée dans la vallée noircissante; cela est majestueux, éternel, et, à l'égal de cette nature, je devrais être fort.

Mais il y a le zéphir divin, qui fait trembler vos cheveux, frissonner votre robe et qui vient se blottir ensuite au creux de mes vêtements pour m'emplir d'exaltation nerveuse. Au contact de cette respiration alanguie, sous le scintillement des étoiles, dans l'incandescence de cette nuit étoilée sous la lune ondoyante, je sens croître en moi une âme étrangère et mes nonchalances hésitent à se transformer en courage. De cette mer profonde et parlante sortent mille regards fixes, reflets des astres lointains et indifférents; des collines et de la terre bleuie, monte cette odeur langoureuse, ce parfum de tubéreuses et d'aromates dont l'effluve, imperceptiblement morbide, provoque en tout mon être un enivrement presque douloureux.

Et vous êtes là, Andréïna! — Oh! laissez-moi parler, une fois au moins — vous êtes là! étendue dans votre blancheur; votre main effeuille des roses sur la terre de ce palmier, votre main admirable que je voudrais tenir sur mes lèvres! Vous êtes la donna qui a peuplé mon cerveau, animé mes rêves, pris mes plus tendres velléités dans une tendresse jamais exprimée et vous voudriez que je ne sente pas ce qu'ils sentaient dans les siècles? que je ne murmure pas des sonnets où on ne parle que de vous? que je ne vous dise pas enfin, aussi bas que vous le voudrez, mon adoration éperdue?...

La nuit palpita quelques secondes, avant qu'Andréïna pût trouver la force de répondre :

— Je vous l'ai permis, Ettore, puisque je vous avais laissé me lire vos sonnets et que je viens de vous entendre; mais j'aurais voulu, mon ami, que tout demeurât voilé comme hier. Il faut donc maintenant nous expliquer, puisque vous n'avez pu vous taire.

Non, Ettore, si je vous ai entendu, je ne vous écouterai pas et c'est vous-même qui dictez ma conduite. Je ne vous donnerai aucune des raisons qu'un aveu semblable au vôtre évoque d'habitude; je vous dirai seulement ceci : Avant de vous connaître, j'avais vécu in-bellezza comme nous disons, nous Italiens; depuis que vous êtes entré dans mon existence j'ai pu, avec votre aide, orner une vie très simple par la beauté des souvenirs, ces souvenirs qui nous sont chers, et grâce auxquels il m'est doux de vous entendre. Ensemble, nous avons admiré ce qu'il y a d'agréable dans le savoir, et nous avons donné nos éloges à ceux qui, dans le passé, vécurent harmonieusement. Il ne serait plus harmonieux, pour nous, de laisser vos accents s'attarder sur le thème de tout-à-l'heure; pour vous qui regretteriez plus tard d'avoir failli à une amitié dont j'apprécie, croyez-moi, tout le prix; pour moi, qui ne me sens pas le courage de ternir d'un remords mon existence intacte...

Si vous le voulez, et il faudra bien que vous le vouliez, je serai pour vous, tout simplement, ou Laure ou Béatrice, et non plus cette Passarini que je commence, je vous l'assure, à ne plus aimer du tout. Il me serait pénible de vous imposer un châtiment plus dur et je désire conserver en vous un ami précieux. Et si vos sonnets n'ont plus de rimes fausses, si les hexamètres n'en sont plus boiteux, peut-être de temps en temps Laure répondra-t-elle sur la harpe, oh! sur la harpe seulement, à Pétrarque resté sage.

— Vous vous moquez, Andréïna; vous m'accablez et cependant, je vous remercie. Mais faut-il que jamais un autre espoir ne vienne illuminer ma détresse? Faudra-t-il que la mort survienne sans que vous m'ayez permis de toucher des lèvres cette main que j'adore et ce front qui raille?

— Je pense, ami, que notre amitié ne serait pas meilleure, si je cédais à vos supplications. Et cependant, si je devais partir avant vous, il me semble que je ne vous refuserais pas ce suprême bonheur, qui, dès lors, ne me donnerait plus de regrets. J'ai vécu, à mon sens, des heures exquises depuis que je suis consciente; la terre m'a donné des joies parfaites auxquelles est venue s'ajouter votre affection délicate : je désirerais mourir avant que les roses de mes pensées ne se fanent, avant que le péché ne soit venu corrompre nos belles heures. Mais puisque, pour consoler votre cœur endolori, il faut vous faire une promesse, vous pourrez toucher ce front au jour où les ténèbres commenceront à l'obscurcir; et

si nous sommes séparés, je vous promets de m'imaginer que vos lèvres sont là, devant que ne périsse avec moi votre cher souvenir.

. . . .

Dans le silence mélancolique de la nuit qui tremble, passent et repassent les souffles des choses inexprimées. Du ciel et des flots, des plantes et des marbres, sur les ailes de la brise, surgissent des frissons voluptueux et tristes. La main d'Andréïna remue la jonchée des pétales de roses au pied du palmier nain, et ils tombent en bruissant mollement, comme les minutes et les secondes s'enfuient. Les paroles murmurées tout bas ont animé les mystères qui flottent autour des âmes troublées, et des mots mortels ont été prononcés tout à l'heure qui font songer et frémir délicieusement. Ces deux êtres, qui ont laissé se proférer d'irréparables discours, redoutent de rompre le mutisme de l'ombre et ils semblent maintenant attendre de l'irréparable encore. Une angoisse, lentement, s'introduit dans leurs fibres profondes, et ne sachant plus rien émettre, ils n'osent exprimer des consolations vagues. Ils ont conscience d'avoir été criminels ou sublimes et ils ne doutent pas que survienne quelque chose d'infiniment tendre ou d'infiniment cruel qui les absolve ou les condamne. L'amour a voltigé autour d'eux, la mort aussi, et ils ont invoqué la nature qui demeure leur témoin taciturne... Il n'existe donc pas de voix, d'avertissement qui puissent les séparer ou les unir plus fortement! Leurs cœurs vont-ils s'exténuer dans ce désir fragile et doux qui s'évapore et se reforme à chaque seconde? L'inquiétude croît et pénètre jusqu'à les suffoquer; la fièvre précipite leur sang qui brûle, et la main nerveuse d'Andréïna brutalise et écrase les feuilles pourprées dont elle disperse l'amoncellement.

En ses doigts, soudain, passe un frétillement, et une piqûre pénètre l'annulaire. Dans un léger sursaut, Andréïna lève le bras, et languissamment.

— Voyons donc, Ettore. Il me semble qu'un vilain insecte vient de me mordre...

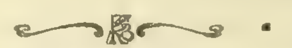
— Ce n'est pas un insecte, Andréïna. C'est un serpent. Dans trois minutes, vous êtes perdue, si l'on ne vous enlève le doigt sur-le-champ!...

Une torture agrandit les yeux de la blessée qui se dresse; puis retenant Ettore, qui pétrit à coup de talon une petite forme noire frétillant sur la dalle de marbre.

— Eh bien! non, mon ami. Vous avez eu tort de parler de la mort; la voici qui répond au rendez-vous. Pensez-vous que je veuille vivre mutilée?... Mes mains!... mes belles mains!!!... Et l'harmonie, Ettore, et la beauté?... Vous direz à Annibal que je l'ai bien aimé!... Le malheureux!... sa douleur prochaine, ce sera notre crime!... Oh! pourquoi avoir provoqué le fatal rendez-vous?... Il deviendra fou!... Nous avions tort, vous voyez! nous étions criminels et nous sommes condamnés... Oh! l'harmonie, la beauté!... Pourtant nous ne serions peut-être pas restés purs, et le péché aurait corrompu mes rêves.., Allons! c'est l'heure du baiser suprême... Je m'étends sur la chaise longue... là... Encore deux minutes, n'est-ce pas? Nous avons le temps... Venez près de moi, n'ayez pas peur... Prenez ma main!... Sainte madone! Elle est salie! elle est noire!... Elle est noire déjà... Horreur!... horreur!... Je serai noire, toute noire aussi, bientôt... Pas même belle après ma mort!... un cadavre horrible... noir... ne me touchez pas... Ettore... Adieu!

Et tandis qu'Ettore, muet d'épouvante, s'écroule à son côté, pressant le front glacé de sa bien-aimée devant la lune ironique qui disparaît, Andréïna, enivrée par le vertige de la caresse et dans l'effroi de sa laideur prochaine, laisse s'envoler son âme jolie, une minute avant l'instant que le serpent avait fixé.

RENÉ MILAN.



L'EXPRESSION DE LA PENSÉE PAR LA MAIN (1)

L'étude de « la poignée de main » nous aidera à mieux comprendre. En apparence, il n'est pas de geste plus banal, plus commun, et plus vide de pensée. N'est-ce pas automatiquement que nous tendons, à chaque instant, la main au premier et même au dernier venu, à ceux que nous connaissons, et même à ceux que nous ne connaissons pas, à nos amis et même à nos ennemis, comme nous saluons, comme nous sourions, par habitude? En réalité, il n'en est pas, peut-être, de plus instructif pour qui sait l'entendre. Prenons les exemples les plus connus :

N'est-il pas instructif le geste de celui qui, n'osant rompre ouvertement avec un usage qu'il condamne, vous tend, d'un air distrait, non pas la main entière, mais deux doigts seulement, le médius et l'index, les trois autres restant soigneusement repliés? Mieux qu'un long discours, il vous renseigne et sur la mentalité de son auteur et sur l'estime qu'il a pour vous. Dans une ancienne pièce du Palais-Royal, Hyacinthe dégageait ainsi la psychologie de ce geste : « Les âmes vraiment nobles, disait-il à un ami naïf qui ne le comprenait pas, se resserrent à mesure qu'elles s'élèvent. Tant qu'elles se savent ignorées, elles vont à vous, la main ouverte; au premier hon-

(1) Voir la *Revue Bleue* du 23 novembre 19[illegible].

neur qui leur est rendu, elle ne vous offrent plus que deux doigts; au deuxième, elles ne vous en donnent plus qu'un; et lorsqu'elles sont au faîte, elles ne vous tendent plus rien. »

N'est-il pas instructif aussi le geste de celui qui dirige bien vers vous sa main largement ouverte, mais de telle sorte qu'elle effleure simplement la vôtre, sans jamais la presser; à peine le contact a-t-il eu lieu que déjà elle se retire, en glissant, sans que la moindre palpitation se soit fait sentir? Sous cet épiderme inerte et moite, d'ordinaire, rien qui puisse vous révéler les sentiments qu'on a pour vous, toute communication entre le dehors et le dedans est interrompue. Ne cherchez pas à la retenir: son mutisme vous éclaire, passez bien vite votre chemin, et gardez pour vous vos confidences.

A côté de ces mains froides et muettes dont le mutisme tient soit à une volonté bien arrêtée de ne rien dire, soit à une timidité excessive, il en est d'éloquentes et de vibrantes ; c'est promptement, loyalement, joyeusement qu'elles vont au-devant des nôtres et les pressent. Elles sont chaudes, nerveuses, bien vivantes, comme le sentiment qui les meut, et qu'elles traduisent. Aussi quelle satisfaction elles nous causent! Si nous sommes tristes, c'est une consolation qu'elles nous apportent; si nous sommes menacés, un appui qu'elles nous promettent ; si nous sommes heureux, un surcroît de bonheur qu'elles nous assurent. Pour tous les sentiments et pour toutes les nuances de sentiments, elles ont des signes spéciaux que nous comprenons d'instinct bien que nous ne puissions les décrire: la pression de main du fiancé ne ressemble pas à celle de l'ami, celle qui console à celle qui blâme : tantôt c'est une simple caresse, tantôt c'est une interrogation, tantôt c'est une réponse ou un aveu, ou un refus, ou un éloge, ou une critique. Il y a autant de nuances dans son langage que dans celui du sourire. Pour mieux nous en rendre compte, supposons que, la nuit, nous soyons contraints au silence, et que notre main, par hasard, rencontre celle d'un ami dont nous attendons les confidences: comme les moindres mouvements alors prennent de l'importance, et comme nous sommes habiles à les percevoir et à les traduire !

Et nous n'avons rien dit encore ni des mains obséquieuses qui ne veulent pas abandonner la vôtre ; ni des mains indiscrètes dont la pression familière vous choque ; ni des mains lascives dont le contact seul vous répugne ; ni des mains hypocrites dont les vibrations indécises et louches vous inquiètent, la liste en serait trop longue.

Disons un mot cependant du « shake-hands » si longtemps à la mode, et qui consiste, le coude en dehors et le poignet très mobile, à vous secouer la main jusqu'à l'épaule. Jusqu'ici, les artistes, épris surtout des belles formes et des mouvements faciles, se sont montrés pour lui d'une sévérité excessive. Le trouvant rude, gauche et disgracieux, sachant, en outre, ou croyant savoir qu'il a son origine première dans une plate courtisanerie, ils en ont conclu qu'il ne pouvait devoir son succès qu'à un snobisme imbécile. Juger ainsi, c'est juger sur les apparences : la réalité est tout autre. Quand un geste se généralise, c'est qu'il répond à une mentalité commune. Herbert Spencer l'a bien compris, qui nous montre dans toutes les manifestations de la politesse et de la courtoisie, un simple reflet des mœurs et des institutions d'un pays. Par là s'expliquent les différences qui existent, par exemple, entre l'ancienne révérence de nos grand'-mères et le salut des femmes d'aujourd'hui ; par là s'expliquent également nos manières différentes de tendre et de presser la main. Lorsque les mœurs sont douces, les relations faciles, le souci de plaire dominant, n'est-il pas naturel que les mouvements de la main soient souples, et qu'en eux la courbe l'emporte? Lorsque, au contraire, l'humeur batailleuse s'éveille, lorsque les relations sont tendues, lorsque le désir d'être désagréable est le plus fort, lorsque l'individualisme, en un mot, triomphe de l'altruisme, alors les gestes se transforment, l'angle se substitue à la courbe, la brusquerie à la douceur. Et c'est tout cela que nous apprend notre « Shake-hands ». On tend la main, mais on tend le coude; on presse les doigts, mais on les brise ; on nous attire, mais gare aux angles!

Ce geste, heureusement, s'est atténué de nos jours, et si Spencer a raison, il faut s'en réjouir ; sa métamorphose annonçant que les esprits se calment et que les mœurs s'adoucissent.

Dans les discours publics et dans les conversations intimes, la main n'est plus que l'accompagnatrice de la voix, mais une accompagnatrice précieuse, et parfois d'une habileté singulière. Il faut à un orateur une finesse de pensée et un bien merveilleux talent de diction, pour pouvoir, sans son aide, captiver un auditoire : c'est que la parole a besoin du geste qui la prépare, qui la souligne et qui l'explique.

La tâche principale de la main, c'est de s'adresser aux yeux, pendant que la voix s'adresse à l'oreille; c'est de nous faire voir ce que l'oreille nous fait entendre ; de sorte que nous nous trouvons en présence d'un même texte, traduit en deux langues différentes, qui, mutuellement, s'éclairent.

Or, le premier service que rend la main, c'est de dessiner pour nous dans l'espace les objets dont on parle : s'agit-il d'une fleur, elle en trace les contours et en indique la forme ; d'un oiseau qui vole, elle en suit le sillage ; d'un monument, elle en indi-

que la grandeur ou la petitesse, les parties polies ou rugueuses ; d'un bataillon qui passe, elle en mime la marche lente ou rapide, l'attitude lasse ou joyeuse. Elle remplit, en quelque sorte, l'office de la lanterne magique, faisant apparaître l'image, dès que le mot l'évoque, quelquefois même le devançant.

De même qu'elle dessine les contours des objets, elle dessine ceux de la pensée : souple et onduleuse, tant que la pensée se déroule facile, sans qu'aucune émotion ne la trouble, elle devient nerveuse et vibrante, dès que la pensée s'anime et que la passion l'échauffe. C'est pourquoi, autant son jeu, d'ordinaire, est discret, chez l'académicien, dont le discours composé à loisir reste toujours soucieux et des règles de l'art, et de celles de la logique; autant, d'ordinaire, il l'est peu chez l'orateur populaire dont les préoccupations sont toutes différentes : Toutefois, chez l'un et chez l'autre, les mouvements présentent les mêmes caractères généraux, lorsqu'ils traduisent les mêmes états d'âme, ce qui permet à tous de les interpréter et de les comprendre. Observons, d'ailleurs, un orateur lorsqu'il parle, et notons, non pas tous ces gestes, mais quelques-uns de ceux qui nous paraissent les plus expressifs.

Cet orateur veut-il mettre en relief l'idée maîtresse de son sujet? Sa main, aussitôt, semble la saisir entre le pouce et l'index, comme pour mieux la faire voir et retenir l'attention. — En fait-il l'analyse? — La main, délicatement, en sépare et en ordonne, les uns à côté des autres, les divers éléments par une série de menus mouvements appropriés. Cherche-t-il à les énumérer? Ce sont les doigts qui entrent en scène, marquant les places et les comptant, en s'allongeant les uns après les autres. Résume-t-il son argumentation? Les deux mains alors interviennent, et nous les voyons, arrondies en coupe, les doigts serrés et à demi repliés, se rapprocher et s'unir, comme elles s'unissent et se rapprochent pour offrir, par exemple, les fruits qu'elles ont cueillis. Bien plus, suivant la nature du sujet traité, et surtout, suivant le but que se propose l'orateur, et les sentiments qui l'agitent, la main, tantôt imite le geste du semeur qui jette au loin le grain; tantôt celui du forgeron dont le marteau s'élève et s'abaisse, comme pour mieux enfoncer ses idées dans l'esprit de ceux qui l'écoutent; tantôt celui du couperet qui tranche, ou du bélier qui écrase, pour mieux marquer la défaite des théories qu'il combat. Tout à l'heure, elles se pressaient sur la poitrine, comme pour mieux enfermer une émotion agréable, maintenant elles s'étendent brusquement, les paumes en dehors, comme pour chasser ses ennemis. Ici elles s'étendent comme pour protéger et pour bénir; là, pour attaquer et pour maudire.

Il n'est donc pas surprenant, étant donné la richesse, la variété et la puissance expressive de ce langage mimé, que l'art s'en soit emparé de bonne heure; et que, même dans l'antiquité, on ait songé à représenter sur la scène des comédies entières sans le secours de la parole. Dans ces représentations, généralement assez simples, le jeu de la physionomie, celui des yeux, et les attitudes du corps, servent sans doute à l'expression, tout autant que la main, sinon plus; il n'en reste pas moins vrai que son rôle y est considérable. Aussi bien ne saurait-on prétendre que, seule, elle suffirait à rendre intelligibles tous les mouvements de la pensée; mais on peut soutenir que sans elle leur véritable sens souvent nous échapperait.

Jusqu'ici, nous avons supposé qu'entre les états de l'âme et les attitudes du corps, il existe toujours un parallélisme complet; mais, dans la réalité, ce parallélisme est souvent détruit sous l'influence des causes que nous avons déjà signalées.

La première de ces causes est l'imitation. Imiter, en effet, c'est simplement simuler. Chez la personne heureuse qui sourit, le sourire est vraiment l'expression de la joie qu'elle éprouve; mais en est-il de même du sourire qui, chez moi, lui répond? — Or, nous savons, par expérience, combien est forte la tendance à l'imitation; nous nous modelons tous, et tout jeunes, sur ceux qui nous entourent, reproduisant leurs gestes, souvent sans en comprendre ni la cause, ni le sens. Tous les enfants ne singent-ils pas leurs parents? Voyez, par exemple, la fillette qui, haute comme un chou, relève gravement, pour imiter sa mère, la robe qui descend à peine à ses genoux! Et c'est ainsi, comme le remarque Tarde, que les petits, d'instinct, cherchent à ressembler aux grands, jusqu'au jour où, par intérêt, les grands cherchent, à leur tour, à ressembler aux petits. Il n'est donc point surprenant que les gestes, dans ce cas, ne soient plus de la vie intérieure qu'un reflet très infidèle.

La deuxième est l'habitude; une personne souffre d'une légère irritation au visage; sa main aussitôt s'y porte pour en chasser la douleur, et le geste nous paraît tout à fait naturel. Mais l'irritation a cessé, et le geste continue à se reproduire, fébrilement, automatiquement, sans cause apparente : nous le jugeons, alors, ridicule. — Ainsi s'expliquent la plupart des « tics », dont tant d'humains sont affligés, et dont notre malignité s'amuse. Ils ne sont, en dernière analyse, que des réflexes utiles à l'origine ou des actes volontaires intentionnellement accomplis, qui, par habitude, se répètent, quand leur raison d'être a disparu. De ces gestes, il faut rapprocher certaines manières d'agir que les milieux et la profession, peu à peu, nous imposent : dans la

vie sociale, nous ressemblons tous un peu au maître Jacques de Molière, qui changeait de livrée et jouait successivement plusieurs rôles : Le malheur est que fréquemment nous confondons un rôle avec l'autre, ce qui ne laisse pas d'être plaisant. Combien d'acteurs, même « dans l'intérieur de leur domestique », agissent encore comme s'ils étaient sur les planches de leur théâtre? Ce n'est pas impunément qu'ils ont fait revivre devant un public enthousiaste l'âme de Cyrano ou celle d'Hernani : ils restent Hernani ou Cyrano, alors même qu'ils ne sont plus que Durand ou Dupont, comme le magistrat reste magistrat, comme le prêtre reste prêtre et continue à bénir même en faisant sa partie d'hombre.

La troisième est la réflexion. C'est que, en intervenant, la réflexion retarde toujours la réaction que l'émotion provoque; et, en la retardant, fatalement l'altère. Nos gestes sont d'autant mieux appropriés aux états qu'ils traduisent qu'ils sont plus inconscients ; aussi bien ne pensons-nous pas d'ordinaire à ceux que nous accomplissons en parlant; mais, qu'une cause imprévue nous y fasse songer, et aussitôt, à l'aisance, succède la gaucherie. C'est pourquoi l'orateur, dont la main est surveillée et dont les mouvements sont étudiés d'avance, manque presque toujours le succès qu'il espère. La gêne des timides vient d'une cause analogue; la réflexion tue en eux la spontanéité. Ils ressemblent aux musiciens que l'attention excessive à éviter les fausses notes conduit infailliblement à jouer faux.

Enfin, le désaccord du geste et du sentiment peut être volontaire : c'est qu'alors on cherche à dissimuler sa pensée, ou, par contraste, à la mieux faire saisir. Que de gestes affables, doux, enveloppants, ne sont que feintes méditées et sournoise hypocrisie !

Les causes qui contribuent à fausser le langage de la main sont donc, comme on le voit, très nombreuses, et nous pourrions redouter d'être sans cesse trompés, si la nature ne nous avait fourni des précieux moyens de contrôle : ces moyens sont les jeux de la physionomie, le regard, le sourire, puis la parole et les intonations même de la voix. Grâce à eux, lorsque la main est tentée de mentir, il est rare qu'un esprit un peu pénétrant n'en soit pas vite averti, tant il est difficile, lorsqu'on n'est pas sincère, d'harmoniser à son gré toutes les manifestations sensibles de nos sentiments cachés. Aussi est-elle d'une psychologie profonde cette maxime japonaise : « Si tu ne veux pas te trahir, surveille tes yeux plus encore que ta langue, et ta main autant que tes yeux ». Et quand nous sommes incapables d'exercer sur nous une telle surveillance, il ne nous reste plus qu'un moyen, le meilleur : la franchise.

P.-Félix Thomas.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

Ferdinand Brunetière : *Etudes critiques sur l'histoire de la Littérature française*; 8e série. — Fortunat Strowski : *Pascal et son Temps*; I. De Montaigne à Pascal; II. L'histoire de Pascal. — G. Michaut : *La Bérénice, de Racine.*

Prévost-Paradol, qui avait beaucoup, beaucoup de talent, n'était pas philologue : Prévost-Paradol vécut dans l'ignorance et le mépris des prudentes méthodes : il mit tout son talent dans ses *Moralistes français* : il n'y fit point entrer une once de philologie. Hélas ! que le talent est donc peu de chose de nos jours, le talent présomptueux qui ne s'appuie point sur la science ! Brunetière raillait, il n'y a point longtemps, les « jolies phrases » de Prévost-Paradol sur le style de Montaigne, « ce style, pour ainsi parler, sans couture, où les citations des anciens faisaient tellement corps avec la pensée de Montaigne, qu'on ne pouvait les en séparer sans que cela fît, en vérité, comme une déchirure ». Jolies, jolies phrases, auxquelles il nous est désormais interdit d'attribuer la moindre portée : il suffit en effet de comparer les trois éditions capitales des *Essais*, pour découvrir que la fameuse robe sans couture du philosophe bordelais fut en réalité un manteau d'arlequin : Montaigne ne tissait point, il « rapportait » des pièces avec une extraordinaire fantaisie : il alourdit chacune de ses éditions de citations nouvelles sans souci des répétitions ou même des coq-à-l'âne... Vous faut-il des preuves? Ouvrez l'étude de M. Joseph de Zangroniz sur les sources des *Essais*. M. Joseph de Zangroniz tient sa méthode de l'Ecole des Chartes : sa chronologie est impeccable; ayant lu son ouvrage, nous ne pouvons décidément faire aucun cas des brillantes « variations » de Prévost-Paradol. Et voilà le triomphe de la méthode sur le simple talent !

Mais voici la revanche du talent : M. Joseph de Zangroniz, qui nous invite à redresser les erreurs de Prévost-Paradol, s'est trompé à son tour, ah ! bien fâcheusement : la chronologie de M. Joseph de Zangroniz est impeccable : sa psychologie est aventureuse; ayant noté, à propos de l'édition de 1588, « un changement dans l'état d'âme de Montaigne », M. Joseph de Zangroniz n'hésite pas à tracer de l'auteur des *Essais* un portrait inattendu :

« Il a expérimenté, écrit-il, que le plaisir suprême des dieux ne consiste pas, quoi qu'en puissent dire les méchants, les sceptiques ou les stoïciens, dans la vengeance, dans l'indifférence ou dans l'ataraxie, mais *dans le bien qu'on apporte à ses semblables, dans le rayon de soleil qui va réchauffer un cœur brisé, dans le sourire qu'on fait éclore sur des lèvres pâles.*

Sur quoi Brunetière proteste avec vivacité; nous protestons avec lui : ce Montaigne qui « fait éclore des sourires sur les lèvres pâlies », ce Montaigne « consolateur et sentimental » n'a jamais existé. M. Joseph de Zangroniz, avec son érudition, n'a dessiné qu'une « caricature ».

Ainsi Prévost-Paradol, qui avait tant de dons naturels, M. Joseph de Zangroniz, qui a tant de méthode, ont, l'un et l'autre, erré lourdement Ni la philologie pure, ni les ressources d'un heureux génie ne sauraient, sans se prêter un mutuel appui, faire œuvre valable. C'est d'en être bien convaincus que nos maîtres d'histoire littéraire tirent leur essentiel mérite; ils s'efforcent d'écrire avec talent des œuvres aussi scientifiques que possible; ils y réussissent; leurs livres, pour discrets qu'ils paraissent dans la cohue des autres livres, sont d'une qualité éminente : je n'en vois guère où l'étranger soit aussi tenté de chercher et de trouver les preuves d'une précellence incontestable de la culture française.

Brunetière a beaucoup fait pour qu'il en fût ainsi... Mais d'abord je pense qu'il eut peut-être tort de railler aussi durement les insuffisances de la critique de Prévost-Paradol. L'intérêt de Brunetière n'était point d'amoindrir le prestige du talent. Son érudition, si vaste, est-elle donc à l'abri des sévères révisions? L'impétuosité oratoire de sa science n'éblouira point les philologues de l'avenir, et déjà... Certes, sa méthode ne fut point sans reproches, mais il fut grand par le talent, et c'est en quoi son influence, stimulatrice d'efforts juvéniles, fut bienfaisante: écoutez l'un de ses plus autorisés disciples, M. Fortunat Strowski :

« Ce maître... n'imposait pas jalousement ses idées; ses élèves n'étaient pas des disciples attachés à un système; sa grandeur fut que, laissant aux jeunes gens leur personnalité, il leur donnait, par son ardeur et sa force, assez de force et assez d'ardeur pour être aussi pleinement eux-mêmes qu'ils le pouvaient être. Ah! l'admirable maître! *De l'esprit le plus médiocre, il faisait jaillir le talent!* »

Admirable, en effet, ce maître qui prônait par la parole et par l'exemple le talent que d'autres maîtres humiliaient dans leur enseignement et leurs propres écrits. Car, il y eut un temps où l'Université parut redouter et proscrire le talent : hommage excessif à la supériorité trop vantée de l'érudition germanique! Étrange incident de notre vie intellectuelle, dont l'histoire n'est point faite, et ne le sera que par les générations qui en souffrirent. Nous en sommes revenus. Le talent a repris ses droits : jamais peut-être l'Université n'en mit autant au service de la science. Ah! sans doute les méthodes philologiques ont vivifié vers la fin du XIXe siècle l'histoire littéraire; de là, un magnifique essor : études de textes, éditions critiques — et en vérité, la publication des textes de Pascal, par M. Brunschvicg, de Montaigne, par M. Fortunat Strowski sont des événements notables dans l'histoire de la pensée française — exposés psychologiques et travaux d'ensemble... il semble que des origines à nos jours le vaste champ de la littérature française nous livre sans relâche des richesses nouvelles; mais nos philologues demeurent des lettrés; ils sont les représentants les plus fidèles de nos traditions littéraires, ils ont du talent. Grâce à eux, la France conserve le privilège de ces œuvres aimables et fortes qui pourraient bien être les plus sûrs garants de son influence intellectuelle.

Et ce ne sont point de médiocres entreprises que tentent ces historiens-philologues, ces philologues-écrivains, épris d'art, de pensée, de vie. Sans doute voyons-nous fréquemment de lourds volumes consacrés à de minces sujets : L'ère n'est point close de ces thèses hydropiques dont il semble que la masse doive d'abord dissimuler la faiblesse : mais les maîtres n'y encouragent point, M. Maurice Souriau met en garde contre ces ouvrages si pesants « qu'ils deviennent, pour le malheureux auteur qui en est l'objet et la victime, un monument, sans doute, mais un monument funèbre. » Les grands sujets sobrement traités ne manquent point.

* * *

M. Fortunat Strowski n'en pouvait guère choisir un plus ample que celui-ci : « Histoire du sentiment religieux en France au XVIIe siècle » ; il le traite avec une vigueur alerte, et tant nous sommes accoutumés aux copieux développements que ses livres étonnent par je ne sais quel charme grêle. Fortunat Strowski néglige délibérément de nombreux faits : bien plutôt qu'une histoire complète du sentiment religieux, c'est un historique de son évolution qui nous est offert: même réduit à ces proportions, le sujet demeure vaste. Fortunat Strowski exposait naguère la « renaissance du sentiment religieux au commencement du XVIIe siècle » : il l'exposait, si j'ose dire, en fonction d'un homme, et son volume s'intitulait *Saint François de Sales* : veut-il nous dire la grande crise religieuse du XVIIe siècle, c'est le témoignage de Pascal qu'il invoque : et voici qu'il annonce une étude complémentaire dont Fénelon sera le centre. Fortunat Strowski marque ainsi fortement les étapes d'une évolution, il éclaire d'une vive lumière des individualités représentatives; avec une ferveur admirable, un art discret et fort, il compose une œuvre aux vigoureux contrastes... Regrettera-t-on que cette œuvre si bien ordonnée ressemble un peu à un jardin français aux perspectives rectilignes,

flanquées d'imposantes statues? On eût aimé un plan moins rigoureux, et qui eût moins sévèrement exclu les personnages de second rang. Peut-être les lecteurs curieux de nouveauté apprécieront-ils surtout ce volume de raccord *De Montaigne à Pascal*, où précisément nous apparaît la complexité de la vie spirituelle française au temps de Louis XIII.

De Montaigne à Pascal, il y a la formation et l'épanouissement d'un grand « courant stoïcien », l'apparition d'une morale d'inspiration laïque, le progrès des libertins, le développement rapide de l'esprit scientifique, du déisme libre-penseur, et enfin, causé par la transformation de la société et des mœurs, le conflit du jansénisme et du molinisme...; de Montaigne à Pascal il y a plusieurs générations, un monde qui vit et meurt : je vous répète que Fortunat Strowski n'en écrit pas l'histoire ; il en esquisse la physionomie : aussi bien une esquisse peut-elle être plus ressemblante qu'un tableau détaillé : avec une pénétration singulière et une érudition aussi sûre que peu pédante, Fortunat Strowski détermine les traits essentiels : il y insiste... Fidèle à sa méthode, il ne sépare point les doctrines des hommes qui les conçurent ou les pratiquèrent : voulez-vous me faire connaître un système d'idées ou un groupe d'hommes, nommez-moi l'initiateur, le chef, un associé; faites que j'entende sa parole, que je distingue un instant son visage, son geste : je vous devrai une série de vives impressions, et au total une perception assez nette du mouvement général des mœurs et de la pensée. Ainsi procède Fortunat Strowski : combien attachantes certaines de ces figurines dont il machina le savant défilé ! Juste Lipse, Du Vair, Balzac, Vanini, Pierre Charron, Saint-Cyran... Les écrits de Du Vair ne nous sont point familiers : Fortunat Strowski nous le fait regretter : fonctionnaire opportuniste, « politique », rallié à Henri IV, encore qu'il eût paru vaguement ligueur, garde des sceaux de Louis XIII, Du Vair fut un sage et un très remarquable écrivain : « Les trois dialogues de *la Constance et consolation ès calamités publiques*, déclare Fortunat Strowski, sincères, vivants, émouvants, sont un des premiers chefs-d'œuvre de la prose française régulière... J'irai hardiment jusqu'aux *Provinciales* — en mettant à part les *Essais* et les œuvres de saint François de Sales qui sont d'un autre ordre — pour leur trouver un pendant. » Et comme il importe que nous jugions par nous-même, Fortunat Stowski cite des pages qui sont en vérité de magnifique allure :

« Nous avons vu en nos jours notre pays si comblé de biens, de richesses, de gloires, de délices, qu'il ne se pouvait dire plus. Nous sommes maintenant sur le retour. Notre bonne fortune est sortie de chez nous comme d'une maison crevassée de tous côtés ; nous sommes demeurés, attendant la chute ; les uns crient, les autres regardent, les autres s'enfuient ; qu'y a-t-il tant à s'étonner. Un vieil homme meurt, une vieille maison tombe; que faut-il tant crier? Qu'y a-t-il en cela que vous ne voyez tous les jours et partout? Les fruits fleurissent, se nouent, se nourrissent, se mûrissent, se pourrissent ; les arbres croissent, s'entretiennent, se sèchent ; les animaux naissent, vivent, meurent ; le temps même, qui enveloppe tout le monde, est enveloppé par sa ruine, et se perd en se coulant ; il roule doucement les saisons les unes sur les autres et toutes celles qui se passent, se perdent. De toutes ces choses misérables, que voulez-vous faire de constant? De toutes ces choses mortelles, que voulez-vous faire d'immortel? »

Admirable langage, bien digne d'interpréter en l'amplifiant, et d'infuser au XVIIe siècle la doctrine stoïcienne! Soyez donc surpris que Du Vair ait été l'auteur laïque le plus souvent réédité de la première moitié du XVIIe siècle, qu'un bibliographe ait pu compter, en 1641, quinze éditions de ses œuvres complètes, et qu'enfin des réminiscences de Du Vair, abondantes et précises, soient reconnaissables dans les écrits de Corneille et de Racine, de la Fontaine, de Bossuet..... Vanini se recommande à nous par d'autres mérites : étrange souplesse de cet aventurier dont la vie témoigne de peu de scrupules, dont la philosophie, « mélange d'astrologie et de naturalisme assez grossier », est de nulle portée, et qui n'en demeure pas moins un personnage « extrêmement important » dans l'histoire de la vie française ! Cet Italien « déniaise » nos libertins, les accoutume à affronter allègrement la réprobation publique, à professer une impiété aisée, souriante, une irreligion dissimulée, pratique, radicale. Par delà Vanini, Fortunat Strowski « entrevoit des figures singulières, des profils ou des ombres de profils, qui se dessinent à demi sur le fond bariolé de cette histoire, et qui n'ont point de nom; mystérieux personnages qui travaillent à donner aux sentiments des incrédules une direction, un Code et quelques apparences d'idées ». Chacune des biographies qu'il esquisse est ainsi significative de mille autres : c'est la vie religieuse infiniment diverse et ardente d'une époque, qu'il nous est donné de découvrir et de suivre en ses manifestations; non point toutes cependant : Fortunat Strowski fait abstraction complète du mouvement protestant. Et je ne pense pas qu'il soit tout à fait équitable envers les représentants de la pensée libre. Fortunat Strowski sait mieux que personne combien un P. Mersenne, si bien renseigné sur les hérétiques, athées, magiciens, sceptiques ou pyrrhoniens, est cependant sujet à caution. Et si la libre pensée paresseuse, éprise de bel esprit, de jolis vers, de mondanités et de futilité, est en outre brouillée avec la science officielle, quel fut, par exemple, le rôle d'un Gassendi?

*
* *

Peut-être pensez-vous qu'il n'est plus de débat possible sur la valeur des tragédies de Racine, et le rang qu'il convient d'attribuer à chacune d'elles dans l'œuvre du poète. Si l'on prétendait vous prouver qu'une tragédie considérée, de l'avis unanime des critiques et des meilleurs juges, comme la plus faible, est, au contraire, la plus significative et la plus parfaite selon l'esthétique racinienne, vous souririez de la gageure... Cette gageure M. G. Michaut, professeur en Sorbonne, la soutient le plus sérieusement du monde.

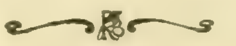
Bérénice n'est point comparable aux chefs-d'œuvre de Racine, *Bérénice*, dépourvue d'action tragique, est à peine une tragédie, tel est l'avis de l'abbé de Villars, de Saint-Evremond, de l'abbé Dubos, de Louis Racine, de Voltaire, de J.-J. Rousseau, de la Harpe, de Geoffroy, de Victor Hugo, de Sainte-Beuve, Musset, Sarcey, Brunetière, Larroumet... Voltaire écrit : « Je n'ai jamais cru que la tragédie dût être à l'eau de rose... Ce n'est même pas une tragédie ». Sainte-Beuve écrit : « *Bérénice* est dans le goût secret et selon la pente naturelle de Racine... d'un Racine qui s'abandonne... *Bérénice* peut être dite une charmante et mélodieuse faiblesse dans l'œuvre de Racine... Il ne faudrait pas que de telles faiblesses, si gracieuses qu'elles semblent par exception, revinssent trop souvent; elles affecteraient l'œuvre entière d'une teinte trop particulière, et qui aurait sa monotonie et sa fadeur ». Brunetière ne doutait point que Bérénice fût « la plus délicieuse, mais surtout la plus noble élégie qu'il y ait dans la langue française ».

G. Michaut ne mobilise cette armée de critiques et de poètes que pour lui infliger une déshonorante capitulation, G. Michaut est le plus audacieux de nos historiens de la littérature : il écrit un livre adroit, insidieusement modeste, précis, tranchant : de l'abbé Dubos à Larroumet, les critiques et les poètes des deux derniers siècles en prennent, si j'ose m'exprimer ainsi, pour leur rhume; ils sont, dirait G. Michaut avec quelque élégance surannée, ils sont au rouet.

Et d'abord les critiques et les poètes des deux derniers siècles ont vécu sur une légende : erreur de fait qui favorise, si elle ne l'engendre pas, une erreur de jugement : la légende, G. Michaut en fait bonne justice; désormais nous ne saurions plus admettre que Madame ait imposé simultanément à Racine et à Corneille le sujet de *Bérénice* : Madame n'ambitionna pas d'épier sur les lèvres de Bérénice une poétique allusion à sa propre aventure. Madame fut étrangère au choix du sujet : on s'en doutait : G. Michaut apporte une démonstration ingénieuse et quasi péremptoire. La légende anéantie, il s'efforce de prouver que Racine déroba l'idée de sa tragédie à Corneille : et c'est ici que G. Michaut se voit contraint d'avoir recours aux plus audacieuses inductions. Car, si Racine a librement choisi un sujet élu par son rival, ce ne peut être qu'avec l'intention de remporter enfin une éclatante victoire : dépité par l'insuccès de *Britannicus*, Racine a besoin d'une revanche. Bien loin d'être une œuvre isolée, mal venue, et comme extérieure au système dramatique de Racine, *Bérénice* résulte de l'effort le plus volontairement concerté du poète, *Bérénice* est le chef-d'œuvre de la technique racinienne. Là-dessus G. Michaut entreprend l'analyse de Bérénice et découvre une nouvelle erreur de tous ses devanciers aux yeux de qui le sujet de la pièce est « soit la séparation de deux amants, soit les combats intimes ou, à tout le moins, la noble douleur — la majestueuse tristesse — d'un souverain obligé de faire à son pays et à son rang le sacrifice de son amour. » A la bien lire cette tragédie ne saurait être résumée à la façon d'Hugo : « premier acte : Titus ; deuxième acte : reginam Berenicem ; troisième acte : invitus ; quatrième acte : invitam ; cinquième acte : dimisit », mais bien de la manière suivante : « premier acte : l'illusion de Bérénice ; deuxième acte : les premières inquiétudes de Bérénice ; troisième acte : la vérité connue de Bérénice ; quatrième acte : le désespoir de Bérénice ; cinquième acte : la résignation de Bérénice. » — Cela a l'air d'un petit jeu, mais rien n'est plus sérieux : il faut être aveugle pour ne point voir que Bérénice conduit toute l'action, qu'en réalité l'action c'est Bérénice elle-même heureuse, inquiète, éplorée, désespérée, résignée, qu'ainsi la pièce de Racine est un pur drame psychologique idéalement simple et dépouillé des artifices qu'affectionnait Corneille; ainsi s'explique que Racine lui-même eût un faible pour *Bérénice* son « chef-d'œuvre profane » ; Racine ne se trompait pas ; *Bérénice* représente de façon parfaite « le type même de la tragédie telle que Racine l'avait conçue par opposition à la tragédie de Corneille ».

La démonstration de G. Michaut est trop bien liée pour que l'on puisse la repousser en bloc : les arguments historiques et psychologiques, les inductions, les déductions sont ajustées, enchevêtrées en un solide appareil : quelque réserve de détail que l'on soit tenté de présenter, la thèse paraît au total singulièrement forte. G. Michaut emporte sa gageure. — Nul doute que l'aménagement de ce livre n'ait procuré à l'érudit professeur une singulière délectation.

LUCIEN MAURY.



THÉATRES

Théâtre Antoine-Gémier : *Cœur à Cœur*, pièce en 3 actes de M. ROMAIN COOLUS.

Cœur à Cœur! Titre qui ne s'explique pas suffisamment, ou dont la compréhension du moins ne jaillit pas nettement de l'ensemble de l'œuvre, mais seulement de sa conclusion. Dans le domaine du drame ou du roman, un titre n'est-il pas un peu comme une définition dans l'ordre de la logique, c'est-à-dire l'énonciation, la condensation des caractères essentiels d'un sujet, de ceux qui lui appartiennent, sinon à l'exclusion de tout autre, du moins plus exclusivement qu'à tout autre? Quand le titre est un nom propre, c'est celui du principal personnage, celui sur lequel viennent se réfléchir toutes les lumières de l'action : *Phèdre*, *Tartuffe*, *Othello*. Quand il est autre, il faut de toute nécessité qu'il condense l'idée maîtresse de cette action et, pareil à un élixir puissant, réunisse en l'exprimant tout ce qu'elle a de suc et de vitalité... Il serait aisé de démontrer que tout bon titre, tout titre saisissant et fait pour opprimer le souvenir, comme l'éclair qui, brusquement, illumine les détails du paysage et présente en raccourci tout ce qui était demeuré dans l'ombre, répond exactement à ce genre d'exigences; et pour qu'il y réponde il est indispensable qu'il prenne son sens et toute sa lumière, je ne dis pas dès l'exposition de l'ouvrage, mais tout au moins dès la partie centrale. On verra tout à l'heure, et par l'analyse de la pièce, qu'il ne fait justice qu'au dénouement de M. Romain Coolus, et même à la dernière scène de ce dénouement.

Comme les sept notes de la gamme ont jusqu'alors suffi et longtemps suffiront aux infinies combinaisons mélodiques et harmoniques des musiciens, les trois termes du trio légendaire et immortel : le Mari, la Femme et l'Autre, ont défrayé et continueront de défrayer longtemps encore les affabulations des romanciers et des dramaturges. Presque toujours, vous le savez, le thème est identique : ce sont les variations seules qui diffèrent, et nous croyons que l'imagination des hommes de théâtre est arrivée à épuiser les plus significatives. Quelle erreur! L'imagination humaine est inépuisable. Parmi ces variations, il en est de classiques, si j'ose dire, fixées et consacrées par une littérature abondante autant qu'illustre. Il en est de plus rares, de plus compliquées, aux lignes moins simples, et correspondant aux exigences d'une époque où se manifestent par des signes certains les raffinements de la décadence. M. Romain Coolus nous en présente une nouvelle encore, plus inédite et qui n'est pas sans saveur : celle où le mari poursuit comme but unique et solution du conflit de replacer la femme aux bras de l'amant qui se dérobe, — et ceci non par vengeance, entendez bien, pour reconquérir une liberté enviée : ce serait chose banale, indigne d'un psychologue tant soit peu subtil — mais par amour pour elle, parce qu'il l'aime mieux encore qu'il ne s'aime lui-même, parce qu'il se sacrifie à son avenir et prétend assurer son bonheur. Voyons un peu comme il s'y prend, comme il exécute le détail de sa *variation* sur l'adultère, après avoir reconnu tout ce qu'il y a d'ingénieux et de nouveau dans le dessein primitif.

Voici un mari, Jacques Helloin, qui aime tendrement sa femme Lucienne. Aimer, c'est peu dire ; il la chérit, il l'adore : il n'a d'yeux que pour elle. Ses moindres désirs sont des volontés, et sa passion est d'autant plus vive qu'une grande différence d'âge les sépare. Helloin a, j'imagine, quarante-sept ou huit ans et Lucienne vingt-cinq peut-être. Ce sont de ces écarts qui créent les plus passionnées tendresses, car l'intensité du sentiment chez l'homme s'augmente et s'amplifie de toute l'ardeur que lui communique l'approche de la vieillesse. M. Coolus a bien fait sentir cette vérité d'âme : les jeunes gens ne savent point aimer. Ce qu'ils aiment, c'est l'amour, non point l'objet de leur amour; au vrai, ils s'aiment eux-mêmes et exclusivement à travers leur prétendue passion. C'est ce que traduisait dans un langage magnifique, digne en tous points du poète qu'il commentait: le Shakespeare de *Roméo*, un grand critique qui fut aussi un poète, Barbey d'Aurevilly, quand il écrivait, pour combattre l'hypothèse suivant laquelle *Roméo* serait de la jeunesse de Shakespeare : « L'amour, la jeunesse, les premières ivresses de la vie, tout cela est si beau quand tout cela n'est plus, tout cela s'empourpre tant en nous quand le soir de la nuit nous tombe sur la tête! » Donc, depuis longtemps, Helloin a passé l'âge de Roméo : il a bien plutôt celui d'Arnolphe. Mais si d'Arnolphe il a la tendresse passionnée, il n'en a pas l'humeur chagrine. Il n'a qu'un désir, une pensée : voir le sourire illuminer la figure de cette Lucienne, qui pour lui n'est pas seulement une maîtresse, une femme, mais une protégée, presque une enfant, puisqu'elle pourrait être sa fille. Hélas ! les jeunes femmes s'accommodent mal d'un tel sentiment, et les exigences souvent trop précises de leur amour veulent des témoignages que la première fougue de la jeunesse peut seule dispenser. Lucienne s'est laissé faire la cour par un certain Landelle, bellâtre au cœur sec, mais aux reins solides et qui n'a guère dépassé la trentaine... une cour longue, opiniâtre, et qui a abouti au don de sa personne. Depuis plusieurs mois, sans qu'Helloin puisse rien soupçonner, elle est la maîtresse de Landelle, et elle en fait la confidence à son amie

Clotilde Morain, qui, la voyant changer à son égard, la presse de questions, et finit par obtenir l'aveu de sa passion coupable. Ce sera son tour à elle maintenant de souffrir et d'être déchirée par cette passion.

Ce Landelle, en effet, est un triste sire, un personnage que M. Henry Bernstein pourrait justement envier à M. Coolus, digne à tous égards de faire figure dans le théâtre complet de ce maître du drame brutaliste et amoral. Non que je conteste sa vraisemblance : chez M. Coolus il est vrai dans son isolement et parce que les autres personnages lui forment repoussoir. Chez M. Bernstein il aurait peut-être moins d'intensité et moins de saveur, parce qu'il serait entouré de mufles identiques. Donc Landelle, dans le même temps qu'il court aux rendez-vous donnés par Lucienne et lui jure une passion qui ne finira qu'avec sa vie, pousse sa pointe auprès d'une jeune Polonaise, Anna Holska, qu'il courtise en vue du mariage, celle-là, et parce qu'elle est riche d'une grande fortune. Et certes, nous n'aurons pas la naïveté de nous étonner, si nous voyons transporté à la scène un personnage chaque jour cotoyé dans la réalité. Des Landelle, la vie en est pleine, et ce serait un optimisme à peine digne d'un berger de romance que prétendre contester que celui-ci ait son prototype dans le monde environnant. Lorsque Lucienne Helloin, mise au fait par l'indiscrétion d'un jeune godelureau qui lui fit vainement la cour, et forte de toute l'indignation passionnée d'une femme aimante et amoureuse, somme Landelle de lui dire la vérité, lorsque plus forte encore de ce qu'elle appelle ses droits — traduisons : son droit au bonheur — Lucienne s'agrippe à son amant avec toute la rage du désespoir et de la passion outragée, ce qui nous choque, ce n'est point tant que Landelle s'obstine dans sa volonté de conquérir la main et les écus d'Anna Holska, c'est qu'il le puisse faire dans les termes où il le fait et en produisant tout haut des arguments d'une telle bassesse et d'une telle vilenie. Il est des choses qu'on peut laisser soupçonner, mais que l'on ne peut dire, bien qu'elles soient dans la psychologie même du personnage, des paroles qu'il ne faut pas proférer au théâtre, mais seulement suggérer à la pensée de l'auditeur. Est-ce maladresse d'écrivain ou volonté bien arrêtée chez l'auteur, désir de violenter le public ? M. Romain Coolus a pu se rendre compte, aux résistances de la salle, qu'il s'était heurté à ce fameux instinct de *moralité collective* qui pourrait faire l'objet d'une étude à part et vous imaginez, n'est-ce pas ? ce qu'est la moralité collective d'une salle de répétition générale au Théâtre Antoine.

Quoi qu'il en soit, qu'il y ait, chez M. Coolus, défaillance d'exécution et lourdeur de main, ou volonté préconçue de mâter son public — songez que M. Bernstein nous montre, sans soulever la moindre protestation collective, des groupes de personnages, aussi répugnants que ce Landelle — Lucienne Helloin n'a pu tirer de son amant qu'une seule affirmation, c'est qu'il épouserait Anna Holska, et l'émotion est telle qu'elle tombe évanouie à l'instant même où rentre son mari. Alors, il lui faut bien une explication à ce mari, qui d'ailleurs sent le détachement de sa femme et qui en souffre, puisqu'il a rêvé d'être tout pour elle. Il la presse de questions..... et il finit par obtenir l'aveu de la vérité, le nom de l'homme qu'elle aime, et l'aveu aussi qu'elle a été sa maîtresse. Il se torture, il se déchire l'âme au récit qu'il lui arrache, lambeau par lambeau, de son initiation amoureuse... Mais cette situation, nous la connaissons, pour l'avoir vue traitée, combien de fois au théâtre... et ce n'est pas là ce qu'il y a de nouveau dans la pièce de M. Coolus. Ce qu'il y a de nouveau, ce qui fait l'originalité de sa pièce, à parler franc, ce pourquoi elle fut conçue et réalisée, c'en est la conclusion : Helloin décide brusquement que, puisqu'elle aime Landelle, et puisqu'elle ne peut être heureuse que par lui, elle épousera son amant et qu'il se charge bien, lui Helloin, d'obtenir, fût-ce par la contrainte, qu'il renonce à son projet de mariage avec Anna Holska.

Les deux hommes sont maintenant face à face. Voici Helloin qui, pour cette femme adorée, eût voulu être tout à la fois époux, amant, protecteur et père. Amant, il ne l'a point été, car la première condition, pour être amant, c'est d'être aimé. Époux, il le fut, sans doute, mais si peu que rien. Il lui reste donc, pour remplir son programme dans la mesure du possible, à tenir le rôle de protecteur, et tel est le mobile qui dicte sa conduite. Comme le père d'une fille séduite pour laquelle il n'y aurait plus d'autre issue que d'épouser son séducteur, mais avec cet argument en plus qu'elle l'aime passionnément et déclare ne pouvoir vivre sans lui, Helloin va donc s'armer de son revolver et exiger que ledit séducteur répare sa faute en épousant celle dont il divorcera lui-même pour la rendre libre. Vous voyez la situation et quelles objections multiples elle peut soulever en nous. La première de toutes, il me semble, et qui s'impose tout d'abord à l'esprit, est qu'*on ne séduit pas* une femme mariée, car les deux termes sont contradictoires ; ou, si vous aimez mieux, que, sauf le cas de violence, une femme qui sait ce qu'est l'amour et qui se livre à un homme le fait en pleine liberté : elle est donc responsable de son acte, car elle sait ce qu'elle fait, et c'est agir avec une galanterie exagérément française que prétendre lui appliquer, coûte que coûte, les circonstances atténuantes de *la plus faible*.

De plus, c'est une façon au moins étrange de

préparer l'avenir et le bonheur d'une femme, que prétendre l'accoupler pour la vie à un monsieur de cette qualité, car Landelle fera un singulier mari, surtout contraint et forcé. Aussi bien résistera-t-il de toute son énergie, et cet homme, que nous avons vu tout à l'heure un si triste sire, trouve-t il, devant cette menace de mort, une crânerie soudaine. Helloin braque sur lui son revolver; mais au lieu de le viser, il tire en l'air... et l'on conçoit qu'après cette suite d'événements tragiques, il ne reste plus à Lucienne qu'une seule chose à tenter : tomber dans les bras de son mari en lui promettant de faire tout ce qui dépendra d'elle pour répondre à son amour.

Je me suis efforcé de vous montrer ce qu'il entrait à la fois de nouveau et de contestable dans la donnée d'une pièce que l'on ne saurait en tous cas taxer de banale. Je sais des gens qu'elle irritera, qui la jugeront, cette donnée, d'une irrémédiable fausseté, contraire à toutes les lois de la vraisemblance. D'autres l'exalteront, la porteront aux nues. Chacun juge à la mesure de ses convictions morales et de ses préférences personnelles. Mais il est une réserve de métier, de *technique* dramatique, si j'ose dire, que je voudrais marquer encore à l'occasion de cette pièce. Lorsque M. Coolus tient une situation forte, une scène à effet, la fameuse *scène à faire* de Sarcey — et il n'en manque pas dans cette pièce : celle entre Lucienne et son amant au second acte, entre Lucienne et son mari au troisième, suivie de la scène entre les deux hommes — au lieu de ramasser tous ses effets autour d'un point central, en procédant suivant une progression graduée et continue, ce qui est la moitié du secret de l'art dramatique, il se dépense en effets secondaires et diminue d'autant sur le public la portée de son effort : bref, là où il faudrait condenser, il délaye, et ce défaut de facture est rendu plus sensible encore par l'interprétation même du Théâtre-Antoine. On sait que M. Gémier, qui a l'habitude de manier les groupes de si allègre façon, traduit au contraire le dialogue intime, le *cœur-à-cœur*, — c'est le cas de l'écrire, — avec des *temps* très longs, avec des pauses, des silences un peu exagérés : c'est son style à lui, sa manière. Chacun n'a-t-il pas la sienne? Certains jouent *allegro*, d'autres *lento*. Eh bien M. Gémier joue toujours *lento*, *molto expressivo*, ces scènes de contraction douloureuse, avec cette arrière-pensée manifeste de nous contracter, nous autres spectateurs, de nous poigner davantage. Vous en voyez les conséquences et qu'elles ne sont pas pour atténuer le défaut de M. Coolus. Cette réserve faite, on ne peut que lui adresser les plus vifs éloges, ainsi qu'à Mme Mégard pour la façon douloureuse et impressionnante dont ils surent esquisser les lignes essentielles de ce couple infortuné.

PAUL FLAT.

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

En 1845, le comte Molé, chargé d'honneurs, grâce à l'extrême souplesse qu'il avait déployée sous tous les régimes, recevait Alfred de Vigny à l'Académie française et l'accablait des plus injurieux sarcasmes. La postérité a vengé le glorieux écrivain de l'insolence du politicien. Mais est-il certain que, de nos jours, les amertumes soient mieux épargnées aux poètes de cœur haut, et d'inspiration élevée?

L'Académie française a perdu Sully Prudhomme. Elle se propose de lui donner un successeur : à qui songe-t-elle?... A un parlementaire!

Le régime républicain s'honore d'avoir des hommes d'État remarquables, moins peut-être par les qualités d'action, que par la culture, la pénétration et le talent oratoire. Que l'Académie leur réserve une place; qu'un jour prochain, elle appelle aux côtés de MM. Freycinet, Alexandre Ribot, Albert de Mun et Paul Deschanel, un orateur disert et nerveux essayiste, un esprit d'une parfaite distinction, tel M. Raymond Poincaré, ou encore M. Léon Bourgeois, séduisant dilettante de la politique et de la diplomatie, et même de la philosophie, nul ne s'en étonnera. Mais doit-elle sacrifier à ces leaders, à ces avocats réputés, comblés d'honneurs et de profits — très légitimes — les simples et véritables littérateurs? Voilà ce que nul ne pensera.

Or, élire un politique, quand il faudrait un poète, n'est-ce pas négliger les Lettres? L'Académie n'est point sans l'entrevoir; et alors, elle incline, ingénieuse, vers une élection tout autre.

Sully Prudhomme, dit-elle, n'était point seulement un merveilleux versificateur; il était aussi un penseur, instruit des hypothèses scientifiques, hanté par le problème des causes. Ne voulut-il pas être le poète de la moderne physique et de la métaphysique? N'écrivit-il point des ouvrages de philosophie? — Ce serait donc rendre hommage à ce vaste génie, que de désigner, pour lui succéder à l'Académie, un savant.

Sans doute, il est de tradition que cette Compagnie possède dans ses rangs un authentique homme de sciences. Et jamais tradition ne fut plus justifiée, puisque la science française atteint maintenant à une puissance, à un rayonnement extraordinaires. Il serait, par suite, éminemment opportun d'appeler au siège vacant de Marcellin Berthelot l'un de ses pairs, ainsi M. Henri Poincaré. — Mais à un poète, donner comme successeur un mathématicien, n'est-ce point une gageure?

Il serait plus bienséant de nommer un philosophe, apte à disserter de l'auteur de *Que sais-je*. Aucun représentant de la spéculation indépendante ne figure dans cette assemblée, représentative du génie français, où, de droit, semble-t-il, siège un prince de l'Eglise romaine. Interprète du vœu public, la *Revue Bleue* a fortement protesté contre cette fâcheuse exclusion. Qu'un philosophe, qui sut par son œuvre renouveler nos conceptions sociales, comme Alfred Fouillée, ou jeter les fondements d'une discipline psychologique nouvelle, tel Théodule Ribot, ou défendre, contre les prétentions d'un positivisme excessif, les droits du sentiment et de

la pensée, ainsi M. Émile Boutroux, ou encore frayer la voie à d'audacieuses recherches ontologiques — et c'est indiquer M. Bergson — qu'un tel philosophe soit élu : ce sera un acte d'équité qui donnera satisfaction à l'opinion éclairée.

En la présente occurrence, toutefois, convient-il de réduire la part des Muses, déjà si médiocre dans la première des Compagnies littéraires ? N'est-il plus de poète digne de succéder à l'admirable auteur des *Vaines Tendresses* ? L'Académie a-t-elle raison de proclamer la déchéance du lyrisme français?

Ce serait de sa part une inconcevable méprise.

L'un des maîtres du Parnasse demeure en effet parmi nous, celui qui sut le mieux plier la froide impeccabilité de la métrique nouvelle à l'expression des angoisses, des rancœurs, des élans de l'âme moderne, celui que, pour cette prééminence, les poètes plus jeunes élirent, en 1898, le Prince des Poètes, Léon Dierx.

Il n'est point de carrière, plus que la sienne, droite et uniquement vouée au culte de la beauté. En notre temps de réclame à outrance où les écrivains montrent volontiers, sur les tréteaux, cette indiscrétion sentimentale qu'a flétrie Leconte de Lisle, et de plus le snobisme de leurs manières et de leur costume, quel exemple, que ce dédain des satisfactions d'orgueil, ce mépris de l'intrigue, cette vie modeste et simple d'humaniste.

La médiocrité, parfois stoïque, de sa carrière pratique, Léon Dierx la compense par la flamme de l'effort littéraire. La poésie est pour lui le plus exigeant travail d'art. Il s'y livre avec la même hautaine intransigeance qu'eurent ses amis, disparus, du Parnasse. Comme eux, il a écrit, en petit nombre, des poèmes impérissables.

Parcourez-les, quelle impression de sécurité, de plénitude, de recueillement vous saisit, semblable à celle qui vous pénètre à l'audition d'une symphonie de Beethoven, ou dans ces sanctuaires d'art, où règne Velasquez ou Rembrandt. C'est celle que donne le contact d'une maîtrise, d'une élévation parfaites.

Chez Léon Dierx, le rythme, accusé par la rime, est d'une délicieuse cadence ; les images séduisent par la convenance de leur éclat. Cette poésie serait d'une harmonie lamartinienne, si l'on n'y distinguait la concision, le poli parnassiens.

L'inspiration n'a point, peut-être, la fougue insensée de celle d'un Hugo, ni la magnifique ampleur éployée dans les *Poèmes Antiques*, *Barbares* et *Tragiques*. Elle étonne par sa finesse et son acuité.

Elle s'exerce sur des thèmes limités, mais variés. Léon Dierx excelle à retracer les figures légendaires et les scènes épiques du passé, à rendre le charme enchanteur de l'Ile Bourbon, patrie commune de son maître vénéré Leconte de Lisle et de lui-même, à dire les grâces légères des paysages et des saisons printanières. Il se plaît davantage encore à décrire les frissons de l'âme. Alors, il se départit de l'olympienne impassibilité de l'Ecole, il évoque les joies de l'esprit, il pénètre les secrets du cœur, il dépeint avec délicatesse, avec une volupté discrète, les nuances du sentiment amoureux.

On lui a reproché de manquer d'émotion. C'est qu'il voile par pudeur le frémissement de son âme. En réalité sa poésie est toute vibrante de sensibilité contenue et ne craint point de s'animer parfois jusqu'à la passion :

« Vous, enfants conçus dans l'année
Aux ciels éclaboussés de sang !
Fils des veuves au lait puissant !... »

Sa sympathie ne le conduit pas, il est vrai, à s'apitoyer sur les déchéances, à excuser les perversités. Les laideurs de la comédie humaine indignent sa droiture et irritent son stoïcisme. Mais les maux de la fatalité le trouvent compatissant :

« Hélas? Dis-nous, chanteur cruel,
Quand finiront les cris de haine,
Quand cessera la gloire humaine
D'être un vain meurtre mutuel? »

Il aime à oublier ses angoisses et ses colères par la contemplation de l'idée ou de la beauté. Sa fine perception des mystérieuses affinités des choses et des sentiments, le conduit aisément dans le monde des rêves. Des formes et des lignes, il discerne le symbole, et le rend avec bonheur. — Et tous ceux que révolte l'odieuse dureté de la vie, il les captive par cette tendance platonicienne.

Pêche-t-il alors, comme on l'a prétendu, par manque de simplicité? Mais quel est l'écrivain, pourvu d'ironie ou de subtilité, — Anatole France, Jules Lemaître — dont on ne pourra dire qu'il présente cette difficulté? Ce qui importe, c'est d'être clair, et Léon Dierx ne cesse d'être compréhensible, même lorsqu'il suit les méandres d'une pensée complexe.

En vérité ce poète, impitoyable aux mensonges, stoïque comme tout Parnassien, est empreint de grâce et d'idéalité. Sa poésie rappelle souvent l'art vaporeux, exquis d'un maître qu'il aime entre tous, Corot :

« Toujours une harmonie adorable nous suit,
Nous enveloppe ou nous absorbe ou nous conduit.
Une âme saisissable et fidèle et candide
Toujours ondule autour d'un branchage fluide. .
Et nous, dans la tendresse universelle, au sein
De la grâce idéale et du fuyant dessin
Des choses, nous sentir confusément renaître,
Ou nous évaporer l'un et l'autre peut-être,
Au fond d'un crépuscule antique, en ces moments
Où la terre et le ciel sont pleins d'enchantements. »

Souhaitons ardemment que Léon Dierx entre à l'Académie française : il saura y magnifier son devancier et ami, Sully Prudhomme :

« Toi, dont l'âme insoumise a soif d'immensité
Agis ou rêve, lutte, aime ou détruis, habite
Ta cellule en soldat, ou bien en cénobite,... »

Nous vivons à une époque de demi-culture, où l'atténuation des intelligences et des caractères les plus vigoureux semble la rançon de l'élévation des masses. Toutes les institutions, haute bourgeoisie, magistrature, parlement, etc..., sont atteintes par cet amoindrissement intellectuel. L'Académie française a su jusqu'ici assez bien s'y soustraire. Il semble difficile qu'elle y échappe. — Que, du moins, elle résiste ; qu'elle délaisse son flirt avec certaine caste mondaine, pour se résigner à l'élection d'écrivains d'élite.

Ainsi elle conservera encore sa belle et nécessaire suprématie littéraire.

Jacques Lux.

Le Propriétaire-Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 23 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 7 DÉCEMBRE 1907

LESSING

Aussi grand, plus grand peut-être par le caractère que par le talent, homme d'action et d'énergie au milieu d'une génération timide et sentimentale, opposant à la mauvaise fortune une virile gaîté, fier, indépendant, craignant de s'enchaîner, toujours animé d'une batailleuse humeur, trouvant, affermissant ses propres opinions lorsqu'il s'escrime contre celles d'autrui, mettant autant de joie que d'ardeur à défendre les idées qui lui semblent vraies, exerçant en maître cette critique vigoureuse et pénétrante qui seule pouvait, selon le mot d'un contemporain, purifier le goût allemand et devant à la critique, de son propre témoignage, quelque chose qui approche du génie, ouvrant presque en tous sens des voies nouvelles, tel a été Lessing.

Il naquit en 1729 dans la petite ville saxonne de Kamenz où son père était pasteur, et il fit de très fortes études à l'École de Meissen dite de Sainte-Afra. Le directeur de l'établissement assurait que les leçons les plus difficiles étaient un jeu pour l'élève et que ce cheval demandait double ration. Déjà, le critique perçait en même temps que l'érudit; ses professeurs le trouvaient curieux, railleur, impertinent. Envoyé en 1746 à l'Université de Leipzig pour étudier la théologie, il aima mieux suivre les cours d'antiquité classique. Honteux de ses façons gauches et de son maintien embarrassé, il se jeta dans le tourbillon de la vie; il apprit la danse, l'escrime, l'équitation; il fréquenta le théâtre; il écrivit des comédies, et l'une d'elles, le *Jeune savant*, où il se moque de lui-même et du pédantisme de son âge, fut jouée avec succès.

De 1748 à 1755 il est tantôt à Wittenberg où il prend ses grades académiques, tantôt et le plus souvent à Berlin, versifiant des odes, chansons et épigrammes où il y a plus de malice que de poésie, traduisant des pièces étrangères, publiant un recueil consacré à l'histoire du théâtre, composant des drames comme le *Libre-penseur* et *les Juifs*, où il défend la cause de la tolérance, étudiant le Dictionnaire de Bayle, réhabilitant des théologiens d'autrefois que leur siècle avait à tort condamnés, rédigeant des articles sur les livres nouveaux. Bien qu'elle tâtonne encore, sa critique, judicieuse, perspicace, sévère, inspire déjà la crainte et l'estime. Il n'est ni pour Gottsched ni pour les Suisses, et il blâme également les deux partis; il persifle Gottsched; il reproche aux Suisses leurs alexandrins boiteux et leur dédain de la rime; il discerne les défauts du *Messie* de Klopstock. Il châtie, en 1754, avec une juste rudesse, un méchant traducteur d'Horace, le pasteur Lange. Enfin, il donne, en 1755, *Miss Sara Sampson*. Dans cette pièce, il s'inspire des modèles anglais, surtout de la *Clarisse* de Richardson et du *Marchand de Londres* de Lillo. Mais il n'observe pas les trois unités. Il montre, comme on disait alors, que le casque et le diadème ne font pas le héros tragique; ses personnages, gens de moyenne condition, parlent en prose, non en alexandrins, et quelques-uns sont assez bien tracés : Mellefont, faible, flottant, inconséquent, et la Marwood, violente, passionnée, vindicative, une « nouvelle Médée ». Quelles que soient ses faiblesses, *Miss Sara Sampson* est, en date, la première tragédie bourgeoise de l'Allemagne.

En cette même année 1755 Lessing regagne

Leipzig. Là, lorsqu'éclate la guerre, ce Saxon devient Prussien ou plutôt fritzien, ami du grand Fritz. Entraîné par Ewald de Kleist et par Gleim, il admire Frédéric et dans sa préface aux *Chants de guerre d'un grenadier prussien*, il dit que les sentiments héroïques, le désir du danger, l'orgueil de mourir pour la patrie sont aussi naturels au Prussien qu'au Spartiate. Son style a désormais plus de nerf, plus de concision. Il réagit contre la langue fade et plate de ses contemporains, il vise au laconisme, et lorsqu'il publie *Philotas* en 1758, c'est dans une prose brève et forte que s'exprime le héros de ce petit drame, un jeune prince plein d'ambition qui tombe aux mains des ennemis et qui se donne la mort pour les priver de l'avantage qu'ils prendraient sur son père.

Pareillement, les *Fables* qu'il fait paraître l'année suivante en trois livres, sont d'une extraordinaire brièveté. Lessing croit que les ornements sont contraires au but de la fable, et il veut qu'elle soit aussi courte et simple que possible, afin de mieux mettre en lumière la vérité morale qu'elle porte avec elle. C'est pourquoi ses fables sont en prose. Il a composé cinq dissertations sur ce sujet. Le maître du genre, selon lui, c'est Ésope qui n'énonce que le nécessaire. Phèdre est prolixe parce qu'il écrit en vers. Quant à La Fontaine, [c'est un conteur, non un fabuliste, et parce que le bonhomme dit qu'il a voulu « égayer » ses fables, Lessing prenant ce mot « égayer » dans le sens le plus étroit, assure que le poète français n'a d'autre mérite qu'un gai bavardage, que ses fables ne sont que de jolis joujoux. Comme si La Fontaine n'entendait pas — et telles sont ses expressions — par la « gaîté » un certain charme, un air agréable qu'on peut donner aux sujets les plus sérieux ! Comme si la fable ésopique était la seule forme que la fable pût revêtir ! Vous êtes orfèvre, Monsieur Josse. Lessing demande aux fabulistes ses propres qualités, la concision, le trait épigrammatique. Mais la fable, ainsi comprise, et bien que Lessing y ait mis beaucoup d'esprit, beaucoup de finesse et de profondeur, est vraiment trop sèche et trop nue ; elle n'a plus rien de naïf, de naturel, de vivant; elle instruit et ne plaît pas, et, en ce cas, est-ce la peine de faire une fable ?

La même année que les *Fables*, en 1759, paraissaient les *Lettres sur la littérature du jour*. Lessing, de retour à Berlin, s'était associé, pour les publier, à Nicolaï et à Mendelssohn. Jamais sa critique n'a été plus perçante, plus impitoyable et plus salutaire, et quelle fraîcheur, quelle jeunesse d'accent, quel ton libre et belliqueux, quelle souplesse de style ! Il rend hommage à Gleim et à Kleist. Mais il accable les mauvais traducteurs qu'il nomme des journaliers de lettres. Il accuse Gottsched d'avoir gâté le goût du public et compromis l'avenir du théâtre allemand en cherchant ses modèles chez les Français et non chez les Anglais. Il raille le séraphisme de Klopstock et ses chants religieux qui sont si pleins de sentiment que le lecteur ne sent rien du tout. Il se moque du gentil babillage de Wieland, de son mysticisme éphémère, de ses *Sentiments d'un Chrétien* où le jeune auteur fait des débauches d'imagination et défigure la langue des Saintes Écritures par des subtilités et de profanes allusions, de son *Plan d'Académie* qui foisonne d'inexactitudes historiques.

Ces *Lettres sur la littérature du jour* parurent jusqu'en 1765, et, suivant l'expression d'un des rédacteurs, après avoir vécu comme l'impétueux Achille, elles s'endormirent comme le pieux Enée. Mais Lessing ne collabore que deux années à ce recueil. A la fin de 1760 il abandonne l'entreprise. Il se rend de Berlin à Breslau où il est secrétaire du général Tauenzien, et là, tout en rédigeant des rapports et en jouant avec fureur au pharaon, il prépare le *Laocoon* et *Minna de Barnhelm.*

Le sujet de *Minna de Barnhelm* qui fut représentée pour la première fois en 1767, était tiré des événements contemporains, la scène se passait à Berlin après la conclusion de la paix d'Hubertsbourg, et l'auteur semblait avoir pris les personnages dans ses propres entours : le major de Tellheim, homme loyal, généreux, chevaleresque, délicat à l'excès, donnant de l'argent à la veuve d'un camarade bien qu'il soit pauvre, et renonçant à la main d'une riche héritière parce qu'il est pauvre; cette héritière, Minna de Barnhelm, raisonneuse, mais aimable, franche et finissant, en dépit de lui, par reconquérir ce Tellheim dont l'humeur un peu austère et misanthropique contraste avec son enjouement; les serviteurs du major, Just, fidèle comme un chien, et Werner, aussi dévoué que Just, moins vulgaire pourtant et réellement épris du métier des armes ; Franziska, la soubrette espiègle et futée; l'hôtelier, curieux et cupide ; un chevalier d'industrie, un Français, le lieutenant Riccaut de La Marlinière. Aussi la pièce fut-elle saluée comme la première comédie originale de l'Allemagne. Les souvenirs de la guerre, Frédéric rendant justice à Tellheim, parce qu'il est un roi à la fois grand et bon, l'officier prussien épousant la baronne saxonne, ce mariage scellant la réconciliation des deux peuples, tout ce que l'ouvrage avait d'actuel et de national fit alors le succès. Mais elle a de plus éclatants mérites : la peinture des caractères, la simplicité du sujet, la structure savante d'une œuvre qui se déroule et se développe du premier acte au cinquième sans que faiblisse l'intérêt, une foule d'ingénieux détails et de piquants épisodes, un dialogue spirituel, rapide, varié.

Ce fut après son retour à Berlin, en 1766, que Lessing publia son *Laocoon*. Ici encore il est délimitateur. De même qu'il avait tenté de définir la fable, de même qu'il marquait dans ses lettres à Mendelssohn les différences entre la tragédie et l'épopée, de même qu'il distinguait dans un mémoire sur *Pope métaphysicien* la poésie et la métaphysique, de même dans le *Laocoon* — dont le sous-titre est *Des limites de la peinture et de la sculpture* — il s'efforce d'établir les vrais caractères des arts plastiques et de la poésie. Il s'imagine, comme Winkelmann, que l'art grec n'exprimait pas les mouvements violents de l'âme. Mais Winkelmann assurait que le Laocoon du fameux groupe ne crie point parce qu'un cri serait contraire à cette grandeur et tranquillité d'âme qui se montre dans les œuvres de la sculpture grecque. Lessing combat l'opinion de Winkelmann. Il rappelle que les héros et les dieux d'Homère crient toujours lorsqu'ils sont blessés, et il affirme que l'auteur du Laocoon a été guidé non par une idée morale, mais par le principe même des arts plastiques, par le principe de la beauté : cet artiste n'a pas voulu représenter la douleur physique dans toute sa vivacité, il l'atténue et de crainte d'enlaidir le personnage, il change le cri en soupir. A la vérité, ajoute Lessing, le Laocoon de Virgile crie. C'est que la poésie a d'autres lois que les arts plastiques ; c'est qu'elle suit le développement d'une action dans tous ses moments successifs ; le peintre et le sculpteur, par contre, ne peuvent saisir qu'un seul moment. Lessing montre ainsi que la poésie et la peinture ont chacune leurs procédés et leurs ressources ; il montre que ses contemporains se trompent en prenant au pied de la lettre les mots d'Horace, *ut pictura, poesis* ; il montre qu'Homère a fait œuvre de poète, et non œuvre de peintre, a transformé le coexistant en successif, a représenté des actions, et, par là, Lessing porte le coup mortel à la fausse poésie descriptive, il fixe le caractère et l'objet de la poésie. Certes, il a commis des erreurs, et ses jugements sont parfois tranchants : il n'accorde aucune importance à la peinture de paysage ; il sacrifie la poésie lyrique. Mais le *Laocoon* renfermait d'utiles vérités ; il fut une révélation, et Gœthe témoigne qu'il se sentit, en le lisant, illuminé d'une soudaine clarté. Ce n'est qu'un fragment, la première partie inachevée d'un grand ouvrage, et Lessing avoue qu'il n'a pas composé un traité systématique, qu'il offre au lecteur les matériaux d'un livre plutôt que le livre. Néanmoins, malgré ses digressions et ses détours, il ne perd jamais de vue son sujet ; tout ce qu'il dit se lie et se tient solidement, et nous voyons sa dissertation naître devant nous comme le bouclier qu'Homère fait naître sous nos yeux.

En avril 1767, Lessing était à Hambourg, où s'organisait un théâtre que ses fondateurs qualifiaient de national. Il devait rendre compte de chaque représentation et former les comédiens et le public. Le 1er mai 1767, il donnait le premier numéro de la *Dramaturgie de Hambourg*.

Mais le directeur ne s'entendit pas avec les acteurs ; les acteurs trouvèrent que Lessing ne les louait pas assez ; le public regimba ; à Pâques 1769, l'entreprise prit fin, et avec elle la *Dramaturgie* qui, après avoir paru deux fois par semaine, paraissait quand elle pouvait. Lessing disait que ses lecteurs étaient joliment attrapés : au lieu de conter des anecdotes et d'analyser les pièces en vogue, il dissertait sur la tragédie. Par là même, sa *Dramaturgie* devint une sorte d'esthétique théâtrale. Ne projetait-il pas de faire dans la dernière partie de son *Laocoon* une théorie de l'art dramatique ?

Aristote est dans la *Dramaturgie* ce qu'est Homère dans le *Laocoon*, et Esope dans les dissertations sur la fable. Lessing avance que la *Poétique* du philosophe est aussi infaillible que les *Eléments* d'Euclide, et que la tragédie ne saurait s'éloigner d'un pas de la ligne tracée par Aristote, sans s'éloigner d'autant de son point de perfection. Il rappelle la définition qu'Aristote a donnée de la tragédie, et il prétend que les Français ne l'ont pas comprise, que, par suite leur tragédie n'est pas la vraie tragédie.

Aristote écrit assez obscurément que la tragédie « opère par la pitié et la crainte, la purgation des passions de ce genre », en d'autres termes, qu'elle excite la pitié et la crainte, mais en même temps les purifie, les rectifie, les ramène à la juste mesure. Corneille, selon Lessing, a mal interprété ce passage ; il étend la « purgation », la *Katharsis*, à toutes les passions ; donc, il n'a pas fait de tragédies qui méritent ce nom. Comme si la définition d'Aristote était un dogme absolu ! Comme si ce qui plaisait aux Athéniens devait plaire également aux Français ! Comme si le drame ne doit produire d'autre sentiment que la crainte ou la pitié, comme s'il ne doit pas produire le plaisir et ne peut pas provoquer l'admiration ! En réalité, Lessing en veut à la tragédie française qui règne sur la scène allemande. Il ne cesse de l'attaquer ; il s'acharne contre elle ; il lui reproche le manque d'action, l'abus des discours, la pompe du langage. Mais s'il relève justement les faiblesses et les invraisemblances de *Rodogune*, a-t-il raison de traiter Polyeucte de fanfaron et de saltimbanque ? Et, s'il n'a pas tort de critiquer les pièces de Voltaire, de railler l'ombre de Ninus qui dans *Sémiramis* sort de la tombe en plein jour devant une nombreuse assemblée, de trouver dans *Zaïre* moins de jalousie que dans *Othello*, de blâmer le caractère du Polyphonte de *Mérope*, n'est-il pas trop pointilleux, trop sévère sur certains points ?

Non qu'il soit ennemi des Français. Il n'a pas guerroyé contre leur comédie. S'il met Destouches au-dessus de Molière, il déclare que tout est action dans l'*Ecole des femmes*, bien que tout y paraisse récit, et il défend le *Misanthrope* contre Rousseau, il apprécie délicatement Marivaux ; il reconnaît Diderot comme son maître et le proclame un génie original qui trace des sentiers dans des contrées inexplorées, et l'esprit le plus philosophique qui depuis Aristote ait étudié le théâtre. Mais dans les *Lettres sur la littérature du jour*, Lessing avait dit que le goût des Allemands les incline plutôt vers le théâtre anglais que vers le théâtre français, qu'ils veulent voir et penser, qu'ils préfèrent le grand, le terrible, le mélancolique, au joli, à l'aimable et au tendre, qu'ils aiment mieux le compliqué que le simple, que Shakespeare seul pouvait susciter des génies originaux et donner à l'Allemagne un théâtre national et populaire. Il développe ces idées dans la *Dramaturgie*. Il assure que la galanterie a inspiré *Zaïre*, et l'amour *Roméo et Juliette*, que la tragédie française, comparée à la tragédie de Shakespeare, fait l'effet d'une petite miniature pour bague à côté d'une vaste peinture à fresque. Il va plus loin : Shakespeare ignorait Aristote, que Corneille a si bien étudié, et des deux poètes, c'est Shakespeare qui a le mieux réalisé les conditions de la vraie tragédie ! Cependant, quelles que soient les exagérations de Lessing, il a dans la *Dramaturgie* discuté d'importants problèmes et semé des vues neuves, des aperçus féconds.

Pendant qu'il composait la *Dramaturgie*, il avait terrassé un nouveau Lange, le jeune Klotz, professeur, directeur de revues, élégant latiniste, mais superficiel et outrecuidant. Lessing le convainquit d'ignorance, d'intrigue, de mauvaise foi, et les coups qu'il asséna dans les *Lettres archéologiques* à ce charlatan d'érudition furent si rudes que le pauvre Klotz ne s'en releva pas.

Il eut alors l'idée d'aller en Italie et de remplacer à Rome Winkelmann qui venait de mourir. Mais presque au même instant le prince héréditaire de Brunswick lui offrait la place de bibliothécaire à Wolfenbüttel ; il accepta cet emploi qui convenait à ses goûts. Au printemps de l'année 1770, il entrait en fonctions.

Deux ans après, en 1772, paraissait *Émilie Galotti*. C'est l'histoire de Virginie transportée de la Rome antique dans une principauté d'Italie. L'héroïne, Émilie, fille d'Odoardo Galotti et secrètement aimée du prince Hector de Guastalla, doit le jour même épouser le comte Appiani. Le confident du prince, Marinelli, fait attaquer par des bandits la voiture où se trouvent Appiani, Émilie et la mère d'Émilie, Claudia : le comte périt ; Émilie sauvée est emmenée tout près de là, dans un château du prince. Une maîtresse d'Hector, la comtesse Orsina, avertit Odoardo, qui poignarde Émilie. La pièce a de graves défauts. Quel dénouement singulier ! Odoardo tue sa fille au lieu de tuer le prince, et c'est Émilie qui prie son père de la frapper ! Et Émilie qui ne hait pas Appiani, qui le nomme son bon Appiani et son cher comte, Émilie qui sait qu'Appiani vient de mourir assassiné, Émilie que sa mère Claudia regarde comme énergique et résolue, Émilie assure à Odoardo qu'elle craint la séduction, qu'elle a des sens, qu'elle ne répond de rien ! On loue ordinairement les caractères : Odoardo, rude et raide en sa vertu ; Appiani, mélancolique, simple et digne ; Claudia, vaniteuse et faible ; Orsina, brûlée d'une jalousie et d'un désir de vengeance qui la poussent au désespoir et au délire ; Marinelli, l'âme damnée de son souverain, courtisan, souple et dénué de scrupule ; le prince, spirituel, aimable, frivole, ne connaissant d'autre loi que ses caprices et, pour les satisfaire, ne reculant pas devant un crime. Mais le dialogue est subtil et le style, malgré sa précision, un peu froid. Les personnages ne parlent pas la langue de la passion. Se peut-il qu'Émilie mourante dise à son père qu'il a cueilli la rose avant qu'elle soit effeuillée par l'orage ? Toutefois, et en dépit de la *Dramaturgie*, cette œuvre — où Lessing observe scrupuleusement la règle de vingt-quatre heures — tient plus des pièces françaises que des pièces shakspeariennes. Elle offre des scènes logiquement liées, une action rapide, une exposition parfaite qui, selon le mot de l'acteur Schröder, annonce tout sans rien trahir, et elle provoque et provoquera ce que Lessing souhaite à tout ce qui est grand, une admiration qui doute et un doute qui admire.

La théologie remplit les dernières années de Lessing. Il avait, en 1773, commencé la publication de travaux et de documents inédits tirés de sa bibliothèque de Wolfenbüttel. De 1774 à 1777, il inséra dans cette collection les *Fragments d'un Anonyme*, au nombre de six. L'Anonyme était un professeur de Hambourg, mort récemment, Samuel Reimarus, qui niait la révélation, le passage de la Mer Rouge, le caractère sacré de l'ancien Testament et la résurrection du Christ. Cinq des *Fragments* parurent en 1777. Ils soulevèrent une tempête. Plusieurs théologiens entreprirent de réfuter l'Anonyme. Lessing riposta. Il lança contre le plus redoutable de ses adversaires, le pasteur Goeze, le pape de Hambourg, une suite de onze pamphlets qu'il intitula *Anti-Goeze*. Jamais il n'a été plus véhément et plus caustique ; jamais sa dialectique n'a été plus habile, plus variée ; tantôt il accable Goeze de railleries ironiques et d'invectives, tantôt il le pousse de questions et d'arguments, le serre de près, et comme il dit, le rencogne, l'accule. Un septième fragment de l'Ano-

nyme qu'il fit imprimer en 1778, déchaîna de nouvelles colères et, cette fois, le duc de Brunswick intervint. Lessing s'arrêta. Du moins il avait eu le mérite de distinguer entre l'esprit et la lettre du christianisme, entre la religion et la Bible, entre la doctrine de Jésus et les récits des évangélistes, entre l'enseignement du Christ et l'œuvre des théologiens; l'*Anti-Goeze* ouvrit la voie à la critique biblique.

Le théâtre lui restait. Il remonta sur son ancienne chaire. La pièce de *Nathan le Sage*, qui parut en 1779, est le douzième ou dernier numéro de l'*Anti-Goeze*, un enfant, comme il s'exprime, que la polémique aida à mettre au monde.

Boccace conte que le sultan Saladin, ayant besoin d'argent, manda un riche Juif et lui posa une question captieuse : quelle est la véritable religion, judaïsme, islamisme ou christianisme? Le Juif répondit par un apologue. Il y avait jadis dans une famille de l'Orient une bague qui passait de père en fils, et celui qui la possédait héritait du domaine; elle vint aux mains d'un homme qui avait trois fils et les aimait également; il ne voulut léser aucun d'eux et il fit faire deux autres bagues qu'il pouvait à peine distinguer de la vraie; mais à sa mort, les trois frères, ayant chacun une bague, prétendirent à l'héritage, et personne ne put accommoder le différend, parce que personne ne reconnaissait l'anneau véritable. Le juif applique l'apologue aux religions, et Saladin se déclare content.

Lessing modifie légèrement le récit de Boccace. Il ajoute que la bague a la vertu secrète de rendre agréable à Dieu et aux hommes celui qui la possède, et le juge devant qui les trois frères se présentent leur dit qu'ils doivent prouver par leurs actes qu'ils ont reçu la vraie bague, montrer par leur vie que ce talisman produit bonté, amour et sacrifice.

Il fallait placer l'apologue. Lessing mit l'action de sa pièce à Jérusalem au temps des croisades. Il disposait déjà de deux personnages, le juif qu'il appela Nathan, et le sultan Saladin. Il leur associa le Templier Curt de Filneck. Ce chevalier, prisonnier sur parole, sauve dans un incendie la fille adoptive du juif, Recha, et à la fin du drame il se trouve que le templier et Recha sont les enfants d'un frère de Saladin et d'une chrétienne. Musulmans, juifs, chrétiens appartiennent donc à la même famille, et toutes les religions sont sœurs.

L'auteur a finement dessiné les caractères. Le patriarche auquel il prête plusieurs traits de Goeze, le patriarche au gros ventre, à la mine rubiconde, à l'air bienveillant, est intrigant, lâche, fanatique; il propose au Templier d'espionner, d'assassiner Saladin, et, s'il pouvait, il enverrait Nathan au bûcher parce que le juif n'a pas élevé Récha dans la religion chrétienne. Le brave frère lai qui porte dignement le nom de Bonafidès a de la ruse dans sa candeur et tout en exécutant les vilaines commissions du patriarche, il les fait échouer. La chrétienne Daja qui désire marier sa jeune maîtresse et révèle au Templier l'origine de Récha, est bornée, bigotte, bavarde, et pourtant sympathique. Le Templier, hautain, ombrageux, irrascible, irréfléchi, a les défauts de son âge et s'il est, de son aveu, un grossier Souabe, et si Daja le nomme un ours allemand, il mêle à sa rudesse quelque chose de noble et de chevaleresque. Les musulmans de la pièce, Sittah, Saladin, le derviche Al Hafi, ont aussi leur caractère : Sittah, bonne, douce, secourable, et toutefois avisée, malicieuse, conseillant à Saladin de tendre un piège au juif: Saladin, prodigue, exempt de préjugés, plein d'affection pour les siens; Al Hafi naïf, modeste, dégoûté des hommes, préférant à la charge de trésorier la solitude du Gange. Mais Récha est manquée. Elle aime de tout son cœur son père adoptif; elle a reçu de lui, dit-elle, la semence de la la raison. Comment dès lors, prend-elle pour un ange le Templier qui l'a tirée des flammes? Comment, même après la leçon que lui fait Nathan, se guérit-elle si vite de son exaltation? Comment ne s'aperçoit-elle pas de l'impression qu'elle produit sur le Templier?

Le juif Nathan est en revanche une des plus belles créations du théâtre allemand. Il a cruellement souffert. Sa femme et ses sept fils ont été brûlés par les chrétiens, et, après avoir disputé contre Dieu, après avoir juré une haine implacable au christianisme, après avoir pleuré trois jours et trois nuits dans la poussière et la cendre, Nathan a fini par entendre la raison qui lui disait doucement qu'il y a un Dieu et que tel est le décret de Dieu. Il se relève en criant à Dieu : « Je le veux puisque tu le veux. » Et il pardonne, il rend le bien pour le mal, il reçoit Récha comme un présent de Dieu, quoiqu'elle soit fille d'un chrétien, et il l'éduque, il l'aime tendrement. C'est un sage, ainsi le nomme le peuple, et il est aussi bon que sage, aussi loyal que bon; Daja dit qu'il est l'honneur même; Al Hafi, qu'il est ouvert à toutes les vertus; le frère lai, qu'il n'y a pas de meilleur chrétien; le Templier et Saladin sollicitent son amitié. Avant tout, il est homme, et il voit dans les autres non des chrétiens ou des juifs, mais des hommes. Qu'ils diffèrent par le teint et le vêtement, par le culte et la nation, qu'importe s'ils font le bien? Comme Saladin, il n'a jamais désiré que tous les arbres aient la même écorce. Il est juif pourtant, et il veut le paraître, il veut l'être, il rappelle Moïse Mendelssohn, et s'il a des caravanes sur toutes les routes du désert et des vaisseaux dans tous les ports, ne doit-il pas sa fortune à la ténacité de sa race? Et

Lessing a eu raison de le faire juif. Il fallait éclairer, désabuser les chrétiens qui s'imaginent avoir le monopole de la vérité et qui se contentent du nom de chrétiens sans le justifier par leurs œuvres. Et comment leur mieux démontrer que toutes les religions peuvent pratiquer la vertu la plus haute, sinon par l'exemple d'un juif persécuté et honni, d'un juif que le Templier et Saladin commencent par traiter avec mépris ?

Le hasard agit trop dans *Nathan* : la pièce présente des invraisemblances, et, là encore, la réflexion domine ; là encore, la couleur manque ; là encore, trop de subtilité, trop d'argutie. Aussi Lessing intitule *Nathan* « poème dramatique » et non pas « drame ». Mais si *Minna* et *Emilie Galotti* sont en prose, *Nathan* est en vers ; l'auteur se sert, bien qu'assez gauchement, de cet iambique de cinq pieds qui devint promptement le vers dramatique, et, en dépit des chevilles, des répétitions de mots, des nombreux enjambements, l'expression a de la simplicité, de la franchise et parfois une agréable familiarité. C'est en ce sens que Gœthe parle de la naïveté du *Nathan* ; dans cette pièce, Lessing s'abandonne et se laisse aller.

Les derniers ouvrages de Lessing — il mourut en 1781 — sont *Ernst et Falk* et l'*Education du genre humain*.

Dans *Ernst et Falk* qui se compose de cinq dialogues, il s'attache à défendre la franc-maçonnerie, la vraie, non celle qui est, mais celle qui devrait être, celle que formeraient des hommes sages, élevés au-dessus de l'esprit de secte et de parti, unis dans l'amour et le culte du bien sous la loi de la raison.

L'*Education du genre humain* forme une série de cent aphorismes. Lessing y soutient que Dieu éduque les hommes peu à peu, qu'il leur a donné successivement plusieurs révélations, d'abord la notion d'un Dieu unique, puis la religion de Jahveh, puis le christianisme ; mais après l'Ancien Testament et après le Nouveau viendra l'Evangile éternel, viendra un état meilleur, une époque de perfection où les mortels feront le bien pour le bien, où la raison sera maîtresse d'elle-même ; ainsi l'éducation du genre humain ne se fait que lentement et par degrés ; il est faux que la ligne droite soit toujours la plus courte, et la Providence marche, même quand on croit qu'elle recule.

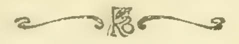
Lessing n'a, du reste, d'un bout à l'autre de sa carrière, cessé de philosopher. Quelle était sa doctrine ? Après avoir lu le *Prométhée* de Gœthe, il dit à Jacobi que Spinoza était son homme, et, dans plusieurs fragments, il assure que le monde est Dieu, que toutes choses existent réellement en Dieu et non hors de Dieu ; il serait donc spinoziste. Mais, s'il incline vers Spinoza quand il spécule sur la nature de Dieu et ses rapports avec l'univers, il s'inspire de Leibnitz lorsqu'il traite de la vie et de la destinée de l'homme.

Il n'est pas poète et il avoue qu'il ne sent pas en lui la source vive et spontanément jaillissante, qu'il a besoin de pompes et de pistons pour tirer quelque chose de lui. Il est critique, et à tel point qu'il fait disserter les personnages de ses pièces au lieu de les faire agir. Mais, savant jusqu'aux dents, il joint à la science la pénétration, la sagacité, une dialectique adroite et fertile en ressources. C'est le prince des polémistes. Nul ne s'entend mieux à réfuter une erreur, à terrasser un adversaire par l'invincible puissance d'une argumentation qui met en œuvre le syllogisme et le dilemme, l'interrogation et le dialogue, l'apostrophe, la moquerie, la plaisanterie, les images, les métaphores, les comparaisons, tout ce qui peut animer les idées froides et abstraites, les colorer, leur donner la chaleur et la vie : si le critique se montre dans ses drames, le dramatiste se montre dans sa critique. C'est pourquoi ceux qu'il exécuta, Lange, Klotz, Goeze, sont immortels. Il manque parfois d'équité : il condamne de parti-pris la tragédie française ; il méconnaît les services que Gottsched a rendus au théâtre allemand ; il jure sur la parole d'Aristote et prétend formuler les règles du goût ; il se laisse entraîner par l'ardeur et par les nécessités de la lutte. Abondant toujours dans son sens, possédé de la démangeaison d'objecter, discutant, distinguant, définissant à outrance, ergotant, épluchant, fort de sa logique, Lessing est tout raison et tout réflexion. Mais il fallait à la littérature allemande un homme comme lui, un homme franc et sincère qui, selon sa propre expression, dit aux gens en face ce qu'il avait à leur dire, dussent-ils en crever de colère ; un homme qui, par l'âpreté de sa critique et par la fermeté de son jugement, fît triompher la vérité. Car Lessing a la passion de la vérité ; il la cherche avec zèle, avec persévérance, et il a même plus de joie à la chercher qu'à la découvrir, comme le chasseur qui trouve plus de plaisir à courir le lièvre qu'à le prendre. N'a-t-il pas écrit que si Dieu lui offrait la vérité, il refuserait le cadeau, que la vérité n'est que pour Dieu et qu'il met au-dessus d'elle l'amour inquiet qu'elle inspire ?

S'il n'est avant tout qu'un grand fragmentiste, sa critique, toute fragmentaire qu'elle est, fut dictée par une pensée généreuse de réforme et d'émancipation : il a tenté non seulement de créer une scène nationale, mais d'y affranchir l'esprit allemand et l'esprit humain. Son style reste un modèle, et ce style, c'est lui : clarté, précision, netteté un peu sèche ; pas

d'ornements ni de mots à effet; des images qui renforcent le raisonnement et lui ajoutent du relief; une justesse frappante, une vigueur saisissante, des périodes ramassées, je ne sais quoi de fier, d'incisif, voire de sarcastique et d'amer en son laconisme. Lessing est le plus mâle des écrivains allemands, et, avec ses défauts, un de ceux qui nous imposent le plus; ce rude et inlassable jouteur a quelque chose de martial, d'héroïque que n'ont pas les autres.

Arthur Chuquet,
de l'Institut.



LE RÉSEAU DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Ses produits directs et indirects.

I

Les chemins de fer de l'État ont des amis et des adversaires, ardents les uns et les autres. La récente discussion du budget des travaux publics vient de le montrer encore une fois.

La politique se glisse, subtile ou brutale, dans les domaines qui paraîtraient devoir lui demeurer étrangers : c'est à la lueur troublante des programmes électoraux et des décisions des congrès des divers partis que l'on examine la question des chemins de fer de l'État, que l'on scrute les statistiques, dissèque les bilans et confronte les charges supportées avec les services rendus.

Ce ne sont ni les chiffres ni les faits qui déterminent l'approbation ou la désapprobation; c'est une théorie préconçue sur le rôle de l'État, sur la légitimité et l'utilité de son action en matière économique qui entraîne le jugement porté. On cherche des arguments à l'appui d'une thèse : maladroit qui ne parviendrait à les découvrir. Les mêmes constatations se prêtent parfois à la justification ingénieusement complaisante de conclusions contraires. Les mêmes faits surtout ne sont pas toujours constatés de la même façon.

Ecoutez ce que dit un voyageur après qu'il a circulé pendant quelques heures sur le réseau de l'État et vous connaîtrez presque et son opinion politique et ses tendances sociales. Celui-ci estime que les trains ont une trépidation particulièrement désagréable, que les retards sont fréquents, les coussins peu moelleux, les employés revêches. Celui-là renverse purement et simplement les termes : il signale des wagons confortables, il souligne les avantages démocratiquement accordés au public, il proclame l'excellent esprit du personnel. C'est ainsi que le panégyrique de gauche répond au réquisitoire de droite.

Est-il possible de se soustraire pour quelques instants à ces préjugés passionnés, afin d'enregistrer d'une façon rapide, objective et précise les efforts tentés, les sacrifices consentis, les progrès accomplis sur le réseau de l'État?

Pour que rien ne trouble la nécessaire impartialité de cette modeste enquête, il faut s'interdire par avance d'en tirer aucune conséquence au point de vue de la solution du problème si vivement débattu : devons-nous racheter tout ou partie des chemins de fer exploités par de grandes Compagnies?

Cette réserve risque d'enlever aux renseignements qui suivront une part de l'intérêt que l'actualité leur conférerait. Elle nous paraît cependant prudente et justifiée, nous dirons même, scientifiquement obligatoire. Sans doute, il semblerait naturel de se former une opinion sur la valeur future de l'exploitation des chemins de fer par l'État, d'après ce que nous savons des résultats antérieurement constatés.

Ne devons-nous pas juger de ce qu'il fera par ce qu'il a fait, et mesurer les services qu'il est capable de rendre par ceux qu'il aura déjà rendus? Ne pouvons-nous admettre que ses qualités et ses défauts seront, sur un domaine élargi, exactement les mêmes que ceux que nous aurons reconnus sur un champ plus restreint?

Le réseau actuel des chemins de fer de l'État ne constitue-t-il pas l'expérience qui nous permet de nous prononcer sur la valeur de l'opération du rachat de l'Ouest et des autres Compagnies?

Nous ne le croyons pas.

Une expérience digne de ce nom n'a de valeur que si elle se poursuit dans des conditions connues, normales et moyennes, telles qu'il soit possible sans témérité d'en étendre les indications. Si l'État s'était réservé l'exploitation des grandes lignes qui relient entre eux les grands centres, qui desservent des régions où la population est dense et l'industrie active, s'il avait laissé aux sociétés privées le soin d'établir de communications rapides entre les hameaux épars des contrées infécondes, les bénéfices qu'il serait seul à réaliser prouveraient-ils la supériorité éminente de sa gestion, convaincraient-ils d'incapacité fondamentale les compagnies besogneuses et ruinées? S'il ne réussit pas, au contraire, à gagner de l'argent avec des lignes délabrées, abandonnées par des sociétés en faillite, que faudra-il en conclure sinon qu'il n'a pas trouvé, lui non plus, le secret qui se dérobait obstinément aux sollicitations âpres des alchimistes et qu'il ne sait pas tirer quel-

que chose de rien ? L'échec, ici, ne serait pas plus probant que, là, le succès.

Pour obtenir une comparaison décisive de la gestion de l'État et de celle des Compagnies il conviendrait de confier à ces concurrents ou à ces émules des réseaux parfaitement semblables : même longueur des voies, même liberté ou mêmes obligations, mêmes avantages ou mêmes charges, et dans les régions desservies égale richesse du sol, égale activité des ateliers et des usines, semblable répartition de la population dans les villages et dans les villes. Cette identité mathématique des conditions ne se réalise pas pour une expérience de laboratoire ; à plus forte raison nous manque-t-elle ici.

Il serait cependant possible d'interpréter prudemment des observations ingénieuses et complètes et de porter un jugement raisonné, sinon rigoureux, sur la valeur relative de l'exploitation par l'État et de l'exploitation par les compagnies si l'État et les compagnies ne se trouvaient pas dans des conditions dissemblables, soit au point de vue de la tâche qui leur a été confiée, soit au point de vue des moyens dont ils disposent pour s'en acquitter.

* * *

Le réseau de l'État ne constitua jamais une *expérience*, quoi qu'on en ait dit. Il fut plutôt une *épreuve*. Ce n'est pas à la volonté prévoyante et réfléchie du législateur, s'attachant à réaliser méthodiquement un programme d'action, c'est aux circonstances qu'il dut le jour. Il ne fut question en le créant ni d'appliquer des principes politiques ou sociaux, ni de réaliser une bonne affaire, mais seulement d'accomplir une bonne action. Or, en matière économique, la vertu n'est pas toujours récompensée.

Rappelons certains faits qui permettent de déterminer l'origine et l'organisation actuelle du réseau des chemins de fer de l'État.

Des lois successivement votées en 1862 et en 1863 avaient autorisé le Gouvernement à concéder des lignes intéressant certains départements de l'Ouest à diverses compagnies. Les deux principales étaient la Compagnie des chemins de fer des Charentes et la Compagnie des chemins de fer de Vendée qui se trouvèrent bientôt dans l'impossibilité de tenir les engagements qu'elles avaient pris. Des spéculations maladroites, la concurrence facile et pressante que leur firent les grandes Compagnies voisines, les mirent hors d'état d'exploiter les lignes concédées et de construire les lignes promises.

La Compagnie des Charentes accusait en 1875 un déficit annuel de 4 ou 5 millions par 500 kilomètres livrés à l'exploitation. Et encore n'avait-elle pu prolonger jusqu'à cette époque une existence précaire et menacée, que grâce aux concessions nouvelles qui lui avaient été successivement accordées. Elle avait prélevé sur les comptes ouverts de premier établissement les insuffisances des produits de l'exploitation. La situation de la Compagnie des chemins de fer de la Vendée n'était pas moins embarrassée. La faillite paraissait imminente : ses conséquences devaient être désastreuses et pour ceux qui avaient confié leurs capitaux aux Compagnies et pour les habitants des régions desservies qui étaient exposés à ne pas avoir les communications nouvelles qui leur avaient été annoncées et à perdre celles dont ils profitaient depuis quelques années. Une fusion des Compagnies débiles avec leur puissante et enveloppante voisine, la Compagnie d'Orléans, devait, aux yeux du gouvernement, apporter une solution satisfaisante pour tous.

Le projet du ministre des Travaux publics, M. Christophle, fut rejeté par la Chambre des députés sur un rapport de M. Richard Wadington. A la suite de ce vote des négociations furent engagées avec les diverses compagnies secondaires de la région de l'Ouest. Dix conventions furent signées et consacrées par la loi du 18 mai 1878 qui décida le rachat des lignes en déconfiture. Des décrets rendus sur la proposition de M. de Freycinet eurent pour objet de régler l'organisation administrative et financière du nouveau réseau,

Cette organisation était essentiellement provisoire. Ministres et Parlement redoutaient « les lenteurs et la gêne excessive qui résultent de l'ingérence directe de l'État dans les mille détails d'une opération commerciale. » Aussi se préoccupaient-ils surtout de favoriser le prochain retour à l'industrie privée de ces lignes qu'ils avaient momentanément recueillies, mais qu'ils ne comptaient point définitivement adopter. « Nous espérons, déclarait le ministre des Travaux publics, M. de Freycinet, avoir résolu le problème de rendre insensible pour le public la transmission qui va s'opérer dans les lignes rachetées, comme celle qui s'opérera plus tard quand elles feront retour à l'industrie privée. Il n'y aura rien de changé que quelques fonctionnaires placés à la tête de la direction, mais tout l'ensemble du personnel et de l'organisation resteront absolument les mêmes. »

Le gouvernement, on le voit, se proposait d'aider les créanciers des compagnies, les habitants des régions intéressées à passer un moment difficile, il n'avait ni l'intention ni l'arrière-pensée d'essayer un nouveau régime d'exploitation, de créer un champ d'expérience, un « réseau modèle » dont les exemples inspireraient et féconderaient la gestion des autres compagnies. Non, il s'agissait simplement pour l'État d'assumer, comme on l'a dit, le rôle d'un

« syndic de faillite », syndic bienveillant et charitable qui ne faisait pas payer le service qu'il rendait.

Rien n'était changé à l'organisation des compagnies qui s'étaient ruinées. Il était à craindre que dans ces conditions les résultats obtenus par la nouvelle direction ne fussent pas très satisfaisants.

Le réseau Etat manquait avant tout de base géographique. Il n'était pas un réseau *un*. Les lignes qui le composaient étaient éparses, séparées les unes des autres par celles de la Compagnie d'Orléans qui les limitaient, en arrêtaient le développement, en paralysaient l'activité. Tout semblait lui manquer, la confiance dans l'avenir, une structure vigoureuse, un principe d'unité et d'action. Les conventions de 1883 essayèrent d'améliorer cette situation en lui confiant une existence durable, en cherchant à lui assurer les moyens de vivre et de prospérer, sans grandir.

La longueur totale du réseau d'Etat étant à la veille des conventions de 2.778 kilomètres, elle fut ramenée à 2.037 kilomètres. S'il perdait en quantité il gagnait en qualité et en densité, puisqu'en échange de lignes secondaires ou éloignées il acquérait la ligne de Poitiers à La Rochelle que la Compagnie d'Orléans consentait à lui céder. Le développement kilométrique est actuellement de 2.916 kilomètres par l'ouverture à l'exploitation du tronçon de lignes dont les plus importants ont permis par leur soudure de créer la ligne de Paris à Bordeaux, artère principale et centrale du nouveau réseau. Sa cohésion s'est trouvée heureusement accrue, mais il n'en est pas moins demeuré « dans un coin », astreint à une dépendance de fait et de droit vis-à-vis des grandes Compagnies et particulièrement de la Compagnie d'Orléans.

* * *

Le système américain de la pleine liberté commerciale ne s'applique point en France aux chemins de fer. Tarifs et horaires sont soumis à l'homologation ministérielle. Cette obligation légale se complique lorsqu'il s'agit du réseau de l'État de prescriptions rigoureuses édictées par l'article 16 des conventions de 1883 par la loi du 20 novembre 1883 et les arrangements de 1886.

Le territoire desservi par les chemins de fer de l'État constitue une sorte de triangle dont les sommets seraient Paris, Nantes, Bordeaux. Des voies ferrées appartenant à l'État relient les unes aux autres ces villes riches et actives. L'État n'a cependant pas le droit de garder pour lui les transports qu'il serait capable d'effectuer d'un bout à l'autre sur ses propres rails. L'État n'est pas maître chez lui. Un itinéraire qui lui est imposé a pour résultat de le contraindre à apporter son trafic pour les deux tiers des régions qu'il dessert aux compagnies d'Orléans et de l'Ouest.

Voici par exemple toute une région, la plus productive du réseau, c'est celle de Niort, des Charentes, de Cognac : elle pourrait assurer à l'État un transit rémunérateur sur Paris et les au-delà. Les marchandises qui proviennent de cette zone sont remises à Tours à la compagnie d'Orléans qui reçoit 60 p. 100 de la recette du parcours Tours-Paris. Pour une longue zone qui va de Tours à Bordeaux et qui comprend, en particulier, les vignobles du Blayais, l'État est tenu d'amener, par le chemin le plus direct, les marchandises qui lui sont confiées à la Compagnie d'Orléans ; celle-ci perçoit la totalité de la recette et ne paye pas la moindre commission au camionneur qui lui procure de fructueux transports. Le trafic des environs de Nantes est remis à la compagnie de l'Ouest. La région que l'État dessert intégralement comprend les départements les moins industriels et encore faut-il observer que l'Ouest prélève 40 p. 100 des sommes perçues pour l'usage du tronçon de Chartres à Paris.

Ainsi le réseau d'État a comme résultat principal, sinon comme objet exclusif de drainer les transports pour le plus grand profit de l'Ouest et de l'Orléans. Il ne peut tirer qu'un médiocre parti de la plus grande ligne qu'il possède et les lignes secondaires qu'il exploite constituent surtout de précieux affluents dont les compagnies voisines recueillent les avantages mais ne supportent pas les lourdes charges.

Malgré cette situation de dépendance le réseau de l'État s'est depuis sa constitution régulièrement et heureusement développé. La longueur kilométrique des lignes exploitées ne s'est pas beaucoup accrue : elle est passée de 2.215 kilomètres en 1885, à 2.916 en 1905. Par contre les trains plus nombreux, plus rapides, transportent plus de marchandises, plus de voyageurs et rapportent de très appréciables recettes. Quelques chiffres rendent sensible ce progrès général.

Le parcours des trains était en 1885 de 8.799.367 kilomètres, il monte en 1905 à 17.467.866. La petite vitesse transporte, en 1885, 2.591.541 tonnes, en 1905, 5.112.423.

Le chiffre des recettes pour les voyageurs passe, en vingt ans, de 9.546.162 fr. 95 à 18.372.281 fr. 45 ; il va pour les marchandises pendant la même période de 16.208.985 fr. 45 à 35.449.348 fr. 68.

Cet accroissement de recettes n'est pas obtenu au prix d'une augmentation proportionelle de dépenses puisque les sommes versées par le réseau au Trésor s'élèvent de 1.812.665 fr. 20, en 1885, à 14.876.754 fr. 38 en 1905. La réputation de gaspillage que certains esprits veulent infliger aux exploi-

tations d'État n'est pas ici méritée et les chiffres que nous venons de citer justifient le jugement autorisé d'un homme qui n'est pas suspect de parti pris hostile à l'égard des compagnies privées. M. Colson, s'exprime ainsi : « En fait, tous ceux qui ont suivi de près la question des chemins de fer de l'État, depuis qu'elle est sortie de la période des tâtonnements, reconnaissent qu'au point de vue des dépenses cette gestion ne le cède en rien, comme habileté et comme économie, à celle des grandes compagnies.

Cette appréciation nous paraît juste. L'examen rapide des résultats directs et indirects de l'exploitation du réseau de l'État permettra de la préciser et de la confirmer.

T. Steeg,
député.



LA FOLIE DE DON QUICHOTTE ET CELLE DE SANCHO

A la fin de l'*Itinéraire*, Chateaubriand a écrit : « Je traversai la patrie de l'illustre chevalier de la Manche, que je tiens pour le plus noble, le plus brave, le plus aimable et le moins fou des mortels. »

On a rarement osé nier ainsi la folie de Don Quichotte, mais on s'efforce très souvent de la pallier, de la réduire à peu de chose, d'en raccourcir la durée; on la trouve respectable et enviable. On veut que Don Quichotte représente l'idéal aux prises avec la réalité, et voué au ridicule par le sens commun victorieux. L'héroïsme, l'abnégation, la lutte de la justice, tous les sentiments les plus généreux attirant sur l'homme qui en est le modèle accompli de fâcheuses mésaventures; le dévouement aux meilleures causes convaincu d'impuissance; le sacrifice démontré inutile, maladroit, absurde ; la prudence vulgaire, égoïste et mesquine préconisée; la prose triomphant de la poésie, voilà, dit-on, le fond de ce livre. Incapable de survivre à son rêve, Don Quichotte meurt du chagrin que lui causent la perte de ses belles illusions et le retour de son bon sens.

S'il en était ainsi, Cervantes mériterait les reproches faits injustement à *Candide*, et même de plus durs; il n'y aurait pas au monde d'œuvre plus affligeante. Comment se fait-il, qu'au contraire, depuis trois siècles, on n'en voie pas une qui ait davantage réjoui les hommes, donné aux vieux comme aux jeunes, aux lettrés comme aux illettrés, une gaîté plus franche et plus saine? En dépit des commentateurs chagrins qui ont pris à tâche de l' « attrister et mélancoliser », ce livre est d'un bout à l'autre d' « une bonne humeur inaltérable. (1) »

Cervantes avait l'âme trop haute et trop bonne pour dénigrer et railler la haine de l'injustice et la passion de défendre les opprimés; il rit de la manie de chercher des torts là où il n'y en a pas, et d'en causer de très graves sous prétexte d'en châtier d'imaginaires. Ce n'est pas des entreprises chevaleresques qu'il se moque, mais des méchants romans de chevalerie, ce qui est bien différent.

Les récits qui vers la fin du moyen âge avaient succédé aux Chansons de Geste, jouissaient au xvie siècle d'une vogue incroyable. « Qui les eût voulu blâmer, on lui eût craché à la face. » Ils propageaient un goût déplorable, une superstition grossière, une immoralité scandaleuse. On comprendrait mieux Cervantes si l'on commençait par lire le sixième discours de La Noue, intitulé : *Que la lecture des livres d'Amadis n'est pas moins pernicieuse aux jeunes gens que celle de Machiavel aux vieux*. Dans cet écrit publié en 1587, dix-huit ans avant la première partie de Don Quichotte, le brave et sage capitaine est bien éloigné de désapprouver les œuvres chevaleresques, les « excitations aux armes qui sont le passe-temps de la noblesse en temps de paix ». Il les croit « honnêtes et nécessaires ». Il approuverait que l'on forgeât « un aiguillon pour piquer les jeunes gentilshommes et les inciter à la pratique de l'amour et des armes, deux très beaux sujets qui les peuvent délecter, façonner et monter aux honneurs. » Mais les livres à la mode sont un « instrument fort propre pour la corruption des mœurs », la plupart des amours qu'on y dépeint sont déshonnêtes, et « quasi tous les combats pleins de fausseté et impraticables » ; on y exhorte les chevaliers à s'entre-couper la gorge pour choses frivoles. Ils ont surtout, et c'est « le principal poison caché dans les fruits qui sont ès vergers d'Amadis », le tort de favoriser l'engouement pour les pratiques de la sorcellerie, de servir d' « amorces pour apprivoiser les gens aux mystères diaboliques ». Ils ont été composés par des magiciens pour mettre en estime un art qui ne peut procéder que de Satan. A force d'entendre parler d'enchantements et de sortilèges, on se laisse aller au plaisir d'en deviser, au désir d'en voir quelque preuve, et peu à peu on s'accoutume à n'en avoir plus horreur, à accorder un dangereux crédit aux astrologues et aux magiciens.

C'est le cas de notre chevalier. Cervantes ne croit

---

(1) Il est impossible, dit Sainte-Beuve, d'y trouver rien de l'amertume d'Alceste, rien de l'ironie de Voltaire dans *Candide*. Il faut se résigner à essuyer cette larme que, depuis quelque temps, on veut absolument mêler à son sourire... Ne le changeons pas trop, ne le chargeons pas. »

pas, comme La Noue, à la puissance des magiciens, mais il voit comme lui le danger des méchants romans pleins d'enchantements et d'extravagances. A force de les lire, Don Quichotte a perdu la raison. Le dérangement de son esprit ne se manifeste pas seulement par des prouesses belliqueuses. Le pauvre homme s'imagine que toutes les filles qu'il rencontre, depuis Maritorne jusqu'à Altisidore, sont des princesses qui deviennent aussitôt éperdument amoureuses de lui et tendent des pièges à sa chasteté. Après des discours du goût le plus fin et le plus délicat, il tombe dans un galimatias absurde ; il savoure et imite des propos tels que ceux-ci :

« La raison de la déraison qu'à ma raison vous faites, affaiblit tellement ma raison qu'avec raison je me plains de votre beauté » ; ou bien : « Les hauts cieux qui de votre divinité divinement par le sceau des étoiles vous fortifient et vous font méritante des mérites que mérite votre grandeur. »

A ses débuts, il entreprend de défendre un enfant battu par son maître ; il s'y prend maladroitement, son intervention ne sert qu'à aggraver les souffrances qu'il veut soulager, son protégé lui reproche de se mêler de ce qui ne le regarde pas et le maudit. Ce jour-là, Don Quichotte a, à peu près, le rôle qu'on lui attribue. Mais ce premier exploit, le seul qui ressemble à une satire de la chevalerie errante, est peut-être aussi le seul qui ne soit pas un acte de pure et complète folie. Don Quichotte agit en véritable insensé, soit qu'il attaque les moulins à vent, soit qu'il défie le lion dans sa cage, soit lorsqu'il prétend punir des méfaits qui n'ont pas la moindre apparence de réalité. L'aliénation mentale fait de cet excellent homme un malfaiteur dangereux. Il admire et préfère à tous les autres chevaliers, Renaud de Montauban, « surtout quand il le voit sortir de son château pour détrousser les passants. »

« Ma profession, dit-il, est d'aller par le monde pour redresser les torts et les injustices. — Je ne sais comment vous l'entendez, réplique Samson Carasco ; de droit que j'étais vous m'avez rendu tort, me laissant avec une jambe cassée qui ne sera plus droite en aucun jour de ma vie. L'injustice que vous avez réparée en moi a été de m'en faire une irréparable, et nulle pire mésaventure ne pouvait m'arriver que de vous rencontrer cherchant des aventures. »

Ginès de Passamont voyant briser ses marionnettes, s'écrie de même : « Me voilà désolé, abattu, pauvre et mendiant par la furie de ce chevalier duquel on dit qu'il secourt les pupilles et redresse les torts. »

Selon Louis Viardot, dès la fin de la première partie du livre, Don Quichotte n'a plus qu' « un grain de folie », la noble « monomanie d'un homme de bien révolté par l'injustice ». Si l'on ne savait que Viardot a traduit avec zèle et souvent avec succès, on croirait qu'il n'a pas lu. Voyez dans la seconde partie, l'histoire de la duègne Dolorida : est-ce parce qu'il prend parti pour une prétendue victime que nous le trouvons insensé ? Point du tout, c'est parce qu'il ne s'aperçoit pas qu'on se moque de lui, parce qu'il croit aux enchantements de ce Malambruno qui change Antonomasi en guenon et son amant en crocodile, parce qu'il s'imagine traverser le monde en un instant sur un cheval de bois.

Dans toute cette seconde partie, il reste ce qu'il était dans la première, aussi extravagant avec les taureaux qu'avec les galériens qu'il voulait envoyer aux pieds de Dulcinée. C'est là qu'il soutient que la barque sur laquelle il est monté a parcouru sept ou huit cents lieues et dépassé l'équateur, alors que Sancho lui fait observer qu'ils n'ont pas même perdu de vue Rossinante et le baudet attachés à un arbre sur la rive. C'est là que le duc et la duchesse lui jouent des tours dont la réussite atteste sa démence. C'est là que l'enchantement de Dulcinée, qui tient peu de place dans la première partie, prend toute son importance.

La folie de Don Quichotte n'a, quoi que l'on en dise, rien de respectable, rien qui mérite notre sympathie. Elle consiste à être dupe de ses rêves, à prendre au sérieux des imaginations absurdes, des hallucinations, à dénaturer toutes choses, à supposer partout des enchantements, de la magie, à prendre une masure pour un château, des moulins pour des géants, un plat à barbe pour l'armet de Mambrin, des troupeaux de moutons pour des armées, des marionnettes pour des êtres vivants, un fromage à la crème pour un sortilège qui ramollit le cerveau. Il explique lui-même son cas en ces termes :

« Toutes les choses des chevaliers errants semblent autant de chimères et d'extravagances... Ce n'est pas qu'il en soit ainsi en effet, mais parce qu'au milieu de nous s'agite incessamment une tourbe d'enchanteurs qui changent nos affaires et les dénaturent à leur gré. »

Lors de l'aventure de la barque enchantée, Sancho nie qu'un moulin à eau soit un château magnifique. « Tais-toi, s'écrie Don Quichotte ; bien que cela ait l'air d'un moulin, ce n'en est pas un. Les enchantements transforment les choses, les font sortir de leur état naturel et paraître ce qu'elles ne sont pas. »

Sur le point de mourir, revenant à la raison, il reconnaît qu'il avait eu l'entendement troublé ; que regrette-t-il ? D'avoir protégé l'innocence et combattu l'injustice ? non, mais d'avoir parlé et agi comme un insensé, de s'être abandonné à une monomanie funeste. Son erreur a été, non pas de vouloir redresser des torts mais d'en imaginer.

Ne soutenez donc plus que Cervantes raille un généreux idéal. Nullement pessimiste, il ne se moque pas des efforts tentés pour réformer le monde ; il enseigne les conditions sans lesquelles les réformes les plus désirables sont impossibles ou vaines ; il montre que les plus belles aspirations, les intentions les meilleures, ne dispensent pas d'avoir du bon sens, et qu'avec des sentiments excellents, admirables, on fait des sottises, on nuit à soi-même et aux autres, si l'on s'abandonne aux impulsions d'un enthousiasme aveugle, si l'on ne tient pas compte de la nature des choses, si l'on n'a pas l'entendement lucide et la vue saine.

Sancho Pansa n'est guère moins gravement méconnu que son maître. On ne fait attention qu'au contraste si pittoresque que Cervantes a mis entre eux ; on néglige le côté par lequel ils se ressemblent et se touchent, le trait commun qui fait d'eux un couple inséparable. Sancho, fou comme Don Quichotte, prête à rire comme lui, est battu comme lui, et de plus, berné. Dès le début, il nous est présenté comme une pauvre cervelle. Livré à lui-même, il n'aurait pas d'imaginations maladives ; son esprit terre à terre, son tempérament lourd, son humeur placide et timorée ne le disposent à aucune espèce d'exaltation. En quelques endroits, notamment dans l'île de Bataria, Cervantes lui prête des paroles judicieuses, des décisions raisonnables et même pleines de sagacité ; mais ne prête-t-il pas à Don Quichotte les discours les plus sages, les plus sensés ? Les proverbes de Sancho sont souvent cités comme autant de marques d'un entendement vulgaire et borné, mais sain ; Don Quichotte n'est pas moins riche en sentences de ce genre et ses proverbes viennent toujours à propos, tandis que ceux de Sancho arrivent à tort et à travers, sans rime ni raison, et d'une manière qui, selon la remarque de son maître, annonce plus de sottise que de bon sens. Au fond, l'écuyer n'a pas la tête beaucoup plus solide que le chevalier et finit par devenir presque aussi absurde. Cid Hamet Ben Engéli trouve que le duc et la duchesse sont eux-mêmes à deux doigts de la folie pour tant se divertir aux dépens de deux fous.

On ne saurait trop le répéter : Sancho n'est pas seulement un esprit faible ; la démence de Don Quichotte l'a gagné. Lucide à certaines heures, il perd en d'autres tout discernement, tombe dans des égarements pareils à ceux qu'il déplore et dont il est victime. Cervantes le dit si nettement qu'on n'est pas excusable d'avoir pris ce pauvre paysan pour l'incarnation du bon sens.

Quand Don Quichotte croit avoir décapité le géant ennemi de Dorothée, Sancho cherche la tête et ne la trouvant pas : « Je savais bien, s'écrie-t-il, que dans cette maison tout n'est qu'enchantements. Cette tête, je l'ai vu couper de mes propres yeux. » Il supplie Dorothée de tenir l'exploit pour certain, à telle enseigne que la tête avait une barbe qui descendait jusqu'à la ceinture du géant. Cervantes ajoute : « Sancho était pire, éveillé, que son maître dormant, tant les promesses de Don Quichotte lui avaient troublé la cervelle. »

Don Quichotte est vaincu par le bachelier ; vainement Sancho reconnaît celui-ci et son écuyer Thomas Cécial qui a ôté son faux nez et dont les réponses lui prouvent qu'il a bien affaire à un voisin et compère. Il se laisse persuader par Don Quichotte que les enchanteurs ont donné au Chevalier des Miroirs la figure du bachelier.

Il s'avoue bien et reconnaît parfois que son maître extravague, mais sa manière d'expliquer les actes de démence auxquels il assiste, prouve qu'il extravague lui-même, qu'il déraisonne : « Est-il possible, dit-il, que la force des enchantements ait changé le bon jugement de mon maître en une telle folie ! »

D'ailleurs, continuer à suivre un homme que l'on déclare fou achevé et sans ressource, se fier à lui, s'associer à ses aventures après l'avoir vu assaillir des moulins et massacrer des moutons, n'est-ce pas avoir la tête aussi malade que la sienne ?

Au lieu d'opposer, comme on le prétend, la réalité à la chimère, le sens commun à l'enthousiasme, la prose à la poésie, Cervantes combat les deux formes de la maladie qui sévissait au moyen âge, c'est-à-dire : d'une part, l'obsession du surnaturel, la croyance aux enchantements, l'incapacité de voir les choses telles qu'elles sont, la déraison ; d'autre part, la soumission aveugle aux leçons les plus absurdes, l'abdication du sens personnel, l'adhésion servile à la parole du maître, la foi du charbonnier.

C'est un état tout pareil à celui de Don Quichotte qui permettait aux Pères de l'Eglise, aux docteurs angéliques et séraphiques, de découvrir partout des figures et des symboles, de mépriser le témoignage de leurs yeux et de leurs oreilles, de faire à tout propos intervenir des puissances surnaturelles dans les affaires humaines, de visiter le paradis et l'enfer, de s'entretenir avec les anges et avec le diable. C'est une crédulité pareille à celle de Sancho qui faisait abandonner à l'Eglise des biens solides en échange d'une place dans le ciel, ou qui poussait en Terre sainte les pauvres gens séduits par les promesses de Pierre l'ermite et de Saint Bernard.

Prenez n'importe quel chroniqueur du moyen âge, Sulpice Sévère, Grégoire de Tours, le moine de Saint-Gall, Orderic Vital, Mathieu Pâris ; presque à chaque page vous retrouverez l'extravagance des deux héros de Cervantes. La Caverne de Montésinos fait

penser au trou de Saint-Patrice. Les Chevaliers errants transportés brusquement au bout du monde rappellent les voyages merveilleux des Saints de Bretagne à travers la Manche. En voyant Don Quichotte prendre un troupeau pour l'armée du roi de la Trapobane et un plat à barbe pour un casque, je me souviens des prodiges relatés par Grégoire de Tours, de la poutre trop courte s'allongeant jusqu'à ce qu'elle ait la dimension requise, du vase qui ne pouvait contenir quatre mesure d'huile et d'où, par la vertu de la vraie croix, l'évêque en voit, de ses propres yeux, *propriis oculis*, sortir plus de six. Le miracle qui, pour convaincre un prêtre incrédule, donne à Sainte Catherine les traits et la barbe de Jésus-Christ, ressemble singulièrement aux enchantements qui changèrent le Chevalier des Miroirs en Samson Carasco et la belle princesse Dulcinée en une vilaine et misérable paysanne.

Des récits absurdes trouvaient encore crédit au XVIe siècle. Erasme s'en amusait. Il faut l'entendre raconter comment un prêtre adultère avait été sauvé grâce à un présent agréé par la Sainte Vierge : le mari enfonçait la porte ; le prêtre, se voyant perdu, pria Marie de l'assister. Aussitôt, la fenêtre, trop étroite pour laisser passer un homme, s'élargit de façon à permettre la fuite du coupable.

Ce qu'Erasme avait fait avec esprit, Cervantes le fit avec génie.

Avait-il conscience de la portée de ses railleries? Je ne sais. Gardons-nous de ramener une œuvre aussi multiple, aussi ondoyante et diverse, à une formule trop simple, d'en faire un livre à thèse ; les livres à thèse n'ont pas cette vie, cet agrément, ils se démodent vite. Dans Don Quichotte, comme dans plusieurs autres chefs-d'œuvre, nous cherchons trop une intention profonde, un dessein soutenu, une parfaite unité de plan (1). Cervantes prétend n'avoir pour but que de ruiner le crédit des romans de chevalerie. Pourquoi donc, à la fin de la préface de la seconde partie, annonce-t-il avec tant de complaisance la prochaine publication de son *Persilès*, roman presque aussi extravagant, selon Louis Viardot, que tous ceux qui avaient troublé l'entendement de Don Quichotte (2). Il voulait surtout divertir ses lecteurs et se divertir lui-même. Les folies de Don Quichotte et celles de Sancho, ne sont souvent qu'un prétexte à récits réjouissants, un fil pour rattacher les unes aux autres des histoires qui ne servent qu'à nous amuser, comme celle de Lucinde et de Cardenio, ou celle du Captif.

« Dieu vous pardonne, dit don Antonio au bachelier, le tort que vous faites au monde entier en voulant rendre à la raison un fou si divertissant... Jamais l'utilité dont pourra être le bon sens de Don Quichotte n'approchera du plaisir qu'il donne avec ses incartades... Si ce n'était contraire à la charité, je demanderais que jamais il ne guérisse, parce qu'avec sa guérison, nous perdrons non seulement ses folies, mais encore celles de son écuyer, dont la moindre suffirait pour réjouir la mélancolie elle-même ».

C'est également le sentiment du vice-roi : la réclusion de Don Quichotte lui fait regretter le plaisir qu'auraient eu tous les gens à qui seraient parvenues les nouvelles de sa folie.

En même temps que Cervantes s'applique à nous égayer, il se plaît, comme Montaigne, avec qui il a bien des points communs, à enregistrer ses goûts, ses humeurs, ses opinions sur toutes choses ; il aime à exposer en de charmants hors-d'œuvre des idées ou des sentiments qui lui sont chers. Peut-être même n'a-t-il pas d'autre but et ne guerroie-t-il contre les romans de chevalerie que pour se faire lire. Peut-être, quoique cela semble peu probable, n'a-t-il pas songé au parti que l'on pouvait tirer de son livre, et n'a-t il jamais fait de rapprochement entre les rêves mystiques des Saints et les hallucinations de Don Quichotte (1), entre les miracles du moyen âge et les enchantements dont Sancho est victime. Mais que Cervantes le veuille ou non, qu'il le sache ou ne le sache pas, en décrivant la folie qui récuse le témoignage des yeux, qui nie l'évidence et se repait de chimères enfantées par une imagination malade, en tarissant la source des visions et de la crédulité, ses coups dépassent de beaucoup les *Amadis* et vont même bien plus loin que les légendes des Saints. Il présente comme une infirmité risible l'état d'esprit qui a préparé la naissance du christianisme, présidé à ses progrès et assuré sa durée.

Ce n'est pas à dire que Cervantes ne fût pas chrétien et même catholique, comme d'autres grands hommes qui, sans le vouloir, ni même s'en douter, ont ébranlé la religion à laquelle ils étaient sincèrement attachés. Nous n'avons pas à nous occuper ici de sa croyance (2). Je parle, non de l'intention, mais

(1) « Ce gai chef-d'œuvre fait naitre des idées que Cervantes sans doute n'a jamais eues ». (Sainte-Beuve.)

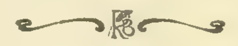
(2) Rousseau a avoué que sa lettre à d'Alembert était incompatible avec le *Devin du Village* et la *Nouvelle Héloïse*. Cervantes, au contraire, ne s'attaquant qu'aux mauvais romans de chevalerie, a pu sans inconséquence, sans démentir ses principes, écrire un roman de chevalerie conforme au programme tracé par le chanoine, une « sorte de Télémaque de la chevalerie », dit Sainte-Beuve.

(1) On a plus d'une fois montré la parenté des visions de Don Quichotte avec celles d'Ignace de Loyola, nourri lui aussi d'*Amadis*, et celles de Sainte Thérèse qui débuta par un roman de chevalerie. Voltaire a comparé les extases de Mme Guyon et de Marie d'Agreda, la querelle entre l'université de Salamanque et la Sorbonne, aux absurdités de Don Quichotte.

(2) Il serait imprudent de rien affirmer sur ce point, mais la façon dont, à propos des géants, il cite la Sainte Ecriture qui ne peut manquer d'un atome à la vérité, fait penser à

du fait, et le fait est que nulle part l'esprit moderne, le génie de la Renaissance, la lutte contre le moyen âge, l'éveil de la critique, ne se manifestent avec plus de franchise et d'éclat que dans Don Quichotte. Ici, point d'os médullaires à casser, point de contradictions embarrassantes. Jamais on n'a raillé aussi ouvertement ni aussi infatigablement l'infirmité qui fait prendre des vessies pour des lanternes; jamais on n'a mené une telle campagne contre la déraison et la crédulité, sources de tous les genres de superstition. Ce n'est pas seulement parce que Cervantes charme l'humanité depuis trois cents ans qu'il a place à côté de Rabelais et de Montaigne, c'est parce que, en même temps qu'écrivain de génie, il est, lui aussi, un libérateur.

Edme Champion.



MARY (1)

Ils suivaient le sentier qui menait à la maison, quand Jörgen dit : « Crois-tu qu'il faille parler à Mme Dawes ou à ton père de cette histoire ? » — — « L'histoire de l'oncle Klaus ? » — « Oui, cela ne fera que les tourmenter. Ne pouvons-nous pas dire que l'oncle Klaus a demandé d'attendre jusqu'au printemps ? » Elle s'arrêta. Tout cela ne lui plaisait pas. Mais Jörgen continua : « Je connais l'oncle Klaus mieux que toi. Il regrettera bientôt ce qu'il a fait. Sans doute, il ne voudra pas s'avouer battu ; mais il nous fera lui-même une autre proposition, dans le sens de la mienne, en disant qu'il faut attendre jusqu'au printemps. »

Mary savait depuis longtemps que Jörgen était bien informé. Aussi put-elle avouer qu'il connaissait la situation mieux qu'elle. Mais elle n'était pas habituée à tous ces détours. « Laisse-moi arranger cela », dit-il. « Cela épargnera aux chers vieux une déception. »

« Mais, qu'est-ce que je dirai ? » demanda Mary. « Ce qui est vrai, à savoir que l'oncle Klaus a été très heureux de nous voir fiancés, mais qu'à son avis, il fallait attendre, parce que les temps étaient bien mauvais. C'est aussi la vérité. »

Mary accepta, surtout parce qu'elle trouvait très délicate cette idée d'épargner son père et Mme Dawes. Elle l'en remercia sincèrement et lui tendit la main pour la seconde fois. Il la garda dans la sienne jusqu'à l'escalier, puis jusqu'à la porte : « C'est le gage d'un baiser dans l'antichambre, pensait-il, mais j'en prendrai dix. »

Il ouvrit la porte et la fit passer la première. « Quelle bonne promenade ! Merci Jörgen ! » dit-elle en passant avec un joyeux salut de la tête, et voilà que, d'un saut, elle fut à l'escalier, puis en haut ! Il l'entendit entrer dans sa chambre.

Jörgen eut beau prendre toutes sortes de précautions pour expliquer ce qui s'était passé, ce fut une cruelle déception pour Anders Krog et Mme Dawes. Tous deux, et surtout Mme Dawes, trouvèrent la conduite de l'oncle Klaus inexplicable, même odieuse. Mary allait donc rester seule un long hiver, tandis que Jörgen serait à Stockholm. Peut-être pourraient-ils se voir quelques jours à Noël, mais ce serait tout. Chose surprenante, leur déception eut un contre-coup inattendu sur Jörgen. Il était triste comme un oiseau blessé ! Plus un mot, plus de piano ; à peine quelques paroles à Mme Dawes. Par contre, il fit ses préparatifs de voyage pour le lendemain. Il devait se rendre directement à Stockholm, son congé était expiré.

Seule, Mary était gaie. On aurait dit que rien de tout cela ne la concernait. A la voir, elle avait passé la meilleure journée du monde. Cet air de victoire qu'elle avait eu dès l'instant où elle avait daigné proclamer leurs fiançailles, non seulement ne l'avait pas quittée, mais s'étalait plus que jamais. Elle passait en chantonnant dans les couloirs et dans les chambres ; elle avait mille choses à mettre en ordre, comme si elle était elle-même à la veille d'un long voyage. Pendant le dîner, elle plaisanta et Jörgen n'était pas très sûr qu'elle ne se moquait pas de lui. Il finit par déclarer qu'il ne la comprenait pas. Elle aurait plutôt dû avoir pitié de lui. Elle, du moins, restait ici, chez elle, dans une maison charmante, pour soigner ses chers vieux, mais lui ? Maintenant, il *haïssait* son métier parce qu'il l'éloignait d'elle. Il se repentait d'avoir quitté le service militaire. Il détestait Stockholm. Il savait combien un jeune homme y vivait à l'écart quand il ne fréquentait pas la haute société et que, par surcroît, il était Norvégien. Il était malheureux et faisait pitié.

« Toi qui savais si bien ton catéchisme, Jörgen, tu sais pourtant que Jacob a dû travailler sept années pleines pour épouser Rachel? » — « Est-ce que je n'ai pas travaillé assez d'années pour toi, Mary? » — « Si cela été si long, c'est que tu as commencé trop tôt ; c'est une mauvaise habitude que tu as prise là — de commencer trop tôt ! — Était-il possible de te voir sans...? Tu es injuste pour toi-même, Mary ». — « Tu avais aussi d'autres buts à atteindre, Jörgen ». — « Jacob aussi, ce ladre de Jacob ! Et il avait en outre le grand avantage de

Bayle et à Voltaire. Serait-ce pour cela que le duc de Bejar, qui avait accepté la dédicace de Don Quichotte, fut censuré par son directeur et sommé de retirer sa protection à Cervantes ?

(1) Voir la *Revue Bleue*, n° du 13 octobre 1906 et suivants.

voir Rachel en attendant aussi souvent qu'il le voulait. » — « Bah ! quand on a attendu tant d'années, Jörgen !... » — « On peut bien attendre six mois de plus ? Oui, il t'est facile de parler, à toi qui n'as jamais attendu, pas même une minute ! » Elle se tut. « Et il faut encore que tu te moques de moi, Mary ! Moi, qui fais si maigre chère, même quand je suis chez toi ! » — « Tu te plains, Jörgen ? » — « Oui, je me plains. » — « Tu as commencé trop tôt, rappelle-toi. » Elle se mit à rire. Jörgen se sentit gêné. Mais un instant après : « Tu ne sais pas, dit-il, ce que c'est que d'attendre ! » — « Je sais en tout cas que ceux qui font si maigre chère, peuvent attendre plus facilement. » Elle rit de nouveau. Jörgen se sentit blessé, en même temps qu'un doute lui venait. Quelqu'un qui l'aurait vraiment aimé ne se serait guère conduit de la sorte, — surtout à la veille d'une longue séparation. Et quand leur mariage s'annonçait si mal !

Ils restèrent un instant chez son père et un peu plus longtemps chez Mme Dawes. Jörgen ne bougeait pas et ne disait rien. Mais Mary était gaie. Mme Dawes les regardait avec étonnement. Elle se tourna vers Jörgen : « Mon pauvre garçon, il faut que tu viennes ici à Noël. » — Mary répondit pour lui : « Tante Eva ! mais c'est justement à Noël qu'on s'amuse à Stockholm ! »

Brusquement, Mary se leva et, à leur grande surprise, leur souhaita le bonsoir, d'abord à Jörgen, puis à Mme Daves. « La promenade m'a fatiguée, et je veux être debout de bonne heure pour accompagner Jörgen. »

Jörgen devina que cette sortie inattendue était un tour prémédité. Elle ne voulait pas être obligée de lui dire bonsoir dans le couloir. Il se promit de se venger. Et il savait se venger.

Mme Dawes voulut savoir s'il s'était passé quelque chose entre eux. Il affirma que non ; elle ne le crut pas, et il dut lui affirmer encore très nettement, qu'à sa connaissance, il n'y avait rien. Mais son abattement était trop visible. Il n'eut même pas le courage de rester plus longtemps auprès d'elle. Il sortit. Le couloir, par exception, était plongé dans l'obscurité. Il gagna sa porte à tâtons. Ensuite, il alluma sa lampe et écouta involontairement si Mary donnait signe de vie ; alors seulement l'idée lui vint que sa serrure ne grinçait plus. Le matin, il avait entendu un grincement très léger. Mais la porte avait néanmoins grincé. Jamais, il n'avait été dans une maison comme celle-ci où le moindre accident était réparé à l'instant même. Et pourtant, c'était dimanche. Quel bonheur quand, un jour, tout serait enfin arrangé, de revenir ici et de s'y reposer à sa guise, en jouissant de la vie, suivant ses plus intimes désirs !

Pour l'instant, il fallait patienter ; subir ses caprices comme auparavant, ceux de son oncle. Jusqu'au jour où ce serait son tour !

Il se déshabillait quand la porte s'ouvrit sans bruit. Mary entra, vêtue pour la nuit, plus élancée, plus éblouissante que jamais. Elle ferma la porte derrière elle et se dirigea vers la lampe. « Tu n'attendras pas, Jörgen. » Elle éteignit la lampe.

SEULE

Le lendemain, elle dormit très tard. Le chant et le piano l'éveillèrent. Confusément d'abord, puis dans un flot de souvenirs tumultueux, elle entendit Jörgen Thiis. Il chantait au piano, les fenêtres ouvertes, dans le grand matin. Sa voix claire de ténor lançait joyeusement vers elle un hymne d'allégresse.

Vite, très vite, elle s'habilla, elle ne voulait pas être en retard pour l'accompagner au bateau. Dans sa hâte, elle acheva de s'éveiller, et alors, ses pensées, plus impétueuses, bondirent vers celui qui l'attendait là-bas dans l'ivresse de sa joie. Elle était avide d'entendre de près l'hymne de reconnaissance qui jaillissait de tout son être. Elle voulait être portée en triomphe comme la reine de sa vie. Librement, souverainement, elle lui avait fait le don le plus précieux au monde. Maintenant, elle l'avait récompensé de ses longs tourments. Sans préjugé ni marchandage. Elle le connaissait et savait jusque dans le détail de quels regards, de quels gestes il l'accueillerait pour lui faire partager son bonheur. Déjà, sa poitrine se gonflait à la pensée de le retrouver. Elle voulait être fêtée et adorée.

Elle sortit par le petit cabinet hollandais, vêtue de sa robe bleue et voulut entrer dans la grande salle de musique qui donnait sur la mer. Mais elle dut s'arrêter, la main sur la porte, pour reprendre haleine, tant elle était émue. Dès le seuil, elle jouissait de son triomphe. Il était si absorbé par la musique qu'elle arriva près de lui sans qu'il s'en aperçut. Il tourna les yeux vers elle, son visage rayonnait ; puis, il se leva lentement, sans dire un mot, d'un geste de fête, pour ne pas troubler son émotion. Il ouvrit les bras vers elle, puis l'attirant à lui, mit un baiser chaste sur ses cheveux, et lui caressa lentement, délicatement, l'autre joue. Il voulait l'abriter et la cacher. L'aider, dans sa mâle bonté, à surmonter le sentiment de honte qu'elle devait éprouver. Toute sa personne n'était que douceur et onction..,

« Il faut nous hâter d'aller déjeuner », murmura-t-il amicalement en se penchant vers elle : il mit encore un baiser sur ses beaux cheveux et en respira le parfum. Puis il la prit doucement à la taille, mais en l'entraînant. Près de la porte, il demanda

en baissant la voix : « Tu as bien dormi, que tu arrives si tard ? » De sa main libre, il ouvrit la porte avec un geste paternel, puis, comme elle ne répondait pas, il eut un geste de compassion. Elle était très pâle et hors d'elle-même. « Ma chère petite ! » murmura-t-il.

A table, il la combla de prévenances, surtout quand il vit qu'elle ne pouvait manger. Mais son temps était compté, il dut songer à se servir, si bien qu'il ne parla guère. Mary ne disait pas un mot. Elle ne l'avait jamais vu manger avec cet air dégagé de grand seigneur. Même air de supériorité quand il lui parlait ou la regardait. Il était évident qu'il voulait lui donner du courage, après ce qui s'était passé la veille ! Il ne tint à rien qu'elle prît son assiette pleine et la lui lançât au visage.

Son chant de triomphe ne s'adressait donc qu'à lui-même. L'hymne de victoire ne célébrait que ses propres mérites !

A chaque repas, il y avait sur la table une carafe remplie de vin. Il en but lentement un grand verre, s'essuya la bouche, se leva en disant : « Pardon ! » d'un air digne. Avant d'atteindre la porte, il ajouta : « Il faut que je voie si le domestique a pris ma malle. »

Il rentra aussitôt. « Je n'ai plus qu'un instant », dit-il en fermant la porte derrière lui. Il alla rapidement vers Mary qui était debout près de la fenêtre. Cette fois, il l'attira vivement à lui et commença à l'embrasser... « Assez », dit-elle. Elle avait repris son air de reine et lui tournait le dos. L'air hautain, elle sortit dans l'antichambre, passa une jaquette pendant qu'une bonne accourait pour l'aider ; puis elle choisit un chapeau et prit une ombrelle après avoir regardé le temps qu'il faisait. La bonne ouvrit la porte d'entrée ; Mary sortit rapidement, suivie de Jörgen qui se sentait blessé jusqu'au fond de l'âme. Il ne se jugeait coupable de rien.

Ils marchèrent un instant en silence. Mais elle sentait sa colère bouillonner. Quand elle songea enfin à ouvrir son ombrelle, elle fut sur le point de la briser. Jörgen s'en aperçut.

« Ecoute, dit-elle d'une voix qui n'était pas la sienne ; je n'aime pas les lettres, je ne peux pas non plus en écrire. » — « Tu ne veux pas que je t'écrive ? » Il avait aussi une autre voix. Elle ne répondit pas et ne le regarda pas davantage. « Mais... s'il arrive quelque chose ? » dit-il. — « *Alors*, oui ; mais tu as toujours Mme Dawes. »

Comme si ce n'était pas assez, elle ajouta : « Tu n'es pas non plus un fameux correspondant, Jörgen. Il n'y a donc rien de perdu. »

Jörgen l'aurait volontiers frappée.

Pouvait-il faire autrement que de rencontrer, près de l'embarcadère, le vieux chien lapon avec quelqu'un de la maison ? A peine eut-il aperçu Jörgen que la musique commença. On eut beau siffler et faire des gestes pour le calmer ; rien n'y fit. Tous se tournèrent vers les arrivants. Jörgen avait aussitôt ramassé une petite pierre bien lourde, tandis que Mary le priait à voix basse de rester tranquille. Le bateau accostait à cet instant, ce qui attira l'attention générale y compris celle du chien. Jörgen profita de cet instant pour lancer sa pierre à l'animal qui hurla de douleur. Aussitôt, il se tourna vers Mary, chapeau bas et, avec son plus charmant sourire, il la remercia infiniment pour son hospitalité des jours passés.

Elle ne put faire autrement que de rester là quand le bateau s'éloigna ; elle agita même une ou deux fois son ombrelle. Souriant et triomphant, Jörgen lui envoyait de grands saluts du bateau.

Elle était furieuse, Jörgen ne l'était guère moins.

« Lui qui aurait dû baiser le bas de ma robe et se jeter dans la poussière pour moi ! » Ainsi pensait Mary en songeant à lui.

La veille déjà, elle avait eu comme un soupçon de son indélicatesse. Il ne voulait pas la lâcher. Elle avait dû employer la ruse et fermer sa porte. Mais elle pensait que c'était une conséquence maladive de sa longue attente. Elle était devenue comme une obsession.

Maintenant, le doute n'était plus possible. Seul un « possédé » pouvait se conduire ainsi. Elle avait été trompée ! Ce qu'il y avait de meilleur en elle-même, ses instincts les plus délicats étaient victimes d'une répugnante erreur.

Tout le jour, elle lutta sans répit avec cette pensée. Trahison ! souillure ! pensait-elle. D'abord, elle rejeta la faute sur les autres. Puis, elle se déclara seule coupable. Elle était impropre à l'existence ; elle ne faisait que se tromper, se trahir elle-même. Un instant, elle dit : on a usé de violence envers moi, quoique je me sois donnée volontairement. Puis, un instant après : « Cela remonte sans doute plus loin dans le passé, et je ne puis pas tout m'expliquer. »

Quel bonheur que sa chambre fût restée intacte et pure ! Quant à la chambre voisine, elle ne voulut jamais y remettre le pied, ni la revoir jamais.

Et lui? Non, non, elle ne l'aurait pas !

Mais s'il parlait ? Elle n'avait aucune crainte à ce sujet. On pouvait au moins lui accorder le mérite de la discrétion ; sinon, elle aurait appris quelque chose sur lui. Mais, qu'il y eût au monde une seule personne qui sût la chose ! Elle pleura de colère et d'impuissance. Son courage en fut diminué. Cette pensée commença à la tourmenter comme un cauchemar. Surtout dans les moments où elle se sentait le plus forte.

Elle le reverrait ; c'était nécessaire. Elle lui dirait ce qu'elle avait cru de lui — et ce qu'il était en réalité. A qui elle avait pensé se donner — et à quel homme elle s'était donnée. Non, il ne triompherait pas. Mais, pour cela, il fallait connaître sa vie. Qui interroger ? Qui pouvait bien la connaître ?....

Quand elle se réveilla le lendemain, ses pensées étaient moins confuses. D'abord, elle sut comment elle s'y prendrait pour être parfaitement renseignée sur Jörgen : il fallait s'informer peu à peu, à l'occasion, pour n'éveiller aucun soupçon. De même, elle vit nettement qu'il fallait ajourner la rencontre qui précéderait la rupture, surtout pour son père et sa tante. Mais ce qui importait avant tout, c'était de retrouver sa voie et de sortir de l'atmosphère étouffante qui l'avait empoisonnée. Or, il n'y avait qu'un moyen : reprendre son travail, s'y rendre habile et puiser dans le succès un courage nouveau.

Travail et fidélité au devoir ! Elle se redressa sur ses coudes à la pensée de son relèvement moral. L'instant d'après, elle était debout pour se mettre à l'œuvre.

Les cinquante mille francs que son père avait donnés récemment à l'oncle Klaus, et dont elle n'avait pas trouvé trace dans ses comptes, ne faisaient-ils pas supposer que son père avait des réserves en Amérique, en dehors de l'entreprise de son frère ? Que les rentes qu'il n'avait pas dépensées étaient placées là-bas ? Que cinquante mille francs avaient été disponibles récemment et envoyés en Norvège ?

Depuis que Jörgen lui avait parlé de ces cinquante mille francs, elle n'avait cessé d'y songer, au milieu de ses autres soucis. Elle voulut parcourir toute la correspondance de son père avec l'Amérique ; elle y trouverait sans doute le secret cherché. Mais elle ne trouva rien, jusqu'au moment où elle avisa un écrin dissimulé derrière les livres et dont la clef était dans le porte-monnaie de son père. Elle l'avait vu souvent pendant leurs voyages sans savoir ce qu'il contenait. Or, toutes les lettres d'Amérique y étaient, ainsi que les comptes qui s'y rattachaient. Anders Krog paraissait bien s'être déjà occupé seul de cette fortune et de toutes ces affaires du vivant de la mère de Mary. Certainement, il avait mis une part importante de cette fortune en réserve, même si la plus grosse somme, à savoir un million de dollars, était perdue. Mary devint fiévreuse. Son père devait avoir compris, en lisant la lettre, que tout ce qu'il possédait en Amérique était perdu. C'est ce qu'elle avait compris elle-même ainsi que les autres.

Elle revint trouver son père avec cette idée en tête. Elle lui expliqua la chose en détail et dit qu'elle allait partir aussitôt pour l'Amérique afin d'en avoir le cœur net. Il fut effrayé, mais il comprit bientôt la nécessité du voyage et se rendit.

Mme Dawes ne fut pas aussi crédule. Elle devina qu'il se passait quelque chose et que Mary cherchait une distraction. Mais les manières de Mary et le récit qu'elle faisait de sa découverte avaient quelque chose de violent, d'irrésistible. Mme Dawes se borna à quelques objections, telles que le danger des tempêtes à cette époque de l'année.

Trois jours après, Mary accompagnée d'une bonne parlant anglais était en route pour l'Amérique. Elle saurait bien trouver là-bas, dans la foule des gens qu'elle connaissait, quelqu'un qui l'aiderait utilement.

Tout marcha à souhait : au bout d'un mois et demi à peine, elle était de retour. Il était grand temps qu'elle fît le voyage. Le tribunal allait déclarer qu'Anders Krog avait été complètement associé à son frère, tandis qu'il ne l'était que pour la somme qu'il avait engagée dans son affaire.

Elle pouvait *elle-même* en faire la preuve.

Ce succès lui donna du courage. Pourquoi ne pas continuer ? Elle avait des capitaux à faire valoir et un vif désir de se mettre à l'œuvre. Quant à la forêt, ne pouvait-elle pas apprendre à l'exploiter aussi bien qu'une autre ? La comptabilité en partie double n'était pas non plus d'une telle difficulté. Elle s'y mit sans plus tarder.

Anders Krog semblait regaillardi depuis son retour. Il éprouvait une grande joie à savoir que l'argent qui n'était pas compromis dans la faillite était sauvé. L'avenir de Mary lui était infiniment cher.

Mme Dawes, au contraire, baissait à vue d'œil. On eût dit qu'après avoir déployé une activité infatigable, il ne lui restait plus de forces. Elle ne demandait même plus de nouvelles de Jörgen. Quant à sa correspondance, elle était abandonnée.

Mary dirigeait la ferme avec l'intendant, et surveillait la fortune avec un homme d'affaires. En outre, elle allait à la ville deux fois par semaine pour prendre des leçons.

Le mois de novembre arriva ainsi : Anders Krog reçut alors une lettre d'un proche parent de Kristiania extrêmement riche, dont la fille unique venait de se fiancer. Il insistait pour que Mary vînt assister aux nombreuses fêtes que les deux familles allaient donner.

Mary accepta avec un empressement dont elle fut elle-même étonnée. Le vieil Adam n'était pas mort. Elle chantonnait dans les couloirs et les chambres en faisant ses préparatifs. Elle attendait avec impatience un milieu nouveau et de nouveaux hommages. Il y avait là une revanche à prendre, ainsi qu'elle dut se l'avouer à elle-même.

Elle était partie depuis quelques jours à peine, lorsqu'Anders Krog reçut une lettre où l'on faisait de Mary un éloge enthousiaste. Ce n'était pas la

fiancée, mais elle, qui avait été la reine des bals, qui avait été préférée et fêtée, par les fiancés les premiers. Son exceptionnelle beauté, son noble caractère, ses connaissances et son tact laisseraient un souvenir inoubliable. On demandait enfin à la garder quelque temps encore.

Anders Krog fit porter la lettre à Mme Dawes ; mais il demanda bientôt à la ravoir : il voulait la lire et la relire.

Or, le lendemain, Mary était de retour! Elle entra le matin sans bruit, chez son père qui fut effrayé de la voir. Elle expliqua qu'elle avait été malade et cela se voyait assez. Elle était plus que pâle ; elle avait le teint terreux et les yeux gonflés de sommeil. Elle parla à peine. Elle embrassa son père, longuement, tendrement, refusa de voir la lettre qu'il avait reçue, et de parler de son séjour là-bas. Elle voulait d'abord entrer un instant chez Mme Dawes, puis se coucher et se reposer longuement.

Elle resta à peine une demi-minute chez Mme Dawes, qu'elle laissa extrêmement inquiète.

Elle dormit toute la journée, mangea un peu le soir, et dormit encore toute la nuit, d'une seule traite.

Quand elle se leva, elle avait sa physionomie habituelle, avec un air de santé et d'entrain. Le fermier, le jardinier, l'intendant passèrent chez elle et lui rendirent leurs comptes, puis elle fit le tour de la maison. Ensuite, elle entra chez son père qui fut très heureux de la revoir.

Elle venait lui dire que rien ne s'opposait désormais à ce qu'elle épousât Jörgen aussitôt. En effet, ils étaient riches. Son père lui dit avec beaucoup de peine qu'il le croyait aussi. Ses yeux et sa main complétèrent sa pensée : c'était évidemment son vœu le plus cher.

Mais quand elle redit la chose à Mme Dawes, en ajoutant — sans nommer un instant Jörgen — qu'elle désirait partir aussitôt pour Stockholm, afin de faire cette proposition, Mme Dawes retrouva toute sa lucidité ordinaire; elle s'assit sur son lit et se mit à sangloter. Alors, Mary perdit courage et se laissa tomber sur le lit en murmurant : « C'est comme cela, tante Eva. » Jamais elle n'avait versé des larmes aussi amères. Mais, comme cela ne faisait qu'accroître le chagrin de Mme Dawes, Mary redressa la tête : « Ma chère tante, père va nous entendre ! » Cela les calma un peu; alors Mme Dawes lui déclara, au milieu de ses sanglots, que c'était sa propre histoire qui recommençait. Elle s'était aussi donnée à son fiancé; alors seulement, elle avait découvert quel misérable il était. « Mais il était trop tard; il fallait nous marier. Tu vois, mon enfant, comme nous sommes, nous autres femmes. Nous n'apprenons jamais. »

« Ah! pourquoi avez-vous introduit cet homme dans ma vie ? » gémissait Mary. « Un instinct me disait qu'il fallait l'écarter. Mais vous avez endormi mes scrupules. » Aussitôt elle ajoutait : « Non, ne te désole pas ainsi, tante Éva! Je ne vous reproche rien. A quoi sert aussi de se plaindre ? il n'y a qu'une chose à faire : fermer les yeux et se jeter dans le précipice. »

Mme Dawes était complètement de son avis. « Tu feras comme moi, quand l'honneur sera sauf, tu te sépareras de lui. » — « Non, jamais, car nous serons alors enchaînés l'un à l'autre. Ah! mon Dieu! mon Dieu ! » Elle gémissait; elle se serrait douloureusement contre sa vieille amie en étouffant ses sanglots dans les couvertures. Mme Dawes, impuissante, la tenait dans ses bras. « Je ne comprends pas ce qui est arrivé », dit-elle. A ces mots, Mary releva vivement la tête : « Tu ne compreds pas? Il a fait cela justement pour me lier à lui. Il me connaissait. » Elle se laissa retomber sur le lit, malheureuse, désespérée. La voix coupée de sanglots, elle s'écriait : « Il n'y a pas d'issue ! Il n'y a pas d'issue ! »

Mme Dawes n'avait ni la force ni le courage de consoler une telle douleur.

Elle la laissa pleurer à son aise jusqu'au moment où la colère tomba. Mme Dawes sentit qu'un autre sentiment prenait peu à peu le dessus. Mary releva la tête; ses yeux rougis par les larmes exprimaient la haine. « Je pensais me donner à un honnête homme. Mais il n'a vu là qu'une affaire. » Puis elle se leva lentement.

« Veux-tu donc lui dire cela, mon enfant ? » — « Non, pour rien au monde. Je lui dirai qu'il faut nous marier. »

Trois jours après, Jörgen reçut une lettre adressée au Ministère des Affaires étrangères. Elle venait de Màry : « Je suis au Grand Hôtel et je t'attends dehors, sur le trottoir, à deux heures précises. »

Il comprit aussitôt de quoi il s'agissait. Il se hâta de partir, car il était déjà une heure trois quarts. Une fois dans l'escalier, il réfléchit seulement qu'elle lui donnait rendez-vous « dehors, sur le trottoir ! »

Elle ne voulait pas être seule avec lui dans sa chambre.

Cela changeait son plan. Il monta à son appartement et donna la liberté à un petit caniche noir, une bête rare qu'il dressait, car il était encore tout jeune.

La rue était couverte d'une neige boueuse. Le chien reçut aussitôt l'ordre de rester sur le trottoir, qui était propre. Après une ou deux gambades sur la chaussée, il obéit : la cravache de Jörgen lui faisait peur.

De très loin, Jörgen aperçut la silhouette élancée de Mary. Elle lui tournait le dos et regardait vers le

château. Point de passants; personne devant l'hôtel. Son cœur battait violemment. Il n'était pas très hardi.

Elle s'aperçut qu'il arrivait en voyant le chien s'approcher d'elle comme d'un bon vieil ami. Elle aimait les chiens; sa vie de voyage l'avait seule empêchée de s'en procurer un. Celui-ci était si beau, si vif et si proprement tenu, bref, tellement à son goût, qu'elle se penchait involontairement vers lui, quand elle aperçut Jörgen. Elle se redressa aussitôt. « Est-ce ton chien ? » dit-elle, comme s'ils s'étaient séparés dans la rue une demi-heure auparavant. « Oui », répondit-il, en soulevant respectueusement son chapeau. Elle se pencha de nouveau vers l'animal et le caressa. « Oh ! comme tu es charmant ! comme tu es joli ! Non, ne saute pas ! » — « Ne saute pas ! » répéta Jörgen avec force. Mary se redressa de nouveau. « De quel côté allons-nous? » dit-elle « je ne suis jamais venue ici. » — « Nous pouvons continuer tout simplement et tourner là-bas, nous arriverons à la statue de John Erikson. » — « Volontiers; j'aurai plaisir à la voir. » Ils se mirent à marcher.

« Ici ! » cria Jörgen au chien en lui indiquant l'endroit de sa cravache. Il se sentait blessé, car elle ne lui avait même pas tendu la main. Le chien s'approcha d'un air piteux; mais il retrouva aussitôt toute sa gaîté, car Mary lui parla de nouveau en le caressant.

« J'ai fait un court voyage en Amérique », dit-elle. — « Oui, on me l'a dit. » — « Je n'avais pas trouvé trace dans les comptes des cinquante mille francs dont tu me parlais; alors je me suis dit qu'il devait y avoir un compte à part pour la fortune placée en Amérique. Et c'était vrai. J'ai donc dû faire le voyage pour essayer de sauver ce qu'on pouvait sauver. Le capital était bien perdu. »

« Quel a été le résultat? » — « J'ai rapporté les rentes qui n'avaient pas été dépensées pendant toutes les années passées. »

« L'argent était bien placé? » — « Mieux, je crois, qu'il ne l'aurait été en Europe. »

A ce moment eut lieu un petit intermède. Le chien était descendu du trottoir et avait reçu un ou deux coups, ce qui révolta Mary : « Je t'en prie ! Le chien ne comprend pas. » — « Si, il comprend très bien, mais il n'a pas appris à obéir. »

Ils continuèrent à marcher d'un pas assez rapide. « Pourquoi est-ce que tu me racontes cela ? demanda Jörgen — « Pour te dire que nous pouvons nous marier tout de suite. » — « Oui, mais, combien cela fait-il ? » — « Environ trois cent mille. » — « Dollars ? » — « Non, trois cent mille francs. Sans compter les cinquante mille. » — « Ce n'est pas assez. » — « Avec ce que nous possèdons autrement ? » — « Mais qui ne rapporte à peu près rien pour l'instant. Tu le sais bien. »

Mary commença à se trouver mal. Il s'en aperçut à sa voix quand elle dit : « Il nous reste le bois. » — « Que l'on ne peut couper que dans trois ans. Peut-être même dans quatre ou cinq ans ! Cela dépendra. » Mary savait qu'il avait raison ; pourquoi donc avait-elle parlé de cela ?

« Mais douze à quinze mille francs par an... ? » — « Dans notre position, cela ne suffit pas. »

Nouvel intermède. Il n'y avait plus de trottoir, mais une large place avec beaucoup de boue. Tous deux avaient oublié le chien. Or, un gros chien de matelot, très sale, un caniche aussi, était descendu à terre avec quelque marins qui traînaient justement dans ces parages. Enchanté de la rencontre, le chien de Jörgen fit route avec lui. Jörgen avait une peine infinie à le faire revenir, tout sale qu'il était déjà, quand Mary s'en mêla : le chien arriva aussitôt, heureux et ravi, mais il reçut un coup de cravache, et se mit à hurler : « C'est singulier, dit Mary ; tu ne peux pas laisser un bon chien tranquille. » Elle se rappelait le vieux chien lapon de leur voisin, à Krogskog, pour lequel il était si méchant. Jörgen ne répondit pas. Mais quand il fut sûr que le chien venait derrière eux, la queue basse, il dit : « Est-ce que l'oncle Klaus a connaissance de cette fortune ? » — « Je ne crois pas que quelqu'un le sache, excepté nous. Mais pourquoi me demandes-tu cela ? » — « Il vaut mieux parler à l'oncle Klaus. » — Elle s'arrêta étonnée. « A l'oncle Klaus? Jörgen s'arrêta aussi. Leurs regards se croisèrent. « Nous aurons alors plus de chances », dit Jörgen. — « Auprès de l'oncle Klaus ? » Elle le regardait fixement sans comprendre. « Il fera beaucoup pour sauver l'honneur de la famille », dit Jörgen, qui jeta vivement un regard de côté tout en marchant. Mary était devenue pâle comme une morte ; néanmoins, elle le suivit. « Il faut nous confier à l'oncle Klaus? » murmura-t-elle derrière lui. L'humiliation ne pouvait être plus complète. « Alors, ça va ! » dit-il en l'encourageant d'un ton presque joyeux. « Maintenant, il ne dira pas non. » Cela était-il entré aussi dans les calculs de Jörgen ?

Il s'approcha d'elle : « Vois-tu, si l'oncle Klaus ne sait rien de la fortune, nous obtiendrons davantage. »

Il avait bien songé à tout. Si répugnant qu'il fût, il lui en imposait. Jörgen était certainement d'une autre étoffe qu'elle n'avait cru. Quand il pourrait se donner carrière, il en étonnerait d'autres qu'elle.

Quant à elle, elle se repliait douloureusement sur elle-même comme une feuille brûlée par la sécheresse. « Tu veux arranger toi-même cette affaire avec l'oncle Klaus ? » — « Je vais retourner aussitôt

à la maison, comme tu penses. Tu n'avais pas besoin de venir, il suffisait de m'écrire. »

Elle courba la tête en frissonnant. Sa supériorité l'humiliait, l'écrasait. Ses calculs lui donnaient la nausée. Comme une autre fois, elle se sentait incapable de mettre un pied devant l'autre. Elle ne put suivre Jörgen.

A ce moment, elle l'entendit crier : « Viens ici, petit monstre ! » C'était encore le chien. Un polisson de camarade l'avait attiré une seconde fois hors des sentiers du devoir. La voix de Jörgen quand il commandait avait un accent particulier ; elle était à la fois sourde et dure.

Le chien le comprit; il s'arrêta et dressa la tête, hésitant. Puis, comme la nature l'avait doué d'une petite âme légère, il sauta tout à coup joyeusement, à la tête de son camarade, et reprit la partie comme si de rien n'était.

Mary regardait et s'instruisait. La scène se passait au pied de la statue de John Erikson. Elle leva les yeux vers le monument ; elle contempla les bons grands yeux pensifs de John Erikson, jusqu'au moment où les larmes lui vinrent. Comme elle était malheureuse !

Pendant ce temps, Jörgen luttait avec le chien. Il considérait comme un principe d'éducation de ne le laisser jamais résister à la volonté de son maître : « Viens ici, petit fou », dit-il d'un ton caressant. Le chien fut étonné ; il s'arrêta au beau milieu de la partie. « Oui, viens donc, mon petit. » Il fit quelques bonds joyeux vers lui ; peut-être son maître lui réservait-il un de ces bons moments dont il gardait le souvenir ? Mais il eut un doute ; — et tout d'un coup, il fit demi-tour et se retrouva aussitôt entre les pattes de son souillon d'ami. Tous deux roulèrent dans la boue.

Des passants s'arrêtaient, amusés par la désobéissance du chien. Cela agaça Jörgen. Mary s'en aperçut et voulut épargner le chien. Elle était derrière lui et lui dit à voix basse, en français : « Ce n'est pas bien de lui promettre des caresses pour le battre ensuite. » Mais Jörgen n'en fut que plus entêté. « Tu n'y entends rien », répondit-il en français aussi. Puis il se remit à appeler le chien.

Le caniche, naïf et crédule comme le sont les bons petits chiens, cessa de jouer et le regarda. Jörgen, la cravache dans le dos, s'approchait d'un air caressant. Les rires le rendaient furieux ; mais il dissimula sa colère en disant doucement : « Viens, mon petit, viens ! »

« Ne le crois pas », cria un matelot anglais; mais il était trop tard : Jörgen tenait déjà une de ses longues oreilles. Le chien hurla; Jörgen avait dû le pincer très fort. Mary lui cria en français : « Ne frappe pas ! » Jörgen frappa. A la vérité, le coup n'était pas rude ; mais le chien avait si peur qu'il poussa un hurlement effroyable. Jörgen frappa une seconde fois — pas très fort non plus ; — il voulait plutôt les agacer tous. Le chien gémit d'une façon si lamentable que Mary n'eut pas le courage de tourner la tête de son côté. Elle regarda les bons grands yeux de John Erikson et dit : « Adieu, Jörgen, adieu tu m'as battue moi aussi. »

Il lâcha aussitôt le chien et se releva. Une flamme brillait dans les yeux de Mary ; son visage était très pâle; sa taille élancée se redressait dans un geste de révolte. Au-dessus d'elle, la tête de John Erikson.

Ce fut un éclair. Déjà, elle avait tourné le dos et partait d'un pas léger et rythmé par la joie — suivie par le chien.

Des rires éclatèrent; puis les grosses railleries des matelots anglais ; — Jörgen partit derrière elle.

Mais quand elle s'aperçut que le chien la suivait, et non Jörgen, et que ses yeux cherchaient les siens pour savoir ce qu'elle allait faire, toute son angoisse fit place à un accès de joie folle. Elle était ainsi faite. Elle se mit à frapper dans ses mains et à courir : le chien galopa à ses côtés en aboyant. Le charme était rompu; l'odieuse contrainte avait cessé : Adieu à cet homme ! adieu pour toujours !

« N'est-ce pas, mon petit sauveur? » Il aboya. Mary se retourna pour voir Jörgen. Il n'osait pas courir, par convenance.

« Mais nous osons, nous deux, n'est-ce pas ? » Elle se remit à frapper dans ses mains en courant ; le chien courut aussi en aboyant.

Elle prit ensuite une allure plus modérée, joua avec le caniche, lui parla. Jörgen était très loin maintenant. » Tu devrais plutôt t'appeler « Libérateur ». Mais c'est un nom trop grand pour un petit toutou noir. Tu t'appelleras John, vois-tu ; tu t'appelleras comme celui qui me regardait et qui me donnait du courage. » Elle courut de nouveau et le chien avec elle. « C'est moi que tu suivras, n'est-ce pas, et pas lui ? Bravo, bravo, tu fais comme celui dont tu porteras le nom ; il n'a pas suivi ceux qui fouettaient les esclaves, mais ceux qui leur donnaient la liberté ! » Elle avait dépassé le coin de la place. On n'apercevait plus Jörgen...

..... Quand il arriva à l'hôtel, on lui dit qu'elle n'était pas chez elle, quoiqu'il l'eût très bien vue entrer. Il expliqua qu'elle avait son chien. C'était possible, mais ils n'en savaient rien.

Jörgen dut partir. Il avait perdu sa fiancée et son chien.

(*A suivre*) BJORNSTJERNE BJÖRNSON.

(*Traduit du norvégien par* J. LESCOFFIER.

Misères sociales

—

LA MÈRE DE FAMILLE INDIGENTE

Sa Détresse.

Ce n'est pas une infortune passagère, exceptionnelle, que celle de la femme veuve ou abandonnée, qui n'a pas de pain pour ses enfants ; c'est une misère chronique, endémique, pourrions-nous dire. Ni la paresse, ni le vice n'en sont les causes. Elle est l'inéluctable conséquence de notre état social.

La plupart d'entre nous ne connaissent pas l'étendue du mal. D'autres feignent de l'ignorer. Tous, cependant, solidairement, nous en devons être tenus pour responsables. N'est-elle pas étrange, en effet, illogique, criminelle même, — oui, criminelle, en vérité, cette société qui proclame la noblesse de la maternité, et laisse la mère de famille dans le dénûment, — cette société qui déplore et condamne la diminution des naissances, comme un danger pour l'intégrité du pays, et qui voue les demi-orphelins à la souffrance, — cette société qui contraint la femme enceinte, sous la menace de peines afflictives et infamantes, à un enfantement obligatoire, dût-il entraîner pour elle la misère ou la honte, et qui assiste néanmoins impassible à la désertion de l'homme assez lâche pour fuir son foyer et esquiver les charges de la paternité !

De cette iniquité ne soyons pas complices ! Si l'on doit tenir l'accroissement de la population pour une nécessité nationale, encore faut-il qu'on l'encourage par d'autres procédés que des discours, des sermons, ou d'illusoires promesses ! — Dégrever les familles chargées d'enfants ? Quelle peut être la valeur de telles exemptions pour celles qui n'auraient jamais été en mesure de payer un impôt? — Réduire la durée du service militaire pour les premiers ou derniers-nés de postérités nombreuses? Est-ce avec cet espoir qu'on soutiendra de pauvres mioches de quatre ou cinq ans qui meurent de faim ?

Deux époux, laborieux et valides, peuvent dans la grand'ville connaître l'aisance ; ils sont, du moins capables d'assurer la subsistance de leurs enfants. Quand le père seul est en état de travailler, il n'y parvient qu'à grand'peine. Mais si la mère reste isolée, quoi qu'elle fasse, quoi qu'elle tente, elle est dans l'impossibilité de subvenir aux besoins des siens. Inévitablement, irrémédiablement, elle se trouve réduite à la mendicité ou à la misère, le plus souvent à ces deux extrémités à la fois, quand elle n'est pas, en fin de compte, acculée au suicide.

Exagération que tout cela, dira-t-on ? N'avons-nous donc pas des philanthropes, d'une inlassable générosité, des sociétés de charité, dont l'action rayonne sur les divers quartiers de la cité, et qui vont chez elle quérir l'infortune, quand l'infortune ne les vient pas solliciter? L'Assistance publique elle-même ne remplit-elle pas avec diligence sa mission réparatrice ?

Nous n'aurions garde, en vérité, d'oublier ces dévouements, encore moins de les travestir. Mais, en l'état présent, il le faut répéter bien haut, tous ces efforts, même combinés, sont impuissants, à enrayer le mal. Qu'on en juge !

*
* *

C'était en novembre 1904. Des passants avaient, rue de la Victoire, remarqué deux garçonnets et trois fillettes qui stationnaient, pleurant et grelottant ; aux questions qui leur furent posées, les enfants répondirent d'une façon inintelligible. Ils furent conduits au commissariat. On trouva, épinglée à la doublure du corsage de l'aînée, une lettre ainsi conçue :

« Je suis veuve et chargée de six enfants. Je n'ai plus de travail et vais me trouver sans gîte. J'abandonne, contrainte et forcée, cinq de mes pauvres petits que je recommande à la charité publique, et je garde mon tout dernier, que je puis encore nourrir de mon lait.

X... »

On les fit coucher au poste. Dès le lendemain matin, prise de remords, la malheureuse mère se présentait dans les bureaux du commissariat et réclamait sa nichée.

« J'ai trop souffert depuis que j'ai abandonné mes pauvres petiots, a-t-elle dit en sanglotant. Rendez-les moi. J'aime mieux mourir de faim avec eux que de m'en séparer ». On dut faire droit à sa demande. Mme S... repartit pour son domicile, tandis qu'à ses jupons, tout heureux d'avoir retrouvé leur maman, s'accrochaient, Ririque, cinq ans ; Moumouche, quatre ans ; Dora, trois ans ; Cécile, huit ans ; et Charlotte, six ans.

Ce fait-divers fit le tour de la presse. On ouvrit dans plusieurs journaux des souscriptions, 5 ou 600 francs furent ainsi réunis à grand'peine. Des œuvres charitables intervinrent. Au bout de deux ans, la famille retombait dans le plus absolu dénûment. La société avait épuisé son ardeur dans ce fugitif élan. Une heure d'attendrissement, quelques louis d'aumône avaient suffi à libérer la conscience publique.

On peut deviner, dès lors, le sort réservé aux mal-

heureuses, qui n'osent pas ainsi solliciter la compassion ou exciter la curiosité des passants.

Mme D... connaissait l'aisance, quand son mari mourut. Il était ouvrier plombier et rapportait chaque semaine au logis sa paye de 40 francs. Une pleurésie l'emporta en quelques jours. A trente-quatre ans, elle resta veuve, avec quatre enfants à nourrir de onze, neuf, six et deux ans. Elle quitta son coquet petit logement, pour une méchante mansarde sans air, qu'elle dut payer 50 francs par terme. Elle fit de la couture. En peinant treize heures par jour, elle gagnait 1 fr. 75! Elle reçut du bureau de bienfaisance 10 francs par mois. Comment joindre les deux bouts? Deux œuvres d'assistance sont alors intervenues : l'une a acquitté un terme arriéré, mais, par principe, a refusé les deux suivants. Aussi la dette périodiquement se va-t-elle renouveler. — L'autre, a versé trois secours de 25 francs, et semble avoir épuisé son effort. Elle doit réserver ses ressources à des familles plus sûrement, plus rapidement relevables. Et c'est à d'autres sociétés, moins parcimonieusement pourvues, qu'on signalera la détresse de la malheureuse mère. Que deviendra-t-elle, ainsi désemparée et ballotée, tant que ses enfants ne seront pas en âge de la seconder ?

La mort fauche, au hasard, aveugle, impitoyable. Devant l'œuvre de la nature, on se résigne, impuissant. Mais comment accepter sans révolte la désertion du père, l'abandon du séducteur, la fuite de l'époux?

Mme B..... est fleuriste. Elle a épousé un honnête garçon boucher. Le ménage prospère ; on vit heureux. Des enfants vigoureux sont venus grossir la maisonnée : trois filles d'abord, puis un garçon, ardemment désiré. On va bientôt pouvoir faire quelques économies. On a recueilli une vieille mère infirme. — Par malheur, dans un logement voisin, vient de s'installer une femme de mœurs faciles ; ses œillades et ses agaceries n'ont pas laissé le garçon boucher insensible ; il se laisse monter la tête ; tant et si bien qu'un jour, avec sa conquête, il s'enfuit. Sa femme est enceinte de six mois ; l'aîné des enfants a sept ans. Par quels moyens parviendra-t-on à tirer ces pauvres abandonnés de la misère? La mairie va envoyer des secours : 15 francs par mois. Plusieurs dames ont fait une quête. La femme, après ses couches, retournera au travail : elle touchera péniblement un salaire de 3 francs. Comment ainsi pourra-t-elle faire vivre sa mère et ses cinq enfants?

Voici une autre malheureuse, qui semble, elle aussi, avoir connu le bonheur. Elle a aimé ; elle a été désirée ; elle s'est laissé séduire. Elle a quitté le toit paternel, maudite par tous les siens, telle la « Louise » du poème. Durant six années, elle a mené vie commune avec son ami, dans la joie et l'insouciance. Mais le beau séducteur se lasse. Il songe à fonder un foyer régulier ; ses revenus s'augmenteront de la dot de quelque riche héritière ; n'en est-il pas d'ailleurs pressé par ses parents, qui menacent, s'il ne rompt sa liaison, de lui couper les vivres, et même de le déshériter? Les circonstances favorisent son dessein ; sa maîtresse est enceinte. Elle, sereine, accepte cette maternité, qui lui va révéler des émotions nouvelles, et qui consacrera définitivement son union. Lui, au contraire, désolé tout d'abord, feint bientôt la résignation, jusqu'au jour où il s'en va la conduire à l'hôpital. Durant un mois, elle y supporte les plus cruelles souffrances; puis elle accouche de deux jumelles. — A ses relevailles, elle apprend son malheur : le père de ses enfants s'est marié, il a épousé sa cousine !

A quel parti va-t-elle se résoudre? Abandonner ses fillettes à l'Assistance, en faire des orphelines? Elle n'attend plus elle-même de consolation et d'espérance dans la vie que de cette maternité chèrement achetée. — Travailler? Après deux ou trois mois de recherches, elle se fera embaucher comme « petite main », et gagnera trente francs par mois; comment vivre ainsi, et payer la nourrice? Puis, après, lorsque, à force de labeur, de docilité, elle arrivera à toucher 70 francs, les deux enfants lui auront été rendus. Il les faudra vêtir, alimenter; il se faudra loger... En sera-t-elle donc réduite à prendre un nouvel amant pour nourrir ses deux filles? — Telle est pourtant la triste aventure de Mlle P..... C'est celle aussi de centaines de pauvres filles à Paris.

Les situations que nous signalons ici, pour les avoir personnellement pu constater, sont des cas-types, qui chaque jour, dans la cité, se renouvellent. Il n'est pas une société d'assistance, pas un bureau de bienfaisance, qui ne soient sans cesse appelés à en connaître. Ici, ce sont des veuves, qui péniblement gagnent trente ou quarante sous par jour, à faire quelque couture, des raccommodages, des ménages, à laver du linge, et doivent suffire aux besoins de cinq ou six enfants. Là, ce sont des femmes abandonnées, qui, minées par les privations, anémiées par les souffrances, sont à peine en état de travailler. Quels que soient leur courage, leur activité, leur endurance, aucune d'elles ne parvient à sortir d'embarras. Qu'advient-il, quand leur détresse s'aggrave, par suite de maladies et de chômages?

*
* *

Est-on donc, jusqu'alors, resté indifférent à ces misères? Non pas. Des efforts ont été tentés pour y

porter remède. Mais combien insuffisants, inefficaces!

Par l'intermédiaire de ses vingt bureaux de bienfaisance, l'Assistance publique fait annuellement à 170.000 indigents et nécessiteux la distribution de 10 millions de francs. Sur ce total, 3 millions sont versés comme secours de maladie et de convalescence ; près d'un million et demi, comme secours ou pensions de vieillesse. Il ne reste donc que 5 millions et demi pour tous ceux qui ne sont ni âgés, ni infirmes ; c'est peut-être pour chaque assisté une moyenne de 7 à 8 francs par mois.

Quelle est, dans cette répartition, le lot réservé aux mères chargées de famille ? Il est difficile de le déterminer avec précision. La statistique ne donne à cet égard aucun renseignement rigoureux. Mais nous constatons que 72.000 francs seulement sont affectés aux secours de grossesse, et 217.600 francs aux secours d'allaitement. Après la période critique de l'accouchement, quelles allocations accorde-t-on? De bien modestes, sans doute, car dans un document officiel de 1905, l'honorable M. Mesureur était obligé de constater « qu'il existe, parmi les assistés, une catégorie particulièrement intéressante et dont les besoins ne trouvent que rarement au bureau de bienfaisance l'aide utile ; ce sont les femmes seules et accablées par la charge d'une famille, souvent aussi par la maladie et les infirmités. »

Aussi le 31 décembre 1904, le Conseil municipal se décidait-il à voter les crédits nécessaires pour porter à 360.000 francs « la somme affectée en secours permanents aux femmes veuves, divorcées ou abandonnées, inscrites à l'indigence pour charges exceptionnelles de famille. » Cette allocation a permis d'élever à 25 francs pour 200 d'entre elles, ayant au moins 6 enfants et à 15 francs, pour 1.500 autres, ayant 4 ou 5 enfants à leur charge, les mensualités de 3 à 5 francs qu'elles recevaient jusque-là, — 2.427 femmes ont été ainsi assistées en 1904, et, par elles, 8.488 enfants.

Ce n'est pas à la ville, c'est au département qu'incombe la charge des enfants abandonnés. L'administration départementale est donc intéressée à en restreindre le nombre, elle affecte un crédit spécial pour prévenir ces abandons. Les femmes, que la misère peut pousser à pareille extrémité, reçoivent, par ses soins, des secours mensuels de subsistance. A la naissance de l'enfant, on leur attribue 30 ou 40 francs, Cette allocation peu à peu décroît et tombe à 15 ou 20 francs ; quand l'enfant atteint l'âge de 13 ans, on la supprime.

On veille d'ailleurs à ce que les deux secours ne se puissent cumuler. C'est donc en une subvention de dix sous par jour, en moyenne, que se résume l'intervention officielle en faveur des malheureuses chargées de famille. Encore n'est-il pas superflu de remarquer que, seules, les moins favorisées y ont droit. L'aveu attristé du Directeur de l'Assistance publique souligne assez l'insuffisance des sacrifices consentis.

*
* *

Est-ce du moins aux œuvres fondées par l'initiative privée que se peuvent efficacement adresser les mères sans ressources? On le croirait volontiers, quand on connaît l'activité des 2 ou 3.000 sociétés et institutions de charité qui rayonnent sur tout Paris. A en parcourir la simple énumération, il semble que toutes les détresses aient été prévues, et que toutes soient secourues. En réalité, une lacune existe.

Pendant la période des couches, on distribue aux femmes des secours ; on leur ouvre l'accès des refuges, des maternités et asiles-ouvroirs ; on leur prodigue gratuitement tous les soins ; on leur assure des moyens d'existence.

Pour les enfants, on a créé des garderies et des crèches ; puis des asiles où on les recueille, tandis que leur mère est à l'hôpital. Plus tard, quand ils sont en âge de fréquenter l'école, des sociétés de patronage, des orphelinats veillent sur leur sort. On leur distribue des vêtements ; à la cantine, on leur donne déjeuner et goûter ; on leur ménage même quelques semaines de grand air à la campagne ou à la mer. Puis on leur apprend le métier de leur choix.

En faveur de la mère qui est sur le point ou qui vient d'accoucher, autour du berceau du nouveau-né les interventions généreuses se manifestent. Pour protéger l'enfance, elles se multiplient. Mais que fait-on pour les pauvres femmes qui, après les souffrances de la maternité, en doivent seules assumer les charges? De quelles ressources dispose-t-on pour aider pécuniairement ces demi-orphelins?

On distribue quelques vêtements, des secours de loyer qu'on échelonne de loin en loin, de ci de là quelques vivres et quelques aumônes. Cinquante-cinq de ces malheureuses, exceptionnellement privilégiées, reçoivent, grâce à la Fondation Carnot, un secours annuel de 200 francs. Mais un appui régulier, permanent, où le peuvent-elles trouver?

Il faut mendier, quémander, s'humilier toujours, habituer les enfants à implorer la pitié et à tendre la main. Combien parmi elles en est-il, qui, pour apporter aux mioches une bouchée de pain, vont courir de porte en porte? Sollicitant d'abord du travail, qu'on leur refuse, — puis des aumônes que d'aucuns leur jettent avec mépris, elles sont enfin acculées à la prostitution, au vol, ou au suicide?

Cette misère serait-elle, en vérité, la rançon de notre civilisation?

GEORGES CAHEN.

LE FANATISNE MUSICAL CHEZ LES NÈGRES

Depuis un mois la Tunis arabe voyait passer dans ses rues un étrange cortège de griots nègres, escortant un bouc harnaché de soieries orange et cerise. Des négresses, vêtues comme des fées Carabosse de tissus criards, conduisaient cet animal maléfique. En avant, leurs époux sombres et huileux comme du goudron, grimaçaient comme des gorilles, la langue sortie et les yeux chavirés, afin d'amuser les badauds. Puis, redevenus sérieux, ils jouaient des cymbales et d'une viole à deux cordes en écaille de tortue, avec une passion qui les soulevait sur la pointe des pieds.

En arrière-garde, une négresse octogénaire, courbée sur une crosse peinte de spirales vertes et rouges, tenait sur sa paume élargie un plat de cuivre où l'encens odorait.

Parfois cette troupe musicale s'arrêtait sous les moucharabyés d'une maison arabe et bondissait au tapage de ses cymbales, tandis que la vieille noire, superbement appuyée sur son bâton pontifical, pénétrait dans la demeure et allait encenser les musulmanes.

Dix fois, vingt fois, le hasard nous fit rencontrer ces nègres chanteurs, joueurs et danseurs, car ces arts sont inséparables pour eux. L'expression effrénée de leurs visages nous frappa. Le bruit des instruments et de leurs voix développait chez eux un fanatisme qui ne s'assouvissait qu'avec la stupeur d'une grande fatigue.

Nous voulûmes surprendre, chez elles, dans leur fête musicale la plus notoire, ces colonies du Bornou, de l'Ogoué, du Sénégal, du Zambèze et du Sokoto.

*
* *

...Par une admirable nuit africaine de pleine lune, nous passions le seuil d'un fondouk, vaste caravansérail situé en haut de Tunis, sur cette curieuse place aux moutons bordée par sa mosquée d'El Aoua, de l'air.

La porte franchie, une fumée âcre nous prend à la gorge. Intrigués, nous apercevons dans la pénombre rougie par un feu aromatique d'olivier, des sorcières ténébreuses, costumés d'oripeaux et penchées sur un chaudron. Elles tournent avec des bâtons un abominable ragoût fait des morceaux du vieux bouc. Une musique sauvage vibre dans la cour. Ces femmes remuent leur cuisine et secouent leur tête suivant la cadence indiquée par l'orchestre. Dans le vaste patio du fondouk, un figuier géant dresse ses branches serpentines parmi les étoiles. Chaque feuille argentée par la clarté lunaire semble contenir un astre.

Le tapage redouble d'intensité. A gauche de la cour, près des colonnes soutenant la toiture d'une sorte de préau, une foule de négresses accroupies, scintille. Leurs *takritas* pailletées et leurs *blousas* rehaussés d'une orgie de galons de cuivre et d'étain, se balancent au souffle de cette harmonie barbare.

Au fond du caravansérail, derrière une rangée de cierges et contre le mur blanc, s'agite la Nouba, un orchestre de noirs aux fronts couverts de chéchias ou de turbans verts. Ces hommes obscurs semblent des ombres chinoises à la fois comiques et redoutables. Leurs sclérotiques et leurs dents brillent aux lumières. Ils hochent leurs crânes laineux, de plus en plus vite, et brandissent des crakebs, larges cymbales de bronze en forme de plats à barbier. Chaque musicien a fait souder deux crakebs à des tiges de cuivre, et il en joue, de chaque main, comme des castagnettes. Ces quatre cymbales se fracassent avec un bruit de tonnerre. Au centre de la Nouba se tiennent les joueurs de Gumbri, tout à la fois violoncellistes et tambours. Les cordes résonnent et la peau d'âne sonne. Au signal d'un griot malicieux, au vêtement de neige, Moussa al Bahri, le chef de cette musique, les crakebs et les gumbris commencent à jouer suivant un rythme entraînant. Chaque instrumentiste marque la mesure avec ses bras, son cou et son échine, et chante en patois sénégalais la légende qu'on va mimer et gambader. En face des musiciens, l'assistance des négresses et des nègres se penche d'avant en arrière. Peu à peu les crakebs s'excitent et les nègres oscillent sur leurs hanches. A ce moment, un Soudanais vêtu d'une souquenille rouge, s'avance sur un tapis disposé contre les cierges. Il paraît écouter le galop des cymbales, s'anime, remue les jambes, puis le corps, puis les bras, puis le visage, bondit, retombe et s'enlève de nouveau. Les cuivres s'entrechoquent de plus en plus fortement et le chœur des voix gutturales monte, dans la nuit, vers le grand figuier tout baigné d'argent lunaire. Le sauteur arrache tout à coup l'arakia de laine blanche qui contenait sa longue chevelure et il tourne sa tête sur ses épaules avec une exaspération qui gagne ses mollets et ses mains. Les tambours tonnent à coups précipités, les chants s'énervent, les yeux et les dents blancs roulent ou grincent, les négresses et leurs parures de clinquant tanguent et le mime, frénétique, tourbillonne avec une telle rage sur le tapis que ses mem-

bres trémoussés deviennent invisibles. Autour de son ombre sa chevelure laineuse s'envole comme la crinière d'un cheval emballé.

Subitement, un son grave, le dernier, retentit, et le nègre tombe sur le sol comme une masse.

Il avait exécuté la danse du démon chevelu Miguezou. Je me retourne. Le silence écrase après ce tintamare. Au clair de lune les assistants écarquillent des yeux fous et les femmes maintiennent leurs bras suspendus dans le geste où les avait surpris le dernier son.

Cette hallucination dura quelques secondes.

*
* *

Repris d'haleine, Si Moussa el Bahri, maître de la Nouba, annonce l'arrivée du Sultan Ali Gaiji. Ce puissant seigneur du Bornou se présente sous l'apparence d'un nègre géant, au visage ciré, soigneusement vernissé par une brosse, semblerait-il. En son honneur l'orchestre prélude à coups graves et les voix entonnent une mélopée. La foule des noirs, impressionnée, se courbe. Après quelques nobles entrechats, le Sultan se met à genoux sur le tapis, puis à quatre pattes devant les cierges. Des femmes et des jeunes Sénégalais prognathes s'avancent respectueusement, saluent le monarque suivant la cadence marquée par les crakebs et commencent à verser sur lui, un à un, des sous.

Les Gumbris s'échauffent, les cymbales se fâchent, les chœurs grognent.

— Allons! Allons! Il s'agit de payer sans tarder l'impôt d'Ali Gaiji.

Le Sultan agenouillé dodeline de la tête, peu satisfait. Aussitôt les pièces pleuvent sur son cou. Le chef de la Nouba cogne à tour de bras son large tamtam et la folie de la générosité s'empare de la foule. Les nègres les plus éloignés du fondouk accourent. Ils emplissent leurs paumes de bronze et, aussi vite que le leur ordonne la cadence de la Nouba, ils jettent leur monnaie sur le sultan.

L'adroit Moussa al Bahri a su extraire par ce moyen les économies de ses coreligionnaires. Il s'agit maintenant, pour les récompenser, de les griser d'harmonie.

Deux jeunes filles, longues et minces, dressent au clair de lune leurs statures vêtues d'argent, d'écarlate et d'émeraude. Ces négresses tiennent à la main des *matraques*. Les chanteurs préludent langoureusement et les crakebs se frôlent à peine. Les doigts glissent sur les gumbris et rendent des sons filés. Cette mélodie sauvage évoque le cours d'un fleuve africain. Son calme enchante. Mais le râle d'une corde fait sursauter les spectateurs. Un rhinocéros ou un crocodile sortirait-il de l'eau? Attention! Les jeunes filles appuient leurs matraques sur le bras gauche et saisissent l'autre bout du bâton avec leur main droite. Elles pagayent. Leurs corps souples s'inclinent et se renversent au bercement de la Nouba. L'embarcation avance sur le fleuve terrible habité des sauriens. La pantomime des négresses s'anime au son des gumbris inquiètes. Maintenant il s'agit d'échapper aux hommes plus redoutables que les animaux. Le chœur chante avec des voix sifflantes. Gare aux flèches empoisonnées. Les rameuses se pâment sur leurs pagaies et la foule halète, empoignée. Tout à coup, c'est un éclat de foudre, puis la paix!

La barque délivrée a gagné son port.

*
* *

A peine reposée, la Nouba accompagne la danse du cavalier Baraji, figuré par un gros noir du Bournou enveloppé d'indiennes à ramages. Tour à tour, les crakebs imitent le trot, le galop, les sauts, l'amble et le pas d'un cheval qui s'éloigne, revient, piétine, s'élance et disparaît.

Il faut avoir écouté attentivement, plusieurs fois, un de ces orchestres, pour comprendre la variété infinie des mesures et des accents fournie par ces instruments primitifs. Accoutumés à leur Nouba, expression d'art la plus élevée pour eux, les nègres, par une savante accélération du rythme et par l'ampleur ou la sécheresse des sons, arrivent à exprimer tous les sentiments de leurs simples âmes. Ils se transportent d'aise et goûtent des sensations extatiques inimaginables. Ce fanatisme du tam-tam peut aller jusqu'au sacrifice humain qu'il provoque dans un délire des sens hypnotisés.

... En cette nuit, Si Moussa-al-Bahri sut graduer l'effort de sa Nouba. Vers le matin, après dix heures d'un fracas sans répit, l'assistance, hors d'elle, avait perdu sa raison. Les joueurs démoniaques s'enrageaient, l'écume à la bouche, sur leurs cymbales. Les chanteurs hurlaient, leurs yeux blancs retournés sous leurs fronts. Sur le tapis, des femmes possédées par les mauvais esprits, aboyaient. Parmi la foule, d'autres négresses, bras écartées, tombaient à la renverse, en extase, et un nègre géant, à moitié mort de convulsions, se faisait retirer des oreilles le démon du vent qui était entré dans lui.

Quand le soleil éclaira cette scène de noirceur, les derniers musiciens épileptiques frappaient encore leurs cuivres sans pouvoir maîtriser leurs nerfs.

CHARLES GÉNIAUX.

LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

Mirbeau et l'automobile.

OCTAVE MIRBEAU : *La 628-E8.*

Nous avions le « taureau triste ». Voici venir le « cochon triste ».

M. Octave Mirbeau a-t-il voulu venger Maupassant aux dépens de Paul Bourget? — car c'est Paul Bourget le triste... mais parfaitement, et cela se dit en vers, comme une chanson d'Yvette :

Votre Bourget, mon cher, mais c'est un cochon triste !

Octave Mirbeau prétend-il nous suggérer que lui-même serait flatté d'être défini... un pachyderme gai?

Je serais tenté d'adopter la seconde hypothèse, tant ces termes d'une précision heureuse et d'une galante franchise semblent convenir à son tempérament et à ses goûts... Ah ! ne protestez pas : Octave Mirbeau n'est pas bégueule ; c'est même là son essentiel mérite aux yeux d'une foule de gens que ses qualités proprement ou, — pour éviter tout soupçon d'amphibologie — spécifiquement littéraires laisseraient fort indifférents. Il faut l'accepter avec ses gros mots et ses coutumières gentillesses de langage, ou renoncer à le lire. — Et voyez comme certaines audaces de vocabulaire simplifient la critique : la définition que Octave Mirbeau nous suggère avec une impérieuse violence, cette formule lapidaire, que nous sommes bien forcés d'accepter, ou. tout au moins, de considérer un instant, vaut à elle seule une longue étude ; à peine semble-t-il nécessaire d'en esquisser une justification : le substantif? inutile d'insister ; l'adjectif? Je vous assure que Octave Mirbeau est gai, follement gai, gai à un point... ; les esprits délicats, que la bassesse de ses conceptions offusqua souvent, ignorent à quel point Octave Mirbeau est gai : le *Jardin des supplices* est un livre hilare, les *Vingt et un jours d'un neurasthénique* sont folichons : quant au *Journal d'une femme de chambre...*, depuis le *Journal d'une femme de chambre*, il n'est plus en France, et peut-être en Europe, et peut-être dans les cinq parties du monde une antichambre ou un office où l'on ignore qu'en vérité Octave Mirbeau est le plus rigolo des bons auteurs, et, pour tout dire, un drôle de type — Mirbeau est le plus gai, il est le seul gai des écrivains naturalistes : soyons-lui reconnaissants de nous avoir mis sur la voie de cette découverte que je livre aux historiens à venir de notre présente littérature.

Ne parlons plus, voulez-vous, de faune littéraire; il est loin le temps où l'on trouvait quelque grâce au geste de Calypso métamorphosant de la façon que vous savez, les compagnons d'Ulysse; Octave Mirbeau, d'ailleurs, ne revient pas d'une lointaine Ogygie : il revient de Belgique, de Hollande, d'Allemagne; il partit gai, il revient gai, son nouveau livre est plus joyeux qu'aucun de ses précédents ouvrages, qui pourtant... En Belgique. Octave Mirbeau vit des Belges : quoi de plus risible? Octave Mirbeau s'esclaffe : à Bruxelles, les quatre pneumatiques de son automobile crèvent à la fois... de rire — En Hollande, Octave Mirbeau rencontre des Hollandais : devant leur flegme, sa pétulance un instant se calme; mais tout aussitôt il découvre la jeune et jolie femme d'un vieux diplomate russe délégué, peut-être, à la conférence de la Haye : Octave Mirbeau, en dépit de ses allures terribles, est le plus moutonnier des pacifistes : il ne sourit point de la farce diplomatique; les frasques de la jeune et jolie Russe le déridont; et j'en passe. -- En Allemagne, Octave Mirbeau devient tout à coup sérieux, très sérieux, enfin aussi sérieux qu'il le peut être; et voici l'admirable : plus il prend un air grave, plus nous rions : Octave Mirbeau est un critique enjoué, un sociologue humoriste, un politique impayable.

*
* *

La 628-E8 ou la cure d'automobile ! quel charitable ami, ou quel prévoyant psychiâtre — puisque M. F. Charron n'y est pour rien — lança Octave Mirbeau sur la piste de cette bienfaisante randonnée? Il importe, en effet, de noter sans retard l'hygiénique influence des voyages, et spécialement des voyages en automobile, sur le talent de Octave Mirbeau. Avouez que sa gaieté menaçait de s'assombrir : le robuste Octave Mirbeau se proclamait neurasthénique — c'était au temps, déjà lointain, où tous nous étions neurasthéniques — il riait, mais avec effort; il avait des tics; la monomanie le guettait; Octave Mirbeau tournait au cas pathologique. Grâces soient rendues au charitable ami, au psychiâtre perspicace, à l'automobile, aux fabricants d'automobiles — et, si vous y tenez, à M. F. Charron ! Mirbeau, notre Mirbeau, a retrouvé sa vigueur; sa verve s'est remplumée; sa bonne humeur hoquète à ventre déboutonné. Octave Mirbeau ne finira point dans le cabanon d'un délirant sadique : il mourra bourgeoisement, gaiement, d'un accident d'automobile.... mais auparavant il aura doté les Lettres contemporaines d'ouvrages attrayants, utiles au commerce et à l'industrie, à l'industrie et au commerce de l'automobile — qu'en pense la maison Brulard-Taponnier? — de livres colorés, d'une santé drue, de plus en plus joyeux.

La santé, voilà ce qui frappe tout d'abord en ce livre. Nom de D..... ! quelle santé !... Vertu merveilleuse du plein air ! miracle des diversions puissantes

et des renouvellements de notre être ! Octave Mirbeau a fui l'atmosphère empuantie des villes : du même coup sa littérature se trouve purifiée, et, si j'ose dire, nettoyée. Jusqu'ici ses livres exhalaient une complexe odeur d'hôpital et de mauvais lieu : bien avant leur apparition des gens reniflaient les fortes effluves qu'une publicité bien faite doit laisser transpirer : cette fois-ci, on n'a rien senti, ou presque. Ah ! sans doute, Octave Mirbeau n'a pu se résoudre au bienfait d'une aseptie complète ; mais enfin deux ou trois gravelures superflues, cinq ou six plaisanteries douteuses, une page d'une saveur baudelairienne sur une histoire de négresse ne dégoûteront personne ; et tant de lecteurs s'en pourlècheront ! Octave Mirbeau condamne les excitations malsaines et pour que nul n'en doute désormais, il en fait la solennelle déclaration dans sa préface : je vous recommande cette préface qui réhabilite la publicité et stigmatise la pornographie, les pornographes, et nommément certain quotidien que vous connaissez bien, voilà de la bonne besogne... Donc ce livre ne nous choque par aucun relent désagréable : mais les brises vivifiantes, le souffle des forêts, l'haleine de l'Océan s'y donnent rendez-vous ; ce livre est rempli de poétiques jardins où n'agonisent que des jacinthes et des narcisses : on y respire tour à tour les fleurs, la mer, le coaltar, le cambouis, et ces mille exhalaisons des ports dont s'enchante l'odorat des terriens : ce livre est sain, vous dis-je, il est salubre : au prochain, Octave Mirbeau sera mûr pour l'Académie française.

Surprise de chercher en ce livre les imaginations d'un névropathe exaspéré, et d'y découvrir les jeux d'un poète humoriste requinqué, jovial, d'une jovialité qui se nuance d'émotion. Il se pourrait, après tout, qu'on eût longtemps calomnié Octave Mirbeau : lui-même n'est pas éloigné d'en être convaincu : ses meilleurs amis le méconnaissent. Octave Mirbeau, ce tranche-montagne du naturalisme agressif, est au fond un sentimental et un timide ; un sourire le désarme ; un regard tendre le fait balbutier :

«... J'écoute, je ne parle plus... Combien, souvent, j'ai dû paraître sot !... Ce sont, pourtant, sans aucun doute les moments où j'ai le mieux compris ce que je pouvais comprendre, et mon silence n'était que l'hébétude de l'intelligence satisfaite... »

En voilà des confidences !

« Mes chers amis.,. mes charmantes amies .. tous mes bien aimés, vous tous qui vous êtes, hélas ! détachés de moi, vous surtout dont je me suis détaché, de combien de reniements, de combien de lâchetés, vous êtes responsables... et je puis bien vous le dire, de combien de larmes ! Car, pauvres imbéciles que vous êtes, vous avez toujours ignoré la belle source de tendresses qu'il y avait en moi. »

Les imbéciles ! nous en sommes tous, sans nulle vanité... C'est presque trop beau, et nous sommes à notre tour quelque peu estomaqués. Comment ! nous sommes entrés dans le Temple, et nous n'avons point surpris ni compris les regards hébétés de cet Eliacin... Il faut se rendre à l'évidence : la *628-E8* nous révèle en Mirbeau des délicatesses, des pudeurs, une modestie, une frénésie de respect...

Franchement c'est trop beau ! De toutes nos forces nous protestons.

*
* *

Une époque a les littérateurs qu'elle mérite : la nôtre possédait Octave Mirbeau — et vous me direz que nous ne méritions pas tant de Bourget, de Bazin, de... mais aussi leur existence n'est-elle pas problématique ? — nous acceptions Octave Mirbeau comme un châtiment ; nous ne songions point à nous révolter : pour un peu nous eussions admiré · Octave Mirbeau était nécessaire à l'ordre universel : Octave Mirbeau, du seul fait qu'il respirait, prouvait la Providence, comme l'égoutier prouve la municipalité. Aucun écrivain, que je sache, n'avait aussi profondément pénétré l'ignominie de notre temps : nul n'avait aussi lucidement démêlé sous les banales apparences le sinistre, l'effroyable comique de la vie : certes, son œuvre était une sentine ; mais nous n'avons pas le droit, hommes d'aujourd'hui, de nous boucher le nez. Et nous attendions qu'un immense dégoût envahît l'âme de Octave Mirbeau, un immense dégoût accompagné d'une prodigieuse colère. Octave Mirbeau serait le balayeur impitoyable de nos pourritures, Octave Mirbeau serait le satirique puissant que vers la fin de sa vie Maupassant regrettait de n'être point, et qui nous manque... Nous étions loin compte ! Octave Mirbeau fait le renchéri : Octave Mirbeau soigne ses nerfs : Octave Mirbeau nous conte, plaisantin qui tout à coup pleurniche, ses ballades en auto... Nous sommes volés... Octave Mirbeau pourra me circonvenir, me déléguer en corps l'Académie Goncourt qu'il mène en la malmenant, je ne lirai point son prochain volume.

A moins que... Après tout, on découvre encore, si l'on cherche bien, de réconfortants symptômes en cette inattendue 628-E8 : son florianesque auteur demeure capable de partis-pris, de haine, de cruauté : il écrit çà et là des pages d'une inintelligence vengeresse : leur mérite apparaîtrait mieux si le sujet de ces colères était autre : c'est de la rage gâchée : éreinter d'inoffensifs Belges, le beau mérite ! s'acharner sur des critiques d'art à la métaphysique lunaire, ou lunatique, le spirituel courage ! Il y a mieux à faire ô Mirbeau ! Mais enfin il nous plaît que Octave Mirbeau parte en guerre contre Louis XIV, la cour de Louis XIV, le siècle de Louis XIV et dé-

tache en passant une injure bien sentie au grand Condé, « la plus pesante, la plus stupide, la plus héroïque brute de ce siècle de brutes... O gloire de Chantilly. » Cela n'a aucune importance, du moins Mirbeau s'entretient-il la main. Il ne nous déplaît pas non plus que Octave Mirbeau esquisse en hâte la physionomie d'une famille bien française :

« Elle était couperosée, flasque, minaudière et pessimiste... Lui, gros, court, la joue ronde et rasée, la barbe en pointe, jovial, vulgaire et brave homme, arborait orgueilleusement une casquette russe, ornée des insignes du *Touring*. Impossible d'être plus gauche ; plus sottement fagotée que la fille. Sans fraîcheur, sans grâce, les oreilles livides et comme décollées, le cheveu pauvre, elle montrait déjà, sur le devant de la bouche, une denture toute gâtée... Quant au fils, le front bas, le menton fuyant, jaune et très maigre, le corps aveuli... il était totalement abruti... Famille bien française, comme on voit. »

Eh ! eh ! cela n'est pas si mal ! Si seulement Octave Mirbeau consentait à courir nos belles routes de France, et non point les chaussées aux pavés hétéroclites des Flandres et les digues de Hollande !

Octave Mirbeau ressent encore comme un frisson de ses anciennes fièvres révolutionnaires : écoutez de quel accent il conte l'effroyable odyssée d'un vieux juif russe : massacres et pogromes ; pogromes et massacres ! du sang ! du sang ! Octave Mirbeau écrit avec du sang... Ah ! quand Mirbeau considérera nos miséreux, nos misères de France, nos plaies sociales... !

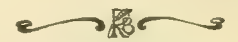
Enfin, Octave Mirbeau — n'est-ce point essentiel ? demeure gai : comment n'y point revenir ? Octave Mirbeau sait de quel gracieux compliment « les nymphes grassouillettes du Parc, de la Monnaie et de la Cambre », qui sont les grues de Bruxelles, remercient au moment... physiologique leur ami d'un jour — il vous dira les farces de Léopold, les heureux hasards des nuits d'auberge. Il a découvert en Hollande l'obscénité des poules : l'obscénité des poules ! est-ce point du meilleur Mirbeau d'avant l'auto ? Et puis il y a les inimitiés d'Octave Mirbeau, ses manies, son anticléricalisme : vous ne soupçonneriez point avec quel art Octave Mirbeau sait faire causer les missionnaires que l'on rencontre casqués, bottés, armés en guerre, sur les quais de l'Escaut :

« — Vous n'imaginez pas, me dit-il, comme ces bougres de nègres-là sont bornés, têtus !... C'est curieux..., je ne peux pas arriver à les évangéliser... J'ai essayé de tout... Rien.. rien n'y fait... Des murs... Le bon Dieu, la Vierge, saint Joseph, les joies du Paradis ?... Ah ! bien oui... ce qu'ils s'en foutent.. ,vous n'avez pas idée... J'en ai vu des nègres dans ma vie... j'en ai vu, mais de ce numéro-là... jamais... Croiriez-vous que l'alcool ou rien..., c'est kif-kif ?... Et pourtant, Dieu sait si c'est une excellente méthode de conversion !... Ah ! parbleu, ils se saoulent comme des cochons... Et puis, un point, c'est tout... Mécréants après comme avant... Ça, vous savez, c'est inouï... c'est même unique... Alors, ce coup-ci, je vais essayer le gramophone... »

Oui, oui, Octave Mirbeau demeure gai ; on se demande comment tant de gaîté se peut concilier avec des pages sérieuses d'une grâce nerveuse et fine, et d'autres graves, attendries, et certains chapitres d'une poésie harmonieuse et pénétrante : cela tient bien un peu du prodige.

Enfin, il y a la politique d'Octave Mirbeau, l'anticolonialisme, la diplomatie d'Octave Mirbeau : Octave Mirbeau a collectionné auprès des portiers d'hôtels les ragots qui courent en Allemagne sur Guillaume (Octave Mirbeau a pour les portiers d'hôtels un faible contre lequel je le mets en garde) il en bâtit un beau discours qu'il prête à un intime ami — naturellement antimilitariste — de Guillaume. C'est gai, tellement gai, que cela en devient bouffon. Laissez-moi rire, rire, rire...

LUCIEN MAURY.



LE CHEMIN CREUX

Si tu vas au pays de l'arbre et de la pierre,
Quitte la grande route, au premier chemin creux ;
Dédaigne un sol facile et fuis-en la poussière.
Ceux d'autrefois marchaient sur le roc : fais comme eux.

L'effort herculéen qui leur fraya ces voies
Par la vigueur des bras et la force des cœurs
Est certe un fier exemple et vaut que tu le voies,
Toi qui veux te vouer à de mâles labeurs.

La Nature elle-même atteste au temps qui passe
Qu'ils ont durablement besogné, car leurs mains
A jamais ont laissé le signe, sur sa face,
De sa soumission à leurs besoins d'humains.

Ils lui voulurent faire approuver leur ouvrage :
Admire quels témoins elle leur enfanta !
Vois ! Ces chênes encor verdissants ont leur âge ;
Ce houx impérissable, un d'entre eux le planta !

Ah ! comprends ce conseil de virile énergie !
C'est alors qu'au sentier par leur vaillance ouvert
Tu seras conforté d'une autre analogie,
Dans la secrète paix de son ombrage vert :

Artiste qui, comme eux, traces ta voie austère,
Sache donc, patient dans la juste fierté,
Que tu plairas, du moins, au passant solitaire
Par ses nobles pensers de la foule écarté.

EUGÈNE HOLLANDE.

THÉATRES

Comédie-Française. — *Reprises Classiques et Débuts.*

Théâtre de l'Œuvre : Le *Baptême*, pièce en 3 actes de MM. Alfred Savoir et Nozière.

Il n'y a pas à dire : la Comédie-Française a maintenant, plus que par le passé, souci de son rôle et de sa vraie fonction, qui est, pour une part, ainsi que nous l'avons dit tant de fois, *rétrospective*. Elle veut bien se rappeler un peu plus souvent qu'il entre dans ses attributions de faire réplique à l'illustre Maison d'en face, et qu'elle est, pour les amateurs de théâtre, le Louvre de l'art dramatique. Evidemment les moyens sont autres, car une pièce, si brève soit-elle, est plus encombrante que le plus vaste des tableaux : aussi bien a-t-elle la ressource, quand celle-ci ne fait pas ses frais, de la retirer de l'affiche.

Il arrive parfois aux conservateurs du Louvre d'extraire de leurs réserves, pour l'offrir aux curiosités des amateurs, quelque ancienne peinture qui depuis longtemps s'y desséchait. Pareillement l'administration de la Comédie emprunte à son vieux répertoire une pièce qui n'avait pas figuré sur son affiche depuis une cinquantaine d'années. Et je ne puis mieux faire, pour vous en donner une idée, que de comparer cette *Mère Confidente* de Marivaux à quelque Lancret, à quelque Pater de notre gentil XVIIIe siècle français. Ce sont bibelots de dimension pareille et qui veulent un cadre approprié. C'est la même grâce un peu ténue, la même afféterie légèrement artificielle, qui aurait vite fait de devenir irritante si l'on y appuyait. Mais Marivaux, tout comme Pater et Lancret, eut l'art de glisser toujours et de n'appuyer jamais. Du sentiment, tout juste assez pour composer une intrigue, de l'esprit, ce qu'il en faut pour soutenir l'intérêt, et avec cela du trait, de l'ingéniosité à forte dose pour marquer la note du temps : c'est bien là la *Comédie dans un parc*, au préalable soigneusement émondé pour que ne s'y puissent souiller les traînes et rubans des bergères — car il me semble apercevoir, derrière chaque personnage et faisant son office, le symbolique rateau du jardinier — la Comédie dont raffolait Mme de Pompadour et que devait chérir davantage encore Marie-Antoinette, héritière et continuatrice des goûts dont elle allait mourir !

On ne saurait soutenir que l'auteur de la *Mère Confidente* se mit en frais d'imagination pour corser ses intrigues. Belle passion de jeunes amants contrariée par le désir d'une mère et les prétentions d'un soupirant plus âgé... friponneries de valets et soubrettes, dépits amoureux et raccommodements... voilà de vieilles connaissances qui portent la signature du fondateur de la Maison. Seulement chez Marivaux les amants sont moins impétueux dans la poursuite du bonheur, les valets moins audacieux et moins fripons. Moins prolongés aussi sont les dépits, et plus brefs les raccommodements. Pour tout dire, la donnée primitive est bénigne, atténuée, affadie, baissée d'un ton pour être mise à la portée du temps. Oui, sans doute, Marivaux avait bien compris son époque et nous ne pouvons nous étonner qu'il en ait reçu l'accueil que l'on sait. Mais la dimension de son esprit fait de son œuvre un simple bibelot historique, sur qui les yeux s'arrêtent un instant pour se détourner aussitôt après vers un objet différent.

Après ce léger hors-d'œuvre, *Phèdre* faisait une nourriture substantielle et savoureuse. On la donnait pour les seconds débuts de Mme Silvain. Décidément, ce qui manque le plus à cette actrice, en qui l'on a soudain découvert un tempérament de tragédienne, c'est l'art de composer un rôle, de lui imposer une ligne d'ensemble où se subordonnent tous ses effets de détail. Et c'est là un défaut qui se marque d'autant plus nettement qu'il s'agit d'une figure de Racine, fût-ce la plus tragique et la plus excessive de toutes. Même la *Phèdre* de Racine veut être interprétée avec harmonie, parce que le personnage, transposé par le poète français à la mesure de son époque et de son génie propre, a pris un caractère qu'il n'avait pas dans la donnée primitive. Mme Silvain a la force, le tempérament dramatique... ou du moins un tempérament d'une certaine catégorie dramatique : elle est capable de détacher une scène et de lui donner son relief par l'emportement qu'elle y met : je doute qu'elle aille jamais jusqu'à donner l'impression d'une *figure* dramatique. Et puis elle fera bien de se défier de la violence, par laquelle on obtient sur le public de si faciles effets, de la violence, qui était si fort à la mode il y a quelque temps encore chez les Tragédiens de la Maison, à laquelle il paraît bien que de parti-pris ils aient mis une sourdine (voyez Mme Segond-Weber, M. Albert Lambert, M. Paul Mounet, M. Mounet-Sully lui-même dans ses dernières représentations de *Polyeucte*). Auraient-ils médité et mis en pratique le principe d'art formulé par leur illustre ancêtre et leur maître à tous, Talma, quand il écrivait : « Dans les commencements de sa carrière, Lekain fit ce que font tous les jeunes acteurs : il s'abandonna aux mouvements violents et aux cris. Avec le temps il sentit que, de toutes les monotonies, celle de la force est la plus insupportable, qu'il fallait *parler* la Tragédie et non la *hurler*, qu'une explosion continuelle fatigue sans toucher... que ce n'est que lorsqu'elle est rare et inattendue qu'elle peut étonner et émouvoir. »

... L'autre jour, en parcourant la galerie des

Bustes à la Comédie — et par là je n'entends pas seulement les Foyers, mais encore le grand escalier du théâtre — je songeais à ceci : si la Maison de Molière est bien, comme on l'a dit, le Musée de notre art dramatique, comme la Maison d'en face, le glorieux Louvre, est celui de notre peinture, ces bustes ne représentent pas seulement des effigies d'écrivains illustres : encore leur faut-il attribuer une valeur plus expressive, symbolique, si j'ose dire : ils doivent marquer la prise du génie sur le temps, la conquête décisive de l'Immortalité. Plus simplement, et puisque nous sommes au théâtre, ils doivent correspondre à l'épreuve suprême pour l'auteur dramatique : la main-mise sur le Répertoire.

Combien la Réalité est distante du Rêve! Limitons, voulez-vous, notre enquête au seul XIXe siècle, le plus proche de nous et pour qui cependant peut s'exercer déjà le contrôle. Avez-vous quelquefois réfléchi que, parmi les nombreux auteurs dramatiques de ce siècle, trois seulement, et trois exactement, non pas quatre, ont remporté la victoire du temps. Faut-il les nommer, quand leur nom est sur toutes les bouches : Hugo, Musset, Dumas fils, ce dernier bien partiellement encore, on l'a constaté aux dernières reprises. Et sans doute leurs effigies sont en bonne place. Mais combien d'autres à côté d'elles n'ont pas le sens précis que nous leur attribuions dans l'histoire de la littérature dramatique... seulement une signification générale dans l'histoire de la littérature tout court. Le plus grand des élégiaques et le plus douloureux des lyriques, Alfred de Vigny, n'a pu imposer ni son *Chatterton* décidément trop marqué de romantisme, ni ses interprétations de Shakespeare qui nous semblent aujourd'hui dépourvues de saveur et même de génie. De tous ceux qui tinrent une plume au siècle précédent, le plus illustre, Balzac, ne laisse pas une œuvre digne de figurer au répertoire dramatique, et pourtant la Comédie se devait, à titre de Musée national, de conserver l'effigie de cette gloire pareillement nationale. George Sand qui, seule du siècle, figure en pied, bénéficie, après sa mort, comme dans la vie, de l'illustration des nombreux amants qui collaborèrent — car en ceci elle reste bien femme — à la formation de ce qu'on nomma son génie. D'Augier et de Scribe ne parlons pas, s'il vous plaît, puisque leur irrémédiable embourgeoisement fit d'eux les représentants d'une date et d'une mode, sur quoi les années sont venues poser les stigmates de leur flétrissure... Ainsi, ne le disions-nous pas justement? La littérature dramatique fut obligée d'empiéter sur le terrain de la *Littérature* tout court, pour parfaire la décoration de son temple. Figures expressives, mais non spécialisées, comme on pourrait s'y attendre, la plupart des bustes de la Comédie n'ont point la signification précise qu'au premier abord l'étranger, visitant la Maison de Molière, leur pourrait attribuer!

*
* *

En montant le *Baptême*, de MM. Alfred Savoir et Fernand Nozière, le Théâtre de l'Œuvre nous a donné un peu l'impression d'un anachronisme. Montée voici quelque dix années, nul doute que cette pièce qui traite de la question juive et qui eût été justement précédée d'une conférence sur le Sionisme, aurait bénéficiée de la vive agitation que soulevait cette question. Aujourd'hui elle nous étonne un peu... dirai-je qu'elle nous déconcerte, parce que dans le groupement des personnages issus de l'actualité, les figures individuelles n'ont ni le relief, ni la vie nécessaires pour pouvoir se passer du bénéfice momentané que donne à tout ouvrage de l'esprit l'actualisation des événements sur lesquels il s'appuie.

C'est l'histoire d'une famille israélite qui, pour échapper à la *tare* du Judaïsme — ce sont les auteurs qui parlent — se convertit tout entière, sauf un seul de ses membres, l'aïeule, à la religion chrétienne. Les Bloch, issus de Francfort, famille de banquiers parvenus à une grande situation de fortune, comprennent : un père, qui s'occupe exclusivement de ses affaires; une mère, femme de lettres qui écrit des romans — que la transposition est donc aisée et qu'il serait facile de mettre un nom sur cette figure-là! — un fils aîné adonné aux sports; une fille à tendances mystiques, et un fils cadet disgracié de la nature. C'est la fille, Hélène, qui moitié par aspiration mystique, moitié par amour pour un jeune noble, détermine le mouvement de conversion. La mère vient ensuite, ou plutôt en même temps, laquelle, assoiffée de renommée littéraire, trouve ses salons vides et n'arrive pas à grouper autour d'elle les éléments nécessaires à son succès. Ah! que cela est donc ancien! Qui nous convaincra aujourd'hui — demandez plutôt à la femme de lettres qui servit de modèle aux auteurs — que l'épouse d'un banquier juif, pourvue d'un bon cuisinier, de vastes salons et de nombreuses tables de bridge, ne puisse assembler chez elle tous les catholiques dont elle aura besoin! — Voilà l'anachronisme dont je parlais, principal défaut de cette pièce, sans lequel d'ailleurs elle n'eût pas existé. C'est donc l'intérêt qui détermine la conversion de la mère, comme aussi du frère aîné, et du père Bloch lui-même : il se résout au baptême quand son fils lui a bien démontré que la conversion de sa fille Hélène et sa prise de voile — car elle décide de se faire religieuse après une visite à Lourdes — auront

un retentissement considérable sur ses affaires et constitueront le meilleur placement.

On voit que les auteurs ont conservé soigneusement à leurs personnages les traits ancestraux de la race. Peut-être leur auraient-ils imprimé plus de relief, s'ils avaient su leur communiquer le mouvement et la vie nécessaires à toute œuvre dramatique. Bien plutôt qu'une pièce, le *Baptême* est un dialogue d'idées ; il appartient au genre du *Théâtre-Conférence*, comme les pièces de M. Brieux, où tous les personnages sont au même plan, genre qui peut bien, par la discussion des idées, intéresser tel groupement déterminé de spectateurs, les passionner même — et il les eût passionnés s'il fût venu dix ans plus tôt — mais non pas retenir l'attention du public. Je sais qu'à cette objection M. Lugné-Poë me répondra qu'il a toujours fait du théâtre d'exception. Et c'est de quoi nous lui donnons acte en lui faisant observer que le Théâtre-Conférence n'est déjà plus du Théâtre d'exception, et en y ajoutant tous nos compliments pour la façon saisissante dont il sut composer le personnage de Bloch, une de ces figures où toutes les attitudes, tous les gestes, tous les plissements de physionomie ont des intentions. Je ne l'ai jamais vu meilleur, sinon peut-être dans les *Pasteurs* d'Ibsen.

PAUL FLAT.



La vie d'un Philosophe.

—

VICTOR BROCHARD

Dans l'un de ses romans réputés, *La lumière qui s'éteint*, Rudyard Kipling, dont l'Académie suédoise vient de couronner l'œuvre du prix Nobel, décrit les angoisses désespérées d'un artiste, qui, en pleines forces, graduellement, tombe dans la cécité. C'est l'un des drames les plus simples qui aient été conçus, et cependant le plus émouvant, le plus poignant.

L'imagination du romancier atteint rarement à l'intensité dans la joie ou la douleur, que présente la réalité même. Voici, inconnue jusqu'ici de la plupart, et révélant son secret par la mort, une vie qui l'emporte sur celle du personnage romanesque en horreur tragique, et aussi en héroïsme : celle de Victor Brochard.

Victor Brochard eut tout d'abord une carrière brillante. Elève distingué de l'Ecole normale à vingt ans (1868), professeur de philosophie dans plusieurs lycées de province, puis, à Paris, au lycée Condorcet, il écrivit sur l'*Erreur* (1879) une thèse qui parut un modèle d'inflexible et pénétrante logique.

Il fut appelé à l'Ecole Normale comme maître de Conférences (1886) ; et de là, il passa à la Sorbonne, où il occupait en définitive la chaire d'histoire de la philosophie ancienne.

De l'étude des doctrines kantiennes, à laquelle il s'était attaché en premier lieu, il en était venu en effet à l'histoire de la philosophie grecque. Il abordait ces nouvelles recherches, qui se substituaient à l'ancienne exégèse dans la faveur des savants, avec les ressources d'un esprit admirablement armé. Il possédait en perfection la langue grecque. Il était doué d'une mémoire étonnante, qui lui permettait de retenir par cœur le texte exact et jusqu'aux détails typographiques des fragments qu'il avait remarqués. Il connaissait fort bien l'allemand et était instruit des importants résultats réalisés outre-Rhin dans ce même ordre d'investigations. Il s'était formé une méthode impeccable, assouplie à la critique précise des textes et à leur interprétation objective. Enfin il réunissait ces qualités, plus précieuses peut-être parce que l'application seule ne les procure point, et qu'elles semblent la marque des esprits d'élite : une sûre pénétration, une généreuse sympathie pour les idées élevées, une vive sensibilité littéraire.

« Il comprenait et goûtait à merveille, dit M. Alfred Croiset, l'intellectualisme subtil et profond de la race grecque, ce réalisme utilitaire qui s'enveloppe de poésie, d'idéal et de dialectique ingénieuse. Il se délectait aux finesses de cette dialectique sans en être dupe, et il trouvait d'exquises jouissances dans le commerce de ces intelligences si déliées. »

Il publia, sur certains points de la philosophie antique, des mémoires qui, en France et à l'étranger, sont considérés comme définitifs : ainsi cet ouvrage sur les *Sceptiques grecs* (1887), qu'un autre helléniste juge entre tous « harmonieusement ordonné et fortement écrit ».

C'est au milieu de ces travaux et de ces succès, dans toute la force de son talent, que Victor Brochard fut frappé. Une cruelle paralysie, où l'on ne voulut voir au début qu'une crise rhumatismale, l'envahit. Toutes les indications de la science, tous les essais de médication furent vains : l'horrible mal s'étendit peu à peu, ruinant les muscles de cet homme jeune et actif, lui rendant toute démarche, tout geste douloureux, sinon impossible, le condamnant à la réclusion dans sa chambre !

Alors, victime sans cesse torturée, il s'exerça à une patience inaltérable. Il s'efforça de détourner sa pensée de l'atroce épreuve qui l'accablait, de la tenir fixée sur ses travaux philosophiques, dans le domaine de l'idée pure. Sa faculté de se mouvoir, d'agir, lui étant enlevée, il défendit héroïquement sa liberté d'esprit.

Dix ans après, une autre infortune, plus effroyable encore l'accabla. Il perdit l'usage d'un œil ; puis, peu à peu, il sombra dans de complètes ténèbres.

Devant cet acharnement de la fatalité, cette privation de tout moyen de se mêler à la vie sociale, Victor Brochard connut le désespoir. Il refit, — ses amis sont là qui l'attestent —, avec une angoisse que l'on peut concevoir, le fameux examen de Montaigne : l'homme peut-il, en raison, se donner la mort ?

La vigueur de sa pensée, l'étendue de son érudition, jointes à son énergie, le sauvèrent. Dans la continuité d'une vie intellectuelle intense, il découvrit en effet un

intérêt, un réconfort, des joies même, capables de compenser pour lui l'extinction de la vie extérieure.

De son activité d'antan, il conserva tout ce qu'il put. Il prit un secrétaire, qui lui lut ces textes antiques, qu'il ne pouvait plus voir. Il voulut continuer son cours à la Sorbonne. Jusqu'au dernier jour, il s'y fit conduire en voiture, soutenu ensuite, porté presque jusqu'à sa chaire par deux serviteurs. Là, d'un suprême effort de volonté, il recouvrait sa pleine sérénité. Il traitait de la philosophie grecque avec une connaissance sans défaillance, une clarté, un feu admirables. Un auditoire toujours nombreux, toujours assidu, suivait les belles dissertations de ce maître, qui « appartenait à la race privilégiée des philosophes intelligibles ».

Par sa chaude compréhension, la qualité plus étonnante peut-être de son caractère, Victor Brochard devait inspirer de fortes amitiés. Rarement professeur connut en effet des admirations aussi vibrantes, des dévouements aussi pieux. Dès son adolescence il sut s'attacher des amitiés à toute épreuve. Plus tard, homme du monde accompli, sa conversation animée, brillante, nuancée d'ironie et de causticité le fit rechercher. Puis sa générosité de sentiments et de pensées lui conquit des disciples fervents jusqu'à l'abnégation. Lorsque le malheur le frappa, ni cette parole ne perdit de sa vivacité spirituelle, ni ces affections ne se relâchèrent. Chaque soir, de 5 à 7 heures, son salon s'emplissait d'habitués, ou mieux de fidèles; ainsi le maître conservait l'illusion de la vie sociale; et le goût des nobles occupations de l'esprit rayonnait autour de lui.

Il tint même à ne point délaisser l'Institut, où ses travaux l'avaient fait élire. M. Luchaire a relaté, à ce propos, une émouvante anecdote :

« Brochard, conte-t-il, voulait être fort pour tous, pour les vivants comme pour les morts, et c'est ainsi qu'il s'appliqua un jour à réhabiliter, devant nous, la morale d'Epicure, calomniée par des ignorants. Quand on nous parla, pour lui, de l'homme qui en certains cas (je cite ses expressions mêmes) « ne peut échapper au mal qu'en raidissant, dans un effort suprême, tous les ressorts de sa volonté et en se sauvant par l'héroïsme », et que la lecture se termina, au milieu d'un profond silence, sur cette déclaration : « La résignation du philosophe équivaut à ce que la religion appelle « la soumission à la volonté de Dieu... C'est bien là le dernier mot de la sagesse humaine et l'essence même de la philosophie. C'est ce que le sens commun a reconnu depuis longtemps en donnant le nom de philosophe à celui qui sait supporter le mal et faire bonne contenance devant les misères de la vie », alors, dans un mouvement unanime d'admiration et de sympathie, tous nos regards se portèrent sur la figure blanche et immobile du sage qui avait dicté ces belles paroles. Et devant cette infortune, si noblement, si héroïquement supportée, nous pensions que celui qui écrivait cela méritait plus que tout autre ce beau nom de philosophe défini par lui-même avec tant d'autorité et d'élévation ».

Eloigné de toute contingence mondaine, revenu aux sources antiques de la spéculation humaine, placé en face des cruelles réalités, la douleur et la mort, Victor Brochard s'était formé en effet une philosophie d'action d'une virilité et d'une beauté singulières.

Lui-même l'a exposée en quelques études sur la morale, publiées par la *Revue philosophique* (janvier 1901 et février 1902). Il la fondait sur l'identité du bien et du bonheur.

« L'admirable théorie d'Aristote, déclare-t-il, selon laquelle le plaisir accompagne l'acte à tous ses degrés, permettait aux Anciens d'établir qu'à tous les moments de sa vie, en travaillant à réaliser l'ordre naturel, c'est-à-dire en remplissant sa fonction propre, l'homme était récompensé par un bienfait de la nature. Le bonheur, à divers degrés, correspondait à la hiérarchie des fonctions; comme ces fonctions étaient la vertu même, la plus pure félicité suivait le plus haut exercice de la pensée.

« Sur ce point essentiel, et malgré les réserves qu'ils ont pu faire sur le rôle de plaisir sensible, les stoïciens ne différaient pas d'Aristote. Ils ne se faisaient aucun scrupule de dire que le bien de l'homme lui est utile et c'est pourquoi ils pouvaient affirmer que le sage est heureux en se conformant à la volonté de Jupiter. »

Le bonheur n'est pas distinct de la perfection morale, et celle-ci « réside bien moins dans la soumission morose et contrainte à une loi abstraite que dans l'élan spontané de la nature vers le bien et l'accomplissement joyeux de la vertu ».

On conçoit que cette concentration de toutes les forces d'un esprit, cette exceptionnelle vocation philosophique aient porté, chez Victor Brochard, le talent et la réflexion à un épanouissement inatteint jusqu'alors. Jamais plus qu'en ces années de deuil, il ne donna au même point dans ses entretiens particuliers ou dans ses leçons magistrales, l'impression d'abondance verveuse, d'éloquence cicéronienne; celle aussi d'une admirable lucidité d'esprit.

Cette haute intellectualité transparaissait sur son mâle visage, au vaste front, aux traits accusés, au menton vigoureux, encadré de favoris, figure classique de vieux magistrat français, toute de robustesse, d'énergie et de droiture, avec, remplaçant l'étincelle absente du regard, cette flamme d'héroïsme que donne le martyre supporté vingt ans sans plainte.

Il est à souhaiter que le souvenir de ce maître valeureux ne disparaisse point de l'Université. Victor Brochard représente le courage irréductible, que ne réussissent point à épuiser les cruelles épreuves de chaque jour, et la prééminence d'une intelligence claire, instruite de l'ordre du monde, c'est-à-dire ce qui forme l'honneur de l'homme, — l'homme, ce roseau pensant, disait Pascal.

JACQUES LUX.

Le Propriétaire Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 24 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 14 DÉCEMBRE 1907

PLAIDOYER POUR LA PRÉHISTOIRE (1)

Les leçons de cette année seront consacrées à la période la plus ancienne de l'histoire du sol français et des hommes qui ont habité ce sol, la période qu'on appelle « paléolithique ». Ce mot de « paléolithe » a été formé à l'aide de deux mots grecs, qui signifient « pierre antique ». La pierre, il faut que vous le sachiez tout d'abord et que vous ne l'oubliiez jamais, est la matière qui nous a laissé les vestiges les plus antiques de l'homme : des outils et des armes de pierre, voilà les premiers objets connus qui soient sortis du travail de ses mains, voilà les plus vénérables reliques de sa pensée qui soient venues jusqu'à nous, et c'est pour cela que les temps les plus reculés de l'histoire accessible ont été appelés les temps « paléolithiques », c'est-à-dire ceux des pierres les plus anciennes.

Remarquez que nous disons les premiers temps connus, et non pas les temps primitifs. Il est possible que l'homme, avant de travailler la pierre, se soit contenté d'armes ou d'outils de bois; il est même possible qu'il y ait eu des siècles où l'homme vivait sans armes et sans outils. Mais ces temps-là, s'ils ont existé, échappent et échapperont toujours à nos recherches. Car les instruments de bois sont aussi rapides à disparaître que ceux de pierre sont résistants et durables; et la vie des hommes qui n'ont rien fabriqué de leurs mains, ni phrases écrites, ni produits ouvragés, cette vie s'est perdue à tout jamais dans les espaces invisibles. L'histoire ne peut l'atteindre. Elle est condamnée à n'avoir du passé que des lueurs intermittentes. Or, la première qu'elle peut percevoir, c'est celle d'un monde où nos ancêtres ignoraient le métal et travaillaient la pierre. C'est de ce monde que je vous parlerai tout d'abord.

*
* *

L'aspect et les destinées de ce monde, nous allons tenter de les retrouver, uniquement à l'aide de ce qu'il a laissé : quelques objets et quelques ossements, des débris de travail et des résidus d'existence. Des hommes d'alors, il n'est resté aucune pensée, aucune parole : ils n'écrivaient pas, et nul n'a écrit sur eux de ceux qui ont pu les connaître. En d'autres termes, aucun document authentique ne les concerne, aucun récit ancien ne s'applique à eux, aucun texte ne les mentionne. Nous ne pouvons arriver à eux que par le moyen de monuments à demi mutilés, anonymes, muets, abandonnés au hasard sur la terre, et sauvés par les caprices de la nature.

Vraiment, cela, des éclats de silex et des lambeaux de squelettes, c'est si peu de chose qu'on a le droit de se demander si cela peut suffire à constituer de l'histoire, si nous avons le droit d'appeler de l'histoire les recherches qu'ils provoquent et les résultats qu'ils amènent. Ce mot d'histoire, pour la plupart d'entre nous, réveille des idées bien diffé-

(1) Leçon d'ouverture faite au Collège de France, 4 décembre 1907; chaire d'Histoire et d'Antiquités Nationales; cours de l'année scolaire 1907-8. Je tiens d'abord à remercier publiquement M. Déchelette, qui a bien voulu mettre à ma disposition au fur et à mesure de leur impression, les bonnes feuilles de son excellent *Manuel d'archéologie préhistorique*, Paris, Picard; et M. Capitan, qui m'a autorisé à montrer, comme pièces de démonstration, les objets typiques de sa riche collection.

rentes de celles que peut susciter l'examen d'une flèche en pierre ou d'une hache en bronze. L'histoire, c'est le récit solennel de la vie d'un homme qui gouverne ou de celle d'un peuple qui grandit, Tite-Live exposant les destins de Rome et de César, Hérodote narrant les triomphes de l'hellénisme. L'histoire encore, c'est l'analyse des pensées et des croyances d'une société qui naît, qui se développe et qui meurt, et nous songeons à *La Cité antique* de Fustel de Coulanges. Mais ces narrations et ces exposés, ces vies de peuples et de héros, ces pensées et ces dieux, ce n'est vraiment pas de l'étude de simples pierres que nous pourrons les tirer. Pour de l'histoire, il faut des paroles et des documents. Appelons cette étude de la « préhistoire » c'est-à-dire « ce qui est avant l'histoire », sa préface et son introduction. Ces pierres tout à fait mortes, et qui n'ont jamais vécu, ne peuvent pas mériter ce beau nom d'histoire, la science qui raconte et qui ressuscite.

Eh bien, non! c'est ce droit à l'histoire que je revendique pour l'étude des silex et des bronzes, des monuments d'avant les textes. Comme c'est, je crois, la première fois qu'il en est question au Collège de France, comme cette étude est réservée d'ordinaire à d'autres enceintes, laissez-moi vous expliquer d'abord pourquoi je crois de mon devoir de commencer par elle le récit de notre histoire nationale. A cette défense j'apporterai peut-être l'ardeur exagérée d'un néophyte ou d'un apprenti. Mais je sens que je soutiens une bonne cause, et, en l'abordant, j'ai, pour m'encourager, l'exemple de notre maître à tous, Fustel de Coulanges.

Fustel de Coulanges est le chercheur de tous les temps qui est le moins sorti des textes écrits. Et cependant, bien des fois, et ses élèves peuvent l'attester, il a été séduit par la grandeur historique des monuments; au beau milieu de ses auteurs et de ses problèmes classiques, il a senti souvent comme la nostalgie de l'archéologie et de la préhistoire. Appelé un jour, en 1870, à enseigner l'histoire à d'illustres auditeurs, c'est par une leçon sur les silex et les haches des cités lacustres qu'il a hardiment débuté. Car il comprenait que le devoir de l'historien était de se passionner même pour les plus mystérieuses énigmes des temps les plus lointains. Il a vu et il a dit que la science de ces âges présentait le même intérêt que celle d'Athènes et de Rome, et qu'elle ne comportait pas une méthode différente. C'est ce que je voudrais vous montrer à mon tour, sous les auspices de cette mémoire chère et vénérée entre toutes.

*
* *

Ce que Fustel de Coulanges nous a appris, ce n'est pas seulement à cultiver l'histoire comme une science, c'est encore à la pratiquer comme une vertu. Il parlait rarement des droits de l'historien; il parlait davantage de ses devoirs. Or, ces devoirs, pour lui notre maître et pour nous ses disciples, se résument dans ces deux mots qui se tiennent et qui s'enchaînent, justice et vérité envers les morts. A ces morts, à ces âges disparus dont l'histoire est la science, elle doit la justice, c'est-à-dire qu'elle cherchera à les connaître tous, qu'elle n'exclura personne de ses recherches; et elle leur doit la vérité, c'est-à-dire qu'elle ne négligera aucun moyen de les connaître, qu'elle ne se détournera d'aucune de leurs œuvres.

L'équité nous impose donc d'étudier les hommes de la pierre et du bronze avec la même patience et les mêmes scrupules que nous ferions pour Alexandre ou César. Savez-vous la formidable injustice que commettrait l'histoire à l'endroit de la France et de nos ancêtres, si elle retranchait délibérément de son commerce toutes les époques où les documents écrits n'interviennent pas? Le plus ancien texte qui concerne notre pays est le récit de la fondation, à Marseille, d'une colonie grecque, vers l'an 600 avant notre ère. C'est en effet une date capitale, un des plus grands évènements de notre histoire. Dès lors, le sol et les hommes de France se sont trouvés rattachés au monde et à la civilisation de la mer Méditerranée, et cette civilisation est devenue celle des temps modernes; la Gaule s'initia pour la première fois à cette beauté de l'art et de la pensée grecque, qui font aujourd'hui encore la joie de nos yeux, la force de notre âme, la grandeur de notre nature morale. Mais faudra-t-il pour cela ignorer tous les hommes qui, avant l'arrivée des Grecs, ont peiné et besogné sur nos terres? Sous prétexte que les écrivains n'en parlent pas, les laisserons-nous sacrifier? Imiterons-nous, dans ce dédain des obscurs travailleurs, des inconnus et des pacifiques, l'exemple de ces historiens des Bourbons, qui racontaient tout au long les exploits de Maurice de Saxe et du maréchal de Richelieu, et Fontenoy et Port-Mahon, et tous ces bruits de guerres et de batailles, et qui ne prononçaient pas les noms des Trudaine, les patients constructeurs de nos routes, de nos ponts, de nos chaussées, les vrais bâtisseurs de la France active et laborieuse de nos jours? — Car, Messieurs, ces hommes d'avant les textes, ces tribus préhistoriques ont été les précurseurs des Trudaine, d'admirables créateurs de choses éternelles. C'est à eux que nous devons, en Limagne et en Bourgogne, ces vastes terrains de culture qui nourrissent aujourd'hui la France : ils y ont desséché des marais, et aux eaux stériles et funestes ont succédé les flots périodiques des moissons nourricières. Comme notre nourriture,

ils nous ont donné notre boisson : ils ont inventé l'art de faire du vin avec les fruits de la terre. Sur ce sol de France, ils ont reconnu les endroits les mieux doués, les lieux où les familles pouvaient se rapprocher pour vivre groupées et unies, je veux dire qu'ils ont été les fondateurs de nos villes : et Marseille avant les Grecs, et Narbonne avant les Ibères, et peut-être Paris avant les Gaulois, possédaient déjà leur nom et leur existence. Entre ces villes, à travers ces campagnes, circulaient dès lors des sentiers humains que nos routes nationales, que nos chemins de fer n'ont que remplacés. A l'origine de ces belles voies plantées d'ormeaux ou de peupliers qui ont fait la gloire de Sully, de Colbert et de Trudaine, dans le sous-sol de ces rues fameuses dont s'enorgueillissent Bordeaux et Marseille, vous trouverez les vestiges de la tâche accomplie par les travailleurs des temps de la flèche de pierre ou de la hache de bronze. Ils furent doublement nos ancêtres et nos pères, parce qu'ils nous ont transmis des gouttes de leur sang, et parce qu'ils ont créé les meilleurs morceaux de la France.

Mais, autant que la justice, la vérité nous oblige de remonter jusqu'à eux. En les abandonnant, nous mutilons l'histoire. Ces hommes n'ont pas laissé de textes : mais ils ont laissé leurs instruments de travail et les dessins de leur art. Et, dès lors, ils nous appartiennent.

Car l'histoire, c'est le tableau ou le récit de ce que produisent des actions humaines. Tout ce qui émane de l'homme, de sa volonté, de son intelligence, de ses sentiments, est du domaine de l'historien. Qu'il ait à raconter la guerre et les révolutions, cela va de soi, et il n'a que trop souvent à le faire. Mais à côté des faits qui détruisent, il y a, pour ainsi parler, les faits qui construisent; à côté des batailles qui tuent, il y a les monuments qui restent, et de ceux-ci il faudra parler aussi longuement, et on en parlera avec plus de joie. Marathon, Salamine, ce sont d'admirables épisodes, et qui présentent d'éternels exemples de courage et de décision; mais j'aime mieux qu'on me décrive le Parthénon, et il m'apprend plus de choses encore. A Marathon, ce sont des hommes qui tuent d'autres hommes; sur l'Acropole, c'est le rocher qui se pare, c'est du marbre que l'on façonne, c'est la nature qui se transforme au gré d'un idéal, ce sont les âmes qui s'élèvent, les dieux qu'on prie, et c'est la patrie pacifique qui chante sur la pierre sa victoire et les conquêtes de son génie. Que de rêves et que de désirs autour de ces colonnes ! En face d'un tel édifice, l'histoire regorge de problèmes et de ressources. Et Notre-Dame doit la retenir aussi longtemps que les Croisades, et la Maison Carrée mérite autant de soins que les campagnes de César. — Donc, tout monument, quel qu'il soit, si petit qu'il soit, toute chose que l'homme a préparée de sa pensée et façonnée de sa main, tout ce qu'il a posé sur le sol de France, doit trouver sa place dans un chapitre de notre histoire nationale. Et, dès l'époque où apparaît sur un morceau de silex la marque de cette pensée et de cette main, l'historien a le devoir d'intervenir. La flèche, le dolmen et la grotte peinte lui appartiennent au même titre que l'Acropole, Notre-Dame et la Maison Carrée.

Ne disons pas que c'est blasphémer de rapprocher ces deux groupes de choses. La flèche et le dolmen ont leur beauté et leur grandeur, et peuvent témoigner d'aussi puissants efforts de travail et d'idéal que les chefs-d'œuvre de Phidias : je dis efforts et non pas résultats. Voici, par exemple, les pointes en silex trouvées à Volgu en Saône-et-Loire (1) et conservées presque toutes au Musée de Chalon-sur-Saône · leur forme svelte, effilée et régulière, rappelle les feuilles du laurier, un de nos arbres les plus décoratifs ; elles sont si minces, qu'on les dirait transparentes ; les bords ne présentent aucune saillie, aucune brisure disgracieuse, et ils finissent en une courbe harmonieuse que n'eût point désavouée un ciseleur alexandrin. L'âge de la pierre éclatée a connu des rêveries et des passions d'artistes, aussi bien que l'âge du marbre poli au temps de Thémistocle et de Périclès. Et songez que, pour arriver à de tels résultats, sur une lame de silex longue de 35 centimètres, large de 10, épaisse de quelques millimètres à peine, il a fallu enlever des centaines d'éclats, donner des centaines de retouches, et toujours avec la main, et dans un geste de précision et de légèreté infinies. Ainsi, dès les temps de la pierre et des cavernes, cette main de l'homme, la principale cause de ses progrès et la première auxiliaire de son intelligence, était propre aux œuvres les plus longues, les plus patientes, les plus délicates, et elle obéissait avec une incomparable docilité à la volonté qui la guidait. Brutale dans les jours de combat, elle prenait, aux heures de travail, une merveilleuse douceur. — Voilà ce que nous apprennent les silex de Volgu ou de Solutré. Dites-moi, je vous prie, s'ils ne relèvent pas de l'histoire, aussi bien que le palais de Versailles, la chanson de Roland et la bataille de Waterloo. Ces pierres, ces silex, a dit un jour Fustel de Coulanges, « tout cela c'est de l'histoire, et c'est aussi un âge de l'humanité ».

***

Mais, dira-t-on, cet âge de l'humanité, ces pensées

1 Voyez surtout la belle publication, avec d'admirables héliogravures, de Chabas, *Les silex de Volgu*, rapport à la Société d'Histoire et d'Archéologie de Chalon-sur-Saône, 1874.

et cet idéal, croyez-vous qu'il suffise, pour les atteindre et pour les connaître, de quelques silex taillés et de quelques tombes entr'ouvertes? Ces choses sont mortes et elles sont silencieuses : elles ne peuvent rien nous dire sur la vie des hommes à qui elles ont appartenu. Nous sommes devant elles comme un étranger dans les rues de Paris : il compte les maisons, il en regarde les façades, il ignore tout de l'existence qui s'y passe. Dix lignes de paroles humaines, de texte ancien, nous en apprennent plus que toutes les ruines.

Non, ces pierres et ces ossements sont aussi des textes, et des textes, qui parlent et qui racontent. Vous savez le splendide édifice que Fustel de Coulanges a bâti, dans sa *Cité Antique*, avec quelques phrases de Grecs et de Latins. Ces phrases, il a su les écouter, les traduire, les expliquer. Il s'est avancé de la lettre jusqu'à l'esprit, et, avec quelques lignes échappées de la pensée humaine, il a ressuscité tout un monde. Regardez maintenant ces pierres des premiers âges, et, si je peux dire, entendez-les : et elles vous révèleront aussi les besoins, les habitudes et les croyances des hommes qui les ont maniées.

Voici une arme de silex que l'on appelle un coup-de-poing de l'époque chelléenne. Cette époque est ainsi nommée de la localité de Chelles, près de Paris, où l'on a trouvé de nombreux objets de ce genre. C'est la période la plus ancienne de l'âge de la pierre, le premier temps connu de l'histoire de l'humanité. Au delà des siècles chelléens, dans le passé, il n'y a plus que la nuit noire. Examinez donc cette arme de près (1). On l'appelle un coup-de-poing, parce qu'elle est destinée à s'emboîter dans la main de l'homme : c'est comme une nouvelle main, plus lourde, plus compacte, plus dure, plus aiguë, qui vient compléter la main de la nature, doubler sa force et multiplier ses moyens d'action; elle frappe, elle écrase, elle coupe et elle brise. Or, dans cette arme, il y a déjà l'ébauche de deux parties distinctes, des deux éléments que vous retrouverez désormais dans toutes les armes à main : la poignée et la lame. La poignée, le talon, la partie que la main doit prendre, a été laissée arrondie, avec quelques encoches en bonne place, afin de mieux s'adapter à la paume, et, peut-être aussi, de rendre plus ferme la prise par les doigts. La lame, la partie du choc et de l'attaque, a été soigneusement amincie, la pointe terminale laissée toujours au centre, de manière à ce que le bras, en maniant son arme, frappe juste, droit devant lui. Pour arriver à produire un objet de cette sorte, il a fallu que l'homme cherchât un fragment de silex, qu'il calculât les moyens de le rendre plus utile et plus dangereux; il a fallu que l'idée lui vînt de se créer un poing de pierre, et qu'il ait eu des ennemis redoutables, bêtes ou humains, à combattre ou à provoquer. Nous le voyons ainsi, et c'est de cette manière que nous abordons l'histoire de sa vie, nous le voyons, seul, en tenue de guerre, pour la défense ou pour la conquête.

Voici maintenant d'énormes monuments qui nous montreront l'homme dans sa vie sociale, à une époque de son histoire plus proche de nous : ce sont les dolmens et les menhirs, par exemple le grand menhir de Locmariaquer en Morbihan, aujourd'hui brisé et renversé, autrefois debout sur le sol et formé d'un seul bloc de pierre. Ce bloc avait 21 mètres de hauteur, 4 mètres d'épaisseur, et pesait 250.000 kilogrammes. L'obélisque de la place de la Concorde est plus haut de 2 mètres, mais il pèse 30.000 kilogrammes de moins. Or, vous savez, vos pères ou vos grands-pères ont dû vous raconter par quels prodiges de calculs et de forces on a pu amener et dresser à Paris l'obélisque de Louksor : des équipes d'ouvriers ayant chacune son chef et sa besogne propres, et toutes obéissant à l'ordre d'un seul homme, qui acheminait lentement leurs efforts vers un but que lui seul voyait, des milliers de bras manœuvrés en cadence par une pensée unique. Ce fut, en l'an 1836, un des plus gros évènements du règne de Louis-Philippe, et les journaux en parlèrent comme d'une victoire. Des victoires de cette sorte, les hommes des menhirs et des dolmens en ont remporté par centaines. Pour élever des colonnes de pierre comme celle de Locmariaquer, pour les apporter, les soulever et les planter immobiles, ils ont été obligés de s'entendre en vue d'une tâche commune, de se grouper en nombre, de répartir leur besogne en équipes et en chantiers, et d'obéir à des chefs. Ils vivaient donc en société, ils savaient diviser le travail, et ils connaissaient la discipline. Et ce menhir massif et brutal nous annonce la soumission des hommes aux lois les plus fécondes de la vie collective.

Ces sociétés humaines de la plus vieille France n'étaient point cantonnées dans un farouche isolement, ne connaissant leurs voisins que pour les combattre. Grâce à d'autres pierres, nous pouvons retrouver les traces de nos ancêtres, allant, comme Ulysse, à la découverte pacifique des autres hommes. Il existe, dans le département d'Indre-et-Loire, à l'endroit appelé Le Grand-Pressigny, un silex d'une nature particulière, qu'on reconnaît sans peine, et qui ne ressemble à aucun autre. De cette sorte de silex, on a trouvé des fragments, taillés par la main de l'homme, on en a trouvé fort loin de leur lieu de

(1) Je parle ici non pas du coup-de poing *in genere* ou des armes chelléennes ou acheuléennes, mais d'armes chelléennes qui ont été véritablement des coups-de-poing; cf. Capitan, *Les Divers instruments chelléens et acheuléens*, etc., 1901, extrait des *Comptes rendus du Congrès international d'Anthropologie* de Paris, 1900.

production, un peu partout dans la France entière, en Bretagne, près de Paris, en Belgique, et jusqu'au pied des grandes Alpes. Ces silex du Grand-Pressigny, destinés à devenir des armes ou des outils, ce sont les hommes de l'âge de pierre qui les ont transportés avec eux, pour les vendre ou pour les troquer. Des bords de la Loire, les produits d'une même industrie gagnaient presque toutes nos frontières (1). Les chemins naturels de notre pays servaient à des voyages, à des échanges, à des ententes. Des amitiés commençaient sur les routes de France.

Outre les amis et les ennemis de l'heure présente, au-delà de cette vie de combat, de travail ou de course, ces hommes ont eu, comme nous, la pensée d'une autre vie, l'invincible désir de l'éternité. Cette pensée et ce désir sont chose fragile et impondérable, aussi invisible que le songe qui se dissipe aux lueurs du matin. Et cependant, sans avoir rien écrit, par les seuls souvenirs de leur existence terrestre, nos ancêtres nous ont dévoilé les rêves profonds de leur âme. — Voyez, au Musée de Saint-Germain, cette tombe d'un guerrier qui a été découvert dans le tuf crayeux de la Champagne, à la Gorge-Meillet, département de la Marne (2). Il repose dans sa couche de pierre, l'épée à son côté, d'autres armes près de lui, paré de tous ses bijoux, étendu sur son char comme sur un lit de parade; plus loin sont des vases de bronze ou de terre, qui renferment encore quelques débris de provisions de bouche. L'homme qui est là, dans cet attirail fastueux et menaçant, ne croyait donc pas que la mort fût la fin de tout; il prévoyait un voyage à entreprendre, des combats à livrer, ses armes à faire craindre, ses bijoux à faire admirer. Le trépas n'était pour lui qu'un passage : et il se couchait dans sa tombe, tout prêt pour une entrée solennelle au milieu d'autres hommes et dans une vie nouvelle. De ce squelette immobile, gisant autour de débris aussi mornes que lui, l'analyse de l'historien retrouvera l'orgueil, la foi et la dernière espérance.

*
* *

Pour faire jaillir de ces choses très vieilles et très silencieuses cette lueur de vérité et de vie, le chercheur d'histoire ne procèdera pas autrement que s'il examine un vers d'Homère ou une phrase de Tite-Live. Qu'il ait affaire à une pensée écrite ou à une pierre taillée, l'esprit de critique recourt aux mêmes moyens : l'examen d'authenticité, l'analyse directe, la mise en situation. Je vais tâcher de vous les expliquer tous trois, et de vous montrer que la préhistoire arrive à la connaissance par la même méthode que l'histoire, mais avec plus de peine, et, partant, avec un plus grand mérite.

La première question qu'elles se posent toutes deux, l'une en face de ses pierres, l'autre en face de ses textes, c'est la question de la présence réelle de la vérité, ou, pour être plus clair, la question de l'authenticité. Ce texte, ce silex, sont-ils contemporains des temps qu'ils paraissent indiquer, de l'auteur auquel on les attribue? ou ne sont-ils pas l'œuvre d'un moderne, une de ces fraudes inconscientes ou volontaires que la bêtise ou la malice humaines jettent sans cesse sur la route de la vérité? — Or, quand il s'agit de textes grecs ou latins, les supercheries sont plus rares, plus malaisées à faire, plus rapides à reconnaître. Il n'est pas commode de fabriquer sur papyrus des phrases d'Aristote e d'ajouter des vers à Ovide ou des chapitres à Tite-Live. Un bon philologue a vite fait de débusquer les intrus, et de renvoyer aux scholiastes et aux glossateurs les misérables pastiches dont ils ont déshonoré la beauté d'une œuvre. Mais le travail manuel est plus facile à imiter que la pensée de l'esprit. Et il ne faut pas être toujours très habile pour fabriquer des pointes de flèche en silex ou des fers de lance en bronze. Aussi bien je n'apprendrai à aucun de vous que le nombre des objets faux est incalculable, et qu'il augmente chaque jour davantage. Dans la préhistoire, le Malin a mille tours de sa façon; elle est son règne et sa joie.

Il y a, pour un monument, pour une hache de pierre, par exemple, il y a deux manières d'être faux, de nous tromper. Ou bien l'objet est, par sa matière ou par sa forme, l'œuvre d'un faussaire; ou bien, il est réellement ancien, il est authentique; mais il a été déposé, enterré à une place qui n'a jamais été la sienne : il nous égare alors sur sa valeur réelle, sur sa situation, sur son époque. C'est ce genre de fraude qu'il est le plus difficile de reconnaître, qui trouble le plus la préhistoire, et qui provient des pires malfaiteurs. — Ces jours-ci, on découvrait dans un gisement de France, des silex d'origine égyptienne : voilà la science obligée de croire à l'arrivée dans notre pays de colons égyptiens. Mais peu après on s'aperçoit qu'il y a erreur, que les silex ont été bien trouvés en Egypte, et qu'ils ont été enterrés en sol français pour égarer nos savants. La sotte plaisanterie que celle-là! et qu'il me prend envie de dire à ce mauvais plaisant, qu'il a été tout simplement un malhonnête homme! Cette science, si jeune encore et si fragile, est celle envers qui le mensonge est le plus criminel.

Mais, loin de jeter le discrédit sur elle, de tels dangers et de tels mécomptes ajoutent au mérite de ceux qui ont le courage de lui consacrer leur vie.

(1) D'après de Saint-Venant, *Comptes rendus du Congrès international d'anthropologie*, Paris, 1900, p. 280 et s.
(2) Musée, salle IX, vitrine 1 : *Catalogue* Reinach, p. 171.

Cette vie, toute de combat, est tantôt la plus fatigante des courses à la poursuite d'une vérité qui s'échappe sans cesse, et tantôt la plus énervante des luttes contre la fraude et le mensonge. Et ce qui fait enfin la grandeur, laissez-moi dire la grandeur morale de la science préhistorique, c'est que le savant doit parfois résister, non plus seulement à la méchanceté des autres, mais aux mauvais penchants de sa propre nature. — Voici un érudit, ambitieux de découvertes et de gloire, qui a toute sa vie soutenu une théorie sur l'âge du bronze : il l'a découverte, il l'a prouvée, elle a fait son renom et sa carrière. Elle est comme la fierté permanente de sa vie. Et un jour, au cours d'une fouille qu'il est seul à diriger, dans une tranchée qu'il explore, le hasard d'un coup de pioche amène sous ses yeux quelques objets dont la présence imprévue renverse et détruit sa théorie célèbre, comme le pouce d'un enfant ferait d'un château de cartes. Il peut lui venir alors la coupable tentation de supprimer ou de déplacer ces objets adversaires : personne ne le voit, personne ne saura son acte, et rien, de longtemps encore, n'ébranlera son système et ne ternira sa gloire. Il ne le fait pas : il expose sa découverte, il détruit de ses propres mains son œuvre antérieure, il la sacrifie à la vérité. Tout à l'heure, à propos de ces chercheurs, je pensais à des combattants : à de certaines heures, ils furent, et je pourrais citer des noms, de véritables héros.

*
* *

Voilà donc terminée, malgré toutes ces embûches, l'enquête sur l'authenticité du monument : il est probe et sincère, et il a son certificat d'origine. Il faut maintenant l'interpréter, c'est-à-dire chercher à le comprendre.

Qu'il s'agisse d'interpréter un outil de métal ou dix lignes de Plutarque, on devra recourir à la plus minutieuse des analyses. Voyez comment procédait Fustel de Coulanges; ouvrez ses volumes de *Recherches*, qui sont à la fois des livres de résultats et des exposés de méthode : il prend le texte, d'abord mot pour mot; chaque mot, il en fixe la valeur, non pas d'une façon générale, mais pour l'époque dont il s'agit et dans la langue de l'auteur; puis, rapprochant ce qu'il a d'abord séparé, il arrive au sens de la phrase, il remonte à la pensée de l'écrivain, il pénètre enfin jusqu'à cette pure exactitude qui est la joie de l'historien. — Nous l'aurons aussi, cette exactitude et cette jouissance, si nous voulons traduire un objet de métal, une agrafe ou une flèche, comme notre maître traduisait les passages des auteurs classiques. Prenez cette agrafe de bronze : analysez d'abord son métal, notez les proportions de cuivre, d'étain, et, s'il y a lieu, de plomb et de zinc; et cela vous dira si les hommes qui l'ont faite étaient de bons métallurgistes. Etudiez ses diverses parties, la pointe, l'arc ou le ressort, et vous reconnaîtrez à quel usage elle servait, et la nature du vêtement qu'elle attachait. Examinez enfin sa forme, les lignes de ses ornements, et vous saurez à quel style elle appartient : et le style, pour un objet de parure, c'est presque déjà une date. Et voilà la vérité qui s'approche.

Pour avoir cette vérité aussi complète que l'histoire peut la donner, il faut, une fois terminée l'analyse de l'objet ou du texte, le remettre en place, c'est-à-dire l'étudier dans son milieu. Je commente quelques lignes de Suétone dans ses *Vies de Césars*; j'ai mille chances de dénaturer le sens et la portée de ces lignes, si je n'observe pas ce qui les précède et ce qui les suit, si je ne connais pas les habitudes d'esprit de l'écrivain et de son temps. Prenons un simple exemple : Suétone nous raconte que Caligula, dans une crise d'orgueil, fit bâtir à Boulogne, sur l'Océan, une tour très élevée, à plusieurs étages, pour perpétuer une victoire qu'il n'avait jamais remportée. Si je me borne au texte lui-même, voilà une sottise de plus au compte de Caligula. Mais je replace ce texte dans son cadre, l'œuvre de Suétone : je me rappelle que cet écrivain est la plus méchante langue de l'antiquité, qu'il a écrit pour flatter les empereurs de son temps et dénigrer leurs prédécesseurs. Et je replace aussi ce texte dans son milieu, en allant étudier l'histoire de Boulogne, avant et après le règne de Caligula : j'apprends que Boulogne était alors le plus grand port de la Manche, qu'en ce temps-là les relations devinrent plus actives entre la Gaule et la Grande-Bretagne, et que la fameuse tour à plusieurs étages était un beau phare, qui rendit des services séculaires. Et loin d'être un trophée de folie, c'est une œuvre bienfaisante à l'actif de Caligula. Voilà, n'est-ce pas? la portée du texte de Suétone singulièrement changée.

Il en va de même des monuments de la préhistoire. Isolés, ils nous trompent fréquemment. Examinés dans leur entourage, ils donnent plus souvent la note juste. Cette agrafe de bronze dont je vous parlais tout à l'heure, regardez-la à sa place, très exactement, dans la fouille qui nous l'a livrée. Elle provient d'une tombe : c'est donc qu'elle est un objet d'ordre funéraire. Elle était sur le squelette, à la hauteur de la poitrine : elle servait donc à retenir un manteau, et ce manteau s'agrafait sur le devant des corps. Le squelette est entouré d'armes : nous avons devant nous un guerrier. Ces armes sont celles des temps gaulois : notre agrafe a retrouvé sa date dans l'histoire. Elle fait partie de la parure solennelle sous laquelle le guerrier celte descend vers la mort et va rejoindre ses dieux.

*
* *

Je sais bien que de telles analyses sont délicates et malaisées. Mais « l'histoire », répétait sans cesse Fustel de Coulanges, « est la plus difficile des sciences » ; nous pouvons ajouter que l'histoire sans textes, celle des premiers âges, est la plus difficile de toutes les histoires.

Mais le bénéfice est en rapport avec la peine. Peut-être la préhistoire nous fournira-t-elle plus de réponses que l'histoire elle-même sur les vrais destins de l'humanité. L'histoire proprement dite, celle de la Grèce, de Rome ou de la France, se laisse vraiment trop séduire par les accidents et tenter par les grands hommes. Elle s'attardera sur Alexandre et ses victoires, et elle négligera la marche de la raison grecque essayant de conquérir le monde. Tous ces bruits des individus, des combats et des révolutions, la préhistoire ne les entend pas : elle ne voit que les œuvres d'une longue époque, les progrès de l'intelligence collective, les résultats acquis par l'humanité qui se fonde. Débarrassée des surhommes qui encombrent l'histoire, la science connaît enfin l'espèce humaine.

C'est pour cela que nous et nos héritiers nous interrogerons souvent la préhistoire sur les problèmes les plus mystérieux qui se posent à propos de l'être humain, de son âme, de sa raison, de ses débuts et de ses progrès. Les origines et les raisons d'être de l'art, des croyances, des patries et des sociétés, c'est dans la science de ces vieilles pierres, peut-être, que nous les trouverons, et le patient chercheur qui examine la hache de silex est tout aussi capable de les connaître que le philosophe passionné qui commente les *Dialogues* de Platon.

Jamais, je crois, la question des origines de l'art n'a été plus proche de sa solution que dans ces dernières années, et presque dans ces dernières semaines, grâce à l'éblouissante apparition des dessins des cavernes. — Ses origines morales d'abord : en dessinant sur la pierre ou sur l'os les figures exactes de ses rennes ou de ses bisons, le chasseur des temps magdaléniens espérait conquérir et faire siennes les bêtes convoitées, les prendre à la chasse ou les multiplier dans ses troupeaux ; fixer une image, c'était amener à soi l'être réel. L'art était une opération magique qui mettait la nature au service de l'homme. — Ses origines techniques ensuite : la main a-t-elle commencé par reproduire ce que les yeux voyaient, astres ou animaux ? ou s'est-elle d'abord essayé à des combinaisons de lignes droites et de lignes courbes ? Et la préhistoire vous répond aujourd'hui que le dessin d'imitation est au début de l'art, que le dessin linéaire n'est venu qu'ensuite, et qu'il est simplement l'héritier de celui-là. Oui, ces carrés, ces courbes et ces points, toutes ces figures géométriques dont l'intelligence humaine est si fière, lui ont été inspirées par les choses de la nature, et le cercle fut d'abord l'image du soleil, et la spirale l'image du serpent. Il n'est peut-être pas jusqu'à la musique elle-même qui ne soit, dans son passé le plus lointain, un art d'imitation, la transcription stylisée des mille bruits de la nature.

L'une après l'autre, nos pensées et nos croyances retrouvent leurs racines profondes dans les germes déposés en nous par les hommes de ces âges disparus. — Cette fête des Trépassés, la plus populaire et la plus émouvante de toutes les fêtes, le seul jour sacré dans lequel s'effacent toutes les dissidences religieuses et toutes les haines de dogmes, ce culte nous a été légué par les rudes tribus qui ont dressé pour leurs morts les pierres éternelles des menhirs et des dolmens. — L'amour de la gloire, ce généreux souhait de survivre dans la reconnaissance ou l'admiration des hommes, est né d'un désir plus grossier et plus égoïste, celui de nos ancêtres à demi sauvages qui ne voulaient pas la disparition de leur être et de leur vie, et pour qui l'oubli du nom était une mort plus complète. — Cette croyance à l'immortalité de l'âme, qui est devenue la noble auxiliaire de la justice et de la vertu chrétiennes, cette foi dérive de la passion brutale du guerrier ligure ou celte, désirant, au-delà du trépas, continuer à se battre ou à jouir. — Tous ces antiques sentiments, les religions et les philosophies nouvelles les ont épurés et les ont appliqués à des fins meilleures : ils ont leur origine dans une pensée plusieurs fois millénaire, laissée par les hommes dont nous essayons aujourd'hui de déchiffrer les vestiges. « Ce vieux passé », disait Fustel de Coulanges en parlant de la préhistoire, « ce vieux passé, c'est encore le présent : car le présent en est formé. Les générations actuelles, si agitées, si chercheuses, n'ajoutent pourtant que fort peu de chose à cet antique patrimoine. » Et Fustel disait ensuite : « Si l'on creuse le sol à quelques mètres, on trouve le résumé de plusieurs époques. De même, si l'on creuse l'être humain, on trouve aussi le résumé des différents âges de l'humanité. » En observant le poignard de bronze ou le couteau de pierre de l'homme préhistorique, dites-vous bien que c'est aussi l'homme de maintenant que vous apprenez à connaître.

*
* *

Parmi les idées qui constituent les sociétés modernes, aucune ne nous trouble plus, à l'heure actuelle, que l'idée de patrie. Faut-il, cette patrie, l'admirer dans un acte de foi, comme une vérité

acquise désormais pour l'éternité des temps ? ou faut-il l'accepter dans une obéissance respectueuse, comme le beau devoir d'un moment de notre histoire ? Mais, pour estimer la valeur réelle de cette idée de patrie, tâchons d'en retrouver les origines, et ne craignons pas de consulter les siècles les plus lointains de notre passé. Certes, un tel sentiment, qui unit des millions d'hommes dans l'orgueil et comme dans la magie du seul nom, qui leur donne des habitudes communes et des ressemblances profondes, d'âme et de corps, qui les fait s'aimer dans leurs ancêtres et s'unir dans leurs descendants, qui rend les vivants solidaires des morts étendus sous le sol natal, le patriotisme est devenu un sentiment très fort et très subtil, immatériel et précis à la fois, montant des profondeurs de la terre pour s'envoler vers les espaces de l'idéal. Il est, par la variété de ses expressions et le mélange de ses éléments, une chose moderne et le produit de notre temps. Mais savons-nous si ces éléments ne sont pas d'origine antique, et s'ils n'ont pas une raison d'être, intime et éternelle ? Le patriotisme d'aujourd'hui, fait de droits et de liberté, ne ressemble pas à celui du moyen âge, fait d'aveugle loyauté envers un seigneur commun : et cependant, dès ce temps-là, on a parlé de la France comme d'une personne « douce » et aimée. La patrie, pour les Gaulois, c'était surtout un vaste compagnonnage de guerre et de plaisir : et pourtant le seul mot de « Gaule » les passionnait, et ils en tiraient, à le prononcer, une fierté nouvelle et plus de courage. Aussi loin que les textes nous ramènent vers le passé, il y eut dans les frontières de France des peuples qui s'entendirent et des amitiés qui se formèrent. Et au-delà même des textes, dans les périodes préhistoriques, les monuments nous révéleront parfois, au-dedans de ces frontières, des habitudes communes, des tendances pareilles, des relations suivies. Mais alors, il faut donc que ce sol de France, par ses limites si nettes, par ses fleuves qui voisinent, ses vallées qui convergent, ses carrefours qui attirent, par sa nature aimable et conciliante, il faut que ce sol invite les hommes à s'entendre et à s'aimer; il faut qu'il y ait, à cette union, des raisons immuables et contre lesquelles rien ne prévaudra. Je ne dis pas que cette concorde sur un même sol suffise à faire une patrie : mais elle en est le premier élément. Je ne dis pas davantage que la patrie fût connue dès les âges de la pierre et du bronze; mais elle était déjà en germe sur notre sol, comme est l'enfant dans le sein de sa mère. C'est donc par l'étude de ces âges que nous devons commencer notre histoire nationale.

Camille Jullian,
Professeur au Collège de France.

L'AUTOCRATIE REPRÉSENTATIVE ET LA DOUMA-« PARLOTTE »

La nouvelle Chambre ne manque jamais l'occasion de flétrir celles qui la précédèrent. Elle leur reproche surtout leur caractère de « parlotte »; par contre, elle déclare se vouer entièrement au travail législatif. Il est par conséquent fort curieux de constater que, depuis trois semaines qu'elle siège, on n'a encore discuté dans son enceinte aucun texte de loi. Il est vrai que la troisième Douma, qu'on déclare plus apte au travail que ses devancières, ne veut se réunir que deux fois par semaine et s'oppose tant qu'elle peut aux séances de nuit. D'autre part, le ministère, malgré la déclaration formelle de son irresponsabilité devant la Douma, lui présente des déclarations écrites, contenant l'énoncé officiel de la ligne de conduite qu'il compte suivre. Par la bouche de son président, M. Stolypine, le Cabinet actuel demande le concours des Chambres, c'est-à-dire un vote favorable à son programme. « Critiquez-moi librement, mais à condition que la majorité se range en définitive à mon avis. Dans le cas contraire, d'ailleurs, je resterai comme par le passé à mon poste, et ce sera tant pis pour vous. » Tel est le monologue que les hommes au pouvoir pourraient adresser également aux deux Chambres, si la franchise tant vantée de M. Stolypine ne préférait à cette forme rude, mais sincère, un langage plus fleuri. Le seul qui jusqu'ici paraît s'être aperçu du vrai caractère de la demande adressée aux Chambres par l'auteur de la déclaration ministérielle est un membre influent de la droite du Conseil d'État, M. Samarine : « Je m'abstiens de tout vote, dit-il, pour ou contre la déclaration ministérielle, car la loi ne m'autorise point à critiquer la politique du Cabinet. En me rattachant à mes collègues, et en votant avec eux le passage motivé à l'ordre du jour, je craindrai de prendre sur moi la responsabilité de certains actes que je suis loin d'approuver ».

Le Conseil d'État ne tint aucun compte de cette observation et ne voulant ni appuyer le ministère, ni contredire, s'abstint de toute discussion, et vota une formule, qui en définitive ne voulait dire qu'une chose : « Aussi longtemps que, par vos actes, vous contribuerez au maintien de l'ordre et de la légalité nous serons de cœur avec vous; mais ne comptez pas autrement sur notre concours. »

La minorité des gauches, numériquement trop faible pour présenter au Conseil son propre ordre du jour, ne pouvait que s'associer à cette fin de non-recevoir. Toute l'affaire fut réglée en quinze minutes et le ministère sortit de cette séance tel qu'il y

était entré, ni plus fort, ni plus faible. Le seul journal qui comprit la vraie portée de cette leçon fut l'organe de M. Souvorine, le *Nouveau Temps*. Il s'attaque aujourd'hui au Conseil d'État en lui reprochant son manque de zèle et demande si dans les conditions données on ne ferait pas mieux de se priver de ses services.

Alors que la haute Chambre manifestait son mauvais vouloir par un ordre du jour sec et peu complimenteur, la Douma faisait preuve de zèle. Elle acclamait l'homme qui dirige depuis bientôt deux ans le rétablissement de l'ordre par des moyens peu en rapport avec les promesses contenues dans le manifeste du 17 octobre. Les journaux français ont donné probablement le texte de la fameuse déclaration dans laquelle M. Stolypine, en s'appuyant sur l'exemple de la France républicaine, menace les juges de porter atteinte au principe même de leur inviolabilité. On comprendra l'importance des figures de rhétorique, employées par le ministre pour masquer en partie sa pensée, si on prend en considération, d'abord, que le déplacement des juges est un fait plus ou moins inconnu en Russie et cela depuis le règne d'Alexandre II et, secondement, que nous sommes à la veille du grand procès intenté par le gouvernement aux députés signataires du fameux « Appel de Viborg ». Cet acte s'étant passé en Finlande et les personnes incriminées n'ayant pris aucune mesure pour répandre leur appel parmi ceux à qui ils s'adressaient, les juges auront besoin de beaucoup de zèle, patriotique bien entendu, pour se placer au même point de vue que celui de l'accusateur public. Or, quel meilleur moyen de stimuler ce zèle qu'en rappelant l'exemple de la France républicaine qui n'avait pas reculé devant une infraction manifeste au grand principe de l'inviolabilité. Le salut du peuple est au-dessus de toutes les lois. Et il est fort naturel pour un ministre tout-puissant de placer l'exécution de ses propres désirs au nombre des mesures inspirées par les soucis du salut public.

Rendons cette justice au tout-puissant dictateur qui veut bien se contenter jusqu'ici du titre de Président du Conseil. Il sait, quand il veut, dorer la pilule et satisfaire au besoin les demandes les plus contraires. Pour ne point mécontenter les juges, il exprima l'espoir qu'ils ne le réduiraient pas à la dure nécessité d'enfreindre un principe généralement reconnu, et pour s'attirer les sympathies de la droite, sans rompre avec le centre qui lui sert de soutien, il parla aux uns de l'autocratie impériale et aux autres du régime représentatif. Or, pendant toute une séance, celle du 13 (ou 26) novembre, les chefs des deux partis contraires avaient croisé l'épée pour savoir lequel de ces deux régimes était celui de la Russie moderne, de la Russie « renouvelée », d'après le langage officiel de Nicolas II. Il s'agissait de rédiger une adresse à l'Empereur afin de lui exprimer la reconnaissance des députés pour les paroles de « bienvenue » qui avaient été adressées au nom du Tsar à l'ouverture de la Douma. Les uns voulaient introduire bon gré, mal gré, dans cette adresse le terme de constitution, croyant naïvement qu'il suffisait d'employer cette parole pour acquérir les biens qui y correspondent ; les autres insistaient au contraire sur l'emploi du terme « autocrate », terme maintenu encore dans le texte de nos lois, alors que ces mêmes lois ont éliminé la mention du pouvoir absolu du tsar. Après de longs marchandages qui, bien entendu, se sont faits dans les couloirs et dans les réunions des partis, on est arrivé à élaborer un texte, qui reste également muet sur la question de l'autocratie et sur celle de la constitution. L'extrême droite n'a pas cru pouvoir se rallier à une pareille « adresse » ; au lieu de sortir de l'enceinte, ses membres se sont rangés dans le passage qui mène à la tribune et ont entonné l'hymne national. Trouvant cette manifestation insuffisante, ils envoyèrent le jour même un télégramme au Tsar en le suppliant de vouloir bien insister sur ses droits d'autocrate. La promesse faite à cet égard le surlendemain par M. Stolypine les transporta par conséquent d'admiration pour la personne du même ministre, que leurs journaux avaient bafoué des semaines durant. Cet enthousiasme se maintient encore malgré l'amende de 3.000 roubles (7.800 francs), infligée par le préfet de Pétersbourg à l'organe officiel du parti « le Drapeau russe ». Les meneurs de la nouvelle « Ligue » protestent contre les insinuations, lancées par leur journal officiel, qui accuse le ministère d'avoir pratiqué le système des candidatures officielles en assurant le succès des députés du centre par des poignées d'or distribué aux électeurs.

Et que font dans tout cela les gauches ? Comment protestent-elles contre toutes ces infractions au régime constitutionnel, et même à la stricte légalité, transgressions qui se sont manifestées par le changement de loi électorale sans consultation préalable avec les Chambres et en opposition formelle avec le texte du statut organique ? Il faut rendre cette justice au petit nombre de ceux qui constituent le groupe socialiste, qu'ils parlent avec une franchise et une modération au-dessus de tout éloge. Sûrs d'avance d'être interrompus à chaque mot par les hurlements de la droite, se rendant entièrement compte du sort qui les attend au moment d'une nouvelle dissolution, ils remplissent avec fermeté le mandat plus ou moins impératif qu'ils ont reçu de leurs électeurs. Les Polonais, réduits de la moitié grâce à la nouvelle loi électorale, font preuve de la même intransigeance.

Quant aux « cadets » ils sont ballottés entre deux désirs contraires — celui d'accroître l'opposition en se conciliant au moins une partie du centre et celui de maintenir intégralement leur programme politique. De là les discours mielleux de certains de leurs orateurs et la sortie violente de M. Roditsheff. Ce dernier a dépassé les droits de la critique, en lançant à la face de M. Stolypine des paroles qui ont été vertement relevées par certains de ses amis. Les députés russes n'ont pas l'habitude de se battre en duel. Aussi M. Roditsheff a-t-il préféré mettre fin à l'incident, en déclarant qu'il n'avait pas eu l'intention d'offenser le ministre.

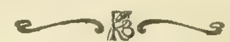
Il est douteux que l'attitude de M. Stolypine ait été complètement correcte, alors qu'il daignait prononcer, en réponse à Roditsheff, ces paroles, qui ne seraient pas déplacées dans la bouche d'un maître d'école : « Je vous pardonne. » D'autre part la Chambre a fait preuve d'une rigueur excessive, en enlevant au député de Pétersbourg le droit de remplir son mandat pendant quinze séances de suite. Comme les députés ne siègent que deux fois par semaine et que les vacances de Noël promettent d'être longues, il est probable que nous ne reverrons point à la Chambre l'éminent orateur avant trois mois.

Le chef des « cadets » M. Milioukoff a péché également par excès de zèle. Il a voulu faire preuve d'impartialité et s'est associé à l'ovation des droites en faveur du ministre outragé. Ce dernier ne sort point grandi de l'incident fâcheux que je viens de conter. Le pays sera probablement plus indulgent que la Chambre pour un excès de parole de la part de son mandataire. Il ne retiendra du discours de Roditsheff que la condamnation sévère, mais méritée, d'une politique qui, à la longue, est faite pour maintenir l'anarchie où nous nous débattons. Des milliers d'individus ont été exécutés, les prisons sont pleines, les déportations administratives se répètent de jour en jour plus fréquentes... et les expropriateurs, loin de cesser leur métier périlleux mais lucratif, recommencent de plus belle. Qui nous tirera du gouffre où nous allons sombrer ? Je suis de ces prétendus utopistes non repentis, qui croient plutôt à l'efficacité des mesures légales et des promesses remplies qu'au système de la poigne. Il est probable que, du temps où l'autocratie fut implantée en Moscovie par les deux tsars qui ont le plus contribué à en faire un puissant empire, Jean IV et Pierre-le-Grand, on a fait plus d'une fois fi de la légalité, afin d'assurer le prétendu salut du peuple. Cela n'a point prévenu la guerre civile. Je ne voudrais point être témoin ni des méfaits qui se sont produits durant les longues années, connues en Russie sous le nom de la « période des troubles » ni de cette série des révolutions du palais qui se sont déroulées après la mort du violent réformateur.

La mise à exécution de promesses contenues dans le manifeste du 17 octobre pourrait seule à mon avis prévenir des désastres, dont je n'entrevois pas la fin. Il ne suffit pas de punir les malfaiteurs ; il faut encore conquérir l'opinion publique. Et ce n'est pas en muselant la presse, en menaçant de représailles les juges et les professeurs désireux de garder une certaine indépendance d'esprit, qu'on réussira à gagner les sympathies du peuple.

MAXIME KOVALEVSKY.

Saint-Pétersbourg, 2 décembre 1907.



LÉON XIII ET LE RALLIEMENT (1890) [1]

Léon XIII, quoi qu'en aient dit ses thuriféraires et ses flatteurs, n'était ni un grand caractère ni un grand esprit, capable de dominer et de diriger les événements, comme tel pape illustre du moyen âge, ou seulement de les braver, comme le moderne Pie IX. C'était simplement un politique attentif, subtil et roué, un finassier dans toute la force du terme, capable non de les devancer, mais de les suivre de fort près, d'en démêler avec bon sens la nature, comme la portée immédiate, et, sans trop se préoccuper d'un lointain avenir, d'en tirer du moins dans le présent quelque profit ou d'en atténuer les fâcheux effets dans la mesure du possible. Imitateur de Metternich plutôt que de Bismarck, il visait par-dessus tout à gagner du temps et s'étudiait moins à reconstruire qu'à faire durer tant bien que mal la vieille machine dont la direction lui était confiée. Fort indifférent sur le choix des moyens, le mensonge et la contradiction ne lui coûtaient guère. Mais il avait la coquetterie de les dissimuler sous des raisonnements et des artifices de rhétorique qui font de ses Encycliques de véritables œuvres d'art et qui eussent rendu jaloux les sophistes de l'ancienne Grèce. *Je plie et ne romps pas*, telle aurait pu être sa devise. Les principes, qu'il exposait en si beau langage, étaient, à ses yeux, sacrés, et il ne les eût enfreints pour rien au monde. Mais il s'entendait merveilleusement à les tourner, ce qui était sa manière de les respecter. Là était, il est vrai, parfois la difficulté. Mais c'était justement en de pareils jeux d'adresse qu'excellait sa virtuosité. Et il était, du reste, admirablement secondé par son *alter ego*, le secrétaire d'État Rampolla, diplomate souple et délié

(1) Extrait du second volume — qui paraîtra prochainement à la librairie Félix Alcan — de *L'Église et l'État en France sous la troisième République*, par Debidour.

comme lui, porté comme lui aux moyens doux et qui, associé étroitement à sa politique depuis 1887, devait en être jusqu'à la fin du règne l'agent tout à la fois le plus intelligent, le plus souple et le plus fidèle.

On se rappelle qu'aux premiers temps de son pontificat Léon XIII n'avait guère parlé de la démocratie avec plus de bienveillance que son prédécesseur. L'Encyclique *Inscrutabili*, de 1878, condamnait en effet en termes exprès non seulement la liberté moderne, le socialisme, la laïcité de l'État et de l'enseignement, le mariage civil, le divorce, mais aussi la souveraineté nationale, « cette impiété nouvelle, inconnue même des païens, qui a fait dire que l'autorité publique tire son principe, sa majesté, sa force de commander, non de Dieu, mais de la multitude du peuple ». Et depuis, il avait encore renouvelé fréquemment de pareils anathèmes. En fait, il était et fut toujours porté de cœur vers la monarchie et n'aima jamais le régime populaire. Mais il n'était pas homme à bouder longtemps une République bien portante, surtout quand cette République s'appelait la France, c'est-à-dire la *fille aînée de l'Église*, la véritable vache à lait du Vatican. Il n'avait pas tardé à se dire que les nouvelles institutions pourraient bien durer dans notre pays plus que ne le croyaient les anciens chevau-légers de l'Assemblée nationale. On l'avait vu coqueter avec Gambetta par l'intermédiaire du sceptique et accommodant nonce Czacki. Un peu plus tard, tout en adressant confidentiellement à Grévy ses doléances, il n'avait pas été sans lui donner à entendre que la France nouvelle pourrait se bien trouver d'avoir accordé quelques satisfactions à l'Église. Avec Freycinet, il avait joué au plus fin, et l'on se souvient du subtil maquignonnage dont la question des missions de Chine lui avait permis d'user vis-à-vis du gouvernement français vers 1885 et 1886. A plusieurs reprises, il avait répété que l'Église ne condamnait, en somme, aucune forme de gouvernement et pouvait à la rigueur faire bon ménage avec toutes. En 1888, ne sachant trop comment tournerait l'aventure boulangiste et désireux de ne pas perdre les bonnes grâces de la République, qui pouvait, après tout, sortir victorieuse de la crise, il avait exposé avec une incomparable maestria, dans l'Encyclique *Libertas*, que les libertés modernes, tant de fois anathématisées par lui, étaient toujours sans doute choses abominables et dignes des sévérités de l'Église, mais que néanmoins ladite Église, pour éviter un plus grand mal, savait les tolérer quand elle n'était pas la plus forte et ne pouvait pas faire autrement; en d'autres termes, que, s'il était avec le ciel des accommodements, il en était à plus forte raison, avec son représentant sur la terre.

Il dut un an plus tard se féliciter hautement d'avoir écrit en style si accommodant et si politique. Effectivement, vers la fin de 1889, le Boulangisme était royalement battu, presque moribond. La République, une fois de plus, était triomphante. C'était le moment ou jamais d'amadouer le monstre et de l'amuser par des sourires. Il fallait à tout prix empêcher les représailles. Par dessus tout il fallait — et c'était la constante préoccupation de Léon XIII — prévenir, rendre impossible en France (ou retarder du moins indéfiniment) cette séparation de l'Église et de l'État que rêvaient toujours les doctrinaires de la République. Avec de la douceur, des procédés aimables, ce redoutable événement pouvait être pour bien longtemps conjuré. Et le malin pontife se disait même qu'il y aurait peut-être moyen d'obtenir davantage, par exemple l'abrogation ou la revision de ces Articles organiques dont, comme tous ses prédécessenrs depuis 1801, il rêvait d'affranchir l'Église de France. En tout cas, se rapprocher de la République et capter ses bonnes grâces, c'était la condition *sine qua non* de l'abolition ou de l'adoucissement de ces *lois scélérates* contre lesquelles, depuis dix ans, le Souverain pontife et tout le clergé français ne cessaient de protester. Le Vatican n'avait-il pas obtenu des concessions bien plus graves de certains États démocratiques, comme l'Équateur et la Colombie? Le catholicisme ne gardait-il pas une situation privilégiée dans la pieuse République du Brésil? Et ne jouissait-il pas aux États-Unis de la plus large et de la plus féconde liberté?

Du reste, la France nouvelle paraissait maintenant à Léon XIII d'autant plus digne de ménagements et d'égards qu'elle n'était plus en Europe la puissance dédaignée, abattue, isolée de 1871 ; qu'ayant refait non seulement son gouvernement, mais ses finances et son armée, elle inspirait non plus pitié, mais à la fois crainte et confiance; qu'une puissance de premier ordre, la Russie, se rapprochait d'elle visiblement; que l'alliance prochaine de ces deux grands États ferait évidemment contre-poids à la *Triplice* et permettrait par conséquent au Pape, s'il s'appuyait quelque peu sur elle, de tenir en respect le gouvernement italien dont il avait plus que jamais à se plaindre.

Le vieux pape avait, on le voit, bien des motifs de courtiser la jeune République. Aussi le flirt reprenait-il fort sérieusement. Mais irait-il jusqu'au mariage? C'était une autre question, et le prudent Léon XIII ne paraissait pas trop pressé d'en venir à cett extrémité.

Il ne manquait pas encore dans son entourage de cardinaux intransigeants et revêches qui, comme Oreglia et Vannutelli, n'envisageaient qu'avec hor-

reur ou effroi une pareille éventualité et en détournaient le Saint-Père de toutes leurs forces. L'ami Galimberti qui, bien qu'éloigné de Rome, gardait encore une partie de l'influence qu'il avait acquise sur le vaniteux Léon XIII en le flattant, était l'âme damnée de la Triplice, qu'il ne servait sans doute pas gratuitement, et s'évertuait à dissuader son maître d'une politique qui pouvait lui déplaire. A tout ce monde Léon XIII ne voulait pas trop rompre en visière.

Et ce n'était pas tout. Léon XIII, fort bien informé, n'ignorait pas qu'en face des moines et de quelques prêtres français qui poussaient au ralliement se dressait la grande majorité de l'épiscopat et du clergé séculier qui s'efforçait de l'en détourner. N'y avait-il pas danger pour le Souverain pontife à s'aliéner, ou tout au moins à mécontenter cette armée fidèle? Et la question d'argent ne méritait-elle pas aussi d'être prise en considération? Si la noblesse et la haute bourgeoisie de France entretenaient si richement les évêques, elles n'étaient pas non plus sans enrichir le pape de leurs libéralités. Presque sans relâche leurs dons affluaient à Rome. Le ralliement n'en tarirait-il pas la source? Le denier de Saint-Pierre ne s'en ressentirait-il pas? Les pèlerinages français au Vatican seraient-ils toujours aussi fructueux?

Toutes ces réflexions rendaient le Pape fort perplexe et fort indécis. Et encore faut-il y ajouter celle que faisait naître en lui le *catholicisme social*. Car il voyait bien que sa mésalliance avec la République ne pourrait aller sans quelques compromissions avec le socialisme.

Léon XIII était trop pénétrant et trop instruit pour ne pas comprendre, comme nos abbés démocrates, que le ralliement ne pourrait être profitable à l'Église que si elle parvenait en France à conquérir le suffrage universel et que, pour réaliser ce tour de force, il lui faudrait flatter les masses ouvrières, parler de justice sociale, de réformes profondes, de minimum de salaire, de protection par l'État, etc., etc. Bien qu'il lui en coutât, il se résignait à faire au monstre quelques avances. Le successeur de Pie IX n'en était plus au temps où, pour plaire à Bismarck, il anathématisait sans réserve le socialisme, comme l'auteur même du *Syllabus*. Sans doute, pour l'honneur des principes et afin de pas trop paraître se contredire, il continuait à le dénoncer à l'occasion comme une conception perverse et démoniaque. Mais à côté de la *thèse* inflexible, absolue, on voyait poindre aussi, sous sa plume subtile, l'*hypothèse* édulcorante qui rend possible et licite tout ce que les principes interdisent. De même que l'Église pouvait s'accommoder *en fait* de la souveraineté nationale et de la tolérance religieuse, tout en continuant à les exécrer, de même, il se pouvait bien qu'elle s'accommodât dans la pratique des revendications ouvrières, qu'elle admît la limitation des droits des patrons et l'intervention de l'État dans la réglementation du travail.

Léon XIII, qui en 1885 s'était borné à recevoir un pèlerinage de patrons, s'était hasardé en 1887 à admettre au Vatican un pélerinage mixte de patrons, d'ouvriers et de prêtres. Deux ans plus tard, c'est-à-dire précisément à l'époque qui nous occupe (octobre-novembre 1889), de Mun, flanqué du manufacturier catholique Harmel et de l'archevêque de Reims Langénieux, lui amenait à Rome en grande pompe des bandes ouvrières bien plus nombreuses (le total atteignit dix mille individus), bandes soigneusement embrigadées, qui venaient, disaient leurs conducteurs, solliciter les directions, en même temps que les bénédictions apostoliques. Cette fois le pape commençait à développer le programme social qu'on attendait de lui. Il est vrai qu'en le traçant il s'étudiait visiblement à rester dans le vague et à se compromettre le moins possible. Il se bornait encore à déclarer que la réforme sociale serait l'œuvre de l'Église, que l'Église et la religion seules pouvaient améliorer le sort des travailleurs, que pour l'accomplissement de cette grande œuvre, liberté pleine et entière leur était due par les pouvoirs publics, ce qui revenait à dire qu'en cette matière comme en beaucoup d'autres l'État devait se mettre au service de l'Église. Mais on avait déjà tant obtenu de lui qu'on pouvait bien espérer qu'il ne tarderait pas à parler plus clairement.

Or c'était justement ce qu'il eût voulu se dispenser de faire. Ce qu'il avait dit jusque-là était encore assez vague pour pouvoir, à la rigueur, être accepté par des conservateurs. Des royalistes même (comme de Mun l'était toujours) pouvaient s'en accommoder. Mais Leon XIII n'était pas sans savoir que, de même que ses tendances au ralliement politique effarouchaient déjà beaucoup de ses anciens amis, ses tendances sociales n'étaient pas non plus sans les inquiéter un peu; et que l'épiscopat français et ses bailleurs de fonds ne les approuvaient guère. Il se disait qu'à jouer son nouveau jeu il se pouvait très bien que l'Église perdît la clientèle des riches sans gagner celle des pauvres; que les prétendus travailleurs qu'on lui amenait au Vatican ne représentaient peut-être pas les véritables masses ouvrières, et qu'un *tiens vaut mieux que deux tu l'auras*.

Bref, le Pape voyait fort bien ce qu'il avait à perdre en combattant la République et le socialisme. Mais il n'était pas sûr de ne point perdre davantage en se déclarant pour l'un et pour l'autre. Il eût voulu continuer à flairer le vent et restait perplexe.

*
* *

La République était gouvernée, vers la fin de 1889, par des hommes qui, loin de vouloir user de leur victoire sur le Boulangisme pour persécuter les vaincus, ne parlaient que d'oubli et d'apaisement. En ce qui concernait l'Église, le chef de l'État, Sadi Carnot, ferme et loyal républicain, mais politique fort modéré, doux et conciliant, souhaitait de tout cœur qu'après avoir si longtemps combattu le régime dont il était le représentant, elle voûlut s'en rapprocher sincèrement et faire enfin bon ménage avec lui. Le président du conseil, Tirard, son ami et le plus fidèle interprète de sa pensée, s'inspirait du même sentiment. Tous les autres ministres, à l'exception peut-être d'Yves Guyot, qui avait déjà proposé la séparation de l'Église et de l'État, étaient pour le maintien du Concordat. Constans, qui était la personnalité la plus marquante du cabinet et qui aspirait, disait-on, à supplanter Tirard, coquetait volontiers avec les évêques. Aussi, lors de la réouverture des Chambres (19 novembre), ne fut-on pas surpris que la déclaration ministérielle fût essentiellement pacifique. Il n'y était question que de « politique large, tolérante ». Il fallait, y était-il dit, se montrer « modéré pour être puissant, ouvert et généreux pour être vraiment juste et national », enfin, par dessus tout, « écarter les questions qui irritent et divisent les esprits ». Aussi n'y était-il nullement question de modifier les rapports de l'Église et de l'État. Et peu après, le garde des sceaux Thévenet, interpellé au Sénat (17 décembre) par un membre de la Droite au sujet des desservants dont les traitements étaient suspendus, s'étudiait visiblement dans sa réponse à éviter tout ce qui eût pu échauffer ou envenimer le débat.

En face d'un gouvernement si peu belliqueux, l'entreprenant Piou parlait plus que jamais de constituer une *droite constitutionnelle* et groupait autour de lui ses adeptes. Mais les partisans du ralliement étaient encore fort peu nombreux dans le Parlement. Le gros de la Droite, soutenu ou inspiré par les évêques, continuait à faire sourde oreille et refusait de se prêter à une évolution qu'il ne jugeait ni habile ni honorable. C'est pourquoi le Pape, qui inclinait, au fond, vers le ralliement, mais qui ne voulait pas se compromettre trop tôt, se bornait, dans une Encyclique publiée au commencement de 1890, à laisser deviner sa pensée et l'enveloppait encore de tant de voiles, qu'il était difficile aux intransigeants de l'accuser de défection.

L'Encyclique *Sapientiæ Christianæ* (10 janvier 1890), n'était ni beaucoup plus nette, ni beaucoup moins contradictoire que l'encyclique *Libertas*, dont elle n'était qu'une sorte de complément. Elle s'ouvrait par une longue déclaration conservatoire des droits de la religion et du Saint-Siège, déclaration d'où il ressortait que toutes les choses de ce monde devaient être étroitement subordonnées à la première et que l'obéissance envers le second était obligatoire, non seulement en matière dogmatique et doctrinale, mais en tout ce qui regardait les mœurs, c'est-à-dire les rapports des hommes entre eux, par conséquent l'organisation sociale et politique des peuples. Le Pape était ainsi amené à répéter une fois de plus que l'Église, placée au-dessus des gouvernements, comme conseillère et régulatrice suprême, n'en *réprouvait aucune forme, pourvu que la religion et la discipline des mœurs fussent sauves*. « Attirer l'Église à un parti, ajoutait-il, ou la vouloir absolument comme auxiliaire pour vaincre ceux contre lesquels on combat, c'est abuser de la religion. » Quant aux conditions que l'Église mettait à l'octroi de sa bienveillance, elles étaient indiquées de la façon la plus orthodoxe, c'est-à-dire la plus théocratique. Ce verbiage pieux signifiait en somme qu'aux yeux de Léon XIII, la République avait plus besoin de l'Église que cette dernière de la République, et que, si elle souhaitait son concours, elle l'aurait en y mettant le prix, c'est-à-dire en lui sacrifiant pour commencer les *lois scélérates*.

Quelle que fût la bonne volonté des opportunistes qui gouvernaient la France, ces offres de services ne pouvaient vraiment être acceptées, et devaient même être repoussées avec une certaine vivacité. C'est ce que comprit fort bien un républicain de grand sens et de haute éloquence, Alexandre Ribot, dont le programme ne dépassait guère en hardiesse celui du vieux Dufaure, son maître, mais dont l'esprit se révoltait à la pensée qu'il dût y avoir en France deux gouvernements politiques, celui de la France et celui du Pape. Le 1er février on discutait à la Chambre la validité d'une élection à propos de laquelle le militant Freppel osa soutenir que l'intervention du clergé dans les élections était parfaitement légitime. Avec une rare vigueur Ribot s'éleva contre cette théorie et fut d'autant plus applaudi qu'on le savait grand partisan du Concordat et fort opposé à toute idée de séparation.

A ce moment du reste le parti républicain, sans doute piqué au vif par les récentes prétentions pontificales, semblait surtout porté à bien affirmer ses droits et jugeait qu'un léger coup de barre à gauche ne manquait pas d'opportunité. C'est en février 1890 que le jeune duc d'Orléans, bien mal conseillé, violait les lois d'exil sous le prétexte un peu ridicule de venir s'offrir à l'armée comme conscrit. La France ne fut point émue de tant d'héroïsme ; le duc fut mis en prison comme il devait l'être. Et fort peu après, la rivalité de Tirard et de Constans ayant amené ce

dernier à se retirer, le ministère de l'Intérieur fut confié à un député radical jeune et plein de talent, Léon Bourgeois, qui, dès le 3 mars, dans un discours nerveux et brillant, affirma hautement que les lois républicaines si menacées par le clergé ne seraient ni abandonnées ni méconnues.

Le ministère Tirard ne survécut pas longtemps, il est vrai, à cette crise partielle. Le 14 mars, le président du Conseil, se sentant fort ébranlé, donna à son tour sa démission et un nouveau cabinet dut être constitué. Constans reparut à l'Intérieur. Mais Bourgeois fut maintenu aux affaires (comme ministre de l'Instruction publique); et l'élément radical, déjà représenté dans le gouvernement par Yves Guyot, s'y trouva ainsi quelque peu renforcé. Par contre Ribot, si peu porté à la politique séparatiste, y prenait le portefeuille des Affaires étrangères. Et Jules Roche, qui depuis quelques années s'était séparé de ses anciens amis pour se rapprocher des opportunistes, y entrait comme ministre du Commerce. En somme, le ministère du 18 mars 1890, pour être légèrement plus accentué que le précédent, n'en était pas moins encore un ministère de concentration, c'est-à-dire de compromis, incapable de résoudre la question religieuse, ou même de le tenter; et il semblait que la légère orientation à gauche qui venait de se produire n'eût pour but que de bien faire comprendre au Pape qu'il lui faudrait faire quelques pas de plus et se livrer davantage, s'il voulait empêcher la République de s'engager plus avant dans la politique anticléricale.

*
* *

Le choix du nouveau président du Conseil dut sembler particulièrement significatif à Léon XIII, qui le connaissait bien et savait que, s'il en pouvait attendre de fort bons offices, il ne les obtiendrait pas de lui tout à fait gratuitement. Ce président n'était autre que Freycinet, qui, déjà ministre de la Guerre depuis deux ans, se trouvait pour la quatrième fois à la tête du gouvernement, gardant, sinon la confiance, du moins le concours des radicaux, et prêt à jouer comme autrefois tous les partis en évoluant au milieu d'eux avec son incomparable virtuosité.

Freycinet, protestant de naissance, mais sceptique de tempérament, ne haïssait certainement pas le catholicisme. D'abord il n'avait, croyons-nous, aucune haine au cœur. Sans volonté, sans programme, il ne songeait guère qu'à se maintenir au ministère et à demeurer possible pour la présidence de la République. Sa qualité de protestant lui faisait justement une obligation de redoubler d'égards et de ménagements envers l'Église catholique, qu'il ne voulait s'aliéner à aucun prix. Candidat à l'Académie française (où il devait entrer cette même année), il souriait au *parti des ducs* et n'aurait pas eu la maladresse d'afficher un anticléricalisme militant qui leur eût paru du plus mauvais goût. Certes il était homme à parler à l'Église, quand il le fallait (et il le montra par la suite), avec une certaine énergie apparente. Mais pour le moment il n'était pas à craindre qu'en reprenant la direction supérieure des affaires, il commît l'imprudence de rompre en visière au Saint-Siège par des provocations ou des menaces. Et on le vit bien par sa déclaration du 18 mars au Parlement, déclaration par laquelle, tout en affirmant l'intention de « défendre énergiquement » les institutions et les lois républicaines, il annonçait aussi celle de n'exclure personne, d'accueillir toutes les bonnes volontés et de travailler ainsi « à la fondation de cette République large, ouverte, tolérante et paisible, qui est l'état définitif et le terme désiré des luttes que nous traversons. »

A ces pacifiques et encourageantes déclarations, Piou et ses amis répondaient, vers la fin de mars, en élaborant le programme de la future droite constitutionnelle, programme qui se résumait dans l'invitation aux conservateurs d'entrer dans la République pour la ramener par la persuasion à leurs principes et obtenir d'elle en particulier l'abolition ou l'atténuation des *lois scélérates*.

Quelle allait être maintenant l'attitude de Léon XIII?

Très attentif observateur des hommes et des événements, le vieux pape voyait fort bien qu'avec des ministres comme Freycinet et Ribot, l'Église de France n'avait pas à craindre de voir s'aggraver encore sa situation; que probablement même, dans la pratique, elle serait un peu mieux traitée que précédemment. D'autre part, il voyait la République, déjà victorieuse en 1889, s'affermir davantage par de nouveaux succès. Le Boulangisme, depuis longtemps moribond, perdait sa dernière partie aux élections municipales de Paris (27 avril-4 mai), où ses candidats étaient en presque totalité honteusement défaits, et l'exilé de Saint-Brelade dissolvait lui-même ce qui restait de son parti par une lettre publique qui constituait la plus piteuse des abdications (15 mai). Dans le même temps, le Gouvernement bénéficiait de l'avortement auquel venait d'aboutir la grande manifestation socialiste annoncée pour le 1er mai. Décidément, la République se sentait forte. Elle le prouvait d'une part en relâchant et en faisant dédaigneusement reconduire à la frontière le duc d'Orléans (3 juin); de l'autre, en faisant entendre, par l'organe de Constans et de Bourgeois (à propos d'une interpellation sur certaines laïcisations d'école), des paroles très fermes et d'où il ressortait qu'en matière d'enseignement, elle n'entendait pas se dessaisir de ses droits (23 juin). C'étaient

là des avertissements dont le cauteleux et prudent pontife devait juger à propos de tenir compte.

Du reste, suivant de près comme il le faisait la politique générale en Europe, il était bien obligé de constater que l'influence et le rôle de la France nouvelle continuaient de grandir. Le rapprochement de cette puissance et de la Russie devenait chaque jour plus manifeste. Le plus sérieux obstacle à l'alliance venait de disparaître dans la personne de Bismarck, qui aurait voulu que son maître s'écartât de la Triplice pour s'unir au Tsar et qui venait d'être renvoyé du pouvoir (mars 1890). Or, Léon XIII éprouvait d'autant plus le besoin de s'appuyer sur le dualisme franco-russe que le gouvernement italien, par diverses menaces et notamment par la loi du 18 juillet 1890, qui désaffectait en grande partie les biens des *Confréries* et des *Œuvres pies*, lui donnait encore de très graves sujets de mécontentement. Il n'était pas non plus très satisfait du gouvernement allemand qui, en attirant à Berlin la Conférence du Travail provoquée tout d'abord en Suisse par le catholique Decurtins, avait de fait empêché le Saint-Siège de la diriger et de s'en faire honneur. Et de tout cela résultait une tendance de plus en plus marquée chez Léon XIII à se rapprocher du gouvernement français et à inviter les catholiques au ralliement.

Il jugeait à ce moment d'autant plus politique d'agir ainsi que certains royalistes français, sans renoncer le moins du monde à leurs préférences, semblaient voir dans le ralliement une tactique utile à leur parti et que plusieurs de leurs journaux, le *Gaulois* notamment, la recommandaient cyniquement aux conservateurs. Rien n'était plus simple et plus légitime, disait cette dernière feuille, que d'entrer dans la République en s'abritant sous sa constitution, pour la mieux investir, la mieux *envelopper*. C'était l' « acheminement nécessaire, fatal, vers la monarchie ».

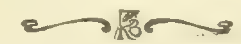
Si le Pape pensait, au fond, à peu près de même, il ne pouvait naturellement pas exprimer sa pensée sous une forme aussi nette et aussi brutale. En s'offrant à la République, il était convenable et sage qu'il eût l'air de s'offrir sincèrement, sans arrière-pensée. Mais c'était justement pourquoi ce politique subtil et compliqué aurait voulu ne pas brûler ses vaisseaux, et n'être pas obligé de se compromettre *personnellement* par une déclaration qui pouvait le brouiller avec les monarchistes intransigeants. Il préférait qu'un membre important de l'épiscopat français lui épargnât cette tâche délicate et périlleuse en faisant la déclaration lui-même et laissant entendre au besoin (sans le dire positivement) qu'il exprimait la pensée du chef de l'Église. Il avait même déjà sondé un prélat qui passait pour un bon diplomate, le cardinal Place, archevêque de Rennes. Mais ce dernier avait fait la sourde oreille et s'était respectueusement dérobé à la compromettante commission.

Les choses en étaient encore là vers la fin de l'été de 1890. Alors se produisit, dans le monde politique et religieux, un grand scandale qui décida le pape à ne plus attendre. C'est à cette époque en effet que parurent les *Coulisses du Boulangisme*, où étaient révélées sans ambages les compromissions du parti royaliste français, de chefs à la fois royalistes et ultramontains (comme de Mun) et d'une grande partie du clergé avec l'aventurier sans pudeur et sans foi dont la France avait fait quelque temps son idole. Des échanges de dénonciations et de récriminations plus ou moins malpropres suivirent cette publication retentissante. Le comte de Paris fut assez mal inspiré pour ne pas se taire et pour se vanter même de sa collaboration avec le protégé de Rochefort et du comte Dillon. C'était achever assez sottement de se disqualifier comme prétendant. Or Léon XIII, qui n'avait pas l'habitude de s'attacher fort étroitement aux vaincus, n'était pas homme après un pareil éclat à se solidariser avec ce pauvre prince. Il ne l'avait, du reste, jamais aimé. Il le trouvait ladre et peu donnant.

Enfin le pape, au courant de tout, n'était pas sans savoir le mauvais effet que produisait dans le même temps (septembre), sur les classes populaires, une sorte de congrès économique convoqué par Freppel dans sa ville épiscopale et où des jurisconsultes catholiques, ripostant à d'autres catholiques qui venaient de délibérer à Liège et d'adopter les conclusions de nature à ne pas déplaire au parti socialiste, s'étaient attachés à mettre en honneur la doctrine de la liberté économique si odieuse à ce parti.

Donc, il jugeait venu le moment psychologique du ralliement.

DEBIDOUR.



MARY [1]

Arrivée dans sa chambre, elle demanda au chien : « Veux-tu être à moi, veux-tu rester avec moi, mon petit John tout noir? » Elle frappa dans ses mains pour lui faire aboyer un « Oui « joyeux. Ainsi fut tranchée la question de propriété. Elle reçut une lettre de Jörgen, sans doute au sujet du chien. Elle la mit au feu sans la lire.

Mary pensa qu'il viendrait la trouver à la gare, au moment où partirait le train de Norvège, pour réclamer son bien. Elle arriva en voiture, courageusement, ayant à côté d'elle le chien, lavé, peigné, parfumé. Point de Jörgen.

1 Voir la *Revue Bleue*, n° du 1[illegible] Octobre 1[illegible] et suivants.

Elle dormit toute la nuit, avec le chien couché en face d'elle sur la couverture.

Mais au matin, ses pensées revinrent. Désormais, elle était seule. Responsable et seule.

Jusqu'alors, elle s'était engagée avec un courage désespéré dans la seule et étroite issue qui s'offrît : épouser aussitôt Jörgen, accoucher à l'étranger ; — puis tenir bon le plus longtemps possible.

Mais se marier avec quelqu'un qu'elle détestait, et acheter à ce prix la feuille de vigne qui cacherait sa honte, comme cela lui semblait maintenant incompréhensible ! Elle avait tenté ce moyen parce qu'on pensait ainsi autour d'elle, et parce qu'elle était dans une situation particulière. Il ne fallait pas une tache à l'habit de parade.

Mais, à ce souvenir, elle s'écria : « Pouah, pouah ! » à haute voix. Et, comme le chien levait la tête, elle ajouta : « Oui, mon ami, un « chien de voyage ». Le dénouement de ma « chienne d'histoire ».

Mais après ?

Après ? Elle savait quel parti prendre. Mais elle voulait que deux personnes connussent la vérité. Jörgen et une autre. Deux personnes au moins. A cette condition seulement, elle pouvait agir en toute fierté et liberté. Il le fallait.

Oui, et après ?

Tout le temps que ce « chien de voyage » et cette « chienne d'histoire » s'étaient imposés à elle comme une nécessité, — une nécessité implacable et souveraine, pour sauver l'honneur — elle n'avait pas songé sérieusement à la suprême issue.

Mais maintenant, elle y songeait.

Elle regarda tristement les bons yeux fidèles du chien, comme si elle cherchait à se dérober à cette pensée. Elle y lut la joie la plus franche et un dévouement sans bornes. Elle cacha son visage dans sa fourrure : elle était encore trop jeune, elle n'avait pas envie de mourir.

Pour la première fois, elle pleura sur elle-même. Elle se faisait pitié ; elle ne comprenait pas comment elle avait mérité son sort, ni comment tout cela était arrivé.

Le chien devina qu'elle souffrait. Il lui lécha les mains et la regarda dans les yeux. Puis il cria pour monter auprès d'elle et la consoler.

Elle le prit et, comme elle se penchait sur lui, il crut qu'elle voulait jouer. Il essaya de lui mordre les mains. Mary se laissa faire. Ils commencèrent une joyeuse partie qui n'en finissait plus. Chaque fois qu'elle s'arrêtait, il reprenait ; jamais il n'en avait assez.

Elle se mit d'abord à lui parler : « Mon petit John tout noir, tu me rappelles les nègres. Tu me rappelles que celui qui portait ton nom a sauvé les nègres. Il les a sauvés de l'esclavage. Toi aussi tu m'as sauvée de l'esclavage où j'allais tomber.

« Mais c'est une pauvre liberté, mon ami, puisque je n'ai pas le droit de vivre avec toi. Ne crois-tu pas ? » Et elle se remit à pleurer.

... Elle mit une épaisse voilette pour traverser la capitale d'une gare à l'autre. Le chien était sur le siège à côté d'elle. Aucun visage de connaissance. Mais si l'on avait su !

Ah ! le pauvre corbeau condamné à mort que Jörgen avait voulu soulever pendant qu'elle s'enfuyait ! Elle ne croyait pas l'avoir vu aussi nettement, avec son cou labouré, son ventre en lambeaux, ses orbites vides... ; les blessures saignantes criaient après elle. Ce souvenir l'obséda pendant tout cet affreux voyage.

Dans la campagne, c'était l'hiver. Elle n'avait pas vu l'hiver depuis de longues années. Elle connaissait des paysages fanés et mornes ; mais elle ignorait les merveilleuses transformations de l'hiver, les champs désolés recouverts de la plus éclatante blancheur, avec mille nuances capricieuses. Le fjord n'était pas encore gelé ; gris et sombre, il montait vers elle, d'un air provocant et rude, comme un monstre venu de toutes parts, prêt à la bataille.

La traversée de la ville avait donné la fièvre à son imagination. Les forces de la nature l'écrasaient. Mary n'en sentait que plus profondément sa faiblesse. Pourrait-elle engager quelque lutte ? Pourrait-elle atteindre l'époque de la rénovation ? Il faudrait disparaître auparavant.

Elle se débattait avec ces pensées quand elle aperçut le visage de son père ! Comment pourrait-elle vivre sans lui dire ce qui se passait ? Non, elle ne pourrait jamais, jamais le lui dire ! Elle ne pourrait même pas lui dire que tout était rompu avec Jörgen. Cette nouvelle serait trop rude pour lui.

Mais si, au lieu de parler, elle disparaissait ! Grand Dieu ; cela le tuerait du coup !

Désormais, plus de crainte pour les autres ; aucune, aucune crainte pour elle-même ; mais pour lui, rien que pour lui.

Elle arriva si abattue, écrasée d'un désespoir si morne, qu'elle se mit à pleurer dès qu'elle aperçut la maison. Peu de femmes avaient monté un plus douloureux calvaire. Le chien lui-même et ses bonds joyeux, quand il se retrouva sur la terre ferme, ne purent la distraire. Elle monta à sa chambre pour faire sa toilette et changer de vêtements, et demanda qu'on avertît son père et Mme Daves de son arrivée. La petite bonne était près d'elle pour l'aider et jouait avec le chien chaque fois qu'elle le pouvait. Mary souffrait, mais ne disait rien.

Elle paraissait très épuisée. Elle avait pleuré, cela ne se voyait que trop.

Mais peut-être cela valait-il mieux. Il devinerait

aussitôt que cela n'allait pas bien. Pourvu qu'il supportât cette pensée ! Elle se hâterait de lui expliquer que le voyage avait été long et fatigant, et que Jörgen ne trouvait pas leur fortune suffisante, dans leur situation, pour se marier.

Il faudrait attendre l'oncle Klaus.

Si elle pouvait pleurer, et elle pleurerait assez, après tant de fatigue et de désespoir, il serait préparé à une seconde explication. Pourvu qu'il pût la supporter !

Sinon, que faire? Si elle ne venait pas aussitôt, il serait inquiet ; il se tourmenterait. Et il ne pouvait pas davantage supporter ces émotions-là.

Elle tremblait quand elle arriva à la porte. Non seulement parce qu'elle craignait pour lui. Non ! Mais aussi parce qu'elle ne pouvait pas se jeter dans ses bras, lui dire tout, et pleurer à son aise. Dieu ! quelle situation épouvantable !

Mais la vie n'est pas toujours cruelle.

On ne l'avait pas averti du retour de Mary, car il dormait. La garde-malade était dehors, prête à le lui dire du couloir quand elle serait là. Pourquoi ne pas frapper et le lui dire par la porte ? Tout simplement parce que ce n'était pas son habitude. Or, quand Mary arriva, la garde-malade n'était pas dans le couloir, mais dans l'escalier. En effet, la bonne arrivait avec le déjeuner du malade. D'ordinaire, la garde-malade allait le chercher elle-même ; ce jour-là, désolée de ne pouvoir le faire, elle voulut en tout cas aller au-devant de la bonne dans l'escalier pour lui prendre le plateau des mains.

Juste à ce moment, Mary ouvrait la porte de la chambre. Elle s'arrêta sur le seuil en voyant venir la garde-malade qui lui dit à voix basse : « Il dort, Mademoiselle ! »

Mais le chien ne s'était pas arrêté. Il était entré aussitôt et déjà il avait mis ses pattes au bord du lit et son museau contre la figure du malade qui se réveillait au même instant. A la vue de cette tête noire qui le regardait, ses yeux s'ouvrirent démesurément. Ils restèrent grands ouverts et cherchèrent avec épouvante dans la chambre. C'est alors qu'il aperçut Mary debout sur le seuil, frappée de terreur et pâle comme une morte. Il leva la tête de son côté, ses yeux s'attachèrent à elle, et semblèrent refléter une vision lointaine. Puis sa tête retomba.

« Il meurt ! » cria la garde-malade derrière elle. Elle déposa le plateau et courut à lui.

Mary ne voulut d'abord pas y croire ; mais quand elle eut compris, elle se jeta sur lui avec un cri déchirant. De la chambre voisine, Mme Dawes répondit par un cri pareil. On s'empressa, mais elle avait déjà perdu connaissance. Elle reprit ses sens juste assez pour remuer la langue. Elle bégaya quelques mots anglais que personne ne comprit. Ce sera bientôt la fin pour elle aussi, dit le médecin. Quant à Anders Krog, il était mort.

Mary se cramponnait à sa raison comme si elle l'eût tenue entre ses mains. Il fallait, il fallait à tout prix ne pas céder à la douleur. Ne pas crier, ne pas penser. Car elle n'avait pas tué son père, après tout ! Il fallait comprendre ce que disaient les autres et approuver leurs projets, c'est-à-dire appeler la sœur de son père. Il fallait ne pas donner cours à sa douleur en voyant la leur. Il le fallait ! Il le fallait ! « Aidez-moi ! aidez-moi, criait-elle, ou je deviens folle ! » Et au docteur : « Je ne l'ai pas tué, n'est-ce pas ? »

Elle dut s'aliter et se mettre des compresses froides. Le docteur ne la quitta point ; il le fallait aussi, dit-il.

Ce n'est que le lendemain matin, quand la petite Nanna entra chez elle avec le chien, et que celui-ci voulut se coucher dans ses bras, que Mary put enfin pleurer.

Dans la journée, elle se sentit mieux, car il vint une quantité si prodigieuse de télégrammes et ils exprimaient tant de compassion émue et douloureuse, que son chagrin s'adoucit peu à peu. La sympathie et l'admiration que l'on témoignait à l'égard de son père, ces consolations et ces encouragements qui venaient à elle d'un élan irrésistible, lui furent d'un grand secours. C'est un de ces télégrammes transmis par le téléphone et recopié par une main maladroite qui lui apprit la mort de Mme Dawes. On n'avait pas osé la lui annoncer. Mais le même courant de sympathie l'aida à supporter ce nouveau coup. Elle en comprenait seulement la raison. Tout le monde, sauf elle, savait qu'elle les avait perdus tous deux et qu'elle était seule désormais.

Un télégramme venu de Paris l'émut plus que tous les autres. Il disait : « Ma bien-aimée Mary, si cela peut te consoler de savoir que tu peux chez moi te reposer à l'aise, compte sur moi, je te prie. Je partirai avec toi, je resterai auprès de toi ; je ferai tout ce que tu voudras. Ton amie, toujours fidèle : Alice. »

Elle devina qui l'avait prévenue.

Jörgen aussi télégraphia : « Si je pouvais t'apporter le moindre secours ou la moindre consolation, je viendrais aussitôt. Je suis brisé et désespéré. »

Les mêmes témoignages émouvants de sympathie se renouvelèrent pour l'enterrement qui eut lieu trois jours après. On s'était hâté à cause de Mary.

Il arriva une quantité énorme de fleurs. On remarqua surtout une couronne envoyée par « Alice ». C'était des fleurs de Norvège toutes fraîches.

On l'apporta à Mary qui voulait la voir. Toute la maison fut remplie en ces jours d'hiver du parfum des fleurs, caresse d'amour enveloppant les morts.

Elle ne descendit pas : elle ne vit pas les cercueils, ni les couronnes, ni les préparatifs de la cérémonie. Dans les salles en bas, on servit une collation à ceux qui venaient de loin.

Mais il arriva beaucoup plus de personnes que la maison ne pouvait en contenir; en bas près de la chapelle, la foule était plus grande encore.

Le prêtre demanda s'il pouvait monter un instant près de Mary; elle refusa en le remerciant.

Aussitôt après, la petite Nanna demanda si « l'oncle Klaus » pouvait venir la saluer. Il avait envoyé un télégramme touchant et fait demander s'il pouvait être de quelque secours. En outre, sa couronne était si merveilleuse, assuraient les gens de la maison, qu'elle l'avait fait monter pour la voir.

Elle répondit oui. Le grand vieillard entra, vêtu de noir et soufflant comme s'il avait peine à respirer. Dès qu'il fut entré et qu'il vit Mary près du lit, pâle comme l'ivoire dans ses vêtements de deuil, il se laissa tomber sur la première chaise qu'il trouva et éclata en sanglots. On eut dit le bruit d'une horloge quand le ressort se brise et que tous les rouages se détraquent. C'étaient les sanglots d'un homme qui n'avait jamais pleuré depuis son enfance. Des sanglots qui l'effrayaient lui-même. Il restait à sa place, la tête baissée.

Mais il avait quelque chose à lui dire. Une ou deux fois, il sembla faire effort pour parler ; mais il se remit à pleurer plus amèrement que jamais. Alors, il fit un geste de la main ; ce n'était pas à elle qu'il s'adressait; c'était à lui-même; il ne pouvait pas s'exprimer. Il se leva et partit. La porte resta ouverte derrière lui. Elle l'entendit sangloter dans le couloir et l'escalier. Sans doute il allait partir aussitôt.

Mary en fut toute saisie. Elle savait que son père avait été son meilleur, peut-être son seul ami. Mais elle comprit que ces pleurs ne coulaient pas seulement en souvenir de son père; ils exprimaient aussi une profonde compassion et du remords. Sinon, il serait resté en bas, près du cercueil.

La belle cloche de la chapelle commença à tinter. Le chien, qui avait été enfermé tout le jour avec elle et qui était très agité, courut à la fenêtre qui donnait sur la mer, et dressa ses pattes contre les carreaux, pour voir.

Mary s'approcha.

Au même instant, l'oncle Klaus partait en voiture. En bas, on commençait à chanter les psaumes : le cortège sortit. Les deux cercueils étaient portés par des paysans du voisinage. Quand le premier apparut, Mary tomba à genoux en pleurant, comme si son cœur allait éclater. Elle n'en vit pas davantage.

Elle se recula, mais il lui sembla que les sons de la cloche creusaient et fouillaient sa propre chair. Ses sens se troublèrent de plus en plus; elle crut qu'au moment où elle était sur le seuil de sa chambre, son père avait vu au travers de son corps, et que c'était de cela qu'il était mort. Mme Dawes l'avait suivi, comme toujours. Il avait été le seul grand amour de sa vie. Tous deux étaient maintenant à côté d'elle. Sa mère apparut aussi, vêtue de blanc jusqu'aux pieds. « Tu as froid, mon enfant », lui disait-elle. Elle la prit dans ses bras, car Mary était redevenue toute petite et toute innocente. Là-dessus, elle s'endormit.

Mais, quand elle s'éveilla et qu'elle n'entendit aucun bruit au dehors et dans la maison, car elle était vide..., elle joignit les mains et dit à demi-voix : « On a eu pitié de nous. C'est ce qui pouvait nous arriver de mieux à tous trois. »

Elle chercha des yeux le chien ; elle avait besoin d'une marque d'affection. Mais quelqu'un avait dû l'emmener pendant qu'elle dormait.

Il n'en fallut pas plus pour qu'elle recommençât à pleurer. Les larmes coulaient, perle sur perle, de la source inépuisable et douloureuse. Elles coulaient sur ses joues, puis sur ses mains, qui soutenaient sur l'oreiller sa tête alourdie.

« Et maintenant, me voilà seule, dit-elle. Je pourrai de nouveau penser à moi-même. »

Dénouement

Le jour suivant, elle descendit au cimetière. Sa douleur fut distraite par le petit événement que voici :

C'était un samedi et le lendemain était un des rares jours de l'année où l'on disait la messe à la chapelle. A cette occasion, on parait volontiers les tombes. La ferme voisine, ayant autrefois appartenu à Krogskog, avait droit de sépulture dans le cimetière. La fermière était donc venue orner une tombe toute fraîche, et le vieux chien lapon la suivait. Naturellement, le petit caniche de Mary courut à lui, plein de confiance, et, au grand étonnement de sa maîtresse et de Mary, le vieux chien, après un long et prudent examen, accorda son amitié au caniche. Lui, qui, d'ordinaire, ne pouvait supporter les petits chiens, tomba amoureux de celui-là. Il se laissa tirer les oreilles et mordre les jambes; il alla même jusqu'à se coucher sur le dos devant lui pour jouer à la bataille. Mary s'en amusa si bien qu'elle suivit la femme un bout de chemin pour les voir jouer. Sa peine ne fut pas perdue, car elle entendit un éloge ému de son père et l'écho des louanges dont il était

l'objet ces jours-là dans tout le pays, et qui fondèrent pour toujours sa renommée.

Elle songeait, en rentrant à la maison, avec le chien que le jeu avait essoufflé : « Commencerais-je à ressembler à ma mère ? Y a-t-il en moi quelque chose d'elle qui n'a pu s'exprimer jusqu'ici ? Une douceur d'idylle ? »

Deux choses l'attendaient ce jour-là.

D'abord, une lettre de l'oncle Klaus. Il l'appelait « Ma chère et très honorée filleule, Mademoiselle Mary Krog. »

L'oncle Klaus était donc son parrain ! Elle ne s'en doutait pas et son père ne le lui avait jamais dit, sans doute parce qu'il n'en savait rien lui-même.

Il écrivait :

« Il y a des sentiments trop forts pour qu'on puisse les exprimer et surtout les écrire. Je ne sais pas écrire. Je prends seulement la liberté de t'annoncer par lettre, ma chère filleule, puisque je n'ai pu le faire de vive voix, que le jour même où tu es restée seule par la mort de ton père, mon inoubliable ami, et de ta digne mère adoptive, Mme Dawes, je t'ai instituée mon héritière.

« Ma fortune est loin d'être aussi considérable qu'on le croit d'ordinaire : j'ai aussi subi de grosses pertes dans les derniers temps. Cependant, elle est encore suffisante pour nous deux, je veux dire si tu gouvernes la part qui te revient, *et non Jörgen*. Je suppose en effet que vous allez vous marier.

« J'ai eu, pendant des années, le testament de Mme Dawes entre les mains, de même que j'ai surveillé l'emploi de sa fortune. Aujourd'hui j'ai ouvert le testament. Elle t'a légué tout ce qu'elle possédait. Cela fait à peu près quatre-vingt mille francs. Mais il en est de cet argent comme de celui de ton père ; il ne rapporte à peu près rien pour l'instant. »

« Ton parrain,

KLAUS KROG »

Mary répondit aussitôt :

« Mon cher parrain,

« Ta lettre m'a touchée. Je te remercie du plus « profond de mon cœur. Mais je ne puis accepter ton offre généreuse .

« Jörgen est ton fils adoptif et je ne veux en aucune façon prendre sa place .

« Quant au testament de Mme Dawes, je prendrai une décision plus tard et je t'en ferai part ».

« Ta filleule reconnaissante,

« MARY KROG ».

Elle remettait la lettre à une bonne quand elle entendit le bruit d'une voiture. Peu après, on lui apporta une carte de visite où elle lut : Margrete Röy, *D^r en médecine.*

Il se passa un instant avant que la visiteuse entrât. Elle enlevait son manteau de voyage, car la journée était froide. L'attente augmenta l'émotion de Mary : aussi, quand elle vit entrer cette grande et forte femme au regard si bon, Mary se mit-elle à trembler et à pâlir. Elle alla au devant d'elle, comme si elle l'avait connue depuis longtemps et appuya sa tête sur son épaule en pleurant. Margrete Röy serra tendrement la pauvre Mary sur sa poitrine.

Elles s'assirent. Margrete Röy venait demander quand Mary partait pour l'étranger. Mary la regarda très étonnée : « Ai-je parlé de cela à quelqu'un? » Margrete Röy expliqua qu'elle tenait cette nouvelle de la garde malade « Ah ! répondit Mary, ce que j'ai dit à ce moment-là m'est sorti de la mémoire. En tout cas, je n'ai pas songé depuis à ce projet ».

« Alors, vous ne partez pas? » Mary se tut un instant : « Comme je vous le dis, je n'en sais rien. Je n'ai pas encore eu le temps de songer à moi ». Margrete Röy se sentit gênée, Mary le vit ou plutôt le devina. « Est-ce que vous avez songé aussi à voyager? » demanda-t-elle. — « Oui, et je voulais savoir si je pouvais vous rendre quelque service; j'aurais alors réglé mon voyage sur le vôtre. » — « Quel voyage faites-vous donc? » — « Un voyage d'études et je commence par Paris. La garde-malade m'a dit que c'est là que vous vouliez aller », ajouta-t-elle. Elle commençait à être très embarrassée. Elle avait cru rendre service à Mary, et elle avait l'air de s'imposer. « Je comprends votre bonté, répondit Mary. Il est possible que j'aie parlé de Paris. Je ne m'en souviens pas. La vérité est que je n'ai rien décidé encore ». — « Dans ce cas, vous voudrez bien m'excuser; il y a eu une méprise ». Mlle Röy se leva.

Mary sentit qu'elle aurait dû la retenir. Mais elle n'avait pour ainsi dire plus de forces. Elle l'arrêta cependant sur le seuil. « J'irai vous parler un de ces jours, Mademoiselle Röy ». Elle parlait à voix basse, sans lever les yeux. « Aujourd'hui, je n'ai pas de forces, » ajouta-t-elle.

« Je le vois bien, et je m'en doutais aussi. J'ai pris quelque chose avec moi. Si vous voulez en user; c'est le meilleur cordial que je connaisse. »

Dieu ! Comme elle était sympathique à Mary ! Elle la remercia vivement.

« Quand j'aurai un peu plus de forces, j'irai donc vous voir. » « Vous serez la bienvenue ». Mary, ajouta en rougissant. « Vous accepterez sans doute de venir chez moi ? » — « A votre maison de la place? » demanda Margrete Röy — « Oui, à notre maison de la place. Il est vrai que je ne puis dire « notre ». Les larmes reparurent. « Vous n'avez qu'à me prévenir, et je serai là. »

Huit jours après, Mary était à la ville.

C'était en novembre, par une tempête épouvantable, la plus terrible qu'on eût vue sur la côte.

Les bras de mer n'étaient pas encore gelés et les bateaux pouvaient arriver jusqu'à la ville. Mais c'était avec une peine extrême.

Margrete Röy fut très étonnée quand on la pria, ce jour-là, de venir à la maison des Krog, sur la place.

La maison était chauffée — la même maison qu'elle avait toujours aperçue vide, derrière les stores baissés. On la fit monter un large escalier de forme ancienne; tous les détails étaient dans le style des vieilles résidences de ville au début du siècle précédent.

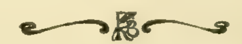
Mary se trouvait dans un boudoir rouge resté intact depuis la mort de sa mère. Elle était assise au-dessous d'un grand portrait d'elle, sur un sofa. Quand elle se leva, toute vêtue de deuil, les yeux cernés et le visage pâle sous ses cheveux roux, Margrette Röy crut voir l'image même de la douleur, la plus belle que l'on put rêver. Un calme solennel émanait d'elle. Elle parlait aussi doucement que le permettait le fracas de la tempête.

« Je sens que vous respecterez la douleur d'une autre. Je suis sûre aussi que vous serez discrète. » — « Je le serai. » Quelques minutes s'écoulèrent avant que Mary demandât : « Quel homme est-ce que Jörgen Thiis? » — « Quel homme il est? » — « Plusieurs raisons me font croire que vous pouvez me le dire. » — « Permettez-moi d'abord une question : n'êtes-vous pas fiancée à Jörgen Thiis? » — « Non. » — « Le bruit en a couru. » Mary garda le silence. « Oui, mais n'avez-vous pas été quelque temps fiancée à lui? » — « Si. » Alors Margrete dit très vite, d'un ton joyeux : « Mais vous avez rompu? » Mary fit oui de la tête. « Beaucoup s'en réjouiront, car Jörgen Thiis n'est pas digne de vous. » Mary ne parut pas étonnée de cette réponse. « Vous savez quelque chose » demanda-t-elle. « Une femme médecin, Mademoiselle, en sait toujours plus long qu'elle ne peut dire. » — « Pourtant, je crois qu'il m'aimait » dit Mary pour s'excuser elle-même. « Nous l'avons tous vu, répondit Margrete. Il vous a aimée certainement plus qu'aucune femme auparavant » et elle ajouta : « Ce n'est pas étonnant. — Mais à Kristiania, j'ai connu une jeune fille charmante qui était alors son seul amour. Elle en fut touchée et, comme ils ne pouvaient se marier, elle se donna à lui. » — « Qu'a-t-elle fait? » dit Mary en sursautant. Avait-elle bien entendu? La tempête faisait tellement rage au dehors qu'il devenait difficile de s'entendre. Margrete répéta très nettement, en accentuant les mots : « C'était une fille très aimante qui croyait bien faire. » — « Ils ne pouvaient pas se marier? » — « Ils ne pouvaient pas se marier, alors elle s'est donnée à lui. »

Mary s'était dressée. Mais elle ne quitta pas sa place. Elle voulut dire quelque chose qui ne vint pas. « Ne soyez pas si effrayée, Mademoiselle, c'est assez fréquent. » A ces mots, Mary se sentit rabaissée. Elle se rassit lentement. « Vous n'avez sans doute aucune expérience de ces choses-là, Mademoiselle. » Mary secoua la tête. « Alors, je m'étonne que vous vous soyez affranchie à temps de Jörgen Thiis. Car, il a de l'expérience, lui. » — Mary ne répondit rien. « Nous pensions que vous vouliez vous marier avant l'automne. Surtout quand votre père et Mme Dawes sont tombés malades » — « Nous le voulions aussi, mais cela s'est trouvé impossible. »

(*A suivre*) BJÖRNSTJERNE BJÖRNSON.

(*Traduit du norvegien par* J. LESCOFFIER.)



LE PANGERMANISME
et
L'AVENIR DE L'AUTRICHE-HONGRIE

Les origines du mouvement pangermaniste sont fort aisées à déceler. Dès 1899, au su de tous, l'impulsion venait de Leipzig, de Munich et de Berlin, où l'*Alldeutscher Verband* tenait des conférences bruyantes et d'où refluaient sur la Bohême, sur la Haute et Basse Autriche, les subsides, les brochures de propagande, les apôtres de la bonne parole. En la dernière décade du XIXe siècle a surgi, chez une fraction de la nation allemande, l'opinion que tôt ou tard, naturellement ou par la force, les provinces germaniques des Habsbourg viendront rejoindre l'Empire du Nord (1). Lés progrès des Slaves d'Autriche sont venus renforcer ce sentiment, car l'Allemand, en aucun lieu, à aucune époque, ne supportera de bonne grâce que ses frères obéissent à des races « perfides et arriérées ». La majorité des Allemands, il est vrai, ne s'adonnent pas à ces rêveries; les catholiques du Centre, en particulier, se déclarent très peu enthousiastes d'une solution qui leur semble à la fois menacer la liberté des âmes et l'équilibre de l'Europe; toutefois, le seul fait que cette opinion est assez répandue en Allemagne dans certains clans militaires et aristocratiques, dans les cercles universitaires, lui donne une importance qu'il ne faut ni méconnaître ni exagérer.

Mais l'Allemagne est une monarchie à peu près absolue, et le peuple, quelles que soient ses convictions, attendra pour bouger un signe d'en haut. Que pense donc celui que certains de ses sujets appellent parfois avec irrévérence : le trouble-fête du monde?

(1) Voir *François-Joseph et ses Peuples* dans la *Revue Bleue* du 16 novembre 1907.

Est-il vrai que le champion de la Weltpolitik se croie appelé à restaurer l'Empire germanique des anciens jours, et entrevoie dans ses rêves l'Adriatique et la Baltique réunies sous le même sceptre? que l'un de ses fils, dans un but facile à deviner, ait appris la langue des Magyars? Il serait téméraire de vouloir percer les secrets d'une politique qui bien souvent s'ignore elle-même, et que les circonstances peuvent modifier. Ne semble-t-il pas néanmoins qu'à l'heure actuelle les préoccupations allemandes soient aiguillées sur d'autres voies? L'essor commercial et maritime, le développement de la marine de guerre, le flirt avec la grande république américaine n'indiquent pas que les ambitions de Berlin se portent vers la Bohême et le Danube. Les dépouilles de l'Autriche ne sont pas ce qui tente le kaiser. Ces dépouilles, en vérité, seraient-elles si enviables? Des provinces excentriques, difficiles à défendre, des populations d'un caractère peu conciliable avec les exigences du caporalat, et que leurs croyances, leur tempérament rapprochent de si près des Allemands du Sud, qu'on pourrait craindre au sein du nouvel empire un renforcement des influences antiévangéliques et antiprussiennes, et sinon une scission, du moins un déplacement du centre de gravité de l'État? Combien fausse apparaît aujourd'hui la boutade de Bismarck : « Il n'est pas plus difficile de gouverner Vienne de Berlin, que Pesth de Vienne. » Vaut-il donc la peine de s'attaquer à un souverain légitime, d'affaiblir encore le prestige des rois, à l'heure où les trônes s'ébranlent? Le Habsbourg a été le suzerain des Hohenzollern, et qui sait si les scrupules féodaux qui, en 1866, faillirent empêcher Guillaume I[er] de tirer l'épée contre son seigneur ne revivent pas parfois dans l'âme de son petit-fils? Ne vaut-il pas mieux s'en tenir à cette alliance qui met à la disposition de l'Allemagne, en cas de conflit, toutes les forces militaires, navales et diplomatiques de la monarchie austro hongroise? La réalisation du rêve pangermaniste ne se conçoit pas d'ailleurs sans un conflit autrement terrible que la guerre de Sept ans, car l'enjeu en serait plus important que la Silésie. L'empereur Guillaume est militariste ; mais il a toujours reculé devant la guerre, même dans les occasions les plus favorables, et ses familiers prétendent qu'il la redoute plus qu'il ne la désire. Il y a dix ans, les pangermanistes opéraient dans l'ombre : une brusque intervention aurait pu mettre les puissances en face d'un fait accompli. Aujourd'hui, les diplomaties étrangères surveillent les agissements de l'Allemagne d'un œil vigilant et inquiet. Si l'on réfléchit, en outre, aux difficultés financières où l'Empire se débat, à la terrible crise économique et sociale qui risque d'en être la conséquence, on est tenté de ne pas attacher trop d'importance au chauvinisme exaspéré d'un général Liebert, et de souscrire aux paroles récentes du *Berliner Tageblatt* :

« Ces bouffons du patriotisme sont en réalité des bourgeois devenus enragés. Ils ont beau grogner, en ébranlant les tables à coups de poing, qu'ils prennent garde : ils sont devenus un danger politique, car leur mégalomanie est une arme à deux tranchants, et à la force on peut opposer la force. »

Ils avaient mis leurs espoirs dans l'évolution de la monarchie autrichienne, qui, depuis quelques années, fait une place de plus en plus large aux éléments non-allemands. Ils croyaient que leurs frères d'Autriche ne se consoleraient pas d'avoir perdu la suprématie qu'ils exerçaient jadis à Vienne, que le germanisme refoulé n'en deviendrait que plus vivant et préférerait se réfugier sous les ailes de l'aigle prussienne plutôt que de rester exposé aux serres du faucon slave. Sur le premier point, ils avaient vu juste. Il est certain que la conscience nationale des Allemands a été surexcitée par les progrès des Slaves, que leur langue, leurs traditions, leur « culture », sont de plus en plus chères à leur cœur et que le sentiment de leur solidarité avec la grande famille des Germains s'est fortifié sous la pression des événements : la loi électorale n'a-t-elle pas accordé aux Slaves une majorité d'ailleurs purement nominale — 2 voix — au Parlement de Vienne!!! Que nous sommes loin de la période de germanisation à outrance! Joignez à cela que l'Autriche, en dépit de ses discordes, est dans une excellente situation économique, et que ses échanges avec sa voisine du Nord représentent plus de la moitié de son commerce total : vous comprendrez dès lors, que quelques Autrichiens prêtent l'oreille à de certaines paroles que l'on murmure de l'autre côté de la frontière : entente commerciale et monétaire, union économique, Zollverein... Paroles infiniment dangereuses, si elles étaient écoutées, et dont les conséquences surprendraient ceux-là même qui ne les rejettent pas absolument aujourd'hui.

Mais ces conséquences, les aperçoivent-ils? Il est permis d'en douter, à voir des hommes comme M. de Philippovich se faire les apôtres de l'union douanière, pour le seul bien de l'industrie autrichienne. Et l'on peut dire que loin de témoigner de desseins séparatistes, ce projet affirme au contraire les sentiments patriotiques de ses partisans. Si paradoxal que le fait puisse paraître, le réveil de la conscience de race chez les Allemands d'Autriche n'a nullement avancé les affaires du pangermanisme; et moins que jamais, les peuples de François-Joseph songent, soit de son vivant, soit après sa mort, à rompre les liens séculaires qui les unissent les uns aux autres.

*
* *

Domptant ses dernières répugnances, le vieil Empereur a consenti à introduire dans la Cisleithanie, le Suffrage universel, égal et direct, au lieu et place du système moyenâgeux des curies qui faisait de l'Autriche la dernière citadelle de la réaction et de l'obscurantisme. Du coup, l'antique monarchie s'est trouvée non seulement démocratisée, mais rajeunie et consolidée. Déjà, lors de la discussion de cette loi dont nous avons esquissé ici même la physionomie, l'opinion se montra assez surprise de voir les nationalités, toujours prêtes jusqu'alors à s'entredévorer, manifester un louable désir d'entente, limiter leurs prétentions, ne pas rompre en visière au passé, et dans le but de maintenir l'équilibre entre nations et partis, conclure un pacte encore éloigné d'être un modèle, mais qui représente tout de même un progrès sérieux et témoigne d'une réelle compréhension des nécessités politiques. Il y a là, pour l'avenir, une garantie de concorde que les plus optimistes n'osaient espérer : le succès a couronné la tactique hardie de François-Joseph.

Le fait saillant des dernières élections a été la victoire de grands partis sociaux, tels que les socialistes, les chrétiens-sociaux, les démocrates catholiques polonais, et l'effondrement des groupes à proprement parler nationalistes, tels que les Pangermanistes, les jeunes Tchèques et Polonais.

Le Parlement issu de ces élections s'annonce comme imbu avant tout de préoccupations sociales et économiques ; il songe surtout à démolir les privilèges, à augmenter la prospérité matérielle et le bien-être des classes déshéritées. C'est ainsi que les chrétiens sociaux et les conservateurs catholiques ont arboré un programme de réformes les plus hardies. Les masses sont lasses, en effet, des stériles querelles de race, et aucun parti ne saurait se maintenir s'il ne leur accorde des avantages positifs. L'ère des luttes nationales n'est sans doute pas close; les « clubs » nationaux dispersés pendant la lutte électorale se retrouveront au Parlement ; il est cependant probable que chacun d'eux cherchera à s'appuyer sur le pouvoir central pour obtenir la réalisation de ses réformes sociales. Le parti international par excellence, le socialisme, qui compte 87 députés, se garde bien de toute parole imprudente, et au récent congrès de Vienne, le Dr Adler, retour de Stuttgart, s'est soigneusement abstenu de toute allusion antipatriotique ou antimilitariste. Désormais, problèmes sociaux et revendications nationales s'enchevêtrent de façon à former une trame à peu près indissoluble ; plus que jamais, la théorie de la dislocation de l'Empire semble une chimère. Le vieux monarque a trouvé le moyen d'amalgamer ses peuples.

*
* *

Ce qui est vrai de l'Autriche seule l'est aussi de l'Autriche-Hongrie. Et c'est ici le chef-d'œuvre de la politique impériale d'avoir su amener à résipiscence ce parti de l'Indépendance hongrois, qui mettait en péril l'édifice déjà si fragile du dualisme. La Hongrie se plaignait de n'avoir aucun des attributs qui font un Etat indépendant, que l'armée, la diplomatie, fussent essentiellement autrichiennes, que par le système des douanes communes elle fût, pour ainsi dire, réduite au rang de province tributaire de l'Autriche. Elle réclamait la séparation de l'armée, la séparation douanière, la séparation de la banque ; la longue crise constitutionnelle menaçait de s'éterniser, et, à Pesth. l'opposition revêtait, depuis deux ans, des allures d'insurrection. Or, voici que la coalition magyare n'a nullement obtenu le succès qu'elle espérait. Le fameux « compromis » entre les deux moitiés de la monarchie vient d'être enfin renouvelé ; et bien que les clauses en soient encore mal connues, il apparaît qu'on n'y trouve aucune stipulation qui porte atteinte à l'intégrité de la monarchie. Bien plus, la Hongrie a consenti à cette augmentation dans sa quote-part dans les dépenses communes, que malgré son enrichissement indéniable elle persistait à refuser. Pourquoi alors, après tant de fracas, s'est-elle contentée de concessions médiocres, sinon tout à fait insignifiantes ?

Ce mystère cesse d'en être un pour qui observe de près la situation intérieure de la Hongrie. Là, les questions nationales jouent un rôle moins exclusif que dans la Cisleithanie, et l'hégémonie des Magyars n'y est pas encore sérieusement menacée, parce que les Roumains, les Serbes, les Croates, sont des nationalités pauvres, sans direction, divisées d'ailleurs et sans importance politique. Mais il en va tout autrement au point de vue social. Comme la Russie, la Hongrie souffre du manque de classe moyenne. D'une part les magnats, à l'immense fortune territoriale, qui vivent de leurs revenus fonciers et fournissent à la nation ses cadres politiques ou administratifs ; au-dessous, une masse de paysans — l'industrie est encore peu développée — dont un trop petit nombre sont propriétaires et dont près de 3 millions forment un véritable prolétariat rural. Là, dans les années maigres, se manifestent des symptômes inquiétants de grève et de révolte ; là, fermentent peut-être les germes d'une jacquerie prête à éclater, si une série de mauvaises révoltes venait pousser à l'extrême la misère de ces ouvriers de la

terre qui ont soif de la terre, à tel point que dans cette Hongrie agricole le prix du sol a doublé depuis un quart de siècle. Et c'est ce qui explique comment le baron Fejervary, aux prises avec la noblesse magyare, eut l'idée de l'amener à capituler en introduisant dans les pays de la couronne de Saint-Etienne le suffrage universel. L'empereur-roi hésita, il est vrai, devant les conséquences d'une telle mesure. Il ne saurait lui être indifférent, en effet, même en Hongrie, de voir les fureurs du socialisme agraire battre en brèche l'autorité d'une aristocratie terrienne. Mais la menace avait suffi, la coalition sentait le sol trembler sous ses pas. Elle n'a plus derrière elle l'unanimité de ce peuple que naguère elle conduisait comme un enfant en brandissant devant lui des oripeaux nationalistes. Pesth s'agite, et le pays réclame à grands cris cette panacée de toutes les misères sociales : le suffrage universel. Dès lors, on est en droit de croire que si les nobles magyars ne se sont pas montrés plus intransigeants, c'est qu'ils ne désirent nullement une rupture avec Vienne qui les laisserait isolés pour combattre peut-être un terrible combat de classes. Avec l'appui du monarque, au contraire, et à l'abri de son nom vénéré, il sera sans doute possible de trouver une solution qui fasse taire les clameurs des ouvriers de la terre, tout en maintenant intact le prestige de cette aristocratie, qui se donne comme le porte-drapeau de l'Indépendance nationale, et dont la situation deviendrait intenable si elle apparaissait au peuple incapable même de défendre vis-à-vis de l'Autriche l'honneur du nom hongrois!

*
* *

Quand son heure sera venue, François-Joseph pourra s'en aller en paix, et passer la main à l'archiduc François-Ferdinand. Son successeur recevra de lui une Autriche plus forte qu'elle ne l'a été depuis un demi-siècle, et redevenue capable, à l'occasion, d'élever la voix dans l'aréopage des grandes puissances. Les temps ne sont plus où dans la Triple-Alliance l'Allemagne régnait en souveraine despotique. Vienne a su petit à petit reconquérir sa liberté de parler — témoin sa conduite à la conférence d'Algésiras, — et sa liberté d'agir — l'entente austro-russe au sujet des Balkans en est une preuve. Le jour où l'hôte de la Hofburg fermera ses paupières, il y aura peut-être quelques tressaillements parmi ses sujets ; mais ce jour-là l'Autriche-Hongrie apparaîtra non comme une œuvre artificielle de la politique, mais comme un organisme vivant, souple et robuste, et qui durera.

Maurice Lair.

Le propre du temps

—

LE MUSÉE DIOCÉSAIN

Si les ombres se réjouissent de voir leurs vœux s'accomplir, Ruskin doit exulter. Le nombre de ceux qui se passionnent pour l'objet d'art ancien s'accroît incroyablement et quiconque propose un avis sur ce sujet reçoit des approbations, des semonces, voire des injures. On m'a durement reproché d'avoir adhéré au projet du musée diocésain qui déplaît aux meilleurs esprits : car le musée correspond plutôt à la documentation et à la critique, comme le faisait justement remarquer ici même Jacques Lux.

Laisser le rétable à sa place et la statue dans sa niche, et le calice à la sacristie, c'est la logique même de l'esthétique : mais le communiqué officiel de la direction des beaux arts prétend imposer aux maires un réglement qui excède son pouvoir. La municipalité est à peu près souveraine chez elle et, en maints endroits, elle refusera de se charger de la conservation de l'art religieux.

Au reste, une question géométrique de métrage et de cubage abolit l'idée de faire entrer des meubles et des vitrines dans les collections municipales : il n'y a pas de place. D'Avignon à Orléans, de Lyon à Nîmes, de Lille à Montpellier, on ne citerait pas une seule pinacothèque, même de chef-lieu, qui ne soit déjà trop petite pour ce qu'elle réunit : par conséquent le musée diocésain s'impose, si on veut rassembler les objets d'art. Seulement ce serait un tort de le créer dans un bâtiment laïque. Il importe de concilier ici l'esthétique et la politique; et que l'art ne perde pas autant que la religion, à ce nouvel édit, d'autant que les musées ne sont pas si sûrs qu'on le prétend. A l'instant où j'écris, le musée de Louviers vient de se voir enlever des monnaies romaines et cinq émaux de Limoges du xvie siècle, représentant les Évangélistes et saint André. Quatre émaux ont été volés au musée de Rouen; le 8 décembre

Le musée diocésain doit être créé dans la cathédrale. Suivant toujours le projet gouvernemental pour le mener à un point satisfaisant, je proposerai ce parti.

La raison ou le prétexte de l'enlèvement des œuvres d'art procède de leur état précaire, du manque de surveillance et du mouvement d'opinion causé par le vol Thomas. Le chapitre ou la municipalité assurerait aisément la garde d'une seule église dans chaque département : ainsi les objets, même en sortant de leurs lieux traditionnels, retrouveraient leur atmosphère spéciale.

Sans doute, la châsse unique et resplendissante dans la petite église d'Ambazac n'attirera pas et ne conservera pas la contemplation au même degré entre deux autres châsses, au bas-côté d'une basilique ; sans doute, la statue qui trône seule sur un autel agit autrement sur l'imagination que si elle prend rang dans une file numérotée ; sans doute, le musée n'est qu'un Campo Santo, tandis que le simulacre divin qui se voit dans un rétable est vivant, profondément mêlé à l'activité dévotieuse.

Entrez au musée de Cluny, ce pandémonium de merveilles tassées et entassées : vous ne voyez rien. La foule des choses, même très belles, ressemble à la foule humaine, indistincte, confuse et lassante au regard. On s'étonne et on s'écarte, découragé par le nombre qui défie la contemplation. Cluny donne la sensation d'un colossal magasin de bric-à-brac, d'une sorte de *Bon Marché* des curiosités où les musées suivant leur budget et l'occurrence, se fourniraient. Le classement par matière, la juxtaposition des similaires aboutissent à de véritables rayons, comme pour la nouveauté.

Si nous allons au Louvre, la galerie d'Apollon nous offre ses vitrines d'orfèvrerie et d'émaux, d'armes et de vaisselle, comme un défi à notre étude. Il faudrait arriver avec le dessein préconçu de contempler une œuvre déterminée ; sinon, comme Parsifal, au milieu des filles-fleurs, on s'inquiète en face de tant d'appels semblables et on se dérobe à tous, faute de pouvoir choisir et fixer son esprit. Oh ! qu'ils ont raison ceux qui plaident pour qu'on laisse les chefs-d'œuvre dans le coin qu'ils animent, au lieu de les caserner en masse et inconsidérément.

Le chef-d'œuvre est un individu ou du moins individualiste ; coryphée d'une époque ou d'une croyance, il ne parle vraiment qu'à la condition de parler seul. Supposez que le *Moïse* de Michel-Ange soit placé dans la chapelle Sixtine, au bas du *Jugement Dernier*, il n'aura plus le caractère gigantesque qu'il manifeste dans la solitude de Saint-Pierre-ès-Liens ; la fameuse voûte et ses pendentifs, en multipliant la même impression que lui, la réduiront. Au Vatican, la *madone de Foligno* qui se trouve sur un chevalet dans la *Chambre de l'incendie* perd beaucoup à l'entourage des fresques, et cependant ce sont œuvres du même artiste. Nulle part, la *Joconde* ne serait aussi mal placée qu'au réfectoire de Sainte Marie des Grâces : la fresque à l'état de fantôme, le portrait si minutieux et précis se porteraient tort mutuel ; et l'admiration s'évaporerait en comparaisons critiques.

Il y a enfin, une forte raison, pour que l'art religieux reste à l'église, c'est qu'il y a une vie religieuse, fervente ou non ; et la régularité et la périodicité des offices aimante, pour ainsi dire, les représentations sacrées : à bien réfléchir, quelle déraison et quel acharnement inexplicables de faire de la mort là où il se trouve encore de la vie, et de réduire à la curiosité du touriste, l'icone qui représente l'absolu, ou, si on aime mieux, l'espérance pour tous ceux qui prient, lorsqu'ils pleurent.

Sans soutenir aucune thèse, le soin dont on entoure l'œuvre d'art dans les musées et l'admiration plus ou moins compréhensive de quelques-uns ne valent pas, ce semble, l'adoration du fidèle : et si les chefs d'œuvre parlaient, ce serait pour témoigner qu'ils veulent être pris pour ce qu'ils représentent et entendus pour ce qu'ils signifient.

Ils représentent le grand rêve de bonté et de justice que fait incessamment l'humanité pour entretenir en elle cette espérance qui resta dans la boîte de Pandore, afin de consoler notre espèce et fomenter son activité. Ils signifient qu'il y a un au-delà et que les plus grands et les meilleurs toujours s'orientent vers ce point sans réalité, mais lumineux et réchauffant comme un soleil des âmes : l'idéalité !

Certes, le public religieux discerne mal la beauté de l'image de la Sainte Face et les Saint-Antoine rosés attristent la chapelle des églises : mais les madones sont mieux senties par les femmes du moins : et il convient de ne pas croire à une sensibilité mandarine, fille exclusive de la haute culture : il y a les « sachant par piété » les purs ingénus : et c'est pour eux que les grands artistes ont travaillé.

Depuis que l'archéologie se propage, elle impose un peu trop son déterminisme : on est fort jaloux de conserver les objets religieux et trop enclins à détruire la religion. Car ceux-ci ne sont que les fruits de celle-là ; et comme la noblesse en 1789, le clergé aujourd'hui ne doit plus inspirer les mêmes craintes. Le catholicisme est encore une communion existante et on se hâte trop de le dépouiller de ses ornements pour les immobiliser à jamais dans la vitrine des collections.

*
* *

Tout le monde a des torts dans cette affaire, les clercs comme les politiciens. On s'étonne que la fabrique ait eu la disposition des œuvres d'art, mais aussi de voir le suaire de Saint-Austremoine, au musée des tissus de Lyon. Comment, ce don de Pépin le Bref à l'abbaye de Mozat a-t-il été remis par le sous-préfet de Riom à M. Cox, avec l'autorisation de la Commission des monuments historiques, en 1901 ?

On a retrouvé une circulaire de 1882 où M. Fal-

lières, alors ministre de l'intérieur, invoquant un décret du 30 décembre 1809 sur l'obligation des maires de tenir un inventaire et une ordonnance du 14 janvier 1831 sur la responsabilité de ceux qui aideraient à des ventes d'objets ecclésiaux. Pourquoi ne complète-t-on pas ce document, qui paraît bien inspiré, en imposant au curé une responsabilité qu'il accepterait la plupart du temps. En cas de refus, les belles choses de son église iraient à la métropole ou à la cathédrale. Car, il faut qu'elles soient conservées, c'est le premier point; — dans un lieu semblable à celui qu'elles quitteraient et c'est le second.

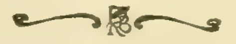
Pour prévenir les vols, il existe un moyen bien simple, mais unique ! l'inventaire doit être *photographique*. Une description par un officier de l'état civil ne donne rien; par un homme de lettres, elle donnerait trop, inexactes dans les deux cas. Ni le percepteur, ni feu Huysmans n'auraient pu dresser l'état descriptif d'un trésor ; l'objectif seul voit juste.

Pourquoi les belles choses ne relèveraient-elles pas d'un service photographique comme les scélérats, puisqu'on a un intérêt aussi à les reconnaître et à les rechercher ? Pourquoi la Mairie, selon la circulaire de M. Fallières, n'aurait-elle pas un album paraphé et authentique des objets d'art de la commune ? Cela paralyserait plus sûrement que toute autre mesure l'âpreté des brocanteurs. Car il importe de considérer que si le bel objet passe d'une main crochue à une autre griffue, c'est pour aboutir à des mains vaniteuses qui ne se félicitent de l'acquisition qu'en la montrant. Je ne connais pas d'acquéreur d'antiquités qui jouisse seul et à la turque de ses pièces, et le possesseur de *Modestie* et *Vanité* doit s'ennuyer de ne pouvoir montrer aux Parisiens le fameux Luini, qui a quitté le palais Sciarra malgré la loi Pacca.

*
* *

J'ai répondu, à la cantonade, aux diverses opinions émises. Le clergé, par dignité, acceptera une plus grande responsabilité; il ne voudra pas, pour la tranquillité de ses nuits, désorner son église. Espérons que l'État aura égard au vœu des artistes, et s'il lui incombe de recueillir des ouvrages trop exposés à être dérobés, il les mettra dans les bas-côtés d'une métropole qui deviendra musée, sans cesser d'être église, et où l'admiration coudoyera la prière. Ce sont deux sœurs, et aussi belles l'une que l'autre sitôt que ferventes !

PÉLADAN.



LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

Comte D'HAUSSONVILLE : *A l'Académie française et autour de l'Académie.* — HENRY ROUJON : *Au milieu des hommes.* — SONIA : *Journal d'une étrangère.*

Après tant d'autres qui en déterminèrent les traits essentiels, esquisser la physionomie un peu falote du parfait académicien, je n'y songe point; encore convient-il de noter que ce type social n'est point si démodé, qu'il prospère et se perpétue parmi nous, et qu'au total notre démocratie, non seulement le laisse vivre, mais s'en accommode et, encore qu'elle le raille, en est fière. C'est qu'en vérité le parfait académicien est une figure éminemment française : les copies que l'Europe en a multipliées, au risque d'aboutir à de fréquentes caricatures, sont fort éloignées, les meilleures même, de valoir le modèle, lequel fut et demeure nôtre. Et s'il fallut la collaboration de deux classes de l'ancienne France pour créer ce modèle, si le parfait académicien est, en chair et en os, un compromis entre l'esprit aristocratique et l'esprit bourgeois, nul doute qu'il n'ait hérité de quelques-unes des qualités fondamentales de la race ou si vous voulez de la nation : la tradition qu'il représente repose sur une réalité durable ; en dépit de certains traits surannés, le parfait académicien répond encore à l'idéal moyen des Français cultivés; il est un produit spontané de notre sol, de nos mœurs, de notre intellectualité ; nous ne lui décernons point d'hommages excessifs; nous le chérissons; il est le miroir où nous sommes flattés de mirer notre sociabilité, notre fin jugement, notre goût délicat, notre amour d'une sagesse tempérée et d'une beauté raisonnable.

Le comte d'Haussonville serait le parfait académicien, s'il n'était quelque chose de plus, étant un écrivain qu'il importe de ne point négliger. Séduisante coquetterie de cet académicien-né ! La notoriété littéraire n'est point indispensable au parfait académicien; que cette vérité, deux siècles et demi après Richelieu, soit encore fréquemment méconnue, rien de plus surprenant; c'est le prestige social, et non point l'influence littéraire — presque toujours nulle, parfois néfaste — de l'Académie, qu'il importe de considérer tout d'abord. Certes, le comte d'Haussonville serait le parfait académicien, n'eût-il presque rien écrit, n'eût-il publié que des articles en petit nombre et de rares discours ; il le serait de par ses qualités d'esprit et de caractère, de par son libéralisme, ennemi, en politique, en littérature, des opinions extrêmes, de par son tact et sa courtoise prudence, de par ce qu'il est, de par ce qu'il n'est point... ; et nous n'oublions pas qu'une double héré-

dité, lui imposant d'être ce qu'il fut dès sa jeunesse avec une élégante aisance, le désignait à la sollicitude de ses futurs confrères; et nous voyons bien que sa piété envers une illustre aïeule lui constituait, au regard des Lettres, le plus valable des titres... Le comte d'Haussonville cependant voulut écrire; il ne redouta point de compromettre un ensemble d'aussi précieux avantages; son audace pouvait tout gâter : elle ne gâta rien... tout au contraire, puisque le plus accompli des Immortels nous demeurant, nous acquîmes, par surcroît, un historien et un critique... Le comte d'Haussonville écrivit, il écrivit beaucoup; il est en droit de s'accorder lui-même ce témoignage qu'il écrivit « toute sa vie » et ne « cessa jamais d'écrire » : les sujets les plus variés tentèrent sa naturelle facilité; il se trouva que cette facilité n'excluait ni le charme ni la plus solide distinction. Littérature, histoire, sociologie, politique... le père de notre académicien a décrit dans ses *Souvenirs de jeunesse* cette tribune d'où il assistait, sous la Restauration, aux débats de la chambre haute, et où n'avaient accès que les fils aînés de pairs de France : « c'est là, assure-t-il, que j'ai mordu à la politique, ou plutôt que la politique m'a mordu, et je crains bien de n'être pas guéri de cette morsure ». Le comte d'Haussonville fut à son tour mordu par la politique au temps où il suivait les débats du sénat impérial, non point d'une tribune réservée aux fils aînés des pairs de France, mais de « celle des journalistes, où j'étais, déclare-t-il, si heureux de me faufiler avec un billet de seconde ». Le comte d'Haussonville n'a point oublié cette aventure; il confesse volontiers qu'il n'est point encore « guéri »; il a aimé, il aime la politique : il ne lui fut donné d'en faire que pendant un temps assez court : il l'aime en dilettante, condition excellente pour ne s'en point dégoûter; il en assaisonne ses écrits, ses discours : telle est la modération de ses conseils que je doute de leur efficacité; les hommes de son parti donneraient volontiers à entendre qu'il n'est rien dans toute son œuvre de plus... académique... Pour le reste, son œuvre est bien vivante; elle est, cette œuvre, d'une souriante austérité : Mme de la Fayette y coudoie Lacordaire, Mme Necker y affronte Le Play : le comte d'Haussonville disserte sur les *Etablissements pénitentiaires en France et aux colonies*, et l'*Enfance à Paris*; nul n'a avec une plus sagace bonne volonté approfondi la question féminine (je ne dis pas féministe); nul ne s'afflige avec plus d'activité des misères sociales : ce collaborateur assidu de la *Revue des Deux-Mondes*, président d'innombrables sociétés de bienfaisance, est le Vincent de Paul de l'économie politique... Enfin, enfin le comte d'Haussonville est l'historien de *La duchesse de Bourgogne et l'alliance savoyarde sous Louis XIV*, qui n'est point un livre médiocre, qui est un livre de longue haleine, et dont les spécialistes — c'est tout dire — attendent avec une fort convenable impatience l'achèvement... Telle est l'œuvre du comte d'Haussonville, telle fut son activité littéraire, opiniâtre, féconde, et qui, nonobstant, — tous les Pingard en eussent témoigné — ne le détourna jamais d'accomplir avec exactitude et scrupule ses devoirs d'académicien. Parmi ceux de ses confrères que le seul mérite littéraire désigna aux suffrages de l'Académie, combien se signalèrent par un moins heureux labeur et un moindre talent?

Il convient de se remettre en mémoire cette carrière avant d'aborder le nouveau volume du comte d'Haussonville *A l'Académie Française et autour de l'Académie* : quiconque ne s'en aviserait point risquerait de ne point goûter toute la saveur de l'avant-propos qui précède ce recueil d'articles et de discours : la jolie page! un désenchantement malicieux s'y manifeste; on y découvre une modestie, qui n'est point feinte, et qui s'exprime sur un ton de raillerie légère... Le comte d'Haussonville présente son livre au public : il ne se « dissimule pas le peu d'intérêt que présente une compilation de ce genre. » Vous souvient-il de ce passage du roman de Fromentin où Dominique, faisant la critique de ses premiers succès, s'avoue qu'il ne sera jamais « qu'un homme distingué et médiocre, » et renonce à écrire? Le comte d'Haussonville a lu l'œuvre de Fromentin une douzaine de fois, il a fait toute sa vie juste le contraire de ce qu'a fait Dominique, mais « non sans penser exactement ce que pensait Dominique... » Voilà qui est proprement admirable! lisez et méditez, bouillants adolescents, présomptueuses pensionnaires, vous tous, jeunes Français, qui vous ruez dans la littérature! Relisez Dominique, qui demeure, même après la *Domination*, un chef d'œuvre : apprenez du comte d'Haussonville quel sort le « public indifférent » réserve aux livres de plus en plus nombreux et pour la plupart si parfaitement inutiles... Et vous m'objecterez que le comte d'Haussonville devait en bonne logique suivre jusqu'au bout l'exemple de Dominique, et je n'en disconviens non plus que lui... mais vous y auriez perdu, ô gent écrivassière, un bien spirituel avertissement. Et que cette constatation vous apaise! cet illogique académicien vous ressemble ; vous ne sauriez vous convaincre que vos livres soient parfaitement superflus; lui non plus. D'ailleurs vous avez tort; il a peut-être raison : il est beaucoup, beaucoup de livres auxquels un homme raisonnable préférerait un recueil de discours académiques... quand ces discours ont pour auteur un véritable grand lettré, un authentique érudit, un homme de goût, un écrivain.

*
* *

Par quel hasard le nom d'Aurélien Scholl se lit-il à la première page de *Au milieu des hommes*? Aurélien Scholl est un chroniqueur parisien qui fut enlevé il y a très, très longtemps à la reconnaissante admiration des boulevardiers. Chroniqueurs, mes confrères, à qui l'on a rebattu les oreilles des exploits de ce prodigieux ancêtre, que pensez-vous de Aurélien Scholl? Le connaissons-nous, ce dialogue !

— Il eut de l'esprit.

— Tout le monde a de l'esprit.

— Il en eut plus que tout le monde à la fois.

Aurélien Scholl fut une source perpétuellement jaillissante d'esprit boulevardier; c'est un dogme : je l'admets sans approfondir, à condition que l'on ne m'oblige point à lire ou à relire les *Scènes et mensonges parisiens*, ni les *Dames de Risqueville*, ni les *Cris de Paon*, ni les *Amours de cinq minutes*, non plus que *Fleurs d'adultère*, ou l'*Orgie parisienne*, ou l'*Esprit du boulevard*, ou les *Fables de La Fontaine filtrées*, ou l'*Amour appris sans maître*, ou *Poivre et sel*... Pouah! Toute cette gaieté d'hier et d'avant-hier nous semble sinistrement funèbre.

On nous dit : ah! si vous l'aviez entendu, chez Tortoni, au temps du *Nain jaune*, et de *Satan* et de la *Naïade*! Aurélien Scholl, c'était le boulevard! Aurélien Scholl est mort; il n'y a plus de boulevard!... On se trompe d'une catastrophe; Aurélien Scholl est mort; il y a longtemps, longtemps; nous avons, Dieu merci! un boulevard, notre boulevard, la seule institution que le monde nous envie! Ne dites donc pas; Aurélien Scholl, c'était le boulevard; mais dites : le boulevard, c'est Henry Roujon. Ajoutez : il y a boulevard et boulevard... Pour moi, je préfère celui d'Henry Roujon : il n'est pas moins spirituel, il est considérablement plus intelligent que le boulevard de Aurélien Scholl, oui, plus intelligent, plus humain, et plus soucieux — tout est relatif — d'une honnête décence. Que si vous ne croyez ni à la décence, ni à l'humanité, ni à l'intelligence du boulevard, vous serez bien forcé de m'accorder que de Scholl à Roujon la chronique boulevardière a notablement progressé et enfin, s'est élevé d'un degré.

La dernière fois que Henry Roujon rencontra son ami, Aurélien Scholl était las, morose, dépaysé : ce parisien, qui avait vu les Cent-Gardes, Bade et l'Exposition de 1867, maudissait le Métropolitain :

« — Ce n'est pas de ma génération. »

Sa génération! Henry Roujon n'en était point; un monde les séparait; Henry Roujon, toutefois, n'est point sévère à Aurélien Scholl : « Il a parfois manqué d'indulgence et de méditation. Ne lui parlez pas de Port-Royal..., il est probable qu'il n'a point lu Nicole. » Henry Roujon est l'indulgence même; non, Aurélien Scholl, osons l'affirmer, n'avait point lu Nicole...

Henry Roujon, lui, a lu Nicole; il ne s'en vante pas; pourtant, nous en sommes sûrs : l'érudition dans la chronique, voilà la nouveauté! l'érudition a renouvelé la chronique; l'érudition, en s'emparant de la chronique, y a introduit un goût épuré, un sens critique, une équité, un souci des bienséances... Aurélien Scholl n'y comprendrait rien, oh! mais rien; de son temps, l'érudition ne se hasardait guère hors des Sorbonnes et des Académies; de nos jours, l'érudition court les rues; elle a envahi les salles de rédaction de journaux; les quotidiens la débitent en tranches ou en pilules; nos chroniqueurs, ces homéopathes de la science, sont les plus habiles gens du monde, et les plus séduisants. Nous n'avons point tant de sujets d'orgueil : soyons fiers de nos chroniqueurs... Et, si vous m'en croyez, tenons en particulière estime Henry Roujon, lettré-érudit, artiste, homme de ressource et d'esprit, d'aventure chroniqueur, et, pour préciser, l'un des rénovateurs et des maîtres du genre.

« Homère, en sa qualité de méridional... » Pour un peu, Henry Roujon traiterait de concitoyen le plus glorieux des aèdes : je n'y vois pas d'inconvénient : Henry Roujon est originaire de notre midi français où il grandit, subtil comme un fils de l'Hellade, et tel un contemporain de Périclès, épris de beauté, d'intelligence, d'eurythmie : il vint de sa province à Paris pour diriger les Beaux-Arts; il ne perdit en route aucune de ses qualités natives; il ne s'en délesta pas davantage quand lui vinrent les charges et les honneurs publics; il est le moins pompeux des secrétaires perpétuels : il est un parisien qui se souvient d'avoir été méridional, un Hellène parisianisé, ce qui est sans doute la plus élégante façon d'être de cette Athènes nouvelle, d'en être au point de faire les délices du plus boulevardier de nos grands journaux. Ce fonctionnaire, qui a l'expérience des livres, a la pratique des hommes. Il a d'infinies curiosités, et de multiples talents. En d'autres temps, et selon les exigences de ses contemporains, il eût été un poète, un moraliste, un romancier, un critique; il est tout cela, étant chroniqueur, le plus documenté, le plus attrayant, le plus varié...

Que nous voici donc loin des *Dames de Risqueville*, des *Cris de Paon*, des *Amours de cinq minutes*... Ne parlons plus jamais, jamais, voulez-vous, d'Aurélien Scholl.

*
* *

Et je le savais bien que le boulevard exerce sur

tous les habitants de notre globe la séduction la plus puissante, et, j'ose le dire, la plus inexplicable; sur tous, et spécialement sur les sujets et les sujettes de S. M. le Tzar.

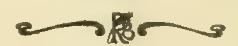
Voici Sonia, fille de bourgeois aisés, veuve, libre, plus instruite que ne l'étaient jusqu'à ces toutes dernières années les jeunes femmes de la bourgeoisie française, surtout plus volontaire, et combien plus audacieuse! Sonia ne peut vivre une année à Moscou, en Crimée, en Allemagne, en Italie sans se sentir envahie d'un nostalgique regret : Sonia, si sage, si forte, ne résiste point au sortilège : Sonia accourt à Paris : à Paris, Sonia s'amuse comme une petite folle qui demeurerait infiniment sage : elle va partout, voit tout, note tout : audace ingénue! courage qui s'ignore! Curiosité, passion bien féminine de s'enquérir, de découvrir des peines, de pénétrer des cœurs, des intelligences, des âmes! Sonia tient un journal : M. Émile Berr s'en fait l'éditeur :

« Nous en avertissons le lecteur : ce livret ne contient nulles révélations sensationnelles sur les gens et les mœurs d'à présent. Sonia n'aime ni le scandale ni les potins : l'effraction des portes « interdites au public » ne l'a jamais tentée. Cette Russe clairvoyante est une timide, et l'on ne trouvera pas autre chose ici qu'une suite de notations improvisées, jour à jour, par une honnête femme que la vie de Paris intéresse, et de qui le plaisir fut de se raconter à elle-même ce qu'elle en entendait dire, ou de se confier ingénument ce qu'elle en pensait... »

Journal, journal intime d'une jeune étrangère à Paris, cela ressemble bien parfois à de menues confessions. De là le double intérêt de ce livre : en le lisant, nous apprenons à nous mieux connaître, Français de France, parisiens de Paris; en même temps, ce sont quelques aspects de l'âme étrangère qui nous sont révélés : psychologie en partie double, et dont les oppositions, les rencontres, les jeux croisés, devaient retenir l'observation d'un écrivain amoureux de Paris, exceptionnellement renseigné sur les mœurs et les gens de la capitale, accoutumé d'autre part à vivre fréquemment *Chez les autres*, c'est-à-dire hors de France.

Sonia court nos églises, nos théâtres, nos restaurants, nos salles de cours, nos salons de peinture et d'automobile, nos concerts, nos concours hippiques, nos expositions de chiens, de chrysanthèmes, d'enfants, nos fêtes foraines, nos fêtes de charité... on la rencontre à la Chambre, aux garden-parties de l'Élysée, aux séances publiques des cinq Académies, aux bals de l'Hôtel de ville et de l'Opéra ; Sonia a une opinion sur la réforme de l'orthographe, les prix littéraires et scolaires, les décorations, les statues, les loteries, M. Loubet ; Sonia se crée une philosophie de l'amitié, de l'adultère, des modes, une philosophie tout court, une politique, une sociologie ; Sonia fait le procès de nos haines politiques, de nos indisciplines, de nos appartements, des incommodités de Paris, l'éloge de notre cuisine, de notre courtoisie, de nos élégances... au fait ce livre contient peu d'éloges à notre adresse ; il est gentiment satirique ; il eût pu l'être davantage sans cesser d'être vrai et attachant : si « clairvoyante », Sonia n'a point de méchanceté : Sonia ne s'offense, ni ne boude : Sonia comprend, elle comprend presque tout ce qu'elle voit. Sonia est artiste. Sonia est sentimentale à ses heures, pitoyable, et même passionnée : je crois bien qu'elle finit vers la trois-centième page par épouser un sien cousin qui fut longtemps son chevalier-servant. Félicitons ce cousin : Sonia est une femme aimable et spirituelle... Emile Berr est un peintre véridique de la vie contemporaine, un moraliste qui se hâte, et sait cependant n'être point superficiel... On aimera ce Journal de Sonia à cause de son ton honnête, de sa piquante franchise et de sa grâce légère...

LUCIEN MAURY.



DANS LA CASBAH DU RÊVE

Je te voudrais au fond d'une casbah lointaine,
Tes grands yeux agrandis d'antimoine, et tes seins
Transparaissant, rosés, sous la gaze incertaine.

Ta nuque, renversée au moelleux des coussins,
Sertirait d'or roux l'or blond de leurs arabesques...
Et des jets d'eau chuchoteraient dans des bassins...

Une Africaine, ainsi qu'on les figure en fresques,
Agiterait le bleu chasse-mouche. L'encens
Fumerait près de nous sur des trépieds moresques.

Nous n'aurions plus vouloir ni penser, et nos sens
Survivraient seuls, baignés en d'actives paresses...
Nous aurions oublié jusqu'au nom des absents.

Tu t'accouderais en des poses charmeresses,
Le jour, et, — par les nuits, — ton désir langoureux
Promènerait sur moi le frisson des caresses.

Et peut-être qu'alors nous saurions être heureux!...

RÉMY SAINT-MAURICE.



THÉATRES

Comédie-Française : *L'Autre*, pièce en 3 actes de MM. Paul et Victor Margueritte.

A qui me demanderait ce qu'est, en résumé, la nouvelle pièce de MM. Paul et Victor Margueritte, je ne vois pas bien quelle réponse je pourrais faire, sinon celle-ci : L'*Autre*, mais c'est le *Passé*, c'est le *Pardon*, c'est *Après le pardon*, et combien d'autres œuvres encore, dont les titres ne reviennent pas à notre mémoire. C'est du Bourget, première manière, cela va sans dire, du Porto-Riche, du Lemaître, du d'Annunzio, le tout amalgamé, condensé, concentré sous forme d'élixir... C'est l'éternel sujet, tant de fois traité dans le roman, porté au théâtre, de la reviviscence des images sensuelles, surexcitant la jalousie après l'adultère, et créant dans le cœur de l'homme qui se torture à leur aide, une rage de possession physique qui n'a d'égale que son impuissance correspondante à aimer véritablement.

Et je ne prétends pas, non certes, je n'irai pas jusqu'à prétendre qu'une telle donnée, qui fit la fortune d'œuvres célèbre, soit épuisée au point qu'on ne la puisse reprendre. On sait ici ma conviction que j'ai bien des fois exposée : aucun sujet n'est épuisé... Tous les sujets sont du domaine public... Plus exactement, *il n'y a pas de sujets*, on pourrait le démontrer aisément, il n'y a que des natures, des tempéraments d'écrivains, qui, par eux, se font jour. Et vous voyez alors la conclusion logique à laquelle nous aboutissons : plus une donnée dramatique aura été travaillée, pensée, repensée, reprise par des cerveaux différents, par des natures contrastantes, plus elle devient une matière rare et d'un travail délicat, plus nous sommes exigeants pour elle, plus nous demandons qu'à travers elle s'affirme un tempérament original et nouveau. C'est en ce sens qu'on a pu dire justement : Les plus grands sujets sont les plus difficiles, parce qu'ils sont les plus malaisés à renouveler. Et tout aussi bien notre objection à la pièce de MM. Paul et Victor Margueritte tient en ceci : les auteurs n'ont point renouvelé, ils n'ont point rajeuni les variations du thème qui fut jusqu'alors une si abondante matière à littérature. Le public sent vaguement ces choses, et s'il n'analyse pas, s'il ne démonte pas comme nous les rouages intérieurs de ses sensations, il manifeste par son accueil qu'il ne les en éprouve pas moins.

Jacques et Claire forment un ménage comme autour de nous il en existe tant, ni bon ni mauvais au début, simplement composé d'éléments disparates : le mari occupé de ses affaires d'avocat et de sa situation électorale de député, la femme livrée aux mille tentations de l'oisiveté et de l'ennui, guettant les épouses inoccupées qui ne savent que faire de leurs dix doigts et que le sentiment du devoir ou simplement la maternité ne mettent pas en garde contre les attaques du dehors. Imaginez chez Claire la moindre vie intérieure, une croyance autre que celle à la passion, — car c'est bien la seule foi qu'elle possède — et celle-là est vraiment insuffisante dans la pratique quotidienne de la vie. Supposez la mère seulement : tout aussitôt vous lui donnez une force de résistance contre l'assaut des tentations et cette idée se développant en elle qu'elle est une incomprise. Mais comme elle ne croit à rien qu'à l'amour, ou du moins à ce qu'elle appelle de ce nom, comme d'ailleurs et en tout lieu l'armée des séducteurs est plus considérable encore que celle des femmes à séduire et des maris à minotauriser, elle se laisse faire la cour par un jeune diplomate qui la prend et la garde comme maîtresse durant quelques mois, à l'insu de Jacques bien entendu. Période de flamme et de passion, comme toujours ; puis vient la lassitude : l'amant est d'ailleurs rappelé à un poste éloigné, et comme tous les diplomates ne sont pas disposés à sacrifier leur carrière pour les beaux yeux de leur maîtresse, la liaison cesse, faute de l'une des parties. Claire revient à son mari qui, par une coïncidence bizarre, lui montre désormais une attention à laquelle elle n'était pas habituée. Voici que maintenant elle se prend à l'aimer, et plus l'empressement de Jacques s'accroît pour elle, plus aussi les remords la viennent assaillir de l'avoir trompé, d'avoir abusé de sa confiance, de continuer à le tromper encore, pense-t-elle, puisque la femme qui se donne à lui n'est plus la femme pure qu'il imagine. Elle n'aspire qu'à une chose : libérer sa conscience, avouer sa faute, obtenir son pardon. Malgré les conseils d'une amie, et après une scène violente où son amant d'autrefois a tenté de la reprendre, elle s'y décide brusquement : on devine la stupeur de Jacques, tout d'abord affolé, puis affalé. Son premier mouvement est de la tuer, son second de la chasser. Mais en présence de ses supplications, il consent à la garder : désormais ils vivront côte à côte, non plus comme des époux, mais comme des associés !

Etrange naïveté que prétendre organiser une telle vie avec espoir qu'elle puisse donner d'heureux fruits... ou bien si, je me trompe, une pareille situation peut exister... elle a existé et j'en sais pour ma part un ou deux exemples authentiques et dignes d'admiration dans le quotidien de la vie.. mais il y faut une condition, une seule, mais essentielle : c'est qu'elle soit accompagnée du pardon, du pardon total, et ce pardon-là n'a de valeur qu'avec l'oubli des images du passé : c'est celui qui recrée l'amour du cœur et qui éteint l'amour des sens, ou plutôt l'irritation de tout l'être, inséparable

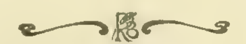
de sa prédominance exclusive. Or que subsiste-t-il chez Jacques? Celui-là avant tout, celui-là uniquement. Il a pu croire un moment qu'ils organiseraient un tel compromis; mais dès la première minute où il l'a revue après une courte absence, le désir ardent qui brûle l'être, ce que Balzac appelle, par la bouche de Hulot qui s'y connaissait: la *griffe aigüe de la volupté*, s'est enfoncée dans sa chair d'homme qui ne connaît que l'amour physique: du premier regard il la déshabille tout entière, cette femme qui lui est *nouvelle*, oui désormais véritablement nouvelle parce qu'elle a appartenu à un autre. De celle que des caresses initièrent à la volupté, qui ne furent pas les siennes, il veut tout connaître, tout épuiser, et dans l'instant où il lui promet son *amour* — ô puissance et ironie des mots qui jamais ne servirent à plus de mensonges! — dans cet instant même, ce qu'il lui réserve, c'est la pire servitude des sens, c'est le désir jamais assouvi et qui s'alimente aux images de la sensualité, cet asservissement de toutes les parties nobles de l'être aux obscurs instincts du sexe, qui finissent par opprimer et par abrutir un être à la façon du plus redoutable alcool. Devant une telle situation comment ne pas se rappeler la page fameuse d'un qui s'y connaissait également ayant tout éprouvé du despotisme des sens, le Sainte-Beuve de *Volupté* : « La volupté, qui nous était d'abord une inexprimable séduction, s'est convertie par degré en habitude : *mais sa fatigue monotone n'ôte rien à son empire.* Vous savez à l'avance ce qu'elle vaut, ce qu'elle nous garde à chaque fois de mécomptes amers et de regrets. Mais qu'y faire? Elle a rompu son lien qui la refoulait aux parties inférieures et inconnues: elle a saisi votre chair; elle flotte dans votre sang, serpente en vos veines, scintille et nage aux bords de vos yeux : un regard échangé où elle se mêle suffit à déjouer les plus austères promesses. »

Merveilleuse confession d'Amaury, qui serait aussi celle de Jacques, s'il pouvait faire autre chose que de céder à l'asservissement de son instinct! Amaury est une victime de la volupté, mais il en est une victime consciente : il décrit et retrace toutes les phases de la lutte à laquelle il doit succomber, et seuls les grands psychologues chrétiens, un saint Augustin, un Bourdaloue, eurent de ces libertés audacieuses dans la touche dont ils peignirent les ravages intérieurs de la passion physique. D'ailleurs, on ne supporte pas longtemps ces tensions extrêmes, et la machine éclate sous de telles pressions. Nul ne s'étonnera qu'un être humain se refuse à les supporter davantage, et nul n'a le droit de les lui imposer : excédée de cette servitude, écœurée de cette passion toute physique qui la torture, Claire s'évade de sa prison, et nous accompagnons son évasion de ces autres paroles d'Amaury, commentaire et véritable épigraphe d'une pièce au-dessus de laquelle plane la hantise du sexe : « J'appris ainsi combien cette volupté n'est pas la vraie, qu'elle est contraire à l'esprit même, qu'elle *tue*, qu'elle *écrase*, mais qu'elle n'attache pas; qu'en portant le plus de ravages dans les sens, elle est celle qui a le moins d'auxiliaires dans l'âme. »

Telle est cette pièce ou l'on ne s'aperçoit pas que MM. Paul et Victor Margueritte aient tenté le moindre effort pour rajeunir une donnée psychologique surabondamment exploitée par leurs devanciers, et qui ne pouvait avoir chance de nous impressionner de façon durable que par l'adjonction de quelque élément nouveau. Avez-vous observé que dans ce genre de conflits qu'on nous montre au théâtre, issus de l'adultère bourgeois — et quand je dis bourgeois, j'entends bien aristocratique également, — il est un de ces éléments que nous présente la vie, dont le théâtre ne tient jamais compte, dont le théâtre fait table rase, si l'on peut dire, et c'est le plus important de tous, puisque c'est celui qui perpétue la vie elle-même! Tous ces héros de l'adultère qui passent leur existence à faire le geste d'amour, avec toutes ses conséquences, sont d'une infécondité notoire. Jamais ou presque jamais entre eux ne s'élève la question de l'Enfant, qui est une réalité pourtant dans la vie, une réalité avec laquelle il faut bien que l'on compte. Ce sont là presque toujours amours et adultères d'hommes de lettres qui, comme, chacun sait, sont d'habitude plus féconds en œuvres imaginaires que vivantes. Et pourtant ce serait là une curieuse manière de rajeunir la solution d'un conflit qui nous excède et meurt de son uniformité. Enfin, s'il était permis d'invoquer des raisons de logique dans la discussion d'une pièce de théâtre, je ferais observer à MM. Paul et Victor Margueritte que la donnée passionnelle de leur nouvelle pièce ne s'accorde guère avec les idées théoriques que tant de fois ils ont soutenues, dont ils se sont montrés les adeptes les plus zélés, et, en apparence, les plus convaincus. Nous les savons partisans de l'union libre, de *l'union libre* dans le sens le plus large, le plus complet du mot — traduisez : sans la moindre contrainte, de quelque part qu'elle vienne, et vous voyez assez ce que j'entends par là. Or, que vient nous montrer cette pièce? Tout uniment la persistance de *l'image*, l'indélébilité de *l'empreinte* sexuelle. Pour ma part je ne sache rien de plus défavorable aux théories de ces deux écrivains, dès l'instant où on les vérifie, où on les applique dans la réalité. S'il en était besoin, je n'en voudrais d'autre preuve que celle-ci : n'est-ce pas la valeur de cette empreinte qui constitue le ressort même des deux ouvrages contemporains les plus

opposés par l'esprit autant que par les conclusions, à la pièce de MM. Margueritte : faut-il les nommer : Le *Dédale* de M. Paul Hervieu et le *Fantôme* de M. Paul Bourget ?

PAUL FLAT.



LA VIE LITTÉRAIRE ET LES PRIX

Dans l'effroyable chaos d'affaires et d'ambitions, de sports et de divertissements, de découvertes et d'idées, qui occupent, distraient, inquiètent nos contemporains, comment obtenir que le livre soit remarqué ? Comment atteindre les esprits sensibles à l'émotion d'un bon roman, à l'harmonie d'un beau poème ? — Par de retentissantes manifestations. Il convient que la littérature ait ses solennités, comme l'automobilisme, l'agriculture... ou les beaux-arts. L'on a donc, ces dernières années, imaginé ces sortes de concours littéraires, où sont primés les « meilleurs ouvrages ».

Ces concours parurent si opportuns, leur succès sembla tellement assuré... et le prestige promis aux fondateurs si dûment garanti, que d'ingénieux Mécènes n'hésitèrent point à doter ces piquants tournois, à faire don du prix.

Des premiers, Nobel, inventeur d'une poudre d'une terrible puissance destructive, misanthrope narquois, créa un prix littéraire, le prix international de cent mille francs : il est destiné, comme on sait, à témoigner aux grands littérateurs, qui honorent l'humanité, la gratitude des nations.

Les frères Goncourt ont légué un prix de cinq mille francs aux jeunes écrivains, dont les débuts sont plus estimables que lucratifs, et auxquels l'originalité n'a point encore procuré le succès. Sully Prudhomme a dédié un autre prix aux poètes inconnus. Et le gouvernement, se rappelant qu'il est, depuis un temps immémorial, le « protecteur éclairé des arts », a institué un troisième prix, une bourse de voyage, qualifiée pompeusement de « prix de Rome des écrivains ».

Les femmes, dont l'irruption dans la littérature fut si impétueuse, voulurent à juste titre, elles aussi, forcer l'attention publique. Un jury féminin, qui comprend, agrémenté de quelques mondaines, des écrivains-femmes et des femmes d'écrivains, décerne chaque année à la plus jeune et séduisante — littérairement — des romancières un prix de 5.000 fr., qu'a donné la *Vie Heureuse*.

Ainsi, lorsque le Salon d'Automne et le Salon de l'Automobile ont dispersé leurs splendeurs diverses, s'ouvrent, devant l'opinion mondiale, des joutes littéraires. Viennent d'y triompher, Rudyard Kipling, pour le prix international ; M. Moselly, pour le prix Goncourt ; Mme Colette Yver, pour le prix féminin.

*
* *

Il serait naïf de croire la gent irritable des écrivains satisfaite de cette institution secourable ; bien au contraire, une vive effervescence se manifeste dans ses rangs à ce propos.

Il y a d'abord — qui proteste énergiquement contre ces distinctions — le clan des esthètes, des derniers fervents de l'art pour l'art. Les lettres forment à leurs yeux un sacerdoce ; l'auteur est un initié, un « être privilégié », un surhomme. L'ouvrage est un fragment sacré de l'Idée et de la Beauté. Il ne peut mériter que la Gloire. Une récompense en argent est un outrage, une profanation !

Il y a en outre les littérateurs d'âge incertain, que quinze ans, vingt ans de vie littéraire ont pourvu d'une petite notoriété. Ils ne veulent, ni ne peuvent solliciter des prix, promis aux débutants. Mais ils sont piqués de voir ces Benjamins bénéficier, par le caprice d'un jury, d'un engouement soudain, toucher au succès ; ils s'aigrissent... qui ne les plaindrait ?

Il y a... il y a enfin les candidats malheureux ! Ceux-ci récriminent avec véhémence. Naguère, disent-ils, quelques esprits curieux s'intéressaient aux jeunes écrivains, s'attachaient à discerner dans leurs rangs les talents qui commençaient à poindre. Maintenant on s'en dispense. Des jurys d'auteurs ne vaquent-ils point à cette difficile sélection, ne signalent-ils pas les Jeunes de réel mérite ? — Dès lors les concurrents évincés sont délaissés, se morfondent. La vie littéraire se fait pour eux plus ingrate, plus épineuse. Leurs livres ne se vendent pas... comment ne point les croire ?

*
* *

Ne prêtons point, en vérité, une valeur absolue aux décisions des jurys littéraires. Les gens pressés peuvent s'y tenir ; les lettrés chercheront toujours à s'enquérir par eux-mêmes de la jeune littérature.

Considérons le plus important de ces prix, le prix Nobel. C'est l'Académie suédoise qui le confère. Il est juste de reconnaître qu'elle s'acquitte de sa mission avec un délicat désintéressement. Elle n'a point encore remis le prix à un Suédois : Alors que la Suède possède d'admirables littérateurs — dont l'unique tort précisément est d'être peu connus à l'étranger.

Mais désintéressement n'est pas compétence. L'Académie suédoise est composée d'érudits et de théologiens de haut savoir, elle ne comprend presque aucun littérateur. Quel que soit l'éclat de leur talent, poètes et prosateurs sont, à chacune de ses élections, évincés.

La désignation du Maître à qui le prix est offert est en grande partie préparée par le Secrétaire Perpétuel, M. Wirsén. Or cet honorable critique se distingue par un dogmatisme piétiste, une étroitesse d'idées, avérés.

Quelle vertu littéraire peut-on attribuer aux votes de cette savante Compagnie ? La première fois, elle couronna Sully Prudhomme : ce n'est pas, on le sait, qu'elle connût et admirât l'œuvre du grand poète. C'est parce qu'il fut indiqué à ses suffrages par le savant romaniste, qu'aimaient et écoutaient ses confrères de tous pays, Gaston Paris.

Le même défaut, dit-on, n'existe point à l'Académie Goncourt, qui réunit d'authentiques écrivains, estimés, indépendants, bienveillants aux essais des jeunes, d'autant plus que leurs propres débuts furent souvent

difficiles. Peut-être. Mais cet aréopage n'est point infaillible. Dans toute assemblée, dans tout cénacle, l'influence appartient à un homme d'initiative, qui suggère les décisions, veille à leur admission, multiplie les démarches : A l'Académie Goncourt, M. Lucien Descaves est le grand électeur.

Les jurys chargés de distribuer les autres prix ne sont pas non plus exempts d'imperfections, plus accusées même. Tel d'entre eux est fortement atteint de snobisme, tel autre prête davantage aux sollicitations et à l'intrigue.

Quelles que soient d'ailleurs la sincérité, la compétence des juges, ils subissent des exigences extérieures, et ils doivent composer avec leur propre sentiment. Qu'un vigoureux tempérament littéraire s'affirme dans un nouveau livre; il suscitera des estimes passionnéees; mais aussi de vives antipathies. Toute élection impliquant un accord, l'entente se fera sur un écrivain plus neutre.

Un récent incident le démontre à nouveau. Il a paru, le mois dernier, un ouvrage qui est le type même de ceux que les Académies ont mission de récompenser : *La petite Lotte*, de Simone Bodève. C'est un témoignage d'une vérité et d'une émotion saisissantes sur la vie ouvrière à Paris. Et l'auteur, dont nous voyons là le premier essai, méritait, par sa vie toute d'humble labeur et d'utile abnégation, d'être patronnée et encouragée dans son effort littéraire. Or, aucun prix ne lui échoit. D'autres, plus favorisés du sort et d'observation moins singulière, s'en partagent le profit pécuniaire et moral.

Et puis, telle année est marquée par l'absence d'ouvrages remarquables, et l'on attribue les prix à des livres subalternes; telle autre par l'apparition de plusieurs œuvres de valeur, dont la plupart seront nécessairement rejetées. Il est donc bien ambitieux de vouloir récompenser le « meilleur ouvrage » : Que l'on distingue des pages vraiment curieuses : ce sera fort beau.

*
* *

L'éloge de ces prix serait bien périlleux, s'il exagérait les services qu'ils rendent aux Lettres.

Ces prix signalent parfois à l'attention publique des livres dignes d'être lus, livres d'éblouissante couleur, comme la *Conquête de Jérusalem*, ou livres de pitié, ainsi *la Maternelle*. Ils annoncent rarement une brillante carrière d'écrivains.

Depuis le début, en 1903, le prix Goncourt a été donné à MM. Nau, Farrère, Frapié, Tharaud, Moselly. Les autres prix ont été remportés par Mmes Myriam Harry et Colette Yver, M. Romain Rolland; par les poètes Bonnard et Hubert, par le romancier Géniaux. Qui oserait espérer que cette génération de « jeunes » — d'âges bien inégaux — soit promise à la célébrité? Qui ne trouverait aisé d'indiquer à côté de ces élus d'autres écrivains de semblable mérite? Qui ne voit dans cette heureuse phalange que, si de vigoureux talents se forment, d'incurables médiocrités se préparent?

Le danger de ces prix est de surfaire un littérateur, à ses yeux et aux yeux du public. Trop adulé, exalté, celui-là se déshabitue de l'âpre discipline et de la rigoureuse sévérité; il se fourvoie dans le médiocre. Celui-ci se désaffectionne du favori d'un jour, et déçu, perd sa foi en la valeur critique des Donneurs de prix littéraires.

*
* *

Il ne faut pas nier, cependant, que ces concours aient l'efficacité que l'on attendait d'eux : ils ont suscité un mouvement de curiosité et de sympathie en faveur de la littérature de jeunes. Ils lui ont procuré les louanges des journaux, l'aide des éditeurs, l'engouement des lecteurs, tous les honneurs et tous les avantages d'une vaste publicité.

N'est-elle point profitable à ceux mêmes qui ne sont point élus? Leurs noms sont cités, auprès de ceux de leurs heureux rivaux. Qui se rappelle exactement le partenaire victorieux — ainsi de Charles-Louis Philippe ou de Nau, — de Moselly, l'élu d'aujourd'hui, ou de J. Vignaud, l'attachant conteur, que le déplacement d'une voix eût fait désigner?

Quant aux romanciers ou aux poètes qui recueillirent ces prix, leur satisfaction est sans mélange. Ils eurent ainsi, disent-ils, le loisir de voyager, de réfléchir. Ils connaissent la joie du travail fécond.

— Mais alors, les prix substituent l'appréciation d'un jury à l'unique talent comme moyen de succès? Ils enlèvent à la vie littéraire sa belle indépendance?

— Hélas, il y a beau temps que le talent ne suffit plus, dans les Lettres, à procurer la renommée enviée. Les techniques et les méthodes sont trop connues, les écrivains trop innombrables : le talent pullule. Il faut donc, pour grandir en réputation, une longue patience une chance opportune, ou une extrême dextérité. Les Lettres sont devenues une carrière à la fois facile et lente, distinguée et dénuée de grandes perpectives.

Qu'elles veuillent, par des joutes annuelles, attirer la faveur désabusée des contemporains, qu'elles s'organisent à l'image des autres carrières pour abréger les stages du début, introduire plus de régularité et de justice dans leur hiérarchie : quoi d'étonnant? Un jour la Chambre syndicale des gens de Lettres édictera un statut des écrivains, qu'il suffira de reproduire pour doter les fonctionnaires de ce fameux statut d'équité, sans cesse promis, sans cesse ajourné!

Ces examens, cette organisation professionnels s'accordent mal avec la liberté, la fantaisie des vocations et des succès littéraires... Qu'importe! Ils sont appropriés aux conditions actuelles de la vie.

Que des tempéraments d'initiative et de vigueur, qu'un écrivain de génie surgissent : toutes ces sanctions officielles ne les aideront, ni ne les gêneront. Tel Hercule enfant, étouffant les serpents, le maître-écrivain saura, en marge ou en dépit des règlements corporatifs, grandir et s'illustrer.

JACQUES LUX.

Le Propriétaire Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG
DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 25 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 21 DÉCEMBRE 1907

PROSPER MÉRIMÉE
et
LA CORRESPONDANCE DE NAPOLÉON

Un décret de Napoléon III, daté de Boulogne du 7 septembre 1854, avait institué une commission chargée de recueillir et de publier la correspondance de Napoléon Ier. Elle était composée comme il suit : le maréchal Vaillant, ministre de la Guerre, grand maréchal du palais, membre de l'Institut, président; le baron Charles Dupin, sénateur, membre de l'Institut, vice-président; le comte Boulay de la Meurthe, le général Aupick et Prosper Mérimée, tous trois sénateurs; Armand Lefebvre, conseiller d'État; Chabrier, directeur général des archives; Chassériaux, maître des requêtes au Conseil d'État; Perron, chef de section au ministère d'État. Trois décrets ultérieurs, du 10 et du 30 septembre et du 24 octobre 1854, nommèrent quatre membres nouveaux : Cucheval-Clarigny; deux généraux de division et sénateurs, le baron Pelet et le comte de Flahaut; un député, le comte de Champagny. Le secrétaire était Rapetti, homme instruit, laborieux, infatigable, qui devait faire le gros de la besogne et qui fut, dit un contemporain, l'âme et la cheville ouvrière de la commission (1).

Quelle est au juste la collaboration de Mérimée à cette entreprise ? Cinq lettres inédites qu'il écrivit au maréchal Vaillant nous renseignent suffisamment sur ce point. Nous les reproduisons à la fin de notre article. Peut-être est-il bon qu'elles soient précédées de quelques explications.

Dès les premières séances de la commission des divergences de vues se produisirent. Il s'agissait d'abord d'arrêter le plan de la publication. Les uns proposaient de la diviser par matières et de donner successivement les lettres politiques, les lettres militaires, les lettres administratives. Les autres voulaient adopter l'ordre chronologique. Le général Pelet, partisan du premier projet, désirait que la correspondance militaire parût à part. Directeur du dépôt de la guerre, il avait réuni toutes les lettres de Napoléon éparses dans les archives dont il avait la garde. La collection ainsi constituée comprenait soixante volumes reliés; le général s'en targuait un peu et il citait volontiers « ce monument que, dès son entrée dans la direction, il avait élevé à la mémoire du grand homme ». Mais, quelle que fût l'importance de ce vaste recueil conservé et accru par le général Pelet avec un soin jaloux, il ne contenait pas, à beaucoup près, la correspondance militaire de l'empereur; il fallait le compléter par les documents des autres dépôts, notamment des Archives nationales, et il fut fondu dans l'ensemble de l'ouvrage officiel. La majorité de la Commission refusa de faire des lettres militaires l'objet d'une publication spéciale et décida de suivre purement et simplement l'ordre chronologique.

Une question plus difficile à résoudre se présenta : quelle sorte de lettres devait-on admettre ? Selon le décret du 7 septembre 1854, la correspondance comprendrait les documents « relatifs aux différentes branches d'intérêt public ». La Commission discuta

(1) Baron A. DU CASSE. *Supplément à la correspondance de Napoléon Ier*, p. 4.

ces mots. Certains de ces membres, comme le baron Charles Dupin, croyaient qu'il fallait interpréter littéralement le texte du décret, écarter toutes les lettres d'ordre intime. D'autres, au contraire, — et Mérimée était du nombre — souhaitaient que l'homme parût à côté du grand homme, qu'on vît parfois l'esprit du conquérant se détendre et le visage impassible du dieu tressaillir, s'animer du feu de la colère et de la passion. Le général Pelet partageait l'opinion de Mérimée : il voulait ne soustraire au lecteur aucune pièce signifiante, de quelque nature qu'elle fût; il ne pensait évidemment qu'aux lettres militaires, mais, disait-il, « le pays seul, la postérité seule, peuvent juger; il faut leur donner toutes les pièces. »

Il y eut souvent, sur cet article, d'assez vifs désaccords dans la commission, et Charles Dupin convient que les séances étaient traversées par des discussions orageuses. Fallait-il, par exemple, publier la lettre de Bonaparte à Buttafoco? Cette lettre, qui date de 1791, est un long, trop long pamphlet, où il y a des traits énergiques et d'éloquentes invectives, mais un abus fatigant de l'ironie et de singulières exagérations; le jeune Bonaparte y représente Buttafoco comme un traître, parce que Buttafoco est royaliste et adversaire de Paoli; il loue avec effusion le génie de Paoli; il assure que le gouvernement royal a été avant la Révolution le plus tyrannique des gouvernements (1). Cette lettre irrita Charles Dupin et le fit sortir des gonds. A la seule idée qu'elle pût être publiée, il s'indignait de toutes ses forces et il écrivait au maréchal Vaillant le 21 mai 1857: « Ceux de nos collègues qui veulent à tout prix qu'on publie tout, insignifiant ou non, fâcheux ou non, ceux-là demandent la publication même de la lettre déplorable à Buttafoco et des autres lettres où la prise de possession de la Corse par la France est représentée comme une honte pour notre pays, où nos soldats sont dépeints comme des sicaires, nos généraux comme des oppresseurs, etc. N'est-ce pas heureux que l'authenticité d'une telle lettre ne soit pas prouvée? Et comment pouvons-nous expliquer les démarches actuelles faites au nom de la Commission pour prouver pareille authenticité? Mon sentiment de Français proteste contre de pareilles recherches que l'on devrait interdire au nom du gouvernement. Loin que la publication de semblables lettres soit dans le terme du décret qui nous charge de recueillir des documents d'un intérêt public, elles renferment, je l'affirme, un dommage public, un dommage pour la mémoire de Napoléon Ier! »

Aussi, à diverses reprises, Charles Dupin sollicita le maréchal Vaillant de demander au souverain l'exclusion de toutes les lettres antérieures à la carrière officielle de Napoléon. Supprimer ces lettres de jeunesse, ces lettres violentes, antifrançaises, disait Dupin, c'était supprimer des pages pénibles à lire. Pourquoi, ajoutait-il, ne pas commencer sur-le-champ par le sublime? Pourquoi ne pas jeter d'emblée le lecteur dans « la magnifique épopée des premières campagnes »? L'opinion de Dupin prévalut, et, sans doute sur l'ordre de l'empereur, les lettres qui précèdent le siège de Toulon furent éliminées. La correspondance s'ouvre par le mémoire du 25 octobre 1793 où le chef de bataillon Bonaparte expose au Comité de salut public qu'il faut, pour prendre Toulon, former un équipage de siège, saisir l'Eguillette et obliger ainsi les Anglo-Espagnols à évacuer les deux rades.

Mêmes débats et mêmes disputes, lorsqu'on examina les lettres de Napoléon qui renfermaient des détails déplaisants sur des membres de sa famille. Il semblait impossible d'obtenir une majorité pour ou contre, et cependant tous les commissaires étaient de bonne foi, tous se piquaient de faire leur office avec conscience. Charles Dupin répétait que le plan fixé par Napoléon III interdisait la publication des lettres qui n'avaient trait qu'à des affaires domestiques et à des relations de parenté. Mérimée jugeait que ces lettres, remarquables par l'originalité du style, devaient trouver place dans le recueil. Le maréchal Vaillant, fort embarrassé, ne savait auquel entendre. Pour apaiser les scrupules et contenter chacun, sur le conseil de Charles Dupin et à la prière de la Commission, il finit, très sagement, par recourir de nouveau à l'empereur. Il soumit à Napoléon III les pièces discutées. « Je suis charmé, écrivait Charles Dupin au maréchal le 21 mars 1857, que la Commission, entraînée par la force des choses, vous ait enfin prié de faire ce que je vous ai demandé avec instance: d'obtenir que l'empereur vous fasse connaître son intention formelle sur les points délicats de la correspondance. » Napoléon III se prononça pour Charles Dupin.

Mais la présence de Mérimée et de Vaillant dans la Commission était extrêmement désagréable aux admirateurs passionnés de Napoléon Ier, et particulièrement au fils du roi Jérôme. Le prince Jérôme Napoléon les accusait d'exercer une influence funeste, de troubler, de ralentir, de dénaturer le travail. Il disait que les intentions de son impérial cousin n'étaient pas remplies; qu'il y avait des *désordres* et des *abus* dans la Commission; qu'elle aurait dû rejeter certaines lettres qui ternissaient l'auréole du grand homme, ainsi que beaucoup de pièces banales et inutiles qui n'offraient aucun intérêt et ne méritaient aucune place dans un semblable recueil. Il se plaignait de Vaillant et de Mérimée. Le maréchal avait épousé la veuve du

1 Cf. A. Chuquet, *La jeunesse de Napoléon*, II, p. 138-145.

général Haxo, et parce que Haxo avait servi dans l'armée de Moreau, parce que Mme Vaillant ne venait jamais aux Tuileries, le prince affirmait que le maréchal n'était pas assez bonapartiste, que ses sentiments politiques n'inspiraient pas la confiance. Quant à Mérimée, selon le prince Jérôme Napoléon, c'était un sceptique, un cynique — *quis tulerit Gracchos?* — il aimait à se moquer de tout et surtout de Napoléon; un tel homme ne pouvait être le collaborateur d'une œuvre aussi sérieuse, aussi considérable que la correspondance. Une lettre de Napoléon à Fouché avait été soumise à la Commission; on y lisait ces lignes : « Quels cancans fait-on à Paris sur l'accouchement de Mme ***? On dit que l'enfant est de moi; démentez cela », et l'empereur, par une boutade, démontrait qu'il n'y était pour rien. Mérimée avait trouvé cela piquant, et demandé que la lettre fut publiée avec le nom de la dame. « De pareilles tendances d'esprit, s'écriait le prince, me révoltent (1)! »

Et sans doute, Mérimée s'amusa parfois à taquiner certains de ses collègues de la Commission, corrects, graves, gourmés. C'était un pince-sans-rire. Il aimait à débiter d'un ton calme des choses risquées, et il riait *in petto* de la mine effarouchée, scandalisée, que prenaient alors les philistins. Qui sait s'il ne prenait pas plaisir à exciter les colères de Charles Dupin? En tout cas, le prince Napoléon, impérieux et tranchant, craignait l'humeur indépendante de Mérimée, ses objections spirituelles, ses répliques mordantes.

La Commission dont Mérimée était membre avait publié, de 1854 à 1864, quinze volumes de la correspondance, et la dernière lettre du quinzième volume est du 30 août 1807. Le 3 février 1864, elle fut remplacée par une seconde Commission qui comptait six membres : le prince Napoléon, président; le comte Walewski, membre du Conseil privé; Amédée Thierry, sénateur; le comte de Laborde, directeur général des Archives; Sainte-Beuve, de l'Académie française; le colonel Favé, aide de camp de l'empereur. L'indispensable Rapetti restait secrétaire. Aucun des membres de la première Commission n'avait été conservé. Le prince Napoléon faisait maison nette; plus de Vaillant, plus de Mérimée; « je l'avais ainsi exigé », a-t-il dit plus tard, et il avait choisi des gens sur lesquels il comptait, des bonapartistes avérés: si le comte de Laborde était très tiède comme ami politique, il montra beaucoup d'empressement et de courtoisie; Amédée Thierry eut toujours avec le prince des rapports agréables; Sainte-Beuve avait promis d'être constamment d'accord avec lui; Favé était un serviteur profondément dévoué du régime impérial.

Cette seconde Commission exécuta promptement sa besogne. Six ans lui suffirent pour achever l'œuvre. Dix-sept volumes parurent, treize consacrés à la correspondance, et quatre aux fragments dictés par Napoléon à ses compagnons de Sainte-Hélène. Chaque volume était terminé, non, comme dans le travail de la première Commission, par une table chronologique, mais par une table analytique très détaillée et clairement rédigée qui facilitait et abrégeait les recherches.

Mais que de lettres cette seconde Commission laissa de côté! Le prince Napoléon ne voulait publier que ce que Napoléon Ier aurait publié lui-même pour « montrer à la postérité sa personne et son système ». Tout ce qui pouvait nuire au prestige de l'empereur, tout ce qui touchait ses querelles avec ses frères, tout ce qui blessait un membre de la famille ou quelque grand fonctionnaire fut écarté. On négligea nombre de lettres relatives aux affaires étrangères, à la police et à la presse, à la lutte contre le pape. On supprima, tronqua et arrangea des phrases. On effaça des noms propres ou on les déclara illisibles. Une tradition trop véridique attribue même au prince Napoléon des destructions systématiques (1). La première Commission, la Commission Vaillant-Mérimée, s'était permis, elle aussi, quoi qu'elle dise dans son rapport, des altérations, des retranchements et des modifications de texte. Mais elle avait le sincère désir et elle eut le réel vouloir de donner la correspondance à peu près complète. Elle fit paraître des lettres que le prince Napoléon aurait certainement sabrées, celles qui concernent les vols des généraux en Italie, celles où Napoléon enjoint d'arrêter son frère « M. Jérome » et de renvoyer en Amérique « la femme qui est avec lui », sa « maîtresse », Mlle Paterson, etc. Il faut tenir compte à la première Commission d'avoir accueilli des lettres comme celles où l'empereur nomme, blâme et recommande de surveiller des dignitaires qui vont au théâtre avec des courtisanes ou qui dilapident les finances de l'État, comme celle où il intime à Berthier l'ordre de se marier, de renoncer à sa ridicule et trop longue passion pour la Visconti, d' « abandonner une faiblesse sans exemple ». On a, en 1897, imprimé deux volumes de lettres inédites de Napoléon : la première Commission n'a laissé à l'éditeur que cent soixante lettres à glaner, et la seconde Commission, plus de mille!

Au reste, il ne faut pas croire que Mérimée voulût

(1) Le prince Napoléon. *Napoléon et ses détracteurs*, p. 242.

(1) Lecestre. *Lettres inédites de Napoléon Ier*, tome Ier, note préliminaire, p. I-V.

publier dans la correspondance tout ce que Napoléon avait écrit ou dicté. C'était un homme avisé, prudent et qui, certes, ne manquait pas de tact. Un jour, à Londres, au mois de mai 1859, il reçut la visite d'un Anglais qui proposa de vendre à la Commission des lettres d'amour de Bonaparte à Joséphine. Mérimée les reconnut authentiques et, sans nul doute, il les savoura : Bonaparte n'y parlait guère que de baisers et parfois de baisers très peu décents (1). Mais il fut d'avis que la Commission devait les retirer d'entre les mains de ce particulier. Il aimait, selon l'expression dont il se sert dans une lettre au maréchal Vaillant, les moindres détails de la vie intime des grands hommes ; mais il méprisait ce qu'il nomme l'oisive curiosité. Ne dit-il pas de la correspondance de Frédéric II publiée par l'Académie de Prusse qu'elle est indiscrète par instants, que les éditeurs ont un respect irréfléchi pour tout ce qui sort de la plume de leur roi, qu'on ne doit pas confondre des matières d'un intérêt général avec le menu détail, avec l'infiniment petit?

Il fut un des collaborateurs, non seulement les plus brillants, mais les plus consciencieux de la correspondance. La préface presque entière est de lui. Il en dressa le plan, il en fournit l'ébauche, et son projet, lu, relu, retouché par la Commission, revu surtout par le maréchal Vaillant, finit par être adopté. Charles Dupin avait eu l'ambition d'écrire cette préface. Blessé dans son amour-propre, il refusa de prendre part à la discussion.

Les lettres inédites de Mérimée à Vaillant retracent la genèse de ce beau morceau de littérature officielle.

A part quelques suppressions et des variantes qui portent sur des mots ou des tournures de phrases, la préface envoyée au maréchal Vaillant par Mérimée dans sa lettre du 15 décembre 1857 est celle qui parut en tête du premier volume de la correspondance et qui commence ainsi : « Auguste mit César au nombre des dieux et lui dédia un temple; le temple a disparu, les *Commentaires* sont restés. Votre Majesté, voulant élever au chef de sa dynastie un monument impérissable, nous a ordonné de recueillir et de publier la correspondance politique, militaire et administrative de Napoléon Ier... » Mérimée avait offert une autre rédaction de ce superbe et solennel exorde, une rédaction, disait-il, « considérablement augmentée, ornée de citations latines, destinées à nous faire honneur parmi les Allemands ». Il y avait mis une phrase de Cicéron, et il désirait y mettre encore du grec ! Le maréchal Vaillant, dont Mérimée acceptait d'avance la décision, goûta médiocrement cette érudition qui n'était propre, selon lui, qu'à effaroucher les lecteurs; il ne voulut ni du grec ni même du latin. Vainement Mérimée s'écriait : « Vous vous adressez à l'Europe et vous n'osez parler latin ! Dans quel temps vivons-nous ! » Vainement Mérimée proposait de donner la traduction de la phrase cicéronienne à laquelle il tenait fort. Le maréchal s'obstina : pas de latin.

La première rédaction de Mérimée, préférée par le maréchal à la seconde, fut examinée par la Commission. Le passage le plus discuté fut précisément celui que Mérimée regardait peut-être comme le mieux venu, la première phrase du rapport : « Auguste mit César au nombre des dieux et lui dédia un temple. » La Commission jugea qu'il fallait remplacer « Auguste » par *Rome* ! Mérimée protesta vivement au nom du goût et au nom de l'histoire. Sa phrase, écrivait-il, « n'avait d'autre défaut que d'être un peu ambitieuse, mais elle contenait une insinuation diantrement délicate que la Commission n'a pas comprise. Vous mettez *Rome* au lieu d'*Auguste*. Je voulais dire : Auguste, qui était un grand prince, s'y prit de telle façon pour honorer son oncle; Votre Majesté a su faire beaucoup mieux. Il est plus poli, ajoutait Mérimée, de mettre *Auguste* que *Rome*. Rome n'est pas exact ; il faudrait le *Sénat ou le Peuple* pour se conformer à la rédaction des dédicaces : S. P. Q. R. DED. N'est-il pas plus joli de montrer que Auguste a eu moins d'esprit que nous? » Mérimée l'emporta. La phrase fut rétablie dans sa première forme.

Une autre phrase, que Mérimée défendit sans succès, fut immolée aux scrupules de la Commission. « Je vois avec peine, écrivait Mérimée au maréchal, que vous ayez sacrifié une expression dont un certain Bossuet, en son temps évêque et membre de l'Académie française, a fait un usage piquant : « l'histoire n'a montré que quelques *parties* de Napoléon ». Ce n'est pas ma faute si des gens illettrés ont attaché à ce mot une signification ridicule, c'est du très bon et très vieux français. Enfin, je ne tiens pas à ces parties-là. »

Pour bien préciser le caractère national et essentiellement français de la correspondance, Mérimée l'avait, dans son projet de préface, comparée à la correspondance, récemment publiée, de Frédéric II. Cette comparaison disparut de la rédaction définitive, et Mérimée convint que la garder, ce serait « marcher sur des charbons ».

Tels sont les principaux incidents qui marquèrent

(1) Une de ces lettres doit être l'étrange et brûlante lettre datée de Vérone, 21 novembre 1796, 10 heures du soir, et vendue à Berlin au mois d'octobre 19·5 : Napoléon souhaite d'assister à la toilette de Joséphine : « Une petite épaule, un petit sein blanc, élastique, bien ferme... »; il parle même de ses petites visites à... (il faut dire le mot en latin) à la « nigra silvula ».

la présence de Mérimée dans la première Commission de publication des lettres de Napoléon.

Le maréchal Vaillant était difficile à satisfaire, et peut-être ses rapports avec son collaborateur ont-ils manqué parfois d'aménité; il était autoritaire et Mérimée susceptible ; mais s'il y eut des froissements, ils ne furent pas graves, et Mérimée témoigna toujours au maréchal les plus grands égards. Tous deux finirent par se lier d'amitié et par s'entretenir sur un ton, non plus cérémonieux et froid, mais enjoué, plaisant. Cette enveloppe de glace dans laquelle Mérimée semblait, selon le mot d'Octave Feuillet, habituellement cristallisé (1), se fondit bientôt. Dans ses lettres au maréchal, il se laisse aller aux fantaisies de son esprit. Plus tard, en 1863, il fait bénévolement un discours du maréchal Vaillant, alors ministre des Beaux-Arts; c'est la prose de Mérimée que Vaillant lit à la distribution des récompenses du Salon; lorsque le ministre recommande gravement aux artistes d'être originaux et de se dégager de la tradition étroite, de la règle absolue, c'est du Mérimée qu'il leur débite, et c'est Mérimée, non le maréchal, qui rédigea, sans doute avec un malicieux sourire, cette phrase de l'allocution: « A moins de s'être préparé par de fortes études, il est imprudent de tenter des routes nouvelles, et, si j'ose me servir ici d'une comparaison empruntée à mon métier, je dirai qu'il n'appartient qu'aux soldats aguerris et disciplinés de tout oser avec l'espoir fondé de réussir ! » (2).

Quoi qu'il en soit, Mérimée sortit de la Commission avec joie et en poussant un soupir de soulagement. « Vous savez, écrivait-il à Panizzi, le 24 mars 1864, que je ne fais plus partie de la Commission. On m'a demandé *sub rosa* si je voudrais être de la seconde Commission présidée par le prince. J'ai remercié; c'était déjà assez désagréable avec le maréchal; ce doit être encore bien pis avec un prince. En outre, il est probable que la besogne que fera cette Commission sera fort suspecte, et je ne me soucie pas d'en partager la responsabilité (3) ».

C'est assez de notre prose, et après cette introduction qui ne sera pas toutefois inutile, voici qui vaut bien mieux, voici les cinq lettres inédites de Mérimée, les lettres qu'il écrivit au maréchal Vaillant lorsqu'il était membre de la première Commission, et qui prouveront l'importance de sa collaboration à la publication de la correspondance de Napoléon.

ARTHUR CHUQUET,
de l'Institut.

(1) FÉLIX CHAMBON. *Notes sur Prosper Mérimée*, p. 380.
(2) L. PINVERT. *Sur Mérimée à propos d'une cérémonie récente*, p. 14-15.
(3) Lettres à Panizzi, II, p. 15.

PAGES INÉDITES

Cannes, 15 décembre 185[illegible].

Monsieur le maréchal,

Je répondrai article par article à la lettre très bienveillante par la forme et très sévère pour le fond que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Premièrement, comment est-il possible que S. E. M. le ministre de la Guerre ait pris la peine d'aller parler à mon portier, qu'elle qualifie de concierge, lorsqu'elle a des cavaliers dans son hôtel et qu'à la première sommation elle sait que je serais accouru prendre ses ordres ?

2° J'ai le malheur d'être asthmatique, ou d'avoir un emphysème, ce qui est tout un, et je vous avais dit à Compiègne que j'allais me chauffer au soleil dans une quinzaine. Je suis donc à Cannes, parce que je n'ai reçu aucune de vos ordonnances (de cavalerie, s'entend).

3° J'avais dit à M. Perron mes idées sur la préface du premier volume en le priant de vous les soumettre. Les voici.

Comme vous le dites très justement, il ne faut pas faire de phrases sur Napoléon Ier. C'est Napoléon. Pour l'Empereur Napoléon III, nous sommes nommés par lui et nous ne devons pas faire autre chose qu'exécuter ses ordres de notre mieux. Point de phrases non plus à son endroit.

Je conviens qu'une préface est nécessaire, d'autant plus que personne à Paris ne se souvient de la mission qui nous a été donnée. Je crois donc qu'il serait à propos de joindre au premier volume le décret d'institution de la commission. Il me semble que ce serait tomber dans la réclame ordinaire des fondateurs de journaux que de débuter par : « Depuis longtemps on sentait le besoin, etc. » Je crois qu'il vaudrait mieux commencer par un rapport assez court des travaux de la commission, rapport signé par son président.

En lisant votre lettre, Monsieur le maréchal, je me suis rappelé M. Jourdain, qui demande à son professeur de philosophie comment on doit écrire à une dame « Belle marquise, vos beaux yeux me font mourir d'amour ». Le philosophe lui propose tous les retournements possibles de cette phrase en convenant qu'aucun ne vaut le tour original. Je suis comme le professeur de philosophie; je ne saurais dire aussi bien que vous les choses que vous savez mieux que moi. Voici cependant, pour que vous ne m'accusiez pas de paresse, un début que j'ai broché au bord de la mer par une température de 17° Réaumur. Si cela vous paraît froid, c'est la faute de l'auteur, non celle du pays.

Je vis parmi les roses et les jasmins en fleur, sans

parler de la *Cassia Farnesiana*, en fleurs également, qui est la grande culture du pays. Le kilogramme d'essence coûte 8.000 francs, mais il y aurait de quoi parfumer toute une armée d'Arabes. Je dis d'Arabes, parce que je viens d'en voir qui sentaient très mauvais au fort de l'île Sainte-Marguerite. Je n'y ai pas trouvé mon ami Mubi Mohammed, que vous avez élargi après m'avoir très rudement refusé sa grâce. J'ai trouvé un pauvre diable qui copiait le Coran et qui m'a supplié de lui prêter un canif pour tailler sa plume de roseau. Je lui ai fait cadeau de mon canif après en avoir demandé la permission au portier-consigne, et l'Arabe, qui est un marabout en odeur de sainteté, m'a béni avec un geste d'une noblesse incomparable.

Mais pendant ce temps-là la mer s'est mise en colère, et notre patron a déclaré impossible de traverser un petit bras de mer garni de force rochers de porphyre. Nous étions cinq dont deux dames et deux académiciens. L'île est fort sauvage et nous aurions couché à la belle étoile, si le commandant du fort ne fût survenu, qui nous a donné à souper et à coucher. C'est un vieux capitaine qui a commencé par être soldat et qui vit là bien pauvre avec une femme un peu folle et une fille de 18 ans. L'administration des forêts ne veut pas lui permettre de tirer des grives dans le bois assez vilain qui couvre son île. Il ne voit des hommes civilisés que par les tempêtes. Il serait digne de votre humanité de fonder des bibliothèques à l'usage des infortunés que vous tenez dans de semblables lieux. Je vais lui envoyer mes œuvres qui sont rares depuis qu'on les a brûlées à Grasse avec celles de M. Thiers.

L'Académie française ne veut plus que des candidats ayant fait preuve de catholicisme. Je ne me soucie pas de prendre part à la prochaine élection. Je ne pourrais rien empêcher et je m'en lave les mains.

Bien entendu que je ne vous envoie qu'une ébauche qui devra être modelée d'après vos bons conseils.

Veuillez agréer, Monsieur le Maréchal, l'hommage de tous mes sentiments dévoués.

Pr Mérimée.

P. S. — Je ne crois pas très prudent de parler trop de la publication prussienne ; nous arriverions, de comparaison en comparaison, à traiter des matières délicates et à nous brouiller avec la Société de Jésus, si nous nous prononcions contre les façons de Frédéric II.

Rapport a l'Empereur

Sire,

Auguste dédia un temple à César et le mit au nombre des dieux protecteurs de Rome. Le culte et le temple de César ont disparu depuis longtemps ; ses *Commentaires* ont survécu.

V. M. a voulu élever à la mémoire du chef de sa dynastie un monument impérissable, et elle nous a ordonné de recueillir et de publier la correspondance politique, militaire et administrative de l'Empereur Napoléon Ier. En effet, la seule manière de louer dignement Napoléon, c'est de le faire connaître tout entier. Ses victoires, les lois, dont il a doté son pays, les institutions qu'il a fondées et qui demeurent immobiles après tant de révolutions, ses prospérités et ses revers sont dans toutes les bouches. L'histoire cependant n'a encore montré que quelques parties de ce génie incomparable. Elle a raconté avec plus ou moins de fidélité les actions de l'Empereur, mais elle a trop souvent ignoré la pensée qui les dicta. Combien de conceptions étonnantes déjouées par la fortune avant leur complet développement, combien de grands projets médités, mûris, préparés, et dont le temps a prévenu l'exécution! De tout le travail secret d'une intelligence telle que celle de Napoléon, il ne restait que des traces confuses, dispersées, parfois méconnaissables faute d'être rapprochées et réunies.

Telle est la tâche que Votre Majesté a daigné nous confier et dont nous étions loin d'abord de soupçonner toute l'étendue. Trente mille lettres recueillies et collectionnées par nous dans les Archives impériales et dans des collections particulières nous ont permis de suivre, malgré quelques regrettables lacunes, la pensée de Napoléon jour par jour et d'assister, pour ainsi dire, à l'enfantement de ses projets, au continuel mouvement de son esprit, qui ne connut jamais d'autre délassement qu'un changement d'occupation. Mais ce que la lecture de cette correspondance si variée offre de plus surprenant peut-être, c'est la force puissante d'attention, qui se porte avec la même facilité des conceptions les plus élevées aux détails les plus vulgaires en apparence. Rien n'échappe à cette intelligence universelle. Tantôt planant sur l'Europe, elle y trace de nouvelles divisions, tantôt sa sollicitude s'étend jusqu'au plus humble hameau de son vaste empire. Tour à tour, son coup d'œil rapide embrasse une question dans son ensemble, pour descendre bientôt aux observations les plus particulières et les plus pratiques. Rien ne lui semblait indigne de ses soins dès qu'il s'agissait d'un but utile, et ce n'était pas assez pour lui de donner les ordres les plus précis et les plus détaillés; il en surveillait lui-même l'exécution avec la vigilance la plus exacte et la plus patiente.

A l'étude des arts de la guerre et de la paix les lettres de Napoléon vont ouvrir un enseignement aussi varié qu'immense. Aussi est-ce dans une vue d'utilité spéciale que V. M. a conçu le projet de cette

publication. Sérieuse et grave, toujours pratique, elle s'adresse aux militaires, aux hommes d'État, aux administrateurs.

Peut-être quelques personnes, avides de rechercher jusqu'au moindre détail de la vie intime des grands hommes, regretteront-elles de ne pas trouver dans ce recueil des lettres déjà publiées pour la plupart et qui n'ont trait qu'à des relations de famille et des affaires domestiques. Recueillies par nous comme les autres et non moins remarquables par l'originalité du style, elles n'ont pu trouver leur place dans le plan dont V. M. nous avait fixé les limites. D'ailleurs la publication récente des lettres de Frédéric II, indiscrète parfois dans son respect irréfléchi pour tout ce qui est sorti de la plume de ce grand homme, était pour nous un avertissement de ne pas confondre des matières d'un intérêt général avec ce qui n'est qu'un aliment offert à une oisive curiosité. Pour tout le reste, notre respect pour la mémoire de l'Empereur et les ordres précis de V. M. nous ont interdit le moindre changement, la moindre altération, et ce n'est qu'avec la plus grande réserve que nous nous sommes permis d'ajouter quelquefois de courtes notes pour expliquer des passages obscurs par leur concision, ou pour rétablir des noms évidemment altérés.

Puis, l'ordre et la marche de la publication.

*
* *

Paris le 12 janvier 1858, à 3 heures.

Monsieur le maréchal.

Je regrette beaucoup de n'avoir pas eu l'honneur de vous rencontrer. Je vous apportais une rédaction revue et corrigée et considérablement augmentée, ornée de citations latines destinées à nous faire honneur parmi les Allemands. Ce qui me contrarie, c'est de laisser cette épreuve gribouillée que vous lierez avec humeur et dont vous n'apprécierez pas peut-être les beaux endroits. Permettez-moi d'ajouter ce commentaire.

La première phrase, telle que je l'avais d'abord proposée, n'avait d'autre défaut que d'être un peu ambitieuse, mais elle contenait une insinuation diantrement délicate que la Commission n'a pas comprise. Vous mettez Rome au lieu d'Auguste ! Je voulais dire : Auguste qui était un grand prince s'y prit de telle façon pour honorer son oncle. — V. M. a su faire beaucoup mieux.

2° Je propose de supprimer ce qui regarde les Mémoires de Frédéric II. Nous marcherions sur des charbons.

3° Si vous pensiez que la citation de Cicéron dépassât les lumières de la moyenne des lecteurs, j'essayerais de la traduire en français. Mais pourquoi ?

4° Il me semble impossible de ne pas fondre l'avertissement avec le rapport. L'avertissement n'est que la continuation du rapport.

5° Je vois avec peine que vous ayez supprimé une expression dont un certain Bossuet, en son temps évêque et membre de l'Académie française, a fait un usage fréquent. *L'histoire n'a montré que quelques parties de Napoléon.* Ce n'est pas ma faute si des gens illettrés ont attaché à ce mot une signification ridicule. C'est de très bon et vieux français.

Enfin je ne tiens pas à ces parties-là.

Veuillez agréer, Monsieur le maréchal, l'hommage de tous mes sentiments dévoués.

P. Mérimée.

Ci-joint le dossier que vous avez bien voulu me confier, avec toutes les pièces y incluses.

M. Perron qui est avec moi réclame l'épreuve corrigée. Veuillez-la-lui envoyer avec les changements que vous trouverez à propos et auxquels je souscris d'avance.

*
* *

Samedi, 23 janvier 1858.

Monsieur le maréchal,

Veuillez m'excuser si je n'assiste pas à la séance de la Commission. Je préside une enquête à la Bibliothèque impériale et je suis prévenu trop tard pour décommander la cérémonie.

Je vous envoie l'épreuve avec mes observations.

Page v, l. 1. Il est plus poli de mettre Auguste que Rome ; 2° Rome n'est pas exact ; il faudrait le Sénat et le peuple pour se conformer à la rédaction des dédicaces :

S. P. Q. R. DED.

Mais n'est-il pas joli de montrer que Auguste a eu moins d'esprit que nous ?

Page v, l. 6. Deux à de suite : *à* rendre *à*.

Page v, l. 17 et 18. Tantôt est répété quatre fois.

Page v, l. 5. La composition est trop architecturale et manque d'ailleurs de justesse, car le couronnement d'un édifice n'a aucune importance pour sa solidité.

Page VII, l. 4. Pourquoi supprimer cette citation de Cicéron qui vient ici comme de cire (ou de sire, *da signore* ?). Elle peint admirablement le style de Napoléon. Vous vous adressez à l'Europe et vous n'osez parler latin ! Dans quel temps vivons-nous !!!

Voulez-vous, pour avoir la paix, mettre :

Tel fut le style de César, « dépouillé de tout ornement oratoire, dit Ciceron, mais admirable dans sa beauté nue », puis le texte en note.

Si je ne me retenais pas, je vous donnerais du grec. Plutarque dit de son éloquence : ἡ ἐν τῷ λέγειν δεινότης, *vis dicendi*, mais δεινότης est intraduisible.

Page IX, 4e §, « prononcer » est répété.

Page X. « Ne serait-il pas » ne me semble pas exact. Il faudrait « n'aurait-il pas été ». Je préférerais : « ne pourrait-on pas se demander s'il n'eût pas été, etc. »

Au reste je n'ai pas besoin de vous dire que je me soumets d'avance à tous vos arrêts.

Veuillez agréer, Monsieur le maréchal, l'hommage de tous mes sentiments respectueux et dévoués.

Pr MÉRIMÉE.

*
* *

Monsieur le maréchal,

Voici cinq phrases. Je préfère le n° 4 qui contient une promesse. Le n° 2 a l'air de demander quelque chose. Le n° 3 me paraît détestable. Que Votre Excellence veuille bien choisir entre le n° 1 et le n° 4. Si nous vivions dans un temps littéraire, le n° 5 se recommanderait par sa gentillesse.

Il paraît que les Latins aimaient à violer la règle de Lhomond sur l'accord des adjectifs avec les substantifs et sur le nombre des verbes. Très probablement ils consultaient leur oreille qui n'aimait pas à rapprocher deux mots en désaccord apparent. Ainsi un nommé Horace a dit :

Tu, quid Ego et Populus mecum *desiderEt* audi (A. P., 153).

Libertas *Et* anima nostra in dubio *Est*. (Sall. Cat., 52, 6).

Duæ filiæ harum altera occisa, altera capta *est*. (Caes. B. G., I, 53.)

Ut operam, consilium, rem, fidem meam sibi ad omnes res *parata* putent. (Cic. Fam., VI, 10.)

Veuillez agréer, Monsieur le maréchal, l'hommage de tous mes sentiments dévoués.

Pr MÉRIMÉE.

26 janvier 1858.

P.-S. — Dans le catalogue que j'envoie à Votre Excellence il y a 500 autographes ou lettres de Napoléon Ier. Peut-être pourrait-on en avoir copie. On demande 23.000 L. pour la collection, ce qui n'est pas encourageant. Ne pourrait-on pas engager notre ambassadeur à faire examiner cela?

J'écris à M. Sainsbury que je vous ai renvoyé ses catalogues.

1° Que V. M. nous permette d'espérer qu'Elle daignera accorder son approbation au plan que nous venons de lui soumettre.

2° Nous venons d'exposer à V. M. le plan que nous nous sommes tracé, la marche que nous avons suivie dans notre travail ; l'approbation de V. M. serait pour nous la plus flatteuse récompense.

3° Nous venons d'exposer à V. M. le plan que nous nous sommes tracé et la marche suivie dans nos travaux. Nous nous empresserons de les continuer si V. M. daigne honorer ce premier volume de son approbation.

4°... présente publication. Les volumes suivants paraîtront rapidement [ou Les autres volumes paraîtront rapidement], si V. M. daigne accorder son approbation au plan que nous venons de lui exposer.

5°... présente publication. Celle des grandes actions de votre règne dépasserait les forces, Sire, des très humbles et très obéissants serviteurs et fidèles sujets de V. M.

Les membres de la Commission :

BALZAC et VOITURE, secrétaires adjoints.

*
* *

British Museum, samedi 8 mai (1859)

Monsieur le maréchal,

Une fort jolie femme, accompagnée d'un mari d'un âge respectable, est venue me voir hier et m'a montré huit lettres de l'Empereur Napoléon Ier à Joséphine. Elle m'a demandé si la commission ou S. M. l'Empereur voudrait les acheter. Ces lettres ne sont pas de notre compétence. Ce sont des lettres d'amour, très brûlantes, écrites pendant la première campagne d'Italie. Il n'y est guère question que de baisers, et dans des endroits dont les noms ne se trouvent pas dans le dictionnaire de l'Académie. J'en ai remarqué une adressée à l'ordonnateur Chauvet qui a déjà été publiée, inexactement, dit-on. Les autres sont, à ce que je crois, inédites. Le prix qu'on en veut me paraît énorme, 40 £ par lettre, soit 8.000 francs pour les huit. La seule chose à considérer, c'est qu'il serait peut-être bon de les retirer de la circulation et des mains des infidèles. C'est pourquoi j'ai l'honneur de vous écrire. Quant à leur authenticité, il n'y a pas l'ombre d'un doute. Outre l'écriture que M. Panizzi et moi nous avons comparée soigneusement avec des lettres du British Museum, il n'y a rien à dire aux timbres de la poste, au papier, etc., sans parler du style qui n'est pas ordinaire. Je vous apporterai dans trois ou quatre jours une analyse de ces lettres, vous voudrez bien me dire ce que je dois répondre au propriétaire ; c'est un M. T...., qui a été autrefois membre du Parlement, et qui passe pour un fort galant homme, mais qui ne donne pas ses coquilles.

Veuillez agréer, monsieur le Maréchal, l'hommage de mes sentiments dévoués.

Pr MÉRIMÉE.

L'UTILISATION DES FORCES MILITAIRES DE L'ALGÉRIE

L'Arabe possède d'incomparables vertus guerrières : il est intrépide, insouciant du danger ; s'il manque un peu du sang-froid et de la patience, de la fermeté calme qui conviennent au début de l'action, par contre, il a cet élan, cette *furia*, qui fut longtemps considérée comme une vertu exclusivement française, et qui fait de nos régiments indigènes une troupe de choc que rien n'égale. De quoi ne seraient pas capables 20.000 turcos tenus en réserve en seconde ligne, pendant la première phase du combat, et lancés au moment opportun pour produire l'événement !

Souvenons-nous de Frœschwiller où les trois bataillons du 1er régiment se jetèrent tête baissée, sans tirer un coup de fusil, sur le 11e corps allemand :

« La masse ennemie essaie vainement de les arrêter par son feu. Le choc se donne sur la droite du 11e corps où le désordre était encore plus inextricable par le mélange avec le 5e corps. Cette aile se renverse avec une telle violence qu'elle repousse tout ce qui suivait à travers Elsasshausen, jusque dans le petit bois et même jusque dans le Niederwald, à plus de 1.200 mètres! Là seulement les fuyards crurent avoir mis une assez grande distance derrière eux. Tout le terrain au nord d'Elsasshausen était balayé. — « Cette déroute, presque incroyable, est attestée par le grand état-major prussien lui-même. (1) ».

Plus près de nous, est-ce qu'autour de Casablanca, du côté marocain comme du côté français, les Arabes n'ont pas de nouveau affirmé avec éclat leur bravoure ?

L'Arabe d'Algérie, turco, spahi ou goumier, ne nous prodigue-t-il pas, depuis quelques mois, les preuves de son loyalisme, des preuves qu'il signe avec son sang ?

Le spectacle de tant d'héroïsme devait d'autant plus frapper les esprits, que les patriotes éclairés sont actuellement très préoccupés du déficit de 50 à 60.000 hommes, qu'a creusé le service de deux ans dans la partie permanente de notre armée, et que la solution du problème semble pouvoir se trouver dans une utilisation plus étendue des ressources que nous offrent nos possessions de l'Afrique du Nord.

Mais sous quelles formes cette extension doit-elle se faire ? Faut-il, ainsi que le préconise le très compétent rapporteur du budget de la Guerre à la Chambre des députés, M. Messimy, soumettre dès maintenant les indigènes d'Algérie à la conscription, comme le sont déjà ceux de Tunisie, ou bien doit-on se borne momentanément à demander davantage au système de l'engagement volontaire ?

1 *Revue générale et de l'Etat-major*. Voir : Réserve d'ex-tirailleurs algériens, par Salagnac. 1894.

La conscription donne des résultats satisfaisants dans la Régence, malgré l'absence de tout état-civil et l'ignorance où l'on se trouve de l'âge des jeunes gens ; mais nous sommes là en pays de protectorat ; c'est le bey, au moins nominalement, qui appelle les contingents. Rencontrerions-nous en Algérie la même docilité ? La prudence ne commande-t-elle pas de ne décréter le service obligatoire qu'après que nous aurons tiré du service facultatif tout ce qu'il est possible d'en espérer ?

Le soin d'étudier sur place cette question éminemment délicate a été confié à une mission composée d'officiers et de fonctionnaires de l'ordre administratif, et présidée par un officier fort expérimenté dans les choses de l'Algérie, M. le lieutenant-colonel Redier. Ne voulant pas préjuger du résultat de cette enquête, j'indiquerai seulement, dans cette étude sommaire, comment, sans recourir à aucune coercition, mais simplement en donnant plus d'extension à l'institution des réserves, nous pourrions accroître nos ressources dans une notable proportion.

*
* *

Les indigènes constituent, à l'heure actuelle, 4 régiments de tirailleurs, algériens ou tunisiens, et autant de régiments de spahis. Les 3 régiments de tirailleurs algériens forment, au total, un effectif de 14.000 à 15.000 hommes ; le 4e tirailleurs, c'est-à-dire le régiment tunisien, en compte 6.000 ; c'est donc un total de 20.000 turcos auquel s'ajoutent de 2 à 3.000 spahis.

Ces forces actives s'accroîtraient éventuellement d'un petit nombre de tirailleurs de réserve, dont l'origine et l'organisation ne sont pas les mêmes en Algérie et en Tunisie.

TUNISIE.

La Tunisie est soumise au régime de la conscription. On a recensé, en 1906, 28.000 conscrits, sur lesquels on a pris jusqu'ici un peu plus de 3.000 hommes. Un chiffre légèrement supérieur a été prélevé cette année, de manière à fournir 2.012 hommes au 4e tirailleurs, environ 250 au 4e spahis, et divers petits contingents à l'armée beylicale, à l'artillerie, au génie, aux services spéciaux (infirmiers, administration, manutention) et, enfin, aux *beharias*, ces tirailleurs de mer, dont M. Albin Rozet conseilla la création et qui donnent d'excellents résultats.

Le Bey a été informé qu'il devra, en 1908, fournir 2.500 recrues au 4e tirailleurs, ce qui, les Tunisiens étant astreints au service de 3 ans, portera plus tard

l'effectif maximum du régiment à 7.500 hommes. Pour le moment, cet effectif n'est que de 6.000 tirailleurs, dont un tiers de remplaçants.

Les riches s'exonèrent en effet par le paiement d'une somme de 1.000 francs, et les sommes ainsi recueillies servent à payer aux engagés volontaires une prime de 400 francs et une haute paye de 0 fr. 35 par jour. Le régiment gagne même près de 100 francs, par homme, à l'échange.

Environ 500 primes sont actuellement disponibles; les volontaires ne se présentent pas en nombre suffisant. Il en sera ainsi tant que l'on ne se sera pas décidé à faire un certain effort de racolage.

Le 4e spahis, de son côté, ne compte que 6 à 700 cavaliers.

Mais, tout Tunisien libéré du service actif appartient pendant 7 ans à la réserve. Le nombre des réservistes, il y a deux mois, était de 5.450. Il doit s'être relevé depuis de tout le contingent récemment libéré et atteindre en ce moment le chiffre de 7.000 hommes.

Au lieu d être incorporés, comme en Algérie, dans les unités actives, les réservistes de Tunisie constituent des unités spéciales. En réalité, deux bataillons seulement, comptant au total de 1.900 à 2.000 hommes, ont été organisés et possèdent des cadres. Ces deux bataillons n'ont encore été convoqués qu'une fois : chaque homme reçut 2 fr. 50 par jour, pour ses frais de route; tous étaient ravis; ils ne furent d'ailleurs pas habillés, encore moins soumis à des exercices.

Sur les 5.000 autres réservistes, environ 500 ont des affectations dès maintenant arrêtées pour le jour de la mobilisation : les uns iront remplacer dans les régiments actifs des tirailleurs malingres que l'on incorporera dans les unités de réserve, les autres ont pour mission de porter de 50 à 250 hommes la compagnie de dépôt.

Il reste 4.500 réservistes complètement inorganisés.

Tel est l'état actuel des choses en Tunisie; l'organisation est bonne en son principe; il suffira d'en développer davantage l'application, par le prélèvement d'un plus grand nombre de conscrits et l'utilisation de toutes les primes disponibles. On arrivera très rapidement à constituer d'abord deux, et plus tard trois régiments de tirailleurs de 4.000 hommes chacun et autant de régiments de spahis, de chacun 700 cavaliers. Avec l'artillerie, le génie et les services auxiliaires, on disposera ainsi de 10 à 15.000 hommes en service actif, susceptibles d'être transportés, du jour au lendemain, sur nos frontières ou sur un point quelconque de notre empire colonial.

En ce qui conserve les réserves, la première chose à faire est de convoquer, sans retard, les deux bataillons déjà encadrés, de les habiller, de les équiper, pour les soumettre à une période d'exercices. C'est une expérience nécessaire, dont le succès, certain d'avance, donnera la foi.

Les éléments non encore pourvus de cadres doivent aussi recevoir, à bref délai, une organisation complète.

La dépense à prévoir du fait de l'habillement ne sera pas excessive : les unités actives constitueront des collections d'effets n° 3, à l'usage des réservistes, et recevront, à cette fin, des secours en argent. A raison d'une trentaine de francs par homme, l'habillement et le petit équipement des 7.000 réservistes actuels ne coûterait guère que 210.000 francs.

Mais il faut considérer que l'indigène peut être utilement retenu dans les cadres de la réserve pendant quatorze ans. Il n'est pas excessif de calculer que quatorze classes produiront, d'une façon générale, et en tenant compte des déchets un effectif de réserve égal au triple de l'effectif actif fourni par trois classes : 10.000 hommes de troupes actives seraient ainsi doublés par 30.000 réservistes ; 15.000 par 45.000. Et nos réservistes tunisiens, ne l'oublions pas, auront tous accompli trois ans de service actif ; ils formeront donc des troupes solides, capables de faire figure sur les frontières de la Métropole.

Algérie

La situation est réglée, en Algérie, par une loi de 1903, en vertu de laquelle les indigènes servant dans les diverses troupes de l'Algérie auront droit à une pension proportionnelle, lorsqu'ils auront accompli 12 ans de service, sous la condition de rester à la disposition du ministre de la Guerre pendant dix ans.

Cette loi a été nuisible au recrutement des régiments actifs de tirailleurs et de spahis en abaissant les tarifs des pensions, soit proportionnelles, soit maxima, à des chiffres qui cessent de constituer un appât suffisant.

Elle a, d'autre part, mal engagé la création de la réserve, dont elle exclut : 1° les anciens tirailleurs et spahis n'ayant que 4 ou 8 ans de service actif; 2° tous les indigènes, quel que soit le nombre de leurs années de service, qui ont quitté leur corps avant 1903; 3° tous les indigènes, enfin, qui n'ont pas servi dans un corps actif.

L'état ci-après des mouvements de l'effectif des indigènes, en 1905, pour l'ensemble des 3 régiments de tirailleurs, fait ressortir cet échec :

Recrues			[illegible]
Disparus	Retraités	[illegible]	[illegible]
	Libérés sans retraite	[illegible]	
	Passés à d'autres corps.		
	Disparus	[illegible]	

Les retraités seuls étant astreints à se tenir à la disposition du ministre de la Guerre, l'année 1905 n'a cédé que 900 hommes à la réserve ; si l'on tient compte des déchets, c'est un maximum de 6 à 7.000 hommes que la réserve peut atteindre au bout de dix ans en Algérie, et qui ne pourra jamais être dépassé. C'est peu, si l'on considère qu'en Tunisie, pour une population qui n'est que le tiers de celle de l'Algérie, 30.000 réservistes, au moins, correspondent à 10.000 hommes de troupes actives.

Il y a donc mieux à faire que ce qu'a organisé la loi de 1903. Dès 1900, la solution du problème nous paraissait devoir être cherchée dans la création d'une réserve où seraient admis à s'engager tous les indigènes aptes à porter les armes, qu'ils eussent ou non servi dans les corps actifs ; les ex-tirailleurs, titulaires ou non de pensions de retraite, constitueraient l'ossature des régiments de la réserve.

L'Arabe trouve moyen de vivre avec quelques sous par jour, et il était permis de penser qu'une prime d'engagement de 50 francs, une allocation annuelle de 40 francs, et la perspective d'une pension viagère de 30 francs, après vingt ans de service dans la réserve, suffiraient à en attacher un très grand nombre à notre cause. A ces sommes s'ajouteraient nécessairement les frais des convocations aux périodes annuelles d'exercices, et aussi, en cas de mobilisation, une petite indemnité exceptionnelle; mais que nous serions loin, à égalité d'effectif, des dépenses qu'entraîne une troupe active exclusivement composée d'engagés et de rengagés avec prime et haute-paye ! Les allocations annuelles ne monteraient, pour 25.000 tirailleurs ou spahis de réserve, qu'à un million, légèrement majoré par les différences de peu d'importance qui seraient faites en faveur des gradés, sous-officiers et caporaux.

Je déposai donc, en 1900, sur le bureau de la Chambre des députés, une proposition de loi qui fut le premier document posant devant le Parlement, pour l'Algérie et la Tunisie, la question des réserves. Cette initiative était née de mes conversations avec un lieutenant de turcos très distingué et qui fut le premier à préconiser la création d'une réserve de tirailleurs algériens, M. Salagnac, aujourd'hui commandant du 2e bataillon d'infanterie légère.

Mon éminent ami, M. Étienne, m'avait encouragé dans mon projet. Ma proposition de loi avait été adoptée par la Commission de l'armée de la Chambre des députés et j'en étais le rapporteur. Le général de Gallifet, enfin, l'avait acceptée d'enthousiasme ; mais son successeur au ministère de la Guerre me parlait de réduire à 10 francs l'allocation annuelle, qui fut ainsi devenue inopérante; l'État-major général avait, d'autre part, rédigé une note où étaient accumulées les objections les moins fondées.

Je préférai retirer momentanément ma proposition de loi, plutôt que de consentir à des modifications qui l'eussent dénaturée, et je résolus d'attendre des temps meilleurs.

Ces temps paraissent venus. Il est urgent de demander à l'Afrique du Nord les ressources complémentaires qui nous font défaut ; et ce n'est pas à l'heure où nous guerroyons au Maroc qu'il peut être raisonnablement question de soumettre les musulmans de l'Algérie au service obligatoire.

Notre appel aux indigènes qui n'ont pas servi dans les corps actifs pourrait être l'étape nécessaire. L'expérience, dans tous les cas, vaut d'être tentée. Elle se justifierait par un précédent : La Turquie a procédé dans des conditions analogues en Tripolitaine.

Les habitants de Tripoli et des environs immédiats de la Ville reçoivent l'instruction militaire à raison de deux heures par jour pendant un an ; les contingents extérieurs sont astreints à un service de deux jours par semaine pendant la même durée.

Ces réserves, organisées d'abord contre nous, le sont aujourd'hui contre l'Italie, mais elles constituent, quoi qu'il en soit, un exemple instructif.

Nul doute qu'étant donnés l'importance qu'a l'allocation la plus faible aux yeux des Arabes accoutumés à vivre de peu, et leur goût bien connu pour les spectacles militaires, nous n'arrivions rapidement et à peu de frais à la constitution d'une force importante.

Une considération, enfin, s'ajoute à toutes celles qui précèdent; l'Arabe n'entend jamais parler la poudre sans être lui-même tenté d'en brûler. Vienne une guerre européenne, s'il n'est pas avec nous, il pourra se laisser engager contre nous. Attachons-le donc à notre cause, dans la plus large mesure possible, par un petit intérêt individuel.

L'Arabe possède, d'ailleurs, une nature noble : il s'est plus d'une fois insurgé ; jamais il ne nous a trahis. Ne furent-ils pas d'une endurance et d'une résignation remarquables, ces 5 à 6.000 convoyeurs que le commandant Lamy, secondé par quelques officiers, et en particulier par le lieutenant, aujourd'hui commandant, Salagnac, avait recrutés pour Madagascar? Peut-on avoir oublié cette section de 40 tirailleurs indigènes, commandée par un lieutenant indigène, qui se fit massacrer à Touggourt plutôt que de trahir la cause française? On pourrait multiplier les exemples du plus chevaleresque loyalisme.

Il est permis de tout espérer du service librement accepté par l'Arabe.

Il est permis de tout redouter de l'application prématurée du service obligatoire.

ÉMILE CHAUTEMPS,
Sénateur,
Ancien ministre des Colonies.

MARY [1]

Margrete ne put deviner ce que cachait cette réponse énigmatique : Mais elle lui dit avec un regard pénétrant : « Cela a dû fouetter singulièrement son désir ? » — « Vous paraissez le bien connaître. » — Margrete hésita un instant : « Oui, dit-elle, je suis plus âgée que vous et que lui. J'ai honte à le dire, mais à Kristiania, j'ai été passablement amoureuse de lui, moi aussi. Il s'en est aperçu — et il a essayé d'en profiter. » A ces mots, elle se mit à rire.

Mary devint très pâle; elle se leva et alla à la fenêtre. Dehors, les bourrasques de pluie cinglaient les vitres avec une violence grandissante. Il fallait maintenant parler très fort. Mary resta un instant debout à la fenêtre à contempler l'ouragan, puis elle revint et se campa devant Margrete, émue, immobile.

« Voulez-vous me promettre de ne jamais dire à personne ce dont nous avons parlé aujourd'hui? Sous aucun prétexte ? » Margrete la regardait, étonnée. — « Vous me demandez de ne dire à personne que nous avons parlé de Jörgen Thiis? » — « Je désire expressément que personne ne le sache. » — « A qui songez-vous? » Mary la regarda. — « A qui je songe ? » Elle ne comprenait pas, mais Margrete se leva : « Un homme est venu ici dans cette ville, pour vous dire que Jörgen Thiis était indigne de vous; il est arrivé trop tard. Mais il mérite, je pense, de savoir que vous avez découvert vous-même quel homme est Jörgen Thiis. » — Mary répondit avec empressement : « Dites-le lui, oui, dites-le lui ! Alors, c'est pour cela qu'il est venu? » ajouta-t-elle. « Je suis heureuse que vous me l'ayez dit. La seconde chose que je voulais vous demander était, en effet,... — ici elle se tut un instant; — la seconde chose que j'avais à vous demander était... de saluer votre frère... de ma part. » — « Je le ferai. Et merci de votre pensée. Vous savez ce que vous êtes pour mon frère. » Le regard de Mary se déroba. Elle lutta un instant. — « Je suis une malheureuse, dit-elle, qui ne puis voir clair dans ma propre vie. Dans ce qui m'est arrivé. Je ne m'explique pas la suite. Mais il me semble que votre frère en est un peu cause. » Elle voulait sans doute en dire plus long. Mais elle ne le put. Au lieu de parler, elle retourna à la fenêtre et s'y appuya. Dehors, l'ouragan lui criait sa colère par mille bouches. Vraiment, il l'appelait. « Mon Dieu! quel temps! » dit Margrete très haut. « Je me réjouis de sortir dans la tempête ! » dit Mary en se tournant vers elle, les yeux brillants. — « Vous allez sortir par ce temps-là? » cria Margrete. — « Je veux retourner à pied! » répondit Mary. — « A pied, par dessus le marché? » Mary vint se placer devant elle comme si elle voulait dire quelque chose de grand, de farouche. Elle ne le put. Mais la passion inexprimée gonfla sa poitrine et jaillit par ses yeux et son visage. Elle dressa ses bras en l'air, puis, avec un sourd gémissement, elle tomba à la renverse sur le sofa de sa mère, à la place où elle était assise à l'arrivée de Margrete. Puis elle cacha son visage.

Margrete s'agenouilla devant elle. Mary se laissa prendre et bercer comme un enfant fatigué et malade. Ses sanglots éclatèrent et l'on eût dit encore la plainte émouvante et désolée d'un enfant. Elle laissa tomber sa tête sur les épaules de son amie.

Ce ne fut qu'un instant. Brusquement, elle s'était rassise. Car Margrete lui avait dit à l'oreille : « Vous souffrez. Dites-moi de quoi ? »

Pas un mot de réponse. Margrete n'osa rien ajouter. Sa tâche était finie. Elle se leva.

Mary ne fit rien non plus pour la retenir. Elles se dirent adieu. Mary s'était levée, elle aussi.

Mais Margrete ne put s'empêcher de lui dire, quand elle fut à la porte : « Voulez-vous vraiment partir à pied ? » Mary fit un signe de tête qui voulait dire : « Cela suffit. C'est mon affaire. »

Margrete sortit.

Le gaz était allumé dans les rues quand Mary s'en alla. Elle eut grand'peine à se tenir debout au milieu des bourrasques incessantes dont le vent du sud-ouest battait les maisons. Elle avait un manteau imperméable à capuchon étroitement boutonné et de hauts souliers à l'épreuve de l'eau. Elle marchait aussi vite qu'il lui était possible. De sa conversation avec Margrete Röy, elle n'avait gardé qu'un souvenir; mais il la poursuivait; il la chassait et la cinglait dans le dos avec les bourrasques de pluie : c'était le regard effrayé de Margrete et sa pâleur quand elle avait dit : « Vous souffrez, dites-moi de quoi ? » Puissances divines ! quelle question ! C'est ainsi que tous la regarderaient, s'ils savaient la vérité. Quelle profonde déception, quelle blessure d'amour-propre pour ceux qui avaient cru si fermement en elle ! Elle s'imagina qu'ils étaient tous derrière elle, que c'étaient eux qu'elle fuyait... Le vol des corbeaux !...

Elle marcha fiévreusement et se trouva hors de la ville sans s'en douter. Après la dernière lumière, c'était la nuit noire. Elle dut s'arrêter un instant pour trouver sa route. Puis, elle repartit aussitôt, avec l'ouragan à la fois dans le dos et de côté.

Elle était jugée et ce jugement l'exilait de son foyer et de sa terre. Il la chassait plus loin encore ! Dès le moment où elle avait compris nettement sa situation, il lui semblait qu'on lui avait donné un paquet, qu'elle n'avait pas encore ouvert. Elle devinait ce qu'il contenait; mais hier seulement, elle l'avait ouvert pour la première fois. Le paquet con

(1) Voir la *Revue Bleue*, nº du 19 Octobre 1907 et suivants.

tenait un grand voile noir, où elle pouvait se cacher tout entière, avec sa honte, le voile de la mort. Mais on le lui donnait à une condition. Une condition qu'elle connaissait dès son enfance. On racontait alors qu'une de ses grand'tantes était devenue enceinte pendant l'absence de son mari. Pour cacher sa faute, elle avait marché en cachette, pieds nus, sur le pavé glacé, plusieurs soirs de suite. Elle voulait mourir de la mort naturelle qui en résulterait. Ainsi, personne ne saurait qu'elle s'était donné la mort. Personne non plus ne se demanderait pourquoi.

Mais quelqu'un l'avait entendue marcher ainsi chaque nuit, et la vérité se fit jour tout de même.

Elle s'y prendrait plus adroitement.

La faiblesse qui l'avait prise si subitement en présence de Margrete avait complètement disparu. L'ouragan l'avait trempée comme une barre d'acier. Désormais, elle avait assez de courage pour agir.

Comme pour l'éprouver aussitôt, une sorte d'ombre énorme apparut tout près d'elle. Elle surgit des ténèbres, si imprévue et menaçante, que Mary fit un bond de côté. Mais quelle fut son épouvante quand elle crut entendre, à travers les hurlements de l'ouragan, le monstre qui bondissait derrière elle! Elle retrouva alors son courage, s'arrêta et il s'arrêta aussi. Elle continua d'avancer, il avança. Non! se dit-elle, si je ne puis pas affronter ce danger, je ne pourrai pas non plus affronter l'autre. Elle revint sur ses pas et alla droit au monstre qui hennit doucement; c'était un jeune cheval oublié par son maître. Il portait un harnais et cherchait, dans son abandon, la compagnie d'un être humain. Elle le caressa et lui parla. C'était, après tout, un messager que la vie lui envoyait, un abandonné qui consolait un désespéré. Mais, comme il continuait à la suivre, elle s'en débarrassa à la première ferme qu'elle trouva. On fut très étonné de voir qu'elle était seule. Comment quelqu'un, et surtout une femme, pouvait-il être dehors par un temps pareil? Elle se déroba aussitôt à la lumière et rentra dans les ténèbres.

Ce petit incident l'avait raffermie; elle savait maintenant qu'elle avait du courage. Elle partit hardiment.

Elle allait dépasser le premier pan de montagne dans lequel on avait taillé la route. Que ce fût réalité ou illusion, il lui sembla que l'ouragan redoublait d'intensité à chaque instant. Il devait bientôt atteindre à son comble. Mais, pour elle, c'était sa propre détresse et sa honte qui hurlaient dans la tempête. Elle se sentit plus forte. Ce n'était pas la mort qui lui faisait peur, c'était la vie.

En avançant, toutes ses pensées lui revenaient. Non, elle ne trahirait pas son enfant! Non, elle ne se sauverait pas elle-même en le tuant. Elle ne le confierait pas à des étrangers pour le renier. Elle ne vivrait pas en se méprisant.

Si quelqu'un venait demander sa main, et cela arriverait souvent comme autrefois — faudrait-il commencer par tout avouer? Ou bien payer d'audace et garder le silence? Non, il ne lui restait qu'un parti à prendre, un seul parti honorable : disparaître avec son enfant. Elle ne se sentait pas capable d'autre chose. Mais il fallait agir avant qu'on pût rien soupçonner Il fallait mourir de maladie : désormais, il ne s'agissait donc que de se donner une maladie mortelle.

Elle se le devait à elle même. Car elle croyait, aussi fermement que le soir où elle était entrée chez Jörgen, qu'elle ne méritait pas d'être malheureuse pour cela.

Certes, son erreur était épouvantable. Mais elle en était innocente. L'instinct y était sans doute aussi pour beaucoup. Néanmoins, c'était un acte dont elle ne rougissait pas. Elle se devait à elle-même d'emporter en mourant, sans aucune réserve, l'estime de tous ceux qui l'avait connue. Elle le leur devait aussi, à eux qui l'avaient élue pour leur reine. Elle n'avait pas trahi déloyalement la confiance qu'ils avaient mise en elle.

Elle se trouvait alors à l'extrémité du promontoire, et le combat effrayant qui se livrait là lui semblait l'image du combat qu'elle livrait elle-même. Toutes les puissances du monde s'acharnaient à la dépouiller de son honneur et à la condamner. Les îles de la côte avaient disparu en cet endroit, et les vagues arrivaient tout droit du large avec une hauteur croissante. Quand elles se brisaient contre la montagne, elles la couvraient d'écume à une distance prodigieuse. Les plus hautes atteignaient Mary et la cinglaient d'un dernier effort : « Voilà pour toi! Voilà pour toi! » Et l'ouragan, qui se heurtait à la paroi abrupte de la montagne, voulait, de toute la force du vent déchaîné, la précipiter de la roche, la jeter au loin. Si son manteau n'avait pas maintenu aussi solidement ses jupes, il les lui aurait arrachées et enlevées en hurlant : « Reste nue, avec ta honte! avec ta honte! »

Mais la fureur effrayante des lames ne put la contraindre à se déclarer coupable, et l'ouragan ne put davantage la pousser vers la barrière de fer, et de là, dans la mer. Elle se courba, elle dut même s'arrêter sous les coups les plus violents; puis elle repartit en suivant droit sa route. « Je ne renonce pas à mon auréole; je veux mourir avec elle. Aussi vous ne m'aurez pas, vous autres! »

Elle dépassa la pointe, puis la longea, pour gagner la plage qui séparait cette croupe de la suivante. Il y avait eu autrefois une avalanche en cet endroit; la

pente était restée toute ravagée, et c'était en bas, à travers l'éboulis de pierres, que passait la route. Au milieu des roches effondrées, tout près de la route, se dressait un bouleau très grêle, absolument seul. Elle se le rappela au moment même où elle en approchait : par une pareille tempête, il était sans doute fracassé ? Non, il tenait bon. Elle s'arrêta tout près pour respirer. Il se penchait si fort qu'elle songeait à chaque instant : cette fois, il va se briser ; mais il se redressait aussitôt, souple et jeune. Elle-même ne pouvait rester en place, tant l'ouragan déchaînait sa fureur, juste à ce tournant. Mais le jeune bouleau qui dressait sa cime magnifique à une telle hauteur, le bouleau mince et frêle, restait debout, tout seul, sans aucune peine.

Cette vision la poursuivait encore, quand elle tourna du côté de la plage. Mais, juste à ce moment, la pluie, lancée par l'ouragan, se mit à lui cingler le visage ; chaque goutte était une flèche aiguë : « Grand Dieu! pensa-t-elle. Voilà ce que j'éprouverais, si j'essayais de résister à la tempête qui m'attend ! »

Les lumières des fermes, la seule chose qu'elle vît dans l'obscurité, ne parlaient que de paix. Mais elle savait ce que cette paix lui réservait.

Elle longea la baie d'un pas rapide; mais elle commençait à se fatiguer. Les images obsédaient sa pensée et lui voilaient peu à peu la réalité. C'étaient des souvenirs d'anciennes lectures. Quand elle s'efforça d'atteindre l'autre pointe, exposée elle aussi aux coups du large, la mer n'était plus la mer, mais un troupeau de monstres, à l'infini, qui hurlaient leur désir, de leurs gueules béantes. Et, dans l'air, c'était un vol effrayant d'oiseaux sauvages aux ailes énormes, qui avaient promis aux monstres de la leur jeter en pâture. Elle se cramponna de toute sa force à la paroi de pierre ; mais à cet endroit, il y avait un trou où elle tomba. « Il y a encore plus d'ennemis que je ne pensais », dit-elle en se retirant toute ruisselante. Heureusement, le promontoire était étroit; elle eût bientôt atteint le tournant suivant, près d'une nouvelle plage très large. Il n'y avait plus, après cela, qu'un cap à doubler. Ce n'était pas pour sauver sa vie qu'elle ne voulait pas être jetée à la mer, c'était pour sauver l'honneur. Si on la retrouvait sur la plage ou si elle disparaissait omplètement, tout le monde dirait qu'elle avait cherché la mort, et se demanderait pourquoi.

Mais, à ce moment, elle entendit, dans les ténèbres, aboyer le vieux chien lapon. Il était tout près. Elle avait marché plus vite qu'elle ne pensait, car elle était peu éloignée de la ferme. Maintenant, elle apercevait les lumières.

La seule pensée de rencontrer un être qui l'aimai l'émut profondément. Elle aimait la vie. Elle avait cessé de croire qu'elle était complètement inapte à l'existence. Quand cette voix connue jaillit des ténèbres pour l'appeler, elle tressaillit comme un naufragé à la vue de la terre.

Lorsqu'elle passa devant la ferme, le chien quitta son poste et s'approcha en aboyant doucement, tout humide et remuant la queue, pour avoir un mot d'elle. Elle lui donna quelques caresses d'adieu, puis s'éloigna rapidement. Bientôt, elle l'entendit aboyer de nouveau, mais d'un autre ton, plus sévère. Elle se rappela involontairement Jörgen. Elle n'avait cessé de songer à lui pendant cette dernière partie de la route, qui, d'ordinaire, ne lui rappelait que son père et les mille promenades qu'ils avaient faites dès son enfance, à pied ou à bicyclette.

Maintenant, le souvenir de Jörgen lui gâtait cette route, comme tout le reste. Elle ne pourrait plus passer là sans penser à lui. Elle ne pourrait plus faire un pas dans la vie sans lui échapper.

D'un geste involontaire, elle leva les yeux. Mais il n'y avait pas de ciel.

Très lasse, elle commença à faire le tour de la dernière pointe. Elle la dépassa pour la dernière fois, sans une pensée, sans un regret, mais aussi sans crainte.

L'acte qu'elle allait accomplir lui paraissait aussi simple, aussi nettement tracé que la route qu'elle foulait aux pieds. Celle-ci traversait maintenant les champs de Krogskog pour gagner l'embarcadère. L'obscurité était si profonde que ses yeux, pourtant habitués aux ténèbres, ne distinguèrent le mur blanc de la chapelle que lorsqu'elle en fut à deux pas. Sa pensée effleura un instant les tombes du cimetière, pour se reporter aussitôt à l'acte prochain. Elle mit résolument le pied sur le ponton et descendit d'un pas rapide. La menace de l'ouragan ne l'atteignait plus ; la pluie ne fouettait plus son visage. Dès qu'elle s'était retrouvée à Krogskog, la tempête n'était plus qu'une force amie et douce. La côte et les îles l'abritaient. En toute autre circonstance, elle aurait éprouvé un tendre apaisement à se sentir au milieu des siens, mais la pensée était muette en elle. Elle se hâtait machinalement. Machinalement, elle déboutonna son manteau pour trouver la clef de sa cabine : machinalement, elle la mit dans la serrure et ouvrit la porte. Mais quand elle fut entrée et se trouva dans l'ombre noire, ses sens se réveillèrent et l'épouvante la prit. La porte se ferma sous une dernière poussée de vent et la fit frissonner. Il lui sembla qu'elle n'était pas seule.

Elle allait donc se déshabiller et descendre l'escalier pour prendre un bain glacé. Glacé ! Puis, se rhabiller et rentrer pour trouver la fièvre et ce qui

en résulterait. Si la fièvre n'avait pas le résultat attendu, elle disposait d'un autre moyen. Elle l'avait trouvé dans le coffre secret de Mme Dawes. On attribuerait tout à la fièvre.

Mais maintenant qu'elle allait se déshabiller, elle sentit ses muscles se contracter et un frisson lui courir sur la peau. C'était l'eau, l'eau glacée où elle allait se plonger qui lui faisait peur! Brrr! Il y avait sans doute aussi de la glace tout au bord. Il faudrait marcher pieds nus sur la glace. Elle garderait au moins ses bas, plus tard elle les ferait sécher et personne n'aurait de soupçon. Mais cette eau glacée!... si elle avait une crampe en se baignant? Non, elle lutterait, elle nagerait. Mais si elle se coupait sur la glace en remontant? Elle garderait aussi ses vêtements de dessous. Mais ceux-là pourraient-ils être secs pour le lendemain? Oui, si elle les suspendait autour du fourneau. Elle fermerait sa porte et tout serait en ordre quand la bonne entrerait. Pourvu qu'elle gardât toute sa connaissance! Elle n'avait jamais été malade. Pas une heure dans sa vie.

Pendant ces longues réflexions, elle avait déboutonné son manteau. Elle aurait dû, ensuite, enlever son capuchon; mais il arriva, au contraire, qu'elle se mit, sans y songer, à dégrafer sa robe au cou, là où elle portait le médaillon de sa mère. A ce contact, ses mains tremblèrent, puis elle frissonna tout entière. Elle n'avait pas songé au médaillon depuis des années, pas plus d'ailleurs qu'elle n'y songeait en cet instant; son tremblement ne venait pas de là. Mais cela ajouta, en quelque sorte, à son tremblement. Elle allait être obligée d'enlever le médaillon! Pourvu qu'elle ne l'oubliât point! Non, car elle le mettrait dans sa poche aussitôt.

C'était fait...

Nouvelle épouvante! Très nettement, elle entendit sur le ponton un pas décidé qui se rapprochait d'elle de plus en plus. Son tremblement s'arrêta; instinctivement elle reboutonna sa robe, puis son manteau, vite, très vite. Qui avait donc à faire ici? En tout cas, ce n'était pas dans la cabine.

Justement, c'est à la cabine qu'on venait! Une main énergique saisit la porte et l'ouvrit; un homme d'une stature puissante, vêtu d'un long manteau et la tête encapuchonnée, emplit toute l'entrée. Puis, une petite lampe électrique éclaira à plein son visage. Mary poussa un cri farouche. C'était Frans Röy!

Une faiblesse la saisit, si grande qu'elle faillit tomber à la renverse, mais elle fut saisie et entraînée en moins d'un instant. Elle entendit que la porte se refermait violemment : elle se sentit hissée sur un bras et emportée. Impossible de dire une parole; lui-même ne disait rien.

Mais au bout de l'embarcadère, il s'aperçut qu'elle revenait à elle. Bientôt aussi, il l'entendit : « Vous êtes un brutal! » Pas de réponse. Aussitôt après, un effort violent pour se dégager, et de nouveau, avec une voix plus forte, plus claire : « Vous êtes un brutal! » Pas de réponse. Mais il l'entoura tendrement de son autre bras. Elle demande d'un ton farouche : « Comment se fait-il que vous soyez ici? » — Il ouvrit enfin la bouche. « Ma sœur », répondit-il.

Sa voix l'enveloppait d'une inflexion tendre. Mais elle résista. « Si votre sœur a de l'affection pour moi ainsi que vous, laissez-moi tranquille! » Il continua à marcher. « Laissez-moi, vous dis-je. C'est indigne! » Elle essaya de s'arracher à son étreinte si violemment qu'il dut la prendre autrement. Mais elle resta sur son bras. Alors, avec des pleurs dans la voix, elle dit : « Je n'accepte pas qu'on décide de moi! » Il répondit : « Vous pouvez vous débattre tant que vous voudrez, je vous ramènerai chez vous. Si vous ne m'obéissez pas, je vous ferai garder! » Les mots la prenaient comme une entrave de fer : elle se tint immobile : « Vous me ferez garder? » — « Oui, car vous n'êtes pas maîtresse de vous-même. »

Elle n'avait jamais entendu de sa vie une déclaration aussi absurde. Mais elle ne voulut pas discuter avec lui. Elle se contenta de répondre : « Et vous croyez que cela servira? » — « Je le crois. Quand vous verrez que nous faisons pour vous tout ce qui est en notre pouvoir, vous céderez, car vous êtes trop bonne. » Elle se tut un instant, puis elle dit : « Je ne puis pas accepter l'aide de quelqu'un qui n'a pas pour moi une estime entière. » Elle recommença à pleurer.

A ces mots, Frand Röy s'arrêta et leva comme il put la tête sous son capuchon : « Moi, je n'aurais pas d'estime pour vous? Croyez-vous que, sans cela, je vous porterais? Pour moi, vous êtes la femme la plus pure, la plus belle que j'aie rencontrée. Voilà pourquoi je vous tiens. Aussi, vous pouvez avoir fait toutes les folies possibles, je sais, moi, que si vous les avez faites, c'est pour obéir à vos plus nobles penchants. C'est impossible autrement. Si vous avez été trompée, si vous avez commis une erreur lamentable, — je ne vous en aime que plus, — maintenant, vous le savez! Et puis, vous êtes malheureuse à présent. Je pourrai être enfin quelque chose pour vous. C'est le plus grand bonheur qui puisse m'arriver. Je vous quitterai, si vous le voulez absolument. J'irai à l'autel avec vous, si vous voulez me témoigner cette confiance. Je tuerai ce coquin, si vous le voulez. Enfin, je ferai tout ce que vous voudrez, que diable, pourvu que cela vous rende heureuse. Car c'est ce que je souhaite de toute mon âme. »

Il se tut un instant, puis il reprit : « Quand j'essayais de vous rejoindre ce soir, j'éprouvais un tourment inexprimable. Je me disais : « Elle va se

jeter à la mer. Alors, il faudra que je m'y jette aussi. Par cette tempête, ce sera certainement la mort pour nous deux, mais tant pis ! Ce n'était pas non plus cela qui me tourmentait. Non, c'était de vous savoir si malheureuse, si désespérée. Comment pouviez-vous vous croire indigne de vivre, vous qui n'avez jamais pu commettre une action indigne, quand ce serait pour tout l'or du monde ? Jamais, jamais, je n'ai rencontré quelqu'un dont j'ai été plus sûr. Et je ne pouvais pas vous le dire ni vous aider. Je vous connaissais bien : je n'osais pas aller à vous.

« Mais je vous ai sauvée tout de même ! Car vous ne pouvez pas souhaiter mourir après ce que je vous ai dit, n'est-il pas vrai ? » Il l'avait entendue sangloter ; il l'avait sentie passer un bras autour de son cou avec une telle force qu'elle étouffait presque ses paroles. Il la laissa alors glisser lentement à terre. Mais le bras qu'elle avait mis à son cou ne le lâcha point. Quand elle fut à terre, elle lui entoura aussi le cou de son autre bras et s'appuya contre lui : elle sanglotait, mais sans amertume ; sa poitrine battait à l'unisson de la sienne, sur un rythme de joie...

... A Krogskog, on avait appris par le téléphone que Mademoiselle s'était mise en route par la tempête la plus violente qu'on eût vue. A chaque instant, on demandait de la ville si elle était arrivée.

La petite bonne et le chien étaient sortis plusieurs fois sur le perron sans que le chien eût aboyé. Enfin, il poussa un aboiement, puis courut à toute vitesse vers le bas de la côte.

Les gens de la maison avaient passé quelques heures d'angoisse. Ils ne trouvaient pas étonnant que, dans son malheur et dans son désespoir, elle eût voulu affronter la tempête. Elle en avait besoin, au contraire ! Elle avait besoin de risquer une vie, qui n'avait plus de valeur pour elle. Quand ensuite la petite bonne entra violemment en disant : « La voici, la voici ! » toutes les femmes pleurèrent de joie. Depuis longtemps, elles l'attendaient dans la maison bien chauffée, avec un dîner tout prêt. Elles mirent alors le couvert pour une personne de plus, car la petite Nanna, rentrant aussi violemment, annonçait qu'elle n'était pas seule ; elle avait entendu un homme parler. C'était Jörgen Thiis, pensaient-elles, qui arrivait enfin : « Non, ce n'était pas sa voix. C'était une vraie voix d'homme, cette fois. »

Le chien témoignait une joie folle à la revoir. Il pleurait, il criait, il sautait jusqu'à son visage sans vouloir s'arrêter. Quand Frans Röy lui parla, il l'accueillit aussitôt comme un vieil ami, mais il revint immédiatement auprès de Mary. La joie de ce petit être velu était contagieuse. Mary y devina la joie de Krogskog à la savoir sauvée. Morts et vivants la saluaient à l'envi. C'était sans doute le prélude d'une existence rajeunie et heureuse, quand elle pourrait enfin secouer l'ancienne épouvante.

Lorsque elle entra avec le chien toujours fou de joie, les trois bonnes se trouvaient là, avec la petite Nanna derrière elles. Elles allaient se récrier, mais elles s'arrêtèrent en voyant la stature formidable de l'homme qui la suivait. Car Frans Röy, enveloppé dans son manteau, avait un air surnaturel. Mais cela ne dura qu'un instant, bientôt, elles s'écrièrent : « Comment Mademoiselle a-t-elle pu sortir par un pareil temps ? Comme nous avons eu peur quand on nous a téléphoné de la ville ! Il y a un incendie en haut du village ; tous les hommes y sont. Sans cela, nous aurions envoyé une voiture à votre rencontre. Vous voilà enfin, Dieu soit loué ! »

Mary dissimula son émotion en se hâtant de monter. Sa chambre était chauffée ; elle alluma sa lampe.

« Tous ces soins, cet amour, pensait-elle, sont-ils chose nouvelle ? Ou bien n'y ai-je pas fait attention jusqu'à présent ? »

Le chien pleurait à la porte ; il fallut lui ouvrir. Sa reconnaissance fut si expansive qu'elle eut toutes les peines du monde à changer de vêtements et surtout à passer d'autres bas.

Elle se recoiffa, puis se rappela le médaillon de sa mère. Elle le prit et le rattacha à son cou. Puis elle le regarda — il y avait bien des années qu'elle ne l'avait fait — elle le serra dans sa main et y mit un baiser. Aussitôt après, elle alluma une bougie et traversa le couloir pour entrer dans la chambre de son père. Elle déposa la lumière, se pencha vers le lit et mit un baiser sur l'oreiller. Dehors, elle s'arrêta à la porte de la chambre d'ami. « C'est là qu'il couchera. On pourra ainsi la rouvrir demain : Il n'y restera plus de souillure. » Elle rentra dans sa chambre à elle et sonna. Quand la bonne fut entrée, elle lui dit de préparer du feu dans la chambre des hôtes. « C'est déjà fait », répondit la bonne. « Faut-il prendre la bougie de Mademoiselle et l'allumer ? »

Mary approuva et la regarda faire : « Ont-elles donc toujours été aussi dévouées ? » pensait-elle.

Pendant que la bonne achevait de préparer la chambre, Mary se dirigea vers l'escalier. Là, elle s'arrêta de nouveau. Le chien, qui était déjà descendu, remonta en courant : il ne voulait pas la perdre. Mary débordait de reconnaissance. Elle donna une caresse à la bête en attendant qu'elle pût payer sa dette envers tous. « Demain, — je suis trop fatiguée ce soir, — demain, je dirai tout à Frans Röy. Tout ce qui m'est arrivé. Tout ! Peut-être alors y verrai-je clair aussi. » Fière de cette pensée, elle descendit l'escalier ; mais elle s'arrêta avant d'être au bas. « C'est étonnant ! Oui, étonnant ! Il me semble que je pourrais le dire au monde entier. »

Le chien était à la porte de la chambre hollandaise; il flairait Frans Röy à l'intérieur.

Elle arriva derrière lui et ouvrit.

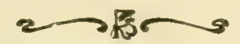
A peine était-elle sur le seuil, que Frans Röy s'écria, comme s'il lui avait coûté de se taire si longtemps : « Diable! Comme il doit faire bon ici! » A la vue du chien qui tournait autour d'elle, il ajouta : « Et comme on doit vous aimer! » Son visage rayonnait.

« En uniforme? » répondit-elle. « Oui. Savez-vous que j'étais à un grand dîner de mariage, quand on est venu me chercher? » Il se mit à rire.

Cette réponse donna une idée à Mary. Pendant que le chien mordillait et tirait sa robe, elle regarda joyeusement Frans Röy et pensa en elle-même, mais elle ne le dit pas : « Il y a déjà eu un général du génie à Krogskog »...

(*Fin*) BJÖRNSTJERNE BJÖRNSON.

(*Traduit du norvégien par* J. LESCOFFIER.)



OSCAR II ET LA SUÈDE

C'était au cours de l'été de 1901 : une excursion m'avait conduit en cette région de l'Indals-elfven, qui est l'une des plus pittoresques du Norrland suédois : de Sundsvall, j'avais gagné par le vapeur Bispgården, petite station de la ligne de Laponie — navigation très lente, le bateau remontant péniblement le fleuve, assailli par les troncs d'arbres qui filent dans le courant, et à coups sourds ébranlent les tôles de l'étrave : peu de passagers : quelques paysans, des équipiers de la Compagnie de flottage, des bûcherons, tous gens taciturnes et fort silencieux, quand l'ivresse ne les précipite pas aux disputes et aux rixes : population vigoureuse, entraînée aux rudes travaux de la forêt et du fleuve : dans tout le pays des sociétés financières se sont emparées du sol forestier : un prolétariat de manœuvres vit à leur merci : quelques paysans enrichis par la spéculation sont, dit-on, millionnaires : tout ce monde est infiniment rebelle aux manifestations... Pourtant, je les vis manifester le lendemain, ces bûcherons, ces forestiers-prolétaires, ces ouvriers des scieries et des fabriques de pâte de papier et aussi ces paysans cossus accourus à Sollefteå pour y « saluer » le roi : pendant la nuit les *gårds* s'étaient pavoisés : à toutes les clairières des drapeaux flottaient : une profusion d'oriflammes azur te or et de guirlandes de feuillage décorait les maisons de la petite ville. Le roi venait inspecter de nouvelles casernes. Quand le train royal parut, ce furent des acclamations enthousiastes : le roi sortit de la gare; les hurrahs furieusement désordonnés ne cessaient point : ils ne cessèrent presque pas de la journée. Oscar II, plus à l'aise, semblait-il, que parmi ses fonctionnaires et ses hobereaux de Stockholm, saluait, causait... Ce furent des heures cordiales et bruyantes; et rien n'était plus surprenant que cette spontanéité en ce Nord lointain, si orgueilleusement réservé, si ennemi des paroles oiseuses et des gestes superflus.

Oscar II était populaire : roi de Suède, de Norvège, des Goths et des Vendes « par la grâce de Dieu », l'assentiment des masses rurales fortifiait nos pouvoir. Il n'en avait point toujours été ainsi : Oscar II avait succédé à son frère Charles XV, dont la rondeur, l'exubérance quasi méridionale, les allures chevaleresques plaisaient à tous : Oscar II moins en dehors, et qui ne se livrait point, ne fit pas oublier Charles XV : le peuple ne le connaissait guère : ce marin, cet esthète avait beaucoup vécu hors de Suède; on redoutait son goût de l'indépendance, ses idées arrêtées, ses caprices de prince frondeur. « Le roi Oscar commença son règne sagement, prudemment, sans ostentation », lit-on dans les Mémoires de Louis de Geer; il eut à résoudre d'obscures et difficiles questions d'organisation intérieure; il dut changer l'orientation de la politique étrangère, et tandis que la Suède presque toute entière s'associait au deuil de la France, faire état de la force allemande, et même se rendre à Berlin (1874) où Guillaume le fêtait... Lentement Oscar II conquit ses sujets, et sans doute est-ce faire de ses qualités d'homme et de souverain le meilleur éloge que de le constater, cette conquête s'affermissait d'année en année à mesure que se développait ce long règne : la Suède était fière de ce roi orateur, poète, ami de la science : le peuple admirait les façons nobles et le langage aisé de ce grand vieillard à qui les années conféraient une majesté nouvelle.

* * *

Oscar II était populaire... avant la révolution norvégienne (1905). Mélancolie de cette fin de règne, de ces deux années et demi, qui ajoutent un post-scriptum de tristesse à une vie d'heureuse activité! La vieillesse est cruelle aux chefs d'État. Ce septuagénaire couronné parut brouillé avec la fortune : l'opinion publique s'en indigna... avec des formes et tous les ménagements que comporte un loyalisme foncier; il meurt avant d'avoir pu en appeler d'un jugement qui paraîtra avant peu sévère, et probablement injuste aux Suédois eux-mêmes.

Ce qu'on lui a reproché? — Sa politique, toute sa politique, et l'on dirait mieux encore son manque de politique vis-à-vis des Norvégiens, ses concessions, ses résistances, au total, une faiblesse qui appelait l'affront et devait le laisser impuni : voi

un fait : la constitution norvégienne obligeait le roi de l'Union à faire chaque année un séjour en Norvège ; avec une plus habile bonne volonté, Oscar II, dit-on, eut pu tirer de cette obligation de grands avantages : quelques prévenances — qui n'eussent guère coûté à ce roi aimable et séduisant — eussent fait merveille... mais il semble avéré que le séjour de Christiania ne plaisait point à Oscar II : ses voyages en Norvège, si favorables aux bonnes relations des deux gouvernements, furent écourtés, trop peu réguliers. On dit, on dit..., les historiens de l'avenir réviseront ce procès et détermineront les responsabilités. Nous voyons bien toutefois que l'absence d'une politique unionnelle n'est point imputable au seul souverain, que les ministres, le Parlement, la presse, le peuple suédois tout entier péchèrent par inertie, ou peut-être excessif optimisme : est-il point surprenant que les Suédois, aujourd'hui encore, connaissent si mal leurs voisins d'au-delà de la « quille » ? — Les Norvégiens ne sont guère mieux renseignés sur la Suède ; l'étranger qui parcourt ces deux pays constate ici et là une ignorance réciproque, d'où naissent de perpétuels malentendus — Et si Oscar II se laissa surprendre par la brusque initiative des Norvégiens, que dire du premier ministre Boström, s'écriant la veille de l'événement avec une jovialité confiante : « cela tiendra! » (det skall hålla ut!) .. Roi de l'Union, Oscar II était cependant Suédois avant tout : les Suédois ne sauraient lui en tenir longtemps rigueur : la dynastie était et entendait demeurer suédoise ; d'ailleurs l'agrément d'un séjour en Norvège n'allait pas pour le souverain sans d'assez vifs désagréments : à la frontière, on lui changeait son entourage, et jusqu'au petit personnel de sa maison : nouvelles livrées, nouveaux carrosses ; et, pour une cocarde ou un harnais suédois conservés trop longtemps, on vit la presse norvégienne protester violemment, et des polémiques naître ; détails infimes, qui toutefois empoisonnaient les relations des deux peuples ; et l'on imagine ce que devenait la situation du souverain, arbitre permanent d'une conciliation impossible.

Oscar II fut un pacifique : nul ne lui en fait ouvertement un grief : on lui reproche, toutefois, de n'avoir point su ménager à l'orgueil national une suffisante satisfaction ; les Norvégiens avaient si profondément blessé leurs voisins, — ils auraient pu réaliser le « divorce » par d'autres procédés, et certains d'entre eux le reconnaissent, tel B. Björnson, qui n'est point suspect de suédophilie, — ils avaient si parfaitement réussi à ameuter contre eux les plus respectables sentiments de l'âme suédoise, qu'une guerre fratricide parut un instant légitime aux meilleurs esprits ; cette guerre fut imminente : à la frontière, les Norvégiens déboulonnaient chaque nuit quelques traverses de leurs voies ferrées ; en Suède, les régiments se concentraient : tragique veillée des armes! rien ne ressemble plus à une veillée funèbre ! A Upsal, ville de la jeunesse, les étudiants ne chantaient plus leurs « sérénades » et leurs hymnes joyeuses : un soir, ils virent défiler des troupes qui gagnaient les quais d'embarquement ; nul enthousiame, mais une résolution froide qui n'excluait point le souci des terribles responsabilités... Oscar II ne voulut point la guerre : il travailla efficacement à l'empêcher ; on ne peut demander aux Suédois, éprouvés et meurtris, d'exalter bien ardemment cette sagesse ; peu à peu leur gratitude, qu'une obscure rancune empêche encore de se manifester, s'enhardira : ils reconnaîtront, avec toute l'Europe, que le geste de paix du vieux souverain demeure son essentiel titre de gloire.

Tout récemment un distingué historien, M. Carl Hallendorff, écrivait dans le *Svenska Dagblad* : « Les hommes ont coutume de chercher toujours un bouc émissaire, mais cette coutume est mauvaise et ne doit pas devenir suédoise. » Certes Oscar II ne sera point seul à porter devant l'histoire la responsabilité des événements de 1905 : peut-être s'en fût-on avisé plus tôt, si l'Union n'avait été l'œuvre de la dynastie bien plus que de la volonté nationale : c'est en effet l'un des fondements du système politique de Charles XIV Jean (Bernadotte) qui s'effondre : Bernadotte avait résolument mis un terme à cette lutte séculaire contre la Russie qui épuisait la Suède ; il avait transporté de l'est à l'ouest l'effort de la puissance suédoise : la Norvège, enlevée au Danemark, était une compensation à la perte de la Finlande, définitivement ratifiée : plan génial, a-t-on dit, plan fort habile en vérité, qui arrachait le peuple suédois à l'obsession slave, et lui assurait cent années de pacifique progrès. La Suède était épuisée par les guerres, démoralisée par l'alcoolisme, corrompue par une série de déplorables régimes politiques, victime désignée du premier potentat audacieux qui eût offert à l'Europe un partage... Elle fut sauvée par l'opportune politique de Bernadotte : elle vécut ; au cours du XIXe siècle elle reconstitua ses forces ; ses progrès pendant les trente-cinq années du règne de Oscar II furent immenses, progrès politiques : régularisation du système des deux Chambres substitué à l'encombrant appareil des anciennes diètes ; constante extension du droit de suffrage, développement des œuvres sociales ; — progrès économiques : création d'une grande industrie soutenue depuis une quinzaine d'années par une législation sévèrement protectionniste, multiplication des voies ferrées, des lignes de navigation, découverte et exploitation des considérables gisements miniers de Laponie ; — progrès scientifiques : inauguration de deux univer-

sités nouvelles, à Stockholm et à Göteborg, accroissement des vieilles Universités d'Upsal et de Lund, fondation de l'Institut et des prix Nobel, apparition d'une abondante littérature et d'un art original... A la mort du roi Oscar II, la Suède, avec ses cinq millions d'habitants, d'excellentes finances, une flotte, et surtout une armée; est redevenue une force avec laquelle l'Europe devra compter : elle aura son mot à dire dans cette question de la Baltique, que la rivalité anglo-allemande impose à l'attention universelle : elle le dira, et c'est pourquoi, sans doute, elle envisage sans enthousiasme les conseils de neutralisation que lui prodiguent d'inquiétants amis... Bernadotte, s'il reparaissait en ce monde, n'aurait point lieu de regretter le vigoureux coup de pouce dont il redressa la destinée de la Suède : il estimerait que ni son petit-fils ni la Suède n'ont payé trop cher tant de succès au prix de la déception norvégienne.

*
* *

Oscar II eût été, en quelque condition que ce fût, un homme distingué; et je n'entends pas répéter ce qu'ont proclamé à ce propos avec quelque exagération les journaux des deux mondes : troisième fils de Oscar Ier, il ne semblait pas destiné au trône : c'est pourquoi son éducation fut très supérieure à celle qui échoit ordinairement aux princes héritiers. D'après une légende, Bernadotte aurait reconnu en lui le mieux doué de ses petits-fils. Comme ses aînés, on le confia à Fredrik Ferdinand Carlsson, qui fut — historien, pédagogue, homme d'État — un vigoureux esprit; mais de très bonne heure, il échappa à la férule des maîtres : il voyagea, s'instruisit selon ses goûts, et dès son adolescence publia des vers; poète, il chante la mer, les gloires de la marine suédoise, un Claes Horn, un Nils Ehrensköld; plus tard, il sait dire les joies du foyer : poète, historien, orateur polyglotte, il a réuni ses principales œuvres en six volumes (1905) ; son éloquence est supérieure à sa poésie : la postérité seule connaîtra ses volumineux mémoires. — Il s'intéressait aux sciences; il institua, en 1884, des Conférences de mathématiques à Stockholm, et en confia l'inauguration à notre compatriote, M. Painlevé : lors du soixantième anniversaire de sa naissance, il donna un prix qui fut attribué à M. Poincaré; il subventionnait les explorateurs, les naturalistes..... Comme tous les Suédois, il demeura jusqu'à la fin de sa vie fort épris de la mer et de la vie maritime : chaque été il se rendait à Marstrand, l'élégante station balnéaire du Kattegat : il y vivait à bord de son yacht le *Drott*, que l'on voyait souvent mettre le cap sur Lysekil et Särö, et parfois pousser jusqu'au Gullmarsfjord.....

Il y a un an, à pareille époque, Oscar II paraissait très gravement atteint : le bruit de sa mort se répandit un soir dans la capitale ; ce fut de la stupeur ; un pareil événement en ces joyeuses semaines qui précèdent Noël ! le deuil semblait plus cruel de s'imposer au milieu des réjouissances traditionnelles; nous n'avons aucune idée en France de semblables solennités, la vie sociale tout à coup stimulée, les réunions de famille et d'amis multipliées, une foule rieuse emplissant des soirs et des soirs les rues des plus mornes bourgades, une fièvre de plaisir, je ne sais quelle attente de rêves et de richesses imaginaires s'emparant de tout un peuple.... ; à Stockholm les grandes rues marchandes ne désemplissent pas : on se presse en l'étroit boyau qu'est Drottninggatan, oublieux du long hiver, des frimas, des brumes, des lentes nuits de l'hiver noir qui s'achève, des rigueurs, des glaces et des tempêtes de l'hiver blanc qu'annoncent les premiers flocons de neige..... Un deuil public en décembre ! ce fut de la stupeur..... Aussi bien ignorons-nous, Français indisciplinés, les austérités d'un deuil public suédois : à la mort de Charles XIV Jean (1844) le gouverneur de Stockholm *enjoignit* à ses administrés de se vêtir de deuil pendant *six mois* : le « deuil national » (landssorg) fut encore proclamé au décès de Oscar Ier : ni Oscar II en 1872, ni Gustave V ce mois-ci n'ont voulu rééditer les anciennes prescriptions : le deuil de Charles XV n'en fut pas moins porté par la presque unanimité des Suédois durant trois mois : la même entente tacite va témoigner de la fidélité de ce peuple aux vieux usages... Voici donc noires des pieds à la tête les foules rieuses, voici ajournés, impossibles, les bals, les banquets; voici bouleversées les jolies devantures où ne devront plus paraître, quel que soit le commerce du tenancier, que des objets noirs et blancs ; et partout portraits du feu roi encadrés de crêpes, drapeaux cravatés de crêpe, des nœuds de crêpe aux boutons des portes, aux tables de restaurants, aux arbres de Noël surgis, forêts éphémères, à tous les carrefours et sur toutes les places... Un imposant cortège va traverser ces places, ces carrefours, une procession majestueuse se dérouler avec la belle ordonnance et la pompe que l'on aime à Stockholm, du palais royal à cette église de Riddarholm qui est le Westminster de la Suède : les Stockholmois, la Suède tout entière vont faire les plus imposantes funérailles à Oscar II : cependant que le cortège franchira les ponts, plus d'un assistant redira les vers de Snoïlsky :

« Citadelle des souvenirs, — Murmure des esprits de nos fastes, — orgueil et douleur — étrangement se mêlent à la joie. — Les vagues caressantes du Mälar s'unissent — de même, autour de ton ilôt, aux eaux salées de la Baltique. — Citadelle des souvenirs, — bronzes muets sur la place bruissante..... »

SVENN.

L'ABUS DE L'ESQUISSE DANS L'ART MODERNE

De toutes les leçons que le Salon d'Automne, et même les autres, moins représentatifs de la jeunesse, nous ont données, il n'en est pas de plus frappante que le délaissement de tout ce qu'on appelait autrefois la composition ou le tableau. S'il en existe encore des témoignages, ils sont dûs à des aînés : mais on ne trouve à peu près plus d'œuvres faites en ce sens par de jeunes peintres, et on dirait qu'ils n'y pensent même pas.

Nous ne voyons plus de tableaux, si l'on veut bien admettre qu'un tableau est la présentation d'une idée ou la suggestion d'un sentiment par le concours de décors, de figures et d'objets, associés et étudiés dans leur vérité et leur style en vue du renforcement de cette idée ou de ce sentiment. Nous voyons des études, et encore des études, et toujours des études. Au dernier Salon d'Automne il y avait une œuvre composée, une seule. C'était la décoration murale de M. Sert, qui est Espagnol.

L'indifférence des peintres récemment révélés est stupéfiante, lorsqu'il s'agit de la composition et du tableau. En général, ils peignent n'importe quoi, sans même chercher à disposer les objets d'une certaine façon. La manière de les peindre leur importe uniquement. Ils n'ont aucune préférence, aucune répugnance quant au sujet. Des pommes sur une assiette, un pot de fleurs, une femme dans un café, une femme nue, c'est ce qu'on rencontre un certain nombre de fois. La recherche du caractère, tant poursuivie par l'impressionnisme et qui nous a donné d'admirables illustrateurs de la vie sociale, cette recherche elle-même semble faiblir. On peint, comme le dit M. Th. Duret en parlant de Cézanne, « des personnages ne se livrant à aucun acte déterminé, pour le plaisir pur et simple de les peindre ». Les fleurs sont criardes, les femmes nues ont des pieds grossiers, des bras de laveuses, un épiderme vulgaire, un torse épais. Cela est sans importance. Le mot « laideur » n'a plus de sens pour l'artiste. Les expressions sont quelconques. Dans un groupe de trois ou quatre personnes, on ne sait au juste pourquoi il n'y en a pas une cinquième, pourquoi elles sont là. Elles n'y sont qu'à titre de valeurs picturales, on n'en pense rien, elles ne pensent rien, elles ne suggèrent rien, sinon que le peintre a su placer habilement un veston gros bleu à côté d'une robe jaune sur un fond vert. Beaucoup s'y entendent : on le constate et on s'en va. L'émotion d'art pourrait peut-être — cela s'est vu — être d'une qualité plus haute.

Il y eut un temps où l'on n'exposait jamais, auprès d'un tableau qui avait coûté des mois de travail, les « études » qu'il avait nécessitées. Puis on les montra pour intéresser les professionnels et initier le public à la façon dont l'artiste avait réalisé son œuvre. Maintenant on les montre, mais les œuvres n'existent pas. Sous prétexte qu'un artiste étudie durant toute sa vie, on n'expose plus que les études préparant une œuvre imaginaire. Les grands pianistes ne jouent pas que des gammes en public. Ils les font chez eux, et quand ils sont prêts ils donnent leurs concerts. Mais nos peintres ont trouvé le moyen de ne faire et de n'exposer que des gammes. C'est une dangereuse modestie.

Les raisons de cette méthode ne sont pas toutes artistiques. On a hâte d'être connu et de vendre, à Paris.

Nous voyons journellement des débutants faire des expositions particulières, dès qu'ils ont peint cinquante études dans leur villégiature d'été, à l'automne ils dérangent la critique et le public pour venir les voir. Autrefois un artiste ne tentait une exposition particulière qu'à l'apogée de son talent, et on le jugeait sur vingt-cinq ans de production, sur une sélection sévère. On se hâte d'exposer et de vendre. L'étude amuse l'amateur ; de petit format elle s'achète aisément et modestement. Elle a de grandes chances d'être jolie. Chacun sait qu'il est terriblement difficile de ne pas gâter une esquisse. Elle a le charme de l'impression vive, de l'inachevé, la saveur d'une confidence et d'une promesse. C'est pourquoi les cimaises des Salons sont garnies de jolies esquisses qui se renouvellent comme les jolis chapeaux de saison aux vitrines des modistes. Et à l'heure du défraîchissement rien n'est plus triste que ces esquisses et ces chapeaux. Mais on n'attendra jamais des modistes autre chose que des chapeaux, et des peintres on attend autre chose que des études.

C'est une grande erreur de croire que l'impressionnisme a causé cet abandon de la composition, Manet, Renoir, Degas ont désavoué la composition d'École. Mais ils en ont créé une autre d'après la vie contemporaine et ils ont donné du style à cette vie qu'on en déclarait dépourvue, Ils n'ont pas exprimé des idées, mais ils ont suggéré des sentiments et condensé l'essentiel de leur époque. Les paysagistes eux-mêmes, Monet, Pissarro, Sisley, s'ils ont conçu la composition du paysage autrement que Rousseau, Corot ou Constable, en s'attachant avant tout à l'étude de l'atmosphère, ont constamment pensé au caractère et à l'aspect décoratif. Il y a dans le plus fluide des Claude Monet une gradation des nuances qui équivaut à l'effort demandé par la composition du Théodore Rousseau le plus savamment combiné. Nous ne voyons plus ce souci actuellement. L'étude qui était une recherche est devenue

une fin. On n'entend parler que de « recherches », comme si la peinture était un trésor perdu.

Il y a certainement là une grave diminution des exigences de l'artiste envers lui-même. L'homme qui se borne à faire des études ne comprend pas qu'il y a un devoir d'art, auquel on est conduit par la sincérité : et ce devoir est autrement pénible à remplir! Un peintre qui met un ton à côté d'un autre et en fait intervenir un troisième pour contraster curieusement obéit à l'instinct de son art, mais il ne peut pas dire qu'il a accompli tout son devoir. Il s'arrête là où il devrait commencer. Cet amas d'études et cette absence de tableaux font songer à ces clowns qui, parodiant les hercules, gonflent leurs muscles et prennent des poses de télamons pour soulever un cerceau de papier. On n'aperçoit rien en tout cela de ce que M. Paul Adam formulait très heureusement naguère, c'est-à-dire « transformer un objet, par l'originalité de sa présentation, en motif de pensée ».

La « pensée » en peinture a été discréditée par les Académies, et l'impressionnisme en a démontré la prétention et le ridicule. Mais un peintre, s'il doit être avant tout un homme qui « pense en couleurs et en plans », n'en est pas moins une individualité qui participe de la vie sociale, en partage les passions, les émotions, les haines, les enthousiasmes, et tout cela doit nourrir son caractère et se retrouver, directement ou indirectement, dans ses toiles. C'est pour accentuer cette révélation de sa psychologie que son œil et sa main s'exercent et travaillent. On a eu raison de déclarer absurde une « pensée », qui consistait à faire abstraction de l'époque où l'on vivait, pour reconstituer des décors et des personnages du passé ou figurer par l'allégorie des idées générales dont la formule revenait à la poésie ou à la philosophie. On a eu raison de montrer par la théorie et l'œuvre que la « noblesse » et le style se trouvaient dans l'ambiance de l'artiste à mesure que se succédaient les époques. Mais ce n'était pas là de quoi autoriser la disqualification de toute idée et de toute expression et leur relégation systématique dans un domaine étranger à la peinture. En un mot, il n'y a aucune raison pour qu'un peintre se croie forcé d'être ignorant et inintelligent, parce que les académiques ont fait de la mauvaise peinture en ne pensant qu'au sujet. Et nous voyons cependant beaucoup de jeunes peintres, qui sont instruits, fins, curieux de lettres, et dont les œuvres donneraient à penser qu'ils se contentent d'une vision simpliste, grossière et banale de l'existence.

La peur de gâter leur peinture en s'aventurant dans les régions de la pensée pure leur défend de risquer toute synthèse. L'assemblage des tons est pour eux une occupation précise et incontestable en dehors de laquelle tout est péril. Ainsi arriverait-on à faire de cet art admirable une collection de recettes chromatiques où pourraient, à parler franc, briller de simples imbéciles, dotés par la nature d'une rétine délicate et capricieuse. Le peintre pourrait même être un imbécile volontaire, c'est-à-dire quitter, au seuil de l'atelier, ses goûts de lecteur et de mélomane, ses raffinements de mondain ou d'amoureux, ses tendresses de père ou de parent, ses émotions de patriote, ses opinions civiques, toutes les conceptions de sa vie morale et mentale, pour s'astreindre à ne rechercher que la façon d'empâter quatre pommes sur une nappe de telle sorte, qu'elles ne soient point les pommes du voisin. Après quoi, ayant satisfait à cette préoccupation, il s'accorderait le droit, ayant été « un artiste peintre », de redevenir un homme. Belle conception, devant laquelle on conçoit la savoureuse ironie de M. Degas, disant doucement de certains « qu'ils pourraient peut-être faire quelque chose de plus difficile que la peinture. »

Les gens de lettres ont encouragé les peintres, très franchement, à cette inertie mentale et morale. Ils considèrent que l'intelligence est leur lot, et n'aiment guère qu'un coloriste s'en préoccupe. L'esquisse leur plaît, parce qu'ils la complètent ou la transforment imaginativement, et ils gardent toujours une certaine rancune aux peintures parfaites, pour la raison qu'ils n'y peuvent ainsi collaborer. C'est également à ce désir d'adjonction personnelle, qu'ils doivent d'aimer la musique plus que tout autre parmi les arts étrangers au leur. Ils n'exigent donc des peintres qu'un ragoût de tonalités, et ce leur est un suffisant motif d'exciter leur fantaisie. Ou alors, s'ils cherchent l'expression complète d'une idée ou d'un sentiment dans un tableau, ils y veulent la précision documentaire de la littérature et le mérite pictural les laisse indifférents. C'est pourquoi de très grands écrivains ont aimé des toiles détestables, et pourquoi les meilleurs écrivains actuels sont tout disposés à tenir quitte un peintre, qui aura diverti leurs yeux par quelques taches violentes.

De l'ensemble de ces observations il résulte que nos nouveaux peintres sont tout paisiblement conduits à se contenter de peu, à esquiver toute difficulté véritable, à croire que leur art est dispensé de mentalité, à accepter sans fierté ce ravalement, et à admettre la paresse. Cette paresse ne les empêche pas de produire une foule de choses, mais elle s'exerce en chacune d'elles. Ils prennent l'habitude de s'ennuyer vite d'un tableau, et ils se rangent à ce qu'on pourrait appeler « l'esthétique de l'à-peu-près ». A force de parler de liberté dans l'interprétation de la nature, et de limiter leur art à ses données élémentaires, c'est-à-dire l'arrangement chromatique,

ils ne se servent de la nature que comme d'une gamme de tons et exécutent devant elle n'importe quel bout de tapis ou de cuir gaufré, avec l'unique souci que « cela fasse bien ». Cet exercice n'est pas très difficile, et M. Degas a raison. Nous voyons d'année en année plus de gens en être capables.

Cela s'acquiert bien plus aisément et plus vite que la virtuosité nécessaire à déchiffrer une sonate de Beethoven ou la science des rapports de termes exigible pour écrire un conte en bonne prose. Il suffit de n'avoir pas peur, de quitter tout souci de fidélité à l'âme et à la forme de ce qu'on représente, et de juxtaposer hardiment des tons entiers. La couleur « farà da se », et il y aura des chances qu'elle soit toujours amusante ou agréable par sa propre vertu, par sa matière ou son éclat. Jadis, on appelait cela de l'art d'agrément ; il est assez curieux de voir que beaucoup de nos plus farouches néo-impressionnistes se bornent à un résultat analogue. L'art pictural, c'est tout autre chose.

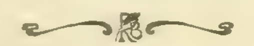
L'École a tellement discrédité les maîtres anciens en prétendant les continuer, qu'on a jugé inutile la discipline qu'elle leur avait empruntée, parce qu'avec cette discipline, dont ils tirèrent un si noble parti, elle ne produisait que des œuvres nulles. On n'a donc plus voulu aucune discipline et l'individualisme a été proclamé la commune mesure de toutes les intentions d'art. Cela est fort beau, de même que la suppression des privilèges des corporations a été un beau geste. Il n'en est pas moins vrai que la France y a perdu les ouvriers d'art qui faisaient son orgueil, et que la discipline des anciens forçait un jeune homme avide de gloire à marquer le pas et à ne se présenter publiquement qu'après avoir acquis la connaissance des profonds secrets de son état. Des ennemis de l'École et de sa discipline, comme Manet, Courbet, Millet, Degas, ont travaillé immensément. Leur individualisme s'est mis à l'école disciplinaire de la solitude et de la nature. Corot et Carrière ont fait de même. Jamais de tels maîtres n'ont pensé qu'on ne pût remplacer de mauvais principes que par la négation de tout principe, mais ils se sont attachés avec une pieuse ferveur à ceux qui leur semblaient plus véridiques, et cela leur a coûté plus de peine et de temps que tous les concours de Rome. Mais ils se sentaient, comme tous les grands, reliés à une tradition, et ils ne songeaient pas à inventer d'emblée la peinture. On a eu raison de délaisser le dessin académique, distinct de la couleur, et cette sorte de graphique qu'on remplissait de tons a semblé à bon droit une erreur d'art. On a donc lié le dessin à la couleur en le considérant simplement comme une propriété immanente des plans colorés, et comme la réaction des diverses radiations chromatiques entre elles. On a obéi aux lois de l'optique en « peignant le dessin », c'est-à-dire en cherchant les formes dans le coloris lui-même. Mais on en arrive actuellement à ne plus s'intéresser qu'à la tonalité, et on ne dessine plus du tout. Il faudra bien un jour en revenir à la bonne vieille étude au fusain et à la mise en place, à la « probité de l'art », comme disait prudhommesquement M. Ingres, sous peine de faire tout de guingois, comme il en va dans les peintures du pauvre Cézanne, qui était, paraît-il, astigmate et dont, au Salon d'Automne, cette tare oculaire fait école chez certains : un tableau n'est pas un tapis.

A émettre de telles réflexions on risque d'être dédaigné comme un apôtre du « bon sens ». Nous sommes dans un moment où l'on dépasse et déforme toutes notions, et où l'on n'admet plus rien, parce que l'on a été pressé de répéter des conventions poncives. Mais la terreur du poncif est elle-même une maladie bourgeoise. Le bon sens tel que l'entendait feu Sarcey était peu enviable, aussi peu que la noblesse de Cabanel. Le bon sens et la noblesse sont cependant de très belles choses chez un Anatole France ou un Degas, et il y a des données sans lesquelles on ne fera jamais rien. Le désir de la nouveauté à tout prix, qui obsède les jeunes, est une caricature de l'originalité, qui est un fait admirable. Acceptons de montrer du bon sens, et soyons sûrs que ce n'est pas celui de Sarcey, si nous déclarons qu'un Bouguereau, symbole de la poncivité académique, et une pochade hurlante et bouleversée exposée par un des « fauves », symbole de la dernière nouveauté, sont deux choses mêmement négligeables et bonnes à brûler, aussi laides et manquées l'une que l'autre, également nulles devant l'art, qui ne connaît ni les modes ni les snobismes. Que la seconde ait été faite pour démentir la première, il n'en est pas moins clair que les deux ne valent rien.

L'inconvénient de cette confusion et de ce laisser-aller, c'est que l'esprit académique y retrouvera peut-être une occasion de rentrer en faveur dans un public moyen, qui commençait à n'y plus croire, et certes ce n'est pas là un résultat heureux. On voit déjà paraître de-ci de-là des critiques réactionnaires, où sont malmenés pêle-mêle les sincères, les incapables, les chercheurs de réclame et les audacieux intéressants. Les excès de publicité et les embarras de certains marchands de tableaux ayant contribué récemment à donner à l'enthousiasme une couleur moins honnête qu'on ne l'eût supposée, tout fait craindre qu'après une période où la pioche n'avait pas ménagé les vieilles façades, on n'y apporte la pelle pour les rebâtir. Le premier bon tableau venu, soigneusement composé et peint, paraîtra merveilleux et sublime à un public excédé de ne voir que des études, des recherches, des harmonies et des

intentions. Une « tête d'expression » douée de quelque profondeur sacrera grand peintre le premier qui la présentera, depuis qu'on est las de ne voir que des figures noyées de reflets et considérées tout comme des arbres, des chaises ou des pots de fleurs, en tant que simples motifs de peindre. On recommencera à admirer la « science » à la Meissonier, qui n'est que la dextérité d'un monteur de pierres fines ou d'un fabricant de chronomètres, à force d'avoir vu grossoyer faces et décors du plat de la truelle chargée de pâtes. Ainsi a-t-on été fatigué des tableaux clairs où, pour obéir à la mode, après le triomphe de l'impressionnisme, tout n'était que blanc d'argent, vert véronèse, cobalt et jaune de chrome : et on a refait un succès aux peintres qui revenaient aux harmonies sombres de Whistler. Ces fluctuations amusent la galerie. Mais il est triste de constater qu'avec une égale affluence de talents la peinture actuelle, comparée à celle de jadis, décroît en force, en exigence de soi-même, en style, en noblesse de tentatives.

CAMILLE MAUCLAIR.



LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

Anecdotes historiques.

CH. GAILLY DE TAURINES : *Aventuriers et gens de qualité.* — CH. DE COYNART : *Une petite-nièce de Lauzun.* — FRANÇOIS-VINCENT TOUSSAINT : *Anecdotes curieuses de la cour de France sous le règne de Louis XV.* Texte original publié pour la première fois avec une notice sur Toussaint et des annotations par PAUL FOULD. — Comtesse DE BOIGNE : *Mémoires*, tome III.

Ce siècle était *poly*, de mœurs aimables et galantes — c'est le XVIIe que je veux dire — ce siècle était poly, aimable, galant, héroïque, héroïquement galant, aimable et poly : admire-t-on davantage le raffinement de ses mœurs polies, la grâce de son humeur galante, ou la barbare audace de ses entreprises héroïques? Admirez, dénigrez, appréciez, soupesez, analysez, comprenez, ne comprenez pas... nos ancêtres étaient tels, polys, aimables, galants, héroïques. Tels ils plurent, tels ils plaisent encore, et quand nous sommes bien las de notre temps, las de nos contemporains et de nous-mêmes, ces arrière-grands-parents sont notre refuge : leur vigoureux bon sens, leurs gaillardes vertus, leur diable au corps dissipent nos angoisses, nos inquiétudes, nos marasmes, tel l'astre fait s'évanouir dans la fraîcheur du matin les spectres de la nuit... Voici Bussy-Rabutin : il ne faut point exagérer le génie de Bussy-Rabutin : aussi bien ne faisons-nous point notre lecture quotidienne de sa *Correspondance*, qui est parfois étourdissante, de ses *Mémoires* qui sont médiocres... quant à l'*Histoire amoureuse des Gaules*, il y a longtemps que les collégiens ont trouvé mieux...; il n'est plus que de rares lettrés pour en savourer le haut goût. Bussy serait quelque peu oublié s'il n'avait eu la chance de naître le cousin d'une cousine, Marie de Rabutin-Chantal, marquise de Sévigné, dont le nom figurera longtemps sur les programmes du baccalauréat... Le meilleur de l'esprit de Bussy revit en sa cousine : le génie de la cousine, c'est l'esprit du cousin, affiné, discipliné par le goût, échauffé d'une secrète émotion... Mais Bussy, Bussy hétéroclite — précieux, grossier, frivole, fanfaron, soudard et petit maître, séducteur sans vergogne, père attendri, Bussy frondeur impénitent, courtisan obstiné, Bussy, raté truculent, Bussy malheureux, Bussy héroïque, Bussy célèbre par sa cousine et quelques rabutinades, Bussy n'est point un méprisable compagnon : il a quelques traits de Scarron, d'autres de Cyrano : on dirait d'un Retz trop spirituel : sa rosserie fait d'aventure songer à celle de Saint-Simon : d'avoir beaucoup fréquenté le grand Condé, il a gardé quelques-unes de ses allures : il est du grand règne, mais il a été jeune sous Louis XIII; il avait débuté à l'armée l'année du *Cid* : comme à tant d'autres qui se lancèrent dans la Fronde, l'enthousiasme cornélien lui avait un peu tourné la tête... Bussy est un personnage infiniment révélateur des mœurs de ce siècle, poly, aimable, galant, héroïque...

En 1648, Roger de Bussy, comte de Rabutin, âgé de trente ans, veuf, avec plusieurs enfants, s'est réfugié, car il n'est point riche, chez son oncle, Hugues de Rabutin, grand-prieur de l'Ordre de Malte : déjà notoire par son esprit, sa bravoure, ses bonnes fortunes, il n'est point riche; il enrage de ne l'être point : son père l'aiguillonne : « Voyez, répétait-il souvent, voyez M. de Chabot qui, pour sa bonne mine et pour sa belle danse, a épousé la duchesse de Rohan. Ne pouvez-vous donc faire ainsi ? » Bussy a bonne mine; il danse à la perfection.....

A deux reprises, grâce à la connivence du confesseur de la dame, Bussy aperçoit, agenouillée dans l'église des pères de la Merci, Mme de Miramion : Mme de Miramion qui est veuve, jeune, très-belle, possède quatre cent mille écus. Bussy s'éprend follement de ces quatre cent mille écus. Ces Miramion sont des robins : moins heureux que M. de Chabot, Bussy se mésalliera, Bussy épousera Mme de Miramion à la barbe de tous les Rabutin. — Les Miramion s'opposent à ce mariage. — Qu'à cela

ne tienne, Bussy enlèvera Mme de Miramion. — Et l'avis de la dame ? — Bussy *croit savoir* qu'elle ne le hait point : les confesseurs de ce temps étaient d'audacieux marieurs : tandis qu'il était au siège d'Ypres, Bussy reçut un rassurant billet :

« La dame en question, lui mandait-on, n'a pas la force de résister à ses parents qui vous sont contraires ; mais elle serait bien aise que, par une apparente violence, vous lui aidassiez à dire oui. »

Donc, la dame... d'ailleurs cela n'a aucune importance ! Femme enlevée, femme conquise ! Ainsi pense Bussy : le grand Condé, chef et ami de Bussy, ne pense point autrement : reconnaissez le solide bon sens de ces héros polys, aimables, galants... Les conseils et surtout la protection de Condé étaient précieux : Condé s'intéressait aux enlèvements : l'an 1645 il en fit réussir jusqu'à trois : Saint-Etienne qui enleva Mlle de Salnove, Coligny qui s'enfuit avec Mlle de Boutteville, Chabot que Mlle de Rohan consentit à accompagner jusqu'au château de Sully « où un prêtre qui passait sur la rivière de Loire les maria », étaient des protégés de Condé. Condé offrit à Bussy un château, une ville, une place forte de son gouvernement de Bourgogne et la mission d'annoncer à la cour la prise d'Ypres : Bussy refusa la forteresse, accepta la mission.....

A Paris, Bussy ne perd point son temps en enquêtes superflues : il sait que Mme de Miramion possède quatre cent mille écus : il apprend qu'elle villégiature aux portes de la capitale, en ce délicieux Issy :

« Nous avons été hier à Issy, écrira quelques années plus tard Mme de Sévigné, nous avons été hier à Issy où les rossignols, l'épine blanche, les fontaines et le beau temps nous ont donné tous les plaisirs innocents qu'on peut avoir. »

Bussy ne se met point en frais d'imagination ; il dédaigne les circonstances atténuantes, ne s'attarde point à choisir entre :

« L'enlèvement de nuit, l'enlèvement de jour
L'enlèvement pompeux, en carrosse de cour,
Avec laquais poudrés et frisés.

. . . .

L'enlèvement avec des torches — très joli ! —
L'enlèvement masqué qu'on appelle classique,
L'enlèvement galant qui se fait en musique,
L'enlèvement en chaise à porteurs, le plus gai. »

Brutalement, avec vingt cavaliers, Bussy charge un matin le carrosse de Mme de Miramion : de galantes épées tranchent les attaches de ces mantelets de cuir qui remplaçaient à la campagne les glaces des portières : à vouloir les écarter, Mme de Miramion s'ensanglante les mains ; on part ; dans les villages, aux paysans qu'ameutent les cris de la prisonnière, Bussy déclare : « Ne faites pas attention, braves gens, c'est une folle qu'on va enfermer par ordre du roi »... Le soir, on fait halte au pied d'un donjon : Mme de Miramion apprend le nom de son ravisseur, et comme Bussy, que l'attitude de la belle n'encourage point, s'esquive, son frère, qui était de la bande, prononce avec désinvolture ces nobles paroles :

« Madame, nous sommes ici deux cents gentilshommes, des amis et parents de M. de Bussy, mais s'il nous a trompés, nous vous servirons contre lui et nous vous mettrons en liberté. Il faut seulement lui faire entendre raison. Mais d'abord, pour vous tirer d'inquiétude, je dois vous faire connaître le lieu où vous vous trouvez : nous sommes à trois lieues de Sens, et le château qui vous abrite est la commanderie de Launay, dépendance de M. le Grand Prieur de Malte. Descendez, sur ma parole, Madame, et consentez à vous reposer. »

Mme de Miramion ne se reposa point, veilla en compagnie de sa suivante et de deux pistolets dont elle avait pu s'emparer. Le lendemain force fut bien de la relâcher : la maréchaussée s'était émue : six cents hommes s'armaient à Sens. Bussy salua sa victime avec la plus souriante aisance :

« Croyez, madame, croyez bien que je ne laisserai pas de demeurer toute ma vie votre très obéissant serviteur ».

Mme de Miramion faillit mourir de cette aventure : sa famille intenta un procès à Bussy : Bussy connut de brèves inquiétudes, que de plus graves déboires lui firent bientôt oublier ; Bussy était un malchanceux : il le demeura toute sa vie : son dernier ouvrage devait être un *Discours sur le bon usage des adversités*.

Simple anecdote, l'enlèvement de Mme de Miramion, par Bussy-Rabutin ! et je ne vous la donne point comme nouvelle..... Mais l'histoire des mœurs est faite d'anecdotes, mais celle-ci est infiniment significative, mais Mme de Miramion est gracieuse et touchante, mais Bussy n'est point un héros banal..... M. Ch. Gailly de Taurines a été bien inspiré de préciser les circonstances de cette rabutinade. Il nous entretient en outre fort aimablement de la Pompadour, des fêtes de Bagatelle..... Au reste, M. de Gailly de Taurines ne se pose point en grand historien.....

*
* *

M. Ch. de Coynart a plus de prétentions, qu'il ne justifie pas : M. Ch. de Coynart est un assez méchant écrivain ; oui, M. de Coynart écrit platement : la can-

deur de M. Ch. de Coynart ferait merveille en un récit édifiant : elle est fort déplacée, elle choque en cet extraordinaire roman picaresque qu'il lui fut donné de reconstituer.

Cela commence dans le meilleur monde : nous retrouvons les contemporains de Bussy, les courtisans du grand roi, aimables, galants et, en vérité, héroïques : furent-ils point tout un groupe à condamner la politique exagérément prudente (!) de Louis XIV! Ces mécontents, deux fois héroïques, désobéirent au maître et volèrent au secours de l'Empire, que les Turcs malmenaient : ce fut, les Lauzun, les Conti en tête, une assez belle équipée : il y eut de glorieux épisodes : l'incident que retient M. Ch. de Coynart témoigne de cet esprit d'humanité par où déjà se distinguait la France : les Impériaux venaient de s'emparer de la place de Nehausel en Hongrie : survient notre folle noblesse, que l'horreur du massacre déconcerte : à peine « MM. les Princes » peuvent-ils sauver « quelques personnes ». Le chevalier de Lauzun sauve un enfant au maillot, une fillette : « l'instant où elle lui doit la vie a créé en lui des entrailles de père. » Lauzun élèvera Julistanne, fille du pacha de Nehauzel.

Ce fut en réalité la comtesse de Nogent, sœur de Lauzun, qui prit soin de l'éducation de Julistanne : joli roman de cette petite « Turquesse » que l'on habille à l'orientale, et qui se plie aux grâces, aux jeux, aux galantes façons d'Occident... elle épouse le fils de sa bienfaitrice, et du coup se brouille avec la comtesse et, partant, avec les Lauzun, les Bautru, les Vaubrun, les d'Estrées, les d'Aydie, les Gontaut-Biron et toute cette judicieuse aristocratie qui n'entend point se mésallier à vil prix.... Cette histoire commence dans le meilleur monde : devenue comtesse de Nogent, Julistanne est exilée des galantes compagnies où fut fêtée son adolescence : veuve, Julistanne est une déclassée, et sa fille... sa fille est une paria qui se commet avec d'étranges espèces : cette histoire s'encanaille et s'achève dans le brouhaha d'un pittoresque tohu-bohu.

J'eusse souhaité à M. Ch. de Coynart un peu, si peu que ce fût, de la verve et de l'ironie de Lesage : l'ironie de M. Ch. de Coynart est d'un poids effroyable ; sa verve... : les documents de M. Ch. de Coynart sont si abondants et si précis qu'il convient de s'en contenter. Et puis, nous avons tant de plaisir à reconnaître ces personnages entrevus à travers le théâtre et le roman du XVIII[e] siècle, ce porteur d'eau-organiste-claveciniste, protégé d'une Warens parisienne, ce peintre-cocher, ces laquais-confidents, ces valets de comédie, ces abbés collaborateurs du lieutenant de police, ces soubrettes, ces financiers véreux, ces huissiers, ces aigrefins; ce livre confirme les *Confessions*, *Turcaret*, *Gil Blas*...

*
* *

François-Vincent Toussaint corrobore M. Ch. de Coynart... un philosophe au XVIII[e] siècle fréquente les mondes les plus divers : avant de se fixer en Prusse, François-Vincent connut les vicissitudes de la fortune : le roman de sa vie intéresserait, si même ses œuvres n'intéressaient point; ce n'est pas le cas : Toussaint, trop oublié de nos jours, enthousiasma ses contemporains à l'égal de Voltaire et de Diderot; nous préférons, c'est entendu, Diderot et Voltaire, mais enfin Toussaint supporte encore la lecture. Son livre des *Mœurs* fut condamné « à être brûlé, comme contraire aux bonnes mœurs, scandaleux, impie et blasphématoire » : Tel avait été le sort des *Lettres anglaises* et de l'*Histoire de l'âme* et des *Pensées philosophiques* : le Parlement haussait Toussaint au rang d'émule de Voltaire, de La Mettrie et Diderot. D'ailleurs, l'heureuse condamnation des Mœurs n'était point due à la seule hardiesse des opinions de Toussaint : un contemporain nous l'apprend : « Quelques portraits de gens connus, indiscrètement mis au salon, ont apparemment contribué à la petite disgrâce du papier brûlé » — Toussaint a peut-être établi le fondement philosophique du droit des minorités : il voulait « qu'on décide les contestations en justice au plus petit nombre des voix, et non à la pluralité, parce que, dit-il, il est plus raisonnable de supposer qu'il y ait cinq conseillers prudents sur vingt-cinq, que de présumer qu'il y en ait vingt. » Parmi les nombreux mémoires qu'il présenta à l'Académie des sciences de Berlin, celui qu'il intitula : *Des inductions que l'on peut tirer du langage d'une nation par rapport à sa culture et à ses mœurs*, annonce les plus ingénieuses méthodes de la grammaire comparée. Ailleurs Toussaint résume la philosophie pratique de son temps : « Plus on est sensible, plus on existe » ; à le bien lire, son discours sur la *Sensibilité pour autrui* implique la notion de solidarité. Enfin Toussaint est l'auteur de ces *Mémoires secrets pour servir à l'Histoire de Perse*, que l'on attribua à Antoine Pecquet, à Rességuier, à la Beaumelle, à M[me] de Vieux-Maisons et qui ne sont ni de M[me] de Vieux-Maisons, ni de la Beaumelle, ni de Rességuier, ni de Pecquet, étant de la main de Toussaint, ainsi que le prouve M. Paul Fould ; en les publiant, M. Paul Fould restitue à ces Mémoires leur vrai titre, titre peu ambitieux, si l'on observe que Toussaint esquisse en ce livre un demi-siècle d'histoire politique et militaire : au reste, Toussaint ne dédaigne pas les plus menues anecdotes : connaissez-vous celle qu'il rapporte sur certain abbé de Broglie :

« Un jour, M. le Régent, ayant bu de son vin et l'ayant

trouvé très excellent, le pria de vouloir bien lui en faire avoir de même. Il ne manqua pas d'en envoyer à M. le Régent qui, étant satisfait de l'envoi qu'il lui avait fait, voulut le lui payer. Mais M. l'abbé de Broglie lui envoya un mémoire de la dépense conçu en ces termes :

Pour du vin de Bourgogne et autres vins : zéro.
Total : l'Abbaye du Mont-Saint-Michel.

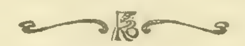
Ce qui plut à M. le Régent, et la lui accorda. »

*
* *

Et ce sont des anecdotes, des anecdotes, des anecdotes que nous conte Mme de Boigne ! Nous voici au troisième volume : trois volumes d'anecdotes ! Il y avait longtemps qu'on n'en avait déversé pareille abondance sur la tête du public. Le public ne proteste pas : le public est prêt à subir les pires indiscrétions de cette bavarde comtesse, que dis-je ! à les solliciter : le public est friand d'anecdotes... Les anecdotes nous font connaître l'histoire des mœurs : elles éclairent la psychologie des hommes et des femmes célèbres : elles peuvent être le point de départ de profitables méditations : littérature didactique, mais non pédante ! On n'est jamais sûr de leur authenticité : délicieuse incertitude ! la morale d'une anecdote nous déplaît-elle, nous la récusons au nom de la critique historique. Littérature didactique, mais fort peu dogmatique, variée, vivante, qui fournit aussi bien un aliment à une pensée vigoureuse ou un dérivatif à la veulerie intellectuelle de nombre de nos contemporains : littérature vieille comme le monde, littérature d'avenir...

Tel le héros du théâtre classique, la comtesse de Boigne demeure fidèle à elle-même : ni son caractère ne se dément, ni son esprit ne chôme : adorable comtesse, frondeuse, impertinente, remuante, curieuse, bavarde, spirituellement bavarde... Ce troisième volume s'ouvre sur une peinture du salon de la princesse de Poix : la comtesse de Boigne y rencontre tout Paris, et spécialement une « coterie » demeurée étrangement XVIIIe siècle, affectée et « sensible », Mmes de Chalais, d'Hénin, de Simiane, de Damas, MM. de Chalais, de Montesquiou, de Damas, de Lally : la comtesse de Boigne raille les pamoisons de ces dames, les larmes de ces Messieurs ; on appelait M. de Lally « le plus gros des hommes sensibles » ; la comtesse le Boigne le « définit le plus plat des hommes bouffis ». Adorable Boigne, nous reconnaissons votre verve ; le temps n'affaiblit point l'entrain de votre satirique génie ; vers la fin du volume, vous voici, au lendemain des trois glorieuses, en visite chez M. de Chateaubriand : accompagnée de Mme Récamier, vous rejoignez le grand homme dans son cabinet de travail, auquel vous trouvez « l'air un peu cabaret ». M. de Chateaubriand est assis devant une table : « elle était couverte de beaucoup de livres, de papiers, de quelques restes de mangeaille et de préparatifs de toilette peu élégante ». M. de Chateaubriand est en robe de chambre et en pantoufles, coiffé d'un mouchoir rouge et vert. M. de Chateaubriand enrage : il invective Louis-Philippe, Charles X, les ministres de Charles X ; vous nous dites, non sans sourire, ses invectives, ses « fureurs », son programme ; vous êtes un témoin imperturbable, votre amitié est presque aussi redoutable que vos antipathies ; vous êtes une mémorialiste parfaite...

LUCIEN MAURY.



LA PRIÈRE DE MA MÈRE

Le jour n'est plus : la nuit n'est pas encor : c'est [l'heure
Indécise du soir dite « entre chien et loup »,
Où le premier baiser de l'ombre vous effleure,
Tout, peu à peu, sombrant dans du vague et du flou.

Les barques, tout à l'heure errantes sur la baie,
Sont à l'ancre le long du môle, maintenant ;
Un phare à l'horizon s'allume, qui balaie
La mer, tantôt blanc, rouge et vert, d'un feu [tournant.

Le silence n'est plus troublé sur la falaise,
Que par une chanson lointaine de douanier.
Ou le pas d'un pêcheur rentrant chez lui, tout aise
D'avoir un abondant poisson dans son panier.

Il fait doux : il fait bon : la mer haute s'étale.
Paisible, ainsi qu'un lac, après l'effort du flux,
Et l'on est sûr que, dans sa masse horizontale,
Pendant quelques instants rien ne bougera plus.

Ma mère a terminé sa tâche ; elle est contente,
Ayant, un jour de plus, soigné ces fleurs qui font
Ses délices, et rien, à présent, ne la tente
Que d'être seule un peu devant le ciel profond.

Ma mère, alors, suivant une chère habitude
Pour elle devenue un devoir journalier,
Et bien que tout effort à ses vieux ans soit rude,
Gagne sa chambre à pas traînards, par l'escalier.

La mer, le ciel qu'elle a tant vus ne l'ont blasée
L'un ni l'autre de leur splendeur, et, chaque soir,
Elle s'en vient vers eux, tout contre la croisée,
Dans le même fauteuil de l'ancien temps s'asseoir.

Ah ! ce n'est pas la voix des rêves qui l'appelle !
Elle n'est point femme à rêver languissamment.
Mais sa chambre aussitôt se transforme en chapelle
Où sa prière va planer, un long moment.

Elle savoure autant que toute autre, sans doute,
L'heure de pourpre et d'or où le soleil s'unit
Aux flots, mais voyageuse attentive à sa route,
C'est Dieu qu'elle aperçoit partout dans l'infini.

Pour elle, la Beauté n'est rien sans la Prière
Et, pensive, en profil perdu sur l'horizon,
A sa fenêtre ainsi qu'au fond d'une verrière,
On dirait une sainte en état d'oraison.

Silencieusement, elle adore, elle admire,
Du commencement sûre autant que de la fin,
Et sa prière, mieux que l'encens et la myrrhe,
Est accueillie au ciel par le Maître divin.

Sa prière n'est point l'aspiration vague
D'un poète qu'émeut le soir tombant, mais dont
L'émotion parmi trop de rêves zigzague,
Comme un bateau sans gouvernail, à l'abandon.

Sa prière est précise et ferme; c'est un acte
D'humilité, da'mour, d'espérance et de foi,
Qu'elle accomplit avec la connaissance exacte
Des grâces dont il faut solliciter l'envoi.

Epouse en même temps que mère et que grand'mère,
Avec le ciel elle a de muets entretiens
Où, perspicace et tendre ensemble, elle énumère
Les bienfaits qu'elle attend de Là-Haut pour les [siens.

Et, face à la lueur du phare, c'est elle,
Ce souhait, qui s'achève en pleurs, qu'à ses enfants
Luise pareillement la Lumière Eternelle
Pour les conduire où sont les célestes Levants.

Que ma prière, uniquement sentimentale,
Est peu de chose auprès de celle-là ! Rêveur
Que la chimère emprisonna dans son dédale,
Je dédie à de vains mirages ma ferveur.

Quand, par un coucher de soleil, je m'extasie,
Ce que j'y cherche, hélas ! ne s'y rencontre pas,
Et ce n'est que du rêve et de la poésie
Qui me font les bras plus rompus, les pieds plus las.

Quelques-uns des plus beaux paysages du monde
Parfois sont apparus à mon désir errant :
Golfes bleus, îles d'or que la lumière inonde...
J'en rapportais un mal encor plus torturant,

Etant le voyageur nostalgique qu'envoûte
Un idéal insaisissable de beauté,
Et qui, de ne pouvoir l'étreindre en ses bras, toute,
Pleure tout bas comme un enfant désenchanté.

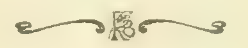
La joie en moi laissait une saveur amère.
L'extase n'était plus qu'un lancinant tourment.
Faute d'avoir appris, avec ma sainte mère,
A goûter l'une et l'autre en Dieu, divinement.

Je l'ai trouvée assise ainsi, des soirs sans nombre;
Je demeurais au fond de la chambre, écoutant
Le bruit du chapelet de ma mère, dans l'ombre,
Pris d'un confus regret de n'en pas faire autant...

Je ne resterai plus, mère, près de la porte,
Et vous verrez, à son premier retour chez nous,
Entrer dans votre chambre un fils d'une autre sorte
Qui posera son front meurtri sur vos genoux,

Pour qu'il vous soit enfin donné de reconnaître
Cet enfant dont la voix sur la vôtre épelait
Sa prière, dans l'homme auprès de la fenêtre
Récitant avec vous, mère, le chapelet !

EDOUARD BEAUFILS.



THÉATRES

Opéra-Comique : *Iphigénie en Aulide*, tragédie lyrique en 3 actes de GLUCK.

Après une longue série de répétitions et des remises successives, *Iphigénie en Aulide*, le premier en date des chefs-d'œuvre de Gluck qui furent interprétés à Paris, vient de nous être rendu. Fidèle au principe que nous lui connaissons de ne rien offrir au public qui, au point de vue de la mise en scène, ne le satisfasse pleinement, M. Albert Carré se devait à lui-même, il devait à notre attente, d'y apporter d'autant plus de soins qu'il s'agissait d'une solennité lyrique comme malheureusement nous n'avons que peu d'occasions d'en voir à Paris. Sans doute s'est-il rappelé aussi que, dans l'histoire de l'interprétation au théâtre, les études primitives pour la mise en scène de cette *Iphigénie* étaient demeurées légendaires, puisque Gluck qui les conduisait avait exigé six mois de répétitions. Il n'a pas voulu se montrer moins difficile que le maître lui-même, sachant par expérience ce que représente l'interprétation dans l'effet total produit par un ouvrage dramatique.

L'auteur d'*Iphigénie* n'en méconnaissait pas l'importance, lui qui posait en termes mémorables les limites séparatives de la musique dramatique et de la musique symphonique :

... « Quand j'ai réussi au théâtre, j'ai remporté le prix que je me proposé. Il doit m'importer peu, et je vous jure qu'il m'importe peu en effet, d'être trouvé

agréable dans un salon ou dans un concert. Si vous avez été souvent dans le cas de vous apercevoir qu'une bonne musique de concert n'a point d'effet au théâtre, il est dans la nature des choses qu'une bonne musique de théâtre ne réussisse pas dans un concert. Que diriez-vous d'un homme qui, placé dans la galerie haute du dôme des Invalides, crierait au peintre qui serait en bas : Monsieur, qu'avez-vous prétendu faire en cet endroit : est-ce un nez? Est-ce un bras? Le peintre lui crierait de son côté, avec beaucoup de raison : Monsieur, regardez, descendez et jugez vous-même. »

Saisissant apologue d'un esprit qui raisonne son art et aime à en raisonner, qui envisage dans leur réalité les lois de l'Esthétique, quel bénéfice n'en tireraient-ils pas, s'ils en voulaient tenir compte dans la composition de leurs programmes, nos chefs d'orchestre parisiens, gens obstinés qui peuvent être très forts dans le détail de leur spécialité, mais d'une intelligence artistique au-dessous du médiocre! Gluck avait le sens le plus merveilleux des conditions d'existence de l'art lyrique, qui l'amenèrent à formuler des vues dépassant cet art lui-même. N'est-ce pas lui, par exemple, qui répondait aux critiques lui reprochant, dans cette même *Iphigénie*, d'avoir fait sans cesse répéter le même chant aux chœurs des soldats :

... « Les *grandes passions n'ont qu'un accent* : ici les soldats demandent la victime. Toutes les autres circonstances sont nulles à leurs yeux : ils ne voient que Troie et le retour dans leur patrie. Ils ne doivent proférer que les mêmes mots, et toujours avec le même accent... J'aurais pu, sans doute, faire un plus beau choix musical. *Mais je n'aurais été que musicien* et je serais sorti de la nature que je ne dois jamais abandonner... Une beauté déplacée n'a pas seulement le désavantage de perdre une grande partie de son effet. Mais elle nuit en gênant le spectateur qui ne se trouve plus dans la disposition nécessaire pour suivre avec intérêt la marche dramatique. »

Ce n'est pas, croyez-le, pour le vain plaisir d'encadrer une citation facile que nous avons détaché ces deux morceaux. Sentez-vous pas que toute la théorie wagnérienne, qui devait par la suite faire une fortune si retentissante, se trouve annoncée par les déclarations d'un artiste pleinement conscient? Soixante ans plus tard, Richard Wagner ne dira pas autre chose... J'ajoute même : il ne le dira pas mieux. Sans doute le reprendra-t-il avec une plus pressante insistance : il le formulera en lui donnant l'imposant appareil d'un corps de doctrines méthodiquement déduites. Mais tout l'essentiel de sa théorie est déjà incluse dans la formule lapidaire de son plus illustre ancêtre.

La première *Iphigénie* de Gluck, que vient de reprendre l'Opéra-Comique, et qui n'avait pas reparu sur une scène française depuis la date où elle fut donnée grâce à l'appui de Marie-Antoinette en 1774, est la plus soutenue, la plus égale, la plus pondérée, j'allais dire la plus racinienne des grandes œuvres du maître. Laissons à part l'*Orphée* qui demeure, à mon sens, l'œuvre unique, celle où il s'est le plus complètement exprimé, — la scène des Enfers et celle des Champs-Élysées laissent en effet l'impression d'un idéal de beauté auprès de quoi tout pâlit — cette première *Iphigénie* nous offre des sommets moins élevés sans doute que la seconde, des parties moins sublimes peut-être, mais en revanche un intérêt plus continu, une action plus humaine et plus vivante. La figure de la jeune vierge sacrifiée au destin domine la pièce de sa grâce rayonnante, de sa résignation qui dépasse le caractère antique — car elle a des accents que n'eût point avoués Euripide — où l'on sent qu'a passé le souffle du génie chrétien, celui de Racine et de Gluck, et celui de Glcuk plus encore que celui de Racine. Bien plutôt qu'une princesse grecque s'inclinant devant la volonté des dieux, l'Iphigénie de Gluck est une vierge chrétienne qui se résigne au sort que lui impose son Dieu : c'est presque une martyre, et dans tous ses accents, j'entends la notation musicale, bien plutôt que les paroles, — soit qu'elle s'adresse à Achille, soit qu'elle tente d'apaiser Clytemnestre, ce qui domine en elle, ce qui lui imprime la vraie marque, c'est l'acceptation, c'est le renoncement aux joies de la vie, doctrine issue toute entière de la pure croyance chrétienne.

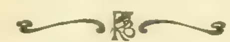
Pour importante et centrale qu'elle apparaisse, la chaste figure de la vierge grecque n'est pas absorbante au point d'atténuer l'intérêt des autres... autrement dit, et pour user d'une image qui fera bien comprendre ma pensée, elle n'est pas celle sur qui se concentrent tous les rayons. Orphée a ce caractère absorbant, Armide également : ils ne sont pas seulement les personnages essentiels du drame... ils sont, eux seuls, *tout le drame*. Iphigénie n'en est que l'occasion et la principale figure. Aussi y a-t-il place pour d'autres sentiments que cette résignation touchante et ingénue. Iphigénie a la grâce... mais sa mère Clytemnestre a la force et l'emportement, rendus par le génie de Gluck avec une souveraine puissance. Clytemnestre est aussi importante dans le drame qu'Iphigénie elle-même, et les accents que le musicien met dans sa bouche sont aussi essentiels à l'harmonie de l'œuvre que ceux-là même d'Iphigénie; je dirai même, ce sont ceux qui marquent le mieux sa date, car si Iphigénie est presque une vierge chrétienne, Clytemnestre est bien une mère grecque. Dans les deux morceaux où elle s'exprime toute, au second acte, quand elle supplie Achille et

qu'elle embrasse ses genoux dans l'intérêt du salut de sa fille, au troisième acte, quand sa douleur atteint presque la folie, l'hallucination, elle arrive au plus haut degré de pathétique, dans l'expression musicale des émotions de l'âme, à un degré que le maître d'*Orphée* n'a jamais dépassé.

Il y aurait évidemment beaucoup à dire, et des réserves importantes à faire touchant l'interprétation actuelle de ce chef d'œuvre. Ce qui manque le plus, on le devine, c'est une *tradition*, et vous devinez bien ce que j'entends par là : une tenue, une attitude d'ensemble, et c'est là ce que seule peut imprimer à un groupement d'interprètes l'habitude de jouer en commun des œuvres ayant un style... ce que possédait jadis au plus haut degré la Comédie-Française, ce qu'elle n'a pas encore perdu. Et ce caractère, la troupe de l'Opéra-Comique ne saurait le posséder en son ensemble, puisqu'elle a coutume d'interpréter les œuvres les plus disparates, et dans lesquelles la musicalité est de l'ordre le plus divers : c'est un assez mauvais entraînement en effet, pour figurer les Achille et les Agamemnon, que de tenir sa partie dans les drames réalistes de M. Alfred Bruneau ou de M. Richepin, car les déhanchements des mitrons et des paysans préparent mal aux fières attitudes des héros grecs Dans la présente distribution des rôles, un défaut de convenance physique est le plus grave obstacle à la vraisemblance des personnages : tandis que nous nous représentons en effet la vierge grecque sous des traits menus et délicats, il se trouve que Mlle Bréval a la carrure imposante d'une matrone, et le bouillant Achille, type légendaire du héros que rien n'arrête et qui brise tous les obstacles, est incarné par M. Beyle qui est tout menu et presque chétif. Ce sont exigences de distribution contre lesquelles on ne saurait aller, quand il y a la question de la *voix* qui prime tout. Et pourtant cela nuit terriblement à l'illusion scénique. Cela n'enlève rien d'ailleurs aux qualités vocales de Mlle Bréval, lesquelles sont de premier ordre et se sont affirmées à nouveau dans *Iphigénie*, comme nous les avions admirées déjà dans *Armide*. Mme Brohly fait, à côté d'elle, une Clytemnestre du plus beau tempérament dramatique. Si maintenant on réfléchit à la somme d'efforts et au labeur continu qu'implique la mise au point d'une œuvre pour laquelle Gluck exigea en 1774 six mois de répétitions, il faut avoir quelque indulgence pour des défaillances inévitables, et songer qu'après tout une tragédie lyrique de Gluck montée à l'Opéra-Comique, c'est au moins deux pièces de M. Bruneau et tout autant de M. Erlanger qui nous sont épargnées !

A l'issue de telles représentations, qui laissent l'impression du génie souverain, et trouvent un retentissant écho dans l'âme des spectateurs assemblés, une question toute logique vient assiéger l'esprit de quiconque éprouve le moindre besoin d'associer des idées : Pourquoi de telles solennités sont-elles si rares sur une scène nationale, et pourquoi surtout, quand une fois on a pris la peine de les organiser, n'en garde-t-on pas le bénéfice en maintenant au répertoire ces glorieuses assises de l'art lyrique ? Je me mets toujours à la place d'un étranger cultivé, d'un Allemand, par exemple, habitant Paris et désireux de retrouver, dans la Ville-Lumière, l'analogue de ce qu'il peut avoir à Munich ou à Dresde, sans parler même de Berlin, capitale d'Empire. Dans une lettre à nous jadis adressée et rendue publique par son insertion dans les colonnes de la *Revue Bleue*, M. Albert Carré en donnait comme principal motif l'insuffisance de son personnel fixe et l'obligation d'avoir recours, pour ces extras dramatiques, à des étoiles de première grandeur, sous forme d'*artistes en représentations*. Voilà une explication qui ne me satisfait pas entièrement, ou si, du moins, elle semble bien une excuse valable pour le directeur d'une scène, entravé par des considérations toutes matérielles, cette explication n'en fait que mieux ressortir le vice essentiel d'une institution qui ne répond pas aux légitimes exigences du public et des amateurs. J'ai déjà bien des fois touché à cette question du *Répertoire* sur nos scènes lyriques : on n'y saurait trop revenir, car il est véritablement déplorable que dans une ville comme Paris, la gloire du chevalier Gluck et les plus hautes jouissances de ses admirateurs soient subordonnées aux exigences d'un engagement, partant aux caprices presque inévitables d'une interprète qui, sentant sa puissance et étant femme par surcroît, aura double motif — motif humain, motif féminin — d'en user, sinon d'en abuser !

PAUL FLAT.



VIEUX NOELS PARISIENS

« Sur le Noël, morte saison,
Que les loups se vivent de vent,
Et qu'on se tient en sa maison,
Pour le frimas, près du tison »,

C'est un temps très lointain qui s'évoque à l'esprit, comme celui contemporain de l'« escollier Françoys Villon », où « venoient les loups dedens Paris par la rivière et prenoient les chiens, et si mengèrent ung enffant, de nuyt, en la place aux Chatz, derrière les Innocens ». Mais combien différents apparaissent les Noëls des XVIIe et XVIIIe siècles, où tout Paris s'épandait dans les rues ! « Nous vous

prions — mandaient, la veille, aux colonels de la ville le prévôt des marchands, et les échevins — faire et faire faire par tous les cappitaines, lieutenans et enseignes de vostre collonnelle bonne et seure garde, ceste nuict, pendant le jour et feste de Noël. »

La messe de minuit est la grande attraction : on se rend « d'églises en églises — relate un auteur du XVIIIe siècle — non pour entendre une des trois messes qu'on y dit, mais pour regarder les femmes et les filles » ou écouter les orgues qui « jouent des menuets et toute sorte d'airs mondains » : les coquettes y donnent des rendez-vous ou s'y font escorter. Emmi les rues qu'en ce « tems de lune » n'éclairent plus les réverbères, c'est la fête galante que termine le réveillon, cependant que le peuple remplit les cabarets, de préférence ceux qui s'égrènent au long des Porcherons, de la Nouvelle France et de la Courtille, aux pieds de Montmartre et de Belleville. Et l'aube de Noël laisse apercevoir des gens ivres enlizés dans la fange du grand égout découvert, dont la ligne sale borde Paris vers le nord. D'autres, véritables « régiments, rentrent des faubourgs dans la ville, chancelant, battant la muraille ».

Or, en l'an 1740, les guinguettes quelque peu chômèrent, et la fête se montra dans un décor de deuil. « Aujourd'hui, 25, jour de Noël — rapporte l'avocat Barbier — Paris est entièrement inondé. » Voyez la Seine qui, à la suite de pluies persistantes accompagnées de la fonte des neiges, s'est répandue jusqu'à la rue du faubourg Saint-Antoine, baignant les murs de l'abbaye, tandis qu'au nord-ouest, par les fossés et les égouts, elle a atteint le Pont-aux-Choux. En face de l'Arsenal, l'île Louviers, que relie à la rive droite le pont Grammont, livre ses chantiers de bois à l'inondation, qui se prolonge sur le quai des Célestins, absorbant ce centre de vie fluviale : le port Saint-Paul. Par delà le Pont-Marie et la Place-aux-Veaux, l'eau envahissante a gagné la rue de la Mortellerie et toute la place de Grève, devant les arcades de l'Hôtel-de-Ville, où elle pénètre victorieuse. « Toutes les rues des environs sont inondées. » Puis, c'est le tour du Grand Châtelet, des galeries du Louvre, enfin de l'esplanade du pont tournant des Tuileries, du Cours, des Champs-Élysées, transformés en une vaste baie s'étendant presque de la place actuelle de la Concorde à notre boulevard Haussmann. De ce dernier point, une ligne d'inondation suit le canal découvert du grand égout jusque vers la rue des Filles-du-Calvaire, faisant du Paris de la rive droite une île, échancrée de golfes.

De l'autre côté du fleuve, entre l'embouchure de la Bièvre et la porte Saint-Bernard, « c'est une pleine mer », d'où émergent la Salpétrière, l'abbaye de Saint-Victor et, de-ci, de-là, le sommet des dépôts de bois disséminés sur ces bords. La presqu'île de Saint-Nicolas-du-Chardonnet sépare l'anse des Bernardins de celle de la place Maubert, pendant qu'à l'ouest l'eau découpe des golfes au quai des Augustins, et, au long de la Grenouillère, rues de Bellechasse, de Bourgogne, jusqu'au mur du Palais-Bourbon. A l'extrémité occidentale, les Invalides et Grenelle, où règne la Seine, élargissent la nappe des Champs-Elysées.

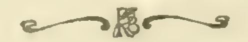
Seuls le Pont-Neuf et le Pont-Royal permettent le passage d'une rive à l'autre. Le pont de la Tournelle s'avance dans le fleuve comme une jetée, et le pont de bois de l'île Saint-Louis a son extrémité, vers le cloître Notre-Dame, toute noyée. Les autres, avec leurs bordures de maisons vides d'habitants depuis l'avant-veille, se profilent au ras de l'eau, petites cités mortes dans le déluge parisien : des gardes, à chaque bout, en interdisent l'accès.

L'agitation est extrême : on déménage, on va aux provisions ou aux nouvelles, on se rend à la messe, « et c'est un concours de bateaux comme en été, au passage des Quatre-Nations ». Les barques pénètrent, sous la porte cochère des hôtels, jusqu'à l'escalier, à la manière des carrosses. A la place Maubert, les bateliers demandent au moins quatre sous par personne : on y a vu « porter le bon Dieu dans un bateau et le monter par une échelle à la chambre du premier étage, et descendre un corps mort de la même manière ».

Çà et là des lacs comme dans la rue de Seine, avec d'industrieux constructeurs de ponts improvisés, petites gens qui s'empressent de tirer parti des circonstances. La Bièvre ne s'est pas montrée moins active que la Seine, et une tache d'eau dessine au loin la place du faubourg Saint-Marcel.

Les vivres ont atteint un prix élevé; le pain vaut quatre sous et demi la livre. Mais il n'y a pour ainsi dire point d'accident de personnes. Et les Parisiens rieurs n'en prêtent pas moins l'oreille aux cloches des églises qui épandent sur la ville la chanson joyeuse de Noël. On dit, rapporte le marquis d'Argenson, « que la rivière se porte mieux, qu'elle est hors de son lit; qu'elle est hors de condition, car elle est sur le pavé; qu'elle n'y est plus, car elle est entrée chez le roi, au Louvre; qu'elle va avoir des feuilles, car elle est en Sève, c'est-à-dire au village de Sève (ou Sèvres), etc. » Ainsi finit avec des jeux de mots la Noël de l'an 1740.

MARCEL POËTE.



Chronique

—

LA LÉGENDE DE NOEL

On connaît cette anecdote : Gambetta se rendant à une messe solennelle à Notre-Dame, pour admirer la magnificence des pompes religieuses et se pénétrer des hautes harmonies de la musique sacrée ; — puis exprimant le regret que la politique théocratique de l'Eglise catholique contraigne les hommes d'Etat à ruiner sa puissance, à frapper par là un art merveilleux et une discipline admirable, qui exaltaient l'esprit jusqu'aux sublimes émotions.

L'œuvre anticléricale est accomplie — accomplie par un coup de surprise, cette soudaine loi de séparation, qu'en entrant au pouvoir, le Cabinet Combes ne prévoyait même pas ; accomplie avant aussi qu'ait pu se substituer à l'influence morale de la religion, le prestige nécessaire d'une forte éducation laïque. Et la vision de Gambetta se réalise : les belles cérémonies des églises de France, — celles, si touchantes, de cette nuit de Noël, entre autres, — tombent en désuétude. C'est une tradition poétique qui s'éteint.

Pour évoquer le charme de ces fêtes, — rattachées souvent aux rites païens, et par là d'une signification plus humaine, en même temps qu'empreintes de lyrisme religieux, — ce n'est point aux déploiements majestueux dont s'enorgueillissent les cathédrales, et dont le *Génie du christianisme* est la description magnifiée, qu'il faut songer : c'est plutôt aux naïves scènes et décorations des chapelles de village

A Noël, la campagne est grise, attristée par la brume, déchiquetée par les squelettes des arbres dépouillés, et déserte. Quelquefois aussi, elle est éblouissante de neige, parée de lumineuses girandoles de givre ; et dans le froid et le silence y resplendissent des nuits de féerie.

Et voici qu'à la date consacrée la solitude de ces plaines endeuillées, et de ces plateaux glacés s'anime. De loin en loin, apparaissent des clochers auréolés, des chapelles où se dresse le puéril et légendaire décor, l'étable de Bethléem :

« Le ciel est noir, la terre est blanche ;
— Cloches, carillonnez gaîment ! —
Jésus est né : — la Vierge penche
Sur lui son visage charmant.

« Pas de courtines festonnées
Pour préserver l'enfant du froid ;
Rien que les toiles d'araignées
Qui pendent des poutres du toit.

« Il tremble sur la paille fraiche,
Ce cher petit enfant Jésus,
Et pour l'échauffer dans sa crèche
L'âne et le bœuf soufflent dessus. »

Théophile Gautier.

Les autels s'embrasent, le carillon des cloches va rappeler aux simples de cœur que l'Enfant-Dieu est venu apporter l'espoir au monde.

Dévalant par les pentes, suivant les sentiers qu'entourent des ombres impressionnantes, ou une blanche clarté diffuse, presque irréelle, ils s'acheminent au rendez-vous d'allégresse, les vieillards et les veuves, les jeunes filles et les beaux gars, ceux qui traînent derrière eux la vie, comme un boulet d'angoisse, et ceux qui s'offrent à elle avec ferveur, comme à une fiancée d'élection.

Et, au milieu des prières et des hymnes, la candide fête est célébrée, qui signifie le triomphe de l'amour divin sur la méchanceté et les ténèbres :

« La neige au chaume coud ses franges,
Mais sur le toit s'ouvre le ciel,
Et, tout en blanc, le chœur des anges
Chante aux bergers : Noël ! Noël ! »

L'extase des humbles fidèles s'exprime en manifestations imprévues, ainsi dans cette chapelle d'Espagne, dont Pierre Loti a narré la *messe de minuit* :

« Tout à coup, dans le jubé secret, là-haut, en l'air, éclate une musique stridente et étrange, qui fait presque frissonner après le bercement monotone des litanies : c'est que le Christ est né, c'est que le fictif triomphateur de la mort vient d'apparaître au monde, et on salue sa venue avec une soudaine et folle allégresse !... Deux ou trois hautbois, qui ont le mordant des musettes bédouines, mènent un chœur éperdument joyeux de voix d'hommes, scandé par une trentaine de tambours de basque et par une légion de castagnettes. Et tout cela, qui est si dissonant et si imprévu dans une église, arrive pourtant à produire, par son étrangeté même, une sorte de saisissement religieux. Ce sont de très vieux Noëls du pays de Guipuzcoa, rapides et alertes comme des habaneras ou des séguidilles... »

Parfois, à force de supplications, les enfants sont amenés à ces pèlerinages nocturnes. C'est leur premier contact prolongé avec la grandeur muette de la nuit. Quel frémissement à chaque détour du chemin, à chaque souffle de l'atmosphère, à chaque rayon lunaire ! L'imagination ardente et craintive, ils s'avancent comme dans un pays de rêves ; et l'impression les étreint, du mystère, mystère de l'heure, mystère des rites...

Noël est en effet la fête des enfants. N'est-ce point la commémoration de la naissance de l'un d'eux, dont la pure doctrine devait ensuite procurer le bonheur à la pauvre humanité dolente ? C'est le jour resplendissant qu'appellent leurs vœux de toute une année.

La veille au soir, ceux qui restent au logis, les plus petits, mettent en tremblant leurs souliers à la cheminée, afin que le bonhomme Noël y dépose le don du ciel. Leur sagesse fut-elle assez exemplaire pour mériter cette insigne faveur ? Angoissant examen de conscience ! Puis, blottis dans leurs couvertures, agités par la peur et la curiosité, l'œil ouvert, malgré la défense maternelle, ils attendent les douze coups de minuit : instant terrible, surnaturel, où s'accomplit le mystère sacré, où la Divinité descend sur terre !

Tant d'émotions brisent les petits cœurs : les paupières se ferment ; et quand, au grand jour, elles s'ouvrent à nouveau, émerveillement : Un jouet est là, éclatant des plus vives couleurs. Oh, l'orgueil de le montrer aux parents !

Vous souvenez-vous de cette petite fille, inconsolable

d'avoir perdu sa mère, dont Paul Bourget a conté la touchante inspiration?

« Puisque le petit Jésus doit descendre cette nuit et remplir de bonbons et de jouets les souliers placés à côté de la cheminée, dans la chambre d'études, pourquoi ne s'adresserait-elle pas à lui, afin qu'il soulage la peine dont elle souffre si durement? Le petit Jésus habite au Ciel, et on a dit à Simone que sa mère était au Ciel aussi. Et l'idée lui est venue d'écrire à sa mère. Elle posera sa lettre sur son soulier. Le petit Jésus ne peut manquer de la voir, de la prendre et de la remettre. Elle a donc trouvé le moyen d'écrire, en deux ou trois jours, cette lettre à sa mère, qu'elle a soigneusement enfermée dans une enveloppe, sur laquelle sa main tremblante a tracé cette adresse: « A maman, au Ciel... » Le vent peut gémir maintenant et la neige battre les volets, elle a dans le cœur une flamme d'espérance qui la réchauffe. Ce n'est pas possible que sa mère ne la protège pas! »



Mythes exquis, quelle n'est point votre poésie, et quelle n'est point votre séduction sur l'âme de l'enfant! Vous la bercez dans la tendresse et la pitié. Vous lui dites qu'il y a des milliers d'années, dans une étable, un pauvre bébé vint ici-bas, pour racheter par la douceur et le sacrifice l'iniquité du monde. Vous lui enseignez une admiration attendrie pour ce faible, ce fils d'artisans sans gîte, qui, mieux que les grands de la terre, sut soulager les infortunes imméritées.

Vous ouvrez cette petite âme à tous les attraits de la musique et du chant, et aussi à toutes les suggestions du sentiment, à cette sensation du mystère, sans laquelle il n'est point de cœur vraiment délicat, d'âme vraiment haute.

C'est vous qui donnâtes à tant de grands hommes leur ensibilité merveilleuse, qui fîtes la suavité de François d'Assises, et l'ineffable bonté de Vincent de Paul, la délicieuse harmonie de Lamartine et la subtilité émue de Renan. Vous n'êtes point, certes, une philosophie rationnelle, vous êtes mieux, peut-être : une discipline sans égale de l'imagination et du sentiment.

Doit-on abreuver l'enfance de vos ravissantes fictions, et ainsi lui pétrir une âme frémissante, de mansuétude et de fine compréhension? Mais l'épreuve ne sera-t-elle point cruelle, quand — tel jadis Jouffroy — il faudra accéder au doute philosophique, puis se débattre dans la laide et cruelle mêlée sociale?

Vaut-il mieux chasser, dès ces premiers jours, l'illusion ; façonner, dès ses balbutiements, l'esprit à l'âpre vérité ; le dresser au stoïcisme..... quitte à le teinter pour toujours de sécheresse et de dureté?

Grave question à laquelle, mieux qu'un témoignage isolé, le temps se chargera de répondre.



Critique et négateur, notre âge cherche cependant à sauvegarder ce qu'il y a de plus noble dans les conceptions de jadis. Il conserve cette fête de Noël, et lui aussi la dédie aux enfants. C'est dans les usages des pays protestants, plus rationalistes, qu'il va chercher des inspirations.

Charmant usage, en vérité, que celui de dresser, dans la morne saison, un arbre vivace, étincelant — cet arbre, dont l'aspect emplissait de rires radieux la maison de Charlotte, et, par contraste, jeta Werther dans le plus sombre désespoir, dans la décision tragique.

Paré de lumières et de jouets, l'arbre de Noël est toujours, pour la bande exultante des enfants, l'arbre de vie et de beauté; tout autour s'enlacent leurs rondes joyeuses. — Plus tard, quelles douces réminiscences, n'auront-ils point, en préparant eux-mêmes, pour d'autres bébés — les leurs, — ce symbole du bonheur familial!

Dans notre société, si furieuse à la curée, si forcenée à la concurrence, il est plus de compassion, plus de bonté qu'on est tenté de le croire. Et ce zèle se dépense surtout en faveur des petits, qui souffrent déjà de la vie, avant même de la comprendre.

Ainsi, dans les écoles, dans les asiles, des maîtres généreux, s'aidant d'oboles recueillies dans leur entourage, savent offrir aux enfants pauvres une fête de Noël. Dans nos hôpitaux même, des femmes de cœur, des fillettes réconfortent par une collation les chétifs patients, les amusent par des jeux, leur procurent l'éblouissante vision de l'arbre de Noël. Chaque bébé garde un jouet, qui lui rappelle le plaisir d'un beau jour, et reste à ses yeux comme une promesse de bonheur.

Quels méchantes gens médisaient du sous-préfet :

> Ce pelé, ce galeux, d'où venait tout leur mal ?

J'en sais un qui, avec le concours de sa gracieuse jeune femme, néglige à l'approche de Noël la politique électorale et oublie quelques jours les pontifes de l'anarchisme, pour songer aux plus déshérités, aux plus pitoyables de ses administrés : de pauvres gamins, livrés avant l'âge à la plus navrante infortune... enfermés dans un asile d'aliénés! Il prépare avec entrain, pour eux, de gentils cadeaux et un arbre de Noël. — N'a-t-il point des émules?

Il est bon de voir ainsi les représentants de M. Clémenceau et les vicaires de villages dociles au Pape, s'unir — une fois n'est point coutume — dans cette pensée : offrir de jolies réjouissances aux enfants.

Si la légende dorée, qui enchanta tant de générations, périt, que son esprit survive : Puisse Noël rester la fête des petits. Que sous tous les toits, de chaumières ou d'écoles, de refuges et de palais, les bébés aient ce jour de bonheur.

Donnons de la joie à cet âge, qui sait si bien l'accueillir. Trop souvent, plus tard, la seule résignation est acceptable.

JACQUES LUX.

Le Propriétaire-Gérant : FÉLIX DUMOULIN.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG
DIRECTEUR : FÉLIX DUMOULIN

NUMÉRO 26 — 5e SÉRIE — TOME VIII — 28 DÉCEMBRE 1907

UNE MAXIME D'ÉDUCATION CIVIQUE

Les événements de la dernière année, ceux des années précédentes, ont assez démontré la faiblesse de la conscience sociale dans la masse des citoyens français. Ce n'est point là une découverte dont je tire vanité. La chose sautait aux yeux de quiconque voulait regarder.

Pour prévenir un malentendu, je ne me lasserai pas de répéter qu'il n'y a pas de conséquence à tirer de cette fâcheuse observation contre la démocratie, ou contre l'aptitude des Français à la liberté. La moralité, la conscience, ne sont point innées, ne s'apprennent point à l'école ; et l'on ne peut vouloir sans absurdité tenir un peuple, pas plus qu'un individu, sous la férule, jusqu'à l'âge où ils sauront se gouverner eux-mêmes ; si l'on attend, pour leur remettre la libre disposition de leurs personnes, d'être assuré qu'ils ne feront pas de sottises, autant vaut dire tout de suite qu'on les gardera toujours en tutelle. La moralité, la conscience se forment, se construisent peu à peu, chez l'individu et dans une collectivité, par l'expérience, par les expériences ; et l'on n'apprend à être libre qu'en exerçant sa liberté. C'est pourquoi, quelques ruines et quelques deuils qu'on ait eu à déplorer, il faut savoir gré au gouvernement de n'avoir point eu le courage d'interdire, ou peut-être d'avoir eu le courage de ne point interdire les premiers meetings du Midi. L'ordre maintenu par une contrainte préventive n'eût créé qu'une apparence menteuse. Il a été bon que nos concitoyens du Midi aient eu toute liberté de mésuser de leur liberté, d'étaler toute leur absence de conscience sociale, et d'assister au déploiement fatal des conséquences de leurs actes : pour eux, pour toute la France, l'expérience a été instructive, et il se pourrait bien que ces cinq ou six semaines de fermentation anarchique aient plus avancé l'éducation sociale de la démocratie que deux ou trois années d'apparente régularité sous un gouvernement fort. Du moins j'aime à me le figurer.

La moralité sociale, la conscience sociale ne s'apprennent point à l'école, non plus que la moralité privée, la conscience privée. Il y faudra toujours la liberté, et les risques, et les responsabilités, et les corrections de l'action. Mais l'école, qui ne peut pas tout, peut quelque chose. Elle peut communiquer des idées, exciter des sentiments, préparer des habitudes, qui rendront les premières expériences moins chanceuses et plus fécondes.

Une des maximes essentielles que l'instituteur (je prends le mot au sens large, pour désigner quiconque enseigne à un titre quelconque à des enfants et des adolescents) ne doit jamais perdre de vue dans l'éducation civile, est qu'il faut travailler à faire des *civilisés*. Vérité de M. de la Palice, n'est-ce pas ? Comment se fait-il donc qu'on l'oublie si souvent, ou qu'on oublie de l'appliquer ?

Avant tout, l'instituteur est un homme à qui le dépôt, la garde de la civilisation sont confiés, et qui doit veiller à préparer des générations capables de n'altérer la civilisation qu'on leur aura transmise, que pour l'élever encore et l'enrichir. Ce devoir envers la civilisation est le plus large de tous et le plus impérieux : il se confond avec le devoir envers l'humanité.

Quel que soit l'idéal ou politique ou religieux ou

économique qu'ils poursuivent, les partis doivent, on l'a dit souvent, ils devraient se soucier de la France, de la conservation et de l'intérêt général du pays ; mais ils doivent, ils devraient voir plus haut encore et ne jamais rechercher un progrès ou un triomphe de leur cause par une régression de la civilisation.

Je n'entends pas par civilisation toute cette culture fine de l'intelligence et de la sensibilité, qui a donné les lettres, les sciences et les arts : je n'entends pas non plus toutes ces applications merveilleuses des vérités scientifiques qui ont manifesté la puissance de l'esprit, et apporté à la vie humaine tant d'embellissement, de confort et de facilité, dont la jouissance est encore trop inégalement répartie entre les hommes. Je ne fais pas fi de la civilisation matérielle, pas plus que de la civilisation intellectuelle. Mais il faut mettre quelque chose de plus dans le mot.

Relativement à la formation des membres de la société, la civilisation est avant tout une certaine forme d'humanité qui nous rend incapables de sentiments bas ou sauvages. J'ai déjà dit plus d'une fois combien se trompent ceux qui croient hâter l'avénement de la justice et de la paix par le réveil des instincts violents et barbares, par lesquels le primitif survit dans le civilisé : comme si la régression à la barbarie pouvait être le moyen de nous conduire de cet état imparfait à un état supérieur de civilisation.

Mais la régression à la barbarie n'est pas le seul danger contre lequel l'instituteur doive s'efforcer de roidir à l'avance ou d'immuniser les jeunes consciences en formation. Plus à craindre encore, parce qu'elle n'éclate pas en brutalités révoltantes, est la régression vers les formes serviles de l'égoïsme, vers les passions basses et lâches ; plus à craindre que la sauvagerie effrénée est l'inertie qui se dérobe à l'effort.

Je sais bien qu'on a beaucoup décrié le moralisme en ces derniers temps. Sans doute, il y a une bigoterie morale comme il y a une bigoterie religieuse; il y a dans le protestantisme, dans le catholicisme, dans le kantisme, dans le « bourgeoisisme », des moralismes étroits, inintelligents, intolérants, qui prétendent s'opposer à la vie, la condamner, dès qu'elle ne s'enferme pas dans leurs cadres artificiels, et que leurs criteriums insuffisants ne s'y appliquent plus : il y a partout des âmes, même honnêtes et droites, et parfois capables de beaux élans, à qui manque la largeur, qui sont murées dans les préjugés de leur éducation, et qui n'ont pas tout l'esprit dont leur bonne volonté les ferait dignes. Il y a partout des âmes qui croient trop aisément qu'on leur a donné l'absolu à garder : gardiens d'autant plus féroces qu'ils sont plus sincères.

Faisons donc la guerre au « moralisme », si vous voulez ; mais gardons-nous de toucher à la moralité. Par réaction contre le « moralisme », ne nous laissons pas enchanter par toutes ces belles phrases, anarchiques et brutales au fond, sur le droit de l'individu à s'épanouir en liberté, dans toute la plénitude de sa nature et dans toutes les directions où elle le porte, sur le droit de l'individu à n'être pas jugé par la règle commune et banale, mais seulement par sa règle à lui, par celle qui se tire de sa nature, de ses puissances et de ses aspirations. C'est proclamer le droit illimité des forts, et ne laisser, à nous autres, à tout le peuple des moyens et des faibles, que la consolation d'admirer les supériorités exercées à nos dépens.

Ne soyons pas dupes non plus du sophisme de l'utilité sociale. Le résultat ne légitime pas les moyens. Nous avons trouvé cette maxime odieuse chez les théologiens : ne la croyons pas meilleure pour être laïcisée et mise au service de la démocratie, du collectivisme, de l'humanitarisme, etc. Quel que soit le but économique ou social ou politique qu'on se propose, quand même on verrait, au terme de l'action, un accroissement de justice ou de bien-être pour l'humanité, résistons à la tentation d'employer indifféremment tous les ressorts pour déclancher les énergies de la masse sans laquelle le progrès ne peut se faire. Tous les appels à l'égoïsme, à la lâcheté, à l'aversion naturelle de l'effort et du sacrifice, à l'esprit de tricherie mesquine qui n'aperçoit dans la solidarité qu'un moyen de rejeter sur les autres sa part du fardeau commun, tout cela est détestable comme baissant le niveau de la moralité et de la civilisation. La hauteur des âmes, la capacité de concevoir des motifs nobles, ceux qui se tirent de l'intérêt général, du dévouement aux idées de nation et d'humanité, la capacité d'agir selon ces motifs, le sentiment de dignité intérieure qui souffre et se révolte chaque fois que l'homme se surprend à donner par ses actes un démenti à son idéal, l'ardeur de vie intérieure qui exerce âprement cette surveillance de soi-même pour ne pas déchoir, tout cela importe à la civilisation ; c'en est le meilleur et l'essentiel. Et tout cela importe à la démocratie, si elle doit être un état supérieur de civilisation.

Comment ne pas faire ces réflexions, quand on voit les appels que des hommes politiques, dans leur inconscience, hypnotisés par le but qu'ils regardent, adressent aux foules ?

L'idéal de la paix universelle, du désarmement idéal est un bel idéal. Et quoi que vaille la rhétorique

voyante qu'on emploie à l'exposer, quelque erreur que commettent ceux qui l'exposent dans l'évaluation des données réelles dont il faut bien partir pour en préparer la réalisation, le rêve est beau, si c'est un rêve; il peut nous rappeler, dans les dures nécessités du présent, au sentiment de notre vraie destination, de notre vraie fonction d'hommes. L'impossible n'est souvent que du lointain; et j'aurais bien de la peine à ne pas garder, malgré tout, une tendresse pour les apôtres de cette chimère, s'ils ne s'étaient mis, pour l'intérêt de leur propagande, à flatter des instincts inférieurs, et à dégrader le peuple pour l'amour de l'humanité.

Quiconque connaît le paysan et le bourgeois français sait bien qu'ils ne sont pas belliqueux, qu'ils ne l'ont jamais été. La conscription de Napoléon les a lassés de la gloire. Le service militaire universel a fait de nous la nation la plus pacifique du monde entier. Il suffit que tout le monde fasse effectivement deux ans de service, pour qu'on puisse être bien assuré que nous aurons dans peu le service d'un an, et les milices chères à Jaurès. Les 28 jours et les 13 jours paraissent insupportables. Le paysan et le bourgeois français sont patriotes; mais ils entendent bien donner le moins possible à la patrie.

Tant qu'on a pu s'exempter par l'argent, le paysan et le bourgeois, qui tiennent bien pourtant à leurs écus, les ont donnés facilement pour échapper eux-mêmes ou pour arracher leurs enfants au devoir militaire. Quand l'argent n'a plus exempté, on a couru les diplômes; on a quêté les faveurs, les passe-droits, mobilisé toutes les influences pour tricher avec la loi. Les plus destitués d'argent et de protections ont tout remué, tout fait pour se dérober; et l'on sait que des jeunes gens se sont mutilés parfois pour ne pas aller à la caserne.

Seule la docilité foncière du citoyen français, non par son esprit actif de solidarité, mais sa passivité résignée à faire comme tout le monde, a maintenu l'institution militaire.

Et c'est à ce peuple-là qu'on vient prêcher la *grève des conscrits*. Soyez sûr que là où cela prend, il y a dix neuf chances sur vingt pour que le paysan ou le bourgeois qui accueille cette idée de faire la grève militaire, soit parfaitement indifférent à l'humanité future; la chimère ne le séduit pas; il n'est pas philosophe, ni poète, ni mystique. Il saisit dans la prédication antimilitariste la satisfaction grossière offerte à son égoïsme, à son souci exclusif de ses intérêts particuliers, à sa veulerie, qu'épouvante autant l'ennui d'être arraché à ses habitudes en temps de paix que la pensée du danger en temps de guerre.

Et pareillement le paysan français, le bourgeois français — comme tous les paysans et tous les bourgeois du monde — tiennent à leur argent. Ils paient bien le percepteur, mais ils le paient en soupirant. Ils le paient parce qu'ils savent que le fisc ne plaisante pas. Ils en ont peur, et ils le trichent tant qu'ils peuvent, les plus riches autant que les autres, et les « honnêtes gens » autant que les révolutionnaires. C'est à qui tâchera de reporter la charge sur ses voisins; les classes, les groupes ont encore une immoralité plus honteuse que les individus, et dans la préparation des lois ou du budget, on n'en voit guère qui acceptent de payer équitablement leur part. Le sentiment social est très faible. On se ferait traiter de *jobard* ou de *niais*, en rappelant cette banalité, que c'est pour nous et à nous mêmes que nous payons l'impôt. Qui a jamais songé, en recevant le papier du percepteur, que ses enfants allaient à l'école pour rien? L'État doit tout, et on ne lui doit rien : voilà notre esprit.

Et c'est à ce paysan, à ce bourgeois qu'on prêche la *grève de l'impôt*. Faut il s'étonner que cela ait si bien pris ? Ici, pas de risque à courir. Ce n'est pas le geste fier de Hampden, se levant isolément, résolu à souffrir pour la loi. Ce n'est pas même la velléité héroïque des *cadets*, qui signent la menace de refuser l'impôt, sachant quel gouvernement lira leurs signatures. Ici, c'est la ruée anonyme, violente, parce qu'elle sait n'avoir rien à craindre; par l'action collective, la répression est désarmée; la multiplicité des délits crée l'impunité. L'intérêt électoral la garantit. Pas même d'action à faire : l'inertie suffit, rester chez soi, ne pas bouger, garder ses sous ou ses billets de banque. On ne peut donner au bourgeois et au paysan de conseil qui cadre mieux avec son inclination. L'égoïsme et la veulerie, encore ici, trouvent admirablement leur compte. Je ne serais pas surpris que l'avenir nous réservât encore quelques expériences désagréables de ce genre.

J'accepte — pour un moment — le collectivisme, l'anarchie. Croit-on que c'est en faisant jouer de pareils ressorts que l'on préparera les citoyens à déployer toute l'énergie de dévouement et de solidarité dont le collectivisme aura besoin pour n'être pas obligé de s'appuyer sur une formidable contrainte, toute l'activité de sympathie et de bonté inépuisable dont le régime anarchiste aura besoin pour ne pas devenir une forêt de Bondy? On a vu, dans les derniers événements du Midi, la négation et la destruction de toutes les habitudes, de tous les sentiments qui sont nécessaires dans toute société humaine : est-ce un bon moyen de préparer les hommes à être plus sociaux ?

Jaurès disait un jour, avec cette générosité intelligente qui est la marque des moments où il lui est permis d'être lui, Jaurès disait que les collectivistes, puisqu'ils devaient sûrement prendre la suite des

affaires de la bourgeoisie, étaient tenus par le plus simple bon sens de s'intéresser à la marche de ces affaires et de préparer la meilleure liquidation possible, dont, comme successeurs, ils bénéficieraient. Ce qu'il disait de l'état économique, nous pouvons le dire de l'état moral. Chaque parti se flatte d'avoir la recette qui élèvera l'humanité à une civilisation supérieure: qu'ils commencent donc tous par maintenir le niveau où si lentement, si douloureusement, nos pauvres consciences ont été amenées. Toute civilisation est une forme délicate; il ne faut pas la manier avec des doigts trop rudes.

Si les hommes politiques, ou aveuglés par leur ambition personnelle, ou paralysés par la lâcheté trop fréquente aujourd'hui, ou enfin impatients d'atteindre aux résultats que leur doctrine leur rend désirables, ne font point attention au dommage qu'ils apportent à la civilisation, c'est à nous, instituteurs de tout ordre, d'y songer pour eux, et de nous efforcer de leur fabriquer des instruments qui ne se laisseront pas manier de cette façon-là, des âmes qui seront réfractaires à ces appels, et qui ne se laisseront émouvoir qu'aux sentiments supérieurs. C'est l'électeur qui réformera le politicien. Travaillons à bien former l'électeur.

GUSTAVE LANSON.



LE RÉSEAU DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Ses produits directs et indirects.

La constitution du réseau de l'État fut moins une expérience qu'une épreuve (1); épreuve intéressante d'ailleurs dont nous voudrions sommairement enregistrer les résultats.

Les uns, directs, sont d'ordre financier. Il faut les chercher dans des statistiques embrouillées; ils se mesurent par des chiffres contestés, parfois contestables. Les seconds, indirects, sont d'ordre économique et social; ils ne s'expriment pas d'une façon rigoureuse et mathématique; ils n'en sont pour cela ni moins réels, ni moins importants; ils ne sont pas les plus précis, ils sont peut-être les plus certains.

La somme versée au Trésor par le réseau de l'État s'élève, nous l'avons vu, pour l'année 1905, à près de quinze millions. Ce chiffre ne représente pas, hâtons-nous de le dire, des bénéfices nets, mais uniquement la différence entre les recettes et les dépenses de l'exploitation. Pas plus ici que lorsqu'il s'agit des produits des Postes, Télégraphes et Téléphones ne figurent au budget les sommes qui seraient nécessaires pour assurer le paiement de l'intérêt et de l'amortissement du capital engagé. Ainsi l'exigent, paraît-il, les règles de la comptabilité publique et le principe de l'Unité budgétaire (1).

Il est impossible cependant, si l'on veut apprécier les résultats d'une gestion industrielle, de ne pas tenir compte des sommes consacrées aux dépenses successives de premier établissement; c'est ce capital qu'il faut déterminer; évaluation malaisée, si l'on en juge par les discussions soulevées et les chiffres proposés. Ils varient presque du tiers ou de moitié. D'après la dernière *statistique des chemins de fer français* publiée en 1904 par le ministre des Travaux publics, les sommes dépensées par le Trésor pour l'établissement du réseau de l'État, depuis la loi de rachat du 18 mai 1872 jusqu'au 1er janvier 1904, seraient de 670.866.850 francs. Des statisticiens et des économistes, au premier rang desquels il faut citer M. Beauregard, critiquent ces calculs et s'efforcent de démontrer que ces chiffres officiels sont de beaucoup inférieurs à la réalité. D'après eux le capital à rémunérer s'élevait, en 1905, à 946.755.064 francs. A la somme indiquée par le ministère ils ajoutent et les subventions payées par l'État aux anciennes compagnies et les sommes versées pour des tronçons de lignes cédés contre d'autres, à l'Orléans, lors des conventions de 1883. Le taux de rémunération du capital engagé, où l'on voudrait voir le critérium infaillible de l'aptitude ou de l'incapacité industrielles de l'État, varie naturellement comme ce capital même. De là vient la ténacité passionnée et subtile apportée à la détermination des chiffres précédents : selon que le taux monte ou baisse, partisans ou adversaires de l'exploitation par l'État triomphent.

L'intérêt d'un tel débat nous échappe.

Il est certain, nous l'avons dit, que l'État n'a pas fait, en 1878, une bonne affaire. Mais le pays en eût peut-être fait une plus mauvaise encore si la débâcle des petites compagnies avait entraîné la ruine des obligataires et l'atonie économique d'une région soudain paralysée.

L'industrie privée n'eût évidemment pas agi ainsi. Sa préoccupation exclusive aurait été de se procurer des bénéfices, de distribuer des dividendes. Elle n'eût pas recherché une succession aussi lourde. L'eût-elle acceptée, ce ne pouvait être qu'avec la certitude d'édifier sa prospérité future sur les débris d'une détresse dont son cœur ne se serait point ému. C'est au rabais qu'elle aurait acheté les lignes et le matériel. L'État n'a pas cru devoir se livrer à une telle

(1) Voir la *Revue Bleue* du 7 décembre 1907.

(1) Voir *Revue Bleue* du 17 novembre 1906 : *L'État Industriel. Le budget des Postes et Télégraphes.*

opération, commercialement licite, socialement dangereuse. De propos délibéré, il a renoncé au bénéfice d'une facile spéculation. On peut se demander si ce désintéressement n'a pas été de sa part une heureuse manière de servir vraiment l'intérêt général.

*
* *

Malgré le poids très lourd qui a ralenti le progrès de cette exploitation, les produits nets se sont régulièrement développés. En 1889, ils étaient par kilomètre, de 3.139 francs; en 1905, ils atteignent 5.108 francs, soit une augmentation de 62,73 p. 100. Il est frappant, en effet, de constater que la longueur des lignes s'est à peine accrue, tandis que les recettes ont plus que doublé. Cette amélioration ne tient pas à l'exploitation de contrées nouvelles. Elle n'est pas due davantage à la création de courants intenses, reliant entre eux de grands centres de production ou de consommation. Il n'existe, en effet, dans toutes les régions desservies aucune agglomération considérable.

Le réseau de l'État a donné aux départements où il s'est établi plus qu'il n'a reçu d'eux. Le littoral de l'Océan était pauvre, démuni de moyens de transport commodes et rapides vers le centre de la France. Le réseau de l'État lui permit d'entrer dans le mouvement d'expansion économique dû en partie au développement systématique de nos voies ferrées. Tout le long de la côte apparurent des industries nouvelles, usines d'engrais chimiques, usines de briquettes de charbon de terre..... Les matières premières arrivaient par bateau; elles étaient réexpédiées après transformation sur les voies ferrées de l'État. Ostréiculteurs et marayeurs accrurent leur production, car Paris et Lyon devinrent pour eux de fructueux débouchés. Les départements des Charentes et la région du Blayais, dont les vins et les eaux-de-vie devaient emprunter la voie de mer ou payer à la Compagnie d'Orléans des prix élevés pour un parcours long et détourné, bénéficièrent de la grande artère de Bordeaux à Nantes. Les Charentes, le département des Deux-Sèvres avaient été fort éprouvés par le phylloxera et la crise viticole; ils purent réparer en partie les dommages subis, donner à leur activité un objet utile en créant une industrie du beurre aujourd'hui florissante, grâce aux trains réguliers et relativement rapides mis à sa disposition.

Comment contester que l'État ait fait preuve d'un véritable esprit d'initiative pratique, qu'il se soit résolument adapté aux besoins des régions qu'il avait été amené à desservir?

L'Océan, l'agriculture sont pour celles-ci les sources presque exclusives de richesse. L'élevage des bestiaux y a pris une importance prépondérante, parce qu'on a facilité le transport sur Paris, qui était presque impossible avec le régime du tarif par tête. L'adoption d'un barème réduit, applicable aux transports par wagons complets, a rendu ces expéditions aisées et rémunératrices. En outre, la Compagnie de l'État a mis en circulation, moyennant une faible surtaxe et sans aucune condition de tonnage, des wagons réfrigérants pour les expéditions de viande abattue et de volaille. Innovation réelle : ni sur les autres compagnies ni dans les pays étrangers, sauf en Amérique, on n'utilisait ce perfectionnement. Il existe ailleurs de tels wagons, mais ils sont aménagés par des particuliers qui disposent de ressources considérables, que ne possèdent pas les producteurs moyens ou petits, mis ainsi hors d'état de les utiliser.

Autre exemple de cette bonne volonté ingénieuse : pour faciliter le transport hivernal des huîtres fines de Marennes, l'État a adopté des wagons spéciaux avec appareils de chauffage permettant d'y maintenir une température convenable. Cette création reste encore son privilège.

A côté de ces efforts particuliers nous devons constater l'application de la part de l'État d'une méthode d'exploitation, qui consiste à chercher les bénéfices moins dans l'élévation des prix de transport que dans l'accroissement du trafic. Ses barêmes sont les plus simples et les plus rationnels; ils sont aussi les plus économiques. Animaux, engrais, récoltes ou fourrages voyagent à des tarifs qui, surtout pour les longs parcours, défient toute comparaison avec ceux des compagnies. Un même wagon de bestiaux sera taxé pour 500 kilomètres : 167 fr. 74 sur l'Est, 197 fr. 50 sur le Midi, 250 francs sur l'Orléans, 200 francs sur l'Ouest, 135 francs sur le P.-L.-M. et 120 francs seulement sur l'État. Le bois, la pierre de taille, bénéficient également de prix de transport avantageux. Le relèvement économique de l'ouest de la France a été dû, pour une large part, au concours efficace que les chemins de fer de l'État ont apporté aux initiatives intelligentes des individus, aux efforts combinés d'associations de producteurs.

Tout développement de la circulation sert les intérêts immédiats matériels et fiscaux de l'État. Choses et gens ne peuvent passer d'un point à un autre sans laisser aux mains du Trésor public quelques parcelles d'eux-mêmes. Les tarifs spéciaux aux voyageurs établis sur le réseau de l'État ont eu pour objet et pour effet un accroissement très sensible des déplacements. Des billets d'aller et retour de toute gare à toute gare sont offerts avec des taux de réduction de 30 à 40 p. 100 selon la distance, tandis que les Compagnies ne consentent pas un rabais de plus de 20 ou 25 p. 100. Seul l'État autorise les arrêts en cours de route sans frais supplé-

mentaires. Il a institué pour les populations ouvrières des abonnements hebdomadaires aux tarifs les plus réduits. Suivant l'exemple de la Suisse et de l'Allemagne, il a créé des cartes d'excursion valables quinze jours et donnant droit à la libre circulation sur la totalité ou sur une partie du réseau. Les colonies scolaires, les œuvres philanthropiques, les sociétés diverses, bénéficient de réductions dont le taux monte jusqu'à 75 p. 100.

Dira-t-on qu'il y a là des générosités faciles et injustes, puisqu'elles s'exercent avec l'argent de tous au profit exclusif de quelques-uns? Ce ne serait après tout qu'une conséquence de la solidarité nationale. Le montagnard des Alpes ou des Pyrénées, qui ne connaît d'autre chemin que le sentier incertain et changeant qu'il trace chaque jour de son pas vigoureux, ne contribue-t-il pas à l'entretien de la route de Dunkerque au Havre, qu'usent des automobiles où il ne montera jamais? Ne participe-t-il pas aux dépenses nécessitées par des canaux qui ne l'intéressent, semble-t-il, ni de près, ni de très loin?

Les grandes Compagnies de chemin de fer ne sont-elles pas tenues, elles aussi, de consacrer à des tronçons déficitaires une partie des gains qu'elles ont réalisés grâce à leurs lignes fructueuses? Que ne coûteraient pas, même pour de courts trajets, les billets délivrés à de rares voyageurs en des gares perdues, si l'on devait en proportionner le prix au coût réel des transports effectués? Quelle réduction par contre ne serait-on pas tenu de consentir à la foule, qui, les jours de fête, s'entasse dans les trains de banlieue? Ce principe de compensation s'applique à l'ensemble de la collectivité avec plus de force encore qu'aux grandes Compagnies privées. Il dérive inévitablement de la définition des services publics. Les Compagnies elles-mêmes ne font pas tout ce qu'elles veulent. L'intérêt de la défense nationale, la sollicitude du pays à l'égard des régions déshéritées leur imposent de lourdes obligations, qui sont comme la rançon du privilège qui leur est conféré.

Ces charges que les compagnies subissent, l'État les accepte et les recherche. Il arrive à les réduire grâce au soin avec lequel il s'en acquitte. Il multiplie les besoins par la facilité qu'il donne de les satisfaire : l'harmonie s'établit ainsi de mieux en mieux entre l'organe et la fonction. Cette action, d'abord désintéressée et onéreuse de l'État, exerce sur le développement de la circulation, sur l'accroissement de la richesse régionale, sur l'épanouissement de la propriété nationale, une influence qu'il est difficile de mesurer par des chiffres, mais qu'il serait peu loyal de méconnaître. Le fait est que l'État s'est tiré correctement d'affaires là où des sociétés privées, malgré des charges moindres, avaient lamentablement échoué. Il est certain aussi que le perfectionnement de l'exploitation du réseau a été suivi d'un enrichissement économique des contrées qu'il traverse et vivifie. Une passion aveugle pourrait seule affirmer qu'il n'y a là qu'une aventureuse et précaire coïncidence. Il est certain enfin que les services des voyageurs et du trafic supportent honorablement la comparaison avec ceux de telle ou telle compagnie voisine, dont la situation géographique est meilleure et le passé financier moins pesant.

* * *

Nous l'avons dit dès le début de cette courte étude : la détermination des produits directs ou indirects du réseau de l'État ne saurait apporter une réponse positive et décisive à la question du rachat. Elle permet cependant de constater que l'État n'est pas frappé d'une incapacité originelle en matière industrielle. Le coefficient de son exploitation peut être plus élevé que celui des grandes compagnies; ses bénéfices nets, moindres. On ne saurait en tirer un argument concluant contre le rachat. L'État, en effet, ne poursuit pas un profit immédiat; l'exploitation des chemins de fer, comme celle des postes et télégraphes, est pour lui moins une fin qu'un moyen, un instrument qu'il doit manier en vue de l'intérêt public. Le bénéfice très réel qu'il entend réaliser est surtout fait de l'accroissement de la prospérité générale dans le présent et dans l'avenir.

Certes sa situation particulière ne l'autorise pas à des gaspillages ou à des prodigalités. Il est utile qu'il compare sans cesse sa gestion à celle des compagnies, qu'il dispose d'autant de souplesse et de libre initiative que ses concurrents ou ses émules; il est indispensable que les mouvements politiques, les interventions électorales n'exercent pas une action indiscrète et perturbatrice dans les services industriels dont il assume l'administration. Il ne lui sera pas difficile de se défendre sur ce point aussi bien que les grandes compagnies, qui n'échappent pas, elles non plus, à des sollicitations pressantes et puissantes.

Toutes ces précautions prises, on peut envisager sans angoisse financière le problème du rachat des chemins de fer par l'État. La solution adoptée ne saurait être tirée de l'examen minutieux des résultats obtenus jusqu'à ce jour : ils ne sont écrasants pour aucune des deux thèses en présence. Ils laissent aux partisans et aux adversaires du rachat la pleine liberté de se prononcer pour d'autres raisons. En réalité c'est ce qu'ils font. Ils se déterminent d'après la conception qu'ils ont de l'État, de son objet, de son rôle dans le domaine économique et social. C'est plutôt affaire de doctrine que de comptabilité.

T. Steeg,
député.

LA MORT DE JOË

J'avais appris à Denver que John Eddy s'était, depuis quelque temps, installé sur un territoire en voie de peuplement. Une fois dans le Far West, je me mis aussitôt à la recherche du célèbre ingénieur, espérant bien tirer de ma visite quelques bonnes pages de copie. En cette région, à peine sillonnée de mauvaises pistes que jalonnent de loin en loin des villages embryonnaires, le voyageur parvient difficilement à se renseigner. De plus, John Eddy, s'étant retiré si loin pour déjouer la curiosité de ses compatriotes, cachait avec soin son adresse. Aussi, ce fut par hasard que je découvris sa trace. J'engageai immédiatement un guide, lequel, pour un prix immodéré, consentit à me conduire à travers la contrée montagneuse qui borne les prairies; et, nous voilà partis.

Après un grand jour de cheminement fort pénible, nous arrivons devant une ferme, semblable aux trois ou quatre que nous avions rencontrées jusque-là, mieux construite cependant. D'après les indications, ce devait être celle de John Eddy. Nous nous y présentons, en voyageurs, demandant un abri pour la nuit.

On me fait entrer dans un hall où je vois affichées en trois langues : anglais, allemand, italien les conditions de l'hospitalité. — On la donnait, suivant un tarif fixe, mais élevé. — Je prends à des distributeurs automatiques les tickets de chambre et de souper pour nous, d'écurie et de fourrage pour nos montures. Une toilette sommaire, puis nous nous mettons à table.

Personne ne demanda qui nous étions, ce que nous voulions. Des servantes vaquaient à leurs occupations, sans faire plus attention à nous, que si elles nous connaissaient de longue date. Et, dans le hall, comme à la salle à manger, comme aux écuries, nous n'avions rencontré partout que ces servantes, alertes et vigoureuses. Il faut dire qu'une chute d'eau voisine avait dû singulièrement simplifier le service; car l'électricité était distribuée en abondance et sous toutes ses formes : lumière, force, chauffage, ventilation, téléphones, etc...

Lorsque nous fûmes suffisamment restaurés, mon guide éprouva le besoin d'aller se reposer et je le laissai se retirer seul, comptant mettre à profit mon tête à tête avec la servante, pour la questionner et trouver, par elle, le moyen de parvenir jusqu'au maître. A tout hasard, j'avais emporté dans mes poches les catalogues illustrés de constructeurs français; et, quoiqu'il fut invraisemblable qu'une maison française ait jamais eu l'audace d'envoyer un voyageur dans le Far West, je me présentai comme tel à la servante.

Sans cesser de desservir, elle me laissait parler avec une indifférence de sourde-muette; lorsqu'entra un grand gaillard, en bras de chemise, à l'allure de régisseur ou de gérant. Je l'appelai et lui demandai si le patron, — dont je me gardais bien de dire le nom, — ne voudrait pas voir des modèles de dynamos, tout à fait extraordinaires.

— Non! répondit-il sur un ton si peu courtois que je répliquai rudement.

— Qu'en savez-vous?... Allez-le-lui demander?

— Non! fit-il une seconde fois avec la même affabilité, en me tournant le dos.

— Ah! çà! m'écriai-je en me levant, pourquoi ne voulez-vous pas y aller?

— Parce que c'est moi le patron.

— Comment, balbutiai-je, vous seriez John Eddy, l'ingénieur?

— Je suis M. Eddy, fermier.

— Actuellement, peut-être, mais vous êtes l'auteur de travaux sur la matière radiante, dont j'ai entendu parler, même en France.

— Vous êtes Français! me dit-il avec un sourire, montrant qu'il était tout de même flatté de se savoir apprécié par un modeste représentant de commerce venu de l'ancien monde. Mais ce ne fut qu'un éclair, son visage se rembrunit aussitôt. — Ne me parlez pas de mes travaux. Depuis la mort de Joë, je ne veux plus en entendre parler!... Quant à vos dynamos, vous pouvez les mettre à la ferraille, les constructeurs français sont en retard de cinquante ans sur les nôtres.

Je lui fis remarquer qu'il y a cinquante ans il existait fort peu de dynamos; il répliqua que l'Amérique, elle, était en avance de cinquante ans; et il me tourna une seconde fois le dos. Alors, lâchant complètement l'industrie française, je déplorai la mort de ce Joë, qui allait priver l'humanité de découvertes insoupçonnées. Je m'étonnai, que la mort d'un ami, d'un parent, voire d'un fils, que cette fin prévue, fatale, de tout ce qui vit, put abattre un esprit scientifique aussi distingué que celui de John Eddy?

— Joë était plus que mon fils, il était le fils de mon esprit, le meilleur de mon œuvre!

— Il n'est pas d'êtres exceptionnels, vous retrouverez un autre sujet.

— C'est possible. Mais, la mort de Joë est pour moi plus que la disparition d'un individu, elle est la mort de mon système, la négation de mes théories, le démenti donné à mes expériences; elle est l'erreur! L'erreur, comprenez-vous tout ce qu'il y a d'horrible dans ce mot pour qui se croit maître d'une vérité?... La mort de Joë fut pour moi : la mort de la vérité!

— Un désastre?

— Véritablement!

— Les désastres ne sont pas toujours irréparables. Regardez, San-Francisco est plus florissant aujourd'hui que jamais! Il en sera de même pour votre découverte, j'en ai la conviction, en voyant l'homme que vous êtes.

J'admirais, en effet, depuis un instant sa belle stature d'athlète blond dans la force de l'âge, son visage osseux aux saillies volontaires et ses yeux bleu foncé, profonds comme un ciel de nuit, où brillerait une étoile de première grandeur.

— Je commence à espérer, me dit-il confidentiellement, je crois être sur la bonne voie et je vous remercie de m'affermir dans cette idée.

Il me serra la main.

La glace était rompue. Passant de la réserve inquiète à la confiance, l'éminent ingénieur devint d'une loquacité charmante. Au fond, comme tout chercheur, il semblait ravi de rencontrer un étranger, auquel il put confier ses espérances, sans avoir à redouter d'indiscrétions.

— Peut-être pourrez-vous me comprendre, vous qui me paraissez avoir quelques vagues notions scientifiques et qui appartenez à un pays où l'on ne juge, pas toujours, une œuvre sur les bénéfices immédiats qu'elle rapporte... Voulez-vous fumer avec moi un bon cigare?

J'acceptai, comme bien l'on pense; et, par une longue galerie vitrée, il me conduisit dans un salon de repos, contigu à son laboratoire. Je m'installai dans un rocking, tandis qu'il choisissait parmi les havanes.

— Des bluffeurs vous diraient, qu'après de longues études, de patientes recherches, ils sont parvenus à établir leur système, moi je vous avouerai que l'idée m'en est venue tout d'un coup.

— Un coup de génie.

— Si vous voulez!... Tenez! fit-il en me présentant un cigare, je vous le recommande.

Puis, il alla vers une table sur laquelle se trouvait une collection de ces récipients en verre que les chimistes appellent cristallisoirs; il les examina de près tout en parlant.

— Je me dis un jour, que l'effort humain étant dû à l'énergie morale, comme l'effort de nos machines est dû à l'énergie électrique, il serait peut-être possible d'accumuler l'une, comme on accumulait l'autre. Vous voyez d'ici l'application : il me suffit de mettre un sujet quelconque en contact avec un de mes accumulateurs pour en faire immédiatement un homme d'une énergie indomptable, un héros; comme il me suffit d'établir le contact pour que cette lampe éteinte devienne un phare éblouissant.

En même temps, John Eddy fit jaillir un flot de lumière, qui lui permit, sans doute, de découvrir sur mes lèvres un sourire légèrement ironique, car il reprit :

— Ne riez pas, la similitude des deux énergies est réelle. L'on peut, l'une comme l'autre, les recueillir, les mettre en réserve, mon erreur n'était pas là.

— Mais il y a beau temps, m'écriai-je, que dans l'ancien comme dans le nouveau monde, on possède de l'énergie accumulée, nos cognacs et nos vins généreux, vos gins et vos wisky ne sont autre chose que de l'énergie en bouteille; et la médecine n'emploie-t-elle pas en injections sous-cutanées des liquides qui rendent l'énergie aux malades?

— Cher monsieur, vous me parlez là d'énergie artificielle, de surexcitation passagère, non d'un courant continu. La source de l'énergie morale est en nous; et c'est en nous, ou dans les autres êtres animés qu'il faut la chercher.

D'un bout à l'autre du salon John Eddy commença une promenade en va-et-vient, coupée d'arrêts brusques et de reprises rapides, lançant les phrases, comme elles lui venaient, entre deux bouffées de fumée.

— Certains hommes développent une somme considérable d'énergie, par contre, d'autres en sont presque totalement dépourvus. Qu'arrive-t-il? Les hommes énergiques influencent les autres et les font agir. Cette influence se manifeste même sans que l'homme énergique soit investi d'une autorité quelconque et quelquefois à son insu. C'est qu'elle émane de lui et qu'elle en est, pour ainsi dire, une radiation. Quelques-uns se servent de ces effluves pour faire agir, selon leur volonté, des sujets faibles ou endormis. D'autres prétendent en recueillir l'image sur la plaque sensible d'un appareil photographique. Moi, je suis parvenu à emmagasiner cette force, plus fluide que l'électricité, cette matière radiante, la plus subtile qui soit.

Il s'arrêta pour juger de l'effet produit; je ne bronchai pas. Bien m'en prit, car il allait entrer dans la description minutieuse de ses appareils, quand il se ravisa.

— Non, malgré vos connaissances techniques, vous ne pourriez me suivre dans un exposé aussi ardu, tout hérissé de chiffres. Sachez seulement, qu'à l'aide d'instruments d'une sensibilité extrême que j'avais construits, je recherchais les sources les plus abondantes d'énergie vitale pour en charger mes appareils.

« J'ai pu ainsi, grâce à mes révélateurs, reconnaître que l'énergie morale n'était pas toujours en rapport avec la force physique, j'ai vérifié qu'un petit effort continu dépensait beaucoup plus d'énergie qu'un grand effort passager; enfin j'ai reconnu que tels sujets en certaines circonstances perdaient

toute leur énergie, alors que d'autres, qui en manquaient, en développaient tout à coup dans les mêmes circonstances des quantités prodigieuses. Les plus grands producteurs de l'énergie vitale sont : l'instinct de la conservation et celui de la reproduction, la nécessité, la misère, l'intérêt, l'ambition, la jalousie, l'orgueil, etc., etc... Soit en utilisant ces sources intermittentes, soit en faisant appel à des hommes puissamment énergiques, je suis parvenu à charger les lamelles de gélatine de mes accumulateurs et à les conserver sans trop de déperdition. J'avais atteint le but que je m'étais proposé.

« J'établissais alors mon système, arrivant ainsi à donner une explication rationnelle et scientifique de tous les phénomènes de physiopsychologie : suggestion, télépathie, transmission de pensée, double vue, spiritisme, magie, etc., de tous les faits, où l'ignorance et la superstition ont voulu voir une intervention satanique ou divine. J'expliquais le génie, que dis-je, j'en créais ! J'avais trouvé le trait d'union entre la matière et l'esprit : la source de la vie !

« Ces résultats, connus dans le public à mon insu, firent alors un certain bruit dans le monde. Et il faut bien que cela soit, puisque vous en avez entendu parler en France, le pays où l'on connaît le moins ce qui se passe à l'étranger. Aussi, les Français s'imaginent-ils avoir tout découvert ! »

Légèrement piqué par cette flèche brutalement décochée, je répondis, qu'en effet, nous n'avions pas découvert l'Amérique, mais que nous la connaissions, tandis que ses compatriotes, lesquels avaient surtout découvert le bluff, ne comprendraient jamais la bonne vieille France !

Ces mots jetèrent un certain froid et je craignis un instant d'être allé trop loin. John Eddy cherchait une réplique qu'évidemment il ne trouvait pas. A la fin, il se jeta dans un rocking.

— Vous êtes forts pour blaguer, vous autres, fit-il, et vous avez beau jeu, puisque Joë est mort ! Mais patience, j'aurais ma revanche !

Après s'être ainsi réconforté, il continua ses confidences ; et je sentis que rien n'aurait pu empêcher de parler ce solitaire, n'ayant pas trouvé depuis fort longtemps sans doute, l'occasion d'échanger autant de paroles.

— Mes premiers essais d'application sur des nègres ne furent pas très encourageants. Je me décidai à étudier l'action de mon énergie accumulée sur les blancs. Je rendis de la volonté à des êtres absolument passifs, je donnai de la force à des faibles, un désespéré reprit goût à la vie et recommença la lutte ; mais, les résultats les plus probants je les obtins avec Joë. Vous n'avez pas entendu parler de Joë, notre grand champion du cycle ?

— Comment, il s'agit de ce Joë-là ? Non seulement j'en ai entendu parler, mais je l'ai vu exécutant de vertigineux tours de piste à la fin d'une course de six jours ; c'était réellement prodigieux.

— En effet, et lorsque vous saurez ce qu'était ce garçon avant de me connaître, vous verrez que le mot n'est pas trop fort. Joë avait commencé par être un simple petit décrotteur, puis il était entré dans la corporation des commissionnaires-estafettes et se servait d'une bicyclette pour accomplir les courses dont il était chargé. C'était un jeune homme à peine instruit, faible, sans aucun ressort et destiné à vivre toute son existence dans les boues de New-York. Un jour qu'il vint chez moi, je ne sais pour quel message, je reconnus en lui un dégénéré complet et je me dis que jamais je ne trouverais pour expérimenter un meilleur sujet. S'il était bon récepteur d'énergie et que j'arrive à lui en transmettre assez pour en faire un homme, la preuve serait convaincante et je pourrais impunément me lancer ensuite dans des applications plus grandioses.

« L'effet fut pour ainsi dire foudroyant. Il faut que vous sachiez maintenant, que l'énergie reçue de mes accumulateurs s'applique à l'effort que produit en ce moment-là le sujet. L'effort de Joë consistant à se transporter le plus rapidement possible d'un point à un autre, l'énergie morale qu'il reçut centupla la rapidité de ses courses. En quelques jours, il devint le cycliste le plus vite et le plus infatigable de l'Union. Dès lors, il se consacra uniquement au sport.

« En trois mois, il avait battu tous ses adversaires, enrichi ses managers et accompli d'invraisemblables randonnées, sans que jamais sa résistance extraordinaire fût mise en défaut. Je dis extraordinaire, car l'effort produit dépassait de beaucoup les forces humaines et ses exploits furent véritablement surhumains.

— Que n'aurait pas réalisé un tel homme, m'écriai-je, si au lieu de s'appliquer à faire tourner une roue, il avait employé son... pardon, votre énergie, à quelque grande œuvre !

— J'ai déjà eu l'honneur de vous dire, que c'était là une première expérience, devant me permettre plus tard de faire grand.

— Mais, puisque vous étiez arrivé à ce résultat, qu'attendiez-vous pour doter l'humanité d'un de ces génies qui doivent terminer la conquête de l'inconnu ?

— Parce que, encore une fois, Joë est mort.

— Qu'il soit mort, les résultats n'en sont pas moins acquis, votre système reste entier, je ne vois pas l'erreur ?

— Attendez, j'y arrive. Joë connut tous les triomphes et gagna des sommes colossales. Partout

acclamé, fêté, les hommes tenaient à honneur de lui serrer la main, et les dames tournaient vers lui leurs regards les plus troublants. Joë semblait ne rien entendre et ne rien voir. Pourtant, un soir, une jeune miss plus enthousiaste que les autres se suspendit à son cou. Il ne put détacher ses regards de deux grands yeux noirs fixés sur les siens. Il frissonna tout entier, lorsqu'il sentit sur ses joues les lèvres de la jeune femme, et il la retint éperdu, pressée contre sa poitrine en balbutiant des paroles d'amour.

— Le coup de foudre !

— Vous ne sauriez mieux dire, ce fut bien, en effet, un coup de foudre, qui brisa son énergie.

A partir de ce moment précis je le sentis faiblir et lui, l'imbattable champion, il connut la défaite !

— Connut-il, au moins, les douceurs de l'amour partagé ?

— Sans doute.

— Alors tout s'explique !

— Pas du tout, son état resta le même avant comme après son mariage. Je doublais, je triplais les charges de mes accumulateurs, sans obtenir la moindre modification.

— Écoutez donc, je comprends assez que, riche, blasé sur ce qu'on appelle gloire, il se soit contenté de passer des jours heureux près d'une femme aimée.

— S'il passa des jours heureux, ils furent en tout cas de courte durée ! La dame disparut, un beau matin, avec un boxeur, vainqueur dans un match sensationnel !

— Elle aimait trop le sport !

— Joë en fut au désespoir.

— C'était le moment ou jamais de lui donner de l'énergie à haute dose.

— Je n'y manquai pas, mais mes accumulateurs se vidaient et la faiblesse morale augmentait toujours !... Ce fut bientôt la suprême détresse ; et, cet homme, sans contredit le plus énergique qui exista jamais, se logea stupidement, lâchement, une balle dans la tête !

— Diable ! la faillite de l'énergie... de votre énergie.

— Vous l'avez dit.

John Eddy reprit sa promenade de long en large, les mains derrière le dos et la tête basse.

— Pourquoi, dis-je, n'avez-vous pas expérimenté sur un autre sujet ?

— Pour qu'une femme en passant détruisît d'un sourire toute mon œuvre ? Non, il y avait mieux à faire, et cela je l'ai fait. Mon erreur venait de ce que j'avais cru l'énergie féminine identique à l'énergie masculine ; or, il n'en est pas ainsi. Cette erreur était impardonnable, car, enfin, ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on a constaté l'action déprimante de la femme. Ne savons-nous pas tous, que Dalila abolit l'énergie de Samson et que l'antiquité avait symbolisé ce phénomène en faisant filer Hercule aux pieds d'Omphale ? Il fallait donc d'abord étudier la radiation féminine, puis chercher à combattre sa détestable influence.

— Ne regrettez pas trop votre erreur, illustre maître, ce ne sera pas une mince découverte, si vous parvenez à neutraliser l'influence de la femme, à nous rendre insensibles aux tentations, aux séductions de la beauté, de la jeunesse et de la grâce, aux coquetteries, aux sourires, aux œillades assassines, aux paroles grisantes, en un mot : à l'amour ! Certes vous pourrez vous vanter d'avoir délivré l'humanité du plus terrible de ses maux, et je ne doute pas que vous n'obteniez, de ce côté-ci de l'Atlantique comme de l'autre, un succès retentissant.

John Eddy haussa les épaules et continua :

— Dans cette ferme, vous l'avez peut-être remarqué, je n'emploie que des femmes. Effort physique ou effort d'intelligence et de volonté, je les oblige à développer leur énergie que je recueille dans certains accumulateurs. Or, tandis que l'électricité négative se combine avec l'électricité positive, la matière radiante mâle, d'après mes nombreuses observations, mise en contact avec la matière radiante femelle, est immédiatement absorbée par cette dernière. Ainsi s'explique la fin de mon pauvre Joë !

— Mais ne craignez-vous pas, m'écriai-je, entouré comme vous l'êtes de jeunes et vigoureuses filles, de voir votre énergie absorbée et de finir aussi misérablement que votre sujet.

— Non, fit-il en souriant, et voici pourquoi. Les Mormons chez nous et les pachas, en Orient, quoique vivants au milieu de nombreuses compagnes, restent cependant complètement maîtres d'eux-mêmes ; savez-vous quelle en est la raison ? C'est que — rien n'est plus facile à démontrer à l'aide de mes appareils, — les radiations absorbantes féminines se neutralisent entre elles ! Aussi, puis-je continuer impunément mes travaux parmi ces filles.

— Tout à l'heure, vous expliquiez scientifiquement l'antinomie qui existe entre l'homme et la femme, maintenant vous donnez la raison scientifique des jalousies entre femmes, de leurs dénigrements systématiques et réciproques, vous démontrez expérimentalement cet aphorisme du philosophe : « le pire ennemi de la femme est la femme ! » vous êtes un profond psychologue !

— Non, cher Monsieur, je suis ingénieur. Tirez les conclusions spéculatives que vous voudrez, je ne sors pas, moi, de mon laboratoire. Tous ce que je

puis vous dire, avec certitude, c'est que, en l'état actuel de mes recherches, il n'y a pour vaincre l'absorption de la radiation féminine que cette radiation même.

— Mais alors, voilà la polygamie réhabilitée ! Et, les maris qui trompent leur femme deviennent simplement des individus qui ne veulent pas se laisser absorber ?

— Je ne m'occupe pas de sociologie. En possession de ces données, j'ai entrepris une nouvelle série d'expériences, afin de trouver quelle énergie animale pourrait résister à cette absorption.

« J'ai d'abord employé celle du cheval, de plusieurs chevaux, de centaines de chevaux, sans arriver à un résultat. J'essayai, successivement, celles des carnassiers, des faunes, des bêtes féroces, des grands félins; elles ne me donnèrent rien de plus. — Je vous supplie de ne pas rire, ceci est on ne peut plus sérieux.

Enfin, l'idée me vint de recueillir l'énergie des reptiles; cette fois j'entrai à n'en pas douter dans la bonne voie. Je suis, d'ailleurs, en opérant ainsi, d'accord avec la Bible. Lorsqu'elle nous apprend que de tous les animaux du paradis, le serpent seul parvint à tenter Eve, la première femme, elle nous indique tout à fait clairement que seule l'énergie du serpent peut neutraliser celle de la femme.

Cela dit, le savant me conduisit près de la table, sur laquelle j'avais vu en entrant des cristallisoirs alignés, à moitié remplis de substances gélatineuses diversement colorées. C'étaient ses accumulateurs. A l'aide de cordes à violon, il mit en communication un accumulateur mâle avec un accumulateur femelle; puis tandis que l'énergie du premier était absorbée par celle du second, il fit intervenir un courant de reptile et l'absorption cessa!

— Vous le voyez, c'est convaincant, et, dès à présent, je puis essayer sur des sujets vivants.

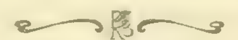
John Eddy me prit alors amicalement par le bras, et me conduisit vers la boîte aux havanes. Il m'offrit ensuite des boissons variées, me félicita d'être venu dans le « Far West », bénit le hasard qui m'avait fait arrêter sous son toit, me remercia avec effusion des encouragements que je lui apportais. Puis, à brûle-pourpoint, il me demanda si je ne serais pas fier d'être le premier immunisé par le courant reptilien contre la radiation féminine?... L'expérience serait d'autant plus probante, que j'appartenais à une race vicieuse, dégénérée et pour ainsi dire finie.

Après m'être bien assuré que le célèbre ingénieur n'était pas un facétieux pince-sans-rire, qui, comme nous disons vulgairement chez nous, voulait « se payer ma tête », je le priai de m'excuser si je refusais. Nous étions si bas dans l'échelle des êtres, que ce n'était pas la peine de tenter une régénération; et, nous étions, en outre, si arriérés que nous préférerions encore longtemps mourir d'amour, comme Joe, plutôt que d'en être privés. Quant au surplus, étant brisé de fatigue et ne possédant qu'une énergie relative je lui demandais la permission de me retirer dans ma chambre.

— Allez, répondit-il sèchement.

Et, avant de sortir, je l'entendis murmurer entre ses dents ces mots : — quels imbéciles que ces Français !

Jean [illegible].



LE CRÉDIT ET LA HAUTE INDUSTRIE

De violentes crises économiques sévissent aux États-Unis et en Suède, d'autres vont peut-être éclater en Allemagne et ailleurs encore : les entreprises productrices se trouvent perturbées; le mouvement des échanges est arrêté. D'où proviennent ces ruines? des excès de la spéculation ou mieux de la mauvaise organisation du crédit. C'est le crédit en effet, qui, selon la formule traditionnelle, soutient le commerce et l'industrie : de sa sûreté et de son expansion dépend la prospérité matérielle d'un pays.

La France est, après l'Angleterre, la nation où le crédit est le plus fortement institué. Sans doute est-ce parce qu'il peut puiser dans une réserve sans cesse renouvelée, puisque chaque année notre peuple fait 2 milliards d'épargne; et aussi parce que notre constitution et nos mœurs unitaires l'ont conduit à s'ériger en vastes sociétés, qui, nées de l'essor économique du second Empire, sont parvenues à centraliser nos moyens pécuniaires.

Ces grands établissements, Crédit Lyonnais, Société générale, Comptoir d'Escompte — auxquels s'adjoint le Crédit industriel et commercial, correspondant à Paris des banques locales — possèdent des succursales dans tous les centres d'activité. Ils y recueillent, en dépôt, les disponibilités de toutes sortes : fonds de prévoyance des familles, fonds de roulement des gens d'affaires, revenus, dividendes, profits non utilisés, etc. Ils offrent en retour aux déposants divers avantages : la sécurité de leur argent, la faculté de le retirer à vue ou à bref délai, et même un petit intérêt. Par l'accumulation de ces sommes, souvent modiques, ils forment des capitaux colossaux — que les économistes évaluent (dépôts de la Banque de France et du Crédit Foncier compris), à 4 ou 5 milliards — et le Ministre des Finances, dans le projet du budget de 1908, à 4 milliards 600 millions.

C'est avec ce capital qu'ils secondent la production et le négoce. Pour cela, ils le dispensent en avances à court terme, sous forme d'escompte. Achats et ventes n'entraînent point, en effet, entre profes-

sionnels, un règlement immédiat, mais la simple constatation, sur un « papier », de la dette et d'une date éloignée de paiement. Par ce mécanisme, universellement connu, les transactions sont infiniment facilitées. Que le créancier ait besoin d'argent : il passe la traite à une banque, qui lui en verse le montant, déduction faite d'une redevance proportionnée au temps restant à courir jusqu'à l'échéance. Les sommes ainsi escomptées, c'est-à-dire avancées, par nos établissements de crédit, s'élèvent chaque année de 16 à 20 milliards de francs.

Ces prêts temporaires correspondent à merveille à la précarité des dépôts. Par eux, le capital confié aux banques, tout en servant à stimuler les affaires, demeure toujours réalisable. D'ailleurs les établissements de crédit conservent la faculté de faire réescompter leur portefeuille par la Banque de France. Intermédiaires entre les capitalistes et les commerçants, ils bénéficient de la différence entre l'intérêt qu'ils versent aux uns (1/2 p. 100), et celui qu'ils retiennent aux autres (3 p. 100).

Ils consentent d'autres avances au trafic et à l'industrie, ainsi ces ouvertures de crédit, qui permettent à chaque bénéficiaire de parer à toutes éventualités et d'attendre tranquillement ses habituelles rentrées. On leur reproche de limiter trop étroitement ces découverts. Mais ce ne sont ni le haut négoce, ni la grande production qui souffrent de cette parcimonie ; car ils offrent assez de surface pour obtenir et rétribuer un large concours.

*
* *

Le crédit ne doit point se borner à favoriser le développement des entreprises industrielles et commerciales : il faut aussi qu'il aide à en créer de nouvelles.

La civilisation se résout en effet en l'incessante apparition de besoins nouveaux, auxquels ne peuvent répondre les vieilles institutions économiques. Le progrès des sciences transforme périodiquement les procédés de fabrication. La concurrence internationale contraint un pays qui ne veut pas déchoir à de multiples initiatives pratiques.

Malheureusement les établissements de dépôts sont inaptes à doter les exploitations en création. Ils n'ont pas le droit, en effet, d'aventurer ou d'immobiliser dans des participations aléatoires le capital de leurs déposants. Ils possèdent, il est vrai, une grosse fortune personnelle. Mais elle trouve aisément son utilisation dans le développement des opérations proprement dites de banque. Et elle constitue la garantie de leur innombrable clientèle, garantie qui doit être, elle aussi, rapidement et sûrement réalisable.

Il est quelques-uns d'entre eux, Société générale, Comptoir d'escompte, qui ne rejettent pas absolument ce mode d'intervention. Il leur arrive de souscrire à un ensemble de valeurs industrielles, qu'ils s'engagent à placer sur le marché. Mais il est rare qu'ils acceptent la responsabilité complète d'une telle émission. Généralement, ils subordonnent leur patronage à des conditions qui le rendent insuffisant. Et d'autres établissements, le Crédit Lyonnais, le Crédit industriel et commercial, se confinent strictement dans leur rôle de banque de dépôts.

Il n'en va pas autrement en Angleterre, où le crédit présente un état de réel perfectionnement. Les *Joint stock Banks*, qui reçoivent une masse colossale de dépôts (18 à 20 milliards de francs) en usent pour l'escompte, ou des placements sûrs, sans jamais se hasarder dans le lancement d'entreprises nouvelles, non plus qu'en des soumissions à des emprunts.

Cependant une exigence sociale si avérée ne pouvait demeurer insatisfaite. Aussi, pour y répondre, un type autre de banque, fort répandu en Angleterre, est-il apparu et se développe-t-il en France : la banque d'affaires.

La banque d'affaires a un but, une organisation distincts. Elle ne s'applique point à colliger et employer d'innombrables dépôts : elle s'efforce de faire valoir un capital qui lui appartient en propre. Elle a donc toute liberté de se livrer à des spéculations risquées, mais utiles et lucratives : fondation d'exploitations, notamment.

Elle n'a point à ouvrir des succursales dans toutes les petites villes où peuvent s'offrir et s'escompter des fonds. Elle n'a nul besoin d'une légion de guichetiers.

Ce qui importe pour elle, c'est, à son siège social, un état-major opulent et influent, éclairé et expérimenté. Ce sont des administrateurs nantis de relations étendues, en France et à l'étranger, informés de toutes les grandes affaires financières, usinières, marchandes, en préparation, capables de réunir, par eux-mêmes et leurs amis, des capitaux considérables.

Cet état-major tient à sa disposition un personnel d'ingénieurs, de financiers informés, perspicaces, en mesure de mener avec exactitude une enquête économique, d'établir la situation d'une industrie, ses difficultés, ses pertes et ses gains, ses chances d'avenir, et de conclure à l'essai ou au rejet d'une entreprise nouvelle.

Ainsi dirigée, outillée, pourvue, une banque est tout à fait apte à soutenir, sinon à prendre elle-même les initiatives productrices. Quelques hommes de jugement et d'énergie, dont les ressources personnelles sont trop réduites, quoique appréciables,

se proposent-ils d'introniser une fabrication : ils demandent à la banque son concours pécuniaire. Celle-ci soumet leur projet à un rigoureux examen. L'estime-t-elle d'une réalisation rémunératrice? Elle souscrit à une part du capital. L'entreprise est désormais en mesure de s'organiser et de fonctionner.

Mais la banque ne prolongera pas longtemps sa participation. Son rôle et son intérêt lui commandent de recouvrer promptement — et avec bénéfice — la libre disposition de ses fonds. N'a-t-elle point à les prêter encore? par là, elle en obtiendra un meilleur rendement. Elle passe donc le plus vite possible son apport-argent au public.

Le financier qui s'intéresse à la mise en valeur d'un gisement, d'une voie ferrée, d'une mine quelconque, reste en définitive un intermédiaire entre les chefs du travail et les détenteurs de richesses.

« Nous ne prenons dans les affaires que nous faisons, disait avec circonspection à ses actionnaires la Direction d'une banque de cette nature, que des engagements restreints, faciles à réaliser... Le capital de votre Société n'est, avant tout, qu'un capital de garantie, les capitaux que vous procurez aux affaires auxquelles vous donnez votre concours ne devant être et n'étant en fin de compte que ceux du public et de votre clientèle. »

Comment s'accomplit cette transmission d'apport? par une émission de titres. Cette opération est ajournée jusqu'à ce que l'exploitation soit ouverte, assurée du succès. Elle est précédée de copieuses communications à la presse financière, vantant l'excellence de l'entreprise, la plus-value à en attendre. Elle est effectuée lorsque, l'opinion ainsi préparée, l'état du marché décèle de nombreuses disponibilités et des tendances à la hausse.

La banque lance les actions à un taux, qui comprend le remboursement des fonds avancés, l'intérêt couru, une prime d'assurances, et un profit. Elle les cède à ses guichets, et par l'entremise de courtiers. S'agit-il d'un très gros capital, les établissements de dépôts se chargent d'écouler également ces valeurs par leurs innombrables bureaux, contre une commission.

C'est encore la presse financière qui a mandat d'exalter la réussite de l'émission, d'accélérer ainsi la vente et la hausse des titres. Car toute banque notable a quelques feuilles à sa disposition, qui sont, en réalité, un service de placement, détaché de l'administration centrale.

« Nous sommes grandement secondés dans notre tâche, déclare le Conseil directeur d'une honorable banque d'affaires, par les organes de publicité dont nous disposons, tels que le *Journal des intérêts financiers*, et les *Annales politiques et littéraires*, dont nous avons la partie financière. »

*
* *

Depuis une dizaine d'années, les banques d'affaires prennent à Paris un développement heureux autant qu'imprévu. Le prototype sur lequel elles se modèlent est la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Cet établissement fut fondé après la guerre de 1870-1871, par des financiers clairvoyants, qui discernaient le rôle dévolu à une banque d'initiative, dans le relèvement économique de la France. — Il réunit en son Conseil d'administration des banquiers considérables par leur situation sociale, leur influence, leur fortune. Il a établi en principe que, dans chaque affaire à laquelle il contribuait, ce Conseil devait prendre, à lui seul, une participation de même importance. Ainsi il assurait la bonne conduite de ses opérations. Et il doublait le montant des sommes avec lesquelles il peut intervenir.

Son capital s'élève actuellement à 75 millions, ses réserves : à 73 millions et demi, soit au total près de 150 millions. Si l'on y joint le montant des mises exigibles des administrateurs, l'on constate que cet établissement dispose en réalité d'un fonds de 300 millions.

On conçoit qu'il exerce une attraction vraiment mondiale. La plupart des compagnies de crédit, de transports, de mines, de commerce, etc..., qui se constituent, soit en France, soit à l'étranger, ne manquent pas de briguer son appui. Il ne l'accorde qu'à celles qui lui paraissent d'action la plus féconde. Ses participations se succèdent sans interruption, au fur et mesure de fréquentes et avantageuses liquidations. Leur liste comprend de grandes exploitations de tous pays.

On lui a parfois reproché de seconder l'activité étrangère autant que la production française. Sans doute a-t-il été entraîné dans cette voie par l'appât du gain. En maintes circonstances, cependant, ce sont de véritables entreprises françaises, avec un personnel d'ingénieurs de notre pays, qu'il a implantées au loin, entreprises éminemment propres à augmenter notre influence.

Mais l'évolution économique trahissait depuis une dizaine d'années la nécessité d'innovations industrielles ou commerciales — auxquelles un seul établissement ne pouvait prêter qu'une attention et qu'une aide insuffisantes. Et peu soucieuses de ces besoins, les banques de dépôts, poursuivant leur étonnante carrière, se substituaient aux anciennes banques mixtes, qui menaient de front — non sans péril, ni sans de fréquents échecs — les opérations courantes et les affaires.

C'est alors qu'un financier de pénétration et d'habileté réputées, M. Maurice Rouvier, conçut le

dessein d'instituer une nouvelle banque d'affaires, en vue de :

« faire pour elle-même, pour compte de tiers ou en participation, en France et à l'Etranger, *notamment sous forme de fondation de sociétés*, toutes opérations et entreprises pouvant intéresser l'industrie, le commerce ou la banque, ou s'y rattachant directement ou indirectement. »

La Banque française pour le commerce et l'industrie a été constituée en 1901, au capital de soixante millions de francs. Dès l'année suivante, elle perdait le concours de son fondateur, appelé au ministère des Finances, puis à la présidence du Conseil. Et elle ne l'a recouvré que depuis l'an dernier. Elle n'a point encore donné la mesure de ses forces. Et il serait injuste de lui en faire grief. Car elle a voulu grossir tout d'abord, par des opérations plus faciles, son fonds de roulement et ses réserves. Elle a cependant aidé à la formation de quelques importantes affaires industrielles, et elle a d'intéressants projets, à cet égard.

La création de cette banque eut quelque retentissement Des polémiques s'engagèrent sur la justesse pratique de son dessein, déniée par certains financiers, et non des moindres, exaltée par d'autres. Un mouvement d'opinion s'accentua en faveur de l'erection de banques d'affaires, destinées à compléter l'action des établissements de dépôts.

Dès l année suivante, le Crédit mobilier s'établissait, avec des capitaux plus modestes, 7.525.000 fr., portés depuis lors à vingt-cinq millions, et un programme analogue :

« Nous ne risquons pas d'être contredits sur ce point par personne, — et vous pouvez remarquer cette tendance de plus en plus manifeste à chacune des assemblées des grands établissements de crédit actuels — ceux-ci sont d'autant plus fermés à la création d'entreprises particulières, comme au placement des titres de ces affaires, que les opérations de dépôt et d'escompte prennent chez eux plus de développement...

« Il est clair cependant que le public et les affaires demandent autre chose. Il faut aux affaires des capitaux, et au public des placements. — C'est à donner satisfaction à ces besoins réciproques qu'un établissement comme le vôtre peut s'attacher avec profit. »

Cette banque s'est occupée plus spécialement des entreprises de second ordre, quoique d'appréciable utilité. C'est ainsi qu'au nombre de ses plus récentes participations figure la société du port et des magasins publics de Paris-Austerlitz, qui s'autorise d'une concession de l'État.

Depuis cette époque, les banques d'affaires sont très en vogue. Il s'en est installé de nouvelles; et d'anciennes banques privées se sont orientées vers ce genre d'activité industrielle. Au premier rang des premières, se place la banque de l'Union parisienne, apparue en 1904, avec un capital de quarante millions; au premier rang des secondes, la banque Mirabaud, Puerari et Cie. — Sans doute la periode économique, qui s'ouvre maintenant par des crises désastreuses dans certains grands États étrangers, sera-t-elle moins propice à ces fondations.

* * *

Il serait excessif d'attendre de cette coopération du crédit une réorganisation soudaine de notre haute industrie. Car bien des conditions économiques et sociales : limitation des capitaux, cherté des matières premières, exigences de la main-d'œuvre, charges fiscales, etc., enrayent les initiatives productrices.

D'ailleurs, pour être nombreuses, les affaires de ce genre sont d'une mise en train trop difficultueuse, dispendieuse et lente.

Les études préalables, très complexes, achevées, de gros débours sont immédiatement nécessaires pour payer les lourds impôts d'enregistrement, de timbre et autres, qui frappent la naissance de toute entreprise collective; pour acheter les terrains utiles; édifier l'usine; acquérir l'outillage; engager un personnel.

La gestion débute invariablement par un déficit, que causent les dépenses improductives (frais d'actes, taxes, paiement de brevet, etc.), et la moins value dont se trouve atteint tout immeuble aménagé pour une fabrication spéciale. Lorsque, ensuite, elle accuse de premiers profits, il est prudent de les affecter à l'amortissement, puis à la réserve.

La production, la vente, se développent-elles, la banque doit soutenir cet essor, consentir une ouverture de crédit. C'est après plusieurs années de fonctionnement que se dégagent les véritables bénéfices.

Les risques sont graves; car le succès d'une semblable tentative ne dépend point seulement de ses mérites intrinsèques : intelligence de la direction, excellence de la fabrication, habileté commerciale, etc., il est subordonné à maintes conjonctures soustraites à toute prévision : modification des régimes douaniers, surproduction au loin, découvertes entraînant la modification de la machinerie, crises économiques, etc...

Une banque d'affaires ne s'engage donc en de telles participations que dans une mesure limitée. Et, au cas de réussite, elle entend être récompensée de tant des sacrifices et d'alarmes par une forte majoration.

Elle ne s'occupe, par suite, que d'entreprises d'assez grande envergure, à même de supporter ces gros frais de lancement, et offrant une marge d'amples bénéfices. Ce sont les seules, d'ailleurs, dont les titres soient présentables à la cote de la Bourse, et sur

lesquels puisse se créer un marché étendu d'offres et de demandes.

*
* *

C'est à des émissions purement financières, que les banques d'affaires demandent une rémunération courante, rapide et souvent fort large. Car, en ce domaine aussi, leur liberté d'action leur confère une utilité propre.

La Banque de Paris et des Pays-Bas et ses cadettes ont pu, en se groupant, souscrire à des emprunts étrangers, dont elles garantissaient le montant, sous leur personnelle responsabilité pécuniaire. Le jour où, toutes les formalités et toute l'indispensable préparation accomplies, l'émission publique avait lieu, les banques de dépôts s'en chargeaient, et s'en acquittaient, par leurs centaines de succursales, sans avoir couru un risque, quelquefois effrayant. De telles interventions, très légitimes, sont lucratives pour les banques d'affaires.

Elles deviendront sans doute de plus en plus fréquentes. Car les établissements de dépôts, Crédit Lyonnais, Crédit industriel et commercial en tête, ont tendance à ne placer des titres qu'à la commission, c'est à dire sans garantie de l'intégralité de l'émission. Et c'est déjà cette sage politique qui prévaut en Angleterre chez les *Joint stock Banks*, comme on le sait.

La Banque de Paris, l'Union générale, la Banque française, le Crédit mobilier, etc., prennent sous cette forme, et aussi à leur compte exclusif, une large part aux émissions de fonds publics, valeurs de chemins de fer, étrangères ou françaises, inscrites à la Bourse de Paris.

Il est à signaler aussi qu'elles s'appliquent à créer à l'étranger des établissements de crédit, qui, quoique autonomes, demeurent leurs correspondants et leurs rabatteurs : Banque espagnole de crédit, Banque agricole d'Égypte, Banque générale de Bulgarie, Crédit franco-égyptien, Banque de la Havane, Crédit foncier de Tunisie, etc... et même, en quelque mesure, Banque d'État du Maroc.



Ce serait sans doute une tâche aisée — et applaudie — que de critiquer les banques d'affaires, de récriminer sur la restriction et la cherté du concours qu'elles prêtent aux industries naissantes ou sur leurs spéculations purement financières.

Il paraît plus intéressant et plus équitable de signaler l'originalité de ce nouvel organisme financier, son développement tout récent, l'avenir promis à son activité.

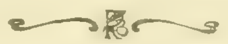
On eût pu croire, voici quelques années, que l'étonnante expansion des établissements de dépôts et d'escompte, leur ramification dans toutes les provinces, marquaient l'apogée du crédit en France, Comment estimer possible que de nouvelles banques aient la témérité de se constituer et l'illusion de réussir, auprès de ces gigantesques sociétés, dont une seule, le Crédit lyonnais, possède un budget annuel de plus de deux milliards de francs!

L'invraisemblable s'est réalisé. Le crédit a continué d'évoluer, en se modelant sur les exigences incessamment diversifiées de la production et de la circulation, selon la loi de la division du travail. Un perfectionnement, très manifeste, a surgi.

Grâce aux banques d'affaires, il n'est plus de grosse entreprise, conçue par des gens sûrs, qui ne puisse trouver le capital complémentaire qu'exige sa constitution. Le crédit est ainsi procuré à l'industrie ou au commerce, dès leur formation. Déplore-t-on encore la stagnation des grandes transactions et des gros travaux, ce sont d'autres causes profondes qu'il convient d'incriminer.

Mais si la haute industrie bénéficie du concours du crédit sous toutes ses formes, une aide pareille est-elle donnée à la petite industrie, qui souvent engendre les plus importantes exploitations, et dont les efforts, même modestes, font, par leur multiplicité, la prospérité des provinces et, en conséquence, de l'État?

François Maury.



LE CHRISTIANISME AU JAPON (1)

La forme religieuse fut la première forme de l'invasion blanche en Chine! elle n'y devait pas avoir beaucoup de succès; elle en eut encore moins au Japon. Le christianisme y fut porté par les Portugais, qui eurent sur leurs vaisseaux presque autant de missionnaires que de marchands. Leur propagande fut favorisée par l'anarchie de « l'âge noir »; parmi les partis en armes, il s'en trouva longtemps quelques-uns pour solliciter leur concours.

Cependant, si le xvi[e] siècle y fut encore très troublé, trois hommes remarquables y arrivèrent successivement au pouvoir, qui préparèrent enfin au Japon plus de deux siècles de tranquillité et de prospérité : ce furent Oda Nobounaga, Hideyoshi et Iyeyasu. Ils furent presque contemporains et travaillèrent d'abord ensemble à l'œuvre difficile de la reconstitution politique. Oda Nobounaga était seigneur d'Owari; il descendait de l'illustre famille des Taira, et se trouvait ainsi rattaché par ses ancêtres à la famille impériale. Il se trouva mêlé aux guerres civiles devenues incessantes; il contribua à renverser la dynastie shogounale des Ashikaga, et,

(1) Extrait de la Q[illegible] d'E[illegible] qui paraîtra incessamment chez l'éditeur Félix Alcan.

aidé de Hideyoshi et d'Iyeyasu, il disposa de la plus grande autorité; cependant il dédaigna de prendre le titre de shôgoun, dont le prestige avait été un peu compromis dans les désordres précédents. Au milieu de ces luttes, en 1542, arriva un vaisseau portugais apportant des canons et l'Évangile; on fit bon accueil aux deux, pourtant les Japonais montrèrent une admiration particulière pour les fusils, dont ils voulurent déjà curieusement connaître le mécanisme. Les missionnaires furent utiles aussi; car Nobounaga avait à se plaindre du clergé bouddhiste; contre lui il facilita la propagande chrétienne; même il ordonna la destruction d'un grand couvent bouddhiste, celui de Hiyeizan, près de Kiôto, au bord du lac sacré de Biva; il y avait là près de 500 temples qui furent brûlés: il y eut un grand massacre de bonzes. Le terrain se trouvait déblayé devant les missionnaires chrétiens.

Alors arriva saint François-Xavier, accompagné de quelques Jésuites; il ne séjourna que deux ans au Japon (1549-1551), mais ces deux années, grâce aussi aux circonstances, faillirent changer les destinées de ce pays : pour avoir des armes européennes, le seigneur de Satzuma autorisa les chrétiens à répandre leur doctrine; le seigneur de Hirado, une île sur la côte occidentale de Kiu-siu, attira aussi les missionnaires, pour les mêmes raisons; ils furent logés dans des monastères vides et parurent ainsi destinés à remplacer les prêtres bouddhistes; il est possible de considérer que le bouddhisme n'a pas enfoncé au Japon d'aussi profondes racines qu'en Chine, car il s'accorde mal avec le tempérament belliqueux des Japonais; d'ailleurs le christianisme fut considéré par beaucoup comme une secte du bouddhisme; les pauvres qui, souffrant des misères de la guerre civile, étaient avides de foi et d'espérance, écoutaient pieusement la bonne parole de François-Xavier. Au moment de son départ, en 1551, il n'y avait pas encore un très grand nombre de conversions; mais, sous la protection lointaine de Nobounaga, la propagande fut rapidement fructueuse; trente ans après, en 1580, il y avait au Japon 150.000 chrétiens, appartenant à 200 églises, et distribués entre trois vicariats, ceux de Kioto, de Hiren et de Sikok.

Un épisode illustre particulièrement cette histoire. Trois daïmios de Kiu-Siu, ceux d'Otomo, d'Arima et d'Omoura, résolurent d'envoyer des ambassadeurs auprès du pape en signe d'obéissance filiale (1). Ils voulaient supplier le Saint-Père de hâter la béatification de François-Xavier. L'ambassade, composée de parents très rapprochés de ces seigneurs, partit le 20 février 1582, sur un vaisseau portugais; elle resta plusieurs mois à Macao; elle était en janvier suivant à Malacca, puis, par Goa et le cap de Bonne-Espérance, elle débarqua à Lisbonne le 10 août 1584. Elle séjourna le mois de novembre en Espagne; elle s'embarqua à Alicante pour Livourne, et, par Florence et Viterbe, elle arriva à Rome, au milieu d'un grand nombre de cavaliers richement vêtus, qui étaient accourus au-devant d'elle pour lui faire honneur. Toute la ville de Rome voulut jouir du spectacle : les rues, les fenêtres, les trottoirs et les toits mêmes étaient remplis de monde; « l'admiration et la religion suspendaient de telle force les esprits, qu'il régnait partout un profond et sacré silence, lequel n'était interrompu que par le bruit des trompettes, des timbales et des acclamations. Quand les ambassadeurs furent sur le pont Saint-Ange, le canon du château tonna, l'artillerie du Vatican y répondit, et l'on entendit un concert de toutes sortes d'instruments, qui les accompagna jusque chez le pape.

« Dès qu'on sut qu'ils étaient proches, le Pontife et tous les cardinaux descendirent à la salle royale. A peine Sa Sainteté était-elle assise sur son trône, que les ambassadeurs parurent, chacun la lettre de son prince à la main : ils se prosternèrent aussitôt à ses pieds, déclarèrent en leur langue naturelle, d'une voix haute et distincte, qu'ils venaient des extrémités de la terre reconnaître en sa personne le vicaire de Jésus-Christ, et lui rendre obéissance au nom des princes dont ils étaient les envoyés, et en leur propre nom. Dès qu'ils eurent fini, le père de Mesquita qui les accompagnait, expliqua en italien ce qu'ils venaient de dire; mais la vue des trois jeunes seigneurs, qui avaient essuyé tant de périls et de fatigues pour venir rendre leurs hommages au Saint-Siège Apostolique, était un langage qui n'avait pas besoin d'interprète et qui pénétrait jusqu'au fond des cœurs. Aussi la plupart des cardinaux et quantité de personnes de la première considération, ne cessèrent de pleurer et de sangloter pendant toute l'audience : le Pape lui-même eut bien de la peine à se contenir; il les releva, les baisa au front, les embrassa plusieurs fois, les baigna de ses larmes, et leur témoigna une tendresse dont l'impression devait leur rester toute la vie (1). »

Dans les discours qui furent alors prononcés, on compara la conversion du Japon aux plus grands triomphes des apôtres dans les premiers siècles de l'Église; on vit dans cette conquête religieuse de l'Extrême-Orient la compensation des hérésies qui déchiraient alors l'Europe chrétienne, on y trouva

(1) NAGAOKA. *Histoire des relations du Japon avec l'Europe aux XVIe et XVIIe siècles*, p. 239-277, d'après P. DE CHARLEVOIX, *Histoire du Japon*, III, p. 106 et suiv.

(1) NAGAOKA, p. 211 215.

une manifestation éclatante de la puissance de Dieu. Par là, cette ambassade paraissait être un des événements les plus considérables de l'histoire de l'Église. C'est pourquoi le pape Grégoire XIII, à la fin de l'audience, se leva disant tout haut le cantique du saint vieillard Siméon : *Nunc dimittis servum tuum, Domine.* Il mourut cinq jours après, le 10 avril, et ce fut encore une preuve de l'intervention divine en ces circonstances merveilleuse. Le nouveau pape, Sixte-Quint, eut pour eux les mêmes prévenances que son prédécesseur ; ils furent au premier rang dans les cérémonies de l'intronisation, furent éblouis de leur éclat, émus de leur signification surnaturelle.

Ils restèrent encore trois mois à Rome, jusqu'en juillet 1585 ; ils emportèrent des lettres pontificales destinées à leurs seigneurs ; par Barcelone et Madrid, ils revinrent à Lisbonne, on les y retint encore plusieurs mois ; ils s'y embarquèrent le 13 avril 1586, avec une nouvelle mission de jésuites. Ils arrivèrent à Nagasaki, après de nombreuses tempêtes, le 21 juillet 1590, huit ans après leur départ. Nobounaga était mort en 1582 ; il ne s'était pas fait chrétien ; mais il passe à juste titre pour l'introducteur du christianisme au Japon, et, par la haute protection dont ainsi les chrétiens jouissaient, il était permis alors de penser que le Japon tout entier serait bientôt chrétien. Il serait difficile de mesurer les conséquences, qu'aurait eues un pareil événement, même dans l'histoire universelle.

A la mort du Nobounaga, Hideyoshi, qui avait été son lieutenant et son ami, s'était emparé de toute l'autorité ; il avait donné le titre de shôgoun à son fils, et il avait pris pour lui-même les fonctions de régent ou kuambaku ; en vérité, il exerça la dictature ; établi à Osaka, à portée de Kioto, il fut le maître du Japon pendant environ quinze ans ; il fut plus redouté que populaire, et, comme il était d'une laideur remarquable, le peuple l'appelait « le singe couronné ». Il tient une place importante dans l'histoire japonaise pour avoir eu une large politique extérieure, pour avoir arraché un moment son pays aux discordes qui l'épuisaient, pour avoir eu le premier conscience des grands intérêts qui le rattachent au continent asiatique : en cela il fait figure de précurseur.

Le Japon n'avait eu jusque-là avec la Chine que des relations irrégulières et assez incorrectes ; de nombreuses barques japonaises faisaient du butin sur les côtes très riches du Fokien et du Tché-Kiang, y entretenaient un actif commerce de contrebande. Cependant, par la nature de ses côtes, par sa situation et ses propres caractères, le Japon commençait de s'attribuer une sorte de suprématie sur les mers voisines, dans le temps même, observe un historien anglais, où l'Angleterre aussi prenait conscience de ses intérêts maritimes (1). Il n'est pas nécessaire de pousser plus loin un rapprochement entre Hideyoshi et la reine Élisabeth.

Hideyoshi du moins utilisa avec méthode les ressources navales du Japon ; il dirigea ses entreprises résolument sur la Corée. Il l'envahit en 1591, et ce fut le principe de la guerre de Sept ans (1591-1598) ; car l'Europe n'a pas le monopole des longues et sanglantes guerres. Les Chinois, qui ont toujours eu avec les Coréens les plus intimes et les plus cordiales relations, accoururent à leur secours ; ils furent déjà battus à Pinh-Yang, au nord de Séoul, en 1592. Mais ils arrivèrent l'année suivante si nombreux que les Japonais furent refoulés jusqu'au sud de la péninsule, vers Fousan : Hideyoshi se contenta d'un traité par lequel l'empereur de Corée le reconnaissait comme roi du Japon ; on échangea des visites et des cadeaux ; le commerce régulier fut autorisé entre les deux pays.

Mais l'empereur de Corée n'envoya à Osaka pour y saluer Hideyoshi, qu'un officier de grade inférieur. Cet outrage criait vengeance. Les hostilités recommencèrent ; d'ailleurs, elles n'eurent rien de décisif ; de grandes flottes japonaises parurent sur les côtes de la Chine et y causèrent de grands dommages ; deux officiers japonais tombés aux mains des Chinois furent exécutés comme rebelles, le Japon étant toujours considéré, dans l'étiquette chinoise, comme un vassal. Hideyoshi devait mourir avant d'avoir obtenu des résultats. Et la Corée, le royaume-ermite, allait retomber pour des siècles dans son silence ; cependant le prince de Tsou-shima, l'île double qui fait comme un pont entre le Japon et la Corée, prêta ses bons offices aux relations pacifiques entre les deux pays, qui, d'une façon à peu près régulière, échangèrent désormais des politesses, par exemple lors de l'avènement d'un nouveau prince.

Hideyoshi avait de grands desseins, non seulement sur la Corée et sur la Chine, mais jusqu'aux îles Philippines ; avec lui le Japon entrait dans la grande politique et jetait le regard sur le Pacifique, lointaine préparation des événements contemporains. Mais il n'avait pas encore des moyens d'action suffisants. Il eut assez de largeur d'esprit pour reconnaître à cet égard la supériorité des Européens, et pour compter sur eux ; il attira près de lui à Osaka marchands et missionnaires portugais. Il rechercha les jésuites ; il leur déclara qu'il se serait fait volontiers chrétiens, s'il n'avait pas eu une passion effrénée pour les femmes, bien content sans doute de ce prétexte pour retarder, faire désirer et se faire payer sa conversion. Il précisa même les

(1) BOULGER, *History of China*, II, 116.

conditions du marché : « Quand j'aurai deux cents navires, j'achèverai la guerre contre la Corée et la Chine, et je serai dans le pays conquis le plus zélé propagateur de la religion de Yasso (Jésus). »

Les Portugais ne se prêtèrent point à la satisfaction de ces ambitions ; ils craignirent de les voir se retourner ensuite contre eux-mêmes, de donner au Japon les moyens de se passer d'eux ; ils voulurent garder leur supériorité. Un jour, Hideyoshi exprima le désir de voir dans le port d'Osaka un beau et grand navire portugais, qui venait d'arriver à Hirado ; le capitaine lui répondit qu'un pareil navire ne pouvait pas s'engager dans les étroites passes qui mènent à Osaka sans risquer de se perdre. Ce fut le signal de la rupture. Les Portugais cessèrent alors d'avoir une politique suivie à l'égard du Japon ; leur pays venait de tomber, en 1580, sous la domination espagnole ; il en résultait beaucoup de désordres et d'erreurs dans la conduite de leurs marins et de leurs commerçants ; abandonnés à eux-mêmes, ceux-ci commirent des excès, sans souci de l'avenir et des intérêts généraux de leur pays ; ils abusèrent de leur force en Extrême-Orient ; ils commirent de nombreux attentats contre les personnes, enlevant les femmes pour s'en faire des esclaves, se livrant à la débauche ; des milliers de malheureux furent achetés, vendus et embarqués pour Macao et les Philippines ; c'est pourquoi les Japonais avaient l'habitude de dire que les prêtres d'Europe prêchaient une loi et que les marchands d'Europe en suivaient une autre (1).

Le succès moral du christianisme en fut compromis, dans le temps où Hideyoshi était obligé de renoncer à en tirer du profit. Les bonzes bouddhistes en profitèrent pour faire leur paix avec le gouvernement ; ils l'aidèrent par exemple à apaiser une révolte dans le pays de Satzuma. Dès lors Hideyoshi se décida à proscrire le christianisme : « Le Japon, disait-il dans un édit, est un pays de Dieu, et les pères chrétiens ne doivent pas y prêcher leur foi fausse. Nous ne pouvons pas les admettre à rester plus longtemps au Japon ; ils devront quitter ce pays pour retourner dans le leur, et cela dans un délai de vingt jours. D'ici là, il n'est permis à personne de les molester en aucune façon. » Cet édit ne fut pas appliqué ; il ne fut d'abord qu'une menace une peu platonique. Cependant le prince d'Omoura, l'un de ceux qui avaient envoyé une ambassade à Rome, fut dépouillé de son fief de Nagasaki ; ce fort demeura ouvert au commerce étranger, dont Hideyoshi espérait toujours des avantages ; en 1597, 24 chrétiens furent crucifiés, dont deux jésuites et plusieurs franciscains. Mais, dans l'ensemble, les missionnaires chrétiens ne furent point expulsés ; ils continuèrent leur propagande, parmi l'indifférence affectée du gouvernement, et, en 1548, lorsque Hideyoshi mourut, les chrétiens, par leur nombre et par leurs canons, constituaient une puissance avec laquelle il fallait compter. Ce fut l'origine d'une terrible crise, que personnifie Iyeyasu, l'illustre fondateur du shogounat d'Edo.



Iyeyasu avait le centre de sa puissance à Edo, qui est aujourd'hui Tokio ; Hideyoshi mort, il s'empara du pouvoir, étant le plus fort. Mais la veuve d'Hideyoshi et son fils Hideyori avaient encore à Osaka une grande autorité et levèrent contre Iyeyasu de nombreuses troupes. La querelle fut décidée le 15 septembre 1600, à la bataille de Sekigahara, près du lac de Biva. Ce fut une terrible bataille ; toute la plaine fut rouge de sang. La victoire resta à Iyeyasu ; il prit le titre de shogoun, qui lui fut reconnu par le mikado (1603) ; il fonda ainsi la dynastie des Tokougawa, et inaugura une des périodes les plus remarquables de l'histoire du Japon, celle du shogounat d'Edo, qui dura jusqu'en 1868.

Il eut d'abord de grands desseins commerciaux ; semblable même au mikado d'aujourd'hui Mutsu-Hito, il eût voulu ouvrir largement le Japon aux marchands étrangers, à la civilisation européenne ; il eût avancé l'histoire de plus de deux siècles. Alors les Hollandais arrivèrent des îles de la Sonde ; ils fondèrent un établissement à Hirado, sur la côte septentrionale de Kiu-Siu. Un marchand anglais, le premier de sa race, William Adams, vint aussi faire du commerce dans ce pays, jusqu'à Edo ; d'autres Anglais l'y suivirent ; ils n'en furent écartés qu'en 1623, lorsque la politique shogounale fut devenue décidément hostile aux étrangers. Iyeyasu ouvrit encore des relations avec les îles Philippines ; il encouragea le commerce avec l'Amérique, notamment avec l'Amérique du Sud ou Nouvelle-Espagne. C'étaient des préparatifs pleins de promesses ; ils annonçaient un avenir tout différent de celui qui fut.

Cette large politique en effet fut compromise par de nouvelles querelles religieuses et par les rivalités des Européens entre eux. Car le parti de Hideyori était toujours puissant à Osaka, et les chrétiens avaient repris leur propagande, malgré les édits du règne précédent : elle gagnait même désormais le Japon septentrional. Daté Masamouné, daïmio de la province d'Oshou, un des plus dévoués partisans d'Iyeyasu, à l'instigation de religieux franciscains, envoya en Europe une ambassade conduite par Hasékoura Rokouémon. Partie en 1613, elle passa par Mexico, y fut reçue avec de grands honneurs :

(1) [illegible]

quelques-unes des personnes qui la composaient y furent déjà baptisées. Ensuite, par La Havane, elle gagna l'Espagne ; elle fut reçue en audience solennelle par les autorités de Séville, auxquelles elle remit des présents. A Madrid, elle se présenta devant le roi Philippe III le 30 janvier 1615, et lui fit part de l'intention où était le seigneur Daté Masamouné de renoncer aux erreurs des sectes japonaises et d'embrasser la religion chrétienne avec tous ses vassaux : elle sollicitait pour cette grande œuvre l'appui du roi d'Espagne ; elle annonçait des intentions semblables de la part du shogoun.

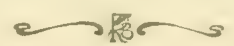
Quelques jours après, l'ambassadeur Hasékoura reçut le baptême, sous les prénoms de Philippe-François, dans le couvent des Franciscains déchaussés, en présence du roi Philippe III et des infantes, parmi lesquelles Anne d'Autriche. Puis il alla visiter à Saragosse le sanctuaire vénéré de Notre Dame del Pilar ; par Barcelone, Savone, Gênes et Civita-Vecchia, il arriva à Rome le 25 octobre 1615, dans les carrosses du cardinal Borghèse. Ce furent alors les mêmes spectacles et la même politique qu'au temps de l'ambassade des seigneurs du Kiu-siu. On fit faire aux Japonais une entrée solennelle avec fanfare de trompettes et grand concours de nobles cavaliers ; ils furent reçus par le pape Paul V le 3 novembre. L'ambassadeur lut au pontife une lettre où Daté Masamouné déclarait sa volonté d'être chrétien, et suppliait le Saint-Père de « vouloir bien, dans son royaume, disposer, gouverner et instituer tout ce qu'il jugeait utile pour la propagation de la sainte loi de Dieu et pour la conversion de tous ses habitants à la foi chrétienne ». Cette lecture fit une grande impression ; elle fit espérer que bientôt tout l'empire du Japon embrasserait le christianisme, et en effet rien ne pouvait alors paraître plus vraisemblable. Le 12 décembre, le Sénat de Rome admit Hasékoura au rang de citoyen et de sénateur romain.

Sur le chemin du retour, les villes de l'Italie et de l'Espagne entouraient d'honneurs l'ambassade japonaise et lui donnaient des médailles, des vases précieux, des croix, à l'intention des nombreuses églises catholiques qui allaient bientôt s'élever au Japon. Cependant Daté-Masamouné avait fait construire lui-même un grand navire pour aller chercher ses ambassadeurs dans la Nouvelle-Espagne ; c'est ainsi qu'ils rentrèrent dans leur pays en 1619. Il semble bien que ce seigneur avait été inspiré, non seulement et non surtout par le désir de se faire chrétien, mais davantage « par la pensée d'introduire chez lui les méthodes de la civilisation occidentale, autrement dit, de faire alors ce que le Japon ne fit que deux siècles plus tard (1). »

Mais pendant que l'ambassade d'Hasékoura était en Europe, il s'était produit au Japon de grands changements, et l'ère qu'elle avait ouverte se fermait tout d'un coup ; Daté-Masamouné ne se fit pas chrétien ; il fut même un persécuteur du christianisme.

Hasékoura, condamné comme chrétien, s'ouvrit le ventre selon la coutume du *hara-kiri*, ou bien, selon d'autres, au moment d'être crucifié, il fut enlevé par une force surnaturelle, et on ne le revit plus jamais.

J.-E. DRIAULT.



LES CONTEUSES

Noël, Noël ! Jour de l'An ! Mois des cloches, mois des crèches ! Janvier, mois des contes ! Vous voici revenus ! Les jolis yeux bleus, les jolis yeux bruns, les beaux yeux éblouis des petits et des grands enfants vont s'ouvrir sur le monde des fées. Charles Perrault, Charles Dickens et Christian Andersen, de la Christmas à l'Épiphanie, vont revivre à nouveau dans les grands livres à images qu'on redonne, tous les ans, aux petites filles et aux petits garçons français, anglais, danois et norvégiens qui ont été bien sages dans l'année. A nouveau Monsieur le marquis de Carabas, le Grillon du Foyer et la Reine des Neiges, vont renaître dans les tendres imaginations des chéris. A peu près une fois par année, il y a un moment heureux pour les fées et pour les ondines, pour les nains et pour les kobolds ; c'est ce moment délicieux de l'hiver où les forêts ressemblent à de vieilles aïeules blanches, où le bœuf et l'âne réchauffent de leur tiède haleine la paille de l'étable, où il y a des petites bougies roses et de petites lanternes vertes suspendues à de mignons sapins teintés de givre et de rosée.

Ce moment-là est aussi le moment des conteuses.

Il y en a toute une jolie lignée. Et elles arrivent en trébuchant, à pas cassés et menus, appuyées sur des cannes à pomme d'or, derrière Charles Perrault, Charles Dickens et Christian Andersen ! Toutes n'ont pas des mentons en casse-noisette, des yeux d'escarboucles et un nez pointu ; mais il en est de jolies et de bien conservées, avec deux doigts de poudre et des mouches aux lèvres.

Il y a d'abord Berthe, appelée aussi « Berthe au grand pié » qui est en habit de fileuse. Et puis il y a ma « Mère l'Oye » qui marche avec importance, en se dandinant. Elles ont des histoires plein leur sac. Mais voici grand'maman d'Aulnoy, toute craquante de soie et de satin, qui revient de son voyage en

Espagne, qui a une belle gorge, une voix de rossignol et qui sait plus d'histoires qu'elle n'eut d'aventures en sa vie. Voici Mme la comtesse de Murat, Mlle de la Force, Mme d'Auneuil, Mlle Lhéritier de Villaudon. Toutes sont vêtues à la façon des grandes dames de ce temps-là, les cheveux noués à la Fontange, un air précieux et un peu pincé. Et voici Mme Pauline de Beaumont qui a fait la *Belle et la Bête*! Et toutes avancent avec de grands airs et de belles manières comme si elles étaient de nobles personnes de Versailles et comme si elles étaient autant de fées magnifiques des contes.

Mais, depuis Mmes d'Aulnoy et de Murat jusqu'à Mme Zénaïde Fleuriot, qui fit des histoires de douairières avec sa plume, jusqu'à Kate Greenaway qui en fit avec son crayon, il y a bien d'autres grand'-mamans conteuses!

Il y a George Sand, qui a fait les *Contes d'une grand-mère* et qui commençait de cette façon-là : « Autrefois, il y a bien longtemps, mes chers enfants, j'étais jeune et vous n'étiez pas nés... »

Il y a Sophie Rostopchine, comtesse de Ségur, qui a fait *Un bon Petit Diable*, *Diloy le chemineau*, des *Contes* et les *Mémoires d'un âne*, qui s'appelait Cadichon, qui faisait : « hi han! » en voyant son nez pointer dans un seau d'eau.

Il y aussi la grand'mère qu'a connue Béranger, qui avait vu l'Empereur Napoléon passer comme un soleil dans la gloire et qui contait des contes devant l'âtre, aux enfants des campagnes :

« Parlez-nous de lui, grand'mère ;
Parlez-nous de lui. »

Ah ! grand'mères, posez vos béquilles, mettez vos lunettes ; interrogez les lutins du foyer, la fumée du toit, le vol des pies et aussi vos souvenirs, grand'-mères ! Et contez-nous des contes !

* * *

Longtemps, longtemps, il vint dans les villages, il passa dans les villes, de petits colporteurs avec un bissac sur le dos ou un petit âne chargé, tintant de clochettes, qui portaient tout un monde de rêves! Leur petite boutique n'était pas bien grande, mais on y trouvait *Geneviève de Brabant* en image d'Epinal, le *Langage des fleurs* de Mme Charlotte de La Tour, les *Quatre fils Aymon* également en image, *Paul et Virginie*, les romans de Mme Cottin, des almanachs et des contes de fées. Tout cela n'était ni bien cher ni bien neuf, était broché en bleu, mal cousu, mal dessiné, mal imprimé ; mais tout un monde naïf y vivait. Et ce monde était bien plus beau encore, quand c'étaient des mains de femmes qui en ouvraient les portes.

C'est dans ces petites éditions populaires, faites pour les « marchands de nouveautés » et que les petits colporteurs vendaient dans les villages, qu'il faut lire les contes. Toutes ces histoires absurdes et délicieuses ont, pour la plupart, été écrites pour les petites filles et les petits garçons. C'est par-dessus les jolis fronts songeurs, par-dessus les fines têtes blondes et bouclées, dans des livres à quatre sous, dans ces vieilles brochures vénérables, qu'il faut lire *Aladin*, *Peau-d'Ane* et *Barbe-Bleue*. Le merveilleux est bien plus merveilleux qui est un merveilleux simple et les fées bien plus belles qui sont des fées rustiques. « Les fées existent, cousine, puisque les hommes les ont faites », a dit l'un des amis les plus touchants et les plus admirables de ces belles personnes, M. Anatole France.

Que dira-t-on des fées créées par les femmes ? Elles sont encore bien plus belles et plus séduisantes ; elles ont un génie bien plus développé en ruse et malice et tous les contes qu'elles content sont plus scintillants et plus parfaits encore que ceux des conteurs.

Le *Cabinet des fées* en a donné jadis de Mme d'Aulnoy, notamment *Gracieuse et Percinet*, l'*Oiseau bleu*, *Finette Cendron*, la *Biche au bois*, la *Chatte blanche*, *Belle-Belle ou le Chevalier Fortuné*. Il n'y eut jamais au monde de plus belles histoires. Mme d'Aulnoy est une espèce de Schahrazade à la française, habile aux imaginations les plus ingénieuses. On sait qu'à la fin de sa vie, qui fut longue, émouvante et souvent singulière, elle se retira à Paris dans la rue Saint-Benoît. Là, quoique âgée, frisée, parée, coquette et dressée sur son lit comme une précieuse elle contait encore. Elle ouvrait un monde de féerie aux yeux étonnés des enfants. « Il y avait une fois... » disait-elle. Et cela commençait toujours de cette façon! Et il fallait l'entendre narrer comment Percinet rencontra Gracieuse, comment le petit Avenant tira une carpe de l'eau, qui était une fée, comment la belle Florine aima le prince Charmant qui était oiseau bleu, comment la Biche au bois vint boire à l'eau de la fontaine enchantée. Et elle parlait aussi de l'eau qui danse dans la forêt, de la pomme qui chante quand on la cueille et du petit oiseau vert qui sait tout. Mme d'Aulnoy avait beaucoup voyagé en Espagne. Elle avait, de son long séjour au pays des mules et des mantilles, rapporté le secret d'élever en imagination de ces beaux châteaux aux tourelles aiguës, aux portes cristallines et qu'habitent toutes sortes de personnes merveilleuses, d'oiseaux, de chevaliers et de fées savantes. Elle-même était une manière de fée de ce temps-là, en coiffure à la Maintenon, en guimpe et en dentelle. A mesure qu'elle parlait les perles les plus belles des contes tombaient de ses jolies lèvres...

* * *

M. de Lescure, qui a si finement écrit sur les fées, remarque qu'au grand siècle des perruques, on ne dédaignait pas le commerce agréable avec les ondines, les sylphides et les salamandres. Mme de Sévigné et M. de Voiture parlaient de ces dernières comme de personnes vivantes et Julie de Castelnau, comtesse de Murat, écrit sérieusement : « On ne peut connaître les fées et ignorer que, quelque savantes qu'elles puissent être, elles n'ont pu trouver le secret de se garantir du malheur de changer de figure quelques jours de chaque mois, en prenant celle d'un animal terrestre, céleste ou de ceux qui vivent dans les eaux. » Ces métamorphoses ont alimenté la plupart des contes que cette charmante femme a écrits elle-même : *Jeune et belle*, le *Prince des feuilles*, le *Bonheur des moineaux* et celui de la fée appelée *Anguillette*, que des pêcheurs saisirent dans leur filet bleu.

Les travestissements à quoi donnaient lieu tant d'avatars féeriques inspirèrent la *Princesse de Prétintailles* de Mme d'Auneuil, les *Fées* de Mlle de la Force et surtout les jolies *Bigarrures ingénieuses* de Mlle Lhéritier de Villaudon, une émule de Mme d'Aulnoy, une amie de Mmes des Houlières et de Longueville, une jolie pédante qui avait eu un père mousquetaire du roi et qui devait dresser un jour, en prose et en vers, l'apothéose d'une autre vieille fée Carabosse des lettres : Madeleine de Scudéry !

Mme Pauline Le Prince de Beaumont, qui eut pour mari le pire des drôles, voyagea beaucoup en France et en Angleterre ; elle écrivit de chastes romans dans les *Magazines*. Elle fit aussi des contes, notamment la *Belle et la Bête* et la *Fée aux nèfles* qui ne sont pas loin d'être aussi célèbres que *Peau d'Ane* et le *Riquet* de Perrault. Mme Le Prince de Beaumont est bien la dernière des « fées à la mode » ; et il faut chercher, dans son *Magasin des enfants*, dans celui des *Adolescentes*, les dernières manifestations d'un genre, où le rêve et la fantaisie enveloppaient souvent une morale adroite et plaisante tout en instruisant.

La pauvre Beaumont morte, c'est au vieux Bouilly, au naïf Berquin, à Mmes Cottin et de Genlis qu'il appartint désormais de conter. Mais déjà ce n'étaient plus des contes féeriques, ce n'étaient plus ces belles aventures, ces fins et jolis apologues. Il n'y avait plus la même part d'enchantement dans les contes. Qu'étaient les *Orphelins du hameau*, le *Petit carillonneur*, *Victor ou l'enfant de la forêt* de Ducray-Duménil, la *Zélie dans le désert*, de Mme Daubenton, *Une famille s'il vous plaît*, par Mme Robert, à côté de ces merveilles d'imagination tendre : le *Petit Poucet*, l'*Oiseau bleu*, la *Chatte Blanche* ou la *Fée Anguillette*, dont, depuis cent ans, tant de petits enfants berçaient leur sommeil et peuplaient leurs rêves ?



Une dernière fois il parut des conteuses.

Et ce fut George Sand, qui était une fée en bonnet du Berri, George Sand en grand'maman Aurore qui conta des contes ! Lasse, à la fin, d'écrire et d'écrire encore tous ces ardents livres où l'amour vacille ainsi que la haute lueur d'un flambeau, elle mit, un jour, une sourdine à sa voix, elle fit son chant plus tendre, elle prit une espèce de manière plus caressante et plus berceuse d'écrire. Et c'est ainsi que tous les petits bambins de Nohant et d'ailleurs eurent *le Chêne parlant*, *Ce que disent les fleurs*, la *Fée Poussière*, la *Fée aux gros yeux* et tant d'autres gracieux *Contes d'une grand'mère*, où il semble que George, pour parler aux enfants, ait pris le ton bonhomme et l'allure de Mère l'Oie !

Enfin, il y eut Mme de Ségur, qui était venue du pays du givre et des steppes pour charmer les enfants français, Mme de Ségur et sa *Bibliothèque rose* ! Elle aussi a conté des contes et je la vois très bien, avec sa bonne figure de vieille, ses repentirs bouclés et son châle romantique, assise au coin du feu et narrant, à ses petites-filles Camille et Madeleine de Malaret, ces histoires délicieuses : *Blondine*, *Bonne Biche et beau Minon*, la *Princesse Rosette*, *Ourson* et la *Petite souris grise*.

Bonne Mme de Ségur ! On va lui élever un monument. Il faut que ce soit dans un bois, près d'une mare enchantée, au carrefour où les nains, les fées et les dryades s'assemblent encore la nuit quand le sommeil descend au-dessus des villages. Douce Mme de Ségur ! Elle a été la dernière des conteuses. Elle a repris, la dernière, la plume tremblante, argentine et légère des d'Aulnoy et des Lhéritier, des Murat et des Beaumont. A présent on ne conte plus des contes de fées aux tout petits. On leur donne de gros livres savants, de pédantes images, de longs et fastidieux récits sans beauté. Regrettons, avec M. Anatole France, l'habitude absurde qu'ont maintenant les parents de retirer les *Contes* de Perrault à leurs fils et leurs filles. Les contes sont une part du rêve ; ils ont leur poésie, leur signification et leur morale. Il faut les écouter. Il faut écouter les bonnes grand'mamans du passé qui en savaient de si passionnants : une d'Aulnoy, une Beaumont, une Ségur. Celles-là avaient de bonnes mains d'aïeules, elles avaient des voix douces et consolantes ; elles s'entendaient mieux que toutes les grandes savantes d'aujourd'hui à peupler de beaux songes les âmes et les yeux étonnés des enfants...

EDMOND PILON.

DEVANT LA MER

A chaque amour qui naît, notre âme rajeunie
Veut cette illusion qu'elle naît avec lui.
Le passé se dissout et la mémoire nie.

A chaque amour qui vient après l'amour enfui,
Présomptueux qui crois l'éternité moins brève,
Tu veux éterniser le bonheur d'aujourd'hui.

Ce que tu voyais grand comme une mer en rêve
N'est peut-être qu'un flot par un flot effacé.
De celui qui monte en houle vers la grève

Que subsistera-t-il quand l'autre aura passé ?

RÉMY SAINT-MAURICE.



LES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

ERNEST ZYROMSKI. — *L'Orgueil humain*; *Lamartine, poète lyrique*; *Sully Prudhomme.*

M. Ernest Zyromski est un très séduisant esprit, brillant et souple. On admire son élan, son fervent amour des idées, la chaleur dont il anime les plus abstraites généralisations : tout d'abord, il aime trop les idées, il est trop séduit par la scintillation des systèmes pour analyser avec sévérité les unes, et réfléchir longuement sur la légitimité des autres. Lisez l'*Orgeuil humain*, ce livre de juvénile outrance, où s'affirme un tempérament : quel feu! Ernest Zyromski se hâte : il n'approfondit guère : est il superficiel? Ses meilleures pages, encore que la forme en soit parfois laborieuse, ont un air d'improvisation ; il est un peu la victime de sa fougue intellectuelle, de son talent, je n'ose dire de la générosité de ses intentions; il est un idéologue lyrique, un peu vain de son idéologie, mais si sincère, si ardemment sincère! Il ne possède point toutes les qualités du critique, ni même les plus essentielles, si la prudence, le perpétuel scrupule, la lente pénétration, le goût du solide et du précis sont les premières de ces qualités : il s'adonne cependant à la critique : inquiétante critique! Ce livre n'est point négligeable; il n'est point « définitif » : si persuasif que soit déjà le talent de Ernest Zyromski, il n'inspire qu'une sécurité douteuse..... et vous me direz que cette incertitude est un charme de plus, que vous ne redoutez point quelque redondance rhétoricienne, ni même quelque lyrique délire; qu'au total un auteur passionné, inégal, dont les défaillances et les caprices appellent un incessant contrôle, n'est jamais indifférent, et l'emporte en séduction sur les plus sages et les plus pondérés : nous sommes d'accord.

Encore convient-il d'être perpétuellement sur ses gardes. Ernest Zyromski lui-même semble, dans sa préface, faire appel à notre vigilance : les livres de Ernest Zyromski ne sont point négligeables : ses préfaces ne sont point de celles que l'on peut omettre de lire :

« Le sujet de ce livre est essentiel et poignant.

« S'il repose sur une erreur, il tombera bientôt dans l'oubli, car je n'ai ni ne veux avoir le talent de prolonger la vie des paradoxes.

« Mais s'il révèle quelque vérité primordiale, déformée ou détruite par l'orgueil humain, puisse-t-il susciter, parmi la jeunesse qui pense, les idées qui frappent les cœurs!

« Je souhaite que ma passion du juste et du vrai, qui a soutenu ma patience dans la recherche, donne à mon esprit la lucidité et le courage dans les conclusions.

« Devant le tribunal de la pensée contemporaine, l'homme agite ses destins avec l'angoisse qui précède les grandes crises. En méditant et en écrivant ce livre, j'ai résolu d'apporter mon témoignage et de dévoiler l'erreur séculaire qui a précipité les hommes dans le mensonge et le malheur. »

Après une pareille préface, nous ne nous étonnerons plus de rien : quelque fracas qu'il plaise à l auteur de déchaîner, nous n'en serons point épouvanté : nous sommes au diapason... et nous attendons avec impatience le choc des sublimes révélations — avec impatience, avec la ferme résolution d'observer attentivement les gestes et les discours de cet annonciateur d'un évangile nouveau.

Les préfaces de Ernest Zyromski ne sont point sans utilité : ses introductions ne sont point superflues : une préface peut être suivie d'une introduction; ayant lu celle qui vient d'être citée, à peine êtes-vous remis de l'émotion première, que Ernest Zyromski vous invite à lire les lignes suivantes :

LES LEÇONS DE LA NATURE.

« Contemplons la nature avec un cœur simple et des yeux frais, et retenons avec respect l'enseignement direct qu'elle nous donne.

« La nature entière semble suspendue au soleil. Gravissez une haute montagne avant le lever du jour; quand le soleil éclate, la terre se balance, heureuse et pâmée, devant son immortel amant. La pluie des rayons tombe comme une caresse... »

Oh! oh! cet écrivain est un poète, un poète qui ne fuit point la banalité, ni les plus poncives métaphores : nous nous défierons de son goût... Suivent des pages de litanies lyriques, que n'excusent ni l'éclat de l'expression ni le relief de la pensée. Ernest Zyromski se plaît aux développements verbeux : il est la dupe de cette verbosité qui n'est point l'abondance, qui en est peut-être le contraire; il est la dupe de ses formules redondantes : il débite

des banalités sur un ton prophétique : notre inquiétude touche au malaise... Ce livre qu'annoncent — et desservent avec exagération — cette préface et cette introduction, serait-il comparable à ces bulles éphémères dont une infime piqûre suffit à révéler l'excessive fragilité ?

*
* *

Je n'irai point jusqu'à le prétendre : la partie dogmatique de ce livre est faible, sans nouveauté ; en dépit, ou à cause des présomptueuses façons de l'auteur nous ressentons une impression de sonorité creuse ; mais il y a en ce livre une partie résistante, une armature historique qui n'est point excessivement robuste, mais enfin soutient l'œuvre : on dirait une sorte de « discours » scolaire, revu et amplifié par un homme qui aurait de la lecture. Ernest Zyromski déplore que les hommes se soient « dégagés du culte de la nature ». Il entend soutenir ces affirmations, qu'il « sait, déclare-t-il, graves, mais bonnes ».

« L'histoire de l'humanité se confond avec l'histoire des altérations de ce culte de la nature.

« L'art des hommes a été la recherche des moyens d'oublier la nature et de superposer leurs inventions légères et chancelantes à la beauté robuste et immarcescible des choses.

« La morale des hommes a été l'expression de leur orgueil et l'affirmation audacieuse de leur prédominance sur l'univers.

« Les religions des hommes ont été de lamentables déviations de ce premier culte de la nature.

« Tout ce qui, dans l'homme, vient de la nature est bon.

« Tout ce qui, dans l'homme, vient de l'homme, est une déformation souvent funeste, toujours inquiétante de la nature. »

Ces affirmations sont-elles si « graves », si « bonnes » ? Sont-elles surtout formulées en termes assez précis, pour que l'on y puisse étayer une discussion ? Ernest Zyromski innove-t-il, prouve-t-il quoi que ce soit ? J.-J. Rousseau avait dit — non pas le premier — quelque chose d'analogue. Ernest Zyromski reprend et continue Rousseau, en le redressant, car on sait l'illogisme et les contradictions de Jean-Jacques. La nature est-elle « bonne »? les hommes discuteront sans doute longtemps encore sur ce point, et l'on ne voit pas qu'aucune dissertation historique puisse jamais éclairer le débat. La nature, proclame Ernest Zyromski « insinue en nous le sens de la vérité et de la beauté, elle est l'éducatrice de notre sensibilité et de notre esprit. » Elle est « l'inépuisable conseillère... » Sans doute, sans doute ; mais accorderons-nous qu'elle « nous montre l'identité profonde du *bonheur* et de la règle », qu'elle soit « la consolatrice, si nous savons méditer le suprême enseignement qu'elle nous donne je veux dire la compréhension du rythme de la vie qui fait accepter la nécessité de la mort » ? Nous sommes tentés de protester : parce que j'accepte la nécessité non seulement de la mort, mais de la souffrance, souffrirai-je moins, serai-je consolé ? Ces lois immuables dont vous prétendez que j'admire l'enchaînement, sont-elles moins cruelles que l'antique et monstrueux Destin? à peine sont elles moins mystérieuses, et c'est prononcer une belle phrase, rien de plus, que de dire « quand l'homme sent près de lui et sous ses pas la puissance infinie des choses, il marche dans l'ivresse de la certitude et de la lumière. » La nature est-elle « bonne » ? Est-elle infiniment puissante?

Nous ne concevons point de réalité vivante en dehors d'elle ; accuser les hommes de se soustraire à ses injonctions, c'est leur reprocher de bien timides audaces. Font-ils point partie de la nature? Qu'entendez-vous donc par ce mot de nature ? Ernest Zyromski répond :

« L'homme fait partie de la nature... Ce qu'il faut mettre dans ce terme, le plus ductile de tous les termes, c'est la nature infinie, universelle, inépuisable, génératrice de toute existence, dont l'humanité est un prolongement fragile, et dont le souvenir toujours présent, toujours puissant, impose à l'homme la modestie et la certitude de s'appuyer sur un fond inébranlable, la résignation et la confiance. »

Ce souvenir toujours présent, toujours puissant, impose aussi un effort d'interprétation : Ernest Zyromski souhaite à l'homme un esprit de docilité et d'humble sincérité : il exalte le naturalisme des hommes primitifs ; il magnifie l'observation, la méthode, la recherche des lois naturelles... Dépouillez ce livre de son emphase, faites abstraction des ardeurs quasi-mystiques de Ernest Zyromski, faites justice de sa phraséologie ambitieuse et vague, emparez-vous de ses formules, pressez-les, tout son effort aboutit à une glorification de la science : il compose un rapide historique de l'esprit scientifique ; il s'arrête à Chénier, qui « utilise les découvertes de l'esprit moderne et se montre capable de réintégrer le naturalisme primitif en le consolidant par la science ». Du *Rig-Véda* au poème de l'*Invention*, ce sont des esquisses légères, brillantes, pleines d'attrait.. C'est par là que vaut l'*Orgueil humain*, qui n'est donc point un livre vide, encore que l'auteur n'y tienne pas ses promesses, et ne nous apporte ni une religion, ni une philosophie, ni même quelque « vérité primordiale » imprévue, fulgurante... Ce livre n'est point si « essentiel » ; Ernest Zyromski n'en conclut pas moins :

«... J'essayerai de poursuivre cette enquête et de collaborer à l'édifice qui doit grouper les hommes dans la paix des certitudes. Mais si les forces m'abandonnent, et

si des mains plus robustes doivent achever l'œuvre commencée par mes fragiles mains, je suis dès maintenant rassuré par le triomphe de la science et la révélation inévitable de son enseignement... »

Soyez rassuré, ô Zyromski !

* * *

En prenant l'engagement de poursuivre son enquête, Ernest Zyromski annonçait l'intention de juger l'œuvre du XIXe siècle, « œuvre incohérente et encore égarée (?), mais déjà traversée de magnifiques lueurs ». Autrement dit, Ernest Zyromski s'imposait la tâche de « pénétrer dans ses profondeurs » la pensée de Gœthe et de Vigny, de Michelet et de Sully Prudhomme, de Hugo et de Tolstoï. Nous lui devons un *Lamartine poète lyrique*. Voici un *Sully Prudhomme.*

Tout d'abord notons que le talent de Ernest Zyromski, s'il s'est développé en profondeur, en force et en éclat, nous apparaît avec les mêmes caractères distinctifs : l'idéologue porte avec une aisance accrue le poids de conceptions plus vastes ; le poète mesure ses enthousiasmes et surtout les exprime en une langue plus heureuse, abondante en métaphores moins prévues : l'un et l'autre se sont soumis à la discipline du critique : ils lui rendent autant qu'ils lui doivent : un triple concours détermine l'harmonieuse originalité de ce talent, qui s'épanouit en pleine maturité...

Et certes le foncier lyrisme de Ernest Zyromski n'est pas niable : quel étrange besoin de confidence affirmé dès la préface ! car Ernest Zyromski écrit encore une préface, ou plutôt un « envoi » à Anatole Le Braz :

« Je n'ai jamais oublié nos longues promenades enivrantes aux environs de Quimper et de Paimpol, dans ces lieux où notre jeunesse répandait son délire, avant les tristesses de l'âge et les coups du destin. Je sortais des livres, des artifices de la vie d'Ecole... Depuis ce temps nous avons parcouru des routes diverses, et je n'ai pas ignoré les abattements de la mélancolie et de la fadeur... »

Un autre eût confié ces effusions de l'amitié au secret des postes, Ernest Zyromski les imprime toutes vives... et manifeste qu'il se défera malaisément d'un goût exagéré de la grandiloquence.

Cette grandiloquence surprend en un « envoi » où ne messiérait point un ton plus familier : elle convient à la majesté d'un grand sujet : et c'est un grand et noble sujet que les œuvres et la pensée du poète philosophe. Admirable rencontre : il n'est presque pas une idée entrevue, ébauchée, annoncée dans l'*Orgueil humain* qui ne reparaisse en ce *Sully Prudhomme*, précisée, amplifiée, élucidée par le plus entraînant commentaire : Ernest Zyromski confronte sa propre pensée à celle de Sully Prudhomme : il constate sur presque tous les points une concordance quasi-parfaite. Ernest Zyromski avait pressenti ce que le poète formule en vers inoubliables : ce que le poète n'a point formulé, intuitions vagues, concepts latents, inexprimés, Ernest Zyromski le retrouve, le restitue, l'exprime : jamais critique ne fut mieux préparé à sa tâche : jamais tâche ne fut rendue plus aisée par une sympathie spontanée, et comme une entente préétablie. Cette apologie de la science que Ernest Zyromski avait tentée, Sully Prudhomme l'a réalisée avec magnificence : le poète humanise la science : il n'a rien sacrifié de ses préoccupations morales, il concilie le bonheur et la justice, exalte l'universelle *aspiration*, éclaire d'une lumière d'apothéose la loi expliquée par la notion complémentaire de sacrifice, déifie la Nature :

« Oui, Nature, ici-bas mon appui, mon asile,
C'est ta fixe raison qui met tout en son lieu ;
J'y crois, et nul croyant plus ferme et plus docile
Ne s'étendit jamais sous le char de son Dieu.

« Fais-moi crier longtemps, fais-moi crier encore,
S'il te faut ces cris-là pour ébranler aux cieux
Quelque rayon vibrant d'une étoile sonore
Dans un chœur sidéral invisible à mes yeux.

« Ne mesurant jamais sur ma fortune infime
Ni le bien ni le mal, dans mon étroit sentier
J'irai calme, et je voue, atome dans l'abîme,
Mon humble part de force à ton chef-d'œuvre entier. »

Ernest Zyromski accueille ces vers avec enthousiasme : qui donc en découvrirait plus aisément le sens profond? qui donc revivrait avec une plus intelligente allégresse les méditations de Sully Prudhomme? Qui donc nous révélerait avec une plus amicale complaisance les complications de ce poétique et grandiose idéalisme? Il définit l'attitude de Sully Prudhomme devant les romantiques et les Parnassiens, précise la filiation qui le rattache à Vigny, enregistre ses inquiétudes :

« Aux étoiles, j'ai dit un soir :
Vous ne me semblez pas heureuses ;
Vos lueurs, dans l'infini noir,
Ont des tendresses douloureuses.

. . . .

« Vous, les étoiles, les aïeules
Des créatures et des Dieux,
Vous avez des pleurs dans les yeux ! »

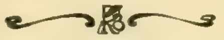
son pessimisme :

« Et sur l'humanité, le spleen muet et blême
Comme un linceul immense étendit son brouillard. »

ses amours, ses troubles, ses angoisses, les douloureuses démarches d'une pensée qui conquiert enfin la sérénité. L'analyse de Ernest Zyromski, si lucide, si pénétrante, si forte, nous émeut, telle l'action, tout

idéale, d'un drame philosophique... A peine songe-t-on que ce poète et ce critique professent des idées trop voisines, qu'on aimerait à distinguer plus sûrement ce qui appartient en propre à chacun d'eux, que Ernest Zyromski, idéologue impénitent, humilie probablement à l'excès, en Sully Prudhomme, le poète élégiaque devant le penseur-poète, qu'après tout, et si noble que soit l'effort philosophique de Sully Prudhomme, c'est peut-être de simples vers de tendresse et de mélancolie qui assureront sa gloire la plus lointaine... A peine songe-t-on à formuler ces réserves tant l'éloquence de Ernest Zyromski est vigoureuse et ardente et convaincante.

Lucien Maury.



LA MULTIPLICATION DES CONCERTS

Il y a plus d'une manière de comprendre la musique; mais il n'y a que deux façons d'en parler. La critique subjective essaie d'exprimer avec des mots le « plaisir sacré » dont Mallarmé chantait, dans sa prose crépusculaire, le retour à l'automne : « retour de la fée », dont la physionomie fugitive nous verse, comme la nature, des sentiments qu'elle ne contient pas... Cela, c'est *poétiser*, disait Beethoven. Au lieu d'interroger cette architecture émouvante des formes sonores en mouvement, la critique objective aborde l'actualité moins mystérieuse de la Vie musicale en France et l'activité sociale de ses divers chapitres : ici, les compositeurs, *genus irritabile vatum*; là, le public, ou plutôt les différents publics, *mobile vulgus*; et les intermédiaires obligés entre producteurs et consommateurs d'idéal : les exécutants, interprètes convaincus ou virtuoses exigeants; les concerts, de plus en plus nombreux, qui les groupent dans des salles rarement bâties pour les recevoir; les programmes, enfin, sans oublier les critiques musicaux à qui l'évolution musicale impose le don d'ubiquité... La psychologie des foules a, comme on dit vulgairement, du pain sur la planche !

On dit aussi que les peuples ont presque toujours le gouvernement qu'ils méritent : questionnons donc les programmes favoris du public, menus mélodieux de nos hivers gourmands. Longtemps la France n'entendit point de musique en dehors du théâtre et ne parut pas en souffrir. L'érudition (1), toutefois, nous rappelle que les concerts sous l'ancien régime ne furent pas un mythe : il ne faut pas juger les Parisiens poudrés de Louis XVI sur les dédains allemands du petit Mozart; les symphonies de son vieil ami Haydn étaient plus souvent jouées qu'aujourd'hui : nos pères les applaudissaient chez Navoigille aîné, chez Gossec; les vingt-quatre concerts spirituels de l'année et le concert de la Saint-Louis dans le jardin des Tuileries n'étaient pas les seuls; les « amateurs » avaient déjà leurs séances; la rue de Cléry parlait du chevalier de Saint-Georges et de ses prouesses de violon solo; sur la fin du XVIIIe siècle, on pouvait entendre, dans les cafés, « de bonnes symphonies et des ariettes burlesques »; les contemporains de Mercier se félicitaient de « ce qu'un garçon tailleur, en prenant son verre de liqueur, pût jouir d'un concert que n'ont pas eu soixante rois de France... » Et la province n'était pas moins mélomane, déjà, que Paris. Ah! le beau vieux temps! Avec la période révolutionnaire, la musique se fait colossale et les aïeux de Berlioz n'écrivent que pour les fêtes du civisme. Après, c'est le néant...

Un siècle passe, et quand il entend « des morceaux symphoniques de Wagner retentir dans les casinos ouverts tous les soirs à une foule amoureuse de voluptés triviales », le plus raffiné des premiers wagnériens français (1) peut écrire que « la majesté fulgurante de cette musique tombait là comme le tonnerre dans un mauvais lieu ». Loin du théâtre, en ces temps lointains, la chaste musique n'a que deux partis : s'encanailler à ce que le peuple appelle le *concert*, c'est-à-dire au *beuglant* crapuleux et fumeux; se cloîtrer au Conservatoire et révéler Beethoven à des abonnés gourmés. Ici, le refrain stupide, épelé, dans une impasse nocturne, par un groupe de filles et d'ouvriers qui suivent sur les couplets la voix éraillée du camelot; là bas, dans la chapelle pompéienne et fermée, la grande musique insouciante de sa sœur du ruisseau...

Depuis le dimanche 27 octobre 1861, l'abîme s'est comblé, d'abord lentement, avec les concerts populaires de musique classique, de Pasdeloup; puis en 1873, au Châtelet, avec les concerts Colonne, vengeurs de Berlioz; en 1881, avec les concerts Lamoureux, propagateurs de Wagner, et qui déménageront souvent avant de se resserrer dans la bonbonnière Gaveau. Malgré les progrès de notre goût musical, les intelligents efforts de MM. d'Harcourt et Cortot furent éphémères; l'essai de M. Pierre Carolus-Duran n'eut qu'un soir; on ne reparle pas, cette année, des concerts Clémandh, Monteux, Barrau : la jolie salle de l'*Euterpeia*, qui logeait ce dernier, reste vide. Mais les concerts populaires prennent racine à Marigny; de grands festivals non moins populaires s'emparent de l'Hippodrome; las de voisiner avec les cabarets montmartrois, l'orchestre

(1) *Les concerts en France sous l'ancien régime*, par Michel Brenet.

(1) Charles Baudelaire. *Richard Wagner et Tannhäuser à Paris* (18 mars 1861).

Sechiari dispute les jeudis à l'orchestre Chevillard en pleine salle Gaveau. Si les concerts dominicaux inaugurent des jeudis soir, les concerts du soir donnent des matinées dominicales : rival heureux du café concert, le concert Rouge, de la rue de Tournon, semble très fier d'afficher sa dix-huitième année, après d'humbles débuts sur l'emplacement de la nouvelle gare de Sceaux; et comme la concurrence intervient plus que jamais dans l'art des affaires ou dans les affaires de l'art, la rive droite ne reste pas en arrière de la rive gauche, et, depuis un an, le concert Touche exécute les grands maîtres au boulevard de Strasbourg, en pleine fête parisienne, à deux pas de la revue moins immatérielle de la Scala...

Ce n'est pas seulement l orchestre qui descend au milieu des consommations . la musique de chambre, à son tour, ne se contente plus d'attirer les célèbres quatuors étrangers à la Philharmonique, ou de mettre en présence deux Sociétés Bach; et ce n'est pas uniquement aux *Soirées d'Art* de la rue d'Athènes mais au concert Rouge, au concert Touche, que s'introduisent les auteurs difficiles qu'Armand Parent révélait depuis dix-sept hivers à son élite avant de transporter son œuvre éducatrice à la *Schola Cantorum* : si le grand art se popularise en abaissant ses prix, le café-concert s'ennoblit en épurant ses programmes.

C'est un fait nouveau. Partout la vraie musique fait prime, et le concert est partout : aux Salons de l'automne et du printemps; au théâtre et jusqu'aux matinées littéraires; quand Shakespeare ou l'actualité faiblit, l'Odéon remet *l Arlésienne* et l'orchestre Colonne en vedette; Massenet et ses meilleurs élèves écrivent pour le drame; l'*Enfant prodigue*, de Wormser, au cinématographe des Variétés, a fait les beaux soirs d'un été glacial. La musique savante est au restaurant, l'hiver, au jardin, l'été : menacées par la loi de deux ans. nos musiques militaires ont bien mérité de la musique française avec le vaillant Gironce, alors que la Garde-Républicaine abordait *Parsifal* ou *Tristan*! En toutes saisons, Wagner et le *Preislied* des *Maîtres-Chanteurs* défendent le grand art à l'heure de l'apéritif; et sans parler de l'odieux phonographe, les badauds que la pluie chasse dans les passages reconnaissent l'ouverture de *Tannhäuser* précipitant son italianisme et ses harmonies sur un piano sans pianiste...

La musique est partout, même au concert, malgré la stagnation des programmes. L'évolution de nos grandes entreprises devait subir un temps d'arrêt : on ne forge pas un Wagner tous les ans. Pour corser le répertoire, il faut afficher des virtuoses, des *Kapellmeister* des noms, une Litvinne, un Mengelberg. Et, cependant, tout change, en dépit des affiches et des apparences; jamais la vie ne s'arrête : aussi bien l'évolution d'un art n'est pas seulement dans la production des artistes, mais dans le recrutement d'un public; l'histoire ne se fait pas seulement par les partitions, mais par les bravos qu'elles recueillent; la pléthore des concerts n'est pas moins significative que la croissante difficulté des ouvrages Et l'art musical, plus que tout autre, obéit à la plus curieuse loi de déplacement des valeurs : telle bluette savante, comme la *Rapsodie norwégienne* de Lalo, qui parut une primeur, le 20 avril 879, à la Société Nationale, est maintenant servie devant toutes les tables; même observation pour le *Peer Gynt* de ce regretté Grieg, qu'on nomme avec exagération le Schumann de la Norwège. Le même morceau, la même *suite*, qui ne parlait qu'aux délicats d'il y a trente ans, conquiert peu à peu tous les programmes; la sonate de Franck, qui commença par effaroucher la gent scolastique, fait recette au moindre concert : le plus passionnant, mais le plus compliqué des arts passe lentement d'une élite à la majorité. N'avons-nous pas entendu la grande ouverture (op. 124) de Beethoven dans une brasserie voisine de la gare Montparnasse? Les mardis classiques du concert Rouge ou du concert Touche affichent couramment une séance Erlanger, un festival d'Indy. des soirées réconciliant Beethoven et Debussy. L'austère Brahms lui même, dont Parent nous réserve un cycle, est débité devant des consommateurs; les quatuors les plus ardus se jouent dans une tabagie. Le plus aristocratique des arts se démocratise : ce qu'il perd en qualité rare, il le rattrape en quantité d'auditeurs et d'auditions.

Bien entendu, cénacles et chapelles n'abdiquent rien de leurs prétentions; le snobisme en est réduit à frapper plus fort... en chuchotant plus bas! Et laissant *la Fantastique* de Berlioz ou la cordiale symphonie de Franck à la foule, les avancés retrouvent les érudits et les snobs à la Société Nationale; aux concerts mensuels de la *Schola*, vrais cours d histoire musicale; aux nouveaux *Concerts d'avant-garde* concert Rouge pour gens du monde, admirateurs du Quatuor Capet et de son subtil parrain Gabriel Fauré. La majorité qui s'accroît et s'instruit chaque hiver ne s'inquiète pas plus des rivalités de conservatoires que des apostolats de salons : elle applaudit comme il faut le magistral *Apprenti Sorcier* de Dukas, sans savoir s'il est de bon ton d'exalter ou de maudire *Ariane* et *Barbe Bleue*; elle aime déjà le *Prélude à l'Après-midi d'un faune*, sans se croire obligée de se faire voir à chaque reprise de *Pelléas et Mélisande*; elle ne croit pas encore que l'originalité tant soit peu voulue de M. Ravel surpasse l'éloquence d'un Richard Wagner ou l'âme des derniers quatuors beethovéniens; mais elle découvre du charme ou de la puissance dans le *debussysme* des

premières auditions de l'année, *Faunes et Dryades*, de M. Roussel, ou *Chant de la Destinée*, de M. Gabriel Dupont. Et, pour la majorité naïve, le dieu Beethoven est encore un jeune.

De plus en plus compact, le public de l'Art (comme disaient les Goncourt) n'hésite pas entre la crainte judicieuse d'être dupe et la peur maladive de paraître arriéré, qui fait tant de victimes; il laisse l'angoisse à l'avant garde et prend son plaisir où il le trouve. Ce plaisir a fait lui-même d'effrayants progrès : car le vieil opéra perd, chaque année, sa clientèle provinciale; à Dijon, Rameau ressuscite; le ballet même se transforme; l'italianisme et ses fioritures ne caressent plus que de vieux messieurs, qui se rappellent vaguement avoir été des ténors mondains... Bref, une époque, avec ses différents publics, reflète les différents moments de l'évolution : raccourci d'histoire, où le crépuscule s'estompe dans une aube.

L'avenir, comme chacun sait, n'est à personne; mais pourquoi cette *mélomanie* tardive? N'a-t elle pas un peu l'air d'un anachronisme en ce Paris friand de spectacles faisandés ou d'illustrations dramatiques? Comment concilier le goût des derniers quatuors avec le regain du vaudeville? Problème capital, qu'on ne résout pas dans une fanfare de péroraison hâtive! On peut observer que le penchant pour la musique est éternel, et que c'est le programme seulement qui change avec les étapes de l'éducation. Un poète a déclaré la poésie plus nécessaire que le pain : *panem et musicam*, n'est-ce point la devise du peuple-roi d'aujourd'hui? Ce n'est plus assez d'être auditeur, on veut devenir exécutant; à tous les degrés sociaux, les amateurs se font artistes; un orchestre les attend, et les conservatoires se multiplient comme les concerts.

Les philosophes, qui se méfient des sirènes, ajoutent que la musique est une poésie vague, que son langage inarticulé ne parle de l'absolu rêvé qu'en ébranlant tous les sens et que l'ivresse sonore a remplacé l'encens des chapelles désaffectées; la passion musicale étant toute passive et purement sensuelle, même sublime, on se précipiterait, une fois de plus, à la décadence « par le chemin du progrès »... Assurément, il est généreux de mettre à la portée des petites bourses les grandes œuvres qui nous donnent l'illusion brève de nous croire meilleurs; mais la plus loyale des vulgarisations ne va point sans danger pour l'auditeur et pour l'œuvre : il ne faudrait pas nous rassasier de Beethoven autant que des chromos de la *Joconde* et nous rendre jaloux des premiers wagnériens français, qui découvraient, avec M. Saint-Saëns, les échos surnaturels de Montsalvat!

RAYMOND BOUYER.

Chronique

—

L'ŒUVRE POLITIQUE DE 1907

L'année 1907 n'a été marquée par aucun de ces événements décisifs, qui se fixent à jamais dans la mémoire de la nation. Elle est cependant fort éloignée d'être dénuée, pour un observateur, d'action et d'intérêt.

A l'extérieur, elle a vu se poursuivre l'effort vacillant du gouvernement au Maroc, effort qui se rattache à quatre-vingts ans de politique africaine, et à la volonté avérée de la France de se prolonger au delà de la Méditerranée — pour faire figure encore dans le monde de demain, où quelques nations géantes, États-Unis, Russie, Empire anglais, Empire pangermanique, Brésil, Coalition jaune peut-être, exerceront une redoutable prépondérance.

L'Allemagne continue à contrecarrer cette action. Ses agents ont fomenté au Maroc, et dans toute l'humanité musulmane, la haine des Français. Le meurtre de plusieurs de nos compatriotes s'en est suivi, contraignant notre gouvernement à envoyer un corps expéditionnaire à Casablanca; — plus récemment, la violation de notre propre frontière d'Algérie l'a obligé à expédier une colonne sur ces confins afin de châtier les tribus coupables.

Il n'est point douteux, pour les gens informés, que l'opinion musulmane ne soit modifiée à notre égard. En Algérie, en Tunisie, même, des symptômes caractéristiques trahissent maintenant son penchant frondeur, sinon son animosité. L'Arabe n'a plus sa docilité de naguère. Pour sauvegarder notre domination, il nous faudra montrer une persévérante énergie, dont nous ne sommes heureusement pas tout à fait incapables.

L'Allemagne nous combat moins peut-être par hostilité profonde, que pour nous intimider, nous détacher ainsi de l'Angleterre, et obtenir notre appui, dans son grand dessein d'expansion commerciale et coloniale. Aussi ne faut-il point désespérer, d'un accord final, que peuvent préparer des conférences internationales comme celle qui, pour la seconde fois, vient de réunir, dans un but de droit international, les représentants des États civilisés, à la Haye — et surtout des entrevues telles que celle qu'ont eue les semaines passées, en Angleterre, le roi Édouard VII et l'Empereur Guillaume II.

*
* *

A l'intérieur, les directions traditionnelles de la politique radicale ont été maintenues. L'application de la loi de séparation a été poursuivie contre le clergé catholique avec une rigueur croissante, parce que sans danger. Dans tous les incidents qu'a soulevés cette hâtive entreprise, l'opinion a montré, en effet, jusqu'ici, un calme déconcertant. Acceptera-t-elle avec la même indifférence que les legs faits à l'Église et frappés de caducité, échoient à tels établissements de bienfaisance qu'a désignés l'État, au lieu de revenir, selon le droit usuel, aux héritiers du légataire?

La liquidation des biens des congrégations s'accomplit lentement. Ces immeubles, qu'une affectation à des be-

soins collectifs rendait peu propres à l'utilisation individuelle, ont été vendus, sans que l'on ait songé à faciliter leur acquisition par les départements et les communes, qui en eussent disposé pour leurs vieillards, ou leurs autres hospitalisés. Ils n'ont par suite procuré que des prix dérisoires. Ils ont été, au propre, affreusement gaspillés. — Selon la coutume, nul n'apparaît responsable de cette liquidation désastreuse, qui décèle par suite une singulière imprévoyance du pouvoir.

D'innombrables chefs-d'œuvre de l'art religieux ont été, avec la complicité du clergé, soustraits à la main mise de l'Etat, volés ou vendus. Leur disparition constitue une perte irrémédiable pour la fortune et le prestige artistiques de la France. Là encore, nulle autorité n'est coupable, puisque toutes le sont, le Parlement en premier lieu.

Le mouvement de réformes sociales s'est trouvé, par contre, enrayé. C'est que les finances publiques n'accusent aucune disponibilité, répondant au coût de telles et si nécessaires améliorations. Et c'est que l'opinion redoute toute modification au régime du travail, depuis que la loi sur le repos hebdomadaire a montré l'inaptitude du Parlement à modeler la règle sur les exigences, infiniment complexes et diverses, des métiers, et des trafics.

Le ministère a vainement dressé et déposé ce projet de réforme sur le revenu, qu'il présente comme le régénérateur de nos finances, et la préface inéluctable aux réformes sociales. Alarmée, craignant que la progression fiscale, excellente en théorie, ne dégénère en instrument d'inquisition et d'oppression, l'opinion le repousse.



Il faut avouer que l'autorité ne possède plus en France ni la liberté, ni la force, qui sont les garanties de sa droite action.

Ce n'est point la faute du Cabinet, auquel, quel qu'il soit, il est d'usage d'attribuer tous les maux. D'ailleurs, le ministère actuel comprend quelques-uns des politiques les plus clairvoyants et les plus énergiques, que possède notre régime. — C'est bien plutôt le résultat, selon un aveu officiel, d'années d'incurie, et de nos mœurs politiques.

La Chambre des Députés, sans l'adhésion de laquelle il n'est point de gouvernement, paraît dominée par un unique souci : celui de sa réélection ; par une seule pensée : celle de la surenchère. Cette faiblesse la rend esclave de la gent des courtiers électoraux qui, dans la présente déliquescence de l'autorité, sont les premiers détenteurs des destinées nationales.

Or cette clique se recrute parmi les gens les plus bruyants, les moins scrupuleux, ceux qui, selon l'expression populaire « ont fini de bien faire ». On distingue parmi eux les anciens agents des Congrégations, qui, privés des subsides romains depuis l'expulsion de leurs anciens patrons, se sont retournés vers la lucrative démagogie. On y discerne aussi de petits commerçants incapables et malheureux en affaires, des fonctionnaires avides, des journalistes aigris, quelques instituteurs égarés et des fanatiques désintéressés.

Ces gens forment, dans chaque ville, un petit groupe qui prétend jouer au Comité de Salut public. Devant lui tremblent, en effet, les députés, et s'inclinent les préfets. Ils réussissent ainsi à se faire entendre de toute la hiérarchie politique. De leur appétits et de leurs passions dépendent, en définitive, les décisions du Gouvernement et du Parlement.

On conçoit qu'avec une telle organisation, toute politique droite poursuivant des fins nationales, soit impossible. C'est l'esprit de coteries — et quelles coteries! ce sont les mesquines ambitions de petites personnalités qui prévalent — avec de louables, mais impuissantes velléités de nos gouvernants vers une action plus généreuse.

* * *

Cette impuissance du pouvoir, et cette indignité de ses habituels soutiens ont provoqué une mésestime générale, autant qu'intense, vis-à-vis du parlementarisme actuel. Et les manifestations de ce sentiment public constituent peut-être les événements les plus saillants de l'année qui s'éteint.

Les parlementaires eux-mêmes, cependant portés à l'optimisme — *Quos vult perdere, dementat* — ont pu s'apercevoir de la désaffection dont ils sont l'objet, par l'affaire de « l'indemnité ».

Sans avis préalable, ni discussion, d'un vote soudain, les députés, en effet, ont élevé l'indemnité parlementaire à quinze mille francs. La somme n'a rien d'excessif, en raison des lourdes dépenses professionnelles imposées aux représentants et à la double installation qu'ils sont forcés d'avoir à Paris — où l'on sait la cherté de la vie — et dans leur circonscription. Et cependant cette mesure — un peu intempestive et subite — a provoqué dans la nation la plus furieuse irritation. Après plusieurs mois, les polémiques ne sont point adoucies. Et il n'est pas douteux que cette question infime n'exerce une influence fâcheuse sur les élections prochaines.

La défiance du peuple à l'égard de ses mandataires s'est affirmée, avec éclat, en diverses circonstances. C'est la Confédération du travail et ce sont les fédérations affiliées, qui ont combattu le nouveau ministère du Travail. Ce sont les diverses corporations ouvrières, et surtout les associations de fonctionnaires, qui ont adressé de solennelles injonctions au pouvoir — et qui en intiment quotidiennement à ses principaux agents. On se souvient de la lettre insolente des secrétaires de ces groupements au président du Conseil, M. Clémenceau : plusieurs révocations en ont été la conséquence. Elles n'ont point désarmé la superbe de ces organisations.

Il n'est point douteux que les centaines de milliers de fonctionnaires qu'emploie notre démocratie centralisatrice ne peuvent être traités avec le même sans-gêne que les serviteurs, peu nombreux, de l'ancien Etat autocratique. Ils ont le droit d'être pourvus des garanties inévitables d'un statut, d'être admis à participer à l'élaboration des règlements du travail, et à l'application des sanctions. Mais le respect et la discipline vis-à-vis de l'autorité centrale demeurent les plus impérieux de leurs devoirs.

N'est-ce point un mépris sans égal pour les Parlementaires et le gouvernement, qu'ont affiché, en mai et juin, les populations rebelles de quatre départements du Midi? Unanime et violente, cette insurrection, sans exemple dans le passé de la troisième république, demeure un prodrome menaçant pour l'avenir.

Là, sans distinction d'opinion ni de condition, tous les habitants s'élevèrent contre la nuisance des politiciens et l'impéritie du pouvoir. Ils employèrent, certes, des moyens que réprouve la saine raison politique. Par leur violation des lois, ils acculèrent le gouvernement à la répression. Mais ces excès même démontrent l'irritation profonde de l'opinion — et ses frénésies possibles — contre le Parlementarisme.

*
* *

Il est affligeant, mais indispensable de le constater : à la faiblesse foncière du pouvoir, correspond le mécontentement, l'indiscipline de la nation.

Et cependant l'opinion ne demande qu'à soutenir un gouvernement de ferme action démocratique. Elle n'a aucune inclination vers ces régimes déchus, monarchies parlementaires ou dictatures impériales, dont elle a éprouvé le mensonge et le péril.

Elle redoute les éventualités probables : la prépondérance exclusive des comités ou des syndicats, conduisant au despotisme populaire, le plus abject et le plus éhonté, disait déjà le père de la science politique, Montesquieu; — puis, en réaction, une dictature césarienne, supprimant toute liberté de pensée, toute dignité de la vie civique.

Ce qu'elle souhaite, sans oser, après tant de déceptions, l'attendre vraiment, c'est une réforme du parlementarisme par lui-même.

C'est la sincérité et la loyauté introduites dans les élections par le secret du vote et la représentation proportionnelle. C'est une sérieuse méthode de travail, pratiquée par une Chambre réduite en nombre, et résolue à faire les affaires du pays non les siennes. C'est une force, et, partant, une responsabilité plus effectives dévolues au gouvernement.

Il ne serait point impossible, ensuite, de régénérer le fonctionnarisme français, en le dépouillant des nombreuses sinécures, en l'appropriant aux besoins modifiés de la société contemporaine. Et il ne serait plus chimérique d'obtenir de notre enseignement public, qu'il dispense une forte éducation civique, et exerce sur les masses populaires et bourgeoises une influence moralisatrice.

Le pouvoir pourrait alors pratiquer une politique financière et sociale d'une légitime audace, sans que l'on suspecte ses intentions et que l'on incrimine son but.

L'année 1907, qui trahit un état de désorganisation avancée, n'est point sans accuser — c'est justice de le constater — de très nombreuses et vigoureuses velléités de réforme.

Les verrons-nous se développer l'an prochain?

JACQUES LUX.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

Du 1er Juillet au 31 Décembre 1907

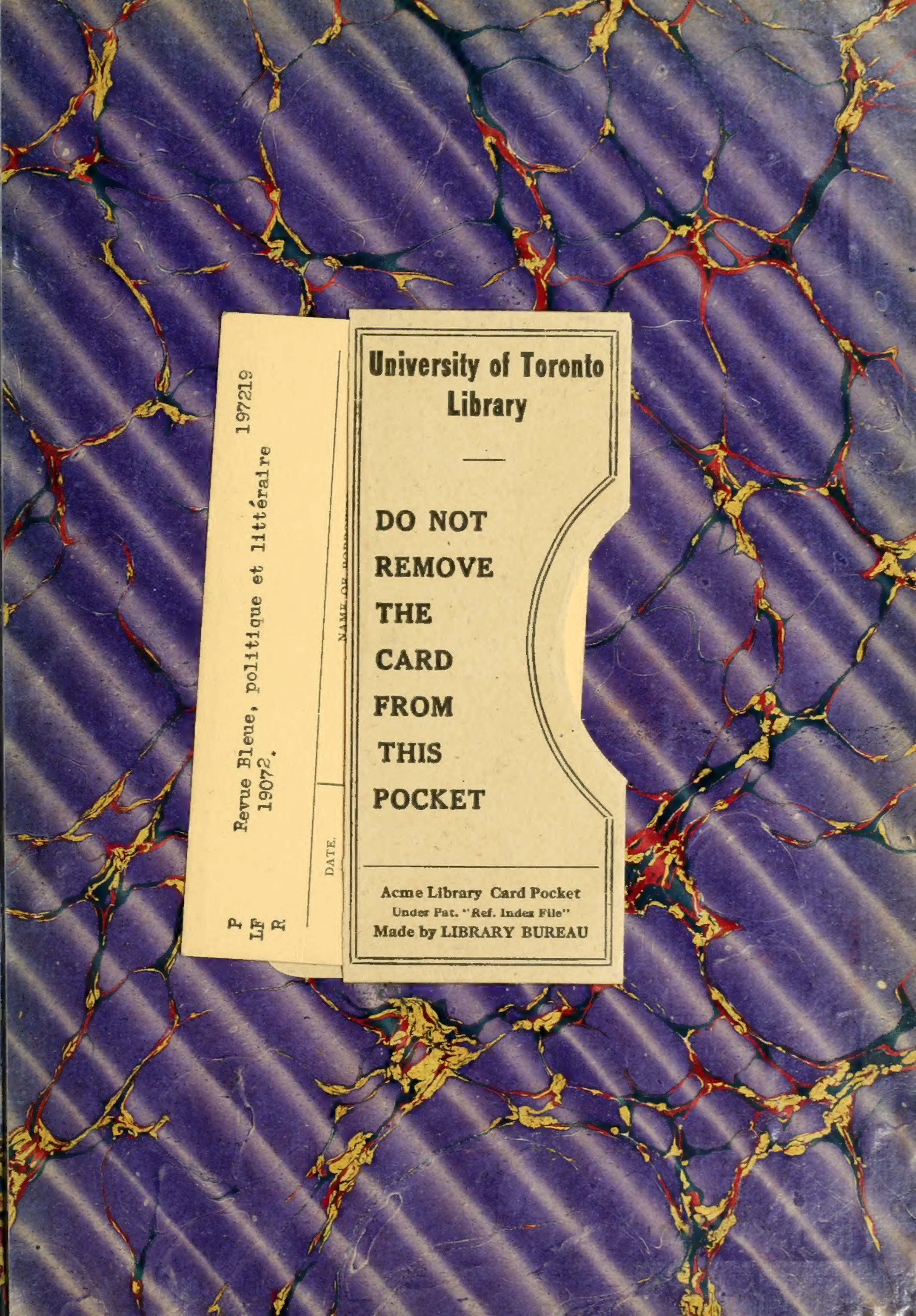
TABLE DES AUTEURS

Du 1er Juillet au 31 Décembre 1907

TABLE DES LETTRES : ŒUVRES ET IDÉES

Le Propriétaire-Gérant : FÉLIX DUMOULIN.





University of Toronto
Library
DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU
Revue Bleue, politique et littéraire
197219
P
LF
R
DATE.

